

3 1761 11973997 7









Digitized by the Internet Archive  
in 2023 with funding from  
University of Toronto

<https://archive.org/details/31761119739977>















HOUSE OF COMMONS

Issue No. 58

Monday, May 31, 1976

Chairman: Mr. Mark MacGuigan

CAI XC 33  
-J96  
CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule n° 58

Le lundi 31 mai 1976

Président: M. Mark MacGuigan

Government  
Publications

24

Minutes of Proceedings and Evidence  
of the Standing Committee on

## Justice and Legal Affairs

Procès-verbaux et témoignages  
du Comité permanent de la

## Justice et des questions juridiques

RESPECTING:

Bill C-83, Criminal Law Amendment  
Act (No. 1), 1976.

CONCERNANT:

Bill C-83, Loi de 1976 modifiant  
le droit pénal, n° 1.

WITNESSES:

(See back cover)

TÉMOINS:

(Voir à l'endos)



First Session

Thirtieth Parliament, 1974-75-76

Première session de la

trentième législature, 1974-1975-1976



STANDING COMMITTEE ON JUSTICE  
AND LEGAL AFFAIRS

*Chairman:* Mr. Mark MacGuigan

*Vice-Chairman:* Mr. Yvon Pinard

Messrs.

Anderson  
Brisco  
Caouette (*Villeneuve*)  
Fairweather

Fox  
Guay (*Lévis*)  
Korchinski  
Lachance

COMITÉ PERMANENT DE LA JUSTICE  
ET DES QUESTIONS JURIDIQUES

*Président:* M. Mark MacGuigan

*Vice-président:* M. Yvon Pinard

Messieurs

Leggatt  
Loiselle (*Chambly*)  
Marceau  
McCleave  
Olivier

Poulin  
Robinson  
Scott  
Towers  
Woolliams—(20)

(Quorum 11)

*Le greffier du Comité*

Lois A. Cameron

*Clerk of the Committee*

Pursuant to S.O. 65(4)(b)

On Friday, May 28, 1976:

Mr. Fairweather replaced Mr. Friesen  
Mr. Gilbert replaced Mr. Leggatt  
Mr. Côté replaced Mr. Poulin  
Miss Nicholson replaced Mr. Robinson  
Mr. Macquarrie replaced Mr. Woolliams  
Mr. Poulin replaced Mr. Côté  
Mr. Robinson replaced Miss Nicholson  
Mr. Woolliams replaced Mr. Macquarrie

On Monday, May 31, 1976:

Mr. Scott replaced Mr. Hnatyshyn  
Mr. Leggatt replaced Mr. Gilbert

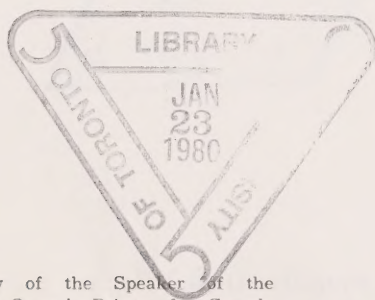
Conformément à l'article 65(4)b) du Règlement

Le vendredi 28 mai 1976:

M. Fairweather remplace M. Friesen  
M. Gilbert remplace M. Leggatt  
M. Côté remplace M. Poulin  
M<sup>lle</sup> Nicholson remplace M. Robinson  
M. Macquarrie remplace M. Woolliams  
M. Poulin remplace M. Côté  
M. Robinson remplace M<sup>lle</sup> Nicholson  
M. Woolliams remplace M. Macquarrie

Le lundi 31 mai 1976:

M. Scott remplace M. Hnatyshyn  
M. Leggatt remplace M. Gilbert



Published under authority of the Speaker of the  
House of Commons by the Queen's Printer for Canada

Publié en conformité de l'autorité de l'Orateur de la Chambre  
des communes par l'Imprimeur de la Reine pour le Canada

Available from Printing and Publishing, Supply and  
Services Canada, Ottawa, Canada K1A 0S9

En vente: Imprimerie et Édition, Approvisionnements et Services  
Canada, Ottawa, Canada K1A 0S9

## MINUTES OF PROCEEDINGS

MONDAY, MAY 31, 1976  
(64)

[Text]

The Standing Committee on Justice and Legal Affairs met at 4:37 o'clock p.m. this day, the Chairman, Mr. Mark MacGuigan, presiding.

*Members of the Committee present:* Messrs. Caouette (Villeneuve), Fox, Korchinski, Lachance, MacGuigan, McCleave, Pinard, Towers and Woolliams.

*Witnesses: From the "Fédération Québécoise de la Faune":* Mr. Robert Joyal, Vice-Président; Mr. Jean-Claude Bouchard, Vice-Président; Mr. J. J. Bourbeau, member, Committee on Study and Research.

The Committee resumed consideration of Bill C-83, An Act for the better protection of Canadian society against perpetrators of violent and other crime (Criminal Law Amendment Act (No. 1), 1976.)

On Clause 2

The witnesses made a statement and answered questions.

In accordance with the motion of the Committee on Thursday, October 10, 1974, the Chairman authorized that the brief presented to the Committee by the Canadian Labour Congress be appended to the Minutes of Proceedings and Evidence, when available in both official languages.

At 5:40 o'clock p.m. the Committee adjourned until 8:00 o'clock p.m. this day.

EVENING SITTING  
(65)

The Standing Committee on Justice and Legal Affairs met at 8:05 o'clock p.m. this day, the Vice-Chairman, Mr. Yvon Pinard, presiding.

*Members of the Committee present:* Messrs. Fox, Korchinski, Lachance, MacGuigan, Marceau, McCleave, Pinard, Scott, Towers and Woolliams.

*Other Members present:* Messrs. Hopkins, McKinley, Milne and Stanbury.

*Witnesses: From the Firearms Legislation Committee (Nova Scotia):* Mr. William Atton, Vice-Chairman. *From the Ontario Federation of Anglers and Hunters:* Mr. Gordon Blake, Past President; Col L. Nicholson, Advisor and Mr. Rick Morgan, Executive Director.

The Committee resumed consideration of Bill C-83, An Act for the better protection of Canadian society against perpetrators of violent and other crime (Criminal Law Amendment Act (No. 1), 1976.)

On Clause 2

The witness from the Firearms Legislation Committee (Nova Scotia) made a statement, answered questions and withdrew.

## PROCÈS-VERBAL

LE LUNDI 31 MAI 1976  
(64)

[Traduction]

Le Comité permanent de la justice et des questions juridiques se réunit aujourd'hui à 16 h 37 sous la présidence de M. Mark MacGuigan (président).

*Membres du Comité présents:* MM. Caouette (Villeneuve), Fox, Korchinski, Lachance, MacGuigan, McCleave, Pinard, Towers et Woolliams.

*Témoins: De la Fédération québécoise de la faune:* M. Robert Joyal, vice-président; M. Jean-Claude Bouchard, vice-président; M. J. J. Bourbeau, membre, Commission des études et recherches.

Le Comité poursuit l'étude du bill C-83, Loi pour mieux protéger la société canadienne contre les auteurs de crimes violents et autres crimes (Loi de 1976 modifiant le droit pénal, n° 1).

Article 2

Les témoins font une déclaration et répondent aux questions.

Conformément à la motion du Comité du jeudi 10 octobre 1974, le président autorise que le mémoire présenté au Comité par le Congrès canadien du travail soit joint en appendice aux procès-verbal et témoignages lorsqu'il sera disponible dans les deux langues officielles.

A 17 h 40, le Comité suspend ses travaux jusqu'à 20 heures ce soir.

SÉANCE DU SOIR  
(65)

Le Comité permanent de la justice et des questions juridiques se réunit aujourd'hui à 20 h 05, sous la présidence de M. Yvon Pinard (vice-président).

*Membres du Comité présents:* MM. Fox, Korchinski, Lachance, MacGuigan, Marceau, McCleave, Pinard, Scott, Towers et Woolliams.

*Autres députés présents:* MM. Hopkins, McKinley, Milne et Stanbury.

*Témoins: Du «Firearms Legislation Committee» (Nouvelle-Écosse):* M. William Atton, vice-président; *De l'Ontario Federation of Anglers and Hunters:* M. Gordon Blake, ancien président; le colonel L. Nicholson, conseiller et M. Rick Morgan, directeur exécutif.

Le Comité poursuit l'étude du bill C-83, Loi pour mieux protéger la société canadienne contre les auteurs de crimes violents et autres crimes (Loi de 1976 modifiant le droit pénal, n° 1).

Article 2

Le témoin du *Firearms Legislation Committee* (Nouvelle-Écosse) fait une déclaration, répond aux questions et se retire.



At 9:05 o'clock p.m. the sitting was suspended.

At 9:10 o'clock p.m. the sitting resumed.

The Chairman assumed the Chair.

The witnesses from the Ontario Federation of Anglers and Hunters made a statement and answered questions.

At 10:20 o'clock p.m. the Committee adjourned to the call of the Chair.

A 21 h 05, la séance est suspendue.

A 21 h 10, la séance reprend.

Le président occupe le fauteuil.

Les témoins de l'*Ontario Federation of Anglers and Hunters* font une déclaration et répondent aux questions.

A 22 h 20, le Comité suspend ses travaux jusqu'à nouvelle convocation du président.

*Le greffier du Comité*

Lois A. Cameron

*Clerk of the Committee*



## TÉMOIGNAGES

(Enregistrement électronique)

Le lundi 31 mai 1976

• 1635

[Texte]

**Le président:** A l'ordre, s'il vous plaît. Nous recevons cet après-midi la Fédération québécoise de la faune et nos témoins sont MM. Robert Joyal et Jean-Claude Bouchard, tous deux vice-présidents, de même que M. Bourbeau. Monsieur Joyal, vous avez la parole.

**M. R. Joyal (vice-président, Fédération québécoise de la Faune):** Monsieur le président, messieurs les membres du Comité...

**Le président:** Oui, monsieur Caouette.

**M. Caouette (Villeneuve):** J'aimerais que nous puissions tous comprendre ce que dit M. Joyal. M. Lachance et moi-même avons le document en français, mais deux de nos collègues sont unilingues anglais. Alors M. Joyal pourrait-il le traduire en anglais pour eux, quant à nous, nous pourrions le lire quand même?

**Le président:** Monsieur Caouette, je pense qu'il a l'intention de lire le document et les interprètes vont le traduire.

**M. Caouette (Villeneuve):** Oui, d'accord.

**M. R. Joyal:** Nous vous remercions d'avoir bien voulu accepter d'entendre aujourd'hui les représentations de la Fédération québécoise de la faune qui regroupe quelque 400 associations et clubs de chasse et pêche, lesquels représentent maintenant plus de 65,000 citoyens du Québec. Que vous preniez connaissance de ces représentations est d'autant plus important qu'elles représentent l'opinion des Québécois non chasseurs de plus en plus nombreux à mesure qu'ils deviennent informés de l'implication de certains articles.

Puisque notre organisme représente surtout les chasseurs et les pêcheurs, nous nous limiterons dans nos commentaires aux principaux articles qui touchent en particulier les chasseurs et les amateurs de tir à la cible.

• 1640

Bien entendu, le premier article qui nous vient à l'esprit et contre lequel nous nous opposons farouchement est l'article 106.1 qui oblige tout citoyen honnête, nous disons bien: honnête... les autres, nous savons tous ce qu'ils en feront de ce projet de loi, nous disons donc oblige tout citoyen honnête à obtenir une autorisation fédérale pour posséder ou acquérir une arme de chasse.

La Fédération est consciente qu'au Canada une certaine proportion d'actes violents est commise à l'aide d'armes de chasse, c'est-à-dire d'armes à canon long. Les drames familiaux, les altercations à la suite d'une beuverie et la dépression profonde étant les principales causes. Nous ne comprenons pas toutefois que le gouvernement actuel puisse croire que la mise en place d'une si grosse machine bureaucratique puisse diminuer pour la peine ce genre bien précis d'actes violents. Il nous semble bien quant à nous que c'est se servir d'un canon pour frapper dans un voilier de canards, un gros obus sera certainement moins efficace qu'une volée de petits plombs. Cette machine bureaucratique sera tellement lourde que, n'étant pas dupes, nous ne croyons pas du tout à son autofinancement au moyen d'une charge maximum de \$3 ou \$4 par requérant. Ne vient-on pas d'apprendre par les journaux que le coût d'une simple lettre d'affaires coûte maintenant aux compagnies la somme de \$3.85. Le coût généralement avancé de \$50 à \$80 par autorisation serait beaucoup plus réaliste. Nous, Québécois, connaissons bien depuis deux ou trois ans ce mot

## EVIDENCE

(Recorded by Electronic Apparatus)

Monday, May 31, 1976

[Interprétation]

**The Chairman:** Order, please. We have with us this afternoon the Fédération Québécoise de la Faune. Our witnesses will be Messrs Robert Joyal and Jean-Claude Bouchard, both Vice-Presidents, as well as Mr. Bourbeau. Mr. Joyal, the floor is yours.

**Mr. R. Joyal (Vice-President, Fédération Québécoise de la Faune):** Mr. Chairman, honourable members of the Committee...

**The Chairman:** Yes, Mr. Caouette.

**Mr. Caouette (Villeneuve):** I would like all of us to understand Mr. Joyal's statement. Mr. Lachance and myself have a copy of the document in French but two of our colleagues are unilingual English. I would therefore ask Mr. Joyal to translate the text into English. As far as we are concerned we could still read it.

**The Chairman:** Mr. Caouette, I think Mr. Joyal intends to read the document and the interpreters will translate it.

**Mr. Caouette (Villeneuve):** Very well then.

**Mr. R. Joyal:** We wish to thank you for receiving today representatives from the Fédération Québécoise de la Faune, made up of some four hundred fishing and hunting associations. They represent more than sixty-five thousand citizens of the Province of Quebec. It is of great importance that you hear our representations as they voice the opinion of non-hunting Quebecers whose number is growing as they become more informed about certain sections of the law.

Since our organization represents mainly hunters and fishermen, we will limit our comments to the main sections of the bill that affect particularly hunters and target shooting amateurs.

The first section of the bill that comes to our minds and to which we strongly object is Section 106.1. It compels all honest citizens, and I repeat honest... to obtain a licence in order to possess or purchase a hunting arm.

The Federation is fully aware that, in Canada, a certain number of violent crimes are committed with the help of long guns. The main causes of these crimes are family dramas, disputes following a drinking bout or a profound state of depression. How does the present government expect that such a heavy bureaucratic machinery will really reduce this specific type of violent acts. It is as if one used a cannon for duck hunting; pellets would certainly be more efficient. The administration proposed is so complex that we do not believe it will be self-financing if the maximum charge is only \$3 to \$4 per applicant. We have just read in the newspapers that companies are now spending up \$3.85 for a simple business letter. It would be much more realistic to consider charging \$50 to \$80 per authorization. During the last two or three years, we have heard a lot in Quebec about the "self-financing" of modest projects. We have just about had enough of that.

[Text]

«d'autofinancement» pour des projets modestes et on en a marre.

Le coût énorme mis à part, il nous apparaît fondamentalement arbitraire que chaque demandeur doive obtenir la signature de deux répondants qui se porteront garants de lui. En effet, contrairement à ce qu'affirmait M. Allmand dans son discours du 27 avril dernier, nous ne croyons pas que tous les incidents survenus à Vancouver, Ottawa, Brampton et ailleurs, auraient pu être évités grâce aux dispositions actuelles du projet de loi qui demande l'accord de deux répondants. En effet, je pense personnellement à un incident survenu il y a quelque trois ans dans ma propre communauté située dans le comté d'un des membres de ce Comité. Un des gardiens de mes propres enfants a tiré sur son institutrice avec une arme de chasse avant de tenter de s'enlever la vie. Je vous assure que rien la veille ne laissait présager son comportement soudain et j'aurais signé avec plaisir en tant qu'un de ses répondants. Il en est de même pour le père dépressif qui s'est suicidé après avoir tiré son fils de cinq ans avec un fusil de calibre .12 le 27 mars dernier à Anjou.

C'est pourquoi nous ne comprenons pas qu'il faille importuner près de 3 millions de citoyens dans le but très hypothécaire de réduire l'incidence de ce genre d'acte violent. Pour être un tant soit peu efficace, ce lourd système nécessiterait que le demandeur repasse un examen annuel car qui peut prédire quel sera le comportement d'un individu l'année suivante? De plus comment prévoit-on régler les cas marginaux? Quel sort attend un membre des A.A. ou celui qui était sous traitement psychiatrique il y a cinq ou dix ans et qui aujourd'hui est complètement rétabli?

Bref, qui accepterait en toute connaissance de cause d'être répondant en sachant très bien qu'il ne pourra jamais se porter garant de l'équilibre caractériel et émotif permanent, le mot permanent est très important, d'un individu qu'il connaîtra à peine généralement? Il est évident que ce ne sera qu'une formalité à remplir sans plus; en d'autres mots, un tas de tracasseries administratives qui n'auront que très peu d'effet sur la diminution du taux de criminalité.

Dans un autre ordre d'idées, la Fédération québécoise de la faune ne comprend pas, mais pas du tout, la relation entre le désir de diminuer la criminalité et l'obligation pour un jeune de moins de 18 ans d'obtenir un permis spécial même s'il pratique le tir sous la surveillance de son père ou de son chef scout, c'est-à-dire sous la surveillance d'une personne responsable. Dernièrement, le ministre Allmand...

**Mr. Woolliams:** If you could slow down just a little bit. It is pretty rapid. Do you mind?

**Le président:** Est-ce que vous pouvez parler un peu plus lentement pour l'interprétation?

**M. R. Joyal:** Excusez-moi. Dernièrement, le ministre Allmand a accepté de baisser l'âge minimum à 12 ans au lieu de 14 ans dans le projet de loi. Encore une fois, quelle est la relation entre le fait que nos fils ou filles de 10 ou 11 ans s'initient à manier une arme avec prudence sous notre surveillance et la diminution des actes violents? Cette disposition de la loi ne fera que décourager certains pour la pratique d'un loisir extrêmement sain et peu coûteux. Pourquoi ce jeune, qui peut nous accompagner à la chasse de la marmotte, doit-il posséder un permis spécial, on se le demande.

[Interpretation]

We also consider basically arbitrary that each applicant be compelled to obtain the signature of two guarantors. We do not agree with the statement made by Mr. Allmand in his speech of April 27. As far as we are concerned, the article of Bill C-83 which requires the signature of two guarantors, would not have prevented the incidents that occurred in Vancouver, Ottawa and Brampton. Which reminds me of an accident that happened in a community located in the riding of a member of this Committee. A young man who babysat for my own children shot his school teacher with a hunting arm before attempting to his own life. The night before, I would never have suspected anything abnormal in his behaviour and I would gladly have signed for him as a guarantor. The same goes for a depressive father who committed suicide after having shot his five-year old son with a 12 millimetre calibre rifle on March last, in Anjou.

We wonder why we should inconvenience close to three million citizens in order to hypothetically reduce the incidence of this type of violent act. In order to be efficient, this system should require that the applicant take a yearly examination. Who can predict what an individual's behaviour will be next year? How do you intend to treat marginal cases? How will we deal with AA members or with someone who underwent psychiatric treatment five or ten years ago but is completely recovered today?

In short, who will accept to act as guarantor for anyone knowing very well that it is impossible to vouch for permanent mental equilibrium and emotional state, and I repeat the word «permanent», in an individual that he hardly knows? I will end up being a simple formality. In other words, this section means a lot of red-tape that will affect very little the rate of criminality.

Moreover, the Fédération Québécoise de la Faune cannot see the relationship between the intent to reduce criminality and the obligation for a youngster less than 18 years of age to obtain a special permit if he practices target shooting under the surveillance of a responsible people, be it his father or a chief Boy Scout. Recently, the honourable Minister Allmand...

**M. Woolliams:** Auriez-vous objection à ralentir un tout petit peu? Vous parlez très rapidement.

**The Chairman:** Could you speak a little slower to allow for interpretation?

**Mr. R. Joyal:** Pardon me. Recently, Mr. Allmand has accepted to reduce the minimum age to 12 years instead of 14. Once more, I want to ask you what is the relationship between the fact that our daughters and sons 10 or 11 years old learn to handle prudently firearms under our surveillance and the reduction of violent acts? This disposition of the bill will simply discourage certain people from the practice of a healthy and cheap sport. Why should a youngster who comes with us to hunt the whistler be in possession of a special permit?



## [Texte]

Au Québec, on s'interroge sur l'efficacité, dans le mémoire, on écrit sécurité mais c'est efficacité, de tant d'articles du projet de loi pour protéger les citoyens alors que le plus grand vendeur d'armes au Canada, le gouvernement lui-même via le ministère de la Défense, met sur le marché des milliers de .303 extrêmement dangereuses pour la vie des utilisateurs. On devrait plutôt inspecter plus rigoureusement ces carabines avant de les mettre sur le marché.

• 1645

Le projet de loi permet aussi aux policiers de perquisitionner sans mandat lorsqu'il soupçonne qu'un crime violent va se commettre. Nous comprenons les raisons invoquées pour justifier ces dispositions, cependant, elles peuvent porter à des abus graves. Souvenons-nous d'octobre 1970 au Québec, alors que des abus inadmissibles ont été commis au chapitre des perquisitions policières. Le projet n'est pas assez explicite à ce sujet et c'est l'article que rejettent en bloc les Québécois chasseurs ou non-chasseurs. Encore une fois, l'arbitraire peut facilement remplacer le bon sens avec des dispositions aussi larges. Nous pouvons ici rappeler la perquisition effectuée le mois dernier chez un professeur de CEGEP que l'on soupçonnait de fomenter un coup felquiste lors des Olympiques et chez qui l'on s'attendait de trouver un dépôt d'armes. Tous les journalistes appelés sur les lieux pour voir le «show» constatèrent qu'il ne possédait en tout et pour tout qu'un faible revolver et une carabine inutilisable.

La Fédération québécoise de la faune est parfaitement consciente du taux de criminalité au Canada et elle est prête à collaborer à diminuer ne serait-ce que de quelques dizaines, le nombre d'actes violents commis annuellement avec des armes de chasse. C'est pourquoi nous sommes assurés, après y avoir bien réfléchi, que le gouvernement fait fausse route en voulant faire une distinction administrative entre l'aptitude d'un individu et sa compétence. Il existe quatre catégories de possesseurs d'armes à canon long: les collectionneurs, les tireurs de précision, les chasseurs comprenant les cultivateurs qui chassent les animaux qui leur sont nuisibles et enfin, ceux qui possèdent l'arme de leur père ou de leur grand-père sans parfois l'avoir jamais utilisée.

Depuis 1972, la possession d'un certificat de compétence est obligatoire au Québec pour l'obtention d'un permis de chasse et la Fédération de la faune est à l'aise d'en parler puisque c'est elle qui voit à dispenser les cours de manement des armes. Comme tous les possesseurs d'armes ne sont pas des chasseurs, il serait intéressant que le gouvernement fédéral effectue une recherche sur la proportion de crimes violents commis et par des détenteurs de certificats de compétence et par des non-détenteurs. La Fédération québécoise de la faune ne peut avoir accès à ces chiffres, mais le Solliciteur général, s'il l'avait voulu, aurait pu obtenir ces statistiques déjà sur ordinateur. Quant à nous, contrairement à M. Allmand, nous sommes persuadés qu'il existe une énorme différence et que le taux de criminalité est plus bas chez les possesseurs de certificat de compétence.

C'est pourquoi nous sommes persuadés que la possession d'un certificat de compétence dont les normes d'obtention seraient établies selon un standard uniforme dans toutes les provinces serait amplement suffisante. Évidemment, il serait rendu obligatoire pour tous les possesseurs sauf peut-être et c'est à voir, les collectionneurs qui auraient

## [Interprétation]

In the Province of Quebec, we question the efficiency of many sections of the bill aiming to protect citizens. In the brief you will read security, but we meant efficiency. Let us remember that the greatest vendor of firearms in Canada is the government itself. Through the Department of National Defence, it throws on the market thousands of .303 calibre rifles which endanger the lives of the users. Rather, rifles should be subject to severe inspection before being put on the market.

The bill also allows policemen to search without a warrant when they suspect that a violent crime is about to be committed. We understand the reasons behind these provisions but they can lead to great abuse. Let us not forget October 1970 in the Province of Quebec where police searches were carried out with inadmissible abuse. The bill is not sufficiently explicit on that point and that is the clause that is rejected in its entirety by the citizens of the Province of Quebec, whether they are hunters or not. Once again, common sense can easily be replaced by discretion with such general provisions. I could perhaps remind you here of the search carried out last month in the home of a CEGEP teacher who was suspected of setting up an FLQ type plot for the Olympics and where it was expected an arms cache would be found. All the reporters called to the scene to come and see the "show" saw very well that all that was found was a small revolver and a useless rifle.

The Quebec Wildlife Federation is perfectly aware of the criminality rate in Canada and is ready to co-operate in bringing down, even if it were only by 10, the number of violent acts committed annually with hunting weapons. That is why we are sure, after having thought about it seriously, that the government has made a wrong choice by trying to make an administrative distinction between the aptitude of a person and his competency. There are four categories of long-barrelled weapons owners: collectors, marksmen, hunters, including farmers who are after pests, and finally, those whose weapons once belonged to their father or their grandfather and have often never been used.

Since 1972, in Quebec, you need a mandatory competency permit to get a hunting permit and the Wildlife Federation can well talk about this since it is the federation that gives the weapons' handling courses. As all owners of weapons are not hunters, it would be interesting if the federal government were to do research on the proportion of violent crimes committed by the holders of these permits as opposed to non-holders. The Quebec Wildlife Federation cannot gain access to these figures but had the Solicitor General wanted to do so, he could have obtained these statistics that are already in the computer. As far as we are concerned, contrary to Mr. Allmand, we are sure that there is an enormous difference and that the rate of this kind of criminality is lower in the group who have the certificates.

That is why we are sure that it would be quite sufficient to set up a system whereby you would have to obtain this kind of permit according to uniform standards in all the provinces. Of course, it would be mandatory for all owners except, and this could be discussed, for collectors who, in that case, would have to prove the antique or exclusive



[Text]

dans ce cas à prouver le caractère antique ou exclusif de leurs armes tout comme le possesseur d'une arme à utilisation restreinte qui doit justifier sa possession.

Ainsi, nul ne pourrait se rendre chez un marchand du coin pour acheter une arme sans ce certificat. Bien sûr, il n'est pas question de répondants dans cette proposition puisque nous savons tous qu'ils sont dans les faits absolument inutiles. Il est aussi évident qu'un tel certificat pourrait être refusé ou retiré à des personnes reconnues comme violentes ou inaptes dans le sens que M. Allmand l'entend. Autrement dit, jusqu'à preuve du contraire, et c'est d'ailleurs ce à quoi seraient limités les répondants de toute façon, que toute personne apte à réussir l'examen de compétence obtiendrait l'autorisation de posséder ou d'acquiescer une arme à canon long.

Nous avons souligné que la Fédération québécoise de la faune ne croyait pas à l'autofinancement. Ici, nous sommes très à l'aise pour en discuter puisque c'est nous qui avons la charge administrative des opérations au Québec. Nous savons qu'il en coûterait au moins 4 à 5 fois plus à la province de Québec si c'était l'État qui voyait à tout sans le bénévolat des membres de nos associations. Aussi, si le gouvernement se limitait à l'exigence d'un certificat de compétence tout aussi efficace que l'autorisation proposée, le coût de ce mécanisme rendu moins lourd serait extrêmement moins élevé et peut-être autofinancable. Ce coût serait certainement plus proportionnel aux effets obtenus soit la réduction du nombre de crimes passionnels et émotifs au Canada.

Merci.

**Le président:** Merci beaucoup, monsieur Joyal.

Qui est-ce qui voudrait poser des questions? Monsieur Fox.

• 1650

**M. Fox:** Merci, monsieur le président. Monsieur Joyal, j'ai écouté avec beaucoup d'intérêt le mémoire que vous avez eu l'amabilité de nous présenter et de nous lire ici, cet après-midi. Ce que j'en retiens, à première vue, c'est qu'il est important d'établir un système de permis pour les détenteurs d'armes à feu.

**M. R. Joyal:** Absolument, monsieur.

**M. Fox:** Au niveau provincial ou au niveau fédéral, si vous décidiez d'avoir un système de permis qui englobe les chasseurs, ce ne sont pas ces derniers qui sont membres de votre organisme et d'organismes de chasse et pêche qui sont véritablement le problème, le problème c'est plutôt d'attraper les deux tiers des détenteurs d'armes à feu qui ne sont pas membres de vos associations.

De quelle façon procéderiez-vous pour récupérer ces deux tiers de gens possédant des armes à feu et qui ne sont pas, en ce moment, membres de fédérations, au Québec ou dans les autres provinces?

**M. R. Joyal:** Bon, alors, comme le mémoire le dit: on a quatre groupes de détenteurs d'armes à canon long; je ne parle pas d'armes à portée restreinte...

**M. Fox:** Non, non.

**M. R. Joyal:** ...d'armes à main. Je parle d'armes à canon long, donc d'armes de chasse. On a dit qu'il y avait les collectionneurs et les chasseurs, y compris les cultivateurs qui, peut-être ne sont pas des chasseurs en ce sens qu'ils se contentent tout simplement d'abattre des animaux nuisibles.

[Interpretation]

characteristics of their weapons just as the owner of a restricted weapon must justify his ownership.

In that way, no one could go to the corner store and buy a weapon without this permit, licence or certificate. Of course, there is nothing concerning guarantors in this suggestion because we know that, in all points of fact, they are absolutely useless. It is quite clear that such a certificate could be refused to or taken from the people known as being violent or inept as defined by Mr. Allmand. In other words, until proven otherwise, and that would be all that would be required of the guarantors anyway, any person apt enough to pass the competency test would be authorized to own or acquire a long-barrelled weapon.

We have already said that the Quebec Wildlife Federation does not believe in a self-financing system. We can really speak about this aspect of it because we are responsible for these operations in Quebec. We know it would cost at least four to five times more for the Province of Quebec if the State had to see to everything without the voluntary co-operation of our member associations. So if the government deemed a certificate of competency as efficient as the licence that is provided for, the cost would be much lower and the system might even be self-financing as it would be much less ponderous. This cost would certainly be more proportional to the results obtained, i.e. the decrease of passionate and emotional crimes committed in Canada.

Thank you.

**The Chairman:** Thank you very much, Mr. Joyal.

Would anyone like to ask any questions? Mr. Fox.

**Mr. Fox:** Thank you, Mr. Chairman. Mr. Joyal, I was very interested in the brief you just read to us this afternoon. At first glance, the gist of it seems to be that it is important to establish a licensing system for owners of weapons.

**Mr. R. Joyal:** Absolutely, Sir.

**Mr. Fox:** At the provincial or federal level, if you decide you have a licensing system that takes in all the hunters, it is not only the latter who are members of your organization and hunting and fishing organizations that are really the problem, the problem rather comes from the other two-thirds who own firearms and are not members of your associations.

How would you go about getting to these two-thirds who own firearms presently but who are not presently members of federations, either in Quebec or in the other provinces?

**Mr. R. Joyal:** As we say in our brief: we have four groups of people who own long-barrelled weapons; we are not talking about restricted weapons...

**Mr. Fox:** No, no.

**Mr. R. Joyal:** ...about hand guns. We are talking about long-barrelled weapons, which means hunting guns. We said there were collectors and hunters, including the farmers, who might not be hunters because all they do is take the occasional shot at pests.

[Texte]

**M. Fox:** D'accord.

**M. R. Joyal:** Je pense à des gens qui veulent tuer des loups, ou des marmottes, etc. . . . Et, enfin, il y a les gens qui possèdent des armes à feu parce que leur père en avait une.

Alors, je pense que ces gens-là devraient nécessairement avoir un certificat de compétence. Pourquoi un certificat de compétence au lieu d'une autorisation spéciale? Parce que pas mal de gens, dans plusieurs provinces, possèdent déjà un certificat de compétence. Au moins, un demi-million de personnes, au Québec 536,000, pour être exact, en possèdent. Il en est ainsi dans au moins quatre autres provinces au Canada. C'est déjà cela de fait. Les chiffres sont là; les noms des personnes sont là. Tout l'argent dépensé servirait à quoi s'il faut remettre en question la valeur du certificat de compétence?

Des personnes ont une arme à feu; je pense à un de mes voisins qui n'est pas chasseur; il en a quatre parce que ses frères les lui ont données. Il devrait certainement avoir un certificat de compétence. A quoi lui servent-elles ces carabines s'il n'est pas collectionneur? Un jour, comme il me le disait justement hier lui-même: "un jour j'irai probablement à la chasse." Eh bien il aura eu son certificat de compétence.

**M. Fox:** En ce moment, il n'y a pas de législation provinciale qui oblige ces deux tiers-là à aller se faire enregistrer. Ils doivent aller suivre des cours. Il s'en donne aussi dans ma circonscription d'Argenteuil-Deux-Montagnes, grâce à ce même genre de programme. Il s'y fait un travail excellent.

Ce que vous disiez tout à l'heure c'est qu'il faudrait un système de permis, et que cela devrait s'adresser, non seulement aux gars qui chassent et qui ont déjà des certificats de compétence, mais aussi à ceux qui ne chassent pas mais qui possèdent des armes à feu. Quand on regarde la situation au Canada, il n'y a pas de système comme cela dans les provinces, qui oblige les non-chasseurs à obtenir ce genre de certificat de compétence.

Étant donné cette lacune-là, il me semble à première vue, qu'il n'y a seulement qu'un organisme au Canada, qui peut la combler par une législation qui pourrait s'appliquer à toutes les provinces. Il s'agit, à mon avis, du gouvernement fédéral.

**M. R. Joyal:** D'après les chiffres que M. Allmand a avancés dernièrement, il existerait à peu près 3 millions de personnes, entre 2 et 3 millions de personnes qui possèdent des armes. Si, au Québec, on a un minimum de 536,000 chasseurs, on peut penser qu'avec l'Ontario et les autres provinces, cela fait certainement 2 millions de chasseurs, qui seraient déjà enregistrés pour la plupart.

**M. Fox:** Excusez-moi. Dans ces 3 millions s'agit-il de détenteurs d'armes en général?

**M. R. Joyal:** Oui, c'est cela.

**M. Fox:** Un million, au Canada, ce serait des chasseurs. Les deux autres millions seraient uniquement des non-chasseurs . . .

**M. R. Joyal:** Non, mais . . .

[Interprétation]

**Mr. Fox:** Agreed.

**Mr. R. Joyal:** I am thinking of those who kill wolves, woodchucks, etc. . . . and, finally, there are those who own a firearm because it belonged to their father.

So I think that those people should have a certificate of competency. Why this kind of certificate instead of a special authorization? Because many people in many provinces already have such a certificate of competency. At least half a million people in Quebec, 536,000 to be more exact, have one. It is the same thing for at least four other provinces in Canada. So you have that much already. The figures are there; the names of these people are already there. Why should we have spent all that money if you are going to start to doubt the words of this certificate of competency?

Some people have firearms; I am thinking of one of my neighbours who is not a hunter; he has four guns because his brothers gave them to him. He should certainly have a certificate of competency. Why does he have those rifles if he is not a collector? I was talking with him yesterday and he told me "I will probably go hunting one day." Well, he would have his certificate.

**Mr. Fox:** At this point, there is no provincial legislation requiring these two-thirds to register or to follow courses. There are courses given in my County of Argenteuil-Deux-Montagnes thanks to this same kind of program. They do excellent work.

You were saying before that a permit system would be needed and that it should be mandatory not only for the boys who hunt and who already have competency certificates, but also for those who do not hunt but who do own firearms. When you look at the situation in Canada, there is no such system in the provinces which require that nonhunters obtain this kind of certificate of competency.

It seems to me that such a gap can only be taken care of by one organization in Canada through legislation that would apply to all the provinces. I think the federal government should be doing this.

**Mr. R. Joyal:** According to the figures given by Mr. Allmand recently, there are roughly three million people, somewhere between two million and three million people who own firearms. If, in Quebec, we have a minimum of 536,000 hunters, it would make sense, when you add Ontario and the other provinces, to think that you have at least two million hunters who are already registered.

**Mr. Fox:** Excuse me, this figure of 3 million refers to owners of firearms in general?

**Mr. R. Joyal:** Yes, that is it.

**Mr. Fox:** One million, in Canada, would then be hunters. The other two million would only be nonhunters . . .

**Mr. R. Joyal:** No, but . . .



[Text]

**M. Fox:** ... en possession d'armes.

**M. R. Joyal:** ... évidemment c'est très difficile d'avoir des chiffres exacts.

**M. Fox:** D'accord.

**M. R. Joyal:** On pourrait certainement dire que s'il y a 536,000 chasseurs au Québec, il serait surprenant qu'il n'y en est seulement que 500,000 autres dans le reste du Canada. Selon moi, ce chiffre est très inférieur à la réalité et on pourrait parler de 1,500,000. Nous savons déjà que les chasseurs représentent la moitié de ce nombre. Cela est déjà fait. Alors, au lieu d'établir un système nécessitant, encore une fois, l'enregistrement, même si le mot vous déplaît de trois millions de personnes, nous n'aurions à enregistrer qu'un million cinq cent mille personnes. En plus, et ceci c'est très important, au Québec comme dans d'autres provinces, pour obtenir un certificat de compétence, il faut subir un examen. Je sais que ce n'est pas un examen d'aptitude, dans le sens où l'entend M. Allmand c'est un examen de compétence; mais au moins, à la suite du cours, le candidat sait manier une arme. Alors que dans le système proposé par le gouvernement, il suffit de prouver que vous n'êtes pas alcoolique ou drogué pour obtenir un permis, peu importe si vous savez manier une arme. Cela nous semble un peu aberrant.

• 1655

**M. Fox:** Permettez-moi de faire un commentaire. Le gouvernement fédéral considère qu'il n'a pas juridiction pour légiférer en ce qui touche la compétence. Il s'agit d'une matière de juridiction provinciale. Par contre, le droit de légiférer en matière criminelle du gouvernement fédéral lui permet de légiférer sur les tests d'aptitudes.

Il est désirable que tout le monde, soit sujet à un système de compétence. Tenons pas contre, pour acquis que certains y échappent, car les dix juridictions provinciales ont toutes des réglementations différentes. Le gouvernement fédéral peut, en établissant un critère d'aptitude, pousser toutes les provinces à exercer leur juridiction dans ce domaine de compétence. A ce moment-là, nous serions plus avancé.

J'aimerais, par ailleurs, avoir vos commentaires sur un autre aspect du problème. Serait-il possible que les associations qui déjà font les tests de compétence puissent en même temps administrer le test d'aptitude sur lequel il y aurait peut-être deux signatures?

Je ne vois pas pourquoi on s'objecterait à ce qu'on tente d'éliminer à l'avance certaines catégories de personnes. Reprenons l'exemple donné à plusieurs reprises: Un individu comme Charles Manson ou Lee Harvey Oswald, après avoir assisté aux cours de compétence donnés par votre Fédération, aurait passé haut la main l'examen. Mais, s'il avait subi un test d'aptitude, nous lui aurions interdit la en même temps, de possession d'une arme à feu. N'aurions nous pas été ainsi dans une meilleure position?

**M. Bouchard** (vice-président, Fédération québécoise de la Faune): Le problème à envisager sérieusement, c'est celui des répondants. Le fait de demander à deux personnes d'attester qu'un propriétaire d'arme à feu est saint d'esprit, ne veut pas dire que cette personne va demeurer saine d'esprit ou va l'être la semaine prochaine. La question des répondants est une chose carrément à éliminer.

[Interpretation]

**Mr. Fox:** ... who own firearms.

**Mr. R. Joyal:** ... of course, it is very difficult to get exact figures.

**Mr. Fox:** Agreed.

**Mr. R. Joyal:** You can certainly say that if there are 536,000 hunters in Quebec, it would be surprising if you only had 500,000 more in the rest of Canada. I think that this figure is very conservative and you could be speaking about 1,500,000. We know that hunters represent half of that number. These statistics have already been established. Instead of setting up a system requiring the registration—even though you may not like this term—of 3 million people, it seems that we would only have to register 1.5 million people. There is another very important fact: in order to obtain a competency certificate, candidates must pass a test in Quebec as in other provinces. I know that this is not an aptitude test, in the sense that Mr. Allmand uses it, but rather a competence test; in any case, the candidate knows how to handle a firearm after having taken the course. However, in the government-proposed system, the candidate need only prove that he is neither an alcoholic, nor a drug addict, in order to obtain a permit; the ability to handle a firearm does not come into question. In our opinion, this is rather illogical.

**Mr. Fox:** Allow me to comment on that. The federal government considers that it is not part of its jurisdiction to adopt legislative measures regarding competence. This is a matter of provincial jurisdiction. However, the federal government has the right to legislate in criminal matters and consequently, it can adopt legislative measures regarding aptitude tests.

In my opinion, every one should be subject to competence tests. The fact remains that some people can avoid taking these tests because the 10 provincial jurisdictions have different regulations. The federal government can, by establishing criteria regarding aptitude, cause the provinces to exercise their jurisdictional rights in the field of competence. In such a case, we would be one step ahead.

I would like to hear your comments on another aspect of this problem. Do you feel that the associations already administering competence tests could also dispense aptitude tests, which could possibly bear two signatures?

I cannot see why there would be objections to the advance elimination of certain categories of people. Let us take a well worn example: an individual such as Charles Manson or Lee Harvey Oswald, after having taken competence courses from your federation, would have passed the test with flying colours. However, if such an individual had undergone an aptitude test, he would not have been allowed to possess a firearm. Do you not think that we would have been in a better position?

**Mr. Bouchard** (Vice-President, Fédération québécoise de la Faune): The question of guarantors merits serious consideration. The mere fact of asking a guarantor to attest to the fact that the owner of a firearm is of sound mind does not necessarily mean that this person will remain so for an indefinite period. Guarantors should be completely eliminated.



## [Texte]

Le Projet de loi C-83 est considéré par la majorité des chasseurs comme une provocation directe qui ne règlera pas de problème. Il faudrait également contrôler des quantités d'autres choses qui peuvent également servir à commettre des crimes violents: marteau, hache, couteau de cuisine et j'en passe. Mais, évidemment, il ne faut pas oublier les mains des individus qui servent à tuer par strangulation. Nous croyons qu'il est trop tôt pour appliquer ce gros Projet de loi C-83 dans sa totalité. Pour le moment. Nous croyons que des lois sur les armes à feu à utilisation restreinte et les armes qui ont moins de 26 pouces de longueur ne sont pas appliquées comme elles pourraient l'être. Il faut d'abord faire respecter les lois sur les armes interdites, les armes à main qui circulent librement partout, après cela, envisager de nouvelles restrictions.

De toute façon, pour éliminer d'une part les crimes passionnels, il faut d'abord régir la vente des armes à feu au comptoir, dans les magasins et par les vendeurs. Cela éliminerait probablement l'individu qui veut utiliser son arme pour flanquer une batte entre les deux yeux de sa femme ou d'un voisin. Même, si l'individu doit attendre trois jours ou une semaine avant de prendre livraison d'une carabine qu'il veut acheter, s'il est quand même déterminé à tuer, il trouvera d'autres moyens que les armes à feu. D'accord? Mais, je crois qu'au niveau de la vente, il y a quelque chose à faire.

Deuxièmement, il y a quelque chose de très important et d'urgent à faire sur le plan de la qualité des armes qui sont sur le marché. L'unité de tir du ministère du Tourisme, Chasse et Pêche du Québec qui a circulé dans ma région en Abitibi-Témiscamingue, a décelé en 1975, près de 51 p. 100 des armes de type militaire, des armes du surplus de l'Armée, et c'était, dans le cas qui nous concerne, des armes de calibre 303, qui est un bon calibre en soi, mais dans 51 p. 100 des cas, l'arme était carrément défectueuse et dangereuse pour la sécurité des gens.

• 1700

Un détenteur d'un permis de chasse qui possède une arme de l'Armée de calibre 303 est assuré et des indemnités substantielles sont payées s'il arrive un accident. Toutefois une expertise sera faite sur l'arme et si on y trouve un défaut de fabrication aucune indemnisation ne sera versée. Alors, le gouvernement fédéral, par le ministère de la Défense nationale, met sur le marché des armes qui sont défectueuses dans une proportion, qui est bien raisonnable, si on dit 50 ou 51 p. 100, d'après ce qui a été trouvé dans les régions, spécialement pour les 303 de l'Armée, et c'est vrai pour d'autres calibres de surplus militaire. Au niveau de la vente, la qualité de l'arme à mettre en circulation, il y a quelque chose qu'il est beaucoup plus urgent et important de faire que régir la personne en exigeant des répondants et lui demandant des certificats pour posséder des armes à domicile.

**M. Fox:** Mais, disons...

**Le président:** Monsieur Fox, votre temps est écoulé.

**M. Fox:** Une dernière question, monsieur le président.

**Le président:** Une dernière question.

**M. Fox:** Ce qui me surprend un tout petit peu, c'est le fait que vous êtes en faveur d'un système de contrôle beaucoup plus sévère que ce qui existe en ce moment au niveau des provinces. Vous voulez englober non seulement les chasseurs mais tous les non-chasseurs dans un système

## [Interprétation]

But the majority of hunters feel that Bill C-83 is a direct provocation and that it will not solve the problem. There are many other types of weapons which may be used in violent crime: hammers, axes, kitchen knives, etc. Also included are the hands of murders who strangle their victim's. In our opinion, it is too early to implement Bill C-83 in its entirety. It is too early. We feel that legislation regarding restricted firearms less than 26 inches long are not implemented the way they should. First of all, steps must be taken in order to ensure obedience of laws concerning forbidden weapons and readily available handguns; after that, we can give some thought to imposing new restrictions.

In order to eliminate a part of the passionate crimes, we must control the over the counter sale of firearms. This would probably eliminate the individual who wishes to buy a firearm in order to murder his wife or his neighbour. If an individual is sufficiently determined to kill someone else, he may find other means of killing if he is forced to wait three days or a week before taking possession of a rifle. Do you not agree? In my opinion, some time of sales control would be the answer.

Moreover, it is both important and urgent to take the necessary measures in order to ensure the quality of firearms on the market. The shooting unit, which is part of the Quebec Department of Tourism, hunting and fishing, travelled to my region in Abitibi-Témiscamingue; in 1975, it discovered that almost 51 per cent of military firearms bought at army surplus stores—in this case they were 303 calibers—were defective and a threat to the safety of those handling them.

The holder of a hunting permit, who owned a 303 army rifle is insured and considerable compensation payments will be made in the case of an accident. However, the weapon will be tested and if a manufacturing defect is found, no compensation payments will be made. Thus the federal government, by means of the Department of National Defence, puts out defective firearms on the market in quite a reasonable proportion—50 or 51 per cent—according to the findings in the various regions. This applies especially to 303 guns, although it is also true for other calibers sold at military surplus stores. It is much more important to control the quality of firearms sold on the market than to demand that an individual seek guarantors or obtain a certificate for home ownership of firearms.

**Mr. Fox:** But, let us...

**The Chairman:** Mr. Fox, your time is up.

**Mr. Fox:** One last question, Mr. Chairman.

**The Chairman:** One last question.

**Mr. Fox:** I am rather surprised to note that you are in favour of a much more severe control system than that which now exists at the provincial level. You want to include not only hunters, but all nonhunters, in a system forcing them to take courses and to obtain a competence

## [Text]

qui les forcerait à suivre des cours et à obtenir une carte de compétence avant de posséder une arme à feu. Mais je pense que si le système que vous proposez, était en vigueur dans toutes les provinces, j'ai l'impression qu'on ne serait pas ici aujourd'hui. Est-ce que votre organisme a déjà fait des pressions auprès du gouvernement provincial, parce que si on parle de compétence, on parle du gouvernement provincial, pour essayer de pousser les autorités provinciales à amener les non-chasseurs à l'intérieur du système très sévère, mais très bon à mon avis, que vous proposez?

**M. R. Joyal:** Non. Évidemment, nous n'avons pas pensé à obliger les autres personnes à s'enregistrer ou enfin à suivre un cours. L'idée vient comme cela parce que le gouvernement fédéral a soumis ce projet incluant les non-chasseurs, alors, les cours que nous avons donnés à 536,000 personnes, déjà, c'est beaucoup. Alors nous n'avons jamais pensé une minute, je pense bien, à vouloir faire suivre des cours à ceux qui ne l'utilisent pas. Mais vous, vous voulez faire subir un test; enfin c'est un test parce que vous avez parlé d'Oswald. Il est possible qu'on aurait pu savoir à l'avance s'il était un déséquilibré mental, mais j'ai donné l'exemple d'une personne proche de chez moi, qui était le gardien de mes enfants et j'aurais pas pu le prévoir. On ne peut absolument pas savoir! Vous savez très bien que les répondants c'est un peu comme les répondants d'un passeport. Le type dit «bien, signe moi cela» puis il le signe; il ne vous connaît pas; il ne peut pas vous connaître pour savoir si vous êtes dépressif, si vous avez déjà été alcoolique ou si vous avez déjà été dans un institut psychiatrique deux ans auparavant. Qu'est-ce qui va arriver de ces gens-là? Qui va juger de cela? C'est une machine bureaucratique incroyable.

**M. Fox:** Bien, au sujet de la machine bureaucratique, si je peux vous reprendre un instant, je sais qu'évidemment vous soulevez plusieurs doutes, mais je pense que cela dépend des accords qui peuvent être négociés avec les provinces.

**M. R. Joyal:** Bon. Alors, vous avez dit: «Pourquoi, vous qui donnez des cours de compétence, ne pourriez-vous pas faire remplir une simple formule à la personne?» Si ce n'était qu'une simple formule, nous pourrions peut-être réviser certaines positions, mais ce n'est pas qu'une simple formule c'est l'accord de deux répondants. C'est impossible que les deux répondants, sérieusement, puissent juger de la qualité d'une personne, de son aptitude, comme dirait M. Allmand. Je ne sais pas comment vous pouvez imaginer qu'une personne qui—

**M. Fox:** Bien, vous me demandez comment on peut l'imaginer, je peux répondre brièvement. Prenons les régions rurales du pays, je suis d'un comté en majorité rural, il est certain que dans certaines des municipalités de mon comté on sait bien qui, par exemple, dans le village, a un dossier judiciaire comportant violence, qui est un alcoolique ou qui est un drogué. Dans ces régions-là, je ne vois aucune difficulté. Si on peut éliminer certaines personnes à l'avance, si on peut empêcher le gars qui sort d'une institution psychiatrique ou bien qui sort de Saint-Vincent-de-Paul de mettre immédiatement le lendemain la main sur une arme à feu, je pense que c'est un certain élément de sécurité additionnelle. Dans les villes je vous concède que c'est plus difficile.

## [Interpretation]

certificate before they can own a weapon. In my opinion, if a system, such as the one you have suggested, were implemented in all provinces, we would certainly not be here today studying this same question. Competence test are part of the provincial government's jurisdiction. Has your organization pressured the provincial government so as to cause provincial authorities to include nonhunters into your proposed system, which, in my opinion is very restrictive, but very good.

**Mr. R. Joyal:** No. Obviously, we have not given any thought to forcing other people to register their guns or to take courses. We came up with this proposal because the federal government presented a bill including nonhunters. We have already dispensed courses to 536,000 people, which is quite considerable. It has never been our intention to suggest that persons not handling firearms be forced to take a course. But you suggest that people take tests; you spoke about tests in referring to Oswald. It may have been possible to detect the fact that he was mentally unfit, but you will remember the example that I quoted of a person living near my home, who baby sat my children; in that case, I could not possibly have known what was to happen. It is impossible to make such predictions! You know very well that the guarantors involved would be pretty much the same as the guarantors of a passport. A fellow asks another to sign for him and he does so; he does not know the person; he does not know whether the individual is depressive, whether he once was an alcoholic or whether he was hospitalized in a psychiatric institution two years before. What will happen to these people? This is an unbelievable bureaucratic machine.

**Mr. Fox:** I would like to comment concerning the bureaucratic machine. I know that you are pointing to the system's many deficiencies, but I feel that in the end, it all depends on the agreements which can be negotiated with the provinces.

**Mr. R. Joyal:** Very well. Here is what you said: "Since you provide competence courses, could you not also ask the individual to fill out a simple form?" If it was a simple form, perhaps we could review our position; however, you stipulate that there must be two guarantors, rather than a simple form. Quite seriously, we feel that it is impossible for the two guarantors to judge the qualities and aptitudes of a person, as Mr. Allmand would say. I cannot see how you imagine that the person who...

**Mr. Fox:** I shall answer your last question briefly. My riding is mostly rural and in rural regions across the country, people are aware of individuals having a record of criminal violence or reputed to be alcoholics or drug addicts. In such regions, there would be no difficulty whatsoever. If certain persons can be eliminated in advance and if we can prevent individuals having just come out of psychiatric institutions or Saint-Vincent-de-Paul from immediately getting their hands on firearms, I think that this will provide additional security. I agree with you that it will be more difficult to do so in the city.



[Texte]

[Interprétation]

• 1705

**Mr. R. Joyal:** Alors, c'est exactement ce que nous disons, nous croyons que l'obtention du permis pourrait devenir plus difficile en tenant compte du fait que la personne est reconnue comme étant violente ou déséquilibrée. Nous avons inclus cela, il faudrait évidemment en tenir compte, je suis d'accord avec vous.

**Mr. Bouchard:** Les délais dans la livraison des armes lors de l'achat pourraient également résoudre une très grande quantité de problèmes. Un programme d'éducation populaire, comme cela se fait dans nos régions, par le biais de la Fédération québécoise de la faune, et dans les provinces par le gouvernement fédéral, pourrait également changer beaucoup de choses, en demandant par exemple au père de famille qui arrive de sa partie de chasse de s'assurer que son arme est déchargée et remise de façon sécuritaire dans son domicile. Combien de personnes sont négligentes à cet égard et, de là, la série d'accidents où un jeune de 10 ans tue un autre de douze ans ou vice-versa en s'amusant avec l'arme. Il y a des précautions à prendre avec les armes à feu et il faut le dire aux gens par un programme d'éducation populaire. C'est ce à quoi la Fédération québécoise de la faune tend, voudrait aussi qu'un programme semblable soit établi à travers les autres provinces. Cela éliminerait une très grande quantité de problèmes qui frappent l'opinion populaire, ceux qui craignent le plus des armes à feu ce sont ceux qui habitent dans les grandes villes, dans les très grandes villes, en province, sans avoir vérifié les chiffres, je suis convaincu qu'il y a beaucoup moins d'accidents de chasse causés par les gens qui les ont dans les mains tous les jours.

**Le président:** Monsieur Bouchard, je dois passer à un autre député. There are two points I want to mention before calling on Mr. Woolliams. Tonight's meeting will be in Room 209 of the West Block. The reason for the change is that we have a witness in a wheelchair and it is a more convenient room for that purpose.

I also want to ask if it is agreeable to the Committee to attach the presentation that the Canadian Labour Congress would have made, if they had appeared this afternoon, when it is available in both languages. Would it be agreeable to the Committee to attach that to one of the later day's minutes?

**Mr. Fox:** What are we doing, Mr. Chairman, with the briefs of other people that have been sent in and do not appear before the Committee?

**The Chairman:** The CLC is a little different because they were invited to appear, expected to come and then cancelled out this morning. In many other cases we have not invited them to appear, so we are not appending them, but I think in the case of other witnesses who have been invited and have not appeared, I believe we have offered to print their briefs.

**Mr. Woolliams:** Mr. Fox might have a good point. There are not that many briefs to be read out. If we could put the ones that are not heard in one bound volume, then we would have everything together, rather than have a bunch of loose leaves, if that would not be too much work and not be too expensive.

**Mr. R. Joyal:** This is exactly what we are saying. We believe it would become harder to get a permit if we take into account the fact that the person is recognized as being violent or unbalanced. We have included this and it should be taken into account. I am in agreement with you.

**Mr. Bouchard:** The delays in delivery after the firearms are bought could also help resolve a great deal of problems. A program for public education, as is done in our region by the Wildlife Association of Quebec and in the other provinces by the federal government, could change many things. The father will come back from his hunting and would be asked, for example, to ensure that his firearm is unloaded and stored in a secured way in his house. How many persons are negligent with the result that so many accidents happen, leading to the death of a young ten-year old boy or of a twelve-year old one or vice-versa as they were playing with the firearm. Some precaution should be taken with firearms and people should be made aware of this by a program for public education. This is the objective of the Wildlife Federation of Quebec and a similar program should be launched across the other provinces. This would eliminate a great deal of problems and accidents which strike the popular opinion, for those who fear most firearms are those who live in big cities and do not have the opportunity to check figures. I am convinced that there are less hunting accidents caused by people who handle firearms everyday.

**The Chairman:** Mr. Bouchard, I have to give the floor to another member. Ce sont les deux points que je voulais mentionner avant de passer à M. Woolliams. La séance de ce soir aura lieu à la salle 209 de l'Édifice de l'Ouest. Nous avons changé de pièce car nous avons un témoin en chaise roulante et cette pièce est plus facile d'accès.

J'aimerais vous demander si vous êtes d'accord pour que le Comité annexe l'exposé que les représentants du Congrès du travail du Canada auraient présenté cet après-midi s'ils étaient venus. Nous avons cet exposé dans les deux langues. Êtes-vous d'accord pour que nous l'annexions au compte rendu d'une des séances?

**M. Fox:** Qu'allons-nous faire, monsieur le président, des mémoires qui ont été envoyés par d'autres personnes qui ne comparaissent pas devant le Comité?

**Le président:** Le cas du Congrès du travail du Canada est un peu différent, car il était invité à comparaître, nous l'attendions, et cette comparution a été annulée ce matin. Dans bien d'autres cas, nous n'avons pas invité les témoins à comparaître, par conséquent nous n'avons pas à annexer leurs mémoires. Pour ce qui est des autres témoins qui ont été invités et qui ne sont pas venus, je crois que nous leur avons offert d'imprimer leurs mémoires.

**M. Woolliams:** M. Fox a soulevé une bonne question. Il n'y a pas tellement d'exposés qui n'ont pas été lus. Si nous pouvions imprimer et relier dans un volume ceux qui n'ont pas été lus, nous pourrions ainsi tout avoir dans un même recueil, plutôt que d'avoir un amas de feuilles détachées, si ce n'est pas trop de travail et trop coûteux.



[Text]

**The Chairman:** If you are discussing those whom the Committee has not agreed to hear but whom have sent us briefs, I would like to check to see how great the volume is. I will come back to you on that when I find out what the volume is. Could I have your agreement to the CLC presentation? Is that agreed?

**Mr. Woolliams:** I will agree with that.

**The Chairman:** Mr. Woolliams, you are next.

**Mr. Woolliams:** I am sorry my French is not adequate to speak to you in French but-...

**The Chairman:** It is the first time he has ever admitted an inadequacy.

**Mr. Woolliams:** It is a sincere one, too, believe me. I would first like to congratulate you on your brief. You have brought out some very new points, but your criticisms are in line with a lot of other associations that have appeared before us.

I would like to ask you first of all, because I know the Province of Quebec is very much like my Province of Alberta on one thing, that we are very Zealous in reference to our provincial rights. Do you think, when you are talking about licencing and competency certificates, that this would be better handled by the provinces rather than to have it handled by the federal government? The federal government could take the lead by encouraging all ten provinces to come in and have it under the control of the provinces rather than have a big federal bureaucracy built up that is going to be very costly.

**M. J.J. Bourbeau:** Membre, Commission des Études et Recherches, Fédération Québécoise de la Faune»: Excuse me, Mr. Chairman, for being late, I was looking for a parking space.

**The Chairman:** Mr. Bourbeau has now arrived.

**Mr. Bourbeau:** My name is Jean Bourbeau and I have been a detective lieutenant for a Montreal urban community for the past 29 years and I have been handling firearms safety courses for the last nine years. I was on the committee that first started that in the Province of Quebec a way back in 1952. I have noticed in my work and in my outings in hunting and in instructing hunters that the rate of criminals with firearms among hunters has diminished considerably.

• 1710

In peeking through some records while I was searching for something else, I took a glance at other dossiers where firearms were involved. I checked a few, afterwards not many but a few, say about a hundred in the past nine years, and not one of them was a registered hunter through our IBM system that we can check easily in Quebec. But if I had been allowed, through my department and by my superiors, to look into those dossiers and investigate each case where a hunting firearm was involved and check with those 500,000 or more who have been instructed by us in the province of Quebec, then I believe the rate would be very low.

I have noticed myself a better use of firearms by my fellow hunters. I have seen a lot more more properly handled and cleaner firearms in houses where I search with search warrants, but I have noticed that the criminals are not hunters because their firearms are dirty. They do not take care of them. They do not know how to use them,

[Interpretation]

**Le président:** S'il est question des personnes que le Comité n'a pas accepté d'entendre, mais qui nous ont envoyé des mémoires, je vais vérifier pour voir quelle grosseur ce volume aurait. Je vous en reparlerai plus tard. Êtes-vous d'accord pour imprimer l'exposé du Congrès du travail du Canada?

**M. Woolliams:** Je suis d'accord.

**Le président:** Monsieur Woolliams, vous avez la parole.

**M. Woolliams:** Excusez-moi, je ne parle pas assez bien français pour m'adresser à vous en cette langue, mais...

**Le président:** C'est la première fois qu'il avoue une faiblesse.

**M. Woolliams:** Je suis très sincère croyez-moi. J'aimerais tout d'abord vous féliciter de votre exposé. Vous avez soulevé deux nouvelles questions, mais vos critiques sont à peu près les mêmes que celles de bien d'autres associations qui ont déjà comparu ici.

J'aimerais tout d'abord vous demander, car je sais que la province de Québec est très semblable à ma province de l'Alberta en ce sens que nous sommes tous les deux jaloux de nos droits provinciaux, si, lorsque vous parlez de permis et de certificats d'aptitude, vous croyez que les provinces pourraient s'en acquitter mieux que le gouvernement fédéral? Ce dernier pourrait prendre les devants et encourager les dix provinces à participer et à leur donner le contrôle plutôt que de créer une bureaucratie fédérale énorme et très coûteuse.

**M. J. J. Bourbeau (membre, Commission des Études et Recherches, Fédération Québécoise de la Faune):** Excusez-moi, monsieur le président, d'être en retard, j'ai essayé de trouver une place pour stationner.

**Le président:** M. Bourbeau est maintenant arrivé.

**M. Bourbeau:** Je me nomme Jean Bourbeau et j'ai été pendant les 29 dernières années lieutenant-détective pour la Communauté urbaine de Montréal. Je m'occupe des cours de sécurité pour les armes à feu depuis neuf ans. J'ai fait partie du comité qui s'est occupé de la question dans la province de Québec dès 1952. Dans mon travail, lors de mes expéditions de chasse ou lorsque j'ai dû former des chasseurs, j'ai pu constater que le nombre de chasseurs responsables de crimes à main armée avait considérablement diminué.

Lors d'une analyse des dossiers, j'ai analysé certains cas de crimes à main armée. Après en avoir vérifié quelques-uns, environ une centaine pour les neuf dernières années, j'ai réalisé qu'aucun d'entre eux n'avait été commis par un chasseur enregistré dans notre système IBM. De fait, si mon ministère et mes supérieurs me demandaient de vérifier tous ces dossiers et d'analyser chaque cas de crime à main armée perpétré à l'aide d'un fusil de chasse, parmi les 500,000 chasseurs qui ont suivi nos cours dans la province du Québec, je suis convaincu que le nombre serait très faible.

j'ai d'ailleurs moi-même remarqué que les chasseurs font un meilleur usage des armes à feu. Lorsque j'effectue des perquisitions avec un mandat chez des particuliers, je constate que, plus souvent qu'avant, les armes à feu sont manipulées de manière correcte et sont plus propres. J'ai d'ailleurs également constaté que les criminels ne sont

[Texte]

but that does not mean that the criminals should clean their firearms before they go and commit a crime.

I have seen crimes committed with things far less encumbering than a 26-inch barrel shotgun to commit a crime. The crimes on the spur of the moment, the passionate crimes—they would resort to anything. When we were back in the Stone Age they were using stones to kill people and then came the bow and arrow and then came the black powder. Now we have the firearms, but there are crimes that are committed also through electrocution and all sorts of things like that. There is no use in reminding you of that. You look at the papers and you see that crimes are committed in the most odd ways. If a person has a mind to commit a crime he will resort to anything under his hand. You take away all the firearms and they will use something else.

Being a police officer, even if for one moment I thought that a law like this would save the life of a person, I would encourage it. I am not totally against this Bill C-83 and the part that concerns us, proposed section 106, but it could be very well amended because our hunters, our people, think they are treated the same way as criminals. That is the way they feel. But my own belief is that now if the existing law for restricted weapons were properly applied or modified, then you would see a downtrend of the rate of crime. That is my own opinion.

**Mr. Woolliams:** I agree with what you said. Do you think the province would make a better job in setting up this kind of system you suggested than the federal government?

**Mr. Bourbeau:** In the province of Quebec the control of firearms is done through a provincial registrar.

**Mr. Woolliams:** That is what I am talking about.

**Mr. Bourbeau:** The Committee and the House could appreciate if he is doing a good job. If it were handled by the province in a more restricted way, I think he would be able to do as good a job as he has been doing for the past years since 1934, since that law has been in existence. I think by putting another law on top of that one now existing—I will give you a case. There was an article in the Montreal paper where a raid was made, where criminals were hanging around. There were 18 firearms seized. Seventeen of those were restricted firearms and the other one was an old 303 sawed-off. This is one instance. If you go to another place there is one revolver and there could be 10 long rifles.

**Mr. Woolliams:** Your point really is this. In the Criminal Code today we have prohibited weapons and restricted weapons like the ones you are talking about. Yet the Brinks truck robbery in Montreal was done with a prohibited weapon, a machine gun, which is the same kind of machine gun that was used in the Korean War. The driver and the other people gave up immediately and they got the dough.

[Interprétation]

généralement pas des chasseurs, car leurs armes sont sales. Ils ne les entretiennent pas. Ils ne savent pas comment les utiliser. Évidemment, je ne recommande pas aux criminels de nettoyer leur arme avant d'aller commettre leur crime.

J'ai vu beaucoup de crimes perpétrés avec une arme bien moins encombrante qu'un fusil de chasse de 26 pouces. Ainsi, des crimes passionnels ou «spontanés» peuvent être perpétrés avec n'importe quoi. À l'âge de la pierre, les crimes étaient perpétrés avec des pierres; ensuite, on a utilisé l'arc et la flèche puis on est arrivé à la poudre. Les armes à feu sont maintenant beaucoup plus répandues qu'avant, mais il y a également des crimes qui sont perpétrés par électrocution, pour ne citer que ce moyen. Vous en êtes d'ailleurs parfaitement conscients puisqu'il suffit de lire les journaux pour constater que beaucoup de crimes sont perpétrés de manière très bizarre. Si quelqu'un a décidé de perpétrer un crime, il utilisera la première chose venue. Si vous supprimez les armes à feu, les criminels trouveront autre chose.

Étant moi-même agent de police, je puis vous dire que si je croyais que cette loi pouvait sauver la vie d'une seule personne, je l'appuierais sans réserve. Je ne suis d'ailleurs pas totalement opposé au Bill C-83 et à celles de ses dispositions qui nous concernent directement, par exemple l'article 106; cependant, je pense que le projet de loi pourrait être amendé afin d'éviter de mettre sur le même pied les chasseurs et les criminels. Voilà mon point de vue. En outre, je suis convaincu que si la loi actuelle concernant les armes à feu réglementées était correctement appliquée ou modifiée, le nombre de crimes diminuerait certainement.

**M. Woolliams:** Je suis d'accord avec vous. Pensez-vous que la province serait mieux à même que le gouvernement fédéral d'instaurer un système tel que celui que vous proposez?

**M. Bourbeau:** Au Québec, le contrôle des armes à feu se fait par l'intermédiaire du directeur provincial de l'enregistrement des armes à feu.

**M. Woolliams:** C'est précisément de cela que je veux parler.

**M. Bourbeau:** Le Comité et la Chambre pourraient évaluer le travail, pour voir s'il est adéquat. Pour ma part, je crois que si le système était appliqué par la province de manière plus limitée, les résultats seraient sans doute aussi bons qu'ils l'ont été depuis 1934, c'est-à-dire depuis que la loi actuellement en vigueur a été adoptée. Ajouter une nouvelle loi à celle-là ne me paraît pas... Je vais vous donner un exemple. Dans un journal de Montréal, un article rapportait qu'une descente qui avait été effectuée dans un lieu où se réunissaient des criminels avait permis de saisir 18 armes à feu. Dix-sept d'entre elles étaient des armes à autorisation restreinte et la dernière était une vieille carabine calibre 303 à canon scié. Allez ailleurs, vous trouverez peut-être un revolver et dix carabines.

**M. Woolliams:** Vous voulez donc dire que le fait que le Code criminel interdise ou réglemente la possession de certaines armes à feu n'a pas empêché le vol du camion de la Brinks à Montréal avec une arme interdite, c'est-à-dire une mitrailleuse semblable à celle que l'on utilisait pendant la guerre de Corée. Devant cette arme, le chauffeur et les gardes n'ont pas résisté et les voleurs ont pu s'emparer du fric.



[Text]

• 1715

It has been my contention that everybody is in favour of some kind of control that might prevent violent crimes, but this bill is not going to stop the Brinks' truck, type of robbery because if someone is going to commit a robbery like that they are going to get illegal weapons whether they are restricted or prohibited. Do you agree with that, sir?

**Mr. Bourbeau:** I do agree because the underworld can always get what they want.

**Mr. Woolliams:** Yes, well I only have one more question because I have pretty well covered this field before. I have from good authority that the cost—now, whether the government puts this in by Order in Council or puts in on the taxpayer—would be between \$40 and \$50 for each person that has to have a licence. You are talking about the hunters and I agree with you; they are not the ones that commit crimes. They are not the ones that are negligent. Do you think the people of the Province of Quebec would endorse a system where they each had to pay \$40 to \$50 to get a licence?

**M. R. Joyal:** Je vais répondre monsieur.

Nous avons dit dans le mémoire que ce qu'il en coûterait à la province de Québec, si les cours de maniement des armes n'étaient pas pris en charge par les associations de chasse et pêche, serait certainement quatre à cinq fois plus fort. C'est la raison pour laquelle les associations de chasse et pêche, partout au Canada, et à l'intérieur de chacune des provinces, pourraient certainement prendre en charge l'émission de certificats. Cela ne coûterait pas la somme astronomique qu'il faudrait déboursier dans le cas où le gouvernement fédéral devrait s'en occuper.

**Mr. Fox:** May I ask a supplementary on what the actual cost is now?

**The Chairman:** Certainly, go ahead.

**M. R. Joyal:** Au Québec, nous avons annuellement du gouvernement provincial, du ministère du Tourisme, Chasse et Pêche, un octroi de \$25,000, pour émettre les certificats de compétence. Il faut dire qu'entre 1968 et 1972 le permis n'était pas obligatoire. A partir de 1972 il est devenu obligatoire, et depuis cette date nous avons eu \$25,000 par an pour émettre des permis. Et nous avons réussi à la faire.

C'est un peu comme on l'a dit dans le mémoire, une forme de bénévolat. A la Fédération, nous recevons des coups de téléphones tous les jours pour nous demander où se donne le cours, et à quelle heure, et c'est totalement gratuit. En obligeant tout le monde à avoir l'autorisation fédérale, qui va payer pour tout cela, encore une fois? Il ne sera plus question de bénévolat; il y aura des employés et cela va coûter très cher. Merci.

**M. Bourbeau:** Si vous voulez me permettre, messieurs mais... Excuse me, will you allow me to supplement what Robert is saying?

**The Chairman:** Briefly.

**Mr. Bourbeau:** The cost for a person to obtain the certificate through our association—the maximum cost—is \$3 once in their life. We already have a control that if a person is found guilty of a crime with a firearm of any kind his permit, his certificate is taken away from him for 15 months. This is a control that we already have. People who commit crimes or who poach we want to gradually

[Interpretation]

J'affirme en effet que nous sommes en faveur de certaines mesures permettant d'éviter des crimes violents, mais que ce projet de loi n'empêchera jamais les vols du genre de celui de Montréal, contre la *Brinks*, car ce genre de criminel réussira toujours à obtenir des armes illégales, que leur possession soit restreinte ou interdite. Êtes-vous d'accord?

**M. Bourbeau:** Je suis d'accord, car je considère que le Milieu pourra toujours obtenir les armes dont il a besoin.

**M. Woolliams:** J'aimerais vous poser une dernière question. Des sources généralement bien informées m'ont affirmé que le permis de détention coûtera entre \$40 et \$50 par personne. Vous-même, vous avez parlé des chasseurs, et je considère avec vous que ce ne sont pas eux qui commettent des crimes. Ce ne sont pas eux qui sont négligents. Croyez-vous donc que les chasseurs du Québec approuveraient un système les obligeant à payer \$40 ou \$50 pour un permis?

**Mr. R. Joyal:** I shall answer this question.

In our brief, we indicated that if firearm instruction is not taken in charge by hunting and fishing associations, the cost to the province would probably be four or five times higher. This is why hunting and fishing associations, in the whole of Canada, and in every province, should probably be responsible for issuing the licences. This would cut the astronomical amounts it would cost if the federal government were responsible.

**M. Fox:** Puis-je poser une question supplémentaire sur le coût actuel?

**Le président:** Certainement.

**Mr. R. Joyal:** In Quebec, the provincial government, that is to say the Department of Tourism, Hunting and Fishing, gives us \$25,000 to issue competency certificates. I should add that a licence was not mandatory between 1968 and 1972. Since 1972, it is mandatory and we have received this sum, every year, to issue the licences, which we have done.

Like we said in our brief, it is a kind of free service on our part. At the Federation, we receive phone calls, everyday, asking where is the instruction given, at what time and so on, and all this is free. If we request everybody to get a federal authorization, who is going to pay for it? In that case, it will not be a free service anymore, since there will be civil servants to pay, and so on. Thank you.

**Mr. Bourbeau:** If you will permit me, gentlemen... M'autorisez-vous à compléter la réponse de Robert?

**Le président:** Brièvement.

**M. Bourbeau:** Le coût maximum pour obtenir un permis de notre Association, est de \$3 pour la vie. De plus, si une personne est jugée coupable d'un crime à main armée, quel qu'il soit, son permis lui est retiré pendant quinze mois. Il y a donc déjà là un certain contrôle, adopté par la province de Québec, à l'égard des criminels.

[Texte]

eliminate, and this is a first step that we have taken in the Province of Quebec.

**Mr. Woolliams:** Well, I do not have any more questions. I think I understand your answers. You think that \$40 to \$50 is simply gouging the public, and you are dealing with 99.9 per cent of the people who would never commit a crime with the kind of weapons they have. So the whole thing—and I agree with you—is rather superfluous. If I thought it would stop violent crime, even if it inconvenienced the citizens, I would say, go ahead. After listening to all the briefs and after listening to you this afternoon—you presented an excellent brief—I cannot believe this is going to do what the government hopes it is going to do. I think the purpose and motivation of this bill comes from another source. That is all that I have to say this afternoon. Thank you very much, gentlemen, for appearing at our Committee.

**The Chairman:** Thank you Mr. Woolliams. M. Caouette sera suivi par M. Korchinski. Monsieur Caouette.

**M. Caouette (Villeneuve):** Merci monsieur le président. J'aurais eu des questions à poser à nos invités de cet après-midi, mais je pense que M. Fox a assez bien détaillé l'étude de leurs deux documents et quant à moi les témoins ont assez bien répondu aux questions de M. Fox.

• 1720

Mais je voudrais tout d'abord remercier nos témoins d'être venus ici cet après-midi, même s'ils ont eu une invitation un peu tardive de la part du Comité, ils n'ont pas hésité à venir nous rencontrer cet après-midi.

Je voudrais souligner la présence d'un de mes concitoyens, M. Jean-Claude Bouchard, qui est un homme très actif dans le domaine de la chasse et de la pêche de mon comté et je voudrais lui souhaiter la bienvenue à Ottawa et devant le comité de la justice et des questions juridiques.

Mais j'aurais une question à poser à M. Bouchard ou à un des autres témoins. Comme M. Bouchard le sait, et le Comité le sait aussi, le Nord-Ouest du Québec est l'endroit où la grande majorité des Canadiens et Américains viennent chasser et pêcher. J'aimerais savoir de nos témoins, quels contacts ils ont eus avec les chasseurs de notre région, et ce qu'ils pensent du Bill C-83 qui a été présenté à la Chambre des communes?

**M. Bouchard:** La première réaction, c'est que le Bill C-83 est considéré par les chasseurs comme de la provocation de la part du solliciteur général, Warren Allmand, et nous sommes dans une région, en fait l'Abitibi et le Témiscamingue couvrent à peu près 6 à 7 p. 100 du territoire total du Québec, où, chaque automne on abat environ 42 p. 100 de tous les originaux au Québec.

Cela veut dire que pendant les deux ou trois semaines que dure la chasse à l'orignal, environ 30,000 personnes sont en forêt; pour chasser au Québec, comme on l'a dit tout à l'heure, on l'a dit mais j'aimerais le redire encore, on a besoin d'un certificat de compétence et ce certificat de compétence a amené, chez nous comme ailleurs, une diminution de 30 p. 100 dans les accidents de chasse, en dépit d'une augmentation d'environ 15 p. 100 de la clientèle de chasseurs à chaque année. Un programme d'éducation populaire, je l'ai mentionné, serait sans doute très bienvenu et contribuerait dans une large mesure à éliminer cette peur qu'ont les gens des armes à feu. On n'a pas peur des armes à feu dans les régions éloignées. On sait s'en servir, on sait les réviser; à ceux qui ne le savent pas, on le

[Interprétation]

**M. Woolliams:** Je n'ai plus d'autres questions. Si je vous comprends bien, vous dites que faire payer \$40 ou \$50 pour un permis revient à exploiter le public, surtout s'il s'agit à 99.9 p. 100 de gens qui ne commettraient jamais un crime avec leurs armes. De ce fait, tout ceci est assez superflu. Si je croyais que ce projet de loi pouvait réduire le nombre de crimes violents, je l'adopterais malgré ses inconvénients pour les citoyens. Cependant, après lecture des mémoires et après avoir entendu les témoins de cet après-midi, je ne puis absolument pas croire que ce projet de loi permettra au gouvernement d'obtenir les résultats qu'il en attend. Je crois en fait que sa justification est d'une autre nature. C'est tout ce que je dirai cet après-midi. Merci beaucoup, messieurs.

**Le président:** Merci, monsieur Woolliams. Mr. Caouette, then Mr. Korchinski. Mr. Caouette.

**Mr. Caouette (Villeneuve):** Thank you, Mr. Chairman. I wanted to ask a few questions to our witnesses but I believe Mr. Fox explained rather well the two briefs and I also think that the witnesses gave very good answers to Mr. Fox.

I would first of all like to thank our witnesses for coming here this afternoon, because they did not hesitate to come and meet us this afternoon despite a last-minute invitation.

I wish to point out the presence here of a friend of mine, Mr. Jean-Claude Bouchard, who is very active in both hunting and fishing in my region and I wish to welcome him both to Ottawa and to the Standing Committee on Justice and Legal Affairs.

I would like to ask Mr. Bouchard or one of the other witnesses a question. We all know that Northwestern Quebec is where most Canadians as well as Americans come to hunt and fish. Could our witnesses tell us whether they have had contacts with the hunters of our region and also what they think of Bill C-83?

**Mr. Bouchard:** Hunters feel that Bill C-83 is a provocation on the part of Solicitor General, Warren Allmand. The region of Abitibi and Témiscamingue which covers 6 per cent to 7 per cent of the entire Quebec territory also accounts for 42 per cent of all moose killed in our province.

During the moose hunt which lasts about two or three weeks, there are as many as 30,000 people in the forests; I wish to stress the fact once again that in order to hunt in Quebec, one needs a certificate of competence which has decreased hunting accidents by as much as 30 per cent despite a 15 per cent increase in the yearly number of hunters. An educational program would be most welcome as it could to a large extent help eliminate the fear of guns. People are not afraid of guns in remote areas because they know how to use them and how to look after them. This is what we keep repeating to the rest of the people.



[Text]

leur répète et on le leur répète. Il faut répéter souvent aux gens.

Mais le fait de devoir avoir deux répondants, de devoir demander la permission pour garder les armes à feu à la maison, c'est trop. Actuellement, des gens honnêtes vont devenir criminels si on leur demande cela. Si on dit aux gens: «Dorénavant, le remisage sécuritaire des armes à feu, c'est cela, cela et cela», parce que dans le texte de loi, on parle du remisage sécuritaire, mais ce n'est pas défini assez clairement.

S'il arrive une imposition d'une loi ou d'un règlement qui, par la suite, décrète que le remisage sécuritaire c'est quelque chose que le Solliciteur général ou ses fondés de pouvoir vont avoir décidé, que ce soit le remisage dans des entrepôts, des hangars ou dans des boîtes métalliques à la maison, cela va être trop, cela, parce que c'est encore l'infime minorité des gens qui commettent des négligences avec les armes à feu. Je pense qu'on va créer de nouveaux criminels, parce qu'il y a des gens qui vont certainement être obligés, si c'est une loi, de s'y soumettre, mais combien de personnes vont refuser de faire la démarche pour garder une arme à feu qui est un droit strict actuellement? Transformer ce droit en privilège c'est trop.

Les gens disent qu'il serait préférable d'avoir un système de contrôle au niveau de la qualité et de la vente des armes à feu. Comme je l'ai mentionné tout à l'heure, que cela ne soit pas possible d'aller acheter une carabine comme un sac de «chips». Mais après que tu l'as chez toi, elle est à toi. En outre, le Bill C-83 laisse à la discrétion du Solliciteur général ou ministre de la Justice, de décider par la suite ce qui est légal et ce qui est illégal, cela aussi c'est trop, parce qu'il faut protéger à tout prix le dernier bastion, si on veut, du droit de la personne qui est la résidence privée et une résidence privée, cela s'appelle «n'y touche pas»! Une activité sportive comme celle de la chasse, par exemple, cela fait partie de la vie des gens, cela fait partie des mœurs des gens, chez nous. C'est la même chose dans d'autres provinces; et la chasse est tellement importante que dans certaines provinces canadiennes actuellement on interdit à des non-résidents de venir chasser. Certaines d'entre elles se donnent graduellement, et se donneraient, si on les convainquait de le faire, des restrictions nouvelles au plan de l'éducation populaire. Et c'est cela qui est le plus important.

#### • 1725

Première priorité: la qualité des armes en circulation. L'an dernier, un magasin de sports a dû retourner quinze armes neuves au manufacturier parce qu'elles présentaient des défauts de fabrication. Et si le manufacturier vendait ces armes-là dans une autre région? Ce vendeur, dans ce magasin, était qualifié, il était compétent pour faire le commerce des armes à feu. Cela aussi est un travail à faire.

Et cela est plus important que d'obliger les gens à avoir un certificat, et des répondants, et que de transformer ce droit de posséder des armes à feu en privilège. Il est plus important d'avoir un système, un mécanisme de vérification au niveau de la qualité des armes et au niveau du système de vente pour la mise en marché au public.

**M. Caouette (Villeneuve):** Monsieur Bouchard, si on regarde un peu l'économie de beaucoup de régions du Canada, pas seulement la nôtre, la chasse est un sport pratiqué par énormément d'Américains, qui viennent chez nous. Quel peut alors être l'impact économique de ce Bill en ce qui a trait au contrôle qu'il faudrait imposer aux

[Interpretation]

I feel it is excessive to require people to have two guarantors and to have to ask for permission to keep guns at home. This will make criminals of honest people. The act does not give a clear definition of the careful storage of guns so it will be difficult to explain to people what exactly is meant by it.

If at a later date, the careful storage of guns is defined by the Solicitor General or his assistants according to the act or the regulations, be it storage in a warehouse in a shed or in metal boxes kept inside the house, even this would be too much since only an insignificant minority of the population is guilty of negligence towards firearms. This will only serve to create new criminals because even though some people will obey the law, others may refuse to fulfil these requirements in order to be able to keep a gun, which at the present time is their legitimate right. This would be tantamount to transforming a right into a privilege, which is unacceptable.

People say that it would be preferable to control the quality and retail sale of guns. As I said a while ago, it should not be possible to go and buy a shotgun as though it were a bag of chips. But once you have got it home, it should be yours. Furthermore, Bill C-83 leads to this question of the Solicitor General or the Minister of Justice to decide later on what is legal and what is illegal, which is also unacceptable; our homes which are the last bulwark of liberty should be protected at all cost. A sport like hunting is part of people's daily lives in our part of the country. The same is true in other provinces; indeed hunting is so important in some Canadian provinces that nonresidents are prohibited from hunting there. Some provinces could be convinced to gradually set up proper education programs and bring in restrictions resulting from such programs. This is what matters most.

The first priority is the quality of the arms in circulation. Last year, a sports shop had to return 15 new guns to the manufacturer because of faulty workmanship. What would happen if the manufacturer sold such guns in another region? This particular retailer was competent and qualified to sell guns.

This is more important than forcing people to have a licence and guarantors, which would transform their right to own guns into a privilege. It would be more important to set up a quality control system for all guns put on the market.

**Mr. Caouette (Villeneuve):** When we examine the economy of many regions of Canada and not only of ours, we see that hunting is one of the favourite sports of many Americans who come to Canada every year. What would be the economic effects of this bill, since these Americans do not have the same controls we would be having? Would you

[Texte]

Américains? Selon vous, cela va-t-il causer des problèmes dans le domaine économique de ces régions où la chasse est fortement pratiquée par les Américains?

**M. Bouchard:** Au départ il y a une très grande quantité de pourvoyeurs qui vivent de la chasse. Et tout le monde sait que les pourvoyeurs, majoritairement, dans ma région en tout cas, vivent avec les non-résidents du Québec et les non-résidents de la région. Car les gens qui sont au Québec vont chasser et vont pêcher au Québec; ils n'ont pas à envisager des coûts importants pour le faire. On peut y aller gratuitement à peu près n'importe où; ou du moins à peu de frais.

Si évidemment on arrive avec des restrictions, vous avez toute une série de commerçants qui vont devoir fermer leurs portes ou qui vont devoir se réajuster et tenter de faire du commerce d'une autre façon, avec les Québécois.

Monsieur Caouette, est-ce que je pourrais ajouter quelque chose? Je parle en mon nom parce que l'effet du bill sur l'économie n'a pas été tellement un sujet de discussion entre nous; alors c'est un peu personnel ce que je dis-là; alors mais je pense bien que cela pourrait refléter l'idée de la majorité.

Nous comprenons très bien que ce n'est pas tellement à l'effet du bill sur l'économie, qu'il faut penser, et les certificats de compétence pourraient avoir le même impact. Le certificat de compétence, à l'heure actuelle, n'est pas exigé des Américains. Alors, à ce point de vue-là, il faut être honnête et dire que la loi quand même ne provoquerait pas tant au point de vue économique. Mais on sait très bien que la Loi, et on l'admet, existe pour prévenir les crimes commis dans les familles; le type, par exemple, qui prend sa carabine pour aller tuer sa femme ou ses enfants, parce qu'il est dans un état dépressif. Mais tout ce qu'on veut dire c'est que pour réduire ces sortes de crimes ce n'est pas la question des répondants qui va régler ce problème-là. Si on exige du bonhomme qui va aller se chercher une carabine au magasin du coin, d'avoir un certificat de compétence, on peut peut-être empêcher certains crimes de se commettre. Et comme on l'a dit dans le mémoire, si on peut prévenir une dizaine de crimes par année, eh bien tant mieux. Mais ce n'est pas avec cette histoire des répondants qu'on y arrivera, certainement pas.

**M. Caouette (Villeneuve):** Merci, monsieur le président.

**Le président:** Merci, monsieur Caouette.

Mr. Korchinski.

**Mr. Korchinski:** I believe in your comments you mentioned the fact that those who have taken competency tests rate very low in getting involved in crime in which a gun is used. Is that correct? Did I understand you correctly when you commented that way? Does that necessarily prove that there is a lower incident of crime involving guns because of the competency test or does it prove that those who go through a competency test are not necessarily criminals? I submit that the people who are hunters are not necessarily criminals. Is that not a proper deduction that one could conclude? The criminal is not the man who is going hunting, basically, and yet he is the one who is going to be subjected to all these regulations which are being proposed by this type of legislation.

[Interprétation]

think that this would cause economic problems in those regions where many Americans come to hunt?

**Mr. Bouchard:** There is a great number of outfitters who live from hunting and we all know that most outfitters, at least in my part of the country, live thanks to nonresidents of Quebec. Because the residents of Quebec who hunt and fish in the province do not have to go to great expenditures. You can go hunting practically anywhere and spend very little money.

If restrictions are not produced, many businesses will have to close down, while some will try to adjust and trade with Quebecers.

Could I add something, Mr. Caouette? I am expressing my personal opinion, because we did not discuss all that much about the economic effects of the bill; I am therefore expressing my personal opinion, although I believe it could also be that of the majority.

We understand quite well that the bill in itself will not have serious effects on the economy, and the certificate of competence would have the same results. At the present time, the certificate is not required from Americans. Therefore from this point of view, we cannot honestly say that the bill would have serious economic repercussions. In fact, the aim of the bill is to avoid family crimes such as the guy who takes his shotgun to kill his wife and children because he is depressed. Now the need to have guarantors will not reduce this type of crime. If a certificate of competence will be required of a man who wants to purchase a shotgun at the corner store, this may prevent some crimes, and as we said in our submission, if only 10 crimes a year can be avoided, so much the better. But the need to have guarantors will certainly not achieve that aim.

**Mr. Caouette (Villeneuve):** Thank you, Mr. Chairman.

**The Chairman:** Thank you, Mr. Caouette.

Monsieur Korchinski.

**M. Korchinski:** Vous avez dit, je crois, que parmi ceux qui passent les tests de compétence, très peu commettent des crimes à l'aide d'armes à feu. Est-ce bien ce que vous avez dit? Est-ce que cela prouve nécessairement que le test de compétence entraîne une réduction des crimes à main armée ou cela prouve-t-il que ceux qui se soumettent aux tests de compétence ne sont pas nécessairement des criminels? A mon avis, un chasseur n'est pas nécessairement un criminel. N'est-ce pas là une conclusion logique? Le chasseur qui part chasser n'est certainement pas un criminel et cependant, c'est lui qui se voit imposer les règlements qu'implique ce projet de loi.



[Text]

[Interpretation]

• 1730

**Mr. Bourbeau:** The way the bill is presented now is to cover all people of Canada, and the hunters, the honest people, like you say, that are not potential criminals, feel that they are hit like the criminals. They feel that they are classified in the same class as the criminals.

**Mr. Korchinski:** That is right.

**Mr. Bourbeau:** That is their feeling.

**Mr. Korchinski:** So there is really obviously no point in even including many of these people, except that this is going to be like a mass inoculation, you know, not everybody is going to get polio, or pig flu, swine flu, whatever they call it, but everybody has to get inoculated sort of thing, rightly or wrongly. However, this is a little more serious than something such as that because you are considered in the same category as a criminal.

I imagine there are a lot of people who might want to apply and might have a little difficulty in getting a guarantor. Do you not see the possibility that if he is not given a clean bill or considered fit to have a licence this may be a cause for disturbing him further to the point where he actually commits a crime? You could see possibilities such as that and I could think of people perhaps, particularly in rural areas, you will not likely notice a lot of that in the city because in many instances you do not know your own neighbour, yet you are familiar enough with him but I do not know whether that is considered adequate knowledge of the individual. It might be quite conceivably possible in an urban area to get a guarantor based on the association that you have, whether in business and so on. He may be an entirely different individual at home. Is that not correct.

**Mr. Bourbeau:** Sure.

**Mr. Korchinski:** I think you mentioned the fact that it might be possible that eventually—you simply emphasize only, if anything you wanted, if I read it correctly—competency should be the greater determining factor rather than the fitness thing, because I think you indicated in your presentation that there was an incident where there was a crime committed involving a gun where one day previous to that you had never considered him unfit, and yet the following day the crime was committed. So there is really no reliance on continuity of a person to be considered fit. Is that correct? You place a greater reliance on competency tests. If anything you would say that a person should be competent to own or use a gun, more than to be able to get a guarantor saying that he is a fit man. Is this my interpretation?

**Mr. Bourbeau:** In this interpretation, also, if that rifle or that shotgun would have been registered, do you think for one moment that crime would not have been committed?

**Mr. Korchinski:** No, I agree with you entirely. I agree with your presentation entirely. As a matter of fact, your submission is in line with a countless number of submissions that we have had. A very small percentage that I have heard, at least in this Committee have brought forward the argument that maybe this will do some good. As a matter of fact, the Minister indicated in a report to his constituency that it will not necessarily prevent crime, but it will give people a sense of security, a sense of security. It does not really provide any semblance of security.

**M. Bourbeau:** Le bill, dans sa version actuelle, s'applique à toute la population canadienne et les chasseurs, d'honnêtes gens, comme vous le dites, qui ne sont pas des criminels en puissance, se sentent traiter comme tels. Ils ont l'impression qu'on les met dans la même catégorie que les criminels.

**M. Korchinski:** C'est vrai.

**M. Bourbeau:** C'est l'impression qu'ils ont.

**M. Korchinski:** Mais de toute évidence, beaucoup d'entre eux ne devraient même pas faire partie de cette clientèle, mais comme dans le cas d'une inoculation massive, alors que ce n'est pas tout le monde qui va être atteint de polio ou de grippe porcine, on vaccine cependant tout le monde indifféremment. On se demande si cela est bon ou mauvais. Dans le cas qui nous occupe néanmoins la chose est un peu plus sérieuse, puisque l'on se voit assimiler à des criminels.

J'imagine que nombre de gens qui voudraient obtenir un permis auraient du mal à trouver un répondant. Quelqu'un dont le dossier serait entaché ou qui ne serait pas considéré comme apte à détenir un permis pourrait être tellement ébranlé de ce fait qu'il soit poussé à commettre un crime. C'est possible, non? Dans les régions rurales en particulier, la vie là-bas étant différente de ce qu'elle est dans les villes, de tels cas seraient plus nombreux; dans les villes, dans plusieurs cas, on ne connaît pas son voisin et même s'il ne nous est pas inconnu, je me demande si l'on peut vraiment considérer cela comme une connaissance adéquate. Il pourrait très bien se présenter des cas, dans les villes, où le répondant est un associé une connaissance d'affaires ou d'ailleurs. Il se peut que quelqu'un se conduit très différemment chez lui. N'est-ce pas?

**M. Bourbeau:** Très juste.

**M. Korchinski:** Si j'ai bien compris, vous semblez mettre l'accent, sur la possibilité de faire en sorte que le facteur compétence devienne un facteur plus déterminant que le facteur aptitude car, dans l'exemple que vous donnez, vous citez un cas où celui qui a commis le crime à l'aide d'une arme semblait bien normal la veille du crime. Il ne semblait pas inapte. On ne peut cependant pas se fier sur la permanence de l'aptitude. N'est-ce pas? Vous semblez vous fier beaucoup plus aux tests de compétence. Vous semblez dire qu'une personne devrait démontrer qu'elle est compétente à utiliser une arme et, selon vous, c'est beaucoup plus important que de trouver un répondant qui affirme que le détenteur de l'arme est apte. Est-ce que je me trompe?

**M. Bourbeau:** Mais pour pousser l'argumentation plus loin, si une carabine ou un fusil de chasse avait été enregistré, croyez-vous que cela aurait empêché le crime d'être commis?

**M. Korchinski:** Non. Je suis entièrement d'accord avec vous. Je suis entièrement d'accord avec les idées que vous avez exposées. En fait, votre exposé reprend le point de vue exprimé dans nombre de mémoires qu'on nous a présentés. Très peu d'associations, du moins parmi celles que nous avons entendues ici en comité, prétendent que ce bill a une valeur quelconque. En fait, le ministre a dit, dans un rapport qu'il a fait à ses commentants, que le bill ne va pas nécessairement enrayer le crime, mais qu'il va donner à la population un sentiment de sécurité, je le répète, un

[Texte]

You also mentioned, I think, that if a person is competent he should be competent for the rest of his life, and I think you indicated that your competency test was only \$3 in Quebec. Do I understand that this is a once in a lifetime situation?

What do you do in a situation where a person has a—I imagine you issue some sort of a document indicating that he is competent. Is that right?

Mr. Bourbeau: Yes.

• 1735

Mr. Korchinsky: Where a person has this type of document, what do you with people that have reached a certain age? Do you recall them after a certain age or do they not involve themselves in hunting after a certain age as much as the younger ones?

Mr. Bourbeau: For people getting old or people being injured, after getting their course being instructed and having received a certificate from the Ministry of Tourism, Fish and Game in Quebec City, this is in the study. This is fairly new and had to be implemented first and then with time, with the problems that are arising from that, this is in the study for a re-evaluation for certain types of people. Say, for instance, that a person loses an eye; the eye that is left could be good but, like the driver's permit, the person after a certain age has to have a new driving test, or with certain diseases or certain illnesses. This is in the review.

Mr. Korchinsky: I know some very senior people, not too many but a few, that still get involved in hunting; they may be old-age pensioners as a matter of fact and I know that they do participate, not very much, but because they have always been involved and they are still as good a marksman as some fairly young sportsmen. So age should not be a disqualifying factor at all here. Is this your opinion?

Mr. Bourbeau: This is what is in the making. It is the fitness that will be taken into consideration.

Mr. Korchinsky: Do you not consider also the fact that in every province there are certain types of circumstances which are somewhat different? Although generally speaking I think you can generalize, the rural areas throughout Canada are very much similar in their approach and the attitudes towards guns whereas the urban areas perhaps are very much similar, it does not matter which province, but there are still some provinces that are slightly different. They may have a more critical situation in their urban areas, for example, and if the provinces were to handle the administration they would be better suited to take into account the local conditions that would exist in that area.

I think Montreal is one glaring example, or Vancouver. The same situation does not necessarily apply to the Northwest Territories or even to Saskatchewan in the same sense. We may have a greater problem perhaps on some of our reservations because of the incidence of the use of alcohol and that sort of thing. We will have, I suppose, a percentage of people that even in urban areas might involve themselves in crime involving guns but the

[Interprétation]

sentiment de sécurité. Et moi, je vous dis que ce bill ne donnera même pas un apparence de sécurité.

Vous avez dit que si quelqu'un était compétent, il le demeurerait toute sa vie et je crois que vous avez bien précisé qu'au Québec, les frais du test de compétence s'élevaient à \$3. Ai-je raison de croire que vous parlez là d'un test de compétence unique, valable pour la vie?

Que faites-vous lorsqu'une personne a un... je suppose qu'après le test de compétence, on délivre un document quelconque, n'est-ce pas?

M. Bourbeau: Oui.

M. Korchinsky: Lorsqu'une personne détient un tel document, qu'arrive-t-il lorsqu'elle atteint un certain âge? Y a-t-il un mécanisme de rappel ou se trouve-t-il, qu'après un certain âge, les chasseurs chassent moins que lorsqu'ils étaient jeunes?

M. Bourbeau: Nous sommes en train d'étudier le cas des gens qui vieillissent et des gens qui sont blessés même après avoir suivi le cours et après avoir reçu le certificat du ministère du Tourisme, de la chasse et de la Pêche, au Québec. Tout ce processus est relativement récent et doit être mis en application au cours d'une certaine période de temps qui permettra aux difficultés d'être aplanies. Nous sommes en train d'étudier la possibilité de réévaluer certaines catégories de gens. Prenez par exemple le cas d'une personne qui perd un œil; il se peut que l'œil restant soit encore bon, mais comme dans le cas d'un permis de conduire, après un certain âge, les conducteurs doivent subir un autre test, comme du reste doivent le faire les gens qui sont atteints de certaines maladies. Nous sommes en train d'étudier cette question.

M. Korchinsky: Je connais certaines personnes assez âgées, un très petit nombre, qui chassent encore; il s'agit de retraités qui chassent toujours, quoique de façon restreinte mais, comme ils chassent depuis toujours, ils sont aussi bons tireurs que certains jeunes sportifs. Voilà pourquoi je dis que l'âge ne serait pas ici un facteur éliminatoire. N'êtes-vous pas du même avis?

M. Bourbeau: Nous sommes en train d'étudier la question. C'est alors que l'aptitude entrera en ligne de compte.

M. Korchinsky: Ne croyez-vous pas également que chaque province présente un cas différent? Je sais qu'on peut généraliser, que les régions rurales sont assez semblables partout au Canada, tant dans leur façon d'aborder le problème que dans leur attitude vis-à-vis des armes à feu et que, parallèlement, les régions urbaines sont assez semblables dans toutes les provinces, même s'il se trouve certaines provinces où les conditions sont un peu différentes. Dans certaines provinces, la situation dans les régions urbaines peut être plus critique et si c'étaient les provinces qui devenaient responsables de l'administration de tout cela, elles seraient mieux en mesure de tenir compte des conditions particulières.

Je crois qu'on peut citer en exemple Montréal et Vancouver. La situation n'est pas nécessairement la même dans les Territoires du Nord-Ouest ou même en Saskatchewan. Il se peut que nous éprouvions des problèmes plus épineux dans nos réserves à cause de l'alcoolisme etc. Il se peut qu'un certain pourcentage de la population dans les régions urbaines soient enclin au crime à main armée, mais il n'en demeure pas moins qu'il s'agit là de conditions particulières.



[Text]

point is that these are local conditions that the province would be better suited to handle. Would you not agree?

**M. R. Joyal:** Vous avez raison, monsieur. Les pêcheurs de Terre-Neuve, par exemple, doivent nécessairement avoir des carabines pour pêcher le homard tout simplement à cause des requins. C'est aussi le cas des chasseurs de phoque. Alors, si le pêcheur entrepose supposément d'une façon négligente, ces armes, il peut être, sans le savoir, un criminel passible de 5 ans d'emprisonnement. Chacune des provinces se retrouve dans une situation particulière. Cela milite en faveur d'un contrôle par la province. Evidemment, il pourrait y avoir bien sûr, une norme minimum pour toutes les provinces ce qui permettrait de respecter les situation particulières. Je pense que vous avez raison là-dessus.

**Mr. Korchinski:** Here you are indicating that perhaps there should be some leniency in certain areas and also a toughening up of conditions as they warrant and so on. I can see a need for that type of thing. I would not want to be hard and fast, and say that this particular section should apply across the board—applying to everybody—because I know that even the government intends to make certain provisions, or at least they have indicated that they intend to consider the situation in northern areas somewhat differently to what they do in southern areas. They are going to draw some sort of a line here, use a parallel or whatever it is, or the tree line—I do not know what basis they are going to do it on—but my point is: do you agree that this is better handled by the provinces?

**Mr. Bourbeau:** Yes.

• 1740

**Mr. Korchinski:** Okay. Thank you.

**The Chairman:** Thank you, Mr. Korchinski.

Alors, de la part du Comité je voudrais remercier MM. Joyal, Bouchard et Bourbeau, ainsi que la Fédération québécoise de la faune.

**Une voix:** Merci, monsieur.

**Le président:** Alors, nous ajournons jusqu'à ce soir à 20 h 00

... and may I remind you, in the other room, Room 209.

## EVENING SITTING

• 2005

**The Vice-Chairman:** Gentlemen, provided that representatives of two parties are present it was agreed before that we may start the meeting. I am pleased to introduce a distinguished witness, Mr. William J. Atton, Vice-Chairman of the Firearms Legislation Committee. Mr. Atton is a lawyer and is currently the Registrar of Probate for the County of Halifax. He is also a Crown prosecutor.

**Mr. Atton,** you are very welcome. You have about 15 minutes to make your point—I think the members have read your brief—and then we will proceed with questions.

[Interpretation]

res à une région et c'est le gouvernement de la province qui serait mieux à même d'agir. N'êtes-vous pas du même avis que moi?

**Mr. R. Joyal:** You are right, sir. In Newfoundland, the fishermen must have rifles, so that they can protect themselves against sharks when they fish lobster. This is also the case for seal hunters. Then, if the fishermen store those guns so-called negligently, they then become, without knowing it, criminals and can be imprisoned for up to five years. Therefore, each province has particular circumstances. This would lead me to advocate a provincial control. Evidently, there could very well be a minimum standard for all provinces which would also allow consideration for particularities. I think you are right on that point.

**M. Korchinski:** Vous voulez dire ici que l'on pourrait se montrer plus indulgent dans certaines régions en se réservant la possibilité d'être plus sévère au besoin. Je sais que cela pourrait être nécessaire. Je ne veux être ni trop rigoureux ni trop hâtif et dire que cet article doit s'appliquer sur toute la ligne, à tout le monde, car je sais que même le gouvernement a l'intention de prendre certaines dispositions particulières. Il a du moins mentionné qu'il avait l'intention d'étudier la situation dans les régions du Nord car elle diffère sensiblement de celle du Sud. Le gouvernement va établir des limites, à tel ou tel parallèle ou ailleurs; je ne sais pas exactement où sera la ligne de démarcation, mais permettez-moi de vous demander si vous croyez que les provinces seraient mieux placées pour ce faire?

**M. Bourbeau:** Oui.

**M. Korchinski:** Très bien. Je vous remercie.

**Le président:** Merci monsieur Korchinski.

On behalf of the members of the Committee, I would like to thank Messrs. Joyal, Bouchard and Bourbeau and also the Wildlife Federation of Québec.

**An hon. Member:** Thank you, sir.

**The Chairman:** We will adjourn until 8 o'clock tonight.

—Je désire vous rappeler que nous siégerons dans la salle 209.

## SÉANCE DU SOIR

**Le vice-président:** Messieurs, la séance peut commencer s'il y a des représentants de deux partis présents. Il me fait plaisir d'accueillir le témoin de ce soir, M. Williams J. Atton, vice-président de Firearms Legislation Committee. M. Atton est avocat. Il est registraire à la Cour des successions du comté de Halifax de même que procureur de la Couronne.

Monsieur Atton, je pense que les membres du Comité ont eu l'occasion de prendre connaissance de votre mémoire déjà. Vous avez quinze minutes à votre disposition, après quoi ce sera la période des questions.

[Texte]

**Mr. William J. Atton (Vice-Chairman, Firearms Legislation Committee (Nova Scotia)):** Thank you, Mr. Chairman and members of the Committee. I would like to express our appreciation for being allowed to appear in front of the Committee on this matter, and to apologize for the fact that our brief arrived only today. However, we did not realize until Wednesday of last week that this was our time to appear, so on Thursday we had our meeting and nominated myself to appear.

First, I would like to point out that we represent most of the firearms-connected and shooting-sports people in the Province of Nova Scotia. While we . . .

**The Vice-Chairman:** I am sorry; the Chairman has just arrived. We are sorry to interrupt you.

**Mr. Atton:** Not at all.

**Mr. MacGuigan:** The Vice-Chairman is doing such a splendid job I think he should continue.

**The Vice-Chairman:** Thank you.

**Mr. Atton:** As I was indicating, we do not quarrel with the whole of Bill C-83 in any way whatsoever; our main thrust is directed at the so-called gun control portions of the bill. While the bill is labelled as one of peace and security intended to remove violent crime from the street, et cetera, we suggest that the items included in it will in fact do little if anything to regulate or control the criminal use of firearms or guns. The bill has been organized and supposedly supports its position by basing it, as far as statistics and facts are concerned, mainly on firearm-connected deaths in Canada. As our brief points out, these fall basically into four different categories: suicides; domestic quarrels or killings; murder by criminals; death by gun accidents.

I think it is good to examine these in some detail individually, particularly the question of suicides. Once a person has drummed up sufficient courage—and to me it would take a lot of courage to decide to terminate one's own life—it is very seldom that the means used is the important factor; it is the social background or the reasons that have caused him to make that decision, rather than the availability of any particular means to carry out his intention. There are many suicides by overdoses of drugs, hanging, asphyxiation—even motor-vehicle suicides. So it has very little, if anything, to do with the availability of the particular method. We are asked to believe that a great number of the suicides would be avoided if restrictive firearms legislation were passed. It is interesting to note that in Japan, which is supposedly a gunless society, the suicide rate in 1972 was 17 per 100,000, which is 50 per cent higher than the Canadian rate. These suicides were not tied to guns. Therefore it would seem that it is the background, the social conditions and other circumstances that lead to suicide, rather than the availability of any particular method.

We are also asked to believe that domestic quarrels and killings, deaths by firearms in domestic situations, would be eliminated by a licensing system based on guarantors from the community, drawn of course from a group as yet unknown. It is interesting to note that in our particular area we have had two mass murders in the past year, as is pointed out in our brief—one by a serving RCMP and the other by a retired RCMP officer. Certainly under the proposed legislation these persons would have had no difficulty, none whatsoever, to become licensed or to obtain guns.

[Interprétation]

**M. William J. Atton (vice-président, Firearms Legislation Committee (Nouvelle-Écosse)):** Monsieur le président, messieurs du Comité, d'abord je tiens à vous remercier de cette occasion qui m'est offerte de comparaître devant vous ce soir. Je tiens à vous dire aussi que je suis navré que le mémoire ne soit arrivé qu'aujourd'hui. Ce n'est que mercredi de la semaine dernière que nous nous sommes rendus compte que nous devions comparaître aujourd'hui. Nous avons tenu une réunion jeudi à laquelle j'ai été désigné pour comparaître devant vous.

Nous représentons, en tant qu'association, la plupart des tireurs sportifs et des amateurs d'armes à feu de la province de la Nouvelle-Écosse. Nous . . .

**Le vice-président:** Je suis désolé de vous interrompre; le président vient d'arriver.

**M. Atton:** Je vous en prie.

**M. MacGuigan:** Le vice-président s'acquittait tellement bien de sa tâche qu'il devrait continuer.

**Le vice-président:** Je vous remercie.

**M. Atton:** Nous ne sommes pas contre l'ensemble du Bill C-83; nous en voulons seulement aux dispositions qui concernent le contrôle des armes à feu. Le bill se veut axé sur le maintien de l'ordre et la sécurité afin de mettre un terme à la violence dans la société. Nous croyons, pour notre part, que les dispositions qu'il contient ne font presque rien pour réglementer ou contrôler l'usage des armes à feu par les criminels. Le bill est censé partir de statistiques et de faits bien concrets, comme le nombre de morts causées par les armes à feu au Canada. Nous disons dans notre mémoire qu'il y a quatre catégories différentes d'incidents; les suicides, les drames familiaux, les meurtres qui sont l'œuvre de criminels et les morts accidentelles.

Il est bon d'examiner en détail chacune de ces catégories, surtout celle des suicides. Une fois qu'un individu a trouvé le courage, parce que pour moi il faut beaucoup de courage pour décider de mettre fin soi-même à ses jours, il est rare que le choix du moyen soit un facteur important; ce sont les facteurs sociaux qui interviennent bien plus que la disponibilité de tel ou tel moyen. Il y a certainement beaucoup de suicides par intoxication, par pendaison, par asphyxiation, des suicides impliquant des véhicules automobiles également. Le moyen employé a donc très peu d'importance. On tente de nous dire qu'il y a bien des suicides qui seraient évités si l'accessibilité aux armes à feu était restreinte au moyen d'une loi. Il est intéressant de noter, à ce titre, que le Japon, qui est censé être une société où les armes à feu sont bannies, le taux de suicides en 1972 était de 17 sur 100,000, ce qui est 50 p. 100 plus élevé qu'au Canada. Ces suicides n'avaient rien à voir avec les armes à feu. Ce sont donc les antécédents, les facteurs sociaux qui interviennent dans les suicides. Ce n'est pas une question de moyen.

On tente de nous faire croire également que le nombre de morts dues à des armes à feu dans les querelles familiales serait diminué s'il y avait un système de permis qui fasse appel à des personnes dans la communauté qui se porteraient garantes et dont on ne sait trop d'où elles sortiraient. Il faut noter à ce sujet que dans notre région nous avons eu deux tueries au cours de l'année: une impliquant un agent de la Gendarmerie royale en service, l'autre un agent de la Gendarmerie à la retraite. Avec ce projet de loi, ces personnes n'auraient certainement aucune difficulté, absolument aucune, à obtenir un permis ou des armes.



[Text]

[Interpretation]

• 2010

I am sure that there are members here who have a background similar to my own. I started using firearms when I was eight years old and I have used them in the service and out consistently ever since. I had eight children, six boys who I trained to use guns. Five of them have been in the armed forces and four are still serving. They have all used guns since they were small. I fail to see how the restriction of making available the proper and correct use of firearms to children under the age of 14 or 16 can in any way reduce their propensity to violent crime at a later age. If anything it would appear to me that it would be more desirable to properly train the young Canadian in the ownership, use and possession of firearms rather than restrict them, so that when he grows older he will have a proper respect and be able to properly use firearms.

Many persons who are not familiar with firearms do not understand them. Many of our criminals get the feeling that the firearm makes them bigger than society. It is what they lean on to make themselves bigger than the policeman, but very few of the persons who have been properly trained, who have grown up with firearms ever take that position; they know them and they respect them. They do not consider a gun as something necessary to put them above their fellow man.

We all know that many criminals today use firearms and very few of them of the restricted class, handguns are registered handguns. Certainly most of the people who are using them would not be allowed to purchase them or own them legally. We contend that criminals will no more obtain a licence to own a long gun than they now obtain a licence to purchase or use a hand gun.

We have left simply accidental deaths caused by firearms and Bill C-83 in our opinion does little if anything to deal with accidental deaths in that it does not deal with competence. Accidents do not happen because of a lack of fitness, but rather because of a lack of competence. Accidents happen because of carelessness.

For the foregoing reasons we fail to see how this bill can significantly lower the number of violent deaths in Canada. The possibilities for misuse are unlimited.

In the regulatory actions, I am sure that any of the members who have any legal background know the dangers that are inherent in regulations which are not promulgated. I am sure that if this bill became law and the regulations were prepared, drafted and passed, there would be thousands of people in Canada—the farmer, the fisherman—who own guns who will never know what the regulations are an whether they are abiding by them or not.

It is not the type of thing which is easily disseminated to the general public.

Mr. Basford said, when he appeared before the Committee, that he would like to have constructive criticism. We would like, therefore, to put forward some suggestions in the hope that they will be brought to his attention.

We understand that there are already some changes promised concerning ammunition and age for licences. I will not dwell on those.

Je suis sûr que certains d'entre vous ont eu la même expérience que moi. J'ai commencé à me servir d'armes à feu lorsque j'avais huit ans, j'ai continué à m'en servir à l'armée, je m'en suis toujours servi jusqu'à aujourd'hui. J'ai huit enfants dont six garçons à qui j'ai appris à se servir d'armes à feu. Cinq d'entre eux ont servi dans les Forces armées et quatre y sont toujours. Ils se sont tous toujours servis d'armes à feu depuis leur enfance. Je ne vois vraiment pas comment en empêchant les enfants de moins de 14 ou 16 ans d'apprendre à se servir correctement d'armes à feu, on les empêcherait de commettre des crimes violents plus tard. A mon sens, il serait bien préférable d'apprendre aux jeunes Canadiens ce qu'il faut faire lorsqu'on possède, utilise et manie des armes à feu; en grandissant, ils apprendraient à les respecter et à les utiliser convenablement.

En général, les gens qui ne connaissent pas les armes à feu ne les comprennent pas. Les criminels ont souvent l'impression qu'en possédant une arme à feu ils sont grandis d'autant. Grâce à une arme, ils se sentent supérieurs au policier mais les gens qui ont été bien préparés, qui ont grandi avec des armes à feu, prennent très rarement cette position; ils les connaissent et les respectent. Ils ne pensent pas qu'ils ont besoin d'une arme pour être supérieurs au reste de l'humanité.

Nous savons que beaucoup de criminels utilisent aujourd'hui des armes à feu mais très rarement des armes de la catégorie réservée, les pistolets qui sont enregistrés. De toute façon, la plupart des gens qui s'en servent n'auraient pas légalement le droit de les acheter ou de les avoir en leur possession. Nous estimons que les criminels n'obtiendront pas plus un permis pour posséder un fusil, pas plus qu'ils n'obtiennent aujourd'hui un permis pour acheter ou utiliser un pistolet.

Reste le problème des morts accidentelles causées par des armes à feu et le Bill C-83 n'apportera vraiment aucune solution aux morts accidentelles puisqu'il ne s'occupe pas de la compétence de l'utilisateur. Les accidents ne sont pas imputables à des raisons de santé mais plutôt au manque de compétence. Les accidents sont causés par la négligence.

Pour toutes ces raisons, nous ne voyons pas comment ce bill réussira à réduire le nombre de morts violentes au Canada. Les possibilités d'abus restent illimitées.

Quant à la réglementation, je suis certain que tout député possédant certaines connaissances juridiques connaît les dangers de règlements qui n'ont pas encore été promulgués. Si ce bill prend force de loi et si des règlements sont préparés, rédigés et adoptés, des milliers de personnes au Canada—les agriculteurs, les pêcheurs—qui sont en possession d'armes à feu ne connaîtront jamais ces règlements et ne sauront jamais s'ils en règle ou pas.

Ce genre de chose n'est pas facile à faire connaître au public.

Lorsque M. Basford a comparu devant le Comité, il a demandé qu'on lui soumette des critiques constructives. Par conséquent, nous voulons faire certaines suggestions dans l'espoir qu'elles seront portées à son attention.

Nous comprenons que certains changements ont été promis à propos des munitions et de l'âge limite pour les permis. Nous n'y reviendrons pas.

## [Texte]

We would suggest that the licence should be given—if it is going to be called a licence—based upon competence, which can be tested and can be measured rather than upon fitness which cannot. Medical science has been unable to determine who among us is likely to commit violent acts in the future. As I said before, We had two cases of mass murder in our area of Nova Scotia within the last year; one by a serving RCMP officer and one by a retired RCMP officer. The suicide rate, it is well known, is high among RCMP officers. If these men cannot be spotted as potentially violent people by the screening system of the force, how can any selected group of guarantors of the general population do any better? The quiet, unassuming and non-aggressive person in our society is often the human bomb while the outwardly aggressive and violent-talking person is often not.

We submit that the licence fee should be definitely set and not left unknown.

• 2015

The other point that I was asked by our Committee to bring forward—it is not contained in the brief—is that the Criminal Code in our opinion is not the place to regulate guns any more than it regulates motor vehicles or any other potentially dangerous piece of equipment in our society. The Criminal Code is designed to set out rules of law so that persons in society will know what conduct consists a criminal offence. The honourable Mr. Allmand in his submission to this Committee on April 27 mentioned the introduction of the breathalyzer as an analogous situation where the Criminal Code was used to regulate the potential danger of drinking and driving. However, this section of the Code sets out a procedure to apprehend and punish persons who drive vehicles under the influence of alcohol. This is good and quite correct. But there is no mention in the Criminal Code of a system of licensing persons to own cars or to drink alcohol. The Code sets out the penalty if they take the next step of a combination of drinking and driving and committing certain offences. We have no quarrel with laws which set out penalties for committing offences of a criminal nature with firearms. However, we do oppose bringing into the category of criminal law by regulation into the Criminal Code the ownership or possession for lawful purposes of any firearm or for the peaceful and correct possession.

It is our opinion that legislation creating laws and regulations that cause a huge class of persons, namely the gun owners of Canada, to become law breakers overnight—for surely there would be no other reason to provide a period for amnesty—will bring nothing but disrespect and disrepute to the law. Persons that for years have owned and used guns lawfully and properly now will find themselves categorized as potential law breakers. It is our contention that bad laws breed crime. Just let us look at the situation of prohibition; it led to bootlegging, rum running and organized crime.

In conclusion, it is our submission that our legislators would be better directed in attacking the cause of violent crime rather than the instruments used, direct their attention to the use of drugs; direct it to society's need to control, regulate, and if need be, punish the man behind the gun, not the man who owns the gun; the man who misuses the gun, not the man who has never misused and

## [Interprétation]

Nous voudrions que les permis soient accordés—s'il s'agit vraiment d'un permis—selon la compétence qui peut être éprouvée et mesurée et non pas selon la santé qui ne peut pas l'être. La médecine n'a pas encore réussi à découvrir ceux d'entre nous qui sont susceptibles de commettre des actes de violence un jour ou l'autre. Comme je l'ai déjà dit, dans la région de Nouvelle-Écosse dont je viens, nous avons assisté l'année dernière à deux cas de meurtres de masse. Dans un cas, le criminel était un agent actif de la GRC dans l'autre, un agent retraité de la GRC. On sait que le taux des suicides est très élevé chez les agents de la GRC. Si la force policière n'arrive pas à reconnaître ceux qui peuvent devenir violents, comment voulez-vous qu'un groupe de garants choisis au sein de la population fassent mieux? C'est souvent l'individu calme, discret et peu agressif qui est une véritable bombe en puissance tandis que celui qui est ouvertement agressif et a le langage violent ne l'est que bien rarement.

Nous croyons que le droit du permis devrait être fixé dans la loi et non laissé à deviner.

Notre Comité aimerait également que je souligne que le Code criminel n'est pas l'instrument le plus utile pour réglementer les armes à feu, pas plus qu'il ne l'est pour les véhicules automobiles ou toute autre machine qui peut représenter un danger pour notre société. Le Code criminel a pour objet de définir certaines règles afin que les membres d'une société sachent ce que constitue un délit. Dans son mémoire présenté au Comité le 27 avril, l'honorable M. Allmand a cité l'adoption de l'ivressomètre en exemple des cas où l'on s'est servi du Code criminel pour réglementer le danger que représente l'ivresse au volant. Toutefois, cet article du Code établit la façon d'appréhender et de punir les conducteurs jugés ivres. C'est très bien, mais il n'y est pas question de régime de permis pour les personnes qui possèdent des voitures ou boivent de l'alcool. Le Code ne prévoit des sanctions que si ces personnes sont en état d'ébriété au volant et commettent certains délits. Nous n'avons rien contre les lois qui prévoient des sanctions pour ceux qui commettent des actes criminels avec des armes à feu. Nous nous opposons toutefois à ce que la réglementation de la possession d'armes à feu, à des fins tout à fait légales et paisibles, fasse partie du Code criminel.

À notre avis, une loi en raison de laquelle tous les propriétaires d'armes à feu du Canada se retrouveraient du jour au lendemain criminels, puisqu'il n'y aurait sûrement aucune raison de prévoir une période d'amnistie, ne ferait qu'amoindrir le respect que l'on a de la loi. Tous ceux qui depuis des années possèdent des armes à feu et s'en sont toujours servis à des fins légales se retrouveront soudain classés comme des criminels en puissance. Nous croyons que les lois injustifiées engendrent la criminalité. Que l'on songe un instant à la prohibition qui a entraîné la contrebande de l'alcool, la fabrication clandestine d'alcool et le banditisme organisé.

En conclusion, nous croyons qu les législateurs canadiens feraient mieux de s'attaquer à la cause des crimes avec violence plutôt qu'aux accessoires employés. Ils devraient s'attaquer à l'usage de la drogue, à la nécessité de contrôler, réglementer et, s'il y a lieu, punir celui qui tient l'arme, et non celui qui la possède, celui qui utilise son arme à mauvais escient, et non l'autre qui va certainement



[Text]

probably never will misuse the gun. It is our contention that the Criminal Code should be designed and used to regulate and set out a standard of conduct for persons and that it should not be used to regulate things. Thank you, Mr. Chairman.

**The Vice-Chairman:** Thank you, Mr. Atton. Mr. McCleave.

**Mr. McCleave:** Thank you, Mr. Chairman. Perhaps the first thing I would like to draw out of our witness—and I have to confess to the fact that he and I have been associated for a long time in the practice of law in Halifax but not latterly—is his experience as a law enforcement officer. Mr. Atton, how many years have you been the Crown Attorney?

**Mr. Atton:** I have been involved in the Crown prosecutor's work in the Province of Nova Scotia for about 14 years.

**Mr. McCleave:** May I ask you this: drawing on that experience and knowing the problem that we are up against in Parliament, what would you say about the present law as supported by any future law, the bill that we are considering? Can you give us a quick opinion on that and then I am sure there will be questions asked.

• 2020

**Mr. Atton:** In my own opinion, and also in the opinion of our committee as indicated to me in our discussions, we feel that the existing law in the Criminal Code from Sections 82 to 96 are quite adequate to deal with the criminal use of firearms if those laws were properly administered and if they were enforced to the extent that we would like to see them enforced and particularly, I would point out, to the extent that I myself would like to see them enforced a good many times when I am prosecuting. We have become very disheartened when the police charge and we manage to convict someone we know is a criminal person from the point of view that he has numerous convictions for violent crime. We had one not so long ago. The man was arrested by police. He had a loaded revolver, I might say unregistered, which it turned out had been stolen somewhere in the United States and had got across the border in his possession in Halifax. He was charged with possession of a restricted weapon and received a \$50 fine. From our point of view in the shooting fraternity this is the very thing that causes the problem, that the person who misuses firearms, the man who uses firearms for a criminal purpose, is not dealt with severely enough, and it will do no good to attempt to regulate and, in effect, punish and license and chase around the corner the person who has spent all his life in the legal and lawful pursuit of firearm sports or use of firearms if they are not prepared to step on the one who misuses them.

**Mr. McCleave:** Maybe I could ask this. Perhaps I jumped a little too fast and too far. What would our witness say about his legal and lawful pursuit of the use of firearms? What has he done with regard to that?

**Mr. Atton:** Who?

[Interpretation]

toujours l'utiliser à bon escient. Nous croyons que le Code criminel a été conçu pour fixer certaines normes de comportement mais non pour réglementer des objets. Merci, monsieur le président.

**Le vice-président:** Merci, monsieur Atton. Monsieur McCleave.

**M. McCleave:** Merci, monsieur le président. Je dois d'abord avouer que notre témoin et moi avons longtemps pratiqué le droit ensemble à Halifax et j'aimerais qu'il nous fasse connaître son expérience l'application de la loi. Monsieur Atton, combien de temps avez-vous été procureur de la Couronne?

**M. Atton:** Je me suis occupé de poursuites au nom de la Couronne, en Nouvelle-Écosse, pendant environ 14 ans.

**M. McCleave:** D'après votre expérience et votre connaissance du problème auquel le Parlement fait face, que pensez-vous de ce projet de loi si une autre loi venait le compléter à l'avenir? Dites-nous ce que vous en pensez et je suis certain que cela suscitera bien des questions.

**M. Atton:** A mon avis, et c'est celui de notre Comité, les articles 82 à 96 du Code criminel sont tout à fait adéquats en ce qui concerne l'usage criminel d'armes à feu, à la condition que ces articles soient administrés de façon appropriée et qu'ils soient observés dans la mesure où nous aimerions les avoir observer, tout du moins dans la mesure où j'aimerais les voir observer lorsque je m'occupe d'un procès. Il nous arrive d'être très découragés lorsque la police lance des accusations, nous amenant ainsi à condamner une personne, que nous savons être une criminelle, parce qu'elle a déjà été accusée de nombreux crimes violents. On en a eu un exemple, il n'y a pas tellement longtemps; il s'agissait d'un homme qui avait été arrêté par la police alors qu'il était en possession d'un revolver, chargé, non enregistré; ce revolver avait été volé aux États-Unis et l'individu a été arrêté à Halifax en possession de son arme. Il a été accusé de possession d'une arme à utilisation restreinte et s'est vu imposer une amende de \$50. A notre avis, c'est là que réside le fond du problème: celui qui utilise des armes à feu de façon irresponsable ou dans un but criminel n'est pas traité assez sévèrement; en conséquence, il ne sert à rien de vouloir réglementer dans ce domaine—et en fait, punir et soumettre à un système de permis toutes ces personnes qui ont, toute leur vie, collectionné ou utilisé des armes à feu de façon légale.

**M. McCleave:** J'aimerais vous poser cette question. Je suis peut-être allé un peu trop vite, mais j'aimerais savoir ce que notre témoin pense de ses poursuites en ce qui concerne l'utilisation des armes à feu? Quelle est son expérience?

**M. Atton:** Qui?

[Texte]

**Mr. McCleave:** Yourself.

**Mr. Atton:** As I indicated earlier, I started using firearms when I was eight years old on a Saskatchewan farm for shooting gophers because you got one cent apiece for their tails at that time, and five cents apiece for crow's legs. But there was no—I might point out that in our community I have known of no violent crime with firearms, and everybody has them. I do not know of anybody in our area who does not have a gun of some type. Since that time, as I indicated, I have spent some years in the Armed Forces in very close proximity to firearms and also since that time and right up until this last weekend, as a matter of fact, I have been a consistent user of skeet and trap guns, rifles and handguns.

They are in my home. They have been in my home all the years that my children were growing up. I might point out that I had a son who at the age of 13 won the Nova Scotia junior small bore championship. Under the legislation that is proposed he would not even have the opportunity to compete. So from that point of view I do not like this type of regulatory approach.

**Mr. McCleave:** Thank you, Mr. Atton. Now may I ask, perhaps in a different field, about your attitude towards the punishment that might be ordered by breach of the orders in council?

**Mr. Atton:** We do not feel that the regulations should be made by order in council. We feel that any regulations that are made should be made part of any act. We know it is very easy to give over-riding powers in any act to a body to make regulations, but the regulations should not be such that they are not easily obtainable or made easily disseminated to the people who are going to be affected. The penalties, I feel, should be directed at the misuse of firearms, not the use of them, and there should be no penalty to anyone if the licensing is brought into effect or if a person finds some ammunition somewhere and fails to turn it in, unless he does something criminal with the ammunition, unless he does something which he should not do that is a danger to his fellow man, then there should be no penalty.

**Mr. McCleave:** When you mentioned ammunition's being turned in or not being turned in, is not the definition a little bit harsh on those who might follow—as with a new Crown Prosecutor?

• 2025

**Mr. Atton:** Certainly, the definition as it exists is to my mind rather ridiculous, with all due respect to whoever dreamt it up. I, for one, load my own ammunition for shotguns, and I have, over the years, had small kegs of powder; I have had wads and primers, and I have a loading machine. If this law went into effect, I do not think I would ever be able to escape the effects because I doubt if I would ever be able to find all the various components that may be lying around my home and my garage.

I do not mean the powder necessarily, because, for one's own safety, that has to be properly looked after; but certainly empty hulls, primers that are expended, lead shot and wads: none of these things, in my opinion, should fall within the definition of ammunition because they, in themselves, are not dangerous. It is only when they are combined and make into a shell or a bullet that they become dangerous; in themselves, they are not.

[Interprétation]

**M. McCleave:** Vous-même.

**M. Atton:** Comme je vous l'ai dit tout à l'heure, j'ai commencé à utiliser des armes à feu lorsque j'avais huit ans, dans une ferme de la Saskatchewan; je tirais alors sur des saccophores car je pouvais toucher un cent par queue et 5c. par paire de pattes de corneille. Or, dans cette collectivité, je n'ai jamais entendu parler de crimes violents perpétrés avec des armes à feu alors que tout le monde en possédait. Je dis bien tout le monde. Depuis, j'ai passé quelques années dans les forces armées où je m'occupais d'armes à feu et, jusqu'au dernier weekend, je pratiquais régulièrement le tir au pigeon d'argile, le tir à la carabine et au revolver.

Toutes ces armes sont chez moi. Elles y sont depuis que mes enfants sont nés. J'aimerais vous faire remarquer à ce propos qu'un de mes fils, à l'âge de 13 ans, a gagné le championnat des juniors de la Nouvelle-Écosse pour les armes à petit calibre. Selon le projet de loi, il n'aurait même pas le droit de poser sa candidature à ce genre de compétition. C'est en ce sens que je n'aime pas ce type de réglementation.

**M. McCleave:** Merci, monsieur Atton. J'aimerais passer à une autre question pour vous demander quelle est votre attitude en ce qui concerne les punitions qui pourraient être imposées en cas de violation des décrets en conseil?

**M. Atton:** A notre avis, les règlements ne devraient pas être établis par voie de décret en conseil. En fait, ils devraient faire partie de la loi. Il est très facile de donner des pouvoirs prépondérants à un organisme et lui permettre d'établir des règlements, mais ces derniers devraient être largement diffusés aux personnes qui en seront affectées. Les sanctions, par exemple, devraient être orientées vers la mauvaise utilisation des armes à feu et non pas vers leur utilisation en général, et aucune sanction ne devrait être imposée si une personne trouve des munitions et qu'elle néglige de les rendre, à moins que cette personne ne commette un acte criminel avec ces munitions.

**M. McCleave:** Vous avez parlé tout à l'heure des cas où les munitions devaient être rendues ou non et j'aimerais savoir si, à votre avis, la définition n'est pas un peu trop sévère? Qu'en pensez-vous à titre de nouveau procureur de la Couronne?

**M. Atton:** Il est évident que la définition actuelle est plutôt ridicule, avec tout le respect que je dois à ceux qui l'ont élaborée. Personnellement, je prépare mes propres munitions pour mes fusils de chasse et j'ai d'ailleurs plusieurs petits barils de poudre; j'ai également possédé des bourres et des amorcées; j'ai aussi une machine à charger. Si ce projet de loi entrait en vigueur, je ne pourrais pas lui échapper car je ne pourrais certainement pas retrouver toutes les différentes pièces qui sont certainement égarées dans ma maison et dans mon garage.

Je ne parle pas uniquement de la poudre car elle doit être entreposée comme il se doit pour de simples raisons de sécurité personnelle; mais il est évident que des douilles vides, les amorces déjà utilisées, les plombs et les bourres ne devraient pas être englobés, à mon avis, dans la définition des munitions parce que toutes ces pièces ne sont pas, elles-mêmes, dangereuses. C'est simplement leur assemblage, qu'il s'agisse d'une cartouche ou d'une balle, qui les rend dangereuses; elles ne le sont pas en soi.



[Text]

So I do not feel that this business about "any component" should be left in there. You know, there are lead pellets in a lot of things: in the bottom of an ashtray, for example.

**Mr. McCleave:** Mr. Chairman, I will send my friend my speech—but may I ask one final question, and as a Crown Prosecutor of 14 years' standing. How would he like to undertake prosecutions against those charged with any number and variety of offences under the sections of the Criminal Code—or under the regulatory instruments that are going to be passed by virtue of that? What is going to happen, in general?

**Mr. Atton:** Well, I would be very happy to prosecute anyone who commits a criminal offence with a firearm: I would be very happy to do it at any time. However, I would find it very difficult to prosecute someone who had just breached one of these proposed regulations. Although we do not know for sure what they will be, we can imagine what the regulations will be, and I would find it very difficult.

I think the judges, the magistrates, would find it very difficult to convict, even as they did during the days of prohibition when people were prosecuted. As you well know, Mr. McCleave, there were in our area some famous cases of rum-runners during prohibition, and they were charged time after time. They were charged many times but very seldom convicted, because the judges themselves were abhorred by the penalties for what they and the majority of people felt were not, in effect, criminal offences.

**Mr. McCleave:** Thank you.

**The Vice-Chairman:** Thank you, Mr. McCleave.

**Mr. Lachance.**

**Mr. Lachance:** First of all, I would like to thank Mr. Atton for his brief, and would then ask him to put the little earphone on to the French channel so that he can benefit from the translation.

Je voudrais poser une question au témoin en ce qui concerne la page 4, de la version française de son rapport, en particulier, la recommandation 1(a), où il nous souligne que pour l'obtention d'un permis, il y aurait lieu d'évaluer la compétence plutôt que l'aptitude à manier des armes. Je voudrais qu'il nous dise quel genre de certificat de compétence il a à l'idée lorsqu'il nous fait une telle recommandation?

**Mr. Atton:** Yes, Mr. Lachance, we have in mind the type of testing and the type of licensing that we now are trying to have brought into our provincial law in Nova Scotia under the Hunter Safety Program. I have been involved for many years. Back when I was president of the Nova Scotia Rifle Association some years ago we instituted a hunter safety program and days of instruction at the rifle range at Bedford in the Halifax area. The course was at that time on a voluntary basis and the members of the rifle club would lend their time and their equipment, and anyone who wished to bring his rifle and his ammunition we would give him, in effect, a crash course on which end the bullet came out. It would scare you, as it did us, to see some of the people who were coming out there, who had purchased a hunting licence and supposedly were going in the woods to shoot deer. They would have a .303 rifle and they would have bought a box of 30.06 shells and they just do not match. This has happened.

[Interpretation]

Il ne faudrait donc pas conserver l'expression «toute pièce» dans la loi. Vous savez, il y a des plombs dans beaucoup d'objets, par exemple, dans le fond d'un cendrier.

**M. McCleave:** Monsieur le président, j'aimerais poser une dernière question au témoin étant donné qu'il a 14 ans d'expérience en tant que procureur de la Couronne. Comment va-t-il tenter des poursuites contre ces personnes qui seront accusées d'un certain nombre de délits, conformément aux articles du Code criminel ou aux règlements qui seront adoptés en vertu de la loi? Que va-t-il se passer?

**M. Atton:** Je suis toujours disposé à poursuivre un individu qui a commis un crime avec une arme à feu. Cependant, il sera certainement très difficile de poursuivre un individu qui a simplement violé un de ces futurs règlements. Nous ne savons pas encore en quoi ils consisteront mais on peut quand même se l'imaginer.

A mon avis, les juges et les magistrats auront beaucoup de mal à accuser cet individu et ils rencontreront les mêmes difficultés qu'à l'époque de la prohibition. Vous vous souvenez sans doute, monsieur McCleave, qu'il y a eu des cas célèbres de trafiquants d'alcool pendant la prohibition et que certains individus ont été accusés. En fait, certains ont été accusés plusieurs fois mais ont rarement été condamnés parce que les juges eux-mêmes répugnaient à imposer des sanctions pour des actes que la majorité du public ne considérait pas comme des délits criminels.

**M. McCleave:** Merci.

**Le vice-président:** Merci, monsieur McCleave.

**Monsieur Lachance.**

**M. Lachance:** J'aimerais tout d'abord remercier M. Atton de son exposé très intéressant et je vais lui demander de mettre son écouteur sur le canal français afin qu'il puisse profiter de la traduction.

I would like to ask a question to the witness concerning page 4 of the French version of his report, particularly recommendation 1(a), where he says that licensing should assess competence rather than fitness. I would like to have some details about the kind of competence certificate which he was alluding to when he made such a recommendation.

**M. Atton:** Monsieur Lachance, nous pensons plus précisément aux types de tests et d'octrois de permis que nous avons essayé d'instaurer dans notre loi provinciale, en Nouvelle-Écosse, dans le cadre du programme de sécurité des chasseurs. Je m'en occupe depuis longtemps. Lorsque j'étais président de la Nova Scotia Rifle Association, il y a quelques années, nous avions lancé un programme de sécurité des chasseurs et organisé certains jours d'entraînement au champ de tir de Bedford, dans la région d'Halifax. A cette époque, ce cours était tout à fait volontaire et les membres du club de tir consacraient une partie de leur temps et de leur équipement à l'organisation de cours intensifs et ceux qui le voulaient venaient avec leur carabine et leur munitions pour apprendre exactement comment manier leur arme. La situation était effrayante, à l'époque, car certaines des personnes qui sont venues suivre ces cours avaient déjà acheté un permis de chasse et étaient donc autorisées à aller chasser le chevreuil. Ces personnes avaient une carabine de calibre .303 et avaient

[Texte]

This is the type of thing we are suggesting, that their competence should be in the use of the firearm so they can gain a respect for it, they can learn to use it properly and be competent with it. This would definitely, in our opinion, lend itself to reducing the number of fatal accidents with guns. It would, of course, do little to reduce the number of criminal offences with guns, but in our contention, of course, there is little in this bill that would do that in any event in that the criminal, as we all know, is not one who takes time to read the regulations, let alone follow them.

• 2030

**M. Lachance:** Vous avez dit que, dans votre province, il existe déjà un système de cours donnés par des volontaires afin d'informer la population des dangers inhérents à l'usage des armes à feu, tout en l'initiant à cet usage. Évidemment, ces cours sont donnés, je suppose, monsieur Atton, qu'aux chasseurs.

**Mr. Atton:** No, that is not quite correct, sir. I say that it originated by our doing this for people who had a hunting licence and wanted to learn a little more about their guns. However, we do have extensive opportunity for young people through our Atlantic Marksmen Association, which is a small-bore association, for the training and use of small-bore rifles, and when I say small-bore I refer to .22 calibre. Our gun club is in the skeet and trap field and we are always advertising and asking—I mentioned the volunteers, it is not just the volunteers for the training, there is also at the course at the moment, a volunteer thing from the point of view of the person who comes to get the instruction...

**M. Lachance:** Ne pensez-vous pas qu'il serait souhaitable que de tels cours sur le maniement des armes à feu soient obligatoires pour tout possesseur d'armes quel qu'il soit, qu'il se destine à la chasse ou qu'il garde simplement les armes sur un râtelier au mur sans avoir envie de les utiliser? Ne pensez-vous pas que ce genre de cours sur le maniement d'armes devraient être obligatoires afin de prévenir justement les accidents qui arrivent malheureusement trop souvent?

**Mr. Atton:** We certainly would support any type of legislation which makes it mandatory that anyone is using a gun has to show a degree of proficiency or competence in the use of the gun, whether or not it would be necessary—and perhaps it could be done on a sliding scale of competence—to be able to hit a bullseye at 600 yards. If all you are going to do is hang your rifle on the wall as an antique, as a souvenir or something that has been passed down to you from your forebearers, we do not agree with that necessarily. For instance, in our gun club right now it is a club regulation that nobody goes out on the field to shoot in skeet or trap unless one of the club officials is satisfied that the person is not a danger to himself or the other members of the club. In other words, he has been observed by a senior club official or regular club member who is probably a qualified referee under the National Skeet Shooting Association and a qualified person to judge whether this man is capable of properly handling a firearm

[Interprétation]

acheté une boîte de munition 30.06 mais, malheureusement, cela ne concordait pas. Ce sont des cas qui se sont produits fréquemment.

C'est la raison pour laquelle nous insistons sur la compétence dans le maniement des armes à feu afin que ces personnes puissent avoir un certain respect pour leur arme et apprendre à s'en servir correctement. A notre avis, un tel programme permettrait de réduire considérablement le nombre d'accidents mortels causés par des armes à feu. Bien sûr, il ne réduirait pas beaucoup le nombre de délits criminels perpétrés avec des armes à feu, mais nous prétendons que ce projet de loi ne fait rien, en fait, pour empêcher les criminels de perpétrer leurs délits, étant donné que ce genre d'individus se moquent pas mal des règlements.

**Mr. Lachance:** You said that, in your province, you already have a training program monitored by volunteers in order to inform the public about potential dangers of firearms and to teach gun owners how to use their firearms. Obviously, those training classes are offered only to hunters.

**M. Atton:** Non, ce n'est pas tout à fait exact. J'ai dit que ce programme avait été lancé à l'intention des personnes qui avaient un permis de chasse et qui voulaient en savoir un peu plus sur les armes. Cependant, nous avons d'autres programmes à l'intention des jeunes, par l'intermédiaire de l'Atlantic Marksmen Association, qui est une association pour les armes à petit calibre; ce programme prévoit donc des cours de formation sur l'utilisation des carabines à petit calibre, et je veux parler du calibre .22. Notre club de tir se spécialise plutôt dans le tir au pigeon d'argile et nous faisons beaucoup de publicité... J'ai parlé tout à l'heure de volontaires, mais je ne parlais pas seulement de ceux qui s'occupent de la formation puisque les personnes qui viennent suivre ces cours le font également de façon volontaire...

**Mr. Lachance:** Do you not think it would be desirable that such training courses about the use of firearms be mandatory for any gun owner, whatever he is, a hunter or a collector? Do you not think that these kind of courses should be mandatory in order to prevent those accidents that happen too often unfortunately?

**M. Atton:** Nous approuverions, bien sûr, une loi qui obligerait tout utilisateur d'arme à feu à prouver son aptitude ou ses compétences dans le maniement de cette arme, que ce soit ou non nécessaire... Par exemple, le test de compétence pourrait consister à viser le centre d'une cible placée à 600 verges. Par contre, si vous n'avez que l'intention d'accrocher votre carabine et de l'exposer comme un objet d'antiquité ou comme une pièce d'héritage, je ne pense pas que cela soit nécessaire. Par exemple, nous avons dans notre club de tir un règlement selon lequel personne ne peut aller sur le champs de tir pour s'exercer au tir au pigeon d'argile ou à autre chose à moins que l'un des responsables du club n'ait la preuve que cette personne ne constitue pas un danger pour elle-même ni pour les autres membres du club. En d'autres termes, cette personne a été observée par un responsable du club ou par un membre de longue date qui a les qualifications requises, selon les normes de l'Association nationale de tir au pigeon d'argile,



[Text]

around other persons. We have no quarrel with the implication of competency and proficiency tests. Certainly any time firearms are used there should be someone, either the man who is using it or someone else, who is able to see that it is used safely. I think anyone who has anything to do with the service and has had anything to do with range officers knows that even army or navy personnel on the range are strictly regulated in their use of firearms. Certainly if the military, who are very familiar with them, are regulated in their use of them, we cannot quarrel with the civilian populace being regulated in their use. We do not agree that they should be categorized in the same area, so to speak, as the criminal who pays no attention to regulations and uses them for his own purpose.

• 2035

**M. Lachance:** Selon vous, il n'y a rien dans le Projet de loi C-83 ou trop peu qui permettra de contrôler le crime violent dans notre société.

**Mr. Atton:** No, I do not feel that it will have any effect on the criminal element.

**M. Lachance:** D'un autre côté, ne pensez-vous pas que l'obligation imposée aux individus, en particulier aux détenteurs d'armes à feu, de se présenter chez un registraire afin d'obtenir un permis de possesseur, susciter chez eux une prise de conscience de leurs responsabilités en tant que détenteurs d'armes à feu?

**Mr. Atton:** I do not quite understand you drift, sir. If you feel that the person who now owns a gun lawfully, and has always used it lawfully, is now required to go before a registrar and get a licence to continue to own it, I fail to see how that particular function would in any way change his attitude to his possession or use of that firearm.

**M. Lachance:** Il y a présentement deux catégories principales de détenteurs d'armes à feu ceux qui s'en servent et ceux qui ne s'en servent pas. Nous supposons que ceux qui s'en servent vont obtenir soit un certificat de chasseur, soit un permis quelconque pour l'usage de l'arme à feu en question. Ceux qui ne s'en servent pas, les laisseront probablement au mur pour les admirer comme antiquité ou comme souvenir.

Les individus que nous voulons toucher plus particulièrement avec ce projet de loi, ce sont ceux qui ont une arme à feu mais qui n'ont jamais eu à s'en servir ou qui ne voudront jamais s'en servir ou qui n'en ont pas besoin. Ne pensez-vous pas qu'il est bon, qu'elles se rendent compte que la possession d'une arme à feu implique des responsabilités. Le fait de se présenter devant un registraire les obligera à prendre conscience de ces responsabilités, et si elles ne veulent pas les assumer elles auront la possibilité de remettre les armes.

**Mr. Atton:** The person who, as you say, owns a firearm and hangs it on the wall and never uses it. Of course, in our opinion he has done nothing wrong at this point in his ownership of the gun, he has done nothing unlawful, and that firearm that he owns is very likely never going to be involved in a criminal offence. The mere fact of that person going and licensing himself in order to continue to own it and hang it on the wall will in no way affect the potential criminal use of that weapon. It may well be that there should be regulations as to the safekeeping and the

[Interpretation]

pour juger si la personne en question est capable de manier correctement une arme à feu en présence d'autres personnes. Nous ne nous objectons pas au test de compétence. Certes, une personne qui se sert d'une arme à feu devrait savoir comment le faire sans accident ou être accompagnée par quelqu'un de compétent. Quiconque connaît les forces armées canadiennes et les officiers en charge des champs de tir sait fort bien que même les membres de nos forces armées sont rigoureusement surveillés lorsqu'ils emploient des armes à feu. Si une telle surveillance s'exerce au sein de nos forces armées, on ne saurait s'objecter à ce que la population civile soit également soumise à des contrôles. Nous ne disons pas qu'il faille procéder avec le citoyen ordinaire comme on le fait avec les criminels, qui n'obéissent pas aux lois et qui se servent des armes à feu à leurs propres fins.

**Mr. Lachance:** You therefore feel that there is little or nothing in Bill C-83 which will protect society from crime and acts of violence.

**M. Atton:** C'est exact. Je ne pense pas que ce bill puisse protéger la société de quelque façon que ce soit des auteurs de crimes violents.

**Mr. Lachance:** At the same time, do you not think that gun owners will become more aware of their responsibilities if they must first of all obtain a permit from a registrar of firearms before they can get a gun?

**M. Atton:** Je ne saisis pas le sens de votre question. Si quelqu'un obtient et se sert d'une arme à feu tout en obéissant à la loi, je vois mal pourquoi son attitude changerait en ce qui concerne son arme à feu s'il doit se présenter à un registraire afin d'obtenir un permis s'il veut garder cet arme à feu.

**Mr. Lachance:** There are now two main categories of gun owners: those who use their guns and those who do not. We believe that those who use their guns are going to obtain a hunting licence or some other kind of permit allowing them to make use of their firearm. Those gun owners who will not be making use of their guns will most probably leave them on the wall and look upon them as antiques or souvenirs.

The people we are trying to reach with this piece of legislation are those who possess a firearm but who will never want or need to make use of it. Do you not think it is a good thing for such people to become aware of their responsibilities as gun owners? If they have to report through a registrar of firearms, they will become aware of their responsibilities as gun owners, and if they do not want to accept these responsibilities, they can always give up their guns.

**M. Atton:** Selon nous, la personne qui possède une arme à feu qu'elle laisse au mur sans jamais s'en servir n'a jamais rien fait d'illégal, et cette arme ne sera probablement jamais utilisée pour commettre une infraction criminelle. Le fait que le détenteur de l'arme doive obtenir un permis afin de garder son arme à feu ne veut pas dire pour autant que cette arme ne sera pas employée pour commettre un crime. Il se peut fort bien qu'il doive y avoir des règlements régissant l'entreposage et le bonne garde des armes à feu par ceux qui ne s'en servent pas régulièrement

[Texte]

safe storage of firearms by persons who do not use them regularly and are not person who do not use them regularly and are not persons who are very cognizant of the dangers inherent in a firearm. Of course, the danger is only inherent in the firearm if it is in the hands of the wrong person. It may well be that there should be an educational or an informational session to bring this to the attention of these people. We would find it hard to quarrel with an educational system similar to perhaps the use of seatbelts in some provinces. Some provinces make it mandatory and other provinces do it on an educational basis. Here again, we feel that the prime thrust should be at the punishing and at the man who misuses the firarm, rather than at the firearm in the hands of the man who does not.

**M. Lachance:** J'ai une toute dernière question qui est très courte, monsieur le président. Je voudrais la poser au témoin, si vous me donnez la permission de continuer.

• 2040

**Le vice-président:** Une dernière question.

**M. Lachance:** A la page 3 du mémoire, version française, vous dites en parlant de la législation qui est présentement à l'étude:

Si le climat politique change, il sera facile, en invoquant le Bill C-83 et en particulier les dispositions visant la délivrance de permis, de désarmer la population.

Est-ce que vous pensez sérieusement qu'avec le Bill C-83 le gouvernement s'est donné un outil qui lui permettrait éventuellement de désarmer la population, et comment?

**Mr. Atton:** Certainly I would be loath to say that the government is doing it for that purpose, and I certainly do not feel this is so. However, I doubt if there were many of the good German burghers in Germany in the nineteen-thirties when Hitler came into power, and one of his first tools to gain power was to register all firearms in Germany. When the Nazis really began to become powerful in 1936 their first move was to confiscate all weapons. This is exactly the type of thing which could be done with this type of legislative setup. It gives the power to the Governor in Council to deem as prohibited almost any weapon they like, and as I say this has been done and can be done.

Although I do not like getting into what you might call the hysterical approach to this thing, it is a fact that in the Communist Manifesto one of their main points is to disarm the populace, and to do it by legislative and legal means so that it does not arouse suspicion. As I say, by no means would I suggest that this has anything to do with the intent of this bill, although I must also admit that I have members...

**Mr. Korchinski:** Why raise it then?

**An hon. Member:** It could happen, sir. It is a legitimate concern here.

**The Vice-Chairman:** You are not the witness.

**An hon. Member:** But I am a citizen.

**Mr. Atton:** Mr. Lachance asked me the question, sir, and that is the main reason I raise it; you will note that I did not raise it in my first presentation. However, it is a point and, as I say, the Communist Manifesto says that is one way in which you start.

[Interprétation]

et qui ne connaissent pas les dangers posés par une arme à feu. Évidemment, une arme à feu est dangereuse seulement si la personne qui s'en sert est incompétente. On devrait peut-être adopter des mesures afin d'informer de tels détenteurs d'armes à feu des dangers possibles. Il nous serait difficile de nous objecter à un système de contrôle semblable au programme adopté dans certaines provinces qui encourage l'utilisation des ceintures de sécurité. Dans certaines provinces, il faut s'en servir, et dans d'autres c'est encouragé. Là encore, nous sommes d'avis que l'intention principale devrait être de punir celui qui emploie à mauvais escient son arme à feu.

**Mr. Lachance:** I have one last question which will be very brief, Mr. Chairman. With your permission, I shall go ahead.

**The Vice-Chairman:** One last question.

**Mr. Lachance:** On page 3 of your brief, you say of the legislation now before us:

If the political climate should change, Bill C-83 and in particular the licensing features would make it a simple matter to disarm the population.

Do you seriously think that in Bill C-83 the government will have a possible means of disarming the population, and if so, how?

**M. Atton:** Je me garderai bien de prétendre que le gouvernement a cette intention-là en proposant ce projet de loi, car je ne crois pas que ce soit le cas. Cependant, je suis certain qu'il y avait, en Allemagne, aux cours des années 30, bien de bons bourgeois; lorsqu'Hitler a pris le pouvoir, une des premières choses qu'il a faites a été d'enregistrer toutes les armes à feu qui se trouvaient en Allemagne. Ensuite, en 1936, lorsque les Nazis ont raffermi leur position, ils ont commencé par confisquer toutes les armes. Et c'est ce genre-ci de loi qui permet de prendre une action pareille. Cette loi autorise le gouverneur en conseil d'interdire n'importe quel genre d'armes à feu, et je répète que cela peut se faire et que cela s'est déjà fait.

Je ne voudrais pas adopter une position que l'on pourrait qualifier d'hystérique, mais ce n'en est pas moins un fait qu'une des principales intentions préconisées par le manifeste communiste était de désarmer le peuple, et ce, par voie législative, pour empêcher les soupçons. J'ai déjà dit que je ne crois pas que ce soit là l'intention du présent bill, bien que j'avoue que certains de nos membres...

**M. Korchinski:** Pourquoi donc en parler?

**Une voix:** Cela pourrait se produire, monsieur. Cette préoccupation est donc pertinente.

**Le vice-président:** Vous n'êtes pas le témoin.

**Une voix:** Je n'en suis pas moins citoyen.

**M. Atton:** Si je soulève cette question-là, monsieur, c'est que je réponds à la question que m'a posée M. Lachance; vous remarquerez que je n'en parlais pas dans mon premier exposé. N'empêche que c'est un fait et, comme je l'ai dit, le manifeste communiste précise qu'il faut commencer par là.



[Text]

As I say, we have people on our committee who have taken this approach—which is not my approach, I might point out, because I have more faith in our Parliamentary system than that.

**An hon. Member:** Hear, hear.

**Mr. Lachance:** That is what I wanted you to say. Thank you.

**The Vice-Chairman:** Thank you, Mr. Lachance.

Mr. Korchinski.

**Mr. Korchinski:** I do not have as much faith as you, I am sorry to say, because I have witnessed some of the things that have happened around here. I witnessed, for example, the capital punishment debate going from capital to non-capital until all we have is capital punishment for the murder of policemen and guards and so on. We are at the last state. So it goes on; you start off slowly and then you move in.

It is quite possible, is it not, sir, as you see it, to revoke a licence by Order in Council? At any rate, it appears that most of the regulations will be dealt by Order in Council. It would also be possible to revoke a licence under Order in Council, would it not?

**Mr. Atton:** Under our interpretation of the present situation, if this bill were to become law in its present form, the licensing et cetera would be done under regulations provided by Order in Council. Certainly, if the Order in Council can make regulations they can also unmake them. They can change them; they can amend them; they can do what they like with them. This is one of our concerns: the regulations—not the regulations, but the regulation—of the citizen should not be by Order in Council; it should be by legislation passed by the Parliamentary body as a whole, rather than by Order in Council.

One of our fears is that this licensing system could get bigger and bigger and more restrictive, and possibly oppressive, with little if any recourse available to the public.

• 2045

**Mr. Korchinski:** In other words once the licences are revoked all the people would have to turn in their guns or else suffer the penalty that is imposed under the legislation. Right?

**Mr. Atton:** Well, it would appear that this would be the result but we do not know what the regulations will be at the moment.

**Mr. Korchinski:** If the licences are revoked, then people would have to turn in their guns or else suffer the penalty that is imposed under the regulation or under the provisions of the law.

**Mr. Atton:** If the regulations are going to mean anything at all and if the licence is going to mean anything at all, then the logical conclusion would be that if you do not have a licence, you cannot own the gun.

**Mr. Korchinski:** That is right. So in effect that could be voluntary confiscation through voluntary submission to the law. In other words it accomplishes the same thing in a roundabout way. This is quite possible with this type of legislation then?

[Interpretation]

Certains membres de notre comité ont fait valoir cette critique, que je ne partage pas personnellement, notez-le bien, parce que j'ai bien trop confiance en notre régime parlementaire.

**Une voix:** Bravo.

**M. Lachance:** C'est ce que j'espérais que vous diriez. Merci.

**Le vice-président:** Merci, monsieur Lachance.

M. Korchinski a la parole.

**M. Korchinski:** J'ai moins confiance que vous, malheureusement, car j'ai été témoin de certains événements qui se sont produits au Parlement. J'ai vu, par exemple, le débat sur la peine capitale se poursuivre au point où cette peine n'existe plus que pour le meurtre des policiers et des gardes, etc. Nous en sommes rendus à la dernière étape. C'est ainsi que cela se passe; on débute bien lentement, et puis cela s'accélère.

Il est parfaitement possible, n'est-ce pas, monsieur, de révoquer un permis par voie de décret du conseil? En tout cas, il semblerait que là plupart des règlements feront l'objet de décrets du conseil. Il serait également possible de révoquer un permis par ce moyen-là, n'est-ce pas?

**M. Atton:** D'après notre interprétation de la situation actuelle, si le présent bill était adopté sous sa forme actuelle, l'octroi des permis, et ainsi de suite, ferait l'objet de règlements créés par décret du conseil. Sans doute, si l'on peut créer des règlements par décrets du conseil, on peut également les annuler de la même façon. On peut les modifier, on peut les amender; on peut en faire ce qu'on veut. Voilà précisément ce qui nous préoccupe. La réglementation des citoyens ne devrait pas se faire par décret du conseil; cela ne devrait se faire que par des lois adoptées par l'ensemble du Parlement, et non par décret du conseil.

Ce que nous craignons, c'est que le système de permis s'étende de plus en plus, puisqu'il restreigne et opprime les citoyens, ce qui leur laisserait peu de recours en justice.

**M. Korchinski:** En d'autres termes, une fois les permis révoqués, tous ceux qui sont en possession d'armes à feu devront les rendre à la justice ou se voir imposer l'amende que prévoit le bill, n'est-ce pas?

**M. Atton:** Cela semblerait être le but du projet de loi, mais nous ne savons pas pour l'instant quels seront les règlements.

**M. Korchinski:** Si les permis sont révoqués, les propriétaires d'armes à feu devront les rendre, sinon ils se verront imposer l'amende que prévoit le règlement ou les dispositions de la Loi.

**M. Atton:** Si l'on veut que les règlements et les permis aient une valeur en soi, la conclusion logique voudrait que l'on ne permette pas aux personnes sans permis de posséder des armes à feu.

**M. Korchinski:** C'est exact. Cela revient à dire qu'il s'agirait d'une confiscation volontaire par la soumission volontaire à la loi. Autrement dit, c'est une façon détournée d'arriver aux mêmes fins. Cela ne serait-il pas possible aux termes du bill?

[Texte]

**Mr. Atton:** This is true and of course this bothers a good many gun owners, particularly in our area. I myself—and it may to some people seem an inordinately large amount of guns—have some 40 or 50 guns of various types. I use most of them in skeet, trap, rifle or hand gun shooting. If, because of some personal prejudice, the local registrar decided he did not like me and cancelled my licence, I would like to know what would happen to my thousands of dollars worth of guns. Obviously I would get little if any compensation.

**Mr. Korchinski:** Right. I understand that you are a Crown prosecutor or a prosecutor.

**Mr. Atton:** Yes, that is right, sir.

**Mr. Korchinski:** Could you give me your understanding as to why Parliament decided to separate capital from noncapital murder? Why is this differentiation here?

**Mr. Atton:** Well, it would appear that it was the desire of the government to abolish capital punishment or hanging, and the only way it would appear they could get away with as much of it as they did was to pacify a certain segment of the community by keeping hanging for the murder of prison guards and police officers and that allowed them to do away with it for other types of murder.

**Mr. Korchinski:** No, I was trying to point out that there is a different type of crime that is committed in the commission of a capital murder as opposed to a noncapital murder; there is a difference. Once can be charged with manslaughter as opposed to murder, for example. In the one case it may be voluntary and in the other case non-voluntary. Is that right as you understand it?

**Mr. Atton:** That in my understanding is not the difference between capital and noncapital.

**Mr. Korchinski:** Well, at least that is part of the . . .

**Mr. Atton:** Whether they call it murder punishable by death or murder punishable by life imprisonment, it is still murder. It just depends on who happens to get killed. If you do not have the necessary intent then it is reduced to manslaughter for one reason or another; perhaps provocation or perhaps some other reason.

**Mr. Woolliams:** Prima facie the difference between capital and noncapital murder is, capital murder is planned and premeditated; the other is not planned and premeditated. As Stan says, it is very close to manslaughter, but it is not quite manslaughter. I think that is how you differentiate it.

**Mr. Atton:** This is true, except that you can have planned and premeditated murder, but if it happens to be a policeman you are subject to the capital penalty of death; if it happens not to be, then you are not.

**Mr. Korchinski:** What I am trying to get at is that there is such a thing as a crime of passion.

**Mr. Atton:** Right.

**Mr. Korchinski:** The existence of a licence does not necessarily do anything to prevent that type of a crime. As a matter of fact Parliament at that time saw that there are different degrees which are possible—that is, degrees of murder; one with malicious intent and that sort of thing and the others, perhaps even accidental or difficult to prove one way or the other. So, the existence of a licence does not necessarily do anything for that type of a crime.

[Interprétation]

**M. Atton:** C'est vrai, et une telle possibilité inquiète beaucoup de propriétaires d'armes à feu de notre région. Bien que cela puisse sembler considérable pour certains, je possède moi-même 40 à 50 armes à feu de divers genres. Je les utilise pour m'exercer au tir aux pigeons, ou pour le tir à la carabine ou au pistolet. Si, à cause d'un préjugé à mon égard, le registraire local décidait d'annuler mon permis, je me demande ce que l'on ferait de mes armes à feu qui valent bien quelques milliers de dollars. On ne me dédommagerait probablement même pas.

**M. Korchinski:** Probablement pas. Vous êtes bien procureur de la Couronne, n'est-ce pas?

**M. Atton:** C'est exact.

**M. Korchinski:** Avez-vous compris pourquoi le Parlement avait décidé de distinguer le meurtre punissable de mort du meurtre non punissable de mort? Pourquoi a-t-il fait la différence entre les deux?

**M. Atton:** Il semblerait que le gouvernement ait décidé d'abolir la peine capitale ou la pendaison et que la seule façon d'y arriver est de calmer une partie de la population en maintenant la peine de mort par pendaison pour le meurtre des policiers et des gardiens de prison. Cela permettait donc de le séparer des autres types de meurtre.

**M. Korchinski:** Non, j'essayais de faire valoir qu'il y a une différence entre le crime que constitue un meurtre punissable de mort et le crime que constitue un meurtre non punissable de mort. Le criminel peut être accusé d'homicide et non de meurtre. Dans un cas, le crime est involontaire, alors qu'il est volontaire dans l'autre. Êtes-vous d'accord?

**M. Atton:** Je ne vois pas ainsi la différence entre le meurtre capital et le meurtre non capital.

**M. Korchinski:** Du moins, cela fait partie de . . .

**M. Atton:** Que l'on qualifie le meurtre de punissable de mort ou de punissable d'emprisonnement à vie, il reste qu'il s'agit d'un meurtre. Tout dépend de la personne qui est tuée. Si le meurtre n'était pas prémédité, alors le crime devient un homicide commis pour une raison ou pour une autre, comme la provocation, par exemple.

**M. Woolliams:** De prime abord, la différence entre le meurtre punissable de mort et le meurtre non punissable de mort réside en ce que le premier est planifié et prémédité. Comme l'a dit Stan, cela se rapproche de l'homicide, bien que ce ne soit pas tout à fait pareil. Je ne crois que c'est la différence.

**M. Atton:** D'accord, mais si le meurtre que vous avez planifié et prémédité est celui d'un policier, alors vous êtes punissable de la peine capitale; s'il ne s'agit pas d'un policier, vous n'êtes pas, dans ce cas, punissable de mort.

**M. Korchinski:** J'essaie de vous expliquer qu'il peut se produire des crimes de passion.

**M. Atton:** C'est exact.

**M. Korchinski:** L'obligation d'avoir un permis n'empêche pas nécessairement que de tels crimes se produisent. En fait, le Parlement avait même reconnu qu'il existait différents degrés au meurtre; il existe les meurtres commis avec des intentions criminelles, puis les autres qui sont accidentels ou dont l'acte est difficile à expliquer. Aussi le permis ne changera pas nécessairement quoi que ce soit dans ce genre de crime.



[Text]

[Interpretation]

• 2050

**Mr. Atton:** No. In our opinion the man who has a licence and his gun is hanging on the wall, whether he is again instructed in the competent use of it or not, and he gets in a fight with his wife on a Saturday night and decides to shoot her, the only difference is she is going to be shot by somebody with a licence instead of by somebody without one.

**Mr. Korchinski:** Yes. I would now like to go into another area. That is, that the mere handling of guns does not necessarily make one develop a criminal desire. The minute he sees a gun he is not unhappy and wants to go out and kill somebody or something. Is that right? I find as a fact that there have been a lot of men in the armed services, for example, and they do not necessarily come out on civie street and the first thing they do is buy a gun. So, handling guns does not necessarily make one develop criminal instincts, as you understand it.

**Mr. Atton:** That is very true, sir. I know of a goodly number of people who were in the services and who had a great deal to do with handling guns, and when they got out they wanted nothing more to do with them. In fact, they would not even own a gun. They had had all the guns they wanted. Certainly their proximity to firearms and their use of them did not make them want to use them in civilian life in any wrong way.

On the other hand, you have those people to whom, in our opinion, the proper handling of firearms gives them a respect for guns which they may not otherwise have. Again, as I pointed out before, the criminal uses a gun to attempt to put himself above society and his fellow man. He does not use it necessarily just because it is a gun. It is something that adds to his stature, it gives him that edge over someone else, and that is what he requires it for and that is what most criminals require it for. He is going to get it whether he manufactures it as a zip gun in the penitentiary or he gets a legitimate 22 rifle and saws it off and goes down and shoots the local storekeeper, as we had a young fellow do not long ago in Halifax. All the licencing in the world would not have changed what that young fellow was going to do, because he had his mind set upon doing it, but if that young fellow, perhaps at the age of 10 or 12, had been properly instructed in the use of firearms he would have had more respect for a gun than to take it and saw the barrel off and go and shoot somebody with it. He would have respected the weapon.

As I say, my own boys have handled guns since they were knee high to a grasshopper and none of them...

**Mr. Woolliams:** That is a Western expression, not a Maritimes one.

**Mr. Atton:** That is where I came from sir, originally.

**Mr. Korchinski:** Welcome to the gopher club! I was going to start off my remarks, until I was led into another area, by suggesting that we all did our shooting of gophers and if we did not have guns, the other way that we could get these gophers for their one-cent tails was to use clubs, if there were enough of us, and a pail of water and we would drown the poor gopher and then club him over the head. If there were not enough of us around, there would be one sitting at the hole with the shoelace...

**M. Atton:** Non. A mon avis, quiconque a un permis et son fusil accroché au mur, qu'il sache l'utiliser ou non, s'il est en colère envers sa femme, un samedi soir, et décide de lui tirer dessus, la seule différence est qu'il aura un permis au moment où il lui tirera dessus.

**M. Korchinski:** Je préférerais maintenant changer de sujet. Ce n'est pas parce que l'on se sert d'un fusil que l'on nourrit automatiquement des désirs criminels. Le fait de voir un fusil ne provoque pas chez une personne le désir d'aller tuer quelqu'un, par exemple. C'est bien cela? Qui dira que les membres des forces armées se précipitent pour acheter un fusil dès qu'ils quittent l'armée. Donc, ce n'est pas parce qu'on manie le fusil que l'on cultive des instincts criminels, à votre avis.

**M. Atton:** C'est tout à fait juste, monsieur. Je connais pas mal de gens qui étaient dans l'armée où ils ont beaucoup manié le fusil et n'ont plus jamais voulu en entendre parler après avoir quitté l'armée. En fait, ils n'en possédaient même pas. Ils avaient eu tous les fusils qu'ils voulaient avant. A coup sûr, la proximité des armes à feu et leur utilisation ne les a absolument pas poussés à vouloir s'en servir à des fins moins recommandables dans la vie civile.

Par contre, il y a ces gens qui, à notre avis, acquièrent un respect du fusil qu'ils n'auraient probablement jamais eu s'ils n'avaient pas appris à s'en servir correctement. Là encore, comme je l'ai dit tout à l'heure, le criminel a recours à un fusil pour essayer de se projeter au-dessus de la société et de ses concitoyens. Il ne l'utilise pas nécessairement juste parce que c'est un fusil. C'est quelque chose qui ajoute à sa stature, qui lui donne un avantage sur quelqu'un d'autre, et c'est pourquoi il en a besoin, de même que la plupart des criminels. Il s'en procurera un, qu'il le fabrique au pénitencier ou qu'il scie le canon d'une 22 et aille tirer sur le commerçant du coin, comme l'a fait un jeune, il n'y a pas si longtemps, à Halifax. Tous les permis du monde n'auraient rien changé à ce qu'allait faire ce garçon, car il s'était mis cela dans la tête. Si, par contre, à l'âge de 10 ou 12 ans, on lui avait convenablement appris à se servir d'armes à feu, il aurait eu plus de respect pour son fusil et ne l'aurait pas scié pour aller tirer sur quelqu'un. Il aurait au moins respecté l'arme.

Je répète que mes fils manient le fusil depuis qu'ils arrivent aux genoux d'une sauterelle et aucun d'entre eux...

**M. Woolliams:** C'est une expression de l'Ouest, pas des Maritimes.

**M. Atton:** Je viens de là-bas, monsieur.

**M. Korchinski:** Bienvenue au club des spermophiles! Si je n'avais pas été entraîné sur une autre piste, j'allais débiter mes remarques en disant que nous avons tous tiré sur des spermaphiles et que si nous n'avions pas de fusil, l'autre façon d'attraper ces rongeurs, dont la queue valait un cent, était de nous armer de bâtons, si nous étions assez nombreux, et d'un seau, dans lequel nous noyions la pauvre bête, avant de l'assomer. Si nous n'étions pas assez, quelqu'un s'asseyait près du trou avec un lacet de chaussure...

[Texte]

**Mr. Epp:** To bind or try to snare him.

**Mr. Korchinski:** And the other fellow would be pouring the water. In all cases, whether you used a gun or whether you used a shoelace or used the club, death was inevitable, and we got that tail.

In other words, what I am trying to say . . .

**Mr. MacGuigan:** I would say Sella is directing her energies at the wrong animal when she is trying to save the seal. I think she should be trying to save the gopher.

**An hon. Member:** No, they are rodents over there.

**Mr. Korchinski:** In other words, it is possible to kill the animal, or in this case we are considering legislation affecting people, so then it is possible to commit the same type of a crime for what you intend to do. I think this is part of your remark; if you are determined to go out to kill, you will kill whether a gun is available or anything else.

**Mr. Atton:** Certainly we have had a number of suicides by hanging, by people deciding to jump off the Angus L. Macdonald Bridge and drown themselves, by taking a piece of hose and attaching it to the tailpipe of their car and asphyxiating themselves. If anything in our area, from my experience, it is that the use of a firearm to commit suicide is very much in the minority, because when a person decides to do that he is going, one way or another. By restricting the availability of the means to commit suicide, you are not going to change his mind about the end result. Similarly with domestic situations: if a gun is not handy, they will take a knife.

**The Vice-Chairman:** This will be your last question, Mr. Korchinski.

• 2055

**Mr. Korchinski:** Recognizing the fact that the government with its majority can ram this legislation through and that we will have to live with it whether it is good or is useful or not, do you not think that somewhere along the way there should be some sort of provision made so that a person could lend a gun to friends and that sort of thing, even if it required signing some sort of a document? That some provision should be made so that it should not be necessary for an individual to own a gun to be able to use a gun?

What I am saying is that, oftentimes, up in our country, which is Saskatchewan, we do trust each other; and we give guns to others and others give us guns. For Indians, that is a way of life with them. Do you not think that this is the kind of provision that should be made, considering that this may be rammed down our throats anyway?

**Mr. Atton:** Certainly this is a very sore spot with gun clubs. I am a member of several gun clubs and we, as a matter of fact, in the club, keep a certain number of shotguns, trap guns, skeet guns for the use of visitors to the club.

If you are a member of a club in Scarborough or the Ottawa Valley and you happen to be in Halifax, and you give me a call, I can take you out to the gun club and can lend you my gun, and we will shoot a couple of rounds of skeet; rather than have you, who might be a legitimate gun owner, drag your guns all the way from Ottawa to Halifax. But under this possible legislation this would not be so, because you cannot lend a gun—you cannot in any way do this sort of thing.

[Interprétation]

**M. Epp:** Pour l'attacher ou essayer de le prendre au piège du nœud coulant.

**M. Korchinski:** Et l'autre versait l'eau. De toute façon, que vous utilisiez un fusil ou un lacet de chaussure ou encore le bâton, mort s'ensuivait et nous avions la fameuse queue.

Donc, ce que j'essaie de dire, . . .

**M. MacGuigan:** Je dirais que Della oriente mal son effort en essayant de sauver le phoque; elle devrait plutôt s'occuper des spermophiles.

**Une voix:** Non, ce sont des rongeurs.

**M. Korchinski:** Autrement dit, il est possible de tuer l'animal, et ici, il s'agit d'êtres humains; donc il est possible de commettre le même type de crime si c'est là l'intention. Je crois que cela fait partie de vos remarques; si vous avez décidé de tuer, vous le ferez que vous ayez un fusil ou n'importe quoi d'autre.

**M. Atton:** Il est évident que nous avons connu un certain nombre de suicides par pendaison, noyade en se jetant du pont Angus L. Macdonald, asphyxie en attachant un tuyau au pot d'échappement d'une voiture. De toute façon, dans notre région, l'utilisation de l'arme à feu dans les cas de suicide représente une très petite minorité car, lorsque quelqu'un décide de se suicider, il le fait d'une façon ou d'une autre. En restreignant l'accès aux moyens utilisés pour le suicide, vous n'allez pas changer la détermination des gens. C'est la même chose dans le cas des querelles familiales: s'il n'y a pas d'arme à feu à portée de la main, on va utiliser un couteau.

**Le vice-président:** Ce sera votre dernière question, monsieur Korchinski.

**M. Korchinski:** Sachant que le gouvernement va utiliser sa majorité pour forcer l'adoption de ce projet de loi et qu'il faudra bien l'accepter, qu'il soit bon, qu'il soit utile ou non, ne croyez-vous pas qu'il faudrait prévoir quelque part qu'une personne puisse prêter une arme à feu à quelqu'un d'autre, même si cette dernière devait signer un document quelconque? Il devrait y avoir quelque part une disposition qui permette à quelqu'un d'utiliser une arme à feu qui ne soit pas nécessairement la sienne.

Dans notre bout de pays, en Saskatchewan, nous nous faisons confiance entre nous; nous pouvons très bien nous prêter des armes à feu. Chez les Indiens, c'est même quelque chose, ce qui est tout à fait naturel. Ne croyez-vous pas qu'il devrait y avoir une telle disposition sachant que le projet de loi va être adopté envers et contre tous?

**M. Atton:** C'est certainement un point qui déplaît énormément aux clubs de tir. Je suis membre de plusieurs clubs de tir. Je sais qu'il y a toujours des fusils, dans ces clubs, pour le tir à la cible, pour le tir au pigeon d'argile à l'intention des visiteurs.

Si vous êtes membre d'un club de Scarborough ou de la vallée de l'Outaouais et que vous êtes de passage à Halifax, vous pouvez m'appeler; je vous amènerai au club de tir et je vous prêterai une arme à feu; nous pourrions ainsi tirer quelques pigeons d'argile; vous n'aurez pas à apporter vos propres armes, d'Ottawa à Halifax, même si vous êtes le possesseur parfaitement légitime. Avec la nouvelle loi, il serait impossible de procéder de cette façon puisqu'il serait interdit de prêter une arme à feu à quelqu'un d'autre.



[Text]

**Mr. Woolliams:** Maybe that will be part of the 40 amendments of the government.

**An hon. Member:** I think it is 45.

**Mr. Woolliams:** Forty-five new bills.

**The Vice-Chairman:** Thank you, Mr. Korchinski.

We have three minutes left before we hear the next witnesses and Mr. MacGuigan wishes to ask one short question.

**Mr. MacGuigan:** Mr. Chairman, I do have questions that I would like to ask but if other members have questions...

**Mr. Woolliams:** No, I think you have been very tolerant with us.

**Mr. MacGuigan:** No, but I think Mr. ...

**Mr. Woolliams:** We will give you an extra five minutes.

**Mr. MacGuigan:** Well, I do not need much time, if there is nobody else. Am I the last?

**The Vice-Chairman:** There is nobody else.

**Mr. MacGuigan:** All right.

First of all, I just wanted to reassure the witness that the Minister has already made a statement that the young people that he was concerned about, who shoot under the guidance of their parents, will be excluded from the application of the legislation. We will not know the text of that until probably tomorrow, but it seems that it will be along the lines of the exemption in the present legislation. So I do not think you need to be worried about that.

But the part I wanted to follow up on was the comparison which you made a great deal of, between this legislation and highway traffic legislation. I suppose this might be one way of putting it, that in the case of highway traffic legislation, it is the province which looks after that kind of problem, which has a licensing scheme. I took it, from your comments, that you would not object to this kind of licensing scheme if it were handled by the province rather than by the federal government.

**Mr. Atton:** I, personally, and I think our committee, would certainly like to see any regulation of firearms done at the provincial level rather than incorporating it in the Criminal Code, in that statutory offences, of course, are not considered to have the same degree of criminality that some Code offences have. Motor vehicles, of course, are regulated by the province, with your licence to drive one based on your competence to drive it. You do not have to have a licence to own a motor vehicle. You can own all the motor vehicles you like and have them sitting in your yard, provided that you do not take them out on the road where they become a danger to your fellow man.

There again, we equate it to that type of situation, where the mere owning of the gun should not be the offence. The offence should be the misuse or abuse of the gun, similar to the misuse or abuse of a motor vehicle.

[Interpretation]

**M. Woolliams:** Ce sera peut-être un des 40 amendements qu'entend présenter le gouvernement.

**Une voix:** Je pense qu'il y en a 45.

**M. Woolliams:** Il y a 45 nouveaux bills.

**Le vice-président:** Je vous remercie, monsieur Korchinski.

Nous n'avons plus que trois minutes avant de passer aux témoins suivants et M. MacGuigan veut poser une question.

**M. MacGuigan:** Monsieur le président, j'ai quelques questions à poser, mais s'il y a d'autres membres du Comité qui veulent prendre la parole...

**M. Woolliams:** Vous avez été très tolérant à notre égard.

**M. MacGuigan:** Sérieusement, monsieur le président...

**M. Woolliams:** Nous allons vous accorder cinq minutes de plus.

**M. MacGuigan:** Je n'ai pas besoin de tellement de temps. Je suis le dernier?

**Le vice-président:** Il n'y a personne d'autre.

**M. MacGuigan:** Très bien.

D'abord, je tiens à rassurer le témoin en lui disant que le ministre a déjà déclaré que les jeunes, dont le cas a semblé l'intéresser, qui font du tir sous la surveillance de leurs parents, seront exemptés de l'application de la loi. Nous n'avons pas encore le texte de l'amendement lui-même, mais il semble qu'il prévoira une exemption comme il en existe une actuellement. Je ne pense pas que ce soit un point qui doive inquiéter le témoin.

La question sur laquelle je veux revenir est celle de la comparaison entre le présent projet de loi et ce qui est prévu au Code de la route. Ce qu'il faut dire d'abord, c'est que dans le cas du Code de la route, c'est la province qui accorde les permis. Si j'ai bien compris, vous avez dit que vous n'auriez pas d'objection à ce que ce soit les provinces qui accordent les permis pour les armes à feu plutôt que le gouvernement fédéral.

**M. Atton:** Personnellement, et c'est l'avis du comité que je représente actuellement, je souhaiterais que toute réglementation visant les armes à feu relève du gouvernement provincial plutôt que du gouvernement fédéral puisque les infractions qui seraient prévues n'auraient pas le même poids que celles qui se trouvent dans le Code criminel. Les permis de conduire sont accordés par les provinces, selon la compétence des individus. Par ailleurs, il n'est pas nécessaire d'avoir un permis pour posséder un véhicule. N'importe qui peut avoir des véhicules dans sa cour, pourvu qu'il ne les conduise pas sur la route où ils peuvent devenir un danger pour les autres.

Ainsi, nous disons que la simple possession d'armes à feu ne devrait pas être une infraction. C'est le mauvais usage des armes à feu, comme dans le cas des véhicules, qui devrait être pénalisé.

[Texte]

• 2100

**Mr. MacGuigan:** Well, the use of a motor vehicle without a licence would be one kind of offence and I suppose the parallel offence here would be the use of a gun without a licence, and I think that is the valid comparison. Is there not an enormous difference in favour of putting this in the Criminal Code between this legislation and highway traffic legislation, the problem which results from the negligent use of motor vehicles. They are used carelessly sometimes to what we say is a criminal extent, criminal negligence, but usually to a lesser degree of negligence, but with a gun, that is the lesser problem. That is a problem of course, and if that were the only problem to be regulated, that could obviously be done just as well by provincial legislation, probably better. However, the real problem with the use of the gun is the deliberate use of the gun which causes problems, and that, it seems to me, differentiates this entirely from the highway traffic situation and puts this in the criminal category. So it seems to me that if you think this legislation would otherwise be justified as provincial regulatory legislation, when you then recognize that it involves the deliberate use of a gun in the commission of crime, this puts it very much in the category of the Criminal Code.

**Mr. Atton:** Yes, I certainly agree with you there, sir, in that the deliberate misuse or abuse of a firearm, or the criminal use of a firearm should be governed by the Criminal Code, but here again, our contention is that this bill is not designed to regulate that aspect. It is only designed to regulate the persons who do not misuse or abuse guns, but who own them lawfully. We presently have, in the Criminal Code under Section 83 and Section 86, legislation which, if enforced, could penalize people who criminally and intentionally misuse guns. We fail to see how this can in any way enhance our existing legislation for those persons who could presently be dealt with under existing law, who criminally, intentionally, misuse guns.

Section 83 says that anyone who possesses a weapon, which, of course, includes a gun for a purpose dangerous to the public peace or to commit an offence is subject to an indictable offence and liable to five years.

Section 86 says that anyone who points a firearm at another person is subject to a penalty. We fail to see how this can be enhanced.

**Mr. MacGuigan:** Of course, those are the actual offences, but what about preventing those people from getting guns and preventing them from getting ammunition. Surely this is what this legislation is directed at. It is to cut down the deliberate misuse of firearms by making it, if not impossible, at least very much more difficult for such people to get weapons.

**Mr. Atton:** Here is, of course, my previous contention sir, that the Criminal Code should not be expanded into preventive law. The Criminal Code has very few, if you examine it, sections now which are designed to prevent crime. The Criminal Code is designed to set a standard which you have to live up to or you are guilty of an offence. The prevention should be on a local level or on an educational level, rather than create offences in a hope that you are going to prevent someone from committing a further offence.

[Interprétation]

**M. MacGuigan:** Si vous me permettez une comparaison, l'utilisation d'une arme à feu sans permis équivaut à l'utilisation d'un véhicule motorisé sans permis de conduire. D'ailleurs, n'est-on pas en faveur d'insérer au Code criminel la loi concernant la circulation routière, puisque l'utilisation avec négligence de véhicules motorisés entraîne d'énormes problèmes? On dit, en effet, qu'ils sont utilisés avec négligence et dans un but criminel, mais ordinairement, dans une moindre mesure. Toutefois, l'utilisation négligente d'une arme à feu ne pose pas le vrai problème. S'il ne s'agissait que de réglementer ce dernier, la loi provinciale ferait tout aussi bien l'affaire, sinon mieux. Toutefois, le vrai problème, c'est celui de l'utilisation délibérée des armes à feu, ce qui se différencie du tout au tout des infractions au Code de la route et place celui qui enfreint la loi dans la catégorie des criminels. Donc, si vous estimez que le projet de loi se justifierait autrement et pourrait très bien être une loi de réglementation provinciale, si vous reconnaissez également que la question met en jeu l'utilisation délibérée d'une arme à feu pour commettre un crime, alors il me semble que cela relève du Code criminel.

**M. Atton:** Je conviens tout à fait avec vous que l'abus délibéré d'une arme à feu ou son utilisation criminelle doit être gouvernés par le Code criminel. Mais ici encore, nous prétendons que le projet de loi proposé n'arrivera pas à réglementer cet aspect de la loi. En effet, ce bill n'a été conçu que pour réglementer les personnes qui utilisent légalement les armes à feu, et non pas celles qui en abusent ou qui les utilisent à de mauvaises fins. Le Code criminel prévoit déjà, en vertu de l'article 83 et de l'article 86, une façon de pénaliser ceux qui utilisent, à des fins criminelles ou à mauvais escient, les armes à feu. Nous ne comprenons pas comment le projet de loi peut améliorer la loi actuelle et y inclure ceux qui sont punis, aux termes du Code criminel, parce qu'ils utilisent à des fins criminelles ou à mauvais escient les armes à feu.

L'article 83 dit d'ailleurs que quiconque possède une arme—cela inclut donc les armes à feu—dans un dessein dangereux pour la paix publique ou en vue de commettre une infraction est coupable d'un acte criminel et passible d'un emprisonnement de cinq ans.

L'article 86 stipule également que quiconque braque sur une autre personne une arme à feu est coupable et doit être puni. Nous ne voyons pas comment le projet de loi proposé peut améliorer la loi actuelle.

**M. MacGuigan:** Vous parlez, bien sûr, des infractions, mais que faites-vous de la possibilité d'empêcher les criminels d'obtenir des armes à feu et d'acheter des munitions? Voilà, en fait, le but du projet de loi proposé. Il s'agit de réduire l'utilisation délibérée et à mauvais escient des armes à feu en rendant impossible, ou du moins très difficile, la possibilité d'obtenir des armes pour les criminels.

**M. Atton:** Cela revient à ce que je disais plus tôt, que le Code criminel ne devrait pas être complété par une loi préventive. Le Code criminel inclut très peu d'articles qui visent essentiellement à empêcher le crime. Le Code vise fondamentalement à établir des normes qu'il faut accepter, sans quoi on se rend coupable d'un délit. La prévention du crime doit se faire localement ou par l'éducation populaire, plutôt qu'en créant des infractions dans l'espoir d'empêcher quiconque de commettre une infraction supplémentaire.



[Text]

**Mr. MacGuigan:** What do you think of Sunday observance legislation?

**Mr. Atton:** I beg you pardon, sir?

**Mr. MacGuigan:** What do you think of Sunday observance legislation?

**Mr. Woolliams:** Sunday observance legislation.

**Mr. Atton:** Sunday observance.

**Mr. Woolliams:** Yes, that is right. The Lord's Day Act.

**Mr. Atton:** You mean the ball games on Sunday and this sort of thing? I am afraid that I was not one who...

**Mr. MacGuigan:** Mostly stores on Sunday.

**Mr. Atton:** I always took the view if you want to work, you should be allowed to work whether it is Sunday or any other day. As I say, having been raised on the farm, I saw many a farmer go to the fields on Sunday because he had to do it to make a living and I fail to see why the government should regulate storekeepers from operating their stores on Sunday, if they see fit to do so. I do not think they should be forced to.

**Mr. MacGuigan:** I would have to admit you are being consistent then because, of course, that is criminal legislation, too, which prevents people from opening their stores on Sunday.

**Mr. Woolliams:** We want that repealed.

**Mr. MacGuigan:** The whole area of Sunday observance is an area that is in the heart of the traditional criminal law, but if you are against that as well as against the regulation of guns, I would have to say you are being consistent, sir. I will not take any more time.

**The Vice-Chairman:** Thank you very much, Mr. MacGuigan. Before we thank the witness, there is a motion that Mr. McCleave would like to put on the record. Since we do not have quorum tonight, maybe it could be voted on at the next meeting when we have quorum.

**Mr. Woolliams:** Could we have the motion, sir?

**The Vice-Chairman:** I beg your pardon?

**Mr. Woolliams:** Could we have the motion so we will know what it is.

**The Vice-Chairman:** Yes, that is what I was saying. He wants it to be put on the record and I am going to read it so it will be on the record.

**Mr. Woolliams:** Thank you very much.

**The Vice-Chairman:** It is moved by Mr. McCleave that reasonable living and travelling expenses be paid to Mr. William Atton of the Firearms Legislation Committee, Nova Scotia, in connection with his appearance before the Committee this evening. Is it agreed that this motion be voted on when we have a quorum?

[Interpretation]

**M. MacGuigan:** Que faites-vous de la loi sur l'observation du dimanche?

**M. Atton:** Pardon?

**M. MacGuigan:** Que pensez-vous de la loi sur l'observation du dimanche?

**M. Woolliams:** La loi sur l'observation du dimanche.

**M. Atton:** L'observation du dimanche?

**M. Woolliams:** Oui, la Loi sur le dimanche.

**M. Atton:** Vous parlez des jeux, le dimanche, et de ce genre de choses? Je crains de ne pas...

**M. MacGuigan:** Elle concerne surtout les magasins qui doivent fermer le dimanche.

**M. Atton:** J'ai toujours pensé que si l'on désirait travailler, on devrait avoir le droit de le faire, que ce soit dimanche ou un autre jour. Comme j'ai été élevé dans une ferme, j'ai vu beaucoup d'agriculteurs aller aux champs le dimanche, parce que cela leur était nécessaire pour gagner leur vie. Je ne vois pas pourquoi le gouvernement devrait empêcher les propriétaires de magasins d'ouvrir leur commerce le dimanche, s'ils le désirent. Personne devrait les en empêcher.

**M. MacGuigan:** J'admets que vous êtes logique avec vous-même, puisque l'empêchement d'ouvrir les commerces le dimanche relève également du Code pénal.

**M. Woolliams:** Nous voulons également que cela soit abrogé.

**M. MacGuigan:** La question de l'observation du dimanche est au cœur même de la loi pénale traditionnelle, mais si vous vous y opposez tout comme vous vous opposez à la réglementation des armes à feu, j'admets que vous êtes tout à fait logique avec vous-même. Je n'ai rien d'autre à dire.

**Le vice-président:** Merci beaucoup, monsieur MacGuigan. Avant de remercier le témoin, je vous rappelle que M. McCleave voulait présenter une motion officiellement. Comme nous n'avons le quorum, ce soir, nous pourrions la mettre aux voix à la prochaine séance.

**M. Woolliams:** Pourrait-on nous dire la motion?

**Le vice-président:** Pardon?

**M. Woolliams:** Pourrait-on savoir quelle est la motion?

**Le vice-président:** Oui, c'est justement ce que je disais. Il aimerait en donner lecture afin que ce soit consigné au compte rendu.

**M. Woolliams:** Merci beaucoup.

**Le vice-président:** Il est donc proposé par M. McCleave que soit versée à M. William Atton du Comité d'étude de la Loi sur les armes à feu, Nouvelle Écosse, une indemnité de séjour et de voyage raisonnable pour sa comparution ici ce soir. Est-il convenu que nous votions sur cette motion lorsque nous aurons un quorum?

[Texte]

**Some hon. Members:** Agreed.

**The Vice-Chairman:** Mr. Atton, in the name of the Committee, I wish to thank you very much for your very interesting brief.

The meeting will adjourn for two minutes.

• 2010

**The Chairman:** The Committee session will resume. We now will have the Ontario Federation of Anglers and Hunters which is represented here tonight by Mr. Rich Morgan, the Executive Director, Mr. Gordon Blake, the Past President and Col. Nicholson who seems to be a general adviser in the cause. I believe Mr. Blake is going to make the principal presentation so I will call on him. Mr. Blake.

**Mr. Gordon Blake (Past President, Ontario Federation of Anglers & Hunters):** Great. Just to clarify Mr. Nicholson's position...

**The Chairman:** We are always pleased to see him, I might say.

**Mr. Blake:** ... he is a member of the Ontario Federation of Anglers and Hunters and a very valued member of our organization.

Good evening. As stated, my name is Gord Blake. With me this evening is Col. Nicholson, whom you already know, and Rick Morgan, our Executive Director of the Ontario Federation of Anglers and Hunters. In case you think the Ontario Federation of Anglers and Hunters is merely a self-interest group that runs around shooting all the game and taking all the fish, let me set the record straight. Just the opposite is true. We are a conservation group made up of approximately 15,000 similar thinking members, everyone devoted to the conservation and preservation of this country's wonderful natural resources. The OFAH has been in existence for more than 50 years and as you know is our province's affiliate with the Canadian Wildlife Federation.

We must thank you for allowing us to appear before you this evening, albeit on rather short notice. I am sure that with the number of presentations you have already heard several of you must have some preconceived ideas about what we will say...

**The Chairman:** We listen with entirely open minds.

**Mr. Blake:** ... but I must ask you not to have.

**An hon. Member:** Right, Mark.

**Mr. Blake:** Please view what we have to say with a totally open mind. Let me say that the Ontario Federation of Anglers and Hunters agrees wholeheartedly with the government's intent of Bill C-83 as it pertains to peace and security. We feel, however, that the portion pertaining to gun control itself has too much which we find disagreeable, ill-conceived and too hastily prepared.

We feel the only fair way to study this portion of the bill and honestly evaluate each section of it is to separate it from the other parts of the bill, and study the gun control portion in greater depth with a view to the various presentations which you have received.

[Interprétation]

**Des voix:** D'accord.

**Le vice-président:** Monsieur Atton, au nom du Comité, j'aimerais vous remercier très sincèrement de votre mémoire des plus intéressants.

La séance est levée pour deux minutes... Une courte pause.

**Le président:** La séance reprend. Les témoins sont maintenant des représentants de la Ontario Federation of Anglers and Hunters dont M. Rich Morgan, directeur exécutif, M. Gordon Blake, ancien président et le colonel Nicholson qui semble être leur conseiller en la matière. Je crois que M. Blake va présenter l'exposé. Je lui cède donc la parole. Monsieur Blake.

**M. Blake (ancien président, Ontario Federation of Anglers and Hunters):** Permettez-moi de préciser le titre de M. Nicholson...

**Le président:** Nous sommes toujours ravis de le voir.

**M. Blake:** ... il est membre de la Ontario Federation of Anglers and Hunters et, à ce titre, très estimé.

Bonsoir. Comme on l'a dit, je m'appelle Gord Blake. M'accompagnent ce soir, le colonel Nicholson, que vous connaissez déjà, et Rich Morgan, notre directeur exécutif. Au cas où vous croiriez que la Fédération réunit des personnes qui n'ont à cœur que leur intérêt personnel, qui tirent tout le gibier et pêchent tout le poisson, permettez-moi de vous corriger. C'est tout à fait le contraire. Notre association compte environ 15,000 membres, tous préoccupés de conservation. Nous sommes tous dévoués à la préservation des superbes richesses naturelles du Canada. La Fédération existe depuis plus de 50 ans et, comme vous le savez, elle est affiliée à la Fédération canadienne de la faune.

Nous devons vous remercier de nous permettre à si bref délai de comparaître devant vous ce soir. Comme vous avez déjà entendu un grand nombre d'exposés, vous devez sûrement avoir une idée de ce que nous voulons vous dire...

**Le président:** Nous vous écoutons sans préjugé aucun.

**M. Blake:** ... mais je vous demande d'oublier toute idée préconçue.

**Une voix:** C'est vrai, Mark.

**M. Blake:** S'il vous plaît, écoutez-nous sans préjugé. La Fédération est tout à fait d'accord avec l'esprit du Bill C-83 qui a pour objet la paix et la sécurité. Elle croit toutefois que les dispositions relatives au contrôle des armes à feu sont en majeure partie mal conçues et rédigées à la hâte.

La seule façon juste d'étudier cette partie du bill et d'évaluer honnêtement chacun de ses articles est de la séparer nettement des autres et de l'étudier en profondeur en tenant compte de toutes les instances qui vous ont été présentées.



## [Text]

The government has done a good job of going to the public and explaining the over-all intent of the bill and yet public concern has not lessened one iota. In fact it has increased proportionately with the knowledge. Certainly it must be agreed that a number of amendments is required to make the bill palatable and workable.

This Committee has certainly done a good job in the time it has had available to study this bill and a substantial amount of progress must have been made to date. Definitely even more progress could be made in the time that would become available through separating and tabling or reintroducing the gun control legislation in the next session. And what harm can there be in that.

We feel that the key to getting effective gun safety regulations enacted is to have the full co-operation of the sportsmen, the conservationists and the wildlife groups of the various provinces. Full assistance would be evident in the time which would come available through such a move.

You, yourselves, must agree that the time is available for such a move as I believe it is your intent to phase in your legislation province by province.

And that brings us to our next point, provincial control. We feel that the matter of gun control and gun safety is a matter best handled by the provinces.

The nature of people and their customs varies from province to province and even area to area. It is customary now across our country for the various provincial ministries of natural resources or their equivalents to be in very close co-operation with their provincial sportsmen's organizations. If we are to achieve what Bill C-83 is to accomplish, it is imperative to have the full co-operation of all groups. We submit that this is most likely to happen by utilizing the liaisons which have already been established at the provincial level.

In Ontario, for example, this co-operation in the area of gun safety is evident in the provincial Hunter Safety Training Program. This program was designated by the Ontario Federation of Anglers and Hunters in an attempt to reduce the possibility of gun-related accidents. It has proven to be unbelievably successful as borne out by the provincial statistics which have surpassed all expectations.

In the year 1960 in the Province of Ontario there were 154 firearm-related hunting accidents of which 36 were fatal. Last year this figure had been reduced to a total of 92 and 7 fatalities. Despite the substantial increase of hunting licences sold the accident rate per 100,000 hunters has actually been reduced from 32 in 1960 to 13 in 1975.

## • 2115

Over and above these figures, the average age of a hunter involved in an accident in 1957 was 18 years, but in 1975 the average age was 27 years. Unquestionably this statistic alone proves the success of the training program, since in Ontario only prospective hunters under the age of 20 years are required to take the course and pass the examination. Persons over 20 years must merely pass the examination.

The unquestionable success of this program has now prompted Phase 2. With your kind permission I will now have distributed an internal provincial government document which should show beyond any reasonable doubt that responsible action is being taken at the provincial level.

## [Interpretation]

Le gouvernement a très bien expliqué à la population l'objectif global du bill et pourtant, l'inquiétude de celle-ci ne s'est pas du tout atténuée. En fait, elle a augmenté proportionnellement à sa connaissance. Il faut convenir qu'un certain nombre d'amendements est nécessaire pour rendre le bill acceptable et applicable.

Le Comité a bien travaillé étant donné le peu de temps qu'il a à consacrer à l'étude du bill et, jusqu'à présent, on a fait encore beaucoup plus si on disposait d'encre plus de temps, ce qui serait possible en laissant tomber la partie sur le contrôle des armes à feu pour en tirer un bill qui serait présenté au cours de la prochaine session. Rien ne peut s'y opposer.

La meilleure façon de faire respecter des règlements visant la sécurité des armes à feu est d'obtenir l'entière collaboration des sportifs, des partisans de la préservation et des diverses fédérations provinciales de la faune. On pourrait se rendre compte de cette aide si on nous laissait plus de temps.

Comme vous avez l'intention de faire adopter une loi par chaque province, vous devez sûrement être d'accord avec nous pour dire qu'il est encore temps de le faire.

Ce qui m'amène au point suivant, le contrôle provincial. Nous croyons qu'un programme de contrôle et de sécurité des armes à feu serait mieux administré par les provinces.

Les us et coutumes des gens varient d'une province à l'autre et même d'une région à l'autre. Il est maintenant normal pour les divers ministères provinciaux des richesses naturelles, ou leurs équivalents, de travailler en très étroite collaboration avec les associations provinciales d'amateurs. Si nous voulons vraiment atteindre les objectifs que fixe le Bill C-83, il est indispensable d'obtenir la collaboration de tous ces groupes. Nous croyons que cela ne sera possible qu'en se servant des communications déjà établies par les provinces.

En Ontario, par exemple, le programme provincial de formation des chasseurs est une preuve de cette collaboration en matière de sécurité des armes à feu. Il a été conçu par la Ontario Federation of Anglers and Hunters en vue d'essayer de diminuer le nombre des accidents causés par des armes à feu. D'après les statistiques, il remporte un succès au-delà de toute espérance.

En 1960, en Ontario, il y a eu 154 accidents de chasse mettant en cause des armes à feu, dont 36 ont été mortels. L'an dernier, ce chiffre est tombé à 92 accidents dont 7 mortels. Malgré l'augmentation sensible du nombre des permis de chasse vendus, le nombre d'accidents par 100,000 chasseurs est passé de 32 en 1960 à 13 en 1975.

Outre ces chiffres, nous pouvons constater que l'âge moyen du chasseur, partie à un accident en 1957 était de 18 ans, alors qu'en 1975, l'âge moyen était passé à 27 ans. Il ne fait aucun doute que ces données démontrent bien le succès du programme de formation, car en Ontario, seuls les candidats chasseurs âgés de moins de 20 ans sont obligés de suivre ce cours et de subir l'examen. Les personnes âgées de plus de 20 ans n'ont que l'examen à réussir.

Le succès certain de ce programme nous a encouragés à préparer la deuxième étape. Avec votre permission, j'aimerais maintenant distribuer un document interne du gouvernement provincial qui vous permettra de constater, sans que le moindre doute ne soit plus possible, qu'au niveau provincial, on prend des mesures intelligentes.

[Texte]

Could we have that document circulated?

**The Chairman:** Is this a leaked document?

**Mr. Blake:** We do not have any of those in Ontario.

**The Chairman:** Then that does not raise any constitutional question as to whether we are able to accept a document which has been leaked from a provincial government.

**Mr. Korchinski:** That is a job for another committee.

**Mr. Blake:** As you will see, this proposal does not discuss the reasons for stricter firearm regulations, but rather how our present hunter safety training program can be up-graded and adapted to facilitate the nonhunting firearm owner and improve the quality of hunting in Ontario.

The objectives of the program are: (1) To ensure that individuals who own and/or wish to purchase a firearm, firearm components, ammunition and ammunition components are knowledgeable in the safe handling of firearms, storage of firearms and ammunition, transportation of firearms and ammunition, the precautions to follow when handling ammunition components and understand the responsibility of firearm ownership and regulations concerning firearms. (2) To ensure that individuals wishing to purchase a hunting licence are knowledgeable in safe hunting practices, hunting ethics, principles of wildlife management, game identification, survival, field care of game, game laws and regulations. (3) To reduce hunting accidents and firearm incidents. (4) To improve the hunter's image in the eyes of the general public and landowner. (5) To up-grade the standards and knowledge of present holders of hunting licences by introducing refresher courses and a re-examination program. (6) To ensure that hunting continues to be a safe and enjoyable outdoor recreational sport.

As the name indicates, the program will consist of two parts, firearm safety and hunter education. The new hunter wishing to purchase a firearm could be required to complete Part 1, firearm safety, and pass a ministry examination, whereas the individual wishing to obtain his hunting licence would be required to complete both parts and pass the necessary ministry examinations.

The procedure of completing an instructional course followed by an examination would prevent across-the-counter sale of firearms unless the individual could prove his ability to possess and handle firearms. Impromptu purchasing of firearms, firearm components, ammunition and ammunition components would therefore be effectively controlled.

The program would be compulsory for all individuals: (1) wishing to purchase firearms, firearm components, ammunition and/or ammunition components, and (2) wishing to purchase a licence to hunt.

[Interprétation]

Pourrions-nous faire circuler ce document?

**Le président:** S'agit-il d'un document sorti en fraude?

**M. Blake:** Cela ne se fait pas en Ontario.

**Le président:** Alors il ne se pose donc aucune question d'ordre constitutionnel quant à savoir si nous pouvons accepter un document provincial publié en fraude.

**M. Korchinski:** Ce serait là la tâche d'un autre Comité.

**M. Blake:** Comme vous pouvez le constater, le présente proposition ne fait pas état des motifs qui justifieraient une réglementation plus stricte des armes à feu, mais plutôt, présente les façons d'améliorer et d'adapter le programme actuel de formation du chasseur et de sécurité afin d'accommoder le propriétaire d'armes à feu qui est un non-chasseur et afin aussi d'améliorer la qualité de la chasse en Ontario.

Les objectifs du programme sont: (1) S'assurer que les individus qui possèdent ou qui désirent acheter une arme à feu, des pièces d'arme à feu, des munitions et des éléments de munition savent comment manier en toute sécurité les armes à feu, comment entreposer ces armes et les munitions, comment les transporter et quelles sont les précautions à prendre lorsque l'on manie des éléments de munition tout en comprenant bien la responsabilité attachée à la possession d'une arme à feu et les règlements qui s'y rapportent. (2) S'assurer que les individus qui désirent acheter un permis de chasse connaissent les bonnes pratiques de chasse, les lois de la chasse, les principes de gestion des ressources fauniques, l'identification du gibier, la survie en forêt, le traitement du gibier abattu et, enfin, les lois et les règlements sur la chasse. (3) Réduire le nombre d'accidents de chasse et d'accident causés par des armes à feu. (4) Améliorer l'image du chasseur aux yeux du grand public et du propriétaire terrien. (5) Améliorer les normes et les connaissances des détenteurs actuels de permis de chasse en présentant des cours de perfectionnement et un programme de réexamen. (6) Voir à ce que la chasse continue à être un sport récréatif de plein air, sans danger et agréable.

Le nom vous le dit, le programme comporte deux parties, l'usage des armes à feu en toute sécurité et la formation du chasseur. On pourrait exiger des nouveaux chasseurs qui désirent acheter une arme à feu qu'ils se conforment à la Partie 1, le maniement en toute sécurité des armes à feu et ensuite de subir l'examen du ministère; l'individu qui désire obtenir un permis de chasse se verrait obligé de se plier aux exigences des deux parties du programme et de réussir les examens prescrits par le ministère.

Cette procédure, un cours pratique suivi d'un examen, empêcherait les ventes d'armes à feu au comptoir à moins que l'intéressé n'ait démontré qu'il est apte à posséder et à manier une arme. L'achat impromptu d'armes à feu, de pièces d'arme à feu, de munitions et d'éléments de munitions se verrait ainsi surveillé d'une façon efficace.

Le programme serait obligatoire pour tous les particuliers: (1) qui désirent acheter des armes à feu, des pièces d'armes à feu, des munitions et des éléments de munitions, et (2) qui désirent acheter un permis de chasse.



## [Text]

The firearm safety part of the program would be compulsory for all applicants and would include all aspects of firearm safety and actual range firing. As a matter of interest some of the items in the course are safe handling of firearms, transportation of firearms, safe storage of firearms and ammunition, firearm regulations, and firearm owner's responsibilities. A maximum of 20 students would be allowed per class.

The hunter education part of the program for prospective hunters would include many additional items including game laws and regulations, wildlife management, hunting ethics, landowner-sportsman relations, safe hunting practices, hunting accidents, survival, and hunter's responsibilities. Again, the maximum number of students per class would be 20.

It should be noted that the course would be divided into two parts to accommodate individuals not wishing to purchase a hunting licence but rather to purchase only firearms, firearm components, ammunition or ammunition components. Prospective hunters would be required to pay the total fee at the beginning of the course and complete both parts before being examined.

## • 2120

The examinations for the Firearm Safety part would include a written paper and a practical examination. The applicant's knowledge of the theory of firearm safety, his understanding of his responsibilities, regulations and safety rules would be assessed primarily through the written examination. The practical examination would assess his ability to handle firearms skilfully and safely.

To qualify, the applicant would be required to pass both the written and practical examinations. The successful applicant would be issued a temporary certificate valid for 60 days which would allow him to purchase and possess firearms, firearm components, ammunition or ammunition components. The certificate would not be valid for purchasing a hunting licence. The temporary certificate would be replaced by a permanent certificate mailed within 60 days to the applicant.

The examinations for the Hunter Education part would include written examinations, game identification tests and a vision test. Applicants would be examined on their knowledge of the out-of-doors and judged as to how they might be expected to conduct themselves in the recreation they plan to pursue. They would be required to prove that they were competent and capable of participating in this demanding sport. They would be required to accept the fact that they have a responsibility to themselves and to their fellows sportsmen, conducting themselves in such a way as to promote hunting as a viable outdoor recreation. Individuals passing both portions would be allowed to purchase an Ontario hunting licence.

All graduates would be put on a computer list which could provide a permanent record for all hunters, accurate number per any given year, examinations and training results, licences purchased and convictions under the Game and Fish Act and Migratory Birds Convention Act, a reference system for field conservation officers—an officer would be able to obtain quickly the hunting record of an

## [Interpretation]

La partie du programme qui vise le maniement des armes à feu en toute sécurité serait obligatoire pour tous les requérants et comprendrait tous les aspects de ces techniques ainsi que la pratique du tir. A titre de renseignements, je vous dirai que certains éléments du cours sont: le maniement des armes à feu en toute sécurité, le transport des armes à feu, l'entreposage des armes à feu et des munitions, les règlements sur les armes à feu, et les responsabilités du propriétaire d'armes. Un maximum de 20 étudiants composeraient une classe.

La partie du programme qui vise l'instruction du chasseur pour les candidats chasseurs comprendrait des sujets supplémentaires, y compris: les lois et les règlements sur la chasse, la gestion des ressources fauniques, le code d'honneur de la chasse, les relations propriétaire terrien-sportif, les pratiques de la chasse sans danger, les accidents de chasse, la survie et les responsabilités du chasseur. Là encore, le nombre maximum d'étudiants par classe serait de 20.

Il est à noter que le cours se diviserait en deux parties afin de tenir compte de ceux qui ne désirent pas se procurer un permis de chasse, mais simplement acheter une arme à feu, des pièces d'arme à feu, des munitions ou des éléments de munitions. Les candidats chasseurs auraient à acquitter la totalité des droits au début du cours et à terminer les deux parties du cours avant d'être admis à l'examen.

L'examen pour la partie ayant trait au maniement sécuritaire des armes à feu comprendrait un test écrit et un test pratique. Le test écrit porterait sur la connaissance de la théorie, sur la compréhension des responsabilités et sur les règles de sécurité. Le test pratique permettrait de juger de l'aptitude du candidat à manier une arme à feu avec habileté et sécurité.

Pour être reçu, le candidat aurait à réussir à la fois le test théorique et le test pratique. Le candidat reçu recevrait un certificat temporaire, valide pour soixante jours, qui lui permettrait d'acheter des armes à feu, des pièces d'armes à feu, des munitions ou des pièces de munition ou d'en avoir la possession. Le certificat ne donnerait pas droit à l'achat d'un permis de chasse. Le certificat temporaire serait remplacé par un certificat permanent, envoyé au candidat dans les soixante jours.

L'examen pour la partie ayant trait à la chasse comprendrait un test écrit, un test sur la faune et un test de la vue. Les candidats seraient jugés d'après leurs connaissances touchant le plein air ainsi que d'après la façon dont ils pourraient se conduire dans l'activité qu'ils auraient choisie. Ils auraient à prouver qu'ils sont aptes mentalement et physiquement à participer à ce sport exigeant. Ils auraient à accepter le fait qu'ils ont des responsabilités envers eux-mêmes, mais aussi envers leurs semblables, qu'ils doivent se conduire de façon à promouvoir la chasse comme activité de plein air. Les candidats qui seraient reçus aux deux examens auraient le droit d'acheter un permis de chasse de l'Ontario.

Les renseignements concernant tous les candidats reçus seraient confiés à un ordinateur, de sorte qu'il y aurait un dossier à jour sur chacun d'eux; on saurait ainsi combien il y a de chasseurs pour une année, quels ont été les examens et quels en ont été les résultats, quel a été le nombre de permis accordés et combien il y a eu d'infractions au titre des diverses lois sur la protection de la faune. Grâce à ce

[Texte]

individual under investigation—a re-examination and retraining program based on number of convictions—demerit system—a system of checking and controlling the issuing of hunting licences and the ground work for a new licence-issuing procedure.

There is much more to this program and I urge you to read it at your leisure. The whole point is that the provincial governments are prepared to take on this whole responsible area and have the background and expertise necessary to make it work. I can assure you that in Ontario we are ready and willing and will be working very closely with our government on this program.

We submit that the most effective overall program can best be achieved by turning this program over to the provinces, with federal guidelines if necessary, and for the federal government to enforce their existing Criminal Code.

Gentlemen, we thank you again for the time afforded to us this evening. You will note that we have not gone through Bill C-83 piece by piece in a brief. We have read the *Minutes* of your other hearings and have attended in the audience on two previous occasions. Many good points have been raised and I am sure you will be considering them all. We look forward to any questions you may have.

**The Chairman:** Thank you, Mr. Blake. Mr. Scott will be our first questioner, followed by Mr. Stanbury.

**Mr. Scott:** Thank you very much, Mr. Chairman. Let me begin by congratulating Mr. Blake, Mr. Morgan and Col. Nicholson. I think this is a very good brief. To all those responsible I, being a resident and a member from the Province of Ontario, want to thank you for taking time out to study and prepare the brief you presented here tonight.

Mr. Chairman, I would like to start off by asking approximately how many hunters do we have in the Province of Ontario related to the number of gun owners? Would you have any knowledge on that?

**Mr. Blake:** I can tell you that there were approximately 500,000 hunting licences sold last year and some people would buy, let us say, two different species, so let us say 400,000 hunters in the province. These figures are banded all over the place, so perhaps it would be better if I were to say I am not absolutely positive.

**Mr. Scott:** In relationship to gun owners, gun enthusiasts that probably do not go hunting at all...

**Mr. Blake:** Right. Now, how many?

**Mr. Scott:** ... roughly. Three-to-one?

**Mr. Blake:** Three-to-one.

**Mr. Scott:** You mean there are three gunowners to every hunter?

**Mr. Blake:** Absolute minimum.

[Interprétation]

système, un garde-chasse pourrait obtenir rapidement le dossier d'un chasseur en particulier. On pourrait voir aussi s'il convient de procéder à un nouvel examen ou à un nouveau cours de formation selon le nombre des infractions. Il s'agirait d'un système de points en quelque sorte. De façon générale, le système permettrait de contrôler les permis déjà accordés et d'établir une procédure pour l'octroi de nouveaux permis.

Le programme a d'autres caractéristiques. Je vous incite à l'examiner avec soin. Le fait est que les gouvernements provinciaux sont prêts à s'acquitter de cette responsabilité et qu'ils ont les compétences nécessaires. Je puis vous assurer qu'en Ontario, du moins, nous sommes prêts à travailler en étroite collaboration avec le gouvernement pour mettre en œuvre le programme.

Nous disons, dans notre mémoire, que la meilleure façon de procéder est de confier cette responsabilité aux provinces, quitte à prévoir des directives fédérales, et de continuer de faire appliquer le Code criminel à l'échelon fédéral.

Nous vous remercions une fois de plus d'avoir bien voulu nous écouter ce soir. Vous constaterez que nous n'avons pas abordé chaque point du Bill C-83 dans notre mémoire. Nous avons lu le compte rendu des délibérations du Comité et nous avons assisté, à deux reprises, aux séances. Plusieurs bons points ont été mentionnés. Nous sommes prêts à répondre à vos questions.

**Le président:** Je vous remercie, monsieur Blake. Le premier à poser des questions sera M. Scott; il sera suivi de M. Stanbury.

**M. Scott:** Je vous remercie, monsieur le président. D'abord, je tiens à féliciter M. Blake, M. Morgan et le colonel Nicholson. Je pense que leur mémoire était excellent. En tant que résident et député de l'Ontario, je veux vous remercier d'avoir fait tout ce travail.

Monsieur le président, je voudrais savoir combien il y a de chasseurs à peu près, en Ontario, par rapport au nombre de possesseurs d'armes à feu. Vous le savez?

**M. Blake:** Je puis vous dire qu'il y a eu environ 500,000 permis de chasse vendus l'année dernière; si l'on tient compte du fait qu'il y a des gens qui en achètent pour deux espèces différentes, on arrive à environ 400,000 chasseurs dans la province. Tout le monde n'est pas d'accord sur ces chiffres. Je dois vous dire que je n'en garantis pas l'authenticité.

**M. Scott:** Il y en aurait combien par rapport aux simples possesseurs d'armes à feu; aux gens qui ne vont pas à la chasse...

**M. Blake:** Vous voulez savoir combien?

**M. Scott:** ... diriez-vous que c'est trois contre un?

**M. Blake:** Trois contre un.

**M. Scott:** Vous voulez dire qu'il y a trois propriétaires de fusils pour un chasseur?

**M. Blake:** Au minimum.



[Text]

**Mr. Scott:** Is that right?

**Mr. Blake:** Yes.

**Mr. Scott:** Yes, probably you can direct this question, Mr. Blake, to whomever you think would answer it or is equipped to answer it. Can you explain some of the fears of the people with whom you are in contact and have made representations to you? What is the most predominant fear in respect of Bill C-83 and how it relates to gun ownership?

**Mr. Blake:** Perhaps the number one problem is the registration of the owner and how it is going to be done by some unknown regulation.

**Mr. Scott:** You speak of this unknown regulation. Does the cost enter into that? Do they think each gun is going to have to be registered when they register as a gun owner?

**Mr. Blake:** No. I think the message has been put across that it is not the registration of firearms, it is the registration of the owner. I think that message has been put across, yes.

**Mr. Scott:** Are they concerned about how often this would take place?

**Mr. Blake:** Very much so, and the unknown fee that is supposed to be again established by regulation.

**Mr. Scott:** You speak at some length, Mr. Blake, in respect of the province's handling legislation in respect of the control of guns. In Ontario we have had legislation, not to control guns, but we have had hunter safety, as you have explained, and very ably have you explained it. I was very impressed by your statistics in respect of the number of accidents since this method has been in force.

**Mr. Blake:** Yes.

**Mr. Scott:** Can you enlarge on that a little more? It probably has been taken care of in your brief, but would you care to comment on it?

**Mr. Blake:** It has pretty well been taken care of. At a meeting with our Ministry of Natural Resources Safety Branch personnel, I received figures from them. As far back as we could go, and as far back as we could go without digging in the archives was 1960.

This program started in 1955 on a voluntary basis by the Ontario Federation of Anglers and Hunters and it was done on a "no charge" basis by the various clubs and sportsmen's organizations. Certain records were kept, and noticeable improvements in the hunter accident ratios were noticed. The provincial government watched our program very closely and in 1957 they legislated it and made it mandatory, and the records show just a definite curve downwards ever since the program was initiated.

The most impressive figure in my mind was the last figure that I quoted, where in 1960, the average hunting accident age was 18 years of age. Since it is mandatory in Ontario, for only people under 20 to take the course, not only write the exam, but to take the course, to me, it is there, it is an absolute fact. Now that the average hunting accident age is 27, the people that have taken the course have actually made a general improvement all the way up the line, and I am sure that as the years go by, you know, if the trend keeps going the way it is, that will get it all the way up to a person that is 60 years of age. For this program, a person could buy his first hunting licence at the age of 16 in the province so, until we have had everybody trained, you might say, it is going to take, what? 50 years roughly.

[Interpretation]

**M. Scott:** Est-ce exact?

**M. Blake:** Oui.

**M. Scott:** Bien, monsieur Blake, vous pourrez probablement laisser cette question à quiconque vous semble à même d'y répondre. Pouvez-vous expliquer certaines des craintes des gens avec qui vous êtes en contact et qui vous ont fait part de leur point de vue? Quelle est la crainte prédominante à l'égard du Bill C-83 et en quoi cela est-il lié à la propriété du fusil?

**M. Blake:** Le problème numéro 1 est peut-être l'enregistrement du propriétaire et le mode d'application inconnu.

**M. Scott:** Vous parlez de réglementation inconnue. Le coût entre-t-il là-dedans? Pensent-ils que chaque fusil devrait être enregistré lorsqu'ils se déclareront propriétaires de fusils?

**M. Blake:** Non. Je pense que tout le monde a bien compris qu'il ne s'agit pas d'enregistrer les armes à feu, mais le propriétaire. Oui, je crois que cela est bien entendu.

**M. Scott:** S'inquiètent-ils de la fréquence de cet enregistrement?

**M. Blake:** Certainement, et du prix qui n'a pas encore été fixé et qui devra lui aussi être établi par règlement.

**M. Scott:** Monsieur Blake, vous insistez sur la façon dont la province légifère le contrôle des armes à feu. En Ontario, il y a une loi, non pas pour contrôler les fusils, mais pour la sécurité du chasseur, comme vous l'avez très bien expliqué. J'ai été très impressionné par les statistiques que vous nous avez données sur le nombre d'accidents depuis l'adoption de cette méthode.

**M. Blake:** Oui.

**M. Scott:** Pourriez-vous développer un peu cela? Vous l'avez probablement fait dans votre mémoire, mais voudriez-vous nous dire quelques mots à ce sujet?

**M. Blake:** Oui, c'est en gros dans notre mémoire. Lors d'une réunion avec le personnel de la direction de la sécurité qui relève du ministère des Ressources naturelles, j'ai obtenu ces chiffres qui remontent jusqu'en 1960.

Le programme a été lancé en 1955 à titre facultatif par l'Ontario Federation of Anglers and Hunters et cela ne coûtait rien. On a établi certaines statistiques et l'on a pu constater des améliorations sensibles. Le gouvernement provincial a examiné de très près notre programme et, en 1957, l'a rendu obligatoire par une loi. Les chiffres montrent que le nombre d'accidents n'a fait que diminuer depuis que fut entamé ce programme.

A mon avis, le chiffre le plus intéressant est qu'en 1960, la moyenne d'âge, dans le cas des accidents de chasse, était de 18 ans. Depuis que le programme est devenu obligatoire en Ontario, seuls les moins de 20 ans doivent suivre le cours, non pas seulement passer l'examen, mais suivre le cours; l'amélioration est considérable. Maintenant, la moyenne d'âge est passée à 27 ans dans le cas des accidents de chasse, et ceux qui ont suivi le cours ont progressé tout au long, et je suis convaincu qu'au fur et à mesure des années, si cette tendance se poursuit ainsi, l'amélioration se fera sentir jusqu'aux personnes de 60 ans. Avec ce programme, on peut acheter son premier permis de chasse à 16 ans, de sorte que pour que tout le monde soit ainsi entraîné, cela prendra peut-être en gros 50 ans.

[Texte]

**Mr. Scott:** Are you prepared to say how this affects probably the first-time applicant, or the "new Canadian", we will say, that comes to Canada who is over 20 years of age?

**Mr. Blake:** This is a problem in Ontario, and it is one of the weaknesses of our system. At the present time, a person can come in from a foreign country and take up residence. I am not talking about the tourist, the fellow that comes over here for a week's hunt or anything like that, I am talking about the fellow that takes up residence in Ontario. He can come over here, lay down his licence from the country that he came from and he does not have to pass our test, under the present system, but under the new system that is being proposed, and also in the brown brief that I have not referred to yet, which is a supporting brief. We say that any person taking up residence in the Province of Ontario must pass the safe-gun-handling course, and also the second part if he wishes to hunt.

**Mr. Scott:** Would you like to enlarge on the purchase of a firearm? What regulation are you recommending for the purchase of a firearm, and probably for ammunition also?

• 2130

**Mr. Blake:** Our brief has it that in order to purchase a firearm you must have a competency certificate; this is also proposed in that internal document. The competency certificate is only obtained in a fair manner, which is the passing of a test. Once a fellow has his competency certificate he is allowed to go and purchase a firearm or ammunition.

We have the problem, of course, of the 500,000 people in the field. How are we going to train them, and how are we going to get them to get a competency certificate? We realize it is a problem getting these people in and getting them all trained in a period of time. However, our organization represents 15,000 sportsmen and is split up into six zones in the Province of Ontario, and that brief has been circulated through each of our six zones. That particular part of the brief was emphasized and the sportsman bought that particular thing. They are willing to go in and pass one of these competency tests.

**Mr. Scott:** Do you have in your organization many antique gun collectors? Are they represented here or not?

**Mr. Blake:** We do not. We have people who are in the antique and black-powder type of organization as members of our organization, but we do not specifically have a branch of antique collectors.

**Mr. Scott:** What representation have you from dealers throughout the province?

**Mr. Blake:** We have none. Our membership supports us financially through dues.

**Mr. Scott:** I am very interested in the merit system you spoke of on page 5 of your brief.

I guess my time is getting close to the line, is it not, Mr. Chairman?

**The Chairman:** You have two minutes.

**Mr. Scott:** Could you enlarge on this merit system, other than what you have here?

[Interprétation]

**M. Scott:** Pouvez-vous nous dire quel effet cela risque d'avoir sur celui qui, pour la première fois, demande un permis ou sur le «nouveau Canadien» qui arrive au Canada et qui a plus de 20 ans?

**M. Blake:** C'est un problème, en Ontario, et c'est une des faiblesses de notre système. A l'heure actuelle, quelqu'un peut venir d'un pays étranger et s'installer ici. Je ne parle pas du touriste, de celui qui vient chasser une semaine ou quelqu'un du genre, je parle de celui qui choisit de résider en Ontario. Il peut venir ici, présenter son permis délivré dans son pays d'origine et cela le dispense de notre test d'après le système actuel. Toutefois, dans le système proposé, de même que dans le mémoire brun dont je n'ai pas encore parlé et qui vient appuyer le reste, nous soutenons que toute personne qui s'établit dans la province d'Ontario devrait suivre un cours sur la façon d'utiliser les armes à feu, et il y a un deuxième cours pour ceux qui veulent devenir chasseurs.

**M. Scott:** Voulez-vous nous donner plus de détails au sujet des règlements régissant l'achat des armes à feu et des munitions? Quel règlement proposez-vous?

**M. Blake:** Dans notre mémoire, nous disons qu'il faut obtenir un certificat de compétence afin d'acheter une arme à feu. Cette recommandation figure dans l'autre document aussi. Il faut réussir un test afin d'obtenir un certificat de compétence, et aussitôt qu'une personne obtient ce certificat, elle peut acheter une arme à feu ou des munitions.

Mais il y a 500,000 détenteurs d'armes à feu dans la province, ce qui pose un problème. Comment faire pour les instruire et comment les obliger d'obtenir un certificat de compétence? Nous sommes fort conscients du fait qu'il serait difficile d'instruire tous ceux qui possèdent des armes à feu dans un délai donné. Cependant, notre organisation représente 15,000 sportifs dans la province, qui est divisée en six zones. Nos recommandations ont circulé partout dans ces six zones et nous avons souligné l'importance du test de compétence. Nos membres ne s'y objectent pas.

**M. Scott:** Y a-t-il parmi vos membres des collectionneurs d'armes à feu anciennes?

**M. Blake:** Non. Nous avons des membres qui s'intéressent aux vieilles armes à feu avec lesquelles il faut employer de la poudre noire, mais il n'y a pas de collectionneurs comme tels qui font partie de l'association.

**M. Scott:** Y a-t-il des vendeurs d'armes à feu parmi vos membres?

**M. Blake:** Non. Nous sommes financés par les cotisations de nos membres.

**M. Scott:** Je m'intéresse beaucoup au système de mérite auquel vous faites allusion à la page 5 de votre mémoire.

Il ne me reste pas beaucoup de temps, n'est-ce pas, monsieur le président?

**Le président:** Il vous reste deux minutes.

**M. Scott:** Pourriez-vous nous parler davantage de ce système de mérite?



[Text]

I think it is a wonderful idea; do not get me wrong.

**Mr. Blake:** I am checking the merit system, I call it the computer system, but in the brief here it is the merit system.

In Ontario we have a situation where a conservation officer could charge a person in Simcoe county today—let us assume that he was charged and convicted. Two months from now the same fellow could be convicted in Peel county, let us say. There is no way the conservation officer can push a button type-of-thing and see if that person has ever had a firearm-related or hunting-related charge against him before—a conviction, not a charge; a conviction under the Fish and Game Act.

**Mr. Scott:** How close is that to reality in Ontario?

**Mr. Blake:** It is in this document.

**Mr. Scott:** Thank you very much.

**The Chairman:** Thank you, Mr. Scott. Mr. Stanbury is next.

**Mr. Stanbury:** Thank you, Mr. Chairman. I would like to congratulate the witnesses on their brief, and on the constructiveness of their approach. This is rather refreshing in comparison with some submissions we have had. I think you have gone to a lot of trouble to demonstrate the responsibility of your organization and your members, and your desire to bring about a system of control which will be beneficial to the public as well as to your members.

I want to clarify one or two points with you first of all. Existing hunting licences in the Province of Ontario are provided for under the Fish and Game Act?

**Mr. Blake:** Yes.

**Mr. Stanbury:** And are the licence fees set out in the act?

**Mr. Blake:** Yes

**Mr. Stanbury:** Not in the regulations?

**Mr. Blake:** The licence fees would be by regulation. They are reviewed and legislated every year.

**Mr. Stanbury:** So in that sense there would be no difference from what is proposed in this legislation. They are fixed by regulation.

**Mr. Blake:** No, they are voted on every year in the provincial house. They have to pass the house.

• 2135

**Mr. Stanbury:** The hunting licence fees are voted on each year in the Ontario legislature.

**Mr. Blake:** Yes. If there is a change.

**Mr. Stanbury:** They are not in the regulations, but in the act itself.

[Interpretation]

Remarquez, l'idée me semble bonne.

**M. Blake:** Il s'agit plutôt d'un système qui se sert d'ordinateurs, mais dans le mémoire, on parle de mérite.

En Ontario, un agent de conservation pourrait accuser quelqu'un d'une infraction, dans le comté de Simcoe, et le faire condamner. Deux mois plus tard, le même homme pourrait se faire condamner dans le comté de Peel. L'agent de conservation ne peut pas vérifier pour voir si l'homme en question n'a jamais été coupable d'une infraction en vertu de la Loi sur les pêches et la chasse.

**M. Scott:** Est-ce une description exacte de la situation en Ontario?

**M. Blake:** Tout cela se trouve dans le mémoire.

**M. Scott:** Merci beaucoup.

**Le président:** Merci, monsieur Scott. Maintenant M. Stanbury a la parole.

**M. Stanbury:** Merci, monsieur le président. Je voudrais féliciter les témoins pour leur mémoire et pour les recommandations positives qu'ils ont faites. Leurs attitudes font contraste avec celles de certains autres témoins qui ont comparu devant nous. Je pense que vous avez pris beaucoup de peine pour nous faire comprendre que les membres de votre organisation sont des hommes et des femmes responsables, et vous avez fait ressortir votre désir d'établir un système de contrôle dont le public et vos membres pourraient bénéficier.

Tout d'abord, j'aimerais obtenir un ou deux renseignements. On peut obtenir un permis de chasse, dans la province d'Ontario, en vertu de la Loi sur la pêche et la chasse, n'est-ce pas?

**M. Blake:** Oui.

**M. Stanbury:** Les frais qu'il faut payer pour obtenir un permis se trouvent dans la loi.

**M. Blake:** C'est exact.

**M. Stanbury:** Ils ne font donc pas l'objet de règlements.

**M. Blake:** Non, les frais figurent dans les règlements, mais l'Assemblée législative provinciale doit les approuver tous les ans.

**M. Stanbury:** Cela veut dire que la loi proposée n'apporterait rien de nouveau, puisque ces frais font l'objet de règlements, n'est-ce pas?

**M. Blake:** Non, ces frais sont établis tous les ans et doivent être approuvés par l'Assemblée législative provinciale.

**M. Stanbury:** C'est donc l'Assemblée législative provinciale qui approuve l'échelle des frais que vous payez pour obtenir un permis.

**M. Blake:** Oui, s'il y a des modifications à y apporter.

**M. Stanbury:** Ces frais figurent dans la loi et non pas dans les règlements.

[Texte]

**Mr. Blake:** They are in the act.

**Mr. Stanbury:** You have been good enough to say that your federation agrees wholeheartedly with the government's intent in Bill C-83 as it pertains to peace and security, and you have made certain criticisms and suggestions. I wanted to concentrate for a few minutes on how much we can agree on, and how much you can agree on with other responsible witnesses who have been before us. You know that Chief Harold J. Adamson, Chief of Police of Metropolitan Toronto and President of the Canadian Association of Chiefs of Police, was here with us and you must know what he said. I am not sure I should try to quote everything he said, but I think I can mention the subject that interests you most of all. I quote:

I wanted to speak first about gun control. We believe this is a very positive approach to many of the problems in relation to firearms. For example, when we add to the prohibited list such things that are commonly known as the Saturday night special, sawed off rifles and shotguns and fully automatic rifles, we think this is a step in the right direction. We are in agreement with the fact that applicants in future must be licensed and must be vouched for by two guarantors.

Do you find any difficulty with that statement of Chief Adamson?

**Mr. Blake:** I would like to let Mr. Nicholson answer that question.

**Col L. Nicholson (Advisor):** Mr. Chairman, I have not been able to get the text of Chief Adamson's submission.

**Mr. Stanbury:** I am reading from it. You will have to accept my word for what I am reading. I will read all his comments on gun control if you wish, but that is the lead paragraph from our minutes.

**Col Nicholson:** I find some of the things that are reported in the press and which you have mentioned, I must confess, a little surprising. I must wonder if Chief Adamson is reflecting his own view, the view of his force, the view of the Metro Toronto Police Commission, or the view of the Canadian Association of Chiefs of Police. I am in doubt as to what combination of these groups he speaks for.

I do not know whether this Committee has examined the position paper of the Canadian Association of Chiefs of Police on firearms which was published some time ago. But taking a general view of Chief Adamson's statement before the Committee, and the general or philosophic position reflected in the CACP position paper, I find it a little difficult to reconcile them. I am also conscious of views expressed by other police bodies, notably the police of Saskatchewan. They were canvassed by the Attorney General of the province. They definitely said they disliked the gun control provisions of the bill. Indeed, perhaps because of my background I have spoken to quite a few senior police people, and likewise I find it difficult to reconcile their expressions of distaste for the bill with those expressed by Chief Adamson.

I am also reminded of the views of the Canadian Police Association representing the rank and file of police in Canada. They are able, of course, to speak quite freely as an association of the rank and file and they are inhibited by having to pay attention to views expressed by the control body of their force.

[Interprétation]

**M. Blake:** C'est exact.

**M. Stanbury:** Vous nous avez dit que votre association appuie à 100 p. 100 les objectifs du gouvernement qui figurent dans le Bill C-83, mais vous avez fait quelques critiques et proposé certaines suggestions. Prenons quelques minutes afin de déterminer jusqu'à quel point vous vous accordez avec les membres du Comité et les témoins qui vous ont précédés. Vous savez que le chef Harold J. Adamson, chef de police à Toronto et président de l'Association canadienne des chefs de police, a témoigné devant nous. Vous êtes sans doute au courant de ce qu'il a dit, et sans trop citer, je voudrais attirer votre attention sur le sujet qui vous intéresse le plus. Voici ce qu'il a dit:

Tout d'abord, j'aimerais parler de contrôle des armes à feu. L'attitude adoptée à l'égard des armes à feu très positive. L'interdiction envisagée pour les carabines à canon coupé, les fusils de chasse et les carabines automatiques et les pistolets de poche est certainement une mesure positive. Il est excellent d'exiger qu'à l'avenir les possesseurs d'armes à feu détiennent un permis obtenu grâce à la signature de deux répondants.

Vous objectez-vous à cette déclaration?

**M. Blake:** J'aimerais que M. Nicholson réponde à cette question.

**Col L. Nicholson (conseiller):** Monsieur le président, je n'ai pas pu obtenir le texte de la déclaration du chef Adamson.

**M. Stanbury:** Je viens de la citer. Mes citations sont exactes, et je pourrais lire tout ce qu'il a dit au sujet du contrôle des armes à feu, mais tout cela figure dans les procès-verbaux de la séance en question.

**Col Nicholson:** Je dois avouer que certaines déclarations du chef Adamson, qui ont été publiées dans les journaux et que vous venez de citer, m'ont étonné quelque peu. Je me demande si le chef Adamson exprimait des points de vue personnels ou bien s'il parlait de la part de la Commission de police de Toronto ou de l'Association canadienne des chefs de police. J'ignore de quel groupe il se faisait le porte-parole.

J'ignore si votre comité a étudié l'énoncé de politique, publié il y a quelque temps, par l'Association canadienne des chefs de police. Cependant, il m'est difficile de réconcilier l'attitude de base de ce document avec les déclarations faites par le chef Adamson devant ce comité. Je suis également au courant des points de vue avancés par les autres associations de police, surtout celle des forces policières de la Saskatchewan. Le procureur général de cette province leur a demandé ce qu'ils en pensaient, et ils ont dit de façon catégorique qu'ils n'aimaient pas les dispositions du bill qui se rapportaient au contrôle des armes. A vrai dire, j'ai eu l'occasion de parler avec plusieurs administrateurs importants dans nos forces policières, et je trouve difficile de réconcilier leur aversion à ce bill avec le point de vue du chef Adamson.

Je pense également au fait que l'Association canadienne des chefs de police représente les points de vue des policiers partout au pays. Bien sûr, à titre d'association, ils peuvent parler très librement de grades, etc., et ils n'ont pas à faire attention aux points de vue de ceux qui exercent les contrôles.



[Text]

These are the comments I have. Perhaps they do not help very much, but these are the only comments I can make on Chief Adamson's statement.

• 2140

**Mr. Stanbury:** I appreciate that you are commenting about the validity or the representative nature of his testimony perhaps, rather than whether or not you agree with the statements. I gather you do not agree with the statement.

**Col Nicholson:** I agree with some parts you quoted, that is the two or three points which have already been agreed upon by a number of wildlife groups speaking before the Committee, that is as to a better element of control of fully automatics and sawed-off shotguns, stricter measures directed at criminals, orders of prohibition, and greater authority to police in the courts. Certainly we are in agreement there.

If I read his statement correctly and what you have cited, perhaps where we disagree is on the federal licensing feature. I do not know whether in his statement he differentiates between the federal licensing system proposed in the bill or the alternate proposal which has been pressed from many quarters for a provincial licensing system. I do not know whether he analyzed that before the Committee or not.

**Mr. Stanbury:** Perhaps you will want to read the minutes when you get an opportunity, but I wondered if this particular federation has any different views from those which have been expressed by other bodies here in relation to the testimony of the Canadian Association of Chiefs of Police.

**Col Nicholson:** I think the only difference would be on that point, the federal licensing versus the provincial licensing.

**Mr. Stanbury:** I may again pick out a statement, and you are free to get the whole statement so you can make sure that you see it all. He says at some point:

We think it is a step in the right direction if it prevents one individual from going into a sporting goods store and buying a rifle or shotgun and going out and either committing an armed robbery or taking someone's life.

I gather that you feel that the proposals put forward by this federation would prevent that.

**Col Nicholson:** Of course, and I think if you go back to what Mr. Blake has said, certainly we are anxious to see steps taken to prevent that sort of thing.

**Mr. Stanbury:** But that they should be taken at the same time in each province rather than at the federal level.

He also said, and I quote:

We are pleased that there is some liability going to be placed upon gun owners to aid in the prevention of careless handling and storage of weapons. Certainly that has been the case in many instances where lives have been lost or shootings have occurred. The owner of the weapon was careless in its storage or its protection. We are pleased that a gun owner must take steps to ensure the proper use of carriage, handling and storage of his firearm.

[Interpretation]

Voilà ce que j'avais à dire. Peut-être cela n'est-il pas d'une grande aide, mais c'est tout ce que je peux dire sur la déclaration du chef Adamson.

**M. Stanbury:** Vous parlez de la validité ou du caractère représentatif de son témoignage plutôt que de nous dire si vous êtes ou non d'accord avec lui. D'ailleurs, je n'ai pas l'impression que vous soyez d'accord.

**Colonel Nicholson:** Je suis d'accord avec certaines des parties que vous avez citées, à savoir les deux ou trois points qu'ont déjà acceptés un certain nombre de groupes s'intéressant à la faune qui ont comparu devant votre comité, notamment un contrôle amélioré des fusils entièrement automatiques ou à canon tronçonné, des mesures plus strictes vis-à-vis des criminels, certaines interdictions et une autorité accrue pour la police devant les tribunaux. Nous sommes certainement d'accord là-dessus.

Si je lis bien sa déclaration et ce que vous avez cité, je crois que c'est sur les permis fédéraux que nous ne nous entendons plus. Je ne sais pas s'il différencie le système de permis fédéraux proposé dans le projet de loi et la solution de permis provinciaux qui a été, d'autre part, suggéré par beaucoup. Je ne sais pas s'il vous en a parlé ou non.

**M. Stanbury:** Peut-être voudrez-vous vous reporter à notre procès-verbal, mais je me demandais seulement si votre fédération était ou non de l'avis exprimé par d'autres organismes quant au témoignage de l'Association canadienne des chefs de police.

**Col Nicholson:** Je crois que la seule différence serait ce système de permis fédéraux plutôt que provinciaux.

**M. Stanbury:** Je citerai encore un paragraphe et vous pourrez à loisir vous procurer le reste pour être bien sûr d'avoir tout vu. A un moment, il a déclaré:

Néanmoins, nous vous encourageons à le faire si ce n'est que pour prévenir qu'un seul individu se procure une arme à feu, une carabine ou un fusil de chasse dans un magasin de sport, pour ensuite aller commettre un vol à main armée ou un meurtre.

Je suppose que vous pensez que les propositions de la fédération empêcheraient cela.

**Col Nicholson:** Bien sûr, et je pense que si vous vous souvenez de ce qu'a dit M. Blake, il est évident que nous souhaitons beaucoup que certaines mesures soient prises pour empêcher ce genre de choses.

**M. Stanbury:** Mais vous préféreriez qu'elles soient prises simultanément dans toutes les provinces plutôt qu'au niveau fédéral.

Il déclare d'autre part:

Nous sommes heureux de constater que le propriétaire d'arme à feu deviendra responsable de son arme afin de prévenir de la négligence dans la manipulation et l'entreposage des armes à feu. Il y a certainement eu des cas de pertes de vie ou de fusillades où le propriétaire de l'arme à feu avait été négligent dans l'entreposage ou la protection de son arme. Le propriétaire d'une arme à feu sera enfin tenu responsable de l'utilisation, de la manipulation et de l'entreposage de son arme.

[Texte]

Do you have any quarrel with that? Or again, do you feel that should be provided for simply as provincial legislation?

**Col Nicholson:** Safe handling, yes, we endorse that, of course. This is a part, I think, of every presentation that has been made by a wildlife body. The question arises, and I am sure you must be tired of listening to people's questioning—what is meant by safe storage? If I may go back to testimony which was given when we were before you and I was wearing a different hat for the national body, we simply pointed out that this surely was a matter of definition by the courts. We emphasized that it had caused great concern, which we were reflecting, great concern on the part of many of our members not only in Ontario but elsewhere as to what was meant by safe storage.

We wondered whether it was necessary to have a special provision to deal with this type of negligence. We wondered why it was not dealt with and why it could not be dealt with under existing sections of the Criminal Code, gross negligence or negligence or civil liability.

• 2145

We wondered why it was necessary to write in a special provision there, and we emphasize that we thought this question of safe storage and indeed of safe handling could be advanced better by educational methods rather than by this matter of making it a criminal offence.

**Mr. Blake:** I might just expand on Colonel Nicholson's comment and relate it to the program that we propose. We propose that safe handling and storage is more a matter of education than legislation.

**Mr. Stanbury:** Thank you.

**The Chairman:** Mr. Stanbury, your time has expired.

**Mr. Stanbury:** It has?

**The Chairman:** I might allow you to ask one more question, but...

**Mr. Stanbury:** I will come back after everybody else is through.

**The Chairman:** All right. I think Mr. Korchinski is next.

**Mr. Korchinski:** I notice that you place a lot of emphasis on competence, and I am a little concerned in this respect. I realize that perhaps your organization is one that deals with hunters, and so on, and that this is the area you really work in, but you make no mention—and perhaps this is because of the fact that your organization is comprised of hunters—of the other area of gun owners, such as farmers, or I mentioned the case of widows left with guns after the passing of a husband. I wonder whether you have given any thought to that particular group, and there will be many that are in that group. I think you mentioned a ratio of three to one, for example, which is perhaps a good ratio, but there is no consideration here. I wonder how you would treat those. In the same way as those that are actually out in the field hunting? Competency, incidentally, is not absolutely essential for anybody who does not necessarily handle a gun but who owns a gun.

[Interprétation]

Êtes-vous d'accord avec cela ou pensez-vous, là aussi, qu'il suffirait là d'une loi provinciale?

**Col Nicholson:** Oui, bien sûr, nous sommes d'accord avec le principe de sécurité dans la manipulation. Je crois que tous les organismes s'intéressant à la faune en ont parlé. Une question se pose, et vous devez évidemment être fatigué de m'entendre—qu'entend-t-on par entreposage sûr? Si je puis me reporter au témoignage que nous vous aurions laissé alors que je représentais l'organisme national, nous disions simplement qu'il s'agissait là tout bonnement d'une question de définition par les tribunaux. Nous avons insisté sur le fait que cela inquiétait beaucoup nombre de nos membres, non seulement en Ontario, mais ailleurs.

On se demandait s'il ne serait pas nécessaire qu'une disposition spéciale traite de ce genre de négligence. Pourquoi n'avait-on pas abordé la question et pourquoi cela ne pouvait-il entrer dans les articles actuels du Code criminel, négligence grossière ou responsabilité civile?

Nous nous sommes demandés pourquoi il était nécessaire de prévoir ces dispositions spéciales et nous pensons qu'il vaudrait bien mieux prévoir de meilleures méthodes d'éducation pour faire comprendre l'importance de l'entreposage et du maniement des armes à feu plutôt que d'en faire un délit criminel.

**M. Blake:** Permettez-moi de développer les observations du colonel Nicholson et de les relier au programme que nous proposons. A notre sens, la manipulation et l'entreposage relèvent plus de l'éducation que de la loi.

**M. Stanbury:** Merci.

**Le président:** Monsieur Stanbury, votre temps est écoulé.

**M. Stanbury:** Vraiment?

**Le président:** Je pourrais vous permettre une dernière question, mais...

**M. Stanbury:** Je parlerai lorsque tout le monde aura eu son tour.

**Le président:** Bien. Je crois que c'est à M. Korchinski.

**M. Korchinski:** Je vois que vous insistez beaucoup sur la compétence et cela m'inquiète. Je sais bien que votre organisme s'occupe de chasseurs, que c'est là votre domaine, mais vous parlez également, peut-être pour cette même raison, du domaine des propriétaires d'armes à feu comme les agriculteurs ou les veuves auxquelles leur mari a laissé une arme à feu, dont j'ai parlé tout à l'heure. Je me demande si vous avez réfléchi au cas de ce groupe qui pourrait bien être fort nombreux. Vous avez parlé d'une proportion de trois à un, c'est peut-être une proportion exacte, mais qui ne tient pas compte de cette considération. Que pensez-vous de ces cas? Les mettez-vous dans la même catégorie que les véritables chasseurs? Soit dit en passant, la compétence n'est pas absolument nécessaire dans le cas d'une personne qui possède une arme à feu mais ne s'en sert pas.



[Text]

**Mr. Blake:** In our brief we make it very clear. Perhaps where your misunderstanding comes is that at the present time it is only mandatory in Ontario, for a person wishing to obtain a hunting licence, to take the safe gun handling course. However, in our brief and in the government's proposal any person who wishes to own a firearm must take this course of training.

**Mr. Korchinski:** That is the area I am concerned about, because I can see widows left with a couple of sons—and I have used this illustration in the past—that are not of the age that might qualify for a licence, and she does not necessarily want to turn the gun in because it may be an expensive gun and it may not be. It is just simply a gun that they have around the place. For her to take a course, she probably might not ever be able to pass it on her own, but I do not think she wants to lose possession of the weapon. I think perhaps if there were some sort of a permit to allow her to keep the gun, somewhat like a gun collector, she might be in a different position than the one that might be expected to use it. A gun collector might not necessarily have any competence, but he might have a real love for guns and simply collect them for the sake of displaying them, showing them off to his friends. People have different motivations for doing different things.

I agree there are people who do not belong to a gun club but I am sure would be willing to submit to any kind of a test. Then again there is a category here I am concerned about that might not necessarily qualify, and I do not think we should put these people in this category who, for all intents and purposes, never will use a gun and probably do not have any ammunition for it and never intend to buy it, they simply want to retain the gun.

**Mr. Blake:** It is a problem area that we have not delved into a lot, and we perhaps do not have the answer to that particular social problem with this type of people.

I am not referring to the person who has a collection of guns. I think certainly he should pass the course, but when you get into the situation of the little old lady who has her husband's was souvenir hanging on the wall, or something, and she does not want to part with it, I think, as with any law, there are exceptions, and perhaps by application there would be a means of allowing her to keep that gun.

**Mr. Korchinski:** Some sort of a permit system that—

• 2150

**Mr. Blake:** Right. That she could keep her gun. It is an area that we have not really delved into. I think it would be much easier to delve into that particular problem on the provincial level. The differences in habits between provinces and regions could be accounted for. For example, in a farming community it is not unusual to see a gun stored behind the kitchen door. You certainly would not see that in the City of Toronto. We have this situation and we have to have a system that is flexible. I think the only way we can have that system flexible is to have it provincially administered.

**Mr. Korchinski:** I agree with you for various reasons.

[Interpretation]

**M. Blake:** C'est un point que nous expliquons très clairement dans notre mémoire. La raison pour laquelle vous avez mal compris est sans doute qu'à l'heure actuelle une personne qui désire obtenir un permis de chasse ne doit suivre un cours de maniement des armes à feu que dans la province de l'Ontario seulement. Pourtant, d'après notre mémoire et d'après la proposition du gouvernement, quiconque désire posséder une arme à feu doit suivre ce cours.

**M. Korchinski:** Voilà ce qui m'inquiète, et je pense à la veuve qui a deux fils—c'est un exemple que j'ai déjà relevé—qui n'ont pas encore l'âge d'obtenir un permis; elle peut ne pas vouloir se débarrasser du fusil, c'est peut-être une arme coûteuse. Même si ce n'est pas le cas, c'est un fusil qui se trouve là. Elle peut ne pas être capable de réussir à ce cours et elle peut vouloir conserver l'arme. Peut-être devrait-on lui permettre de conserver cette arme, un peu comme une arme de collection; son cas est différent de celui d'une personne qui risque de s'en servir. Un collectionneur d'armes peut n'avoir aucune compétence mais avoir une grande affection pour les armes à feu, les collectionner pour les exposer et les montrer à ses amis. Chacun a des motivations différents.

Je suis bien que certaines personnes n'appartiennent pas à un club de tir mais pour ma part, je serais tout prêt à me soumettre à un test. Il y a d'autres gens qui ne devraient pas être classés dans la même catégorie, ceux qui ne se servent jamais d'une arme à feu, qui n'ont probablement pas de munitions pour celle qu'ils possèdent, qui n'ont pas l'intention d'en acheter, mais qui désirent conserver l'arme.

**M. Blake:** C'est un problème auquel nous ne nous sommes pas tellement attachés, je ne pense pas que nous ayons de solution à ce problème social.

Je ne veux pas parler de celui qui possède une collection d'armes à feu. Celui-là doit suivre le cours. Mais pour la bonne vieille dame qui a sur son mur un souvenir de guerre de son mari, ou une arme quelconque et qui ne veut pas s'en séparer, c'est comme pour toutes les lois, il y a des exceptions et peut-être au moment de la mise en vigueur devrait-on lui permettre de conserver cette arme.

**M. Korchinski:** Une sorte de permis qui...

**M. Blake:** Exactement, qui lui permettrait de garder son arme. C'est une question que nous n'avons pas vraiment étudiée. C'est d'ailleurs un problème qui serait beaucoup plus facile à résoudre au niveau provincial. On pourrait ainsi tenir compte des différences entre les habitudes des diverses provinces et régions. Par exemple, dans une région agricole il n'est pas rare de voir un fusil accroché derrière la porte de la cuisine. C'est une chose que vous ne verriez certainement pas dans la ville de Toronto. Voilà la situation; le système doit être souple. La seule façon de parvenir à cette souplesse est d'administrer le système au niveau provincial.

**M. Korchinski:** Je suis d'accord avec vous pour diverses raisons.

[Texte]

**Col Nicholson:** May I add a word?

**The Chairman:** Colonel Nicholson.

**Col Nicholson:** In approaching this problem, I think there are two factors that should be kept in mind. One is the distinction between the gun owner and the gun user. Now you had not touched on that precisely, but that is one distinction: the gun owner and the gun user.

I think the other factor is control of sales, that is the difference between the person who now possesses a gun and the person who wants to buy one or wants to buy ammunition. Under the proposal which you have before you there is firm control over the buying of ammunition or of a gun.

Now I am not elaborating on this except to say that these are two factors that can always be looked at when approaching the problem—the distinction between the gun owner and the gun user, and on the other hand the distinction between the person who now owns a gun and has had it for years perhaps and the other person who wishes to buy one or wishes to buy ammunition.

**Mr. Korchinski:** Yes. There is another area that . . .

**Mr. Blake:** One other thing—as we get thinking about this, there are two possible means: one that is covered in our brief that this little old lady could have a permit because she would not have ammunition and she would not be able to purchase ammunition for that firearm because she would not have her competency certificate. That would be fine with her because she does not want to use the gun anyway. Another alternative may be to have the firing pin removed from that firearm.

**Mr. Korchinski:** Do you not see some inconsistency here? We notice that some of the supporters of this gun legislation talk about trying to prevent accidental death yet there is nothing in the provisions of the legislation that deals with competency. Do you not see some sort of inconsistency here? We hear people talk about being concerned yet on the other hand there is really nothing in the legislation that deals with that in terms of competency as you see it.

**Mr. Blake:** That is the thrust of our whole brief: education.

**Mr. Korchinski:** Can I take the word of those who are pushing this type of legislation that they are concerned over the possibility of accidental deaths or suicides—and I have heard a comment that it will prevent deaths whether intended or not; crimes of passion and that sort of thing.

We just received an announcement today that we are supposed to sit into the summer recess so far as this committee is concerned. Now, do you understand why any government would try to ram this type of legislation through and then turn around and say that it is not necessary in all parts of the country; that it will be phased in over a period of time? Do you see some inconsistency in that type of . . .

**Mr. Blake:** Yes, we do. No question. Just to give you an example, I have a government document here. It says: "Peace and Security Questions and Answers". You mentioned suicides and on page 5 it says: "In 1974 there was 1,025 suicides." I have a document that I just received from my M.P., Frank Philbrook, and it has "House of Commons" on it, and it says in here:

[Interprétation]

**Col Nicholson:** Vous me permettez un mot?

**Le président:** Colonel Nicholson.

**Col Nicholson:** Pour ce problème, deux facteurs doivent entrer en ligne de compte. D'une part, il faut établir une distinction entre le propriétaire d'armes à feu et l'utilisateur d'armes à feu. Vous n'avez pas traité cette question, mais c'est une distinction: le propriétaire d'armes à feu et l'utilisateur d'armes à feu.

D'autre part, il y a le facteur de la réglementation des ventes, c'est-à-dire la différence entre la personne qui possède actuellement un fusil et la personne qui désire en acheter un ou acheter des munitions. La proposition que vous avez sous les yeux prévoit un contrôle sévère de l'achat de munitions d'armes à feu.

Je ne veux pas développer cette question sinon, pour dire que ces deux facteurs doivent être constamment présents à notre esprit: la distinction entre le propriétaire d'armes à feu et l'utilisateur d'armes à feu et la distinction entre la personne qui possède actuellement un fusil, qui le possède depuis des années peut-être et celle qui désire en acheter un ou acheter des munitions.

**M. Korchinski:** Oui, il y a autre chose qui . . .

**M. Blake:** En y réfléchissant, deux moyens sont possibles: d'une part, nous le disons dans notre mémoire, la possibilité d'accorder à cette petite vieille qui ne possède pas de munitions et qui ne pourra pas en acheter, un permis qui serait délivré sans certificat de compétence. Dans son cas, ce serait parfait puisque, de toute façon, elle n'utiliserait pas l'arme à feu. L'autre possibilité est d'exiger qu'elle fasse enlever le percuteur.

**M. Korchinski:** Ne trouvez-vous pas que c'est illogique? Certains défenseurs de ce projet de loi parlent d'empêcher les morts accidentelles et, pourtant, aucune disposition ne traite de la compétence. N'y voyez-vous pas un illogisme? Nous entendons les gens parler de leurs préoccupations et, pourtant, ce projet de loi ne contient rien au sujet de la compétence comme vous l'envisagez.

**M. Blake:** C'est le fond même de notre mémoire: l'éducation.

**M. Korchinski:** Je vais vous citer les arguments des défenseurs de ce projet de loi: ils s'inquiètent des possibilités de morts accidentelles ou de suicides; j'ai entendu dire que ce bill préviendrait certaines morts, qu'on le veuille ou non, les crimes passionnels, etc. . . .

Aujourd'hui, on vient de nous annoncer que ce Comité siègerait pendant les vacances d'été. Comprenez-vous qu'un gouvernement essaie de nous faire avaler de force ce genre de projet de loi pour déclarer ensuite qu'il n'est pas nécessaire dans toutes les régions du pays, que son application sera étalée sur une certaine période? Ne voyez-vous pas un illogisme dans . . .

**M. Blake:** Absolument, cela ne fait pas de doute. Je vais vous donner un exemple. J'ai sous les yeux un document du gouvernement intitulé: «Paix et sécurité, questions et réponses». Vous avez parlé de suicides et à la page 5 je lis: «En 1974, il y a eu 1,025 suicides». D'autre part, mon député, Frank Philbrook, vient de m'envoyer un communiqué à en-tête de la Chambre des communes et je cite:



[Text]

The y also claim over one third of Canada's 2,500 suicide victims.

Now there are 2,500 suicides victims in this book and there are 1,025 in this. How many are there?

**Mr. Fox:** Perhaps one relates to gun-related suicides and the other one relates to the total number.

**Mr. Blake:** Yes, but that says very plainly there: "gun control".

**Mr. Korchinski:** One other area, with reference to children—say those that are aged 14 to 16. With your knowledge of guns and when it is best to teach them, and so on, what age would you suggest would be a good age at which a young person might be trained in the use of firearms?

• 2155

**Mr. Blake:** I am a good person to ask that question of. I have a boy who is now 17. He walked with me every Saturday morning when I went out rabbit-hunting ever since he was 10 years old, and, on the odd occasion, I would hand him the gun and say, "Would you like to take a shot?"

**Mr. Korchinski:** I do the same with my children, too.

**Mr. Blake:** When he became 15, I took him down to the provincial police station and got the necessary certificate; and he passed his safe gun-handling course which gave him the right to buy a licence at the age of 15. And at that age, I said to the boy, "Would you like to go moose-hunting with me for a week?" And I took him out of school and took him moose hunting with me.

**Mr. Korchinski:** Who shot the moose?

**Mr. Blake:** Certainly not me.

I think it was a tremendous education for the boy.

I also have a junior rod and gun club, as we call it; and we have children in there, girls and boys, from the age of 12 to 17. We have a rifle range in our club house and we take these youngsters down into the rifle range and let them fire a .22 at a target at 60 feet. They are all taught the procedures and fears and the dangers, and everything associated with the proper use, proper handling of a firearm. And they have an education.

So it is a two-barrelled question. I think the proper age to let a person hunt under supervision is in the neighbourhood of 14 to 15 years and the proper age to start teaching youngsters, who are inclined to want to learn, is in the neighbourhood of 12 years of age.

**Mr. Korchinski:** I agree with you entirely. The thing I am concerned about, particularly in rural areas where there are guns on practically every farm, is that because of the availability of guns and their seeing older individuals using these guns—and, as you know, it is very difficult to conceal the hiding place of the key to the gun, if you had to keep it under lock and key, because bears come past the house: in our area, for example—sometimes the temptation might be there for the youngster to take it on his own when nobody is around, that sort of thing, and experiment on his own: unless proper training was permitted, and under proper supervision, he might take it on his own and really cause problems that way. This is the concern that I would have.

[Interpretation]

Ils sont également responsables d'un tiers des 2,500 victimes du suicide au Canada.

Ici on parle de 2,500 victimes du suicide, là de 1,025. Combien y en a-t-il vraiment?

**M. Fox:** Un des chiffres porte peut-être sur les suicides par armes à feu et l'autre sur le nombre total des suicides.

**M. Blake:** Oui, mais je lis noir sur blanc: «contrôle des armes à feu».

**M. Korchinski:** Une autre question, en ce qui concerne les enfants, est celle des enfants âgés de 14 à 16 ans. Vous qui connaissez bien les armes à feu et les moyens d'enseigner leur emploi, à quel âge croyez-vous mieux enseigner aux jeunes gens l'utilisation des armes à feu?

**M. Blake:** Je peux vous répondre en connaissance de cause. J'ai un fils qui a maintenant 17 ans. Depuis l'âge de 10 ans, il m'a toujours accompagné à la chasse au lapin, tous les samedis matins, et de temps en temps, je lui passait le fusil pour qu'il puisse tirer un coup.

**M. Korchinski:** Je fais la même chose avec mes enfants.

**M. Blake:** Lorsqu'il a eu 15 ans, je l'ai accompagné au poste de police provinciale pour qu'il obtienne le certificat nécessaire; il a réussi son cours de manutention des armes à feu, ce qui lui valait le droit d'acheter un permis à l'âge de 15 ans. A ce moment-là, je lui ai demandé s'il voulait m'accompagner pour une semaine de chasse à l'original. Je l'ai sorti de l'école pour qu'il puisse m'accompagner.

**M. Korchinski:** Qui a tué l'original?

**M. Blake:** En tout cas pas moi.

Je crois que cela constituait une très bonne éducation pour ce garçon.

J'ai aussi un club junior de tir; les membres sont des garçons et des filles âgés de 12 à 17 ans. Le club possède un champ de tir, et ces jeunes peuvent y aller pour tirer des balles de 22 à une distance de soixante pieds. On leur apprend toutes les procédures et toutes les précautions nécessaires pour la bonne manutention des armes à feu. Cela fait partie de leur éducation.

Il s'agit donc d'une question à deux coups. J'estime que le bon âge pour permettre à quelqu'un de chasser avec surveillance se trouve aux environs de 14 ou de 15 ans, et que le bon âge pour commencer l'apprentissage des jeunes qui s'y intéressent peut se situer aux environs de 12 ans.

**M. Korchinski:** Je suis tout à fait d'accord avec vous. Je me préoccupe assez du fait que, dans les régions rurales où l'on voit des fusils dans pratiquement toutes les fermes, les jeunes ont l'occasion d'observer leurs aînés en train de s'en servir—et comme vous le savez, il est très difficile de cacher la clé du fusil, car il faut pouvoir s'en servir lorsque des ours viennent près de la maison. Alors, dans notre région, par exemple, un jeune enfant peut être tenté de sortir le fusil lorsqu'il n'y a personne, pour voir comment cela fonctionne. En l'absence d'une instruction autorisée et d'une bonne surveillance, cela pourrait créer énormément de problèmes. Voilà quelque chose qui me préoccupe.

[Texte]

**Mr. Blake:** In Ontario, we start our training program at the age of 15, though we have what we call junior rifle clubs where it starts earlier than that. I understand your point and I certainly think it is a valid one—the providing of the proper supervision.

**Mr. Rick Morgan (Executive Director, Ontario Federation of Anglers and Hunters):** I think in an area such as you are talking about, the parents know the area they are are going to teach the boy, regardless of how old he is.

**Mr. Korchinski:** That is right; that is right.

**The Chairman:** Mr. Towers is next.

**Mr. Towers:** Thank you, Mr. Chairman. I would like to congratulate the witnesses on their presentation of the brief. One paragraph I would like to refer to, Mr. Chairman, is the one where it states:

Let me say that the Ontario Federation of Anglers and Hunters agrees wholeheartedly with the government's intent of Bill C-83 as it pertains to peace and security. We feel, however, that the portion pertaining to gun control itself has too much which we find disagreeable, ill-conceived and too hastily prepared.

One of the ironies of this bill is the fact that the witnesses have found disagreement with certain aspects of this bill inevitable. It was rather an interesting point that Professor Greenland, when he was before the Committee the other day, found the peace and security aspects of the bill just as disagreeable as the Federation of Anglers and Hunters and all the groups found so much disagreement in the gun portion of the bill.

• 2200

It is a great misfortune, I think, that the government would not agree to separate the bill because of that very fact. Different groups found fault with several aspects of the bill and it has caused a great deal of confusion. You came here tonight, and you are prepared to accept the other parts of the bill that other people find fault with. So it is something that should not be overlooked. I would presume that you feel fairly satisfied with the impact that your group—I see that you are representing 15,000 members—is having in the Province of Ontario and any other program might be intruding upon the effort that you are putting forward. I see, in referring to your brief, that you are very successful when you say that in the year 1960 in the Province of Ontario there were 154 firearm-related hunting accidents of which 36 were fatal. Last year this figure had reduced to a total of 92 and 7 fatalities. It would seem to me that your program is very effective and it is working. Would I be correct in assuming that if the federal government moved in with another program it is going to be a disruption to your present program, especially in view of the brochure that you have seen fit to prepare?

**Mr. Blake:** The answer to your question is co-operation and the present mood of the people in Ontario who are presently working their butts off to make the Hunter Safety Training Program a success is very closely related to our provincial Ministry of natural Resources people and personnel. They work very closely with them. They have a mutual understanding of the goals that they are trying to attain.

[Interprétation]

**M. Blake:** En Ontario, nous commençons notre programme d'instruction à l'âge de 15 ans, bien que nous ayons également des clubs de tir juniors, où l'instruction commence plus tôt. Je comprends bien votre point de vue et je l'approuve, à condition, bien sûr, qu'il y ait une bonne surveillance.

**M. Rick Morgan (directeur exécutif, Ontario Federation of Anglers and Hunters):** J'estime que dans une région comme celle dont vous parlez, les parents sont conscients de ce qu'il faut apprendre à leurs enfants, quel que soit leur âge.

**M. Korchinski:** C'est exact. C'est exact.

**Le président:** M. Towers prend maintenant la parole.

**M. Towers:** Merci, monsieur le président. Je tiens à féliciter les témoins d'avoir si bien présenté leur mémoire. Je voudrais me référer, monsieur le président, à un paragraphe de ce mémoire, où on lit:

Je vous signale que l'Ontario Federation of Anglers and Hunters est entièrement d'accord avec l'intention que manifeste le gouvernement en présentant le Bill C-83, en ce qui concerne l'ordre et la sécurité publics. Cependant, nous considérons que la partie du bill qui a trait au contrôle des armes à feu contient trop de mesures que nous trouvons peu à notre goût, mal conçues et rédigées trop à la hâte.

C'est une des ironies de ce projet de loi que les témoins se sont vus obligés de s'opposer à certains de ces éléments. Il est intéressant de constater que le professeur Greenland, qui a comparu l'autre jour devant le Comité, a trouvé les dispositions relatives à l'ordre et à la sécurité tout aussi inacceptables que le sont, aux yeux entre autres de la fédération de chasse et de pêche, les dispositions du bill qui portent sur les armes à feu.

Il est bien malheureux, à mon avis, que le gouvernement n'ait pas voulu séparer, pour ces mêmes raisons, les différents aspects du bill. Différentes associations ont critiqué divers aspects du bill, ce qui a créé une grande confusion. Vous voilà ici ce soir, prêts à accepter précisément les dispositions du bill que les autres ont le plus critiquées. Je crois que le fait mérite d'être noté. Je suppose que vous êtes satisfaits de l'impact qu'a votre association, et je vois que vous représentez 15,000 membres dans la province de l'Ontario, et que vous considérez que tout autre programme pourrait annuler vos efforts dans le domaine qui vous intéresse. En lisant votre mémoire, je constate le succès de vos efforts, puisque vous dites qu'en 1960 il y a eu, dans la province d'Ontario, 154 accidents de chasse, dont 36 mortels. Or, cette année ces chiffres étaient respectivement 92 et 7. J'ai l'impression que votre programme est extrêmement efficace. Ai-je raison de croire que si le gouvernement fédéral établissait un autre programme, cela risquerait d'interrompre votre programme actuel, surtout étant donné la brochure que vous avez préparée?

**M. Blake:** Je dois vous répondre que l'esprit actuel de coopération du peuple ontarien est tel que ceux qui s'occupent énergiquement du programme de formation sécuritaire pour la chasse collaborent très étroitement avec notre ministère provincial des Ressources naturelles. Tous sont d'accord sur les objectifs.



[Text]

For someone else to come along under the present mood and tell them—these people just would not co-operate, that is all.

I think it is of tantamount importance that we get the co-operation of the people to make this a success. There is no question that we do not disagree with the objectives to reduce firearm-related accidents. Certainly we agree with that. Where we disagree is in the method. Our organization feels that the Province of Ontario is moving in the right direction; we feel that their new proposal will even improve that situation, and we feel that is the direction in which we should still go because we have this co-operation. So, basically I think from what you say, you agree with this line of thinking.

**Mr. Towers:** Oh, very definitely because of the fact that I think it would be a great misfortune to impose any legislation on the people with which they do not wholeheartedly agree because of the fact that I have a fear that it possibly could make criminals out of ordinary law-abiding citizens. As you said, if they do not co-operate naturally that is just exactly what would happen. Would I be correct in assuming then that you would consider this present legislation an intrusion into a program that you see is working adequately?

**Mr. Blake:** Absolutely.

**Mr. Towers:** Thank you very much, Mr. Chairman.

**Mr. Blake:** One other question that you mentioned or ground that you covered, you said that we do not comment on the other parts of the peace and security package as such. The reason I think for that is very simple. Because of the name of our organization we concentrated with the resources that we had to make a presentation on this specific part of the bill and have not studied the other part of the bill in its entirety.

**The Chairman:** Thank you, Mr. Towers.

Since we have finished the first round, I feel that I am entitled to ask one question. You have laid a great deal of stress on the desirability of provincial legislation, but fortunately or otherwise the Province of Ontario takes a strongly opposed view. I recall, because it was in Windsor, a speech by Premier Davis in the spring a year ago in which he denounced the federal government vociferously because they had not implemented gun controls and threatened that if the federal government did not, the Ontario government might have to, but clearly wanted the federal government to take initiative in this. Do you have any comments to make on this?

**Mr. Blake:** No; other than knowing the politics of the reasoning behind a statement like that, I do not think there is any other answer. It is politics.

• 2205

**The Chairman:** It is the policy of the Ontario Government to press for federal legislation.

**Mr. Blake:** No, no, no, no. Is it the written policy of the Ontario Government? Is it the written policy?

[Interpretation]

Si maintenant quelqu'un d'autre voulait venir faire la loi, eh bien, ces gens-là ne seraient tout simplement pas d'accord.

Or, j'estime qu'il est de toute première importance de nous assurer la collaboration de tous les intéressés. Il va sans dire que nous sommes d'accord avec l'objectif de réduire le nombre des accidents impliquant des armes à feu. C'est la méthode proposée que nous trouvons mauvaise. Notre association considère que le gouvernement provincial avance dans la bonne direction; nous croyons que leur nouvelle proposition doit encore améliorer la situation, et nous estimons qu'il faudrait poursuivre cet effort, étant donné l'esprit de collaboration qui existe. Si j'ai bien compris, vous êtes d'accord là-dessus?

**M. Towers:** Oh, certainement, car je trouve que ce serait malheureux de vouloir imposer au peuple des lois avec lesquelles il n'est pas d'accord, parce que cela pourrait avoir pour résultat de convertir de bons citoyens en criminels. Comme vous le dites, si la coopération doit être accordée de mauvais gré, c'est exactement ce qui se passerait. Ai-je bien compris que vous considérez ce projet de loi comme une intrusion qui interrompt le programme qui est déjà en bonne voie?

**M. Blake:** C'est bien cela.

**M. Towers:** Merci beaucoup, monsieur le président.

**M. Blake:** A propos de votre autre remarque, vous disiez que nous n'avions pas commenté les autres dispositions du programme d'ordre et de sécurité. La raison en est très simple. Étant donné le titre de notre association, vu également les limites de nos ressources, nous avons cru bon de nous concentrer sur cet aspect précis du bill, plutôt que de vouloir étudier le bill dans son ensemble.

**Le président:** Merci, monsieur Towers.

Étant donné que nous avons terminé le premier tour de questions, je crois être en droit d'en poser une moi-même. Vous avez beaucoup appuyé sur la nécessité d'une législation provinciale, mais malheureusement peut-être, la province de l'Ontario a adoptée une position nettement contraire à la vôtre. Je me rappelle bien, car cela se passait à Windsor, que le premier ministre Davis dénonçait vigoureusement le gouvernement fédéral, au printemps de l'année dernière, précisément parce qu'il n'avait pas établi de réglementation des armes à feu; il disait bien que si le gouvernement fédéral continuait à s'y refuser, le gouvernement de l'Ontario se verrait obligé de prendre lui-même certaines mesures, mais il était très évident qu'il préférerait que ce soit le gouvernement fédéral qui prenne l'initiative dans ce domaine. Avez-vous un commentaire à faire là-dessus?

**M. Blake:** Non, les motifs d'une telle déclaration ne peuvent être que d'ordre politique; il n'y a pas d'autre réponse.

**Le président:** C'est donc la façon du gouvernement ontarien de faire adopter une loi fédérale.

**M. Blake:** Pas de tout. Est-ce une politique écrite du gouvernement de l'Ontario?

[Texte]

**The Chairman:** It is the declared policy of the Ontario Government. It was written in a speech, so I presume it could be said to be the written policy.

**Mr. Blake:** I can show you all kinds of written policies that never took ...

**The Chairman:** Coming from the Premier I think it has to be taken as the expression of the policy of the government. Mr. Fox.

**Mr. Fox:** Mr. Chairman, I was wondering if we were going to a full second round?

**The Chairman:** Well, no, but ...

**Mr. Fox:** I have a few supplementary questions.

**The Chairman:** ... Mr. Stanbury and Mr. Scott both want—I have finished. I just wanted to ask that question because it was so striking to me after Mr. Davis' speech last year. Mr. Stanbury. Does Mr. Milne want to ask a question?

**Mr. Stanbury:** Mr. Fox, I think, said he wanted to ask some supplementary question about this line of questioning and perhaps that is the time ...

**Mr. Fox:** I am pretty satisfied with the question that the Chairman put but if we are going to go into a full-blown 10 minute ...

**The Chairman:** I was hoping it would not be 10 minutes.

**Mr. Fox:** ... second round, I will avail myself of the same privilege. But if it is just a few ...

**The Chairman:** I hope people would restrict themselves to 2 or 3 minutes on this round, if they can. Mr. Stanbury, I think, is next, then Mr. Scott.

**Mr. Stanbury:** I just want to ask about another statement that was made on behalf of the Canadian Association of Chiefs of Police, and it was this:

We are also encouraged by the fact the Bill will allow, if passed, the police without warrant to seize any firearm if it constitutes an imminent danger to anyone. We think this is important in volatile family disturbances and in cases of that nature. The police, of course, would be accountable for its return later on.

Is there any difficulty with that statement on the part of the Federation?

**Mr. Blake:** Mr. Nicholson.

**Col Nicholson:** No. We are in agreement, I think.

**Mr. Stanbury:** Then the only other part that I want to clarify in the brief is the question of fitness, whether it is a concern for the Federation. If I understand the proposed system correctly, everyone purchasing firearm, not just the person intending to be a hunter ...

**Mr. Blake:** Right.

**Mr. Stanbury:** ... would have to follow the program. But I do not see anything specifically in the program about fitness, about police checks or checks as to whether or not the person might have been a patient of a mental institution or an alcoholic or something that might raise questions as to his fitness, apart altogether from how well trained he is in the handling of firearms. Did you say something about that that I missed or do you have any concern about that?

[Interprétation]

**Le président:** C'est la politique officielle du gouvernement de l'Ontario. Puisqu'elle était énoncée dans un discours, je suppose que l'on peut dire qu'elle est écrite.

**M. Blake:** Je peux vous montrer des tas de politiques écrites qui n'ont jamais ...

**Le président:** Mais lorsque cela vient du Premier ministre, on peut dire qu'il s'agit de la politique du gouvernement. Monsieur Fox.

**M. Fox:** Monsieur le président, je me demande si nous allons avoir tous un second tour.

**Le président:** Eh bien non mais ...

**M. Fox:** J'aurais quelques questions supplémentaires à poser.

**Le président:** ... MM. Stanbury et Scott veulent tous deux ... J'ai terminé. Je voulais simplement poser cette question, car ce discours de M. Davis l'an dernier m'a beaucoup frappé. Monsieur Stanbury. Monsieur Milne veut-il poser une question?

**M. Stanbury:** Je pense que M. Fox aimerait poser quelques questions supplémentaires dans le même ordre d'idées. Alors peut-être est-ce le moment ...

**M. Fox:** Je suis satisfait de la question du président, mais si nous sommes pour y passer 10 minutes ...

**Le président:** J'espérais ne pas prendre 10 minutes.

**M. Fox:** ... je vais moi aussi en profiter. Mais il ne s'agit que de quelques ...

**Le président:** J'aimerais qu'on se limite à 2 ou 3 minutes si possible. M. Stanbury puis M. Scott.

**M. Stanbury:** J'aimerais poser une question au sujet d'une autre déclaration faite au nom de l'Association canadienne des chefs de police qui se lit comme suit:

Si le Bill est adopté, il est encourageant pour la police de savoir que ses membres pourront, sans mandat, saisir toute arme à feu qui constitue un danger imminent pour une autre personne. Cela peut être très important dans le cas de disputes domestiques. Il est évident que la police devra plus tard retourner l'arme à feu à son propriétaire.

Qu'est-ce que la Fédération pense de cette affirmation?

**M. Blake:** Monsieur Nicholson.

**Col Nicholson:** Je pense qu'elle est d'accord.

**M. Stanbury:** J'aimerais donc maintenant passer à la question de la santé et savoir si cela intéresse la Fédération. Si je comprends bien le système proposé, toute personne qui achèterait une arme à feu, pas seulement le chasseur ...

**M. Blake:** C'est exact.

**M. Stanbury:** ... devrait suivre le programme. Mais il semble que le programme ne parle pas de santé, de vérifications faites par la police ou autres afin de savoir si cette personne a pu séjourner dans un hôpital psychiatrique, est alcoolique ou découvrir toute autre particularité qui mettrait en doute sa bonne santé quelle que soit sa connaissance du maniement des armes à feu. Avez-vous dit quelque chose à ce sujet que je n'aurais pas entendu; y attachez-vous de l'importance?



[Text]

**Mr. Blake:** Yes, we do. This question, no doubt, could open up a whole can of worms. Who is competent to judge a person's fitness? We feel that if a person is released from a mental institution or from some institution and can pass our hunter or safe-gun-handling course, both the written and the practical part of the course, he has proved his competence in handling the firearm. On the fitness one, who is fit? If a person has a certificate showing that he has been released from a mental institution and is of sound mind—I do not have one of those certificates—so someone must have judged that person. I know I am not prepared to.

**Mr. Stanbury:** So you are not concerned about those situations, sir.

**Mr. Blake:** We have a concern about them.

**Mr. Stanbury:** But you do not feel that the law should try to deal with them.

**Mr. Blake:** Mr. Nicholson and I spoke about this very question today. Mr. Nicholson, do you want to expand on that one just a bit?

**Col Nicholson:** This brings us back to the basic issue which is, who judges? Who judges? Who judges an alcoholic? Who judges whether a person who has had psychiatric treatment has recovered or not? Who judges whether a man who was convicted three years ago for, let us say, passing a worthless cheque, and seven years ago he was convicted for driving while intoxicated. Who judges whether or not he should be able to shoot ducks?

**Mr. Stanbury:** What about shooting incidents in his home or his neighbourhood?

• 2210

**Col Nicholson:** An order of prohibition: there is a provision for an order of prohibition.

I think there are two key things here: first, who judges? and secondly, how do you identify? I suggest, and I think my colleagues agree—not only Ontario colleagues, but elsewhere—that the direct way is the best way. If a man identifies himself as being mentally unstable, then order a prohibition and a seizure of his firearms. If a man identifies himself as dangerous by committing a crime of violence, again he is clearly identified, and I suggest that this is where an order of prohibition applies. So if these two things are kept in mind—who judges and how competent are they, and what sort of rules are going to be followed. The great variety that would have to be dealt with; the variations are so many that I do not quite see how... In fact, I am mystified as to how a layman could attempt it.

**Mr. Stanbury:** So the position of the Federation is that there is no need in the law for any requirement to test for fitness.

**Col Nicholson:** It is an impractical approach.

**Mr. Stanbury:** The answer, I gather, is that that is the position.

**Col Nicholson:** That is the position for the reasons I spoke of.

**Mr. Stanbury:** Thank you.

**Mr. Blake:** We cover your subject briefly on page 7—retraining and re-examination: "all certificate holders who". If you look at the photostated document on page 7.

[Interpretation]

**M. Blake:** Oui. Mais cette question nous amène à un véritable nid de vipères. Qui peut juger de la bonne santé d'une personne? Un ancien patient d'un hôpital psychiatrique ou un ancien pensionnaire d'un autre genre d'établissement qui réussit l'examen écrit et l'examen pratique du cours de maniement des armes prouve sa compétence. Mais quant à déterminer qui est sain et qui ne l'est pas, c'est une autre histoire. Un ancien patient d'une clinique psychiatrique qui possède une attestation de sa bonne santé mentale s'est vu juger par quelqu'un mais, moi, je ne me sens pas prêt à le faire.

**M. Stanbury:** Vous ne vous intéressez donc pas à cela?

**M. Blake:** Cela nous préoccupe.

**M. Stanbury:** Mais vous ne croyez pas que la loi devrait intervenir?

**M. Blake:** M. Nicholson et moi en avons justement parlé aujourd'hui. Monsieur Nicholson, voulez-vous ajouter quelque chose?

**Col Nicholson:** Cela nous renvoie à la question fondamentale de savoir qui est juge. Qui peut décider qui est alcoolique? Qui peut décider si un ancien patient d'une clinique psychiatrique est guéri ou non? Qui doit juger si un homme condamné il y a trois ans parce qu'il avait par exemple donné un chèque sans provisions et qu'il y a sept ans il avait été condamné pour conduite en état d'ébriété? Qui juge s'il peut ou non aller à la chasse au canard?

**M. Stanbury:** Oui, mais dans le cas de coups de feu chez lui ou dans son quartier?

**Col Nicholson:** Il est possible d'obtenir un décret de prohibition.

Je crois qu'il y a deux points clés: d'abord, qui doit juger et deuxièmement que chercher? Je dirais et je crois que mes collègues sont d'accord, non seulement mes collègues ontariens, mais ceux d'ailleurs, que la façon directe est la meilleure. Si un individu se fait reconnaître comme étant instable mentalement, on émet un décret de prohibition et on saisit ses armes à feu. Si quelqu'un se révèle dangereux en commettant un crime violent, encore une fois, je proposerais qu'on émette un décret de prohibition. Il veut donc se rappeler ces deux aspects, qui juge et quelle est sa compétence, et quelle sorte de règlements doit-on suivre? La grande variété qui s'appliquerait; presque à l'infini je ne vois vraiment pas comment... En fait, je ne vois vraiment pas comment un profane pourrait tenter l'expérience.

**M. Stanbury:** Donc, votre fédération est d'avis qu'il n'est pas nécessaire que la loi prévoit des dispositions exigeant un examen d'aptitude?

**Col Nicholson:** Cette approche est peu pratique.

**M. Stanbury:** Je conclus donc que c'est là la position de votre organisme.

**Col Nicholson:** C'est notre position, pour les motifs que j'ai déjà énumérés.

**M. Stanbury:** Merci.

**M. Blake:** Nous parlons de ce sujet brièvement à la page 7, le perfectionnement et le réexamen: «Tous les détenteurs de permis qui». Si vous regardez la photocopie du document, page 7.

[Texte]

**Mr. Stanbury:** If they have been convicted of some offence they will have to take a course to make sure they can shoot straight.

**Mr. Morgan:** I think there is more covered in that course than accuracy. I think you have probably got that by now.

**Mr. Stanbury:** I hope so. It just does seem a little incongruous to me that we would not be concerned about fitness as well as competency; that a James Earl Ray or whoever shot Kennedy . . .

**An hon. Member:** Lee Harvey Oswald.

**Mr. Stanbury:** Well, there is some doubt about that, I gather.

Simply because he could handle a gun properly and knew all the rules, that he would be licensed strikes me as odd. But I accept your submission for what it is worth.

**Mr. Morgan:** Do you think the fitness test you talk about in your legislation would find the bulk of those people?

**Mr. Stanbury:** As the Chief said and as the Commissioner of the RCMP said, if it prevented only a few deaths each year it might be worthwhile.

**Col Nicholson:** May I comment on that? Surely there must be some balance between the effort that goes into a thing and the results that are obtained. Personally, I measure the tremendous effort that it is going to go into screening two or three million people against perhaps the saving of a life or two. I suggest that if that effort were applied in another way it might well save not one or two lives but a dozen lives or twenty lives. Put that effort into preventive policing; put it into education; put it into dealing with school children; put it into exciting community interest in this thing. The number of lives saved for the effort, to my mind, is going to be much more than the one or two that people speak about, I say, quite glibly. They say that if it saves one life it is worthwhile. With deference to the Committee, I say apply that tremendous effort of screening, using something like 900 people scattered across the country to screen two or three million, in another way, and we will save far more lives.

**Mr. Stanbury:** I accept that as your position. It just happens to differ from that of the chiefs of police and the RCMP Commissioner.

**The Chairman:** Thank you, Mr. Stanbury. Mr. Scott is, I believe, the last questioner.

**Mr. Scott:** Thank you very much, Mr. Chairman. My question actually has been answered very capably by Mr. Nicholson and Mr. Blake with regard to Mr. Stanbury's question on the peace-and-security package.

I have another one, Mr. Chairman, at the same time—the domestic squabble in the home, and one thing or another like that. You pretty well covered that in the question asked by Mr. Stanbury, but I gather it is your opinion, along with a great many other people—by no means are you alone on it—that this still could happen regardless of this bill and all good intents and purposes. The guy could be most capable, but there still can be lives lost in domestic

[Interprétation]

**M. Stanbury:** Vous voulez dire que si quelqu'un a été condamné pour un délit quelconque, il faudra que cette personne suive un cours pour s'assurer qu'elle puisse tirer juste.

**M. Morgan:** Je crois que ce cours porte sur d'autres questions que la précision. Je crois que vous avez probablement déjà cela maintenant.

**M. Stanbury:** Je l'espère. Il me semble néanmoins quelque peu incongru que nous ne nous intéressions pas à l'aptitude autant qu'à la compétence; que quelqu'un comme James Earl Ray, ou celui qui a tué Kennedy . . .

**Une voix:** Lee Harvey Oswald.

**M. Stanbury:** Il paraît qu'on a des doutes à ce sujet.

Le simple fait qu'il pouvait manier correctement une arme et connaissait tous les règlements, qu'il avait un permis, me semble assez bizarre. Mais enfin, j'accepte votre argument pour ce qu'il vaut.

**M. Morgan:** Croyez-vous que le test d'aptitude dont il est question dans votre loi permettrait de repérer ces gens?

**M. Stanbury:** Comme l'ont dit le chef et le commissaire de la Gendarmerie royale du Canada, si l'on réussissait à empêcher quelques morts par an au moins, cela en vaudrait la peine.

**Col Nicholson:** Puis-je faire quelques remarques à ce sujet? Ne croyez-vous pas qu'il doive y avoir un certain équilibre entre les efforts exercés dans un certain but et les résultats obtenus? Personnellement, je pèse l'effort énorme qu'on exercera pour examiner deux ou trois millions de personnes contre la possibilité de sauver une vie ou deux. Je dirais que si l'on exerçait cet effort d'une autre façon, il serait possible non seulement d'épargner une vie ou deux, mais peut-être même une douzaine ou une vingtaine. Que l'effort soit axé sur une surveillance préventive, sur l'instruction, au niveau des écoliers, en utilisant l'intérêt qui existe déjà dans la communauté. Le nombre de vies épargnées grâce à cet effort, sera, à mon avis, beaucoup plus grand que les une ou deux dont vous parlez. On dit que si une vie est épargnée cela en vaut la peine. Avec tout le respect qui est dû aux membres du Comité, je vous dirai qu'il vaudrait beaucoup mieux diriger cet immense effort qui nécessitera quelque chose de l'ordre de 900 personnes éparpillées dans tout le pays pour étudier deux ou trois millions de cas, d'une autre façon et nous sauverons beaucoup plus de vies.

**M. Stanbury:** Je suis prêt à accepter que c'est là votre position, mais elle diffère de celle des chefs de police et du commissaire de la Gendarmerie royale.

**Le président:** Merci, monsieur Stanbury. M. Scott est je crois le dernier sur ma liste.

**M. Scott:** Merci beaucoup, monsieur le président. Messieurs Nicholson et Blake ont déjà très bien répondu à ma question en répondant à celle de M. Stanbury sur l'ensemble paix et sécurité.

J'aimerais maintenant, monsieur le président, m'arrêter aux chicanes domestiques qui se produisent dans les foyers, entre autres. Vous avez assez bien traité du sujet en répondant à M. Stanbury, mais j'ai l'impression que vous-même, ainsi que beaucoup d'autres, êtes convaincus que des accidents de ce genre continueront à se produire même si le bill est adopté, quelles que soient les bonnes intentions de tous. Les querelles domestiques à l'intérieur d'un



[Text]

squabbles within a home with registered gun owners or whatever form the legislation comes in.

**Col Nicholson:** I think this is bound to occur because . . .

• 2215

**Mr. Scott:** I agree with you.

**Col Nicholson:** . . . for the most part the people who get mixed up in this sort of a squabble are very often people who would almost always, I suggest, have no difficulty six months before in being licensed because they . . .

**Mr. Scott:** That is right, or probably the day or the hour before.

**Col Nicholson:** It could be.

**Mr. Scott:** A domestic squabble with booze and one thing and another like that involved.

**Col Nicholson:** I speak from some knowledge of dealing with cases of that sort.

**Mr. Scott:** I would imagine so. Something that has concerned me since hearing about Bill C-83 is the number of especially elderly people who panicked when they heard this piece of legislation was coming in and where they were going to be convicted of having a gun in their homes. They sacrificed these very valuable—I do not know what you would want to call them, guns or antiques—and they received a pittance for them and some of them have turned in very valuable weapons. We witnessed on television where they would be grinding them up at police headquarters. Do you think this was handled in the proper way? Should all these guns have been destroyed on a flash idea?

**Mr. Blake:** Certainly not.

**Mr. Scott:** In other words, that was an injustice to a lot of these people, then?

**Mr. Blake:** It certainly was. There is no question about it.

**Mr. Scott:** Do you not believe that?

**Mr. Milne:** I understood that it was a voluntary act if a person wanted to turn in a gun that they did not want to have destroyed and did not know there was a requirement to do that.

**Mr. Scott:** They were not required. They panicked. As I said, there was no law requiring it. Once they heard of the legislation they panicked. That was my question. They were not required to. All right, thank you very much.

**The Chairman:** Thank you, Mr. Scott. Unless Mr. Milne wants to make another comment, I think we have finished.

**Mr. Milne:** I would like to ask one very, very short question of Mr. Blake. Two or three times you commented throughout the meeting that the Ontario government would and it is prepared to do this and it wants to do that. Do you speak with authority on their behalf?

[Interpretation]

foyer pourront encore entraîner des pertes de vie, même si les propriétaires d'armes à feu sont enregistrés et compétents, et quelle que soit la forme que prenne la loi.

**Col Nicholson:** De tels accidents se produisent sans aucun doute parce que . . .

**M. Scott:** Tout à fait d'accord.

**Col Nicholson:** . . . dans la plupart des cas, les personnes qui sont entraînées dans une dispute familiale n'ont eu pour la plupart aucune difficulté à obtenir un permis dans les six mois qui précèdent l'affaire, parce que . . .

**M. Scott:** Oui, et même dans la journée ou dans l'heure qui précède.

**Col Nicholson:** C'est possible.

**M. Scott:** Il s'agit surtout de querelles conjugales provoquées par la consommation d'alcool, par exemple.

**Col Nicholson:** Je parle d'expérience dans les cas de ce genre.

**M. Scott:** Je l'imagine bien. Depuis le début de l'étude du Bill C-83, je m'inquiète de voir bon nombre de personnes âgées paniquer d'entendre qu'une loi de ce genre, si elle est adoptée, les rendra coupables de posséder une arme à feu dans leur propre maison. Elles ont pour la plupart sacrifié leurs biens très précieux, qu'on les appelle des armes à feu ou des antiquités, et n'ont reçu en échange qu'une maigre indemnisation. Certaines de ces armes avaient une grande valeur. On a d'ailleurs pu voir à la télévision des scènes où l'on montrait ces armes détruites au quartier général de la police. Pensez-vous que cela s'est fait de la manière appropriée? A-t-on bien fait de détruire toutes ces armes à feu sans y réfléchir à deux fois?

**M. Blake:** Certainement pas.

**M. Scott:** Dans ce cas, n'a-t-on pas fait injustice à beaucoup de personnes?

**M. Blake:** Certainement. J'en suis convaincu.

**M. Scott:** N'est-ce pas?

**M. Milne:** Je croyais qu'une personne pouvait volontairement rendre une arme à feu qu'elle ne désirait pas voir détruite, sans qu'elle sache que c'était obligatoire.

**M. Scott:** Ce n'était pas obligatoire. Ces gens-là ont tout simplement pris panique, alors qu'aucune loi ne les obligeait à rendre leurs armes. Elles ont simplement eu peur, quand elles ont entendu parler pour la première fois du projet de loi. Elles n'étaient aucunement obligées de rendre leurs armes. Merci beaucoup.

**Le président:** Merci, monsieur Scott. A moins que M. Milne ne désire quelque chose, je pense que nous avons terminé.

**M. Milne:** J'aimerais poser une brève question à M. Blake. Vous avez mentionné à plusieurs reprises au cours de la séance que le gouvernement de l'Ontario était prêt à faire ceci ou avait l'intention de faire cela. Parlez-vous en leur nom?

[Texte]

**Mr. Blake:** No. How could I?

**Mr. Milne:** I just wondered, when you were using those terms.

**Mr. Blake:** I say this is an internal document, and this is the line. I know they are thinking that way, at least their Ministry of Natural Resources is thinking that way because they came to the Ontario Federation of Anglers and Hunters and asked us to contribute to compiling a method or a brief that would improve our present and existing legislated Hunter Safety Training Course, and in so doing this is the document they came up with and you have our brown one, which is the one that we came up with, and you can see they are not too far apart.

**Mr. Fox:** Mr. Chairman, I would like to make one brief comment on that.

**The Chairman:** Mr. Fox.

**Mr. Fox:** The fact of the matter is that the Attorney General of Ontario has been pushing the Attorney General of Canada to get into the gun control business for the past six, seven or eight—perhaps more—months, so actually the bill before the House is in part a response to pressures initiated by the Attorney General of Ontario to get the federal government into the gun control field by using criminal law power.

**Mr. Korchinski:** You are not opposed by the federal government in your suggestion.

**Mr. Blake:** No.

**The Chairman:** Gentlemen, we are very grateful to the Ontario Federation of Anglers and Hunters. Mr. Blake has borne the principal burden of the presentation. He has been assisted by Mr. Morgan, and it is always a pleasure for us to see Colonel Nicholson. I do not know whether we will have him before us again on this bill but, in any event, it was good to have him on the two occasions on which he appeared.

Gentlemen, thank you very much on behalf of the Committee.

**Mr. Blake:** Thank you.

**The Chairman:** The meeting is adjourned.

[Interprétation]

**M. Blake:** Non, comment le pourrais-je?

**M. Milne:** Je me demandais comment il se faisait que vous vous exprimiez ainsi.

**M. Blake:** Il s'agissait d'un document interne, et dont c'était la ligne de pensée. Je sais du moins que le ministère des Ressources naturelles de l'Ontario a adopté ce point de vue, parce qu'il a demandé à notre fédération de contribuer à la mise au point d'une méthode ou d'un mémoire qui améliorerait le cours actuel dispensé pour la formation et la sécurité du chasseur. Le ministère a donc produit ce document, et vous constaterez que le nôtre ne s'éloigne pas beaucoup des lignes de pensée émises dans le document gouvernemental.

**M. Fox:** Monsieur le président, permettez-moi de commenter brièvement cela.

**Le président:** Monsieur Fox.

**M. Fox:** Le fait est que le Procureur général d'Ontario a demandé depuis déjà six ou même huit mois au Procureur général du Canada d'instaurer un contrôle des armes à feu. Par conséquent, le bill qui est à l'étude de la Chambre répond en partie aux pressions exercées par le Procureur général d'Ontario sur le gouvernement fédéral pour que ce dernier régie les armes à feu par l'intermédiaire de la loi pénale.

**M. Korchinski:** Le gouvernement fédéral s'oppose-t-il à votre proposition?

**M. Blake:** Non.

**Le président:** Messieurs, nous remercions l'Ontario Federation of Anglers and Hunters dont le mémoire a été présenté par M. Blake, aidé dans sa tâche par M. Morgan. Nous accueillons aussi toujours avec le même plaisir le colonel Nicholson. Je ne sais pas s'il comparaitra à nouveau devant nous au cours de l'étude du bill, mais quoi qu'il en soit, nous avons été heureux de le recevoir à deux reprises.

Messieurs, je vous remercie au nom du Comité.

**M. Blake:** Merci.

**Le président:** La séance est levée.















## WITNESSES—TÉMOINS

At 4:30 p.m.

*From the "Fédération Québécoise de la Faune":*

Mr. Robert Joyal, Vice-President

Mr. Jean Claude Bouchard, Vice-President

Mr. J. J. Bourbeau, member, Committee on Study and Research.

At 8:00 p.m.

*From the Firearms Legislation Committee (Nova Scotia):*

Mr. William Atton, Vice-Chairman

*From the Ontario Federation of Anglers and Hunters:*

Mr. Gordon Blake, Past President

Col. L. Nicholson, Advisor

Mr. Rick Morgan, Executive Director

À 4 h. 30 de l'après-midi

*De la Fédération Québécoise de la Faune:*

M. Robert Joyal, Vice-président

M. Jean Claude Bouchard, Vice-président

M. J.J. Bourdeau, membre, Commission des Études et Recherches.

A 8 h du soir

*De «Firearms Legislation Committee» (Nouvelle-Écosse):*

M. William Atton, vice-président

*De l'«Ontario Federation of Anglers and Hunters»:*

M. Gordon Blake, ancien président

Col L. Nicholson, conseiller

M. Rick Morgan, directeur exécutif

HOUSE OF COMMONS

Issue No. 59

Tuesday, June 1, 1976

Chairman: Mr. Mark MacGuigan

CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule n° 59

Le mardi 1<sup>er</sup> juin 1976

Président: M. Mark MacGuigan

Government  
Publications

*Minutes of Proceedings and Evidence  
of the Standing Committee on*

## Justice and Legal Affairs

*Procès-verbaux et témoignages  
du Comité permanent de la*

## Justice et des questions juridiques

RESPECTING:

Bill C-83, Criminal Law Amendment  
Act (No. 1), 1976.

CONCERNANT:

Bill C-83, Loi de 1976 modifiant  
le droit pénal, n° 1.

APPEARING:

The Honourable Warren Allmand,  
Solicitor General of Canada and  
Acting Minister of Justice.

COMPARAÎT:

L'honorable Warren Allmand,  
Solliciteur général du Canada et  
ministre suppléant de la Justice.

WITNESSES:

(See back cover)

TÉMOINS:

(Voir à l'endos)

First Session

Thirtieth Parliament, 1974-75-76

Première session de la

trantième législature, 1974-1975-1976



STANDING COMMITTEE ON JUSTICE  
AND LEGAL AFFAIRS

*Chairman:* Mr. Mark MacGuigan

*Vice-Chairman:* Mr. Yvon Pinard

Messrs.

Anderson

Brisco

Campagnolo (Mrs.)

Caouette (*Villeneuve*)

Fairweather

Fox

Guay (*Lévis*)

Korchinski

Lachance

COMITÉ PERMANENT DE LA JUSTICE  
ET DES QUESTIONS JURIDIQUES

*Président:* M. Mark MacGuigan

*Vice-président:* M. Yvon Pinard

Messieurs

Leggatt

Marceau

Milne

McCleave

Olivier

Scott

Stanbury

Towers

Woolliams—(20)

(Quorum 11)

*Le greffier du Comité*

Lois A. Cameron

*Clerk of the Committee*

Pursuant to S.O. 65(4)(b)

On Tuesday, June 1, 1976:

Mrs. Campagnolo replaced Mr. Poulin

Mr. Milne replaced Mr. Robinson

Mr. Stanbury replaced Mr. Loiselle (*Chambly*)

Conformément à l'article 65(4)b) du Règlement

Le mardi 1<sup>er</sup> juin 1976:

M<sup>me</sup> Campagnolo remplace M. Poulin

M. Milne remplace M. Robinson

M. Stanbury remplace M. Loiselle (*Chambly*)

## MINUTES OF PROCEEDINGS

TUESDAY, JUNE 1, 1976

(66)

[Text]

The Standing Committee on Justice and Legal Affairs met at 9:40 o'clock a.m. this day, the Chairman, Mr. Mark MacGuigan, presiding.

*Members of the Committee present:* Mr. Anderson, Mrs. Campagnolo, Messrs. Caouette (Villeneuve), Fairweather, Fox, Korchinski, Lachance, Leggatt, MacGuigan, Marceau, Milne, McCleave, Pinard, Stanbury, Towers and Woolliams.

*Other Members present:* Messrs. Baker (Gander-Twillingate) and Peters.

*Appearing:* The Honourable Warren Allmand, Solicitor General of Canada and Acting Minister of Justice.

*Witnesses: From the Department of Justice:* Mr. A. Sarchuk, Senior Legal Counsel; Mr. Philipe Landry, Assistant Deputy Attorney General of Canada and Mr. Saul M. Froomkin, Director, Criminal Law. *From the Ministry of the Solicitor General:* Mr. Roberto Gualtieri, Coordinator, Working Group on Gun Control. *From the National Parole Board:* Mr. W. Outerbridge, Chairman. *From the R.C.M.P.:* Inspector Roy Hoban.

The Committee resumed consideration of Bill C-83, An Act for the better protection of Canadian Society against perpetrators of violent and other crime (Criminal Law Amendment Act (No. 1), 1976.).

On Clause 2,

The Minister made a statement and with the witnesses answered questions.

Mr. McCleave moved,—That reasonable living and travelling expenses be paid to Mr. William Atton of the Firearms Legislation Committee (Nova Scotia) in connection with his appearance before the Committee on Monday, May 31, 1976.

After debate thereon, the question being put on the motion, it was negatived.

It was agreed,—That the Committee sit from 9:30 to 11:00 o'clock a.m. on Thursday, June 3, 1976 to resume questioning of the Minister and on Tuesday, June 8, 1976 at 9:30 and 11:00 o'clock a.m. to continue questioning and to proceed to clause-by-clause consideration when general questioning is concluded.

At 11:09 o'clock a.m., the sitting was suspended.

At 11:30 o'clock a.m., the sitting resumed.

Questioning of the Minister and the witnesses resumed.

At 12:17 o'clock p.m. the Committee adjourned until 9:30 o'clock a.m. on Thursday, June 3, 1976.

## PROCÈS-VERBAL

LE MARDI 1<sup>er</sup> JUIN 1976

(66)

[Traduction]

Le Comité permanent de la justice et des questions juridiques se réunit aujourd'hui à 9 h 40 sous la présidence de M. Mark MacGuigan (président).

*Membres du Comité présents:* M. Anderson, M<sup>me</sup> Campagnolo, MM. Caouette (Villeneuve), Fairweather, Fox, Korchinski, Lachance, Leggatt, MacGuigan, Marceau, Milne, McCleave, Pinard, Stanbury, Towers et Woolliams.

*Autres députés présents:* MM. Baker (Gander-Twillingate) et Peters.

*Comparent:* L'honorable Warren Allmand, solliciteur général du Canada et ministre suppléant de la Justice.

*Témoins: Du ministère de la Justice:* M. A. Sarchuk avocat-conseil; M. Philipe Landry, sous-procureur général adjoint du Canada et M. Saul M. Froomkin, directeur, Section du droit pénal. *Du ministère du solliciteur général:* M. Roberto Gualtieri, coordonnateur, Groupe de travail sur le contrôle des armes à feu. *De la Commission nationale des libérations conditionnelles:* M. W. Outerbridge, président. *De la G.R.C.:* Inspecteur Roy Hoban.

Le Comité reprend l'étude du bill C-83, Loi pour mieux protéger la société canadienne contre les auteurs de crimes violents et autres crimes (Loi de 1976 modifiant le droit pénal, n° 1).

Article 2,

Le ministre fait une déclaration; le ministre et les témoins répondent ensuite aux questions.

M. McCleave propose,—Que des frais raisonnables de déplacement et de séjour soient versés à M. William Atton du Firearms Legislation Committee (Nouvelle-Écosse) relativement à sa comparution devant le Comité le lundi 31 mai 1976.

Après débat, la motion, mise aux voix, est rejetée.

*Il est convenu,—*Que le Comité siège de 9 h 30 à 11 heures, le jeudi 3 juin 1976 pour poursuivre l'interrogation du ministre et le mardi 8 juin 1976 à 9 h 30 et 11 heures, pour poursuivre l'interrogation et entreprendre l'étude, article par article, lorsque l'interrogation générale sera terminée.

A 11 h 09, le Comité suspend ses travaux.

A 11 h 30, le Comité poursuit ses travaux.

L'interrogation du ministre et des témoins se poursuit.

A 12 h 17, le Comité suspend ses travaux jusqu'au jeudi 3 juin 1976, à 9 h 30.

*Le greffier du Comité*

Lois A. Cameron

*Clerk of the Committee*



## EVIDENCE

(Recorded by Electronic Apparatus)

Tuesday, June 1, 1976.

[Text]

**The Chairman:** The meeting will come to order.

We are pleased to have back with us this morning, ladies and gentlemen, the Solicitor General of Canada who, I understand, is appearing today not only as Solicitor General but also as Acting Minister of Justice. He will be presenting in the course of his remarks amendments on behalf of the government.

**Mr. Fairweather:** Small l liberalism, I see, is rampant again. I am delighted.

**The Chairman:** Not entirely, Mr. Fairweather.

**Mr. Woolliams:** Just one little thing before we start. We have I think some 43 amendments to this bill and I would hope, though we might have some questions here and there, that we do not get into any position where we are approving or rejecting these amendments until we have had a chance, and I think it is a reasonable request—I see the Minister is nodding—to be able to digest this mammoth number of changes in this bill.

**The Chairman:** Yes, I think we can all appreciate, Mr. Woolliams, that you are going to take this back to your caucus tomorrow anyhow. I think we will have to discuss that after this morning's discussion when we might have a better idea of how we all feel about things. So perhaps we can defer that point for another hour or so until we have some discussion with the Minister.

**Mr. Woolliams:** Thank you, Mr. Chairman.

**The Chairman:** May I then invite the Minister to make his statement.

**Hon. Warren Allmand (Solicitor General of Canada):** Mr. Chairman and members of the Committee, the Minister of Justice wanted to be here this morning but he was unable to get back from Vancouver where he is attending the Habitat Conference and he asked me to replace him. He is chairman of the Canadian delegation. He thought he could get back but found out he could not so he has asked me to replace him.

We wanted to thank all the members of this Committee for the many hours they have spent in the examination and deliberation of Bill C-83. Your Chairman and his steering committee have within a relatively short period of time accommodated the principal groups and associations who wish to appear before the Committee. In the 23 sessions that we have counted, you have had since April 27 no less than 36 groups before the Committee.

**The Chairman:** I think that is 38 now, Mr. Minister. We invited three others who did not appear. The 38 groups are exclusive of you and the Minister of Justice, I believe. I think it is 40 with you two plus three who were invited but have chosen not to appear.

## TÉMOIGNAGES

(Enregistrement électronique)

Le mardi 1<sup>er</sup> juin 1976

[Interpretation]

**Le président:** La séance est ouverte.

Nous avons le plaisir d'accueillir, encore une fois ce matin, le solliciteur général du Canada qui, si je comprends bien, ne comparaît pas simplement en cette qualité mais également à titre de ministre de la Justice suppléant. Il nous présentera ce matin des amendements au nom du gouvernement.

**M. Fairweather:** Je vois que le libéralisme avec une minuscule est encore effreiné, et j'en suis ravi.

**Le président:** Pas tout à fait, monsieur Fairweather.

**M. Woolliams:** Avant de commercer, j'aimerais poser une question. Je vois qu'on propose quelque 43 amendements à ce bill et, bien que nous ayons certaines questions à poser ici et là, j'espère qu'on ne nous demandera pas d'approuver ces amendements ou de les rejeter avant de nous donner l'occasion de les examiner tous. Je pense que ma demande est raisonnable et le ministre semble être d'accord.

**Le président:** En effet, monsieur Woolliams, et je crois que nous savons tous que vous en ferez rapport à votre caucus, demain, de toute façon. Nous devrons en discuter après la réunion de ce matin, alors que nous serons en meilleure posture pour juger la situation. Nous pourrions peut-être y revenir plus tard après notre discussion avec le ministre.

**M. Woolliams:** Merci, monsieur le président.

**Le président:** J'invite maintenant le ministre à faire sa déclaration.

**L'hon. Warren Allmand (solliciteur général du Canada):** Monsieur le président et membres du Comité, le ministre de la Justice avait l'intention de comparaître devant vous, ce matin, mais il n'a pu revenir de Vancouver où il assiste présentement à la conférence Habitat, à titre de président de la délégation canadienne. Il m'a donc demandé de le remplacer. Il croyait pouvoir revenir à temps, mais comme il était dans l'impossibilité de le faire, j'ai acquiescé à sa demande.

Nous voulions remercier tous les membres de ce comité pour avoir consacré de nombreuses heures à l'examen et à la discussion du Bill C-83. Votre président et son comité directeur ont su accommoder, dans un délai relativement bref, les principaux groupes et associations qui ont voulu comparaître devant le Comité. Pendant les vingt-trois séances que le Comité a tenues depuis le 27 avril, il a entendu au moins trente-six groupes.

**Le président:** Je crois que nous en avons entendu trente-huit, monsieur le ministre. Nous avons invité trois autres groupes qui n'ont pas comparu. Je crois cependant que les trente-huit groupes ne comprennent ni vous, ni le ministre de la Justice. Si l'on tient compte de vous ainsi que du ministre et des trois groupes qui n'ont pas comparu, le nombre est porté à quarante.

[Texte]

**Mr. Allmand:** Well, even more congratulations then.

**The Chairman:** We have to make sure we get all our congratulations.

**Mr. Allmand:** Anyway, Mr. Basford and I with our officials have followed your deliberations closely. We have studied the briefs tabled by the witnesses and the many submissions forwarded by other groups and individuals either directly to this Committee or to the government. I have personally, and I know Mr. Basford has done the same, had dialogue with many groups and individuals across the country at public and private meetings and on hot line shows and so on. We have also had several meetings with a special committee of our own caucus.

These briefs represent much time and effort on the part of many Canadians in their consideration of Bill C-83 and for this we are grateful. After a careful study of these submissions and after continuing consultation with interested groups, we are prepared to table this morning a number of amendments, 43 in fact, to Bill C-83 for your consideration. These amendments are consistent with the principle of the peace and security program and are designed to meet legitimate concerns that have been expressed since the introduction of the legislation.

The amendments fall into these major categories: first, gun control. First, we are lowering the minimum age to 12 from 14 to allow a minor with parental consent to obtain a permit to possess firearms and ammunition. This puts our licensing scheme more in line with provincial laws on firearms instruction and the practices followed by the cadets and shooting clubs.

• 0945

Second: introducing a new section to enable all minors under 18 to receive firearms instruction from their parents or guardians, and to allow those between 12 and 18 to obtain such instruction from a certified instructor. Permits will not be required for these purposes. This is to provide for a long tradition, especially in rural Canada, where fathers have trained their sons in gun care and usage.

Third: providing for the issuance of permits without fee to those persons, regardless of age, residing in a designated area who hunt or trap as a way of life and who are required to hunt or trap for family support.

Four: increasing the sentencing provisions in respect of a second conviction for use of an offensive weapon during the commission of an indictable offence to a minimum consecutive term of three years.

Five: reducing the maximum penalty on conviction for careless handling or storage from five years to two years for a first offence, and a maximum of five years upon a subsequent conviction.

Six: allowing bona fide collectors to continue to collect modern restricted weapons. Although it is still intended to prohibit fully automatic weapons, the amendments would enable bona fide collectors, who as of June 1, 1976, collected these weapons, to continue to do so, but prohibiting any further importation of these weapons and restricting transactions in respect thereof. Collectors of fully automatic weapons will be subject to very stringent controls in

[Interprétation]

**M. Allmand:** Eh bien, je vous félicite encore davantage.

**Le président:** Nous devons nous assurer que nous obtenons toutes les félicitations auxquelles nous avons droit.

**M. Allmand:** De toute façon, M. Basford et moi-même ainsi que nos fonctionnaires avons suivi vos délibérations de très près. Nous avons étudié les mémoires déposés par les témoins et les nombreux exposés que d'autres groupes et particuliers ont fait parvenir directement au Comité ou au gouvernement. J'ai eu quelques entretiens avec de nombreux groupes et particuliers dans tout le pays, tout comme M. Basford d'ailleurs, lors de réunions publiques et privées, d'émissions à ligne ouverte et ainsi de suite. Nous avons également rencontré, à plusieurs reprises, un comité spécial de notre caucus.

De nombreux Canadiens ont consacré beaucoup de temps et d'efforts afin d'examiner le Bill C-83, et nous les en remercions. Après un examen minutieux de ces mémoires et des discussions continues avec les groupes intéressés, nous sommes prêts à déposer ce matin certains amendements, quarante-trois pour être exact, au Bill C-83 pour votre étude. Ces amendements sont conformes au principe même du programme ordre et sécurité publics et visent à répondre aux inquiétudes bien fondées soulevées dans les nombreux mémoires présentés depuis la présentation de la loi.

Les amendements se regroupent en trois catégories majeures: premièrement, le contrôle des armes à feu visant tout d'abord à abaisser l'âge minimum de 12 à 14 ans afin de permettre à un mineur, avec le consentement des parents, d'obtenir un permis de possession d'armes à feu et de munitions. Notre programme d'autorisation est ainsi plus conforme aux lois provinciales relatives à l'enseignement du maniement des armes à feu et aux modalités que suivent les cadets et les clubs de tir.

Deuxièmement, à permettre à tous les mineurs de moins de 18 ans de recevoir, sans permis, des cours sur la manie- ment des armes à feu d'un parent ou d'un tuteur, ou d'un instructeur autorisé pour ceux entre 12 et 18 ans. Nous voulons ainsi conserver une vieille tradition, notamment dans les régions rurales, selon laquelle les pères de famille ont toujours enseigné le maniement et le soin des armes à feu à leurs fils.

Troisièmement, à prévoir des dispositions pour que les permis soient émis sans frais aux gens qui habitent dans les régions désignées et pour qui la chasse et le trappage pour nourrir leur famille font partie du mode de vie.

Quatrièmement, à augmenter à un minimum de trois ans la peine pour une seconde condamnation pour s'être servi d'une arme offensive lors de la perpétration d'un crime.

Cinquièmement, à réduire de cinq à deux ans la peine maximale pour une première condamnation pour la manipulation ou l'entreposage dangereux d'une arme à feu et établir à cinq ans la peine maximale pour un second délit.

Sixièmement, à permettre aux collectionneurs de bonne foi de continuer à collectionner les armes à feu à autorisation restreinte modernes, même si l'intention demeure d'interdire les armes à feu entièrement automatiques. Les collectionneurs actuels qui auront des armes au 1<sup>er</sup> juin 1976, pourront les conserver, mais il sera interdit de continuer à importer de telles armes et les transactions impliquant ces armes seront prohibées. Les collectionneurs d'ar-



[Text]

respect of storage. The government decided to introduce this grandfather clause to protect the interests of present collectors of automatics, some of whom have collections worth several thousands of dollars, and at the same time maintain the spirit of the legislation.

With respect to dangerous offenders, we have amendments, first: to provide for the consent of the Attorney General, provided that the consent of the Attorney General be obtained before or after the application has been made but before the hearing, and making mandatory the hearing of the application. This is to make certain that there is sufficient opportunity to obtain the consent of the Attorney General. Two: requiring the initial review by the Parole Board to take place after the expiration of three years from the date the person was taken into custody. The present position in the bill was not clear.

With respect to wiretaps: first, restoring the existing discretion of the court to admit an intercepted communication where the only objection of its admissibility is a defect in form. This is being done to ensure that substantive relative evidence is not disregarded as a result of a minor technical defect in the authorization.

Two: restricting the definition of offence in respect of which an authorization may be granted to indictable offences punishable by five years or more and certain other specific offences such as gambling, bookmaking, and bootlegging, and in respect of members of organized crime to any indictable offence created by an act of Parliament or in respect of loan sharking, where that offence is in furtherance of an offence for which an authorization could otherwise be obtained.

Third: providing for the granting of a delay for notification for a maximum period of five years upon application of the Attorney General of the province or the Solicitor General of Canada either at the time of an original application or subsequently. In other words, we have decided to keep the notice now provided in the law, but provide that it can be delayed on application up to five years, but finally the notice will have to be given.

Special crime inquiries: the government, in view of the *Di Iorio* decision in the Supreme Court of Canada, will recommend that the provisions relating to special crime inquiries be negated, be removed.

Mr. Chairman, we have tabled a summary of the list of amendments, the 43 amendments, and also the text. We will distribute the text of these amendments. Some of the ones I did not mention in my brief statement are an amendment to the definition of ammunition; also an amendment to the definition of firearm; a broadening of the classes of persons who may be designated licensing officers and registrars; an amendment that would restrict the designation of automatic weapons as prohibited weapons—I referred to that.

An amendment to correct the situation for members of the armed forces and police forces who are in possession of ammunition in the course of their duties.

[Interpretation]

mes à feu automatiques seront sujets à des contrôles très sévères en ce qui a trait à l'entreposage. Le gouvernement a décidé de présenter cet article indulgent afin de protéger les intérêts des collectionneurs actuels d'armes automatiques, dont certains possèdent des collections valant plusieurs milliers de dollars, tout en conservant le principe fondamental de la loi.

Les amendements à l'article sur les délinquants dangereux visent premièrement à exiger d'obtenir l'approbation du procureur général avant ou après qu'une demande soit faite, mais avant qu'elle soit entendue, et rendre obligatoire que la demande soit entendue. On assure ainsi qu'il y aura des possibilités suffisantes d'obtenir l'approbation du procureur général. Deuxièmement, à exiger que la première révision judiciaire de la sentence par la Commission nationale des libérations conditionnelles n'ait pas lieu avant trois ans à partir de la date à laquelle la personne a été mise en prison. La disposition actuelle du bill n'est pas assez précise.

Les amendements concernant la protection de la vie privée veulent premièrement rétablir la discrétion de la cour pour admettre comme preuve une communication interceptée lorsque la seule objection à son admissibilité est un vice de forme. On assure ainsi que des preuves matérielles ne seront pas omises à cause d'une erreur technique mineure dans l'autorisation.

Deuxièmement, à limiter la définition d'un délit pour lequel une autorisation peut être accordée, aux crimes punissables de cinq ans d'emprisonnement ou plus, et à certains autres délits comme le jeu, la prise de paris dans les courses de chevaux (bookmaking) et la contrebande d'alcool. Pour ce qui est des délits reliés au crime organisé, la définition comprendrait tout acte criminel déclaré comme tel par une loi du Parlement. Le prêt usuraire sera compris dans la définition lorsqu'il est accompli pour aider à la réalisation d'un autre crime pour lequel une autorisation pourrait être obtenue.

Troisièmement, à prévoir qu'un juge autorise, à la notification d'une personne surveillée, un délai d'un maximum de cinq ans sur demande du procureur général de la province ou du solliciteur général du Canada au moment de la demande d'autorisation ou plus tard. Autrement dit, nous avons décidé de conserver l'avis présentement prévu par la loi mais d'accorder un délai maximum de cinq ans sur demande, après quoi l'avis devra être donné.

Quant aux enquêtes spéciales, étant donné la décision de la Cour suprême du Canada dans le cas *Di Iorio*, le gouvernement recommandera que les dispositions concernant les enquêtes spéciales sur le crime soient abrogées.

Monsieur le président, nous avons déposé un résumé de 43 amendements ainsi que le texte dont nous vous distribuerons un exemplaire. Certains amendements dont je n'ai pas parlé dans ma déclaration modifient la définition des munitions et des armes à feu, élargissent la catégorie des personnes qui peuvent être désignées en qualité de préposés aux autorisations ou de registraire; un autre amendement restreint la désignation des armes automatiques en tant qu'armes prohibées, ce dont d'ailleurs j'ai déjà parlé.

On trouve également un amendement prévoyant la situation de membres des Forces armées et de la police ayant des munitions en leur possession dans le cadre de leur travail.

[Texte]

• 0950

An amendment with respect to operators of prescribed museums where firearms would be kept.

An amendment which would reduce the amount of record keeping by people selling ammunition.

Also, an amendment which would vary the class of persons who could issue permits to carry on the business of buying or selling restricted weapons, firearms or ammunition.

The ones that are of a minor nature I am not stating here but members may ask me questions about them.

Also, an amendment which would broaden the authority for agreement co-ordinating the administration of a licensing and registration and permit system that we are proposing with the administration of provincial laws and programs. This is an amendment to broaden the type of agreements that can be made so that we can work in closer conjunction with the provinces.

**Mr. Woolliams:** Would you explain it a little more.

**Mr. Allmand:** I could read the amendment. That is amendment number—I wonder, Mr. Woolliams, if I could just finish the list.

**Mr. Woolliams:** Okay.

**Mr. Allmand:** Then I would be pleased to go back and . . .

**Mr. Woolliams:** The only trouble is we might miss some of these.

**Mr. Allmand:** That is amendment 32. Without going through the whole list, that is basically what is proposed. These are put forward by the Minister of Justice and I am acting here as the acting Minister in doing this.

**The Chairman:** I think perhaps we will take Mr. Woolliams' question first and then Mr. Fairweather has a question.

**Mr. Woolliams:** Then I have others.

**The Chairman:** Right.

**Mr. Woolliams:** I do not know, maybe you would like to do it that way.

**The Chairman:** Well no, I am going to take all of your questions.

**Mr. Allmand:** Have the members of the committee the actual text of the amendments?

**The Chairman:** Yes, I believe they have, Mr. Allmand.

**Mr. Allmand:** Mr. Woolliams, did you want me to respond to your question now or would you rather wait?

**Mr. Woolliams:** You could reply to that one, then I will ask a few other questions.

**Mr. Allmand:** Yes. In the law, in Section 106.8 of the bill, at pages 35 and 36 . . .

[Interprétation]

Un amendement concernant les curateurs des musées désignés pour l'exposition d'armes à feu.

Un amendement visant à réduire la quantité de travail des vendeurs de munitions chargés de tenir les registres.

En outre, il y a un amendement pour élargir les catégories de personnes autorisées à délivrer des permis pour l'achat ou la vente d'armes à diffusion restreinte aussi bien que les armes en général et les munitions.

Je ne vais pas signaler ici les modifications d'importance mineure, mais vous pourrez me poser des questions à leur sujet.

Je devrais sans doute mentionner un amendement permettant d'élargir la possibilité de conclure avec les provinces des accords sur l'administration et la coordination du système de permis et d'enregistrement. Ainsi, nous pourrions travailler en plus étroite collaboration avec les provinces et tenir compte de leurs programmes existants.

**M. Woolliams:** Pourriez-vous nous donner plus de précisions à ce sujet?

**M. Allmand:** Je pourrais vous lire l'amendement. Mais je préférerais d'abord terminer ma liste.

**M. Woolliams:** Très bien.

**M. Allmand:** Ensuite, je serai heureux de revenir à cet amendement.

**M. Woolliams:** Le seul ennui, c'est que nous risquons d'en manquer certains.

**M. Allmand:** Il s'agit de l'amendement 32. En fait, je crois que je vous ai donné un aperçu des changements majeurs. Ces modifications sont proposées par le ministre de la Justice, que je représente ce matin.

**Le président:** M. Woolliams pourra d'abord poser sa question et il sera suivi par M. Fairweather.

**M. Woolliams:** J'ai plus d'une question à poser.

**Le président:** Très bien.

**M. Woolliams:** Vous voulez peut-être procéder autrement.

**Le président:** Non, vous pourrez poser toutes vos questions maintenant.

**M. Allmand:** Les membres du Comité ont-ils devant eux le texte des amendements proposés?

**Le président:** Oui, je le crois.

**M. Allmand:** Monsieur Woolliams, voulez-vous que je réponde d'abord à la question que vous venez de poser ou préférez-vous attendre?

**M. Woolliams:** Vous pourriez répondre à celle-là et je poserais ensuite d'autres questions.

**M. Allmand:** Oui. A l'article 106.8 du projet de loi, pages 35 et 36 . . .



[Text]

**Mr. Woolliams:** Is that of the bill?

• 0955

**Mr. Allmand:** Yes, proposed Section 106.8(1) (g) (ii).

**Mr. Woolliams:** I have got you.

**Mr. Allmand:** We now say that by regulation we can provide:

(ii) for the coordination to the maximum extent possible of the administration of sections 106.1 to 106.3 with the administration by provinces of provincial laws relating to game hunting and firearms safety training;

We are broadening that to read, in the last few lines:

... the administration by provinces of provincial laws and programs ...

to take into account the programs carried on by wildlife clubs and hunting clubs:

... relating to game hunting ...

Also, we are adding "firearms competency testing" so that we can make agreements if necessary to utilize those competency testing programs and so on.

**Mr. Woolliams:** Sort of an integration. First of all I would like to file a caveat. We have been handed 43 amendments this morning and I appreciate the way it is done up. I do not know whether or not it was done by one of your staff, but it makes it certainly much easier for us to work with. The point I want to make, Mr. Chairman, is that in order to ask some very serious, intelligent questions, we would have to have time to study this very thoroughly.

There are some things that I made notes of that I think maybe we should just clarify.

You were lowering the age group and you said this was because of the complaint that was made by a number of people presenting briefs who said that fathers in the rural community and others, go out with their boys and girls to do a little hunting. Then you came along and said that they could do this provided that they are all certified instructors. Do I take you to mean by that ...

**Mr. Allmand:** No.

**Mr. Woolliams:** ... if father Brown goes out with his son George, that he has to be a certified instructor before he could legally do that?

**Mr. Allmand:** No, that is not what we propose.

**Mr. Woolliams:** Would you clarify that?

**Mr. Allmand:** Yes. We made two changes. First, for the minors' permit—that is for the permit for those under 18—you will be able to get that a 12 years of age instead of at 14 years of age, and that permit will allow a minor to hunt or participate in shooting competitions and so on. It will be a permit which could have restrictions on it and one of the guarantors will have to be the parent of the young person. The reason we changed it from 14 years of age to 12 years of age is that in many provinces, 12 is the age at which they provide for shooting instruction.

[Interpretation]

**M. Woolliams:** Vous parlez du bill?

**M. Allmand:** Il s'agit de 106.8(1)(g)(ii).

**M. Woolliams:** Oui, je l'ai trouvé.

**M. Allmand:** Nous disons maintenant qu'il est possible de prévoir par règlement une certaine coordination, et je cite:

(ii) coordonnant, en autant que faire se peut, la mise en œuvre des articles 106.1 à 106.3 avec celles des lois provinciales sur la chasse et sur l'entraînement au maniement des armes à feu;

Nous élargissons cette disposition pour inclure:

... celles des lois provinciales ...

afin de tenir compte des programmes offerts par les associations de la faune et les clubs de chasse:

... sur la chasse ...

Nous ajoutons également une allusion aux «tests de compétence du maniement des armes à feu» afin de pouvoir nous servir de ces tests provinciaux, si cela nous paraît souhaitable.

**M. Woolliams:** Ce serait une sorte d'intégration. Avant de continuer, je voudrais faire une observation. On vient de nous remettre ce matin 43 amendements et j'apprécie beaucoup leur présentation. Je ne sais pas qui en est responsable mais cela facilite beaucoup notre travail. Mais je voudrais souligner, monsieur le président, que pour poser des questions sérieuses et intelligentes, nous devrions avoir le temps d'étudier ces modifications à fond.

Pour l'instant, j'aimerais vous demander quelques précisions.

En ce qui concerne la réduction de l'âge minimum, vous avez dit que cet amendement répond aux instances des groupes qui représentent les gens de la campagne qui ont l'habitude de partir à la chasse avec leurs enfants. Vous avez dit qu'ils pouvaient chasser avec leurs enfants pourvu qu'ils soient tous des instructeurs attitrés. Dois-je comprendre que ...

**M. Allmand:** Non.

**M. Woolliams:** ... si un père part à la chasse avec son fils, il doit être un instructeur officiellement reconnu pour que cet acte soit légal?

**M. Allmand:** Non, ce n'est pas ce que nous proposons.

**M. Woolliams:** Pourriez-vous m'expliquer ce dont il s'agit?

**M. Allmand:** Oui. Nous avons apporté deux modifications. D'abord, il sera possible d'obtenir le permis de mineur à l'âge de 12 ans au lieu de 14 ans, et ce permis autorisera le mineur d'aller à la chasse ou de participer à des concours de tir. Ce permis pourra comporter certaines restrictions et l'un des répondants devra être le père ou la mère du jeune. Nous avons choisi l'âge de 12 ans parce que c'est à partir de cet âge qu'on peut suivre des cours de tir dans beaucoup de provinces.

[Texte]

In addition to lowering the age from 14 of 12 for that special minors' permit, we have also provided that you will not need a permit at all under 18 if you are with your parent or guardian and he is instructing you. In other words if a father takes his son out hunting with him and is in his presence, no permit will be required at all. But as soon as that young fellow reaches 12, and he wants to hunt himself or he wants to join a shooting club where he competes in competitions and so on, then he will have to apply for the special minors' permit.

**Mr. Korchinski:** You could take him out in diapers, could you?

**Mr. Allmand:** Pardon me?

**Mr. Korchinski:** You could take him out at the age of three and teach him how to fire a rifle?

**Mr. Allmand:** Yes.

**Mr. Korchinski:** That is the way it is now?

**Mr. Allmand:** Yes.

**Mr. Korchinski:** And that is the way it is going to stay?

**Mr. Allmand:** Yes, but he will have to be in the present of his parent or guardian.

**Mr. Korchinski:** By guardian I take it you mean any adult.

**Mr. Allmand:** No, it would have to be a legal guardian. It would have to be a parent, it could not be any adult.

**Mr. Korchinski:** Could it not be a brother?

**Mr. Allmand:** No.

**Mr. Korchinski:** Well that is ridiculous.

**Mr. Allmand:** The only reason we made this exception is that in rural Canada they talk about the father/son relationship and how they like to take their sons hunting, so we made the exception that it would be the parent or a guardian. If the father was dead and there was somebody who was in place of the father, that would be a guardian, a legal guardian, not just any adult.

**Mr. Woolliams:** Surely anybody designated. That could be improved. I will not get into it, but I wanted to find out about that.

• 1000

**Mr. Allmand:** I might say that we did this with considerable reluctance. It seems that in rural Canada there is this tradition, so we are respecting it; but we are not making it so broad that any adult can do it, and then you may as well not have any restrictions at all.

**Mr. Woolliams:** I would like now to move along. I have taken a look at your definition of ammunition. I think it still has some problems. I am also very pleased to see that you have finally dropped a number of the redundancies in the bill regarding provincial inquiries, which we recommended.

[Interprétation]

En plus de cette réduction d'âge pour l'obtention du permis de mineur, nous avons également supprimé la nécessité d'un permis pour les jeunes de moins de 18 ans accompagnés d'un de leurs parents ou de leur tuteur, l'un ou l'autre, remplissant le rôle d'instructeur. Autrement dit, si un père amène son fils à la chasse et qu'ils restent ensemble, il ne sera pas nécessaire d'avoir un permis. Mais dès que le jeune atteint l'âge de 12 ans et qu'il veut aller à la chasse tout seul ou devenir membre d'un club de tir, il devra obtenir un permis de mineur.

**M. Korchinski:** On pourrait aller à la chasse avec un enfant qui porte toujours des couches, n'est-ce pas?

**M. Allmand:** Comment?

**M. Korchinski:** Il serait possible d'enseigner à un enfant de trois ans la façon de tirer un fusil?

**M. Allmand:** Oui.

**M. Korchinski:** Ce serait légal maintenant?

**M. Allmand:** Oui.

**M. Korchinski:** Et cela va le rester?

**M. Allmand:** Oui, mais l'enfant doit être accompagné de l'un de ses parents ou de son tuteur.

**M. Korchinski:** Je suppose que le terme tuteur comprend tout adulte.

**M. Allmand:** Non, il faudrait que ce soit un tuteur officiel. Il faudrait que ce soit l'un des parents; cela ne pourrait pas être n'importe quel adulte.

**M. Korchinski:** Il ne pourrait pas s'agir d'un frère?

**M. Allmand:** Non.

**M. Korchinski:** Je trouve cela ridicule.

**M. Allmand:** La seule raison pour laquelle nous avons fait cette exception, c'est que dans le Canada rural, on semble attacher beaucoup d'importance à cette tradition de père et fils qui vont à la chasse ensemble. Si le père était mort et que l'enfant avait un tuteur, il pourrait remplacer le père, mais cela ne pourrait pas être n'importe quel adulte.

**M. Woolliams:** Très certainement quiconque est désigné. Il y aurait lieu d'améliorer cette disposition. Je n'entrerais néanmoins pas dans les détails, mais je voulais avoir certaines précisions.

**M. Allmand:** Je vous avouerai que nous avons inclus cette disposition avec beaucoup de réticence. Il semble qu'au Canada rural, cette tradition existe et nous tenons donc à la respecter; mais sans pour autant donner carte blanche à tout adulte, car alors, autant n'avoir aucune restriction.

**M. Woolliams:** J'aimerais maintenant passer à autre chose. J'ai examiné la définition de munitions. J'y trouve encore quelques problèmes. Néanmoins, je suis très heureux de constater que vous avez enfin laissé tomber nombre de redondances qui se trouvaient dans le projet de loi au sujet des enquêtes provinciales, et ce, sur notre recommandation.



[Text]

I would like now to deal with a field that maybe others are concerned about, the wiretapping legislation. I take it that you have not done away with notice. What you have said is that you can come back now to a judge, either the same judge or another judge, and extend and abridge the time up to five years, but that at the end of five years that notice has to be given, no matter who, under the list of indictable offences and the exceptions you have made. Is that correct?

**Mr. Allmand:** There are two things. When the police apply for the wiretap authorization, if they feel that such a case is going to take a long time—it is an organized crime case—then with the consent of the Attorney General or the Solicitor General, they can at the same time apply to have the notice delayed up to five years. If the judge at that time decides he will not give that exception, then the police can withdraw their application to wiretap at all, because, of course, they would not want in the middle of an investigation to advise the suspect that he is being investigated. They can ask for this five-year extension with the consent of the Attorney General and the Solicitor General either at the beginning or after the investigation is under way. That delay can be up to five years, it cannot be more. Once the delay has run its course, then the notice has to be given; and it will be given as a general rule in all other cases.

**Mr. Woolliams:** I assume, too, that if a judge were not satisfied with the material to extend the time at the time of the request, he could always delay it and say, "Come back to me. I do not know whether you need that amount of time. If you do, you can come back to me or another judge of equal jurisdiction."

What you are saying is that if a judge does not agree, the police put the application in their pocket and they forget about it.

**Mr. Allmand:** They would have the right to do that.

**Mr. Woolliams:** Surely at any stage the police could go to extend the time.

**Mr. Allmand:** They could on the second side of it. The reason that we give them the right to make that request in the first place...

**Mr. Woolliams:** You are just complicating it.

**Mr. Allmand:** ... is that there are many situations where the police would not want to wiretap if they knew they had to give notice to a criminal suspect in the middle of an investigation if the investigation took two or three years.

**Mr. Woolliams:** Yes, but surely—I did not like to interrupt you—but surely at that stage if a judge says, "look, you may not be able to complete your investigation. You can come back to me to get an extension," and the police were satisfied with that direction, they could go ahead and come in at a later time to extend the time if they want to.

**Mr. Allmand:** That is under the second provision. It says that they can do it either when they apply in the first place, or they can come back later and make that request.

[Interpretation]

J'aimerais maintenant passer à un domaine qui en intéresse peut-être d'autres, la réglementation de l'écoute électronique. Ai-je raison de penser que vous n'avez pas aboli l'avis à donner. Vous dites maintenant qu'il est possible d'en appeler à un juge, soit le même juge ou un autre, pour prolonger ou raccourcir le délai jusqu'à une période de cinq ans, mais qu'à la fin de cette période, il faut donner avis, quel que soit l'intéressé, en vertu de la liste des délits qui peuvent faire l'objet d'une mise en accusation et des exceptions que vous avez apportées. Est-ce exact?

**M. Allmand:** Il y a deux aspects. Lorsque la police demande l'autorisation de faire de l'écoute électronique, si celle-ci croit que l'affaire prendra beaucoup de temps, que c'est une affaire sur le crime organisé par exemple, alors avec l'assentiment du procureur général ou du solliciteur général, elle peut au même moment demander que l'avis soit retardé pour une période allant jusqu'à cinq ans. Si le juge décide à ce moment-là qu'il n'accordera aucune exemption, la police peut retirer sa demande pour faire de l'écoute électronique car, bien sûr, elle ne voudrait pas avoir à prévenir, en plein milieu de l'enquête, le suspect qu'on fait enquête sur son compte. La police peut donc demander ce délai de cinq ans, avec le consentement du procureur général et du solliciteur général, soit au début soit en cours d'enquête. Le délai ne peut excéder cinq ans. Une fois le délai écoulé, il faut donner avis; règle générale qui s'appliquera dans tous les autres cas.

**M. Woolliams:** Je suppose également que si le juge n'est pas convaincu par les pièces présentées au moment de la demande de la police, il peut toujours retarder sa décision en disant: «Revenez me voir. Je ne sais pas si vous avez vraiment besoin de ce délai. Si oui, vous pouvez revenir me voir ou aller voir un juge de compétence égale».

Au fond, vous dites que si le juge n'est pas d'accord, le policier n'a plus qu'à mettre la demande dans sa poche et oublier toute l'affaire.

**M. Allmand:** La police aurait en effet ce droit.

**M. Woolliams:** Il ne fait aucun doute que la police pourrait, à n'importe quel moment, demander une prolongation du délai.

**M. Allmand:** Dans un deuxième temps. La raison pour laquelle nous accordons ce droit à la police de faire une requête, en premier lieu...

**M. Woolliams:** Vous ne faites que compliquer l'affaire.

**M. Allmand:** ... c'est qu'il existe de nombreuses situations où la police ne voudrait pas faire de l'écoute électronique si elle savait qu'il lui faudrait prévenir un suspect criminel en cours d'enquête, si l'enquête prenait deux ou trois ans.

**M. Woolliams:** Oui, mais ne croyez-vous pas—je ne voulais pas vous couper la parole—mais ne croyez-vous pas qu'à ce moment-là, si le juge dit: «Vous ne serez peut-être pas en mesure de terminer votre enquête, vous pourrez revenir me voir pour obtenir une prolongation», la police serait heureuse de ces dispositions si elle savait pouvoir revenir plus tard pour obtenir, si elle le désirait, une prolongation du délai.

**M. Allmand:** Cette question est prévue à la deuxième disposition. Il y est stipulé que la police peut faire une demande au début ou revenir plus tard et présenter cette demande.

[Texte]

**Mr. Woolliams:** Now, the next problem is, we have gone back, I guess, to the common law. I cannot ever see this really happening because it is an academic question. If police illegally wiretap, my guess is that they are going to do it illegally, unless it is some defect in form. If they are really going to do it illegally, they are not likely to admit it, and they will probably never use the evidence they get, or they will use only the evidence that they maybe found out as a result. Nobody will really know unless they are under cross examination and it is disclosed, which is unlikely. What I am saying to you, then, is that you are going back to the common law rule of derivative evidence being admissible even if it is obtained illegally. But I cannot see it ever really coming to that because it will never be used.

**Mr. Allmand:** Mr. Woolliams, the amendment we are proposing today does not deal with cases where the police have wiretapped without authorization, or illegally. We are talking today about where there is simply a defect in form, where there has been some minor defect in form. You see, under the law as it now exists, there had been many cases where attorneys for the defence would often contest the wiretapping evidence on the grounds that there was some minor defect in form, not that there was no authorization or that it was illegal, but that there was some defect in form. What we are saying now is, we are putting in an amendment today that says, that where the only objection to admissibility is a defect in form, the judge will have the discretion to allow the evidence or not. In the bill it says that he could not do that.

**An hon. Member:** But in the old Code he could.

• 1005

**Mr. Allmand:** Right, in the old Code he could.

**Mr. Woolliams:** Let us come right to the point, then. Suppose for a moment there is an illegal wiretap and as a result of that illegal wiretap they find other evidence. The way you have your amendment, and the way the bill stands—I have not had a chance to read it; I am sure if I read it I would understand what it is about, but maybe you can clarify that right now—would that evidence be admissible? For example, as a result of wiretapping illegally you find out where there is a bunch of drugs, or you find out where the weapon is that did the murder.

**Mr. Allmand:** That is permissible, but that is permissible in the bill, not in virtue of the amendments we are putting in today.

**Mr. Woolliams:** Well, I said the bill, or the amendment, the way the law now stands.

**Mr. Allmand:** We are not changing anything, though, in the amendments I announced today on that matter.

**Mr. Woolliams:** No.

**Mr. Allmand:** But that would be . . .

**Mr. Woolliams:** That would be admissible.

**Mr. Allmand:** That is right, with the discretion of the judge.

[Interprétation]

**M. Woolliams:** Le problème suivant découle, je crois, du fait que nous nous sommes inspirés du droit commun. Je n'arrive pas à envisager une telle situation, c'est vraiment une question purement théorique. Si la police fait de l'écoute électronique illégalement, je dirais que c'est d'ailleurs ce que la police va faire à moins qu'il y ait vice de forme. Donc, si la police le fait illégalement, elle ne l'admettra pas, et elle n'utilisera probablement jamais les éléments de preuve ainsi recueillis ou tout au moins pas directement. Personne ne pourra s'en rendre compte à moins que des agents de police ne subissent un contre-interrogatoire et divulguent ces renseignements, ce qui est peu probable. Voici à quoi je veux en venir; vous retourner au droit commun qui veut que les éléments de preuve dérivés sont admissibles même s'ils sont obtenus illégalement. Mais je ne peux vraiment pas concevoir qu'on en vienne à ce point, parce que ces éléments de preuve ne seront jamais utilisés.

**M. Allmand:** Monsieur Woolliams, l'amendement que nous proposons aujourd'hui n'a rien à voir avec les affaires au cours desquelles la police a fait de l'écoute électronique sans autorisation, ou illégalement, si vous préférez. Nous parlons aujourd'hui des cas où il y a tout simplement un vice de forme, un vice minime. Aux termes de la loi actuelle, les avocats de la défense ont très souvent contesté les témoignages obtenus par écoute électronique pour vice de forme et non pas parce qu'il n'y avait pas d'autorisation ou que les écoutes elles-mêmes étaient illicites. Or, le présent amendement prévoit que lorsqu'un témoignage est contesté pour vice de forme uniquement, c'est au juge de décider si les témoignages en question sont recevables ou non, alors que dans le texte actuel du bill, il n'y a pas moyen de le faire.

**Une voix:** Mais bien aux termes de l'ancien Code.

**M. Allmand:** En effet.

**M. Woolliams:** Supposons que grâce à des écoutes illicites, on obtienne d'autres preuves. Est-ce qu'un pareil témoignage serait recevable aux termes de l'amendement ainsi que du bill? Prenons l'exemple des écoutes illicites permettant de découvrir des drogues ou une arme utilisée pour commettre un meurtre.

**M. Allmand:** Pareil témoignage serait recevable aux termes du bill mais non pas des amendements.

**M. Woolliams:** Je voulais dire aux termes de la loi actuelle.

**M. Allmand:** Les amendements que j'ai présentés aujourd'hui ne modifient pas ces dispositions.

**M. Woolliams:** Non.

**M. Allmand:** Mais ces témoignages seraient . . .

**M. Woolliams:** Ils seraient recevables.

**M. Allmand:** C'est exact; ce serait au juge de se prononcer.



[Text]

**Mr. Woolliams:** Right. Now, we come back to this definition of ammunition. This is your amendment:

“ammunition” means ammunition for a firearm and includes any primer or propellant powder that is primarily useful as a component, element or part of ammunition for a firearm;”

Do you think, then, that excludes all those problems such as weights in ashtrays, weights in curtains, weights in grandfather clocks, all the other uses for consumer and domestic purposes other than for firearms? I question it, but...

**Mr. Allmand:** Well, we did a lot of work following the objections that were made. It was suggested to us that this is basically what we should be concerned with, that is, the primers or propellant powder that is primarily useful in ammunition. This is a very technical definition.

**Mr. Woolliams:** Well, maybe one of your experts could give me an opinion on it, such as Mr. Thorson or somebody.

**Mr. Allmand:** Just a minute. Who is our expert on primers and propellants here?

It is about the definition of ammunition. He is asking if this is tight enough. Mr. Ross, have your people in the RCMP looked at this? Inspector Hoban is here from the RCMP.

**Inspector Roy Hoban (R.C.M.P.):** In so far as ammunition is concerned, we want to control the primer and propellant powder because they are the primary ingredients in explosives or in homemade bombs. So we still want to control that.

**Mr. Woolliams:** I agree with you on bombs and firearms. I do not know much about that phase of it, either. I agree with the Minister that unless you are dealing with it every day you do not. But is there any other use for propellant powder or primer? Are any of those commodities—we might call them products or byproducts—used for any other purpose in the domestic and consumer field?

**Insp Hoban:** We have checked with our firearms section in the laboratories and they do not know of any other use for these particular components. It is possible they may be used in some other type of chemical experiments, but they are not aware of these specific experiments.

• 1010

**Mr. Woolliams:** Probably my time is up, but I will put this one question: In the rural communities and even with the native people, if (a) owns a gun and it is not in the prohibitive or restrictive class, and he has a licence and (b) wants to borrow it because (b's) bull has broken his leg or something and they have to put him out of his misery—(b) has not got a gun so he goes over to (a) and says: lend me your gun—is there anything in this bill that allows him to carry on this kind of arrangement which has been going on for generations?

**Mr. Allmand:** No, a person will not be allowed to—this is not in the amendments we are putting forward today, this was in the original bill—lend his weapon to another person unless that other person has a licence. In that respect it is like driving. I cannot lend my car to a person who does not have a licence to drive. You could only lend your weapon to another person if he had a licence as well.

[Interpretation]

**M. Woolliams:** Très bien. Revenons-en maintenant à la définition des munitions. Votre amendement est libellé comme suit:

«munitions» désigne les munitions employées pour les armes à feu y compris les amorces ou les poudres principalement utilisées comme éléments constitutifs de munitions pour armes à feu.»

Cela exclut-il, à votre avis, les plombs utilisés dans les cendriers, les tentures, les horloges-gaines et autres usages à l'exclusion des armes à feu?

**M. Allmand:** A l'issu des objections qui ont été faites, la question a été étudiée en détail. On nous a expliqué que c'est les amorces et les poudres utilisées dans les munitions qui doivent retenir toute notre attention. Il s'agit d'une définition hautement technique.

**M. Woolliams:** M. Thorson ou un de vos autres experts pourrait peut-être me donner son avis à ce sujet..

**M. Allmand:** Qui est notre expert pour les questions d'amorces et de poudres?

Il est question de la définition des munitions et, notamment, si cette définition est suffisamment précise. Monsieur Ross, en avez-vous discuté avec la Gendarmerie royale? L'inspecteur Hoban, de la Gendarmerie royale, pourra vous répondre.

**L'inspecteur Roy Hoban (Gendarmerie royale du Canada):** Nous tenons à pouvoir contrôler les amorces et les poudres parce qu'ils constituent les ingrédients essentiels des engins explosifs fabriqués par des amateurs.

**M. Woolliams:** Je suis d'accord en ce qui concerne les bombes et les armes à feu, n'étant pas vraiment au courant de la question. Est-ce que les poudres ou les amorces peuvent être utilisées à des fins autres que la fabrication d'explosifs?

**M. Hoban:** D'après nos laboratoires des armes à feu, il n'y aurait pas d'autre utilisation. Il se peut, toutefois, que ces produits soient utilisés pour des expériences chimiques, mais nos laboratoires ne sont pas au courant.

**M. Woolliams:** Mon temps est probablement écoulé, mais j'aimerais encore poser une question. Dans les centres ruraux, et là où il y a des autochtones, si un premier individu possède une arme qui ne figure pas parmi les armes prohibées ou à autorisation restreinte, et qu'il a un permis et qu'un deuxième individu qui n'a pas d'arme veut l'emprunter parce que son taureau s'est cassé la jambe ou quelque chose du genre et qu'il veut l'abattre, et qu'il va donc voir le premier individu et lui dit: «Prête-moi ton fusil», y a-t-il une disposition quelconque dans le présent projet de loi qui lui permet de conclure un tel arrangement qui se fait d'ailleurs depuis des générations?

**M. Allmand:** Non, une personne n'aura pas le droit de—cela ne se trouve pas dans les amendements que nous présentons aujourd'hui mais bien dans le projet de loi original—prêter son arme à une autre personne à moins que la deuxième personne ait un permis. C'est comme pour la conduite automobile. Vous ne pouvez pas prêter votre voiture à quelqu'un qui n'a pas un permis de conducteur. Il n'est possible de prêter une arme que si l'emprunteur a également un permis.

[Texte]

**Mr. Woolliams:** Can I get a licence?

**Mr. Allmand:** Pardon?

**Mr. Woolliams:** Supposing I do not own a gun.

**Mr. Allmand:** You could still get a licence.

**Mr. Woolliams:** Still get a licence?

**Mr. Allmand:** Sure.

**Mr. Woolliams:** So (b) has to have in his pocket at all times—and this is done by order in council because we have done some research and that might be \$40 or \$50—a licence even if he does not have a gun if he is ever going to borrow anybody's gun.

**Mr. Allmand:** If he wants to use a gun he has to get a licence.

**Mr. Korchinski:** What protection does the fellow who owns the gun and gives him the gun have?

**Mr. Allmand:** That is at his discretion. It would be the same. I would presume that is taken care of in the careless use of a gun. If you lend your gun to someone, you bear the responsibility if you have done so in a negligent way.

It is presumed you would lend your gun, which is a dangerous implement, in the same way as you would lend anything which is dangerous, with reason and with discretion.

**Mr. Korchinski:** No, specifically, would it require that you see the licence first or is there any kind of a document?

**Mr. Allmand:** That would be the best. The licence would be a small licence you could carry like a driver's licence.

**Mr. Korchinski:** Display is sufficient; he would not have to sign a document.

**Mr. Allmand:** If your neighbour says: my gun is broken and I want to do something, will you lend me your gun, the fellow should say: have you got a licence, I do not want to get in trouble.

**Mr. Korchinski:** The display of his licence should be sufficient.

**Mr. Allmand:** That is all that would be required.

**The Chairman:** Thank you, Mr. Woolliams.

**Mr. Towers:** One supplementary with regard to the question Mr. Woolliams asked, with regard to explosives.

One of the witnesses suggested that an explosive could possibly be made out of gasoline, diesel fuel, fertilizer and this type of thing. I am just wondering what the reaction would be to that.

**Mr. Allmand:** This bill deals with firearms. There is another act which deals with explosives. Those type of explosives, I believe, would come under the act which was introduced about a year or two ago by the Minister of Energy, Mines and Resources. I forget the name of the bill.

[Interprétation]

**M. Woolliams:** Est-ce que je pourrais obtenir un permis?

**M. Allmand:** Comment?

**M. Woolliams:** Supposons que je ne possède pas d'arme.

**M. Allmand:** Vous pourriez quand même obtenir un permis.

**M. Woolliams:** Quand même obtenir un permis?

**M. Allmand:** Très certainement.

**M. Woolliams:** Donc le deuxième individu doit avoir son permis dans sa poche en tout temps . . . et ce, en vertu d'un décret du conseil. Nous avons fait quelques recherches et avons constaté que cela coûterait \$40 ou \$50 pour obtenir un permis même si le requérant n'a pas d'arme s'il veut pouvoir emprunter l'arme de quelqu'un d'autre.

**M. Allmand:** Si l'on veut utiliser une arme, il faut d'abord obtenir un permis.

**M. Korchinski:** Quelle protection a le propriétaire de l'arme qui prête celle-ci?

**M. Allmand:** Cette question est laissée à sa discrétion. J'imagine que cette question est prévue à l'article sur l'usage négligent d'une arme. Si vous prêtez votre arme à quelqu'un, vous en portez la responsabilité si vous l'avez prêtée d'une façon négligente.

Il est présumé, si vous prêtez votre arme, un instrument dangereux, tout comme si vous prêtiez autre chose qui peut être dangereux, qu'il faut faire preuve de raison et de bon jugement.

**M. Korchinski:** Plus précisément, faudrait-il d'abord voir le permis ou un autre document?

**M. Allmand:** C'est ce qui serait le mieux. Le permis serait petit tout comme un permis de conducteur.

**M. Korchinski:** Il suffirait donc de montrer son permis, il ne serait pas nécessaire de signer un document.

**M. Allmand:** Si votre voisin vous dit: «Mon fusil est brisé et j'ai quelque chose à faire, voulez-vous me prêter votre fusil», on devrait lui répondre: «Avez-vous un permis, je ne veux pas avoir de difficulté».

**M. Korchinski:** Le simple fait de montrer son permis suffirait.

**M. Allmand:** C'est tout ce qui serait nécessaire.

**Le président:** Merci, monsieur Woolliams.

**M. Towers:** Une question supplémentaire, s'il vous plaît, pour faire suite à la question posée par M. Woolliams sur les explosifs.

L'un des témoins a signalé qu'il serait possible de fabriquer un engin explosif à partir d'essence, de diesel, d'engrais et ce genre de choses. Je me demande simplement quelle serait votre réaction à cela.

**M. Allmand:** Le présent projet de loi porte sur les armes à feu. Il y a une autre loi qui vise les explosifs. Le genre d'explosifs dont vous parlez est régi, je crois, par la loi présentée il y a environ un an ou deux par le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources. J'oublie le nom de ce bill.



[Text]

**An hon. Member:** The Explosives Act.

**Mr. Allmand:** It is called the Explosives Act and there is also the Hazardous Products Act. I know that in the Explosives Act there are prohibitions on, for example, the sale of dynamite and other things like that. So those kinds of things you referred to are covered under another act. Here we are mainly concerned with firearms and ammunition.

**Mr. Woolliams:** One thing Mr. Towers will remember: this is a hayday for lawyers because every farmer and rancher is going to have a lawyer all the time to know what he can do.

**Mr. Allmand:** I doubt it.

**The Chairman:** I have Mr. Leggatt, Mrs. Campagnolo, Mr. Fairweather, Mr. Anderson, Mr. Korchinski and Mr. McCleave. Mr. Leggatt.

**Mr. Leggatt:** Thank you. I would like to congratulate the Minister first of all for this hesitant but important step back into the civil liberties field. I do not think he has gone all the way, but at least it is the right direction. Some of us are pleased with some of the changes.

I wanted to deal first of all with the question of notification. Chief Adamson proposed a five year delay but he agreed that ultimately notification may have to take place. He also proposed a review every 90 days following the completion of the wiretap. I wonder why your officials, Mr. Minister, did not accept that suggestion, which would have provided us with a review mechanism following the completion of the tap so there would be some control over this.

• 1015

**Mr. Allmand:** Just so it will be clear, we have now in these amendments provided that the general rule be notice to the person wiretapped, which again is the law now. So, the general rule will be notice given. The delay of notice will be by exception, and that exception will have to be approved by the Attorney General or Solicitor General and it can be applied for at the beginning or at the end and up to five years. The reason we did not...

**Mr. Leggatt:** They had decide whether they wanted to proceed or not.

**Mr. Allmand:** That is right. The reason we did not provide for a review every 90 days would just be the physical impossibility; the administrative nightmare that it would provide for. We examined that and found it would be very difficult. We felt that if the judge decided that and it could be a year or two years or four years. They have to come back eventually and they have to give notice.

**Mr. Leggatt:** You indicated that this would give the police an opportunity to determine whether they wanted to proceed with a wiretap, where they felt it would be embarrassing in the long run to see that a notification would have to be given. Right? This is one of the reasons the decision is made at the beginning. You want the provision for delay then.

**Mr. Allmand:** Yes.

**Mr. Leggatt:** In fact, if they did not abandon the wiretap at that point and they proceeded illegally to wiretap, that evidence would be admissible. All the derivative evidence that they received would be admissible. Is that correct?

[Interpretation]

**Une voix:** La Loi sur les explosifs.

**M. Allmand:** Il s'agit de la Loi sur les explosifs, mais il y a également la Loi sur les produits dangereux. Je sais que l'on trouve, dans la Loi sur les explosifs, des interdictions de vendre, par exemple, de la dynamite et d'autres produits du genre. Les produits que vous mentionnez sont donc prévus dans une autre loi. Ici, nous nous intéressons surtout aux armes à feu et aux munitions.

**M. Woolliams:** M. Towers se rappellera que ce sera la fête pour les avocats puisque tout agriculteur ou éleveur de bétail devra retenir les services d'un avocat pour savoir en tout temps ce qu'il peut faire.

**M. Allmand:** J'en doute.

**Le président:** J'ai les noms de M. Leggatt, M<sup>me</sup> Campagnolo, M. Fairweather, M. Anderson, M. Korchinski et M. McCleave. Monsieur Leggatt.

**M. Leggatt:** Merci. J'aimerais tout d'abord féliciter le ministre de ce retour en arrière hésitant, mais important dans le domaine des libertés civiles. Il y aurait moyen de faire plus, mais au moins c'est un pas dans la bonne direction. Certains d'entre nous sommes heureux des modifications proposées.

Tout d'abord, j'aimerais parler de la question de l'avis. Le chef Anderson a proposé un délai de cinq ans, mais il était d'accord qu'en fin de compte il faudrait donner avis. Il a également proposé une révision à tous les 90 jours après la fin de l'écoute électronique. Je me demande pourquoi on n'a pas retenu la suggestion prévoyant une procédure de révision à l'issue de l'écoute électronique, ce qui aurait permis une certaine mesure de contrôle.

**M. Allmand:** Je tiens à préciser que ces amendements stipulent justement que, dans la plupart des cas, les personnes faisant l'objet d'écoutes électroniques en seront avisées. Ce ne sera qu'exceptionnellement que la notification se fera avec un certain retard, après approbation, soit du Solliciteur général, soit du procureur général; la demande peut être introduite soit au début soit à la fin et pour une période maximum de cinq ans. Si nous n'avons pas...

**M. Leggatt:** Il fallait décider si oui ou non on irait de l'avant.

**M. Allmand:** Une procédure de révision tous les 90 jours serait matériellement impossible. Du point de vue administratif, elle serait très difficile à mettre en vigueur. C'est pourquoi nous avons laissé au juge le choix de fixer la durée, laquelle pourrait varier de un an à quatre ans. Mais tôt ou tard, les intéressés doivent être notifiés.

**M. Leggatt:** Vous avez dit que ceci permettrait à la police de décider s'il fallait ou non procéder à des écoutes électroniques, compte tenu des répercussions d'une éventuelle notification. C'est une des raisons pour lesquelles la décision doit être prise dès le début pour permettre une remise de notification.

**M. Allmand:** C'est exact.

**M. Leggatt:** Si on décide néanmoins d'effectuer les écoutes illégalement, ces témoignages seraient recevables, n'est-ce pas, de même que les renseignements ainsi obtenus indirectement?

[Texte]

**Mr. Allmand:** Not necessarily. The judge could . . .

**Mr. Leggatt:** All right. It is within his discretion, but most of our experience would be that that would be admissible evidence. Has there ever been a case in your experience when the police have been charged with illegally wiretapping?

**Mr. Allmand:** Not since this Act has been underway. Maybe Mr. Landry could answer that question.

**Mr. Leggatt:** But they do introduce the evidence and no charges are laid.

**Mr. Allmand:** Yes, but we have not had a case like that.

**Mr. Leggatt:** You have not had a case of evidence that is questionable?

**Mr. Allmand:** My experience has been that despite what is said and despite very exceptional case, the police are very careful on this. They certainly would not intentionally break the law. Mr. Landry, could you answer Mr. Leggatt's question in more detail?

**Mr. L. P. Landry (Assistant Deputy Attorney General of Canada):** Prior to the legislation there is one reported case of two police who were moonlighting and who did wiretap unlawfully and were convicted in Ontario. I believe the names were Copeland and Adamson, but I may be mistaken, or Grange and Chapman. I think it is Grange and Chapman. This was before the legislation. That is one incident. With the legislation, if the police withdraw their request for the authorization, then I would take it that there will be no intercept. If there is an intercept and it is an unlawful intercept, the evidence derived from the intercept, that is, the wiretap evidence, is not admissible. The derivation evidence, if they get the drugs, will be admissible.

**Mr. Allmand:** The penalty applies, Mr. Leggatt, if the police introduce that evidence and it is as a result of an unauthorized wiretap, the police who did that . . .

**Mr. Leggatt:** Would be subject to charges.

**Mr. Allmand:** Subject to charges and conviction.

**Mr. Leggatt:** I want to get back to something else that was raised by Mr. Woolliams earlier. That is, the change in the age limit with regard to training of youngsters in the use of guns. At present there is no age limit under the law as long as the parent accompanies the child. Is that correct?

**Mr. Allmand:** Yes, that is correct, Mr. Leggatt.

**Mr. Leggatt:** So, under the present law I could take out my two-year old son or daughter and train them in the use of firearms. Is that correct?

**Mr. Allmand:** Yes. I do not know how prevalent that is, but I guess that is possible.

**Mr. Leggatt:** Making the case as ridiculous as I can. Still I think the law should be changed.

[Interprétation]

**M. Allmand:** Pas nécessairement. Le juge pourrait . . .

**M. Leggatt:** Oui, le juge est libre de se prononcer comme il l'entend, mais dans la pratique, je pense que pareil témoignage serait généralement recevable. A votre connaissance, y a-t-il eu des cas où la police a été inculpée d'écoutes téléphoniques illégales?

**M. Allmand:** Pas depuis qu'on travaille au présent bill. M. Landry est sans doute mieux placé pour répondre à votre question.

**M. Leggatt:** Il n'y a pas eu d'inculpation en dépit des témoignages apportés.

**M. Allmand:** Un cas de ce genre ne s'est pas encore présenté.

**M. Leggatt:** Il n'y a jamais eu de cas de témoignages douteux?

**M. Allmand:** Malgré tout ce qu'on en dit et même dans des cas tout à fait exceptionnels, je sais que la police fait toujours très attention. En tout cas, elle veillerait à ne pas enfreindre la loi de façon délibérée. Monsieur Landry, auriez-vous quelque chose à ajouter?

**M. L. P. Landry (procureur général adjoint du Canada):** Avant l'adoption de la loi, deux agents de police ont été inculpés dans l'Ontario pour écoutes électroniques illicites. Si je me souviens bien, il s'agit des agents Copeland and Adamson ou bien Grange et Chapman, plutôt ces deux derniers. Il s'agit d'un incident unique. Si l'actuel bill est adopté, et si la police retire sa demande d'autorisation, ils laisseront je suppose tomber les écoutes. Si par contre on procède à des écoutes illicites, les témoignages ainsi obtenus sont irrecevables. Par contre si la police réussit à saisir des drogues, les témoignages dérivés sont recevables.

**M. Allmand:** Si la police produit des témoignages obtenus grâce à des écoutes non autorisées, l'agent responsable . . .

**M. Leggatt:** C'est lui qui sera inculpé.

**M. Allmand:** Il serait inculpé et risquerait une condamnation.

**M. Leggatt:** Je voudrais revenir à une question soulevée par M. Woolliams, notamment le changement de l'âge limite auquel on peut enseigner le maniement des armes à feu aux enfants. Aux termes de la loi actuellement en vigueur, il n'existe pas de limite d'âge, à condition que l'enfant soit accompagné par un parent, n'est-ce pas?

**M. Allmand:** C'est exact.

**M. Leggatt:** Ce qui veut dire qu'aux termes de la loi actuelle, je suis libre d'expliquer le maniement des armes à feu à des enfants âgés de deux ans.

**M. Allmand:** En principe c'est possible, mais je doute que cela arrive souvent.

**M. Leggatt:** C'est exprès que je prends un exemple extrême. Néanmoins, j'estime que la loi devrait être modifiée.



[Text]

**Mr. Allmand:** I think that is so.

**Mr. Leggatt:** Are you aware that the B.C. Wildlife Federation, which is very interested in the shooting sports, is opposed to that? They believe it is too risky, that there should be . . .

**Mr. Woolliams:** They have training at home!

**Mr. Leggatt:** That is right. I think it is too early to be strapping guns on kids.

• 1020

**Mr. Allmand:** Well, I have a son and I would not bring him out at that age either, but . . .

**Mr. Leggatt:** Well, Mr. Minister, why did you not give some consideration to that in some of the changes—many of which, by the way, I think are desirable. Surely that is a provision you should have a look at. You have dropped the age in the temporary permit down to 12 from 14. Whether that is necessary or not, that is not a major item, but the major problem in this area is there no law that places a restriction in the age that a child may learn the use of guns. You cannot take your kid out and put him behind the wheel of a car when he is age five.

**Mr. Allmand:** You can on your own property.

**Mr. Leggatt:** On your own property only. Yes.

**Mr. Allmand:** That is the argument that was put to me. I used the same objection as you used in the House.

**Mr. Leggatt:** All right. But you are not on your own property when you are out hunting; you are usually on somebody else's.

**Mr. Allmand:** But you are not necessarily out hunting. It says: for instructional purposes only. As I have said, we did this reluctantly. We were told that it is done. I have never heard anybody give the example of two years old, but I have heard eight, nine, ten. I have heard many ages given. So, rather than decide on an age, we thought that if it is just the parent—or the guardian in place of the parent; not the brother or the uncle or any body else—that it is best to leave this to the discretion of the father.

It is presumed that, generally, a father will have the good sense to do what is right for his son or daughter. So we did not wish to stipulate a specific age for that very restricted type of thing, which has to be, you know, for instructional purposes. The son cannot go off on his own and hunt or shoot or whatever; he has to be with the parent or guardian and it has to be principally for instruction. I guess we could have put in a minimum age but we thought, on balance, that most parents have the best interests of their children at heart. They are doing this now on their own farms, and especially in the West, I hear.

**Mr. Leggatt:** Okay. Now, I want to go to the parole section . . .

**Mr. Allmand:** Yes. There is one other point: the requirement in the law against careless use is still in force. If the father was negligent, even with respect to his son, in handling the gun or in doing something with the gun, he would bear a responsibility there. That responsibility always remains.

[Interpretation]

**M. Allmand:** Je suis d'accord.

**M. Leggatt:** Savez-vous que la Fédération de la faune de la Colombie-Britannique s'oppose à pareille modification, estimant que ce serait trop dangereux?

**M. Woolliams:** Le maniement des armes à feu est enseigné dans les familles.

**M. Leggatt:** On ne confie pas d'armes à feu à des enfants aussi jeunes à mon avis.

**M. Allmand:** Moi non plus, je n'amènerais pas mon fils à cet âge.

**M. Leggatt:** Pourquoi ne pas en avoir tenu compte lors de la mise au point de ces modifications, dont certaines sont souhaitables. L'âge pour l'obtention d'un permis provisoire a été ramené de 14 à 12 ans; la question n'est pas de savoir s'il s'agit d'une mesure nécessaire ou non, l'essentiel étant que la loi ne fixe pas d'âge minimum auquel un enfant peut apprendre le maniement des armes à feu, alors qu'il est interdit par exemple d'apprendre à un enfant de 5 ans de conduire une voiture.

**M. Allmand:** Vous pouvez le faire à condition de rester sur votre propriété.

**M. Leggatt:** C'est exact.

**M. Allmand:** C'est ce qu'on m'a dit, à quoi j'ai répondu par les mêmes objections que vous avez soulevées en Chambre.

**M. Leggatt:** D'accord, mais d'habitude on chasse, non pas dans sa propriété, mais dans celle de quelqu'un d'autre.

**M. Allmand:** La loi parle non pas de chasse, mais de leçons de tir. Je le répète, nous l'avons fait à notre corps défendant. Je n'ai jamais entendu parler d'un enfant de deux ans à qui l'on ait confié une arme à feu, mais bien d'enfants de 8, 9 ou 10 ans. C'est pourquoi nous avons décidé que, plutôt que de fixer arbitrairement un âge, ce serait au père ou au tuteur de prendre la décision même, mais non pas au frère, à un oncle ou à une quelconque autre personne.

L'on suppose que la majorité des pères veilleront à agir dans le meilleur intérêt de leurs enfants. C'est pourquoi nous avons décidé de ne pas fixer d'âge précis, vu qu'il s'agit uniquement de l'apprentissage du maniement des armes à feu. En effet un enfant ne peut aller seul à la chasse; il doit être accompagné, soit de son père ou de son tuteur, le but étant essentiellement l'apprentissage. On aurait pu prévoir un âge minimum, mais finalement on a décidé de se fier au bon sens des parents, qui dans l'ensemble ont l'intérêt de leurs enfants à cœur. On me dit que les agriculteurs, et en particulier ceux de l'Ouest, apprennent le maniement des armes à leurs enfants dans leurs propres exploitations.

**M. Leggatt:** Très bien. Je voudrais maintenant passer à la section sur la libération conditionnelle.

**M. Allmand:** Je voudrais encore ajouter quelque chose. L'utilisation négligente d'armes à feu reste toujours assujettie à la loi. Ainsi, lorsqu'un père fait preuve de négligence au moment où il explique le maniement d'une arme à feu à son fils, il est responsable.

[Texte]

**The Chairman:** Mr. Leggatt, would it be agreeable to you and the Committee to allow Mr. Fairweather to question at this point? He has to leave at 10:30 to meet the Council of Europe. He will not be able to meet that appointment unless we let him on now for a few moments.

**Mr. Leggatt:** Of course, I do not mind. I would be happy to do so.

**The Chairman:** Mr. Fairweather.

**Mr. Fairweather:** Mr. Chairman, through you, I wish to thank my colleagues. I only have one point. Would the Minister and his officials direct their attention to the very important evidence given here on Friday by Professor Greenland of McMaster University on dangerous sexual offenders? I think the point that Professor Greenland was trying to make, if I can paraphrase it, was that there have been, in fact, only 91 since 1949; that about one third of these are really hospital cases in the sense that no maximum, minimum, or any other security can be of any assistance. One third are, in fact, probably correctly labelled as being dangerous; and one third have been subjected to sentences that bear no relation to what is obviously a serious psychiatric problem, and that they could well be back in society.

I know this points to serious problems for the administrators and the parole board and everybody else, but I think it was impressive evidence. What was particularly alarming, to me in any event, was the gross disparity of sentencing in the regions of Canada. For example, I think about one third—if my memory is correct—of DSOs are in British Columbia...

**An hon. Member:** More.

**Mr. Allmand:** They were habitual offenders, were they not?

**Mr. Fairweather:** Well, yes, but they are in the category that you seek to cover. This is really just a plea to ask the Minister and the Minister of Justice to look at Professor Greenland's point. Then I would hope that perhaps some other amendments may commend themselves to the Minister.

1025

**Mr. Allmand:** Mr. Fairweather, these amendments were under discussion last week before Mr. Greenland appeared. Although we have put forward, as I say, 43 amendments this morning, this does not foreclose us from putting forward some others.

**Mr. Fairweather:** That is really all I ask.

**Mr. Allmand:** We certainly have that in mind. There are a couple of others—not very many—that we are still considering, and we will look at the evidence of last Friday to see if there is anything there. We made a few changes in the dangerous offender proposals, and we have clarified the review by the Parole Board. The Parole Board has to review the case after three years and then every two years, as a protection. But we will look at that.

[Interprétation]

**Le président:** Monsieur Leggatt, est-ce que vous permettez que je donne la parole à M. Fairweather? En effet, il doit nous quitter à 10 h 30 pour participer à la réunion du Conseil de l'Europe.

**M. Leggatt:** Je vous en prie.

**Le président:** Monsieur Fairweather.

**M. Fairweather:** Je vous remercie, monsieur. Je voudrais signaler à l'intention du ministre et de ses adjoints le témoignage très important présenté vendredi dernier par le professeur Greenland de l'université McMaster concernant les délinquants sexuels. D'après le professeur Greenland, il n'y aurait eu que 91 délinquants sexuels depuis 1949, dont un tiers environ sont des cas réellement pathologiques pour lesquels l'unique solution est l'hospitalisation; un tiers est effectivement des personnes dangereuses, tandis que l'autre tiers pourrait sans danger être réinséré dans la société.

Je sais que pareil point de vue présente de gros problèmes pour les administrateurs des institutions pénitentiaires et pour la Commission des libérations conditionnelles. Ce qui me paraît particulièrement grave, ce sont les énormes écarts de peine infligées d'une région à l'autre du Canada. Ainsi si je me souviens bien, un tiers environ des délinquants sexuels dangereux se trouveraient en Colombie-Britannique.

**Une voix:** Plus encore.

**M. Allmand:** Il s'agit de récidivistes, n'est-ce pas?

**M. Fairweather:** Oui, mais il s'agit de gens auxquels cette loi devrait justement s'appliquer. Je tiens simplement à signaler le témoignage du professeur Greenland à l'attention du Solliciteur général et du ministre de la justice et j'espère qu'après l'avoir lu, le ministre trouvera peut-être bon de présenter certains amendements.

**M. Allmand:** Monsieur Fairweather, nous avons discuté de ces amendements la semaine dernière avant la comparution de M. Greenland. Bien que, comme je l'ai dit, nous ayons devant nous ce matin 43 amendements, cela ne nous empêche pas d'en proposer d'autres.

**M. Fairweather:** C'est en fait tout ce que je demande.

**M. Allmand:** C'est d'ailleurs ce que nous nous proposons de faire. Quelques autres amendements sont actuellement à l'étude et nous nous reporterons aux témoignages de vendredi dernier pour voir s'il y a du nouveau de ce côté-là. Nous avons apporté quelques modifications aux propositions relatives aux délinquants dangereux, et nous avons éclairci la révision que fera la Commission des libérations conditionnelles. La Commission des libérations conditionnelles doit revoir le cas au bout de trois ans et ensuite tous les deux ans. C'est une mesure de protection. Mais nous y veillerons.



[Text]

Mr. Fairweather: Thank you.

The Chairman: Thank you, Mr. Fairweather. Back to Mr. Leggatt.

Mr. Leggatt: I wanted to get back to the same subject. We had some pretty firm recommendations from witnesses that, first of all, there should be a provision in the law that would allow a parolee to revoke his own parole where he himself feels he should no longer be on the street. I do not see that recommendation in this. It seemed to me to be a rather worth-while suggestion, and I have not heard anyone argue against it. Do you have any comments to make on that?

Mr. Allmand: I would like to call Mr. Outerbridge up here, please.

I might say we do have a provision in the law, Mr. Leggatt, that a person can refuse to leave prison as a result of earned remission. He has the choice of staying in prison even though he has earned the remission.

Mr. Leggatt: But that does not meet the problem of the guy who is on the street and who himself decides that he should be back inside.

Mr. Allmand: Bill, do you have any comment on that proposal?

Mr. W. R. Outerbridge (Chairman, National Parole Board): No, I have not had a chance to hear or read the evidence that was put forward, Mr. Leggatt.

Mr. Allmand: No, he is not talking about evidence now. He is saying, why do we not have a proposal that will allow a parolee, on his own, to decide that he will come back to prison?

The Chairman: This point was made by a witness in testimony before the Committee once, I guess.

Mr. Outerbridge: Quite honestly, this is a procedure that has not been considered.

Mr. Allmand: Have you ever heard of this before? Do many parolees want to cancel their own parole?

Mr. Outerbridge: This does not happen very often, but I can conceive of occasions where this would be something that...

Mr. Leggatt: I am thinking of a case such as that of a dangerous offender who may be on parole, a sexual offender, for example, who may decide: Look, I am hitting the booze, or something is the matter; I want to go back in. I do not think it is inconceivable that we could be providing more protection if you give these guys an option when they are on the street to go back in.

Mr. Woolliams: Under these paroles, Mr. Leggatt—to the witness—supposing he does go back, in the way it stands now he loses his time.

Mr. Leggatt: No, he does not—yes, as it stands now.

[Interpretation]

M. Fairweather: Merci.

Le président: Merci, monsieur Fairweather. Revenons à M. Leggatt.

M. Leggatt: Je voulais aborder le même sujet. Certains témoins ont fait des recommandations très fermes pour que nous introduisions une disposition qui permette à un détenu en libération conditionnelle de mettre lui-même un terme à sa libération conditionnelle, lorsqu'il ne se sent pas capable de se retrouver seul dans la rue. Je ne vois ici aucune recommandation de ce genre. Il me semble qu'il s'agit d'une suggestion très pertinente et je n'ai entendu personne s'y opposer. Avez-vous des commentaires à faire à ce sujet?

M. Allmand: J'aimerais demander à M. Outerbridge de s'approcher.

Monsieur Leggatt, il existe dans la loi des dispositions qui prévoient qu'une personne peut refuser de quitter la prison bien qu'une rémission de peine lui soit accordée. Même si elle a droit à cette rémission de peine, elle peut choisir de rester en prison.

M. Leggatt: Mais cela n'a rien à voir avec le problème du gars qui est livré à lui-même dans la rue et qui décide de son plein gré de revenir en prison.

M. Allmand: Bill, avez-vous des commentaires à faire à ce propos?

M. W. R. Outerbridge, (président, Commission nationale des libérations conditionnelles): Non, je n'ai pas eu l'occasion de lire ou d'entendre les témoignages qui ont été présentés, monsieur Leggatt.

M. Allmand: Non, il ne parle plus des témoignages. Il demande pourquoi il n'existe pas une proposition qui permette à un libéré sous condition de décider de son plein gré de revenir en prison?

Le président: Je crois que ce sujet a été abordé une fois par un témoin qui a comparu devant le Comité.

M. Outerbridge: Honnêtement, il s'agit d'une procédure que nous n'avons pas envisagée.

M. Allmand: Avez-vous déjà entendu parler de ce genre de situation? Existe-t-il de nombreux détenus libérés sous condition qui désirent mettre un terme à leur libération conditionnelle?

M. Outerbridge: Cela n'arrive pas très souvent, mais je conçois que cela puisse arriver.

M. Leggatt: Je pense en particulier au cas d'un délinquant dangereux qui est placé en libération conditionnelle. Supposons qu'il s'agit d'un délinquant sexuel qui craint de se remettre à boire ou quelque chose du genre, et décide de revenir en prison. Il me semble tout à fait concevable que vous protégiez ces gars-là en leur permettant de choisir entre rester dans la rue et revenir en prison.

M. Woolliams: Étant donné la Loi actuelle sur les libérations conditionnelles, le type qui retourne en prison est pénalisé.

M. Leggatt: Non, ce n'est pas exact ou plutôt, c'est vrai selon la loi actuelle.

[Texte]

**Mr. Woolliams:** That is what I mean.

**Mr. Leggatt:** If he is in violation of a parole he loses the time he has been out on parole. This would give him an opportunity of not violating his parole, and going back in and not having to serve additional time.

**Mr. Allmand:** Under the proposals in the place and security bill he will no longer lose the time. The time on the street will count as part of his sentence even if he does go back in, even when it is revoked.

**Mr. Leggatt:** That is a substantial change.

**Mr. Allmand:** Would you comment on this in relation to his question, Mr. Outerbridge? If a parolee now is in that situation and consults with his parole officer, would they not arrange for them to ...

**Mr. Outerbridge:** This could happen. The question is the penalties that flow from it, and it seems to me that the substantive change just referred to, Mr. Leggatt, is one. The other is the fact that the Parole Board will have the opportunity to recredit the remission that has been lost. These two procedures might help to reduce the penalty that might deter persons who otherwise would wish to do this from asking to go back in.

**Mr. Leggatt:** There is one thing in your answer I want to clarify. If a person right now applies to revoke his own parole he may find an excuse to revoke it by being drunk, or not reporting, and so on. There may be psychological reasons for his revoking his own parole. I have seen cases of this where the guy, in fact, probably wants to go back in. He cannot handle the street, it is too tough for him. Should we not have a clear provision under this act where he can simply go to his officer and say: I want back in, I cannot handle this situation, I am arguing with my wife every day. Or he might say, I think I might knock over a grocery store or something. It does seem to me that it is something we can seriously look at. I just ask you to have a careful look at that provision, because it could be useful.

One other thing I wanted to ...

• 1030

**Mr. Allmand:** It appears to me that while we will look at that we will have to be careful with it too because eventually these people have to go back to the street. And to me, the real solution to the problem that you present is further support and help to the parolee if he cannot handle the street because we have to help him to handle the street eventually. If it is a question that he says, "I am going to knock off a bank," of course, we are going to put him back in prison.

**Mr. Leggatt:** I am not sure of the way it has been handled.

**Mr. Allmand:** I has been handled fairly well if you look at the great number of cases. What we have to do, as I have said many, many times, the great majority of inmates have to be returned to the streets; there is a very small percentage on life sentences or indeterminate sentences. That is our challenge: to help them deal with the street.

[Interprétation]

**M. Woolliams:** C'est ce que je veux dire.

**M. Leggatt:** Lorsqu'il enfreint les conditions de sa libération, le temps qu'il a passé à l'extérieur de la prison n'est pas compté. Cela lui permettrait de ne pas enfreindre les conditions de sa libération conditionnelle en revenant en prison et en n'étant pas obligé de purger un temps plus long.

**M. Allmand:** En vertu des propositions du bill sur l'ordre et la sécurité publics, il ne sera pas pénalisé. Le temps qu'il passera à l'extérieur de la prison comptera, même s'il retourne en prison, même s'il refuse sa libération conditionnelle.

**M. Leggatt:** Cela constitue un changement important.

**M. Allmand:** Auriez-vous des commentaires à faire pour répondre à sa question, monsieur Outerbridge? Si un détenu en libération conditionnelle se trouve dans cette situation et consulte l'agent des libérations conditionnelles, n'est-il pas possible de faire en sorte qu'il ...

**M. Outerbridge:** Cela peut arriver. Il est surtout question des sanctions qui en découlent et il me semble que le changement auquel M. Leggatt vient de faire allusion est effectivement très important. Deuxièmement, la Commission des libérations conditionnelles aura la possibilité d'accorder ultérieurement la rémission de peine qui a été perdue. Ces deux procédures doivent permettre de réduire les sanctions qui risquent sinon d'empêcher certains de demander de revenir en prison.

**M. Leggatt:** Il y a un aspect de votre question sur lequel j'aimerais avoir des éclaircissements. Une personne qui demanderait que sa libération conditionnelle soit suspendue peut très bien prétexter l'ivresse, omettre de se présenter etc. Il peut y avoir toutes sortes de raisons psychologiques pour qu'elle demande la suspension de sa libération conditionnelle. J'ai vu certains cas où le gars voulait sans doute vraiment retourner en prison. Il ne pouvait pas supporter de se retrouver dans la rue, c'était trop dur pour lui. Ne pourrions-nous pas prévoir une disposition précise qui lui permette de s'adresser à l'agent des libérations conditionnelles et de lui demander de retourner en prison en alléguant qu'il ne se sent pas de taille à affronter la situation qu'il se bagarre avec sa femme ou qu'il a peur d'attaquer une petite épicerie. Il me semble que nous devrions envisager cette question avec beaucoup de soin. Je vous demande d'examiner soigneusement cette disposition, car elle peut être très utile.

Il y a une autre chose que je voulais ...

**M. Allmand:** Je crois que nous allons examiner de près ces cas, car ces gens vont un jour être libérés. A mon avis, il faut plutôt aider l'ex-détenu à s'intégrer, car il faudra bien qu'il reprenne sa place dans la société un jour ou l'autre.

**M. Leggatt:** Je ne sais pas comment on a procédé.

**M. Allmand:** Jusqu'ici, en examinant le grand nombre d'antécédents, on peut dire qu'on s'en est assez bien tirés. Comme je l'ai indiqué de très nombreuses fois, c'est la très grande majorité des détenus qui obtiendra éventuellement sa libération. Il n'y a qu'un très petit nombre de condamnations à vie ou de condamnations pour période indéterminée.



[Text]

**Mr. Leggatt:** The present law provides the potential of one for a Parole Board hearing; it is my understanding that in fact...

**Mr. Allmand:** That is a change.

**Mr. Leggatt:** Has that been changed or is the guy still faced with a single member of the Parole Board making a determination on his case?

**Mr. Allmand:** Under the present law, it is two, is it not? The peace and security bill, Bill C-83, provides that in the future for lesser cases only one member will be sufficient to hear certain cases. That is new; it is two at the present time.

**Mr. Leggatt:** This is my objection. When you have a law which allows only one member of the Parole Board—and everybody has their own personal prejudices one way or another and some members of the Board may be very hard on a certain kind of offence while others may not feel that offence is such a major social problem—my concern is the possible prejudice where a single member makes that decision. Surely there should be a provision for at least two rather than one.

**Mr. Outerbridge:** If I may, Mr. Chairman. The intent of this is to try to have some of the very minor administrative decisions made by one Board member. As you know now, as offences become more serious more Board members are required to effect a release and that will not be modified. But what we are thinking, and this will be provided by the regulations, is that in very minor offences it will be possible for the Board to make decisions and particularly in the area of administrative decisions, reserve decisions: for instance, adjourning cases, the ability to terminate a day parole or a temporary parole which now requires two votes. Our intent certainly is to keep those for the most minor of decisions the Parole Board members have to make.

**Mr. Allmand:** The reason for doing this, Mr. Leggatt, was to expedite the very heavy volume of work especially in minor cases. If you had to involved two members for this type of work it takes much more time. Secondly, one must remember that in many cases you can be convicted by one judge, and if you can be convicted by one judge there is no reason for minor cases, at least, that your parole should not be handled by one Parole Board member. The legislation provides for reviews although, as I say, these things are very minor cases that will be handled by one member.

**Mr. Leggatt:** I want to go to one more question which deals with your changes on those who require a weapon for their support or their livelihood. I cannot find the section, Mr. Minister. Can you refer to that particular section?

**Mr. Allmand:** Mr. Leggatt, this provision says that you will still need a licence but you will not have to pay the fee if you live in a designated area which will be basically rural areas and northern areas, and that you hunt as a way of life and use hunting to supplement your food supply. That is on page 24 of the amendments distributed to you.

[Interpretation]

née. Nous devons donc relever ce défi: c'est-à-dire aider les anciens prisonniers, une fois qu'ils ont obtenu la liberté.

**M. Leggatt:** La loi actuelle permet que l'on soit entendu par un membre de la Commission nationale des libérations conditionnelles éventuellement et je crois comprendre que...

**M. Allmand:** C'est là un changement qui a été apporté.

**M. Leggatt:** Est-ce qu'on a apporté un changement ou est-ce que la personne doit toujours comparaître devant un seul membre de la Commission des libérations conditionnelles, qui décidera?

**M. Allmand:** La loi actuelle ne prévoit-elle que ce sont deux membres? Le bill C-83 qui est le bill de l'ordre et de la sécurité publiques prévoit qu'à l'avenir, pour les cas moins importants, un seul membre suffira. C'est donc une nouvelle mesure car actuellement c'était deux membres.

**M. Leggatt:** C'est ce à quoi je m'oppose. Lorsque la loi prévoit qu'on sera entendu par un seul membre de la Commission des libérations, il me semble qu'il y a alors danger de préjugé et on risque que certains membres jugent plus sévèrement certains genres de délits alors que d'autres attacheraient moins d'importance sociale à ces délits. Il devrait y avoir une prescription prévoyant au moins deux membres plutôt qu'un seul.

**M. Outerbridge:** On a voulu ici prévoir le cas où un membre de la Commission doit prendre des décisions administratives de peu d'importance. Comme vous le savez, le nombre des membres de la Commission devant décider d'une libération s'accroît avec la gravité des délits. Mais nous pensons que, dans le cas des délits peu importants, et cette mesure sera prévue par les règlements, il suffira d'un membre de la Commission pour prendre les décisions lorsque celles-ci sont surtout administratives et je songe aux décisions d'ajournement, aux décisions pour mettre fin à une libération conditionnelle d'un jour ou temporaire, décisions pour lesquelles il faut actuellement deux votes.

**M. Allmand:** Nous avons voulu procéder ainsi, monsieur Leggatt, pour accélérer le travail pour toutes ces causes peu importantes. En suite, il faut se souvenir que, dans beaucoup de cas, il suffit d'un juge pour décider de la condamnation et il n'y a pas de raison pour que, dans ces cas peu importants, ce ne soit pas le cas. La loi prévoit aussi d'ailleurs une procédure de révision mais, comme je l'ai dit, ce seront les clauses peu importantes qui seront traitées par un seul membre.

**M. Leggatt:** Je voudrais passer à cette question des changements que vous voulez apporter à la situation des personnes qui doivent se servir d'une arme pour gagner leur vie. Je ne puis trouver l'article, monsieur le ministre; pouvez-vous me dire de quel article il s'agit?

**M. Allmand:** Monsieur Leggatt, cette stipulation prévoit que vous devrez dans ce cas malgré tout obtenir un permis, mais que vous n'aurez pas à payer de droit si vous vous trouvez dans une zone désignée, et il s'agit là surtout de zones rurales et septentrionales où la chasse est un moyen d'existence. Vous trouverez cette modification à la page 24 des amendements que je vous ai distribués.

[Texte]

**Mr. Leggatt:** I have it; all right. That still only deals with the question of fee though, does it?

**Mr. Allmand:** Yes. Let us say he is a native person living in Northern Manitoba who hunts as a way of life and to supply extra food for the family; he would need the licence. He does get the licence but he is exempted from the fee.

• 1035

**Mr. Leggatt:** How do you meet the problem of the man who finds that the firearm is the principal means of support? He has been convicted of certain offences, or some information comes to the notice of the licensing officer that he may be of some danger. Is the same standard going to apply to him, in terms of revocation of his arms licence or his right to apply for an arms licence, as someone in the south, who may use the weapon once or twice a year to go hunting?

**Mr. Allmand:** Discretion is left to the registrar in those cases. Obviously, he is going to take into account the conditions of the plight and of the individual. He should do that. On the other hand, it will depend on the offence. If a person lives in a northern area and hunts to support his family and himself, and if he has been convicted of an offence using firearms, and it is not clear yet that he is fully rehabilitated or has changed his ways, I think there would be heavy responsibility on the licensing officer or the registrar, in that case. There will not be an absolute bar to giving him the licence or revoking his licence, but this is a situation where sound discretion will have to be used. If the fellow has shot his neighbours, and not killed them but wounded them, or done something else with a firearm, great care would have to be taken.

**Mr. Leggatt:** Let me put the case differently. Persistent alcoholism is surely a ground which would give a person some reason to say that this man should not have a weapon. He has clearly been out of control over periods of time with alcohol. This is a real problem in the north. That would mean that there could be a significant number of people who will have their arms licences revoked, because of the abuse or use of alcohol, which will make the law work pretty strenuously in the north, and not so strenuously in the south. I still do not see any provision for that problem. To put it in another context, say someone requires their car to get to work, and there is no alternate service in order for him to maintain his employment, there is no way of getting a job. It has been my experience that the court says, "All right, we will let you use your car on a limited basis. You should not have it for pleasure, but we are going to allow you to get to work. It is too important to you." Yet there is no provision in this law, that I can find, for the guy who may be out of a job, and his family on welfare, because he does not have the right to use a weapon, even though the evidence of it being a risk to the public may be the same, for example, in the north as in the south. The importance to the individual is so much higher.

I am wondering if there are going to be any guidelines set down for registrars? They are not in here yet. Are there going to be guidelines set down for registrars, where that will be taken into consideration. Of course, I am not talking about the fee, I am talking about the importance to the man in terms of supporting his family.

[Interprétation]

**M. Leggatt:** Oui, je l'ai. Mais il n'est question ici que des frais?

**M. Allmand:** Oui. Supposons qu'il s'agit d'un autochtone qui vit dans le nord du Manitoba et dont la chasse lui sert à aider à nourrir sa famille; il doit se procurer un permis, mais il est exempté de tout frais.

**M. Leggatt:** Mais comment résolvez-vous ce problème pour la personne dont l'arme à feu est le principal moyen d'existence? Disons qu'elle a été déclaré coupable de certaines infractions ou que le préposé aux autorisations a été averti que cette personne représente un danger public. Utiliserons-nous les mêmes normes à son endroit pour la révocation de son autorisation ou du droit qu'elle a du faire une demande d'autorisation? Sera-t-elle traitée de la même façon qu'une personne qui habite dans le sud et qui utilise son arme pour chasser une ou deux fois par année?

**M. Allmand:** Dans ce cas, on s'en remet au jugement du registraire. Il est évident que celui-ci tiendra compte de la situation pénible du particulier en question, du moins il devrait le faire. Par contre, tout dépendra de l'infraction. S'il s'agit d'une personne qui habite dans une région du nord et qui chasse pour subvenir à ses besoins et à ceux de sa famille, le préposé aux autorisations ou le registraire devra agir avec discernement. Si elle a été déclarée coupable d'un crime perpétré avec une arme à feu et qu'il n'est pas encore évident qu'elle est complètement réadaptée il faudra faire preuve de jugement. Il est assez difficile d'établir d'une façon définitive que l'autorisation doit lui être donnée ou révoquée. C'est une question de jugement. Si la personne en question a fait feu sur ses voisins, les blessant mais sans les tuer, il faudra exercer de la prudence dans la prise d'une telle décision.

**M. Leggatt:** Je vous présenterai la situation d'une façon différente. L'alcoolisme chronique justifie certainement la décision de priver un homme de la possession d'une arme à feu. L'alcoolisme constitue un véritable problème dans le nord. Un grand nombre de personnes perdent le contrôle d'elles mêmes à cause d'abus d'alcool. Pour cette raison, il faudrait révoquer les autorisations d'armes à feu d'un nombre important de personnes. Une telle disposition rendrait l'application de la loi beaucoup plus sévère dans le nord que dans le sud. Je ne vois aucune disposition à cet égard dans le projet de loi. Prenons un autre exemple. Disons qu'une personne utilise sa voiture pour se rendre au travail puisqu'il n'existe aucun système de transport public où elle habite. Pour conserver son emploi, elle doit se déplacer en voiture. Voici ce que j'ai déjà entendu en cour, «Très bien, nous autorisons une utilisation restreinte de votre voiture. Il vous est interdit de vous promener, mais vous pouvez vous en servir pour vous rendre au travail, puisque cela vous est indispensable.» Le projet de loi à l'étude ne contient aucune disposition qui protège une personne sans emploi dont la famille reçoit des prestations de bien-être social puisqu'elle n'est pas autorisée à utiliser son arme à feu. Il va sans dire que le danger pour le public est le même, qu'il s'agisse du nord ou du sud. Mais la question est plus importante pour le particulier qui habite dans le nord.

Proposez-vous d'établir, à l'intention des registraires, des directives qui tiennent compte de ces situations? Je ne parle pas des frais, mais plutôt de l'importance de l'autorisation pour une personne qui subvient aux besoins de sa famille par la chasse.



[Text]

**Mr. Allmand:** Mr. Sarchuk thinks this is covered by Clause 106.3(16). I might say that we have tried to give full discretion to the licensing officers and the registrars, so that they can consider these things, Mr. Leggatt. Even with persistent use of alcohol, people act in different ways; some people who use alcohol a lot and get drunk merely go to bed and sleep it off, others become very belligerent. I think that is the kind of thing that somebody would look for.

Mr. Sarchuk, what were you going to refer to?

**Mr. A. Sarchuk (Senior Legal Council, Department of Justice):** Clause 106.3(16). These will not be licences issued, they will be permits, and under Subclause (16):

any person authorized to issue the permit may attach to the permit any condition relating to the use, carriage, possession, handling or storage of weapons, that is prescribed by the regulations, or that he deems desirable in the particular circumstances and in the interests of safety of any person.

Using your example, sir, in the northern communities where you have a man who absolutely requires his weapon for the purpose of providing food for his family, but who also has a drinking problem, a permit issued under this clause, under the need to hunt or need to sustain family clause, could have extremely stringent conditions attached to it. I think this widens the discretionary authority of the licensing officer to deal with the exact situation that you are concerned with.

**Mr. Leggatt:** Can the licensing officer revoke a licence and, then, prescribe conditions under these provisions? In other words, if a man has an arms licence, and matters come to the registrar's attention which indicate there should be revocation, can he simply revoke and reissue it by imposing conditions. Do you think technically he can?

• 1040

**Mr. Sarchuk:** I think technically he can because he has the power to revoke. The man could then re-apply immediately, at which time a new permit could be issued with very special conditions.

**Mr. Leggatt:** All right.

**The Chairman:** Thank you, Mr. Leggatt. Mrs. Campagnolo is next, but before moving to her I notice we have lost about three Committee members in the last ten minutes. I know Mr. McCleave has a deadline, at least, to leave, and there are two points of business to discuss, one is a motion by Mr. McCleave to pay a witness and the other question, of course, is the future business plans of the Committee.

Would this be a good time to discuss that or would you rather leave it to later in the morning?

**Mr. Fox:** Mr. Chairman, I think maybe we should discuss it now before we lose our quorum. I think the future business of the Committee has to be decided now. We have already gone through a good deal of questioning by the members and I am sure we will not be able to get through...

[Interpretation]

**M. Allmand:** Selon M. Sarchuk, cette question est couverte par l'article 106.3(16). Monsieur Leggatt, nous nous sommes efforcés de confier aux préposés aux autorisations et aux registraires les pouvoirs discrétionnaires nécessaires. L'abus chronique de l'alcool conduit à un comportement qui varie selon les personnes; certaines d'entre elles, lorsqu'elles sont ivres, vont tout simplement se coucher et dormir, par contre d'autres deviennent très violentes. Voilà ce qui doit nous préoccuper.

M. Sarchuk, à quoi vouliez-vous vous rapporter?

**M. A. Sarchuk (Conseiller juridique principal, ministère de la Justice):** A l'article 106.3(16). Il ne s'agit pas de délivrance d'autorisation, mais de permis:

Toute personne qui est autorisée à délivrer un permis peut, quant à l'utilisation, au port, à la manipulation, à l'entreposage ou à la possession des armes, assortir le permis des conditions que prescrivent les règlements ou qu'il estime souhaitables eu égard aux circonstances particulières du cas et à la sécurité de qui que ce soit.

Monsieur, revenons à l'exemple des localités du nord; si un homme y a absolument besoin de son arme à feu pour nourrir sa famille, mais a des problèmes d'alcoolisme, on pourra, en vertu de cet article, si l'on tient compte du besoin de la chasse pour subvenir aux besoins familiaux, lui délivrer un permis, mais à des conditions rigoureuses. Cela élargit les pouvoirs discrétionnaires du préposé aux autorisations lui permettant de régler la situation qui vous inquiète.

**M. Leggatt:** Le préposé aux autorisations peut-il révoquer une autorisation et ensuite imposer des conditions? En d'autres termes, disons qu'une personne détient une autorisation de port d'arme et que le registraire est mis au courant de choses justifiant une révocation, celui-ci peut-il simplement révoquer l'autorisation et la délivrer à nouveau à certaines conditions?

**M. Sarchuk:** Techniquement, il peut le faire, ayant le pouvoir de révocation. Dans ce cas, l'intéressé présente une nouvelle demande immédiatement et un nouveau permis lui sera délivré, mais à des conditions spéciales.

**M. Leggatt:** Très bien.

**Le président:** Je vous remercie monsieur Leggatt. La parole est maintenant à M<sup>me</sup> Campagnolo, mais je constate que trois de nos membres nous ont quittés au cours des dix dernières minutes. Or, M. McCleave doit nous quitter aussi et il nous reste encore deux questions à examiner, dont la motion présentée par M. McCleave en vue de payer un témoin ainsi que les ordres du jour futur du Comité.

Voulez-vous que nous en discutons maintenant ou préférez-vous remettre cette question à plus tard?

**M. Fox:** Il vaut mieux en discuter maintenant, monsieur le président, tant que nous avons un quorum; surtout l'ordre du jour futur du Comité. Bien que de nombreux députés aient déjà posé des questions, je ne pense pas que nous puissions les épuiser toutes.

[Texte]

**The Chairman:** Yes.

**Mr. Fox:** ... all members this morning. I would suggest that perhaps we have the Minister of Justice or the acting Minister back on Thursday to continue this, which would give members the opportunity to go through the amendments in the meantime, and would give us the opportunity to make some headway on Thursday.

**The Chairman:** So your proposal, Mr. Fox—of course, we have a number of other questioners this morning and we can sit until 12.30—was that we resume the questioning of the Ministers on Thursday morning at 9.30, was that it?

**Mr. Fox:** Yes, to give the members time to have a look at the amendments and ...

**Mr. Woolliams:** Today is Tuesday. A lot of us have certain obligations, other than this Committee. It has become almost part of my life. Surely we could have ...

**An hon. Member:** You and the Minister are going around together.

**Mr. Woolliams:** The Minister is lucky, he can come in, give an hour's blast, disappear for a while and do his other duties, but I want to come back to something.

I wonder whether we could not have a few days, and I am saying this seriously, to take the amendments now. We need time. I would say that we could start next week. I think you will save time. Some of the amendments are good, such as on wiretapping. I spoke to my friend, Mr. Fairweather, we have been working together on that and we are quite happy about the change. There may be some of these things in the gun that we need to get and study it out. Law is not something you can walk into the Supreme Court of Canada and argue a case in an hour. We make mistakes in this Committee and have made mistakes when the pressure has been on, but I do not want to get into that political side of it, it is just press, press, press, press. We would not have 43 amendments today, with maybe another 10 coming on, if we had taken a little more time, brought in a bill that was practical and done a little research ahead of time.

I am asking this in all seriousness. I know that Francis probably has his instructions, get on with the job, get on with the job, and he is trying to obey these big masters, but I would ask ...

**An hon. Member:** He is a pretty big fellow himself.

**Mr. Woolliams:** ... that surely we could start next Tuesday. I think then maybe with the few questions that I would have left, I would be able to say that our group—I do not know, I am just using this as an example—agrees with 30 or we agree with 25 or we agree with them all. I would like to have time to study them. I do not want to come here in a vacuum of ignorance.

**The Chairman:** Yes. I wonder whether I might try to clarify this and suggest as a possible compromise that we might agree not to start the clause-by-clause study until next week, but that we perhaps make the Minister available later this week for further questioning. You may have ...

**Mr. Woolliams:** I would like to be able to ask questions, Mr. Chairman, that are important questions, that are not surface, like we have done today. I feel certain on wiretapping. I grasped that very quickly because it is really what we recommended. The part that has been taken out of the bill, I recommended, the changes in ammunition, I was

[Interprétation]

**Le président:** En effet.

**M. Fox:** Je propose donc que le ministre de la Justice ou son suppléant vienne ici jeudi pour permettre aux membres du Comité de discuter avec eux des amendements, de façon à ce que nous puissions étudier les amendements d'ici jeudi; cela facilitera le travail jeudi.

**Le président:** Comme j'ai encore des noms inscrits sur ma liste, nous pourrions continuer à siéger jusqu'à midi trente. Vous avez proposé, monsieur Fox, que l'on poursuive l'interrogatoire du ministre jeudi matin à 9 h 30 n'est-ce pas.

**M. Fox:** Oui, pour permettre aux députés d'étudier les divers amendements.

**M. Woolliams:** Nous sommes mardi. Or nous avons des obligations en dehors des réunions de comités, lesquelles deviennent pratiquement partie intégrante de ma vie.

**Une voix:** On vous voit souvent avec le ministre.

**M. Woolliams:** Le ministre a de la chance car lui, il peut venir ici, parler pendant une heure et puis s'occuper de ses autres tâches.

J'estime qu'il nous faut plusieurs jours pour étudier ces amendements. En remettant la réunion à la semaine prochaine, on finirait par gagner du temps. Certains amendements sont valables, comme par exemple celui sur l'écoute électronique. J'en ai discuté avec M. Fairweather et nous sommes tous les deux en faveur de cet amendement. Il nous faut du temps pour étudier ces questions plus en détail. On ne peut pas se présenter devant la Cour suprême dans l'espoir d'expédier une affaire en une heure. En travaillant sous pression, nous risquons de faire des erreurs. Si, au moment de la rédaction du bill, on avait consacré plus de temps au travail préparatoire, nous ne serions pas maintenant saisis de 43 amendements, avec 10 autres sans doute à venir.

C'est une suggestion très sérieuse de ma part. Je sais que Francis, quant à lui, cherche à aller aussi vite que possible pour plaire au grand patron.

**Une voix:** Il n'est pas si petit que ça lui-même.

**M. Woolliams:** On pourrait commencer mardi prochain, et je pense que notre groupe serait alors à même de formuler son accord sur un nombre précis d'amendements. Il nous faut encore du temps pour étudier ces amendements afin d'en parler en connaissance de cause.

**Le président:** A titre de compromis, je propose que l'étude article par article ne soit abordée que la semaine prochaine, mais que l'on demande au ministre de revenir à la fin de la semaine pour répondre à nos questions.

**M. Woolliams:** Je voudrais pouvoir poser des questions de fond au ministre et non pas de pure forme, comme on l'a fait aujourd'hui. En ce qui concerne l'écoute électronique, je me sens en terrain sûr, les amendements étant en réalité conformes à nos recommandations. Mais j'aimerais pouvoir disposer de plus de temps pour étudier la question des



[Text]

well aware of those, but I would like to look at these and study them. The next time I ask the Minister questions, I may only have four or five questions, they are going to be questions that have been thought out and studied out, by comparing the amendments, going through the bill and fitting the amendments into the bill. This is not an easy job. I am asking you this in all seriousness.

**The Chairman:** Mr. Lachance.

**Mr. Lachance:** I would like to point out to Mr. Woolliams that he is not the 'only one on this Committee. He had about 15 minutes to ask the Minister questions, and we would like to ask questions, too. I think it would be just fair for the members to have at least one round of questioning for the Minister this week because he had his 15 minutes. I did not have my 15 minutes and I would like to have it. Just in fairness—you spoke about fairness—every member should have at least one round. It is not . . .

**Mr. Woolliams:** Provided we can come back next week and ask questions again of the Minister after we have done some studying. I am prepared, if that is the way you feel about it and it was a good point well taken—the thing is to come in here without preparation . . .

• 1045

**The Chairman:** All right. Mr. Fox.

**Mr. Fox:** It is quite obvious that my sole concern was for the other members of the committee who have not had the opportunity of doing as Mr. Woolliams has done. I was suggesting a meeting on Tuesday morning for the purpose of allowing other members of the committee the same general questions. I was in no way suggesting that we go to clause by clause; nor in any way suggesting that we have a whole series of meetings between now and next week. My sole concern was to assure that all members of this Committee have the opportunity to do what Mr. Woolliams has done this morning and give them the opportunity to ask general questions of the Minister. Then we would come back the following week to go into more detailed questioning after having had the opportunity to digest the amendments presented to the committee.

**An hon. Member:** Hear, hear.

**An hon. Member:** That makes sense.

**An hon. Member:** Agreed.

**Mr. Woolliams:** That is all right.

**The Chairman:** All right. Then I take it that Mr. Fox's suggestion is accepted, that we have another questioning session on Thursday morning. In fact, we might as well make the whole morning available for members to ask questions as long as they want. We will come back—oh, do you have a Cabinet problem?

**Mr. Allmand:** I do not know if Mr. Basford will get back. I have something in Cabinet that morning as well.

**The Chairman:** All right.

**Mr. Allmand:** I would be willing to come at 9.30 . . .

[Interpretation]

munitions. Ainsi à la prochaine séance, je pourrais me borner à ne poser que 4 ou 5 questions au ministre, mais ces questions auront été bien réfléchies après étude des divers amendements ainsi que des dispositions du bill. Ce n'est pas un travail facile et c'est pourquoi je vous demande très sérieusement de nous accorder ce délai.

**Le président:** Monsieur Lachance.

**M. Lachance:** M. Woolliams ne doit pas oublier qu'il n'est pas l'unique membre du Comité. Il a disposé de 15 minutes pour poser des questions au ministre et nous aimerions nous aussi poser des questions. Ce ne serait donc que juste que tous les membres du Comité puissent poser des questions au ministre encore cette semaine. Moi, je n'ai pas encore eu la possibilité de parler 15 minutes comme je voudrais le faire. Il n'est donc que juste que tous les députés puissent au moins avoir un tour.

**M. Woolliams:** A condition que nous puissions revenir la semaine prochaine pour poser à nouveau des questions au ministre lorsque nous aurons étudié le bill et les amendements. Je suis d'accord avec vous. Il faut être bien préparés.

**Le président:** Très bien. Monsieur Fox, vous avez la parole.

**M. Fox:** Il est évident que ma seule préoccupation était que les autres membres du Comité aient les mêmes possibilités que M. Woolliams. Je proposais donc que l'on tienne une séance jeudi matin afin que les autres membres du Comité puissent poser aussi des questions générales. Je n'avais aucunement laissé entendre que nous devions passer à l'étude article par article ni que nous devions tenir toute une série de séances depuis maintenant jusqu'à la semaine prochaine. Je voulais que les autres membres du Comité puissent aussi poser des questions générales au ministre; puis nous pourrions revenir la semaine prochaine pour poser des questions plus complètes, après avoir eu le temps de réfléchir aux amendements qui ont été présentés au Comité.

**Une voix:** Bravo!

**Une voix:** C'est raisonnable.

**Une voix:** D'accord.

**M. Woolliams:** Très bien.

**Le président:** Très bien. Donc, je prends pour acquis que la proposition de M. Fox est acceptée et que par conséquent jeudi matin nous aurons une autre séance consacrée aux questions. En fait, nous pourrions consacrer toute la matinée à ces questions. Nous reviendrons . . . mais est-ce que vous avez un problème auprès du Cabinet?

**M. Allmand:** Je ne sais pas si M. Basford sera de retour. J'ai aussi une affaire à traiter auprès du Cabinet ce matin-là.

**Le président:** Très bien.

**M. Allmand:** Je suis prêt à venir à 9 h 30 . . .

## [Texte]

**The Chairman:** All right, 9.30 a.m.

**Mr. Allmand:** ... and stay until about 11 a.m.

**The Chairman:** All right.

**Mr. Allmand:** But I have to get to the Cabinet before it finishes.

**The Chairman:** I take it that is agreed. Do we want to set a day for coming ...

**Mr. Allmand:** Unless Mr. Basford gets back, I do not know if we can spare the time.

**The Chairman:** Do we want to resume on Tuesday morning of next week or on Monday night?

**Mr. Fox:** I would agree with Mr. Woolliams, we would come back on the Tuesday morning.

**The Chairman:** Tuesday morning of next week? All right.

**Mr. Woolliams:** Tuesday morning is the very best.

**The Chairman:** All right.

**Mr. Fox:** It will give the Opposition greater time to understand it.

**Mr. Leggatt:** You should clarify that. Is that the purpose of the clause by clause at that point, or are we going to still be in the process of examining the Minister's ...

**The Chairman:** My understanding is that we will come back on Thursday morning for questioning of the Minister only. We will come back next Tuesday morning and if there are further questions of the Minister, they may be asked. If not, we will proceed to clause by clause. In other words ...

**Mr. Leggatt:** All right.

**The Chairman:** ... clause by clause will then ...

**Mr. Leggatt:** That is fine.

**The Chairman:** ... follow as soon as the general questions are finished.

**Mr. Leggatt:** Agreed.

**The Chairman:** Is that ...

**Mr. Woolliams:** That is good because there is another point which I think Francis will appreciate, we, too, have amendments. Some are identical to what you have done but we also would like to have a chance to move our amendments. So I like that system, it is all right. You are a very fair Chairman.

**Mrs. Campagnolo:** As long as you like it.

**The Chairman:** Now, we have a motion by Mr. McCleave that reasonable living and travelling expenses be paid to Mr. William Atton of the Firearms Legislation Committee of Nova Scotia in connection with his appearance before the committee on Monday, May 31, 1976. I might say that the committee's agreement was not to make a general ruling on such requests but to consider them on a case-by-case basis. Moved by his fellow-feeling for a colleague from Nova Scotia, Mr. McCleave has moved this motion.

## [Interprétation]

**Le président:** A 9 h 30 du matin, très bien.

**M. Allmand:** ... et à rester jusqu'aux environs de 11 heures.

**Le président:** Très bien.

**M. Allmand:** Mais il me faut me rendre au Conseil des ministres avant que la séance ne soit terminée.

**Le président:** Je suppose que nous sommes tous d'accord; est-ce que nous voulons maintenant établir un jour ...

**M. Allmand:** A moins que M. Basford revienne, je ne sais si je pourrai alors trouver le temps nécessaire.

**Le président:** Est-ce que nous voulons continuer mardi matin, la semaine prochaine, ou lundi soir?

**M. Fox:** Je serais d'accord avec M. Woolliams pour que nous revenions mardi matin.

**Le président:** Mardi matin prochain? Très bien.

**M. Woolliams:** Mardi matin, c'est le meilleur moment.

**Le président:** Très bien.

**M. Fox:** Cela permettra à l'opposition de consacrer plus de temps à comprendre les amendements.

**M. Leggatt:** Vous devriez préciser: est-ce qu'alors nous étudierons le bill article par article ou est-ce que nous allons continuer à poser des questions au ministre ...

**Le président:** Je crois comprendre que jeudi matin, nous reviendrons uniquement pour poser des questions au ministre. Puis, nous reviendrons le mardi matin suivant pour poser les questions qui restent à poser au ministre, s'il y en a. S'il n'y en a plus, nous passerons alors à l'étude article par article. En d'autres termes ...

**M. Leggatt:** Très bien.

**Le président:** ... l'étude article par article suivra alors ...

**M. Leggatt:** Parfait.

**Le président:** ... dès que l'on en aura fini avec les questions d'ordre général.

**M. Leggatt:** D'accord.

**Le président:** Est-ce que ...

**M. Woolliams:** C'est une bonne façon de procéder car, je crois que M. Francis comprendra que nous avons nous aussi des amendements à proposer. Certains de ces amendements sont identiques aux vôtres, mais nous voudrions avoir aussi la possibilité de proposer nos amendements. Donc, je suis tout à fait satisfait de cet emploi du temps et vous êtes un excellent président.

**Mme Campagnolo:** Du moment que vous êtes satisfait.

**Le président:** Nous avons ici une motion présentée par M. McCleave aux fins qu'on rembourse les frais raisonnables de déplacement et de séjour à M. William Atton du *Firearms Legislation Committee* de Nouvelle-Écosse pour sa comparution du lundi 31 mai 1976 devant notre Comité. J'ajouterai que le Comité ne fait pas une règle générale de donner suite à ces demandes, mais examine chaque cas à ses mérites. Cette motion est proposée, donc par un collègue de Nouvelle-Écosse, M. McCleave, qui comprend la situation.



[Text]

**Mr. Wooliams:** If you need a seconder, I will second it.

**Mr. Leggatt:** I would like to speak to that motion. I am in favour of the motion and I do not see any reason whatsoever why this man's living and travelling expenses should not have been paid, but I am going to again register my objection to the decision of this committee to reject the reasonable travel and living expenses of the B.C. Wildlife Federation. There is no reason why you pick and choose before this Committee as to which witnesses you pay and which you do not pay, depending on the kind of evidence you expect from them. It made no sense whatsoever. I still think the committee should give some reconsideration to their unreasonable decision in that particular case. Now, I know it is not bothering the B.C. Wildlife Federation very much, but they do not know why they should be singled out for special treatment.

**An hon. Member:** They are not.

**Mr. Leggatt:** They were singled out as far as I am concerned, Mr. Chairman. I am much in support of Mr. McCleave's...

**The Chairman:** As a matter of information, I think we have paid the expenses of only two witnesses so far. One was Professor Greenland, who was appearing as an individual, and Mr. Jack, the coroner from B.C., who was also appearing as an individual and at our request. Generally speaking, we have been paying expenses for individuals but not for associations because, I suppose, of the obvious financial differences between their positions.

**Mr. Fox:** Mr. Chairman, could you perhaps compare the situation of Mr. Atton to the one of people that we have paid? Could you clarify it?

**The Chairman:** As I say, the only expenses we have paid so far are for two individuals. Mr. Atton was not appearing as an individual but as a representative of an association. I do not know anything about the financial circumstances of this particular association.

• 1050

**Mr. McCleave:** Does the committee want some of our help in that regard? He was appearing, I think, on behalf of an ad hoc group that sprang up covering some six or seven associations in Nova Scotia. If it had been one, for example, if he had been appearing on behalf of the Nova Scotia Wildlife Federation to draw that name out of the hat, I would not make the motion because obviously that is an association that has a running account with the bank and the like, but because he is dealing with five or six and he starts sending bills around and trying to get a contribution from each, I would imagine that there might be some difficulty. Incidentally the sum we are talking about to the best of my knowledge would be—he is now back in Halifax; he took the early morning flight—somewhere about \$150.

**The Chairman:** I do not suppose we are so much concerned about the cost as the principle.

**Mr. McCleave:** I realize it is a matter of principle.

[Interpretation]

**M. Wooliams:** Si vous voulez quelqu'un pour vous appuyer, je me propose.

**M. Leggatt:** Je voudrais discuter de cette motion: je suis tout en faveur de la motion et je ne vois aucune raison pour laquelle on refuse de tels remboursements et à nouveau, j'indique que je m'élève contre la décision qui a été prise par le Comité de rejeter la demande raisonnable de remboursement de frais de déplacement et de logement pour la B.C. Wildlife Federation. Il n'y a pas de raison que le Comité décide quels témoins il remboursera et quel témoins il ne remboursera pas, d'après les témoignages qu'il attend de ces témoins. Naturellement, je suppose que cela ne nuit pas à la B.C. Wildlife Federation, mais elle ne sait même pas pourquoi elle a été traitée de la sorte.

**Une voix:** Non, elle n'a pas été traitée exceptionnellement.

**M. Leggatt:** Si, quant à moi. Je suis tout à fait en faveur de la motion de M. McCleave...

**Le président:** Je dirai, à titre de renseignement, que jusqu'ici nous n'avons remboursé les dépenses que de deux témoins: l'un était le professeur Greenland qui comparaisait à titre de particulier et l'autre, M. Jack, coroner de la Colombie-Britannique, qui comparaisait aussi à titre particulier, à notre demande. D'habitude, nous remboursons les dépenses des particuliers, mais non des associations, compte tenu, je le suppose, de leur différence au point de vue statut financier.

**M. Fox:** Pouvez-vous nous dire, monsieur le président, comment se compare la situation de M. Atton avec celle d'une des personnes que nous avons remboursées?

**Le président:** Comme je l'ai dit, les seules dépenses que nous avons remboursées jusqu'ici l'ont été à deux particuliers. M. Atton ne comparaisait pas à titre de particulier, mais à titre de représentant d'une association et je ne sais rien de la situation financière de cette association.

**M. McCleave:** Est-ce que le Comité aimerait qu'on l'aide? M. Atton comparaisait au nom d'un groupe ad hoc qui avait été établi pour représenter six ou sept associations de Nouvelle-Écosse. S'il avait été seul, et s'il avait comparu au nom de la Fédération de la faune de la Nouvelle-Écosse pour prendre un exemple, je ne proposerais pas cette motion, parce qu'il est évident qu'il s'agit d'une association qui a un compte en banque etc. Dans la mesure où il représente cinq ou six groupes, il doit leur envoyer des factures et obtenir la contribution de chacun et j'imagine que certains problèmes doivent se poser. J'ajoute que la somme dont nous parlons s'élève, que je sache, à environ \$150. Il se trouve maintenant à Halifax, il a pris le vol du matin.

**Le président:** Il me semble que nous discutons davantage du principe que du coût.

**M. McCleave:** Je sais parfaitement qu'il s'agit d'une question de principe.

[Texte]

**The Chairman:** Yes, but I guess his position is somewhat different from that of other association representatives inasmuch as you say it was an ad hoc group. Mr. Pinard.

**M. Pinard:** Monsieur le président, il semble que le principe établi est de payer les frais de déplacement et de séjour aux personnes qui viennent à titre individuel. Mais à quiconque représentant une association, le Comité a décidé de ne pas rembourser les dépenses. Dois-je comprendre, sous prétexte que le témoin en question n'agit pas à titre individuel et qu'il ne représente pas une association mais plusieurs, que nous établirions un troisième?

**Le président:** Oui.

**M. Pinard:** Trouvez-vous logique qu'une personne représentant une association n'ait pas ses dépenses remboursées, mais, par contre, qu'une autre en représentant plusieurs se voit dédommée? C'est une chose que M. Leggatt a décidée.

**The Chairman:** The problem, I suppose, is that it is a very loose grouping of associations in this case, but it is up to the Committee whether they want to make further exceptions or not.

**Mr. Leggatt:** Mr. Chairman, on the same point of order.

**The Chairman:** Mr. Leggatt.

**Mr. Leggatt:** It is up to the Committee as to who comes and testifies before this Committee. Whether we ask them or whether they ask to come, we make the decision, and when we make that decision and they request reasonable expenses they should be entitled to be paid for them. It is not a complicated problem at all, but the worry is that suddenly this Committee is deciding we will pay for *x* but we will not pay for *y*. If we said come and testify and they should have reasonable expenses paid, they should have reasonable expenses paid. We should not discriminate. I am much in favour of the motion but I still think we have discriminated against one group.

**Mr. Lachance:** Mr. Chairman, on the same point of order.

**The Chairman:** Mr. Lachance.

**Mr. Lachance:** I think some ruling has been made by this Committee and it is not a matter of being entitled to the money. It is a matter that the Committee must be consistent in its decisions. I would be very happy to along but I am not sure at all that this will be consistent with the previous decisions of the Committee. If we act like headless poultry, we have no credibility here.

**Some hon. Members:** Hear, hear!

**Mr. Woolliams:** This is great material for cartoons.

**The Chairman:** Mr. Fox.

**Mr. Fox:** Mr. Chairman, I think we have a line of consistent decisions which has been built up over the course of the inquiry. I think there would be some unfairness to other people who have appeared before the Committee, to other groups who may have wished to have appeared before the Committee had they known that the Committee was going to change its mind, I think we should stay with consistency.

[Interprétation]

**Le président:** Oui, mais je crois que sa position est un petit peu différente de celle des autres représentants d'associations dans la mesure où, comme vous l'avez dit, il s'agit d'un groupe spécial. Monsieur Pinard.

**Mr. Pinard:** Mr. Chairman, it seems to me that the principle has been established of paying travel and accommodation expenses to people appearing on an individual basis. However, the Committee is unwilling to refund expenses to representatives of associations. In this case, the witness was not appearing on an individual basis and was not representing one association, but many; does it mean that we will establish a third system?

**The Chairman:** Yes.

**Mr. Pinard:** Do you think it is logical that a person representing an association should not get back travel expenses, whereas another person representing many associations would get them? That is something that Mr. Leggatt has decided.

**Le président:** Le problème, je suppose, est qu'il s'agit d'un regroupement très vague d'associations. Mais il appartient aux membres du Comité de faire d'autres exceptions s'ils le désirent.

**M. Leggatt:** Monsieur le président, j'invoque à nouveau le Règlement.

**Le président:** Monsieur Leggatt.

**M. Leggatt:** Il appartient au Comité de décider qui vient témoigner devant lui. C'est nous qui décidons, que le témoin ait demandé à comparaître ou que nous l'ayons invité. Tout témoin devrait avoir droit à un remboursement lorsqu'il en fait la demande. Cela n'a rien de compliqué mais le problème, c'est que tout d'un coup, le Comité décide de payer pour un tel, mais non pas pour un autre. Si nous invitons quelqu'un à témoigner et si nous décidons que ses frais de déplacement doivent être payés, alors nous devons les payer. Il ne doit pas y avoir de discrimination. Je suis très en faveur de cette motion mais cependant, je crois que nous faisons preuve de discrimination.

**M. Lachance:** Monsieur le président, j'invoque le Règlement.

**Le président:** Monsieur Lachance.

**M. Lachance:** Je crois que les membres du Comité se sont mis d'accord sur un certain nombre de règlements et l'argent n'a rien à voir là-dedans. Le Comité doit être logique avec lui-même dans ses décisions. Je serais très heureux de vous suivre, mais je doute que tout cela soit compatible avec les décisions précédentes du Comité. Si nous agissons sans réfléchir, nous perdrons toute crédibilité.

**Des voix:** Bravo, bravo.

**M. Woolliams:** Il y a ici matière à caricature.

**Le président:** Monsieur Fox.

**M. Fox:** Monsieur le président, il me semble que, tout au long de notre étude, nous avons pris nos décisions en toute logique. Ce serait faire preuve d'injustice vis-à-vis d'autres personnes qui ont comparu devant le Comité, d'autres groupes qui auraient souhaité comparaître devant le Comité s'ils avaient su que le Comité changerait d'avis. Il me semble que nous devrions rester logiques.



[Text]

Consistency is the only way we can be, in a certain sense, fair to all the groups that have appeared before us. So in spite of all the sympathy I have for the honourable member from Halifax-East Hants and the proposal he has made here this morning, taking into account the prior decisions of this Committee I think we ought to turn down, unfortunately, the request that has been made.

**The Chairman:** If there is no further discussion, may I put the motion?

Motion negatived: Yeas, 4; nays, 5.

**The Chairman:** I think we can resume with the questioning of the Minister. Mrs. Campagnolo is next.

• 1055

**Mrs. Campagnolo:** Mr. Chairman, I would like to draw the Minister's attention to less developed areas even than what has been referred to as rural before this Committee. I would term the region of Canada that I am discussing as isolated with a very limited population and generally with an extremely limited income as well who live off the land or off the sea for the most part. I would like, first of all, to discuss the issue of hand guns, Section 97.(2)(a) and (b) in the present law. People who are in the profession, if you want to call it that, of trapping, big game guys, outfitters prospectors, and geologists have been told that the policy being enforced at present will be that there will be no special exemption for trappers, miners, geologists and so on.

Now, these people have previously been permitted to carry hand guns and your department has now informed them that they will no longer be able to carry hand guns. And further you have told them that they would be better protected in their pursuit by carrying a long arm instead. I submit that that is not practically possible. When you are a trapper, for instance, you are walking maybe 15 miles a day carrying a pack, carrying a hand axe and probably some other equipment, as well as picking up your fur bearers on the way. It is really quite impossible to carry a long arm also at the same time.

In addition, in dispatching a fur bearer if you use a large calibre type of gun or rifle, you will cause an undue amount of pelt damage. Now this can lower the price of the fur that you would get, so a low velocity cartridge in a hand gun for a trapper is essential. I wonder if you have given any consideration to this really very specific need.

It is also the same in the matter of geologists and prospectors as well. They meet with many animals, predators and so on in their travels and to think they will now have to carry a very heavy rifle into these areas is really, I think, unnecessary and lacking in sensitivity to the needs of the people involved.

**Mr. Allmand:** The problem you raise is not one that arises out of Bill C-83. It arises out of the legislation at the present time that has been in force. What has happened is the following. Under the existing legislation registrars have the discretion to decide whether a restricted weapon, a hand gun, should be given to certain people, to decide whether it is necessary for their work or for the protection of their life or property. It has been that in the Northwest Territories for a number of years the registrar had decided that hand guns should not be issued to prospectors, not to trappers—I thought there would be a difference—in order to protect themselves against animals that may be dangerous to them.

[Interpretation]

C'est selon moi la seule façon d'agir d'être juste envers tous les groupes qui ont comparu devant nous. En dépit de la sympathie que j'ai pour l'honorable député de Halifax-Est et pour la proposition qu'il a faite ce matin, je crois que nous devrions malheureusement rejeter la demande qui a été faite, compte tenu des décisions antérieures de ce Comité.

**Le président:** S'il n'y a plus de discussion, est-ce que je peux proposer la motion?

Motion rejetée: 4 pour; 5 contre.

**Le président:** Je pense que nous pouvons reprendre nos questions au ministre. M<sup>me</sup> Campagnolo est le prochain orateur.

**Mme Campagnolo:** Monsieur le président, j'aimerais attirer l'attention du ministre sur les régions les moins développées et sur les régions qui ont été qualifiées de rurales devant ce Comité. Je dirai plutôt que la région dont je parle est isolée, que la population est très faible. Cette région tire la plupart de ses revenus de la terre ou de la mer. J'aimerais tout d'abord revenir à des questions des révolvers, paragraphe 97(2)(a) et (b), de la présente loi. On a dit aux trappeurs, aux chasseurs de gros gibier, aux pourvoyeurs, aux prospecteurs et aux géologues qu'ils ne profiteront d'aucune exemption spéciale en vertu de la nouvelle politique.

Autrefois, ces gens étaient autorisés à transporter des pistolets et votre ministère vient de les informer qu'ils n'en auront plus le droit. De plus, vous leur avez dit qu'ils seraient mieux protégés en se servant d'un fusil. J'estime que c'est impossible en pratique. Par exemple un trappeur parcourt 15 milles par jour en transportant un sac à dos, une hache et probablement d'autre équipement tout en récoltant les fourrures en route. Il lui est impossible de transporter aussi un fusil.

De plus, il ne peut achever un animal en se servant d'un fusil ou d'une carabine à gros calibre parce qu'il endommagerait trop sa fourrure. La fourrure vaudrait moins cher et c'est pourquoi il doit se servir d'un pistolet de petit calibre. Avez-vous tenu compte de ce cas très précis?

Il en va de même pour les géologues et les prospecteurs. Ils rencontrent bien des animaux, des bêtes rapaces, etc. lors de leurs voyages et on fera complètement abstraction de leurs besoins en les obligeant à transporter un fusil très lourd dans ces régions.

**M. Allmand:** Le problème que vous avez mentionné ne provient pas du Bill C-83. Il provient de la loi en vigueur à l'heure actuelle. Voici ce qui s'est produit: en vertu de la loi actuelle, les registraires avaient le pouvoir de décider qui devait être autorisé à porter une arme à autorisation restreinte, un pistolet, et de déterminer si c'était nécessaire pour leur travail ou pour protéger leur vie et leurs biens. Dans les Territoires du Nord-Ouest, depuis un certain nombre d'années, le registraire avait décidé d'interdire aux prospecteurs et aux trappeurs le port de pistolets pour se protéger contre des animaux dangereux.

## [Texte]

In the Yukon on the other hand the registrar had given permits for hand guns to prospectors. To make the policy consistent in the Northwest Territories and the Yukon, they decided that for prospectors they should not give them a permit for hand guns to protect themselves. This was the decision of the registrars.

About the question of a trapper using a small calibre hand gun to kill an animal that has been caught in a trap, now I do not know about that. In other words under the existing law and under the proposed law a person can get a hand gun if it is necessary for his work. I have received quite a bit of mail from prospectors in the Yukon, but I have not yet seen any from trappers who, you say, use a smaller calibre gun. In the other case, the prospectors need a large calibre gun because you know you cannot kill a grizzly bear, I understand, with a .22 hand gun.

**Mrs. Campagnolo:** Yes you can. It depends on the kind of velocity of the ammunition you are using too.

**Mr. Allmand:** I have not been in touch with grizzlies, but I have been told by most people that if that is what you use as protection, you are not going to have much protection.

**Mrs. Campagnolo:** It depends on what kind of a cartridge you use.

**Mr. Allmand:** Perhaps someone here could provide more information on this.

**Mr. Sarchuk:** The only information we have is that there are a number of other survival weapons that are much better and safer and more practical than hand guns.

**Mr. Allmand:** Mrs. Campagnolo is talking mainly about trappers. I think your principal concern was trappers.

**Mrs. Campagnolo:** Trappers and prospectors. These are people who walk many miles in the bush, you know 15 miles a day, and you are asking them now to carry a heavy rifle in addition to all the other things they carry on their back. I think that is just impractical under the circumstances. You are asking to put another 25 pounds on their load.

**Mr. Allmand:** If I understand correctly, the trapper wants a small calibre gun to kill an animal that may be caught in a trap but is not dead.

• 1100

**Mrs. Campagnolo:** That is right. If you use a large-calibre gun you will destroy the value of the pelt.

**Mr. Allmand:** That is right. The prospector, on the other hand, when he applies for a handgun permit wants a large-calibre gun, not to kill an animal for trapping purposes but to protect himself against danger.

**Mrs. Campagnolo:** That is right. There are two points. One point is the weight of the long arm that you are asking him to carry, and the second point is the amount of damage being done to pelts. The weight applies equally to the prospector, the geologist, the big-game guide or, whatever. But they are carrying long arms in to kill moose. So the big-game guide and the outfitter I am not that concerned about. They also like to carry pistols, but if they do not carry handguns then I do not think that would be a major concern to them. But in the matter of the trapper and in the matter of the geologist and the prospector you find quite a different situation.

## [Interprétation]

Au Yukon, toutefois, le registraire avait autorisé les prospecteurs à porter des pistolets. Pour uniformiser la politique de Territoires du Nord-Ouest et du Yukon, ils ont décidé de ne pas autoriser les prospecteurs à porter des pistolets pour se protéger. Ce sont les registraires qui en ont décidé ainsi.

Je ne suis pas au courant de la situation des trappeurs qui doivent se servir d'un pistolet à petit calibre pour achever des animaux pris au piège. En vertu de la loi actuelle, et en vertu du projet de loi, une personne peut posséder un pistolet si son travail le requiert. J'ai reçu beaucoup de lettres de prospecteurs du Yukon, mais je n'en ai pas reçu de trappeurs qui se servent de pistolets de petit calibre. Pour ce qui est de l'autre cas, les prospecteurs ont besoin de fusils à gros calibre parce que vous savez bien qu'on ne peut tuer un grizzli en se servant d'une carabine de calibre .22.

**Mme Campagnolo:** Oui, on le peut. Cela dépend aussi de la vitesse avec laquelle se déplace la balle.

**M. Allmand:** Je n'ai jamais rencontré de grizzli, mais la plupart des gens m'ont dit que vous ne pouvez vous défendre avec une carabine de calibre .22.

**Mme Campagnolo:** Cela dépend du genre de cartouche dont vous vous servez.

**M. Allmand:** Peut-être que quelqu'un pourrait nous renseigner là-dessus.

**M. Sarchuk:** Tout ce que nous savons, c'est qu'il existe des armes beaucoup plus efficaces, plus sûres et plus pratiques que les pistolets.

**M. Allmand:** M<sup>me</sup> Campagnolo parle surtout des trappeurs. Vous vous préoccupez surtout des trappeurs.

**Mme Campagnolo:** Des trappeurs et des prospecteurs. Ces gens parcourent bien des milles dans la brousse, 15 milles par jour, et vous leur demandez de transporter un lourd fusil en plus de tout leur équipement. Je crois seulement que cela leur est impossible. Vous leur demandez de transporter 25 livres de plus.

**M. Allmand:** Si je vous ai bien compris, le trappeur veut se servir d'un pistolet de petit calibre pour achever les animaux pris dans ses pièges.

**Mme Campagnolo:** Oui. En utilisant une arme de gros calibre, vous détruisez la valeur de la fourrure.

**M. Allmand:** Oui. D'autre part, le prospecteur, lorsqu'il fait une demande de permis pour un revolver désire une arme de gros calibre, pas pour la chasse, mais pour se protéger contre le danger.

**Mme Campagnolo:** Oui. Il y a deux éléments. Le poids de l'arme à long canon que vous lui demandez de porter et les dégâts causés à la fourrure. Le poids concerne également le prospecteur, le géologue et le guide de chasse. Or, pour chasser l'orignal, on utilise des armes à canon long. Je ne me préoccupe pas du guide de chasse au gros gibier, ni du pourvoyeur. Ils aiment également avoir des pistolets, mais je ne pense pas que cela leur soit essentiel. Or, la situation est très différente dans le cas du trappeur, du géologue et du prospecteur.



[Text]

**Mr. Sarchuk:** There are three points, perhaps, that should be taken into account. One is that, with the modern weapons today, there are survival weapons of the type a prospector would need that do a far better job than a handgun would. A 38-calibre Smith and Wesson is not really the best thing to protect yourself with in those particular circumstances.

**Mrs. Campagnolo:** They do not generally use those any more, either.

**Mr. Sarchuk:** Secondly, the people who are issuing these carrying permits are all local registrars. A local registrar in Yellowknife or Dawson City, or wherever the case may be, is a man who has lived up there. He knows the circumstances very well, he knows the conditions of need for these prospectors and so on, and he makes the decision. They have made the decision that in those circumstances a carrying permit is not required. So it is not a completely arbitrary decision.

Thirdly, as far as the trappers are concerned, certainly as far as native people, who probably do the bulk of the trapping, are concerned, to my knowledge, at any rate, it is not customary for them to carry handguns to kill animals, whether they are in a trap or otherwise. I do not know, frankly, where that issue comes from.

**Mrs. Campagnolo:** There are vast numbers of trappers whom I represent who are not Indians and who do carry handguns in order to dispatch medium-sized fur bearers. I am talking about lynxes and bobcats and things of that nature, and wolverines, particularly.

**An hon. Member:** What do they use for them, a leg-hold trap?

**Mrs. Campagnolo:** Of course.

**Mr. Allmand:** I have the Chief Registrar here, Commissioner...

**Mrs. Campagnolo:** Any time you guys can develop a cheap leg-hold trap I will be delighted to see that it is brought forward.

**Mr. Allmand:** Mrs. Campagnolo, people that know much more about it than I do say that trappers usually do not use a gun at all to kill the small fur-bearing animal, that they would use some other...

**Mrs. Campagnolo:** Yes, just like the baby seals, hit them over the head...

**Mr. Allmand:** Pardon me?

**Mrs. Campagnolo:** Just like the baby seals.

Well, I wanted to register that with you, Mr. Minister, through you, Mr. Chairman, because the trappers of my area have made sure that they do, and have had, permits to carry small arms in the past. Now it is being denied them and it is a matter of great concern to them.

My next question is concerning the competency test provisions that have been requested by numerous members of the public. Is it to be incorporated into the licensing mechanism? Is it to be linked to provincial administration provided that we get that type of co-operation, and will gun clubs or sports groups be encouraged to assist in assessing the competency of those who will receive licences? I realize that it is not in the bill but it is part of your education program.

[Interpretation]

**M. Sarchuk:** Il y a trois aspects dont il faut tenir compte. D'abord, parmi les armes modernes, il y a des armes de défense plus efficaces, pour le prospecteur, que le revolver. Dans de telles circonstances, un *Smith and Wesson* de calibre 38 n'est pas vraiment la meilleure protection.

**Mme Campagnolo:** De façon générale, ils ne s'en servent plus.

**M. Sarchuk:** Ensuite, les registraires locaux sont tous des gens de la place. Le registraire local de Yellowknife ou de Dawson City, peu importe, est une personne qui a vécu là. Il connaît très bien le contexte, il connaît les besoins des prospecteurs et ainsi de suite, et c'est lui qui prend les décisions. Les registraires ont décidé que dans ces cas-là, un permis de port d'arme n'est pas nécessaire. Donc, ce n'est pas une décision tout à fait arbitraire.

De plus, en ce qui concerne les trappeurs, du moins pour ce qui est des autochtones, qui constituent probablement l'ensemble des trappeurs, à ma connaissance ce n'est pas leur habitude d'utiliser des revolvers pour tuer des animaux, que ce soit dans un piège ou autrement. Honnêtement, je ne sais pas d'où vient cette préoccupation.

**Mme Campagnolo:** Je représente un nombre important de trappeurs qui ne sont pas Indiens et qui utilisent des armes à main pour tuer le menu gibier à poils; comme les lynx, les chats sauvages, les gloutons, et ce genre de gibier.

**Une voix:** Qu'est-ce qu'ils utilisent, des pièges permettant d'attrapper les animaux par les pattes?

**Mme Campagnolo:** Bien sûr.

**M. Allmand:** Nous avons ici le registraire en chef, commissaire...

**Mme Campagnolo:** Si vous pouvez, en aucun temps, produire un piège à pattes peu coûteux, je serais heureuse de le voir.

**M. Allmand:** Madame Campagnolo, des personnes plus compétentes que moi me disent que les trappeurs ne se servent habituellement pas d'une arme pour tuer le menu gibier à fourrure, ils utilisent un autre...

**Mme Campagnolo:** Oui, comme pour les bébés phoques, on les frappe sur la tête...

**M. Allmand:** Vous dites?

**Mme Campagnolo:** Comme les bébés phoques.

En tout cas, monsieur le ministre, je tenais à vous faire part de ces commentaires parce que les trappeurs de ma région utilisent ces armes, et par le passé, ils avaient des permis. Maintenant, on leur en refuse et cela les préoccupe énormément.

Ma prochaine question touche aux dispositions sur les tests d'aptitude demandés par beaucoup de personnes. Cela va-t-il faire partie du mécanisme d'autorisation? Cela sera-t-il lié à l'administration provinciale si nous obtenons le genre de collaboration que nous voulons, et est-ce que les clubs de tir ou les groupes sportifs seront invités à participer à l'évaluation des aptitudes de ceux qui recevront les autorisations? Je comprends que ce n'est pas dans le bill, mais est-ce que cela fait partie de votre programme d'éducation.

[Texte]

**Mr. Allmand:** Not only that, but there is an amendment that we put forward today that provides—it is Amendment 33—that we can work out agreements with provinces. Of course, not all provinces have competency testing or even training. I think there are only three or four that have that. Roberto, how many provinces have competency testing now?

**Mr. Roberto Gualtieri, (Co-ordinator of the Working Group on Gun Control, Ministry of the Solicitor General):** On a mandatory basis?

**Mr. Allmand:** Yes.

**Mr. Gualtieri:** There are five provinces that have some form of mandatory competency testing programs. All provinces have some form, but only five have mandatory competency testing in some form.

**Mr. Allmand:** I see. We have said that we would like all provinces to have competency testing, but in any case what we have provided in our legislation is that the Solicitor General can work out agreements with the provinces that do have appropriate competency testing systems to merge our system in with theirs. Now, this is going to require a lot of negotiation and work. We would like to have them as close as possible, and if we can avoid duplication and so on we would like to do it; however, since many provinces have uneven systems it is difficult for us to say that we are going to do this right across the country. Ontario, British Columbia, Manitoba, Quebec and New Brunswick—we can do it there if we can work out agreements with them. That is our goal.

• 1105

**Mrs. Campagnolo:** Thank you. It has been suggested that \$6 to \$7 per year will be the cost of the licence, amounting to \$30 to \$35 for a five-year licence. By co-ordination under Amendment 32, with the provinces taking over partial administration of this program, do you believe it would be possible to reduce the cost to the public of the licence as a result of non-duplication of services? Should it be possible in your opinion, through you, Mr. Chairman, to be able to reduce that price as a result of provincial co-operation?

**Mr. Allmand:** As a result of strong representations from the caucus and from other people we have made a decision in Cabinet to re-examine the fee structure and to reduce it as much as possible. We have already identified some areas where we can reduce it and we are continuing that work. In principle, we have agreed that we should reduce it as much as possible below the figures originally quoted, and we are hoping that within a short period of time a lower fee can be announced. We have accepted as well-founded the criticism that for many people that fee structure would be too high.

**Mrs. Campagnolo:** I appreciate that answer very much, and will just register my own opinion that I do not believe it should be more than \$2 per year.

My next question is regarding penalty for conviction of misuse of firearms.

**The Chairman:** You have done pretty well so far, Mrs. Campagnolo, but this will have to be your last.

[Interprétation]

**M. Allmand:** Bien mieux, nous avons présenté aujourd'hui l'amendement numéro 33 qui nous permettra de conclure des accords avec les provinces. Évidemment, les provinces n'ont pas toutes des tests des compétences ou même des programmes de formation. Je crois qu'il y en a seulement trois ou quatre qui en ont. Roberto, combien de provinces ont des tests d'aptitude présentement?

**M. Roberto Gualtieri (Coordonnateur du groupe de travail sur le contrôle des armes à feu, Bureau du solliciteur général):** Où c'est obligatoire?

**M. Allmand:** Oui.

**M. Gualtieri:** Il y a cinq provinces qui ont un genre de programme de tests d'aptitude obligatoires. Toutes les provinces ont un genre de test d'aptitude mais seulement cinq ont un test d'aptitude obligatoire.

**M. Allmand:** Je vois. Nous avons dit que nous aimerions que toutes les provinces aient un test d'aptitude, mais selon la loi, le solliciteur général peut conclure des accords avec les provinces qui ont un système de tests d'aptitude appropriés afin d'unir les deux systèmes. Mais cela va demander beaucoup de négociations et beaucoup de travail. Nous voudrions qu'ils soient aussi semblables que possible, et, nous voudrions éviter la duplication; toutefois, puisque beaucoup de provinces ont des systèmes différents, c'est difficile pour nous d'affirmer que nous allons faire cela partout au pays. Nous pourrions le faire en Ontario, en Colombie-Britannique, au Manitoba, au Québec et au Nouveau-Brunswick si nous pouvons conclure des accords avec ces provinces. C'est notre but.

**Mme Campagnolo:** Merci. Il semble que le droit d'autorisation serait de \$6 à \$7 par année, donc de \$30 à \$35 pour une autorisation de cinq ans. Suite à la non-duplication des services, croyez-vous que ce serait possible de réduire le droit des autorisations en assumant partiellement l'administration de ce programme en coordination avec les provinces selon l'amendement n° 32? Ce droit pourrait-il être réduit par la collaboration provinciale?

**M. Allmand:** Suite à de fortes représentations du caucus et d'autres personnes, nous avons décidé de réexaminer le système des droits et de l'abaisser autant que possible. Nous avons déjà identifié des domaines où nous pouvons effectuer des réductions et nous continuons de chercher. Nous avons accepté en principe de les réduire autant que possible et nous espérons que d'ici peu nous pourrions annoncer des droits moins élevés. Nous avons accepté comme valable l'argument que pour beaucoup de gens selon ce système les droits seraient trop élevés.

**Mme Campagnolo:** Je suis très heureuse de cette réponse, personnellement, je crois que cela ne devrait pas dépasser \$2 par année.

Ma prochaine question porte sur la condamnation pour une mauvaise utilisation des armes à feu.

**Le président:** Vous vous en êtes bien tirée jusqu'à présent, madame Campagnolo, mais ce sera votre dernière question.



[Text]

**Mrs. Campagnolo:** Would there be provision for an automatic suspension of firearms privileges, perhaps a one-year suspension to rise on a set scale depending on the severity of the offence? That is, if a person is convicted of misuse of a firearm will he be restricted from using firearms in the future?

**Mr. Allmand:** There is provision that their licence can be revoked. There is now also provision that they can be given, on the first instance, up to two years; we have changed those penalties. When it says up to two years, that means you can have probation orders with conditions attached. You could have suspended sentences, or the judge could give many types of sentences, including revocations of permit for a period of time.

**Mrs. Campagnolo:** Thank you, Mr. Chairman. I have many more questions.

**Mr. Allmand:** I am reminded that the prohibition orders have been left to the discretion of the judge. They would have the discretion to make them for certain periods of time, subject to review and so on.

**Mrs. Campagnolo:** Thank you.

**The Chairman:** Perhaps the Committee might be agreeable to taking a five-minute recess at this time and then resuming with Mr. Korchinski and Mr. Anderson. We are going to make that a three-minute recess because the Minister has to leave at 12.15 p.m.

**Mr. Lachance:** How many names do you have left?

**The Chairman:** I have about five or six names. We are, of course, coming back on Thursday as well.

**Mr. Lachance:** If every member could have an opportunity to speak today, the Thursday meeting could then be shorter.

**The Chairman:** The shorter a break we take the sooner we will be back.

... A short recess.

• 1129

**The Chairman:** The meeting will come to order.

Mr. Korchinski.

**Mr. Korchinski:** Well, Mr. Chairman, I have had just a casual perusal of the amendments and have not had time to really give them much thought. But, glancing through them, I seen to sense that a lot of the amendments that are put forward are sort of administrative and this is kind of an argument that I have always had with other departments, that they always look after their own end first. Everybody wants to make it nice and soft, as far as their own particular job in administration is concerned, without too much regard for the situation out in the field, or the people who are really going to be affected. I am jotting down some of the areas that do not appear to be even covered, at least from a casual viewing of the proposed amendments, even though many of the witnesses have come forward with suggestions along that line, and this has been brought forward both by questioning and in submissions. Since we are dealing with provisions in the Criminal Code, I wonder what is stopping the Minister, other than that it has been common practice, that regulations are not brought forward until after the legislation has been passed and the legislators have no say in the final drafting of the regulations. My concern is that the people

[Interpretation]

**Mme Campagnolo:** Y aurait-il une disposition pour la suspension d'office des privilèges relativement aux armes à feu, peut-être une suspension d'un an, d'après une échelle, en fonction de la gravité de l'infraction? Une personne coupable d'utilisation dangereuse d'une arme à feu se verra-t-elle empêchée d'utiliser les armes à feu dans l'avenir?

**M. Allmand:** Une disposition prévoit la révocation de l'autorisation. Lors d'une première offense une disposition prévoit même une peine pouvant aller jusqu'à deux ans; nous avons modifié les peines. Deux ans signifient que vous pouvez obtenir, à certaines conditions, une ordonnance de probation. Vous pourriez être en liberté surveillée, ou le juge peut imposer différents genres de sentences, y compris la révocation du permis pour une période de temps.

**Mme Campagnolo:** Merci, monsieur le président. J'ai beaucoup d'autres questions.

**M. Allmand:** On me dit que les ordonnances d'interdiction sont à la discrétion des magistrats. Ils auraient la discrétion de rédiger une ordonnance pour une certaine période, sujette à être révisée, et ainsi de suite.

**Mme Campagnolo:** Merci.

**Le président:** Le Comité consent-il à prendre une pause de cinq minutes, après quoi nous reprendrons avec M. Korchinski et M. Anderson? Nous ferons une pause de trois minutes parce que le ministre doit nous quitter à midi quinze.

**M. Lachance:** Combien de noms avez-vous sur votre liste?

**Le président:** J'ai 5 ou 6 noms. Bien sûr, nous revenons jeudi.

**M. Lachance:** Si chaque député pouvait parler aujourd'hui, la réunion de jeudi serait plus courte.

**Le président:** Plus courte sera la pause, plus vite nous serons de retour.

... Une courte pause.

**Le président:** Veuillez faire silence.

Monsieur Korchinski.

**M. Korchinski:** Monsieur le président, j'ai étudié rapidement ces amendements et je n'ai pas vraiment eu le temps de les approfondir. Mais, en les regardant, j'ai l'impression que beaucoup de ces amendements sont d'ordre administratif, et l'argument que j'ai constamment soulevé à l'égard des autres ministères, c'est qu'ils s'occupent toujours de leurs propres intérêts d'abord. Tous essaient de faciliter le plus possible la tâche des administrateurs sans tenir compte de la situation réelle ou des personnes qui seront vraiment touchées. Je note sur papier certains secteurs qui ne semblent pas être couverts par les amendements proposés, du moins au premier coup d'œil. Plusieurs témoins ont fait des propositions qui ont été discutées aux périodes de questions et dans les mémoires. Nous traitons présentement de dispositions du Code criminel. Je comprends mal ce qui empêche le Ministre de nous soumettre les règlements avant que le bill ne soit approuvé. Selon l'usage, les règlements sont rédigés après l'adoption du projet de loi et les législateurs n'ont rien à dire à leur sujet. Les rédacteurs du projet de loi ne semblaient pas tellement au courant des conditions qui existent, surtout dans les régions rurales. Si j'en juge par les amendements proposés, ils ne savent pas

**[Texte]**

who have drafted the legislation in the first instance did not seem to indicate too much knowledge of conditions, particularly in rural areas, and that these same people will be charged with the drafting of the regulations, again ignoring whatever happens, as is evident from some of the amendments that are proposed. I would just like to get the Minister's response. Will he be coming forward with more amendments at this point? He has brought forward 43. Will he be coming forward with more? Will we have a chance to view, at least some of the regulations, which should be quite easy to set forward without changing the principle of the bill? Surely we should be quite positive as to what the fee should be at this particular point. There must be some idea as to what this all is going to entail. I know I will never have enough time but, first of all, would the Minister care to deal with just that point? Will he be coming forward with further amendments at this time as he sees it?

Would he deal also with the question of regulations? Why is it that we cannot at least view most of the regulations? Some may not be in place at the moment, I can well appreciate, depending on the changes in the bill, but surely there are areas that we should be able to see at this time. We are dealing with the Criminal Code here, and this is a very serious kind of legislation, far more serious than some innocent farm legislation which might affect somebody without penalties. Some of the penalties are pretty severe, spending time in jail, for example. I think this warrants a little different type of an approach than has been customary around this place.

**Mr. Allmand:** The amendments we put forward today, Mr. Korchinski, were based on the input which we received from many sources up to a week or so ago. I might say that you are correct in saying that many of the amendments we put forward are on technical or administrative matters. We stuck firmly with the principle that we should have a licensing system for all those who would use firearms, including shotguns and rifles, but the amendments were based on many of the briefs and recommendations made by groups, here in the Committee, and in other places across the country. As I said earlier, although we put forward these 43 amendments, if good ideas are put forward in the remaining sittings, if the Committee itself in the clause-by-clause decides it is going to make recommendations, we would seriously consider those. I am still going to public meetings on this subject. If I hear something I have not heard before, I will discuss it with Mr. Basford, and we will see what we might do. I have also mentioned, in answer to a question by Mrs. Campagnolo, that we were reconsidering the fee structure. So, it is possible that more amendments might come forward.

With respect to the regulations, I have asked groups, when I met them, to give us their thoughts on the content of the regulations. For example, who would they suggest as guarantors? Already, as a result of discussions with groups, Mr. Basford and I have said that we would be willing to appoint executives of hunting clubs, of wildlife associations, of competitive shooting clubs, as guarantors, along with other people, wildlife officers, leaders of native groups, and so on. I would suggest that the members of the Committee, all the members of Parliament and the people involved in these sports should give us their thoughts on

**[Interprétation]**

encore très bien ce qui se passe et ce sont les mêmes personnes qui seront chargées de la rédaction des règlements. J'aimerais connaître les vues du Ministre sur cette question. Proposera-t-il de nouveaux amendements au-delà des 43 qu'il a soumis ce matin? Aurons-nous l'occasion de voir certains des règlements, règlements qui devraient être assez faciles à établir sans trahir les principes à la base du projet de loi? Il me semble que nous devrions être fixés quant aux frais pour l'obtention d'un permis. Nous devrions au moins avoir eu une bonne idée. Je sais bien que je n'aurai pas le temps de vous transmettre toutes mes préoccupations. Le Ministre pourrait-il répondre à ma première question? Prévoit-il proposer d'autres amendements?

Le Ministre pourrait-il dire quelques mots sur les règlements? Pourquoi nous sera-t-il impossible de les voir? Je comprends très bien que certains d'entre eux dépendront des changements apportés au projet de loi. Toutefois, dans certains domaines, il me semble que les règlements pourraient être examinés. Cette loi est très sérieuse puisqu'elle porte sur le Code criminel. Elle aura beaucoup plus de portée qu'une quelconque loi agricole qui touchera des personnes sans leur imposer cependant des sanctions pénales. Certaines sanctions prévues sont assez rigoureuses si l'on pense à la condamnation à l'emprisonnement. Il est important de réfléchir un peu plus qu'à l'ordinaire face à ce projet de loi.

**M. Allmand:** Monsieur Korchinski, les amendements proposés aujourd'hui sont fondés sur des propositions reçues de diverses sources jusqu'à la semaine dernière. En effet, plusieurs d'entre eux portent sur des aspects techniques ou administratifs. Nous avons maintenu le principe de l'établissement d'un système d'autorisations pour tous ceux qui utiliseront des armes à feu, y compris les fusils de chasse et les carabines. Mais sachez que la plupart des amendements sont fondés sur le contenu des mémoires, ainsi que sur des recommandations faites par divers groupes devant le Comité et à d'autres endroits dans le pays. Comme je l'ai dit plus tôt, même si nous proposons 43 amendements, nous tiendrons compte des bonnes idées apportées aux autres séances du Comité. Lors de l'étude du projet de loi article par article, le Comité décidera peut-être de faire des recommandations. Nous les examinerons sérieusement. J'assiste encore à des séances publiques sur toute la question. Si on m'apporte de nouvelles idées, j'en discuterai avec M. Basford pour décider de ce que nous pourrions faire. En réponse à une question de M<sup>me</sup> Campagnolo, j'ai mentionné que nous étudions de nouveau la structure des frais. Il est possible que nous proposons d'autres amendements.

En ce qui concerne les règlements, j'ai demandé aux divers groupes que j'ai rencontrés de nous faire part de leurs idées sur le contenu. Par exemple, qui proposent-ils comme répondants? Suite à ces discussions. M. Basford et moi-même avons consenti à nommer comme répondants des directeurs de clubs de chasse, d'associations de la faune ou de clubs de tir à la cible, tout comme des agents de la faune ou des dirigeants de groupes autochtones. Les membres du Comité, tous les députés et les membres de ces associations sportives devraient nous donner leur opinion sur ce que devraient être les règlements. Nous pourrions



[Text]

what the regulations should be. We can take them into consideration in drafting the regulations. We cannot at this stage give the Committee draft regulations because we are still considering several alternatives. But we would be pleased to have your views.

• 1135

**Mr. Korchinski:** Yes, but the thing about regulations is that we will not have any say once they are drafted. Once they are enacted, we just have to live with them, and we have no input into it after the accomplished fact. The Cabinet itself can pass Order in Council and that is law, and this is a very serious type of a law really because the penalties are very severe. It is not just a flippant thing.

**Mr. Allmand:** Well, as a result of your representations and the others that we have had, I will discuss that with Mr. Basford to see if there is some way we can involve the Committee at a later date in the consideration of the regulations. You now have a Committee on Statutory Instruments that examines regulations and can make recommendations to call witnesses and so on, but in addition to that I will discuss your points with Mr. Basford because this bill is basically his bill, although our Department has to administer it.

**Mr. Korchinski:** I realize that my time is very limited, but for the benefit of the Committee, as I was sitting here I was casually jotting down some areas that had been considered by the Committee but obviously are not touched upon by the amendments as suggested this morning. One is the situation where widows are left with guns and they cannot conceivably pass competency tests. Possibly they will not consider even using the gun, but they do not necessarily want to turn it in. They may have young members of the family that are growing up and they may want to be able to retain it for them.

**Mr. Chairman,** if I may, I am just going to list these because I do not think it is fair to have the Minister give me some sort of a casual answer. I would far rather list all of these questions that I feel are areas of concern, then he can take his time about considering them or get other advice and perhaps come back at a later date with answers to some of them. Now some of them may be a very innocent type of question and quite easy to answer, but I would far rather list these for our record.

Now that is one area. I realize that there are situations that differ somewhat, that these people are not necessarily members of any gun clubs or fish and game leagues, or any sporting organizations, and I understand that people who own guns are about three to one who do not necessarily belong to any kind of an organized club, and that sort of thing. So this is an area that does not seem to be covered, and I think a permit for this widow to retain the gun is not provided for there.

Now, number two; there is nothing indicated by the amendment as to what constitutes safe storage in vehicles; and this is an area that is going to cause a lot of difficulties, particularly in rural areas.

Number three; the confiscated weapons—provisions have been made for confiscating weapons, if the officer so feels that there may be difficulty. Apparently this is not touched upon. We have no idea how long that confiscation will be in existence. The provisions apparently have to go back to a court or a magistrate or some other peace officer, and this is not spelt out. Furthermore, there are many northern

[Interpretation]

ensuite en tenir compte lorsque nous rédigerons les règlements. Nous ne pouvons pas pour l'instant vous donner les projets de règlements parce que nous étudions encore plusieurs options. Mais nous serions heureux d'entendre vos opinions.

**M. Korchinski:** Oui, mais une fois que les règlements auront été rédigés, nous n'aurons plus rien à dire. Une fois qu'ils auront été adoptés, il nous faudra les accepter et nous ne pourrons rien modifier. Le Cabinet lui-même peut adopter un décret du Conseil pour en faire une loi, et c'est une loi très importante parce que les peines sont vraiment sévères.

**M. Allmand:** Je tiendrai compte de vos représentations et des autres que j'ai reçues et je discuterai avec M. Basford pour voir si le Comité ne pourrait pas participer plus tard à l'étude des règlements. Nous avons le Comité des textes réglementaires qui étudie les règlements et qui peut demander d'entendre des témoins, etc, mais je discuterai de ce que vous avez dit avec M. Basford parce qu'il est le parrain de ce Bill en fait, bien que notre ministère soit chargé de l'administrer.

**M. Korchinski:** J'ai très peu de temps, mais pour la gouverne du Comité, j'ai noté des domaines qu'a envisagés le Comité mais dont les amendements présentés ce matin ne tiennent pas du tout compte. Tout d'abord, les veuves qui ont les armes à feu de leur mari et qui ne peuvent pas passer de tests d'aptitude. Il se peut qu'elles ne veuillent même pas se servir de l'arme, mais cela ne veut pas dire qu'elles voudraient s'en défaire, car les enfants qui grandissent voudront peut-être la garder.

Monsieur le président, si vous me le permettez, je vais vous donner la liste des domaines, parce que le ministre ne devrait pas seulement me donner une réponse approximative. Je préférerais donner la liste de toutes les questions qui me préoccupent, et ensuite il pourra prendre son temps pour les étudier ou consulter quelqu'un et revenir plus tard pour y répondre. Il est peut-être très facile de répondre à certaines de mes questions, mais j'aimerais plutôt en donner la liste.

Je comprends qu'il y a des situations différentes, que certaines personnes ne font pas nécessairement partie de clubs de tir ou d'associations de pêche et de chasse, ou de toute autre association sportive, et je comprends aussi que trois propriétaires d'armes sur un n'appartiennent à aucun club organisé. Cependant c'est un domaine dont on ne tient pas compte, et on ne prévoit pas l'octroi d'un permis à la veuve qui veut garder une arme à feu.

Deuxièmement, l'amendement ne définit aucunement l'entreposage sûr dans les véhicules; et c'est un domaine qui va poser bien des difficultés, surtout dans les régions rurales.

Troisièmement, les armes confisquées, on a prévu la confiscation des armes si le préposé estime qu'il y a danger. Cependant, nous ne savons pas du tout quelle sera la durée de cette confiscation. On ne mentionne pas s'il faut revenir devant un tribunal, un magistrat ou un autre agent de la paix. On ne tient pas compte du fait non plus qu'il y a bien des régions où il n'y a pas de tribunaux et que les habitants

## [Texte]

areas where we have no courts and to go to court would entail several hundred miles of plane flight. I think that is not covered.

• 1140

The question of phasing in: the government insists that we must go on with this because it is absolutely essential. Yet I have seen in print as a matter of fact that it will be phased in in one area and then the next year in another area. It seems to me that if a law is absolutely essential—since there is such a dying need for it, if I could put it that way—if anything it should be phased in all at once. Since this is supposed to be for the good of society I cannot understand why it is phased in. Are we to get the idea accepted in one area and then gradually have it moved into another area? I cannot understand why this whole area is not covered.

The question of price: certainly that has already been asked, but it is an area that concerns me. You speak of guarantors. It is still somewhat hazy to me, particularly in areas where you have the registrar. In many cases it will be a person unknown to the gun owner, and the registrar will have no knowledge. In some areas you do not have gun clubs that can vouch for these people; many of these people just do not belong to any kind of an organization. This is an area that is still somewhat hazy as far as I am concerned. The provision as far as owning a gun is still somewhat loose, although the Minister did partly try to explain that. I may have to look at his answer again and see whether it sufficiently covers the kind of conditions that I am aware of in our area.

No mention of provincial registration. I feel very strongly on this point. I feel the registration should be within the provinces because, as has been brought out by various witnesses, there is the question of our democratic freedom as we know it. It may not be the...

**Mr. Allmand:** Mr. Korchinski, we are taking down these questions and we do not know quite what you mean by provincial registration.

**Mr. Korchinski:** I would like this to be a sort of provincial registry so that a revocation cannot come forward from the government by Order in Council, and overnight everybody has to turn in his licence. I am looking forward into the future to what might happen if at some time somebody wants to set himself up—And I will be quite frank about this; I am concerned that somebody may want to, for his own reasons. We have had confiscations in other countries and so on. As a legislator, I would not feel at ease realizing that I had left registration in the hands of one or two individuals; it could change the course of events in our country to be that powerful. To me this is an important issue. All you have to do is realize what has happened in other countries, and recognize that it could happen here. This business of giving me assurance today: I am sure the Minister would not entertain any kind of ambitions like that, and I know him personally. But I do not know what is going to happen in the future. Nobody foresaw what would happen in Germany, for example. Nobody foresaw what would happen in Cuba, or in Central Europe for that matter. I think I have said enough on that to give you an indication of my concern there.

## [Interprétation]

seraient tenus de se rendre à plusieurs centaines de milles pour être entendus par un tribunal.

Le gouvernement soutient qu'il faut adopter cette loi parce qu'elle est absolument essentielle. Cependant, j'ai remarqué qu'on procédera par étapes, qu'une partie de la loi entrera en vigueur et ensuite, l'année d'après, un autre. Il me semble que si la loi est vraiment essentielle, que si on en a tellement besoin, elle devrait être mise en vigueur d'un coup. Étant donné qu'elle vise à protéger la société, je ne comprends pas pourquoi on procède pas étapes. Va-t-on faire accepter cette idée dans un domaine, et ensuite graduellement la faire entrer dans un autre domaine? Je ne comprends pas pourquoi on n'applique pas la loi en bloc.

Il y a aussi la question des prix, on a déjà posé des questions à ce sujet, mais c'est un domaine qui me préoccupe beaucoup. Vous parlez des répondants. C'est encore un aspect assez confus, surtout pour ce qui est des régions où il y a un registraire. Dans bien des cas, le propriétaire d'armes ne connaîtra pas le registraire, et vice versa. Dans certaines régions, il n'y a pas de clubs de tir qui puissent répondre de ces gens, et bien d'autres ne font même pas partie d'une association. C'est un domaine qui est encore assez confus quant à moi. La disposition visant la propriété des armes à feu est aussi quelque peu confuse, bien que le Ministre ait tenté de l'expliquer. Je devrais peut-être lire à nouveau sa réponse et voir s'il fait allusion aux genres de conditions qui existent dans notre région.

On ne parle pas non plus de l'enregistrement provincial. Ce point me préoccupe beaucoup. J'estime que l'enregistrement devrait relever des provinces parce que, comme l'ont mentionné divers témoins, il faut respecter la liberté démocratique telle que nous la connaissons.

**M. Allmand:** Monsieur Korchinski, nous prenons note de vos questions, mais que vous voulez dire exactement par l'enregistrement provincial?

**M. Korchinski:** J'aimerais qu'il y ait un registre provincial afin que le gouvernement ne puisse décider tout d'un coup de révoquer tous les permis par décret du Conseil. Je pense à ce qui pourrait arriver dans l'avenir si quelqu'un décidait de le faire pour des raisons personnelles. Certains pays ont effectué ce genre de confiscation. En tant que législateur, je ne voudrais pas que l'enregistrement relève d'une ou deux personnes, elles auraient tellement de pouvoir qu'elles pourraient modifier le cours des événements dans notre pays. Pour moi c'est une question très importante. Il faut tenir compte de ce qui se produit dans d'autres pays, et de ce qui pourrait se produire ici. Je suis sûr que le Ministre n'a pas ce genre d'ambition, je le connais personnellement. Mais je ne sais pas ce qui va se produire dans l'avenir. Personne n'avait prévu ce qui s'est produit en Allemagne, par exemple, ou à Cuba ou en Europe centrale. Je crois que vous avez compris mes préoccupations.



## [Text]

I have dealt with the question of the registrar not knowing the individual who may come forward, and so on. Storage in a home—that is not spelled out. This is an area that I think requires some clarification. It should be written out; just a personal observation as to what it might constitute is kind of a debatable point. I am concerned with what will happen in the courts of law because there is an argument. I want to eliminate as many possibilities for argument and reasons for litigation and so on as possible.

The Minister mentioned the guardian or the father. In rural areas you will probably find that in many instances there will be an older brother or an uncle, not necessarily a legal guardian or a father. But there are responsible people who can possibly take the younger ones or those under the age as stipulated in the provisions of this bill, or the amendments as they will apply. There will be situations where this will develop. I assure the Minister that there will be many that will still do it, and what I want to do is avoid that type of entrapment. From my experience, this is what has happened. I do not think the pattern of life is going to be changed simply by a regulation or legislation that is going to be enacted over here without real knowledge of what goes on.

• 1145

On the next point, I cannot understand, when a person has proven his competency, why he could not be considered competent for the rest of his life, unless some incident would indicate that he has lost his competence. A fit person is fit until there is some incident that comes along that renders him unfit. I cannot understand why you have to keep going back and saying to the registrar, "Honest, I am a great guy, there is nothing wrong with me. I do not have a certificate to prove that nothing is wrong with me; you have to take my word again and the word of the same guarantors." It seems to me absolutely unnecessary and costly. I think that area is not covered.

What happens—the next question—when one member of a family is unstable? What is the situation there? Will there be special provisions under those kinds of circumstances or would it still be possible to obtain a licence to retain guns in a situation like that?

The next thing that concerns me, since obviously this is supposed to give the illusion, at least, to society that they are being protected in some way, is why could not society as a whole take up part of the cost of administering and issuing these licences? After all, if we have police officers you do not know who it is protecting but we are all quite prepared to pay part of the cost of policing our society. I think perhaps that area is not covered.

Does the individual who purchases ammunition have to sign for this ammunition at all times? I know that there is some provision here in the amendments dealing with that perhaps a little bit, but it is not too clear as far as I am concerned whether those records will have to be kept and what is expected of the person that sells the ammunition. Is he subject to a regular audit or just spot inspections occasionally, without any notice? What is the approach going to be? I understand there are times when the police

## [Interpretation]

J'ai mentionné que le registraire ne connaîtrait pas le requérant, etc. J'ai parlé de l'entreposage dans les maisons, dont on ne parle pas. C'est un domaine qu'il faut éclaircir. Il faudrait être très précis à cet égard. Je me préoccupe de ce qui se produira devant les tribunaux parce que c'est un point controversé. Je veux éviter toute possibilité de controverse et de litige si possible.

Le Ministre a aussi mentionné le tuteur ou le père. Dans les régions rurales, dans bien des cas, il s'agit d'un frère aîné ou d'un oncle, pas nécessairement du tuteur légal ou du père. Mais il y a des personnes responsables qui peuvent peut-être se charger des jeunes ou des personnes qui n'ont pas atteint l'âge voulu tel que stipulé dans les dispositions du présent projet de loi ou aux amendements qui s'appliqueront. Il y aura certainement des situations de ce genre. Je peux garantir au ministre que nombre de personnes le feront toujours. Or, c'est justement l'accueil que je veux tenter d'éviter. L'expérience m'a appris que c'est ce qui se produit. Les modes de vie ne changeront pas simplement parce que nous avons promulgué un règlement ou une loi que l'on tente d'appliquer sans avoir une connaissance réelle de ce qui se passe.

Pour ce qui est du point suivant, je ne peux vraiment pas comprendre pourquoi, lorsqu'une personne a démontré sa compétence, elle ne pourrait pas être considérée compétente le reste de ses jours, à moins qu'un événement quelconque ne vienne démontrer qu'elle a perdu cette compétence. Une personne apte l'est jusqu'à ce qu'un événement vienne démontrer qu'elle a perdu cette qualité. Je n'arrive pas à comprendre pourquoi l'intéressé doit retourner voir le registraire et dire: «Vraiment, je suis un type formidable, il n'y a rien qui n'aille pas. Je n'ai aucun certificat qui démontre que tout va bien, il va falloir encore prendre ma parole et la parole des mêmes garants.» Cela me semble absolument inutile et coûteux. Je crois que l'on n'a pas bien prévu cette question.

Qu'arrive-t-il si un membre de la famille n'est pas stable? Quelle est la situation alors? Va-t-on prévoir des dispositions spéciales dans ces circonstances-là, ou serait-il quand même possible d'obtenir un permis pour garder des armes à feu dans une telle situation?

Ce qui me préoccupe aussi, c'est que, très évidemment, le projet de loi est censé donner l'illusion, tout au moins à la société qu'elle sera protégée, et par conséquent, pourquoi cette même société dans son ensemble, ne pourrait-elle pas défrayer les coûts administratifs et les coûts de délivrance de ces permis? Après tout, si nous avons des agents de police, c'est pour protéger tout l'ensemble des citoyens et personne en particulier, et nous sommes tous disposés à payer une partie des coûts du maintien de l'ordre dans notre société. Il me semble donc que les dispositions à cet égard ne seront pas adéquates.

J'aimerais également savoir si l'individu qui achète des munitions doit signer à chaque fois qu'il veut obtenir des munitions? Je sais que les amendements que nous avons ici renferment certaines dispositions qui portent quelque peu sur la question, mais à mon avis, cela n'est pas très clair, à savoir s'il faut tenir des dossiers et ce que l'on attend du vendeur de munitions. Celui-ci est-il sujet à une vérification régulière ou à des inspections occasionnelles, sans préavis? Quelle sera l'approche? J'ai cru comprendre qu'il

## [Texte]

officers may have to come one day and come back the next day and so on. But there should be something definite as far as this is concerned.

I have dealt with the question of licences being revoked by the order in council. In other areas will it be absolutely necessary to have a report sent into the local registrar by courts? Or for that matter, for those who have required psychiatric treatment, would this be an essential part? Would they have to report to the local registrar that this person has received treatment or has had a conviction? Does this have to be submitted to the local registrar automatically or is it the individual that has to report this, and what are the obligations of that individual?

What happens in other areas? I do not think finding spent shells is covered here. What is the obligation on an individual finding shells? I own a farm. There are a lot of duck hunters and I allow them to use it, even though they tramp on my field. I do not know what my obligation is. Am I supposed to spend the rest of my time, just because I allowed them to shoot ducks, picking up shells? This is an area that may sound ridiculous; I heard the Minister on television and he thought this was kind of ridiculous. But in actual fact the provision is there that this person can be convicted, or at least he might have to provide an explanation. He could be made uncomfortable. This is what I want to avoid.

**The Chairman:** I hope you are just about at the end, Mr. Korchinski, because I want to give the other members a chance to ask questions this morning.

• 1150

**Mr. Korchinski:** Yes. What about someone in the possession of a vehicle, in this case a hired man who is often required to use the same vehicle as the owner of a gun or ammunition and so on? In many instances the same vehicle is being used by two individuals, and one may not necessarily have a licence. Is there any special provision for people like that, or a permit? He does not necessarily have to have a licence, but some sort of a system other than absolute licence. He may not even be competent, but if you leave a box of shells in there what kind of an entrapment can he get himself into?

I think I have given you enough to work on. As you can see, there are many areas that I am concerned about and which apparently are not even touched by those 43. If you want another 43, by the time I come back next week I will probably have enough for 43 myself.

**The Chairman:** Mr. Minister, I wonder if I could ask you to reply to that on Thursday morning for this very reason.

**Mr. Korchinski:** That is right.

**Mr. Allmand:** I have already answered some of them this morning.

**The Chairman:** Perhaps you could begin answering that on Thursday morning. We have three other members who would like to question this morning and you have to leave around 12.15. I have Mr. Anderson, Mr. Milne and Mr. Lachance. I wonder if we could turn now to Mr. Anderson.

## [Interprétation]

faudrait que les agents de police viennent inspecter une journée et revenir le lendemain, etc. Mais il me semble que nous devrions prévoir des dispositions précises à cet égard.

J'ai déjà traité de la question des permis qui seraient révoqués par un décret en conseil. Dans d'autres cas, serait-il absolument nécessaire que les tribunaux envoient un rapport au registraire local? Dans le cas des personnes qui doivent recevoir des soins psychiatriques, cela serait-il essentiel? Dans le cas de ces personnes, faudrait-il faire rapport au registraire local du fait que l'intéressée a reçu des traitements ou a déjà été condamnée? Est-ce une procédure automatique ou est-ce laissé à l'individu, et dans ce cas, quelles sont les obligations de l'intéressée?

Qu'arrive-t-il dans les autres cas? Je ne crois pas que l'on parle des cartouches trouvées. Quel est le devoir de l'individu qui trouve de telles cartouches? J'ai une ferme. Il y a beaucoup de chasseurs de canards, et je leur permets d'utiliser mon terrain même s'ils l'abîment. Quelles sont mes obligations dans ce cas? Suis-je censé passer tout mon temps à ramasser ces cartouches parce que j'ai permis aux chasseurs de tirer des canards sur ma propriété? Cela vous semble peut-être ridicule; j'ai entendu le ministre parler à la télévision, et il semblait croire que cette question était ridicule. Mais en réalité, la disposition est là en vertu de laquelle une personne peut être condamnée ou tout ou moins avoir à fournir une explication. Elle pourrait tout au moins être ennuyée. C'est justement ce que je tiens à éviter.

**Le président:** J'espère que vous avez presque terminé, monsieur Korchinski, car nous voulons donner aux autres membres du Comité l'occasion de poser des questions ce matin.

**M. Korchinski:** Oui. Mais dans le cas de quelqu'un qui possède un véhicule, et qui est un employé qui doit souvent utiliser ce même véhicule? C'est la même chose que le propriétaire d'une arme ou de munitions? Dans bien des cas, le même véhicule est utilisé par deux individus, et l'un d'eux n'a pas nécessairement un permis. A-t-on prévu quelque chose de spécial pour ces gens, un permis? Ne pourrait-on pas prévoir autre chose qu'un permis. Cet individu n'est peut-être même pas reconnu compétent, mais si on laisse une boîte de cartouches à sa portée, dans quel genre de pétrin peut-il se mettre?

Je crois que cela suffit. Comme vous pouvez voir, il y a plusieurs domaines qui me préoccupent et qui ne sont même pas abordés dans ces 43 amendements. Si vous en voulez encore 43 autres, lorsque nous reviendrons la semaine prochaine, j'aurai probablement de la matière pour les 43.

**Le président:** Monsieur le ministre, je me demande si je pourrais alors vous demander de répondre jeudi matin.

**M. Korchinski:** En effet.

**M. Allmand:** J'ai déjà répondu à certaines de ces questions ce matin.

**Le président:** Peut-être pourriez-vous commencer à répondre jeudi matin. Il y a encore trois autres membres du Comité qui aimeraient poser des questions ce matin et vous devez partir vers 12 h 15. J'ai encore les noms de M. Anderson, M. Milne et M. Lachance. Je me demande si nous pourrions céder la parole maintenant à M. Anderson.



[Text]

**Mr. Korchinski:** I will accept that.

**Mr. Anderson:** Thank you very much, Mr. Chairman. My questions will be very brief, I have about six or seven of them.

First, I wonder if the Minister could advise me why the term "negligence" was not used in storage rather than the current word "carelessness", since we do have a legal connotation for the word "negligence" which has been well established in our courts. Although I am not a lawyer I would think it would be easier to administer using the term "negligence".

**Mr. Allmand:** After that suggestion was made we consulted with Justice and were told that it would have exactly the opposite effect as suggested by those who proposed it—in other words, that if we put "negligence" in the place of "carelessness" in the law it would catch a wider range of people in criminality than "carelessness". Both words have been subject to interpretations by the court and the word "careless" accomplishes more what the people who suggested "negligence" wanted to accomplish than did putting "negligence" in. In other words, the people who suggested "negligence" thought "negligence" would not be as broad as "careless".

**Mr. Woolliams:** It is easier to get a conviction with "careless". We know that.

**Mr. Allmand:** That is not what the people in Justice tell me. The people in Justice tell me it is the exact opposite. There are some people from Justice here.

**Mr. Woolliams:** Take the difference between the Transport Act where they use the word "careless" and the Criminal Code where they use "negligence".

**Mr. Allmand:** All I am doing is reporting to you what the top officials in Justice told me. They are here and will answer that.

**Mr. Anderson:** Would the witness give me the definition of "negligence" and the definition of "carelessness" in his answer?

**Mr. Allmand:** As interpreted by the courts, you mean?

This is Mr. Froomkin from the Department of Justice.

**Mr. S. Froomkin (Director, Criminal Law, Department of Justice):** "Negligence" is a legal term used in civil liability, and the definition is a breach of duty. "Carelessness" is a form of negligence. Not all negligence is necessarily careless, because careless has a criminal connotation to it when you look in the statutes. Then you have the next step upwards to "dangerous" and the next step up from that to "criminal negligence". So you have a series of categories of negligence imported in the criminal law. If you use just "negligence", the civil test, then it would take into account any breach of duty whether there was intent or not; whether it was advertent or inadvertent.

**Mr. Anderson:** Then what about the term "criminal negligence"?

**Mr. Froomkin:** Criminal negligence requires a very high degree of negligence; a willful and wanton wrecklessness.

[Interpretation]

**M. Korchinski:** Je suis tout à fait d'accord.

**M. Anderson:** Merci beaucoup, monsieur le président. Mes questions seront brèves, j'en ai environ six ou sept.

D'abord, je me demande si le ministre pourrait me dire pourquoi le mot «négligence» n'a pas été utilisé en relation avec l'entreposage plutôt que le mot «imprudent» puisqu'il y a une connotation juridique au mot «négligent» qui est déjà bien établie au tribunal. Je ne suis pas avocat, mais il me semble qu'il serait beaucoup plus facile d'administrer la loi en utilisant le mot «négligent».

**M. Allmand:** Lorsqu'on nous a fait cette proposition, nous avons consulté le ministère de la Justice et l'on nous a répondu que l'effet serait tout à fait opposé à celui préconisé par ceux qui avaient proposé ce changement. En d'autres mots, si nous mettons «négligent» au lieu de «imprudent», dans la loi, un plus grand nombre de criminels seront visés. Les deux mots ont fait l'objet d'interprétation par les tribunaux et le mot «imprudent» permet d'accomplir ce que les gens qui ont proposé le mot «négligent» voulaient accomplir. En d'autres mots, ceux qui proposaient «négligent» croyaient que ce mot aurait une acception plus restreinte que «imprudent».

**M. Woolliams:** Il est plus facile d'obtenir une condamnation avec le mot «imprudent». Nous avons cela.

**M. Allmand:** Ce n'est pas ce que l'on me dit au ministère de la Justice. On me dit le contraire. Il y a des représentants du ministère ici.

**M. Woolliams:** Il suffit de comparer la loi sur les transports où on utilise le mot «imprudence» et le Code criminel où on utilise le mot «négligence».

**M. Allmand:** Je ne fais que vous répéter ce que les hauts fonctionnaires du ministère de la Justice m'ont dit. Ils sont ici, s'ils veulent répondre.

**M. Anderson:** Le témoin pourrait-il me donner la définition de «négligence» et la définition de «imprudence» dans sa réponse?

**M. Allmand:** Telles qu'interprétées par les tribunaux, n'est-ce pas?

Voici M. Froomkin, du ministère de la Justice.

**M. S. Froomkin (directeur, Droit pénal, ministère de la Justice):** Le mot «négligence» est un terme juridique utilisé dans les causes de responsabilité civile pour signifier un manquement au devoir. Le mot «imprudence» est une forme de négligence. Toutes les négligences ne sont pas nécessairement imprudentes puisque l'imprudence a une acception criminelle si vous regardez dans les lois. Après cette première étape, il y a le mot «dangereux» et ensuite nous passons à «la négligence criminelle». Il y a donc une série de types différents de négligence utilisés dans le droit pénal. Si vous utilisiez simplement le mot «négligence» dans les affaires civiles, seraient visés tous les manquements au devoir, qu'il y ait intention ou non, qu'il y ait soin ou inadvertance.

**M. Anderson:** Que signifie donc alors l'expression «négligence criminelle»?

**M. Froomkin:** La négligence criminelle signifie un très haut niveau de négligence; un désir de destruction gratuite.

[Texte]

**Mr. Anderson:** In that same context then, Mr. Chairman, and this is a follow-up question, since the penalty is two years for first offence and five years for second offence, would that not fit in with the terms of criminal negligence? It is a very high penalty, I would think, that you are imposing.

**Mr. Froomkin:** It is "up to".

**Mr. Anderson:** I realize that—up to two and up to five.

**Mr. Allmand:** It can be a suspended sentence or a probation order.

**Mr. Froomkin:** There is also in the section the right of the Crown to proceed by way of summary conviction, depending upon the circumstances. The Crown would presumably only proceed where the circumstances are so very serious that a greater degree of punishment is required.

• 1155

**Mr. Anderson:** I am glad we have this witness here. In the same context, it has disturbed me that if someone's firearm is left in the kitchen and someone steals it and it is used for a crime or whatever it may be, we are imputing a carelessness which can go up to two years, not two years but up to two years. I wonder if the law would be better served by putting in a condition of loss of permit, a fine and then perhaps the largest penalty up to two years, in other words, how the law will be administered, having the present terms in there, two years, five years, and the judge can go anywhere in between.

We always compare this to the driver's licence and to what happens in that situation and yet most of our laws in that area are set up for loss of licence, loss of use and a monetary loss and then the third instance is the jail sentence. I wonder why it is not done in this case.

**Mr. Allmand:** That was a question of policy. We had been advised of many cases where deaths have taken place because people did not properly store or take care of their weapons. When this happened there was a great demand to do something; people said that there should be a high standard of care put on these people. In the criminal law the only way we can do that is by a provision relating to carelessness or criminal negligence or whatever. This was an attempt to do something about that situation. We are hoping by laws like this not to convict as many people as we can but by reminding people that they should take care of their weapons and keep them properly stored. That is what we are trying to accomplish.

**Mr. Anderson:** On exactly the same point, sir, that I am trying to establish, I think a very strong penalty for a first offence is the loss of their licence, the loss of the right to have firearms, to buy firearms, to buy ammunition. I think that is on first offence a very strong deterrent. But I am just afraid that what might happen is that it becomes a meaningless exercise if the courts because of the two to five-year bit say, "All right, we will put you under probation" That is fine, you know; he still has the firearms, does he not?

[Interprétation]

**M. Anderson:** Toujours dans le même contexte, monsieur le président, puisque la peine est de deux ans lors d'une première infraction, et de cinq ans lors d'une deuxième infraction, n'est-ce pas plutôt des sanctions de négligence criminelle? C'est en effet une sanction très grave que vous imposez.

**M. Froomkin:** On y dit «jusqu'à».

**M. Anderson:** Je m'en rends compte... jusqu'à deux ans, jusqu'à cinq ans.

**M. Allmand:** Il peut s'agir d'une sentence suspendue ou d'un ordre de probation.

**M. Froomkin:** On trouve également dans cet article, le droit qu'a la Couronne de procéder sur simple déclaration sommaire de culpabilité, selon les circonstances. La Couronne, je suppose, ne procéderait de cette façon que dans des circonstances très graves qui exigent une punition plus sévère.

**M. Anderson:** Je suis heureux que ce témoin soit ici. Dans le même ordre d'idées, je suis préoccupé de la situation suivante. Disons qu'une arme à feu est oubliée par son propriétaire dans la cuisine et qu'elle est dérobée par une autre personne qui l'utilise pour commettre un crime: le propriétaire de l'arme à feu sera accusé de négligence et condamné au maximum à deux ans de prison. Ne serait-il pas préférable d'imposer la perte du permis, une amende et, en dernier ressort, la sanction pénale de deux ans d'emprisonnement? Comment appliquerez-vous la loi telle qu'elle est conçue présentement avec des sanctions de deux ou cinq ans laissées aux pouvoirs discrétionnaires du juge?

On établit souvent une comparaison avec le permis de conduire. La plupart des lois qui gouvernent ce domaine prévoient la perte du permis, l'interdiction de l'utilisation du véhicule ou une perte monétaire. La peine d'emprisonnement vient en dernier lieu. Serait-il possible de traiter les armes à feu de la même façon?

**M. Allmand:** C'est une question de politique. On nous a fait part de plusieurs cas de mortalité dus à un entreposage inapproprié ou à un soin négligent d'armes à feu. On nous a prié de remédier à cette situation et d'imposer des normes très élevées dans ce domaine. Selon le droit pénal, la seule façon d'obvier à cet état de choses est d'inclure une disposition portant sur l'imprudence ou la négligence criminelle. C'est ce que nous essayons de faire. Nous espérons que de telles lois invitent les gens à prendre soin de leurs armes à feu et à les entreposer d'une façon appropriée. Nous ne visons pas à condamner le plus grand nombre de personnes possible.

**M. Anderson:** En effet, monsieur, j'en conviens avec vous, pour une première offense la sanction devrait être la perte de l'autorisation, du droit de posséder des armes à feu, d'acheter des armes à feu ou des munitions. Cette disposition préventive est très rigoureuse. Je crains que tout cela ne perde de sa signification si les tribunaux, en raison de la disposition de 2 à 5 ans disent, «Très bien, vous êtes en probation.» Tout; cela est très bien, mais le coupable est toujours en possession de son arme à feu.



[Text]

Mr. Allmand: Oh, no, he would also . . .

Mr. Anderson: He loses the firearms.

Mr. Allmand: Yes, he is subject to a probationary . . .

Mr. Anderson: Automatic?

Mr. Allmand: No, it is always discretionary.

Mr. Anderson: That is what I am saying; that is why I think it could be made meaningful by putting that in. But I do not want to get into an argument; I just have a little bit of a queazy feeling about the way it is drafted at the present time.

I also would like to ask about the confiscation of weapons. When a weapon is confiscated perhaps because we find out that the person is unstable or whatever the cause may be, what provisions are made that the person will be reimbursed for the loss of these weapons. As you know, some of them are fairly expensive; what provisions are made?

Mr. Allmand: If it is confiscated as a result of a criminal act?

Mr. Anderson: Not necessarily because of a criminal act, Mr. Chairman. If a person loses his weapons because we find out that he is threatening people or is an alcoholic whom we feel is dangerous in his community, we have the right to take away his licence which means loss of weapons. What provisions are being made to make sure that this person does have adequate guarantees that he will be paid the value of them.

Mr. Allmand: Right now, under our present gun laws, if a person commits an offence and we confiscate weapons we do not compensate them at all.

In the present law what you are saying is, say we revoke his licence not because he has committed a criminal offence but he is felt to be a danger in one way or another.

Mr. Anderson: That is correct.

Mr. Allmand: I will have to ask the officials. I think he would be given a chance to sell his weapons.

Mr. Sarchuk: There is a provision in the Code right now under "forfeiture of weapons" which reads that if the court by which a determination referred to in subsection (1) is made and satisfied that the lawful owner of a weapon—under this subsection it would be forfeited by virtue of the determination was not a party to the offence and had no reason to believe that the weapon would or might have been used in the commission of an offence, the court shall order the weapon returned to the lawful owner thereof or the proceeds of any sale thereof to be paid to him.

So in certain circumstances it does provide for the sale of the weapon and the proceeds to go to the owner of the weapon. That is Section 446; it has limited use but that provision is there.

• (1200)

Mr. Anderson: I suggest, Mr. Chairman, under the proposed legislation, this may become a method that would be used more often. I think there is some concern among people who perhaps are gun collectors, who perhaps are just people who have three or four guns that might have high value, some fear of not being reimbursed, say, if the court auctioned them or made a hasty sale. I think their concern is, what protection will be made for those people who have not involved themselves in a crime but who,

[Interpretation]

M. Allmand: Main non, il serait aussi . . .

M. Anderson: On lui enlèverait son arme à feu.

M. Allmand: Oui, il est soumis à une mesure de probation . . .

M. Anderson: Est-elle automatique?

M. Allmand: Non, elle est toujours discrétionnaire.

M. Anderson: C'est bien ce que je pensais. C'est pour-quoi je vous demandais d'inclure cette disposition. Je ne veux pas soulever un débat, mais je me sens un peu mal à l'aise devant la rédaction actuelle du projet de loi.

J'aimerais vous poser quelques questions sur la confiscation des armes. Quelles dispositions ont été prévues pour rembourser une personne du coût d'une arme à feu qui lui a été confisquée parce qu'elle a été déclarée instable? Vous savez comme moi que certaines de ces armes sont très dispendieuses.

M. Allmand: Parlez-vous d'une confiscation suite à un acte criminel?

M. Anderson: Monsieur le président, il ne s'agit pas nécessairement d'un acte criminel. Vous pouvez décider de confisquer l'arme à feu d'une personne qui est alcoolique ou qui représente un danger pour sa localité. Nous sommes en droit de lui enlever son autorisation, ce qui encourt la perte de l'arme à feu. Y a-t-il des dispositions qui prévoient que cette personne sera dédommée pour la perte de son arme à feu.

M. Allmand: En vertu des lois actuelles, si une personne commet un acte criminel qui aboutit à la confiscation de ses armes à feu, elle ne reçoit aucune indemnité.

Si j'ai bien compris, vous traitez d'une personne qui a perdu l'autorisation pour son arme à feu non parce qu'elle a commis un acte criminel mais parce qu'elle est considérée dangereuse.

M. Anderson: C'est exact.

M. Allmand: Je consulterai les fonctionnaires. Selon moi, elle devrait avoir l'occasion de vendre ses armes à feu.

M. Sarchuk: Le Code criminel contient présentement une disposition sous «Confiscation des armes à feu» qui dit que si la cour détermine qu'en vertu du paragraphe (1) le propriétaire d'une arme à feu n'a pas participé à l'acte criminel et que selon elle, rien ne porte à croire que cette arme a été utilisée dans la perpétration de l'offense, la cour ordonnera la remise de l'arme à feu ou du montant de la vente de cette arme au propriétaire.

Dans certaines circonstances, la loi prévoit la vente de l'arme à feu et la remise du montant de la vente au propriétaire de l'arme. Cette disposition est prévue à l'article 446, qui est cependant très peu utilisé.

M. Anderson: Je prétends, monsieur le président, que cette méthode sera de plus en plus utilisée dans le cadre du projet de loi. Les collectionneurs d'armes à feu, ou ceux qui n'ont que 3 ou 4 fusils qui peuvent avoir une grande valeur, s'inquiètent de ne pas être remboursés si le tribunal décide d'une vente aux enchères ou d'une vente rapide de ces armes. Quelle protection auront ces personnes qui ne se sont jamais rendues coupables de crimes mais qui, à cause du pouvoir discrétionnaire de quelqu'un, pourrait perdre

[Texte]

because of a discretionary power by someone else, may lose those weapons? I think that is a very real concern, and I hope that it will be looked at.

I do not want to pursue it any further. I just bring it to your attention.

**The Chairman:** I cannot allow you, because your time is up, Mr. Anderson.

**Mr. Allmand:** There is also an appeal, eh? There is an appeal.

**The Chairman:** That is right.

**Mr. Allmand:** There is always an appeal when your licence is revoked or you are refused a licence. That is a first recourse. The other point I will have to take under consideration with Mr. Basford.

**Mr. Anderson:** Mr. Chairman, my time is up?

**The Chairman:** Your time is up.

**Mr. Anderson:** If I may just have one further question, since I...

**The Chairman:** You are taking it off your colleagues, because the Minister has to leave at 12.15 and...

**Mr. Anderson:** It is a very short one. I hope the Minister will look at the situation regarding the guarantor who must know the applicant for two years. In our very mobile society in Canada, many people move across the country. A person may move from Saskatchewan, for example, to Port Alberni, who does not know anyone in Port Alberni. I would suggest that we look at that part of the legislation because we might, in some cases, put obstacles in that person's way which are really not his fault because of the fact that he moved.

**Mr. Allmand:** To save some time, I should point out that there is provision in the bill right now for temporary permits for that kind of situation in proposed section 106.3.

**Mr. Anderson:** A temporary permit.

**Mr. Allmand:** Yes, so if a person moves to an area where he does not know anybody, he could still get a permit by going to the police.

**The Chairman:** Thank you, Mr. Allmand. Mr. Milne.

**Mr. Milne:** Yes, thank you, Mr. Chairman, I will be as brief as I can. I have two or three points. I would take by the amendments put before us this morning that the Minister has not accepted the argument of the antique collectors about exempting guns manufactured prior to...

**Mr. Allmand:** Excuse me?

**Mr. Milne:** I say, in the amendments that you gave us this morning, I would take it that you have not accepted the argument that the antique gun collectors put forth when they were here that they should be exempted from registration for those guns manufactured prior to 1880 or 1889, I think it was.

[Interprétation]

leurs armes? Leur inquiétude est réelle et j'espère qu'elle fera l'objet d'un examen sérieux.

Je ne désire pas continuer, je ne faisais que porter cette question à votre attention.

**Le président:** Je ne peux vous le permettre, car votre temps est écoulé monsieur Anderson.

**M. Allmand:** Il peut y avoir appel.

**Le président:** C'est exact.

**M. Allmand:** Il y a toujours appel lorsque votre autorisation est révoquée ou lorsqu'on vous l'a refusée. C'est un premier recours. Quand à l'autre point que vous avez soulevé, je devrai en discuter avec M. Basford.

**M. Anderson:** Monsieur le président, mon temps est-il écoulé?

**Le président:** Oui.

**M. Anderson:** Si vous me permettez de poser une autre question, puisque...

**Le président:** Vous enlevez ce temps à vos collègues, le ministre doit partir à 12 h 15 et...

**M. Anderson:** Il s'agit d'une question très courte. J'espère que le ministre examinera de près cette question des répondants qui doivent connaître le candidat depuis 2 ans. Notre société est très mobile, bien des gens se déplacent d'un endroit à l'autre au Canada. Une personne peut déménager de Saskatchewan par exemple à Port Alberni et ne connaître personne dans ce dernier endroit. Je propose l'étude de cet article de la Loi, car il pourrait, dans certains cas, créer des difficultés pour le candidat, sans que ce soit sa faute, à cause de son déménagement.

**M. Allmand:** Pour épargner du temps, je dirai qu'il y a dans le Bill actuellement, à l'article proposé 106(3), une disposition pour l'octroi d'autorisation temporaire pour les situations de ce genre.

**M. Anderson:** Pour une autorisation temporaire.

**M. Allmand:** Oui, par conséquent, si une personne déménage dans un endroit où elle ne connaît personne, elle peut quand même obtenir une autorisation en s'adressant aux policiers.

**Le président:** Merci, monsieur Allmand, Monsieur Milne.

**M. Milne:** Merci, monsieur le président, je serai aussi bref que possible. Je voudrais soulever deux ou trois questions. Si j'ai bien compris les amendements distribués ce matin, le ministre n'a pas accepté l'argument concernant les collectionneurs de pièces antiques, qui vise à exempter les armes à feu fabriquées avant...

**M. Allmand:** Excusez-moi?

**M. Milne:** Dans les amendements que vous nous avez remis ce matin, je vois que vous n'avez pas accepté l'argument portant que les collectionneurs de vieilles armes soient exemptés de l'enregistrement de ces armes, si elles ont été fabriquées avant 1880 ou 1889.



[Text]

**Mr. Allmand:** No. We have not accepted that. If it is a restricted weapon, they will still have to have it registered. The reason we did not accept it—Mr. Sarchuk?

**Mr. Sarchuk:** Basically, that amendment was, I think, brought in in 1969 to include antique weapons in the category that would have to be registered. Many of the very old antique weapons probably do not fall into the definition of firearm because they do not have a muzzle velocity of 500 feet per second. Those would not have to be registered because they are not firearms.

Secondly, in 1969 when this came in, my understanding of the reasons for it was that if a gun had a muzzle velocity of over 500 feet per second and it was a handgun, even though it was an antique, it was still potentially a lethal weapon and therefore should be registered. And there really is basically no rationale for changing it.

In so far as long guns are concerned, the licensing provisions do not apply, obviously, to long guns except to the owner, and most of the antique owners probably own modern weapons anyway and would have to have a licence. So if you are talking about one or two...

**Mr. Milne:** Yes. Have you done any work on a definition of an antique gun? This seemed to be quite a contentious point when the groups were here the other day. They, through their associations, offered to work on a definition.

**Mr. Allmand:** I am advised that we are working on a definition now and that it will be ready when we get the regulations ready. We are looking at those representations.

**Mr. Milne:** Yes. Just a couple of other short points. There was a suggestion a while ago that maybe some consideration might be given to changing the name from guarantor to reference. Did that receive any consideration?

**Mr. Allmand:** We thought that would be more window dressing than anything else. We looked at that suggestion. I personally felt that if you merely changed the name you would be open to criticism from cynics that you were not really doing anything, you were just changing the...

**An hon. Member:** Changing the connotation.

• 1205

**Mr. Allmand:** ... clothing of the particular thing...

**Mr. Anderson:** I cannot hear you, sir; I am having difficulty in hearing you, your colleagues are talking to you.

**Mr. Allmand:** We felt that it would only have been a window-dressing type of amendment if we did not change really what guarantors did. Secondly, we did not want to take away from the importance of this community screening process.

**Mr. Milne:** May I ask you just one other question?

In the situation where the police go into a home where there is a domestic situation, and in their view the gun is a threat and they take that gun, I presume two things would happen: afterward, either the police would return it to the person if, in their best judgment, they thought that was what they should do, or the court would decide how to dispose of the gun. Is that right?

[Interpretation]

**M. Allmand:** Non. Nous ne l'avons pas accepté. S'il s'agit d'une arme à autorisation restreinte, elle doit quand même être enregistrée. Pour quelle raison ne l'avons-nous pas accepté, monsieur Sarchuk?

**M. Sarchuk:** Je pense que l'amendement a été formulé en 1969 et qu'il visait à inclure les armes à feu antiques dans la catégorie des armes devant être enregistrées. Un grand nombre de ces armes très anciennes ne répondent probablement pas à la définition des armes à feu, car elles ne sont pas conçues pour tirer des balles à une vitesse initiale de 500 pieds à la seconde. Ces armes ne doivent pas être enregistrées, ce ne sont pas des armes à feu.

Deuxièmement, en 1969, lorsque cet amendement a été proposé, on avait invoqué comme raison que si une arme a dans la catégorie de tir de plus de 500 pieds à la seconde, s'il s'agit d'une arme à poing, même si elle est antique, elle est considérée comme une arme potentiellement dangereuse et doit être enregistrée. Fondamentalement, il n'y a aucune raison de changer cette définition.

Pour ce qui est des armes à canon long, les dispositions concernant l'autorisation ne s'appliquent pas, évidemment, sauf pour le propriétaire; la plupart de ceux qui ont des armes antiques ont probablement aussi des armes modernes, et par conséquent, il leur faut une autorisation. Si vous parlez d'une ou deux...

**M. Milne:** Oui. Avez-vous cherché à définir une arme antique? Il me semble que c'était un sujet de dispute l'autre jour lorsque certains groupes se sont présentés ici. Par l'entremise de leurs associations, ils ont offert de trouver une définition.

**M. Allmand:** On me dit que nous sommes en train d'y travailler justement et que cette définition sera prête lorsque le règlement le sera. Nous examinons également les instances qui ont été présentées.

**M. Milne:** Très bien. J'ai encore d'autres courtes questions. On a proposé il y a quelque temps de changer le mot répondant pour référence. Y avez-vous songé?

**M. Allmand:** A notre avis, il ne s'agit que de camouflage. Nous avons étudié cette proposition. Je crois personnellement que si vous changez simplement le nom, vous ferez l'objet de critiques de la part de personnes cyniques qui diront que vous ne faites rien d'autre que de changer...

**Une voix:** Changer la signification.

**M. Allmand:** ... l'apparence d'une chose...

**M. Anderson:** Excusez-moi, j'ai de la difficulté à vous entendre, car vos collègues vous parlent.

**M. Allmand:** Nous avons eu l'impression qu'il ne s'agissait que d'un camouflage de l'amendement, si nous ne changions pas vraiment le rôle des répondants. Deuxièmement, nous n'avons pas voulu amoindrir l'importance de cette méthode de sélection populaire.

**M. Milne:** Puis-je vous poser une autre question?

Prenons le cas où les policiers peuvent entrer dans une maison, où il y a une scène de famille, et si à leur avis une arme à feu constitue une menace, ils la confisquent. Je suppose que deux choses peuvent se produire: soit que les policiers retournent l'arme à la personne après coup, si, au meilleur de leur connaissance, ils croient devoir le faire, ou encore le tribunal décidera du mode de disposition de cette arme?

[Texte]

**Mr. Allmand:** I think that is right.

**Mr. Sarchuk:** The new Section 105 covers those circumstances in substantial detail. There has to be a return made to the court in normal circumstances.

**Mr. Milne:** My point is that there is no argument, really. You often hear that the confiscation is just a holding, and it is either returned or, if it is a bad situation, the court decides how it is going to be handled.

**Mr. Sarchuk:** Precisely.

**Mr. Milne:** Thank you.

**The Chairman:** Thank you. Now it is Mr. McCleave and Mr. Lachance; there is about 10 minutes to go.

**Mr. McCleave:** If Mr. Lachance wants to be heard this morning, I will be fair—I always try to be—and I will divide the time scrupulously between us.

**The Chairman:** Fair enough.

**Mr. McCleave:** My first question is for the Minister. The native group that appeared suggested that there be some element of control of firearms within their own reserves. What does the Minister think about that sort of idea?

**Mr. Allmand:** The system applies to Indian reservations. What we are doing, though, is that we will provide in the regulations that guarantors can be taken from the leaders of the Indian community on the reserve—maybe the chiefs, or the band council, or whatever. We asked the Indian groups themselves to give us their suggestions on this, who they thought would be best. We will consider that.

**Mr. McCleave:** That does not, I think, quite meet the submission, though, that the group made before us. Has the Minister studied the submission and will he be responding to this request by the Indians?

**Mr. Allmand:** I met with them twice, personally. The other thing was that we are exempting the fee—this is another thing they asked for—for Indians who hunt as a way of life to compensate for their family food. We are trying to put as much as possible of the administration close to the reservation, or on the reservation. We may even have licensing officers there.

**Mr. McCleave:** Thank you.

The second point; are we dealing with \$50 amounts for registration or licensing? If so, for what kind of period of time, on a year-to-year basis, or what?

**Mr. Allmand:** A few weeks ago we mentioned a maximum of about \$30 for five years, which comes to about \$5 to \$6 a year, more or less. I said earlier this morning, Mr. McCleave, that as a result of representations we have decided to re-examine that, and we are now working to bring down that fee considerably.

[Interprétation]

**M. Allmand:** Je crois que c'est juste.

**M. Sarchuk:** Le nouvel article 105 traite de ces circonstances en détail. Dans des circonstances normales, il faut que la cause soit présentée à la cour.

**M. Milne:** A mon avis, ce n'est pas possible de présenter un argument. Vous entendez souvent dire que les confiscations ne constituent qu'une retenue, et que l'arme est soit retournée ou, dans une situation critique, que le tribunal décide du mode de disposition.

**M. Sarchuk:** Précisément.

**M. Milne:** Merci.

**Le président:** Je vous remercie. C'est maintenant au tour de MM. McCleave et Lachance: il ne vous reste que 10 minutes.

**M. McCleave:** Si M. Lachance veut être entendu ce matin, je serai juste, j'essaie toujours de l'être, et je vais tenter de diviser scrupuleusement cette période de temps entre nous deux.

**Le président:** Très bien.

**M. McCleave:** Ma première question s'adresse au ministre. Le groupe des autochtones qui a comparu a proposé certains éléments de contrôle des armes à feu au sein de leurs propres réserves. Que pense le ministre de cette idée?

**M. Allmand:** Le système s'applique aux réserves indiennes. Cependant, nous prévoyons dans le règlement que les répondants peuvent être choisis parmi les chefs de file de la collectivité indienne dans la réserve, que ce soit les chefs, les membres du conseil de bande ou d'autres. Nous avons demandé aux groupes d'Indiens eux-mêmes de nous faire connaître leurs suggestions pour savoir quels sont ceux qui à leur avis devraient être choisis. Nous allons étudier cette question.

**M. McCleave:** Je ne crois pas que cela réponde exactement au mémoire que vous a présenté le groupe. Est-ce que le ministre a étudié la proposition qui a été faite, va-t-il répondre à la demande des Indiens?

**M. Allmand:** Je les ai rencontrés deux fois personnellement. L'autre point concerne l'exemption de droits que les groupes ont demandée pour les Indiens qui chassent, si c'est leur moyen de subsistance pour nourrir leur famille. Nous essayons autant que possible de faire que l'administration de la loi tienne compte de la situation des réserves. Nous aurons peut-être même des préposés aux autorisations sur place.

**M. McCleave:** Merci.

Ma deuxième question est la suivante: songeons-nous à un enregistrement ou à une autorisation de \$50? Dans l'affirmative, pour quelle période est-ce? Est-ce fait sur une base annuelle ou autrement?

**M. Allmand:** Nous avons mentionné, il y a quelques semaines, que le maximum serait de \$30 pour 5 ans, ce qui revient à plus ou moins \$5 ou \$6 par année. J'ai dit plus tôt ce matin, monsieur McCleave, qu'à la suite des instances présentées, nous avons décidé de réexaminer cette question, et nous sommes en train de diminuer ces droits considérablement.



[Text]

**Mr. McCleave:** The Law Reform Commission . . .

**Mr. Allmand:** We have accepted the principle that it should be brought down—it was never \$50—from the \$30 figure.

**Mr. McCleave:** Thank you.

The third point: the Law Reform Commission, in its report on the Criminal Code, had suggested that a breach of regulations should be the subject only of fines and not jail terms. Does this approach commend itself to the Minister, since this Bill C-83 is shot full of regulatory possibilities?

**Mr. Allmand:** That is true, but I do not think the regulations will themselves provide for imprisonment. Usually the regulations just complete definitions and administrative procedures that are in the law. In other words, we will in the regulations decide who the guarantors will be, and that kind of thing, but there will be no new offences in the regulations. I agree, as a general rule, that you should not, as a result of breaking a regulatory measure, have imprisonment.

• 1210

**Mr. McCleave:** Would he be good enough, with his officials, to take a look at my suggestion and come back with perhaps a longer response on the Thursday morning meeting? And finally, so Mr. Lachance has his moment in what is left of the setting sun, may I also suggest that the word "amnesty", which has raised the hackles of a hell of a pile of Canadians—and well it should—be replaced by some such word as "concurrence", so that people will not be treated as suddenly becoming members of a criminal class.

**Mr. Allmand:** I think Britain has had several amnesties and, on guns, we were just going to copy what they did. They were taken from Britain rather than from the United States.

**Mr. McCleave:** Can we have something that is made in Canada and that does not create a class of criminals?

**Mr. Allmand:** It conveys the same thing. As far as words are concerned, I am not hung up on any definite word.

**Mr. McCleave:** I make that as a suggestion.

**Mr. Gualtieri:** Mr. Minister, what we are going to have is a recall program that will relate to all firearms in Canada. The amnesty provisions that are written into this bill are to cover those persons who have unregistered restricted weapons in their possession so they are technically in breach of the law at the moment. We want to give them an assurance that if they bring those weapons in they will not be charged. The amnesty concept is very appropriate, I think, for that small category of weapons, but the recall program will apply to all firearms.

**Mr. McCleave:** I yield to Mr. Lachance.

**The Chairman:** Thank you, Mr. McCleave.

**Mr. Lachance:** I wish to thank Mr. McCleave for his courtesy.

[Interpretation]

**M. McCleave:** La Commission de la réforme du droit . . .

**M. Allmand:** Nous avons accepté le principe de diminuer—il n'a jamais été question de \$50—la somme fixée à \$30.

**M. McCleave:** Merci beaucoup.

Ma troisième question concerne la Commission de réforme du droit. Dans le rapport concernant le Code criminel, on a proposé qu'une infraction au règlement ne fasse l'objet que d'amendes et non pas de peines d'emprisonnement. Vous êtes-vous penché sur la suggestion, car le Bill C-83 regorge de possibilités de réglementation.

**M. Allmand:** C'est exact, mais je ne crois pas que les règlements en eux-mêmes prévoient l'emprisonnement. Les règlements habituellement ne font que compléter les définitions et les méthodes administratives qui font partie de la loi. Autrement dit, nous allons décider dans les règlements qui seront les répondants, etc, mais il n'y aura pas de nouvelles infractions aux règlements. Je suis d'accord, en général, qu'il ne faudrait pas à la suite d'une infraction aux règlements songer à l'emprisonnement.

**M. McCleave:** Le Ministre et les hauts fonctionnaires seraient-ils assez bons d'examiner ma proposition et de me donner une réponse un peu plus longue jeudi matin? Enfin, pour que M. Lachance ait également l'occasion de profiter de ce qui reste du soleil, puis-je également proposer que le mot «amnistie» qui a fait se dresser sur leurs ergots un grand nombre de Canadiens, soit remplacé par un mot comme «concurrence», pour que l'on ne soit traité soudainement comme faisant partie d'une classe de criminels.

**M. Allmand:** Je pense que la Grande-Bretagne a connu plusieurs de ces amnisties et, au sujet des armes à feu, nous ne faisons que copier ce qu'ils ont fait. Ce terme a été emprunté à la Grande-Bretagne plutôt qu'aux États-Unis.

**M. McCleave:** Ne pourrions-nous pas avoir quelque chose qui est fait au Canada et qui ne crée pas de catégories de criminels?

**M. Allmand:** Cela veut dire la même chose. C'est une question de mots, et je ne suis pas attaché à un mot plutôt qu'à un autre.

**M. McCleave:** Je ne faisais qu'une simple suggestion.

**M. Gualtieri:** Monsieur le ministre, nous aurons un programme de rappel qui s'adressera à toutes les armes à feu au Canada. Les dispositions d'amnistie qui font partie du bill s'adresseront aux personnes qui possèdent des armes à feu à autorisation restreinte non enregistrée, qui techniquement sont en contravention de la loi actuellement. Nous voulons les assurer que si elles apportent ces armes à feu, elles ne seront pas accusées. Ce concept de l'amnistie est très approprié, à mon avis pour petite catégorie d'armes à feu, mais le programme de rappel s'adresse à toutes les armes à feu.

**M. McCleave:** Je cède la parole à M. Lachance.

**Le président:** Merci, monsieur McCleave.

**M. Lachance:** Je remercie M. McCleave de sa courtoisie.

[Texte]

**Mr. McCleave:** You are welcome, Mr. Lachance.

**Le président:** Monsieur Lachance.

**M. Lachance:** Merci monsieur le président. J'ai seulement une question à poser au ministre ce matin quitte à lui en poser d'autres un peu plus tard jeudi. Je désire aborder tout le sujet des sentences minimums dans le contrôle des armes à feu, et en particulier en fonction de la prohibition d'utiliser ou même d'être en possession d'une arme à feu. Je peux difficilement comprendre, que ce projet de loi, qui est quand même un serrement de vis assez important pour les possesseurs d'armes à feu, impose des sentences minimums consécutives pour la commission d'un crime lorsqu'une arme à feu est utilisée, mais laisse au juge le soin de décider s'il y aura prohibition de rester en possession de ladite arme pour une période minimum. Les sentences minimums pour la commission d'un crime lorsqu'une arme à feu est utilisée, ainsi que celles pour le simple fait d'avoir utilisé l'arme à feu sont consécutives à l'offense principale. Mais il n'y a pas de prohibition minimum prévue pour la possession de cette arme à feu dans le futur. Comment peut-on expliquer cela?

**Mr. Allmand:** The minimum prison sentence is an exception in the criminal law. We have only provided it in situations where an indictable offence with violence is committed. This is in addition; it is not for any kind of offence. It is only when you commit an indictable offence with violence against a person, then you can have a minimum sentence in prison in addition to the sentence for armed robbery or rape or whatever it may be.

We decided, after a lot of representations and discussion, that if you believe in deterrent effect or protection for the public, that is the area where you would place it. The prohibition of licences applies to all kinds of offences; not just offences with violence.

The prohibition provisions can be used for very minor infractions. You are suggesting, in effect, that we should make it a mandatory revocation if it is an offence with violence against the person.

**M. Lachance:** Ce serait simplement conforme à l'esprit de la loi. Je ne dis pas que je suis forcément d'accord, mais ce serait conforme à l'esprit de la loi. Si vous prévoyez une sentence minimum pour l'utilisation d'une arme à feu, comment pouvez-vous expliquer le fait que le permis en question ne soit pas révoqué, pour la même période?

• 1215

**Mr. Allmand:** In practice, in fact, judges generally would revoke where an offence like that has been committed. They have not provided for prison sentences in some of these cases. The concern of the public is that judges generally have been too easy on the prison sentences.

**M. Lachance:** Pour les besoins de l'uniformité, de la logique et de la clarté, est-ce qu'il y aurait possibilité, monsieur le ministre, que vous réexaminiez cette question...

**M. Allmand:** *No problem. Sure.*

**M. Lachance:** ... pour voir si on ne pourrait pas établir un rapport entre les deux?

[Interprétation]

**M. McCleave:** Vous êtes le bienvenu, monsieur Lachance.

**The Chairman:** Mr. Lachance.

**Mr. Lachance:** Thank you, Mr. Chairman. I only have one question for the Minister this morning but I might have several others Thursday. I would like to talk about minimum penalties in the arm control area and especially in connection with the prohibition to use or even to own a firearm. I cannot easily understand why this bill which represents a rather tighter control for the owners of firearms, would impose consecutive minimal penalties for crimes where a firearm has been used, but would leave it to the judge to decide whether the person should retain the said firearm for a minimal period. Minimal penalties for a crime where a firearm has been used or for the simple fact that a firearm has been used are consecutive to the principal offence. But there is no minimum prohibition provided for the possession of this firearm in the future. How can you explain this?

**M. Allmand:** La sentence d'emprisonnement minimum constitue une exception au Code criminel. Elle n'est prévue que dans des situations où un délit accompagné de violence est commis. Il ne s'agit pas de n'importe quelle sorte d'infraction; seulement, lorsque vous commettez un délit avec violence contre une personne, à ce moment-là vous pouvez être condamné à la prison en plus d'être condamné pour vol à main armée ou viol, ou quelque autre infraction.

Après avoir reçu bien des instances et après en avoir discuté, nous avons décidé que si nous croyons à l'effet préventif ou à la protection du public, ce sont des cas où il faudrait l'appliquer. L'interdiction en matière d'autorisation s'applique à toutes sortes d'infractions, et pas seulement aux infractions ou aux délits commis avec violence.

Les dispositions concernant cette interdiction peuvent servir pour des délits très mineurs. Vous dites qu'il faudrait les révoquer obligatoirement, s'il s'agit d'un délit avec violence commis contre une personne.

**Mr. Lachance:** It would be more in the spirit of the law. I do not say that I am really in agreement, but it would be in the spirit of the law. If you provide a minimum sentence for the use of a firearm, how can you explain the fact that the licence in question has not been revoked for the same period?

**M. Allmand:** En pratique, les juges habituellement les révoqueraient si une infraction de ce genre a été commise. On n'a pas prévu de peine d'emprisonnement dans certains de ces cas. Le public s'inquiète du fait que les juges en général se montrent assez indulgents en matière d'emprisonnement.

**Mr. Lachance:** For uniformity, logic and precision, would it be possible, Mr. Minister, to re-examine the question...

**Mr. Allmand:** Certainement, il n'y a pas de problème.

**Mr. Lachance:** ... to see if we could establish a relation between the two?



[Text]

**Mr. Allmand:** ... I presume that, when the man was in prison, he would be prohibited.

**Mr. Lachance:** Yes, you presume, but if he comes out of prison, escapes, or something like that, he still has his gun at home.

**Mr. Allmand:** Yes, Mr. Sarchuk, who has been ...

**Mr. Sarchuk:** There is another point that should be considered, and that is the fact that you have a dual process. On the one hand, under Clause 102, the court has the right to prohibit the person from possession of any firearms, for any kind of an offence. That is why we have left a fairly wide discretion. On the other hand, the person who issues the licence has the right to revoke for cause, and the concept is in relation to offences involving violence. Let us say, a man is convicted of armed robbery. This will go into the general CPIC structure, it will get kicked out, and the registrar will then revoke that man's licence. So you have a dual system. That man may also be prohibited by the court, but do not forget that there is a mechanism to revoke his licence administratively, as well.

**Mr. Lachance:** I suppose this would be dictated by regulation, the reasons for revocation.

**Mr. Sarchuk:** No, they are right in the act.

**Mr. Lachance:** That is not what I mean.

Voici ce que je veux dire. Vous venez de me dire que le Régistrateur général du Canada a le droit de révoquer le permis pour certaines raisons. Est-ce que ces raisons seraient énoncées dans un règlement? Par exemple, est-ce que le règlement stipulerait que lorsqu'une personne est condamnée pour un acte criminel, quel qu'il soit, son permis est automatiquement révoqué, à moins de circonstances spéciales, ou est-ce que cela serait laissé à la discrétion du Régistrateur général?

**M. Allmand:** Certains critères seront précisés dans les règlements, mais il y aura encore des choses laissées à la discrétion du Régistrateur général. Mais on peut prendre votre suggestion en considération. Je puis tout de même vous dire qu'il sera toujours absolument défendu à une personne qui est en prison d'avoir une arme à feu.

**M. Lachance:** C'est certain ...

**M. Allmand:** Mais pour rendre les choses plus claires et plus logiques, nous pouvons prendre votre suggestion en considération, si vous le désirez.

**M. Lachance:** J'ai terminé.

**Le président:** Merci, monsieur Lachance. Mesdames et messieurs, c'est tout pour ce matin.

The Committee is adjourned until 9.30 a.m. on Thursday.

[Interpretation]

**M. Allmand:** Je suppose que si la personne est emprisonnée, l'arme serait révoquée.

**M. Lachance:** Vous pensez, mais si cette personne s'échappe de prison, elle a toujours son arme à la maison.

**M. Allmand:** Oui, M. Sarchuk qui a été ...

**M. Sarchuk:** Il faut également considérer le fait que vous avez là une méthode double. D'une part, en vertu de l'article 102, le tribunal a le droit d'empêcher une personne d'avoir une arme à feu à la suite de toute infraction. C'est pourquoi nous laissons un pouvoir discrétionnaire assez étendu. D'autre part, la personne qui émet l'autorisation a le droit de révoquer cette autorisation pour certains motifs, soit en rapport avec des infractions assorties de violence. Disons, par exemple, qu'un homme est condamné pour vol à main armée. Tout cela fait partie du régime de la CIPC, et après avoir retourné la question dans tous les sens, le registraire pourrait révoquer le permis. Vous avez donc ce double système. Cette personne peut également faire l'objet d'une interdiction par le tribunal, mais n'oubliez pas qu'il existe un mécanisme pour révoquer l'autorisation sur le plan administratif également.

**M. Lachance:** Je suppose que les raisons de la révocation seront dictées par le règlement.

**M. Sarchuk:** Non, elles font partie de la loi.

**M. Lachance:** Ce n'est pas ça que je veux dire.

You just said that the General Registrar for Canada has the right to revoke the licence for certain reasons. Are those reasons mentioned in the regulations? Would the regulations provide that a person who had been charged for a criminal act, whatever it is, would see his licence automatically revoked, unless there are special circumstances, or would that be left to the Registrar General's discretion?

**Mr. Allmand:** Some criteria will be mentioned in the regulations but certain things will be left to the Registrar General's discretion. But we could take your suggestion into consideration. I could add that it will always be absolutely forbidden for a person who is in prison to own a firearm.

**Mr. Lachance:** It is certain ...

**Mr. Allmand:** But if you so desire, we could take your suggestion into consideration in order that the situation be clarified and be more logical.

**Mr. Lachance:** That is all, Mr. Chairman.

**The Chairman:** Thank you, Mr. Lachance. Ladies and gentlemen, that will be all for this morning.

La séance du Comité est levée jusqu'à 9 h 30 jeudi matin.





WITNESSES—TÉMOINS

*From the Department of Justice.*

Mr. A. Sarchuk, Senior Legal Counsel

Mr. Philipe Landry, Assistant Deputy Attorney General  
of Canada

Mr. Saul M. Froomkin, Director, Criminal Law.

*From the Ministry of the Solicitor General:*

Mr. Roberto Gualtieri, Coordinator, Working Group on  
Gun Control.

*From the National Parole Board:*

Mr. W. Outerbridge, Chairman.

*From the R.C.M.P.:*

Inspector Roy Hoban

*Du ministère de la Justice:*

M. A. Sarchuk, avocat-conseil;

M. Philipe Landry, sous-procureur général adjoint;

M. Saul M. Froomkin, directeur, Section du droit pénal.

*Du ministère du Solliciteur général:*

M. Roberto Gualtieri, coordonnateur, Groupe de travail  
sur le contrôle des armes à feu.

*De la Commission nationale des libérations conditionnelles:*

M. W. Outerbridge, président.

*De la G. R. C.:*

Inspecteur Roy Hoban.

HOUSE OF COMMONS

Issue No. 60

Thursday, June 3, 1976

Chairman: Mr. Mark MacGuigan

CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule n° 60

Le jeudi 3 juin 1976

Président: M. Mark MacGuigan

Government  
Publications

*Minutes of Proceedings and Evidence  
of the Standing Committee on*

## Justice and Legal Affairs

*Procès-verbaux et témoignages  
du Comité permanent de la*

## Justice et des questions juridiques

### RESPECTING:

Bill C-83, Criminal Law Amendment  
Act (No. 1), 1976.

### CONCERNANT:

Bill C-83, Loi de 1976 modifiant  
le droit pénal, n° 1.

### APPEARING:

The Honourable Warren Allmand,  
Solicitor General of Canada and  
Acting Minister of Justice.

### COMPARAÎT:

L'honorable Warren Allmand,  
Solliciteur général du Canada et  
ministre suppléant de la Justice.

### WITNESSES:

(See back cover)

### TÉMOINS:

(Voir à l'endos)

First Session

Thirtieth Parliament, 1974-75-76

Première session de la

trentième législature, 1974-1975-1976



STANDING COMMITTEE ON JUSTICE  
AND LEGAL AFFAIRS

*Chairman:* Mr. Mark MacGuigan

*Vice-Chairman:* Mr. Yvon Pinard

Messrs.

Anderson	Fairweather
Brisco	Friesen
Campagnolo (Mrs.)	Fox
Caouette ( <i>Villeneuve</i> )	Korchinski

COMITÉ PERMANENT DE LA JUSTICE  
ET DES QUESTIONS JURIDIQUES

*Président:* M. Mark MacGuigan

*Vice-président:* M. Yvon Pinard

Messieurs

Lachance	Poulin
Leggatt	Robinson
Loiselle ( <i>Chambly</i> )	Stanbury
Marceau	Towers
McCleave	Woolliams—(20)

(Quorum 11)

*Le greffier du Comité*

Lois A. Cameron

*Clerk of the Committee*

Pursuant to S.O. 65(4)(b)

On Wednesday, June 2, 1976:

Mr. Hnatyshyn replaced Mr. Scott  
Mr. Loiselle (*Chambly*) replaced Mr. Anderson  
Mr. Poulin replaced Mrs. Campagnolo  
Mr. Robinson replaced Mr. Milne

On Thursday, June 3, 1976:

Mr. Friesen replaced Mr. Hnatyshyn  
Mrs. Campagnolo replaced Mr. Olivier  
Mr. Anderson replaced Mr. Guay (*Lévis*)

Conformément à l'article 65(4)b) du Règlement

Le mercredi 2 juin 1976:

M. Hnatyshyn remplace M. Scott  
M. Loiselle (*Chambly*) remplace M. Anderson  
M. Poulin remplace M<sup>me</sup> Campagnolo  
M. Robinson remplace M. Milne

Le jeudi 3 juin 1976:

M. Friesen remplace M. Hnatyshyn  
M<sup>me</sup> Campagnolo remplace M. Olivier  
M. Anderson remplace M. Guay (*Lévis*)

## MINUTES OF PROCEEDINGS

THURSDAY, JUNE 3, 1976

(67)

[Text]

The Standing Committee on Justice and Legal Affairs met at 9:45 o'clock a.m. this day, the Chairman, Mr. Mark MacGuigan, presiding.

*Members of the Committee present:* Mr. Anderson, Mrs. Campagnolo, Messrs. Friesen, Korchinski, Lachance, Leggatt, MacGuigan, Marceau, McCleave, Pinard, Poulin, Stanbury and Towers.

*Other Members present:* Messrs. Dick, Hamilton (Swift Current-Maple Creek) and McIsaac.

*Appearing:* The Honourable Warren Allmand, Solicitor General of Canada and Acting Minister of Justice.

*Witnesses: From the Department of Justice:* Mr. A. Sarchuk, Senior Legal Counsel; Mr. Philipe Landry, Assistant Deputy Attorney General of Canada and Mr. Saul M. Froomkin, Director, Criminal Law.

The Committee resumed consideration of Bill C-83, An Act for the better protection of Canadian society against perpetrators of violent and other crime (Criminal Law Amendment Act (No. 1), 1976.)

## On Clause 2

The Minister made a statement and with the witnesses answered questions.

By unanimous consent, the Committee proceeded to discuss the suggestion made at a previous meeting, that all briefs presented to the Committee by groups not heard be printed.

*It was agreed,—*That such briefs shall not be printed but shall be made available to the public for consultation on a limited basis.

At 11:06 o'clock a.m. the Committee adjourned until 9:30 o'clock a.m. on Tuesday, June 8, 1976.

## PROCÈS-VERBAL

LE JEUDI 3 JUIN 1976

(67)

[Traduction]

Le Comité permanent de la justice et des questions juridiques se réunit aujourd'hui à 9 h 45 sous la présidence de M. Mark MacGuigan (président).

*Membres du Comité présents:* M. Anderson, M<sup>me</sup> Campagnolo, MM. Friesen, Korchinski, Lachance, Leggatt, MacGuigan, Marceau, McCleave, Pinard, Poulin, Stanbury et Towers.

*Autres députés présents:* MM. Dick, Hamilton (Swift Current-Maple Creek) et McIsaac.

*Comparaît:* L'honorable Warren Allmand, solliciteur général du Canada et ministre suppléant de la Justice.

*Témoins: Du ministère de la Justice:* M. A. Sarchuk, avocat-conseil; M. Philipe Landry, sous-procureur général adjoint du Canada et M. Saul M. Froomkin, directeur, Section du droit pénal.

Le Comité poursuit l'étude du bill C-83, Loi pour mieux protéger la société canadienne contre les auteurs de crimes violents et autres crimes (Loi de 1976 modifiant le droit pénal, n° 1).

## Article 2

Le ministre fait une déclaration; le ministre et les témoins répondent ensuite aux questions.

Du consentement unanime, le Comité entreprend l'étude de la proposition faite lors d'une séance précédente visant à ce que tous les mémoires présentés au Comité par des groupes de témoins non entendus soient imprimés.

*Il est convenu,—*Que ces mémoires ne seront pas imprimés mais qu'ils seront mis limitativement à la disposition du public aux fins de consultation.

A 11 h 06, le Comité suspend ses travaux jusqu'au mardi 8 juin 1976, à 9 h 30.

*Le greffier du Comité*

Lois A. Cameron

*Clerk of the Committee*



## EVIDENCE

(Recorded by Electronic Apparatus)

Thursday, June 3, 1976

[Text]

**The Chairman:** The meeting will come to order. Ladies and gentlemen, we have with us again this morning, the Solicitor General of Canada and, I believe, still the Acting Minister of Justice. He is ready to receive questions on Bill C-83. The first name I have is Mr. Lachance.

**Mr. Lachance:** Thank you, Mr. Chairman. I just want to complete my remarks. I was the one who ended the meeting last time.

• 0944

• 0945

Monsieur le ministre, dans le document que vous avez déposé la dernière fois, à savoir les amendements proposés au Bill C-83, ici au Comité, vous avez proposé que nous votions contre tous les articles se rapportant aux enquêtes spéciales sur le crime organisé. Or, la Cour suprême du Canada a rendu un jugement, il y a environ deux mois, au sujet de la validité des lois provinciales créant ces enquêtes-là. La question que je me pose est la suivante: dans les articles qui s'y rapportaient, dans le Bill C-83, on modifiait un petit peu le statut de ces tribunaux spéciaux-là, ou de ces commissions spéciales-là, en ne leur donnant plus le droit de condamner pour outrage au tribunal mais en remettant ce droit aux tribunaux de l'administration criminelle ordinaire. Est-ce que vous ne voyez plus l'utilité d'enlever aux commissions d'enquête sur le crime organisé le pouvoir d'accorder ou d'imposer une peine d'outrage au tribunal, et si non, pour quelle raison?

**L'hon. Warren Allmand (soliciteur général du Canada):** Vous avez raison; dans les articles du Bill C-83, il y avait deux choses importantes qui n'existaient pas pour les commissions d'enquête, au Québec par exemple. Premièrement le droit d'appeler des témoins en dehors de la province, et deuxièmement, les protections pour les témoins, les protections spéciales. Comme cette partie-là dépend complètement du Ministre de la Justice, peut-être puis-je consulter ses fonctionnaires. Who here knows about the crime inquiries? He is asking why we repealed the whole thing?

**The Chairman:** Could you come over here, please?

**Mr. S. F. Froomkin, Q.C. (Director, Criminal Law, Headquarters and Legal Services, Department of Justice):** Many of the provinces were contacted after the decision and indicated that they were not anxious to have the special inquiries provisions enacted; they felt that they could carry on with their own provincial legislation and could enter into agreements among themselves to make their subpoenas interprovincial.

**M. Lachance:** Je suis d'accord avec vous; à la lumière de la décision de la Cour suprême, il n'était plus nécessaire de s'intéresser à ce domaine de l'administration de la justice criminelle.

Mais vous n'avez pas répondu à ma question. Ma question avait trait à ceci: d'après les lois actuelles, et je pense au Québec, (je ne sais pas ce qui se passe dans les autres provinces), c'est la commission d'enquête elle-même qui impose une peine d'outrage au tribunal. Il y a eu plusieurs cas au cours des derniers mois. Le dernier en date concerne les frères Dubois, je pense. Or dans le Bill C-83, il y avait la protection suivante..., et je ne sais pas si M. Landry va

## TÉMOIGNAGES

(Enregistrement électronique)

Le jeudi 3 juin 1976

[Interpretation]

**Le président:** La séance est ouverte. Mesdames et messieurs, nous avons encore avec nous ce matin le Solliciteur général du Canada, qui remplace le ministre de la Justice. Il est disposé à répondre à vos questions sur le Bill C-83. J'ai tout d'abord sur ma liste M. Lachance.

**M. Lachance:** Merci, monsieur le président. Je voudrais seulement compléter mes observations. J'ai pris la parole en dernier lors de la dernière réunion.

Mr. Minister, in a document which you tabled at our last meeting, the proposed amendments to Bill C-83, you proposed that we vote against all clauses dealing with special inquiries on organized crime. However, the Supreme Court of Canada, some two months ago, brought down a decision regarding the validity of the provincial laws authorizing such inquiries. So, I ask myself the following question: In the aforementioned clauses of Bill C-83, there was a slight modification of the status of these special courts or commissions removing their power to convict for contempt of court and giving this power to the normal criminal courts; do you no longer see the need to remove this power to administer a conviction for contempt of court from these commissions of inquiry on organized crime and if not, for what reason?

**Hon. Warren Allmand (Solicitor General of Canada):** You are correct; among the clauses of Bill C-83, there were two important clauses which did not exist dealing with commissions of inquiry for instance in Quebec. First, the right to summon witnesses from outside the province and secondly, the special protection clauses for witnesses. Since that part is within the purview of the Minister of Justice, allow me to consult with its officials. Quelqu'un ici s'y connaît-en matière de commissions d'enquête sur le crime? On nous demande pourquoi le tout a été abrogé.

**Le président:** Pourriez-vous avancer à la table, s'il vous plaît?

**M. S. F. Froomkin, C.R. (directeur, Droit pénal, Services juridiques de l'Administration centrale, ministère de la Justice):** Suivant cette décision, la plupart des provinces ont été consultées, et elles ont indiqué qu'elles n'étaient pas en faveur des mesures portant sur les commissions spéciales; elles croyaient qu'elles pouvaient s'en tirer avec leurs propres lois provinciales et conclure des accords entre elles pour leur permettre de convoquer des témoins d'autres provinces.

**Mr. Lachance:** I agree with you; in the light of the Supreme Court decision, it is no longer necessary to be concerned with this area of the administration of criminal justice.

But you have not answered my question. My question deals with the following: according to present acts, I think it is so in Quebec,—I do not know how it is in the other provinces—it is the commission, itself, which can convict for contempt. There have been several such cases in the last few months, the last in connection with the Dubois brothers, I believe. But, in Bill C-63, there is the following protection..., and I do not know if Mr. Landry can answer.

[Texte]

pouvoir me répondre. Nous lui souhaitons la bienvenue, et nous allons laisser le Ministre lui expliquer la situation. M. Landry ayant été mon professeur de droit criminel; il va probablement pouvoir me donner un autre cours.

**M. L. P. Landry (Sous-procureur général adjoint, ministère de la Justice):** Je vais vous dire ce que je comprends avant de répondre. Pourquoi n'aurions-nous pas gardé dans le texte de loi les articles qui permettraient d'assigner des témoins outre-frontière provinciale? Pour les Québécois, parler d'outre-frontière, c'est peut-être une chose habituelle.

**M. Lachance:** D'accord. Sans commentaires.

**M. Landry:** Également ceux qui permettent l'émission de mandats de recherche à l'extérieur de la province où la commission opère.

• 0950

**M. Lachance:** Ça, c'est un point. Le deuxième qui me préoccupe, et particulièrement celui-là, a trait aux peines imposées pour outrage au tribunal qui sont présentement données par la Commission d'enquête elle-même alors que le Bill C-83 lui retire ce pouvoir-là pour le remettre aux tribunaux criminels ou civils ordinaires.

**M. Landry:** Alors, votre première question: pour autant que la loi est constitutionnelle, la province peut voir à l'assignation de témoins à l'intérieur de sa province. Il serait probablement ou peut-être inconstitutionnel pour l'autorité fédérale de n'avoir qu'un texte de loi qui viendrait se greffer, qui serait ancillaire à une loi provinciale. Nous pouvons ajouter des dispositions législatives dans le Code criminel qui sont ancillaires au droit criminel, mais non pas ancillaires à une législation provinciale. Si les provinces ont la compétence pour légiférer en cette matière, elles ont également entre elles la compétence pour réaliser des ententes interprovinciales qui permettraient l'exécution de ces assignations à comparaître ou mandats de recherches dans une autre province. Nous avons la situation en matière d'exécution de jugements en matière civile où il y a des ententes interprovinciales qui existent, en matière de conflits matrimoniaux, il y a également des ententes pour l'exécution des jugements, pensions alimentaires, etc., des ententes existent même entre des pays. Alors, si la province a cette compétence, elle a celle de négocier avec une autre province une entente, et je pense que sur le plan constitutionnel ce serait plus logique de procéder de cette façon. C'est d'ailleurs l'opinion qui a été formulée par au moins trois ou quatre provinces à l'occasion d'un questionnaire qui leur a été soumis relativement à la question de savoir si elles étaient ou non intéressées.

**M. Lachance:** Vous avez eu des consultations avec les provinces...

**M. Landry:** Oui.

**M. Lachance:** ... pour savoir quoi faire...

**M. Landry:** Oui. La position des provinces est celle-là, et je pense que c'est une position qui est saine.

**M. Lachance:** Le deuxième point concerne l'outrage au tribunal.

**M. Landry:** Le projet de loi prévoyait que le tribunal lui-même qui entend les témoins ne peut pas trouver une personne coupable d'un outrage, mais doit renvoyer le dossier à un autre tribunal, savoir un juge de la Cour supérieure. La loi québécoise prévoit que le commissaire peut trouver une personne coupable d'outrage, pour autant qu'ils s'agit encore une fois d'une législation sur laquelle la province a compétence, il appartient à la province de

[Interprétation]

We welcome him to the Committee, and let the Minister explain the situation to him. Mr. Landry, who was my professor in criminal law, will no doubt be able to give me another course.

**Mr. L. P. Landry (Assistant Deputy Crown Attorney, Department of Justice):** Before I answer I shall tell you how I understand this. Why would you not maintain in the text of the bill, the clauses allowing to summon witnesses interprovincially? In Quebec to speak of across the border is no doubt usual.

**Mr. Lachance:** Agreed, without comment.

**Mr. Landry:** This applies as well for those who allow for search warrants outside the province where the commission is sitting.

**Mr. Lachance:** That is one aspect. The second which troubles me particularly deals with convictions for contempt of court which are presently awarded by the Commission of Inquiry itself, although, Bill C-83 remove this power to give it to the ordinary civil or criminal courts.

**Mr. Landry:** In answer to your first question: as long as the Act is constitutional, the province can summon witnesses from within the province. It probably is or could be unconstitutional for the federal authorities to have only a single Act in support of or ancillary to provincial acts. We can add legislative measures to the Criminal Code which are ancillary to the Penal code, but not ancillary to the provincial legislation. If the provinces are empowered to legislate in the matter, they are also empowered to conclude certain interprovincial agreements allowing them to serve subpoenas or search warrants in other provinces. We have met this situation, in regard to the execution of civil judgments, where interprovincial agreements exist; in regard to matrimonial conflicts, there are also some agreements for the execution of decisions, alimony, and so forth; there are even some agreements between countries. So, if the province has that power, it can also negotiate an agreement with another province, and I think that constitutionally, it would be better to proceed in that manner. Indeed, that was the opinion given by three or four provinces in answer to a questionnaire asking the provinces whether or not they were interested.

**Mr. Lachance:** You have already consulted with the provinces...

**Mr. Landry:** Yes.

**Mr. Lachance:** ... to find out what to do...

**Mr. Landry:** Yes. That was the position of the provinces, and I think it is a good one.

**Mr. Lachance:** The second point concerns contempt of court.

**Mr. Landry:** The bill provided that the court or commission which hears witnesses may not convict anybody for contempt but must refer the case to another court, a judge of the Superior Court. The Quebec law provides that a Commissioner may convict a person for contempt, in as much as the province is empowered by the legislation in question; the province can then give the Commissioner whatever instruments it wishes; and I think it is a matter



[Text]

donner au commissaire les outils qu'elle entend bien vouloir donner, et je crois que cela devient une question de politique pour la province de décider de l'opportunité de conférer au commissaire certains pouvoirs ou de ne pas les conférer. La province pourrait, si elle le désirait, modifier sa loi pour élever ces pouvoirs au commissaire, mais je ne pense pas qu'il nous appartient de suggérer à une province la conduite à suivre en matière de législation; c'est là une question de la politique de la province.

**M. Lachance:** D'un point de vue strictement académique, est-ce que le fait pour l'autorité fédérale de laisser tomber ce champ d'activité l'empêchera à l'avenir de réglementer à nouveau. Par contre, si les provinces ont commencé à occuper ce champ-là en particulier, à savoir les enquêtes sur le crime organisé, est-ce que l'autorité fédérale pourra, dans le cas d'abus, quels qu'ils soient, l'occuper de nouveau? A votre avis, quelles sont les implications des décisions du ministre quand il nous demande de voter contre les articles du Bill C-83 qui ont trait aux enquêtes sur le crime organisé?

**M. Landry:** Je vais répondre et je laisserai M. Allmand compléter la réponse. Quant à moi, pour le moment, ce que je peux vous indiquer, c'est que le gouvernement ou le ministre a suggéré de laisser tomber cette partie de la loi et cela signifie que le gouvernement fédéral n'entend pas légiférer en la matière. Je m'arrêterai là dans un débat ou encore un cours de droit constitutionnel pour lequel je ne me sens pas compétent en ce moment, puisque j'ai eu l'occasion de me faire dire par la Cour suprême que j'avais tort dans certaines de mes opinions constitutionnelles.

**M. Lachance:** D'accord.

• 0955

**M. Allmand:** Comme je l'ai mentionné au commencement, cette question relève entièrement de la juridiction du ministre de la Justice et, à la suite de la décision de la Cour suprême, du ministère de la Justice, les ministres ont décidé de laisser tomber complètement cette section.

Y aura-t-il un autre projet de loi plus tard? Je ne sais pas. Je ne peux pas juger de cela.

**M. Lachance:** Il faut bien comprendre que c'est très important, monsieur le président. Le Comité étudie présentement le Bill C-83; actuellement, ces articles sont contenus dans le projet de loi et les membres du Comité devront décider si, oui ou non, on devra conserver les articles en question. C'est la raison pour laquelle je voudrais demander au ministre et à M. Landry de nous expliquer un peu tout le contexte afin que nous puissions nous faire une meilleure idée de la chose et prendre une décision en ce qui concerne...

**M. Landry:** Je pourrais ajouter ceci. Lorsqu'on a décidé, à l'invitation de la Cour suprême, comme c'est la tradition, d'intervenir dans le débat constitutionnel, on pouvait à ce moment-là entrevoir une décision qui aurait été défavorable à la province. Dans un tel cas, le gouvernement n'aurait pas voulu que la décision de la Cour suprême casse une loi provinciale sans que cette loi ne soit pas remplacée rapidement par une autre loi.

**M. Lachance:** D'accord.

**M. Landry:** En prévision d'une telle possibilité, le gouvernement ou plutôt le Ministre a jugé à propos d'inclure dans le projet de loi, un texte qui pourrait être adopté plus rapidement par la Chambre au cas où il y aurait une décision défavorable. La décision étant maintenant connue et la loi provinciale étant maintenant constitutionnelle, il

[Interpretation]

of policy for the province to decide when a Commissioner should be awarded or not certain powers. The province could, if it so wished, amend its act to abrogate those powers of the Commissioner, but I do not believe it is within our federal power to suggest how a province should conduct itself in the matter of legislation; that is a question of provincial policies.

**Mr. Lachance:** Academically speaking, does the fact that the federal authority has abandoned activity within this sector, prevent it from proclaiming new regulations later? On the other hand, if the provinces are now to deal with inquiries into organized crime, will the federal authority, in cases of any abuse of power, be able to re-enter this field? In your opinion, what are the consequences of the decisions of the Minister in requesting that we vote against the clauses of Bill C-83 dealing with inquiries into organized crime?

**Mr. Landry:** I will answer in part and let Mr. Allmand complete the answer. At the moment I can only say that the government, or the Minister, has suggested that we drop that part of the bill, which means that the federal government does not wish to legislate in the latter. I shall stop there; otherwise, I think we could get into a debate or a lecture on constitutional law in which I do not feel competent at the moment, since the Supreme Court has ruled on occasion that I was wrong in certain of my constitutional opinions.

**Mr. Lachance:** Agreed.

**Mr. Allmand:** As I mentioned earlier, this question lies entirely within the jurisdiction of the Minister of Justice, and following the decision of the Supreme Court and of the Minister of Justice, the Ministers have decided to drop this section entirely.

Will there be another bill later? I do not know. I cannot speak to that.

**Mr. Lachance:** Mr. Chairman, we must realize how important the matter is. The Committee is presently discussing Bill C-83; at the moment, those clauses are included in the bill and the members of this Committee must decide whether or not to maintain the clauses. That is why I would ask the Minister and Mr. Landry to explain further the whole context of the question so that we might have a better idea of the subject-matter and make a decision...

**Mr. Landry:** I might add this. When it was decided, at the request of the Supreme Court, traditionally, to intervene in the constitutional aspect, it could be foreseen that the decision would not favour the province. In such a case, the government did not wish that a Supreme Court decision set aside a provincial act without replacing it forthwith by another.

**Mr. Lachance:** Agreed.

**Mr. Landry:** In view of such a possibility, the government or rather the Minister decided that it would be better to include in the bill, a text which could be rapidly adopted by the House should an unfavourable decision be rendered. Now that the decision is known, and that the provincial law is constitutional, it is no longer urgent or necessary to

## [Texte]

n'est plus urgent et il n'est pas nécessairement opportun de créer une telle loi alors que les provinces, elles, se sentant tellement compétentes pour légiférer en la matière, n'en ressentent pas le besoin. Cependant, la décision de la Cour suprême n'empêchera pas l'autorité fédérale de prendre en considération à une époque ultérieure l'adoption d'une loi semblable.

Je pense que la question reste ouverte.

**M. Lachance:** D'accord. Une dernière question, monsieur le président.

Si le Comité ou le Parlement décidait de conserver les articles en question, est-ce que vous pensez que cela ouvrirait la porte à une contestation ultérieure par les provinces de la constitutionnalité des articles en question?

**M. Allmand:** On ne peut faire de prédictions, mais c'est...

**M. Landry:** Lorsqu'on étudie la décision de la Cour suprême, certaines parties du texte semblent indiquer que la loi provinciale est pleinement valable. Le juge Beetz, en particulier, indique que la loi provinciale est constitutionnelle. Mais il rappelle que la Cour a eu à étudier la question alors que nous n'avions pas de loi fédérale; nous n'aurions par conséquent pas pu prétendre que nous occupions le champ. Et le juge Beetz semble laisser la question ouverte: si l'autorité fédérale occupait le champ de la législation, qu'advierait-il de la loi provinciale? Il y aurait peut-être risque que des personnes, non pas les provinces mais certaines autres personnes, veuillent soulever à nouveau le débat...

**M. Lachance:** D'accord.

**M. Landry:** ... en fonction cette fois de la loi fédérale vu particulièrement le texte du jugement du juge Beetz. Alors...

**M. Lachance:** Cela aurait pour conséquence de favoriser les acceptions dilatoires, par exemple.

**M. Landry:** Nous croyons que le débat risquerait d'être réouvert. Quant à moi, je ne pense pas qu'il soit opportun de permettre la réouverture du débat qui a quand même duré un certain temps.

**M. Lachance:** Je suis très heureux des explications que m'ont données le Ministre et M. Landry et je les en remercie.

**Le président:** Merci, monsieur Lachance. We deferred Mr. Korchinski's questions from the last meeting until this one, and I think I will now invite the Minister to make any replies he may have to those questions.

• 1000

**Mr. Allmand:** Mr. Chairman and members of the Committee, Mr. Korchinski asked approximately 14 questions and some of these questions were very complex. We were awaiting the transcript of the meeting to make sure we got the right answers, so we do not have the answers to all of them but I have the answers to some of them.

The fourth question was with respect to phasing in. You asked, why phase in in different regions? The answer to that is, as we have said on several occasions, that we are hoping to put this law into effect with provincial co-operation and to make it merge as much as possible with provincial competency testing and even hunting law systems since the provinces have very uneven systems now. I think four or five have competency testing; six do not; and even among those who do there is a variety. Some provinces

## [Interprétation]

promulgate a new act since the provinces, who feel so competent to legislate in the matter, see no need for it. However, the decision of the Supreme Court in no way prevents the federal authority from considering at a later time the adoption of a similar act.

I believe the question remains open.

**Mr. Lachance:** Agreed. One last question, Mr. Chairman.

If the Committee or Parliament decided to maintain the clauses in question, do you feel that it would open the question to a further debate by the provinces on their constitutionality?

**Mr. Allmand:** It is impossible to predict, but...

**Mr. Landry:** In studying the decision of the Supreme Court, it seems that parts of the text would indicate that the provincial act is absolutely valid. Judge Beetz in particular indicates that the provincial act is constitutional, but he also notes that the court had to study the question although there was no existing federal act; we therefore could not have presumed that we were in control of the field. And Judge Beetz seems to leave open the question of whether what would happen to the provincial act, if the federal authority had existing legislation? There could be some risk that individuals, not the provinces, but certain other individuals might wish to reopen the debate...

**Mr. Lachance:** Agreed.

**Mr. Landry:** ... this time, in relation to the federal law in view of the decision by Judge Beetz. So...

**Mr. Lachance:** This could in effect favour dilatory acceptions, for instance.

**Mr. Landry:** We believe that there is a risk that the debate would be reopened. In my opinion, I do not believe that it is the right time to reopen a debate which has already lasted a fair amount of time.

**Mr. Lachance:** I am glad to have had these explanations from the Minister and Mr. Landry, and I thank them.

**The Chairman:** Thank you, Mr. Lachance. Nous avons remis les questions de M. Korchinski à cette réunion, et je crois que je vais demander au Ministre d'y répondre maintenant.

**M. Allmand:** Monsieur le président, messieurs les membres du comité, M. Korchinski a posé je crois, 14 questions, dont certaines très complexes. Nous avons attendu la transcription du procès-verbal de la réunion pour nous assurer de la portée des questions, et c'est pourquoi je n'ai pas toutes les réponses aujourd'hui j'en ai quelques-unes.

La quatrième question portait sur la mise en vigueur de la loi par région. Vous m'avez demandé pourquoi nous allions procéder par région? Comme nous l'avons dit à plusieurs reprises nous espérons obtenir la collaboration provinciale pour appliquer cette loi et la combiner le plus possible aux tests d'aptitude et aux lois sur la chasse des provinces, étant donné que ces lois sont très différentes d'une province à l'autre. Je crois que 4 ou 5 provinces font passer des tests d'aptitude, 6 ne le font pas, et même celles



[Text]

have systems in place already where they can co-operate with us to a greater extent. That is one reason. In other words, certain provinces have systems with which they can work with us right away or much sooner than other provinces.

The other reason for phasing in is that when the law is proclaimed, there will be a lot of work in the first year or so, because you will have to catch up with all those people who had guns over the years to get their licences. To proclaim the law in effect in the whole country at once would require many more civil servants or people to do the work in the first year than it would if we had a team that could move from region to region or province to province and bring up to date those who want licences, because once you bring in all those people who want licences in the first place, from that point on you only bring in the new people and you do not need as many people to do the work. So to save manpower and to co-operate fully with the provinces, we are going to phase it in.

This has been done in other cases, Mr. Korchinski. If I recall correctly, the breathalyser was brought in in some provinces before other provinces. There are precedents for that.

**Mr. Korchinski:** Are you through on that point?

**Mr. Allmand:** Yes, unless Mr. Saarchuk has something to add.

**Mr. Korchinski:** Yes. I was just going to say that if it is then the intention to phase in, and the explanation does seem reasonable in terms of people involved, it would not require a greater number but then, all of a sudden, you might find out you have no work for them. But your argument that we have to rush this whole Committee through here seems to lose credibility on that score, because if the argument holds that you have to rush this whole thing through in a hurry because we really need it, all of a sudden, two years later, that argument does not hold any more because you are going to phase it in.

The other thing that concerns me is that you have pamphlets put out here by yourself as the Solicitor General and the Minister of Justice. In both cases the explanation was that you were going to phase them in in Ontario first, but it goes on then in one publication that Quebec and the Atlantic region will be phased in second and, in the second one, it is the western one. Now, surely to goodness, you should be able to get your heads together at least to know where we are at and who is going to be next. I am just wondering why it is a sort of selection here. Does anybody know just where you are going?

**Mr. Allmand:** Let me answer that. That is not absolute; that was a proposal subject to negotiations with the province. We have always said Ontario in the first place because Ontario first of all—we want to work with the provincial governments—was most anxious to proceed as quickly as possible. Also, it probably has the most advanced competency testing and training programs, the strictest in Canada right now. That was the reason, but there is nothing absolute there, Mr. Korchinski. That is not part of the legislation; that is an administrative thing and if we can work it out with other areas or regions quickly, we will do that.

[Interpretation]

qui le font procèdent différemment. Certaines provinces ont déjà des systèmes en place et elles peuvent donc collaborer avec nous dans une plus grande mesure. C'est une raison. Autrement dit, certaines provinces peuvent mettre en vigueur la loi plus rapidement que d'autres.

Deuxièmement, lorsque la loi sera proclamée, le volume de travail sera considérable pendant la première année, parce que tous les propriétaires d'armes devront obtenir un permis. Si la loi entrait en vigueur dans tout le pays en même temps, il faudrait beaucoup plus de fonctionnaires pour la première année que si une équipe se déplaçait de région en région ou de province en province et accordait des permis à ceux qui en veulent, parce qu'une fois qu'on aura octroyé des permis à tous les gens qui ont des armes, il nous faudra beaucoup moins de personnel ensuite. Pour épargner de la main-d'œuvre et collaborer entièrement avec les provinces, nous allons procéder par étape.

On l'a déjà fait dans d'autres cas monsieur Korchinski. Si je me souviens bien, certaines provinces se sont servies de l'ivressomètre avant d'autres. Il y a des précédents.

**M. Korchinski:** Avez-vous terminé?

**M. Allmand:** Oui, à moins que M. Saarchuk ait quelque chose à ajouter.

**M. Korchinski:** Oui. Vous procédez par région, et votre explication me semble justifiée pour ce qui est du personnel, vous n'aurez pas besoin d'autant de gens, mais il se peut qu'ils manquent de travail tout d'un coup. Mais vous prétendez qu'il faut procéder rapidement parce que les gens semblent avoir moins confiance en nous, qu'il faut adopter cette loi en toute hâte parce que nous en avons vraiment besoin. Cependant deux ans plus tard, votre argument n'aura plus de valeur parce que vous aurez procédé par région.

Une autre chose me préoccupe, vous publiez des dépliants en tant que solliciteur général ainsi que le ministre de la justice. Vous dites tous deux que vous allez mettre en vigueur cette loi tout d'abord en Ontario, mais une première publication dit que le Québec et la région atlantique viendront en second tandis qu'une deuxième, dit que ce sera les provinces de l'Ouest. Vous pourriez certainement vous entendre sur la façon de procéder. Je me demande seulement pourquoi vous effectuez une sélection. Est-ce que quelqu'un sait exactement où vous allez?

**M. Allmand:** Permettez-moi de répondre. Ce n'est pas une décision définitive, nous avons fait une proposition et nous négocierons à cet effet avec les provinces. Nous avons toujours dit que nous procéderions tout d'abord en Ontario parce que nous voulons travailler de concert avec les gouvernements provinciaux et que l'Ontario a toujours dit qu'elle voulait l'appliquer aussi rapidement que possible. De plus, elle possède probablement le test de compétence et le programme de formation les plus perfectionnés, les plus strict au Canada à l'heure actuelle. C'est pourquoi nous en avons décidé ainsi, mais ce n'est pas une décision définitive, monsieur Korchinski. Cela ne fait pas parti de la loi, c'est une décision administrative et si nous pouvons procéder plus rapidement dans d'autres régions nous le ferons.

[Texte]

With respect to the need to get this done quickly, the longer we delay the legislation, the longer it will take to phase it in at all. If we want to get going in 1977 in Ontario, I would hope that we could get this legislation done before the fall. I would like to see it done before we go away in the summer. The administrative side of the licensing system is complex. To get it in place in Ontario I think is very important because Ontario is the biggest and the most populous province. It is only by starting there that we can move on. The longer the legislation is delayed the longer it is going to be delayed even in starting in one of the provinces.

• 1005

Your next question that I have an answer for was with respect to provincial registration. When we were discussing that you said you did not like the idea that we could revoke licences by Order in Council. I want to make it clear that there is nothing in the legislation that will allow us to revoke licences by Order in Council. Licences can only be revoked by the registrars or by the courts. And there are appeals, so there will be appeals if there is revocation of licences.

With respect to provincial registration, a lot of the administration will be under the provincial attorneys general. In your province, in Saskatchewan, we are hoping that the provincial attorney general will play quite a role as in other provinces. Right now under the handgun registration system, while the Commissioner of the RCMP is the chief registrar, the establishment of the registration system usually comes under the attorney general. This is correct, is it not? That is right, they come under the provincial attorneys general.

**The Chairman:** I am sorry, that was not recorded so you will have to repeat that if you want it on the record.

**Mr. Allmand:** The local registrars under the present system report to the provincial attorneys general and that will be continued in the future.

**Mr. Korchinski:** Will the registry be in the hands of the provincial attorneys general?

**Mr. Allmand:** The registry itself will be in Ottawa because it is a computerized system under the RCMP but the input and the decisions at the local level—those people, depending on the provincial setup, would report to the attorney general of the province.

**Mr. Korchinski:** Perhaps I did not explain myself the other day. What I am objecting to is to the very fact that there will be a central registry first of all, and while I did not give you all my reasons at that particular time, I believe I discussed this with Mr. Saarchuk. After the meeting I sort of indicated what my area of concern was: while you tell me there is no provision under the bill for any revocation of licence, I believe in the discussion we had the other day we sort of came to the conclusion that it is possible, as was the case with the introduction of the War Measures Act. Personally, I have observed the world scene with the operation of the CIA as one example or the operation that the Russians conduct throughout the whole world—or Cuba for that matter—and it is quite conceivable that a real or imaginary situation could develop. I refer to the Quebec crisis. At that time people were quite ready and willing to turn in their licences and turn in any guns they might have had in their possession.

[Interprétation]

Pour ce qui est du besoin de procéder rapidement, plus nous retarderons l'adoption de la loi, plus son application sera lente. Pour appliquer cette loi en 1977 en Ontario, il faudrait qu'elle soit adoptée avant l'automne. J'aimerais qu'elle soit adoptée avant l'ajournement d'été. L'aspect administratif du système d'octroi des permis est très complexe. Il importe beaucoup de l'instaurer en Ontario parce que l'Ontario est la province la plus grande et la plus peuplée. Il nous faut commencer par elle. Plus nous retardons l'adoption de cette loi, plus son application sera retardée dans les provinces.

Je puis aussi répondre à votre question au sujet de l'enregistrement provincial. Lorsque nous en avons discuté, vous avez dit que le pouvoir de révoquer des permis par décret du Conseil vous préoccupait beaucoup. J'avais précisé qu'aucune disposition de la loi ne nous permettrait de révoquer des permis par décret du Conseil. Les permis ne peuvent être révoqués que par les registraires ou les tribunaux. On peut aussi interjeter appel s'il y a révocation de permis.

Pour ce qui est de l'enregistrement provincial, bien des aspects de l'administration relèveront des procureurs généraux des provinces. Nous espérons que le procureur général de votre province, la Saskatchewan, jouera un rôle important comme celui des autres provinces. En vertu du système actuel, d'enregistrement des pistolets, bien que le commissaire de la GRC soit le registraire en chef, l'instauration du système relève habituellement du procureur général. C'est exact, n'est-ce pas? C'est exact, cela relève des procureurs généraux des provinces.

**Le président:** Je suis désolé, vos paroles n'ont pas été enregistrées et il vous faudra répéter si vous voulez que cela paraisse au compte rendu.

**M. Allmand:** En vertu du système actuel, les registraires locaux font rapport aux procureurs généraux des provinces et il en sera encore ainsi dans l'avenir.

**M. Korchinski:** Les procureurs généraux des provinces détiendront-ils le registre?

**M. Allmand:** Le registre lui-même se trouvera à Ottawa, parce que c'est un système informatique qui relève de la GRC. Mais les gens qui prendront des décisions au niveau régional, selon l'organisation provinciale, feront rapport au procureur général de la province.

**M. Korchinski:** Je ne me suis peut-être pas bien expliqué l'autre jour. Je m'oppose justement au registre central, et bien que je ne vous aie pas donné toutes mes raisons à ce moment-là, j'en ai discuté avec M. Saarchuk après la réunion. Je lui ai signalé mes préoccupations à cet égard. Vous me dites qu'aucune disposition de la loi ne vous permet de révoquer les permis, mais j'en ai discuté et on a finalement décidé que ce serait possible, comme cela s'est produit lors du recours à la Loi sur les mesures de guerre. Regardez ce qui se passe dans le monde, par exemple les activités de la CIA ou les activités des Soviétiques dans tout le monde, ou de Cuba; on peut très bien concevoir qu'une situation de crise se produise. Je pense par exemple à la crise qui a eu lieu au Québec. A ce moment-là les gens étaient disposés à remettre leur permis et les armes qu'ils avaient en leur possession.



## [Text]

Because of the fact it is possible to fabricate a situation, I can quite conceivably see some man with some hideous design in mind some time in the future. Arguments say well this cannot happen here. I do not buy that at all because when I look back at Hitler Germany, when I look back at Central Europe and what happened in those countries, when I look back at Cuba, Chile and all, there are all kinds of examples of that kind of a situation. They said: well, it could not happen there. All of a sudden it did happen. I know that there are people cunning enough and shrewd enough to be able to manipulate a situation to their advantage. My concern is if you go ahead with this thing that it will be possible under the War Measures Act to revoke everybody's licence. A situation could be created somewhat similar to the FLQ one, which is very fresh in our memory, and a revocation order could be issued and because of central registry it would then be possible to disarm the total populace.

## • 1010

One of the Creditistes, Rondeau I believe it was, made a very good speech on that and he pointed out how Britain had been disarmed and how during the war they were appealing to us for weapons and that sort of thing. Now what I would like to see—if you are going to go through with this thing—is that no head of a government or group of individuals in the central government would have the right to revoke all those licences. Prior to any revocation which may be necessitated at times—and I will agree to that for a local situation—there should be consultation with the federal and provincial authorities, that is attorneys general. It then becomes an open discussion and, in my estimation, there would be some sort of a deterrent in that the provincial attorneys general would have to be convinced that there was just cause for this revocation. Maybe we are fortunate in the sense that we have 10 provincial governments here and you would then have to go to all 10 provincial governments. In the Quebec crisis there was no need to tamper with nine other provinces. It may be that you require the revocation of licences only locally, maybe in the Montreal area or if necessary in the entire province, but then it does not affect the rest of the country. I think that is a real concern of mine, and if we are going to be put in that kind of a position I would feel very uncomfortable as a legislator setting up the type of legislation that makes that kind of a situation possible.

For goodness sakes, I think democracy is a pretty valuable thing in my estimation. I think a lot of us subscribe to that, and for us to provide the type of legislation that could distort it, would be unacceptable. I think you have to be constantly on guard to make sure that we do not allow this situation. It has happened in other countries and I would prefer, if you have a central registry, that you have a system whereby you must go to the provincial attorneys general and consult with them and say "Look, the situation is grave enough and would you consider revocation?" In that case there are two heads of two governments, or a provincial government and a federal government, both would have to come to the same conclusion to justify the action that is being taken.

The danger of the central registry is that every gun owner will be identifiable and if the gun is not turned in any police officer could then go to that individual and say "Where is your gun? You have not turned in your gun." There would have to be an explanation and if necessary,

## [Interpretation]

Il se peut très bien que dans l'avenir un homme ayant de noirs desseins crée une telle situation. On prétend que cela ne peut pas se produire ici. Je n'en suis pas du tout convaincu, étant donné ce qui s'est produit en Allemagne avec Hitler, en Europe centrale et dans d'autres pays, comme Cuba, le Chili etc. Les gens de ces pays croyaient aussi que c'était impossible, mais cela s'est produit tout d'un coup. Je sais que certains sont assez astucieux et adroits pour profiter de la situation. Ce qui m'inquiète, c'est que, si l'on continue dans cette voie, il sera possible, en vertu de la Loi sur les mesures de guerre, de retirer toutes les autorisations. On pourrait se retrouver encore une fois dans une situation analogue à celle d'octobre 1970, situation qui est encore très fraîche dans notre mémoire, et grâce au registre central un ordre de retrait permettrait le désarmement total.

Un Créditiste, je crois qu'il s'agissait de M. Rondeau, a prononcé un excellent discours à ce sujet et a indiqué comment la Grande-Bretagne avait été désarmée et comment, pendant la guerre, elle avait dû nous demander des armes. Si l'on doit poursuivre cette voie, je préférerais personnellement qu'aucun chef d'État ou groupe de fonctionnaires du gouvernement central n'ait le droit de retirer toutes ces autorisations. Avant tout retrait qui peut parfois s'avérer nécessaire, j'en conviens, dans des cas isolés par exemple, les autorités fédérales et provinciales, c'est-à-dire les procureurs généraux, devraient se consulter. Une telle discussion ouverte, selon moi, aurait un effet préventif, en ce sens qu'il faudrait convaincre les procureurs généraux des dix provinces que ce retrait est justifié. Nous sommes peut-être chanceux d'avoir dix gouvernements provinciaux, puisqu'il faudrait alors les consulter tous. Lors de la crise survenue au Québec, par exemple, il aurait été inutile de toucher aux neuf autres provinces. Il se peut que le retrait des autorisations soit nécessaire sur le plan local, dans la région de Montréal par exemple, ou peut-être même dans toute la province, mais le reste du pays est ainsi exonéré. Cette question me préoccupe beaucoup, et si nous faisons un jour face à une telle situation, je serais très mal à l'aise en ma qualité de législateur si je devais adopter une loi permettant à une telle situation de se produire.

Pour l'amour de Dieu, la démocratie est très précieuse, beaucoup sont d'accord là-dessus, et d'adopter une loi susceptible de la dénaturer, serait inacceptable. Il faut être constamment sur ses gardes afin d'empêcher qu'une telle situation ne se produise. On l'a vu dans d'autres pays, mais si l'on crée un registre central, je préférerais que l'on adopte un système obligeant les procureurs généraux des provinces à se consulter afin de déterminer si une situation est grave au point de justifier le désarmement. Ainsi, deux chefs de gouvernements, soit celui du gouvernement provincial et celui du gouvernement fédéral, devront s'entendre sur les mesures à prendre.

Un registre central comporte un danger en ce sens qu'il serait possible d'identifier chaque propriétaire d'arme à feu et, dans les cas où les armes ne seraient pas remises aux autorités, tout agent de police pourrait demander à son propriétaire où se trouve l'arme qu'il n'a pas restituée; ce

*[Texte]*

because it is possible to search without a warrant, that premise could be searched. The few remaining people who would not turn in their guns in those instances would be insignificant in any case.

**The Chairman:** Mr. Korchinski, I will allow the Minister to answer this but your time is already over so you will not be able to finish asking the rest of your questions until the next round.

**Mr. Allmand:** Yes, well I do not want to get into a debate with Mr. Korchinski but the central government cannot revoke any licences under the law as it is now, even if the War Measures Act was to be proclaimed. By the way, when it is proclaimed, it has to be approved by Parliament within, I think, 48 hours, or something like that—there has to be a debate in Parliament and a vote in Parliament approving its introduction. I know that, on the last occasion, it was only introduced after a request from the provincial government, in that respect; and there is now even a review going on of the War Measures Act as it would apply within the boundaries of Canada for a situation.

• 1015

But that having been said, I think what it comes down to—and I am not going to debate it here—is the question of attitude towards the central government, as to whether you think our constitutional system is an appropriate constitutional system. I personally think that we have all sorts of checks and balances in our system and I cannot see a Cuba or a Czechoslovakia or whatever taking place in Canada. I think we have lots of protections now: we are continually on guard against any possible violations. But, as I say, this could be debated for hours and hours and I do not want to get into that.

The reason for having one central registry, the place where they keep the information, is, first of all, because having 11 or 12 provincial registries would mean that you would have to keep checking from registry to registry, since Canadians move about so much. A fellow could be refused in one province and go and get his licence in the next province: that is what is happening in the United States. I think it is much more efficient and less costly to have one registry system. We already have the Canadian Police Information Centre which provides a central registry for lots of other information in the criminal field, and we are just adding to that.

You were saying that I will have to wait to answer the rest of the questions?

**The Chairman:** Yes, you will have to wait until the next round.

**Mr. Lachance:** On a point of order.

**The Chairman:** Mr. Lachance, on a point of order.

**Mr. Lachance:** I have a suggestion to make, if it is agreeable to the members of the Committee. Mr. Korchinski has given about 14 or 15 questions to the Minister, and maybe the Minister could prepare some kind of written answers that could be given to the Committee to be added as an appendix to today's proceedings. Then you could expand on those and ask him more questions. Because the way we are going now, it is going to take maybe four or five or six meetings for you to answer those items.

*[Interprétation]*

dernier se verrait dans l'obligation de fournir des explications et, puisqu'il est possible de perquisitionner sans mandat, on pourrait fouiller les lieux. De toute façon, le nombre de ceux qui ne remettraient pas leurs armes dans de tels cas serait assez faible.

**Le président:** Monsieur Korchinski, le ministre pourra répondre à votre question, mais votre temps est déjà écoulé et vous devrez attendre au prochain tour pour poser d'autres questions.

**M. Allmand:** Eh bien, je n'ai pas l'intention d'entrer dans une longue discussion avec M. Korchinski, mais le gouvernement central ne peut retirer aucune autorisation en vertu de la loi actuelle, même si l'on devait proclamer la Loi sur les mesures de guerre. Soit dit en passant, à partir du moment de la proclamation de cette loi, le Parlement a 48 heures, je crois, pour en discuter et autoriser son application. La dernière fois, elle a été mise en vigueur à la demande d'un gouvernement provincial. On examine présentement la Loi sur les mesures de guerre, telle qu'elle s'appliquerait à l'intérieur des frontières canadiennes dans une situation d'urgence.

Cela dit, je ne veux pas entreprendre de discussions à cet égard pour le moment, car il s'agit en fait d'une question d'attitude envers le gouvernement central et de savoir si l'on estime que le système constitutionnel est convenable. Personnellement, j'estime que notre système comporte toutes sortes de mesures d'équilibre et de contrôle et je ne crois réellement pas que les cas de Cuba ou de la Tchécoslovaquie risquent de se répéter au Canada. Nous disposons présentement d'une foule de moyens de protection: nous sommes constamment sur nos gardes afin d'éviter toute infraction possible. Mais comme je l'ai déjà dit, on pourrait en discuter pendant des heures et des heures et je ne tiens pas à entreprendre ce genre de débat.

La raison d'être d'un registre central, où tous les renseignements seraient accumulés, est que premièrement, s'il y avait 11 ou 12 registres provinciaux, il faudrait constamment les vérifier tous puisque les Canadiens se déplacent énormément. On pourrait refuser une autorisation à quelqu'un dans une province et lui en accorder une dans l'autre: c'est le cas aux États-Unis par exemple. Un système central me semble beaucoup plus efficace et moins coûteux. Le centre de renseignements de la police canadienne possède déjà un registre central contenant toutes sortes d'autres renseignements en matières criminelles, et il s'agit tout simplement de la compléter.

Est-ce que je dois attendre pour répondre aux autres questions?

**Le président:** Oui, jusqu'au prochain tour.

**M. Lachance:** J'invoque le Règlement.

**Le président:** M. Lachance, rappel au Règlement.

**M. Lachance:** Si les membres du Comité sont d'accord, j'aurais une proposition à faire. M. Korchinski a posé environ 14 ou 15 questions au ministre. Ce dernier pourrait peut-être rédiger ses réponses qui seraient ensuite imprimées en annexe au procès-verbal de la réunion d'aujourd'hui. À partir de ces réponses, on pourrait ensuite lui poser d'autres questions. Car, de la façon dont vont les choses présentement, il faudra peut-être 4, 5 ou même 6 séances afin de permettre au ministre de répondre à toutes les questions.



[Text]

**Mr. Allmand:** I could answer many of these questions in four or five minutes.

**Mr. Korchinski:** I cannot accept that kind of an explanation. As a result of these questions, there are conversations, interjections and so on, and this, to me, is discussion of the bill. What you are handing me by way of a written document is a *fait accompli*—a take-it-or-leave-it sort of a situation.

**Mr. Lachance:** No, this is not what I meant.

**Mr. Korchinski:** I cannot accept that.

**Mr. Lachance:** What I meant was just that he could give the explanation on . . .

**Mr. Korchinski:** If it takes longer, that is too bad.

**Mr. Lachance:** No, no. It is for you.

**Mr. Korchinski:** If the bill was perfect, I would be out of here. I have sat on committees where there were bills that were gone through in a hurry. There was no objection.

**The Chairman:** Well, the Solicitor General has suggested that he could answer the remaining questions in four or five minutes. I wonder if we might allow him to do that?

**Some hon. Members:** Agreed.

**Mr. Allmand:** Perhaps the ones that I have answers for.

Mr. Korchinski's tenth question asked: why make people renew their licences every so often? Why make them keep coming back? And he mentioned competency. Of course, we do not intend to do it with respect to competency, but we do with respect to fitness.

The licence is good for five years. The reason we ask him to come back every five years—or whenever it may be: we might change that to seven or six or something—is that a person's situation could change considerably. At 20, one might be quite ready to give him a licence. At 25, he may have committed a serious crime; or he may have been involved in a lot of very dangerous situations. That is the reason for having him come back.

**Mr. Korchinski:** Well, just because . . .

**Mr. Allmand:** Could I answer the questions, please?

**The Chairman:** Yes. And I have put you down for another round, Mr. Korchinski.

**Mr. Allmand:** I will answer them very quickly and then you can comment on them at great length.

You also asked: what if one member of the family is unstable? Well, just as with driving licences, members of families will have to get their own licences to own and use guns. We have articles in the bill that provide for safe keeping and for storage, and so on and just as members of a family do not give their keys to the car to somebody in the family who is unstable and has not got a driving licence, so they will have to try and make sure their guns are kept safe so that this unstable person cannot get them. It seems to me that where a family has an unstable person in the family, the others have to take all that more care.

[Interpretation]

**M. Allmand:** Quatre ou cinq minutes me suffiraient pour répondre à bon nombre de ces questions.

**M. Korchinski:** Je n'accepte pas ce genre d'explication. Suite aux questions et aux discussions, il y a habituellement des interjections, ce qui constitue, selon moi, la discussion d'un bill. En me remettant à un document écrit, il s'agirait d'un fait accompli, ce serait à prendre ou à laisser.

**M. Lachance:** Ce n'est pas du tout ce que j'ai voulu dire.

**M. Korchinski:** Je n'accepte pas votre proposition.

**M. Lachance:** Je voulais simplement dire que le ministre pourrait nous fournir les explications dans . . .

**M. Korchinski:** Si le processus est plus long, tant pis.

**M. Lachance:** Non, non. C'est dans votre intérêt.

**M. Korchinski:** Si le bill était parfait, je ne serais pas ici. J'ai assisté à des réunions du Comité où l'on a adopté des bills à la hâte. Personne ne s'y est opposé.

**Le président:** Eh bien, le Solliciteur général a laissé entendre qu'il pourrait répondre au reste des questions en 4 ou 5 minutes. On pourrait peut-être lui permettre de le faire?

**Des voix:** D'accord.

**M. Allmand:** Je répondrai aux questions dont je connais les réponses.

Dans sa dixième question, M. Korchinski m'a demandé pourquoi il fallait renouveler les autorisations à intervalles réguliers. Il a également fait allusion à la compétence. Évidemment, il n'est pas question de juger la compétence, mais l'aptitude.

L'autorisation est valable pour 5 ans. La raison pour laquelle on demande aux détenteurs de revenir tous les 5 ans, ou quel que soit le délai, car il sera peut-être porté à 6 ou 7 ans, est que l'attitude d'une personne peut varier considérablement pendant cette période. On pourra consentir à lui délivrer un permis à 20 ans, mais à 25 ans, il aura peut-être commis un délit grave ou avoir trempé dans une série d'affaires très graves. C'est pourquoi on l'oblige à revenir.

**M. Korchinski:** Eh bien, tout simplement parce que . . .

**M. Allmand:** Voulez-vous me laisser répondre, s'il vous plaît?

**Le président:** Oui. Je vous inscris à l'autre tour, monsieur Korchinski.

**M. Allmand:** Je répondrai très rapidement et vous pourrez ensuite faire tous les commentaires que vous voudrez.

Vous m'avez également demandé ce qui se passe lorsqu'un des membres d'une famille est instable? Eh bien, tout comme dans le cas des permis de conduire, chaque membre d'une famille devra obtenir sa propre autorisation afin de posséder et d'utiliser une arme à feu. Des articles du bill traitent de l'entretien et de l'entreposage sûrs des armes à feu, et tout comme les membres d'une famille ne prêtent pas les clés de leur voiture à un autre membre qui est instable et qui ne détient pas de permis de conduire, ils devront tenter de s'assurer que leurs armes sont en lieu sûr afin que cette personne instable ne puisse s'en emparer. Lorsque l'un des membres d'une famille est instable, les autres doivent alors redoubler de précautions.

[Texte]

The twelfth question was with respect to the purchase of ammunition. You asked whether they would have to sign? Of course, they will not. When you buy ammunition, you merely show your licence and you buy the ammunition; you do not have to sign.

• 1020

On the thirteenth question, you asked about spent shells. The amendment we put forward yesterday with the definition of ammunition will no longer make it an offence to have or find or use spent shells or the shot from shells. The new definition of ammunition covers that.

Your fourteenth question was on hired men. Well, again, if you have a hired man on a farm and he wanted to use a gun, he will have to have a licence. It is the same situation as if you have a hired man who does not have a driving licence; he will not be able to drive. If you want him to use a gun he will have to get a licence. Most hired men would be able to get a licence. However, I guess Mr. Korchinski wants to ask further questions on the next round.

**The Chairman:** Right. Thank you. Mr. Towers is next.

There is just the one point I want to draw to your attention. The question was raised in the Committee the other morning whether it would be advisable to publish all the briefs that have been sent to us and I told you I would get some advice from the Clerk on that. This is the group here, and if we had to publish those it would be double that size because these are just the English versions. Given the fact that this would be a greater volume of material than we have so far had in all of our hearings, I think it might not be advisable for us to assume that kind of printing expense.

They have all been circulated, of course, to all the members for their consideration. These are groups that have not been heard. In some cases they have not even asked to be heard but they have sent us in the documents to circulate.

**Mr. Lachance:** Are those briefs open to members of the public or are they only open to members of the Committee for consideration?

**The Chairman:** I believe they are open to the public as well, on request. There might be times at which they would not be available because the Committee would be in the process of using them.

**Mr. Lachance:** I would suggest that those documents be made available to anybody who wants to consult them, but to publish them, as you have just mentioned, would be out of the question, what with the cost for translation and so on. I do not think it is worth it.

**The Chairman:** If the Committee were agreeable, we could certainly make them available in limited quantities to anybody who wanted to see them. That would be a lot less expensive, I think, than printing them all. Is that an acceptable way of proceeding?

[Interprétation]

Votre douzième question avait trait à l'achat des munitions. Vous avez demandé si la signature serait nécessaire? Il est évident que non. Pour acheter des munitions, il faudra simplement montrer le permis et il ne sera pas nécessaire de signer.

Votre treizième question traitait des cartouches brûlées. En vertu de l'amendement que nous avons proposé hier à la définition des munitions, le fait de posséder des cartouches vides ou des balles mortes ne constituera plus une infraction. La nouvelle définition des munitions règle donc ce problème.

En quatorzième lieu, vous avez parlé des employés. Si un employé agricole veut utiliser une arme à feu, il devra obtenir une autorisation. C'est la même chose lorsqu'un employé n'a pas de permis de conduire; il n'a pas le droit de conduire. Si un employeur veut que son employé utilise une arme à feu, ce dernier devra obtenir une autorisation. La plupart de ces employés n'auront aucune difficulté à en obtenir une. Je pense que M. Korchinski désire poser d'autres questions au prochain tour.

**Le président:** En effet. Merci. Monsieur Towers vous avez la parole.

J'aimerais auparavant régler une question. L'autre jour, au comité, on a demandé s'il serait souhaitable de publier tous les mémoires que nous avons reçu et je vous avais répondu que je me renseignerais auprès du greffier à ce sujet. Voici tous les mémoires, et si nous devons les publier, il y en aura deux fois plus puisque nous avons ici les versions anglaises seulement. Nous n'avons jamais reçu autant de documents et je ne crois pas qu'il soit recommandable d'assumer une dépense d'impression de cette envergure.

Ces documents ont tous été distribués à tous les membres du Comité. Ils proviennent de personnes qui n'ont pas été entendues, parce que dans certains cas elles n'en avaient pas fait la demande mais elles nous ont demandé de distribuer leurs exposés.

**M. Lachance:** Le public peut-il avoir accès à ces mémoires ou sont-ils réservés aux membres du Comité pour étude?

**Le président:** Le public peut y avoir accès sur demande. Il se peut qu'ils ne soient pas accessibles parce que le Comité est en train de les étudier.

**M. Lachance:** Je propose que ces documents soient disponibles sur demande, mais comme vous l'avez dit, leur publication serait beaucoup trop coûteuse étant donné le coût de la traduction et ainsi de suite. Je ne crois pas que cela en vaille la peine.

**Le président:** Si le Comité était d'accord, nous pourrions les faire distribuer en quantité limitée à ceux qui nous en font la demande. Ce serait beaucoup moins dispendieux que de les imprimer tous. Est-ce d'accord?



[Text]

**Some hon. Members:** Agreed.

**The Chairman:** Mr. Towers.

**Mr. Towers:** Thank you, Mr. Chairman.

Mr. Minister, there is a case today before the Supreme Court of Canada that is possibly going to be finalized with regard to...

**Mr. Poulin:** On a point of order, Mr. Chairman.

I am sorry, but it seems that you have taken two Conservatives and only one from this side. I am wondering how your list reads at this point.

**The Chairman:** Well, that is within the Chairman's discretion. Since I began with the government this morning with Mr. Lachance, I decided to proceed to Mr. Korchinski, Mr. Towers, Mr. Leggatt, Mrs. Campagnolo, and back to Mr. Friesen.

**Mr. Towers:** On the point of order, Mr. Chairman. Regarding Mr. Poulin's request, it is my understanding that the Minister was answering Mr. Korchinski's questions from the previous meeting; that he actually was not on the list, and that you started with a government member and then you were coming to me.

**The Chairman:** That is also true, Mr. Poulin. Mr. Korchinski had not asked to be heard this morning. We had asked him last week, at the last meeting, to defer the rest of his questioning to give the Solicitor General a chance to answer this morning.

**Mrs. Campagnolo:** On the same point of order, Mr. Chairman.

Mr. Lachance was continuing his questioning from the previous meeting. Is it your ruling that the first two speakers today are really speaking in the last meeting?

**The Chairman:** No. I do not think we have to approach it in quite that fashion. Mr. Lachance said he was interpreting...

**Mr. Allmand:** I hope I am not answering in the last meeting.

**Mrs. Campagnolo:** So do we.

**The Chairman:** Mr. Lachance said that he was continuing his questioning from the last meeting, and that is his interpretation. But my interpretation is that he was the first person to put up his hand this morning and he got 10 minutes.

Mr. Anderson, I do not have your name but I will put it down—or did you want to speak now? Mr. Towers.

**Mr. Towers:** Thank you, Mr. Chairman.

Concerning the case before the Supreme Court today, it is not known at this time just what the result of that will be. I am just wondering...

[Interpretation]

**Des voix:** D'accord.

**Le président:** Monsieur Towers.

**M. Towers:** Merci, monsieur le président.

Monsieur le ministre, il se peut que la Cour suprême du Canada rende aujourd'hui sa décision finale à l'égard de...

**M. Poulin:** J'invoque le Règlement, monsieur le président.

Pardonnez-moi, mais il semble que vous ayez accordé la parole à deux Conservateurs et seulement à un membre de ce côté-ci. Je me demande quels noms figurent encore sur votre liste.

**Le président:** Cela relève de la discrétion du président. Puisque M. Lachance, du côté du gouvernement, a eu la parole le premier ce matin, j'ai décidé de passer ensuite à MM. Korchinski, Towers, Leggatt et M<sup>me</sup> Campagnolo et de revenir à M. Friesen.

**M. Towers:** J'invoque le même Règlement, monsieur le président. Je crois comprendre que le ministre répondait aux questions que M. Korchinski a posées lors de la dernière réunion; le nom de ce dernier ne figurait pas sur la liste et vous avez commencé par un membre du gouvernement et ensuite vous m'avez accordé la parole.

**Le président:** C'est vrai, monsieur Poulin. M. Korchinski n'avait pas demandé d'être entendu ce matin. La semaine dernière, lors de la dernière réunion, nous lui avons demandé de reporter à plus tard le reste de ses questions afin d'accorder au Solliciteur général l'occasion de lui répondre ce matin.

**Mme Campagnolo:** J'invoque le même Règlement, monsieur le président.

M. Lachance poursuivait l'interrogatoire commencé à la dernière réunion. Selon vous, les deux premiers orateurs d'aujourd'hui terminent-ils les questions de la dernière réunion?

**Le président:** Non. Ce n'est pas ainsi que j'entrevois la situation. M. Lachance a dit qu'il interprétait...

**M. Alland:** J'espère que je ne réponds pas aux questions de la dernière réunion.

**Mme Campagnolo:** Nous aussi.

**Le président:** M. Lachance a dit qu'il continuait de poser les questions de la dernière réunion, et c'est ainsi qu'il voit la situation. Mai il a été le premier à lever la main ce matin, et je lui ai donc accordé dix minutes.

Monsieur Anderson, votre nom ne figure pas sur ma liste, mais je l'inscris dès maintenant, si vous le désirez. Monsieur Towers.

**M. Towers:** Merci, monsieur le président.

En ce qui concerne l'affaire qui est présentement devant la Cour suprême, on ne sait pas encore quel sera le verdict. Je me demande...

[Texte]

Mr. Allmand: What case?

Mr. Towers: Concerning the Anti-Inflation Board.

Mr. Allmand: Oh, I thought it was a gun case.

Some hon. Members: Oh, oh!

Mr. Towers: Not at all. I had you concerned for a moment, sir. No.

Because this is happening, would the Minister give consideration to delaying this legislation until such time as he could have consultation with his counterparts in the provincial governments so that we do not find ourselves in the same position? I think this follows along the area on which Mr. Lachance was questioning the Minister, that any progression we make will be to the advantage of not only this Committee but the provinces and the general public. In view of the fact that the House Leader has stated that this legislation will be carried over until the next session of Parliament, it would seem to me that there is no particular advantage in trying to push legislation through that is not going to be to the credit of this Committee and to the advantage of Canadians generally.

• 1025

With regard to the licensing system itself, it would seem to me, in view of the fact that the Minister has stated that it is going to be implemented by region, that it would be well to have a discussion with the provincial governments and the attorneys general of those provinces to see how this program can best be implemented in whatever form it should be.

Secondly, if this is going to be successful, and in order to receive maximum success, it is very evident that we are going to have to rely to a great degree on the goodwill and support of the provincial organizations. In Alberta it is the Alberta Fish and Game Association, which represents between 20,000 and 22,000 people. Also, in view of the fact that the provincial governments can work much more closely with those organizations than can the federal government, it also would seem to me that it would be to the benefit of all of us to get their whole-hearted support in implementing this program.

If we are going to get this support, if we are going to get them working towards the type of program I am sure we all wish, then certainly they must be considered. Up until the present time they have had the opportunity of appearing before this Committee, but this was one of the great misfortunes, I think, Mr. Chairman, of the fact that this has been rather hurriedly pushed through. Some of those people witnesses, have appeared before this Committee at considerable expense to themselves, not knowing yet whether they are going to be reimbursed. Perhaps they did not have adequate time in which to make an adequate presentation, and also make all the observations they would like.

I wonder if the Minister would consider delaying this legislation at this present time during the summer recess and use the interim period to contact all the representatives of the provinces, the attorneys general and their counterparts, and discuss this major issue with them in order to get their wholehearted support, and in turn they would be able to get the support of their groups within their provinces.

[Interprétation]

M. Allmand: De quoi s'agit-il?

M. Towers: De la Commission de lutte contre l'inflation.

M. Allmand: Je croyais qu'il était question des armes à feu.

Des voix: Oh! Oh!

M. Towers: Pas du tout. Vous avez eu peur. Non.

Étant donné la situation, le ministre pourrait-il songer à retarder l'adoption de cette loi jusqu'à ce qu'il ait consulté ses homologues provinciaux afin de nous éviter la même situation? Cela rejoint les questions que M. Lachance a posées au ministre, c'est-à-dire que tout progrès que nous réaliserons sera dans l'intérêt non seulement de ce Comité, mais également des provinces et du public en général. Le leader à la Chambre a déclaré que l'étude de cette loi se poursuivrait lors de la prochaine session parlementaire; par conséquent, il ne sert à rien de hâter l'adoption d'une loi qui ne ferait pas honneur à ce Comité et qui ne serait pas non plus dans l'intérêt des Canadiens dans leur ensemble.

Le ministre a annoncé que les systèmes d'autorisation seront mis en place région par région; il y aurait donc lieu de consulter les gouvernements et les procureurs généraux des provinces afin de déterminer les modalités de ce programme.

En second lieu, si nous voulons que cela soit aussi fructueux que possible, nous devons manifestement nous en remettre pour une large part à la bonne volonté et à l'appui des organismes provinciaux. En Alberta, il s'agit de l'Association pour la pêche et la chasse, organisme qui regroupe entre 20,000 et 22,000 personnes. Par ailleurs, étant donné que les gouvernements provinciaux sont plus proches de ces organismes que le gouvernement fédéral, il est dans l'intérêt de tous d'obtenir l'appui sans réserve de ces organismes avant la mise en place de ce programme.

Si nous voulons obtenir, cet appui, appui que nous désirons tous, j'en suis convaincu, nous devons absolument installer le dialogue avec ces organismes. Jusqu'à présent, ils ont eu la possibilité de comparaître devant ce Comité; cependant, monsieur le président, cela s'est fait en touche hâte et c'est très dommage. Certains de ces témoins ont dépensé beaucoup d'argent pour venir comparaître devant ce Comité, sans même savoir s'ils seront remboursés. Peut-être n'ont-ils pas eu suffisamment de temps pour présenter un exposé satisfaisant ou pour faire toutes les remarques qu'ils auraient voulu faire.

Le ministre pourrait-il envisager d'ajourner l'étude de ce projet de loi durant les vacances d'été et de profiter de cette période pour se mettre en rapport avec tous les représentants des provinces, les procureurs généraux et ses homologues afin de s'entretenir avec eux de ce problème important et d'obtenir leur appui total; et, à leur tour, ils seraient en mesure d'obtenir l'appui des groupes à l'intérieur de leurs propres provinces.



[Text]

**Mr. Allmand:** Let me say, and I have said this before, that we have had already very extensive consultations with the provinces. Ministers have met on two or three occasions. We had a full federal-provincial conference of provincial ministers and federal ministers in the fall, and then Mr. Basford and I went out and met ministers from regions. In Edmonton, I believe it was in Edmonton, we met the ministers from the prairie provinces after we had had the full-blown federal-provincial conference in Halifax earlier. We went to Quebec City and we went to Toronto and we went—we had quite extensive consultations with ministers. In addition there were discussions between officials. There was the deputy ministers' conference here after Christmas in the new year—I forget the exact date—at which this was discussed again. It is also on the Attorney General's agenda for this month. Is the meeting in Victoria or Vancouver?

It is in Vancouver in a few weeks, so it is on the agenda again.

I might say that at those meetings we had no objection that I can recall on the constitutionality of this. We had a few provincial governments who had some question on the licensing program as far as its cost effectiveness and so on is concerned, but nobody has, as they have with the anti-inflation legislation, objected to it on a constitutional basis. I might say, however, that some provinces which in the first place seemed to give their approval to it, once we tabled the legislation and the flak began to show, began to back off a bit.

• 1030

With regard to the amendments, you say we should try to get the wholehearted support of the wildlife groups and so on. I would like that. However, what seems to happen is that we consult with some of these groups—I do not want to say all of them because some of them are not like that—and they suggest changes; we make the changes and then they come up with a whole new set of changes. I get the impression that really they want no controls whatsoever, although I hate to say that. Not all groups, but some of the groups. They have come to me and said. We are in favour of gun control and we could accept this kind of a regime. So we make it close to what they want. Then they have new objections and they want new amendments. Two days ago I came up with 43 amendments; I have not yet heard from these groups but I know that many of those amendments are based on what they said.

With respect, you said that it has been decided to carry this legislation over the summer. That is not so; the House Leader said that this was not on his short list. But he said that before I tabled the 43 amendments. He also said, however, that we should make as much progress as possible. I was hoping that with the tabling of the 43 amendments, if people are serious, if they say they are in favour of some gun control, well, let us make it reasonable. I have tried to go more than half way in trying to make it reasonable, and so has Mr. Basford. Maybe the situation is a bit different now. I would hope that with the consideration of these amendments we might make more progress on this before the summer. I would hope, and maybe I am

[Interpretation]

**M. Allmand:** Je répète que nous nous sommes longuement entretenus avec les provinces. Les ministres se sont réunis à deux ou trois reprises. Une conférence plénière s'est déroulée à l'automne qui regroupait les ministre provinciaux et leurs homologues du gouvernement fédéral. Ensuite, M. Basford et moi-même, nous sommes allés rencontrer les ministres des régions. A Edmonton, si je ne m'abuse, nous avons rencontré les ministres des provinces des Prairies à la suite de la conférence fédérale-provinciale qui s'était tenue un peu plus tôt à Halifax. Nous sommes allés à Québec ainsi qu'à Toronto et nous y avons longuement discuté avec les ministres. En outre, des discussions ont eu lieu au niveau des hauts fonctionnaires. Une conférence dont j'ai oublié la date, mais qui s'est tenue après Noël au début de la nouvelle années, a réuni les sous-ministres et, là encore, ce problème a été abordé. Le procureur général a encore prévu une réunion pour ce mois-ci, qui se tiendra... Est-ce à Victoria ou à Vancouver?

Elle aura lieu à Vancouver dans quelques semaines; c'est donc encore au programme.

A ma connaissance, aucune objection n'a été soulevée durant toutes ces réunions quant à l'aspect constitutionnel du problème. Certains gouvernements provinciaux nous ont interrogés sur le coût de ce programme d'autorisations et de son efficacité mais personne ne s'y est opposé pour des raisons constitutionnelles, contrairement à ce qui s'est produit dans le cas de la loi anti-inflation. Néanmoins, certaines des provinces qui semblaient consentantes à l'origine, ont fait machine arrière lorsque le projet de loi a été déposé et que les choses ont commencé à se préciser.

En ce qui concerne les amendements, vous dites que nous devrions essayer d'obtenir l'appui sans réserve notamment des associations pour la protection de la faune. Je le voudrais bien. Cependant nous consultons certains de ces groupes—je ne dis pas que nous les consultons tous—et ils proposent des changements; nous apportons ces changements mais ils reviennent nous en demander d'autres tout à fait nouveaux. J'ai l'impression qu'ils rejettent toutes réglementation, quelle qu'elle soit; il me déplaît de le dire, mais c'est un fait. Non pas tous les groupes, mais certains d'entre eux. Ils sont venus me trouver pour me dire qu'ils étaient en faveur de la réglementation des armes à feu et qu'ils seraient disposés à accepter un tel régime. Nous essayons donc de nous conformer autant que possible à leurs désirs. Et puis ils présentent de nouvelles objections et ils demandent de nouveaux amendements. Il y a deux jours, j'ai proposé 43 amendements; ces groupes ne se sont pas encore manifestés mais parmi ces amendements nombreux sont ceux qui sont fondés sur ce qu'on nous a proposé.

Vous avez dit que l'étude de ce projet de loi serait reportée après l'été. Il n'en est rien; le Leader à la Chambre a fait savoir que cela n'était pas sur sa liste restreinte mais il l'a dit avant que je dépose les 43 amendements. Il a également déclaré que nous devrions avancer aussi rapidement que possible. J'espérais que ces 43 amendements feraient avancer les choses; si les gens sont sérieux, s'ils se disent en faveur d'une réglementation des armes à feu, faisons en sorte que cette réglementation soit raisonnable. Je me suis efforcé de faire plus de la moitié du chemin, de même que M. Basford. Il se peut que la situation soit légèrement différente maintenant. J'espère qu'avec l'étude de ces amendements, nous allons progresser un peu plus

[Texte]

overoptimistic, that we could get this through. The other day Mr. Woolliams said he would let us see his proposed amendments. We want to look at those; it could be that more agreement can be reached. If we can reach that agreement, why hold it over?

**An hon. Member:** Hear, hear!

**The Chairman:** I can allow you one brief additional comment, Mr. Towers, but your time is up.

**Mr. Dick:** On a point of order.

**The Chairman:** Mr. Dick.

**Mr. Dick:** With regard to the comments which the Solicitor General has made, I think we have had very lengthy proceedings so far. Obviously they have been productive to the extent that the Department of the Solicitor General has found that 43 amendments could be tabled and still be within the framework of an effective gun-control measure. Perhaps the fact that they have had to make amendments such as that in proposed Section 89, where they had merely forgotten to include ammunition in the exempt clause for policemen and all the armed forces, would indicate that there had been some bad drafting initially. I would hope, without going into any complex detail on it, that the Minister, after we have got through and we have the amendments—We do not have a staff of a few hundred civil servants to help us compile these and put them together.

**Mr. Jordan:** Neither do I.

**Mr. Dick:** You do not; I see. I only see about seven or eight here. I guess that is all you have. I do not even have those.

I would hope they would integrate these amendments in with the bill, which I already have, and then be able to go through it again. I would hope that maybe we might at least have a period of one week, rather than sitting in this Committee and the two other committees or whatever other number of committees people are on, during which the members might sit back and reflect, and then come back. I do think we are making progress and I do think we are going ahead; but I think it is being a little optimistic and perhaps unrealistic to say that we are going to have this whole thing passed in third reading by June 30 of this year.

**Mr. Lachance:** Mr. Chairman, on the same point of order. I would like to point out to Mr. Dick that on Tuesday we discussed this problem at length and we decided that we would postpone for one week the first clause by clause study of the bill so that everybody in this Committee will be able to look at it and study the implications. This meeting today is only a continuation of the general discussion with the Minister that we had on Tuesday. The week you were asking for is what we are having at the moment.

**Mr. Dick:** Except that we are here today. I know it was said that we did not have to come, but it is really difficult to be on a committee if you do not have to come.

[Interprétation]

d'ici l'été. J'espère que nous pourrions adopter cette loi, mais je suis peut-être trop optimiste. L'autre jour, M. Woolliams a dit qu'il nous ferait voir les amendements qu'il propose. Nous voulons les examiner; cela nous permettra peut-être de nous mettre d'accord plus rapidement. Et, si nous parvenons à nous mettre d'accord, pourquoi attendre davantage?

**Une voix:** Bravo!

**Le président:** Je vous permets d'ajouter un bref commentaire, monsieur Towers, mais votre temps est écoulé.

**M. Dick:** Un rappel au Règlement.

**Le président:** Monsieur Dick.

**M. Dick:** En ce qui concerne l'intervention du Solliciteur général, je crois que la discussion a déjà considérablement duré. De toute évidence, elle a été fructueuse dans la mesure où le Ministère du Solliciteur général a estimé utile de déposer 43 amendements sans nuire pour autant à l'efficacité d'une réglementation des armes à feu. Si l'on a jugé utile d'apporter des amendements tels que ceux qui se rapportent à l'article 89, notamment, où l'on avait tout simplement oublié d'exclure les munitions dans le cas de la police et de l'armée, c'est peut-être parce que le texte initial était mal rédigé. Sans entrer dans les détails, une fois que nous en aurons terminé et que nous aurons les amendements, j'espère que le ministre... Nous n'avons pas à notre disposition des centaines de fonctionnaires pour nous aider à les compiler.

**M. Jordan:** Moi non plus.

**M. Dick:** Vous non plus; j'en vois seulement 7 ou 8 ici. Je suppose que c'est tout ce que vous avez. Je n'en ai même pas autant.

J'espère qu'ils intégreront ces amendements au bill que j'ai déjà et qu'ensuite, ils le parcoureront encore une fois. Il serait utile que nous disposions d'au moins une semaine, plutôt que d'assister à ce Comité ou à d'autres, quel qu'en soit le nombre, de manière à pouvoir y réfléchir. Selon moi, nous progressons; cependant, c'est faire preuve d'un peu trop d'optimisme, voire d'utopie, que de vouloir adopter ce projet de loi en troisième lecture avant le 30 juin prochain.

**M. Lachance:** Monsieur le président, j'invoque le Règlement à ce même propos. Je tiens à faire remarquer à M. Dick que mardi nous en avons longuement discuté et que nous avons décidé d'attendre une semaine avant de procéder à la première étude du bill, article par article, afin que tous les membres de ce Comité puissent l'examiner et réfléchir aux conséquences. La séance d'aujourd'hui n'est que la suite de la discussion générale que nous avons eue mardi dernier avec le ministre. La semaine que vous réclamez est précisément celle dont vous disposez maintenant.

**M. Dick:** A ceci près que nous sommes ici aujourd'hui. Certes, notre présence n'était pas indispensable, mais il est difficile de faire partie d'un comité si l'on peut se dispenser d'y assister.



[Text]

**Mr. Lachance:** You can always argue it both ways.

**Mr. Allmand:** Mr. Dick, Mr. Woolliams had agreed last Tuesday that we could come back next Tuesday, and that this morning would merely be to take care of those who did not finish their questions last Tuesday. All I am saying is, let us make as much progress as we can between now and the end of the month. If we are going to start again next Tuesday on this, I hope that the Committee will continue to work, and I hope to see your amendments as well, Mr. Towers. Mr. Woolliams said he would present the amendments to use so we could look at them.

• 1035

There is going to be the federal-provincial conference this month. We have already had several, so there has been a lot of consultation; there will still be more consultation. By the way, I forgot, there is also going to be a meeting of registrars on June 28 and 29, from all over the country, from every province, to look at the legislation again as well. That is the second meeting of registrars that we have had in a year.

**Mr. Towers:** Mr. Chairman.

**The Chairman:** This will have to be very brief, Mr. Towers, but go ahead.

**Mr. Towers:** Thank you, Mr. Chairman.

This, Mr. Chairman, focuses right on the very point I am trying to make. The fact is that we should not dealing with this legislation until such time as the Minister has had ample dialogue and, as he has stated himself, this is continuing dialogue, even to June 28 and 29. Even after that, he may still see fit to bring in further amendments. I think that it is not in the best interests of anyone to try to push this through now to get it to such a stage that it is going to be embarrassing to someone to backtrack. And I have to take exception to the statement the Minister made with regard to the provincial organizations, where he said that they keep coming back...

**Mr. Allmand:** Not all of them. Some of them have.

**Mr. Towers:** Some of them have. The point is, Mr. Chairman, that this was one of the complaints of some of these groups, that they had not had ample dialogue with the federal officials on this very aspect. I am thinking primarily of the Alberta Fish and Game Association; they said that they had offered their advice and whatever help that they could give, and it was not recognized. Of course, when this was brought up before the Committee, the answer was that they were taking their advice from national organizations and not provincial.

I still stand by the statement that I made, Mr. Chairman. If this program is going to work to the best advantage of everyone, and when I say "everyone" I mean every Canadian regardless of where he lives, we have to have the goodwill and the support of these thousands of people who belong to these organizations, because they support them voluntarily through their effort and finances. I would certainly hope that the Minister would reply to this, would give consideration to allowing the Attorneys General of these several provinces to go back to these organizations, get their support, get their further contributions if they have not, bring them back; and after he has these meetings with the officials, then we progress with the bill.

[Interpretation]

**M. Lachance:** C'est à double sens.

**M. Allmand:** Mardi dernier, M. Woolliams a accepté que nous revenions aujourd'hui afin que ceux qui n'avaient pas eu la possibilité de poser leurs questions la semaine précédente puissent le faire. Essayons d'avancer le plus possible jusqu'à la fin du mois. Si nous reprenons l'étude mardi prochain, j'espère que le Comité poursuivra son travail et j'espère également voir vos amendements, monsieur Towers. M. Woolliams, pour sa part, a dit qu'il nous présenterait ses amendements de manière à ce que nous puissions les examiner.

Une conférence fédérale-provinciale aura lieu ce mois-ci. Il y en a déjà eu plusieurs, ce qui représente une consultation importante qui se poursuivra. J'allais oublier de vous dire que les 28 et 29 juin, les registraires de toutes les provinces, se réuniront pour se pencher encore une fois sur le projet de loi. Ce sera la seconde fois que les registraires se réuniront cette année.

**M. Towers:** Monsieur le président.

**Le président:** Soyez bref, monsieur Towers, mais poursuivez.

**M. Towers:** Merci, monsieur le président.

Cela rejoint l'argument même que je voulais faire valoir. Le fait est que nous ne devrions pas étudier ce projet de loi avant que le ministre n'ait longuement consulté les intéressés et, comme il l'a dit lui-même, ce dialogue doit se poursuivre. Nous ne devrions donc pas continuer l'étude avant les 28 et 29 juin. Après cela, il jugera peut-être utile d'apporter d'autres amendements. Il n'est dans l'intérêt de personne de se hâter et d'arriver à un stade où il serait très embarrassant pour quiconque de se rétracter. Je ne suis pas d'accord avec ce qu'a dit le ministre à propos des organismes provinciaux qui ne cessent de revenir à la charge.

**M. Allmand:** Il ne s'agit pas de tous les organismes, mais de certains d'entre eux.

**M. Towers:** Certains d'entre eux l'ont fait. Certains groupes se sont plaints en effet de n'avoir pas pu s'entretenir suffisamment avec les représentants fédéraux à propos de cet aspect même. Je songe essentiellement à l'Association pour la pêche et la chasse de l'Alberta dont on aurait décliné l'aide et les conseils qu'elle proposait. Bien entendu, lorsque ce sujet a été abordé en comité, on a répondu que l'on prenait conseil auprès des organismes nationaux et non pas provinciaux.

Je m'en tiens néanmoins à la déclaration que j'ai faite, monsieur le président. Si cette loi doit servir au mieux les intérêts de tous, et quand je dis de tous, je veux dire de tous les Canadiens, quel que soit l'endroit où ils habitent, nous devons obtenir l'appui des milliers de gens qui appartiennent à ces organismes, car ils les soutiennent volontairement par leurs efforts et leur argent. J'espère que le ministre réagira et qu'il envisagera de permettre aux procureurs généraux des provinces de s'adresser à ces organismes et d'obtenir leur appui. Suite à ces entretiens, nous pourrions reprendre l'étude du projet de loi.

[Texte]

**Mr. Allmand:** All I can say is that I am all for consultation, but sooner or later we have to make decisions. That is why we have Parliament and that is why we have divisions in Parliament. I have never seen a perfect law. But governments have to act and Parliaments have to act, and very often they have to afterwards tidy up or improve laws. But there will come a point where I think we will have to vote on this and make a decision. I hope that the A.G.s have already consulted with these groups, so that we can have the benefit of their views at the federal-provincial conference that is already set. And, as I say, our officials just met a short while ago. However, I will consult as much as I feel we can, and then we will have to make a decision.

**Mr. Towers:** Mr. Chairman, could I just have one short supplementary on that?

**The Chairman:** I do not think so, Mr. Towers.

**Mr. Poulin:** On the same point of order, Mr. Chairman. I will be very brief. When this bill was being discussed in Second Reading in the House, this Minister and the Minister of Justice indicated that they were anxious to refer it to the Committee so we could have detailed, in-depth study and hear many, many witnesses. Now the productivity of that process is very evident. We have heard many, many witnesses. We have studied this matter in depth and in detail in many, many meetings and over a long period of time, and it has resulted in many amendments that are worthwhile. That work having been done, we only have to put our minds to the amendments that have been proposed. Surely we can move on with some expediency in this matter, so that the Canadian people can have this law as soon as possible. I can see no reason, if this Committee continues to work the way we have, why we cannot have this reported back to the House. These are very worthwhile amendments, we have studied it in depth, and I think it is time we began to go over it clause by clause and get a decision and get back to the House.

**The Chairman:** I will hear Mr. Towers as soon as I have heard Mr. Poulin.

• 1040

**Mr. Towers:** The question was does the Minister know of any reason why the Attorneys General of the provinces would have dialogue with the provincial organizations? In other words, has he requested that they have any dialogue?

**Mr. Allmand:** As I said, we met with the provinces last September or October and we gave them a broad outline of our proposals then. I have enough respect for provincial governments that since they are going to administer to criminal law in their provinces they should decide who they should dialogue in turn with. I do not tell the Solicitor General of Alberta, Mr. Farran, who he should dialogue with. He is a pretty strong man and a pretty intelligent man, and I figure he knows what to do. I presume that he would consult with people and I think he has, but I give him our bill, I give him our proposals and I expect that he will dialogue and come back. We had discussions with the Deputy Minister from Alberta a few months ago after he had some consultations and studied the bill and we are going to have another meetings, and so on. You have a good government in Alberta and I am sure they will...

[Interprétation]

**M. Allmand:** Je suis entièrement favorable à la consultation, mais tôt ou tard, il faudra prendre des décisions. C'est pourquoi le Parlement existe et c'est pourquoi il y a des dissensions au sein du Parlement. Je n'ai jamais vu de loi parfaite. Néanmoins, gouvernement et Parlement doivent agir et cela s'accompagne très fréquemment d'un remaniement ou d'une amélioration des lois. Le temps viendra où il faudra voter et prendre une décision. J'espère que les procureurs généraux ont déjà consulté ces organismes et que nous pourrions tirer profit de leurs points de vue lors de la conférence fédérale-provinciale qui est déjà prévue. Je répète, nos fonctionnaires viennent de se réunir. Néanmoins, je poursuivrai les consultations aussi longtemps que possible, mais nous devrons ensuite prendre une décision.

**M. Towers:** Monsieur le président, me permettez-vous une brève question complémentaire à ce propos?

**Le président:** Je ne crois pas, monsieur Towers.

**M. Poulin:** J'invoque le Règlement sur le même sujet, monsieur le président. Je serai très bref. Lors de la deuxième lecture à la Chambre, le ministre et le ministre de la Justice ont déclaré qu'ils étaient désireux de renvoyer ce projet de loi au Comité de manière à ce que ce dernier procède à une étude attentive et détaillée et entende de nombreux témoins. Les avantages de cette façon de procéder sont manifestes. Nous avons entendu quantité de témoins. Nous avons étudié ce problème attentivement et en détail lors de très nombreuses réunions et pendant une longue période, et nous avons abouti à de nombreux amendements qui en valent la peine. Cette tâche étant accomplie, il ne nous reste plus qu'à nous pencher sur les amendements qui ont été proposés. Nous pouvons sans aucun doute agir rapidement, ce qui permettra au peuple canadien de bénéficier de cette loi aussi rapidement que possible. Si le Comité continue de travailler comme il l'a fait jusqu'à maintenant, je ne vois pas pourquoi nous ne pourrions pas faire rapport à la Chambre. Les amendement que nous avons étudiés en profondeur sont très utiles et je pense qu'il est temps d'étudier le bill, article par article, d'en arriver à une décision et de faire rapport à la Chambre.

**Le président:** Je donnerai la parole à M. Towers dès que nous aurons entendu M. Poulin.

**M. Towers:** Ma question est la suivante: le ministre peut-il nous dire pourquoi les solliciteurs généraux des provinces devraient dialoguer avec les organisations provinciales? Autrement dit, leur a-t-il demandé de le faire?

**M. Allmand:** Je le répète, nous avons eu en septembre ou octobre dernier une réunion avec les représentants des provinces et nous leur avons donné les grandes lignes de nos propositions. J'ai suffisamment de respect pour les gouvernements provinciaux, étant donné qu'ils appliqueront eux-mêmes le droit criminel dans leurs provinces, pour accepter qu'ils décident avec qui ils doivent dialoguer à leur tour. Je ne dis pas au Solliciteur général de l'Alberta, M. Farran, avec qui il doit dialoguer. C'est un homme assez décidé, assez intelligent, et je suppose qu'il sait quoi faire. Je pense qu'il va consulter ses gens, je crois qu'il l'a déjà fait, mais je vais lui donner le projet de loi et nos propositions. Je suppose qu'il va dialoguer et qu'il nous fera rapport ensuite. Nous avons eu des discussions avec le sous-ministre de l'Alberta il y a quelques mois, après qu'il ait eu des consultations et qu'il ait fait l'étude du projet de loi. Nous aurons d'autres réunions. Vous avez en Alberta a bon gouvernement et je suis certain que l'on fera...



[Text]

**Mr. Towers:** He will come back but we will have the bill passed, so he is too late.

**Mr. Allmand:** Oh, no, he gets on the phone with me pretty quickly, Mr. Towers, whenever he wants to tell me something. He is certainly aggressive. He does not sit back and wait for things to develop.

**The Chairman:** Mr. Leggatt followed by Mrs. Campagnolo.

**Mr. Leggatt:** Thank you very much. I want to return to the subject of wiretap. Dealing with the offence section, the new section that you brought forward which is, I might say, a fairly significant improvement over the other one; in fact, it is an improvement over the original section when you have dealt with the five-year ...

**Mr. Allmand:** Which section is this, Mr. Leggatt?

**Mr. Leggatt:** The definition of offence under the wiretap provision.

**Mr. Allmand:** Yes.

**Mr. Leggatt:** I am still concerned about some of the offences that are contained in that section, and one of them deals with smuggling as a wiretappable offence. If you would agree with my first proposition, which is that wiretap is an extraordinary tool to use, and being an extraordinary tool it is a serious erosion of the general protection of privacy that we have always sought in Canada. Smuggling surely is an offence which is capable of tapping the majority of Canadians, I would suggest. In other words, the number of people who cross the border from the United States to Canada who may or may not be sure of the rules and who could quite possibly have bent them a bit, would open, it seems to me, the gates to wiretap. It is all smuggling that you are dealing with under Section 192, as far as I can recall, which would mean that somebody who brought an extra pair of pants in from Bellingham I suppose is now going to be subject to wiretap. Is that what this section means?

**Mr. Allmand:** Some of these sections are put in to get at organized crime, and especially to get at the leaders in organized crime, and so on. I think at a certain stage you have to rely on the good sense of judges and the good sense of administrators. The police have to go to an agent of the Department of Justice to get authority to proceed with the wiretap, and then they have to go to a judge. I just cannot visualize them requesting a wiretap for Mrs. Jones, who brings over some pants from Bellingham, but why that is in there ...

**Mr. Leggatt:** But it is in there.

**Mr. Allmand:** Yes, it is in there because a lot of the major syndicates in organized crime do smuggle, and that is the way of getting at them. They smuggle drugs, they smuggle guns and they smuggle other things. Mr. Landry, could you comment further on that?

**Mr. Landry:** I note that you are taking the offence section by itself without reference to other sections of the Act which are very material, to answer your question. I believe you could take many of the offences that are punishable, for instance, by five years or more and imagine some situations where you will arrive at a conclusion that it is a rather trivial case in the context you have in mind to allow for wiretap. Smuggling, of course, it could be the case where the last time that you entered Canada you had

[Interpretation]

**M. Towers:** Ils feront rapport, mais nous aurons adopté le projet de loi, et ce sera trop tard.

**M. Allmand:** Oh non, s'il décide de me téléphoner monsieur Towers, cela va bien vite, dès qu'il veut me dire quelque chose. Il est certainement agressif, et ne fait pas seulement s'asseoir et attendre que tout lien tombe toute cuit dans le bec.

**Le président:** Monsieur Leggatt vous avez la parole, et vous serez suivi de M<sup>me</sup> Campagnolo.

**M. Leggatt:** Merci beaucoup. Je voulais à mon tour soulever la question de l'écoute électronique. Au sujet l'article concernant les infractions, je dois dire que ce nouvel article que vous présentez est une nette amélioration sur l'ancien; en fait, il est beaucoup mieux que l'article initial, où il était question de 5 ans ...

**M. Allmand:** De quel article s'agit-il monsieur Leggatt?

**M. Leggatt:** De la définition des infractions concernant l'écoute électronique.

**M. Allmand:** Oui.

**M. Leggatt:** Je suis toujours un peu inquiet au sujet des infractions contenues dans cet article, dont une traite de la contrebande comme une infraction qui peut faire l'objet d'écoute électronique. Si vous êtes d'accord avec ma première proposition, l'écoute électronique représente un outil extraordinaire, mais de ce fait porte une atteinte sérieuse à la protection de la vie privée que nous avons toujours recherchée au Canada. La contrebande est évidemment une infraction qui peut faire l'objet d'écoute électronique pour la majorité des Canadiens, je suppose. Autrement dit, il y a beaucoup de personnes qui traversent la frontière, des États-Unis au Canada, qui ne connaissent pas bien les règlements, et qui probablement les contournent un peu. Elle seraient exposées, à mon avis, à l'écoute électronique. Vous traitez dans cet article 192, si je me souviens bien, de contrebande ou fraude, ce qui signifierait qu'une personne qui rapporte de Bellingham un pantalon additionnel sera soumise à cette écoute électronique. Est-ce bien ce que l'article veut dire?

**M. Allmand:** Certains de ces articles sont inclus pour lutter contre le crime organisé et surtout pour essayer d'atteindre les chefs du crime organisé. A un certain moment, il vous faut vous fier au bon sens des juges et des administrateurs. Les policiers doivent s'adresser à un fonctionnaire du ministère de la Justice pour obtenir l'autorisation de faire de l'écoute électronique, puis ensuite à un juge. Je ne vois pas comment ils peuvent présenter une demande pour M<sup>me</sup> Jones qui ramène un pantalon de trop de Bellingham, mais la raison pour laquelle cet article est là ...

**M. Leggatt:** Il y est.

**M. Allmand:** Oui, il y est parce qu'un grand nombre de groupes criminels organisés font de la contrebande, et c'est la façon de les attraper. Ils font entrer en contrebande des drogues, des armes à feu et autres choses. Monsieur Landry, voulez-vous ajouter quelque chose?

**M. Landry:** Je remarque que vous isolez l'article concernant les infractions sans le relier à son contexte, aux autres articles de la loi qui sont très importants et qui répondent à votre question. Vous pourriez rendre certaines infractions punissables de cinq ans d'emprisonnement ou plus et trouver des situations où il s'agirait de cas mineurs qui justifieraient, dans le sens où vous l'entendez, l'écoute électronique. Pour ce qui est de la contrebande, vous auriez pu oublier de déclarer à la douane 12 onces d'alcool, comme

*[Texte]*

12 ounces of liquor and you failed to declare it, but also smuggling involves—there were rackets disclosed in Dorval and elsewhere from time to time where there were major organizational smugglers. We have had smuggling in huge amounts of quantities of film and jewellery. There has been, I believe, some gold smuggling. You can have smuggling of importance happening that you could say is related or not related to organized crime, but offences that are rather substantial.

• 1045

Smuggling to a large extent, if you are getting in the car business, for instance, can have some serious consequences if it goes untouched on the economy, but what you do have to bear in mind, and I think we should stress this because it is very important, is that whatever the offence described in the offence clause is, it only allows to start in motion the process of a wiretap. It does not mean that you are going to obtain your authorization.

You have to bear in mind that the law provides—and I am coming to the law, but before, if I may, going to the law you have to bear in mind that at the level of police forces you will have priorities to debate. Then when you reach the law proposed Section 178.13 says very clearly that the judge must be satisfied before he grants the authorization that other investigative procedures have been tried and have failed, or other investigative procedures are unlikely to succeed, or the urgency of the matter is such that it would be impractical to carry out the investigation of the offence using only other investigative procedures.

In the case of your lady, the judge would refuse to grant the authorization to...

**Mr. Leggatt:** No, I am going to argue with you on this. Put yourself in the position of the judge in this case, and he has to comply with the law as he sees it. The seriousness of the offence, the seriousness of the particular offence is not at issue. The question is the urgency in trying to catch the offender.

I would suggest to you that the offender is the lady who came in with the extra pair of pants, she is clearly caught and she is clearly wiretappable because you can meet all the protections you have just read out to me, urgency, other means of investigation have failed, all of those can apply to the lady who brings in the pants. What I would like you to direct your attention to, is I can certainly agree that we should what we can to avoid smuggling. but when you are using this exceptional means—the reason, for example, the Minister came in with the five-year provision was just that particular reason. It is not a clause designed to catch small fry. I do not mind when you get into the conspiracy question. I do not mind when you are talking about organized crime, but I do mind when the police have the discretion, and the police have the discretion in this case, to apply for wiretaps for very, very minor offences.

I see one of your officials shaking his head, and I would be happy to be corrected, but the police have a discretion as to whether they make an application for an individual case of smuggling.

**Mr. Landry:** That is another misconception that I believe we hear all the time. It is not the police, it is the Solicitor General of Canada or the Attorney General of the province who can move for this application.

*[Interprétation]*

vous auriez pu également être mêlé à une organisation internationale de contrebandiers; il s'est présenté des cas à Dorval où on a mis à jour des fraudes importantes. Il est passé des quantités importantes de films et de bijoux en contrebande. Il est passé de l'or en contrebande également. Il y a des cas qui peuvent être reliés ou non au crime organisé, mais qui restent des cas d'infraction grave.

La contrebande sur une grande échelle, par exemple dans le domaine de l'automobile, peut avoir de graves répercussions sur l'économie si elle n'est pas détectée. Un point qui est très important et dont il faut vous rappeler est que les infractions décrites dans l'article permettent tout simplement de mettre en branle le processus. Il ne s'ensuit pas nécessairement que l'autorisation de procéder à l'écoute électronique sera accordée.

Il y a encore un point que je veux vous faire remarquer avant de passer à la loi elle-même. Vous devez comprendre que les forces de police devront établir des priorités. En outre, l'article 178.13 de la loi proposée indique clairement que le juge doit être certain, avant d'accorder l'autorisation de procéder à l'écoute électronique, que toutes les autres procédures d'enquête ont été utilisées sans succès ou, si elles n'ont pas été utilisées, n'ont aucune chance de réussir, ou que l'urgence est telle qu'il ne serait pas pratique de procéder à une enquête selon les procédures habituelles.

Dans le cas que vous citez, le juge refuserait l'autorisation...

**M. Leggatt:** Je ne suis pas d'accord avec vous. Vous devez vous mettre à la place du juge qui doit s'en tenir à la loi telle qu'elle est. La gravité de l'infraction n'entre pas en ligne de compte. Ce qui est en cause, c'est l'urgence avec laquelle il faut procéder pour essayer d'intercepter le contrevenant.

La dame qui rentre au Canada avec un pantalon en trop s'expose clairement à l'écoute électronique, puisque toutes les garanties que vous avez énumérées ne s'appliquent pas dans le cas d'une urgence, dans le cas où les autres procédures d'enquête n'ont pas eu de succès. Je me dois d'attirer votre attention sur cette situation. Je suis d'accord avec vous qu'il faut mettre fin à la contrebande, mais pas par ces méthodes d'exception. Vous avez établi la peine de cinq ans simplement pour cette raison. Il ne convient pas d'appliquer ces dispositions dans le cas des infractions mineures. Je suis d'accord lorsqu'il s'agit de conspiration. Je suis d'accord lorsqu'il s'agit de crime organisé, mais je ne suis pas du tout d'accord que la police ait cette discrétion de procéder à l'écoute électronique dans le cas d'infractions très mineures.

Je vois que vos hauts fonctionnaires font signe que non, mais je suis à peu près certain que la police a la discrétion de présenter une demande pour procéder à l'écoute électronique en cas de contrebande.

**M. Landry:** C'est une autre notion fautive qu'on a. Ce n'est pas la police, mais le solliciteur général du Canada ou le procureur général de la province qui peut présenter une demande.



[Text]

**Mr. Leggatt:** Or his agents, and his agents are everywhere, you know.

**Mr. Allmand:** Yes. They are appointed . . .

**Mr. Leggatt:** How many agents are there in Canada?

**Mr. Allmand:** . . . individually. I have to sign the appointment of those agents, if they are the ones that come under my jurisdiction, or the provincial attorneys general have to appoint them individually.

**Mr. Leggatt:** Yes, but just tell me, how many agents are there authorized to . . .

• 1050

**Mr. Allmand:** Federally, it is in the report. I cannot recall. It is in the report.

**Mr. Leggatt:** No, just an estimate in terms of the total country.

**Mr. Allmand:** Do you remember?

**Mr. Landry:** Federally, the lawyers from our major offices in Vancouver and in Toronto are between five and ten, and approximately five in Montreal.

**Mr. Leggatt:** So we are up to about what, 15?

**Mr. Landry:** These are immediately under the supervision of the regional director who supervises—I used to do it—the wiretap applications that come in. It is not the police who go forward . . .

**Mr. Leggatt:** I stand corrected.

**Mr. Landry:** . . . it is officially the Solicitor General or the Attorney General's department.

Second, there is one other aspect to which I failed to draw your attention, the first requirement is that the judge must feel that it is in the best interests of the administration of justice to grant the authorization subject to the other criteria . . .

**Mr. Leggatt:** But surely . . .

**Mr. Landry:** If I was the judge in your circumstances, I would ask the police officers if they had tried a search warrant on the premises of this lady. You did not find the pants, it is just too bad.

**Mr. Leggatt:** Let me respond to you this way . . .

**Mr. Allmand:** If you were an investigator, you would find them.

**Mr. Leggatt:** If you did not find the pants with a search warrant you will still be allowed to tap because it is in the best interests of justice that the lady be apprehended. I still suggest to you, the warrant would be issued in this case. There is no way . . .

**Mr. Landry:** I can tell you, as a representative of the Solicitor General . . .

[Interpretation]

**M. Leggatt:** Ou leurs agents, et ils ont des agents partout, comme vous le savez.

**M. Allmand:** En effet. Ils sont nommés . . .

**M. Leggatt:** Combien d'agents avez-vous au Canada?

**M. Allmand:** . . . individuellement. Je nomme certains agents, pour ce qui relève de ma juridiction, les procureurs généraux des provinces font de même pour la leur.

**M. Leggatt:** Mais dites-moi, je vous en prie, combien vous avez d'agents qui sont autorisés . . .

**M. Allmand:** Pour ce qui est de la juridiction fédérale, c'est indiqué dans le rapport. Je ne me souviens pas de leur nombre.

**M. Leggatt:** Donnez-moi un chiffre approximatif pour l'ensemble du pays.

**M. Allmand:** Vous vous souvenez?

**M. Landry:** Nous avons, pour ce qui est de notre juridiction, des avocats dans nos principaux bureaux; à Vancouver et à Toronto, ils sont de 5 à 10; à Montréal, ils sont environ 5.

**M. Leggatt:** Le total est d'environ 15?

**M. Landry:** Ces avocats relèvent d'un directeur régional qui voit, je l'ai déjà fait moi-même, à toutes les demandes en vue de procéder à l'écoute électronique. Ce n'est pas la police qui décide . . .

**M. Leggatt:** Je reconnais mon erreur.

**M. Landry:** . . . c'est le solliciteur général ou le procureur général.

Il y a un autre point que j'ai oublié de vous mentionner, et c'est le fait que le juge doit être d'avis en tout premier lieu qu'il y va du meilleur intérêt de l'administration de la justice, sous réserve des autres conditions, d'accorder l'autorisation . . .

**M. Leggatt:** Mais il y a sûrement . . .

**M. Landry:** Dans le cas que vous citez, si j'étais le juge, je demanderais aux policiers s'ils ont essayé d'obtenir un mandat de perquisition pour fouiller la résidence de la suspecte. S'ils n'avaient pas trouvé le pantalon, ce serait tant pis.

**M. Leggatt:** Je vais m'y prendre autrement . . .

**M. Allmand:** Si vous étiez enquêteur, vous le trouveriez certainement.

**M. Leggatt:** Même si vous ne trouvez pas le pantalon après avoir obtenu un mandat de perquisition, vous pouvez procéder à l'écoute électronique parce qu'il y va du meilleur intérêt de la justice que la dame en question soit arrêtée. Je continue de penser qu'une autorisation peut être accordée dans un cas comme celui-là. Il n'y a aucun moyen . . .

**M. Landry:** Je puis vous dire, en tant que représentant du solliciteur général . . .

[Texte]

**Mr. Leggatt:** You would not allow the application?

**Mr. Landry:** I would not allow the application and I know none of my former law associates in the Montreal office would have allowed an application to go forward on these grounds.

**Mr. Leggatt:** So we can put our trust in you, but not in the law, right? Is that the ...

**Mr. Landry:** No. But if I were ...

**Mr. Leggatt:** We can allow you people to use your discretion, to protect all our civil liberties though.

**Mr. Landry:** If I were to use my discretion in this way, I would feel very strongly that the law does not allow me to go forward with such an application, that such an instance does not meet the requirements of Section ...

**Mr. Leggatt:** You make a good judge some day, I am not sure.

**Mr. Allmand:** I guess the difficulty would be, if you start circumscribing the type of offences that you can tap ...

**Mr. Leggatt:** Which we have done.

**Mr. Allmand:** ... under smuggling, then you get into some really difficult drafting problems, when can you authorize or apply and when can you not. There are many areas of the laws, as you know as a lawyers, where the Crown, the Attorney General, the Solicitor General, has some discretion about whether he is going to lay summary charges or indictable charges. If the government does such a bad job and they are going to start witch hunting people taking pants across the border ...

**Mr. Leggatt:** Well, I ...

**The Chairman:** I will have to go on, Mr. Leggatt.

**Mr. Allmand:** On an opposition day you can move nonconfidence.

**Mr. Leggatt:** I am not being facetious, you should not have minor offences under that section. That is the objection. That is why we have changed it, and that is a minor offence.

**Mr. Allmand:** Yes, but that can be a major offence, and it is a major offence ...

**Mr. Leggatt:** Only capable of being a major offence.

**Mr. Allmand:** Yes, but ...

**Mr. Leggatt:** It can be a very minor one.

**Mr. Allmand:** Actually, if you were to check with our customs authorities, we have a former minister of National Revenue, they go after the big smugglers. They are not that concerned with the little smugglers; they catch the odd one but ...

[Interprétation]

**M. Leggatt:** Vous rejetteriez la demande?

**M. Landry:** Non seulement je rejetterais la demande, mais je suis sûr que tous mes anciens collègues du bureau de Montréal la rejetteraient également, dans le cas que vous citez.

**M. Leggatt:** Nous devons donc nous fier à vous, mais pas à la loi. C'est un peu la façon ...

**M. Landry:** Non. Si j'étais ...

**M. Leggatt:** Nous pouvons être certains que vous n'allez pas utiliser votre discrétion pour porter atteinte à nos libertés civiles.

**M. Landry:** Si j'étais appelé à utiliser ma discrétion dans ces circonstances, j'estimerai que la loi ne me permet pas de donner suite à la demande, que la demande ne répond pas aux conditions posées à l'article ...

**M. Leggatt:** Je suis sûr que vous feriez un excellent juge.

**M. Allmand:** La difficulté, lorsqu'il s'agit de déterminer les infractions qui peuvent donner lieu à l'écoute électronique ...

**M. Leggatt:** C'est ce que nous faisons.

**M. Allmand:** ... surtout lorsqu'il s'agit de décrire la contrebande, est d'arrêter un texte de loi qui permette de dire quand la demande peut être faite et quand elle ne peut pas être faite. Il y a plusieurs cas dans la loi, comme vous le savez, où la Couronne, le procureur général, le solliciteur général, ont la discrétion de procéder par déclaration sommaire de culpabilité ou par déclaration de culpabilité après mise en accusation. Si le gouvernement gâche tout et part en guerre contre les gens qui rapportent un pantalon de l'étranger ...

**M. Leggatt:** Eh bien ...

**Le président:** Je dois passer à quelqu'un d'autre, monsieur Leggatt.

**M. Allmand:** Vous pouvez profiter d'une journée consacrée à l'opposition pour présenter une motion de défiance.

**M. Leggatt:** Sérieusement, cet article ne devrait pas s'appliquer aux infractions mineures. Il s'agit bien d'une infraction mineure.

**M. Allmand:** Ce peut-être une infraction majeure également.

**M. Leggatt:** Il ne devrait être question que des infractions qui peuvent devenir majeures.

**M. Allmand:** Mais ...

**M. Leggatt:** Dans ce cas-ci, ce peut être une infraction très mineure.

**M. Allmand:** Si vous vouliez vérifier auprès des autorités des douanes, nous avons ici un ancien ministre du revenu national, vous verriez que ce sont les gros contrebandiers qui sont recherchés. On ne s'intéresse pas aux petits contrebandiers; il arrive qu'on en arrête un, mais ...



## [Text]

**The Chairman:** Mrs. Campagnolo.

**Mrs. Campagnolo:** Thank you, Mr. Chairman.

My concern is again, as it was the other day, about trappers and prospectors. I am pleased that the Solicitor General has given me some more reassurance. I realize we are not on clause by clause at this time, I simply want to mention that in reading the proposed Section 106.3(2)(b) which states:

(b) for use in connection with his lawful profession or occupation,

that this would carry the problem of the trappers into the area of administration of this particular law. The administration has to be fair and sensitive, which we all accept; sensitive to the people that are actually utilizing the firearms in this case. At present and in certain areas of my constituency, the RCMP are telling trappers that they no longer have the right to carry even permitted shortarms. They are told that we know better what type of weapon they should carry and they are asked to carry the short survival weapon which, as you know, is a weapon that can be collapsed and put together again. I submit that this is not a very practical approach when you are faced with a wolf or a bear. I think we must look at the administration of this to ensure sensitivity to the area I am talking about.

## • 1055

It is the same with prospectors. Prospectors can not be expected to carry a long arm, unless they really want to, when they are far away from their home bases. I want to re-emphasize the difference between small furbearing animals in a trap and large furbearing animals in a trap. It is quite a different thing for a Newfoundland seal hunter to hit a small seal over the head, or a trapper in my area to face a wolverine or a wolf with one foot in the trap, two days hungry. You just do not walk up to him and hit him over the head with a board.

I have to make this point again. I am going to leave with your department the brief of the head of the trapping association in my area and hope that we can work out at least some guarantee of sensitivity in this matter of the weapons that these people carry because it is necessary to their life, to their occupation, to their form of employment.

In your amendment number 13, on another subject, it is for use of a weapon during an indictable offence. If I may ask, Mr. Chairman, why not for possession of a weapon during the commission of an indictable offence? I am very much concerned that if the weapon has to be used when committing an indictable offence, then we are going to have people carrying weapons that are not used during an indictable offence which will not bring the added penalty of having that weapon in hand when they commit some offence. I would like to request a response on this particular matter. It is something that has bothered many people before this Committee. Perhaps you could give me some indication of your thinking on that.

**Mr. Allmand:** On the first point, with respect to the trappers, the points you are making there really apply to the administration even under the present law. What I will do is bring your representations to the attention of the commissioner or the chief registrar. If you have the brief

## [Interpretation]

**Le président:** Madame Campagnolo.

**Mme Campagnolo:** Merci, monsieur le président.

La situation des trappeurs et des prospecteurs m'inquiète. Je suis heureuse que le Solliciteur général m'ait quelque peu rassurée. Je sais que nous n'en sommes pas encore à l'étude article par article, mais je voudrais citer l'article proposé 106.3(2)(b):

(b) pour son travail ou occupation légitime,

Il y aurait un problème pour les trappeurs dans ce cas-ci. L'application de la loi doit être juste, nous sommes tous d'accord là-dessus, mais aussi tenir compte des besoins des gens qui doivent utiliser des armes à feu. Actuellement, dans certaines parties de ma circonscription, la GRC fait savoir aux trappeurs qu'ils n'ont plus le droit de porter des pistolets. On leur dit qu'ils doivent porter une arme dite de survie et qui est démontable. Ce n'est pas très pratique lorsque vous faites face à un loup ou à un ours. Il faut voir de quelle façon cette disposition s'applique pour bien répondre aux exigences de la région.

C'est la même chose pour les prospecteurs. On ne peut pas s'attendre à ce que les prospecteurs apportent avec eux des armes à feu à long canon, à moins qu'ils le veuillent vraiment, lorsqu'ils sont loin de leur domicile. J'aimerais souligner de nouveau cette différence qui existe entre les petits animaux à fourrure et les gros animaux à fourrure dans le piégeage. Il est tout à fait différent pour un chasseur de phoques de Terre-Neuve de frapper un petit phoque sur la tête, et pour un piégeur dans ma région de faire face à une louve ou à un loup dont une patte est prise dans une trappe, et qui n'a pas mangé depuis deux jours. Vous ne faites pas simplement marcher jusqu'à l'animal pour lui asséner un coup sur la tête avec un bâton.

Je laisse à votre ministère le mémoire du chef de l'Association du piégeage de ma région. J'espère que nous pourrions au moins obtenir certaines garanties quant aux exigences régionales pour les armes à feu que doivent porter ces personnes qui en ont besoin pour protéger leur vie, qui en ont besoin également pour leur profession ou leur emploi.

Dans l'amendement numéro 13, vous parlez de l'utilisation d'une arme à feu pour commettre un délit. J'aimerais savoir, monsieur le président, pourquoi on ne parle pas de la possession d'arme à feu au cours du délit? Cette question me préoccupe, car si l'arme est utilisée pour commettre un délit, vous aurez des personnes qui portent des armes qui ne s'en serviront pas pour des délits mais qui seront pénalisés parce qu'ils ont en main une arme à feu au moment où ils commettent une infraction. J'aimerais qu'on me donne une réponse. C'est une question qui a inquiété bien des personnes à ce Comité. Vous pourriez peut-être nous dire ce que vous en pensez.

**M. Allmand:** Au sujet de la première question concernant les piégeurs, le point que vous soulevez relève de l'application de la loi, même en vertu de la loi actuelle. Je porterai vos instances à l'intention du commissaire ou du registraire en chef. Si vous avez le mémoire dont vous

[Texte]

you referred to, I will bring that to his attention too. That is an administrative policy, even under the present law and, of course, is subject to change or reconsideration. I will bring those views forward.

I will ask Mr. Saarchuk to respond to that second question you asked.

**Mr. A. A. Saarchuk (Senior Counsel, Department of Justice):** On proposed Section 98—"Every one who uses an offensive weapon"—this issue you have raised was considered when the section was originally drafted. I gather your basic argument is that the word "uses" is too restrictive in meaning.

**Mrs. Campagnolo:** Yes. I would think the word "use" should be replaced with the word "possession".

**Mr. Saarchuk:** It was our opinion when we drafted that section that it was wide enough to encompass just about every type of situation that could be conceived and would include, for example, the situation where an offensive weapon was merely displayed during the course of a robbery. I dug out the dictionary definitions of the word "use", which include terms like "the act of using", "the utilization or employment for or with some aim or purpose", "to make use of as a means or instrument" and "to employ for a purpose". In other words, even showing a gun that is at your belt would be sufficient to bring you within the terms of this section.

You also have to read Section 83 in conjunction with proposed Section 98 because Section 83 at present creates an offence for the possession of a weapon for the purpose of committing an offence. These two sections, read together, cover all possible circumstances while at the same time eliminating the possibility that an offence might be charged in a situation where a person has in his possession an offensive weapon, for example a knife, when he is committing the act of shoplifting. That is, the knife has no relevancy, no relationship, to the actual offence. In that case you would not want to charge him with either possession of or use of a weapon, but if you expanded the section this possibility would exist.

These sections were very carefully drafted to make sure that anybody who uses, in the broadest sense, a weapon in the commission of an offence would be charged, but would not be used in the type of example that I have given you.

**Mrs. Campagnolo:** I see.

• 1100

**The Chairman:** May I interrupt you for just a moment. The Solicitor General has just told me that he has to leave immediately for Cabinet and says that if we wish he could leave Mr. Landry and the Associate Deputy Minister here in his place if we wish to continue questioning. It depends, I suppose, on how technical the questioning is.

**Mr. Allmand:** Mr. Landry and the other officials could stay to answer technical questions on the legislation; of course, if they were political arguments and so on they could not deal with that. But I have two items that are my items in Cabinet and I have to be there. I asked the Prime Minister to postpone them until 11 o'clock and I have to go. On Tuesday Mr. Basford will be back.

[Interprétation]

parlez, je le présenterai également. Il s'agit d'une politique administrative, et même en vertu de la loi actuelle, elle s'applique évidemment, mais elle doit faire l'objet de changements ou d'une réévaluation. Je ferai connaître vos opinions à qui de droit.

Je demanderai à M. Saarchuk de répondre à votre deuxième question.

**M. Saarchuk (conseiller principal, ministère de la Justice):** Au sujet de l'article 98 proposé—"quiconque utilise une arme offensive"—cette question que vous avez soulevée a été étudiée lorsque l'article a été rédigé au départ. Je suppose que votre argument repose sur le fait que le mot «utilise» a une signification trop restrictive.

**Mme Campagnolo:** Oui. Je crois que le mot «utilise» devrait être remplacé par le mot «possède».

**M. Saarchuk:** Lorsque nous avons rédigé cet article, nous étions d'avis que ce terme était suffisamment large pour englober à peu près toutes sortes de situations possibles, par exemple, les situations où une arme offensive n'était qu'exhibée pendant un vol. J'ai consulté le dictionnaire au mot «utilise», j'ai trouvé les expressions: «le fait d'utiliser», «l'utilisation ou l'emploi pour ou avec l'intention», «se servir de, comme moyen ou instrument» et «employer à une fin». Autrement dit, même le fait d'exhiber un fusil à votre ceinture serait suffisant pour que cet article s'applique.

Il faut également lire l'article 83 parallèlement à l'article 98 proposé, car l'article 83 parle d'infraction pour la possession d'arme dans le but de commettre une infraction. Ces deux articles, si vous les lisez concurremment, tiennent compte de toutes les circonstances possibles, et éliminent en même temps la possibilité qu'une infraction soit commise dans une situation où une personne aurait en sa possession une arme offensive, par exemple un couteau, lorsqu'elle fait un vol à l'étalage; c'est-à-dire que le couteau n'a pas de rapport réel avec l'infraction. Dans ce cas, vous ne voudriez pas l'accuser de possession ou d'utilisation d'une arme, mais si vous voulez élargir cet article, ce serait possible.

Ces articles ont été rédigés avec soin pour s'assurer que quiconque se sert, dans le sens très général, d'une arme pour commettre une infraction serait accusé, mais non pas dans le genre d'exemples que je viens de vous donner.

**Mme Campagnolo:** Je vois.

**Le président:** Permettez-moi de vous interrompre quelques instants. Le Solliciteur général vient de m'apprendre qu'il doit nous quitter immédiatement pour une réunion du Cabinet et il me dit que, si nous le désirons, M. Landry et le sous-solliciteur adjoint pourront prendre sa place et continuer de répondre aux questions. Je suppose que cela dépend, évidemment, de la mesure dans laquelle les questions seront d'ordre technique.

**M. Allmand:** M. Landry et les autres hauts fonctionnaires peuvent rester pour répondre aux questions techniques portant sur la loi; bien sûr, ils ne pourront pas traiter des arguments d'ordre politique. Il y a, hélas, deux questions à l'ordre du jour de la réunion du Cabinet qui me touchent directement. J'ai déjà demandé au Premier ministre de les retarder jusqu'à 11 h 00 et je dois vraiment vraiment partir. Mardi, M. Basford sera des vôtres.



[Text]

**The Chairman:** The questioners I have are Mrs. Campagnolo...

**Mr. Allmand:** I think I was scheduled to leave at 11 o'clock anyway.

**The Chairman:** Yes—Mr. Friesen and Mr. Anderson; if that is agreeable to them I think we could continue.

**Mr. Anderson:** Mr. Chairman.

**The Chairman:** Yes.

**Mr. Anderson:** On the point that you are bringing up, I have a committee meeting at 11 o'clock also. I wonder if I may leave just one question and that can be answered later.

**The Chairman:** Just put it on the record, yes.

**Mr. Anderson:** The question is on the five-year renewal where an applicant has no cause for rejection or he has not done anything during the five-year period. Is a guarantor required for the renewal? Is an investigation carried out or is it an automatic renewal? That is my question.

**The Chairman:** Thank you. Mrs. Campagnolo, do you want to continue with Mr. Landry?

**Mrs. Campagnolo:** Yes, certainly; I will just put these on the record and they can be answered at any time.

The other one is number 17, the proposed amendment by the government, that says:

The guarantor states that the content of the application is true.

I would like to know more about that application and how a guarantor would be able to state that this is true. I want to question further why not a simple declaration or a reference? I realize that the Minister said on Tuesday that this was just a cosmetic matter, a matter of semantics at it were, but it seems to me that it is more than semantics to the laymen of this country who, as you know, have taken an extraordinary interest in the interpretation of this bill. I would just like to leave on the record that consideration be given to the words "reference" or "declaration".

I would like to have further definition of the words "antique weapon"; further definition of what is and what constitutes a bona fide collector; and as we gradually implement this program through a phase-in, will you evaluate the program and reassess certain areas so that problem areas may be eliminated during the phase-in process? They are the questions that I have, Mr. Chairman.

**The Chairman:** I think the department is prepared to answer these now. Mr. Saarchuk, will you answer this one?

**Mr. Saarchuk:** Yes. On the five-year renewal the present concept is that each five years the individual will have to reapply. He will have to have two guarantors, although it is assumed that at that stage it will be much simpler and a much shorter process because you are really only checking in relation to the five-year period since the last licence was issued. Although the same basic foundation will be required, as I indicated, it is not expected that the check need be nor will it be as extensive.

[Interpretation]

**Le président:** Les prochains intervenants sont M<sup>me</sup> Campagnolo...

**M. Allmand:** Je pense que, de toute façon, il était prévu que je parte à 11 h 00.

**Le président:** ... oui, M. Friesen et M. Anderson; s'ils le veulent bien, je pense que nous pourrions continuer.

**M. Anderson:** Monsieur le président.

**Le président:** Oui.

**M. Anderson:** A ce même sujet, j'ai également une réunion de comité à 11 h 00. Je me demande si je peux simplement formuler une question à laquelle on répondra plus tard.

**Le président:** D'accord; dites la pour qu'elle soit versée au compte rendu.

**M. Anderson:** Ma question porte sur le renouvellement du permis au bout de 5 ans; s'il n'y a aucune raison de refuser un permis au détenteur de permis et s'il s'est bien conduit pendant la période de 5 ans, lui est-il nécessaire d'avoir un répondant pour le renouvellement? Effectue-t-on une enquête ou le renouvellement est-il automatique? Voilà ma question.

**Le président:** Merci. Madame Campagnolo, voulez-vous poursuivre avec M. Landry?

**Mme Campagnolo:** Oui, certainement; j'aimerais simplement verser ces questions au compte rendu et on pourra y répondre n'importe quand.

Passons au numéro 17, amendement proposé par le gouvernement, où l'on dit;

Le répondant affirme que son contenu est vrai...

J'aimerais en savoir plus au sujet de cette demande et de la manière dont un répondant serait capable d'affirmer que cela est vrai. Je me demande aussi, en outre, pourquoi cela ne peut pas être une simple déclaration ou référence? Je me rends compte que le ministre a dit, mardi, qu'il s'agissait purement d'une question de présentation, d'un simple choix de vocabulaire, mais il me semble qu'il s'agit de plus que d'un certain vocabulaire pour les non-initiés de ce pays qui, comme vous le savez, s'intéressent énormément à l'interprétation de ce projet de loi. J'aimerais simplement que l'on étudie la possibilité d'utiliser les mots «référence» ou «déclaration».

J'aimerais également avoir une définition des termes «arme antique». Il nous faudrait une définition de ce qu'est un collectionneur de bonne foi. Enfin, j'aimerais savoir si à mesure que ce programme entre en vigueur, il y aura des évaluations ou des réévaluations de certaines questions afin que les problèmes puissent être éliminés au cours du processus initial de mise en vigueur? Voilà les questions que je voulais poser, monsieur le président.

**Le président:** Je pense que le ministère est disposé à répondre à ces questions maintenant. Monsieur Saarchuk, voulez-vous répondre à ces questions?

**M. Saarchuk:** Oui. Pour ce qui est du renouvellement au bout de 5 ans, d'après le concept actuel, tous les 5 ans le détenteur d'un permis devra présenter une nouvelle demande. Il devra donc avoir deux répondants; on suppose toutefois qu'à ce moment, le processus sera beaucoup plus simple et beaucoup plus rapide, la vérification ne portant que sur la période de 5 ans écoulée depuis l'octroi du dernier permis. Bien que, comme je l'ai indiqué, on se fondera sur le même genre de renseignements que pour le premier permis, on ne prévoit pas que la vérification sera aussi coûteuse.

[Texte]

You will also have your prohibition orders and things like this which would have eliminated some of these people. A check very quickly can be made of the licensing register to see if this man has been convicted or prohibited in the interim and these factors will not take the same length of time.

On guarantors, the phrase "certifies the contents of the application to be true", the actual phrase is "certifies to the best of his knowledge and belief that the contents of the application are true." That is a direct parallel with the present passport guarantor's statement. All that really means is that he is supposed to have known the applicant for a period of two years or longer. The applicant brings to him the completed form setting out his background, whether or not he has had any perhaps previous convictions, any history of mental instability and so on. The guarantor is required by law to read that application through before he signs it. When he certifies that to the best of his knowledge and belief the contents are true, that is simply to the best of his knowledge, he is not required to make an intensive inquiry or background check himself. As I say, it is a direct parallel with what you state as a guarantor in a passport application.

• 1105

**Mrs. Campagnolo:** If I may interject, Mr. Chairman, on that one point. There, again, there is a need for really great sensitivity. A town in my riding, for instance, ran a questionnaire and discovered that Southerners who moved to the North, to this particular area, stayed an average of 18 days. What I am trying to tell you is that in the North there is higher mobility than there is in the South, and often-times it is going to be absolutely impossible for a person to assess on a two-year basis of knowledge.

**Mr. Saarchuk:** In those cases another provision in the act provides that where you have not resided in an area for a period of two years, and for any bona fide reason cannot comply with the requirements in the application form—the basic one being that two-year problem—you can then apply to the local registrar for a special temporary permit, which can be issued to you in lieu of a license. That was designed very specifically to account for that type of situation.

**Mrs. Campagnolo:** Okay. Good.

**The Chairman:** Thank you, Mrs. Campagnolo. r. Friesen prefers to wait until the next meeting and be the first questioner then, so, I think this is an appropriate point at which to adjourn. The Committee is adjourned until Tuesday at 9.30 a.m.

[Interprétation]

Il y aura également des interdictions et des choses de ce genre qui auront éliminé certaines de ces personnes. On peut très rapidement vérifier le registre des permis pour voir si le détenteur du permis a été condamné ou s'il a fait l'objet d'une interdiction pendant la période de 5 ans; évidemment, cette vérification ne prendra pas autant temps que la première.

Pour ce qui est des répondants, les mots «affirme que le contenu d'une demande d'autorisation est vrai», ne sont pas tout à fait exacts puisque la formulation exacte est «affirme... qu'il a lu la demande et qu'au meilleur de sa connaissance, son contenu est vrai.» Cela présente un parallélisme étroit avec la disposition du portant sur le répondant pour une demande de passeport. Tout ce que cela signifie est que ce répondant doit connaître l'éventuel détenteur d'un permis depuis 2 ans ou plus. La personne qui demande le permis lui fournit la formule sur laquelle elle fait état de ses antécédents et indique si elle a jamais été condamnée, si elle a jamais souffert d'une maladie mentale, et ainsi de suite. En vertu de la Loi, il est exigé du répondant qu'il lise cette demande avant de la signer. Lorsqu'il affirme qu'au meilleur de sa connaissance le contenu de la demande est vrai, ce n'est justement qu'au meilleur de sa connaissance et il n'est pas obligé d'effectuer une enquête ou une vérification poussée lui-même. Comme je l'ai dit, cela est en parallélisme étroit avec la disposition portant sur le répondant pour une demande de passeport.

**Mme Campagnolo:** Permettez-moi, monsieur le président, d'interrompre le témoin à ce sujet. Là encore, il faut faire preuve de beaucoup de délicatesse. Dans une des villes de ma circonscription, par exemple, on a distribué un questionnaire et on a découvert que les habitants du Sud qui se déplaçaient vers le Nord, c'est-à-dire dans cette région précise, restaient en moyenne 18 jours. J'essaie, en somme, de vous dire que dans le Nord le taux de mobilité est plus élevé que dans le Sud et qu'il est souvent impossible qu'une personne ait été connue d'une autre personne pendant deux ans.

**M. Saarchuk:** Dans ces cas, il existe une autre disposition dans la loi, aux termes de laquelle si vous n'avez pas habité une région pendant une période de deux ans et si, pour une raison quelconque, vous ne pouvez pas satisfaire aux exigences de la demande, la principale exigence étant celle des deux ans, vous pouvez présenter une demande au registraire local pour qu'il vous accorde un permis temporaire qui vous sera accordé à la place du permis de cinq ans. Cela a été conçu très précisément pour tenir compte de ce genre de situation.

**Mme Campagnolo:** Bon, très bien.

**Le président:** Merci, madame Campagnolo. M. Friesen préfère attendre jusqu'à la prochaine réunion et sera donc le premier intervenant à ce moment; je pense donc qu'il serait opportun que nous levions la séance. La séance est levée jusqu'à mardi, à 09 h 30.















WITNESSES—TÉMOINS

*From the Department of Justice:*

Mr. A. Sarchuk, Senior Legal Counsel

Mr. Philipe Landry, Assistant Deputy Attorney General  
of Canada

Mr. Saul M. Froomkin, Director, Criminal Law

*Du Ministère de la Justice:*

M. A. Sarchuk, avocat-conseil

M. Philipe Landry, Sous-Procureur Général Adjoint

M. Saul M. Froomkin, directeur, Section du droit pénal

HOUSE OF COMMONS

Issue No. 61

Tuesday, June 8, 1976

Chairman: Mr. Mark MacGuigan

CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule n° 61

Le mardi 8 juin 1976

Président: M. Mark MacGuigan

Government  
Publication

*Minutes of Proceedings and Evidence  
of the Standing Committee on*

*Procès-verbaux et témoignages  
du Comité permanent de la*

## Justice and Legal Affairs

## Justice et des questions juridiques

### RESPECTING:

Bill C-83, Criminal Law Amendment  
Act (No. 1), 1976.

### CONCERNANT:

Bill C-83, Loi de 1976 modifiant  
le droit pénal, n° 1.

### APPEARING:

The Honourable Warren Allmand,  
Solicitor General of Canada

### COMPARAÎT:

L'honorable Warren Allmand,  
Solliciteur général du Canada

### WITNESSES:

(See back cover)

### TÉMOINS:

(Voir à l'endos)

First Session

Thirtieth Parliament, 1974-75-76

Première session de la

trentième législature, 1974-1975-1976



STANDING COMMITTEE ON JUSTICE  
AND LEGAL AFFAIRS

*Chairman:* Mr. Mark MacGuigan

*Vice-Chairman:* Mr. Yvon Pinard

Messrs.

Anderson	Dick
Brisco	Fairweather
Campagnolo (Mrs.)	Fox
Caouette ( <i>Villeneuve</i> )	Guay ( <i>Lévis</i> )

COMITÉ PERMANENT DE LA JUSTICE  
ET DES QUESTIONS JURIDIQUES

*Président:* M. Mark MacGuigan

*Vice-président:* M. Yvon Pinard

Messieurs

Lachance	Oberle
Leggatt	Poulin
Marceau	Skoreyko
McCleave	Stanbury
Milne	Woolliams—(20)

(Quorum 11)

*Le greffier du Comité*

Lois A. Cameron

*Clerk of the Committee*

Pursuant to S.O. 65(4)(b)

On Tuesday, June 8, 1976:

Mr. Milne replaced Mr. Robinson  
Mr. Dick replaced Mr. Korchinski  
Mr. Guay (*Lévis*) replaced Mr. Loiselle (*Chambly*)  
Mr. Oberle replaced Mr. Friesen  
Mr. Skoreyko replaced Mr. Towers

Conformément à l'article 65(4)b) du Règlement

Le mardi 8 juin 1976:

M. Milne remplace M. Robinson  
M. Dick remplace M. Korchinski  
M. Guay (*Lévis*) remplace M. Loiselle (*Chambly*)  
M. Oberle remplace M. Friesen  
M. Skoreyko remplace M. Towers

## MINUTES OF PROCEEDINGS

TUESDAY, JUNE 8, 1976  
(68)

[Text]

The Standing Committee on Justice and Legal Affairs met at 9:48 o'clock a.m. this day, the Chairman, Mr. MacGuigan, presiding.

*Members of the Committee present:* Messrs. Anderson, Brisco, Mrs. Campagnolo, Messrs. Dick, Fairweather, Fox, Friesen, Guay (*Lévis*), Lachance, MacGuigan, Marceau, McCleave, Milne, Oberle, Pinard, Poulin, Skoreyko, Stanbury and Woolliams.

*Appearing:* The Honourable Warren Allmand, Solicitor General of Canada and Acting Minister of Justice.

*Witnesses: From the Department of the Solicitor General:* Mr. R. Gualtieri, Co-ordinator, Working Group on Gun Control. *From the R.C.M.P.:* Inspector R. Hoban. *From the Department of Justice:* Mr. A. Sarchuk, Senior Legal Counsel.

The Committee resumed consideration of Bill C-83, An Act for the better protection of Canadian society against perpetrators of violent and other crime (Criminal Law Amendment Act (No. 1), 1976.).

On Clause 2

The Minister and the witnesses answered questions.

At 11:07 o'clock a.m. the sitting was suspended.

At 11:22 o'clock a.m. the sitting resumed.

Mr. Woolliams proposed to move,—That Bill C-83 be amended so as all regulations to be made by Governor-in-Council in reference to the control and licensing of firearms and other offensive weapons be presented to Parliament by a positive resolution and subject to Parliament's approval or rejection before such said regulations become law and part of the substantive law and before that part of the said Bill in reference to the control and licensing of firearms and other offensive weapons receives Royal Assent.

By unanimous consent, after debate thereon, the Chairman having expressed reservations as to the procedural acceptability of the said motion, it was allowed to stand.

Clause 2 was allowed to stand.

On Clause 3

Mr. Woolliams moved,—That Clause 3 be amended by striking out lines 2 to 7 inclusive at page 2 and substituting therefor the following:

““ammunition” means ammunition prepared for a firearm and includes any shot, bullet or other missile that can be discharged from a firearm and that is capable, if so discharged, of causing serious bodily injury or death;”

And debate arising thereon;

Mr. Fox moved,—That the Committee adjourn until Wednesday, June 9, 1976 at 3:30 o'clock p.m.

## PROCÈS-VERBAL

LE MARDI 8 JUIN 1976  
(68)

[Traduction]

Le Comité permanent de la justice et des questions juridiques se réunit aujourd'hui à 9 h 48 sous la présidence de M. MacGuigan (président).

*Membres du Comité présents:* MM. Anderson, Brisco, M<sup>me</sup> Campagnolo, MM. Dick, Fairweather, Fox, Friesen, Guay (*Lévis*), Lachance, MacGuigan, Marceau, McCleave, Milne, Oberle, Pinard, Poulin, Skoreyko, Stanbury et Woolliams.

*Comparait:* L'honorable Warren Allmand, solliciteur général du Canada et ministre suppléant de la justice.

*Témoins: Du ministère du Solliciteur général:* M. R. Gualtieri, coordonnateur, Groupe de travail sur le contrôle des armes à feu. *De la G.R.C.:* Inspecteur R. Hoban. *Du ministère de la Justice:* M. A. Sarchuk, avocat-conseil.

Le Comité reprend l'étude du bill C-83, loi pour mieux protéger la société canadienne contre les auteurs de crimes violents et autres crimes (Loi de 1976 modifiant le droit pénal, n° 1).

Article 2

Le ministre et les témoins répondent aux questions.

A 11 h 07, le Comité suspend ses travaux.

A 11 h 22, le Comité poursuit ses travaux.

M. Woolliams propose,—Que le bill C-83 soit modifié de telle sorte que tous les règlements devant être établis par le gouverneur en conseil relativement au contrôle et à l'autorisation d'un permis d'armes à feu et autres armes offensives soient présentés au Parlement par une résolution positive et soumis à l'approbation ou au rejet du Parlement avant que lesdits règlements deviennent loi et partie du droit et avant que cette partie dudit bill relativement au contrôle et à l'autorisation d'un permis d'armes à feu et d'autres armes offensives reçoive la sanction royale.

Du consentement unanime, après débat, le président ayant exprimé certaines réserves quant à la recevabilité en matière de procédure de ladite motion, cette dernière est réservée.

L'article 2 est réservé.

L'article 3

M. Woolliams propose,—Que l'article 3 soit modifié en retranchant les lignes 24 à 29, page 3, et en les remplaçant par ce qui suit:

« «munitions» désigne les munitions préparées pour les armes à feu et comprend tout grenaille, balle ou autre projectile qui peuvent être tirés par une arme à feu et susceptibles, si elles sont ainsi déchargées, de causer des blessures corporelles graves ou la mort;»

Le débat s'engage par la suite;

M. Fox propose,—Que le Comité suspende ses travaux jusqu'au mercredi 9 juin 1976, à 15 h 30.



Mr. Dick moved in amendment thereto,—That the words “Wednesday, June 9, 1976 at 3:30 o'clock p.m.” be struck out and the following substituted therefor:

“Thursday, June 10, 1976 at 9:30 o'clock a.m.”

The question being put on the amendment, it was by a show of hands negatived: YEAS: 6; NAYS: 7.

The question being put on the motion, it was by a show of hands, agreed to: YEAS: 7; NAYS: 6.

In accordance with the authority expressed in the Committee's Minutes of Proceedings on Monday, May 31, 1976, the brief presented to the Committee by the Canadian Labour Congress, is printed as an Appendix to this day's Minutes of Proceedings and Evidence. (See Appendix JLA-44).

At 12:35 o'clock p.m., the Committee adjourned until 3:30 o'clock p.m. on Wednesday, June 9, 1976.

M. Dick propose en amendement,—Que les mots «mercredi 9 juin 1976, à 15 h 30» soient retranchés et remplacés par ce qui suit:

«jeudi 10 juin 1976, à 9 h 30».

L'amendement, mis aux voix, est rejeté par un vote à main levée par 7 voix contre 6.

La motion, mise aux voix, est adoptée par un vote à main levée par 7 voix contre 6.

Conformément au pouvoir figurant au procès-verbal du Comité du lundi 31 mai 1976, le mémoire présenté au Comité par le Congrès du travail du Canada, est joint aux procès-verbal et témoignages de ce jour. (Voir appendice JLA-44).

A 12 h 35, le Comité suspend ses travaux jusqu'au mercredi 9 juin 1976, à 15 h 30.

*Le greffier du Comité*

Lois A. Cameron

*Clerk of the Committee*

## EVIDENCE

(Recorded by Electronic Apparatus)

Tuesday, June 8, 1976

• 0948

[Texte]

**The Chairman:** The meeting will come to order. We have a questioner remaining from the last day, Mr. Friesen. He waited patiently all this intervening time to get his questions in, so we will begin with him this morning.

**Mr. Friesen.**

**Mr. Friesen:** I always wait patiently.

**Mr. Chairman,** I would like to carry on with the point made by Iona last week regarding the dilemma facing people who are in the wilderness. It does not matter whether they are trappers or hunters or prospectors or surveyors, or whether they are working on a pipeline or hydro line, if they are going to be prohibited from wearing any kind of side-arms the bill is going to be counterproductive. It seems to me that the object of the bill is to save lives and that is a sure way of killing them. If a surveyor is standing there with his rod and a bear approaches him, he cannot say, "pardon me while I go and get my rifle, it is over at the stump over there". You see this is not going to be very productive for what you are after. And the survival weapon that has been designed for this is really not the answer either.

I am wondering how open either the Justice Minister or the Solicitor General is to changing this so that the so-called prohibited weapons will be permitted for those people who are in wilderness work.

**Hon. Warren Allmand (Solicitor General of Canada):** I tried to explain that fully the other day. There is nothing in the bill, Mr. Friesen, that prohibits a trapper or anyone else from having a handgun. The problem has arisen not under the bill but under the present legislation, where the registrars have the right to decide whether anybody should have a handgun or not, and the complaint is really with respect to an administrative decision under the present law that is in force; nothing in this bill.

• 0950

There is nothing in the bill that prohibits trappers from having handguns. The bill is just continuing in this respect what is already the law, with some minor changes. It says that individuals can have handguns if they show that it is necessary for the protection of life or for their business or whatever. Now when they apply to have a handgun, the registrar makes a decision as to whether it is really necessary for their work or for protection of life or whatever. What has happened is that in some jurisdictions registrars have in the past allowed trappers to have handguns and other registrars have not. So we are listening to those representations now to see if we can make the administration of the present law more uniform. But there is nothing in the bill that prohibits trappers from having handguns.

**Mr. Friesen:** I accept the validity of having some local interpretation as it applies to that area. I think there needs to be some room for that. The other great concern about the bill is that there is so much left for regulations. Can we have some assurance that while the bill itself does not have that restriction, the regulations are not going to have them either?

## TÉMOIGNAGES

(Enregistrement électronique)

Le mardi 8 juin 1976

[Interprétation]

**Le président:** La séance est ouverte. Le nom de M. Friesen se trouvait en dernier sur la liste de la dernière réunion. Il a attendu patiemment tout ce temps pour poser ses questions et nous commencerons donc par lui ce matin.

**Monsieur Friesen.**

**M. Friesen:** J'attends toujours patiemment.

J'aimerais poursuivre le point soulevé par Iona la semaine dernière au sujet du dilemme auquel font face les habitants des régions sauvages. Il importe peu qu'ils soient trappeurs, chasseurs, prospecteurs ou géomètres, ou qu'ils travaillent à la construction d'un pipe-line ou d'une ligne hydroélectrique, si on leur interdit de porter une arme, le projet de loi entraînera le résultat contraire à celui attendu. L'intention du bill est de sauver des vies alors que c'est une façon certaine d'en perdre. Si un ours s'approche d'un géomètre, celui-ci ne peut pas lui dire d'attendre qu'il aille chercher son fusil. Vous n'arriverez donc pas au résultat voulu. Et l'exemption visant les armes nécessaires à la survie n'est pas plus la solution.

Le ministre de la Justice ou le Solliciteur général sont-ils vraiment disposés à modifier ceci afin que les gens travaillant dans des régions sauvages puissent porter des armes prohibées.

**L'hon. Warren Allmand (Solliciteur général du Canada):** J'ai tenté d'expliquer cette question en détail l'autre jour. Aucune disposition du bill n'interdit le port d'un pistolet à un trappeur ou à qui que ce soit d'autre. Ce problème ne provient pas du projet de loi, mais plutôt de la loi actuelle en vertu de laquelle les registraires ont le droit de décider qui peut posséder un pistolet. En fait on se plaint de la décision administrative prise en vertu de la loi actuelle, et non pas du projet de loi.

Aucune disposition du projet de loi n'interdit aux trappeurs la possession de pistolets. Pour l'essentiel, le projet de loi ne diffère pas de la loi actuelle. Il stipule que quelqu'un peut obtenir un pistolet s'il peut prouver que c'est nécessaire pour sa protection ou pour son travail. C'est le registraire qui décide si le requérant en a vraiment besoin pour son travail ou pour se protéger. Cependant dans certaines provinces, les registraires ont permis aux trappeurs de posséder des pistolets tandis que d'autres registraires leur ont interdit. C'est pourquoi il y a des plaintes, et nous étudions si nous pouvons rendre plus uniforme l'administration de la loi actuelle. Mais aucune disposition du projet de loi n'interdit aux trappeurs de posséder des pistolets.

**M. Friesen:** Il est justifié de laisser les registraires locaux interpréter la loi en fonction de la région qu'ils administrent. Je crois que c'est nécessaire. Certaines personnes prétendent aussi que le projet de loi n'est pas assez précis et que les règlements prendront trop d'importance. Pouvons-nous être certains que les règlements ne comprendront pas une telle restriction à l'instar du projet de loi lui-même?



[Text]

**Mr. Allmand:** They do not at the present time. You see, there are registrars in all the provinces and they are in local areas and so on. The chief registrar under the act is the Commissioner of the RCMP. These complaints by the trappers in the Yukon, and I guess in Northern British Columbia, we are referring to the Commissioner. We are having a meeting, by the way, or registrars here in June...

**Mr. Brisco:** After the fact?

**Mr. Allmand:** Not after the fact. Damn it, it has nothing to do with the bill! This problem has nothing to do with the bill. It is under the present law and has been in effect since 1968, so it has nothing to do with after the fact; it has to do with the law as it is. That problem that you have brought up, Mr. Friesen, and that Mrs. Campagnolo brought up has nothing to do with the bill. I am going to put that in flashing lights! It has to do with the administration of the present law, the law that is in force right now.

**Mr. Woolliams:** What does it say? Let us clarify it, sort of.

**Mr. Allmand:** It gives discretion to the registrars—go over it again, although I have said it several times...

**Mr. Woolliams:** But it is a very important point.

**Mr. Allmand:** Yes.

**Mr. Woolliams:** And you do it so well.

**Some hon. Members:** Hear, hear!

**Mr. Allmand:** What happened is that for the last so many years, the registrar in the Yukon allowed trappers to use handguns, whereas the registrar in the Northwest Territories did not. Recently they decided to make their practice uniform and to prohibit handguns to trappers. When that decision was made, that administrative decision, which has nothing to do with the legislation, a lot of complaints came from the trappers.

**Mr. Friesen:** But that is my point, is it not?

**Mr. Allmand:** Yes, but it is not in the bill; it is nothing in the bill. It is an administrative decision. Mr. Nielsen, the member for the Yukon, has made representations to me and we have referred those to the Commissioner, who is the chief registrar, to see if that can be straightened out. Whether the bill passes or not, that problem remains.

**Mr. Saarchuk,** from Justice, points out that the problem really concerns the carrying permit for a restricted weapon and the practice was different in the two jurisdictions.

We are conveying to the registrars and to the Commissioner this problem to see if something can be worked out that will be satisfactory. What we do, of course, is to pass legislation and give general instructions to the administrators, and the administrators administer the law, in this case the RCMP.

**The Chairman:** Perhaps we might put you on notice, Mr. Allmand, that when you come back on Supplementary Estimates in the fall, there may be a lot of questions on this, if it has not been straightened out before then.

[Interpretation]

**M. Allmand:** Ils n'en comprennent pas à l'heure actuelle. Il y a des registraires provinciaux et des registraires locaux aussi. Le registraire en chef est le commissaire de la GRC en vertu de la loi. Les plaintes venant des trappeurs du Yukon et aussi du nord de la Colombie-Britannique, concernent le commissaire. En passant, nous rencontrerons en juin les registraires...

**M. Brisco:** Après que le projet de loi aura été adopté?

**M. Allmand:** Non, pas du tout, ce problème n'a rien à voir avec le projet de loi. Il provient de la loi actuelle qui a été adoptée en 1968, et on s'occupe donc de l'application de la loi actuelle. Le problème soulevé par M. Friesen et par M<sup>me</sup> Campagnolo n'a rien à voir avec le projet de loi. Je le répète encore une fois, il provient de l'administration de la loi actuelle, la loi en vigueur actuellement.

**M. Woolliams:** Que dit-elle? Il faudrait préciser.

**M. Allmand:** Elle donne aux registraires le pouvoir... Je le répète encore une fois, bien que je l'ai dit à plusieurs reprises...

**M. Woolliams:** Mais c'est un point très important.

**M. Allmand:** Oui.

**M. Woolliams:** Et vous le faite si bien.

**Des voix:** Bravo!

**M. Allmand:** Voici ce qui s'est produit. Depuis quelques années, le registraire du Yukon permettait aux trappeurs de se servir de pistolets, tandis que le registraire des Territoires du Nord-Ouest leur interdisait. Récemment, ces deux registraires ont décidé d'uniformiser l'application et d'interdire aux trappeurs le port de pistolets. Lorsque cette décision a été prise, une décision administrative qui n'a rien à voir avec la loi, nous avons reçu un grand nombre de plaintes des trappeurs.

**M. Friesen:** C'est ce que je dis, n'est-ce pas?

**M. Allmand:** Oui, mais cela n'a rien à voir avec le projet de loi. Il s'agit d'une décision administrative. M. Nielsen, le député du Yukon, m'a transmis les plaintes et nous en avons fait part au commissaire, le registraire en chef, pour qu'il corrige la situation. Que le projet de loi soit adopté ou non, ce problème persistera.

**M. Saarchuk,** du ministère de la Justice, me signale qu'il y a un problème parce que la pratique pour ce qui est de l'octroi des permis de port d'armes prohibées diffèrait dans les deux juridictions.

Nous avons fait part de ce problème aux registraires et au commissaire afin de trouver une solution satisfaisante. Bien entendu, nous adoptons des lois et nous donnons des directives générales aux administrateurs, et ceux-ci sont chargés d'administrer la loi, dans le cas présent la GRC.

**Le président:** Nous devrions peut-être vous avertir, monsieur Allmand, que lorsque vous reviendrez à l'automne alors que le comité examinera le budget supplémentaire, il y aura peut-être beaucoup de questions à ce sujet si ce n'est pas réglé d'ici là.

[Texte]

• 0955

**Mr. Allmand:** Mr. Saarchuk also reminds me, and we have done this before, that the registrars operate under the jurisdiction of provincial attorneys general and because different attorneys general have different policies on this matter, within the discretion of the law, they instruct their own administrators in the provinces to act differently. So in B.C. the British Columbia attorney general would have something to say about this.

**Mr. Friesen:** One more question and then I will go to something else. Will there be any restriction on the magnitude of that sidearm, the size of it? Will it be a glorified starting gun or a .22 or how high can you go, a .38 or a .44?

**Mr. Allmand:** There are no restrictions in the law.

**Mr. Friesen:** No restrictions, all right, an .88, a bazooka. Moving to another area, Mr. Chairman, last week someone brought up the matter of the huge bureaucracy that will be necessary to process applications if we are going to do it every five years. There ought to be some way of handling that so that we do not have to simply renew applications if there is no need to. If a person has not had a criminal record, which already has been obviously established, and if he has not been certified, which also ought to be documented, why would you need to have renewals of certificates, especially since you are not requiring competency?

**Mr. Allmand:** It was felt that conditions could change over a number of years. One must remember that the licences used when you purchase a weapon or ammunition in a store, you know, just from the point of view of identification, may not be worth very much if the man's appearance changed that much. We tried to have some reasonable period of time so that it would not be done too often, we rejected that it should be done every year or every two years, and now in order to reduce costs it could be extended, instead of five years perhaps six years or seven years, but I think if it is going to be effective, and the RCMP have recommended this, there should be some periodic renewal. Obviously the renewal may not require as much work as the first...

**Mr. Friesen:** Yes, but, sir, you have already established there are only, I think, two criteria on which a person will be judged according to fitness, one is whether he has a criminal record and the other one is whether he is mentally stable. There may be some others that I have missed, but those are the two main ones.

**Mr. Allmand:** Mentally stable and responsible.

**Mr. Friesen:** Right. Both of them are already documented in some form or another and it seems to me it would be easy to funnel that information through and clear everybody else who has established fitness at one point according to the criteria. He has already established it and if he becomes decertified, if you want to use that word, in the intervening period of the five years, that information should certainly be coming through automatically and eliminate the necessity of having a renewal period. Unless he becomes mentally unfit or he has a criminal record, then that information comes through.

**Mr. Allmand:** However, if you did not renew these licences at some time, the licences may become almost useless in that they would be easily counterfeited or easily used by somebody who did not really own the licence. In other words, the licence will have the description of the individual on it and his picture. You know, after 10 or 15 years somebody could change quite a bit. He could grow a

[Interprétation]

**M. Allmand:** M. Saarchuk me rappelle également que les registraires relèvent des procureurs généraux des provinces et les politiques de ces derniers diffèrent à cet égard, dans le cadre des pouvoirs que confère la loi, ils avisent leurs administrateurs provinciaux en conséquence. Ainsi, c'est au procureur général de la Colombie-Britannique que revient le dernier mot dans cette province.

**M. Friesen:** J'aimerais poser une dernière question avant de passer à autre chose. Y aura-t-il des restrictions quant à la taille de cette arme? Devra-t-on se limiter à un pistolet d'alarme ou à une 22, une 38 ou une 44?

**M. Allmand:** La loi ne prévoit aucune restriction.

**M. Friesen:** Aucune restriction, très bien, une arme de calibre 88, un bazooka. Pour passer à autre chose, monsieur le président, la semaine dernière quelqu'un a parlé de l'énorme bureaucratie que les demandes de renouvellement tous les 5 ans nécessiteront. Il devrait y avoir un simple moyen permettant d'éviter tout renouvellement inutile. Si une personne n'a pas de casier judiciaire, ce qui évidemment est élémentaire, et si elle n'a pas de dossier médical, ce qu'il faut également vérifier, pourquoi est-il nécessaire de renouveler les autorisations, surtout si le test de compétence n'est pas obligatoire?

**M. Allmand:** Les conditions peuvent changer au cours des années. Il faut se rappeler que du point de vue de l'identification les autorisations utilisées lors de l'achat d'une arme ou de munitions dans un magasin n'ont peut-être pas beaucoup de valeur si l'apparence de la personne a changé. Nous avons tenté de fixer un délai raisonnable afin que le renouvellement ne soit pas obligatoire à intervalle trop rapproché. Nous avons par exemple refusé qu'il soit fait chaque année ou tous les deux ans. Afin de diminuer les coûts nous pourrions porter ce délai à 5 ou même 7 ans. Pour que cela soit vraiment efficace, la GRC elle-même a recommandé un renouvellement périodique. Évidemment, le renouvellement ne demandera pas autant de travail que la première...

**M. Friesen:** Oui, mais vous avez déjà indiqué que seulement deux critères serviront à juger de l'aptitude d'une personne: tout d'abord s'assurer de l'absence de casier judiciaire et ensuite de la stabilité mentale. J'en ai peut-être oublié d'autres, mais ce sont là les deux principaux critères.

**M. Allmand:** Responsabilité et stabilité mentale.

**M. Friesen:** En effet. Ces deux critères sont déjà établis et il me semble qu'il serait facile de ficher ces renseignements et d'établir la liste de ceux qui ont déjà prouvé leur aptitude. Si la personne a déjà prouvé son aptitude mais qu'elle perd son droit à l'autorisation pendant la période de 5 ans, ces renseignements seront certainement transmis automatiquement et il ne sera donc plus nécessaire dans ce cas d'avoir une période de renouvellement. A moins qu'elle ne devienne mentalement inapte ou qu'elle n'ait un casier judiciaire, les renseignements sont alors fournis.

**M. Allmand:** Cependant, si ces autorisations n'étaient pas renouvelées, elles perdraient leur raison d'être en ce sens qu'il serait facile d'en fabriquer de fausses ou qu'elles pourraient être facilement utilisées par quelqu'un qui n'en possède pas. Autrement dit, l'autorisation fournira la description du détenteur et portera sa photographie. Vous savez, en 10 ou 15 ans on peut changer beaucoup. On peut



[Text]

heard or a moustache, or take off his moustache or become bald. He could have been involved in an accident, you know, and if there is no checking on these things from time to time, people would just pick up—for instance, people who are dead or have changed quite a bit.

**An hon. Member:** People who have trapper fever.

**Mr. Allmand:** That is why we asked for it.

• 1000

**Mr. Friesen:** If that is the point, the five years is irrelevant because that could happen in two months after he has got it. The time of it becomes irrelevant.

**Mr. Allmand:** That is why we try to do it at some reasonable period of time. To say we should never renew them leaves it too wide open. We picked five years.

That is one thing. It is just the identification of the individual when he goes to buy a gun or ammunition. His identification is compared with the licence.

The other thing is that factors could come to the attention of the authorities at the renewal period that would not be picked up in a complete revocation or in a certification, let us say, to a mental hospital. On checking every five or seven years, or whatever it may be, evidence might come forward.

We are convinced that some renewal is necessary. Determining the exact period of renewal calls for a judgment, and we have picked five years. We think every year would be too much.

**Mr. Friesen:** Let me just make one other point, and then I will pass to someone else. FrequeO'ly, the comparison has been made between this registration and, for example, a driver's licence which is based totally on competence. You are going to institute a phasing-in program, province by province, in order, as you said the other day, to phase in with the competency system of that province. Obviously, you are acceding to the validity of a competency test. My first question, then, is, why did you not include it in the legislation and make competency a uniform requirement across Canada so that hunters moving from one province to another would have a uniform standard by which to gauge themselves? You have already accepted the validity of that.

The second point is, with a driver's licence, for example, the only reason—aside from revenue—that there is a five-year or a three-year renewal period is in order to check that driver's competency.

**Mr. Allmand:** The reason—I am sorry, I was distracted.

**Mr. Friesen:** Let me illustrate. I have an elderly eccentric living in my riding who drives around in a Rolls Royce. One day, the police stopped her—she was weaving around quite a bit—and they said: Can we see your driver's licence? She said: Sure. She whipped it out. It was a 1925 lifetime driver's licence. I guess she will have to get another one. Surely we are not asking for that; but, on the other hand, we are asking for competency.

**Mr. Allmand:** We said from the beginning that we think competency is extremely important and we would be pleased if all provinces had strict competency testing. The reason we have not put it directly in our legislation is because it is a provincial responsibility. Four provinces already have competency testing. Hunting licences, that

[Interpretation]

se laisser pousser la barbe ou la moustache ou se la raser ou devenir chauve. On peut avoir un accident, et si l'on ne vérifie pas ces choses de temps en temps, certains pourraient prendre les autorisations de personnes décédées ou qui ont beaucoup changé.

**Une voix:** Ceux qui ont la fièvre des trappeurs.

**M. Allmand:** C'est pourquoi nous l'avons demandé.

**M. Friesen:** Si c'est la raison que vous invoquez, la période de cinq ans n'a rien à voir puisque cette transformation peut se produire dans les deux mois suivant l'obtention. Le facteur temps est hors de propos.

**M. Allmand:** C'est pourquoi nous voulons un délai raisonnable. Le non-renouvellement entraînerait des abus. Nous avons donc opté pour une période de cinq ans.

Ce n'est qu'un aspect. Il s'agit tout simplement d'une pièce d'identité qu'une personne doit montrer lorsqu'elle achète une arme à feu ou des munitions. On compare sa carte d'identité et son autorisation.

En second lieu, certains facteurs pourraient être portés à l'attention des autorités lors du renouvellement, facteurs qui ne seraient pas notés lors d'un retrait complet ni contenus dans un document d'internement psychiatrique. En vérifiant tous les cinq ou sept ans, il sera possible de relever de tels facteurs.

Nous sommes convaincus de la nécessité d'un renouvellement. Il fallait prendre une décision quant à la période exacte, et nous avons choisi cinq ans. Un renouvellement annuel serait beaucoup trop.

**M. Friesen:** J'aimerais aborder un dernier point avant de céder la parole. On a souvent comparé cet enregistrement et le permis de conduire fondé entièrement sur l'aptitude. Vous avez l'intention d'instituer progressivement un programme dans chaque province parallèlement à son système de compétence. De toute évidence, vous reconnaissez la validité du test de compétence. Pourquoi alors ne pas l'avoir inclu dans la loi l'uniformisant ainsi dans tout le Canada afin que les chasseurs passant d'une province à l'autre n'aient pas de problèmes? Vous en avez déjà reconnu le mérite?

Deuxièmement, en ce qui concerne le permis de conduire, par exemple, la seule raison du renouvellement tous les trois ou cinq ans, outre le revenu pour la province, est que l'on vérifie ainsi l'aptitude du conducteur.

**M. Allmand:** Je m'excuse, on m'a distrait.

**M. Friesen:** Je vais vous donner un exemple. Dans ma circonscription, il y a une excentrique d'un certain âge qui se promène en Rolls Royce. Un jour, un agent de police l'a arrêtée parce qu'elle zigzaguait un peu trop, il lui a demandé son permis de conduire. Elle avait un permis de conduire à vie de 1925. J'imagine qu'il lui faudra en obtenir un autre. Ce n'est pas ce que nous cherchons ici; mais d'autre part, nous demandons que les gens fournissent des preuves de leur compétence.

**M. Allmand:** Nous avons dit au départ que la compétence est extrêmement importante et nous aimerions que toutes les provinces aient des tests très strictes. La loi ne traite pas directement de cette question car il s'agit là d'une responsabilité provinciale. Quatre provinces ont déjà des tests de compétence. Les permis de chasse, par exem-

[Texte]

kind of thing, is a provincial responsibility. So we feel that constitutionally, we cannot legislate on it directly. What we are going to try to do is merge our fitness system as closely as possible with their competency system. It is not because we have just decided that competency is a good thing. We said at the very beginning when we announced the bill that competency was extremely important. But it is a provincial jurisdiction matter.

**Mr. Friesen:** Thank you, Mr. Chairman.

**The Chairman:** Thank you, Mr. Friesen.

Mr. Brisco.

**Mr. Brisco:** Thank you, Mr. Chairman.

Unfortunately, I have been absent for the past week and I have not been in a position to follow the proceedings. While I was away, however, I received a brief news bulletin to the effect that the Minister had introduced some 43 amendments. I was curious to know how many of these amendments pertain to the section of the Act dealing with gun control and I think, looking at it now, it looks like about 31, which would be par for the course.

**An hon. Member:** There are more to come.

• 1005

**Mr. Brisco:** Yes, there are more to come. I can only say, and I am sure the Minister must be in a position to agree, in my brief experience in Ottawa I have never seen anything like it. I think this is tantamount to a disaster. I have yet to see a bill that has had so many amendments introduced by the Minister at such an early stage. I have yet to see a bill that has had so much anti-legislation correspondence. I think the one I received in the mail this morning is a further indication that the Department is in trouble, and I wonder if the Minister has read that letter from William Rompkey that is addressed to his colleagues. Have you had an opportunity to read that little gem, Mr. Minister?

**Mr. Allmand:** No, but on your question, it is difficult to understand the attitude of the House of Commons. If we had taken the position that we would not make any amendments and were dogmatic on this and said that the legislation was perfect, we would be accused of being arrogant and unbending, and so on.

**Mr. Brisco:** Oh, I agree, Mr. Minister. I agree.

**Mr. Allmand:** The amendments are basically on technical things. We have not, on the principles of the bill, made any great changes. We believe that there should be a licensing system for all gun owners and gun users, and while we said that we would be willing to make it a better licensing system, we would not back down from it.

**Mr. Brisco:** Would you then not agree, Mr. Minister ...

**Mr. Allmand:** I do not know what your point is.

**Mr. Brisco:** My point is this: I have never seen a bill introduced yet that required this many amendments.

**Mr. Allmand:** I could give you many examples.

[Interprétation]

ple, relèvent des provinces. Nous pensons donc constitutionnellement ne pas pouvoir légiférer directement. Nous voulons tenter de fusionner au maximum notre système d'aptitude avec le système de compétence des provinces. Ce n'est pas simplement parce que nous venons de décider que la compétence est un critère valable. Nous avons dit au départ lorsque nous avons annoncé le bill que le critère de la compétence était extrêmement important. Cependant, cela relève de la juridiction provinciale.

**M. Friesen:** Merci, monsieur le président.

**Le président:** Merci, monsieur Friesen.

Monsieur Brisco.

**M. Brisco:** Merci, monsieur le président.

Malheureusement, je n'ai pu assister aux réunions du Comité la semaine dernière et suivre les délibérations. Pendant mon absence, toutefois, j'ai reçu un communiqué m'informant que le Ministre avait présenté quelque 43 amendements. J'étais curieux de savoir combien de ces amendements ont trait à l'article de la Loi sur le contrôle des armes et, à y bien regarder, il me semble qu'ils sont au nombre d'environ 31, ce qui serait normal.

**Une voix:** Il y en aura d'autres.

**M. Brisco:** Oui, il y en aura d'autres. Je puis seulement dire et je suis sûr que le ministre sera d'accord avec moi, que je n'ai jamais rien vu de semblable depuis que je suis à Ottawa. A mon avis, ceci est catastrophique. Je n'ai jamais vu le ministre présenter à une date si précoce un bill comportant un si grand nombre d'amendements. Je n'ai jamais vu un projet de loi susciter tant de mécontentement. Le document que j'ai reçu ce matin par la poste tend à confirmer que le ministère est dans le pétrin. Je me demande si le ministre a lu la lettre que William Rompkey a adressé à ses collègues. Avez-vous eu l'occasion de lire cette perle, monsieur le ministre?

**M. Allmand:** Non, mais pour répondre à votre question, il est difficile de comprendre l'attitude de la Chambre des communes. Si nous avions adopté une attitude dogmatique et si nous avions refusé des amendements en prétextant que la loi était parfaite, on nous aurait accusé d'arrogance, d'intransigeance etc.

**M. Brisco:** Je suis d'accord, monsieur le ministre; je suis d'accord.

**M. Allmand:** Les amendements portent essentiellement sur des détails techniques. Nous n'avons pas apporté de grands changements aux principes du projet de loi. Nous croyons qu'il doit exister un système de permis qui s'applique à tous les propriétaires d'armes et à tous les utilisateurs d'armes. Quoique nous soyons prêts à améliorer le système existant, nous ne reviendrons pas là-dessus.

**M. Brisco:** Vous ne seriez alors pas d'accord monsieur le ministret ...

**M. Allmand:** Je ne vois pas où vous voulez en venir.

**M. Brisco:** A ceci: je n'ai jamais vu un projet de loi qui ait nécessité un si grand nombre d'amendements.

**M. Allmand:** Je pourrais vous donner de nombreux exemples.



[Text]

**Mr. Brisco:** That is very fine, but it would indicate to me that there was some pretty damned sloppy homework done in the beginning, and that those officials who are responsible for the drafting of the bill really did not know what they were talking about.

**Mr. Allmand:** No, I do not accept that.

**Mr. Brisco:** Then why was it necessary to make all the amendments?

**Mr. Allmand:** There is the question of policy.

**Mr. Brisco:** What has the definition of ammunition got to do with the question of policy?

**Mr. Allmand:** I will tell you. Take the age of minors. We first put it 14 to 18 years. After listening to the representations of people, many of them from rural areas, and so on, we decided to change the age. It is not a question of sloppiness, it is a question of the consensus in the country.

**Mr. Brisco:** Collective knowledge.

**Mr. Allmand:** I went through the cities. If you take the great cities of this country, where they say about two-thirds of our population now lives, probably the great majority would say that that was a reasonable age, but what we are trying to do is to maintain a balance between what is necessary in the rural areas and in the North and what would provide protection in the cities, and there is no absolute here. Therefore I do not think it is a question of sloppiness; I think it is a question of developing what would be a more acceptable law and a more effective law that will be appropriate in the rural areas and in the cities.

**Mr. Brisco:** Do you really believe, Mr. Minister, that you can come up with a law that would be both appropriate in the cities and in the rural areas?

**Mr. Allmand:** Look, I...

**Mr. Brisco:** Acceptable to both?

**Mr. Allmand:** To be very honest with you, I do not think...

**Mr. Brisco:** Do you really believe that?

**Mr. Allmand:** I have been here for 11 years and I have never seen a perfect law. Not only have I never seen a perfect law, but we are continually amending laws, laws that were introduced under Conservative regimes and Liberal regimes. There has never been a perfect bill or a perfect law, but if we waited until we had a perfect bill or a perfect law we would never introduce any legislation at all. I think there comes a time when you have to act to make the best laws that you can. You consult, and that is what I am doing. We are consulting with the Opposition, we are consulting with private groups and we are trying to improve the bill. I am telling you that we will pass this law, like we will pass all laws in any Parliament whether it is federal or provincial, and they will need amendments as time goes on. In years to come they will be modified, they will be improved. New conditions will bring about new demands. Sure, we have made amendments and I think they will improve the bill, and we will pass this law and no doubt it will need amendments in the years to come. I do not think there is anything to be ashamed of in that.

[Interpretation]

**M. Brisco:** C'est très bien, mais cela tenrait à indiquer que le travail a été bâclé au départ et que les fonctionnaires qui sont responsables de la rédaction du projet de loi ne savaient vraiment pas de quoi ils parlaient.

**M. Allmand:** Non, je n'accepte pas cela.

**M. Brisco:** Alors pourquoi a-t-il été nécessaire d'apporter tous ces amendements?

**M. Allmand:** Il s'agit d'une question de politique.

**M. Brisco:** Qu'est-ce que la définition des munitions a à voir avec les questions de politique?

**M. Allmand:** Je vais vous le dire. Prenez l'exemple de l'âge de la majorité. Nous l'avions d'abord fixé à 14 ans puis nous l'avons porté à 18 ans. Ce sont les instances présentées par la population et en particulier la population du milieu rural, qui nous ont fait décider de modifier cet âge. Il ne s'agit pas de travail bâclé, mais plutôt d'une décision unanime dans le pays.

**M. Brisco:** Le savoir collectif.

**M. Allmand:** Je me suis rendu dans toutes les villes. Environ les deux tiers de la population vit actuellement dans les grandes villes et il est probable que la majorité de cette population admettrait que c'est là un âge raisonnable, mais nous nous efforçons de maintenir un équilibre entre ce qui est nécessaire dans les régions rurales et dans le Nord et ce qui permet de protéger les citadins. Il n'y a pas de règle absolue ici. Je ne pense pas qu'il s'agisse d'une question de travail bâclé. Il s'agit d'en arriver à une loi qui soit acceptable, efficace et appropriée, tant dans les régions rurales qu'urbaines.

**M. Brisco:** Croyez-vous vraiment monsieur le ministre, que la même loi puisse être appropriée à la fois dans les villes et dans les régions rurales?

**M. Allmand:** Écoutez, je...

**M. Brisco:** Acceptable pour les deux?

**M. Allmand:** Pour être honnête, je ne crois pas...

**M. Brisco:** Croyez-vous vraiment ce que vous dites?

**M. Allmand:** Cela fait onze ans que je suis ici et je n'ai jamais vu une loi parfaite. Non seulement je n'ai jamais vu une loi parfaite, mais nous ne cessons de modifier les lois, lois qui ont été promulguées sous différents régimes tant conservateurs que libéraux. Une loi parfaite n'a jamais existé, et si nous attendions qu'elle existe, nous ne pourrions plus du tout légiférer. Il y a un moment où il faut agir et définir les meilleures lois possibles. Il faut procéder à des consultations et c'est ce que je suis en train de faire. Nous consultons les membres de l'opposition, nous consultons des groupes privés et nous nous efforçons d'améliorer le projet de loi. Nous promulguons cette loi comme nous l'avons toujours fait au Parlement, qu'il s'agisse d'une loi fédérale ou provinciale. Ces lois auront besoin d'être modifiées un jour ou l'autre. Elles seront modifiées et améliorées dans les années à venir. Des nouvelles conditions de vie engendreront des nouvelles demandes. Il est évident qu'il faut faire des amendements comme ceux-ci et je crois qu'ils contribueront à améliorer le projet de loi. Mais il est indéniable que cette loi, une fois promulguée, devra être modifiée dans les années à venir. Il n'y a aucune honte à avoir à ce sujet.

[Texte]

**Mr. Brisco:** I see. I am happy you feel that you do not have to—if you can sleep nights with your conscience.

**Mr. Allmand:** I pointed out that nine of the amendments relate to age, and there it is not a question of sloppiness, it is a question of trying to get a policy...

**Mr. Brisco:** Mr. Minister, just a moment...

**Mr. Allmand:** ... that will be more appropriate.

**Mr. Brisco:** Back up a minute. I amended that statement with reference to sloppiness. I indicated it was a basic lack of knowledge, and I think I have to be right in that assumption.

• 1010

**Mr. Allmand:** But what is knowledge, Mr. Brisco? You know, no matter what age we pick, there would be objections somewhere in the country.

**Mr. Brisco:** No, no, no, no, no! You are missing the point. I was not referring to age specifically. I said that there was a basic lack of knowledge that went into the construction of the bill, and I alluded, just for starters, to the definition of ammunition. You have amended that and you have also amended the definition of a gun. You have changed the description of the firearm.

**Mr. Allmand:** That is right.

**Mr. Brisco:** You have made reference to the breach clauses. What I am really, in effect, saying is that those who drafted this original bill were not really knowledgeable on the subject or these anomalies, which have really turned out to be fiascos, would never have occurred. Now, let me continue.

**Mr. Allmand:** Yes, but...

**Mr. Brisco:** We can debate this issue all day...

**Mr. Allmand:** You have raised the points and I think I should answer them. There are people, there is knowledge, but there is a lot of knowledge. It is a question in many cases of where you will draw the line. The first definition was meant to prevent people making their own ammunition secretly. Now we have found a better way of doing that. It was not a definition that was meant to accomplish what the objectors to it wanted to accomplish. We know that we have had situations where people have made ammunition, for terrorist purposes, for criminal purposes, and we were trying to prevent that. Now we have moved to a definition that can probably prevent that and still not criminalize the people that Mr. Woolliams had been concerned about.

**Mr. Brisco:** Let me move to another area of concern. This is with reference to the burgeoning bureaucracy we already have, which is going to be magnified a little bit more, considerably more, with this bill. It is my understanding that at the present time the RCMP have drafted 10 different types of forms, that they have been revised, and that in fact there are another 10 forms hanging in the wings. We are looking at a possibility of 20 different types of paperwork that are going to be required when it comes down to applications for permits, for temporary permits, for this and that. I understand that the RCMP are singularly unimpressed with the amount of bumf that is going to be required to be kept track of with reference to this particular piece of legislation.

[Interprétation]

**M. Brisco:** Je vois. Je suis heureux que vous n'éprouviez pas de honte, puisque vous pensez que vous pouvez dormir avec la conscience tranquille.

**M. Allmand:** J'ai souligné que neuf des amendements ont trait à l'âge et il ne s'agit pas d'un travail bâclé, il s'agit de s'efforcer d'arrêter une politique...

**M. Brisco:** Monsieur le ministre, un moment...

**M. Allmand:** ... qui sera plus appropriée.

**M. Brisco:** Un instant s'il vous plaît. Je suis revenu sur ma déclaration au sujet du travail bâclé. J'ai dit qu'il s'agissait essentiellement d'un manque de connaissance et je crois que j'ai le droit de le penser.

**M. Allmand:** Mais qu'est-ce que la connaissance, monsieur Brisco? Vous savez, quel que soit l'âge que nous proposons, cela soulèvera toujours des objections quelque part dans le pays.

**M. Brisco:** Non, non, non et non. Vous passez à côté du problème. Je ne faisais pas spécifiquement allusion à l'âge. J'ai dénoncé un manque de connaissance au niveau de l'élaboration du projet de loi et j'ai fait allusion, à titre d'exemple, à la définition des munitions. Vous avez modifié cette définition de même que celle d'une arme à feu. Vous avez changé la description d'une arme à feu.

**M. Allmand:** C'est exact.

**M. Brisco:** Vous avez fait allusion aux articles relatifs à l'infraction. Ce que je dis en fait, c'est que les personnes qui ont rédigé le projet de loi initial n'avaient pas une connaissance suffisante du sujet. S'il en avait été autrement, les anomalies qui ont provoqué de vrais fiascos n'auraient jamais dû exister. Permettez-moi maintenant de continuer.

**M. Allmand:** Oui, mais...

**M. Brisco:** Nous pourrions discuter de ce problème toute la journée...

**M. Allmand:** Vous avez soulevé certains problèmes et je crois que je dois y répondre. Les personnes qui ont rédigé la loi sont tout à fait au courant du sujet. Mais dans de nombreux cas, tout dépend des limites que vous voulez imposer. La première définition avait pour but d'empêcher les gens de fabriquer en secret leurs propres munitions. Nous avons maintenant trouvé une meilleure solution. Cette définition n'avait pas pour but d'accomplir ce que ses détracteurs auraient voulu. Dans certains cas, des gens ont fabriqué des munitions à des fins terroristes et criminelles. C'est ce que nous voulions empêcher. La définition actuelle peut vraisemblablement empêcher cela sans incriminer les gens auxquels M. Woolliams a fait allusion.

**M. Brisco:** Permettez-moi de passer à autre chose. Il s'agit de la floraison de la bureaucratie. Celle-ci est déjà suffisamment florissante mais il semble qu'elle le sera bien davantage lorsque ce projet de loi sera mis en application. Je crois comprendre que la GRC a rédigé dix formulaires différents, qui ont été révisés, et qu'il est même question d'élaborer dix nouveaux formulaires. Il sera donc nécessaire de remplir 20 formulaires différents pour chaque demande, demande de permis, de permis temporaire, etc. Je n'ai pas l'impression que la GRC s'inquiète du volume de paperasserie que représente la mise en application de ce projet de loi.



[Text]

I would like to know, and I have asked the question before, how many forms of one type or another relating to Bill C-83, to the gun-control section, are going to be required. How many copies of each one are going to be required and for whom, and just where does this all stop? How much time is consumed and how much cost is involved in processing these forms?

**Mr. Allmand:** There will be a number of forms but they will not all apply to every situation. In other words, there will be one form for the licensing application, there will be other forms for handguns, as there are now, there will be forms for carrying permits, which they have now. So there are different forms but...

**Mr. Brisco:** How many?

**Mr. Allmand:** I will ask Mr. Gualtieri to give you the exact number, but I want to make it clear that all those forms do not apply to every application. In most applications there is only one form. With handguns there would be perhaps two forms. There will be different forms but they do not all apply to every situation.

**Mr. Brisco:** And each one requires several copies, too.

**Mr. Allmand:** I will let the officials give you the...

**Inspector R. Hoban (Gun Control Section, Royal Canadian Mounted Police):** I could qualify the forms a bit. Basically there will be two applications, one for licences and one for all types of permits, so you only have two applications forms. There would be a permit form, which will cover minor permits, designated area permits. That will be one form. There will be another form, for restricted weapons, registration certificates, so we are up to four or five forms. Basically we see perhaps seven to ten forms covering the entire system.

**Mr. Brisco:** They are working on 10 forms right now and they keep having to change them.

**Inspector R. Hoban:** No, we are working on three forms right now, the two application forms and the licence forms.

**Mr. Allmand:** This is Inspector Hoban of the RCMP who has been working on the development of these forms in the administration.

**Mr. Brisco,** you say that the RCMP object to the forms. The forms are being developed by the force themselves.

**Mr. Brisco:** Yes, but at the request of your Department, I am sure.

**Mr. Allmand:** Well, not on numbers. I think they are trying, if I understand correctly, to simplify the forms process as much as possible.

**Insp. Hoban:** That is why we are coming up with two applications only, to cover all circumstances.

[Interpretation]

J'aimerais savoir, et j'ai déjà posé cette question, combien de formulaires différents ayant trait à l'article du Bill C-83 sur le contrôle des armes à feu, seront nécessaires. Combien d'exemplaires de chacun faudra-t-il remplir, pour qui, et à quoi tout cela sert-il? Quel est le temps nécessaire au dépouillement de ces formulaires et combien cela coûte-t-il?

**M. Allmand:** Il y aura un certain nombre de formulaires mais ils ne s'appliqueront pas tous à chaque situation. En d'autres termes, il y aura un formulaire pour la demande de permis, un autre pour les armes à feu, comme c'est le cas maintenant, un autre pour les permis de port d'arme, qui existe déjà actuellement. Il s'agit donc de formulaires différents mais...

**M. Brisco:** Combien?

**M. Allmand:** Je demanderai à M. Gualtieri de vous donner le chiffre exact. Mais je voudrais insister sur le fait que tous ces formulaires ne s'appliquent pas à chaque demande. Dans la plupart des cas, un seul formulaire est nécessaire. Pour ce qui est des armes à feu, il faudra peut-être deux formulaires. Il y aura des formulaires différents mais ils ne s'appliquent pas tous à chaque situation.

**M. Brisco:** Et bien sûr chacun doit exister en plusieurs exemplaires.

**M. Allmand:** Je demanderai à l'un de mes fonctionnaires de vous donner la réponse.

**L'inspecteur R. Hoban (Section du contrôle des armes à feu: Gendarmerie royale canadienne):** Je me propose de vous donner quelques précisions sur ces formulaires. Il y aura essentiellement deux formulaires de demande. Un pour les autorisations et un qui sera valable pour tous les types de permis. Il y aura donc seulement deux formulaires de demande. Il y aura un formulaire pour les permis, qui comprendra les permis des mineurs, et les permis de chasse dans les régions désignées. Ceux-ci ne feront l'objet que d'un seul formulaire. Il existera un autre formulaire pour les armes à autorisation restreinte et pour les certificats d'enregistrement, si bien que nous en sommes à quatre ou cinq formulaires. Disons qu'essentiellement le système total comprendra environ sept à dix formulaires.

**M. Brisco:** Ils travaillent actuellement à l'élaboration de dix formulaires et ils sont continuellement obligés de les modifier.

**Insp. Hoban:** Non, nous travaillons sur trois formulaires pour le moment, à savoir les deux formulaires de demande et les formulaires d'autorisation.

**M. Allmand:** Vous avez devant vous l'inspecteur Hoban de la Gendarmerie royale. Il est le responsable administratif de l'élaboration de ces formulaires.

Monsieur Brisco, vous avez dit que la GRC fait objection à ces formulaires. C'est pourtant elle-même qui les élabore.

**M. Brisco:** Oui, mais à la demande de votre ministère, j'en suis sûr.

**M. Allmand:** Pas en ce qui concerne le nombre des formulaires. Si j'ai bien compris, la Gendarmerie royale s'efforce de les simplifier au maximum.

**Insp. Hoban:** C'est pour tout couvrir que nous ne faisons que deux formulaires.

[Texte]

**Mr. Brisco:** You mentioned the figure of up to 10 forms of one type or another.

**Insp. Hoban:** Yes.

**Mr. Brisco:** How many copies of each form would be required?

**Insp. Hoban:** All your permit forms will be in three copies and your application forms will be in three copies: basically, one for the Central Registry, one for the local TD and one for the applicant.

**Mr. Brisco:** How do you expect to keep track of all these things? Do you envisage that you are going to be able to keep track of all these forms? And if you do envisage that you are going to keep track of them, how many men are you going to need to do it?

**Insp. Hoban:** We will be keeping track of them because they will be prenumbered. How many men will be required to keep track of the forms I think will be very minimal because we control the distribution from the manufacturing point.

**Mr. Brisco:** I see. I have two more comments. I would like to return to a letter from Mr. Rompkey, Mr. Chairman, and this is a resolution by the combined councils of Labrador North. I think it should be written into the record.

Whereas the proposed peace and security bill of the federal government does not make sense for Labrador, where guns are an integral part of everyday life. Be it resolved that the combined councils of Labrador North reject outright any application of gun regulations put out by the federal government and be it further resolved that the local communities of Labrador North make their own gun control regulations and once made, the regulations sent in to the proper authorities of the federal government.

**Mr. Poulin:** On a point of order, Mr. Chairman, what is the date on that letter?

**Mr. Brisco:** June 4—May 8.

**Mr. Poulin:** May 8?

**Mr. Brisco:** Yes. June 4 is the date of the letter from Mr. Rompkey.

**Mr. Poulin:** And the resolution is May 8?

**Mr. Brisco:** May 8.

**Mr. Poulin:** Well, it is clearly before all the amendments were passed, so the resolution is obviously out of date.

**Mr. Brisco:** I simply said that I want it written into the record.

**Mr. Allmand:** That is like many letters that I receive from all over Canada. It would indicate to me first of all that the people who drafted the resolution are not really all that familiar with the legislation, with the amendments presented. Secondly, they overlook the problem in Labrador, and I am very familiar with this. We have an increasing rate of crimes with guns. The Attorney General for Newfoundland has approached me on several occasions to put a correctional institution in Labrador because of the increasing crime rate and to increase law enforcement in Labrador, so there is a problem in Labrador with crime and with gun crime, and something should be done about it, as all over the country.

[Interprétation]

**M. Brisco:** Vous avez parlé de dix formulaires de différentes sortes.

**Insp. Hoban:** Oui.

**M. Brisco:** Combien d'exemplaires de chaque formulaire vous faudrait-il?

**Insp. Hoban:** Tous les formulaires de permis devront être en triple exemplaires ainsi que formulaires de demande: un pour le registre central, un pour le TD local et un pour le requérant.

**M. Brisco:** Comment espérez-vous comptabiliser tous ces formulaires? Et combien d'employés vous faudra-t-il?

**Insp. Hoban:** Nous le pourrons parce qu'ils seront numérotés. Et il faudra un bien petit nombre d'employés je pense, car nous contrôlons la distribution à partir de la fabrication.

**M. Brisco:** Je vois. J'ai deux autres observations à faire. Monsieur le président, j'aimerais revenir à une lettre de M. Rompkey concernant une résolution présentée conjointement par les conseils de Labrador-Nord. J'estime que cela doit être consigné.

Attendu que le projet de loi sur la sécurité proposé par le gouvernement fédéral ne peut s'appliquer au Labrador où le fusil est un instrument d'utilisation quotidienne, il est résolu que les conseils de Labrador-Nord rejettent unanimement toute demande de réglementation des armes à feu proposée par le gouvernement fédéral; il est en outre résolu que les communautés autonomes de Labrador-Nord établissent leurs propres règlements de contrôle des armes à feu et que, les ayant établis, lesdits règlements soient soumis aux autorités compétentes du gouvernement fédéral.

**M. Poulin:** J'invoque le Règlement, monsieur le président. La lettre est datée de quand?

**M. Brisco:** Du 4 juin . . . 8 mai.

**M. Poulin:** 8 mai?

**M. Brisco:** Oui. La lettre du 4 juin est celle de M. Rompkey.

**M. Poulin:** Et la résolution est datée du 8 mai?

**M. Brisco:** 8 mai.

**M. Poulin:** Elle est antérieure à l'adoption des amendements et la résolution est donc périmée.

**M. Brisco:** J'ai simplement dit que je voulais la consigner.

**M. Allmand:** C'est comme tant de lettres que je reçois de partout au Canada et qui indiquent premièrement que ceux qui préparent la résolution ne connaissent par très bien la législation et ses amendements; deuxièmement, ils ignorent la situation au Labrador qui m'est très familière et où les crimes commis avec des armes à feu augmentent. Le procureur général de Terre-Neuve m'a plusieurs fois demandé d'établir une maison de correction au Labrador, à cause du taux croissant de la criminalité, et d'appliquer la loi avec plus de rigueur. Le crime, plus particulièrement au moyen d'arme à feu présente donc un problème au Labrador et des mesures à prendre s'imposent partout au Canada.



[Text]

Then there is a presumption in the resolution which I see in many of these resolutions, that responsible sportsmen are going to lose their guns. That is not so. A responsible sportsman will be able to apply for a licence, and if he has had no serious offences and no history of irresponsibility, he will get his licence and will be able to hunt and so on, as anywhere else in Canada.

I find that many of these resolutions are based on either misinformation or unfounded fears and do not, on the other hand, take account of the problem.

**Mr. Brisco:** Given the fact, Mr. Chairman, to the Minister, that you wanted to introduce this legislation piecemeal in certain provinces, is it correct that you plan on introducing it in Ontario first or in Quebec first and then moving east and west? Is that correct?

**Mr. Allmand:** The legislation, of course, will be passed as a bill, but it will be phased in. The legislation provides that it can be proclaimed in different provinces or parts of provinces on a continuing basis.

There are two major reasons for that, Mr. Brisco. One is that the different provinces have different systems right now, different levels of competency testing and training for guns and so on. We are going to try, as we said before, to merge as closely as possible this system with provincial systems. That being the case, since the provinces have very many different systems, we will have to take some time in working out agreements with different provinces. That is one reason.

The other reason, is that if we phased it in completely right across the country at one time, it would require, in the first place, many more civil servants. In order to reduce the bureaucracy, we thought we would phase it in from region to region or from province to province, and in that way, for the initial application, to catch up, to bring the people who already have weapons into the system, we would use fewer civil servants and fewer bureaucrats to do the job. That is the reason for phasing it in.

**Mr. Brisco:** That is fine, but what happens to the goose hunter from British Columbia who is going to be hunting in northern Quebec or northern Ontario?

• 1020

**Mr. Allmand:** If he is going to hunt in another province—of course, hunting licences are another thing. You would have to get a licence...

**Mr. Brisco:** I know, but all of a sudden he falls under a federal regulation as well as a provincial regulation, if you are going to do this by degrees.

**Mr. Allmand:** Yes. If he is going to use a gun in a province...

**Mr. Brisco:** Yet he is still a Canadian. He is not a nonresident of Canada.

**Mr. Allmand:** That is right, but I gave examples where this has happened before in implementing new measures in the criminal law. When we brought in the breathalyzer, it applied in some provinces before other provinces. We had the option on lotteries. Some provinces had lotteries and some provinces still did not have them. That option was there.

[Interpretation]

Il est également présumé dans cette résolution, et je l'observe dans nombre d'autres, que les chasseurs qui se montrent responsables vont perdre leurs armes à feu. Il n'en est rien. Le chasseur responsable pourra demander un permis et, s'il n'a commis aucune infraction grave et n'est pas connu comme étant irresponsable, il l'obtiendra et pourra se livrer à la chasse comme partout ailleurs au Canada.

Beaucoup de ces résolutions émanent de personnes mal informées ou qui entretiennent des craintes mal fondées et qui, d'autre part, ne se rendent pas compte des réelles difficultés.

**M. Brisco:** Vu que vous aviez l'intention d'introduire ce projet de loi de façon fragmentaire dans certaines provinces, est-il vrai que vous ayez l'intention de l'introduire en Ontario ou au Québec d'abord et ensuite dans l'Est et dans l'Ouest?

**M. Allmand:** Le projet de loi sera premièrement adopté puis appliqué progressivement. La législation prévoit que ces dispositions peuvent être proclamées dans différentes provinces ou parties des provinces de façon progressive.

Cela, monsieur Brisco, pour deux raisons principales: l'une, c'est que les différentes provinces ont différents systèmes actuellement, différents tests de compétence et de formation au maniement des armes. Nous allons tout tenter pour fusionner le plus tôt possible ce système aux systèmes provinciaux. Comme les provinces ont des systèmes très différents, il faudra du temps pour ratifier des accords entre provinces.

L'autre raison, c'est que si nous voulions en faire une application uniforme d'un seul coup à travers le pays, il faudrait un personnel beaucoup plus nombreux. En vue de réduire la bureaucratie, nous avons jugé préférable de l'introduire successivement de région en région ou de province en province et de persuader d'abord ceux qui possèdent des armes à feu de se conformer au système. C'est pourquoi nous avons adopté le système progressif.

**M. Brisco:** Très bien, mais qu'advient-il du chasseur de canard sauvage en Colombie-Britannique qui veut le chasser dans le nord du Québec ou le nord de l'Ontario?

**M. Allmand:** S'il veut chasser dans une autre province—la question des permis de chasse, c'est tout autre chose. Il faut obtenir un permis...

**M. Brisco:** Je sais, mais il tombe du coup sous le fait d'un règlement fédéral aussi bien que provincial si l'application se fait de façon progressive.

**M. Allmand:** Oui. s'il veut employer une arme à feu dans une province...

**M. Brisco:** Il est quand même toujours Canadien. Il n'est pas un non-résident du Canada.

**M. Allmand:** En effet, mais j'ai déjà cité des exemples de cette nature lorsqu'il s'est agi d'appliquer de nouvelles dispositions du droit criminel. L'alcotest a été introduit dans certaines provinces avant d'autres. Nous avons eu le choix pour les loteries. Certaines provinces en avaient, d'autres non. Nous avions le choix.

*[Texte]*

It is a choice. It would have been nice to have it brought into effect all at once across Canada, but it would have cost more and it would have, I think, provided more problems. I think it is a better system and cheaper to phase it in.

**Mr. Brisco:** Yes, I think it would have been a better system and a cheaper system if you had worked with the provinces as you have already indicated you are prepared to do with this federal legislation.

**Mr. Allmand:** With what?

**Mr. Brisco:** If you had worked with the provinces and allowed the provinces, on federal format, to implement their own programs. I think that would have sat a lot better with a lot of people with parochial considerations and concerns. However, that point has been brought up on a number of occasions.

**Mr. Allmand:** We have been discussing this with the provinces since last September, well before we brought in the legislation in February. Secondly, we want to avoid what happened in the United States. In the United States where the criminal law is state and not federal, they have varying gun control régimes. You have one state with a very strict régime next door to one with very loose control. What happens is that people just cross the state boundary and circumvent the law in that state. In Canada one of the reasons we have federal criminal law is to make sure we do not have varying systems over the long run in the different provinces.

**Mr. Brisco:** I could argue on that point, but I will not.

**Mr. Allmand:** I agree.

**Mr. Brisco:** My time must surely be up. I would like to make one observation because I have been absent from this Committee for a week. This may already have been said. I think it was very interesting to note that on the day the B.C. Wildlife Federation and the Alberta, Saskatchewan and Manitoba federations were here, there was not one word spoken by the members from the government side—really my remarks should be directed to Mr. Basford rather than to you. There was not one member from the government side who made any reference to or asked questions about the four-page so-called slick advertisement in a publication—the four-colour run—put out by the British Columbia Wildlife Federation dealing with the gun control section of Bill C-83.

I would have thought that if the members from British Columbia sitting on the government side were so all-fire concerned, as they demonstrated prior to the appearance of that group, on the day that group was here they would have addressed their concerns to that group. I think it should go on record that nobody expressed those concerns.

It may well have been that members from British Columbia on the government side were absent that day or had other matters of business of the House...

**Mr. Anderson:** On a point of order...

**Mr. Brisco:** Just a minute, I have not finished.

**Mr. Anderson:** On a point of order, Mr. Chairman.

*[Interprétation]*

C'est un choix. C'eût été une bonne chose de l'appliquer partout à la fois au Canada; mais cela aurait coûté plus cher et probablement causé plus de difficultés. J'estime l'application progressive préférable et moins onéreuse.

**M. Brisco:** Oui, je pense que le système aurait été meilleur et aurait coûté moins cher si vous vous étiez entendu avec les provinces comme vous avez déjà indiqué que vous étiez prêt à le faire pour cette législation fédérale.

**M. Allmand:** Au sujet de quoi?

**M. Brisco:** Si vous vous étiez entendu avec les provinces et aviez permis aux provinces, en se fondant sur la politique fédérale, d'appliquer leurs propres programmes, je pense que cela aurait été beaucoup mieux et aurait apaisé l'angoisse des personnes qui ne peuvent se libérer d'un certain esprit de clocher. Mais, on nous en a déjà rabattu les oreilles.

**M. Allmand:** Nous sommes en pourparlers avec les provinces depuis septembre dernier, bien avant de proposer la législation en février. Deuxièmement, nous voulons éviter ce qui s'est produit aux États-Unis où le droit criminel relève de chaque État et non du fédéral et où les régimes de contrôle des armes à feu varient. Tel État applique des règlements très stricts tandis que l'État voisin le fait de façon très relâchée. Ce qui arrive, c'est que les gens passent d'un État à l'autre et contournent à la loi. Si nous avons le droit criminel fédéral au Canada, c'est pour ne pas avoir à subir les effets de systèmes divers selon les provinces.

**M. Brisco:** C'est un point à débattre, mais je m'en abstiens.

**M. Allmand:** D'accord.

**M. Brisco:** Mon temps doit certainement être écoulé. J'aimerais faire une observation car j'ai été absent de notre Comité depuis une semaine. Peut-être cela a-t-il déjà été dit. Il est intéressant de constater que le jour du témoignage des Fédérations de la faune de l'Alberta, de la Saskatchewan et du Manitoba, pas un seul mot n'a été dit par les représentants du gouvernement—mes remarques devaient en fait s'adresser à M. Basford plutôt qu'à vous. Pas un seul député du gouvernement n'a fait allusion ou posé des questions au sujet de la page de publicité, en quatre couleurs, publiée par la Fédération de la faune de Colombie-Britannique, au sujet de l'article du Bill C-83 traitant du contrôle des armes à feu.

J'aurais cru, les députés libéraux de Colombie-Britannique s'étant manifestés si bruyamment avant la comparution de ce groupe, qu'ils lui auraient confié leurs inquiétudes. Je tiens à ce qu'on sache qu'il n'en a rien été.

Il se peut que les députés libéraux de Colombie-Britannique aient été absents ce jour-là ou aient eu à traiter d'autres questions parlementaires...

**M. Anderson:** J'invoque le Règlement...

**M. Brisco:** Un instant, je n'ai pas terminé.

**M. Anderson:** J'invoque le Règlement, monsieur le président.



[Text]

**The Chairman:** Mr. Anderson.

**Mr. Anderson:** Mr. Basford, the Minister of Justice, had dealt with that subject prior to the appearance of the B.C. Wildlife Federation. I attended the meeting with the B.C. Wildlife Federation. We had four federations appearing at the same time.

I was limited to five minutes, Mr. Brisco, on that particular day and I was not about to use five minutes covering points the Minister had already made. Thank you, Mr. Chairman.

**Some hon. Members:** Hear, hear!

**Mr. Brisco:** Since the points were raised in Committee, Mr. Chairman, I thought that would be the time to respond. We did actually have several hours with the representations from those various committees.

I am simply saying, you should have put your money where your mouth was and laid it on, but obviously you were not prepared to do so because they refuted every argument that had been advanced by Mr. Basford. Thanks very much.

**Mr. Anderson:** On a point of order, Mr. Chairman. The previous evening Mr. Basford and B.C. members met with the B.C. Wildlife Federation for three hours and again, having five minutes on this Committee to discuss with four groups was not ample time. I take great exception, Mr. Chairman, to the remarks made by Mr. Brisco, which are very unwarranted besides being untruthful.

**Mr. Brisco:** They are not untruthful. If the truth hurts...

**Mr. Allmand:** I must point out for Mr. Basford this morning that he went out to B.C. and met at their convention at their request with them, and I hear after quite a good meeting it concluded with their applauding Mr. Basford and saying that, although not agreeing with all of them they respected his views. I hear they had a very good meeting. That has been reported to me by some Opposition members.

**Mr. Brisco:** Yes, it was a very successful meeting.

• 1025

**Mr. Anderson:** Let that go on the record also.

**The Chairman:** Order, please. Mr. Woolliams has some general questions.

**Mr. Woolliams:** Mr. Chairman, I am concerned about something. I do not know whether or not we can cure it but I would like to hear the Minister's views. I am sure he has considered this. It is a question raised by Mr. Friesen but in a different atmosphere—I am not dealing with the meat of that but the effect. I am really concerned about administrators making decisions without any appeal. I have mentioned this before when discussing this bill but I shall repeat it. To make my point:

When we are legislating by Orders in Council, you do not know just what those orders will be. They are subject to change, without scrutiny and debate and approval of Parliament. This is a concern of mine. You run into an administrator who has firmed up his mind, whether it is in income tax—and I am sure you have run into that in your practice of law—or whether it is in another department. Once he has made up his mind, unless you have some judicial way to review the situation, you are stuck with the decision. You say that you are going to review this ques-

[Interpretation]

**Le président:** Monsieur Anderson.

**M. Anderson:** M. Basford, le ministre de la Justice, avait épuisé la question avant que la Fédération de la faune de Colombie-Britannique ne comparaisse; j'ai assisté à la séance consacrée au quatre fédérations.

On ne m'a accordé que cinq minutes ce jour-là, monsieur Brisco, et je n'allais tout de même pas les consacrer à ressasser ce que le ministre avait déjà dit. Merci, monsieur le président.

**Des voix:** Bravo!

**M. Brisco:** Comme ces points avaient été soulevés en Comité, monsieur le président, j'avais pensé que c'était le moment opportun d'y répondre. Nous avons consacré plusieurs heures aux mémoires de ces divers comités.

De toute évidence vous avez préféré vous abstenir car ils réfutaient tous les arguments de M. Basford. Merci beaucoup.

**M. Anderson:** J'invoque le Règlement, monsieur le président. M. Basford et les députés de la Colombie-Britannique ont rencontré la veille les représentants de la Fédération de la faune de Colombie-Britannique pendant trois heures et, encore une fois, cinq minutes en Comité ne suffisaient pas pour entreprendre une discussion avec quatre groupes. Je suis profondément offusqué, monsieur le président, des remarques de M. Brisco, remarques intempestives et sans fondement.

**M. Brisco:** Elles ne sont pas sans fondement. Si la vérité vous offusque...

**M. Allmand:** Je dois dire que M. Basford s'est rendu en Colombie-Britannique et a assisté à leur demande à leur congrès et s'en est tiré avec des applaudissements. Ils ont reconnu que sans être d'accord avec lui sur tous les points, ils respectaient ses opinions. Des membres de l'opposition m'ont dit que la réunion avait été très intéressante.

**M. Brisco:** Oui, une séance très réussie.

**M. Anderson:** Que cela soit aussi consigné.

**Le président:** A l'ordre, s'il vous plaît. M. Woolliams a des questions générales à poser.

**M. Woolliams:** Monsieur le président, je ne sais si l'on pourrait apporter remède à une situation qui me préoccupe et j'aimerais avoir à ce sujet l'opinion du ministre. Je ne doute pas qu'il ait envisagé le problème signalé par M. Friesen, mais dans une ambiance différente. Je n'en rappelle pas l'esprit mais l'effet. Je suis vraiment inquiet des décisions administratives sans appel. Je l'ai déjà mentionné au cours de l'étude de ce projet de loi, mais je veux le répéter.

En légiférant par arrêtés en conseil, nous ignorons ce que ces arrêtés seront; ils sont sujets à changement, sans examen et sans délibération ou approbation du Parlement. Je m'en inquiète. Il y a des administrateurs qui ont des idées arrêtées, que ce soit au sujet de l'impôt sur le revenu—et je ne doute pas que vous ayez buté contre ces cas dans votre pratique du droit—ou touchant d'autres affaires officielles et qui, une fois la décision prise ne laissent aucun recours à moins de stipulations judiciaires qui permettent de revoir la cause. Vous dites que vous allez

*[Texte]*

tion about the trappers being able to use short-arms, fire-arms or whatever you call them, in their occupations, and that is why I would like to get your opinion on this. One of my main amendments will be—and this is not technical, this is in substance . . .

that Bill C-83 be amended so that all regulations be made by Governor in Council, in reference to control and licensing of firearms and other offensive weapons, be presented to Parliament by a positive resolution and subject to Parliament's approval or rejection before such said regulations become law and part of the substantive law, and before that part of the said bill in reference to the control and licensing of firearms and other offensive weapons receives Royal Assent.

The reason for this is that if you are going to have administrators giving direction without appeals without real judicial review, you are going to run into this problem in the north and which you say Mr. Nielsen objected to, and you will run into it many thousands of times. This is what is most upsetting to the citizens who are working under any kind of law, whether it is this law or under other departments.

Would you, as the Minister, agree that because so much of the law is going to be implemented by regulations—there is a lot of administrative work to be done to set up control by regulation, which we have heard during the many meetings we have had—when these rules and regulations come in, would you be prepared to bring them before Parliament so that they could be debated and analysed? I say this not with any narrow political criticism.

We now have 43 amendments and we have more to come. Other people are making amendments. I have always supported the staff in the Department of Justice, because I think they have done a great job, but the same people will be drawing the regulations. We will not have the opportunity as parliamentarians to discuss this, nor will the people who came before us and who gave us their guidance. They helped you and your department in making your amendments and they helped me with making mine, and we are stuck with it. We have to live with this. We can get up and ask a question in the House, but it takes a long time to get a change in a bad regulation or a bad law. I am not being political; it does not matter what government is in; that is a truism of political science.

Would you be prepared to consider that the rules and regulations come before Parliament for debate so they are subject to scrutiny and then maybe come back to this Committee—maybe there should be some time limit on it—but come back to this Committee before we give Royal Assent to a bill that will be implemented against the citizen who has no recourse, because it is only through the parliamentarians that he has a voice? We speak for the people of Canada, no matter what party we belong to. I would like to get your viewpoint on that.

**Mr. Allmand:** There are two points that you have raised, Mr. Woolliams.

• 1030

With respect to appeals, the act does provide for appeals on administrative decisions. For example, if the licence is refused or revoked, the legislation provides for an appeal process.

*[Interprétation]*

réviser cette question concernant les trappeurs qui peuvent utiliser des pistolets, des armes à feu ou quoi que vous disiez, dans l'exercice de leurs professions et c'est pourquoi j'aimerais avoir votre avis à ce sujet. Un de mes principaux amendements sera—et cela ne touche pas le côté technique mais essentiel . . .

que le Bill C-83 soit modifié de façon que tous les Règlements faits par le gouverneur en conseil relativement au contrôle et à la délivrance d'autorisations pour armes à feu et autres armes dangereuses, soient présentés au Parlement par résolutions en bonne et due forme et approuvés ou rejetés par le Parlement avant que ces règlements prennent forme de loi ou soient intégrés à toutes dispositions législatives, et avant que toutes parties dudit projet de loi se référant au contrôle et à la délivrance d'autorisations pour armes à feu et autres armes dangereuses ne reçoivent la sanction royale.

Ceci pour prévenir des décisions administratives sans appel, sans véritable révision judiciaire, des difficultés qui se sont produites dans le Nord et qui se reproduiront et auxquelles vous dites que M. Nielsen s'oppose et qui peuvent se multiplier par milliers. C'est ce qui est le plus troublant pour l'homme ordinaire soumis à n'importe quelle législation.

Ne conviendrez-vous pas, monsieur le ministre, qu'étant donné que la loi sera surtout appliquée sous forme de règlements—ce qui suppose une tâche administrative énorme pour le contrôle des règlements comme nous l'avons entendu dire au cours de maintes séances—lorsque ces règlements seront en vigueur, de les soumettre au Parlement afin d'en délibérer et de les analyser? Ce n'est pas une critique faite dans un étroit esprit de parti.

Déjà 43 amendements sont proposés et il y en aura d'autres. J'ai toujours donné mon appui au personnel du ministère de la Justice dans leur excellente tâche, mais ces mêmes personnes vont rédiger les règlements et nous n'aurons pas l'occasion d'en délibérer non plus que ceux qui comparaisaient pour nous éclairer. Ils vous ont aidé et ils ont aidé à votre Ministère à préparer les amendements et ils m'ont aidé à préparer les miens et nous sommes coincés. Nous devons nous résigner. Nous pouvons toujours poser une question en Chambre, mais il faut beaucoup de temps pour obtenir une modification à un mauvais règlement ou à une loi boiteuse. Je ne m'institue pas partisan; il importe peu quel est le gouvernement au pouvoir: c'est un truisme de la science politique.

Seriez-vous prêt à ce que les règlements soient soumis aux délibérations du Parlement et scrutés avant d'être renvoyés à notre Comité—avec délai fixé peut-être—mais renvoyés à notre Comité avant la sanction royale du projet de loi contre lequel le citoyen n'aura aucun recours parce qu'il ne peut se défendre que par la voix des parlementaires? Nous parlons au nom du peuple canadien, quel que soit notre parti; j'aimerais que vous exprimiez votre opinion à ce sujet.

**M. Allmand:** Vous avez soulevé deux points, monsieur Woolliams.

Au sujet des appels, la loi prévoit un mécanisme d'appel contre les décisions administratives. Par exemple, si l'autorisation est refusée ou annulée, la législation prévoit un mécanisme d'appel.



[Text]

**Mr. Woolliams:** But to whom?

**Mr. Allmand:** To the court.

**Mr. Saarchuk,** who is the appeal to?

**Mr. Saarchuk:** The appeal in the first instance is to a magistrate and then there is a further right of appeal to a court of appeal; and the appeal court is defined in Section 106.4(16), which generally speaking, is the county court...

**Mr. Woolliams:** What page is that, sir?

**Mr. Saarchuk:** It is 106.4(16), page 32.

**Mr. Woolliams:** I have it marked here somewhere.

**Mr. Saarchuk:** Mr. Woolliams, if an appeal to the appeal court, which is defined in 104.4 (16) is not successful, there is a further right of appeal by virtue of sub-section (15) which allows you to go to the court of appeal in the same fashion as you can in relation to summary conviction matters. So, really, if there is a point of law involved, it can go all the way to the court of appeal of a province.

**Mr. Woolliams:** I am sorry to interrupt you, but this seems to be very important. When you go to the court of appeal, it is on a question of law, and legal discretion is never a question of law.

Let us come back to the little trapper who has had this problem—he cannot carry short arms or a revolver or whatever, because he has been turned down by the registrar. Can he, under this section and under the Code which the Minister discussed this morning, go to the district court, can he go to a magistrate?

**Mr. Saarchuk:** Do you mean, if he is refused a licence or refused a registration certificate?

**Mr. Woolliams:** Right.

**Mr. Saarchuk:** Yes, he can. He can go to a local magistrate. On carrying permits, the same provisions do not apply.

**Mr. Woolliams:** He cannot go to the district court though from a licencing...

**Mr. Saarchuk:** He can go to a magistrate first.

**Mr. Woolliams:** And then to the county court.

**Mr. Saarchuk:** That is correct.

**Mr. Woolliams:** And of course, we have done away with the right of trial *de novo*, so it is going to have to be a point of law in the county courts; if it is a question of exercise discretion you are going to have a lot of difficulty in that regard. That was the reason I opposed that at that time.

One other thing. Could a trapper, who is having this problem which was raised by Mr. Brisco and others in the Committee, have gone to the magistrate and had it completely reviewed as to fact and could an administrative discretion be upset in law?

**Mr. Saarchuk:** On a carrying permit, sir?

**Mr. Woolliams:** On a licence or a carrying permit, yes—either one.

[Interpretation]

**M. Woolliams:** Mais à qui?

**M. Allmand:** A la cour.

Monsieur Saarchuk, à qui est interjeté appel?

**M. Saarchuk:** L'appel en première instance s'adresse au magistrat, puis est interjeté à la cour d'appel; la cour d'appel est définie à l'article 106.4 (16) et désigne d'habitude la cour de comté...

**M. Woolliams:** A quelle page, monsieur?

**M. Saarchuk:** C'est l'article 106.4(16) à la page 32.

**M. Woolliams:** Je l'ai indiqué ici quelque part.

**M. Saarchuk:** Monsieur Woolliams, si l'appel est interjeté à la cour d'appel, tel que défini à l'article 104.4(16) et n'obtient pas gain de cause, il reste un autre droit d'appel en vertu du paragraphe 15 qui permet de s'adresser à la cour d'appel de la même façon que dans un cas de condamnation par voie sommaire. Si, donc, un point de droit est en litige, la cause peut être poursuivie jusqu'en cour d'appel provinciale.

**M. Woolliams:** Pardonnez-moi de vous interrompre, mais ceci est d'une grande importance. Lorsque vous vous adressez à la cour d'appel, c'est sur un point de droit et la discrétion judiciaire n'est jamais un point de droit.

Revenons au modeste trappeur qui a eu à faire face à cette difficulté; l'impossibilité de porter un pistolet ou revolver ou autre, parce que le registraire refuse de le permettre. Peut-il, en vertu des dispositions de cet article et des stipulations du Code exposées par le ministre ce matin, s'adresser à la cour de district, à un magistrat?

**M. Saarchuk:** Voulez-vous dire que si on lui refuse une autorisation ou un certificat d'enregistrement, monsieur Woolliams?

**M. Woolliams:** Exactement.

**M. Saarchuk:** Oui, il peut. Il peut s'adresser à un magistrat. Les mêmes dispositions ne s'appliquent pas dans le cas des permis de port d'arme.

**M. Woolliams:** Il ne peut s'adresser à une cour de district après le bureau des autorisations...

**M. Saarchuk:** Il peut s'adresser d'abord à un magistrat.

**M. Woolliams:** Et, ensuite, à la cour de comté.

**M. Saarchuk:** Exactement.

**M. Woolliams:** Et comme nous avons aboli le procès *de novo*, cela devient un point de droit en cour de comté; s'il y a pouvoir discrétionnaire, de nombreuses difficultés surgiront de ce côté. C'est pourquoi je m'y étais opposé.

Autre chose. Est-ce qu'un trappeur aux prises avec les difficultés décrites par M. Brisco et autres membres du comité, pourrait faire vérifier les faits par un magistrat et la décision administrative discrétionnaire être renversée judiciairement?

**M. Saarchuk:** Pour un permis de port d'arme, monsieur?

**M. Woolliams:** D'une autorisation ou d'un permis, oui—l'un ou l'autre.

[Texte]

**Mr. Saarchuk:** On a licence, yes; on a carrying permit, no.

**Mr. Woolliams:** So, in other words, he is turned down by the registrar unless some member of Parliament—and we all do that and that is part of our function—manages to get the grievance through the department. But if some public servant continues to say no—and I have had that happen, I can give you dozens of examples—on a carrying permit he really has no right because the appeal will go up to another administrator. My experience has been that it goes to administrator A to administrator B to administrator C, and they tend to hang together because they know the rules, if they do not, they hang separately.

**Mr. Allmand:** Mr. Woolliams, the appeal to the magistrate would lie with the licence refusal and with the permit but not with the carrying permit. There have been cases where the individual who did not get his carrying permit has used other judicial procedures such as mandamus. You have some information on it.

**Mr. Woolliams:** Yes but you go to the federal court, and that is pretty difficult up in the Northwest Territories—I have fought that battle before.

**Mr. Allmand:** There is a case where it was done.

**Mr. Saarchuk:** We are talking about two different things. The issuing of a firearms registration certificate, or the issuing of a licence, or the issuing of a special permit for ...

• 1035

**Mr. Woolliams:** Well, let us deal with the permit for this trapper. Let us not mix all of it up; let us stay right with the permit. What are his rights? I want to hear them in a practical sense from the Department of Justice.

**Mr. Saarchuk:** On the carrying permits?

**Mr. Woolliams:** Yes. He is refused: a big registrar says, "No, you cannot have this". Now where does he go from there?

**Mr. Saarchuk:** He can take an application by way of mandamus or prohibition ...

**Mr. Woolliams:** To what court?

**Mr. Saarchuk:** To either the Federal Court or the Court of Queen's Bench, as has been done on a number of occasions, including the Purdy case in the Northwest Territories which dealt exactly with the carrying permits issue. This was a lawyer who decided that he still wanted to carry a handgun when he went on northern circuits, but he was turned down; and he went this route.

The rationale behind not permitting appeals on carrying permits is that the right to carry a gun publicly, and this is, in effect, what it is, is an extremely—and ought to be, as I think everybody will agree—limited right. The statute sets out very clearly the basis on which a person can carry a weapon; that is, for the protection of his person for use in his occupation or in his employment, for use at gun clubs, or if he is an antique or gun collector.

[Interprétation]

**M. Saarchuk:** Une autorisation, oui; un permis, non.

**M. Woolliams:** C'est-à-dire qu'elle sera refusée par le registraire à moins qu'un député—et nous le faisons tous dans l'exercice de nos fonctions—réussisse à faire reconnaître le grief par le Ministère. Mais si un fonctionnaire continue de refuser—et j'en ai eu connaissance des douzaines de fois—un permis de port d'arme, le demandeur n'a vraiment aucun droit car appel sera fait à un autre administrateur. D'après mon expérience, cela passe de l'administrateur A à l'Administrateur B à l'administrateur C, qui ont tendance à s'appuyer parce qu'ils connaissent les règlements s'ils ne le font pas, ils restent seuls pour se défendre.

**M. Allmand:** Monsieur Woolliams, l'appel au magistrat dépendrait du refus de l'autorisation et de la possession du permis mais pas du permis de port d'arme. Il y a des cas où la personne n'ayant pu obtenir le permis du port d'arme a eu recours à d'autres procédures judiciaires telles que le mandement. Vous avez de la documentation à ce sujet.

**M. Woolliams:** Oui, mais il faut s'adresser à la cour fédérale et c'est très difficile dans les territoires du Nord-Ouest, j'en sais quelque chose.

**M. Allmand:** Cela a pourtant réussi dans un cas.

**M. Saarchuk:** Nous parlons de deux choses différentes: un certificat d'enregistrement d'armes à feu ou de délivrance d'une autorisation ou délivrance d'un permis spécial pour ...

**M. Woolliams:** Parlons d'abord de l'autorisation pour le trappeur. Il ne faut pas tout mélanger, tenons-nous en aux autorisations. Quels sont les droits du trappeur? J'aimerais que le ministère de la Justice nous dise ce qu'ils sont, en pratique.

**M. Saarchuk:** Vous parlez d'autorisations pour port d'armes?

**M. Woolliams:** Oui. Si on lui refuse, si un registraire important lui dit: «Non, vous ne pouvez pas l'obtenir», où peut-il s'adresser?

**M. Saarchuk:** Il peut présenter une demande par mandamus ou prohibition ...

**M. Woolliams:** Au tribunal?

**M. Saarchuk:** A la Cour fédérale ou à la Cour du Banc de la Reine, comme cela a été fait à plusieurs reprises, y compris pour le cas Purdy dans les Territoires du Nord-Ouest où il était question justement d'autorisation de port d'armes. Il s'agissait d'un avocat qui voulait porter sur lui un revolver, lors de ses voyages dans le Nord et qui avait été rejeté; il a procédé de cette façon.

La raison pour laquelle on ne permet pas d'appel pour les autorisations de port d'armes c'est que le droit de porter une arme publiquement, est un droit qui est extrêmement restreint, et qui devrait l'être, je pense que vous êtes tous d'accord. La loi stipule très clairement les raisons pour lesquelles une personne peut porter une arme à feu, c'est-à-dire pour protéger sa personne, pour son travail ou sa profession, dans des clubs de tir, ou comme collectionneur d'armes ou d'antiquités.



[Text]

It should be quite clear that if any administrative officer arbitrarily or capriciously or out of bias rules against this individual, that by mandamus, the prohibition, the remedy is there and available for that particular circumstance.

**Mr. Woolliams:** Now, can I answer that.

I respect that. When I heard that at law school, I thought that was the finest thing I ever listened to. Then I got out to practice law, and I tried certiorari and habeas corpus and mandamus, and all these fancy hanky-panky pieces of special remedy. I found, first, that they were very costly; I found next that nobody could afford it; and last, that it frustrated lawyers to death.

I have done this dozens of times, and there are cases galore—and the briefs are in my office—as to the limited extent you can use certiorari, habeas corpus and mandamus; and the Chairman, who is an ex-dean, knows exactly what I am talking about. Mostly the judge will say: "Well, the onus is on you to prove that the registrar did not exercise the proper discretion." That is difficult to do.

I do not know what the record would show but if you were to computerize those special applications under special remedies, the big rule would be that they are dismissed. You get one or two. Generally you can win if you go before a board of three, that is supposed to sit as three and they have forgotten and sat as two; because they lack jurisdiction you can worm in there with your sword. But I find a legal sword does not work very well when you have just one man making a decision, and you go to a court. First of all, judges do not want all this nonsense before them, because if they grant one, they will have a thousand reviews.

So what I am really saying is that I would wish you would make your appeal—and I like what you said about the appeal, but this is the point I want to make—I wish you would make your appeal procedures so that they could always go on a fact to a magistrate and have it totally reviewed, and even to the county court. Then he knows he is right; his remedies are simple; they are much cheaper.

Another thing is the procedural difficulties by mandamus. I have seen a lot of young lawyers thrown out of court on that procedure because they have done something wrong. It is very technical: you have got to be very exact.

So what I am saying is that, in theory, it sounds beautiful until it gets into operation, and then it is painful.

**Mr. Allmand:** Mr. Woolliams, what I might do is discuss the points you have made on the appeal section with Mr. Basford.

With respect to some of the problems you raised in your initial comment about administrators administering too tightly, we have found that this has happened, that some registrars...

[Interpretation]

Il doit être établi clairement, si un agent d'administration décide de façon arbitraire, capricieuse ou à cause de ses préjugés de refuser à quelqu'un une autorisation, que l'ordonnance, la prohibition, le remède existe pour de telles circonstances.

**M. Woolliams:** Je vais maintenant répondre.

Je comprends très bien. Lorsque j'ai entendu cela à l'école de droit, il m'a semblé que c'était la meilleure chose qu'il m'avait été donné d'entendre. Je me suis ensuite lancé dans la pratique du droit et j'ai jugé par certiorari, habeas corpus et mandamus et tous ces beaux documents législatifs prévus dans ces cas. Je me suis rendu compte d'abord que c'était très coûteux et ensuite que personne ne pouvait se le permettre, enfin que les avocats étaient furstrés à mort par ces règlements.

Je l'ai fait des douzaines de fois, dans des multitudes de cas, et j'ai dans mon bureau un grand nombre de mémoires quant aux limites dans lesquelles vous pouvez vous servir de certiorari, d'habeas corpus et mandamus. Le président qui est un ancien doyen sait exactement de quoi je parle. En général, le juge dira: «Le fardeau de la preuve repose sur vous, il vous faut prouver que le registraire n'a pas exercé la discrétion voulue». C'est difficile à faire.

Je ne sais pas ce que les dossiers révéleraient, mais si vous examinez ces demandes spéciales vous vous rendriez compte que règle générale elles sont rejetées. Vous pouvez réussir une ou deux fois. Il vous est possible, en général, de gagner si vous vous présentez devant une commission composée de trois personnes, qui est sensée siéger à trois mais qui siège à deux. Comme ces personnes n'ont pas juridiction, vous pouvez vous servir de cette arme, mais je trouve qu'un tel sabre juridique n'accomplit pas beaucoup dans, un cas où une personne prend une décision, qu'il faut ensuite se présenter devant le tribunal. Tout d'abord, les juges n'aiment pas beaucoup ce genre de causes, car s'ils donnent droit à une cause, ils recevront des milliers de demandes.

Voici donc en fait où je veux en venir, J'ai bien aimé ce que vous avez dit au sujet des appels, mais il faudrait que votre procédure d'appels soit telle que le demandeur puisse s'adresser au magistrat, ou même à une cour de comté, afin d'obtenir une révision globale de sa cause. Il sait à ce moment-là qu'il a raison; le remède est simple, il est beaucoup moins coûteux.

Il y a aussi des difficultés de procédures dans le cas des ordonnances. J'ai vu bien des jeunes avocats qui ont été jetés hors cour à cause de cette procédure; ils n'avaient pas fait exactement ce qu'il fallait. C'est une procédure très technique? il faut être très précis.

Pour résumer, en théorie, cela semble merveilleux, mais en pratique, c'est pénible.

**M. Allmand:** Monsieur Woolliams, j'aimerais discuter avec M. Basford des points que vous avez soulevés au sujet de l'article concernant les appels.

Quant à certains problèmes que vous mentionnez dans votre commentaire du début au sujet des administrateurs trop sévères, nous nous sommes rendu compte que certains registraires...

[Texte]

**Mr. Woolliams:** Right.

**Mr. Allmand:** ... interpreted the law very restrictively and others did it very openly.

We have agreed that we will set out a manual of instructions with certain guidelines on the administration of the law and regulations, and that will be discussed again with the registrars when they come into this meeting so as to make it more uniform.

Now the last point you raised was with respect to the regulations. You suggested that we put the draft regulations to Parliament for examination and so on.

**Mr. Woolliams:** Right.

**Mr. Allmand:** Again, I would be willing to discuss with Mr. Basford the general point you make, but I would be hesitant to accept that as a process that we should do before the bill is passed. I can see some merit in discussing these regulations with members of Parliament and with people from the wildlife federations, and so on.

**Mr. Woolliams:** Before the regulations become law, because it is no good after the fact ...

• 1040

**Mr. Allmand:** That I could discuss with Mr. Basford, but ...

**Mr. Woolliams:** Right. That is fair enough.

**Mr. Allmand:** ... whether we could hold up the passage of the bill until the regulations are approved, that seems to be ...

**Mr. Woolliams:** You are going to have to have a meeting with your boys because I am going to put the amendment some time in these proceedings.

**Mr. Allmand:** I can see having some review with members of Parliament, and we have said that before, on the regulations, but I would like to see the bill passed first.

**Mr. Woolliams:** I got that message earlier with the Committee.

**The Chairman:** I have the names of Mr. Dick and Mr. Brisco, and I believe that may then be all the general questioning. Perhaps we could ...

**Mr. Woolliams:** I have finished now.

**The Chairman:** ... take a brief recess after those two questioners and then come back to begin clause-by-clause discussion.

Are you waiting for your amendments to come, Mr. Woolliams?

**Mr. Woolliams:** No, I have finished mine now, but I sent them down to get them translated because I found my French and Latin wanting.

**The Chairman:** Right. Mr. Dick is next.

**Mr. Woolliams:** I will have those for you, though, fellows.

[Interprétation]

**M. Woolliams:** En effet.

**M. Allmand:** ... ont interprété la loi de façon très restrictive alors que d'autres le faisaient très librement.

Nous avons convenu d'un manuel d'instructions comportant certaines directives sur l'administration de la loi et des règlements. Nous en discuterons de nouveau avec les registraires lorsqu'ils viendront à cette réunion, afin que l'application soit plus uniforme.

Au sujet du dernier point que vous avez soulevé concernant les règlements, vous avez proposé de présenter le projet de règlements au Parlement pour examen.

**M. Woolliams:** C'est exact.

**M. Allmand:** Là encore, je voudrais en discuter avec M. Basford, mais j'hésiterais à accepter que cela doive être fait avant l'adoption du bill. Je vois un certain mérite à discuter de ces règlements avec les députés, avec les représentants des fédérations de la faune et d'autres.

**M. Woolliams:** Avant que les règlements deviennent lois, car après c'est inutile.

**M. Allmand:** Je peux en discuter avec M. Basford, mais ...

**M. Woolliams:** Très bien, je suis d'accord.

**M. Allmand:** ... quant à savoir si nous pouvons retarder l'adoption du bill jusqu'à ce que les règlements soient approuvés, cela me semble ...

**M. Woolliams:** Il faudrait que vous ayez une réunion avec vos hommes, car à un certain moment je vais présenter des amendements.

**M. Allmand:** J'accepte le principe que les députés puissent examiner les règlements; nous l'avons déjà dit, mais j'aimerais d'abord que le Bill soit adopté.

**M. Woolliams:** J'ai déjà reçu le message en Comité.

**Le président:** J'ai encore les noms de MM. Dick et Brisco. Je pense que ce sera tout pour les questions générales. Peut-être que nous pourrions ...

**M. Woolliams:** J'ai terminé.

**Le président:** ... faire une courte pause après ces deux personnes pour revenir ensuite à l'étude du bill article par article.

Attendez-vous vos amendements messieurs Woolliams?

**M. Woolliams:** Non, ils sont terminés. Je les ai envoyés à la traduction, car mon français et mon latin laissent à désirer.

**Le président:** Très bien. Monsieur Dick, vous avez la parole.

**M. Woolliams:** De toute façon, je vous les donnerai, messieurs.



[Text]

The Chairman: Mr. Dick is next.

**Mr. Dick:** Yes. There are just three areas which I wanted to ask the Solicitor General a few questions about. There is one area which I presume has already been touched upon and has perhaps been dealt with. That is, I was going to request the possibility of you tabling the regulations, not for debate but so that we could see how they might fit into the pattern of this bill. For example, when we get into the type of people or the class of people to be set out by regulation or that are proposed, what sort of people do you have in mind that might be granting the certificates or might be the right people who could plan the form where a person applies to get a certain certificate? There are a number of areas where the class of people are yet to be named. I wonder if we could have sort of a little insight into what sort of types of people you are looking for there, whether they are all going to be ministers of the church, bank managers, police officers, things of that nature.

**Mr. Allmand:** There are two groups of people, Mr. Dick. There are the guarantors, and we have to decide on who they should be, and then there is the appointment of the licensing officers. With respect to the guarantors, Mr. Basford has said and I have said that we would be willing to include in that list wildlife officers, executives—whether president or otherwise—of hunting associations and clubs and competitive shooting associations. In other words, people from the shooting sport community. In addition we would include people from outside that community who would have some relevance. For example, band chiefs or the native peoples leadership, both in the Inuit communities and in the Indian communities, and also individuals who would be present in towns and cities who would have some responsibility. We have not tied that down yet, but we are looking at the type of people in the passport guarantors list, such as bank managers, pastors of churches, and so on. Have we tied down a list yet of the guarantors?

Actually, we would like to have recommendations both from this Committee and from outside groups as to who they think would be good groups of people to include in that list. I have mentioned some of them already.

**Mr. Dick:** I think you would probably get the recommendations if you would trigger it by tabling the regulation you propose. I am sure you would then get reaction from people in the Committee and others. Sometimes, rather than sitting back and waiting, it is the suggestion of initiating the process and I think you would then get the reaction.

**Mr. Allmand:** I am going to be calling Mr. Basford. That in the sort of thing that we could discuss doing, and then you could add to it or ...

**Mr. Dick:** Sit back.

**Mr. Allmand:** ... sit back, and after a discussion here it might distil down into a pretty firm type of suggestion.

Here is a tentative list, and I hope it is accepted just as a tentative list because we are looking for input. Maybe I could read this list.

• 1045

A. Mayors, reeves, or council members of a city, town or village, township or municipality;

[Interpretation]

Le président: Monsieur Dick, vous êtes le suivant.

**M. Dick:** Oui. J'aimerais poser des questions au solliciteur général au sujet de trois domaines, dont le premier a déjà été discuté, je pense. J'allais demander s'il était possible de déposer les règlements, non pas pour discussions, mais pour voir comment ils cadrent avec le Bill. Par exemple, lorsque nous abordons cette catégorie de personnes qui doit être précisée dans le règlement, la sorte de personnes que vous avez dans l'idée et qui pourraient accorder des certificats ou projeter le formulaire de demande de certificat. Il faudrait d'abord savoir d'où viendront ces personnes. Pourriez-vous nous donner une idée des personnes que vous cherchez, ministres du culte, gérants de banque, agents de police ou autres.

**M. Allmand:** Il y a deux groupes de personnes, monsieur Dick: les répondants, et nous devons décider qui ils doivent être et également, la nomination des préposés aux autorisations. A propos des répondants, M. Basford a dit, comme moi, que nous étions disposés à inclure dans cette liste les agents de la faune, les administrateurs, les présidents ou autres, des associations et clubs de chasse de même que les clubs de concours de tir. Autrement dit, des personnes du domaine de la chasse. De plus, nous voulons également inclure des personnes de l'extérieur qui s'intéressent à la chasse, par exemple, les chefs de bandes ou les représentants des autochtones dans les collectivités inuites et indiennes, des particuliers des villes et des cités qui auraient une certaine responsabilité. Nous n'avons pas encore arrêté notre choix, mais nous examinons le genre de personnes qui pourraient faire partie de cette liste de répondants, par exemple, les directeurs de banques, les pasteurs, etc.

Nous voudrions que le Comité et d'autres groupes de l'extérieur nous présentent des recommandations sur le genre de personnes ou de groupes qui devraient faire partie de cette liste. J'en ai déjà mentionné quelques-uns.

**M. Dick:** Vous obtiendrez probablement ces recommandations si vous commencez par déposer le projet de règlement. Je suis certain que les membres du Comité et d'autres personnes réagiraient de cette façon. Parfois, plutôt que de s'asseoir et d'attendre, il vaut mieux suggérer ou amorcer le processus pour obtenir la réaction.

**M. Allmand:** Je vais communiquer avec M. Basford. C'est le genre de choses que nous pourrions discuter et nous pourrions ajouter ou ...

**M. Dick:** Attendre.

**M. Allmand:** ... attendre; après les discussions que nous avons eues ici, cela peut donner lieu à de très bonnes suggestions.

Voici une liste provisoire, j'espère que vous la considérez comme telle, car nous attendons des suggestions. Je peux vous la lire.

A) Les maires, les conseillers, ou les membres du conseil d'une cité, d'une ville ou d'un village, d'un comté ou d'une municipalité;

## [Texte]

B. barristers or solicitors who are members of provincial bar associations;  
 D. professional engineers;  
 E. professional accountants;  
 F. heads of community colleges and principals of secondary or primary schools; perhaps also deans and people in positions at universities.

G. medical doctors and dentists;  
 H. postal employees in charge of a postal area or postal agency;  
 I. collectors of customs;  
 J. ministers of religion;  
 K. managers of banks, trust companies, credit unions, *caisses populaires*; chiefs of Indian bands; elders or councillors elected pursuant to Section 74 of the Indian Act; members of Inuit settlement councils; elected officials of shooting clubs approved for the purpose of Section 106.2, et cetera, by the Attorney General in the province in which the shooting club is located; elected officials of wildlife federations, rod and gun clubs, provincially certified firearms instructors; and commanding officers of militia units, officers in charge of Canadian armed forces units; chaplains; padres; and adjutants.

That is the projected list but it is a working list and we would be pleased to have suggestions to add to the list. Even if you think that somebody there should not be there, we would consider it.

**Mr. Woolliams:** Would the government pay those or does the applicant have to pay?

**Mr. Allmand:** No, they will not be paid. It will be like the guarantors for passports. The applicant would go to one of these people and say, I am applying for a licence; would you sign my form? They will have to have known them for two years.

**Mr. Woolliams:** The lawyer in a village is going to be busy.

**Mr. Allmand:** There is some question, Mr. Woolliams, whether we should keep the lawyers on the list or not.

**Mr. Woolliams:** Oh, they are great fellows!

**Mr. Dick:** It also helps to keep up the clientele in a small town practice. There is a second class, the licensing official...

**Mr. Allmand:** The licensing officer.

**Mr. Dick:** Have you got a tentative list, something like the one you have already given us, that you might be able to...

**Mr. Allmand:** No. The licensing officers would be employed on either a full-time or part-time basis. We would look initially to hire retired police officers or army officers—somebody that knew something about guns—and they would be close to the communities. Now these licensing officers could grant permits but they could not turn them down. If they saw something in the application that was suspicious or questionable, then they would refer it to the registrar. In different provinces registrars are set up differently. In Ontario, I think there are only four or five

## [Interprétation]

B) Avocats ou notaires membres du barreau de la province;  
 D) Ingénieurs;  
 E) Comptables;  
 F) Directeurs de collèges communautaires et principaux d'écoles primaires et secondaires; peut-être aussi les doyens et les personnes haut placées dans les universités;  
 G) Médecins et dentistes;  
 H) Employés des postes chargés d'une région ou d'une agence postale;  
 I) Percepteurs de douane;  
 J) Ministres du culte;  
 K) Gérants de banques, de compagnie fiduciaires, de caisses de crédit, de caisses populaires, les chefs des bandes indiennes, les anciens et les conseillers élus conformément à l'article 74 de la Loi sur les Indiens, les membres de conseils d'établissement chez les Inuit, les représentants élus des clubs de tir approuvés aux fins de l'article 106.2 etc. par le procureur général de la province où le club de tir est situé; les représentants élus des fédérations de la faune, des clubs de chasse et de pêche, les instructeurs pour armes à feu accrédités par les provinces; les commandants de divisions militaires, les officiers chargés des divisions des Forces armées canadiennes, les chapelains, les aumôniers et les capitaines.

Il ne s'agit que d'un projet de liste, mais c'est une liste de travail et nous serions heureux d'avoir vos suggestions. Même si vous êtes d'avis que quelqu'un ne doit pas faire partie de la liste, nous allons examiner la question.

**M. Woolliams:** Est-ce que le gouvernement va payer ces personnes ou est-ce que ce sera le requérant?

**M. Allmand:** Non, elles ne seront pas payées. Ce sera comme pour le répondant dans le cas d'un passeport. Le requérant devra se présenter à une de ces personnes et dire, je fais une demande d'autorisation, voulez-vous signer ma formule? Le requérant doit être connu du répondant depuis deux ans.

**M. Woolliams:** L'avocat du village sera occupé.

**M. Allmand:** Nous nous demandons, monsieur Woolliams, si nous devons ou non conserver les avocats sur la liste.

**M. Woolliams:** Oh ce sont de bons hommes!

**M. Dick:** Cela pourrait les aider dans une petite ville où les pratiques ne sont pas très importantes. Il y a également la deuxième catégorie, les préposés aux autorisations...

**M. Allmand:** Le préposé aux autorisations.

**M. Dick:** Avez-vous également une liste provisoire, du genre de celle que vous nous avez donnée, qui pourrait nous permettre...

**M. Allmand:** Non. Les préposés aux autorisations seront employés soit à plein temps ou à temps partiel. Nous allons tout d'abord chercher à engager des policiers ou des officiers de l'armée retraités—des gens qui connaissent les armes à feu,—et qui ont des raisons profondes dans la collectivité. Ces préposés aux autorisations pourraient accorder des autorisations, mais ils n'auront pas l'autorité de les refuser. S'ils voient quelque chose dans la demande qui leur semble douteux, ils devront la transmettre au registraire. Selon les provinces, les registraires sont



[Text]

major regions with registrars. Only the registrar could reject a permit. The licensing officer, if he considered everything in order, could approve and send it on for the planning of the licence. They would be paid and they would be either full-time or part-time, depending on the business of the locality where they are.

**Mr. Dick:** If you get into some small community, perhaps in the northern area where police officers have not retired to or army officers have not retired to, are you going to be using active police people as an extra duty that they might have or are you going to use postmasters of small communities, or what other class of people, because you are not going to cover them all with what you have enumerated.

**Mr. Allmand:** No. We want licensing officers to be as readily available as possible. We will also try to get people that will know something about this because of their background. If they are retired police officers or army officers, fine. It could also be a man who is a retired wildlife officer or even was a wildlife officer and wanted to do this kind of work.

**Mr. Dick:** You are saying this rather off the cuff, much more so than the other list which you had, a tentative list which you read from. I am wondering if you have a tentative list which you ...

**Mr. Allmand:** No.

**Mr. Dick:** ... could sort of read into the record that we could then give and take on and we could ...

**Mr. Allmand:** No. This is a position that will be open for employment. There will be criteria for the job, but it is possible that a man could make a very good licensing officer who was a school teacher. He may have learned a lot about guns and will apply for this job. It will be a job description that he will apply for, whereas the other thing is more in the category of the guarantors under the passport. This will be a position that one will be paid for.

• 1050

**Mr. Dick:** Even if they are not finalized forms of regulations which you want to put out, do you have some tentatively drawn regulations that could perhaps be tabled between now and the next meeting or at some meeting thereafter? Then when we are going through the amendments, each time we see that there are Orders in Council or whatever we could look at the sheet of paper to see what you have in mind at the present time. It might assist us in drafting and coming to a better understanding of the firearms section because there are, I think, 27 sections where there is a delegation of power. I think it would be very helpful. I was wondering if there is a possibility that you might, after discussions with Mr. Basford, assist the Committee in coming to a better understanding of the bill and maybe a better appreciation of the bill.

**Mr. Allmand:** That is a possibility with some of the regulations. Just as we have given you the working paper on the guarantors ...

[Interpretation]

nommés de façon différente. En Ontario, il n'y a que quatre ou cinq régions importantes qui possèdent des registraires. Seul le registraire peut rejeter une autorisation. Le préposé aux autorisations, s'il croit que tout est en ordre, ne peut qu'approuver la demande et l'envoyer à ceux qui la préparent. Ces préposés seront payés et engagés soit à plein temps ou à temps partiel, selon le volume de travail dans l'endroit où ils se trouvent.

**M. Dick:** Si vous êtes dans une petite localité, dans le nord peut-être où les policiers ou les officiers de l'armée ne sont pas à la retraite, allez-vous vous servir de policiers en poste pour ce travail additionnel ou allez-vous vous servir des maîtres de postes des petites municipalités ou d'autres personnes, car vous ne les avez pas toutes énumérées dans votre liste.

**M. Allmand:** Non. Nous voulons que les préposés aux autorisations soient aussi disponibles que possible. Nous allons également essayer d'obtenir des personnes qui ont une certaine expérience en la matière. S'il s'agit de policiers ou d'officiers de l'armée à la retraite, très bien. Ce pourrait être également un garde-chasse à la retraite ou quelqu'un qui a été garde-chasse mais qui veut faire ce genre de travail.

**M. Dick:** Vous dites cela comme cela, plus facilement que pour l'autre liste que vous avez, qui est une liste provisoire. Je me demande si vous n'auriez pas une liste de ce genre ...

**M. Allmand:** Non.

**M. Dick:** ... que nous pourrions lire afin qu'elle soit consignée au procès-verbal et qui pourrait nous permettre ...

**M. Allmand:** Non. Il s'agit d'un poste dont le concours sera ouvert à ceux qui voudront se présenter. Il y aura évidemment des critères pour cet emploi, mais il est possible qu'un enseignant par exemple puisse très bien faire un bon préposé aux autorisations. Il peut s'être spécialisé dans les armes à feu et faire une demande d'emploi. Il fera une demande d'après une description d'emploi; dans l'autre cas, la situation est analogue aux répondants à une demande de passeport. La personne qui occupera ce poste sera rémunérée.

**M. Dick:** Même si vous n'avez pas les règlements officiels, avez-vous un projet de règlement que vous pourriez déposer d'ici la prochaine séance où à des séances subséquentes? Nous pourrions ainsi, lors de l'étude des amendements, chaque fois qu'il s'agira d'un règlement par décret en conseil, ou autrement, nous y référer afin de connaître votre position actuelle. Cela nous aiderait dans l'élaboration et pour en arriver à une meilleure compréhension des articles sur les armes à feu; il y a, je crois, 27 articles où il y a une délégation d'autorité. Je pense que ce serait très utile. Est-ce qu'il serait possible, après en avoir discuté avec M. Basford, d'aider le Comité à mieux comprendre ce bill et peut-être à mieux le saisir.

**M. Allmand:** C'est possible pour certains règlements. Comme nous l'avons fait avec le document de travail sur les répondants ...

[Texte]

**Mr. Dick:** Precisely; and I appreciate that.

**Mr. Allmand:** ... there may be other areas in which we could do that. I would be willing to discuss that with Mr. Basford.

**Mr. Dick:** I hope you will perhaps report back at the next meeting, Mr. Solicitor General.

The second area I wanted to discuss briefly: where there is a charge there is now going to be a minimum sentence of one year for the possession of a firearm in conjunction with another offence, as I recollect; maybe my phraseology is wrong. Something I have advocated, having been a Crown Attorney before—and I would like to get your thoughts on this—would be that if a person commits an illegal offence under the provisions of the Criminal Code and at the time was in possession of a firearm to assist in the criminal act, I would like to see the person prosecuted first on the possession of the firearm and secondly on the substantive offence of an armed robbery or a rape or a kidnapping. The reason is, and it is a very practical consideration, the essence of your peace and security package and especially gun control revolves around the misuse of firearms, as I read it, to a great extent. That is what we are trying to ban. A lot of people are concerned that we are putting a great onus on the legitimate user rather than the illegal user. What I am telling you is that if a person is charged with possession of a firearm and with armed robbery or kidnapping, the lawyer for that person is going to walk in and say, we will plead guilty to the kidnapping or the armed robbery because the evidence is very strong, overwhelming, on the substantive offence, but will you drop the possession charge. I know that in 90 per cent or more of the cases the Crown Attorney is going to say yes, because he is maybe going to save himself a three— or four-day trial; he is going to save an awful lot of expense; he is going to save tying up the court. But if we phrase the section so that you have to prosecute for the possession of the firearm before you can prosecute for the substantive offence, then I think we can bring into the court system and into our criminal justice the type of concern that we have for the possession of that firearm. We are really putting a heavy sanction on it and we are not letting the person get away. Otherwise, the person could get away.

**Mr. Pinard:** What if he is acquitted on the main offence?

**Mr. Dick:** He may be acquitted but he may be convicted legitimately on the possession. He may be acquitted on the possession but you can still go ahead with the kidnapping. It could have been under other ...

**Mr. Pinard:** If he is acquitted on the main offence, why condemn him on the possession of arms?

**Mr. Dick:** That is going to be the jurisprudence in the matter. I am saying that the ...

**Mr. Allmand:** I should point out that the whole business of prosecution under the Criminal Code is under the provincial A.G.'s; we have nothing whatsoever to do with it. The kind of thing that you are proposing might be very good, but we at the federal level cannot control that. Mr. McMurtry in Ontario could decide to do that right now under the present law.

[Interprétation]

**M. Dick:** Précisément; et j'apprécie cela.

**M. Allmand:** Il se peut que nous puissions faire la même chose dans d'autres domaines. Je serais d'accord d'en discuter avec M. Basford.

**M. Dick:** Monsieur le Solliciteur général, j'espère que vous ferez rapport à la prochaine séance.

Il y a un autre aspect dont je désire discuter brièvement: il y aura présentement une peine minimum d'un an pour toute personne en possession d'une arme à feu en relation avec une autre infraction, si je me souviens bien; je me suis peut-être mal exprimé. Mon opinion, ayant déjà été procureur de la couronne—et j'aimerais savoir ce que vous en pensez—est que si une personne commet une infraction selon les dispositions du code criminel et qu'au moment de l'infraction il s'est servi d'une arme à feu pour perpétrer cet acte criminel, j'aimerais que cette personne soit d'abord poursuivie pour possession d'une arme à feu et ensuite pour infraction avec vol à main armée, ou viol, ou kidnapping. La raison est d'ordre pratique, c'est l'essentiel de votre programme d'ordre et de sécurité public et tout spécialement du contrôle des armes à feu basé sur la mauvaise utilisation des armes à feu, à mon avis, pour une bonne part. C'est ce que nous essayons d'éliminer. Beaucoup de gens s'inquiètent du fait que nous imposons un lourd fardeau à l'usager légitime et non à celui qu'en fait un usage illégal. Je prétends que si quelqu'un est accusé de possession d'une arme à feu et de vol à main armée ou de kidnapping, l'avocat de cet individu va dire, nous allons plaider coupable à l'accusation de kidnapping ou de vol à main armée parce que les preuves sont très fortes, imposantes, pour ce qui est de l'infraction essentielle, mais vous allez abandonner l'accusation de possession d'arme à feu. Je sais que dans 90 p. 100 des cas ou plus le procureur de la Couronne va accepter, parce que cela va lui éviter un procès de 3 ou 4 jours; il va ainsi éviter des dépenses énormes; il va éviter l'encombrement des tribunaux. Or si selon le libellé de l'article il faut d'abord tenter une poursuite pour possession d'arme à feu avant de pouvoir tenter la poursuite pour l'infraction importante, alors je pense que nous pourrions introduire dans notre système de tribunaux et dans notre justice criminelle, le genre de préoccupations que nous avons pour la possession des armes à feu. Nous imposons vraiment les peines sévères et nous ne permettons pas à quiconque d'y échapper. Autrement, une personne peut s'en tirer.

**M. Pinard:** Qu'est-ce qui se passe s'il est acquitté pour l'infraction principale?

**M. Dick:** Il peut être acquitté tout en étant trouvé coupable de possession d'arme à feu. Il peut être acquitté pour ce qui est de la possession mais vous pouvez toujours le poursuivre pour le kidnapping. Cela aurait pu être selon l'autre ...

**M. Pinard:** Pourquoi le condamner pour possession d'arme à feu s'il est acquitté de l'infraction principale?

**M. Dick:** C'est la jurisprudence qui devra être établie sur cette question. Je dis que ...

**M. Allmand:** Je devrais souligner que toute la question des poursuites relève des procureurs généraux des provinces selon le code criminel; cela ne nous concerne pas du tout. Ce que vous proposez pourrait être très bon, mais nous ne pouvons contrôler cela au niveau fédéral. M. McMurtry en Ontario pourrait décider de le faire immédiatement en vertu de la loi actuelle.



[Text]

The other thing I should bring to your attention is that there was a Law Reform Commission report put out recently on plea bargaining and the very issues that you raise, and certain proposals were suggested for amending the code and also there were suggestions for the provincial attorneys general; and that will be considered, Mr. Basford is going to consult with the provinces on that.

• 1055

But, instructions to Crown attorneys on prosecuting under the Criminal Code is something for the provinces.

**Mr. Dick:** I think that is an easy way out, with all due respect. I appreciate very well that the administration of justice is under the jurisdiction of the provinces. However, by drafting such things in the Criminal Code where it says a murder indictment can only be one count, and it has to be by itself and so on—and in an indictment you have already in a sense instructed the attorneys general that they cannot list two or three things, they can only list the murder—I would say that you can do the very same thing because it then falls in the Criminal Code and it is part of the law. I do not think you can just sort of slip it out by saying it goes to the attorneys general of the provinces, this would then become part of the criminal law the very same as when you draft a murder indictment—it has to stand on its own.

**Mr. Woolliams:** I want you defence lawyers to listen to that because I do not know whether it is good or bad.

**Mr. Allmand:** All I can say is that will be something worthwhile discussing with the provinces, but for the federal government to unilaterally put that kind of thing in the Code without discussing it with the attorneys general would cause a lot of federal-provincial friction.

**Mr. Dick:** I know you have a meeting coming up in the middle or the end of this month, in another week or so...

**Mr. Allmand:** Mr. Basford does.

**Mr. Dick:** ... would you try to have the matter brought up for a short discussion and report, because I suspect that the bill will not have been through all stages by then?

**Mr. Allmand:** I will refer it to Mr. Basford.

**Mr. Dick:** So there will still be some chance that we might be able to amend the Code and I think it would be a good way.

**Mr. Allmand:** I will refer your comments, to Mr. Basford on this point of proceeding with the gun offence before the substantive offence.

**Mr. Dick:** Right. I just do not want the people to get away from the gun offence because that really is the cornerstone.

The final area which I wanted to discuss is the area where a judge may order a prohibition if a person is committing an offence or something. The judge may when he passes sentence order prohibition—he cannot carry a firearm for one year or three years, or whatever. Now, Mr. Solicitor General, I would be interested to change that "may" to a "shall"; in other words, make it a mandatory prohibition if a person is convicted of using an offensive weapon or a firearm in an improper manner.

[Interpretation]

Je devrais aussi vous rappeler qu'il y a eu un rapport de la Commission de réforme du droit dernièrement concernant ce genre de choses et on y trouve certaines propositions concernant des amendements à apporter au Code, sans oublier des suggestions qui s'adressent aux procureurs généraux provinciaux; ces questions seront étudiées par M. Basford en consultation avec les provinces.

Il revient aux provinces de donner des directives aux procureurs de la Couronne dans le cas d'une poursuite en vertu du Code criminel.

**M. Dick:** Avec tout le respect que je vous dois, je crois que cette réponse est trop facile. Je sais très bien que l'administration de la justice relève des provinces. Cependant, en précisant dans le Code criminel qu'on ne peut être inculpé de meurtre qu'une fois, que la cause doit être entendue séparément et tout le reste, vous avez bien précisé aux procureurs généraux comment ils doivent agir en cas de meurtre et il me semble que vous pouvez faire la même chose ici parce que cela fait partie du Code criminel et fait partie de la loi. Je ne crois pas que vous puissiez éviter la question tout simplement que c'est du ressort des procureurs généraux des provinces puisque cela ferait alors partie du Code pénal et cela revient à la même chose que lorsque vous rédigez une inculpation pour meurtre, c'est-à-dire qu'il n'y a qu'un seul chef d'accusation.

**M. Woolliams:** Vous, les avocats de la défense, écoutez bien cela, parce que je ne sais pas si c'est bon ou mauvais.

**M. Allmand:** Ce serait bon d'en discuter avec les provinces, mais si le gouvernement fédéral rajoutait ce genre de chose au Code unilatéralement sans en parler avec les divers procureurs généraux, cela créerait des heurts entre les gouvernements fédéral et provinciaux.

**M. Dick:** Je sais que vous avez une réunion d'ici une ou deux semaines...

**M. Allmand:** C'est M. Basford qui doit participer à cette réunion.

**M. Dick:** ... Peut-être pourriez-vous alors soulever cette question brièvement et rédiger un rapport parce que je crois bien que le bill n'en sera pas encore rendu à la dernière étape d'ici ce temps-là?

**M. Allmand:** J'en parlerai à M. Basford.

**M. Dick:** Donc, on pourrait toujours modifier le Code et je crois que ce serait une bonne façon de le faire.

**M. Allmand:** J'en parlerai avec M. Basford et soulèverai avec lui la question d'intenter des poursuites concernant les infractions à la Loi sur les armes à feu avant l'accusation principale.

**M. Dick:** Parfait. Je ne veux tout simplement pas que les gens puissent se dérober à une poursuite découlant d'une infraction concernant les armes à feu parce que c'est là la pierre d'angle.

La dernière question que je voulais soulever concerne le cas où un juge pourrait décréter une interdiction si une personne commet une infraction ou quelque chose du genre. Quand le juge rend la sentence, il peut frapper quelqu'un d'interdiction, c'est-à-dire qu'il n'aura pas le droit de toucher à une arme à feu pendant deux ou trois ans ou quelque chose du genre. Maintenant, monsieur le Solliciteur général, j'aimerais bien faire changer le «peut» pour «doit»; en d'autres termes, la personne coupable de s'être servie d'une arme offensive ou d'une arme à feu de

[Texte]

I am wondering whether you may consider putting a mandatory prohibition on firearms if a person has been convicted of any violent act. If a person has the mental capacity to do a rape or some other violent act, surely he has the capacity and the ability to do the very same thing with a firearm. Obviously their mind is just not in balance, and I think it would be good to have it mandatory there as well.

**Mr. Allmand:** Mr. Dick, Mr. Lachance made that suggestion last week, and we said we would look at that; in other words, making the prohibition mandatory in certain offences.

**Mr. Dick:** Have you looked at it yet?

**Mr. Allmand:** Well Mr. Basford has been in Vancouver at the Habitat, and we have a list of things to discuss when he gets back.

**Mr. Dick:** I did not think Habitat was within his ministry. Well I guess it is within his constituency though.

**Mr. Allmand:** He is the head of the Canadian delegation.

**The Chairman:** Mr. Woolliams.

**Mr. Woolliams:** Mr. Chairman, I was away Friday trying to do some harm in New Westminster—does question period start at 2 o'clock for sure?

**The Chairman:** At 2 o'clock, yes.

**Mr. Brisco:** Mr. Minister ...

**Mr. Allmand:** Just one second, please.

**Mr. Brisco:** Okay.

• 1100

Clause 24 of your amendment demonstrates ...

**Mr. Allmand:** Amendment 24?

**Mr. Brisco:** Yes, this is with reference to trappers. I should not have said Clause 24, I may have been misleading you. It is Item 24 in your list.

**Mr. Woolliams:** On page 27.

**Mr. Brisco:** Clause 3, proposed Section 106.3(9), on page 27.

**Mr. Allmand:** It is about the right if you hunt or trap as part of your way of life.

**Mr. Brisco:** Yes.

**Mr. Allmand:** Yes.

**Mr. Brisco:** I recognize that a sensitivity to this particular occupation has been demonstrated and in thinking about this I think those from Western Canada would agree that there is only one other occupation, perhaps two, but principally one other occupation where the same need for a side arm does occur. I know you are talking about licensing here, but I wonder whether any consideration has been given to including the prospector in this particular area as well as the trapper? Have you had any representations from prospectors? Probably they are all out hammering at the rocks and do not know about Bill C-83 in any event.

[Interprétation]

façon dangereuse se voit obligatoirement frappée d'interdiction.

De plus, il serait peut-être possible d'ajouter une interdiction obligatoire concernant les armes à feu pour la personne qui a déjà été condamnée pour un acte de violence. Si une personne a la mentalité voulue pour commettre un viol ou un autre acte violent, il a sûrement la mentalité voulue pour passer aux actes avec une arme à feu. Ce genre de personne est mentalement instable et je crois bien que l'interdiction devrait être obligatoire dans ces cas-là aussi.

**M. Allmand:** Monsieur Dick, M. Lachance a fait la même proposition la semaine dernière et nous avons dit que nous étudierions le cas; en d'autres termes, que l'interdiction soit obligatoire dans certains cas.

**M. Dick:** Avez-vous déjà étudié la question?

**M. Allmand:** Eh bien, M. Basford est à Habitat, à Vancouver, et nous avons un tas de choses dont nous discutons à son retour.

**M. Dick:** Je ne croyais pas que son Ministère s'occupait d'Habitat. Évidemment, je crois que c'est dans sa circonscription.

**M. Allmand:** C'est le chef de la délégation canadienne.

**Le président:** Monsieur Woolliams.

**M. Woolliams:** Monsieur le président, j'étais ailleurs vendredi, essayant de semer la zizanie à New Westminster—la période des questions commence bien à 14 h 00?

**Le président:** Oui, à 14 h 00.

**M. Brisco:** Monsieur le ministre ...

**M. Allmand:** Juste un moment, s'il vous plaît.

**M. Brisco:** Parfait.

D'après l'article 24 de votre amendement ...

**M. Allmand:** L'amendement n° 24?

**M. Brisco:** Oui, en ce qui concerne les trappeurs. Je n'aurais pas dû dire l'article 24, je vous induisais peut-être en erreur. Il s'agit de l'article 24 sur votre liste.

**M. Woolliams:** A la page 27.

**M. Brisco:** L'article 3, article proposé 106.3(9), à la page 27.

**M. Allmand:** Il s'agit de vos droits si vous êtes chasseur ou trappeur et que c'est là votre mode de vie.

**M. Brisco:** Oui.

**M. Allmand:** Oui.

**M. Brisco:** Je sais qu'on a beaucoup songé à ce genre de profession et je crois que ceux d'entre nous qui viennent de l'Ouest du Canada savent bien qu'il y a un ou deux autres métiers, mais surtout un métier, où les gens peuvent avoir besoin d'un pistolet. Je sais qu'il s'agit ici des autorisations, mais je me demandais si on avait pensé à inclure les prospecteurs au même titre que les trappeurs? Les prospecteurs vous en ont-ils parlé? De toute façon, peut-être sont-ils quelque part en forêt en train de marteler des pierres et n'ont-ils jamais entendu parler du Bill C-83.



[Text]

**Mr. Allmand:** This proposed section here was meant to deal primarily with people who hunt . . .

**Mr. Brisco:** As a way of life.

**Mr. Allmand:** Yes, or to supplement their food.

**Mr. Brisco:** Right, or trap.

**Mr. Allmand:** Right.

**Mr. Brisco:** But the prospector . . .

**Mr. Allmand:** Even a person who is a farmer who hunted deer and so on to provide food for the family, or an Indian, and so on.

**Mr. Brisco:** Right. The prospector is one category that has been left out of here. He spends a great deal of his time in the same general circumstances as the trapper at a different time of the year. At a time of the year, indeed, when he is more likely to be confronted with a hazardous situation than the trapper.

**Mr. Allmand:** This proposed section is meant really to exempt the fee for people—it does not deal with handgun permits.

**Mr. Brisco:** I thank the Minister for bringing that to my attention. It was not the fee that I was concerned about, it is the basic exemption that I am concerned about.

**Mr. Allmand:** All this proposed section does is exempt the person who must hunt or does hunt for food and clothing or to support his way of life not to charge him the fee. He is exempt from the fee, he still has to get the licence.

**Mr. Brisco:** What about the exemption of the fee for the prospector?

**Mr. Allmand:** Pardon me?

**Mr. Brisco:** What about the exemption of the fee for the prospector?

**Mr. Allmand:** Many of these prospectors do hunt, they are from those areas that would be covered by this, and many of them, unless they are wealthy prospectors . . .

**Mr. Brisco:** Those are few and far between.

**Mr. Allmand:** Then, I think a lot of them might be able to qualify under this proposed section. If you get a prospector who hunts and fishes while he prospects to get himself some food or to provide his family with food, and most of them come from northern or rural regions, they may very well qualify. If you get a professional prospector paid by a large company working out of Toronto or something he may not be covered by it.

**Mr. Brisco:** Stephen Roman was a prospector.

**The Chairman:** He may not be exempted. Thank you, Mr. Brisco.

Monsieur Pinard.

**M. Pinard:** Je désire faire une très brève intervention, monsieur le président. M. Dick, tout à l'heure, a fait une suggestion qui ne me semble pas réaliste. Il a fait allusion à l'article qui prévoit une peine minimum d'un an pour possession d'arme à feu, lorsque quelqu'un commet une offense criminelle en utilisant une arme à feu. Il suggère, pour éviter que les sentences ne soient combinées, ce qui atténuerait l'effet de la sentence minimum d'un an, d'obliger le tribunal de rendre d'abord un jugement sur l'accusation de possession, et ensuite se prononcer sur l'infraction principale.

[Interpretation]

**M. Allmand:** L'article proposé concernait surtout les gens qui chassent . . .

**M. Brisco:** Pour gagner leur vie.

**M. Allmand:** Oui, ou pour augmenter l'ordinaire.

**M. Brisco:** Oui, ou les trappeurs.

**M. Allmand:** Exactement.

**M. Brisco:** Mais le prospecteur . . .

**M. Allmand:** Et cela va aussi pour le fermier qui chasse le chevreuil et d'autres animaux pour nourrir sa famille, ou un Indien ou les autres.

**M. Brisco:** Oui, mais on ne parle pas du prospecteur ici. Il mène souvent le même genre de vie que le trappeur, mais à une époque différente de l'année. Même qu'à cette époque de l'année il peut se trouver dans des situations beaucoup plus dangereuses que celles où pourrait se trouver un trappeur.

**M. Allmand:** L'article proposé vise tout simplement à dispenser ces gens de payer . . . Cela n'a rien à voir avec les permis pour port de pistolet.

**M. Brisco:** Je remercie le ministre d'avoir fait cette précision. Ce n'est pas l'argent qui m'intéresse, c'est l'exemption.

**M. Allmand:** L'article proposé dispense celui qui chasse pour se nourrir, se vêtir ou conserver son mode de vie d'avoir à payer. Il ne paie rien, mais il doit toujours obtenir le permis.

**M. Brisco:** Et le prospecteur sera-t-il dispensé d'avoir à payer?

**M. Allmand:** Pardon?

**M. Brisco:** Le prospecteur sera-t-il dispensé d'avoir à payer ces droits?

**M. Allmand:** Bien de ces prospecteurs chassent, ils travaillent dans les régions visées par cet article et la plupart d'entre eux, à moins qu'ils ne s'agissent de prospecteurs riches . . .

**M. Brisco:** C'est une race peu nombreuse.

**M. Allmand:** Plusieurs d'entre eux pourraient donc se prévaloir de cet article proposé. S'il s'agit d'un prospecteur qui chasse et pêche pour se nourrir ou nourrir sa famille pendant qu'il prospecte, et la plupart d'entre eux viennent de régions rurales ou du nord, cela se pourrait fort bien. S'il s'agit d'un prospecteur professionnel payé par une grosse société dont le siège social est à Toronto ou quelque chose du genre, il ne pourra peut-être pas se prévaloir de cet article de la loi.

**M. Brisco:** Stephen Roman était prospecteur.

**Le président:** Il ne sera peut-être pas dispensé des droits. Merci, monsieur Brisco.

M. Pinard.

**Mr. Pinard:** I would like to make a brief remark, Mr. Chairman. Mr. Dick made a suggestion a few moments ago which did not seem to be realistic. He was talking about the clause providing for a minimum of one year for possession of a firearm when someone commits a criminal offence using a weapon. To avoid combined sentences and, therefore, a softening of the minimum one-year sentence, he suggests that it be mandatory for the court to first pass judgment on the possession offence and then on the substantive offence.

[Texte]

[Interprétation]

• 1105

Je trouve que cette suggestion n'est pas réaliste. Prenons le cas d'un vol à main armée, où le juge trouverait l'accusé coupable de possession d'arme à feu et ainsi le condamnerait à une sentence minimum d'un an, ensuite le même juge acquitterait le même accusé pour l'infraction principale soit sur des questions de droit ou tout autre moyen de défense disponible devant les tribunaux criminels. Il serait injuste d'avoir condamné l'individu pour possession d'une arme à feu à l'occasion d'un vol à main armée si subseqüemment il est acquitté de ce crime. Cette suggestion n'est pas réaliste.

Et de toute façon, même si l'accusé est trouvé coupable subseqüemment du vol à main armée, qu'est-ce qui va empêcher le juge de considérer la sentence d'un an qu'il a déjà imposée à l'accusé et ainsi atténuer celle qu'il imposera pour l'infraction principale.

Je voulais faire cette intervention car je trouve que cette suggestion n'est pas réaliste en pratique. Elle peut mener d'une part à une injustice flagrante et à une condamnation inutile si l'individu est acquitté de l'infraction principale et d'autre part elle ne changera rien car le juge, au moment de se prononcer sur l'infraction principale, se rappellera qu'il a déjà condamné l'accusé à une sentence d'un an et à la suite des représentations du procureur de ce dernier, il sera beaucoup plus clément lorsqu'il prononcera la sentence pour l'infraction principale.

Je désirais simplement souligner ce point de vue. On ne peut pas obliger les tribunaux à juger d'abord d'une accusation de préférence à une autre. C'est une question d'administration de la justice, de discrétion. Je pense qu'il faut faire plus confiance aux tribunaux qui savent exercer leur discrétion.

**Mr. Allmand:** It is true that the minimum sentences only apply if the accused is found guilty of an indictable offence such as armed robbery and so on, so your point is well taken.

Second, as I pointed out, we usually leave the administration of justice on the laying of charges, and so on, with the provincial attorneys general.

**Mr. Pinard:** That is my point.

**The Chairman:** We will take a five-minute break at this point, ladies and gentlemen and come back to clause-by-clause study in about five or six minutes.

• 1120

(After Recess)

**The Chairman:** The Committee will come to order.

Ladies and gentlemen, we are finally ready to begin our clause-by-clause consideration of Bill C-83 and I think Mr. Wooliams may have an amendment to present almost immediately. But perhaps before that we can deal with Clause 2, which is a facilitating section and one to which I have no amendments. I think there might be general agreement that we need no discussion of Clause 2 and perhaps I could put that clause—or would you rather make your general point first, Mr. Wooliams?

I consider this suggestion unrealistic. let us take the case of an armed robbery where the judge finds the accused guilty of possessing a firearm and therefore condemns him to a minimum one-year sentence. Then in criminal court, the same accused is acquitted by the same judge of the main offence because of legal or defence procedures. It seems to me unjust to condemn this individual for possession of firearms in an armed robbery if later on he is acquitted of this crime.

Moreover, nothing prevents the judge from considering the minimum one-year sentence imposed for illegal possession of firearms as part of the sentence for the main offence.

I repeat that I consider your suggestion unrealistic and unpractical. On the one hand it can lead to glaring injustice and to useless conviction if the individual is acquitted of the main offence. On the other hand, your proposal will not change the situation. When it is time for the judge to pronounce judgment on the main offence, he will remember having condemned the accused to a one-year sentence. Following representations by counsel for accused, he will be much more lenient when pronouncing the final sentence for the main offence.

I wanted you to know my point of view on this matter. No one can compel courts of law to adopt a particular order in judging separate charges. That depends on—judicial administration and discretion. Let us have more faith in the discretionary competence of our courts.

**M. Allmand:** Il est vrai que les sentences minimum ne s'appliquent que lorsque l'accusé est déclaré coupable d'un acte criminel tel qu'un vol à main armée. Vos commentaires sont donc justifiés.

En second lieu, je vous ai déjà mentionné que, en général, nous confions l'administration de la justice aux procureurs généraux des provinces.

**M. Pinard:** C'est précisément ce que je veux dire.

**Le président:** Mesdames et messieurs, nous prendrons une pause de cinq minutes. A notre retour, nous étudierons le projet de loi article par article.

(Après la pause)

**Le président:** A l'ordre, messieurs.

Mesdames et messieurs, nous sommes finalement prêt à commencer l'examen du bill C-83 article par article et je pense que M. Wooliams a immédiatement un amendement à proposer. Peut-être pourrions-nous toutefois commencer par traiter de l'article 2, qui constitue un renvoi descriptif et au sujet duquel personne n'a proposé d'amendement. Étant donné que cet article ne devrait faire l'objet d'aucune discussion, peut-être pourrions-nous passer immédiatement au vote? Voulez-vous commencer par vos remarques générales, monsieur Wooliams?



[Text]

**Mr. Wooliams:** I think it is really under a general clause that we can discuss anything, and I think that is where I come.

**The Chairman:** All right.

Clause 1 allowed to stand

On Clause 2—Descriptive cross references

**Mr. Wooliams:** I would like first, then, as we are moving now into clause-by-clause and before I move the amendments, to say that I think the whole Committee would agree that the discussions that we have had and the witnesses that we have heard are being very helpful in assisting all of us on all sides to try to improve the bill in question. I am not going to repeat things I said about the bill; I think everybody has an idea of what I feel with reference to the bill.

We have taken the position, on Second Reading, that some control, realistic and practical, will work, without putting such a heavy burden on the law-abiding citizen.

We have fought this bill pretty hard. We believe that those on all sides that are taking part in the discussions, with the witnesses, have been able to come up with some changes, at least, whatever happens to the bill. I did notice that the Minister said this morning that the bill would become law but I would imagine that he was sort of just using that more as an expression at that time.

I am now going to move this amendment and then would like to discuss it, if I might. I read it first this morning. The reason I think, Mr. Chairman, this comes in here is that this covers the most important thrust we have in our debate at this stage. We are really concerned when we are legislating criminal law that the rule is very clear, not only with legal scholars but with everyone. The question of criminal law must be legislated very precisely and concisely because in dealing and legislating in reference to criminal law you are legislating rules and regulations as to the conduct of a citizen, and if that conduct violates terms and conditions of the Code, then, of course, that individual is charged and they are charged by the state, and the state, of course, administers it under our federal system. It is the Attorney General in the Code who lays the charges, or his agents and the legal officers that flow from that department. I am very concerned, and there were many witnesses who were concerned, especially lawyers who presented briefs who know the dangers of legislating criminal law by rules and regulations.

• 1125

I am not unmindful of the fact that in bringing about legislation on the Criminal Code where it calls for some administrative acts that I suppose some rules and regulations have to be drawn by the Cabinet, but when it comes to making substantive law, then I must fall out with the Minister and his officials in that regard. What concerns citizens, as well as people who have presented briefs that I have talked to, and I do not know of any bill in which we have received so many letters and presentations of various arguments, and when you read all those letters that have come into my office—and I was not exaggerating when I said we have replied to nearly 5,000 letters in my office, not because of me personally, but because I am Chairman of the justice caucus for my party and naturally people write to me and we hold our meetings and have discussions that

[Interpretation]

**M. Wooliams:** Je pense en effet que c'est dans le cadre d'un article de portée générale que je devrai faire mes remarques.

**Le président:** Très bien.

L'article 1 est réservé.

Article 2—*Renvoi descriptif*

**M. Wooliams:** Avant de passer à l'analyse du projet de loi article par article et avant de proposer mes amendements, je commencerai par dire que les témoins que nous avons entendus nous ont présenté des points de vue très intéressants, qui devraient nous aider à améliorer le projet de loi. J'espère que tout le monde en conviendra. Je n'ai pas l'intention de répéter ce que j'ai déjà dit au sujet de projet de loi puisque je suppose que vous connaissez tous mon point de vue.

Lors de la seconde lecture, nous avons affirmé qu'une certaine forme de contrôle, réaliste et pratique, pourrait être efficace sans imposer d'exigence particulière aux citoyens respectueux de la loi.

Certes, nous avons fermement contesté ce projet de loi, mais nous croyons qu'à la suite des discussions suscitées par les divers témoins, nous devrions être en mesure de le modifier de manière positive. Je sais que le ministre a déclaré, ce matin, que ce projet de loi serait adopté, mais je suppose qu'il se contentait là de prendre ses désirs pour des réalités.

Je vais maintenant proposer mon amendement, après quoi je vous en donnerai l'explication. Monsieur le président, je pense qu'il s'agit là de la question la plus importante de notre débat actuel. En effet, nous voulons nous assurer que, lorsqu'il s'agit de droit criminel, la loi est parfaitement claire non seulement pour les experts juridiques, mais pour les simples profanes. C'est la raison pour laquelle toute loi de cette nature doit être libellée de façon très précise puisqu'elle consiste à réglementer le comportement des citoyens; si tel ou tel comportement va à l'encontre des dispositions du Code, l'individu responsable est alors accusé par l'État puisque c'est l'État, dans notre système fédéral, qui applique les dispositions au Code criminel. C'est le Procureur général qui, aux termes au Code, présente le réquisitoire, à moins qu'il n'en délègue la responsabilité à des fonctionnaires de son ministère. Ceci me préoccupe beaucoup, comme d'ailleurs beaucoup d'autres témoins, surtout des avocats qui vous ont présenté des mémoires et qui connaissent le danger d'adopter des règlements pour légiférer en matière de comportements criminels.

Je sais très bien que cette Loi sur le Code criminel prévoit certaines mesures d'ordre administratif, mesures qui pourront faire l'objet de règlements par le Cabinet; cependant, lorsqu'il s'agit du contenu essentiel de la loi, je ne suis pas d'accord avec le ministre et ses fonctionnaires. Nous avons reçu un nombre considérable de lettres de la part de particuliers, sans doute beaucoup plus que pour tout autre projet de loi, et cela vous montre que le public se préoccupe beaucoup de ces questions. Je n'exagère pas en vous disant que nous avons répondu à près de 5,000 lettres qui m'ont été adressées, non pas personnellement, mais en tant que président du caucus de la justice de mon parti; nous avons examiné le contenu de ces lettres, les différents aspects qu'elles abordent, mais la question essentielle qui revient dans presque toutes traduit une inquiétude géné-

## [Texte]

flow from those letters and the presentations of changes they feel—the main thrust that everyone really was concerned about was the fact there would be law legislated by the Cabinet of Canada without the chance of Parliament examining it by argument and without the chance of people being able to give evidence so as to scrutinize it and show what these regulations will do.

I will deal with this as the war itself. As I said in the Committee, after the war the only time they ever prosecuted any cases—and they were few just after the war—was under the War Measures Act, under which there was control of prices at that time, and where people violated and sold butter or sugar under the counter they violated rules and regulations. Under that procedure, of course, and the courts were right, the regulations in a prosecution had to be filed so as to warn the citizen. The citizen must be warned because when you are legislating either to fine the citizen if he is found guilty or take away his freedom by incarceration, he must know the law. The law should be so clear, as the late Mackenzie King said, and I agree with him, in his criticism of one of our governments in which they were bringing in rules and regulations, and I think that debate took place when some of the discussion of the War Measures Act was implemented during World War I when he said that the citizen, and I always agreed with that, should know the law as he runs, as he walks, as he sits, as he is in his home or when he is out socially, because ignorance of the law under the Criminal Code, as you lawyers know as well as I do, is no defence. But how could he defend himself if there is a law that he does not know? When we legislate by Orders in Council they become very numerous from time to time, and it does not matter how we dish it up in such a philosophical or academic way this morning. We can say that there will only be as few rules and regulations as possible, but they are subject to change in five minutes. The law can change in five or ten minutes by Order in Council because the Cabinet can rescind the order and make a new one. So, the citizen's liberty is at stake on law that is not subject to debate, not subject to knowledge and not subject to scrutiny.

As I read the bill—and I had some research done on it—I think there are 14 major places in the bill in which Orders in Council could make substantive law, and flowing from that there would be 27 different kinds of law that could be made by maybe hundreds of regulations. Therefore I have taken a very concerned attitude on this, and I hope the Committee would give this some thought; it may be that today you will want to think about this.

It is the main thrust of the bill that we criticize in the main. Therefore my amendment will read:

• 1130

That Bill C-83 be amended

That is, to cover the whole bill.

so as all regulations to be made by Governor-in-Council in reference to the control and licensing of firearms and other offensive weapons be presented to Parliament by a positive resolution and subject to Parliament's approval or rejection

I have always hoped that somebody will listen to the Opposition, so I quote:

approval or rejection before such said regulations become law and part of the substantive law and before that part of the said Bill in reference to the control and

## [Interprétation]

rale devant le fait que cette loi risquerait d'être adoptée par le Cabinet sans que le Parlement ait eu la chance de l'examiner, et, en conséquence, sans que les Canadiens aient eu la possibilité de savoir de quoi il retournait.

J'ai déjà dit devant ce Comité que, après la guerre, les quelques poursuites qui ont été intentées l'ont été dans le cadre de la Loi sur les mesures de guerre, laquelle visait essentiellement à contrôler les prix; ainsi, lorsque des gens vendaient du beurre ou du sucre au marché noir, ils violaient les règlements. Selon cette procédure, les règlements relatifs aux poursuites devaient être publiés afin que le simple citoyen en soit averti. J'en arrive donc à la question principale: le citoyen doit être averti, car vous savez bien que s'il se voit imposer une amende ou une peine de prison, on lui répondra que nul n'est censé ignorer la loi. En conséquence, la loi doit être très claire, comme le disait feu Mackenzie King lorsqu'il critiquait un de nos gouvernements d'établir des règlements à propos de la Loi sur les mesures de guerre. Il disait, si je me souviens bien, que le simple citoyen doit être parfaitement informé de la loi lorsqu'il se promène, lorsqu'il marche, lorsqu'il est assis, lorsqu'il est chez lui ou lorsqu'il rend visite à des amis, car comme vous le savez, nul n'est censé ignorer la loi. Or, comment pourrait-il se défendre si des lois sont adoptées à son insu? Si nous légiférons par voie de décret en conseil, ces derniers risquent d'être très nombreux. Sans entrer dans des considérations philosophiques trop précises ce matin, nous pourrions dire qu'il y aura le minimum de règlements, mais ces derniers risquent d'être modifiés en cinq minutes. En effet, la loi peut être modifiée en l'espace de quelques minutes par un décret en conseil, car le Cabinet peut abroger le décret et en publier un nouveau. La liberté du simple citoyen dépend donc d'une loi qui n'est pas soumise au débat et qui n'est pas portée à la connaissance de tous.

J'ai constaté que, en quatorze endroits, différents, le bill prévoit que l'on pourra légiférer par voie de décrets en conseil sur une question importante; en conséquence, 27 types de loi différents pourraient être élaborées par des centaines de règlements. Il est évident que ce problème me préoccupe beaucoup et j'aimerais que nous en discussions aujourd'hui.

Notre principale critique porte sur la substance du projet de loi. Mon amendement est donc le suivant:

Que le Bill C-83 soit modifié

Il s'agit de l'ensemble du projet de loi.

Pour que tous les règlements établis par le gouverneur en conseil et relatifs au contrôle et à l'enregistrement des armes à feu et autres armes soient présentés au Parlement pour y être approuvés ou rejetés.

Comme j'espère toujours que quelqu'un écoutera enfin l'opposition, je poursuis:

pour y être approuvés ou rejetés avant que ces règlements n'aient force de loi et ne fassent partie intégrante de la loi et avant que cette partie de ce projet de loi



[Text]

licensing of firearms and other offensive weapons receives Royal Assent.

**The Chairman:** Mr. Woolliams, have copies of this been sent around? In fact, you have a whole package of amendments.

**Mr. Woolliams:** We had a number here for this morning.

**The Chairman:** We could have some more reproduced through the Committee offices.

**Mr. Woolliams:** I sent down about a half an hour ago; I do not know why they did not come up. Here are two. I have given out a lot but I do not think you have them. I will have those for you very shortly.

What I have in mind is that all the rules and regulations governing gun control and offensive weapons be produced in a package, and that a resolution then be brought in for Parliament to approve those regulations. Those regulations, unless approved by Parliament, or if any part of them were rejected, would not become part of the law. In that way, the liberty and freedom of the citizen would be protected. We would be able to debate them; we would be able to find out and determine what kind of rules and regulations are passed.

To start with, I want to take a general approach to this. I think one of the things that concerns all lawyers, particularly those involved in court work, are the thousands and thousands of regulations passed in Canada each year from legislation that we endorse. In fact, we are getting into a bad habit, which did not start with this government; it was going on before this government. It is a matter of governmental procedure, and I want to be fair in this argument. What concerns me is that Parliament now is only building houses. What I mean by that is that they legislate big frames. They build the frame roof and the fram building, and then there are always those clauses in any legislation that in order to implement the legislation and carry it out the Cabinet may pass such Orders in Council as are necessary to implement the bill. Thousands and thousands of laws: if we were to bring them into this room right now I do not know whether it would hold them all. All the rules and regulations that exist—some are not used today but they have not been rescinded or repealed—flowed from legislation that we as Parliamentarians have passed over the years. I doubt whether we could get all of them into this room. And who can possibly know the law in that fashion?

In this bill, we are taking away certain rights of people in order to get at the criminal. This is a point that Mr. Paul Dick made this morning. We are saying that we are going to control various kinds of guns. There will be a prohibited class; there will be a restricted class; there will be those that are neither prohibited nor restricted which, under certain licensing or certain permits, certain individuals can use. Those categories will be spelled out by Orders in Council. The licensing will be spelled out by Orders in Council. The kind of permit, the kind of forms necessary, the administration, who implements this act, will all be spelled out. Surely when we are dealing with criminal law—and we have seen this trend in the political history of this country and other countries, even those with parliamentary systems—so much law is implemented by Order in Council that it is now time to curb this trend, particularly when we are dealing with criminal law.

[Interpretation]

portant sur le contrôle et l'enregistrement des armes à feu et autres armes offensives ne reçoivent la sanction royale.

**Le président:** Monsieur Woolliams, avez-vous fait distribué des exemplaires de votre amendement? A vrai dire, il me semble que vous avez toute une série d'amendements.

**M. Woolliams:** Nous en avons un certain nombre pour ce matin.

**Le président:** On pourrait en faire photocopier par les bureaux du Comité.

**M. Woolliams:** Je les ai envoyés à la photocopie il y a environ une demi-heure et je ne comprends pas pourquoi je ne les ai pas encore. En voici deux. J'en ai déjà donné beaucoup, mais je ne pense pas que vous en ayez. De toute façon je les aurai d'ici peu.

Ce que je veux c'est que tous les règlements relatifs au contrôle des armes à feu et des armes offensives soient élaborés en une seule fois et que le Parlement ait la possibilité de les approuver. Faute d'être approuvés par le Parlement, l'ensemble de ces règlements, ou certains d'entre eux, ne pourraient faire partie intégrante de la loi. A mon avis, ceci permettrait de protéger la liberté du citoyen puisque nous aurions la possibilité de discuter de ces règlements et d'en avoir connaissance.

De façon générale, ce qui préoccupe la majorité des juristes est le nombre incroyable de règlements qui sont adoptés chaque année au Canada à partir d'une loi que nous avons votée. En fait, nous prenons de mauvaises habitudes, mais je dois avouer que cela remonte à des gouvernements antérieurs. C'est donc une question de procédure gouvernementale et je vais essayer d'être objectif dans mon argumentation. J'ai l'impression, et cela m'inquiète, que le Parlement, à l'heure actuelle, ne construit que des structures. Je veux dire par là qu'il adopte des cadres de référence très larges et que, à l'intérieur de ces cadres, il y a toujours des clauses permettant au cabinet d'adopter des décrets en conseil lorsque l'application du bill les rend nécessaires. C'est le cas de milliers de lois que cette pièce, à elle seule, ne suffirait pas à contenir. Parmi tous les règlements qui ont été adoptés, il y en a qui ne sont plus appliqués aujourd'hui, mais qui n'ont pas été révoqués. Dans ces circonstances, comment peut-on être vraiment informés de la loi actuelle?

Ce bill supprime certains droits civils dans le but de prévenir les actes criminels. Nous allons contrôler différentes catégories d'armes à feu; il y aura la catégorie interdite, la catégorie des armes à utilisation restreinte et la catégorie des armes qui ne seront ni interdites ni à utilisation restreinte et qui, donc, pourront être utilisées par certaines personnes, lesquelles devront détenir un permis. Ces catégories seront définies par des décrets en conseil. Il en sera de même pour les permis, leur nature, les formulaires nécessaires, les procédures administratives, etc. Cette tendance, qui se dessine non pas seulement dans notre pays, mais dans d'autres qui ont un système parlementaire, est dangereuse, car beaucoup trop de lois sont adoptées par voie de décret en conseil; de plus, le danger est encore plus grand lorsqu'il s'agit de lois criminelles.

[Texte]

• 1135

That is my main pitch this morning. I ask all of you, and I say this seriously—and I see at least one, anyhow, that has been in the Cabinet himself, a Privy Councillor, who knows the danger of this system of passing Orders in Council and what it does to the rights of the citizen—I ask you to forget your partisanship in this way.

The Minister has a difficult job. I am not unmindful of the job that any minister has. When a minister takes office, he inherits a staff that has certain tendencies and he has to try to get his policy into words which are legislation, drawn up by his staff. Basically, as I say—and I am never tired of repeating that—on the whole, the Department of Justice does an excellent job. I mean that. I have had more to do with that as a Parliamentarian because of the position I have held in the party for a number of years. But even the top people have a tendency to get things done. I suppose that is how you implement law: do it quickly. And the way to get things done quickly is to do it by Order in Council.

Quick justice is no justice at all. So I would ask you, in moving this, seconded by Bob Brisco—maybe you will want to stand this eventually—I would like to hear arguments as to why this idea of mine would be rejected. I believe it is good. I believe it is stopping the trend that I have mentioned. Above all, I would hope that we are not starting today to implement laws by decrees. That is the first step towards some form of dictatorship, even in Parliament.

The only function Parliament has, as I see it, in the years I have been here, is to scrutinize legislation, when we are dealing with legislation, and to positively suggest affirmatives to the legislation in a positive fashion or, if we feel that the legislation is not going to achieve its purposes, to turn it down and reject it.

I think our Committee has come up with a good suggestion, and I would hope you would consider this in a very thoughtful way without any prejudice or bias from a political point of view. I would ask, therefore, that I get the support of the Committee.

Now, the last thought—and I do not think I am breaking confidence—I wrote Mr. Basford, and I said to him that we are not armed in the Opposition to draw up legislation in a technical way. It is not a thing that I can do, although basically all my other amendments, I think, are going to be in order from a statute point of view, because we had some assistance. He said, if you have a concept—and the Deputy Minister of Justice, I talked to him about it, with, of course, the leave of the Minister of Justice—that we come up with a concept.

Now, there may be some wording you want to change. You may want to change it so that it fits into one or all sections of the bill or comes at the end. But my point is, and I want to emphasize it, we are asking that the package of regulations, if they are that thick—and my guess is they will be at least that thick—be brought in with a resolution, just like a bill—have first reading and second reading and be able to debate those.

[Interprétation]

Voilà donc, essentiellement, ce que je voulais dire ce matin. De ce fait, je vous demanderais, avec le plus grand sérieux, d'oublier ici tout esprit de partisanerie. Je constate en outre que l'un d'entre nous, tout au moins, a également fait partie du Conseil privé et connaît donc certainement les dangers que présente le système des décrets du conseil, à l'égard des droits des citoyens.

Certes, je reconnais que le ministre occupe un poste très difficile et que, lorsqu'il entre en fonction, il doit travailler avec un personnel qui était là avant lui, qui peut avoir certaines inclinations et qui doit cependant traduire en termes législatifs ses politiques générales. Malgré ces difficultés, je répéterai, comme je l'ai déjà fait, à maintes reprises, que le ministère de la Justice fait un excellent travail. Je puis le dire sans aucune arrière-pensée, car j'ai eu beaucoup de contacts avec le ministère de la Justice, du fait du poste que j'ai occupé, dans mon parti, pendant de nombreuses années. Ceci dit, même les meilleurs risques de se faire prendre au piège de la rapidité est de faire appliquer par voie de décret en conseil des choses qui devraient l'être autrement.

Or, une justice trop rapide risque souvent d'aboutir à un déni de justice. C'est pourquoi j'ai présenté cet amendement, appuyé par M. Brisco. Si vous ne l'approuvez pas, je suis tout à fait disposé à entendre votre opinion. Pour ma part, je pense qu'il s'agit d'un amendement très important, qui devra permettre de bloquer la tendance que je viens de mentionner. Je tiens en effet à interdire au gouvernement toute possibilité de légiférer par voie de décret, puisqu'il s'agirait là de la première étape vers une sorte de dictature, même parlementaire.

Selon moi, la seule fonction du Parlement est d'examiner les projets de loi, de les disséquer, pour en trouver les faiblesses et de proposer des modifications. S'il y a lieu, il nous revient même de rejeter tout projet de loi dont l'entrée en vigueur ne permettrait pas d'atteindre les objectifs envisagés.

Je considère que notre comité a proposé une bonne suggestion et j'espère que vous l'examinerez dans un esprit positif, débarrassé de tous préjugés politiques ou autres. En bref, je vous demande votre soutien.

Pour terminer, je signalerai, sans dévoiler de secret particulier, que j'ai écrit à M. Basford pour lui dire que l'opposition n'a certainement pas les ressources nécessaires pour rédiger les projets de loi. Évidemment, je pense que mes amendements seront réglementaires puisque nous avons été aidés lors de leur rédaction, par des spécialistes. Cependant, en ce qui concerne le projet qui nous est soumis, le ministre de la Justice, appuyé par son sous-ministre, avec lequel j'en ai également discuté, avec l'autorisation du ministre, est tout à fait disposé à analyser les nouvelles idées ou nouveaux principes que nous pourrions lui proposer.

De ce fait, peut-être voudrez-vous changer certains termes ou expressions, afin de mieux les adapter à tel ou tel article du projet de loi. Cependant, et j'insiste beaucoup là-dessus, nous demandons que cet ensemble de règlements, très épais, soient proposés au moyen d'une résolution, tout comme un projet de loi, et soit traité de la même manière, c'est-à-dire avec une première lecture, une seconde lecture et un débat.



[Text]

There are anomalies in the bill—we have got 43 amendments. If this bill did not fit—this suit did not fit the customer—surely the regulations may not fit the customer. Therefore, we would like the opportunity to debate it and vote on it. Maybe the Minister and his department, after the debate takes place and it is analysed, will see that some of these regulations are improper, and changes can be made by consent of Parliament or consent of this Committee so that we could all at all times really carry out what really is our obligation and responsibility as a member of Parliament: above all, surely, to protect the citizen against all-powerful states.

The moment you destroy democracy in Parliament and give it to the executive under any system of government, then you take away from the citizen his or her liberty and freedom. Worse still—and I re-emphasize that—a law that is unknown is a dangerous law because ignorance of the law is no defence. Therefore, this is no frivolous amendment; this is a thoughtful amendment; this is an amendment based on everybody's experience in political science. We know the dangers when the executive want to legislate law in the Criminal Code. I am not criticizing the motives of the Minister nor the government because this has been a gradual trend. I am now saying to you, if I do anything in Parliament, if I can stop that trend or tone it down, I think I will have performed a function that I was sent here to do.

• 1140

**The Chairman:** Thank you, Mr. Woolliams. I have four members on the government side who want to speak to this but it might be useful if I called on the Solicitor General first to make any comments that he might have.

**Mr. Allmand:** The first thing I want to say, Mr. Chairman and members of the Committee, is that I know Mr. Woolliams has proposed this amendment in a serious way. I was going to ask if he would give us some time to examine it and discuss it, just as he asked last week when we proposed our 43 amendments. I would like to discuss that with Mr. Basford and members of our caucus and consequently I was going to ask that the proposed amendment by Mr. Woolliams be stood until we have had a chance to examine it.

The other thing I would like to say is that we agree that there should be a line drawn between what should be in legislation and what should be in regulations. We certainly would agree that it could be dangerous if too much was put in regulations or too much was delegated to authorities but, on the other hand, something has to be delegated. We cannot be absolute in either direction; to try and put everything in legislation would be foolish and to put too much in regulations would be foolish. I would like to look at Mr. Woolliams' amendment, examine it with officials, with caucus members and with Mr. Basford. I would ask to be given the right to stand it until the next meeting; we might save some time if we have a good look at what he proposes.

**Mr. Woolliams:** I agree with the Minister in that regard but I would hope that we can have a discussion on it so that from that discussion it will assist you and your officials, Mr. Minister, to weigh very carefully what we have

[Interpretation]

En effet, nous avons relevé plusieurs anomalies dans ce projet de loi. En fait, nous avons 43 amendements à proposer. En conséquence, si ce projet de loi ne correspond pas à ce que l'on en attend, il est bien évident que les règlements ne pourront pas non plus correspondre aux intentions. C'est pourquoi nous voulons avoir la possibilité d'en débattre et de les soumettre au vote. Après le débat, le ministre reconnaîtra peut-être que certains des règlements ne sont pas acceptables et acceptera peut-être des modifications, approuvées par le Parlement ou le Comité. De ce fait, nous pouvons réellement assumer nos responsabilités de parlementaires, c'est-à-dire, avant tout, protéger les citoyens contre un État tous-puissant.

La destruction de notre démocratie parlementaire et l'octroi de pouvoirs excessifs à l'exécutif, dans n'importe quel régime, aboutit nécessairement à la destruction des libertés individuelles. J'aurais même plus loin en affirmant, et j'insiste, qu'une loi inconnue est nécessairement une loi dangereuse, puisque personne n'est censé ignorer la loi. Donc, il ne s'agit pas d'un amendement frivole, c'est un amendement sérieux; c'est un amendement qui se fonde sur l'expérience de tous en science politique. Nous connaissons les dangers courus quand l'exécutif veut changer le Code criminel. Je ne critique pas les motivations du ministre ni du gouvernement parce que c'est une tendance qui s'est accentuée graduellement au cours des années. Cependant, je vous affirme que si je puis faire quoi que ce soit au Parlement, si je puis faire disparaître cette tendance ou même l'atténuer, je coirs que j'aurai joué le rôle pour lequel j'ai été élu.

**Le président:** Merci, monsieur Woolliams. J'ai quatre députés du côté du gouvernement qui auraient aussi leur mot à dire dans ce débat, mais ce serait peut-être utile que je demande au solliciteur général, tout d'abord, s'il a une observation à faire.

**M. Allmand:** Tout d'abord, monsieur le président et messieurs du Comité, je sais que M. Woolliams est sérieux en proposant cet amendement. J'allais tout simplement lui demander s'il nous accorderait quelque temps pour l'étudier et en discuter comme il l'a fait la semaine dernière quand nous avons proposé nos 43 amendements. J'aimerais tout d'abord en parler avec M. Basford et les membres de notre caucus et j'allais demander à M. Woolliams si nous ne pourrions pas réserver l'amendement qu'il propose jusqu'à ce que nous ayons eu le temps de l'étudier.

J'aimerais dire, aussi, que nous croyons qu'on devrait très bien définir ce qui doit se trouver dans la loi et ce qui doit se trouver dans les règlements. Nous sommes d'accord: si trop de dispositions sont prévues par voie de règlements, cela peut être dangereux; il en va de même pour la délégation des pouvoirs, mais, d'autre part, on doit tout de même déléguer certains pouvoirs. Il n'y a pas d'absolu dans un sens ni dans l'autre; il serait tout aussi idiot de tout vouloir prévoir dans la loi que dans les règlements. J'aimerais pouvoir étudier l'amendement de M. Woolliams avec mes fonctionnaires, avec le caucus et avec M. Basford. J'aimerais que l'on puisse le réserver jusqu'à notre prochaine séance; nous pourrions peut-être faire une économie de temps grâce à sa proposition.

**M. Woolliams:** Je suis d'accord avec le ministre, mais si nous en débattons maintenant, les résultats pourraient vous aider, vous et vos fonctionnaires, monsieur le ministre, à bien peser ce que nous avons proposé ce matin. Donc,

[Texte]

suggested this morning. So, if we could have a debate on it, I think we can keep our debate pretty succinct and short because the point all of us want to make is obvious.

**The Chairman:** All right, then, the first speaker is Mr. Milne.

**Mr. Milne:** Thank you, Mr. Chairman. I want to speak to this point more to correct the record than perhaps anything else. Perhaps Mr. Woolliams will recall that last Monday, May 31, representatives of the Ontario Federation of Anglers and Hunters were appearing before the Committee and their spokesman was Mr. Blake. He was building the same case that the Justice critic for the Opposition party was making this morning and really making the point that in Ontario any change in the fee structure of hunting and trapping licences was brought about by an act of the Legislature and, in fact, we were very wrong in delegating that to regulations here. Since that time I have checked with the Ontario Minister of Natural Resources and found that Mr. Blake was in error; in fact the Ontario Legislature do set hunting and fishing licence fees by regulation and, as a matter of fact, they do it exactly as is proposed here in Bill C-83. So I want to have the record clearly show that there is no difference in approach to this between the Ontario Legislature and what is being proposed by Bill C-83.

**Le président:** Monsieur Lachance.

**M. Lachance:** Merci, monsieur le président. Ce sera très court. Je voudrais simplement demander à M. Woolliams des explications au sujet de sons amendement. Je voudrais d'abord qu'il me dise s'il se réfère au groupe de règlements qui seront déposés pour mettre en application le bill en question ou s'il se réfère aussi aux modifications ultérieures qui seront apportées à ces mêmes règlements au fil des années lorsque le besoin s'en fera sentir. Est-ce que chaque fois que le gouverneur général en conseil voudra modifier ces règlements, il faudra qu'une motion soit présentée devant la Chambre des communes pour approuver ces modifications ou si son amendement concerne strictement le premier groupe de règlements qui seront déposés pour compléter la mise en œuvre de ce bill?

• 1145

**Mr. Woolliams:** You have raised a very good point, Mr. Chairman. I really had in mind when I drew it up that I would take the government's word that they would not come in with five or six regulations to satisfy the amendment; they would come in with the regulations that are called for in the bill that they think are necessary for implementing the act, if it is passed by Parliament.

I agree with you that we could not come back to Parliament every day to change certain rules. But, for example, we know that the licensing costs may be \$50 or \$60. Are they going to make the licence fee \$5? When you are paying for the costs of administration of justice the taxpayers pay for it, or is the burden going to go on the law-abiding owner of guns, whomever he might be? I would want to know about that. I would want to know the rules and regulations under the bill that can change categorization of certain weapons because, no matter how you try to define it, it may be very difficult.

[Interprétation]

si nous débattions le sujet, je crois que le débat pourrait être plutôt bref parce qu'il est évident où nous voulons tous en arriver.

**Le président:** D'accord, la parole est d'abord à M. Milne.

**M. Milne:** Merci, monsieur le président. Je veux surtout apporter une correction au compte rendu. Peut-être M. Woolliams se rappellera-t-il que lundi dernier le 31 mai, les représentants de la Fédération de la chasse et de la pêche à la ligne de l'Ontario étaient ici avec leur porte-parole, M. Blake. Il parlait dans le même sens que le critique de la justice de l'opposition ce matin et soulignait qu'en Ontario les changements au tarif des droits de permis de chasse et de trappe se font aux termes d'une loi votée par l'Assemblée législative et que nous faisions erreur en remettant tout cela au chapitre des règlements. Depuis lors, j'ai vérifié auprès du ministre des Ressources naturelles de l'Ontario et il s'est avéré que M. Blake faisait erreur; les droits pour les permis de chasse et de pêche sont bien fixés par règlement en Ontario et non pas par loi et la méthode employée est exactement celle qui est proposée au Bill C-83. J'aimerais donc qu'il soit clair, au compte rendu, qu'il n'y a pas de différence entre la méthode suivie par l'Assemblée législative de l'Ontario et celle qui est proposée au Bill C-83.

**The Chairman:** Mr. Lachance.

**Mr. Lachance:** Thank you, Mr. Chairman. I will be brief. I would simply like to ask Mr. Woolliams to give some explanations concerning his amendment. I would first like to know if he is referring to the regulations that will be tabled to enforce the bill or if he is also referring to any future changes that could be brought to these same regulations during the years as is deemed necessary. In other words, whenever the Governor General in Council wanted to change these regulations, would there have to be a motion in the House of Commons to approve these changes or does his amendment strictly concern the first group of regulations which will be tabled to complete the implementation of this bill?

**M. Woolliams:** Vous venez de soulever une très bonne question, monsieur le président. Quand j'avais rédigé l'amendement, je me basais sur la promesse du gouvernement de ne pas adopter seulement cinq ou six règlements pour répondre aux objections de mon amendement; qu'il adopterait les règlements voulus en vertu du bill et nécessaires pour appliquer la loi, si le Parlement l'adopte.

Il est évident qu'on ne peut pas revenir au Parlement tous les jours pour changer certains règlements. Cependant, par exemple, nous savons qu'il en coûtera de \$50 à \$60 pour chaque permis délivré. Est-ce que les droits de permis ne seront que de \$5? Lorsqu'il s'agit de payer les frais de l'administration de la justice, est-ce le contribuable qui doit payer ou le fardeau reposera-t-il sur les épaules du propriétaire en règle d'arme à feu, qui qu'il soit? J'aimerais bien le savoir. J'aimerais savoir quels seront les règlements adoptés en vertu du bill qui pourraient changer la classification de certaines armes à feu parce qu'il est très difficile de trouver certaines définitions.



[Text]

We have those who, for a hobby, have antique guns. Will they be exempt? I know that there is some legislation in the amendments about how they can be exempt from the permits and the licences, or do they need the permits or licences?

I also would like to know where trappers and hunters stand in the regulations. I would like to know also where fishermen and farmers and ranchers stand. I would want to know about regulations that govern farmer A in lending his gun to farmer B. I am sure that is what the government will be legislating by Order in Council to start with.

But to come back on the bill, no, I would not expect that. But on the other hand, I expect honesty and integrity of the Minister and the department, to come forward with the necessary regulations so this bill could be implemented by this motion, if this would be approved by the Committee and put before Parliament.

**Mr. Lachance:** Similar to what they did with the Income Tax Act or the . . .

**Mr. Woolliams:** Along that line.

**The Chairman:** Mr. Stanbury.

**Mr. Stanbury:** Mr. Chairman, I think some of my questions have been answered. If I understand Mr. Woolliams correctly, he is mainly concerned with the initial set of regulations and not that each time they be changed year by year they would have to be subject to parliamentary resolution.

I think he mentioned that he had identified, with the help of his researchers, some 14 areas in which law might be made by regulation under this bill. I share his concern about this, and I think the Minister of Justice and the Solicitor General share the concern that this not be more extensive than necessary. Could he help the Committee by identifying those areas, perhaps filing with the Committee the analysis that he has? Can he share it with us and indicate which one he thinks might be justified? For example, the kinds of things that are dealt with in provincial fish and game laws apparently have been accepted as appropriate for being dealt with by regulation. Which ones does he think would be better dealt with in the statute itself? Which ones is he particularly concerned about that a parliamentary examination be made before they come into effect? If we could have the benefit of his analysis of particulars, I think the Committee could make a better judgment of this suggestion.

**Mr. Woolliams:** Mr. Chairman, that is a good suggestion but I would have to have time to put that together. It was my own researcher who said there were 14 places. You are really asking for those you could eliminate that are really not that material to making law itself, but those that do make law I would be very happy to go ahead with.

**Mr. Stanbury:** Thank you.

**Mr. Woolliams:** That we are asking this to stand is a good idea because I think you are entitled to that information.

[Interpretation]

Il y a ceux dont le viclon d'Ingres est la collection d'armes antiques. En seront-ils dispensés? Je sais que certains amendements tendent à les dispenser de permis, mais en seront-ils vraiment dispensés?

J'aimerais aussi savoir ce que prévoient les règlements pour les trappeurs et les chasseurs. Qu'en sera-t-il des pêcheurs, des fermiers et des éleveurs? Quel genre de règlement y a-t-il pour un fermier qui prête sa carabine à un autre fermier. Je suis sûr que le gouvernement s'occupera d'abord de ce genre de choses par voie d'arrêté en conseil.

Mais pour en revenir au projet de loi, non, je ne m'attends pas à cela. D'autre part, j'espère que le ministre et le Ministère feront preuve de suffisamment d'honnêteté et d'intégrité pour adopter les règlements nécessaires afin que ce bill puisse être appliqué grâce à cette proposition si le Comité l'approuve et la présente au Parlement.

**M. Lachance:** Un peu comme on a fait pour la Loi de l'impôt sur le revenu ou let . . .

**M. Woolliams:** Quelque chose de ce genre.

**Le président:** Monsieur Stanbury.

**M. Stanbury:** Monsieur le président, je crois qu'on a répondu à certaines de mes questions. Si j'ai bien compris M. Woolliams, ce qui le préoccupe tout d'abord c'est le premier ensemble de règlements et non pas la question de les faire approuver par résolution parlementaire chaque année ou toutes les fois qu'il y a une modification.

Je crois bien qu'il a dit qu'avec l'aide de son service de recherche il a trouvé quelque 14 domaines où on pourrait légiférer par voie de règlements en vertu du présent bill. Cela me préoccupe tout autant que lui et je crois que le ministre de la Justice et le Solliciteur général partagent ces soucis et ne veulent pas qu'on s'en serve à outrance. Peut-être pourrait-il aider le Comité en précisant quels sont ces domaines où en nous faisant part de l'analyse qu'on lui a remise? Il pourrait peut-être la partager avec nous et nous dire dans quels domaines ce serait justifié, d'après lui. Par exemple, le genre de choses dont il est question dans les lois provinciales sur la chasse et la pêche peuvent être résolues, apparemment, par voie de règlement. Quels domaines devraient être visés, plus précisément, par la loi elle-même? Quels domaines, plus précisément, voudrait-il voir étudiés par le Parlement avant qu'on y touche? Si on pouvait se servir de son analyse de ces cas précis, je crois que le Comité pourrait mieux juger de sa proposition.

**M. Woolliams:** Monsieur le président, c'est une très bonne idée, mais il faudrait du temps pour faire cela. C'est mon propre documentaliste qui m'a dit qu'il y avait 14 domaines. Vous voudriez sans doute savoir quels domaines on pourrait éliminer parce qu'ils ne sont pas tellement importants, lorsqu'il s'agit d'adopter la loi elle-même, mais je serais très heureux de vous faire part des domaines qui sont importants pour la loi.

**M. Stanbury:** Merci.

**M. Woolliams:** Je crois donc que c'est une bonne idée de réserver tout cela parce que je crois que vous avez droit à ces renseignements.

[Texte]

**Mr. Stanbury:** Thank you.**The Chairman:** Mr. Dick.

• 1150

**Mr. Dick:** Yes. The concern that I have is over the same area Mr. Woolliams has gone into some detail in explaining and I have mentioned it on a number of occasions in the Committee. Under the present sections dealing with fire-arms and so on there are only three places which give the power of delegated authority. One of them is under the prohibited weapons section where it gives the government power to make an Order in Council prohibiting any weapon other than a weapon that is under a restricted section—a rifle and so on, and handguns. Really, it is looking to the future development of something that is not covered and it gives the Cabinet certain powers in that area, which I do not think is unreasonable. The second was that they gave a delegated power for the Cabinet to delineate certain areas which would be considered areas for trapping and for hunting, where people could do this without the restrictions they would have in other areas. I forget the third area but it was something of the same general description as that, not being specific at all. My concern under the new sections is that there are 27 places where a delegation of power is given. In most of those cases I think it could be where they say a certificate; they could say a certificate as an example or as in appendix 1. They could put it at the back of the Code.

Maybe this is an area where they should put an appendix of this nature to the Code, and they should lay out the form of the certificate. Otherwise, knowing the nature of human nature in our country, people are suspicious; they feel the government is trying to ride roughshod. We have heard many exaggerated statements while this Committee has been sitting of what this legislation is going to do. If there is a type of certificate, then what is the matter with putting forward the type of certificate and putting it in an appendix at the back of the Code? I realize they might want to change a sentence in that certificate, or the wording at some stage, but I think this would be looked on as a housekeeping measure. I think it could be brought in by a rather rapid amendment in the House of Commons. Indeed, I believe a suggestion is coming forward that there might be a special way in which housekeeping amendments for all legislation in all fields would be put through in one big package. I would think that if you wanted to amend it a bit or if you wanted to amend the classification of people—should it be the guarantors or something—you could set those out in appendices. If you wanted to amend them it would be so easy to do, and yet it would take it out of the regulatory powers which, in criminal law, I think have to be the worst type of legislation. It is a penal type of legislation; it gives a sanction to people in saying, Thou shalt not do, and then there are a whole bunch of sections. If it says, Thou shalt not do such and such as per the regulations, then a person has to go and find out where the book on regulations is; you are going to end up walking around with two different books if you really want to know. I think it should be clear in the Criminal Code itself and I think you might be able to do it by appendix, rather than the regulations, which can be changed so easily. I think there are 13 people right now who are going to be given the possibility of delegated powers under the various 27 sections or subsections which give that right. Therefore I would like to see them add an appendix. They can set it

[Interprétation]

**M. Stanbury:** Merci.**Le président:** Monsieur Dick.

**M. Dick:** Oui. Je me pose certaines questions au sujet du même problème qu'a expliqué en détail M. Woolliams et que j'ai mentionné à quelques reprises devant ce comité. Les articles actuels portant sur les armes à feu etc. ne donnent qu'à trois endroits le droit de déléguer les pouvoirs. Premièrement, l'article portant sur les armes prohibées donnent au gouvernement le pouvoir d'adopter un décret du conseil et de prohiber toute arme non prohibée en vertu de la loi, par exemple les fusils, les pistolets etc. En fait, on donne au Cabinet le pouvoir de légiférer dans certains domaines non touchés par la loi, et cela me semble assez raisonnable. Deuxièmement, la loi délègue au Cabinet le pouvoir de déterminer certaines régions où les gens pourraient trapper et chasser et être exemptés des restrictions s'appliquant à d'autres régions. Je me souviens pas du troisième domaine, mais c'était une question d'une nature assez générale. Cependant, les articles du projet de loi autorisent une délégation de pouvoirs à 27 endroits. Dans la plupart des cas où la loi stipule qu'il faut obtenir une autorisation, on pourrait donner un exemple des autorisations dans l'annexe I. On pourrait donner des exemples à la fin du Code.

Il faudrait peut-être ajouter une annexe au Code et donner un exemple des autorisations nécessaires. Autrement, c'est dans la nature humaine, les gens seront méfiants, ils vont croire que le gouvernement les traite sans ménagement. Au cours des réunions du comité, nous avons entendu bien des déclarations exagérées au sujet des effets de cette loi. Pourquoi ne pas donner un exemple du genre d'autorisation qu'il faudra obtenir dans une annexe à la fin du Code? Il se peut que vous vouliez à un moment donné modifier le libellé de cette autorisation, mais qu'il s'agirait alors d'une mesure administrative. On pourrait le faire rapidement en présentant un amendement à la Chambre. En fait, on proposera bientôt une façon spéciale de présenter en même temps tous les amendements d'ordre administratifs à toutes les lois. Si vous vouliez modifier certains aspects de la loi, ou modifier la classification des gens, que ce soit les répondants ou autres, vous pourriez apporter ces modifications aux annexes. Ce serait tellement facile de les modifier, et vous n'auriez pas recours au pouvoir de réglementation qui existe dans le droit pénal. C'est une loi qui interdit aux gens de faire certaines choses, et qui énumère un grand nombre d'articles. Si vous énumérez les interdictions dans les règlements, alors il faudra que les gens aillent consulter ces règlements, il faudra vraiment consulter deux codes pour savoir à quoi s'en tenir. Il faudrait préciser ces choses dans le Code criminel lui-même et vous pourriez le faire en y ajoutant une annexe, qui pourrait être modifiée beaucoup plus facilement que les règlements. On pourra déléguer des pouvoirs à environ 13 personnes en vertu des 27 articles ou alinéas qui en donnent le droit. Par conséquent, j'aimerais qu'on ajoute une annexe. On pourrait énumérer toutes ces exceptions si on le voulait, mais ce serait peu commode. Ce serait beaucoup plus facile en ajoutant une annexe et cela permettrait une souplesse, tout en les gardant dans le Code criminel. Les gens pourraient consulter toutes les exceptions dans le même livre.



[Text]

all out if they want to but that might be more cumbersome. I think adding an appendix would be a very neat way of getting around it and would allow a certain amount of flexibility, yet have it all together in the Criminal Code. People would accept it and know that it was there as a package.

I certainly do not like regulations in the criminal law of this country. It is done very sparingly now, but I think you have just increased it by about 900 per cent in the amendments you have added here, as they deal with gun control. I would like to put forth that suggestion. If you cannot do it in that manner, which would be my preferred manner, then perhaps it might be done in the manner that has been suggested by Mr. Woolliams. But I think it would be better to be done as an appendix. I do not think anybody could really criticize that. I think it would be just good law that way.

The Chairman: Thank you. Mr. McCleave.

• 1155

Mr. McCleave: Mr. Chairman, I think Mr. Woolliams has certainly put his finger on an issue that bothers every member of this Committee. It has to cut across party lines because we all know that the bulk of complaints, or in almost every complaint that is made about the proposed gun control, somebody always cabals about the use of regulations, orders in council and the like. As you well know, Mr. Chairman, from being chairman of a committee which spent a great deal of time in the field of regulations a number of years back, there is procedure within certain acts of Parliament whereby the use of a positive resolution can be put before the House. There are I think three or four acts that have that sort of procedure. I think there are also three or four that have a procedure of using the negative resolution. Mr. Woolliams is suggesting that this sort of an approach be adopted as a principle and then it could be, I think, incorporated using the language of the other acts as precedent to bringing this purpose about.

Mr. Fox came over and asked me if I might explain what remedies there were under existing law to guard against the overzealousness of government in the field of orders in council and regulations. He, of course, is referring to my chairmanship of the Committee on Statutory Instruments and Regulations. There is a remedy there, and perhaps I could discuss it for a minute or two and point out the positive parts of the remedy, but also I think, perhaps, some of the difficult parts of the remedy.

The Statutory Instruments Act provides that every order in Council and regulation that fits within the... Well, I will not go into the definition part because that does get a little complicated, but certainly I think every thing that was done under these proposals would be automatically referred to the Committee of both Houses on Regulations and other Statutory Instruments. There, it is possible to examine the regulations in question and of the 20 criteria that have been adopted by this Parliament—I think on December 19, about two years ago—under certain circumstances if the regulation or order were felt to be not acceptable, perhaps because of an undue abuse of power or an unnatural use of authority, that would probably be the major ground or perhaps ultra vires or what the Criminal Code was all about. But that could be reported by the Committee back to Parliament, and it would then be a matter of somebody in the House, and anybody could do it, to move the purpose of that report.

[Interpretation]

Il ne me plaît pas beaucoup qu'on adopte des règlements en matière de droit pénal. On le fait assez rarement à l'heure actuelle, mais je crois que vous venez de les augmenter de 900 p. 100 en ajoutant les amendements qui portent sur le contrôle des armes à feu. J'aimerais proposer cette suggestion. Si vous ne pouvez pas le faire de cette façon, ma façon préférée, on pourrait peut-être le faire de la façon proposée par M. Woolliams. Mais je pense qu'il serait préférable de le faire en annexe. Je ne crois pas que personne puisse critiquer cela. Et je pense que cela améliorerait la loi.

Le président: Merci. Monsieur McCleave.

M. McCleave: Monsieur le président, je pense que M. Woolliams a touché à une question qui préoccupe tous les membres de ce comité. Cela concerne tous les partis, puisque nous savons que toutes les plaintes formulées visent l'usage des règlements, des décrets en conseil et ainsi de suite. Comme vous le savez, monsieur le président, ayant été président d'un comité qui pendant longtemps a discuté des règlements, il y a une procédure visant certaines lois du Parlement où l'utilisation d'une résolution positive peut être présentée à la Chambre. Je pense qu'il y a trois ou quatre lois qui ont ce genre de procédures. Je pense qu'il y a également trois ou quatre lois pour lesquelles on a recours à une résolution négative. M. Woolliams suggère que ce genre d'approche soit adoptée en principe et ensuite cela pourrait être incorporé en utilisant le libellé des autres lois comme précédent afin d'atteindre cet objectif.

M. Fox m'a demandé d'expliquer quels remèdes existent dans les lois actuelles afin de se prévenir contre l'utilisation abusive par le Gouvernement des décrets en conseil et des règlements. Il faisait allusion bien sûr au fait que je suis président du comité sur les Règlements et Textes réglementaires. Il y a un remède, et je pourrais peut-être discuter pendant une minute ou deux de l'aspect positif de ce remède, mais je devrais également souligner certaines difficultés inhérentes.

La loi sur les Textes réglementaires prévoit que chaque décret en conseil et règlement qui concerne... Peut-être vaudrait-il mieux ne pas discuter de la définition, parce que c'est très complexe, mais je pense que selon ces propositions tous les règlements sont automatiquement renvoyés aux comités des deux chambres sur les Règlements et les Textes réglementaires. En ce moment il est possible d'examiner les règlements en question selon des critères qui ont été adoptés par le Parlement, il y a deux ans, je crois, le 19 décembre, dans certaines circonstances. Si l'on pense que les règlements ou les décrets ne sont pas acceptables c'est un abus du pouvoir, et les règlements sont déclarés ultra vires. Le comité pourrait faire rapport au Parlement, et à ce moment-là il incomberait à quelques députés du Parlement et n'importe qui pourrait le faire, de proposer l'adoption de ce rapport.

[Texte]

So this provides a remedy. It may seem cumbersome to people, but it is a remedy. We have not used it yet but we are narrowing in on a few regulations that probably in a few months time, if we cannot get them cleaned up in another way, then we are going to have to use that ultimate power. But it is a remedy and it probably sounds cumbersome.

May I just say this: the Committee on Statutory Instruments are a splendid group of people but they are probably not all that familiar with the Criminal Code of Canada. I would think if any review were ever to be made of orders in council and the regulations, that it should be done in the full House by a positive resolution as suggested by Mr. Woolliams, and I think that would be the most acceptable to the public. I think we have to look for something that is acceptable to the public. If we are going to have any measure of gun control, then it has to be sold in some way so that the public will lose a lot of its alarm and suspicion.

I have raised this in the speech on the Sacred motion a few days ago. Mr. Sharp was in the House, we talked about it since, and he rather liked the idea. It is something to be examined. But the other remedy is, if you have a committee that is especially expert on certain matters—and this Committee would be expert on gun control now. It has had briefs right up to its neck on gun control now for months and months, but perhaps there should be a procedure to have a sideways reference by the Statutory Instruments Committee or a downward reference by the House or something in the bill itself that would automatically refer the regulations to this Committee.

Those are the two alternatives. The advantage of the Woolliams approach is that it gets the whole issue out before the Parliament of Canada so that everybody can feel that it is not tucked away in perhaps a committee that nobody ever bothers to go round and visit. It has the full glare of the publicity that comes when the House of Commons itself debates an issue and then there has to be a resolution.

• 1200

The other advantage, as I see it, is that the Ministry or whoever... How many bodies, Paul, did you say there are, six or seven, who have the power of making regulations?

**Mr. Dick:** Thirteen.

**Mr. McCleave:** Oh, thirteen. Well, they are not just going to be churning them out like sausages if they know that everything there has to go before the House of Commons, and it is going to be a remarkably tidy package of regulations that we are presented with. That is why in that sense I think Mr. Woolliams' approach is the better one.

However, the other one, of having an automatic referral here, has also an advantage that the Woolliams approach does not. By referring the matter here, witnesses can be called. In addition to the M.P.s speaking out on something, the public itself has the chance to come in here and be heard.

Those are the two schools of thought that I present. I am really pleased, I might say, with the attitude of the Solicitor General that this matter does have to be examined, within his Cabinet and within his caucus. I think the key to a successful bill or not, and public acceptance of it, is going to rest exactly on the issue of how we come to grips with the regulatory aspect of it.

[Interprétation]

C'est une façon de procéder bien que cela puisse paraître compliqué à certaines personnes. Nous ne l'avons pas utilisé encore mais nous prévoyons quelques règlements, probablement d'ici quelques mois, et si nous ne pouvons pas le faire autrement, nous devons en appeler à ce pouvoir ultime.

Quoique les membres du comité sur les textes réglementaires travaillent fort bien ensemble ils ne sont probablement pas tous compétents en matière de Code criminel. Je pense que si l'on doit étudier le décret en Conseil et les règlements cela devrait se faire à la Chambre suite à une résolution positive comme le suggère M. Woolliams, et je pense que cela serait plus acceptable du public, ce qui est important. Si nous devons avoir des mesures de contrôle des armes à feu, nous devons les faire accepter d'une certaine façon de sorte que le public soit moins alarmé et moins inquiet.

J'ai parlé de cela il y a quelques jours en Chambre. M. Sharp y était et, nous en avons parlé depuis. Il est très intéressé par cette idée. C'est quelque chose qui devrait être étudié. Mais l'autre possibilité est d'étudier la question au sein d'un comité compétent. Ce Comité a reçu pendant des mois et des mois des tas de mémoires sur le contrôle des armes à feu, mais il devrait peut-être y avoir une procédure de renvoi latérale par le Comité des textes réglementaires ou de renvoi émanant de la Chambre ou quelque chose dans le bill lui-même qui reporterait automatiquement cette question de règlements à ce Comité.

Ce sont les deux possibilités. L'avantage de l'approche de M. Woolliams est que toute la question est débattue devant le Parlement du Canada, de sorte que tout le monde voit que cela n'est pas renvoyé à un comité où personne ne va jamais. Cela bénéficie pleinement de la publicité émanant du fait que la question est débattue par la Chambre des communes et qu'une résolution devra s'ensuivre.

L'autre avantage est que le ministère autant que... Combien d'organismes avez-vous dit qui peuvent faire des règlements, cinq ou six, Paul?

**M. Dick:** Treize.

**M. McCleave:** Treize! Alors ils ne vont pas les produire en série s'ils savent que tout cela doit être présenté à la Chambre des communes, et les règlements qui nous seront présentés seront remarquablement bien élaborés. C'est pourquoi je pense que l'approche de M. Woolliams est la meilleure.

Toutefois, celle du renvoi automatique, présente un autre avantage qui est absent dans la proposition de M. Woolliams. En renvoyant la question à ce Comité, nous pouvons appeler des témoins. En plus des députés qui peuvent en parler, le public a la possibilité de se faire entendre.

Ce sont les deux écoles de pensée que je présente. Je suis très heureux de l'attitude prise par le Solliciteur général, à savoir que cette question doit être examinée par son cabinet et par son caucus. Je pense que le succès d'un bill, et son acception par le public, dépendra exactement de la façon dont nous allons solutionner cet aspect réglementaire.



[Text]

Thank you very much.

**Mr. Woolliams:** I wonder, Mr. Chairman, whether I could ask one short question just to clear up something. I think Mr. McCleave has more knowledge of this than most of us because of the position he held in Statutory Instruments. If we use the safeguards you suggest—this is something that I am concerned about—could a government, within the executive, of course, and with a majority, refuse to have it come before the Committee?

Supposing, for example, there were 300 regulations in this bill and we did not do it in the manner in which I suggested—I like what you have to say about it—could Parliament, then, with a majority, say, “We do not want that to go to the Committee”? Could the voter get voted down on it?

**Mr. McCleave:** Yes, that is quite true, they could, but at least there would have been the debate beforehand and all the accountability that members are subject to when they vote one way or another.

**Mr. Woolliams:** That is a good answer. Thank you very much.

**The Chairman:** Mr. Fox is next, but perhaps I might just add a postscript to that discussion, as one who at one time was quite involved in the subject of statutory instruments. The original special committee certainly had very much in mind, because of the fact that the review by the new standing committee would be primarily of a procedural or formal kind, that there would be many instances in which a substantive review should be given by the standing committees of the House. We anticipated that on a number of occasions the Standing Committee on Regulations would recommend to the House that a reference should be given to one of the standing committees in the subject area for consideration of particular regulations from the subject matter point of view—of course, that could also be done on estimates—and that they would highlight that from time to time. So maybe we are getting into a new era here where we will see more of this.

**Mr. McCleave:** The thought has just come to me that it might be possible to combine the concept here with a reference, say, to this Committee of those regulations under a certain procedure in the House, say if 30 members agreed to something like that. So this might also be a matter to be considered.

**The Chairman:** Thank you. Mr. Fox.

**Mr. Fox:** Mr. Chairman, I am delighted that the very distinguished chairman of the Joint Committee on Statutory Instruments is able to tell us about the work of the Committee and what he feels are the strong points and perhaps some of the inherent deficiencies. Mr. Woolliams has presented us with a whole series of amendments this morning. I can understand that every one of them is important to him, but as he highlighted the first one, concerning orders in council, I presume it is one of the more basic ones that he has in mind.

I do not really want to make any substantive comments on it, but rather, perhaps, ask him a few questions, which would make it a little more clear in my mind exactly how the process would work. I would agree with him, of course, that most members of Parliament have always been quite concerned with the use of the Order in Council and the fact that it does give the executive the power to a certain extent to legislate, although there are some very important safeguards that have been introduced which have been described by the member for Halifax-East Hants.

[Interpretation]

Merci beaucoup.

**M. Woolliams:** Monsieur le président, j'aurais une question pour fins d'éclaircissement. Je pense que M. McCleave est plus compétent que la plupart d'entre nous étant donné le poste qu'il a occupé au Comité des textes réglementaires. Si nous faisons appel aux autres garanties que vous suggérez—c'est quelque chose qui me préoccupe—est-ce qu'un gouvernement majoritaire pourrait refuser que cela soit soumis au Comité?

Supposons, par exemple, qu'il y ait 300 règlements pour ce bill et que nous ne le fassions pas de la façon dont je l'ai suggéré—j'aime bien ce que vous avez dit—le Parlement pourrait-il dire alors, étant majoritaire: «Nous ne voulons pas que cela soit renvoyé au Comité?» Est-ce qu'il pourrait y avoir un vote en ce sens?

**M. McCleave:** Oui, c'est vrai, il pourrait faire cela, mais au moins il y aurait eu un débat auparavant et que les députés seraient responsables d'avoir voté pour ou contre.

**M. Woolliams:** C'est une bonne réponse. Merci beaucoup.

**Le président:** M. Fox est le suivant, mais j'aimerais peut-être ajouter un *post scriptum* à cette discussion, ayant moi-même été impliqué dans le domaine des Textes réglementaires. Le comité spécial du début croyait, étant donné que l'étude par le nouveau comité permanent porterait surtout sur la procédure ou la forme, qu'il devrait y avoir des cas où une étude sur le fond devrait être effectuée par les comités permanents de la Chambre. Nous avons prévu qu'à plusieurs occasions le comité permanent des Règlements recommanderait à la Chambre qu'elle renvoie la question à l'un des comités permanents afin que les règlements soient étudiés du point de vue des différents domaines spécialisés—bien sûr cela pourrait se faire également pour le budget—et qu'ils insisteraient là-dessus de temps à autre. Alors peut-être que nous entrons dans une ère nouvelle où nous verrons cela plus fréquemment.

**M. McCleave:** Je pensais qu'il serait peut-être possible de combiner ce concept avec celui du renvoi, disons, des règlements à ce Comité selon une certaine procédure à la Chambre, disons lorsque 30 députés sont d'accord, ou quelque chose comme cela. Alors, voici une autre question qui mérite d'être étudiée.

**Le président:** Merci. Monsieur Fox.

**M. Fox:** Monsieur le président, je suis heureux que le distingué président du comité mixte des Textes réglementaires puisse nous parler du travail de ce Comité et nous ~~dire~~ <sup>expliquer</sup> les points forts et les points faibles inhérents. M. Woolliams nous a présenté toute une série d'amendements ce matin. Je crois que chacun de ces amendements sont importants pour lui, mais comme il l'a dit ce matin, je crois que le premier concernant les décrets en conseil, se trouve parmi les plus importants.

Je ne veux vraiment pas commenter la substance de cet amendement, mais plutôt lui poser quelques questions qui m'apporteraient des précisions sur le fonctionnement du processus proposé. Je suis d'accord avec lui que la plupart des députés se sont toujours préoccupés de l'utilisation du décret du conseil et du fait qu'il donne un pouvoir exécutif, dans une certaine mesure, le pouvoir de légiférer, même si des garanties très importantes en font maintenant partie, comme le député d'Halifax-East Hants l'a dit.

## [Texte]

I suppose my first question would be on the resolution. It seems to me that a resolution in the House does have some drawbacks; when the resolutions in the House are voted upon they tend to be voted upon on fairly partisan lines and you do not have the *esprit de camaraderie* which has been so prevalent in this Committee over the past few weeks, and the good working relationships.

**An hon. Member:** Touché with the handguns.

• 1205

**Mr. Fox:** So I suppose, as Mr. McCleave has indicated, we will probably have in mind some method of getting it in front of a parliamentary committee, perhaps this one, which would also give the opportunity to interested bodies to come before the Committee to explain their own reactions to the regulations.

I think it has been quite clear in the course of our hearings and in the course of the hearings of many committees of parliament that we do need the input and we want the input of people that are interested and are affected by our legislation, and that the fact that we do bring in amendments is not, I think, a negative reflection on the government but is rather a positive reflection on the fact that we have tried to make our legislation as caveat as possible. That is my first question.

I do have one concern though; it would, of course, be a fairly new departure if we did go that way, and I must say that in many cases when the government uses its power to regulate it has to do so fairly quickly. I wonder whether Mr. Woolliams has thought of any time limit that would be perhaps imposed on the Committee to look at it and to report to the House. The other point is that in many cases many minor amendments are brought forward that are not really of great interest to anybody and I do not think you would really want to wait to put them into a miscellaneous statutes amendments act that Mr. Dick referred to; you would probably want to have them handled very quickly.

And for my last point, I wonder if Mr. Woolliams really means that he would like to see this procedure applied to the first set of general regulations that are brought down or whether he sees it as a continuing process. As far as the first set of regulations are concerned I can see that there would be a great deal of interest in the country because it is a fairly new departure; the whole gun-control system is a fairly new system and I could see that there would be a great deal of interest in having the Committee look in detail and depth at the regulations that do come down, but I wonder if he would envisage the same type of process ad infinitum.

Those are the main questions I wish to raise and perhaps Mr. Woolliams could give me his reaction to those.

**Mr. Woolliams:** I see you have three questions, as I see it now. What I had in mind by the resolution might be done by... I think I like the words that Mr. Stanbury used, the "initial regulations". We have to rely on the integrity and honesty of the government and I am prepared to rely on the Minister in that regard if he says: "these are really what we need to implement this act." Now they may find out that when they get it flowing some things may be omitted; it does not matter how carefully you legislate, I agree with you, Mr. Fox, in that regard.

## [Interprétation]

Ma première question concerne les résolutions. Il me semble que les résolutions à la Chambre comportent certains inconvénients; lorsque par exemple la Chambre les met aux voix, on a tendance à voter de façon assez partisane et il n'y a pas cet esprit de camaraderie que nous voyons ici au Comité depuis plusieurs semaines, de même que de bons rapports.

**Une voix:** Touché, avec les armes à feu.

**M. Fox:** Par conséquent, je suppose, comme l'a dit M. McCleave, qu'il nous faudra penser à une façon de présenter cela à un comité parlementaire, peut-être à celui-ci, qui donnerait en même temps aux personnes intéressées l'occasion de venir au Comité expliquer leurs propres réactions aux règlements.

Il a été très évident au cours de nos audiences et au cours des audiences de bien des comités du Parlement, que nous avons besoin de l'apport et que nous voulons l'apport des personnes qui sont intéressées et touchées par notre loi, et que le fait d'apporter des amendements n'est pas, à mon avis, une critique implicite du gouvernement mais plutôt un résultat positif du fait que nous avons essayé de rendre notre loi aussi imperméable que possible. C'est ma première question.

Une inquiétude, cependant; ce serait là une façon nouvelle de procéder, et je dois dire que dans bien des cas lorsque le gouvernement se sert de son autorité pour régler, il doit le faire assez rapidement. Je me demande si M. Woolliams a songé à un délai qui serait peut-être imposé au Comité avant de présenter un rapport à la Chambre. Par ailleurs, dans bien des cas, bien des petits amendements sont présentés qui n'intéressent presque personne, et je ne crois pas que vous vouliez vraiment attendre pour les incorporer à l'éventuelle loi sur les amendements à divers statuts dont parlait M. Dick. Vous voudriez probablement que ce soit fait très rapidement.

Pour ce qui est de ma dernière question, je me demande si M. Woolliams désire vraiment que cette procédure s'applique à la première série de règlements généraux qui seront fixés ou s'il veut en faire une procédure permanente. À propos de la première série de règlements, cela pourrait soulever un grand intérêt au pays, car ce serait un nouveau départ; tout le principe du contrôle des armes à feu est relativement nouveau et le Comité pourrait certainement s'intéresser à examiner les règlements en détail et en profondeur. Je me demande toutefois s'il voudra continuer à le faire de façon permanente.

Voilà les questions principales que je voulais soulever et peut-être que M. Woolliams pourrait me faire connaître sa réaction.

**M. Woolliams:** Vous avez posé trois questions. Ce que j'avais dans l'idée au sujet de la résolution pourrait être fait par... j'aime bien les mots dont s'est servi M. Stanbury... les «premiers règlements». Il nous faut nous reposer sur l'intégrité et l'honnêteté du gouvernement et je suis disposé à me fier au ministre s'il dit: «Ce sont vraiment ce dont nous avons besoin pour appliquer cette loi». Ils se rendront peut-être compte, dès que les choses seront en marche, que certaines choses ont été omises, même si on a légiféré avec soin, je suis d'accord avec vous, monsieur Fox.



## [Text]

What I would like to see is the process because there are so many rules and regulations that would make law, and criminal law. You would come in and you would have a general debate in the House—maybe we would have a time limit on that, I appreciate that—but some members would give some guidance to the Committee. Flowing out of the second reading of this bill were many things which I think the steering committee took to heart and then they encouraged or invited or accepted the invitation of witnesses that came, which allowed us to come up with amendments on both sides of the Committee, both opposition and government members.

So what I would like to see is to have a discussion in the House—this is procedure and, of course, Parliament is master of its own rules—a discussion comes up in the House, something like a second reading, then the resolution comes before the Committee with the regulations and you may want to call witnesses. In that case I am prepared to say that we could not go on forever. If there were any changes they could be brought to the Minister's attention, his officials would take a look at them and either through witnesses or our own suggestions, because we are pretty now familiar with the bill, that is what I had in mind and I think that answers your first question. I have an open mind.

• 1210

I think Bob McCleave assisted me a lot in what he had to say because of his experience, that future regulations, either amending those already there or some new ones to plug some holes, could always come before the Committee via that method. What I was trying to say to Mr. Stanbury, and I think his point was well taken, is that we do not want to say that every time we change regulation 3 we have to come before the House. I think that would be nonsense and it would take up too much time in the complexity of government and Parliament we have today.

I have an open mind about that, and the third one I have pretty well answered. It is a continuing process that could be done by the method suggested by Mr. McCleave this morning.

**The Chairman:** I must admit that the Chair has some reservations about the motion in procedural terms, but since there seems to be a general disposition of the Committee to stand the motion and Clause 2 at this point, I think that may be the best step at the present time.

Mr. Dick.

**Mr. Dick:** You are proposing to stand Clause 2 and perhaps it has not been debated. There have not been any suggestions or talk about it anywhere so far, but perhaps for my edification you could tell me what Clause 2 in fact means and perhaps you could give me some examples. I have looked through this bill and I have thumbed through sections of the Criminal Code and I have not found any sections in parenthesis yet, other than where they have had subsection (1) in parenthesis. I would hate to see this, the (1) not being allowed to be considered, although it says word here rather than figure. Is this anticipating something in the future, or have I just not caught the four or five places...

## [Interpretation]

Ce que j'aimerais voir c'est une procédure, car il y a tellement de règlements qui font la loi et le droit criminel. Vous pouvez avoir une discussion générale à la Chambre, nous aurions peut-être une limite de temps, je le sais—mais certains députés pourraient conseiller le Comité. À la suite de la seconde lecture du présent bill, bien des choses ont été examinées avec soin par le comité de direction qui a encouragé ou invité ou accepté l'invitation de témoins qui sont venus, ce qui nous a permis de présenter des amendements des deux côtés du Comité, du côté de l'opposition et du côté du gouvernement.

J'aimerais donc qu'il y ait une discussion à la Chambre au sujet de cette procédure. Évidemment le Parlement est maître de ses propres règlements, mais il pourrait y avoir une discussion, quelque chose du genre d'une seconde lecture, pour qu'une résolution soit présentée au Comité avec les règlements, et vous voudrez ensuite peut-être convoquer des témoins. Dans ce cas, je suis disposé à dire que nous ne pouvons pas aller plus loin. S'il y avait des modifications à porter à l'attention du ministre, ses hauts fonctionnaires pourraient les examiner soit par l'intermédiaire de témoins ou par nos propres suggestions, car nous connaissons très bien le bill. C'est ce que j'avais dans l'idée et je pense que cela répond à votre première question. J'ai l'esprit très ouvert.

M. McCleave m'a été d'un grand secours grâce à son expérience. Selon lui, tout règlement futur, soit qu'il amende des règlements existants ou qu'il s'agisse de nouveaux règlements, pourrait être soumis au comité de la façon décrite plus haut. J'ai essayé de dire à M. Stanbury que je ne favorisais pas une procédure qui exige d'aller devant la Chambre chaque fois que nous voulons amender le règlement n° 3. Ce serait insensé, prendrait beaucoup trop de temps en raison de la complexité du gouvernement et du Parlement.

J'accepterai toutes les suggestions que l'on voudra me faire à ce sujet, et je crois avoir répondu à la troisième question. Nous pourrions atteindre l'objectif visé en adoptant la méthode proposée par M. McCleave ce matin.

**Le président:** Je dois avouer que le président maintient certaines réserves sur les termes de la motion proposée. Mais puisque les membres du comité semblent croire que la motion et l'article 2 doivent être réservés pour le moment, c'est sans doute ce qu'il y a de mieux à faire pour le moment.

Monsieur Dick.

**M. Dick:** Vous proposez de réserver l'article 2 qui n'a pas encore été discuté. Jusqu'à maintenant, il n'en a même pas été question. Pourriez-vous me dire ce que veut dire l'article 2 et me donner des exemples. J'ai examiné le projet de loi et j'ai feuilleté des articles du Code criminel sans en trouver qui soient entre parenthèses, si ce n'est des paragraphes (1). Je trouverais dommage que l'on omette l'étude du paragraphe (1) même si l'on parle de termes plutôt que de chiffres. Parlez-vous des décisions qui touchent l'avenir ou ai-je simplement négligé de voir les 4 ou 5 endroits...

[Texte]

**The Chairman:** Mr. Sarchuk, would you like to tackle that one? The Clerk has an example ready at hand on page 41. It is in proposed Section 687(b):

(b) an offence mentioned in section 144...

Then the word "(rape)" appears in parenthesis. I think it is that word that will not be carried over. Then the clause goes on:

... or 145 (attempted rape) ...

I think those are probably the types of omission that would occur.

**Mr. Dick:** Are there any other examples, or is that the sole section or only place we have them?

**Mr. Sarchuk:** It is to be used more in the future, as I understand it, in a context just like the one that was used as an example.

**Mr. Dick:** There is not any use of it prevalent right now in the Criminal Code.

**Mr. Sarchuk:** Not prevalent. If you asked me whether there are any in there at the present time, I cannot answer that. I do not think it occurs very often.

**Mr. Dick:** I will not hold it up right now but perhaps you could, on another occasion when we come back to the Committee, tell me in what sections it does exist under the Criminal Code now and what sections in this bill. It is a small, maybe picayune thing, but then it is a section we have not discussed. I missed this section here on page 41, but that is the only example I have so far.

**Mr. Lachance:** Mr. Chairman, one reason for this is that we have been told many times that the Criminal Code was unreadable. Nobody could understand a thing when you read it. This is one of the remedies, I think. When you see a section and it does not mean a thing, you have to go back all the way and try to find out what it is.

**Mr. Dick:** I am not talking pro or con. I just want to find out more examples.

**Mr. Lachance:** No, I see that. It is important to make that a bit easier to grasp and understand. I commend the Minister for that.

**The Chairman:** Is it agreed that Mr. Woolliams' motion stand?

**Some hon. Members:** Agreed.

**The Chairman:** On Clause 3 we have three sets of amendments. Some discussions with the Opposition have led me to believe that perhaps we should take their amendments first. I see no reason why not to. It is a very arbitrary decision. We might perhaps begin with Mr. Woolliams' amendment and then go to the government amendments. In the absence of Mr. Leggatt it may be that somebody else in the Committee by agreement would be prepared to move the NDP amendments. Mr. Gilbert is at Habitat and I do not know where Mr. Leggatt is but he is away for the week and apparently Mr. Brewin was not able to replace them, so we do not have any NDP members this week and we may have to have their amendments moved by other members of the Committee.

[Interprétation]

**Le président:** Monsieur Sarchuk, pourriez-vous répondre à cette question? Le greffier nous a trouvé un exemple à la page 41. A l'article 687 (b) on propose:

(b) les infractions prévues aux article 144...

ensuite, le mot «(viol)» paraît entre parenthèses. Je crois que ce terme sera éliminé. Le texte continue:

... ou 145 (tentative de viol) ...

Si j'ai bien compris, tous ces termes seront biffés.

**M. Dick:** Auriez-vous d'autres exemples à nous soumettre ou est-ce le seul article où cela se produit?

**M. Sarchuk:** A ce qu'on me dit, dans un contexte semblable à celui de l'exemple cité, on utilisera davantage les mots entre parenthèses.

**M. Dick:** Ce procédé est très peu utilisé dans le Code criminel.

**M. Sarchuk:** Je ne saurais vraiment vous dire si ce procédé est utilisé dans le code criminel. Si oui, cela ne se fait pas très souvent.

**M. Dick:** Lorsque vous comparâtes devant le comité à un autre moment, j'aimerais que vous m'indiquiez les articles du Code criminel et du projet de loi à l'étude qui contiennent des mots entre parenthèses. Il s'agit d'une bagatelle, il est vrai, mais cet article n'a pas été discuté. L'article que vous venez de citer à la page 41 est le seul exemple que nous avons jusqu'à maintenant.

**M. Lachance:** Monsieur le président, on nous a dit à plusieurs reprises que le Code criminel était illisible. Il semble que personne ne comprend rien à sa lecture et selon moi, ce serait là une façon de remédier à cette situation. Les divers articles sont incompréhensibles et il faut retourner loin en arrière pour essayer de comprendre de quoi il s'agit.

**M. Dick:** Je ne veux pas me prononcer pour ou contre la proposition, j'essaie simplement de trouver d'autres exemples.

**M. Lachance:** Je vous comprends. Il est important de faciliter la compréhension du projet de loi et j'en félicite le ministre.

**Le président:** Convenez-vous de réserver la motion de M. Woolliams?

**Des voix:** D'accord.

**Le président:** Nous avons trois groupes d'amendements qui portent sur l'article 3. Suite à des discussions avec les membres de l'Opposition, je crois qu'il est préférable de recevoir d'abord leurs amendements. C'est peut-être une décision arbitraire, mais pourquoi pas. Commençons par l'amendement de M. Woolliams et nous passerons ensuite aux amendements du gouvernement. En l'absence de M. Leggatt, je demanderais à un autre membre du comité de consentir à présenter les amendements du NPD. M. Gilbert est à la conférence d'Habitat et j'ignore où est M. Leggatt mais il est absent pour la semaine et il semble que M. Brewin n'a pas pu les remplacer; nous n'avons donc aucun membre néo-démocrate cette semaine et se peut que nous devions faire proposer leurs amendements par d'autres membres du comité.



[Text]

**Mr. Dick:** I would be glad to if I could get a copy of them first.

• 1215

**The Chairman:** They are in the general grouping of amendments, and I think we have distributed the general grouping. We have distributed all the government amendments and the NDP amendments as a general grouping. The Conservative amendments have not yet been incorporated into that but we have them in a separate sheaf of papers. So the first amendment then to Clause 3 will be that of Mr. Woolliams which is the new definition of 'ammunition'. Mr. Woolliams, would you like to introduce that?

**Mr. Woolliams:** I move that the Bill be amended in Clause 3 by striking out lines 2 to 7 inclusive at page 2 and substituting therefore the following:

1. "ammunition" means ammunition prepared for a firearm and includes any shot, bullet or other missile that can be discharged *from a firearm* and that is capable, if so discharged, of causing serious bodily injury or death;

We had two thoughts in mind, that if the Committee were not disposed of accepting a change in "ammunition" and would not accept that, then we might ask to have it removed. I would rather have judges decide, by interpretation, what "ammunition" means than have the problem that exists now in the section. The section reads:

'ammunition' means ammunition for a firearm and includes any component, element or part such as a bullet, pellet, cartridge case, primer or propellant powder that is primarily useful as a component, element or part of ammunition.

Just to review quickly our concern and the concern of many witnesses, this component element—particularly when it is read with the rest of the bill—such as the pellets, is used for domestic use. There are three of them, and there may be dozens we do not even dream about: weighting drapes and ash trays that sit on armchairs, weighting grandfather clocks, and various other things. There are certain other sections that put liability on owners of property to turn in ammunition to the police, and this will become a pretty tremendous and traumatic problem for farmers. What I have tried to do is make ammunition in definition something that is really used in a gun. That is what I have tried to do in making the change.

I notice your amendment, if I might just refer to it, says ammunition means ammunition for a firearm and includes any primer or propellant powder. Again, I am worried about primer or propellant powder. I would think in the mining industry—and I am not an expert in this—that very substance is used. You would have to have many exemptions by the orders in council that we have been talking about.

[Interpretation]

**M. Dick:** Je serais heureux de le faire si je pouvais d'abord en obtenir un exemplaire.

**Le président:** Ils sont inclus dans la grosse pile d'amendements que, si je ne m'abuse, nous avons distribués. Elle contient les amendements du gouvernement et ceux du NPD. Les amendements des conservateurs n'y ont pas encore été incorporés mais nous les avons, sous la forme d'une liasse séparée. Le premier amendement à l'article 3 serait donc celui de M. Woolliams qui est une nouvelle définition de «Munitions». Monsieur Woolliams, voulez-vous présenter votre motion?

**M. Woolliams:** Je propose que l'article 3 du Bill C-83 soit modifié en remplaçant les lignes 24 à 29 inclusivement page 3, par ce qui suit:

«munitions» désigne les munitions employés pour les armes à feu y compris tout plomb, toute balle ou tout autre missile qui peut être projeté par une arme à feu et qui est capable, une fois projeté, de causer des blessures sévères ou d'entraîner la mort;

En composant cet amendement, nous avions deux pensées à l'esprit. Si le comité n'est pas disposé à accepter une modification de l'interprétation de «munitions», et s'il n'accepte pas la nôtre, nous demanderons peut-être alors que cette définition soit entièrement supprimée. Je préfère que ce soit des juges qui décident, par interprétation, ce que signifie «Munitions», plutôt que de me contenter de la situation problématique actuelle. Actuellement, l'article se lit comme suit:

«munitions» désigne les munitions employées pour les armes à feu, y compris tous les éléments dont elles se composent, notamment les balles, plomb, douilles, amorces et poudre principalement utilisés comme tels;

Rappelons rapidement nos préoccupations et celles de beaucoup de témoins au sujet de l'utilisation du terme «éléments». Il comprend évidemment les plombs qui, comme on le sait, servent à des fins domestiques. En voici d'ailleurs trois utilisations domestiques, et il peut y en avoir des douzaines d'autres auxquelles nous n'avons même pas songé: Je pense aux plombs qui pendent au bout des rideaux, à ceux qui sont mis dans les cendriers placés sur les fauteuils, à ceux qui servent dans la penderie des horloges grand-pères, et à diverses autres utilisations. Il y a certains autres articles qui imposent aux propriétaires de munitions de les remettre à la police et cela finira par constituer un problème assez considérable et harassant pour les agriculteurs. J'ai essayé de donner une définition de munitions qui permette d'identifier ces objets comme étant utilisés vraiment dans un fusil. Tel est l'objet des modifications que j'ai apportées.

Je remarque que dans votre amendement, si vous me permettez de m'y reporter, vous dites que munitions désigne les munitions employées pour les armes à feu y compris les amorces ou les poudres. Ici encore, je m'inquiète de l'utilisation des mots amorces et poudres. Je pense que dans l'industrie minière,—bien que je ne sois pas spécialiste en la matière,—on se sert de ces produits. Il faudrait avoir recours à beaucoup d'exceptions par l'entremise de ces décrets du conseil dont nous avons parlé.

## [Texte]

In some jurisdictions fire crackers are outlawed, in others they are not outlawed. I do not know whether or not on May 24 the boys and girls would find themselves using ammunition and would have to have a licence to set off their firecrackers in the park or the backyard. That is what I am worried about with that primer or propellant powder. So that is why I moved it.

I want to see if we are going to define "ammunition". We might be better off without any definition at all. I have given a lot of thought to this and I would like to hear some arguments on it because I think this is really a key to this bill. If we are going to have a definition of "ammunition" then as a layman I would see ammunition as something that you use in .22s, shotguns and other kinds of guns.

What I would assume, Mr. Chairman, the Minister was trying to cover when he used the terms 'primer' and 'propellant', was those people who make ammunition but I do not think you are going to stop that. I think they can make guns by drilling a hole through railway steel. I do not know how you would stop that altogether because if you start making a definition too broad, then you are going to make it difficult for enterprises that must use the very substance you prohibit. I think this is going to give the courts more difficulty. I do not know how much expertise a judge is going to have when it comes before him, whether provincial judges district court judges or supreme court judges in interpreting that in a practical sense, but this is one concern, and I think if we do not cure this, we are going to have difficulty in the administration of the bill and that was why I tried to define it. I had help from Mr. Batt on this, but unfortunately he is in the hospital with pneumonia, or I would have re-discussed this with him after I received your definition to see if we could not combine the two. However, I am concerned about the definition of ammunition, and I would like to ask the Minister and his experts, how do you get around these people that use propellant powder and a primer for domestic and other purposes, other than to make what we know as laymen, as ammunition?

• 1220

**Mr. Allmand:** Mr. Chairman, the new definition on ammunition that we proposed, that was among the 43 amendments put forward last week, was the result of examination of the briefs submitted by the firearms manufacturers, the police, quite extensive re-examination and consultation. We think it meets the objections of the original definition of ammunition, and I say this after having commented favourably on some amendments proposed by the opposition, but much more so than the definition tabled today by Mr. Woolliams.

If you read the definition that we propose, it says:

"ammunition" means ammunition for a firearm and includes any primer or propellant powder that is primarily useful as a component, element or part of ammunition for a firearm."

## [Interprétation]

Je sais que sous certaines juridictions les pétards sont interdits et que dans d'autres ils ne le sont pas. J'ignore si le 24 mai les enfants se rendraient coupables d'utiliser des munitions et devraient avoir un permis pour mettre feu à leurs pétards dans un parc ou dans une cour. Voilà ce qui m'inquiète à l'égard des termes amorces ou poudre. C'est donc la raison pour laquelle j'ai proposé cette motion.

Je pense qu'au lieu de définir munitions nous ferions mieux de n'avoir aucune définition. J'ai beaucoup réfléchi à cela et j'aimerais qu'on en discute parce que je pense que cela est essentiel. En ma qualité de personne non initiée je pense qu'une munition est le projectile dont on se sert dans un fusil de calibre 22, dans une carabine et dans d'autres genres d'armes à feu.

Je suppose, monsieur le président, qu'en utilisant les termes «amorces» et «poudres», le ministre essayait d'atteindre les personnes qui fabriquent leurs propres munitions; mais je ne pense pas que l'on puisse empêcher cela. Je pense que ces personnes peuvent fabriquer des fusils en creusant un trou le long d'un rail de chemin de fer en acier. J'ignore comment on pourrait empêcher cela entièrement, parce que si la définition englobe trop de choses, on va causer des difficultés aux entreprises qui se servent du produit interdit. Je pense que cette définition finira par donner encore plus de difficultés aux tribunaux. J'ignore dans quelle mesure un juge aura assez de connaissances pour interpréter cet article de manière pratique, qu'il s'agisse d'un juge provincial, d'un juge de district ou d'un juge de la Cour suprême. Cela n'en demeure pas moins une de mes préoccupations et je sais que si nous ne soignons pas ce détail nous allons avoir des problèmes quant à la mise en vigueur de la loi et c'est pourquoi j'ai essayé de définir ce terme. M. Batt m'a aidé à rédiger cette définition mais, malheureusement, il est hospitalisé en raison de pneumonie; autrement j'aurais rediscuté avec lui de cette question après avoir lu votre définition, afin de voir s'il n'était pas possible de combiner les deux. Toutefois, je me préoccupe quant à la définition du terme «munitions» et j'aimerais demander au ministre et à ses spécialistes comment ils comptent ne pas toucher les personnes qui se servent d'amorces ou de poudre pour des fins domestiques et autres et non pour fabriquer ce que, en notre qualité de non initiés, nous appelons des munitions?

**M. Allmand:** Monsieur le président, la nouvelle définition de munition que nous avons proposée et qui fait partie des 43 amendements proposés la semaine dernière, résulte de l'examen des mémoires présentés par les fabricants d'armes à feu et les corps policiers ainsi que de consultations et d'études poussées. Nous pensons qu'elle satisfait aux objections de la définition initiale de munition, et je dis ceci après avoir fait des observations favorables au sujet d'autres amendements proposés par l'opposition, amendements toutefois beaucoup plus justifiés que celui de M. Woolliams.

Si vous lisez notre définition, on y dit:

«munitions» désigne les munitions employées pour les armes à feu y compris les amorces ou les poudres principalement utilisées comme éléments constitutifs de munitions pour armes à feu.»



[Text]

So it is always related to ammunition for a firearm, and it would not cover firecrackers, dynamite and all that other kind of thing which is covered by other legislation, at least dynamite is.

**Mr. Woolliams:** I will just ask a question right there, because I think you are putting your finger right on the problem. Suppose you have this propellant powder and primer and you are using it for other purposes, if that is what you are trying to stop, the worker who is using it either in a factory or a mine could take it home. Once he has it, how do you know when he has it for another purpose, if he is going to use it for a firearm?

Suppose I have this substance in my house, I may be using it for other reasons, and the police come along and find it. What is my defence in the definition of that? I have ammunition, I think...

**Mr. Dick:** It was primarily used for ammunition, but maybe it was used by him for something else.

**Mr. Allmand:** Let us make clear, because in your earlier comments you referred to people's making their own ammunition, the law does not prevent people from making their own ammunition as long as they have the licence. They can have primers and propellant powders primarily useful as a component or part of ammunition if they have a licence, because we have spoken to a lot of people in the shooting clubs and they do reload their own ammunition, which would be quite acceptable. As long as they have the licence they will be able to buy the primers and the propellant powders, and there is no objection to that.

The principal use of this definition is in respect of the licence. We are saying in order to buy ammunition or a firearm you will need a licence. So if you go to a store to buy these things, if they are covered by the legislation, you will need to show your licence. If you go to buy primers, or you are in possession of primers, if you have a licence that is fine.

**Mr. Woolliams:** Are you suggesting then that if a person were using it for a domestic and industrial purpose to protect himself against your definition he had better have a licence for ammunition, because they could come along and say he has a primer or a propellant and it could be used in a firearm. Is that what you are asking the public to do?

**Mr. Allmand:** That is the same with your definition of the things you say, too. In other words, we are saying to purchase ammunition you need a licence. What constitutes ammunition? We are proposing that ammunition for a firearm includes the primer and the propellant powder, because these are the basic things that can cause some harm and danger. We are saying the other things we had in the original definition are not really that essential.

• 1225

**Mr. Dick:** If I may interject, because there is a concern. Between the two definitions, the one proposed by the Ministry and the one by Mr. Woolliams, I think both after much consideration of the briefs, and especially the firearms manufacturer's brief, there is a different philosophy in the two of them. The one proposed by Mr. Woolliams

[Interpretation]

Il s'agit donc bien de munitions pour armes à feu, et cela ne porterait pas sur les pétards, la dynamite et tous ces autres produits qui sont touchés par d'autres lois; c'est du moins le cas de la dynamite.

**M. Woolliams:** J'aimerais vous poser une question tout de suite, parce que je pense que vous touchez le problème du doigt. Supposons qu'une personne ait cette poudre et cette amorce et qu'elle s'en serve pour d'autres fins; c'est justement ce que vous essayez d'empêcher: vous voulez empêcher le travailleur qui se sert de ces produits dans une usine ou dans une mine de les emporter chez lui, à la maison. Une fois qu'il les a à sa disposition, comment pourrez-vous savoir s'il s'en sert à d'autres fins, s'il compte s'en servir pour une arme à feu?

Supposons que j'aie ce produit chez moi et que je m'en serve pour d'autres fins; or, la police perquisitionne et le trouve. Quelle sera ma défense? Si je ne m'abuse, j'ai des munitions...

**M. Dick:** Ce produit est principalement utilisé pour des munitions, mais lui s'en sert peut-être pour autre chose.

**M. Allmand:** Précisons, puisque vous parliez tantôt des personnes qui font leurs propres munitions, que la loi n'empêche pas les personnes de faire leurs propres munitions dans la mesure où elles ont un permis. Elles peuvent avoir des amorces et des poudres qui constituent des éléments de munitions, pourvu qu'elles aient un permis; nous avons parlé à beaucoup de personnes dans les clubs de tir et elles nous ont dit qu'elles rechargent leurs propres munitions, chose que nous trouvons fort acceptable. Dans la mesure où ces personnes ont un permis, elles pourront acheter des amorces et des poudres, et nous ne nous objectons pas à cela.

L'objet principal de cette définition a trait au permis. D'après nous, pour pouvoir acheter des munitions ou des armes à feu il faudra avoir un permis. Donc, si vous vous rendez dans un magasin pour acheter ces marchandises, et si ce sont des marchandises touchées par la loi, vous devrez montrer votre permis. Si vous allez acheter des amorces ou si vous possédez des amorces vous n'aurez aucun problème dans la mesure où vous avez un permis.

**M. Woolliams:** Voulez-vous dire que si une personne se sert de ce produit pour des fins industrielles ou domestiques elle ferait mieux d'avoir un permis, faute de quoi elle pourrait être accusée de possession d'amorces ou de poudres qui pourraient être utilisées dans une arme à feu? Est-ce cela que vous demandez au public?

**M. Allmand:** Mais la situation est pareille dans le cas de votre définition. Autrement dit, nous pensons que pour acheter des munitions il faut un permis. Qu'est-ce au juste que des munitions? Nous proposons une définition de munitions pour arme à feu qui inclut l'amorce et les poudres parce que ce sont là les principaux éléments qui peuvent causer des lésions corporelles. Nous pensons que les autres éléments que nous avions dans la définition initiale n'étaient pas vraiment essentiels.

**M. Dick:** Permettez-moi d'interrompre, mais je pense qu'il existe à ce sujet une certaine préoccupation. Je pense que les deux définitions, celle proposée par le ministre et celle de M. Woolliams, ont tenu compte des mémoires et notamment du mémoire des fabricants d'armes à feu; toutefois elles s'orientent chacune vers une philosophie diffé-

## [Texte]

goes to ammunition or a missile, something which is there and is ready and goes into a gun and can be fired out, whereas the definition which you have tabled, Mr. Allmand, goes to meaning ammunition which is manufactured, or it really goes to the component parts. Mr. Woolliams is dealing with the missile, or whatever comes out the front end, and you are going to the component parts. To my mind it almost seems to be a difference in philosophy, I do not know how to put it, really, other than that, but one is going to the component parts and one is going to the already manufactured thing. I would think under Mr. Woolliams definition if a person has a musket and he has to get black powder, and so on, and he has to make his own bullets because he cannot buy them, and by taking those components home he would not have to have a license for it, but the minute he puts them into bullet form he has to have a license to have those in a projectile form because it is ammunition or a missile then, and I would think it is covered.

However, if you are going by this definition and rather than just firearms, you also want to bring in a sort of a cover-all section to legislate against people having the black powder or having the various bits and pieces, it is going beyond just the ammunition firearm section. You are going back to the components of it, and I think that is what your section is. Perhaps you could tell me if that is in fact what you are attempting to do.

**Mr. Allmand:** Both definitions go beyond the completed definition. Mr. Woolliams's definition reads:

... means ammunition prepared for a firearm and includes any shot, bullet or other missile.

If I understood your original argument against our first definition it was that you did not want a person to be criminally responsible if he merely had a missile or shot. You gave an example of where you might have some shot in an ash tray or you might have a blank missile, and you said it would be wrong to have that. We finally agreed with that. We said, "Okay, what is really dangerous?" What is really dangerous is not the shot itself but the thing that is going to fire the shot and be fired out of a gun. The manufacturer said that the essential things are the primers and the propellant powder, because you can get all kinds of missiles and shot. I think under Mr. Woolliams's definition if you had some shot on your desk, or even an empty shell—not the shell but the missile part, the slug—that would be a criminal offence if you did not have a license. We do not want that any longer. Originally you objected to that. What is really the dangerous thing is if he has the primer. The primer is the thing that can make ammunition. You can have all kinds of heads and shells and shot and slugs and everything else. We are now saying in our definition that to have that alone is not criminal and you do not need a license. The only thing you really need the license for is a completed bullet or for the primers or propellant powder, because that is what is going to be used in a gun. The other things can be used as souvenirs or used for other purposes, and we do not want to criminalize people for using them.

## [Interprétation]

rente. Celle de M. Woolliams traite des munitions en tant que projectile, c'est-à-dire en tant qu'objet que l'on peut tirer une fois qu'on l'a placé dans une arme à feu; par contre, la définition que vous avez proposée, monsieur Allmand, traite des munitions telles que fabriquées, ou plus exactement, des éléments de ces munitions. M. Woolliams traite du projectile ou de tout ce qui sort de l'arme à feu alors que vous traitez des éléments de ce projectile. A mon avis, cela tient presque de deux philosophies différentes. Je ne vois vraiment pas comment on pourrait dire les choses autrement: une définition traite du produit fini, l'autre traite de ses éléments. D'après la définition de M. Woolliams, si une personne a un mousquet et qu'elle doit obtenir de la poudre noire, et qu'elle fait ses propres balles parce qu'elle ne peut pas les acheter, et si elle s'en sert pour les combiner sous forme de projectile, elle doit avoir un permis.

Toutefois, si l'on s'en tient à votre définition, plutôt que de s'occuper des projectiles utilisés dans les armes à feu uniquement, vous voulez légiférer également contre les personnes qui ont la poudre noire ou les divers éléments et vous allez au-delà de l'article sur les munitions pour armes à feu. Vous traitez des éléments de ce projectile. Vous pourriez peut-être me dire si c'est bien là ce que vous essayez de faire.

**M. Allmand:** Les deux définitions vont au-delà de la définition du produit fini. La définition de M. Woolliams se lit comme suit:

... désigne les munitions employées pour les armes à feu y compris tout plomb, toute balle ou tout autre missile.

Si j'ai bien compris votre argument initial contre notre première définition, vous ne vouliez pas qu'une personne soit tenue criminellement responsable si elle détient simplement un missile ou un plomb. Vous avez cité l'exemple du plomb qui sert à lester un cendrier ou d'une cartouche à blanc, et vous avez dit qu'il serait injuste d'inclure cela. Nous en avons enfin convenu et nous nous sommes demandé ce qui était vraiment dangereux. Or, le plomb lui-même n'est pas vraiment dangereux, mais ce qui l'est c'est ce qui va servir à le tirer et ce qui va être projeté hors du fusil. Les fabricant ont dit que les parties essentielles étaient les amorces et les poudres, parce qu'il existe toutes sortes de missiles et de plombs. Je pense qu'aux termes de la définition de M. Woolliams, si vous aviez du plomb sur votre bureau, même s'il s'agit d'une cartouche vide, ou plutôt non d'une cartouche mais de la partie projetée, du lingot, le fait d'avoir cet objet sans détenir de permis constituerait une infraction. Nous voulons justement éviter cela. Vous vous y êtes d'ailleurs objecté vous-même au début. Ce qui est vraiment dangereux, c'est le fait d'avoir une amorce. L'amorce est l'objet qui peut permettre de fabriquer des munitions. On peut avoir des douilles vides, des plombs et des lingots, et ainsi de suite. D'après notre définition, la seule possession de ces objets ne constitue pas une infraction et il n'est pas besoin d'avoir un permis pour cela. La seule chose pour laquelle il faille vraiment avoir un permis est la possession d'une balle complète ou d'amorces ou de poudre parce que ce sont ces objets qui vont être utilisés dans une arme à feu. Les autres objets peuvent être utilisés à titre de souvenirs ou à d'autres fins et nous ne voulons pas empêcher les gens de les utiliser.



[Text]

**Mr. Dick:** Okay. I see what you are getting at. I think Mr. Woolliams says the word means ammunition prepared for a firearm, and it would indicate that it has to be something which was prepared for a firearm, whereas a slug or an ash tray obviously was not prepared for firearms, it was prepared to weigh down the ash tray. But I can understand ...

**Mr. Allmand:** Again, if we can go back to a few weeks ago, if you found the slug ...

**Mr. Dick:** By itself floating around in somebody's pocket ...

**Mr. Allmand:** And if you take a lot of slugs and use them to weigh down curtains, or something, that would still be covered by ...

**Mr. Dick:** Actually, there it was not prepared for a firearm, it was prepared for weighing down curtains, and that is why it is in the curtain. I think what people might do ...

**Mr. Allmand:** Oh, no, but what people might do is have spent shot or something. They could pick it up. Anyway, we do not want to do that. At the beginning your members objected to that. I forget which members did, but some of them said that ...

**Mr. Dick:** I think the whole thing is to try to correct the original definition. One has gone in one direction; the other one has gone a little bit in the other direction.

• 1230

**Mr. Allmand:** Well, in this case, we relied heavily on what the manufacturers and the police say. They say that the really dangerous thing is the primer and the propellant powder.

**Mr. Woolliams:** May I draw this example? When I was down in Lima, Peru, I went out into the jungle and the natives there use a gun. It is like a piece of bamboo with a big end on it and they have something like a toothpick. Until they put eucalyptus on it, it means nothing; they would be just shooting a toothpick. But the moment you take that out of the tree and put it on the end of the dart, it is deadly. They can pop those things out just like shells when they are trained in the use of it. In twenty seconds the animal is dead.

Now, what you are saying is that I can have toothpicks. That is what worries me about your suggestion. Well, when are they prepared for a firearm or this kind of gun and when are they not?

Then you have guns that blow nails and various things into walls. Carpenters use them. I do not know whether they use a propellant; they may use air or hydraulics. But those are things that I am concerned about. I think we had better have a good look at this. This is one of the most serious parts of the bill. If we can get past this we will be past some of the nitty gritty.

[Interpretation]

**M. Dick:** Très bien. Je vois où vous voulez en venir. Je pense que M. Woolliams entendait parler des munitions préparées pour des armes à feu, indiquant ainsi qu'il s'agirait d'un objet préparé précisément pour une arme à feu, alors qu'un lingot ou un objet qui sert à lester un cendrier n'a évidemment pas été préparé pour une arme à feu; il a été préparé pour lester ledit cendrier. Je comprends toutefois ...

**M. Allmand:** Si nous en revenions à la position adoptée il y a quelques semaines, si on trouvait le lingot ...

**M. Dick:** Tout seul, dans la poche d'une personne ...

**M. Allmand:** Et si l'on se sert de beaucoup de lingots pour lester des rideaux, ou quelque autre objet, cela serait encore touché par ...

**M. Dick:** En fait, dans ce cas, ces objets n'étaient pas fabriqués en vue des armes à feu, ils étaient fabriqués en vue de lester des rideaux et c'est pourquoi ils s'y trouvent. Je pense que certaines personnes pourraient ...

**M. Allmand:** Ah, non, mais certaines personnes pourraient avoir des plombs déjà tirés ou des objets de ce genre. Elles pourraient les avoir ramassés. De toute façon, nous ne voulons pas nous en prendre à ces personnes. D'ailleurs, les députés de votre parti se sont eux-mêmes opposés à cela au début. Je ne me souviens plus des députés qui l'avaient fait, mais certains d'entre eux avaient dit que ...

**M. Dicks:** Je pense qu'il s'agit simplement de corriger la définition originale. Une des propositions va dans un certain sens, l'autre va un petit peu dans un autre sens.

**M. Allmand:** Eh bien, dans ce cas, nous nous sommes fiés essentiellement aux propos des fabricants et de la police. Ils nous ont dit que les objets vraiment dangereux étaient les amorces et les poudres.

**M. Woolliams:** Puis-je fournir un exemple? Lorsque j'étais à Lima, au Pérou, lors d'une randonnée dans la jungle, j'ai appris l'existence d'autochtones qui se servent d'un fusil qui ressemble à un morceau de bambou ayant une extrémité un peu large et qui projette un objet qui ressemble à un cure-dent. Tant qu'ils ne l'enduisent pas d'essence d'eucalyptus, cet objet est aussi inoffensif qu'un cure-dent. Mais aussitôt qu'on l'enduit de l'essence de cet arbre, il devient meurtrier. Ces autochtones peuvent tirer ces objets comme nous tirons du plomb lorsqu'ils savent comment s'y prendre. En 20 secondes, un animal touché est mort.

Or, d'après ce que vous dites, je peux avoir des cure-dents. Voilà ce qui me préoccupe au sujet de votre proposition. Eh bien, votre définition couvre-t-elle des armes de ce genre?

Il existe aussi des pistolets qui projettent des clous et divers autres objets dans les murs. Les menuisiers s'en servent. J'ignore si ces pistolets se servent de poudre; ils fonctionnent peut-être en vertu d'un système d'air comprimé ou d'un système hydraulique. Ce sont toutefois là les choses qui m'inquiètent. Je pense que nous ferions mieux de bien étudier cela. Il s'agit d'une des parties les plus importantes du projet de loi. Si nous pouvons en finir, nous nous serons débarrassés d'une bonne partie des détails ennuyeux.

[Texte]

Mr. Chairman, how long are you going to sit today because I have a meeting I have to attend?

Mr. Fox: I am glad you raised the question because we have a number of members on our side who also have meetings that they would like to attend. Since we have just received this morning the substantial amendments which his party has tabled, I am sure we would all like to have the opportunity of looking at them in detail. I propose that we suspend our proceedings now. Perhaps we could come back tomorrow afternoon and Thursday.

The Chairman: Is that agreed? Could we agree now on a time for Thursday?

An hon. Member: On Wednesday?

The Chairman: Yes, we shall sit tomorrow afternoon. That was just in the vote.

Mr. Dick: I think, up to now, we have been trying to sit mainly two sessions, every Tuesday and Thursday mornings.

The Chairman: Well, that was while we were hearing witnesses. Those rules are now finished and my jurisdiction to schedule meetings is now finished as well, because we are now in a different process. It is now up to the Committee to move when we will be sitting again.

Mr. Fox: I move that we sit tomorrow afternoon.

The Chairman: Tomorrow afternoon.

Mr. Fox: And could we have a steering committee meeting?

Mr. Dick: I amend Mr. Fox's motion to sitting Wednesday afternoon to sitting for two sessions on Thursday morning.

Mr. Fox: Well, we would like to sit when we are best prepared...

Mr. Dick: Well, I know. I am just going to...

Mr. Woolliams: You are going to rush this legislation through and we...

Mr. Dick: No. I want to do some more...

Mr. Woolliams: ... are going to get some terrible amendments.

Mr. Dick: I am hoping to be here for the whole process.

Mr. Allmand: Well, I am willing to co-operate. The only thing about Thursday morning is that, for the double session, I miss Cabinet.

An hon. Member: Do you expect to have a presentation?

Mr. Dick: It is probably a break. Look at the good excuse you have. Why do we not start Thursday this week, and, if necessary, we could sit on Wednesday next week?

The Chairman: We have an amendment by Mr. Dick to the motion by Mr. Fox that we sit on Wednesday afternoon. Mr. Dick's amendment proposes that we not sit until Thursday morning. May I put Mr. Dick's amendment first?

[Interprétation]

Monsieur le président, j'aimerais savoir combien de temps vous comptez siéger aujourd'hui, parce que j'ai une réunion à laquelle je dois être présent.

M. Fox: Je suis heureux que vous ayez soulevé cette question parce que bien des membres de notre côté ont également des réunions auxquelles ils aimeraient être présents. Comme ce n'est que ce matin que nous avons reçu les amendements considérables que votre parti a déposés, je suis certain que nous aimerions tous avoir l'occasion de les étudier. Je propose que nous levions la séance maintenant. Nous pourrions peut-être revenir demain après-midi et jeudi.

Le président: Cela est-il convenu? Pouvons-nous décider maintenant de l'heure à laquelle nous siégeons jeudi?

Une voix: Mercredi?

Le président: Oui, nous allons siéger demain après-midi. Cela faisait simplement partie du vote.

M. Dick: Je pense que jusqu'à présent, nous avons surtout essayé de siéger pendant deux séances, savoir celle du mardi et du jeudi matin.

Le président: Cela s'appliquait à la période pendant laquelle nous entendions les témoins. Ces règles ne sont plus en vigueur et je ne suis plus habilité à décider de l'horaire des séances puisque nous en sommes à une nouvelle étape du processus. C'est au Comité qu'il revient de proposer l'horaire de notre prochaine séance.

M. Fox: Je propose que nous siégeons demain après-midi.

Le président: Demain après-midi.

M. Fox: Et pourrions-nous avoir une réunion du comité directeur?

M. Dick: J'aimerais modifier la motion de M. Fox et demander qu'au lieu de siéger jeudi après-midi, nous siégeons pendant deux séances jeudi matin.

M. Fox: Eh bien, nous aimerions siéger lorsque nous serons vraiment prêts...

M. Dick: Je sais. Je vais simplement...

M. Woolliams: Vous allez essayer de faire passer cette loi à toute vitesse et nous...

M. Dick: Non. Je veux faire un peu plus de...

M. Woolliams: ... allons nous retrouver avec des amendements horribles.

M. Dick: J'espère être ici pendant tout le processus.

M. Allmand: Quant à moi, je suis disposé à collaborer. Toutefois, au sujet du jeudi matin, si vous voulez siéger pendant deux séances, je devrai m'absenter de la réunion du Cabinet.

Une voix: Pensez-vous avoir une présentation à faire?

M. Dick: C'est probablement une échappatoire. Songer à la merveilleuse excuse dont vous disposerez. Pourquoi ne commençons-nous pas jeudi et, si nécessaire, nous pourrions siéger le mercredi de la semaine prochaine?

Le président: Nous avons un amendement de M. Dick à la motion de M. Fox, motion qui demande que nous siégeons mercredi après-midi. M. Dick propose que nous ne siégeons pas avant jeudi matin. Puis-je mettre d'abord l'amendement de M. Dick aux voix?



[Text]

Amendment negatived.

**The Chairman:** May I then put Mr. Fox's motion that we sit tomorrow afternoon at 3.30 p.m.?

Motion agreed to.

**Mr. Dick:** Well, I can only say, Mr. Chairman, that without a little more co-operation from the government...

**An hon. Member:** For tomorrow afternoon as well.

**Mr. Dick:** A little co-operation can do a lot.

**An hon. Member:** You cannot win them all, right?

[Interpretation]

Amendement rejeté.

**Le président:** Puis-je donc mettre aux voix la motion de M. Fox, visant à ce que nous siégions demain après-midi à 15 h 30?

Motion adoptée.

**M. Dick:** Eh bien, monsieur le président, je ne peux que dire que sans un peu plus de collaboration de la part du gouvernement...

**Une voix:** Demain après-midi également.

**M. Dick:** Avec un peu de collaboration, on peut accomplir de grandes choses.

**Une voix:** Vous ne pouvez tout de même pas emporter la victoire sur toute la ligne, n'est-ce pas?

APPENDIX "JLA-44"

CANADIAN LABOUR CONGRESS

SUBMISSION ON BILL C-83

HOUSE OF COMMONS STANDING COMMITTEE ON

JUSTICE AND LEGAL AFFAIRS

May 31, 1976



The Canadian Labour Congress is pleased to have the opportunity to appear before the Standing Committee on Justice and Legal Affairs to express our views on Bill C-83. While we do not possess the legal expertise of some witnesses who have already appeared before you, we are concerned with the possible implications of some of the proposed changes to the Criminal Code for the everyday life of our 2,000,000 members.

We support the government in its intent to limit the possibilities of abuse of guns. We do think that there is a difference in the role that guns play in major urban areas as contrasted to the one they serve in rural and northern areas. Native organizations have made their point very well on this matter. We note that Chief Harold Adamson in testimony before you also concurred that a different approach was warranted in rural areas. The Solicitor General of Canada, during his appearance before the Committee, indicated that an amendment would be introduced to eliminate fees for those "who reside in designated areas where hunting and trapping are a way of life and who by their circumstances are required to hunt for food or family support." Such an amendment would meet many of the legitimate objections raised.

In drafting the amendment, we would urge that the law not be framed to make the fee elimination apply only to indigent north-erners. Native people have been frustrated in the past over rules for the protection of migrant birds - rules that were drafted because of the action of non-natives but which limited native treaty rights. We would therefore suggest that the no-fee approach apply to all persons in the designated areas. The Congress concurs with the suggested extension of the no-fee policy to non-natives in designated areas.

The difference between the attitudes of the north and those of the south to guns came across strikingly in the recent testimony of the Ontario Safety League to the Ontario Royal Commission on Violence in the Communications Industry. It found that "children in Northern Ontario see guns as means of hunting or survival in the woods while those in the South see them as instruments for killing people."<sup>1</sup>

We do not wish to see the gun control legislation withdrawn but rather to see it modified to reflect our urban-south and rural-north differences. One aspect of that is the paucity of the usual class of guarantors in the north. Sufficient native persons should be able to qualify as such.

---

1 - Reported in The Globe and Mail, May 27, 1976, pp 1-2



In the area of electronic surveillance, we are not in agreement with the government's proposed amendments. The Congress approved the fact that the Protection of Privacy Act outlawed the private use of electronic surveillance of which unions had been victims. However, we concurred before this committee in the suggestions for modifications in that bill made by the Canadian Civil Liberties Association at the time of its introduction.

Our concern then and our concern today is that in pursuing the alleged criminal, society not destroy the values which we hold essential to a free, democratic society. The proposed subsection 178.16(1) would do precisely that.

The Solicitor General has defended the change to allow indirect evidence obtained through an unlawful bugging by stating to this Committee that "the amendment would bring the law back to its original common law position." It is important to note the position of the Canadian Bar Association on this matter. Its spokesman has stated to you that "the proposed amendment would reward the abuse of the law. If the object is to build up and maintain a high regard for law, there should be no reward for its abuse, even though some guilty person goes free in the process." In this debate between the experts, we strongly support the Canadian Bar Association.

We take this position and the ones that follow in respect to wiretapping not because we love criminals and hate police but because we are concerned about the basic assumptions of our society.

Electronic surveillance is a very powerful weapon but one whose use inevitably involves the innocent as well as the guilty. Its use, therefore, even by the police, must be in circumstances carefully circumscribed by law. To reward in any way the violation of these safeguards seriously undermines the protection of our democracy.

Electronic surveillance has the capability of bringing about some of the realities envisaged by George Orwell in 1984. Chief Adamson stated to you that "we do not want to be allowed to wiretap indiscriminately with no accountability". One of the best safeguards against indiscriminate use is the notification provision. The proposal to do away with this safeguard is to be deplored.

It is the nature of wiretapping that one cannot defend the invasion of one's privacy before the judge granting the authorization. If one is never to be told of the tap, then one may never challenge what might turn out to be an abuse. The notification procedure has been attacked because it may protect criminals. The Congress supports the retention of this provision as protecting the rights of law-abiding citizens. The current law does provide for delays in the notification in the interests of justice. This procedure should allow police to do their job.

Bill C-83 would also widen the grounds on which an authorization for electronic surveillance may be obtained. We concur in the arguments of the Canadian Civil Liberties Association on this matter and urge that the present legislation be retained.



The lengthening to 60 days of the period for which an authorization is valid is unnecessary, given the fact that renewals can be and have been obtained. In the balance, we would give more weight to safeguarding privacy over a slight inconvenience to the police. That the average authorization period was 68 days in 1974 and 54 days in 1975 indicates to us that judges have not been unwilling to grant extensions. By limiting the initial period to 30 days, the law would ensure that those incorrectly selected for bugging have their civil liberties infringed as little as possible.

Where the proposed changes in wiretapping awakened in us the fear of a future big brother society, the proposed provision for crime commissions recall to us the past society of the Court of the Star Chamber in England. The protection against self-incrimination is an important one in our laws and one that is crucial to the society we value. We are not opposed to public inquiries on specific areas of concern; we do oppose general fishing trips into peoples' lives by commissions. The Canadian Bar Association held the same fears as ourselves. It foresaw "drastic changes in our philosophy of democratic justice" if this part of the legislation was adopted.

These commissions are usually more successful in making headlines than they are in eliminating organized crime. Their headlines do, though, have the power to damage irreparably the reputations of innocent people. It is our view that these bodies do not provide an essential aid to police work but do threaten important civil liberties. We therefore recommend the withdrawal of sections dealing with them.

The concerns expressed to you by Professor Ronald Price and Professor Michael Mandel on the questions of statutory remission and dangerous offenders are extremely valid. We would suggest that Bill C-83 be amended to take into account their criticisms.

We have expressed our concern to the Minister of Justice regarding the speed at which these important amendments are being rushed through. We are concerned that these amendments have the potential to undermine the rights of individual Canadians. We urge that careful consideration be given to revising Bill C-83.

Respectfully submitted on behalf of  
the Canadian Labour Congress  
by

Joe Morris, President

Donald Montgomery, Secretary-Treasurer

Shirley Carr, Executive Vice-President

Julien Major, Executive Vice-President





APPENDICE «JLA-44»

CONGRÈS DU TRAVAIL DU CANADA

MÉMOIRE RELATIF AU BILL C-83

COMITÉ PERMANENT DE LA CHAMBRE DES COMMUNES SUR

LA JUSTICE ET LES QUESTIONS JURIDIQUES

31 mai 1976



Le Congrès du Travail du Canada saisit avec empressement l'occasion qui lui est offerte d'exprimer au Comité permanent de la justice et des questions juridiques ses vues sur le Bill C-83. Quoique nous n'ayons pas la compétence juridique de certains témoins que vous avez déjà entendus, nous nous inquiétons des conséquences que certaines modifications proposées au Code criminel pourraient entraîner pour la vie quotidienne de nos deux millions de membres.

Nous sommes d'accord avec le gouvernement dans son intention de restreindre les possibilités d'usage abusif des armes à feu. Ces armes ne jouent pas le même rôle dans les grandes régions urbaines que dans les campagnes et le grand Nord, nous semble-t-il. Les organisations autochtones l'ont d'ailleurs très bien fait valoir. Le chef Harold Adamson a lui aussi affirmé, dans son témoignage, qu'une optique différente s'imposait dans les régions rurales. Le Solliciteur général du Canada vous a de plus annoncé, quand il s'est présenté devant vous, qu'on prévoyait un amendement visant à supprimer les frais pour ceux qui habitent des régions désignées où la chasse et le piégeage font partie de la vie courante et dont la situation impose de chasser pour subvenir à leurs besoins et à ceux de leur famille.. Un tel amendement satisferait à bon nombre d'objections légitimement soulevées.

Nous demanderions instamment que le nouveau libellé de la loi ne restreigne pas la suppression des frais aux seuls gens pauvres du Nord. Dans le passé, les autochtones ont eu à souffrir de règles voulant protéger les oiseaux migrateurs, règles imposées par suite de la conduite de non-autochtones mais limitant les droits assurés aux

autochtones par traité. Nous proposons donc que la suppression des frais s'applique à toute personne résidant dans les régions désignées. Le Congrès est d'accord pour étendre la politique d'exemption de frais aux non-autochtones des régions désignées, comme on l'a proposé.

La différence d'attitude entre les habitants du Nord et ceux du Sud par rapport aux armes à feu a été soulignée de façon frappante dans le témoignage que la Ligue de sécurité de l'Ontario déposait récemment devant la Commission royale d'enquête de l'Ontario sur la violence dans l'industrie des communications. La Ligue a constaté que "les enfants du Nord de l'Ontario voient dans les armes à feu des instruments de chasse ou de subsistance en forêt tandis que ceux du Sud y voient des instruments servant à tuer des humains."<sup>1</sup>

Nous ne désirons certes pas le retrait de la loi sur le contrôle des armes à feu mais plutôt sa modification de manière à tenir compte des différences entre notre Sud urbanisé et notre Nord rural, par exemple la rareté de la catégorie habituelle des garants dans le Nord. Un nombre suffisant d'autochtones devrait être admissible à ce titre.

En matière de surveillance électronique, nous ne souscrivons pas aux modifications proposées par le gouvernement. Le Congrès a approuvé que la Loi sur la protection de la vie privée interdise l'utilisation privée de l'écoute électronique dont les syndicats avaient été victimes. Cependant, nous avons appuyé devant votre Comité les amendements que l'Association canadienne des libertés civiles a proposé d'apporter au projet de loi au moment de sa présentation.

---

1 - Cité dans le Globe and Mail du 27 mai 1976, pp. 1 et 2.



Nous craignons alors et nous craignons toujours qu'en poursuivant le présumé criminel, la société détruise des valeurs que nous jugeons essentielles à une société libre et démocratique. Or, le paragraphe 178.16 (1) proposé aurait précisément cet effet.

Le Solliciteur général a voulu étayer la modification visant à admettre une preuve indirecte obtenue par un espionnage illégal des communications en affirmant au Comité que "l'amendement ramènerait la loi à sa teneur initiale correspondant au droit commun". Il importe de souligner la position prise à cet égard par l'Association du Barreau canadien, dont le porte-parole vous a déclaré que: "...l'amendement proposé récompenserait l'abus de la loi. Si l'on veut bâtir et maintenir à un haut degré le respect de la loi, il ne faudrait pas en récompenser l'usage abusif, au risque de laisser quelques coupables impunis". Dans cette confrontation d'experts, nous nous rangeons nettement du côté de l'Association du Barreau canadien.

Nous adoptons cette attitude à ce sujet et sur les points suivants relatifs à l'écoute électronique non pas par amour des criminels ni par haine de la police mais parce que les droits fondamentaux de notre société nous tiennent à coeur. La surveillance électronique est une arme fort puissante mais elle mêle inévitablement innocents et coupables. C'est pourquoi l'usage doit en être limité, même par la police, à des circonstances expressément prévues par la loi. Récompenser de quelque manière l'irrespect de ces garanties mine dangereusement la protection de notre démocratie.

La surveillance électronique est apte à provoquer la réalisation de certains phénomènes prévus par George Orwell pour 1984. Le chef Adamson vous a affirmé: "Nous ne voulons pas qu'on permette indistinctement l'écoute électronique sans comptes à rendre." L'une des meilleures garanties contre un usage inconsidéré réside dans l'obligation de donner avis. Nous déplorons qu'on projette d'éliminer cette garantie.

La nature même de l'écoute électronique fait qu'une personne ne peut se défendre contre l'invasion de sa vie privée avant que le juge en accorde l'autorisation. Or, si l'on n'est jamais mis au courant d'une telle écoute, peut-être ne pourra-t-on jamais contester ce qui pourrait constituer un usage abusif. On a prétendu que l'obligation de donner avis pourrait protéger les criminels. Le Congrès est d'avis qu'on maintienne cette disposition pour protéger les droits des citoyens qui respectent la loi. La loi actuelle prévoit des délais de notification dans l'intérêt de la justice. Cette formule devrait permettre à la police d'effectuer son travail.

Le Bill C-83 élargirait aussi le champ possible d'autorisation de surveillance électronique. Nous endossons les arguments de l'Association canadienne des libertés civiles sous ce rapport et nous préconisons le maintien de la loi actuelle.

Il serait superflu de prolonger à 60 jours la période pour laquelle une autorisation est valide, vue que des renouvellements peuvent être obtenus et l'ont été de fait. A tout peser, nous croyons que la sauvegarde de la vie privée l'emporte sur un léger inconvénient pour la



police. La période moyenne d'autorisation ayant été de 68 jours en 1974 et de 54 jours en 1975, nous en concluons que les juges ont volontiers accordé des prolongations. En limitant à 30 jours la période initiale, la loi assurerait que les libertés civiles des personnes qui font indûment l'objet d'écoute électronique en souffrent le moins possible.

Alors que les changements proposés à l'interception des communications ont éveillé en nous la crainte d'une société tutélaire, le projet de dispositions relatives aux commissions d'enquête sur la criminalité nous rappelle l'époque du Tribunal de la Chambre étoilée en Angleterre. La protection contre l'auto-inculpation occupe une place importante dans nos lois, voire primordiale dans la société que nous chérissons. Nous ne nous opposons pas aux enquêtes publiques sur des points précis, mais à la fouille généralisée de la vie des individus par les commissions. L'Association du Barreau canadien a exprimé les mêmes craintes. Elle prévoyait "une transformation radicale de notre philosophie démocratique" si cette partie de la loi était adoptée.

Ces commissions réussissent ordinairement mieux à faire les manchettes qu'à supprimer le crime organisé. Mais ces manchettes sont justement susceptibles d'entacher irréparablement la réputation de personnes innocentes. Nous soutenons que ces organismes n'apportent pas une aide essentielle au travail de la police mais qu'elles mettent en danger d'importantes libertés civiles. Par conséquent, nous recommandons le retrait des articles qui traitent de ce sujet.

L'inquiétude que vous ont manifestée les professeurs Ronald Price et Michael Mandel touchant la réduction statutaire de peine et les criminels dangereux sont fort à propos. Nous suggérerions d'amender le Bill C-83 pour tenir compte de leurs critiques.

Nous avons exprimé notre inquiétude au ministre de la Justice devant la hâte avec laquelle on tente d'expédier l'adoption de modifications aussi importantes. Le fait que ces changements soient de nature à saper les droits de particuliers canadiens nous préoccupe. Nous demandons instamment qu'on se penche avec grand soin sur la révision du Bill C-83.

Respectueusement soumis au nom du Congrès du Travail du  
Canada

par

Joe Morris, président

Donald Montgomery, secrétaire-trésorier

Shirley Carr, vice-présidente exécutive

Julien Major, vice-président exécutif









WITNESSES—TÉMOINS

*From the Department of the Solicitor General:*

Mr. R. Gualtieri, Co-ordinator, Working Group on Gun Control.

*From the R.C.M.P.:*

Inspector R. Hoban.

*From the Department of Justice:*

Mr. A. Sarchuk, Senior Legal Counsel.

*Du département du Solliciteur général:*

M. R. Gualtieri, Coordonnateur, Groupe de Travail sur le Contrôle des armes à feu.

*De la G.R.C.:*

Inspecteur R. Hoban.

*Du département de la Justice:*

M. A. Sarchuk, avocat-conseil.

HOUSE OF COMMONS

Issue No. 62

Wednesday, June 9, 1976

Chairman: Mr. Mark MacGuigan

CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule n° 62

Le mercredi 9 juin 1976

Président: M. Mark MacGuigan

Government  
Publications

*Minutes of Proceedings and Evidence  
of the Standing Committee on*

*Procès-verbaux et témoignages  
du Comité permanent de la*

## Justice and Legal Affairs

## Justice et des questions juridiques

### RESPECTING:

Bill C-83, Criminal Law Amendment  
Act (No. 1), 1976.

### CONCERNANT:

Bill C-83, Loi de 1976 modifiant  
le droit pénal, n° 1.

### APPEARING:

The Honourable Warren Allmand,  
Solicitor General of Canada

### COMPARAÎT:

L'honorable Warren Allmand,  
Solliciteur général du Canada

### WITNESSES:

(See back cover)

### TÉMOINS:

(Voir à l'endos)

First Session

Thirtieth Parliament, 1974-75-76

Première session de la

trentième législature, 1974-1975-1976

STANDING COMMITTEE ON JUSTICE  
AND LEGAL AFFAIRS

*Chairman:* Mr. Mark MacGuigan

*Vice-Chairman:* Mr. Yvon Pinard

Messrs.

Brisco	Fairweather
Campagnolo (Mrs.)	Fox
Caouette	Friesen
(Villeneuve)	Guay (Lévis)
Dick	Lachance

COMITÉ PERMANENT DE LA JUSTICE  
ET DES QUESTIONS JURIDIQUES

*Président:* M. Mark MacGuigan

*Vice-président:* M. Yvon Pinard

Messieurs

Leggatt	Milne
Loiselle	Olivier
(Chambly)	Poulin
Marceau	Towers
McCleave	Woolliams—(20)

(Quorum 11)

*Le greffier du Comité*

Lois A. Cameron

*Clerk of the Committee*

Pursuant to S.O. 65(4)(b)

On Wednesday, June 9, 1976:

Mr. Towers replaced Mr. Oberle  
Mr. Friesen replaced Mr. Skoreyko  
Mr. Howie replaced Mr. McCleave  
Mr. Olivier replaced Mr. Anderson  
Mr. Loiselle (*Chambly*) replaced Mr. Stanbury  
Mr. McCleave replaced Mr. Howie

Conformément à l'article 65(4)b) du Règlement

Le mercredi 9 juin 1976:

M. Towers remplace M. Oberle  
M. Friesen remplace M. Skoreyko  
M. Howie remplace M. McCleave  
M. Olivier remplace M. Anderson  
M. Loiselle (*Chambly*) remplace M. Stanbury  
M. McCleave remplace M. Howie



## MINUTES OF PROCEEDINGS

WEDNESDAY, JUNE 9, 1976  
(69)

[Text]

The Standing Committee on Justice and Legal Affairs met at 3:53 o'clock p.m. this day, the Chairman, Mr. MacGuigan, presiding.

*Members of the Committee present:* Mr. Brisco, Mrs. Campagnolo, Messrs. Dick, Fox, Friesen, Lachance, Loisel (Chambly), MacGuigan, Marceau, McCleave, Milne, Olivier, Pinard, Poulin, Towers and Woolliams.

*Appearing:* The Honourable Warren Allmand, Solicitor General of Canada and Acting Minister of Justice.

*Witnesses: From the Department of the Solicitor General:* Mr. R. Gualtieri, Co-ordinator, Working Group on Gun Control. *From the R.C.M.P.:* Inspector R. Hoban. *From the Department of Justice:* Mr. A. Sarchuk, Senior Legal Counsel.

The Committee resumed consideration of Bill C-83, An Act for the better protection of Canadian society against perpetrators of violent and other crime (Criminal Law Amendment Act (No. 1), 1976).

#### On Clause 3

The Committee resumed debate on the motion of Mr. Woolliams,—That Clause 3 be amended by striking out lines 2 to 7 inclusive on page 2 and substituting therefor the following:

“ammunition” means ammunition prepared for a firearm and includes any shot, bullet or other missile that can be discharged from a firearm and that is capable, if so discharged, of causing serious bodily injury or death;”

After further debate, the question being put on the amendment, it was, by a show of hands, negatived: YEAS: 5; NAYS: 7.

Mr. Woolliams moved,—That Clause 3 be amended by striking out lines 2 to 7 inclusive on page 2.

The question being put on the amendment, it was, by a show of hands, negatived: YEAS: 5; NAYS: 8.

By consent Mr. Dick, for Mr. Leggatt, moved,—That Clause 3 be amended by striking out lines 3 to 7 at page 2 and substituting the following therefor:

“arm;”.

After debate thereon, the question being put on the amendment, it was, by a show of hands, negatived: YEAS: 5; NAYS: 8.

Mr. Fox moved,—That Clause 3 be amended by striking out lines 2 to 7 on page 2 thereof and substituting therefor the following:

“ammunition” means ammunition for a firearm and includes any primer or propellant powder that is primarily useful as a component, element or part of ammunition for a firearm;”

The question being put on the amendment, it was, by a show of hands, agreed to: YEAS: 8; NAYS: 5.

## PROCÈS-VERBAL

LE MERCREDI 9 JUIN 1976  
(69)

[Traduction]

Le Comité permanent de la justice et des questions juridiques se réunit aujourd'hui à 15 h 53, sous la présidence de M. MacGuigan (président).

*Membres du Comité présents:* M. Brisco, M<sup>me</sup> Campagnolo, MM. Dick, Fox, Friesen, Lachance, Loisel (Chambly), MacGuigan, Marceau, McCleave, Milne, Olivier, Pinard, Poulin, Towers et Woolliams.

*Comparait:* L'honorable Warren Allmand, Solliciteur général du Canada et ministre suppléant de la Justice.

*Témoins: Du ministère du Solliciteur général:* M. R. Gualtieri, coordonnateur, groupe de travail sur le contrôle des armes à feu. *De la G.R.C.:* Inspecteur R. Hoban; *Du ministère de la Justice:* M. A. Sarchuk, avocat conseil.

Le Comité poursuit l'étude du bill C-83, Loi pour mieux protéger la société canadienne contre les auteurs de crimes violents et autres crimes (Loi de 1976 modifiant le droit pénal n° 1).

#### Article 3

Le Comité poursuit le débat sur la motion de M. Woolliams,—Qu'on modifie l'article 3 du bill en remplaçant les lignes 24 à 29, page 30, par ce qui suit:

«munitions» désigne les munitions employées pour les armes à feu, y compris tous les plombs, balles ou autres projectiles pouvant être tirés par une arme à feu et infliger la mort ou des lésions corporelles graves;»

Le débat se poursuit puis l'amendement, mis aux voix, est rejeté à main levée par 7 voix contre 5.

M. Woolliams propose,—Qu'on modifie l'article 3 du bill en supprimant les lignes 24 à 29, page 3.

L'amendement, mis aux voix, est rejeté à main levée par 8 voix contre 5.

Du consentement, M. Dick propose, au nom de M. Leggatt,—Que l'article 3 soit modifié en remplaçant les lignes 25 à 29 par ce qui suit:

«ployées pour les armes à feu;».

Après débat, l'amendement, mis aux voix, est rejeté à main levée par 8 voix contre 5.

M. Fox propose,—Que l'article 3 soit modifié en remplaçant les lignes 24 à 29, page 3, par ce qui suit:

«munitions» désigne les munitions employées pour les armes à feu y compris les amorces ou les poudres principalement utilisées comme éléments constitutifs de munitions pour armes à feu.»

L'amendement, mis aux voix, est adopté à main levée par 8 voix contre 5.

Mr. Woolliams moved,—That Clause 3 be amended by striking out lines 10 to 18 inclusive at page 2 and substituting therefor the following:

“firearm” means any barrelled weapon from which any shot, bullet or other missile can be discharged and that is capable of causing serious bodily injury or death to a person, and includes anything that can be adapted for use as a firearm;”

After debate, the question being put on the amendment, it was, by a show of hands, negatived: YEAS: 5; NAYS: 8.

Mr. Fox moved,—That Clause 3 be amended by striking out lines 14 to 18 on page 2 thereof and substituting therefor the following:

“person, and includes any frame, barrel or receiver of such a barrelled weapon and anything that can be adapted for use as a firearm;”

After debate, the question being put on the amendment, it was, by a show of hands, agreed to: YEAS: 12; NAYS: 0.

Mr. Poulin moved,—That the Committee meet on Thursday, June 10, 1976, at 9:30 and 11:00 o'clock a.m., on Monday, June 14, 1976, at 8:00 o'clock p.m., and on Tuesday, June 15, 1976, at 9:30 and 11:00 o'clock a.m.

After debate, the question being put on the motion, it was agreed to.

At 5:10 o'clock p.m., the Committee adjourned until 9:30 o'clock a.m. on Thursday, June 10, 1976.

M. Woolliams propose,—Qu'on modifie l'article 3 du bill en remplaçant les lignes 29 à 38, page 2, par ce qui suit:

« arme à feu » désigne toute arme, y compris toute chose pouvant être adaptée pour être utilisée comme telle, susceptible, grâce à un canon qui permet de tirer du plomb, des balles ou tout autre projectile, d'infliger des lésions corporelles graves ou la mort à une personne;»

Après débat, l'amendement, mis aux voix, est rejeté à main levée par 8 voix contre 5.

M. Fox propose,—Que l'article 3 soit modifié en remplaçant les lignes 30 à 32, page 2, par ce qui suit:

« une carcasse, une chambre ou un canon d'une telle arme ainsi que toute chose »

Après débat, l'amendement, mis aux voix; est adopté à main levée par 12 voix contre 0.

M. Poulin propose,—Que le Comité se réunisse le jeudi 10 juin 1976 à 9 h 30 et à 11 heures, le lundi 14 juin 1976 à 20 heures et le mardi 15 juin 1976 à 9 h 30 et à 11 heures.

Après débat, la motion, mise aux voix, est adoptée.

A 17 h 10, le Comité suspend ses travaux jusqu'au jeudi 10 juin 1976 à 9 h 30.

*Le greffier du Comité*

Lois A. Cameron

*Clerk of the Committee*

## EVIDENCE

(Recorded by Electronic Apparatus)

Wednesday, June 9, 1976.

[Texte]

**The Chairman:** The Committee will come to order. Mr. Woolliams.

**Mr. Woolliams:** Yesterday, Mr. Chairman, I moved an amendment in reference to the regulations. I will not repeat that; that was my amendment No. 1. I have had an informal discussion with the Minister in reference to some kind of accommodation that might occur between us, and I would ask if that could stand over today; that we leave that until we both have had a little time to look at each other's discussion. So I suggest that, instead of the Committee going to clause-by-clause discussion, we start off on my amendment on ammunition.

**The Chairman:** Right.

**Mr. Woolliams:** I have another amendment on ammunition, just in case you do not buy the first one.

**The Chairman:** Yes. The second one is to scrap . . .

**Mr. Woolliams:** It is to delete it altogether. I will have to move that.

**The Chairman:** Yes.

**Mr. Friesen:** What clause are we on?

**The Chairman:** We are on Clause 3 of the bill . . .

• 1554

**Mr. Friesen:** Which is ammunition?

**The Chairman:** It is a series of definitions, one of which is ammunition. Mr. Woolliams had moved his amendment to that. It is the first amendment in our sheaf of amendments.

**Mr. Brisco:** Mr. Chairman, would it be in order to ask the Minister a question regarding this particular clause?

**The Chairman:** Yes.

**Mr. Brisco:** I am referring to the clause on ammunition. I am not putting my question, Mr. Allmand, in an argumentative frame. Bearing in mind the enormous quantities of ammunition that are sold, and I am sure you have a handle on that from the manufacturers, and then boiling that down to its infinitesimal fraction of the number of boxes of ammunition that are used for criminal purposes, is there really an advantage to putting ammunition in this bill, requiring that a purchaser of ammunition must have a registration or a licence or whatever? I wonder whether it is not going to create a lot more paperwork from the standpoint of reporting, not only for the dealer, the man who sells the ammunition, but also for the government when you look at it in the context of how many boxes of ammunition finally end up in the hands of someone who is going to use that ammunition for some illegal purpose.

I think also we could then break it down into calibres, for example a box of 44-40 ammunition for a gun that is really no longer used, a rifle which is rarely used, as opposed to a box of say 38 calibre ammunition which might be more popular, or 32, or something of that nature. So really what I am asking you is, what do you see as the necessity for including ammunition in this bill?

## TÉMOIGNAGES

(Enregistrement électronique)

Le mercredi 9 juin 1976

[Interprétation]

**Le président:** A l'ordre, s'il vous plaît. Monsieur Woolliams.

**M. Woolliams:** Hier, monsieur le président, j'ai proposé un amendement au Règlement. Je ne vais pas le répéter, il s'agissait de mon premier amendement. J'ai eu depuis des entretiens officiels avec le ministre en vue de voir s'il y avait moyen de nous entendre; je me demande donc si l'on peut laisser tomber ce sujet pour aujourd'hui afin de nous donner à tous deux le temps d'étudier la position de l'autre. J'aimerais donc proposer qu'au lieu de passer à la discussion, article par article, le Comité commence par étudier mon amendement à l'article sur les munitions.

**Le président:** Très bien.

**M. Woolliams:** J'ai un deuxième amendement à proposer sur les munitions, au cas où vous ne seriez pas d'accord avec le premier.

**Le président:** Oui. Votre deuxième amendement est de laisser tomber . . .

**M. Woolliams:** C'est de rayer l'article au complet. Je vais donc le proposer.

**Le président:** Oui.

**M. Friesen:** A quel article en sommes-nous?

**Le président:** Nous sommes à l'article 3 du projet de loi . . .

**M. Friesen:** Où il s'agit des munitions?

**Le président:** Il s'agit d'une série de définitions, dont une portant sur les munitions. M. Woolliams a proposé un amendement, le premier d'une longue série.

**M. Brisco:** Monsieur le président, pourrais-je poser une question au ministre au sujet de cet article?

**Le président:** Oui.

**M. Brisco:** J'aimerais parler de l'article sur les munitions. Je ne pose pas ma question, monsieur Allmand, dans un esprit de polémique. Si l'on pense aux quantités énormes de munitions vendues, et je suis convaincu que vous avez des données à ce sujet des fabricants, et si l'on pense au nombre infime de boîtes de munitions qui servent à des fins criminelles, y a-t-il vraiment un avantage à inclure les munitions dans le présent projet de loi voulant que l'acheteur de ces munitions détienne un enregistrement ou un permis quelconque? Je me demande si nous ne créerons pas ainsi beaucoup plus de paperasse non seulement pour le vendeur, celui qui vend les munitions, mais également pour le gouvernement, compte tenu du nombre peu important de boîtes de munitions qui se retrouvent entre les mains de ceux qui s'en serviraient à des fins illégales.

Je crois aussi qu'il serait plus approprié de faire porter notre surveillance sur certains calibres, par exemple une boîte de munitions 44-40 utilisées dans une arme qui ne sert plus, ou une carabine qui est rarement utilisée alors qu'une boîte de munitions pour un 38 est peut-être plus populaire ou pour un 32 ou quelque chose de ce genre. Je vous demande donc pourquoi vous croyez nécessaire d'inclure les munitions dans le présent projet de loi?

• 1555



[Text]

**Hon. Warren Allmand (Solicitor General of Canada):** We thought this would be another means of perhaps getting at the criminal use of guns. It has been pointed out that professional criminals or the underworld may get their guns through illegal means. They may have had a gun for many years, but while they may keep the same gun for many years or they may have a supply of guns, let us say in a gang, an illegal gang or a group of organized criminals, they still have to get ammunition for those guns. They use the ammunition and they have to keep getting the ammunition. It is something they have to get over and over again.

This just might provide roadblocks, or put roadblocks in their way. You will notice in the bill that to get ammunition at the retail level you will have to show your licence, and the transfer of ammunition—there will be no paperwork there, by the way. Mr. Korchinski had asked that every sale of ammunition be recorded. It will not be recorded, but the supply of ammunition from the manufacturers to the retailers, as it is now for accounting purposes, will be logged. So it is really a way of getting at these fellows. Although they may have guns, we hope to make it difficult for them to get ammunition if they do not have the licence.

**Mr. Brisco:** Well, that will be hard to . . .

**Mr. Allmand:** If you ask me what the effect of that will be, I cannot predict what it will be. I cannot tell you that it is going to be 100 per cent effective or 25 per cent effective.

**Mr. Brisco:** Mr. Chairman, I want to indicate to the Minister that we have gone through all these arguments before the Committee and I am not trying to rehash something just to protract discussion. That was not my intent, but I would like to make one final observation.

In the large volume of ammunition that is sold, bearing in mind that it is astronomical in relation to that which is sold for criminal purposes, and that you then boil that fraction of ammunition down which is sold for criminal purposes—you boil it down to an even lesser fraction, given the fact that undoubtedly within the criminal element, just as there is in the average citizen element, those who have the capacity to hand-load ammunition and to purchase their ammunition across the line—it is something that is very easily smuggled—or powder or primers or bullets or whatever. I question what really ultimate effect would be of this particular part of the regulations. That is all.

• 1600

**Mr. Allmand:** Most persons that are going to use guns would have licences, anyway. Once he has his licence, it will not be any bother for the law-abiding person merely to show his licence when he goes to buy ammunition. It is just a question of flashing his licence.

The point is that with regard to somebody who did not get a licence and who has a gun—maybe he has a long-gun or hand-gun that he does not have registered—it is a way of catching him if he is avoiding the law, because to buy

[Interpretation]

**L'hon. Warren Allmand (Solliciteur général du Canada):** Nous avons pensé que ce serait là encore un autre moyen de nous opposer à l'utilisation à des fins criminelles des armes à feu. On a fait remarquer que les criminels professionnels et les membres de la pègre peuvent obtenir des armes par des moyens illégaux. Ces personnes ont peut-être une arme depuis de nombreuses années, mais bien qu'ils puissent garder cet arme pour de nombreuses années ou avoir un stock d'armes par exemple dans un groupe, illégal ou une bande de criminels organisés, il faut néanmoins qu'ils obtiennent des munitions. Puisqu'ils utilisent les munitions, ils doivent continuer à s'en procurer. Et ce constamment.

Les dispositions contenues dans le projet de loi peuvent constituer une entrave. Notez qu'il est prévu dans le bill que pour obtenir des munitions dans un magasin, il faut montrer votre permis et le transfert de munitions . . . (je vous dirai qu'il n'y aura aucune paperasserie pour cela. M. Korchinski avait demandé que toutes les ventes de munitions soient inscrites. Elles ne seront pas inscrites, mais les ventes de munitions du fabricant aux détaillants, tout comme à l'heure actuelle à des fins comptables, seront inscrites. C'est donc une façon d'atteindre les criminels. Ils peuvent avoir des armes, mais nous espérons qu'il leur sera difficile de se procurer des munitions s'ils n'ont pas de permis.

**M. Brisco:** Ce sera très difficile à . . .

**M. Allmand:** Si vous me demandiez quels seront les effets, je ne peux vraiment pas les prédire. Je ne peux pas vous assurer que ce règlement sera efficace à 100 p. 100, ni même à 25 p. 100.

**M. Brisco:** Monsieur le président, j'aimerais dire au ministre que nous avons déjà présenté ces arguments et que les membres du Comité et moi-même n'essayons pas de remettre tout en cause afin de retarder le débat. Ce n'était pas mon intention. J'aurais encore une dernière remarque à faire.

J'aimerais encore faire remarquer que malgré la quantité importante de munitions vendues, si l'on tient compte de cette quantité astronomique comparée aux munitions vendues qui est destinée à des fins criminelles, il faut également tenir compte du fait que cette fraction de munitions vendue à des fins criminelles peut encore être réduite vu qu'il ne fait aucun doute que l'élément criminel et le citoyen ordinaire peuvent charger eux-mêmes leurs cartouches et se procurer des munitions de l'autre côté de la frontière—il s'agit en effet de quelque chose qui se dissimule très facilement, ou qu'on peut frauder très facilement, de même que de la poudre, des amorces ou des balles, que sais-je encore. Je me demande quel serait l'effet véritable de cette partie du règlement. C'est tout.

**M. Allmand:** La plupart des personnes qui devront faire usage des armes à feu ou qui possèdent des armes à feu devraient avoir une autorisation de toute façon. Lorsqu'il aura son autorisation, ce ne sera pas un fardeau pour la personne qui respecte la loi d'exhiber son autorisation lorsqu'elle achète des munitions. Il s'agit simplement de faire voir l'autorisation.

Par contre, si une personne qui possède une arme n'a pas d'autorisation, il s'agit peut-être d'un fusil ou d'un pistolet qu'il n'a pas enregistré, alors c'est une manière de l'attraper s'il évite la loi, parce qu'il devra avoir une autorisation

[Texte]

the ammunition, he would have to get the licence. So it is a way of preventing people from circumventing the law with respect to firearms.

**Mr. Brisco:** As you have said, it does provide a roadblock. It may be only a temporary one but I certainly accept that it does provide a roadblock.

Thank you, Mr. Chairman.

**The Chairman:** Thank you Mr. Brisco.

Mr. Woolliams, did you want to make some comments?

**Mr. Woolliams:** First of all, I might say that we have already presented our arguments to differentiate between your amendment—the government's amendment—and mine. I am going to move a second amendment if mine is voted down: that we take ammunition out. And the reason is because I am still concerned about the domestic and industrial use. Maybe a judge will be just as happy to have the work "ammunition" defined as in the *Oxford Dictionary*. It is very simple. It means "military stores"—and they could be exempted, of course—"bullets and shells and grenades". What I have really tried to do in my definition, is to make it anything that is used by a firearm; whereas here you still say: "... includes any primer, propellant powder".

I am just worried that none of us sitting here really knows what he is doing in legislating this amendment; and I wondered what you have to say about that, finally. We did discuss it briefly yesterday. What Mr. Brisco has said, I am saying. I am not trying to delay it; I am just trying to get this cleared before we call the vote on this.

**Mr. Allmand:** The definition in most dictionaries or encyclopedias is a much broader definition than we would have. What we did after your original argument was to try and make it restricted really only to those things that might be considered dangerous or that could be used to cause harm; and the things that could really cause harm, other than the live ammunition, are the primers and the propellant powder. So the definition in the dictionary—and we have looked at these different alternatives—makes it much broader, and we do not want to criminalize people for having some of the things that are in the definition. We just want to restrict it to the live ammunition, or the primers and the propellant powder.

**Mr. Woolliams:** Well, suppose a person had propellant powder in his possession, forgetting about anything else, and he needed properant powder to set off dynamite in a mine—and I think you do—and he was found with this by the police and had happened to run into a narky policeman—that has even happened to me in my lifetime—and he wants to—but I will give you a good example.

There is an old law still on the books in Western Canada, because we used to have prohibition, that if I am driving from Calgary to Rosetown on a bonspiel and was caught and stopped on the road, once I got into Saskatchewan, I am not supposed to carry any liquor from any other province. The same thing in Ontario. I had clients once that really miffed-off a policeman because they had been speeding, and he looked through their luggage and charged them; and the minimum fine is \$500.

[Interprétation]

pour acheter des munitions. Donc c'est une façon d'empêcher les gens de déjouer la loi relativement aux armes à feu.

**M. Brisco:** Comme vous le dites, c'est une entrave. Il se peut que cela soit temporaire mais je suis d'accord que c'est une entrave.

Merci, monsieur le président.

**Le président:** Merci, monsieur Brisco.

Monsieur Woolliams, aviez-vous des commentaires?

**M. Woolliams:** Tout d'abord je dirai que nous avons déjà fait part de nos arguments afin de différencier entre votre amendement, l'amendement du gouvernement et le mien. Si mon amendement est rejeté je vais en proposer un deuxième: que nous éliminions la partie relative aux munitions, tout simplement parce que je suis préoccupé par l'usage domestique et industriel. Il se peut qu'un juge soit heureux que le mot «munition» ait la définition que lui donne le *Oxford Dictionary*. C'est une définition très simple. Le mot signifie «magasins militaires» et l'on pourrait exclure bien sûr, des balles, les cartouches et les grenades. J'ai essayé d'englober dans ma définition tout ce qui est relié à une arme à feu; alors que vous dites: «—y compris toute amorce, poudre propulsive.»

Ce qui me préoccupe c'est qu'aucun d'entre nous ne savons vraiment ce que nous faisons en adoptant cet amendement, et en définitive j'aimerais entendre vos commentaires. Nous en avons discuté brièvement au cours de la séance d'hier. Je dis ce que M. Brisco en a dit. Je n'essaie pas de retarder le bill; j'essaie tout simplement d'obtenir des éclaircissements avant que nous passions au vote.

**M. Allmand:** La définition que l'on trouve dans la plupart des dictionnaires ou des encyclopédies est beaucoup plus large que celle que nous aurions. Suite à votre argument original nous avons tâché de restreindre cette définition aux choses que l'on peut considérer comme réellement dangereuses ou qui pourraient blesser; et les choses qui pourraient réellement blesser, en plus des munitions, il y a les amorces et la poudre. Or les définitions des dictionnaires, et nous avons étudié ces différentes possibilités, sont beaucoup plus larges, et nous ne voulons pas que les gens se rendent coupables d'actes criminels pour avoir en leur possession certaines choses contenues dans ces définitions. Nous voulons restreindre cela aux munitions, ou aux amorces et à la poudre.

**M. Woolliams:** Très bien, supposons que quelqu'un a de la poudre en sa possession, en oubliant tout le reste, et il a besoin de cette poudre pour faire du dynamitage dans une mine, et que la police découvre cette poudre et qu'il ait affaire à un policier pointilleux cela m'est déjà arrivé, et il veut... mais je vais vous donner un bon exemple.

Dans l'Ouest canadien il y a une vieille loi qui existe toujours, parce que nous avons déjà eu la prohibition, qui fait que si je roule de Calgary à Rosetown après une partie de curling et que j'étais arrêté sur la route dans la Saskatchewan, je n'ai pas le droit de transporter de la boisson en provenance de toute autre province. La même chose s'applique en Ontario. J'ai déjà eu des clients qui avaient choqué un policier parce qu'ils roulaient vite, et le policier a fouillé leurs bagages et leur a passé une contravention; et l'amende minimum est \$500.



[Text]

Now, using that example, and coming quickly to it, if I ran into a narky policeman, and I am working in mines and have a mining operation, and I have propellant powder, and I am charged with having ammunition because I did not have a licence, do you think—and I know this is always subjective: law is not an exact science; you can have a viewpoint on it and I can have a viewpoint. That is why judges are there to make decisions—and they are not right all the time—that is why you have the courts: the court of appeal in a province and the Supreme Court of Canada.

What I am saying to you is that I think, in your definition, with the greatest respect to you, I would be guilty, technically, of an offence under the bill and would be subject to a fine or imprisonment. Now what are you going to say about that?

• 1605

**Mr. Allmand:** We have been advised by the manufacturers and by the experts that propellant powder and primers are only used for the manufacture of ammunition and not for dynamiting. I was asking whether they recalled the provisions of the Explosives Act; they do not, and neither do I, offhand. We could get the act and the regulations.

The Explosives Act and the regulations control powders and explosives that relate to dynamite and things that are like dynamite. You remember when, prior to the FLQ crisis, you had people blowing up the Stock Exchange in Montreal and stealing dynamite from construction shacks and so on, and the government introduced a bill, which received quite wide support, for controlling explosives and dynamite and that kind of thing. But we have been told that primers and propellant powders would only be used for the manufacture or the preparation of ammunition for firearms.

**Mr. Woolliams:** Are you positive of that?

**Mr. Allmand:** No, I am not. I will call on Inspector Hoban.

**Mr. Woolliams:** Thank you, sir.

**Inspector R. Hoban (Gun Control Section, Royal Canadian Mounted Police):** If I may interrupt, sir, we have checked with our firearms laboratory staff, and propellant powder is sold in a loose form. To their knowledge it is only sold for the manufacture of ammunition. Dynamite is, you might say, prepackaged; it is in the container and it is bought as dynamite. So loose propellant powder is sold for the purpose of manufacturing or making ammunition.

**Mr. Allmand:** That would be blasting powder, too; it is a distinct type of powder from propellant powder.

**Insp Hoban:** Yes.

**Mr. Woolliams:** Well, we come back to another question. Let us forget about miners. I do not know whether we are right on that or not, and I have a great respect, I know that you people have done work over the years and that you would have records on things of that nature. We will assume now, we will get down to a very simple point, that I have a package of propellant powder in my possession. I have no casing, nothing else. The police walk in under this bill, without a search warrant. They suspect me of having ammunition or guns, and they find this propellant powder in its raw form. Am I guilty of an offence under the bill?

[Interpretation]

Maintenant, en se servant de cet exemple, si j'ai affaire à un policier difficile et que je travaille dans les mines et que j'ai une mine, et que j'ai en ma possession de la poudre, et que je suis accusé d'avoir des munitions sans avoir d'autorisation, pensez-vous, et je sais que cela est toujours suggestif, la loi n'est pas une science exacte; vous pouvez avoir une opinion et je peux en avoir une autre. C'est pourquoi nous avons des juges pour prendre des décisions, et ils n'ont pas toujours raison, c'est pourquoi nous avons les tribunaux: le tribunal d'appel provincial et la Cour suprême du Canada.

D'après votre définition, et cela dit sans vouloir vous offenser, je serais techniquement coupable d'une infraction en vertu du texte actuel et je serais passible d'une amende ou d'une peine de prison. Qu'en dites-vous?

**M. Allmand:** Les fabricants et les spécialistes nous ont dit que la poudre et les amorces ne sont utilisées que dans la fabrication des munitions et non pas pour le dynamitage. Je leur demandais s'ils se souvenaient des dispositions de la Loi sur les explosifs; ils ne s'en souviennent pas et moi non plus, du moins à brûle-pourpoint.

La Loi sur les explosifs et le règlement s'y rapportant régissent les poudres et les explosifs ayant un lien avec la dynamite et ce qui est comparable à la dynamite. Avant la crise du FLQ, vous vous souvenez que des gens ont fait sauter la Bourse de Montréal et ont volé de la dynamite sur les chantiers de construction; le gouvernement a donc introduit un projet de loi qui a été très bien reçu; le but en était de réglementer les explosifs ainsi que la dynamite et tout ce qui s'y rapporte. Or, on nous a dit que les amorces et les poudres ne seraient utilisées que dans la fabrication ou la préparation des cartouches destinées aux armes à feu.

**M. Woolliams:** En êtes-vous tout à fait certain?

**M. Allmand:** Non. Je m'en remettrai à l'inspecteur Hoban.

**M. Woolliams:** Merci, monsieur.

**Inspecteur R. Hoban (Section du contrôle des armes à feu, Gendarmerie royale):** Nous avons interrogé le personnel de nos laboratoires qui travaille sur les armes à feu; or, la poudre est vendue en vrac. A la connaissance des gens que nous avons interrogés, elle n'est vendue que pour la fabrication des munitions. La dynamite est sous emballage, si l'on peut dire, et elle est vendue comme dynamite. Ainsi, la poudre en vrac est vendue pour la fabrication des munitions.

**M. Allmand:** Cela couvre également la poudre qui sert d'explosif; il s'agit d'un type de poudre qui diffère de la poudre dont on se sert pour les armes à feu.

**Inspecteur Hoban:** Oui.

**M. Woolliams:** Venons-en à une autre question. Oublions les mineurs. J'ignore si nous avons raison sur ce point ou non et j'ai beaucoup de respect pour vous qui travaillez depuis des années et qui avez des rapports sur les choses de cette nature. Nous allons désormais partir d'une hypothèse très simple. Supposons que j'aie en ma possession un paquet de poudre et rien d'autre. En vertu de ce projet de loi, la police vient chez-moi. perquisitionner sans mandat. Elle me soupçonne d'avoir des munitions ou des armes à feu et elle trouve cette poudre sous sa forme brute. Suis-je coupable d'un délit en vertu de ce projet de loi?



[Texte]

**Mr. Allmand:** It is my recollection that there is not an offence. The bill will not make it an offence to have ammunition or propellant powder, but it will mean that in the future, after the proclamation of the act, to purchase them you will have to show a licence. A lot of people have munition right now, that they may have had for years and years, but I note that to purchase propellant powder or primers, or ammunition, in the future, you will need to show your licence. Now, if you have had some propellant powder that you have had . . .

**Mr. Woolliams:** There are two points there, just before you answer. There are two points. Will it cover propellant powder in possession now, or any ammunition, this bill? Supposing I have it and the act is proclaimed this afternoon—and I would feel awfully good about that, just to get out of all this work. But seriously, do I have to rush down to somebody and get a licence? And if I am caught with it and I say to the judge, "Well, look, I had this before the act was proclaimed. I am not guilty because it only applies to my purchasing—," what happens then?

**Mr. Allmand:** Mr. Sarchuk says it is possession.

**Mr. Woolliams:** Yes, so if I have it in my possession I have to have a licence.

**Mr. A. Sarchuk (Senior Legal Counsel Department of Justice):** Precisely.

**Mr. Woolliams:** Right. So what I am saying . . .

**Mr. Allmand:** Then I must say that we are going to publicize provisions well in advance of the proclamation of the act. We would say that in the future if you have a gun or if you want to use a gun you are going to have to get a licence, and that will take place, let us say, July 1, 1977, in Ontario, let us say, or in British Columbia, or whatever it may be. Okay, that having been done, if after the proclamation somebody still has some, let us say, propellant powder that they did not know they had, or let us say that there is no intent there and the police happen to find some—By the way, we do not expect the police to go around looking for things like that, but if they did I cannot personally, from an enforcement point of view, see them prosecuting a guy who without knowledge happens to have some in the cellar.

**Mr. Sarchuk** wants to add to that.

• 1610

**Mr. Sarchuk:** I think, sir, the real answer to that problem, in addition to what the Minister has stated, is that it would be announced well in advance—as it is now, for example, when a new weapon is prohibited. A great deal of lead time is given to the public to get rid of, say, those Kung Fu sticks that were prohibited some time ago. The other thing is in relation to the person who has only a teaspoonful or a cupful of propellant powder sitting in his basement. Under the definition of ammunition that we propose, all the necessary ingredients to enable the Crown to prove that this was primarily useful as an element or part of ammunition for a firearm in the absence of any proof that this man had had-loading equipment or that he intended to put it into shell form, with respect, I would suggest that no court in this world would find this man guilty of possession of ammunition as contemplated by this gun control part.

[Interprétation]

**M. Allmand:** Il ne s'agit pas d'un délit. En vertu du projet de loi, ce n'est pas un délit que de posséder des munitions ou de la poudre mais à l'avenir, lorsque cette loi entrera en vigueur, il faudra avoir un permis pour se les procurer. A l'heure actuelle, des quantités de gens ont des munitions, et peut-être depuis des années et des années. Mais je signale qu'à l'avenir, pour acheter de la poudre ou des amorces ou des munitions, il faudra un permis. Maintenant, si vous avez de la poudre depuis . . .

**M. Woolliams:** Je voudrais éclaircir 2 points avant que vous ne répondiez. Est-ce que cela couvrira la poudre ou les munitions, quelle qu'elles soient, qu'on possède maintenant? Supposons que j'en aie et que la loi soit promulguée cet après-midi; je me sentirais soulagé de pouvoir me tirer de tout ce travail. Mais sérieusement, dois-je aller chercher un permis en toute hâte? Et si je suis pris sur le fait et que je dise au juge: «J'avais cela avant que la loi ne soit promulguée. Je ne suis pas coupable puisqu'elle ne s'applique qu'à ce que j'achète». Que se passe-t-il alors?

**M. Allmand:** Pour M. Sarchuk, c'est la possession qui compte.

**M. Woolliams:** Par conséquent, si j'en ai en ma possession, il me faut un permis.

**M. A. Sarchuk (avocat-conseil, ministère de la Justice):** Précisément.

**M. Woolliams:** très bien. Ce que je dis, par conséquent . . .

**M. Allmand:** Nous allons porter ces dispositions à la connaissance du public longtemps avant que la loi ne soit promulguée. Nous avertirons que pour se procurer une arme à feu ou pour s'en servir, il faudra obtenir un permis et que cela prendra effet à partir du premier juillet 1977, par exemple, en Ontario, en Colombie-Britannique ou ailleurs. Après la proclamation, si quelqu'un se trouve en possession de poudre sans le savoir, qu'il n'a pas l'intention d'en garder et que la police la découvre, en passant, je dois dire que je ne m'attends pas à ce que la police se mette à la recherche de choses comme celle-là. Personnellement, je ne vois pas comment, du point de vue de l'application de la Loi, elle peut poursuivre cette personne qui ignorait qu'elle en avait dans son grenier.

**M. Sarchuk** a quelque chose à ajouter.

**M. Sarchuk:** Ce qu'il faut dire concernant cette question, en plus de ce que vient d'indiquer le ministre, c'est que toute prohibition d'une nouvelle arme sera énoncée longtemps d'avance comme c'est le cas maintenant. Par exemple, les gens ont eu beaucoup de temps pour se débarrasser des bâtons Kung Fu qui ont été interdits il y a quelque temps. J'aborde maintenant le cas d'une personne qui n'aurait qu'une cueillère à thé de poudre dans son sous-sol. Selon la définition de munitions telle que nous la proposons, il faudrait que la Couronne puisse prouver que tous les ingrédients étaient réunis pour la fabrication de munitions destinées à une arme à feu, et si la Couronne ne pouvait prouver que la personne avait du matériel de chargement ou qu'elle avait l'intention de fabriquer des munitions aucun tribunal au monde n'accepterait de trouver cette dernière coupable d'avoir en sa possession des munitions telles qu'elles sont définies dans la partie sur le contrôle des armes à feu.

[Text]

**Mr. Woolliams:** I hope you are right.

**Mr. Allmand:** The definition says:

... any primer or propellant powder that is primarily useful as a component, element or part of ammunition for a firearm;

That is what you were getting at.

**Mr. Sarchuk:** That is right, sir.

**Mr. Woolliams:** I am not trying to be the devil's advocate but I want to be satisfied. A minister by the name of Mr. Turner... I am sure he was using all the intellectual integrity that he had—and I am not being critical. He sat there with his advisers and I will just show you what happened. When we passed the breathalyzer legislation, he said that no policeman would ever stop people and make them take this test if they were driving all right and were not involved in an accident. Then we, of course, came along and passed the road test. But even before the road test, in the City of Calgary—maybe they have more police officers or they want to do their job with a greater degree of responsibility—they were setting up road blocks long before the second legislation and saying, "You take a breathalyzer test". Several of my friends refused and were charged; and there is no defence.

What I am saying here is that we cannot rely... Unfortunately, my experience, which may be bad experience for my thinking at the moment, is to be always on the defence. I find that we get advice from lawyers. It is a game where only 50 per cent are right because you never know what is on the other side. I think if I am found with propellant powder or a primer, whatever that is—What is a primer? Let us deal with that.

**Insp Hoban:** A primer is a faster burning powder that is contained in a small nipple. You buy it in a metal cone. It is a propellant or a fast-burning explosive powder.

**Mr. Woolliams:** If I am found with one or the other, with nothing else in my basement or house—this may be hypothetical; I do not know whether it is ever used for any other purposes—I think that by your definition I would be found guilty. And I do not think you need *mens rea*; I think the onus would shift to the accused. It is like having arsenic. You may be killing flies or you may be out to kill other things—the great arsenic murder trials. I am convinced that if I have one or the other, and I do not think the intention gets in there, the onus shifts onto me. If I have to go on the stand, which is the opposite of what I am used to in jurisprudence, I would be convicted of an offence.

These things may sound small, but they can get awfully big when you are dealing with citizens.

**Mr. Allmand:** Our principal objective here was to get at those people who would be buying ammunition or buying components of ammunition for guns that they have. In other words, if they had an illegal gun they would still have to get the ammunition. We want to try and stop them wherever we can.

[Interpretation]

**M. Woolliams:** J'espère simplement que vous avez raison.

**M. Allmand:** La définition est celle-ci:

... amorces et poudres principalement utilisés comme tels;

Voilà ce à quoi vous faites allusion.

**M. Sarchuk:** Exactement.

**M. Woolliams:** Je ne veux pas me faire l'avocat du diable, mais je tiens à avoir certaines garanties. Il y a déjà eu un ministre du nom de Turner. Il a fait preuve d'autant d'intégrité intellectuelle que n'importe qui. Je ne le critique pas. Il a déjà occupé cette place avec ses conseillers. Je vais vous dire ce qui s'est passé. Lorsque la loi de l'ivresse-mètre a été adoptée, il a indiqué qu'aucun policier n'arrêterait qui que ce soit pour lui faire subir le test si ce dernier conduisait normalement et n'était pas impliqué dans un accident. Par la suite nous avons adopté la loi qui permet le test au bord de la route. Mais même avant cette dernière mesure, la police de Calgary, elle, a peut-être plus d'agents ou elle s'acquitte mieux de ses responsabilités, dressait des barrages et obligeait les gens à subir le test de l'ivresse-mètre. Plusieurs de mes amis ont refusé et ont été mis en accusation. Et nous savons très bien qu'il n'y a pas de défense.

Ce que je dis, c'est que nous ne pouvons nous fier... Malheureusement, mon expérience passée, mon jugement en est peut-être affecté maintenant, me porte à toujours être sur la défensive. Nous recevons des conseils d'avocats. Nous savons qu'il y a 50 p. 100 des chances qu'ils aient raison parce que nous ne savons pas ce qu'il y a de l'autre côté. Si j'étais trouvé en possession de poudre d'amorces... Qu'est-ce qu'une amorce au juste? Éclaircissons ce point.

**L'Inspecteur Hoban:** Une amorce est une poudre hautement explosive contenue dans un petit récipient. Elle est achetée dans un récipient en métal. C'est une poudre explosive à action rapide.

**M. Woolliams:** Si je suis trouvé en possession de poudres ou d'amorces, et que je n'ai rien d'autre dans mon sous-sol ou dans ma maison, je sais que la question est hypothétique, j'ignore si ces amorces ou ces poudres ont pu être utilisées à quelques autres fins, selon votre définition, je puis être trouvé coupable. Il ne vous est pas nécessaire de prouver une intention criminelle. La charge de la preuve repose sur l'accusé. C'est la même chose pour l'arsenic. Une personne peut s'en servir pour tuer des mouches ou pour tuer n'importe quoi. Que de grands procès il y a eu pour des meurtres par empoisonnement à l'arsenic. Si je suis trouvé en possession d'amorces ou de poudre, mon intention n'entre pas en ligne de compte, c'est sur moi que repose le fardeau de la preuve. Si je suis mis au banc des accusés, contrairement à ce à quoi m'a habitué la jurisprudence, je risque d'être condamné.

Ce sont peut-être des détails, mais ils ont leur importance.

**M. Allmand:** Notre intention était d'empêcher les gens d'acheter des munitions ou des pièces pour fabriquer des munitions destinées aux armes à feu qu'ils pouvaient avoir. En d'autres termes, s'ils avaient en leur possession des armes illégales, ils devaient acheter des munitions pour ces armes. Nous voulions les en empêcher.



[Texte]

**Mr. Woolliams:** Suppose I have a restricted weapon, Mr. Chairman, and I have a licence because I have weapons that are neither prohibited nor restricted, and nobody knows about them. I have a licence to have ordinary guns, and I go in and buy a propellant powder and a primer. I have a licence and the police find it and they do not find the prohibited and restricted guns, well, I would be home free anyhow because I have a licence, so they are really not stopping what you are really attempting to do, but I am worried about...

• 1615

**Mr. Allmand:** If you were a criminal type, you would have had a hard time to get a licence, if you were a person that had participated in crime on a regular basis. But you may have had the gun for quite a while or you may have had guns for years.

**Mr. Woolliams:** You see my definition. It says ammunition means I am prepared for a firearm. You have to get the stuff in, you have to have it built in, and I think that safeguards the individual. I think I have said enough. I think I have made my point. I have justified my position now in presenting my amendment. I do not want to hold up the Committee on it unless others have other questions they want to ask.

**The Chairman:** I think we are almost ready for the question because after 40 minutes we finally have a quorum, but we have Mr. Lachance first and then Mr. Friesen. Mr. Lachance.

**Mr. Lachance:** Maybe we could clarify what Mr. Woolliams is saying. What is the exact subjective or objective meaning of "primarily useful"? Why do you put the word "primarily"?

**Mr. Allmand:** Pardon me?

**Mr. Lachance:** Why did you use the word "primarily", principalement. Y a-t-il une raison spéciale pour cela? Avez-vous voulu introduire un... élément objectif ou—

**Mr. Allmand:** The question is, why do we have "primarily useful" instead of just "useful"?

**Mr. Sarchuk:** To tie it down. In this way...

**Mr. Allmand:** It is more restrictive.

**Mr. Sarchuk:** ... it is not just loose powder, but powder that is possessed in conjunction with, perhaps, equipment such as the self-loading equipment which so many of the hunters and shooters use. There is a very large number of people who belong to gun clubs and hunters who buy powder to make their own ammunition. We want these people to get licences as well. They will come in and buy propellant powder and primers. This may be their only contact in terms of buying firearms ammunition.

**Mr. Lachance:** But this will mean that in the example given by Mr. Woolliams of the spoonful of powder, there is no possible way the prosecution could prove that it was going to be a cartridge or something.

[Interprétation]

**M. Woolliams:** Supposons que j'aie une arme à utilisation restreinte, monsieur le président. J'ai par ailleurs un permis pour d'autres armes qui ne sont ni interdites ni restreintes. J'ai donc ce permis et je me présente dans un magasin pour acheter de la poudre ou des amorces. J'ai un permis et la police le découvre mais elle ne trouve pas les armes prohibées ou à utilisation restreinte. Quoiqu'il en soit, je serais libre, chez moi, puisque j'ai un permis et l'objectif que vous recherchez n'est pas atteint mais je m'inquiète à propos de...

**M. Allmand:** Si vous étiez un repris de justice, vous auriez du mal à obtenir un permis. Il se peut que vous ayez là cette arme depuis un certain temps ou que vous ayez eu des armes à feu pendant des années.

**M. Woolliams:** Vous voyez ma définition. D'après cette définition, le fait de posséder des munitions signifie que je suis prêt pour une arme à feu. Il faut donc que la poudre soit dans un contenant et je pense que cela constitue une sauvegarde pour l'individu. Je pense en avoir assez dit. Je crois m'être fait comprendre. J'ai justifié mon point de vue en présentant cet amendement. Je ne retiendrai pas le Comité plus longtemps à ce propos car d'autres ont des questions à poser.

**Le président:** Nous pouvons pratiquement passer au vote puisqu'au bout de quarante minutes, le quorum est finalement réuni; mais tout d'abord la parole sera à M. Lachance puis à M. Friesen. Monsieur Lachance.

**M. Lachance:** Nous pourrions peut-être éclaircir l'argument de M. Woolliams. Quelle est la signification exacte, subjective ou objective, de l'expression «principalement utile»? Quelle est l'utilité du mot Wprincipalement»?

**M. Allmand:** Je vous demande pardon.

**M. Lachance:** Pourquoi avez-vous utilisé le mot «principalement». Primarily. Is there any special reason for it? Did you intend to introduce an objective element or...

**M. Allmand:** Vous voulez savoir pourquoi on a utilisé l'expression «principalement utile» au lieu de s'en tenir simplement au mot «utile»?

**M. Sarchuk:** Par restriction. De cette façon...

**M. Allmand:** C'est plus restrictif.

**M. Sarchuk:** Il ne s'agit plus simplement de la poudre en vrac mais de la poudre que l'on possède en même temps que du matériel tel que des presses à charger des cartouches que tant de chasseurs et de tireurs utilisent. Il y a des quantités de gens qui appartiennent à des clubs de tir et de chasseurs qui achètent de la poudre pour fabriquer leurs propres munitions. Nous voulons également obliger ces gens-là à se procurer des permis. Ils achèteront de la poudre et des amorces. Ce sera peut-être de cette manière seulement qu'ils achèteront des munitions pour des armes à feu.

**M. Lachance:** Mais cela signifie que dans le cas de la cuillerée de poudre cité par M. Woolliams, il sera impossible de prouver que cette poudre était destinée à fabriquer une cartouche par exemple.



[Text]

**Mr. Allmand:** If you took out "primarily" it would make for a wider definition, it would catch more people. "Primarily" restricts it.

**Mr. Lachance:** The word "primarily" was put to restrict the application...

**Mr. Allmand:** What we are trying to get at is really only those people who would buy the propellant powder and the primers to make ammunition. If they want it for other things, we are not trying to get them here.

**Mr. Lachance:** So you leave the subjectivity for the court to assess the purpose of the powder.

**Mr. Allmand:** Yes. We are trying to make it as restrictive as possible so that we do not criminalize people unnecessarily.

**Mr. Lachance:** Fine.

**Mr. Woolliams:** "Primary" means "belonging to the first stage of development", and if you had enough powder in your possession to make one shell and you did not have a licence, I think you would be gone.

**Mr. Poulin:** It has other meanings, has it not—other meanings under "primarily"?

**Mr. Woolliams:** Well, that is what it says. Primary is the... "earliest, original; of the first rank in a series, not derived", and then when it gets to primary it says... "belonging to first stage of development"; and the other definition—"that which begins with the rudiments of knowledge, elementary". It means "first".

**Mr. Poulin:** Right. Firstly used for.

**Mr. Allmand:** Principally used for.

**Mr. Poulin:** Principally, yes.

**The Chairman:** Mr. Friesen.

**Mr. Friesen:** I am not going to prolong this indefinitely. As the Assistant mentioned, there are thousands of people who are members of gun clubs who do all their shooting, skeet shooting or that kind, and part of their hobby is to manufacture their own ammunition.

**Mr. Allmand:** That is right.

**Mr. Friesen:** Now, when they make their propellant powder, that also has several ingredients. They do not buy the propellant powder in bulk form; they also mix that, do they not?

**Insp Hoban:** No, you buy it in bulk. It is my understanding that it is only bought in the true form; that it is not mixed by themselves.

**Mr. Friesen:** So in the distant possibility that somebody does mix his own, having the ingredients themselves would not make him a violator of this act?

**Insp Hoban:** Not until he combined them.

• 1620

**Mr. Allmand:** But these people, Mr. Friesen, would all have licences. Skeet shooters...

[Interpretation]

**M. Allmand:** Si l'on supprime le mot «principalement», la définition s'élargit et couvre davantage de gens. Le mot «principalement» introduit une restriction.

**M. Lachance:** Le mot «principalement» a pour but de restreindre l'application...

**M. Allmand:** Nous voulons uniquement couvrir les gens qui achèteraient de la poudre et des amorces pour fabriquer des munitions. S'ils veulent s'en servir pour autre chose, cela ne nous concerne pas.

**M. Lachance:** Vous laissez donc au tribunal le soin de juger subjectivement quelle était la destination de la poudre.

**M. Allmand:** Oui. Nous essayons de restreindre au maximum cette définition de manière à ne pas devoir incriminer les gens inutilement.

**M. Lachance:** Très bien.

**M. Woolliams:** «Principelement» signifie «appartenant au premier stade de développement» si vous avez suffisamment de poudre en votre possession pour fabriquer une cartouche sans toutefois avoir de permis, vous êtes fait.

**M. Poulin:** Le mot a d'autres significations, n'est-ce pas?

**M. Woolliams:** Il dit bien ce qu'il veut dire. Cela signifie «initial, le premier d'une série» puis lorsqu'on en vient au mot «premier», on trouve: «qui précède les autres par rapport au temps, au lieu, à l'ordre. On trouve ensuite cette autre définition: «ce qui commence avec les rudiments de la connaissance, élémentaire». Cela veut dire «d'abord».

**M. Poulin:** C'est juste. D'abord utilisée pour.

**M. Allmand:** Principalement utilisée pour.

**M. Poulin:** Principalement, oui.

**Le président:** Monsieur Friesen.

**M. Friesen:** Je ne prolongerai pas la discussion indéfiniment. Comme l'adjoint l'a dit tout à l'heure, il y a des milliers de gens qui appartiennent à des clubs de tir et qui, pour le plaisir, fabriquent leurs propres munitions.

**M. Allmand:** C'est exact.

**M. Friesen:** Lorsqu'ils fabriquent leur poudre, ils utilisent plusieurs ingrédients. Ils n'achètent pas la poudre telle quelle; ils la mélangent, n'est-ce pas?

**L'Insp. Hoban:** Non, on l'achète en vrac. Je crois savoir qu'on l'achète sous sa vraie forme et que les gens ne la mélangent pas d'eux-mêmes.

**M. Friesen:** Bien que ce soit peu probable, est-ce que quelqu'un qui fabriquerait sa propre poudre à partir des ingrédients dont il disposerait, ne violerait pas cette loi?

**L'Insp. Hoban:** Pas à moins de les mélanger.

**M. Allmand:** Mais ces gens ont tous des permis, monsieur Friesen. Les tireurs aux pigeons d'argile...

## [Texte]

**Mr. Friesen:** That is right.

**Mr. Allmand:** From what they told me when I met with some of them, they do make their own ammunition because they shoot so much ammunition...

**Mr. Friesen:** That is right.

**Mr. Allmand:** ... it is too expensive for them to keep buying it. They buy primers and propellant powders, but they would all have licences because they have guns anyway.

**Mr. Friesen:** Okay, yes.

**Mr. Allmand:** They have no trouble; they just go and buy the stuff, and that is it.

**Mr. Friesen:** Exactly. My riding happens to be on the American border and contains a major port of entry. There are many of these people who go down to Seattle or Bellingham because the components are cheaper down there. If they send the spouse or a friend and say: you are going down there anyway; will you bring this back for me? And they are stopped at the border, are they going to be in violation of the law? If they are not licensed...

**Mr. Sarchuk:** If they are not licensed.

**Mr. Friesen:** ... they are going to be in violation of the law. So if the guy has a licence...

**Mr. Allmand:** By the customs agent? Not as a customs infraction. They would have to be stopped as the infraction is under the Criminal Code. It is not a customs violation but it would be a violation of having primers or ammunition. They could do the same thing with ammunition. They could go over the border and buy ammunition—or guns, by the way.

**Mr. Friesen:** Yes. But here is a hunter who has to go to work but his wife has the day off and she goes down to Bellingham. He says: bring me these components back—she does not have a licence.

**Mr. Sarchuk:** She cannot bring them back because you cannot make exceptions.

**Mr. Allmand:** That applies, though, to many other things. It could apply to certain drugs. It applies to animals. It applies to motor vehicles.

**Mr. Friesen:** No, no. I think you are begging the question, sir.

**Mr. Allmand:** You are quite right, she cannot, if you want a direct answer. Once she is over the border and she has ammunition or primers or propellant powders and she does not have a licence, technically she could be prosecuted.

**Mr. Friesen:** Okay, thank you.

**Mr. Woolliams:** One last question. Have you given this any thought? Canadians can go to the States and shoot ducks in Iowa, and Americans come up here and shoot. Now, suppose I am an American and I have not been up in Canada before but I have been invited by a Canadian in Western Canada to shoot and to stay at his farm. I get my ammunition and I can bring it up into Canada through the customs. There are rules and regulations on that. I like to have this kind of ammunition they make in my country. An American hits the border and he does not have a licence for that ammunition; he does not even know about the law in Canada. What happens to him?

## [Interprétation]

**M. Friesen:** C'est exact.

**M. Allmand:** D'après ce que m'ont dit certains d'entre eux que j'ai rencontrés, ils fabriquent leurs propres munitions car ils en font une telle consommation...

**M. Friesen:** Tout à fait d'accord.

**M. Allmand:** ... qu'en acheter leur reviendrait trop cher. Ils n'achètent que les amorces et la poudre. De toute façon ils ont tous des permis puisqu'ils ont des fusils.

**M. Friesen:** D'accord.

**M. Allmand:** Ils n'ont pas de problèmes, ils achètent simplement les ingrédients.

**M. Friesen:** Exactement. Ma circonscription est frontalière et comporte un poste de passage important. Beaucoup de ces tireurs se rendent à Seattle ou à Bellingham car ces ingrédients y sont beaucoup moins chers. S'ils demandent à leur conjoint ou à un ami qui s'y rend de leur rapporter ces ingrédients, et que ces derniers sont arrêtés à la frontière au retour, seront-ils en contravention à la loi? S'ils n'ont pas de permis...

**M. Sarchuk:** S'ils n'ont pas de permis.

**M. Friesen:** ... ils seront en contravention. Donc si ce tireur a un permis...

**M. Allmand:** Arrêtés par le douanier? Ce n'est pas une infraction douanière, il faudrait qu'ils soient arrêtés pour une infraction au Code criminel. Ce n'est pas une infraction douanière mais avoir en sa possession des amorces ou des munitions serait considéré comme une infraction. Ce serait la même chose pour des munitions. Ils pourraient passer la frontière et acheter des munitions, ou des armes, d'ailleurs.

**M. Friesen:** Oui. Vous avez le cas du chasseur qui doit aller travailler alors que sa femme est libre ce jour-là et se rend à Bellingham. Il lui demande de rapporter ces ingrédients et elle n'a pas de permis.

**M. Sarchuk:** Elle ne peut les rapporter car on ne peut faire d'exception.

**M. Allmand:** Toutefois cela s'applique à beaucoup d'autres choses. Cela pourrait s'appliquer à certaines drogues. Cela s'applique aux animaux. Cela s'applique aux véhicules motorisés.

**M. Friesen:** Non, non. Vous éludez la question, monsieur.

**M. Allmand:** Vous avez tout à fait raison, la réponse directe est qu'elle n'a pas le droit. Une fois qu'elle a passé la frontière et qu'elle a en sa possession sans permis des munitions, des amorces ou de la poudre, juridiquement elle peut être inculpée.

**M. Friesen:** Je vous remercie.

**M. Woolliams:** Une dernière question. Avez-vous pensé à ce cas? Des Canadiens se rendent aux États-Unis pour tirer le canard en Iowa, et des Américains viennent ici pour tirer. Supposons que je sois Américain. Je ne suis jamais venu au Canada auparavant et je suis invité à séjourner et à chasser chez un agriculteur de l'Ouest canadien. J'achète mes munitions et je peux leur faire passer la frontière canadienne. Il y a certaines règles et certains règlements. J'aime avoir le genre de munitions que l'on fait dans mon pays. Qu'arrive-t-il à l'Américain qui se présente à la frontière sans permis pour ses munitions alors qu'il est totalement ignorant de la loi canadienne?



[Text]

**Mr. Allmand:** Well, of course, we provide for Americans and other non-Canadians to get a temporary permit—I believe we could give you the section—because we know there are many who come over on invitations from friends, but they also come over to hunting camps and so on, and we do not want to destroy that business.

**Mr. Woolliams:** But you see, here is the problem . . .

**Mr. Allmand:** They would need both the temporary permit, as they do licences now. They cannot come . . .

**Mr. Woolliams:** I know. But I can come up from America with my guns and ammunition and I know that before I go shooting I have to go down to a hardware or a government post office and get my federal or provincial licence. Nobody can interfere with me—providing we take this bill out of the way—until I get up in the morning and I drive to where I am going, maybe 200 or 300 miles into Canada. I go down then and get my licence. If I do not get my licence and I am caught without it when out shooting, I lose my car and my gun. The policemen attend to that, and they are right on their job in doing the right thing.

But I bring in my ammunition. I go 200 miles into Canada. I get into an accident and the RCMP comes along, searches the car and say: all right, where is your licence for this ammunition? I cannot buy a licence in the United States or ammunition in Canada, what do I do?

**Mr. Allmand:** I presume the fellow who is coming in obviously has a gun too, and he would need a licence for the gun as well.

**Mr. Woolliams:** Where does he get that? At the border?

**Mr. Allmand:** I cannot tell you. He has to get one, just as he has to get a hunting licence.

**Mr. Woolliams:** Ah yes, but I may have guns in my car. If I am not hunting, no problem. But I am not going to get the licence the moment I start hunting—get my ammunition, driving out to the stubble . . .

**Mr. Allmand:** Inspector Hoban will tell you. Do you want to know when you might get the licence for the gun and the ammunition?

**Insp. Hoban:** He will be directed to the nearest police office as soon as he crosses the border, or as soon as he shows up, and if he has not got a licence and he has guns or ammunition, he will be directed to the nearest police office where he can secure it. Also, it should be well publicized, so I hope most of the visitors will show up with their permits or licences having been secured in advance.

**Mr. Brisco:** A point of clarification, please.

• 1625

**Mr. Allmand:** How do they get information for their hunting licences?

[Interpretation]

**M. Allmand:** Bien entendu nous avons prévu pour les Américains et pour les autres étrangers la délivrance de permis temporaires—nous pourrions vous citer l'article précis où il en est question—car nous savons qu'il y a beaucoup d'étrangers qui viennent sur l'invitation d'amis, mais également il y a ceux qui viennent à des camps de chasse et nous ne voulons pas nuire à cette activité touristique.

**M. Woolliams:** D'accord, mais il y a ce problème . . .

**M. Allmand:** Il leur faudra le permis temporaire tout comme les autorisations à l'heure actuelle. Ils ne peuvent venir . . .

**M. Woolliams:** Je sais. Mais je peux venir des États-Unis avec mes carabines et mes munitions et je sais qu'avant de chasser il me faut me rendre chez un armurier ou dans un bureau du gouvernement pour obtenir mon autorisation fédérale ou provinciale. Rien ne peut m'arriver—à condition que nous nous débarrassions de ce projet de loi—jusqu'à ce que je me lève le matin que je conduise jusqu'à ma destination, à peut-être 200 ou 300 milles à l'intérieur du Canada. C'est là que j'obtiens mon autorisation. si je n'ai pas d'autorisation et que je me fais prendre alors que je suis en train de tirer, je perds et ma voiture et ma carabine. Les policiers sont là pour cela et ils ont tout à fait raison de le faire.

Mais au cours de mon trajet j'ai un accident, la Gendarmerie royale arrive, fouille le véhicule et me demande mon autorisation pour ces munitions? Je ne peux acheter d'autorisation aux États-Unis ou de munitions au Canada, que dois-je faire?

**M. Allmand:** Je suppose que de toute évidence ce chasseur a également une carabine, et il a besoin d'un permis pour cette carabine.

**M. Woolliams:** Où l'obtient-il? A la frontière?

**M. Allmand:** Je ne peux vous le dire. Il lui en faut un tout comme il lui faut un permis de chasse.

**M. Woolliams:** Ah oui, mais je peux avoir des carabines dans ma voiture. Si je ne chasse pas, je n'ai pas de problème. Mais je ne suis pas certain d'obtenir d'autorisation juste au moment où je commence à chasser, je conduis ma voiture et j'ai des munitions . . .

**M. Allmand:** L'inspecteur Hoban va vous dire ce qu'il en est. Savez-vous quand on peut obtenir l'autorisation pour la carabine et les munitions?

**Insp. Hoban:** L'intéressé sera dirigé sur le poste de police le plus proche dès qu'il aura franchi la frontière, ou dès qu'il se manifestera, et s'il n'a pas d'autorisation et qu'il se manifestera, et s'il n'a pas d'autorisation et qu'il possède des carabines ou des munitions, il sera dirigé sur le poste de police le plus proche où il pourra l'obtenir. La campagne d'information sera telle que j'espère que la plupart des visiteurs se seront procurés leur permis ou leurs autorisations à l'avance.

**M. Brisco:** J'aimerais avoir une précision, s'il vous plaît.

**M. Allmand:** Où peuvent-ils avoir des renseignements concernant leurs permis de chasse?



[Texte]

**Mr. Brisco:** There is an American bound for a Yukon hunting camp. He gets on a flight in San Francisco. His baggage is checked through to Whitehorse. Are you telling me that as soon as he enters Canada at Vancouver he has to get off the plane and get onto Pacific Western, in this case, that before he gets on that plane to get to Whitehorse, he has to trot down to the local police station to get a licence?

**Mr. Allmand:** First of all, what we would say in answer to that is that if he is coming from San Francisco to the Yukon to hunt, under ordinary circumstances, if he is a responsible hunter—and to be going that far he probably is—he will check out what the laws are—the hunting laws and the different laws—unless he is just a fly-by-night operator.

**Mr. Brisco:** All right. Now let us then go on.

**Mr. Allmand:** He would get them in advance.

**Mr. Brisco:** There are very few fly-by-night operators because as you know, they are licensed by the province or by the territory. What you are expecting the guide to do is to provide all this information to his prospective client.

**Mr. Allmand:** Right.

**Mr. Brisco:** A fellow just does not hop a plane in San Francisco and fly to Whitehorse on spec. He knows well in advance that he has a booking and he has made an advance deposit of \$1,000 or \$2,000. And he may be lined up there for a couple of years before he gets his chance. But you said that he can get his licence in advance. He can get it while he is in the United States?

**Insp Hoban:** Yes, by securing an application form from the police department in the area that he is going to hunt, completing it, sending it back to the police department, who will do a records check on him. If he meets all the criteria, they will issue him a licence.

**Mr. Brisco:** Ho! Ho! All right. So, I come from a small town in California and the police chief is a drinking buddy of mine. He is going to sign the form, so that is no sweat. They all do not come out of San Francisco; do not ever think they do. I have met these fellows in hunting camps and some of them save for a long time to come to Canada to hunt, and maybe shoot one animal.

What you are doing is allowing a particular favoured consideration for that American hunter that we Canadians do not even get under this bill.

**Insp Hoban:** No. I said the police department where he will be hunting will have the option of making a record check on him in the States and in Canada. The fact that he has a reference from his local chief of police does not automatically entitle him to a permit.

**Mr. Brisco:** Are you suggesting, then, that the police department, the RCMP in Whitehorse, are going to do a records check on him?

**Mr. Allmand:** They could with CPIC, because it allows this.

**The Chairman:** I have some doubt whether this line of questioning is in order on this definition.

**Mr. Brisco:** What you are doing is just going right down the line and making this thing, if I may introduce a new word, “complicateder” and “complicateder”.

[Interprétation]

**M. Brisco:** Un Américain se rend à un camp de chasse au Yukon. Il prend l'avion à San Francisco. Ses bagages sont acheminés en passant par Whitehorse. Selon vous, dès qu'il entre au Canada à Vancouver où il doit changer d'avion pour prendre la Pacific Western, dans ce cas, avant de monter à bord de cet avion pour Whitehorse, il faut qu'il se rende au poste de police local pour obtenir une autorisation?

**M. Allmand:** Tout d'abord, nous répondrons que s'il vient de San Francisco pour chasser au Yukon, dans des conditions tout à fait normales, si c'est un chasseur de bon aloi, et pour aller si loin il doit vraisemblablement l'être, il se sera informé auparavant des règlements et des différentes lois régissant la chasse à moins que ce ne soit un de ces chasseurs à la manqué.

**M. Brisco:** Très bien. Poursuivons.

**M. Allmand:** Il aura fait le nécessaire à l'avance.

**M. Brisco:** Il y a très peu de chasseurs de ce genre car comme vous le savez les permis sont délivrés par la province ou le territoire. Vous comptez donc sur le guide pour fournir tous ces renseignements à son client?

**M. Allmand:** Exactement.

**M. Brisco:** Un chasseur ne prend pas simplement l'avion à San Francisco pour aller à Whitehorse sans préparation. Il sait très bien à l'avance qu'il a une réservation et qu'il a déposé une caution de \$1,000 ou \$2,000. Il se peut qu'il attende un ou deux ans avant de pouvoir partir. Mais vous venez de dire qu'il peut obtenir son autorisation à l'avance. Il peut l'obtenir aux États-Unis?

**Insp. Hoban:** Oui, en se faisant envoyer un formulaire de demande par le bureau de police de la région où il doit chasser, en le remplissant et en le renvoyant à ce bureau qui fera les vérifications nécessaires. S'il se conforme à tous les critères, le bureau lui délivre une autorisation.

**M. Brisco:** Oh! Très bien. Je viens d'une petite ville californienne dont le commissaire de police est un copain de cabaret. C'est lui qui signera le formulaire, donc pas de problème. Ils ne viennent pas tous de San Francisco, n'allez surtout pas le croire. Je les ai rencontrés dans ces camps de chasse et certains ont épargné longtemps pour venir au Canada chasser pour ne tirer peut-être qu'un animal.

Vous faites donc une faveur à ce chasseur américain, faveur dont les Canadiens ne bénéficient nullement aux termes de ce projet de loi.

**Insp. Hoban:** Non. J'ai dit que le bureau de police de la région où il doit chasser aura la possibilité de faire les vérifications à son sujet aux États-Unis et au Canada. Le fait qu'il soit recommandé par son commissaire de police local ne lui donne pas automatiquement droit à un permis.

**M. Brisco:** Vous prétendez alors que le bureau de police, la Gendarmerie royale de Whitehorse fera des vérifications à son sujet?

**M. Allmand:** Elle peut le faire par l'intermédiaire du CIPC.

**Le président:** Je me demande si ces questions sont vraiment pertinentes.

**M. Brisco:** Vous voulez être égaux à vous-mêmes et jusqu'au bout rendre la chose de plus en plus compliquée.

[Text]

**Mr. Allmand:** No. To give the same example, if you, as a Canadian, were going to hunt in Kenya, if you were going to go off on an expedition to hunt big game in Kenya or any other African country or Australia or wherever, you certainly would clear the whole business before you went. I realize that we share a long border with the United States, but I as a Canadian would not go into New York State without checking out what the laws were in New York State, which is only 60 miles from where I live, without finding out what their hunting laws were and what their gun laws were.

**Mr. Brisco:** How about the Americans who walk into Canada and do not know the first damn thing about our gun laws and have to check their guns at the border? In fact, some of them who are deputy sheriffs turn around and go back because they do not want to check their guns at the border.

**Mr. Allmand:** But I think Mr. Sarchuk has some information on some of this.

**Mr. Sarchuk:** This is nothing unusual because, for example, if you want to take a gun into England, you have to provide, before you can bring that gun into the country, a reference from an English resident. All sorts of countries and all sorts of states—the American states—have specific laws in relation to guns when you bring them in on an interstate basis. What we have tried to do in this case is to combine a background checking ability in relation to Americans or others coming into Canada while at the same time not unduly hampering or limiting the tourist industry.

You have to draw a balance between the two. On the one hand there are complaints that you make it easier for the American to come in than for the Canadian to get a licence. On the other hand, you say you are destroying the tourist industry.

We tried to draw a balance between the two, where there will be a background check, where the only kind of permit an American could get would be one in relation to specific weapons for specific purposes. If he comes in and says, "I am going hunting for three weeks in a certain area", that is what his permit is going to permit him to do. We think we have drawn a fairly decent balance between these two items.

**Mr. Brisco:** May I then make two points Mr. Chairman?

• 1630

One, let us assume that the bill passes with whatever amendments may be interjected. Obviously, as far as the hunting industry is concerned, the guides, whether for big game birds, are going to need probably a year to amend their pamphlets and information that they send out on the basis of enquiries, with reference to this new legislation. I think that has to be taken into account. Very likely many of them already have a five years supply, in any event, but they can insert an addition.

But I want to come back to Mr. Friesen's questions.

When I go down to the United States and I make a purchase on a quarterly basis, I am allowed \$50. Let us say that I am one of the many unpatriotic Canadians who shop in the United States because it is cheaper. Let us say that I go down to Spokane, Washington, as many people in my area do, and I buy two or three boxes of shell casings, primers, and powder, total purchase \$25. I come to the border. The customs officer says: what is the total value of

[Interpretation]

**M. Allmand:** Non. Prenons le même exemple. Si vous, Canadien, deviez vous rendre au Kenya, participer à un safari au Kenya ou dans tout autre pays africain, ou en Australie, peu importe, vous prendriez toutes les dispositions nécessaires à l'avance. Je me rends compte que notre frontière avec les États-Unis est très longue, mais personnellement je ne me rendrais pas dans l'État de New York sans m'informer des lois de cet État qui ne se trouve qu'à 60 milles de chez moi, sans m'informer des lois régissant la chasse et les armes.

**M. Brisco:** Que dire des Américains qui viennent au Canada qui n'ont pas la moindre idée de nos lois et doivent laisser leurs armes à la frontière? En fait, certains d'entre eux qui sont policiers rebroussement chemin car ils ne veulent pas les laisser à la frontière.

**M. Allmand:** Je crois que M. Sarchuk a des précisions à ce sujet.

**M. Sarchuk:** Cela n'a rien d'extraordinaire. Par exemple si vous voulez faire entrer une carabine en Angleterre il vous faut une lettre de recommandation d'un résident anglais. Tous les pays et tous les états des États-Unis d'Amérique ont des lois précises relatives au transfert d'une arme d'un état ou d'un pays à l'autre. Dans notre cas nous essayons d'exercer un certain contrôle sur les visiteurs américains ou autres sans les indisposer outre mesure pour ne pas nuire à l'industrie touristique.

Il faut trouver un juste milieu. D'un côté on nous accuse d'être plus indulgents pour les Américains que pour les Canadiens et d'un autre on nous accuse de nuire à l'industrie touristique.

Nous avons essayé de trouver un juste milieu. Un contrôle sera fait et le seul genre de permis qu'un américain pourra obtenir sera le permis donnant droit à l'utilisation d'armes précises à des fins précises. S'il déclare vouloir chasser pendant trois semaines dans une région donnée, son permis ne lui permettra de ne faire que cela. Nous croyons avoir trouvé un juste milieu raisonnable.

**M. Brisco:** Je voudrais dire deux choses, monsieur le président.

Supposons que le bill soit adopté avec les amendements proposés quels qu'ils soient. Il est clair que les gens de l'industrie de la chasse, les guides, par exemple, que ce soit pour le gros gibier ou pour les oiseaux migrateurs, vont avoir besoin d'au moins un an pour modifier les brochures qu'ils envoient en réponse aux demandes qui leur parviennent concernant la nouvelle loi. Il faut tenir compte de leurs besoins. Ils ont sans doute un approvisionnement pour cinq ans, mais ils peuvent ajouter un addendum.

Il y a également la question qu'a soulevée M. Friesen.

Lorsque je vais aux États-Unis, j'ai droit à une exemption douanière de \$50 tous les trois mois. Supposons que je sois un de ces Canadiens manquant de sens patriotique qui achètent aux États-Unis parce que c'est moins cher. Supposons ainsi que j'aille à Spokane, Washington, comme bien des gens de ma région le font, et que j'y achète deux ou trois boîtes de cartouches, d'amorces et de poudre pour un total de \$25. Je me présente à la frontière. L'agent de



[Texte]

your purchases? I say: well, I have a shirt and a tie and so on; it is \$48. He says: Fine, you sign a declaration that you have only spent up to \$50.

Are you going to be now instructing these customs officers—or is the regulation already there—that I must declare (a) the primer; (b) the propellant; and (c) the powder, the bullets, the casings the whole works? I do not know what the law is, but, generally speaking, customs officers do not pick apart every single purchase; they are just interested in the total sum.

**Mr. Allmand:** Yes, they do question you on liquor now, and I have talked to a couple of people and apparently they will ask about firearms and ammunition.

**Mr. Brisco:** And ammunition?

**Mr. Allmand:** Yes. But again, there will be no problem for the fellow who has his licence, and a great majority of these people will have licences.

**Mr. Brisco:** Yes, but Benno has brought up a very valid point.

**Mr. Allmand:** All I can say in response to Benno's point is that, in fact of all, I think it is only proper that the adult who has the licence, or the juvenile, if he has a special licence, be the one who goes and gets ammunition. I personally think that if somebody wants ammunition, they should get it themselves or get somebody to get it who has a licence. I think there would be too much abuse. If you could have somebody get ammunition for you in the States who did not have a licence in Canada, it would eventually be quite a big loophole. You would get lots of people doing that because it is such an open border.

**Mr. Brisco:** That is right.

**Mr. Woolliams:** Here is one last thought—and that is all I am going to say about it. Say that I go from Calgary to Mantario, Saskatchewan, where the flyway is for geese. As soon as I cross the border, I have to have a licence if I go hunting. Now we are used to some freedom. I go down to my brother-in-law's and we get up in the morning and I go down to the hardware store and I get my Saskatchewan licence.

**Mr. Allmand:** Hunting licence.

**Mr. Woolliams:** Hunting licence. The American has been used to doing that between the western States and Western Canada. They get up in the country and they generally have friends and they say: all right, what do you need? And they go down and, because they are from a foreign country they pay a little more for their licence, and they go out hunting. My big problem is the definition of ammunition. We have cleared the air on it and I at least will not be asking these questions again but it is a good time to get this ironed out. If an American comes up with a shotgun to shoot ducks, geese, and he has his ammunition. The Inspector here says he has to get to the closest police station right away. He may cross the border at 11 o'clock at night, and even police go to bed. So he may have to drive 200 miles. I say he is breaking the law. Tourism is one of the most remunerative industries in Canada. I believe it places second. Are you going to curtail fishing or hunting? Are you going to close off the idea of hunting altogether? But that is another argument that I am not here to make.

[Interprétation]

douane me demande quelle a été la valeur de mes achats et je lui réponds que je me suis procuré une chemise, une cravate aussi et autres choses dont la valeur totale est de \$48. L'agent de douane me dit de signer une déclaration indiquant que je n'ai pas dépensé plus de \$50.

Les agents de douane vont-ils recevoir des instructions, en fait, les règlements ont peut-être déjà été changés, voulant que les gens déclarent l'achat d'amorces, de poudre, de cartouches, enfin, toutes ces choses? Je ne connais pas parfaitement la loi, mais je sais que, de façon générale, les agents de douane n'examinent pas tous les paquets. Ils sont simplement intéressés à savoir quel a été le montant total des dépenses.

**M. Allmand:** Ils demandent déjà aux gens s'ils ont acheté de l'alcool. J'ai parlé à quelques personnes et il semble qu'on fera de même maintenant pour les armes à feu et les munitions.

**M. Brisco:** Les munitions également?

**M. Allmand:** Certainement. Mais je répète qu'il n'y aura pas de problème pour les gens qui auront des permis et la grande majorité des gens auront des permis;

**M. Brisco:** Benno a soulevé un point intéressant tout à l'heure.

**M. Allmand:** Tout ce que je puis dire à ce sujet, c'est qu'il est normal que l'adulte qui a le permis ou le jeune qui a le permis spécial soit celui qui achète les munitions. Je pense que si quelqu'un veut des munitions, il doit les obtenir lui-même ou par l'entremise de quelqu'un d'autre qui a aussi un permis. Sinon, il y aurait trop d'abus. Si vous pouviez demander à quelqu'un qui n'a pas de permis au Canada de vous acheter des munitions aux États-Unis, ce serait une échappatoire importante dans la loi. La frontière est tellement facile à franchir que bien des gens en profiteraient.

**M. Brisco:** C'est exact.

**M. Woolliams:** J'aborde un dernier point avant de terminer. Disons que je vais de Calgary à Mantario, en Saskatchewan, où on fait beaucoup la chasse aux oies. Dès que je franchis la frontière, je dois obtenir un permis de chasse. Je suis habitué à une certaine liberté. Je vais chez mon beau-frère et lui et moi décidons un matin de nous rendre à la quincaillerie et d'y acheter un permis de chasse de la Saskatchewan.

**M. Allmand:** Vous dites bien un permis de chasse.

**M. Woolliams:** Oui. Les Américains sont habitués à ce genre de chose dans les États de l'Ouest et dans l'Ouest canadien. Ils viennent au pays où ils ont des amis. Ils sont ici à l'étranger; donc, ils doivent payer un peu plus pour leur permis de chasse, mais c'est quand même possible. Il reste la définition de munition. Nous avons déjà répondu à certaines questions; je ne vais pas les reprendre, mais il reste les détails à éclaircir. Il y a des Américains qui viennent au pays pour y faire la chasse aux oies et aux canards. Ils apportent des munitions. Les gardes-chasses peuvent leur dire de se présenter immédiatement à la station de police la plus rapprochée. Or, un Américain peut traverser la frontière à 11 h 00 du soir après avoir parcouru 200 milles. Il ne peut se présenter à la station de police immédiatement; même les agents de police doivent dormir. Il est en infraction. Le tourisme est une industrie des plus rémunératrices pour le Canada. Elle vient en deuxième place. Vous allez limiter la chasse et la pêche? Vous allez mettre fin à la chasse à toute fin pratique? Il y a encore un argument que je veux vous soumettre.



[Text]

Well, you have my opinion of the bill, but it seems to me you are making it awfully difficult especially for interprovincial sportsmen. Supposing you have it phased in in Ontario and a guy goes from Manitoba, which is not phased in yet, into Ontario, what is going to happen to him?

**Mr. Allmand:** That is a temporary measure. But if he goes into Ontario, if he is going from Alberta to Ontario to hunt deer, first of all he has to get his Ontario licence. As you say, right now he has to do that.

• 1635

**Mr. Woolliams:** He is not going to be guilty until he gets out in the field and holds his gun.

**Mr. Allmand:** He would have to get a licence in Ontario. But we hope that it will not last too long that we would have differences between ...

**Mr. Woolliams:** Well, I ...

**Mr. Allmand:** Just a minute. I want to check another point you raised.

**The Chairman:** While we are waiting, I have allowed the discussion to range fairly wide on this definition section because I appreciate, as Mr. Woolliams says, that these are questions generally pertaining to the bill and they will arise later and presumably will not need to be explored then. But ...

**Mr. Lachance:** On a point of clarification ...

**The Chairman:** ... I do think we ought to try to stay as much as possible on definition. I think we had better wait.

**Mr. Lachance:** It was very special.

**The Chairman:** Mr. Lachance, this gentleman cannot hear you, he says.

**Mr. Allmand:** I am just checking, Mr. Woolliams, to see whether a person who lives close to the Canadian border, who may go over often—there are even some towns in Quebec, near Stanstead, where we have half the town in the States and half the town in Canada—could not get a licence, the way a Canadian could.

**Mr. Woolliams:** Right.

**Mr. Allmand:** Mr. Sarchuk says, yes, he could, he could get a licence, which would be the five-year licence. He just gets his guarantor ...

**Mr. Woolliams:** He cannot buy that in the States, he would have to get it by mail order.

**Mr. Allmand:** He could just go across the border and get it.

**Mr. Brisco:** If he is in San Francisco ...

**Mr. Allmand:** But they will not be going over like the example Mr. Woolliams gave of the fellow who almost every Saturday goes over hunting. The fellow in San Francisco may go once a year or once every two or three years.

[Interpretation]

Vous savez ce que je pense du bill, mais il y a plus encore, vous rendez la vie très difficile aux chasseurs et aux pêcheurs qui vont dans différentes provinces. Supposons que le système soit instauré en Ontario et qu'un type du Manitoba, où le système ne l'est pas, se rende en Ontario; que va-t-il lui arriver?

**M. Allmand:** C'est une mesure temporaire. Si ce type va en Ontario, pour y chasser le chevreuil ou le cerf, il faudra tout d'abord qu'il ait un permis de l'Ontario s'il vient de l'Alberta.

**M. Woolliams:** Cependant, il ne sera pas coupable tant qu'il ne se servira pas de son fusil.

**M. Allmand:** Il faudra qu'il demande un permis ontarien. Nous espérons cependant aplanir très bientôt toutes ces disparités ...

**M. Woolliams:** Mais ...

**M. Allmand:** Un moment s'il vous plaît. Je voudrais en effet répondre à une autre question que vous avez soulevée.

**Le président:** En attendant, je voudrais vous signaler que je me suis montré assez indulgent en ce qui concerne l'ampleur de la discussion à propos de cet article portant sur les définitions; en effet, comme l'a dit M. Woolliams, j'estime que ces questions font partie intégrante du bill et que, de toute façon, elles surgiront un jour ou l'autre et qu'il vaut mieux donc les traiter dès maintenant. Mais ...

**M. Lachance:** J'aimerais avoir quelques précisions ...

**Le président:** ... je pense que nous devrions essayer de nous limiter, dans la mesure du possible, à cet article portant sur les définitions.

**M. Lachance:** C'était très spécial.

**Le président:** Monsieur Lachance, ce monsieur dit qu'il ne vous entend pas.

**M. Allmand:** J'étais simplement en train de faire des vérifications, monsieur Woolliams, pour voir si une personne résidant près de la frontière canadienne et la traversant souvent pouvait ou non obtenir un permis canadien; vous savez qu'il y a certaines villes du Québec, près de Stanstead par exemple, où la moitié de la ville se trouve aux États-Unis et l'autre moitié au Canada, et qu'il faudra là procéder différemment.

**M. Woolliams:** Vous avez raison.

**M. Allmand:** M. Sarchuk me dit que cette personne pourrait obtenir un permis, c'est-à-dire un permis de 5 ans. Il faut simplement que la personne qui répond de lui ...

**M. Woolliams:** Étant donné qu'il ne peut pas acheter ce permis aux États-Unis, il lui faudra se le faire envoyer.

**M. Allmand:** Il lui suffit de traverser la frontière pour l'obtenir.

**M. Brisco:** Mais s'il est à San Francisco ...

**M. Allmand:** Dans ce cas, il ne traversera pas aussi souvent la frontière que l'exemple donné par M. Woolliams où le type vient pratiquement tous les samedis au Canada pour chasser. Celui qui habite à San Francisco ne viendra au Canada peut-être qu'une fois par an, et encore.

[Texte]

**The Chairman:** Mr. Lachance.

**Mr. Lachance:** Inspector Hoban, you said that if a person crosses the American boundary, is searched by police for any reason, and is found with ammunition and does not have his permit with him because he did not get it yet, the police officer will escort him to the nearest police station and see that he has his papers. How will he get his sponsor? How do you figure out...

**Mr. Allmand:** It is a temporary permit, Mr. Lachance. It is a special provision in the law for non-Canadian...

**Mr. Lachance:** I know, but does he have to be co-sponsored or signed by...

**Mr. Allmand:** He has to have something from his local police, if I remember correctly.

**Mr. Lachance:** But if he does not have it?

**Mr. Allmand:** If he does not have it, that is why we are going to try to provide this information in advance. Because a hunting licence, as I say—nobody goes...

**Mr. Lachance:** I know.

**Mr. Allmand:** In the United States there are 50 states.

**Mr. Lachance:** I understand that. It is only that you raised the question. You said that you would bring him to the station and have a permit...

**Mr. Allmand:** Somebody who takes off for Canada to hunt without finding out what our hunting laws are and what our guns laws are is not being very wise.

**Mr. Woolliams:** They may not be wise but there are thousands of unwise men doing it every day.

**Mr. Allmand:** Then there must be right now lots who do not get their hunting licences.

**The Chairman:** Mr. Gualtieri.

**Mr. R. Gualtieri (Co-ordinator, Working Group on Gun Control, Department of the Solicitor General):** Mr. Chairman, on this very point, I wonder whether I could make one comment. On the basis of the information we have had in talking to the provinces who administer their hunting licences, by far the vast majority of people get their licences beforehand. The people who turn up at the border without their hunting licences constitute a very small minority.

We envisage, in connection with the provisions in the bill empowering us to enter into agreements with the provinces, that in applying for a hunting licence they will be informed about the firearms provisions and perhaps even sent an application at the same time as they are sent their hunting licences. We expect that the vast majority of foreign hunters, or target shooters, for that matter, who come to the border will already have their permits. So we are talking about servicing a very small minority of foreigners who come and present themselves with firearms.

In that case, as Inspector Hoban has said, they will then have their guns sealed. Perhaps in the case of restricted weapons they will be detained. That is something that is still under consideration. They will be asked to go to the nearest police station and there, on the basis of interview and perhaps an NCIC check, the licensing officer will make the judgment as to whether this person is fit. If so, he will be given a special temporary permit, as Mr. Sar-

[Interprétation]

**Le président:** Monsieur Lachance.

**M. Lachance:** Monsieur l'inspecteur Hoban, vous avez dit que si une personne traversait la frontière américaine, qu'elle était fouillée par la police pour quelque raison que ce soit et qu'elle était trouvée en possession de munitions sans avoir de permis, l'agent de police l'accompagnerait jusqu'au poste de police le plus proche afin de vérifier ses papiers. Or, comment cette personne peut-elle trouver quelqu'un qui puisse répondre d'elle?

**M. Allmand:** Il s'agit alors d'un permis temporaire, monsieur Lachance. Le projet de loi contient une disposition spéciale pour les non-Canadiens...

**M. Lachance:** Certes, mais cette personne doit avoir un avaliseur pour signer...

**M. Allmand:** Si je me souviens bien, elle doit demander certains papiers à sa police locale.

**M. Lachance:** Mais s'il ne les a pas?

**M. Allmand:** C'est justement pour cela que nous essayons de fournir ces informations à l'avance. Vous saez en effet que pour un permis de chasse...

**M. Lachance:** Je sais.

**M. Allmand:** Aux États-Unis, il y a 50 États...

**M. Lachance:** Je comprends. Je voulais simplement avoir des précisions étant donné que c'est vous qui avez soulevé cette question en disant que cette personne serait conduite au poste de police...

**M. Allmand:** Les étrangers qui viennent chasser au Canada sans connaître précisément les lois régissant la chasse et les armes à feu ne sont pas très prudents.

**M. Woolliams:** Peut-être, mais il y en a des milliers qui le font chaque jour.

**M. Allmand:** Mais il doit y en avoir également beaucoup qui n'ont pas de permis de chasse.

**Le président:** Monsieur Gualtieri.

**M. R. Gualtieri (coordonnateur du groupe de travail sur le contrôle des armes à feu, ministère du Solliciteur général):** Monsieur le président, j'aimerais ajouter quelque chose. Nous avons eu de nombreuses discussions avec les provinces qui administrent leur propre système de permis de chasse et nous avons pu conclure que la grande majorité des chasseurs se munissaient d'un permis avant d'aller à la chasse. En fait, ceux qui traversent la frontière sans permis de chasse constituent une très faible minorité.

Nous envisageons, dans le cadre des dispositions du bill nous permettant de conclure des accords avec les provinces, de donner aux personnes faisant une demande de permis de chasse toutes les informations relatives aux dispositions sur les armes à feu. Nous espérons ainsi que la grande majorité des chasseurs étrangers, ou des tireurs en l'occurrence, qui traversent la frontière, seront déjà munis d'un permis. Il s'agit donc, je vous le répète, d'une très faible minorité d'étrangers qui se présentent à la frontière avec des armes à feu, mais sans permis.

Dans ce cas, comme l'a dit l'inspecteur Hoban, ces personnes verront leurs armes scellées, voire confisquées lorsqu'il s'agit d'armes à utilisation restreinte. Nous n'avons pas encore pris de décision définitive à ce sujet. Ces personnes seront conduites au poste de police le plus proche et, après une entrevue et, éventuellement, un examen, l'agent d'octroi de permis devra se prononcer sur l'aptitude de cette personne à utiliser une arme à feu. Dans l'affirma-



[Text]

chuk has said, for very specific purposes and for a very restricted period of time.

The Chairman: Mr. Friesen.

• 1640

**Mr. Friesen:** With all respect, we are hearing two different things. The Minister said in answer to Claude-André, that to have an endorsement for a certificate, they would check with the local police regarding the foreign hunter before he comes to Canada. But, either the inspector or the deputy said to Mr. Brisco that the local police in Canada would do the checking. Now, where are we going here?

**Mr. Allmand:** No, no. The local police can always check if they have a terminal on CPIC, you know, make a check. If the licence was referred in advance, they could check. We have agreements with the United States to check on criminal persons in the United States. It depends how long it was. I do not know what they would do if a guy came over the border. There would have to be a quicker check. But let us say they apply in advance, they could make quite a check on them, if they wanted to, but there is no obligation, I understand.

**Mr. Brisco:** I hate to interrupt, Mr. Chairman, but there is no provision in this bill for the type of checks that you are talking about; the only provision in this bill is that a foreigner must have one guarantor.

**Mr. Gualtieri:** No. He must show that he is not unfit.

**Mr. Brisco:** All right, and have one guarantor.

**Mr. Gualtieri:** No. No. Guarantors for the ...

**Mr. Brisco:** You have changed that.

**Mr. Gualtieri:** No, that was never a requirement. Page 27, proposed subsection (8) ...

**Mr. Woolliams:** While we are looking that up, Mr. Chairman, it is like breaking the ice in a river, once we get past this sort of thing we will be all right.

**The Chairman:** You are very reassuring, Mr. Woolliams. I hope we can take that as a promise.

**Mr. Brisco:** Okay, I am sorry, you are right. He does not require any guarantor.

**Mr. Allmand:** What we would do though, Mr. Brisco, I presume in the regulations we can provide for information that a non-Canadian would possess, and I am discussing now with Mr. Woolliams the examination of the regulations.

**Mr. Brisco:** Oh, I see. So now we are looking at further regulations.

**Mr. Allmand:** Well no, that is provided in the regulation section, I think, if I could give you the section on that too.

**Mr. Brisco:** Well then, while you are checking that, may I ask your Deputy Minister, Mr. Chairman ...

**Mr. Allmand:** We do not have any deputies here today. They may, after this bill is through.

[Interpretation]

tive, elle recevra un permis temporaire spécial s'appliquant à des usages bien précis et valables pour une période limitée.

Le président: Monsieur Friesen.

**M. Friesen:** Je dois dire que nous parlons ici de deux choses différentes. En réponse à Claude-André, le ministre a affirmé qu'il y aurait une vérification, auprès de la police locale, avant qu'un chasseur étranger venant au Canada ne puisse avoir un certificat. Cependant, l'inspecteur ou le sous-ministre a dit à M. Brisco que la police locale du Canada ferait la vérification. Qu'est-ce que cela veut dire?

**M. Allmand:** Il ne s'agit pas de cela. La police locale peut toujours effectuer une vérification si elle est reliée au CPIC et si le permis y est enregistré. Ainsi, nous avons signé des accords, avec les États-Unis, qui nous permettent d'effectuer des contrôles sur des criminels américains. Tout dépend de la date à laquelle remonte le crime. Cependant, je ne sais pas ce que l'on ferait si le criminel traversait la frontière. Il faudrait effectuer une vérification plus rapide. S'il s'agissait d'une demande effectuée à l'avance, on pourrait toujours effectuer une vérification mais, si j'ai bien compris, il n'y a aucune obligation à cet égard.

**M. Brisco:** Je ne voudrais pas vous interrompre, monsieur le président, mais rien, dans ce projet de loi, ne prévoit le genre de contrôle dont vous parlez. En effet, le projet de loi se contente d'exiger, de la part des étrangers, qu'ils aient un répondant.

**M. Gualtieri:** Non, ils doivent également prouver qu'ils ne sont pas inaptes.

**M. Brisco:** Et avoir un répondant.

**M. Gualtieri:** Non, le répondant, c'est pour ...

**M. Brisco:** Vous avez changé cet article?

**M. Gualtieri:** Non, cela n'a jamais figuré dans le projet de loi. A la page 27, à l'alinéa (8) ...

**M. Woolliams:** Ne vous inquiétez pas, monsieur le président, c'est le début. Lorsque nous serons lancés, cela ira tout seul.

**Le président:** Vous me rassurez beaucoup, monsieur Woolliams. J'espère que je pourrai prendre cette déclaration à la lettre.

**M. Brisco:** Veuillez m'excuser, vous avez raison. Il n'est pas nécessaire d'avoir un endosseur.

**M. Allmand:** Cependant, monsieur Brisco, je suppose que, par le biais des règlements, nous pouvons exiger certaines informations au sujet des étrangers. J'en discute d'ailleurs en ce moment même avec M. Woolliams.

**M. Brisco:** Bien. Donc, vous examinez d'autres règlements?

**M. Allmand:** Non, ceci est déjà prévu dans la section des règlements, si je comprends bien.

**M. Brisco:** Pendant que vous vérifiez cela, puis-je demander au sous-ministre ...

**M. Allmand:** Nous n'avons pas de sous-ministre aujourd'hui.



[Texte]

**Mr. Brisco:** Is this the Peter Principle being put into effect?

**Mr. Woolliams:** I hope you are not predicting your resignation...

**Mr. Allmand:** I am being facetious.

**Mr. Brisco:** I wanted to ask: is there now in law a provision that requires a Canadian to report, when he enters Canada, that he has purchased either casings or firearms or primers or bullets or the propellant powder, any or all? Is there now such a provision in effect or can a Canadian bring these in under his quarterly allotment of \$50 without having to specifically report, because Customs do not specifically inquire?

**Mr. Sarchuk:** There is no prohibition at the present time against the importation of any of the articles that you have referred to. You have to be careful though when you come into the area of restricted weapons and prohibited weapons which fall into a slightly different category.

**Mr. Brisco:** I am talking about ammunition only.

**Mr. Sarchuk:** No. There is no prohibition against importing those substances at the present time.

**Mr. Brisco:** So now you are proposing that there will be though?

**Mr. Sarchuk:** There will be, yes.

**Mr. Allmand:** What about guns at the present time?

**Mr. Sarchuk:** With long guns there is no prohibition...

**Mr. Brisco:** Prohibition, right.

**Mr. Sarchuk:** ... but again, we do not get into the restricted area.

**Mr. Brisco:** Yes, okay.

**Mr. Allmand:** By the way, there is the other problem too, Mr. Brisco, that we also have to cover, and that is ordering these things by mail.

**Mr. Brisco:** Right.

**Mr. Allmand:** There is a provision that on mail order sales under guns, ammunition or whatever, we will provide for regulations. As I say, we are considering the examination of those.

**Mr. Brisco:** If there was anywhere I would feel regulations might—not necessarily might but should—be in place, it would be with reference to mail order. If this bill dealt with nothing but mail order, I would go along with it 100 per cent.

**Mr. Friesen:** Oh, oh!

**Mr. Brisco:** Well, 99.5 per cent.

**The Chairman:** I think Mr. Towers is the last questioner.

**Mr. Brisco:** Okay.

**Mr. Allmand:** There is room for opinion in the Conservative Party too. We have some differences.

[Interprétation]

**M. Brisco:** Vous appliquez le principe de Peter?

**M. Woolliams:** Envisageriez-vous de démissionner?

**M. Allmand:** Je plaisantais.

**M. Brisco:** Je voudrais demander s'il existe déjà, dans cette loi, une disposition imposant aux Canadiens d'enregistrer, lorsqu'ils rentrent au pays, tout achat d'arme à feu, de balles, de cartouches, etc? Sinon, un Canadien peut-il faire entrer ce genre de chose au pays, le dans cadre des \$50 qui sont autorisés trimestriellement, sans avoir à le signaler et sans que la douane ne lui pose de question particulière?

**M. Sarchuk:** Actuellement, il n'existe aucune loi interdisant l'importation des articles que vous venez de mentionner. Cependant, il faut faire très attention lorsqu'il s'agit d'armes à utilisation restreinte ou d'armes à détention interdite, qui tombent dans une catégorie quelque peu différente...

**M. Brisco:** Je parlais simplement des munitions.

**M. Sarchuk:** Dans ce cas, il n'y a aucune interdiction à leur importation.

**M. Brisco:** Et vous proposez que cette importation soit maintenant interdite?

**M. Sarchuk:** Oui.

**M. Allmand:** Qu'en est-il des fusils, actuellement?

**M. Sarchuk:** Pour les fusils, il n'y a aucune interdiction...

**M. Brisco:** Exactement.

**M. Sarchuk:** ... à condition de ne pas tomber dans la catégorie interdite.

**M. Brisco:** Très bien.

**M. Allmand:** Je dois également vous dire, monsieur Brisco, que nous devons tenir compte d'un autre aspect du problème, c'est-à-dire des achats sur catalogue.

**M. Brisco:** C'est juste.

**M. Allmand:** Des règlements devront être mis en place pour contrôler ce genre d'achats par catalogue. Comme je l'ai déjà dit, nous en examinons actuellement.

**M. Brisco:** S'il y a un secteur dans lequel des règlements me paraissent important, c'est précisément dans celui des achats sur catalogue. Si ce projet de loi n'était destiné qu'à contrôler ce genre d'achat, je l'accepterais à 100 p. 100.

**M. Friesen:** Oh!

**M. Brisco:** Disons, à 99.5 p. 100.

**Le président:** Je pense que M. Towers sera notre dernier orateur.

**M. Brisco:** Très bien.

**M. Allmand:** Je constate qu'il y a également des divergences d'opinion au sein du Parti conservateur.

[Text]

• 1645

**Mrs. Campagnolo:** It is 1 per cent.

**Mr. Friesen:** You go along with them. It will be a shot-gun marriage.

**The Chairman:** Mr. Towers, did you have questions on this?

**Mr. Towers:** Thank you, Mr. Chairman, I have a supplementary question to the one that Benno asked and with regard to the answer the Minister gave when he was discussing the components that could be purchased in the United States and he related that to drugs. Could the Minister tell us just what type of drugs he was referring to?

**Mr. Allmand:** Well I was saying that there are some drugs that are illegal in Canada or from what I understand—now I am not an expert in the drug laws—some drugs that you cannot import just as there are some foods and some animals that you cannot bring across the border. But I would have to check on that. It is a recollection that there are things that you cannot bring across the border.

**The Chairman:** Is the Committee ready for the question?

**Mr. Towers:** I have one more question then, Mr. Chairman. Some of the witnesses stated that with three or four ingredients they could make a powder that would explode and is there going to be a definition of at what time or at what stage these component parts of gun powder becomes classified as a component?

**Mr. Allmand:** Mr. Sarchuk said that would be a pure question of fact. I think it is legitimate to ask these questions, but as we said at the very beginning the purpose of this law is merely to reduce the crimes with guns and we do not intend to go on any witch hunt to look for that kind of thing at all. I do not know any policeman who would. He as too many things to do that are important to be bothered with that, but if he in fact has the propellant powder there, then you know it would be a question for the court to decide whether it is an infraction of the definition ammunition, if he does not have a licence. The Crown would have to prove by the way as in all criminal cases beyond a reasonable doubt that an offence has been committed.

**Mr. Towers:** Thank you, Mr. Chairman.

**The Chairman:** If the Committee is ready for the question...

**Mr. Woolliams:** There will be my amendment first, and then my second one, I will not talk on, where I lead it altogether.

**The Chairman:** Yes. It is Mr. Woolliams' motion. If you like, I can read it.

It is moved by Mr. Woolliams:

That Clause 3 be amended by striking out lines 2 to 7 inclusive on page 2 and substituting therefor the following: 'ammunition means ammunition prepared for a firearm and includes any shot, bullet or other missile that can be discharged from a firearm and that is capable if so discharged of causing serious bodily injury or death.'

[Interpretation]

**Mme Campagnolo:** Il s'agit de 1 p. 100.

**M. Friesen:** Si vous êtes d'accord avec eux, cela fera un beau mariage «forcé».

**Le président:** Monsieur Towers, aviez-vous des questions à ce sujet?

**M. Towers:** J'aimerais poser une question supplémentaire à celle de Benno concernant les articles qui pourraient être achetés aux États-Unis. Dans ce contexte, le ministre avait parlé des drogues. Pourrai-t-il nous dire à quel genre de drogues il songeait?

**M. Allmand:** Je disais qu'il y a certaines drogues qui sont illégales, au Canada, où, tout au moins, je ne suis pas un expert en la matière, certaines drogues que l'on ne peut pas importer, tout comme certains aliments ou certains animaux. Je devrais toutefois vérifier pour donner une réponse plus précise. Je vous dis cela de mémoire.

**Le président:** Le Comité est-il prêt à passer au vote?

**M. Towers:** J'ai une dernière question, monsieur le président. Certains témoins ont affirmé qu'ils pouvaient faire de la poudre explosive à partir de trois ou quatre ingrédients. Je voudrais donc savoir à partir de quel moment ces éléments seront considérés comme poudre explosive?

**M. Allmand:** M. Sarchuk a déjà dit qu'il s'agit-là d'une simple question de fait. Évidemment, ce genre de questions est parfaitement légitime mais, comme nous l'avons déjà affirmé, l'objectif de ce projet de loi est simplement de réduire le nombre de crimes réalisés avec des armes à feu et nous n'avons donc certainement pas l'intention de nous lancer dans une chasse aux sorcières en ce domaine. Ce n'est d'ailleurs pas non plus l'intention de nos forces de police. Elles ont d'autres fonctions plus importantes à assumer mais, si certains éléments de poudre explosive sont trouvés chez un criminel, il reviendra au tribunal de décider s'il y a eu violation de la Loi sur les munitions, si la personne en question n'a pas de permis. La Couronne devra donc prouver, comme en toute affaire criminelle, qu'un délit a été commis, au delà de tout doute raisonnable.

**M. Towers:** Merci, monsieur le président.

**Le président:** Êtes-vous prêts à passer au vote?

**M. Woolliams:** Nous passerons donc d'abord à mon premier amendement puis à mon second?

**Le président:** Oui. Il s'agit de la motion de M. Woolliams. Si vous voulez, je puis la lire.

M. Woolliams propose:

Qu'on modifie l'article 3 du bill en remplaçant les lignes 24 à 29, page 3, par ce qui suit: «munitions» désigne les munitions employées pour les armes à feu, y compris tous les plombs, balles ou autres projectiles pouvant être tirés par une arme à feu et infliger la mort ou des lésions corporelles graves.

[Texte]

Amendment negatived.

**The Chairman:** Mr. Woolliams has another amendment.

**Mr. Woolliams:** Yes. I will make this very short because we have had the discussion and I think we are all going to the Speaker's farm tonight, but by the way what time are we breaking off?

**The Chairman:** At 5 o'clock.

**Mr. Woolliams:** Okay. It is moved that the Bill be amended in Clause 3 by striking out lines 2 to 7...

**The Chairman:** I think we will probably go until about 5.30 if that is agreeable to the Committee.

**Mr. Woolliams:** I do not think we can do that. Some of us have to go home and then we have another obligation after the Speaker...

**The Chairman:** I was just checking with the Minister and he was prepared to stay but I did not realize that...

**Mr. Brisco:** Did he not get an invitation?

**Mr. Woolliams:** Oh come on; let us get on with it.

I move that the Bill be amended in Clause 3 by striking out lines 2 to 7 inclusive on page 2.

In other words, I will be very brief. We say take out the definition of ammunition altogether and let a judge define by common law what ammunition is, and I do not think he will run into your definition, and that is all I am going to say on that. That is my amendment.

**The Chairman:** If I may put Mr. Woolliams' second amendment.

**Mr. Woolliams:** It is found on page 3.

**The Chairman:** I am not sure if all the numbering system is the same but...

**Mr. Woolliams:** It is all the same when I do it.

**The Chairman:** It is moved by Mr. Woolliams that Clause 3 be amended by striking out lines 2 to 7 inclusive on page 2.

Amendment negatived.

**The Chairman:** Now one of the Conservative members had agreed the other day with the permission of the Committee to put Mr. Leggatt's amendment which actually is fairly similar to Mr. Woolliams' last amendment. Mr. Dick, I think, agreed to put that. He was moving that Clause 3 be amended by striking out lines 3 to 7 at page 2—I think Mr. Woolliams is striking out one line more, if I am not mistaken; he was striking out lines 2 to 7... oh, I am sorry—and substituting the following therefor:

“arm”.

**Mr. Woolliams:** Striking out lines 3 to 7? What does all that mean?

**The Chairman:** I think he would leave:

[Interprétation]

L'amendement est rejeté.

**Le président:** M. Woolliams a un autre amendement.

**M. Woolliams:** Oui. Je serai bref, nous en avons déjà discuté et je sais que nous devons tous aller à la ferme de M. l'Orateur, tout à l'heure. Au fait, à quelle heure levons-nous la séance?

**Le président:** A 17 heures.

**M. Woolliams:** Très bien. Je propose qu'on modifie l'article 3 du bill en supprimant les lignes 24 à 29...

**Le président:** Si vous êtes d'accord, nous pourrions siéger jusqu'à 17 h. 30.

**M. Woolliams:** Je ne pense pas que nous pourrions le faire. Certains d'entre nous doivent retourner chez eux et nous devons ensuite, après la réception de M. l'Orateur...

**Le président:** Je vais vérifier avec le ministre, qui était disposé à rester, mais je ne savais pas que...

**M. Brisco:** N'a-t-il pas été invité?

**M. Woolliams:** Poursuivons.

Je propose qu'on modifie l'article 3 du bill en supprimant les lignes 24 à 29, page 3.

En d'autres termes, je propose que l'on supprime totalement la définition des munitions, pour laisser au juge la responsabilité de définir ce que sont les munitions, en vertu du droit commun. Voilà, c'est tout ce que j'ai à dire là-dessus.

**Le président:** Je vais vous soumettre le second amendement de M. Woolliams.

**M. Woolliams:** Vous le trouverez à la page 3.

**Le président:** Je ne sais pas si la numérotation est la même, mais...

**M. Woolliams:** C'est toujours la même quand c'est moi qui la fait.

**Le président:** M. Woolliams propose qu'on modifie l'article 3 du bill en supprimant les lignes 24 à 29, page 3.

L'amendement est rejeté.

**Le président:** Maintenant, l'autre jour, l'un des membres conservateurs du comité avait accepté, avec l'autorisation du comité, de proposer l'amendement de M. Leggatt, qui est en fait assez semblable à celui de M. Woolliams sur lequel nous venons de voter. Si je ne me trompe, M. Dick est disposé à proposer cet amendement. Il proposait que l'article 3 soit modifié en remplaçant les lignes 25 à 29, page 3, par... mais il me semblait que M. Woolliams désirait supprimer une autre ligne encore. Donc, on demande de remplacer les lignes 24 à 29, page 3, par ce qui suit:

«arme».

**M. Woolliams:** Comment se lirait l'article si l'on supprimait les lignes 25 à 29?

**Le président:** L'article se lirait ainsi:



[Text]

"ammunition" means ammunition for a firearm

and stop there.

**An hon. Member:** That is pretty simple.

**The Chairman:** So this is moved by Mr. Dick on behalf of Mr. Leggatt.

Amendment negated.

**The Chairman:** There is finally the government amendment to the definition of ammunition.

**Mr. Woolliams:** Who proposed that?

**Mr. Fox:** Mr. Chairman, on a procedural point, do you have to read the amendment or is it taken as read since you have already filed it with the table?

**The Chairman:** It has to be moved by someone on the Committee.

**Mr. Fox:** I move that Clause 3 of Bill C-83 be amended by striking out lines 2 to 7 on page 2 and substituting the following:

"ammunition" means ammunition for a firearm and includes any primer or propellant powder that is primarily useful as a component, element or part of ammunition for a firearm;

**Mr. Woolliams:** God help the Canadian people!

**Mr. Fox:** And the French version accordingly.

Amendment agreed to.

**Mr. Woolliams:** That gets rid of that.

**The Chairman:** That finishes the subsection on ammunition.

**Mr. Woolliams:** next amendment is to the definition of firearm.

**Mr. Woolliams:** Will I move that now?

**The Chairman:** Yes, you might as well do that, Mr. Woolliams.

**Mr. Woolliams:** That is on page 4, which is amendment 4 of mine, so they all work together.

I move that the bill be amended in Clause 3 by striking out lines 10 to 18 inclusive at page 2 and substituting the following: —and this is in reference, Mr. Chairman, to the definition of firearm . . .

"firearm" means any barrelled weapon from which any shot, bullet or other missile can be discharged and that is capable of causing serious bodily injury or death to a person and includes anything that can be adapted for use as a firearm;"

The bill reads this way:

"firearm" means any barrelled weapon from which any shot, . . .

[Interpretation]

«munition» désigne les munitions employées pour les armes à feu

et le paragraphe s'arrêterait là.

**Une voix:** C'est assez simple.

**Le président:** Il s'agit d'un amendement proposé par M. Dick au nom de M. Leggatt.

L'amendement est rejeté.

**Le président:** Nous voici maintenant arrivés à l'amendement du gouvernement concernant la définition de «munitions».

**M. Woolliams:** Et qui l'a proposé?

**M. Fox:** Monsieur le président, je soulève un point de procédure: vous faut-il lire l'amendement, ou bien le considère-t-on comme étant déjà lu puisqu'il a déjà été déposé?

**Le président:** Il faut que quelqu'un du Comité le propose.

**M. Fox:** Je propose que l'article 3 du Bill C-83 soit modifié en remplaçant les lignes 24 à 29, page 3, par ce qui suit:

«munitions» désigne les munitions employées pour les armes à feu y compris les amorces ou les poudres principalement utilisées comme éléments constitutifs de munitions pour armes à feu;

**M. Woolliams:** Que Dieu aide le peuple canadien!

**M. Fox:** Je propose également la version anglaise qui y correspond.

L'amendement est adopté.

**M. Woolliams:** Nous en avons enfin fini avec cette partie.

**Le président:** Nous avons terminé le paragraphe sur les munitions.

L'amendement suivant que propose M. Woolliams porte sur la définition des armes à feu.

**M. Woolliams:** Dois-je le proposer dès maintenant?

**Le président:** Oui, aussi bien le faire tout de suite, monsieur Woolliams.

**M. Woolliams:** C'est mon quatrième amendement, à la page 4 de la liste; vous voyez que les nombres correspondent.

Je propose qu'on modifie l'article 3 du bill en remplaçant les lignes 29 à 38, page 2, par ce qui suit:—et je me reporte, monsieur le président, à la définition des armes à feu:

«arme à feu» désigne toute arme, y compris toute chose pouvant être adaptée pour être utilisée comme telle, susceptible, grâce à un canon qui permet de tirer du plomb, des balles ou tout autre projectile, d'infliger des lésions corporelles graves ou la mort à une personne;»

Le paragraphe se lit donc comme suit:

«arme à feu» désigne toute arme, y compris . . .

[Texte]

and we followed that

... bullet or other missile can be discharged and that is capable of causing serious bodily injury or death to a person ...

and then we went on and said, instead of all that other verbiage:

... and includes anything that can be adapted for use as a firearm;

You are leaving out, anyhow, that "any"

includes any frame, barrel, receiver, breech block, firing pin or hammer ...

**Mr. Allmand:** Not our new definition.

**Mr. Woolliams:** No, that is correct. But then, mine was prepared, too, before yours

... of such a barrelled weapon and anything that can be adapted for use as a firearm;

We have not even mentioned the screwdriver, let alone the hammer.

I think mine clarifies it, and the fact you have left out those words—Now, in your own amendment you have substituted all those words "and includes" from "firearm" ...

**The Chairman:** Mr. Lachance.

**Mr. Lachance:** Is it possible to put the two amendments on the table together, because at the moment, technically, we cannot discuss amendments that will be presented in the future.

**Mr. Woolliams:** Oh, I think we can do it technically. We can do anything here.

**Mr. Lachance:** It would be much easier to discuss both of them now.

**Mr. Chairman:** Mr. Lachance, supposing that both amendments may be discussed while only one is being put, I think if the Committee is agreeable we can do it that way.

**Mr. Woolliams:** you were not finished with your explanation of your amendment.

**Mr. Woolliams:** Basically, what you are doing is changing the words:

and includes any frame, barrel, receiver, breech block, firing pin or hammer of such a barrelled weapon and anything that can be adapted for use as a firearm

And you are substituting persons:

and including any frame, barrel or receiver of such a barrelled weapon or anything that can be adapted as use of a firearm.

[Interprétation]

et nous avons fait suivre cela par ce qui suit:

... toute chose pouvant être adaptée pour être utilisée comme telle, ...

au lieu de garder la série d'éléments qui étaient tout à fait inutiles; nous avons conclu de la façon suivante:

... susceptible, grâce à un canon qui permet de tirer du plomb, des balles ou tout autre projectile, d'infliger des lésions corporelles graves ou la mort à une personne;

Si vous avez bien compris, nous laissons donc tomber:

une carcasse, une chambre, un canon, un bloc de culasse, un percuteur ou un chien d'une telle arme ainsi que ...

**M. Allmand:** Ce n'est pas la définition que nous proposons.

**M. Woolliams:** Non, en effet. Mais n'oubliez pas que mon amendement était prêt avant le vôtre; nous avons donc gardé

... toute chose pouvant être adaptée pour être utilisée comme telle, susceptible, grâce à un canon ...

Vous voyez, nous n'avons mentionné ni le tourne-vis, ni encore moins le «marteau».

Mon amendement à moi est beaucoup plus clair; d'ailleurs, le fait que vous ayez supprimé cette liste de termes, dans votre propre amendement, et que vous ayez substitué l'expression «y compris» à partir «d'arme à feu» ...

**Le président:** Monsieur Lachance.

**M. Lachance:** Ne serait-il pas possible de présenter les deux amendements en même temps? Du point de vue technique, il n'est pas bon de discuter des amendements qui seront présentés plus tard.

**M. Woolliams:** Non, il est bien possible de le faire d'un point de vue technique. Nous pouvons faire ce que nous voulons, ici en Comité.

**M. Lachance:** Il serait tellement plus facile de les étudier tous les deux en même temps.

**Le président:** Monsieur Lachance, supposons qu'on discute des deux amendements, même si un seul d'entre eux seulement a été présenté. Si c'est le désir du Comité, nous pouvons procéder ainsi.

Monsieur Woolliams, vous n'aviez pas fini de nous expliquer votre amendement.

**M. Woolliams:** Fondamentalement, il s'agit simplement d'une modification des termes employés:

y compris une carcasse, une chambre, un canon, un bloc de culasse, un percuteur ou un chien d'une telle arme ainsi que toute chose pouvant être adaptée pour être utilisée comme telle ...

Je désire supprimer ce qui suit:

y compris une carcasse, une chambre, un canon ... d'une telle arme ainsi que toute chose pouvant être adaptée pour être utilisée comme telle.

[Text]

There is a lot of difference between yours and mine, except I think mine is clearer. That is my argument.

**Mr. Allmand:** Well, in our proposed amendment we have eliminated things that are not really critical to a firearm—or necessary—but we kept those things that we think are critical. In other words, we have eliminated the breach block, the firing pin, the hammer, but we have kept the frame, the barrel or the receiver which we are advised are the critical parts of a firearm.

**Mr. Dick:** My recollection of the evidence, if I may, was that the barrel was. Really you can exchange barrels, you can do almost anything else. The expert here, he said, "The barrel, you can replace it. It is not worth too much importance." The block, as I remember he said, is the main ingredient for anything and without a block you cannot have anything but if you have the block then you can put any attachment onto it. The essence of his evidence was that if you really want to get into the guts of the problem, name the block and forget all the rest of the junk that you are talking about.

**Mr. Allmand:** The reason, as Mr. Sarchuk says, is that the barrels usually have the serial numbers on them and an identification mark...

**Mr. Dick:** I thought the barrel and the block.

**Mr. Allmand:** Pardon me? No.

**Insp Hoban:** I did not say that the barrel is not important. I said it can be replaced. The reason we want it included is that it does have the serial number stamped on it in many, many cases. It is common practice of Smith and Wesson to stamp the serial number on the barrel and on the receiver. So in the event the barrel is replaced, we wanted that new serial number recorded as well. It is common practice to stamp serial numbers on barrels of weapons.

**Mr. Dick:** And—I am sorry, I was distracted—also, on the block, on the receiver?

**Mr. Allmand:** Who has a gun on them?

**Mr. Dick:** What?

**Mr. Allmand:** I said, if somebody had a gun on them we could demonstrate.

**Insp Hoban:** Yes, they are stamped on the receiver as well and many, many manufacturers stamp them on the barrel, two places.

**Mr. Dick:** So, if you have them on the receiver then you are covered?

**Insp Hoban:** Yes, it makes it more difficult to file it off if you have to file it off in two places rather than in one place.

**Mr. Dick:** Well, I remember the evidence so clearly. I think one indication was that the,—I forget the type; I am not sure; it was not a Winchester or Cooy or something—they do not have serial numbers on the barrel anywhere until another manufacturer just bought them out and started putting them on. But they had them all the time on the receiver or the block but not on the barrel anywhere.

[Interpretation]

Il y a une grande différence entre votre amendement et le mien, et c'est le mien qui me semble le plus clair. Voilà ce que j'en pense.

**M. Allmand:** Dans l'amendement que nous proposons, nous avons supprimé tout ce qui n'était pas unique et essentiel à l'arme à feu, tout en gardant ce qui lui était bien particulier. Autrement dit, nous avons supprimé le bloc de culasse, le percuteur ou le chien de l'arme, tout en gardant la carcasse, la chambre ou le canon qui, comme on l'a fait comprendre, sont des éléments critiques d'une arme à feu.

**M. Dick:** D'après ce que j'ai retenu des témoignages, il me semblait bien que la chambre de l'arme était un élément critique. Si on peut changer la chambre d'une arme, il est alors possible d'en changer presque tous les éléments. Le témoin qui est venu nous faire part de ses connaissances là-dessus nous a bien déclaré qu'il était possible de remplacer la chambre de l'arme, parce qu'elle n'avait pas trop d'importance en soi. Par contre, je me rappelle l'avoir entendu dire que le bloc de culasse était l'élément essentiel de l'arme. Sans le bloc, il n'existe pas d'arme; mais au bloc, il est possible d'attacher n'importe quel accessoire. L'essentiel de son témoignage me porte à croire que si l'on veut vraiment aller au fond du problème, il faudrait simplement mentionner le bloc de culasse, et laisser tomber toute la liste d'éléments inutiles que vous avez mentionnés.

**M. Allmand:** La raison qu'avait donnée M. Sarchuk, c'est que les chambres d'armes portent d'habitude les numéros de série, ce qui permet de les identifier.

**M. Dick:** Je pensais que le témoin avait parlé de numéro de série pour la chambre et le bloc.

**M. Allmand:** Pardon? Non.

**Insp. Hoban:** Je n'ai pas dit que la chambre était un élément de peu d'importance; j'ai simplement dit qu'il était possible de la remplacer. La raison pour laquelle nous voulons l'inclure à la liste, c'est qu'elle porte dans beaucoup de cas un numéro de série. C'est en effet la pratique de graver sur les Smith et Wesson le numéro de série, à la fois sur la chambre et sur le canon. Ainsi, si l'on vient à remplacer la chambre, nous voulons quand même être en mesure de connaître et d'enregistrer le numéro de série. L'habitude veut que l'on grave les numéros de série sur les chambres des armes.

**M. Dick:** Pardon, j'ai été distrait: vous avez dit sur le bloc de culasse, ou sur le canon?

**M. Allmand:** L'un d'entre vous aurait-il une arme à feu?

**M. Dick:** Pardon?

**M. Allmand:** Si quelqu'un avait en sa possession une arme à feu, on pourrait nous faire une démonstration.

**Insp. Hoban:** Oui, les numéros sont gravés sur le canon, mais beaucoup de manufacturiers les gravent également sur la chambre, afin de l'avoir à deux endroits.

**M. Dick:** Par conséquent, il n'y a pas de problème puisque les numéros sont gravés sur le canon?

**Insp. Hoban:** Bien sûr, il est plus difficile de perdre un enregistrement surtout si le numéro est gravé à deux endroits plutôt qu'à un seul.

**M. Dick:** Je me rappelle pourtant bien le témoignage que l'on nous a donné. Je ne me souviens pas, par contre, du genre d'arme dont il s'agissait, car il s'agissait peut-être d'un Winchester ou peut-être d'un Cooy. On nous avait fait remarquer que ces armes ne portaient pas à l'origine de numéro de série gravé dans la chambre, jusqu'à ce qu'un autre manufacturier ne les rachète et ne commence à les



[Texte]

**Insp Hoban:** It is more common to stamp it on the barrel with handguns. It is very common with handguns.

**The Chairman:** Is the Committee ready for the question?

**Some hon. Members:** Question.

**Mr. Woolliams:** Can I just consult a minute?

**The Chairman:** Yes, certainly.

**Mr. Woolliams:** Well, all right, could you put my amendment?

**The Chairman:** Yes.

**Mr. Woolliams' amendment.** Would the Committee like it read?

**Mr. Dick:** Take it as read.

**The Chairman:** You want it read, Mr. Dick, yes.

That Clause 3 be amended by striking out lines 10 to 18 on page 2 and substituting therefore the following: 'firearm means any barrelled weapon from which any shot bullet or other missile can be discharged that is capable of causing serious bodily injury or death to a person and includes anything that can be adapted for use as a firearm'.

Amendment negatived.

• 1700

**The Chairman:** And now we have the government amendment to the same . . .

**Mr. Dick:** I just have to check to see if Mr. Leggatt has one here.

**The Chairman:** I do not believe he does.

**Mr. Dick:** No, he does not.

**The Chairman:** We have a mark on our copy here.

**Mr. Dick:** When you see Leggatt's, just remind me.

**The Chairman:** Yes. We use symbols and our marking is "G" for government, "L" for Leggatt and "W" for Woolliams.

**Mr. Fox:** I move that Clause 3 of Bill C-83 be amended by striking out lines 14 to 18 on page 2 thereof and substituting therefor the following:

person, and includes any frame, barrel or receiver of such a barrelled weapon and anything that can be adapted for use as a firearm.

And the French version accordingly.

**Mr. Dick:** If I could just comment on the government clause, I would urge the Committee to accept the government amendment, all sides of the Committee—I would not want the people on the other side to vote it down, for example—because it is considerably better than what exists right now, even though we do not feel it is quite as clear as was proposed by Mr. Woolliams, it is still much better than what the government had in the original.

[Interprétation]

graver. On a finalement découvert que les numéros avaient toujours été gravés, non pas sur la chambre de l'arme, mais plutôt sur le canon ou sur le bloc.

**Insp. Hoban:** Quand il s'agit de pistolet, il est beaucoup plus courant de voir le numéro de série gravé sur la chambre qu'ailleurs.

**Le président:** Le Comité est-il prêt à passer l'amendement aux voix?

**Des voix:** D'accord.

**M. Woolliams:** Me permettez-vous de délibérer pendant une minute?

**Le président:** Certainement.

**M. Woolliams:** Très bien. Pourriez-vous présenter mon amendement?

**Le président:** Oui.

Voici l'amendement présenté par M. Woolliams. Le Comité désire-t-il que je le lise?

**M. Dick:** Considérons-le comme déjà lu.

**Le président:** Monsieur Dick, voulez-vous que je le lise?

Qu'on modifie l'article 3 du bill en remplaçant les lignes 29 à 38, page 2, par ce qui suit: «arme à feu désigne toute arme, y compris toute chose pouvant être adaptée pour être utilisée comme telle, susceptible, grâce à un canon qui permet de tirer du plomb, des balles ou tout autre projectile, d'infliger des lésions corporelles graves ou la mort à une personne.»

L'amendement est rejeté.

**Le président:** Passons maintenant à l'amendement présenté par le gouvernement sur le même . . .

**M. Dick:** Je veux m'assurer que M. Leggatt n'a pas d'amendement à cet article.

**Le président:** J'ai l'impression qu'il n'en a pas.

**M. Dick:** Non il n'en a pas.

**Le président:** Notre exemplaire est annoté.

**M. Dick:** Lorsque vous rencontrerez un amendement de M. Leggatt, faites-moi signe.

**Le président:** Très bien. Voici les symboles que nous avons utilisés dans notre annotation: «G» pour le gouvernement, «L» pour Leggatt, «W» pour Woolliams.

**M. Fox:** Je propose que l'article 3 du Bill C-83 soit modifié en remplaçant les lignes 30 à 32 page 2, par ce qui suit:

une carcasse, une chambre ou un canon d'une telle arme ainsi que toute chose.

La version anglaise est amendée également.

**M. Dick:** Je voudrais exhorter tous les membres du comité, les membres de tous les partis, à adopter l'amendement du gouvernement car je serais fort ennuyé que les membres de l'opposition le rejettent puis-qu'il constitue une amélioration du libellé actuel. Même si, à notre avis, l'amendement de M. Woolliams est meilleur, il n'en demeure pas moins que ce que nous avons sous les yeux dépasse ce qu'a rédigé le gouvernement au départ.

[Text]

**Mr. Fox:** Delighted to be reporting logic and common sense.

**Mr. Dick:** I hope you do not vote it down now on the other side though. We are trying to make this very nonpartisan and very fair. So I would urge those members opposite to support this.

**Mr. Fox:** Mr. Chairman, I agree with Mr. Dick, I think the Committee is ready for the question.

**An hon. Member:** A free vote on this side.

**An hon. Member:** Much better than the original.

**The Chairman:** All those in favour of Mr. Fox's amendment? Those opposed?

Amendment agreed to.

**Mr. Dick:** Five o'clock, Mr. Chairman.

**The Chairman:** If we are to adjourn at 5 o'clock...

**Mr. Dick:** Thank you.

**The Chairman:** Excuse me, before you go, we should have some discussion on when we meet tomorrow because the Committee has yet made no decision on that point. I wonder if we might have some agreement.

**Mr. Poulin:** Mr. Chairman, may I suggest that consistent with what we have been attempting to do, we continue to meet tomorrow morning, Thursday morning, at 9.30 and then again at 11 o'clock to be able to make significant progress on this bill which I believe we can prior to the end of this week and then hopefully look forward to a determination of it before too long.

**The Chairman:** So there would be two meetings tomorrow.

**Mr. Poulin:** And tomorrow afternoon. What day is tomorrow? Thursday.

**Mr. Dick:** Well, not tomorrow afternoon.

**Mr. Poulin:** Yes, I would suggest tomorrow afternoon as well. The House...

**Mr. Woolliams:** Well, I do not think we can do that. If we have two meetings tomorrow morning I think we are going a long way. You have 43 amendments and if there is any delay, if this bill had been presented—and I am going to say that again—without all these amendments, we would not be pushed and rushed as much as we are, and that is what is causing the delay. We are not causing the delay. I think two meetings tomorrow will be fine. We have some House duty. We have questions at 2 o'clock. Some of us... You see, your Cabinet stays in and you have certain members stay in. Some of us also because we have not got as many just at this stage.

**Mr. Poulin:** Mr. Chairman, may I say to Mr. Woolliams that these amendments have been brought in really because of the good discussion we have had in this Committee.

**Mr. Woolliams:** Cows may come and cows may go, but the bull goes on forever.

[Interpretation]

**M. Fox:** Vous voyez qu'on sait reconnaître la logique et le bon sens.

**M. Dick:** J'espère donc que l'opposition ne le rejettera pas car nous travaillons ici sans partisanerie aucune. J'exhorte donc les membres de l'opposition à appuyer cet amendement.

**M. Fox:** Monsieur le président, je suis d'accord avec M. Dick et j'estime que le comité est prêt à voter.

**Une voix:** De ce côté, le vote sera libre.

**Une voix:** C'est supérieur à l'original.

**Le président:** Quels sont ceux qui approuvent l'amendement de M. Fox? Quels sont ceux qui s'y opposent?

L'amendement est adopté.

**M. Dick:** Monsieur le président, il est 17 h 00.

**Le président:** Si nous levons la séance à 17 h 00...

**M. Dick:** Merci.

**Le président:** Excusez-moi, avant de lever la séance, nous devrions nous entendre sur l'heure de la séance de demain parce que le comité n'a pas encore pris de décision. Peut-être pourrions-nous nous entendre.

**M. Poulin:** Monsieur le président, je propose que nous nous réunissions demain matin, jeudi, à 9 h 30, comme d'habitude, et que nous nous réunissions de nouveau à 11 h 00 afin que, d'ici la fin de la semaine, nous ayons progressé dans l'étude de ce bill et que nous puissions envisager la fin de nos travaux sous peu.

**Le président:** Il y aurait donc deux séances demain.

**M. Poulin:** Et demain après-midi. Quel jour sommes-nous demain? Jeudi?

**M. Dick:** Eh bien, nous ne pouvons pas nous réunir demain après-midi.

**M. Poulin:** Moi je propose que nous le fassions. La Chambre...

**M. Woolliams:** Je ne crois pas que nous puissions faire cela. Après deux séances en matinée, nous aurons accompli beaucoup. Vous présentez 43 amendements qui sont la cause de ce retard. Si le bill avait été présenté, je le répète, sans tous ces amendements, nous ne serions pas bousculés de la sorte. Ce n'est pas nous qui retardons les choses. Je crois que deux séances demain suffiront. Nous devons aussi aller à la Chambre. Il y a la période des questions à 14 h 00. Certains d'entre nous... C'est que les membres du Cabinet restent à la Chambre comme d'autres députés également. Certains d'entre nous doivent également rester car nous ne sommes pas aussi nombreux pour l'instant.

**M. Poulin:** Monsieur le président, j'aimerais faire remarquer à M. Woolliams que ces amendements sont le fruit des excellentes discussions que nous avons eues en comité.

**M. Woolliams:** La substance du bill n'en demeure pas moins la même.



[Texte]

**Mr. Poulin:** Well, that may be, but both Ministers said and it was discussed in the House that this Committee was going to discuss this in detail and attempt to improve the bill. The amendments that are brought in are not difficult to comprehend. It seems to me that we should be able to meet again tomorrow afternoon to go on with this.

**Mr. Dick:** I do not want to sit until 2 o'clock tomorrow morning and 2 next Thursday. Give me a chance to get caught up so I can do something intelligently.

**The Chairman:** Mr. Dick, did you want to make a comment to the Committee?

**Mr. Dick:** I will yield to Mr. Fox at this stage if he wants to make a comment.

**Mr. Fox:** If I may have the indulgence of the Committee for one second, Mr. Chairman, . . .

**The Chairman:** Yes, Mr. Fox.

**Mr. Fox:** . . . I would like to point out that the Minister of Justice, who is at present leading the Canadian delegation at the Habitat Conference in Vancouver, will be back in Ottawa on Monday, Tuesday, and Wednesday next. Next Wednesday evening he has to be back in Vancouver for a meeting of the Attorneys General of all the provinces with the Attorney General of Canada. If we agree to sit on two occasions tomorrow, which would be tomorrow morning at 9.30 and at 11 o'clock, would the Committee be agreeable to having the Minister of Justice as a witness on as many occasions as possible on Monday night, Tuesday and Wednesday?

**The Chairman:** May I just interject. The Minister has said to me that if we are to meet only twice tomorrow he would prefer to meet at 9.30 a.m. and at 3.30 p.m. because that would allow him to go to Cabinet at 11 o'clock. If we are to meet three times he is agreeable to coming but if we meet twice those hours would be more convenient for him if that were agreeable to the Committee.

**Mr. Dick:** The only thing I could say in reply, Mr. Chairman, is that since Mr. Guay announced in the House the other day that he is keeping a tabulation on the attendance, time and dates of all Opposition members, and since this Committee has been sitting and other committees sit—I was hoping one day to get into the House this week. I just would not want to have a zero record for the whole week.

So we could perhaps not sit when the House is sitting.

• 1705

**Mr. Poulin:** We have a vote tomorrow evening. Could we not meet tomorrow evening at eight o'clock and then adjourn again at ten o'clock at the time of the vote tomorrow night?

**Mr. Woolliams:** What you are asking is from 9.30 a.m. to 12.30 p.m.—we are going to go from 9.30 a.m. to 11.00 a.m.

**Mr. Dick:** And 11.00 a.m. to 12.30 p.m.

**Mr. Woolliams:** And 11.00 a.m. to 12.30 p.m. That is two meetings.

[Interprétation]

**M. Poulin:** Si vous voulez, mais les deux ministres ont dit, et on l'a répété à la Chambre, que ce comité examinerait le bill en détail et essaierait de l'améliorer. Les amendements qui ont été présentés ne sont pas difficiles à comprendre. A mon avis, nous pourrions nous réunir demain après-midi et poursuivre nos travaux.

**M. Dick:** Je ne veux pas siéger jusqu'à 2 heures du matin demain, pas plus que jeudi prochain. Il me faut pouvoir récupérer si je veux parler intelligemment.

**Le président:** Monsieur Dick, avez-vous une remarque à faire à l'intention des membres du comité.

**M. Dick:** Je laisse la parole à M. Fox qui a peut-être quelque chose à ajouter.

**M. Fox:** Que les membres du comité soient indulgents, pour un instant . . .

**Le président:** Oui, monsieur Fox.

**M. Fox:** . . . car j'aimerais vous signaler que le ministre de la Justice qui en ce moment dirige la délégation canadienne à la conférence Habitat à Vancouver sera de retour à Ottawa lundi, mardi et mercredi prochain. Mercredi prochain, dans la soirée, il doit retourner à Vancouver pour assister à la rencontre des procureurs généraux de toutes les provinces et du procureur général du Canada. Si nous nous entendons pour siéger à deux reprises demain, c'est-à-dire à 9 h 30 et à 11 h 00 du matin, les membres du comité consentiraient-ils à inviter le ministre de la Justice aussi souvent que possible lundi soir, mardi et mercredi.

**Le président:** Je vous interromps ici. Le ministre m'a dit que si nous nous réunissions à deux reprises demain, il préférerait que ce soit à 9 h 30 et à 15 h 30 parce que cela lui permettrait d'assister à la réunion du cabinet qui a lieu à 11 h 00. Si nous nous réunissons trois fois, il a consenti à être des nôtres, chaque fois, mais si nous ne nous réunissons que deux fois, il préférerait que ce soit à ces heures-là.

**M. Dick:** Je voudrais tout simplement ajouter, monsieur le président, que M. Guay a dit à la Chambre l'autre jour qu'il effectuait un relevé des présences à la Chambre, de l'heure et de la date, pour tous les membres de l'opposition et puisque ce Comité a siégé comme d'autres . . . J'avais espéré pouvoir être présent à la Chambre cette semaine. Je ne voudrais pas qu'on m'inscrive comme absent toute la semaine.

Voilà pourquoi je préférerais qu'on ne siège pas lorsque la Chambre siège.

**M. Poulin:** Nous devons voter demain soir. Pourrions-nous nous réunir demain soir à 20 h 00 et lever la séance à 22 h 00 pour aller voter?

**M. Woolliams:** Vous demandez donc que nous siégeons de 9 h 30 à 12 h 30 . . . Nous siégerons de 9 h 30 à 11 h 00.

**M. Dick:** Et de 11 h 00 à 12 h 30.

**M. Woolliams:** Et de 11 h 00 à 12 h 30. Cela fait deux séances.



[Text]

**Mr. Dick:** Yes.

**Mr. Woolliams:** The Minister feels that he cannot come from 11 o'clock.

**Mr. Allmand:** I will if you want me. I will do whatever you want.

**Mr. Woolliams:** Let us do it tomorrow morning and no other meetings in the afternoon.

**Mr. Fox:** At the same time, I would like to propose that we sit on Monday evening with the Minister of Justice.

**The Chairman:** So Mr. Fox's proposal then is that we sit at 9.30 a.m. and 11.00 a.m., tomorrow, and at 8.00 p.m. on Monday evening.

**Mr. Woolliams:** I hope we have a quorum.

**The Chairman:** Excuse me. I think Mr. Poulin had moved the original motion, had he not?

**Mr. Fox:** Yes, sir.

**The Chairman:** Perhaps he would like to withdraw his motion, or change it.

**Mr. Poulin:** I move then that we sit tomorrow morning from 9.30 a.m. to 11.00 a.m., and from 11.00 a.m., until 12.30 p.m. And no other meeting until Monday, but we would sit Monday evening at the regular time, and then Tuesday morning we would sit at 9.30 a.m. and again at 11.00 a.m.

I would suggest since we are all aiming to end this session that we also sit Tuesday afternoon and Tuesday evening, so that we can look forward to a really busy week next week.

**Mr. Woolliams:** Could we not deal with one clause at a time?

**Mr. Poulin:** The Tuesday after that we might. I think that is the date that Bill C-84 is to be voted on in the morning, so we probably should be in the House for that vote.

**The Chairman:** Mr. Poulin's motion is that we meet...

**Mrs. Campagnolo:** Are you sure you want us all there?

**The Chairman:** ... tomorrow at 9.30 a.m. and at 11.00 a.m. We meet on Monday night at 8.00 p.m. On Tuesday morning at 9.30 a.m. and 11.00 a.m., and on Tuesday afternoon at 3.30 p.m.

**Mr. Poulin:** And Tuesday evening.

**The Chairman:** And Tuesday evening.

**Mr. Dick:** Mr. Chairman, I would support Mr. Poulin's motion, if at this time he would delete Tuesday afternoon and Tuesday evening of next week to give us a chance to get close to the time to see how things are going. I think if we have that and the following Thursday we may be in good shape.

**The Chairman:** Is it agreeable that at this time we leave the matter open, but at this time we agree to sit tomorrow at 9.30 a.m., and 11.00 a.m. Monday night at 8.00 p.m., and Tuesday morning at 9.30 a.m. and 11.00 a.m.

[Interpretation]

**M. Dick:** Oui.

**M. Woolliams:** Mais le ministre a dit qu'il ne pouvait pas venir demain à 11 h 00.

**M. Allmand:** Je viendrai si vous me demandez de venir. Je suis à votre entière disposition.

**M. Woolliams:** Eh bien réunissons-nous demain matin, c'est tout.

**M. Fox:** J'aimerais proposer en même temps que nous nous réunissions lundi soir alors que le ministre de la Justice pourrait être présent.

**Le président:** M. Fox propose que nous nous réunissions demain à 9 h 30 et à 11 h 00 de même qu'à 20 h 00 lundi soir.

**M. Woolliams:** J'espère que nous aurons le quorum.

**Le président:** Excusez-moi. Je crois que c'est monsieur Poulin qui a proposé cette motion, n'est-ce pas?

**M. Fox:** Oui monsieur.

**Le président:** Peut-être pourrait-il retirer sa motion ou la modifier.

**M. Poulin:** Je propose que nous nous réunissions demain de 9 h 00 à 11 h 00 et de 11 h 00 à 12 h 30. Je propose que nous n'ayons pas de séance d'ici lundi mais que lundi soir nous nous réunissions à l'heure habituelle, de même que mardi matin, à 9 h 00 et à 11 h 00.

Je propose également, puisque nous voulons tous en terminer avec cette session, que nous nous réunissions également mardi après midi et mardi soir de sorte que la semaine prochaine soit bien remplie.

**M. Woolliams:** Ne pourrions-nous pas nous en tenir à un article à la fois?

**M. Poulin:** Le mardi suivant peut-être. Je crois que c'est ce jour-là que nous voterons sur le Bill C-84, dans la matinée, et nous devrions peut-être être à la Chambre pour l'occasion.

**Le président:** La motion de M. Poulin demande que...

**Mme Campagnolo:** Êtes-vous sûr de nous vouloir tous là?

**Le président:** ... nous nous réunissions demain à 9 h 30 à 11 h 00. Que nous nous réunissions lundi soir à 20 h 00. Que mardi nous nous réunissions à 9 h 30, à 11 h 00 et à 15 h 30.

**M. Poulin:** Et mardi soir également.

**Le président:** Et mardi soir également.

**M. Dick:** Monsieur le président, j'appuierais la motion de M. Poulin si elle ne contenait pas l'approbation de réunions pour mardi après-midi et mardi soir et je préférerais que nous attendions de voir comment les choses se dérouleront avant de prendre une décision. Je crois que si ces deux réunions de la matinée sont tenues de même que deux réunions le jeudi suivant, les choses iront bon train.

**Le président:** Convenons-nous donc de ne pas prendre de décision pour l'instant et de nous réunir demain à 9 h 30 et à 11 h 00. De même que lundi soir à 20 h 00 et mardi matin à 9 h 30 et à 11 h 00.

[Texte]

**Mr. Poulin:** May I just say, Paul, before we go on, that the Minister of Justice will be here Monday, Tuesday and Wednesday only of next week. That was the purpose of my saying that. When we have the Minister of Justice here, surely we should be . . .

**Mr. Dick:** But we are going through clause by clause. We are not having general discussion.

**Mr. Poulin:** No, but the Minister will be here on clause-by-clause discussion.

**The Chairman:** May I ask the Committee members to remain until this discussion is finished. Mr. McCleave.

**Mr. McCleave:** Mr. Chairman, all I was going to do was suggest out of the wholesomeness of a wholesome mind that you and a steering committee sit down and decide the fate of this Committee for the next week and present it to us at the tail end of tomorrow's meeting. I think I can perfectly accept the idea of the 9.30 a.m. to 12.30 p.m. meeting tomorrow and thereafter that instead of our looking like fools in the Minutes of this proceeding, before all of the people of Canada who have been trying to follow our deliberations . . .

**Mr. Poulin:** Mr. Chairman, may I just follow that.

**Mr. McCleave:** Just a moment. I am not finished, Mr. Poulin. I have waited around, and four other people have suddenly surged by me when I put my hand up first. So I am trying to make a reasonable suggestion. If I do not then I am sure I will hear from people that I have not. Accept the idea of the meetings tomorrow, and then somehow, some way, the Committee in its wisdom through a steering committee come in with some proposal about what we do with the rest of our time. That is all I am suggesting.

**Mr. Poulin:** Mr. Chairman, may I suggest that I alter in the course of Mr. Dick's latter suggestion that we only go on those meetings I have suggested until Tuesday next at 12.30 p.m.

**The Chairman:** All right.

**Mr. Poulin:** Then we will deal with Tuesday afternoon.

**The Chairman:** The motion then is that we meet tomorrow twice; on Monday night and on Tuesday morning.

**Mr. Fox:** Right on. That is quite agreeable.

**The Chairman:** Agreed.

**Some hon. Members:** Agreed.

**The Chairman:** The meeting is adjourned until tomorrow morning at 9.30 a.m.

[Interprétation]

**M. Poulin:** Paul, avant de poursuivre, j'aimerais vous signaler que le ministre de la Justice sera ici lundi mardi et mercredi prochains seulement. Voilà pourquoi je proposais toutes ces réunions. Si le ministre de la Justice est ici, nous voudrions certainement . . .

**M. Dick:** Mais nous en sommes à l'étude article par article. Il ne s'agit pas d'une discussion générale.

**M. Poulin:** Mais le ministre participera à notre discussion du Bill article par article.

**Le président:** Puis-je demander aux membres du Comité de ne pas sortir avant la fin de cette discussion.

**M. McCleave:** Monsieur le président, je voulais faire une proposition saine qui émane d'un esprit sain, à savoir que vous réunissiez le comité directeur et que vous décidiez du sort de ce Comité au cours de la semaine prochaine et que vous nous fassiez part de votre décision à la fin de la réunion de demain. Je crois que je peux accepter l'idée d'une réunion qui durera de 9 h 30 à 12 h 30 demain, mais afin d'éviter que nos propos soient des propos absolument stupides, consignés au compte rendu, propos que peuvent lire tous les Canadiens que nos délibérations intéressent . . .

**M. Poulin:** Monsieur le président, j'aimerais ajouter quelque chose.

**M. McCleave:** Un instant, je n'ai pas terminé. J'ai attendu et, lorsque j'ai levé la main, quatre personnes soudainement se sont éclipsées. J'essaie tout simplement de faire une proposition raisonnable. Si elle ne l'est pas, qu'on me le dise. Qu'on accepte l'idée de deux réunions demain et qu'on trouve une façon, par le biais du comité directeur, de proposer un emploi du temps qui nous convienne. Voilà ce que je propose.

**M. Poulin:** Monsieur le président, à la suite de la dernière proposition de M. Dick, je propose que nous nous en tenions aux réunions que j'ai proposées jusqu'à mardi prochain à 12 h 30.

**Le président:** Très bien.

**M. Poulin:** A ce moment-là, nous verrons ce que nous ferons mardi après-midi.

**Le président:** La motion demande que nous nous réunissions demain à deux reprises, lundi soir et mardi matin.

**M. Fox:** Très bien. Cela est tout à fait convenable.

**Le président:** D'accord.

**Des voix:** D'accord.

**Le président:** La séance est levée jusqu'à demain matin 9 h 30.

WITNESSES—TÉMOINS

*From the Department of the Solicitor General:*

Mr. R. Gualtieri, Coordinator, Working Group on Gun Control

*From the R.C.M.P.:*

Inspector R. Hoban

*From the Department of Justice:*

Mr. A. Sarchuk, Senior Legal Counsel

*Du ministère du Solliciteur général:*

M. R. Gualtieri, Coordonnateur, Groupe de travail sur le contrôle des armes à feu.

*De la G.R.C.:*

Inspecteur R. Hoban

*Du ministère de la Justice:*

M. A. Sarchuk, avocat-conseil.



HOUSE OF COMMONS

Issue No. 63

Thursday, June 10, 1976

Chairman: Mr. Mark MacGuigan

CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule n° 63

Le jeudi 10 juin 1976

Président: M. Mark MacGuigan

Government  
Publications

*Minutes of Proceedings and Evidence  
of the Standing Committee on*

## Justice and Legal Affairs

*Procès-verbaux et témoignages  
du Comité permanent de la*

## Justice et des questions juridiques

RESPECTING:

Bill C-83, Criminal Law Amendment  
Act (No. 1), 1976.

CONCERNANT:

Bill C-83, Loi de 1976 modifiant  
le droit pénal, n° 1.

APPEARING:

The Honourable Warren Allmand,  
Solicitor General of Canada and  
Acting Minister of Justice.

COMPARAÎT:

L'honorable Warren Allmand,  
Solliciteur général du Canada  
et ministre suppléant de la Justice.

WITNESSES:

(See back cover)

TÉMOINS:

(Voir à l'endos)

First Session

Thirtieth Parliament, 1974-75-76

Première session de la

trentième législature, 1974-1975-1976

STANDING COMMITTEE ON JUSTICE  
AND LEGAL AFFAIRS

*Chairman:* Mr. Mark MacGuigan

*Vice-Chairman:* Mr. Yvon Pinard

Messrs.

Brisco	Dick
Campagnolo (Mrs.)	Fairweather
Caouette	Fox
(Villeneuve)	Friesen
Côté	Guay ( <i>Lévis</i> )

COMITÉ PERMANENT DE LA JUSTICE  
ET DES QUESTIONS JURIDIQUES

*Président:* M. Mark MacGuigan

*Vice-président:* M. Yvon Pinard

Messieurs

Lachance	McCleave
Leggatt	Milne
Loiselle	Olivier
( <i>Chambly</i> )	Towers
Marceau	Woolliams—(20)

(Quorum 11)

*Le greffier du Comité*

Lois A. Cameron

*Clerk of the Committee*

Pursuant to S.O. 65(4)(b)

On Thursday, June 10, 1976:

Mr. Anderson replaced Mr. Guay (*Lévis*)  
Mr. Côté replaced Mr. Poulin  
Mr. Guay (*Lévis*) replaced Mr. Anderson

Conformément à l'article 65(4)b) du Règlement

Le jeudi 10 juin 1976:

M. Anderson remplace M. Guay (*Lévis*)  
M. Côté remplace M. Poulin  
M. Guay (*Lévis*) remplace M. Anderson

## MINUTES OF PROCEEDINGS

THURSDAY, JUNE 10, 1976  
(70)

[Text]

The Standing Committee on Justice and Legal Affairs met at 9:55 o'clock a.m. this day, the Chairman, Mr. Mark MacGuigan, presiding.

*Members of the Committee present:* Mr. Anderson, Mrs. Campagnolo, Messrs. Côté, Dick, Fox, Guay (*Lévis*), Lachance, Loiselle (*Chambly*), MacGuigan, Marceau, McCleave, Milne, Olivier, Pinard, Poulin, Towers and Woolliams.

*Appearing:* The Honourable Warren Allmand, Solicitor General of Canada and Acting Minister of Justice.

*Witnesses: From the Ministry of the Solicitor General:* Mr. R. Moncur, Assistant Co-ordinator, Working Group on Gun Control. *From the R.C.M.P.:* Inspector R. Hoban. *From the Department of Justice:* Mr. A. Sarchuk, Senior Legal Counsel.

The Committee resumed consideration of Bill C-83, An Act for the better protection of Canadian society against perpetrators of violent and other crime (Criminal Law Amendment Act (No. 1), 1976).

By unanimous consent, the Committee resumed consideration of Clause 2 and Mr. Woolliams' proposed motion,—That Bill C-83 be amended so as all regulations to be made by Governor-in-Council in reference to the control and licensing of firearms and other offensive weapons be presented to Parliament by a positive resolution and subject to Parliament's approval or rejection before such said regulations become law and part of the substantive law and before that part of the said Bill in reference to the control and licensing of firearms and other offensive weapons receives Royal Assent.

The Minister made a statement thereon, and with the witnesses, answered questions.

After further debate, the motion was, by unanimous consent, withdrawn.

Clause 2 carried.

The Committee resumed debate on Clause 3.

Mr. Fox moved,—That Clause 3 be amended by striking out lines 21 to 34 on page 2 and substituting therefor the following:

““licensing officer” means any person who has been designated in writing as a licensing officer by the Commissioner or the Attorney General or who is a member of a class of persons that has been so designated;

“local registrar of firearms” means any person who has been designated in writing as a local registrar of firearms by the Commissioner or the Attorney General or who is a member of a class of police officers or police constables that has been so designated;”

After debate, the question being put on the amendment, it was agreed to.

Mr. Woolliams moved,—That Clause 3 be amended by striking out lines 41 to 44 inclusive on page 2 and lines 1 to 13 inclusive on page 3 and substituting therefor the following:

## PROCÈS-VERBAL

LE JEUDI 10 JUIN 1976  
(70)

[Traduction]

Le Comité permanent de la justice et des questions juridiques se réunit aujourd'hui à 9 h 55, sous la présidence de M. Mark MacGuigan (président).

*Membres du Comité présents:* M. Anderson, M<sup>me</sup> Campagnolo, MM. Côté, Dick, Fox, Guay (*Lévis*), Lachance, Loiselle (*Chambly*), MacGuigan, Marceau, McCleave, Milne, Olivier, Pinard, Poulin, Towers et Woolliams.

*Comparaît:* L'honorable Warren Allmand, Solliciteur général du Canada et ministre suppléant de la Justice.

*Témoins: Du ministère du Solliciteur général:* M. R. Moncur, coordonnateur adjoint, Groupe de travail sur le contrôle des armes à feu. *De la G.R.C.:* Inspecteur R. Hoban. *Du ministère de la Justice:* M. A. Sarchuk, avocat-conseil.

Le Comité reprend l'étude du bill C-83, Loi pour mieux protéger la société canadienne contre les auteurs de crimes violents et autres crimes (Loi de 1976 modifiant le droit pénal, n° 1).

Du consentement unanime, le Comité poursuit l'étude de l'article 2 et de la motion proposée de M. Woolliams,—Qu'on modifie le bill C-83 de façon que tous les règlements établis par le gouverneur en conseil relativement au contrôle et à l'autorisation de posséder des armes à feu et autres armes offensives soient présentés au Parlement par résolution formelle et soumis à son approbation ou son rejet avant de devenir règles de droit et de faire partie du droit positif et avant que soit sanctionné la partie du présent bill ayant trait au contrôle et à l'autorisation de posséder des armes à feu et autres armes offensives.

Le ministre fait une déclaration; le ministre et les témoins répondent ensuite aux questions.

Après débat, du consentement unanime, la motion est rejetée.

L'article 2 est adopté.

Le Comité poursuit le débat sur l'article 3.

M. Fox propose: Que l'article 3 soit modifié en remplaçant les lignes 33 à 46, page 3, par ce qui suit:

««préposé aux autorisations» désigne toute personne qui a été désignée par écrit en qualité de préposé aux autorisations par le commissaire ou le procureur général ou qui fait partie d'une catégorie de personnes qui a été ainsi désignée;

«registraire local d'armes à feu» désigne toute personne qui a été désignée par écrit en qualité de registraire local d'armes à feu par le commissaire ou le procureur général ou qui fait partie d'une catégorie d'officiers ou d'agents de police qui a été ainsi désignée;»

Après débat, l'amendement, mis aux voix, est adopté.

M. Woolliams propose:—Qu'on modifie l'article 3 du bill en remplaçant les lignes 42 à 44, page 2, et 1 à 15, page 3, par ce qui suit:



"or report of a firearm, or

(b) any knife that has a blade that opens automatically by gravity or centrifugal force or by hand pressure applied to a button, spring or other device in or attached to the handle of the knife."

After debate, the motion was, by unanimous consent, withdrawn.

Mr. Fox moved,—That Clause 3 be amended by striking out line 4 on page 3 thereof and substituting therefor the following:

"(c) any firearm, not being a restricted weapon described in paragraph (c) of the definition of that expression in this section, that is designed,"

After debate, the question being put on the amendment, it was agreed to.

Mr. Fox moved,—That Clause 3 be amended by striking out lines 8 and 9 on page 3 thereof and substituting therefor the following:

"(d) a weapon of any kind, not being an antique or a firearm of a kind commonly"

After debate, the question being put on the amendment, it was agreed to.

Mr. Woolliams moved,—That Clause 3 be amended at page 3 by striking out lines 24 to 41 inclusive and substituting therefor the following:

"(b) any firearm that is less than twenty-six inches in length or that is designed or adapted to be fired when reduced to a length of less than twenty-six inches by folding, telescoping or otherwise,

(c) any firearm designed, altered or intended to fire bullets in rapid succession during one pressure of the trigger, or

(d) any firearm described in the preceding paragraphs (a), (b) or (c) that is or appears to be inoperable."

After debate, the amendment was, by unanimous consent, withdrawn.

Mr. Fox moved,—That Clause 3 be amended by striking out lines 35 and 36 on page 3 thereof and substituting therefor the following:

"telescoping or otherwise,

(c) any firearm that is designed, altered or intended to fire bullets in rapid succession during one pressure of the trigger and that, on June 1, 1976, was registered as a restricted weapon and formed part of a gun collection in Canada of a *bona fide* gun collector, or

(d) a weapon of any kind, not being a"

After debate, the question being put on the amendment, it was agreed to.

By unanimous consent, it was agreed that the Committee proceed to consider Clause 3, section-by-section.

«ou la détonation d'une arme à feu, ou

b) tout couteau dont la lame s'ouvre automatiquement par gravité ou force centrifuge ou par pression manuelle sur un bouton, un ressort ou autre dispositif qui se trouve dans le manche ou y est attaché;»

Après débat, du consentement unanime, la motion est réservée.

M. Fox propose,—Que l'article 3 soit modifié en remplaçant la ligne 5, page 3, par ce qui suit:

«c) toute arme à feu, autre qu'une arme à autorisation restreinte telle que décrite à l'alinéa c) de la définition de cette expression au présent article, destinée de par sa»

Après débat, l'amendement, mis aux voix, est adopté.

M. Fox propose,—Que l'article 3 soit modifié en remplaçant la ligne 11, page 3, par ce qui suit:

«une antiquité ni une arme à feu d'un genre»

Après débat, l'amendement, mis aux voix, est adopté.

M. Woolliams propose,—Qu'on modifie l'article 3 du bill a) en remplaçant les lignes 8 à 28, page 2, par ce qui suit:

«b) toute arme à feu qui mesure moins de 26 pouces de longueur ou qui est conçue ou adaptée pour tirer lorsqu'elle est réduite à une longueur de moins de vingt-six pouces par repliement, emboîtement ou autrement,

c) toute arme à feu destinée, de par sa construction ou ses modifications, à permettre de tirer plusieurs balles en succession rapide pendant la durée d'une pression sur la détente, ou

d) toute arme à feu décrite aux alinéas a), b), ou c) précédents, qui est ou semble être inutilisable b) en remplaçant les lignes 4 à 9, page 3, par ce qui suit: «y est attaché, ou»

Après débat, du consentement unanime, l'amendement est réservé.

M. Fox propose,—Que l'article 3 soit modifié en remplaçant les lignes 21 et 22, page 2, par ce qui suit:

«ou autrement,

c) toute arme à feu destinée, de par sa construction ou ses modifications, à permettre de tirer rapidement plusieurs balles pendant la durée d'une pression sur la détente et qui, le 1<sup>er</sup> juin 1976, était enregistrée comme arme à autorisation restreinte et faisait partie d'une collection d'armes à feu au Canada d'un collectionneur d'armes à feu de bonne foi, ou

d) n'importe quelle arme qui n'est ni»

Après débat, l'amendement, mis aux voix, est adopté.

Du consentement unanime, il est convenu que le Comité entreprenne l'étude de l'article 3, section par section.

Section 82(1), as amended, carried.

Section 82(2) was allowed to stand.

Sections 83, 84, 85, 86 and 87 carried.

At 12:33 o'clock p.m. the Committee adjourned until 8:00 o'clock p.m. on Monday, June 14, 1976.

Le paragraphe 82(1), modifié, est adopté.

Le paragraphe 82(2) est réservé.

Les articles 83, 84, 85, 86 et 87 sont adoptés.

A 12 h 33, le Comité suspend ses travaux jusqu'au lundi 14 juin 1976, à 20 heures.

*Le greffier du Comité*

Lois A. Cameron

*Clerk of the Committee*

## EVIDENCE

(Recorded by Electronic Apparatus)

Thursday, June 10, 1976.

• 0956

[Text]

**The Chairman:** The meeting will come to order. With reference to Clause 2, which we stood, and the motion at that point by Mr. Woolliams, I believe the solicitor General has a comment he would like to make. Mr. Allmand.

**Hon. Warren Allmand (Solicitor General of Canada):** Mr. Chairman, members of the Committee, following the discussion in this Committee on Tuesday with respect to an examination of the regulations on firearms licensing and permits, I have had this discussed with some of our officials and with Mr. Basford, and we have agreed to do the following:

First, in the fall we would move a resolution in the House of Commons to refer the original draft regulations on firearms licensing and permits to the Justice Committee for examination and report.

Two, we would not proclaim the gun licensing and permits section until the Justice Committee reports, although we might proclaim other parts of Bill C-83.

Three, we would continue to press for the passage of Bill C-83 as quickly as possible;

Four, we would stipulate that the Justice Committee report back to the House of Commons by December 1.

Five, this commitment would not apply to future amendments to the regulations.

Six, this commitment would not prevent the government from consulting privately with representative groups in the community and provincial governments.

Mr. Chairman, we examined the Code once more with respect to regulation-making powers, and we find that some of the statements made in the Committee are exaggerated. For example, we find that in the present law with respect to firearms there are several regulation-making sections.

First, there is a section to designate areas where minors can hunt for food or family support. There is a section that provides that the restricted and prohibited weapons can be added to. And there is a section for the RCMP Commissioner to specify forms, records, those who may issue permits, and information needed for a registry. These are going to be carried over to the new bill and are not new powers.

Other regulations, which are in the bill, are regulations to provide the classes of persons who can act as guarantors, conditions of fitness, persons who can be licensing officers, and fees. These are not offence-creating sections and no penalty is provided.

## TÉMOIGNAGES

(Enregistrement électronique)

Le jeudi 10 juin 1976

[Interpretation]

**Le président:** A l'ordre s'il vous plaît. Le Solliciteur général va faire une mise au point concernant l'article 2 qui a été réservé ainsi que la motion présentée par M. Woolliams. La parole est à M. Allmand.

**L'hon. Warren Allmand (Solliciteur général du Canada):** Monsieur le président, madame et messieurs, à l'issue de la discussion qui a eu lieu au Comité mardi dernier relativement aux règlements régissant les autorisations et permis d'armes à feu, j'ai discuté de cette question avec certains de mes adjoints ainsi qu'avec M. Basford, à la suite de quoi la décision suivante a été prise:

Premièrement, à l'automne prochain, une résolution sera déposée à la Chambre des communes, renvoyant les projets de règlements sur les autorisations et permis d'armes à feu au Comité de la justice, aux fins d'examen et de rapport.

Deuxièmement, l'article traitant des autorisations et permis d'armes à feu ne sera pas promulgué tant que le Comité de la justice n'aura pas soumis son rapport, bien que nous nous réservions le droit de promulguer d'autres parties du Bill C-83.

Troisièmement, nous continuons à préconiser l'adoption aussi rapide que possible du Bill C-83;

Quatrièmement, le Comité de la justice sera invité à faire rapport à la Chambre des communes au plus tard le premier décembre prochain;

Cinquièmement, cet engagement ne s'appliquera pas aux modifications futures apportées aux règlements;

Sixièmement, cet engagement n'empêche pas le gouvernement de consulter en privé des groupes représentatifs de la collectivité ainsi que des autorités provinciales.

Monsieur le président, après avoir examiné les articles du Code traitant du pouvoir de réglementation, nous avons constaté que certaines déclarations faites devant le Comité étaient exagérées. Ainsi, la Loi sur les armes à feu actuellement en vigueur comporte plusieurs articles de réglementation.

Il y a un article qui énumère les régions où les enfants mineurs sont autorisés à chasser soit pour trouver de la nourriture, soit pour subvenir aux besoins de leur famille. Un article stipule également qu'on peut étendre la liste des armes prohibées et à autorisation restreinte. Enfin, un article invite le commissaire de la Gendarmerie royale du Canada à établir formulaires et dossiers, à établir la liste de ceux qui sont autorisés à délivrer des permis ainsi qu'à préciser les renseignements exigés par les régistres. Toutes ces dispositions seront reprises dans le nouveau bill et ne constituent dès lors pas de nouveaux pouvoirs.

D'autres règlements prévus au présent bill stipulent les conditions à remplir par les personnes agissant comme répondants, les conditions d'aptitude, les personnes autorisées à agir comme préposés aux autorisations ainsi que les redevances. Tous ces articles ne peuvent pas donner lieu à délits et des amendes ne sont donc pas prévues.



**[Texte]**

There are, however, some regulation sections that deal with businesses: for example, the conditions of transporting firearms; the conditions of dealer suitability; the conditions of mail-order sales; conditions of handling, storage, and display of firearms; and the conditions of record keeping. These are regulations that could provide for offences or violations, but they all apply to businesses and not to individuals.

I might point out that there are other criminal statutes, such as the Narcotic Control Act, that provide for extensive regulation: for example, who may import controlled drugs; who can grow heroin and other drugs; who can sell them. These are very extensive sections. The Criminal Code itself, under Section 661, provides for regulations with respect to how a prison term should be served; Section 671 provides regulations on collecting fines; Section 438 has regulations with respect to rules of court procedure. I am not even going to mention the Food and Drugs Act, which provides for very extensive powers of regulation that have criminal consequences.

In any case we believe that it would be a good thing in this situation to refer all our draft regulations to the Justice Committee and we will do that in the fall as I have stated.

**The Chairman:** Mr. Dick has inquired whether or not you have any copies of that statement.

• 1000

**Mr. Allmand:** I had one copy and I gave it away. By the way, it is not written in legal form, Mr. Woolliams, as you notice. And I have also said to Mr. Woolliams that if he has some suggestions, or if the Committee has suggestions, for improving this proposal before the fall, we would be pleased to listen to those proposals. But in principle we are agreed to go ahead and do that.

**The Chairman:** Mr. Woolliams.

**Mr. Woolliams:** I would like to make some copies. I am giving you a copy of this. You will recall that I made an undertaking to give Mr. Bob Stanbury the list of the various Orders in Council I referred to.

Before dealing with the statement, I want to say that in my amendment when I moved it I naturally realized that in any amendment there are many things about the bill that cannot be changed. I am not being critical of the Liberal government, but with a majority generally bills get through. If they do not get through on something very substantial, it would be a vote of non confidence in the government. So you are working on that system. So when I moved this amendment I thought it was best I could get out of a bad package. In other words, I still want to lay down a very strong objection, which I will not succeed in.

I want to point out that it is my experience—and I believe the experience of legal scholars and lawyers and other people that are knowledgeable—that legislation by Order in Council is gradually and slowly growing up. I guess part of the reason for that is the complexity in the business of governments generally today; our sessions are about three to four times as long as they ever were before, so a lot of the legislation is brought in by Order in Council.

**[Interprétation]**

Toutefois certains articles s'appliquent à des entreprises commerciales; ainsi les conditions régissant le transport d'armes à feu, les conditions à remplir pour pouvoir faire le commerce d'armes à feu, les modalités de ventes par correspondance, les modalités de maniement, de l'entreposage et de l'étalage d'armes à feu ainsi que la tenue de livres. Tous ces règlements peuvent donner lieu à délits, mais ils s'appliquent uniquement aux commerçants et non pas aux particuliers.

J'ajouterai à ce propos qu'il existe d'autres lois pénales comme par exemple, la Loi sur les stupéfiants laquelle elle aussi comporte de nombreux règlements, entre autres, qui est autorisée à importer des médicaments contrôlés, qui est autorisée à produire de l'héroïne et d'autres drogues et qui est autorisée à les vendre. Il s'agit là d'articles fort importants. Le Code pénal lui-même aux termes de l'article 661 prévoit les modalités selon lesquelles les peines de prison seront purgées; l'article 671 prévoit les modalités de perception des amendes; l'article 438 comporte des règlements régissant la procédure des tribunaux; sans parler de la Loi sur les aliments et les drogues qui comporte d'importants pouvoirs de réglementation ayant des répercussions pénales.

En tout état de cause, il est souhaitable à notre avis de soumettre tous les projets de règlement au comité de la Justice et c'est ce qui sera fait dès l'automne prochain.

**Le président:** M. Dick voudrais savoir si vous avez des exemplaires de votre déclaration.

**M. Allmand:** J'ai donné l'unique exemplaire que j'avais. Vous remarquerez d'ailleurs monsieur Woolliams que ma déclaration n'est pas rédigée en langage juridique. Si les membres du comité ont des suggestions à faire pour améliorer cette proposition avant l'automne, nous ne manquerons pas d'en tenir compte. Mais en principe c'est ce qui sera fait.

**Le président:** Monsieur Woolliams.

**M. Woolliams:** Je vais en faire faire des copies, et je vous remets une copie de ce document-ci. Vous vous souviendrez sans doute que j'avais promis de remettre à M. Bob Stanbury la liste des décrets en conseil que j'avais mentionnés.

Avant de discuter de la déclaration du ministre, je tiens à souligner qu'en déposant mon amendement je me rendais fort bien compte que bien des dispositions du bill resteraient malgré tout inchangées. Mon propos n'est pas de critiquer le Gouvernement libéral, mais simplement de constater qu'un gouvernement majoritaire peut toujours faire adopter un bill. En effet le rejet d'un bill majeur reviendrait à un vote de défiance. Donc mon amendement vise simplement à tirer le meilleur parti possible de ce que je considère un mauvais projet de loi.

Moi-même ainsi que de nombreux spécialistes des questions juridiques ont pu constater que le pouvoir de légiférer par décret en conseil prend de plus en plus d'extension. La raison en est, entre autre, la complexité croissante des gouvernements d'aujourd'hui, nos sessions étant en effet 3 ou 4 fois plus longues que naguère.

## [Text]

Although I am moving the amendment, and I appreciate the Minister has gone a long way in coming to the terms and conditions of my amendment, I want to make it very clear to this Committee, and I will make it very clear if this bill reaches third reading—and at the speed we are going I am sure it will—that I am, Mr. Chairman, against legislation, particularly in the criminal field, by Order in Council. But this is the best that I can achieve in my function as the head of the Justice caucus for the Progressive Conservative Party, and also as a member of the opposition opposing this kind of method of bringing in rules and regulations that are not known to the people, and are only published in gazettes. This makes it very difficult for the legal profession when people are faced with such charges; it is very difficult for the people themselves because we are dealing with the liberty of the subjects.

Now, having said that, let us take a look at what this bill was going to do and what it will do. In spite of the homework the Minister has done to point out certain sections of the code where law is implemented by Order in Council, this is what—you will all have a copy of this in a few minutes when Walter gets back.

At Section 82.(1) (d), page 3, lines 11 to 13, you have, under Order in Council, the definition of prohibited weapon other than a shotgun or a rifle used for sporting and hunting purposes and it is left to the Governor in Council.

On page 3, lines 39 to 41, the definition of “restricted” . . .

Would you hand those out and I will wait for a few moments so everybody can follow me.

While those are being handed out I might tell you that we xeroxed the sections of the bill dealing with this, so that you will have the complete package to refer to them very quickly.

**Mr. Poulin:** Mr. Chairman, while Mr. Woolliams is having these passed out maybe I could raise my point on how much I commend him for the reasonable attitude he is taking in view of the statement made by the Minister. I think it is very conducive to advancing the bill, and I personally commend him for it.

**The Chairman:** Thank you.

**Mr. Dick:** Is that for your party, or personally?

**Mr. Poulin:** I am speaking, certainly, on my own behalf when I say that, and I mean it too.

**Mr. Woolliams:** I am sorry they are not in French. If everybody has a copy, on page 3, lines 39 to 41, the definition of restricted weapons other than a shotgun or a rifle used for sporting or hunting purposes is left to the Governor in Council.

Proposed Section 87.(4) (b), saving provision for “Possession elsewhere than a place authorized”, and “Possession of unregistered restricted weapons” leave reasons for having temporary permits to “regulations.”

## [Interpretation]

Bien que je sois reconnaissant au ministre d'avoir tenu compte dans une large mesure des dispositions prévues dans mon amendement, je tiens néanmoins à préciser que je m'oppose en principe au pouvoir de légiférer par décret en conseil, surtout en matière pénale. Mais c'est le maximum de ce que je peux obtenir en tant que porte-parole du parti Conservateur pour les questions juridiques; de plus en ma qualité de député de l'Opposition, je m'élève contre cette façon d'adopter des règlements inconnus du public et publiés uniquement dans les Journaux officiels. Ceci complique la tâche des avocats chargés de la défense des inculpés et rend également la vie difficile aux inculpés eux-mêmes, car ces dispositions touchent à la liberté individuelle.

Ceci dit, voyons ce que ce bill se propose de faire et ce qu'il va effectivement réaliser. En dépit des exemples cités par le ministre de l'administration de la loi par décrets en conseil, vous aurez tous un exemplaire lorsque Walter sera de retour.

L'article 82.(1) (d) à la page 3 lignes 10 à 15 stipule ce qui suit: n'importe quelle arme qui n'est ni un fusil ni une carabine— utilisée— pour la chasse ou le sport est par décret du gouvernement en conseil déclarée être une arme prohibée.

A la page 3 ligne 39 à 41 figure la définition d'armes à autorisation restreinte . . .

Vous voulez bien distribuer ces documents et j'attendrai jusqu'à ce que tout le monde les ait reçus pour qu'on puisse me suivre.

J'ai fait photocopier les articles du bill traitant de ces questions ce qui vous permettra de vous y retrouver facilement.

**M. Poulin:** Pendant qu'on fait la distribution, je tiens à féliciter M. Woolliams de l'attitude raisonnable dont il fait preuve suite à la déclaration du ministre. Le bill s'en trouvera amélioré et je tiens à l'en féliciter.

**Le président:** Je vous remercie.

**M. Dick:** Vous parlez au nom de votre parti ou en votre propre nom?

**M. Poulin:** Je parle en mon propre nom et je le dis très sérieusement.

**M. Woolliams:** Je m'excuse de ne pas avoir ces documents en français. A la page 3 ligne 39 à 41, la définition des armes à autorisation restreinte autre qu'un fusil ou une carabine utilisé pour le sport ou la chasse relève de la compétence du gouverneur en conseil.

Le projet d'article 87 (4) (b) sauf les dispositions régissant la possession ailleurs que dans un endroit autorisé et la possession d'armes à feu à autorisation restreinte non-enregistrée, prévoit la délivrance de permis temporaires par voie de règlement.



## [Texte]

Then, in proposed Section 88.(2)(b)(ii), in "Saving provision" of possessions of firearms by unlicensed persons, that can be done by order in council.

In proposed Section 95.(4)(d), on page 10, in "Deemed contravention" of delivery of firearms or ammunition to a person without a licence, there will be orders in council in reference to some, I suppose, exemptions.

Then proposed Section 96.(1)(b), on page 11, concerns regulations for the importation of ammunition, firearms, et cetera, by a peace officer or public officer in Canada.

Proposed Section 100.(6)(a)(b) and (c)—provincial—and proposed Section 100. (7), these are on pages 13 and 14 of the bill and are sections dealing with secure storage and handling in the course of business.

Just pausing there, we had before the Committee various groups, such as the native people of Canada and the northern people, who pointed out that in many cases they live in one-room housing accommodation, and many of them have not keys to the doors let alone keys for cupboards to lock up guns. I assume that maybe the government, in all its kindness and wisdom, by order in council will do something to exempt them, and make it not illegal for them to have the gun standing up in the corner, as is done in most farm homes and ranches.

Then you get on to proposed Sections 106.1(1), and 106.1(3)(a) and (c), and 106.1(6)(a)(b) and (c), and 106.1(7)(a)(b) and (c). These are dealt with in the bill on pages 21, 22 and 23, they are proposed sections dealing with "Licence to possess firearms or ammunition," and "Application for licence." Also they can make orders in council.

The Term for which certificate remains in force is in compliance with proposed Section 106.2(6), on page 24.

Proposed Section 106.3(1), "Permit to possess restricted weapon," deals with regulations for a maximum period for a permit to possess a restricted weapon.

Page 3 of my memorandum—we move along. Proposed Section 106.3 (5) (6)—and I might pause there; for the reporters, you will be able to get a copy of this, I am reading it exactly so that you will be able to make it a part of the record—I know that it is difficult, because I am going fairly quickly. On page 26. "Permit to sell at retail, etc.", pertains to duration of permit to sell or buy restricted weapons, firearms and ammunition. That would deal, of course, with the ordinary hardware retail stores. Regulations can be made, and those regulations can, in many cases, affect the livelihoods of people, particularly in small towns where they do a considerable amount of business at certain times of the year, and particularly in the hunting season. If you go into all the small towns in every province you will find that a very heavy inventory is held in those stores to serve the public in that regard.

• 1010

Section 106.3(8) (a) (b) (c), page 27, a special temporary permit: pertains to the duration of permits for persons who are not ordinary residents in Canada. We dealt partly with that yesterday.

## [Interprétation]

Le projet d'article 88 (1)(b)(2) prévoit également une action par voie de décret en conseil en ce qui concerne la possession d'armes à feu par des personnes n'ayant pas d'autorisation.

Le projet d'article 95(4)(d) à la page 10 en ce qui concerne les contraventions découlant du fait de délivrer des armes à feu ou des munitions à des personnes n'ayant pas d'autorisation, les exemptions seront, je suppose, réglées par voie de décret en conseil.

Le projet d'article 96(1)(b) à la page 11 stipule les règlements régissant l'importation de munitions, d'armes à feu etc. par des agents de la paix ou des fonctionnaires publics.

Le projet d'article 100(6)(a)(b) et (c) ainsi que le projet d'article 100(7) aux pages 3 et 14 du bill stipulent les modalités d'entreposage et de maniement des armes à feu par les marchands d'armes.

Différents groupes qui ont témoigné devant le comité, entre autres les associations des autochtones du Canada ainsi que les habitants du Grand Nord ont signalé que bien souvent ces gens vivent dans une chambre unique et que non seulement ils n'ont pas les moyens d'enfermer les armes à feu sous clé mais qu'ils n'ont même pas de clé pour leur porte d'entrée. J'espère que le gouvernement décidera par décret en conseil d'exempter ces gens de façon à ce qu'ils ne soient pas pour eux illicite de laisser leur fusil debout dans un coin comme cela se fait couramment dans la plupart des fermes.

Passons maintenant au projet d'article 106.1 (1), 106.1 (3) (a) et (c) et 106.1 (6) (a) (b) et (c) et enfin 106.1 (7) (a) (b) et (c), articles qui figurent aux pages 21, 22, 23. Ces articles traitent des permis de posséder des armes à feu et des munitions ainsi que les modalités de demande de permis; ils feront également l'objet de décret en conseil.

La durée de validité des certificats est prévue à l'article 106.2 (6) à la page 24.

Le projet d'article 106.3 (1) traitant du permis de posséder des armes à autorisation restreinte prévoit des modalités d'octroi d'un permis de possession d'une arme à autorisation restreinte et ce pour une durée de temps maximale.

Le projet d'article 106.3 (5) et (6) ... je vais m'arrêter pour permettre aux journalistes de prendre note; je vais d'ailleurs leur remettre des exemplaires de ce document que je lis textuellement de façon à ce que vous puissiez en prendre note; je sais que c'est difficile vu la vitesse à laquelle j'avance. A la page 26 sous la rubrique «autorisation de vente au détail», il est question de la durée de validité des permis d'acheter ou de vendre des armes à feu à autorisation restreinte, des armes à feu et des munitions. Ceci s'applique bien entendu aux quincailleries ordinaires. Or les règlements prévus pourront bien souvent se répercuter sur les revenus de ces détaillants, et plus particulièrement dans les petites agglomérations où le gros du chiffre d'affaires se fait essentiellement pendant la saison de chasse, ainsi que l'on peut aisément le constater en se rendant dans n'importe quelle petite ville du pays.

L'article 106.3(8) (a), (b), (c), en page 27 concerne les permis temporaires spéciaux et établit leur durée, pour des personnes qui ne résident pas ordinairement au Canada. Nous avons traité, en partie, de cette question, hier.



[Text]

Then Section 106.3(13)(a), page 28: sections dealing with guarantor's and parent's declarations leave definition of class of persons to regulations.

I suppose we have had a list now from the Minister as to who might be guarantors. I do not know whether it means that just certain people will be chosen as in the Bankruptcy Act where you have chartered accountants as trustees; they are named and picked out. That may be a list supplied by governments and I have never been one of those because I am too practical. I have found that whether it has been a Liberal government or a Progressive Conservative government or an NDP government or a Social Credit government, they generally have a patronage list. I am practical enough to know that happens and I have never complained about it because it seems to be the way that the practical side of politics works.

I have dealt with Section 106.3(13)(a), page 28, dealing with guarantors. Just leaving that I might say, as an off-the-cuff remark, that I have always been most unhappy about the fact that having been in parliament a long time now—the Progressive Conservatives have been out of office—patronage has not flown very fully to any of my friends in the legal profession. But that is just a complaint that most people make when they are out of office.

**Mrs. Campagnolo:** How are they doing in Alberta?

**Mr. Woolliams:** Oh, I was fair about that. I said whether it was NDP, Progressive Conservative or Liberal. I am making nothing of it. I am not one of those who get up and ask for a list because it goes on everywhere, and anybody that deals with political morality in any other fashion do not know what the practical side of politics is. I am not so sure that we might not have a better system: to the victor goes the spoils. Then you would know what it was all about instead of having it under the table.

**Some hon. Members:** Oh, oh.

**Mr. Woolliams:** Well, it is the truth.

**Mr. Anderson:** That was a good garden party last night.

**Mr. Woolliams:** Well, I think sometimes I should give a few lectures on things like that.

Now, Section 106.3(13) (b), page 29, a section pertaining to guarantor's and parent's declaration dealing with permits and suitability of applicants. That, of course, sets out who may apply and what qualifications they might have.

Section 106.4(6), page 30: section pertaining to refusal to issue a permit rests on regulations set forth pursuant to Section 106.8(1) (d). This is dealing with issues of permits and licences and there will be regulations laid down as to who can get them and who cannot get them. Then they are subject to the interpretation of some administrator. We had an example with which the Minister was most fair in that regard when he dealt with the fact that they were investigating the refusal of certain registrars in the North to allow trappers or other people to use hand guns in the course of their business in making a livelihood.

[Interpretation]

Ensuite, en page 28, nous arrivons à l'article 106.3(13) (a), qui concerne les déclarations des parents ou des répondants et les catégories de personnes prévues par les règlements.

Le ministre semble nous avoir donné une liste des personnes qui pourraient être des répondants. Je ne sais pas si cela signifie que l'on se limitera à certaines catégories de personnes, comme dans la Loi sur les faillites, où seuls des comptables agréés peuvent être syndics de faillite. Peut-être s'agira-t-il de listes fournies par le gouvernement? Quoi qu'il en soit, je n'en ai jamais fait partie et j'ai constaté que tous les gouvernements, qu'il s'agisse d'un gouvernement libéral, progressiste conservateur, néo-démocrate ou crédit social, ont généralement des listes de patronage. J'ai le sens pratique suffisamment développé pour savoir que ce genre de choses existe et je dois dire que je ne m'en suis jamais plaint étant donné que cela semble être, selon moi, une des conséquences pratiques des affaires politiques.

Avant de quitter cet article, en page 28, traitant des répondants, je pourrais peut-être dire que j'ai toujours été désolé de constater que le patronage n'a jamais bénéficié à mes amis, de la profession juridique, étant donné que les progressistes conservateurs n'ont plus le pouvoir depuis assez longtemps. Ceci dit, j'ai sans doute un certain préjugé, dans ce domaine.

**Mme Campagnolo:** Comment cela se passe-t-il en Alberta?

**M. Woolliams:** Je sais bien que personne n'est pur et je viens justement de dire que c'était le cas dans tous les gouvernements, qu'il s'agisse du gouvernement néo-démocrate, progressiste conservateur ou libéral. Je n'en fais pas un plat. Je ne suis pas du genre à me plaindre de cet état de fait car quiconque veut être plus royaliste que le roi, en politique, surtout sur le plan moral, ne connaît sans doute rien du côté pratique de la chose politique. Je ne suis pas certain non plus que nous aurions un meilleur système. Je sais bien que les gagnants se partagent toujours le gâteau. De toute façon, avec nous rien ne serait dissimulé, ce qui n'est pas le cas aujourd'hui.

**Des voix:** Oh!

**M. Woolliams:** C'est la pure vérité.

**M. Anderson:** Excellente réception, hier soir.

**M. Woolliams:** Peut-être devrais-je multiplier ce genre de sermon.

Ceci dit, je passerai à l'article 106.3 (13)(b), concernant les déclarations des parents ou des répondants, dans le contexte des permis et de l'admissibilité des candidats. Cet article définit qui peut faire une demande et quelles doivent être les qualifications.

L'article 106.4(6), en page 30, traite du refus de délivrer un permis eu égard aux règlements établis en vertu de l'alinéa 106.8(1)(d). Il s'agit donc de la délivrance des permis et licences et des règlements qui devront être établis à cet égard. Évidemment, ils seront sujets à l'interprétation des administrateurs. Nous en avons déjà eu un exemple, au sujet duquel le ministre a d'ailleurs été parfaitement franc. Il s'agit du fait que son ministère fait enquête au sujet du refus de certains registrars du Nord d'autoriser des trappeurs ou d'autres personnes à utiliser des armes à feu dans leurs activités normales.

## [Texte]

Section 106.6(2) (a) (b) (c), page 34: this section on information to be submitted to the Commissioner rests on regulations or the form this information will take in compliance to it. I have xeroxed a copy of that and that deals basically with the number of regulations.

Now I come to what the Minister is undertaking and I want to deal with these. Number 1:

In the fall we would move a resolution in the House of Commons to refer the original draft regulations to the Justice Committee for examination and report.

Now I would like to stop there. I take it, Mr. Minister, that the resolution you have in mind, and it is a matter of procedure, would be debatable.

**Mr. Allmand:** That is usually the case.

**Mr. Woolliams:** Will you undertake that there will be a debate on that resolution?

**Mr. Allmand:** I have not discussed that. All I can say is that that is usually the case. Usually when we refer either subject matter or something to a committee, there is usually an afternoon's debate or a one-day debate. I did not discuss all the details of this thing, but that is usually the case.

**Mr. Woolliams:** Well, of course, if there were no debate in the House it would be...

**Mr. Allmand:** If you make a motion in the house—you have an ex-Speaker here—you have to have a debate.

**Mr. McCleave:** Unless there is unanimous consent, otherwise there has to be a debate when a motion is made.

• 1015

**Mr. Woolliams:** That is good. I do not like to think of this situation. It is like hiring a dentist for a poultry farm; it is kind of useless. You did not have a debate.

Two, we would not retain the gun licensing sections until the Justice Committee reports, although we might proclaim other parts of Bill C-83. There is nothing wrong with that. That is most fair. What you are really saying by this resolution is that until you have your package of regulations debated before the House and then sent to the Committee for consideration, we can only make recommendations. Because the executive, as the Minister pointed out to me in his discussion, should always have the power.

We cannot control; we can only make recommendations. But I think any reasonable executive, particularly when you have a majority of the government on the Committee under our procedural structure, would naturally take the recommendations in that regard, unless there was something that legally could not be worked out and it was not practical.

The third one: we would not hold up the passage of the bill for this Committee's examination. In other words, if it passes the Committee and the report stage on third reading and goes to the Senate, it could be passed by Parliament. We would stipulate that the Justice Committee report by December 1.

## [Interprétation]

Je passe maintenant à l'article 106.6(2) (a), (b) et (c), en page 34. Cet article concerne les informations qui doivent être soumises au commissaire, en vertu des règlements, et définit la forme sous laquelle elles doivent être fournies. J'ai d'ailleurs plusieurs photocopies, à ce sujet, traitant essentiellement du nombre de règlements.

J'aimerais maintenant en arriver aux intentions du ministre. Voici ce qu'il a dit:

A l'automne, nous déposerons en Chambre une résolution renvoyant les projets de règlements au Comité de la Justice, afin qu'il les examine et en fasse rapport.

Je m'arrêterai ici et vous demanderai, monsieur le ministre, si cette résolution serait soumise à un débat.

**M. Allmand:** C'est généralement le cas.

**M. Woolliams:** Vous engagez-vous, dès maintenant, à autoriser la discussion de cette résolution?

**M. Allmand:** Je n'ai pas encore examiné cette question de près mais tout ce que je puis vous dire c'est que c'est généralement le cas. En effet, lorsque nous renvoyons un problème quelconque à un Comité, il y a habituellement un débat d'une après-midi ou d'une journée. Je ne peux pas être plus précis pour l'instant.

**M. Woolliams:** Évidemment, s'il n'y avait pas de débat en Chambre, il y aurait...

**M. Allmand:** Si l'on dépose une motion en Chambre, il doit y avoir un débat, comme vous le confirmera l'ex-Orateur, présent parmi nous.

**M. McCleave:** C'est exact, à moins qu'il n'y ait consentement unanime.

**M. Woolliams:** Très bien. Je n'aimerais pas que cela se produise. C'est comme si on embauchait un dentiste pour le faire travailler dans une ferme; cela ne servirait à rien. D'ailleurs, il n'y a pas eu de débat.

Deuxièmement, nous ne voulons pas empêcher l'adoption des articles portant sur les autorisations d'armes à feu tant que le comité de la Justice n'a pas rédigé son rapport, bien qu'il nous soit possible d'adopter d'autres parties du bill. Il n'y a rien de mal à cela, et c'est même très juste. M. Allmand, votre résolution signifie plutôt ceci: tant que vos règlements seront débattus devant la Chambre avant d'être renvoyés au comité, nous devons nous cantonner à des recommandations. Comme le ministre l'a d'ailleurs souligné au cours de notre entretien, c'est le pouvoir exécutif qui a toujours le dernier mot.

En comité nous n'avons aucun pouvoir de contrôle, mais seulement celui de faire des recommandations. Mais tout pouvoir exécutif faisant preuve de jugement—surtout s'il est majoritaire au sein du gouvernement et des comités, comme le prévoit notre structure parlementaire—devrait tenir compte des recommandations faites en ce sens, à moins qu'il ne s'agisse de quelque chose qui, du point de vue juridique, soit irréalisable.

Troisièmement, nous n'empêcherions pas l'adoption du bill au cours des délibérations en comité. Autrement dit, si le bill passe l'étape de l'étude en comité et du rapport puis se rend jusqu'au Sénat en troisième lecture, il pourra être adopté par le Parlement. Nous stipulerions simplement que le comité de la Justice devrait en faire rapport pour le 1<sup>er</sup> décembre.



[Text]

There is only one recommendation I would make there. It is the prerogative of the government as to when the House will be called back into session. I would say that if you said: a month after Parliament is called back, it would be better than setting a time because, as I understand it, the carpenters are going to make room for more seats in the House and there might be a little longer recess this time. I wish we could have carpenters more often.

Suppose the House did not sit. I think it will be called before December 1, but if you make it a month after parliament convenes or something like that, it would be more practical; you would not run into any difficulty.

**Mr. Allmand:** We would not be dogmatic on that, Mr. Woolliams. You are quite correct. If the House was to be called back much later, we could vary that. But we are concerned about one thing.

Our original plan was to proclaim the law to start the proclamations January 1, 1977. We would like a bit of time between the end of the Committee report and the proclamation to make whatever changes might be necessary. I would not want to see the Committee report the day before January 1, or something like that. But we can work on that; we would be flexible on that.

**Mr. Woolliams:** I guess that is satisfactory, but I think I would have put it a month after.

This commitment, which is No. 5, would not apply to the future amendments to regulations. I understand that. I do not argue with that because...

**The Chairman:** On that previous point, Mr. Woolliams, it just occurred to me that, usually when we adjourn, we set a date for coming back. If, at that time, it appears that that date would be later than we anticipated, we might get a reference to the Committee to sit outside the time when Parliament was sitting. In October.

**An hon. Member:** What is the date that you anticipate?

**The Chairman:** At the moment, I do not have any information, but that would be a possibility.

**Mr. Woolliams:** That is pre-guessing what the Prime Minister is going to do.

I agree with that about future amendments. Mr. McCleave has set out—which I think the Committee appreciated because he has had the experience—how regulations can be dealt with in the proposed regulations. This commitment would not prevent the government from consulting privately with representative groups from the community and provincial governments. We certainly endorse that.

Now I have just one thought I want to leave with you. I will end as I began: that I accept this with a degree of great happiness but with some intellectual sorrow, because I do not endorse legislation by regulation. It is like a poison; you had better take some milk with it to assist your stomach. But I thank the Minister, under the circumstances, for really carrying out what I was asking for. Nevertheless, I want to emphasize this; because you have

[Interpretation]

Je voudrais ajouter une dernière chose. Il revient au gouvernement de décider quand la Chambre reprendra la session. Si l'on décidait qu'un mois après le retour du Parlement il faut que le rapport soit déposé, cela vaudrait mieux que de fixer une date à l'avance. N'oublions pas que des ouvriers travailleront à la Chambre pour y ajouter des sièges et que cela retardera la rentrée parlementaire. J'avoue que ces ouvriers devraient revenir plus souvent.

Supposons que la Chambre ne reprenne pas la session d'ici la fin de l'année. Je suis à peu près sûr qu'elle reprendra ses travaux avant le 1<sup>er</sup> décembre, mais il serait quand même beaucoup plus pratique de déclarer que le rapport doit être déposé un mois après la rentrée du Parlement. Ainsi, il n'y aurait pas de difficulté.

**M. Allmand:** Il ne faut pas être trop dogmatique à ce sujet, M. Woolliams, mais vous avez raison. Si la Chambre devait se réunir beaucoup plus tard que prévu, il faudrait modifier la résolution. Mais il y a surtout une autre chose qui nous intéresse.

A l'origine, nous avons l'intention de proclamer le début de l'application de la loi pour le 1<sup>er</sup> janvier 1977. En effet, nous aimerions avoir un certain laps de temps entre le rapport du comité et la proclamation, et ce pour apporter les modifications qui seront jugées nécessaires. Cela ne serait vraiment pas pratique si le comité devait rendre son rapport le 31 décembre, par exemple. Mais nous sommes prêts à faire preuve de souplesse.

**M. Woolliams:** Cela me satisfait, mais j'aurais préféré voir précisé que le rapport devait être présenté un mois après la rentrée parlementaire.

L'engagement que vous venez de prendre, soit le numéro 5, ne s'appliquerait pas aux amendements futurs apportés au règlement. Je comprends cela et je ne m'y oppose aucunement, parce que...

**Le président:** Monsieur Woolliams, pour revenir à ce que vous disiez tout à l'heure, n'est-il pas dans l'habitude du Parlement de proposer une date de retour lorsqu'il ajourne? Si à ce moment-là, nous pensons que cette date de rentrée est trop tardive, nous pourrions demander que le comité siège pendant les vacances parlementaires, au mois d'octobre par exemple.

**Une voix:** A quelle date pensez-vous que le Parlement reviendra?

**Le président:** Pour l'instant, je n'en ai aucune idée; mais il se peut que cette situation se produise.

**M. Woolliams:** Vous êtes en train d'essayer de deviner les intentions du premier ministre.

Je suis d'accord avec ce que vous avez dit au sujet des amendements futurs. Le comité a certainement apprécié le travail qu'a fait M. McCleave en ce sens, car il a déjà une grande expérience de la façon dont les règlements sont appliqués dans le cadre de la loi. L'engagement que vous avez pris n'empêcherait pas le gouvernement de consulter en privé les groupes de représentants des agglomérations et des gouvernements provinciaux; nous sommes tout à fait en faveur de cela.

J'aimerais vous laisser sur une dernière pensée. Comme je l'ai dit au début, je suis heureux d'accepter ce bill, bien qu'il me cause une certaine tristesse intellectuelle: en effet, je m'oppose carrément à ce qu'on légifère par voie de règlements. C'est comme un poison qu'il faut aider à faire passer avec du lait. Mais je remercie le ministre, dans les circonstances actuelles d'avoir fait ce que je lui avais demandé. Néanmoins, ce n'est pas une raison pour qu'à



[Texte]

done this, you should not be legislating now and in the future criminal law by regulation. Having said that, I want to thank the Minister, the Chairman, and the members of the Committee for their consideration in this regard. I am sure that all members of the Committee will be somewhat happier in their sorrow.

**Mr. Allmand:** Mr. Chairman, I tried to make clear to Mr. Woolliams and to members of the Committee that the statement I gave him, which said "proposal," and that I read to the Committee is of course not in legal terms, in the type of terms in which a resolution would be put to the House. When the House Leaders draft it, they put it in the form in which such resolutions are usually put. So in substance, I am committed to this. The wording could end up differently, but the spirit, whatever is here, will be there.

**The Chairman:** I think it is an undertaking by the Minister and not a motion.

• 1020

**Mr. Allmand:** That is right. I am not making a motion. It is a statement of what we will do in response to the Committee's concern.

In the fall a resolution will be drafted. As you know, usually the House Leaders get together and they draft the resolution in accordance with the spirit or general terms that we have agreed upon.

**Mr. Woolliams:** I appreciate that, and I am prepared in the light of that to withdraw my motion.

Members of Parliament are gentlemen, even though sometimes in other sources they do not claim we are. If there is an undertaking given, I am sure it will be kept.

**The Chairman:** May I just ask at that point whether the Committee is agreed to the withdrawal of Mr. Woolliams' motion.

**Some hon. Members:** Agreed.

**The Chairman:** Agreed.

**Mr. Allmand:** With respect to the list that Mr. Woolliams distributed to us, it is a very helpful list. I might say that, again, many of the regulation provisions in his list are not new; some are old.

Secondly, several of them do not provide for offences but merely for deciding such things as I mentioned before; who can be guarantors and who cannot be, who can be licensing officers and so on. So they are not penalty sections. They do not involve criminalization.

Thirdly, a lot relate to businesses—for example, who can sell guns, who can be the wholesale distributors and all that kind of thing. As we know, it is usual for people who are in business to get certificates and licences governed by business acts and municipal regulations and so on. But in any case, he has made his point and we are concerned about this too.

[Interprétation]

l'avenir, pas plus qu'aujourd'hui, il faille régir par des règlements le Droit criminel. Cela dit, je remercie le ministre et les membres du comité d'avoir bien voulu tenir compte de mes commentaires. Les membres du comité en seront certainement plus heureux.

**M. Allmand:** Monsieur le président, j'ai essayé de faire comprendre à M. Woolliams et aux membres du Comité que la déclaration que j'ai lue ce matin est une proposition qui n'est pas rédigée en termes juridiques, c'est-à-dire de la façon dont une résolution devrait être présentée à la Chambre. Lorsque les leaders de la Chambre rédigent une résolution, ils le font sous la forme habituelle. Je suis donc soumis aux limites qu'impose cette forme. Donc, le libellé sera peut-être différent, mais l'esprit n'y changera pas du tout.

**Le président:** C'est surtout un engagement que prend le ministre, et non une motion.

**M. Allmand:** C'est exact. Je ne présente aucune motion; je déclare simplement ce que nous ferons, et cela en réponse à une question du Comité.

C'est à l'automne qu'une résolution sera rédigée. Comme vous le savez, les leaders de la Chambre se réunissent d'habitude et rédigent une résolution selon l'esprit ou les termes généraux sur lesquels nous nous sommes entendus.

**M. Woolliams:** Je le sais, et voilà pourquoi je suis prêt à retirer ma motion.

Tous les députés sont hommes d'honneur, même si parfois on nous refuse cette qualité. Si c'est un engagement que le ministre vient de prendre, alors je suis sûr qu'il sera tenu.

**Le président:** Puis-je demander si le Comité accepte que M. Woolliams retire sa motion?

**Des voix:** D'accord.

**Le président:** D'accord.

**M. Allmand:** Pour revenir à la liste que nous a distribuée M. Woolliams, j'avoue qu'elle est très utile. J'ajoute cependant que bon nombre des dispositions de réglementation qui y sont contenues ne sont pas nouvelles et ont déjà été vues.

Deuxièmement, plusieurs d'entre elles ne mentionnent aucunement les infractions, mais reprennent ce que j'ai mentionné plus tôt, c'est-à-dire qui peut être nommé répondant et qui ne peut l'être, qui peut être nommé préposé aux autorisations, etc. Ces parties ne portent donc pas sur les sanctions que l'on imposera, non plus que sur les aspects criminels.

Troisièmement, bon nombre de ces dispositions portent sur la question du commerce. Ainsi, on se demande qui peut vendre des armes, qui peut agir en tant que grossiste, ainsi de suite. Il est habituel que tous ceux qui sont dans le commerce des armes obtiennent des certificats et des permis régis par des lois sur le commerce et par des règlements municipaux. Quoi qu'il en soit, je remercie M. Woolliams de nous avoir fait bien comprendre sa pensée qui nous intéresse également.

[Text]

Oh yes, I wanted to make a correction of something we said in the Committee on it yesterday.

**The Chairman:** I think that had better wait until the next section.

I wonder whether we could now carry Clause 2? We had stood that in light of Mr. Woolliams' motion and the expected response of the Solicitor General. Mr. Dick.

**Mr. Dick:** I just want to say that I am looking forward to getting a copy of the Minister's statement this morning. I personally want to thank the Minister for taking what I think is a reasonable step. On the second reading debate, I brought this up first, I remember, and I have been talking ever since I have been in the Committee about the fact that there are now 27 proposed sections and subsections compared with three in the old gun control. I appreciate that the Minister has explained what the three were. I knew what they were, and I knew that they had been transported into the new sections on gun control, along with the creation of 24 more.

I think also the fact that he explained that there were three other sections in the Criminal Code, which he enumerated, explains that the Criminal Code is being used in a vastly increasing way. It is going to be subject to regulation more than it ever has been before, and if you look at the numbers and what he has stated it merely underlines the concern that I have.

The Food and Drugs Act and the Narcotic Control Act have a lot of regulation in them, and originally were passed as part of the Department of Health rather than, in a sense, really thought of as part of the Criminal Code until it became rather commonplace to prosecute under that. It is not, in fact, part of the Criminal Code. Just because they happen to have those sections in them—and I think because of that are perhaps bad law—I hope he does not think the Criminal Code should also adopt those unsavoury features of the Narcotic Control Act and the Food and Drugs Act.

But I do want to thank the Minister, personally, for indicating today that he was going to bring the regulations before the Committee. If the Chairman has any idea, if he knows when the House is going to commence in the fall, then he is better off than I am. I would sure like to be able to plan ahead that far. That is all I want to say; thank you.

**The Chairman:** Thank you, Mr. Dick.

• 1025

Clause 2 agreed to.

On clause 3

**The Chairman:** Returning to Clause 3 where we were last day, we had some amendments. The Solicitor General, I believe, feels that he misled the Committee on a peripheral aspect of his comments yesterday and he wants to make a correction.

**Mr. Allmand:** Yes. The question was asked yesterday, Mr. Chairman and members of the Committee, whether or not we could import powders and ammunition and so on, and after some discussion here we said, yes. We did not have a copy of the Explosives Act with us. Today we have the Explosives Act and Regulations and we find that in the Explosives Act there is a general prohibition to importing all ammunition, including explosive powder and so on, but

[Interpretation]

Ah oui, j'aurais aimé corriger une impression que j'ai laissée auprès du Comité hier.

**Le président:** Nous ferions mieux d'attendre que le prochain article soit à l'étude.

Pouvons-nous donc maintenant adopter l'article? Nous l'avions réservé en attendant la motion de M. Woolliams et la réponse que le Solliciteur général devait y apporter. Monsieur Dick.

**M. Dick:** J'espère simplement recevoir un exemplaire de la déclaration que le ministre a faite ce matin. Je tiens personnellement à féliciter le ministre d'avoir pris cette mesure qui me semble très raisonnable. Lors du débat de deuxième lecture, et depuis le début de l'étude du Comité, j'ai toujours rappelé que l'on propose maintenant 27 articles et paragraphes, alors qu'il y en avait seulement 3 dans l'ancienne loi régissant les armes à feu. Le ministre nous a bien expliqué quels étaient ces trois articles. Je les connaissais déjà, et je savais également qu'ils avaient été insérés aux nouveaux articles concernant la réglementation des armes à feu, parallèlement aux 24 nouveaux articles qui ont été ajoutés.

Le fait, comme il nous l'a expliqué, qu'il y ait également 3 autres articles à ce sujet dans le Code criminel, explique à quel point on utilise ce dernier de plus en plus. Le Code criminel sera assujéti à des règlements beaucoup plus qu'il ne l'a été à ce jour, et si vous regardez les statistiques en cause et la déclaration du ministre, cela ne fait que souligner à nouveau l'inquiétude dont je vous ai fait part.

La Loi sur les aliments et drogues ainsi que la Loi sur les stupéfiants comprennent toute une série de règlements et relevaient à l'origine du ministère de la Santé plutôt que du Code criminel, et ce jusqu'à ce qu'il devienne courant d'intenter des poursuites aux termes de ces deux lois. Elles ne font pas, en fait, partie du Code criminel. Simplement parce que ces deux lois incluent des articles bien précis—ce qui me semble être mauvais du point de vue juridique—j'espère que le solliciteur général ne considère pas que le Code criminel devrait faire siens tous les éléments négatifs de la Loi sur les stupéfiants et de la Loi sur les aliments et drogues.

Mais je tiens à remercier le ministre personnellement de nous avoir déclaré aujourd'hui qu'il présenterait les règlements au Comité. En outre, si le président a une petite idée de la date à laquelle la Chambre reviendra, c'est qu'il est mieux informé que moi. J'aimerais bien, quant à moi, pouvoir faire des projets aussi à l'avance que cela. C'est tout ce que j'avais à dire. Merci.

**Le président:** Merci, monsieur Dick.

L'article 2 est adopté.

Article 3.

**Le président:** Nous revenons à l'article 3, où nous nous étions arrêtés hier, et auquel on avait proposé certains amendements. Je crois savoir que le Solliciteur général a l'impression qu'il a peut-être induit le Comité en erreur hier et il désire corriger cette impression.

**M. Allmand:** Oui. Monsieur le président, messieurs, on m'a demandé hier s'il était possible ou non d'importer des poudres et des munitions. Après quelque discussion, nous avons répondu oui. C'est que nous n'avions pas en main un exemplaire de la Loi sur les explosifs. Aujourd'hui, nous avons apporté la Loi sur les explosifs et les règlements qui l'accompagnent, ce qui nous a permis de découvrir que l'on interdit de façon générale l'importation de toutes muni-



[Texte]

in the regulations there is an exception to that for small amounts.

**Mr. Dick:** They will get you every time, will they not?

**Mr. Allmand:** Yes. So the general prohibition in the law is against the importation of ammunition, but in the regulations it says as an exception:

You can import 2,000 cartridges, 500 primers, 500 empty safety cartridge cases and three pounds of smokeless powder and any quantity of Christmas crackers.

That is one instance where the regulations have exempted from the general rule of importation.

**Mr. Woolliams:** That is under the Explosives Act.

**Mr. Allmand:** Yes, and it prohibits all types of explosives and ammunition from importation except for those smaller amounts, which would cover by the way the cases raised by Mr. Brisco, because he was talking about the fellow who goes and buys a couple of packages of shells; he would be able to do that. But if you were a businessman and wanted to bring over a truckload you would be prohibited without a permit; you can do it with a permit over the small amounts. I thought I had better correct that because we had misled you at the previous meeting.

**The Chairman:** I think the Committee on Regulations and other Statutory Instruments had better look into that to see if the regulations, which apparently are contrary to the act, are justified.

Our next amendment is the third government amendment to this clause. It has to do with "licensing officer" and "local registrar of firearms". Mr. Fox.

**Mr. Fox:** If I may, on a point of clarification. We did carry the amendment to firearms yesterday, did we not?

**The Chairman:** Yes, we did.

**Mr. Woolliams:** My first amendment is on Clause 3, page 3.

**The Chairman:** Yes, we are still at page 2. I wonder if someone would like to move this government amendment.

**Mr. Woolliams:** What page is that on in your package.

**Mr. Fox:** It is on page three.

I move that Clause 3 of Bill C-83 be amended by striking out lines 21 to 34 on page 2 and substituting the following:

"Licensing officer" means any person who has been designated in writing as a licensing officer by the Commissioner or the Attorney General or who is a member of a class of persons that has been so designated.

Shall we just develop it, Mr. Chairman, or shall we go on to the local registrar of firearms at the same time?

[Interprétation]

tions, y compris de la poudre à amorce, bien que les règlements y voient une exception pour l'importation de petites quantités.

**M. Dick:** On vous aura à chaque fois, n'est-ce pas?

**M. Allmand:** Donc, la loi interdit en général l'importation de munitions, bien que les règlements fassent une exception.

On peut importer 2,000 cartouches, 500 amorces, 500 douilles de cartouches vides et non amorcées et trois livres de poudre pyroxylée ainsi qu'une quantité illimitée de pétards.

Voici donc un cas pour lequel les règlements ne sont pas soumis au principe général qui régit les importations.

**M. Woolliams:** Et vous avez trouvé cela dans la Loi sur les explosifs.

**M. Allmand:** Oui, et cela interdit toute importation d'explosifs et de munitions, sauf en petites quantités. Cela tiendrait donc compte du cas soulevé par M. Brisco, c'est-à-dire celui d'une personne qui se rend aux États-Unis pour acheter quelques paquets de projectiles. Il en aurait d'ailleurs le droit. Mais si vous êtes commerçant et que vous désirez rapporter un camion plein de munitions, vous n'en aurez pas le droit sans permis. Un permis ne vous permettrait d'ailleurs que d'en importer une petite quantité. Voilà pourquoi je voulais corriger l'erreur d'hier.

**Le président:** Le Comité des règlements et textes réglementaires devrait peut-être s'intéresser à la chose pour voir si les règlements qui semblent contredire la loi se justifient.

Le prochain amendement à l'étude est celui qu'a présenté la majorité au sujet de l'article en question. Il porte sur les «préposés aux autorisations» et sur les «registraires locaux d'armes à feu». Monsieur Fox.

**M. Fox:** Puis-je ajouter quelque chose à titre de clarification. Nous avons bien adopté l'amendement portant sur les armes à feu hier après-midi, n'est-ce pas?

**Le président:** C'est exact.

**M. Woolliams:** Mon premier amendement concerne l'article 3, à la page 3.

**Le président:** Pardon, nous en sommes encore à la page 2. Quelqu'un voudrait-il proposer l'amendement de la majorité?

**M. Woolliams:** A quelle page se trouve cet amendement parmi votre liste?

**M. Fox:** A la page 3.

Je propose donc que l'article 3 du Bill C-83 soit modifié en remplaçant les lignes 33 à 46, page 3, par ce qui suit:

«préposé aux autorisations» désigne toute personne qui a été désignée par écrit en qualité de préposé aux autorisations par le commissaire ou le procureur général ou qui fait partie d'une catégorie de personnes qui a été ainsi désignée;

Dois-je m'arrêter ici, monsieur le président, ou plutôt passer tout de suite à la définition du registraire?



[Text]

**The Chairman:** It is all written here as one amendment so I think you had better do them as one amendment.

**Mr. Fox:** Right.

"local registrar of firearms" means any person who has been designated in writing as a local registrar of firearms by the Commissioner or the Attorney General or who is a member of a class of police officers or police constables that has been so designated.

And the French version accordingly.

**The Chairman:** Perhaps the Solicitor General would like to explain.

**Mr. Allmand:** Yes. Mr. Sarchuk, would you proceed?

**Mr. A. Sarchuk (Senior Legal Counsel, Department of Justice):** The original draft definition was related to:

... a police officer, a police constable or a member of any other class of persons prescribed by the regulations ... appointed in writing ...

It did not permit the appointment of an individual who was not a member of the particular class. We were informed that in Ontario, for example, there was one person who was the local registrar of firearms, a civilian, who did not fit into any class. The definitions in both cases were changed to broaden the scope of the section in terms of the people who might be appointed. It now reads:

• 1030

... any person who has been designated.

This would cover an individual and the member of a class of persons that has been so designated. This would make it flexible for the Attorney General or the Commissioner to appoint a class of people like customs officers, or a class of people like wildlife officers, or a class of people like RCMP constables, to act as licensing officers. It makes the section more flexible, more workable.

The same comments apply to the local registrars of firearms except that since the local registrars of firearms basically deal with restricted weapons and carrying permits, and so on, the class is not a class of persons but a class of police officers or police constables that has been so designated, so that in the local registrar of firearms category neither the Attorney General nor the Commissioner could appoint a class such as customs officers to act as local registrars. That is deliberately narrower in the local registrar category.

**The Chairman:** Mr. Dick.

**Mr. Dick:** In effect, what you have done is instead of using the type of clause where the person is described by regulation, and so on, you have gone back to the old Code where it used to say, for example, police officer, police constable, or any other person or class of persons appointed as agent by the Attorney General or Commissioner. You have gone back really to adopting almost the same phraseology as in the old Code.

**Mr. Sarchuk:** On local registrar of firearms the old Code was a person appointed in writing by the Commissioner or by the Attorney General as a local registrar of firearms. That meant that where you had in the contract provinces a number of RCMP detachment heads or NCOs, each one would have to be designated individually. This creates the problem of sending out a specific designation. Every time a man is transferred and a new man comes in you have to

[Interpretation]

**Le président:** Puisque cela fait partie du même amendement, il vaut mieux que vous le lisiez tout de suite.

**M. Fox:** Très bien.

«registraire local d'armes à feu» désigne toute personne qui a été désignée par écrit en qualité de registraire local d'armes à feu par le commissaire ou le procureur général ou qui fait partie d'une catégorie d'officiers ou d'agents de police qui a été ainsi désignée;»

Et la version anglaise qui y correspond.

**Le président:** Le Solliciteur général voudra peut-être donner des explications.

**M. Allmand:** Oui. Monsieur Sarchuk, voulez-vous prendre la parole?

**M. A. Sarchuk (Avocat-conseil en chef, ministère de la Justice):** Voici ce que dit pour l'instant le bill:

... l'officier ou agent de police ou l'un des membres d'une catégorie de personnes spécifiée par les règlements— qui est nommé pas écrit ...

Donc, cela ne permet pas la nomination d'un particulier au poste de préposé, s'il n'appartient pas à une catégorie en particulier. On nous a fait savoir qu'en Ontario, par exemple, l'un des registraires locaux d'armes à feu était un civil qui n'appartenait à aucune des catégories prescrites. Dans les deux cas, les définitions ont été modifiées afin d'étendre la portée de l'article quant à ceux qui sont admissibles. A l'heure actuelle, il se lit comme suit:

... toute personne qui a été désignée.

Cela comprend une personne appartenant à une catégorie qui a été ainsi désigné. Cette disposition permet au procureur général ou au commissaire de désigner globalement les douaniers, les fonctionnaires chargés de la protection de la faune ou les agents de la GRC comme responsables des autorisations. L'article est ainsi plus souple et plus pratique.

Les mêmes observations s'appliquent aux registraires locaux d'armes à feu à ceci près que ce s derniers s'occupent en principe des armes à autorisation restreinte qui exigent un permis; il ne s'agit donc plus d'une catégorie de personnes mais d'une catégorie d'officiers ou d'agents de police qui a été ainsi désignée. Ainsi, ni le procureur général ni le commissaire ne pourrait nommer une catégorie telle que celle des douaniers à titre de registraires locaux. La catégorie des registraires locaux est ainsi plus restreinte à dessein.

**Le président:** Monsieur Dick.

**M. Dick:** En fait, au lieu de vous en remettre au règlement pour désigner les personnes, vous êtes revenu à l'ancien Code qui précisait par exemple, que les officiers, les agents de police ou toute autre personne ou catégorie de personnes étaient désignées à titre d'agent par le procureur général ou le commissaire. En fait, vous avez presque adopté la définition de l'ancien Code.

**M. Sarchuk:** Dans l'ancien Code, le registraire local des armes à feu était une personne désignée à ce titre par écrit par le commissaire ou par le procureur général. Cela signifiait que dans les provinces signataires du contrat, chaque chef des détachements de la GRC devait être désigné individuellement. Cela pose un problème car il faut ainsi faire parvenir des désignations précises. Chaque fois qu'un policier est muté et qu'un autre le remplace, il faut une

[Texte]

have a separate designation. The change in the local registrar now permits a class of police officers to be designated such as an NCO in charge of a detachment or a corporal in charge of a detachment. It makes it substantially easier to do. It is a more flexible and a more rational approach.

**The Chairman:** Shall Mr. Fox's amendment carry?

Mr. Towers.

**Mr. Towers:** Yes. At one of our previous meetings, Mr. Chairman, the Minister stated that either he or his officials would be meeting with officials or with attorneys general of the separate provinces during the month of June. I wonder whether this part of the amendment will be discussed at those meetings?

**Mr. Allmand:** The meeting is next week, Mr. Towers, and it is a meeting of attorneys general rather than solicitors general. I know they are going to discuss the gun control provisions.

Mr. Basford will be here at the next meeting which will be Monday night, and he is the Minister who will be representing the government at that conference. He would know specifically the answer to that question. I do not. Maybe Mr. Fox, who is his Parliamentary Secretary, knows it.

**Mr. Fox:** I do not quite understand the question, Mr. Chairman.

**Mr. Allmand:** Whether this particular section here would be discussed with the attorneys general. I know that they are going to discuss gun control in general. I guess everything is open to discussion at the meeting.

**Mr. Towers:** In view of the fact that they are named here specifically, I wonder whether it would be advisable for this Committee to stand this clause until such time as this discussion did take place out of courtesy if not for any other reason?

**Mr. Allmand:** Mr. Towers, I mentioned to you previously that we had quite an extensive discussion. The Deputy Ministers all met here on this bill for, I think, two days in March. And we went through quite a few things then. This is a kind of technical amendment. I do not agree.

**Mr. Sarchuk:** About the only answer I think can be given is the fact that in the present Code the Attorney General, in addition to the Commissioner, had the power to appoint a local registrar. That power remains, and that power has been extended also to the appointment of licensing officers. So that, in all the discussions we have had that I have sat in on, with the various officials and so on, there was never any objection raised to a continuation of this power in the hands of the Attorney General.

**Mr. Allmand:** As a matter of fact, they want that power, as far as I know.

• 1035

**Mr. Towers:** Yes, well I am not debating or arguing the issue itself; but it is a matter more of, I think, public relations and common courtesy, Mr. Chairman that when you specifically mention a certain individual—and here the amendment does: the Attorney General—it perhaps would be advisable to at least extend to them the courtesy of having this made clear to them prior to this being passed.

[Interprétation]

désignation distincte. La définition du registraire local permet maintenant à une catégorie d'agents de police tels que les chefs de détachement ou les caporaux chargés d'un détachement, d'être désignés. Cette méthode, beaucoup plus souple et beaucoup plus rationnelle, facilite considérablement les choses.

**Le président:** L'amendement de M. Fox est-il adopté?

Monsieur Towers.

**M. Towers:** Lors d'une séance antérieure, monsieur le président, le ministre a déclaré que lui-même ou ses fonctionnaires rencontreraient les fonctionnaires ou les procureurs généraux de chaque province au cours du mois de juin. Je me demande si cette partie de l'amendement fera l'objet d'une discussion lors de ces réunions?

**M. Allmand:** La réunion aura lieu la semaine prochaine, monsieur Towers, et ce sont les procureurs généraux plutôt que les solliciteurs généraux qui se rencontreront. Je sais qu'il sera question des dispositions sur les contrôle des armes à feu.

M. Basford assistera à la prochaine réunion du Comité lundi soir et c'est lui qui représentera le gouvernement à cette Conférence. Il serait mieux placé pour répondre à votre question. Peut-être que M. Fox, son secrétaire parlementaire, pourrait vous répondre.

**M. Fox:** Je n'ai pas tout à fait saisi la question, monsieur le président.

**M. Allmand:** M. Towers veut savoir si les procureurs généraux discuteront cet article. Je sais qu'il sera question de la réglementation des armes à feu en général. J'imagine que l'on pourra discuter de tout.

**M. Towers:** Puisqu'il est ici question d'eux de façon précise, je me demande si le Comité ne devrait pas réserver cet article jusqu'à ce qu'ils en aient discuté, ne serait-ce que par simple courtoisie?

**M. Allmand:** Monsieur Towers, je vous ai dit tout à l'heure que nous avons eu une discussion assez précise. Les sous-ministres se sont tous réunis pendant deux jours au mois de mars afin de discuter ce bill. Nous avons abordé plusieurs sujets à ce moment-là. Il s'agit ici d'un amendement d'ordre technique. Je ne suis pas d'accord.

**M. Sarchuk:** La seule réponse possible, selon moi, est que dans le Code actuel le procureur général, outre le commissaire, est investi du pouvoir de nommer un registraire local. Les procureurs généraux conservent ce pouvoir et pourront également nommer les préposés aux autorisations. Lors de toutes les discussions auxquelles j'ai assisté avec les divers hauts fonctionnaires, nul ne s'est jamais opposé à ce qu'ils conservent ce pouvoir.

**M. Allmand:** En fait, à ma connaissance, ils y tiennent.

**M. Towers:** Je ne suis ni pour ni contre la question elle-même. Il s'agit davantage selon moi, d'une question de relations publiques et de simple courtoisie, en ce sens que lorsqu'il est question de quelqu'un en particulier, par exemple du procureur général, il est peut-être souhaitable d'en discuter avec les procureurs généraux des provinces avant d'adopter l'amendement.



[Text]

**Mr. Allmand:** You know, they have had this bill for months and months now, and they have given us their objections, and that is not a section that they have objected to. I would agree with you if it were one that they wanted to discuss but they have known about this for a long time and they certainly do not object to that. There are lots of ones that they have objected to but that is not one of them.

**The Chairman:** Well, I can appreciate, in any event, that Mr. Towers would want to ask the Minister of Justice on Monday night what the agenda of the conference is. How relevant that is to this amendment, I am not sure.

**Mr. Allmand:** I do not think they are objecting to that section.

**The Chairman:** Perhaps we can carry the amendment but can still undertake that Mr. Towers will be able to ask the Minister of Justice on that point on Monday night.

**Some hon. Members:** Agreed.

**The Chairman:** Shall Mr. Fox's amendment carry?

Amendment agreed to.

**The Chairman:** Now we come to another amendment, of Mr. Woolliams. Mr. Woolliams' amendment is on page 5.

**Mr. Woolliams:** On pages 5 and 6. This may be a technical thing to start with but I was wondering why, when you say: "prohibited weapon" means", and then you have (a), (b), (c) and (d)—and there are going to be some changes in that—they should stand by themselves. Why is it not "or"? It might be a device: say, a firearm; it might be a knife; it might be another kind of firearm and it might be another kind of weapon. Why is there not "or" after it? They all stand alone. It is just a matter of draftsmanship to start with.

**Mr. Allmand:** I have got your document but am having trouble locating this.

**Mr. Woolliams:** It is down at the bottom of the page, Mr. Minister. You have: "any device or contrivance designed...", etc. etc., and then "or". Each one stands on its own. There are four categories of prohibited weapons and they may be any one of the four. Is that not correct?

**Mr. Allmand:** I am trying to follow the amendments in the order in which you have given them to us.

**Mr. Woolliams:** Well, they are all stapled together.

**Mr. Allmand:** Your proposed amendment: is it at page 5? Because I have something to do with a knife on your page 5.

**Mr. Woolliams:** All we are doing is quoting the section back. It is on page 5.

**Mr. Allmand:** On page 5 of what?

**Mr. Woolliams:** On page 5 of my amendments.

**Mr. Allmand:** O.K. I have it.

[Interpretation]

**M. Allmand:** Ils étudient ce bill depuis des mois et nous ont fait connaître leur objections, mais ils ne sont pas opposés à cet article. Je serais d'accord avec vous s'il s'agissait là d'un article dont il aimeraient discuter, mais ils sont au courant de ce fait depuis longtemps et ils ne s'y opposent pas. Ils se sont opposés à de nombreux autres articles, mais pas à celui-là.

**Le président:** De toute façon, M. Towers voudra demander au ministre de la Justice lundi soir quel sera l'ordre du jour de la conférence. Je ne suis toutefois pass certain en quoi cela a trait à cet amendement.

**M. Allmand:** Je ne crois pas que les procureurs s'opposent à cet article.

**Le président:** Nous pouvons peut-être adopter l'amendement et permettre à M. Towers de poser cette question au ministre de la Justice lundi soir.

**Des voix:** D'accord.

**Le président:** L'amendement de M. Fox est-il adopté?

L'amendement est adopté.

**Le président:** Nous passons maintenant à l'amendement de M. Woolliams, à la page 5.

**M. Woolliams:** Aux pages 5 et 6 plus exactement. Il s'agit peut-être d'une question d'ordre technique, mais je me demandais pourquoi dans la définition «arme prohibée» désigne il est question de a), b), c) et d), et il y aura certaines modifications à cet égard, pourquoi donc ces paragraphes sont-ils tous distincts les uns des autres. Pourquoi ne pas dire «ou»? Il peut s'agir d'une arme à feu, d'un couteau ou d'un autre type d'arme. Pourquoi ne pas alors inscrire «ou»? Pour l'instant, ces paragraphes sont tous distincts. C'est une question de rédaction.

**M. Allmand:** J'ai votre document mais j'ai de la difficulté à trouver ce dont vous parlez.

**M. Woolliams:** Cela se trouve au bas de la page, monsieur le ministre. On dit: «tout appareil ou dispositif propre...» etc. et ensuite «ou». Chaque paragraphe est ainsi distinct. Il y a quatre catégories d'armes prohibées et une arme peut appartenir à l'une des quatre catégories. N'est-ce pas exact?

**M. Allmand:** J'essaie de suivre les amendements dans l'ordre où vous nous les avez présentés.

**M. Woolliams:** Eh bien, ils sont tous brochés ensemble.

**M. Allmand:** Cet amendement se trouve-t-il à la page 5? Car il est question d'un couteau à la page 5.

**M. Woolliams:** On ne fait ici que citer l'article à nouveau. C'est à la page 5.

**M. Allmand:** A la page 5 de quel document?

**M. Woolliams:** De mes amendements.

**M. Allmand:** Très bien. Je viens de mettre le doigt dessus.



[Texte]

**An hon. Member:** And page 3 of the bill.

**Mr. Woolliams:** Right. Pages 2 and 3. Bottom of page 2 and top of page 3.

**Mr. Allmand:** This is the one where you say: "or report of a firearm, or (b), any knife that has a blade that opens automatically . . .?"

**Mr. Woolliams:** Yes. Why is not "or" used? They are all four different things.

Why I am asking that is because, in the amendment found on page 6, we are changing definitions there. We will be striking out lines 24 to 41; and I felt that it should read and I may be wrong, that even if you did not change the bill at all that between (a), (b), (c) and (d), there should be an "or". You have an "or" at the end but not in between all those.

**Mr. Fox:** Your amendment, basically, is to add "or" after each one?

**Mr. Woolliams:** Well, that is the first. And then, at the end, we add a new group of sections, you see. I just want to get that for clarification.

**The Chairman:** This is Mr. McCleave's graphic illustration of your point.

• 1040

**Mr. Woolliams:** I am trying to follow my own amendment.

**Mr. Allmand:** Some of them do not have "or" and some of them do.

**Mr. Woolliams:** That is what I wondered about.

**Mr. Allmand:** I am told that is purely a grammatical way of expressing it, if you say (a), (b), (c), (d) or (e), it is really all "or", I guess.

**An hon. Member:** You do not have to say (a) or (b) or (c) or (d).

**Mr. Allmand:** Yes.

**Mr. Woolliams:** I accept that, so you can withdraw page 5 of mine, that was amendment number 5, and then you may have to change our amendment number 6 back into your style.

**The Chairman:** Is that agreeable to the Committee, that Mr. Woolliams withdraw his amendment?

**Some hon. Members:** Agreed.

**Mr. Woolliams:** Now the next one is lines 24 to 41 on page 3, and we are changing that part; we say strike out lines 24 to 41. You, too, have an amendment on this, I think.

**An hon. Member:** Mr. McCleave may have an amendment before that one.

**Mr. McCleave:** I think the government amendment comes next.

**An hon. Member:** Yes, that is right.

**The Chairman:** Yes, I think probably the government amendment would come first.

[Interprétation]

**Une voix:** Et à la page 3 du bill.

**M. Woolliams:** C'est exact. Au bas de la page 2 et en haut de la page 3.

**M. Allmand:** Il s'agit des paragraphes qui stipulent: «ou la détonnation d'une arme à feu, ou b) tout couteau dont la lame s'ouvre automatiquement . . .»?

**M. Woolliams:** En effet. Pourquoi le mot «ou» n'est-il pas employés? Il s'agit de quatre choses tout à fait différentes.

Je vous pose cette question car l'amendement de la page 6 propose de modifier certaines définitions. Nous retrancherons les lignes 8 à 28, et j'ai peut-être tort, mais même si l'on ne modifie pas le bill on devrait au moins insérer le mot «ou» entre a), b), c) et d). Ce mot paraît déjà à la fin, mais il devrait se trouver entre chaque paragraphe.

**M. Fox:** En fait, votre amendement vise à ajouter l'expression «ou» après chaque paragraphe?

**M. Woolliams:** C'est mon premier amendement. Ensuite, à la fin nous avons ajouté un nouveau groupe d'articles. Ils n'ont pour but que d'apporter des précisions.

**Le président:** M. McCleave a illustré votre argument par un graphique.

**M. Woolliams:** J'essaie de comprendre mon propre amendement.

**M. Allmand:** Certains n'ont pas le terme «ou» et d'autre l'ont.

**M. Woolliams:** C'est justement ce que je me demandais.

**M. Allmand:** On me dit qu'il s'agit simplement d'une façon grammaticale de s'exprimer lorsque l'on dit (a), (b), (c), (d) ou (e). Nous aurions pu inscrire «ou» au lieu des virgules.

**Une voix:** Il est inutile de dire (a) ou (b) ou (c) ou (d).

**M. Allmand:** En effet.

**M. Woolliams:** Je partage votre avis et je retire l'amendement no 5. Il faudra peut-être changer le style de notre amendement no 6.

**Le président:** Acceptez-vous que M. Woolliams retire son amendement?

**Des voix:** D'accord.

**M. Woolliams:** Le prochain amendement apporte des changements à la page 3, lignes 24 à 41. Nous proposons de les supprimer toutes. N'avez-vous pas vous même un amendement sur ces alinéas?

**Une voix:** M. McCleave avait-il un amendement antérieur à proposer?

**M. McCleave:** Prenons d'abord l'amendement proposé par la majorité.

**Une voix:** Oui, vous avez raison.

**Le président:** En effet, traitons d'abord de l'amendement de la majorité.

[Text]

**Mr. Woolliams:** Well let us put it.

**The Chairman:** If it is agreed then, let us take the government amendment which is on page 4 of the general grouping of amendments. Would Mr. Fox care to move this amendment?

**Mr. Fox:** Yes, we have two amendments on the area of prohibited weapons.

I move that Clause 3 of Bill C-83 be amended by striking out line 4 on page 3 and substituting therefor the following:

"(c) any firearm, not being a restricted weapon described in paragraph (c) of the definition of that expression in this section, that is designed,"

and the French version accordingly.

**The Chairman:** Mr. Sarchuk.

**Mr. Sarchuk:** The initial proposal in Bill C-83 contained a clause in the definition of prohibited weapons section which would have prohibited any firearm that is designed, altered or intended to fire bullets in rapid succession during one pressure of the trigger. This had the effect of prohibiting all fully automatic weapons. As a result of considering certain representations made, particularly by the small number of collectors of fully automatic weapons, the section has now been amended to strike out that paragraph (c) and substitute the one that has been moved by Mr. Fox. This section has to be read in conjunction with paragraph (c) of the restricted weapon definition which will be proposed as an amendment by Mr. Fox.

**Mr. Woolliams:** What is basically the purpose?

**Mr. Allmand:** This is to provide for the grandfather clause to allow those who are holders of fully-automatic weapons now, the collectors. Remember the other day I introduced it?

**Mr. Woolliams:** Right.

**Mr. Allmand:** Well this is to provide for that, so that those people who are collectors of fully automatics can keep their guns.

**Mr. Woolliams:** What would it have done before you amended it?

**Mr. Allmand:** There are other sections that come to play on that, too.

**Mr. Sarchuk:** Before we amended it, it would have meant that any person who had a fully automatic weapon would have had to dispose of it because it would have been a prohibited weapon. If you look at the proposed amendment to paragraph (c) of the restricted weapons section, you will see that any firearm that is designed, altered or intended to fire bullets in rapid succession during one pressure of the trigger, and that on June 1, 1976 was registered as a restricted weapon and formed part of a gun collection in Canada of a bona fide gun collector. So, utilizing those two sections, what we have achieved is a system whereby all people who have fully automatic weapons which are registered today and which form part of a bona fide collection these particular weapons will not be prohibited. However, all other fully automatic weapons from this point of time on will be prohibited. You will not be able to import the, you will not be able to buy them in the stores or deal with them in any way.

[Interpretation]

**M. Woolliams:** Présentez-le alors.

**Le président:** Si vous êtes d'accord, nous passerons à l'amendement de la majorité qui se trouve à la page 4 du document où sont regroupés les amendements proposés. M. Fox voudrait-il en faire la proposition?

**M. Fox:** Nous soumettons deux amendements qui portent sur les armes prohibées.

Je propose d'amender l'Article 3 du bill C-83 par la suppression de la ligne 4 de la page 3 qui sera remplacée par ce qui suit:

«c) toute arme à feu, autre qu'une arme à autorisation restreinte telle que décrite à l'alinéa c) de la définition de cette expression au présent article, destinée de par sa»

Il faut aussi changer la version française.

**Le président:** Monsieur Sarchuk.

**M. Sarchuk:** Au début, le bill C-83 contenait un article dont les définitions d'arme prohibée qui aurait interdit toute arme à feu destinée, de par sa construction ou ses modifications à permettre de tirer rapidement plusieurs balles pendant la durée d'une pression sur la détente. Cela aurait abouti à la prohibition de toute arme à tir automatique. Suite aux instances d'un petit nombre de collectionneurs d'armes à tir automatique, l'article a été amendé par la suppression de l'alinéa (c) et remplacé par l'alinéa proposé par M. Fox. Il faut le lire conjointement avec la définition modifiée des armes à autorisation restreinte qui sera proposée par M. Fox.

**M. Woolliams:** Précisément quel but poursuivons-nous?

**M. Allmand:** Il s'agit de protéger les droits acquis des collectionneurs présentement propriétaires d'armes à tir automatique. Rappelez-vous, j'en ai parlé l'autre jour.

**M. Woolliams:** Très bien.

**M. Allmand:** Nous voulons permettre aux collectionneurs d'armes à feu de conserver leurs armes à tir automatique.

**M. Woolliams:** Quelle était leur situation avant cet amendement?

**M. Allmand:** D'autres articles touchent aussi cette question.

**M. Sarchuk:** Avant l'amendement, toute personne propriétaire d'une arme à tir automatique devait s'en déporter puisque cette arme devenait une arme prohibée. Si vous étudiez attentivement l'amendement proposé pour l'alinéa (c) de l'article qui traite des armes à feu à autorisation restreinte, vous constaterez que toute arme à feu destinée, de par sa construction ou ses modifications à permettre de tirer rapidement plusieurs balles pendant la durée d'une pression sur la détente doit être enregistrée à compter du premier juin 1976 comme arme à autorisation restreinte si elle fait véritablement partie d'une collection. Donc, grâce à ces deux articles, nous avons mis au point un système qui permettra à toute personne détenant actuellement des armes à tir automatique déjà enregistrées dans le cadre d'une collection en bonne et due forme de ne pas se voir interdire la possession de celles-ci. Toutefois, toutes les autres armes à tir automatique, seront dorénavant interdites. Il sera donc impossible de les importers, de les acheter dans les magasins ou de s'en procurer de toute autre façon.

[Texte]

[Interprétation]

• 1045

**Mr. McCleave:** Does this, Mr. Chairman, not deal with the point that I made in the House of Commons that the way the proposal came before us it could have meant that the civilian-run war museum on Citadel Hill in Halifax would have to take all its paraphernalia of weaponry and dispose of them? There would not have been any possibility of such collections existing anywhere in Canada.

**Mr. Sarchuk:** That is right and there is a further proposed amendment which will be moved by Mr. Fox—it is, I think around proposed Section 100—which makes a specific exemption for prescribed museums in addition to this particular section that we are speaking of now.

**The Chairman:** I have the names of Mr. Milne and Mr. Dick.

**Mr. Milne:** Just very briefly, Mr. Chairman, a question as to how you are going to establish who was and who was not a collector as of June 1.

**Mr. Allmand:** Right now you have to have all fully automatics registered under the present law.

**Mr. Milne:** So you just use the registration.

**Mr. Allmand:** Those people will be allowed to keep their fully automatics, but there will be restrictions on who they can sell them to and there will be no new importations in Canada.

**Mr. Milne:** Just further to that, is there no loophole whereby collectors of non prohibited weapons or fully automatics can now add these to their collections?

**Mr. Allmand:** Add what to their collection?

**Mr. Milne:** Buy prohibitive weapons from other collectors.

**The Chairman:** Additional weapons.

**Mr. Allmand:** The same restriction does not apply to handguns as to fully automatics. We were not going to completely prohibit handguns. We are prohibiting fully automatics except for this very restricted area.

**Mr. Milne:** Those who now own them.

**Mr. Allmand:** Yes.

**The Chairman:** Can those who now own them purchase more from others who now own them?

**Mr. Allmand:** From others who now own them in Canada, but they cannot import them. The ones in Canada can exchange them among themselves.

**Mr. Milne:** A collector now who does not have fully automatic weapons cannot add to his other gun collection.

**M. McCleave:** Monsieur le président, n'est-ce pas là justement la réponse au point que j'ai soulevé à la Chambre des communes voulant que cette proposition dans la forme où elle nous a été soumise, pouvait faire croire que le Musée de guerre de Citadel Hill à Halifax qui est administré par des civils, devrait se départir de son inventaire d'armes? Il aurait été impossible d'assembler une telle collection au Canada.

**M. Sarchuk:** En effet, il y a en outre un autre amendement proposé par M. Fox... à l'article 100 je crois... outre l'article dont nous parlons, qui exempte de façon précise les musées.

**Le président:** J'ai les noms de M. Milne et de M. Dick.

**M. Milne:** Très brièvement, monsieur le président, j'aimerais savoir comment l'on va décider qui était et qui n'était pas un collectionneur au premier juin.

**M. Allmand:** A compter de maintenant, il faut faire enregistrer toutes les armes automatiques en vertu de la présent loi.

**M. Milne:** Il suffit donc de les enregistrer.

**M. Allmand:** Les collectionneurs pourront garder leurs armes à tir automatique, mais devront respecter les restrictions quant à la revente; en outre, il n'y aura plus d'importation.

**M. Milne:** Encore une chose, n'y a-t-il aucune lacune qui permettrait aux collectionneurs d'armes non prohibées ou d'armes à tir automatique d'ajouter ces armes à leurs collections?

**M. Allmand:** Ajouter quelles armes à leurs collections?

**M. Milne:** Acheter des armes prohibées d'autres collectionneurs.

**Le président:** Des armes supplémentaires.

**M. Allmand:** La même restriction ne s'applique pas aux armes de poing qu'aux armes à tir automatique. Nous n'allons pas interdire tout à fait les armes de poing. Nous interdisons les armes à tir automatique, sauf dans ce cas très particulier et restreint.

**M. Milne:** C'est-à-dire dans le cas des collectionneurs qui en ont déjà.

**M. Allmand:** Oui.

**Le président:** Les possesseurs actuels peuvent-ils se procurer d'autres armes de collectionneurs qui en ont?

**M. Allmand:** Oui, si ces armes sont détenues au Canada, mais il est impossible d'en importer. Les collectionneurs canadiens peuvent se les échanger entre eux.

**M. Milne:** Un collectionneur qui n'a pas déjà d'armes complètement automatiques ne peut donc pas ajouter cette catégorie d'armes à sa collection?



[Text]

Mr. Allmand: No.

The Chairman: Mr. Dick and then Mr. Anderson.

Mr. Dick: What is going to be the effect, also, is that if there happened to be a sale going on in France of automatic weapons, if they were part of the sale, even though a person is a bona fide collector now, he would not be able to go outside the country and purchase a new piece of automatic weaponry, even though it was of 1910 vintage or something, add it to his collection. Is that not correct?

Mr. Allmand: That is right.

Mr. Dick: That is fine.

Mr. Allmand: Because he would not be registered.

Mr. Dick: He would not be registered now because he is going to go out next year maybe and buy it. He would not be registered now, so he could not do it. You cannot add to an automatic collection.

Mr. Allmand: That is right.

Mr. Dick: Would you be able to add to a museum's automatic collection?

Mr. Allmand: Yes.

Mr. Dick: By this subsequent clause coming in under proposed Section 105.

Mr. Allmand: Yes.

Mr. Dick: Fine. The second thing—I apologize because I missed the representations at that time, as you indicated, about the small number of people who have bona fide collections of automatic weapons and so on—could you indicate to me how many such people exist and how many automatic weapons would be involved?

Inspector R. Hoban (Gun Control Section, Royal Canadian Mounted Police): We have approximately 4,000 fully automatic weapons registered at our fire-arms registry. That population is probably distributed amongst 1,500 to 2,000 people.

Mr. Dick: Automatic weapons historically have only been really in effect for what, 40 years?

Insp Hoban: Effectively since World War I, the late part of World War I, 40 years.

Mr. Dick: Most of those automatic weapons then could be put into use today in one way or another?

Insp Hoban: Yes.

Mr. Dick: I am just wondering, I am really asking the Committee in collective thoughts, in a way, out of 22 million Canadians, whether we really have to go to a provision to protect 1,500 to 2,000 which are holding maybe 4,000 out of 8 million firearms—I think those are the figures that we have heard bandied around—to protect them in a special provision? I really question whether we should exclude the automatic weapon and not put it back into the quite severe form that it was. I am not one that really wants to see an awful lot of automatic weapons around, because it really does not help the sportsman, it does not help the guy who is in a sports club or skeet shooting or pistol range or whatever.

[Interpretation]

M. Allmand: Non.

Le président: M. Dick suivi de M. Anderson.

M. Dick: Il s'ensuit donc que s'il y a une vente d'armes automatiques en France, même si quelqu'un est un collectionneur en bonne et due forme à l'heure actuelle, cette personne ne pourra pas aller à l'étranger et acheter une nouvelle pièce automatique, même s'il s'agit d'une arme datant de 1910 par exemple, pour l'ajouter à sa collection. Est-ce exact?

M. Allmand: En effet.

M. Dick: Très bien.

M. Allmand: Parce que cette personne n'est pas déjà inscrite.

M. Dick: Elle ne serait pas déjà inscrite puisque ce n'est que l'an prochain qu'elle irait acheter une telle arme. Il est donc impossible d'accroître une collection d'armes automatiques.

M. Allmand: C'est juste.

M. Dick: Un musée pourrait-il ajouter à sa collection d'armes automatiques?

M. Allmand: Oui.

M. Dick: En ajoutant une disposition à cet effet à l'article proposé 105.

M. Allmand: Oui.

M. Dick: Très bien. Deuxièmement, je m'excuse, j'ai manqué l'énoncée où vous parliez du petit nombre de personnes qui sont reconnues collectionneurs en bonne et due forme d'armes automatiques et donc pourriez-vous me dire combien de personnes sont dans cette catégorie et combien d'armes automatiques elles détiennent?

Inspecteur R. Hoban (Unité du contrôle des armes à feu, Gendarmerie royale du Canada): Il y a environ 4,000 armes complètement automatiques inscrites dans notre registre. Mille cinq cents ou deux mille personnes se les partagent.

M. Dick: Les armes automatiques n'existent en réalité que depuis quarante ans?

Insp. Hoban: En fait, depuis la première guerre mondiale, la fin de la première guerre mondiale, quarante ans.

M. Dick: Par conséquent, la plupart de ces armes automatiques pourraient être utilisées d'une façon ou d'une autre aujourd'hui?

Insp. Hoban: Oui.

M. Dick: Je crois résumer la pensée du comité en demandant si nous avons besoin de disposition spéciale pour protéger les 1,500 à 2,000 personnes qui possèdent 4,000 des 8 millions d'armes à feu parmi 22 millions de Canadiens—il me semble que ce sont les chiffres avec lesquels on a jonglé? Je me demande si nous devons exclure les armes automatiques ou maintenir les restrictions sévères, n'étant pas parmi ceux qui voudraient voir traîner un peu partout des armes automatiques qui ne sont d'aucun secours aux tireurs sportifs.

## [Texte]

**Mr. Allmand:** Originally, this was why we wanted to ban them altogether, but we found, as I mentioned in the Committee a few meetings ago, that there were some of these collectors who in good faith had paid out a lot of money. Some of these automatics are collected like antique cars or rare stamps, and some of them are worth thousands of dollars. I have met some of these fellows who have two or three automatics. One man had four worth \$4,000, and we were caught between two principles; to ban fully automatics or to confiscate property in the hands of individuals, so we put in this grandfather clause.

**Mr. Dick:** I can well appreciate between those two alternatives that you have taken what I think would be a normal course in a democratic society. However, there is another alternative, and that would be—and it may require an amendment—whether the government might buy at the cost that the people put out for these antiques, these automatic antiques, and they could then distribute them amongst the various museums in the country, which would be exempt under this subsequent provision, because I am really not in favour of any automatic type weapons running around.

I realize that for an outlay of money there may have to be another recommendation. I do not know. But I would not try and put up a hassle on it.

**Mr. Allmand:** We considered that. The difficulty was that to pay them the price they paid is not the value today in many cases. Again I have met fellows who have these things and already their guns have appreciated very much.

**Mr. Dick:** We could assure proper evaluation, could we not?

**Mr. Allmand:** On balance we thought this was the best way to meet the problem.

**Mr. Dick:** The easiest way out, I recognize, but I am not sure it is the best.

**Mr. Allmand:** Well, I do not know if it was so easy. We struggled with this for a long time. We are also in a situation where we are trying to control expenditures, and I do not know how many thousands of dollars we might have to put out to buy these guns and put them in museums.

**Mr. Dick:** There is an exemption for peace and security on the control of expenditures and restraint in the government programs.

**Mr. Allmand:** In any case, all I can tell you is that this is the answer we put to a difficult problem. These people will run out after one generation. They cannot leave them in their estates. They will then have to be sold, as you say, or bought by museums.

The grandfather clause is so that you do not confiscate or cause them loss of money. It is amazing. Some of these people are ordinary working men who have put out a lot of money. Some of them only a year ago put out hundreds of dollars, thousands of dollars. I saw one man who had an automatic used by a leading officer in the Chinese army, with the Chinese markings on the Bren gun, some kind of machine gun, and that one was worth a lot of money because of the markings and so on.

## [Interprétation]

**M. Allmand:** C'est pourquoi nous avons voulu d'abord les éliminer complètement; mais nous avons constaté, comme on l'a fait remarquer précédemment, que certains de ces collectionneurs étaient de bonne foi et avaient engagé de grosses sommes. Certaines armes automatiques sont collectionnées comme les anciennes voitures ou les timbres rares et valent parfois des milliers de dollars. J'en ai rencontré qui possédaient deux ou trois armes automatiques et l'un d'eux en possédait quatre d'une valeur de 4,000 dollars. Nous nous sommes trouvés pris entre deux principes le marteau et l'enclume: soit interdire complètement les armes automatiques ou confisquer celles qui étaient entre les mains de particuliers et l'avons inclus dans une clause paternaliste.

**M. Dick:** J'apprécie votre décision démocratique; toutefois, il y a une autre alternative qui exigerait peut-être un amendement. Ce serait pour le gouvernement d'acheter à ceux qui les possèdent ces armes automatiques de collectionneurs au prix qu'elles leur ont coûté et les distribuer ensuite aux musées nationaux, exempté en vertu de la disposition suivante. J'éprouve une extrême répugnance à voir des armes automatiques traîner un peu partout.

Peut-être faudrait-il une autre recommandation pour obtenir les fonds voulus. Je ne sais pas et je ne veux pas commencer une chicane.

**M. Allmand:** Nous y avons pensé. Mais bien souvent le prix que les armes ont coûté ne représente pas leur valeur aujourd'hui; elles ont parfois acquis une valeur considérable.

**M. Dick:** Ne pourrions-nous en assurer l'évaluation?

**M. Allmand:** Tout compte fait, nous l'estimons la meilleure façon de procéder.

**M. Dick:** La façon la plus facile de s'en tirer, je l'admets; mais je ne suis pas sûr que ce soit la meilleure.

**M. Allmand:** Je ne sais pas si c'est si facile; nous avons longtemps débattu la question. Nous devons aussi restreindre les dépenses et je ne sais combien de milliers de dollars cela coûterait pour acheter ces fusils et les placer dans des musées.

**M. Dick:** Il y a dispense de contrôle de prévue pour la paix et la sécurité quant aux dépenses et restrictions officielles.

**M. Allmand:** En tout état de cause, c'est la réponse que nous pouvons donner à un problème complexe. La cause expire avec la génération car ces armes ne peuvent être transmises par succession et elles doivent donc être vendues, comme vous le suggérez, ou achetées par des musées.

La clause paternaliste vise à prévenir la confiscation ou la perte d'argent. C'est étonnant. Certains de ces collectionneurs sont des travailleurs ordinaires qui ont consacré beaucoup d'argent à leur collection et qui, il y a un an à peine dans certains cas, ont engagé des centaines ou même des milliers de dollars. Un de ceux à qui j'ai parlé possédait une arme automatique d'un officier supérieur de l'Armée chinoise, avec les poinçons chinois sur le Bren, sorte de mitraillette, et valait beaucoup à cause des poinçons et autres marques.



[Text]

**Mr. Dick:** I appreciate that. I do not think the individual citizen should be out of pocket, because he bought it in good faith at a time when he had the right to do it. I do not think in a democratic society we just go and confiscate without appropriate amount of payment. After all, we even have expropriation laws for taking land, but since there is not a restraint per se in respect of the exception very forcefully made by the Prime Minister and by others at times on this peace and security package. With such a small number of individuals and the small number of weapons involved, I would really seriously ask the Solicitor General whether we should make an exception for such a small class. I throw it out because I have a concern about this. I would like you to take it back for consideration. I can tell you that you would get my support if you wanted to confiscate with compensation appropriately set up by the Antique Gun Collector's Society of North America or whatever it is.

**Mr. Allmand:** Your arguments are well put and many people share those views. We have decided after long discussion and after meeting with many of the representatives—the people who came to this Committee—and looking at their briefs, to put forward this amendment. This is the view of the government now.

**Mr. Dick:** I thought if anybody else has any comment on it, perhaps it would enlighten me. It is a concern that I have.

**Mr. Allmand:** I would say we are toughening up considerably on the storage requirement for these—storage and transfer and so on.

**Mr. Dick:** That must be under regulations, is it?

**Mr. Sarchuk:** Yes, it will be.

**Mr. Allmand:** That will come later on.

**Mr. Dick:** Thank you.

**Mr. Allmand:** Well, you will see the regulations.

**The Chairman:** Mr. Anderson.

**Mr. Anderson:** Mr. Chairman, I have to go on duty shortly and I wonder if I may ask one question. Line 25 on page 3 of the bill in your restricted weapon definition states, "is less than twenty-six inches in length" and the following subparagraph says, "has a barrel that is less than eighteen and one-half inches." Could the Solicitor General or one of his people up there tell me if the previous legislation was 18 inches or 18.5 inches?

**Mr. Sarchuk:** Previous legislation was "any firearm that is less than twenty-six inches in length." There was no limitation on barrel length.

**Mr. Anderson:** All right. Regarding the 18.5 inches, I have had several meetings with gun clubs in my constituency and they advised me that there are many rifles in Canada that have 18-inch barrels. I am not sure if this is the designation but the M-16 I believe is what they used as an example. It is a carbine from the second world war and apparently there are several thousand of them in Canada today. I am just wondering if any research has been done in what in fact you may be doing, that is, making a restricted weapon out of these long rifles that have an 18-inch barrel.

[Interpretation]

**M. Dick:** Je le comprends. Je ne vois pas pourquoi alors qui fait l'acquisition de bonne foi perdrait de l'argent en avait le droit; je ne vois pas comment on peut démocratiquement confisquer son bien sans une indemnisation appropriée. Après tout, il y a des lois d'expropriation des terres et puisqu'il n'y a pas d'interdiction formelle du premier ministre ou autres autorités relativement à l'exemption prévue pour la paix et de la sécurité. Étant donné que cela n'implique que quelques armes à feu et quelques personnes, je voudrais demander au Solliciteur général s'il ne croit pas que nous devrions faire une exception pour une telle catégorie? J'ai posé cette question parce qu'elle me préoccupe beaucoup. Je voudrais que vous preniez cette suggestion en considération. Je peux vous assurer de mon appui si vous décidez de confisquer les armes selon les tableaux d'indemnisation fixées par la *Antique Gun Collector's Society of North America*, ou quelque association de ce genre.

**M. Allmand:** Vos arguments sont bien fondés et beaucoup de personnes partagent votre point de vue. Nous avons eu de longues discussions; nous avons rencontré la plupart des témoins qui ont comparu devant ce comité; nous avons examiné leurs mémoires et nous avons décidé de présenter cet amendement. C'est là le point de vue du gouvernement à l'heure actuelle.

**M. Dick:** Si quelqu'un d'autre avait quelque chose à ajouter à ce propos, cela m'aiderait peut-être un peu. C'est une question qui me préoccupe beaucoup.

**M. Allmand:** Nous sommes beaucoup plus sévères en ce qui concerne les exigences d'entreposage de ces armes, leur transfert et ainsi de suite.

**M. Dick:** Cela fait-il partie des règlements?

**M. Sarchuk:** Oui, ces dispositions seront incluses aux règlements.

**M. Allmand:** Cela viendra plus tard.

**M. Dick:** Merci.

**M. Allmand:** Vous pourrez lire les règlements.

**Le président:** Monsieur Anderson.

**M. Anderson:** Monsieur le président, il faut que je me présente à la Chambre très bientôt et je me demande si je pourrais poser une question. A la page 2 du projet de loi, neuvième ligne, on retrouve la précision suivante: «qui mesure moins de 26 pouces de longueur». Le sous-alinéa qui suit stipule: «dont le canon mesure moins de 18½ pouces de longueur». Je me demande si le solliciteur général ou l'un de ses fonctionnaires pourraient me dire si la loi antérieure précisait que le canon devait mesurer 18 ou 18½ pouces?

**M. Sarchuk:** La loi antérieure précisait: «toute arme à feu qui mesure moins de 26 pouces de longueur». Il n'y avait aucune limite en ce qui concerne la longueur du canon.

**M. Anderson:** Très bien. A plusieurs reprises, j'ai rencontré les représentants de clubs de tir dans ma circonscription et ils m'ont dit qu'il existe de nombreuses carabines au Canada dont le canon mesure 18 pouces. Si je ne m'abuse, ils m'ont cité la carabine M-16 en exemple. Il s'agit d'une carabine de la deuxième guerre mondiale et il semble qu'il en existe plusieurs milliers au Canada à l'heure actuelle. Je me demande si le gouvernement a effectué des recherches à ce propos, car on désignerait comme armes à autorisation restreinte ces carabines dont le canon mesure 18 pouces.



[Texte]

**Mr. Allmand:** Mr. Sarchuk has some information on that.

**Mr. Sarchuk:** The information we were given is that the reason the barrel length has now been defined is to bring into the restricted weapon category weapons such as the 30-calibre M-1, which I think is similar to the one you are speaking of, and other similar short-barrelled weapons that are now very often manufactured and advertised as self-protection weapons. We have been advised by a very large number of police departments and many people in the hunting community that these particular weapons have almost no use in terms of sporting use or hunting use. The reason 18.5 inches was picked is that it will not restrict semi-automatic weapons specifically designed for hunting such as the Remington 742 carbine and the Model 100 Winchester which apparently are very, very good sporting rifles. They have barrel lengths of 18.5 inches. I grant you it is a little arbitrary when you pick 18 instead of 17.5 or 18.5. The idea was to draw a dividing line between those weapons with a consistent use and application in hunting and sporting purposes and those that are short-barrelled and now being mass-produced and advertised as self-protection weapons. Those, we feel, should fall under the restricted weapon category.

**Mr. Anderson:** Mr. Chairman, do you have any figures as to how many M-1's, M-16's are in existence in Canada today that are being used for hunting purposes because, as I say, the gun clubs that I talked to have told me there are several thousand—they are talking about between 10,000 and 15,000—already in existence in Canada. These weapons would now become restricted weapons, and I am not sure if that is what you are intending to do. Since we are only talking a half-inch... it is similar to the point Mr. Dick brought up—are these weapons now going to be restricted weapons because of that half-inch? I am not disagreeing that we should have a limitation, but you are, in fact, penalizing those people who already have guns that are 18 inches.

**Mr. Allmand:** Inspector Hoban.

• 1100

**Insp Hoban:** We made an examination and we made two exclusions in this definition. One is that it has to fire centre-fire ammunition, therefore, all your carbines that are .22 calibre—bearing in mind that the .22 calibre is all rim-fire—would not be caught by this definition. Many of these carbines, I believe, to which your groups are referring are .22 calibre which, therefore, fire rim-fire ammunition. This definition says it must fire centre-fire ammunition.

**Mr. Anderson:** Thank you very much, Mr. Chairman. The point they brought up was that many of them are in calibres in excess of .22. I believe some of them referred to .303 which, in this case, would make them a restricted weapon. I certainly do not want to belabour the point. It was just something that was brought to my attention and I certainly would not want to penalize legitimate gun owners and cause these weapons to be restricted.

**Mr. Allmand:** Inspector Hoban may comment on that.

[Interprétation]

**M. Allmand:** M. Sarchuk a des renseignements à ce sujet.

**M. Sarchuk:** On nous a informés que la raison pour laquelle on avait précisé la longueur du canon était d'inclure parmi les armes à autorisation restreinte des armes telles que la M-1 de calibre 30, qui ressemble de très près à l'arme dont vous avez parlé, ainsi que d'autres armes à canon court qui sont assez rarement fabriquées et vendues en tant qu'armes de protection individuelle. La police ainsi que les représentants des chasseurs nous ont dit que ces armes ne conviennent ni pour la chasse ni pour le tir à cible. Nous avons précisé que le canon devait mesurer 18½ pouces afin de ne pas mettre les carabines de chasse, telles que la Remington 742 et la Winchester modèle 100 (il paraît que ce sont d'excellentes carabines de chasse) parmi les armes à autorisation restreinte. Le canon de ces carabines mesure 18½ pouces. Bien entendu, il est assez arbitraire d'établir la longueur à 18 pouces, plutôt que 17½ pouces ou 18½ pouces. Nous voulions faire une distinction entre les fusils de chasse et de tir et les armes à canon court fabriquées en masse à l'heure actuelle et vendues en tant qu'armes de protection individuelle. A notre avis, ces dernières devraient être inscrites parmi les armes à autorisation restreinte.

**M. Anderson:** Monsieur le président, pourriez-vous nous fournir des chiffres au sujet du nombre de M-1 et de M-16 en existence au Canada à l'heure actuelle et servant en tant que carabines de chasse, car comme je l'ai dit, les représentants des clubs de tir auxquels j'en ai parlé, m'ont dit qu'il y en avait plusieurs milliers. Ils ont indiqué qu'il y en avait entre 10,000 et 15,000 au Canada à l'heure actuelle. Ces armes feraient désormais partie d'une catégorie restreinte mais je ne suis pas sûr si vous avez l'intention de les y placer. Il s'agit ici d'un demi pouce... Cela revient à ce que disait M. Dick, car on peut se demander si ces armes seront désormais frappées d'une autorisation restreinte à cause d'un demi pouce seulement. Je conviens tout à fait qu'on doit imposer une limite mais ce faisant, vous imposez une pénalisation à ceux qui possèdent déjà des fusils de 18 pouces.

**M. Allmand:** Inspecteur Hoban.

**Insp. Hoban:** Nous avons étudié le cas et nous avons formulé une définition qui comporte deux exceptions. Tout d'abord, l'arme doit être à percussion centrale et donc, toutes les carabines calibre .22, qui sont des armes à percussion latérale sont exclues de cette définition. Bon nombre de ces carabines, dont parlent les associations, sont le calibre .22 et donc, elles sont à percussion latérale. La définition précise bien qu'il faut que l'arme soit à percussion centrale.

**M. Anderson:** Merci beaucoup monsieur le président. Les associations ont fait remarquer que beaucoup d'armes sont de calibre supérieur à .22. Je suppose qu'elles songent aux armes de calibre .303 qui, en vertu de cette définition, deviendraient des armes à autorisation restreinte. Mais je ne veux pas m'appesantir là-dessus. Il ne s'agit que d'un détail sur lequel on a attiré mon attention et je ne voudrais certainement pas que le détenteur légitime d'un fusil soit pénalisé; je ne voudrais pas que ces armes fassent partie de la catégorie restreinte.

**M. Allmand:** L'inspecteur Hoban a peut-être quelque chose à dire ici.

[Text]

**Insp Hoban:** We are not as aware of very many large calibre weapons with less than the 18-inch barrel. If we went to 18½, then somebody would say we should have gone to 19 and so forth. We did make an examination of a number of weapons that were advertised and this is the measurement we selected that would least impose hardships on hunters. It was designed to catch the carbine type weapon. The major police departments in 1972 recommended that Mark I carbines be restricted.

**Mr. Allmand:** Let us say that the police made strong recommendations to try to restrict the M-I's, because they are easy to get and are used quite often in criminal operations.

**Mr. Anderson:** Thank you very much, Mr. Chairman.

**The Chairman:** Mrs. Campagnolo.

**Mrs. Campagnolo:** Mr. Chairman, I have a number of people in my area who are not formal gun collectors, but who do, in fact, have collections, and among their collections are automatic weapons. How do they become formal, bona fide collectors in order to retain these weapons?

**Mr. Sarchuk:** The term "bona fide gun collector" will be one that will be defined by the courts. The process that we anticipate is that when a person who has a collection of firearms and has within that collection a fully-automatic weapon, he is the only one that really has perhaps a problem. He would make his application in relation to that particular weapon or if he happens to buy another fully-automatic weapon, for registration of that particular automatic weapon. At this stage, the commissioner who issues the registration certificate, would make the determination based on evidence submitted to him by the applicant as to whether that person is a bona fide gun collector. There will be a guideline.

If the determination is against the applicant, he then has the right of appeal, and the courts will interpret the phrase "bona fide gun collector". We felt that this was a far better way, to let the Courts interpret that phrase in its generally accepted meaning, rather than trying to define it in the statute.

**Mrs. Campagnolo:** I just wanted to register a caveat against the decision when it is made. There are fishermen who have large vessels that I am aware of who have kept automatic weapons—duly registered I believe—on their vessels, pending any confrontation with foreign vessels at sea. This does happen in British Columbia and there have been some rather unfortunate incidents of ramming, gear being wrecked and so on. I want to make sure that these people are given some consideration.

**Mr. Sarchuk:** I am advised that no carrying permits are issued for machine guns.

• 1105

**Mrs. Campagnolo:** I see. So they are illegal?

**Mr. Sarchuk:** So that if they have that machine gun on board the ship...

[Interpretation]

**Insp. Hoban:** Nous ne connaissons pas beaucoup d'armes de gros calibre dont le canon soit plus court que 18 pouces. Si nous passions à 18½ pouces, quelqu'un pourrait nous dire qu'on aurait dû aller jusqu'à 19, etc. Nous avons examiné un certain nombre d'armes qui sont annoncées et voilà la longueur que nous avons choisie car elle semblait permettre d'imposer le moins de restrictions aux chasseurs. Nous essayons de couvrir ici les armes de type mousqueton. Les commissariats de police ont recommandé en 1972 que les carabines Mark I fassent partie de la catégorie restreinte.

**M. Allmand:** Ajoutons que la police nous a recommandé fermement d'essayer de restreindre les M-I parce qu'on peut facilement obtenir ces armes et qu'elles servent très souvent pour des crimes.

**M. Anderson:** Merci beaucoup, monsieur le président.

**Le président:** Madame Campagnolo.

**Mme Campagnolo:** Monsieur le président, dans ma région il y a certaines gens qui sans être des collectionneurs de fusils commencent à posséder une collection d'armes qui comprend des armes automatiques. Comment devient-on un véritable collectionneur, un Collectionneur légitime afin de pouvoir garder ces armes?

**M. Sarchuk:** L'expression «collectionneur d'armes légitime» sera définie par les tribunaux. Voilà comment les choses se passeront: nous supposons qu'une personne qui possède une collection d'armes à feu parmi lesquelles se trouve un arme à tir automatique sera la seule pour qui se posera un problème. Cette personne fera une demande de permis relativement à cette arme en particulier ou si elle achète une autre arme automatique de sorte que ses armes automatiques seront enregistrées. A ce moment-là, le commissaire qui délivre les certificats d'enregistrement prendra une décision d'après les preuves présentées par le requérant et il déterminera s'il s'agit d'une collectionneur légitime. Il existera des directives.

S'il prend une décision négative, le collectionneur a le droit d'interjeter appel et ce sont les tribunaux qui interpréteront l'expression «collectionneur d'armes légitime». Nous avons cru que c'était là une bien meilleure façon de faire, à savoir laisser les tribunaux interpréter cette expression plutôt que d'incorporer une définition dans la loi.

**Mme Campagnolo:** Je voudrais m'inscrire en faux contre cette décision quand elle sera prise. IL y a des pêcheurs qui possèdent de gros navires et je sais qu'ils gardent à bord des armes automatiques, enregistrées en bonne et due forme je suppose, en cas d'altercations avec d'autres navires en mer. Il est arrivé en Colombie-Britannique des incidents regrettables, alors que des navires ont été éperonnés ou que le gréement a été endommagé. Je voudrais m'assurer que l'on tiendra compte des besoins de ces gens-là.

**M. Sarchuk:** On m'informe qu'il n'y a pas de permis de transport pour les mitraillettes.

**Mme Campagnolo:** Sont-elles donc illégales?

**M. Sarchuk:** S'il y a une mitraillette à bord du navire...



[Texte]

**Mrs. Campagnolo:** I will not tell you which ones they are.

**Mr. Allmand:** That is why we have an armed forces and a boat.

**Mrs. Campagnolo:** We do not have enough; that is why they have to do their own work.

**Mr. Allmand:** I would say, in principle, the solution to that problem is to beef up the Coast Guard.

**Mrs. Campagnolo:** That is right.

**Mr. Allmand:** Otherwise we could have some dangerous international incidents with some guy in a boat firing a machine gun at a . . .

**Mrs. Campagnolo:** We have already had those things happen. Thank you.

**The Chairman:** Excuse me. I will come back to you, Mr. Dick.

Mr. Milne and then Mr. Olivier. Mr. Milne.

**Mr. Milne:** I think Mr. Dick has raised the point I had in mind and I am satisfied with the response by the Minister. I just wanted to register on the record that I have some uneasiness about our continuing to have fully automatic weapons, even in the hands of collectors. For the rather few dollars that would be involved, the purchase of those from collectors might be considered. Maybe collectors do not want to give them up for any price, but I have some concerns about that. I would hope, though, that by grandfathering the collections and being very restrictive about how it is handled, at least we do one thing on an issue that I have never really understood, and that is even police forces selling weapons that they come by, automatics and so on. This would close off that avenue, of police forces holding auction sales and selling fully automatic weapons to other than people who are now bona fide collectors.

**Mr. Allmand:** I must say that I have recently written to all the attorneys-general and law enforcement people that might sell weapons of any kind—even the minister of natural resources in Ontario—and asked them not to do that. We have had a positive response from Ontario. Mr. MacBeth, the Solicitor General, responded to me and said that he agreed. For example, there was a case in Sudbury where they had an auction of weapons seized by either the police or the Wildlife Department. It seems they are going to take action in their provinces—well, I have not heard from all the provinces yet—to stop that.

**Mr. Milne:** May I just commend you on that and ask you to continue until you get agreement from all the provinces? That is a practice in Canada that really should not be carried out.

[Interprétation]

**Mme Campagnolo:** Je ne vous dirais pas desquelles il s'agit.

**M. Allmand:** C'est pourquoi nous avons une armée et un bateau.

**Mme Campagnolo:** Il n'y en a pas assez. C'est pourquoi ils doivent faire leur propre travail.

**M. Allmand:** Selon moi, la solution devrait être de renforcer les services des gardes côtiers.

**Mme Campagnolo:** Exactement.

**M. Allmand:** Autrement, nous risquons de faire face à des incidents internationaux dangereux, si un type quelconque commence à utiliser une mitraillette, dans un bateau . . .

**Mme Campagnolo:** Cela s'est déjà produit. Merci.

**Le président:** Veuillez m'excuser, je reviendrai à vous, monsieur Dick.

M. Milne, puis M. Olivier. Monsieur Milne.

**M. Milne:** M. Dick a posé la question qui m'intéressait et la réponse du ministre me satisfait. Je me contenterai donc simplement de vous faire part de mon appréhension devant le fait que l'on continue à autoriser certaines personnes à détenir des armes automatiques, même s'il s'agit de collectionneurs. Peut-être devrions-nous envisager de racheter ces armes aux collectionneurs, puisque cela ne coûterait certainement pas très cher. Certains ne voudront peut-être pas s'en débarrasser, à n'importe quel prix, mais je trouve cela très grave. Quoi qu'il en soit, en imposant des restrictions et en adoptant cette clause de protection des collectionneurs, j'espère au moins que l'on osera s'attaquer à un autre problème, que je trouve assez incroyable, qui est que les forces de police sont autorisées à vendre les armes qui viendront en leur possession. Ce genre de contrôle devrait permettre d'interdire aux forces de police d'organiser des ventes aux enchères et de vendre, par ce moyen, des armes automatiques à des personnes qui ne sont pas des collectionneurs de bonne foi.

**M. Allmand:** Je puis vous dire, à ce sujet, que j'ai récemment écrit à tous les procureurs généraux des provinces ainsi qu'à tous les responsables de l'application de la loi qui pourraient avoir à vendre des armes quelconques. Ceci m'a même amené à écrire au ministre des Ressources naturelles de l'Ontario. Dans ces lettres, je leur ai demandé d'arrêter ces pratiques. M. MacBeth, Solliciteur général de l'Ontario, m'a déjà répondu pour me dire qu'il était d'accord avec moi. Cela permettra donc d'interdire ce qui s'est passé récemment à Sudbury, c'est-à-dire une vente aux enchères d'armes saisies par la police ou par le service de la Faune. Je n'ai pas encore eu de réponse de toutes les provinces mais je pense qu'elles seront toutes d'accord pour interdire ce genre de pratique.

**M. Milne:** Je vous félicite d'avoir pris cette initiative et je vous demande de ne pas abandonner cette question tant que vous n'aurez pas reçu l'accord de toutes les provinces. Il s'agit en effet d'une pratique qui devrait être totalement interdite.



[Text]

**The Chairman:** Mr. Olivier.

**M. Olivier:** Monsieur Allmand, aura-t-on la chance de voir un jour la M-1 désignée arme à utilisation restreinte? Pourquoi cela ne serait-il pas fait dès maintenant, même si on avoue très candidement à tout le monde que ce n'est pas une arme automatique, quand on sait aussi que ce n'est pas nécessairement une arme de chasse?

J'ai rencontré plusieurs chasseurs qui m'ont dit ne s'en servir que très, très rarement. C'est une arme aussi dangereuse, à mes yeux, qu'un revolver qui n'est pas une arme automatique. Une M-1 est un danger public s'il n'y a pas de restrictions dans son emploi comme pour les revolvers. Je ne comprends pas pourquoi elle ne serait pas classée dans cette même catégorie.

**M. Allmand:** Malheureusement, c'est une question technique, et je n'ai pas compris.

**M. Olivier:** Mais je peux recommencer, cela ne me dérange pas.

**Mr. Allmand:** Do you want to listen to the whole question?

**M. Olivier:** J'ai dit ceci: les raisons qui semblent prévaloir pour ne pas classer la M-1 avec les armes à utilisation restreinte, est que cette arme n'est pas automatique. Or j'ai rencontré plusieurs chasseurs qui n'ont dit très clairement ne se servir que très rarement de ce genre d'arme-là.

Deuxième optique: je trouve que si le prétexte est simplement que cette arme n'est pas automatique, à mes yeux, elle est aussi dangereuse, et même plus qu'un revolver qui lui n'est pas automatique. Et je ne vois pas pourquoi la M-1 ne serait pas dans la catégorie des armes à utilisation restreinte.

Dernière question. Si cette arme n'était classée aujourd'hui dans cette catégorie-là, le Gouverneur général en conseil a-t-il le pouvoir d'en décider plus tard ou faudrait-il un amendement à la loi?

• 1110

**Mr. Sarchuk:** Perhaps I did not make myself very clear. The M-1 by definition now will be a restricted weapon. By our new definition, it will be a restricted weapon, in addition to many others of similar types. We just have a portion of a catalogue here, and most of the hunting rifles...

**Mr. Olivier:** But it is not an automatic one.

**Mr. Sarchuk:** It does not have to be an automatic.

**Mr. Olivier:** Semi-automatic.

**Mr. Sarchuk:** There are others...

**Mr. Allmand:** The automatic...

L'automatique sera prohibée, sauf pour les collecteurs d'armes semi-automatiques, comme le M-1.

**Une voix:** C'est à autorisation restreinte.

**M. Olivier:** Il faudra un permis comme dans le cas d'un revolver.

[Interpretation]

**Le président:** Monsieur Olivier.

**Mr. Olivier:** Mr. Allmand, do you think that the M-1 will one day, become a restricted weapon? Why could it not be so designated right now, even recognizing that it is not an automatic weapon since we also know that it is not necessarily a hunting weapon?

Indeed, I have met several hunters who have told me they very, very rarely use this kind of weapon, to me, it is as dangerous as a revolver, which is not an automatic weapon. If there are not restrictions on the use of the M-1, it can become a real public menace. So, why could it not be restricted?

**Mr. Allmand:** Unfortunately, this is a technical question which I did not understand.

**Mr. Olivier:** I can repeat it if you wish.

**M. Allmand:** Voulez-vous bien écouter la question?

**Mr. Olivier:** I just said that the reason why the M-1 is not registered as a restricted weapon seems to be that it is not an automatic weapon. However, I have met several hunters who have told me that they very rarely use this kind of weapon.

Secondly, I believe that the pretext used to avoid restricting this weapon, which is that it is not an automatic weapon, is not acceptable. Indeed, I believe it is as dangerous, and maybe even more, than a revolver, which is not an automatic weapon. So, why would the M-1 not be included in the restricted weapons category?

Finally, if this weapon is not included in this category, would the Governor in Council have the power, later on, to include it or would an amendment to the act be necessary?

**M. Sarchuk:** Mes explications ne semblent pas tout à fait assez précises. Par définition, la M-1 sera dorénavant une arme à autorisation restreinte tout comme d'autres armes semblables. Nous n'avons qu'une partie du répertoire ici et la plupart des carabines de chasse...

**M. Olivier:** Mais il ne s'agit pas d'une arme automatique.

**M. Sarchuk:** Il n'est pas nécessaire qu'elle soit automatique.

**M. Olivier:** Semi-automatique?

**M. Sarchuk:** Il y en a d'autres...

**M. Allmand:** Les armes automatiques...

Automatic weapons will be prohibited except for semi-automatic weapons such as the M-1 for arm collectors.

**An Hon. Member:** This is a restricted weapon.

**Mr. Olivier:** You will need a permit same as for a revolver...

[Texte]

**M. Allmand:** Exactement.

**M. Olivier:** C'est cela, d'accord.

**The Chairman:** Mr. Dick and Mr. Marceau. Mr. Dick.

**Mr. Dick:** Yes. I wanted to get some comment on a matter which was brought up by a number of people on the other side and one that is of concern, because this amendment ties in with the subsequent amendment, the grandfather clause. You have put in the grandfather clause the date of June 1, 1976, which, in effect, will make this legislation retroactive. If a person, for example, who is a bona fide gun collector now—and you are protecting that person—happened in the last 10 days, or indeed this month or perhaps next month, to be overseas and wanted to buy an automatic for his or her collection, that person would, in fact, not be allowed to, because it would not be registered prior to June 1, 1976. We are, in effect, legislating retroactively. As a principle, it is bad law in my estimation ever to legislate retroactively. I am wondering whether you can justify legislating retroactively or whether, perhaps now on reflection and looking at this, we should say “on the date of proclamation” or “on January 1, 1977,” or some other such date. I am wondering whether the Solicitor General might have a comment on that?

**Mr. Allmand:** Generally speaking, this kind of provision is not considered retroactive legislation, because it is in the bill and it relates to a period which follows the tabling of the bill or the amendment. We do that in budgets all the time. We say, as soon as we announce it, that from this night on, this will be the situation. In many bills we do that.

If we went back prior to the period before the bill was tabled or the amendment was announced and caught people, then it would be really retroactive. What we did was table the amendment and say, from that date.

If we went as far ahead as the proclamation of the bill, we would have—and this has happened in other countries—a rush on to buy all these things beforehand. We do not want to allow that.

What we really want is the date that the amendments were announced. This is done very often in bills and legislation, and they are not considered retroactive in the sense that bad legislation would refer back and catch people before a bill was tabled or before it was announced.

**Mr. Dick:** The concern that I might have is that, of course, we have had Bill C-83 tabled and given first reading and second reading, and I think the Solicitor General knows that hundreds of people wrote in to get a copy of Bill C-83, and I would think many people made their briefs and representations based on the copies of Bill C-83 which they got.

In fact, I think you ended up running out of the first printing and you had to get another printing of Bill C-83 out, because there was so much demand for it.

This did not appear in first reading, did not appear in second reading and would not appear to the hundreds of people who have it. Most of those people would not be aware of this provision now, even though it may have been tabled. I have never seen any press reports anywhere that have enumerated your tabled amendments. Indeed, it has not even been put and it will not be put probably until a few minutes from now, but it reflects on the other section.

[Interprétation]

**Mr. Allmand:** Precisely.

**Mr. Olivier:** All right, agreed.

**Le président:** MM. Dick et Marceau. D'abord monsieur Dick.

**M. Dick:** J'aimerais faire quelques observations sur une question qui nous préoccupe tous et qui a déjà été soulevée par certains membres de l'autre côté. Cet amendement est relié à l'amendement suivant, l'article des droits acquis. Puisque vous la datez du 1<sup>er</sup> juin 1976, cette loi sera donc rétroactive. Disons qu'un collectionneur d'armes, que vous cherchez à protéger, se trouve présentement outre mer et se décide d'acheter une arme automatique pour sa collection, cela lui sera impossible puisque l'arme en question n'était pas enregistrée avant le 1<sup>er</sup> juin 1976. En fait, nous appliquerons la loi rétroactivement. A mon sens, en principe, il est toujours mauvais d'agir ainsi. Puisqu'il est assez difficile de justifier une mesure rétroactive, nous devrions peut-être déclarer «à la date de la promulgation» ou «à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1977». Qu'avez-vous à dire à ce sujet monsieur le Solliciteur général?

**M. Allmand:** En règle générale, ce genre de disposition n'est pas considérée comme mesure rétroactive, puisqu'elle est déjà comprise dans le projet de loi et se rapporte à une période qui suit la déposition du projet de loi ou de l'amendement. Cela se fait couramment dans le cas du budget. Nous déclarons, à compter de ce soir, voici la situation. Il en a été ainsi pour d'autres projets de loi.

Un retour en arrière, à la période qui a précédé la déposition du projet de loi ou de l'amendement qui permettrait d'accuser certaines personnes, en ferait une mesure législative rétroactive. Présentement, nous déposons l'amendement qui sera appliqué à partir de cette date.

Une application à compter de la date de promulgation du bill, causerait une course précipitée à l'achat de ce type d'arme. Cela s'est produit dans d'autres pays et nous voulons l'éviter au Canada.

Nous voulons nous en tenir à la date de l'annonce de l'amendement. Cela se fait couramment dans le cas d'autres bills qui ne sont pas considérés rétroactifs puisqu'ils n'accordent pas la permission d'accuser des personnes à des dates qui ont précédé la déposition ou la publication de l'amendement.

**M. Dick:** Ce qui me préoccupe c'est que le Bill C-83 a été déposé, et a passé en première et en seconde lecture. Le Solliciteur général sait sans doute que des centaines de personnes ont écrit pour obtenir un exemplaire du Bill C-83. Ils ont préparé leurs mémoires et leurs instances à partir du texte du Bill C-83 qu'ils ont reçu.

En fait, la première édition du bill est épuisée et vous avez dû le faire ré-imprimer suite aux demandes nombreuses.

L'amendement proposé n'apparaît pas dans le texte de la première lecture ni dans celui de la seconde lecture, textes qui sont entre les mains de toutes ces personnes. Elles ne seraient donc pas au courant de cette disposition, même si elle a été déposée. Que je sache, aucun article de journal n'a indiqué les amendements que vous avez déposés. En fait, ils n'ont pas encore été présentés et ne le seront sans doute que dans quelques minutes mais il faut reconnaître qu'ils ont une influence sur l'autre article.



[Text]

Since we are tying them together loosely in our discussions here, I am wondering whether, when it is put, we might not think of it in that term.

• 1115

**Mr. Allmand:** I will tell you, these collectors are so well organized, they have their own newspapers and so on, that the day after I announced it in the Committee, which was a week or two ago...

**An hon. Member:** June 1.

**Mr. Allmand:** ... I was down in Kingston and the collectors all knew about it and were quite pleased. I would not say that these people attend these meetings and report to their different organizations, lobbies or whatever you want to call them, but they certainly know what is going on in this Committee.

**The Chairman:** The country has its eyes on us.

**Mr. Allmand:** Maybe the general public does not, but the people who have these collections of automatics and, I think, the hunting clubs and the wildlife federations are right up to date on what we have announced or what we decide. When I made the announcement, the grandfather clause was publicized quite widely and they knew about it.

**Mr. Woolliams:** I wonder whether I might make this suggestion. It seems to me that we did have an indication from delegations that came here to give evidence that their fears—and they are good fears as Mr. Dick has pointed out—that in the future something could always be changed, if these collectors, because of carelessness or for some other reason, found there was some misuse, then it is something that could always be tightened up. That seems to be the solution.

**Mr. Allmand:** That is provided for right now. If a collector of an automatic fails to live up to the storage and transfer arrangements, his permit would be cancelled immediately.

**Mr. Woolliams:** That would solve it.

**Mr. Allmand:** I do not know how many witnesses came before the Committee, but I was just thinking of those 43 amendments. Maybe we could make arrangements to send them to the witnesses, although I think a lot of them have them already.

**The Chairman:** Our Clerk tells me that she has been advised by the Department that the amendments have been sent to all the witnesses who have appeared before us.

**Mr. Allmand:** So we have already done that. We have sent them to all the witnesses.

**Mr. Dick:** I just wanted to raise it. I thought it might be something...

**The Chairman:** Right. Mr. Marceau and Mr. Towers. Mr. Marceau.

**M. Marceau:** Monsieur le président, monsieur le ministre, je suis assez profane dans le domaine des armes à feu. Je me demande tout d'abord quelle est l'explication de ces chiffres: 26 pouces et 18 pouces? Ça vient d'où ces mesures? S'agit-il de mesures internationales? Que représentent-elles exactement?

[Interpretation]

Même si c'est en termes vagues, nous en parlons cependant dans nos discussions et je me demande donc si nous pourrions pas tenir compte de ce contexte.

**M. Allmand:** Je puis vous assurer que tous ces collectionneurs sont parfaitement organisés et qu'ils ont leurs propres journaux d'information à tel point que le lendemain du jour où j'ai annoncé ces amendements en Comité, c'est-à-dire il y a une ou deux semaines...

**Une voix:** Le premier juin.

**M. Allmand:** ... je me trouvais à Kingston et j'ai pu constater que les collectionneurs en étaient déjà informés et assez satisfaits. Je n'irai pas jusqu'à dire que ces personnes assistent aux réunions du Comité et font rapport à leurs différentes organisations ou groupes de pression, comme vous voulez les appeler, mais il est évident qu'elles savent parfaitement ce qui se passe dans ce Comité.

**Le président:** Tout le pays a les yeux fixés sur nous.

**M. Allmand:** Peut-être pas le public en général mais je puis vous assurer que ceux qui collectionnent des armes automatiques, les clubs de chasse et les fédérations de protection de la faune sont parfaitement au courant de ce que nous avons annoncé ou de ce que nous décidons. Lorsque j'ai fait cette annonce, la clause des droits acquis a fait l'objet d'une grande publicité et les personnes intéressées étaient donc parfaitement au courant.

**M. Woolliams:** J'aimerais vous faire ici une suggestion. Bon nombre de témoins nous ont exprimé leur inquiétude, qui sont tout à fait fondées d'ailleurs comme l'a fait remarquer M. Dick; cependant, à l'avenir, on pourrait toujours apporter des changements au cas où ces collectionneurs, par négligence ou pour une autre raison, ne respecteraient pas les dispositions de la loi; on pourrait alors rendre ces dispositions beaucoup plus strictes.

**M. Allmand:** C'est déjà prévu. Si le collectionneur d'une arme automatique ne respecte pas les conditions d'entreposage et de transfert prévues par la loi, son permis est immédiatement révoqué.

**M. Woolliams:** Cela résout donc le problème.

**M. Allmand:** Je ne sais pas combien de témoins ont paru devant ce Comité, mais je pensais justement que nous pourrions leur envoyer ces 43 amendements, même si beaucoup d'entre eux les ont déjà.

**Le président:** Le greffier me dit que le ministère a fait envoyer les amendements à tous les témoins qui ont comparu devant nous.

**M. Allmand:** C'est donc déjà fait.

**M. Dick:** Je pensais simplement que cette question était importante.

**Le président:** Très bien. Je vais donner la parole à M. Marceau et, ensuite, à M. Towers.

**Mr. Marceau:** Mr. Chairman, Mr. Minister, I am rather a layman in the field of firearms. First of all I wonder what is the explanation of those figures: 26 inches and 18 inches? How did you arrive at those measurements? Are those international measurements? What do they represent exactly?



[Texte]

**Mr. Allmand:** Je vais demander à l'inspecteur Hoban de répondre puisqu'il est plus expert dans ce domaine que moi.

Where did that come from?

**Insp Hoban:** The 26-inch and 18-inch barrel lengths were adopted after examination of numerous firearms catalogues. We discovered that most commonly used hunting rifles and sporting rifles are over 26 inches in length, and most of them have barrel lengths that are over 18 inches, so that is why we adopted these two lengths.

**Mr. Marceau:** Is it international or is it . . .

**Mr. Allmand:** Most of these guns are produced outside of Canada so it must be . . .

**Insp Hoban:** Most of them are produced outside of Canada. In the U.S. they have various lengths. Some states have a 16-inch barrel length, others have 18, others have 20. It goes down as low as 16, but we found by going below 18 inches we were . . .

**Mr. Marceau:** Is this also mentioned in the American law like we have . . .

**Insp Hoban:** The Americans do not have a national firearms act. Each state has its own firearms act and the barrel lengths and measurements vary.

I have a number of photostats here which indicate that the most commonly used hunting and sporting rifles are over 26 inches in length and have barrel lengths over 18-½ inches.

**Mr. Allmand:** Furthermore, . . . Monsieur Marceau, c'est plus facile de cacher une arme plus courte et de l'utiliser pour des buts criminels. Par exemple, c'est plus facile pour des mains criminelles d'utiliser la M1 qu'un fusil. Mais en le suggérant pour la chasse, c'est plus long.

• 1120

**Mr. Marceau:** Monsieur le ministre, à propos du mot «collectionneur», la définition va-t-elle en être faite dans la loi? Ou, si j'ai bien compris ce serait les tribunaux qui décideraient de ceux qu'on appellerait collectionneurs? Quelqu'un peut avoir une seule arme, arme qui lui a été donnée par des parents ou dont il a hérité d'une façon ou d'une autre, et peut être, en quelque sorte, considéré comme un collectionneur. Est-ce que les gens vont être obligés de s'adresser aux tribunaux pour avoir une définition de ce terme ou cela se trouvera-t-il dans la loi?

**Mr. Allmand:** When we examine a specific situation it is easy to tell who the legitimate, bona fide collector is, whether he has one or 20 guns, and who is not. For example, if somebody collects guns for the IRA or for the FLQ one can distinguish that situation from the fellow who puts them on his wall and marks them with plaques.

**Mr. Marceau:** But who will decide that?

[Interprétation]

**Mr. Allmand:** I will ask Inspector Hoban to give you an answer because he is an expert in this field.

Comment en est-on arrivé à ces chiffres?

**Insp. Hoban:** Les longueurs de 26 pouces et de 18 pouces ont été adoptées après avoir examiné un grand nombre de catalogues d'armes à feu. Nous avons en effet constaté que la longueur des carabines de chasse et des carabines de tir les plus utilisées était supérieure à 26 pouces et que la longueur de leur canon était supérieure à 18 pouces; c'est la raison pour laquelle nous avons adopté ces deux longueurs.

**M. Marceau:** S'agit-il de mesures internationales?

**Mr. Allmand:** La plupart de ces armes sont fabriquées à l'étranger, donc . . .

**Insp. Hoban:** La plupart de ces armes sont fabriquées en dehors du Canada. Aux États-Unis, ils ont différentes longueurs. Certains états ont prévu une longueur de canon de 16 pouces, d'autres de 18, d'autres de 20. Il y a donc des canons de 16 pouces mais nous avons décidé de fixer cette longueur à 18 pouces . . .

**M. Marceau:** Ces longueurs figurent-elles également dans la loi américaine semblable à la nôtre . . .

**Insp. Hoban:** Les Américains n'ont pas de loi nationale sur le contrôle des armes à feu. Chaque état a sa propre loi à ce sujet et, en conséquence, la longueur des armes et des canons varie d'un état à l'autre.

J'ai ici un certain nombre d'photos indiquant que la longueur des carabines de chasse et des carabines sportives les plus utilisées était supérieure à 26 pouces et que celles des canons était supérieure à 18-1/2 pouces.

**M. Allmand:** De plus, —Mr. Marceau, it is rather easier to conceal a shorter weapon and to use it for criminal purposes. For example, it is a lot easier for criminals, to use the M-1 than a gun. But for hunting, it is longer.

**Mr. Marceau:** Mr. Minister, will the definition of "collector" be included in the deal? As I understand, the courts would decide who will properly be called a collector. A person could have received a gun as a gift from some relative or from an estate and be somewhat considered as a collector. Will it be necessary to go through the courts to obtain a definition or will it be included in the bill?

**M. Allmand:** Dans un cas particulier, il est facile de distinguer entre le collectionneur légitime et de bonne foi, qu'il possède un ou 20 fusils, et celui auquel ce titre ne s'applique pas. Par exemple, on voit très bien la différence entre celui qui collectionne des armes pour IRA ou pour le FLQ et celui qui a sur son mur une panoplie et des plaques d'antiquité.

**M. Marceau:** Mais qui en décidera?

[Text]

Mr. Allmand: The court.

Mr. Marceau: The court?

Mr. Allmand: To put it in words in the statute, to try to make a complete definition, was almost impossible. It depends on the facts. There could be a situation where a man may have one gun that might be the collection.

An hon. Member: Yes, okay.

Mr. Allmand: So, we felt it would be a question of fact that really would be for the judge to appreciate. Do you want to add to that? If you try to include it in the Criminal Code you will leave out somebody who may be legitimate.

M. Marceau: Mais pour la question de la bonne foi, est-ce que cela va être quand même expliqué quelque part dans la loi?

M. Allmand: On dit dans la définition anglaise *bona fide*...

What do we say in French, do we say...

M. Marceau: We say: «bonne foi».

Une voix: C'est cela.

M. Marceau: *Bona fide*. C'est la même chose.

Mr. Allmand: In English we say *bona fide*.

«Bonne foi en français, oui.

The Chairman: Are you ready for the question?

Mr. Allmand: Mr. Sarchuk has something additional to say.

Mr. Sarchuk: As far as ordinary weapons are concerned, such as hand guns or restricted weapons, and I am not speaking of machine guns now, there is, in addition to *bona fide* collectors, a provision for antiques, curios or relics. This will permit a man who perhaps has a service revolver from the First World War, and that is the only gun he has, to keep this weapon and be able to register it. If you are worried about a single gun which is not really part of a collection but has a lot of personal value to the individual, he will still be able, in those circumstances, to register that kind of a hand gun.

The Chairman: Mr. Towers.

Mr. Towers: Thank you, Mr. Chairman. Mr. Chairman, I would like to share with the Committee the contribution made by a constituent, and if you would permit me time for this I would like to run through it and get the Minister's reaction to it. It reads,

It should be realized that the clauses pertaining to target shooting, although set up for automatic fire, will, in the majority of cases, apply to automatic weapons being fired on semi automatic. Nearly all of the modern military rifles are of selective fire capability though predominantly used as semi automatics.

There will be a grave injustice done in this country if Bill C-83 is allowed to stand with Section 82 (1) (c) unchanged.

[Interpretation]

M. Allmand: Le tribunal.

M. Marceau: Le tribunal?

M. Allmand: Il était à peu près impossible de faire entrer cette définition dans les statuts. Tout repose sur les faits. Un homme pourrait ne posséder qu'une arme et que ce soit une arme de collection.

Une voix: Oui, en effet.

M. Allmand: Nous avons donc estimé que seul un magistrat pouvait en juger. Est-ce que vous désirez ajouter quelques commentaires? Si on l'introduit dans le Code criminel, on écartera peut-être un collectionneur légitime.

Mr. Marceau: Will *bona fide* be spelled out somewhere in the bill?

Mr. Allmand: *Bona fide* is stated in the English definition...

Comment l'expliquer en français; est-ce que l'on dit...

Mr. Marceau: We say: "de bonne foi".

An hon. Member: That is it.

Mr. Marceau: *Bona fide*. It is the same thing.

M. Allmand: En anglais nous disons *bona fide*.

«De bonne foi» in French, yes.

Le président: Êtes-vous prêts à passer à la mise aux voix?

M. Allmand: M. Sarchuk a quelque chose à dire.

M. Sarchuk: Dans le cas des armes ordinaires comme les pistolets ou les armes interdites,—et sans inclure les mitraillettes,—on doit ajouter aux collectionneurs de bonne foi une disposition visant les antiquités, les objets de curiosité et souvenirs historiques. Cela permettra à celui qui possède un revolver rapporté de la Première guerre mondiale et qui est la seule arme qu'il possède de pouvoir la conserver et la faire enregistrer. Si l'on entretient des inquiétudes au sujet de la possession d'une arme unique qui ne fait pas vraiment partie d'une collection mais qui représente pour la personne un souvenir précieux, il sera toujours possible, dans les circonstances, d'enregistrer le pistolet.

Le président: Monsieur Towers.

M. Towers: Merci, monsieur le président. Monsieur le président, j'aimerais transmettre au Comité les réflexions d'un de mes électeurs et, si vous voulez bien m'en donner le temps, j'aimerais vous lire cette communication et connaître la réaction du ministre. Voici ce texte:

On ne doit pas ignorer que les clauses relatives au tir à la cible, quoique visant l'arme à tir automatique, s'appliqueront, dans la majorité des cas, aux armes automatiques montées sur des pièces semi-automatiques. La majorité des fusils de l'armée moderne peuvent varier leur tir quoique servant surtout de semi-automatiques.

Il y aura grave injustice si l'article 82(1)(c) du Bill C-83 est appliqué sans modification.

*[Texte]*

These are suggestions that have been made and I would like to share them with the Committee to see what the consideration of the Minister will be. I will continue reading:

*(A) Licencing of Individuals*

... Two categories of licencing individuals should exist.

*(1) Licence for bona fide collectors.*

... All transactions dealing with automatic weapons and parts designed for automatic weapons will be carried out with other licenced collectors only.

All buyers will have to present a copy of their licence when making any purchase of automatic weapons or their parts. (As the F.F.L. for dealers in the U.S.A.)

*(2) Endorsement to (1) for target shooters.*

... Licencing of target shooters will be based on competency (on the operation and safe handling), individuals background and the recommendation and status of guarantors.

• 1125

... Only ranges passing safety standards will be designated as open to class two shooters.

*(B) Purchasing of Automatic Weapons*

... Transactions dealing with automatic weapons and all parts specific to the function of automatic weapon fire will be between licenced collectors and shooters only. It will be the responsibility of the seller to insure the buyer is licenced.

... Registering of automatic weapons will be carried out as with any restricted weapon.

*(C) Semi Automatic Weapons*

Semi automatic weapons will not require registration as restricted weapons. However, if a person is a licenced collector or shooter he may be in possession of parts to convert the weapon to automatic fire.

... Licenced shooters and owners of semi automatic's [sic] converted to selective fire may be issued a special permit for target shooting.

... If semi automatic weapon is not registered as a full automatic it must be returned to semi automatic capability upon return of the owner to his dwelling place.

... It will be an offence for persons to be in unqualified possession of automatic weapon parts for semi automatic. The suggested penalty is confiscation of weapon and minimum \$500 fine.

*[Interprétation]*

J'aimerais que le Comité entende avec moi ce que le ministre peut avoir à dire au sujet de ces propositions. Je poursuis:

*(A) Licence délivrée aux particuliers*

Il devrait y avoir deux sortes de licences délivrées aux particuliers.

*(1) Une licence pour les collectionneurs de bonne foi.*

Toute transaction concernant des armes automatiques et pièces d'armes automatiques devrait se faire par les collectionneurs détenant une licence.

Tous les acheteurs devraient pouvoir produire une copie de leur licence au moment de l'acquisition d'armes automatiques ou pièces d'armes automatiques. (Comme la FFL des armuriers aux É.-U.).

*(2) Répondant pour (1) les tireurs à la cible.*

La délivrance d'une licence aux tireurs à la cible devrait être fondée sur la compétence et l'habileté à manier l'arme, les antécédents de celui qui fait la demande et la recommandation et la notabilité des répondants.

... Seuls les champs de tir conformes aux normes de sécurité seront ouverts aux tireurs classe 2.

*«B» L'achat d'armes automatiques*

Les transactions impliquant des armes automatiques ainsi que toutes les pièces ayant trait au fonctionnement des armes automatiques n'auront lieu qu'entre les collectionneurs autorisés et les tireurs à la cible. Le vendeur sera tenu de s'assurer que l'acheteur dispose d'un permis.

L'enregistrement des armes automatiques s'effectuera de la même façon que pour toute autre arme à autorisation restreinte.

*(C) Les armes semi-automatiques*

On ne sera pas tenu d'enregistrer les armes semi-automatiques en tant qu'armes à autorisation restreinte. Toutefois, si la personne est un collectionneur autorisé ou un tireur à la cible, il peut avoir en sa possession les pièces aptes à convertir l'arme en arme à tir automatique.

Le tireur autorisé et les détenteurs d'armes semi-automatiques converties en armes à tir automatique peuvent recevoir un permis spécial pour le tir à la cible.

Si l'arme semi-automatique n'est pas enregistrée en tant qu'arme à tir automatique, cette arme doit être convertie en arme semi-automatique avant que le détenteur retourne à sa demeure.

Les détenteurs de pièces d'armes automatiques servant à la conversion d'armes semi-automatiques se rendront coupable d'un délit. La peine recommandée est la confiscation de l'arme et une amende minimum de \$500.00.



## [Text]

... Selective fire weapons (capable of both automatic and semi automatic fire) may not be converted to semi automatic and used without special issue of permit #301.

## (D) Ranges

There will be no blanket permits issued for use of automatic weapons. A special issued [sic] of Permit #301 (permit to carry a restricted weapon) will be used by the local police registrar to cover the period [sic] of conveyance to and from the range for the period of target shooting.

... Local police registrar will be informed of all automatic weapons which will be used under special issue of Permit #301.

## (E) Conveyance of Automatic Weapons

... Transport permits will be issued to licenced collectors by the local police registrar. Ammunition of the same calibre as weapon transported will not be carried in conjunction with the automatic weapon outside his dwelling place unless he is in possession of shooters endorsement and special issue of Permit #301.

## (F) Dewats

... Standardization of deactivation will be established. This will be at least complete deactivation of the main receiver. Plugged barrels or cut bolts will be insufficient.

... Dewats will not require permits for transportation as they are now required to be registered.

## (G) Security

... Owners of more than a total of three automatic weapons or semi automatic weapons with automatic conversion items will be required to keep all (in the case of submachine guns) or major operating parts (such as bolts) in a safe.

Mr. Chairman, it would seem to me that this individual has gone to considerable length and placed very considerable restrictions on the ownership and the movement of this type of weapon. I am just wondering what the Minister's reaction would be to a suggestion of this type.

Mr. Allmand: First of all, it would seem that what it proposed for collectors, we are doing by our amendment. We are putting in the grandfather clause for those people that are automatic collectors. But on the use of automatics for shooting competitions, we have not provided for that and the reason is this: as far as we know there are no international nor national formal competitions with automatics; for example, none of the Olympic shooting competitions involve automatics. They involve pistols and rifles and so on.

## [Interpretation]

Les armes à feu sélectives, qui peuvent servir d'armes à tir automatique et à chargement automatiques, ne peuvent être converties en armes semi-automatiques et employées en tant que telles sans le permis d'autorisation numéro 301.

## (D) Champs de tir

Aucun permis général ne sera accordé pour l'utilisation des armes à feu à tir automatique. Un permis spécial, le permis numéro 301 (permis de port d'armes à autorisation restreinte) sera délivré par le registraire de la police locale et s'appliquera à la période de transport entre la résidence et le champ de tir ainsi qu'à la période de tir à la cible.

Le registraire de la police locale sera informé de toutes les armes à feu automatiques pour lesquelles le permis spécial numéro 301 aura été délivré.

## (E) Le transport des armes à feu automatiques

Des permis de transport seront délivrés aux collectionneurs autorisés par le registraire de la police locale. Le détenteur d'une arme à feu automatique ne pourra transporter des munitions du même calibre que son arme en dehors de sa demeure qu'à condition qu'il détienne l'autorisation des tireurs et le permis spécial numéro 301.

## (F) La normalisation de la déactivation

La normalisation de la déactivation sera établie. Cela inclura au moins la déactivation complète du canon principal. Le fait de boucher la chambre ou de couper la culasse ne suffira pas à déactiver cette arme à feu.

À l'heure actuelle, ce genre d'arme à feu doit être enregistré; désormais, il ne sera plus nécessaire d'avoir un permis de transport pour ces armes à feu.

## (G) La sécurité

Le détenteur de plus de trois armes à feu, qui possède des pièces de conversion en armes automatiques, ainsi que les détenteurs d'armes automatiques devront garder toutes les pièces (dans le cas des mitraillettes) ou les pièces principales (telles que le chariot) dans un coffre-fort.

Monsieur le président, il me semble que cette personne a été assez sévère et a établi des restrictions considérables en ce qui concerne la possession et le transport de ce genre d'armes à feu. Je me demande quelle sera la réaction du ministre face à une suggestion de ce genre.

M. Allmand: Tout d'abord, il me semble que notre amendement propose les mêmes mesures en ce qui concerne les collectionneurs. Nous avons ajouté une clause d'ancienneté s'appliquant aux collectionneurs d'armes à feu automatiques. Toutefois, nous n'avons pas pris de telles dispositions en ce qui concerne l'utilisation des armes à feu automatiques lors de compétitions de tir parce qu'il semble qu'il n'existe aucune compétition internationale ou nationale au niveau des armes à tir automatiques; par exemple, on n'utilise pas les armes à tir automatiques lors des compétitions de tir aux jeux olympiques. Il s'agit plutôt de pistolets, de carabines et ainsi de suite.

[Texte]

But we do know that collectors of fully automatics have their own shooting competitions among themselves; they go out and fire them a couple of times a year. As far as we know, there is no association nor international competitions.

On the storage and so on, it became very complicated. Perhaps if you could give a copy of that letter to Inspector Hoban of the RCMP—it was very technical at the end—he may be able to pick up some good points from that letter. So if you want to do that, it is a very detailed, as you say, hard-worked-at letter. But permitting fully automatics for competitions, we have decided against that. We feel we have gone quite a way in exempting automatics for collections, putting in that grandfather clause. To allow them for shooting competitions we think would be going too far, especially since it is not an authorized competition under Olympic and international firearms standards. We have done what he said for collections. We have not done what he is suggesting for competitions, but we could pick up something on the storage and the so on if you want to give a copy to.

**Mr. Towers:** Mr. Chairman, can we have the permission of the Committee to let this portion stand until such time perhaps as it can be reported on? I would be happy to make this available to all members of the Committee.

• 1130

**The Chairman:** I think that may relate to the regulations, which are to be drafted rather than to the bill itself. I presume you are going to define the term "storage" in the regulations so this would be something we could study over the summer months. The regulations will come back to the Committee in the fall, according to the Solicitor General's undertaking.

**Mr. Allmand:** I might say I do not think there is any chance we would change our policy with respect to allowing automatics...

**The Chairman:** No, I think his point was on the storage.

**Mr. Allmand:** The storage is defined in the regulations so that would not hold up this section.

**Mr. Fox:** The Minister said the regulations would be tabled before this Committee in the month of September or October and that would be the appropriate time to raise the question.

**Mr. Allmand:** It would be helpful for you to pass on a copy of that letter right now because it seems this man knows a lot about these guns and he may have some suggestions.

**The Chairman:** Mr. Dick.

**Mr. Dick:** On a point of procedure. Mr. Towers asked if this section could be stood—and Mr. Chairman, I am sure you will be able to inform me—but my understanding is that we are passing amendments to each section and we have not so far adopted sections as amended. I understand we go through all of them and we get all the amendments in and stand them. I understand we will be going through as we usually do at this stage and we will go through each section and say passed as amended or passed and so on and so forth.

[Interprétation]

Cependant, nous sommes au courant du fait que les collectionneurs d'armes à tir automatique organisent des compétitions de tir entre eux; ces compétitions ont lieu deux fois par an. Pour autant que nous sachions, il n'existe pas d'association, ni de compétition internationale.

En ce qui concerne l'entreposage et ainsi de suite, la situation devient plus complexe. Vous pourriez peut-être remettre un exemplaire de cette lettre à l'inspecteur Hoban de la GRC—cette lettre était très technique, vers la fin—il pourra peut-être y relever certaines suggestions. Je vous invite à le faire, car comme vous l'avez dit, il s'agit d'une lettre qui a demandé beaucoup de travail. Nous avons décidé d'interdire les armes à tir automatique lors des compétitions. Nous croyons déjà avoir fait des concessions en exemptant les armes à tir automatique à l'intention des collectionneurs, en ajoutant l'article sur les antiquités. Permettre l'utilisation de ces armes dans les compétitions de tir, nous paraît trop demander, puisqu'il ne s'agit pas d'une compétition autorisée en vertu des normes sur les armes à feu aux niveaux olympique et international. Nous avons fait ce qu'il a dit pour les collections. Nous n'avons pas tenu compte de ces propositions pour les compétitions, mais il se pourrait que nous fassions des modifications quant à l'entreposage, etc. si vous voulez qu'on s'y arrête.

**M. Towers:** Monsieur le président, nous pouvons obtenir la permission du Comité afin de reporter cette partie jusqu'à ce qu'on puisse faire une étude? Je serais heureux de mettre ce document à la disposition de tous les membres du Comité.

**Le président:** Je crois que cette question se rapporte aux règlements qui seront rédigés plutôt qu'au projet de loi même. Je présume que vous définirez l'expression «entreposage» dans le règlement, c'est donc quelque chose que nous pouvons étudier au cours des mois d'été. Le Comité sera saisi du règlement à l'automne, en vertu de l'engagement pris par le Solliciteur général.

**M. Allmand:** J'aimerais dire que je ne crois pas qu'il y ait de chance que nous changions notre politique de façon à permettre les armes à tir automatique...

**Le président:** Non, je crois qu'il voulait parler de l'entreposage.

**M. Allmand:** C'est dans le règlement que l'on définit l'entreposage, ce qui ne devrait pas retarder l'étude du présent article.

**M. Fox:** Le ministre a déclaré que le règlement serait déposé au mois de septembre ou d'octobre et que ce serait alors le moment opportun de soulever cette question.

**M. Allmand:** Ce serait peut-être utile, si vous vouliez distribuer un exemplaire de cette lettre maintenant, car il me semble s'y connaître en armes et il a peut-être des propositions à nous faire.

**Le président:** Monsieur Dick

**M. Dick:** J'invoque le Règlement. M. Towers a demandé si le présent article pouvait être reporté... Monsieur le président, je sais que vous allez pouvoir me renseigner... J'ai cru comprendre que nous adoptons les amendements à chaque article mais que jusqu'à présent nous n'avons adopté aucun article modifié. Nous allons, n'est-ce pas, les examiner tous et apporter toutes les modifications et les reporter. Nous allons, n'est-ce pas, procéder de la façon habituelle, c'est-à-dire qu'ensuite nous énoncerons chaque article et nous déciderons s'il est adopté, tel que modifié, ou adopté, etc.



[Text]

**The Chairman:** We are looking at each one separately. That was the Committee's decision at the last meeting. So far the only clause we have carried entirely is Clause 2 which was non-controversial. We are now on Clause 3. When we finish all the amendments proposed to Clause 3, I will then ask if Clause 3 carries, but of course we have a number of other amendments yet. We are dealing with each amendment in turn and then we will take the whole Clause when we have finished with all the amendments to it.

**Mr. Dick:** Okay.

**Mr. Fox:** Could we have the question now?

**The Chairman:** Yes, I think so. Mr. Milne.

**Mr. Milne:** You almost have to move on the next amendment before we can deal with this one.

**The Chairman:** I think we should take the amendments one by one. We will take that other amendment next.

**Mr. Milne:** Even if it does deal with the clause we are studying.

**The Chairman:** I do not think we can vote on two amendments at the same time.

**An hon. Member:** We are doing the one on the automatics.

**The Chairman:** Shall Mr. Fox's amendment carry?

**Mr. Milne:** If you pass number four, then you have to pass number six.

**The Chairman:** That is in the discretion of the Committee. I presume that the logic of one vote will carry over to the other vote, but when they are put in different amendments, I have to present them as separate votes.

Shall Mr. Fox's amendment carry?

Amendment agreed to.

**The Chairman:** I think we probably should take Mr. Fox's next amendment, at least I presume it is going to be moved by Mr. Fox.

**Mr. Fox:** This, once again, deals with the definition of prohibited weapons, paragraph (d).

Je voudrais proposer que l'article 3 du Bill C-83 soit modifié en remplaçant la ligne 11, page 3, par ce qui suit:

... une antiquité ni une *arme à feu* d'un genre ...

Et la version anglaise en conséquence, monsieur le président.

**The Chairman:** I think this is really a continuation of the earlier amendment. Mr. Dick.

**Mr. Dick:** I have a very major concern in this section as a matter of fact, which I think goes against the principle of the legislation as a whole. By my understanding, this is a drastic change from the present law; giving the governor in council a power which is not intended by the legislation we are dealing with today. The reason I say that is that under the restricted weapons section we have specifically stated that a restricted weapon is any firearm designed, altered or intended to be aimed and fired by the action of one hand, in other words, a pistol. However, in the present law of the land we have, in the appropriate section here, (c), which would become (d) in the new section:

[Interpretation]

**Le président:** Nous les examinons séparément. Ce fut la décision prise par le Comité à sa dernière réunion. Jusqu'à présent, le seul article adopté, au complet, est l'article 2 qui n'a soulevé aucune controverse. Nous en sommes maintenant à l'article 3. Lorsque nous aurons terminé d'étudier tous les amendements proposés à l'article 3, je demanderai si l'article 3 est adopté. Bien sûr, il nous reste un certain nombre d'amendements encore. Nous examinons chaque amendement et nous prendrons ensuite l'article en entier.

**M. Dick:** Très bien.

**M. Fox:** Voulez-vous poser la question maintenant?

**Le président:** Oui, je le crois. Monsieur Milne.

**M. Milne:** Il faudrait presque proposer le prochain amendement avant que nous ne puissions nous arrêter à celui-ci.

**Le président:** Je crois que nous devrions procéder à un amendement à la fois. Nous examinerons l'amendement suivant ensuite.

**M. Milne:** Même si cet amendement se rapporte à l'article que nous étudions?

**Le président:** Je ne crois pas qu'il nous soit possible de voter deux amendements à la fois.

**Une voix:** Il s'agit de celui qui porte sur les armes automatiques.

**Le président:** L'amendement proposé par M. Fox: est-il adopté?

**M. Milne:** Si vous adoptez le n°4, alors il vous faut adopter le n°6.

**Le président:** Cette question est laissée à la discrétion du Comité. J'ose espérer que la logique qui a prévalu pour un vote, restera de vigueur pour l'autre, mais puisqu'il s'agit d'amendements différents, je dois les présenter séparément au vote.

L'amendement de M. Fox est-il adopté?

L'amendement est adopté.

**Le président:** Je crois que nous devrions probablement passer au prochain amendement proposé par M. Fox, du moins je présume que ce sera M. Fox qui le proposera.

**M. Fox:** Encore une fois, il s'agit de la définition des armes prohibées, alinéa(d).

I should like to move that section 3 of Bill C-83 be modified, by replacing line 11, page 3, by the following:

... an antique or a *firearm* of a kind commonly ...

and the French version to the same effect, Mr. Chairman.

**Le président:** Je crois que cela est en fait la suite de l'amendement précédent. Monsieur Dick.

**M. Dick:** Je suis très préoccupé au sujet de cet article, qui va, à mon avis, à l'encontre du principe même de la loi dans son ensemble. Un tel amendement constituerait un changement du tout au tout de la loi actuelle; donner au gouverneur en conseil un pouvoir qui n'est pas prévu par la loi qui est à l'étude aujourd'hui. Si je dis cela, c'est qu'en vertu de l'article sur les armes à autorisation restreinte, il a été précisé qu'une arme à autorisation restreinte désigne toute arme à feu destinée, de par sa construction ou par ses modifications, à permettre de viser et de tirer à l'aide d'une seule main, en d'autres mots, d'un pistolet. Dans la loi actuelle, le paragraphe c) de l'article en question deviendrait le paragraphe d) du nouvel article.



[Texte]

a weapon of any kind, not being a restricted weapon or a shotgun or rifle of a kind commonly used in Canada for hunting or sporting purposes . . .

• 1135

What I mean is that now by Order in Council, by leaving out the section "restricted weapon", you can wipe out the use of hand guns by an Order in Council. I think that is a substantive piece of legislation which is not intended here, and it is not appropriate because if we want to wipe out the use of hand guns in this country, the right of our people who are at present training for the Olympics, so that we could not even have people in the pistol contest in the Olympics, then I think we had better wipe out something else. But I think what we should put in here—if I can I would like to suggest an amendment.

**Mr. Allmand:** I do not know if you know why we have changed it the way we did.

**Mr. Dick:** I would be delighted to know.

**Mr. Allmand:** The reason is that it was to ban Saturday night specials and guns like that. These are the cheap inexpensive hand guns that are used, not for competitions by the way, but mainly for criminal purposes. It was to put into that category the one that is just being advertised now, called a Martini lever action, single-shot pistol, \$29.50 each or two for \$55. It says:

Made only in small backroom factories in the remote Khyber and Kohat Pass regions of Northern Pakistan.

This is advertised in Canada.

These deadly Martini lever action pistols vary in barrel length, calibre, grip shape, and markings. Unknown to all but the most advanced collectors, these are the rarest of all the "Khyber Counterfeits."

**Mr. Woolliams:** What are they used for?

**Mr. Allmand:** For shooting your enemy.

**Mr. Dick:** They are not accurate over 10 feet.

**Mr. Allmand:** Yes, that is right. This is what is called generally the Saturday night special. We have tried to get a definition. The United States has been struggling with this too. In other words, we have no intention of moving all hand guns into the prohibited class.

**Mr. Dick:** You might not, but the next government or the government after, or whoever the government might be . . .

**Mr. Allmand:** One of our other amendments, Mr. Dick, takes care of that. Maybe Mr. Sarchuk could explain the amendment we have before us.

**Mr. Sarchuk:** We had, after hearing all the representations, considerable concern as to how we could prohibit something like this particular thing, which by the way is designed to use a .303 rifle cartridge, and all the other Saturday night specials, and yet at the same time assure the legitimate gun owner that the government would not by Order in Council prohibit proper hand guns. The amendment we propose is a weapon of any kind not being an antique or a firearm, which now includes hand guns, of a kind commonly used in Canada for hunting or sporting

[Interprétation]

N'importe quelle arme, qui n'est ni une arme à utilisation restreinte, ni un fusil ni une carabine d'un genre utilisé habituellement au Canada pour la chasse ou le sport . . .

Je veux dire que, désormais, par un décret en conseil qui supprimerait l'expression «arme à utilisation restreinte», on pourrait interdire carrément l'utilisation des révolvers. A mon avis, une interdiction aussi généralisée serait tout à fait inappropriée car, dans ce cas, ceux qui se préparent pour les Jeux olympiques, précisément pour des épreuves avec des pistolets, seraient alors touchés par cette interdiction. J'aimerais donc vous proposer un amendement.

**M. Allmand:** Savez-vous exactement pourquoi nous avons modifié cet article?

**M. Dick:** Je serais ravi de le savoir.

**M. Allmand:** Nous voulions, par là, interdire les «spéciaux du samedi soir» et autres armes à feu de ce type. Il s'agit de révolvers très bon marché qui sont utilisés, non pas dans des compétitions, mais surtout pour perpétrer des crimes. Nous voulions donc inclure dans cette catégorie l'arme à propos de laquelle on fait justement de la publicité à l'heure actuelle et qui s'appelle le pistolet Martini, que vous pouvez acheter pour \$29.50 pièce ou \$55 pour deux. Il est dit dans la publicité:

Arme fabriquée uniquement dans de petites usines implantées dans les régions éloignées de Khyber et Kohat Pass du nord du Pakistan.

Cette publicité est publiée au Canada.

Ces pistolets Martini, particulièrement meurtriers, sont fabriqués en plusieurs modèles différents, selon la longueur du canon, le calibre, la poignée etc. Ces armes sont encore inconnues du grand public, à l'exception des collectionneurs particulièrement bien informés. Il s'agit des modèles les plus rares des «faux» qui ont été fabriqués au Khyber.

**M. Woolliams:** A quoi servent ces armes?

**M. Allmand:** A tuer votre ennemi.

**M. Dick:** Elles ne sont pas précises au-delà de dix pieds.

**M. Allmand:** C'est exact. C'est ce que nous appelons généralement les «spéciaux du samedi soir». Nous avons donc essayé d'établir une définition, ce que s'efforce de faire également le gouvernement américain. En d'autres termes, nous n'avons nullement l'intention de mettre tous les révolvers dans la catégories des armes interdites.

**M. Dick:** Peut-être pas votre gouvernement, mais que fera le gouvernement suivant ou celui d'après?

**M. Allmand:** Nous avons un autre amendement, monsieur Dick, qui résout ce problème. Je vais demander à M. Sarchuk de vous donner des précisions.

**M. Sarchuk:** Après avoir entendu tous les témoignages qui vous ont été présentés, nous avons essayé de trouver un moyen d'interdire ce genre d'arme qui, à propos, utilise des cartouches .303; nous voulions également interdire les autres «spéciaux du samedi soir» et, en même temps, assurer aux propriétaires d'armes à feu légitimes que le gouvernement n'interdirait pas, par décret en conseil, les révolvers jugés acceptables. L'amendement que nous vous proposons porte sur n'importe quelle arme qui n'est ni une antiquité ni une arme à feu, et cela comprend les revolvers,

[Text]

purposes. The latter words are the key words. In other words, a hand gun which is used for sporting purposes or a hand gun which is used for competitive purposes, or which is an antique in terms of the collector's end of it, cannot be prohibited by Order in Council.

What it also means is that when the Crown prohibits, let us say, a Saturday night special by way of Order in Council and a person who has one of these brass Martini lever action Khyber guns does not like that prohibition, he can challenge that in the courts on the basis that it is commonly used for hunting and sporting purposes, and the Crown would have to prove that it is not. Once we have proved that it is not commonly used in that fashion, then the prohibition order would remain in effect.

**Mr. Dick:** Okay. I can see the argument there. I am just wondering whether through the fact that this is a restricted weapon—you have to register them and so on—through that section can you not wipe out the Saturday night specials? The person has to come and register these things, or you are not dealing with it anyhow.

**Mr. Allmand:** The problem with that is that then the fellow buys the gun and you are relying on the discretion of the local registrar. We run up against that. It is better that he knows that these kinds of guns are banned in Canada.

**Mr. Dick:** He does not know yet that they are banned.

**Mr. Allmand:** When we pass the law we will make it known, you know, what is legal and what is not legal. We intend to publicize that.

**Mr. Dick:** Yes, but how does this assist you? You have the right of an Order in Council to prohibit them.

**Mr. Allmand:** Yes; the Saturday night special type of thing, yes.

**Mr. Dick:** You could have the same Order in Council restrict them. I suppose prohibiting would be better, but...

**Mr. Allmand:** We do not want to prohibit all handguns.

**Mr. Dick:** Okay. Could you not change the clause that is now there to read: A weapon of any kind, not being a restricted weapon or an antique or firearm of a kind commonly used in Canada for hunting or sporting purposes?

**Mr. Sarchuk:** But the minute you put into the definition the words: not being a restricted weapon, as you suggested, you immediately prohibit the Governor in Council from prohibiting any firearm designed or intended to be aimed and fired by the action of one hand. In other words, you would say, in effect, to the Governor in Council: you cannot prohibit a handgun, the minute you put in the words: not being a restricted weapon.

**Mr. Dick:** So what you are suggesting then by taking out the section on the restricted weapon which is now there, is that the Governor in Council, immediately this bill is passed, will pass Orders in Council listing just about any type of handgun imaginable, other than one which is a firearm that would normally be used for sporting purposes?

[Interpretation]

et qui est généralement utilisée au Canada pour la chasse et le sport. Ces deux derniers termes sont absolument essentiels. En d'autres termes, un revolver qui est utilisé pour le sport ou qui constitue une pièce d'antiquité pour un collectionneur ne peut pas être frappé d'interdiction par décret en conseil.

Cela signifie également que si le gouvernement interdit les «spéciaux du samedi soir» par voie de décret en conseil et que le propriétaire d'un fusil Martini en cuivre et fabriqué au Khyber n'est pas satisfait de cette décision, il pourra la contester devant les tribunaux en disant que cette arme est généralement utilisée pour la chasse et pour la pêche, et ce sera au gouvernement de prouver le contraire. Si le gouvernement réussit à le faire, le décret d'interdiction demeurera en vigueur.

**M. Dick:** Bien. Je comprends votre argument. Je me demande simplement, étant donné qu'il s'agit d'une arme à utilisation restreinte et qu'il faut donc l'enregistrer, si vous ne pouvez pas interdire carrément les «spéciaux du samedi soir» en vertu de cet article? En effet, le propriétaire d'une telle arme doit aller la faire enregistrer et c'est alors à vous de décider.

**M. Allmand:** Dans ce cas-là, la discrétion laissée au registraire local pose un problème. Nous sommes contre. En effet, il vaudrait mieux que la personne en question sache avant que ces types d'armes à feu sont interdits au Canada.

**M. Dick:** Elle ne le sait pas encore.

**M. Allmand:** Dès que la loi sera adoptée, nous informons le public de ce qui est légal et de ce qui ne l'est pas.

**M. Dick:** Oui, mais à quoi cela sert-il puisque vous avez le droit de les interdire par voie de décret en conseil?

**M. Allmand:** Vous voulez parler des spéciaux du samedi soir.

**M. Dick:** Vous pourriez très bien en restreindre l'utilisation par un décret en conseil. En fait, il vaudrait sans doute mieux les interdire carrément.

**M. Allmand:** Nous ne voulons pas interdire tous les revolvers.

**M. Dick:** D'accord. Ne pourriez-vous pas modifier la clause qui se lit comme suit: n'importe quelle arme, qui n'est ni une arme à utilisation restreinte, ni une pièce d'antiquité ni une arme à feu d'un genre utilisé habituellement au Canada pour la chasse ou le sport?

**M. Sarchuk:** Oui, mais le fait que vous incluiez dans la définition l'expression «qui n'est ni une arme à utilisation restreinte», comme vous le suggérez, interdit au gouverneur en conseil de frapper d'interdiction toute arme à feu destinée, de par sa construction ou ses modifications, à permettre de viser et de tirer à l'aide d'une seule main. En d'autres termes, le gouverneur en conseil ne peut pas interdire un revolver du fait que nous incluons l'expression «qui n'est ni une arme à utilisation restreinte».

**M. Dick:** Ainsi, en supprimant cet article sur les armes à utilisation restreinte, le gouverneur en conseil pourra, dès l'adoption de ce projet de loi, publier des décrets en conseil énumérant tous les types de pistolets inimaginables autres que les armes à feu qui sont normalement utilisées pour le sport?



[Texte]

**Mr. Allmand:** Sporting or hunting.

**Mr. Dick:** Sporting or hunting. I take it is more in sporting than it is in the hunting; you will not be trying to shoot quail with a handgun.

**Mr. Sarchuk:** Right. It is not intended to do it by the name of the gun or make or model. The difficulties that one would encounter in trying to list all the weapons are patent. What the RCMP and gun experts have proposed is a formula for determining what kind of weapon is a Saturday night special. They do it on a point count configuration, allowing a point score for each safety feature that is contained in a certain type of weapon: the length; whether it is cast or forged steel; whether it is alloy; its weight; the calibre; the safety features like lock-breech mechanism; loaded chamber indicator; grip safety; miscellaneous equipment. It must have a safety device, and so on. If a handgun meets the minimum points score, it will not be considered a Saturday night special. This is the system the Americans use.

**Mr. Dick:** Would accuracy at, say, 150 feet or the usual target-range length be one of the heavy weights in there? The Saturday night special, beyond about 20 feet, is not very accurate, whereas, of course, your normal sporting pistol is going to be exceptionally accurate—providing the user of it has any ability—at quite a length.

**Mr. Woolliams:** I do not want to be shot at with one of those things.

**The Chairman:** Inspector Hoban.

**Insp. Hoban:** I think it would be very hard to include accuracy because it depends on who is holding the weapon. Even a Saturday night special, if you have a good shooter, can be accurate up to 50 or 100 feet. So it depends on the holder of the weapon.

**Mr. Allmand:** Is it not generally true, though, that the Saturday night special is a much less accurate weapon than, say, a good RCMP service pistol?

**Mr. Dick:** Like the pistol the guy is going to be using at the Olympics next month.

**Insp. Hoban:** They are generally less accurate. Most of them come with short barrels, probably two-inch barrels, and when you have that short a barrel it makes them very inaccurate.

• 1145

**Mr. Dick:** I do not think this was discussed at any great length although it was referred to in our Committee hearings. In coming up with your point system, which I do not think has been discussed before, as to the number of points, and the forged steel and the length of the barrel, and all this type of thing, have you discussed this with the people who are very prominent in the sporting handgun groups in Canada like the people maybe who are trying to get on the Olympic team for pistol shooting, and so on, who would have in-depth knowledge of this, to try to get the points and the weights?

**Mr. Allmand:** I do not think we have discussed it with them, but we know the kind of guns they use and certainly they will be exempted. There would be no way we could prohibit them. The standard weapons used—the RCMP know what they are.

[Interprétation]

**M. Allmand:** Pour le sport et pour la chasse.

**M. Dick:** C'est cela; je pense que ce genre d'armes est plus utilisé pour le sport que pour la chasse. En effet, vous n'allez certainement pas essayer de tirer sur des cailles avec un revolver.

**M. Sarchuk:** Vous avez raison. Cependant, nous n'avons pas l'intention de le faire en énumérant le nom du revolver, la marque ou le modèle. Vous vous rendez bien compte, en effet, que nous nous heurterions à des difficultés considérables si nous voulions énumérer toutes ces armes. La G.R.C. et des experts dans ce domaine nous ont proposé une formule pour déterminer ce qu'est un «spécial du samedi soir». Il s'agit d'un système de points accordés en fonction de la sécurité de tel type d'armes. La longueur, le type d'acier ou d'alliage, le poids, le calibre, les dispositifs de sécurité comme le mécanisme permettant de bloquer l'arme, le mécanisme indiquant que l'arme est chargée etc.. Il y a également un dispositif de sécurité qui est absolument essentiel. Si un revolver réunit le minimum de points, il ne sera pas considéré comme un «spécial du samedi soir». C'est le système qu'utilisent actuellement les Américains.

**M. Dick:** Un revolver ayant une précision de tir de 150 pieds serait-il interdit? Vous savez bien que le «spécial du samedi soir» n'est pas du tout précis au-delà de 20 pieds tandis que le pistolet utilisé normalement pour le sport est particulièrement précis, pourvu que son utilisateur soit un bon tireur.

**M. Woolliams:** Je ne voudrais pas qu'on me tire dessus avec ce genre de revolver.

**Le président:** Inspecteur Hoban.

**Insp. Hoban:** Il serait très difficile d'inclure l'élément de précision car tout dépend du tireur. Même un spécial du samedi soir peut être très précis jusqu'à 50 ou 100 pieds si vous avez un bon tireur.

**M. Allmand:** N'est-il pas vrai cependant que le spécial du samedi soir est beaucoup moins précis qu'un bon pistolet de la G.R.C. ?

**M. Dick:** Comme le pistolet qu'ils vont utiliser aux Jeux olympiques le mois prochain.

**Insp. Hoban:** Ils sont généralement moins précis. En effet, la plupart d'entre eux ont un canon très court, ce qui nuit beaucoup à la précision du tir.

**M. Dick:** Je ne crois pas que l'on en ait discuté en détail, bien qu'il en ait été question lors des audiences du comité. En établissant votre système de points, c'est-à-dire le nombre de points, tenant compte du genre d'acier forgé et de la longueur du canon et ainsi de suite, en avez-vous discuté avec les groupes d'experts en matière de pistolets de sport au Canada, tels que ceux qui tentent peut-être de faire partie de l'équipe olympique du tir au pistolet et ainsi de suite, afin de connaître les points et les poids?

**M. Allmand:** Je ne crois pas que nous en ayons discuté avec eux, mais nous savons de quel genre d'armes ils se servent et elles seront certainement exemptées. Il n'y aurait pas moyen de les interdire. La GRC est au courant du type d'armes normales utilisées.



[Text]

**Mr. Dick:** I am just about to be persuaded that my concern was ill founded. I just want to make sure. I think perhaps you are correct.

**Mr. Allmand:** Your point was a good point before we tabled our amendments. As a matter of fact, we put in the amendment to cover the very points that you ...

**Mr. Dick:** I have raised it on a number of other occasions in Committee and in the House, I know, because I have in my riding a gold medalist in the Commonwealth Games who has been on the Olympic team, and he was very quick to point this out to me.

**Mr. Allmand:** Mr. Dick, before this amendment was made—the amendment we have here—it would have been possible for the Governor in Council to prohibit any kind of handgun. It would have been possible. With the amendment, that will not be possible. It will be possible to prohibit only those handguns that are not commonly used for sporting or hunting purposes.

**Le président:** Monsieur Marceau.

**M. Marceau:** Ah bon. C'est un peu le sens de la dernière réponse. Si je comprends bien, tout ce qui pourra servir à des fins sportives, ou pour la chasse, ne pourra jamais être banni par un arrêté en Conseil, autrement dit.

**M. Allmand:** Exactement.

**The Chairman:** Shall Mr. Fox's amendment—

**Mr. Dick.**

**Mr. Dick:** I believe we are, to a certain degree here, leaving it up to the courts to decide a definition of what a sporting purpose is, that sporting includes target shooting. There is no definition of sporting that includes target shooting.

**Mr. Allmand:** I hear that already has been in the Code for some time.

**Mr. Dick:** Is that under Section 2?

**Mr. Sarchuk:** Under the existing definitions of prohibited weapon and, I think, restricted weapon, that phrase was there; and as far as we are aware, it has not created any problems in definitions.

**Mr. Dick:** If it was there, but we revoked all those sections, has it been put back in there that sporting includes target shooting?

**Mr. Sarchuk:** No. The wording remains the same in relation to that phrase as it was in the earlier Code. As far as I am aware, perhaps I should say, there has been no challenge to that section. It has operated reasonably well, as far as we understand.

**Mr. Dick:** When you say the section—the section we are discussing or sporting as defined somewhere in the present?

**Mr. Sarchuk:** No, it is not.

**Mr. Dick:** It is not? But nobody has ever challenged on the basis of sporting?

[Interpretation]

**M. Dick:** Je suis sur le point d'être persuadé que mon inquiétude était injustifiée. Je veux simplement m'en assurer. Vous avez peut-être raison.

**M. Allmand:** Votre remarque était excellente avant que nous déposions nos amendements. En fait nos amendements couvrent ces points mêmes dont vous ...

**M. Dick:** J'en ai parlé souvent au comité et à la Chambre, car l'un de mes commentants a remporté une médaille d'or aux Jeux du Commonwealth et a fait partie de l'équipe olympique, et il s'est empressé de m'indiquer ce point.

**M. Allmand:** Monsieur Dick, avant cet amendement, le gouverneur en conseil aurait dû interdire tout type de pistolet. Avec cet amendement, ce n'est plus possible. Il ne pourra interdire que les pistolets qui ne servent pas habituellement au sport ou à la chasse.

**The Chairman:** Mr. Marceau.

**Mr. Marceau:** Very well. That is more or less the meaning of the last answer. If my understanding is correct, everything that could be used for sporting or hunting purposes could never be prohibited by an Order in Council.

**Mr. Allmand:** Exactly.

**Le président:** L'amendement de M. Fox est-il ...

**Monsieur Dick.**

**M. Dick:** J'imagine que dans une certaine mesure, ce sera aux tribunaux de s'entendre sur une définition des fins sportives, qui comprennent le tir à la cible. Pour l'instant, le tir à la cible n'est compris dans aucune définition des sports.

**M. Allmand:** Je crois que cela fait partie du Code depuis quelque temps déjà.

**M. Dick:** En vertu de l'article 2?

**M. Sarchuk:** En vertu de la définition actuelle des armes prohibées et des armes à autorisation restreinte. A notre connaissance, cela n'a jamais posé de problème au niveau des définitions.

**M. Dick:** Je comprends, mais nous avons abrogé tous ces articles et je demande si l'on a stipulé à nouveau que le sport comprend le tir à la cible?

**M. Sarchuk:** Non. Le libellé de cette phrase demeure tel qu'il était dans l'ancien Code. A ma connaissance, je ne crois pas que cet article ait posé des difficultés. Son application a toujours été raisonnablement facile.

**M. Dick:** Voulez-vous parler de l'article dont nous discutons ou du sport tel que défini présentement?

**M. Sarchuk:** Non.

**M. Dick:** Personne n'a jamais soulevé de difficulté au sujet du sport.

[Texte]

**Mr. Sarchuk:** No.**Mr. Allmand:** What is useful there is that ...

**Mr. Dick:** So, if necessary, an Order in Council could be passed wiping out all handguns, and a person would then have to bring it up and challenge the government that this is a handgun used for sporting purposes or a firearm for sporting purposes.

**Mr. Allmand:** I do not think we could do that. We are putting right in the legislation that if it is used for sporting or ...

**Mr. Dick:** But it has never been challenged, it has not been defined by the court. I am wondering whether we should include a definition in this section: "sporting purposes includes target practice" or "target shooting".

**Mr. Sarchuk:** "Target practice" is dangerous, because then the chap with the "Saturday night special" ...

**Mr. Dick:** ... goes out and gets involved in a criminal offence.

**Mr. Sarchuk:** That is right.

**Mr. Dick:** Okay. What is the correct phraseology that these gentlemen use in their—?

**Mr. Allmand:** These definitions are tough. It seems to have worked well.

Another protection is that most police forces, including the RCMP, do compete in shooting competitions and for sporting purposes, aside from their roles as policemen. I know that in the Force they have competitions between the different divisions and they participate on the different teams, and so on. So they know the types of guns that are used for sporting purposes, and I cannot see the chief registrar or the commissioner recommending that we prohibit a gun used for sport, they would know which guns are used for sporting purposes.

• 1150

**Mr. Dick:** I agree, and I do not think under the administration of today or tomorrow, they would. But it is an unfortunate thing that you always have to try, when you are drafting a law, to think about who may be there in 12 years. It could be a different forum, and they could try to use the existing laws to twist it around. They could replace the commissioner with somebody who would okay an order in council like that, and all of a sudden handguns would be wiped out unless somebody else successfully challenged it.

**Mr. Allmand:** If they challenged it, the way it is worded I cannot see a court upholding an order in council that would completely wipe out handguns for sporting purposes. I just do not see how, in virtue of the legislation, they could do that. It says that it cannot include those used for sporting or hunting purposes.

**Mr. Dick:** But we do not define that when people use pistols, and such and such, it is for a sporting purpose.

**Mr. Sarchuk:** I think you would run into a great many more problems if you tried to define the wide variety of circumstances that would fall into the category of sporting use. It would generally seem preferable to let the courts determine in any individual case whether the Crown has established that it is not a sporting weapon. Perhaps I might use as an example a type of shotgun that is being manufactured in Italy at the present time. It is probably

[Interprétation]

**M. Sarchuk:** Non.**M. Allmand:** Ce qui est utile ici, c'est que ...

**M. Dick:** Ainsi, au besoin, un décret du Conseil pourrait interdire tous les pistolets et ce serait alors à chacun de prouver au gouvernement que le pistolet dont il se sert n'est utilisé que pour le sport ou la chasse.

**M. Allmand:** Je ne crois pas que ce soit possible. La loi précise que si l'image sert au sport ou ...

**M. Dick:** Mais personne n'a jamais remis cet article en question, et cela n'a pas été défini par les tribunaux. Je me demande si on pourrait inclure une définition dans cet article suivant laquelle: «Le sport comprend l'exercice du tir à la cible ou le tir à la cible».

**M. Sarchuk:** «Le tir à la cible» est dangereux puisqu'on pourrait utiliser un spécial du samedi soir ...

**M. Dick:** ... pour commettre un acte criminel.**M. Sarchuk:** En effet.

**M. Dick:** Très bien. Quel est le libellé exact dont ces messieurs se sont servi dans leur ...

**M. Allmand:** Les définitions sont strictes. Elles semblent avoir été efficaces.

Il y a une autre protection en ce sens que la plupart des forces de police, y compris la GRC, participent à des compétitions de tir, à des fins sportives, en plus de faire leur travail policier. Il y a par exemple des compétitions entre les diverses divisions qui font partie d'équipes différentes, et ainsi de suite. Ils connaissent donc les types de fusils qui sont utilisés pour le sport et je ne peux pas concevoir que le registraire central ou le commissaire puisse recommander qu'on défende l'utilisation d'un fusil de type sportif, car il est facile de distinguer ces fusils des autres.

**M. Dick:** Je suis d'accord avec vous et ce genre d'erreur ne se produirait pas avec les administrateurs actuels ou ceux qui les suivront. Mais malheureusement, lorsqu'on rédige une loi, il faut songer à la conjoncture qui existera dans douze ans. Il se peut que les circonstances soient différentes et qu'on essaye de contourner les lois qui existent. On pourrait remplacer le commissaire par quelqu'un qui approuverait un décret en conseil de ce genre et soudainement tous les pistolets seraient supprimés à moins que quelqu'un ne s'y oppose.

**M. Allmand:** Si c'était le cas, étant donné le libellé, je ne peux concevoir qu'un tribunal puisse déclarer valide un décret en conseil qui supprimerait complètement les pistolets qui servent au sport. Je ne vois pas comment, en vertu des dispositions de la loi, on pourrait faire cela. La loi est très précise et spécifie que les armes qui sont utilisées pour le sport et la chasse ne sont pas touchées.

**M. Dick:** Mais la loi ne définit pas quelles sont les circonstances où un pistolet est utilisé à des fins sportives.

**M. Sarchuk:** Je crois que nous éprouverions beaucoup de difficulté si nous essayions de définir la gamme de circonstances qui feraient partie de la catégorie sportive. Je crois qu'il est préférable de s'en remettre aux tribunaux qui détermineront si la Couronne a pu prouver qu'il ne s'agissait pas d'une arme utilisée à des fins sportives. Je vous donnerai l'exemple d'un type de fusil de chasse qu'on manufacture en Italie en ce moment. Le fusil a peut-être 26



[Text]

just over the 26-inch total length and 18.5-inch barrel length, but it is designed in such a way that it fits very neatly into the shoulder. It has a pistol grip much like that of a Sten gun, and it could be very, very easily used as a single-hand weapon, although technically it is not designed as such. This weapon, on the information we have, has absolutely no use in target shooting, sporting purposes, skeet shooting or anything like that. A good gun user would not touch it with a 10-foot pole.

**An hon. Member:** A bank robber might.

**Mr. Sarchuk:** That is right. In the case of this kind of gun we could now, by this legislation, bring it into the restricted-weapon category by order in council. If challenged, the Crown would have to prove that it is not a weapon commonly used for sporting purposes. What we would do is call, probably, members of the wildlife clubs and the gun clubs, who would probably gladly testify that this weapon has no sporting use. We would establish our case in that way, bearing in mind that the onus would be on the Crown to prove that it is not a sporting weapon, not on the person who has objected to our order in council.

**Mr. Dick:** Okay.

**The Chairman:** Shall Mr. Fox's amendment carry?

Amendment agreed to.

**The Chairman:** Then we come to Mr. Woolliams' next amendment. It is on page 6, I believe, of his amendments. Mr. Woolliams.

**Mr. Woolliams:** This is under the section on restricted weapons and after the word—well, the first one you can forget about.

**An hon. Member:** Is it (a)?

**Mr. Woolliams:** Yes that one, that is page . . .

**Mr. McCleave:** He is throwing in the order.

**Mr. Woolliams:** Yes, that is right. Now we come down to the main amendment.

**The Chairman:** Is this the deletion of part (a) of that amendment?

**Mr. Woolliams:** Yes. That should be changed, the second one we are adding, it becomes a (b) part and there is an (i), (ii) and (iii). What we are doing is asking that lines 24 to 41 be substituted by the following, and under this paragraph:

(i) any firearm that is less than 26 inches in length or that is designed or adapted to be fired when reduced to a length of less than 26 inches by folding, telescoping or otherwise,

(ii) any firearm designed, altered or intended to fire bullets in rapid succession during one pressure of the trigger, and

(iii) any firearm described in the preceding paragraphs of (a), (b) and (c) or appears to be inoperable.

[Interpretation]

pouces de long au total avec un canon de 18.5 pouces de longueur et le modèle est tel qu'il s'ajuste très bien à l'épaule. Néanmoins il est muni d'un manche de pistolet dans le genre d'un Sten et on pourrait très bien le faire fonctionner d'une seule main même si, techniquement, il n'est pas conçu à cette fin. Cette arme, selon nos renseignements, est absolument nulle pour ce qui est du tir de précision, pour des fins sportives, pour le tir à la cible, etc. Tout bon tireur ne s'en approcherait sous aucun prétexte.

**Une voix:** Un voleur de banque pourrait très bien vouloir s'en servir.

**M. Sarchuk:** Très juste. Dans un cas de ce genre, cette arme serait en vertu de la loi une arme à autorisation restreinte par décret en conseil. Si on décidait de remettre ce décret en question, la Couronne devrait prouver qu'il ne s'agit pas d'une arme utilisée habituellement à des fins sportives. Pour ce faire, on consulterait probablement les membres des clubs de la faune et des clubs de tir qui viendraient certainement témoigner qu'il ne s'agit pas d'une arme utilisée à des fins sportives. Nous construirions ainsi notre argumentation, en n'oubliant pas que ce serait à la Couronne de prouver qu'il ne s'agit pas d'une arme utilisée à des fins sportives alors que l'appelant n'aurait rien à faire.

**M. Dick:** Très bien.

**Le président:** Est-ce que l'amendement de M. Fox est adopté?

L'amendement est adopté.

**Le président:** Passons maintenant au prochain amendement de M. Woolliams: à la page 6 de ses amendements je crois. Monsieur Woolliams.

**M. Woolliams:** Cet amendement vise les armes à autorisation restreinte après l'expression . . . Eh bien, la première qu'on peut rencontrer.

**Une voix:** S'agit-il du paragraphe (a)?

**M. Woolliams:** Oui, c'est cela, à la page . . .

**M. McCleave:** Celui qui donne l'ordre?

**M. Woolliams:** Oui vous avez raison. Nous en sommes maintenant à l'amendement principal.

**Le président:** S'agit-il de la suppression de la partie (a) de l'amendement?

**M. Woolliams:** Oui. Cela devrait être modifié et cela se transforme en une partie (b) qui comporte des sous-paragraphes (i), (ii) et (iii). Nous demandons que les lignes 8 à 28 soient supprimées et remplacées par ce qui suit:

(i) toute arme à feu qui mesure moins de 26 pouces de longueur et qui est conçue et adaptée pour tirer lorsqu'elle est réduite à la longueur de moins de 26 pouces par repliement, emboîtement ou autrement,

(ii) toute arme à feu destinée, de par sa construction ou ses modifications, à permettre de tirer plusieurs balles en succession rapide pendant la durée d'une pression sur la détente et

(iii) toute arme à feu décrite aux alinéas a), b) et c) précédents, qui est ou semble être inutilisable.



## [Texte]

This is to substitute, really, the definition of restricted weapons. I am looking for some help here because listening to Mr. Dick today on his questions—and you satisfied him—I would like to find out from you, although we discussed this with some help from other people, whether you have analysed my amendment yourself, sir.

**The Chairman:** Mr. Sarchuk.

**Mr. Sarchuk:** We have, sir.

• 1155

**Mr. Woolliams:** And what fault, if any, would you find with it?

**Mr. McCleave:** In 10 minutes or less.

**Mr. Sarchuk:** Paragraph (b), "any firearm that is less than 26 inches in length" would appear to govern a restricted weapon solely by total length. The expert's advice that we have received is that it would be preferable to define a restricted weapon both by total length and by barrel length. That is the concept which is included in the original proposal in Bill C-83. A restricted weapon would be one that is less than 26 inches in total length or one which may be 26 inches or longer but has a barrel that is less than 18½ inches and is designed to discharge centre-fire ammunition.

**Mr. Woolliams:** Yes. I know it is a little out of order, but could we just take a look at the (c) part you are substituting there. That will be your amendment on page 6. You are changing the (c) part in the bill—on page 6 of the government amendments—and then you are talking about:

(c) any firearm that is designed, altered or intended to fire bullets in rapid succession during one pressure of the trigger and that, on June 1, 1976, was registered as a restricted weapon and formed part of a gun collection in Canada of a bona fide gun collector, or

Well actually before you moved that amendment, we had drafted this. How was your amendment added? With (c) substituted, how does mine differ from the main act in interpretation?

**Mr. Sarchuk:** The (c) part that you have:

(c) any firearm designed, altered or intended to fire bullets in rapid succession . . .

would bring back into the restricted weapons section all fully automatic weapons.

**Mr. Woolliams:** Yes, but we exempt the collectors.

**Mr. Sarchuk:** What we have done instead of bringing them all back into the restricted weapon category, the only ones which will now be restricted and registerable are those in the hands of present bona fide gun collectors.

**Mr. Woolliams:** While I am on that section, what is the feeling of the RCMP? There is the shotgun that is an automatic, there is a double-barrelled shotgun and the pump gun, and then there are people who have automatic shotguns. Mind you they can only fire three shells under the rule today, but if they took out whatever they have to take out, well they are just like a machine gun. Have you seen that kind?

## [Interprétation]

Ceci remplace à vrai dire la définition d'arme à autorisation restreinte. J'aimerais qu'on m'aide, j'ai écouté M. Dick aujourd'hui, ses questions, et vous lui avez bien répondu. J'aimerais que vous me disiez, même si nous avons discuté avec d'autres personnes, si vous avez analysé mon amendement vous-même, monsieur.

**Le président:** Monsieur Sarchuk.

**M. Sarchuk:** Nous l'avons fait, monsieur.

**M. Woolliams:** Avez-vous trouvé des défauts?

**M. McCleave:** En dix minutes ou moins.

**M. Sarchuk:** L'alinéa b) «toute arme à feu qui a moins de 26 pouces de longueur» semble contrôler les armes à autorisation restreinte seulement par leur longueur. Nous avons reçu de l'expert des conseils portant qu'il serait préférable de définir une arme à autorisation restreinte à la fois par la longueur totale et par la longueur du canon. C'est l'idée qui est incluse dans la proposition initiale du bill C-83. Une arme à autorisation restreinte aurait moins de 26 pouces de longueur totale, ou serait une arme de 26 pouces ou plus, mais dont le canon, de moins de 18½ pouces et demi, est conçu pour recevoir des munitions à percussion centrale.

**M. Woolliams:** Oui. Ce n'est peut-être pas tout à fait correct, mais j'aimerais jeter un coup d'œil un instant sur l'alinéa c) que vous substituez ici. Il s'agit de l'amendement à la page 6. Vous changez l'alinéa c) du bill—dans les amendements du gouvernement à la page 6—et vous dites:

c) toute arme à feu destinée, de par sa construction ou ses modifications, à permettre de tirer rapidement plusieurs balles pendant la durée d'une pression sur la détente et qui, le premier juin 1976, était enregistrée comme arme à autorisation restreinte et faisait partie d'une collection d'armes à feu au Canada d'un collectionneur d'armes à feu de bonne foi, ou

Avant que vous ne proposiez cet amendement, nous avions déjà rédigé celui-là. Comment votre amendement a-t-il été ajouté? Une fois que l'alinéa c) a été remplacé, comment le mien est-il différent du point de vue interprétation de la Loi?

**M. Sarchuk:** L'alinéa c) que vous avez:

c) toute arme à feu destinée, de par sa construction ou ses modifications, à permettre de tirer rapidement plusieurs balles . . .

ramènerait dans l'article concernant les armes à autorisation restreinte toutes les armes complètement automatiques.

**M. Woolliams:** Oui, mais nous exemptons les collectionneurs.

**M. Sarchuk:** C'est ce que nous avons fait au lieu de tous les rassembler dans les catégories des armes à autorisation restreinte; les seules armes qui maintenant seront à autorisation restreinte, et qui pourront être enregistrées sont celles qui sont présentement entre les mains de collectionneurs de bonne foi.

**M. Woolliams:** Pendant que nous sommes à cet article, qu'en pense la Gendarmerie royale? Il y a le fusil automatique, le fusil à double canons, et le fusil à magasin tubulaire; vous avez des gens qui ont des fusils automatiques. N'oubliez pas qu'ils ne peuvent de toute façon ne tirer que trois cartouches, conformément au règlement actuel, mais s'ils pouvaient agir autrement, ce serait la même chose qu'une mitrailleuse. Avez-vous vu ce genre de fusil?

[Text]

**Insp Hoban:** No, I have not. To my knowledge there are only semi-automatic shotguns where you have to pull the trigger for each shot.

**Mr. Woolliams:** I suppose we just keep pressing the trigger.

**Insp Hoban:** No, that would be automatic. You just keep pressing the trigger and fire three shots. I do not know of any shotgun that has that capability. Semi-automatic weapons are self-cocking and you must press the trigger to release each shot.

**Mr. Woolliams:** I have never used one of those and I never liked them. I have seen some near accidents with those things and that is what made me think about it.

Actually now you have amended it. I do not know what my colleagues think about it. What do you think about it, Mr. McCleave?

**Mr. McCleave:** Well I was thinking that probably we should have John Wayne as a witness. He seems to be able to fire a hell of a pile of shots in any one movie sequence. No, I have no opinion on it, Mr. Woolliams.

**Mr. Woolliams:** Well, I am prepared to accept your amendment now because it is pretty close to mine. What you have done is really what we were after.

**The Chairman:** Does the Committee agree to allow Mr. Woolliams to withdraw his amendment. Is it agreed?

**Some hon. Members:** Agreed.

**The Chairman:** Then we come to the next government amendment which is page 6 of the general sheaf of amendments. The one that Mr. Woolliams was just referring to, would you like to move that, Mr. Fox?

**Mr. Fox:** Thank you, Mr. Chairman. I would like to move that Clause 3 of Bill C-83 be amended by striking out lines 35 and 36 on page 3 and substituting the following:

• 1200

“telescoping or otherwise,

(c) any firearm that is designed, altered or intended to fire bullets in rapid succession during one pressure of the trigger and that, on June 1, 1976, was registered as a restricted weapon and formed part of a gun collection in Canada of a bona fide gun collector, or

(d) a weapon of any kind, not being a” et la version française en conséquence.

**Mr. Allmand:** This is just to follow through on the previous amendment. It is to provide for collectors of automatic weapons to keep their collections.

**Mr. Woolliams:** I am ready to endorse that; it is just in sequence.

**Mr. McCleave:** Could I ask the Solicitor General a question? With regard to a collection, say a person collects German machine guns from the Second World War, are there safeguards under this bill that those things are really not operable, whether he is a bona fide collector or not, that somebody cannot break into that person's house and—I am thinking of a very prominent, if I may say so, supporter of the Minister's own party who lives in my constituency and who has machine guns that he acquired at the risk of sacrifice of his own blood in Germany during the

[Interpretation]

**Insp Hoban:** Non, je ne l'ai pas vu. A ma connaissance, il n'y a que les fusils semi-automatiques où il faut presser la détente à chaque coup de feu.

**M. Woolliams:** Je suppose qu'il faut continuer à presser la détente.

**Insp Hoban:** Non, c'est le cas pour une arme automatique. Vous pressez la détente et vous pouvez tirer trois coups. Je ne connais pas d'autres fusils qui peuvent faire la même chose. Les armes semi automatiques sont à armement automatique et vous devez presser la détente pour tirer chaque coup.

**M. Woolliams:** Je ne me suis jamais servi de ces armes et je ne les ai jamais aimées. J'ai vu trop d'accidents sur le point d'arriver avec ce genre d'armes et c'est pourquoi j'ai réfléchi à la question.

De toute façon, vous avez maintenant modifié cet article. Je ne sais pas ce que mes collègues en pensent. Qu'en pensez-vous, monsieur McCleave?

**M. McCleave:** Je pensais que nous pourrions peut-être avoir M. John Wayne comme témoin. Il me semble capable de tirer un grand nombre de coups de feu pendant une séquence de film. Non, je n'ai pas d'opinion sur la question, monsieur Woolliams.

**M. Woolliams:** Je suis disposé à accepter votre amendement maintenant, car il est très semblable au mien. Ce que vous avez fait, c'est exactement ce que nous voulions faire nous-mêmes.

**Le président:** Est-ce que le Comité permet à M. Woolliams de retirer son amendement? Êtes-vous d'accord?

**Des voix:** D'accord.

**Le président:** Passons au prochain amendement du gouvernement, à la page 6, celui dont M. Woolliams, parlait. Voulez-vous le proposer, monsieur Fox?

**M. Fox:** Merci, monsieur le président. Je propose que l'article 3 du Bill C-83 soit modifié en remplaçant les lignes 21 et 22, page 22, par ce qui suit:

«ou autrement;

c) toute arme à feu destinée, de par sa construction ou ses modifications, à permettre de tirer rapidement plusieurs balles pendant la durée d'une pression sur la détente qui, le 1<sup>er</sup> juin 1976, était enregistrée comme arme à autorisation restreinte et faisait partie d'une collection d'armes à feu au Canada d'un collectionneur d'armes à feu de bonne foi, ou

d) n'importe quelle arme qui n'est ni... et the English version accordingly.

**M. Allmand:** Cela fait suite à l'amendement principal et prévoit que les collectionneurs d'armes automatiques garderont leurs collections.

**M. Woolliams:** Je suis prêt à l'endosser, c'est dans l'ordre des choses.

**M. McCleave:** Puis-je poser une question au solliciteur général? A propos des collections, disons qu'une personne collectionne des mitrailleuses allemandes de la Deuxième guerre mondiale, le bill comprend-il des garanties pour que ces armes ne soient pas vraiment utilisables; qu'il s'agisse d'un collectionneur de bonne foi ou non, afin que quelqu'un ne puisse pas s'introduire dans la maison d'un collectionneur. Je pense à une personne très connue, si vous me permettez de le dire, qui appuie le propre parti du ministre et qui vit dans ma circonscription. Il a des mitrailleuses



## [Texte]

Second World War, and now they are there. They hang on his wall. Should they not in some way be inoperable, or should they be operable?

**Mr. Allmand:** There will be regulations that will restrict—The law itself will not say that they have to be inoperable, but the regulations will relate to storage and keeping and so on, and they will be quite strict.

**Mr. McCleave:** Would that person, then, have to be a 100 per cent guarantor that nobody could ever break into his house or his apartment and take those weapons and be able to use them? Is that how strict the regulations are going to be?

**Mr. Allmand:** We should ask these people here. But I will tell you that I visited a fellow just the other day who had the same kind of collection—Second World War German automatics, Schmeisser I think, and so on. He had them in a room in his basement with bars on the window, with principal parts removed from the guns. He had an alarm system in his house and he also had a smoke-bomb system. If somebody got by the alarm and broke in without deactivating it, the smoke bomb would go off in the room. This was what I would call a very responsible collector.

**Mr. McCleave:** You are singing the old song, "He's gone about as far as he can go."

**Mr. Allmand:** That is right. Inspector Hoban, what kind of regulations do we have in mind?

**Insp Hoban:** Again, it comes down to the storage. We could regulate that the parts or pieces of a fully automatic weapon would have to be stored in a separate part, separate from the main component or the main weapon.

Referring to the Minister, I have visited collectors too, and collectors by and large are very responsible people. They do not generally want anybody to know that they have a collection and they normally take more stringent storage precautions that we would impose upon them.

**Mr. McCleave:** One of the most interesting moments, Mr. Chairman, that I had in this whole discussion was when a group arrived on my stoop on a Sunday afternoon. They had guns that went back to Cromwellian times, the American Revolution, the Battle of Louisbourg and so on and so forth. The fellow who had them, a Dr. Ross McInnis of Shubenacadie, had to go down and tell the RCMP that he needed a special permit to move them into my house in the city. They said, "Oh no, you do not, Dr. McInnis," and he said, "Oh yes, I do," and pointed out the regulations that then existed about the movement of antique guns from one part of a place to another. So for a while my house took on a very festive, if somewhat military, air from the past.

But the case I have in mind is of a young lawyer in Halifax who has two or three German machine guns. Instead of just simply saying "safe storage", which may imply that you could remove a part so that it is not easily a weapon that can be fired, if they are being kept for museum purposes or show purposes and being kept obviously under conditions such that the owner never intends

## [Interprétation]

qu'il a achetées au risque de sa vie en Allemagne pendant la Deuxième guerre mondiale. Ces armes sont chez lui, sur le mur. Ne croyez-vous pas que d'une certaine façon, elles devraient être rendues inutilisables ou croyez-vous au contraire qu'elles devraient être utilisables?

**M. Allmand:** Il y aura des règlements qui comprendront des restrictions. La loi elle-même ne dit pas que ces armes doivent être inutilisables, mais les règlements feront état de l'entreposage, de la garde etc. Ces règlements seront très stricts.

**M. McCleave:** Est-ce que cette personne doit s'en porter garante à 100 p. 100 afin que personne ne puisse entrer chez elle, dans sa maison ou son appartement, pour prendre les armes et les utiliser? Dans quelle mesure ces règlements seront-ils sévères?

**M. Allmand:** Nous pouvons demander cela à ces personnes ici. Moi même, j'ai visité l'autre jour une personne qui a le même genre de collection, des armes automatiques de la Seconde guerre mondiale, des Schmeisser, je crois. Elle les garde dans une pièce, dans son sous-sol, et il y a des barreaux aux fenêtres. Les pièces essentielles des armes ont été enlevées. Il a un système d'alarme dans la maison et également un système de bombe fumigène. Si quelqu'un pouvait contourner l'alarme, s'introduire dans la pièce, la bombe fumigène entrerait en action. Voilà ce que j'appelle un collectionneur responsable.

**M. McCleave:** Oui, deux sûretés valent mieux qu'une.

**M. Allmand:** C'est exact. Inspecteur Hoban, quel genre de règlements préparons-nous?

**Insp. Hoban:** Nous revenons là encore à l'entreposage. Nous pouvons le réglementer de façon à ce que les pièces d'une arme complètement automatique soient entreposées dans un endroit distinct de l'élément principal ou de l'arme elle-même.

Comme le ministre, j'ai moi-même visité des collectionneurs, et en général ce sont des personnes très responsables. Elles ne veulent pas que tout le monde sache qu'elles ont des collections et, habituellement, elles prennent des précautions plus strictes que celles que nous pouvons leur imposer.

**M. McCleave:** Une des choses les plus intéressantes qui me soient arrivées, monsieur le président, depuis le début de ces discussions, c'est la visite d'un groupe sur ma véranda un dimanche après-midi. Ces personnes avaient des fusils qui remontaient au temps de Cromwell, de la Révolution américaine, de la Bataille de Louisbourg et d'autres encore. Celui à qui ces armes appartenaient, le Dr Ross McInnis de Schubenacadie a dû se rendre à la Gendarmerie royale parce qu'il avait besoin d'un permis spécial pour les transporter à ma maison de ville. Les gendarmes ont répondu: «Oh non, vous ne pouvez pas, docteur McInnis», il a répliqué: «Oh oui, c'est ce que je fais» il a ensuite souligné les règlements qui existent concernant le transport des armes antiques d'un endroit à un autre. Par conséquent, pendant un certain temps, ma maison avait un air de festivité, un peu militaire, un air du passé.

Je me souviens d'un autre cas, celui d'un jeune avocat d'Halifax qui avait deux ou trois mitrailleuses allemandes. Au lieu de dire tout simplement «entreposage sécuritaire», ce qui peut signifier que vous pouvez enlever une pièce afin que l'arme ne soit pas facilement utilisable, il faudrait préciser, si les armes sont conservées pour les musées ou les expositions, qu'elles doivent être gardées dans des con-



[Text]

to have those things fired again. Should there not be some regulation, if I may put it that way, about running some lead down the bore so the thing in fact does become inoperable. Do the regulations propose going that far?

**Mr. Allmand:** We had thought about that originally, but if you required that we were told by the collectors that that would devalue their weapons in some cases, especially if they were a real collector's item. I understand we do not really need it, anyway.

• 1205

**Mr. Sarchuk:** There are two aspects to this. The very valuable collection item can be reduced substantially in value if you render it—I would rather use the word “unserviceable” than “inoperable”...

**Mr. McCleave:** All right, unserviceable. Thank you.

**Mr. Sarchuk:** ... because inoperable means ...

**Mr. McCleave:** I do not mind that correction.

**Mr. Sarchuk:** On the other hand, if the gun has no real monetary value and a person simply wants to keep it because it has some intrinsic value to him, he can render it unserviceable in a number of ways. The police have looked at certain formulas, perhaps, for doing this, at which time it would no longer be a firearm and he would not be bound by any of the restrictions in the gun control part of the Criminal Code.

**Mr. McCleave:** Yes, but, on the other hand, if it became that, then the worst that could happen is if you grabbed it off the wall and started to hit somebody over the head with it. It would become that kind of a dangerous weapon, but it would not be a ...

**Mr. Sarchuk:** It would not be a firearm.

**Mr. McCleave:** It would not be a firearm. I really raise this—and I do not know if I have support from anybody at all, and if I do not, then I will shut up because I obviously would be in a very minority school—because it seems to me that the best case the collector could make is that he had collected it for its appearance and not for the fact that under any circumstances it could be used. There is nothing that bothers me about rendering these weapons unserviceable.

**Mr. Allmand:** The difficulty is, though, as I mentioned, that one of the reasons we made the split in the grandfather clause is because some of these are quite valuable. It is just as, I suppose, an antique car would not have its value if it could not run.

**An hon. Member:** Clean off the carburetor.

**Mr. Allmand:** Or if you made it completely unserviceable. It seems the same thing applies to these guns on the market, whatever it is, the international market when they have their shows and so on.

**Mr. McCleave:** May I ask the Solicitor General this question: is he aware of any shooting contest that was ever held with the War of 1812 firearms?

[Interpretation]

ditions telles que le propriétaire montre qu'il a l'intention de ne jamais s'en servir. Ne devrait-on pas adopter un règlement exigeant que l'on coule du plomb dans l'âme du canon afin de rendre l'arme inopérable, Les règlement iront-ils aussi loin?

**M. Allmand:** Nous y avons songé au début, mais les collectionneurs nous ont dit que leur arme perdrait beaucoup de valeur dans certains cas, surtout pour ce qui est des armes de collection véritables. Je crois que ce n'est pas nécessaire de toute façon.

**M. Sarchuk:** Il y a deux aspects à ce problème. Les armes de collection véritables peuvent perdre beaucoup de valeur si vous les rendez, je dirais plutôt inutilisables qu'hors d'état de servir...

**M. McCleave:** C'est cela, inutilisables, merci.

**M. Sarchuk:** ... parce que hors d'état de servir veut dire...

**M. McCleave:** C'est très bien, vous avez entièrement raison.

**M. Sarchuk:** D'autre part, si l'arme n'a pas de valeur matérielle, qu'elle n'a qu'une valeur sentimentale, on pourrait la rendre inutilisable d'un certain nombre de façons. Les corps policiers ont étudié certaines façons de le faire. Ainsi, ce ne serait plus une arme à feu et son propriétaire ne serait sujet à aucune des restrictions du code criminel s'appliquant au contrôle des armes à feu.

**M. McCleave:** Oui, mais aussi, au pire, on pourrait se servir de cette arme pour assommer quelqu'un. Cela serait quand même une arme dangereuse, mais cela ne serait pas...

**M. Sarchuk:** Cela ne serait pas une arme à feu.

**M. McCleave:** Ce ne serait pas une arme à feu. Je soulève cette question parce que... je ne sais si quelqu'un m'appuie, sinon, j'arrêterai d'en parler, parce qu'il me semble que le collectionneur pourrait invoquer un argument très valable, à savoir qu'il collectionne cette arme pour son apparence et non pas pour s'en servir. Il me semble que c'est une bonne idée de rendre ces armes inutilisables.

**M. Allmand:** Cependant, comme je l'ai dit, nous avons établi une distinction dans la clause des droits acquis parce que certaines armes de collection ont une grande valeur. Il en va de même pour les voitures, elles n'auraient aucune valeur si elles ne fonctionnaient pas.

**Une voix:** Nettoyez le carburateur.

**M. Allmand:** Ou si on les rendait complètement inutilisables. Il en va de même pour les armes à feu, lors des expositions sur le marché international etc.

**M. McCleave:** Je voudrais poser une question au solliciteur général, y a-t-il déjà eu des compétitions de tir ou l'on se serait servi des armes à feu de la guerre de 1812?

[Texte]

**Mrs. Campagnolo:** Lots of duels.

**Mr. Allmand:** As far as we know, there is no...

**Mr. McCleave:** I am sorry, Mrs. Campagnolo.

**Mrs. Campagnolo:** I just said lots of duels. That is a shooting contest of sorts.

**Mr. Allmand:** Duels are illegal in Canada now.

**Mr. McCleave:** That does not seem to me to take anything from my case, but thank you, Madam.

**Mr. Allmand:** It seems to me there are some private competitions. Some of the people who have these things get together and have these competitions amongst themselves, but as I mentioned in response to an earlier question, the Olympics do not cover that kind of competition or do the major international shooting competition bodies. They do not have competitions with those types of guns.

**Mr. McCleave:** I am not going to follow what probably has now turned out to be perhaps a private whim on my part because I do not see all that support by my colleagues.

Thank you very much, Mr. Chairman.

**Mr. Woolliams:** It is not because we were silent. We were so interested in it, Bob.

**The Chairman:** In any event, Mr. McCleave, when the regulations come before the Committee in the fall we will have further opportunity for exploring some of these questions. Mr. Towers.

**Mr. Towers:** I wonder, Mr. Chairman, just how confidential this information is going to be because of the fact that there have been certain fears expressed by people that they are going to become a public mark by those who would wish to know where these weapons or firearms are going to be kept.

**Mr. Allmand:** Right now the people who have these have their weapons registered, and they will continue to have them registered, and we do not make that public, do we?

**Insp Hoban:** No. It would require a name search of 700,000 records to pick out one individual who has an automatic weapon. They are filed by name and by serial number. There would be no reason to make that search.

**Mr. Allmand:** It is not the service. You are thinking of the public in general.

**Mr. Towers:** The public in general. Suppose I wanted to find out where I could get a certain type of weapon. Will they be categorized, shall we say, in certain drawers, if you will, or certain parts of the computer, that any one individual could by devious methods or otherwise find out exactly where certain types of weapons could be found and in whose hands.

**Insp Hoban:** No, it would only be filed by the serial number of the weapon; and we would not know until we looked at that serial number whether it referred to a fully automatic, an ordinary handgun, pistol, revolver, what have you. They will not be segmented by groups.

• 1210

**Mr. Allmand:** On the other hand, Mr. Towers, many of these collectors have clubs or associations and they have in-house publications which they distribute to their members. If one of the members wants to sell or buy, he will advertise. I think somebody that would be really interested in this would find out who are members and maybe join. I hear they try to keep that information very confidential

[Interprétation]

**Mme Campagnolo:** Il y a eu beaucoup de duels.

**M. Allmand:** A ma connaissance, il n'y a pas...

**M. McCleave:** Excusez-moi madame Campagnolo.

**Mme Campagnolo:** J'ai seulement dit qu'il y avait eu bien des duels. C'est un genre de compétition de tir.

**M. Allmand:** Les duels sont illégaux au Canada maintenant.

**M. McCleave:** Cela ne semble pas s'opposer du tout à ce que je dis, mais merci tout de même, madame.

**M. Allmand:** Je crois qu'il y a des compétitions privées. Ces collectionneurs se réunissent et organisent des compétitions entre eux, mais comme je l'ai mentionné dans ma réponse à une autre question, cette discipline ne fait pas partie des Olympiques ou de toute autre compétition de tir internationale. Il n'y a pas de concours avec ce genre de fusils.

**M. McCleave:** Je vais laisser tomber cette discussion, qui me semble très personnelle, parce que très peu de mes collègues semblent m'appuyer.

Merci beaucoup monsieur le président.

**M. Woolliams:** Même si nous sommes demeurés silencieux, cela nous intéressait beaucoup, Bob.

**Le président:** De toute façon, monsieur McCleave, lorsque le comité étudiera les règlements à l'automne, nous pourrions approfondir ces questions. Monsieur Towers.

**M. Towers:** Je me demande si ces renseignements seront confidentiels, parce que certaines personnes ont dû craindre que tout le monde soit au courant du lieu d'entreposage de ces armes à feu.

**M. Allmand:** A l'heure actuelle, ces gens font enregistrer leurs armes, et ces renseignements ne sont pas rendus publics, n'est-ce pas?

**Insp Hoban:** Non. Il faudrait consulter 700,000 dossiers pour trouver le nom d'un propriétaire d'une arme automatique. Ils sont placés selon les noms et les numéros de série. Il n'y a aucune raison d'effectuer ce genre de recherche.

**M. Allmand:** Il ne s'agit pas de police, vous parlez de la population en général.

**M. Towers:** C'est cela. Supposons que je veuille savoir où obtenir un certain type d'arme. Est-ce qu'on les classera, si vous voulez, dans certains tiroirs ou encore dans la mémoire d'un ordinateur de sorte que l'individu pourrait par des moyens détournés ou autrement savoir exactement où se trouvent certains types d'armes et s'en emparer.

**L'insp. Hoban:** Non, le formulaire n'indiquera que le numéro de série de l'arme et ce n'est qu'en consultant ce numéro qu'on pourra déterminer s'il s'agit d'une arme totalement automatique ou d'un revolver ordinaire, d'un pistolet, que sais-je encore. On ne les divisera pas en groupes.

**M. Allmand:** D'autre part, monsieur Towers, nombre de ces collectionneurs appartiennent à des clubs ou à des associations, lesquels distribuent des dépliants à leurs membres. Si quelqu'un veut vendre ou acheter une arme, il fera de la publicité. Je crois que toute personne qui s'intéresserait à ce secteur chercherait à savoir qui fait partie de ces clubs et il voudra en devenir membre lui-même. Mais



[Text]

among their own members. But if somebody was that interested and wanted to become a member, I presume they could be admitted by following certain safeguards and procedures.

**Mr. Towers:** What is going to be the procedure at an auction sale where these guns are put up for auction?

**Mr. Allmand:** The federal government will have control over some of these and over others the provinces will. For example, guns that are seized by the Post Office because they are sent in the mail, we have already talked to the Postmaster General about that. I think the Post Office has agreed not to... we had one up there last year—I forget—they have made some kind of commitment not to do it like they did it in the past. I would have to get the details on that.

For guns seized by provincial wildlife administrations and the police in the provinces, that is up to the provinces. I said earlier that I wrote to the different ministers in the provinces asking them to do something about this and so far the response has been positive. But it would be up to the provinces to do something with guns seized and then how they get rid of them if they are seized by game officers or wildlife officers or by the police themselves.

**Mr. Towers:** Mr. Chairman, at the actual auction marts, the legitimate auction, supposing I had a prohibited weapon and I wanted to sell it; what is going to be the procedure at that auction whereby it can be up for legitimate sale?

**Insp Hoban:** An antique?

**Mr. Towers:** An antique, yes; that is right.

**Insp Hoban:** If it is a legitimate weapon it would have to remain where it is until you got a permit or, until you secured a firearms licence in the case of a long gun, the weapon would have to stay where it is. If it were a handgun, then you would have to go to the police department, secure a permit, come back and pick it up, return to the police department and register it. You could not have possession of a long gun until you have a licence or a handgun until you have a permit so it would have to remain at the auction site until that time.

**Mr. Towers:** Is it anticipated that there will be officers at these auctions to ensure that the regulations are being followed, or what will be the procedure?

**Mr. Allmand:** It depends on what kind of auction you are talking about, I suppose. For automatics there would be no more auctions, there would be nothing in Canada. They could only sell them privately from one bona fide certified collector to another one. But they could go to other countries, I suppose, bring their guns there and sell them there or make arrangements to sell them there. For rifles and shotguns that would be up to the provinces, would it not?

[Interpretation]

on me dit que ces renseignements sont très confidentiels et restreints aux membres du club. Si quelqu'un était intéressé au point de devenir membre du club, je suppose qu'on lui permettrait de le faire après avoir pris certaines précautions.

**M. Towers:** Quelle sera la procédure suivie lors des ventes aux enchères de ces armes?

**M. Allmand:** Le gouvernement fédéral exercera un contrôle dans certains cas et dans d'autres cas, ce sont les provinces qui le feront. Par exemple, le bureau de poste confisque des fusils qui sont envoyés par la poste et nous avons déjà parlé de ce cas avec le ministre des Postes. Je crois que le Ministère a convenu de ne pas... Il y a eu une de ces ventes l'année dernière mais, si je ne me trompe pas, le Ministère s'est engagé à ne pas procéder de la même façon. Je pourrais vous fournir plus amples détails.

Pour ce qui est des fusils confisqués par les administrations de protection de la faune, au niveau provincial, et par la police des provinces, c'est à la province de décider ce qu'elle en fera. Comme je vous l'ai dit, j'ai écrit aux divers ministères des provinces pour leur demander de faire quelque chose à ce sujet et jusqu'à présent, leur réponse a été tout à fait encourageante. Mais c'est aux provinces de décider ce qu'elles feront des fusils confisqués, comment elles s'en débarrasseront, si ce sont des gardes-chasses ou des agents de protection de la faune ou des policiers qui les ont confisqués.

**M. Towers:** Monsieur le président, supposons que je décide de vendre une arme illégale à une de ces ventes aux enchères, une vente aux enchères légitime j'entends. Quelle sera la procédure qu'on suivra lors de ces ventes aux enchères, alors qu'il s'agira de conclure une vente tout à fait légitime?

**L'insp. Hoban:** Vous parlez ici d'une antiquité?

**M. Towers:** Oui, d'une antiquité.

**L'insp. Hoban:** S'il s'agit d'une arme conforme à la loi et aux règlements, elle demeurera là où elle est jusqu'à ce que vous obteniez un permis ou jusqu'à ce que vous obteniez un permis de port d'arme dans le cas d'un fusil. S'il s'agissait d'un pistolet, il faudrait vous adresser au commissariat de police pour obtenir un permis alors que, muni de ce permis, vous pourriez en prendre possession avant de retourner au commissariat pour l'enregistrer. Vous ne pouvez entrer en possession d'un fusil de chasse ou d'un pistolet tant que vous n'avez pas obtenu un permis et ces armes devront donc demeurer sur les lieux de la vente aux enchères jusqu'à ce que cette condition soit remplie.

**M. Towers:** Prévoit-on qu'il y aura des agents à cette vente aux enchères pour veiller à ce que les règlements soient appliqués, ou quelle sera la procédure?

**M. Allmand:** Tout dépendra du genre de vente aux enchères, je suppose. Pour ce qui est des armes automatiques, il n'y aura plus de vente aux enchères, elles seront supprimées au Canada. Seuls des collectionneurs de bonne foi reconnus pourront les échanger. Mais ces collectionneurs pourront très bien se rendre dans d'autres pays avec leurs armes et les y vendre là-bas. Pour ce qui est des fusils de chasse et des carabines, ces armes relèveront des provinces n'est-ce pas?



[Texte]

**Insp Hoban:** It would be an offence for the auctioneer to hand it over to you before you had the licence or the permit. So you have the safeguard there; the auctioneer will be quite aware of that. The auctioneer himself will have had to obtain a permit to auction the guns off and that will be explained to him when he obtains that permit.

**Mr. Towers:** Yes. Getting back to the Postmaster General, how is the postal department going to know what type of firearm it is? Is there going to be a search made? Will there be some type of registration form to fill out before it is transmitted through the postal system? Just how is he going to find this out?

**Mr. Allmand:** We have a section which provides for control of mail-order sales.

• 1215

**Mr. Fox:** Mr. Chairman, I wonder whether we could bring that question up when we get to that section?

**Mr. Allmand:** Yes, we are off the section.

**Mr. Towers:** Yes, I realize that. It is just that the Minister brought it up and it did relate to the sales.

**Mr. Allmand:** Thank you. I can be prepared when we get to that section to give you all that information.

**Mr. Towers:** Yes, fine.

**The Chairman:** Thank you. Shall Mr. Fox's amendment carry?

Amendment agreed to.

**The Chairman:** Perhaps we might agree at this point to carry proposed Section 82.(1). We have had a number of amendments to that and as we have no further amendments to that part, may I ask if proposed Section 82.(1), as amended, is carried.

Proposed Section 82.(1), as amended, agreed to.

**The Chairman:** Mr. Sarchuk tells me that the government has under consideration a further amendment to proposed Section 82.(2) and would like to ask if that could be stood until the first of the week to give them the time to consider whether they want to introduce an amendment to...

**Mr. McCleave:** That is on top of page 4.

**The Chairman:** It is on top of page 4.

**Mr. Allmand:** You will recall when I tabled the 43 amendments—we had worked on those amendments before all the briefs were in and so on, before the witnesses had completed their hearings and we were still doing some work—I said...

**Mr. Woolliams:** You told me there were more to come. I was expecting this.

**Mr. Allmand:** Not to the ones we have already tabled, but the parts that we had not touched.

**The Chairman:** Is it agreed to stand proposed Section 82.(2)?

[Interprétation]

**L'insp. Hoban:** L'organisateur de la vente aux enchères violerait la loi s'il vous remettait une arme sans que vous lui présentiez un permis. Il existe donc des garanties. Les organisateurs de ventes aux enchères seront prévenus et du reste ils devront obtenir un permis pour vendre des armes aux enchères et les conditions de la vente leur seront expliquées au moment de la délivrance de ce permis.

**M. Towers:** Très bien. Pour revenir au ministre des Postes, comment un service postal pourra-t-il déterminer le type d'une arme à feu? Y aura-t-il une inspection? Y aura-t-il une sorte de formulaire d'enregistrement qu'on devra remplir avant de mettre une arme à la poste? Comment les postiers seront-ils mis au courant?

**M. Allmand:** Nous avons un service qui se consacre à la supervision des ventes postales.

**M. Fox:** Monsieur le président, je me demande si l'on ne pourrait pas poser cette question lorsque l'on discutera de cet article?

**M. Allmand:** Nous nous écartons du sujet.

**M. Towers:** Je m'en rends bien compte. C'est simplement que le ministre a soulevé la question et que cela concernait les ventes.

**M. Allmand:** Merci. Lorsque nous en arriverons à cet article, je serai prêt à vous donner tous les renseignements.

**M. Towers:** Merci.

**Le président:** Merci. L'amendement de M. Fox est-il adopté?

L'amendement est adopté.

**Le président:** Nous pourrions peut-être maintenant convenir d'adopter l'article 82.(1) puisqu'on a déjà présenté tous les amendements qui s'y rapportent.

L'article 82.(1), tel que modifié, est adopté.

**Le président:** M. Sarchuk me dit que le gouvernement envisage de présenter un autre amendement à l'article 82.(2) et aimerait donc que cet article soit réservé jusqu'à la semaine prochaine pour lui donner le temps de décider si oui ou non l'amendement sera proposé.

**M. McCleave:** C'est le paragraphe en haut de la page 4.

**Le président:** C'est le paragraphe en haut de la page 4.

**M. Allmand:** Vous devez vous souvenir que les 43 amendements que j'ai présentés ont été préparés avant que l'on ait reçu tous les mémoires et que l'on ait entendu tous les témoins si bien que...

**M. Woolliams:** Vous m'avez dit que vous en présenteriez d'autres. Je m'y attendais.

**M. Allmand:** Nous ne modifierons pas les amendements déjà présentés, mais présenterons de nouvelles modifications aux articles laissés de côté.

**Le président:** Êtes-vous d'accord pour réserver l'article 82(2)?

[Text]

Proposed Section 82.(2) allowed to stand.

**Mr. McCleave:** While we are in that sort of frame of mind, Mr. Chairman, can I raise a point? I have an advisor, a very good one, back in Nova Scotia, and it may be that I would want to come back again and move something with relation to the earlier sections we have passed. If I were to do this, I would hope that the Committee would be reasonable enough to think I did it out of good purpose and not to be an obstructionist. It may be that it will not be necessary. It deals with antique weapons and I noticed there are references throughout to the problem of the antique weapons. However, I would hope that perhaps we might be allowed to go back even over old ground, if a member could put up a pretty reasonable case that on second or third thought he had found something that he might have allowed to go by too quickly.

**The Chairman:** I think that would certainly be agreeable, Mr. McCleave, especially while we are dealing with this over-all clause. If you could bring that in at the first of the week—we will still be on the clause anyhow—I presume there would be no problem over that.

**Mr. Fox:** Mr. Chairman, knowing what suggestions usually made by Mr. McCleave are like, I am sure we would want to examine them in depth.

**Mr. McCleave:** I think it should be a right for anybody, Mr. Chairman.

**The Chairman:** We have no amendments at all to proposed Section 83...

**Mr. Allmand:** There is one, we are increasing the penalty to 10 years. It is an amendment to the present law. We do not have another recent amendment.

**The Chairman:** Right. The Solicitor General may want to speak on these, but we have no amendments to proposed Sections 83, 84, 85, 86 and 87. The next amendment is Mr. Woolliams' to proposed Section 88. Does the Solicitor General want to make any comments...

**Mr. Allmand:** All we are doing in the bill, as compared with the present law, is that in proposed Section 83, we are increasing the maximum penalty to 10 years and in proposed Section 86.(2)(a), we are increasing the penalty to 5 years. The saving provision...

**Mr. Woolliams:** What was that?

**Mr. Allmand:** Proposed Section 86.(2)(a), at the bottom of page 4. You will see that the "five" is underlined.

**Mr. Woolliams:** What you are saying is you are changing what exists in the Criminal Code now to these.

**Mr. Allmand:** That is right, making...

**Mr. Woolliams:** Otherwise you might lead somebody to believe you are amending something.

**Mr. Allmand:** No, no.

**Mr. Woolliams:** This is in the bill. Yes, I know what you mean.

**Mr. Allmand:** It is underlined. The "ten" is underlined in proposed Section 83, and the "five" is underlined in proposed Section 86.(2)(a), but there are no amendments. These are basically penalties. So there is nothing else on proposed Sections 83, 84, 85, 86.

[Interpretation]

L'article 82(2) est réservé.

**M. McCleave:** Pendant que nous y sommes, monsieur le président, me permettez-vous de soulever un point? En Nouvelle-Écosse, j'ai un excellent conseiller; j'aimerais donc avoir l'occasion de présenter des amendements aux articles que nous avons adoptés plus tôt. Le cas échéant, j'espère que le Comité se montrera suffisamment raisonnable pour croire que je le fais en toute bonne volonté et non pas pour faire obstruction à ses travaux. Peut-être d'ailleurs que cela ne sera pas nécessaire. L'amendement aurait trait aux armes antiques, car j'ai remarqué qu'on parle partout de ce problème. Toutefois, j'espère qu'on nous autorisera à revenir en arrière si un membre du Comité pouvait avancer des arguments suffisamment convaincants pour faire annuler le vote.

**Le président:** Je ne pense pas que cela pose de problème, monsieur McCleave, puisque nous en sommes à l'article des définitions. Si vous pouviez présenter votre amendement au tout début de la semaine, nous en serons sûrement de toute façon encore à cet article.

**M. Fox:** Monsieur le président, connaissant bien les suggestions habituelles de M. McCleave, j'espère qu'on les étudiera en profondeur.

**M. McCleave:** N'importe qui en a le droit.

**Le président:** Aucun amendement n'a été proposé pour l'article 83...

**M. Allmand:** Pardon, il y en a un puisque l'on porte la peine d'emprisonnement à dix ans. Enfin, on ne vient pas de présenter cet amendement, mais on modifie la loi actuelle.

**Le président:** Bon. Le solliciteur général a peut-être quelques commentaires à faire, mais aucun amendement n'a été proposé pour les articles 83, 84, 85, 86 et 87. L'amendement suivant, au sujet de l'article 88, est présenté par M. Woolliams. Le solliciteur général aimerait-il faire des commentaires...

**M. Allmand:** La seule différence entre la nouvelle loi et la loi actuelle, en regard de l'article 83, c'est l'augmentation de la peine d'emprisonnement qui est portée à 10 ans, tandis que l'article 86(2)(a) porte la peine d'emprisonnement à 5 ans. La réserve...

**M. Woolliams:** Pardon?

**M. Allmand:** L'article 86(2)(a), au bas de la page 4. Le «cinq» est souligné.

**M. Woolliams:** Le Code criminel est donc modifié par ces articles.

**M. Allmand:** C'est bien cela, ainsi...

**M. Woolliams:** Sinon, vous pourriez porter quelqu'un à croire que vous changez quelque chose.

**M. Allmand:** Non.

**M. Woolliams:** On trouve cela dans le bill. Je vois ce que vous voulez dire.

**M. Allmand:** C'est souligné. Le mot «dix» est souligné dans l'article 83 et le mot «cinq» est souligné dans l'article 86(2)(a), mais il n'y a pas d'amendement. Ce sont les peines d'emprisonnement de base. Il n'y a donc rien à changer aux articles 83, 84, 85 et 86 proposés.



[Texte]

**Mr. Woolliams:** The only thing I do not like about proposed Section 85, is that it always has bothered me that in any section of the Criminal Code where the Crown always has the choice to decide whether they are going to lay an indictable offence or a summary conviction, it is always difficult because it discriminates from area to area or police enforcement to police enforcement. Some people want to be tougher, and it will be an indictable offence and somebody else says, "Oh well, it is just summary conviction." I assume when we are dealing with proposed Section 85, and we are dealing with all of these together, that what you are really thinking about, or what should be carried out, is this. For everyone who carries a weapon concealed, unless he is a holder of a permit under which he may lawfully carry it, if it were unintentional, but if he has it concealed is on the way to the bank, you have a legal wiretap on him and you know he has been involved in a conspiracy, he likely would be charged with an indictable offence and would be liable for up to five years. Whereas, if he merely threw it under the rug in the back seat of a car for some reason or other, and there was no intention to commit an offence, that, I suppose, is where the summary conviction would come in.

**Mr. Sarchuk:** This system of indictable summary has been in the Code for a long time.

• 1220

**Mr. Woolliams:** I know. I have never liked it, though.

**Mr. Sarchuk:** I understand, although I am not absolutely certain as to the scope of the study, that this whole concept is going to be reviewed. I think the Law Reform Commission has made some comments in relation to this particular thing...

**Mr. Woolliams:** They have.

**Mr. Sarchuk:** ... and my understanding is that the department is going to be looking at this, although at the present time we are continuing the existing form.

**Mr. Woolliams:** If my memory serves me correctly—it has been changed so often that I would have to review it—one thing is on the breathalyzer. I think you can be charged either with a summary conviction or an indictable offence. You see discrimination. Mr. Jones comes in and he is charged with a summary conviction—and there is a difference. If it can be a summary conviction it is not a record crime, where if it is an indictable offence and you try to get to the States they take a look at indictable offence. This is a very important phase.

**Mr. Sarchuk:** There is a practical problem, sir, with many of these charges, such as carrying a concealed weapon, for example. If a man were charged with robbery and as count two you wanted to lay a charge under Section 85, and he elected trial by judge and jury, you could not add it if it were solely a summary conviction offence. I suspect that, historically, this is probably the reason why we have a duality in so many of these sections.

**Mr. Woolliams:** Shoplifting is a bad one. That is one where you can charge them with an indictable offence, I believe, under the changes we made under summary conviction. I know a person right now, a housewife, who is being charged with an indictable offence on the first

[Interprétation]

**M. Woolliams:** La seule chose que je n'aime pas au sujet de l'article 85, c'est que je n'ai jamais aimé que, dans tout article du Code criminel, ce soit la Couronne qui soit toujours libre de choisir entre l'accusation d'avoir commis un acte criminel et celle d'avoir commis une infraction punissable sur déclaration sommaire de culpabilité. Cela pose des problèmes puisque les opinions varient d'une région à l'autre ou d'une force policière à l'autre. Certains seront plus stricts et diront qu'il s'agit d'un acte criminel, tandis que d'autres considéreront que c'est une infraction punissable sur déclaration sommaire de culpabilité. Pour ce qui est de l'article 85 proposé, et nous parlons de tous ces articles en même temps, je suppose que l'intention de cet article est la suivante: si une personne porte une arme dissimulée, à moins qu'elle ne soit détenteur d'un permis en vertu duquel elle peut légalement la porter, et si elle va à la banque avec cette arme et que, grâce à l'écoute électronique, vous savez qu'elle fait partie d'un complot, elle serait probablement accusée d'un acte criminel et serait passible d'un emprisonnement de cinq ans. Cependant, si cette personne avait simplement laissé cette arme sous le siège de sa voiture pour une raison ou une autre, et qu'elle n'avait pas l'intention de commettre un acte criminel, je suppose qu'elle serait alors coupable d'une infraction punissable sur déclaration sommaire de culpabilité.

**M. Sarchuk:** Le Code criminel contient depuis longtemps ce genre de disposition où l'on peut avoir recours à la déclaration sommaire de culpabilité.

**M. Woolliams:** Je sais. Cela ne m'a jamais plu cependant.

**M. Sarchuk:** Je ne sais pas exactement quelle sera la portée d'une étude visant à réviser ce concept. Je crois que la Commission de réforme du droit a fait certaines observations à ce sujet...

**M. Woolliams:** Elle en a fait.

**M. Sarchuk:** ... et que le ministère va étudier cette question, bien que nous continuions à suivre ce système à l'heure actuelle.

**M. Woolliams:** Si ma mémoire est bonne, on l'a modifié si souvent qu'il faudrait que je vérifie, car pour ce qui est de l'ivressomètre, on peut être coupable d'un acte criminel ou d'une action punissable sur déclaration sommaire de culpabilité. Il y a donc une distinction. M. Un tel peut être trouvé coupable sur déclaration sommaire de culpabilité, il y a des distinctions. Dans le cas de la déclaration sommaire de culpabilité, il n'y a pas de casier judiciaire, tandis que pour ce qui est des actes criminels, vous ne pouvez pas par exemple entrer aux États-Unis. C'est un point très important.

**M. Sarchuk:** Bien de ces accusations, comme le port d'une arme dissimulée par exemple, entraînent des problèmes en pratique. Si un homme est accusé de vol, qu'il choisit d'être jugé par un jury, et qu'on veut porter une seconde accusation en vertu de l'article 85, on ne peut pas le faire s'il s'agit uniquement d'une déclaration sommaire de culpabilité. C'est probablement pourquoi on a ce genre de choix dans bien des articles du Code.

**M. Woolliams:** Le vol à l'étalage est aussi un exemple. Étant donné les changements qu'on a apportés à la déclaration sommaire de culpabilité, l'auteur du vol à l'étalage peut être coupable d'un acte criminel. Je connais une personne, une ménagère, qui est accusée d'un acte criminel



[Text]

offence. If such people are convicted, they are in trouble when they try to get to the States. That is what I do not like about it. If the whole thing is going to be subject to review it is one thing, but I hope we can come up with a better system than this.

This is a suggestion, if it could be left to the discretion of the trial judge, even, once the evidence goes in as to whether it should be a conviction as an indictable offence or a summary conviction, it would be a great help. Then you do not have, with the greatest respect to you, sir, the police making the decision. Maybe they were mouthed off when the arrest was made, and they were a little mad and said, we will stick it to you. That is what I do not like about it. I am not saying that that happens in your force, but there are other forces.

**Mr. McCleave:** May I make this suggestion, Mr. Chairman: in looking at it too, it struck me...

**The Chairman:** Mr. McCleave, I have two others before you. That is all. Mr. Lachance, Mr. Towers, and then Mr. McCleave.

Mr. Lachance.

**M. Lachance:** Monsieur le président, je voudrais poser une question au sujet de l'article 84 qui se lit ainsi:

Est coupable d'une infraction punissable sur déclaration sommaire de culpabilité, quiconque a en sa possession une arme, alors qu'il assiste ou se rend à une assemblée publique.

Je voudrais avoir des explications là-dessus. Qu'est-ce qui arrive dans le cas d'un homme qui a un permis pour pratiquer le tir à la cible; il amène son arme de chez lui au stand de tir, il est dans sa voiture, un policier l'arrête pour une raison quelconque et découvre son arme. Il lui dit: «Tu n'as pas d'affaire à avoir une arme dans ton automobile, sur toi ou en ta possession alors que tu te rends je ne sais où». Qu'est-ce qui arrive au juste dans un tel cas? Est-ce que vous avez pensé aux implications que peut apporter un libellé aussi général dans ce projet de loi?

**Mr. Allmand:** You must look at that, that covers weapons, not just firearms. Proposed Section 84 deals with all kinds of weapons at public meetings. That is an old article, it has been there for quite awhile.

**Mr. Lachance:** I know that.

• 1225

**Mr. Allmand:** If you took a knife or I guess a spear or whatever, anything that could be considered a weapon to a public meeting, you would stand in contravention of that section. A public meeting might get very controversial, whether it is a political meeting or whatever. For example, let us take the meeting we had last week on Parliament hill. I do not know if that could be considered a meeting, but you cannot take a weapon to a public meeting.

**M. Lachance:** Mais je n'ai pas d'objection avec le «assiste»; mais c'est pour: «se rend»... it is going to. This tends to be very subjective. Or is on his way.

**M. Allmand:** Oui, les deux.

... en sa possession alors qu'il assiste ou se rend... In English it says:

[Interpretation]

alors que c'est sa première infraction. Si elle est condamnée, elle peut avoir de la difficulté à entrer aux États-Unis. C'est ce qui me déplaît. Je sais qu'on va réviser cette question, mais j'espère qu'on pourra en arriver à un meilleur système.

Par exemple, il vaudrait beaucoup mieux que le juge décide lui-même, après avoir entendu les preuves, s'il s'agit d'un acte criminel ou d'une infraction punissable sur déclaration sommaire de culpabilité. Ce ne serait donc pas les policiers qui prendraient cette décision. Lors de l'arrestation, le délinquant peut fâcher les policiers et ces derniers peuvent se venger en portant une accusation d'acte criminel. C'est ce qui me déplaît. Je ne dis pas que vos policiers le font, mais il y a d'autres corps policiers.

**M. McCleave:** Permettez-moi de poursuivre dans le même ordre d'idées, monsieur le président, il m'a aussi semblé...

**Le président:** Monsieur McCleave, il y a deux autres noms avant le vôtre, M. Lachance, M. Towers.

Monsieur Lachance.

**Mr. Lachance:** Mr. Chairman, I would like to ask a question concerning section 84 which reads as follows:

Every one who has a weapon in his possession while he is attending or is on his way to attend a public meeting is guilty of an offence punishable on summary conviction.

I would like to have some clarification. Supposing that a man, who has a licence for target shooting, brings his weapon in his car to the shooting stand and is arrested by a police officer for some reason or another. If this police officer finds the weapon, he might say that the man is not authorized to have a weapon in his car or in his possession. What happens in that case? Have you thought of the implication of such a general wording?

**M. Allmand:** Cet article vise toutes les armes, pas seulement les armes à feu. L'article 84 proposé vise les personnes ayant en leur possession tout genre d'armes à une assemblée publique. Cet article existe depuis longtemps.

**M. Lachance:** Je le sais.

**M. Allmand:** Quiconque apporte un couteau ou une lance ou une arme dans une assemblée publique est en contravention avec cet article. Une controverse peut être soulevée au milieu d'une assemblée publique comme nous avons pu le constater sur la Colline la semaine dernière. Je ne sais si l'on pourrait dire assemblée de ce rassemblement, mais il est interdit de porter une arme dans une assemblée publique.

**Mr. Lachance:** I have no quarrel with "assist", but it is "se rend"... which means: it is going to. Ceci tend beaucoup à la subjectivité. Ou: "is on his way."

**Mr. Allmand:** Yes, both.

... en sa possession alors qu'il assiste ou se rend... Et en anglais:

[Texte]

... while he is attending or is on his way to attend a public meeting ...

**Mr. Lachance:** Have you got any comment on how the courts managed to work with this one in past years?

**Mr. Sarchuk:** I looked at this section to see how long it has been in the Code and it goes back to 1896, if my recollection is correct. We did look at it from the standpoint of determining whether it should even be left in the Code, what its practical use was and so on. We came to the conclusion that you might have a public meeting; you have a man who is in town who had been hunting, has a licence for a shotgun, decides to go to a meeting and has had a few beers. In actual fact without this type of a section, you could not prevent him from bringing that shotgun into the meeting. It was sort of a consensus of opinion that situations might arise where this type of protection might be needed, bearing in mind that the police officers cannot seize a firearm unless an offence is being committed or has been committed. And it was on that basis that we decided to recommend against deleting the section.

**Mr. Lachance:** Statistically, has there been any bause of this section in the past?

**Mr. Sarchuk:** I could not find any reported cases of it.

**Mr. Lachance:** Okay, that is fine. Thank you.

**The Chairman:** We are almost at adjournment time, but perhaps we could go on long enough to hear Mr. Towers and Mr. McCleave and to deal with these particular proposed sections that we are concerned with.

**Mr. Towers:**

**Mr. Towers:** I was wondering, Mr. Chairman, when does a weapon become concealed? As Mr. McCleave suggested perhaps, is it in the trunk of a car or is it in the back seat of a car with a blanket thrown over it or just exactly when does a weapon become concealed?

**Mr. Allmand:** Does anyone know that? What do the police think?

**Insp Hoban:** The police interpret it as being concealed on the person.

**Mr. Sarchuk:** So does the Crown.

**Mr. Towers:** On the person?

**Mr. Sarchuk:** Concealed on the person.

**Mr. Towers:** This is one of the things I was wondering about. Maybe there are knives, and the like of that which are partially concealed. Maybe they are on a belt or something like that with a jacket over it. Are they concealed or are they not?

**Insp Hoban:** They may be concealed but you also have to prove the intent to commit an offence under Section 83.

**Mr. Towers:** Just to give an illustration of the point I am trying to make, I had a neighbour who stopped to pick up a hitchhiker and before that hitchhiker could get into the car, he had to shake his arm and shake out a two-foot piece of pipe. Now, with all the intricacies of this bill, I would suppose possibly that that could not be construed to be a weapon. Would that be a correct assumption?

[Interprétation]

... while he is attending or is on his way to attend a public meeting ...

**M. Lachance:** Pourriez-vous nous dire comment les tribunaux ont pu contourner cette difficulté au cours des années?

**M. Sarchuk:** J'ai recherché la source de cet article du Code qui remonte à 1896 si je me souviens bien. Nous l'avons examiné en vue de déterminer ce qu'il fallait retenir dans le Code, quelle pouvait en être l'utilité et ainsi de suite. Nous avons conclu que le cas pourrait se produire où un chasseur possédant une licence pourrait vouloir se rendre dans une assemblée publique après avoir pris quelques verres de bière et, sans cette disposition, il serait impossible de l'empêcher d'y pénétrer avec son fusil. L'avis général c'est que semblable situation exigeait des mesures de protection, vu qu'un agent de la paix ne peut saisir une arme à feu sauf en cas d'infraction. C'est pourquoi nous avons demandé que cet article ne soit pas retranché.

**M. Lachance:** Est-ce que l'on signale des abus dans le passé?

**M. Sarchuk:** Je ne connais aucun cas.

**M. Lachance:** Très bien, merci.

**Le président:** Le moment est presque venu d'ajourner, mais peut-être pourrions-nous encore entendre M. Towers et M. McCleave au sujet des articles particuliers qui sont proposés et que nous examinons.

**Monsieur Towers:**

**M. Towers:** Monsieur le président, quand pouvons-nous dire qu'une arme est dissimulée? Comme M. McCleave l'a mentionné, elle peut se trouver dans la valise ou sur le siège arrière d'une voiture et dissimulée sous une couverture et je me demande quand on peut dire d'une arme qu'elle est cachée?

**M. Allmand:** Est-ce que quelqu'un peut répondre à cela? Qu'en pense la police?

**L'inspecteur Hoban:** La police l'interprète d'habitude comme étant dissimulée sur la personne.

**M. Sarchuk:** Et la Couronne de même.

**M. Towers:** Sur la personne?

**M. Sarchuk:** Dissimulée sur la personne.

**M. Towers:** Je me posais des questions à ce sujet. Des armes telles que couteaux et autres peuvent être partiellement dissimulées, attachées à la ceinture ou peut-être en partie couvertes par un veston. Ces armes sont-elles ou non dissimulées?

**L'inspecteur Hoban:** Elles sont peut-être dissimulées, mais il faut aussi prouver l'intention du crime, conformément à l'article 83.

**M. Towers:** Pour illustrer le point que je cherche à faire comprendre, je vous citerai l'exemple d'un de mes voisins qui a pris au passage un individu qui faisait du pouce et, avant que cet individu puisse monter à bord de la voiture, il lui a secoué le bras et fait tomber un tuyau de 2 pieds de longueur. Malgré la complexité de ce projet de loi, je présume que ceci ne pourrait être décrit comme une arme. Est-ce juste?



[Text]

**Mr. Sarchuk:** To my knowledge there have been charges of a man carrying a lead pipe concealed on his person and he has been charged under this section as they have for carrying concealed baseball bats.

**Mr. Towers:** They can be charged.

**Mr. Sarchuk:** They can and have been and have been convicted, but it would depend on the circumstances of the particular case. The concept of the section, and this is another one which has been in the Code for a very long time, is simply to prevent the carriage of any offensive weapon concealed.

**Mr. Towers:** Thank you.

• 1230

**The Chairman:** Mr. McCleave.

**Mr. McCleave:** I was simply going to make the suggestion that if the Law Reform Commission has a serious study underway—I realize that we cannot ask the government to hold off sections forever and a day while they are being studied and restudied. I think we have to have a feeling that we are making progress here, but if there is some serious recommendation underway that has to be considered by the government, perhaps the Minister would feel free at the report stage or even when the bill has hit the other place to bring in any changes, that is that we have our doubts about this clause now and ask the Minister if he can come up with a better solution to do it in either our House or the other House before the bill becomes law.

**Mr. Allmand:** I will refer those comments to Mr. Basford because that is principally his work. We will make note of that and tell him of the concerns of you and Mr. Woolliams and others.

**Mr. Fox:** Perhaps we can put the question on some of these sections.

**The Chairman:** Yes. I wonder if I may put the question now on these sections to which there are no amendments, and in which the changes are very minor. They are proposed Sections 83, 84, 85, 86 and 87.

Proposed Sections 83, 84, 85, 86 and 87 agreed to.

**The Chairman:** The next amendment is to proposed Section 88 and we will begin next day with that.

I wonder if I may be permitted to say to Committee members that we are having a serious problem because of the length of time it is taking members to get here. Yesterday we had to wait for 39 minutes before we had a quorum. This morning we had to wait for 37 minutes. At both of those meetings we were able to begin because we had some statements by Mr. Woolliams and by the Minister.

At other meetings we will not be having any preliminary statements and we will not be able to begin until we have a quorum. If the Committee wants a 40-minute delay again, it is easy to achieve, but I suggest that it would further the work of this Committee if we could begin on time.

[Interpretation]

**M. Sarchuk:** Il y a eu à ma connaissance des accusations de port d'arme dissimulée à l'égard d'une personne qui transportait un tuyau de plomb au même titre que pour le transport d'un bâton de baseball dissimulé.

**M. Towers:** Une accusation peut être portée.

**M. Sarchuk:** Oui et il y a eu condamnation; mais cela dépend des circonstances dans chaque cas. L'intention de l'article, qui fait également partie du Code depuis très longtemps, vise simplement à empêcher le port d'armes dangereuses dissimulées.

**M. Towers:** Merci.

**Le président:** Monsieur McCleave.

**M. McCleave:** J'allais simplement suggérer que si la Commission sur la réforme du droit a vraiment une étude sérieuse en cours, nous ne pouvons pas demander au gouvernement de réserver des articles indéfiniment pour qu'on les étudie encore et toujours. Il faut vraiment avoir l'impression d'avancer, mais si l'on envisage de présenter une recommandation, le ministre pourrait le faire à l'étape du rapport ou lors de l'étude du bill par le Sénat. Autrement dit, si nous ne sommes pas certains de la validité de cet article, nous pourrions demander au ministre de suggérer une meilleure solution en Chambre ou au Sénat.

**M. Allmand:** Je vais faire part de ces commentaires à M. Basford, car c'est lui qui est responsable de cela. Nous allons lui faire part de vos préoccupations ainsi que de celle de M. Woolliams et d'autres encore.

**M. Fox:** Peut-être pourrions-nous mettre aux voix certains articles?

**Le président:** Oui. Passons donc au vote sur les articles sans amendement ou très légèrement modifiés. Il s'agit des articles 83, 84, 85, 86 et 87.

Les articles 83, 84, 85, 86 et 87 du projet de loi sont adoptés.

**Le président:** L'amendement suivant porte sur l'article 88. Nous commencerons donc la prochaine séance par son étude.

Permettez-moi maintenant de souligner au profit des membres du comité qu'il nous est très difficile d'atteindre le quorum. Nous devons attendre très longtemps votre arrivée. Hier, il nous a fallu attendre 39 minutes et ce matin, 37 minutes. Dans les deux cas, nous avons pu commencer, car M. Woolliams et le ministre avaient une déclaration préliminaire à faire.

Au cours des séances suivantes, nous n'aurons pas toujours une déclaration préliminaire à entendre, si bien que nous ne pourrions pas commencer avant d'avoir atteint le quorum. Si les membres veulent nous faire attendre 40 minutes, rien n'est plus facile, mais ce serait beaucoup plus facile si le Comité pouvait commencer à l'heure.



[Texte]

**Some hon. Members:** Hear, hear!

**Mr. McCleave:** Mr. Chairman, may I comment on that?

**The Chairman:** Yes, Mr. McCleave.

**Mr. McCleave:** I know it is a serious matter for committees and we are at the tail end of a very long session of Parliament. May I suggest that perhaps we can agree among ourselves that whenever a reasonable number of members, even if they are short of a quorum, gather, proceed with the meeting. The votable part, that just simply has to be held for the quorum. It has to be done in other committees and I see no reason why we cannot do it here.

**The Chairman:** Mr. Towers.

**Mr. Towers:** I have one further point, Mr. Chairman. I think these delays are in evidence because we are holding so many meetings. As a member of this Committee I find it very difficult to keep up with the other things we have to do and spend the full time in Committee, for instance, three hours this morning. I am sure other members find the same thing. If we could not have quite so many meetings, I am sure you would find that the attendance would be better and they would be here earlier.

**The Chairman:** Thank you, Mr. Towers. The Committee is adjourned to Monday evening at eight o'clock.

[Interprétation]

**Des voix:** Bravo!

**M. McCleave:** Me permettez-vous un commentaire, monsieur le président?

**Le président:** Allez-y, monsieur McCleave.

**M. McCleave:** Je sais que la question est importante pour les comités et que cette très longue session du Parlement tire à sa fin. Nous pourrions peut-être nous entendre pour que dès qu'un nombre raisonnable des membres soient présents, nous puissions entreprendre les délibérations. Quant aux votes, on les réservera pour les moments où il y aura quorum. Les autres comités procèdent ainsi et je ne vois pas pourquoi nous ne pourrions pas faire de même.

**Le président:** Monsieur Towers.

**M. Towers:** Une dernière remarque, monsieur le président. Je pense que ces retards sont dus au fait que nous ayons tant de séances. A titre de membre du Comité, j'avoue avoir beaucoup de mal à suivre ce qui se passe par ailleurs, car je dois passer la plus grande partie de mon temps en comité. Ce matin, par exemple, j'ai passé trois heures ici. Je suis certain que les autres membres sont du même avis que moi. Si nous pouvions espacer un peu plus les séances, je suis certain que les membres se présenteraient plus tôt.

**Le président:** Merci, monsieur Towers. Le Comité suspend ses travaux jusqu'à lundi soir, à 20 h 00.

WITNESSES—TÉMOINS

*From the Ministry of the Solicitor General:*

Mr. R. Moncur, Assistant Co-Ordinator, Working Group  
on Gun Control.

*From the R.C.M.P.:*

Inspector R. Hoban.

*From the Department of Justice:*

Mr. A. Sarchuk, Senior Legal Counsel.

*Du ministère du Solliciteur général:*

M. R. Moncur, coordonnateur adjoint, Groupe de travail  
sur le contrôle des armes à feu.

*De la G.R.C.:*

Inspecteur R. Hoban.

*Du ministère de la Justice:*

M. A. Sarchuk, avocat-conseil.

HOUSE OF COMMONS

Issue No. 64

Monday, June 14, 1976

Chairman: Mr. Mark MacGuigan

CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule n° 64

Le lundi 14 juin 1976

Président: M. Mark MacGuigan

Government  
Publications

*Minutes of Proceedings and Evidence  
of the Standing Committee on*

## Justice and Legal Affairs

*Procès-verbaux et témoignages  
du Comité permanent de la*

## Justice et des questions juridiques

RESPECTING:

Bill C-83, Criminal Law Amendment  
Act (No. 1), 1976.

CONCERNANT:

Bill C-83, Loi de 1976 modifiant  
le droit pénal, n° 1.

APPEARING:

The Honourable Ronald Basford,  
Minister of Justice and Attorney  
General of Canada.

COMPARAÎT:

L'honorable Ronald Basford,  
Ministre de la Justice et Procureur  
général du Canada.

WITNESSES:

(See back cover)

TÉMOINS:

(Voir à l'endos)

First Session

Thirtieth Parliament, 1974-75-76

Première session de la

trentième législature, 1974-1975-1976



STANDING COMMITTEE ON JUSTICE  
AND LEGAL AFFAIRS

*Chairman:* Mr. Mark MacGuigan

*Vice-Chairman:* Mr. Yvon Pinard

Messrs.

Andres (*Lincoln*)

Brisco

Caouette (*Villeneuve*)

Caron

Dick

Fairweather

Fox

Friesen

COMITÉ PERMANENT DE LA JUSTICE  
ET DES QUESTIONS JURIDIQUES

*Président:* M. Mark MacGuigan

*Vice-président:* M. Yvon Pinard

Messieurs

Lachance

Lapointe

Leggatt

McCleave

Milne

Olivier

Pearsall

Stanbury

Towers

Woolliams—(20)

(Quorum 11)

*Le greffier du Comité*

Lois A. Cameron

*Clerk of the Committee*

Pursuant to S.O. 65(4)(b)

On Thursday, June 10, 1976:

Mr. Poulin replaced Mr. Côté

On Monday, June 14, 1976:

Mr. Stanbury replaced Mr. Marceau

Mr. Caron replaced Mr. Poulin

Mr. Pearsall replaced Mrs. Campagnolo

Mr. Douglas (*Bruce-Grey*) replaced Mr. Guay (*Lévis*)

Mr. Lapointe replaced Mr. Loiselle (*Chambly*)

Mr. Andres (*Lincoln*) replaced Mr. Olivier

Mr. Olivier replaced Mr. Douglas (*Bruce-Grey*)

Conformément à l'article 65(4)b) du Règlement

Le jeudi 10 juin 1976:

M. Poulin remplace M. Côté

Le lundi 14 juin 1976:

M. Stanbury remplace M. Marceau

M. Caron remplace M. Poulin

M. Pearsall remplace M<sup>me</sup> Campagnolo

M. Douglas (*Bruce-Grey*) remplace M. Guay (*Lévis*)

M. Lapointe remplace M. Loiselle (*Chambly*)

M. Andres (*Lincoln*) remplace M. Olivier

M. Olivier remplace M. Douglas (*Bruce-Grey*)

## MINUTES OF PROCEEDINGS

MONDAY, JUNE 14, 1976

(71)

[Text]

The Standing Committee on Justice and Legal Affairs met at 8:10 o'clock a. m. this day, the Chairman, Mr. Mark MacGuigan, presiding.

*Members of the Committee present:* Messrs. Brisco, Caron, Fairweather, Fox, Friesen, Lachance, Lapointe, Leggatt, MacGuigan, Milne, Olivier, Pearsall, Pinard, Stanbury and Woolliams.

*Other Members present:* Messrs. Blais, Gilbert and Loisel (Chambly).

*Appearing:* The Honourable Ronald Basford, Minister of Justice and Attorney General of Canada.

*Witness: From the Department of Justice:* Mr. A. Sarchuk, Senior Legal Counsel.

The Committee resumed consideration of Bill C-83, An Act for the better protection of Canadian society against perpetrators of violent and other crime (*Criminal Law Amendment Act (No. 1)*, 1976.).

*Ordered.*—That the Memorandum from Inspector Hoban, entitled "Fully Automatic Weapons, Bill C-83", prepared in response to Mr. Towers' questions on Thursday, June 10, 1976, be printed as an Appendix to the Committee's Minutes of Proceedings and Evidence, when available in both official languages.

*Ordered.*—That the Canadian Labour Congress Supplementary Submission on Bill C-83 be printed as an Appendix to this day's Minutes of Proceedings and Evidence (See Appendix JLA-45).

The Minister made a statement and answered questions.

The Committee resumed debate on Clause 3.

On Section 88

Mr. Woolliams moved,—That Clause 3 be amended by

(a) striking out line 29 at page 6 and substituting the following:

"sion any firearm"

and

(b) striking out line 6 at page 7 and substituting the following:

"sess the firearm".

After debate, the question being put on the amendment, it was by a show of hands, negatived: YEAS: 3; NAYS: 9.

Mr. Fox moved,—That Clause 3 be amended by striking out lines 36 to 38 on page 6 thereof and substituting therefor the following:

"(a) to whom a permit has been issued under subsection 106.3(9) or (11);"

After debate, the question being put on the amendment, it was agreed to, on division.

## PROCÈS-VERBAL

LE LUNDI 14 JUIN 1976

(71)

[Traduction]

Le Comité permanent de la justice et des questions juridiques se réunit aujourd'hui à 20 h 10, sous la présidence de M. Mark MacGuigan (président).

*Membres du Comité présents:* MM. Brisco, Caron, Fairweather, Fox, Friesen, Lachance, Lapointe, Leggatt, MacGuigan, Milne, Olivier, Pearsall, Pinard, Stanbury et Woolliams.

*Autres députés présents:* MM. Blais, Gilbert et Loisel (Chambly).

*Comparaît:* L'honorable Ronald Basford, ministre de la Justice et procureur général du Canada.

*Témoin:* Du ministère de la justice: M. A. Sarchuk, avocat-conseil.

Le Comité poursuit l'étude du bill C-83, Loi pour mieux protéger la société canadienne contre les auteurs de crimes violents et autres crimes (*Loi de 1976 modifiant le droit pénal, n° 1*).

*Il est ordonné.*—Que le mémoire de l'inspecteur Hoban, intitulé «Fully Automatic Weapons, Bill C-83», préparé en réponse aux questions que M. Towers a posées le jeudi 10 juin 1976, soit imprimé en appendice aux procès-verbaux et témoignages du Comité lorsqu'il existera dans les deux langues officielles.

*Il est ordonné.*—Que le mémoire complémentaire relatif au bill C-83 du Congrès du Travail du Canada soit imprimé en appendice aux procès-verbal et témoignages de ce jour. (*Voir Appendice JLA-45*).

Le ministre fait une déclaration et répond aux questions.

Le Comité poursuit le débat sur l'article 3.

Article 88

M. Woolliams propose,—Que l'article 3 soit modifié en:

a) remplaçant les lignes 31 et 32 à la page 6 par ce qui suit:

«quiconque a sciemment en sa possession une arme à feu sans détenir»

et

b) remplaçant la ligne 6 à la page 7 par ce qui suit:

«der cette arme.»

Après débat, l'amendement, mis aux voix, est rejeté à main levée par 9 voix contre 3.

M. Fox propose,—Que l'article 3 soit modifié en remplaçant les lignes 36 à 38, page 6, par ce qui suit:

«a) détentricer d'un permis en vertu des paragraphes 106.3(9) ou (11);»

Après débat, l'amendement, mis aux voix, est adopté sur division.

Section 88, as amended, carried on division.

On Section 89

Mr. Woolliams moved,—That Clause 3 be amended by adding thereto immediately after line 25 on page 7 thereof, the following:

“(e) a person engaged in the business of farming within the meaning of the Income Tax Act, or

(f) a person engaging in the business of operating a trap line and by Indian people as defined by the Indian Act and others that use other than restrictive or prohibitive weapons for assisting them in earning a livelihood, or

(g) notwithstanding anything in this Act, a citizen of a state other than Canada who is lawfully present in Canada for hunting or sporting purposes and who has in his possession a weapon of a kind commonly used for those purposes”

After debate, paragraph (g) of the proposed amendment was, by unanimous consent, withdrawn.

After further debate, by unanimous consent, the question being put on paragraph (e) of the amendment, it was negatived.

By unanimous consent, the question being put on paragraph (f) of the amendment, it was negatived.

Mr. Fox moved,—That Clause 3 be amended by striking out line 28 on page 7 thereof and substituting therefor the following:

“weapon or ammunition for the purpose of his duties or”

After debate, the question being put on the amendment, it was agreed to.

Mr. Fox moved,—That Clause 3 be amended by renumbering section 89 on page 7 thereof as subsection 89(1) and by adding thereto, immediately after line 29 on page 7 thereof, the following subsection:

“(2) Notwithstanding anything in this Act, no operator or person employed in a museum prescribed by the regulations is guilty of an offence under this Act by reason only that he has in his possession a weapon for the purpose of exhibiting that weapon in the museum or of repairing, restoring or maintaining that weapon for the purpose of so exhibiting it.”

After debate, the question being put on the amendment, it was agreed to.

Section 89, as amended, carried.

On Section 90

Mr. Fox moved,—That Clause 3 be amended by adding thereto, immediately after line 47 on page 7 thereof, the following subsection:

“(3) Nothing in this Act makes it unlawful for a person who is under the age of eighteen years to be in possession of any firearm or ammunition for the purpose of taking instruction in the use of firearms if

(a) he is in the presence of and under the direct and immediate supervision of his parent or guardian, or

L'article 88, modifié, est adopté sur division.

Article 89

M. Woolliams propose,—Que l'article 3 du bill (art. 89, page 7) soit modifié en y insérant trois nouvelles dispositions (dispensant certaines personnes):

«e) les personnes travaillant dans une entreprise agricole au sens de la Loi de l'impôt sur le revenu, ou

f) les personnes engagées dans une entreprise du piégeage ou par des Indiens ou d'autres personnes qui, pour gagner leur vie, se servent d'armes autres que les armes prohibées ou à autorisation restreinte, ou

g) nonobstant toute disposition de la présente loi, les citoyens d'un État autre que le Canada, se trouvant légalement au Canada pour chasser ou pratiquer un autre sport et possédant une arme communément employée dans ce sport»

Après débat, l'alinéa g) de l'amendement proposé est, du consentement unanime, retiré.

Le débat se poursuit puis, du consentement unanime, l'alinéa e) de l'amendement, mis aux voix, est rejeté.

Du consentement unanime, l'alinéa f) de l'amendement, mis aux voix, est rejeté.

M. Fox propose,—Que l'article 3 soit modifié en remplaçant la ligne 28, page 7, par ce qui suit:

«possession une arme ou des munitions en raison de leurs fonc-»

Après débat, l'amendement, mis aux voix, est adopté.

M. Fox propose,—Que l'article 3 soit modifié en renumérotant l'article 89, page 7, paragraphe 89(1) et par l'adjonction, immédiatement après la ligne 29, page 7, de ce qui suit:

«(2) Par dérogation à la présente loi, un curateur ou un employé d'un musée prescrit par les règlements ne sont pas coupables d'une infraction à la présente loi du seul fait qu'ils ont en leur possession une arme afin de la mettre en montre dans le musée ou aux fins de la réparer, restaurer ou entretenir pour la mettre en montre.»

Après débat, l'amendement, mis aux voix, est adopté.

L'article 89, modifié, est adopté.

L'article 90

M. Fox propose,—Que l'article 3 du bill C-83 soit modifié par l'adjonction, après la ligne 46, page 7, de ce qui suit:

«(3) N'est pas illégale au sens de la présente loi, la possession par une personne âgée de moins de dix-huit ans d'une arme à feu ou de munitions dans le but de s'initier au maniement des armes

a) si elle est en présence et sous la surveillance directe et immédiate d'un de ses parents ou de son tuteur; ou



(b) in the case of a person who is twelve or more years of age, he is in the presence of and under the direct and immediate supervision of an instructor certified by the Minister of National Defence or the Attorney General and is taking such instruction as part of a formal firearms training program,

and nothing in this Act makes it unlawful for a parent or guardian or an instructor certified by the Minister of National Defence or the Attorney General to lend, transfer or deliver a firearm or ammunition of a person who is under the age of eighteen years for the purpose of taking instruction in the use of firearms under the conditions referred to in paragraph (a) or (b), whichever is applicable."

After debate, the question being put on the amendment, it was, by a show of hands agreed to: YEAS: 6; NAYS: 5.

Section 90, as amended, carried.

Section 91, 92 and 93 carried.

On Section 94

Mr. Fox moved,—That Clause 3 be amended by striking out line 7 on page 9 thereof and substituting therefor the following:

"under subsection 106.3(4) or who, in the case of a restricted weapon described in paragraph (c) of the definition "restricted weapon" in subsection 82(1), is not a *bona fide* gun collector who, on June 1, 1976, had a gun collection in Canada that included such a restricted weapon,"

After debate, the question being put on the amendment, it was agreed to.

Section 94, as amended, carried.

On Section 95

Mr. Fox moved,—That Clause 3 be amended by striking out lines 9 to 12 on page 10 thereof and substituting therefor the following:

"(ii) to whom a permit has been issued under subsection 106.3(9) or (11); or"

By unanimous consent, Section 95 was allowed to stand.

Sections 96 and 97 carried.

On Section 98

Mr. Leggatt moved,—That Clause 3 be amended by striking out line 3 at page 12 and substituting the following therefor:

"fourteen years and not less than four years".

After debate, the proposed amendment was, by unanimous consent, withdrawn.

Mr. Fox moved,—That Clause 3 be amended by striking out lines 2 and 3 on page 12 thereof and substituting therefor the following:

"liable to imprisonment

b) dans le cas d'une personne âgée de douze ans ou plus, si elle s'initie au maniement des armes au cours d'un programme d'entraînement au maniement des armes et elle est en présence et sous la surveillance directe et immédiate d'un instructeur qualifié nommé par le ministre de la Défense nationale ou le procureur général,

et n'est pas illégal au sens de la présente loi, le fait pour les parents ou un tuteur ou un instructeur qualifié nommé par le ministre de la Défense nationale ou le procureur général de prêter, transférer ou livrer une arme à feu ou des munitions à une personne âgée de moins de dix-huit ans dans le but de l'initier au maniement des armes dans les circonstances décrites à l'alinéa a) ou b), selon le cas.»

Après débat, l'amendement, mis aux voix, est adopté à main levée par 6 voix contre 5.

L'article 90, modifié, est adopté.

Les articles 91, 92 et 93 sont adoptés.

Article 94

M. Fox propose,—Que l'article 3 soit modifié en remplaçant la ligne 13, page 9, par ce qui suit:

«délivré en vertu du paragraphe 106.3(4) ou qui, dans le cas d'une arme à autorisation restreinte décrite à l'alinéa c) de la définition d'«arme à autorisation restreinte», n'est pas un collectionneur d'armes à feu de bonne foi qui le 1<sup>er</sup> juin 1976 avait au Canada une collection d'armes à feu qui comprenait une telle arme à autorisation restreinte.»

Après débat, l'amendement, mis aux voix, est adopté.

L'article 94, modifié, est adopté.

Article 95

M. Fox propose,—Que l'article 3 soit modifié en remplaçant les lignes 10 à 12, page 10, par ce qui suit:

«(ii) détentrice d'un permis délivré en vertu du paragraphe 106.3(9) ou (11); ou»

Du consentement unanime, l'article 95 est réservé.

Les articles 96 et 97 sont adoptés.

Article 98

M. Leggatt propose,—Que l'article 3 soit modifié en remplaçant la ligne 39, page 11, par ce qui suit:

«quatorze ans et d'au moins quatre ans, quicon-»

Après débat, l'amendement proposé est, du consentement unanime, retiré.

M. Fox propose,—Que l'article 3 soit modifié en remplaçant les lignes 37 à 45, page 11, et les lignes 1 et 2, page 12, par ce qui suit:

«98. (1) Quiconque utilise une arme offensive a) lors de la perpétration ou de la tentative de perpétration d'un acte criminel, ou b) lors de sa fuite après avoir commis ou tenté de commettre un acte criminel qu'il cause ou non des lésions corporelles ou qu'il ait ou non l'intention d'en causer, est coupable d'un acte criminel et possible d'un emprisonnement

(c) in the case of a first offence under this subsection, except as provided in paragraph (d), for not more than fourteen years and not less than one year; and

(d) in the case of a second or subsequent offence under this subsection, or in the case of a first such offence committed by a person who, prior to the coming into force of this subsection, was convicted of an indictable offence or an attempt to commit an indictable offence, in the course of which or during his flight after the commission or attempted commission of which he used an offensive weapon, for not more than fourteen years and not less than three years."

After debate, the question being put on the amendment, it was agreed to.

Section 98, as amended, carried.

On Section 99

Mr. Fox moved,—That Clause 3 be amended by striking out lines 24 and 25 on page 12 thereof and substituting therefor the following:

"(a) is guilty of an indictable offence and is liable to imprisonment

(i) in the case of a first offence, for two years, and

(ii) in the case of a second or subsequent offence, for five years, or"

After debate, the question being put on the amendment, it was agreed to.

Mr. Fox moved,—That Clause 3 be amended by striking out lines 25 and 26 in the French version on page 12 thereof and substituting therefor the following:

«feu ou des munitions d'une manière négligente ou sans prendre suffisamment de pré-»

After debate, the question being put on the amendment it was agreed to.

Section 99, as amended, carried.

*It was agreed*,—That the Committee meet on Tuesday, June 15, 1976 at 3:30 and 8:00 o'clock p.m. and on Wednesday, June 16, 1976 at 3:30 o'clock p.m.

At 10:10 o'clock p.m., the Committee adjourned until 9:30 o'clock a.m. on Tuesday, June 15, 1976.

c) d'au plus quatorze ans et d'au moins un an, dans le cas d'une première infraction au présent paragraphe, sauf dans les cas où l'alinéa d) s'applique; et

d) d'au plus quatorze ans et d'au moins trois ans, dans le cas d'une infraction au présent paragraphe subséquente à une première infraction ou dans le cas d'une première infraction au présent paragraphe commise par une personne qui, avant l'entrée en vigueur du présent paragraphe, avait déjà été trouvée coupable d'un acte criminel ou d'une tentative d'acte criminel et avait utilisé une arme offensive lors de la perpétration ou de la tentative de perpétration de cet acte criminel ou lors de sa fuite après avoir commis ou tenté de commettre cet acte criminel.»

Après débat, l'amendement, mis aux voix, est adopté.

L'article 98, modifié, est adopté.

Article 99

M. Fox propose,—Que l'article 3 soit modifié en remplaçant les lignes 19 et 20, page 12, par ce qui suit:

«a) est coupable d'un acte criminel et passible d'un emprisonnement

(i) de deux ans, dans le cas d'une première infraction, et

(ii) de cinq ans, dans le cas d'une infraction subséquente, ou»

Après débat, l'amendement, mis aux voix, est adopté.

M. Fox propose,—Que l'article 3 soit modifié en remplaçant les lignes 25 et 26 dans la version française, page 12, par ce qui suit:

«feu ou des munitions d'une manière négligente ou sans prendre suffisamment de pré-»

Après débat, l'amendement, mis aux voix, est adopté.

L'article 99, modifié, est adopté.

*Il est convenu*,—Que le Comité se réunisse le mardi 15 juin 1976 à 15 h 30 et 20 heures et le mercredi 16 juin à 15 h 30.

A 22 h 10, le Comité suspend ses travaux jusqu'au mardi 15 juin 1976 à 9 h 30.

*Le greffier du Comité*

Lois A. Cameron

*Clerk of the Committee*

## EVIDENCE

(Recorded by Electronic Apparatus)

Monday, June 14, 1976

• 2011

[Texte]

**The Chairman:** The meeting will come to order. I am very delighted to see everybody here so promptly this evening, it augurs well for a good evening of work.

Mr. Towers had presented us with some documentation the other day from one of his constituents, and had requested a reply from us. I understand that he read his letter into the *Minutes*. I think we now have a reply prepared by Inspector Hoban, and perhaps when the translation is available members might be agreeable to appending this to the *Minutes* of whatever day's meeting is appropriate. Is that agreed?

**Some hon. Members:** Agreed.

**The Chairman:** The Canadian Labour Congress has sent us their supplemental submission, and it is also available in both languages. Is it now agreed that we should attach that as an appendix?

**Some hon. Members:** Agreed.

**The Chairman:** We have the real Minister of Justice back with us; we did pretty well with the substitute one last week, Mr. Basford, but we are very pleased to see you back at the Committee. Do you have anything you want to say at the beginning, before we continue with our clause-by-clause discussion?

**Hon. Ronald Basford (Minister of Justice and Attorney General of Canada):** Mr. Chairman, yes I do. First, my thanks to the Committee for proceeding in my absence, and...

**An hon. Member:** How was the love-in?

**Mr. Basford:** The love-in was fine, and I appreciate both my colleague's and the members' of the Committee going forward.

To keep the Committee up to date, and to give members as much chance to study matters as possible, I have some further amendments to lay on the table. On June 1, the Solicitor General tabled a whole group of amendments that came about as a result of the submissions and consultations with interested groups and individuals. But Mr. Allmand mentioned that there were still matters under review, and I am, this evening, tabling six amendments to Clause 3, one to Clause 14, one to Clause 30, and one to Clause 43. I believe there are enough copies for distribution.

The first amendment relates to Section 82.(2). Our proposal in Bill C-83 exempted all barrelled weapons with a muzzle velocity of less than 500 feet per second from the definition of firearm, which is the old definition in the act. The purpose of this change was to exclude such items as pellet guns from the licensing scheme. The section, as proposed, had the unintentional effect of also exempting their use from criminal liability, for example under Section 99, pointing of firearms. This amendment is to correct that, to keep them out of the licensing scheme but still keep them involved in the criminal sections. The amendment I have tabled will now create an exemption only so far as the licensing scheme is concerned.

## TÉMOIGNAGES

(Enregistrement électronique)

Le lundi 14 juin 1976

[Interprétation]

**Le président:** A l'ordre, s'il vous plaît. Je suis enchanté de constater que tout le monde soit venu à temps, ce qui augure bien de la soirée.

M. Towers nous avait remis des documents, l'autre jour, qu'il avait reçus d'un de ses électeurs et il aimerait recevoir une réponse. Sa lettre a d'ailleurs été consignée au compte rendu de la réunion. L'inspecteur Hoban a rédigé une réponse et lorsque la traduction en sera faite, je présume que vous accepterez que celle-ci fasse partie du compte rendu de la réunion afférente. Vous êtes d'accord?

**Des voix:** D'accord.

**Le président:** Le Congrès du travail du Canada nous a fait parvenir son mémoire supplémentaire dans les deux langues officielles. Vous êtes d'accord pour qu'on l'annexe au compte rendu de la réunion?

**Des voix:** D'accord.

**Le président:** Le ministre de la Justice est de retour parmi nous; la semaine dernière, c'est son suppléant qui l'a remplacé, mais nous sommes très heureux de vous revoir parmi nous, monsieur Basford. Auriez-vous quelque chose à dire avant la discussion du bill, article par article?

**L'hon. Ronald Basford (ministre de la Justice et procureur général du Canada):** Je voudrais tout d'abord remercier le Comité d'avoir poursuivi ses travaux en mon absence.

**Une voix:** Comment s'est passée la Conférence?

**M. Basford:** Elle s'est fort bien passée, et je vous suis reconnaissant d'avoir avancé vos travaux.

Je voudrais maintenant, si vous le permettez, vous soumettre plusieurs nouveaux amendements. Le 1<sup>er</sup> juin, le solliciteur général a déposé un groupe d'amendements rédigés à l'issue de consultations avec différents groupes et personnes intéressés. M. Allmand avait cependant ajouté que d'autres questions restaient toujours à l'examen et c'est pourquoi je voudrais vous soumettre six amendements à l'article 3, un à l'article 14, un à l'article 30 et un à l'article 43. Je pense qu'il doit y avoir assez d'exemplaires pour tout le monde.

Le premier amendement se rapporte à l'article 82.(2). Les dispositions du Bill C-83 exemptaient toutes les armes dotées d'un canon d'une vitesse inférieure à 500 pieds par minute de la définition des armes à feu, laquelle est l'ancienne définition figurant dans la Loi. Cette modification visait à exclure des armes telles que les fusils à plomb du programme de permis et autorisations. Or, le projet d'article aurait eu l'effet non voulu d'exempter leurs utilisateurs de responsabilités pénales; ainsi, aux termes de l'article 99, lorsqu'on braque une arme à feu. Le présent amendement vise donc à redresser cette lacune en exemptant ces armes du programme des permis tout en ne décriminalisant pas leur utilisation abusive. Cet amendement aura donc pour unique effet de les exempter du programme de permis.



[Text]

The third amendment is designed to simplify the system of processing registration applications and the issuance of carrying permits for restricted weapons. In most jurisdictions, a number of registrars are appointed at a very local level to perform certain essential but routine functions, such as issuing permits to transport handguns for examination prior to registration, the examination of the weapon itself, the endorsement of the application, and the forwarding of the application to the Commissioner. In some provinces where they do not appoint a large number of local registrars, these functions have been delegated to police officers at the detachment level. The detachment personnel are, in such cases, acting as agents of the local registrar. This amendment is designed to enable the Commissioner, or Attorney General, to authorize peace officers at the detachment level to perform some of these functions in keeping with current practice.

The fourth amendment is consequential upon that amendment.

The fifth amendment proposes a necessary change to the motion to amend Section 90. This amendment would exempt the parent, guardian and certified instructor from prosecution for lending, transferring, or delivering a firearm or ammunition to a person under the age of 18 for the purpose of taking instruction in the use of firearms. And it really is consequential to the amendments the Solicitor General put forward.

The final two amendments on gun control are consequential; in particular I refer to an amendment at page 24 which provides for the issuance of permits without fee to those persons, regardless of age, residing in a designated area who hunt or trap for family support.

**Mr. Woolliams:** What page of the bill are you on now?

• 2015

**Mr. Basford:** Page 24.

**Mr. Woolliams:** That is about the registration certificate?

**Mr. Basford:** It is page 24 of our motion to amend.

**Mr. Woolliams:** Oh, I thought you were dealing in your ...

**Mr. Basford:** I thought I was dealing with the pages of the bill, too.

**Mr. Leggatt:** Page 24 of the amendments or page 24 of the bill?

**Mr. A. Sarchuk (Senior Legal Counsel, Department of Justice):** Page 24 of the amendments which were tabled on June 1.

**Mr. Woolliams:** But you are going over your new amendments, amendments 52.

**Mr. Basford:** Since these permits will in every respect be issued in lieu of a licence, this further amendment is proposed which would incorporate the same authority to issue and to refuse such a permit as is applicable in the case of licensing.

[Interpretation]

Le troisième amendement vise à simplifier le processus d'enregistrement des demandes ainsi que la délivrance de permis pour les armes à autorisation restreinte. Dans la plupart des juridictions, plusieurs registraires sont nommés au niveau local pour effectuer divers travaux de routine tels que la délivrance de permis pour apporter les revolvers aux fins d'examen avant l'enregistrement, et l'examen de l'arme elle-même, le visa de la demande et le renvoi de la demande au commissaire. Dans certaines provinces, où le nombre de registraires locaux n'est guère élevé, ces mesures sont effectuées par des officiers de police appartenant au détachement auxquels en l'occurrence agissent en tant qu'agents du registraire local. Le présent amendement vise à permettre au commissaire ou au procureur général à autoriser des agents de la paix appartenant au détachement d'effectuer certaines de ces fonctions conformément à la pratique courante.

Le quatrième amendement dépend du précédent.

Le cinquième vise à apporter une modification nécessaire à la motion visant à modifier l'article 90. Cet amendement garantirait contre toute poursuite le parent, le gardien ou l'instructeur certifié qui aurait prêté, transféré ou donné une arme à feu ou des munitions à une personne âgée de moins de 18 ans lorsque la dite arme à feu est utilisée pour enseigner le maniement des armes à feu. Cela découle des amendements présentés par le Solliciteur général.

Les deux derniers amendements portant sur le contrôle des armes à feu sont corrélatifs; je parle en particulier de l'amendement de la page 24 qui prévoit que l'on peut délivrer des permis sans que les requérants n'aient à payer de frais, si ces derniers, quel que soit leur âge, habitent une région désignée et chassent ou pêchent pour subvenir aux besoins de leurs familles.

**M. Woolliams:** A quelle page du bill est-ce?

**M. Basford:** Page 24.

**M. Woolliams:** S'agit-il du certificat d'enregistrement?

**M. Basford:** Pardon, c'est à la page 24 de nos amendements.

**M. Woolliams:** Ah, bon, je pensais que vous en étiez au ...

**M. Basford:** Moi aussi je pensais qu'il s'agissait d'une page du bill.

**M. Leggatt:** S'agit-il de la page 24 des amendements ou de la page 24 du bill?

**M. A. Sarchuk (Avocat-conseil supérieur, ministère de la Justice):** Page 24 des amendements déposés le 1<sup>er</sup> juin.

**M. Woolliams:** Mais vous venez de passer à vos nouveaux amendements, c'est-à-dire à l'amendement n° 52.

**M. Basford:** Étant donné que ces permis remplaceront à tous égards les autorisations, ce nouvel amendement se propose de donner aux mêmes autorités le pouvoir de délivrer les permis ou de refuser de la faire, de la même façon qu'elles le faisaient pour les autorisations.

[Texte]

There are two further amendments relating to the latter part of the bill. The purpose of the one amending Clause 30 is to provide that upon revocation of parole, the inmate should be accredited with any earned remission attributable to the period that he spent in custody while under parole suspension. The purpose of the one amending Clause 43 is to make the wording of proposed subsection 18.(3), on page 69 of the bill consistent with the act, namely, subsection 17.(1). There is no such thing as a disciplinary court for a disciplinary offence in the Prisons and Reformatories Act. I would table those amendments for reference of the members, Mr. Chairman.

**The Chairman:** Thank you, Mr. Basford

I think we should probably stand any clauses that we come to at the present time that those amendments deal with.

The Minister's statement is being photocopied now and will be distributed to you.

Mr. Woolliams. I think Mr. Fairweather's hand is up as well...

**Mr. Basford:** I understand you are on proposed section 88.

**The Chairman:** Yes, Mr. Woolliams, did you want to...

**Mr. Woolliams:** No, I just want to get where we were, when we start clause by clause. On page 4 of the bill, we stood the top of the page.

**The Chairman:** Yes.

**Mr. Woolliams:** Is that amendment in what the Minister has just presented?

**The Chairman:** Yes, that is the first, of these amendments. But I think we had better continue to stand that until you have a chance to look at the amendments and the explanation that the minister gives in his text. If it is agreeable, we can just leave that...

**Mr. Woolliams:** I do not want to ask any questions, because we can question him when we get to the particular amendment.

**The Chairman:** Yes; and we went to proposed section 87 of Clause 3. We will begin tonight with proposed section 88, to which Mr. Woolliams has an amendment.

Mr. Fairweather, did I catch your hand at an earlier stage?

**Mr. Fairweather:** Perhaps this is out of order and you would rather wait, it has to do with the amendment dealing with the crime commissions. I wonder whether it is in order to speak to this or would you rather...

**The Chairman:** I am sorry, the amendment dealing with what?

[Interprétation]

Nous proposons également deux autres amendements portant sur la dernière partie du bill. L'amendement portant sur l'article 30 vise à ce que, lors de la révocation de sa libération conditionnelle, le détenu puisse se voir créditer toute réduction de peine méritée qui est attribuable à la période de temps qu'il a passée en prison pendant que sa libération conditionnelle était suspendue. Ensuite, l'amendement à l'article 43 vise à faire correspondre le libellé du paragraphe 18(3), page 70 du bill, à celui du paragraphe 17(1) de la loi. La Loi sur les prisons et les maisons de correction ne parle nulle part de tribunal disciplinaire ni de contravention à la discipline. Je dépose donc ces amendements auprès des membres du Comité, monsieur le président.

**Le président:** Merci, monsieur Basford.

Nous devrions probablement garder pour plus tard tous les articles que nous rencontrerons lors de notre étude et qui ont trait à ces amendements.

On est en train de photocopier la déclaration du Ministre et on vous la distribuera.

Monsieur Woolliams. Ai-je bien vu la main de M. Fairweather se lever?

**M. Basford:** Si je comprends bien, vous en êtes à L'article 88 tel qu'il est proposé.

**Le président:** En effet. Monsieur Woolliams, voulez-vous...

**M. Woolliams:** Non, j'aimerais simplement me reporter à l'endroit où nous nous étions arrêtés dans notre étude article par article du bill. Nous avons réservé l'article du haut de la page 4 du bill.

**Le président:** Oui.

**M. Woolliams:** Cet amendement fait-il partie de ceux que le Ministre vient de présenter?

**Le président:** Oui, il en est le premier. Je pense que nous devrions continuer à les réserver tant que vous n'aurez pas étudié les amendements ni l'explication que le Ministre y a jointe. Si cela vous convient, nous pouvons...

**M. Woolliams:** Je ne veux poser aucune question; j'attendrai d'en être arrivé à l'amendement en question pour interroger le Ministre.

**Le président:** Très bien. Nous étions ensuite passés à la modification proposée à l'article 87 de la loi par l'article 3 du bill. Nous commençons ce soir avec les modifications proposées à l'article 88, pour laquelle M. Woolliams a un amendement.

Monsieur Fairweather, ai-je bien vu votre main se lever?

**M. Fairweather:** Peut-être que ma question est irrecevable et que vous voudrez attendre avant d'y répondre, mais j'ai à présenter un amendement portant sur les commissions d'étude du crime. Puis-je le faire maintenant ou préférez-vous...

**Le président:** Pardon, de quel amendement s'agit-il?



[Text]

**Mr. Fairweather:** The crime commissions.

**The Chairman:** Oh, the crime commissions.

**Mr. Fairweather:** Yes, it is a repeal of a section. I wonder whether the government would reconsider this in view of the Quebec Bar Association's disquiet about serious invasions to civil liberties now going on as a result of the highly publicized commission in Quebec.

**The Chairman:** I think I should allow comments along that line, Mr. Fairweather, because...

**Mr. Fairweather:** Later?

**The Chairman:** No, now, because you are urging the government to reconsider. I think, to give them some lead time it would be...

**Mr. Fairweather:** I do not even need a response tonight, I will give notice. I think we should ask if we could get hold of the report to the Solicitor General of Quebec about the disquiet of the Bar of Quebec on the way these commissions are being conducted. It has had wide publicity over the last two weeks. I have no reason to believe that colleagues from Quebec would be any less upset about this than I am. That is why I hope the government will reconsider.

• 2020

**Mr. Basford:** Then you want to get a copy of the bar report to the Government of Quebec.

**Mr. Fairweather:** I think it might be an idea if we had some rules. These people are being...

**An hon. Member:** Mr. Chairman, on the same point.

**The Chairman:** Have you finished, Mr. Fairweather, with...

**Mr. Fairweather:** The other one was just to repeat a plea I made to the Minister's colleague hoping that something would be done, another look would be had at the section dealing with DSO's and the evidence of Professor Greenland, which was quite important evidence and I hope will not be overlooked, and these pages of amendments about guns, if we could deal with some of the other parts of the bill. That is a plea. We are in danger of getting flooded out by other preoccupations.

**The Chairman:** Mr. Lachance.

**Mr. Lachance:** On the same point, Mr. Chairman, with regard to the CECO meetings, I had the occasion to ask many questions of Mr. Landry at the previous meeting, and he gave us an extensive explanation of the reasons why the government was suggesting that the Committee vote against the actual provisions in the bill. I think it would be very useful to refer Mr. Fairweather to those comments. I asked Mr. Landry about this very problem; I was very worried, too, about the implications of this. He gave us an extensive explanation of the legal implications of this in the future. I think this was covered extensively before.

[Interpretation]

**M. Fairweather:** L'amendement portant sur les commissions d'étude du crime.

**Le président:** Ah, les commissions d'étude du crime.

**M. Fairweather:** En effet. Il s'agit d'abroger un article. Je me demande si le gouvernement accepterait ma proposition, étant donné l'inquiétude qu'a manifestée l'Association du Barreau du Québec au sujet des atteintes très graves aux libertés civiles qu'engendre toute la publicité faite à la Commission d'étude sur le crime organisé au Québec.

**Le président:** Je vous permettrai de nous faire vos commentaires à ce sujet, monsieur Fairweather, parce que...

**M. Fairweather:** Plus tard?

**Le président:** Non, tout de suite, puisque vous demandez au gouvernement de reconsidérer sa décision. Si nous voulons leur donner quelque temps pour réfléchir, il serait...

**M. Fairweather:** On n'a pas besoin de me répondre ce soir, car je ne fais que présenter mon avis. Nous devrions demander d'étudier le rapport du Solliciteur général du Québec au sujet de l'inquiétude exprimée par le Barreau Québécois sur la façon dont ces commissions sont menées. Depuis deux semaines, on a fait beaucoup de bruit autour d'elles. Je n'ai aucune raison de croire que nos collègues du Québec seraient moins dérangés par cette question que moi-même. C'est pourquoi j'espère que le gouvernement réexaminera la question.

**M. Basford:** Vous voulez donc obtenir un exemplaire du rapport présenté par le Barreau au Gouvernement du Québec?

**M. Fairweather:** Je pense qu'il serait bon que nous ayons certaines règles. Ces personnes sont...

**Une voix:** Monsieur le président, à ce même sujet.

**Le président:** Avez-vous fini, monsieur Fairweather,...

**M. Fairweather:** Je voulais en outre réitérer la supplique que j'avais adressée au collègue du Ministre pour que l'on réexamine l'article qui traite des délinquants sexuels dangereux et le témoignage du professeur Greenland, témoignage assez important que, je l'espère, nous ne négligerons pas. Il faudrait également que nous traitions d'autres parties du bill, dont les pages d'amendements au sujet des armes à feu. Je vous en supplie. Nous courons la risque de nous laisser noyer par d'autres préoccupations.

**Le président:** Monsieur Lachance.

**M. Lachance:** A ce même sujet, monsieur le président, en ce qui a trait aux réunions de la CECO, j'ai eu l'occasion de poser beaucoup de questions à M. Landry lors de la dernière réunion; il nous avait donné une explication fournie des raisons pour lesquelles le gouvernement proposait que le Comité vote contre les dispositions actuelles du projet de loi. Je pense qu'il serait très utile de renvoyer M. Fairweather à ces observations. J'ai posé des questions à M. Landry au sujet de ce même problème; il était également très inquiet des répercussions de cette question, répercussions dont il nous a donné une explication juridique approfondie. Je pense que l'on a déjà traité de ces questions de manière approfondie.



[Texte]

**The Chairman:** Thank you.

**Mr. Woolliams:** On that point, Mr. Chairman, I do not think we are going to overlook it. If we do it in a methodical way, the way we were proceeding at the last meeting, clause by clause except when we stand one, we will come to all the amendments and suggestions that anyone has on any of the other four parts of the bill—three parts now, because one is redundant. I am sure Mr. Fairweather did not mean that we jump in now and deal with those amendments and then...

**The Chairman:** No, no.

**Mr. Fairweather:** I am welcoming the Minister back from wherever he was and I hope he will...

**The Chairman:** Gentlemen—yes, I guess it is all gentlemen tonight—we are on proposed Section 88 in Clause 3 and Mr. Woolliams has an amendment, which we will have now.

**Mr. Woolliams:** Just before I move that amendment, going back, just reviewing this, did we get to the part where ammunition is licensed? We merely formulated a definition of ammunition, did we not? This amendment would only be good if we do away with licensing ammunition. I am asking that the word "ammunition" be left out. That is what this amendment is about. Otherwise, it is redundant.

**Mr. Fox:** Mr. Chairman, the amendment that Mr. Woolliams proposed last week on the definition of ammunition was defeated and then subsequent amendments that depended on the passage of that amendment were withdrawn. I wonder whether it is not the same situation here.

**Mr. Woolliams:** Yes, but we have a penalty clause here, Mr. Fox. While they are looking that up,

Every one who, not being the holder of a licence...

Have in his possession—knowingly...

(a) is guilty of an indictable offence...

You see, I strike out "ammunition."

**The Chairman:** Well, the proposed section you are asking about I think is the very one we are dealing with, which requires licensing of ammunition.

**Mr. Woolliams:** Well, my amendment actually would strike out the word "ammunition" on page 6 in possession of firearms:

• 2025

... knowingly has in his possession any firearm...

and then I strike out "ammunition" twice. That is what I am doing there.

**The Chairman:** Right.

**Mr. Woolliams:** I just think from what we have heard we license the firearm itself. Because of the difficulty of licensing ammunition—I do not need to say any more. I do not want to take any time of the Committee, because I think you are hell bound to license both firearms and ammunition.

[Interprétation]

**Le président:** Merci.

**M. Woolliams:** Je ne pense pas, monsieur le président, que nous allons négliger cette question. Si nous procédons de façon méthodique, c'est-à-dire, comme lors de la dernière réunion, par l'étude de chaque article à tour de rôle, exception faite des articles que nous retiendrons, nous aboutirons à tous les amendements et à toutes les propositions que quiconque désire présenter au sujet de n'importe laquelle des quatre parties du projet de loi, je devrais plutôt dire trois parties, puisque l'une d'elles fait double emploi. Je suis certain que M. Fairweather n'entend pas que nous sautions tout de suite à ces amendements et qu'ensuite...

**Le président:** Non, non.

**M. Fairweather:** Je souhaite la bienvenue au Ministre qui est de retour parmi nous et j'espère qu'il...

**Le président:** Messieurs, oui ce sont bien tous des messieurs ce soir, nous en sommes au paragraphe 88 de l'article 3 que nous propose M. Woolliams sous la forme d'un amendement qu'il va nous lire maintenant.

**M. Woolliams:** Avant de proposer cet amendement, j'aimerais faire un retour en arrière et demander si nous avons traité de la partie où il est question d'enregistrer les munitions? Nous avons simplement fourni une définition de munitions, n'est-ce pas? Cet amendement ne serait utile que si nous supprimions l'enregistrement des munitions. Je demande que le mot «munition», soit supprimé. Voilà sur quoi porte mon amendement. Autrement, il y a pléonasm.

**M. Fox:** Monsieur le président, l'amendement proposé par M. Woolliams en vue de définir «munitions» a été rejeté; les amendements suivants qui dépendaient de l'adoption de cet amendement ont été retirés. Je me demande si la situation n'est pas la même dans ce cas-ci.

**M. Woolliams:** Oui, mais il y a une peine prévue dans ce cas-ci, monsieur Fox. Pendant qu'ils étudient la chose

(a) est coupable

(a) d'un acte criminel...

quiconque a sciemment en sa possession... sans détenir une autorisation...

Comme vous le voyez, je supprime «munitions».

**Le président:** Eh bien, l'article dont vous traitez, est si je ne m'abuse, celui qui porte sur l'enregistrement des munitions.

**M. Woolliams:** Mon amendement supprimerait le mot «munitions» à la page 6, sous possession sans autorisation:

... quiconque a sciemment en sa possession une arme à feu...

le mot «munitions» est supprimé deux fois. En voilà, le sens.

**Le président:** D'accord.

**M. Woolliams:** D'après ce que nous avons entendu, c'est l'arme à feu qui est autorisée. Nous savons jusqu'à quel point il est difficile d'autoriser les munitions. Je n'ai pas trop insisté sur ce point. Je ne vais pas accaparer le temps du Comité cependant, puisque je sais très bien que vous êtes décidé à demander une autorisation pour les armes à feu et pour les munitions.

[Text]

**The Chairman:** Is the Committee ready for the question?

I am sorry, Mr. Basford, did you want to make a statement?

**Mr. Basford:** Well, just very briefly, I thought we had cleared up a good deal of the difficulty by redefining ammunition. We have moved some amendments relating to the case of people who find ammunition and this sort of thing. It was my impression we had eliminated the problems relating to that.

**Mr. Woolliams:** I think you should—and I mean this with courtesy, Mr. Basford—go back on the arguments. We did not feel you had done that much in redefining ammunition. My definition I think would have been as clear, to make certain where we stand. But it was voted down. So your new amendment on ammunition is in, and if you read back, many of the members here did not think you had really cleared the air. But we were voted down on it, just so you know where we are at.

**The Chairman:** The effect of Mr. Woolliams' amendment would be to strike out the words "or ammunition" on two occasions, so that the licensing scheme would apply only to firearms and not to ammunition.

Amendment negatived.

**The Chairman:** The next amendment is one which the government is proposing. Mr. Fox, would you like to move this?

**Mr. Fox:** Yes. I move that Clause 3 of Bill C-83 be amended by striking out lines 36 to 38 on page 6 thereof and substituting therefor the following:

"(a) to whom a permit has been issued under subsection 106.3(9) or (11);"

—et la version française, en conséquence.

**Mr. Woolliams:** What page is that on?

**Mr. Fox:** It is on page 7 of the government amendments, page 6 of the bill.

**The Chairman:** It is lines 36, 37 and 38 on page 6.

**Mr. Leggatt:** Mr. Chairman, would the mover present a very brief explanation of the reasons?

**Mr. Basford:** The amendment, whereby a person under the age of 18 would be permitted to take instruction, while in the presence or under the direct and immediate supervision of his parents or guardian, or if between the ages of 12 and 18 while taking instruction under the supervision of a certified instructor as part of a formal firearms—has necessitated consequential amendments to other sections, this being one of them. It refers to the right of the person under 18 to be under the supervision of his parent or a licensed instructor.

**Mr. Woolliams:** Well, that will read then:

88.(2) Subsection (1) does not apply to a person—to whom a permit has been issued under subsection 106.3(9) or (11);

[Interpretation]

**Le président:** Le Comité est-il prêt à passer au vote?

Excusez-moi, vous vouliez dire quelque chose, monsieur Basford?

**M. Basford:** Je veux simplement dire que je pensais avoir éliminé passablement de difficultés en redéfinissant le terme «munitions». Nous avons adopté des amendements pour tenir compte du fait que certaines personnes pourraient trouver des munitions. Je pensais qu'il n'y avait pas tellement de difficultés maintenant.

**M. Woolliams:** Vous devriez, je le dis en toute déférence, monsieur Basford, revenir sur les arguments que nous avons exposés à ce moment-là. Nous avons indiqué que la définition n'était guère changée. La définition que j'ai proposée aurait été plus claire et nous aurait permis de savoir où nous en sommes exactement. Malheureusement, elle a été rejetée. Pour ce qui est de la nouvelle définition de «munitions» qui a été adoptée, si vous vous souvenez bien, plusieurs membres du Comité ont indiqué qu'elle ne faisait rien pour préciser davantage la question. Pour bien mettre les choses en perspective, je répète que notre proposition a été rejetée.

**Le président:** L'amendement de M. Woolliams vise donc à supprimer le terme «munitions» à deux reprises de façon à ce que l'autorisation ne vaille que pour les armes à feu et non pas les munitions.

L'amendement est rejeté.

**Le président:** L'amendement suivant est celui que propose le gouvernement. Vous voulez le proposer, monsieur Fox?

**M. Fox:** Je propose que l'article 3 du Bill C-83 soit modifié en remplaçant les lignes 36 à 38, page 6, par ce qui suit:

«(a) détentrice d'un permis en vertu des paragraphes 106.3(9) ou (11);»

...and the french text follows.

**M. Woolliams:** Vous êtes à quelle page?

**M. Fox:** A la page 7 des amendements du gouvernement, à la page 6 du Bill.

**Le président:** Ce sont les lignes 36, 37 et 38, à la page 6.

**M. Leggatt:** Le motionnaire voudrait-il expliquer brièvement les raisons de l'amendement?

**M. Basford:** L'amendement qui permet à une personne de moins de 18 ans de passer un entraînement en la présence ou sous la surveillance directe et immédiate de son parent ou de son tuteur, ou à une personne âgée de 12 à 18 ans de suivre un entraînement sous la surveillance d'un instructeur reconnu dans le cadre d'un programme officiel a nécessité des changements relatifs à d'autres articles du projet de loi, dont le présent article. Il y est question du droit d'une personne de 18 ans de se trouver sous la surveillance de son parent ou d'un instructeur qualifié.

**M. Woolliams:** L'article devient donc le suivant:

88.(2) Le paragraphe(1) ne s'applique pas à une personne...détentrice d'un permis délivré en vertu des paragraphes 106.3(9) ou (11);

[Texte]

Is that what we are doing?

Mr. Basford: Yes.

Mr. Woolliams: Just go over that again. I kind of got lost there for a minute.

Mr. Basford: The amendment removes the words:

who is under the age of eighteen years

Mr. Woolliams: I appreciate that.

Mr. Basford: And is consequential upon the fact that the amendment is allowing under 18-year olds to take instruction under their parent or guardian or under a licensed instructor.

Mr. Woolliams: That means any age.

Mr. Basford: So the words:

Who is under the age of eighteen years Are no longer appropriate.

Mr. Woolliams: We come back to that argument at the beginning. That means anybody under any age, providing they are taking instructions with somebody with a permit.

Mr. Basford: Yes.

Mr. Woolliams: That means you can wheel them right out there in diapers.

• 2030

Mr. Fairweather: It is probably a diaper amendment—in the folklore.

Mr. Basford: With their diaper and their parents.

Amendment agreed to on division.

Proposed Section 88 as amended agreed to.

The Chairman: On proposed Section 89, we have an amendment by Mr. Woolliams.

Mr. Woolliams: I am just trying to get caught up here.

The Chairman: It is on Page 7.

Mr. Woolliams: Yes. I am going to make a little change in that. I move that the bill be amended in Clause 3—this is a rather radical amendment; I hope you appreciate it—Section 89, Page 7, by adding three additional clauses (exempting certain persons):

(e) persons engaged in the business of farming within the meaning of the Income Tax Act,

obviously that means that ranchers and farmers—you have heard that complaint about licensing them with ammunition and firearms—be exempt...

(f) persons engaged in the business of operating a trap line and Indian people as defined by the Indian Act...

[Interprétation]

C'est bien cela?

M. Basford: En effet.

M. Woolliams: Reprenez, si vous le voulez bien. Je vous ai perdu pendant un instant.

M. Basford: L'amendement supprime les mots:

âgée de moins de 18 ans.

M. Woolliams: Je sais.

M. Basford: C'est un amendement qui est dû fait que les personnes de moins de 18 ans peuvent suivre un entraînement sous la surveillance d'un parent, d'un tuteur ou d'un instructeur qualifié.

M. Woolliams: A n'importe quel âge?

M. Basford: Les mots:

âgée de moins de 18 ans ne s'appliquent plus.

M. Woolliams: Nous en revenons à ce que nous disions au début. Ce pourrait être à n'importe quel âge, pourvu qu'on suive un entraînement avec quelqu'un qui a un permis.

M. Basford: En effet.

M. Woolliams: On pourra les prendre aux couches.

M. Fairweather: C'est probablement un amendement pour les enfants qui portent des couches... dans le folklore.

M. Basford: Les enfants en couches accompagnés de leurs parents.

L'amendement est adopté sans unanimité.

Le projet d'article 88 modifié est adopté.

Le président: M. Woolliams a un amendement au projet d'article 89.

M. Woolliams: J'essaie de trouver où nous en sommes.

Le président: C'est à la page 7.

M. Woolliams: Oui. J'ai une petite modification. Je propose que l'article 3 du Bill soit modifié. C'est un amendement assez radical, j'espère que vous le comprendrez; il s'agit de l'article 89, à la page 7, et cela consiste à ajouter trois paragraphes supplémentaires pour l'exception de certaines personnes:

e) les personnes qui, aux termes de la Loi de l'impôt sur le revenu, s'occupent d'exploitation agricole,

... cela signifie évidemment l'exemption des éleveurs et des agriculteurs; en effet, ils se sont plaints du fait que la Loi leur imposait un permis pour les munitions et les armes à feu...

f) les personnes qui exploitent une ligne de trappe et les Indiens tels que définis par la Loi sur les Indiens...



[Text]

I would like that added . . .

and others that use other than restrictive or prohibitive weapons for assisting them in earning their livelihood, or

(g) notwithstanding anything in this act, a citizen of a state other than Canada who is lawfully present in Canada for hunting or sporting purposes and who has in his possession a weapon of a kind commonly used for those purposes.

Those amendments speak for themselves; they do not need much explanation. In other words, I am exempting farmers, I am exempting people who operate traplines for a livelihood, Indians on reservations basically, and . . .

**Mr. Leggatt:** That is a complete exemption.

**Mr. Woolliams:** Right. That is the way, if it was read with that proposed Section 89 . . .

**The Chairman:** Do you have a comment on that, Mr. Minister?

**Mr. Basford:** I think the amendment would go a very long way to emasculating the licensing scheme.

**Mr. Woolliams:** That was the purpose of it.

**Mr. Leggatt:** Just include urban areas and we can all go home.

**Mr. Basford:** Farmers, under the Income Tax Act, includes anyone tilling the soil, livestock grazing or exhibiting, maintaining horses for racing, raising poultry, fur farming, dairy farming, fruit growing, and the keeping of bees. I was not aware that you needed a rifle to protect bees. It has also been defined to include lawyers who have racehorses that are kept and trained by others for them, as well as tree farmers who grow vast tracts of timbers, all of whom are farmers within the meaning of the Income Tax Act. So, I think, really, you are effectively emasculating the scheme.

With regard to the second part, I think the person operating a trap line, or others earning a living by reason . . . I think we have taken account of them in another way. A definition of Indian people under the Indian Act would include, of course, only status Indians and not nonstatus . . .

**Mr. Woolliams:** May I interrupt there?

Indian being a person who pursuant to this Act is registered as an Indian or is entitled to be registered as an Indian.

And, of course, if you read the Indian Act, that means those on reservations.

**Mr. Basford:** Yes, which I think would give cause for great concern to the Native Council of Canada, who represent the nonstatus. I think we have tried to take account, by other provisions in the bill and other amendments, of those persons who admittedly have to be licensed, but without fee, of people who depend upon hunting or trapping as a way of life, without into the distinction between status and nonstatus and those terribly difficult questions.

[Interpretation]

J'aimerais que cela soit ajouté . . .

et autres personnes qui ont besoin d'une arme qui n'est pas une arme à autorisation restreinte ou une arme interdite pour gagner leur vie, ou

g) indépendamment de toute disposition de cette Loi, un citoyen d'un État autre que le Canada qui séjourne légalement au Canada pour chasser ou pour une activité sportive et qui possède une arme utilisée communément dans ce but.

Ces amendements s'expliquent d'eux-mêmes, il est inutile d'y revenir. Autrement dit, je demande qu'on exempte les agriculteurs, je demande qu'on exempte les personnes qui exploitent des lignes de trappes pour gagner leur vie, les Indiens des réserves, surtout, et . . .

**M. Leggatt:** Vous parlez d'une exemption complète.

**M. Woolliams:** Exactement. Si ces dispositions sont lues en regard du projet d'article 89 . . .

**Le président:** Monsieur le ministre, vous avez une observation à ce sujet?

**M. Basford:** Je pense que cet amendement rendrait le système de permis presque totalement inutile.

**M. Woolliams:** C'est son objet.

**M. Leggatt:** Ajoutez seulement les régions urbaines et nous pourrions tous aller nous coucher.

**M. Basford:** Aux termes de la Loi de l'impôt sur le revenu, les agriculteurs sont tous ceux qui exploitent la terre, ceux qui font paître des bêtes ou les exposent, ceux qui élèvent des chevaux de course, de la volaille, des animaux à fourrure, des animaux laitiers, qui font pousser des fruits et qui font de l'apiculture. Je ne savais pas qu'il fallait un fusil pour protéger les abeilles. La définition comprend également les avocats, qui ont des chevaux de course qu'ils font élever et dresser par d'autres personnes, ainsi que les silviculteurs qui possèdent d'énormes étendues d'arbres; tous ces gens sont des agriculteurs aux termes de la Loi de l'impôt sur le revenu. Vous rendez donc le système totalement inutile.

Pour la seconde partie, les personnes qui exploitent des lignes de trappe et celles qui ont besoin d'un fusil pour gagner leur vie, je pense que nous nous sommes occupés de leur cas d'une autre façon. Bien sûr, une définition des Indiens, aux termes de la Loi sur les Indiens, exclurait les Indiens ne relevant pas de traités . . .

**M. Woolliams:** Vous me permettez d'interrompre?

Un Indien est une personne qui, en vertu de cette Loi, est enregistrée comme Indien ou autorisée à se faire enregistrer comme Indien.

Bien sûr, si vous lisez la Loi sur les Indiens, elle parle de ceux qui vivent dans des réserves.

**M. Basford:** Oui, ce qui risque d'inquiéter très fort le Conseil des autochtones du Canada qui représente les Indiens non visés par un traité. Nous avons essayé, dans le cadre d'autres dispositions de ce bill et d'autres amendements, de régler le cas des personnes qui doivent avoir un permis, je le reconnais, mais sans payer de droits, de personnes qui ont besoin de la chasse ou de la trappe pour gagner leur vie, et nous l'avons fait sans établir des distinctions entre les Indiens conventionnés et non conventionnés et toutes ces questions complexes.

*[Texte]*

With regard to (g), it would seem to me ironic... Admittedly, people coming into Canada for hunting or competition purposes constitute a problem, but I think it would be unfair to Canadians and improper to allow anyone, without question, to come across the border for hunting purposes without any questions being asked. Surely one of the objectives is to, through the amendments of the Customs Act making customs officers peace officers for purposes of the act, tighten up border control. We have a problem with incoming hunters. I think we have provided for them by way of a special licence which is relatively easy to obtain. Nevertheless, I think they should be licensed.

An hon. Member: Mr. Chairman.

• 2035

Mr. Woolliams: Well I would like to just answer the Minister, if I might...

An hon. Member: That is all right.

Mr. Woolliams: I certainly did not want to interrupt you.

Dealing with this as of farming one of the things that is concerning me—it could be narrowed down maybe—is that it is very difficult sometimes to define your farmer. Some acts did define it. A farmer might be one who is actively involved in the production of agriculture goods as defined in the old Farmers' Creditors Arrangement Act and the Prairie Farm Assistance Act. I do not mention this because you were away, but when this came up and it was answered at the Committee meetings, one of the big problems was that farmers work in sort of—they are a different society in the sense of operating their neighbours. One of the great problems in the work of ranching and farming is the inability of this act to permit farmer Brown to lend his rifle to farmer Green. Everybody has to have a licence to have a firearm. Well there may be 10 farmers in a community and two or three have rifles or guns and are permitted under the act to license them. Now they borrow their neighbour's...

I wonder if we could have one meeting at a time.

The Chairman: Yes. Order, please.

Mr. Woolliams: They borrow their firearms. Those people do not own firearms, do not have ammunition in their house and only on odd occasions wish to borrow their neighbour's equipment because maybe they have to destroy an animal because of reasons of health, or other reasons and this act does not permit them to do that. They would be breaking the law to borrow their neighbour's rifle and use their neighbour's ammunition, although they may not have guns and ammunition. So you are putting the farmer-rancher in this position: he either has to buy his own rifle, his own gun, and have all that equipment ready, or have a licence when he does not have that equipment. That is what this act is doing. I would like to hear you on that point. And it is not only Western Canada, it is throughout Canada where there is farming in small holdings.

*[Interprétation]*

Quant au petit g), il serait ironique, il me semble,—je le reconnais, que les personnes venant au Canada pour chasser ou prendre part à des compétitions constituent un problème—mais il serait injuste envers les Canadiens et inadmissible de permettre à quiconque de traverser la frontière pour venir chasser ici sans leur poser la moindre question. Il est évident qu'un des objectifs est de resserrer le contrôle aux frontières en faisant des douaniers, par l'entremise de la Loi sur les douanes, des agents de la paix. Nous avons un problème quant aux chasseurs venant de l'étranger. Je pense que nous avons prévu leur cas par l'intermédiaire d'un permis spécial qui est relativement facile à obtenir. Toutefois, je pense qu'ils devraient être tenus d'obtenir un permis.

Une voix: Monsieur le président.

M. Woolliams: J'aimerais simplement répondre au ministre, si vous le permettez...

Une voix: D'accord.

M. Woolliams: Je ne voulais certainement pas vous interrompre.

Une chose qui me préoccupe en ce qui a trait à l'agriculture, c'est qu'il est parfois très difficile de définir ce qu'est un agriculteur. Certaines lois le font; un agriculteur peut être une personne qui participe activement à la production de produits agricoles tel que les définit l'ancienne Loi sur les arrangements entre cultivateurs et créanciers et la Loi sur l'assistance à l'agriculture des Prairies. Je ne mentionne pas ceci parce que vous étiez absent, mais quand la question a été soulevée et que l'on y a répondu lors des réunions du Comité, un des grands problèmes était le fait que les agriculteurs travaillent de manière différente; ils constituent un secteur différent dans la mesure où ils exploitent les terres de leurs voisins. Un des grands problèmes dans l'élevage extensif et l'exploitation agricole est le fait qu'aux termes de cette loi, on ne permet pas à l'agriculteur Tremblay de prêter sa carabine à l'agriculteur Belle-humeur. Chacun doit avoir un permis pour avoir une arme à feu. Or, il peut y avoir des agriculteurs dans une collectivité dont deux ou trois ont des carabines ou des fusils et ont la permission, en vertu de la loi, d'enregistrer ces armes. Certains agriculteurs empruntent celles de leurs voisins...

Je me demande si nous pourrions tenir une séance à la fois.

Le président: Oui. A l'ordre, s'il vous plaît.

M. Woolliams: Ils empruntent donc les armes à feu. Ces personnes ne sont pas propriétaires d'armes et n'ont pas de munitions dans leur maison et ce n'est que de temps à autre qu'ils empruntent les armes de leurs voisins pour tuer un animal malade ou pour toute autre raison; or, cette loi ne leur permet pas de le faire. Ce serait contrevenir à la loi que d'emprunter la carabine et les cartouches d'un voisin; ces personnes ne sont pas, elles-mêmes, propriétaires de fusils ou de munitions. Vous acculez donc l'agriculteur ou l'éleveur à cette position: il doit soit acheter sa propre carabine, son propre fusil, et disposer de tout ce matériel, soit avoir un permis même s'il n'est pas propriétaire de ce matériel. Voilà où nous mène cette loi. J'aimerais entendre votre opinion à cet égard. Cela ne touche d'ailleurs pas seulement l'Ouest du Canada, cela touche tous les endroits au Canada où on pratique l'agriculture dans de petites exploitations.



[Text]

**Mr. Basford:** My impression is that most farmers have rifles and I do not think that much borrowing goes on. I think it is proper to say within a licensing scheme that they should be licensed.

**Mr. Woolliams:** In other words, you are asking farmer Brown who does not own rifles...

**Mr. Leggatt:** You cannot drive a car without a licence why should you not have to have a licence if you are going to borrow a gun? It is borrowing pieces of equipment in the same way.

**Mr. Woolliams:** They borrow their tractors and machinery without licensing, and they drive it on the road without licences.

**The Chairman:** Mr. Brisco, are you on this same point?

**Mr. Brisco:** Yes, generally the same point. The Minister has alluded to one statement that Mr. Woolliams made with reference to foreigners coming into Canada, generally speaking Americans coming into Canada. This again was discussed at this Committee while you were absent. Regardless of which way you cut the cake, the scrutiny seems to be different for Americans than for Canadians. Are you suggesting, as it has been suggested here in Committee, that for the Americans you will scan through computer methods the case history of the individual to see if he has a criminal record before you licence him to go on his hunting trip for ducks or geese or whatever? If that is what you are prepared to do with the American, would it not be a lot simpler to do the same thing for a Canadian? Would it not be a lot simpler to just scan the record? Then there is no licence, but if his record is clean there is a licence. You have two separate systems of licensing, in effect: one for the Canadians and one for everybody else.

**Mr. Friesen:** And preferential for the Indians.

• 2040

**Mr. Basford:** Yes, and the amendment before us is that, of course, we have no licensing for the Americans, which I find great difficulty in agreeing with. The difference between what the American gets and the Canadian gets is that the American gets a very special licence for a very special purpose, for a very limited period of time to compete in a competition, to hunt for a short period of time, that nature of things. What the Canadian gets is a five-year licence without restriction on it. So there is a very considerable difference in the kind of licence they get.

**The Chairman:** Mr. Fairweather. No? Mr. Milne is next, then.

**Mr. Milne:** Mr. Chairman, I just wanted to add to the point raised by Mr. Woolliams. It would seem to me that where a farmer had need to borrow a rifle to dispose of some livestock for broken legs or sickness or whatever, perhaps the correct thing to do would be to ask the neighbour who was licensed and who owned the gun to come over and dispose of the livestock as opposed to borrowing his rifle. Having some knowledge of the farm and that point, I do not see that is any real difficulty in the proposed legislation. I just think that a gun owner who is duly licensed would, in fact, come over to another neighbour and dispose of the livestock on request as much as he would lend his gun, and it might even be a safer practice.

[Interpretation]

**M. Basford:** J'ai l'impression que la plupart des agriculteurs ont des carabines et que ces objets ne se prêtent ni ne s'empruntent pas beaucoup. A mon sens, il serait pertinent de dire que si l'on opte pour un système de permis, ces personnes doivent être détentrices d'un permis.

**M. Woolliams:** En d'autres termes, vous demandez à l'agriculteur Tremblay, qui n'est pas propriétaire d'une carabine...

**M. Leggatt:** Vous ne pouvez pas conduire d'auto sans permis; pourquoi ne devriez-vous pas avoir de permis si vous avez l'intention d'emprunter une arme à feu? C'est comme si on empruntait des machines.

**M. Woolliams:** Ils empruntent leurs tracteurs et leurs machines sans permis; ils les conduisent sur les routes sans permis.

**Le président:** Monsieur Brisco, voulez-vous traiter de la même question?

**M. Brisco:** Oui, en général. Le ministre a fait allusion à un des propos de M. Woolliams au sujet des étrangers, des Américains en général, qui entrent au Canada. On a également discuté de cela au sein de ce comité alors que vous étiez absent. Quelle que soit la manière de tracer la ligne de démarcation, la manière dont on envisage les Américains semble être différente de celle optée pour les Canadiens. Voulez-vous dire, comme cela a déjà été proposé au sein de ce comité, que pour les Américains vous étudiez les antécédents juridiques de chaque particulier par l'entremise de méthodes informatiques avant de lui accorder un permis de chasse au canard? Si vous êtes disposé à traiter ainsi les Américains, ne vaudrait-il pas mieux traiter les Canadiens de la même façon? Ne serait-il pas beaucoup plus simple de consulter les casiers judiciaires? Si le requérant n'en a pas, alors vous lui accorderiez un permis. En fait, vous avez deux systèmes de permis différents, un pour les Canadiens et un pour tous les autres.

**M. Friesen:** Et un système préférentiel à l'égard des Indiens.

**M. Basford:** Oui, et cet amendement prévoit qu'on n'accorde un permis aux Américains, et il m'est très difficile d'en convenir. Voici la différence entre les deux, l'Américain obtient un permis très spécial pour un usage précis, pour une période de temps très limitée, par exemple pour faire partie d'un concours, pour chasser, etc. Le Canadien obtient un permis de cinq ans sans aucune restriction. Ces deux permis sont donc très différents.

**Le président:** Monsieur Fairweather, non? C'est donc votre tour, monsieur Milne.

**M. Milne:** Monsieur le président, je voulais simplement ajouter quelque chose au point soulevé par M. Woolliams. Si un agriculteur doit emprunter un fusil pour abattre une bête blessée ou malade, il devra peut-être demander à son voisin, qui a un permis et qui possède l'arme, de venir abattre la bête au lieu de lui emprunter son fusil. Connaissant moi-même ces situations sur les fermes, je ne crois pas que ce projet de loi pose de difficulté réelle. Un propriétaire d'arme à feu, détenteur d'un permis, pourrait aussi bien venir lui-même abattre la bête que de prêter son arme à un voisin, et ce serait peut-être une façon plus sûre d'agir.



[Texte]

**Mr. Woolliams:** May I answer that? I can just see a farmer in western Canada operating a \$34,000 combine and a 50-bushel crop of barley or wheat being asked to stop, shut down that equipment, shut down two trucks necessary to keep the grain from that machine, and say, will you come over as shoot my bull? He has just broken his leg. I know the kind of language that would go on on the farm.

**An hon. Member:** He would shoot the bull, all right!

**The Chairman:** Right. There is one thing I would just like to enquire about. I have two other speakers here but I have not quite understood this. Is it necessary for someone who wants to have a licence actually to own a gun, or can you have a licence without owning a gun? A farmer, for instance...

**Mr. Basford:** Oh, yes.

**The Chairman:** ... could have a licence even if he does not have a gun, can he?

**Mr. Basford:** That is right. A licence is a right to have a gun. You do not have to have a gun.

**The Chairman:** Mr. Friesen.

**Mr. Friesen:** The Minister mentioned that the aliens will have a special permit. Is it special for special purposes or is it also temporary? And if it is temporary, will there be any kind of surveillance to make sure that the people leave at the time when their licence expires?

**Mr. Basford:** It is a special licence for special purposes and is for a determinate period of time. A short period of time. I am sure through the computer they can figure out whether in fact the person has...

**Mr. Friesen:** Again coming back to the same point the Mr. Brisco made and that we made earlier in these meetings, the prejudicial position that the Canadian citizen is put in as against the foreigner, you can say all you want about whether it is a special permit or not; the effect is the same. The person can use a firearm in Canada under that special permit whereas the Canadian has to have two guarantors. The same purpose would operate if you used the same method, and that is scanning through the electronic system.

**Mr. Basford:** And ends up with a very different form of licence, though; one that is for five years and one that is totally unlimited as to use. The American ends up, as I say, with a very limited permit for special purposes, for a limited amount of time and is unable to buy rifles in Canada with it.

I agree with you that there is a problem. What do you do with incoming hunters? Like all things in legislation, there has to be some arrangement worked out which answers I think somewhere between saying we will have no American hunters come in—this of course would be unfair and create chaos in some of our hunting areas, and certainly create chaos in the competitive field. So you can say on the one hand that none will come in, or that you set up a special licensing scheme for them to come in for special purposes, and that is what we have done.

[Interprétation]

**M. Woolliams:** Pourrais-je répondre à ce point? Je me demande comment on pourrait demander à un agriculteur de l'ouest du Canada qui surveille une moissonneuse-batteuse de \$34,000, en train de couper 50 boisseaux d'orge ou de blé, d'arrêter sa machine, d'arrêter aussi les deux camions nécessaires pour alimenter cette machine, et de venir abattre un bœuf qui vient de se casser la jambe. Je sais quel genre de réaction on obtiendrait.

**Une voix:** Il abattrait certainement le bœuf!

**Le président:** Exact. J'aimerais obtenir des renseignements sur autre chose. Deux autres membres doivent poser des questions, mais je n'ai pas très bien compris ceci: faut-il obligatoirement posséder une arme pour obtenir un permis, ou pouvez-vous en obtenir un sans être propriétaire d'une arme? Par exemple un agriculteur...

**M. Basford:** Oui.

**Le président:** ... pourrait obtenir un permis même s'il ne possède pas d'arme à feu?

**M. Basford:** C'est exact. Le permis vous donne le droit de posséder une arme. Vous n'êtes pas obligé d'avoir une arme.

**Le président:** Monsieur Friesen.

**M. Friesen:** Le Ministre a mentionné que les étrangers détiendront un permis spécial. Est-il spécial parce qu'on en fera un usage spécial, ou est-il aussi temporaire? S'il est temporaire, comment s'assurera-t-on que les détenteurs quitteront le pays lors de l'expiration de leur permis?

**M. Basford:** C'est un permis spécial accordé pour un usage spécial et pour une période de temps déterminée. Une très courte période de temps. Je suis certain qu'en se servant d'un ordinateur on pourra déterminer si la personne...

**M. Friesen:** J'en reviens à ce qu'a dit M. Brisco et à ce qu'on a mentionné au cours d'autres réunions, à savoir que le citoyen canadien subit un préjudice par comparaison à l'étranger. Vous pouvez bien dire que c'est un permis spécial, cela ne change rien. Cet étranger peut se servir d'une arme à feu au Canada en obtenant ce permis spécial tandis que le Canadien doit trouver deux répondants. Vous pourriez arriver au même résultat en vous servant de la même méthode c'est-à-dire en étudiant leur casier au moyen d'un système électronique.

**M. Basford:** Cependant il s'agirait d'un permis très différent, l'un dure cinq ans et couvre tout usage. Cependant, l'Américain détient un permis très limité pour un usage spécial et pour une période de temps déterminée. Il ne peut pas non plus s'en servir pour acheter une arme à feu au Canada.

Je conviens que nous avons là un problème dans le cas de ces chasseurs qui viennent de l'étranger? Il faut donc comme partout établir des compromis car on ne peut interdire absolument aux chasseurs américains de venir; ce serait injuste et cela créerait le chaos dans les concours de tir. Vous pouvez donc d'une part indiquer qu'aucun chasseur ne viendra ou établir un programme spécial d'émission de permis.

[Text]

**Mr. Friesen:** Yes. I have no quarrel with that. I agree with that.

• 2045

**Mr. Basford:** I do not read that as somehow discriminatory against Canadians who go through a different process but then get a licence that entitles them to do far more. It has no restrictions on it for five years. They can buy an unlimited number of rifles or shotguns. That, the American cannot do.

**Mr. Brisco:** Where does it say in the legislation, Mr. Chairman, that an American or a foreigner cannot buy a gun in Canada? Is it in there?

**Mr. Basford:** We will have the section here in a minute.

**Mr. Brisco:** When then, let me ask . . .

**The Chairman:** Mr. Brisco, you are not next.

**Mr. Brisco:** I am sorry.

**The Chairman:** I will have to come to Mr. Leggatt. He is next.

**M. Leggatt:** I want to get back to the amendment before us which deals specifically with exemptions for people who use a weapon in their livelihood. I cannot support the amendment before us, but I cannot agree with the Minister's statement that he has done something in this bill in that area. The only thing that I can see he has done—and maybe he will comment on this—is to exempt the fee, which is really an insignificant item as far as I am concerned. Exempting the fee . . .

**Mr. Brisco:** Wait until you hear what the fee is.

**Mr. Leggatt:** If you will pass my amendment, it will not be more than \$3 a year.

In any event, I would like the Minister to explain how this bill meets that very special problem of a registrar or a licensing officer who has something that comes to his attention that may be in the interest of the safety of the public not to grant the licence, and whether he has any discretion that grants a licence to a person who needs that weapon for his livelihood. Where does it say in the bill that he is able to consider that?

**Mr. Fox:** On a point of order, Mr. Chairman, it seems to me we are ranging far and wide right across the bill. It seems to me we are on proposed Section 89. You are asking other questions on other sections. It seems to me that as far as Americans are concerned, there are foreigners coming into the country. The Solicitor General was cross-examined at length on the subject. There is another section that deals with it, and the regulations. It seems to me that type of question ought to wait until we get to those sections of the act.

**The Chairman:** Some of the questions are rather wide-ranging, but I think Mr. Leggatt is nevertheless dealing with the amendment.

**Mr. Leggatt:** Mr. Chairman, I am specifically dealing with the amendment before me. I am not asking question about anything else. I am asking for clarification of the government's position on the problem that Mr. Woolliams raises in his amendment in terms of these areas.

[Interpretation]

**M. Friesen:** Oui. Je n'ai rien à redire à cela.

**M. Basford:** Je comprendrais cette mesure comme n'étant pas discriminatoire à l'égard des Canadiens qui obtiennent leur permis par un processus différent mais qui obtiennent plus de droits, leur permis n'étant pas restreint à cinq ans et le nombre des carabines et des fusils de chasse n'étant pas restreint comme pour les Américains.

**M. Brisco:** Où voyez-vous dans la Loi qu'un Américain ou un étranger ne peut pas acheter une arme au Canada?

**M. Basford:** Dans un instant nous allons examiner cet article.

**M. Brisco:** Quand . . .

**Le président:** Monsieur Brisco ce n'est pas vous qui avez la parole.

**M. Brisco:** Je m'excuse.

**Le président:** C'est au tour à M. Leggatt.

**M. Leggatt:** J'aimerais en revenir à cet amendement qui traite en particulier des exemptions pour les gens qui utilisent une arme pour gagner leur vie. Je ne peux appuyer l'amendement qu'on nous présente mais je ne peux non plus appuyer la déclaration du ministre qui indique que dans ce domaine il a apporté quelque chose dans ce Bill. Tout ce que je pense qu'il a pu faire, et peut-être qu'il pourra nous apporter des explications, c'est d'exempter du droit . . . à mon avis cela n'est pas important. Dispenser du droit . . .

**M. Brisco:** Et le montant du droit?

**M. Leggatt:** Si vous adoptez mon amendement, ce droit ne sera pas de plus de \$3 par an.

De toute façon, j'aimerais que le ministre nous explique comment ce Bill traite du problème très spécial du registraire ou de préposé aux autorisations qui se rendrait compte qu'il ne serait pas dans l'intérêt du public ou de la sécurité qu'il accorde cette autorisation à une personne qui en a besoin pour gagner sa vie. Où prévoit-on ce cas dans le Bill?

**M. Fox:** J'invoque le Règlement, monsieur le président; il me semble que nous n'en sommes pas encore arrivés là et que nous sommes à l'article 89 du bill. Il me semble que vous posez des questions sur d'autres articles; quant aux Américains, on peut les considérer comme étrangers venant chez nous; on a contre-interrogé le Solliciteur général longuement à ce sujet. Nous avons un autre article qui traite de ce cas et nous avons des règlements; il me semble qu'il faudrait attendre d'en arriver à ces articles.

**Le président:** Certaines questions ont une très grande portée et je crois que M. Leggatt traite encore de l'amendement.

**M. Leggatt:** Monsieur le président, oui je traite précisément de cet amendement que nous avons devant nous. Je ne pose pas de questions à d'autres sujets; je demande qu'on clarifie la position du gouvernement dans le cas du problème que M. Woolliams a soulevé au sujet de cet amendement.



[Texte]

**Mr. Fox:** They are in other sections of the act.

**Mr. Leggatt:** We have to deal with the amendments we have before us. I am only suggesting that I am perfectly in order on this subject. I want to know where the registrar is going to be given any leeway in terms of issuing firearm licences to those who may be deprived of their livelihood by not having a licence.

**Mr. Basford:** By an amendment that I tabled tonight, Mr. Leggatt.

**Mr. Leggatt:** That is very fast.

**Mr. Fairweather:** You are faster here than you were with the ...

**Mr. Leggatt:** That Habitat thing must have got to you.

**Mr. Basford:** Your comments of the other day were noted and we moved that proposed subsections 106.(5) to (7) apply *mutatis mutandis* in relation to permits mentioned in Subsection 9 and applications therefor. That is rather complicated legal language but it gives the local licensing officer that kind of discretion.

**Mr. Woolliams:** What page is that?

**Mr. Leggatt:** I would like to make a note of that.

**Mr. Basford:** You can note that for page 27 of the bill.

**Mr. Woolliams:** What page number is it in your new amendments? Let us have look at it.

**Mr. Basford:** I regret that they do not have page numbers.

**Mr. Woolliams:** Let us number those—two, three, four, five, six, seven. There are 10 pages that you filed tonight. What page?

**The Chairman:** Page 6.

**Mr. Basford:** That is relating only to the point raised by Mr. Leggatt.

**Mr. Woolliams:** That is proposed subsection 106.1(5). It applies *mutatis mutandis* in relation to permits mentioned. I think we ought to have that explained. I know what Mr. Fox is saying, but I have moved an amendment. These sections are interrelated. We have not held you up. When the Minister was not here at the last meeting, we moved along very quickly. We can move along quickly. But these sections are interrelated. Surely we can ask whether it is changed in another section. That is what Mr. Leggatt is doing, and that is what I am doing.

**The Chairman:** I think that is fair enough. Your amendment raises all of these questions, Mr. Woolliams.

**Mr. Woolliams:** Right.

**The Chairman:** Mr. Basford, you are being asked for an explanation of the amendment you are just moving. Perhaps you would care to give that.

**Mr. Basford:** In my view none of the matters raised on the licensing application are an absolute bar to the granting of a licence. The amendment is to make that very clear, that there is a discretion, in spite of the fact that there is a criminal record or some other factor which may indicate that the person should not have a licence, that there is a discretion in the local licensing officer to grant the licence.

[Interprétation]

**M. Fox:** On en parle dans d'autres articles de la Loi.

**M. Leggatt:** Nous devons traiter de l'amendement à l'étude. Je prétends traiter du sujet et j'aimerais savoir si le registraire aura une certaine latitude dans le cas de l'émission de ces autorisations d'armes à feu pour ceux à qui on pourrait supprimer leur moyen d'existence en leur refusant le permis.

**M. Basford:** A l'amendement que j'ai déposé ce soir, monsieur Leggatt.

**M. Leggatt:** C'est aller vite!

**M. Fairweather:** Vous allez plus vite que ...

**M. Leggatt:** Vous avez dû subir l'influence de cette affaire d'Habitat.

**M. Basford:** Nous avons pris note de vos commentaires l'autre jour et nous avons proposé que les paragraphes (5) à (7) de l'article 106.1 s'appliquent *mutatis mutandis* dans le cas des permis mentionnés au paragraphe 9 et aux demandes de permis qui s'y rapportent. C'est du langage juridique compliqué mais on permet ainsi aux préposé local aux autorisations d'avoir cette discrétion.

**M. Woolliams:** A quelle page?

**M. Leggatt:** Je voudrais en prendre note.

**M. Basford:** A la page 27 du Bill.

**M. Woolliams:** A quel page dans votre nouvel amendement? Nous voulons l'examiner.

**M. Basford:** Je regrette mais il n'y a pas de numéro de page.

**M. Woolliams:** Alors numérotions-les: deux, trois, quatre, cinq, six, sept. Mais vous avez déposé 10 pages ce soir. A quelle page?

**Le président:** A la page 6.

**M. Basford:** Cela ne s'applique qu'à la question soulevée par M. Leggatt.

**M. Woolliams:** Le paragraphe 106.1(5) qu'on propose ici. Ce paragraphe s'applique *mutatis mutandis* aux permis mentionnés. J'estime que cela devrait être expliqué. Je sais ce que veut dire M. Fox mais j'ai, pour ma part, présenté un amendement. Ces articles sont reliés entre eux. Nous ne vous avons pas retenu. Lorsque le Ministre n'était pas ici à la dernière séance, nous avons progressé rapidement. Nous pouvons progresser rapidement. Mais ces articles-ci sont reliés entre eux. Bien sûr, nous pouvons demander si un autre article a été modifié. C'est ce que M. Leggatt a fait et c'est ce que je fais ici.

**Le président:** Je crois que cela est raisonnable. Votre amendement soulève toutes ces questions, monsieur Woolliams.

**M. Woolliams:** C'est cela.

**Le président:** Monsieur Basford, on vous demande une explication sur l'amendement que vous présentez.

**M. Basford:** A mon avis, aucune des questions soulevées au sujet de la demande d'autorisation ne constitue un motif pour rejeter la délivrance de cette autorisation. Cet amendement-ci vise à établir clairement qu'il existe une certaine marge de discrétion même si un dossier criminel existe ou si un autre facteur semble indiquer qu'une personne ne devrait pas se voir donner l'autorisation; le préposé aux autorisations locales jouit d'une certaine discrétion dans la délivrance des autorisations.



[Text]

**The Chairman:** Back to Mr. Brisco I think.

All right, Mr. Leggatt.

**Mr. Leggatt:** Mr. Chairman, I am sorry, may I just ask the Minister to clarify one thing, and it might solve the problem. The permits mentioned in proposed subsection (9) are those that are granted to persons who had their fees abandoned because of their occupation. Am I correct in understanding that? This does specifically refer to those exempt areas in terms of fees and applies a discretion on the part of the licensing officer for those particular individuals. Right? Okay, thank you. That is all I wanted to know.

**The Chairman:** Mr. Brisco.

**Mr. Brisco:** Yes, Mr. Chairman. The Minister, in dealing with this amendment, has brought out a couple of interesting points. One, he has said that an American or a foreigner cannot purchase a gun in Canada. May I ask the Minister, does he ever go trap shooting or has he ever attended a trap shoot?

**Mr. Basford:** No. I have gone shooting but not trap shooting.

**Mr. Brisco:** All right. Frequently in international competition and indeed, in local or national competition, in the shoot-offs in trap and skeet shooting, prizes are frequently in the nature of perhaps a matched set of shotguns. Now, supposing an American comes up here and wins a matched set of shotguns, does he have to leave them there? That is the first point.

The second point is this. There are a surprising number of American hunters who come up to Canada, having saved for perhaps three or four years. I am not talking about the fellow who is Daddy Warbucks and has a lot of money. I have met these hunters. They are responsible fellows, but they have had to work their butt off and save their pennies so they can make that one big hunting trip. In all likelihood, they have one gun. What happens if that gun, when he uncrates it on arrival at Watson Lake, Yellowknife, or wherever, is damaged to the point that he cannot use it? Is that the end of his hunting trip? Are you saying he cannot then replace that gun? What happens if he is out on the trip and the horse rolls and breaks the stock on the gun? Can he not use the guide's gun or somebody else's gun?

You say these are red herrings, perhaps, but these are all legitimate concerns, things which I have seen happen. They do happen. I have wiped out my own hunting trip on one occasion simply because I did not have a spare gun and damaged my gun to the point where I could not use it. Are you going to put that same constraint on these Americans? It is not a red herring and it is not nitpicking because there are a hell of a pile of Americans who come across here to hunt.

The same thing could happen on a goose hunt. Mr. Woolliams introduced the point the other day of an American coming across the border in the middle of the night on his way to goose hunt in Saskatchewan. He has not picked up his permit. He has a 200-mile drive to get to the community where he is going to hunt and maybe get his licence in Canada. He gets involved in an automobile accident. If it is at two o'clock in the morning, maybe he has an RCMP officer who is a little upset about getting out of bed at that

[Interpretation]

**Le président:** C'est maintenant à M. Brisco.

Très bien, monsieur Leggatt.

**M. Leggatt:** Monsieur le président, excusez-moi mais j'aimerais demander au Ministre de nous donner des éclaircissements qui pourraient résoudre le problème. Les permis dont on parle au paragraphe (9) proposé sont ceux qui sont accordés à des personnes qui n'ont pas de droits à verser en raison du métier qu'elles exercent. Est-ce que je me trompe? Ce paragraphe s'appliquerait à ces cas d'exemption de droits et donne aux préposés aux autorisations la possibilité d'exercer une certaine discrétion à l'égard de certaines gens. Est-ce que je me trompe? D'accord, merci. C'est tout ce que je voulais savoir.

**Le président:** Monsieur Brisco.

**M. Brisco:** Oui, monsieur le président. Le Ministre, lorsqu'il a parlé de cet amendement, a soulevé quelques points fort intéressants. Il a dit notamment qu'un Américain ou un étranger ne pouvait pas acheter de fusil au Canada. Puis-je demander au Ministre s'il a déjà tiré aux pigeons d'argile ou s'il a déjà assisté à une partie de tir aux pigeons d'argile?

**M. Basford:** Non. J'ai déjà tiré, mais je n'ai jamais tiré aux pigeons d'argile.

**M. Brisco:** Très bien. Très souvent, lors de compétitions internationales, et même dans des compétitions nationales ou locales, le prix que remporte le meilleur tireur aux pigeons d'argile est une paire de fusils de chasse. Supposez qu'un Américain vienne ici et gagne une paire de fusils de chasse, est-ce qu'il aura le droit de les emporter chez lui? C'est ma première question.

Ma deuxième question: Il y a un nombre grandissant de chasseurs américains qui viennent au Canada et qui ne économisent pendant trois ou quatre ans pour le faire. Je ne parle pas de gens à l'aise qui ont beaucoup d'argent. J'ai rencontré ce genre de chasseur. Ce sont des honnêtes gens et ils ont dû trimer dur pour économiser l'argent qui leur permet de faire ce voyage. Vraisemblablement, ils ne possèdent qu'un fusil. Qu'arrivera-t-il si à son arrivée à Watson Lake, Yellowknife, ou je ne sais où, notre chasseur en débaltant son fusil se rend compte qu'il est hors d'usage? Est-ce que son voyage de chasse s'arrêtera là? Voulez-vous dire qu'il ne pourra pas le remplacer? Qu'arrivera-t-il si alors qu'il sera en forêt son cheval le désarçonne, brisant la crosse de son arme? Ne pourrait-il donc pas utiliser le fusil du guide ou de quelqu'un d'autre?

Vous dites que ce sont des exemples qui cherchent à brouiller les pistes mais il se peut fort bien que ce sont là des préoccupations légitimes et en tout cas ce sont des choses que j'ai vu arriver. Ce genre de choses arrive. Mon propre voyage de chasse a été gâché une fois parce que je n'avais pas de fusil de rechange et que j'avais endommagé mon fusil à tel point qu'il était inutilisable. Allez-vous imposer ce genre de contrainte aux Américains? Il ne s'agit pas ici de brouiller les pistes, ou d'ergoter car il y a beaucoup d'Américains qui viennent ici pour chasser.

Cela pourrait se passer très bien au cours de la saison de chasse à l'oie. L'autre jour, M. Woolliams nous a cité le cas d'un Américain qui avait traversé la frontière en pleine nuit et qui allait chasser l'oie en Saskatchewan. Il ne s'était donc pas muni de son permis et il devrait parcourir 200 milles pour se rendre dans la communauté où il avait l'intention de chasser et de demander son permis de chasse au Canada. Voilà que notre chasseur a un accident. S'il est deux heures du matin, le gendarme de la Gendarmerie

[Texte]

hour. Are these guns licensed? No. Why are they not licensed? What are you going to do? Are you going to throw him in the slammer? What opportunity is there for redress in that circumstance?

Those are the concerns that I would have and they are legitimate. As I say, please do not think I am bringing in red herrings. These are things that happen all the time.

• 2055

**Mr. Woolliams:** I wonder if I might speak to that a little further. The point that was brought up, if the Minister would bear with me just for a moment, is that many hunters, farmers down in the States—and we are talking about the ordinary fellow—come up to hunt on farms in Saskatchewan, Manitoba and Alberta. They bring a lot of tourist dollars with them. It is not always what they shoot or hunt, but they come up as tourists. If they do not have a licence when they hit the border I think the Inspector said at the last meeting—if I misquote you, you correct me please—that he would have to go to the nearest police station as soon as he crosses the border to get either that permit or licence you are talking about, and if there is not one right at the border he would then technically be breaking the law. Even if he did what you are asking him to do, he may have to go 20 or 30 miles. Normally, this is what happens. They land in a community—say Rosetown, Saskatchewan, which may be 200 miles from the border. They walk in to a hardware store and they get their federal licence to hunt, and also their provincial licence, which is a little more expensive. They should pay more because they come from the United States; they are foreigners in the country shooting on Canadian soil. I do not think they have ever complained about that. What I am concerned about is that this is a tourist trade and if we could facilitate in some way to ease that situation... I am not really pressing but I raised it there, and that was drawn some time ago too before we got into the discussion. The first two, the exemptions, I am more concerned about, but that is the point. I would like to hear the Minister on that. How does he expect an American to have that licence or permit before he leaves his little town in Montana?

**Mr. Basford:** He has to acquire it from a registrar of firearms or a licensing officer or peace officer, as the case may be.

**Mr. Woolliams:** In Canada.

**Mr. Basford:** Yes.

**Mr. Woolliams:** God, how is he ever going to know where to do that?

**Le président:** M. Olivier invoque le Règlement.

**M. Olivier:** Vous m'excusez, j'attendais que mon illustre collègue ait fini de poser ses questions, mais les deux documents qui viennent d'être déposés sont strictement en langue anglaise.

C'est la deuxième fois que le ministère de la Justice nous fait cette chose-là. Nous avions, si vous vous souvenez, émis le vœu qu'aucun document ne soit déposé à moins d'être rédigé dans les deux langues officielles. Vous vous souvenez de cela, on avait eu un témoin qui était le docteur... je ne me souviens plus de son nom. Je pense qu'il est inacceptable qu'on accepte ces documents-là. Que le

[Interprétation]

royale qu'on aura tiré du lit à cette heure-là sera d'assez mauvaise humeur. Il demandera si ces fusils sont assortis d'un permis de chasse. On lui répondra que non. Il demandera pourquoi? Que faire en pareil cas? Jeter ce chasseur en prison? Le système permet-il de corriger ce genre de situation malencontreuse?

Voilà, je vous ai exposé mes préoccupations et elles sont légitimes. Comme je l'ai dit tout à l'heure, ne croyez pas que j'essaie de brouiller les choses. Je vous ai cité des cas tout à fait réalistes.

**M. Woolliams:** Je me demande si je pourrais en parler davantage. Si le ministre veut bien m'entendre pendant quelques instants encore, on a souligné le fait que beaucoup de chasseurs ou d'agriculteurs, aux États-Unis, qui sont des gars assez ordinaires, viennent chasser dans les fermes en Saskatchewan, au Manitoba et en Alberta. Ce sont des touristes qui dépensent pas mal d'argent. L'important n'est pas qu'ils viennent chasser mais qu'ils viennent en tant que touristes. Veuillez bien me corriger si j'ai tort, mais selon les commentaires de l'inspecteur, lors de la dernière réunion, si ces touristes n'ont pas de licences quand ils arrivent à la frontière, ils doivent aller au poste de police le plus près pour obtenir un permis, mais s'il n'y a pas de poste de police tout près de la frontière, ils enfreindraient ainsi la Loi, au moins techniquement. Même si un tel touriste fait ce que vous lui demandez de faire, il sera peut-être obligé d'aller quelque 20 ou 30 milles. Voici ce qui arrive d'habitude. Ces gens arrivent dans une ville, disons Rosetown, en Saskatchewan, située à 200 milles de la frontière. Ils entrent dans une quincaillerie où ils obtiennent leur permis fédéral de chasse aussi bien que leur permis provincial, qui coûte un peu plus cher. Ils devraient payer davantage parce qu'ils viennent des États-Unis; ce sont des étrangers qui chassent sur le territoire canadien. Je ne pense pas qu'ils aient jamais porté plainte à ce sujet. Ce qui m'inquiète, c'est qu'il s'agit du tourisme, et je me demande si nous pourrions prendre les mesures pour améliorer cette situation— Je ne fais pas vraiment de pression, mais j'ai déjà soulevé cette question avant qu'on entame les délibérations. Je me préoccupe davantage des deux exemptions, mais voilà ce qui importe. J'aimerais que le ministre y réponde. Comment veut-il qu'un Américain puisse obtenir un permis avant de quitter sa petite ville du Montana?

**M. Basford:** Il doit l'obtenir d'un registraire d'armes à feu, d'un préposé aux autorisations ou d'un agent de la paix, le cas échéant.

**M. Woolliams:** Au Canada?

**M. Basford:** Oui.

**M. Woolliams:** Mon Dieu, comment va-t-il jamais savoir où il doit faire cela?

**The Chairman:** Mr. Olivier, on a point of order.

**Mr. Olivier:** Excuse me, but I was just waiting until my illustrious colleague had finished asking his questions. The two documents that have just been tabled are in English only.

This is the second time that the Department of Justice have done that to us. You may remember that we expressed the wish that no documents should be tabled unless they were in both official languages. You probably remember that; a witness appeared by the name of Dr... I no longer remember his name. In my view, it is quite unacceptable for us to be given these documents. The



**[Text]**

ministère de la Justice reprenne ces documents et qu'il en fasse une version française s'il veut les déposer ici. C'est inacceptable. Cela fait trois fois que cela arrive au Comité permanent de la Justice à cause du ministère. Si la Loi sur les langues officielles existe, il faudrait tout de même que le ministère de la Justice la mette en application en premier lieu. Ce serait plus juste pour toute le monde.

**Le président:** Merci, monsieur Olivier.

Les amendements sont dans les deux langues.

**M. Olivier:** Je ne parle pas des amendements; je parle des documents qui ont été déposés.

**Le président:** Non, mais le document n'était un document pour le Comité... J'ai demandé au ministre, de passer les documents aux députés. Mais je pense que ce n'était pas l'intention du ministre de présenter ce document au Comité.

**M. Olivier:** On ne doit rien avoir au Comité si ce n'est pas dans les deux langues officielles. Est-ce qu'il va falloir se battre encore 100 ans pour faire comprendre à un ministre, ou à un ministère de la Justice, qu'on a le droit d'avoir tous les documents dans les deux langues officielles, ici? Cela fait trois fois qu'on nous joue ce tour-là depuis que l'on étudie ce bill. Il est inacceptable de recevoir cela, du ministère de la Justice, surtout.

**Mr. Basford:** Mr. Chairman, I apologize to the honourable member, but the amendments I tabled tonight are in both languages. I did not intend to table the statement I read. In fact, it was a memo to me from Mr. Sarchuk that I read. The Chairman indicated that it might be useful if it was distributed so I gave it to him, but it was not my intention to table it; my intention was to table the amendments which are in both official languages. So I apologize.

**Mr. Woolliams:** I would like to apologize about my amendments. I did send it over to Mr. Clark's office. They only have one translator there. He sent it then to the House of Commons staff and they are so busy. There was one brief, and I make nothing of that, which was filed totally in French. I accept that because we have interpreters.

**The Chairman:** Do we now have all of your amendments in French?

• 2100

**Mr. Olivier:** I am not talking about your amendments.

**Mr. Woolliams:** Yes, okay.

**Mr. Olivier:** I am not talking about that.

**Mr. Woolliams:** I would like to come back then to the meeting that we are talking about.

**Mr. Olivier:** You want to come back, but I want to finish that.

**The Chairman:** I think the Minister has about four replies to give to Mr. Brisco and Mr. Woolliams. At least, there were that many questions asked.

**Mr. Sarchuk:** Mr. Allmand, when he appeared before the Committee over the last several meetings, I think took some pains to outline the system as it is envisaged with American hunters and tourists, and the concept that there would be a very extensive campaign to inform American hunters, and so on.

**[Interpretation]**

Department of Justice should take them back and table them again when it has a French version ready. We cannot accept it in its present state. This is the third time that this has happened in the Standing Committee on Justice, all because of the Department of Justice. The Official Languages Act exists and the Department of Justice should be the first to implement it. That would be fairer to everyone.

**The Chairman:** Thank you, Mr. Olivier.

The amendments are in both languages.

**Mr. Olivier:** I am not speaking about the amendments; I am speaking about the documents that have been tabled.

**The Chairman:** But that was not a document intended for the Committee... I asked the Minister to distribute those documents to the members. But I do not think that the Minister intended tabling that document in Committee.

**Mr. Olivier:** No documents should be submitted in committee unless they are in both official languages. Are we going to have to fight for another 100 years to make the Minister of the Department of Justice understand that we are entitled to have all documents in both official languages? This is the third time that this stunt has been pulled on us since we have been studying this bill. It is quite unacceptable for us to receive such a document, particularly from the Department of Justice.

**M. Basford:** Monsieur le président, mes excuses à l'honorable député, mais j'ai déposé les amendements, ce soir, dans les deux langues officielles. Je n'avais pas l'intention de déposer le document que j'ai lu. En fait, il s'agissait d'un memorandum que m'a envoyé M. Sarchuk. Le président a dit qu'il serait peut-être utile de le faire distribuer et je le lui ai donné, mais je n'avais pas l'intention de le déposer; j'avais l'intention de déposer les amendements qui sont dans les deux langues officielles. Je m'excuse.

**M. Woolliams:** Je voudrais m'excuser à propos de mes amendements. Je les ai envoyés au bureau de M. Clark et il n'y a qu'un seul traducteur. Il les a ensuite envoyés au personnel de la Chambre des communes, qui est très occupé. Il y a un mémoire qui a été déposé et qui était entièrement en français. Je l'accepte, parce que nous avons des interprètes.

**Le président:** Est-ce que nous avons maintenant la version française de tous vos amendements?

**M. Olivier:** Je ne parle pas de vos amendements.

**M. Woolliams:** C'est bon.

**M. Olivier:** Je ne parle pas de ça.

**M. Woolliams:** J'aimerais que nous en revenions à la séance dont nous avons parlé.

**M. Olivier:** Oui, mais j'aimerais d'abord terminer cela.

**Le président:** Je crois que le ministre a quatre réponses à fournir à M. Brisco et à M. Woolliams. C'est au moins le nombre de questions que l'on a posées.

**M. Sarchuk:** M. Allmand, les dernières fois qu'il a comparu devant le Comité, s'est efforcé d'expliquer le mieux possible la façon dont le programme s'appliquera aux touristes et chasseurs américains; il a aussi expliqué qu'on mènerait une vaste campagne publicitaire pour les renseignements.



[Texte]

**Mr. Brisco:** Right, right, right. I am not arguing that.

**Mr. Sarchuk:** We worked on the assumption that 90 to 95 per cent of the American hunters will be very, very aware of the laws of Canada before they come here hunting and will have taken the necessary steps to obtain whatever licences are required, whether provincial or federal, before they come here. I think, at the same time, it is fair to say that there are going to be isolated incidents when a difficult situation does arise, which will have to be handled delicately by the RCMP or the local registrar of firearms, but in respect of making an exception for the isolated case would fall onto the other trap about which a number of complaints have been made, i.e. of letting Americans into the country with their guns too easily.

**Mr. Brisco:** Yes, I quite agree, but I am sorry, Mr. Chairman, the question has not been answered. We are going to be faced with this problem right across Canada. I know it occurs in my community and it occurs very heavily in the Okanagan, where you have trap clubs and skeet clubs, and Americans come up to compete. Any American who wins a gun would much rather have that gun than a cash settlement. It is going to be an affront to the skeet shooters and the trap shooters that they have to present cash to the Americans and guns to the Canadians. It is going to be an absolute affront.

You have not answered my question with reference to the hunter who flies to Watson Lake, gets off the plane and finds his gun is all bent out of shape, the stock is broken or something like that, or he gets in the hills with his guide, he has laid out about \$4,000, a horse rolls on his gun, so he is without a gun and he cannot go back into Watson Lake and pick up one. Those are real situations. They are not isolated situations. They are real situations.

**Mr. Basford:** With the prizes, it seems to me, they could be sent to them without any hardship whatsoever.

**Mr. Brisco:** Subject to American duty. There would be duty, I suppose, in any event.

**Mr. Basford:** There would be duty in any event.

**Mr. Brisco:** Right.

**Mr. Basford:** With regard to the person's having an accident en route to a licensing officer, that would be true of anyone who has an unlicensed gun, American or other, who is en route to a licensing officer. It would seem to me that is one that will be dealt with some sensitivity by the RCMP.

With regard to the person whose rifle is damaged in the course of a hunting accident, I suppose we have no remedy for that sort of thing.

**Mr. Sarchuk:** Not under the bill, no.

**The Chairman:** Does he have the right to shoot another gun?

**Mr. Sarchuk:** Under the bill, no, sir.

**Mr. Brisco:** He could not even use the guide's rifle.

[Interprétation]

**M. Brisco:** Mais oui, je n'en doute pas.

**M. Sarchuk:** Nous sommes partis de l'hypothèse que 90 à 95 p. 100 des chasseurs américains connaîtront très bien les lois canadiennes avant de venir ici et auront donc pris les mesures nécessaires pour obtenir les permis, provinciaux ou fédéraux, que l'on pourrait exiger. Bien entendu, inutile de nier qu'il y aura sûrement quelques incidents si jamais une situation particulièrement compliquée se présentait mais, à ce moment-là, la GRC ou le registraire local d'armes à feu devront procéder avec beaucoup de précautions. En revanche, si l'on décidait de créer une exception, lors d'incidents isolés qui pourraient se produire, on pourrait nous reprocher, comme on l'a déjà fait d'ailleurs, de laisser les Américains entrer au Canada trop facilement avec leurs armes à feu.

**M. Brisco:** Je suis tout à fait d'accord mais on n'a tout de même pas répondu à ma question. Nous devons faire face à ce problème partout au Canada. Je sais qu'il se pose dans ma localité, et très souvent dans la vallée de l'Okanagan, car les Américains y viennent souvent pour participer à des compétitions de tir au pigeon d'argile, puisque les clubs y sont nombreux. Tout Américain qui y gagne une arme à feu, préfère de loin cette arme à un prix en argent comptant. Ce sera tout un affront pour les amateurs de tir au pigeon qu'on doit récompenser les Américains par du comptant et les Canadiens par des armes. Ce sera une véritable insulte.

Vous n'avez pas répondu à ma question qui porte sur les cas où, par exemple, un chasseur se rendrait par avion au lac Watson pour se rendre compte sur place que son fusil est inutilisable, ou encore où, une fois dans les montagnes, un cheval marcherait sur son arme à feu la rendant inutilisable, alors qu'il a déjà dépensé \$4,000 pour ce voyage et ne peut retourner au lac Watson acheter une nouvelle arme. Ces cas-là ne sont pas si rares et se produisent bel et bien.

**M. Basford:** Au sujet des prix, il me semble qu'on pourrait les faire parvenir aux Américains sans grande difficulté.

**M. Brisco:** S'ils payent le droit de douane américain. Je suppose qu'on l'imposerait.

**M. Basford:** Il y en a un de toute façon.

**M. Brisco:** C'est exact.

**M. Basford:** Au sujet de la personne qui aurait un accident en se rendant voir un préposé aux autorisations, les Américains ne sont pas les seuls en cause. Je pense que la GRC s'occupera de ces cas avec beaucoup de bon sens.

En ce qui concerne ceux dont l'arme pourrait être endommagée par un accident de chasse, nous ne pouvons rien y faire.

**M. Sarchuk:** Pas en vertu de ce bill.

**Le président:** Mais ces personnes auraient-elles le droit de se servir d'une autre arme?

**M. Sarchuk:** En vertu du bill, non.

**M. Brisco:** Elles ne pourraient même pas se servir de l'arme du guide.

[Text]

**Mr. Sarchuk:** In law, no.

**Mr. Brisco:** You had better just let in the wealthy hunters who can afford two guns. When you are looking at...

**Mr. Stanbury:** You are pretty wealthy if you can pay \$4,000 for the trip.

**Mr. Brisco:** You missed the point. I stated to the Minister that many of these fellows have saved for three or four years in order to make that one trip. They are not the fellows that come up and hunt every year. I have run into both kinds. It is the guy who has to save his bucks for four or five years in order to afford a \$3,000 or \$4,000 hunting trip that is really probably more responsible than Daddy Warbucks.

**Mr. Basford:** Yes, but the difficulty, Mr. Brisco, is that you can, of course, make a decision that under the special temporary permit people may not only bring in guns, but may buy guns and that would solve that problem. However, I think, with respect, you are trying to take the legislation and make it deal with a very, very small minority of cases. I find it very difficult to see how, in proposed section 106.3(8) on page 27, you could list all those particular circumstances you raised...

**Mr. Brisco:** Well, you have just covered it very well.

• 2105

**Mr. Basford:** ... unless you make the contrary decision that, under this special permit, you can buy guns in Canada. It would seem to me that because there are special permits, without the degree of checking that there is for the Canadian permanent permit, that that should not be allowed.

**Mr. Brisco:** That fellow, Mr. Minister, already has his permit.

**Mr. Basford:** Yes, all right. It is a very special permit.

**Mr. Brisco:** Yes. He already has that very special permit. Now, perhaps at the discretion of the local RCMP or the registrar of guns, if he can demonstrate that he has a broken and damaged gun then, surely, he should be able to replace that gun by a similar kind, whether it is a rifle or a shotgun, as described within the act. I am not asking permission for him to go out and buy a pistol or a restricted or prohibited weapon; I am just saying that he should have the opportunity to replace that damaged gun. That is all.

You say this will weaken the act? My foot.

**An hon. Member:** You will have gun runners across the border.

**Mr. Pearsall:** How is he going to get the gun if he cannot afford to buy another gun? He is going to have to buy... Come on, Bob, you are getting it too screwed up.

**Mr. Brisco:** No, I am not.

[Interpretation]

**M. Sarchuk:** Pas d'après la loi.

**M. Brisco:** Vous êtes mieux de ne laisser entrer que les riches chasseurs qui ont les moyens de se payer deux fusils. Quand on pense que...

**M. Stanbury:** De toute façon, il faut être déjà pas mal riche pour se payer un voyage de \$4,000.

**M. Brisco:** Vous n'avez pas compris. J'ai dit au ministre que la plupart de ces chasseurs épargnent pendant trois ou quatre ans pour pouvoir se payer un voyage. Il ne s'agit pas de ceux qui viennent chasser chaque année. J'en ai rencontré de tous les genres. Moi, je faisais plutôt allusion à celui qui épargne pendant quatre ou cinq ans pour pouvoir se payer une excursion de chasse de \$3,000 ou \$4,000 et qui est sans doute plus responsable que le chasseur millionnaire.

**M. Basford:** Oui, mais, monsieur Brisco, on peut très bien décider qu'en vertu du permis temporaire spécial, on peut être autorisé non seulement à apporter avec soi au Canada des armes, mais aussi à en acheter, ce qui résoudrait le problème. Toutefois, j'ai l'impression que vous aimeriez que la loi prévoie des cas vraiment très exceptionnels ne touchant qu'une minorité. Je vois mal de quelle façon vous pouvez énumérer toutes ces circonstances précises à l'article 106.3(8) à la page 27...

**M. Brisco:** Eh bien, vous avez très bien couvert tous les points.

**M. Basford:** ... à moins que vous preniez la décision contraire de permettre, en vertu de ce permis spécial, l'achat d'armes à feu au Canada. A mon avis, puisqu'il s'agirait de permis spéciaux non soumis aux mêmes niveaux de vérification que le permis permanent canadien, de tels achats ne devraient pas être permis.

**M. Brisco:** Monsieur le ministre, cette personne détient déjà un permis.

**M. Basford:** Soit! C'est un permis très spécial.

**M. Brisco:** Oui, elle détient déjà ce permis très spécial. Si l'arme à feu de ce particulier est brisée ou endommagée, il devrait pouvoir obtenir du représentant local de la Gendarmerie royale ou du registraire d'armes à feu, l'autorisation de remplacer cette arme à feu par une arme semblable qu'il s'agisse d'une carabine ou d'un fusil de chasse, tel que décrit dans la loi. Je ne vous demande pas de lui accorder la permission de s'acheter un pistolet, une arme à feu prohibée ou à autorisation restreinte. Je dis simplement qu'il doit avoir l'occasion de remplacer l'arme à feu endommagée.

Selon vous, une telle disposition affaiblirait la loi. Mon œil!

**Une voix:** Nous aurons alors des contrebandiers d'armes!

**M. Pearsall:** Comment ce particulier pourra-t-il se procurer une arme à feu s'il n'en a pas les moyens? Il faudra tout de même qu'il l'achète. Alons donc, Bob, vous compliquez les choses.

**M. Brisco:** Pas du tout.



[Texte]

**Mr. Pearsall:** It is an isolated case.

**Mr. Basford:** Well, I think that is an isolated incident that, without opening up the whole provision, you cannot deal with. On the one hand you say that Americans are getting their licences too easily; on the other hand, you are saying they should have exactly the same rights as Canadians.

**Mr. Brisco:** No, I am just . . .

**Mr. Basford:** That is really the effect of it.

**Mr. Brisco:** Perhaps, then, what the Minister might do . . .

**The Chairman:** Order, please.

**Mr. Brisco:** . . . Mr. Chairman, I suggest to his officials that when the various guiding and hunting concerns are given notice of this bill and when it is law with probably a set of recommendations, that they advise their foreign clients: Perhaps it should be very firmly drawn to their attention at that time that these people will not be permitted to purchase guns in Canada.

**Mr. Basford:** That will be done.

**Mr. Brisco:** Well, it was only mentioned in a casual aside this evening, and that casual aside could have a very unsavoury effect. I might get a lot of unpopular letters over a period of time.

**The Chairman:** Yes.

**Mr. Friesen,** did you have a further question?

**Mr. Friesen:** Yes. If it is true that an American cannot borrow a rifle here—presumably if he is hunting with another American he can borrow the other American's rifle—it means that there is another distinction between the permit given to the American or the alien and the permit for the Canadian, and that is that the foreigner will have to have all his firearms . . .

**An hon. Member:** Registered.

**Mr. Friesen:** . . . registered on the certificate. Is that right?

**Mr. Sarchuk:** Yes, listed on the certificate.

**Mr. Friesen:** Listed on the certificate. Whereas the Canadian licence is for any firearm.

**Mr. Basford:** Yes. Unlisted.

**Mr. Friesen:** Yes, unlisted, right.

**The Chairman:** Well, gentlemen, we have before us Mr. Woolliams' amendment.

**Mr. Woolliams:** Mr. Chairman, just before you put that, I am not satisfied with my own amendment on proposed section 89.(g). I am prepared to withdraw (g) but I would like proposed sections 89.(e) and 89.(f) put and put separately. All right?

[Interprétation]

**M. Pearsall:** C'est un cas rare.

**M. Basford:** En effet, c'est un cas rare qu'il est impossible de traiter sans revoir toute la disposition. D'un côté, vous dites que les Américains obtiennent leurs autorisations trop facilement, par contre, vous prétendez qu'ils devraient avoir les mêmes droits que les Canadiens.

**M. Brisco:** Non, je veux simplement . . .

**M. Basford:** A mon avis, c'est vraiment le sens de votre intervention.

**M. Brisco:** Dans ce cas-là, le ministre pourrait . . .

**Le président:** A l'ordre, s'il vous plaît.

**M. Brisco:** . . . monsieur le président, proposer à ses fonctionnaires, suite à l'adoption de ce bill et à l'établissement des recommandations, d'informer les associations de chasse et de guides. Il serait bon de les avertir fermement que les étrangers ne pourront de se procurer des armes à feu au Canada.

**M. Basford:** Ce sera fait.

**M. Brisco:** Je m'inquiétais car ce soir, nous avons abordé cette question d'une façon très dégagée qui pourrait aboutir à des résultats insatisfaisants. Je risque de recevoir au cours des prochains mois des lettres désagréables.

**Le président:** Oui.

**Monsieur Friesen,** vouliez-vous poser une autre question?

**M. Friesen:** Oui. S'il vient chasser en compagnie d'un autre Américain, il reste que ce chasseur américain peut emprunter la carabine de son copain. Une telle autorisation implique une autre distinction entre le permis émis à un Américain ou à un étranger et celui qui est émis au Canadien. C'est-à-dire, que l'étranger devra s'assurer que ses armes à feu . . .

**Une voix:** . . . sont enregistrées.

**M. Friesen:** . . . sont enregistrées sur le certificat, n'est-ce pas?

**M. Sarchuk:** Oui, elles devront être énumérées sur le certificat.

**M. Friesen:** Alors que l'autorisation canadienne tient pour toutes les armes à feu.

**M. Basford:** Oui, elles ne doivent pas être nécessairement énumérées.

**M. Friesen:** En effet, c'est bien cela.

**Le président:** Messieurs, nous sommes saisis de l'amendement de M. Woolliams.

**M. Woolliams:** Monsieur le président, avant d'aller plus loin, je vous signalerai que je ne suis pas satisfait de mon propre amendement à l'article proposé 89.(g). J'aimerais retirer l'alinéa (g) mais je propose que les articles 89.(e) et 89.(f) soient étudiés séparément. Êtes-vous d'accord?



[Text]

**The Chairman:** All right.

**Mr. Woolliams:** A person engaged in the business of farming. The Minister did talk about bee-keepers and fruit raisers. I could mention some examples where they may need rifles when keeping bees in the mountains. Bears come right in to take the honey. I do not know how they handle them. So there is...

**Mr. Friesen:** With difficulty.

**Mr. Woolliams:** I am not so worried about that definition but you have to have a definition of farming. It is one of the most difficult things in other statutes: defining a farmer. I am prepared to stay with that. It has some weaknesses and I might be able to tighten them up. I could ask Stan. But what I am really trying to get at there is people that are real farmers, whether they are in the Maritimes, whether in Quebec, Ontario or the Western provinces or British Columbia. People who are really in the production of the various products produced on the farm should be exempt, that is what I am asking for. And in (5), I am asking for those people who are engaged in working with trap lines, and Indian people as defined by the Indian Act—that then forecloses an Indian, say, who has left the reservation and lives in the City of Calgary or in the City of Winnipeg—and others who use them for assisting them in earning their livelihoods. I am asking, though, that (e) and (f) be put separately, because they are different categories of exceptions.

**The Chairman:** Do I have the consent of the Committee to allow Mr. Woolliams to withdraw paragraph (g)?

**Some hon. Members:** Agreed.

**The Chairman:** And to have separate votes on paragraphs (e) and (f)?

**Some hon. Members:** Agreed.

**The Chairman:** Agreed. Mr. Olivier.

**M. Olivier:** Merci, monsieur le président. D'abord, je voudrais dire à M. Woolliams que ses amendements existent en français; le Comité nous les a donnés. Je crois qu'il ne le savait pas lui.

Voici une question qui m'intéresse tout particulièrement. Si j'ai bien compris, un Américain ne pourrait pas acheter d'arme ici, si la sienne est défectueuse ou inutilisable; cela en vertu du projet de loi que l'on discute.

Cela ne tient pas debout. Sur le plan économique, comment irait-on empêcher les étrangers d'acheter au Canada?

Si je vais à un safari, en Afrique, et si mon arme se brise: Faudrait-il que je revienne au Canada pour m'en acheter une autre? Je sais qu'ils n'ont pas de bill de ce genre-là en Afrique, mais...

Ce que je voudrais savoir, c'est pourquoi un américain ne pourrait pas en acheter ici? Ne pourrait-on pas trouver quelque chose pour—Je trouve anormal qu'un Américain ne puisse pas, possédant nos permis, répondant aux exigences de nos lois, s'en acheter une chez nous. Il y a quelque chose qui ne marche pas quelque part.

**Mr. Basford:** The policy reason behind it, Mr. Olivier, is that the special permits for people coming in are really aimed at providing some legislative remedy for those people who want to come to Canada to hunt, who invariably have their own guns, or for those who are coming into Canada for competitive purposes—trap shooting, target shooting or whatever—who invariably have their own

[Interpretation]

**Le président:** D'accord.

**M. Woolliams:** Qu'en est-il des personnes engagées dans l'agriculture? Le ministre a dit quelques mots sur les apiculteurs et les producteurs de fruits. Je pourrais vous mentionner des exemples où ils ont besoin de carabines pour protéger les ruches dans les montagnes, car les ours viennent voler le miel dans les ruchers. Que peuvent-ils faire? Il y a donc...

**M. Friesen:** En effet, c'est assez difficile.

**M. Woolliams:** Comment devons-nous définir l'exploitation agricole. Cette définition nous a déjà causé des problèmes dans d'autres lois. Je suis prêt à m'en tenir à la définition actuelle, même si elle comporte quelques faiblesses qu'on pourrait corriger. Je pourrais demander à Stan de le faire. J'essaie réellement de vous dire qu'il y a des personnes qui sont de véritables agriculteurs dans les Maritimes, au Québec, en Ontario, dans les provinces de l'Ouest ou en Colombie-Britannique. Les agriculteurs qui exploitent vraiment une ferme devraient être exemptés; voilà ce que je demande. Dans le paragraphe (5), je vise les personnes qui exploitent des lignes de trappe et des Indiens tels que définis par la Loi sur les Indiens, ce qui exclut les Indiens qui ont quitté la réserve pour vivre à Calgary ou à Winnipeg, et d'autres qui s'en servent pour s'aider à gagner leur vie. Je demande cependant, que e) et f) soient séparés, car il s'agit de catégories différentes d'exceptions.

**Le président:** Le Comité est-il d'accord que M. Woolliams retire le paragraphe g)?

**Des voix:** D'accord.

**Le président:** Êtes-vous d'accord qu'on mette les paragraphes e) et f) aux voix séparément?

**Des voix:** D'accord.

**Le président:** D'accord. Monsieur Olivier.

**Mr. Olivier:** Thank you, Mr. Chairman. I would first like to say to Mr. Woolliams that there is a French version of his amendments. They have been distributed to us. I do not believe that he was aware of this.

I would like to ask a question which is of particular interest to me. If I have understood clearly, an American could not buy a firearm here, if his was defective or broken; the bill would have such an effect.

That does not hold water. From an economic point of view, how can one prevent foreigner buying goods in Canada?

If I go on safari, in Africa, and my firearm breaks, must I come back to Canada to buy a new one? I know that there is no such legislation in Africa, but nonetheless...

What I would like to know is why an American could not buy a firearm here? Could we not find some way of... I find it abnormal that an American who has our licences and meets all the requirements of our laws should not be able to buy a firearm in Canada. There is something wrong in that.

**M. Basford:** La raison pour laquelle on a adopté une telle politique, monsieur Olivier, c'est que le but des permis spéciaux pour les étrangers est de fournir un remède législatif pour ceux qui veulent venir chasser au Canada ou qui viennent participer aux concours de tir et qui possèdent généralement leurs propres fusils. En vertu du permis, ils n'ont pas le droit d'acheter des fusils. La raison, c'est que,

[Texte]

guns. They are not allowed, under the permit, to buy guns. This is simply because the degree of checking, because they are not Canadians, is not as severe as for the Canadian permit. Therefore, the Canadian permit gives you an unlimited right to buy; the special permit gives you—not a right to buy—a right to possess.

**M. Olivier:** Est-ce que cette interprétation-là va aussi jusqu'à interdire à cet individu de s'acheter des munitions?

**Mr. Basford:** Non.

**M. Olivier:** Il a le droit d'acheter des munitions.

**M. Basford:** Oui.

**Le président:** Monsieur Lachance.

**M. Lachance:** Monsieur le ministre, vous avez dit qu'invariablement, des individus qui venaient d'autres pays, et on suppose qu'il s'agit des États-Unis, apportaient leur arme avec eux. Avez-vous étudié cela? Je sais qu'au Québec, on a ce qu'on appelle des *outfitters*; et lorsqu'ils viennent chasser l'orignal, par exemple, il arrive assez souvent, et j'en connais des cas, que l'intéressé vienne des États-Unis et emprunte une arme de fort calibre au propriétaire du territoire en question. Le propriétaire lui prête cette arme pour tuer l'orignal et une fois que l'orignal est tué, le bonhomme retourne aux États-Unis avec sa prise. Mais, il n'apporte pas nécessairement son arme avec lui.

Alors, pourquoi dites-vous: «Invariablement, ils apportent leur arme avec eux». C'est un point que j'aimerais vous voir éclaircir.

**Mr. Basford:** We have no statistical analysis because there has not been any system of buying the long guns. It is certainly predicated on the proposition that foreign hunters almost invariably come with their own weapons, and certainly foreign competitors do—I think there is no question about that.

**The Chairman:** May I suggest that perhaps this is a question we can leave with the Minister for further consideration? Now that Mr. Woolliams has withdrawn (g), there is no question before us at the present time about Americans. Since two parties have made representations to the Minister, perhaps this is something he would like to consider further, but that question is not really before us at the moment.

**Mr. Brisco:** Mr. Chairman, when it does come before us I would like to regale the Minister with a very brief and factual account of a circumstance that happened last year and ask the Minister to comment on it.

**The Chairman:** I think Mr. Friesen is next.

**Mr. Friesen:** Since we have had all this discussion I have forgotten what the government reasoning is why foreigners cannot buy a gun in Canada. What is the purpose of the restriction?

**Mr. Basford:** Simply because there is not that degree of checking that goes into a Canadian licence which, with all the checking and the guarantors and the criminal records checked to provide that person with a licence, says he is fit to own, possess and use firearms and he is thereby, by reason of the checking and the guarantors, able to buy any gun he wants.

[Interprétation]

parce qu'ils ne sont pas des Canadiens, la vérification est moins sévère que pour les Canadiens qui détiennent des permis. Le permis canadien vous donne le droit d'acheter sans restriction; le permis spécial vous donne le droit de posséder et non pas d'acheter une arme à feu.

**Mr. Olivier:** Does this interpretation also prevent a person from buying ammunition?

**Mr. Basford:** No.

**Mr. Olivier:** He has the right to buy ammunition.

**Mr. Basford:** Yes.

**The Chairman:** Mr. Lachance.

**Mr. Lachance:** Mr. Minister, you have said that people coming from other countries, and one imagines that it is mainly the United States that are involved, invariably has their own firearms. Have you looked into that? I know that in Quebec, we have what are called "outfitters"; and when people come to hunt moose, for example, they often arrive from the United States and borrow high calibre weapons from the owner of the property in question. The owner lends the firearm for the purpose of killing the moose after which the visitor returns to the United States with his kill. But he does not necessarily bring his firearm with him.

So, why do you say "They invariably have their own guns". That is a point I would like you to enlighten me on.

**M. Basford:** Nous n'avons pas d'analyse statistique à ce sujet, parce qu'il n'y a pas eu de système d'achat d'armes à canon long. Mais on suppose, bien sûr, que les chasseurs étrangers arrivent invariablement avec leurs propres fusils, et il n'y a aucun doute à cet égard.

**Le président:** Puis-je suggérer qu'on donne au ministre le temps d'étudier cette question? M. Woolliams ayant retiré le petit g), il ne nous reste aucune question concernant les Américains. Puisque deux personnes en ont parlé au ministre, celui-ci tiendra peut-être à se donner un temps de réflexion; mais en tout état de cause, nous ne sommes pas saisis de la question en ce moment.

**M. Brisco:** Monsieur le président, lorsque la question reviendra sur le tapis, j'aimerais raconter au ministre ce qui s'est passé, il y a un an, et lui demander ce qu'il en pense.

**Le président:** La parole est maintenant à M. Friesen.

**M. Friesen:** La discussion s'est tellement prolongée que j'ai oublié les raisons avancées par le gouvernement pour interdire aux étrangers d'acheter des armes à feu au Canada. Quel est le but de cette restriction?

**M. Basford:** Tout simplement parce que dans le cas d'un étranger, les vérifications ne sont pas aussi détaillées que lorsqu'on délivre un permis à un Canadien, procédure qui exige des vérifications approfondies des répondants, la vérification des casiers judiciaires et la preuve que le demandeur du permis est apte à posséder et à utiliser des armes à feu et est donc libre d'acheter l'arme à feu de son choix.



[Text]

The special temporary permit issued to people not ordinarily resident in Canada is a limited permit for limited purposes and limited time, and one of those purposes is not to buy guns.

Mr. Brisco: Why?

Mr. Friesen: But surely if we have qualified him to use one, he should be qualified to buy one.

Mr. Basford: It would seem to me that if he wanted to go through the same regime as for a Canadian and get two guarantors and some criminal record checks, then he would qualify for a Canadian licence obviously, and be able to buy.

Mr. Friesen: Really, in all honesty . . .

Le président: Monsieur Loiselle.

M. Loiselle (Chambly): Monsieur le ministre, quels articles de ce projet de loi devrions-nous modifier afin de permettre à un étranger d'acheter une arme surtout s'il a le droit d'acheter des munitions? Il faut aussi tenir compte du fait que vous avez dit "invariablement". Je dois dire qu'il y a très souvent des chasseurs étrangers qui viennent ici sans avoir leurs armes et qui louent des armes ici.

Mr. Sarchuk: Proposed Section 95 (3), page 10.

Mr. Friesen: Mr. Chairman, in all fairness I think maybe we have brought up a subject that the department has not had a chance to look at very carefully, or not as much as they had thought they needed to. I would like to grant them the courtesy to go back and come back if they want to with an amendment for a further meeting.

The Chairman: I think that is a good point. If we come to that clause tonight we can stand it and allow the Minister to give further consideration to it.

Now I will put paragraph (e) of Mr. Woolliams' amendment, which is to add the words:

... a person engaged in the business of farming within the meaning of the Income Tax Act, ...

Amendment negatived.

The Chairman: Now we have paragraph (f):

... a person engaging in the business of operating a trap line and by Indian people ... and others that use other than restrictive or prohibitive weapons for assisting them in earning a livelihood, ...

Oh, I am sorry. Yes. The words "as defined by the Indian Act" come after the words "Indian people".

Amendment negatived.

The Chairman: We have a government amendment, presumably moved by Mr. Fox.

M. Fox: Merci, monsieur le président. Ceci est à la page 8 des amendements du gouvernement. Je propose donc que l'article 3 du bill C-83 soit modifié en remplaçant la ligne 28, page 7, par ce qui suit:

«possession une arme ou des munitions en raison de leurs fonc-»

[Interpretation]

Or, les permis spéciaux temporaires, délivrés aux personnes non domiciliées au Canada, sont des permis limités, livrés pour un objet et un temps limités, et non pas pour l'achat d'armes à feu.

M. Brisco: Pourquoi?

M. Friesen: Si un étranger est apte à utiliser une arme à feu, il devrait également pouvoir en acheter.

M. Basford: A condition que les étrangers se soumettent aux mêmes contraintes que les Canadiens pour l'obtention d'un permis en obtenant notamment de deux répondants et à la vérification de leur casier judiciaire, ce qui les autoriserait à obtenir un permis canadien comportant également la possibilité d'acheter des armes à feu.

M. Friesen: Mais je dois dire . . .

The Chairman: Mr. Loiselle.

Mr. Loiselle (Chambly): Which clauses of the bill should be changed in order to enable a foreigner to buy a gun, especially if he is entitled to buy ammunition? We must not forget that you used the word "invariably". Foreign hunters very often come here without their own guns, so they have to rent them.

M. Sarchuk: Le projet d'article 95(3), à la page 10.

M. Friesen: Je crois que cette question n'a pas été examinée en détail par le Ministère ou, du moins, pas suffisamment. Nous pourrions attendre que le Ministère ait rédigé un autre amendement pour une prochaine réunion.

Le président: C'est une bonne idée. Si nous arrivons jusqu'à cet article ce soir, nous pourrions le réserver pour permettre au ministre de l'étudier de plus près.

Je mets maintenant aux voix l'amendement de M. Woolliams au paragraphe e), amendement qui vise à ajouter la phrase suivante:

... une personne s'occupant d'agriculture tel que définie dans la Loi de l'impôt sur le revenu . . .

L'amendement est rejeté.

Le président: Nous avons maintenant le paragraphe f):

... toute personne utilisant des trappes ainsi que les Indiens ... ainsi que les personnes qui utilisent, pour gagner leur vie, des armes autres que les armes prohibées ou à autorisation restreinte . . .

Je m'excuse. Les mots «comme défini dans la Loi sur les Indiens» doivent venir après les mots «les Indiens».

L'amendement est rejeté.

Le président: M. Fox désire déposer un amendement venant du gouvernement.

Mr. Fox: Thank you, Mr. Chairman. This is on page 8 of the government amendments. I propose that Clause 3 of Bill C-83 be amended by replacing line 28 on page 7 by the following:

possession of a gun or munition because of their function



[Texte]

et la version anglaise en conséquence.

**The Chairman:** Thank you, Mr. Fox. Mr. Basford, would you like to make any comment on this amendment that you are proposing, or that you have suggested to Mr. Fox for his proposing?

**Mr. Basford:** It is to put in at the last line "weapon or ammunition for the purpose of his duties". The word "ammunition" was inadvertently omitted in the drafting.

**Mr. Woolliams:** So all you are really adding, Mr. Minister, is "or ammunition".

**Mr. Basford:** Yes.

**Mr. Woolliams:** But you have left off . . .

**Mr. Basford:** That is, this proposed Section 89 provides for those people who are exempt from the provisions of the act and allows them to buy guns or ammunition.

**Mr. Woolliams:** We are going to give you this amendment with no argument. We feel badly that this was left out.

Amendment agreed to.

**The Chairman:** There is another government amendment.

**Mr. Leggatt:** You mean we were going to leave them with empty rifles?

**Mr. Fox:** I move that Clause 3 of Bill C-83 be amended by renumbering proposed Section 89 on page 7 as proposed subsection 89(1) and by adding immediately after line 29 on page 7 the following proposed subsection:

(2) Notwithstanding anything in this Act, no operator or person employed in a museum prescribed by the regulations is guilty of an offence under this Act by reason only that he has in his possession a weapon for the purpose of exhibiting that weapon in the museum or of repairing, restoring or maintaining that weapon for the purpose of so exhibiting it.

**The Chairman:** Thank you, Mr. Fox. Mr. Minister.

**Mr. Basford:** Again, without this amendment those who are running museums would be in violation of the act. Obviously, that is an inadvertent result and this is designed to correct that. I do not think anyone wants to close up the War Museum.

**Mr. Brisco:** Oh, I do not know.

**An hon. Member:** You will have to license those cannon out there.

**Mr. Leggatt:** Is a guy going to be able to take those weapons out of the museum?

**Mr. Woolliams:** It is all right for the museums but not for the farmers.

**Mr. Basford:** For the purposes of exhibiting.

**The Chairman:** Shall Mr. Fox's amendment carry?

[Interprétation]

And the English version will be amendment in the same way.

**Le président:** Merci, monsieur Fox. Monsieur Basford, voudriez-vous faire une observation au sujet de cet amendement que vous avez demandé à M. Fox de proposer?

**M. Basford:** Nous voulons ajouter à la dernière ligne «possession une arme ou des munitions en raison de la fonction». On a mis par inadvertance, les mots «des munitions» lors de la rédaction.

**M. Woolliams:** En fait, monsieur le ministre, vous ne faites qu'ajouter les mots «ou des munitions.»

**M. Basford:** Oui.

**M. Woolliams:** Mais vous avez omis . . .

**M. Basford:** C'est-à-dire que l'article 89 proposé exempté certaines personnes des dispositions de la loi et les autorise à acheter des armes et des munitions.

**M. Woolliams:** Nous allons accepter cet amendement sans discussion. Cela n'aurait pas dû être omis.

L'amendement est adopté.

**Le président:** Il y a un autre amendement du gouvernement.

**M. Leggatt:** Vous voulez dire que nous allons les autoriser à porter des fusils vides.

**M. Fox:** L'article 3 du Bill C-83 est modifié en renumérotant l'article 89 page 7, paragraphe 89(1) et par l'adjonction, immédiatement après la ligne 29, page 7, de ce qui suit:

(2) Par dérogation à la présente loi, un curateur ou un employé d'un musée prescrit par les règlements ne sont pas coupables d'une infraction à la présente loi du seul fait qu'ils ont en leur possession une arme afin de la mettre en montre dans le musée ou aux fins de la réparer, restaurer ou entretenir pour la mettre en montre.

**Le président:** Merci, monsieur Fox. Monsieur le ministre.

**M. Basford:** Encore une fois, sans cet amendement, les responsables des musées seraient coupables d'une infraction à la loi. Évidemment, c'est une erreur que nous corrigeons. Je ne crois pas que quiconque veuille fermer le Musée de guerre.

**M. Brisco:** Sait-on jamais?

**Une voix:** Il faudra aussi que les canons qui s'y trouvent soient enregistrés.

**M. Leggatt:** Est-ce que quelqu'un sera autorisé à sortir ces armes du musée?

**M. Woolliams:** Les musées ont le droit mais par les agriculteurs.

**M. Basford:** Pour la mise en montre.

**Le président:** L'amendement proposé par M. Fox est-il adopté?

[Text]

Amendment agreed to.

**The Chairman:** Shall Section 89 as amended carry?

Proposed Section 89 agreed to on division.

**Mr. Woolliams:** You did not take my amendments.

**The Chairman:** Now we come to proposed Section 90, and Mr. Woolliams has an amendment. I think the effect of it is to delete the word "ammunition" again. I think it is in line with his earlier amendment to delete the word "ammunition".

**Mr. Woolliams:** Well, as you keep voting me down on that I have got the message. It has not caught on with the Committee.

**The Chairman:** Are you withdrawing your amendment, Mr. Woolliams?

**Mr. Woolliams:** It is obvious. You are going to leave it in some sections of the bill or it is being voted down.

**The Chairman:** Out of a sense of frustration.

**Mr. Woolliams:** Yes. It has not been easy; it has been most painful.

**The Chairman:** Does the Committee agree to withdraw it?

**Some hon. Members:** Yes.

**The Chairman:** Can we pass this first one first and then stand it until they consider it? It is entirely changed, is it?

**Mr. Basford:** I think it might be easier if both were dealt with together.

**The Chairman:** The government is proposing to add a new subsection 3 to proposed Section 90. We have a proposed amendment that was circulated earlier. Tonight the government is introducing a new amendment to that amendment.

**Mr. Woolliams:** Are they amending the amendment?

**The Chairman:** It is a substitute amendment, is it, Mr. Minister? It takes the place of it.

**Mr. Fox:** We are going to withdraw the first one.

**The Chairman:** It is a substitution.

**An hon. Member:** Your shoe is leaking.

**The Chairman:** The new amendment proposed tonight is a complete substitution for the previous one proposed. So, the one originally circulated not having been moved before the Committee, I do not think I need to ask to have it withdrawn but just note that it will not be proposed. That is on page 10 of the original pages. Right.

If the new amendment tonight is not too controversial, perhaps we can proceed with that. Or if you wish we can...

[Interpretation]

L'amendement est adopté.

**Le président:** L'article 89 modifié est-il adopté?

L'article 89 proposé est adopté sur division.

**M. Woolliams:** Vous n'avez pas voulu accepter mes amendements.

**Le président:** Nous en venons maintenant à l'article 90 proposé et M. Woolliams a un amendement à proposer. Je crois qu'il veut supprimer les mots «des munitions» encore une fois. Je crois que c'est conforme à son amendement précédent en vue de supprimer les mots «des munitions».

**M. Woolliams:** Étant donné que mes amendements sont toujours défaits, j'ai compris. Je n'ai pas pu persuader le Comité.

**Le président:** Retirez-vous votre amendement, monsieur Woolliams?

**M. Woolliams:** Évidemment, vous allez laisser ces mots dans certains articles du bill ou mon amendement sera défait.

**Le président:** Par frustration.

**M. Woolliams:** Oui. Cela n'a pas été facile, presque pénible.

**Le président:** Le Comité est-il d'accord pour qu'on le retire?

**Des voix:** Oui.

**Le président:** Pouvons-nous tout d'abord adopter le premier amendement et réserver ensuite l'article jusqu'à ce qu'il l'étudient? Il est entièrement modifié, n'est-ce pas?

**M. Basford:** Il vaudrait mieux discuter les deux ensemble.

**Le président:** Le gouvernement propose d'ajouter un nouveau alinéa 3 à l'article 90 proposé. Un amendement a déjà été distribué. Ce soir, le gouvernement présente un nouvel amendement à cet amendement.

**M. Woolliams:** Il modifie l'amendement?

**Le président:** Cet amendement remplace l'autre amendement, n'est-ce pas monsieur le ministre?

**M. Fox:** Nous allons retirer le premier.

**Le président:** C'est un remplacement.

**Une voix:** Il y a des fuites.

**Le président:** Le nouvel amendement de ce soir se substitue complètement à celui qui a été précédemment proposé. Par conséquent, l'amendement qui avait été distribué à l'origine n'ayant pas été proposé par l'un des membres du Comité, il n'est pas nécessaire de demander qu'on le retire. Notons simplement qu'il ne sera pas proposé. Il s'agit de l'amendement à la page 10 de la première liste.

Si le nouvel amendement de ce soir ne prête pas trop à controverse, ce sera celui-là que nous étudierons. Par contre, si vous désirez...

[Texte]

Mr. Woolliams: No. Let us get at it.

• 2125

The Chairman: All right. Mr. Fox, would you like to propose this?

Mr. Fox: I move: that Clause 3 of Bill C-83 be amended by adding immediately after line 47 on page 7 the following proposed subsection:

(3) Nothing in this Act makes it unlawful for a person who is under the age of eighteen years to be in possession of any firearm or ammunition for the purpose of taking instruction in the use of firearms if

(a) he is in the presence of and under the direct and immediate supervision of his parent or guardian; or

(b) in the case of a person who is twelve or more years of age, he is in the presence of and under the direct and immediate supervision of an instructor certified by the Minister of National Defence or the Attorney General—that is taking such instruction as part of a formal firearms training program.

And nothing in this Act makes it unlawful for a parent or a guardian, or an instructor certified by the Minister of National Defence, or the Attorney General, to lend, transfer, or deliver a firearm or ammunition to a person who is under the age of eighteen years, for the purpose of taking instruction in the use of firearms under the conditions referred to in paragraph (a) or (b), whichever is applicable.

Mr. Woolliams: Really, what you have done is added the word "guardian", which we thought about for so long.

Mr. Basford: No. We have added the last paragraph to make it abundantly clear that the instructor can give a rifle to the instructee.

Mr. Woolliams: Yes. But also, last meeting, a baby could go out with his parents ...

Mr. Leggatt: He still can.

Mr. Woolliams: But now he can go out with a guardian as well.

... in the presence of and under the direct and immediate supervision of his parents or guardian ...

Mr. Basford: Yes.

Mr. Woolliams: That is good.

The Chairman: Mr. Minister, would you like to give an explanation of this amendment?

Mr. Basford: The amendment, I think, was explained by the Solicitor General, and the amendment is being clarified. As originally put forward on June 1, it would allow those under the age of 18 to take instruction under the direct and immediate supervision of his parent or guardian, and under the cadet training courses of the Department of National Defence, or training courses authorized by a provincial attorney general. And then there is in addition, to make it very clear: the person giving the instruction can lend, transfer, or deliver the firearm to the person taking instruction. This should make it abundantly clear that the instructor is not in breach of the law by allowing the person to use the gun for purposes of that instruction.

[Interprétation]

M. Woolliams: Non. Allons-y.

Le président: Très bien. Monsieur Fox, voulez-vous proposer votre amendement?

M. Fox: Je propose que l'article 3 du Bill C-83 soit modifié par l'adjonction, après la ligne 46, page 7, de ce qui suit:

«(3) N'est pas illégale au sens de la présente loi, la possession par une personne âgée de moins de dix-huit ans d'une arme à feu ou de munitions dans le but de s'initier au maniement des armes

a) si elle est en présence et sous la surveillance direct et immédiate d'un de ses parents ou de son tuteur; ou

b) dans le cas d'une personne âgée de douze ans ou plus, si elle s'initie au maniement des armes au cours d'un programme d'entraînement au maniement des armes et elle est en présence et sous la surveillance directe et immédiate d'un instructeur qualifié nommé par le ministre de la Défense nationale ou le procureur général,

Et n'est pas illégal au sens de la présente loi, le fait pour les parents ou un tuteur ou un instructeur qualifié nommé par le ministre de la Défense nationale ou le procureur général de prêter, transférer ou livrer une arme à feu ou des munitions à une personne âgée de moins de dix-huit ans dans le but de l'initier au maniement des armes dans les circonstances décrites à l'alinéa a) ou b), selon le cas.»

M. Woolliams: En fait, vous n'avez qu'ajouté le terme «tuteur», ce à quoi nous avions pensé depuis longtemps.

M. Basford: Non. Nous avons ajouté le dernier paragraphe, pour qu'il soit éminemment clair que l'instructeur peut donner un fusil à celui qui se fait initier.

M. Woolliams: Très bien. Mais je vous rappelle qu'à la dernière rencontre, nous avions établi qu'un enfant pouvait avec ses parents ...

M. Leggatt: Il le peut encore.

M. Woolliams: Mais maintenant, il peut également être placé sous la surveillance d'un tuteur.

... en présence ou sous la surveillance directe et immédiate d'un de ses parents ou de son tuteur ...

M. basford: En effet.

M. Woolliams: C'est bien.

Le président: Monsieur le ministre, pouvez-vous nous expliquer votre amendement?

M. Basford: Le Solliciteur général vous l'a déjà expliqué, et maintenant nous le rendons encore plus clair. A l'origine, c'est-à-dire tel qu'il était proposé le 1<sup>er</sup> juin, l'amendement permettait aux personnes de moins de 18 ans de s'initier au maniement des armes sous la surveillance directe et immédiate d'un de ses parents ou de son tuteur, et au cours d'un programme d'entraînement pour les cadets dispensé par le ministère de la Défense nationale, ou encore au cours d'un programme d'entraînement autorisé par le procureur général de la province. Nous y avons ajouté un autre paragraphe, pour que cela soit très clair: L'instructeur qui dispense les cours peut prêter, transférer ou livrer une arme à feu à la personne qui se fait initier au maniement des armes. Il devrait être maintenant très évident que l'instructeur ne viole pas la Loi lorsqu'il permet à la personne qui s'initie d'utiliser une arme à feu dans le cadre du programme d'entraînement en question.



[Text]

**The Chairman:** Mr. Leggatt.

**Mr. Leggatt:** I would like to speak against the amendment. I think there is a broad cross-section of Canadians who are deeply offended by this suggestion that a child at any age can take instruction and possess a firearm and fire a firearm. Under this particular amendment, you have made it clear that there is no age limit whatsoever for a person to possess and use a firearm. The only condition is that he has his guardian or his parents with him.

Surely, in a bill that was designed for the purpose of providing additional safety to the Canadian public—and that includes negligent homicides and hunting accidents and all the rest of it—it seems to me irrational, Mr. Minister, that you would not see fit to put some age limit on a child in giving him instruction in firing a weapon.

I might add that there are a number of fish and game associations who agree with this particular position as they are not in favour of seeing anybody of any age out in the woods with a gun; I might say that is the word I get from the B.C. Fish and Wildlife people.

I am surprised, Mr. Minister, that you would continue to press this particular position when it seems abundantly rational that there must be an age limit. Just as there is an age limit before you can learn to drive a car, surely there is an age limit before you learn how to use a gun.

**Mr. Woolliams:** I am sorry.

• 2130

**Mr. Leggatt:** I am surprised it is still here. I thought you were going to have a second look at this after the comments in this Committee when it was originally proposed.

**Mr. Basford:** I would be happy to consider any minimum age the Committee wants to suggest.

**Mr. Leggatt:** Twelve.

**Mr. Basford:** I think, with respect, twelve is too high and twelve is what we had in there. It is designed partly to take into account the problem Mr. Woolliams was just talking about, of people living in the country who traditionally have taken their sons out to instruct them in the use of rifles. This applies to farmers, to native people and that category of traditional hunting training. That is what the amendment is aimed at. If the Committee comes to a consensus on a minimum age I would be happy to accept it. I think dealing with the kind of persons that this amendment is designed to look after, twelve would be quite satisfactory for the cadet training corps from my understanding of them. I think twelve is probably too high for subparagraph (a), but I am quite willing to have the Committee suggest what they think is a consensus.

**The Chairman:** Mr. Pearsall.

**Mr. Pearsall:** Mr. Chairman, one of the earlier criticisms I had in the bill, as the Minister knows, at that time I had proposed bringing it down to the age of twelve. The B.C. Wildlife have concurred with that age to me personally. I was not here for the presentation before the Committee, but other gun clubs within my riding have all indicated they would not want to necessarily go below the age of twelve, they prefer that as the bottom target.

[Interpretation]

**Le président:** Monsieur Leggatt.

**M. Leggatt:** Je m'oppose à cet amendement. Une vaste catégorie de Canadiens se sentiront profondément offensés par le fait que l'on permette à un enfant de n'importe quel âge de suivre des programmes d'entraînement, de posséder une arme à feu et de s'en servir. Aux termes de cet amendement, il est très clair qu'il n'y a pas d'âge minimal limite pour une personne qui désire posséder et utiliser une arme à feu. La seule condition requise, c'est qu'elle soit accompagnée d'un tuteur ou d'un de ses parents.

Pour un Bill qui vise à protéger de façon plus sévère le public canadien—et j'y inclus la protection contre les homicides commis par négligence, les accidents de chasse, ainsi de suite—il semble illogique que le ministre n'ait pas jugé bon d'établir un âge minimal qu'un enfant doit atteindre avant de pouvoir suivre un programme d'entraînement au maniement des armes.

J'ajoute qu'un certain nombre d'associations de pêche et de chasse sont tout à fait d'accord avec l'opinion que j'émetts, car elles ne veulent pas voir des armes à feu entre les mains d'enfants de n'importe quel âge qui vont chasser dans les bois. C'est du moins ce que j'avais compris du témoignage présenté par l'association B.C. Fish and Wildlife.

Je suis surpris de vous voir encore et toujours défendre cette opinion, monsieur le ministre, alors qu'il est éminemment évident qu'il faut fixer un âge limite. De la même façon qu'il faut avoir atteint un certain âge avant d'avoir le droit d'apprendre à conduire, il faudrait avoir atteint un certain âge avant d'avoir le droit d'apprendre à manier une arme à feu.

**M. Woolliams:** Je m'excuse.

**M. Leggatt:** Je m'étonne de retrouver cette mesure. Je croyais en effet que vous deviez examiner cette question à nouveau à l'issue de remarques faites à ce sujet par le Comité.

**M. Basford:** Je suis disposé à étudier toute suggestion que vous voudrez bien me faire concernant l'âge minimum.

**M. Leggatt:** Douze ans.

**M. Basford:** J'estime pour ma part que douze ans est trop élevé et c'est d'ailleurs le chiffre qui avait été prévu à l'origine. Nous cherchions justement à tenir compte du problème évoqué par M. Woolliams au sujet des paysans qui ont l'habitude d'enseigner le maniement des armes à feu à leurs fils. C'est vrai des agriculteurs, des autochtones et de tous ceux qui par tradition, enseignent la chasse à leurs enfants. Tel est l'objet de cet amendement. Si le Comité se met d'accord pour fixer un âge minimum, je l'accepterai avec plaisir. Compte tenu des personnes à qui s'appliquerait cet amendement, je pense que douze ans est tout à fait acceptable pour les «corps des cadets». Je trouve cependant que douze ans est trop élevé pour l'alinéa (a) mais en tout état de cause, je me rangerai à l'avis du Comité.

**Le président:** Monsieur Pearsall.

**M. Pearsall:** J'avais proposé de ramener l'âge à douze ans. L'Association de la faune de la Colombie-Britannique avait marqué son accord sur cet âge. Je n'étais pas ici lors de la comparaison de cette association, mais je sais que d'autres clubs de tir de ma circonscription se sont prononcés en faveur d'un minimum de douze ans.

[Texte]

**The Chairman:** Perhaps I may just recall to the mind of the Committee what was said earlier by the Solicitor General, that this was not being pushed by the wildlife associations but by the farmers particularly who felt that it was the right of a parent to teach his son in the use of firearms, and that was the reason, I think, for the lower age, or for the absence of an age.

**Mr. Fox:** Mr. Chairman, I would like to make a comment here. I think the bill as amended really says that the parent who wants to take his child out to teach him how to shoot ought to have the right to take the responsibility of deciding at what age he wants to teach his child how to shoot. The alternative is to say that the parents of children in this country are not competent to decide; they are not competent to take on the responsibility of deciding at what age they ought to let their children shoot and that the state ought to do it for them. It seems to me that in the context of many of the representations made before the Committee we ought to give the parents of kids the right to decide at what age they want to teach them how to shoot.

**Mr. Leggatt:** We do it with drinking age, school age, driving age, you name it, we have taken that discretion away from them. It is not very unique if we take away some of that discretion in this bill particularly with something as inherently dangerous as a firearm.

**The Chairman:** Mr. Woolliams:

**Mr. Woolliams:** I sympathize with your viewpoint, but the fact is we are not dealing with driving cars particular in this, and I know what you are talking about. But out on the farm—I taught school in the country at one stage—boys go out with their father shooting gophers. He shows them how to shoot with 22 short shells. I think Mr. Fox has put his finger on something—we are not dealing with children who are going to grab guns and go down the street with holsters and diapers on. We are dealing with people that go out with their father and guardian to take responsibility. I am not a man that wants all these rules and regulations, maybe it is not as bad as it sounds.

**Mr. Leggatt:** Maybe we should have them at least toilet trained before we send them out with a firearm.

**Mr. Fox:** May I just make one last comment in view of the acceptance of a notice by Mr. Leggatt. When we talk about an automobile we talk about licensing someone to go out on his own and drive that automobile down the highway. What we are saying in (a) is that you have to be in the presence of and under the direct and immediate supervision of a parent or guardian. The situation is completely different.

**Mr. Leggatt:** No, in fact it is exactly the same. A person under the age of 16 cannot drive a vehicle even with his parents in the Province of British Columbia, and I presume it is the same in the Province of Quebec and any other province.

**Mr. Fox:** But when you do licence them, they can go out with it. Here we are saying that he cannot have that rifle in his possession unless he is with someone who is competent.

**Mr. Brisco:** I think in any event, Mr. Chairman, what is going to happen, regardless of the age limits you established in the bill, if the farmer decides that at age eight his son is responsible, he is likely to teach him behind the barn just as he teaches him other object lessons behind the barn...

[Interprétation]

**Le président:** Je tiens à vous rappeler que le Solliciteur général avait souligné que cet amendement avait été introduit non pas à la demande des associations de la faune, mais plutôt des agriculteurs qui estiment que les parents ont le droit d'enseigner le maniement des armes à feu à leurs enfants; c'est la raison pour laquelle on a baissé l'âge ou qu'on a supprimé toute limite d'âge.

**M. Fox:** Aux termes de l'amendement, les parents qui désirent enseigner à leurs enfants le maniement des armes à feu auraient le droit de décider à quel âge ils désirent donner cet enseignement. Sinon, nous devons déclarer que les parents ne sont pas habilités à décider à quel âge ils doivent enseigner le maniement des armes à feu à leurs enfants, cette responsabilité devant incomber à l'État. Vu les nombreuses représentations qui nous ont été faites à ce sujet, j'estime que c'est aux parents de décider à quel âge ils désirent apprendre à leurs enfants à tirer.

**M. Leggatt:** Mais les parents ne sont pas libres de décider l'âge auquel les jeunes ont le droit de boire, d'aller à l'école ou de conduire une automobile; dès lors, je ne vois pas ce qu'il y aurait d'extraordinaire à ne pas leur donner le droit de décider de l'âge auquel un enfant peut manier un objet aussi dangereux qu'une arme à feu.

**Le président:** Monsieur Woolliams.

**M. Woolliams:** C'est vrai mais, en l'occurrence, il ne s'agit pas du droit de conduire une voiture. Je sais par ma propre expérience qu'à la campagne, les pères emmènent leurs fils chasser et leur expliquer le maniement des fusils de calibre .22. Il n'est pas question de permettre à des nourrissons de se balader dans les rues avec des révolvers. Ces enfants, lorsqu'ils vont chasser, sont accompagnés par leur père ou leur tuteur qui assume toutes les responsabilités. Je ne suis pas partisan d'une pléthore de règles et de règlements.

**M. Leggatt:** Il faudrait au moins que ces enfants ne fassent plus dans leur culotte avant qu'on leur confie une arme à feu.

**M. Fox:** En ce qui concerne les voitures, il suffit d'accorder un permis à une personne qui est dès lors autorisée à conduire une voiture sur les routes. Or, le paragraphe (a) prévoit que l'enfant doit être accompagné et surveillé par un parent ou un gardien, ce qui est tout à fait différent.

**M. Leggatt:** Au contraire, c'est la même chose, car en Colombie-Britannique, un jeune de moins de 16 ans n'est pas autorisé à conduire une voiture, même lorsqu'il est accompagné de ses parents, et je suppose que la même chose est vraie au Québec et dans d'autres provinces.

**M. Fox:** Mais lorsqu'ils obtiennent leur permis de conduire, ils sont autorisés à conduire. Or, dans le présent bill, les enfants peuvent manier une arme à feu uniquement lorsqu'ils sont accompagnés par un adulte compétent.

**M. Brisco:** De toute façon, monsieur le président, quelle que soit la limite d'âge imposée par le bill, si l'agriculteur décide qu'à huit ans son fils est suffisamment responsable, il ira probablement lui donner des leçons derrière la grange, tout comme il lui donne d'autres leçons de choses derrière la grange...



[Text]

Some hon. Members: Oh, oh.

• 2135

Mr. Brisco: ... bill or no bill.

The Chairman: Shall Mr. Fox's amendment carry?

Carried on division.

Mr. Milne: Let us stand it.

Mr. Woolliams: Why do we want to stand it?

Mr. Leggatt: Mr. Chairman, you take a vote at times and then you go through on division. Are we going to have some standard procedure of voting on clause by clause or are we going to call it?

The Chairman: What I said in my chairman's capacity as the feeling of the Committee ...

Mr. Leggatt: I want to register my negative vote for the record on this thing. I do not want these things to just stand.

I am glad to see the Tories and the Liberals are together on letting these children have weapons.

The Chairman: All right. All those in favour of Mr. Fox's amendment? Those opposed?

Amendment agreed to: Yeas, 6; Nays, 5.

Mr. Leggatt: See, you need to call these votes from time to time, Mr. Chairman.

The Chairman: You are quite right, Mr. Leggatt. That is an object lesson. From here on in, I will call every vote. Shall proposed Section 90 as amended carry?

Proposed Section 90 as amended agreed to.

The Chairman: There are no amendments, I believe, to the next three sections, proposed Sections 91, 92 or 93. The next section to which there is an amendment is proposed Section 94.

Mr. Woolliams: These are penalty clauses, 91.

The Chairman: Right.

Mr. Woolliams: Proposed Section 91 means if you sold a firearm or ammunition to a fellow of 17—and *mens rea* may come in—he could get two years. That is what it means, does it not?

Supposing somebody 17 were sold a firearm under the age of 18 ...

Mr. Basford: That is right. The previous provision was 16, and because of the rearrangement of the Act the age has been changed to 18. It makes it an offence to sell to someone under 18.

Proposed Sections 91, 92 agreed to.

The Chairman: Shall proposed 93 carry?

Mr. Woolliams: Just a minute ...

Every one who *imports*, buys, sells, barter, gives, lends, transfers or delivers a prohibited weapon or any component or part for use in the manufacture or assembly of a prohibited weapon

[Interpretation]

Des voix: Oh, oh.

M. Brisco: ... avec ou sans bill.

Le président: L'amendement de M. Fox est-il adopté?

Adopté sans unanimité.

M. Milne: Réserveons-le.

M. Woolliams: Pourquoi le réserverions-nous?

M. Leggatt: Monsieur le président, vous nous demandez de voter, puis vous passez outre. Avez-vous l'intention d'adopter une procédure régulière pour voter article par article ou bien devons-nous y renoncer?

Le président: Lorsque à titre de président, j'interprète les vœux du comité ...

M. Leggatt: Je veux qu'on sache que j'ai voté contre ce projet, je ne veux pas que la question soit réservée.

Je constate avec plaisir que les tories et les libéraux s'entendent pour laisser des enfants se servir d'armes à feu.

Le président: Très bien. Quels sont ceux qui sont en faveur de l'amendement de M. Fox? Contre?

L'amendement est adopté par 6 voix contre 5.

M. Leggatt: Vous voyez, monsieur le président, il vaut mieux voter dans l'ordre.

Le président: Vous avez parfaitement raison, monsieur Leggatt. Ce fut une leçon de choses. A partir de maintenant, nous voterons chaque fois. Le projet d'article 90 tel que modifié est-il adopté?

Le projet d'article 90 tel que modifié est adopté.

Le président: Je pense que les trois articles suivants, les projets d'articles 91, 92 et 93 n'ont fait l'objet d'aucun amendement. L'amendement suivant se trouve au projet d'article 94.

M. Woolliams: Ce sont des articles relatifs aux peines encourues.

Le président: C'est exact.

M. Woolliams: En vertu du projet d'article 91, si vous vendez une arme à feu ou des munitions à un jeune de 17 ans—mais il faudrait peut-être qu'on prouve qu'on a agi sciemment—il pourrait être puni de deux ans d'emprisonnement. C'est bien ce que cela signifie, n'est-ce pas?

Supposons qu'on vende une arme à feu à une personne de 17 ans qui a moins de 18 ans ...

M. Basford: exactement. La disposition précédente prévoyait 16 ans et, à cause des modifications apportées à la loi, l'âge a été porté à 18 ans. C'est donc un délit de vendre des armes à feu à une personne de moins de 18 ans.

Les projets d'articles 91 et 92 sont adoptés.

Le président: Le projet d'article 93 est-il adopté?

M. Woolliams: Un instant ...

quiconque *importe* achète, vend donne en troc, donne, prête, transfère ou livre une arme prohibée ou tout élément ou pièce utilisable dans la fabrication ou l'assemblage d'une telle arme.



[Texte]

I guess that is all right—any component. We are not going to get into trouble with that group of people on that one where they dealt with components of certain components. Is that ammunition as well as—no, it is prohibited weapons.

**Mr. Basford:** This relates only to prohibited weapons.

**Mr. Woolliams:** You remember that group of witnesses...

**The Chairman:** Those were the manufacturers...

**Mr. Woolliams:** What did they say about it?

**The Chairman:** We put that into the definition of firearm, I believe, to restrict the application of the definition to certain parts of the weapons. As the Minister points out, this refers only to prohibited weapons rather than to all weapons.

**Mr. Basford:** It is very similar to the present Criminal Code Section 89, how possession has been taken out and dealt with in another section, importing has been added, components have been added, because it relates to prohibited weapons and where we have had cases of people importing broken down prohibited weapons is. Therefore the components had to be included.

**The Chairman:** I think the earlier submission—I do not want to rush you, Mr. Woolliams—the earlier submission referred to ordinary firearms and this is prohibited weapons, although definitely that is the difference.

**Mr. Woolliams:** Okay. Right. 94.

• 2140

**The Chairman:** On 94 there is an amendment by the government. Mr. Fox.

**M. Fox:** Merci, monsieur le président.

Je proposerais que l'article 3 du bill C-83 soit modifié en remplaçant la ligne 13, page 9, par ce suit:

“délivré en vertu du paragraphe 106.3(4) ou qui, dans le cas d'une arme à autorisation restreinte décrite à l'alinéa c) de la définition d' “arme à autorisation restreinte”, n'est pas un collectionneur d'armes à feu de bonne foi qui le 1<sup>er</sup> juin 1976 avait au Canada une collection d'armes à feu qui comprenait une telle arme à autorisation restreinte.”

et la version anglaise en conséquence.

**Mr. Basford:** The previous section related to prohibited weapons. This one relates to restricted weapons and makes it an offence to deliver, sell, barter, give, lend, etc., restricted weapons unless they are licensed. The amendment takes into account the provisions that we made earlier for those bona fide gun collectors who have collections including restricted weapons.

**The Chairman:** This amendment is consequential on the “grandfather clause”, so-called, that we put in earlier, I believe.

**Mr. Woolliams:** That is on page 3 of the bill, paragraph (a) on the definition of restricted weapon. I think that is all right.

[Interprétation]

Je pense que ça va... tout élément. Ce groupe de personnes qui s'occupaient d'éléments de certains éléments ne nous inquiétera probablement pas. Est-ce que les munitions sont comprises... Non, les armes prohibées seulement.

**M. Basford:** Il s'agit uniquement des armes prohibées.

**M. Woolliams:** Vous vous souvenez de ce groupe de témoins...

**Le président:** C'étaient les manufacturiers...

**M. Woolliams:** Qu'ont-ils dit?

**Le président:** Nous avons ajouté ces dispositions à la définition des armes à feu, je crois, pour restreindre la définition à certaines parties des armes. Comme le ministre le dit, cela ne s'applique qu'aux armes prohibées et non pas à toutes les armes.

**M. Basford:** Cela ressemble beaucoup à l'article 89 du code criminel où l'on a supprimé le délit de possession pour traiter la question dans un autre article; en même temps, on a ajouté l'importation, les éléments dans le cas des armes prohibées pour mettre fin aux activités de certaines personnes qui importaient des armes prohibées en pièces détachées. Il a donc fallu mentionner les éléments.

**Le président:** Monsieur Woolliams, je ne voudrais pas vous presser, mais on avait parlé plus tôt des armes ordinaires et, dans ce cas, il s'agit des armes prohibées, c'est toute la différence.

**M. Woolliams:** D'accord. C'est cela. 94.

**Le président:** Le gouvernement a présenté un amendement à l'article 94. Monsieur Fox.

**Mr. Fox:** Thank you, Mr. Chairman.

I move that Clause 3 of Bill C-83 be amended by striking out line 7 on page 9 thereof and substituting therefor the following:

“under proposed Section 106.3(4) or who, in the case of a restricted weapon described in paragraph (c) of the definition “restricted weapon” in subsection 82(1), is not a bona fide gun collector who, on June 1, 1976, had a gun collection in Canada that included such a restricted weapon,”

And the French version accordingly.

**M. Basford:** L'article précédant traitait des armes prohibées alors que celui-ci traite des armes à autorisation restreinte; commet un délit celui qui livre, vend, échange, donne, prête une arme à autorisation restreinte sans détenir un permis. Cet amendement tient compte des dispositions que nous avons adoptées plus tôt sur les collectionneurs d'armes de bonne foi qui possèdent des armes à autorisation restreinte dans leurs collections.

**Le président:** Cet amendement est la suite logique de l'article sur les droits acquis, si l'on peut dire, que nous avons adopté plus tôt.

**M. Woolliams:** Vous parlez de la définition qui se trouve à la page 3 du bill, à l'alinéa (a), de la définition d'arme à autorisation restreinte. Je crois que cela va.

[Text]

Amendment agreed to.

**The Chairman:** Shall proposed Section 94 as amended carry?

**Mr. Woolliams:** That is 94.(1).

**The Chairman:** I believe there is no amendment to 94.(2) either. Mr. Woolliams is going to have amendments on 95.

**Mr. Woolliams:** That is okay.

Proposed Section 94 as amended agreed to.

**The Chairman:** Now we come to Mr. Woolliams' amendment to 95, which I believe is another deleting the word "ammunition", if I am not mistaken.

**Mr. Woolliams:** Yes. I am prepared to withdraw all those on ammunition because I have been so crushed.

**The Chairman:** That amendment has not been formally put to the Committee, so I think we can withdraw that even without consent. I think there would be consent in any event.

Proposed Section 95, I believe, is the clause that you want the Minister to consider further. There is a government amendment even at the present time to 95.

**Mr. Fox:** Should we stand the amendment to 95, then?

**The Chairman:** No, I do not think the amendment relates to the same thing. I think the amendment you are going to move relates to a different point from the one we want the government to support.

**Mr. Woolliams:** What page is that?

**Mr. Fox:** The new amendment—page 12.

**Mr. Woolliams:** Are there any amendments here that the government had to bring in to correct these?

**Mr. Fox:** Mr. Chairman, I move that Clause 3 of Bill C-83 be amended by striking out lines 9 to 12 on page 10 and substituting the following:

(ii) to whom a permit has been issued under subsection 106.3(9) or (11); or

And the French version accordingly.

**The Chairman:** This is probably a consequential amendment.

**Mr. Basford:** It is consequential on the elimination of the 18-year age limit for permits under the proposed subsection relating to the native hunting clause.

**The Chairman:** Okay.

**Mr. Basford:** Proposed Section 95, of course, as a whole, especially 95(1), is the key enforcement section of the licensing provision, 95(1) making it an offence to sell to someone who is not the holder of a licence, under which he may lawfully have in his possession firearms or ammunition. Without that section we do not have licensing.

[Interpretation]

L'amendement est adopté.

**Le président:** L'article 94 tel qu'amendé est-il adopté?

**M. Woolliams:** Vous parlez de l'article 94(1).

**Le président:** Je ne crois pas qu'il y ait d'amendement à l'article 94(2). M. Woolliams présentera un amendement à l'article 95.

**M. Woolliams:** Très bien.

L'article 94 tel qu'amendé est adopté.

**Le président:** Passons maintenant à l'amendement à l'article 95, celui de M. Woolliams, où il s'agit de biffer de nouveau l'expression «munitions».

**M. Woolliams:** Oui, c'est cela. Je suis prêt cependant à retirer tous mes amendements sur cette expression «munitions» parce que j'ai été rebuté.

**Le président:** Vous n'avez pas présenté officiellement cet amendement au Comité et donc vous pouvez le retirer sans son consentement. Je crois que vous obtiendriez ce consentement de toute façon.

Je crois que c'est l'article 95 que vous voulez que le Ministre examine plus en détail. Le gouvernement a présenté un amendement à l'article 95 actuel.

**M. Fox:** Devrions-nous réserver l'amendement à l'article 95?

**Le président:** Non, je crois que l'amendement que vous vous proposez de présenter a trait à une autre question qui n'est pas reliée à l'amendement du gouvernement.

**M. Woolliams:** A quelle page cela se trouve-t-il?

**M. Fox:** Le nouvel amendement... à la page 12.

**M. Woolliams:** Le gouvernement a-t-il dû présenter des amendements pour corriger ceux-ci?

**M. Fox:** Monsieur le président, je propose que l'article 3 du Bill C-83 soit modifié en remplaçant les lignes 10 à 12, page 10, par ce qui suit:

(ii) détentrice d'un permis délivré en vertu du paragraphe 106.3(9) ou (11); ou

et la version anglaise en conséquence.

**Le président:** Il s'agit peut-être d'un amendement qui est la suite logique à un autre amendement.

**M. Basford:** Oui, effectivement cela provient du fait qu'on a supprimé la limite d'âge de 18 ans pour l'obtention de permis en vertu d'un paragraphe proposé de l'article qui traite des chasseurs autochtones.

**Le président:** Très bien.

**M. Basford:** L'article 95 proposé, dans l'ensemble, et en particulier, 95(1), est l'article clé de mise en application des dispositions d'autorisation, car 95(1) dispose que la personne qui vend une arme à quelqu'un qui ne possède pas d'autorisation commet un délit. Sans cet article, l'exigence d'autorisation n'existerait pas.



[Texte]

**The Chairman:** I think there was agreement in the Committee that we will ask you to reconsider 95 along the line that was earlier suggested, but perhaps we could deal with this amendment of Mr. Fox's which is on a different point.

Amendment agreed to.

**The Chairman:** Shall proposed Section 95 be allowed to stand?

• 2145

**Mr. Woolliams:** Mr. Chairman, can we not clear this up right now with a new amendment? Or that is the one you are going to re-examine on...

**Mr. Brisco:** Americans being allowed to buy guns in Canada.

**Mr. Woolliams:** Oh, I see. O.K.

**Mr. Basford:** Can I take it, just for my own thinking, that that is the only reservation about proposed Section 95?

**Mr. Woolliams:** The only problem, in addition to that one, is the way it will be laid down now—and we could get around that. You see, there is a big border across the Prairies between the United States and Canada—as with any other province. But the farms join, and because of the nature and context of the country there are a lot of relatives on both sides of the fence. They hunt back and forth, and I can just see an American coming up to shoot at his brother's farm, he gets to the border and is liable to have his gun seized and everything because of this legislation.. That is one problem. How you get around it, I do not know. It is bad legislation.

**The Chairman:** We are going to stand proposed Section 95, in any event. Proposed Section 96; would you like to make any comment on that, Mr. Basford? There is no amendment to it.

**Mr. Basford:** These are new provisions that exempt members of the armed forces, police officers, etc., from prosecution if they deliver a weapon or ammunition while in the course of their employment. That is proposed subsection (1). Proposed subsection (2) provides a similar exemption to that contained in (1) for those persons who act as suppliers or manufacturers for such weapons.

**Mr. Woolliams:** And importation.

**Mr. Basford:** There is a safeguard built in, that the activity has to be carried on under the supervision of the armed forces or the police supervisory control. It is simply to allow the armed forces and the police to get their weapons repaired.

Proposed Section 96 agreed to.

**The Chairman:** Proposed Section 97. Again, no amendment. Basford?

**Mr. Basford:** I am sorry. My mind is back on 95.

**The Chairman:** I guess that is encouraging to the Committee, that you are considering our suggestions that actively.

[Interprétation]

**Le président:** Je crois que les membres du Comité sont tombés d'accord pour examiner de nouveau l'article 95 à la lumière des propositions qui ont été faites plus tôt, mais je vous demande de vous pencher sur cet amendement de M. Fox qui traite d'une autre question.

L'amendement est adopté.

**Le président:** L'article 95 proposé est-il réservé?

**M. Woolliams:** Monsieur le président, pouvons-nous éclaircir ce point immédiatement au moyen d'un nouvel amendement? S'agit-il plutôt d'une question sur laquelle il faudra revenir?

**M. Brisco:** L'autorisation accordée aux Américains d'acheter des armes à feu au Canada.

**M. Woolliams:** Merci, je comprends.

**M. Basford:** Est-ce là la seule réserve que nous ayons au sujet de l'article 95 proposé?

**M. Woolliams:** Il faudrait savoir de quelle façon ces dispositions seront arrêtées et comment on pourra les contourner. Vous savez comme moi que dans les provinces des Prairies, la frontière entre les États-Unis et le Canada est très longue. C'est aussi le cas dans toutes les autres provinces. Mais, les fermes se rejoignent et en raison de la nature et du contexte des deux pays, on trouve des personnes de la même famille des deux côtés de la clôture. Ils font de la chasse d'un côté et de l'autre de la frontière et il est fréquent qu'un Américain vienne chasser sur la ferme de son frère. En passant la frontière, il est possible qu'on lui enlève son arme à feu à cause de la loi. Je ne sais pas comment contourner ce problème. La loi me semble mauvaise.

**Le président:** A tout événement, nous réserverons l'article 95 proposé. Monsieur Basford, avez-vous des commentaires sur l'article 96 proposé? Aucun amendement n'a été soumis.

**M. Basford:** En vertu de nouvelles dispositions, les membres des forces armées ou des forces policières qui livrent une arme à feu ou des munitions au cours de leur emploi, seront exempts de poursuite. Cette exemption se trouve au paragraphe (1) proposé. Le paragraphe (2) proposé accorde une exemption semblable aux personnes qui jouent le rôle de fournisseur ou de producteur de telles armes.

**M. Woolliams:** Il en est de même pour les importateurs.

**M. Basford:** Cette disposition contient une garantie selon laquelle l'activité doit se poursuivre sous la surveillance des forces armées ou de la force policière. Nous voulons ainsi permettre à ces deux groupes de faire réparer leurs armes.

L'article 96 proposé est adopté.

**Le président:** Passons à l'article 97 proposé auquel il n'y a aucun amendement. Monsieur Basford?

**M. Basford:** Excusez-moi. Je regarde à nouveau l'article 95.

**Le président:** Il est encourageant de voir que vous étudiez nos propositions aussi attentivement.



[Text]

**Mr. Basford:** This, again, is a new section which provides an exemption in relation to restricted weapons. In certain cases the delivery of restricted weapons, firearms and ammunition allows for their disposal or sale to a business for use in that business. It would permit, for example, an applicant who is refused a licence or permit lawfully to dispose of his weapons and also permits interbusiness transactions. And proposed subsection (b) exempts persons who import any restricted weapons for use in a business. The business contemplated here, of course, is a licensed business.

Proposed Section 97 agreed to.

**The Chairman:** Proposed Section 98. We have an amendment by Mr. Leggatt and one by the government. Mr. Lachance.

**M. Lachance:** Monsieur le président, au sujet de l'article 98, je voudrais simplement faire une remarque sans pour autant me faire d'illusions sur les modifications qui pourraient y être apportées. Je trouve dommage que l'on soit obligé, dans les modifications apportées au Code criminel par le Projet de loi C-83, d'insérer des mesures prévoyant des sentences minimums, alors que la Commission de réforme du droit avait suggéré que toute référence à des sentences minimums soit rayée du Code. C'est dommage que notre société ne fasse pas plus confiance à sa magistrature.

**Une voix:** C'est un commentaire qui est très très brillant.

**The Chairman:** Thank you, Mr. Lachance. I think, perhaps, we will take the government amendment first, which inserts... Maybe we should take Mr. Leggatt's amendment first, it is simpler. Mr. Leggatt, would you like to...

**Mr. Fox:** Does it have the support of the whole NDP caucus?

• 2150

**An hon. Member:** We have the whole caucus here.

**Mr. Gilbert:** I am going to take this under advisement.

**Mr. Leggatt:** In proposing this amendment, I wanted to congratulate the government for seeing some merit in it by moving to change their own provision and providing on a second offence for not less than three years. My proposal was that there be a minimum of four years on a first offence, the reason being that the use of a firearm in the commission of an indictable offence is something the public has to be very strong on. I just suggest that the one-year sentence was inadequate. I do not see anything the matter with it being four. That would provide parole eligibility after, presumably, one third of the sentence; it should be a half if the other changes go through. But the principle behind the amendment is to stiffen up the consecutive sentencing on the use of firearms. I am in support of the government's proposal as well; it seems rather reasonable. But let us put mine first, and see what happens.

**The Chairman:** All right. It is moved by Mr. Leggatt that Clause 3 be amended by striking out line 3 on page 12, and substituting the following therefor:

[Interpretation]

**M. Basford:** Ce nouvel article accorde une exemption dans le domaine des armes à autorisation restreinte. Dans certains cas, la livraison d'armes à autorisation restreinte, d'armes à feu ou de munitions pourra se faire à un commerce. Cette disposition permettrait, par exemple, à un requérant à qui on a refusé une autorisation ou un permis, d'aller rendre son arme à feu au magasin, et aux divers magasins d'effectuer des transactions entre eux. Le paragraphe b) proposé accorde une exemption à toute personne qui importe des armes à feu à autorisation restreinte pour utilisation dans un commerce. Il s'agit, nécessairement, de commerce autorisé.

L'article 97 proposé est adopté.

**Le président:** Passons à l'article 98 proposé. M. Leggatt a proposé un amendement ainsi que le gouvernement. Monsieur Lachance.

**Mr. Lachance:** Mr. Chairman, even though I have little illusion on the amendments that can be possibly be made, I would like to comment on proposed Section 98. I find unfortunate that Bill C-83, in its amendments to the Criminal Code, includes steps anticipating minimum sentences. The Law Reform Commission had suggested that any reference to minimum sentences be eliminated from the Criminal Code. It is unfortunate that our society does not fully trust the magistracy.

**An hon. Member:** This is a very brilliant comment.

**Le président:** Merci, monsieur Lachance. Peut-être devrions-nous d'abord étudier l'amendement du gouvernement qui comprend... ou plutôt étudions d'abord l'amendement de M. Leggatt puisqu'il est plus simple. Monsieur Leggatt, je vous demanderais...

**M. Fox:** L'amendement a-t-il l'appui de tout le caucus NPD?

**Une voix:** Tout le caucus est ici.

**M. Gilbert:** Je vais y réfléchir.

**M. Leggatt:** Avant de présenter mon amendement, j'aimerais féliciter le gouvernement d'avoir reconnu dans une certaine mesure son bien-fondé, puisque dans le cas d'une deuxième infraction le minimum est maintenant de trois ans. J'avais proposé moi-même un minimum de quatre ans pour la première infraction, puisque l'utilisation d'une arme à feu dans la commission d'une infraction punissable sur acte d'accusation, doit susciter une forte réaction de la part du public. Une peine d'un an ne convient certainement pas. Et je ne vois pas pourquoi cette peine ne pourrait pas être de quatre ans. L'admissibilité à la libération conditionnelle pourrait être considérée une fois qu'un tiers de la peine aurait été purgé; avec les nouveaux changements, il faudrait que ce soit après que la moitié de la peine a été purgée. Le but de l'amendement est simplement de permettre des peines plus sévères pour les cas répétés d'utilisation d'armes à feu. Je suis également d'accord avec la proposition du gouvernement; elle semble raisonnable. Cependant, je tiens à ce que la mienne soit présentée d'abord.

**Le président:** Très bien. Il est proposé par M. Leggatt que l'article 3 soit modifié par la suppression de la ligne 39, à la page 11, et remplacé par ce qui suit:

[Texte]

fourteen years and not less than four years.

**Mr. Leggatt:** That just replaces the one year that was in before.

**The Chairman:** Right. Mr. Basford. Mr. Lachance?

**M. Lachance:** Pour les mêmes raisons que j'ai données tout à l'heure, je m'oppose à l'amendement proposé par M. Leggatt. Je considère que les sentences minimum n'ont pas leur place dans le Code criminel eu égard aux recommandations de la Commission de réforme du droit, justement.

**An hon. Member:** I concur.

**The Chairman:** Mr. Basford.

**Mr. Basford:** This shows the dilemma in trying to write a Criminal Code. I must concede that, in essence, I agree with the position of Mr. Lachance, that we should keep mandatory minimum sentences to an absolute minimum; but you see the difficulty. I am sure that is the position of Mr. Leggatt, also.

The Committee has heard representations from a very wide range of people who have made their suggestions on this part that the law should be—there is no better word, I think—tough with those people who use firearms in the commission of offences, even Mr. Leggatt, who keeps banging me over the head for not following the Law Reform Commission reports.

On the other hand, the Law Reform Commission does say in its sentencing report that there is a place in the law for what they call a denunciatory type sentence—a sentence saying, here is something that our society regards as very wrong and should be denounced.

I think what the Committee is saying—we can argue here until doomsday about whether it is one year or five years or three years—what Parliament is trying to say here to the criminal element, it seems to me, is, if you are using a gun in the commission of an offence, you are in for it; and it is trying to signal to judges and to crown counsel and to the criminals that Parliament regards the use of weapons in the commission of crime as a very serious matter indeed. That is what we are all saying. Now, we can argue about the years for ever, but...

**Mr. Leggatt:** I am so impressed with the Minister's statement that I am prepared now to withdraw it in favour of the government amendment because it specifically deals with second offences, which I think is an element that is not contained in my amendment, which I rather prefer to my own amendment; so I will be prepared to withdraw that.

**The Chairman:** Is the Committee agreed?

**Some hon. Members:** Agreed.

**The Chairman:** Agreed.

**Mr. Woolliams:** It is rather difficult for me to agree to that because Big John wanted five years. If he hears about this, I may be in bad shape.

**Mr. Basford:** If I could answer Mr. Woolliams, there is a problem with what his former leader suggested. The effect of Mr. Diefenbaker's private member's bill would have been that a group of hunters coming back from a hunting trip who got charged with impaired driving by way of indictment would have got a minimum of five years.

[Interprétation]

quatorze ans et d'au moins quatre ans, quicon-

**M. Leggatt:** C'est un an qui est indiqué actuellement.

**Le président:** Très bien. Monsieur Basford. Monsieur Lachance?

**Mr. Lachance:** For the same reasons I indicated a moment ago, I oppose Mr. Leggatt's amendment. I consider that minimum sentences have no place in the Criminal Code in the light of the recommendations of the Law Reform Commission.

**Une voix:** Je suis d'accord.

**Le président:** Monsieur Basford.

**M. Basford:** On voit bien le dilemme devant lequel on se trouve lorsqu'on essaie de rédiger un code criminel. Je dois dire ici qu'en principe, je suis d'accord avec M. Lachance lorsqu'il dit que les sentences minimums doivent être éliminées le plus possible. Mais on voit facilement la difficulté. Je suis sûr que M. Leggatt est de cet avis.

Le Comité a entendu les instances de bon nombre de personnes qui ont indiqué que la loi devait être plus stricte à l'égard des gens qui utilisent les armes dans la commission de crimes. M. Leggatt lui-même en est, lui qui me reproche constamment de ne pas donner suite au rapport de la Commission sur la réforme du droit.

D'autre part, la Commission sur la réforme du droit indique, dans son rapport sur les sentences, qu'il y a place dans la loi pour ce qu'elle appelle des sentences de dénonciation, c'est-à-dire des sentences à l'égard de crimes que la société abhorre et qui doivent être dénoncés.

Ce que le Comité essaie de dire ici, on peut discuter de midi à quatorze heures sur la question de savoir si la sentence doit être d'un an, de cinq ans ou de trois ans, ce que le Parlement essaie de dire aux criminels, c'est que l'utilisation d'une arme à feu dans la commission d'un crime comporte des conséquences graves; le Parlement, par là, indique aussi aux juges et aux procureurs de la couronne, qu'il considère que l'utilisation d'armes à feu dans la commission de crimes est une affaire sérieuse. Voilà ce que nous voulons tous. Pour ce qui est du nombre d'années, nous pouvons discuter interminablement...

**M. Leggatt:** Je suis tellement impressionné par les arguments du ministre que je suis prêt à retirer mon amendement en faveur de celui du gouvernement, puisque ce dernier a trait spécifiquement aux deuxième infractions. Je préfère cette façon de voir les choses. Je suis prêt à retirer mon amendement.

**Le président:** Le Comité est-il d'accord?

**Des voix:** D'accord.

**Le président:** Très bien.

**M. Woolliams:** Il m'est difficile d'être d'accord puisque Big John voulait cinq ans. S'il entend parler de ce qui s'est passé ici, je suis dans de mauvais draps.

**M. Basford:** Je dirai à M. Woolliams qu'il y a un problème en ce qui concerne la proposition de son ancien chef. Le bill d'initiative privée présenté par M. Diefenbaker ferait qu'un groupe de chasseurs qui reviendrait d'un voyage de chasse et qui serait accusé de conduire en état d'ébriété, sur déclaration de culpabilité, pourrait se voir donner un minimum de cinq ans.



[Text]

**Mr. Woolliams:** I am not so sure that is correct. You should read the Athello case. They changed the law in that regard. They said when you are talking about the commission of an offence, you have to have some causation of the offence you commit with a weapon. In other words, like robbery and a weapon, but if your back light goes out and you happen to have a weapon in your car I do not think you are going to get five years. You have to read the Athello case. It is a very important case. I am sorry you missed that.

**The Chairman:** I take it the Committee has agreed with reservations to allow Mr. Leggatt to withdraw his amendment and we can, therefore, ask Mr. Fox—Mr. Leggatt's amendment is no longer before us—to move the government's amendment and then we can have Mr. Olivier's.

• 2155

**Mr. Fox:** I move that Clause 3 of Bill C-83 be amended by striking out lines 2 and 3 on page 12 thereof and substituting therefor the following:

"liable to imprisonment

(c) in the case of a first offence under this subsection, except as provided in paragraph (d), for not more than fourteen years and not less than one year; and

(d) in the case of a second or a subsequent offence under this subsection, or in the case of a first such offence committed by a person who, prior to the coming into force of this subsection, was convicted of an indictable offence or an attempt to commit an indictable offence, in the course of which or during his flight after the commission or attempted commission of which he used an offensive weapon, for not more than fourteen years and not less than three years."

**The Chairman:** Thank you. Mr. Olivier.

**M. Olivier:** Monsieur le président, je sais que la plupart de nos collègues ici ou des membres de la Chambre répugnent à voir une sentence minimum. Mais je pense qu'on touche vraiment le cœur d'un des principes mêmes du Projet de loi à l'étude. Il s'agit de gens qui font l'usage d'une arme lors de la perpétration d'une infraction, soit pour un vol à main armée ou autre. Ce sont des professionnels du crime. Je pense que même si on peut être réticent à imposer des sentences minimums, il s'agit vraiment de l'un des principes, du but du Projet de loi que de toucher les criminels d'habitude, les gens qui gagnent leur vie en utilisant des armes pour perpétrer des infractions.

Tantôt nous aborderons un autre sujet, ce sera la même chose. J'espère qu'on prévoiera une sentence minimum pour quelqu'un qui s'évade de prison. Ce sont déjà des criminels. Je pense que le gouvernement n'est pas nécessairement arbitraire en imposant une sentence minimum. L'amendement qu'on propose ici est très justifiable. D'ailleurs, la population canadienne l'approuve et réclame une prise de position plus adéquate face aux criminels qui se servent des armes. C'est très clair ici. C'est loin de toucher les gens qui travaillent dans les fermes. C'est loin de toucher les gens qui vont à la chasse. Cela touche strictement les personnes qui veulent commettre un délit en utilisant une arme. Je pense que c'est excellent. Je pense qu'il ne faut pas s'offusquer outre mesure de l'imposition d'une sentence minimum à ce genre de criminels.

[Interpretation]

**M. Woolliams:** Je n'en suis pas si sûr. Vous devriez lire le rapport sur l'affaire Athello. La loi a été modifiée à cet égard. Ils ont dit que lorsqu'on parle de la perpétration d'un délit, il faut que l'utilisation de l'arme soit justement liée à la perpétration d'un délit. Autrement dit, cela s'applique à un vol à main armée; toutefois, si vos feux arrière s'éteignent et qu'il se trouve que vous avez une arme dans votre automobile, il ne vous sera pas imposé une peine de cinq ans de prison. Vous devriez vous reporter à l'affaire Athello. Il s'agit d'une affaire très importante. Je regrette que vous ayez raté cela.

**Le président:** Si je comprends bien, le Comité a convenu, avec certaines réserves, de permettre à M. Leggatt de retirer son amendement et nous pouvons donc demander à M. Fox, l'amendement de M. Leggatt étant retiré, de proposer l'amendement du gouvernement, ce qui nous permettrait de passer à celui de M. Olivier.

**M. Fox:** Je propose que l'article 3 du bill C-83 soit modifié en remplaçant les lignes 37 à 45, page 11, et les lignes 1 et 2, page 12, par ce qui suit:

«passible d'une peine d'emprisonnement

c) d'au plus quatorze ans et d'au moins un an, dans le cas d'une première infraction au présent paragraphe, sauf dans les cas où l'alinéa d) s'applique; et

d) d'au plus quatorze ans et d'au moins trois ans, dans le cas d'une infraction au présent paragraphe subséquente à une première infraction ou dans le cas d'une première infraction au présent paragraphe commise par une personne qui, avant l'entrée en vigueur du présent paragraphe, avait déjà été trouvée coupable d'un acte criminel ou d'une tentative d'acte criminel et avait utilisé une arme offensive lors de la perpétration ou de la tentative de perpétration de cet acte criminel ou lors de sa fuite après avoir commis ou tenté de commettre cet acte criminel.»

**Le président:** Merci. Monsieur Olivier.

**Mr. Olivier:** Mr. Chairman, I know that most of our colleagues here or most members of Parliament do not like the idea of a minimum sentence. But I think we are touching upon one of the crucial principles of the bill. We are talking about persons who use weapons while committing an offence, be it a holdup or any other offence. These are professional criminals. I think that even if one is reticent towards imposing minimum sentences, this is one of the principles of the bill which affects habitual criminals, in other words those persons who earn their living committing offences.

We shall soon get to another subject and the situation will be similar. I hope there shall be a minimum sentence for people escaping from jails. These are already criminals. I think it not arbitrary, on the part of the government, to impose a minimum sentence. The amendment proposed here is totally justifiable. As a matter of fact, the Canadian people approve of it and demand that we take a sterner position towards armed criminals. This case is very clear. It does not affect farmers or hunters. It affects strictly the persons who commit an offence while using an offensive weapon. I think it is an excellent amendment and I believe one should not be too much offended by the imposition of a minimum sentence for this type of criminal.



[Texte]

**Mr. Woolliams:** The question.

**The Chairman:** I am sorry, I have two others, and the Minister may want to make some comment on that.

**Mr. Basford:** No, I agree with it.

**The Chairman:** All right. Mr. Pinard.

**M. Pinard:** Je ne voudrais pas dire le contraire de mon collègue, mais je voudrais simplement souligner que je ne suis pas d'accord avec lui.

En ce qui concerne les sentences minimums, les principes qui est en jeu, ce n'est pas tellement de dissuader le criminel d'utiliser une arme à feu, mais c'est tout l'esprit du code criminel qui est remis en cause.

S'il fallait prévoir des sentences minimums dans toutes les offenses graves du code criminel, pourquoi, à ce moment-là, que quelqu'un trouvé coupable de viol n'aurait pas un minimum d'un an? À mon sens, c'est aussi grave, sinon plus, que de commettre un crime avec une arme à feu. Pourquoi que quelqu'un qui commetterait un vol qualifié, avec violence, ne se verrait pas infliger une sentence minimum? C'est tout cela qui est remis en cause.

Or l'esprit de notre code pénal actuellement c'est de prévoir des sentences maximums, et avec des maximums d'autant plus élevés selon la gravité de l'offense, laissant aux tribunaux la discrétion de sévir selon les circonstances et selon l'individu. Je ne vois pas pourquoi on fait une exception pour le contrôle des armes à feu. Ceci, c'est pour répondre à mon collègue qui prétend que ça touche ce Comité, que ça touche les gens de voir qu'il y a des sentences minimums. Il est certain que s'il n'y avait dans le code criminel que des sentences minimums cela toucherait tout le monde.

On renverse complètement l'esprit du code criminel. On ne fait absolument plus confiance à la discrétion des tribunaux. Si on veut respecter ce que la Commission de réforme du droit a recommandé, et si on veut respecter également nos tribunaux, je pense que l'on devrait s'abstenir de prévoir des sentences minimums, surtout dans des cas que je considère beaucoup moins graves que des offenses, telles le viol ou le vol avec violence.

**M. Olivier:** Monsieur le président, je voudrais faire une remarque. Ce n'est pas que nous n'ayons pas confiance dans les tribunaux. Cependant, nous n'ayons pas confiance nécessairement dans les sentences qui sont données par les tribunaux. Dernièrement, encore, une personne qui avait commis 11 vols à main armée a été condamnée à 30 fins de semaine, du samedi après-midi au dimanche soir.

Alors, parfois, il faut faire part à la magistrature de la direction que nous voudrions qu'elle suive. Les magistrats ont parfois besoin de lignes de conduite et je ne partage pas l'opinion de mon savant collègue de Drummondville là-dessus.

**M. Pinard:** Seulement un point de droit, monsieur le président.

• 2200

**Le président:** Monsieur Pinard.

**M. Pinard:** Si cette sentence est ridicule, il existe des tribunaux d'appel. On a déjà vu des sentences transformées par les tribunaux d'appel, soit réduites, soit augmentées. Quand on a trois échelons d'appel, je pense qu'on peut finalement aboutir à une sentence qui répond aux vues de la société.

[Interprétation]

**M. Woolliams:** Au vote.

**Le président:** Je regrette, il y a deux autres intervenants et le Ministre voudra peut-être émettre une observation.

**M. Basford:** Non, je suis d'accord.

**Le président:** Très bien. Monsieur Pinard.

**Mr. Pinard:** I do not wish to contradict my colleague, but I would simply like to underline that I do not agree with him.

In so far as minimum sentences are concerned, the principle in question is not so much that of deterring criminals from using firearms but rather that upon which rests the Criminal Code; this principle is here being attacked.

If one were to provide for minimum sentences for all important offences in the Criminal Code, why would a rapist not be imposed a minimum of one year? I think it is as serious, if not more, as committing a crime with a firearm. Why would someone committing a qualified theft, with violence, not be inflicted with a minimum sentence? That is what is being questioned here.

In our present Criminal Code, we provide for maximum sentences which are more severe as the offences grow more serious; we leave to the courts the discretion of imposing sentences according to circumstances and according to individuals. I do not see why we should make an exception for controlling firearms. That is to answer my colleague's suggestion that certain people are reluctant about the imposition of a minimum sentence. It is obvious that if the Criminal Code contained only minimum sentences, this would affect everybody.

The spirit of the Criminal Code is being totally questioned. We no longer trust the court's discretion. If one is to respect the recommendations of the Law Reform Commission, if one is also to respect our courts, I believe we should abstain from providing for minimum sentences, particularly for cases which I consider much less serious than offences such as rape or violent theft.

**Mr. Olivier:** Mr. Chairman, I would like to make a comment; we have confidence in the courts but not necessarily in the sentences. Not very long ago a person who had committed 11 armed robberies was sentenced to 30 weekends from Saturday afternoon until Sunday night.

So sometimes we have to give directions to the judge, so I do not agree on this point with my colleague from Drummondville.

**Mr. Pinard:** A question of law, Mr. Chairman.

**The Chairman:** Mr. Pinard.

**Mr. Pinard:** If this sentence is ridiculous we have appeal courts. We have seen sentences changed by appeal courts, either reduced or increased. I think when we have three levels of appeal we can get a sentence which relates to what society wants.

[Text]

**M. Lachance:** Monsieur le président, j'ai un commentaire concernant la même question. Je voudrais compléter les remarques de mon ami Pinard et dire que ce n'est pas en mettant des sentences minimums dans le Code criminel qu'on va régler le problème des sentences généralement données par les tribunaux.

Je pense qu'il faut plutôt établir des critères de base pour les sentences et ensuite, mettre sur pied une école de magistrature où les juges ou les magistrats apprendront des sentences, apprendront à utiliser les rapports «pré-sentenciels». C'est de cette façon qu'on pourra régler le problème et éventuellement, régler le problème de la criminalité ou des sentences. Ce n'est pas en mettant dans le Code criminel des sentences minimum. Il faut plutôt insérer un code de sentences et non pas des sentences minimums.

**Le président:** Merci, monsieur Lachance.

Amendment agreed to.

Proposed Section 98 as amended agreed to.

**The Chairman:** Can we perhaps do proposed Section 99 and then start tomorrow with an even 100?

**Some hon. Members:** Agreed.

**Mr. Woolliams:** There are two amendments to proposed Section 99.

**The Chairman:** Yes. I am proposing not to do the amendments. I am just asking whether we could agree to continue for about 10 minutes to finish those. But I am going to put them, of course, Mr. Woolliams.

**Mr. Woolliams:** What are the changes, quickly, on proposed Section 99, that is, on subsections (1) and (2)? It is something to do with the offences. I have them all yellowed out.

**The Chairman:** Would you care to comment, first of all, Mr. Minister, on proposed Section 99?

**Mr. Basford:** With regard to proposed Section 99(1), the old Code, Section 86(a), made it an offence without excuse to point a firearm at another person. There is no change in that except that the maximum penalty on indictment has been increased from two years to five years.

Proposed Section 99(2) replaces old Section 86(b), which, at that time, made it an offence

without lawful excuse to use, carry or possess any firearm or ammunition in a manner that is dangerous to the safety of other persons.

This goes on and makes it:

without lawful excuse, uses, carries, handles or stores any firearm... in a careless manner or without taking reasonable precautions for the safety of

others, provided for an indictable offence or summary conviction, indictable up to five years. There is an amendment being proposed that would, on a first offence by way of indictment, make the sentence two years and then, on a second or subsequent, up to five years.

[Interpretation]

**Mr. Lachance:** Mr. Chairman, I have a comment on the same subject. I would like to add to what my friend, Mr. Pinard has said. It is not in putting minimum sentences in the Criminal Code that we will solve the problem.

I think we should rather establish basic criteria for sentencing and then establish a school for judges where they would learn about sentencing, how to use presentence reports. I think this is the way to solve this problem and also the criminality problem. We should put in the Criminal Code a code of sentences rather than minimum sentences.

**The Chairman:** Thank you, Mr. Lachance.

L'amendement est adopté.

L'article 98 proposé tel que modifié est adopté.

**Le président:** Nous pouvons peut-être nous occuper de l'article 99, puis nous commencerons demain avec l'article 100?

**Des voix:** D'accord.

**M. Woolliams:** Deux amendements ont été proposés à l'article 99 proposé.

**Le président:** Oui. Je propose que nous continuions l'étude pendant environ 10 minutes; naturellement, je vais mettre les amendements en délibération, monsieur Woolliams.

**M. Woolliams:** Quelles sont les modifications très rapidement, qui ont été apportées à l'article 99 proposé, c'est-à-dire aux paragraphes (1) et (2)? Il s'agit des délits. Ils sont tous soulignés en jaune.

**Le président:** Monsieur le ministre, voulez-vous nous dire quelque chose sur l'article 99 proposé?

**M. Basford:** En ce qui a trait au paragraphe (1) de l'Article 99 proposé, l'ancien article du Code 86.a) faisait un délit inexcusable le fait de pointer une arme à feu vers une autre personne. Rien n'a été changé si ce n'est que la peine maximum pour l'inculpation a été augmentée de deux à cinq ans.

Le paragraphe (2) de l'article 99 proposé remplace l'ancien article 86.b) qui à l'époque établissait un délit pour quiconque

sans excuse légitime utilise, porte ou possède une arme à feu ou des munitions de telle façon que cela met en danger la sécurité d'autrui.

Maintenant cela devient:

quiconque, sans excuse légitime, utilise, porte, manipule ou entpose une arme à feu... d'une manière dangereuse ou sans prendre suffisamment de précautions à l'égard de la sécurité d'autrui.

Il s'agit là d'une infraction punissable sur déclaration sommaire de culpabilité ou d'un acte criminel passible d'un emprisonnement allant jusqu'à 5 ans. On a proposé un amendement qui, pour le premier délit criminel établit une sentence de deux ans et qui, pour les deuxième et subséquents délits, établit une sentence allant jusqu'à 5 ans.



[Texte]

So, on a first offence under proposed Section 99(2) for careless handling in a careless manner or without taking reasonable precautions for the safety of others, the penalty would be anywhere from a suspended sentence under a summary conviction up to two years by way of indictment.

**Mr. Woolliams:** I know what you are doing there, Mr. Minister, and I endorse it, except—I know the kind of offence you are thinking about is where you walk into a bank without a loaded gun—forgetting whether it is restricted, prohibited, I will get out of that field for a minute—and you point the weapon. I am in sympathy there, and I suppose that is why you have summary convictions. But if it is just somebody that foolishly or negligently points a gun, *mens rea* . . . These are problems that worry me, when they are *mens rea*, and I doubt whether *means rea* would apply.

The only problem I had is this, and I have said this before, I do not like leaving with police officers, with the greatest respect to you, Mr. Inspector, or to the Crown, to be able to choose summary convictions and indictable offences, and I know the Law Reform Commission has said something about that. But I am not going to fight that; I know what you are after. You are after the people who go into banks and stores or houses and start pointing guns to get somebody's money, whether it is loaded or not . . . That is what you are after.

**Mr. Basford:** Yes. There is no change from the existing Code except as to penalty.

**Mr. Woolliams:** Right.

**The Chairman:** Mr. Woolliams, would you like to move your amendment.

**Mr. Woolliams:** I do not think I have one.

**The Chairman:** That is one on ammunition, I guess.

**Mr. Woolliams:** Yes. Anything on ammunition, I am not moving. As I said, I have been threatened and browbeaten . . .

**Mr. Basford:** You had better keep moving them because there is a few I am going to accept, Mr. Woolliams.

**Mr. Woolliams:** What!

**Mr. Basford:** You had better keep moving them because there is some I am going to recommend we accept.

**Mr. Woolliams:** Well, I thought they were all in reference to offences, but it does not apply to 99. I am quitting here, and I will have time to review what you said.

**The Chairman:** Does the Committee agree to the withdrawal of Mr. Woolliams' amendments? I have not put the question I guess anyhow.

**Some hon. Members:** Agreed.

**The Chairman:** Thank you. There are two government amendments to that provision.

[Insarprétation]

Donc, pour le premier crime en vertu de cet article 99.(2) proposé, où il y a manipulation d'une arme sans prendre suffisamment de précautions à l'égard de la sécurité d'autrui, la peine pourrait aller d'une sentence avec sursis sur déclaration sommaire de culpabilité jusqu'à deux ans d'emprisonnement.

**M. Woolliams:** Je comprends ce que vous faites, monsieur le ministre, je suis d'accord, sauf que je sais que vous songez à quelqu'un qui entre dans une banque par exemple, sans une arme chargée, oubliant l'autorisation restreinte . . . Je vais quitter ce sujet pour un instant . . . et qui pointe une arme. Je suppose que c'est pour ces cas que vous avez prévu la déclaration sommaire de culpabilité. Mais si c'est quelqu'un qui simplement pointe une arme par négligence, je me demande si l'intention criminelle peut s'appliquer.

Ce que je veux dire, c'est que je n'aime pas que ce soit les agents de police, avec tout le respect que je vous dois, monsieur l'inspecteur, ou que ce soit la Couronne qui ait à choisir entre la déclaration sommaire de culpabilité et l'acte criminel. Je sais que la Commission de réforme du droit en a parlé. Mais je ne vais pas m'y opposer car je sais ce que vous avez en tête. Ceux qui vous inquiètent, ce sont ceux qui se servent d'armes à feu pour voler, dans les banques, les magasins et les maisons privées, l'argent des autres, que leur arme soit chargée ou non.

**M. Basford:** C'est cela. On ne change pas du tout le code actuel si ce n'est la sanction.

**M. Woolliams:** Bon.

**Le président:** Monsieur Woolliams, aimeriez-vous présenter votre amendement?

**M. Woolliams:** Je n'en ai pas.

**Le président:** Je croyais que c'était un amendement sur les munitions.

**M. Woolliams:** Oui. Mais je ne présente rien sur les munitions. Comme je l'ai déjà dit, on m'a menacé et rebuté . . .

**M. Basford:** Vous êtes peut-être mieux de présenter vos amendements, monsieur Woolliams, car je risque d'en accepter certains.

**M. Woolliams:** Pardon!

**M. Basford:** Vous êtes mieux de les présenter parce que j'ai l'intention de recommander l'adoption de certains d'entre eux.

**M. Woolliams:** Eh bien, je pensais qu'ils portaient tous sur des infractions mais cela ne s'applique pas à l'article 99. J'abandonne maintenant mais je prendrai le temps de revoir ce que vous avez dit.

**Le président:** Le Comité est-il d'accord pour que M. Woolliams retire ses amendements? De toute façon, je ne crois pas les avoir mis aux voix.

**Des voix:** D'accord.

**Le président:** Merci. Le gouvernement présente deux amendements au sujet de cette disposition.



[Text]

**Mr. Woolliams:** That is on the penalty section.

**The Chairman:** Yes.

**Mr. Woolliams:** Those are (a) and (b) of 1 and (a) and (b) of 2.

**The Chairman:** Right.

**Mr. Fox:**

**Mr. Fox:** Do I move both Mr. Chairman?

**The Chairman:** One is only to the French version.

**Mr. Fox:** That is right.

I move that Clause 3 of Bill C-83 be amended by striking out lines 24 and 25 on page 12 thereof and substituting therefor the following:

"(a) is guilty of an indictable offence and is liable to imprisonment

(i) in the case of a first offence, for two years, and

(ii) in the case of a second or subsequent offence, for five years, or"

And then...

**The Chairman:** We will just take them one at a time, I think, Mr. Fox.

Amendment agreed to.

**Mr. Fox:** If I may move the other amendment, Mr. Chairman, it is to the French text only.

I move that: Que l'article 3 du Bill C-83 est modifié en remplaçant les lignes 25 et 26 dans la version française, page 12, par ce qui suit:

... feu ou des munitions d'une manière négligente ou sans prendre suffisamment de pré...

**M. Lachance:** Monsieur le président, je ne veux pas faire perdre de temps, car il est tard, mais le Ministre pourrait-il nous indiquer rapidement la raison pour laquelle il a change le terme original qui était «d'une manière dangereuse» a «négligent»? Est-ce que c'est pour prendre en considération l'interprétation qui en a été donnée par les tribunaux?

**An hon. Member:** Yes.

**The Chairman:** Yes.

Amendment agreed to.

**The Chairman:** And finally, there is an amendment by Mr. Leggatt. I think that will be the last amendment for tonight.

**Mr. Leggatt:** I will dispose of this one quite quickly. This amendment was my not very good attempt at applying the principle of vicarious liability to the bill. I am prepared to withdraw that amendment because I think it is too tough to apply criminal negligence in the circumstances that my section points out. What I was seeking to accomplish was civil vicarious liability, but because of the jurisdictional problem, since it is a provincial power, I could not do it under this bill. I had prepared an amendment which did not make it criminal negligence, but that made it strict liability when you lent a weapon or when you negligently allowed another to use it, and he caused harm, you should be responsible for that harm, but I cannot squeeze it in under the Criminal rules and obviously to make that criminal negligence is really something that would be offensive, I think, to the law. So I am asking that the Committee allow me to withdraw it. If there was a

[Interpretation]

**M. Woolliams:** C'est sur l'article relatif aux sanctions.

**Le président:** Oui.

**M. Woolliams:** Il s'agit des alinéas a) et b) du paragraphe 1 et a) et b) du paragraphe 2.

**Le président:** C'est bien cela.

Monsieur Fox.

**M. Fox:** Est-ce que je présente ces deux amendements, monsieur le président?

**Le président:** L'un ne s'applique qu'au texte français.

**M. Fox:** C'est exact.

Je propose que l'article 3 du Bill C-83 soit modifié en remplaçant les lignes 19 et 20, page 12, par ce qui suit:

«a) est coupable d'un acte criminel et passible d'un emprisonnement

(i) de deux ans, dans le cas d'une première infraction et

(ii) de cinq ans, dans le cas d'une infraction subséquente, ou»

Ensuite...

**Le président:** Présentons-les un par un.

L'amendement est adopté.

**M. Fox:** Je veux maintenant présenter l'autre amendement qui ne concerne que le texte français.

Je propose que That Clause 3 of Bill C-83 be amended by striking out lines 25 and 26 in the French version on page 12 thereof and substituting therefor the following:

Feu ou des munitions d'une manière négligente ou sans prendre suffisamment de pré

**Mr. Lachance:** Mr. Chairman, I do not want to waste time, since it is already late, but could the Minister quickly explain to us the reason why he has decided to substitute «négligente» for d'une manière dangereuse? Is it to take into account the interpretation that was given by the courts?

**Une voix:** Oui.

**Le président:** Oui.

L'amendement est adopté.

**Le président:** Enfin, il y a un amendement proposé par M. Leggatt. Je crois que ce sera le dernier pour ce soir.

**M. Leggatt:** Je vais être très rapide. Cet amendement a été une tentative un peu avortée de faire respecter par le bill le principe de la responsabilité pour la faute d'autrui. Je suis prêt à le retirer car je crois trop sévère d'appliquer la négligence criminelle dans les circonstances que prévoit mon article. J'aurais bien créé une sorte de responsabilité civile pour la faute d'autrui, mais il se pose un problème de juridiction puisqu'il s'agit là d'un pouvoir provincial. Ce bill m'en empêche donc. J'avais préparé un amendement qui ne pouvait faire accuser quelqu'un de négligence criminelle mais qui pouvait le rendre responsable des blessures causées par une personne à qui on aurait prêté une arme. Malheureusement, je ne peux inclure une telle disposition dans le code criminel et il est évident que prévoir une telle négligence criminelle va à l'encontre de la loi. Je demande donc au Comité la permission de retirer mon amendement. S'il y avait une autre façon d'imposer la responsabilité

[Texte]

way we could find strict vicarious liability, I would like to do it, but I think we would have to do it at the provincial level.

**The Chairman:** Thank you, for withdrawing that, Mr. Leggatt.

**Mr. Basford:** We have, in some speeches, suggested to the provinces that they should examine their negligence law.

Proposed Section 99, as amended, agreed to.

**The Chairman:** Mr. Fox, I think you have been having some discussions...

**Mr. Fox:** Mr. Chairman, since we are making such good progress on the bill, I would like to propose a new agenda. Our agenda is fixed for tomorrow morning, I believe we are supposed to sit from 9.30 a.m. until 12.30 p.m.

I would move that we also sit tomorrow afternoon from 3.30 to 5 and tomorrow evening from 8 to 10, Wednesday afternoon from 3.30 to 5, Thursday morning from 9.30 to 12.30 and Thursday afternoon from 3 to 5.

**Mr. Woolliams:** I did not appreciate you were going to go—I thought you were doing that tomorrow because you were holding meetings Thursday.

**Mr. Fox:** I am sorry. I did not wish to lead you to err on that. I wish to hold as many meetings as possible tomorrow because the Minister of Justice has a meeting with the Attorneys General...

**Mr. Woolliams:** I think if we hold those on Tuesday and one on Wednesday; I was hoping—because I want to be away Thursday—I was hoping that you would...

**The Chairman:** Well, let us see if we can finish the bill on Wednesday.

**Mr. Woolliams:** Oh, I do not think we can.

• 2210

**Mr. Fox:** Perhaps we can go until Wednesday and see where we are at that time.

**The Chairman:** Four sessions tomorrow and one on Wednesday and see where we get.

**Mr. Leggatt:** Maybe I should give you some warning, Mr. Chairman, that we are going to be proposing some further amendments on parole...

**The Chairman:** That is fine.

**Mr. Leggatt:** ... which may delay some of the work of the Committee, but I hope not too long.

**Mr. Basford:** I would ask—I know we are all burdened—you to get them in as quickly as possible.

**Mr. Leggatt:** I will try to get mine in at tomorrow's meeting.

**Mr. Basford:** The parole ones are the Solicitor General's business. My problem, which Mr. Fox has raised, is that I am hosting an Attorneys General's meeting starting in Vancouver on Wednesday night at 7 o'clock.

[Interprétation]

pour la faute d'autrui, j'en serais fort aise mais je crois que cela doit se faire au niveau des provinces.

**Le président:** Merci de retirer votre amendement, monsieur Leggatt.

**M. Basford:** Nous avons déjà suggéré aux provinces de revoir les lois concernant la négligence.

L'article 99, tel que modifié, est adopté.

**Le président:** Monsieur Fox, je pense que vous avez discuté...

**M. Fox:** Monsieur le président, comme l'étude du bill progresse assez rapidement, j'aimerais proposer un nouvel ordre du jour. Demain, nous sommes censés siéger de 09 h 30 à 12 h 30.

Je propose que nous siégeons également demain après-midi de 15 h 30 à 17 h 00, demain soir de 20 h 00 à 22 h 00, mercredi après-midi de 15 h 30 à 17 h 00, jeudi matin de 09 h 30 à 12 h 30 et jeudi après-midi de 15 h 00 à 17 h 00.

**M. Woolliams:** Je ne pensais pas que vous le feriez. Je croyais que vous auriez fait cela demain parce que vous aviez prévu des réunions pour jeudi.

**M. Fox:** Je suis désolé. Je ne voulais pas vous donner une fausse impression. Je désire que l'on tienne le plus grand nombre de séances possible demain parce que le ministre de la Justice doit rencontrer les procureurs généraux...

**M. Woolliams:** J'aimerais m'absenter jeudi. Je croyais donc que les séances de mardi et une séance mercredi pourraient suffire.

**Le président:** Attendons de voir, nous pourrions très bien terminer l'étude du bill mercredi.

**M. Woolliams:** Je ne crois pas que ce soit possible.

**M. Fox:** Nous pourrions peut-être attendre jusqu'à mercredi et voir où nous en sommes à ce moment-là.

**Le président:** Nous avons quatre séances demain et une mercredi; nous verrons ce que nous avons eu le temps de faire.

**M. Leggatt:** Je devrais peut-être vous avertir, monsieur le président, que nous avons l'intention de présenter d'autres amendements au sujet de la libération conditionnelle...

**Le président:** C'est parfait.

**M. Leggatt:** ... ce qui pourrait retarder légèrement les travaux du Comité.

**M. Basford:** Je vous demande simplement de les déposer le plus rapidement possible.

**M. Leggatt:** Je vais essayer de déposer mon amendement demain.

**M. Basford:** Les articles sur la libération conditionnelle intéressent plutôt le Solliciteur général. Mon problème, comme l'a dit M. Fox, c'est que je dois présider une assemblée des procureurs généraux à Vancouver qui commence mercredi à 19 h 00.

[Text]

**Mr. Woolliams:** Is that a love-in, too, Ron?

**Mr. Basford:** I hope it will be.

Motion agreed to.

**The Chairman:** The Committee is adjourned until tomorrow morning at 9.30.

[Interpretation]

**M. Woolliams:** Un autre love-in, Ron?

**M. Basford:** Je l'espère.

La motion est adoptée.

**Le président:** Le Comité suspend ses travaux jusqu'à 9 h 30 demain matin.



**APPENDIX "JLA-45"**

CANADIAN LABOUR CONGRESS  
SUPPLEMENTARY SUBMISSION ON BILL C-83  
HOUSE OF COMMONS STANDING COMMITTEE ON  
JUSTICE AND LEGAL AFFAIRS

BILL C-83

The recent amendments introduced by the Solicitor General to Bill C-83 lessen some of the objectionable features of the original amendments. We are very disappointed that the provision for the admission of indirect evidence gained via an unlawful wiretap remains in the bill.

We are pleased that a notification procedure has been re-introduced. However as this area is being changed because of police concerns, we see no reason why the law should go beyond what Chief Harold Adamson in testimony before you requested. He stated that the following was acceptable to the Royal Canadian Mounted Police and all other police agencies:

The judge may grant a determinate delay of notification, subject to a continuing 90-day review, not to exceed five years or the implementation of legal proceedings.

The amendment introduced by the Solicitor General would remove the safeguard of the review procedure. We would ask that the authorities trust the courts to protect their law enforcement efforts just as the public is expected to trust the courts in the first instance to protect their privacy from unwarranted electronic surveillance.

It is not our intent to comment on all the amendments introduced on June 1, 1976, by the Solicitor General. However, as the amendments have not changed the areas of our substantive disagreements on the sections dealing with parole and the category of dangerous offender, we will expand on our short reference to them in our original brief.

In respect of the matter of parole the Congress finds itself in general agreement with the brief presented earlier to the Standing Committee on Legal and Constitutional Affairs by the Canadian Criminology and Corrections Association and entitled The Parole System in Canada. Bill C-83 and its amendments however seem not to have taken full cognizance of some of the proposals made by the Association in its earlier representations.

This Congress like the C.C.C.A. is concerned with the treatment of the individual inmate who very often, it seems to us, is a victim of the system rather than his own actions whether these occur within the institution or outside it on some form of parole. The proposed amendments to Bill C-83 will, in our view, serve to decrease such flexibility as now exists in dealing with the individual inmate and thus appear to contradict the current trend of increasing treatment opportunities for the inmate. The success of any treatment program depends to a large extent on its flexibility. By increasing the minimum periods required before an inmate can apply for parole, as the Bill appears to do, such flexibility will be reduced and the progress of rehabilitation of the inmate retarded. The removal of the power of the National Parole Board to order parole by exception would, as we see it, have a similar effect.

We would therefore urge that the Committee give particularly careful consideration to these aspects of the Bill and its amendments in the interest of providing better protection for the inmate against the vagaries of the system and affording better opportunities for treatment and rehabilitation to be effective.

We might add that the provisions toward due process in parole and revocation hearings appeal to our sense of fairness in the matter dealing with inmates but we would prefer to see the proposals go further in developing the procedures for hearings as advocated by the C.C.C.A. in its brief The Parole System In Canada.

The provision which credits the inmate with time successfully served on parole as a reduction in sentence even in cases where parole is revoked seems to us to be no more than fair. However, we would like to see a provision for a review of the circumstances in such cases where such time has already been lost through revocation or forfeiture. There seems to be no reason why the new provisions could not be applied retroactively in deserving cases.



We are concerned also, as we have been with other legislation affecting individual rights, that Bill C-83 leaves too many matters of substance to control through regulation rather than having them embodied in the Act itself. Regulations generally have a habit of burgeoning in quantity and technical legal nuances which add to the complexity of already complex legislation to an extent that sometimes baffles the keenest of judicial minds. The individuals to whom Bill C-83 and its regulations will apply may be reasonably said to be citizens whose rights may be most easily abrogated by legal technicalities. The law therefore should be as clear as possible and remain uncluttered by a myriad of extensions induced by regulation.

The Bill also appears to introduce more rigidity to the Penitentiary Act. The requirements that an inmate serve a stated portion of his sentence before becoming eligible for temporary absence and the removal of the power of the penitentiary staff to grant temporary absence appear to be predicated upon a reaction to sensational media treatment of certain cases in recent history which have been made a cause for public alarm.

Without seeking to diminish the seriousness of some of these incidents we feel concern for the effects such provisions might have on the necessary flexibility which the penitentiary authorities need in deciding upon temporary absence cases. On the other hand, the proposed changes related to remission would have the effect of giving prison administrators control over one-third of an inmate's sentence. We wonder seriously if these provisions do not place too much power in the hands of the administration.

To say the least about this dilemma some of the provisions of the Bill appear to be contrary to the recommendations of both the Hueggson and Goldenberg reports on the subject of remission.

Turning to the matter of so-called dangerous offenders we find ourselves apprehensive about the labelling effect of such a descriptive term. We recognize that one of the most difficult problems in the area of criminal justice is determining the most effective way to deal with persons who might be aptly and truly described as dangerous to society. If degrees of dan-

gerousness could be identified and predicted, then perhaps special legislation would be the answer. However, professionals in the field seem to think that such predictions with some assurance of their accuracy are well nigh impossible. It is also possible that persons may be so labelled quite incorrectly and as a consequence suffer rough justice.

It is not unreasonable to suggest therefore, in our view, that some of the more readily predictable dangerous people should be in mental hospitals under secure conditions rather than in prisons. Perhaps the courts should be empowered to order such persons confined to hospital when there is a reasonable certainty that their psychiatric condition is such as to constitute them a menace to other persons.

We are inclined to fear that the termination of the habitual offender provision which is good in itself, and long overdue, may be replaced by special legislation purporting to deal only with dangerous persons but which would instead cast its net to entrap many who are not dangerous in the sense of being uncontrollable. We would prefer to see persons so considered dangerous dealt with through the normal sentencing procedures where the degree of dangerousness could be taken into consideration more generally than through the formal identification required under special legislation. This should have the effect of replacing the indeterminate sentence with a specific sentence. It would also remove the inconsistency of Bill C-83 where a person seen as dangerous enough to come under the proposed provisions could be paroled shortly after admission of prison, while less dangerous people could be required to serve minimum periods before becoming eligible for parole.

We would recommend therefore that no special provisions be enacted for so-called dangerous offenders. However, should there be such legislation, we would urge that great care be taken to ensure that the offences for which persons may be convicted under it are so delineated as to avoid the net of the law being cast too widely. An example of what we mean here could be the offence of assault which could be in some instances a very serious matter while in others it may be of relatively trifling importance.

We mentioned earlier that we regarded the removal of the habitual offender provision as being a good thing. We welcome it but we also feel that some procedures should be established to review the cases of persons now serving time or on parole from an indeterminate sentence under this provision. Such a review should aim at the release of such persons at an appropriate time and assisting them during their reassimilation into the community.

As we said earlier in our original submission the speed at which these important amendments are being handled troubles us because of their potential effect on the rights of individual Canadians. In concluding this supplementary presentation we urge once again that very careful consideration be given to matters in this respect which we have raised and which others far more familiar with the workings of our criminal justice system have emphasized in their submissions to your Committee.

Respectfully submitted on behalf  
of the Canadian Labour Congress,

Joe Morris, President,  
Donald Montgomery, Secretary-Treasurer,  
Shirley G.E. Carr, Executive Vice-President,  
Julien Major, Executive Vice-President.



APPENDICE "JLA-45"

CONGRÈS DU TRAVAIL DU CANADA

MEMOIRE COMPLEMENTAIRE RELATI AU BILL C-83

COMITE PERMANENT DE LA CHAMBRE DES COMMUNES SUR

LA JUSTICE ET LES AFFAIRES JURIDIQUES

8 juin 1976

BILL C-83

Les amendements au Bill C-83 que le Solliciteur général vient de présenter atténuent certains points regrettables des amendements initiaux. Cependant, le maintien de la disposition relative à l'acceptation de preuves indirectes obtenues par l'écoute électronique illégale nous déçoit beaucoup.

Nous sommes heureux de voir réapparaître les modalités d'avis à donner. Mais puisque ce changement tient aux intérêts de la police, nous ne voyons pas pourquoi la loi devrait aller au-delà de ce que le chef Harold Adamson vous demandait dans son témoignage. Ne déclarait-il pas que les normes suivantes étaient acceptables à la Gendarmerie royale et à tous les autres corps policiers:

Le juge peut accorder un délai d'avis déterminé, sous réserve de révision tous les 90 jours, mais ne dépassant pas cinq ans ni l'institution de poursuites judiciaires.

L'amendement présenté par le Solliciteur général supprimerait la sauvegarde du processus de révision. Nous demanderions que les autorités fassent confiance aux tribunaux pour soutenir leurs efforts en vue de faire respecter la loi comme on attend du public qu'il fasse confiance aux tribunaux en première instance pour protéger leur vie privée contre une surveillance électronique injustifiée.

Nous n'avons pas l'intention de commenter tous les amendements présentés par le Solliciteur général le 1<sup>er</sup> juin 1976. Cependant, comme ces modifications n'ont rien changé aux points sur lesquels nous ne sommes pas d'accord en substance à propos de libération

conditionnelle et de criminels dangereux, nous traiterons plus au long de ces points que nous n'avons qu'effleurés dans notre premier mémoire.

Au sujet de la libération conditionnelle, le Congrès souscrit généralement au mémoire déjà présenté au Comité permanent des affaires juridiques et constitutionnelles par la Société canadienne de criminologie sur le système de libération conditionnelle au Canada. Mais il semble que le Bill C-83 et les amendements qu'on y a apportés n'ont pas complètement tenu compte de certaines recommandations précédemment faites par la Société.

Comme la Société, le Congrès se préoccupe de la manière dont on traite le détenu qui, très souvent, nous semble-t-il, est victime du système plutôt que de ses propres actes, qu'il les pose dans l'institution ou à l'extérieur s'il est libéré conditionnellement. A notre avis, les amendements projetés au Bill C-83 diminueront la souplesse actuellement permise dans le traitement du détenu, ce qui viendrait en contradiction avec la tendance actuelle à accroître les possibilités de traitement pour le détenu. Dans une large mesure, le succès d'un programme de traitement dépend de sa souplesse. L'extension des périodes minimums requises avant qu'un détenu puisse demander la libération conditionnelle, comme le projet de loi semble le faire, diminuera cette souplesse et ralentira la réhabilitation du détenu. Le retrait du pouvoir donné à la Commission nationale des libérations conditionnelles d'ordonner la libération conditionnelle par exception aurait un effet semblable, à notre sens.



Nous prions donc le Comité de se pencher avec une attention particulière sur ces aspects du bill et de ses amendements afin d'apporter aux détenus une meilleure protection contre les caprices du système et de donner de meilleures possibilités de traitement et de réhabilitation efficaces.

Nous pourrions ajouter que les dispositions relatives au processus obligatoire dans les audiences sur la libération conditionnelle et la révocation correspondent à notre notion de la justice en matière de traitement des détenus; cependant, nous aimerions que les propositions aillent plus loin dans le sens de l'établissement de procédures d'audiences telles que préconisées par la SCC dans son mémoire sur le système de libération conditionnelle au Canada.

La disposition suivant laquelle on soustrait de la peine du détenu le temps passé en liberté conditionnelle respectée, même dans les cas où la libération est révoquée, ne nous semble que juste. Cependant, nous souhaiterions une mesure prévoyant le réexamen des circonstances dans les cas où ce temps a déjà été perdu par révocation ou déchéance. Pourquoi les nouvelles dispositions ne pourraient-elles pas s'appliquer rétroactivement aux cas qui le méritent?

Nous nous inquiétons aussi, comme à propos d'autres mesures affectant les droits de l'individu, de ce que le Bill C-83 laisse le traitement de trop de questions de fond aux règlements plutôt que de l'incorporer dans la loi même. De façon générale, les règlements tendent à se multiplier et à se tinter de nuances techniques et juridiques qui compliquent encore une législation pourtant déjà

complexe au point où même les plus subtils interprètes de la loi ne s'y retrouvent plus, parfois. On peut raisonnablement dire que les individus auxquels le Bill C-83 et ses règlements s'appliqueront sont des citoyens dont les droits peuvent être fort aisément révoqués en raison de subtilités juridiques. Donc, la loi devrait être aussi claire que possible et ne pas s'embarrasser d'une myriade de ramifications issues de règlements.

Il semble aussi que le projet de loi donne à la Loi sur les pénitenciers plus de rigidité. En exigeant qu'un détenu purge une partie déterminée de sa peine avant d'avoir droit à une absence temporaire et en retirant au personnel pénitentiaire le pouvoir d'accorder des absences temporaires, n'a-t-on pas été poussé par une réaction devant la manière sensationnelle dont les media ont récemment traité certains cas qui ont ainsi causé de l'inquiétude dans la population?

Sans vouloir diminuer la gravité de certains de ces incidents, nous nous inquiétons des effets que ces dispositions pourraient avoir sur la latitude dont les autorités pénitentiaires ont besoin pour décider des cas d'absence temporaire. D'un autre côté, les modifications proposées quant à la remise de peine donneraient effectivement aux administrateurs de prison le pouvoir de décision sur un tiers de la peine d'un détenu. Nous nous demandons sérieusement si l'administration n'aurait pas ainsi trop de pouvoir entre les mains?

Ce que nous pouvons au moins dire sur ce point c'est que certaines dispositions du projet de loi semblent contraires aux

recommandations et du rapport Hueggson et du rapport Goldenberg sur la réduction de peine.

Arrêtons-nous maintenant à la question des délinquants soi-disant dangereux. Nous ressentons une certaine crainte vis-à-vis des effets de ce genre de catalogage. Nous admettons que l'un des problèmes les plus difficiles en droit pénal réside dans l'identification de la meilleure manière de traiter les personnes qu'on pourrait à bon droit qualifier de dangereuses pour la société. S'il était possible de préciser et de prévoir les degrés de danger, peut-être alors une loi spéciale serait-elle la solution. Cependant, les spécialistes de la question semblent à avis qu'il est à peu près impossible de faire de telles prédictions avec une certaine garantie d'exactitude. Il est en outre possible que des personnes soient tout à fait indûment cataloguées dangereuses et aient conséquemment à souffrir d'une justice sommaire.

Donc, à notre avis, il est raisonnable de proposer que certaines personnes dont on peut plus facilement prévoir le caractère dangereux soient envoyées à des hôpitaux psychiatriques dans des conditions sécuritaires plutôt qu'en prison. Peut-être devrait-on autoriser les tribunaux à ordonner que de telles personnes soient confinées à des hôpitaux quand il est raisonnablement certain que leur état mental en fait un danger pour d'autres.

Nous sommes portés à craindre que la disposition relative aux repris de justice, qu'on aurait dû effacer bien auparavant, d'ailleurs, soit remplacée par des mesures spéciales ne portant en



soi que sur les personnes dangereuses mais qui pourraient à la fin s'étendre à bon nombre qui ne sont pas dangereuses dans le sens d'impossibles à contrôler. Nous préférierions que l'on décide du cas des personnes ainsi jugées dangereuses par la procédure normale d'imposition de peines, qui peut tenir compte du degré de danger d'une façon plus générale que l'identification formelle exigée par une loi spéciale. Ceci aurait pour effet de remplacer la peine indéterminée par une peine précise ainsi que de corriger l'illogisme du Bill C-83 dans lequel une personne considérée assez dangereuse pour être assujettie aux dispositions proposées pourrait être libérée conditionnellement peu après son incarcération alors que des personnes moins dangereuses pourraient être obligées de passer un temps minimum en prison avant d'avoir droit à la libération conditionnelle.

Nous recommanderions donc de ne rien statuer de spécial pour les délinquants soi-disant dangereux. Mais s'il doit y avoir de telles mesures, nous demandons instamment qu'on prenne bien soin de préciser clairement les offenses qui entrent dans le champ d'application de ces mesures afin d'éviter qu'on jette le filet de la loi un peu partout. Nous donnerons comme exemple le délit d'agression qui pourrait être une affaire très grave dans certains cas et relativement mineure dans d'autres.

Nous avons dit que nous voyions d'un bon oeil la suppression de la partie relative aux repris de justice. Cela ne nous empêche pas de croire qu'il faudrait instituer certaines modalités de révision du cas des personnes qui sont actuellement incarcérées ou en

liberté conditionnelle en vertu d'une peine indéterminée se rattachant à cette disposition. Cette revision devrait tendre à libérer ces personnes en temps opportun et à les aider pendant leur réintégration dans la collectivité.

Comme nous l'avons dit dans notre premier mémoire, nous nous inquiétons de la célérité avec laquelle on traite ces importantes modifications à cause de leurs répercussions possibles sur les droits des citoyens canadiens. En guise de conclus'on à cet exposé complémentaire, nous vous prions encore une fois de prêter une rigoureuse attention aux points que nous avons soulevés et que d'autres personnes, beaucoup plus au fait de notre système pénal, ont fait valoir dans leurs mémoires à votre Comité.

Respectueusement soumis au nom du Congrès du Travail  
du Canada,

Joe Morris, président

Donald Montgomery, secrétaire-trésorier

Shirley G.E. Carr, vice-présidente exécutive

Julien Major, vice-président exécutif









WITNESSES—TÉMOINS

*From the Department of Justice:*

Mr. A Sarchuk, Senior Legal Counsel

*Du ministère de la Justice:*

M. A. Sarchuk, avocat conseil



HOUSE OF COMMONS

Issue No. 65

Tuesday, June 15, 1976

Chairman: Mr. Mark MacGuigan

CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule n° 65

Le mardi 15 juin 1976

Président: M. Mark MacGuigan

Government  
Publications

*Minutes of Proceedings and Evidence  
of the Standing Committee on*

## Justice and Legal Affairs

*Procès-verbaux et témoignages  
du Comité permanent de la*

## Justice et des questions juridiques

### RESPECTING:

Bill C-83, Criminal Law Amendment  
Act (No. 1), 1976.

### CONCERNANT:

Bill C-83, Loi de 1976 modifiant  
le droit pénal, n° 1.

### APPEARING:

The Honourable Ronald Basford,  
Minister of Justice and Attorney  
General of Canada.

### COMPARAÎT:

L'honorable Ronald Basford,  
Ministre de la Justice et Procureur  
général du Canada.

### WITNESSES:

(See back cover)

### TÉMOINS:

(Voir à l'endos)

First Session

Thirtieth Parliament, 1974-75-76

Première session de la

trentième législature, 1974-1975-1976

STANDING COMMITTEE ON JUSTICE  
AND LEGAL AFFAIRS

*Chairman:* Mr. Mark MacGuigan

*Vice-Chairman:* Mr. Yvon Pinard

Messrs.

Brisco  
Caouette (*Villeneuve*)  
Côté  
Dick  
Fairweather

Flynn  
Friesen  
Lachance  
Leggatt

COMITÉ PERMANENT DE LA JUSTICE  
ET DES QUESTIONS JURIDIQUES

*Président:* M. Mark MacGuigan

*Vice-président:* M. Yvon Pinard

Messieurs

Loiselle (*Chambly*)  
McCleave  
Milne  
Olivier  
Pearsall

Poulin  
Stanbury  
Towers  
Woolliams—(20)

(Quorum 11)

*Le greffier du Comité*

Lois A. Cameron

*Clerk of the Committee*

Pursuant to S.O. 65(4)(b)

On Tuesday, June 15, 1976:

Mr. Poulin replaced Mr. Caron  
Mr. Dupont replaced Mr. Lapointe  
Mr. Loiselle (*Chambly*) replaced Mr. Andres (*Lincoln*)  
Mr. Côté replaced Mr. Dupont  
Mr. Flynn replaced Mr. Fox

Conformément à l'article 65(4)b) du Règlement

Le mardi 15 juin 1976:

M. Poulin remplace M. Caron  
M. Dupont remplace M. Lapointe  
M. Loiselle (*Chambly*) remplace M. Andres (*Lincoln*)  
M. Côté remplace M. Dupont  
M. Flynn remplace M. Fox

## MINUTES OF PROCEEDINGS

TUESDAY, JUNE 15, 1976

(72)

[Text]

The Standing Committee on Justice and Legal Affairs met at 9:50 o'clock a.m. this day, the Chairman, Mr. MacGuigan, presiding.

*Members of the Committee present:* Messrs. Caouette (Villeneuve), Dupont, Fairweather, Fox, Lachance, Leggatt, Loiselle (Chambly), MacGuigan, McCleave, Milne, Olivier, Pearsall, Pinard, Poulin, Stanbury, Towers and Woolliams.

*Appearing:* The Honourable Ronald Basford, Minister of Justice and Attorney General of Canada.

*Witnesses:* From the Department of the Solicitor General: Mr. R. Gualtieri, Coordinator, Working Group on Gun Control. From the R.C.M.P.: Inspector R. Hoban. From the Department of Justice: Mr. A. Sarchuk, Senior Legal Counsel.

The Committee resumed consideration of Bill C-83, An Act for the better protection of Canadian society against perpetrators of violent and other crime (*Criminal Law Amendment Act (No. 1)*, 1976.).

The Committee resumed debate on Clause 3.

On Section 100

Mr. Woolliams moved,—That Clause 3 be amended by striking out on page 12:

(a) line 33 and substituting "or firearms shall"

(b) line 36 and substituting "weapons or firearms in a"

(c) line 39 and substituting "and firearms from time to"

After debate, the question being put on the amendment, it was negatived.

Mr. Fox moved,—That Clause 3 be amended by striking out lines 34 to 37 on page 12 thereof and substituting therefor the following:

"(a) keep records of transactions entered into by him with respect to such weapons, firearms or ammunition in a form prescribed by the Commissioner and containing such information as is prescribed by the Commissioner,"

After debate, the question being put on the amendment, it was agreed to.

Mr. Fox moved,—That Clause 3 be amended by striking out lines 1 to 4 on page 13 thereof and substituting therefor the following:

"(d) mail a copy of the record and inventory to the Commissioner or to any person authorized by subsection 106.3(5) or (6) to issue a permit to carry on the business in accordance with any request in writing made by the Commissioner or any such person."

After debate, the question being put on the amendment, it was agreed to.

Mr. Woolliams moved,—That Clause 3 be amended by striking out on page 13:

## PROCÈS-VERBAL

LE MARDI 15 JUIN 1976

(72)

[Traduction]

Le Comité permanent de la justice et des questions juridiques se réunit aujourd'hui à 9 h 50, sous la présidence de M. MacGuigan (président).

*Membres du Comité présents:* MM. Caouette (Villeneuve), Dupont, Fairweather, Fox, Lachance, Leggatt, Loiselle (Chambly), MacGuigan, McCleave, Milne, Olivier, Pearsall, Pinard, Poulin, Stanbury, Towers et Woolliams.

*Comparaît:* L'honorable Ronald Basford, ministre de la Justice et Procureur général du Canada.

*Témoins:* Du ministère du Solliciteur général: M. R. Gualtieri, coordonnateur, Groupe de travail sur le contrôle des armes à feu. De la GRC: Insp. R. Hoban. Du ministère de la Justice: M. A. Sarchuk, avocat conseil.

Le Comité reprend l'étude du Bill C-83, Loi pour mieux protéger la société canadienne contre les auteurs de crimes violents et autres crimes (*Loi de 1976 modifiant le droit pénal, n° 1*).

Le Comité reprend le débat sur l'article 3.

Article 100

M. Woolliams propose,—Que l'article 3 soit modifié en remplaçant, à la page 12

a) la ligne 33 «mes à feu doit»

b) les lignes 37 et 38 «concerne ces armes ou armes à feu;»

c) les lignes 39 et 40 «b) tenir un inventaire de ces armes et armes à feu en stock à sa place»

Après débat, l'amendement, mis aux voix, est rejeté.

M. Fox propose,—Que l'article 3 soit modifié comme suit: a) en remplaçant les lignes 34 à 38, page 12, par ce qui suit:

«a) tenir des registres de ses opérations, en la forme prescrite par le commissaire, en ce qui concerne les armes, armes à feu et munitions que ce dernier désigne et contenant les renseignements qu'il exige;»

Après débat, l'amendement, mis aux voix, est adopté.

M. Fox propose,—Que l'article 3 soit modifié en remplaçant les lignes 1 à 3, page 13, par ce qui suit:

«d) poster copie du registre et de l'inventaire au commissaire ou à toute personne que les paragraphes 106.3 (5) ou (6) autorisent à délivrer un permis d'exploitation de l'entreprise sur demande écrite du commissaire ou de cette personne.»

Après débat, l'amendement, mis aux voix, est adopté.

M. Woolliams propose,—Que l'article 3 soit modifié en remplaçant, à la page 13:



(a) lines 8 and 9 and substituting "or destruction of any restricted weapon or firearm that occurs in the"

(b) line 11 and substituting "such weapon or firearm from"

(c) line 33 and substituting "restricted weapon or firearm"

(d) line 38 and substituting "weapon or firearm in a"

(e) line 44 and substituting "restricted weapon or firearm"

After debate, paragraph (b) of the amendment was, by unanimous consent, withdrawn.

It was agreed,—That the question be put separately on the remaining paragraphs of the amendment.

And the question being put on paragraph (a), it was agreed to.

After further debate, the question being put on paragraphs (c), (d) and (e), they were negatived.

Mr. Woolliams moved,—That Clause 3 be amended by striking out on page 14:

(a) line 4 and substituting "any firearm in a manner"

(b) line 7 and substituting "firearms made pursuant to"

After debate, the amendment was, by unanimous consent, withdrawn.

Mr. Leggatt moved,—That Clause 3 be amended by striking out lines 9 to 14 at page 14 and substituting the following therefor:

"(8) No retailer of firearms shall deliver up possession of a firearm to a purchaser until at least twenty-four hours have elapsed from the time of the sale.

(9) No person shall sell any restricted weapon, firearm or ammunition by mail-order.

(10) Every one who contravenes subsection (1), (2), (4), (6), (7), (8) or (9)

(a) is guilty of an indictable offence and is liable to imprisonment for five years, or

(b) is guilty of an offence punishable on summary conviction."

It was agreed,—That proposed subsections (8), (9) and (10) of the amendment be considered separately.

After debate, proposed subsection (8) was allowed to stand.

After further debate, the question being put on proposed subsection (9), it was negatived.

Proposed subsection (10) was allowed to stand.

Section 100 was allowed to stand.

a) les lignes 8 et 9 par «autorisation restreinte ou d'armes à feu survenus dans le cours de son»

b) la ligne 11 par «armes ou armes à feu survenus»

c) les lignes 33 et 34 par «tion restreinte ou des armes à feu en contravention des règle-»

d) les lignes 38 et 39 par «autorisation restreinte ou armes à feu en contravention des règle-»

e) les lignes 45 et 46 par «armes à autorisation restreinte ou des armes à feu en contravention»

Après débat, l'alinéa b) de l'amendement est, du consentement unanime, retiré.

Il est convenu,—Que les autres alinéas de l'amendement soient mis aux voix séparément.

L'alinéa a), mis aux voix, est adopté.

Le débat se poursuit, puis les alinéas c), d) et e), mis aux voix, sont rejetés.

M. Woolliams propose,—Que l'article 3 soit modifié en retranchant, à la page 14:

a) la ligne 8 «feu en contravention des»

b) les lignes 10 et 11 «tion et du transport des armes à feu établis en application de l'alinéa»

Après débat, l'amendement est, du consentement unanime, rejeté.

M. Leggatt propose,—Que l'article 3 soit modifié en remplaçant les lignes 13 à 19, page 14, par ce qui suit:

«(8) Tout détaillant d'armes à feu doit attendre au moins vingt-quatre heures après la vente d'une arme avant de la remettre à l'acheteur.

(9) Personne ne doit vendre d'armes à autorisation restreinte, d'armes à feu ni de munitions par correspondance.

(10) Est coupable

a) d'un acte criminel et passible d'un emprisonnement de cinq ans ou

b) d'une infraction punissable sur déclaration sommaire de culpabilité,

quiconque contrevient aux dispositions des articles (1), (2), (4), (6), (7), (8) ou (9).»

Il est convenu,—Que les paragraphes proposés (8) (9) et (10) de l'amendement soient étudiés séparément.

Après débat, le paragraphe (8) proposé est réservé.

Le débat se poursuit puis le paragraphe proposé (9), mis aux voix, est rejeté.

Le paragraphe (10) proposé est réservé.

L'article 100 est réservé.

## On Section 101

Mr. Woolliams moved,—That Clause 3 be amended by striking out lines 17 and 18 on page 14 thereof and substituting therefor the following:

“restricted weapon or other firearm that he has reasonable grounds to”

After debate, the question being put on the amendment, it was agreed to.

Section 101, as amended, carried.

## On Section 102

Mr. Leggatt moved,—That Clause 3 be amended by striking out lines 40 to 42 on page 15 and lines 1 and 2 on page 16 and substituting the following therefor:

“made pursuant to this section is guilty of an indictable offence and is liable to imprisonment for five years.”

After debate, the amendment was allowed to stand.

Section 102, was allowed to stand.

Section 103 carried.

## On Section 104

Mr. Woolliams moved,—That Clause 3 be amended by striking out on Page 16:

(a) line 28 and substituting “or firearm who fails then and”

(b) lines 31 and 32 and substituting “lawfully possess the weapon or firearm for inspection by the peace”

(c) line 36 and substituting “weapon or firearm who fails”

(d) line 39 and substituting “weapon or firearm for”

(e) line 44 and substituting “ited weapon,”

(f) lines 43 to 45 inclusive and substituting “may seize such restricted weapon or firearm or such prohibited weapon.”

and on page 17

(a) line 2 and substitute “restricted weapon or firearm”

(b) lines 4 to 7 inclusive and substitute “fourteen days thereafter, claims the weapon or firearm and produces to the peace officer by whom the weapon or firearm was seized, or any other”

(c) lines 12 to 14 inclusive and substituting “entitled to possess the weapon or firearm, the weapon or firearm shall forthwith be returned to him.”

(d) lines 15 to 17 inclusive and substituting “(3) Where any restricted weapon or firearm or a prohibited weapon that was seized pursu-”

After debate, the amendment was, by unanimous consent, withdrawn.

## Article 101.

M. Woolliams propose,—Que l'article 3 soit modifié en remplaçant les lignes 22, 23 et 24, page 14, par ce qui suit:

«Une arme à autorisation restreinte ou autre arme à feu ou des munitions qu'il croit pour des motifs raisonnables»

Après débat, l'amendement, mis aux voix, est adopté.

L'article 101, modifié, est adopté.

## Article 102

M. Leggatt propose,—Que l'article 3 soit modifié en remplaçant les lignes 40 à 44, à la page 15, par ce qui suit:

«(4) Est coupable d'un acte criminel et passible d'un emprisonnement de cinq ans».

Après débat, l'amendement est réservé.

L'article 102 est réservé.

L'article 103 est adopté.

## Article 104

M. Woolliams propose,—Que l'article 3 soit modifié en remplaçant, à la page 16,

a) les lignes 28 et 29 par «tion restreinte ou d'une arme à feu, qui est incapable de lui pré-»

b) les lignes 31 et 32 de la version anglaise par «lawfully possess the weapon or firearm for inspection by the peace»

c) les lignes 36 et 37 par «risation restreinte ou d'une arme à feu, qui est incapable de lui pré-»

d) la ligne 39 de la version anglaise par «weapon or firearm for»

e) la ligne 42 par «prohibée,»

Aux pages 16 et 17

f) les lignes 44 et 45, page 16 et les lignes 1 et 2, page 17, par «peut saisir cette arme à autorisation restreinte, cette arme à feu ou cette arme prohibée,»

Et à la page 17

a) les lignes 5 et 6 par «tion restreinte ou une arme à feu, peut, dans les quatorze jours, les»

b) les lignes 4 à 7 de la version anglaise par «fourteen days thereafter, claims the weapon or firearm and produces to the peace officer by whom the weapon or firearm was seized, or any other»

c) les lignes 12 à 14 de la version anglaise par «entitled to possess the weapon or firearm, the weapon or firearm shall forthwith be returned to him.»

d) les lignes 15 à 17 par «sation restreinte, armes à feu ou armes prohibées saisies conformément au paragra-

Après débat, l'amendement est, du consentement unanime, rejeté.

Section 104 carried.

Sections 105 and 106 carried.

On Section 106.1

Mr. Woolliams moved,—That Clause 3 be amended by striking out lines 1 to 9 inclusive on page 21 and substituting therefor the following:

“106.1 (1) A licence authorizing a person who is eighteen years of age or more to have in his possession firearms shall be issued by a local registrar of firearms or a licensing officer and shall remain in force until the expiration of the period for which it is expressed to be issued”.

After debate, the amendment was, by unanimous consent, withdrawn.

Mr. Woolliams moved,—That Clause 3 be amended by striking out line 14 at page 21 and substituting therefor the following:

“panied by the prescribed fee which shall not exceed five dollars”.

After debate, the question being put on the amendment, it was negatived.

Mr. Leggatt moved,—That Clause 3 be amended by striking out lines 27 to 29 at page 21 and substituting the following therefor:

“who

(i) are members of the class of persons composed of judges, magistrates, lawyers, bank managers, school principals members of Parliament or the legislative assembly of a province, directors of recognized fish and game clubs, mayors, aldermen and chiefs of Indian bands, or

(i) are members of a class or classes of persons from time to time prescribed by the regulations

indicating that each such”

After debate, the amendment was, by unanimous consent, withdrawn.

Mr. Fox moved,—That Clause 3 be amended by striking out line 34 on page 21 thereof and substituting therefor the following:

“guarantor the content of the application is true and there is no reason to believe,”

After debate, the question being put on the amendment, it was agreed to.

Mr. Leggatt moved,—That Clause 3 be amended by striking out line 7 at page 22 and substituting the following therefor:

“ammunition, and in particular require an applicant who is not already in lawful possession of a firearm to submit a certificate attesting that he has passed a test of competency in the use of a firearm recognized in a province or approved by the regulations.”.

And debate arising thereon;

Ordered,—That the document concerning provincial regulations on competency testing, referred to by the Minister be printed as an Appendix to the Committee's Minutes of Proceedings and Evidence, when available.

L'article 104 est adopté.

Les articles 105 et 106 sont adoptés.

Article 106.1

M. Woolliams propose,—Que l'article 3 soit modifié en remplaçant les lignes 1 à 10, page 21, par ce qui suit:

«106.1(1) Une autorisation permettant à une personne âgée de dix-huit ans ou plus de posséder des armes à feu est délivrée par le registraire local d'armes à feu ou un préposé aux autorisations et demeure valide pour la période pour laquelle elle est délivrée.»

Après débat, l'amendement est, du consentement unanime, rejeté.

M. Woolliams propose,—Que l'article 3 soit modifié en remplaçant la ligne 16, page 21, par:

«prescrits, qui ne doivent pas dépasser cinq dollars.»

Après débat, l'amendement, mis aux voix, est rejeté.

M. Leggatt propose,—Que l'article 3 soit modifié en remplaçant les lignes 27 et 28, page 21, par ce qui suit:

«membres

(i) de la catégorie de personnes composée des juges, magistrats, avocats, directeurs de banques, directeurs d'écoles, membres du Parlement fédéral ou de l'assemblée législative d'une province, directeurs de clubs de pêche et de chasse reconnus, maires, échevins et chefs de bandes d'Indiens ou

(ii) de l'une des catégories de personnes spécifiées par les règlements,

dans».

Après débat, l'amendement est, du consentement unanime, rejeté.

M. Fox propose,—Que l'article 3 soit modifié en remplaçant les lignes 31 et 32, page 21, par ce qui suit:

«requérant, qu'il a lu la demande et qu'au meilleur de sa connaissance, son contenu est vrai et il n'existe»

Après débat, l'amendement mis aux voix, est adopté.

M. Leggatt propose,—Que l'article 3 soit modifié en remplaçant la ligne 5, page 22, par ce qui suit:

«à feu ou des munitions, et notamment exiger qu'un requérant ne possédant pas déjà légalement une arme à feu présente un certificat attestant qu'il a réussi un test d'aptitude à se servir d'une arme à feu reconnu dans une province ou approuvé par les règlements.».

Le débat s'engage, puis

Il est ordonné,—Que le document concernant les règlements provinciaux sur la vérification de la compétence, dont a parlé le ministre, soit joint aux procès-verbal et témoignages de ce jour lorsqu'il sera disponible.



Debate was resumed on the motion of Mr. Leggatt.

After further debate, the question being put on the amendment, it was negatived.

Mr. Fox moved,—That Clause 3 be amended by adding thereto, immediately after line 7 on page 22 thereof, the following subsection:

“(4.1) Nothing in this Act authorizes the prescription of, as information and documentation to be included in an application for a licence or permit, or authorizes a local registrar of firearms or licensing officer to require, as further information or documentation to be submitted by an applicant for a licence or permit, details concerning the make or serial number of shotguns or rifles of a kind commonly used in Canada for hunting or sporting purposes that are owned by or in the possession of the applicant for the licence or permit.”

After debate, the question being put on the amendment, it was agreed to, on division.

Mr. Leggatt moved,—That Clause 3 be amended by adding, immediately after line 9 at page 23, the following subsection:

“(7.1) Where an applicant demonstrates that his use of a firearm is required in order to sustain himself or his family, a licensing officer or a local registrar of firearms may, after considering all relevant circumstances, cause a licence to be issued, notwithstanding any notice he may have of any matter rendering it desirable in the interests of the safety of any person that the applicant should not possess any firearm or ammunition.”

After debate, the amendment was, by unanimous consent, withdrawn.

Mr. Woolliams moved,—That Clause 3 be amended by striking out the words “or ammunition” where they appear in lines 10 and 11 at page 23.

After debate, the amendment was, by unanimous consent, withdrawn.

At 12:10 o'clock p.m., the Committee adjourned until 3:30 o'clock p.m. this day.

#### AFTERNOON SITTING (73)

The Standing Committee on Justice and Legal Affairs met at 3:48 o'clock p.m. this day, the Chairman, Mr. Mark MacGuigan, presiding.

*Members of the Committee present:* Messrs. Fairweather, Fox, Lachance, Leggatt, Loiselle (*Chambly*), MacGuigan, McCleave, Milne, Olivier, Pearsall, Pinard, Poulin, Towers and Woolliams.

*Other Member present:* Mr. Korchinski.

*Appearing:* The Honourable Ronald Basford, Minister of Justice and Attorney General of Canada.

*Witnesses:* From the Department of the Solicitor General: Mr. R. Gualtieri, Coordinator, Workig Group on Gun Control. From the R.C.M.P.: Inspector R. Hoban. From the Department of Justice: Mr. A. Sarchuk, Senior Legal Counsel.

The Committee resumed consideration of Bill C-83, An Act for the better protection of Canadian society against perpetrators of violent and other crime (Criminal Law Amendment Act (No. 1), 1976.).

Le débat se poursuit sur l'amendement de M. Leggatt.

Après débat, l'amendement, mis aux voix, est rejeté.

M. Fox propose,—Que l'article 3 soit modifié par l'insertion, immédiatement après la ligne 5, page 22, de ce qui suit:

«(4.1) Rien dans la présente loi ne permet d'exiger, à titre de renseignements ou documents que le requérant d'un permis ou d'une autorisation doit fournir, ou à titre de renseignements ou documents supplémentaires que peut exiger de lui un registraire local d'armes à feu ou un préposé aux autorisations, des détails concernant la marque ou le numéro de série des fusils de chasse ou carabines d'un genre utilisé habituellement au Canada pour la chasse ou le sport dont il est propriétaire ou qui sont en sa possession.»

Après débat, l'amendement, mis aux voix, est adopté sur division.

M. Leggatt propose,—Que l'article 3 soit modifié en insérant le paragraphe suivant immédiatement après la ligne 11, page 23:

«(7.1) Lorsqu'un requérant démontre que l'usage d'une arme à feu lui est nécessaire pour gagner sa vie ou celle de sa famille, un préposé aux autorisations ou un registraire local d'armes à feu peut, après avoir étudié toutes les circonstances pertinentes, lui faire délivrer une autorisation même s'il a connaissance d'une chose qui rend souhaitable pour la sécurité de quelqu'un, que le requérant ne possède pas d'arme à feu ou de munitions.»

Après débat, l'amendement est, du consentement unanime, rejeté.

M. Woolliams propose,—Que l'article 3 du bill soit modifié en retranchant les mots «ou des munitions» à la ligne 13 de la page 23.

Après débat, l'amendement est du consentement unanime, rejeté.

A 12 h 10, le Comité suspend ses travaux jusqu'à 15 h 30.

#### SÉANCE DE L'APRÈS-MIDI (73)

Le Comité permanent de la justice et des questions juridiques se réunit aujourd'hui à 15 h 48, sous la présidence de M. Mark MacGuigan (président).

*Membres du Comité présents:* MM. Fairweather, Fox, Lachance, Leggatt, Loiselle (*Chambly*), MacGuigan, McCleave, Milne, Olivier, Pearsall, Pinard, Poulin, Towers et Woolliams.

*Autre député présent:* M. Korchinski.

*Comparent:* L'honorable Ronald Basford, ministre de la Justice et Procureur général du Canada.

*Témoins:* Du ministère du Solliciteur général du Canada: M. R. Gualtieri, coordonnateur, Groupe de travail sur le contrôle des armes à feu. De la G.R.C.: inspecteur Hoban. Du ministère de la Justice: M. A. Sarchuk, avocat conseil.

Le Comité reprend l'étude du bill C-83, Loi pour mieux protéger la société canadienne contre les auteurs de crimes violents et autres crimes (Loi de 1976 modifiant le droit pénal, n° 1).

The Committee resumed debate on Clause 3.

By unanimous consent, the Committee resumed consideration of Section 95.

Mr. Fox moved,—That Clause 3 be amended by striking out lines 13 to 15 on page 10 thereof and substituting therefor the following:

“(b) to a person to whom a special temporary permit has been issued under subsection 106.3(8), ammunition or a firearm of the same type as the particular firearm in relation to which the permit was issued.”

After debate, the question being put on the amendment, it was agreed to, on division.

Section 95, as amended, carried.

By unanimous consent, the Committee resumed consideration of Section 100 and of the proposed subsections (8) and (10) of the amendment of Mr. Leggatt,—That Clause 3 be amended by striking out lines 9 to 14 at page 14 and substituting the following therefor:

“(8) No retailer of firearms shall deliver up possession of a firearm to a purchaser until at least twenty-four hours have elapsed from the time of the sale.

(10) Every one who contravenes subsection (1), (2), (4), (6), (7), (8) or (9)

(a) is guilty of an indictable offence and is liable to imprisonment for five years, or

(b) is guilty of an offence punishable on summary conviction.”

After debate, the question being put on the amendment, it was negatived.

Section 100, as amended, carried.

By unanimous consent, the Committee resumed debate on Section 82(2).

Mr. Fox moved,—That Clause 3 be amended by striking out lines 1 and 2 on page 4 thereof and substituting therefor the following:

“(2) Notwithstanding the definition “firearm” in subsection (1), for the purposes of the definitions “prohibited weapon” and “restricted weapon” in that subsection and for the purposes of section 88, subsection 90(2) and sections 91, 95, 100, 101, 104 and 106.8, a barrelled weapon”

After debate, the question being put on the amendment, it was agreed to.

Mr. Fox moved,—That Clause 3 be amended by adding thereto, immediately after line 10 on page 4 thereof, the following subsection:

“(3) A police officer or police constable designated in writing by the Commissioner or the Attorney General for the purposes of this subsection may perform such functions and duties of a local registrar of firearms under subsections 106.2(1), (2) and (3) and 106.3(3), (4) and (7) as are specified in the designation.”

After debate, the question being put on the amendment, it was agreed to.

Le Comité reprend le débat sur l'article 3.

Du consentement unanime, le Comité poursuit l'étude de l'article 95.

M. Fox propose,—Que l'article 3 soit modifié en remplaçant les lignes 13 à 15, page 10, par ce qui suit:

«(b) à une personne détentrice d'un permis spécial temporaire délivré en vertu du paragraphe 106.3(8), des munitions ou une arme à feu du même genre que celle pour laquelle ce permis fut délivré.»

Après débat, l'amendement, mis aux voix, est adopté sur division.

L'article 95, modifié, est adopté.

Du consentement unanime, le Comité poursuit l'étude de l'article 100 et des projets de paragraphes 8 et 10 de l'amendement de M. Leggatt,—Que l'article 3 soit modifié en remplaçant les lignes 13 à 19, page 14, par ce qui suit:

«(8) Tout détaillant d'armes à feu doit attendre au moins vingt-quatre heures après la vente d'une arme avant de la remettre à l'acheteur.

(10) Est coupable

a) d'un acte criminel et passible d'un emprisonnement de cinq ans ou

b) d'une infraction punissable sur déclaration sommaire de culpabilité,

quiconque contrevient aux dispositions des articles (1), (2), (4), (6), (7), (8) ou (9).»

Après débat, l'amendement, mis aux voix, est rejeté.

L'article 100, modifié, est adopté.

Du consentement unanime, le Comité reprend le débat sur l'article 82(2).

M. Fox propose,—Que l'article 3 soit modifié en remplaçant les lignes 1 et 2, page 4, par ce qui suit:

«(2) Nonobstant la définition d'«arme à feu» au paragraphe (1) aux fins des définitions d'«arme prohibée» et d'«arme à autorisation restreinte» audit paragraphe et aux fins de l'article 88, du paragraphe 90(2) et des articles 91, 95, 100, 101, 104 et 106.8, une arme dotée d'un»

Après débat, l'amendement, mis aux voix, est adopté.

M. Fox propose,—Que l'article 3 soit modifié en ajoutant, immédiatement après la ligne 11, page 4, le paragraphe suivant:

«(3) Un officier ou agent de police désigné par écrit par le commissaire ou le procureur général aux fins du présent paragraphe, peut exercer les fonctions d'un registraire local d'armes à feu en vertu des paragraphes 106.2(1), (2) et (3) et 106.3(3), (4) et (7) que spécifie sa désignation.»

Après débat, l'amendement, mis aux voix, est adopté.



Section 82, as amended, carried.

By unanimous consent, the Committee resumed debate on Section 102, and on the amendment of Mr. Leggatt,—That Clause 3 be amended by striking out lines 40 to 42 at page 15 and lines 1 and 2 at page 16 and substituting the following therefor:

“made pursuant to this section is guilty of an indictable offence and is liable to imprisonment for five years.”

After debate, the question being put on the amendment, it was negatived.

Section 102 was allowed to stand.

The Committee resumed debate on Section 106.1.

Section 106.1, as amended, carried.

On Section 106.2,

Mr. Woolliams moved,—That Clause 3 be amended by striking out line 17 at page 23 and substituting the following:

“panied by the prescribed fee which shall not exceed two dollars.”

After debate, the question being put on the amendment, it was, by a show of hands, negatived: YEAS: 6; NAYS: 8.

Mr. Woolliams moved,—That Clause 3 be amended by striking out line 21 at page 24 and substituting the following:

“in section 106.6 to be maintained; and, where the restricted weapon is a firearm designed, altered or intended to fire bullets in rapid succession during one pressure of the trigger, the Commissioner may prescribe such conditions with respect to the storage of the restricted weapon as he deems reasonably necessary for the safety of any person.”

After debate, the amendment was, by unanimous consent, withdrawn.

Mr. Fox moved,—That Clause 3 be amended by striking out lines 36 to 39 on page 24 thereof and substituting therefor the following:

“(7) A registration certificate may be issued only where a local registrar of firearms certifies in writing to the Com-”

After debate, the question being put on the amendment, it was agreed to.

Mr. Woolliams moved,—That Clause 3 be amended by striking out the word “or” in line 6 at page 25, and by inserting immediately after line 10 at page 25, the following:

“(v) for use in hunting, or”

After debate, the amendment was, by unanimous consent, withdrawn.

Mr. Fox moved,—That Clause 3 be amended by striking out lines 11 to 17 on page 25 thereof and substituting therefor the following:

L'article 82, modifié, est adopté.

Du consentement unanime, le Comité reprend le débat sur l'article 102 et sur l'amendement de M. Leggatt,—Que l'article 3 soit modifié en remplaçant les lignes 40 à 44, page 15, par ce qui suit:

«(4) Est coupable d'un acte criminel et passible d'un emprisonnement de cinq ans».

Après débat, l'amendement, mis aux voix, est rejeté.

L'article 102 est réservé.

Le Comité reprend le débat sur l'article 106.1.

L'article 106.1, modifié, est adopté.

Article 106.2,

M. Woolliams propose,—Que l'article 3 soit modifié en remplaçant la ligne 20, page 23, par:

«gnée des frais prescrits, qui ne doivent pas dépasser deux dollars.»

Après débat, l'amendement, mis aux voix, est rejeté à main levée par 8 voix contre 6.

M. Woolliams propose,—Que l'article 3 soit modifié en remplaçant la ligne 23, page 24, par:

«constamment tenus à jour; et, lorsque l'arme à autorisation restreinte est une arme à feu destinée, de par sa construction ou ses modifications, à permettre de tirer plusieurs balles en succession rapide pendant la durée d'une seule pression sur la détente, le commissaire peut prescrire, en ce qui concerne la mise en lieu sûr de l'arme à autorisation restreinte, les conditions qu'il juge raisonnablement nécessaires pour la sécurité de quiconque.»

Après débat, l'amendement est, du consentement unanime, retiré.

M. Fox propose,—Que l'article 3 soit modifié en remplaçant les lignes 36 à 39, page 24, par ce qui suit:

«(7) Un certificat d'enregistrement ne peut être délivré que si un registraire local d'armes à feu certifie par écrit au commissaire qu'au»

Après débat, l'amendement, mis aux voix, est adopté.

M. Woolliams propose,—Que l'article 3 soit modifié en y insérant, immédiatement après la ligne 8, page 25, ce qui suit:

«(v) pour la chasse, ou»

Après débat, l'amendement est, du consentement unanime, retiré.

M. Fox propose,—Que l'article 3 soit modifié en remplaçant les lignes 8 à 16, page 25, par ce qui suit:



“(b) will form part of a gun collection of the applicant who is a *bona fide* gun collector and will be stored, displayed, handled and transported only in accordance with conditions prescribed pursuant to paragraph 106.8(1)(h.1), or

(c) is or is deemed pursuant to paragraph 106.8(1)(h) to be an antique, curio or relic for the purposes of this Part

and that a license or a permit under subsection 106.3(7), (9) or (11) has been issued to the applicant.”

After debate, the question being put on the amendment, it was agreed to.

Mr. Woolliams moved,—That Clause 3 be amended by striking out lines 11 to 15 inclusive at page 25 and substituting therefor the following:

“(b) will form part of a gun collection of the applicant who is a *bona fide* gun collector”.

After debate, the amendment was, by unanimous consent, withdrawn.

Section 106.2, as amended, carried.

On Section 106.3,

Mr. Woolliams moved,—That Clause 3 be amended by striking out the word “may” in line 32 at page 25 and in lines 6, 17, 25, 38 and 46 at page 26 and substituting therefor the word “shall”.

After debate, the amendment was, by unanimous consent, withdrawn.

Mr. Woolliams moved,—That Clause 3 be amended by inserting therein, immediately after line 3 at page 26, the following:

“or

(e) for use in hunting.”

and by striking out line 45 at page 25.

After debate, the amendment was, by unanimous consent, withdrawn.

Mr. Fox moved,—That Clause 3 be amended by striking out lines 38 and 39 on page 26 thereof and substituting therefor the following:

“may be issued by the Commissioner, the Attorney General of the province where the business is or is to be carried on or any person whom the Attorney General or the Commissioner designates in writing for that purpose and shall remain in force until”

After debate, the question being put on the amendment, it was agreed to.

Mr. Fox moved,—That Clause 3 be amended by striking out line 48 on page 26 thereof and substituting therefor the following:

“Canada who is twelve or more years of age and who, for any *bona fide* reason, is”

After debate, the question being put on the amendment, it was agreed to.

«certificat, ou

b) est destinée à la collection d'armes à feu du requérant qui est un collectionneur d'armes à feu de bonne foi et ne sera entreposée, montrée, manipulée et transportée qu'en conformité avec les conditions prescrites en vertu de l'alinéa 106.8(1)h.1), ou

c) est ou est réputée être en vertu de l'alinéa 106.8(1)h) une antiquité, une curiosité ou un souvenir aux fins de la présente partie,

et qu'une autorisation ou un permis en vertu des paragraphes 106.3(7), (9) ou (11) a été délivré au requérant.»

Après débat, l'amendement, mis aux voix, est adopté.

M. Woolliams propose,—Que l'article 3 soit modifié en remplaçant les lignes 9 à 14, page 25, par:

«b) est destinée à la collection d'armes à feu du requérant qui est un collectionneur d'armes à feu de bonne foi,»

Après débat, l'amendement est, du consentement unanime, retiré.

L'article 106.2, modifié, est adopté.

Article 106.3,

M. Woolliams propose,—Que l'article 3 soit modifié en remplaçant le mot «peut» ou «peuvent» par le mot «doit» ou «doivent», respectivement, à la ligne 29, page 25, et aux lignes 5, 14, 22, 32 et 43, page 26.

Après débat, l'amendement est, du consentement unanime, retiré.

M. Woolliams propose,—Que l'article 3 soit modifié en y insérant, immédiatement après la ligne 3, page 26, ce qui suit:

«ou

e) pour s'en servir à la chasse.»

et en supprimant le mot «ou» à la ligne 41 de la page 25.

Après débat, l'amendement est, du consentement unanime, retiré.

M. Fox propose,—Que l'article 3 soit modifié en remplaçant les lignes 31 et 32, page 26, par ce qui suit:

«(6) Le commissaire ou le procureur général de la province où est située ou prévue l'entreprise ou toute personne que le commissaire ou le procureur général nomme à cette fin, par écrit, peuvent délivrer des permis pour»

Après débat, l'amendement, mis aux voix, est adopté.

M. Fox propose,—Que l'article 3 soit modifié en remplaçant la ligne 47, page 26, par ce qui suit:

«sonne âgée d'au moins douze ans résidant habituellement au Canada,»

Après débat, l'amendement, mis aux voix, est adopté.

Mr. Fox moved,—That Clause 3 be amended by striking out line 11 on page 27 thereof and substituting therefor the following:

“tion may be issued to a person who is twelve or more years of age and who is not”

After debate, the question being put on the amendment, it was agreed to.

Mr. Fox moved,—That Clause 3 be amended by striking out line 17 on page 27 thereof and substituting therefor the following:

“firearms, a licensing officer or a peace officer or member of a class of peace officers designated in writing by the Commissioner or the Attorney General for the purposes of this subsection,”

After debate, the question being put on the amendment, it was agreed to.

Mr. Fox moved,—That Clause 3 be amended by striking out lines 31 to 41 on page 27 and substituting therefor the following:

“(9) A permit to possess any firearm or ammunition may be issued by a local registrar of firearms or a licensing officer in any province to a person who hunts and traps as a way of life and who resides within an area in that province designated by order of the Governor in Council, if

(a) the local registrar of firearms or the licensing officer is satisfied that the person needs to hunt or trap in order to sustain himself or his family; and

(b) the application for such permit includes

(i) in the case of an applicant who is under the age of eighteen years, a declaration by the persons described in subsection (13) indicating and certifying with regard to the matters referred to in that subsection, or

(ii) in the case of an applicant who is eighteen or more years of age, a declaration by two guarantors who are ordinarily resident in Canada and who are members of a class or classes of persons from time to time prescribed by the regulations indicating and certifying with regard to the matters referred to in paragraph 106.1(3)(c).”

After debate, the question being put on the amendment, it was agreed to.

Mr. Fox moved,—That Clause 3 be amended by adding hereto, immediately after line 41 on page 27 thereof, the following subsection:

“(9.1) Subsections 106.1(5) to (7) apply *mutatis mutandis* in relation to permits mentioned in subsection (9) and applications therefor.”

After debate, the question being put on the amendment, it was agreed to.

Mr. Fox moved,—That Clause 3 be amended by striking out line 47 on page 27 and lines 1 to 3 on page 28 thereof and substituting therefor the following:

M. Fox propose,—Que l'article 3 soit modifié en remplaçant la ligne 12, page 27, par ce qui suit:

«délivré à une personne âgée d'au moins douze ans qui ne réside pas»

Après débat, l'amendement, mis aux voix, est adopté.

M. Fox propose,—Que l'article 3 soit modifié en remplaçant les lignes 17 à 19, page 27, par ce qui suit:

«b) dans les autres cas, par un registraire local d'armes à feu, un préposé aux autorisations ou un agent de la paix ou un agent de la paix de la catégorie désignée par écrit par le commissaire ou le procureur général aux fins du présent paragraphe,»

Après débat, l'amendement, mis aux voix, est adopté.

M. Fox propose,—Que l'article 3 soit modifié en remplaçant les lignes 33 à 44, page 27, par ce qui suit:

«(9) Le registraire local d'armes à feu ou le préposé aux autorisations dans une province peut délivrer un permis de possession d'armes à feu ou de munitions aux personnes pour qui la chasse et le trappage constituent un mode de vie et qui résident dans les régions de cette province que, par décret, le gouverneur en conseil désigne en tant que tel, à la condition

a) qu'il soit convaincu qu'elles ont besoin de chasser ou de trapper pour subvenir à leurs besoins ou à ceux de leur famille; et

b) que la demande soit assortie

(i) dans le cas d'un requérant âgé de moins de dix-huit ans, d'une déclaration des personnes mentionnées au paragraphe (13) établissant et affirmant ce qui est mentionné dans ce dernier paragraphe, ou

(ii) dans le cas d'un requérant âgé de dix-huit ans ou plus, de la déclaration de deux répondants, résidant habituellement au Canada et membres de l'une des catégories de personnes spécifiées par les règlements établissant et affirmant ce qui est mentionné à l'alinéa 106.1(3)c).»

Après débat, l'amendement, mis aux voix, est adopté.

M. Fox propose,—Que l'article 3 soit modifié par l'insertion, immédiatement après la ligne 44, page 27, du paragraphe suivant:

«(9.1) Les paragraphes 106.1(5) à (7) s'appliquent *mutatis mutandis* aux demandes de permis et aux permis mentionnés au paragraphe (9).»

Après débat, l'amendement, mis aux voix, est adopté.

M. Fox propose,—Que l'article 3 soit modifié en remplaçant les lignes 3 à 7, page 28, par ce qui suit:

"it is expressed to be issued, or

(b) the person to whom it is issued ceases"

After debate, the question being put on the amendment, it was agreed to, on division.

Mr. Fox moved,—That Clause 3 be amended by striking out line 27 on page 28 thereof and substituting therefor the following:

"twelve or more years of age but under the"

After debate, the question being put on the amendment, it was agreed to.

Mr. Fox moved,—That Clause 3 be amended by striking out line 28 on page 28 thereof and substituting therefor the following:

"section (7) or (8) to a person under the age of eighteen years and no permit may be issued under subsection (11) unless the application therefor"

After debate, the question being put on the amendment, it was agreed to.

Mr. Fox moved,—That Clause 3 be amended by striking out line 6 on page 29 thereof and substituting therefor the following:

"person the content of the application is true and there is no reason to believe, taking"

After debate, the question being put on the amendment, it was agreed to.

Mr. Fox moved,—That Clause 3 be amended by deleting the word "or" on line 25 on page 29 thereof, by adding the word "or" at the end of line 29 on page 29 thereof and adding immediately after line 29 on page 29 thereof the following:

"(c) a permit mentioned in subsection (7), (8), (9) or (11) that is endorsed for the purposes of this subsection by the person who issued it as being valid within the provinces indicated therein,"

After debate, the amendment was allowed to stand.

Section 106.3 was allowed to stand.

On Section 106.4,

Mr. Leggatt moved,—That Clause 3 be amended by striking out line 3 at page 30 and substituting the following therefor:

"a province or a local registrar of firearms in the interests of the safety of any person."

After debate, the amendment was, by unanimous consent withdrawn.

Mr. Fox moved,—That Clause 3 be amended by striking out line 33 on page 31 thereof and substituting therefor the following:

"therewith shall be served, within fourteen days of the filing of the said notice, on the person who"

After debate, the question being put on the amendment, it was agreed to.

«été délivré, ou

b) jusqu'à ce que la personne à laquelle il

Après débat, l'amendement, mis aux voix, est adopté sur division.

M. Fox propose,—Que l'article 3 soit modifié en remplaçant la ligne 15, page 28, par ce qui suit:

«une personne âgée d'au moins douze ans»

Après débat, l'amendement, mis aux voix, est adopté.

M. Fox propose,—Que l'article 3 soit modifié en remplaçant la ligne 33, page 28, par ce qui suit:

«vertu des paragraphes (7) ou (8) à une personne âgée de moins de dix-huit ans ou en vertu du paragraphe (11) que si la demande»

Après débat, l'amendement, mis aux voix, est adopté.

M. Fox propose,—Que l'article 3 soit modifié en remplaçant la ligne 2, page 29, par ce qui suit:

«tant qu'au meilleur de leur connaissance son contenu est vrai et ils»

Après débat, l'amendement, mis aux voix, est adopté.

M. Fox propose,—Que l'article 3 soit modifié par la suppression du mot «ou» à la ligne 26 de la page 29, et en remplaçant la ligne 30, page 29, par ce qui suit:

«endroit indiqués dans le permis, ou

c) d'un permis mentionné au paragraphe (7), (8), (9) ou (11) sur lequel la personne qui le délivre appose, aux fins du présent paragraphe, un visa indiquant les provinces où ce permis est valide.»

Après débat, l'amendement est réservé.

L'article 106.3 est réservé.

Article 106.4,

M. Leggatt propose,—Que l'article 3 soit modifié en remplaçant la ligne 4, page 30, par ce qui suit:

«autorisation pour la sécurité de quelqu'un.»

Après débat, l'amendement est, du consentement unanime, retiré.

M. Fox propose,—Que l'article 3 soit modifié en remplaçant la ligne 34, page 31, par ce qui suit:

«requis, doit être signifiée dans les quatorze jours de la production de l'avis d'appel à la personne qui»

Après débat, l'amendement, mis aux voix, est adopté.



Section 106.4, as amended, carried.

Sections 106.5 and 106.6 carried.

On Section 106.7,

Mr. Woolliams moved,—That Clause 3 be amended by striking out lines 1 to 8 inclusive at page 35.

After debate, the question being put on the amendment, it was by a show of hands, negatived: YEAS: 5; NAYS: 7.

Section 106.7 carried.

At 5:31 o'clock p.m., the Committee adjourned until 8:00 o'clock p.m., this day.

## EVENING SITTING

(74)

The Standing Committee on Justice and Legal Affairs met at 8:10 o'clock p.m. this day, the Chairman, Mr. MacGuigan, presiding.

*Members of the Committee present:* Messrs. Côté, Fairweather, Flynn, Lachance, Leggatt, Loiselle (*Chambly*), MacGuigan, Milne, Olivier, Pearsall, Pinard, Poulin, Stanbury, Towers and Woolliams.

*Appearing:* The Honourable Ronald Basford, Minister of Justice and Attorney General of Canada.

*Witnesses:* From the Department of the Solicitor General: Mr. R. Gualtieri, Coordinator, Working Group on Gun Control. From the R.C.M.P.: Inspector R. Hoban. From the Department of Justice: Mr. A. Sarchuk, Senior Legal Counsel.

The Committee resumed consideration of Bill C-83, An Act for the better protection of Canadian society against perpetrators of violent and other crime (Criminal Law Amendment Act (No. 1), 1976.).

The Committee resumed debate on Clause 3.

By unanimous consent, the Committee resumed consideration of Section 102.

Mr. Lachance moved,—That Clause 3 be amended by striking out lines 16 to 22 on page 15 thereof and substituting therefor the following:

"be

(a) shall, in any case where the person is convicted of an offence under section 98, in addition to any other punishment that may be imposed for that offence, make an order prohibiting him from carrying or having in his possession any firearm or ammunition during,

(i) in the case of an offence under that section to which paragraph 98(1)(c) applies, any period of time specified in the order that is not less than two years, and

(ii) in the case of an offence under that section to which paragraph 98(1)(d) applies, any period of time specified in the order that is not less than five years

from the time of his release from imprisonment after conviction for that offence; and

L'article 106.4, modifié, est adopté.

Les articles 106.5 et 106.6 sont adoptés.

Article 106.7,

M. Woolliams propose,—Que l'article 3 soit modifié en supprimant les lignes 1 à 9, page 35.

Après débat, l'amendement, mis aux voix, est rejeté à main levée par 7 voix contre 5.

L'article 106.7 est adopté.

A 17 h 31, le Comité suspend ses travaux jusqu'à 20 heures ce soir.

## SÉANCE DU SOIR

(74)

Le Comité permanent de la justice et des questions juridiques se réunit aujourd'hui à 20 h 10, sous la présidence de M. MacGuigan (président).

*Membres du Comité présents:* MM. Côté, Fairweather, Flynn, Lachance, Leggatt, Loiselle (*Chambly*), MacGuigan, Milne, Olivier, Pearsall, Pinard, Poulin, Stanbury, Towers et Woolliams.

*Comparait:* L'honorable Ronald Basford, ministre de la Justice et Procureur général du Canada.

*Témoins:* Du ministère du Solliciteur général: M. R. Gualtieri, coordonnateur, Groupe de travail sur le contrôle des armes à feu. De la G.R.C.: inspecteur R. Hoban. Du ministère de la Justice: M. A. Sarchuk, avocat conseil.

Le Comité reprend l'étude du bill C-83, Loi pour mieux protéger la société canadienne contre les auteurs de crimes violents et autres crimes (Loi de 1976 modifiant le droit pénal n° 1).

Le Comité reprend le débat sur l'article 3.

Du consentement unanime, le Comité poursuit l'étude de l'article 102.

M. Lachance propose,—Que l'article 3 du bill C-83 soit modifié en remplaçant les lignes 18 à 25, page 15, par ce qui suit:

«paix ou le magistrat, selon le cas,

a) doit, dans le cas où cette personne est trouvée coupable d'une infraction à l'article 98, en sus de toute autre peine qui peut être imposée pour cette infraction, rendre une ordonnance lui interdisant le port ou la possession d'une arme à feu ou de munitions

(i) dans le cas d'une infraction à cet article à laquelle l'alinéa 98(1)c) s'applique, pendant une période minimale de années indiquée dans l'ordonnance, et

(ii) dans le cas d'une infraction à cet article à laquelle l'alinéa 98(1)d) s'applique, pendant une période minimale de années indiquée dans l'ordonnance,

à compter de sa mise en liberté après avoir purgé la peine d'emprisonnement pour cette infraction; et

(b) may, in any other case, in addition to any other punishment that may be imposed for that offence, make an order prohibiting him from carrying or having in his possession any firearm or ammunition during any period of time specified in the order from the time of his conviction for that offence."

After debate, the question being put on the amendment, it was agreed to.

Section 102, as amended, carried.

By unanimous consent, the Committee resumed consideration of Section 106.3, and of the amendment of Mr. Fox,—That Clause 3 be amended by deleting the word "or" on line 25 on page 29 thereof, by adding the word "or" at the end of line 29 on page 29 thereof and adding immediately after line 29 on page 29 thereof the following:

"(c) a permit mentioned in subsection (7), (8), (9) or (11) that is endorsed for the purposes of this subsection by the person who issued it as being valid within the provinces indicated therein,"

After debate, the question being put on the amendment, it was agreed to.

Section 106.3, as amended, carried.

On Section 106.8,

Mr. Poulin moved,—That Clause 3 be amended by adding thereto, immediately after line 31 on page 35 thereof, the following paragraph:

"(a.1) regulating the handling, secure storage and display of weapons by operators of and persons employed in museums prescribed for the purposes of subsection 89(2);"

After debate, the question being put on the amendment, it was agreed to.

Mr. Leggatt moved,—That Clause 3 be amended by striking out lines 32 to 35 inclusively at page 35 and renumbering the subsequent paragraphs accordingly.

After debate, the amendment was, by unanimous consent, withdrawn.

Mr. Leggatt moved,—That Clause 3 be amended by striking out line 11 at page 36 and substituting the following therefor:

"(f) prescribing the fees, not to exceed three dollars in the initial period or six dollars in any subsequent period, to be paid to Her"

After debate, the amendment was, by unanimous consent, withdrawn.

Mr. Poulin moved,—That Clause 3 be amended by adding thereto, immediately after line 38 on page 36 thereof the following paragraph:

"(h.1) prescribing conditions relating to the storage, display, handling and transportation of restricted weapons that form part of gun collections of *bona fide* gun collectors;"

After debate, the question being put on the amendment, it was agreed to.

b) peut, dans les autres cas, en sus de toute autre peine qui peut être imposée pour cette infraction, rendre une ordonnance lui interdisant le port ou la possession d'une arme à feu ou de munitions pendant la période y indiquée, à compter du moment où elle a été déclarée coupable de cette infraction."

Après débat, l'amendement, mis aux voix, est adopté.

L'article 102, modifié, est adopté.

Du consentement unanime, le Comité poursuit l'étude de l'article 106.3 et de l'amendement de M. Fox,—Que l'article 3 soit modifié par la suppression du mot «ou» à la ligne 26 de la page 29, et en remplaçant la ligne 30, page 29, par ce qui suit:

«endroit indiqués dans le permis, ou

c) d'un permis mentionné au paragraphe (7), (8), (9) ou (11) sur lequel la personne qui le délivre appose, aux fins du présent paragraphe, un visa indiquant les provinces où ce permis est valide.»

Après débat, l'amendement, mis aux voix, est adopté.

L'article 106.3, modifié, est adopté.

Article 106.8,

M. Poulin propose,—Que l'article 3 soit modifié par l'insertion, immédiatement après la ligne 36, page 35, de ce qui suit:

«a.1) régir la manipulation, l'entreposage et la mise en montre des armes par les curateurs et employés des musées prescrits aux fins du paragraphe 89(2);»

Après débat, l'amendement, mis aux voix, est adopté.

M. Leggatt propose,—Que l'article 3 soit modifié en supprimant les lignes 37 à 41, page 35, et en renumérotant les alinéas suivants en conséquence.

Après débat, l'amendement est, du consentement unanime, retiré.

M. Leggatt propose,—Que l'article 3 soit modifié en remplaçant la ligne 16, page 36, par ce qui suit:

«f) établir les frais, ne dépassant pas trois dollars, dans la période initiale, ou six dollars, dans toute période ultérieure, payables à Sa Majesté».

Après débat, l'amendement est, du consentement unanime, retiré.

M. Poulin propose,—Que l'article 3 soit modifié par l'insertion, immédiatement après la ligne 43, page 36, de l'alinéa suivant:

«h.1) prescrire les conditions relatives à l'entreposage, à la mise en montre, à la manipulation et au transport des armes à autorisation restreinte qui font partie des collections d'armes à feu des collectionneurs d'armes à feu de bonne foi;»

Après débat, l'amendement, mis aux voix, est adopté.

Mr. Poulin moved,—That Clause 3 be amended by striking out lines 33 to 35 on page 36 thereof and substituting therefor the following:

“the administration by provinces of provincial laws and programs relating to game hunting, firearms competency testing and firearms safety training;”

After debate, the question being put on the amendment, it was, by a show of hands, agreed to: YEAS: 9; NAYS: 1.

Section 106.8, as amended, carried.

Section 106.9 carried.

Clause 3, as amended, carried.

Clause 4 carried.

At 10:03 o'clock p.m., the Committee adjourned until 3:30 o'clock p.m. on Wednesday, June 16, 1976.

M. Poulin propose,—Que l'article 3 soit modifié en remplaçant les lignes 37 à 39, page 36, par ce qui suit:

«106.1 à 106.3 avec celle des lois et programmes provinciaux sur la chasse, sur le contrôle de l'aptitude au maniement des armes à feu et sur l'entraînement à leur maniement:»

Après débat, l'amendement, mis aux voix, est adopté à main levée par 9 voix contre 1.

L'article 106.8, modifié, est adopté.

L'article 106.9, est adopté.

L'article 3, modifié, est adopté.

L'article 4 est adopté.

A 22 h 03, le Comité suspend ses travaux jusqu'au mercredi 16 juin 1976, à 15 h 30.

*Le greffier du Comité*

Lois A. Cameron

*Clerk of the Committee*



## EVIDENCE

(Recorded by Electronic Apparatus)

Tuesday, June 15, 1976

• 0951

[Text]

**The Chairman:** The meeting will come to order. We are beginning this morning with proposed Section 100, and the Minister might want to make a brief comment on that section. Then we have an amendment by Mr. Woolliams.

Mr. Minister.

On clause 3, proposed Section 100—*Record of transactions in firearms, etc.*

**Hon. Ronald Basford (Minister of Justice and Attorney General of Canada):** Proposed Section 100 is replacing Section 96 of the Code, and there are major changes in the area of keeping stricter records. Stricter requirements are imposed before someone can obtain a business licence, particularly in relation to the provision for secure storage of firearms and ammunition, and to the extent that the method of record keeping has also been expanded.

Paragraph (a) of proposed Section 100.(1) expands Section 96.(1) and requires a record to be kept of every transaction entered into with respect to restricted weapons, firearms and ammunition. The former section required records to be kept only in respect of transactions in restricted weapons. Newly included are those in the business of altering or modifying firearms. Paragraph (b) requires the dealer to keep an inventory of firearms and ammunition on hand, Paragraph (c), the requirement relating to the production of records, remains the same.

But we have an amendment which alters the obligation of persons who carry on firearms business as to the form of records, designed to provide flexibility and do away with the earlier proposed requirement, which would have necessitated the reporting of every single sale of ammunition. Amendments also extend the range of persons who could require a copy of the records, to allow for provincial inspection of records.

**The Chairman:** Perhaps we could cover Mr. Woolliams' amendment first, and then we can take the government amendments.

Part of his amendment pertains to proposed Section 100.(1) and I gather, from a preliminary conversation, that the part of his amendment you are disposed to accept is the part pertaining to proposed Section 100.(2). As Mr. Woolliams' amendment relates to a number of different sections, and I suggest that he move them separately.

Mr. Woolliams, perhaps you could move the various parts of your amendment separately to the proposed sections.

**Mr. Woolliams:** This is on page 12 of my brief and it is on page 12 of the bill. I like to simplify things.

## TÉMOIGNAGES

(Enregistrement électronique)

Le mardi 15 juin 1976

[Interpretation]

**Le président:** A l'ordre. Nous abordons ce matin l'article 100 au sujet duquel le Ministre voudra sans doute commenter brièvement. Ensuite, nous pourrions étudier l'amendement proposé par M. Woolliams.

Monsieur le Ministre.

Paragraphe 3, article 100—*Tenue de registre sur les transactions d'armes à feu, etc.*

**L'hon. Ronald Basford (ministre de la Justice et Procureur général du Canada):** L'article 100 remplacerait l'article 96 du Code criminel en apportant des modifications importantes en ce qui a trait à l'obligation de tenir avec plus de précision les dossiers. Les exigences seront plus sévères dans le cas de quelqu'un qui désire obtenir un permis d'exploitation d'une entreprise, surtout en ce qui concerne les dispositions d'entreposage des armes à feu et des munitions, dans la mesure où l'on a étendu la nécessité de tenir des dossiers.

L'alinéa a) de l'article proposé 100(1) élargit les dispositions contenues à l'article 96(1) et stipule qu'il faut tenir un dossier sur chaque transaction conclue portant sur des armes, des armes à feu et des munitions à autorisation restreinte. L'article remplacé ne prévoyait la tenue de dossiers que dans le cas de transactions portant sur des armes à autorisation restreinte. Est maintenant visé, qui-conque exploite une entreprise qui comporte la transformation d'armes à feu. L'alinéa b) prévoit que le marchand doit tenir un inventaire de ses armes à feu et munitions en stock. L'alinéa c), maintient l'obligation de présenter ce registre.

Néanmoins, j'aimerais mentionner que nous avons l'intention de proposer un amendement qui modifierait l'obligation des personnes qui exploitent un commerce d'armes à feu en ce qui concerne la tenue de registres, prévoyant une plus grande flexibilité et éliminant l'exigence proposée précédemment voulant qu'il faille enregistrer chaque vente de munitions. Des amendements sont également prévus afin d'élargir le champ de personnes qui peuvent exiger copie des registres, permettant l'inspection des registres par les autorités provinciales.

**Le président:** Peut-être pourrions-nous d'abord passer à l'amendement proposé par M. Woolliams, et ensuite voir les amendements du gouvernement.

La première partie de cet amendement porte sur l'article 100(1) du bill et je conclus à la suite d'une conversation précédente que vous êtes disposé à accepter les dispositions de cet amendement qui visent l'article 100(2). Puisque l'amendement de M. Woolliams porte sur plusieurs articles différents, je crois qu'il serait préférable qu'il les propose séparément.

Monsieur Woolliams, peut-être pourriez-vous proposer les différentes parties de votre amendement séparément, au fur et à mesure que nous aborderons les différents articles.

**M. Woolliams:** Celui-ci se trouve à la page 12 de mon exposé et à la page 12 du projet de loi. J'aime bien simplifier les choses.

[Texte]

What I am doing is taking out the word "ammunition" in amendment (a), line 33, which says:

... restricted weapons, *firearms or ammunition*

It is going to make it very difficult for every little local retailer to keep track of the selling of ammunition. Although I do not go along with the licensing particularly of ammunition, it would seem to me to simplify it. That is the reason for moving the amendment, and I think that is exactly what the Minister has just said.

You see, it says:

100.(1) Every person who carries on a business that includes the manufacturing, buying or selling at wholesale or retail, importing, repairing, *altering or modifying* or taking or taking ... *firearms* ... shall

and I am taking out "ammunition". It is just a tidy amendment.

• 0955

**Mr. Leggatt:** It would avoid the necessity of keeping records of ammunition sales, and of the effect of the—difference.

**Mr. Basford:** We were proposing an amendment that made it more flexible with regard to ammunition, by which he would not have to record every sale or every piece of information, but he would still have to keep an inventory of ammunition. I think that is important.

**Mr. Woolliams:** With the greatest respect to the Minister, everybody keeps an inventory of stock, but if you have ammunition and you leave it in in the first part, that is in paragraph (1) (a):

(a) keep a record of every transaction that he enters into with respect to such weapons, *firearms or ammunition* in a form prescribed by the Commissioner,

And then:

(b) keep an inventory of all such weapons, firearms and ammunition from time to time on hand ...

(c) produce the record *and inventory* for inspection ...

I am taking ammunition out of all that.

**Mr. Basford:** Yes. We are suggesting that (a) be reworded from:

keep a record of every transaction ...

to:

keep records of transactions entered into by him with respect to such weapons, *firearms or ammunition* in a form prescribed ...

There would have to be some record of ammunition sale, but it would be changed from keep a record of "every" transaction.

21739—2

[Interprétation]

Ce que je me propose de faire c'est rayer le mot «munitions», ligne 33, où il est dit:

... armes à autorisation restreinte, d'armes à feu ou de munitions ...

Une telle disposition compliquera en effet énormément la vie au petit marchand local s'il est obligé de tenir un registre de chaque vente de munitions. Bien que je ne sois pas particulièrement favorable à la vente de munitions par permis, cela me semblerait simplifier le procédé. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle je propose cet amendement et je crois que cela entre très bien dans le cadre de ce que vient de dire le Ministre.

Voyez-vous, l'article prévoit que:

100.(1) Quiconque exploite une entreprise qui comporte la fabrication, l'achat ou la vente, en gros ou au détail, l'importation, la réparation, *la modification* ou la prise en gage ... d'armes à feu ... doit

et je propose de rayer le mot «munitions». C'est un amendement d'efficacité.

**M. Leggatt:** On éliminerait ainsi la nécessité de tenir des registres sur la vente des munitions ainsi que l'effet ... la différence.

**M. Basford:** Nous avions l'intention de proposer un amendement qui rendrait la disposition visant les munitions plus flexible, en prévoyant que le vendeur n'aurait pas à enregistrer chaque vente, ni renseignement, mais qu'il devrait tenir un inventaire des munitions. Je crois que cela est important.

**M. Woolliams:** Avec tout le respect que je dois au ministre, j'aimerais faire remarquer que tous les marchands tiennent un inventaire de leurs stocks, mais s'il s'agit de munitions, et que vous laissez cette disposition au paragraphe 1(a):

(a) consigner, dans un registre, en une forme prescrite par le commissaire, chaque opération qu'il conclut en ce qui concerne ces armes, *armes à feu ou munitions*;

Et ensuite:

(b) tenir un inventaire de ces armes, armes à feu et munitions en stock ...

(c) présenter ce registre *et cet inventaire* pour inspection ...

Je propose donc de rayer «les munitions» de tout cela.

**M. Basford:** Oui. Nous proposons que l'alinéa a) soit reformulé pour que:

Consigner, dans un registre, chaque opération ...

devienne:

Tenir des registres de ces opérations, en la forme prescrite ... en ce qui concerne les armes, armes à feu et munitions ...

Ainsi, il y aurait inscription de la vente des munitions, mais l'on changerait ainsi la formule actuelle qui veut que l'on consigne dans un registre «chaque opération».



[Text]

**Mr. Woolliams:** How would you differentiate?

**Mr. Basford:** Go ahead, sir.

**Mr. A. Sarchuk (Senior Legal Counsel, Department of Justice):** Sir, we have in this group:

... manufacturing, buying or selling at wholesale or retail, importing, ...

... widely differing categories of businesses. It is the intention that with, certainly, the wholesalers and retailers and the importers we would like them to keep, perhaps, more up-to-date records, records that are more readily checked, yet at the same time provide the flexibility, so that we would not have to require a small storekeeper in Plum Coulee to record the sale he makes of each and every box of ammunition. By doing it this way, it allows the Commissioner to establish a method that is most efficient, depending on the particular type of business.

**Mr. Woolliams:** My answer to that, Mr. Chairman, is this: there are two problems. One of the great faults of this bill is the establishment of bureaucracy in administrative direction, which business people today abhor. That is the first thing. We are giving so much power to people. You say that the Commissioner is going to make it easy; he may not make it easy, he may make it tough.

The second thing is that in most businesses, whether in a law practice or retail, even in a small enterprise, you have to hire one or two secretaries just to fill out forms for the government. Wherever I go, it does not matter to which province, business people are complaining about the tremendous amount of paperwork that the bureaucracy and the various governments are asking people to keep. If we are going to be competitive—you keep putting up the cost of doing business. Take in a law practice of even three lawyers, you have to have a bookkeeper and a secretary, and today you are paying \$800 or \$900 a month—some of them are paid \$1,000 a month—and all they are doing is filling out forms. We are not like the government: if you have a deficit, you increase the taxes or run a deficit, but in business, if you cannot make it go, the bank calls you and says, sorry, Mr. Brown, your overdraft is just too high, you either have to get rid of your staff or close your doors. You are asking business to take this responsibility in the cost of doing business, and that is what I am against.

The two points: to put them in plain English, there is too damn much bureaucracy, there are too damn many forms, and it is too costly.

**The Chairman:** Mr. Fairweather is next, and then Mr. Milne.

Did you want to comment on that, Mr. Basford?

**Mr. Basford:** No.

**The Chairman:** Mr. Fairweather.

• 1000

**Mr. Fairweather:** I do not know how retailers keep track of cigarette sales but surely every transaction is not accounted for. Is not this government amendment rather like that; that the retailer has to keep track of cigarette sales for excise? So there would be a global accounting but

[Interpretation]

**M. Woolliams:** Comment faites-vous la distinction?

**M. Basford:** Allez-y, monsieur.

**M. A. Sarchuk (conseiller juridique principal, ministère de la Justice):** Monsieur, nous trouvons dans ce paragraphe:

... la fabrication, l'achat ou la vente, en gros ou au détail, l'importation, ...

... des types très différents de commerces. En fait, on veut très certainement que les grossistes et les détaillants, ainsi que les importateurs maintiennent des registres à jour, des registres facilement vérifiables tout en offrant une certaine flexibilité, car nous ne voulons pas que le petit marchand de Plum Coulee ait à enregistrer la vente de chaque boîte de munitions. Si nous procédons de la sorte, il sera permis au Commissaire de fixer la méthode la plus efficace, selon le genre de commerce.

**M. Woolliams:** Je dirai, monsieur le président, que l'on crée ainsi deux problèmes. D'abord, j'aimerais dire qu'une des grandes failles du présent projet de loi est la création d'une bureaucratie au niveau de l'administration, que les commerçants détestent. Ensuite, je crois que nous accordons de trop grands pouvoirs à certains individus. Vous dites que le Commissaire va faciliter les choses; il n'en fera peut-être rien, au contraire il les compliquera peut-être.

Deuxièmement, j'aimerais faire remarquer que la plupart des hommes d'affaires, qu'il s'agisse d'un bureau d'avocats ou d'un commerce en gros, même les petites entreprises, doivent embaucher une secrétaire ou deux, tout simplement pour remplir les formulaires du gouvernement. Où que j'aille, dans n'importe quelle province, les hommes d'affaires me parlent de la quantité énorme de paperasserie que la bureaucratie et les divers paliers de gouvernement leur demandent de remplir. Si nous voulons être concurrentiels... Vous ne faites qu'augmenter le coût de faire du commerce. Prenez par exemple dans un bureau d'avocats même s'il n'y a que trois avocats, il faut avoir un comptable et une secrétaire et cela vous en coûte \$800 ou \$900 par mois et dans certains cas même \$1,000 par mois, tout simplement pour faire remplir des formulaires. Nous ne sommes pas comme le gouvernement: s'il y a un déficit, vous pouvez augmenter les impôts ou reporter le déficit, mais dans le commerce, si vous ne réussissez pas, la banque vous téléphone et vous dit: nous regrettons, monsieur Brown, mais votre compte est trop à découvert, il vous faut soit vous débarrasser de votre personnel ou fermer vos portes. Et voici que nous demandons au monde des affaires d'assumer le coût de ce régime et je m'y oppose.

Bref, il y a beaucoup trop de cette fichue bureaucratie, sous toutes ces formes, et cela coûte trop cher.

**Le président:** M. Fairweather est le suivant et ensuite M. Milne.

Aviez-vous des remarques à faire à ce sujet monsieur Basford?

**M. Basford:** Non.

**Le président:** Monsieur Fairweather.

**M. Fairweather:** Je ne sais pas au juste comment les détaillants enregistrent les ventes de cigarettes, mais il va de soi que chaque transaction n'est pas consignée. L'amendement que propose le gouvernement n'est-il pas semblable à ce qui se fait dans le cas du détaillant qui doit, aux fins



[Texte]

not an individual package accounting. Is that what is intended?

**Mr. Basford:** That is right. And it goes back to the initial words of subsection 1 which applies to manufacturing, or wholesaling or retailing or importing, about which you want different kinds of records. The bill as proposed would require the manufacturer to the smallest of retailers to keep a record of each and every single transaction. And the amendment we are proposing is to allow the Commissioner to make different requirements, which seems sensible to me, for the manufacturer or wholesaler who is dealing in bulk lots than for the individual little store in Pouce-Coupé, where you are concerned with just what is his annual sale of ammunition.

**The Chairman:** And Mr. Woolliams' amendment, if I understand it, goes further and would dispense with keeping records at all for ammunition.

**Mr. Woolliams:** Well, on retail and wholesale, on what Mr. Fairweather has raised, that is a very simple thing, because in a hotel, you have very sophisticated, almost computer-like registers, and every time you ring up a packet of cigarettes you press a certain button. I suppose what you are asking now is that there be a cash register put out with the word "ammunition" on it.

**The Chairman:** Mr. Milne is next, then Mr. Leggatt.

**Mr. Milne:** Thank you, Mr. Chairman. I just want to be assured that there is nothing in the intent of the amendment that would be otherwise than require the retailer, whether he is large or small, to still request the presentation of a licence before he would sell the ammunition when he is not recording each sale.

**Mr. Basford:** Oh yes, he would require the licence to be shown.

**Mr. Milne:** And the sale could only be completed to the licence holder, not his agent.

**Mr. Basford:** Yes. That is under proposed section 95.(1), I think it is.

**The Chairman:** Mr. Leggatt.

**Mr. Leggatt:** Well, I favour the bill as it stands without either of the amendments. The provision that requires every transaction to be recorded is surely to assist the police in determining not merely a global question of accounting for the total amount of ammunition but that they would have some record of sales on a specific basis. I think of the English experience whereby they have a poison book in the pharmacy, and any person who buys poison goes into the record. This has not been a major problem for the pharmacies.

It does not seem to me to be a major problem for retailers to keep a record of specific ammunition sales and not just merely a global accounting of how much ammunition they took in and how much was sold. This is what I understand the objective will be if the government amendment passes. So I oppose both the amendments; I like the bill as it reads.

[Interprétation]

de la taxe d'accise, enregistrer d'une façon quelconque la vente des cigarettes? Il y aurait donc un enregistrement global, mais non individuel de chaque vente. Est-ce que c'est ce qui est prévu?

**M. Basford:** En effet. L'amendement découle du texte original du paragraphe 1 qui vise les personnes engagées dans la fabrication, l'achat ou la vente, en gros ou au détail, l'importation et pour lequel vous voulez qu'il soit prévu différents genres de registres. Le bill propose que du fabricant au plus petit détaillant, on tienne un registre de chaque transaction. Avec cet amendement, nous proposons de permettre au Commissaire de prévoir différentes exigences, ce qui me semble raisonnable, pour le fabricant ou le grossiste par opposition au petit marchand à Pouce-Coupé, où tout ce qui nous intéresse c'est son volume total annuel de vente de munitions.

**Le président:** L'amendement de M. Woolliams, si j'ai bien compris, prévoit une mesure encore plus extrême qui rendrait inutile la tenue de registres dans le cas de vente de munitions.

**M. Woolliams:** Au sujet de la vente au détail et en gros, sur le point soulevé par M. Fairweather, j'aimerais faire remarquer que dans un hôtel, les caisses sont très sophistiquées, presque comme des ordinateurs et chaque fois que vous poinçonnez un paquet de cigarettes, vous poinçonnez également un bouton spécial. Je suppose qu'au fond vous proposez que l'on fabrique une caisse qui aurait une clé pour «munitions».

**Le président:** La parole est maintenant à M. Milne, suivi de M. Leggatt.

**M. Milne:** Merci, monsieur le président. Je veux simplement m'assurer que ce n'est pas l'intention du présent amendement d'abolir la nécessité pour le détaillant, qu'il soit important ou non, de demander la présentation du permis avant de vendre des munitions, même s'il ne doit pas enregistrer chaque vente.

**M. Basford:** Oui, il devrait demander à voir le permis.

**M. Milne:** Et l'on ne pourrait faire cette vente qu'à un détenteur de permis, et non à son représentant?

**M. Basford:** Oui. Vous trouverez cela, je crois, à l'article 95(1) du bill.

**Le président:** Monsieur Leggatt.

**M. Leggatt:** A vrai dire, je suis en faveur du projet de loi tel qu'il est, sans l'un ni l'autre de ces amendements. Il me semble que la disposition voulant que chaque transaction soit enregistrée vise à aider la police non seulement à évaluer l'ensemble des ventes de munitions, mais à connaître le volume détaillé des ventes. Je pense par exemple à l'expérience britannique; en effet, en Grande-Bretagne, dans les pharmacies, on a un livre de poisons et toute personne qui achète du poison est inscrite au registre. Cela n'a pas comporté de problème majeur pour les pharmacies.

Il ne me semble pas non plus y avoir de problème majeur pour les détaillants si ceux-ci tiennent un registre précis des ventes de munitions et non seulement un bilan général de la quantité de munitions qu'il se sont procurés et qu'ils ont vendues. Si j'ai bien compris, ce sera l'objectif si nous adoptons l'amendement proposé par le gouvernement. Je m'oppose donc aux deux amendements; j'aime le projet de loi tel qu'il est rédigé.

[Text]

**Mr. Basford:** Well, it is an attempt to make it a little simpler for the small dealer.

**Mr. Leggatt:** But you will lose some control over your records of ammunition sales.

**Mr. Basford:** Over individual sales, yes.

**Mr. Leggatt:** Yes.

**The Chairman:** Well, Mr. Woolliams has moved that on page 12, line 33 be struck out and the words "or firearms shall", be substituted; line 36 be struck out and the words: "weapons, or firearms in a" be substituted; and that line 39 be struck out and that the words: "and firearms from time to" be substituted—the effect of each of these being, as I understand it, to leave out the word "ammunition". Those in favour of Mr. Woolliams' amendment?

Motion negated.

**The Chairman:** And now Mr. Fox, would you like to move the government amendment?

**Mr. Fox:** Mr. Chairman, I move: that Clause 3 of Bill C-83 be amended as follows—and I am on page 16 of the government's old amendments.

**The Chairman:** And at the top of page 13 of the bill, I believe.

**Mr. Fox:** Page 12.

**The Chairman:** Subclause (d).

**Mr. Fox:** Page 12. We are on proposed Section 100.(1)(a) I believe.

keep records of transactions entered into by him with respect to such weapons, firearms or ammunition in a form prescribed by the Commissioner and containing such information as is prescribed by the Commissioner,

And I will move subclause (d) after we have disposed of this one, Mr. Chairman.

• 1005

**The Chairman:** I suppose we can do it that way. So, the first amendment is to subclause (a).

**An hon. Member:** Right.

**The Chairman:** Mr. Milne.

**Mr. Milne:** I am just a little uneasy on this. If an individual came in and bought a very large quantity or a rather unusual purchase of ammunition—let us take the case of a farmer who would buy one or two boxes of shells but who came in and ordered 100 boxes or bought 100 boxes—is there any provision in the regulation that would note this and draw it to the police's attention? I share Mr. Leggatt's point of view that any unusual types of purchases would not be recorded to be traced under this.

**Mr. Basford:** Except that under the amendment I think the Commissioner would be free to regulate that sale over a certain amount be recorded.

[Interpretation]

**M. Basford:** A vrai dire, nous essayons de simplifier les choses pour le petit détaillant.

**M. Leggatt:** Mais vous amoindrirez le contrôle que vous exercez sur la surveillance des registres de vente de munitions.

**M. Basford:** Sur les ventes aux particuliers, oui.

**M. Leggatt:** Oui.

**Le président:** M. Woolliams a proposé qu'à la page 12, on raye la ligne 33 et qu'on la remplace par l'expression «ou d'armes à feu doit», que l'on raye la ligne 37 pour la remplacer par les mots: «armes, ou armes à feu»; et que l'on raye la ligne 40 pour la remplacer par les mots: «armes à feu en stock». Le tout visant, si j'ai bien compris, à éliminer le mot «munitions». Qui est en faveur de l'amendement proposé par M. Woolliams?

La motion est rejetée.

**Le président:** Et maintenant, monsieur Fox, voulez-vous proposer l'amendement du gouvernement?

**M. Fox:** Monsieur le président, je propose que l'article 3 du Bill C-83 soit modifié de la façon suivante... je suis à la page 16 des vieux amendements du gouvernement.

**Le président:** Au haut de la page 13 du bill, je crois.

**M. Fox:** A la page 12.

**Le président:** A l'alinéa (d).

**M. Fox:** A la page 12. Nous sommes je crois à l'article 100(1)a).

Tenir des registres de ces opérations, en la forme prescrite par le Commissaire, en ce qui concerne les armes, armes à feu et munitions que ce dernier désigne et contenant les renseignements qu'il exige.

Et je proposerai les modifications à apporter à l'alinéa d) lorsque nous en aurons terminé avec l'alinéa a), monsieur le président.

**Le président:** Je suppose que nous pouvons procéder de cette façon. Donc, le premier amendement porte sur l'alinéa a).

**Une voix:** En effet.

**Le président:** Monsieur Milne.

**M. Milne:** Cette question me met un peu mal à l'aise. Si quelqu'un se présentait et achetait une très grande quantité ou plutôt une quantité inhabituelle de munition... Prenons le cas d'un agriculteur qui achèterait normalement une ou deux boîtes de balles mais qui viendrait et qui achèterait tout à coup 100 boîtes... Les règlements prévoient-ils qu'un tel achat serait noté et porté à l'attention de la police? Je partage le point de vue exprimé par M. Leggatt, c'est-à-dire que tous les achats inhabituels devraient être enregistrés afin que l'on puisse les retracer.

**M. Basford:** Je crois qu'aux termes du présent amendement, le commissaire pourrait édicter un règlement exigeant que les ventes dépassant un certain volume soient inscrites.



[Texte]

**Mr. Leggatt:** What about sales on an accumulative basis where an unusual amount of ammunition is purchased by a single individual over a period of time. You would not have a record of those transactions if you are thinking about looking at a global accounting rather than individual purchases. I think you lose some of the capacity for police investigation, investigation, for example, into gang purchases of ammunition or something that is of an unusual nature that they should be checking into. I recognize that there has to be some compromise but it seems to me an unusual place to compromise in the bill.

**Mr. Basford:** Mind you, the amendment is flexible enough to allow, if that became a problem, a change in the regulations.

**Mr. Leggatt:** That is Mr. Woolliams' point though that you do not want to leave too much in the regulations or you will never know where you stand with this thing.

**Mr. Basford:** No. But in terms of introducing a measure we were trying again to make it flexible by way of its introduction so it could take account of very small dealers.

**Mr. Leggatt:** To put it on a practical level, even the smallest dealer who has to keep a record of his ammunition sale would find it no problem. It would take him one minute to jot down the fact that he sold three boxes of 22 shells...

**Mr. Milne:** To the licence number.

**Mr. Leggatt:** To the licence number. There it is. Now you have got a complete record of the ammunition sales and transactions and I think you have a very useful tool for the police to check back on the amount of ammunition any specific licence holder may be purchasing. It may be quite inconsistent with his activities and it might assist the police in their investigation of a homicide or wilful damage, all kinds of things like that.

Think of an incident where somebody has been shooting up the neighbourhood regularly and they cannot figure out who the hell is doing it. This gives them an opportunity to find out if somebody has been buying a hell of a lot of ammunition which is inconsistent with the normal activities, say, of a hunter. I think you are giving away a useful tool that the police could find of some advantage.

**The Chairman:** Mr. Stanbury.

**Mr. Stanbury:** Mr. Chairman I was wondering which, if any, of the witnesses who appeared before the Committee recommended this change?

**Mr. Basford:** I am not sure that I can name them specifically but there has been a good deal of comment against the record-keeping provisions. I am not hung up on this amendment, if the Committee does not want it I would be happy to have Mr. Fox withdraw it.

**Mr. Stanbury:** Can the Clerk assist us by telling us who the source of the recommendations for this amendment was?

**The Chairman:** All right; Mr. Gualtieri.

**Mr. R. Gualtieri (Co-ordinator, Working Group on Gun Control, Department of the Solicitor General):** The Canadian Sporting Arms and Ammunition Association made a recommendation along these lines. They contended that this type of recording would serve no useful public purpose in the vast majority of cases and that it would amount to a form of harassment of retail dealers. I think there is considerable substance to that point. I do not know

[Interprétation]

**M. Leggatt:** Et que se passerait-il dans le cas d'achats cumulatifs, un seul individu achetant une quantité inhabituelle de munition sur une certaine période de temps? Vous n'auriez aucun dossier de telles transactions si vous voulez inscrire le volume total de ventes plutôt que les achats individuels. Je crois que vous diminuez les possibilités d'enquête par la police, par exemple si un groupe organisé achetait des munitions ou quelque chose d'autre de nature anormale, il faudrait faire enquête. Je me rends compte qu'il faut en arriver à un compromis, mais il me semble que ce n'est pas l'endroit indiqué dans le présent bill.

**M. Basford:** Il est à noter que l'amendement est formulé d'une façon assez flexible pour permettre, s'il y avait un problème, de modifier les règlements.

**M. Leggatt:** C'est justement le point qu'a fait valoir M. Woolliams qu'il ne faut pas trop mettre de choses dans les règlements, car alors on ne saura jamais où on en est.

**M. Basford:** Non. Nous tentions de présenter des mesures suffisamment flexibles pour tenir compte des très petits vendeurs.

**M. Leggatt:** Dans la pratique, même le plus petit détaillant, s'il devait tenir un registre de ses ventes de munition, n'éprouverait aucun problème. Cela lui prendrait une minute pour inscrire une vente de 3 boîtes de balles 22...

**M. Milne:** Et le numéro du permis.

**M. Leggatt:** Et le numéro du permis. C'est tout. On a alors un dossier complet des ventes de munitions et des transactions et je crois que cela pourrait être un outil très utile pour la police qui voudrait peut-être vérifier la quantité de munitions achetées par un détenteur de permis. Il se pourrait fort bien que ces achats ne concordent pas du tout avec ses activités et cela pourrait aider la police dans son enquête d'un meurtre ou de dégâts volontaires à la propriété, toutes sortes de choses comme cela.

Pensez par exemple à la situation suivante: quelqu'un tire des coups de feu dans le quartier régulièrement et on ne peut pas voir du tout de qui il s'agit. La police pourrait ainsi voir si quelqu'un a acheté beaucoup de munitions, beaucoup trop de munitions pour un chasseur. Il me semble que vous laissez de côté un outil utile pour la police.

**Le président:** Monsieur Stanbury.

**M. Stanbury:** Monsieur le président, je me demandais si aucun des témoins qui ont comparu devant le Comité n'avait recommandé ce changement?

**M. Basford:** Je ne sais pas au juste si je puis les nommer mais de nombreuses remarques ont été formulées à l'encontre des dispositions de tenue de registres. Je ne tiens pas particulièrement à cet amendement, si le Comité n'en veut pas, je serais ratée de voir M. Fox le retirer.

**M. Stanbury:** Le greffier pourrait-il nous dire qui a recommandé le présent amendement?

**Le président:** Très bien; monsieur Gualtieri.

**M. R. Gualtieri (coordonateur, Groupe de travail sur le contrôle des armes à feu, ministère du Solliciteur général):** La Canadian Sporting Arms and Ammunition Association a formulé une recommandation à cet effet. Ses représentants prétendaient que ce genre d'enregistrement ne servirait aucune fin utile dans la grande majorité des cas et pourrait constituer une forme de contrainte des vendeurs au détail. Je crois que ce point est assez juste. Je



[Text]

whether you have ever seen the lineups at hunting season in Canada Tire and similar retailers, where people are just burgeoning around the counters. To try and keep records in those circumstances for dubious purposes is questionable.

**Mr. Stanbury:** Just to follow up on that, Mr. Chairman, was any concern expressed by police witnesses that this was important for their purposes?

• 1010

**Inspector R. Hoban (Gun Control Section (RCMP), Department of Justice):** No. We thought it would be a cumbersome thing for the dealers to keep records of individual ammunition sales. We have a very good rapport with the dealers, and I think the flexibility is still in the act so that we can ask the dealers to keep records of this if it becomes a problem.

**Mr. Leggatt:** It is clear, of course, that the police would not get an opportunity to comment on your amendment since it was submitted after we had received evidence on the bill from the police.

**Mr. Sarchuk:** It was taken up with the RCMP.

**The Chairman:** I suppose Inspector Hoban, being from the RCMP, is speaking in part in that capacity.

**Mr. Stanbury:** The answer to my question is that the police did not single this out as being of special importance to them or respond to the submission of the supporting arms association.

**Insp. Hoban:** No.

**Le président:** Monsieur Lachance.

**M. Lachance:** Merci, monsieur le président. La question qu'il faut se poser c'est où commencer et où finir, surtout dans un projet de loi comme celui-ci où toutes les transactions concernant les armes à feu et les munitions sont réglementées assez sévèrement. Je verrais d'un assez mauvais œil que, lors d'un achat par un individu d'une boîte de 50 balles pour une carabine de calibre le vendeur d'une petite quincaillerie soit obligé de consigner dans un registre: «J'ai vendu à tel M., tel numéro de permis, une boîte de .22 à \$1.10». La version amendée qui prévoyait une réglementation indiquant comment se feraient les ventes et comment se consigneraient les transactions, donne beaucoup plus de flexibilité. J'ai des fortes réserves sur la réglementation par ordre en conseil en ce qui concerne le Code criminel, mais dans le cas présent, je pense que la flexibilité est nécessaire. L'amendement apporte une flexibilité que le texte original n'avait pas.

Je favorise donc l'amendement présenté. J'ai l'intention de voter en faveur de cet amendement.

**The Chairman:** May I put Mr. Fox's amendment to paragraph (a)? I suspect that will be on division; I think Mr. Leggatt and Mr. Milne are opposed to it. Perhaps I had better put it this way: Those in favour of Mr. Fox's amendment? Those opposed? There are three opposed.

Amendment agreed to.

**The Chairman:** Now, Mr. Fox's amendment to paragraph (d).

[Interpretation]

ne sais pas si vous avez déjà observé les files chez Canadian Tire et chez des marchands semblables à l'époque de la chasse, les gens envahissent les comptoirs. Tenter de tenir des registres dans de telles circonstances est discutable à des fins aussi douteuses.

**M. Stanbury:** Dans la même veine, monsieur le président, les témoins représentant les forces policières ont-ils exprimé l'opinion que cela pouvait leur être utile?

**Insp. R. Hoban (Unité du contrôle des armes à feu (GRC), ministère de la Justice):** Non. Nous avons pensé qu'il s'agissait d'une tâche ennuyeuse pour les vendeurs. Nous avons de très bons rapports avec les vendeurs et nous croyons que la loi conserve un certain degré de flexibilité, ce qui nous permettra de demander aux vendeurs de tenir des registres si nous éprouvons des difficultés de cet ordre.

**M. Leggatt:** Évidemment, les policiers n'auront pas l'occasion de faire des remarques au sujet de votre amendement puisqu'il a été présenté après leur témoignage sur le projet de loi.

**M. Sarchuk:** Nous en avons discuté avec la Gendarmerie.

**Le président:** Je suppose que l'inspecteur Hoban, étant membre de la Gendarmerie, parle dans une certaine mesure à ce titre.

**M. Stanbury:** La réponse donc à ma question est que les policiers n'ont pas fait ressortir ce point comme étant d'une importance spéciale, pas plus qu'ils n'ont appuyé la position des associations d'usagers d'armes à feu.

**Insp. Hoban:** Non.

**The Chairman:** Mr. Lachance:

**Mr. Lachance:** Thank you, Mr. Chairman. The question we must ask ourselves is where it begins and where it stops, particularly with a bill of this type where all the transactions dealing with firearms and ammunition are prescribed quite strictly. I would not be happy to see the dealer of a small hardware store under the obligation to keep a record of the sale to one individual of 50 bullets for a .22: "I sold Mr. So-and-So, licence number such-and-such, a box of .22's at \$1.10." The revised version which prescribes requirements which will show how the sales will be done and how to keep track of the transactions is much more flexible. I have strong reservations about requirements edicted by Order in Council in the case of the Criminal Code, but in this case, I think there must be flexibility. The amendment gives more flexibility than the original version.

I, therefore, favour the amendment which has been moved. I intend to vote in favour of this amendment.

**Le président:** Pouvons-nous voter sur l'amendement proposé par M. Fox à l'alinéa a)? J'ai l'impression que les avis seront partagés; je crois que M. Leggatt et M. Milne vont s'y opposer. Je devrais donc peut-être dire: qui est en faveur de l'amendement de M. Fox? Qui s'y oppose? Il y a trois votes contre.

L'amendement est adopté.

**Le président:** Maintenant, passons à l'amendement proposé par M. Fox à l'alinéa d).

[Texte]

**Mr. Fox:** That would be on page 13. I move that Clause 3 of Bill C-83 be amended by striking out lines 1 to 4 on page 13 and substituting the following:

(d) mail a cop of the record and inventory to the Commissioner or to any person authorized by subsection 106.3(5) or (6) to issue a permit to carry on the business in accordance with any request in writing made by the Commissioner or any such person.

The French version is amended accordingly.

**Mr. Woolliams:** What page is that on in your list of original amendments?

**Mr. Fox:** Page 16.

**The Chairman:** It is the other part of the one that we just moved.

**Mr. Woolliams:** So we are taking out (d)?

**The Chairman:** Yes. The first one took out (a) and substituted a new (a), and this one is substituting a new (d).

**Mr. Basford:** And (d) as in the bill requires that the record and inventory be reported to the Commissioner. This allows the Commissioner or a person designated by him, which is the province if we negotiate it, to maintain the inspection of registers.

Amendment agreed to

**The Chairman:** Now we come to subsection (2) and Mr. Woolliams has another amendment here. If my ears did not deceive me I believe the Minister wants to accept that one. Perhaps we should let Mr. Woolliams move it first.

• 1015

**Mr. Woolliams:** Well, we have been colluding all night. This is an important amendment. This is in lines 8 and 9. It reads—Well, I had better read the proposed subsection.

A person who carries on business described in subsection (1) shall report to a local registrar of firearms any loss, damage or destruction of any restricted weapon, firearm or ammunition that occurs in the course of the business and any theft of any such weapon, firearm or ammunition from the location where the business is carried on.

Now, at line 8, this would substitute

or destruction of any restricted weapon or firearm that occurs in the

It does not change it that much, but it...

**The Chairman:** You are also amending line 11, I believe, are you not?

**Mr. Woolliams:** Yes.

such weapon or firearm from

**The Chairman:** Right. Those are the two amendments to subsection (2).

[Interprétation]

**M. Fox:** Celui-ci s'inscrira à la page 13. Je propose que l'article 3 du Bill C-83 soit modifié en remplaçant les lignes 1 à 3, page 13, par ce qui suit:

(d) adresser par la poste copie du registre et de l'inventaire au commissaire ou à toute personne que les paragraphes 106.3(5) ou (6) autorisent à délivrer un permis d'exploitation de l'entreprise sur demande écrite du commissaire ou cette personne.

La version anglaise est modifiée de la même façon.

**M. Woolliams:** Cela se trouve à quelle page de la liste des amendements originaux?

**M. Fox:** A la page 16.

**Le président:** C'est la deuxième partie de ce que nous venons d'adopter.

**M. Woolliams:** Nous allons donc rayer d)?

**Le président:** Oui. Le premier amendement retirait l'alinéa a) pour le remplacer par un nouvel alinéa a) et voici que nous proposons un nouvel alinéa d).

**M. Basford:** Et cet alinéa d) tout comme dans le projet de loi stipule que le registre et l'inventaire soient envoyés au commissaire. Ainsi, le commissaire ou toute personne désignée par lui, un représentant provincial si nous en décidons en négociation, pourra assurer l'inspection des registres.

L'amendement est adopté.

**Le président:** Maintenant, nous passons au paragraphe (2) pour lequel M. Woolliams a un autre amendement. Si j'ai bien compris, le ministre voudrait accepter celui-là. Peut-être devrions-nous d'abord laisser M. Woolliams le proposer.

**M. Woolliams:** Eh bien, nous nous sommes concertés toute la nuit. Il s'agit d'un amendement important. Il vise les lignes 8 et 9. Je ferais peut-être mieux de lire le paragraphe proposé.

L'exploitant d'une entreprise décrite au paragraphe (1) doit faire rapport au registraire local d'armes à feu en cas de perte, dommage ou destruction d'arme à autorisation restreinte, d'arme à feu ou de munitions survenus dans le cours de son exploitation ainsi qu'en cas de vols de ces armes, armes à feu ou munitions, survenus dans les locaux où il exploite cette entreprise.

Je proposerais donc à la ligne 8 la substitution suivante:

ou destruction d'armes à autorisation restreinte ou d'armes à feu survenus...

Cela n'apporte pas un grand changement, mais...

**Le président:** Vous vous proposez également d'amender la ligne 11 je crois?

**M. Woolliams:** Oui.

de ces armes ou armes à feu survenus...

**Le président:** Très bien. Voilà donc les deux amendements proposés au paragraphe (2).



[Text]

**Mr. Woolliams:** Right.

**The Chairman:** Mr. Minister, do you want to speak on that?

**Mr. Basford:** Well, I would like to accommodate Mr. Woolliams but I think I should only go half way. It seems to me not unreasonable, where there is loss, damage or destruction, to cross out the "ammunition". But, in line 11, it seems to me if either a weapon or firearm or ammunition is stolen there should be some obligation to report it. Presumably one would report the loss in any event to the police, but surely if ammunition is stolen it should be reported stolen.

**Mr. Woolliams:** I think we overlooked that.

**The Chairman:** Does Mr. Woolliams have the Committee's permission to withdraw his amendment to line 11?

**Some hon. Members:** Agreed.

**The Chairman:** Agreed. Then I will put Mr. Woolliams' amendment to lines 8 and 9 before you.

Amendment agreed to.

**The Chairman:** Now, Mr. Woolliams' amendment continues to line—Well, I guess it is not just to proposed subsections (3), (4) or (5). It is to proposed subsection (6), I believe.

**Mr. Woolliams:** Subsection (6), so we had better . . .

**The Chairman:** Yes. All right. Do we have any comments on proposed subsections (3), (4) or (5)?

**Mr. Fox:** Mr. Chairman, may I ask just where we are at the moment?

**The Chairman:** We are on page 13, proposed Section 100.

**Mr. Fox:** Are we still on Mr. Woolliams' amendments?

**The Chairman:** Yes, we are dealing with them. But he has no amendments nor does anyone else to . . .

**Mr. Woolliams:** I have no amendments to proposed subsections (4) or (5). Nobody else has.

Proposed subsections (3), (4) and (5) agreed to.

**The Chairman:** Now, we come to proposed subsection (6), and Mr. Woolliams' amendments resume.

On Clause 3, proposed Section 100. (6)—*Handling, secure storage, etc.*

**Mr. Woolliams:** Now, proposed subsection 6 that we are following,

No person shall, in the course of a business described in subsection (1),

(a) handle, store, display or advertise any restricted weapon, firearm or ammunition in a manner that contravenes any regulation made by the Governor in Council pursuant to paragraph 3.

[Interpretation]

**M. Woolliams:** En effet.

**Le président:** Monsieur le ministre, avez-vous quelque chose à dire à ce sujet?

**M. Basford:** Eh bien, j'aimerais faire cette concession à M. Woolliams, mais je crois ne pouvoir faire que la moitié de ce qu'il demande. Il ne me semble pas irraisonnable, lorsqu'il y a perte, dommage ou destruction, de rayer le mot «munitions». Mais, à la ligne 11, il me semble, par contre, que si une arme ou une arme à feu ou des munitions sont volées, on devrait être obligé d'en faire rapport. On peut supposer que de toute manière cette perte serait déclarée à la police, mais il me semble bien que si des munitions sont volées on devrait le déclarer.

**M. Woolliams:** Je crois que nous avons négligé ce point.

**Le président:** M. Woolliams a-t-il la permission du Comité de retirer son amendement relatif à la ligne 11?

**Des voix:** D'accord.

**Le président:** Accepté. Je vais donc vous présenter pour le vote l'amendement proposé par M. Woolliams relatif aux lignes 8 et 9.

L'amendement est adopté.

**Le président:** Et maintenant, l'amendement de M. Woolliams porte sur . . . Il ne s'agit pas seulement des paragraphes (3), (4) et (5) proposés, mais également du paragraphe (6), je crois.

**M. Woolliams:** Du paragraphe (6), et donc nous ferions mieux de . . .

**Le président:** Oui. Très bien. Y a-t-il des remarques à faire au sujet des paragraphes (3), (4) et (5) proposés?

**M. Fox:** Monsieur le président, puis-je savoir où nous en sommes à l'heure actuelle?

**Le président:** Nous sommes à la page 13, à l'article 100 proposé.

**M. Fox:** Nous en sommes toujours aux amendements proposés par M. Woolliams?

**Le président:** Oui, nous les étudions. Mais il n'a proposé aucun amendement, pas plus que quiconque, à . . .

**M. Woolliams:** Je n'ai aucun amendement à proposer aux paragraphes (4) et (5). Personne d'autre non plus.

Les paragraphes (3), (4) et (5) sont adoptés.

**Le président:** Maintenant, nous en venons au paragraphe (6) proposé et nous revenons aux amendements de M. Woolliams.

A l'article 3, article 100.(6) proposé—*Manutention, entreposage, etc.*

**M. Woolliams:** Le paragraphe (6) est ainsi conçu

Il est interdit, dans le cours ordinaire des affaires d'une entreprise visée au paragraphe (1),

a) de manipuler, entreposer, mettre en montre ou annoncer des armes à autorisation restreinte, des armes à feu ou des munitions en contravention des règlements établis par le gouverneur en conseil en application de l'alinéa 3.



[Texte]

Again, I have called it "restricted weapon or firearm" and I have left out the word "ammunition." Of course, that is in sequence with what I have been doing right along.

**The Chairman:** So there are three amendments by Mr. Woolliams to subsection (6), all of which would have the effect of leaving out the word "ammunition."

**Mr. Woolliams:** That is right.

**The Chairman:** Right. Those in favour? Mr. Minister, did you want to say something?

**Mr. Basford:** I think there are several points to note here. This is relating to those in the business of selling weapons, firearms or ammunition and allows regulation by the Governor in Council as to their handling, storage, display or advertising. I would hope that ammunition would not be taken out of there. Surely this is something that should be regulated.

I would also note that this is an area in which the provinces may add additional regulations if they do not derogate from the federal regulations. This is in at the specific request of some provinces who want to regulate things like window displays, store displays, that manner of thing.

• 1020

**Mr. Woolliams:** You see, again what I do not like about the whole thing is that sports stores in the winter are going to have ski boots, skis and ski clothes in their windows and in the fall sports stores are going to have a couple of—what do you call these,—you are a hunter.

**Mr. Towers:** Decoys.

**Mr. Woolliams:** Yes, decoys, I could not think of the word, and two or three other things, a couple of shotguns and some shells. It seems to me that the government is getting down to being picayune as to how you display your goods in a store, and I do not think that that is going to stop. I do not think it is doing what the motivation of the bill, if it has any motivation, or direction really intended. Surely it means to try to stop crime, and I do not think stores like Eaton's, Hudson Bay and reliable sports stores are going to do anything in their advertising that is going to endanger the public.

**Mr. Basford:** In answer to that, I think there is a need for regulations relating to stores, which many dealers now follow by keeping weapons in locked cabinets or having a chain running through the trigger guard. However, had there been safe storage followed by some dealers, there would have been a number of incidents avoided already.

With regard to hand guns, there are provinces that want to prohibit window displays of hand guns and restricted weapons, and that is why that is in there.

**The Chairman:** Mr. Lachance.

**Mr. Basford:** The object...

**Mr. Lachance:** I am sorry. Go ahead.

**Mr. Basford:** The object, really, is to provide, not so much while the store is open but while the store is closed, what kind of storage and secure storage is used for that inventory.

[Interprétation]

Ici encore, je parle d'armes à autorisation restreinte ou d'armes à feu et je veux laisser tomber le mot «munitions». Bien sûr, cela fait suite à ce que j'ai entrepris.

**Le président:** M. Woolliams proposerait donc 3 amendements au paragraphe (6), ayant tous pour effet de retirer le mot «munitions».

**M. Woolliams:** En effet.

**Le président:** Très bien. Ceux en faveur? Monsieur le ministre, avez-vous quelque chose à dire?

**M. Basford:** Je crois qu'il faut faire remarquer plusieurs points ici. Ce paragraphe vise ceux dont c'est le commerce de vendre des armes, des armes à feu ou des munitions et prévoit une réglementation par le gouverneur en conseil quant au maniement, à l'entreposage, à la mise en montre et à l'annonce. J'espère que le mot munitions ne sera pas retiré. Il me semble que c'est là quelque chose qu'il nous faut réglementer.

J'aimerais faire remarquer aussi que dans ce domaine, les provinces sont libres d'ajouter des règlements supplémentaires à condition de ne pas déroger des règlements fédéraux. La présente disposition figure dans le projet de loi à la demande expresse de certaines provinces qui veulent réglementer certaines choses telles que les devantures de magasin, les étalages, etc.

**M. Woolliams:** Je le répète. ce qui m'ennuie, c'est que les magasins de sport auront l'hiver dans leurs vitrines des bottes de ski, des skis et des vêtements de ski, et à l'automne une couple de... Comment les appelez-vous, c'est vous le chasseur.

**M. Towers:** Des leurres.

**M. Woolliams:** Oui, des leurres, je ne me souvenais plus du mot, entourés de deux ou trois choses, un ou deux fusils, des balles. Je trouve que le gouvernement devient de plus en plus mesquin lorsqu'il dicte la façon de faire les étalages dans un magasin, et je ne vois pas comment cela pourrait s'arrêter. Je ne vois pas comment cela nous rapproche du but du bill, si toutefois il y en a un. Bien sûr, on veut essayer de prévenir le crime, mais je ne pense pas que des magasins comme Eaton, La Baie d'Hudson et les magasins de sport sérieux fassent une publicité qui présente des dangers pour le public.

**M. Basford:** Je pense qu'il est bon d'adopter des règlements pour les magasins, et nombre de vendeurs suivent déjà des règlements en rangeant leurs armes dans des vitrines fermées à clé ou en faisant passer une chaîne dans la sous-garde de la détente. Pourtant, si certains vendeurs avaient suivi ces pratiques nombre d'incidents auraient été évités jusqu'à maintenant.

Quant aux pistolets et aux armes à autorisation restreinte, certaines provinces pensent à interdire qu'ils soient exposés en vitrine; c'est la raison pour laquelle nous avons pris cette disposition.

**Le président:** Monsieur Lachance.

**M. Basford:** L'objet...

**M. Lachance:** Excusez-moi, allez-y.

**M. Basford:** En fait, ce n'est pas une réglementation destinée aux magasins quand ils sont ouverts mais lorsqu'ils sont fermés: elle porte sur la façon d'entreposer le stock.

[Text]

**The Chairman:** Mr. Lachance.

**M. Lachance:** Monsieur le président, je comprends les préoccupations du ministre en ce qui concerne l'entreposage des armes à feu et éventuellement des munitions. Toutefois, j'aimerais qu'il élabore davantage; ainsi *Canadian Tire* par son catalogue, offre des balles de .22 à \$1.10 la boîte, alors comment une compagnie peut-elle annoncer d'une façon négligente la vente d'armes à feu ou de munitions? Comment l'autorité fédérale, par le Code criminel, peut-elle réglementer la publicité des armes à feu dans la mesure où ce ne sont pas des armes à feu prohibés ou des munitions, soit dans leur catalogue, soit dans les annonces de journaux? Pourquoi veut-on réglementer la publicité comme telle? L'entreposage d'accord, je vous suis là-dessus, la manipulation d'accord aussi, mais pour ce qui est de la publicité est-ce qu'il y a une raison pour cela, est-ce qu'il y a un besoin pour cela? Est-ce que dans le passé vous avez eu des plaintes qui ont été formulées par les autorités policières ou par divers groupes de consommation, je ne sais pas, à propos de publicité négligente, employons le mot négligente, en ce qui concerne les munitions et les armes à feu, parce qu'ici c'est marqué «*nor advertiser*», c'est le mot «*advertise*» qui me cause des soucis.

**Mr. Basford:** I think the word "advertise" is there as part of display and as part of selling by mail order, in which the display—certainly I have had a specific request from one province, a very precise and specific request, on this item, and it is also going to be necessary for us to regulate the sale by mail order. There have been many people who have urged that sale by mail order be outlawed altogether. I think that would work hardships in certain parts of the country, but I think there has to be some regulation of mail order to ensure that the person actually ordering the gun is in fact licensed and is in fact the recipient of the gun ordered. That may be done by regulating the mail order business, which is a form of advertising.

**M. Lachance:** Alors si je comprends bien vous vous en prenez spécialement aux ventes par correspondance. Mais est-ce que l'inspecteur Hoban pourrait nous indiquer quel genre de réglementation il envisage en ce qui concerne la publicité? Est-ce que cela va se restreindre strictement à la vente par correspondance ou est-ce que le Code criminel couvrira aussi les cas de publicité, par exemple, par catalogue de la part de compagnies responsables, telle la *Canadian Tire Corporation*? Est-ce qu'une ébauche de cette réglementation a déjà été rédigée? Pourrions-nous avoir une idée de la forme que cela va prendre?

**Mr. Basford:** I think that question was for you.

• 1025

**Inspector Hoban:** The regulations under consideration with respect to advertising would prohibit advertisements that would depict a restricted weapon or a handgun as a good means of self-defence for the home owner. That would be one thing we are looking at. Any advertisement that would depict a firearm as a means of self-protection for the individual is another thing. That is all we are considering right now for advertisements.

**Mr. Basford:** The Canadian Wildlife Federation in one of their submissions recommended that certain aspects of the advertising of restricted weapons be controlled, regulated as the Inspector said, or showing the use of a restricted weapon to shoot someone—that type of advertising.

[Interpretation]

**Le président:** Monsieur Lachance.

**Mr. Lachance:** Mr. Chairman, I understand the Minister's concern regarding storage of firearms and, eventually, ammunition. But I would like him to give us more details. For example, Canadian Tire is offering in its catalogue a box of shells for a .22 at \$1.10 a box. How do you explain that a company can advertise in such a careless way the sale of firearms or ammunition? How can the federal authority, through its Criminal Code, regulate firearms advertisement inasmuch as they are not prohibited firearms, or ammunition advertisement, either in their catalogue or in the papers? Why do we want to regulate advertisement as such? Storage, yes, I understand you. Handling also. But is there any reason for advertisement, is it necessary? Did you have grievances in the past from police authorities or from consumer groups, I do not know, regarding careless advertisement, let us say careless, for ammunition or firearms, because here I read "or advertise" and it is the word "advertise" that concerns me.

**M. Basford:** Je pense que le mot «annoncer» fait allusion ici aux étalages et aux ventes postales pour lesquelles l'étalage... Une province m'a soumis une demande expresse, très précise à ce sujet et nous allons devoir également réglementer la vente par la poste. Beaucoup de gens nous ont demandé d'interdire complètement les ventes postales. Je pense que cela poserait des problèmes dans certaines parties du pays mais nous devons réglementer d'une certaine façon les ventes postales pour nous assurer que les personnes qui commandent une arme possèdent un permis et sont celles qui utiliseront cette arme. Il suffit donc de réglementer les ventes postales, qui constituent une forme de publicité.

**Mr. Lachance:** If I am not mistaken, you are attacking mainly mail orders. Perhaps Inspector Hoban could tell us what kind of regulation he sees in the field of advertisement? Would mail orders be restricted severely or would the Criminal Code cover also catalogue advertisement from responsible companies, such as Canadian Tire Corporation? Have the regulations already been drafted? Could you give us an idea of their format?

**M. Basford:** Je pense que cette question vous est destinée.

**Insp. Hoban:** Les règlements qui sont à l'étude et qui concernent la publicité interdiraient la production d'annonces publicitaires qui encourageraient les propriétaires de maison à s'acheter une arme à autorisation restreinte ou un pistolet pour se défendre. Voilà un des éléments dont nous tenons compte. Ce n'est pas la même chose qu'une annonce publicitaire qui encouragerait les particuliers à assurer leur protection personnelle en ayant une arme à feu. Voilà tous les éléments dont il faut tenir compte dans l'ébauche de nos règlements sur les annonces publicitaires.

**M. Basford:** Dans l'un des mémoires qu'elle a présentés, la Fédération canadienne de la faune a recommandé de contrôler certains aspects du mode de publicité visant les armes à autorisation restreinte, ou à les réglementer comme l'a dit l'inspecteur, surtout dans le cas des annonces



[Texte]

**Mr. Lachance:** All right.

**Mr. Sarchuk:** I think the answer was read before by Mr. Allmand about a converted .303 calibre handgun being made in the Khyber Valley Region which is described in the ad as "a rugged and formidable close-quarters killer", and it deals with a handmade restricted weapon. Effectively, there are a number of ads which advertise the fact that this is a short-bore, short barrel shotgun which can be used with one hand and in the other hand you can hold an attack dog. This is a nice picture of the whole thing and this is the type of advertisement we would like to see eliminated.

**The Chairman:** Thank you. Mr. Woolliams.

**Mr. Woolliams:** This is not quite on the point but, in taking the whole bill at this point, would it be against the bill for anybody to have a handgun for their own protection, say, in their homes? I suppose they could get a permit.

**Mr. Basford:** For a handgun?

**Mr. Woolliams:** Yes.

**Mr. Basford:** Yes. But they could have one if they got a permit. If somebody was living alone they would have to go through the licensing scheme and then get the handgun registered. And, as you know, for handguns you have to show need. Under the old code it used to be the protection of life or property; it is now the protection of life.

**Mr. Woolliams:** Suppose a woman is nervous, lives in a big house by herself in a large city, and wants to have that type of gun?

**Mr. Basford:** That is a decision for the registrar. I think most registrars take the view that she is more of a hazard to herself with the gun than without one.

**Mr. Woolliams:** Of course she could always go hunting, get a licence for a shotgun, and just blow their heads off.

**Mr. Basford:** Yes.

**Mr. Woolliams:** I am just showing you how ridiculous it is.

**Mr. Basford:** I think police authorities have discouraged, and I think quite rightly, people having handguns in their homes for self-protection on the basis that their records indicate that they are more hazardous to themselves and everyone else than they are in terms of self-protection.

**Mr. Sarchuk:** In pre-1969, when you had to specify why you wanted a handgun, there were quite a small number of applications. It was broadened in 1969 and apparently the basic reason that two out of three give at the present time is that they want protection.

[Interprétation]

prônant l'utilisation d'une arme à autorisation restreinte dans le but de s'attaquer à quelqu'un.

**M. Lachance:** Très bien.

**M. Sarchuk:** Je pense que l'on avait lu à M. Allmand l'exemple d'une annonce concernant un pistolet de calibre .303 fabriqué dans la région de la vallée de Khyber et qui était décrit comme «le rude et formidable tueur pour celui qui tire de près»; n'oubliez pas qu'il s'agit d'une arme à autorisation restreinte. D'ailleurs, il existe un certain nombre d'annonces publicitaires qui jouent sur le fait qu'il s'agisse d'un fusil à chambre courte qui peut être tenu d'une main, pendant que de l'autre on retient un chien prêt à attaquer. Évidemment, c'est une façon bien jolie de dépeindre la situation, mais c'est là le genre d'annonces que nous voudrions éliminer.

**Le président:** Merci. Monsieur Woolliams.

**M. Woolliams:** Je ne sais pas si ma question se rapporte à ce dont nous parlons, mais, au vu de l'ensemble du bill, est-ce qu'il serait illégal que quelqu'un possède un pistolet dans le but d'assurer sa propre protection, chez lui? Je suppose qu'il faudrait un permis?

**M. Basford:** Pour un pistolet?

**M. Woolliams:** Oui.

**M. Basford:** Oui. Il faudrait qu'elle obtienne un permis. Pour une personne qui habite seule, il faudrait qu'elle passe par la filière normale, c'est-à-dire se procurer un permis, puis enregistrer le pistolet. N'oubliez pas que pour avoir le droit de posséder un pistolet, il faut prouver que vous en avez besoin. L'ancien code permettait d'en avoir un en sa possession s'il s'agissait de protéger sa vie ou sa propriété; maintenant, il faut prouver qu'il s'agit de protéger sa propre vie.

**M. Woolliams:** Supposons le cas d'une femme qui craint pour elle-même, parce qu'elle habite seule dans une grande maison d'une grande ville. Que fait-elle si elle désire posséder une arme de ce genre?

**M. Basford:** La décision en revient au registraire. La plupart des registraires décident d'ailleurs que si elle possédait une arme, elle représenterait un plus grand danger pour elle-même que si elle n'en avait pas.

**M. Woolliams:** Évidemment, elle pourrait décider de faire de la chasse, puis en obtenant un permis pour la possession d'un fusil, s'en servir pour faire sauter la cervelle à quelques registraires.

**M. Basford:** Oui.

**M. Woolliams:** C'est simplement pour vous montrer à quel point le bill est ridicule.

**M. Basford:** Les autorités policières n'encouragent pas, à juste titre, les particuliers à garder des pistolets dans leur maison pour assurer leur protection personnelle, simplement parce que les dossiers ont démontré qu'ils constituaient un plus grand danger pour eux-mêmes.

**M. Sarchuk:** Avant 1969, c'est-à-dire époque à laquelle il fallait préciser pourquoi on désirait posséder un pistolet, bien peu de personnes demandaient de permis. La loi a été élargie en 1969, et il semble que la raison que donnent la plupart des requérants aujourd'hui, c'est qu'ils veulent assurer leur protection personnelle.



[Text]

Mr. Woolliams: Right.

Mr. Sarchuk: This is something that we felt should be discouraged, particularly in the urban areas where it is a little difficult to accept the proposition that every man needs a gun in his home to protect himself.

In 1975 there were 40,000 applications for handgun certificates, of which 20,000 were in relation to new owners, and the general feeling is that this is far too high a number in relation to handguns. That is one of the reasons why the need criteria were tightened up in an effort to reduce the number of applications on basically specious grounds for handgun certificates.

• 1030

Mr. Woolliams: I think on that, Mr. Chairman, both the Minister and the department would be most surprised, in the urban centres of Canada, how many people have handguns right now. They may not have them legally, they may not be using them legally, but I think they are there and I think they will remain there.

The Chairman: Mr. Towers.

Mr. Towers: Thank you, Mr. Chairman.

I was just wondering whether any of the present regulations are going to be deleted with the inception of the new law. I was speaking to a man the other day who said he had to have three permits before he was able to purchase and get a gun for his residence. I am just wondering whether this new regulation is going to be parachuted in on top of the present regulations, or are some of them going to be done away with?

Mr. Basford: I take it he must be talking about restricted weapons, handguns?

Mr. Towers: Yes.

Mr. Basford: He will need the same number of permits.

Mr. Towers: So this will be parachuted in on top of it.

Mr. Basford: It will be essentially the same system. His handguns have been very strictly regulated in Canada now. My view is that we are really not changing the system related to handguns that much. To have a handgun, you have to get a firearms licence; then, if you want to get a restricted weapon, you have to get a permit to register it; and then you have to get a registration certificate. That is the existing system.

The Chairman: May I ask those in favour of Mr. Woolliams' amendment to proposed Section 100.(6)?

Amendment negatived.

Clause 3, proposed Section 100.(6) carried.

The Chairman: Now we come to proposed Section 100.(7).

On clause 3—Proposed Section 100.(7)—*Handling and transportation*; Mr. Woolliams' amendment, I think, continues. Yes, Mr. Woolliams has an amendment to line 4 on page 14 in proposed Section 100.(7) . . .

[Interpretation]

M. Woolliams: C'est exact.

M. Sarchuk: Nous ne devons pas encourager cela, surtout dans les régions urbaines où il est difficile de croire que chaque habitant a besoin d'un pistolet chez lui pour se protéger.

En 1975, nous avons reçu 40,000 demandes de certificats pour des pistolets, dont 20,000 provenaient de nouveaux propriétaires; nous pensons que c'est un nombre beaucoup trop élevé. Voilà pourquoi les critères déterminant le besoin d'une arme à feu ont été rendus plus stricts, dans le but de réduire le nombre de demandes de certificats pour les pistolets à celles dont les motifs étaient valables.

M. Woolliams: A ce sujet, monsieur le président, le Ministre et son ministère seraient probablement surpris de savoir combien de citoyens des grands centres canadiens possèdent aujourd'hui des pistolets. Ils ne les possèdent ni ne les utilisent sans doute pas légalement, mais le fait est que beaucoup d'entre eux en ont, et ils vont les garder.

Le président: Monsieur Towers.

M. Towers: Merci, monsieur le président.

Je me demandais si certains des règlements actuels seraient supprimés avec la mise en application de la nouvelle loi. J'ai rencontré un homme l'autre jour qui m'a déclaré avoir été dans l'obligation de demander trois permis avant de pouvoir acheter une arme à feu pour son domicile. Ce nouveau règlement sera-t-il simplement ajouté aux règlements actuels, ou bien va-t-on en éliminer quelques-uns?

M. Basford: Je suppose que cette personne parlait des armes à autorisation restreinte ou des pistolets, n'est-ce pas?

M. Towers: Oui.

M. Basford: Il lui faudra obtenir le même nombre de permis.

M. Towers: Donc, ce règlement sera ajouté au précédent.

M. Basford: Dans le fond, le système restera le même. L'usage des pistolets a été à ce jour très fortement réglementé au Canada et nous n'avons pas l'intention de changer cela. Pour posséder un pistolet, il faut obtenir une autorisation pour les armes à feu; en outre, si vous désirez posséder une arme à autorisation restreinte, il vous faut obtenir un permis d'enregistrement puis un certificat d'enregistrement. Voilà quel est le système actuel.

Le président: Puis-je demander qui appuie l'amendement de M. Woolliams à la disposition 100.(6) proposée?

L'amendement est rejeté.

L'article 3, disposition 100.(6), est adopté.

Le président: Nous passons maintenant à l'article 100.(7).

Prenons l'amendement de M. Woolliams à l'article 3—disposition proposée 100.(7)—*Manipulation et transport*. Je pense que M. Woolliams désire modifier la ligne 8 de la page 14, à la disposition proposée 100.(7) . . .

## [Texte]

**Mr. Woolliams:** It is the same idea of ammunition.

**The Chairman:** ... and also to line 7.

**Mr. Woolliams:** Yes. I take it the Minister is opposed to that, too.

**Mr. Basford:** Yes, I am. What proposed Section 100.(7) refers to are bulk commercial carriers. They are regulated for the safe carriage of gasoline, dynamite, or any other noxious substance, and it seems to me only reasonable that they be regulated as to the safe transportation of firearms and ammunition. These regulations will be worked out with the common carriers, but it seems to be not an unreasonable request, not an unreasonable provision that the CPR or the trucking companies meet certain basic requirements as to the safe transportation of ammunition which they will be carrying in bulk lots.

**Mr. Woolliams:** I am prepared to withdraw that. I was trying to keep it uniform.

**The Chairman:** Mr. Woolliams is withdrawing ...

**Mr. Woolliams:** I think that explanation is satisfactory.

**The Chairman:** ... his amendment to proposed Section 100.(7).

Clause 3, proposed Section 100.(7) carried.

**The Chairman:** Now, on proposed Section 100.(8), we have an amendment by Mr. Leggatt. We are on page 14 of the bill.

On Clause 3—Proposed Section 100.(8) Punishment

**Mr. Leggatt:** This amendment is to provide for a delay in delivery of 24 hours from the time of sale. Do you want me to deal with these one at a time, Mr. Chairman, or would you prefer that I deal with the lot?

**The Chairman:** If you think there are different points raised in the different ...

**Mr. Leggatt:** There are substantially different points.

**The Chairman:** All right. Perhaps you might put them separately, then.

• 1035

**Mr. Leggatt:** All right. Under the provision for amendment to proposed Section 100.(8), it has been my experience that there have been a number of incidents of homicide where a delay in delivery would have resulted in additional safety to the public. This simply provides that there be a delay in the delivery of the firearm for 24 hours from the time of the request for purchase. Admittedly there is some delay already built into the bill because of the need for a firearms licence, but once that firearms licence is obtained there is no need for delay of delivery.

Assuming that someone wishes to purchase a firearm in a state of agitation or high emotion and he has lost or mislaid or damaged his existing firearm, he would therefore have the right to come into a store and produce a firearms licence and obtain a firearm immediately. I want to see a delay mechanism in the bill, which is not there, for this particular instance. Admittedly there is where an applicant for a firearms licence makes his first-time application. It seems to me this is a reasoned and reasonable amendment to prevent the kind of emotional homicide that we have seen too frequently in this country. I do not think it would be something which would inhibit the shooting sports. Surely a person can wait 24 hours for the delivery of the weapon.

## [Interprétation]

**M. Woolliams:** C'est toujours à propos des munitions.

**Le président:** ... et également la ligne 11.

**M. Woolliams:** En effet. Je suppose que le Ministre s'oppose également à cela?

**M. Basford:** En effet. La disposition 100.(7) a trait précisément aux transporteurs commerciaux en vrac. Ces transporteurs sont soumis à des règlements concernant le transport sécuritaire de l'essence, de la dynamite ou de tout autre substance nocive, et il me semble tout aussi approprié de réglementer le transport sécuritaire des armes à feu et des munitions. Nous élaborerons ces règlements conjointement avec les transporteurs publics, mais il ne me semble pas illogique d'exiger que le CP Rail ou les sociétés de camionnage répondent à certaines exigences fondamentales concernant le transport en vrac des munitions.

**M. Woolliams:** Je suis prêt à retirer ma motion; je voulais simplement que le bill soit uniforme.

**Le président:** M. Woolliams retire ...

**M. Woolliams:** Votre explication me satisfait.

**Le président:** ... son amendement à la disposition proposée 100.(7).

L'article 3, disposition 100.(7) proposée, est adoptée.

**Le président:** Passons maintenant à la disposition 100.(8) à laquelle M. Leggatt propose un amendement. Nous en sommes à la page 14 du bill.

Article 3—disposition 100.(8) proposée—Peine.

**M. Leggatt:** Mon amendement vise à permettre un délai de 24 heures pour la livraison à partir du moment de la vente. Désirez-vous que j'explique tous les points que je veux soulever en même temps, monsieur le président, ou un à un?

**Le président:** Si vous pensez qu'il s'agit de points différents ...

**M. Leggatt:** Il s'agit de questions dont le fond est différent.

**Le président:** Très bien. Dans ce cas, expliquez-les séparément.

**M. Leggatt:** Très bien. Eu égard à l'amendement que je propose à la disposition 100.(8), mon expérience m'a fait constater que bon nombre des cas d'homicide auraient pu être évités si on avait retardé la livraison de l'arme, protégeant ainsi le public de façon beaucoup plus sûre. Ceci vise simplement à prévoir un délai pour la livraison de l'arme à feu, de vingt-quatre heures à partir de la demande d'achat. Je conviens qu'il existe déjà un retard inhérent prévu par ce projet de loi, étant donné qu'il faut avoir un permis pour la possession des armes à feu, mais une fois que ce permis a été obtenu, il n'est plus besoin d'un délai pour la livraison.

Supposons que quelqu'un désire acheter une arme à feu au moment où il se trouve agité ou sous le coup d'une grande émotion, et qu'il a perdu ou endommagé sa présente arme à feu; à ce moment-là, il a le droit de se rendre au magasin, de montrer son permis de port d'arme et d'acheter immédiatement une nouvelle arme à feu. Moi, je voudrais que le projet de loi comporte un mécanisme de délai, qui fait défaut en ce moment pour un tel cas. J'en conviens que ce délai existe dans le cas d'une première demande de permis. Cet amendement me semble donc raisonnable, puisqu'il s'agit d'empêcher un certain genre d'homicide sous le coup de l'émotion qui n'a été que trop fréquent dans notre pays. Je ne pense pas que cet amendement crée de nouvelles entraves aux amateurs de sports où l'on se sert



[Text]

**Mr. Fox:** What about ammunition? It would be more important, under your theory.

**Mr. Leggatt:** Yes, it would be. It would be the same question under my theory. Perhaps I should have included ammunition. It was an oversight on my part when I prepared the amendment.

**Mr. McCleave:** The Cabinet has made its own oversights...

**Mr. Leggatt:** I am not the only one who has made oversights. We are looking at about 55 government amendments to the bill, so I am not going to apologize too heavily for that oversight.

**The Chairman:** Mr. Basford.

**Mr. Leggatt:** In any event, I would recommend it to the Committee. I think it is a reasoned amendment and not one that would inhibit those in the shooting sport, and certainly it would provide some additional safety to the public.

**Mr. Basford:** Mr. Chairman, I do not think the leaving out of ammunition is an oversight because I think to create a situation where people have to wait 24 hours for ammunition would in fact create perhaps not hardship but obvious harassment for hunters.

**Mr. Leggatt:** It is slightly more difficult.

**Mr. Basford:** A number of groups have recommended this kind of a cooling-off period. Our view has been that the licensing system itself provides an initial cooling-off period if the person does not have a licence. If he already has a licence, the chances are he already has a firearm and is not going to buy one, or if he is disturbed. He already has a firearm at home.

Secondly, while it does not provide a cooling-off period, I think one can argue that the fact he has to go to a store, produce his licence and have the sale registered or recorded is in itself, hopefully, a preventative measure against those people who are disturbed from rushing down to the store and buying what they want. Obviously the more safeguards you fill in the safer your provisions are, but it was thought that one has to compromise between absolute security, which would be to take all guns away, and a system under which people who want to use guns for responsible purposes have access to them without undue problems. So, the bill has come down, hopefully, half-way between that.

**The Chairman:** Mr. Lachance.

**M. Lachance:** Monsieur le président, puisque l'on présente un bill qui vise à essayer de restreindre les accidents, en proposant d'enseigner la manipulation des armes à feu, et par la même occasion évidemment, qui vise à réduire les crimes commis par la mauvaise manipulation des armes à feu, il y aurait peut-être lieu que le ministère réétudie la question. Si on veut sérieusement augmenter la sécurité sur le plan du maniement des armes à feu, et ainsi faire en sorte qu'il y ait moins d'accident, ce n'est pas un élément de sécurité de plus qui va nuire à cela. Ou bien on présente un bill qui nous protège ou bien c'est un bill qui ne nous protège pas. Il y aurait peut-être lieu d'envisager de satisfaire à la requête qui a été faite non seulement par M.

[Interpretation]

des armes à feu. Je suppose qu'une personne peut attendre 24 heures la livraison de son arme.

**M. Fox:** Et les munitions? Cela devrait être encore plus important, selon votre théorie.

**M. Leggatt:** En effet. Cela serait aussi important selon ma théorie. J'aurais peut-être dû y inclure les munitions. C'est un oubli de ma part, au moment où j'ai préparé l'amendement.

**M. McCleave:** Le Cabinet a lui-même fait des oublis.

**M. Leggatt:** Je ne suis pas seul à avoir eu des oublis. Nous voilà en face d'environ 55 amendements que le gouvernement propose au projet de loi, de sorte que je n'ai pas l'intention de me mettre à genoux pour qu'on me pardonne l'oubli en question.

**Le président:** M. Basford a la parole.

**M. Leggatt:** Quoi qu'il en soit, je recommande cet amendement au Comité. Je trouve qu'il est bien motivé, et qu'il ne doit pas imposer des entraves aux amateurs des sports indiqués, alors que par ailleurs, il contribuera à la sécurité du public.

**M. Basford:** Monsieur le président, je ne pense pas que le fait d'avoir omis les munitions soit un oubli, car j'estime qu'une situation où il faut attendre 24 heures pour obtenir des munitions constituerait, sinon une entrave, du moins un harcèlement flagrant des chasseurs.

**M. Leggatt:** C'est un peu plus délicat.

**M. Basford:** Un certain nombre d'associations ont recommandé de prévoir ce genre de délai pour que les esprits se calment. Notre position a été que le régime même des permis impose une première période de ce genre, dans la mesure où l'intéressé ne possède pas de permis. S'il a déjà un permis, il est probable qu'il possède déjà une arme à feu, et qu'il n'aura pas besoin d'en acheter. Il aura déjà une arme à la maison.

En second lieu, bien que cela ne constitue pas un délai pour calmer les esprits, je pense que l'on peut soutenir que le fait de devoir se rendre au magasin, présenter son permis et faire enregistrer la vente, constitue en lui-même, du moins on l'espère, une mesure préventive contre la précipitation de ceux qui voudraient acheter une arme sous le coup de l'émotion. Evidemment, plus il y aura de garanties, et plus on aura de sécurité, mais on a pensé qu'il fallait établir un compromis entre la sécurité totale, qui consisterait à confisquer toutes les armes à feu, et d'autre part, un régime où ceux qui désirent utiliser les armes à feu pour des motifs valables y auraient accès sans trop d'entraves injustifiées. Nous espérons donc que le projet de loi se situe à mi-chemin entre ces deux possibilités.

**Le président:** M. Lachance a la parole.

**Mr. Lachance:** Mr. Chairman, since the aim of this bill is to restrict accidents by teaching the handling of firearms, and consequently of course to reduce crimes resulting from the misuse of firearms, it might be fitting for the department to reconsider the matter. If we seriously intend to increase safety in the handling of firearms, and reduce the number of accidents, there can be no harm in having one more element of safety. Either we have a bill to protect us or we have a bill that doesn't protect us. There might be a case for agreeing to the request made not only by Mr. Leggatt but also by various associations. Obviously, we should have to look into the possible inconvenience to hunters, and to present gun owners who might want to buy



## [Texte]

Leggatt, mais aussi par plusieurs groupes. Évidemment, il faudrait voir si cela ne causerait pas de désagréments graves aux chasseurs, aux détenteurs actuels d'armes à feu qui voudraient s'acheter une arme supplémentaire. Pour ma part, je ne me suis pas fait d'idée précise sur le sujet, et je me demande, monsieur le président, si l'on ne pourrait pas retarder notre décision, sur cet article jusqu'à cet après-midi ou ce soir afin que les membres du Comité et peut-être même le ministère puissent revoir la question.

• 1040

**Mr. Woolliams:** First of all, I am against standing; I think it is something we have the feel of right now. I agree with you that in reference to hunting many times hunters go out in the country. A businessman or any one of us here is lucky if we have one day. I have known a lot of hunters who go out, something is wrong with the gun, and they say, Well, I should have got a new one anyhow. Where they are hunting they go to a hardware store and buy a new shotgun. If they had to wait 24 hours, the day is gone. I think it would work an inconvenience. I think the happy balance, if there is a happy balance, between what the Minister says and what the amendment says is a pretty good compromise, and I am prepared to see the question put right now.

**Mr. Leggatt:** One further point before you put the question. Remember that the person who holds a firearm licence but who does not have a firearm, and he may have any number of reasons for not having a firearm, is the person for whom you need to delay the purchase. By eliminating the delay mechanism you do not prevent those incidents—admittedly not many, but there are a number—where a person who is not in the hunting sports, who does not really need a gun but who happens to hold an old firearms licence, is likely to want a gun perhaps for a purpose that the public would not want him to have a gun for. That is why I think the 24-hour delay is necessary. It may be that the amendment could have been provisional upon the person—no, it would have to be the way it is; I do not see any way we could change it. I still think it is a reasonable amendment.

**Mr. Lachance:** No decision has been made on my request to stand it until this afternoon. I do not know if there is any promise of that. Personally, I would like to think it over until this afternoon.

**Mr. Fox:** The motion is to stand that clause until 3 o'clock this afternoon, at which point we would dispose of it.

**The Chairman:** I am in the hands of the Committee.

**Mr. McCleave:** I think that is a reasonable request that has been made by Mr. Lachance. I have always thought we operate as a pretty reasonable Committee. I can remember perhaps a half dozen instances in the past when one member has had some doubts about something and wanted to think it over. I certainly would agree with Mr. Lachance in that respect.

## [Interprétation]

another weapon. For my part, I have not completely made up my mind on the matter, and I wonder, Mr. Chairman, if we could not set back our vote on this clause until this afternoon or this evening, so that members of the Committee, and perhaps the department itself can have a chance to reconsider the matter.

**M. Woolliams:** Tout d'abord, je m'oppose à l'idée de retarder notre décision; j'estime que nous sommes maintenant dans le vif du sujet. Je suis d'accord avec vous en ce qui concerne les chasseurs, car les chasseurs vont très souvent à la campagne. Un homme d'affaires, ou un député comme nous, a rarement la chance d'avoir plus d'une journée à sa disposition. Je connais bien des chasseurs à qui il est arrivé d'aller assez loin pour chasser, et qui découvrent que leur fusil ne fonctionne pas. Ils peuvent se dire qu'ils auraient dû de toute façon en acheter un autre. Alors, ils se rendent au magasin le plus proche pour acheter un nouveau fusil de chasse. S'il leur fallait attendre 24 heures, ils auraient perdu leur journée. J'estime donc que ce serait un inconvénient pour ces gens-là. Le ministre a parlé d'un juste équilibre, mais pour moi, le juste équilibre se trouve à mi-chemin entre ce que dit le ministre et ce qui dit l'amendement, et je suis tout prêt à voter tout de suite sur cette question.

**M. Leggatt:** Un autre point, avant que l'on mette la question aux voix. Rappelons que c'est pour la personne qui détient déjà un permis de port d'arme mais qui ne possède pas encore d'arme, pour quelque raison que ce soit, pour qui ce délai s'impose, lors de l'achat. L'élimination de ce délai rend impossible d'empêcher les accidents—pas trop nombreux, j'en conviens, mais assez quand même—où c'est quelqu'un qui ne s'intéresse pas à la chasse, qui n'a pas vraiment besoin d'une arme mais qui se trouve détenir un vieux permis de port d'arme, désire obtenir une arme pour des fins illicites. C'est pourquoi j'estime nécessaire ce délai de 24 heures. L'amendement aurait peut-être pu être conditionnel, selon le cas—non, il doit rester tel quel; je ne vois pas d'autre moyen. J'estime encore qu'il s'agit d'un amendement raisonnable.

**M. Lachance:** On n'a pas encore pris de décision au sujet de ma demande de retarder ce vote jusqu'à cet après-midi. Je ne sais pas si on s'est engagé à ce sujet. Personnellement, j'aimerais bien avoir le temps d'y réfléchir jusqu'à cet après-midi.

**M. Fox:** On propose de réserver cet article jusqu'à 15 heures cet après-midi, et de le mettre aux voix à ce moment-là.

**Le président:** Je respecterai la volonté du Comité.

**M. McCleave:** Je trouve raisonnable la demande faite par M. Lachance. J'ai toujours eu l'impression que ce Comité fonctionne d'une façon assez raisonnable. Je me rappelle une demi-douzaine de cas, dans le passé, où un député avait des doutes sur telle ou telle question et voulait avoir le temps d'y réfléchir. Je donne donc volontiers mon accord à la demande de M. Lachance.

[Text]

**The Chairman:** If the Committee is agreed, that is fine.

Motion agreed to.

**The Chairman:** Shall we put the other two parts?

**Mr. Leggatt:** They are not related to the first.

**The Chairman:** They are not related, so perhaps we can do the other two parts of his amendment. We will stand his first amendment but we can proceed with the amendment he has numbered nine. Mr. Leggatt.

**Mr. Leggatt:** This amendment would simply ban all mail order sales of firearms or ammunition. Admittedly, the bill does make some provision for regulation. At the present time we do not know what those regulations would be but apparently there is provision for regulated mail order sales.

I oppose all mail order sales on the grounds that the sale of a firearm should be made face to face with the individual. The person selling the firearm should have to make some judgments about the person buying it. Mail order sales have been one of those things that have been abused in North America, probably as much as any other provision with regard to the sale of firearms. I think mail order sales of anything as inherently dangerous as a firearm is an abomination. I think we should simply ban it. I do not think the inconvenience to the trade or the inconvenience to those in the shooting sports is a sufficient reason not to ban mail order sales.

**The Chairman:** Mr. Minister.

• 1045

**Mr. Basford:** The proposal in the bill is to regulate mail order. We are still working out the system of regulation—that is, what the regulations require. Obviously, the essence is that the person in ordering the gun is, in fact, licensed and that the gun, in fact, goes to the person ordering the gun. This will have to be worked out, either by way of having the gun somehow delivered through the licensing officer, or somehow providing that there is a check on that essential link between the person who actually orders and the person who actually receives to ensure that the person ordering is the licensed receiver.

I know from many there have been representations to do away with mail order sales altogether. The bill has come down this way simply because it was our view that while outlawing mail order creates no problems in Toronto or Winnipeg or Vancouver, it could create problems in parts of the North and rural Canada, where the mail order is used for the purchase of guns and many other things, and it would be very difficult, for example, in the Northwest Territories to do away with mail order sales altogether. That is why the bill is as it is.

But I agree with Mr. Leggatt in the thrust of his remarks, that there has to be some essential link between the orderer and the receiver, and until we can work that out by regulation there should not be mail order.

[Interpretation]

**Le président:** Si le Comité est d'accord, eh bien, tant mieux.

La motion est adoptée.

**Le président:** Devons-nous mettre aux voix les deux autres parties de l'amendement?

**M. Leggatt:** Puisqu'elles ne portent pas sur le même sujet.

**Le président:** Elles portent sur un autre sujet de sorte que nous pourrions sans doute les mettre aux voix. Nous allons donc réserver son premier amendement, mais nous pouvons continuer avec l'amendement qu'il appelle le n° 9. M. Leggatt a la parole.

**M. Leggatt:** Cet amendement aurait pour effet d'interdire tout simplement toute vente par correspondance des armes à feu et des munitions. Je conviens que le bill prévoit la possibilité de règlements à ce sujet. A l'heure actuelle, nous ne savons quels pourront être ces règlements, mais il semblerait qu'ils porteront notamment sur les ventes par correspondance.

Moi, je m'oppose à toute vente par correspondance, parce que la vente d'une arme à feu devrait s'effectuer face à face avec l'intéressé. Celui qui vend une arme à feu devrait pouvoir porter certains jugements sur l'acheteur. On a abusé, en Amérique du Nord, des ventes par correspondance, probablement autant que de tout autre aspect de la vente des armes à feu. J'estime tout à fait inacceptable de vendre par correspondance un objet aussi dangereux qu'une arme à feu. J'estime qu'il faudrait tout simplement l'interdire. Je ne trouve pas que les inconvénients qui s'ensuivraient d'une telle action, pour le commerce ou pour les amateurs de certains sports, constituent un motif suffisant pour empêcher cette interdiction des ventes par correspondance.

**Le président:** M. le ministre a la parole.

**M. Basford:** Le bill propose de réglementer les ventes par correspondance. Nous étudions encore le régime de réglementation, les exigences que comporteront les règlements. De toute évidence, le fait fondamental à vérifier est que la personne qui commande l'arme à feu soit effectivement licenciée et que l'arme va effectivement à la personne qui l'a commandée. Pour cela, il faudrait soit que l'arme soit remise directement par les autorités émettant le permis, soit qu'il y ait une vérification pour s'assurer que la personne qui commande l'arme est effectivement celle à qui elle est remise.

Je sais que beaucoup ont demandé que la vente par correspondance des armes à feu soit supprimée entièrement. Le projet de loi a été révisé de cette façon simplement parce que supprimer la vente par correspondance ne poserait pas de problèmes à Toronto ou Winnipeg ou Vancouver, mais pourrait en créer dans les régions rurales et dans le nord du Canada, où les gens achètent beaucoup de choses par correspondance, ce qui fait qu'il serait très difficile d'interdire cette vente dans les Territoires du Nord-Ouest. C'est pour cette raison que le bill a été rédigé de cette façon.

Je suis d'accord avec M. Leggatt, il faut s'assurer que celui qui commande et celui qui la reçoit sont bien la même personne et tant que nous ne trouverons pas de système permettant de faire cela, par voie de règlement, il ne devrait pas y avoir de vente par correspondance.



[Texte]

**Mr. Leggatt:** Here I want to support some remarks that were made earlier by Mr. Woolliams in terms of what we are seeing as a legislative body, and what we are promised or may get under regulation into which we have no input, and which we have no ability to change or do anything about. I would like to see it in the bill. I would like to know that we have mail order under control. If, subsequent to the passage of this amendment, for example, there is something that is reasonable and worked out, it should be put in front of Parliament, then we can decide whether it is safe. I am not sure that we should leave this to the bureaucrats. I think parliamentarians, on a matter as important as this, should be the people to pass on the effectiveness of mail order sales—not your staff, no matter how competent they are. As parliamentarians, we should be entitled to have a look at this question of safety. That is why I am urging that we ban mail order sales, and if you have some proposals to make, if they match the needs of safety, Parliament might look favourably upon them.

**Mr. Basford:** As I understand it, after the bill is passed the regulations are to come to this Committee so, of course, you will have that opportunity.

**Mr. Woolliams:** It is more than that, Mr. Basford—when you go to Parliament by way of resolution in your proposal, which was put by Mr. Allmand, debate it like the bill, that amendment of mine was accepted by the proposal's acceptance.

**Mr. Leggatt:** Thank you, I did not realize that. But it did not change my opinion about mail order sales.

**Mr. Woolliams:** I agree with your . . .

**The Chairman:** Mr. McCleave.

**Mr. McCleave:** May I just speak very briefly? I had occasion to study in another committee in the last few days a special study commissioned by the government. That puts me in a rather difficult position as to how much I can talk about it openly; I will talk about it to a minimum, in hope that I will not get scolded too much by my colleagues on that committee. It seems to me that the exception for the North is very important in whatever we do about Southern Canada with regard to mail order sales. I could support Mr. Leggatt's motion without any hesitation whatsoever, but I think it would be very, very bad if we allowed the northern population of this country—those in the two territories and in northern parts of the Western provinces to be entirely at the mercy, if I may use that phrase, of local dealers with regard to this matter. If they deal with a reputable mail order house, they are going to get a reputable guarantee if their weapon does not turn out to be satisfactory to them.

**The Chairman:** Those in favour of Mr. Leggatt's amendment? Those opposed?

Amendment negatived.

**Mr. Leggatt:** The next . . .

**The Chairman:** The next is purely consequential.

**Mr. Leggatt:** You do not have to worry about it, right. That would be defeated with 9, obviously.

[Interprétation]

**M. Leggatt:** Je voudrais reprendre à mon compte, certaines remarques faites par M. Woolliams, à savoir qu'il y a une différence entre les textes législatifs que l'on nous soumet et les textes réglementaires sur lesquels nous n'avons aucune influence. J'aimerais que cette disposition figure dans le projet de loi lui-même. J'aimerais être certain que la vente par correspondance sera contrôlée. Si, après l'adoption de cet amendement, on arrive à mettre au point un système raisonnable et efficace, il faudrait le soumettre au Parlement de façon à ce que nous puissions décider pour nous mêmes. Je n'aime guère que l'on s'en remette à la bureaucratie. Je pense qu'il appartient aux députés de décider en dernier recours, et non pas à votre personnel, aussi compétent soit-il, une question d'aussi grande importance. En tant que parlementaires, nous avons le droit de trancher cette question de sécurité. C'est pourquoi je demande que nous interdisions la vente par correspondance et, si vous avez des propositions à faire qui satisfont aux exigences de sécurité, le Parlement les adoptera.

**M. Basford:** Je crois savoir qu'après l'adoption du projet de loi, le règlement y afférant sera soumis à ce comité, si bien que vous aurez l'occasion de juger par vous même.

**M. Woolliams:** Ce n'est pas seulement cela, monsieur Basford. Lorsque la proposition qui a été présentée par M. Allmand a été adoptée, mon amendement l'a été automatiquement.

**M. Leggatt:** Je vous remercie, je ne m'en rendais pas compte. Cela ne change rien à mon opinion sur la vente par correspondance.

**M. Woolliams:** Je suis d'accord avec . . .

**Le président:** Monsieur McCleave.

**M. McCleave:** Puis-je intervenir brièvement? J'ai eu l'occasion d'étudier dans un autre comité au cours des derniers jours, une étude spéciale commandée par le gouvernement. Il m'est difficile d'en parler ouvertement, et je vais donc me surveiller en espérant que mes collègues membres de cet autre comité ne m'en voudront pas trop. Il me semble qu'il est très important de faire une exception pour le Nord dans nos dispositions concernant la vente par correspondance s'appliquant au sud du Canada. Je suis tout à fait en faveur de la motion de M. Leggatt, mais j'estime qu'il serait très mauvais que nous placions la population du nord de ce pays—celle des Territoires et de la partie nord des provinces de l'Ouest,—entièrement à la merci des négociants locaux pour l'achat d'armes à feu. S'ils s'adressent à une maison de vente par correspondance honnête, ils disposeront d'une garantie honnête si leurs armes à feu ne fonctionnent pas à leur satisfaction.

**Le président:** Ceux qui sont en faveur de l'amendement de M. Leggatt? Ceux qui sont opposés?

L'amendement est rejeté.

**M. Leggatt:** Ensuite . . .

**Le président:** L'amendement suivant fait suite au premier.

**M. Leggatt:** Il n'est donc pas nécessaire de le mettre aux voix, puisqu'il serait rejeté automatiquement comme le premier.



[Text]

• 1050

**The Chairman:** Well, then, we are standing proposed Section 100(8).

**An hon. Member:** Why?

**The Chairman:** Why? Because Mr. Lachance requested it. Now we come to proposed Section 101 and we have an amendment by Mr. Woolliams. Mr. Woolliams' amendment is to strike out the whole of proposed section 101(1).

**Mr. Woolliams:** Well, this amendment would have been if the definition of "ammuniton" is changed and also if the regulations amendment is approved. I will just have take a look at that for a moment.

There must be a mistake. I must have got mixed up myself here. My next amendment is to proposed section 106(1), and that is on page 21.

**The Chairman:** Would it not be on page 13 of your amendments?

**Mr. Woolliams:** Just a second. Oh, yes; it is in reference to ammunition. I have got the picture now.

The new definition of "ammunition" still deals with components. What I am concerned about here is a very practical problem.

In those areas in Canada which are farming areas, whether in the Province of Quebec or the Province of Alberta, where people go out hunting on farmers' land, with or without their consent in some areas, depending on the local law if it is not posted, the farmer would be like the chickens on the farm picking up wheat: he would be pretty busy if he had to pick up all these empty cartridges. I am not so sure but with the change, if my amendment is carried in reference to the definition of "ammunition", they would not have to be concerned about it. But if "ammunition", in the new amendment, which was approved—that is, your amendment, Mr. Minister—that it is a component, meaning a cartridge of a shotgun shell, has to be picked up and is called ammunition and turned into the police, the farmers would be awful busy or else, I would say, they will all break the law.

**Mr. Basford:** Mr. Chairman, there seems to be a little confusion here because Mr. Woolliams' amendment, as I read it, strikes out lines 15 to 26, which is the whole of proposed section 101 (1). I would agree with him in that "ammunition" should come out of there, but it seems to me that if people find...

**Mr. Woolliams:** I think that is wrong. It was retyped—we corrected this. We want "ammunition" out of there.

**Mr. Basford:** Well, if the amendment is to take "ammunition" out of lines 17 and 18, then I would think that is a sensible amendment.

**Mr. Woolliams:** That is really what was intended. I will tell you what happened, Mr. Chairman—though I do not want to take time on it—is that we changed some of our amendments, and that is just a typographical mistake there. All I intended to do was to take out "ammunition".

**The Chairman:** So Mr. Woolliams is moving to strike out lines 17 and 18 on page 14...

[Interpretation]

**Le président:** Dans ce cas, nous réservons l'article 100(8).

**Une voix:** Pourquoi?

**Le président:** Pourquoi? Parce que M. Lachance l'a demandé. Nous passons donc à l'article 101 auquel M. Woolliams a proposé un amendement. L'amendement de M. Woolliams vise à supprimer tout le premier paragraphe de l'article 101.

**M. Woolliams:** L'amendement s'appliquerait si la définition «munition» était modifiée et si l'amendement mentionnant le règlement était approuvé. Je vais devoir réfléchir quelques instants.

Il doit y avoir une erreur. J'ai dû me tromper quelque part, car mon prochain amendement porte sur l'article 106, paragraphe 1, à la page 21.

**Le président:** N'est-il pas à la page 13 de vos amendements?

**M. Woolliams:** Un instant. Ah, oui. Il s'agit des munitions, j'y suis maintenant.

La nouvelle définition de «munition» parle toujours des composants. Ce qui me préoccupe ici est un problème d'ordre très pratique.

Dans les régions agricoles du Canada, qu'il s'agisse du Québec ou de l'Alberta, où les gens vont chasser sur les terres des agriculteurs, avec ou sans la permission de ceux-ci, selon la législation locale, l'agriculteur serait comme les poules dans un champ de blé, c'est-à-dire qu'il serait très occupé à ramasser toutes ces douilles vides. Je n'en suis pas certain mais avec les modifications que propose mon amendement à la définition du mot «munition», ce problème serait réglé. Mais si la définition du mot «munition» contenue dans le nouvel amendement qui a été adopté, c'est-à-dire votre amendement monsieur le ministre, signifie que la douille fait partie de la définition de munition et doit être remise à la police, les agriculteurs seront très occupés à les ramasser dans leurs champs ou encore ils seront amenés à enfreindre la Loi.

**M. Basford:** Monsieur le président, il semble y avoir un peu de confusion ici car l'amendement de M. Woolliams, si je comprends bien, supprimerait les lignes 20 à 25, c'est-à-dire l'ensemble du paragraphe 1. Je suis d'accord avec lui, mais il me semble que si les gens trouvent...

**M. Woolliams:** Je pense qu'il y a une erreur. Le mot «munition» ne doit pas figurer ici.

**M. Basford:** Si l'amendement vise à supprimer le mot «munition» à la ligne 23, alors il me paraît raisonnable.

**M. Woolliams:** C'est ce que je veux faire. Je vais vous dire ce qui s'est passé, monsieur le président. Nous avons changé certains de nos amendements et ceci est une erreur typographique. Ce que je voulais faire était supprimer le mot «munition».

**Le président:** M. Woolliams propose donc de supprimer les lignes 22 et 23 à la page 14...

[Texte]

**Mr. Woolliams:** I am really just striking out the word "ammunition" on lines 16 and 17.

**The Chairman:** Right. So that those lines would read: "restricted weapon or other firearm that he has reasonable grounds to"?

**Mr. Woolliams:** Right.

**The Chairman:** Shall this amendment carry?  
Amendment agreed to.

**The Chairman:** If there are no other amendments to proposed Section 101, shall proposed Section 101 carry?

Proposed Section 101, as amended, agreed to.

**The Chairman:** Now to proposed Section 102. We have an amendment by Mr. Leggatt showing an amendment to that proposed section.

**Mr. Lachance:** I am at a loss now. We have just passed proposed section 101 (1).

**The Chairman:** No, proposed Section 101, period.

**Mr. Lachance:** Oh, the complete section, eh?

**The Chairman:** Yes.

• 1055

**Mr. Leggatt:** Mr. Chairman, the next amendment that I am submitting has the effect of removing the summary conviction alternative for the prosecution where an offence takes place under proposed Section 102 which deals with prohibition orders. This is a man who has been prohibited specifically from having a weapon. It seems to me that we as a Parliament should make some very definite decision about how important an offence that really is and I am quite frankly tired of people that are in contempt of court. If a court prohibits somebody from having a weapon, I think we should deal with it strictly as an indictable offence and not as a summary conviction offence.

I am trying to think of the incidence where you would want to lay a summary charge for someone who has flagrantly and in violation of a court order used a weapon. I think we are being too soft in this particular area. Parliament has to make a judgment about the use of firearms, their use in terms of safety, but particularly for these people that violate the prohibition. We have not had nearly enough prohibition orders from the courts on firearms. I would like to see more prohibition orders, but also I would like Parliament to make a decision that that is no longer capable of being treated as simply a summary matter. I think it is another way of engendering some respect for our courts as well and when a prohibition order is made by a judge, any person who violates that order is going to know that he is not just toying around with this thing; it is an indictable offence.

**The Chairman:** Before calling on the Minister, Mr. Lachance.

**M. Lachance:** Monsieur le président, je m'écarte un peu du sujet, mais cela concerne quand même la même question. Je me souviens que j'avais demandé à M. Allmand lorsqu'il s'était présenté devant le Comité si on allait rendre obligatoire l'ordonnance d'interdiction de port ou d'utilisation d'armes à feu lorsqu'un individu est condamné pour une infraction relative à l'entreposage d'armes à feu ou pour un crime commis avec une arme à feu. Et il m'avait promis alors de revoir la question et de décider si oui ou non il rendrait obligatoire l'interdiction de posséder un permis de port d'arme si l'individu était condamné par ailleurs. Et je me demande si le ministère est arrivé à une

[Interprétation]

**M. Woolliams:** Je veux simplement supprimer le mot «munition» à la ligne 23.

**Le président:** Bien. Si bien que l'on aurait: «... une arme à autorisation restreinte ou autre arme à feu, qu'il croit pour des motifs raisonnables...»

**M. Woolliams:** Oui.

**Le président:** L'amendement est-il adopté?

L'amendement est adopté.

**Le président:** S'il n'y a pas d'autres amendements à l'article 101, celui-ci est-il adopté?

L'article 101 modifié est adopté.

**Le président:** Nous passons maintenant à l'article 102. M. Leggatt souhaite introduire un amendement à cet article.

**M. Lachance:** Je suis perdu maintenant. Nous venons d'adopter le paragraphe 1 de l'article 101.

**Le président:** Non, l'ensemble de l'article 101.

**M. Lachance:** Ah bon, tout l'article?

**Le président:** Oui.

**M. Leggatt:** Monsieur le président, mon prochain amendement a pour effet d'éliminer l'alternative de la condamnation sommaire dans le cas d'un délit qui fait l'objet du projet d'article 102, qui a trait au mandat de prohibition. Il s'agit des gens à qui on a interdit expressément de posséder une arme à feu. J'estime que le Parlement se doit de prendre une décision très précise quant à l'importance d'un tel délit, et très franchement, j'en ai assez de ceux qui font outrage à la magistrature. Si un tribunal interdit à quelqu'un de posséder une arme à feu, j'estime qu'une telle possession pourra constituer un délit criminel, qui ne puisse pas faire l'objet d'une condamnation sommaire.

Je ne sais pas quelle est la fréquence des cas où l'on voudrait faire une accusation sommaire contre quelqu'un qui, de façon flagrante et en dépit d'un mandat du tribunal, s'est servi d'une arme à feu. Je trouve que nous ne sommes pas assez sévères dans ce domaine. Le Parlement doit prendre une décision sur l'utilisation des armes à feu, sur les conditions de sécurité, mais surtout sur les cas d'infraction du mandat de prohibition. Il y a eu trop peu de mandats de prohibition émis par les tribunaux. Je voudrais en voir émettre beaucoup plus, mais je voudrais également que le Parlement décide qu'il ne sera plus possible désormais d'avoir recours dans de tels cas aux inculpations sommaires. Cela contribuerait également, à mon avis, à engendrer un respect accru pour nos tribunaux, et lorsqu'un juge aura émis un tel mandat de prohibition, celui qui l'enfreint saura qu'il se rend coupable d'un délit grave, d'un délit criminel.

**Le président:** Avant de donner au ministre l'occasion de répondre, M. Lachance a la parole.

**Mr. Lachance:** Mr. Chairman, I am perhaps getting off the subject, but nevertheless this is still relevant. I recall that I asked Mr. Allmand, when he was present before the Committee, if the prohibition order concerning the possession or use of firearms was to become mandatory when an individual is convicted of an offence involving the storage of firearms or a crime involving firearms. At that time, he promised to look into the question and to decide whether he should make it mandatory to prohibit an individual from holding a firearms licence when convicted on some related charge. I should like to know if the department has reached a decision on this matter. This has no special



[Text]

conclusion à ce sujet. Cela ne concerne pas spécialement l'article 102 à l'étude présentement mais cela concerne tous les articles où on permet au registraire général d'émettre une ordonnance d'interdiction lorsqu'il y a eu condamnation par la cour.

**Mr. Basford:** First on the general question, Mr. Lachance, we had some reservations about the automatic suspension solely because the reason for the offence might be some quite minor technical violation of the licensing provisions, in which the magistrate would feel that he should not order a prohibition; that is why. There could be, as I say, some quite minor offence and it would be an undue hardship and unduly harsh to provide for a mandatory prohibition. If the Committee is of a mind to put in an absolute prohibition or a mandatory prohibition against certain sections, proposed Section 98 and 99, those are the sections using a firearm in the commission of an offence and the careless handling, if there is a consensus in the Committee, I would be happy to accept or write that sort of amendment. But I think to make prohibition orders mandatory for all offences under the Act could work hardships.

• 1100

**M. Lachance:** Je suis d'accord avec le ministre au sujet des infractions mineures au règlement en tant que tel. Je sais fort bien que les articles 98 et 99 ont déjà été approuvés par le Comité mais je vais exprimer ma pensée une dernière fois et je vais laisser au Comité et au ministre le soin de décider. Je considère cependant un petit peu ridicule que si un individu est, par exemple, condamné à un an de prison pour avoir utilisé une arme à feu lors d'un vol à main armée, on laisse au registraire général le soin de décider si oui ou non, durant cette année-là il y aura lieu de retirer le permis de port d'arme à l'individu en question. Je trouve cela ridicule; ce n'est pas logique. Si on inflige une sentence obligatoire d'un minimum d'un an pour l'utilisation d'une arme à feu lors d'un acte criminel, je ne vois pas pourquoi on ne peut pas insérer dans le projet de loi une disposition obligatoire, obligeant le registraire général à enlever le permis d'utilisation d'arme à feu pour cette période d'un an.

Ici je ne me réfère pas aux infractions mineures signalées dans l'article 103; je me réfère plus particulièrement, comme je l'ai dit, à l'article 98, l'article 99, lorsqu'il s'agit d'un acte criminel, par exemple un vol à main armée, commis avec une arme à feu, et qu'à ce moment-là, le tribunal est obligé d'imposer une sentence minimum d'un an, sans que le registraire lui soit obligé d'émettre une sentence de prohibition.

Je laisse cela entre les mains du Comité et c'est au ministre de juger.

**Mr. Basford:** As I say, if it is the wish of the Committee to do that, I will produce an amendment to that effect.

**Mr. Woolliams:** Mr. Chairman, I am in sympathy with that suggestion. If you have an order, as Stu says, that prohibits a person from using or having firearms then, surely, he should have his licence revoked, because store A, one hundred miles away, that produces the licence does not know about the order. That is why his suggestion is very practical.

[Interpretation]

relevance to proposed Section 102, which is currently before us, but it does affect all sections which provide that the Registrar General may issue a prohibition order when there has been a conviction by the court.

**M. Basford:** D'abord, au sujet de la question générale, monsieur Lachance, nous avons quelques réserves quant à la suspension automatique du permis, uniquement parce que le motif de la conviction a pu être une infraction technique et assez mineure des dispositions relatives à l'octroi des permis, situation où le juge pourrait croire bon de refuser d'émettre un mandat d'interdiction. Voilà le pourquoi de la chose. Il pourrait, comme je l'ai dit, s'agir d'une infraction relativement mineure qu'il serait trop sévère de punir par une interdiction obligatoire. Si le Comité considère bon de prévoir une interdiction totale ou obligatoire dans le cas des projets d'articles 98 et 99, articles relatifs à l'emploi d'une arme à feu dans la commission d'un délit et au maniement négligent, si le Comité est d'accord là-dessus, c'est avec plaisir que j'accepterais ou que je rédigerais un amendement dans ce sens. Toutefois, j'estime qu'il pourrait être injuste de rendre obligatoire les ordonnances d'interdiction pour toutes les infractions relevant de cette loi.

**Mr. Lachance:** I agree with the Minister as regards the minor offences under the regulations as such. I am aware that proposed Sections 98 and 99 have already been approved by the Committee, but I should like to make my point one last time, and then leave the decision to the Committee and to the Minister. Still, I find it slightly ridiculous that where an individual who, for example, is convicted to one year in prison for using a firearm in a case of armed robbery, it is left to the Registrar General to decide whether during that year that individual's firearm licence should be suspended. I find that ridiculous. It just does not make sense. If someone is given the minimum mandatory sentence of one year for the use of a firearm when committing a criminal offence, I fail to see why there should not be a mandatory provision in the bill for the Registrar General to remove that individual's firearm licence for that one year period.

I am not speaking here of minor offences, say, under proposed Section 103; I am referring specifically, as I said, to proposed Sections 98 and 99, involving the use of a firearm in a criminal act, for example, armed robbery. In such cases the court is obliged to impose a minimum sentence of one year, while the Registrar is not obliged to issue a prohibition order.

I would leave the matter thus with members of the Committee and with the department.

**M. Basford:** Comme je l'ai dit, si le comité le veut ainsi, je rédigerai un amendement dans ce sens.

**M. Woolliams:** Monsieur le président, je suis assez d'accord avec cette proposition. Si, comme Stu l'a dit, un individu fait l'objet d'une interdiction portant sur l'utilisation et la possession d'armes à feu, alors il faudrait sans doute lui enlever son permis, car tel magasin qui se trouve à cent milles de là ne peut être au courant de l'interdiction. Cette proposition a donc un aspect très pratique.



[Texte]

**Mr. Basford:** Well, I will draft up an amendment or have one drafted to that effect.

Now, with regard to Mr. Leggatt's amendment, the only observation I have is that, allowing it to be tried by summary conviction, allows it to be disposed of, particularly in rural parts of the country, by a magistrate. But by having it by way of indictment...

**Mr. Leggatt:** No, I do not think you are right there. I would think that comes under the provisions of that section of the code, the summary trial of an indictable offence, does it not?

Perhaps you could clarify that, but I had made...

**Mr. Woolliams:** The magistrate would have the authority.

**Mr. Leggatt:** The magistrate can try it, he would have the authority, and if the individual wants to elect a higher court that would be up to the accused. The Minister was leaving the impression that it could not be handled by a magistrate; I think it can.

**Mr. Basford:** It can by election.

**Mr. Leggatt:** Surely, we would not want to take away the accused's election. If the accused thinks it is a matter that should be dealt with in a higher court, why take that right away from him? It may be that he has some valid excuse, or that the Crown has laid the charge improperly.

I want Parliament and the courts to treat a prohibition order as an indictable offence and something that should be, without exception, treated as serious, once a prohibition order has been granted. We have to make up our minds, if we are going to treat weapons in a serious way. When the courts, as it now reads, have a discretion to prohibit that weapon, it should be an indictable offence when a guy flies in the face of a court order.

**Mr. Basford:** Can I suggest, I am obviously not out of sympathy with what Mr. Leggatt says, we have to stand proposed Section 102.(1), in any event, to put in an amendment along the lines of Mr. Lachance...

**Mr. Lachance:** That would be more...

**Mr. Basford:** No, I think it can be put in here.

**Mr. Lachance:** I do not know.

**Mr. Woolliams:** That is Section 101.(4), at the top of page 15, is it?

**Mr. Basford:** Yes, but I think the thought that Mr. Lachance raised, which seems to have general agreement of the Committee, could probably be put into Section 102.(1). So, could I ask that Section 102.(1), (2), (3), (4) be stood, and I would like to take some advice on one particular aspect of something Mr. Leggatt raised.

**Mr. Woolliams:** While you are taking that advice, Mr. Chairman, under the old Code—I am not too sure without my Code here—but it seems to me there was a section, which may have been modified since, which said that where any penalty called for five years or more, you had to get the consent of the attorney general or his agent to get a suspended sentence, if there were unusual circumstances. That is one of the difficulties when you set a five-year maximum penalty. I would like you to check that out because I think it is correct.

[Interprétation]

**M. Basford:** Eh bien, je rédigerai volontiers ou je ferai rédiger un amendement dans ce sens.

Maintenant, en ce qui concerne l'amendement de M. Leggatt, la seule observation que je voudrais faire c'est que le fait de procéder par inculpation sommaire permet, surtout dans les régions rurales, de faire régler l'affaire par un magistrat. Alors que s'il s'agissait d'un délit criminel...

**M. Leggatt:** Non, je crois que vous vous trompez. Je crois que cela relève des dispositions de cet article du code, le procès sommaire d'un délit criminel, n'est-ce pas?

Vous voudrez peut-être expliquer cela davantage, mais j'avais fait...

**M. Woolliams:** Le magistrat aurait ainsi l'autorité nécessaire.

**M. Leggatt:** Le magistrat serait autorisé à juger l'affaire, et si l'accusé désirait être jugé par un tribunal supérieur, il en aurait la possibilité. Le ministre suggérerait qu'il serait impossible de faire juger une telle cause par un magistrat, mais je crois qu'il se trompe.

**M. Basford:** C'est possible si l'accusé fait le choix.

**M. Leggatt:** Évidemment, nous ne voudrions pas priver l'accusé de cette possibilité de choix. Si l'accusé estime qu'il serait mieux jugé par une Cour suprême, pourquoi lui refuser ce droit? Il se pourrait qu'il ait une excuse valable, ou que la Couronne ait fait l'accusation de façon inacceptable.

Moi, je voudrais que le Parlement et que les tribunaux considèrent une infraction à une ordonnance d'interdiction comme un délit criminel qui doit toujours être traité comme un délit grave, une fois émise l'ordonnance d'interdiction. Il faudra bien que l'on prenne une décision à ce sujet, si nous devons prendre au sérieux cette réglementation des armes à feu. Puisque, à l'heure actuelle, les tribunaux ont le pouvoir discrétionnaire d'interdire la possession d'une arme à feu, il faudrait que ce soit un acte criminel que de désobéir à l'interdiction émise par le tribunal.

**M. Basford:** Permettez-moi de proposer, bien que, évidemment, je ne sois pas opposé à ce que dit M. Leggatt, que nous réservions à plus tard le projet de paragraphe 102.(1), du moins pour avoir l'occasion de proposer un amendement dans le sens que disait M. Lachance...

**M. Lachance:** Ce serait plus...

**M. Basford:** Non, je crois qu'on pourrait l'insérer ici.

**M. Lachance:** Je ne sais pas.

**M. Woolliams:** Il s'agit du paragraphe 101.(4), n'est-ce pas, en haut de la page 15?

**M. Basford:** Oui, mais l'idée soulevée par M. Lachance, qui semble avoir rencontré l'approbation de l'ensemble du Comité, pourrait probablement s'insérer au paragraphe 102.(1). Je voudrais donc demander que l'on réserve les paragraphes 102.(1), (2), (3) et (4), et je voudrais consulter mes experts sur un aspect de ce que disait M. Leggatt.

**M. Woolliams:** Pendant que vous les consulterez, monsieur le président, aux termes de l'ancien code, il se pourrait que je me trompe, car je n'ai pas ici mon exemplaire, il me semble qu'il existait un article, qui a pu être modifié depuis, selon lequel, dans les cas où la peine serait de 5 ans ou plus, il fallait le consentement du procureur général ou de son agent pour obtenir le sursis, compte tenu de circonstances exceptionnelles. C'est là une des difficultés qui se présentent quant à la peine maximale de cinq ans. J'aimerais que vous vérifiez car cela me semble correct.

[Text]

**Mr. Sarchuk:** It is five years or less so that in terms of the right of the court you would impose an absolute or conditional discharge, a fine or suspended sentence. There is no hangup as long as the maximum sentence is not longer than five years.

• 1105

**Mr. Woolliams:** Not longer. Okay, that answers that.

**The Chairman:** May I just point out, Mr. Woolliams that it is not Subsection (4) at the top of the page. It is the one at the bottom of the page. It is the bottom of page 15 and the top of page 16.

**Mr. Woolliams:** Yes, I meant that.

Proposed Section 102 allowed to stand.

**The Chairman:** And, of course, that includes Mr. Leggatt's amendment to that.

On proposed Section 103—*Search and Seizure*

**The Chairman:** We have no amendments. Does the Minister have any comments to make on this section?

**Mr. Basford:** No. It is substantially the same as the existing Code allowing a peace officer to search a dwelling-house with regard to offences of the firearms sections of the act and it is substantially the same as 103.(1). We have redefined dwelling-house to assure that the search cannot be conducted in a dwelling-house. That would include a mobile home that has become a permanent residence but it would allow searching for firearms offences in a campground where the mobile homes are not permanent dwellings. This is being put in because attorneys general felt this was where the problems were in those campgrounds which are taken over sometimes by motorcycle gangs and one thing and another. Without a specific definition for dwelling-house in the section they cannot do any searching.

**The Chairman:** Mr. Fairweather.

**Mr. Fairweather:** I understand that the Prime Minister and the Leader of the New Democratic Party are speaking on Bill C-84 and I wonder what the mood of the Committee is. We are meeting at 3.30 and at 8.00 p.m.

**The Chairman:** I am hoping we would go ahead, Mr. Fairweather, but I am in the hands of the Committee.

**Mr. Fairweather:** I just raised it.

**Mr. Leggatt:** I would like to support the point of order. It seems to me we are going to devote a lot of time to this bill, and many of us would like to be in the Commons. I think it is an interesting and an important day, and I am wondering if the Committee would not consider adjourning for the purpose of just this session, this 11.00 a.m. to 1.00 p.m. period in the House.

**Mr. Fox:** Well, Mr. Chairman, I would hope that we would continue. Unfortunately, as you know, the Minister of Justice has to attend the meeting of the attorneys general in Vancouver tomorrow afternoon, and I would hope we would be able to make as much progress...

[Interpretation]

**M. Sarchuk:** C'est cinq ans ou moins, bien que le tribunal pourrait décréter un acquittement absolu ou conditionnel, une amende ou une peine avec sursis. Il n'y a pas de problème, aussi longtemps que la sentence maximale ne dépasse pas cinq ans.

**M. Woolliams:** Pas plus. Bien, cela répond à ma question.

**Le président:** Je vous rappelle, monsieur Woolliams, que nous ne parlons pas du paragraphe (4) en haut de la page. Il s'agit du paragraphe au bas de la page 15 et en haut de la page 16.

**M. Woolliams:** Oui, c'est de celui-là que je parle.

L'article 102 est réservé.

**Le président:** Cela, bien sûr, s'applique également à l'amendement de M. Leggatt.

Article 103: *Saisie et confiscation*

**Le président:** Nous avons des amendements. Le ministre a-t-il quelque chose à dire au sujet de cet article?

**M. Basford:** Non. Il s'agit essentiellement de la même disposition que celle existant dans le Code criminel permettant à un agent de la paix de perquisitionner dans un logement en cas d'infraction à la partie de la loi traitant des armes à feu. Nous avons redéfini la notion de maison d'habitation afin d'assurer qu'une habitation ne puisse être perquisitionnée. Cela comprend une maison mobile qui est devenue une résidence permanente mais permettrait à la police de perquisitionner dans un terrain de camping dans lequel les maisons mobiles ne sont pas des habitations permanentes. Nous avons inclus cette disposition parce que les procureurs généraux estiment que le problème se pose dans le cas des camps qui sont souvent investis par des bandes de jeunes motards etc. Sans une définition spécifique du mot habitation dans cet article, il ne pourrait pas perquisitionner.

**Le président:** Monsieur Fairweather.

**M. Fairweather:** Je crois savoir que le premier ministre et le chef du Nouveau parti démocratique prennent la parole ce matin sur le Bill C-84 et j'aimerais savoir ce que les membres du Comité comptent faire. Nous nous réunissons de nouveau à 3 h 30 et à 8 heures ce soir.

**Le président:** J'espérais que nous continuerions, monsieur Fairweather, mais je m'en remets aux membres du Comité.

**M. Fairweather:** J'ai simplement voulu poser la question.

**M. Leggatt:** Je suis d'accord avec M. Fairweather. Nous allons consacrer beaucoup de temps à ce projet de loi et beaucoup d'entre nous aimeraient aller à la Chambre. C'est une journée intéressante et importante et je me demande si nous ne pourrions pas ajourner pour cette session de 11 heures à une heure à la Chambre.

**M. Fox:** Monsieur le président, j'espère que nous allons rester. Malheureusement, comme vous le savez, le ministre de la Justice doit se rendre à une réunion des procureurs généraux à Vancouver demain après-midi et j'aimerais que nous avancions le plus vite possible jusque-là.



## [Texte]

**Mr. Leggatt:** Will we not be getting the Solicitor General back?

**Mr. Fox:** I would hope we would have the Solicitor General back but I would hope the Committee could examine the Minister of Justice at length.

**Some hon. Members:** Agreed.

**The Chairman:** Are there any further questions on proposed Section 103?

**Mr. Woolliams:** Just before you pass that, have we not got another section? We have gone further, have we not, Mr. Minister? If you have reason to believe there was an offence being committed or about to be committed, you could go in without a search warrant. Now you go further.

**Mr. Basford:** Yes. The point you are raising comes in under proposed Section 104.

**Mr. Woolliams:** That is what I am thinking of. Right.

**Mr. Basford:** Proposed sections 104 and 105.

Proposed Section 103 agreed to.

Proposed Section 104—*Seizure*

**The Chairman:** Now on proposed Section 104 we come to an amendment by Mr. Woolliams but perhaps first we should have an explanation by the Minister of the proposed section.

• 1110

**Mr. Basford:** Well this is a new section. The old Code granted authority to a peace officer to seize firearms or ammunition from a person under the age of 16 who does not hold a permit. The new proposed Section 104(1)(a) authorizes seizure of a firearm or a restricted weapon from a person over the age of 18 who is in actual possession of such a weapon and who fails to produce the required licence or permit.

This, of course, is absolutely essential for enforcement of the act as with hunting licences, motor vehicle licences or drivers' licences. This would require the carrying and the production upon request of a licence. Without this there is a very large hole in the licensing scheme.

Proposed Section 104(1)(b) raises the age to 18 in line with our whole change and by requiring the production of the permit under which the under 18 may lawfully possess the weapon.

Proposed Section 104(1)(c) is unchanged from the existing Code.

Proposed Section 104(2) is a new one to alleviate the strictness of the foregoing seizure provisions. For example, in the case of a person who simply forgot his licence it allows him to produce it during the 14-day, I believe it is, period of grace in order to get his weapon back.

Proposed Section 104(3) is consequential on the addition to proposed Subsection (2), where the weapon is not returned pursuant to proposed Section 104(2) it must be taken before a magistrate who after hearing representations from all parties may order a forfeiture of the seized weapon.

## [Interprétation]

**M. Leggatt:** Le Solliciteur général ne reviendra-t-il pas devant nous?

**M. Fox:** J'espère qu'il pourra revenir et j'espère que le Comité consacrera du temps au ministre de la Justice.

**Des voix:** D'accord.

**Le président:** Y a-t-il d'autres questions sur l'article 103?

**M. Woolliams:** N'y a-t-il pas un autre article du même genre qui vous permet d'aller plus loin, monsieur le ministre? Si vous avez des raisons de croire qu'une infraction est commise ou sur le point d'être commise, vous pourriez procéder à la fouille sans un mandat de perquisition. Ici, vous allez encore plus loin.

**M. Basford:** Oui. L'article que vous mentionnez est l'article 104.

**M. Woolliams:** Oui, c'est à celui-là que je pense.

**M. Basford:** Les articles 104 et 105 du projet de loi.

L'article 103 est adopté.

Article 104—*Saisie*

**Le président:** A l'article 104, nous avons un amendement de M. Woolliams mais je pense qu'il vaudrait mieux que le ministre nous explique d'abord l'article.

**M. Basford:** Il s'agit d'un nouvel article. L'ancien code donnait à un agent de la paix le pouvoir de saisir des armes à feu ou des munitions à une personne âgée de moins de 16 ans ne détenant pas de permis. Le nouvel article 104(1)a autorise la saisie d'une arme à feu ou d'une arme à autorisation restreinte lorsqu'elle est en possession d'une personne âgée de plus de 18 ans et qui ne peut produire le certificat d'enregistrement ou le permis requis.

C'est là une disposition absolument essentielle à l'application de la loi, au même titre que dans le cas des permis de chasse, des certificats d'enregistrements de véhicules à moteur ou de permis de conduire. Elle contraint le propriétaire d'une arme à feu à porter sur lui et à produire sur demande le permis. Autrement, il y aurait une très grosse lacune dans le système d'enregistrement.

L'alinéa b) de l'article 104(1) porte à 18 ans l'âge limite et exige la production du permis dans le cas des moins de 18 ans qui peuvent légalement posséder une arme.

L'article 104(1)c) reste inchangé par rapport au Code actuel.

Le paragraphe (2) de l'article 104 est nouveau et vise à restreindre la sécurité de la saisie effectuée en vertu des dispositions précédentes. Par exemple, dans le cas d'une personne qui a simplement oublié son permis, elle peut le produire dans un délai de 14 jours et obtenir ainsi la remise de son arme.

Le paragraphe (3) de l'article 104 fait suite au paragraphe (2) et stipule que si l'arme n'est pas remise conformément aux dispositions du paragraphe (2) elle doit être remise à un magistrat qui peut décréter la confiscation après avoir entendu les parties en cause.



[Text]

**The Chairman:** A quick glance over Mr. Woolliams' amendment suggests to me that they are all for the purpose of removing the word "ammunition".

**Mr. Woolliams:** In light of the fact that I have been voted down on that issue on licensing, I am prepared to withdraw it. Of course, I do not do it willingly, but I do not want to be delaying the Committee on something that is superfluous.

**The Chairman:** We appreciate your deference to the majority will.

Is that agreed? .

**Some hon. Members:** Agreed.

**The Chairman:** Are there any other questions or comments to proposed Section 104?

Mr. Leggatt.

**Mr. Leggatt:** It says that it would provide the opportunity, if known, provide the person with the opportunity "if known". That is not very well defined. That is going to be entirely up to the magistrate as to how he gives notice or so on, right? There is no procedure set out.

It is not a major point. I am just wondering in the interest of justice, how do you go about notifying a guy that you are about to keep his rifle, when he may have lawfully had the rifle and everything else.

Make an assumption that there is a seizure without warrant, but not justified after the investigation, how do you go about providing this opportunity for him to come and ...

**Mr. Basford:** You serve notice on the person from whom you seized it or the owner, if known. You may not know the owner, but it is a notice served by the police by order of the magistrate.

**Mr. Leggatt:** It just seemed to me that the onus should be on the Crown to simply return the weapon. Why should the individual who had the weapon seized and nothing as a result happened... surely the onus should be on the Crown to establish that they should forfeit it. The onus should not be on the person from whom it was seized to justify.

**Mr. Basford:** Except that it is seized under proposed Section 104(1) if the person does not have a licence in proposed Section 104(2) if he then has a licence that he did not have with him, he can go in and produce his licence and get his gun back.

**Mr. Leggatt:** All right. I see that. That is fine.

**Mr. Basford:** If no licence is produced, then there is a process by which it is brought to a magistrate ...

**Mr. Leggatt:** Fair enough. I see it now. Thank you.

Clause 3, proposed Section 104 agreed to.

On Clause 3, proposed Section 105—*Application for warrant to seize*

**The Chairman:** We have no amendments on this proposed section. Mr. Basford, do you have any comments or explanations?

[Interpretation]

**Le président:** Un rapide coup d'œil sur l'amendement de M. Woolliams indique qu'il s'agit encore une fois de supprimer partout le mot «munition».

**M. Woolliams:** Étant donné que ce genre d'amendement a déjà été rejeté au sujet d'un enregistrement, je suis prêt à le retirer. Bien entendu, je le fais à contrecœur mais je ne veux pas retarder le Comité avec des amendements qui sont superflus.

**Le président:** Nous vous sommes reconnaissants de vous courber devant la volonté de la majorité.

Est-ce convenu?

**Des voix:** D'accord.

**Le président:** Y a-t-il d'autres questions ou interventions au sujet de l'article 104?

Monsieur Leggatt.

**M. Leggatt:** L'article dit: le propriétaire, s'il est connu... Ce n'est pas très clair. Doit-on s'en remettre entièrement au magistrat pour la procédure à suivre? Aucune procédure n'est imposée.

C'est un détail mais je me demande comment on va faire pour aviser une personne que vous allez confisquer son arme à feu alors que celle-ci est susceptible de la posséder en toute légalité.

Supposons qu'il y ait une saisie sans mandat, mais qu'après enquête cette saisie ne soit pas justifiée, comment allez-vous faire pour donner à l'intéressé la possibilité de se présenter et...

**M. Basford:** Vous remettez un avis à la personne sur qui la saisie a été pratiquée ou au propriétaire, s'il est connu. C'est un avis qui est remis par la police, sur ordre du magistrat.

**M. Leggatt:** Il me semble que l'obligation devrait incomber à la Couronne de simplement retourner l'arme. Pourquoi est-ce que la personne à qui l'arme a été saisie sans que rien se passe... Il me semble qu'il appartient à la Couronne de prouver qu'elle a le pouvoir de confisquer l'arme. Ce n'est pas à la personne à qui l'arme a été saisie qu'il appartient de se justifier.

**M. Basford:** Si elle est saisie aux termes de l'article 104(1), c'est parce que la personne n'avait pas de certificat d'enregistrement, si elle en possède un elle peut le montrer et obtenir que l'arme lui soit rendue.

**M. Leggatt:** Oui. Je vois. Très bien.

**M. Basford:** Si le certificat d'enregistrement n'est pas produit, il y a un processus par lequel l'arme est remise à un magistrat...

**M. Leggatt:** Très bien. Je comprends maintenant, je vous remercie.

Le projet d'article 104 est adopté.

Sur l'article 3—projet d'article 105—*Demande d'un mandat de saisie*

**Le président:** Nous n'avons pas d'amendement à cet article. Monsieur Basford, avez-vous des explications ou des remarques à faire?

## [Texte]

**Mr. Basford:** Proposed Section 105(1) is the same as the existing law where upon application in respect of any person the court is satisfied that there are reasonable grounds for believing it is not desirable in the interests of the safety of that person to the court for a warrant authorizing the search for and seizure of any firearm. That is essentially the existing Code. The only addition is search for and seize the gun.

• 1115

The new provision is what Mr. Woolliams touched upon a moment ago. This is proposed subsection (2), which is designed to deal with domestic strife situations where you have a domestic fight going on or drunken brawl going on and the police arrive and there are firearms present, but pursuant to proposed subsection (1) they can do nothing because they have to go and get a warrant. Proposed subsection (2) would allow the police:

where the... peace officer is satisfied that there are reasonable grounds for believing that it is not desirable in the interests of the safety of that person or others that that person should have in his possession custody or control of firearm or ammunition or explosive substance, and that the danger to person or other persons is such that to proceed by way of an application for a warrant under subsection (1) is impracticable, the peace officer may without warrant search for and seize any firearm...

The words have been very carefully chosen to try, on the one hand, to build in protection and, on the other hand, to deal with the real life situation. I am told that what often happens in the domestic disputes or drunken brawl situation is that many police officers in fact do take the firearms now. This, of course, legalizes what some of them are now doing. As one knows, often these domestic strife situations or the drunken brawl situation ends up in the morning with someone dead, and I think the police should have such power.

In exercising that power they then, under proposed subsection (3), have to go to court forthwith and make a return to the court, from which a warrant might have issued, showing the articles, if any, seized and the date of execution of the warrant or the seizure without warrant, as the case may be. Then there is an application for disposition under proposed subsection (4) and a hearing of the application to protect the person from whom the weapons have been seized.

**Mr. Woolliams:** Mr. Chairman, I would be prepared to support that. I think all lawyers are very reluctant to give the police the right to make searches without warrants, but I think under the circumstances you mention, and also in the case of country hunting, the police may come upon a group of people who are totally intoxicated, they are liable to shoot themselves and not the ducks, and I think under those circumstances the police would probably do it anyhow and I do not think there would be much complaint, but I think it at least clears the air under those circumstances.

**Mr. McCleave:** I suppose we should emphasize, Mr. Chairman, for the public that reasonable grounds must exist before such action is taken. I have been there, and I am quite happy to support it.

## [Interprétation]

**M. Basford:** L'article 105(1) reste inchangé, c'est-à-dire que le tribunal peut accorder une demande de saisie lorsqu'il est convaincu qu'il y a des motifs raisonnables de croire qu'il n'est pas souhaitable pour la sécurité de cette personne de lui laisser l'arme à feu. C'est en principe ce que le Code stipule présentement. On a ajouté seulement les dispositions relatives au mandat de perquisition autorisant la saisie des armes à feu.

M. Woolliams a parlé de cette nouvelle disposition tout à l'heure. Il s'agit du paragraphe proposé (2) qui permet à un agent de la paix de perquisitionner sans mandat et de saisir les armes à feu pendant les scènes de ménage ou les querelles d'ivrognes, par exemple, mais conformément au paragraphe proposé (1), la police n'a aucun pouvoir car elle doit tout d'abord se munir d'un mandat. En vertu du paragraphe proposé (2):

un agent de la paix peut, sans mandat, perquisitionner et saisir les armes à feu... dont une personne a la possession, la garde ou le contrôle, lorsqu'il est convaincu qu'il y a des motifs raisonnables de croire qu'il n'est pas souhaitable pour la sécurité de cette personne ou de quelque autre personne de les lui laisser et qu'il serait impraticable de procéder par voie de demande en vertu du paragraphe (1).

Les expressions ont été choisies très soigneusement afin d'essayer, d'une part, de prévoir une certaine protection et, d'autre part, de faire face aux situations de la vie courante. On m'informe que très souvent même à l'heure actuelle dans les scènes de ménage ou les querelles d'ivrognes, les agents de la paix confisquent les armes à feu. Cette disposition ne ferait que légaliser ce que certains agents de la paix font déjà. On sait que très souvent ces scènes de ménage ou ces querelles d'ivrognes font des victimes, et la police devrait donc jouir de ce pouvoir.

Dans l'exercice de ce pouvoir, en vertu du paragraphe proposé (3), les agents de la paix doivent immédiatement présenter à la cour qui a délivré le mandat les objets saisis, s'il y a lieu, et fournir la date de l'exécution du mandat ou de la saisie sans mandat, selon le cas. Il faut ensuite faire une demande d'ordonnance en vue de la vente ou d'un autre mode de disposition en vue du paragraphe proposé (4), et faire l'audition de la demande afin de protéger les personnes dont les armes ont été saisies.

**M. Woolliams:** Monsieur le président, je suis prêt à appuyer cette disposition. Je pense que tous les avocats hésitent à autoriser les agents de la paix à effectuer des perquisitions sans mandat, mais dans les cas dont vous avez parlé, ou lors d'une chasse à la campagne par exemple, il arrive que des groupes de chasseurs tout à fait ivres, susceptibles de se tirer eux-mêmes, rencontrent des agents de la paix qui leur confisqueront probablement leurs armes de toute façon, sans donner lieu à des plaintes, et au moins cette disposition éliminera toute difficulté possible.

**M. McCleave:** Il serait peut-être bon de souligner à l'attention du public, monsieur le président, qu'un agent de la paix doit avoir des motifs raisonnables pour prendre de telles mesures. Je suis tout à fait en faveur de cette disposition.



## [Text]

Proposed Section 105 agreed to.

On Proposed Section 106—Commissioner to be notified

**The Chairman:** We have no amendment to this. The next amendment is to the next section.

Any comments, Mr. Minister, on proposed Section 106?

**Mr. Basford:** I am sorry, I am still on 105.

**Mr. Woolliams:** There is the opinion, then, on the kind of application. It is all part of the procedure.

**Mr. Basford:** Yes. It is new, however, that the provisions make it mandatory for the court to notify the Commissioner of all prohibition orders so that obviously, of course, they can be fed into the system of licensing as to who has been prohibited. Also, a breach of a prohibition order made is punishable on indictment by a maximum penalty of five years or by way of summary conviction.

Proposed Section 106 agreed to.

On Proposed Section 106.1—Licence to possess firearms or ammunition.

• 1120

**The Chairman:** Mr. Woolliams has at least two amendments to proposed Section 106.1 and Mr. Leggatt has one and the government has one.

Perhaps we will begin with the first of Mr. Woolliams' amendments after we hear the general comments of the Minister.

**Mr. Basford:** The whole of the section relates to the licence to possess firearms or ammunition. Each subsection is different, so it might be better to go through it subsection by subsection.

Subsection (1) is simply, the applicant must be 18 years of age or more, the licence may be issued by a licensing officer or local registrar and that the licence is in force for a maximum of five years.

**The Chairman:** To subsection (1), Mr. Woolliams' amendment is again deleting the word "ammunition" I believe.

**Mr. Woolliams:** Yes, I think we are going a little far there, but in light of the fact that I have been voted down again, it is superfluous to delete that when you have got the rest in the bill.

**The Chairman:** So Mr. Woolliams will withdraw his amendment?

Mr. Woolliams also has an amendment respecting the fee in proposed Section 106.1(2)

**Mr. Woolliams:** I figure prescribed fee should not exceed \$5 and I am a little worried about this, Mr. Chairman, because I think the very minimum amount to administer this, if you put it on the people who have to purchase the licence and not the taxpayers, will be \$50 and it could be higher and so I would like to freeze the fee at \$5 and that is my amendment.

## [Interpretation]

L'article proposé 105 est adopté.

L'article proposé 106—*Notification au Commissaire*

**Le président:** Il n'y a pas d'amendement proposé à cet article. L'amendement suivant a trait à l'article suivant.

Avez-vous des observations à faire, monsieur le ministre?

**M. Basford:** Veuillez m'excuser, je suis toujours à l'article 105.

**M. Woolliams:** Qu'avez-vous à dire au sujet du type de demande? Cela fait partie des modalités.

**M. Basford:** En effet. Toutefois, il y a un fait nouveau en ce sens qu'en vertu des dispositions, la cour doit avertir le Commissaire au sujet de toutes les ordonnances d'interdiction afin que le nom de toute personne à qui l'on a interdit d'utiliser une arme à feu figure dans le registre du système des autorisations. En outre, toute personne qui enfreint l'ordonnance d'interdiction est passible d'une peine d'emprisonnement maximale de cinq ans ou alors est reconnue coupable d'une infraction punissable sur déclaration sommaire de culpabilité.

L'article 106 proposé est adopté.

Article 106.1 proposé—autorisation de posséder des armes à feu ou des munitions.

**Le président:** M. Woolliams a au moins deux amendements à l'article 106.1 proposé et M. Leggatt et le gouvernement respectivement en ont un.

Nous pourrions peut-être passer au premier amendement de M. Woolliams après avoir entendu les observations générales du ministre.

**M. Basford:** Dans l'ensemble, l'article porte sur l'autorisation de posséder des armes à feu ou des munitions. Chacun des paragraphes est différent et il serait peut-être préférable de les examiner individuellement.

Le paragraphe (1) stipule simplement que le requérant doit être âgé de 18 ans ou plus, que le permis peut être délivré par le registraire local d'armes à feu ou un préposé aux autorisations et qu'il demeure valide pour une période de 5 ans au maximum.

**Le président:** Je crois qu'encore une fois l'amendement de M. Woolliams au paragraphe (1) vise à retrancher l'expression «munitions».

**M. Woolliams:** En effet. On va peut-être un peu loin ici, mais puisque l'on a rejeté ma proposition, encore une fois il est inutile de retrancher cette expression puisque le reste est toujours dans le bill.

**Le président:** Donc, monsieur Woolliams, vous retirez votre amendement?

M. Woolliams a également un amendement à l'égard des frais à l'article proposé 106.1 (2).

**M. Woolliams:** Selon moi, les frais prescrits ne devraient pas dépasser \$5, et je suis un peu inquiet, monsieur le président, car si les frais d'administration doivent être imputés uniquement à ceux qui veulent obtenir un permis et non pas à tous les contribuables, ils se chiffreront à \$50 par personne et même davantage. C'est pourquoi j'aimerais plafonner les frais à \$5.



**[Texte]**

I am sure that Mr. Leggatt will support me on that.

**Mr. Leggatt:** Yes. I think I sent a similar one in that I would be prepared to withdraw in favour of Mr. Woolliams' amendment. I cannot find mine.

**The Chairman:** I cannot find it; I do not think you have that in, Mr. Leggatt.

**Mr. Leggatt:** Yes, I saw it in here somewhere. Perhaps it is another section.

**Mr. Woolliams:** That might be on permits; there is a section dealing with that.

**Mr. Leggatt:** Yes. Yes, mine comes under page 36. I said six and I prefer five.

**Mr. Woolliams:** A five-dollar bill.

**Mr. Leggatt:** Are we on this amendment now?

**The Chairman:** Yes, Mr. Woolliams' amendment.

**Mr. Leggatt:** I would like to speak in favour of it and ask the whole committee to seriously consider the purpose behind the legislation which surely is to encourage people to comply with the legislation and one of the ways we can encourage them to comply is to make this reasonable, not excessive.

It seems to me that if the purpose of the bill is to protect the public of Canada, the public of Canada should be prepared to pay a substantial part of the cost of the program. By limiting the fee now, what we are saying to Canadians is: "We recognize that you are willing, for your own protection, to bear the cost of a large part of the program". Surely not merely those in the hunting and shooting sports should be obligated to carry the burden of the thing. It seems to me an eminently reasonable suggestion that \$5—which is something most people, I would think, could afford—should be the cost.

• 1125

**Mr. Basford:** The Solicitor General informed the committee the other day that the question of fees was under review and they will continue to be under review particularly when we start negotiating with provincial attorneys general as to the implementation of the scheme in a finite way.

I would hope that the committee would not limit the fee in this proposed section or in some other proposed section. We are undertaking to try to have the fee as low as possible and I have seen some grossly exaggerated figures in the press of \$50, \$70, \$100; under no scheme that we have devised are those figures at all anywhere within the realm of reality. I think probably five dollars is too low, which after all is one dollar a year for the licence. While I accept some of what Mr. Leggatt says, if there is—many of the representations to this Committee have been that the public bear some of the cost of this public safety measure. I think five dollars is probably too low, and I would hope that it not be stated in the bill.

We are, as I say, still refining the scheme, reducing the cost wherever possible, and that would be a matter in front of this Committee by the way of regulation where, of course, the fee would have to be stated in those regulations. But at the moment I would hope that the Committee would not state a fee in the statute itself. Certainly if one looks at motor vehicle acts or hunting licence acts, very few of those, if any, state the fee that is applicable.

**[Interprétation]**

Je suis persuadé que M. Leggatt partage mon opinion.

**M. Leggatt:** En effet. Et je crois avoir présenté un amendement analogue, que je suis prêt à retirer en faveur de celui de M. Woolliams. Je ne puis d'ailleurs retrouver le mien.

**Le président:** Moi non plus. Je ne crois pas que vous l'ayez présenté, monsieur Leggatt.

**M. Leggatt:** Oui, je l'ai vu ici quelque part. Il est peut-être dans un autre article.

**M. Woolliams:** Il s'agit peut-être des permis; il y a un article à cet égard.

**M. Leggatt:** En effet, c'est à la page 36. J'avais proposé \$6 mais je préfère que ce soit \$5.

**M. Woolliams:** Un «bill» de 5 piastres!

**M. Leggatt:** Est-ce que nous étudions présentement cet amendement?

**Le président:** Oui, l'amendement de M. Woolliams.

**M. Leggatt:** Je suis en faveur de cet amendement et je demande au Comité de songer sérieusement à l'objectif du bill, qui est d'encourager les gens à se conformer à la loi. L'un des moyens d'y parvenir serait de fixer des frais raisonnables et non pas excessifs.

Si le bill vise la protection du public canadien, celui-ci devrait être prêt à défrayer une partie considérable du programme. En limitant les frais dès maintenant, nous disons en fait aux Canadiens que nous reconnaissons qu'ils sont prêts à assumer le coût d'une grande partie du programme pour être protégés. Les amateurs de chasse et de tir de sport ne devraient pas être obligés d'en assumer tout le fardeau. Des frais de \$5, montant que la plupart des gens peuvent se permettre, me semblent être raisonnables.

**M. Basford:** Le solliciteur général a informé le Comité l'autre jour que la question des frais était à l'examen et qu'elle le sera encore lors du début des négociations avec les procureurs généraux des provinces sur l'application finale du système.

J'espère que le Comité ne limitera pas les frais dans cet article proposé ni dans un autre. Nous tentons de fixer des frais aussi raisonnables que possible. Les journaux ont publié des chiffres tout à fait exagérés tel que \$50, \$70 et \$100, mais jamais nous n'avons eu l'intention de fixer de tels montants. Le chiffre de \$5 est sans doute trop faible, car cela ne fait qu'un dollar par an pour le certificat d'enregistrement. Bien que je sois d'accord avec M. Leggatt, beaucoup de témoins devant ce Comité ont réclamé que le public assume le coût de cette mesure de sécurité publique. Le chiffre de \$5 est probablement trop faible et j'espère qu'on ne le mentionnera pas dans le bill.

Comme je l'ai dit, nous mettons la dernière main au système en cherchant à réduire les coûts partout où cela est possible, et je pense que la redevance fera l'objet d'un règlement et le Comité aura alors à en connaître. Mais pour l'instant j'aimerais que le projet de loi ne mentionne pas le montant de la redevance. Très peu de textes législatifs mentionnent le montant d'une telle redevance, qu'il s'agisse des lois sur les véhicules à moteur ou des lois sur les permis de chasse.

[Text]

It means that over the years if there is any change you must have an amendment to change that. We are, as a government, reviewing every aspect of the licensing scheme in the administrative section to reduce the cost as much as possible. We will be at the appropriate time reviewing it in detail with provincial attorneys general again to reduce the cost as much as possible.

**M. Woolliams:** Can I speak to that?

**Mr. Basford:** Yes.

**Mr. Woolliams:** I have some sympathy for the Minister's argument, but I would point out this. It is not often a Conservative such as myself goes to the NDP as a witness, but the Attorney General of Saskatchewan, when you say these are exaggerated figures, is of the opinion that it would cost \$50.

I have asked the Minister, Mr. Chairman, in the House what the cost would be. If you read his answer in *Hansard*, he does not know, and he does not know today. I do not think anybody can assess what the real cost is because you are already using built-in costs to a certain extent. We will never be able to determine how many extra policemen you will need to enforce the act. They, of course, will not be on the estimate of the cost. It is like dealing with railroads. There are some built-in costs and there are some floating costs.

I agree with the position taken by Mr. Leggatt in regard to making it firm. It is all very well to say the regulations will be put before Parliament by resolution and then they will be debated there and come here for examination. But as the Minister knows in all his wisdom, Mr. Chairman, even if we make a recommendation in this Committee that the regulations be changed—let us assume that the fee did come in at \$50 and we take a dim view of that. We could all unanimously agree it is too high. It goes back to Cabinet and we have no power on the executive to follow the recommendations of this Committee. Therefore I would strongly support—this is one amendment that I am making. I think it is practical. I think you are asking people to have licences who may never use guns.

**Mr. Leggatt:** Right.

**Mr. Woolliams:** As a result you are asking those people to carry the financial burden of something that is really a master for the state. When you administer the law, whether it is on murder or rape or whatever, the cost of that is borne by the state. The state pays the cost of the administration of justice. This is an amendment to the Code. It is criminal law. It falls under the administration of criminal law.

In my opinion there should be a set fee in the bill. We know that governments come and go; ministers come and go. As a result this thing can change. It is true we could have one set of regulations before the Committee and even if the Cabinet did listen to us, those regulations can be changed. We have agreed in the proposal that any future changes in those regulations or new regulations necessary after the main ones be laid before Parliament. In the Committee we have no control over it. We have very little control over it anyway and the only reason I moved that amendment—I want to emphasize that I am not endorsing this kind of legislation by regulation, I am only trying to create a little bit of wisdom and democracy out of a bad situation where you are legislating by order in council which is a law over which we have no real control. I would therefore ask the Committee to seriously consider it.

[Interpretation]

Chaque fois que l'on voudrait modifier ce montant, il faudrait adopter un amendement. Le gouvernement passe en revue tous les aspects du système d'enregistrement afin d'en réduire le coût autant que possible. Le moment venu, nous les passerons en revue en détail avec les procureurs généraux des provinces, encore afin de réduire le coût autant que possible.

**M. Woolliams:** Puis-je intervenir à ce sujet?

**M. Basford:** Oui.

**M. Woolliams:** Je comprends bien les arguments du ministre mais je dirais néanmoins ceci: ce n'est pas très souvent qu'un conservateur comme moi cite un membre du NDP, mais le procureur général de la Saskatchewan est d'avis que le coût sera de \$50.

J'ai demandé au ministre à la Chambre quel serait le coût du système. Si vous lisez sa réponse dans le *hansard*, il ne le sait pas, et il ne le sait toujours pas aujourd'hui. Je crois que personne ne peut estimer le coût réel car certains sont indissociables d'autres coûts. Personne ne pourra jamais calculer combien de policiers supplémentaires il faudra pour appliquer la loi. Leur salaire, bien sûr, ne figure pas dans les estimations de coût. C'est comme dans le cas des chemins de fer. Il y a des coûts inhérents et il y a des coûts flottants.

Je suis d'accord avec M. Leggatt pour réclamer que l'on stipule un coût ferme. C'est très bien de dire que le règlement sera soumis au Parlement par voie de résolution pour y être débattu, mais comme le ministre le sait, même si le Comité recommande que le règlement soit modifié... supposons que le règlement stipule une redevance de \$50 et que, à l'unanimité, nous considérons ce chiffre trop élevé; le règlement retournera au Cabinet et nous n'avons aucun moyen d'influencer les décisions de l'exécutif. Mon amendement est quelque chose de très terre à terre. Vous imposez de détenir des certificats d'enregistrement à des gens qui ne se serviront peut-être jamais de leur arme à feu.

**M. Leggatt:** Exact.

**M. Woolliams:** Vous leur demandez donc d'assumer le fardeau financier qui appartient en fait à l'État. Lorsque vous appliquez la loi, qu'il s'agisse de la législation sur le meurtre ou le viol, etc., c'est l'État qui en supporte le coût. L'État paye le coût de l'administration de la justice. Ceci est un amendement au Code criminel et relève donc de l'administration du droit pénal.

A mon avis, la redevance devrait être fixe, et stipulée dans le projet de loi. Les gouvernements passent, les ministres passent, et ils auront toute latitude de modifier la redevance. Certes, le règlement pourra être soumis au Comité, mais un règlement peut être modifié très facilement. Nous avons convenu que tous les changements futurs apportés à ce règlement ou tout règlement nouveau qui viendrait s'ajouter au règlement principal seraient soumis au Parlement. Mais au Comité nous n'avons pas de contrôle sur ces règlements. Nous avons très peu d'influence sur les règlements et c'est la seule raison pour laquelle je dépose cet amendement. Je tiens à souligner que je n'approuve nullement cette façon de légiférer par voie réglementaire et j'essaie simplement de produire un peu de sagesse et de démocratie dans votre façon de légiférer par décrets du gouverneur en conseil, décrets sur les-



[Texte]

Forget about your partisan viewpoint. You have constituents, I am sure your constituents do not want a \$50 fee, they would like to know where they stand today and tonight.

• 1130

**Mr. Basford:** I would have thought, Mr. Woolliams, you would have been delighted if we brought in a \$50 fee because it would mean you could get elected.

**Mr. Woolliams:** Yes, but you have so many other faults now—they are so full and so piled up that we do not need to look for more trouble.

**The Chairman:** Mr. Milne.

**Mr. Milne:** Mr. Chairman, I have been a strong supporter of a realistic fee which would be less than some of the figures that have been quoted in the press.

I just want to draw to the Committee's attention again the fact that some of the hunters and anglers that were before the Committee were arguing Mr. Woolliams' point that it should be in the legislation and it should be set. In fact I have heard that in certain provinces that was the case. Our office has done a check and to the best of our information no province sets hunting licences or fees in legislation. They are set in regulations and are subject to whatever changes the legislative bodies see fit. Through the Chair to Mr. Woolliams, why do you feel we should depart from what has been pretty much standard practice across Canada?

**Mr. Woolliams:** Well I believe in change.

**Mr. Milne:** You are a real progressive eh?

**The Chairman:** Mr. Leggatt.

**Mr. Leggatt:** The distinction here is that we are entering into a whole new program. We are asking millions of people to come in and comply with it. I am all in favour of the bill. I think the legislation is necessary and useful, but I am worried about compliance. I think there are a lot of people out there who are going to feel deterred if it is a significant figure. The Minister now has a golden opportunity, right with this amendment, to reassure all the people out there who are screaming about \$50 being too expensive, to put all those fears to rest and simply support a very reasonable amendment.

It seems to me the Minister does not have to worry any more about the subject, all he has to do is recommend this to his colleagues and we can get on with the ...

**The Chairman:** Mr. Fox.

**Mr. Fox:** Mr. Chairman, it seems to me the whole question is going to be brought forth and laid before the Committee in September when the regulations are brought down, and it is agreed the appropriate place for the legislation to be set down is in the regulation. The licence fee, I presume, has to in some ways reflect the cost of the entire programme. It seems to me we ought to be discussing this after the Department of Justice and the officials have had the opportunity of examining with the provincial Attorneys General exactly what type of scheme should come up. At that point we will know what the total cost of the scheme is and it seems to me that that is the point at which we ought to be discussing the fee for the programme. It becomes really unrelated to any cost when set in legislation but then I suppose the whole issue disappears; nobody is interested any more in any type of cost benefit formalities.

[Interprétation]

quels nous n'avons aucun contrôle réel. C'est pourquoi je demande au Comité de réfléchir sérieusement. Abandonnez toute attitude partisane. Vous avez des mandats, et je suis sûr que vos électeurs ne souhaitent pas avoir une

redevance de \$50 et veulent savoir où ils en sont dès aujourd'hui.

**M. Basford:** J'aurais pensé, monsieur Woolliams, que vous seriez ravi que nous adoptions une redevance de \$50, car cela signifierait votre élection garantie.

**M. Woolliams:** Oui, mais vous accumulez tellement les erreurs que nous n'avons besoin d'aucune autre erreur nouvelle.

**Le président:** Monsieur Milne.

**M. Milne:** Monsieur le président, je suis un ferme partisan d'une redevance réaliste, qui serait moindre que les chiffres cités par la presse.

Je tiens à attirer l'attention du Comité de nouveau sur le fait que les pêcheurs et les chasseurs qui ont comparu devant le Comité disaient la même chose que M. Woolliams, à savoir que le montant de la redevance devrait être fixé dans le texte législatif. En fait, j'ai entendu dire que c'était le cas dans certaines provinces. Notre bureau a vérifié et, pour autant que nous sachions, aucune province ne stipule le montant des redevances de chasse par voie législative. Les redevances sont déterminées par voie de règlements qui peuvent être modifiés à volonté. Pourquoi, monsieur Woolliams, voulez-vous déroger à cette norme quasi générale au Canada?

**M. Woolliams:** Je crois au changement.

**M. Milne:** Vous êtes un véritable progressiste.

**Le président:** Monsieur Leggatt.

**M. Leggatt:** La différence est que ceci est un programme entièrement nouveau. Nous demandons à des millions de gens de s'y conformer. Je suis en faveur du projet de loi. Je pense que cette législation est nécessaire et utile mais je crains que beaucoup de Canadiens seront dissuadés de posséder une arme à feu si le montant de la redevance est élevé. Le Ministre a ici une occasion en or de rassurer tous ces gens qui hurlent que \$50 est trop cher, de dissiper leurs craintes et d'appuyer simplement un amendement très raisonnable.

Il me semble que le Ministre n'a rien à craindre, il lui suffit de recommander à ses collègues cette mesure et nous pourrions ...

**Le président:** Monsieur Fox.

**M. Fox:** Monsieur le président, cette question sera soumise au Comité au mois de septembre lorsque le règlement sera déposé, et c'est dans le règlement que doit figurer le montant de la redevance. J'imagine que le montant de celle-ci devrait refléter d'une façon ou d'une autre le coût de l'ensemble du programme. Je pense qu'il nous faudra revenir là-dessus lorsque le Ministre de la Justice aura décidé en accord avec les procureurs généraux des provinces exactement quel genre de système nous allons mettre sur pied. C'est seulement alors que nous connaîtrons le coût total du système et que nous pourrions discuter valablement du montant de la redevance. Si on établit ce montant dans le texte de loi, alors il ne sera plus en rapport avec le coût total du système et plus personne ne cherchera à s'intéresser aux analyses de rentabilité.



[Text]

**Mr. Leggatt:** Do not say we did not try to save you.

**Mr. Woolliams:** No. I would like to ask the Minister, what do you really think? Let us have a hard figure now. You spoke with a lot of rhetoric. What is the figure, forgetting about even the fixed costs because they are paid out of the administration of justice in reference to the police and the commissioner and what have you? What do you figure the fee will be?

**Mr. Basford:** I do not know.

**Mr. Woolliams:** That is it.

**Mr. Basford:** We are still examining how to cut costs in the licensing scheme itself, how to apportion as the bill provides later the revenues from the scheme between the federal authority and the provincial authorities and what part of the scheme should be paid for out of public revenues and not out of the licensing scheme itself. Therefore I cannot give you that figure because those three factors are still being worked on and negotiated and will be for some time.

• 1135

**The Chairman:** Mr. McCleave.

**Mr. McCleave:** Mr. Chairman, I wonder if I could raise perhaps a very technical question. Taxation legislation always has to be very, very precise, as we all know. Could the Minister or his expert witnesses point out where, in all this, there is given the right to set fees and collect them?

**Mr. Basford:** Yes, I have an opinion on that, though I cannot put my hand on it right now. Your next question will be: does this require a royal recommendation? And the view I have is that it does not.

**Mr. McCleave:** I would be quite satisfied with an answer to the first question, if that is possible, Mr. Chairman.

**Mr. Basford:** Well, the right to levy fees is in that subsection.

**Mr. McCleave:** The Minister, then, Mr. Chairman, thinks that the words "and shall be accompanied by the prescribed fee" are sufficient in themselves to lay a charge upon people in Canada?

**Mr. Basford:** Proposed section 106.8(1)(f), on page 36, states:

The Governor in Council may make regulations . . .

(f) prescribing the fees to be paid to Her Majesty in right of Canada upon filing applications for licences, registration certificates and permits, other than permits mentioned in subsection 106.3(9);

So that is the basis of the authority.

**The Chairman:** May I put Mr. Woolliams' amendment?

Amendment negatived.

**Mr. Woolliams:** I want it to be known on the record that the Liberals would not allow us reasonable fees for farmers, for hunters and the people across this country, who are going to be charged far more than that amount of money when the regulations come in. This is my prediction. I am a prophet.

[Interpretation]

**M. Leggatt:** Ne dites pas que nous n'avons pas cherché à vous sauver.

**M. Woolliams:** Non. J'aimerais que le Ministre nous dise à quel chiffre il pense. Il a usé de beaucoup de rhétorique jusqu'à présent. Quel est le chiffre estimatif, en oubliant les frais fixes qui sont payés par le budget général de la justice, de la police, etc. Quel pensez-vous, sera le montant de la redevance?

**M. Basford:** Je ne sais pas.

**M. Woolliams:** Voilà le problème.

**M. Basford:** Nous cherchons encore à déterminer comment réduire le coût du système lui-même, comment répartir les revenus du système entre le niveau fédéral et les autorités provinciales, et quelle partie du coût total doit être imputée aux recettes publiques plutôt qu'au système d'enregistrement lui-même. Par conséquent, je ne peux pas vous donner ce chiffre car ces trois facteurs font et feront encore l'objet de négociations pendant quelque temps.

**Le président:** Monsieur McCleave.

**M. McCleave:** Monsieur le président, je voudrais poser une question assez technique. Nous savons tous que les lois fiscales doivent toujours être particulièrement précises. Le ministre ou l'un de ses témoins experts peut-il nous dire ce qui, dans tout ceci, autorise à fixer des droits et à les percevoir?

**M. Basford:** Oui, j'ai une explication juridique mais, pour l'instant, je ne la retrouve pas. Vous allez me demander ensuite: Est-ce qu'une recommandation royale est nécessaire? Je ne le pense pas.

**M. McCleave:** Je me contenterai parfaitement d'une réponse à la première question, si c'est possible, monsieur le président.

**M. Basford:** Eh bien, l'autorisation de percevoir des droits se trouve dans ce paragraphe.

**M. McCleave:** Le ministre pense donc, monsieur le président, que les mots: «accompagnés des droits prescrits» sont suffisants pour que des droits soient prélevés des Canadiens?

**M. Basford:** Je vous cite le projet d'article 106.8(1)f), à la page 36, qui prévoit:

Le gouverneur en conseil peut, par règlements, . . .

f) établir les frais payables à Sa Majesté du chef du Canada pour les demandes d'autorisation, de certificats d'enregistrement et de permis, à l'exception des permis visés au paragraphe 106.3(9);

Voilà donc qui justifie ce pouvoir.

**Le président:** Je mets l'amendement de M. Woolliams aux voix?

L'amendement est rejeté.

**M. Woolliams:** Je veux que l'on sache que les libéraux n'ont pas voulu nous laisser accorder aux agriculteurs, aux chasseurs et à la population canadienne, en général, des droits raisonnables; lorsque ces règlements seront appliqués, il leur en coûtera beaucoup plus cher que ce qui est prévu ici, c'est que ce que je prévois, et je suis prophète.

[Texte]

**The Chairman:** We have an amendment now by Mr. Leggatt to clause 3.

**Mr. Leggatt:** Mr. Chairman, this is an attempt to define the persons who would be included—and these amendments were submitted prior to the government amendments where there was some indication that they were willing to be fairly generous—in the allotment of the classes of persons who could be guarantors. I was specifically interested in seeing that chiefs of Indian bands and directors of recognized fish and game clubs were included in the list of people who could be guarantors. If the Minister can give us some assurance that those two classes of people will be included in the list of guarantors when he finally develops his regulations, then I would be prepared to withdraw this amendment. I just want some assurance that in those two particular areas we will be including them as classes of persons.

**Mr. Basford:** I did not catch the two classes.

**Mr. Leggatt:** The chiefs of Indian bands and the directors of fish and game clubs.

**Mr. Basford:** Yes, you have that undertaking.

**Mr. Leggatt:** Thank you.

Is that "one of"? Can there be two directors of a fish and game club who would be able to issue the guarantee or would they have to have some other class of person besides the director? Or could two directors issue the licence?

**Mr. Hoban:** I could answer that, sir, by saying "officials of fish and game clubs". So it could be any elected official of a fish and game club but would not preclude it to one person.

**Mr. Leggatt:** It could be two, then?

**Mr. Hoban:** It could be the president and vice-president...

**Mr. Leggatt:** I have some reservation about that, whether the Minister might think about having "one of", rather than simply the two. However, I am prepared to withdraw the amendment with that undertaking.

**The Chairman:** Thank you, Mr. Leggatt.

I might point out as well that the Solicitor General, last week, read a list of the proposed categories into the record.

**Mr. Woolliams:** Were members of Parliament included in that?

**Mr. Basford:** Well, members of Parliament were included in Mr. Leggatt's amendment, but I know that I have had a good many presentations from members of Parliament that they not be included.

**Mr. Woolliams:** I am afraid I might lose some votes.

**Mr. Leggatt:** I am worried about the bank robber whom some of us who are in the profession defend and get off, and then he comes in and asks for a guarantee to get a gun. I think there might be a little inconsistency. It might put lawyers to the test.

[Interprétation]

**Le président:** Nous avons maintenant un amendement à l'article 3 présenté par M. Leggatt.

**M. Leggatt:** Monsieur le président, par cet amendement nous voulons définir les personnes ou les catégories de personnes qui peuvent servir de répondants; et ces amendements ont été soumis avant ceux du gouvernement qui faisaient preuve d'un désir certain de générosité. J'ai constaté avec plaisir que les chefs de bandes indiennes et les directeurs de clubs de pêche et de chasse reconnus figureraient sur la liste de personnes pouvant servir de répondants. Le ministre peut-il nous confirmer que ces deux catégories de personnes figureront sur la liste des répondants dans les règlements définitifs; dans ce cas, je retire cet amendement. Je veux simplement m'assurer que ces deux catégories seront mentionnées.

**M. Basford:** Je n'ai pas bien compris de quelles catégories il s'agissait.

**M. Leggatt:** Les chefs des bandes indiennes et les directeurs des clubs de pêche et de chasse.

**M. Basford:** Oui, vous avez mon assurance.

**M. Leggatt:** Merci.

L'un d'entre eux seulement? Est-ce que deux directeurs d'un club de chasse et de pêche peuvent servir de répondants ou bien doit-il s'agir du directeur et d'une autre personne? Est-ce que deux directeurs peuvent émettre le permis?

**Insp. Hoban:** L'expression est: «responsables de clubs de chasse et de pêche». Ainsi, il peut s'agir du responsable élu d'un club de chasse et pêche, mais cela ne se limite pas à une seule personne.

**M. Leggatt:** Il peut y en avoir deux?

**Insp. Hoban:** Le président et le vice-président, par exemple.

**M. Leggatt:** J'ai certaines réserves à ce sujet, je me demande s'il ne serait pas préférable de prévoir l'une des deux personnes et non pas les deux. Pourtant, puisque le ministre a pris cet engagement, je retire l'amendement.

**Le président:** Merci, monsieur Leggatt.

J'ajoute que le solliciteur général a lu, la semaine dernière, une liste des catégories proposées; vous la trouverez au procès-verbal.

**M. Woolliams:** Est-ce que les députés en faisaient partie?

**M. Basford:** Les députés faisaient partie de l'amendement de M. Leggatt, mais je sais qu'un grand nombre de députés sont venus me voir pour me demander de ne pas les inclure.

**M. Woolliams:** Je risquerais de perdre des voix aux élections.

**M. Leggatt:** Je m'inquiète du cas du voleur de banque, que ceux d'entre nous qui sont avocats défendent, et qui vient ensuite demander à son avocat de lui servir de répondant pour obtenir une arme. Cela risque de n'être pas compatible et de mettre les avocats dans une situation difficile.



[Text]

• 1140

**The Chairman:** The next amendment is a government amendment also to Clause 3. Mr. Fox, would you like to move this?

**Mr. Fox:** I move that Clause 3 of Bill C-83 be amended by striking out line 34 on page 21 thereof and substituting therefor the following:

guarantor the content of the application is true and there is no reason to believe,

**The Chairman:** Mr. Basford, would you like to speak to that?

**Mr. Basford:** Its wording actually follows the wording for passport applications, that the guarantor is certifying that, to the best of the knowledge and belief of each such guarantor, the content of the application is true and there is no reason to believe, taking into account such matters as are required to be taken into account and having regard to his knowledge of the applicant, that the applicant is unfit to be in possession of firearms or ammunition. He is not certifying that the person is fit. He is certifying that, to the best of his belief, the information contained on the application is correct, and that he has no reason to believe that the person is unfit.

**Mr. Leggatt:** What is the provision, Mr. Chairman, where there is no person known? If you are getting a passport and you do not know persons in the class of persons who can provide you with a guarantee, there is a replacement affidavit.

**Mr. Basford:** There is a provision for that.

**Mr. Sarchuk:** We deal with that in a different way from the passport. In the case where no person is known—let me reverse that. Where you have not lived in an area long enough for a guarantor to know you well enough to be able to subscribe to this, you can then apply under certain conditions to a local registrar and obtain a special temporary permit, in lieu of a licence, for a fixed period of time not exceeding two years. That comes up in proposed Section 103.(7), I believe.

**Mr. Leggatt:** I hope the Minister will appreciate that, when the list of guarantors is set, it not be just an elitist list. There are a number of small communities in the rural areas where you may not know a lawyer, a bank manager or a high school principal. I am interested in seeing that there is a very broad classification here, Mr. Basford, so that it is not a great problem. I would suggest that the guarantee would be no less effective if you broadened your classification of people who can provide guarantees, for example, officers of trade unions. There is a whole broad cross section of people that should be included in this, where someone just does not happen to hobnob with lawyers or bank managers. I hope that serious consideration is going to be given to that, when the regulations come in.

**Mr. Basford:** I would agree with you, Mr. Leggatt. Mr. Allmand and I have said over and over again that we think the list should be wide, should take into account the fact that the system has to operate in rural Canada and in small communities, and I have characterized the passport list as a white-oriented urban system. I think that we have to broaden the list considerably beyond that provided for in the passport system. I appreciate any suggestions members have for that list, because I totally agree with you. It is one

[Interpretation]

**Le président:** L'amendement suivant est présenté par le gouvernement, de nouveau à l'article 3. Monsieur Fox, voulez-vous le proposer?

**M. Fox:** Je propose que l'article 3 du Bill C-83 soit modifié en remplaçant les lignes 31 et 32, page 21, par ce qui suit:

«requérant, qu'il a lu la demande et qu'au meilleur de sa connaissance, son contenu est vrai et il n'existe»,

**Le président:** Monsieur Basford, avez-vous des commentaires?

**M. Basford:** Ce libellé est semblable à celui contenu dans la demande pour un passeport. Le répondant affirme qu'au meilleur de sa connaissance et de l'avis de chaque répondant, le contenu de la demande est vrai et qu'il n'y a pas raison de croire, en tenant compte de tout ce dont il faut tenir compte, quant à sa connaissance du requérant, que ce dernier est inapte à posséder des armes à feu ou des munitions. Il n'affirme pas que la personne est apte, mais il affirme qu'au meilleur de sa connaissance, les renseignements contenus dans la demande sont exacts et qu'il n'a pas raison de croire que la personne est inapte.

**M. Leggatt:** Quelle est la disposition, monsieur le président, lorsqu'une personne ne connaît pas de répondant? Si vous voulez obtenir un passeport et que vous ne connaissez pas de personne faisant partie de la catégorie des personnes pouvant servir de répondant, il y a une déclaration qui remplace cette exigence.

**M. Basford:** Il y a une disposition à cet effet.

**M. Sarchuk:** La façon dont nous traitons cette question n'est pas la même que pour les passeports. Dans le cas où une personne n'est pas connu, disons par exemple que vous vivez dans un endroit depuis suffisamment longtemps pour qu'un répondant vous connaisse suffisamment bien pour répondre de vous, vous pouvez adresser une demande dans certaines conditions à un registraire local pour obtenir un permis temporaire spécial au lieu d'une autorisation, pour une période fixe ne dépassant pas deux ans. Il en est question à l'article proposé 103(7).

**M. Leggatt:** J'espère que le ministre en tiendra compte, lorsque la liste des répondants sera établie, pour que ce ne soit pas une liste ne comptant que des élites. Il y a bien des localités, dans les régions rurales, où une personne ne connaît peut-être pas d'avocat, de gérant de banque ou de principal d'école secondaire. J'aimerais qu'il y ait une catégorie suffisamment étendue, monsieur Basford, pour que cela ne cause pas de problème. Je prétends que le répondant ne sera pas moins efficace si vous élargissez cette catégorie de personnes qui peuvent fournir des garanties pour inclure, par exemple, des agents syndicaux. Il y a toute une série de personnes qui devraient être incluses, si quelqu'un ne connaît pas d'avocats ou de gérants de banque. J'espère qu'on examinera sérieusement cette question, au moment des règlements.

**M. Basford:** Je suis d'accord avec vous monsieur Leggatt. M. Allmand et moi-même avons dit à plusieurs reprises que la liste devait être suffisamment large pour tenir compte du fait que le système doit fonctionner en milieu rural, dans les petites localités et j'ai parlé de la liste des passeports comme un système pour les blancs et surtout pour le secteur urbain. Je pense que nous avons élargi considérablement la liste comparativement à celle des passeports. J'apprécie toutes les suggestions que me font les membres



[Texte]

that has to work. It cannot be an elitist, white, urban system.

**Mr. Leggatt:** You will give consideration to officials of trade unions in terms of persons who can guarantee these licences, I suppose.

**The Chairman:** That is the note I gathered. Shall the amendment carry?

Amendment agreed to.

**The Chairman:** We have an amendment by Mr. Leggatt at the top of page 22, and also a government amendment in approximately the same place.

Mr. Leggatt.

• 1145

**Mr. Leggatt:** This was, Mr. Chairman, an attempt to provide for mandatory competency testing for those who were not already in lawful possession of a firearm. I made that exception because I think it is a bit cumbersome to require mandatory competency testing for all persons. But for those who do not have a firearm, when their first purchase comes about it seems to me they should be required to take mandatory competency testing. This has been recommended by pretty well all groups, as I recall, that came before the Committee and gave evidence. I recognize that there may be some problems in those provinces where such competency testing is not presently available. It seems to me that this amendment would mean that those provinces would *tout de suite* get into the business of competency testing.

I am suggesting that this is a reasonable amendment. It is not one which would affect present holders of firearms, but it would affect those who are into a first purchase of firearms.

**Mr. Basford:** Mr. Chairman, this is a matter which I know the Committee has had a great deal of representations about, and one which poses a very important question. The licensing scheme envisaged here is intended to separate out from those entitled to have firearms those who are not fit or who are irresponsible. In my view, it is a very significant step forward in gun control legislation in this country. Amendment number 33, which Mr. Allmand moved on June 1, in the regulation section empowers the Solicitor General to co-ordinate to the maximum possible extent the licensing and permit provisions with provincial laws and programs relating to competency testing and hunter safety training.

This underlines—to me, at least—the importance we attach to the competency issue, as separate from the fitness issue. We did not go further at this time because competency requirements vary markedly from province to province, and it would seem to me an undue duplication for the federal government to move into an area where the provinces, to some extent at least, have occupied the field and are making pioneering efforts in competency programs. Over the next few years we intend to work with the provinces in extending and expanding their existing competency programs, particularly in developing a scheme to cover all gun owners and possessors, and not only hunters, as at the present time. When that is fully developed, that may be the time to give consideration to making competency a precondition to a licensing scheme. In the interval we want to work, as I say, with the provinces and

[Interprétation]

du Comité, car je suis tout à fait d'accord avec eux. Cette liste doit être opérationnelle. Il ne s'agit pas seulement d'en faire un système pour les élites, les blancs, et les régions urbaines seulement.

**M. Leggatt:** Vous allez tenir compte des agents syndicaux comme personnes pouvant agir comme répondants pour ces autorisations je suppose?

**Le président:** C'est ce que je retiens. Est-ce que l'amendement est adopté?

L'amendement est adopté.

**Le président:** Nous avons un amendement de M. Leggatt au haut de la page 22 et également un amendement du gouvernement à peu près à la même place.

Monsieur Leggatt.

**M. Leggatt:** Monsieur le président, il s'agit de prévoir des tests d'aptitudes obligatoires pour ceux qui ne possèdent pas encore légalement des armes à feu. J'ai fait cette exception car je pense qu'il est un peu embarrassant d'exiger des tests de compétence pour toute le monde; mais pour les personnes qui ne possèdent pas d'arme à feu, et qui achètent leur première arme, ce test devrait être obligatoire. Presque tous les groupes qui ont comparu devant le comité l'ont recommandé, si je me souviens bien. Je sais qu'il peut y avoir certains problèmes dans les provinces où de tels tests de compétence n'existent pas actuellement. A mon avis, cet amendement aurait pour résultat que ces provinces verraient tout de suite à mettre sur pied ce genre de test.

Je prétends qu'il s'agit d'un amendement raisonnable; il ne pourrait affecter ceux qui possèdent déjà des armes à feu, mais il atteindrait toutes les personnes qui achètent une arme pour la première fois.

**M. Basford:** Monsieur le président, il s'agit d'une question pour laquelle le comité a reçu beaucoup d'instances et elle est très importante. Le projet d'autorisation prévu ici fait une distinction entre ceux qui ont droit de posséder des armes à feu et ceux qui ne sont pas aptes ou qui sont irresponsables. A mon avis, c'est un pas très important vers un meilleur contrôle des armes à feu au Canada. L'amendement 33 qui a été proposé par M. Allmand le premier juin donne au Solliciteur général le pouvoir de coordonner le plus possible les dispositions concernant la délivrance d'autorisations et de permis avec les lois provinciales et les programmes relatifs au test de compétence et à la formation sécuritaire des chasseurs.

Cela souligne, à mon avis, l'importance que nous attachons à la question de compétence, qui est distincte de la question d'aptitude. Nous ne sommes pas allés plus loin pour le moment, car les exigences en matières de compétence varient beaucoup d'une province à une autre. Ce serait, à mon sens, faire double emploi inutilement si le gouvernement fédéral s'ingérait dans ce domaine où les provinces, dans une certaine mesure du moins, ont œuvré et font des efforts de pionniers pour appliquer ces programmes de compétence. Au cours des prochaines années, nous avons l'intention de travailler en collaboration avec les provinces pour étendre et améliorer les programmes de compétence existants, surtout pour mettre au point un projet englobant tous les propriétaires et les détenteurs d'armes à feu; pas seulement les chasseurs comme c'est le cas actuellement. Lorsque ce sera fait, il faudra peut-être

[Text]

with the wildlife groups to develop, to the maximum extent possible, the provincial competency rules.

There is also the added question of cost, which was talked about here a moment ago. If at the same time as we are implementing a licensing scheme to deal with fitness and responsibility we also add competency, it is quite clear that the initial cost will be immensely increased. While much has been said in this Committee about competency testing at the provincial level, it truly is a very mixed picture. I compliment those wildlife groups and firearms clubs that have been working with their provinces in developing such schemes, but they are by no means complete.

Just a very quick rundown, because this is an important issue. I would be happy to table an analysis of what the current provincial scene is. British Columbia requires government-sponsored courses and/or competency testing and all first-time applicants for hunting licences 14 years of age and over, must have taken the course; Manitoba and Quebec, all first-time applicants for hunting licences, 12 years and over; New Brunswick, all first-time applicants for hunting licences between the ages of 14 and 16. All moose hunters must pass a special moose hunter capability test, regardless of age.

• 1150

**The Chairman:** Perhaps it would be useful to have this circulated and even appended to the minutes of today's proceedings.

**Mr. Basford:** I will have to have it put in a proper form for presentation.

**The Chairman:** Can we agree that, when this has been put in proper form by the Minister, it be appended to the minutes?

**An hon. Member:** Agreed.

**Mr. Basford:** The point I am making, and I think this document shows, is that the situation province by province is very varied indeed. To make it a requirement in this act now would result in some provinces having no competency testing, others having some; it would increase the cost immeasurably at this particular time.

**Mr. Leggatt:** Could I suggest to the Minister that there is a way out of that problem. That is to recognize those provinces you mentioned, B.C., Manitoba, Quebec, and New Brunswick, which have competency testing and, instead of accepting the entire amendment I presented, except those provinces which now have competency testing, because the competency testing in British Columbia, for example, applies only to those seeking a hunting licence. I want competency testing for everybody who seeks a firearm. It seems to me not in disagreement with the points the Minister has made, if the Minister would accept competency testing where it exists in those provinces as a precondition to arms licensing. The amendment that I have submitted could be quite easily changed. Or the Minister might perhaps wish to draft one, which would simply say:

[Interpretation]

songer à exiger comme prérequis un test de compétence pour toute délivrance d'autorisation. Dans l'intervalle, nous voulons travailler, comme je l'ai dit, avec les provinces et avec les groupes de protection de la faune pour maximaliser les règlements provinciaux en matière de compétence.

Il y a également la question de coût dont nous avons parlé il y a quelques instants. Si, en même temps que nous appliquons ce projet de délivrance d'autorisation pour tenir compte de l'aptitude et de la responsabilité, nous ajoutons aussi la compétence, il est tout à fait évident que les coûts initiaux vont augmenter énormément. On a beaucoup parlé au Comité des tests de compétence du niveau provincial, c'est un tableau assez complexe. Je félicite les groupes de protection de la faune et les clubs de tir qui ont travaillé avec les provinces pour mettre au point de tels programmes, mais tout n'a pas été fait, loin de là.

Je vais résumer rapidement, car c'est une question importante. Je me ferai un plaisir de déposer l'analyse de la situation actuelle dans les provinces. La Colombie-Britannique exige des cours du gouvernement et des tests de compétence, et doivent suivre de cours tous les candidats qui font une demande d'autorisation de chasse pour la première fois, qui sont âgés de 14 ans et plus; au Manitoba et au Québec, tous les candidats qui font une première demande d'autorisation de chasse, qui ont 12 ans et plus; au Nouveau-Brunswick, tous les candidats qui font pour la première fois une demande d'autorisation de chasse, qui

ont de 14 à 16 ans. Tous les chasseurs d'originaux doivent passer un test d'aptitude spéciale pour la chasse à l'original, quel que soit leur âge.

**Le président:** Il serait peut-être utile de faire circuler ceci et même de l'annexer au compte rendu d'aujourd'hui.

**M. Basford:** Je devrais remanier cela un peu pour que ce soit présentable.

**Le président:** Êtes-vous d'accord, lorsque le ministre aura remanié son texte pour qu'il soit annexé au compte rendu?

**Une voix:** D'accord.

**M. Basford:** Ce que je voulais dire et ce que ce document souligne c'est que la situation varie d'une province à l'autre. Si nous voulons que ce soit une exigence dans la loi actuellement, il en résulterait que dans certaines provinces, comme il n'y a pas de test d'aptitude alors que d'autres en ont, cela pourra augmenter considérablement les coûts à un moment donné.

**M. Leggatt:** J'aimerais proposer une solution au problème. Il faudrait reconnaître les provinces que vous avez mentionnées, la Colombie-Britannique, le Manitoba, le Québec et le Nouveau-Brunswick, qui ont des tests d'aptitude, et au lieu d'accepter tout l'amendement que j'ai présenté, il faudrait exclure ces provinces qui ont présentement des tests d'aptitude, car le test d'aptitude en Colombie-Britannique, par exemple, ne s'applique qu'à ceux qui demandent une autorisation de chasse. Je voudrais que ce test d'aptitude soit nécessaire pour tous ceux qui désirent une arme à feu. Je ne suis pas tout à fait en désaccord avec les points qu'a soulevés le ministre, si celui-ci accepte le test d'aptitude qui existe dans ces provinces comme prérequis à la délivrance d'autorisations pour les armes à feu. L'amendement que j'ai proposé pourrait être facilement modifié. Ou encore le ministre voudra peut-être en rédiger un qui dirait simplement:



## [Texte]

...and in particular require an applicant who is not already in lawful possession of a firearm to submit a certificate attesting that he has passed a test of competency, where provision is made for such test in that particular province.

It seems to me that that does not bother the Minister in the two areas that he is concerned about. First is cost; there is already the program in place in those provinces. Secondly, it does not invade the provincial field, which he is also concerned about, in that, if the province does not provide for it, obviously the Minister would have to, by regulation. It seems to me that would be a way to spur the provinces into more competency programs, which everybody seems to agree with, and yet would not offend the two principles the Minister raises.

**Mr. Basford:** The difficulty I have with that, Mr. Leggatt, and I have examined that very very carefully, is that it raises questions of constitutionality, in that you end up with a criminal law that is different from province to province because the requirements for a licence are different from one province to another. This opens the proposals to attack on that basis.

**The Chairman:** Mr. Lachance.

**M. Lachance:** Oui, monsieur le président, mon intervention sera très courte. Je voudrais simplement souligner que j'ai des réserves quant à l'opportunité, à ce moment-ci d'exiger comme prérequis pour l'obtention d'un permis d'avoir suivi avec succès un cours de maniement d'armes dans les provinces qui donnent présentement ces cours. Évidemment, comme le ministre l'a dit lui-même, il n'y a que les chasseurs qui doivent suivre ces cours présentement. Au point de vue administratif, il serait difficile d'insérer dans les formules de demande de permis une clause demandant au requérant de préciser dans quel but il entend ce servir de son arme, par exemple soit pour chasser ou simplement pour les mettre au mur ou, plus précisément s'il a l'intention s'en servir éventuellement. Dans le contexte actuel, cela serait extrêmement compliqué au point de vue administratif.

• 1155

Je voudrais demander au ministre s'il a vraiment l'intention d'entreprendre des négociations avec les provinces pour uniformiser les cours de maniement d'armes à tous les niveaux dans toutes les provinces ou s'agit-il simplement d'un vœu pieux. A-t-il l'intention de prendre les devants et de demander aux provinces de mettre sur pied dans le plus bref délai possible des programmes à tous les niveaux et non seulement au niveau des chasseurs éventuels afin que dans 2, 3 ou 4 ans on puisse atteindre l'objectif fondamental du projet de loi qui est la protection des citoyens et non pas seulement la prévention de la criminalité et que dans 2, 3 ou 4 ans, il soit obligatoire pour le postulant d'avoir suivi avec succès un cours provincial de maniement d'armes? A ce moment-là un formulaire uniforme pourrait être mis au point et ce cours de maniement des armes serait obligatoire; sans ce cours, le postulant verrait sa demande refusée. Est-ce que le ministre a l'intention de prendre les devants et de pousser les provinces à agir même si, évidemment, cela implique des coûts assez énormes, si je comprends bien. Je pense que la plupart des provinces seraient prêtes à collaborer avec les groupes de protection de la faune qui déjà ont des plans établis. Je pense en particulier l'Ontario Wild Life Organization qui avait présenté au

## [Interprétation]

...et en particulier exige d'un requérant qui ne possède pas déjà légalement une arme à feu qu'il présente un certificat attestant qu'il a passé le test d'aptitude exigé dans la province.

Il me semble que cela ne peut pas gêner le ministre pour les deux questions qu'il a soulevées: premièrement, le montant des coûts, car il y a déjà un programme dans ces provinces; deuxièmement, la crainte de l'intrusion dans le domaine provincial, car si la province ne le prévoit pas, il est évident que le ministre devra le faire par voie de règlement. Il me semble que ce sera un moyen de pousser les provinces à adopter des programmes avec tests de compétence, car tous semblent être d'accord avec ces programmes, sans pour cela porter atteinte aux deux principes que le ministre a soulevés.

**M. Basford:** La difficulté, monsieur Leggatt, et j'ai examiné cette situation très soigneusement, c'est qu'elle soulève la question de constitutionnalité car vous finissez par avoir un Code criminel qui est différent d'une province à l'autre, puisque les exigences ou les autorisations diffèrent d'une province à l'autre. Nous sommes donc exposés à être attaqués sur la question.

**Le président:** Monsieur Lachance.

**Mr. Lachance:** Yes, Mr. Chairman. I will be very brief. I would like to underline my reservations at this moment, on requiring as a prerequisite for obtaining a permit, that the candidate has successfully completed an arms training course in the provinces where such courses are given. Of course, as the Minister has said, only hunters are required now to take such courses. From the administrative point of view, it would be difficult to include in the permit application a clause asking the candidate to say what are his objectives in using his firearm. Would it be for hunting or only to put the firearms against the wall, or does he intend to use them eventually? In the actual context, it would be extremely complicated from the administrative point of view.

I would like to ask the Minister if he really wishes to negotiate with the provinces to standardize the arms training courses at all levels, in all provinces, or whether it is only wishful thinking. Do you want to take the lead and ask provinces to initiate as soon as possible programs at all levels not only for eventual hunters, so that in two, three or four years, we can reach the basic objective of the bill which is protection of the citizens, not only prevention of criminality, and that in two, three or four years, it will be mandatory for the candidate to have completed successfully the provincial course in arms training? At that time, a standard from would exist and this arms training would be mandatory. Without the course the candidate's application would be refused. Does the Minister have the intention to take the lead and to force the provinces to act, even though it will probably mean high costs. I think that most provinces are ready to co-operate with the protection for wildlife groups where plans already exist. I am thinking mainly of the Ontario Wildlife Organization which has tabled in this Committee a program that they were going to submit later on to the Province of Ontario. This program aims at standardizing all the arms-training courses at all levels in the Province of Ontario. Does the Minister want



[Text]

Comité un programme qu'il devait soumettre peu après à la province d'Ontario un programme visant à systématiser les cours de maniement d'armes à feu à tous les niveaux dans la province d'Ontario. Est-ce que le ministre a l'intention de faire plus dans ce domaine afin que bientôt, dans 2 ou 3 ans, ce bill-ci puisse prévoir un test d'aptitude et non pas simplement un test de...

**Mr. Basford:** Yes, it is, Mr. Lachance. It is certainly our intention to encourage them to develop these requirements, and we hope to have them as standard across Canada as possible; but the provinces have indicated, most of them, that they are agreeable to a scheme as long as it is without appreciable cost to them.

I think there is a good deal of work to be done. If we were to step in now and require competency testing right across Canada for all licensees, the cost would be enormous.

**Mr. Lachance:** At the moment, you are prepared to take the lead to promote this idea.

**Mr. Basford:** Yes, we are.

**Mr. Lachance:** Good.

**Mr. Basford:** I would hope that gun clubs would, too, but one can see the record. In my own province, where the B.C. Wildlife Federation has been more than active in this field, it has taken 20 years to get testing into place for first-time hunters. It has taken 20 years of hard work to get that far.

No one in government has bushels of money any more. I do not have the money—nor does the Solicitor General—to go to the provinces and say, okay, you set up a competency scheme for everyone and here is the money for it. We do not have that sort of money.

We will certainly do everything we can, and we hope that the gun clubs will join with us in this in promoting better competency testing right across Canada and that it will apply not only just to hunters but to all gun owners. That is the flaw that Mr. Leggatt touched upon—that a lot of the provincial laws are related to their hunting laws and cover only hunters rather than the non-hunting gun owner.

**Mr. Lachance:** So you could eventually insert in the law the requirement for that course when and if it will be uniform in all provinces.

**Mr. Basford:** We could consider that in some years; but if it is to be considered, it would have to be some national program; otherwise, you then run into the problem that you have different criminal laws in different provinces and that then goes to the very substance of the...

**Mr. Lachance:** You will take a lead in this area and are prepared to follow...

**Mr. Basford:** Yes, we will.

**The Chairman:** All those in favour of Mr. Leggatt's amendment?

[Interpretation]

to do more in this field so that in two or three years this bill will provide a competency test and not only a test for...

**M. Basford:** Oui monsieur Lachance. Nous avons certainement l'intention d'encourager les provinces à mettre sur pied des programmes et nous espérons pouvoir les uniformiser au Canada autant que possible. Mais les provinces ont déjà dit, la plupart d'entre elles, qu'elles accepteraient un tel projet pour autant qu'il ne leur en coûte pas trop cher.

Je pense qu'il y a beaucoup de travail à faire. Si nous devons agir maintenant et exiger un test d'aptitude partout au Canada pour tous les détenteurs d'autorisation, le coût serait énorme.

**M. Lachance:** Mais pour le moment, vous êtes disposés à prendre les devants et à promouvoir cette idée?

**M. Basford:** Oui, nous le sommes.

**M. Lachance:** Très bien.

**M. Basford:** J'espère que les clubs de tir également suivront, mais vous pouvez voir les dossiers. Dans ma propre province, la Fédération de la faune de la Colombie-Britannique a été plus qu'active dans ce domaine. Il a fallu plus de 20 ans pour mettre en place ces tests d'aptitude pour les chasseurs qui faisaient une première demande d'autorisation. Il a fallu 20 ans de travail ardu pour en arriver là.

Nous n'avons plus au gouvernement des monceaux d'argent à distribuer. Je n'ai pas d'argent, et le solliciteur général non plus, pour dire aux provinces: «Très bien, établissez votre propre test d'aptitude pour tous les candidats et voici l'argent.» Nous n'avons pas l'argent.

Nous allons donc faire tout ce que nous pouvons, et nous espérons que les clubs de tir se joindront à nous pour promouvoir de meilleurs tests d'aptitude partout au Canada, non seulement pour les chasseurs mais pour tous les détenteurs d'armes à feu. C'est la faille qu'a soulignée M. Leggatt, en grande partie les lois provinciales sont des lois qui ont trait à la chasse, ne s'appliquant qu'aux chasseurs, et non pas aux détenteurs d'armes à feu.

**M. Lachance:** Par conséquent, vous pourriez éventuellement inclure dans la loi cette exigence d'un cours et aussi celle de l'uniformité entre les provinces.

**M. Basford:** Nous allons certainement y penser dans quelques années, mais il faudrait que ce soit un programme national, autrement, vous aurez des difficultés, car il existe des lois différentes dans les provinces pour le criminel. Lorsque vous allez au cœur même des choses...

**M. Lachance:** Vous allez prendre les devants et vous êtes prêts à suivre...

**M. Basford:** Oui, nous allons le faire.

**Le président:** Tous ceux qui sont en faveur de l'amendement de M. Leggatt?

[Texte]

Amendment negated.

**Mr. Leggatt:** I do not accept the constitutional argument, by the way. There is a discretion provided in the bill to the registrar, which I think meets the Minister's argument about the constitutional question. In any event, if we go down in flames, that is fine.

**The Chairman:** We now have a government amendment. Mr. Fox.

• 1200

**Mr. Fox:** Yes, I would move that Bill C-83 be amended by adding immediately after line 7 on page 22 the following paragraph:

(4.1) Nothing in this Act authorizes the prescription of, as information and documentation to be included in an application for a licence or permit, or authorizes a local registrar of firearms or licensing officer to require, as further information or documentation to be submitted by an applicant for a licence or permit, details concerning the make or serial number of shotguns or rifles of a kind commonly used in Canada for hunting or sporting purposes that are owned by or in the possession of the applicant for the licence or permit.

et la version française en conséquence.

**The Chairman:** Mr. Basford.

**Mr. Basford:** In many respects I think the amendment is unnecessary, but it is to answer the criticism that has been made in this Committee that surreptitiously we could introduce a registration scheme for long guns. This is simply an attempt, beyond any shadow of a doubt, to make that very clear.

**Mr. Woolliams:** I like that "shadow of a doubt."

**The Chairman:** Shall Mr. Fox's amendment carry?

Amendment agreed to.

**The Chairman:** Amendment agreed to, on division, Mr. Leggatt registering a division.

**Mr. Leggatt:** I do not like it, I like it the way it was.

**The Chairman:** We have another amendment by Mr. Leggatt, on page 23.

**Mr. Leggatt:** Mr. Chairman, this is an attempt to meet the problem of a person who needs the firearms for his livelihood. I examined the government proposals and I am still not assured that this particular problem is met by them. There is a series of amendments the Minister is proposing on this subject, if you would like, perhaps the Minister could explain what effect his amendments would have. If they satisfy this particular problem, I will be happy to withdraw this amendment. But as I read those amendments, a licensing officer could still issue an arms licence to someone who, in ordinary circumstances, he may have information to the effect that he should not have a licence. With this special circumstance, that his livelihood depends upon the use of a gun, it seems to me that that is an exception; it still has to be in the discretion of the registrar, but the registrar should have that right to provide an exception in exceptional cases.

[Interprétation]

L'amendement est rejeté.

**M. Leggatt:** Au fait, je n'accepte pas l'argument constitutionnel. Il y a un pouvoir discrétionnaire prévu dans le bill pour le registraire, qui répond à l'argument du ministre à ce sujet de la constitutionnalité. De toute façon, si tout est perdu, tant pis.

**Le président:** Nous avons maintenant un amendement du gouvernement. Monsieur Fox.

**M. Fox:** Oui, je propose que l'article 3 du Bill C-83 soit modifié par l'insertion immédiatement après la ligne 5, page 22, de ce qui suit:

(4.1) Rien dans la présente loi ne permet d'exiger, à titre de renseignements ou documents que le requérant d'un permis ou d'une autorisation doit fournir, ou à titre de renseignements ou documents supplémentaires que peut exiger de lui un registraire local d'armes à feu ou un préposé aux autorisations, des détails concernant la marque ou le numéro de série des fusils de chasse ou carabines d'un genre utilisé habituellement au Canada pour la chasse ou le sport dont il est propriétaire ou qui sont en sa possession.

and the related French version of this amendment.

**Le président:** Monsieur Basford.

**M. Basford:** Sous bien des rapports, je crois que l'Amendement n'est pas nécessaire, mais il répond à des critiques qui ont été formulées en comité, soit que nous pourrions introduire subrepticement un projet d'enregistrement pour les armes à long canon. Il s'agit d'une tentative, sans même l'ombre d'un doute, pour éclaircir la situation.

**M. Woolliams:** J'aime bien «sans l'ombre d'un doute».

**Le président:** Est-ce que l'amendement de M. Fox est adopté?

L'amendement est adopté.

**Le président:** L'amendement est adopté sur division, M. Leggatt s'y opposant.

**M. Leggatt:** Je n'aime pas l'amendement, j'aimerais mieux la façon dont c'était rédigé.

**Le président:** Nous avons un autre amendement de M. Leggatt, à la page 23.

**M. Leggatt:** Monsieur le président, j'essaie de résoudre le problème d'une personne qui a besoin d'armes à feu pour gagner sa vie. J'ai examiné les propositions du gouvernement et je ne suis pas encore sûr que ce problème ait été réglé. Il y a une série d'amendements que le ministre a proposés sur le sujet et j'aimerais que le ministre puisse nous expliquer quels effets ces amendements auront. S'ils peuvent résoudre ce problème, je retirerai avec plaisir mon amendement. Mais je vois, à la lecture des amendements du gouvernement, qu'un préposé aux autorisations pourrait quand même délivrer une autorisation pour armes à feu à des personnes qui dans des circonstances normales ne pourraient obtenir d'autorisation à cause des renseignements que le préposé a reçus. Mais il s'agit de circonstances spéciales, la personne a besoin d'une arme à feu pour gagner sa vie, à mon avis, il s'agit d'une exception, le registraire a toujours ce pouvoir discrétionnaire, et il devrait avoir le droit de faire une exception dans des cas exceptionnels.



[Text]

If the Minister has, through his own amendments or the amendments the Committee is considering from the government side, met that problem, I will be happy to withdraw this amendment. It is just that I was not satisfied that it met that. By the way, this amendment was submitted before the government amendments came in.

**Mr. Sarchuk:** I might refer you to proposed Section 106.3 (9) in the bill, which is at page 27, and then the proposed amendment, which was introduced on June 1, to page 24.

What we had originally in paragraph (9) was authority to grant a permit to a person under the age of 18 years who was a person who hunted and trapped as a way of life and required the permit to enable that person to hunt game for food or family support.

The amendment proposed would take away the age restriction, which means now that any person, regardless of age, who hunts and traps as a way of life may obtain this particular type of permit without fee.

The question arises as to the discretion of the local registrar to issue such a permit in circumstances where facts are known to him, such as, perhaps, a conviction for...

**Mr. Leggatt:** Drunkenness.

• 1205

**Mr. Sarchuk:** ...drunkenness or a conviction for even owning a firearm.

I would then refer you to paragraph (16) of proposed section 106.3, which is at page 29. That clause provides that every permit, which includes this special type of permit that we are speaking about:

... shall be in the form prescribed by the Commissioner, but any person who is authorized to issue a permit... may attach to the permit condition relating to the use, carriage, possession, handling or storage of weapons or ammunition that is prescribed by the regulations or that he deems desirable in the particular circumstances and in the interests of safety of any person.

What this means is if a man has, just for the sake of argument, a conviction for pointing a firearm or for any other reason which would make it desirable not to give him an unconditional permit you can provide under those conditions that any number of safeguards could be applied: for example, storage of the weapon at the guarantor's house; use of the weapon at certain specified times during the hunting season, or use of the weapon between certain hours. That in effect would provide the same sort of discretion as is contained in your proposed amendment...

**Mr. Leggatt:** But spelled out more specifically...

**Mr. Sarchuk:** But spelled out more specifically.

**Mr. Leggatt:** ... for the conditional licence.

Is there any discretion on the part of a licensing officer where he has information? As I understand the licensing section, where the licensing officer has information that it could be dangerous to the public that a person possess an arms licence, that is then referred to the registrar, is it not?

[Interpretation]

Si le ministre a par ses propres amendements ou par les amendements que le Comité étudie et qui proviennent du côté gouvernemental, résolu ce problème, je serai heureux de retirer le mien. Je n'étais tout simplement pas sûr que c'était le cas. Au fait, cet amendement a été présenté avant que les amendements du gouvernement nous arrivent.

**M. Sarchuk:** Je vous réfère à l'article proposé 106.3 (9) du bill, à la page 27, et à l'amendement proposé présenté le 1<sup>er</sup> juin, à la page 24.

Ce que nous avions au départ au paragraphe (9), c'était l'autorité d'accorder un permis à une personne de moins de 18 ans qui fait de la chasse et du piégeage pour gagner sa vie et qui a besoin d'un permis en vue de tuer du gibier pour nourrir sa famille.

L'amendement proposé retire la restriction concernant l'âge, ce qui signifie que maintenant toute personne, quel que soit son âge, qui chasse et piège pour gagner sa vie, peut obtenir ce genre de permis sans avoir à payer de droit.

La question se pose quant à la discrétion exercée par le registraire local pour délivrer de tels permis dans des circonstances où il sait par exemple qu'une personne a été condamnée...

**M. Leggatt:** Pour alcoolisme.

**M. Sarchuk:** ... pour alcoolisme ou même pour possession d'arme à feu.

Je vous reporte au paragraphe (16) de l'article proposé 106.3, à la page 29. Cet article prévoit que chaque permis, qui inclut le genre de permis dont nous parlons:

doit être en la forme prescrite par le commissaire, mais toute personne qui est autorisée à délivrer un permis... peut, quant à l'utilisation, au port, à la manipulation, à l'entreposage ou à la possession des armes ou des munitions, assortir le permis des conditions que prescrivent les règlements ou qu'elle estime souhaitables eu égard aux circonstances particulières du cas et à la sécurité de qui ce soit.

Cela signifie que si un homme a été condamné pour avoir pointé une arme à feu ou pour toute autre raison qui ferait qu'il serait souhaitable de ne pas accorder un permis inconditionnel, vous pouvez prévoir dans ces conditions qu'un certain nombre de garanties s'appliquent: par exemple, l'entreposage de l'arme à feu dans la maison du répondant; l'utilisation de l'arme à certains moments pendant la saison de chasse, ou l'utilisation de l'arme à feu entre certaines heures. Ainsi, vous prévoyez le même genre de pouvoir discrétionnaire que celui que contient l'amendement que vous proposez.

**M. Leggatt:** Mais rédigé avec beaucoup plus de précision...

**M. Sarchuk:** Avec plus de précision.

**M. Leggatt:** ... pour les permis conditionnels.

Est-ce que le préposé aux autorisations a un pouvoir discrétionnaire lorsqu'il possède des renseignements? Si j'ai bien compris cet article concernant les autorisations, lorsqu'un préposé aux autorisations détient certains renseignements, à l'effet qu'il soit dangereux pour le public qu'une personne possède une autorisation pour armes à feu, la demande est transmise au registraire, n'est-ce pas?



[Texte]

**Mr. Sarchuk:** That is correct.

**Mr. Leggatt:** Then it is the registrar's discretion then in this particular case that we would be concerned about, would it not?

**Mr. Sarchuk:** That is correct.

**Mr. Leggatt:** You say that under this provision the registrar would have the discretion to issue a licence and attach conditions to it, even where matters came to his attention where he could come to the conclusion it was dangerous to the public?

**Mr. Sarchuk:** Not a licence; a permit.

**Mr. Leggatt:** A permit, yes. Okay, I withdraw my amendment.

**The Chairman:** All right, thank you Mr. Leggatt, and I think perhaps Mr. Woolliams will want to withdraw his next amendment which again is on the word ammunition. That is subsection (8).

**Mr. Woolliams:** That is right.

**The Chairman:** Thank you Mr. Woolliams.

I think this might be a good place to adjourn, we seem to have a diminished quorum at the moment, and we have in effect finished Section 106.1. I have to put the question on that, but there not being a quorum at the moment, I think I had better wait until the first thing this afternoon to put that; unless you want to have some discussion. Mr. Woolliams will have an amendment to the next clause if you wanted to have a discussion on that you could do that.

**Mr. Woolliams:** That is the one on \$2 per permit.

**The Chairman:** Yes.

**Mr. Woolliams:** I can discuss that quickly if you want. I just hope that since the time is passed about the \$5 for the licence fee and setting the \$2 for the permit that the Liberals will be repenting and relenting and even recanting if necessary. All the eloquent arguments I had in reference to the \$5 fee I incorporate in this, and I have now completed my argument.

**The Chairman:** Thank you. The committee will adjourn until 3:30 this afternoon.

#### Afternoon Sitting

• 1547

**The Chairman:** The committee will come to order. I think we probably have a quorum. In any event, we have a small question of privilege to begin with that will not take very long. We could begin even without a quorum.

I have a letter which I think I should read into the record from Mr. David A. Tomlinson, Edmonton Director of the Firearms Legislation Action Committee. The letter is dated June 4, 1976 and is addressed to me—well, I am not sure it is addressed to me, but it came to me although my name is not on it.

[Interprétation]

**M. Sarchuk:** C'est exact.

**M. Leggatt:** Il appartient donc au registraire, dans ce cas-ci, de décider?

**M. Sarchuk:** C'est cela.

**M. Leggatt:** Vous dites qu'en vertu de cette disposition, le registraire pourrait se servir de son pouvoir discrétionnaire pour délivrer une autorisation, et y attacher des conditions, même si certaines questions portées à son attention lui permettaient de conclure que ce serait dangereux pour le public?

**M. Sarchuk:** Pas pour une autorisation, pour un permis.

**M. Leggatt:** Oui, un permis. Très bien, je retire mon amendement.

**Le président:** Très bien, merci, monsieur Leggatt. Peut-être que M. Woolliams voudrait retirer son prochain amendement qui contient de nouveau le mot «munitions» au paragraphe (8).

**M. Woolliams:** C'est cela.

**Le président:** Merci, monsieur Woolliams.

Ce serait peut-être le moment opportun d'ajourner, car nous avons un quorum diminué et nous avons en fait terminé l'article 101.6. Je dois mettre cet article au vote, mais nous n'avons pas quorum et je pourrais peut-être le faire dès le début de la séance, cet après-midi, à moins que vous ayez d'autres commentaires. M. Woolliams a un amendement concernant l'article suivant. S'il veut en discuter, il peut le faire.

**M. Woolliams:** C'est celui concernant le permis de \$2.

**Le président:** Oui.

**M. Woolliams:** Je peux en parler brièvement si vous le voulez. J'espère simplement, étant donné que nous avons déjà parlé de \$5 pour l'autorisation, et de \$2 pour les permis, que les libéraux se repentiront, se radouciront, et même reviendront sur leur décision. Tous les arguments éloquentes que j'avais concernant ce droit de \$5, je les ai énoncés, et je termine ici mon argument.

**Le président:** Merci. La séance du Comité est levée jusqu'à 15 h 30.

#### Séance de l'après-midi

**Le président:** A l'ordre, s'il vous plaît. Nous avons probablement un quorum. De toute façon, nous devons commencer par une petite question de privilège, chose qui ne prendra pas trop longtemps. Nous pouvons commencer même sans quorum.

J'ai une lettre que, d'après moi, je devrais lire afin qu'elle soit portée au compte-rendu, lettre qui est rédigée par M. David A. Tomlinson, directeur, à Edmonton, du Firearms Legislation Action Committee. La lettre est datée du 4 juin 1976 et elle m'est adressée—en fait, je ne suis pas certain qu'elle me soit adressée, mais elle m'est parvenue bien que mon nom n'y figure pas.

[Text]

Dear sir:

**Mr. Woolliams:** I would not have thought they would call you "sir," however, go ahead.

**The Chairman:** They are just taking their cue from members of the committee.

Dear sir:

With reference to the point of privilege raised by Mr. Lachance on May 18, 1976, in the Committee, I should like to correct his erroneous assumption that the Alberta Fish and Game Association made "incorrect, partisan, and dishonest use of statements made by a member of Parliament".

As you are aware, Hansard is not precisely the most easily available document in Canada—orders are frequently in arrears for fairly long periods, and thus we must rely upon the press for our information about Parliament. The statement Mr. Lachance objected to was used because he was described as making such a statement in the *Edmonton Journal*, shortly after he made his statement in the House. I supplied the Alberta Fish and Game with the clipping, and I have no reason to believe it in error, for it certainly is true of the Bill.

In the quotation Mr. Lachance made from Hansard of March 9, 1976, I must point out that the error remains. Mr. Lachance's statement indicated, in good English usage, that he was criticizing the Peace and Security program itself, and NOT the booklet; the booklet is mentioned in a subordinate clause, but the rest of the sentence clearly refers to the Peace and Security program.

If Mr. Lachance was embarrassed, I apologize; but the error was his own, or that of the translator. He was reported in the *Edmonton Journal*, and I cannot see how the reporter erred, unless in saying the Bill rather than the program. The error was not that of the Alberta Fish and Game Association, but was used in good faith by them.

In view of the serious accusations made by Mr. Lachance against the good name of the Alberta Fish and Game Association, I should like to have my letter recorded in the minutes of the committee.

Yours faithfully,

David A. Tomlinson

Monsieur Lachance.

**M. Lachance:** Je suis très heureux que cette association en question ait répondu à ma question de privilège. D'ailleurs, j'avais soulevé la question de privilège devant ce Comité et non pas devant la Chambre des communes. Je considère qu'il s'agit d'une question qui doit être résolue ici. Il ne s'agissait pas d'ennuyer nécessairement toute la Chambre des communes avec une question qui est quand même importante mais qui n'a pas d'implication nationale.

[Interpretation]

Monsieur,

**M. Woolliams:** Je ne pensais pas qu'ils vous appelaient «monsieur»; toutefois, continuez.

**Le président:** Ils imitent simplement le comportement des membres du Comité.

Monsieur,

Au sujet de la question de privilège soulevée par M. Lachance, le 18 mai 1976, au sein du Comité, j'aimerais corriger la supposition qu'il fait, à savoir que l'Alberta Fish and Game Association a «utilisé de manière incorrecte, partisane et malhonnête les affirmations d'un député».

Comme vous le savez, le hansard n'est pas précisément le document le plus facile à obtenir au Canada; les commandes sont fréquemment en souffrance pour d'assez longues périodes, et nous devons donc nous fier à la presse pour tout renseignement au sujet du Parlement. Nous nous sommes servis de la déclaration à laquelle M. Lachance s'oppose parce que l'*Edmonton Journal* avait rapporté qu'il avait fait cette déclaration à la Chambre. J'ai fourni la coupure de journal à l'Alberta Fish and Game Association et je n'ai aucune raison de croire qu'elle est erronée puisqu'elle cite le projet de loi a bon escient.

Dans le hansard du 9 mars 1976, je dois signaler que la citation de M. Lachance contient la même erreur. Si l'on se fie au texte anglais, M. Lachance indiquait qu'il critiquait le programme d'ordre et de sécurité lui-même, et non le livret; le livret est mentionné dans une proposition subordonnée, mais le reste de la phrase porte clairement sur le programme d'ordre et de sécurité.

Si cela a causé une certaine gêne à M. Lachance, je le prie de m'en excuser; il n'en demeure pas moins que c'était son erreur ou celle du traducteur. Ces propos ont été signalés dans l'*Edmonton Journal*, et je ne vois pas comment le journaliste peut avoir eu tort, si ce n'est qu'il a parlé du bill plutôt que du programme. L'erreur n'est certes pas celle de l'Alberta Fish and Game Association, mais c'est de bonne foi que cette association s'est servie des propos du journaliste.

Du fait que les accusations portées par M. Lachance contre l'Alberta Fish and Game Association sont fort sérieuses, j'aimerais que ma lettre soit lue au sein du Comité afin d'être versée au compte-rendu.

Je vous prie d'agréer, monsieur, mes salutations distinguées.

David A. Tomlinson.

Mr. Lachance.

**Mr. Lachance:** I am pleased that the association involved has answered my question of privilege, but I would like to point out that I raised my question of privilege in this Committee and not in the House of Commons. I believe that this matter must be settled right here. There was really no need to bother the whole House of Commons with a matter which, though important, is not of national significance.



[Texte]

De toute façon, je continue à m'opposer à ce que, des associations ou des groupements, quels qu'ils soient, s'amuse à publier des articles partisans. Dans ce sens là, le mot «partisan» demeure, car il s'agissait de demander aux membres d'envoyer des lettres au président Mark MacGuigan du Comité de la justice et des questions juridiques contre la Projet de loi C-83. Je m'oppose à ce que ces associations insèrent dans de telles annonces des extraits de discours ou de déclarations supposément faits par des députés alors qu'il est clairement démontré que je n'ai jamais prononcé les paroles qui me sont imputées. Je n'ai jamais prononcé ces paroles citées dans l'annonce incriminée.

Ce que j'ai pu dire à la Chambre des communes est sujet à interprétation. J'avais des réserves au sujet du programme paix et sécurité et je les ai exprimées en deuxième lecture. Je continue à affirmer, et c'est vérifiable dans le Journal des débats, que je n'ai jamais dit ce qu'ils m'ont fait dire. En ce qui concerne la réponse qu'ils nous font ici, je ne veux pas savoir si la traduction s'est trompée. Je ne veux pas savoir si un journaliste m'a imputé des paroles dans l'*Edmonton Journal* sans que je la sache. Cela ne m'intéresse pas. Ce qui est important de savoir c'est ce que j'ai dit à la Chambre des communes, ce qui a été rapporté dans le Journal des débats. Le Journal des débats est public. Les paroles qui me sont imputées, je ne les ai jamais prononcées.

Maintenant, je veux bien accepter les excuses de l'*Alberta Fish and Game Association* lorsqu'ils s'excusent de m'avoir mis dans l'eau chaude. Pour ma part, je suis prêt à rayer un seul mot de ma phrase.

... I should like to correct his erroneous assumption that the Alberta Fish and Game Association made "incorrect, partisan, and dishonest use of statements ...

Je veux bien enlever le mot *dishonest*. Je tiens quand même à souligner qu'il s'agissait d'une utilisation abusive de mes paroles que je n'ai jamais prononcées d'ailleurs.

**Le président:** Merci, monsieur Lachance.

I do not think that calls for any ruling. I think Mr. Lachance has made his point that he did not say that. How the newspaper story originated is rather difficult for us to say, but certainly he has made it quite clear that they were not his words.

**Mr. Woolliams:** Seeing, Mr. Chairman, that he was out in Red Deer and made a speech and left a great impression, I hope he does not kill it in one blast.

**Mr. Lachance:** Did it really make the House of Commons?

**The Chairman:** Perhaps the Minister at this point may be prepared to go back. In fact, we stood one clause this morning at Mr. Lachance's request and I think one at the request of the Committee as well.

**Mr. Basford:** I was going back first, if I might, to one from last night.

**The Chairman:** All right. Let us do that.

**Mr. Basford:** I think it was last night, at least, on proposed Section 95(3).

[Interprétation]

In any event, I am still opposed to associations or groups of any kind blithely publishing articles of a partisan nature. The word "partisan" therefore stands, because members were being asked to send letters opposing Bill C-83, to Mark MacGuigan, Chairman of the Standing Committee on Justice and Legal Affairs. I am opposed to these associations including in their advertisements any extracts from speeches or statements allegedly made by M.P.s, when it has been clearly shown that I never made the statements attributed to me. I never did say the things attributed to me in the offending advertisement.

What I may have said in the House of Commons is subject to interpretation. I did have reservations about the peace and security program, and I voiced them on second reading. I still maintain, and this can be checked in Hansard, that I never did say the things that they have attributed to me. As far as the answer that they have given us is concerned, I am not interested in whether the translation was at fault. I am not concerned with whether a journalist attributed words to me in the *Edmonton Journal* without my knowing it. That does not interest me. What is important is to know what I said in the House of Commons, and what was reported in Hansard. Hansard is a public document. I never did make the comments attributed to me.

I am quite prepared to accept the apologies of the Alberta Fish and Game Association for having got me into hot water. I, for one, am prepared to remove one word from my sentence.

... je voudrais corriger la supposition erronée selon laquelle l'*Alberta Fish and Game Association* a «utilisé des déclarations de façon inexacte, partisane et malhonnête» ...

I would like to remove the word "dishonest". However, I must point out that this was an abuse, since words were attributed to me which I never did use.

**The Chairman:** Thank you, Mr. Lachance.

Je ne pense pas qu'il y ait besoin d'une décision à ce sujet. M. Lachance a dit clairement qu'il n'a jamais prononcé de telles paroles. Il est assez difficile de trouver les origines de l'article de journal, mais il a dit sans équivoque qu'il n'a pas prononcé de telles paroles.

**M. Woolliams:** Monsieur le président, étant donné qu'il a fait un discours à Red Deer qui a fait une très forte impression, j'espère qu'il ne va pas en éliminer les bons résultats d'un seul coup.

**M. Lachance:** En a-t-on vraiment entendu parler à la Chambre des communes?

**Le président:** Le ministre serait peut-être disposé d'y revenir. En fait, nous avons réservé un article, ce matin, à la demande de M. Lachance, et un autre, à la demande du Comité.

**M. Basford:** Si vous me le permettez, je voudrais revenir à un article qu'on a réservé hier soir.

**Le président:** D'accord. Faisons-le.

**M. Basford:** Je pense qu'on l'a fait hier soir; il s'agit de l'article 95(3).



[Text]

**Mr. Woolliams:** What page of the bill is that?

**Mr. Basford:** Page 10.

**Mr. Woolliams:** Yes. That is proposed Section 95.

**Mr. Basford:** And table an amendment which was designed to deal with the problem raised by Mr. Brisco about those coming in with special permits, and to replace proposed Section 95(3)(b) with words:

(b) to a person to whom a special temporary permit has been issued under subsection 106.3(8), ammunition or a firearm of the same type as the particular firearm in relation to which the permit was issued.

That would allow the person coming in with a special permit to buy in Canada ammunition or replacement rifles.

**Mr. Woolliams:** I am sure Mr. Brisco will be very appreciative of this.

**The Chairman:** Excuse me for a moment. Mr. Fox, would you like to move this amendment?

**Mr. Fox:** Yes, Mr. Chairman. I move that Clause 3 of Bill C-83 be amended by striking out lines 13 to 15 on page 10 thereof and substituting thereof the following:

(b) to a person to whom a special temporary permit has been issued under subsection 106.3(8), ammunition or a firearm of the same type as the particular firearm in relation to which the permit was issued.

And the French version accordingly.

• 1555

**The Chairman:** Thank you. Mr. Leggatt.

**Mr. Leggatt:** I am dumbfounded by the statement of the Minister to improve on this one. We now have two standards in Canada, one for Americans who can buy firearms almost without a reference to our own firearms legislation and another for Canadians. There is no reason why an American could not qualify under the existing law. You do not have to be a Canadian citizen to apply for an arms licence in Canada. I disagree most vigorously with exempting Americans from the provisions of the bill which are clearly for the protection of the Canadian public. I do not know why we need two standards. I know the Minister is in the middle on this thing; he is listening to one argument, now he is going to hear another. I do not see why we have to exempt Americans from the provisions of this legislation any more than we already have, which is the provision of temporary permit. But to move now to allow them to walk into any gun store and buy a gun without the same kind of checking that we do on Canadians, seems to me to do nothing whatsoever for the safety of the Canadian public. Certainly it goes some distance to defeating one of the purposes of this bill, to keep control over those who have firearms and those who should not have them.

**Le président:** Monsieur Lachance.

**M. Lachance:** Sur ce point, je ne comprends pas les réserves de M. Leggatt. Si un permis a déjà été délivré aux États-Unis, et qu'un Américain vient chasser ici et que le permis indique que son détenteur a le droit d'emporter avec lui une 303 ou une Chester, et qu'il brise sa carabine en chassant le bison au Canada, il ira au magasin, en acheter une autre 303. Je ne vois pas de quelle façon cela contredit les objectifs généraux du projet de loi. Il avait une 303 en arrivant. S'il la brise, il en achètera une autre. Cela ne crée aucun problème, puisqu'il en avait déjà une 303 lorsqu'il

[Interpretation]

**M. Woolliams:** A quelle page du bill?

**M. Basford:** A la page 10.

**M. Woolliams:** Oui. Il s'agit de l'article proposé 95.

**M. Basford:** Je propose un amendement dont le but est de résoudre le problème soulevé par M. Brisco ayant trait aux visiteurs qui ont des permis spéciaux; on remplacerait l'article 95(3)(b) par les mots suivants:

b) à une personne détentrice d'un permis spécial temporaire délivré en vertu du paragraphe 106.3(8), des munitions ou une arme à feu du même genre que celle pour laquelle ce permis fut délivré.

Cette disposition permettrait aux visiteurs détenteurs d'un permis spécial d'acheter des munitions ou de remplacer ses fusils au Canada.

**M. Woolliams:** Je suis certain que M. Brisco l'appréciera beaucoup.

**Le président:** Excusez-moi un instant. Monsieur Fox, voulez-vous proposer cet amendement?

**M. Fox:** Oui, monsieur le président. Je propose que l'article 3 du Bill C-83 soit amendé en supprimant les lignes 13 à 15, à la page 10, et en les remplaçant par ce qui suit:

b) à une personne détentrice d'un permis spécial temporaire délivré en vertu du paragraphe 106.3(8), des munitions ou une arme à feu du même genre que celle pour laquelle ce permis fut délivré.

Et la version française en conséquence.

**Le président:** Merci. Monsieur Leggatt.

**M. Leggatt:** Je suis abasourdi par la déclaration du ministre à propos de l'amélioration de cet article. Nous avons maintenant deux séries de normes au Canada, l'une pour les Américains qui peuvent acheter des armes à feu sans tenir compte de nos lois sur les armes à feu, et l'autre pour les Canadiens. Il n'y a aucune raison pour laquelle un Américain ne pourrait pas satisfaire aux exigences en vertu de la loi actuelle. On n'est pas obligé d'être citoyen canadien pour demander un permis d'arme à feu au Canada. Je m'oppose fermement à ce qu'on exempte les Américains des dispositions du bill, dont le but est évidemment de protéger le public canadien. Je ne comprends pas pourquoi nous ayons besoin de deux normes. Je sais que le ministre se trouve au milieu et il va entendre les arguments contraires. Je ne vois pas la nécessité d'accorder aux Américains plus d'exemptions qu'on ne l'a déjà fait, à savoir l'émission de permis temporaires. Mais si l'on va maintenant leur permettre d'entrer dans n'importe quel magasin pour acheter des fusils, sans les contrôler selon les mêmes critères appliqués aux Canadiens, il me semble qu'on ne fait rien pour protéger le public canadien. Une telle mesure va à l'encontre d'un des buts de ce bill, à savoir le contrôle de ceux qui ont des armes à feu et ceux qui ne devraient pas les posséder.

**The Chairman:** Mr. Lachance.

**Mr. Lachance:** I do not understand Mr. Leggatt's reservations on this matter. If a permit has already been issued in the United States to an American who then comes to hunt here, and if the permit shows that the holder is entitled to bring with him a 303 or a Winchester, then if he breaks his gun while hunting buffalo in Canada, he can go into a store and buy another 303. I fail to see how that would defeat the purposes of this bill. If the visitor has a 303 when he arrives and then breaks it, he can buy another. That will not cause any problem, because he would already

[Texte]

est arrivé. Il s'agit de remplacer la 303 brisée. Il ne s'agit pas d'acheter une 12 ou une 428 spéciale. Il s'agit de remplacer l'arme qu'il avait afin qu'il puisse continuer son voyage.

Je ne comprends pas tellement son argument à savoir qu'en permettant aux Américains...

**Mr. Leggatt:** I am just reading the amendment and it does not say he is replacing anything. He is given a right to buy another firearm of the same type.

**Mr. Lachance:** The same type as the one for which a permit was issued. On the permit it was marked that he was permitted to carry a certain arm in Canada. Now if he breaks this arm, then he can buy another one of the same type.

**Mr. Leggatt:** Where does it say that he has to break it?

**Mr. Pinard:** Run over the rifle with a horse...

**Mr. Basford:** Mr. Chairman, if I might clear this up, Mr. Leggatt is correct that it does not provide in the amendment for replacement, but Section 106.3 (8) makes it clear that it must be the same type of gun as is on his special permit. So if he came in for goose hunting which would be specified on his permit, and which specified a certain type of a shotgun, he could not then, under the guise of having lost his shotgun, go in and buy a handgun. He would have to buy the type of rifle specified on his special permit.

**Mr. Milne:** Mr. Chairman.

**The Chairman:** Mr. Milne.

**Mr. Milne:** I guess the wording of that does not leave it open that he might buy a number of firearms of the same type. If he decided that he wanted to purchase a number, could he repeatedly do that under it? I was wondering whether it should be singular rather than plural.

**Mr. Basford:** In theory he could, yes.

**Mr. Woolliams:** You would have a hard time getting past the American border. It is easier to buy a gun in the States.

**Mr. Basford:** I do not see the purpose of his doing that because, as I understand it, rifles are more expensive here, so he would not be coming here.

**Mr. Milne:** Unless he was prohibited; I suppose in the States they do not have...

**Mr. Basford:** He would not be coming here to stockpile rifles.

**The Chairman:** It does meet the point raised yesterday about the local supplier in Canada. His business will not be destroyed by this now.

**An hon. Member:** Right.

Amendment agreed to on division.

• 1600

**The Chairman:** Shall Section 95, as amended, carry?

Section 95 as amended agreed to.

**The Chairman:** This morning we also stood, at Mr. Lachance's request,...

[Interprétation]

have had a 303 when he arrived. It is merely a question of replacing the broken gun. He would not be able to buy a 428 special or something of that nature. He can only replace the weapon he had to start with, so that he can continue his trip.

I do not understand his argument to the effect that by allowing Americans...

**M. Leggatt:** Je ne fais que lire l'amendement qui ne parle pas de remplacer quoi que ce soit. On lui donne le droit d'acheter une autre arme à feu du même genre.

**M. Lachance:** Du même genre que celle pour laquelle le permis fut délivré. Le permis indique qu'il a le droit de porter un certain genre d'arme à feu au Canada. S'il la brise, il peut acheter une autre du même genre.

**M. Leggatt:** Où dit-on qu'il faut qu'il la casse?

**M. Pinard:** Il faut qu'un cheval marche dessus...

**M. Basford:** Monsieur le président, M. Leggatt a raison en disant que l'amendement ne prévoit pas le remplacement de l'arme à feu. Cependant, l'article 106.3(8) précise qu'il doit s'agir du même genre de fusil indiqué sur le permis spécial. S'il vient chasser l'oie, et si son permis indique qu'il a le droit d'amener un certain genre de fusil, il ne pourrait pas prétendre avoir perdu son fusil et aller acheter un pistolet. Il faudrait que son permis spécial précise le genre de fusil qu'il peut porter.

**M. Milne:** Monsieur le président.

**Le président:** Monsieur Milne.

**M. Milne:** J'imagine que le libellé ne lui donne pas la possibilité d'acheter plusieurs armes à feu du même genre. S'il voulait en acheter plusieurs, pourrait-il le faire à plusieurs reprises? Je me demande si cela devrait être au singulier plutôt qu'au pluriel.

**M. Basford:** En principe, il pourrait le faire.

**M. Woolliams:** Vous auriez de la difficulté à passer la frontière américaine. Il est plus facile d'acheter un fusil aux États-Unis.

**M. Basford:** Je ne vois pas pourquoi il le ferait, car je crois comprendre que les carabines sont plus chères ici, et l'on ne viendrait donc pas les acheter ici.

**M. Milne:** Sauf s'il n'avait pas le droit; j'imagine qu'aux États-Unis, on n'a pas de...

**M. Basford:** Il ne viendrait pas ici s'approvisionner de carabines.

**Le président:** Cela résout le problème qu'on a soulevé hier ayant trait au fournisseur local au Canada. Son commerce ne sera plus détruit par ces dispositions.

**Une voix:** D'accord.

L'amendement est adopté sur division.

**Le président:** L'article 95 tel qu'amendé est-il adopté?

L'article 95 est adopté tel qu'amendé.

**Le président:** Ce matin, nous avons également réservé, à la demande de M. Lachance,...



[Text]

**M. Lachance:** Monsieur le président, ayant réfléchi à la question durant l'heure du déjeuner, je suis arrivé à la conclusion qu'il serait assez difficile d'accepter l'amendement de M. Leggatt pour une raison très simple: c'est que si un individu est dans le bois, et cela m'est déjà arrivé, et qu'il s'en va par exemple, chasser la perdrix avec sa 410, il peut arriver que sa 410 se brise, pour une raison ou pour une autre. A ce moment-là, pour avoir une autre arme, il faudrait qu'il aille la commander chez le grossiste du coin. N'oubliez pas qu'il est à 25, 30 ou 50 milles dans le bois. Ensuite, il faudrait qu'il attende 24 heures avant d'obtenir son arme et revenir ensuite dans le bois. Je n'ai pas l'impression, comme M. Leggatt que les avantages qu'il y aurait à insérer un tel article seraient suffisants pour compenser de tels désagréments. C'est la raison pour laquelle j'ai finalement décidé de ne pas appuyer la motion.

**Mr. Leggatt:** One last parting shot: please keep in mind the amendment is supported by the Canadian Wildlife Federation. That was one of the recommendations they made in the brief. So they obviously have taken that problem into consideration. I did not feel that would be that inconvenient for the members.

**The Chairman:** All those in favour of Mr. Leggatt's amendment? Those opposed?

Amendment negatived.

Section 100 as amended agreed to.

**The Chairman:** There was one other section that I think we can also deal with now. It is at the very beginning. The reason we stood it was that the Minister had brought in two amendments just to give us a chance to look at those. It was Section 82(2), and there are two government amendments to this.

**Mr. Woolliams:** Are these new ones again?

**The Chairman:** No, they were introduced with the package that was brought in yesterday.

**M. Fox:** Monsieur le président, je proposerais que l'article 3 du Bill C-83 soit modifié en remplaçant les lignes 1 et 2, page 4 par ce qui suit:

«(2) Nonobstant la définition d'«arme à feu» au paragraphe (1) aux fins des définitions d'«arme prohibée» et d'«arme à autorisation restreinte» audit paragraphe et aux fins de l'article 88 du paragraphe 90(2) et des articles 91, 95, 100, 101, 104 et 106.8, une arme dotée d'un»

et la version anglaise en conséquence.

**Mr. Basford:** I was looking for my notes but I think I gave them to you, Mr. Chairman.

**The Chairman:** That was last night.

**Mr. Basford:** The purpose of this was that by the definition presently printed in the bill pelleted weapons would be excluded from those sections relating to pointing of guns and the use of guns in crime. Is that right?

**Mr. Gualtieri:** Right.

**Mr. Basford:** So we are excluding by this new definition the pelleted guns of less than 500 feet per second muzzle velocity from the licensing provisions but including them in so far as they are used for all these purposes in Sections 88, 90, 91, 95 and 100

[Interpretation]

**Mr. Lachance:** Mr. Chairman, after considering the matter during lunch hour, I came to the conclusion that it would be rather difficult to accept Mr. Leggatt's amendment for a very simple reason: it is that if an individual is in the woods, as has happened to me, and is hunting partridge with his 410, his gun may break for some reason. In such an event he would have to go to the local wholesaler to obtain another firearm. We must not forget that he may be 25 to 50 miles into the woods. He would then have to wait another 24 hours to obtain his firearm before he can go back into the woods. I do not feel, as Mr. Leggatt does, that the advantages of including such a provision would be sufficient compensation for such inconvenience. That is why I finally decided not to support the motion.

**M. Leggatt:** Un dernier commentaire: n'oubliez pas que l'amendement est appuyé par la Fédération canadienne de la faune, qui a fait une telle recommandation dans son mémoire. Elle a évidemment tenu compte de ce problème. Je ne pense pas que cela dérangerait les membres.

**Le président:** Tous ceux qui sont en faveur de l'amendement de M. Leggatt? Ceux qui sont contre?

L'amendement est rejeté.

L'article 100 est adopté tel qu'amendé.

**Le président:** Il y a un autre article que nous pourrions étudier maintenant. Il se trouve au début du bill. Il a été réservé parce que le ministre nous avait apporté deux amendements afin que nous puissions les étudier. Il s'agit de l'article 82(2), et le gouvernement a proposé deux amendements à cet égard.

**M. Woolliams:** S'agit-il de nouveaux amendements?

**Le président:** Non, ils font partie du groupe d'amendements déposés hier.

**Mr. Fox:** Mr. Chairman, I move that Clause 3 of Bill C-83 be amended by striking out lines 1 and 2 on page 4 thereof and substituting therefor the following:

“(2) Notwithstanding the definition “firearm” in subclause (1), for the purposes of the definitions “prohibited weapon” and “restricted weapon” in that subclause and for the purposes of proposed Section 88, subsection 90(2) and Sections 91, 95, 100, 101, 104 and 106.8, a barrelled weapon”

And the French version in consequence.

**M. Basford:** Je cherchais mes notes, mais je pense que je vous les ai données, monsieur le président.

**Le président:** Vous me les avez données hier soir.

**M. Basford:** Selon la définition que contient le bill actuel, les fusils à plombs seraient exclus des articles se rapportant au fait de braquer des fusils sur quelqu'un et à l'utilisation de fusils pour des actes criminels, n'est-ce pas?

**M. Gualtieri:** Si.

**M. Basford:** Avec cette nouvelle définition, nous excluons les fusils à plombs ayant une vitesse initiale inférieure à 500 pieds à la seconde; cependant, on les inclut dans les articles 88, 90, 91, 95 et 100.



[Texte]

**Mr. Woolliams:** Eighty-eight?

• 1605

**Mr. Leggatt:** Could you perhaps explain where they are included? This has got me a little lost. I can understand your exclusion. I am not sure why you need to include them in these other sections.

**Mr. Basford:** It would help immeasurably if I had my notes but the Chairman has run off with the notes.

**Mr. Woolliams:** Do you think the Chairman could explain?

**Mr. Basford:** Everybody else has lost their notes.

**Mr. Fairweather:** I threw mine out because they were not bilingual.

**The Chairman:** Here they are.

**Mr. Basford:** The first amendment is to proposed Section 82, subsection (2), the proposal in the bill exempted all barrelled weapons which a muzzle velocity of less than five hundred feet per second in the definition of firearms. The purpose of this change was to exclude such items as pellet guns from the licensing scheme. The section as proposed had the unintentional effect of also exempting their use from criminal liability, for example under section 99, pointing a firearm.

**Mr. Sarchuk:** The sections are 88.(1) which is possession of firearms by an unlicensed person. The next section is an exemption section which is in proposed Section 90.(2). The next one is proposed Section 95 which relates to delivery of a firearm or ammunition to a person who does not have a licence. The next one is proposed Section 100 which relates to records of transactions in firearms, where obviously we do not want to keep records of transactions in B-B guns. Section 101 is the finding of a weapon and the reporting of lost and abandoned restricted weapons. The next one is proposed Section 104 which is the seizure section. It was not intended that it be subject to seizure. And proposed Section 106.8 is the regulatory powers section.

**Mr. Leggatt:** It is a total exclusion then, Mr. Chairman.

**Mr. Sarchuk:** It is an exclusion of every section which requires people to have a licence before they can buy a firearm, and in doing it this way every other section which creates an offence for something such as pointing a firearm, which is Section 99, or use of an offensive weapon or use of a firearm—in relation to those sections a B-B gun or a pellet gun is still a firearm.

**Mr. Leggatt:** All right.

**The Chairman:** Shall Mr. Fox's amendment carry?

Amendment agreed to.

**The Chairman:** Mr. Fox, you have another amendment to the same section.

**Mr. Fox:** Mr. Chairman, I move that Clause 3 of Bill C-83 be amended by adding immediately after line 10 on page 4 the following subsection (3) to extend the duties and functions of police officers:

(3) A police officer or police constable designated in writing by the Commissioner or the Attorney General for the purposes of this subsection may perform such functions and duties of a local registrar of firearms under subsections 106.2(1), (2) and (3) and 106.3(3), (4) and (7) as are specified in the designation.

[Interprétation]

**M. Woolliams:** L'article 88?

**M. Leggatt:** Pouvez-vous me dire si ces armes ont été incluses? Je ne comprends pas très bien. Je puis comprendre pourquoi elles seraient exclues. Je ne vois pas pourquoi on les aurait incluses dans ces articles.

**M. Basford:** Je voudrais bien avoir mes notes que le président m'a enlevées.

**M. Woolliams:** Le président peut-il s'expliquer?

**M. Basford:** Personne n'a ses notes.

**M. Fairweather:** Je me suis débarrassé des miennes parce qu'elles n'étaient pas traduites.

**Le président:** Les voici.

**M. Basford:** Le premier amendement vise l'article proposé 82, paragraphe (2). Le bill exemptait dans la définition d'arme à feu, toutes les armes munies d'un canon pouvant tirer à une vitesse initiale de moins de 500 pieds à la seconde. Le but était d'exclure les fusils comme les fusils à plombs du régime d'autorisations. Cependant, l'article avait aussi pour effet, sans qu'on le veuille, d'exempter ces fusils de l'application de l'article 99, par exemple, qui considère comme un acte criminel le fait de braquer une arme.

**M. Sarchuk:** Les articles sont l'article 88.(1), possession sans autorisation. L'article proposé 90.(2), qui est un article d'exception. L'article 95, livraison d'une arme à feu ou de munitions à une personne qui n'a pas d'autorisation. L'article 100, qui concerne le registre des opérations relatives aux armes à feu, où il est évident que nous ne tenons pas à avoir un registre des ventes de fusils à plombs. L'article 101, le fait de retrouver une arme à feu à autorisation restreinte, perdue ou abandonnée. L'article 104, qui traite de la saisie. Il n'a jamais été question que les fusils à plombs puissent faire l'objet d'une saisie. Enfin, l'article 106.8, l'article qui accorde le pouvoir de réglementation.

**M. Leggatt:** L'exclusion est donc totale.

**M. Sarchuk:** L'exclusion vaut pour tous les articles qui demandent une autorisation pour l'achat d'une arme à feu. Cependant, tous les autres articles, comme l'article 99 qui prévoit que braquer une arme est un acte criminel, s'appliquent pour ce qui est des fusils à plombs.

**M. Leggatt:** Très bien.

**Le président:** L'amendement de M. Fox est-il adopté?

L'amendement est adopté.

**Le président:** Vous avez un autre amendement au même article, monsieur Fox.

**M. Fox:** Monsieur le président, je propose que l'article 3 du Bill C-83 soit modifié en ajoutant, immédiatement après la ligne 11, page 4, le paragraphe suivant concernant les autres fonctions que peuvent exercer les policiers:

(3) Un officier ou agent de police désigné par écrit par le commissaire ou le procureur général aux fins du présent paragraphe peut exercer les fonctions d'un registraire local d'armes à feu en vertu des paragraphes 106.2(1), (2) et (3) et 106.3(3), (4) et (7) que spécifie sa désignation.

[Text]

And the French version accordingly.

**The Chairman:** I would just point out that this will be an additional subsection. It is not replacing anything. It is adding.

**Mr. Basford:** As I pointed out, in most jurisdictions a number of registrars are appointed at a very local level to perform certain essential functions such as issuing permits to transport or handle for examination, etc. By Bill C-83 he will have the authority to detain a handgun pending the disposition. In some provinces where they do not appoint a large number of local registrars, these functions have been delegated to police officers at the detachment level for the convenience of the public. The detachment personnel are in such cases acting as agents of the local registrar, and this amendment is designed to enable the Commissioner or the Attorney General to authorize police officers at the detachment level to perform some of these functions in keeping with the current practice.

**The Chairman:** Shall this amendment of Mr. Fox's carry?

Amendment agreed to.

Proposed Section 82 as amended agreed to.

I think there was one other clause that we stood: Section 102, subsection (4), on page 15 of the bill. There was an amendment by Mr. Leggatt.

• 1610

**Mr. Basford:** This is the proposal by Mr. Leggatt that the violation of a prohibition order be treated solely by way of indictment. I consulted over lunch and have no objection. It is up to the Committee whether they want to treat it solely as a matter of indictment. If the Committee decides to do so, it would be logical to make the same amendment to Section 106, about the violation of the prohibition order.

**The Chairman:** Perhaps we might just allow Mr. Leggatt to restate succinctly his argument, to recall it to our minds.

**Mr. Leggatt:** I think the amendment is an important one is because I think we would like to go on record with the Canadian public of treating the abuse of firearms, particularly following a prohibition order, as a very serious offence, and the way we can do it is to eliminate the option of a summary charge in those offences. There would be a very rare example, I would think, where a summary charge would be appropriate following a prohibition order by a court. This is my opinion.

I, for example, and I am sure most of us do, feel very strongly about people who drive their motor vehicles after having their licence suspended. I feel exactly the same way about firearms. Once the court, in its discretion—and remember the section is discretionary—says that “you shall be prohibited from having firearms for a specific period of time,” where that section is clearly abused, it seems to me time for Parliament to make a clear message to the people in Canada that that will not be treated as a summary matter. That will be treated as an indictable matter and it provides support to the courts for their prohibition orders.

[Interpretation]

Le texte anglais correspond.

**Le président:** Il s'agit d'un nouveau paragraphe. Il ne remplace rien.

**M. Basford:** Comme je l'ai dit, dans la plupart des endroits, il y a des registraires nommés à l'échelon local pour accomplir certaines fonctions, comme émettre des permis pour le transport ou la manipulation aux fins d'examen. Le Bill C-83 accordera à ces registraires le pouvoir de retenir les revolvers en attendant une décision. Dans certaines provinces où il n'y a pas tellement de registraires locaux, ces fonctions seront assumées par les agents de police du détachement, et ce, pour faciliter les choses pour le public. Un agent du détachement pourra agir comme représentant local du registraire, le présent amendement n'a d'autre but que de permettre au commissaire ou au procureur général d'autoriser les agents de police à s'acquitter de ces fonctions de la façon habituelle.

**Le président:** L'amendement de M. Fox est-il adopté?

L'amendement est adopté.

L'article 82 proposé, modifié, est adopté.

Je crois que nous avons réservé un autre article: le paragraphe 102(4), à la page 15, du projet de loi. Il y a un amendement de M. Leggatt.

**M. Basford:** Il s'agit de l'amendement proposé par M. Leggatt voulant que la violation de l'ordonnance d'interdiction soit punissable sur déclaration sommaire de culpabilité. J'en ai discuté pendant le déjeuner, et je n'ai aucune objection. C'est aux membres du Comité de décider s'ils veulent rendre cette infraction uniquement punissable sur déclaration sommaire de culpabilité. Si le comité décide de le faire, il serait logique d'apporter un amendement semblable à l'article 106 ayant trait à la violation des ordonnances d'interdiction.

**Le président:** Afin de nous rafraîchir la mémoire, nous pourrions peut-être demander à M. Leggatt de nous faire part de ses arguments, une fois de plus.

**M. Leggatt:** A mon avis, cet amendement est important, car je crois que nous voulons souligner auprès du public canadien que l'abus des armes à feu, surtout à la suite d'une ordonnance d'interdiction, constitue une infraction très grave. A cette fin, nous pouvons éliminer la notion de la déclaration sommaire de culpabilité pour ces infractions. En effet, il serait très rare de retrouver la mise en accusation sommaire à la suite d'une ordonnance d'interdiction rendue par un tribunal. Du moins, c'est mon opinion.

Comme la plupart des gens, je vois mal les personnes qui continuent de conduire leur automobile après la révocation de leur permis. J'ai exactement le même sentiment en ce qui concerne les armes à feu. Le tribunal a des pouvoirs discrétionnaires dans une telle situation puisqu'il peut interdire aux personnes reconnues coupables d'un tel délit de porter ou de posséder des armes à feu pendant une période précise. Il y a des abus et il me semble qu'il est temps que les parlementaires mettent l'accent sur le fait que ce délit ne sera plus l'objet de mise en accusation sommaire, puisqu'il s'agit d'un acte criminel. De plus, nous devons prouver aux Canadiens que nous savons appuyer les tribunaux qui rendent les ordonnances d'interdiction.



## [Texte]

I think we should also be encouraging the courts to issue more prohibition orders in these offences and there is no minimum sentence provided with regard to the indictable offence. The question of the sentence can be left up to the judge but it does seem to me that this should be something we make a clear declaration on. It is a matter that is serious and should be proceeded with by indictment.

The question of whether a magistrate can hear it or not: my understanding is that he can but that the accused would have an election for a higher court if he wishes it. It seems to me that that is appropriate, to leave it up to the accused whether he would like to have it dealt with summarily or not. But it seems to me an inappropriate section for summary alternative.

**The Chairman:** May I put Mr. Leggatt's amendment?

**Mr. Woolliams:** There is one question.

**The Chairman:** Mr. Woolliams.

**Mr. Woolliams:** There is a group of indictable offences—and I have not checked the Code—where the consent is not necessary: the magistrate has absolute jurisdiction. This is not one of them, I take it, that is worded this way?

**Mr. Sarchuk:** No, it is not, sir.

**Mr. Woolliams:** I see.

**M. Pinard:** Monsieur le président.

**Le président:** Monsieur Pinard.

**M. Pinard:** C'est une question de principe; je trouve cela assez répressif et comme je ne suis pas trop favorable aux sentences minimums, je ne peux pas être d'accord sur la suppression de cet article de la disposition qui laisse la discrétion de procéder sur déclaration sommaire de culpabilité parce que, encore une fois, il faut faire confiance aux tribunaux. De plus, notre système judiciaire veut qu'on laisse une certaine discrétion à nos juges pour décider de chaque cas selon l'espèce.

Je dis que la protection de la société est suffisamment bien assurée par la première partie qui prévoit qu'on peut procéder par voie de mise en accusation, mais si le cas n'est pas si grave, rien n'empêche alors le procureur de la Couronne ou le procureur-général de procéder sur déclaration sommaire de culpabilité. A peu près la moitié des articles du Code criminel ont ces dispositions-là et je me demande pourquoi ce délit de posséder une arme à feu ou des munitions quand la possession en est interdite est plus grave que d'autres offenses où on laisse subsister la possibilité de procéder sur déclaration sommaire de culpabilité et même la peine maximum prévue pour déclaration sommaire de culpabilité au Code criminel, si ma mémoire est bonne, est six mois d'emprisonnement et \$500 d'amende ou l'une ou l'autre. Ce sont les maximums, ce qui est déjà très sévère. Alors pour une question de principe, au nom de notre système judiciaire, et contre tout geste répréhensible, abusif, je suis en faveur du maintien de l'article tel qu'il est libellé.

• 1615

**M. Lachance:** Monsieur le président, est-ce que je pourrais compléter les propos de mon ami M. Pinard? Si vraiment, nous acceptons la proposition de M. Leggatt, nous sommes à l'encontre même de ses objectifs, à savoir que si nous conservons simplement la mise en accusation par

## [Interprétation]

A mon avis, nous devrions aussi encourager les tribunaux à rendre beaucoup plus d'ordonnances d'interdiction dans le cas de délits de ce genre. Il n'y a aucune peine minimum prévue en ce qui concerne les actes criminels. C'est au juge de fixer la sentence mais, à mon avis, il n'est pas du tout nécessaire de nous prononcer sur ce chapitre. Il s'agit d'une question grave et il faut procéder par acte d'accusation.

Cette cause peut-elle être entendue devant un magistrat? Si j'ai bien compris, cela peut se faire, mais l'accusé a le droit de comparaître devant un tribunal supérieur, s'il le désire. A mon avis, cette mesure est appropriée, car elle laisse à l'accusé le droit de décider s'il tient à la déclaration sommaire de culpabilité ou non. Toutefois, il me semble que l'on ne devrait pas appliquer les mises en accusation sommaires à cet article.

**Le président:** Êtes-vous d'accord pour que l'on mette l'amendement de M. Leggatt aux voix?

**M. Woolliams:** Il y a une question.

**Le président:** Monsieur Woolliams.

**M. Woolliams:** Il y a une catégorie d'actes criminels—je n'ai pas eu le temps de vérifier dans le Code—où il n'est pas du tout nécessaire d'obtenir le consentement: le magistrat a toute la juridiction dans ce cas. Je suppose que cet acte criminel ne fait pas partie de cette catégorie.

**M. Sarchuk:** Non, monsieur.

**M. Woolliams:** Très bien.

**Mr. Pinard:** Mr. Chairman.

**The Chairman:** Mr. Pinard.

**Mr. Pinard:** This involves a question of principle; I feel that such an amendment is really quite repressive and since I do not generally favour minimum sentences, I cannot agree with the suppression of the discretionary powers to proceed upon summary conviction. Once again, we must have confidence in our courts. Moreover, our judicial system grants a certain amount of discretion to our judges, who base their decisions on the merits of each case.

In my opinion, society is sufficiently well protected in the first part of this section which provides for indictment. However, when dealing with a relatively minor offence nothing prevents the Crown attorney of the Attorney General from proceeding by summary conviction. Approximately half of the Criminal Code provides for this type of procedure and I wonder why this offence of owning a weapon or ammunition when a prohibition order has been delivered is more serious than other offences where it is possible to proceed by summary conviction, since the maximum sentence for summary conviction in the Criminal Code is, if memory serves me correctly, six months imprisonment and a \$500 fine or one or the other. These are the maximum and they are very harsh. And so on principle, in the name of our judicial systems, and in opposition to any reprehensible or abusive gesture, I am in favour of maintaining the clause as presently worded.

**Mr. Lachance:** Mr. Chairman, may I add something to the comments of my friend, Mr. Pinard? If we really were to accept Mr. Leggatt's proposal, we would be acting contrary to his own objective, in that if we were to simply maintain criminal indictment, then Crown attorneys



[Text]

voie d'acte criminel, à ce moment-là, les procureurs de la Couronne hésiteraient à poursuivre des individus qui ont commis une offense extrêmement mineure, d'une part. D'autre part, si le juge lui-même était saisi d'une cause où l'infraction est somme toute très mineure, il hésiterait à condamner l'individu qui aurait par la suite un dossier criminel.

Alors en voulant bien faire, j'ai l'impression qu'il contredit ses propres objectifs et qu'en supprimant le paragraphe b):

d'une infraction punissable sur déclaration sommaire de culpabilité,

Nous allons à l'encontre même de nos objectifs.

**An hon. Member:** Question.

**The Chairman:** All those in favour of Mr. Leggatt's amendment?

**Mr. Leggatt:** May I respond to this?

**The Chairman:** Yes, certainly.

**Mr. Leggatt:** Just to each of the points raised. First of all, the discretion is of course left with the judge in terms of the penalty. A summary conviction offence will give the man a criminal record, whether it is by indictment or otherwise.

**Mr. Woolliams:** He is not fingerprinted. It is not the same kind of thing. You can go across the line with a summary conviction, but not with an indictment.

**Mr. Leggatt:** That is right. Correct.

The last question was, why do we treat this as an exceptional case. What I am saying is that the record in terms of the abuse of weapons in Canada is not a good one, in the sense of the way Parliament has handled it and the way the law has handled it. When I want this section to say is that the abuse of a prohibition order is now such a serious matter that we do not leave the option of a summary offence in the hands of the prosecutor.

**M. Pinard:** En partant de ce principe, pensez-vous qu'il faille supprimer la possibilité de procéder par déclaration sommaire de culpabilité lorsque quelqu'un conduit alors que son permis a été suspendu par ordonnance de la cour? Il faudrait modifier le Code criminel dans son entier. Je ne vois pas pourquoi les armes à feu prennent une si grande importance dans tout le système pénal, c'est une partie d'un projet de loi et je ne vois pas pourquoi nous ferions une exception.

**The Chairman:** All those in favour of Mr. Leggatt's amendment? Those opposed?

Amendment negatived.

**Mr. Basford:** That proposed section should nevertheless remain stood because I will be introducing an amendment later today for the consideration of the Committee, in line with the discussion this morning about the terms of prohibition orders. That indicates how much we listen.

**Mr. Woolliams:** Now we are back to mine.

[Interpretation]

would hesitate to indict individuals who have committed very minor offences. Furthermore, if a judge had to hear a case in which the offence involved was a very minor one, he would hesitate to find the person guilty, thus giving him a criminal record.

I therefore have the impression that he is contradicting his own objective and that by removing subsection (b):

of an offence punishable on summary conviction,

we would be acting contrary to our objectives.

**Une voix:** Aux voix.

**Le président:** Tous ceux qui sont en faveur de l'amendement de M. Leggatt?

**M. Leggatt:** Puis-je répondre au commentaire?

**Le président:** Oui, bien sûr.

**M. Leggatt:** Je voudrais répondre aux différents points qu'on a soulevés. Tout d'abord, le juge a la discrétion quant à la peine qu'il impose. Une infraction punissable sur déclaration sommaire de culpabilité donnera à l'individu un dossier criminel, que l'on procède par mise en accusation d'acte criminel ou non.

**M. Woolliams:** On ne prend pas les empreintes digitales. Ce n'est pas du tout la même chose. On peut passer la frontière si on a été condamné par voie de déclaration sommaire mais non pas par voie d'acte criminel.

**M. Leggatt:** C'est exact.

Enfin on a demandé pourquoi nous traitons cela en tant qu'exception. Ma réponse, c'est que le Parlement et la magistrature du Canada n'ont pas procédé de façon très louable pour ce qui est de l'abus des armes à feu. Je veux que cet article stipule que toute dérogation à une ordonnance d'interdiction soit une infraction si grave qu'on ne laisse pas au procureur le choix de procéder par voie de déclaration sommaire de culpabilité.

**Mr. Pinard:** On basis of that very principle, do you think that it would be necessary to eliminate the option of summary conviction when someone drives after having his licence suspended by court order? The entire Criminal Code would have to be amended. I do not see why firearms should take on such importance in the penal system as a whole. It is one part of a bill and I do not see why we should make it an exception.

**Le président:** Tout ceux qui sont en faveur de l'amendement de M. Leggatt? Ceux qui sont contre?

L'amendement est rejeté.

**M. Basford:** L'article devrait quand même être réservé, parce que je vais déposer un amendement aujourd'hui pour que le comité l'étudie; il a trait aux discussions de ce matin sur les ordonnances d'interdiction. Cela indique que nous vous écoutons.

**M. Woolliams:** Revenons maintenant à mon amendement.

[Texte]

**The Chairman:** This morning we finished all of the amendments to proposed Section 106.1. I wonder if I may now put that section.

**Mr. Woolliams:** Just a second. Which one is it that I have the amendment on?

**The Chairman:** There are no outstanding amendments. You have an amendment to the next one, Section 106.2.

**Mr. Woolliams:** Yes, that is right.

**The Chairman:** Shall proposed Section 106.1 as amended carry?

Proposed Section 106.1 of Clause 3 as amended, agreed to.

**The Chairman:** That was where we left off this morning. Now we come to proposed Section 106.2 and Mr. Woolliams has an amendment. This has to do with the fee.

**Mr. Woolliams:** I move that Clause 3 be amended by striking out line 17 at page 23 and substituting therefor:

paried by the prescribed fee which shall not exceed two dollars.

As I said, I hope that those who voted against the licence fee of \$5.00 will have relented and repented and now realize they made a mistake, and will support this amendment. I do not know what the permit is going to cost. I guess the licence might be anywhere up to \$50.00, but I do not know what a permit is going to cost.

• 1620

**The Chairman:** Mr. Woolliams presented this amendment this morning and it is to the effect of providing that the prescribed fee shall not exceed \$2.

**Mr. Woolliams:** I will tell you where it is. It is on page...

**An hon. Member:** I know where it is...

**Mr. Woolliams:** It is pretty good. You can follow theirs and mine, they are all numbered by the pages in the bill.

**The Chairman:** All those in favour?

Mr. Fairweather.

**Mr. Fairweather:** Is it the government's intention to do with this bill what it is doing with other user fees, making the administration of this act paid for by the fee? That is a great new theory; we pay 10 cents for a postcard, because we... I do not own a gun and never expect to, but do I pay for this, or just who pays the big...?

**Mr. Towers:** The government—they are bringing it in.

**Mr. Basford:** We started off by saying that the scheme would be self-financing out of all fees, but we have made, first, exemptions with regard to those who carry on hunting or trapping as a way of life. Secondly, I think we have been impressed with the argument that has been put very much to this Committee, that this was a measure of public protection and that, therefore, there was an element of the cost that should be borne by the public generally, as opposed to the licence holders only. This is why I am unable to be precise this morning about what the fees will exactly be, because what portion is borne by government or governments and what by licence holders is still a matter of negotiation between provinces.

[Interprétation]

**Le président:** Ce matin nous avons terminé tous les amendements à l'article 106.1. Je me demande si je peux mettre cet article aux voix.

**M. Woolliams:** Un instant. Quel est l'article visé par mon amendement?

**Le président:** Il ne reste plus d'amendement. Vous proposez un amendement au prochain article, 106.2.

**M. Woolliams:** C'est exact.

**Le président:** L'article 106.1 est-il adopté tel qu'amendé?

L'article 106.1 de l'article 3 est adopté tel qu'amendé.

**Le président:** C'est à ce point que nous avons terminé ce matin. Passons maintenant à l'article 106.2 auquel M. Woolliams veut proposer un amendement. Ceci a trait aux frais.

**M. Woolliams:** Je propose que l'article 3 soit amendé en supprimant la ligne 17 à la page 23 en le remplaçant par ce qui suit:

Accompagnée des frais prescrits qui ne doivent pas dépasser \$2.

Comme je l'ai dit, j'espère que ceux qui ont voté contre les frais de permis de \$5. se seront repentis, admettront leur erreur et appuieront cet amendement. Je ne sais pas combien le permis va coûter. J'imagine que la licence pourrait coûter jusqu'à \$50., mais je n'ai aucune idée du prix du permis.

**Le président:** M. Woolliams a présenté son amendement ce matin; il a pour but d'éviter que les frais dépassent \$2.

**M. Woolliams:** Je puis vous aider à vous situer. C'est à la page...

**Une voix:** Je sais...

**M. Woolliams:** Très bien. Vous pouvez donc suivre les amendements du gouvernement et les miens; les pages du bill sont indiquées.

**Le président:** Ceux qui sont en faveur?

Monsieur Fairweather.

**M. Fairweather:** Le gouvernement a-t-il l'intention de procéder, pour la loi actuelle, comme il le fait pour les autres lois où des frais sont exigés des usagers? C'est en vertu de cette nouvelle théorie que nous payons maintenant 10c. pour envoyer une carte postale... Je n'ai pas de fusil et je ne m'attends pas d'en avoir, mais je voudrais savoir si je paie pour l'administration de ce régime ou si quelqu'un doit payer...

**M. Towers:** C'est le gouvernement qui paie, c'est lui qui présente le bill.

**M. Basford:** Nous avons commencé par dire que l'application du bill doit se payer d'elle-même, mais nous avons tout de suite prévu des exemptions à l'égard de ceux qui chassent ou trappent pour gagner leur vie. Ensuite, nous avons entendu les arguments qui ont été présentés au Comité voulant que la présente mesure en soit une qui vise la protection du public et qu'une certaine part du coût doit être supportée par le public et non pas seulement les détenteurs d'autorisations. Je ne puis guère être plus précis, ce matin, concernant les frais puisque la part que doit assumer le gouvernement ou les gouvernements et celle que doivent assumer les détenteurs d'autorisations font toujours l'objet de négociations avec les provinces.



[Text]

**Mr. Fairweather:** Is the philosophy ... ?

**Mr. Basford:** Until now, which regard to restricted weapons, there has been no fee at all payable, and I must admit, I do not see the logic of that at all. It seems to me that people wanting handguns should be prepared to pay part of the costs. I see no reason why the public should bear the whole cost of that administration. Therefore, we are proposing that there be a fee payable for it—and this section is relating to handguns—which is to be specified by the regulations. But it will not be on a total user-pay basis.

**Mr. Fairweather:** So, it is a little inconsistent with airport protection, where, as users of airports, we have the fee added to our tickets to have the inspection carried out. It is the inconsistency that interests me; I rather like flexibility, but I like it admitted.

**Mr. Basford:** We started off by saying that it had to be totally self-financing. But the Committee has heard many representations that there is an element, not only of simply providing a licence to have a gun, but of public protection involved; that the general public should be prepared to pay some of the costs as a measure of public safety. So, it is a mixture of both. And the point I was making was that, until now, the public has borne the whole cost of the licensing system and education system for handling it.

**Mr. Fairweather:** Then, I can vote for my colleague, now that I know the philosophy behind it.

**Mr. Basford:** I would hope that the amendment not be carried, in order to provide the flexibility within the regulations to fix the fee, which regulations will be coming to this Committee after passage of the bill.

**Mr. Woolliams:** With the greatest respect, Mr. Minister. Are you not leaving it open—I would not suggest this motive to you, the Minister—but when you talk about flexibility—it is a beautiful expression and I understand it, when we are talking about politics—but is it not subject and could be subject to the fact that you are going to charge what the tariff will bear, without losing votes?

**Mr. Basford:** That had not entered my mind.

**The Chairman:** All those in favour of Mr. Woolliams' amendment? Those opposed?

Amendment negatived.

• 1625

**The Chairman:** Now we come to another amendment by Mr. Woolliams, to the same proposed section. That is on the next page, page 24.

**Mr. Woolliams:** Yes, that is at the end, "to be maintained."

**The Chairman:** Would you like to introduce this amendment, Mr. Woolliams.

**Mr. Woolliams:** Yes, by striking out line 21 and substituting:

In section 106.6 to be maintained; and where the restricted weapon is a firearm designed, altered and intended to fire bullets in rapid succession during one pressure of the trigger, the Commissioner may prescribe such conditions with respect to the storage of the restricted weapon as he deems reasonable and necessary for the safety of any person.

[Interpretation]

**M. Fairweather:** L'idée est-elle de faire en sorte ...

**M. Basford:** Jusqu'à présent, il n'y avait pas de frais versés concernant l'usage des armes à autorisation restreinte. Je n'en vois pas la logique. Il me semble que les gens qui veulent porter des revolvers devraient être prêts à en payer les coûts. Je ne vois pas pourquoi le public devrait faire les frais de l'administration du régime. Nous prévoyons donc des frais de vertu du présent article qui porte sur les revolvers. Le montant en sera fixé dans les règlements, mais il est certain que les usagers ne paieront pas tous les coûts.

**M. Fairweather:** Le principe ne serait donc pas le même que pour la protection accordée dans les aéroports où les usagers doivent payer un surplus au moment de l'achat de leur billet pour payer les frais des inspections. L'attitude du gouvernement n'est pas toujours la même. Je n'ai rien contre la souplesse dans les règlements, mais je tiens à ce qu'on le dise quand c'est le cas.

**M. Basford:** Nous avons commencé par dire que le régime devait s'autofinancer entièrement. Mais le Comité a entendu des instances voulant qu'il ne s'agisse pas seulement d'accorder des autorisations pour le port d'armes à feu, mais bien de protéger le public et qu'il convienne que le public assume une part des coûts. L'usager et le public contribueront donc tous les deux. Jusqu'à présent c'est le public qui a assumé tous les coûts du régime d'autorisation et du régime de formation concernant les armes à feu.

**M. Fairweather:** Je puis appuyer mon collègue maintenant que je sais les raisons qui motivent le gouvernement.

**M. Basford:** J'espère que l'amendement sera rejeté afin qu'il y ait suffisamment de souplesse dans les règlements concernant les frais; ces règlements seront présentés au Comité une fois que le bill sera adopté.

**M. Woolliams:** En toute déférence, monsieur le ministre, je ne veux pas vous prêter d'intentions, lorsque vous parlez de souplesse. Je connais la politique; vous voulez sans doute dire que vous allez exiger les frais les plus élevés possibles sans vous exposer à perdre des voix.

**M. Basford:** L'idée ne m'était même pas venue.

**Le président:** Ceux qui sont en faveur de l'amendement de M. Woolliams? Ceux qui sont contre?

L'amendement est rejeté.

**Le président:** Nous passons à un autre amendement de M. Woolliams au même article proposé. C'est à la page 24.

**M. Woolliams:** A la fin complètement, «soient constamment tenus à jour».

**Le président:** Vous voulez présenter votre amendement, s'il vous plaît, monsieur Woolliams?

**M. Woolliams:** Je propose la suppression de la ligne 23, «constamment tenus à jour», à l'article 106.6, et son remplacement par ce qui suit:

constamment tenus à jour; et lorsque l'arme à autorisation restreinte est une arme conçue ou modifiée pour tirer des balles en succession rapide sur une simple pression de la gachette, le commissaire peut prescrire les conditions qu'il juge raisonnables et nécessaires pour la sécurité des personnes concernant l'entreposage de cette arme à autorisation restreinte.



[Texte]

The last, of course, is to keep it in conformity with the bill.

**The Chairman:** Do you want to make any comments on this, Mr. Woolliams or Mr. Basford? Mr. Basford.

**Mr. Basford:** I think this amendment has, to some extent, been overtaken by the grandfather clause that we have provided for automatic collections, which allows those who are the owners of automatics to carry on as collectors and get a licence as collectors, subject to conditions as to storage relative to those automatic weapons.

**Mr. Woolliams:** What section was that? Could we just go back on this just briefly for a second?

**Mr. Sarchuk:** Those were the amendments to the definition of restricted weapon and prohibited weapon.

**Mr. Lachance:** Which ones?

**Mr. Sarchuk:** The ones that were tabled on June 1.

**Mr. Lachance:** But what page? We have 55 pages.

**Mr. Woolliams:** That would be going back to page 3, the definition of restricted weapon.

**Mr. Basford:** And then we will be moving an amendment to the regulation section to coincide with that change, I think.

**Mr. Gualtieri:** Perhaps we could draw Mr. Woolliams' attention to that amendment in the regulation section, because it does precisely what your proposed amendment would do, if you turn to the government amendments on page 31.

**Mr. Woolliams:** That is there again.

**Mr. Gualtieri:** This relates to "prescribing conditions relating to the storage, display, handling," et cetera, "of restricted weapons" which, as I understand your amendments, are precisely what you would purport to do.

**Mr. Woolliams:** Right. That is the one, Clause 3 on line 38 on page 36, is that the one?

**Mr. Gualtieri:** Correct, sir.

**Mr. Woolliams:** "Prescribing conditions relating to the storage, display, handling and transportation of restricted weapons"—that has not been moved yet, has it?

**Mr. Gualtieri:** No, it has not, sir.

**Mr. Woolliams:** No. That is going to be moved, is it? On the strength of the Minister's undertaking, I would be prepared to withdraw that because it does exactly what mine would do.

**Mr. Basford:** I think they are totally *ad idem*.

**Mr. Woolliams:** Right.

**The Chairman:** Thank you, Mr. Woolliams. Is that agreeable to the Committee?

**Some hon. Members:** Agreed.

**The Chairman:** There is a government amendment, as well, in the group introduced last night, to this proposed section. It amends only the first three lines of proposed Section 106.2(7). Mr. Fox.

[Interprétation]

La dernière partie est là pour qu'il y ait une certaine uniformité dans le bill.

**Le président:** Vous voulez parler de l'amendement, monsieur Woolliams, ou monsieur Basford? Monsieur Basford.

**M. Basford:** L'amendement est déjà prévu dans une certaine mesure à l'article d'exemption qui porte sur les collections d'armes automatiques et qui permet aux collectionneurs de ces armes d'obtenir une autorisation et de les garder sous certaines conditions visant l'entreposage.

**M. Woolliams:** A quel article? Pouvez-vous y revenir brièvement?

**M. Sarchuk:** Il s'agit des amendements à la définition d'arme à autorisation restreinte et d'arme prohibée.

**M. Lachance:** Lesquels?

**M. Sarchuk:** Ceux qui ont été déposés le 1<sup>er</sup> juin.

**M. Lachance:** A quelle page? Il y a 55 pages.

**M. Woolliams:** Ce serait la page 3, sous la définition d'arme à autorisation restreinte.

**M. Basford:** Il y aura un amendement à l'article sur les règlements afin de refléter ce changement.

**M. Gualtieri:** Nous pouvons attirer l'attention de M. Woolliams sur cet amendement, à l'article des règlements, puisqu'il vise le même but que le sien. C'est à la page 31 des amendements du gouvernement.

**M. Woolliams:** Là aussi.

**M. Gualtieri:** Il y est question «des conditions relatives à l'entreposage, à la mise en montre, à la manipulation et au transport des armes à autorisation restreinte». C'est exactement le sens de son amendement.

**M. Woolliams:** Très bien. C'est bien l'article 3, ligne 43, page 36.

**M. Gualtieri:** En effet.

**M. Woolliams:** «Prescrire les conditions relatives à l'entreposage, à la mise en montre, à la manipulation et au transport des armes à autorisation restreinte». Cet amendement n'a pas encore été proposé, n'est-ce pas?

**M. Gualtieri:** Pas encore.

**M. Woolliams:** Il le sera? Comme le ministre s'y engage, je suis prêt à retirer mon amendement puisqu'il vise le même but.

**M. Basford:** Les deux amendements coïncident parfaitement.

**M. Woolliams:** D'accord.

**Le président:** Je vous remercie, monsieur Woolliams. Le Comité est-il d'accord?

**Des voix:** D'accord?

**Le président:** Il y a également un amendement du gouvernement à cet article proposé, présenté hier soir. Il modifie les trois premières lignes de l'article proposé 106.2(7). Monsieur Fox.

[Text]

**Mr. Fox:** Did you call on me, Mr. Chairman?

**The Chairman:** Yes. I am calling on Mr. Fox to move the amendment.

**Mr. Fox:** Yes. I would like to move that Clause 3 of Bill C-83 be amended by striking out—and here there is a mistake in the copies that you have in front of you—lines 11 to 17 on page 25 and substituting the following...

**The Chairman:** No, that must be a subsequent one. We are dealing with page 24, I believe.

**Mr. Fox:** We are on page 24? Right. That Clause 3 of Bill C-83 be amended by striking out lines 36 to 39 on page 24 and substituting the following:

Limitation (7) A registration certificate may be issued only where a local registrar of firearms certifies in writing to the Crown.

And the French version accordingly.

• 1630

**The Chairman:** Mr. Minister.

**Mr. Basford:** This is a consequential amendment which Mr. Sarchuk will discuss very quickly.

**The Chairman:** Mr. Sarchuk.

**Mr. Sarchuk:** The only change is changing the word "the" to "a" local registrar and deleting the words "to whom the application for the certificate is made." The reason for that is that with the change to the definition, or the clause (3) that we added to section 82 this morning which now authorizes the Attorney General to delegate certain clerical responsibilities to certain designated people, it was necessary to change clause (7) of Section 106.2, because the way it reads at the present time this delegation could not take place. It is just consequential on the earlier amendment.

**The Chairman:** Shall Mr. Fox's amendment carry?

Amendment agreed to.

**The Chairman:** Now Mr. Woolliams has two more amendments, I believe, to this same section.

**Mr. Woolliams:** This is the one about "for use in hunting". It is on page 25.

I feel a little bit like Browning, the poet, when Elizabeth Barrett asked him what he meant by the poem. He said: "I will explain it," and he looked at it and said: "When I wrote that only God and I understood it. Now only God knows."

I think what really happened here is that somebody sent me this amendment, but there is just one question. Are there any circumstances in which restricted weapons could be used for hunting?

**Mr. Basford:** I think that, as far as I am concerned...

**Mr. Woolliams:** Can I withdraw that, then? I do not think we should have restricted weapons for hunting.

[Interpretation]

**M. Fox:** Vous m'avez donné la parole, monsieur le président?

**Le président:** Oui. Je vous demande de présenter l'amendement.

**M. Fox:** Je propose que l'article 3 du Bill C-83 soit modifié en remplaçant les lignes, il y a une erreur dans le texte qui est devant vous, les lignes 11 à 17, à la page 25, par ce qui suit...

**Le président:** C'est l'amendement suivant. Nous en sommes à la page 24.

**M. Fox:** Nous en sommes à la page 24? Très bien. Que l'article 3 du Bill C-83 soit modifié en remplaçant les lignes 36 à 39, page 24, par ce qui suit:

Limitation (7) Un certificat d'enregistrement ne peut être délivré que si un registraire local d'armes à feu certifie par écrit au commissaire qu'au...

Le texte anglais correspond.

**Le président:** Monsieur le ministre.

**M. Basford:** Il s'agit d'un amendement corrélatif que M. Sarchuk va expliquer rapidement.

**Le président:** Monsieur Sarchuk.

**M. Sarchuk:** Le seul changement est le remplacement de l'article «le» par celui de «un» et l'expression du membre de phrase «à qui la demande est présentée». La raison en est qu'avec le changement apporté au chapitre des définitions ou l'adjonction du paragraphe (3) à l'article 82, ce matin, qui permet au procureur général de déléguer certaines fonctions de secrétariat à des personnes désignées, il devenait nécessaire de modifier aussi le paragraphe (7) de l'article 106.2 qui interdit une telle délégation. Il s'agit d'un amendement qui fait suite au précédent.

**Le président:** L'amendement de M. Fox est-il adopté?

L'amendement est adopté.

**Le président:** M. Woolliams a deux autres amendements au même article.

**M. Woolliams:** Il s'agit d'ajouter les mots «pour s'en servir à la chasse». C'est à la page 25.

Je me sens un peu comme Browning, le poète, à qui Elisabeth Barret demandait d'expliquer un poème et qui répondait: «Je vais vous l'expliquer». Après l'avoir examiné, il lui avoua: «Lorsque je l'ai écrit, seuls Dieu et moi le comprenaient. Maintenant, seul Dieu le comprend».

C'est quelqu'un qui m'a envoyé cet amendement. Je me pose la question cependant: en quelle circonstance peut-on être appelé à utiliser une arme à feu à autorisation restreinte pour la chasse?

**M. Basford:** En ce qui me concerne...

**M. Woolliams:** Puis-je le retirer? Je ne crois pas qu'il faille permettre l'utilisation d'armes à feu à autorisation restreinte pour la chasse.



[Texte]

**The Chairman:** Right.

Mr. McCleave.

**Mr. McCleave:** I was just going to say, with all dues respect, maybe Elizabeth Barrett Browning knew the meaning of it and maybe our Chairman does.**The Chairman:** I think I will let Mr. Woolliams explain his own.**Mr. Woolliams:** I think that was sent to me by one of my colleagues or someone, and I do not buy it myself. I do not recommend the Committee accepting it.**The Chairman:** Does the Committee agree to the withdrawal of that amendment?**Some hon. Members:** Agreed.**The Chairman:** Mr. Woolliams also has another amendment, and so does the government, to that clause.

Perhaps we should go to the government amendment first because maybe it will affect Mr. Woolliams' views.

**Mr. Basford:** I think Mr. Woolliams and I are *ad idem* here. The bill allowed collections only of antique curios or relics for the purpose of this part and we are proposing, in an amendment which we discussed a moment ago, really, to allow a new subsection (b) to replace the subsection so that the amendment that we have proposed would permit gun collectors to have both modern restricted weapons as well as antiques in their collection, subject to very stringent regulations pertaining to secure storage. That is to say it would read that one of the purposes for which you could get a registration certificate would be where restricted weapons will form part of a gun collection of the applicant who is a bona fide gun collector and will be stored, displayed, handled and transported only in accordance with conditions described pursuant to paragraph 106.8(1)(h)(i) or is deemed, pursuant to the paragraph, to be an antique, curio or relic for the purpose of this part.So I think the two amendments are *ad idem*. We recognize the collector of antiques and curios, and the collector of modern weapons, subject to conditions for storage.**The Chairman:** Perhaps I should allow Mr. Fox to move this amendment. Mr. Fox.**Mr. Fox:** Thank you, Mr. Chairman. We are on page 19 of the government amendments and I would like to point out that some of the references to the lines are not correct in the text that the members have before them.

I move that Clause 3 of Bill C-83 be amended by striking out lines 11 to 17 on page 25 and substituting the following:

(b) will form part of a gun collection of the applicant who is a *bona fide* gun collector and will be stored, displayed, handled and transported only in accordance with conditions prescribed pursuant to paragraph 106.8(1)(h)(i) or

(c) is or is being pursuant to paragraph 106.8(1)(h) to be an antique, curio or relic for the purposes of this part and that a licence or a permit under subsection 106.3(7), (9) or (11) has been issued to the applicant.

[Interprétation]

**Le président:** Très bien.

Monsieur McCleave.

**M. McCleave:** J'allais dire que peut-être qu'Elisabeth Barrett Browning savait ce que le poème voulait dire et que le président sait ce que l'amendement veut dire.**Le président:** Je vais laisser M. Woolliams se démêler avec cette affaire.**M. Woolliams:** Cet amendement m'a été envoyé par un de mes collègues ou quelqu'un d'autre; je ne suis pas d'accord. Je ne recommande pas au Comité de l'accepter.**Le président:** Le Comité est-il d'accord pour que l'amendement soit retiré?**Des voix:** D'accord.**Le président:** M. Woolliams a un autre amendement à l'article, le gouvernement également.

Nous pouvons peut-être passer à celui du gouvernement d'abord; il peut influencer l'attitude de M. Woolliams.

**M. Basford:** Je pense qu'une fois de plus M. Woolliams et moi-même avons des amendements identiques. Le bill permet la collection de curiosités ou de souvenirs seulement aux fins de la présente partie. Nous proposons un amendement, dont il a déjà été question tout à l'heure, afin de permettre un nouvel alinéa b), de façon à ce que les collectionneurs puissent avoir des armes à feu à autorisation restreinte modernes, au même titre que des antiquités, sous réserve de certaines conditions très strictes concernant l'entreposage. Un collectionneur de bonne foi pourrait demander un certificat d'enregistrement en alléguant que les armes à autorisation restreinte forment une partie de sa collection et seront enmagasinées, mises en montre, manipulées et transportées sous réserve de certaines conditions prescrites à l'alinéa 106.8(1)(h)(i), ou sont considérées, aux fins de cet alinéa, comme des antiquités, des curiosités ou des souvenirs.

Les deux amendements sont semblables. Nous reconnaissons les collectionneurs d'antiquités et de curiosités et les collectionneurs d'armes modernes, sous réserve de certaines conditions visant l'entreposage.

**Le président:** Je devrais peut-être permettre à M. Fox de présenter cet amendement. Monsieur Fox.**M. Fox:** Je vous remercie, monsieur le président. C'est à la page 19 des amendements du gouvernement. Je signale que certaines des lignes indiquées ne sont pas exactes dans le texte qui a été distribué.

Je propose que l'article 3 du Bill C-83 soit modifié en remplaçant les lignes 11 à 17, page 25, par ce qui suit:

(b) et destinée à la collection d'armes à feu du requérant qui est un collectionneur d'armes à feu de bonne foi et ne sera entreposée, montrée, manipulée et transportée qu'en conformité avec les conditions prescrites en vertu de l'alinéa 106.8(1)(h)(i), ou

(c) est ou est réputée être en vertu de l'alinéa 106.8(1)(h) une antiquité, une curiosité ou un souvenir aux fins de la présente partie, et qu'une autorisation ou un permis en vertu des paragraphes 106.3(7), (9) ou (11) a été délivré au requérant.



[Text]

And the French version accordingly.

• 1635

**The Chairman:** Thank you, Mr. Fox.

**Mr. Woolliams:** Mr. Chairman, both amendments do the same thing except the Minister's amendment really covers the whole picture a little more fully. I agree with that. I would recommend that you accept the government's amendment because it is clear on all details and I will let mine be withdrawn.

**Mr. Fox:** I would just like to point out to the Clerk that in the original of the amendments that we tabled, the figure "9" does not appear after proposed section 106.3(7). I would like to ensure that it actually appears in the official text.

**The Chairman:** Where does that go, Mr. Fox?

**Mr. Fox:** After:

and that a licence or a permit under subsection 106.3(7), (9)

**The Chairman:** Right.

**Mr. Fox:** Right.

**The Chairman:** Thank you. Shall Mr. Fox's amendment carry?

**Mr. McCleave.**

**Mr. McCleave:** Can I just ask this question? Is Mr. Fox satisfied that his reference to a bona fide gun collector would, in fact, cover somebody who had been in the process of collecting a large number of guns or perhaps a small number of guns up to now? Is he satisfied with what is in the proposed bill with regard to bona fide gun collectors?

**Mr. Fox:** I am completely satisfied, but I do not know if you are.

Amendment agreed to.

**The Chairman:** Mr. Woolliams has withdrawn his amendment, unmodified, and that is the end of that proposed section then.

Proposed Section 106.2 as amended agreed to.

**The Chairman:** We come to proposed Section 106.3 and here we have an amendment by Mr. Woolliams on page 22 of his amendments.

This is one where you are substituting the word "shall" for the word "may", I think.

**Mr. Woolliams:** Yes, just the difference between whether "may" really means "shall". There are a lot of cases on that. I think it should be "shall". I would like to hear what the Minister has to say.

**The Chairman:** Mr. Basford.

**Mr. Basford:** This eliminates any discretion on the part of the licensing authority, it would seem to me, which is undesirable. Mr. Sarchuk can give examples of that.

[Interpretation]

Et la version anglaise équivalente.

**Le président:** Merci, monsieur Fox.

**M. Woolliams:** Monsieur le président, les deux amendements ont la même portée, sauf que celui du ministre traite de la question de manière un peu plus complète. J'en conviens. Je recommande d'accepter l'amendement du gouvernement parce qu'il est clair quant aux détails, et je retire le mien.

**M. Fox:** J'aimerais simplement signaler au greffier que, dans les amendements originaux que nous avons déposés, le chiffre «9» ne figure pas après le paragraphe 106.3(7) du projet de loi. J'aimerais m'assurer qu'il figure réellement dans le texte officiel.

**Le président:** Où ce chiffre doit-il figurer, monsieur Fox?

**M. Fox:** Après:

et qu'une autorisation ou un permis en vertu des paragraphes 106.3(7), (9)

**Le président:** Bon.

**M. Fox:** Bon.

**Le président:** Merci. L'amendement de M. Fox est-il adopté?

Monsieur McCleave.

**M. McCleave:** J'aimerais simplement poser une question. Je me demande si M. Fox trouve que la mention d'un collectionneur de bonne foi porterait en fait sur une personne qui, jusqu'à présent, a collectionné un grand ou un petit nombre d'armes à feu? Est-il satisfait de la manière dont le bill traite les collectionneurs d'armes à feu de bonne foi?

**M. Fox:** Je suis entièrement satisfait, mais j'ignore si vous l'êtes.

L'amendement est adopté.

**Le président:** M. Woolliams a retiré son amendement sans l'avoir proposé, et cela nous amène à la fin de l'article proposé.

L'article 106.2 du projet de loi, modifié, est adopté.

**Le président:** Nous en arrivons au paragraphe 106.3 du projet de loi, et nous avons un amendement que présente M. Woolliams, à la page 22 de ses amendements.

C'est dans cet amendement que vous remplacez le mot «peuvent» par le mot «doivent», si je ne m'abuse.

**M. Woolliams:** En effet, il s'agit de savoir si «peuvent» signifie vraiment «doivent». Il y a beaucoup de cas de cette sorte. Je pense qu'il faudrait écrire «doivent». J'aimerais savoir ce que le ministre a à dire à ce sujet.

**Le président:** Monsieur Basford.

**M. Basford:** Cela élimine toute discrétion de la part de l'autorité chargée de l'octroi du permis, à mon sens, chose qui est indésirable. M. Sarchuk pourrait nous fournir des exemples de cela.

## [Texte]

**The Chairman:** Mr. Sarchuk.

**Mr. Sarchuk:** I think I can. One example, in particular, in relation to carrying permits where the wording in the old Code was:

shall issue a permit for the purposes of transporting the weapon to the local registrar for examination

in the case of an initial application for registration. There was an anomaly in the Code because this was covered by two sections one section said "shall", the other one said "may", and the registrar in Ottawa took the section that said "may", exercised his discretion and refused to issue this kind of a carrying permit to a man who came in and said he needed to protect himself from attacks by the Russian secret service because he was working on some project for United Nations. He gave a real fanciful story and the local registrar very properly exercised his discretion and said, "No, you cannot have this carrying permit".

He then went to another local registrar outside of the City of Ottawa and that registrar interpreted the other section which said "shall" and issued him this carrying permit. The guy never came back for the purpose of filing his application, and the first time it came to the attention of anybody was when he shot up his apartment.

There were a number of incidents like this where, if you have the word "shall" the local registrars will interpret that as making it mandatory that they must issue these permits even in cases where the man clearly should not even be given the right to have a permit to bring it from the store to the local registrars for the initial application. That is the basic reasoning behind leaving the discretion with the Registrar.

• 1640

**Mr. Woolliams:** The only problem is that "shall" can mean "may", but "may" never can mean "shall", as I understand it. However, I may be wrong on that, but the fact is that you might get the opposite case. He says "may" issue it and he will not do it. Of course, I suppose if he is not exercising a proper discretion then you get mandamus, or something. In your opinion as one of the officials of the department you think that "shall" would make it too obligatory.

**Mr. Sarchuk:** Not only would but has in fact, and that is basically why in one section we have changed the word from "shall" to "may".

**Mr. McCleave:** May I ask a question about this. I think the interpretation is quite sound, but it also means that there has to be an element of decision. On what grounds would the decision be made to refuse the person his or her application? That is the thing that bothers me, and the right to proceed from there.

**Mr. Sarchuk:** The courts have held on a number of occasions that the basis on which you can refuse to exercise your discretion or where, in the case of a permit that is revoked, it ties into the same concept and you can only do so where you have notice of a matter that renders it

## [Interprétation]

**Le président:** Monsieur Sarchuk.

**M. Sarchuk:** En effet. Dans l'ancien code, par exemple, au sujet des permis de port d'arme, la formulation était la suivante:

délivrera un permis afin de transporter l'arme au registraire local pour qu'il l'examine.

Et ce, pour une première demande d'enregistrement. Il y avait anomalie dans le Code, parce que deux articles traitaient de cette question, dont un précisait «devra», alors que l'autre précisait «pourra»; le registraire d'Ottawa se servant de l'article qui disait «pourra», a utilisé son pouvoir discrétionnaire et a refusé de délivrer un permis de port d'arme à un homme qui avait dit avoir besoin de se protéger des attaques éventuelles du service secret russe parce qu'il travaillait à un projet des Nations Unies. Il avait raconté une histoire vraiment alambiquée et, à bon droit, le registraire local s'est servi de son pouvoir discrétionnaire pour lui refuser le permis de port d'arme.

Cet homme s'était alors adressé à un autre registraire local, à l'extérieur d'Ottawa, registraire qui, à l'appui de l'autre article, où l'on précisait «devra», lui avait délivré un permis de port d'arme. Cet homme n'était jamais revenu remplir sa demande, et la première fois que cela a été porté à l'attention de qui que ce soit, a été la fois où il s'est servi de son arme dans son appartement.

Il y a beaucoup de situations comme celle-ci où le mot «devra» figure dans le texte, ce qui amène les registraires locaux à penser qu'ils sont obligés de délivrer ces permis, même s'il est clair que la personne ne devrait pas même être détentricer d'un permis qui lui permette de transporter une arme entre le magasin et le registraire local pour présenter sa demande initiale. C'est la raison fondamentale pour laquelle nous accordons ce pouvoir discrétionnaire au registraire.

**M. Woolliams:** Le seul problème, c'est qu'en anglais, «shall» (devra) peut signifier «may» (pourra), alors que «may» ne peut jamais signifier «shall», si je comprends bien. Toutefois, je peux avoir tort, mais il n'en demeure pas moins que l'on peut obtenir le résultat opposé. On dit ici «peuvent» délivrer le permis, ce qui permet au registraire de s'en abstenir. Bien sûr, je suppose que si cette personne n'exerce pas son pouvoir discrétionnaire à bon escient, vous pourrez obtenir une ordonnance, ou quelque chose de ce genre. En votre qualité de haut fonctionnaire du Ministère, vous pensez que le terme «shall» rendrait l'octroi d'un permis par trop obligatoire.

**M. Sarchuk:** Non seulement cela se produirait-il, mais cela s'est, en fait, produit, et c'est essentiellement pourquoi, dans un paragraphe, nous avons modifié le mot «shall» par le mot «may».

**M. McCleave:** J'aimerais vous poser une question à ce sujet. Je pense que votre interprétation est assez pertinente, mais cela signifie également qu'il y a un élément de décision qui entre en ligne de compte. Sur quoi se fonderait-on pour décider de refuser la demande d'une personne? Voilà ce qui me gêne; quelles seraient les mesures à prendre?

**M. Sarchuk:** Les tribunaux ont statué bien des fois que l'on peut refuser d'exercer un pouvoir discrétionnaire, ce qui s'applique également à un permis que l'on révoque, uniquement si l'on apprend qu'il est souhaitable, afin de garantir la sécurité publique, de ne pas accorder cette



[Text]

desirable in the interests of safety to do so, and that has been the basic standard which has been applied by the courts.

**Mr. McCleave:** All right. May I follow this, then, a bit further because I think, Mr. Chairman, that this may be a point that bothers these people who are wondering what is going to come out of our proposed assays and forays into gun laws. Any such decision as that, is it based on something that can be set forth in any way, shape or form? I talk to the witness in an impersonal way. I do not know whether he is any more capable of handling a slingshot than I am, but let us put it this way; that we are turned down and then we want to—I will include the Minister of Justice, if I may, in this sort of thing—as a very impersonal example, we are turned down and then, because the person has the right, may or may not. Should there not be some kind of provision and what kind of provisions do we have in this to make an appeal somewhere if we felt ourselves offended in any way, shape or form. Is that not always the problem when you are dealing with regulations and when you are trying to find out why somebody decided against you, and whether you should not have the right to go further?

**Mr. Sarchuk:** It will not be in the regulations, sir. Proposed Section 106.4(4), for example, provides:

(4) A local registrar of firearms may refuse to issue a license... where he has notice of any matter that may render it desirable in the interests of the safety of any person that the applicant should not possess any firearm or ammunition.

That section is then followed by proposed Section 106.4(7), which reads that where a license... is revoked, or the issue of a... license... is refused, the person who has been refused must be given notice, in writing, of such revocation or refusal and the reasons why he has been refused.

**Mr. McCleave:** That is very important. Okay. Thank you.

**Mr. Sarchuk:** That is right. The reasons will be given. Then under proposed Section 106.4(15) and proposed Section 106.4(16) he has an appeal through the courts which could in effect take him all the way to the Court of Appeal of any province in relation to this revocation or refusal.

**Mr. McCleave:** Yes. That was, I think, probably important to have on record so that there is a right under the original process to go all the way through three court procedures, or perhaps two. In any event, to be able to find one's remedy.

**Mr. Sarchuk:** Two in this case, I believe.

**Mr. McCleave:** Yes. Thank you.

**The Chairman:** Mr. Woolliams.

**Mr. Woolliams:** I think in the light of that procedure, that is what I was trying to remedy. With that procedure, then, if we have the right of appeal. What worried me, you see, is that they "may" issue it, and if they do not do it, what is your remedy? You might be right on to have it issued. You are going to have different commissioners and different registrars looking at things differently. That is why I wanted the word "shall". However, it is not that important an amendment at this stage with that procedure you have outlined and what Mr. McCleave has brought out,

[Interpretation]

permission ou ce permis; c'est là la norme fondamentale dont se servent les tribunaux.

**M. McCleave:** Très bien. J'aimerais, dans ce cas, poursuivre cette question un peu plus loin parce qu'à mon sens, monsieur le président, il s'agit là d'un aspect qui inquiète les personnes qui se demandent ce que nos discussions sur les armes à feu produiront. Cette décision se fonde-t-elle sur quelque chose qui peut être établi d'une manière quelconque? Je parle au témoin de manière impersonnelle. J'ignore s'il est mieux capable que moi de se servir d'une fronde, mais mettons les choses de cette manière. Supposons, à titre tout à fait impersonnel, que le ministre de la Justice et moi-même, si vous le permettez, nous nous voyions refuser un permis parce que le registraire a le droit de nous le refuser ou de nous l'accorder, selon son bon vouloir. Ne devrions-nous pas avoir une certaine disposition nous permettant d'interjeter appel? En avons-nous une? Je demande cela au cas où, par exemple, nous trouverions injuste la décision prise à notre égard. N'est-ce pas là toujours le problème qu'ont les particuliers qui font face à des règlements et qui essayent de savoir pourquoi une décision qui ne leur est pas favorable a été prise? N'ont-ils pas le droit de s'adresser à de plus hautes instances?

**M. Sarchuk:** Ce ne sera pas dans les règlements, monsieur. Dans l'article 106.4(4) du bill proposé, par exemple, il est écrit:

(4) le registraire local d'armes à feu qui a connaissance de quelque cause susceptible de rendre souhaitable pour la sécurité de qui que ce soit qu'un requérant ne soit pas autorisé à posséder des armes à feu ou des munitions, peut refuser de délivrer... une autorisation

Il y a ensuite le paragraphe 106.4(7) du bill proposé, qui se lit comme suit: la personne qui révoque ou refuse de délivrer... un permis... doit donner à son détenteur ou au requérant qui les sollicite... un avis écrit de cette révocation ou refus en y indiquant les motifs.

**M. McCleave:** Cela est très important. Très bien. Merci.

**M. Sarchuk:** Parfaitement. Les raisons seront fournies. Ensuite, en vertu des paragraphes 106.4(15) et 106.4(16), le détenteur ou le requérant peut interjeter un appel auprès des tribunaux ce qui, en fait, lui permet de porter la cause devant le tribunal d'appel de n'importe quelle province en ce qui a trait à cette révocation ou à ce refus.

**M. McCleave:** Oui. Je pense qu'il était important que cela soit versé au compte rendu afin de signaler qu'il y a possibilité de passer par trois procédures juridiques, ou du moins deux procédures. De toute façon, il s'agit d'être capable de trouver un remède.

**M. Sarchuk:** Dans ce cas, si je ne m'abuse, il s'agit de deux tribunaux.

**M. McCleave:** Oui. Merci.

**Le président:** Monsieur Woolliams.

**M. Woolliams:** Je pense que j'essayais justement de trouver un remède à cette question. Compte tenu de la procédure énoncée, on a le droit d'interjeter appel. Ce qui m'inquiétait, voyez-vous, c'est que l'on «pouvait» délivrer ce permis, mais que si on ne le faisait pas, il n'y aurait pas de recours. Il se peut qu'un particulier ait parfaitement le droit d'obtenir ce permis. Il va y avoir des commissaires et des registraires différents qui interpréteront le texte de manières différentes. C'est pourquoi je voulais utiliser le mot «shall». Toutefois, étant donné la procédure que vous



[Texte]

which I think is necessary. So I would say, put the section in as it is read.

• 1645

**The Chairman:** Thank you, Mr. Woolliams. We then come to another of your amendments—page 23 of your amendments and page 26 of the bill at the top of the page, which is to add a new paragraph (e) to proposed section 106.3(2).

**Mr. Woolliams:** Is that not the same thing as that hunting?

**The Chairman:** Yes.

**Mr. Woolliams:** We will not put that.

**The Chairman:** All right. Thank you.

The government amendment is next.

**Mr. Woolliams:** What page is that in your amendments?

**Mr. Fox:** Page 20.

**Mr. Woolliams:** Page 20; and it is page 26 of the bill.

**Mr. Fox:** Right on.

I move that Clause 3 of Bill C-83 be amended by striking out lines 38 and 39 on page 26 thereof and substituting therefor the following:

may be issued by the Commissioner, the Attorney General of the province where the business is or is to be carried on or any person whom the Attorney General or the Commissioner designates in writing for that purpose and shall remain in force until

And the French version accordingly.

**Mr. Basford:** The amendment varies the class of persons who could issue permits to carry on a wholesale business. The amendment now limits the persons entitled to issue such a business permit to those who are specifically designated in writing to do so.

Amendment agreed to.

**Mr. Fox:** We have one more amendment, Mr. Chairman. And it is on page 21 of our amendments.

I move that Clause 3 of Bill C-83 be amended by striking out line 48 on page 26 thereof and substituting therefor the following:

Canada who is twelve or more years of age and who, for any *bona fide* reason, is

And the French version accordingly.

**Mr. McCleave:** This is a barefoot boy, is it not? Where does it come from and where does it go?

**Mr. Fox:** It is for a restricted weapon.

**Mr. Basford:** This lowers the age limit from 14 to 12 for special temporary permits under this section.

[Interprétation]

avez énoncée et les observations de M. McCleave, cet amendement n'est plus tellement important, et le nécessaire est accompli. Laissons donc le paragraphe tel qu'il est rédigé.

**Le président:** Merci, monsieur Woolliams. Nous en venons donc à un autre de vos amendements, à la page 23 du document qui contient vos amendements, et à la page 26 du bill, en haut de la page; vous voulez ajouter un nouveau sous-alinéa, le sous-alinéa (e), au paragraphe 106.3(2) proposé.

**M. Woolliams:** Cela n'est-il pas la même chose que cette question de la chasse?

**Le président:** Oui.

**M. Woolliams:** Nous ne voulons pas proposer cela.

**Le président:** Très bien. Merci.

Nous passons donc à l'amendement du gouvernement.

**M. Woolliams:** A quelle page de votre document?

**M. Fox:** A la page 20.

**M. Woolliams:** La page 20; et il s'agit de la page 26 du projet de loi.

**M. Fox:** Parfaitement.

Je propose que l'article 3 du Bill C-83 soit modifié en remplaçant les lignes 31 et 32, page 26, par ce qui suit:

«(6) Le commissaire ou le procureur général de la province où est située ou prévue l'entreprise ou toute personne que le commissaire ou le procureur général nomme à cette fin, par écrit, peuvent délivrer des permis pour»

La version anglaise subit un changement semblable.

**M. Basford:** L'amendement modifie la catégorie de personnes qui pourraient délivrer des permis en vue d'exploiter une entreprise de gros. Aux termes de cet amendement, seules sont autorisées à délivrer un permis d'affaires de ce genre les personnes désignées particulièrement par écrit à cette fin.

L'amendement est adopté.

**M. Fox:** Nous avons encore un amendement, monsieur le président. Il se trouve à la page 21 de nos amendements.

Je propose que l'article 3 du Bill C-83 soit modifié en remplaçant la ligne 47, page 26, par ce qui suit:

«sonne âgée d'au moins douze ans résidant habituellement au Canada.»

Il y a une version anglaise au même effet.

**M. McCleave:** C'est un peu obscur, ne trouvez-vous pas? De quoi s'agit-il au juste?

**M. Fox:** Il s'agit des armes à autorisation restreinte.

**M. Basford:** Cela fait passer le seuil d'âge de 14 à 12 ans pour les permis temporaires spéciaux accordés en vertu de ce paragraphe.

[Text]

**Mr. Leggatt:** We are talking about handguns here, are we not?

**Mr. Basford:** No, we are talking about special temporary permits.

**Mr. Leggatt:** But it says "restricted weapon". This would include the handgun.

**Mr. Sarchuk:** This is the special temporary permit which is designed to accommodate that person who has not lived in an area long enough to obtain guarantors.

**Mr. Leggatt:** Right. Okay.

**Mr. Sarchuk:** It was felt at the same time that if he had children who were to go hunting with him and so on they should be given the privilege of obtaining the same kind of special temporary permit. It was tied in in this way by bringing in the age factor there. Now, in terms of a restricted weapon...

**Mr. Leggatt:** The restricted weapon is the thing that bothers me.

**Mr. Sarchuk:** The permit, of course, is a conditional permit with any conditions that are reasonable attached to it, bearing in mind that any youngster between the ages of 12 and 18 who wants a permit of other type, which we will come to, will have the same types of conditions attached to his permit as well. There is nothing different about the youngster here and the youngster we will reach in subsection 11 of this same proposed section.

**Mr. Leggatt:** It is just that I was surprised that it includes restricted weapons. I was not aware that the provision with regard to restricted weapons and firearms is exactly the same throughout. I should put it this way: the old code provided that a youngster could obtain a learner's permit for a restricted weapon, and I was not aware of that.

**Mr. Sarchuk:** Yes; between the ages of 14 and 16.

**Mr. Leggatt:** Oh, that is it. Okay.

**Mr. Woolliams:** You have lowered it to 12.

**Mr. Leggatt:** Lowered it to 12. That is all you have done—right?

Amendment agreed to.

**The Chairman:** On the next page I believe we have more government amendments. Mr. Fox, first to proposed section 106.3(8).

• 1650

**Mr. Fox:** Yes, Mr. Chairman, I would move that Clause 3 of Bill C-83 be amended by striking out line 11 on page 27 and substituting the following:

"tion may be issued to a person who is twelve or more years of age and who is not

and the French version accordingly.

**Mr. Sarchuk:** This is the special temporary permit for nonresidents, parallel to the previous section that relates to foreigners coming here. Again it provides for a son coming and hunting with his father; the son will also be able to get a permit.

[Interpretation]

**M. Leggatt:** Nous parlons de pistolets dans ce cas-ci, n'est-ce pas?

**M. Basford:** Non, nous parlons de permis temporaires spéciaux.

**M. Leggatt:** Mais l'on parle d'«armes à autorisation restreinte». Cela inclut les pistolets.

**M. Sarchuk:** Il s'agit du permis temporaire spécial conçu en vue de satisfaire aux nécessités d'une personne qui n'a pas vécu dans une région assez longtemps pour y connaître des répondants.

**M. Leggatt:** Bon. Très bien.

**M. Sarchuk:** On a pensé, en même temps, que si cette personne avait des enfants qui allaient l'accompagner à la chasse, ces enfants devraient jouir du privilège d'obtenir le même genre de permis temporaire spécial. C'est pourquoi il est fait mention d'une question d'âge. Maintenant, pour ce qui est de l'arme à autorisation restreinte...

**M. Leggatt:** C'est justement la question de l'arme à autorisation restreinte qui me gêne.

**M. Sarchuk:** Bien sûr, le permis est conditionnel, c'est-à-dire qu'il est délivré sous réserve de conditions raisonnables, compte tenu du fait que toute jeune personne âgée de 12 à 18 ans qui veut obtenir un permis de l'autre genre, chose à laquelle nous arriverons tantôt, recevra également un permis conditionnel. Il n'y a aucune différence entre cette jeune personne ici et la jeune personne dont nous traiterons au paragraphe 11 de ce même article proposé.

**M. Leggatt:** J'ai simplement été surpris de voir que cela incluait les armes à autorisation restreinte. Je ne me rendais pas compte que les dispositions ayant trait aux armes à autorisation restreinte et aux armes à feu sont exactement les mêmes dans tout le projet de loi. Mettons les choses ainsi: l'ancien code prévoyait qu'une jeune personne pouvait obtenir un permis d'apprentissage pour une arme à autorisation restreinte, chose que j'ignorais.

**M. Sarchuk:** Oui; il s'agissait d'une personne âgée de 14 à 16 ans.

**M. Leggatt:** Ah, c'est de ça qu'il s'agit. Bon.

**M. Woolliams:** Vous avez diminué ce seuil, et l'avez fait passer à l'âge de 12 ans.

**M. Leggatt:** On l'a fait passer à l'âge de 12 ans. C'est tout ce que vous avez fait, n'est-ce pas?

L'amendement est adopté.

**Le président:** A la page suivante, je pense que nous avons d'autres amendements du gouvernement. Monsieur Fox, passons d'abord à l'article 106.3(8) proposé.

**M. Fox:** Oui, monsieur le président, je propose que l'article 3 du Bill C-83 soit modifié en remplaçant la ligne 12, page 27 par ce qui suit:

«délivré à une personne âgée d'au moins 12 ans qui ne réside pas»

et la traduction en conséquence

**M. Sarchuk:** Il s'agit de permis temporaires spéciaux accordés aux personnes ne résidant pas au Canada. C'est le parallèle de l'article précédente ayant trait aux étrangers qui ne résident pas habituellement pas au Canada. Cette disposition permet donc au fils de venir chasser avec son père; de cette façon, le fils pourra obtenir un permis.



## [Texte]

Amendment agreed to.

**The Chairman:** Mr. Fox.

**M. Fox:** Je propose qu'un amendement à l'article 3 du Bill C-83 soit modifié en remplaçant les lignes 17 à 19, à la page 27, par ce qui suit:

«(b) dans les autres cas, par un registraire local d'armes à feu, un préposé aux autorisations ou un agent de la paix, ou un agent de la paix de la catégorie désignée par écrit par le commissaire ou le procureur général aux fins du présent paragraphe.»

Et la version anglaise en conséquence.

**The Chairman:** Mr. Minister, or Mr. Sarchuk.

**Mr. Sarchuk:** This amendment simply changes "licensing officer or peace officer" by adding the words "member of a class of peace officers designated in writing", again to enable the Commissioner or Attorney General to designate by group rather than individually designate each officer. This is a change which was made earlier in the bill as well.

Amendment agreed to.

**The Chairman:** Mr. Fox.

**Mr. Fox:** On page 24 of the government's amendments, I move that Clause 3 of Bill C-83 be amended by striking out lines 31 to 41 on page 27 and substituting the following:

"(9) A permit to possess any firearm or ammunition may be issued by a local registrar of firearms or a licensing officer in any province to a person who hunts and traps as a way of life and who resides within an area in that province designated by order of the Governor in Council, if

(a) the local registrar of firearms or the licensing officer is satisfied that the person needs to hunt or trap in order to sustain himself or his family; and

(b) the application for such permit includes

(i) in the case of an applicant who is under the age of eighteen years, a declaration by the persons described in subsection (13) indicating and certifying with regard to the matters referred to in that subsection, or

(ii) in the case of an applicant who is eighteen or more years of age, a declaration by two guarantors who are ordinarily resident in Canada and who are members of a class or classes of persons from time to time prescribed by the regulations indicating and certifying with regard to the matters referred to in paragraph 106.1(3)(c)."

**The Chairman:** Mr. Minister.

**Mr. Basford:** Well this is a redraft of the section relating to hunting for family support which in the initial bill applied only to those under 18. As a result of representations made to the Committee and to the government, it was indicated that that provision would create hardship in that one family might have a number of people over 18, all of whom would have to pay licence fees and at considerable hardship as a result. Therefore the bill as amended would allow those hunting for family support to have a permit without fee. It would allow those who need to hunt to sustain themselves or their family and who hunt or trap as a way of life and live in a designated area to obtain a permit which would be issued locally. In the case of minors

## [Interprétation]

L'amendement est adopté.

**Le président:** Monsieur Fox.

**Mr. Fox:** I move that Clause 3 of Bill C-83 be amended by striking out line 17 on page 27 thereof and substituting therefor the following:

"firearms, a licensing officer or a peace officer of member of a class of peace officers designated in writing by the Commissioner or the Attorney General for the purposes of this subsection"

And the other version accordingly.

**Le président:** Monsieur le ministre ou monsieur Sarchuk.

**M. Sarchuk:** Cet amendement ajoute tout simplement à l'expression «un préposé aux autorisations ou un agent de la paix» l'expression «un agent de la paix de la catégorie désignée par écrit». Encore une fois, cela permet au commissaire ou au procureur général de désigner les agents par catégorie plutôt qu'individuellement. Cette modification a aussi été apportée précédemment au projet de loi.

L'amendement est adopté.

**Le président:** Monsieur Fox.

**M. Fox:** A la page 24 des amendements présentés par le Gouvernement, je propose que l'article 3 du bill C-83 soit modifié en remplaçant les lignes 33 à 44, page 27, par ce qui suit:

(9) Le registraire local d'armes à feu ou le préposé aux autorisations dans une province peut délivrer un permis de possession d'armes à feu ou de munitions aux personnes pour qui la chasse et le piégeage constitue un mode de vie et qui résident dans les régions de cette province que, par décret, le gouverneur en conseil désigne en tant que telles, à la condition

a) qu'il soit convaincu qu'elles ont besoin de chasser ou de piéger pour subvenir à leurs besoins ou à ceux de leur famille et

b) que la demande soit assortie

(i) dans le cas d'un requérant âgé de moins de 18 ans, d'une déclaration des personnes mentionnées au paragraphe 13 établissant et affirmant ce qui est mentionné dans ce dernier paragraphe, ou

(ii) dans le cas d'un requérant âgé de 18 ans ou plus, de la déclaration de deux répondants, résidant habituellement au Canada et membres de l'une des catégories de personnes spécifiées par les règlements, établissant et affirmant ce qui est mentionné à l'alinéa 106.1(3) (c).»

**Le président:** Monsieur le ministre.

**M. Basford:** Il s'agit d'une nouvelle rédaction de l'article ayant trait à la chasse pour subvenir aux besoins de la famille. Originellement, cette disposition ne s'appliquait qu'aux personnes âgées de moins de 18 ans. À la suite des représentations qui ont été faites au comité et au gouvernement, il a été démontré que cette disposition constituerait une privation pour la famille dont plusieurs des membres sont âgés de plus de 18 ans. En effet, ces derniers se verraient dans l'obligation de payer les frais de permis. Par conséquent, le projet de loi a été amendé afin de permettre aux personnes chassant pour subvenir aux besoins de leur famille d'obtenir un permis sans frais. Cette disposition permet aux personnes vivant dans une région désignée qui



[Text]

it would provide for parental consent and adults for guarantors.

**The Chairman:** Shall the amendment carry?

**Mr. Leggatt:** Just one question.

**The Chairman:** Mr. Leggatt.

**Mr. Leggatt:** If this carries it will be easier for minors therefore to obtain weapons than others, will it not? The minors will not require guarantors but an adult over the age of 18 will. It is a strange anomaly.

**Mr. Sarchuk:** No, that is not quite correct, sir.

**Mr. Leggatt:** Am I not correct?

• 1655

**Mr. Sarchuk:** The minor will, as in the case of the permits which we will reach in proposed subsection (13)(a) and (b), it requires the consent of one parent plus a guarantor, parental consent and one guarantor instead of two guarantors.

**Mr. Leggatt:** It is still relatively easier for you to get your parent's consent probably than a stranger's.

**The Chairman:** Shall the amendment carry?

Amendment agreed to.

**The Chairman:** There are two in the same area from the government amendments submitted last night. Mr. Fox.

**Mr. Fox:** On page 6 of the new amendments...

**Mr. Woolliams:** This is the second edition.

**Mr. Fox:** Second edition. Right.

Monsieur le président, je proposerais que l'article 3 du Bill C-83 soit modifié par l'insertion, immédiatement après la ligne 44, page 27, du paragraphe suivant:

Procédure «(9.1) Les paragraphes 106.1, (5) à (7) s'appliquent *mutatis mutandis*, aux demandes de permis et aux permis mentionnés au paragraphe (9)».

La version anglaise en conséquence.

To be inserted in the French text, the words "*mutatis mutandis*", because nothing in the Official Languages Act says that we translate from the Latin to the French.

**Mr. Woolliams:** Yes, but you would not turn Latin down as a dead language.

**Mr. Fox:** No, we are keeping it. It is as dead in French as it is in English.

**The Chairman:** Mr. Sarchuk.

**Mr. Sarchuk:** This...

**Mr. McCleave:** May I ask a very simple question?

[Interpretation]

doivent chasser pour subvenir aux besoins de leur famille ou à leurs propres besoins et pour qui la chasse et le piègeage constituent un mode de vie, d'obtenir un permis qui serait délivré au niveau local. Pour ce qui est des mineurs, il faut qu'ils obtiennent le consentement de leurs parents ainsi que l'approbation d'un répondant adulte.

**Le président:** L'amendement est-il adopté?

**M. Leggatt:** Juste une question.

**Le président:** Monsieur Leggatt.

**M. Leggatt:** Si cet amendement est adopté, il semble que les mineurs auront beaucoup plus de facilité à obtenir des armes à feu que les autres, n'est-ce pas? Les mineurs n'auront pas besoin de répondant tandis qu'une personne âgée de plus de 18 ans en aura besoin. Il s'agit d'une situation assez étrange.

**M. Sarchuk:** Non, c'est faux monsieur.

**M. Leggatt:** C'est faux?

**M. Sarchuk:** En ce qui concerne les sous alinéa 13 a) et b) proposés, il faudra que les mineurs obtiennent le consentement d'un parent, en plus d'un répondant, plutôt que deux répondants.

**M. Leggatt:** Le fait demeure qu'il est toujours plus facile d'obtenir le consentement des parents que des étrangers.

**Le président:** L'amendement est-il adopté?

L'amendement est adopté.

**Le président:** Les amendements proposés par le gouvernement hier soir proposent des changements dans les mêmes domaines. Monsieur Fox.

**M. Fox:** A la page 6 des nouveaux amendements...

**M. Woolliams:** Il s'agit de la deuxième édition.

**M. Fox:** Deuxième édition. C'est exact.

Mr. Chairman, I move that Clause 3 of Bill C-83 be amended by adding thereto, immediately after line 41, page 27 thereof, the following subsection:

Procedure "(9.1) Subsections 106.1, (5) to (7) apply *mutatis mutandis*, in relation to permits mentioned in subsection (9) and applications therefore."

And the other version accordingly.

Il faut ajouter à la version française l'expression "*mutatis mutandis*", parce qu'aucune disposition de la Loi sur les langues officielles ne prévoit la traduction du latin au français.

**M. Woolliams:** Oui, mais vous ne laisseriez pas tomber le latin en tant que langue morte.

**M. Fox:** Non, nous la gardons. Le latin est une langue morte tant en français qu'en anglais.

**le président:** Monsieur Sarchuk.

**M. Sarchuk:** C'est...

**M. McCleave:** Puis-je poser une question extrêmement simple?

[Texte]

**The Chairman:** May we just hear from Mr. Sarchuk, first, and then . . .

**Mr. McCleave:** I would be prepared to forego if I could find out what page we are at.

**The Chairman:** Page 27 of the bill.

**Mr. Woolliams:** Bottom of the page.

**The Chairman:** Line 41 on page 27. This will be a new subsection, subsection 9.1. Mr. Sarchuk.

**Mr. Sarchuk:** The effect of this subsection is to provide the same provisions for refusal as are presently provided for in the case of an ordinary adult licence. Since for all purposes this hunting-as-a-way-of-life permit will stand the person instead or in lieu of the type of licence that anybody else might obtain, it was deemed only appropriate that the same system would be followed in terms of refusals, that is the local licensing officer cannot refuse to issue the licence or this particular permit, but if anything comes to his attention which would render it desirable not to issue the licence, he must then report it to a local registrar, and the local registrar is the person who will have the discretion to either issue or refuse both this particular type of permit and the licences under our over-all licensing scheme.

**Mr. Woolliams:** That is that "*mutatis mutandis*."

**Le président:** Monsieur Pinard.

**M. Pinard:** A propos de l'expression, *mutatis mutandis*: Hier, quand M. Olivier en demandait la traduction, il demandait la traduction de l'anglais vers le français; celle du latin vers le français n'est pas nécessaire. Je veux féliciter le secrétaire parlementaire de vouloir conserver dans le texte français du Code pénal, une expression qui est à l'origine de notre propre culture. Le latin resté intégralement dans le texte, correspond tout simplement à notre législation antérieure où l'on rencontre très souvent cette expression *mutatis mutandis*. Je veux féliciter le secrétaire parlementaire.

**The Chairman:** Shall this amendment carry?

Amendment agreed to.

**The Chairman:** Mr. Fox.

**Mr. Fox:** Thank you, Mr. Chairman. On page 7 of the government's new series of amendments, it refers to pages 27 and 28 of the bill. I move that proposed Section 106.3 of Bill C-83 be amended by striking out line 47 on page 27 and lines 1 to 3 on page 28, and substituting the following:

it is expressed to be issued or (b) the person to whom it is issued ceases

and the French version accordingly.

**The Chairman:** Thank you, Mr. Fox. Mr. Basford.

**Mr. Basford:** This would be consequential on the previous amendment.

**The Chairman:** Right. Shall this amendment carry?

[Interprétation]

**Le président:** Nous devrions donner la parole à M. Sarchuk tout d'abord et ensuite . . .

**M. McCleave:** Je serais prêt à laisser tomber, pourvu que l'on me dise à quelle page se trouve cet amendement.

**Le président:** A la page 27 du projet de loi.

**M. Woolliams:** Au bas de la page.

**Le président:** La ligne 44 de la page 27. Il s'agit d'un nouveau paragraphe, le paragraphe 9.1. Monsieur Sarchuk.

**M. Sarchuk:** Ce paragraphe prévoit les mêmes dispositions à la suite d'un refus que dans le cas de la délivrance d'un permis ordinaire pour adulte. Cette disposition s'applique aux personnes pour qui la chasse constitue un mode de vie. Pour cette raison, on a décidé de procéder de la même façon en ce qui concerne les refus. Le préposé aux autorisations au niveau local ne peut refuser de délivrer un permis ou ce permis spécial; toutefois, s'il apprend des choses qui lui feront croire qu'il serait préférable de ne pas délivrer ce permis, il doit en informer le registraire local. Ce dernier a certains pouvoirs discrétionnaires et c'est lui qui décidera de délivrer ou non ce genre de permis ainsi que tous les permis faisant partie du système d'enregistrement.

**M. Woolliams:** Cela se passe donc "*mutatis mutandis*".

**The Chairman:** Mr. Pinard.

**Mr. Pinard:** Concerning the expression "*mutatis mutandis*": yesterday, Mr. Olivier was looking for a translation from the English to the French; a translation from the Latin to the French is unnecessary. I would like to congratulate the Parliamentary Secretary for having retained this Latin expression in the French text of the penal code, such an expression imparting the origin of our own culture. The Latin is an integral part of the text and it corresponds quite simply to prior legislation, since the expression "*mutatis mutandis*" is very often used. I would like to congratulate the Parliamentary Secretary.

**Le président:** L'amendement est-il adopté?

L'amendement est adopté.

**Le président:** Monsieur Fox.

**M. Fox:** Merci, monsieur le président. La page 7 de la nouvelle série d'amendements proposés par le gouvernement s'applique à la page 28 de la version française du projet de loi. Je propose que le paragraphe 106.3 du Bill C-83 soit modifié en remplaçant les lignes 3 à 7, page 28, par ce qui suit:

«été délivré, ou b) jusqu'à ce que la personne à laquelle il»

et la version anglaise en conséquence.

**Le président:** Merci, monsieur Fox. Monsieur Basford.

**M. Basford:** Il s'agit par voie de conséquence de l'amendement antérieur.

**Le président:** C'est exact. L'amendement est-il adopté?



[Text]

**Mr. McCleave:** On division.

Amendment agreed to on division.

**Mr. Fox:** Page 7 of the second edition has been carried.

**Mr. Leggatt:** Page 7 of the second edition...

**Mr. Woolliams:** In the new amendments filed this morning there was—I do not find it very difficult. In fact, I thought the government could be more difficult when it comes to this type of thing.

**The Chairman:** Mr. Fox, I believe you have another amendment, and that will be to subsection 11.

• 1700

**Mr. Fox:** I move that Clause 3 of Bill C-83 be amended by striking out line 8 on page 28 and substituting the following:

Twelve or more years of age but under the  
And the French version accordingly.

**Mr. Basford:** This is to reduce the age to 12 for the minor's permit.

**The Chairman:** Mr. Towers.

**Mr. Towers:** Does this mean that any youngster under 12 years of age will not be eligible to go out with a parent or a guardian?

**The Chairman:** No. We passed that in your absence, Mr. Towers. That is already in.

**Mr. Towers:** All right.

**Mr. Basford:** These are relating to minor's permits, going by themselves.

Amendment agreed to.

**The Chairman:** Mr. Fox, you have another amendment.

**Mr. Fox:** Mr. Chairman, I move that Clause 3 of Bill C-83 be amended by striking out line 27 on Page 28 and substituting the following:

section (7) or (8) to a person under the age of 18 years  
and no permit may be issued under subsection (11)  
unless the application therefor

And the French version accordingly.

**Mr. Sarchuk:** That solves the question on the changes made to subsections (7) and (8), which now allow the special temporary permits to be issued to persons between the ages of 12 and 18, and just adds those sections to the context of subsection (13).

Amendment agreed to.

**The Chairman:** Mr. Fox, you have another amendment on page 29.

**Mr. Fox:** Mr. Chairman, it is on page 29 of the bill and page 27 of the government's amendments. I move that Clause 3 of Bill C-83 be amended by striking out line 6 on page 29 and substituting the following:

[Interpretation]

**M. McCleave:** Sur division.

L'amendement est adopté sur division.

**M. Fox:** L'amendement qui figure à la page 7 de la deuxième édition est adopté.

**M. Leggatt:** La page 7 de la deuxième édition...

**M. Woolliams:** Parmi les nouveaux amendements déposés ce matin, il y avait... je ne trouve pas cela très difficile. En fait, je croyais que le gouvernement aurait été beaucoup plus difficile en ce qui concerne ce genre de chose.

**Le président:** Monsieur Fox, je crois que vous avez un autre amendement à présenter. Cet amendement porte sur le paragraphe 11.

**M. Fox:** Je propose que l'article 3 du Bill C-83 soit modifié en remplaçant la ligne 15 à la page 28 par ce qui suit:

«une personne âgée d'au moins 12 ans»

L'autre version étant modifiée dans le même sens.

**M. Basford:** Ceci vise à réduire à 12 ans l'âge de délivrance de permis aux mineurs.

**Le président:** Monsieur Towers.

**M. Towers:** Est-ce que ceci veut dire qu'un enfant âgé de moins de 12 ans ne pourra plus aller à la chasse, même accompagné d'un parent ou d'un gardien?

**Le président:** Cette mesure avait déjà été adoptée en votre absence, monsieur Towers.

**M. Towers:** Très bien.

**M. Basford:** Il s'agit de permis délivrés aux enfants mineurs qui s'en vont à la chasse tout seuls.

L'amendement est adopté.

**Le président:** Monsieur Fox, vous avez un autre amendement.

**M. Fox:** Monsieur le président, je propose que l'article 3 du Bill C-83 soit modifié en remplaçant la ligne 33, page 28, par ce qui suit:

«vertu des paragraphes (7) ou (8) à une personne âgée de moins de 18 ans ou en vertu du paragraphe 11 que si la demande»

Et l'autre version dans le même sens.

**M. Sarchuk:** Ceci résout donc la question des modifications à apporter aux paragraphes (7) et (8) qui autorisent maintenant la délivrance de permis provisoires spéciaux à des jeunes âgés de 12 à 18 ans, ces articles s'ajoutant dans le contexte du paragraphe 13.

L'amendement est adopté.

**Le président:** Monsieur Fox, vous avez encore un amendement à la page 29.

**M. Fox:** Monsieur le président, mon amendement se rapporte à la page 29 du bill et à la page 27 des amendements du gouvernement. Je propose que l'article 3 du Bill C-83 soit modifié en remplaçant la ligne 2, page 29, par ce qui suit:



[Texte]

person the content of the application is true and there is no reason to believe, taking

And the French version accordingly.

**Mr. Basford:** We dealt with this this morning in a similar change of wording relating to guarantors, that they will certify to the best of their knowledge and belief of each person that the content of the application is true and there is no reason to believe, taking into account such matters, that the person is unfit.

**The Chairman:** Mr. Woolliams.

**Mr. Woolliams:** This is on line 6 of page 29, and page 27 of your original amendment.

**The Chairman:** Right.

**Mr. Basford:** We approved a similar amendment this morning.

**Mr. Woolliams:** Right.

Amendment agreed to.

**The Chairman:** Mr. Fox.

**M. Fox:** Monsieur le président, je voudrais proposer que l'article 3 du Bill C-83 soit modifié par la suppression du mot «ou» à la ligne 26 de la page 29, et en remplaçant la ligne 30, page 29, par ce qui suit:

«endroit indiqués dans le permis, ou

c) d'un permis mentionné aux paragraphes (7), (8), (9) ou (11) sur lequel la personne qui le délivre appose, aux fins du présent paragraphe, un visa indiquant les provinces où ce permis est valide.»

And the English text accordingly. This is on page 28 of the first edition of the amendments and on page 29 of the bill.

**Mr. Basford:** This ensures that permits issued under subsections (7), (8), (9) and (11) would be valid in the provinces for which they are endorsed by the issuing officer, as well as in the province where they are issued.

**Mr. Woolliams:** Just one question.

**The Chairman:** Mr. Woolliams.

**Mr. Woolliams:** The Commissioner and local registrar appointed by him and authorized by him to issue permits valid outside the province. There are going to be registrars that issue permits in Alberta and then some registrars can issue them in Alberta, Ontario and Quebec. How does that all work out?

**Mr. Basford:** This is relating to restricted weapons only...

**Mr. Woolliams:** I know.

**Mr. Basford:** ...in which you have to get a permit to transport, and...

**Mr. Woolliams:** Who would issue that? I am in Alberta with a restricted weapon and I want to go into Quebec. How do I get there with my weapon?

[Interprétation]

«...tant qu'au meilleur de leurs connaissances est vrai, ils»

L'autre version étant modifiée dans le même sens.

**M. Basford:** Cette question a déjà été abordée ce matin lorsque nous avons modifié l'énoncé d'un article se rapportant aux répondants, lesquels déclarent qu'à leur connaissance, le contenu de la demande est véridique et qu'il n'y a pas de raison de supposer, compte tenu de ces questions, que la personne soit inapte.

**Le président:** Monsieur Woolliams.

**M. Woolliams:** Ceci figure à la ligne 2, page 29, ainsi qu'à la page 27 du texte original de votre amendement.

**Le président:** C'est exact.

**M. Basford:** Nous avons déjà approuvé un amendement analogue ce matin.

**M. Woolliams:** C'est vrai.

L'amendement est adopté.

**Le président:** Monsieur Fox.

**Mr. Fox:** Mr. Chairman, I move that Clause 3 of Bill C-83, be amended by deleting the word "or" in line 25 on page 29, by adding the word "or" at the end of line 29 on page 29 and adding immediately after line 29 on page 29 the following:

(c) a permit mentioned in subsections (7), (8), (9) or (11) that is endorsed for the purpose of this subsection by the person who issued it as being valid within the provinces indicated therein,"

et l'autre texte dans le même sens. Ceci figure à la page 28 de la première édition des amendements ainsi qu'à la page 29 du bill.

**M. Basford:** Ceci assurera que les permis délivrés aux termes des paragraphes 7, 8, 9 et 11 seront valables dans les provinces dont les noms auront été mentionnés par l'agent ayant délivré le permis, de même que dans la province où le permis a été délivré.

**M. Woolliams:** Je voudrais poser une question.

**Le président:** Allez-y, monsieur Woolliams.

**M. Woolliams:** Le commissaire nomme le registraire local qui est habilité à délivrer des permis valables en dehors de sa province. Il y aura donc des registraires qui délivreront des permis, prenons dans la province de l'Alberta et, d'autres qui en délivreront dans l'Alberta, l'Ontario et le Québec. Comment cela marchera-t-il dans la pratique?

**M. Basford:** Ceci s'applique uniquement aux armes à autorisation restreinte.

**M. Woolliams:** Je le sais.

**M. Basford:** Pour lesquels on doit avoir un permis de transport.

**M. Woolliams:** Qui est-ce qui délivrera ce permis? Si je me trouve en Alberta en possession d'une arme à autorisation restreinte et que je veux me rendre au Québec, que dois-je faire?

[Text]

**Mr. Pinard:** *Mutatis mutandis.*

**Mr. Woolliams:** You fellows better watch out now.

**Mr. McCleave:** It is really a measure to see that Peter Lougheed does not get after Gerry Regan. Or vice versa.

**Mr. Woolliams:** How do you do that? How do you get this working?

**The Chairman:** We are waiting for the Minister's reply.

• 1705

**Mr. Basford:** Mr. Sarchuk is having a little difficulty with your request for . . .

**Mr. McCleave:** Just say anything and we will pass it, so that we can get out of here. We do not want to get into a fight with anybody.

**Mr. Basford:** I would prefer to stand it.

**Mr. Woolliams:** You would prefer to stand it.

**Mr. Sarchuk:** I do not have an answer.

**Mr. Basford:** Yes.

**The Chairman:** I will stand Mr. Woolliams' question and that will mean that we will have to stand proposed Section 106.3.

**Mr. Basford:** Or just subsection . . .

**The Chairman:** Well, I think we are finished with the whole thing but we will stand proposed Section 106.3.

Proposed Section 106.3 allowed to stand.

**Mr. Lachance:** Mr. Chairman, on a point of order, I know that the show must go on but if we want to use Latin words, I do not know if we are going to go at *ad vitam aeternam, amen*, and so when did you intend to . . .

**The Chairman:** Our normal adjournment hour is 5.30 p.m.

On proposed Section 106.4—Revocation of licence

We have an amendment by Mr. Leggatt.

**Mr. Leggatt:** Is this the fee amendment?

**The Chairman:** No, this is the amendment concerning appeal. It is an amendment to line 3 at page 30 and substitutes the words:

a province or a local registrar of firearms in the interest of the safety of any person.

**Mr. Leggatt:** That was a housekeeping amendment. I am like Mr. Woolliams, I am not sure why it is in here now. It seemed to me there should be some reason put down, as I recall it, for the revocation of the licence. It just says "may be revoked" but it does not set forth the reasons for revocation. And the reason for revocation in each case elsewhere in the bill was where it was in the interest and the safety of any person.

It is really not a substantive amendment and I will just leave it for your consideration. If your officials do not feel it is necessary, fine.

[Interpretation]

**M. Pinard:** *Mutatis mutandis.*

**M. Woolliams:** Vous feriez bien de faire gaffe.

**M. McCleave:** Il s'agit d'empêcher Peter Lougheed de descendre Gerry Regan ou vice versa.

**M. Woolliams:** Comment est-ce que cela fonctionnera dans la pratique?

**Le président:** Nous attendons la réponse du ministre.

**M. Basford:** M. Sarchuk a du mal à répondre à votre question.

**M. McCleave:** Dites n'importe quoi et nous adopterons l'amendement de façon à pouvoir quitter la salle. Nous ne tenons pas à nous battre.

**M. Basford:** Je préférerais réserver l'amendement.

**M. Woolliams:** Moi aussi.

**M. Sarchuk:** Je ne sais pas quoi vous répondre.

**M. Basford:** Oui.

**Le président:** Je vais réserver la question de M. Woolliams, ce qui veut dire qu'il va également falloir réserver le projet d'article 106.3.

**M. Basford:** Ou bien rien que le paragraphe.

**Le président:** Nous avons maintenant terminé et il nous suffit donc de réserver le projet d'article 106.3.

Le projet d'article 106.3 est réservé.

**M. Lachance:** J'invoque le Règlement, monsieur le président. Puisqu'on a commencé à utiliser des expressions latines, je me demande si nous allons continuer *ad vitam aeternam*; c'est pourquoi j'aimerais savoir . . .

**Le président:** La séance doit normalement être levée à 17h30.

Concernant le projet d'article 106.4 révocation d'une autorisation.

M. Leggatt a un amendement.

**M. Leggatt:** Il s'agit bien de l'amendement concernant la redevance?

**Le président:** Non, il s'agit de l'amendement concernant le droit d'appel. C'est l'amendement à la ligne 4, page 30, laquelle sera remplacée par ce qui suit:

«autorisation pour la sécurité de quelqu'un.»

**M. Leggatt:** Il s'agit d'un amendement d'ordre intérieur. Comme M. Woolliams, je ne vois pas très bien la raison de l'insérer ici. En effet la révocation d'une autorisation devrait à mon sens être motivée. Or le bill dit que l'autorisation peut être révoquée mais sans préciser les motifs de la révocation. Ailleurs dans le bill, les motifs de révocation sont toujours l'intérêt et la sécurité des intéressés.

Comme il ne s'agit pas d'un amendement sur le fond, je me bornerai à vous demander de bien vouloir l'examiner. Si vos adjoints estiment que ce n'est pas indispensable, je m'incline.



[Texte]

**Mr. Basford:** Well, we do not have it in the bill because the courts have interpreted those sections as being in the interest and safety of any person. Therefore, we are happy to leave it out or happy to put it in, whichever way you want because that is the interpretation the courts give it.

**Mr. Leggatt:** You are satisfied that the court would not attack that particular proposed section in that the grounds are not set forth for revocation. I think there has to be reasons for revocation and your proposed section says the licence may be revoked period.

**Mr. Basford:** Yes.

Well, the courts in dealing with old Section 99.2 and Section 99.1, in which a permit may be revoked by any person who is authorized to issue such a permit and a registration certificate may be revoked by the Commissioner, have apparently interpreted that in the interest and safety of any person.

**Mr. Leggatt:** Fair, good enough. I will withdraw the amendment.

**Mr. McCleave:** May I ask the Minister this?

**The Chairman:** I think Mr. Lachance was first.

**Mr. Lachance:** I have a small question. Would there be any strong objection because of court's ruling anyway, to say that a licence may be revoked for cause by the Commissioner, the Attorney General of a province or a local registrar of firearms—for cause. Then you will have to substantiate his revocation.

**Mr. Basford:** No, the onus is on the revokee.

**Mr. Lachance:** Yes, but how can he prove anything if he does not know why it has been revoked? How can he challenge it?

**Mr. Sarchuk:** He does know why because the law specifically provides he must be given the reasons in writing why his licence or registration certificate have been revoked.

**Mr. Lachance:** Writes it as well.

**Mr. Sarchuk:** Yes, it is further on in the ...

**Mr. Lachance:** All right. Fine.

**The Chairman:** Mr. McCleave.

**Mr. McCleave:** That answers my question, too, because I thought it might have been a very arbitrary power but apparently it is not in practise.

**The Chairman:** Does the Committee agree to the withdrawal of Mr. Leggatt's amendment.

**Some hon. Members:** Agreed.

• 1710

**Mr. Leggatt:** I might say for the record that these amendments were prepared before the government amendments and were submitted before the government amendments.

[Interprétation]

**M. Basford:** Cette disposition n'a pas été incluse dans le bill, les tribunaux ayant interprété les articles en question comme voulant justement dire dans l'intérêt et pour la sécurité des intéressés. Donc, nous ferons comme vous préférez, soit en la gardant soit en la laissant tomber.

**M. Leggatt:** Vous êtes donc convaincu que les tribunaux ne mettraient pas en cause cet article pour absence de motivation de la révocation? A mon sens une révocation doit être motivée, alors que dans le projet d'article elle ne l'est pas.

**M. Basford:** C'est vrai.

Mais chaque fois que les tribunaux ont eu à se prononcer sur les anciens articles 99.2 et 99.1 lesquels prévoient qu'un permis peut être révoqué par toute personne autorisée à délivrer un permis, tandis qu'un certificat d'enregistrement peut être révoqué par le commissaire, les tribunaux ont interprété ces articles comme voulant dire dans l'intérêt et pour la sécurité des intéressés.

**M. Leggatt:** Dans ce cas, je retire mon amendement.

**M. McCleave:** Puis-je poser une question au ministre?

**Le président:** La parole est d'abord à M. Lachance.

**M. Lachance:** Si une autorisation est révoquée par le commissaire, le procureur général d'une province ou le registraire local d'armes à feu pour un motif quelconque, est-ce que cela ne les oblige pas à motiver la révocation?

**M. Basford:** Non, c'est à la personne dont l'autorisation a été révoquée d'interjeter appel.

**M. Lachance:** D'accord, mais comment peut-elle le faire si elle ignore les motifs de la révocation?

**M. Sarchuk:** La personne dont l'autorisation a été révoquée connaît les motifs, la loi stipulant que ceux-ci doivent lui être soumis par écrit lorsqu'une autorisation ou un certificat d'enregistrement ont été révoqués.

**M. Lachance:** Par écrit, dites-vous?

**M. Sarchuk:** Oui, et plus loin ...

**M. Lachance:** Très bien.

**Le président:** Monsieur McCleave.

**M. McCleave:** Ceci répond également à ma question, car je craignais un pouvoir tout à fait arbitraire, ce qui ne semble pas être le cas.

**Le président:** Vous êtes d'accord pour retirer l'amendement de M. Leggatt?

**Une voix:** D'accord.

**M. Leggatt:** Je tiens à préciser que ces amendements ont été rédigés et déposés avant les amendements du gouvernement.



[Text]

**The Chairman:** Yes.

**Mr. Leggatt:** I do not want you to think it was really sloppy drafting.

**The Chairman:** Mr. Fox, we have another government amendment—listed on page 31, subsection (11).

**Mr. Fox:** I move, Mr. Chairman, that Clause 3 of Bill C-83 be amended by striking out line 33 on page 31 and substituting the following:

*therewith shall be served within fourteen days of the filing of the said notice, on the person who . . .*

And the French version accordingly.

**Mr. Basford:** This just puts in a time limit for the filing with the magistrate to expedite appeals.

**The Chairman:** Shall this amendment carry?

Amendment agreed to.

**Mr. Leggatt:** In terms of somebody operating in the North or the Northwest Territories, have you had a look at those kinds of time restrictions on someone who is a long way away from the scene where he has had his licence revoked. I presume that this is an appeal from revocation?

**Mr. McCleave:** But is it not a matter of service, a matter of filing a notice?

**Mr. Sarchuk:** That is correct.

**Mr. McCleave:** Am I correct in that.

**Mr. Sarchuk:** Yes.

**Mr. McCleave:** Actually there has to be a physical service rather than the intention. Am I not correct in that, Mr. Leggatt?

**Mr. Basford:** Yes, it is service within 14 days.

**Mr. Leggatt:** But that is the onus upon the revokee to serve notice with intent to repeal the revocation.

**Mr. Sarchuk:** He has 30 days within which to file or such further time as may be granted by the magistrate. Then, after filing he has 14 days within which to serve the notice.

**Mr. Leggatt:** All right. Fair enough. Sorry. That is fine.

**The Chairman:** Shall that amendment carry?

**Some hon. Members:** Agreed.

Amendment agreed to.

**The Chairman:** Now there are no other amendments to this section. Out perhaps the Minister would like to make a comment about the section, generally. I would just invite him if he has any comments?

**Mr. Basford:** I think most members seem to have a good understanding of it.

[Interpretation]

**Le président:** En effet.

**M. Leggatt:** Je ne voudrais surtout pas que vous pensiez qu'ils ont été rédigés à la hâte.

**Le président:** Monsieur Fox, vous avez un autre amendement du gouvernement qui figure à la page 31, paragraphe 11.

**M. Fox:** Monsieur le président, je propose que l'article 3 du Bill C-83 soit modifié par la suppression de la ligne 34 à la page 31, laquelle sera remplacée par ce qui suit:

*requis, doit être signifiée dans les quatorze jours de la production de l'avis d'appel à la personne qui . . .*

Et la version anglaise dans le même sens.

**M. Basford:** Cet amendement vise à imposer une limite de temps pour le dépôt des avis d'appel auprès des magistrats afin d'accélérer la procédure.

**Le président:** L'amendement est-il adopté?

L'amendement est adopté.

**M. Leggatt:** Pour les habitants du Nord et des Territoires du Nord-Ouest, avez-vous examiné les répercussions de ces limites de temps dans les cas où les intéressés vivent très loin de l'endroit où leur autorisation a été révoquée. Il s'agit, je suppose, d'un appel à la suite d'une révocation.

**M. McCleave:** Mais ne s'agit-il pas du dépôt de l'avis d'appel?

**M. Sarchuk:** C'est exact.

**M. McCleave:** Donc, j'ai raison.

**M. Sarchuk:** Oui.

**M. McCleave:** Donc, l'intention ne suffit pas. Il faut que des mesures concrètes aient été prises, n'est-ce pas, monsieur Leggatt?

**M. Basford:** Oui, dans une limite de 14 jours.

**M. Leggatt:** Mais c'est à la personne dont l'autorisation a été révoquée d'interjeter appel pour annuler la révocation.

**M. Sarchuk:** Les personnes dont les autorisations ont été révoquées disposent de 30 jours pour interjeter appel ou bien des délais qui leur ont été autorisés par le juge. Celui-ci dispose de 14 jours pour signifier à la personne les mesures ou décisions prises.

**M. Leggatt:** D'accord, je m'excuse.

**Le président:** L'amendement est-il adopté?

**Des voix:** Adopté.

L'amendement est adopté.

**Le président:** Nous n'avons pas d'autres amendements pour cet article. Le ministre aurait peut-être quelque chose à nous dire concernant l'article en général. Vous avez quelque chose à ajouter, monsieur Basford?

**M. Basford:** Je crois que la plupart des députés ont compris de quoi il s'agit.

[Texte]

**An hon. Member:** It is very clear.

**Mr. McCleave:** It will become even clearer after the storm is over.

**The Chairman:** Shall proposed Section 106.4 as amended carry?

**Some hon. Members:** Agreed.

Proposed Section 106.4 as amended agreed to.

**The Chairman:** All right. Proposed Section 106.5—we have no amendments to that.

On proposed Section 106.5—*False statements to procure permit, etc.*

**The Chairman:** Mr. Minister, do you want to make a comment about that? These are various kinds of offences.

**Mr. Basford:** This is a new provision which makes it an offence to tamper, or alter, or falsify registration certificate or permit. And proposed Section 106.5(1) is new, that a person commits an offence or makes a false or misleading statement for the purpose of securing a licence, registration certificate, or permit.

**Mr. McCleave:** If I may make a very brief comment on this, I wonder whether the Minister and his adviser think the penalties provided here are strong enough? It seems to me this could be a very great opportunity for somebody who is part of an organized ganghood or brotherhood or somebody with a criminal intent to try to get himself or herself a licence or registration certificate and permit, and the like, and he or she makes a statement that is false or misleading, etcetera, etcetera—all the things that are set forth in 106.5(1).

I wonder whether the penalties are really strong enough? Is this not an area where there is apt to be a great number of attempts at offences under the legislation?

**Mr. Basford:** One can argue about what is the correct level of penalty, admittedly. We thought that they were sufficiently severe—it is always a matter of judgment.

Dealing with the criminal element, of course, they would not only face revocation of the licence but a prohibition order in this.

**Mr. McCleave:** All right, thank you.

**The Chairman:** Shall proposed Section 106.5 carry?

Proposed Section 106.5 agreed to.

On proposed Section 106.6—*Registry to be maintained.*

**The Chairman:** We have no amendments to that. Mr. Minister, do you have any comments?

**Mr. Basford:** This is that the Commissioner RCMP will maintain a registry of licences issued; refusals, revocations, and I believe, by way of an earlier amendment, prohibition orders.

• 1715

**Mr. McCleave:** Might I ask a question about that?

[Interprétation]

**Une voix:** C'est très clair.

**M. McCleave:** Ce sera encore plus clair après les débats.

**Le président:** Le projet d'article 106.4 tel que modifié est-il adopté?

**Des voix:** Adopté.

Le projet d'article 106.4 tel que modifié est adopté.

**Le président:** Très bien. Nous avons maintenant les amendements au projet d'article 106.5.

Concernant le projet d'article 106.5—*Fausse déclaration afin d'obtenir un permis, etc.*

**Le président:** Vous avez quelque chose à dire à ce sujet, monsieur le ministre.

**M. Basford:** Il s'agit d'une disposition nouvelle stipulant que le fait d'altérer ou de falsifier un certificat d'enregistrement ou un permis constitue un délit. Le projet d'article 106.5(1) est nouveau et stipule que quiconque fait une déclaration fausse ou trompeuse dans le but d'obtenir une autorisation, un certificat d'enregistrement ou un permis, commet un délit.

**M. McCleave:** Je me demande si, d'après le ministre et ses adjoints, les amendes prévues sont assez sévères. Je crains que cet article ne rende la vie facile à des membres d'associations criminelles ayant besoin d'une autorisation, d'un certificat d'enregistrement ou d'un permis et qui, pour l'obtenir, n'hésitaient pas à faire une déclaration fausse ou trompeuse, comme prévu à l'article 106.5(1).

Pensez-vous que les peines prévues soient suffisamment sévères? Ne pensez-vous pas que cet article donne justement lieu à de nombreux délits?

**M. Basford:** La sévérité des peines fournit bien entendu matière à discussion. A notre avis, celles-ci sont assez sévères, mais c'est une question d'opinion.

En ce qui concerne les criminels, non seulement leur autorisation serait révoquée, mais il y aurait également un ordre d'interdiction.

**M. McCleave:** Très bien, je vous remercie.

**Le président:** Le projet d'article 106.5 est-il adopté?

Le projet d'article 106.5 est adopté.

Concernant l'article 106.6—*Registre à tenir*

**Le président:** Nous n'avons pas d'amendements à cet article. Monsieur le ministre, vous auriez quelque chose à ajouter?

**M. Basford:** Cet article prévoit que le commissaire de la Gendarmerie royale du Canada tiendra un registre où figureront les autorisations délivrées, les refus, les révocations ainsi que les ordres d'interdiction.

**M. McCleave:** Puis-je poser une question à ce sujet?



[Text]

**The Chairman:** Mr. McCleave.

**Mr. McCleave:** I am sorry. Mr. Lachance, go ahead.

**Mr. Lachance:** I am going to ask the same thing.

**Mr. McCleave:** Is there any possibility that we could be presented with an example of this type of registry before the regulations are finally approved by us in the fall?

**Mr. Basford:** Yes. The commissioner of course now maintains the registry of licences issued about restricted weapons and this just enlarges the registry, which will be a computerized registry.

**Mr. McCleave:** So we could actually see an example of what is being kept and, if necessary, make our own comments on it.

**Mr. Basford:** Of what is proposed to be kept.

**Insp Hoban:** It was suggested that the forms be tabled with the regulations. The forms will show you what information we will be keeping.

**Mr. McCleave:** That is what I am suggesting. Thank you.

**The Chairman:** Mr. Lachance.

**Mr. Lachance:** Is it in this section that a person whose permit has been revoked could ask for more information—the question I asked under 106.4 when the permit is revoked?

**Mr. Basford:** No. He gets that from the local registrar.

**Mr. Lachance:** In 106.6 it says:

(2) Each person by whom

(a) a licence is issued or refused . . . shall submit such information in relation thereto . . .

Is it under this section that the person could get such information?

**Mr. Basford:** No. The applicant will get the reasons for refusal from the local registrar, but the local registrar must feed into the registry the fact that he refused the licence.

**Mr. Lachance:** And it is the registry that will provide the person with the information?

**Mr. Basford:** No, the registrar; the local guy.

**Mr. Lachance:** The registrar. I am sorry.

**Mr. Basford:** Yes.

**Mr. Lachance:** Upon application, I suppose. Or would it be automatic?

**Mr. Sarchuk:** It has to be automatic because it is a revocation or refusal.

[Interpretation]

**Le président:** Allez-y monsieur McCleave.

**M. McCleave:** Je m'excuse, allez-y monsieur Lachance.

**M. Lachance:** J'allais poser la même question.

**M. McCleave:** Pourrions-nous obtenir un exemplaire de ce registre avant que nous n'adoptions les règlements à l'automne prochain?

**M. Basford:** Certainement. Le commissaire tient actuellement un registre de toutes les autorisations délivrées pour les armes à autorisation restreinte; le présent article vise uniquement à étendre le registre existant qui sera désormais mis sur ordinateur.

**M. McCleave:** Donc, on nous communiquera un exemplaire de ce registre pour que nous puissions éventuellement émettre un avis.

**M. Basford:** Sur ce qu'il contiendra.

**Insp. Hoban:** Quelqu'un a proposé de déposer les formulaires en même temps que les règlements. Ces formulaires vous permettront de voir quels sont les renseignements que nous voulons pour le registre.

**M. McCleave:** C'est ce que j'avais demandé. Je vous remercie.

**Le président:** Monsieur Lachance.

**M. Lachance:** Est-ce bien cet article qui permet à une personne dont le permis a été révoqué de demander un supplément d'information?

**M. Basford:** Non, car c'est le registraire local qui est censé le lui donner.

**M. Lachance:** L'article 106.6 stipule ce qui suit:

(2) les personnes

(a) qui délivrent ou refusent une autorisation . . . doivent, de la façon et au moment prévu par les règlements, remettre tous les renseignements . . .

C'est bien aux termes de cet article que les intéressés pourraient obtenir un complément d'information?

**M. Basford:** Non. C'est le registraire local qui fournit à ces personnes les motifs du refus; d'autre part, le registraire local est tenu d'inscrire dans le registre le fait que l'autorisation a été refusée.

**M. Lachance:** Est-ce que l'intéressé trouvera ces renseignements dans le registre?

**M. Basford:** Non, c'est le registraire local qui fournit les renseignements.

**M. Lachance:** Le registraire, je m'excuse.

**M. Basford:** Oui.

**M. Lachance:** Lorsqu'on lui en fait la demande, je pense. Ou bien, est-ce automatique?

**M. Sarchuk:** Les renseignements sont fournis automatiquement en cas de révocation ou de refus.



[Texte]

**Mr. Lachance:** All right, fine.

**The Chairman:** Shall proposed section 106.6 carry?

Proposed section 106.6 of Clause 3 agreed to.

**The Chairman:** We have an amendment to proposed section 106.7. Mr. Woolliams.

**Mr. Woolliams:** What page is that?

**The Chairman:** That is page 24 of the amendments and page 35 of the bill.

**Mr. Woolliams:** Oh, have you moved along very well without me.

This says:

Where, in any proceedings under any of sections 83 to 106.6, any question arises as to whether a person is or was the holder of a *licence*, registration certificate or permit, the onus is on the accused to prove that that person is or was the holder of such *licence*, registration certificate or permit.

I must say, Mr. Chairman, that the Minister, before he became a member of Parliament, was a trial lawyer in Vancouver. He knows, and I know, the failing of that kind of legislation. That is like in the income tax. If somebody produced evidence and said there is no licence, there is no permit, then of course the onus would shift on him; but to put the onus on him—I do not like that, and I would ask that it be struck out.

**Mr. Basford:** Just before you do strike it out, except with the addition of the word "*licence*" this is exactly the same as the present Criminal Code provisions.

**Mr. Woolliams:** That does not impress me.

**Mr. Basford:** No, I know.

**Mr. Woolliams:** That is Liberal legislation in the Code.

**Mr. Basford:**

Where, in any proceedings under any of sections 83 to 84 any question arises as to whether a person is or was the holder of a permit or registration certificate, the onus is on the accused to prove that that person is or was the holder.

I do not think we are really shifting the onus in the way that you say, Mr. Woolliams. The onus is still on the Crown to prove its case beyond a reasonable doubt. It simply states that if you allege you are a licensed holder or a holder of a registration certificate for a particular weapon, it is up to you to prove that.

**Mr. Woolliams:** Do you know what that causes?

**Mr. Basford:** But surely if someone says he is a licence holder he has to prove that.

**Mr. Woolliams:** Yes, but the charge is laid by the Crown, with the greatest respect. What you are really saying there is that he has to go on the stand as a defendant and say, I have a licence, I have this, I have that. It is completely opposite to our system of jurisprudence and I do not like it.

[Interprétation]

**M. Lachance:** Très bien.

**Le président:** Le projet d'article 106.6 est-il adopté?

Le projet d'article 106.6 est adopté.

**Le président:** Nous avons un amendement au projet d'article 106.7. Monsieur Woolliams.

**M. Woolliams:** C'est à quelle page?

**Le président:** A la page 24 des amendements et à la page 35 du bill.

**M. Woolliams:** Je vois que vous avez abattu beaucoup de besogne en mon absence.

Le texte dit ce qui suit:

Lorsque, dans toute procédure en vertu de l'un des articles 83 à 106.6, se pose la question de savoir si une personne est ou a été détenteur d'une *autorisation*, d'un certificat d'enregistrement ou d'un permis, il incombe à l'accusé de prouver que cette personne est ou était le détenteur de cette *autorisation*, de ce certificat d'enregistrement ou de ce permis.

Or vous savez, monsieur le président, qu'avant de devenir député, le ministre travaillait comme avocat à Vancouver. Donc il connaît aussi bien que moi les lacunes de ce type de loi. C'est comme l'impôt sur le revenu. Si quelqu'un prétend qu'il n'y a ni autorisation ni permis, ce sera à lui de le prouver. Mais je ne suis pas d'accord avec ce point de vue et je voudrais que cette disposition soit supprimée.

**M. Basford:** Avant de supprimer, je vous ferais remarquer qu'à l'exception du mot *autorisation* qui a été ajouté dans le projet de loi, cet article reprend textuellement les dispositions actuelles du Code pénal.

**M. Woolliams:** Cela ne m'impressionne guère.

**M. Basford:** Je le sais.

**M. Woolliams:** Le Code représente une loi libérale.

**M. Basford:**

Lorsque, dans toute procédure en vertu des articles 83 et 84 se pose la question de savoir si une personne est ou a été le détenteur d'un permis ou d'un certificat d'enregistrement, il incombe à l'accusé de prouver que cette personne est ou était le détenteur.

Donc la charge de la preuve n'est pas déplacée comme vous le dites, monsieur Woolliams. C'est toujours à la Couronne de justifier sa position. Le présent texte stipule simplement que si une personne prétend être le détenteur d'une licence ou d'un certificat d'enregistrement pour telle ou telle arme, c'est à la personne de le prouver.

**M. Woolliams:** Vous savez quelles en seront les répercussions?

**M. Basford:** Si quelqu'un prétend avoir une autorisation, c'est à lui de le prouver.

**M. Woolliams:** D'accord mais c'est la Couronne qui inculpe la personne. Ce texte revient à dire que c'est l'inculpé lui-même qui doit monter à la barre pour déclarer qu'il possède bien une autorisation. Cela va à l'encontre de notre propre système de jurisprudence et je n'aime pas cela.

[Text]

• 1720

**Mr. Leggatt:** Could I ask the question, Mr. Basford, when a charge is laid against an individual for possessing a firearm without having a valid licence, does this section apply? Is that charge laid against an accused? Does all the Crown have to do is haul the guy into court and lay the charge and make him prove that he did not have a licence?

**Mr. Basford:** No . . .

**Mr. Leggatt:** That is the case you are putting, then? That is the one case where the onus is on the Crown, is that right?

**Mr. Sarchuk:** This is in the case where the issue of whether the man had a licence or not basically, this is something peculiar within the knowledge of the individual. This type of section exists, I understand, in other statutes and has been in the Code for a long, long time and it is basically an evidentiary section which is quite commonly accepted in statutes. It has nothing to do with the onus of proof in the over-all sense.

**Mr. Basford:** The Crown has to prove its case, but if you allege that you are a licence holder it is on you to prove that you are a licence holder. The Crown cannot prove that.

**Mr. Poulin:** Mr. Chairman, I would submit in a case like this if the matter were proceeding in court, the Crown has alleged that a person not being the holder of a licence did have a gun in such and such a place, the Crown would have to introduce evidence that they had done a search in the ordinary way, there was no record of this person's holding a licence, and he did have a gun in a place that he ought not to have, or had a gun. Then it would be a secondary onus, falling on this section, that he who alleges, that is the accused in this case, that he did have a licence, to establish the fact that he did. The Crown, if it were an element of the case charged in the information or indictment, would have to indicate that they had done a search in the ordinary course.

**Mr. Woolliams:** Mr. Chairman, in answer to that, if that is the law, which I agree with, then you do not need this section. Every criminal procedure is like that. If they charge somebody with murder, once the Crown has proved a *prima facie* case, it is up to the defence to say, I did not commit murder or I did not commit rape. The fact that you write it in, it is like those income tax sections, I have had some experience with them, and I do abhor those kinds of sections. If what Mr. Poulin says is correct, then he has just bought my argument, you do not need it at all.

**Mr. Poulin:** Mr. Woolliams, I think what I said is generally correct, but I believe I am missing a point and I can not get it right through my head just what it is.

**Mr. Woolliams:** I know there is something there. I am glad to hear you admit it.

**Mr. Poulin:** I think I may be missing an important ingredient in the argument because it seems that this is not specifically on that example I used, because the Crown always has the obligation to discharge the fundamental onus, but in a case like this, I think, if the defence is that you prove absolutely that I do not have a licence, this cannot be within the knowledge of the Crown. A man may have a licence in his back pocket, which all he has to do is present and show to discharge that onus on him.

[Interpretation]

**M. Leggatt:** Puis-je poser une question, monsieur Basford? Cette disposition s'applique-t-elle lorsqu'un individu est accusé de possession d'une arme à feu sans permis? Porte-t-on une telle accusation contre l'accusé? La Couronne est-elle tout simplement tenue de traduire la personne devant les tribunaux, de la mettre en accusation et de lui demander de prouver qu'elle n'avait pas de permis?

**M. Basford:** Non . . .

**M. Leggatt:** C'est donc votre point de vue, n'est-ce pas? Il s'agit d'un exemple où c'est la Couronne qui doit fournir la preuve, n'est-ce pas?

**M. Sarchuk:** Dans un tel cas, la personne concernée sait très bien si elle détenait un permis ou non. Ce genre de disposition existe dans d'autres lois et figure aussi au Code depuis très longtemps. Il s'agit d'une disposition ayant trait à la preuve que l'on retrouve assez fréquemment dans la loi. Cela n'a rien à voir avec la responsabilité de la preuve de façon générale.

**M. Basford:** La Couronne doit fournir des preuves de ce qu'elle avance. Toutefois, si vous dites que vous êtes détenteur de permis, c'est à vous qu'il incombe de prouver que c'est vrai. La Couronne ne peut pas le faire.

**M. Poulin:** Monsieur le président, dans un tel cas, lorsque la Couronne a allégué que la personne n'avait pas de permis, mais qu'elle avait en sa possession une arme à feu en tel endroit, il faudrait que la Couronne prouve qu'elle a fait des recherches et qu'il n'existe aucun enregistrement de permis au nom de cette personne, bien que cette dernière avait en sa possession une arme à feu en un endroit où elle ne devait pas en avoir. Il s'agit d'une responsabilité secondaire relevant de cet article. Il revient donc à l'accusé, dans le cas qui nous intéresse, de prouver qu'il avait un permis, puisqu'il a allégué qu'il était détenteur de permis. La Couronne, s'il s'agit de renseignements ou de mises en accusation, devrait indiquer qu'elle a fait les recherches nécessaires.

**M. Woolliams:** Monsieur le président, si telle est la loi—avec laquelle je suis d'accord, d'ailleurs—ce paragraphe est inutile. Toutes les procédures criminelles se déroulent ainsi. Si l'on accuse quelqu'un de meurtre, c'est à la défense de prouver qu'il n'y a pas eu de meurtre ou de viol, par exemple, une fois que la Couronne a établi un cas *prima facie*. Cette disposition me rappelle les articles ayant trait à l'impôt sur le revenu. J'ai eu quelques expériences dans ce domaine et je déteste ce genre d'articles. Si les propos de M. Poulin sont exacts, il vient de renforcer mes propres arguments voulant que ce paragraphe soit tout à fait inutile.

**M. Poulin:** Monsieur Woolliams, je crois que j'ai raison de façon générale, mais il me semble qu'il me manque un élément. J'ai du mal à comprendre exactement la situation.

**M. Woolliams:** Il manque quelque chose. Je suis heureux de vous l'entendre admettre.

**M. Poulin:** Je crois qu'il me manque un élément important, car il me semble que tel n'est pas le cas dans l'exemple que je viens de vous citer. En effet, il incombe à la Couronne de faire la preuve fondamentale; toutefois, dans un tel cas, si la défense consiste à prouver de façon absolue que l'accusé n'est pas détenteur de permis, cela ne peut faire partie des connaissances de la Couronne. Une personne peut très bien porter son permis dans sa poche de pantalon. Dans un tel cas, le fardeau de la preuve veut qu'il le présente tout simplement.



[Texte]

**Le président:** Monsieur Lachance.

**M. Lachance:** Monsieur le président, je me demande si je ne devrais pas revoir mon cours de droit criminel, mais d'une part je ne comprends pas lorsque M. Woolliams dit que dans...

**Mr. McCleave:** None of us wants to go back there, even Maureen McTeer left.

**M. Lachance:** ... une cause de meurtre la Couronne doit prouver *prima facie* que c'est l'individu qui a commis le crime. D'après moi, c'est à la Couronne de le prouver hors de tout doute raisonnable, d'une part.

**Mr. Woolliams:** Beyond a reasonable doubt, yes, that is right.

**M. Lachance:** D'autre part je ne comprends pas très bien l'argument de mon collègue, le secrétaire parlementaire, lorsqu'il parle d'un renversement du fardeau de la preuve. Dans le cas présent il s'agit, d'après moi, d'un transfert intégral du fardeau de la preuve, la Couronne n'aurait qu'à affirmer que l'individu n'a pas de permis et qu'il appartient alors au juge de décider si oui ou non l'affirmation est suffisante. Mais j'ai l'impression qu'une simple affirmation serait suffisante. Maintenant est-ce qu'il existe une jurisprudence au sujet des lois diverses où il y a un transfert du fardeau de la preuve? En aparté, je voudrais simplement souligner une chose: il est très dangereux d'introduire un renversement du fardeau de la preuve, car chaque fois qu'on le fait, on bat en brèche le principe fondamental de la preuve criminelle qu'un individu n'est pas coupable tant qu'il n'est pas déclaré coupable.

Cela est en aparté. Je voudrais tout simplement avoir une explication supplémentaire en ce qui concerne les implications de l'article 106.5.

**The Chairman:** All right. There are several people. I guess we had better take the Minister next.

**Mr. Basford:** I emphasize that we are not shifting the onus in terms of who has to prove his case. The Crown in any proceedings under any of the sections has to prove that an offence has been committed and has to prove that beyond a reasonable doubt, but it is a common practice in any licensing statute that if someone alleges that they are licensed and therefore are not committing an offence, the proof of the licence is on the accused. That is true of the Motor Vehicles Act; it is true of all sorts of federal licensing acts that I know of, that if you allege that you have a licence, the onus is on you to prove that in fact you are a licence holder.

• 1725

**The Chairman:** Mr. McCleave is next.

**Mr. McCleave:** Well, I must say I agree with the Minister, but between them Mr. Woolliams and Mr. Poulin got me so damn confused I was going to agree with Mr. Lachance that we stand it over until tomorrow. Otherwise I am prepared to vote with the Minister.

**Mr. Leggatt:** I think we are missing one essential point, if I could put it this way. The accused has the right to remain silent in normal circumstances. He is not obligated to testify against himself one way or the other, normally. Those are principles we have all understood. My concern is that if a police officer apprehends an individual and says, "Let us see the licence for your gun", he says: "I have got one but I cannot find it". The police have a registry system; they have a central registry; they have the capacity to determine whether this man has a licence.

[Interprétation]

**The Chairman:** Mr. Lachance.

**Mr. Lachance:** Mr. Chairman, perhaps I should review my criminal law course, since I do not fully understand Mr. Woolliams' statements to the effect that...

**M. McCleave:** Personne ne veut refaire son droit; même Maureen McTeer a laissé tomber.

**Mr. Lachance:** ... In a murder case, the Crown must prove *prima facie* that the accused committed the crime. In my opinion, the Crown is responsible for proving this beyond a reasonable doubt.

**M. Woolliams:** Hors de tout doute raisonnable, vous avez raison.

**Mr. Lachance:** I do not really understand the arguments put forth by my colleague, the Parliamentary Secretary. He has referred to a transfer of the onus. In the case at hand, it seems to me that an integral transfer of the onus is involved. All the Crown has to do is to state that the individual has no licence or permit. It is then up to a judge to decide whether or not this statement is sufficient. I feel that a simple statement would be sufficient. Is there any jurisprudence dealing with various laws involving a transfer of the onus? Moreover, I would like to stress that it is quite dangerous to introduce this notion of the transfer of the onus, because every time this is done, we are going against the fundamental principle in criminal cases that an individual is innocent until proven guilty.

This is just an additional comment. I would simply like to obtain additional information concerning the implications of subsection 106.5.

**Le président:** Très bien. Plusieurs personnes veulent prendre la parole. Nous ferions peut-être mieux d'accorder la parole au ministre tout d'abord.

**M. Basford:** Je tiens à souligner que nous ne renversons pas le fardeau de la preuve: on doit prouver ce qu'on avance. Pour n'importe quelle poursuite et aux termes de n'importe lequel des articles, la Couronne doit prouver qu'un délit a été commis et cela, dans les limites d'un doute raisonnable mais, en règle générale, dans tous les statuts portant émission de permis, si une personne prétend qu'elle possède un permis et ne commet pas un délit, c'est elle qui doit faire la preuve de ce permis. Cela est vrai de la Loi sur les véhicules à moteur, cela est vrai de quantité de lois fédérales portant émission de permis: si vous prétendez que vous avez un permis, c'est à vous de le prouver.

**Le président:** Monsieur McCleave, c'est à vous.

**M. McCleave:** En fait, je suis d'accord avec le ministre, mais M. Woolliams et M. Poulin ont réussi à si bien embrouiller la question que j'allais demander avec M. Lachance que nous réservions cette question jusqu'à demain. Sinon, je veux bien appuyer le ministre.

**M. Leggatt:** Je pense que nous oublions un point essentiel. Dans les circonstances normales, l'accusé a le droit de garder le silence. Il n'est pas obligé de témoigner contre lui-même de quelque façon que ce soit. Ce sont des principes que nous comprenons tous. J'ai peur qu'un officier de police n'appréhende un individu et ne lui dise: «montrez-nous votre permis pour votre arme»; celui-ci répond: «j'en ai un, mais je ne peux le trouver.» La police a un système d'enregistrement central, elle a la possibilité de déterminer si cet homme a un permis.



[Text]

What you are saying here is that even though you have a registry system; even though you can find out whether your registry system discloses it and can produce a certified copy in court to prove it against the man, all the police officer has to do under these circumstances is simply say, "I asked him for his licence and he did not prove it." We lay the charge and he gets into court and says, "I asked him for a licence; he did not produce one, now you go ahead and tell us whether you have one or not." Well, I say that is a shifting of the normal onus that we expect in criminal law. He is not obligated to testify against himself or for himself.

**Mr. Poulin:** Mr. Chairman, I think I have at least what I thought was missing in my points before, but may I first deal with what Mr. Leggatt said. If a man is found driving an automobile or otherwise and he says, "I have a licence, but I do not have it with me", he could be charged notwithstanding that. The police, whether it be the Ottawa city or the Saskatchewan police or whatever, have the ability to find out whether he has a licence. But so does he. All he has to do is write the Registrar of Motor Vehicles, pay the \$1 fee and they are obliged to send him back the record that he can then use to produce to the police officer. Similarly that can be done in this case and he can write to the registrar. They would be obliged to provide him with it, but that is the second argument that Mr. Leggatt made.

For the first argument, may I refer to the amendment or the section, I think it is a proper one now, especially if we refer to one of the sections. Take Section 84:

84. Every one who has a weapon in his possession while he is attending or is on his way to attend a public meeting is guilty of an offence punishable on summary conviction.

That is the substantive offence which would be laid in the information or the indictment. Then if as a defence to that substantive charge in Section 84, the accused wishes to raise as one of his defences the fact that he has a licence, then it would be his onus to raise that defence and not the onus upon the Crown. It is really a secondary defence, a secondary onus if you like, shifting it at the time of defence, but in the initial instance, surely the Crown must prove every item in Section 84; that is, he had a weapon, that he was attending or about to attend a public meeting, and had one with him. Now he has the defence saying he did not know he had it or whatever; that is part of his defence, but that is only where that Section 106.7 would apply in the event the accused wishes to use it as part of his defence and of course that is his right to or not to.

**The Chairman:** Mr. Minister.

**Mr. Basford:** Well, I agree. It has been in the Code for a long time. The only amendment is the addition of the word "licence". It does not seem to have created difficulties in the past. To not have that section would require in any proceedings under any of those Sections 83 to 106 the calling for someone from central registry to say they have searched the record and found no licence, which I do not know how you would do that quite frankly in many parts of this country.

• 1730

**Mr. Leggatt:** They can buy a copy of the record.

**Mr. Basford:** But then the defence is still free to say, "But I do have a licence, here it is. Your search has been imperfect."

[Interpretation]

Vous prétendez que même avec ce système d'enregistrement, même avec la possibilité pour le tribunal d'obtenir un exemplaire certifié du permis provenant du fichier central, il suffirait à l'officier de police dans ces circonstances de dire: «je lui ai demandé son permis et il n'a pas pu le produire.» Nous entamons des poursuites et devant les tribunaux il déclare: «je lui ai demandé son permis et il n'a pas pu le produire; maintenant c'est à vous de nous dire si vous en avez un ou pas.» A mon sens, nous déplaçons le fardeau de la preuve normale prévue par le droit pénal. L'accusé n'est pas obligé de témoigner contre lui-même ou en faveur de lui-même.

**M. Poulin:** Monsieur le président, j'ai retrouvé ce que je voulais dire tout à l'heure mais, pour commencer, je vais répondre à M. Leggatt. Si un homme est arrêté au volant de son automobile ou dans d'autres circonstances et qu'il déclare: «j'ai un permis mais je ne l'ai pas avec moi», il peut tout de même être poursuivi. La police, qu'il s'agisse de celle de la ville d'Ottawa ou de la Saskatchewan, peut découvrir facilement s'il a un permis, mais lui aussi. Il lui suffit d'écrire au registraire des véhicules à moteurs et de payer un droit de \$1 pour qu'on lui renvoie le dossier, qu'il peut alors soumettre à l'officier de police. Cela peut se faire tout aussi bien dans ce cas; il peut écrire au registraire qui lui renverrait un permis; mais c'est le second argument de M. Leggatt.

Pour le premier, je vous renverrai à l'amendement ou à l'article, je pense que c'est devenu un article, surtout si nous parlons d'un des articles, l'article 84:

84. Est coupable d'une infraction punissable sur déclaration sommaire de culpabilité, quiconque a en sa possession une arme alors qu'il assiste ou se rend à une assemblée publique.

Voilà le principal délit dont on tiendrait compte au moment de l'accusation. Maintenant, si l'accusé dans sa défense relative à ce délit de fond en vertu de l'article 84 désire faire valoir le fait qu'il possède un permis, ce serait à lui de le faire et non pas à la Couronne. Il s'agit d'une ligne de défense secondaire, d'un fardeau de la preuve secondaire qui est déplacé au moment de la défense, mais au début, je suis certain que la Couronne est dans l'obligation de prouver chaque point prévu à l'article 84, c'est-à-dire: qu'il avait une arme, qu'il assistait ou qu'il allait assister à une réunion publique, et qu'il était armé. Supposons qu'il déclare qu'il ne le savait pas; dans ce cas seulement, l'article 106.7 interviendrait si l'accusé désire s'en servir pour sa défense, et il aurait le droit de le faire ou de ne pas le faire.

**Le président:** Monsieur le ministre.

**M. Basford:** Je suis d'accord. Cela existe dans le Code depuis très longtemps. La seule modification, c'est la mention du terme «permis». Il ne semble pas y avoir eu de difficulté dans le passé. Sans cet article, il faudrait que pour toutes les poursuites relatives aux articles 83 à 106 on convoque une personne du fichier central qui viendrait déclarer qu'elle n'a pas retrouvé trace du permis et, franchement, je vois mal comment cela serait possible dans beaucoup de régions.

**M. Leggatt:** On peut acheter une copie du dossier.

**M. Basford:** Dans ce cas, la défense peut toujours dire: «Mais j'ai un permis, le voilà, vous avez mal fait vos recherches.»

## [Texte]

**Insp Hoban:** If I may say something there—excuse me, sir—there are a number of occasions now with restricted weapons where a not-guilty plea is entered, then an officer of the force will provide an affidavit from the Central Firearms Registry to the effect that a search has been made and that the party does not have a record. This normally does not occur until after the party has entered a not-guilty plea. Most of the time, of course, if he has not got it he is going to plead guilty because he cannot beat it as the onus is upon him and he cannot produce it.

**The Chairman:** Are we ready for Mr. Woolliams' amendment?

Amendment negated.

Proposed Section 106.7 of Clause 3 agreed to.

**The Chairman:** As this is our adjournment time, I think we should now adjourn till 8 o'clock this evening. Thank you.

## Evening Sitting

• 2011

**The Chairman:** The meeting will come to order. We stood two proposed sections earlier today and I believe the Minister is now prepared to return to those. Mr. Minister.

**Mr. Basford:** Mr. Chairman, I would like first to table some amendments to Clause 3, proposed Section 102...

**Mr. Woolliams:** Are these new amendments again?

**Mr. Basford:** It was only from this morning's conversation about prohibition orders.

**Mr. Woolliams:** How many amendments have you got now?

**Mr. Basford:** One.

**Mr. Woolliams:** Well, that is 59.

**The Chairman:** He wants you to reach 60, so...

**Mr. Basford:** If I might add a footnote to the record, these are being produced at the request of the Committee.

**Some hon. Members:** Hear, hear!

**Mr. Basford:** They are amendments to Clause 3, proposed Section 102.(1), page 15, and they have blanks in them because I am in the hands of the Committee. It relates to the mandatory ordering of a prohibition order under proposed Section 102.(1):

102.(1) Where a person is convicted of an offence involving the use, carriage...

etc., of a firearm, where, under Bill C-83, the prohibition order is a discretionary act of the judge. This amendment proposes that in addition to any other punishment that may be imposed, the order of prohibition shall be mandatory in the case of an offence. In the case of a first offence, it is blank; I would suggest two years. In the case of the second offence, five years prohibition as a minimum. But I am really in the hands of the Committee.

## [Interprétation]

**Insp. Hoban:** Excusez-moi, permettez-moi d'intervenir. Déjà dans le cas des armes à autorisation restreinte il arrive souvent que l'accusé plaide non coupable, puis qu'un policier dépose un affidavit du fichier central des armes à feu; ce document précise que les recherches ont été faites et que l'inculpé n'a pas de dossier. D'ordinaire, cela ne se fait que lorsque l'accusé a plaidé non coupable. Bien sûr, la plupart du temps, s'il n'a pas de permis il plaide coupable puisque c'est à lui de prouver l'existence de ce permis et qu'il ne peut le faire.

**Le président:** Nous votons sur l'amendement de M. Woolliams?

L'amendement est rejeté.

Le projet d'article 106.7 de l'article 3 est adopté.

**Le président:** C'est l'heure où nous devons lever la séance et nous allons le faire jusqu'à 20 h 00 ce soir. Merci beaucoup.

## Séance du soir

**Le président:** A l'ordre, s'il vous plaît. Nous avons réservé deux articles proposés plus tôt aujourd'hui et je crois que le ministre est maintenant prêt à y revenir. Monsieur le ministre.

**M. Basford:** Monsieur le président, j'aimerais d'abord déposer des amendements à la clause 3 portant sur l'article 102 proposé...

**M. Woolliams:** S'agit-il encore de nouveaux amendements?

**M. Basford:** Ils découlent de la conversation de ce matin au sujet des ordonnances d'interdiction.

**M. Woolliams:** Combien d'amendements proposez-vous?

**M. Basford:** Un seul.

**M. Woolliams:** Ce sera l'amendement 59.

**Le président:** Il veut atteindre le chiffre de 60, alors...

**M. Basford:** J'aimerais ajouter que ces amendements sont présentés à la demande du Comité.

**Des voix:** Bravo! Touché!

**M. Basford:** Ces amendements portent sur l'article 3 du bill, sur l'article proposé 102.(1), à la page 15. J'ai laissé des blancs que je demande aux membres du Comité de m'aider à remplir. Ces amendements rapportent aux ordonnances d'interdiction obligatoires en vertu de l'article 102.(1) proposé:

102.(1) Lorsqu'une personne est déclarée coupable d'une infraction comportant l'utilisation, le port...

d'une arme à feu. Présentement, en vertu du Bill C-83, l'ordre d'interdiction est laissé à la discrétion du juge. Selon l'amendement proposé, en plus de toute autre sanction, l'ordre d'interdiction sera obligatoire dans le cas d'une infraction. Dans le cas d'une première infraction, j'ai laissé un blanc; je propose deux ans. Dans le cas d'une récidive, je propose une interdiction de cinq ans au minimum. Je m'en remets cependant totalement au Comité.



[Text]

**The Chairman:** Yes, Mr. Lachance.

**M. Lachance:** Monsieur le président, je remercie le ministre de présenter cet amendement. Je pense qu'il s'agit d'un amendement qui sera conséquent avec les autres articles du projet de loi. Lorsque j'avais demandé qu'on étudie ce sujet, j'avais dit qu'il serait ridicule de laisser à la discrétion du registraire l'imposition de la sanction de prohibition du permis alors que ce serait ce même magistrat qui aurait imposé une sentence consécutive d'un an pour un crime commis avec une arme à feu.

Alors, je remercie le ministre d'avoir présenté cet amendement. Je pense qu'à l'origine le Comité approuvait l'esprit de cet amendement. J'ose espérer que les membres sauront l'approuver et l'entériner dans quelques minutes.

**Mr. Leggatt:** Could I get the years for one and two offences again?

**The Chairman:** Yes.

**Mr. Leggatt:** Two years and five?

**Mr. Basford:** That was my suggestion, Mr. Leggatt.

**The Chairman:** Would someone care to move this with the insertion of those years so that we could have discussion in the amendment? Mr. Lachance.

• 2015

**Mr. Lachance:** Mr. Chairman, I do not know what the wish of the Committee is to fill in the blanks. I am ready to move the amendment, if I can have some guidance about the years to put in the blanks.

**An hon. Member:** Two and five.

**Mr. Lachance:** Two and five? Okay. Good.

Je propose que l'article 3 du Bill C-83 soit modifié en remplaçant les lignes 16 à 25, page 15, par ce qui suit:

«paix ou le magistrat, selon le cas,

a) doit, dans le cas où cette personne est trouvée coupable d'une infraction à l'article 98, en sus de toute autre peine qui peut être imposée pour cette infraction, rendre une ordonnance lui interdisant le port ou la possession d'une arme à feu ou de munitions

(i) dans le cas d'une infraction à cet article à laquelle l'alinéa 98 (1)(c) s'applique, pendant une période minimale de deux années indiquée dans l'ordonnance, et,

(ii) dans le cas d'une infraction à cet article à laquelle l'alinéa 98(1)(d) s'applique, pendant une période minimale de 5 années...

si j'ai bien compris,

... indiquée dans l'ordonnance, à compter de sa mise en liberté après avoir purgé la peine d'emprisonnement pour cette infraction; et

(b) peut, dans les autres cas, en sus de toute autre peine qui peut être imposée pour cette infraction, rendre une ordonnance lui interdisant le port ou la possession d'une arme à feu ou de munitions pendant la période y indiquée, à compter du moment où elle a été déclarée coupable de cette infraction».

[Interpretation]

**Le président:** Oui, monsieur Lachance.

**Mr. Lachance:** Mr. Chairman, I wish to thank the Minister for submitting this amendment which is consequential to other sections of this bill. When I requested that we study this question, I mentioned it would be ridiculous to ask the Registrar of firearms to make an order prohibiting the retention of the permit if this same magistrate is to impose a consequential one year sentence for a crime committed with the use of firearms.

I wish to thank the Minister for presenting this amendment. Right from the beginning, the Committee approved the spirit of such an amendment. I tend to hope that members of the Committee will approve it and ratify it in a few minutes.

**M. Leggatt:** Quel est le nombre d'années proposé pour la première et la deuxième infraction?

**Le président:** On vous les donne.

**M. Leggatt:** Deux et cinq ans?

**M. Basford:** Monsieur Leggatt, c'est ce que je propose.

**Le président:** Quelqu'un voudrait-il proposer l'insertion de ces deux chiffres afin de permettre la discussion de l'amendement? Monsieur Lachance.

**M. Lachance:** Monsieur le président, est-ce le désir du Comité de remplir les blancs? Je suis prêt à proposer l'amendement si quelqu'un peut m'indiquer le nombre d'années à inscrire.

**Une voix:** Deux et cinq.

**M. Lachance:** Deux et cinq? D'accord.

I move that Clause 3 of Bill C-83 be amended by striking out lines 16 to 22 on page 15 thereof and substituting therefor the following:

“justice of magistrate, as the case may be,

a) shall, in any case where the person is convicted of an offence under Section 98, in addition to any other punishment that may be imposed for that offence, make an order prohibiting him from carrying or having in his possession any firearm or ammunition during,

(i) in the case of an offence under that section to which paragraph 98(1)(c) applies, any period of time specified in the order that is not less than two years, and

(ii) in the case of an offence under that section to which paragraph 98(1)(d) applies any period of time specified in the order that is not less than five years...

if I heard you well,

... from the time of his release from imprisonment after conviction for that offence; and

b) may, in any other case, in addition to any other punishment that may be imposed for that offence, make an order prohibiting him from carrying or having in his possession any firearm or ammunition during any period of time specified in the order from the time of his conviction for that offence.”



[Texte]

**Le président:** Monsieur Olivier.

**M. Olivier:** Monsieur le ministre, est-ce cet article s'applique strictement à l'utilisation des armes restreintes ou à toutes les catégories d'armes?

**Mr. Basford:** This applies to all arms in the commission of an offence under Section 98, that is, using an offensive weapon:

(a) while committing or attempting to commit an indictable offence, or

(b) during his flight after committing or attempting to commit an indictable offence,

**Mr. Olivier:** Thank you.

**Mr. Basford:** So it is an offensive weapon, and that could include a jackknife, if used.

**The Chairman:** Mr. Leggatt.

**Mr. Leggatt:** I would like to support it. I think it is a very useful change and, it seems to me, this is probably the most serious section in the bill. Mandatory prohibitions, I think, are wise, and it seems to me the kind of thing we were talking of before, sending a message to people that we are not going to put up with the use of guns, period, and in terms of an indictable offence.

**An hon. Member:** Hear, hear!

**Mr. Woolliams:** Could I ask a question? Is this stood?

**Mr. Basford:** Yes, proposed Section 102.(1) was stood, because this issue was raised and I undertook to see if we could draft an amendment.

**The Chairman:** Shall Mr. Lachance's amendment carry?

Amendment agreed to.

Proposed Section 102.(1) and (2) as amended agreed to.

**The Chairman:** There was one other section we also stood. I guess the Minister will come to that now.

**Mr. Basford:** Yes, there was a question relating to proposed Section 106.3(15), at page 29 of the bill. We were asked by Mr. Woolliams this afternoon about the transfer of licences, special permits, from one province to another. He asked the question, how did he get permission, if he wanted to move from Alberta to British Columbia, and we stood it, because we did not have precisely the answer which we now have. I will call upon Mr. Sarchuk. Mr. Sarchuk.

**Mr. Sarchuk:** The answer was right there all the time, I just did not see it. Proposed section 106.3(15) begins with the words, "No permit, other than" and categorizes three different types: the permit described in paragraph (a); the permit described in paragraph (b); and the permits were introduced by way of the amendment to paragraph (c). Aside from those three groups, any other type of permit is not valid outside of a province, unless it is issued by the Commissioner or local registrar. So in relation to this particular type of permit, there is no problem because the person who issued it is a person designated by the Attorney General...

[Interprétation]

**The Chairman:** Mr. Olivier.

**Mr. Olivier:** Mr. Minister, does this section strictly apply to the use of restricted weapons or to all categories of firearms?

**M. Basford:** Cet amendement s'applique à toutes les armes à feu utilisées dans la perpétration d'une infraction en vertu de l'article 98, c'est-à-dire l'utilisation d'une arme offensive:

a) dans la perpétration ou de la tentative de perpétration d'un acte criminel, ou

b) lors de sa fuite après avoir commis ou tenté de commettre un acte criminel,

**M. Olivier:** Merci.

**M. Basford:** Il s'agit donc d'une arme offensive, ce qui inclut l'utilisation d'un couteau de poche.

**Le président:** Monsieur Leggatt.

**M. Leggatt:** J'aimerais appuyer cet amendement. J'approuve le changement puisque, selon moi, cet article est un des plus sérieux du bill. A mon avis, il est sage d'imposer des interdictions obligatoires puisqu'il s'agit d'informer la population que nous ne tolérerons pas l'utilisation d'armes à feu dans la perpétration d'actes criminels.

**Une voix:** Très bien...

**M. Woolliams:** Puis-je poser une question? Avons-nous réservé cet article?

**M. Basford:** Oui, l'article 102.(1) proposé a été réservé. La question a été soulevée et j'ai essayé de rédiger un amendement.

**Le président:** Adoptez-vous l'amendement de M. Lachance?

L'amendement est adopté.

L'article 102.(1) et (2) proposé est adopté dans sa forme modifiée.

**Le président:** Nous avons aussi réservé un autre article. Je crois que le ministre veut y revenir.

**M. Basford:** Vous avez soulevé une question se rapportant à l'article 106.3(15) proposé, à la page 29 du bill. Cet après-midi, M. Woolliams a posé des questions au sujet du transfert d'autorisation et de permis spéciaux d'une province à l'autre. M. Woolliams a demandé comment transférer l'autorisation ou permis de l'Alberta à la Colombie-Britannique. Puisque nous n'avions pas la réponse précise, nous avons réservé cet article. Je vais demander à M. Sarchuk de répondre à cette question. Monsieur Sarchuk.

**M. Sarchuk:** La réponse était là sous mes yeux et je ne l'ai même pas vue. L'article 106.3(15) commence par ces termes, «aucun permis n'est valide sauf» et indique trois sortes de permis: le permis décrit à l'alinéa a); celui de l'alinéa b); et les permis que nous avons décrits dans l'amendement: c'est l'alinéa c). Tout autre permis est invalide à l'extérieur de la province sauf s'il a été émis par un commissaire ou le registraire local. L'émission de ce genre de permis ne cause donc aucun problème car le permis est émis par une personne désignée par le procureur général...

[Text]

• 2020

**Mr. Woolliams:** Of the province.

**Mr. Sarchuk:** ... of the province and this is one of the permits that is exempted from the provisions of Section 15.

**Mr. Woolliams:** That still does not answer my question. I would like it in practical language. You move from province *a* to province *b*; how do you do it?

**Mr. Sarchuk:** In relation to the permits described in proposed Section 106.3(15)(c)?

**Mr. Woolliams:** Right.

**Mr. Sarchuk:** If you are residing, let us say in The Pas, Manitoba and you wish to hunt both in Manitoba and Saskatchewan, in relation to these four permits you would simply have your permit endorsed to that effect by the person who issued it.

**Mr. Woolliams:** That is from the province in which you reside.

**Mr. Sarchuk:** That is right.

**Mr. Woolliams:** And you think the other province will accept that?

**Mr. Sarchuk:** It is in the Code that they will.

**Mr. Woolliams:** And it is not dealing with restricted weapons?

**Mr. Leggatt:** It is not only with restricted weapons.

**Mr. Sarchuk:** No, it deals with any weapons in relation to which that person has the appropriate permit. Let us take one example; the American hunter under proposed Section 106.3(8) comes in through Fort Francis to do bird hunting both in Ontario and Manitoba. To make sure that his permit is valid in both provinces so that he would not have to re-apply in Manitoba, we suggested proposed Section 106.3(15)(c), which enables the local licensing officer in Ontario who issues the permit to authorize that permit for use in Manitoba as well.

**Mr. Woolliams:** Do you think that is constitutional? Do you think it is legal?

**Mr. Sarchuk:** Yes.

**Mr. Woolliams:** Why?

**Mr. Sarchuk:** Simply because the authority to issue the permit is granted by the Code. The authority now exists in the Commissioner or local registrar of firearms appointed by him to issue carrying permits which are interprovincial carrying permits. There is nothing to prevent the Code to delegate this authority to the Attorney General in the same way as they give it to the Commissioner.

**Mr. Woolliams:** I might put this to you that it seems to me that it comes under the administration of criminal law and that falls under the jurisdiction of the provinces. That is why the Minister, through you, Mr. Chairman, is finding a part of the bill redundant because the Supreme Court of Canada declared it *ultra vires* or *intra vires* to the provinces. I think that is a provincial matter. Do you not think that is?

[Interpretation]

**M. Woolliams:** De la province.

**M. Sarchuk:** ... de la province, et c'est là l'un des permis exemptés des dispositions de l'article 15.

**M. Woolliams:** Ce n'est pas, néanmoins, une réponse à ma question. J'aimerais une réponse en termes concrets. Vous passez de la province *a* à la province *b*; comment faites-vous?

**M. Sarchuk:** Pour les permis décrits à l'alinéa 106.3(15)c)?

**M. Woolliams:** Exact.

**M. Sarchuk:** Supposons que vous soyez un résident de la Pas, au Manitoba, et que vous vouliez faire de la chasse au Manitoba et en Saskatchewan, dans le cas de ces quatre permis, il vous faut simplement obtenir que votre permis soit validé à cet effet par celui qui l'émet.

**M. Woolliams:** De la province où vous résidez.

**M. Sarchuk:** C'est exact.

**M. Woolliams:** Et vous croyez que l'autre province l'acceptera?

**M. Sarchuk:** Cela fait partie du Code, et on le fera.

**M. Woolliams:** Et il ne s'agit pas des armes à autorisation restreinte?

**M. Leggatt:** Il ne s'agit pas seulement des armes à autorisation restreinte.

**M. Sarchuk:** Non. Il s'agit de toute arme pour laquelle une personne a le permis approprié. Prenons, pour exemple, le chasseur américain qui, en vertu du paragraphe 106.3(8), décide de passer par Fort Francis pour aller à la chasse aux oiseaux en Ontario et au Manitoba. Afin d'assurer la validité du permis dans les deux provinces, de façon à ce qu'il ne soit pas nécessaire de faire une nouvelle demande au Manitoba, nous avons suggéré l'alinéa 106.3(15)c), en vertu duquel l'agent local, en Ontario, pourrait autoriser l'émission d'un permis qui serait aussi valable au Manitoba.

**M. Woolliams:** Pensez-vous que cela soit constitutionnel? Pensez-vous que ce soit légal?

**M. Sarchuk:** Oui.

**M. Woolliams:** Pourquoi?

**M. Sarchuk:** Tout simplement parce que l'autorité d'émission du permis a été accordée en vertu du Code. Le commissaire, ou le registraire local des armes à feu nommé par ce dernier, a déjà l'autorité d'émettre des permis de port d'arme valables dans toutes les provinces. Rien n'interdit que le Code permette de déléguer cette autorité au procureur général de la même façon qu'elle est accordée au commissaire.

**M. Woolliams:** Je vous dirai qu'il me semble que cela relève plutôt de l'administration du droit pénal et, donc, de la compétence des provinces. Voilà pourquoi le ministre, je vous le fais remarquer, monsieur le président, a découvert qu'une partie du bill est redondante, car la Cour suprême du Canada l'a déclarée *ultra vires*, ou *intra vires* à l'égard des provinces. J'estime que c'est là une question provinciale. Ne le croyez-vous pas?



[Texte]

**Mr. Sarchuk:** With respect, no, sir. If we can appoint or direct through the Criminal Code the Commissioner or the Attorney General, designate them as people that can authorize people to issue permits and we can also designate through the Code the types of permits that they cannot issue and the type of people that they can appoint, this just falls into the same category.

**Mr. Woolliams:** Maybe. I question that. But, however...

**Insp Hoban:** I might add some light, Mr. Woolliams, in respect to the person moving from province to province. The practice followed by every local registrar that I am acquainted with is that they will give the person a permit as described in Saskatchewan if he is moving to Manitoba and a copy of that permit is forwarded to the local registrar in Manitoba so that he knows somebody with guns is in his jurisdiction; also in the police department, copies of the registration certificates that the individual has filed at the local police office are forwarded to the local registrar in Manitoba. That is the practice followed now, sir.

**The Chairman:** Mr. Fairweather.

**Mr. Fairweather:** This is awfully complicated. Why is a permit not a national permit? This is the Criminal Code we are amending.

**Mr. Woolliams:** Right.

**Mr. Fairweather:** This seems unduly complicated. Surely the writ of the Commissioner and the registrar runs across the country. Why are we all tied up with Manitoba and Saskatchewan or New Brunswick? What is the genius of that idea?

• 2025

**Mr. Sarchuk:** It would appear that historically the Attorneys General of the provinces have desired to have a substantial amount of input into the, if I may call it, administrative control of the local registrars within their province. This is the practice which existed with the restricted weapons permits which has been in force for a number of years, and it really has been carried over into these special permits.

**Mr. Leggatt:** It seems unnecessary, Mr. Chairman. I would not think the provincial Attorneys General would mind seeing their jurisdiction expanded so that permits issued under their authority are valid outside their own province, since they can be designated under this act with appropriate authority.

**The Chairman:** Mr. Poulin.

**Mr. Poulin:** Mr. Chairman, it seems here that we are...

**Mr. Woolliams:** I would like the Minister to answer that, Mr. Chairman. I think those are very important questions.

**An hon. Member:** Who is the Chairman here? You?

**Mr. Woolliams:** No, I am asking. But I think he should answer.

[Interprétation]

**M. Sarchuk:** Sauf votre respect, monsieur, non. Si nous pouvons utiliser le Code criminel pour nommer le commissaire ou le procureur général, ou lui donner des instructions ou les désigner en tant que responsables de l'autorisation des proposés à l'émission des permis et si nous pouvons également désigner, par le biais du Code, le type de permis qu'ils ne peuvent émettre et le type de personnes qu'ils peuvent nommer, cette question tombe tout à fait dans la même catégorie.

**M. Woolliams:** Peut-être. J'en doute. Néanmoins...

**Insp. Hoban:** Je pourrais peut-être ajouter, monsieur Woolliams, un éclaircissement à l'égard d'une personne qui passe d'une province à une autre. Tous les registraires locaux que je connaisse ont pour pratique d'accorder à une personne un permis, tel que stipulé en Saskatchewan, et s'il se rend au Manitoba, une copie du permis est transmise au registraire local du Manitoba de façon à ce qu'il soit informé des individus qui portent une arme dans leur région de compétence. En outre, dans les services policiers, les copies des certificats d'enregistrement déposées par cette personne au poste de police local sont adressées au registraire local du Manitoba. Voilà la pratique actuelle.

**Le président:** Monsieur Fairweather.

**M. Fairweather:** C'est horriblement compliqué. Pourquoi ne pas avoir un permis national? Nous modifions ici le Code criminel.

**M. Woolliams:** Exact.

**M. Fairweather:** Cela me semble inutilement compliqué. Il est certain que les autorisations du commissaire et du registraire sont valables partout au pays. Pourquoi sommes-nous enchevêtrés dans cette question avec le Manitoba, la Saskatchewan ou le Nouveau-Brunswick? Quel est le principe génial de cette idée?

**M. Sarchuk:** Il semblerait que les Procureurs généraux des provinces on depuis toujours manifesté le désir de jouer un rôle substantiel dans, si je puis dire, le contrôle administratif des registraires locaux de leur province. Cette pratique fut suivie dans le cas des permis d'armes à utilisation restreinte qui existent depuis déjà un certain nombre d'années et elle a été simplement transposée à l'émission de ces permis spéciaux.

**M. Leggatt:** Cela me semble inutile, monsieur le président. Je ne pense pas que les Procureurs généraux des provinces aient une objection à voir augmenter leur juridiction de façon à ce que les permis émis en vertu de leur autorité soient valides à l'extérieur de leur propre province, étant donné qu'ils peuvent être désignés à cette fin en vertu de la loi.

**Le président:** Monsieur Poulin.

**M. Poulin:** Monsieur le président, il me semble que nous en sommes ici...

**M. Woolliams:** J'aimerais que le ministre réponde, monsieur le président. J'estime que ce sont là des questions très importantes.

**Une voix:** Qui est le président? Vous?

**M. Woolliams:** Non, je fais une demande. Mais j'estime qu'il devrait répondre.



[Text]

**The Chairman:** While the Minister is conferring, I thought I would ask Mr. Poulin to speak.

**Mr. Poulin:** It seems to me, Mr. Chairman, that we are dealing here with a very specified class of weapon: we are dealing with restricted weapons. The possession of restricted weapons is very strictly limited in this country. As a matter of fact, if you buy one, you must get a permit to carry it from the store to the police station; you must get another permit to carry it from the police station to your home; and if you must leave your home with it, you must get another permit. This is all designed to prohibit and to restrict the availability of restricted weapons.

It seems to me that this is only consistent with that has been described here by the Royal Canadian Mounted Police and others as some of the best handgun legislation in the world.

**Mr. Leggatt:** You are not answering my point. We are not dealing with restricted weapons: we are dealing with firearms. It is a new subsection, subsection (c), and there is no carrying permit required for firearms. The key to that is why, since we are not requiring a carrying permit for firearms, does the writ not run nationally on firearms? Why should we be restricting it by provincial boundaries since we are not attempting to restrict the carrying of firearms?

**The Chairman:** The Minister is ready now.

**Mr. Basford:** I think there is a little confusion here. With regard to the licence for adults to have a firearm, the writ runs across the country. That is provided for in proposed Section 106.1 (8), and that is very clear. What we are talking about here are three kinds of permits under Section 106.3: the special temporary permits where people cannot find guarantors; special temporary permits to possess restricted weapons; a permit to a person under the age of eighteen; and a permit to a person between fourteen and eighteen years of age.

**Mr. Fairweather:** I wish you had spoken earlier.

**Mr. Leggatt:** A complete answer. Thank you very much.

**Mr. Basford:** It is only those four special categories of permits we are dealing with where I think Attorneys General, who appoint the local registrars, would want a say in it.

**Mr. Leggatt:** Right.

**The Chairman:** Because we had stood that clause, we stood Mr. Fox's amendment to that clause. I will just get that for you in a moment.

**Mr. Woolliams:** What page is that, sir?

**The Chairman:** It is on page 28 of the government amendments. I will just read that. We are dealing with page 29:

That clause 3 of Bill C-83 be amended by deleting the word "or" on line 25 on page 29 thereof, by adding the word "or" at the end of line 29 on page 29 thereof and adding immediately after line 29 on page 29 thereof the following:

[Interpretation]

**Le président:** Pendant que le ministre est en consultation, je crois que je vais demander à M. Poulin de prendre la parole.

**M. Poulin:** Monsieur le président, il me semble que nous traitons ici d'un type très spécial d'armes; nous traitons des armes à utilisation restreinte. La possession de telles armes est très sévèrement limitée au pays. En fait, lors de l'achat d'une telle arme, il faut obtenir un permis pour la transporter du magasin au poste de police. Il faut un autre permis pour la transporter du poste de police à sa résidence et si l'on doit quitter sa résidence en sa possession, il faut un autre permis. Toutes ces mesures veulent interdire et limiter la disponibilité des armes à utilisation restreinte.

Il me semble que ces mesures ne sont que logiques, compte tenu des commentaires faits au Comité par la Gendarmerie royale du Canada et d'autres à l'effet que c'était là une des meilleures lois au monde sur les revolvers.

**M. Leggatt:** Vous ne répondez pas à ma question. Nous ne parlons pas des armes à utilisation restreinte; nous traitons des armes à feu. Il s'agit d'un nouveau paragraphe, le paragraphe (c) et il n'existe aucun permis de port d'armes pour les armes à feu. L'important est donc de savoir pourquoi, étant donné que nous n'exigeons pas un permis pour le port d'armes à feu, cette autorisation n'est pas valide au niveau national? Pourquoi nous limiter aux provinces étant donné que nous ne cherchons pas à limiter le port des armes à feu?

**Le président:** Le ministre est maintenant prêt.

**M. Basford:** Je pense qu'il y a ici une certaine confusion. En ce qui concerne l'autorisation de possession d'une arme à feu pour les adultes, elle est valide partout au Canada. C'est prévu au paragraphe 106.1(8), de façon très claire. Nous parlons ici de trois types de permis en vertu de l'article 106.3: les permis temporaires spéciaux pour les gens qui ne peuvent trouver de répondant; les permis temporaires spéciaux pour les propriétaires d'armes à utilisation restreinte; les permis pour les personnes de moins de 18 ans et ceux pour les personnes âgées de 14 à 18 ans.

**M. Fairweather:** Vous auriez dû parler plus tôt.

**M. Leggatt:** Une réponse complète. Merci beaucoup.

**M. Basford:** Il ne s'agit que de ces quatre catégories spéciales de permis où je pense que les Procureurs généraux, qui nomment les registraires locaux, voudront jouer un certain rôle.

**M. Leggatt:** Tout à fait.

**Le président:** Puisque nous avions réservé cet article, nous avions également réservé l'amendement de M. Fox à l'article. Je vais vous le donner dans un instant.

**M. Woolliams:** Quelle page est-ce, monsieur?

**Le président:** Il s'agit de la page 28 des amendements du gouvernement. Je vais le lire. Il porte sur la page 29 du bill:

L'article 3 du Bill C-83 est modifié par la suppression du mot «ou» à la ligne 26 de la page 29, et en remplaçant la ligne 30, page 29, par ce qui suit:

[Texte]

"(c) a permit mentioned in subsection (7), (8), (9) or (11) that is endorsed for the purposes of this subsection by the person who issued it as being valid within the provinces indicated therein,"

Do you want to make any comment on that, Mr. Minister?

**Mr. Basford:** No. I think I have made my comment.

**The Chairman:** Yes, you did. Thank you.

Shall that amendment, moved by Mr. Fox this afternoon, carry?

Amendment agreed to.

**The Chairman:** Shall proposed Section 106.3, as amended, carry?

Proposed Section 106.3 as amended agreed to.

**The Chairman:** Now we come back to where we left off. We are beginning, then, with proposed Section 106.8, and I believe there is a government amendment to that. It is on page 30 of the government amendments.

• 2030  
**Mr. Woolliams:** On which page of the bill is that?

**The Chairman:** On page 35 of the bill and page 30 of the amendments.

**Mr. Poulin.**

**Mr. Poulin:** Mr. Chairman, I move that Clause 3 of Bill C-83 be amended thereto immediately after line 31 on page 35 thereof the following paragraph:

"(a) (i) regulating the handling, secure storage and display of weapons by operators of and persons employed in using them as prescribed for the purposes of subsection 89 (2)."

**The Chairman:** Mr. Minister.

**Mr. Basford:** Mr. Chairman, when we come to Section 106.8 we are on the regulatory section which prescribes the areas in which the Governor in Council may regulate and we are adding this amendment since, earlier in the day, we corrected the inadvertence by which museums could have restricted weapons under conditions of regulations; therefore it is necessary to put into the regulatory section this power to regulate the safe storage of restricted weapons in museums. It is consequential upon the amendment we made earlier today.

**The Chairman:** Shall this amendment carry?

Amendment agreed to.

**The Chairman:** Now we have an amendment by Mr. Leggatt to the next subsection, subsection 1 (b), on page 35. Mr. Leggatt.

**Mr. Leggatt:** Oh, this relates to the mail order sale of weapons.

**The Chairman:** Yes.

**Mr. Leggatt:** I thought that we had dealt with it.

[Interprétation]

(c) «endroit indiqué dans le permis, ou d'un permis mentionné aux paragraphes (7), (8), (9) ou (11) sur lequel la personne qui le délivre appose, aux fins du présent paragraphe, un visa indiquant les provinces où ce permis est valide.

Avez-vous un commentaire, monsieur le ministre?

**M. Basford:** Non. Je pense l'avoir déjà fait.

**Le président:** En effet. Merci.

L'amendement proposé par M. Fox cet après-midi est-il adopté?

L'amendement est adopté.

**Le président:** Le projet d'article 106.3, modifié, est-il adopté?

Le projet d'article 106.3, modifié, est adopté.

**Le président:** Nous allons donc revenir au point où nous nous étions arrêtés. Nous passons donc à l'article proposé 106.8, et je crois qu'il y a un amendement gouvernemental. C'est à la page 30 des amendements du gouvernement.

**M. Woolliams:** C'est à quelle page du bill?

**Le président:** A la page 35 du bill et à la page 30 des amendements.

Monsieur Poulin.

**M. Poulin:** Monsieur le président, je propose que l'article 3 du Bill C-83 soit modifié par l'insertion, immédiatement après la ligne 36, page 35, de ce qui suit:

(a)(i) régir la manipulation, l'entreposage et la mise en montre des armes par les curateurs et les employés des musées prescrite aux fins du paragraphe 89(2);»

**Le président:** Monsieur le ministre.

**M. Basford:** Monsieur le président, l'article 106.8 fait partie des articles définissant les domaines que le gouverneur en conseil peut réglementer et nous ajoutons cet amendement puisque, plus tôt dans la journée, nous avons remédié à une lacune des règlements qui permettait aux musées d'avoir des armes à autorisation restreinte; il est donc nécessaire d'inclure dans cet article ce pouvoir de réglementer l'entreposage sur des armes à autorisation restreinte dans les musées. Cela fait suite à l'amendement que nous avons présenté plus tôt aujourd'hui.

**Le président:** L'amendement est-il adopté?

L'amendement est adopté.

**Le président:** Maintenant, nous avons un amendement de M. Leggatt relativement au sous-alinéa suivant, le sous-alinéa 1(b), à la page 35. Monsieur Leggatt.

**M. Leggatt:** Ah oui, cela concerne la vente postale des armes à feu.

**Le président:** Oui.

**M. Leggatt:** Je croyais que nous avions déjà discuté de cela.



[Text]

**The Chairman:** No.

**Mr. Leggatt:** Well, I will very briefly present my argument again.

The bill presently provides for the regulation of mail-order sales, and the argument I made this morning was that the need for mail-order sales is marginal at best. My proposed amendment would delete mail-order sales and it is consequential upon the one that was defeated this morning. Obviously the consensus of the Committee is not to approve that amendment that was submitted and therefore I presume you will want to defeat this particular consequential amendment. But if you do not want to, I would be delighted.

**The Chairman:** I take it Mr. Leggatt is not withdrawing it; he wants it voted on.

**Mr. Leggatt:** I would like to see it.

**Mr. Poulin:** It has no effect, really, if the other was defeated.

**Mr. Leggatt:** Okay. I do not want to delay the Committee.

**The Chairman:** All right. Mr. Leggatt, with agreement, is withdrawing his amendment.

The next amendment, over on the next page, page 36, is also an amendment of Mr. Leggatt's, and it is to paragraph (f).

**Mr. Leggatt:** This again was an amendment to prescribe the fees, that they would not exceed \$3.00 in any initial period or \$6.00 in any subsequent period. Frankly, I thought the amendment presented by Mr. Woolliams was a more satisfactory one and therefore I deferred to that one. I presume the principle behind this amendment is the same, that the Committee is not ready to accept it; so I will withdraw it, as I indicated I would, in favour of Mr. Woolliams' amendment.

**Mr. Woolliams:** Could I ask a question? Has the Minister really any figures or done any study on the cost of licensing firearms?

**Mr. Basford:** Yes.

**Mr. Woolliams:** And what are those studies?

**Mr. Basford:** We have been and are doing a good deal of work on those costs.

**Mr. Woolliams:** Have you read the *Research Association Incorporated* from the United States on the analysis of licensing and the cost?

• 2035

**Mr. Basford:** No, I must confess I have not.

**Mr. Woolliams:** They talk about firearms registration, but it is basically the same when you licence weapons because they are listed. It is a Survey of the State of Law Enforcement Agency of Firearms Registrations by L. M. S. Crouke.

What studies have you made and what studies have you read?

[Interpretation]

**Le président:** Non.

**M. Leggatt:** Alors, je vais à nouveau brièvement présenter mon argument.

Actuellement, le bill régit la vente postale, et selon mon argument de ce matin, je prétends que la vente postale est tout au plus marginale. L'amendement que je propose enrayerait la vente postale et fait suite à celui qui a été défait ce matin. Comme le Comité n'a pas approuvé cet amendement, je présume donc que vous allez voter contre cet amendement-ci qui y fait suite. Mais si vous ne voulez pas voter contre, je serai heureux.

**Le président:** Je pense que M. Leggatt ne retire pas son amendement; il désire que nous votions.

**M. Leggatt:** J'aimerais que nous prenions un vote.

**M. Poulin:** Il n'aurait aucun effet puisque l'autre a été défait.

**M. Leggatt:** Très bien. Je ne veux pas retarder le Comité.

**Le président:** Très bien. M. Leggatt accepte de retirer son amendement.

L'amendement suivant, concernant le paragraphe (f) de la page 36, est également présenté par M. Leggatt.

**M. Leggatt:** Encore une fois, cet amendement visait à fixer les frais, de sorte qu'ils ne dépassent pas \$3 pour toute période initiale ou \$6 pour toute période subséquente. Honnêtement, j'ai pensé que l'amendement présenté par M. Woolliams était plus satisfaisant et j'ai donc voté pour celui-là. Je présume que le principe est le même, que le Comité n'est pas prêt à l'accepter; or, comme je l'ai dit, je retire cet amendement en faveur de celui de M. Woolliams.

**M. Woolliams:** Puis-je poser une question? Le ministre a-t-il des chiffres ou a-t-il effectué une étude sur le coût des autorisations pour les armes à feu?

**M. Basford:** Oui.

**M. Woolliams:** Quelles sont ces études?

**M. Basford:** Nous avons effectué et nous effectuons présentement beaucoup de recherches sur les coûts.

**M. Woolliams:** Avez-vous lu *Research Association Incorporated*, des États-Unis, qui est une analyse sur les autorisations et les coûts d'autorisation?

**M. Basford:** Non, je dois avouer que je ne l'ai pas lu.

**M. Woolliams:** Il s'agit d'enregistrement des armes à feu, mais c'est essentiellement la même chose lorsque vous émettez des autorisations pour les armes parce qu'elles sont enregistrées. Le titre est: *Survey of the State of Law Enforcement Agency of Firearms Registration*, par L. M. S. Crouke.

Quelles études avez-vous effectuées et quelles études avez-vous lues?



[Texte]

**Mr. Basford:** The analysis of cost in developing the scheme has been done within the Policy and Administration Branch of the Solicitor General's Department and the Royal Canadian Mounted Police.

**Mr. Woolliams:** In your studies what do you estimate the cost would be to the taxpayers or the licensees with reference to the registration of permits?

**Mr. Basford:** We are still refining our costs.

**Mr. Woolliams:** In other words, you do not know tonight, when you are asking us to approve this bill, what the cost will be to the gun owner. You do not know that, do you?

**Mr. Basford:** I know that the figures I have seen in the press of \$50 and \$70 and \$100 are absolutely wrong.

**Mr. Woolliams:** All right, I will buy that. What are your figures?

**Mr. Basford:** Obviously they are figures lower than that.

**Mr. Woolliams:** What are they?

**Mr. Basford:** It depends on what we include in the licensing scheme. It includes what portion of it is public money as opposed to funds raised from the licensing fee that Mr. Fairweather and I were discussing the other day.

**Mr. Woolliams:** I do not know what Mr. Fairweather and you discussed. I am asking you as the Minister—and you are asking us to believe that the policy will be flexible and you are asking us to approve this bill and approve regulations—with the studies you have made to date and with the flexibility you have mentioned, what is your estimate the cost will be per licence per permit?

**Mr. Basford:** We have not arrived at that figure.

**Mr. Woolliams:** No. I think that is the best answer. In other words, you are asking us to approve this bill without the public, without us in this Committee and without your colleagues or anybody else knowing what the cost is going to be. Is that your answer, Mr. Minister?

**Mr. Basford:** We are asking you to approve it without a precise figure in the regulations as to that cost because we are still analysing our costs and because it depends on two variables at the moment; one, our negotiations with the provinces as to the administration of the scheme and, secondly, the portion. As I explained to Mr. Fairweather, the initial intention was to have it self-financing but that we were prepared to recommend and concede the points that had been made in this Committee that there was an element of public benefit in this whole scheme and that the gun owners should not be the sole financiers of the scheme.

**Mr. Woolliams:** I appreciate that.

**Mr. Basford:** So, those two variables still being variable, we are unable to write into this bill what the fee will be. Obviously by the time we come back to Parliament and this Committee with the regulations that fee will have been determined and will be put into the regulations.

[Interprétation]

**M. Basford:** L'analyse du coût de l'élaboration a été faite par la Division de l'administration de la politique du ministère du solliciteur général et par la Gendarmerie royale du Canada.

**M. Woolliams:** Selon vos études, quel serait le coût aux contribuables ou à la personne autorisée relativement à l'enregistrement des permis?

**M. Basford:** Nous sommes toujours en train de définir nos coûts.

**M. Woolliams:** En d'autres mots, alors que vous nous demandez d'adopter ce bill, vous ne savez pas ce qu'il en coûtera au propriétaire d'armes à feu. Vous ne le savez pas, n'est-ce pas?

**M. Basford:** Je sais que les chiffres de \$50, \$70 et \$100, publiés dans les journaux, sont absolument faux.

**M. Woolliams:** Très bien, je vous crois. Quels sont vos chiffres?

**M. Basford:** Il est évident qu'ils sont beaucoup moins élevés que ceux-là.

**M. Woolliams:** Quels sont-ils?

**M. Basford:** Cela dépend du contenu de ce plan d'autorisation. Cela comprend la partie des fonds publics et les sommes provenant des droits d'autorisation dont M. Fairweather et moi-même avons discuté l'autre jour.

**M. Woolliams:** Je ne suis pas au courant de votre discussion avec M. Fairweather. Vous nous demandez de croire que cette politique sera flexible et vous nous demandez d'adopter ce bill et d'adopter ces règlements; je vous demande en tant que ministre, compte tenu des études que vous avez faites jusqu'à aujourd'hui, et de la flexibilité que vous avez mentionnée, quelle est votre estimation des coûts par autorisation ou par permis?

**M. Basford:** Nous n'avons pas encore de chiffre.

**M. Woolliams:** Non. Je crois que c'est la meilleure réponse. En d'autres mots, vous nous demandez d'adopter ce bill sans que le public, les membres du Comité, vos collègues ou qui que ce soit sache ce qu'il en coûtera. Est-ce là votre réponse, monsieur le ministre?

**M. Basford:** Nous vous demandons de l'adopter sans coût précis, dans les règlements, parce que nous sommes toujours à analyser ces coûts et parce que cela dépend de deux variables; d'abord, nos négociations avec les provinces relativement à l'administration de ce plan et, la portion. Comme j'ai expliqué à M. Fairweather, notre intention du début était que ce plan puisse s'autofinancer, mais nous étions prêts à recommander et à concéder les points présentés à ce comité, à savoir qu'il y avait une part de bénéfice pour le public dans tout ce plan et que les propriétaires d'armes à feu ne devraient pas être les seuls à financer ce plan.

**M. Woolliams:** Je comprends cela.

**M. Basford:** Or, ces deux variables n'étant pas encore réglés, il nous est impossible de dire dans ce bill quel sera le montant du droit à payer. Évidemment, d'ici à ce que nous présentions les règlements au Parlement et au Comité, le montant de ce droit aura été déterminé et nous l'inclurons dans les règlements.

[Text]

**Mr. Woolliams:** Are you asking us as a Committee, because you do not have information and have not done any calculations, to approve a bill, and to hope that we will approve regulations, without knowing what the cost will be? What do you think the maximum cost will be?

**Mr. Basford:** I think it would be impossible, even a totally self-financing scheme, for the cost to exceed \$5 a year. That is our outside figure.

**Mr. Woolliams:** Could I put this to you, Mr. Minister. You are not able to tell us that. Assuming that the licence fees and the permit fees paid it, what do you think the cost would be? What is the maximum and what is the minimum?

**Mr. Basford:** That is what I just stated.

• 2040

**Mr. Woolliams:** In other words, you are asking us to approve a bill and you are not able to tell us the cost. With rhetoric this afternoon, with the greatest respect to you, you said \$50 is too high, \$30 may be in the ball park, \$20 may not be, \$5 was too low. Now that is reference, and I ask you right now a point-blank question. Do you know the cost? Have you any idea of the cost or are you gambling?

**Mr. Fairweather:** He is off the track.

**Mr. Basford:** At this point of the development of this scheme we have done all the work that can possibly be done to try to determine...

**Mr. Woolliams:** What work have you done?

**Mr. Basford:** ... through the Royal Canadian Mounted Police the development of a licensing scheme. That scheme is still subject to refinement by us, still subject to negotiation with the provinces and still subject to a decision as to which portion of it will be self-financing and which portion of it will be borne from general revenue.

**Mr. Woolliams:** All right.

**Mr. Basford:** That is why I cannot give you a precise figure. It also, of course, determines to some extent when you say "what will be the total cost of the scheme?", the fact that because we have no licensing scheme for long guns in Canada today we do not know precisely how many people are going to be applying for licences, how many gun owners there are, how many will turn them in under a moratorium, so we, in fact, do not know how many licences are to be issued. We will know that figure or be able to make a better estimate of that figure after Statistics Canada completes its survey, which they are undertaking now and working on during the course of the summer, as to the number of gun owners in Canada.

That will still not give us a perfect figure because, of course, we still do not know how many people will decline to become licencees; they would prefer to just hand in their guns. We estimate, and you have seen these estimates, that there are some 3 million gun owners in Canada. We do not know how many of those are going to be licencees; secondly, we do not know the speed with which the scheme will be implemented across Canada. That is a subject for consultation—and I think my colleague discussed this—with Attorneys General across the country.

[Interpretation]

**M. Woolliams:** Vous nous demandez, en tant que Comité, parce que vous n'avez pas les renseignements et que vous n'avez pas fait les calculs, d'adopter ce bill et, en espérant que nous adopterons les règlements, sans savoir ce qu'il en coûtera? A combien estimez-vous le coût maximum?

**M. Basford:** Je pense, même avec un plan d'autofinancement total, que ce coût ne pourrait pas dépasser \$5 par année. C'est notre chiffre le plus élevé.

**M. Woolliams:** Puis-je vous dire ceci, monsieur le ministre. Vous ne pouvez pas nous dire cela. En supposant que les droits d'autorisation et les droits de permis paient la note, quel en serait le coût? Quel serait le maximum et quel serait le minimum?

**M. Basford:** C'est ce que je viens juste d'indiquer.

**M. Woolliams:** En d'autres termes, vous voulez que nous approuvions le bill et vous n'êtes pas capable de nous en donner le coût. D'après ce que vous avez dit \$50, c'est trop élevé; \$30 pourrait être un chiffre approximatif, \$20 pourrait ne pas être suffisant, \$5 est trop bas. Je vous poserais donc cette question directe: en connaissez-vous le coût? Est-ce que vous en connaissez-vous le coût ou est-ce que vous devinez?

**M. Fairweather:** Il n'est plus dans le sujet.

**M. Basford:** Pour l'instant, nous avons mis tous nos efforts à essayer d'établir...

**M. Woolliams:** Quel est le travail que vous avez fait?

**M. Basford:** ... nous avons établi grâce à Gendarmerie royale du Canada du programme d'émission de permis. Nous sommes en train de le mettre au point et il y a encore des négociations qui se poursuivent avec les provinces, car il s'agit toujours de savoir quelle sera la partie qui s'autofinancera et quelle sera celle qui sera payée à même les recettes générales.

**M. Woolliams:** Très bien.

**M. Basford:** Voilà pourquoi je ne puis vous donner un chiffre précis et lorsque vous me demandez: «quel sera le coût total du programme?» cela est difficile à établir, car à l'heure actuelle, nous n'avons pas de programme d'émission d'autorisations pour les carabines et nous ne savons pas combien de personnes vont faire des demandes de permis. Nous ne savons pas combien de personnes sont propriétaires d'armes à feu et combien les remettront en vertu d'un moratoire. En fait, nous ne savons pas combien il faudra émettre de permis. Après que Statistique Canada aura terminé l'enquête entreprise qui se continuera durant l'été, nous connaîtrons le nombre des propriétaires de fusils au Canada.

Le chiffre ne sera pas encore parfaitement exact, car nous ne savons pas combien de personnes décideront d'obtenir les autorisations et combien préféreront remettre leur fusil. On évalue à 3 millions le nombre des propriétaires de fusil au Canada et nous ne savons pas combien obtiendront des autorisations et, en deuxième lieu, nous ne savons pas avec quelle rapidité ce programme sera appliqué au Canada. Il y a à ce sujet consultation avec, et je crois que mes collègues en ont discuté, les procureurs généraux dans tout le pays.



[Texte]

**Mr. Woolliams:** I know what they think the cost will be because I have several letters from Attorneys General but I am asking you. The only real study you have done is what the RCMP have given you as the Minister. What have they estimated the cost would be?

**Mr. Basford:** The estimates of the scheme that they have worked out, which is still being refined, I cannot...

**Mr. Woolliams:** Apart from the refinement, what do they say?

**Mr. Basford:** I cannot see the scheme being more than...

**M. Olivier:** J'invoque le Règlement, monsieur le président. Je voudrais savoir combien y a-t-il de membres du Comité et pendant combien de temps chaque membre a-t-il le droit de parler? Car, nous aussi, nous aimerions prendre la parole.

**The Chairman:** We do not really have any time limits at this stage and I think Mr. Woolliams has been extremely co-operative.

**Mr. Olivier:** It is not the first time you have told me that.

**The Chairman:** I think we should allow him to continue. The Minister was just about to give his estimate.

**Mr. Woolliams:** I might say to the Liberals, if I have 10 minutes to determine this question, you are frightened of it politically. I am asking a question. I do not mind if you cut me off in 10 minutes. I will tell you this, Mr. Chairman, I am sure that you are worried politically. I am asking the Minister and I intend to ask this question for a long time.

**Mr. Olivier:** It is the third time you asked the Minister the same question.

**Mr. Woolliams:** If it goes right around the Committee I will come back to it. I think the Minister has some ballpark figure.

**Mr. Basford:** I have given that figure. I said I cannot see the cost, even for a totally self-financing scheme, being more than \$5 a year.

**Mr. Woolliams:** Then why, Mr. Basford, did you vote against my amendment for \$5 a year?

**Mr. Basford:** I think your figure was...

**Mr. Woolliams:** It was \$5 for a licence, \$2 or \$3 for a permit.

• 2045

**Mr. Basford:** No, your amendment was \$5 a year.

**An hon. member:** \$1 per year.

**Mr. Woolliams:** Yes, oh, per year. Do you believe of every licence then, that the minimum may cost the average person \$25 a year?

**An hon. Member:** He said maximum.

**Mr. Basford:** No, I do not, because I said that is the outside cost of a totally self-financing scheme without refinement and without negotiation.

**Mr. Woolliams:** What do you mean by refinement?

[Interprétation]

**M. Woolliams:** Je crois connaître l'idée que les procureurs généraux se font du coût, car j'ai reçu plusieurs lettres de ceux-ci, mais je vous le demande à vous. La seule étude à laquelle vous avez procédé, c'est celle de la Gendarmerie royale du Canada et à combien estime-t-elle le coût?

**M. Basford:** Ce programme qui est toujours en train d'être perfectionné...

**M. Woolliams:** En dehors du perfectionnement, quel en est le coût?

**M. Basford:** Je ne pense pas qu'il coûte plus que...

**Mr. Olivier:** A point of order, Mr. Chairman. I would like to know the numbers of members in the Committee and what is the time allocated to each member? We too would also like to have the floor.

**Le président:** Il n'y a pas de limite établie pour l'instant et je crois que M. Woolliams a été très coopératif.

**M. Olivier:** Ce n'est pas la première fois que vous me dites cela.

**Le président:** Je crois qu'on devrait lui permettre de continuer. Le ministre allait nous donner son évaluation.

**M. Woolliams:** Je dirai aux Libéraux que ma question n'est pas de savoir si j'ai 10 minutes, vous pouvez me couper la parole mais je pose une question et je suis sûr que c'est pour des raisons politiques qu'on ne me répond pas. Je pose au ministre une question et je la poserai pendant longtemps.

**M. Olivier:** C'est la troisième fois que vous posez au ministre la même question.

**M. Woolliams:** J'y reviendrai, car je crois que le ministre a quelque chiffre approximatif à nous donner.

**M. Basford:** Je vous l'ai donné; je ne conçois pas que même dans le cas d'un programme s'auto-finançant, le coût soit plus élevé que \$5 par an.

**M. Woolliams:** Alors, pourquoi, monsieur Basford, avez-vous voté contre mon amendement au sujet de ces \$5?

**M. Basford:** Je crois que votre chiffre était...

**M. Woolliams:** C'était \$5 pour une autorisation, \$2 ou \$3 pour un permis.

**M. Basford:** Non, votre amendement disait \$5 par année.

**Une voix:** Un dollar par année.

**M. Woolliams:** Oui, par année. Pensez-vous alors que chaque licence doit coûter au minimum \$25 par année à chaque personne?

**Une voix:** Nous avons dit maximum.

**M. Basford:** Non, je ne le pense pas, car j'ai dit que c'était le coût d'ensemble d'un régime complet s'auto-finançant, pas trop complexe et sans négociation.

**M. Woolliams:** Que voulez-vous dire par pas trop complexe?



[Text]

**Mr. Basford:** In terms of taking some of the features out of the scheme. You can have every cost that goes into the scheme, increase or decrease the scheme, to literally, what paper you use on the licence, the amount of information you ask for—all of this is computer time, and man-years involved. It is all of those features that are now under refinement.

**Mr. Woolliams:** What are the features you are talking about? Would you list them please?

**Mr. Basford:** The whole scheme is being examined to see where costs can be reduced. Secondly, where or what features should be borne by the licensee and what part should be borne out of the public treasury. I am not trying to evade your question, Mr. Woolliams. It is just impossible for us at this time to set a fee in the statute at this time.

**Mr. Woolliams:** Could I put this question to you. Will it be \$50?

**Mr. Basford:** No, I have answered that.

**Mr. Woolliams:** All right.

**The Chairman:** You have the range, Mr. Woolliams, he rejected your amendment at \$5 and he says he thinks that \$25 is a maximum for a five-year period, that is, \$5 a year for five years, so somewhere between \$5 and \$25 I think is the range that you have isolated.

**Mr. Woolliams:** I will now ask the Minister, Mr. Chairman, to make sure that he agrees with you. You have the point and I appreciate that. Will it be a licensing fee somewhere between \$5 and \$25?

**Mr. Basford:** Yes, that is a fair statement.

**Mr. Woolliams:** And will it be more than half that amount?

**Some hon. Members:** Hear, hear!

**The Chairman:** I doubt if you are going to pin him down that way.

**Mr. Basford:** I am unable to say at this time.

**Mr. Woolliams:** Can I put this to you, Mr. Basford, will all the letters that the members have received—and that is why they worry and interfere with me when I question you and I sympathize as I understand their responsibility and anxiety but...

**Mr. Olivier:** Talk for yourself.

**Mr. Woolliams:** That is right, and I understand that.

**Mr. Olivier:** That is right. Do not talk for me, I can talk.

**Mr. Woolliams:** I understand that. You go ahead and I will wait again.

**The Chairman:** Order, please.

**Mr. Woolliams:** Do you not think before you implement a scheme as grandiose as this, that a department with your expertise and responsibility should be able to give us a ballpark figure?

**Mr. Basford:** I have, I think, Mr. Woolliams, given you an outside ballpark figure. Coming within that, depends upon further refinements of the scheme, negotiations with the provinces, a decision as to which part of the scheme will be borne out of public treasury, a more precise determination of how many owners there are, how many applicants there in fact will be and the speed of implementation of the scheme, all of which affect the cost in each fiscal year. Therefore, I cannot give you a more precise figure than I have. For example, it has been made clear to the

[Interpretation]

**M. Basford:** Il faudra peut-être émonder le régime. Certains facteurs peuvent affecter le régime, en augmenter ou en réduire le prix, jusqu'à la sorte de papier que vous employez pour la licence, le degré d'informations demandées et qui représentent tous l'usage de l'ordinateur et des années-hommes. Ce sont ces caractéristiques que l'on amenuise présentement.

**M. Woolliams:** Quelles sont les caractéristiques dont vous parlez? Pourriez-vous les énumérer?

**M. Basford:** Tout le régime est revu afin d'en réduire le coût; deuxièmement, nous examinons quelles sont les particularités qui doivent se trouver dans la licence et à quel endroit, et quelle partie doit être aux frais du trésor public. Je ne cherche pas à me dérober, monsieur Woolliams; il est tout simplement impossible de fixer le tarif par statut présentement.

**M. Woolliams:** Permettez-moi de vous poser cette question: est-ce que ce sera de l'ordre de \$50?

**M. Basford:** Non, j'ai répondu à cela.

**M. Woolliams:** Très bien.

**Le président:** Vous avez une idée de l'écart possible, monsieur Woolliams; nous avons rejeté votre amendement de \$5 et il dit qu'il pense que \$25 sera la maximum pour une période de 5 ans, soit \$5 par année pendant 5 ans, et donc entre \$5 et \$25 réparti par tranche.

**M. Woolliams:** Monsieur le président, je vais maintenant demander au ministre, afin de m'assurer qu'il est d'accord avec vous, s'il a bien saisi et si les frais d'autorisation seront de \$5 à \$25?

**M. Basford:** Oui, c'est assez juste.

**M. Woolliams:** Et est-ce que cela sera plus de la moitié de ce montant?

**Des voix:** Bravo, bravo.

**Le président:** Je doute que vous puissiez le coincer de cette façon.

**M. Basford:** Je ne saurais dire présentement.

**M. Woolliams:** Pourrais-je vous demander, monsieur Basford, si toutes les lettres que les députés ont reçues—et c'est pourquoi ils s'inquiètent et interviennent lorsque je pose des questions, et je sympathise avec eux car je comprends leur responsabilité et leur anxiété mais...

**M. Olivier:** Parlez pour vous-même.

**M. Woolliams:** En effet, entendu.

**M. Olivier:** En effet. Ne parlez pas pour moi, je peux me faire mon propre porte-parole.

**M. Woolliams:** Je le comprends. Allez-y, je vais attendre encore.

**Le président:** A l'ordre, s'il vous plaît.

**M. Woolliams:** Ne croyez-vous pas qu'avant d'imposer un régime aussi grandiose, votre ministère pourrait, par la voix de ses experts, et en vertu de son autorité, nous citer un chiffre approximatif?

**M. Basford:** Je crois vous avoir donné un chiffre approximatif, monsieur Woolliams. Il variera entre ces deux extrêmes selon les particularités, les négociations avec les provinces, la partie du régime qui sera défrayée à même le trésor public, la détermination plus précise du nombre de détenteurs de licence, du nombre de demandes et de la rapidité avec laquelle on pourra implanter le régime, tous des facteurs susceptibles de faire varier le coût durant l'exercice financier. Je ne peux donc vous donner un chiffre plus exact. Par exemple, nous avons

## [Texte]

committee that it was our hope to implement the scheme first in Ontario where the government, according to their statements, is committed to this type of scheme. We are not sure, even at this point, which fiscal year we will be able to implement it in Ontario simply because we do not know when this bill will be passed. Obviously once it is passed there has to be an immense amount of lead time between proclamation and implementation in any province. We do not know at this point, until we have the bill passed, even in that province to what extent provincial wildlife officers are going to be involved or the Ontario Provincial Police are going to be involved. All of these are variable figures.

• 2050

**Mr. Woolliams:** We have certain set costs. May I ask you this question. How many attorneys general of Canada have agreed that you can implement this grandiose scheme without telling the public what the costs are? I would like to know how many attorneys general have agreed with this proposition?

**Mr. Basford:** I think the costs will . . .

**The Chairman:** I think that will have to be your last question for now, Mr. Woolliams.

**Mr. Woolliams:** It somebody interrupts, but if they do not, then I want a second round.

**The Chairman:** There are four others who want to question.

**Mr. Woolliams:** Okay. I am prepared to . . .

**Mr. Basford:** The costs will be known in precise figures at the time of implementation because, of course, the scheme cannot be implemented without first passing the regulations, which have to come to this Committee first. But it is impossible to implement it in a province or in a region of a province without first having the regulations passed, because until you have the regulations you do not have a complete scheme. So obviously the license fee will be determined and will be finite before it is proclaimed in a province.

**Mr. Woolliams:** Mr. Chairman, I bow to your direction. Just put me down for the second round.

**The Chairman:** Thank you, Mr. Woolliams. I have the names of a couple of your colleagues. Mr. Towers.

**Mr. Towers:** Thank you, Mr. Chairman. The Minister made one statement that scared the living daylights out of me. He said the amount of information that was going to be asked for on the license was going to have a bearing on the cost of the license, and I wonder if the Minister could tell us what information is going to be required of the individual on the application for a license?

**Mr. Poulin:** Mr. Chairman, just on a brief point of order.

**The Chairman:** Mr. Poulin.

**Mr. Poulin:** On Mr. Leggatt's amendment, I understood him to say that he was going to withdraw the amendment and Mr. Woolliams had questions he wished to put prior to withdrawal, but if it is really the intention to withdraw the amendment of Mr. Leggatt do we at this time need to—realizing, of course, that the regulations are going to be presented to us and we will have a full examination of them at that time, I wonder if Mr. Woolliams would agree that it might not be necessary to pursue that at this time if Mr. Leggatt intends to withdraw it in any event.

## [Interprétation]

clairement informé le Comité que nous espérons instaurer le régime premièrement en Ontario où le gouvernement s'est engagé de façon officielle à implanter ce genre de régime. Nous ne savons pas, même maintenant, au cours de quel exercice financier nous pourrions le mettre en application en Ontario, car on ne peut prévoir à quel moment ce projet de loi sera adopté. De toute évidence, une fois qu'on l'aura adopté, il y aura un laps de temps assez long entre le moment de la proclamation et le moment de la mise en application dans les provinces. Nous ne savons pas pour l'instant, et tant que le Bill ne sera pas adopté, jusqu'à quel point les agents provinciaux ontariens de la faune seront en cause et si même les agents ontariens de la sécurité interviendront. Ce sont là des facteurs qui sont variables.

**M. Woolliams:** Nous pouvons prévoir certains coûts fixes. J'aimerais vous poser une question. Combien de procureurs généraux au Canada ont convenu de mettre en application ce projet grandiose sans dire au grand public quel en serait le coût? J'aimerais savoir combien de procureurs généraux ont convenu de cela?

**M. Basford:** Je crois que les coûts seront . . .

**Le président:** Ce sera votre dernière question monsieur Woolliams.

**M. Woolliams:** Si quelqu'un m'interrompt, soit, sans quoi je veux un second tour.

**Le président:** Il y a d'autres noms sur ma liste.

**M. Woolliams:** D'accord. Je suis prêt à . . .

**M. Basford:** Nous connaissons les coûts précis au moment de la mise en application car, bien entendu, ce projet ne peut pas être mis en application sans les règlements qui doivent l'accompagner, lesquels devront être examinés par le Comité. Il est impossible de le mettre en application dans une province ou même dans une région d'une province sans avoir proclamé des règlements sans lesquels le projet est incomplet. De toute évidence les droits seront fixés et nous en connaissons le montant avant la proclamation dans chaque province.

**M. Woolliams:** Monsieur le président, je m'en remets à vous. Inscrivez mon nom pour le second tour.

**Le président:** Merci, monsieur Woolliams. J'ai ici les noms de quelques-uns de vos collègues. Monsieur Towers.

**M. Towers:** Monsieur le président, merci. Le ministre a fait une déclaration qui m'effraie beaucoup. Il a dit que la quantité de renseignements qu'on demanderait au moment de l'obtention d'une autorisation déterminerait le coût de l'autorisation; le ministre pourrait-il nous dire quels sont ces renseignements qu'on va exiger d'un particulier au moment d'une demande d'autorisation?

**M. Poulin:** Monsieur le président, j'invoque le Règlement.

**Le président:** Monsieur Poulin.

**M. Poulin:** J'ai cru comprendre que M. Leggatt allait retirer son amendement et M. Woolliams a dit qu'il voulait poser des questions avant qu'il ne le fasse. Si tel est le cas, si M. Leggatt retire son amendement, pour l'instant, avons-nous besoin . . . Il faut bien se rendre compte que nous pourrions examiner les règlements en temps et lieu et je me demande si M. Woolliams consentirait à laisser tomber ce sujet pour l'instant, vu que M. Leggatt a l'intention de retirer son amendement de toute façon.



[Text]

**Mr. Woolliams:** My answer is no because I do not trust the regulations because we have no control over the regulations. Mr. Poulin knows that. If there is an amendment to the section, the section speaks for itself. If what I have asked is relevant under the amendment, it is relevant under this section. I have nothing more to say.

**Mr. Poulin:** Yes, but Mr. Leggatt was going to withdraw the amendment, Mr. Woolliams. He was not going to proceed with it.

**Mr. Towers:** On a point of order...

**The Chairman:** I am sorry, yes, I had it marked down. On the same point of order, Mr. Towers.

**Mr. Towers:** I think the Minister was preparing himself to answer the question. This is valid information and I think we should have it regardless of whether Mr. Leggatt withdraws his amendment or not. Until now he has not withdrawn it, so I think it is a valid question.

**The Chairman:** I quite agree, Mr. Towers, that the question should be answered in any event. We will try to clarify Mr. Leggatt's situation in a moment. Mr. Minister.

**Mr. Basford:** The type of information asked for on the application form, all of which then can be cross-checked or not cross-checked, and each adds to the cost, is, as we have made clear, information relating to mental stability, alcohol or drug abuse—these will be questions on the application—record of previous convictions, sex, age, physical description, address, occupation, then possibly previous addresses for five years, physical impairment if any, place of birth, declaration that applicant not previously refused a license, that there have been no previous revocations and whether or not he has been involved in any mishap involving a firearm, etc.; these would be some of the items asked for or being considered for the application form. Part of the cost is determined by whether local licensing officers, if given and to what extent they check, if someone has a record of mental instability; how much they call the people in for additional information, or of alcohol abuse or drug abuse.

There is a criminal records check through CPIC and that is then determining whether there are local police records not in the CPIC. All of those are features of the scheme. As you add more information and do more checking you, of course, have a more secure system but the more secure system you have, the more costly the system is. So, in defining the scheme and refining it, we are endeavouring to have what is a safe system, but at the same time the least costly one.

Take the issue of fingerprints. Some people have suggested that there be a fingerprint on the licence; I reject that although obviously if you include that you have a much more expensive scheme, because it requires someone to be fingerprinted.

**Mr. Towers:** Does the Minister see the federal government putting in an amount of money from the general revenue or does he see that as a payment to the provincial governments and they, in turn, will administer it.

[Interpretation]

**M. Woolliams:** Moi je dis que non, car je ne fais pas confiance aux règlements qu'on présentera. Nous ne pourrions absolument pas exercer de contrôle sur eux. M. Poulin le sait très bien. Il existe un amendement pour cet article mais l'article est une entité en lui-même. J'ai posé des questions relativement à cet amendement qui touche également l'article. Je n'ai rien à ajouter.

**M. Poulin:** Oui, mais M. Leggatt avait l'intention de retirer son amendement, monsieur Woolliams. Il n'avait pas l'intention de poursuivre.

**M. Towers:** J'invoque le Règlement...

**Le président:** Excusez-moi. C'était inscrit ici. M. Towers, pour une question de Règlement.

**M. Towers:** Je crois que le ministre se préparait à répondre à cette question. Il s'agit de renseignements intéressants que nous devrions obtenir même si M. Leggatt retire son amendement. Il ne l'a pas fait jusqu'à maintenant et voilà pourquoi je crois que cette question est recevable.

**Le président:** Monsieur Towers, je suis d'accord. On devrait répondre à cette question de toute façon. Nous tenterons d'éclaircir la situation avec M. Leggatt dans un instant. Monsieur le ministre.

**M. Basford:** Le genre de renseignements qu'on demandera sur le formulaire de demande, renseignements que l'on pourra toujours vérifier ou ne pas vérifier, contribuera à augmenter le coût. Nous l'avons dit, il s'agit de renseignements relatifs à la stabilité d'esprit, à la consommation d'alcool ou de drogues, et l'on posera ces questions lors de la demande. On demandera également quel est le dossier relativement à des condamnations précédentes, ou demandera quel est le sexe, l'âge, les caractéristiques physiques, l'adresse, l'emploi et peut-être même les adresses au cours des cinq années précédentes, les défauts physiques éventuellement, le lieu de naissance; on demandera également au requérant s'il s'est vu refuser une autorisation au préalable ou si son autorisation a été suspendue, de même qu'on lui demandera s'il a été impliqué dans des incidents mettant une arme à feu en cause. Voilà quelques-uns des renseignements que l'on demandera sur le formulaire à remplir. Le coût sera d'autant plus élevé si les préposés aux autorisations locaux ont besoin de vérifier les renseignements fournis sur un dossier d'instabilité mentale, par exemple; il faudra peut-être faire appel à d'autres gens pour obtenir d'autres renseignements sur la consommation d'alcool ou de drogues, par exemple.

On pourra vérifier les casiers judiciaires, par l'intermédiaire du CIPC, et on devra vérifier s'il n'existe pas de casier au commissariat de police local que le CIPC ignorerait. Cela fait partie du projet d'ensemble. Plus il y aura de renseignements, plus il y aura de vérifications, plus le système sera faible, mais cela veut dire qu'il en coûtera plus. Donc, dans la définition et le raffinement du système, il nous faudra tenter de le rendre fiable tout en maintenant les coûts au plus bas niveau possible.

Prenez l'exemple des empreintes digitales. Certaines gens ont proposé que l'autorisation comporte une empreinte digitale. J'ai rejeté cette idée car, de toute évidence, si l'on fait intervenir les empreintes digitales, il faudra trouver quelqu'un qui les prenne.

**M. Towers:** Est-ce que le ministre envisage que le gouvernement fédéral tirera des deniers publics une certaine somme ou est-ce que les gouvernements provinciaux recevront un montant puisqu'ils administreront le programme.



[Texte]

**Mr. Basford:** We envisage a self-financing scheme and in the regulatory section that we are now dealing with, on page 36, proposed Section 106.8 (1)(g)(i), allowing the Solicitor General into agreements with the provinces

(i) relating to the sharing by Canada of such provinces of revenues from fees referred to in paragraph (f), in proportion to the expenses incurred by the government of Canada...

As a totally self-financing scheme, we would see the fees being divided between Canada and any province in accordance with who was bearing the cost and doing the work. That is to say, if in B.C. the work was being done by the RCMP as a federal force, the fee would be given to the RCMP largely as a federal force. If it were being done in Ontario largely by the provincial police, largely the fee would then go to the province.

**Mr. Towers:** Would the same thing apply, Mr. Chairman, when the provinces have contracts with the Royal Canadian Mounted Police?

**Mr. Basford:** I mentioned B.C. which is a contract province but it is conceivable that it could be worked out that the work is done by the RCMP as a federal force, then of course the RCMP would get that fee as a federal force; if the work were being done in that contract province by the RCMP as a provincial police force, then it would be paid to the RCMP as a provincial police force. I am not trying to confuse you.

**Mr. Towers:** Not at all, no; not at all. Does the same thing apply Mr. Chairman, if the Wildlife people, the forestry officials and the like are used?

**Mr. Basford:** To the extent they are used, yes.

**The Chairman:** Mr. Towers, perhaps we had better clarify with Mr. Leggatt what he has actually done with that amendment and then we will move to Mr. Fairweather.

**Mr. Leggatt:** Obviously, I do not have consent to withdraw the amendment; that seems fairly clear from the amount of debate it inspired, so I am not about to retract it at this moment. I did want the Minister to clarify one thing for us. He said that his outside figure was \$5 per year and he was basing that on the total cost. Assuming that he is abandoning the self-financing concept, and he has indicated that in some of his evidence that he has given here, the fact is that he does accept the principle of the public itself, other than gun owners, bearing some of the burden. Can he therefore give us an undertaking tonight, in view of what he has said and in view of the evidence that we have heard, that when these regulations are presented they will not exceed \$5 per year in the regulations, under any circumstances?

**Mr. Woolliams:** That is a good question.

• 2100

**Mr. Leggatt:** Thank you. If he is prepared to provide that undertaking and also to say that he is abandoning the self-financing concept, I am willing to withdraw my amendment.

[Interprétation]

**M. Basford:** Nous croyons que ce projet s'autofinancera et, dans l'article 106.8(1)(g)(i), sur les règlements, que l'on peut lire à la page 36, on constate que le solliciteur général pourra conclure des ententes avec les provinces:

(i) pour le partage des revenus provenant de la perception des frais mentionnés à l'alinéa f) en fonction des dépenses respectives de ces divers gouvernements, fédéral...

Nous envisageons donc une formule qui ferait que les droits reviendraient en partie au Canada et aux provinces qui assumeront le coût de l'administration de cette loi. Autrement dit, si la Colombie-Britannique demande à la Gendarmerie royale du Canada, qui est un corps fédéral, de s'occuper de cette administration, c'est elle qui recevrait les droits en sa qualité de corps fédéral. Si c'était en Ontario, et si c'était la sécurité provinciale qui s'en occupait, les droits seraient touchés par la province.

**M. Towers:** Cela s'appliquerait-il, monsieur le président, dans le cas de provinces qui ont des contrats avec la Gendarmerie royale du Canada?

**M. Basford:** J'ai parlé de la Colombie-Britannique qui a passé un contrat avec la Gendarmerie, mais on peut concevoir que si le travail est fait par la Gendarmerie royale, à titre de corps fédéral, alors, la Gendarmerie royale toucherait les droits à ce titre. Si la Gendarmerie royale faisait ce travail dans une province où il existe un contrat entre elle et la province, eh bien, elle toucherait ces droits à titre de corps policier provincial. Je n'essaye pas de semer la confusion ici.

**M. Towers:** Mais pas du tout. Cela s'applique-t-il si ce sont les responsables de la faune et les ressources forestières qui s'en occupent?

**M. Basford:** Oui, si on fait appel à eux pour l'administration.

**Le président:** Monsieur Towers, il conviendrait peut-être d'éclaircir avec M. Leggatt ce qu'il est advenu de cet amendement et nous passerons ensuite à M. Fairweather.

**M. Leggatt:** De toute évidence, je n'ai pas obtenu le consentement de retirer mon amendement. Cela est indéniable, vu le débat qu'il a suscité, et je n'ai donc pas l'intention de le retirer pour l'instant. Je voudrais cependant que le ministre nous donne des éclaircissements sur un point. Il a parlé de \$5 par année et il tire ce chiffre d'une estimation du coût total. En supposant qu'il abandonne le principe de l'autofinancement... mais il a indiqué ici dans certains témoignages qu'il accepte que le public, non seulement les propriétaires de fusils, paye une partie du coût. Peut-il nous fournir un engagement ce soir, compte tenu de ce qu'il a déclaré et des témoignages que nous avons entendus, que lorsque ces règlements seront présentés, le coût ne dépassera pas \$5 par an, quelles que soient les circonstances?

**M. Woolliams:** Voilà une question pertinente.

**M. Leggatt:** Merci. S'il est prêt à nous fournir cette promesse et s'il abandonne le principe de l'autofinancement, je suis prêt à retirer mon amendement.

[Text]

**Mr. Woolliams:** Absolutely on the button.

**Mr. Basford:** Yes, I will give that undertaking.

**Mr. Leggatt:** I withdraw my amendment.

**Mr. Towers:** One supplementary.

**The Chairman:** The Minister has given the undertaking so that may help to clarify some of the questions. Mr. Towers.

**Mr. Towers:** For how long? Is this for one five-year period or for how long does this apply?

**Mr. Basford:** Mr. Leggatt's suggestion was \$5 per year and I said yes, in today's dollars.

**Mr. Towers:** Oh.

**Mr. Pinard:** You are not talking about tomorrow's dollars.

**Mr. Leggatt:** We are talking about the first five years.

**Mr. Poulin:** I think Mr. Leggatt's proposal was an excellent one.

**The Chairman:** So I take it, then, that Mr. Leggatt is not going to pursue his amendment in light of the fact that the Minister has given a commitment that the licence fee for the initial five-year period will not be more than \$5 a year or \$25 for the whole period.

**Mr. Woolliams:** Is the amendment, Mr. Chairman, relevant? Can I ask questions on the motion?

**The Chairman:** Yes, certainly.

**Mr. Woolliams:** Now that \$25 a year.

**The Chairman:** It is \$5 a year or \$25 for the five-year period.

**Mr. Woolliams:** Right.

**The Chairman:** But I have to go to two other members before I can get back to you again.

**Mr. Woolliams:** Oh, well, I am sorry, I have lots of time.

**The Chairman:** Yes, Mr. Fairweather.

**Mr. Fairweather:** Some time ago I was going to ask the estimate of man-years involved in the plan, to use the jargon of government finance.

**Mr. Basford:** It is about 500 to perform the local registrar function—those people already being in place—and about 200 to run the central operation. Now, this is a figure that is three or four years down the road. That is speaking of a scheme totally-implemented across the country which is several fiscal years away.

**Mr. Leggatt:** It does not include the investigative necessity in terms of looking out for offences under the section—this is only the registration concept?

**Mr. Basford:** Yes.

**Mr. Leggatt:** But it has nothing to do with the new offences that have been created under this clause?

[Interpretation]

**M. Woolliams:** Cela ne peut être plus clair.

**M. Basford:** Oui, je le promets.

**M. Leggatt:** Je retire donc mon amendement.

**M. Towers:** Une question supplémentaire.

**Le président:** Le ministre nous a donné sa promesse et par conséquent cela aide à éclaircir certaines questions. Monsieur Towers.

**M. Towers:** Cela vaudra pendant quelle période? Est-ce que cela s'applique à une période de cinq ans ou plus?

**M. Basford:** M. Leggatt a proposé \$5 par an et j'ai dit oui, et naturellement, au cours de l'argent aujourd'hui.

**M. Towers:** Ah.

**M. Pinard:** Vous ne parlez pas de la valeur de l'argent plus tard.

**M. Leggatt:** Nous parlons des cinq premières années.

**M. Poulin:** Je crois que la proposition de M. Leggatt était excellente.

**Le président:** M. Leggatt va donc abandonner son amendement, car le ministre nous a promis que ces frais d'autorisation pour la période initiale de cinq ans ne seraient pas de plus de \$5 par an ou de \$25 pour toute la période.

**M. Woolliams:** Est-ce que l'amendement est approprié, monsieur le président? Puis-je poser des questions au sujet de la motion?

**Le président:** Certainement.

**M. Woolliams:** Il s'agit de \$25 par an.

**Le président:** C'est \$5 par an ou \$25 pour une période de cinq ans.

**M. Woolliams:** Très bien.

**Le président:** Mais il me faut donner la parole à deux autres députés avant de revenir à vous.

**M. Woolliams:** Je m'excuse, j'ai tout le temps du monde.

**Le président:** Oui. Monsieur Fairweather.

**M. Fairweather:** Il y a quelque temps, j'allais demander combien d'années-hommes, selon le jargon financier du gouvernement, étaient prévues pour ce plan?

**M. Basford:** A peu près 500 pour les fonctions de registrar local dans le cas des gens qui sont déjà sur place et à peu près 200 pour l'opération au bureau central. C'est là un chiffre basé sur l'hypothèse que le programme sera totalement mis en application dans notre pays, il s'agit donc de chiffres s'appliquant d'ici trois ou quatre ans.

**M. Leggatt:** Cela ne comprend pas les enquêtes en vue de déceler les délits commis à l'encontre de l'article... Il s'agit simplement de la question de l'enregistrement?

**M. Basford:** Oui.

**M. Leggatt:** Mais ceci n'a rien à voir avec les nouveaux délits créés en vertu de cet article?



[Texte]

**Mr. Basford:** Well, there are not very many. There are a few important ones that are normal police functions.

Once the scheme is totally implemented it is expected that the man-years figure will reduce, by reason of the fact that you then do away with your training staff and your implementation staff and that the growth of licensees will decrease.

**The Chairman:** Mr. Olivier.

**M. Olivier:** Merci monsieur le président.

Je pense que le ministre vient de répondre assez adéquatement à tout ce qui avait été dit, dans les journaux et un peu partout, confirmant que le programme ne coûtera pas excessivement cher pour les chasseurs. Si j'ai bien compris, il vient de dire que le maximum sera de \$5 par année et, peut-être, de \$25 pour les cinq premières années. Je pense que c'est loin des sommes mentionnées précédemment, soit \$25, \$50 ou même \$100 par année. Des frais de \$5 par année ne peuvent pas être un obstacle majeur pour des gens qui aiment utiliser les armes pour la chasse. Cette situation étant clarifiée, j'espère que les mêmes personnes qui préoyaient une somme de \$50 ou \$100 par année vont pouvoir dire maintenant que ce sera probablement un maximum de \$5.

• 2105

Monsieur le ministre, j'aimerais savoir quel sera le coût majeur qu'auront à payer ceux qui utilisent les armes, si on accepte le principe qu'on laissera de côté l'autofinancement. Le gouvernement, ni plus ni moins, s'engage à payer beaucoup plus que les chasseurs vont avoir à déboursier. Pouvons-nous en connaître les variantes? Est-ce qu'on pourrait dire que  $\frac{1}{3}$  sera payé par ceux qui utilisent les armes à feu pour la chasse et les  $\frac{2}{3}$  le seront par l'entremise du gouvernement, c'est-à-dire la population en général?

Si on laisse de côté l'autofinancement, est-ce que c'est ce que le gouvernement a l'intention de faire, tout en tenant compte de la réponse que vous venez de donner, à savoir que le coût maximum possible par année sera de \$5?

**Mr. Basford:** No, I cannot give you that proportion, because it has not been decided. What has been decided is that we move away from the self-financing. But, because we are still refining the scheme, we have not determined precisely which portion will be financed from licence fees and which from general revenue. And, therefore, I cannot give you a precise proportion.

**Mr. Olivier:** Thank you.

**The Chairman:** Thank you. Mr. Woolliams, back to you.

**Mr. Woolliams:** Yes. I want to ask, have you consulted the attorneys general and their departments of the various 10 provinces as to cost?

**Mr. Basford:** Well, the consultation with attorneys general was first held at the attorneys general ...

**Mr. Woolliams:** No, but have you consulted them? Let us cut out the nonsense. Have you consulted them?

[Interprétation]

**M. Basford:** En fait, il n'y en a pas tellement. Il y a quelques délits importants mais qui relèvent des fonctions normales de la police.

Une fois que le programme sera entièrement mis en application, le nombre d'années-hommes diminuera, car vous n'aurez plus besoin de votre personnel de formation et de préposés à la mise en application et la croissance des détenteurs d'autorisation diminuera.

**Le président:** Monsieur Olivier.

**Mr. Olivier:** Thank you, Mr. Chairman.

I think the Minister has given an adequate answer to everything printed in the newspaper. He has confirmed that the scheme will not be too expensive for the hunters. I understood that the maximum will be \$5 a year and may be \$25 for the five first years. I think it is very far from what was previously mentioned: \$25, or \$50 or even \$100 a year. I do not think \$5 is a major sum for people who like to hunt. So, this being clarified, I think those people who were talking about \$50 or \$100 a year will now expect a maximum of \$5.

**Mr. Minister,** I would like to know what will be the major cost for those who are using guns if we do accept the concept that we will do away with the self-financing. The government, I think, is taking a commitment to put up much more than the hunters. Could we know the details? Could we say that one third will be paid by those who are using the guns for hunting and two thirds will be paid by the government or Canadians in general?

Outside self-financing, does the government intend, taking into account the answer which you have us, to keep the maximum cost at \$5 a year?

**M. Basford:** Je ne puis pas vous donner cette proportion car elle n'a pas été établie. Tout ce que nous avons décidé, c'est de nous écarter du principe de l'autofinancement et, comme nous en sommes encore à perfectionner ce programme, nous n'avons pas établi quelle sera la partie qui sera financée par les droits d'autorisation et celle qui sera financée par les revenus généraux.

**M. Olivier:** Merci.

**Le président:** Merci. Monsieur Woolliams, je vous donne à nouveau la parole.

**M. Woolliams:** Oui, j'aimerais savoir si vous avez consulté les différents procureurs généraux et leurs services, dans les dix provinces, au sujet de ce coût?

**M. Basford:** Nous avons, à l'origine, consulté les procureurs généraux ...

**M. Woolliams:** Est-ce que vous les avez consultés?



[Text]

**Mr. Basford:** The deputy attorneys general were given a presentation of costs in February.

**Mr. Woolliams:** I see. And when you discussed this with them, what did you estimate the cost would be, the licensee and the permit fee?

**Mr. Basford:** They were costs somewhat above what I have given tonight.

**Mr. Woolliams:** All right. What did the Attorney General of Prince Edward Island tell you?

**Mr. Basford:** I am sorry, Mr. Woolliams, I try to be accommodating, but I am not going to go through what was a closed meeting and recite what each deputy attorney general said. What they did was pick up an immense amount of information, which they took back to their capitals to analyse.

**Mr. Woolliams:** Did Prince Edward Island agree with your cost in this private and secret meeting?

**Mr. Basford:** Well, it was not a secret meeting. It was a closed meeting, which all meetings of deputy attorneys general are.

**Mr. Woolliams:** Well, did they agree with what you said at that time? Did the Attorney General of Prince Edward Island agree with you?

**Mr. Basford:** Well, I think that they ... I was not present at the meeting myself.

**Mr. Woolliams:** I can understand that.

**Mr. Basford:** But they took the information in and asked questions, and commented, and asked further questions and went home.

**Mr. Woolliams:** What about the Attorney General of Nova Scotia? Did he agree with the cost that you presented in this secret meeting behind closed doors which was not public?

**Mr. Basford:** Mr. Chairman, the question of agreement was not a subject of the meeting. We had, at the political level, consulted with attorneys general in the fall, and got a general indication of support from a cross-section of attorneys general. We then, at an officials' meeting in February, outlined to them our then analysis of cost, which was information for them to take back to their ministers.

**Mr. Woolliams:** All right.

**The Chairman:** Excuse me, I have Mr. Poulin on a point of order.

**Mr. Poulin:** Right. Thank you, Mr. Chairman. I can understand the depth with which Mr. Woolliams wishes to go into this, but inferring that meetings were held behind closed doors, in secret, as if there was something to hide ...

**Mr. Woolliams:** Well, it is true, if we do not know the cost.

• 2110

**Mr. Poulin:** Mr. Chairman, through you to Mr. Woolliams, I would say that this matter has been gone into, not only here tonight by him in such depth, but many times before. And, as Mr. Leggatt has just elicited from the Minister, an undertaking with respect to, not only the scheme and how it will be financed, but the maximum cost and, really, are we getting anything by going into what each and every attorney general may have said, or his deputy minister may or may not have said, when we are

[Interpretation]

**M. Basford:** En février, nous avons donné une évaluation de coûts aux procureurs généraux adjoints.

**M. Woolliams:** Je vois. Lorsque vous en avez discuté avec ceux-ci, quelle était votre évaluation des coûts? Des droits d'autorisation et des droits de permis?

**M. Basford:** Les coûts, à l'époque, étaient un peu plus élevés que ceux que j'ai donnés ce soir.

**M. Woolliams:** Très bien. Que vous a dit le procureur général de l'Île-du-Prince-Édouard?

**M. Basford:** Je m'excuse, monsieur Woolliams, je ne veux pas entrer dans les détails de cette séance confidentielle et vous dire ce que chaque procureur général adjoint a dit. On leur a donné énormément de renseignements qu'ils ont ramenés dans leurs capitales, pour les analyser.

**M. Woolliams:** Dans cette réunion privée secrète, est-ce que l'Île-du-Prince-Édouard était d'accord avec votre évaluation?

**M. Basford:** Il ne s'agissait pas d'une réunion secrète, mais d'une réunion confidentielle, ce qui est le cas de toutes les réunions des procureurs généraux adjoints.

**M. Woolliams:** Est-ce qu'ils étaient d'accord avec ce que vous avez dit à l'époque? Est-ce que le procureur général de l'Île-du-Prince-Édouard était d'accord avec vous?

**M. Basford:** Je crois ... Je n'étais pas présent à la réunion.

**M. Woolliams:** Je le comprends.

**M. Basford:** Mais ils ont récolté les renseignements et posé des questions et apporté leurs commentaires et posé d'autres questions, puis ils sont rentrés chez eux.

**M. Woolliams:** Et dans le cas du procureur général de la Nouvelle-Écosse? Est-ce qu'il était d'accord avec le coût que vous avez présenté dans cette séance secrète?

**M. Basford:** La question d'être d'accord n'entraîne pas dans le sujet de la réunion. À l'automne, nous avions consulté, au niveau politique, les procureurs généraux et ils étaient en général d'accord. Nous avons alors tenu une séance de fonctionnaires, en février, et nous leur avons indiqué l'analyse des coûts et ce sont ces renseignements qu'ils ont ramenés avec eux, pour les transmettre à leurs ministres.

**M. Woolliams:** Très bien.

**Le président:** Excusez-moi, M. Poulin veut parler au sujet d'une question de règlement.

**M. Poulin:** Oui; merci, monsieur le président. Je comprends que M. Woolliams veut approfondir la question, mais il laisse entendre que les séances étaient secrètes, comme s'il y avait quelque chose à cacher ...

**M. Woolliams:** C'est sûr, si nous ne pouvons pas connaître les coûts.

**M. Poulin:** Monsieur le président, je dirais à M. Woolliams qu'on a déjà approfondi cette question bien des fois, avant ce soir. M. Leggatt vient de nous donner certains éclaircissements au sujet du plan, de son financement, et du coût maximal. Je me demande s'il est utile d'envisager ce qu'a pu dire chaque procureur général, ou chaque sous-ministre alors que nous discutons d'un amendement particulier que M. Leggatt a indiqué vouloir retirer. Je ne vois pas très bien où veut en venir M. Woolliams. Et si je le

## [Texte]

discussing a particular amendment which, in fact, Mr. Leggatt has indicated he wishes to withdraw. I just cannot see the point towards which Mr. Woolliams is striving. If I could, I would be glad to be of assistance to him. Maybe he could define that for us, because it is . . .

**Mr. Woolliams:** I can define the point very easily. I just wanted to know the cost. I am sorry Mr. Poulin, who is one of the smoothest politicians in the Committee, and I understand the politics he is making, but I am not interested in his politics, I am interested in the people. I am only saying to you, through you, Mr. Chairman, and I cannot get the information, you said you had a meeting and I am just asking, did the Attorney General of New Brunswick agree with this?

**Mr. Poulin:** Well, Mr. Chairman, Mr. Woolliams . . .

**Mr. Woolliams:** I do not mind. You can talk a point of order all night, but I will come back to my question.

**Mr. Basford:** No, but there is rule relating to federal-provincial meetings that applies invariably, whether at the political level or at the officials level, that when the meetings are closed, whatever one says at the meetings one is entitled to repeat outside, but you do not say what other participants in the meeting said. That is an invariable rule followed at federal-provincial meetings, be they . . .

**Mr. Woolliams:** I do not know any rule that says that.

**Mr. Basford:** Well, it is invariably a rule of conduct that is agreed upon by ministers when they meet, that this will be a closed meeting. Afterwards, anyone is free to say publicly what they said to the meeting—and, therefore, you have, as you know, following federal-provincial meetings, press conferences in which people enunciate what they have put to the meeting—but they do not enunciate what others have enunciated at the meeting, except by way of a formal communiqué which is agreed upon.

**Mr. Woolliams:** Well, that is very well. I would like to . . .

**Mr. Basford:** It is up to me to put forward a proposition, or any other minister at a meeting, which I am entitled to describe publicly. It is up to any provincial attorney general to give publicly his reaction to this scheme.

**Mr. Woolliams:** Right.

**Mr. Basford:** But I do not think that reaction can come through me. I do not think I should be asked to give that.

**Mr. Woolliams:** Could I ask you this, without setting the amount—we have \$25 now, and I do not want it to be an auction sale—did you get the feeling that the Attorney General of Nova Scotia approved \$25 for five years?

**Mr. Poulin:** Mr. Chairman, on a point of order . . .

## [Interprétation]

pouvais, je serais heureux de l'aider. Il pourrait peut-être nous expliquer ce qu'il cherche, car c'est . . .

**M. Woolliams:** Je peux vous l'expliquer très facilement. Je voulais simplement connaître le coût. Je fais mes excuses à M. Poulin, qui est l'un des membres les plus souples de ce comité, et je comprends son point de vue mais, ce n'est pas son point de vue qui m'intéresse, mais la population du Canada. Je vous dis simplement que je n'arrive pas à obtenir les renseignements que je cherche. Vous avez dit que vous aviez participé à une réunion et j'aimerais savoir si le procureur général du Nouveau-Brunswick s'est montré d'accord avec cette procédure?

**M. Poulin:** Bien, monsieur le président, monsieur Woolliams . . .

**M. Woolliams:** Peu importe. Vous pouvez invoquer le Règlement toute la nuit, si vous le voulez, mais je reviendrai à cette question.

**M. Basford:** Il existe une règle ayant trait aux réunions fédérales-provinciales qui s'applique invariablement, que ce soit à l'échelon politique ou à un niveau des fonctionnaires. Lorsque les séances sont levées, vous avez le droit de répéter ce que vous avez dit au cours de la séance, mais vous ne pouvez pas révéler ce que les autres participants ont dit. C'est là une règle invariable qui est appliquée lors des séances fédérales-provinciales, qu'il s'agisse . . .

**M. Woolliams:** Je n'ai jamais entendu parler d'une telle règle.

**M. Basford:** Il s'agit d'une règle de conduite invariable, à savoir que les ministres acceptent de se rencontrer à huis clos. Après quoi, tout le monde est libre de dire publiquement ce qu'ils ont dit au cours de la séance—et comme vous le savez, les gens répètent ce qu'ils ont dit au cours de la séance, lors de conférences de presse qui suivent les assemblées fédérales-provinciales. Mais ils n'ont pas le droit de divulguer ce que les autres ont dit lors de la réunion, sauf par le biais d'un communiqué officiel approuvé.

**M. Woolliams:** Bon, c'est très bien. J'aimerais . . .

**M. Basford:** J'ai le droit, tout comme n'importe quel autre ministre qui participe à une séance, de présenter une proposition que j'ai le droit de définir en public. Le procureur général de n'importe quelle province est donc libre de faire part publiquement de sa réaction à ce plan.

**M. Woolliams:** Exact.

**M. Basford:** Je ne crois pas que je puisse jouer le rôle d'intermédiaire et vous transmettre sa réaction. Je ne crois pas qu'on devrait me le demander.

**M. Woolliams:** J'aimerais vous poser une question sans que vous fixiez de somme. Nous en sommes à \$25, et je ne veux pas procéder à une vente aux enchères. Avez-vous eu l'impression que le procureur général de la Nouvelle-Écosse a approuvé cette somme de \$25 pour une durée de 5 ans?

**M. Poulin:** Monsieur le président, j'invoque le Règlement . . .



[Text]

**Mr. Woolliams:** Go ahead. I do not mind.

**Mr. Poulin:** No, but seriously, Mr. Woolliams, I can see how you must have ...

**Mr. Woolliams:** I hope you are serious. I always thought you were serious, but now I realize you were not.

**Mr. Poulin:** I can see how you built such an eminent reputation as the most incisive cross-examiner, but you are really going over the same material again and again and again, and it seems to me you are going to get the same answer, and that answer has been made very clear and understandable to all of us. I wonder could we move on to another point or another clause.

**Mr. Woolliams:** No, I do not intend to move on to another point, and I want to ask you, sir, are you through with your point of order?

**Mr. Poulin:** I am through with my point of order.

**Mr. Woolliams:** Right.

**The Chairman:** Mr. Pinard.

**M. Pinard:** En rappel au Règlement, monsieur le président.

**Le président:** Monsieur Pinard.

**M. Pinard:** Est-ce que je comprends bien M. Woolliams, monsieur le président, il voudrait savoir le coût de ce programme-là, c'est cela? Et il n'obtient pas la réponse qu'il veut avoir depuis une demi-heure, c'est cela?

**Mr. Woolliams:** Yes. I agree with that. I have asked questions ...

**M. Pinard:** Monsieur le président, je n'ai pas terminé mon rappel au Règlement, je m'excuse. Cela fait une demi-heure que j'entends la même question, je comprends M. Woolliams de la poser une fois, mais je comprends mal qu'il la pose à plusieurs reprises; néanmoins, c'est son privilège, s'il veut de cette façon prolonger les questions sur un même sujet et ne pas obtenir une réponse plus précise. Mais je voudrais savoir si cela se rattache toujours au sous-paragraphe f) de l'article 106.8 qui a trait aux frais de ce programme qui devront être déterminés par règlement par le gouverneur en conseil? Est-ce exact?

**Mr. Woolliams:** I do not know what your ruling would be, Mr. Chairman, but I intend to follow through. Every time I ask a question if my friends who are trying to push and rush—I have been pretty co-operative.

**Mr. Poulin:** Yes, you have, Mr. Woolliams.

• 2115

**Mr. Woolliams:** We started off at 9.30 a.m.; we held two meetings; we held one this afternoon; I even agreed to go this evening. I know why you are pushing it through. It is being pushed for one reason. I am not going to get into that reason. I want information and I do not care of I sit here 10 years I am going to get information until, sir, as Chairman, you rule me out of order. If you do then I have only one alternative on the report stage to third reading.

[Interpretation]

**M. Woolliams:** Allez-y, je n'y vois pas d'inconvénient.

**M. Poulin:** Non, mais sérieusement, monsieur Woolliams; je comprends comment vous devez avoir ...

**M. Woolliams:** J'espère que vous êtes sérieux. Je l'ai toujours pensé mais je réalise maintenant que j'avais tort.

**M. Poulin:** Je comprends comment vous avez gagné votre réputation de l'examineur le plus intransigeant, mais j'ai l'impression que vous répétez encore et encore les mêmes choses et il me semble que vous obtiendrez la même réponse. Cette réponse a été donnée de façon très claire et nous avons tous compris. Je me demande si nous ne pourrions pas passer à un autre sujet ou à un autre article.

**M. Woolliams:** Non, je n'ai pas l'intention de passer à autre chose et je veux vous poser, monsieur, la question suivante: en avez-vous fini avec votre rappel au Règlement?

**M. Poulin:** Oui, j'ai fini.

**M. Woolliams:** Bon.

**Le président:** Monsieur Pinard.

**Mr. Pinard:** On a point of order, Mr. Chairman.

**The Chairman:** Mr. Pinard.

**Mr. Pinard:** Mr. Chairman, if I understood Mr. Woolliams well, he would like to know the cost of that program. Is that right? And he is not getting the answer he has been asking for, for half an hour, is that right?

**M. Woolliams:** Oui. Je suis d'accord avec ça. J'ai posé des questions—

**Mr. Pinard:** Mr. Chairman, I am not through with my point of order and will you excuse me. I have been listening to the same question for half an hour, Mr. Woolliams is perfectly entitled to ask it once again, but I cannot understand why he asks it over and over. Nevertheless, it is his privilege, if he wants to go on asking questions on the same subject without getting a more precise answer. But I would like to know if this has still to do with paragraph (f) of proposed Section 106.8 which deals with the costs of this program which would have to be determined by a ruling from the Governor in Council, is that right?

**M. Woolliams:** J'ignore quelle décision vous rendriez, monsieur le président, mais j'ai l'intention de poursuivre. Chaque fois que je pose une question, mes amis qui tentent de précipiter les choses—malgré tout j'essaie de collaborer.

**M. Poulin:** En effet, monsieur Woolliams, vous avez été coopératif.

**M. Woolliams:** Nous avons siégé ce matin à 9 h 30, nous avons tenu deux séances, dont une cet après-midi, et j'ai même convenu de siéger ce soir. Je sais très bien pourquoi vous voulez précipiter les événements, mais je ne désire pas en discuter pour le moment. Je cherche à obtenir des renseignements et peu m'importe si je siége ici dix ans. Je continuerai à poser des questions jusqu'à ce que vous, monsieur, à titre de président, m'enleviez la parole. Si cela se produit, je m'aurai qu'un choix, celui de faire rapport lors de la troisième lecture.



[Texte]

**M. Pinard:** Monsieur le président, je ne veux pas attendre dix ans pour terminer mon rappel au Règlement.

Est-ce qu'un membre du Comité peut forcer un témoin à divulguer à l'avance ce que le gouverneur en conseil va faire par règlement plus tard? C'est précisément ce que tente de faire depuis une demi-heure M. Woolliams. Il cherche une réponse qui ne peut pas être précise, car le ministre affirme que ce sera le gouverneur en conseil qui, par règlement, établira le coût du programme. Donc mon rappel au Règlement est le suivant: Peut-on répéter indéfiniment la même question, à ce Comité, pour tenter d'obtenir une réponse qui ne peut pas être donnée par le témoin, mais qui sera donnée plus tard par le gouverneur en conseil par règlement. C'est le rappel au Règlement que je fais.

**The Chairman:** I think that is more a question of argument than a point of order, Mr. Pinard. Mr. Woolliams' questions have been in order. I am not sure that he is really getting answers that he wants, and I am not sure whether he will be able to get the answers that he wants but he certainly is entitled to ask the questions. I am sure in a few moments Mr. Woolliams will decide whether or not he can get answers and act accordingly.

Mr. Woolliams.

**Mr. Woolliams:** Thank you very much, Mr. Chairman. Well now we have moved out of the Maritimes and you said—now I would ask you what was the feeling of the Attorney General of the Province of Quebec in reference to the fee, and I would assume that is the minimum fee of \$25. Did you get any feeling in that regard?

**Mr. Basford:** That was the maximum.

**Mr. Woolliams:** All right, what is the minimum?

**Mr. Basford:** I have declined to give that for the reasons I have expressed. I have also expressed that I am not going to give the views of other participants from a meeting. I do know that the Minister of Justice from Quebec made a very strong speech in Montreal two and a half months ago urging the federal government to pass much tighter gun laws.

**M. Loïselle (Chambly):** J'invoque le Règlement, monsieur le président.

**Le président:** Monsieur Loïselle.

**M. Loïselle (Chambly):** A titre d'information, M. Woolliams. Je ne sais pas si le Solliciteur général du Québec est d'accord ou pas, bien qu'il semble avoir manifesté son approbation au ministre. Or, je dois mentionner que les membres du cabinet du ministre du Tourisme, de la Chasse et de la Pêche sont des plus heureux et envisagent favorablement l'adoption de ce Projet de loi car ils le trouvent très valable et connaissent la volonté du gouvernement fédéral de faire en sorte que les coûts soient les plus bas possible pour les collectionneurs mais particulièrement pour les chasseurs puisque c'est le cas qui les intéresse. Cet après-midi même, mon ami, le chef de cabinet du ministre me faisait part de ses bons sentiments à l'égard du Projet de loi C-83, particulièrement en ce qui touche le contrôle des armes à feu.

[Interprétation]

**Mr. Pinard:** Mr. Chairman, I do not intend to wait 10 years to complete my point of order.

Can a member of this Committee compel a witness to reveal in advance what the Governor in Council will establish as a regulation later on? It is precisely what Mr. Woolliams has been trying to do for the last hour. He is seeking a reply that cannot be specific since the Minister states positively that the Governor in Council will establish by regulation the cost of the program. My point of order is as follows: can a member repeat indefinitely the same question to the Committee in order to obtain an answer that cannot be given by the witness but will be given later on by the Governor in Council when he establishes regulations? This is my point of order.

**Le président:** Monsieur Pinard, il me semble que vous avancez un argument plutôt que de faire un appel au Règlement. Les questions de M. Woolliams sont conformes au Règlement. Je ne sais pas très bien s'il obtient les réponses qu'il cherche, je ne suis pas certain qu'on lui réponde comme il voudrait, mais il a certainement le droit de poser des questions. Je suis certain que, d'ici quelques instants, M. Woolliams décidera s'il doit espérer entendre les réponses qu'il cherche et il agira en conséquence.

Monsieur Woolliams.

**M. Woolliams:** Merci beaucoup, monsieur le président. Maintenant que nous avons quitté les Maritimes, j'aimerais connaître la réaction du solliciteur général de la province de Québec à l'égard des droits. Je suppose que nous parlons toujours d'un droit minimum de \$25.

**M. Basford:** C'était là le maximum.

**M. Woolliams:** Très bien, alors, quel est le minimum?

**M. Basford:** J'ai refusé de répondre à cette question pour les raisons déjà énoncées. Je vous ai d'ailleurs déjà dit qu'il m'est impossible de vous faire part des opinions des autres participants à cette réunion. Je sais, toutefois, que le ministre de la Justice du Québec a prononcé, à Montréal, il y a deux mois et demi, un discours très ferme exhortant le gouvernement fédéral à adopter des lois rigoureuses sur les armes à feu.

**Mr. Loïselle (Chambly):** Mr. Chairman, on a point of order.

**The Chairman:** Mr. Loïselle.

**Mr. Loïselle (Chambly):** For your information, I would like you to know that the Solicitor General of Quebec seems to agree with the stand taken by our Minister. I would like to mention that the members of the office of the Minister of Tourism, Game and Fishing are most happy and anticipate favourably the adoption of this bill. They think it is quite valid and are aware that the federal government wishes to maintain costs as low as possible for collectors and hunters. This afternoon, my friend, the Minister's principal private secretary, told me how favourable he was to Bill C-83, particularly on the question of gun control.

[Text]

Une voix: Mais il n'attendra pas dix ans.

Le président: Merci. Monsieur Loiselle.

Mr. Woolliams: I appreciate that. That gives me a lot of comfort. They want to keep them as low as possible. In light of the fact that the Minister could not answer it I am glad that one of his colleagues did. Now did you get the feeling from the Attorney General of the Province of Quebec that \$25 was too high?

Mr. Basford: All I was quoting was a speech that he had made in support of stronger gun laws and that I wrote to him about. We still have to discuss with the provinces the implementation of the scheme although there has been an immense amount of consultation but, of course, we have not consulted with them since we have brought in these various amendments. This I will have an opportunity of doing very shortly.

Mr. Woolliams: I might be frank with you. I do not think any Attorney General of any of these provinces I have mentioned, and I intend to cross Canada in my questions, have ever agreed to a \$25 licence fee. Maybe there are some people that never shoot, that have one gun and they have to pay \$25 because they have that gun, it might have belonged to their grandfather. You might be able to talk more freely of Ontario because there is a lot of consultation going on in Ontario. Did you get the feeling that the Attorney General of Ontario, who is a Conservative Attorney General...

Mr. Flynn: You forgot Newfoundland.

• 2120

Mr. Woolliams: ... very enlightened man. Oh, I have them coming up.

Mr. Loiselle (Chambly): Ten provinces, 10 years.

Mr. Woolliams: They are not Maritimers, Newfoundlanders are not Maritimers. All right, I am talking about Ontario.

Mr. Basford: Two of the most ardent supporters of new gun control and licensing requirements in the country that I know of, by published statements, are Premier Davis and Roy McMurtry. It was very much a part of their election campaign. Their statements in support of changes in the law and the implementation of a licensing scheme were extremely strong and explicit. In some respects they went further than Bill C-83. Upon the publication of Bill C-83 the Attorney General issued a statement saying that he thought it was a very fine measure indeed.

Mr. Woolliams: I know, but did anybody—including the Liberal leader, Mr. Smith, who has made great impact in Ontario, and including the Attorney General and the Premier—say that any gun owner asking for a licence should be prepared federally to pay \$25? That is what I am asking.

Mr. Basford: I can only presume that when they said that this was the kind of scheme they wanted, that they...

Mr. Woolliams: Did you tell them it would be \$25?

Mr. Basford: The costs were discussed at the Deputy Attorney General's meeting as I indicated.

[Interpretation]

An hon. Member: But he will not wait for 10 years.

The Chairman: Thank you, Mr. Loiselle.

M. Woolliams: Je vous remercie de ces commentaires qui me réconfortent. Ils veulent donc garder les coûts le plus bas possible. Puisque le ministre n'a pas pu répondre à ma question, je suis très heureux qu'un de ses collègues ait pu le faire. Avez-vous eu l'impression que la somme de \$25 est trop élevée aux yeux du procureur général de la province de Québec?

M. Basford: Je me reportais simplement à un discours qu'il a fait pour appuyer des lois plus rigoureuses sur les armes à feu. Je lui ai d'ailleurs écrit à ce sujet. Nous avons beaucoup consulté les provinces, mais la discussion se continue sur la mise en vigueur du programme. Nous n'avons toutefois pas consulté les provinces depuis l'introduction de tous ces amendements. J'aurai l'occasion de le faire bientôt.

M. Woolliams: En toute franchise, je ne crois pas qu'aucun procureur général d'aucune des provinces déjà mentionnées, et j'ai bien l'intention de passer en revue tout le Canada, n'a consenti à l'imposition d'un droit de \$25 pour l'obtention d'une autorisation. Il est possible que des personnes qui ne chassent jamais soient obligées de payer \$25 parce qu'elles possèdent un fusil ayant appartenu peut-être au grand-père. Il est plus facile de discuter de l'Ontario, car il s'y fait beaucoup de consultation. Avez-vous eu l'impression que le procureur général d'Ontario, un conservateur...

M. Flynn: Vous avez oublié Terre-Neuve.

M. Woolliams: Un bel esprit. Oh, j'y arrive.

M. Loiselle (Chambly): Dix provinces, 10 ans.

M. Woolliams: Ce ne sont pas des gens des Maritimes, les Terre-Neuviens ne sont pas des Maritimiens. Très bien, je parle de l'Ontario.

M. Basford: Deux des plus ardents champions du nouveau régime de contrôle des armes à feu et des licences que je connaisse au pays sont, d'après leurs déclarations officielles, le premier ministre Davis et Roy McMurtry. Ils en ont fait en grande partie le sujet de leur campagne électorale et appuyé les modifications à la loi et l'établissement d'un régime de licence avec beaucoup de fermeté et de façon explicite. Il ont même été plus loin que le Bill C-83. Lors de la publication du Bill C-83, le procureur général a proclamé qu'il l'estimait une mesure excellente.

M. Woolliams: Je sais, mais est-ce que quiconque—y compris le chef du parti Libéral, M. Smith, dont la victoire en Ontario a été retentissante, et le procureur général et le premier ministre—a déclaré que celui qui possédait un fusil et demandait une licence devait être prêt à payer \$25 au fédéral? C'est ce que je demande.

M. Basford: Je présume simplement qu'ils ont voulu dire qu'ils approuvaient le régime, qu'ils...

M. Woolliams: Leur avez-vous dit que cela coûterait \$25?

M. Basford: Le coût a été discuté à la réunion des procureurs généraux adjoints, comme je l'ai indiqué.



[Texte]

**Mr. Woolliams:** Right, and that is quiet and secret. Well, that is an unusual thing, I am glad. Let us get to Manitoba, did you get the feeling...

**M. Lachance:** Monsieur le président, j'invoque le Règlement.

**Le président:** Monsieur Lachance.

**M. Lachance:** Je trouve quelque peu scandaleux l'exercice de crétinisme appliqué auquel se livre M. Woolliams en ce moment.

**Mr. Woolliams:** It may be scandalous. I can understand, I know what you people want and I have co-operated with you pretty fully.

**Mr. Lachance:** Sure.

**Mr. Woolliams:** What you want to do is pass the bill, give it a big stamp of approval. It does not matter...

**Mr. Olivier:** We can wait with you. If you want to leave it until after June 30 we can wait too.

**Mr. Woolliams:** Right, well I am prepared to wait.

**Mr. Olivier:** We have all the time.

**Mr. Woolliams:** Right, and I intend to go on. I have been pretty tolerant with what has gone on in this committee but I want to find out. This cost is very important to gun owners, people of Canada. I do not mind being criticized by my friends across the way, Mr. Chairman, when I am sure the people will understand what I am doing tonight.

Do you get the feeling, Mr. Basford, that Manitoba would go for \$25 a licence for five years for gun owners?

**Mr. Basford:** I have indicated that I am not going to recite because I do not have that information, nor would it be proper to give it, if I had precisely what each provincial Attorney General has said or would say. That is something that has to come from their mouths not from me. Secondly, of course, this is a federal scheme and they do not have to approve or disapprove.

**Mr. Woolliams:** No, but you are the one they would like to consult.

**Mr. Basford:** Yes, I think my relations with the Attorneys General are such that I do consult widely with them, but it is a federal scheme. The fee is not subject to their approval, they do not have to approve it. They do not have to go out on a limb and say, sure, we approve that, so many have decline to do so. There would be no reason for them to do so.

**Mr. Woolliams:** I want to deal with Saskatchewan. The Attorney General there came out clearly and said that you could not implement a scheme like this. By the way, the Americans would agree with him, because with 40 million firearm owners in the United States, it would cost \$2,914,800,000 just to licence the guns. And that is a study made by the United States. I now come back to the Attorney General's...

**Mr. Basford:** If I may interrupt for a moment, I did not pick you up at the time you read that report, but as you described it, Mr. Woolliams, that is a scheme for the registration of guns.

[Interprétation]

**M. Woolliams:** Oui, dans l'intimité et le secret. C'est pour le moins inusité, et je m'en réjouis. Passons au Manitoba. Est-ce que vous avez eu l'impression...

**Mr. Lachance:** Mr. Chairman, on a point of order.

**The Chairman:** Mr. Lachance.

**Mr. Lachance:** I feel that this stupid exercise of Mr. Woolliams is rather scandalous at this time.

**M. Woolliams:** C'est peut-être scandaleux, mais je sais ce que vous cherchez et je vous ai prêté passablement mon appui.

**M. Lachance:** Sûr.

**M. Woolliams:** Ce que vous voulez, c'est que le projet de loi soit adopté, approuvé avec tapage. Il importe peu...

**Si. Olivier:** Nous pouvons attendre aussi bien que vous. Si vous voulez le remettre après le 30 juin, fort bien.

**M. Woolliams:** Je veux bien attendre.

**M. Olivier:** Nous avons tout le temps imaginable.

**M. Woolliams:** En effet, et j'ai l'intention de continuer. J'ai été plutôt tolérant au sujet de ce qui s'est passé au Comité, mais je veux m'éclairer. Le tarif est important pour ceux qui possèdent des fusils au Canada. Je ne songe pas à me plaindre des critiques qui me viennent de l'autre côté, monsieur le président, étant assuré que les gens comprendront ce que je fais ce soir.

Pensez-vous, monsieur Basford, que le Manitoba acceptera d'imposer \$25 de licence, pendant cinq ans, à ceux qui possèdent des fusils?

**M. Basford:** Je vous rappelle que je n'ai pas l'intention de débiter ce que je ne sais pas, et cela ne conviendrait pas non plus, même si je savais exactement ce que chaque procureur provincial a dit ou a l'intention de dire. C'est à eux de le déclarer. Deuxièmement, c'est un régime fédéral qui n'a besoin ni d'approbation ni de désapprobation de leur part.

**M. Woolliams:** Non, mais vous êtes celui qu'ils voudront consulter.

**M. Basford:** Oui, je suis en constante consultation avec les procureurs généraux, mais il s'agit d'un régime fédéral. Le tarif n'a pas à être approuvé par eux. Ils ne sont pas obligés de se compromettre en disant qu'ils l'approuvent et plusieurs s'en sont abstenus. Ils n'ont aucune raison de le faire.

**M. Woolliams:** J'aimerais parler de la Saskatchewan. Le procureur général a déclaré nettement que ce régime ne pouvait être implanté. Incidemment, les Américains seraient de son avis car cela coûterait, pour délivrer des licences à 40 millions de personnes possédant des armes à feu aux États-Unis, \$2,914,800,000. Et c'est une étude qui a été effectuée par les États-Unis. J'en reviens maintenant au procureur général...

**M. Basford:** Si je puis vous interrompre, un moment, je n'ai pas compris lorsque vous avez lu ce rapport, mais vous l'avez décrit, monsieur Woolliams, comme étant un plan d'enregistrement des armes à feu.

[Text]

**Mr. Woolliams:** No, but he does deal with...

**Mr. Basford:** Bill C-83 is not a system for the registration of guns.

**Mr. Woolliams:** All right, let me read the paragraph:

The highest cost of firearms licensing which is yet to be documented in New York City...

We are not dealing with registration:

when the average cost of processing an application for a permit...

and such and such, and that is back in 1968, was \$72.87, and they deal with \$40 million. They are dealing with licensing in this article. I will give you a copy so you will be able to read it. It cost \$2,914,800,000.

I come back to this because I believe the most practical, pragmatic statement of the Attorney General of Saskatchewan that the very least it will cost is \$50. I am asking you, Mr. Minister, because everything you discuss with the Attorney General is in camera, that if it is \$25 for five years, then it will be \$25 even taking the Attorney General of Saskatchewan's figures, and out of the taxpayer's money it is \$6 million, 6 million guns. What do you have to say about that? Is that a fair balance, \$25 to the gun owners and \$25 to the federal taxpayers?

**Mr. Basford:** No, it is not, and there is no information that I am aware of that the Attorney General's discussion has been given by us that would justify that public statement by him.

**Mr. Woolliams:** Well, he has made it.

**Mr. Basford:** I am not aware of any information that he has been given by us indicating that that statement is accurate.

**Mr. Woolliams:** Do you think he is in error? Do you think he is wrong?

**Mr. Basford:** Yes.

**Mr. Woolliams:** What do you now say, if the Attorney General of Saskatchewan is wrong, what is your figure it would cost?

**Mr. Basford:** I gave that earlier this evening, the maximum for a five-year licence is \$25.

**Mr. Woolliams:** I know, but do you think that will cover the whole cost of your licensing and permit system?

**Mr. Basford:** Yes.

**Mr. Woolliams:** And if you should be wrong would you put your Cabinet position on the line?

**Mr. Basford:** No, but that is the best estimate we have at the present time.

**Mr. Woolliams:** And who estimated that?

**Mr. Basford:** Within the government and within those working on the scheme.

**Mr. Woolliams:** All right. Who was working on the scheme besides the government? What real study did you make?

[Interpretation]

**M. Woolliams:** Non, mais cela touche à...

**M. Basford:** Le Bill C-83 n'est pas un système d'enregistrement des armes à feu.

**M. Woolliams:** Très bien, laissez-moi vous lire le paragraphe:

Le plus haut coût d'autorisation des armes à feu connu jusqu'à date dans la ville de New York...

Il ne s'agit pas d'enregistrement:

alors que les coûts moyens de traitements d'une demande de permis...

Et ainsi de suite, et c'était en 1968, et le coût était de \$72.87 et ils avaient un budget de \$40 millions. Dans cet article, on parle d'autorisation. Je vais vous en donner un exemplaire afin que vous puissiez le lire. Cela leur coûte \$2,914,800,000.

Je reviens à cela parce que je crois la déclaration du procureur général de la Saskatchewan, selon qui le coût minimum sera de \$50. Je vous le demande, monsieur le ministre, parce que vos discussions avec le procureur général sont secrètes, si c'est \$25 pour 5 ans, alors ce sera \$25 même en tenant compte des chiffres du procureur général de la Saskatchewan, et cela coûtera aux contribuables \$6 millions pour 6 millions d'armes à feu. Qu'est-ce que vous en dites? Est-ce un juste équilibre, \$25 pour le propriétaire d'armes à feu et \$25 pour les contribuables fédéraux?

**M. Basford:** Non, ça ne l'est pas, et il n'y a aucun renseignement, que je sache, à la suite de nos discussions avec ce procureur général qui puisse justifier une telle déclaration publique de sa part.

**M. Woolliams:** En tout cas, c'est ce qu'il a dit.

**M. Basford:** Je ne suis pas au courant d'aucun renseignement que nous lui aurions fourni et qui pourrait corroborer sa déclaration.

**M. Woolliams:** Pensez-vous qu'il se trompe? Pensez-vous qu'il fait erreur?

**M. Basford:** Oui.

**M. Woolliams:** Si le procureur général de la Saskatchewan se trompe, combien dites-vous qu'il en coûtera?

**M. Basford:** Je l'ai dit un peu plus tôt. Le maximum pour une autorisation de 5 ans est \$25.

**M. Woolliams:** Je sais, mais croyez-vous que cela va rencontrer tous les coûts de votre système d'autorisation et de permis?

**M. Basford:** Oui.

**M. Woolliams:** Et en cas d'erreur, est-ce que mettriez votre poste de ministre en jeu?

**M. Basford:** Non, mais ce sont les meilleures estimations que nous ayons jusqu'ici.

**M. Woolliams:** Mais qui a fait ces estimations?

**M. Basford:** Les fonctionnaires et ceux qui s'occupent de l'élaboration de ce plan.

**M. Woolliams:** Très bien. Qui, à part le gouvernement, a travaillé à ce plan? Quelle étude avez-vous réellement effectuée?



[Texte]

**Mr. Basford:** We have had the people who develop systems developing the system. It has not been a study. It has not been an analysis. It has been the development of a system and of an administration.

**Mr. Woolliams:** Do you not think you need an analysis of what would take place?

**Mr. Basford:** That is what a development of a system is.

**Mr. Woolliams:** I agree with that. Was it done through the Department of Justice, through the RCMP or some other independent association?

**Mr. Basford:** Through the RCMP.

**Mr. Woolliams:** Right. I would like to put this to the Inspector, through you, Mr. Chairman. Do you think you can implement this system within the cost the Minister has said?

**Inspector Hoban:** Yes, on the basis of our studies we think a \$25 five-year licence fee would be a self-supporting program.

• 2130

**Mr. Woolliams:** And would that take in the fixed cost of the salaries of police officers in various courses throughout Canada?

**Insp. Hoban:** That is taking into account all the costs that we could envision in the program.

**Mr. Woolliams:** All right. Then I say, Mr. Chairman, what percentage of the fixed costs on police time was taken into account in that study?

**Insp. Hoban:** We took into account the time that we estimated would be necessary to process an application. If that is the type of time you are referring to, that is what was taken into account.

**Mr. Woolliams:** I am not talking about that time. There are fixed costs. The salaries of the RCMP and other police forces throughout Canada are fixed costs. Whether they are working on this issue or some other problem, they are fixed costs. Was that taken into account?

**Insp. Hoban:** I do not quite follow your question, Mr. Woolliams.

**Mr. Woolliams:** Well, what I am saying is, supposing...

**Insp. Hoban:** The average salary of all persons engaged in the program was taken into account, yes.

**Mr. Woolliams:** Would you have to increase your force in any sizable amount to implement this bill?

**Insp. Hoban:** Our man-years would be increased. They would not necessarily be policemen; the primary increase in the force's responsibility would be in operating the data centre which would involve Public Servants.

**Mr. Woolliams:** Right. Could I put this question Mr. Chairman. An RCMP in a small town, whether it is Quebec, the Maritimes or in the West, is paid a certain salary and if he is spending some of his time on this he will not be able to spend his time on other things. Is that time being taken into consideration?

[Interprétation]

**M. Basford:** Nous avons engagé des gens qui s'occupent d'élaboration des systèmes pour élaborer ce système. Ce n'était pas une étude. Ce n'était pas une analyse. Ce fut l'élaboration d'un système et d'une administration.

**M. Woolliams:** Ne croyez-vous pas qu'une analyse de ce qui se fera sera nécessaire?

**M. Basford:** C'est ce qui s'appelle l'élaboration d'un système.

**M. Woolliams:** Je suis d'accord avec vous. Est-ce que cela a été fait par le ministère de la Justice, par la GRC ou par une autre association indépendante?

**M. Basford:** Par la GRC.

**M. Woolliams:** Bien. Monsieur le président, j'aurais une question à l'adresse de l'inspecteur. Croyez-vous que l'application de ce système peut se faire selon les coûts établis par le ministre?

**Insp. Hoban:** Oui, selon nos études un droit de \$25 pour une autorisation de 5 ans auto-financera le programme.

**M. Woolliams:** Et est-ce que cela tient compte des salaires des agents de police en divers endroits, partout au Canada?

**Insp. Hoban:** C'est compte tenu de tous les coûts que nous envisageons dans ce programme.

**M. Woolliams:** Très bien. Alors, monsieur le président, de quel pourcentage du coût fixe du temps de la police avez-vous tenu compte dans cette étude?

**Insp. Hoban:** Nous avons tenu compte du temps que nous estimons nécessaire au traitement d'une demande. Si c'est à ce genre de temps que vous faites allusion, c'est de cela dont nous avons tenu compte.

**M. Woolliams:** Je ne parle pas de cette fois. Il y a des coûts fixes comme les traitements des agents de la Gendarmerie royale du Canada et des forces de police au Canada. Qu'ils travaillent à ce sujet ou non, ce sont là des coûts fixes, mais est-ce qu'on les a pris en considération?

**Insp. Hoban:** Je ne comprends pas très bien votre question, monsieur Woolliams.

**M. Woolliams:** Je disais que supposons...

**Insp. Hoban:** Le salaire moyen de toutes les personnes qui s'occupent de ce programme a été pris en considération.

**M. Woolliams:** Est-ce que, pour faire respecter ce bill, il vous faudra augmenter considérablement vos forces?

**Insp. Hoban:** Le nombre de nos années-hommes devrait être augmenté. Mais il ne s'agira pas nécessairement d'agents de police, il faudra faire des augmentations du côté de l'exploitation du centre des données et ce seront là des fonctionnaires.

**M. Woolliams:** Oui; puis-je poser cette question, monsieur le président? Dans une petite ville, que ce soit au Québec ou dans les provinces Maritimes ou dans l'Ouest, un agent de la Gendarmerie royale du Canada reçoit un certain salaire et s'il doit passer une partie de son temps à faire respecter ces règlements, il ne pourra naturellement le consacrer à d'autres tâches; a-t-on tenu compte de ce temps?

[Text]

**Mr. Basford:** Yes, but it is hoped and anticipated that for a lot of the clerical work non-police officers would be hired so as not to engage the time of trained police officers in doing that kind of clerical work.

**Mr. Woolliams:** Well now, Mr. Minister, we are getting somewhere. How many people other than police officers will you need who are doing clerical work to implement this bill?

**Mr. Basford:** I have given Mr. Fairweather that answer as 500 man-years doing the local licensing functions and 200 doing the implementation and operation of the central scheme. Those 500 are 500 man-years; they are not 500 policemen.

**Mr. Woolliams:** And what would the cost of that be, approximately, sir?

**Insp Hoban:** I do not have the figures here, sir, so I could not tell you.

**Mr. Woolliams:** I take it that you have not got those figures.

**Mr. Basford:** Yes.

**Mr. Woolliams:** Well, what is it in the ballpark, \$500,000, \$1 million, \$2 million?

**An hon. Member:** \$1 billion.

**Mr. Basford:** It is within \$25 for a five-year licence.

**Mr. Woolliams:** Well, \$25 times six million, what do you think that might amount to? I can tell you the answer right now.

**Mr. Basford:** Well, it is times three million, which is the estimated number of gun owners in Canada.

**Mr. Woolliams:** Well, some people say six million. Now, let me ask you this, are you sure there are three million instead of six million who will have to apply for licences?

**Mr. Basford:** No, we are not because...

**Mr. Woolliams:** Of course you are not.

**Mr. Basford:** ... we are not sure that...

**Mr. Woolliams:** It is all guess work.

**Mr. Basford:** We are not sure that it is not two million. That is why I said we could arrive at better cost figures when Statistics Canada has finished its survey this summer. Then we will have a better estimate of the number of gun owners in Canada. The variable we cannot estimate is the number of people who will turn in their guns rather than be licensed.

**Mr. Woolliams:** Now, what you are saying, of course, is that the Attorney General of Saskatchewan is out of the ballpark. He has caught a foul ball somewhere outside the fence. Now, what about Alberta's Mr. Foster? What has he got to say about it?

**Mr. Basford:** Well, I think I have answered that question.

[Interpretation]

**M. Basford:** Oui, mais on pense que pour beaucoup de travail de bureau, on pourrait engager du personnel autre que des agents de police afin de ne pas faire perdre le temps des spécialistes de la police.

**M. Woolliams:** Enfin, nous comprenons: combien vous faut-il de personnel pour le travail de bureau en dehors de votre personnel d'agents de police pour pouvoir appliquer ce bill?

**M. Basford:** J'ai déjà donné la réponse à M. Fairweather: il s'agit de 500 années-hommes pour l'émission des autorisations sur place et 200 pour la mise en application et l'exploitation du programme au bureau central. Il s'agit de 500 années-hommes et non pas de 500 agents de police.

**M. Woolliams:** Quel en serait approximativement le coût?

**Insp. Hoban:** Je n'ai pas le chiffre ici, aussi je ne puis vous le dire.

**M. Woolliams:** Je comprends donc que vous n'avez pas ces chiffres.

**M. Basford:** C'est cela.

**M. Woolliams:** Est-ce qu'en gros il s'agit de \$500,000, de 1 million de dollars ou de 2 millions de dollars?

**Une voix:** De 1 milliard.

**M. Basford:** Il s'agit de \$25 pour une autorisation de 5 ans.

**M. Woolliams:** Vingt-cinq dollars multipliés par 6 millions? Je puis vous donner tout de suite la réponse.

**M. Basford:** Il faut multiplier par 3 millions, ce qui est l'évaluation du nombre des propriétaires de fusils au Canada.

**M. Woolliams:** Il y en a qui disent 6 millions. Est-ce que vous êtes sûr que ce sera plutôt 3 millions que 6 millions qui feront leur demande d'autorisation?

**M. Basford:** Nous ne sommes pas...

**M. Woolliams:** Naturellement.

**M. Basford:** ... sûrs que...

**M. Woolliams:** Ce sont toutes des suppositions.

**M. Basford:** Nous ne sommes pas sûrs que le chiffre ne soit pas 2 millions. C'est pourquoi j'ai dit que nous aurons de meilleurs chiffres lorsque Statistique Canada aura terminé son enquête cet été. Nous saurons mieux quel est le nombre des détenteurs de fusils au Canada. Ce que nous ne connaissons pas encore, c'est le nombre de personnes qui remettront leur fusil plutôt que de demander une autorisation.

**M. Woolliams:** Ce que vous voulez dire alors, c'est que le procureur général en Saskatchewan n'est pas dans le jeu; il a frappé une balle en dehors du terrain. Qu'en est-il de M. Foster pour l'Alberta? Qu'est-ce qu'il a à dire à ce sujet?

**M. Basford:** Je crois avoir déjà répondu à cette question.



[Texte]

**Mr. Woollimas:** All right. Does he agree with this program?

**Mr. Basford:** Well, I think I have answered it in the sense that whether he agrees with it or not is something that comes from lips not mine.

**Mr. Woollimas:** I see. Now we go to British Columbia and there has been a change of government in that regard, a new Attorney General. When did you last meet the Attorney General in this regard?

**Mr. Basford:** Last October. I have, however, discussed it with the new Attorney General of British Columbia several times.

**Mr. Woollimas:** And he is in agreement with \$25 a licence?

**Mr. Basford:** We did not discuss the \$25.

**Mr. Woollimas:** No. Now we go to Newfoundland. Has there been any statement that you can come out of camera with in reference to the cost? I am not satisfied with the costs, but I am pleased, at least, that we have got a \$25 ceiling on this thing. That is still a lot of money; that is \$5 a year, even for grandma, who has one gun that she has kept from grandpa.

**Mr. Leggatt:** It would be between \$2 and \$3; it would be either \$2 or \$3, by the time we are finished.

• 2135

**Mr. Woollimas:** You are sure of that, are you?

**Mr. Leggatt:** I am convinced, on the on the basis...

**Mr. Woollimas:** Well, they voted it down; I am surprised at you.

**Mr. Leggatt:** That is right. I withdrew my amendment because what the Minister proposed was less than the amount I was mentioning; my amendment came to more than \$25. Now, the Minister has indicated tonight that he will give us an undertaking on the \$25. Not only that, that is for a self-financing scheme; he is also willing to abandon the self-financing concept and reduce that \$5. That is my understanding of the evidence we have. So I am suggesting that we are going to look at \$2 to \$3 on fees, which is pretty good.

**Mr. Woollimas:** Of course, maybe my whole amendment was misunderstood. I am not talking per year I am talking a licence under the bill for five years, and I am sorry I misled you, Stu.

**Mr. Leggatt:** Oh.

**Mr. Woollimas:** But, I was talking \$5 for five years, and, under the bill, that is the term. Now, I have not got any answers from any of the attorneys general, but let me put this general question. Are you satisfied in your mind, having met and discussed with all these attorneys general, that they are satisfied that the public, which they, and, of course, that \$5 a year, which is \$25 to five years we, represent, will accept?

**Mr. Basford:** I think I answered that by saying I do not think it is up to them to determine that; this is a federal scheme, implemented under federal law. We have not discussed with them the amendments we have made; we have not discussed with them the change of policy we have made—the information they were given was given in February—and, therefore, I do not expect them to comment or to agree on this particular figure.

[Interprétation]

**M. Woollimas:** Très bien. Est-ce qu'il est d'accord avec ce programme?

**M. Basford:** Je crois avoir déjà dit que ce n'est pas moi qui dit s'il est d'accord ou non.

**M. Woollimas:** Je vois. Passons à la Colombie-Britannique et il y a là un nouveau procureur général. Quand avez-vous rencontré pour la dernière fois ce procureur général pour cette affaire?

**M. Basford:** En octobre dernier. J'en ai cependant discuté plusieurs fois avec le nouveau procureur général de Colombie-Britannique.

**M. Woollimas:** Et est-il d'accord avec ces \$25 pour l'autorisation?

**M. Basford:** Nous n'avons pas discuté des \$25.

**M. Woollimas:** Non. Passons à Terre-Neuve; est-ce que vous pouvez nous révéler des détails qui ne soient pas confidentiels au sujet de ces coûts? Je ne suis pas convaincu des coûts, mais je suis heureux, du moins, que nous ayons un plafonnement de \$25. C'est quand même beaucoup d'argent; c'est \$5. par année, même pour une grand-mère qui a une arme à feu qui lui vient de grand-père.

**M. Leggatt:** Ce serait de \$2. à \$3.; ce sera probablement \$2. ou \$3. d'ici à ce que nous ayons terminé.

**M. Woollimas:** Vous en êtes sûr, n'est-ce pas?

**M. Leggatt:** J'en suis convaincu, d'après ce que...

**M. Woollimas:** Pourtant, ils ont voté contre; je suis surpris.

**M. Leggatt:** C'est vrai. J'ai retiré mon amendement parce que la proposition du ministre était inférieure au montant que je mentionnais; le chiffre mentionné dans mon amendement était plus que \$25. Maintenant, le ministre nous a dit ce soir qu'il prenait un engagement sur ce montant de \$25. Non seulement cela, mais il s'agit d'un plan d'autofinancement; il accepte également d'abandonner ce concept d'autofinancement et de réduire ce \$5. C'est ce qu'a compris de son témoignage. Or je prétends que nous aurons des frais de \$2. à \$3., ce qui est très bien.

**M. Woollimas:** Bien sûr, peut-être que tout mon amendement a été mal compris. Je ne faisais pas allusion au coût par année, je faisais allusion à une autorisation de 5 ans selon le bill et je regrette de vous avoir induit en erreur.

**M. Leggatt:** Oh!

**M. Woollimas:** Mais, je faisais allusion à \$5. pour 5 ans, et c'est la période fixée par le bill. Je n'ai obtenu aucune réponse du procureur général, mais laissez-moi vous poser une question d'ordre général: êtes-vous convaincu, ayant rencontré tous ces procureurs généraux et ayant discuté avec eux, qu'ils sont convaincus que le public, qu'ils représentent et que nous représentons, va accepter ces frais de \$5. par année, ce qui représente \$25. pour 5 ans?

**M. Basford:** Je crois avoir répondu à cette question en disant que ce n'est pas à eux de fixer cela; c'est un plan fédéral, appliqué selon une loi fédérale. Nous n'avons pas discuté avec eux des amendements que nous avons proposés; nous n'avons pas non plus discuté du changement de politique que nous avons adopté—les renseignements qu'ils ont reçus leur ont été transmis en février—et, je ne m'attends pas à ce qu'ils fassent des commentaires ou soient d'accord sur ce chiffre en particulier.

[Text]

**Mr. Woolliams:** What you are saying is: I am going to implement this policy—this is really what your evidence is—whether the various attorneys general, irrespective of what parties they represent, agree or not; I am going to implement it because it is a federal scheme. That is the consultation we have had with the provinces. Really, that is your evidence, sir.

**Mr. Basford:** No. I am saying that we are implementing it in the closest possible co-operation with provincial attorneys general. But, at this point, I do not expect them, not being in full command of all the information, to be able to form a definitive view on the \$25.

**Mr. Woolliams:** I must say one thing. I am finished my questioning, and I want to thank members of this Committee who went back with the audience, held meetings and talked right through my questioning—I know you are a good Chairman,—but it just shows how interested they are in peoples' rights. What they really believe—and Mr. Poulin will like this—is if it is a Liberal bill, it is good.

**The Chairman:** Thank you, Mr. Woolliams. Mr. Leggatt has withdrawn his amendment. We have two government amendments to this same proposed section. I wonder if we might ask Mr. Poulin to move those in turn.

**Mr. Poulin:** Yes, Mr. Chairman. I move that Clause 3 of Bill C-83 be amended by adding thereto, immediately after line 38 on page 36 thereof, the following paragraph:

“(h.1) prescribing conditions relating to the storage, display, handling and transportation of restricted weapons that form part of gun collections of *bona fide* gun collectors;”

**The Chairman:** That was the second of your two amendments, Mr. Poulin, but let us take that first, since you raised it first.

Mr. Basford.

**Mr. Basford:** This is, again, consequential on the amendment we approved this afternoon, allowing the gun collectors to have modern restricted weapons, if they are *bona fide* collectors, under safe conditions of storage as determined by regulation. So it is purely consequential on this afternoon's amendment.

**The Chairman:** Questions? Mr. Towers.

• 2140

**Mr. Towers:** I was wondering, Mr. Chairman, just how elaborate is this system of control going to be? Is it going to be spelled out in the resolution or is it going to be left up to the individual registrar's opinion, or just what actually are the collectors going to be dealing with when it comes to this legislation or regulations?

**Mr. Basford:** They will be dealing with an order-in-council setting forth the regulation as to storage, display, handling and transportation.

**Mr. Towers:** Then, Mr. Chairman...

**Mr. Basford:** It will be clearly set out in that regulation. I would anticipate in the course of drawing the regulations we would be consulting with the various groups involved.

[Interpretation]

**M. Woolliams:** Alors vous nous dites: je vais appliquer cette politique—c'est vraiment ce que vous dites—que les divers procureurs généraux, peu importe le parti qu'ils représentent, soient d'accord ou non; je vais l'appliquer parce que c'est un plan fédéral. C'est la consultation que nous avons eue avec les provinces. Réellement, c'est cela votre témoignage monsieur.

**M. Basford:** Non. Je dis que nous l'appliquons avec la plus étroite collaboration possible de la part des procureurs généraux des provinces. Mais, présentement, je ne m'attends pas qu'ils puissent avoir une opinion définitive sur ce \$25 n'ayant pas tous les renseignements.

**M. Woolliams:** Je dois dire une chose. Je n'ai plus d'autre question, et je veux remercier les membres de ce comité qui sont allés dans l'auditoire, ont tenu des réunions et ont parlé pendant ma période de question—je sais que vous êtes un bon président—mais cela démontre leur intérêt pour les droits des gens. C'est qu'ils croient vraiment—et M. Poulin va aimer cela—que, comme c'est un bill libéral, c'est un bon bill.

**Le président:** Merci, monsieur Woolliams. M. Leggatt a retiré son amendement. Nous avons deux amendements gouvernementaux proposés à ce même article. Puis-je demander à M. Poulin de les proposer.

**M. Poulin:** Oui, monsieur le président. Je propose que l'article 3 du Bill C-83 soit modifié en y ajoutant, immédiatement après la ligne 43 à la page 36 ce qui suit:

“(h.1) prescrire les conditions relatives à l'entreposage, à la mise en montre, à la manipulation et au transport des armes à autorisation restreinte qui font partie des collections d'armes à feu des collectionneurs d'armes à feu de bonne foi.”

**Le président:** C'était le deuxième de ces amendements, monsieur Poulin, mais nous allons l'étudier d'abord, puisque vous l'avez présenté en premier.

Monsieur Basford.

**M. Basford:** Encore une fois, cela fait suite à un amendement que nous avons adopté cet après-midi, permettant aux collectionneurs d'armes à feu d'avoir des armes à autorisation restreinte modernes, s'ils sont des collectionneurs de bonne foi, dans des conditions d'entreposage sécuritaires, tel que défini dans les règlements. Alors, cela fait tout simplement suite à l'amendement de cet après-midi.

**Le président:** Questions? Monsieur Towers.

**M. Towers:** Je me demande, monsieur le président, quelle sera l'étendue de ce régime de contrôle? Est-ce que cela sera nettement exposé dans la résolution ou laissé au libre arbitre du registraire; avec quoi les collectionneurs seront-ils aux prises lorsqu'ils auront à faire face à la législation ou aux règlements?

**M. Basford:** Un arrêté en conseil déterminera les règlements d'entreposage, d'étalage, de manipulation et de transport.

**M. Towers:** Alors, monsieur le président...

**M. Basford:** Tout cela sera précisé dans le règlement. Je prévois que nous consulterons les groupes intéressés au cours de la formulation de règlements.



[Texte]

**Mr. Towers:** Will these be a part of the regulations, Mr. Chairman, that we will be dealing with in Parliament or ...

**Mr. Basford:** Yes. Yes, they will be.

**The Chairman:** Shall Mr. Poulin's amendment carry?

Amendment agreed to.

**The Chairman:** Mr. Poulin, would you now like to move the other amendments?

**Mr. Poulin:** I move that Bill C-83 be amended by striking out lines 33 to 35 on page 36 thereof and substituting therefor the following:

"the administration by provinces of provincial laws and programs relating to game hunting, firearms competency testing and firearms safety training;"

**Mr. Leggatt:** That is on page ...

**Mr. Poulin:** It is on page 33. I had to skip one because they were not numbered properly here.

**Mr. Basford:** It is an expansion of the wording in (g)(ii), which currently reads:

... the administration by provinces of provincial laws relating to game hunting and firearms safety training;

And we thought we would amend that to make it abundantly clear by adding "firearms competency testing". It is that section which allows the Solicitor General to enter into agreements with provinces for the maximum co-ordination of the Bill C-83 scheme and provincial laws relating to what we have called game hunting and firearm safety training, which in my view encompassed competency testing but we thought for better clarity we should add firearms competency testing.

**The Chairman:** Shall Mr. Poulin's amendment carry?

**Mr. Woolliams:** Just a minute. Put it to the vote.

**The Chairman:** Yes. Those in favour of Mr. Poulin's amendment?

Amendment agreed to.

Those are the last amendments to that section.

Shall Section 106.8 carry?

Section 106.8 agreed to as amended.

On Section 106.9—Report to Parliament.

**The Chairman:** We have no amendments to this one.

**Mr. Woolliams:** What page are we on now?

**The Chairman:** Page 37.

**Mr. Woolliams:** Right.

**The Chairman:** Mr. Minister, do you have any comment to make on that one?

[Interprétation]

**M. Towers:** Est-ce que cela fera partie des règlements, monsieur le président, que nous étudierons au Parlement ou ...

**M. Basford:** Oui. Oui, ils le seront.

**Le président:** Est-ce que l'amendement proposé par M. Poulin est adopté?

L'amendement est adopté.

**Le président:** Monsieur Poulin, aimeriez-vous proposer d'autres amendements?

**M. Poulin:** Je propose que l'article 3 du Bill C-83 soit modifié en remplaçant les lignes 37 à 39, page 36, par ce qui suit:

"106.1 à 106.3 avec celles des lois et programmes provinciaux, sur la chasse, sur le contrôle de l'aptitude au maniement des armes à feu et sur l'entraînement à leur maniement;"

**M. Leggatt:** A la page ...

**M. Poulin:** A la page 36. J'en ai sauté une car elle n'était pas bien numérotée.

**M. Basford:** C'est le prolongement de la formule actuelle à g)(ii) qui était ainsi libellée:

... Avec celles des lois provinciales sur la chasse et sur l'entraînement au maniement des armes à feu.

Et nous avons pensé le rendre encore plus clair en ajoutant "aptitude au maniement des armes". C'est en vertu de cet article que le Solliciteur général peu ratifier des accords avec les provinces en vue d'un maximum de coordination du régime prévu par le Bill C-83 avec les lois provinciales pour ce que nous appelons la chasse au gibier et le maniement prudent des armes qui suppose l'aptitude et nous avons voulu le préciser en ajoutant l'aptitude au maniement des armes.

**Le président:** Est-ce que l'amendement proposé par M. Poulin est adopté?

**M. Woolliams:** Un instant. Passons aux voix.

**Le président:** Oui. Ceux qui sont en faveur de l'amendement proposé par M. Poulin?

L'amendement est adopté.

Ce sont les derniers amendements proposés à cet article.

Est-ce que l'article 106.8 est adopté?

L'article 106.8 est adopté tel que modifié.

Article 106.9—Rapport au Parlement

**Le président:** Aucun amendement n'est proposé à cet article.

**M. Woolliams:** A quelle page?

**Le président:** A la page 37.

**M. Woolliams:** En effet.

**Le président:** Monsieur le ministre, avez-vous un commentaire à faire au sujet de cet article?

[Text]

**Mr. Basford:** Just a very brief one. This is a new requirement calling upon the Commissioner to report to Parliament through the Solicitor General once a year on the operation of the scheme, which we think is something we need in this country. We will have to see how the scheme is operating.

**Mr. Woolliams:** Could I ask—maybe others want to go.

**The Chairman:** I think you are first.

**Mr. Woolliams:** I would like to ask how will he report? Is this going to be a filed report or is he going to get up on motions? How is he going to report?

**Mr. Basford:** This is a normal statutory reporting requirement. It would be submitted to the Solicitor General who would, by letter, transmit it to the Table, where it would appear as a tabled document in the journals.

**Mr. Woolliams:** Is there any chance, outside of the questions under the orders or the rules, outside of that there is no way of questioning the report to the Minister?

**Mr. Basford:** Yes, it could always be examined on the Solicitor General's estimates, which would include the estimates again...

**Mr. Woolliams:** Where every member has 10 minutes in which—it does not really mean very much the way the committees operate, and if that is the control of estimates and the control of the report, I must say that I do not condone it.

**Mr. Basford:** As I said, this is the normal statutory reporting requirement, which has not been in existence heretofore on any of the operations of the gun laws, and I think it is time that it was.

• 2145

**Mr. Woolliams:** Yes, but we did not have gun laws before, Mr. Minister.

**Mr. Basford:** We have had very strict gun laws relating to handguns, upon which there was no report ever given.

**Mr. Woolliams:** One of the fellows just came into my office today and I would like you to look into that. He said that he could go today, right in Ottawa, and buy handguns without any problems under the Code.

**Mr. Basford:** Well, I am sure that the members of the RCMP here this evening would like to know who your friend is.

**Mr. Woolliams:** I am just telling you what goes on.

**Mr. Basford:** If that is true, then there is someone operating in violation of the existing Criminal Code.

**Mr. Woolliams:** I think you will find a number of them.

**Mr. Basford:** I think that you should report that to the police and not be an accessory to the fact.

**The Chairman:** Shall proposed Section 106.9 carry?

Proposed section agreed to.

[Interpretation]

**M. Basford:** Une très brève observation. C'est une nouvelle disposition qui oblige le commissaire à faire rapport au Parlement par l'entremise du Solliciteur général une fois par année concernant l'application du régime, ce que nous estimons indispensable. Il faut que nous sachions de quelle façon le régime s'applique.

**M. Woolliams:** Me permettez-vous de demander... Il y en a peut-être d'autres qui le veulent.

**Le président:** Vous êtes le premier.

**M. Woolliams:** J'aimerais savoir de quelle façon il fera rapport. Est-ce qu'il doit déposer un rapport ou répondre aux questions lors de l'appel des motions? Quelle forme aura son rapport?

**M. Basford:** C'est une clause régulière de rapport statutaire. Il serait remis au Solliciteur général qui le déposerait avec lettre et il serait incorporé au journal de la Chambre.

**M. Woolliams:** Est-ce qu'il y aura possibilité, autrement que par des questions inscrites au feuilleton selon les règlements, de mettre en question le rapport du ministre?

**M. Basford:** Oui, il pourrait toujours être examiné avec le rapport du Solliciteur général qui comprendrait les crédits...

**M. Woolliams:** Alors que chaque député a 10 minutes—ce n'est pas beaucoup quand on sait de quelle façon fonctionnent les comités et si c'est tout le contrôle que l'on peut exercer sur les crédits et le rapport, je n'en suis pas.

**M. Basford:** Ce sont les conditions régulières de présentation d'un rapport, rapport qui n'existait pas concernant l'application des lois sur le contrôle des armes à feu et j'estime qu'il est grand temps qu'on fasse rapport.

**M. Woolliams:** Oui, mais il n'existait pas de loi sur les armes à feu auparavant.

**M. Basford:** Il existait des lois très strictes relativement aux revolvers et il n'y a jamais eu de rapport à cet égard.

**M. Woolliams:** Quelqu'un s'est présenté à mon bureau aujourd'hui et j'aimerais approfondir cela. Il m'a dit qu'aujourd'hui même il pourrait, à Ottawa même, acheter des revolvers sans violer aucun article du Code.

**M. Basford:** Je suis sûr que les représentants de la Gendarmerie Royale qui sont ici ce soir aimeraient connaître votre ami.

**M. Woolliams:** Je ne fais que vous décrire la situation.

**M. Basford:** Si c'est vrai, quelqu'un viole le Code pénal actuel.

**M. Woolliams:** Je crois qu'il y en a plus d'un.

**M. Basford:** Je crois que vous devriez en faire rapport à la police et ne pas vous rendre complice.

**Le président:** L'article 106.9 est-il adopté?

L'article est adopté.



[Texte]

Clause 3, as amended, agreed to.

On clause 4—*Consequential amendment*.

**The Chairman:** Clause 4 is also on gun control, Mr. Minister.

**Mr. Basford:** Subclause (1) is described as a consequential amendment, which changes the numbers of the act. Subclause (2) is the amnesty period which provides statutory authority to the Governor in Council to declare from time to time an amnesty by which people could turn in guns of any description, restricted or prohibited weapons, or firearms, without incurring a criminal charge in the process. That is subclauses (2) and (3), really.

**The Chairman:** Right.

Mr. Towers.

**Mr. Towers:** I was just wondering, Mr. Chairman, what does the Minister anticipate will happen to these guns that are turned in? Will they be destroyed or will they be put up for sale, if they are relics of some form or other, or antiques?

**Mr. Basford:** The subclause provides, Mr. Towers, for destruction or other disposition as provided in the proclamation. I do not think that they should be sold or put back on the market. The worthless ones should be destroyed. Obviously, the ones that are not worthless should be provided to museums and this sort of thing.

**Mr. Towers:** Mr. Chairman, it would seem very difficult, I would think, to determine when a gun actually is worthless because of the fact that some of the older pieces can well be brought back to the position where they could serve a useful purpose. Certainly if some of these could be used, it would seem to me to be in the best interests of our people, whoever it may be, to at least have the opportunity of having a look at them and some system devised whereby they are just not utterly destroyed and declared worthless.

**Mr. Basford:** I can give you an assurance that there will be knowledgeable people running the amnesty and running the recall program to make that sort of decision.

**Mr. Towers:** Will these regulations, Mr. Chairman, be a part of the regulations that Parliament will be dealing with later this year? Will they be included in that?

**Mr. Basford:** The proclamation? Not necessarily so, because we have not decided—and at any time I would appreciate the advice of members—whether we should have one or a number of recall or amnesty programs; whether we should wait until the whole program begins to be implemented and coincide it with implementation, or run it earlier, or not. We just have not made a decision as to when would be the best time.

My own personal feeling at the moment is that it would be most effective if run at the time of implementation in a province or region, which is after the regulations; but this is a matter we have not decided and obviously the subclause provides that there can be one or more periods of amnesty or recall.

**Mr. Towers:** Will these firearms be sold or will they be given away after they are handed in?

[Interprétation]

L'article 3, tel qu'amendé, est adopté.

L'article 4—*Modification consécutive*

**Le président:** L'article 4 est relatif au contrôle des armes à feu également.

**M. Basford:** Le paragraphe (1) est une modification consécutive qui tient compte des modifications dans la numérotation des articles de la loi. L'article (2) traite du délai d'amnistie et donne au gouverneur en conseil l'autorisation d'amnistier les gens qui rendraient des fusils de toute description, à utilisation restreinte ou même défendue ou même des armes à feu de toutes sortes sans que leur geste ne donne suite à des poursuites criminelles. A vrai dire, il s'agit ici des paragraphes (2) et (3).

**Le président:** Très bien.

Monsieur Towers.

**M. Towers:** Je me demandais, monsieur le président, si le ministre sait ce qu'il adviendra de ces armes que l'on rendra? Les détruira-t-on ou essaiera-t-on de les vendre, s'il s'agit de reliques ou d'antiquités par exemple?

**M. Basford:** L'article dit qu'on détruira ces armes ou qu'on en disposera de la manière prévue dans la proclamation. Je ne crois pas qu'on devrait les vendre ou les mettre sur le marché. Celles qui sont sans valeur devraient être détruites et de toute évidence celles qui ne le sont pas devraient être remises à des musées par exemple.

**M. Towers:** Monsieur le président, il pourrait être difficile de déterminer si un fusil est sans valeur, car on peut très bien rafistoler de vieilles armes et les rendre utilisables de nouveau. Il est entendu que si certaines armes peuvent être utilisées, il serait dans l'intérêt de la population de permettre de les examiner et qu'on prévoie une formule qui empêche qu'elles soient tout simplement détruites et déclarées inutilisables.

**M. Basford:** Je puis vous donner l'assurance que ce sont des gens compétents qui s'occuperont de l'amnistie et de ce programme de rappel et qu'ils prendront des décisions judicieuses.

**M. Towers:** Monsieur le président, ces règlements feront-ils partie des règlements qu'examinera le Parlement plus tard cette année? Seront-ils inclus?

**M. Basford:** La proclamation? Pas nécessairement, car nous n'avons pas décidé si nous procéderons à un seul ou à plusieurs programmes d'amnistie. J'aimerais entendre l'opinion des membres du Comité là-dessus. Devrions-nous attendre que le programme soit mis en application et faire coïncider l'amnistie et la mise en application ou faire précéder l'amnistie. Nous n'avons pas encore pris de décision quant au moment le plus opportun.

A mon avis, le programme aurait un maximum d'efficacité au moment de la mise en application dans une province ou une région, après la proclamation des règlements. Néanmoins, nous n'avons pas encore pris de décision et de toute évidence le paragraphe prévoit une ou plusieurs périodes d'amnistie.

**M. Towers:** Ces armes à feu seront-elles vendues ou seront-elles données une fois qu'elles auront été rendues?

[Text]

• 2150

**Mr. Basford:** We have not made a decision on that. The proposed section provides for destruction or other disposition as provided in the proclamation. There has been no firm decision made on that. Obviously, it would have to be a requirement that if they were to be sold, they could only be sold to licensed persons. We want to test various experiences where there have been recall programs, one of which was in this city, where I think everything turned in was destroyed, if I recall. But, obviously, if people are inclined to put in weapons that are valuable, I would agree with you that there are sources of disposition other than destruction.

**Mr. Towers:** When a person turns in a fairly valuable firearm, do you anticipate there will be any money returning to them, any compensation for that?

**Mr. Basford:** No. But what I emphasize is that it is a recall program which has been described in some of the literature as if we are going to take away guns from people; that is not correct. A recall program is simply aimed at those people that have unwanted guns. And I have a view on the basis of evidence from other recall programs that there are a number of people with guns lying around their house, that they have inherited from Aunt Fanny or from somebody else or that they have brought home from the war and one thing or another, and they just lie around in the attic or in the basement. They are a hazard; they are a hazard for a number of reasons. One, they are subject to theft; secondly, many of them become very old and dangerous: the owner goes out and uses his gun and the barrel bursts open or the breach breaks open.

It is my view that there are many unwanted guns that the people will turn in. If someone has a valuable gun that they do not want to turn in, it is obviously not an unwanted gun. If they do not themselves want to go through the process of licensing, they are free then to turn it in or to sell it to some licensed dealer or retailer or some other licensed person. So, it is not an attempt to grab guns away from people that want them; this is to deal solely with persons who do not want the guns they have.

**Mr. Towers:** Mr. Chairman, the Minister said that there has been no system devised to implement this program. I am wondering who is going to initiate this program? Is it going to be done within the federal jurisdiction or is it going to be done in conjunction with the respective Attorneys General? Or how is it going to be done?

**Mr. Basford:** The recall program?

**Mr. Towers:** Yes.

**Mr. Basford:** I would be run by the Solicitor General, through his department, with my co-operation. And if we have recall programs applicable only in a province we would, of course, obviously invite the Attorney General to be part of it. But it would be essentially a federal program urging people to turn in to local registrars unwanted guns. And it would go along with what is being spoken of by me and the Solicitor General with regard to the national programs of gun education and gun safety.

[Interpretation]

**M. Basford:** Nous n'avons pas encore pris de décision à ce sujet. L'article proposé prévoit la destruction, ou une autre disposition comme cela est mentionnée dans la proclamation. Aucune décision ferme n'a été prise à cet effet. Il est évident que si ces armes devaient être vendues, elles ne pourront l'être qu'à des personnes détentrices de permis. Nous voulons procéder à diverses expériences de programmes de rappel. L'un d'eux a été mis en vigueur dans cette ville et toutes les armes qui ont été rendues ont été détruites, si je me rappelle bien. Mais il est évident que si les gens ont tendance à remettre des armes qui ont de la valeur, il serait préférable d'envisager d'autres moyens d'en disposer plutôt que de les détruire.

**M. Towers:** Lorsqu'une personne remet une arme à feu ayant une certaine valeur, envisagez-vous de verser une certaine somme d'argent en échange, une sorte de compensation?

**M. Basford:** Non. J'insiste sur le fait qu'il s'agit d'un programme de rappel dont la description dans certaines brochures donne l'impression que nous voulons arracher des armes à feu à leur propriétaire. C'est faux. Un programme de rappel s'applique uniquement aux personnes qui ont des armes dont elles ne veulent pas. Et d'après le résultat d'autres programmes de rappel, il semble que beaucoup de personnes aient des armes qui traînent dans leur maison, armes dont elles ont hérité d'une tante ou de quelqu'un d'autre ou qu'elles ont ramené de la guerre. Ces armes traînent au grenier ou au sous-sol. Elles constituent un danger. Et ce pour un certain nombre de raisons. Premièrement, elles risquent d'être volées; deuxièmement, certaines d'entre elles sont très vieilles et par conséquent dangereuses. Le canon risque de se briser ou de se fendre au moment où le propriétaire utilise son arme.

Selon moi, il existe un tas d'armes dont les gens ne veulent plus et qu'ils sont prêts à remettre. Si quelqu'un possède une arme qui a de la valeur et qu'il veut garder, le problème est différent. Si ces personnes veulent éviter le processus de demande d'une autorisation, elles peuvent remettre cette arme ou la vendre à un négociant, ou à un particulier détenteur d'un permis. Il ne s'agit donc pas d'essayer d'arracher des armes aux gens qui veulent les garder; ce programme s'applique uniquement aux personnes qui veulent se débarrasser des armes qui sont en leur possession.

**M. Towers:** Monsieur le président, le ministre a dit qu'il n'existait aucun système permettant la mise en application de ce programme. J'aimerais savoir qui va le mettre en vigueur? Cela fait-il partie de la compétence fédérale ou les procureurs généraux des provinces devront-ils collaborer à la mise en application de ce programme? Comment cela se passera-t-il?

**M. Basford:** Vous parlez du programme de rappel?

**M. Towers:** Oui.

**M. Basford:** Ce programme sera mis en application par le ministre du Solliciteur général avec ma collaboration. Si nous avons à faire des programmes de rappel qui ne sont applicables que dans une seule province, il est évident que nous inciterons le Procureur général de la province à y participer. Mais il s'agira essentiellement d'un programme fédéral qui incitera les gens à remettre les armes dont ils ne veulent plus à des registraires locaux. Cela revient à ce dont le Solliciteur général et moi-même avons parlé au sujet des programmes nationaux d'instruction et de sécurité relativement aux armes à feu.



[Texte]

**Mr. Towers:** Would this be a national advertising campaign, Mr. Chairman?

**Mr. Basford:** It would be a national campaign. Whether it would be supported by paid advertising, there is just no decision made on that. It would be a campaign.

**Mr. Towers:** It seems to me, Mr. Chairman, that this is the part of the control procedure that should be also a part of the regulations. As a member of this Committee, I think the Minister should almost be bound to include this in as a part of the parcel on the regulations that will be presented to Parliament so that the citizens of the country will know exactly what to expect.

**Mr. Basford:** There are no regulations to be passed under this section. There is simply a determination by the Governor in Council when from time to time a recall for an amnesty program will be called.

• 2155

**Mr. Towers:** Of course, Mr. Chairman, I think the Minister would agree with me that there will have to be some type of regulation if they are going to transfer these firearms to museums, or collectors, or what-have-you. Certainly there has to be some kind of control legislated in order that they do not get into the wrong hands.

**Mr. Basford:** They are turned in to police officers who, of course, are bound by the law and they could only turn them over to museums in accordance with regulations under 106, which will come to Parliament, or they can only sell them obviously to licensed dealers or persons. The registrar or a police officer receiving the guns under the amnesty program would obviously have to act in accordance with the Criminal Code and its regulations.

**The Chairman:** Mr. Milne.

**Mr. Milne:** Essentially, I was just going to raise the same points that the Minister did, that after the tragedy in Brampton, the Brampton police force initiated this program on their own and just to draw it to the Committee's attention it has been very, very successful. I might suggest to Mr. Towers, if he has those concerns, he might want to review the program that the region of Peel police force has. There never has been any question of compensation. These are just simply guns that people feel uncomfortable about having around their house, and they just want some way to get rid of them as opposed to putting them out in the garbage. If they were worth money they simply sold them and if they were valuable, from an age point of view, they themselves, donated them to a museum which in turn, I suppose, got rid of part of them. So this has not been any problem. It has been, I think, very effective. As I have said before, I just want to register my concern that nowhere in this program would we end up with a resale of these guns. I have noticed in some cases police forces, and in one province, one provincial department, having a sale of guns to the public, and I think that would be very bad as a result of this program.

**The Chairman:** Shall Clause 4 carry?

**Some hon. Members:** Agreed . . .

**Mr. Woolliams:** Just one question before it carries—I am not going to delay it. One thing that concerns me, and I do not know the answer to it, but most people who probably go hunting one day a year if they get the time, have one gun—one shot gun. So they pay \$25.

[Interprétation]

**M. Towers:** Cela donnera-t-il lieu à une campagne de publicité nationale, monsieur le président?

**M. Basford:** Cela donnera lieu à une campagne nationale. Nous n'avons pas encore décidé si cette campagne sera faite au moyen de réclames payantes. Mais cela donnera lieu à une campagne.

**M. Towers:** Monsieur le président, il me semble que cette partie de la procédure de contrôle devrait également faire partie des règlements. En tant que membre de ce Comité, je crois que le ministre devrait inclure cette mesure parmi les règlements qui seront présentés au Parlement, de façon à ce que les citoyens du pays sachent exactement à quoi s'en tenir.

**M. Basford:** Aucun règlements n'accompagnera cet article. Le gouverneur en conseil déterminera simplement de temps en temps une période d'amnistie ou de rappel.

**M. Towers:** Bien entendu, monsieur le président, je crois que le ministre conviendra avec moi qu'il faudra certains règlements, si nous voulons que ces armes à feu soient remises à des musées, à des collectionneurs ou que sais-je encore. On devrait exercer un certain contrôle afin que ces armes ne tombent pas entre mauvaises mains.

**M. Basford:** Ce sont des policiers qui les recevront, bien entendu, et la loi exige qu'ils remettent ces armes à des musées conformément aux règlements qui accompagnent l'article 106 et que le Parlement examinera. De toute évidence ils ne pourraient que les vendre à des marchands autorisés ou à des personnes autorisées. Le registraire ou le policier qui recevra ces armes à la suite d'un programme d'amnistie devra de toute évidence se conformer aux articles du Code pénal et aux règlements.

**Le président:** Monsieur Milne.

**M. Milne:** Je voulais soulever les mêmes questions. Après la tragédie de Brampton, on se souviendra que les policiers de cette ville ont lancé leur propre programme et je voulais attirer l'attention des membres du Comité là-dessus. Ce programme a été très fructueux. Je voudrais proposer à M. Towers, qui semble préoccupé, de se renseigner sur le programme que la force policière de la région de Peel a mis sur pied. On n'a jamais parlé de compensation. Il s'agissait tout simplement de fusils dont les gens ne voulaient plus, mais qu'on ne voulait pas mettre à la poubelle. Si ces armes valaient quelque chose, on les vendait et si elles avaient quelque valeur historique, on les donnait aux musées qui à leur tour, pouvaient décider de se défaire d'une partie d'entre elles. Aucun problème ne s'est posé. Je crois que le programme a été tout à fait efficace. Comme je l'ai dit plus tôt, je voudrais tout simplement souligner ici qu'il ne serait pas bon de revendre ces armes. J'ai remarqué que dans certains cas, les forces policières, et dans le cas d'une province notamment, un ministère, vendaient des armes au grand public. Je crois que ce serait là un mauvais dérivé de ce programme.

**Le président:** L'article 4 est-il adopté?

**Des voix:** Adopté.

**M. Woolliams:** Avant qu'on ne l'adopte j'aimerais poser une question—Je ne vais pas vous retarder. Voici ce qui me préoccupe: peut-être que je me trompe, mais la plupart des gens qui chassent peut-être un jour par année, s'ils en ont le temps, ne possèdent qu'un fusil—un fusil de chasse. Ils doivent payer \$25.

[Text]

**An hon. Member:** For five years.

**Mr. Woolliams:** Twenty-five dollars for the period of five years. I understand that.

Then there are a lot of people who have maybe four, or five, or ten guns, and they pay \$25. When you register a car—that is really what you are doing when you license a person who owns a gun, or who registers a gun—you pay for one automobile. Do you think that is equitable?

**Mr. Basford:** I think it is comparable to a driver's licence which is a licence for you to drive cars. I do not know how many you have, but it entitles you to own and drive any number of cars. To say to you, "I think that is fair," to eliminate that element and have a graduated licence fee depending on the number of rifles or shot guns, then gets us into a registration scheme which we have assiduously avoided getting into for reasons of cost.

**Mr. Woolliams:** My point is that whether it is two, three, or four million, and I would imagine a third of the people each have one shotgun, and they might keep it because their fathers had it but never use it and nobody ever finds it, and they are going to have to pay \$25 a year.

**An hon. Member:** No, no.

**Mr. Woolliams:** That is right, five years, five dollars a year.

• 2200

That is one thing the Liberal government did do finally under St. Laurent. They used to have a licence for all the radios. And they found out Mr. Minister, that when they went to a small town 90 per cent did not have a licence. You had to buy it through the post office. The postmaster called most of the people—I have lived in that kind of an atmosphere—and said an inspector is in town. I have written you all out a licence; you will have to have one. He never came back for five or six years.

You see, I do not believe this law and I want a law that will be lived up to and respected. I question whether or not in Western provinces farmers and ranchers will ever live up to this law. But I guess you are going to ram it through anyhow so I cannot do anything about it.

**Mr. Basford:** Well, my faith in farmers and ranchers is different than yours. I think they are a pretty law-abiding group of people.

**Mr. Woolliams:** Well, I will tell you the farmers and ranchers you are talking about are the same people that did not have radio licences and some of them were my own people.

Clause 4 agreed to.

**The Chairman:** We have now reached our adjournment hour. We have also finished, I believe, the firearm proposed sections of the bill so I think this will be a good time to adjourn until tomorrow afternoon at 3.30 p.m.

**Mr. Basford:** Could we have some guidance on the Committee proceedings tomorrow because we have some problems.

[Interpretation]

**Une voix:** Valide pour cinq ans.

**M. Woolliams:** C'est cela, \$25 pour une période de cinq ans. J'ai compris cela.

Par contre, il y a des gens qui possèdent peut-être quatre ou cinq ou dix fusils et ne paient que \$25. Lorsque l'on enregistre une voiture—car à vrai dire c'est ce que l'on fait lorsque l'on donne une autorisation à quelqu'un de posséder un fusil et que ce fusil est enregistré—on paie pour une voiture seulement. Croyez-vous que cela est équitable?

**M. Basford:** Je crois que c'est comparable au permis de conduire qui autorise quelqu'un à conduire des voitures. Je ne sais pas combien vous possédez de voitures, mais votre permis vous permet de posséder et de conduire un certain nombre de voitures. Je pourrais vous répondre que supprimer cet élément nous obligerait à imposer des droits d'autorisation suivant le nombre de fusils ou de fusils de chasse, mais cela ferait intervenir tout l'appareil d'enregistrement que nous avons essayé d'éviter le plus possible en raison des coûts qu'il implique.

**M. Woolliams:** Voilà ce que je veux dire: qu'il s'agisse de deux, trois ou quatre millions de personnes, je suppose qu'un tiers d'entre elles possèdent un fusil de chasse et le gardent parce qu'il a appartenu à leur père; il se peut qu'ils ne s'en servent jamais, que personne ne le trouve et elles se verront forcer de payer \$25 par année.

**Une voix:** Mais non.

**M. Woolliams:** Je voulais dire \$5 par année pendant cinq ans.

C'est là une chose qu'a accompli le gouvernement libéral à l'époque de M. St-Laurent. Il y avait autrefois une licence pour tous les radios et on a constaté, monsieur le ministre, que dans les petites villes, 90 p. 100 des gens n'avaient pas de licences. Il fallait l'acheter au bureau de poste. Le maître de poste appelait la plupart des abonnés—j'ai vécu dans cette ambiance—et disait que l'inspecteur était en ville. Il leur disait qu'il avait préparé une licence pour chacun car il leur en fallait une et ne répétait pas le manège avant 5 ou 6 ans.

Je n'ai pas confiance à cette législation et je voudrais une loi opérante et qui soit respectée. Je me demande si les fermiers et les éleveurs des provinces de l'Ouest se soucient jamais de cette Loi; mais je pense que vous allez quand même nous forcer de l'adopter et je n'y peux rien.

**M. Basford:** Ma confiance à l'égard des fermiers et des éleveurs est différente de la vôtre. Je crois qu'ils observent les lois avec fidélité.

**M. Woolliams:** Eh bien, les fermiers et les éleveurs dont vous parlez sont les mêmes qui n'avaient pas de licences de radio et il y en avait parmi les miens.

L'article 4 est adopté.

**Le président:** L'heure d'ajourner est arrivée. Nous avons aussi terminé l'examen des articles proposés du projet de loi visant les armes à feu et le moment me semble propice d'ajourner jusqu'à 15 h 30 demain après-midi.

**M. Basford:** Pourrions-nous être informés de la procédure que doit suivre le Comité demain, car il y aura certaines difficultés.



*[Texte]*

I have to, as you know, leave to meet with the Attorneys General in Vancouver. My colleague is available at 3.30 to 4.30 p.m. I do not know whether you want to go on with dangerous offenders with him or with wiretapping with him and one of my officials.

**Mr. Leggatt:** Wiretapping is next on the bill.

**Mr. Basford:** Well, it would mean that I will not be present for the wiretapping section.

**The Chairman:** You are lost to us anyhow, I suspect, Mr. Minister.

**Mr. Basford:** Yes, and I will have for tomorrow's afternoon session the Solicitor General here on the wiretapping properly advised by officials.

**The Chairman:** I think the only question might be whether, after the Solicitor General himself has to leave at 4.30 p.m. tomorrow, whether we want to continue with the Parliamentary Secretary and officials.

**Mr. Woolliams:** On wiretapping or . . .

**The Chairman:** Yes, that would be on wiretapping, yes.

**Mr. Woolliams:** Do you fellows agree with the amendment of the government?

**Mr. Leggatt:** Do we agree with what?

**Mr. Woolliams:** Do you agree with the amendment the government has moved?

**Mr. Leggatt:** Well we see tomorrow.

**Mr. Woolliams:** Well, I was going to tell you that I do and if you said yes, it would not take long unless the Parliamentary Secretary wanted to delay the bill. I did not know.

**The Chairman:** Yes, well perhaps we can continue tomorrow at 4.30 p.m. with the Parliamentary Secretary after the Minister has to leave.

The meeting is adjourned until tomorrow afternoon at 3.30 p.m.

*[Interprétation]*

Je dois partir, comme vous le savez, pour une conférence avec les procureurs généraux à Vancouver. Mon collègue est disponible de 15 h 30 à 16 h 30, mais je ne sais si vous voulez discuter des criminels dangereux ou de l'écoute électronique avec lui et mes autres hauts fonctionnaires.

**M. Leggatt:** L'écoute électronique est le prochain sujet du projet de loi.

**M. Basford:** Cela veut dire que je ne serai pas présent pour les délibérations concernant l'écoute électronique.

**Le président:** J'ai bien peur que nous ayons perdu vos services, monsieur le ministre.

**M. Basford:** Oui, et je délèguerai ici demain après-midi, le Solliciteur général pour les discussions concernant l'écoute électronique et il sera éclairé des conseils des hauts fonctionnaires.

**Le président:** Je pense qu'il faudrait déterminer si, après le départ du Solliciteur général à 16 h 30 demain, nous voudrions continuer les délibérations avec le secrétaire parlementaire et les hauts fonctionnaires.

**M. Woolliams:** Sur l'écoute électronique ou . . .

**Le président:** Oui, ce serait sur l'écoute électronique.

**M. Woolliams:** Acceptez-vous l'amendement proposé par le gouvernement?

**M. Leggatt:** Est-ce que nous sommes d'accord sur ce point?

**M. Woolliams:** Acceptez-vous l'amendement proposé par le gouvernement?

**M. Leggatt:** Nous verrons demain.

**M. Woolliams:** Je suis d'accord et, si vous l'étiez, tout pourrait se faire assez vite à moins que le secrétaire parlementaire ne vienne retarder l'adoption du projet de loi. Je ne le sais pas.

**Le président:** Oui, nous pourrions peut-être continuer à 16 h 30 demain avec le secrétaire parlementaire, après le départ du ministre.

La séance s'ajourne à 15 h 30 demain après-midi.













WITNESSES—TÉMOINS

9:30 a.m.—3:30 p.m.—8:00 p.m:

*From the Department of the Solicitor General:*

Mr. R. Gualtieri, Coordinator, Working Group on Gun Control.

*From the R.C.M.P.:*

Mr. R. Hoban, Inspector

*From the Department of Justice:*

Mr. A. Sarchuk, Senior Legal Counsel

9 h 30 du matin—3 h 30 de l'après-midi—8 h du soir:

*Du ministère du Solliciteur général:*

M. R. Gualtieri, coordinateur, Groupe de travail sur le contrôle des armes à feu.

*De la G.R.C.:*

M. R. Hoban, inspecteur.

*Du ministère de la Justice:*

M. A. Sarchuk, avocat conseil.



HOUSE OF COMMONS

Issue No. 66

Wednesday, June 16, 1976

Chairman: Mr. Mark MacGuigan

CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule n° 66

Le mercredi 16 juin 1976

Président: M. Mark MacGuigan

Government  
Publications

*Minutes of Proceedings and Evidence  
of the Standing Committee on*

*Procès-verbaux et témoignages  
du Comité permanent de la*

## Justice and Legal Affairs

## Justice et des questions juridiques

### RESPECTING:

Bill C-83, Criminal Law Amendment  
Act (No. 1), 1976.

### CONCERNANT:

Bill C-83, Loi de 1976 modifiant  
le droit pénal, n° 1.

### APPEARING:

The Honourable Warren Allmand,  
Solicitor General of Canada.

### COMPARAÎT:

L'honorable Warren Allmand,  
Solliciteur général du Canada.

### WITNESSES:

(See back cover)

### TÉMOINS:

(Voir à l'endos)



First Session  
Thirtieth Parliament, 1974-75-76

Première session de la  
trentième législature, 1974-1975-1976

STANDING COMMITTEE ON JUSTICE  
AND LEGAL AFFAIRS

*Chairman:* Mr. Mark MacGuigan

*Vice-Chairman:* Mr. Yvon Pinard

Messrs.

Brisco	Dupont
Caouette ( <i>Villeneuve</i> )	Fairweather
Dick	Flynn
Douglas ( <i>Bruce-Grey</i> )	Fox

COMITÉ PERMANENT DE LA JUSTICE  
ET DES QUESTIONS JURIDIQUES

*Président:* M. Mark MacGuigan

*Vice-président:* M. Yvon Pinard

Messieurs

Friesen	Pearsall
Lachance	Poulin
Leggatt	Stanbury
McCleave	Towers
Olivier	Woolliams—(20)

(Quorum 11)

*Le greffier du Comité*

Lois A. Cameron

*Clerk of the Committee*

Pursuant to S.O. 65(4)(b)

On Wednesday, June 16, 1976:

Mr. Douglas (*Bruce-Grey*) replaced Mr. Côté.  
Mr. Fox replaced Mr. Loiselle (*Chambly*).  
Mr. Dupont replaced Mr. Milne.

Conformément à l'article 65(4)b) du Règlement

Le mercredi 16 juin 1976:

M. Douglas (*Bruce-Grey*) remplace M. Côté.  
M. Fox remplace M. Loiselle (*Chambly*).  
M. Dupont remplace M. Milne.



## MINUTES OF PROCEEDINGS

WEDNESDAY, JUNE 16, 1976

(75)

[Text]

The Standing Committee on Justice and Legal Affairs met at 3:40 o'clock p.m. this day, the Chairman, Mr. MacGuigan, presiding.

*Members of the Committee present:* Messrs. Brisco, Douglas (Bruce-Grey), Dupont, Flynn, Fox, Lachance, Leggatt, MacGuigan, McCleave, Olivier, Pearsall, Poulin, Stanbury, Towers and Woolliams.

*Appearing:* Honourable Warren Allmand, Solicitor General of Canada.

*Witnesses:* Mr. Hugh Poulin, Parliamentary Secretary to the Solicitor General. *From the Department of Justice:* Mr. A. Sarchuk, Senior Legal Counsel.

The Committee resumed consideration of Bill C-83, An Act for the better protection of Canadian society against perpetrators of violent and other crime (Criminal Law Amendment Act (No. 1), 1976).

Clause 5 carried.

On Clause 6,

Mr. Fox moved,—That clause 6 be amended by striking out lines 35 to 47 on page 38 and lines 1 to 7 on page 39 thereof and substituting therefor the following:

“offence” in relation to an authorization or application for an authorization means an offence or conspiracy to commit an offence described in any of paragraphs (a) to (d) and any such offence or conspiracy that there are reasonable grounds to believe has been or may be committed, namely,

(a) any offence created by an Act of Parliament for which an offender may be sentenced to imprisonment for five years or more,

(b) an offence mentioned in subsection 185(1) (keeping gaming or betting house) or paragraph 186(1)(e) (pool-selling or book-making),

(c) an offence mentioned in section 192 of the *Customs Act* (smuggling), or

(d) an offence mentioned in section 158 or 163 of the *Excise Act* (unlawful distillation or selling of spirits),

and any other offence created by an Act of Parliament for which an offender may be prosecuted by indictment or that is an offence mentioned in section 3 or 20 of the *Small Loans Act*, that there are reasonable grounds to believe is part of a pattern of criminal activity planned and organized by a number of persons acting in concert in furtherance of the commission of crime involving one or more offences mentioned in paragraphs (a) to (d) or a conspiracy to commit one or more such offences;”

## PROCÈS-VERBAL

LE MERCREDI 16 JUIN 1976

(75)

[Traduction]

Le Comité permanent de la justice et des questions juridiques se réunit aujourd'hui à 15 h 40, sous la présidence de M. MacGuigan (président).

*Membres du Comité présents:* MM. Brisco, Douglas (Bruce-Grey), Dupont, Flynn, Fox, Lachance, Leggatt, MacGuigan, McCleave, Olivier, Pearsall, Poulin, Stanbury, Towers et Woolliams.

*Comparait:* L'honorable Warren Allmand, Solliciteur général du Canada.

*Témoins:* M. Hugh Poulin, secrétaire parlementaire du Solliciteur général. *Du ministère de la Justice:* M. A. Sarchuk, avocat conseil.

Le Comité reprend l'étude du bill C-83, Loi pour mieux protéger la société canadienne contre les auteurs de crimes violents et autres crimes (Loi de 1976 modifiant le droit pénal, n° 1).

L'article 5 est adopté.

Article 6,

M. Fox propose,—Que l'article 6 soit modifié en remplaçant les lignes 36 à 48, page 38, et 1 à 7, page 39, par ce qui suit:

«infraction» relativement à une autorisation ou demande d'autorisation, désigne une infraction visée aux alinéas a) à d) ou un complot en vue de commettre cette infraction, y compris tout complot ou toute infraction de cette sorte dont il existe des motifs raisonnables de croire qu'ils ont été commis ou sont susceptibles de l'être, notamment

a) une infraction que crée une loi du Parlement et dont l'auteur est passible d'un emprisonnement de cinq ans ou plus,

b) une infraction prévue au paragraphe 185(1) (tenancier d'une maison de jeu ou de pari) ou à l'alinéa 186(1)e) (vente d'une mise collective ou bookmaking),

c) une infraction prévue à l'article 192 de la *Loi sur les douanes* (contrebande), ou

d) une infraction prévue aux articles 158 ou 163 de la *Loi sur l'accise* (distillation ou vente illégale d'eau-de-vie)

et toute autre infraction que crée une loi du Parlement et dont l'auteur peut être poursuivi par voie de mise en accusation ou qui est une infraction prévue aux articles 3 ou 20 de la *Loi sur les petits prêts*, dont il existe des motifs raisonnables de croire qu'elle est reliée à un type d'activité criminelle fomentée et organisée par deux ou plusieurs personnes agissant de concert afin de promouvoir la perpétration de crimes impliquant une ou plusieurs infractions visées aux alinéas a) et d) ou un complot en vue de commettre une ou plusieurs de ces infractions;»

And debate arising thereon;

Mr. Leggatt moved,—That the amendment be amended by:

- (i) striking out paragraph (c) thereof;
- (ii) renumbering paragraph (d) as paragraph (c); and
- (iii) adding immediately after the words *Small Loans Act*, in the last paragraph thereof, the following:

“an offence mentioned in Section 192 of the *Customs Act* (Smuggling), or”

After debate, the question being put on the amendment to the amendment, it was, by a show of hands, negatived: YEAS: 1; NAYS: 10.

And the question being put on the amendment, it was, by a show of hands agreed to: YEAS: 10; NAYS: 1.

Clause 6, as amended, carried.

Mr. Lachance moved,—That Bill C-83 be amended by adding thereto, immediately after line 7 on page 39 thereof, the following new clause:

“6.1 Section 178.12 of the said Act is amended by adding thereto the following subsections:

“(2) An application for an authorization may be accompanied by an application, signed by the Attorney General of the province in which the application for the authorization is made or the Solicitor General of Canada if the application for the authorization is made by him or on his behalf, to substitute for the period mentioned in subsection 178.23(1) such longer period not exceeding five years as is set forth in the application.

(3) Where an application for an authorization is accompanied by an application referred to in subsection (2), the judge to whom the applications are made shall first consider the application referred to in subsection (2) and where, on the basis of the affidavit in support of the application for the authorization and any other affidavit evidence submitted in support of the application referred to in subsection (2), the judge is of the opinion that the interests of justice warrant the granting of such application, he shall fix a period, not exceeding five years, in substitution for the period mentioned in subsection 178.23(1).

(4) Where the judge to whom an application for an authorization and an application referred to in subsection (2) are made refuses to fix a period in substitution for the period mentioned in subsection 178.23 (1) or where the judge fixes a period in substitution therefor that is less than the period set forth in the application referred to in subsection (2), the person appearing before the judge on the application for the authorization may withdraw the application for the authorization and thereupon the judge shall not proceed to consider the application for the authorization or to give the authorization and shall return to the person appearing before him on the application for the authorization both applications and all other material pertaining thereto.”

After debate, the question being put on the amendment, it was agreed to.

Le débat s'engage, puis

M. Leggatt propose,—Que l'amendement soit modifié en:

- (i) en retirant le paragraphe c)
- (ii) renumérotant le paragraphe d), c) et
- (iii) ajoutant immédiatement après les mots *Loi sur les petits prêts*, du dernier paragraphe, ce qui suit:

«une infraction prévue à l'article 192 de la *Loi sur les douanes* (contrebande), ou»

Après débat, le sous-amendement, mis aux voix, est rejeté à main levée par 10 voix contre 1.

Et l'amendement, mis aux voix, est adopté à main levée par 10 voix contre 1.

L'article 6, modifié, est adopté.

M. Lachance propose,—Que le bill C-83 soit modifié par l'insertion, immédiatement après la ligne 7, page 39, de l'article suivant:

«6.1 L'article 178.12 de ladite loi est modifié par l'adjonction des paragraphes suivants:

«(2) La demande d'autorisation peut être accompagnée d'une autre demande, signée par le procureur général de la province où une demande d'autorisation a été présentée ou le solliciteur général du Canada, dans le cas où la demande a été présentée par lui ou en son nom, visant à faire remplacer la période prévue au paragraphe 178.23(1) par une période d'au plus cinq ans, tel qu'indiquée dans la demande.

(3) Le juge auquel sont présentées la demande d'autorisation et la demande visée au paragraphe (2) doit premièrement considérer celle qui est visée au paragraphe (2) et, s'il est convaincu, sur la base de la déclaration assermentée jointe à la demande d'autorisation et de toute autre déclaration assermentée qui appuie la demande visée au paragraphe (2), que les intérêts de la justice justifient qu'il accepte cette demande, doit fixer une autre période d'une durée maximale de cinq ans, en remplacement de celle qui est prévue au paragraphe 178.23(1).

(4) Lorsque le juge auquel la demande d'autorisation et la demande visée au paragraphe (2) sont présentées refuse de modifier la période prévue au paragraphe 178.23(1) ou fixe une autre période en remplacement de celle-ci plus courte que celle indiquée dans la demande mentionnée au paragraphe (2), la personne qui comparaît devant lui sur la demande d'autorisation peut alors la retirer; le juge ne doit pas considérer la demande d'autorisation ni accorder l'autorisation et doit remettre à la personne qui comparaît devant lui sur la demande d'autorisation les deux demandes et toutes les pièces et documents qui s'y rattachent.»

Après débat, l'amendement, mis aux voix, est adopté.



Clause 6.1 carried.

Clause 7 carried.

On Clause 8,

Mr. Lachance moved,—That Clause 8 be amended

- (i) by striking out lines 5 to 10 inclusive on page 40 thereof;
- (ii) by renumbering subparagraph (2) as subparagraph (3); and
- (iii) by adding the following new subparagraph:

“(2) Where in any proceedings the judge is of the opinion that any private communication or any other evidence that is inadmissible pursuant to subsection (1)

(a) is relevant, and

(b) is inadmissible by reason only of a defect of form or an irregularity procedure, not being a substantive defect or irregularity in the application for or the giving of the authorization under which such private communication was intercepted or by means of which such evidence was obtained, or

(c) that, in the case of evidence, other than the private communication itself, to exclude it as evidence may result in justice not being done,

he may, notwithstanding subsection (1), admit such private communication or evidence as evidence in such proceedings.”

After debate, the question being put on the amendment, it was, by a show of hands, negatived: YEAS: 6; NAYS: 7.

Mr. Fox moved,—That Clause 8 be amended by striking out line 11 on page 40 and substituting therefor the following:

(2) Where the judge or magistrate presiding at any proceedings is of the opinion that a private communication that, by virtue of subsection (1), is inadmissible as evidence in the proceedings.

(a) is relevant to a matter at issue in the proceedings, and

(b) is inadmissible as evidence therein by reason only of a defect of form or an irregularity in procedure, not being a substantive defect or irregularity, in the application for or the giving of the authorization under which such private communication was intercepted,

he may, notwithstanding subsection (1), admit such private communication as evidence in the proceedings.

(3) A private communication that has”

After debate, the question being put on the amendment, it was agreed to.

The question being put on Clause 8, as amended, it was, by a show of hands agreed to: YEAS: 6; NAYS: 4.

Clause 9 carried.

L'article 6.1 est adopté.

L'article 7 est adopté.

Article 8,

M. Lachance propose,—Que l'article 8 soit modifié

- (i) en retirant les lignes 6 à 9 inclusivement, à la page 40
- (ii) en renumérotant le paragraphe (2), (3); et

(iii) en ajoutant le nouveau paragraphe suivant:

“(2) Lorsque, au cours de quelque procédure, le juge est d'avis qu'une communication privée ou autre preuve inadmissible aux termes du paragraphe (1)

a) est pertinente, et

b) est inadmissible uniquement à cause d'un défaut de forme ou d'une irrégularité dans la procédure, lorsqu'il ne s'agit pas d'un défaut ou d'une irrégularité de fond, dans la demande ou l'émission de l'autorisation en vertu de laquelle cette communication privée a été interceptée ou au moyen de laquelle cette preuve a été obtenue, ou

c) que, dans le cas d'une preuve, à l'exception de la communication privée elle-même, son exclusion peut empêcher que justice soit rendue,

il peut, nonobstant le paragraphe (1), admettre en preuve cette communication privée ou cette preuve dans cette procédure.”

Après débat, l'amendement, mis aux voix, est rejeté à main levée par 7 voix contre 6.

M. Fox propose,—Que l'article 8 soit modifié en remplaçant la ligne 10, page 40, par ce qui suit:

(2) Par dérogation au paragraphe (1), le juge ou magistrat qui préside à une instance quelconque peut déclarer admissible en preuve une communication privée qui serait irrecevable en vertu du paragraphe (1), s'il estime:

a) qu'elle concerne un des points en litige; et

b) que l'irrecevabilité tient non pas au fond mais uniquement à un vice de forme ou de procédure dans la demande d'interception ou dans l'autorisation qui a été accordée à cet effet.

(3) Les communications privées qui ont

Après débat, l'amendement, mis aux voix, est adopté.

L'article 8, modifié, mis aux voix, est adopté à main levée par 6 voix contre 4.

L'article 9 est adopté.

## On Clause 10,

Mr. Olivier moved,—That Bill C-83 be amended by striking out lines 34 and 35 on page 40 thereof and substituting therefor the following:

"10. Section 178.23 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

"178.23 (1) The Attorney General of the province in which an application for an authorization was made or the Solicitor General of Canada if the application was made by him or on his behalf shall, within ninety days next following the period for which the authorization was given or within such other period as is fixed pursuant to subsection 178.12 (3) or subsection (4) of this section, notify in writing the person who was the object of the interception pursuant to the authorization and shall, in a manner prescribed by regulations made by the Governor in Council, certify to the court that issued the authorization that such person has been so notified.

(2) Subsection (1) does not apply in the case of a warrant issued under subsection 16 (2) of the *Official Secrets Act*.

(3) At any time within the ninety day period mentioned in subsection (1) or any other period that is less than five years that was fixed by a judge pursuant to subsection 178.12(3) in relation to a particular authorization, the Attorney General by or on whose behalf the application for the authorization was made or the Solicitor General of Canada if the application was made by him or on his behalf may apply to a judge of a superior court of criminal jurisdiction or a judge as defined in section 482 to substitute for the ninety day period mentioned in subsection (1) or the other period so fixed, such longer period not exceeding five years as is set forth in the application.

(4) Where the judge to whom an application referred to in subsection (3) is made, on the basis of an affidavit submitted in support of the application, is of the opinion that the interests of justice warrant the granting of the application, he shall fix a period, not exceeding five years, in substitution for the ninety day period mentioned in subsection (1) or the period fixed pursuant to subsection 178.12(3)"

After debate, the question being put on the amendment, it was agreed to.

Clause 10, as amended, carried.

On motion of Mr. Fox, it was agreed, that the Committee sit on Thursday, June 17, 1976 from 9:30 until 11:00 o'clock a.m., from 3:30 until 5:30 o'clock p.m. and if consideration of the Bill is not then completed, from 8:00 until 10:00 o'clock p.m.

In accordance with the Order of the Committee made on Monday, June 14, 1976 the memorandum from Inspector Hoban entitled, "Fully Automatic Weapons, Bill C-83", prepared in response to Mr. Towers' questions on Thursday, June 10, 1976, is printed as an Appendix to this day's Minutes of Proceedings and Evidence (See Appendix JLA-46).

## Article 10,

M. Olivier propose,—Que le bill C-83 soit modifié en remplaçant la ligne 31, page 40, par ce qui suit:

«10. L'article 178.23 de ladite loi est abrogé et remplacé par ce qui suit:

«178.23 (1) Le procureur général de la province où une demande d'autorisation a été présentée ou le solliciteur général du Canada, dans le cas où la demande a été présentée par lui ou en son nom, doit aviser par écrit, dans les quatre-vingt-dix jours qui suivent la période pour laquelle l'autorisation a été donnée ou à l'intérieur de toute autre période fixée en vertu du paragraphe 178.12(3) ou du paragraphe (4) du présent article, la personne qui a fait l'objet de l'interception en exécution de cette autorisation et doit, de la façon prescrite par règlement établi par le gouverneur en conseil, certifier au tribunal qui a octroyé l'autorisation que cette personne a été ainsi avisée.

(2) Le paragraphe (1) ne s'applique pas dans le cas d'un mandat délivré en vertu du paragraphe 16(2) de la *Loi sur les secrets officiels*.

(3) A tout moment pendant la période de quatre-vingt-dix jours prévue au paragraphe (1) ou pendant toute autre période inférieure à cinq ans fixée par un juge en vertu du paragraphe 178.12(3) au sujet d'une autorisation donnée, le procureur général qui a présenté ou au nom duquel a été présentée la demande ou le solliciteur général du Canada, dans le cas où la demande a été présentée par lui ou en son nom peut demander à un juge d'une cour supérieure de juridiction criminelle ou à un juge tel que défini à l'article 482 le remplacement de la période de quatre-vingt-dix jours mentionnée au paragraphe (1) ou de toute période ainsi fixée par l'autre période plus longue d'au plus cinq ans, qu'il indique dans la demande.

(4) Le juge auquel une demande visée au paragraphe (3) est présentée doit, s'il est convaincu, sur la base de la déclaration assermentée appuyant la demande, que les intérêts de la justice justifient qu'il accepte cette demande, fixer une autre période d'au plus cinq ans, en remplacement de la période de quatre-vingt-dix jours visée au paragraphe (1) ou de celle fixée en vertu du paragraphe 178.12(3).»

Après débat, l'amendement, mis aux voix, est adopté.

L'article 10, modifié, est adopté.

Sur motion de M. Fox, il est convenu que le Comité siège le jeudi 17 juin 1976 de 9 h 30 à 11 heures, de 15 h 30 à 17 h 30 et, si l'étude du projet de loi n'est pas terminée, de 20 heures à 22 heures.

Conformément à l'ordre du Comité du lundi 14 juin 1976 portant que le mémoire de l'inspecteur Hoban intitulé «Armes à tir automatique», bill C-83, préparé en réponse aux questions que M. Towers a posées le jeudi 10 juin 1976, soit imprimé en appendice aux procès-verbal et témoignages de ce jour (Voir appendice JLA-46).

At 5:37 o'clock p.m., the Committee adjourned until 9:30  
o'clock a.m. on Thursday, June 17, 1976.

A 17 h 37, le Comité suspend ses travaux jusqu'au jeudi  
17 juin 1976 à 9 h 30.

*Le greffier du Comité*

Lois A. Cameron

*Clerk of the Committee*



## EVIDENCE

(Recorded by Electronic Apparatus)

Wednesday, June 16, 1976

• 1539

[Text]

**The Chairman:** The meeting will come to order. This afternoon we have to do Clause 5 which, I think, will probably be a fairly simple matter. Then we will go on to the proposed sections on wiretapping, beginning with Clause 6.

**Mr. Woolliams:** What page is that clause on?

**The Chairmani:** Page 38.

**Mr. Woolliams:** Page 38.

On Clause 5.

**The Chairman:** Clause 5 deals with prison breach. Mr. Minister.

**Hon. Warren Allmand (Solicitor General):** Well, this is a simple clause to increase the penalty for escape from prison. It was felt that since we are amending the Criminal Code and the Penitentiary Act, this should be done at this time. It was done also due to the fact that we had some serious escapes and hostage-taking incidents in the last three years.

**The Chairman:** The increased punishment is from five years to ten years, as I understand, for the maximum.

• 1640

**Mr. Allmand:** Yes. It is an increase of the maximum.

**The Chairman:** Yes.

There are no amendments to this clause.

Yes, Mr. Olivier.

**M. Olivier:** Nous discutons en ce moment des évasions de prison et parlons de porter la sentence de 5 ans à 10 ans de pénitencier.

**M. Allmand:** La peine maximum.

**M. Olivier:** La peine maximum. Je voudrais avoir votre avis à ce sujet, monsieur le solliciteur. Je sais que plusieurs de mes collègues prônent qu'il n'y ait pas de sentence minimum. Précédemment, nous avons inscrit une sentence minimum pour des personnes qui vont perpétrer un vol à main armée. Je vois mal pourquoi nous ne pourrions pas inscrire un minimum pour une personne qui a déjà été condamnée à la prison, donc qui a déjà commis un acte criminel, et qui s'évade de la prison. Je comprends mal que nous ne suivions pas la même logique et n'imposions pas une sentence minimum d'au moins un an de prison supplémentaire à une personne qui s'évade. C'est déjà un criminel!

**Mr. Allmand:** We do not do that because there is such a wide variety of escapes and some of them are not that serious. Some escapees come back even after committing the offence, come back voluntarily. For example, you can have an escape from a minimum security institution where there is no fence or no wall; we actually classify that as a walk-away, but technically, it is an escape. You could have an escape on a temporary absence where you allow an individual to go on a temporary absence and he does not come back on time. So, rather than make a minimum, we have increased the maximum for very serious types of escapes, but we think it is better to have no minimum. I might say that minimum penalties are very rare in our Criminal Code; we have introduced a minimum penalty for committing a gun offence associated with another indict-

## TÉMOIGNAGES

(Enregistrement électronique)

Le mercredi 16 juin 1976

[Interpretation]

**Le président:** Messieurs, la séance est ouverte. Nous commencerons, cet après-midi, par l'article 5, qui ne devrait pas poser de problème. Ensuite, nous passerons aux articles concernant l'écoute électronique, qui commencent à l'article 6.

**M. Woolliams:** A quelle page commençons-nous?

**Le président:** A la page 38.

**M. Woolliams:** Très bien.

Sur l'article 5.

**Le président:** L'article 5 concerne le bris de prison. Monsieur le ministre.

**L'hon. Warren Allmand (solliciteur général):** Il s'agit d'un article très simple, destiné à augmenter les peines en cas d'évasion. Nous avons pensé que le moment était venu d'augmenter ces peines, puisque nous amendions le Code criminel et la Loi sur les pénitenciers. Cette mesure nous paraît importante du fait que, des évasions que nous avons connues ces trois dernières années, certaines d'entre elles ont entraîné des prises d'otages.

**Le président:** Si je comprends bien, la peine maximum est portée de cinq à dix ans d'emprisonnement.

**M. Allmand:** C'est cela, il s'agit d'une augmentation de la peine maximum.

**Le président:** C'est cela.

Aucun amendement n'a été proposé pour cet article.

Monsieur Olivier.

**Mr. Olivier:** If I understand correctly, we are talking about prison escapes and your proposal is to increase the maximum sentence from five to 10 years.

**Mr. Allmand:** That is correct.

**Mr. Olivier:** This relates to the maximum penalty. However, Mr. Solicitor, I would like to ask you a question on the matter of the minimum penalty, since I know that several of my colleagues recommend that there be no minimum. Contrary to this principle, we have previously passed a clause setting a minimum sentence for people committing an armed robbery. This being so, I fail to see why we could not set a minimum for an escapee who has already been condemned and, consequently, has already been proven to have committed a crime. Why could we not follow the same principle and set-up a minimum of at least one supplementary year in jail for escapees, who, after all, are already proven criminals.

**M. Allmand:** Nous ne le faisons pas parce qu'il y a différentes catégories d'évasion, certaines d'entre elles n'étant pas graves. En effet, certains évadés reviennent volontairement en prison. Certaines personnes sont détenues dans des prisons à sécurité minimum, où il n'y a ni mur ni grillage, et leur évasion ne peut pas alors être considérée comme très grave. En outre, dans certains cas, des prisonniers reçoivent l'autorisation de s'absenter temporairement de la prison et sont considérés comme des évadés s'ils n'y reviennent pas à temps. Ceci n'est pas non plus très grave. De ce fait, plutôt que d'imposer une peine minimum, nous avons augmenté la peine maximum pour les évasions les plus graves, ce qui nous paraît plus positif. Je pourrais préciser que les peines minimum sont très rares, dans notre Code criminel, puisqu'elles ne sont pré-

[Texte]

able offence. There are, I think, only two or three other parts in the criminal law where we have minimum offences.

The Chairman: Mr. Sarchuk.

**Mr. A. Sarchuk (Senior Legal Counsel, Department of Justice):** Section 137 of the Code provides that when an inmate is sentenced for prison breach or escaping lawful custody, he has to serve that sentence first and then complete any remaining portion of the original sentence that he was serving at the time of his escape. So, in effect, the sentence for unlawful escape or prison breach becomes a form of consecutive sentences added to the other sentence that he is serving. They are not concurrent sentences.

**Mr. Olivier:** I understand what he says

Mais ici, monsieur Allmand, je lis l'article 132 a), page 38, je cite:

132. a) par force ou violence, commet un bris de prison avec l'intention de recouvrer sa propre liberté ou de la rendre à une personne qui y est enfermée, ou

b) avec l'intention de s'évader, sort par effraction d'une cellule ou d'un autre endroit d'une prison où il est enfermé, ou y fait quelque brèche.

Je pense qu'en l'occurrence il ne s'agit pas d'une personne qui a eu une permission d'un jour et qui rentre une journée plus tard.

**M. Allmand:** Non.

**M. Olivier:** Dans le dernier cas, la personne est recherchée, mais le but de l'article ici est bien clair, il me semble, c'est pour punir les gens qui, par force ou par violence, s'évadent de prison.

Pour ma part, je serais en faveur d'imposer une sentence minimum à ces gens-là; il ne faut pas oublier que si la peine capitale est abolie, les gens qui se verront imposer une sentence de 25 ans de prison seront beaucoup plus portés à tenter de s'évader.

Alors, je comprends très mal que nous acceptions une sentence minimum dans le cas d'un hold-up et qu'à ce niveau-ci, nous n'acceptons plus d'imposer une sentence minimum.

**Mr. Allmand:** All I can tell you is the general rule in our Criminal Code is not to have minimum sentences and for many more serious crimes than this. We feel it is better to give the prosecutor the flexibility of requesting certain sentences and the judge the right of judging those sentences rather than putting them in the Code, because you have first offenders, young offenders, you have different circumstances and escapes and we just do not think it would be wise to put in a minimum sentence for this kind of thing. We have to have some confidence in the courts. The courts and the prosecutors will ask for the appropriate and will give the appropriate sentence within that flexible range if it is serious enough.

• 1545

[Interprétation]

vues que dans deux ou trois cas, à quoi il faut ajouter la modification que nous avons adoptée antérieurement, c'est-à-dire imposant une peine minimum pour des personnes commettant un vol à main armée accompagné d'un autre acte criminel.

Le président: Monsieur Sarchuk.

**M. A. Sarchuk (conseiller juridique senior, ministère de la Justice):** L'article 137 du Code prévoit qu'un détenu condamné pour évasion doit d'abord accomplir la peine qui lui est imposée pour cette action et, ensuite, purger le reste de la peine pour laquelle il était déjà détenu. De ce fait, la peine imposée en cas d'évasion ou de bris de prison constitue une sorte de seconde peine ajoutée à la première. Il ne s'agit certainement pas de peines simultanées.

**M. Olivier:** Je comprends bien...

... but I read here, Mr. Allmand, on Clause 132(a), page 38:

132(a) by force or violence breaks a prison with intent to set at liberty himself or any person confined therein, or

(b) with intent to escape forcibly breaks out of, or makes any breach in, a cell or other place within a prison in which he is confined...

In this case, I do not believe you are referring to a person on temporary leave who would be a day late in coming back.

**Mr. Allmand:** No.

**Mr. Olivier:** So, the aim of this clause seems to be very clear, that is, to punish people who, by force or violence, escape from prison.

As far as I am concerned, I believe these people should receive a minimum sentence. Indeed, one must not forget that if capital punishment is abolished, people who will be condemned to 25 years in jail will be much more tempted to try to escape.

This is why I fail to understand why you accept the minimum sentence for a hold-up and reject it in this case.

**M. Allmand:** Tout ce que je puis vous dire c'est que la règle générale, dans notre Code criminel, est de ne pas fixer de peine minimum, même pour des crimes beaucoup plus graves que celui-ci. Nous pensons, en effet, qu'il vaut mieux donner au procureur la possibilité de réclamer certaines peines et, au juge, le droit d'évaluer la peine correspondant à la gravité du délit, plutôt que d'imposer un minimum. En effet, il ne faut pas oublier qu'il y a des criminels d'occasion, des jeunes criminels ainsi que diverses sortes d'évasions, et nous ne pensons donc pas qu'il serait bon de fixer ici un minimum. En outre, je pense que nous devons faire confiance à nos tribunaux. Nous pouvons être certains que les procureurs réclameront les peines

qu'ils jugent appropriées et que les tribunaux sauront décider en connaissance de cause.



[Text]

**M. Olivier:** Une dernière remarque.

A mes yeux, c'est un récidiviste, parce qu'étant déjà condamné, il s'évade. Or, on est moins sévère envers une personne, dont on ignore si elle est récidiviste, et qui fait un hold-up avec une arme qui en fait n'en est pas une. C'est simplement cela que je veux dire. J'essaie de suivre les deux choses. En principe je suis d'accord avec vous, monsieur le Solliciteur général. On ne devrait pas avoir ici de sentence minimum. Mais je vous ferai remarquer que ce sont déjà des criminels, ces gens-là. C'est tout, merci.

**The Chairman:** Mr. McCleave.

**Mr. McCleave:** Mr. Chairman, I think it will probably be a little difficult for me to ask my questions in light of what is going to happen next Tuesday, but I shall, at least, hope that I will ask my questions within the context of this bill and not within the context of the other. They arise out of the attempted prison breaks by those who are under sentence for capital punishment or are being held for trial on charges of murder. Does the Solicitor General think what he is proposing here today, which I gather is to move the attempted breaks up to five years instead of something less, is a sufficient protection for the guards, the wardens, the police and the others who have charge of our penitentiaries and our jails?

**Mr. Allmand:** No, and in general I do not think penalties will ever be sufficient protection for the public or for police or for officials. I think penalties only have a limited effect.

Our principal line of protection for people charged with murder or convicted murderers will be, first of all, a secure prison and penitentiary system; second, well-trained personnel and, third, specially trained groups to deal with escapes and hostage-taking incidents, which we are now implementing. We are implementing a program of crisis intervention teams, both in the penitentiary service and in the RCMP. That is the principle. Those three things are the principal preventive measures. The penalty which may apply if you catch the fellow, charge him, prosecute him and get a conviction, I think, has an effect, but it is very limited in protecting people.

**Mr. McCleave:** I am sure that ears are raising as mine are about this statement, but would the Minister go first then to the preventive detention? Does that mean a special type of penitentiary, more maximum than maximum, or just what?

**Mr. Allmand:** You asked about people's being held on a murder charge. They, of course, are held in provincial remand centres and most provinces have remand centres that are maximum security for people with serious offences, such as murder and so on. Once they are convicted of a life sentence, where life is a minimum and they are only eligible for parole in either 10 years or up to a possibility of 25 under the new bill, they would be held in ordinary maximum security facilities in the first instance, but very often they are switched to medium security institutions because it is found that on the whole convicted murderers are the easiest to handle in penitentiaries. They are not involved in violence—this is general, not...

[Interpretation]

**Mr. Olivier:** One last remark.

To me, a prisoner who escapes from prison is a second offender but I find that you are less harsh towards a person who would commit a hold-up with a fake firearm for the first time than for a second offender. I think both situations should be taken into consideration. I would agree with you, in principle, that there should be no minimum sentence, but I feel I must point out that the people we are talking about are already proven criminals. That is all I have to say.

**Le président:** Monsieur McCleave.

**M. McCleave:** Monsieur le président, il me sera peut-être difficile de poser mes questions, étant donné ce qui va se passer mardi prochain, mais j'essaierai de m'en tenir au projet de loi qui nous est soumis, en essayant d'ignorer l'autre. Mes questions concerneront les détenus qui tentent de s'évader de prison alors qu'ils avaient été punis de la peine capitale ou étaient tenus en attente de procès pour meurtre. Pensez-vous, monsieur le solliciteur général, que votre proposition, qui consiste à relever la peine à cinq ans, constitue une protection suffisante pour les gardes, la police et les personnes chargées de la sécurité dans nos prisons?

**M. Allmand:** Non, et je ne pense d'ailleurs pas que des peines de prison suffiront jamais à assurer la protection du public ou de la police. En effet, je pense qu'elles n'ont qu'un effet limité.

La meilleure protection dont nous disposerons à l'égard de personnes accusées de meurtre ou condamnées pour meurtre sera, premièrement, un système de prison sûr, deuxièmement, un personnel compétent et, troisième des groupes d'intervention spécialisés pouvant intervenir en cas d'évasions et de prises d'otage. Je puis vous dire que nous procédons actuellement à la mise sur pied de ces groupes, à la fois dans les pénitenciers et au sein de la Gendarmerie royale. Les trois mesures que je viens d'énumérer constituent, selon moi, les mesures préventives principales que nous puissions prendre. Quant aux peines de prison que l'on peut imposer aux meurtriers condamnés, il est évident qu'elles ont un effet, mais je ne pense pas qu'il soit très étendu en matière de protection de la population.

**M. McCleave:** Vos déclarations me font dresser les cheveux sur la tête, comme à beaucoup d'autres, certainement, mais je vous demanderai quand même si vous êtes alors disposé à commencer par des mesures de détention préventive? En outre, dans ce cas, y aurait-il des nouveaux pénitenciers, de type spécial, à sécurité encore plus grande que dans les pénitenciers actuels à sécurité maximum?

**M. Allmand:** Vous me parlez de détenus accusés de meurtre. Vous savez bien qu'ils sont détenus dans des centres provinciaux et que la plupart des provinces ont des centres de détention à sécurité maximum, pour les personnes accusées de crimes graves, tel que le meurtre. Si ces personnes sont condamnées à la prison à vie, c'est-à-dire si la prison à vie est une peine minimum et qu'elles ne sont admissibles à la libération sur parole que dans dix ans ou dans 25 ans, en vertu du nouveau projet de loi, elles seront d'abord détenues dans des prisons à sécurité maximum puis, très souvent, elles seront transférées dans des prisons à sécurité moyenne, car nous avons pu constater qu'en règle générale les meurtriers sont les détenus qui posent le moins de problèmes. Ils ne commettent généralement pas d'actes de violence, dans la prison, et...



[Texte]

**Mr. McCleave:** Yes, which class of convicted murderers, may I ask, does this involve? Is this the wife's slaying or the fight within the family or ...

**Mr. Allmand:** This is in general. I was just saying that if you took the class of convicted murderers in prison on the whole, they are the easiest to handle, and usually obey the rules and regulations and behave better than other inmates. Now, there are some exceptions to that, and they come from all classes of murder.

• 1550

**Mr. McCleave:** A year or so ago, Mr. Chairman, I had the honour to lead the parliamentary delegation to Finland and one of the things that they showed us was an absolutely, and I guess it would be, foolproof place to treat people that were absolutely and violently and psychotically criminals; that is, you just dropped them down in the bottom of a great big dungeon and, unless they were like olympic jumpers, they would have to be about 7 feet tall to start with, and then they would have to be able to jump about 5 more feet to grab onto anything to get out.

This apparently was a method much favoured in the Middle Ages to keep people like that under control. I take it that your own measures envisage something less than that.

**Mr. Allmand:** Yes. We have segregation units; they do not seem to be of that type but they are pretty secure. However, I have never seen a foolproof system or heard of one because you have to feed a man, you have to feed him medically from time to time, he has to have a shower, unless you are completely inhumane. If he is going to be on a long sentence, you have to give him some kind of program, either recreation or education and so on, where he comes into contact, in one way or another, with staff. And, during those periods of contact, something could happen.

It depends on the training of our staff; it depends on the setup of our institutions and so on; and we are trying to provide for that. That is the first line of attack against possible escapes and harm to other inmates and to staff.

**Mr. McCleave:** May I ask a question finally about the third point that the Minister made in response to my original question? And this is the training or setting up—I forget whether the Minister called it crisis squads—but it would deal with the kidnapping and the hostage business that happens in our penitentiaries from time to time. How far along has that program advanced?

**Mr. Allmand:** I know that some of the men were being trained last week in that because I was visiting some of our institutions and some of the staff were away on special crisis-intervention-unit training. In every region, there will be a crisis-intervention-unit: in the Atlantic Region, in Quebec, Ontario, the Prairies and British Columbia. And, if there is a hostage-taking instance in that region, this unit will be moved in to deal with the very ticklish situation that arises.

[Interprétation]

**M. McCleave:** Puis-je vous demander de quelle catégorie de meurtriers vous voulez parler? S'agit-il d'un homme ayant assassiné son épouse, d'un homme condamné à la suite de violence dans sa famille ou ...

**M. Allmand:** Il ne s'agissait que d'une remarque générale. Je disais simplement qu'en règle générale, les meurtriers sont les détenues qui posent le moins de problèmes en prison, puisqu'ils obéissent généralement aux règlements et se comportent mieux que les autres détenus. Évidemment, il y a toujours des exceptions, que l'on peut retrouver dans toutes les catégories de meurtriers.

**M. McCleave:** Il y a environ un an, monsieur le président, j'ai eu l'honneur de conduire une délégation parlementaire en Finlande. A cette occasion, nous avons pu visiter ce que je crois être un lieu de détention à sécurité absolue, permettant de traiter les criminels violents les plus déterminés et les plus dérangés. Il s'agissait d'une fosse, dans laquelle ils étaient jetés, et dans laquelle ils ne pouvaient sortir à moins d'être des sauteurs olympiques, mesurer sept pieds de hauteur et pouvoir sauter cinq pieds de plus sans s'accrocher à quoi que ce soit.

Il s'agissait apparemment d'une méthode assez courante, au Moyen-Âge, pour contrôler ce genre de personnage. Si je vous ai bien compris, vous n'envisagez pas de mesures aussi sévères.

**M. Allmand:** Non. Nous avons des unités d'isolement qui ne semblent pas être de cette nature mais qui sont quand même très sûres. De toute façon, je n'ai jamais entendu parler de système absolu, et je ne pense pas qu'il en existe, puisqu'il faut bien alimenter votre détenu, lui fournir des soins médicaux, lui permettre de se laver, si vous ne voulez pas adopter à son égard une attitude absolument bestiale. S'il s'agit d'un détenu condamné à une peine de prison très longue, il faut bien le faire participer à une sorte de programme, de récréation ou d'éducation, dans le cadre duquel il viendra bien en contact, d'une manière ou d'une autre, avec le personnel de la prison. De ce fait, pendant ces périodes de contact, il pourra toujours se produire quelque chose d'inattendu.

Tout dépend, en fait, de la qualité de la formation que nous donnerons à notre personnel, de l'organisation de nos prisons, etc., toutes choses que nous prenons en considération. Selon nous, ce sont là les premières mesures à prendre pour prévenir les évasions et éviter tout danger aux autres détenus ainsi qu'aux membres du personnel.

**M. McCleave:** Puis-je finalement poser une question au sujet de la troisième remarque que vous avez faite en réponse à ma question? Il s'agit de la mise sur pied de ces équipes d'intervention spéciale, destinées à s'occuper des cas de kidnapping ou de prises d'otages, qui arrivent de temps à autre dans nos prisons. Où en êtes-vous à ce sujet?

**M. Allmand:** Je sais que la formation a déjà commencé puisque j'ai appris, lorsque je visitais certaines prisons, la semaine dernière, que certains membres du personnel étaient absents pour suivre des cours de formation spéciale pour faire partie de ces équipes dans chaque région, c'est-à-dire dans la région de l'Atlantique, au Québec, en Ontario, dans les Prairies et en Colombie-Britannique. Ces équipes interviendront donc lorsqu'il y aura prises d'otages dans leur région.

[Text]

Also in the RCMP, they are training and they do have training, for example, of these—I forget the exact name—a crisis-situation unit. At the last hostage-taking incident in British Columbia, the RCMP had moved their unit into place in case it was needed.

**Mr. McCleave:** I was going to make a comment, Mr. Chairman, about the unit that I saw set up by the American Department of Transport dealing with hijacking on planes but it will not be all that germane to this particular subject. However, I think the Minister and his group are on the right track with what they are trying to set up.

**The Chairman:** Thank you.

**Mr. Allmand:** In answer to that, I might say that, when we started this work, Mr. McCleave, we invited American officials to Ottawa to gain of their experience. We had people from the FBI, from their prison system and from their Attorney General's Department to advise us on what they had done.

**The Chairman:** Mr. Leggatt.

**Mr. Leggatt:** I will be very brief, Mr. Chairman. I want to support what the Minister said about minimum sentences on escape. It is not merely the fact that we have minimum security prisons where escapes take place but there is quite a variety of guilt involved where there is a group escape and there are different personalities in prison. The judges should have some discretion in determining which of the people that have escaped carry most of the guilt. There are always leaders and always followers. There should be some discretion in the way those sentences are levied.

On the other point, the question of the crisis intervention, I hope that those crisis teams will study the record in prisons, both in North America and in Europe, where time has consistently been on the side of the authorities and the need for immediate and desperate action is very rare in most of those situations. And I must say that that has not been the case in Canada in some of our hostage situations and a study of other hostage situations in the world has indicated that time tends to be on the side of the authorities.

• 1555

**Mr. Allmand:** That, I might say, is our principal line of attack. We do know that experience around the world has shown that to be so. I think we have had approximately 30 hostage-taking incidents, some more serious than others, in the last four or five years in penitentiaries, and there was only one—and that was the one in the B.C. Penitentiary where Mary Steinhauser was killed—where we had a death or a serious injury. We have used that principle in waiting out the situation.

[Interpretation]

En ce qui concerne la Gendarmerie royale, elle a également déjà commencé la formation de certains policiers afin de les intégrer dans des équipes de ce genre, mais je ne me souviens plus de leur nom exact. Je puis d'ailleurs vous dire que lors de la dernière prise d'otages que nous avons connue, en Colombie-Britannique, la Gendarmerie royale avait fait venir sur les lieux son équipe d'intervention, au cas où ses services seraient requis.

**M. McCleave:** J'allais faire une remarque, monsieur le président, au sujet d'une équipe de ce genre créée par le département des Transports, aux États-Unis, pour faire face au détournements d'avions. Cependant, cette remarque ne me semble pas être directement attachée au sujet qui nous intéresse maintenant. Quoi qu'il en soit, je terminerai en disant que le ministre semble être sur la bonne voie.

**Le président:** Merci.

**M. Allmand:** Je pourrais préciser, monsieur McCleave, que lorsque nous avons envisagé de créer ces unités d'intervention, nous avons fait appel à des spécialistes américains, afin qu'ils nous fassent part de leur expérience. Ainsi, nous avons eu des représentants du FBI, des prisons, ainsi que du département du procureur général, qui nous ont fait part des mesures prises aux États-Unis.

**Le président:** Monsieur Leggatt.

**M. Leggatt:** Je serai très bref, monsieur le président, et je dirai que j'appui le ministre dans les déclarations qu'il a faites au sujet des peines minimums en cas d'évasion. Je pense, en effet, qu'il faut tenir compte non seulement du fait que nous avons des prisons à sécurité minimum, où les évasions sont sans doute plus faciles qu'ailleurs, mais également qu'il y a divers degrés de culpabilité, en cas d'évasion de groupe, ainsi que des détenus de nature très différente. De ce fait, les juges devraient avoir une certaine latitude, leur permettant de déterminer lequel des évadés est le plus coupable. Vous savez bien, en effet, qu'il y a toujours des meneurs et des suiveurs. Les juges doivent donc avoir la possibilité d'adapter les peines à chaque situation.

En ce qui concerne maintenant les unités spéciales d'intervention, j'espère qu'elles étudieront de près les divers cas de prises d'otages, à la fois en Amérique du Nord et en Europe, car il ne faut pas oublier qu'en règle générale, les autorités disposent toujours d'un certain temps de réflexion et n'ont que rarement à intervenir de manière immédiate et désespérée, sauf dans des cas très rares. Mais je dois dire que cela a très rarement été le cas, au Canada, en ce qui concerne les prises d'otages et, par ailleurs, une étude portant sur les prises d'otages dans le monde a révélé que les autorités avaient généralement toujours eu le temps de prendre leurs décisions.

**M. Allmand:** Vous avez raison. En fait, nous avons connu environ 30 cas de prises d'otages dans nos pénitenciers, depuis quatre ou cinq ans, certains plus graves que d'autres, mais il n'y a eu qu'un cas, à savoir celui du pénitencier de Colombie-Britannique, où une personne a été tuée ou grièvement blessée, à savoir celui de Mary Steinhauser. C'est donc sur ce principe que nous nous sommes basés.



[Texte]

The Chairman: Mr. Douglas.

Mr. Douglas (Bruce-Grey): I just have one very brief question, Mr. Chairman, to you, Mr. Minister. Is there any indication, or does your Department have any indication under the present system of the five years, of the number of times the courts have assessed the maximum penalty for jail breaks or prison breaks such as outlined in Clause 5?

Mr. Allmand: We probably do have some information on that, but I do not have it here. Mr. Sarchuk reminds me—and he was the prosecutor—that the courts are usually reluctant to impose the maximum. However, if you increase the maximum you are more likely to get a longer sentence if it is necessary than if you are under a lower maximum. I could provide you with that information you asked for, but not today. I think I could provide it, but we would have to do a lot of checking of our records to get that.

Mr. Douglas (Bruce-Grey): What I am really getting at, Mr. Minister—through you, Mr. Chairman—is that the general consensus of the general public seems to be that in some instances when there are maximums, as you say, the courts do not want to go the maximum route in some instances where it may appear to the general public that the maximum route would have provided a real deterrent, perhaps, or a real threat to the people that had gone the escape route and through some rather violent action in that escape route, and I wonder, even if we say, and we do say that it goes to 10 years, the general public would probably look at it and say, “Well, nobody ever gets five, so they are not going to get ten”, so what have we accomplished? I wonder just how we can answer that?

Mr. Allmand: It is true that you would rarely get the maximum, but if you increase the maximum to ten you are likely to get longer sentences under the ten year maximum than you would under the five-year maximum. If my recollection serves me well, I can recall that most often the sentences are in the one to two-year period under the present law. With the ten-year maximum you may get four, five and six years rather than ten, but they would be longer than the one or two years that you are getting now.

Mr. Douglas (Bruce-Grey): Thank you, Mr. Chairman.

Mr. Allmand: I might say just in concluding that through preventive measures we have been able to cut back on escapes from security institutions over the last two years by 75 per cent. It cost us a certain amount of money, but we did it by putting in double fences at our institutions where there were single fences; additional watch towers on the perimeter of our penitentiaries; perimeter patrols in vehicles around the penitentiaries, and we were able to cutback escapes by 75 per cent, which is quite significant.

Mr. Douglas (Bruce-Grey): Do you mean escapes that were actually accomplished or attempted?

Mr. Allmand: Attempted.

Mr. Douglas (Bruce-Grey): Attempted, fine.

Mr. Allmand: No, no, excuse me, Mr. Douglas, that is taking the total escapes in 1971, 1972 and 1973—there was a high point in 1972—and last year the escapes were 75 per cent less than they were in 1972. That is actual escapes.

[Interprétation]

Le président: Monsieur Douglas.

M. Douglas (Bruce-Grey): J'aimerais simplement poser une brève question au ministre. Votre ministère pourrait-il nous dire, selon le système actuel de cinq ans, dans combien de cas les tribunaux se sont prononcés en faveur de la peine maximum pour des cas d'évasion, conformément à l'article 5?

M. Allmand: Nous avons sans doute certaines informations à ce sujet mais je ne les ai pas ici. M. Sarchuk vient de me rappeler, puisqu'il a été procureur, que les tribunaux hésitent généralement beaucoup à imposer la peine maximum. Cependant, si l'on augmente la peine maximum, vous risquez de purger une peine plus longue. Je vais donc essayer de vous fournir ces informations, mais je ne les ai malheureusement pas aujourd'hui. Il faudra que nous fassions des recherches dans nos dossiers.

M. Douglas (Bruce-Grey): Je voulais simplement dire, monsieur le président, que, lorsque des peines maximums sont prévues, les tribunaux préfèrent parfois ne pas les imposer alors que, selon l'opinion publique, elles auraient pu avoir un réel effet de dissuasion pour ceux qui se sont évadés d'une prison, de façon violente ou non. Vous parlez d'une peine de dix ans, et j'ai l'impression que le public va se dire que personne ne se verra imposer une telle peine et que, en conséquence, cela ne sert à rien.

M. Allmand: Il est vrai qu'on impose rarement la peine maximum, mais si vous portez cette dernière à dix ans, les sentences qui seront imposées seront certainement plus longues que si le maximum était de cinq ans. Si je me souviens bien, la majorité des sentences, selon la loi actuelle, sont d'une durée de un ou de deux ans. Si vous avez un maximum de dix ans, vous aurez bien plus souvent des peines de quatre, cinq ou six ans, mais elles seront toujours plus longues que les peines de un ou deux ans que vous avez à l'heure actuelle.

M. Douglas (Bruce-Grey): Merci, monsieur le président.

M. Allmand: J'aimerais ajouter, en guise de conclusion, que, grâce à nos mesures de prévention, nous avons réussi, au cours des deux dernières années, à diminuer de 75 p. 100 le nombre d'évasions de nos établissements pénitentiaires. Cela a entraîné certaines dépenses puisque nous avons dû installer des doubles clôtures, là où il n'y en avait que des simples; nous avons également dû construire d'autres tours de contrôle et organiser des patrouilles motorisées dans certains pénitenciers.

M. Douglas (Bruce-Grey): Voulez-vous parler d'évasions réelles ou de tentatives d'évasion?

M. Allmand: De tentatives d'évasion.

M. Douglas (Bruce-Grey): Bien.

M. Allmand: Excusez-moi, monsieur Douglas, je voulais parler du nombre total d'évasions en 1971, 1972 et 1973; il y a eu un record en 1972 et, l'année dernière, ce nombre était inférieur de 75 p. 100 à celui de 1972. Il s'agit donc d'évasions réelles.



[Text]

**Mr. Leggatt:** It would just take one more breakout and your figures would be all screwed up. The numbers are so low that the 75 per cent figure cannot be...

**Mr. Allmand:** No, they are not.

**Mr. Leggatt:** The number of total escapes out of maximum security...

**Mr. Allmand:** No, there were over 200 in 1972 and they are down to under 100 now, so that is significant. I could give you the exact figures.

Clause 5 agreed to.

On clause 6—"offence"

**The Chairman:** On Clause 6 we come to the five clauses dealing with wiretapping and electronic eavesdropping. There is an amendment suggested by Mr. Leggatt, but I imagine he probably is not going to attempt to proceed with that. It was going to delete Clause 6, and I would have rule it out of order if made because it would be the same as a negative vote on Clause 6. So I...

• 1600

**Mr. Leggatt:** Mr. Chairman, I have another amendment to replace that, with your kind permission. It is a very brief amendment and it is an amendment to the proposed government amendment. I wonder, procedurally, whether you would want to put the proposed government amendment, the change that was indicated, first?

My amendment, just so that I can telegraph it to you, is that in that proposed government amendment subsection (c) provides for smuggling to be a wiretappable offence. What I am proposing is that you move that smuggling, Section 192 of the Customs Act, away, delete (c), but move it down to the bottom section to those offences where "there is a reasonable ground to believe it is part of a pattern of criminal activity... or a conspiracy."

I believe smuggling should be there, but I do not believe individual cases of smuggling that do not form a pattern or a conspiracy should be wiretappable. What I am talking about again is the little old lady who may inadvertently bring an extra pair of pants in from Bellingham or somebody who has an extra bottle of booze in the back of his car. I do not see why that should be wiretappable. All I am suggesting, Mr. Chairman, is that we could easily move that smuggling provision out of it's being a tappable offence. It would still be tappable if it is in the nature of a conspiracy or in the nature of an organized situation, but not for some poor little guy who happens to smuggle something inadvertently across the border.

**An hon. Member:** What about two pounds of heroin?

**Mr. Leggatt:** That is under the Narcotic Control Act. No problem. That is tappable.

**The Chairman:** May I then ask Mr. Fox to move this amendment and then the Solicitor General can comment.

[Interpretation]

**M. Leggatt:** Il suffirait d'une autre évasion pour brouiller tous vos chiffres. En effet, le nombre d'évasions est si faible que ce pourcentage de 75 p. 100 ne peut pas...

**M. Allmand:** Ce n'est pas exact.

**M. Leggatt:** Le nombre d'évasions d'établissements à sécurité maximum...

**M. Allmand:** Ce n'est pas vrai: il y en a eu plus de 200, en 1972, et le chiffre est tombé aujourd'hui à moins de 100, ce qui est une diminution importante. Je pourrais cependant vous donner des chiffres exacts, si vous le voulez.

L'article 5 est adopté.

Sur l'article 6—*Infraction*

**Le président:** Nous arrivons donc maintenant, avec l'article 6, aux cinq articles qui portent sur les écoutes électroniques. Nous avons un amendement proposé par M. Leggatt, mais je suppose qu'il n'a pas l'intention de le maintenir. En effet, étant donné qu'il consistait à supprimer l'article 6, j'aurais été contraint de le déclarer irrecevable puisque cela revenait à rejeter ce même article. En conséquence...

**M. Leggatt:** Monsieur le président, avec votre permission, j'aimerais proposer un autre amendement. Il est très bref et il consiste à modifier l'amendement proposé par le gouvernement. Je me demande cependant, sur le plan de la procédure, s'il ne vaudrait pas mieux étudier d'abord l'amendement proposé par le gouvernement?

En quelques mots, mon amendement porte sur l'alinéa c) de l'amendement proposé par le gouvernement, lequel inclut la contrebande dans les infractions susceptibles de faire l'objet d'écoutes électroniques. Je propose donc que l'alinéa c), soit l'article 192 de la Loi sur les douanes, soit reporté au bas de la page où il est question d'une infraction «dont il existe des motifs raisonnables de croire qu'il est relié à un type d'activités criminelles... ou de conspiration».

Je pense donc que le délit de contrebande devrait figurer ici, étant donné qu'à mon avis, les cas de contrebande individuelle ne constituent pas une activité criminelle ou un type de conspiration justifiant l'écoute électronique. Je pense précisément à cette vieille dame qui ramène, par inadvertance, une paire de bas en trop de Bellingham ou à celui qui a une bouteille d'alcool en trop dans le coffre de sa voiture. Je ne vois pas pourquoi ce genre de délit devrait faire l'objet d'écoutes électroniques. Je pense donc, monsieur le président, que l'on pourrait facilement déplacer cette disposition concernant la contrebande. Certes, ce délit pourrait toujours faire l'objet d'écoutes électroniques s'il s'agit «d'une activité criminelle fomentée et organisée par deux ou plusieurs personnes», mais je ne pense pas que cela devrait s'appliquer aux citoyens ordinaires qui passent la frontière avec une bouteille d'alcool en trop.

**Une voix:** Que dites-vous de deux livres d'héroïne?

**M. Leggatt:** Cela relève de la Loi sur les stupéfiants et fait donc l'objet d'écoutes électroniques.

**Le président:** Je vais demander à M. Fox de présenter l'amendement afin que le solliciteur général puisse faire quelques commentaires.

[Texte]

**Mr. Woolliams:** What page is it?

**Mr. Fox:** Page 32 of the first edition and page 38 of the bill. Okay? I move that clause 6 of Bill C-83 be amended by striking out lines 35 to 47 on page 38 and lines 1 to 7 on page 39 thereof and substituting therefor the following:

"offence" in relation to an authorization or application for an authorization means an offence or conspiracy to commit an offence described in any of paragraphs (a) to (d) and any such offence or conspiracy that there are reasonable grounds to believe has been or may be committed, namely,

(a) any offence created by an Act of Parliament for which an offender may be sentenced to imprisonment for five years or more,

(b) an offence mentioned in subsection 185(1) (keeping gaming or betting house) or paragraph 186(1)(e) (pool-selling or book-making),

(c) an offence mentioned in section 192 of the Customs Act (smuggling), or

(d) an offence mentioned in section 158 or 163 of the Excise Act (unlawful distillation or selling of spirits),

and any other offence created by an Act of Parliament for which an offender may be prosecuted by indictment or that is an offence mentioned in section 3 or 20 of the *Small Loans Act*, that there are reasonable grounds to believe is part of a pattern of criminal activity planned and organized by a number of persons acting in concert in furtherance of the commission of crime involving one or more offences mentioned in paragraphs (a) to (d) or a conspiracy to commit one or more such offences;

and the French version accordingly.

**Mr. Allmand:** Mr. Chairman, this amendment was introduced as a result of some criticism of the original bill in the debate at second reading and in the submissions made. This amendment limits the number of offences for which you can request a wiretap authorization, so, it moves in the direction of the criticism. The government felt that they could still accomplish what they wanted to accomplish for the police and make the section more restrictive.

With respect to the suggestion made by Mr. Leggatt, the problem with his amendment is that if you do what he suggests, and move (c) down to the bottom, then you would have to prove that the smuggling was in conjunction with "a pattern of criminal activity planned . . ." and you . . .

**Mr. Leggatt:** "or a conspiracy to commit . . ."

**Mr. Allmand:** That is right. Then you could not use it for major smuggling operations. I mentioned the other day that there are some very serious large-scale smuggling operations, where people bring in large quantities of liquor, cigarettes, jewellery, and so on.

[Interprétation]

**M. Woolliams:** A quelle page en est-on?

**M. Fox:** Il s'agit de la page 32, de la première édition, et de la page 38 du projet de loi. Vous y êtes? Je propose que l'article 6 du Bill C-83 soit modifié en remplaçant les lignes 36 à 48, page 38, et 1 à 7, page 39, par ce qui suit:

«infraction» relativement à une autorisation ou demande d'autorisation, désigne une infraction visée aux alinéas a) à d), ou un complot en vue de commettre cette infraction, y compris tout complot ou toute infraction de cette sorte dont il existe des motifs raisonnables de croire qu'ils ont été commis ou sont susceptibles de l'être, notamment

a) une infraction que crée une loi du Parlement et dont l'auteur est passible d'un emprisonnement de cinq ans ou plus,

b) une infraction prévue au paragraphe 185 (1) (tenancier d'une maison de jeu ou de pari) ou à l'alinéa 186(1) e) (vente d'une mise collective ou bookmaking),

c) une infraction prévue à l'article 192 de la Loi sur les douanes (contrebande), ou

d) une infraction prévue aux articles 158 ou 163 de la Loi sur l'accise (distillation ou vente illégale d'eau de vie)

et toute autre infraction que crée une loi du Parlement et dont l'auteur peut être poursuivi par voie de mise en accusation ou qui est une infraction prévue aux articles 3 ou 20 de la *Loi sur les petits prêts*, dont il existe des motifs raisonnables de croire qu'elle est reliée à un type d'activité criminelle fomentée et organisée par deux ou plusieurs personnes agissant de concert afin de promouvoir la perpétration de crimes impliquant une ou plusieurs infractions visées aux alinéas a) à d) ou un complot en vue de commettre une ou plusieurs de ces infractions;

Vous avez le texte français correspondant.

**M. Allmand:** Monsieur le président, cet amendement a été présenté à la suite de certaines critiques proférées à l'égard du bill initial au cours du débat en seconde lecture et dans les mémoires. Cet amendement limite le nombre des délits pour lesquels vous pouvez demander une autorisation d'écoute électronique, ce qui répond donc à un certain nombre de ces critiques. Le gouvernement a estimé que le fait de restreindre davantage cet article ne l'empêchait pas d'atteindre son objectif.

A propos de la suggestion de M. Leggatt, qui consiste à déplacer l'alinéa c) au bas de la page, j'aimerais vous signaler que, dans ce cas, il faudrait trouver que le délit de contrebande «est relié à un type d'activité criminelle fomentée et organisée» . . .

**M. Leggatt:** «Ou à une conspiration . . .»

**M. Allmand:** C'est exact. Dans ce cas, vous ne pourriez pas autoriser l'écoute électronique pour des opérations de contrebande très importantes. Je vous ai d'ailleurs dit, l'autre jour, que certaines étaient très bien organisées et que les gens pouvaient acheter de grandes quantités d'alcool, de cigarettes, de bijoux, etc.



[Text]

And hon. Member: How?

Mr. Allmand: How? Ships, trucks, suitcases, false-bottom trunks. I could bring you expert testimony on that, but there are some very large smuggling operations.

Mr. Leggatt: Could I respond to that?

• 1605

The Chairman: Yes, Mr. Leggatt.

Mr. Leggatt: Admittedly there is the one instance where a single individual is a major smuggler. All you would be losing in that case would be the right to wiretap that particular individual, whereas with one or more, surely it becomes the nature of a conspiracy or the nature of—the words are “reasonable grounds to believe it is a pattern of criminal activity planned...” “In order to smuggle in the trunk of a car, you have to prepare the trunk, you have to do the planning, and that is where the conspiracy aspect comes about.

I do not agree with the legal opinion that says that that conduct would not be tappable under the bottom section of your proposed amendment. One thing I do know is that the guy who inadvertently or maybe has smuggled something is this country—and I suggest to you that there is a very large percentage of Canadians who maybe have brought something across the border they should not. That renders most of the Canadian population subject to wiretap on that ground, on that ground alone, and I am suggesting you are giving up very little by moving the smuggling section down into the conspiracy for reasonable grounds to believe it is a pattern of criminal activity. You are not going to be limited very much in tapping the genuine professional smuggler. You can get him on those two grounds.

Mr. Allmand: Mr. Chairman, I forgot to mention at the beginning that I have three experts with me today on the wiretapping part. I have Mr. Sarchuk, from the Department of Justice, Inspector Dickins, from the RCMP, and Jim Armit, from the Police and Security Planning Analysis Branch of our Ministry. Mr. Sarchuk would like to say something about your comments.

Mr. Sarchuk: I would draw to your attention, Mr. Leggatt, that what we have in the offence definition is really two parts. The first part is an offence or a conspiracy to commit an offence, and then you have (a), (b), (c) and (d) which define that particular type of offence mentioned in the first part of the paragraph. So break that off as one section.

Then you have any other offence punishable by indictment, and the key words are that that indictable offence must be coupled with reasonable grounds to believe that it is part of a pattern of criminal activity planned and organized by a number of persons acting in concert in furtherance of the commission of crime involving one or more offences mentioned in paragraphs A to D or a conspiracy to commit one or more of the offences in A to D.

So, in the latter part of it you have to prove two things: an offence punishable by indictment which has been committed in furtherance of one of the earlier specified five-year offences. Now, if you were to move (c), smuggling, into the bottom part, a simple conspiracy to smuggle not related to the activities of organized crime in relation to the commission of any other offence would not be brought

[Interpretation]

Une voix: Comment?

M. Allmand: Comment? Par bateau, par camion, par valise, par coffre à double fonds. Je pourrais vous faire entendre des témoignages très intéressants à ce sujet.

M. Leggatt: Puis-je répondre?

Le président: Je vous en prie, monsieur Leggatt.

M. Leggatt: Supposons qu'un individu soit, à lui seul, un contrebandier très important. Dans ce cas, nous n'aurions plus le droit de soumettre cet individu aux écoutes électroniques alors qu'il s'agit quand même d'une activité criminelle de nature à... Les termes employés dans le projet de loi sont «motifs raisonnables de croire qu'elle est reliée à un type d'activité criminelle fomentée et organisée...»; si vous avez l'intention de passer des objets en contrebande dans le coffre d'une voiture, il vous faut préparer ce coffre, organiser les opérations et c'est là qu'intervient cette notion de «conspiration».

Je ne suis pas d'accord avec vous lorsque vous dites que ce délit ne ferait pas... l'objet d'écoute électronique aux termes de l'amendement que vous proposez. Je pense, par exemple, au type qui rapporte quelque chose au pays, que ce soit par inadvertance ou de propre délibéré, de faire un peu de contrebande; je suis sûr que beaucoup de Canadiens ont rapporté d'un autre pays certains objets auxquels ils n'avaient pas droit. En conséquence, pratiquement toute la population canadienne devrait être soumise aux écoutes électroniques pour ce seul motif. A mon avis, vous ne perdriez pas grand chose à déplacer cet article sur la contrebande pour l'insérer au bas de la page, là où il est question d'une infraction «reliée à un type d'activité criminelle». Cela ne vous empêchera nullement de soumettre le contrebandier professionnel aux écoutes électroniques.

M. Allmand: Monsieur le président, j'ai oublié de vous dire, au début, que je suis accompagné aujourd'hui de trois experts sur les écoutes électroniques. J'ai en effet M. Sarchuk, du ministère de la Justice, l'inspecteur Dickins, de la GRC, et Jim Armit, de la Direction de la planification et de l'analyse de la police et de la sécurité. M. Sarchuk a quelque chose à vous dire en réponse à vos commentaires.

M. Sarchuk: J'aimerais vous faire remarquer, monsieur Leggatt, que notre définition de «l'infraction» comporte en vérité deux parties. La première porte sur l'infraction ou la conspiration dans le but de commettre un délit, et vous avez ensuite les alinéas a), b), c) et d), qui définissent les types d'infractions mentionnés dans la première partie du paragraphe.

Vous avez ensuite une autre infraction passible de sanction, et les mots clés sont les suivants: cette infraction condamnable doit s'accompagner de motifs raisonnables de croire qu'elle est reliée à un type d'activités criminelles fomentées et organisées par un certain nombre de personnes agissant de concert afin de promouvoir la perpétration de crimes impliquant une ou plusieurs infractions mentionnées aux alinéas a), à d), ou une conspiration de commettre une ou plusieurs infractions mentionnées aux alinéas a) à d).

Donc, selon la deuxième partie de l'amendement, vous devez prouver deux choses: un délit passible d'une sanction qui a été perpétrée à la suite d'un des délits de cinq ans mentionnés auparavant. Si vous déplacez l'alinéa c), qui concerne la contrebande, pour l'insérer au bas de la page, une simple conspiration visant à la contrebande, et non reliée au crime organisé pour la perpétration d'un autre



[Texte]

into that grouping. In the case of smuggling, you have effectively groups that are involved in smuggling solely, large operations that are involved in smuggling solely. I draw the distinction between that kind of group and the kind of group that is involved, say, in shylocking, where the moneys obtained from a shylocking operation are then used for the furtherance of the commission of the offence of importing heroin. You have that connection and that pattern.

**Mr. Leggatt:** But conspiracy is the offence. Conspiracy itself is a criminal offence. You can charge the offence of conspiracy against one or more persons who conspire to smuggle goods. All right. I am interested in the conspiracy aspect of smuggling, and I say you can tap one or more persons who conspire to smuggle. There the offence does not become the smuggling; it becomes the agreement between the people to smuggle, and that becomes tappable, but it misses the person who smuggles something insignificant. I do not want authorizations being issued for wiretap against these very minor offenders who may come across the border, as I say, routinely, forgetting to file their declaration, maybe actually throwing an extra pair of pants in the back of the car. I do not see why the police need that kind of authority when they have the authority to go after the conspirator in terms of smuggling.

**Mr. Sarchuk:** But with respect, sir ...

• 1610

**Mr. Leggatt:** If I am misunderstanding your point, I am sorry.

**Mr. Sarchuk:** With respect, they only have the authority to go after conspiracy for smuggling if (c) stays where it is.

**Mr. Leggatt:** But they do have the right, if (c) stays where it is, to go after it as a separate offence.

**Mr. Sarchuk:** Yes.

**Mr. Leggatt:** It does not have to be a conspiracy or in the nature of a pattern of criminal activity, right?

**Mr. Sarchuk:** Yes. And in response to that, I would point out that then we run into the very restrictive provisions of proposed Section 178.13, which make it mandatory for the court to be satisfied with the granting of the orders in the best interests of the administration of justice—that other investigative procedures have been tried or have failed or are unlikely to succeed.

For example, Judge Koury held a panel discussing the application of our wiretap laws, and from reading this material, I would submit that the judges are very cognizant of their duties in this particular area. Very frankly, I cannot see any judge in this country ...

**Mr. Leggatt:** Why?

**Mr. Sarchuk:** ... ever granting an authorization ...

**Mr. Leggatt:** Have you seen the number of turndowns that were received in accordance with the report filed with the Solicitor General? Three?

[Interprétation]

délit, n'entrerait pas dans cette catégorie. En effet, vous avez des groupes importants qui se spécialisent uniquement dans la contrebande. Par contre, vous avez d'autres groupes qui s'occupent également de prêts usuraires et qui, avec l'argent obtenu, commentent le délit d'importer de l'héroïne. Vous avez donc un lien entre les deux.

**M. Leggatt:** Mais la conspiration est le délit en soi. La conspiration elle-même est un délit. Et vous pouvez accuser de délit de conspiration une ou plusieurs personnes qui conspirent pour importer des marchandises. Je suis d'accord avec vous. Dans ce cas, il s'agit davantage du délit de conspiration que du délit de contrebande. Et, dans ce sens, vous pouvez soumettre aux écoutes électroniques une ou plusieurs personnes qui conspirent pour faire de la contrebande. Ainsi, le délit en soi n'est pas la contrebande mais plutôt l'accord conclu entre ces personnes pour faire de la contrebande; ce délit peut alors faire l'objet d'écoute électroniques; cependant, il ne faudrait pas que celui qui passe un objet insignifiant en contrebande soit lui aussi soumis à l'écoute électronique. En effet, je ne veux pas que l'on autorise ce genre de surveillance contre ceux qui traversent la frontière avec une bouteille d'alcool en trop et qui, par inadvertance, ont oublié de faire leur déclaration. Je ne vois pas pourquoi les policiers ont besoin de ce genre d'autorisation. alors qu'ils sont autorisés à poursuivre les conspirateurs pour contrebande.

**M. Sarchuk:** Oui, mais concernant ...

**M. Leggatt:** Si j'ai mal compris votre explication, excusez-moi.

**M. Sarchuk:** Sauf votre respect, ils ne sont autorisés à poursuivre des conspirateurs pour contrebande que si l'alinéa c) demeure où il est.

**M. Leggatt:** Mais ils ont ce droit, si l'alinéa c) demeure là, d'effectuer cette poursuite pour une infraction distincte.

**M. Sarchuk:** Oui.

**M. Leggatt:** Il n'est pas nécessaire que ce soit une conspiration ou quelque chose de nature criminelle, n'est-ce pas?

**M. Sarchuk:** Oui. Pour vous répondre, j'aimerais souligner que cela nous amène aux dispositions très restrictives de l'article proposé 178.13 qui oblige les tribunaux à être convaincus que la délivrance des ordonnances est dans le meilleur intérêt de l'administration de la justice, que d'autres méthodes d'enquête ont été essayées ou n'ont pas réussi ou ne réussiront probablement pas.

Par exemple, le juge Koury a discuté en comité de l'application des lois concernant l'écoute électronique et, à la lecture des documents pertinents, je prétends que les juges connaissent très bien leur rôle dans ce domaine. Très franchement, je ne vois pas de juge au pays ...

**M. Leggatt:** Pourquoi?

**M. Sarchuk:** ... qui accorderait une autorisation ...

**M. Leggatt:** Avez-vous vu combien de refus il y avait eu concernant le rapport déposé par le solliciteur général? Trois?

[Text]

**Mr. Allmand:** Yes, but I mentioned many times, that is because the police just would not, they do not, request authorizations unless they have a good case and it is a serious case. They are very conscious of the law themselves and they first have to go to an agent of the Department of Justice who screens those with the police before they ever go to the judge. That is why you have very few turndowns. I doubt whether there was ever a request for a wiretap in a simple case like taking an extra pair of pants.

**Mr. Leggatt:** I have every confidence in the police, but I have been more in the courts. Therefore, why leave the power in the hands of the police in terms of the capacity to tap for that, when you can remove it . . . ?

**Mr. Allmand:** The reason is . . .

**Mr. Leggatt:** When you remove it . . .

**Mr. Allmand:** . . . that there is some serious criminal activity with respect to smuggling.

**Mr. Leggatt:** I am still convinced—and I will end it here because I know we want to get on with this thing—I am thoroughly convinced that to give the police the right to tap somebody for these insignificant offences is an abuse of what Parliament intended with regard to the wiretap law. It may be that my draftsmanship is not good enough in terms of this proposed section. I am not convinced that, by putting it down below, you do not catch the problem of the professional smuggler.

In any event, it seems to me very little, in terms of handicapping the police's ability to investigate smuggling, to take away the right to nail the individual minor smuggler who happens to cross the border.

**The Chairman:** Mr. Woolliams.

**Mr. Woolliams:** One thing I never can figure out is why bookmaking and betting is looked upon in the Code—some countries legalize it. If I go to a horse race and I want to bet on the horses, I can do it; but if I am down in the office and I call up George who is running a pipe shop and say, "George, put ten dollars on Royal Dandy," then we are in trouble. I could never understand why, and we have that even in this legislation. I do not want to spend too much time on this, but it seems to be a hang-up of Canadians. Somewhere along the line, there were law-makers thought bookmaking and betting is some evil thing. I often wonder why that is. Have you had any thoughts on that?

**Mr. Allmand:** You will recall that a few years ago the Minister of Justice introduced a bill to make off-track betting legal. As long as it is illegal, it is used as a major source of funds for organized crime. It has been estimated that illegal bookmakers bring in about \$100,000 a day in some cases, and much of those profits is used for purchase of narcotics, in loan-sharking. In other words, once it is illegal, it is used by organized crime to finance many other types of organized crime.

[Interpretation]

**M. Allmand:** Oui, mais j'ai mentionné à plusieurs reprises, que c'était parce que les policiers ne voulaient ou ne demandaient pas d'autorisation à moins d'avoir une bonne cause et un cas sérieux. Ils sont très conscients de la loi eux-mêmes et ils doivent d'abord s'adresser à un agent du ministère de la Justice qui vérifie toutes ces demandes avec les policiers avant de se présenter devant le juge. C'est pourquoi il y a eu très peu de refus. Je doute qu'il y ait eu une seule demande d'écoute électronique dans un cas de contrebande d'une paire additionnelle de pantalon.

**M. Leggatt:** J'ai vraiment confiance aux policiers, mais j'ai encore plus confiance aux tribunaux. Par conséquent, pourquoi laisser ce pouvoir dans les mains des policiers qui peuvent décider de faire de l'écoute électronique, quand vous pouvez l'enlever?

**M. Allmand:** La raison en est . . .

**M. Leggatt:** Vous pouvez l'enlever . . .

**M. Allmand:** . . . qu'il y a des activités criminelles très sérieuses dans le domaine de la contrebande.

**M. Leggatt:** Je suis quand même convaincu, et je termine ici, car je ne veux pas trop prolonger ce débat, je suis tout à fait convaincu que de donner aux policiers le droit de surveiller électroniquement quelqu'un pour des infractions insignifiantes constitue un abus des intentions du Parlement vis-à-vis cette Loi de l'écoute électronique. Il se peut que mon libellé ne soit pas suffisamment bon pour cet article proposé, mais je ne suis pas convaincu qu'en l'inscrivant plus bas, vous n'attaquiez pas le problème du contrebandier professionnel.

De toute façon, je ne crois que cela handicape beaucoup les policiers, dans leurs enquêtes sur les contrebandiers, que de leur retirer le droit d'arrêter le petit contrebandier qui traverse la frontière.

**Le président:** Monsieur Woolliams.

**M. Woolliams:** Il y a une chose que je n'ai jamais comprise: pourquoi les activités des preneurs aux livres et les paris font partie du Code alors que, dans d'autres pays, c'est légal. Si je vais à une course de chevaux et que je veux parier sur des chevaux, je peux le faire; mais si je suis dans mon bureau et que j'appelle George, le propriétaire d'un bureau de tabac, pour lui dire: «George, place dix dollars sur Royal Dandy», nous aurons des difficultés. Je n'ai jamais compris pourquoi nous avons cela et cela se retrouve ici. Je ne veux pas passer beaucoup de temps sur le sujet, mais cela me semble révéler une attitude arriérée chez les Canadiens. Il y a eu, à un moment donné, des légistes qui ont cru que de prendre des paris et de parier était une chose mauvaise. Je me demande pourquoi. Y avez-vous songé?

**M. Allmand:** Vous vous souviendrez qu'il y a quelques années, le ministre de la Justice a présenté un bill pour légaliser les paris en dehors des champs de course. Tant que c'est illégal, le crime organisé s'en sert comme source importante de revenus. On estime que les preneurs aux livres, qui travaillent dans l'illégalité, reçoivent jusqu'à quelque \$100,000 par jour, dans certains cas, et en grande partie, ces profits servent à l'achat de narcotics et aux prêts usuraires. Autrement dit, quand c'est illégal, le crime organisé s'en sert pour financer d'autres genres de crimes organisés.



[Texte]

You are quite correct. The question is, should it be illegal? As I say, I know Mr. Turner had a bill introduced that died on the Order Paper...

**Mr. Woolliams:** Right.

**Mr. Allmand:** ... when the 1972 election was called, to make off-track betting legal. They do that in England, in France, in New Zealand, in many countries. By doing it, you take away this opportunity to raise funds for illegal activity. As long as it is illegal, I think—and it is usually an organized crime activity—we have to have the right to catch them on that.

• 1615

**Mr. Woolliams:** It is like bootlegging. When you have prohibition you are going to have bootleggers. If you make betting illegal then you are going to have bookmakers doing things illegally. But if it was legalized, I doubt whether it would be that profitable.

**Mr. Allmand:** I agree with you. I think the Department of Justice is considering introducing that bill again that they had introduced earlier this year.

**Mr. Woolliams:** That is why I was rather surprised that it was stuck in the definition here. But it seems to be a hang-up with a lot of people. The moment you mention bookmaking they seem to glaze over. I do not know what it is. They get starry-eyed about it.

**Mr. Allmand:** Mr. Chairman, before we go on, as I mentioned to you before, I have to leave. I thought Mr. Basford was going to be here today so I planned a meeting for tonight. I have to leave in about three or four minutes.

**The Chairman:** Consultations among the parties have suggested that we will be agreeable to continue with your officials.

**Mr. Allmand:** I just want to make a very brief statement on the other amendment because there was some confusion in the press and among members of Parliament. There was no suggestion that the authorization to wiretap should be up to five years. That is not the amendment, and it was criticized as being so. What we are doing is continuing the authorization provisions the same as they are for another 90 days. It is merely the notice to the person wiretapped after the authorization ends that can be extended.

We are reintroducing the notice provision. It will be as it was in the bill that is now law. It will be the general rule. Notice will have to be given. As an exception to that, the police may request an extension of the notice, not the authorization, and that can be given by a judge up to five years. I just wanted to make that clear before I left.

I know Mr. Sarchuk, Inspector Dickins, and Mr. Armit, will be able to handle the many technical questions, but perhaps the Parliamentary Secretary could sit up here in case there are political questions. Who is going to introduce the amendments?

[Interprétation]

Vous avez tout à fait raison. La question est de savoir si cela devrait être illégal. Comme je l'ai dit, je sais que M. Turner avait présenté un bill qui n'est pas allé plus loin que le *Feuilleton*...

**M. Woolliams:** Vous avez raison.

**M. Allmand:** ... c'était en 1972, alors que les élections ont été annoncées. C'est légal en Angleterre, en France, en Nouvelle-Zélande et dans bien d'autres pays. Vous éliminez ainsi l'occasion de financer des activités illégales. Tant que cela reste illégal, je pense que cela sert au crime organisé, et nous devons avoir le droit d'essayer d'attraper les responsables.

**M. Woolliams:** C'est la même chose que la contrebande de l'alcool. Si vous avez la prohibition, vous avez des contrebandiers de boissons alcooliques. Si les paris sont illégaux, vous aurez des preneurs aux livres qui auront des activités illégales. Si c'est légalisé, je doute que ce soit aussi profitable.

**M. Allmand:** Je suis d'accord. Je crois que le ministère de la Justice songe à présenter de nouveau ce bill qui avait été présenté plus tôt, cette année.

**M. Woolliams:** C'est pourquoi j'ai été plutôt surpris de voir cela dans la définition. Cela me semble poser des difficultés pour bien des gens. Dès que vous mentionnez les activités des preneurs aux livres, ils semblent se figer. Je ne sais pas ce que c'est, je ne sais pas pourquoi ils font les yeux ronds.

**M. Allmand:** Monsieur le président, avant de poursuivre, je dois répéter qu'il me faut m'absenter. Je pensais que M. Basford serait ici, aujourd'hui; par conséquent, j'avais prévu une réunion ce soir. Je dois donc vous quitter dans trois ou quatre minutes.

**Le président:** Nous avons consulté les divers partis qui ont convenu de continuer avec vos représentants.

**M. Allmand:** J'aimerais faire une courte déclaration concernant les autres amendements, car il y a confusion dans la presse et aussi parmi les députés. Il n'a pas été question d'autoriser l'écoute électronique pour une période allant jusqu'à 5 ans. Ce n'est pas dans l'amendement, comme on l'a prétendu. Ce que nous faisons, nous continuons d'autoriser les dispositions qui existaient, pour une période additionnelle de 90 jours. Seul l'avis signifié à la personne qui fait l'objet de l'écoute électronique peut être prolongé, une fois que l'autorisation n'est plus valide.

Nous représentons la disposition concernant l'avis. Elle sera la même que celle qui fait partie du projet de loi qui est maintenant loi. Ce sera une règle générale. Il faudra qu'un avis soit donné. Il y aura une exception, les policiers peuvent demander une prolongation de l'avis, mais non pas de l'autorisation, et ce prolongement de l'avis peut être accordé par un juge jusqu'à une limite de cinq ans. Je voulais préciser ce point avant de partir.

Je sais que M. Sarchuk, l'inspecteur Dickins et M. Armit pourront très bien répondre aux questions techniques, mais peut-être que le secrétaire parlementaire pourrait siéger ici, au cas où il y aurait des questions d'ordre politique. Qui va présenter les amendements?



[Text]

**The Chairman:** Anybody can introduce the amendments.

**Mr. Allmand:** Maybe you had better replace me.

**Mr. Leggatt:** I wonder whether the Chairman would like to absent himself from the Chair in these circumstances so he can have an opportunity to vote on these wiretap amendments as well?

**The Chairman:** I would like to vote on Clause 8, I can tell you.

Thank you, Mr. Minister.

Are we ready for Mr. Leggatt's amendment? The effect of that would be to delete paragraph (c) of the government amendment—Mr. Fox's amendment. And I believe...

**Mr. Leggatt:** Reletter (b) to (c).

**The Chairman:** Yes. And then in the concluding paragraph you would add...

**Mr. Leggatt:** Following the words:

Small Loans Act...

Add the words:

... an offence mentioned in Section 192 of the Customs Act (smuggling)...

**The Chairman:** Right. So you would move the position of paragraph (b) from being a separate paragraph to part of the concluding part of the government amendment following the words.

Small Loans Act...

**Mr. Leggatt:** Yes.

I take it that, technically, that subamendment to the government amendment should be put first and then the whole clause.

**The Chairman:** Yes. Right.

**Mr. Leggatt:** And I wanted to clarify the comments Mr. Sarchuk made. My reading of this is still the same, and I would be happy to be corrected if I am legally wrong on it. But as I read the paragraph now, the government amendment provides that:

offence in relation to an authorization... described in any of paragraphs (a) to (d) and any such offence or conspiracy that there are reasonable grounds to believe has been or may be committed, namely,...

All right. Then come (a), (b), (c).

I am going to the bottom now.

... any other offence created by and Act of Parliament for which an offender may be prosecuted by indictment or that is an offence mentioned in section 3 or 20 of the Small Loans Act, that...

Then my addition:

and an offence mentioned in Section 192 of the Customs Act (smuggling), that there are reasonable grounds to believe is part of a pattern of criminal activity planned and organized by a number of persons acting in concert in furtherance of the commission of crime involving one or more offences mentioned in paragraphs (a) to (d) or a conspiracy to commit one or more such offences.

[Interpretation]

**Le président:** N'importe qui peut présenter les amendements.

**M. Allmand:** Vous feriez peut-être mieux de me remplacer.

**M. Leggatt:** Je me demande si le président veut quitter son siège, étant donné les circonstances, pour avoir l'occasion de voter au sujet des amendements sur l'écoute électronique?

**Le président:** J'aimerais voter sur l'article 8.

Je vous remercie, monsieur le ministre.

Êtes-vous prêts pour l'amendement de M. Leggatt? L'effet de cet amendement serait de retrancher l'alinéa c) de l'amendement du gouvernement, de l'amendement de M. Fox. Je crois...

**M. Leggatt:** Il faudrait changer l'alinéa b) pour c).

**Le président:** Oui. Pour terminer le paragraphe, vous ajouteriez...

**M. Leggatt:** Après les mots:

La Loi sur les petits prêts...

Ajouter les mots:

... une infraction mentionnée à l'article 92 de la Loi sur les douanes (contrebande)...

**Le président:** Très bien. Par conséquent, vous proposez que l'alinéa b) soit séparé et devienne la dernière partie de l'amendement du gouvernement, après les mots:

La Loi sur les petits prêts...

**M. Leggatt:** Oui.

Je pense qu'il faudrait techniquement proposé le sous-amendement à l'amendement du gouvernement d'abord, et mettre ensuite aux voix tout l'article.

**Le président:** Oui, vous avez raison.

**M. Leggatt:** Et je voudrais préciser les remarques de M. Sarchuk. A mon avis, c'est toujours la même chose, et vous pouvez me corriger si je me trompe. Voici comment je lis le paragraphe maintenant, l'amendement du gouvernement prévoit que:

une infraction relativement à une autorisation... décrite dans un ou l'autre des alinéas a) à d) et toute infraction ou complot dont il existe des motifs raisonnables de croire qu'ils ont été commis ou sont susceptibles de l'être, notamment...

Très bien. Viennent ensuite les alinéas a), b), c).

Je vais au bas de la page maintenant.

... et toute autre infraction que crée une loi du Parlement et dont l'auteur peut être poursuivi par voie de mise en accusation ou qui est une infraction aux articles 3 ou 30 de la Loi sur les petits prêts, dont...

Voici ce que j'ajoute:

et une infraction mentionnée à l'article 192 de la Loi sur les douanes (contrebande) dont il existe des motifs raisonnables de croire qu'il est relié à un type d'activité criminelle fomentée et organisée par un certain nombre de personnes agissant de concert afin de promouvoir la perpétration de crime impliquant une ou plusieurs infractions visées aux alinéas a) à d) ou un complot en vue de commettre une ou plusieurs de ces infractions.

[Texte]

[Interprétation]

• 1620

In effect, it puts it in the same category as offences under the Small Loans Act. You cannot tap for a single offence under the Small Loans Act. Presumably that is modified by the last part of that paragraph. I have simply modified offences under smuggling in the same way and therefore it does not seem to me that you are handicapped in the way you have suggested.

**Mr. Sarchuk:** With respect, sir, I think there are three key phrases in the last part of this proposed section. First of all: any other offence prosecutable by indictment that is part of a pattern of the commission of the other offences. So let us take small loans as an example, you could not obtain an authorization for tapping under the Small Loans Act or for a conspiracy under the Small Loans Act unless that conspiracy was... part of a pattern of criminal activity planned and organized by a number of persons... in furtherance of the commission of... one of the crimes enumerated in paragraphs (a) to (d). So that is a dual test. First of all, it has to be within the small loans area and then, it has to be part of a pattern relating to the commission of other offences.

**Mr. Woolliams:** In other words, it is two offences. There is the offence which you talk about in the first instance and then there is the offence under the Small Loans Act. You would have to have those two ingredients before you could get a wiretap.

**Mr. Sarchuk:** Precisely.

**Mr. Leggatt:** And those ingredients must be present in any charges or any wiretaps that are authorized for paragraphs (a), (b), (c) or (d), am I right?

**Mr. Sarchuk:** I am not sure I follow your question, sir.

**Mr. Leggatt:** Well, must the elements of either conspiracy or a pattern of criminal activity planned and organized be present if you are tapping under bookmaking, for example?

**Mr. Sarchuk:** No.

**Mr. Leggatt:** No. I fail to see your logic. I am sorry if I am being thick headed here, but I fail to see your logic in saying that it does amend paragraph (c). I have pulled paragraph (c) down to put it in the same position as offences under the Small Loans Act. Those two things have to be present, right?

**Mr. Sarchuk:** Let me take another offence as an example. Let us take the bookmaking in paragraph (b). You can go at bookmaking in two ways. First of all, it is an offence under the top paragraph and therefore you can ask for an authorization for an isolated offence of bookmaking or for conspiracy to commit the offence of bookmaking. That is one way you can do it.

En réalité, elle est placée dans la même catégorie que les infractions relevant de la Loi sur les petits prêts. Vous ne pouvez faire de l'écoute électronique pour une seule infraction en vertu de la Loi sur les petits prêts. Il est probable que c'est modifié par la dernière partie de ce paragraphe. J'ai tout simplement modifié les infractions concernant la contrebande de la même façon et, par conséquent, il ne me semble pas que vous êtes aussi désavantagés que vous le dites.

**M. Sarchuk:** Sauf votre respect, monsieur, je pense qu'il y a trois membres de phrase clés dans la dernière partie de l'article proposé. Tout d'abord: toute autre infraction dont l'auteur peut être poursuivi par voie de mise en accusation qui est reliée à la perpétration d'autres infractions. Prenons le cas des petits prêts. Vous ne pourriez obtenir une autorisation de surveillance électronique en vertu de cette loi ou pour un complot en vertu de la même loi, à moins que le complot ne soit relié à un type d'activités criminelles fomentées et organisées par un certain nombre de personnes... afin de promouvoir la perpétration... d'un des crimes énumérés aux alinéas a) à d). C'est donc un double test. Tout d'abord, il faut que ce soit dans le domaine des petits prêts et, ensuite, que cela fasse partie de l'ensemble relié à la perpétration d'autres crimes.

**M. Woolliams:** Autrement dit, il s'agit de deux infractions. Il y a d'abord l'infraction dont vous parlez en premier lieu et, ensuite, celle relevant de la Loi sur les petits prêts. Il vous faudrait deux éléments avant de pouvoir obtenir la surveillance électronique.

**M. Sarchuk:** Exactement.

**M. Leggatt:** Ces éléments doivent être présents dans toute accusation ou toute écoute électronique qui sont autorisées par les alinéas a), b), c) ou d), n'est-ce pas?

**M. Sarchuk:** Je ne suis pas certain d'avoir bien compris votre question, monsieur.

**M. Leggatt:** Est-ce que ces éléments, soit d'un complot ou d'un ensemble relié aux activités de crimes fomentés et organisés dans ces buts doivent être présents si vous faites de l'écoute électronique dans le cas de bookmaking, par exemple?

**M. Sarchuk:** Non.

**M. Leggatt:** Non. Je ne comprends pas très bien votre logique et je m'excuse d'avoir la tête aussi dure; je ne vois pas comment cela peut modifier l'alinéa c). J'ai retiré l'alinéa c) pour le placer dans la même situation que les infractions commises à la Loi sur les petits prêts. Ces deux éléments doivent être présents n'est-ce pas?

**M. Sarchuk:** Prenons le cas d'une autre infraction. Prenons le bookmaking à l'alinéa b). Vous pouvez vous y attaquer de deux façons. Tout d'abord, il s'agit d'une infraction, au début du paragraphe et, par conséquent, vous pouvez demander une autorisation pour une infraction isolée de bookmaking ou de complot pour commettre l'infraction de bookmaking. C'est une façon de faire les choses.

[Text]

Mr. Leggatt: Right.

Mr. Sarchuk: If it were an indictable offence in itself, it would also fall into the second category: an offence that could be prosecuted by indictment.

Mr. Leggatt: Right.

Mr. Sarchuk: But if you were trying to tie it into an organized crime network you would have to prove that that bookmaking in that context was part of a pattern of organized crime in the furtherance of a commission of another offence.

Mr. Leggatt: All right. You are saying that it stands alone or could be laid under the other section. You could go both routes.

Mr. Sarchuk: If it were an indictable offence.

Mr. Leggatt: If it were an indictable offence.

The Chairman: Mr. Poulin has a comment.

Mr. Poulin: Mr. Leggatt, as I understand it, your objection is that in the event of an isolated incident of smuggling, under the amendment a wiretap order could be obtained to do that wiretap. That is what you object to...

Mr. Leggatt: Yes.

Mr. Poulin: ... not the conspiracy and not the...

Mr. Leggatt: No. And I am perfectly happy to see taps being granted for patterns of criminal activity that are planned in terms of smuggling or conspiracy to smuggle.

Mr. Poulin: Yes.

Mr. Leggatt: I am only arguing that that covers the broad range of smuggling and would not inhibit the police in terms of serious smuggling.

Mr. Poulin: Right.

Mr. Leggatt: But by leaving it isolated in paragraph (c) you do get the very minor smuggler.

Mr. Sarchuk: I see.

Mr. Poulin: So that is the only area you are concerned with...

Mr. Leggatt: Yes.

Mr. Poulin: ... that the police will be empowered by this section to make application to obtain an authorization to wiretap in the case of an isolated act of smuggling.

Mr. Leggatt: Correct.

Mr. Poulin: You would have no objection to that in the case of a major smuggler of a lot of contraband. That would fall under this section.

Mr. Leggatt: Correct.

• 1625

Mr. Poulin: You would have objection, however, if it was the case, as you say, of someone bringing in a bottle of booze. May I suggest that if it were an isolated case—and there may be thousands in the country—the offence having already been committed, that the ordinary orthodox methods of investigation would have to satisfy because, in the case of a bottle of booze, no judge is going to give an authorization? If the standard methods do not suffice, certainly a man is not going to be talking on the telephone about what he is going to do with his case of booze or other contraband. I think you are stretching it to think it is going to be abused in that case of an isolated incident.

[Interpretation]

M. Leggatt: Très bien.

M. Sarchuk: S'il s'agissait d'un délit en soi, ceci relèverait de la deuxième catégorie: une infraction dont l'auteur peut être poursuivi par voie de mise en accusation.

M. Leggatt: Bien.

M. Sarchuk: Mais si vous essayez de relier l'infraction à un réseau de crimes organisés, il vous faudrait prouver que le bookmaking, dans ce contexte, fait partie d'un ensemble relié aux crimes organisés afin de promouvoir la perpétration de crimes impliquant une autre infraction.

M. Leggatt: Très bien. Vous dites que l'infraction peut être prise de façon isolée ou qu'elle peut relever d'un autre article. Il y a donc deux façons de faire les choses.

M. Sarchuk: S'il s'agit d'un délit.

M. Leggatt: Oui.

Le président: M. Poulin veut prendre la parole.

M. Poulin: Monsieur Leggatt, si j'ai bien compris votre objection, c'est que dans le cas d'un incident isolé de contrebande, l'amendement permettrait qu'un mandat d'écoute électronique soit obtenu pour faire cette écoute. C'est à cela que vous vous opposez...

M. Leggatt: Oui.

M. Poulin: ... et non pas au complot, non plus...

M. Leggatt: Non. Je suis tout à fait heureux de voir que des dispositions pour l'écoute électronique soient autorisées pour les infractions reliées à des activités criminelles qui sont fomentées et organisées en matière de contrebande ou de complot pour faire de la contrebande.

M. Poulin: Oui.

M. Leggatt: Je ne faisais que souligner que tout cela couvre toutes les activités de contrebande et n'empêcherait pas les policiers de poursuivre des cas de contrebande sérieuse.

M. Poulin: C'est exact.

M. Leggatt: Mais si cette question est isolée à l'alinéa c), vous pouvez attrapper le petit contrebandier.

M. Sarchuk: Je vois.

M. Poulin: Le seul domaine qui vous préoccupe...

M. Leggatt: Oui.

M. Poulin: ... c'est que les policiers aient le pouvoir, en vertu de ce paragraphe, de demander et d'obtenir une autorisation pour faire de l'écoute électronique dans des cas isolés de contrebande.

M. Leggatt: C'est cela.

M. Poulin: Vous n'auriez pas d'objection dans le cas d'un contrebandier important qui passe beaucoup de marchandises. Cette activité pourrait relever de cet article.

M. Leggatt: C'est cela.

M. Poulin: Vous vous objecteriez, toutefois, dans le cas de quelqu'un qui apporterait une bouteille d'alcool. J'ose croire que dans un cas isolé—il peut en avoir des milliers dans le pays—où l'infraction a déjà été commise, que les méthodes ordinaires d'enquête devraient suffire car, dans le cas d'une bouteille d'alcool, aucun juge ne donnerait l'autorisation. Si ces méthodes ordinaires ne suffisent pas, ce ne sera certainement pas parce qu'un homme a parlé au téléphone de l'alcool ou d'autres contrebandes. Je crois qu'il est exagéré de croire qu'on abuserait du privilège, dans le cas d'un incident isolé.



[Texte]

**Mr. Leggatt:** You do not live in the Province of British Columbia where a large number of people are buying their groceries and bringing them across the border in great droves. Is there going to be political pressure to put a stop to moving goods across the border, even isolated cases? All I am saying is that when the political pressure comes on the R.C.M.P., and they have the authority here to tap, they will use it.

**Mr. Poulin:** But Mr. Leggatt, surely the answer there is that these people would be stopped at the border by the customs officials. At that time, if the evidence is there, they would be charged. But wire-tapping is not going to help in the case of bread and margarine because it is going to be gone in a week, or maybe even in a day. Really it is the practical things that we have to look at too.

**Mr. Fox:** We know the intent of Mr. Leggatt's amendment. I think we all understand it very clearly and I suggest we should dispose of it by putting the question.

**The Chairman:** Mr. Stanbury has a comment to make.

**Mr. Stanbury:** Mr. Chairman, I think I understand Mr. Leggatt's concern, but I am curious to know why then he does not want to move subparagraphs (b) and (d) down as well, because there are fairly minor isolated offences that might occur under those subsections as well. I am just trying to understand his reasoning. Why did he select one section?

**Mr. Leggatt:** The reasoning is the wide-spread nature of the offence. It is a little like any kind of minor offence, like parking. It is wide spread; it is common throughout the population. What I am seeking is to try to limit the extent of wire-tapping in terms of the authorization. In other words, I am saying this opens the door to a tremendous capacity to get an authorization on suspicion of smuggling because it is the kind of thing that has been pretty wide-spread in Canada. I think most people will have to admit that.

This is not true in terms of unlawful offences under the Excise Act or, for that matter, selling pools or bookmaking. That is the only distinction I make. I would be happy to move both of those down too, if Mr. Stanbury would like to move that.

**Mr. Stanbury:** Mr. Chairman, I think from what Mr. Woolliams has said, bookmaking and bet-taking are pretty extensive in the country on a small-scale basis. It is my recollection that there is an awful lot of manufacture of spirits in the back country of some provinces so I do not see any particular logic in just concerning yourself about the little old lady smuggling something in from Bellingham. What about the bootlegger in rural Alberta or the guy who runs a hockey pool on Bay Street in the offices? I do not know why you should be any less concerned about them than you are about the smugglers.

**The Chairman:** Mr. McCleave.

**Mr. McCleave:** I am tempted, Mr. Chairman. I am tempted but I am going to pass.

**The Chairman:** Mr. Towers.

**Mr. Towers:** Just a further supplementary to the question Mr. Woolliams asked regarding book-making. Is there any considered illegalities in individuals purchasing Olympic tickets for other people and then reselling them at a profit, or something along that line?

[Interprétation]

**M. Leggatt:** Vous ne vivez pas en Colombie-Britannique où un grand nombre de gens achètent leurs aliments outre-frontière et les rapportent au pays. Fera-t-on pression politique pour arrêter ce trafic transfrontière, même dans les cas isolés? Ce que je cherche à dire, c'est que là où une pression politique sera faite sur la GRC, et qu'elle aura l'autorité d'intercepter, elle s'en servira.

**M. Poulin:** Mais sûrement, monsieur Leggatt, il faut croire que ces gens seraient arrêtés à la frontière par les douaniers. A ce temps, si les preuves y sont, on les arrêterait. Mais l'interception des communications ne servira à rien dans le cas de pain et de margarine, ... les preuves seraient disparues en l'espace d'une semaine ou même d'une journée. Vraiment, il faut voir les choses du côté pratique aussi.

**M. Fox:** Nous connaissons tous le but de l'amendement de M. Leggatt. Je crois que nous comprenons tous clairement, et je suggère qu'on en dispose en le mettant au vote.

**Le président:** M. Stanbury veut faire une observation.

**M. Stanbury:** Monsieur le président, je comprends le souci de M. Leggatt, mais je serais curieux de savoir pourquoi il ne déplacerait pas les sous-alinéas b) et d) aussi bien, car il y a aussi quelques infractions qui pourraient être commises aux termes de ces sous-alinéas. Je cherche à suivre sa logique. Pourquoi n'a-t-il choisi qu'un article?

**M. Leggatt:** C'est à cause de la nature très répandue de l'infraction. C'est semblable à tout autre genre d'infraction peu importante, telle que le stationnement. C'est une infraction très fréquente; c'est très général parmi toute la population. Je cherche à limiter l'étendue de l'interception des communications en regard des autorisations accordées. En d'autres mots, je crois qu'on ouvre la porte à une possibilité d'avoir une autorisation sur soupçon de contrebande, car c'est quelque chose qui est très répandu dans tout le Canada. Je crois qu'on l'admettra tous.

Mais cela n'est pas vrai aux termes de certaines infractions à la Loi sur l'accise, ou aussi bien, de la vente de loterie ou les activités des bookmakers. C'est la seule distinction que je fais. Je pourrais bien déplacer ces deux autres sous-alinéas, si M. Stanbury veut bien le proposer.

**M. Stanbury:** Monsieur le président, à la suite de ce qu'a dit M. Woolliams, le book-making est très répandu au pays, sur une petite échelle. Il me vient à l'esprit qu'il y a une importante industrie d'alcool dans le fond des bois de certaines provinces, et je ne vois donc aucune logique particulière à me soucier d'une bonne vieille qui passerait des marchandises en contrebande en provenance de Bellingham. Que fera-t-on du contrebandier en alcool dans les campagnes de l'Alberta, ou le type qui monte une loterie dans les bureaux de Bay Street? Je ne vois pas pourquoi on ne se soucierait pas autant d'eux que des contrebandiers.

**Le président:** Monsieur McCleave.

**M. McCleave:** Je suis tenté, monsieur le président. Je suis tenté d'intervenir mais je passe.

**Le président:** Monsieur Towers.

**M. Towers:** Seulement une question supplémentaire à celle de M. Woolliams à l'égard des bookmakers. Y a-t-il une possibilité d'infraction là où les individus achètent des billets olympiques pour d'autres et les revendent à profit?

[Text]

**Mr. Poulin:** I believe as long as they are sold in accordance with the scheme that has been approved, there is no illegality at all involved.

**Mr. Towers:** We are to understand then that there is no illegality in that at all.

**Mr. Woolliams:** Do you have a racket going, Gordon?

**Mr. Towers:** No. I am just wondering. We have to get it clarified.

**Mr. Leggatt:** Would the Parliamentary Secretary be interested—if this does not appeal to him—in limiting the dollar value in terms of the charge and the value of the item smuggled? If there was a limit to that, would the Minister, say a limit of \$500 on the item smuggled?

• 1630

**Mr. Poulin:** Mr. Leggatt, I certainly admire your tenacity but it is still the same principle, and the principle fundamentally is that...

**Mr. Stanbury:** If he accepts that, Mr. Chairman, I demand equal treatment for the...

**Mr. Leggatt:** Bootleggers.

**Mr. Stanbury:** ... betting house keepers and the moonshiners, a value of \$500.

**The Chairman:** May I ask for those in favour of Mr. Leggatt's subamendment.

Subamendment negatived.

**The Chairman:** May I then put Mr. Fox's amendment to Clause 6.

Amendment agreed to.

Clause 6, as amended, agreed to.

**The Chairman:** On clause 7...

**An hon. Member:** The next is Clause 6.(1), Mr. Chairman.

**The Chairman:** Oh, yes. There is an amendment adding a new clause 6.(1).

**Mr. Lachance:** Mr. Chairman, I have an amendment to move on this.

**The Chairman:** Yes. Mr. Lachance.

**M. Lachance:** Je propose que:

Le Bill C-83 soit modifié par l'insertion, immédiatement après la ligne 7, page 39, de l'article suivant:

6.1 L'article 178.12 de ladite loi est modifié par l'adjonction des paragraphes suivants:

(2) La demande d'autorisation peut être accompagnée d'une autre demande, signée par le Procureur général de la province où une demande d'autorisation a été présentée ou le Solliciteur général du Canada, dans le cas où la demande a été présentée par lui ou en son nom, visant à faire remplacer la période prévue au paragraphe 178.23(1) par une période d'au plus de cinq ans, tel qu'indiqué dans la demande.

(3) Le juge auquel sont présentées la demande d'autorisation et la demande visée au paragraphe (2) doit premièrement considérer celle qui est visée au paragraphe (2) et, s'il est convaincu, sur la base de la déclaration assermentée jointe à la demande d'autorisation et de toute autre déclaration assermentée qui appuie la demande visée au paragraphe (2), que les intérêts de la justice justifient qu'il accepte cette

[Interpretation]

**M. Poulin:** Je crois qu'en autant qu'ils sont vendus selon le système approuvé, ce n'est pas illégal.

**M. Towers:** Il faut donc croire qu'il n'y a aucune infraction.

**M. Woolliams:** Avez-vous une affaire en marche, Gordon?

**M. Towers:** Non. Je me posais la question. Il faut que le point soit éclairci.

**M. Leggatt:** Le secrétaire parlementaire serait-il intéressé, si la proposition présente ne lui plaît pas, de limiter la valeur en dollar aux termes de l'accusation et la valeur de l'article de contrebande? Serait-il acceptable s'il y avait une limite, disons, de \$500 sur l'article de contrebande?

**M. Poulin:** Monsieur Leggatt, j'admire votre persistance, mais c'est toujours le même principe, à savoir...

**M. Stanbury:** S'il accepte cela, monsieur le président, je demande traitement égal pour...

**M. Leggatt:** Des contrebandiers en alcool.

**M. Stanbury:** ... les preneurs de livres et les contrebandiers en alcool jusqu'à une valeur de \$500.

**Le président:** Combien sont en faveur du sous-amendement de M. Leggatt?

Le sous-amendement est rejeté.

**Le président:** Êtes-vous en faveur de l'amendement de M. Fox à l'article 6.

L'amendement est adopté.

L'article 6, amendé, est adopté.

**Le président:** Sur l'article 7...

**Une voix:** Le prochain est l'article 6.(1), monsieur le président.

**Le président:** Ah, oui. Il y a un amendement pour ajouter un nouvel article 6.(1).

**M. Lachance:** Monsieur le président, je voudrais proposer un amendement.

**Le président:** Oui. Monsieur Lachance.

**Mr. Lachance:** I move

that Bill C-83 be amended by adding thereto, immediately after line 7 on page 39 thereof, the following new clause:

"6.1 Section 178.12 of the said Act is amended by adding thereto the following subsections:

"(2) An application for an authorization may be accompanied by an application, signed by the Attorney General of the province in which the application for the authorization is made or the Solicitor General of Canada if the application for the authorization is made by him or on his behalf, to substitute for the period mentioned in subsection 178.23(1) such longer period not exceeding five years as is set forth in the application.

(3) Where an application for an authorization is accompanied by an application referred to in subsection (2), the judge to whom the applications are made shall first consider the application referred to in subsection (2) and where, on the basis of the affidavit in support of the application for the authorization and any other affidavit evidence submitted in support of the application referred to in



[Texte]

demande, doit fixer une autre période d'une durée maximale de cinq ans, en remplacement de celle qui est prévue au paragraphe 178.23(1).

(4) Lorsque le juge auquel la demande d'autorisation et la demande visée au paragraphe (2) sont présentées refuse de modifier la période prévue au paragraphe 178.23(1) ou fixe une autre période en remplacement de celle-ci plus courte que celle indiquée dans la demande mentionnée au paragraphe (2), la personne qui comparaît devant lui sur la demande d'autorisation peut alors la retirer; le juge ne doit pas considérer la demande d'autorisation ni accorder l'autorisation et doit remettre à la personne qui comparaît devant lui sur la demande d'autorisation les deux demandes et toutes les pièces et documents qui s'y rattachent.

Et la version anglaise en conséquence.

**Le président:** Merci, monsieur Lachance.

**Mr. Parliamentary Secretary,** would you like to make a comment?

**Mr. Poulin:** Yes. The Solicitor General, before he left, gave a general view of what his position and that of the Minister of Justice is with respect to this. This was made in view of, as he mentioned, representations made in the House and in this Committee, and also representations made by the Canadian Association of Chiefs of Police.

What it does is substitute for the 90-day notice provision, in the event that a judge concurs, a notice provision which would be given as late as five years after the application. This would alleviate, I understand, the fears of police officers who were concerned about providing criminal elements in organized crime with notification of the fact that they were under surveillance electronically. They were very reluctant to ask for and seek to get an authorization because, in the event that they did not have enough evidence at the end of the period to lay a charge, they would have to notify the accused person or the person under suspicion.

This will provide the police forces—they have so advised the Ministers of this—with sufficient time to conduct and complete their investigation; and if they feel that they have not, at the end of that period—and up to five years is granted by the judge—then notification will go out in any event.

**Mr. Woolliams:** Mr. Chairman, I am happy to see this change. I do not think any of us can take individual credit but I know Mr. Leggatt took that position, as did Mr. Fairweather and Mr. Diefenbaker, in our party, and myself, and Mr. Lachance, the member for Lafontaine-Rosemont. He, too, is a big man in this field.

• 1635

So, I want to congratulate the Minister—he is not here, but he will hear about it, I am sure—on being flexible, making this change, and making it realistic.

[Interprétation]

subsection (2), the judge is of the opinion that the interests of justice warrant the granting of such application, he shall fix a period, not exceeding five years, in substitution for the period mentioned in subsection 178.23(1).

(4) Where the judge to whom an application for an authorization and an application referred to in subsection (2) are made refuses to fix a period in substitution for the period mentioned in subsection 178.23(1) or where the judge fixes a period in substitution therefor that is less than the period set forth in the application referred to in subsection (2), the person appearing before the judge on the application for the authorization may withdraw the application for the authorization and thereupon the judge shall not proceed to consider the application for the authorization or to give the authorization and shall return to the person appearing before him on the application for the authorization both applications and all other material pertaining thereto." "

And the corresponding English version.

**The Chairman:** Thank you Mr. Lachance.

Auriez-vous une observation, monsieur le secrétaire parlementaire?

**M. Poulin:** Oui. Le solliciteur général, avant qu'il ne parte, a donné une idée générale de sa position, et de celle du ministre de la Justice, à cet égard. Il l'a faite à la suite de représentations qu'il aurait reçues venant de la Chambre et de ce Comité, et de certaines représentations faites par l'Association canadienne des chefs de police.

Il s'agit de substituer pour la disposition prescrivant un avis de 90 jours, au cas où le juge serait d'accord, une disposition d'avis pouvant être présentée dans un délai même de cinq ans suivant la demande. Cela apaisera les craintes des agents de police au sujet de la possibilité d'avertir les éléments criminels de la pègre du fait qu'ils sont sous surveillance électronique. Ils hésitaient de demander ou de chercher à avoir une autorisation car, dans le cas où ils ne pouvaient trouver suffisamment de preuves à la fin de la période pour porter une accusation, ils seraient obligés d'avertir la personne accusée ou la personne soupçonnée.

Cela donne aux forces policières—ils en ont averti les ministres—le temps nécessaire pour compléter leurs enquêtes; et s'ils sentaient que cela ne suffisait pas, à la fin de cette période—et jusqu'après cinq ans, tel qu'accordé par le juge—alors l'avis serait déclaré de toute façon.

**M. Woolliams:** Monsieur le président, je suis heureux de voir cet amendement. Je ne crois pas qu'une seule personne en réclamait le mérite, mais je sais que M. Leggatt était de cet avis, aussi bien que M. Fairweather, M. Diefenbaker, de notre parti, et moi-même, et M. Lachance, le député de Lafontaine-Rosemont. Il est aussi un homme important dans ce domaine.

Je félicite donc le ministre—il n'est pas ici, mais il l'apprendra j'en suis certain—sur la souplesse qu'il a démontrée en faisant cette modification et en rendant la loi réaliste.



[Text]

**The Chairman:** Mr. Lachance.

**M. Lachance:** Merci monsieur le président. Je voulais simplement terminer les propos de M. Woolliams, puisqu'il s'agit d'un effort d'équipe, dans le cas présent, pour changer un petit peu tout le portrait des modifications qui étaient proposées à la Loi sur la protection de la vie privée.

Je félicite le ministre pour les modifications qu'il nous a apportées par l'intermédiaire de son secrétaire parlementaire. Même si j'avais quelques réserves à exprimer un peu plus loin, pour l'instant, en ce qui concerne cet article-là, je suis très satisfait.

J'ai une question à poser pour éclaircir un point. Dans l'amendement présentement à l'étude pour l'article 6.1, est-ce que la demande d'extension pourrait être présentée à n'importe quel moment durant la période de 90 jours? Autrement dit, la police pourrait-elle arriver par exemple avec une application ordinaire, pour 90 jours, quand on se rend compte au bout de 30 jours d'enquête, qu'il s'agit là effectivement d'un cas assez spécial et qu'elle aurait besoin d'une extension de 5 ans? Est-ce qu'au bout de ces 30 jours-là, le Solliciteur général du Canada pourrait présenter sa requête devant le tribunal, c'est-à-dire après la demande originale, pour une extension de 5 ans? Ou est-ce que cela doit être fait au tout début, la première fois, quand une demande d'autorisation est présentée devant le tribunal?

**Mr. Poulin:** Yes, Mr. Lachance, you are quite correct. If the police come upon, in their investigations, a situation involving organized crime, they can make the application by virtue of proposed amendments to Section 178.23. If approved by this Committee and the House, they will be able to make an application during the course of their investigation to have the notification period extended up to five years.

**The Chairman:** Mr. Leggatt.

**Mr. Leggatt:** I would just like to congratulate the Minister as well. The provision that the application is made before the application, in terms of whether notification will or will not be provided, does seem to be reasonable. I know there has been some criticism of the Minister by civil liberties groups on this particular subject, but it does not seem to me unreasonable that the police should have some kind of indication at that point as to whether ultimately notification, even after a five-year period, will have to be given. Therefore, I think the Minister and his officials certainly should be congratulated in, I think, coming up with a rather unique compromise, and amazingly enough, I think, a compromise that satisfies all sides of the House.

Amendment agreed to.

Clause 6.1 agreed to.

On Clause 7.

**The Chairman:** We have no amendments to this clause, but I think we perhaps should have an explanation from Mr. Poulin and Mr. Sarchuk.

**Mr. Sarchuk:** The amendments to the first part, proposed Section 178.13(1), are to correct an anomaly which existed in the wording. The bill originally had in proposed Section 178.13(1)(b), under the Publication of Statutes Act, the word "and" and the Queen's Printer somehow changed the "and" to "or". The authorities are in somewhat of a conflict as to which is the correct word. And so the amendment we propose is to eliminate any doubt about which is the correct word.

[Interpretation]

**Le président:** Monsieur Lachance.

**Mr. Lachance:** Thank you, Mr. Chairman. I wish simply to follow up on what Mr. Woolliams has said since it is a matter of team work in the present case to change slightly the whole framework of the amendments proposed to the Invasion of Privacy Act.

I congratulate the Minister for the amendments which he has proposed through his Parliamentary Secretary. And if I had any reservations to make at the moment, in regard to this clause, I am now very satisfied.

I would like to clarify one point. In the amendment at present proposed for Clause 6.1, can the request for extended time be brought forth at any time during the 90-day period? In other words, could the police, for instance, present an ordinary application for 90 days, when after 30 days of investigation it realizes that this is a special case and the five-year extension will be required? At the end of those 30 days, could the Solicitor General of Canada make a request before a court, that is following the original request, for a five-year extension? Or must this request be made at the very beginning, the first time when the original authorization is requested before the court?

**M. Poulin:** Oui, monsieur Lachance, vous avez tout à fait raison. Si la police réalise, au cours de ses enquêtes, que la situation implique la pègre, elle peut faire la demande en vertu des amendements proposés à l'article 178.23. Si ces amendements sont approuvés par le Comité et la Chambre, la police pourra alors faire une demande au cours de ses enquêtes pour une extension de la période d'avis de cinq ans.

**Le président:** Monsieur Leggatt.

**M. Leggatt:** Je voudrais aussi féliciter le ministre. Il me semble qu'il est raisonnable, que l'avis d'interception soit ou non présenté, qu'il y ait une disposition pour une demande précédant la demande. Je sais que certains groupes sur la liberté civile ont critiqué le ministre à ce sujet, mais il ne me semble pas déraisonnable que la police ait quelques indications, au moment propice, à savoir si éventuellement l'avis devra être présenté même après une période de cinq ans. Donc, je crois que le ministre et ses adjoints méritent certainement d'être félicités, d'avoir trouvé un compromis plutôt unique et, ce qui est plus surprenant, un qui saura satisfaire les deux côtés de la Chambre.

L'amendement est adopté.

L'article 6.1 est adopté.

Sur l'article 7.

**Le président:** Nous n'avons aucune modification de cet article, mais je crois que MM. Poulin et Sarchuk pourraient l'expliquer.

**M. Sarchuk:** Les amendements à la première partie, à savoir l'article 178.13(1), tel que proposé, cherche à corriger une anomalie de rédaction. À l'origine, à l'article 178.13(1)(b) du bill, aux termes de la Loi sur la publication des lois, on avait inscrit le mot «et» et l'imprimeur avait changé ce «et» pour «ou». Les autorités n'ont toujours pas décidé quel est le mot juste. Nous proposons donc cette modification pour éliminer tout doute à cet égard.

[Texte]

The test which the applicant is required to meet in these applications is to satisfy the court that it is in the best interests of the administration of justice to grant the authorization requested and one of the following: that other investigative procedures have been tried and have failed, or that other investigative procedures appear unlikely to succeed, or that there is some urgency in the situation that makes it impractical to do anything else.

**The Chairman:** The principal change is the increase in the number of days, I think, is it not?

• 1640

**Mr. Sarchuk:** That is right. In paragraph 2 and paragraph 4 the time for an authorization or for renewal has been increased to 60 days. This is based on a study of the reports that have been submitted, which indicated that the time for which authorizations were given, or for which renewals were given or granted, in 1975 was 54.1 days; a later study, completed in 1975, shows an average time of 68.96 days. The 60 days seems to be an appropriate period of time, and that is why the amendment has been proposed.

Clause 7 agreed to.

On Clause 8

**The Chairman:** We have a suggested amendment by Mr. Leggatt, which again I would have to say would be out of order, for the same reason as was the amendment referred to at the beginning of today's session, because it is equivalent to a negative vote to the section.

We also have a government amendment, and we have an amendment by Mr. Lachance. Perhaps we should have the government amendment presented.

**Mr. Lachance:** I do not know, Mr. Chairman. On this very point of order it comes out that way. Peut-être qu'il faudrait présenter mon amendement d'abord, parce que si l'amendement du gouvernement est adopté, mon amendement deviendrait inutile. Peut-être devrais-je présenter mon amendement et en expliquer les raisons? Ensuite, on discuterait de l'amendement du gouvernement.

**The Chairman:** I think perhaps Mr. Lachance is right, we should take his amendment first. Do you have a copy of your amendment?

**Mr. Lachance:** No, you have the copy.

**The Chairman:** Do I have the only copy?

**Mr. Lachance:** It is all right, I know it.

Non, cela va comme cela.

Monsieur le président, je vais proposer mon amendement d'abord, et en donner les explications ensuite. Je propose que l'article 8 du Bill C-83 soit modifié en supprimant les lignes 6 à 9, page 40, et en insérant à leur place un nouveau sous-paragraphe (2), l'actuel sous-paragraphe (2) devenant le sous-paragraphe (3). Le nouveau sous-paragraphe (2) se lirait comme suit, et il serait identique à l'actuel sous-paragraphe (2) de l'article 178.16 du Code criminel. Il se lirait donc comme suit:

[Interprétation]

Le test qu'on doit faire passer au requérant dans de telles demandes est de satisfaire le tribunal que l'octroi de cette autorisation servirait au mieux l'administration de la justice et que d'autres méthodes d'enquête ont été essayées et ont échoué; les autres méthodes d'enquête ont peu de chance de succès; ou l'urgence de l'affaire est telle qu'il ne serait pas pratique de faire autre chose.

**Le président:** La modification la plus importante se rapporte au nombre de jours, n'est-ce pas?

**M. Sarchuk:** C'est exact. Dans les paragraphes 2 et 4, nous faisons passer à 60 jours la période pendant laquelle le renouvellement d'une autorisation sera valable. Cette modification se base sur une étude des rapports qui nous ont été soumis, lesquels indiquent que la période moyenne pour laquelle des renouvellements ont été octroyés, au cours de 1975, était de 54.1 jours. Une étude ultérieure, qu'on a terminée au cours de 1975, nous donne une période moyenne de 68.96 jours. Une période de 60 jours nous paraît convenable, et c'est pour cela que l'amendement a été proposé.

L'article 7 est adopté.

Sur l'article 8.

**Le président:** Passons à l'article 8. M. Leggatt a un amendement à proposer, et je dois lui faire remarquer que cet amendement serait irrecevable pour la même raison qu'on aurait rejeté l'amendement qu'il avait proposé au commencement de la séance. Dans ses amendements, il va à l'encontre de tout l'article.

Il y a également un amendement du côté du gouvernement et, un autre, qui sera proposé par M. Lachance. Nous devrions peut-être commencer par l'amendement du gouvernement.

**M. Lachance:** Nous devrions peut-être commencer par mon amendement, monsieur le président. If the government amendment is adopted, mine would not serve any purpose. Perhaps I should present my amendment first and explain why I am proposing it. Then we could deal with the government amendment.

**Le président:** Je pense que M. Lachance a raison. Nous devrions peut-être commencer par son amendement. En avez-vous une copie?

**M. Lachance:** Non, vous en avez le seul exemplaire.

**Le président:** J'en ai le seul exemplaire, vous dites?

**M. Lachance:** Cela ne fait pas de différence, puisque je sais exactement ce que je vais dire.

We can go ahead with my amendment.

I shall first of all present my amendment and then explain it to the members of the Committee. I move that Clause 8 of Bill C-83 be amended by replacing lines 5 to 11 inclusive of the English text, on page 40, by a new paragraph (2) which means that the present paragraph (2) would become paragraph (3). The new paragraph (2) would be identical with the present paragraph (2) of Section 178.16 of the Criminal Code. It would therefore read as follows:



## [Text]

«178.16(2) Lorsque, au cours de quelque procédure, le juge est d'avis qu'une communication privée ou autre preuve inadmissible aux termes du paragraphe (1)

a) est pertinente, et

b) est inadmissible uniquement à cause d'un défaut de forme ou d'une irrégularité dans la procédure, lorsqu'il ne s'agit pas d'un défaut ou d'une irrégularité de fond, dans la demande ou l'émission de l'autorisation en vertu de laquelle cette communication privée a été interceptée ou au moyen de laquelle cette preuve a été obtenue, ou

c) que, dans le cas d'une preuve, à l'exception de la communication privée elle-même, son exclusion peut empêcher que justice soit rendue,

il peut, nonobstant le paragraphe (1), admettre en preuve cette communication privée ou cette preuve dans cette procédure.»

Monsieur le président, le but de cet amendement est de replacer le droit tel qu'il est présentement. Autrement dit, de n'apporter aucune modification aux pouvoirs du magistrat lorsqu'il a une cause impliquant l'écoute électronique, aux pouvoirs du magistrat d'accepter ou de ne pas accepter en toute conscience et en toute objectivité, eu égard à la protection de la justice et aussi à la protection du citoyen amené devant les tribunaux, d'accepter ou de ne pas accepter une preuve directe ou indirecte ou même une communication électronique qui n'aurait pas été autorisée.

Mes réserves en ce qui concerne le Bill C-83 lui-même...

**Le président:** Monsieur McCleave invoque le Règlement.

**Mr. McCleave:** I did not want to interrupt Mr. Lachance's speech, I hoped that he would finish it, but I did want to raise a point of order after he had made it.

**The Chairman:** Right. Continue. Peut-être présentement, parce que...

**M. Lachance:** D'accord. I have problems, I am not very clear. I do not have my amendment in front of me, but la raison pour laquelle j'exprime des réserves quant à l'article 8 tel qu'il est rédigé présentement, y compris l'amendement futur du gouvernement, c'est que le texte actuel qui se lit comme suit, que je voudrais enlever:

• 1645

toutefois les preuves découlant directement ou indirectement de l'interception d'une communication privée ne sont pas inadmissibles du seul fait que celle-ci l'est.

impliquerait qu'on enlèverait au juge le soin de décider si la preuve directe ou indirecte obtenue à partir d'une communication illégale est admissible. Je ne parle pas de la communication parce que la communication elle-même sera couverte par l'amendement du gouvernement qui devra être présenté un peu plus loin. Autrement dit, en termes précis, cela veut dire qu'on enlève aux magistrats le pouvoir discrétionnaire pour le donner au procureur-général de la province qui poursuivra ou aux policiers à savoir s'ils veulent poursuivre ou non. Si je pars du principe que dans notre société, nous devons faire confiance à notre magistrature, et si nous avons confiance en notre magistrature, ce sera à eu de décider, pour les fins de la justice, si oui, ou non ils devront admettre dans un procès, devant le tribunal, la preuve obtenue illégalement.

## [Interpretation]

«178.16 (2) Where in any proceedings the judge is of the opinion that any private communication or any other evidence that is inadmissible pursuant to subsection (1)

(a) is relevant, and

(b) is inadmissible by reason only of a defect of form or an irregularity procedure, not being a substantive defect or irregularity in the application for or the giving of the authorization under which such private communication was intercepted or by means of which such evidence was obtained, or

(c) that, in the case of evidence, other than the private communication itself, to exclude it as evidence may result in justice not being done,

he may, notwithstanding subsection (1), admit such private communication or evidence as evidence in such proceedings.

Mr. Chairman, this amendment seeks to replace the present legislation. In other words, it is left entirely up to the judge to accept or refuse direct or indirect evidence obtained through the use of electronic listening devices. This would include any communication which was intercepted without authorization. He would have the power to do so objectively and with a clear conscience, in order to protect justice and the rights of Canadian citizens before the courts.

With respect to reservations I may have concerning Bill C-83 itself...

**The Chairman:** Mr. McCleave has a point of order.

**M. McCleave:** Je ne voulais pas interrompre M. Lachance, mais je voulais invoquer le Règlement quand il aurait terminé.

**Le président:** Fort bien. Allez-y, monsieur Lachance. Perhaps you could do so now, since...

**Mr. Lachance:** I have no objection. Remarquez, je n'ai pas mon amendement devant moi, mais... I have certain reservations concerning Clause 8, which includes the amendment to be put forward by the government. I would like to replace the present text which reads as follows:

But evidence obtained directly or indirectly as a result of information acquired by interception of a private communication is not inadmissible by reason only that the private communication is itself inadmissible as evidence.

This implies that the judge no longer could decide whether or not the direct or indirect evidence obtained without authorization is admissible as evidence. The government amendment which will be brought in later deals with communications, and that is why I do not make mention of them here. In other words, such a measure takes away the discretionary power of a judge and gives it to the provincial Attorney General or to the police. I think we must trust our judges, in our legal system, and for this reason I think it would be better for everyone if we would leave it up to the court to decide whether illegally obtained evidence is admissible.



## [Texte]

Alors, mon amendement ne ferait que remettre le droit tel qu'il était précédemment et en ce sens, je trouve que l'article proposé enlèverait un pouvoir discrétionnaire aux juges, pouvoir que pour l'instant je trouve acceptable.

**Le président:** Merci, monsieur Lachance. Monsieur Fox.

**Mr. Fox:** I would like to speak briefly to it, Mr. Chairman.

**Mr. McCleave:** Maybe I should be allowed to raise my point of order.

**The Chairman:** Oh, I am sorry, Mr. McCleave, I forgot your point of order. Yes.

**Mr. McCleave:** All right, and perhaps it should be forgotten, too, Mr. Chairman, but from what I heard and understood, I do not imagine that I have any quarrel with what is proposed, but I just thought that probably, because we have so damned many documents flying around here like autumn leaves in a blizzard, it should be put down on paper. I was simply going to ask Mr. Lachance, as a courtesy, if he would agree with me that maybe it should be stood until tomorrow afternoon. Having had a better chance to evaluate it, I do not intend to get into any long argument about it. Indeed, it seems to commend itself to me.

**Mr. Lachance:** I have had this amendment only today and there was no chance...

**Mr. Woolliams:** Could I ask Mr. Lachance, is that not the same wording that is now in the Code?

**Mr. Lachance:** Exactly.

**Mr. Woolliams:** So it is really nothing new. We have the Code. Mr. McCleave wants it stood but it is in the Code, as I understand it.

**The Chairman:** I think the disposition of the Committee is to try to deal with the wiretapping sections this afternoon, Mr. McCleave.

**Mr. McCleave:** If that is the disposition of the Committee, I am always at the disposition of the Committee.

**Mr. Lachance:** The effect will be to strike out lines 6 to 9 of the actual bill, to replace that by the actual sections of the...

**The Chairman:** Yes. The government, in its proposal in Bill C-83, would change the Act so as to make admissible indirect evidence which is obtained illegally. And I take it that is essentially what Mr. Lachance is objecting to, and is trying to eliminate that proposal.

**An hon. Member:** Mr. Chairman, may I clarify that?

**The Chairman:** Well, I have Mr. Fox, Mr. Leggatt, and then we will come to Mr. Poulin.

**Mr. Fox:** Thank you, Mr. Chairman. I would like very briefly to speak against the amendment proposed by my colleague from Lafontaine. The purpose of the change that has been brought down by the government is to revert to the common law rule that it is in the greater interests of justice that all evidence which is pertinent to a case actually be brought in front of the magistrate so that he makes his decision eyes open.

## [Interprétation]

My amendment therefore seeks to restore this discretionary power to the courts. I am in favour of the judges retaining this power, whereas the present clause would do away with it.

**The Chairman:** Thank you, Mr. Lachance. Mr. Fox.

**M. Fox:** J'ai une observation à faire à ce sujet, monsieur le président.

**M. McCleave:** Je devrais pouvoir invoquer le Règlement maintenant.

**Le président:** Oui, vous avez raison, monsieur McCleave. Je l'avais oublié.

**M. McCleave:** Et on devrait peut-être l'oublier aussi, monsieur le président. Je ne crois pas avoir d'objection à l'amendement tel qu'il a été proposé, si je l'ai bien compris. Mais puisque nous avons tant de documents autour de nous, comme autant de feuilles, mon collègue ferait bien je pense de nous soumettre son amendement par écrit. M. Lachance pourrait peut-être réserver son amendement jusqu'à demain après-midi. Je n'ai pas l'intention de m'y opposer, au contraire. Mais j'aimerais avoir un peu de temps pour l'étudier.

**M. Lachance:** J'ai décidé de proposer cet amendement aujourd'hui même, et je n'ai pas eu le temps...

**M. Woolliams:** Le libellé de votre amendement est-il exactement le même que celui du Code criminel?

**M. Lachance:** Oui.

**M. Woolliams:** Ce n'est donc pas quelque chose de nouveau. M. McCleave vous demande de réserver l'amendement, mais nous avons tous le Code.

**Le président:** Si je comprends bien, le Comité avait l'intention de terminer l'étude des dispositions qui se rapportent à l'écoute électronique cet après-midi, monsieur McCleave.

**M. McCleave:** Je suis toujours à la disposition du Comité.

**M. Lachance:** Je cherche à faire remplacer les lignes 5 à 11 inclusivement de la version anglaise du bill actuel par le sous-paragraphe...

**Le président:** Je comprends. Dans le Bill C-83, le gouvernement avait l'intention de changer la loi afin de rendre admissible les témoignages indirects obtenus de façon illégale. Si je comprends bien, M. Lachance s'y objecte et cherche à faire remplacer cette disposition.

**Une voix:** Puis-je y ajouter quelque chose, monsieur le président?

**Le président:** M. Fox a la parole, suivi par M. Leggatt et M. Poulin.

**M. Fox:** Merci, monsieur le président. Je m'oppose à l'amendement proposé par mon collègue de Lafontaine. Dans le bill C-83, le gouvernement cherche à faire appliquer de nouveau la règle du droit commun selon laquelle les intérêts de la justice sont mieux servis si le juge a l'occasion de décider lui-même si des preuves sont pertinentes ou non.

[Text]

Now, I understand that perhaps the Law Reform Commission has come down with another recommendation, but it seems to me that rather than to amend one very small section of our laws and pushing into that part some of the recommendations of the Law Reform Commission, we ought to await the total review of the law of evidence and, if Parliament at that point decides to adopt the Law Reform Commission's point of view, then we could amend other sections on evidence accordingly.

So I think that in the meantime, until Parliament decides what it wishes to do with the proposals of the Law Reform Commission on evidence, and before we examine those proposals in detail, we ought to remain with the rules of the common law as we have known them over the years and over the centuries. Thank you.

The Chairman: Mr. Leggatt.

• 1650

Mr. Leggatt: I wanted to clarify one thing about Mr. Lachance's amendment. We presumably would return to the Code as it stands, and the Code as it stands does allow the admission of illegally obtained indirect evidence as a result of a wiretap, but it is in the discretion of the judge, and his amendment would simply try to leave it in at the discretion of the judge rather than leave purely in the hands of the Crown prosecutor whether he wanted to submit the evidence or not. It seems to me an eminently reasonable position to take. The principle that Mr. Fox is arguing is not violated under the existing law, the existing law does allow that evidence to be put in, but it allows some discretion on the part of the courts to make the decision whether it wants to reward the police for illegal activities. I am much in support of that amendment.

I am also in support of an amendment which would follow the model code of evidence presented by the Law Reform Commission which would prevent the evidence to be admitted entirely. But in any event, the amendment we have before us is Mr. Lachance's, and I would urge, particularly those on the government side, because this amendment is one that really is simply not saying we are in disagreement with that particular principle in exceptional cases, but we have some confidence in our courts, we have some confidence in our judges to do the fair and the right thing. It seems to me the government is making a conscious effort to again remove discretion from courts and leave it in the hands of prosecutors and leave it in the hands of police. With the greatest respect to those two categories, I think we should put things in a court where they belong.

The Chairman: Mr. Poulin.

Mr. Poulin: Mr. Chairman, the Ministers have both indicated... and they did of course when this bill came before this Committee in the last Parliament... indicate that they wished that the law with respect to admissibility of derivative evidence from wiretaps could be the same really as it is with derivative evidence in all other forms of evidence that the court has to consider. The experience has been that that is desirable in this case... through the experience since this legislation has become effective. And it would be a departure... it is now a departure... from the common law rule with respect to the admissibility of derivative evidence the way the law is written now. This amendment brings this law in conformity with the law of

[Interpretation]

Je crois comprendre que la Commission de réforme du droit a fait une autre recommandation. Mais je suis d'avis que nous devrions attendre les résultats de leur étude des lois qui se rapportent à la présentation de preuves au lieu de faire des changements maintenant. Si le gouvernement décide d'adopter les recommandations de la Commission, nous pourrions amender d'autres articles en conséquence.

Mais en attendant, nous devrions retenir le droit commun qu'on applique depuis des générations et des siècles déjà. Il faut laisser au gouvernement le temps de décider s'il va adopter ou rejeter les recommandations de la Commission de réforme du droit. Merci.

Le président: Monsieur Leggatt.

M. Leggatt: Il y a une chose que j'aimerais éclaircir au sujet de l'amendement proposé par M. Lachance. Il est à supposer qu'il s'agit de retourner au Code tel qu'il est à l'heure actuelle, c'est-à-dire de permettre la déposition d'éléments de preuve indirecte obtenus illégalement par le truchement de l'écoute électronique, mais à la discrétion du juge; l'amendement vise justement à laisser cette question à la discrétion du juge plutôt que de laisser au procureur de la Couronne le droit de décider s'il veut ou non présenter ces éléments de preuve. Cette position me semble des plus raisonnables. Le principe que fait valoir M. Fox ne contrevient en rien la loi actuelle, puisque celle-ci permet que soient déposés les éléments de preuve tout en laissant à la discrétion des tribunaux la question de savoir si la police doit être récompensée pour ses activités illégales. J'appuie fortement cet amendement.

Je serais également disposé à appuyer un amendement dans les lignes du modèle pour la présentation des éléments de preuve que préconise la Commission de réforme du droit visant à empêcher que les éléments de preuve soient recevables. De toute façon, l'amendement à l'étude est celui de M. Lachance et j'exhorte particulièrement les députés du gouvernement, puisque le présent amendement ne veut pas simplement dire que nous sommes en désaccord avec ce principe particulier dans des cas exceptionnels, mais que nous plaçons une certaine confiance en nos tribunaux, que nous comptons bien que nos juges feront ce qui est juste, ce qui est bien. Il me semble, que le gouvernement tente consciemment encore une fois d'enlever le pouvoir discrétionnaire des tribunaux en remettant la question entre les mains des procureurs et de la police. Tout en ayant le plus grand respect pour ces deux groupes, je crois que nous devrions laisser ces questions à la discrétion d'un tribunal, comme il se doit.

Le président: Monsieur Poulin.

M. Poulin: Monsieur le président, les ministres ont tous les deux dit, lorsque le projet de loi était à l'étude lors de la dernière législature, qu'ils désiraient que la loi sur l'admissibilité d'éléments de preuve dérivée lors de séances d'écoute électronique deviennent les mêmes que les dispositions régissant les éléments de preuve dérivée, sous toutes ses formes qui sont présentables devant les tribunaux. L'expérience démontre que ce serait souhaitable dans le présent cas, l'expérience acquise depuis qu'une loi à cet égard est entrée en vigueur. On s'éloignerait ainsi de la procédure de droit commun quant à l'admissibilité d'éléments de preuve dérivée, si l'on maintient la formule actuelle de la loi. Le présent amendement rend la loi



[Texte]

evidence as it applies generally in the courts in criminal matters. That is the position that the department takes and the Ministers take in their experience and their best advice.

Mr. Sarchuk can probably add substantially to that.

**Mr. Sarchuk:** If I may just add that as the Code stands at the present time derivative evidence, or evidence other than the private communication itself, can only be admitted for the courts find on application of the Crown that if they are excluded it might result in justice not being done. In other words, the onus is on the Crown to establish that fact.

**Mr. Leggatt:** Where it belongs.

**Mr. Sarchuk:** The amendment proposed takes it back to the common law where the courts still have the duty of determining whether any evidence should be admitted or not, but take away as a reason for the inadmissibility the fact only that the private communication is itself inadmissible.

Now, in the over-all picture, the court will still have discretion to determine whether the worth of that evidence is sufficiently probative as opposed to its prejudicial effect to allow it in. But this takes it right back to the common law; it makes the introduction of derivative evidence much easier because it takes away the possibility of a variety of judicial rulings on this particular subject, and is to a great extent in accord with the recommendations of the Law Reform Commission.

**Mr. Leggatt:** I would refer you to the recommendation of the Law Reform Commission and the general principle under the model code of evidence not dealing with the discretion of the courts but with the general question of the admissibility of evidence that is illegally obtained, and their general recommendation is that it should not be admitted under any circumstances.

**Mr. Poulin:** Of course, Mr. Leggatt, this matter is under review by the law officers of the Crown and the Department of Justice and the Parliamentary Secretary to the Minister of Justice has indicated that when the whole Code with respect to evidence ought to be reviewed this is a proper matter to be discussed at that time, rather than changing only this part and not the other parts with respect to the admissibility of evidence generally.

**Mr. Leggatt:** Well, we can wait and hope on that.

• 1655

**The Chairman:** Mr. Woolliams and Mr. Stanbury. I wish I could make my speech on this too, but I have to remain quiet. Mr. Woolliams.

**Mr. Woolliams:** Well, I would like to support Mr. Lachance's amendment and I will tell you why. I think we are overlooking one principle here, Mr. Chairman, the fact that we are legislating and giving the police the right to infringe on people's privacy. That in itself seems to be, and it may not be quite accurate in law, contrary to common law. It is an infringement on privacy. So we are giving them extra rights.

[Interprétation]

conforme à la procédure de présentation des éléments de preuve qui s'appliquent d'une façon générale en matière criminelle devant les tribunaux. C'est là la position du ministère qui découle de l'expérience et des bons conseils des ministres.

M. Sarchuk pourrait probablement ajouter plus de précisions à cet égard.

**M. Sarchuk:** J'aimerais ajouter qu'à l'heure actuelle, le Code criminel ne permet de recevoir des éléments de preuve dérivée ou des éléments de preuve autres que la communication privée elle-même, que sur la prétention de la Couronne que si ceux-ci étaient exclus, justice ne serait peut-être pas faite. En d'autres termes, cela incombe à la Couronne.

**M. Leggatt:** Ce qui est très bien.

**M. Sarchuk:** L'amendement proposé permet un retour au droit commun qui place toujours sur les tribunaux la responsabilité de déterminer s'il faut recevoir ou non tout élément de preuve, tout en éliminant comme motif de l'inadmissibilité, le fait que la communication privée elle-même était inadmissible.

Donc, dans l'ensemble, il sera laissé à la discrétion du tribunal de décider si le poids des éléments de preuve est suffisamment probant, opposé aux répercussions préjudiciables de les recevoir. Mais, c'est un retour au droit commun, rendant la présentation des éléments de preuve dérivée beaucoup plus facile puisque l'on élimine diverses décisions juridiques; en outre, ce procédé concorde dans une grande mesure avec les recommandations de la Commission de réforme du droit.

**M. Leggatt:** J'aimerais attirer votre attention sur la recommandation de la Commission de réforme du droit et au principe général qui sous-tend le modèle de la procédure de présentation des éléments de preuve, qui n'a rien à voir avec la discrétion des tribunaux, mais avec la question générale de la recevabilité des éléments de preuve illégalement obtenus et la recommandation générale de cet organisme que de tels éléments de preuve ne devraient être admis en aucun cas.

**M. Poulin:** Bien sûr, monsieur Leggatt, toute cette question est à l'étude par les experts en droit du bureau du procureur général et du ministère de la Justice. Le secrétaire parlementaire du ministre de la Justice a déclaré qu'il serait opportun lorsque l'on reverrait la question des éléments de preuve dans tout le Code de discuter la question, plutôt que de ne changer qu'une partie ici et une autre partie là.

**M. Leggatt:** Ma fois, nous pouvons toujours attendre et espérer.

**Le président:** M. Woolliams, puis M. Stanbury. J'aimerais bien pouvoir moi aussi dire ce que pense de cette question, mais je ne le puis. Monsieur Woolliams.

**M. Woolliams:** Je désire appuyer l'amendement de M. Lachance et je vais dire pourquoi. Il me semble que nous négligeons un principe ici, monsieur le président, le fait que nous légiférons pour accorder à la police le droit de s'immiscer dans la vie privée des gens. Cela me semble contraire aux intentions du droit commun. Il y a empiètement sur la vie privée. En effet, nous accordons des droits supplémentaires à la police.



[Text]

Also I would like to support the amendment because it is some protection. Mind you, it may be strictly academic, and I cannot believe that, Mr. Chairman, although I am going to support the amendment. But the other side of the coin is that I question whether we are arguing about something very practical because I cannot believe that police that do it illegally with the sanctions under the Code are going to come forth and admit it. They may never say, unless they are cross-examined and they are very honest, and sometimes that does not always work out. But the fact is I do not believe. I have had experience, too, when I have cross-examined police, they forget things, conveniently, when they are trying to prove cases. My feeling is that this amendment would give us a little further protection. That is why I want to support it because we are giving special, special rights to infringe on privacy.

Coming back to what I was going to say before I interrupted myself, the police are never going to say that they did it illegally. I think that evidence will never get before the courts, but if it does, I want to support Mr. Lachance's amendment and I hope other members of the Committee would too.

**The Chairman:** Mr. Stanbury.

**Mr. Stanbury:** Well, Mr. Chairman, I think I have a little more confidence, perhaps, in the police than Mr. Woolliams has but surely the situation anticipated here is where the legality of the wire tap is challenged successfully, perhaps on some technical ground, but there is still evidence that should be brought out. Could the Parliamentary Secretary just go back over the reasoning? If I understood it properly, it is that until we are prepared to accept the Law Reform Commission's approach to this question across the board, we should not disturb the existing laws. Is that basically the position of the department?

**Mr. Poulin:** Mr. Stanbury, that certainly is it in part. The law, the common law, with respect to the admissibility of derivative evidence has certainly served us very, very well in criminal cases and if we are going to amend and change that, surely it should be amended and changed if it need be done, in all cases. Now, as Mr. Sarchuk explained, the derivative evidence would be excluded because of the fact that it was obtained by wiretap and wiretap alone. That would be something additional which we do not have in the common law field and in the common law field, if it is obtained illegally, the derivative evidence may nonetheless, be admissible. But here we put on an additional onus because it happens to be obtained by virtue of a wiretap. Now, Mr. Sarchuk has some very pertinent and good examples on this point which I would like him to refer to.

**Mr. Sarchuk:** Under the section of the Code as it presently stands, we could have this sort of a situation, and I understand that similar situations have arisen because there are certain people in the community who are still illegally wiretapping, private detectives for one. A private detective could be hired, let us say, by a husband to check on his wife. He finds out that her boyfriend has drugs, or is in the drug business and as a good citizen—of course, no other motive—he reports this to the police. The police make a search and find the drugs. It comes out that this information, which is in that sense derivative evidence, is derivative of an illegal wiretap. You come before a trial judge who, as a matter of principle, holds that once you

[Interpretation]

J'aimerais également appuyer cet amendement parce qu'il offre une certaine protection. Remarquez que la question n'est peut-être que théorique, mais je me refuse à le croire, monsieur le président, et c'est pourquoi j'appuie cet amendement. Il y a néanmoins le revers de la médaille: je me demande en effet s'il a raison de s'inquiéter car j'ai du mal à croire que la police, ayant fait quelque chose d'illégal, même sanctionné par le code, va venir et l'admettre. On en parlera jamais, à moins d'un contre-interrogatoire, et ce à condition que le policier soit absolument honnête, ce qui n'est pas toujours le cas. En fait, je n'en crois rien. J'ai eu cette expérience, lorsque j'ai contre-interrogé des policiers, qu'eux aussi prétendent oublier certaines choses, surtout s'ils veulent prouver ce qu'ils disent. Je crois donc que le présent amendement offrirait une marge de protection supplémentaire. Je tiens à l'appuyer pour contrebalancer le fait que nous accordons des droits très très spéciaux permettant d'empiéter sur la vie privée.

Pour revenir à ce que j'allais dire auparavant, la police n'avoue jamais avoir agi illégalement. Je crois que ces éléments de preuve ne se retrouveront jamais devant les tribunaux, mais si c'était le cas, je tiens à appuyer l'amendement de M. Lachance en espérant que les autres membres du Comité le feront aussi.

**Le président:** Monsieur Stanbury.

**M. Stanbury:** Monsieur le président, je crois que j'ai un peu plus confiance en la police que M. Woolliams. Mais il me semble que très certainement la situation envisagée ici en est une où la légalité de l'écoute électronique aurait été contestée avec succès, peut-être pour des raisons techniques, mais qu'on voudrait néanmoins démontrer certains faits. Le secrétaire parlementaire pourrait-il résumer le raisonnement? Ai-je bien compris qu'il a dit que jusqu'à ce que nous soyons disposés à accepter l'approche de la Commission de réforme du droit dans son ensemble, nous ne devrions pas toucher aux lois actuelles? Est-ce là la position fondamentale du ministère?

**M. Poulin:** Monsieur Stanbury, en partie oui. Le droit, le droit commun en ce qui touche à la recevabilité des éléments de preuves dérivées nous a toujours très bien servis, dans les procès au criminel et si nous le modifions il faudrait très certainement le faire à tous les niveaux. Comme l'a expliqué M. Sarchuk, les éléments de preuves dérivées seraient exclus, si obtenus par la seule écoute électronique. Ce serait là une restriction supplémentaire, puisqu'en droit commun, les éléments de preuves dérivées même si obtenus illégalement, peuvent néanmoins être recevables. Nous ajoutons ici néanmoins une stipulation supplémentaire, puisque les preuves sont obtenues par écoute électronique. M. Sarchuk a d'ailleurs de très bons exemples qui portent sur cette question et j'aimerais qu'il nous en parle.

**M. Sarchuk:** Aux termes de l'article pertinent du Code à l'heure actuelle, nous pourrions avoir la situation suivante, et à ma connaissance de telles situations se sont déjà présentées parce que certains individus dans la société font toujours de l'écoute électronique illégale, notamment les détectives privés. Par exemple, on pourrait retenir les services d'un détective privé, un mari pourrait le faire pour surveiller sa femme. On pourrait ainsi apprendre que son petit ami a des drogues, ou qu'il vend des drogues, et comme tout bon citoyen, et pour aucune autre raison, le mari pourrait en faire rapport à la police. Les policiers perquisitionnent et trouvent les drogues. On finit par découvrir que ces renseignements, des éléments de preuve

[Texte]

illegally wiretap, he will exclude it because you cannot convince him of the necessity of bringing this evidence before the court. What we are doing by our amendment is changing it around so that solely as a result of the illegality of the wiretap, the simple fact that the wiretap is illegal is not sufficient grounds for him to exclude it. It is extremely important that this derivative evidence be admissible.

• 1700

**Mr. Stanbury:** May I just pursue that for a moment? You say there are examples, there have been specific examples of this encountered by the police and prosecutors where they have been frustrated by this section since it was passed?

**Mr. Sarchuk:** There is one case, and that is the Welch case, which perhaps fits the pattern. I am also advised that one of the county court judges has indicated that he would interpret the section in a way unfavourable to us at a judges' conference. This was discussed and this was the conclusion that they reached, that the derivative evidence taken from illegal wiretaps should be excluded.

**The Chairman:** Would that not be subject to appeal?

**Mr. Sarchuk:** No. That is another point and I am glad you raised it, Mr. Chairman. This would be a discretionary ruling. The Crown would not have the right of appeal from it and the whole case goes down the drain.

**Mr. Stanbury:** So the discretion that Mr. Leggatt talked of is illusory in that the judges apparently have decided to exercise their discretion in one way consistently, against the admission of the derivative evidence.

**Mr. Sarchuk:** It was the general tenor of the discussions which were...

**Mr. Stanbury:** Is that what you are saying?

**Mr. Leggatt:** One judge at one conference indicated that he might rule unfavourably on this. Now, that is the evidence we have before the Committee. Expanded into a general principle of law that we are going to have total exclusion, that is pushing it pretty hard.

**Mr. Stanbury:** That is what I am trying to find out. I thought Mr. Sarchuk was now saying that the judges at a conference had indicated that this would be their general view.

**Mr. Sarchuk:** This was the view expressed by one judge at this conference. I must stop there because frankly, my information is not as concise and precise as it should be. If I left the impression that it was adopted or approved by all of the judges without checking that fact, I would be misleading the committee.

**Mr. Stanbury:** You mentioned one case where there had been such a finding.

[Interprétation]

dérivés, dans ce sens, ont été tirés de l'écoute électronique illégale. Vous vous présentez devant le juge qui, par principe, décide que puisque vous avez fait de l'écoute électronique illégale, il exclut ces éléments de preuve parce que vous n'arrivez pas à le convaincre de la nécessité de saisir le tribunal de ces preuves. Ce que nous faisons, au moyen de cet amendement c'est tourner les tables de façon à ce que le simple fait d'avoir obtenu des éléments de preuve par écoute électronique illégale ne suffisent pas à rendre irrecevables ces éléments de preuve. Il est extrêmement important que les éléments de preuve dérivés soient recevables.

**M. Stanbury:** Puis-je continuer dans la même veine un instant? Vous prétendez qu'il y a eu des cas, des exemples précis où la police et les procureurs ont été frustrés dans leurs efforts par cet article de la loi depuis son adoption?

**M. Sarchuk:** Il y a une affaire, l'affaire Welch, qui en est sans doute un bon exemple. J'ai aussi appris qu'un des juges du tribunal de comté a fait savoir à la conférence des juges qu'il avait l'intention d'interpréter cet article contre nous. On a en effet discuté cette question et c'est la conclusion que les juges ont tirée, que les éléments de preuve dérivés obtenus grâce à l'écoute électronique illégale devaient être exclus.

**Le président:** Ne pourrait-on pas interjeter appel?

**M. Sarchuk:** Non. C'est un autre point, et je suis bien content, monsieur le président, que vous l'ayez soulevé. Il s'agirait d'une décision discrétionnaire. La Couronne ne posséderait aucun droit d'appel et dans ce cas toute l'affaire tomberait à l'eau.

**M. Stanbury:** Donc, si j'ai bien compris, la discrétion dont parlait M. Leggatt est illusoire, puisque apparemment, les juges ont décidé d'exercer leur discrétion constamment de la même façon, à savoir en rejetant des éléments de preuve dérivés.

**M. Sarchuk:** C'est ce qui est ressorti des discussions qui ont été...

**M. Stanbury:** C'est bien ce que vous disiez?

**M. Leggatt:** Un des juges qui assistaient à une conférence a déclaré qu'il se pourrait qu'il se prononce contre. C'est tout ce que je peux dire au Comité. D'élargir cette position pour en faire un principe général de droit voulant qu'il y ait exclusion totale, je crois que c'est aller un peu loin.

**M. Stanbury:** C'est justement ce que je voudrais savoir. Je croyais que M. Sarchuk disait que les juges à une conférence avaient laissé entendre que ce serait là leur position générale.

**M. Sarchuk:** Ce point de vue a été exprimé par un juge à cette conférence. Je dois en rester là car très franchement, mes renseignements ne sont pas aussi précis qu'ils devraient l'être. Si je créais l'impression sans vérifier les faits que tous les juges avaient adopté ou approuvé cette position, je tromperais les membres du Comité.

**M. Stanbury:** Vous avez mentionné une affaire où telle avait été la décision.



[Text]

**Mr. Sarchuk:** The Welch case.

**Mr. Stanbury:** Yes. Is that the case of a private detective or the police?

**Mr. Sarchuk:** No, this was a case of—I will have to think back to the facts of that case. I do not think that in that particular case it was an illegal wiretap. I think it was an authorized wiretap, which picked up as derivative evidence, evidence of other offences by other people.

**Mr. Stanbury:** Surely the judge had discretion in that case to admit that evidence or not to admit it.

**Mr. Sarchuk:** He ruled against the Crown on that and, of course, there is no appeal from such a discretionary ruling as far as the Crown is concerned.

**Mr. Stanbury:** All right, but under your proposed amendment, the judge would not have discretion; he would have to admit that evidence.

• 1705

**Mr. Poulin:** I do not think he would not have to; it is not inadmissible by reason only of.

**Mr. Sarchuk:** The private communication which was intercepted is by itself inadmissible.

**Mr. Stanbury:** I am trying to establish what difference it would have made in the Welch case if your amendment had been in force at that time. Would the judge not have exercised his discretion in the same way?

**Mr. Woolliams:** Well, with the greatest respect, if the judge ruled that evidence out—if we accept the government's amendment—then it is a point of law and it would be appealable because it is admissible as part of the whole scheme.

**Mr. Stanbury:** That is the difference: that it would have been appealable.

**The Chairman:** Mr. Lachance.

**Mr. Lachance:** This does not convince me at all. My argument again is that he wants to substitute a certain discretion that is now retained by the magistrate to leave it to the prosecutor to say if he wants to go to the court or not, and I cannot accept that.

**Mr. Poulin:** I will try to clarify it this way, Mr. Lachance. It could well be that an authorization for a wiretap, may have been obtained, and for some reason during the proceedings in the court, by way of *voir dire* or otherwise, the court does not accept the original wiretap. The recording device is not good or they cannot prove that the tape has not been tampered with. Now we then do not have a legally provable wiretap of the situation but we may well have, as a result of that tap, obtained other evidence which would be otherwise admissible in court.

**Mr. Lachance:** But do you not think there is a safeguard built into the present Section 178.16? Some judge at some point may have decided otherwise but there is a built-in safeguard that says that in the case of evidence other than the private communication itself, to exclude it as evidence may result in justice not being done, and there is a safeguard there. If the judge feels that justice will not be done by excluding it, he will accept it, and it is in the hands of the magistrate. But I will tell you something. I would prefer to leave it in the hands of the magistrate than to leave it like this.

[Interpretation]

**M. Sarchuk:** L'affaire Welch.

**M. Stanbury:** Oui. S'agissait-il d'un détective privé ou de la police?

**M. Sarchuk:** Non, dans cette affaire, . . . je dois essayer de me rappeler les faits. À vrai dire, je ne crois pas que dans cette affaire-là il s'agissait d'écoute illégale. Je crois que l'écoute électronique avait été autorisée, et qu'on avait ainsi obtenu des éléments de preuve dérivés, démontrant d'autres infractions commises par d'autres personnes.

**M. Stanbury:** N'était-il pas laissé à la discrétion du juge dans cette affaire de recevoir ou de ne pas recevoir les éléments de preuve?

**M. Sarchuk:** Il s'est prononcé contre la Couronne et bien sûr la Couronne ne pouvait pas, dans le cas d'une décision discrétionnaire, interjeter appel.

**M. Stanbury:** Très bien, mais votre amendement ne laisserait aucun pouvoir discrétionnaire au juge; il devrait admettre la preuve comme telle.

**M. Poulin:** Je ne pense pas que cela soit automatique; ce n'est pas cela qui l'en empêcherait.

**M. Sarchuk:** Le fait même d'intercepter une communication privée est inadmissible.

**M. Stanbury:** J'essaie de comprendre ce qu'aurait changé votre amendement dans l'affaire Welch. Le juge n'aurait-il pas exercé son pouvoir discrétionnaire de la même façon?

**M. Woolliams:** Eh bien, si vous me permettez, au cas où nous acceptions l'amendement du gouvernement, si le juge rejetait cette preuve, ce serait une question de droit et l'on pourrait faire appel, car cela est en général admis.

**M. Stanbury:** La différence est là: on aurait pu faire appel.

**Le président:** Monsieur Lachance.

**M. Lachance:** Cela ne me convainc pas du tout. Je prétends qu'il veut retirer le pouvoir discrétionnaire du magistrat pour le donner au plaignant qui décidera s'il veut ou non s'en référer au tribunal. Cela me semble inadmissible.

**M. Poulin:** Permettez-moi d'essayer d'éclaircir cela, monsieur Lachance. Il se pourrait que l'on ait obtenu l'autorisation d'installer une table d'écoute et que pour un motif quelconque au cours du procès, par *voir dire* ou autrement, le tribunal refuse d'accepter l'enregistrement. Soit que le son soit mauvais, soit qu'il soit impossible de prouver que le ruban n'a pas été truqué. Il n'y a donc pas d'enregistrement faisant office de preuve légale de la situation en question mais peut-être que cela aura permis d'obtenir d'autres preuves que pourrait accepter le tribunal.

**M. Lachance:** Mais ne pensez-vous pas que l'article 178.16 actuel ne renferme pas une garantie? Peut-être qu'un juge en aura décidé autrement à un moment donné mais il y a une garantie automatique par laquelle le fait d'exclure une preuve autre que la communication privée peut empêcher de rendre justice. Si c'est le sentiment du juge, il acceptera ladite preuve et c'est à lui de décider. Et je préférerais pour ma part qu'il en soit ainsi.



[Texte]

**Mr. Poulin:** Mr. Lachance, with respect, you are leaving it in the hands of the magistrate to determine what evidence he shall hear in attempting to come to the truth and decide guilt or innocence. What the government is saying is that all the evidence which is available of any kind, no matter how obtained and which is going to elicit the truth, should be heard by that jury so that they may come to the correct decision. But you are saying that the judge, you might say, because justice would not be done to the accused, would not hear the evidence. We are saying that if evidence is going to elicit the truth or is going to shed better light so that the jury will be possessed of all the facts, that they ought to be able to have all the evidence that is possible, and they should have it before them in deciding guilt or innocence.

**Mr. Lachance:** I accept your point in a sense. We have an argument there. You say that, and I say that I prefer to leave it in the hands of the magistrate. But that is your argument. It is irreconcilable.

**The Chairman:** Mr. Towers.

**Mr. Towers:** Mr. Chairman, are there any cases where a private investigator can get permission to wiretap?

**An hon. Member:** No.

**Mr. Towers:** None whatsoever.

**The Chairman:** May I put Mr. Lachance's amendment?

**Mr. McCleave:** I am afraid not. I think Mr. Towers has asked a pretty legitimate question. Everybody shakes his head, but that does not record. I think somebody should give him a reasonable response.

**The Chairman:** Sorry. I thought somebody said no.

**Mr. Sarchuk:** Under Section 178.12 of the present Code:

An application shall be made in writing to a judge of a superior court or similar jurisdiction or to a judge and shall be signed by the Attorney General of the province in which the application is made or the Solicitor General of Canada or an agent specially designated in writing for the purpose of this section by the Solicitor General of Canada personally or,

(b) The Attorney General of the Province personally, and shall be accompanied by an affidavit which may be sworn on the information and belief of a Peace Officer or Public Officer.

• 1710

**Mr. McCleave:** The answer, in other words, is that it would be very unlikely that it would be done, but not impossible, if it could be done, because it would have to be the act of somebody else other than the private detective. Am I correct in that?

**Mr. Sarchuk:** I am sorry, sir.

**Mr. McCleave:** I say that the answer likely is that no Attorney General of the agents and the people mentioned in what you have read to us would sign such an authorization, but the fact is, it is a possibility that it could be done, that a private detective indeed could have that right.

[Interprétation]

**M. Poulin:** Monsieur Lachance, si vous me permettez, vous laissez le magistrat décider quelle preuve il entendra pour essayer de parvenir à la vérité et de déclarer l'accusé coupable ou innocent. Le gouvernement déclare que toutes les preuves existantes, quelle que soit la façon dont elles aient été obtenues, doivent être entendues par le jury afin de découvrir la vérité pour que sa décision soit aussi juste que possible. Or, vous, vous déclarez que le juge pourrait refuser d'entendre un témoignage qu'il estimerait faire tort à l'accusé. Nous disons au contraire que si ce témoignage permet d'élucider les choses ou d'éclaircir certaines circonstances et ainsi de donner au jury tous les éléments nécessaires, celui-ci devrait pouvoir entendre tous les témoignages possibles et ceci avant de décider de l'innocence ou de la culpabilité de l'accusé.

**M. Lachance:** J'accepte votre argument dans un certain sens. Cela se défend. Toutefois je préférerais laisser cela entre les mains du magistrat. Nous ne sommes pas d'accord, c'est tout.

**Le président:** Monsieur Towers.

**M. Towers:** Monsieur le président, arrive-t-il qu'un détective privé soit autorisé à installer une table d'écoute?

**Une voix:** Non.

**M. Towers:** Jamais?

**Le président:** Puis-je vous demander de voter sur l'amendement de M. Lachance?

**M. McCleave:** Non, pas encore. La question de M. Towers me semble être très légitime. Tout le monde hoche la tête, mais c'est difficile à enregistrer. Je pense qu'il faudrait lui donner une réponse.

**Le président:** Veuillez m'excuser. Je pensais que quelqu'un avait répondu non.

**M. Sarchuk:** Conformément à l'article 178.12 du Code:

Une demande d'autorisation doit être présentée par écrit à un juge d'une cour supérieure de juridiction criminelle, ou à un juge d'une cour similaire et être signée par le procureur général de la province où la demande est présentée ou par le Solliciteur général du Canada ou par un mandataire spécialement désigné par écrit aux fins du présent article par

(b) Le procureur général d'une province lui-même, ... et il doit y être joint une déclaration assermentée d'un agent de la paix ou d'un fonctionnaire public.

**M. McCleave:** Autrement dit, la réponse est que cela serait très improbable mais pas impossible, car il faudrait que cela soit fait par quelqu'un d'autre que le détective privé. C'est bien cela?

**M. Sarchuk:** Je suis désolé, monsieur.

**M. McCleave:** J'ai dit que la réponse semble être que ce n'est pas le Procureur général ou les autres personnes que vous avez mentionnées dans cet article qui vraisemblablement signeraient une telle autorisation, mais il est possible qu'elle soit donnée à un détective privé.

[Text]

**Mr. Woolliams:** But it must be on a police officer or a public officer.

**Mr. Sarchuk:** I suppose in the broadest interpretation of this section, if the Solicitor General of Canada personally in writing designated some other person as an agent, a person other than a police officer, this situation might arise.

**M. Olivier:** Je ne comprends rien, monsieur le président. Ainsi, une agence privée de renseignements, comme *Intertel*, qui pourrait obtenir des vérifications de la CIA ou ces choses-là, pourrait avoir la permission de faire de l'écoute électronique?

**Mr. Poulin:** Mr. Chairman, it seems to me that the act is directed towards offences, offences which are committed against the Crown, either under provincial statute or under a federal statute, and it must be accompanied by an affidavit of a peace officer or a public officer proposing matters in relation to the commission of an offence, but always an offence, not a private or public matter, I do not think, a private or a civil matter.

**Mr. McCleave:** I do not know whether Mr. Towers was asking about that. He was asking if somebody who happened to be in the position of being a private detective could come forward and get himself that particular right, and I think even after all this discussion that the chances would be very small that he could get the right, but the chances are not barred that he would get the right. It might be one in a thousand for him to get the right but I still think it is there.

**Mr. Poulin:** It would have to fall within the four corners of this section, Mr. McCleave...

**Mr. McCleave:** Yes, I realize that.

**Mr. Poulin:** ... and include an affidavit of a peace officer in relation to an investigation, all of which would seem to be directed towards offences under the Criminal Code and not an investigation of a private matter.

**Mr. McCleave:** You never can tell the wrath of a private detective when he gets his dander up, you know. Mr. Telly Savalas just got \$54,000 out of the *London Daily Mail* because they ...

**Mr. Douglas (Bruce-Grey):** He is not a private detective, he is a public servant.

**An hon. Member:** That is right, he is a police officer.

**Mr. McCleave:** That is probably putting it the bald way but ...

**The Chairman:** Mr. Douglas.

**Mr. Towers:** Mr. Chairman, a point of order, I do not think the question of the member from Longueuil was answered. At least, I did not understand it, if it was.

**M. Olivier:** Est-ce qu'une agence privée, et je prends comme exemple, *Intertel*, qui aurait des liens avec la CIA ou des choses comme cela, pourrait avoir la permission de faire de l'écoute électronique? Je pense que la question est claire?

**Mr. Poulin:** Yes, Mr. Lachance, any bugging—under the Protection of Privacy Act, no one can tap another one's phone, save and except under the provisions of the Criminal Code. It is an offence punishable by the provisions provided in the Code to bug anybody's line unless you get a special authorization under the Code, which are limited right now and limited by the offences and by the amendments that are being proposed here now. So the answer is

[Interpretation]

**M. Woolliams:** Cela devrait être alors autorisé par un agent de police ou un magistrat.

**M. Sarchuk:** Je crois qu'au sens le plus large, cet article stipule que si le Solliciteur général du Canada a désigné par écrit une autre personne qui puisse faire office d'agent, une personne qui ne soit pas de la police, le cas peut se produire.

**Mr. Olivier:** I do not understand, Mr. Chairman. So, a private investigation agency, like *Intertel*, that could get some information from the CIA, for instance, could be authorized to wiretap?

**M. Poulin:** Monsieur le président, il me semble que la loi porte sur les infractions, les infractions commises contre la Couronne, qu'il s'agisse de lois provinciales ou de lois fédérales, et qu'une telle autorisation doit être accompagnée d'une déclaration assermentée d'un agent de la paix ou d'un magistrat précisant les questions touchant l'infraction. Il doit toujours s'agir d'une infraction et il ne peut être question d'affaires privées ou civiles.

**M. McCleave:** Je ne suis pas sûr que c'était là la question de M. Towers. Il demandait si quelqu'un qui se trouvait faire office de détective privé pouvait se présenter et obtenir ce droit, et je crois que même après toutes ces discussions, il semble bien peu probable qu'il puisse l'obtenir mais que ce n'est pas impossible. Il y a peut-être une chance sur mille, mais elle existe.

**M. Poulin:** Sous réserve de cet article, monsieur McCleave...

**M. McCleave:** Oui, je comprends.

**M. Poulin:** ... et à cette autorisation devrait être jointe une déposition assermentée d'un agent de la paix qui pourrait affirmer que toute cette enquête porte sur des infractions au Code criminel et qu'il ne s'agit pas d'une question privée.

**M. McCleave:** On ne sait jamais ce que pourrait faire un détective privé lorsqu'il se met en colère. M. Telly Savalas vient de soutirer \$54,000 au *Daily Mail* de Londres qui ...

**M. Douglas (Bruce-Grey):** Il ne s'agit pas d'un détective privé mais d'un fonctionnaire.

**Une voix:** C'est vrai, c'est un agent de police.

**M. McCleave:** Enfin, très franchement ...

**Le président:** Monsieur Douglas.

**M. Towers:** Monsieur le président, j'invoque le Règlement, je ne pense pas qu'on ait répondu à la question du député de Longueuil. Sinon, moi je n'ai pas compris.

**Mr. Olivier:** Could a private agency, let us say *Intertel*, that would be linked to the CIA or some other agency, be allowed to wiretap? I think the question is clear, is it not?

**M. Poulin:** Oui, monsieur Lachance, d'après la Loi sur la protection de la vie privée, personne n'a le droit d'écouter clandestinement des conversations téléphoniques d'autrui, sinon conformément aux dispositions du Code criminel. Il est en effet stipulé dans le Code que quiconque installe une table d'écoute sans autorisation spéciale est coupable d'une infraction. Ces autorisations sont déjà limitées au cas d'infractions et le seront encore aux termes des amendements



[Texte]

no. Intertel cannot come over here to Canada and get an authorization from our courts. In fact the only way that it can be done is through the Solicitor General on his warrant under the Official Secrets Act in matters of national security or under the Criminal Code of Canada, the only two ways that you can obtain an authorization for electronic surveillance.

**Mr. Leggatt:** They can get your evidence admitted in court without it if they break the law and if they obtain the evidence, that evidence can be admitted to court and the person can be convicted as a result or, if you want to give another example, a housewife can nail her husband by illegally wiretapping him, if she may want to use that evidence not merely for the purpose of divorce, but maybe she wants to get him on other grounds. Hell hath no fury like a woman scorned.

**An hon. Member:** Oh, oh, oh!

**Mr. Leggatt:** This whole thing—as long as you open that evidence rule, you also encourage the illegality of the contents.

**Mr. Fox:** That is my question.

**The Chairman:** Yes. Mr. Douglas.

**Mr. Leggatt:** I agree.

• 1715

**Mr. Douglas (Bruce-Grey):** Thank you, Mr. Chairman. Unlike most of the members of this Committee, I do not have a legal background to fall upon, but it brings to my mind a question I think a lot of citizens will be asking. A lot of citizens serve on juries, and they go on those juries ready to hear the evidence available for prosecution—or for defence, as far as that is concerned. Mr. Chairman, I cannot see myself, as an ordinary citizen, preventing anyone on a jury from hearing all the facts pertaining to the particular case they are hearing.

I think, perhaps, the amendment proposed by Mr. Lachance—who has argued it very, very favourably—would leave some doubt in my mind after some of the replies made by other very learned legal minds as to the availability of all the evidence pertaining to all the facts in any particular case, no matter where it may come from. I think that is important in deciding innocence as well as guilt. It would be very unfortunate if an amendment were brought in that would prevent evidence from being presented, evidence which might, in some future case—not necessarily—prove the accused innocent, as well as it might, perhaps, prove the accused guilty. It would be unfortunate if evidence were not admissible in any court, and were looked upon as the private purview of the magistrate of that court, or the judge of that court, who would say whether that could or should not be heard by the jury of citizens and peers sent to hear that case.

That is the only remark I have to make. I feel at this time, as a non-legal person on this Committee, that I would have to vote against the amendment simply because I think all evidence, no matter how it is obtained, should be put before the jury, and that jury should be allowed to act upon it.

**The Chairman:** May I put the amendment?

[Interprétation]

que nous proposons ici. La réponse est donc négative. Intertel ne peut pas venir demander une telle autorisation à nos tribunaux. En fait, la seule façon serait de passer par le Solliciteur général qui est lié par la Loi sur les secrets officiels en matière de sécurité nationale ou par le Code criminel du Canada.

**M. Leggatt:** Le témoignage peut être admis au tribunal sans autorisation, et l'accusé peut ainsi se trouver condamné alors que cette table d'écoute a été installée illégalement. Si vous voulez un autre exemple, une femme peut coincer son mari en enregistrant ses conversations téléphoniques si elle souhaite utiliser ce témoignage non seulement en vue d'un divorce mais peut-être pour d'autres raisons. La femme délaissée est la pire des furies.

**Une voix:** Oh, oh, oh!

**M. Leggatt:** Tout cela... tant que vous gardez cette règle sur les témoignages, vous encouragez en même temps l'illégalité de leur contenu.

**M. Fox:** C'est justement ma question.

**Le président:** Oui, monsieur Douglas.

**M. Leggatt:** Je suis d'accord.

**M. Douglas (Bruce-Grey):** Merci, monsieur le président. Contrairement à la plupart des membres du Comité, je ne suis pas juriste mais je crois que beaucoup de citoyens se poseront la question suivante: Beaucoup en effet sont appelés à faire partie de jury où ils doivent entendre les témoignages portant accusation ou déposer en défense. Je me vois difficilement, en tant que simple citoyen, empêcher un membre du jury d'entendre tout ce que l'on sait sur la cause débattue.

Peut-être que l'amendement de M. Lachance, qu'il a très bien défendu, me laisserait quelque hésitation après les réponses données par d'autres juristes très compétents sur l'existence de tous les témoignages portant sur tous les détails d'un cas particulier, d'où qu'ils viennent. Je crois que c'est important pour juger de l'innocence ou de la culpabilité de l'accusé. Il serait regrettable qu'un amendement risque d'empêcher de déposer un témoignage qui pourrait dans un autre cas, mais pas nécessairement, prouver l'innocence ou la culpabilité de l'accusé. Il serait vraiment regrettable que certains témoignages ne soient pas admis aux tribunaux et que leur audition soit entièrement laissée à la discrétion du magistrat ou du juge compétent.

C'est ma seule remarque. Je pense que pour le moment je voterais contre l'amendement simplement parce qu'à mon avis tout témoignage, de quelque façon qu'il ait été obtenu, devrait être déposé devant le jury qui devrait être autorisé à s'en servir.

**Le président:** Puis-je donc vous demander de voter sur l'amendement?



[Text]

**Mr. Fox:** Mr. Chairman, just before you put the amendment, I would like to give the opportunity to my witness to become a member of the Committee once again.

**The Chairman:** He never ceased to be a member of the Committee.

**Mr. Fox:** Fine, thank you.

Amendment negated.

**Mr. McCleave:** Are we now permitted to rise and look towards another great day?

**The Chairman:** No, we have to finish this page.

**Mr. McCleave:** We have not finished one page.

**Mr. Leggatt:** Mr. Chairman, I have a further amendment, which will take no time at all because the merit of this particular issue has already been discussed. I want this Committee to go on record, one way or the other, on the principle of the admission generally. I will read the amendment into the record. I do not think it is necessary to circulate it, because the principle is simply the question of the admissibility of illegally-obtained evidence. I think the Committee should go on record on that subject. Therefore, I would propose that a clause be added to the bill, which simply reads as follows:

A private communication that has been intercepted, and evidence obtained directly or indirectly as a result of information acquired by interception of private communication, are both inadmissible as evidence against the originator thereof, or the person intended by the originator thereof to receive it, unless:

(a) the interception was lawfully made,

(b) the originator of the private communication, or the person intended by the originator thereof to receive it, has expressly consented to the admission thereof.

All I am doing is putting the principle before the Committee, quite clearly, that simply says illegally-obtained evidence under the provisions of the wire-tap law should not be admissible. I am not asking for a debate, I just want it to be on the record that we have made a decision about it. It has not come before the Committee, in the sense that Mr. Lachance's amendment dealt with the discretion of the court; this deals with the substantive question of the admissibility of the evidence. I am just suggesting that the principle behind the recommendations of the Law Reform Commission should at least have been before the Committee before we pass over this proposed section.

**The Chairman:** Mr. Leggatt, we cannot vote on that, it is not part of the bill or an amendment to the bill.

**Mr. Leggatt:** It is an amendment to the bill; it is a new clause I have read in.

**Mr. McCleave:** I think it would be in order in that respect, Mr. Chairman, but really ...

**Mr. Leggatt:** You are going to defeat it anyway.

**Mr. McCleave:** ... I think we should have it before us in black, white or ...

[Interpretation]

**M. Fox:** Monsieur le président, avant cela, j'aimerais permettre à mon témoin de redevenir membre du Comité.

**Le président:** Il n'a jamais cessé d'être membre du Comité.

**M. Fox:** Bien, merci.

L'amendement est rejeté.

**M. McCleave:** Peut-on maintenant ajourner?

**Le président:** Non, nous devons terminer cette page.

**M. McCleave:** Nous n'avons même pas terminé une page.

**M. Leggatt:** Monsieur le président, je voudrais proposer un autre amendement qui ira très vite car on a déjà discuté de ce problème. J'aimerais que d'une façon ou d'une autre ce Comité se prononce sur le principe de l'admission en général. Je vais lire l'amendement. Je ne pense pas qu'il soit nécessaire de le faire circuler car il s'agit simplement du principe de l'admissibilité de témoignages illégalement obtenus. Je crois que le Comité devrait se prononcer à ce sujet. Aussi je propose que l'on ajoute cet article au projet de loi:

Une communication privée qui a été interceptée et une preuve obtenue directement ou indirectement grâce à des renseignements recueillis par l'interception d'une communication privée sont toutes deux inadmissibles en preuve contre son auteur ou la personne à laquelle son auteur la destinait à moins:

(a) que l'interception n'ai été faite légalement;

(b) que l'auteur de la communication privée ou la personne à laquelle son auteur l'a destinée n'ait expressément consenti à ce qu'elle soit admise en preuve.

Je ne fais qu'exposer très clairement ce principe au Comité, à savoir que tout témoignage obtenu illégalement d'après les dispositions de la Loi sur la protection de la vie privée doit être déclaré inadmissible. Je ne demande pas de débat, je veux simplement que nous prenions une décision à ce sujet. En effet l'amendement de M. Lachance portait sur le pouvoir discrétionnaire du tribunal alors qu'il s'agit ici du principe de l'admissibilité du témoignage. Je déclare simplement que le principe sur lequel reposent les recommandations de la Commission de réforme du droit devrait au moins être adopté par le Comité avant que nous n'adoptions l'article proposé.

**Le président:** Monsieur Leggatt, nous ne pouvons pas voter là-dessus car cela ne fait pas partie du projet de loi et ce n'est pas un amendement non plus.

**M. Leggatt:** Si, monsieur le président, c'est un nouvel article.

**M. McCleave:** Je crois qu'à cet égard il serait recevable, monsieur le président, mais vraiment ...

**M. Leggatt:** De toute façon vous allez le rejeter.

**M. McCleave:** ... je pense qu'il faudrait que nous l'ayons en noir sur blanc sinon ...

[Texte]

**The Chairman:** I take it that you are writing a principle into the bill...

**Mr. Leggatt:** I am simply quoting the previous bill, without the exceptions that are provided, that is all. I do not want to delay the Committee and it seems to me that we can vote on that particular principle.

**Mr. McCleave:** Could I speak again on...

• 1720

**The Chairman:** I must admit I do not understand what you are doing, Mr. Leggatt.

**Mr. Leggatt:** All right. The proposed section simply says this, that communications that have been received under the wiretap law without authorization, illegally obtained, should not be admitted into court; and that is direct or indirect evidence.

It seems to me that we do not need to take a lot of time to dispose of that because the merits have been well debated. I just think that particular principle should have been before the Committee since, in essence, we moved somewhat in that direction with Mr. Lachance's amendment. But this is a substantive question and I thought the Committee should at least rule on it.

**The Chairman:** But it seems to me that that would not be in keeping with Clause 8, as proposed by the government. I really do not see how that could be meshed in with it. Mr. Lachance was writing his amendment in, integrating it, but...

**Mr. Leggatt:** Okay. Then, we would have to—The procedural problem is that if we pass Clause 8, then that clause would still be inconsistent with Clause 8 once it has been passed.

**An hon. Member:** Yes.

**Mr. Leggatt:** It would clearly be in conflict, and I suggested that that principle should have been put before we call...

**The Chairman:** I would suggest that those who feel as you do should vote against Clause 8 and that will leave the bill as it now is.

**Mr. Leggatt:** All right.

**The Chairman:** I think that is the best course.

**Mr. Leggatt:** Okay. I have made my point.

**The Chairman:** Now we have a government amendment to the bill. Mr. Fox.

**Mr. Fox:** Yes. It is on page 35 of the first edition of the government amendments.

I move that Clause 8 of Bill C-83 be amended by striking out line 11 on page 40 and substituting the following:

(2) Where the judge or magistrate presiding at any proceedings is of the opinion that a private communication that, by virtue of subsection (1), is inadmissible as evidence in the proceedings

(a) is relevant to a matter at issue in the proceedings, and

[Interprétation]

**Le président:** J'ai l'impression que vous introduisez un principe dans le projet de loi...

**M. Leggatt:** Je me contente de citer l'ancien projet de loi en supprimant les exceptions prévues, c'est tout. Je ne voudrais pas retarder le Comité et il me semble que nous pourrions voter sur ce principe.

**M. McCleave:** Puis-je encore dire un mot...

**Le président:** Je dois avouer que je ne comprends pas ce que vous voulez faire, monsieur Leggatt.

**M. Leggatt:** Très bien. L'article proposé stipule simplement que les communications reçues sans autorisation, donc obtenues illégalement, ne devraient pas être admises au tribunal; qu'il s'agisse de témoignage direct ou indirect.

Il me semble que nous pourrions régler cela vite car on a déjà beaucoup parlé du problème. J'estime simplement que ce principe devrait avoir été admis par le comité puisque, en fait, c'est un peu l'orientation de l'amendement de M. Lachance. Toutefois il s'agit là d'une question de fond et je pensais que le Comité devrait au moins prendre position à ce sujet.

**Le président:** Mais il me semble que cela contredirait l'article 8 proposé par le gouvernement. Je ne vois vraiment pas comment on pourrait ajouter votre article. M. Lachance essayait d'insérer son amendement, mais...

**M. Leggatt:** D'accord. Alors il nous faudrait en fait, le problème de procédure est que si nous adoptons l'article 8, mon article ne serait toujours pas conciliable.

**Une voix:** C'est cela.

**M. Leggatt:** Il contredirait même nettement l'article 8 et c'est pourquoi je déclare que le principe aurait dû être établi avant que nous ne...

**Le président:** Je suggère que ceux qui sont de votre avis votent contre l'article 8 et qu'ainsi le projet de loi reste tel quel.

**M. Leggatt:** Très bien.

**Le président:** Je crois que c'est la meilleure façon de procéder.

**M. Leggatt:** D'accord. J'ai dit ce que j'avais à dire.

**Le président:** Nous avons maintenant un amendement proposé par le gouvernement. Monsieur Fox.

**M. Fox:** Oui, c'est à la page 35 de la première édition des amendements du gouvernement.

Je propose que l'article 8 du Bill C-83 soit modifié en remplaçant la ligne 10, page 40 par ce qui suit:

(2) Par dérogation au paragraphe (1), le juge ou magistrat qui préside à une instance quelconque peut déclarer admissible en preuve une communication privée qui serait irrecevable en vertu du paragraphe (1), s'il estime:

(a) qu'elle concerne un des points en litige; et



[Text]

(b) is inadmissible as evidence therein by reason only of a defect of form or an irregularity in procedure, not being a substantive defect or irregularity, in the application for or the giving of the authorization under which such private communication was intercepted,

he may, notwithstanding subsection (1), admit such private communication as evidence in the proceedings.

And subsection (2) becomes subsection (3):

A private communication that has

and the French version accordingly.

**Mr. Lachance:** Mr. Chairman.

**The Chairman:** Mr. Lachance.

**M. Lachance:** Je tiens à vous prouver que je ne suis pas du tout sectaire dans mes idées, mais c'est là un amendement qui, à mon avis, est assez technique et était nécessaire, c'est-à-dire que la procédure moderne tend à donner la possibilité à la poursuite ou à la défense d'amender sa preuve lorsque c'est possible. Alors, il s'agit simplement de donner l'occasion, lorsqu'il s'agit simplement d'une question de preuve, de corriger un défaut de forme ou de procédure et là-dessus je suis d'accord. Mais d'aucuns diront, et c'est un aparté que je fais, d'aucuns diront qu'en insérant ceci, nous couvrons l'amendement que moi j'avais proposé, ce qui n'est pas le cas. Ici, il s'agit simplement d'un défaut de forme et je tiens à dire, pour les fins du compte rendu, que cela ne couvre absolument pas mon amendement; mon amendement s'attaquait à la question de fond et au problème de la discrétion du magistrat. Ici, il s'agit simplement de donner au juge la possibilité de corriger un défaut de forme. Sur l'amendement en question, et strictement dans ses limites, je suis d'accord.

**The Chairman:** May I put Mr. Fox's amendment, then?

**Mr. Leggatt:** Mr. Chairman, if I might comment on it, we are now not merely ruling that illegally obtained evidence is derivatively admissible. We are now ruling that the tape itself is admissible, where in fact—it may be technical—it is illegally obtained also. It is a technical defect. We are now saying the tape can go in itself. I oppose that and wanted to...

**The Chairman:** This will give you all the more reason to oppose the whole of Clause 8.

**Mr. Leggatt:** Correct.

**The Chairman:** As amended.

**Mr. Woolliams:** I would imagine President Nixon would agree with it.

**An hon. Member:** That is the only thing he would agree with these.

Amendment agreed to.

Clause 8 as amended agreed to.

On Clause 9.

• 1725

**The Chairman:** Do you have any comments to make on Clause 9, Mr Sarchuk?

[Interpretation]

(b) que l'irrecevabilité tient non pas au fond mais uniquement à vice de forme ou de procédure dans la demande d'interception ou dans l'autorisation qui a été accordée à cet effet,

il peut, nonobstant le paragraphe (1), admettre en preuve une communication privée.

Et le paragraphe (2) devient paragraphe (3):

(3) Les communications privées ont

et de même pour la version anglaise.

**M. Lachance:** Monsieur le président.

**Le président:** Monsieur Lachance.

**Mr. Lachance:** I want to show you that I am not partisan at all because it seems to me that this amendment is rather technical and necessary since in modern proceedings we tend to let the prosecution or the defence amend its evidence whenever possible. Then, this is only to allow the correction of a fault in the wording or the procedure when it is only a matter of evidence. But some will say that by including this here we cover the amendment I had put forward. This is not true. So I want to put in the record that here we only deal with a fault in the form which does not at all cover my amendment. I was attacking a substantive issue, namely the discretion of the magistrate. Here we only give the judge the opportunity to correct a fault of form. However, I agree on this amendment within its limitations.

**Le président:** Puis-je alors mettre l'amendement de M. Fox aux voix?

**M. Leggatt:** Monsieur le président, si vous me permettez quelques mots, il ne s'agit pas pour nous simplement ici de décider que des preuves obtenues illégalement peuvent être admissibles. Nous allons en effet par cet amendement déclarer que la bande elle-même est admissible, alors qu'en fait—c'est peut-être un détail technique—elle aussi a été obtenue illégalement. C'est donc la bande que nous acceptons. Je m'oppose à cela et je voulais...

**Le président:** Voilà une raison de plus de vous opposer à tout l'article 8.

**M. Leggatt:** C'est vrai.

**Le président:** Modifié.

**M. Woolliams:** J'imagine que le président Nixon aurait été d'accord.

**Une voix:** C'est bien la seule chose sur laquelle il aurait été d'accord.

L'amendement est adopté.

L'article 8 modifié est adopté.

Passons maintenant à l'article 9.

**Le président:** Avez-vous des remarques à faire au sujet de l'article 9, monsieur Sarchuk?



[Texte]

**Mr. Sarchuk:** No, Mr. Chairman.

**Mr. Fox:** It is self-evident.

Clause 9 agreed to.

On Clause 10.

**The Chairman:** Mr. Leggatt was going to move that Clause 10 be deleted but I think that would be out of order.

There is a government amendment to Clause 10 and Mr. Fox...

**Mr. Fox:** Mr. Olivier will be moving the amendment.

**M. Olivier:** La proposition est recommandée que:

Le Bill C-83 est modifié en remplaçant la ligne 31, page 40, par ce qui suit:

"10. L'article 178.23 de ladite loi est abrogé et remplacé par ce qui suit:

"178.23(1) Le procureur général de la province où une demande d'autorisation a été présentée ou le solliciteur général du Canada, dans le cas où la demande a été présentée par lui ou en son nom, doit aviser par écrit, dans les quatre-vingt-dix jours qui suivent la période pour laquelle l'autorisation a été donnée ou à l'intérieur de toute autre période fixée en vertu du paragraphe 178.12(3) ou du paragraphe (4) du présent article, la personne qui a fait l'objet de l'interception en exécution de cette autorisation et doit, de la façon prescrite par règlement établi par le gouverneur en conseil, certifier au tribunal qui a octroyé l'autorisation que cette personne a été ainsi avisée.

(2) Le paragraphe (1) ne s'applique pas dans le cas d'un mandat délivré en vertu du paragraphe 16(2) de la *Loi sur les secrets officiels*.

(3) A tout moment pendant la période de quatre-vingt-dix jours prévue au paragraphe (1) ou pendant toute autre période inférieure à cinq ans fixée par un juge en vertu du paragraphe 178.12(3) au sujet d'une autorisation donnée, le procureur général qui a présenté ou au nom duquel a été présentée la demande ou le solliciteur général du Canada, dans le cas où la demande a été présentée par lui ou en son nom peut demander à un juge d'une cour supérieure de juridiction criminelle ou à un juge tel que défini à l'article 482 le remplacement de la période de quatre-vingt-dix jours mentionnée au paragraphe (1) ou de toute autre période ainsi fixée par l'autre période plus longue d'au plus cinq ans, qu'il indique dans la demande.

(4) Le juge auquel une demande visée au paragraphe (3) est présentée doit, s'il est convaincu, sur la base de la déclaration assermentée appuyant la demande, que les intérêts de la justice justifient qu'il accepte cette demande, fixer une autre période d'au plus cinq ans, en remplacement de la période de quatre-vingt-dix jours visée au paragraphe (1) ou de celle fixée en vertu du paragraphe 178.12(3)."

[Interprétation]

**M. Sarchuk:** Non, monsieur le président.

**M. Fox:** Il s'explique de lui-même.

L'article 9 est adopté.

Sur l'article 10.

**Le président:** M. Leggatt avait proposé qu'on supprime l'article 10, mais je pense que cela ne serait pas réglementaire.

Le gouvernement veut proposer un amendement à cet article et M. Fox...

**M. Fox:** M. Olivier va proposer l'amendement.

**Mr. Olivier:** We move:

That Bill C-83 be amended by striking out lines 34 and 35 on page 40 thereof and substituting therefor the following:

"10. Section 178.23 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

"178.23 (1) The Attorney General of the province in which an application for an authorization was made or the Solicitor General of Canada if the application was made by him or on his behalf shall, within ninety days next following the period for which the authorization was given or within such other period as is fixed pursuant to subsection 178.12(3) or subsection (4) of this section notify in writing the person who was the object of the interception pursuant to the authorization and shall, in a manner prescribed by regulations made by the Governor in Council, certify to the court that issued the authorization that such person has been so notified.

(2) Subsection (1) does not apply in the case of a warrant issued under subsection 16(2) of the *Official Secrets Act*.

(3) At any time within the ninety day period mentioned in subsection (1) or any other period that is less than five years that was fixed by a judge pursuant to subsection 178.12(3) in relation to a particular authorization, the Attorney General by or on whose behalf the application for the authorization was made or the Solicitor General of Canada if the application was made by him or on his behalf may apply to a judge of a superior court of criminal jurisdiction or a judge as defined in section 482 to substitute for the ninety day period mentioned in subsection (1) or the other period so fixed, such longer period not exceeding five years as is set forth in the application.

(4) Where the judge to whom an application referred to in subsection (3) is made, on the basis of an affidavit submitted in support of the application, is of the opinion that the interests of justice warrant the granting of the application, he shall fix a period, not exceeding five years, in substitution for the ninety day period mentioned in subsection (1) or the period fixed pursuant to subsection 178.12(3)."

Et la version anglaise qui y correspond.

[Text]

**The Chairman:** Mr. Poulin.

**Mr. Poulin:** There are two main provisions here that it will not be necessary to certify that the investigation is continuing in order to apply for an extension of the notification period up to the five-year term. This is so because the officers may wish to cease the investigation but continue on collateral investigations. They will nonetheless be required to notify at the end of the five-year or extended period of time, whatever period of time that is.

**The Chairman:** Mr. Lachance and then Mr. Leggatt.

**M. Lachance:** J'ai simplement un commentaire à faire. On se souviendra que dans le Bill C-83, on enlevait à la poursuite l'obligation d'aviser l'individu qui avait été l'objet d'une écoute électronique. Je pense qu'il s'agissait là d'une mesure extrêmement dangereuse, si on considère que l'écoute électronique est un moyen d'enquête spécial, lui-même très dangereux parce qu'il s'attaque au concept même de la protection de la vie privée. Je salue donc cet amendement présenté par le gouvernement, amendement qui remet en force la situation telle qu'elle existait précédemment, et sujet évidemment à des modifications d'usage en ce qui concerne la période de cinq ans; période sur laquelle je suis d'accord d'ailleurs, après les commentaires que nous avaient faits à cet égard les chefs de police, lorsqu'ils étaient venus témoigner devant ce Comité. Ils avaient expliqué les raisons pour lesquelles, dans certains cas, il valait mieux ne pas donner l'avis.

• 1730

Alors, sur la question des cinq ans, je suis d'accord; dans la mesure où l'avis est réintroduit, je suis satisfait et j'aimerais donc voter en faveur de cet amendement.

**The Chairman:** Mr. Leggatt.

**Mr. Leggatt:** Just one question. Mr. Chairman. Why is it necessary that the Official Secrets Act be exempted from the provisions of notification?

**Mr. Poulin:** It has been among other things, Mr. Leggatt, very traditional that if under the Official Secrets Act you find it necessary to electronically survey some member of a foreign embassy in this country—ordinarily they do not tell us in other countries—I do not think it has ever been the practice of this country to advise others.

**Mr. Leggatt:** Are you suggesting, in your capacity here, in your political capacity, that we are now engaged in wiretapping of various embassies and it is that simple.

**Mr. Poulin:** No, I am not suggesting that at all. I am not suggesting that at all. But you say why is it exempted under the Official Secrets Act? One of many reasons is the protection of the country against subversive activities which may come from within or may come from without. It is not very advisable to advise those who we suspect of trying to attempt to overthrow this nation by subversive activities that we are on to them.

**The Chairman:** Thank you.

[Interpretation]

**Le président:** Monsieur Poulin.

**M. Poulin:** Il y a dans ce bill deux dispositions principales préconisant qu'il ne serait pas nécessaire de s'assurer que l'enquête se poursuive afin de demander une prolongation de la période quinquennale. Dans de telles circonstances, il se peut que la police veuille terminer l'enquête tout en poursuivant d'autres enquêtes qui s'y rapportent. Les autorités seront néanmoins obligées de donner avis à la fin de la période de 5 ans ou de la période prolongée.

**Le président:** M. Lachance a la parole, suivi par M. Leggatt.

**Mr. Lachance:** I just have a remark to make. You will recall that Bill C-83 seeks to relieve the police of the obligation of notifying the person under electronic surveillance. I think this is an extremely dangerous method, since the very concept of electronic surveillance threatens individual privacy. I am therefore pleased with the amendment being put forward by the government. It seeks to change things back to what they once were. Obviously, this amendment would be subject to modification with respect to the five-year period, with which I also agree, especially after hearing the remarks made by the chiefs of police when they appeared before the Committee. They have explained the reasons why, in certain cases, it was better not to give notice.

Then, about the five-year period, I am in agreement in so far as notice is reinstated. I am satisfied and I would like to vote in favour of this amendment.

**Le président:** Monsieur Leggatt.

**M. Leggatt:** J'ai encore une question, monsieur le président. Pourquoi est-il nécessaire que la Loi sur les secrets officiels soit exemptée quant à cette disposition concernant l'avis?

**M. Poulin:** C'est une de nos traditions, monsieur Leggatt, dans la Loi sur les secrets officiels; s'il est nécessaire de surveiller électroniquement un employé d'une ambassade dans les autres pays, je ne crois que nous n'ayons non plus l'habitude de les avertir.

**M. Leggatt:** Prétendez-vous, en votre qualité d'homme politique, que nous faisons de l'écoute électronique dans les diverses ambassades, et que ce soit aussi simple?

**M. Poulin:** Non, ce n'est pas cela du tout. Je ne prétends rien du tout. Mais vous me demandez pourquoi cela ne fait pas partie de la Loi sur les secrets officiels? Une des nombreuses raisons c'est qu'il faut protéger le pays contre toute activité subversive, qu'elle vienne de l'intérieur ou de l'extérieur. Il n'est pas souhaitable d'aviser ceux que nous soupçonnons de vouloir nuire à notre pays par des activités subversives que nous les surveillons.

**Le président:** Je vous remercie.

[Texte]

**Mr. Leggatt:** You say it is a traditional point.

**Mr. McCleave:** The answer is going to be studied in another committee in any event.

**The Chairman:** Shall Mr. Olivier's amendment carry?

Amendment agreed to.

Clause 10, as amended, agreed to.

**The Chairman:** Well, we have reached our point of adjournment for today but we must agree on tomorrow's meeting. It has been suggested to me, I discussed this with Mr. Woolliams, earlier, I believe he will not be here but he has no objection to the Committee proceeding to deal with the other sections of the bill. Perhaps we may have a motion as to . . . I understand the Solicitor General will not be available at 11 a.m. because he has to speak in the House but he will be available for the rest of the day.

**Mr. Fox:** Mr. Chairman, I would like to put a motion that we sit from 9.30 a.m. to 11.00 a.m. and from 3.30 p.m. to 5.30 p.m. I would hope that we would have perhaps finished consideration of the bill at that time. But, if we have not, then I would suggest that we come back tomorrow evening from 8.00 p.m. until 10.00 p.m.

**The Chairman:** Is that agreed?

**Some hon. Members:** Agreed.

**The Chairman:** The Committee is adjourned until tomorrow morning at 9.30.

[Interprétation]

**M. Leggatt:** Vous dites que c'est une coutume?

**M. McCleave:** Quoi qu'il en soit, la réponse fera l'objet d'une étude dans un autre comité.

**Le président:** Est-ce que l'amendement de M. Olivier est adopté?

L'amendement est adopté.

L'article 10 modifié est adopté.

**Le président:** Je crois que nous sommes maintenant sur le point d'ajourner, mais il nous faut convenir des heures de séances pour demain. On m'a suggéré, et j'en ai discuté avec M. Woolliams un peu plus tôt—je ne crois pas qu'il sera ici, mais il n'a pas d'objection à ce que le Comité procède à l'étude des autres articles du bill. Nous aurons peut-être une motion . . . Si j'ai bien compris, le Solliciteur général ne sera pas disponible à 11 h 00 demain matin, car il doit prendre la parole à la Chambre, mais il le sera pour le reste de la journée.

**M. Fox:** Monsieur le président, j'aimerais proposer une motion; celle de siéger de 09 h 30 à 11 h 00 et de 15 h 30 à 17 h 30. J'espère que nous aurons fini l'étude du bill à ce moment-là. Sinon, nous pourrions peut-être revenir demain soir de 20 h 00 à 22 h 00.

**Le président:** Êtes-vous d'accord?

**Des voix:** D'accord.

**Le président:** Le comité s'ajourne à demain matin, 9 h 30.



**APPENDIX "JLA-46"**

Re: Fully Automatic Weapons  
Bill C-83

This correspondence has reference to letter of Mr. Wayne LOGUS, and deals with the subject matter as listed in the appendix to his letter.

(A) Licencing of Individuals

(1) Licence for Bona fide collectors:

Bona fide collectors will not be issued special licences. They will be eligible for the normal firearm licence. An amendment to Bill C-83 approved on 9-6-76 allows existing collectors to maintain their fully automatic weapons provided they were registered by 1 June 1976. A proposed amendment to S. 94(1), if approved, will allow the exchange of weapons between collectors of such weapons registered by 1 June 1976.

S. 95(1) makes it an offence for anyone to sell a firearm (including frame, receiver or barrel) to a person not possessing a licence. These are the integral parts of any firearm and it is felt the law should govern these. The remaining parts are useless without these and so are not governed by law.

(2) Endorsement to (1) for target shooters:

A background investigation is performed now on almost all applicants for carrying permits. It should be pointed out, however, that while the present law provides for the issue of a carrying permit for a fully automatic weapon, rarely are any issued for any purpose other than gun show displays. This provision will hold true under Bill C-83 provided the weapon was registered by 1 June 1976. Similarly, it will still be possible for a collector to make application for a carrying permit to use a fully automatic at an approved range. Whether or not he would be successful in his application depends upon the discretion of the local registrar. Such permits are very seldom issued.

Most ranges where restricted weapons are used are approved now by Provincial Attorneys General.

(B) Purchasing of Automatic Weapons

Under Bill C-83, transactions involving fully automatic weapons may only be made between licenced bona fide collectors (1 June 1976) of such weapons.

Automatic weapons not registered by 1 June 76 will be prohibited. Given the lethal character of these weapons, the money that some collectors have invested in existing collections, this position seems reasonable.

(C) Semiautomatic Weapons

The vast majority of semiautomatic rifles are not affected by Bill C-83. To qualify as a restricted weapon, a semiautomatic rifle must have an overall length of less than 26" or a barrel of less than 18½" and fire centre fire ammunition. Most semiautomatic weapons will not meet this criteria.

The AR15 referred to by Mr. Logus has an overall length of 39" and a barrel of 20", so would not be restricted. Similarly, the FN FAL has an overall length of 39" and a barrel of 21".

Weapons having a selective switch permitting fully automatic fire or semiautomatic fire, must be viewed as fully automatic weapons. They are therefore subject to the conditions previously mentioned.

It is not necessary to be in possession of specific parts to convert many semiautomatic weapons to fully auto. Simply filing the sear can bring about this change in some weapons.

(D) Ranges

Permits to carry fully automatic weapons to and from ranges are necessary now, although seldom issued. They will continue to be necessary for those legitimate automatic weapons under Bill C-83.

(E) Conveyance of Automatic Weapons

Refer to para. "D".

(F) Dewats

A standardized deactivation formulae is attached hereto as developed by the R.C.M.P. Firearms Laboratory Section.

Dewats are not lawfully recognized as firearms. They are not subject to restrictions now nor will they be under Bill C-83.

(G) Security

Firearm collectors will have to adhere to stringent secure storage regulations and the suggestion of Mr. Logus that major operating parts be kept in a safe may well be included along with other conditions.

I trust the foregoing will be of assistance to you.

R. Hoban, Insp.



## APPENDICE «JLA-46»

OBJET: Armes à tir automatique  
Bill C-83

La présente fait suite à la lettre de M. Wayne LOGUS, et traite des différents points énumérés à l'appendice de sa lettre.

(A) La délivrance d'autorisations à des particuliers

(1) Autorisation accordée aux collectionneurs authentiques:

On ne délivrera pas d'autorisations spéciales aux collectionneurs authentiques. Ils auront droit à l'autorisation normale de possession d'arme à feu. Un amendement au Bill C-83, approuvé le 9/6/76, permet aux collectionneurs qui ont déjà une collection de conserver leurs armes automatiques pourvu qu'elles soient enregistrées au 1<sup>er</sup> juin 1976. Un projet de modification du paragraphe 94(1), s'il est adopté, permettra la vente, entre collectionneurs, des armes enregistrées au 1<sup>er</sup> juin 1976.

Aux termes du paragraphe 95(1) quiconque vend une arme à feu (y compris la carcasse, le bloc de culasse et le canon) à une personne qui n'est détentrice d'aucune autorisation, est coupable d'une infraction, ce sont les parties essentielles de toute arme à feu, et nous pensons qu'elles devraient être incluses dans la loi. Les autres parties de l'arme à feu sont inutiles en leur absence et, par conséquent, ne sont pas réglementées par la loi.

(2) Application du paragraphe (1) aux tireurs à la cible:

Actuellement, on effectue une enquête sur les antécédents de presque tous les particuliers qui demandent un permis de transport d'arme. Il est à remarquer toutefois, que même si la loi actuelle prévoit la délivrance d'un permis pour le transport d'une arme automatique, on en délivre rarement et uniquement pour les expositions d'armes à feu. Cette disposition demeurera applicable dans le cadre du Bill C-83, pourvu que l'arme soit enregistrée d'ici au 1<sup>er</sup> juin 1976. De même, un collectionneur aura toujours la possibilité de demander un permis de transport d'armes automatiques en vue de les utiliser sur un champ de tir autorisé. Il sera laissé à la discrétion du registraire local de répondre favorablement ou défavorablement à sa demande. On délivre très rarement de tels permis. La plupart des champs de tir où l'on utilise des armes à autorisation restreinte sont actuellement approuvées par les procureurs généraux des provinces.

(B) L'achat d'armes automatiques

Au terme du Bill C-83, les transactions touchant des armes complètement automatiques ne peuvent être faites qu'entre les collectionneurs dûment autorisés (1<sup>er</sup> juin 1976) de ce genre d'armes.

Les armes automatiques qui ne seront pas enregistrées le 1<sup>er</sup> juin 1976 seront interdites. En tenant compte du danger que présentent ces armes et des sommes que certains collectionneurs ont investies jusqu'ici dans leurs collections, cette disposition semble raisonnable.



(C) Les armes semi-automatiques

La grande majorité des carabines semi-automatiques ne tombent pas sous le coup du bill C-83. Pour être considérée comme une arme à autorisation restreinte, une carabine semi-automatique doit avoir une longueur globale de moins de 26 pouces ou un canon d'une longueur de moins de 18 pouces et demi, et utiliser des munitions à percussion centrale. La plupart des armes semi-automatiques ne correspondent pas à ces critères.

La carabine AR15 mentionnée par M. Logus a une longueur globale de 39 pouces et le canon mesure 20 pouces, elle ne serait donc pas interdite. De même, la carabine FN FAL a une longueur totale de 39 pouces et un canon de 21 pouces.

Les armes munies d'une manette en déclenchant le fonctionnement complètement automatique ou semi-automatique doivent être considérées comme des armes complètement automatiques. Elles sont donc assujetties aux conditions mentionnées précédemment.

Il n'est pas nécessaire d'avoir en main une pièce en particulier pour convertir beaucoup d'armes semi-automatiques en armes complètement automatiques. Il suffit dans certains cas, de limer tout simplement la gâchette.

(D) Champs de tir

Il est maintenant nécessaire de posséder un permis pour transporter les armes complètement automatiques au champ de tir, cependant ils sont rarement délivrés. Ils demeureront obligatoires

pour les armes automatiques autorisées aux termes du  
bill C-83.

(E) Le transport des armes à feu automatiques

Se reporter au paragraphe "D".

(F) Armes de guerre neutralisées

Vous trouverez ci-joint une formule normalisée de neutralisation; cette méthode a été mise au point par la Section des armes à feu - Laboratoires de la GRC.

Du point de vue légal, les armes de guerre neutralisées ne sont pas reconnues comme des armes à feu. Elles ne sont soumises actuellement à aucun règlement, ni ne le seront d'ailleurs en vertu du bill C-83.

(G) Sécurité

Les collectionneurs d'armes à feu devront se conformer à des règlements très rigoureux visant l'entreposage des armes en toute sécurité et il se pourrait fort bien que l'on ajoute aux autres conditions la proposition de M. Logus, en vertu de laquelle les principales pièces nécessaires au fonctionnement de ces armes seraient gardées dans un coffre-fort.

J'ai bon espoir que ce qui précède vous sera utile.

R. Hoban, inspecteur





WITNESSES—TÉMOINS

Mr. Hugh Poulin, Parliamentary Secretary to the Solicitor General.

*From the Department of Justice:*

A. Sarchuk, Senior Legal Counsel.

M. Hugh Poulin, Secrétaire parlementaire du Solliciteur général du Canada.

*Du ministère de la Justice:*

A. Sarchuk, avocat conseil.

HOUSE OF COMMONS

Issue No. 67

Thursday, June 17, 1976

Chairman: Mr. Mark MacGuigan

CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule n° 67

Le jeudi 17 juin 1976

Président: M. Mark MacGuigan

Government  
Publications

*Minutes of Proceedings and Evidence  
of the Standing Committee on*

*Procès-verbaux et témoignages  
du Comité permanent de la*

## Justice and Legal Affairs

## Justice et des questions juridiques

### RESPECTING:

Bill C-83, Criminal Law Amendment  
Act (No. 1), 1976.

### CONCERNANT:

Bill C-83, Loi de 1976 modifiant  
le droit pénal, n° 1.

### APPEARING:

The Honourable Warren Allmand,  
Solicitor General of Canada.

### COMPARAÎT:

L'honorable Warren Allmand,  
Solliciteur général du Canada.

### WITNESSES:

(See back cover)

### TÉMOINS:

(Voir à l'endos)

First Session

Thirtieth Parliament, 1974-75-76

Première session de la

trentième législature, 1974-1975-1976

STANDING COMMITTEE ON JUSTICE  
AND LEGAL AFFAIRS

*Chairman:* Mr. Mark MacGuigan

*Vice-Chairman:* Mr. Yvon Pinard

Messrs.

Caouette ( <i>Villeneuve</i> )	Flynn
Dick	Fox
Douglas ( <i>Bruce-Grey</i> )	Fraser
Fairweather	Friesen
Fleming	Guilbault

COMITÉ PERMANENT DE LA JUSTICE  
ET DES QUESTIONS JURIDIQUES

*Président:* M. Mark MacGuigan

*Vice-président:* M. Yvon Pinard

Messieurs

Lachance	Poulin
Leggatt	Railton
Loiselle ( <i>Chambly</i> )	Whittaker
McCleave	Woolliams—(20)

(Quorum 11)

*Le greffier du Comité*

Lois A. Cameron

*Clerk of the Committee*

Pursuant to S.O. 65(4)(b)

On Thursday, June 17, 1976:

Mr. Whittaker replaced Mr. Brisco  
Mr. Fraser replaced Mr. Towers  
Mr. Railton replaced Mr. Olivier  
Mr. Milne replaced Mr. Pearsall  
Mr. Smith (*Saint-Jean*) replaced Mr. Stanbury  
Mr. Loiselle (*Chambly*) replaced Mr. Smith (*Saint-Jean*)  
Mr. Fleming replaced Mr. Dupont  
Mr. Andres (*Lincoln*) replaced Mr. Milne  
Mr. Guilbault replaced Mr. Andres (*Lincoln*)

Conformément à l'article 65(4)b) du Règlement

Le jeudi 17 juin 1976:

M. Whittaker remplace M. Brisco  
M. Fraser remplace M. Towers  
M. Railton remplace M. Olivier  
M. Milne remplace M. Pearsall  
M. Smith (*Saint-Jean*) remplace M. Stanbury  
M. Loiselle (*Chambly*) remplace M. Smith (*Saint-Jean*)  
M. Fleming remplace M. Dupont  
M. Andres (*Lincoln*) remplace M. Milne  
M. Guilbault remplace M. Andres (*Lincoln*)



## MINUTES OF PROCEEDINGS

THURSDAY, JUNE 17, 1976

(76)

[Text]

The Standing Committee on Justice and Legal Affairs met at 9:43 o'clock a.m. this day, the Chairman, Mr. MacGuigan, presiding.

*Members of the Committee present:* Messrs. Douglas (Bruce-Grey), Dupont, Fairweather, Fox, Fraser, Friesen, Lachance, Leggatt, MacGuigan, McCleave, Milne, Pinard, Poulin, Railton, Smith (Saint-Jean) and Whittaker.

*Appearing:* The Honourable Warren Allmand, Solicitor General of Canada.

*Witnesses: From the Department of Justice:* Mr. A. Sarchuk, Senior Legal Counsel. *From the Ministry of the Solicitor General:* Mr. R. Diguier, Deputy Commissioner (Operations), Canadian Penitentiary Service.

The Committee resumed consideration of Bill C-83, An Act for the better protection of Canadian society against perpetrators of violent and other crime (Criminal Law Amendment Act (No. 1), 1976.).

## On Clause 11

The Minister, with the witnesses, answered questions.

Mr. Fox moved,—That Clause 11 be amended by striking out lines 40 to 44 on page 42 thereof and substituting therefor the following:

"689. (1) Where an application under this Part has been made, the Court shall hear and determine the application except that no such application shall be heard unless

(a) the Attorney General of the province in which the offender was tried has, either before or after the making of the application, consented to the application;"

After debate, the question being put on the amendment, it was agreed to.

Mr. Fox moved,—That Clause 11 be amended by striking out lines 34 to 36 on page 46 thereof and substituting therefor the following:

"shall, forthwith after the expiration of three years from the day on which that person was taken into custody and not later than every two years thereafter, review"

After debate, the question being put on the amendment, it was agreed to.

Mr. Leggatt moved,—That Clause 11 be amended by striking out line 1 at page 47 and substituting the following therefor:

"six months, review the condition, history and cir—"

After debate, the question being put on the amendment, it was, by a show of hands, negatived: YEAS: 1; NAYS: 10.

Clause 11, as amended, carried.

At 11:02 o'clock a.m., the Committee adjourned until 3:30 o'clock p.m. this day.

## PROCÈS-VERBAL

LE JEUDI 17 JUIN 1976

(76)

[Traduction]

Le Comité permanent de la justice et des questions juridiques se réunit aujourd'hui à 9 h 43, sous la présidence de M. MacGuigan (président).

*Membres du Comité présents:* MM. Douglas (Bruce-Grey), Dupont, Fairweather, Fox, Fraser, Friesen, Lachance, Leggatt, MacGuigan, McCleave, Milne, Pinard, Poulin, Railton, Smith (Saint-Jean) et Whittaker.

*Comparent:* L'honorable Warren Allmand, Solliciteur général du Canada.

*Témoins: Du ministère de la Justice:* M. A. Sarchuk, avocat-conseil. *Du ministère du Solliciteur général:* M. R. Diguier, commissaire adjoint (Service opérationnel), Service canadien des pénitenciers.

Le Comité reprend l'étude du Bill C-83, Loi pour mieux protéger la société canadienne contre les auteurs de crimes violents et autres crimes. (Loi de 1976 modifiant le droit pénal, n° 1).

## Article 11

Le ministre et les témoins répondent aux questions.

M. Fox propose,—Que l'article 11 soit modifié en remplaçant les lignes 40 à 45, page 42, par ce qui suit:

"689. (1) La cour doit entendre et statuer sur une demande faite en vertu de la présente Partie si

a) le procureur général de la province où le délinquant a été jugé, soit avant ou après leur présentation, a autorisé la demande;

Après débat, l'amendement, mis aux voix, est adopté.

M. Fox propose,—Que l'article 11 soit modifié en remplaçant les lignes 38 et 39, page 46, par ce qui suit:

"période indéterminée dès l'expiration d'un délai de trois ans à compter du jour où ces personnes ont été mises sous garde et, par la suite"

Après débat, l'amendement, mis aux voix, est adopté.

M. Leggatt propose,—Que l'article 11 soit modifié en remplaçant la ligne 46, page 46, par ce qui suit:

"tous les six mois, examiner les antécédents et la situa—"

Après débat, l'amendement, mis aux voix, est rejeté à main levée par 10 voix contre 1.

L'article 11, modifié, est adopté.

A 11 h 02, le Comité suspend ses travaux jusqu'à 15 h 30.

## AFTERNOON SITTING (77)

The Standing Committee on Justice and Legal Affairs met at 3:52 o'clock p.m. this day, the Chairman, Mr. MacGuigan, presiding.

*Members of the Committee present:* Messrs. Andres (*Lincoln*), Douglas (*Bruce-Grey*), Fairweather, Fleming, Flynn, Fox, Fraser, Friesen, Guilbault, Lachance, Leggatt, Loiselle (*Chambly*), MacGuigan and Poulin.

*Appearing:* The Honourable Warren Allmand, Solicitor General of Canada.

*Witnesses:* From the Department of Justice: Mr. A. Sarchuk, Senior Legal Counsel. From the Ministry of the Solicitor General: Mr. W. R. Outerbridge, Chairman, National Parole Board; Mr. R. B. Macauley, Legal Officer, Legal Services, National Parole Board and Mr. André Therrien, Commissioner, Canadian Penitentiary Service.

The Chairman called Clause 12.

The Minister, with the witnesses, answered questions.

After debate, the question being put on Clause 12, it was agreed to.

The Chairman called Clause 13.

After debate, the question being put on Clause 13, it was negatived.

On Clause 14

Mr. Fox moved,—That Clause 14 be amended by adding thereto, immediately after line 30 on page 53 thereof, the following paragraph:

(d.1) barrelled weapons that are deemed by subsection 82(2) of the *Criminal Code*, for the purposes of certain provisions of that Act enumerated in that subsection, not to be firearms;"

After debate, the question being put on the amendment, it was agreed to.

Clause 14, as amended, carried.

On Clause 15

Mr. Leggatt moved,—That Clause 15 be amended by striking out line 13 at page 54 and substituting the following therefor:

"does not include day parole;"

After debate, the amendment was, by unanimous consent, withdrawn.

Clause 15 carried.

Clauses 16, 17 and 18 carried.

On Clause 19

Mr. Leggatt moved,—That Clause 19 be amended by striking out line 38 at page 56 and substituting the following therefor:

"sions of the Board, each consisting of two or"

## SÉANCE DE L'APRÈS-MIDI (77)

Le Comité permanent de la justice et des questions juridiques se réunit aujourd'hui à 15 h 52, sous la présidence de M. MacGuigan (président).

*Membres du Comité présents:* MM. Andres (*Lincoln*), Douglas (*Bruce-Grey*), Fairweather, Fleming, Flynn, Fox, Fraser, Friesen, Guilbault, Lachance, Leggatt, Loiselle (*Chambly*), MacGuigan et Poulin.

*Comparaît:* L'honorable Warren Allmand, Solliciteur général du Canada.

*Témoins:* Du ministère de la Justice: M. A. Sarchuk, avocat-conseil. Du ministère du Solliciteur général: M. W. R. Outerbridge, président, Commission nationale des libérations conditionnelles; M. R. B. Macauley, Services juridiques, Commission nationale des libérations conditionnelles et M. André Therrien, commissaire, Service canadien des pénitenciers.

Le président met l'article 12 en délibération.

Le ministre et les témoins répondent aux questions.

Après débat, l'article 12, mis aux voix, est adopté.

Le président met l'article 13 en délibération.

Après débat, l'article 13, mis aux voix, est rejeté.

Article 14

M. Fox propose,—Que l'article 14 soit modifié par l'adjonction, immédiatement après la ligne 27, page 53, de l'alinéa suivant:

d.1) les armes dotées d'un canon qui, en vertu du paragraphe 82(2) du *Code criminel*, sont réputées, aux fins de certaines dispositions de cette loi énumérées dans ce paragraphe, ne pas être des armes à feu;"

Après débat, l'amendement, mis aux voix, est adopté.

L'article 14, modifié, est adopté.

Article 15

M. Leggatt propose,—Que l'article 19 soit modifié en remplaçant la ligne 41, page 56, par ce qui suit:

«posent de deux ou plus de deux membres de»

Après débat, l'amendement est, du consentement unanime, retiré.

L'article 15 est adopté.

Les articles 16, 17 et 18 sont adoptés.

Article 19

M. Leggatt propose,—Que l'article 19 soit modifié en remplaçant les lignes 4 et 5, page 57, par ce qui suit:

«peut exercer tous les pouvoirs que les lois du Parlement, notamment la présente, confèrent à la Commission.»

After debate, the question being put on the amendment, it was, by a show of hands, agreed to: YEAS: 6; NAYS: 3.

Mr. Fox moved,—That Clause 19 be amended by striking out line 3 on page 57 thereof and substituting therefor the following:

“powers conferred on the Board by this or any other Act of Parliament.”

After debate, the question being put on the amendment, it was agreed to.

Clause 19, as amended, carried.

Clause 20 carried.

On Clause 21

Mr. Leggatt moved,—That Clause 21 be amended by striking out lines 12 to 19 at page 58 and substituting the following therefor:

“6. (1) Subject to this Act, the Penitentiary Act and the Prisons and Reformatories Act, the Board is empowered and has exclusive jurisdiction to grant or refuse to grant parole or a temporary absence without escort pursuant to the Penitentiary Act and to revoke parole or terminate day parole.

(2) In exercising its powers, the Board shall act judicially and in conformity with the rules of natural justice.”

After debate, the amendment was, by unanimous consent, withdrawn.

Clause 21 carried.

It was agreed,—That the Committee continue to sit after 5:30 o'clock p.m.

On Clause 22

Mr. Leggatt moved,—That Clause 22 be amended by striking out line 28 at page 58 and substituting the following therefor:

“countries, but subject always to the provisions of the *Immigration Act and Extradition Act.*”

After debate, the amendment was, by unanimous consent, withdrawn.

Clause 22 carried.

On Clause 23

Mr. Leggatt moved,—That Clause 23 be amended by striking out line 37 at page 58 and substituting the following therefor:

“9. (1) The Governor in Council shall”

After debate, the amendment was, by unanimous consent, withdrawn.

Mr. Fox moved,—That Clause 23 be amended by striking out lines 20 to 23 on page 59 thereof and substituting therefor the following:

“review of a case of an inmate or on a hearing of a parole application by an inmate, and prescribing the minimum”

Après débat, l'amendement, mis aux voix, est adopté à main levée par 6 voix contre 3.

M. Fox propose,—Que l'article 23 soit modifié en remplaçant les lignes 25 à 28, page 59, par ce qui suit:

«puisse être accordée à un détenu lors de l'examen de son cas ou lors de l'audition de la demande qu'il présente en ce sens;»

Après débat, l'amendement, mis aux voix, est adopté.

L'article 19, modifié, est adopté.

L'article 20 est adopté.

Article 21

M. Leggatt propose,—Que l'article 21 soit modifié en remplaçant les lignes 11 à 21, page 58, par ce qui suit:

«6. (1) Sous réserve de la présente loi, de la Loi sur les pénitenciers et de la Loi sur les prisons et les maisons de correction, la Commission a le pouvoir et la compétence exclusive pour accorder ou refuser d'accorder une libération conditionnelle ou une absence temporaire sans escorte en vertu de la Loi sur les pénitenciers et pour révoquer une libération conditionnelle ou mettre fin à une libération conditionnelle de jour.

(2) En exerçant ses pouvoirs, la Commission doit agir avec discernement et conformément aux règles de la justice naturelle.»

Après débat, l'amendement est, du consentement unanime, retiré.

L'article 21 est adopté.

Il est convenu,—Que le Comité continue de siéger après 17 h 30.

Article 22

M. Leggatt propose,—Que l'article 22 soit modifié en remplaçant la ligne 29 par ce qui suit:

«internationaux conclus par le Canada, mais toujours sous réserve des dispositions de la *Loi sur l'immigration* et de la *Loi sur l'extradition.*»

Après débat, l'amendement est, du consentement unanime, retiré.

L'article 22 est adopté.

Article 23

M. Leggatt propose,—Que l'article 23 soit modifié en remplaçant la ligne 36, page 58, par ce qui suit:

«9. (1) Le gouverneur en conseil doit, par»

Après débat, l'amendement est, du consentement unanime, retiré.

M. Fox propose,—Que l'article 23 soit modifié en remplaçant les lignes 25 à 28, page 59, par ce qui suit:

«puisse être accordée à un détenu lors de l'examen de son cas ou lors de l'audition de la demande qu'il présente en ce sens;»



After debate, the question being put on the amendment, it was agreed to.

Mr. Fox moved,—That Clause 23 be amended by striking out lines 16 to 19 on page 60 thereof and substituting therefor the following:

“(2) A regulation made under subsection (1) may be made to apply generally or

(a) to a specified area or region of Canada, in which a provincial parole board is being established, or

(b) to a certain class or classes of inmates.”

After debate, the question being put on the amendment, it was agreed to.

Clause 23 as amended carried.

On Clause 24

Mr. Fox moved,—That Clause 24 be amended by striking out line 2 on page 61 thereof and substituting therefor the following:

“by the Board may terminate a temporary absence without escort granted to an inmate pursuant to sections 26.1 or 26.2 of the *Penitentiary Act* or the day parole”

After debate, the question being put on the amendment, it was agreed to.

Clause 24, as amended, carried.

On Clause 25

Mr. Leggatt moved,—That Clause 25 be amended by striking out lines 7 to 14 inclusive on page 61 and substituting the following therefor:

“25. Section 11 of the said Act is repealed.”

After debate, the question being put on the amendment, it was negatived.

Clause 25 carried.

Clause 26 carried.

On Clause 27

Mr. Leggatt moved,—That Clause 27 be amended by striking out line 17 at page 62 and substituting the following therefor:

“sentence, but such a choice is not binding upon an inmate who subsequently chooses to be released on mandatory supervision; any subsequent choice to be released on mandatory supervision shall be respected as soon as is reasonably possible, however, the inmate may not require his release other than during the daylight hours of a normal work week.”

After debate, the question being put on the amendment, it was agreed to.

Mr. Leggatt moved,—That Bill C-83 be amended by adding, immediately after line 29 on page 62, the following Clause:

“27.1 The said Act is further amended by adding thereto, immediately after section 15 thereof, the following section:

Après débat, l'amendement, mis aux voix, est adopté.

M. Fox propose,—Que l'article 23 soit modifié en remplaçant les lignes 21 à 25, page 60, par ce qui suit:

«(2) Les règlements établis en vertu du paragraphe (1) peuvent être destinés à s'appliquer

a) partout au Canada ou, pendant que des commissions provinciales des libérations conditionnelles sont en cours d'établissement, dans les régions désignées, ou

b) à toutes ou à certaines catégories de détenus.»

Après débat, l'amendement, mis aux voix, est adopté.

L'article 23, modifié, est adopté.

Article 24

M. Fox propose,—Que l'article 24 soit modifié en remplaçant la ligne 3, page 61, par ce qui suit:

«fin à l'absence temporaire sans escorte accordée à un détenu en vertu des articles 26.1 ou 26.2 de la *Loi sur les pénitenciers* ou à la libération conditionnelle de jour de»

Après débat, l'amendement, mis aux voix, est adopté.

L'article 24, modifié, est adopté.

Article 25

M. Leggatt propose,—Que l'article 25 soit modifié en remplaçant les lignes 7 à 16 page 61, par ce qui suit:

«25. L'article 11 de ladite Loi est abrogé.»

Après débat, l'amendement, mis aux voix, est rejeté.

L'article 25 est adopté.

L'article 26 est adopté.

Article 27

M. Leggatt propose,—Que l'article 27 soit modifié en remplaçant la ligne 16, page 62, par ce qui suit:

«d'achever de purger sa peine *intra muros*, mais ce choix n'engage pas définitivement le détenu qui choisit plus tard d'être remis en liberté sous surveillance obligatoire; tout choix ultérieur d'être remis en liberté sous surveillance obligatoire doit être respecté dès que possible; le détenu ne peut cependant demander sa remise en liberté que pendant les heures diurnes d'une semaine normale de travail.»

Après débat, l'amendement, mis aux voix, est adopté.

M. Leggatt propose,—Que le bill C-83 soit modifié en insérant l'article suivant immédiatement après la ligne 28, page 62:

«27.1 Ladite loi est en outre modifiée par l'insertion de l'article suivant immédiatement après l'article 15:

"15.1 Notwithstanding anything in this Act, every inmate on parole or mandatory supervision may, without penalty, voluntarily terminate such parole or mandatory supervision by returning to the place of confinement from which he was allowed to go." "

After debate, the amendment was by unanimous consent, withdrawn.

Clause 27, as amended, carried.

On Clause 28

Mr. Leggatt moved,—That Clause 28 be amended by striking out lines 35 to 38 on page 62 and substituting the following therefor:

"breach of a fundamental term or condition of parole occurs or when the Board or person is satisfied that it is necessary or desirable to do so in order to prevent such a breach or to protect society,"

After debate, the amendment was, by unanimous consent, withdrawn.

Clause 28 carried.

Clause 29 carried.

On Clause 30

Mr. Fox moved,—That Clause 30 be amended by striking out lines 13 and 14 on page 64 thereof and substituting therefor the following:

"suspended and he was in custody;

(c) any remission earned after the coming into force of this subsection and applicable to a period during which his parole was suspended and he was in custody; and

(d) any earned remission that stood to his"

After debate, the question being put on the amendment, it was agreed to.

Mr. Leggatt moved,—That Clause 30 be amendment by striking out lines 7 to 21 at page 64 and substituting the following therefor:

"pined at the time his parole was revoked plus ten per cent of such portion."

After debate, the amendment was, by unanimous consent, withdrawn.

Clause 30, as amended, carried.

Mr. Leggatt moved,—That Bill C-83 be amended by adding, immediately after line 21 at page 64, the following Clause:

"30.1 The Board shall review every decision to revoke parole or mandatory supervision made prior to the coming into force of this Act and affecting a sentence now being served, with a view to remitting such portion of the sentence as is equitable in light of subsection 20(3) of the *Parole Act*."

After debate, the question being put on the amendment, it was, by a show of hands, negatived: YEAS: 2; NAYS: 8.

"15.1 Nonobstant toute disposition de la présente loi, tout détenu en liberté conditionnelle ou sous surveillance obligatoire peut, sans pénalité, mettre fin volontairement à cette liberté conditionnelle ou sous surveillance obligatoire en retournant au lieu de détention qu'il a été autorisé à quitter." »

Après débat, l'amendement est, du consentement unanime, retiré.

L'article 27, modifié, est adopté.

Article 28

M. Leggatt propose,—Que l'article 28 soit modifié en remplaçant la ligne 33 page 61, par ce qui suit:

«cas de violation de modalités fondamentales d'une libéra-»

Après débat, l'amendement est, du consentement unanime, retiré.

L'article 28 est adopté.

L'article 29 est adopté.

Article 30

M. Fox propose,—Que l'article 30 soit modifié en remplaçant les lignes 16 et 17, page 64, par ce qui suit:

«nelle;

c) les réductions de peine méritées après l'entrée en vigueur du présent paragraphe pour le temps passé en détention lors d'une suspension de sa libération conditionnelle; et

d) les réductions de peine méritées qu'il»

Après débat, l'amendement, mis aux voix, est adopté.

M. Leggatt propose,—Que l'article 30 soit modifié en remplaçant les lignes 8 à 25, page 64, par ce qui suit:

«où sa libération conditionnelle a été révoquée, plus dix pour cent de ce reste.»

Après débat, l'amendement est, du consentement unanime, retiré.

L'article 30, modifié, est adopté.

M. Leggatt propose,—Que le bill C-83 soit modifié en insérant l'article suivant immédiatement après la ligne 25, page 64:

«30.1 La Commission doit étudier toute décision de révoquer la libération conditionnelle ou la surveillance obligatoire rendue avant l'entrée en vigueur de la présente loi au sujet d'une peine en cours d'application au moment de l'étude, dans le but de réduire cette peine de la partie jugée équitable à la lumière du paragraphe 20(3) de la *Loi sur la libération conditionnelle des détenus*.»

Après débat, l'amendement, mis aux voix, est rejeté à main levée par 8 voix contre 2.

Clauses 31, 32, 33, 34, 35 and 36 carried.

On Clause 37

Mr. Leggatt moved,—That Clause 37 be amended by adding, immediately after line 18 at page 66, the following subsections:

“(3) The Minister may, subject to the *Immigration Act* and *Extradition Act*, enter into an agreement on behalf of the Government of Canada with the government of another country for the confinement in Canada of persons sentenced or committed to imprisonment in the other country or for the confinement in the other country of persons sentenced or committed to imprisonment in Canada.

(4) The Governor in Council may make such regulations as are necessary for the purpose of carrying out the terms of an agreement referred to in subsection (3) or of giving effect to any of the provisions thereof.”

After debate, the amendment was, by unanimous consent, withdrawn.

Clause 37 carried.

Clauses 38 and 39 carried.

On Clause 40

Mr. Leggatt moved,—That Clause 40 be amended by striking out line 46 at page 67 and substituting the following therefor:

“five days for humanitarian reasons or to”

After debate, the question being put on the amendment, it was agreed to.

Clause 40, as amended, carried.

Clause 41 and 42 carried.

On Clause 43

Mr. Fox moved,—That Clause 43 be amended by striking out lines 34 to 36 on page 70 thereof and substituting therefor the following:

“ited with earned remission, commits any breach of the prison regulations is, at the discretion of the person by whom the breach is determined to be committed, liable to forfeit, in whole or in part, the”

After debate, the question being put on the amendment, it was agreed to.

Clause 43 as amended carried.

Clauses 44 and 45 carried.

On Clause 46

Mr. Fox moved,—That Clause 46 be amended by striking out lines 17 to 23 on page 73 thereof and substituting therefor the following:

“(2) A registration certificate issued under section 98 of the *Criminal Code* remains in force until a day to be fixed by proclamation unless it is sooner”

After debate, the question being put on the amendment, it was agreed to.

Les articles 31, 32, 33, 34, 35 et 36 sont adoptés.

Article 37

M. Leggatt propose,—Que l'article 37 soit modifié en ajoutant les paragraphes suivants immédiatement après la ligne 19, page 66:

«(3) Le ministre peut, sous réserve de la *Loi sur l'Immigration* et de la *Loi sur l'extradition*, conclure avec le gouvernement d'un autre pays un accord au nom du gouvernement du Canada pour la détention au Canada de personnes condamnées à l'emprisonnement ou autrement envoyées en détention dans l'autre pays ou pour la détention dans l'autre pays de personnes condamnées à l'emprisonnement ou autrement envoyées en détention au Canada.

(4) Le gouverneur en conseil peut établir les règlements nécessaires à l'exécution d'un accord mentionné au paragraphe (3) ou pour donner effet à l'une ou plusieurs de ses dispositions.»

Après débat, l'amendement est, du consentement unanime, retiré.

L'article 37 est adopté.

Les articles 38 et 39 sont adoptés.

Article 40

M. Leggatt propose,—Que l'article 40 soit modifié en remplaçant la ligne 43, page 67, par ce qui suit:

«cales et pour cinq dans les autres cas.»

Après débat, l'amendement, mis aux voix, est adopté.

L'article 40, modifié, est adopté.

Les articles 41 et 42 sont adoptés.

Article 43

M. Fox propose,—Que l'article 43 soit modifié en remplaçant les lignes 30 à 33, page 70, par ce qui suit:

«réduction de peine méritée qui enfreignent les règlements de la prison peuvent, à la discrétion de la personne qui constate l'infraction, être déchus, en tout ou en partie, de leur»

Après débat, l'amendement, mis aux voix, est adopté.

L'article 43, modifié, est adopté.

Les articles 44 et 45 sont adoptés.

Article 46

M. Fox propose,—Que l'article 46(2) soit modifié en remplaçant les lignes 15 à 20, page 73, par ce qui suit:

«(2) Les certificats d'enregistrement délivrés en vertu de l'article 98 du *Code criminel* demeurent en vigueur jusqu'à un jour fixé par proclamation, sauf»

Après débat, l'amendement, mis aux voix, est adopté.



Clause 46, as amended, carried.

The question being put on Clause 47, it was negatived.

Clause 1 carried.

The Title carried.

The Bill, as amended, carried.

*Ordered*,—That the Chairman report bill C-83, as amended, to the House.

*Ordered*,—That the Committee order a reprint of Bill C-83, as amended, for the use of the House of Commons at the report stage.

At 6:14 o'clock p.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

L'article 46, modifié, est adopté.

L'article 47, mis aux voix, est rejeté.

L'article 1 est adopté.

Le titre est adopté.

Le projet de loi, modifié, est adopté.

*Il est ordonné*,—Que le président fasse rapport à la Chambre du bill C-83, modifié.

*Il est ordonné*,—Que le Comité ordonne la réimpression du bill C-83, modifié, à l'usage de la Chambre des communes à l'étape du rapport.

A 18 h 14, le Comité suspend ses travaux jusqu'à nouvelle convocation du président.

*Le greffier du Comité*

Lois A. Cameron

*Clerk of the Committee*

## EVIDENCE

(Recorded by Electronic Apparatus)

Thursday, June 17, 1976

• 0944

[Text]

**The Chairman:** The Committee will come to order. We do not yet have a quorum for voting purposes, but since I presume we are going to have some discussion on the subject of dangerous offenders, I think we might as well begin. We can have the discussion, at least.

**Mr. Allmand and Mr. Acting Minister of Justice,** would you care to begin?

**Hon. Warren Allmand (Solicitor General of Canada):** Mr. Chairman, this morning I have with me Mr. Robert Diguier, the Deputy Commissioner (Operations) for the Penitentiary Service, Mr. John Moloney, who is an Assistant Director of the Penitentiary Service and who is very familiar with remission. I have also Mr. Macauley, the Parole Board's Legal Officer, Mr. Vantour who is with our Policy, Planning and Program group and is the author of the report on disassociation and segregation, and Mr. Charette, Assistant to the Commissioner of Penitentiaries. So we have people here in the correctional area who can help us with parole and imprisonment matters.

We have only two amendments to the bill in the dangerous offenders section. There are none to the first section, which is partially a definition section, I guess.

**The Chairman:** Perhaps, since we do not have a voting quorum yet, we might just have some general discussion of concept. You might elucidate it for us and there might be some questions.

• 0945

**Mr. Allmand:** I have done this before. What we have done is repealed the provisions in the Criminal Code dealing with habitual offenders and dangerous sexual offenders and replaced them by these provisions on dangerous offenders.

The two provisions that were in the Code or are still in the Code on habitual offenders and dangerous sexual offenders were felt to be inadequate, first of all, and both provisions provided for indeterminate sentence. With respect to habitual offenders, it was found that these provisions for indeterminate sentence were being applied to people who were nuisance offenders, repeaters but not serious offenders, so we repealed that altogether.

With regard to the provisions on dangerous sexual offenders, we felt that if there were grounds to have indeterminate sentences for dangerous offenders, it should not be just for dangerous sexual offenders but for all those who committed offences of violence against the person.

So we have taken up the recommendations, the general recommendations, of the Ouimet Report and the Senate Report on Parole and Release of Inmates. We have put in a provision that there will be indeterminate sentences for people who have committed offences of violence against persons, and those offences are defined. The advantage of the indeterminate sentence is that it is flexible on both ends. It means that it can be reviewed at three years. If the person has become rehabilitated he can be released on

## TÉMOIGNAGES

(Enregistrement électronique)

Le jeudi 17 juin 1976

[Interpretation]

**Le président:** À l'ordre. Nous n'avons pas encore suffisamment de membres pour voter, mais puisqu'il doit y avoir un débat général sur la question des délinquants dangereux, nous pouvons commencer.

Monsieur Allmand, monsieur le ministre de la Justice suppléant, voulez-vous commencer?

**L'hon. Warren Allmand (solliciteur général du Canada):** Monsieur le président, m'accompagnent ce matin, M. Robert Diguier, commissaire adjoint au Service canadien des pénitenciers, services opérationnels, M. John Moloney, assistant commissaire adjoint au Service canadien des pénitenciers et expert en matière de remise des peines, M. Macauley, conseiller juridique de la Commission nationale des libérations conditionnelles, M. Vantour, du groupe de la planification des politiques et l'évaluation des programmes et auteur d'un rapport sur la séparation et la ségrégation, M. Charette, adjoint au commissaire du Service canadien des pénitenciers. Ce sont là des gens qui peuvent nous aider pour toutes les questions touchant la libération conditionnelle et la détention.

Nous n'avons que deux amendements au bill dans la partie ayant trait aux délinquants dangereux. Il n'y en a pas au premier article qui est essentiellement un article de définition.

**Le président:** Puisque nous ne sommes toujours pas en nombre suffisant pour voter, nous pourrions lancer un débat général sur les principes qui ont inspiré ces dispositions. Vous pouvez les expliquer pour nous, après quoi nous passerons aux questions.

**M. Allmand:** J'ai déjà expliqué cette partie. Nous avons d'abord abrogé les dispositions du Code criminel traitant des repris de justice et des délinquants sexuels dangereux et nous les avons remplacées par la présente partie sur les délinquants dangereux.

Les dispositions concernant les repris de justice et les délinquants sexuels dangereux dans le Code actuellement ont été jugées inadéquates en ce sens qu'elles prévoient dans les deux cas des peines indéterminées. En ce qui concerne les repris de justice, il a été révélé que des peines indéterminées étaient données à des gens qui étaient considérés comme des nuisances, à des gens qui commettaient toujours les mêmes infractions, mais dont les actes en réalité étaient sans gravité. Nous avons donc abrogé complètement ces dispositions.

En ce qui concerne les délinquants sexuels dangereux, nous avons jugé que si des peines indéterminées s'appliquaient, elles ne devaient pas s'appliquer seulement à eux, mais à tous ceux qui commettent des actes de violence contre la personne.

Nous avons donc repris les recommandations générales du rapport Ouimet et du rapport du Sénat sur la libération des détenus. Nous avons ajouté une disposition qui prévoit des peines indéterminées à l'égard de ceux qui commettent des actes de violence contre la personne, et ces infractions sont définies. L'avantage des peines indéterminées est qu'elles permettent une certaine souplesse d'un côté comme de l'autre. Les cas peuvent être revus tous les trois ans. Si le détenu est réhabilité, il peut être libéré condi-

[Texte]

parole, but if he has not been rehabilitated he can be kept under custody until there is strong evidence that he has been.

We have had a real problem in some cases where terminate sentences were given. A man was given, let us say, for a violent offence, five years or seven years, he had been denied parole in many cases because the authorities felt he was still dangerous, but when the end of the sentence came they had to release him; very often they released him knowing that he was still a dangerous person, still very difficult to handle. In a few cases the Penitentiary Service tried to have the man committed under a provincial mental health act and could not get him committed. In the case in Calgary with Gagné, the fellow was released despite the fact that they knew he was still dangerous; they had to release him, it was the end of the sentence. Within a few months he had killed a policeman and killed himself in a shoot-out with the police. There are other examples as well.

So what we are doing here is providing, for people who really indicated a pattern of violence, for indeterminate sentences with a review after three years and thereafter every two years. That is a protection in the law.

The other protection in the law is that this provision cannot be applied for unless the Attorney General of the province agrees to it. By the way, one of the amendments we are proposing to the bill—and we are only proposing two—is that the Attorney General must be given a chance to consider a case; that is one of the amendments we tabled several weeks ago to proposed Section 689. We did not want a situation to arise where the court would have dealt with a case before the Attorney General had a chance really to give it some consideration.

So in general that is the basic philosophy behind these amendments.

**The Chairman:** I have Mr. Fairweather and Mr. Douglas.

**Mr. Allmand:** To make this clear, what we have done is incorporated within the proposed section the former dangerous sexual offender provisions as well, but as part of the dangerous offender provisions.

**Mr. Fraser:** Mr. Chairman, would you put me on the list?

**The Chairman:** Yes, certainly, Mr. Fraser.

Mr. Fairweather.

• 0950

**Mr. Fairweather:** The tragedy about this part of the bill is its illiberality. Almost every witness, either in writing or in presenting evidence orally, has been opposed to what the government seeks to do. It does not even follow the Ouimet proposals. The Ouimet proposals were a parole review every year and at every three-year period a review by the courts. The most interesting—and the Chairman would be interested in the information that the law professors of the country are unanimously opposed to this, in the sense that when people get together in a group—I cannot say or would not ever suggest they speak for every single profession, but their association is the John Howard Society of Ontario, the Council for Social Development. The most interesting evidence I think I heard was that of Professor Greenland, who pointed out that there have been 91 DSO's, in the sense of what the bill seeks to do, since

[Interprétation]

tionnellement, mais s'il ne l'est pas, il peut être tenu sous garde jusqu'à ce qu'il ait donné la preuve qu'il l'est.

Certains cas qui avaient fait l'objet de peines fixes nous ont donné des problèmes. Un homme avait pu recevoir une peine de cinq ou sept ans après avoir commis un acte de violence et s'être vu refuser la libération conditionnelle à plusieurs reprises parce que les autorités considéraient qu'il était toujours dangereux, mais une fois sa peine purgée, il fallait quand même le libérer; on savait qu'on libérerait un homme dangereux, de comportement difficile. Dans certains cas, les autorités du service des pénitenciers ont essayé de faire interner des personnes en vertu de la Loi provinciale sur la santé mentale, mais n'ont pas réussi. Dans le cas du dénommé Gagné à Calgary, il a été libéré malgré le fait qu'on savait qu'il était toujours dangereux; on n'avait pas le choix, il avait purgé sa peine. En quelques mois, il avait tué un policier et s'était fait tuer dans une bataille rangée avec la police. Il y a d'autres exemples de ce genre.

Ce que nous faisons, c'est prévoir, pour les personnes dont les antécédents montrent qu'ils sont enclins à la violence, des peines indéterminées avec révision de leur cas après trois ans et tous les deux ans par la suite. C'est une protection qui est prévue dans la loi.

Une autre protection est qu'on ne peut invoquer cette disposition que si le procureur général de la province est d'accord. Il faut dire ici qu'un des amendements proposés au bill, et je répète que nous n'en avons que deux, veut que le procureur général ait l'occasion d'étudier le cas. L'amendement en question a été déposé il y a plusieurs semaines, il s'applique à l'article proposé 689. Nous n'avons pas voulu qu'un tribunal tranche un cas avant que le procureur général n'ait pu vraiment l'étudier.

Ce sont donc les principes généraux qui ont inspiré les présents amendements.

**Le président:** J'ai les noms de MM. Fairweather et Douglas.

**M. Allmand:** Afin qu'il n'y ait pas de malentendu, disons que nous avons inclus dans la partie sur les délinquants dangereux les dispositions visant les délinquants sexuels dangereux.

**M. Fraser:** Monsieur le président, voulez-vous bien inscrire mon nom sur votre liste, s'il vous plaît?

**Le président:** Certainement, monsieur Fraser.

Monsieur Fairweather.

**M. Fairweather:** Ce qui est déplorable au sujet du bill, c'est qu'il est non libéral. Presque tous les témoins ont indiqué, soit par écrit, soit en réponse aux questions, qu'ils étaient contre l'attitude adoptée par le gouvernement. Les recommandations du rapport Ouimet ne sont pas suivies. Le rapport Ouimet voulait qu'il y ait révision tous les ans aux fins de la libération conditionnelle et révision tous les trois ans par les tribunaux. Il faut noter—c'est un point qui intéressera sûrement le président—que les professeurs de droit du pays sont unanimement opposés au bill, au même titre que des groupes comme la *John Howard Society* d'Ontario et le Conseil de développement social. Il est évident qu'ils se sont prononcés comme groupes, et non pas au nom de chacune des professions qui peuvent y être représentées. Le fait le plus intéressant a été souligné par le professeur Greenland lorsqu'il a indiqué qu'il y avait eu 91



## [Text]

1949. About a third of them are obviously in the category the government is trying to meet and then the other two thirds fall into different categories.

What I really want to stress, though, is whether there is provision under C-83 or the government's amendments that the sentence of a dangerous sexual offender can be served in a place other than a penitentiary. If not, I would have to ask why not. That is the key to this. There is absolutely no point in putting a DSO in a maximum security penitentiary. I really think the government has overreacted to this and has not thought through the very grave implications to the civil liberties of the individual.

**Mr. Allmand:** Mr. Chairman, I know the allegations have been made that Mr. Fairweather referred to, and I have met fairly often with correctional people, with John Howard societies and with professors, and they have said that these provisions are illiberal or a backward step in corrections. But I really reject that. I think they are talking in terms of stereotypes and slogans, really. What they forget is that in our present...

**Mr. Fairweather:** With great respect, anybody who talks about a peace and security package should not blame other people for talking in slogans. It is one of the greatest slogans in these last few years. Come off it, Minister.

**Mr. Allmand:** That is a package, but I am telling you...

**Mr. Fairweather:** It is a slogan.

**Mr. Allmand:** Let me deal with this, Gordon. I listened to you speak for a while. These are now in the Criminal Code...

**Mr. Fairweather:** It is a slogan very...

**Mr. Allmand:** Would you like to...

**Mr. Fairweather:** No, I would like you to get off the sloganeering?

**Mr. Allmand:** Well, I am telling you, I have dealt with these people and I have listened to them and I think many of them have not really looked at these things in depth. There are now 20 clauses in the Criminal Code providing for life sentences, mainly in the same area we are dealing with in this dangerous offender legislation.

I do not see how permanent sentences up to life are more liberal than indeterminate sentences that can be reviewed after three years, must be reviewed after three years, and must be reviewed every two years thereafter. If you have a permanent sentence of 25 years or 30 years—Recently we had a trafficker—the 21st provision, by the way, is in the Narcotic Control Act—in narcotics getting a life sentence. How that type of provision is more liberal than an indeterminate sentence that can be reviewed more often, not only can be but must be reviewed more often, I just do not understand. I think the people who are criticizing these provisions as being illiberal really have not looked at what is in the Criminal Code, because if you have a 20 or 25 year sentence, or any sentence up to life, it is not even eligible for parole eligibility until seven years.

## [Interpretation]

délinquants sexuels dangereux dans le sens où l'entend le bill depuis 1949. Un tiers d'entre eux tomberaient dans la catégorie visée par le gouvernement, et les deux tiers, dans d'autres catégories.

Ce qui m'intéresse cependant, c'est de savoir s'il y a des dispositions ailleurs dans le Bill C-83 ou dans les amendements qu'entend proposer le gouvernement voulant que les peines des délinquants sexuels dangereux puissent être purgées ailleurs que dans les pénitenciers. S'il n'y a pas de telles dispositions, je veux savoir pourquoi. C'est un point qui est absolument fondamental. Il ne sert à rien d'incarcérer les délinquants sexuels dangereux dans les pénitenciers à sécurité maximale. Le gouvernement réagit trop vivement devant la situation sans penser aux libertés civiles des personnes visées.

**M. Allmand:** Monsieur le président, je suis au courant des allégations que reprend M. Fairweather puisque je rencontre souvent les agents de correction, les gens de la John Howard Society et les professeurs de droit. Je sais qu'ils jugent les présentes dispositions comme non libérales et rétrogrades. Mais je ne suis pas du tout d'accord avec eux. Ils utilisent des stéréotypes et des slogans. Ils oublient que dans notre système actuel...

**M. Fairweather:** En toute déférence, ceux qui parlent d'une loi d'ensemble sur la paix et la sécurité ne devraient pas blâmer les autres d'utiliser des slogans. C'est bien là un des slogans les plus utilisés au cours des dernières années. Je vous en prie, monsieur le ministre.

**M. Allmand:** C'est une loi d'ensemble, mais je vous dis...

**M. Fairweather:** C'est un slogan.

**M. Allmand:** Laissez-moi parler, je vous en prie, monsieur Fairweather. Je vous ai bien écouté tout à l'heure. Il y a actuellement dans le Code criminel...

**M. Fairweather:** C'est un slogan très employé...

**M. Allmand:** Voudriez-vous que...

**M. Fairweather:** Je veux simplement que vous cessiez de parler de slogans.

**M. Allmand:** Je vous dis que j'ai parlé à un certain nombre de ces personnes et que j'ai eu l'impression à les écouter qu'ils n'avaient pas examiné ces dispositions de très près. Il y a actuellement une vingtaine d'articles dans le Code criminel qui prévoient l'incarcération à vie, la plupart ayant trait à la question qui nous intéresse aujourd'hui, celle des délinquants dangereux.

Je ne vois pas comment des peines à vie fixes peuvent être considérées plus libérales que des peines indéterminées devant obligatoirement être revues après trois ans et tous les deux ans par la suite. Il y a des peines fixes de 25 ans ou de 30 ans. Il y a même eu récemment les cas d'un traficant de drogue, c'est le 21<sup>e</sup> article, il se trouve dans la Loi sur les stupéfiants, qui a été condamné à la prison à vie. Je ne vois pas pourquoi ce genre de disposition serait plus libéral qu'une peine indéterminée devant être revue plus souvent. Les gens qui prétendent que ces dispositions ne sont pas libérales n'ont pas examiné le Code criminel de très près puisqu'il y est prévu des peines de 20 ou de 25 ans, des peines à vie, pour lesquelles l'admissibilité à la libération conditionnelle n'intervient qu'après sept ans.

[Texte]

• 0955

So I think this kind of provision, for people who met the criteria of the definition—they must have been convicted of a crime of violence with a penalty of more than ten years, they must have a pattern of violence in their background and they must be approved by the Attorney General—It is a difficult thing to prove in the first place, but if those conditions are there, in my opinion that provision is not a backward step in corrections because it is a more flexible type of sentencing. I have been arguing here for a long time against minimum sentences because minimum sentences are inflexible. The indeterminate sentence as provided in these provisions is more flexible on both ends, as I say at the lower end and at the upper end.

It is a strange thing but most European countries that are considered very conscious of civil liberties do have provisions for indeterminate sentences. When I was in Holland, I found that most people that are convicted to prisons in Canada on long terminate sentences are in Holland on indeterminate sentences.

About the institutions, the Mohr Committee, under Hans Mohr, had studied the whole business in Canada of maximum security institutions and what to do with maximum security cases who are difficult to handle. They studied this problem with sociologists, technical people and prison people, and they came up with a new concept of maximum security prison which is a small institution of about 180 inmates and we have accepted that report. We are presently building two of those institutions. We have agreed to build one in Agassiz, British Columbia near the present Mountain Prison, and another in Lillooet, British Columbia. We also have plans to build one near Edmonton, and we are going to build several of those small maximum security penitentiaries across the country with programs and with a type of environment that will be helpful for long term dangerous inmates.

Second, we are expanding our regional psychiatric centres. We have one under construction now in Saskatoon. We are looking for sites in the Halifax area for the Atlantic region, and so on. So, we are providing, within the penitentiary service, for special institutions which can handle this type of offender.

Your final question was whether these type of inmates can be assigned to an institution which is not defined as a penitentiary. By the way, the psychiatric centres, although they are very specialized institutions, are defined as penitentiaries, and so are the maximum security institutions. Perhaps I could ask, does somebody here know whether the law would allow for a person convicted to prison as a dangerous offender, to serve his sentence in an institution which was not a penitentiary like the Penetanguishene Institute? Was that the kind of place, Gordon, you were thinking of?

**Mr. Sarchuk:** If I may have a moment I think I can find it.

[Interprétation]

Pour que ces dispositions s'appliquent, il faut répondre à certains critères: il faut qu'il y ait eu des condamnations antérieures pour des actes de violence et que ces condamnations aient entraîné des peines de plus de 10 ans, il faut que les antécédents prouvent que les délinquants sont enclins à la violence et il faut que le procureur général de la province soit d'accord. Ce sont des conditions difficiles à remplir, mais si elles existent, les dispositions qui s'appliquent ne sont pas rétrogrades puisqu'elles permettent des peines plus souples. Je m'en prends depuis longtemps ici aux sentences minimales parce que les sentences minimales ne permettent pas cette souplesse. Les sentences indéterminées prévues dans les présentes dispositions permettent un certain jeu d'un côté comme de l'autre, d'un extrême à l'autre.

Il est étonnant de voir que la plupart des pays européens qui sont considérés comme respectueux des libertés civiles ont des dispositions qui permettent de donner des sentences indéterminées. Lorsque j'ai visité la Hollande, je me suis aperçu que la plupart des gens qui se sont vus infliger de longues sentences fixes au Canada auraient reçu en Hollande, des sentences indéterminées.

En ce qui concerne les institutions elles-mêmes, le Comité Mohr, sous la direction de M. Hans Mohr, a étudié toutes les questions des pénitenciers à sécurité maximale au Canada et des cas difficiles de sécurité maximale. Le comité a fait appel à des sociologues, à des experts et à des autorités des pénitenciers et il a mis de l'avant un nouveau principe selon lequel les prisons à sécurité maximale seraient de petites institutions comptant tout au plus 180 détenus. Nous avons accepté cette recommandation du rapport. Nous construisons actuellement deux institutions de ce genre. Nous avons convenu d'en construire une à Agassiz, en Colombie-Britannique, près du pénitencier Mountain, et une autre à Lillooet, Colombie-Britannique. Nous envisageons d'en construire une près d'Edmonton et un peu partout au pays. Nous voulons de petits pénitenciers à sécurité maximale avec le genre de programmes et le genre d'environnement qui puissent aider les détenus dangereux condamnés à de longues peines.

Nous accroissons également le nombre de nos centres régionaux de psychiatrie. Nous en avons un en construction à Saskatoon. Nous cherchons aussi un emplacement à Halifax pour la région de l'Atlantique. À l'intérieur du service pénitenciaire, nous avons donc des institutions à l'intention de ce genre de délinquants.

Vous avez demandé si ces détenus pouvaient être envoyés dans des institutions autres que des pénitenciers. En passant, il faut dire que les centres de psychiatrie, même s'ils sont des institutions extrêmement spécialisées, sont considérés comme des pénitenciers au même titre que les pénitenciers à sécurité maximale. Je puis peut-être demander à quelqu'un ici si la loi permet à une personne condamnée à la détention comme délinquant dangereux purge sa peine dans une institution qui n'est pas définie comme pénitencier, par exemple l'Institut Penetanguishene. C'est bien à un endroit comme celui-là que vous songez, monsieur Fairweather?

**M. Sarchuk:** Si vous me donnez un moment, je pense que je puis trouver la référence.



[Text]

**Mr. Fairweather:** I think I myself am in the same trap the Minister is on this slogan business. I should not have used the word "illiberal" because these types of words are highly pejorative in today's trigger-happy society, if I can use another slogan. But what I am anxious about is that Ouimet made some suggestions about reviews. Professor Greenland identified the 90 Dangerous Sexual Offenders since 1949, and about these fellows—as the Minister calls them—psychologists, psychiatrists, and social and behavioural scientists have concluded it is impossible to make a definitive prediction about the future of. The phenomena of violence and dangerousness are over-predicted on a grossly inaccurate basis. Could the Minister can reassure me that this Dangerous Sexual Offender part does not make the whole package more compatible by those members of society who are very upset, and rightly so, about the increased violence in contemporary society?

**Mr. Allmand:** Yes.

**Mr. Fairweather:** Is it a sop, in other words?

• 1000

**Mr. Allmand:** Some of those points you have raised, Mr. Fairweather, we had under consideration for a long time, for example: the review at every year rather than every two years. At the present time, I believe, we review cases every year. It is every year now, is it, Mr. Macauley? After much discussion, we decided to make it every two years because it was found that in most of the cases there was not that much change in a one-year period. And it came down to available man-years and so on, and all that business when you get into questions such as this. We would have required bigger establishments in the Parole Board to do it every year and we felt we could have the protections that were necessary reviewing the cases every two years.

**Mr. Leggatt:** Why did you reject the demand as a matter of course for review every six months?

**Mr. Allmand:** It is one of those questions. The principle is that these should be reviewed regularly. In trying to assess what manpower was necessary, in view of what the actual experience was, it is felt that every six months and even every year really did not produce much. Every two years we felt still gave the protection necessary and allowed us to operate with a reasonable amount of man-years and manpower. It would really take quite a bit more manpower and it may not produce much more in terms of releasing people or not releasing them. But this is a question of degree which we are not dogmatic on at all. We believe there should be a periodic review.

The other point raised by Gordon Fairweather on the civil liberties question and the prediction question is also a very difficult matter. In examining the literature and the experience on this, Mr. Fairweather, I found that there is a difference between the Americans and the Europeans on this. The Americans seem to be very much opposed to the indeterminate sentence type of thing and they are more for terminate sentences, what is interesting is that their incarceration rates are the longest anywhere in the free world despite that general attitude against indeterminate sentences. Although you have countries like Holland and the Scandinavian countries which use indeterminate sentences, the Europeans, which have a strong tradition as

[Interpretation]

**M. Fairweather:** Je suis tombé dans le même piège que le ministre au sujet de l'utilisation des slogans. Je n'aurais pas dû utiliser l'expression «non libéral» puisque c'est une autre de ces expressions péjoratives aujourd'hui dans notre société qui a toujours le doigt sur la détente, si vous me permettez un autre slogan. Ce qui m'intéresse, ce sont les recommandations du rapport Ouimet concernant les révisions. Le professeur Greenland a identifié 90 délinquants sexuels dangereux depuis 1949. A leur sujet, les psychologues, psychiatres, spécialistes du comportement ont établi qu'ils ne pouvaient pas faire de prédictions sur leur conduite future. Le phénomène de la violence et du comportement dangereux fait l'objet de prédictions à tort et à travers. Le ministre peut-il indiquer la partie sur les délinquants dangereux qui n'a pas été incluse dans l'ensemble pour satisfaire ceux, dans la société, qui s'élèvent, et à juste titre, contre la flambée de violence?

**M. Allmand:** Oui.

**M. Fairweather:** Ce n'est pas une concession?

**M. Allmand:** Certains des points que vous avez mentionnés, monsieur Fairweather, sont à l'étude depuis longtemps: par exemple, la révision tous les ans au lieu de tous les deux ans. Il y a une révision tous les ans actuellement. C'est bien cela, monsieur Macauley? Après en avoir discuté longuement, nous avons décidé d'effectuer ces revues tous les deux ans, car nous avons découvert que dans la plupart des cas il se produit très peu de changements au cours d'une année. Nous avons aussi discuté des années-hommes disponibles et d'autres détails connexes qui font partie intégrante de ce genre de questions. Cela aurait signifié beaucoup plus de travail pour la Commission des libérations conditionnelles et nous estimons qu'une revue tous les deux ans constitue quand même une protection adéquate.

**M. Leggatt:** Pourquoi avez-vous rejeté la demande voulant qu'il y ait une revue obligatoire tous les 6 mois?

**M. Allmand:** Il s'agit d'une question auxquelles il est difficile de répondre. En principe, ces cas devraient être revus régulièrement. Nous avons tenté d'évaluer quel serait le personnel nécessaire et nous avons conclu qu'en vue de l'expérience actuelle, les revues tous les 6 mois ou même chaque année n'apporteraient pas beaucoup. A notre avis, une revue biennale fournit la protection nécessaire, tout en nous permettant de fonctionner efficacement avec le personnel et les années-hommes à notre disposition. L'examen tous les 6 mois exigerait beaucoup plus de personnel et n'aurait pas de résultat spectaculaire au niveau de la libération des prisonniers. Toutefois, il s'agit d'une question à propos de laquelle nous ne sommes pas du tout dogmatiques. A notre avis, il devrait y avoir des revues périodiques.

Gordon Fairweather a soulevé une question au sujet des libertés civiles et des prévisions dans ce domaine; il s'agit d'une question très difficile. Monsieur Fairweather, après avoir examiné tout ce qui a été écrit à ce sujet et d'après mon expérience, j'ai découvert qu'il existe une différence entre la façon de procéder dans ce domaine chez les Américains et les Européens. Les Américains s'opposent fortement aux peines indéterminées et préfèrent les peines fixées; il est intéressant de noter que leurs périodes d'incarcération sont plus longues que partout ailleurs dans le monde libre bien que de façon générale, ils s'opposent aux peines indéterminées. Par contre, la Hollande et les pays scandinaves emploient les peines indéterminées. Les Euro-



[Texte]

well in civil liberties, they also have very low incarceration rates. What they seem to do is put the real dangerous persons in prison on these indeterminate sentences; they are very careful in its use but they do provide for it.

Let me put it to you this way. Let us say a man is charged with armed robbery with violence and he is convicted. The court has two choices; they can give him up to a life sentence or under these provisions, if there is a pattern of violence, an indeterminate sentence. In either case, where you have a maximum sentence but no minimum, the judge has to make a prediction; he has to decide whether he is going to give him 5 years, 15 years, 25 years or life; or the Crown can ask for a terminate sentence like that and he is exercising some kind of prediction in asking the court to give a sentence of that length. And when the judge is faced with the question, he has to decide whether he is going to give 10 years, or 25, or life or the indeterminate sentence.

So, my point is this: in either the terminate sentence or the indeterminate sentence there is some exercise of how many years this man needs and there is no absolute. They listen to the social workers, they listen to the probation officers, they look at his record and so on, and then the judge will make a decision. He will make a decision either to give the indeterminate sentence or he will say, "No. I will give you 25 years, or life," as this judge did in the trafficking case, and which he can do, as I say, in 21 instances right now in the Criminal Code and the Narcotic Control Act.

Right now we are predicting without solid basis of prediction even in terminate sentencing. And there is no absolute objective criterion on which to make a judgment as to whether a man should get so many years under terminate sentencing provisions or an indeterminate sentence.

As I say, under the review thing, we are not dogmatic; it is a question of really what is practical and what is reasonable.

Mr. Sarchuk has some further information on your previous question about serving a sentence in another institution. What does it say, Mr. Sarchuk?

**Mr. Sarchuk:** Section 527 of the Code, sir, provides that:

The lieutenant governor of a province may, upon evidence satisfactory to him that a person who is insane, mentally ill, mentally deficient or feeble-minded is in custody in a prison in that province, order that the person be removed to a place of safekeeping to be named in the order.

And that is used fairly frequently to transfer prisoners to mental institutions.

• 1005

**Mr. Fairweather:** I know about that section but what I want to be sure of, and the Minister has reassured me to a degree because of Agassiz, Edmonton and these other places, and presumably Halifax, is: is that what you are doing there?

[Interprétation]

peens, qui ont une forte tradition dans le domaine des libertés civiles, ont aussi de très courtes périodes d'incarcération. Ces pays préfèrent emprisonner les personnes réellement dangereuses pour des peines indéterminées; ils emploient ces peines prudemment, mais le fait demeure qu'ils les ont à leur disposition.

Permettez-moi de vous l'expliquer ainsi: disons qu'un homme est accusé de vol à main armée avec violence et qu'il est condamné. Le tribunal a deux choix: premièrement, imposer une peine d'emprisonnement à vie ou une peine indéterminée, selon les nouvelles dispositions, s'il est prouvé que l'accusé a un passé violent. Dans l'un ou l'autre cas, lorsqu'il y a une peine maximale, mais non une peine minimale, le juge doit recourir à la prévision; il doit décider s'il imposera une peine de 5 ans, 15 ans, 25 ans ou l'emprisonnement à vie; la Couronne peut toujours exiger une peine fixée et c'est ainsi que l'on a recours à un genre de prévision puisque l'on demande au Tribunal de fixer telle ou telle peine. Face à un tel problème, le juge doit prendre une décision quant à la peine qu'il imposera, soit 10 ans, 25 ans, l'emprisonnement à vie ou une peine indéterminée.

Je tiens à souligner qu'en ce qui concerne les peines fixées et les peines indéterminées, il faut tenter de déterminer combien d'années d'incarcération seront nécessaires; bien entendu, il n'y a pas de réponse absolue. Avant de prendre une décision, le juge doit faire appel aux travailleurs sociaux, aux agents de libérations conditionnelles, en plus d'examiner le dossier de l'accusé et ainsi de suite. Ensuite, le juge décidera d'imposer soit une peine indéterminée ou une peine de 25 ans ou l'emprisonnement à vie, comme l'a fait par exemple, dans un cas de trafic de stupéfiants. Les juges ont l'autorité de le faire et ce, dans 21 cas inscrits au Code criminel et à la Loi sur les stupéfiants.

A l'heure actuelle, nous tentons de prévoir sans véritable fondement, même en ce qui concerne les peines fixées. De plus, il n'existe pas de critères objectifs nous permettant de prendre une décision quant aux peines qui devraient être imposées aux termes des dispositions ayant trait aux peines fixées ou indéterminées.

Comme je l'ai dit, nous ne sommes pas du tout dogmatiques en ce qui concerne cette question d'examen; il faut tout simplement agir de façon pratique et raisonnable.

M. Sarchuk a d'autres détails à vous fournir au sujet de votre question précédente ayant trait aux peines purgées dans d'autres institutions. Quelles sont les dispositions dans le Code à ce sujet, monsieur Sarchuk?

**M. Sarchuk:** L'article 527 du Code criminel précise ce qui suit:

Le lieutenant-gouverneur d'une province peut, sur une preuve qu'il juge satisfaisante qu'une personne aliénée, mentalement malade, déficiente ou faible d'esprit, est sous garde dans une prison de ladite province, ordonner qu'elle soit transférée en un lieu sûr que l'ordonnance doit désigner.

On évoque assez fréquemment cette disposition en vue de transférer les détenus dans des institutions pour malades mentaux.

**M. Fairweather:** Je connais cet article, mais je voulais que le ministre me rassure, ce qu'il a fait. Je suppose que c'est exactement ce qui se produit à Agassiz, Edmonton et Halifax, n'est-ce pas?

[Text]

**Mr. Allmand:** Yes.

**Mr. Fairweather:** If you should ever get any land.

**Mr. Allmand:** That is the problem.

**Mr. Fairweather:** Yes.

**Mr. Allmand:** I would like to say, Mr. Fairweather, that those regional psychiatric centres will be available for both provincial and federal inmates. In other words, in the Atlantic region, once we get our site, that would be available to the provincial inmates of the four Atlantic provinces, even though a man does not have more than a two-year sentence—even if it is not an indeterminate sentence: if it is a man, who has one year but has psychiatric problems.

**Mr. Fairweather:** Just one last observation. I share the Minister's view about indeterminate sentences but it is a curious fact that about a quarter of the people in the whole country who have been charged under the DSO section have been charged by the courts in British Columbia. One may be able to make a connection there, that at least the determinate sentence is an equalizer in national terms. I would like to think that the judges, after conferences and so on, will respond roughly the same way across the country, but at the moment they are not.

**Mr. Allmand:** As a former attorney general, you know that different attorneys general have different policies on the administration of the criminal law . . .

**Mr. Fairweather:** And it is hard enough to get it within a little province, let alone in the country.

**Mr. Allmand:** Yes.

**Mr. Fairweather:** Thank you.

**The Chairman:** Next, we have Mr. Douglas, and then Mr. Fraser. Then perhaps we can put some of the proposed sections.

**Mr. Douglas:**

**Mr. Douglas (Bruce-Grey):** Thank you, Mr. Chairman. I will not keep the Committee too long.

Just one note on the Minister's information on this. He was talking about the habitual criminal: the person who is not a dangerous offender but gets into a lot of trouble consistently. He said that they have taken him out of this and put the dangerous offender and the sexual offender under this Act. What happens to those who are habitually into small things, perhaps not important things.

I can think of one instance in my own area of a young fellow who has a great penchant for automobiles: he simply keeps stealing them. I can remember one instance where they had taken him to a local jail; he was released under the Bail Reform Act, or under one of the acts, and as a matter of fact he beat the policemen back to their home town by stealing another car and getting there before they did. This chap just continually is in trouble but small trouble. Where does he fit in now?

[Interpretation]

**M. Allmand:** Oui.

**M. Fairweather:** Si jamais vous obtenez des terrains.

**M. Allmand:** Voilà le problème.

**M. Fairweather:** Oui.

**M. Allmand:** Je tiens à souligner, monsieur Fairweather, que ces centres psychiatriques régionaux seront mis à la disposition des détenus provinciaux et fédéraux. En d'autres termes, dès que nous aurons acheté un terrain de la région atlantique, le centre psychiatrique que nous y construirons sera à la disposition des détenus provinciaux des quatre provinces atlantiques, bien que ces derniers ne purgent que des peines de deux ans ou des peines fixées. Cela s'applique aux détenus purgeant une peine d'un an mais ayant des problèmes d'ordre psychiatrique.

**M. Fairweather:** Une dernière remarque. Je partage le point de vue du ministre au sujet des peines indéterminées, mais il est assez curieux de constater qu'environ un quart des personnes qui ont été mises en accusation en tant que délinquants sexuels dangereux à l'échelle nationale ont été inculpées en Colombie-Britannique. De là, on peut conclure qu'à l'échelle nationale, les peines fixées rétablissent l'équilibre. J'aimerais croire que les juges, à la suite de conférences etc, prononceront à peu près les mêmes jugements dans tout le pays, quoiqu'ils ne le fassent pas à l'heure actuelle.

**M. Allmand:** En tant qu'ancien Procureur général, vous savez très bien que les procureurs généraux adoptent des politiques différentes en ce qui concerne l'administration du droit criminel . . .

**M. Fairweather:** Il est déjà suffisamment difficile de maintenir l'équilibre à l'intérieur d'une province, sans qu'on doive le faire à travers le pays.

**M. Allmand:** Oui.

**M. Fairweather:** Merci.

**Le président:** La parole est maintenant à M. Douglas, suivi de M. Fraser. Ensuite nous pourrions peut-être mettre les amendements proposés aux voix.

Monsieur Douglas.

**M. Douglas (Bruce-Grey):** Merci, monsieur le président. Je tâcherai de ne pas retenir le Comité trop longtemps.

Je voudrais faire une remarque au sujet des renseignements fournis par le ministre à ce chapitre. Il a parlé des récidivistes: les personnes qui ne sont pas dangereuses mais qui sont inculpées régulièrement. Le ministre a déclaré que ce genre de criminel n'était plus visé par cette loi, mais que le délinquant dangereux et les délinquants sexuels dangereux l'étaient. Qu'advendra-t-il des récidivistes coupables de certains crimes mineurs?

Je songe à un exemple dans ma propre circonscription: un jeune homme manifeste un vif intérêt pour les automobiles et il continue d'en voler. Je me rappelle qu'à un moment donné, il avait été incarcéré à la prison locale; il a été relâché selon la Loi sur la réforme du cautionnement ou selon une autre loi et en fait, il a réussi à se rendre chez lui, à voler une autre voiture et ce, avant le retour des policiers. Ce jeune homme se rend coupable de toutes sortes de délits mineurs de ce genre. Qu'advendra-t-il de lui maintenant?



[Texte]

**An hon. Member:** They should take away his driving licence.

**Mr. Douglas (Bruce-Grey):** He did not have one to begin with.

**Mr. Allmand:** Mr. Douglas, we feel that that type of situation should be dealt with by the courts on each individual occasion. If he is up for his fourth or fifth charge on auto theft, then the judge has wide discretion under the law. I think that theft over \$500 is an indictable offence. The Crown has the choice of proceeding by summary or by indictable offence—and as the penalties are much longer, they can provide for a longer penalty.

But for property offences, we do not think that the provisions for indeterminate sentencing should be used; because these people are not the kind of persons that really frighten the ordinary citizen. Sure we cannot condone that type of crime, but this is not the same sort of thing as, let us say, rape or armed robbery or assault with a weapon and so on.

So they will be dealt with by the courts, if they are charged over and over again with auto theft or with simple theft or with fraud or with counterfeiting or whatever; the courts will deal with them, in accordance with the law, on each individual occasion.

• 1010

By the way, I have some statistics here. Habitual criminals presently on our prison registry, as of the first of May we have 2 in Nova Scotia, 20 in Quebec, 5 in Ontario, 4 in Manitoba, 2 in Saskatchewan, 9 in Alberta and 32 in British Columbia. These are habitual offenders as opposed to dangerous sexual offenders.

I presume if the law was to pass, the parole board would make some review of these cases, since that would no longer be the law, to see if they have served a sentence which is adequate and take steps to release them if they felt they had already served a considerable length of time in prison. We did that in other cases where we changed the criminal law with respect to an offence or with respect to the sentence for an offence.

**Mr. Douglas (Bruce-Grey):** Is there any special type of treatment for this type of offender? I realize he is not a menace to the population other than the fact that perhaps this chap, if he was stealing cars, would run rather than be apprehended and therefore become a menace to other people on the road. Is there some type of treatment available for these people that can perhaps correct this? While it is not a dangerous thing to the general public, it is time-consuming as far as the police forces and the courts are concerned. It would be better if we could bring these people to a realization that that is not acceptable, and perhaps give them some type of special treatment.

**Mr. Allmand:** Yes. That is true. You often hear about the chronic shoplifter or the chronic auto thief and so on. If one of these persons is convicted to a sentence of more than two years and is sent to the federal system, they can still be sent if their problem is psychiatric to one of these

[Interprétation]

**Une voix:** On devrait lui retirer son permis de conduire.

**M. Douglas (Bruce-Grey):** Il n'en n'a jamais eu.

**M. Allmand:** Monsieur Douglas, c'est aux tribunaux de prendre une décision dans une telle situation et ce, selon les mérites de chaque cas. Si l'accusé est inculpé pour la quatrième ou cinquième fois d'avoir volé une automobile, le juge peut exercer des pouvoirs discrétionnaires selon la loi. Je crois que le vol de plus de \$500 constitue un acte criminel. La Couronne a le choix entre la conviction sommaire ou l'acte criminel... Comme les peines sont plus longues, on peut prendre des dispositions en vue des peines plus longues.

En ce qui concerne les actes criminels contre la propriété, les dispositions ayant trait aux peines indéterminées devraient être appliquées, car ces personnes n'inspirent pas la crainte chez la plupart des citoyens. Naturellement, nous ne pouvons pas pardonner ce genre de crime, mais il faut quand même établir une distinction entre ce genre de crime et le viol, le vol à main armée ou voies de fait à main armée etc.

C'est donc aux tribunaux de prendre une décision en ce qui concerne ces personnes qui sont régulièrement inculpées de vol d'automobile, de vol simple, de fraude, de contrefaçon ou de tout autre délit. C'est aux tribunaux de prendre une décision selon la loi en pareils cas.

Au fait, j'ai ici quelques chiffres statistiques. Les récidivistes sur le registre d'écrou des prisons au 1<sup>er</sup> mai sont répartis comme suit: 2 en Nouvelle-Écosse, 20 au Québec, 5 en Ontario, 4 au Manitoba, 2 en Saskatchewan, 9 en Alberta et 32 en Colombie-Britannique. Il s'agit de récidivistes, par opposition aux délinquants sexuels dangereux.

Je suppose que si la loi était adoptée, la Commission des libérations conditionnelles effectuerait une revue de ces cas, puisque la loi serait modifiée, afin de déterminer si ces personnes ont purgé des peines suffisantes. On pourrait alors les relâcher si l'on jugeait qu'elles avaient déjà été incarcérées pour une période considérable. Nous avons procédé de la même façon en ce qui concerne les infractions et les peines imposées lorsque des changements ont été apportés au Droit criminel.

**M. Douglas (Bruce-Grey):** Accorde-t-on un traitement spécial à ce genre de délinquants? Je sais très bien que ces délinquants ne sont aucunement une menace pour la société, bien que dans l'exemple que j'ai cité, ce jeune homme pourrait très bien s'enfuir en automobile pour éviter d'être pris par la police, constituant ainsi un danger pour les autres personnes sur la route. Y a-t-il un traitement quelconque disponible pour ces personnes en vue de corriger une telle situation? Bien que ces criminels ne constituent pas un danger pour la société, leur appréhension par la police et leur comparution devant les tribunaux constitue quand même un gaspillage de temps. Il serait préférable de faire comprendre à ces personnes que leur comportement est intolérable. On pourrait peut-être leur faire subir un traitement spécial.

**M. Allmand:** Oui. C'est bien vrai. Il y a les cas des cleptomanes et des voleurs d'automobiles invétérés et ainsi de suite. Si l'une de ces personnes est condamnée à une peine de plus de deux ans et qu'elle est envoyée dans un pénitencier fédéral, elle peut très bien être transférée à



[Text]

regional psychiatric centres. They can go there by agreement or they can be sent there with a special order. So they can get special psychiatric treatment if their problem is psychiatric, in one of our regional psychiatric centres. Also in an ordinary prison they can get help from a psychiatrist if their problem is really psychiatric, if they have done these things over and over again and the cause of their problem is psychiatric. These psychiatric centres in the penitentiary service are not just for dangerous offenders. They are for any type of person who has a psychiatric problem and is in prison on a sentence.

**Mr. Douglas (Bruce-Grey):** Do they have to ask for it, or are they given a screening upon entry into those prisons?

**Mr. Allmand:** Whenever someone is sentenced to the federal penitentiary system he first goes to a regional reception centre for testing over approximately a six-week period. The test is to determine whether he has any special psychiatric problems. It is also to determine what kind of rehabilitation program is best suited to his situation. For example, if he has very low educational skills or no educational skills, they might find out that he is best suited to a program in automobile mechanics or lower school education or something like that. So there is a testing period.

This testing period is also designed to determine his security classification, whether he is a maximum security case, medium or minimum security. After that testing period in the classification centre, he is then sent to a penitentiary in the system depending on what kind of program he needs, what his mental and psychiatric disposition is, and so on.

**Mr. Douglas (Bruce-Grey):** I guess what I was trying to say is that in this particular case this young fellow is going in and out of the provincial jail just like he is going through a revolving door. Every time he goes in there he is learning, but he is not learning what we as a society want him to learn. He is coming out a little better thief and a little better menace to society every time he goes in and out.

**Mr. Leggatt:** We should buy him a car.

**Mr. Douglas (Bruce-Grey):** And for heaven's sake, do not teach him auto mechanics. He knows all there is to know about an automobile now.

**Mr. Allmand:** The problem is that if his sentence is less than two years, of course he goes to a provincial institution and the provincial institutions do not have the same programs that the federal institutions have. I think the average stay in a provincial institution is about six months, so they just feel they cannot do much with an individual in a six-month period of time. While they have certain programs, and some provinces are better than others, they do not have much time to spend with the inmate really to do much with him.

[Interpretation]

l'un de ces centres psychiatriques régionaux, si ses problèmes sont d'ordre psychiatrique. Cette personne peut décider d'elle-même d'y aller ou elle peut y être envoyée par ordonnance spéciale. Aux centres psychiatriques régionaux, ces personnes peuvent obtenir ces traitements psychiatriques spéciaux, si leurs problèmes sont d'ordre psychiatrique. Dans une prison, ces personnes peuvent obtenir des soins psychiatriques, pourvu qu'il soit prouvé que le motif de leur comportement inacceptable continu est d'ordre psychiatrique. Ces centres psychiatriques faisant partie du service pénitentiaire ne dispensent pas ces soins uniquement aux délinquants dangereux. Ces centres sont ouverts à tout délinquant incarcéré qui a un problème d'ordre psychiatrique.

**M. Douglas (Bruce-Grey):** Doivent-ils demander de recevoir ces soins? Y a-t-il un tri qui est effectué dès l'entrée de ces personnes au pénitencier?

**M. Allmand:** Lorsqu'une personne est condamnée à purger une peine dans un pénitencier fédéral, elle est envoyée tout d'abord à un centre régional de réception en vue de subir des tests pendant une période d'environ 6 semaines. Ces tests tentent de déterminer si les détenus ont des problèmes psychiatriques. De plus, ces tests indiquent quel genre de programme de réhabilitation devrait être suivi par les détenus. Par exemple, on pourrait décider de faire prendre au détenu, ayant peu ou aucune éducation, des cours de mécanique automobile ou des cours du niveau primaire ou quelque chose du genre. Il y a donc une période d'examen.

Cette période tâchera aussi de déterminer la classification sécuritaire du détenu—c'est-à-dire, l'incarcération dans un pénitencier à sécurité maximale, moyenne ou minimale. À la suite de cette période d'examen au centre de classification, les détenus sont envoyés dans un pénitencier faisant partie du système et tenant compte des programmes répondant à leurs besoins individuels ainsi que leur position mentale ou psychiatrique, et ainsi de suite.

**M. Douglas (Bruce-Grey):** Je tentais de souligner que dans ce cas particulier, ce jeune homme passe son temps à entrer et sortir du pénitencier provincial. Il en apprend un peu plus chaque fois, mais il n'apprend pas ce que la société voudrait qu'il apprenne. Plutôt, il apprend à être un meilleur voleur et, de cette façon, il devient un peu plus dangereux chaque fois qu'il entre et sort de prison.

**M. Leggatt:** Nous devrions lui acheter une voiture.

**M. Douglas (Bruce-Grey):** De grâce, n'allez pas lui enseigner la mécanique de l'automobile. Il connaît tout au sujet de l'automobile à l'heure actuelle.

**M. Allmand:** Si la peine qui lui est imposée est de moins de deux ans, il est envoyé dans un pénitencier provincial. Ces institutions n'ont pas les mêmes programmes que les pénitenciers fédéraux. De façon générale, les peines purgées dans les prisons provinciales sont d'environ six mois. C'est la raison pour laquelle les autorités provinciales croient qu'ils ne peuvent pas beaucoup aider les détenus au cours d'une période aussi courte. Les prisons provinciales ont mis au point certains programmes et certains programmes provinciaux sont meilleurs que d'autres. Malheureusement, les détenus ne restent pas assez longtemps dans les prisons provinciales pour entreprendre un véritable programme de réhabilitation.

## [Texte]

You find strange things. When I was practising law, you would see Crown Attorneys and the defence agreeing that the accused should get more than two years so he could learn a trade at FTC in Montreal, a federal training centre. They would rather the man get three years instead of six months so that he could benefit in some way from the penitentiary system. That is a strange set of circumstances in Canada when you have to commit a crime to learn a trade.

• 1015

**Mr. Douglas (Bruce-Grey):** They have even agreed in this respect that the court itself just does not—he just keeps going back and back and coming back.

**Mr. Allmand:** Of course, the best solution is to treat a person like that out of institutions altogether; if he had a good probation officer and a good program and a good probation order, to get him into some institution in the community where he would be helped, either in a medical or psychiatric way or in a program way, but not in an institution; in his own environment under proper supervision. And all provinces are moving in that direction.

**Mr. Leggatt:** Get him into Parliament.

**Mr. Allmand:** That is not unknown.

**The Chairman:** Mr. Fraser.

**Mr. Fraser:** Coming back to the number who are presently serving sentences under the charge of being habitual criminals, what exactly is going to happen to those people now?

**Mr. Sarchuk:** Their reviews will continue to be made on the same annual basis as is provided for in the Code at the present time, and I think the Minister has also indicated that in light of the changed definitions, it is likely that the Parole Board will review the cases of all present DSO's and habitual criminals to determine whether or not, in a sense, they are the dangerous type of offender described in the proposed amendments. They will be reviewed but this does not necessarily mean that they will automatically get a parole simply because the law has been changed.

**Mr. Allmand:** I can give you an example, Mr. Fraser. When we amended the Criminal Code around 1969 or 1970 and took out the provisions that homosexual acts between consenting adults were a crime, there were a number of people in prison who were convicted and in prison because they had committed homosexual acts on a consensual basis with adults. When that was decriminalized, a review was made of all those cases. If it was found that those people were not there for other criminal tendencies, they were released on parole because the law had been changed. We have decided to do the same thing with the marijuana offences and the importing of drugs offences as soon as—the bill has been on our order paper now for two or three years.

For example, we are reducing the importation charge from seven years to three years and changing the law. We will make a complete review of all the people in prison and release those that have no other sign of criminal activity. And we would do the same here.

## [Interprétation]

C'est en effet très curieux. Lorsque je pratiquais le droit, il y avait des procureurs de la Couronne et des avocats de la défense qui se mettaient d'accord pour que l'accusé obtienne une peine de plus de deux ans afin qu'il puisse apprendre un métier dans un centre fédéral de formation à Montréal. En effet, ils préfèrent que l'accusé soit condamné à une peine de trois ans, plutôt que six mois, afin qu'il puisse profiter en quelque sorte du système pénitentiaire. C'est en effet très curieux qu'au Canada il soit nécessaire «de commettre un crime afin d'apprendre un métier».

**M. Douglas (Bruce-Grey):** Ils se sont même mis d'accord à ce propos et le tribunal a décidé... Ce jeune homme revient continuellement devant les tribunaux.

**M. Allmand:** Bien entendu, la meilleure solution serait de traiter cet individu, mais en dehors des pénitenciers. Un bon agent de libération conditionnelle, un bon programme de réhabilitation et une ordonnance de libération conditionnelle permettraient à ce jeune homme d'être transféré dans une institution où il pourrait recevoir les soins qui lui sont nécessaires, soit médicaux ou psychiatriques. Toutefois, il ne pourrait pas recevoir ce traitement dans un pénitencier; il faudrait que cela se fasse dans son propre milieu et sous surveillance convenable. Toutes les provinces font des progrès dans cette direction.

**M. Leggatt:** Il faudrait peut-être le faire élire au Parlement.

**M. Allmand:** C'est déjà arrivé.

**Le président:** Monsieur Fraser.

**M. Fraser:** Qu'advierait-il des récidivistes qui purgent leurs peines à l'heure actuelle?

**M. Sarchuk:** Leurs cas seront revus selon les dispositions du Code à l'heure actuelle. Je crois que le ministre a aussi indiqué qu'à la lumière des modifications apportées aux définitions, la Commission des libérations conditionnelles effectuera une revue des cas impliquant les délinquants sexuels dangereux et les récidivistes en vue de déterminer s'ils sont véritablement des délinquants dangereux, aux termes des amendements proposés. Leurs cas seront examinés, mais cela ne signifie pas qu'ils seront automatiquement libérés parce que la loi a été modifiée.

**M. Allmand:** Je peux vous fournir un exemple, monsieur Fraser. Lorsque nous avons amendé le Code criminel en 1969 ou 1970 et que nous avons enlevé les dispositions ayant trait aux actes homosexuels entre adultes consentants, qui étaient des actes criminels auparavant, il y avait un bon nombre de détenus qui avaient été condamnés à la prison à la suite d'un tel délit. Lorsque l'on a décriminalisé ce délit, on a effectué un examen de tous ces cas. On a découvert que ces détenus n'avaient pas d'autres tendances criminelles et on a donc décidé de leur accorder la libération conditionnelle puisque la loi avait été modifiée. Nous avons décidé d'en faire de même en ce qui concerne les délits impliquant la marijuana et le trafic de stupéfiants dès que le projet de loi, qui est inscrit au *Feuilleton* depuis deux ou trois ans maintenant, sera adopté.

Par exemple, nous avons réduit la peine de sept à trois ans pour trafic de stupéfiants et nous avons modifié la loi. Nous effectuerons un examen complet des cas de tous les détenus et nous relâcherons ceux qui ne se sont pas rendus coupables d'autres délits. Nous en ferons de même dans le cas qui nous intéresse.



[Text]

**Mr. Fraser:** What worries me is that there is no secret about how British Columbia used this habitual offenders section. It was used most effectively to get nuisances off the street, and the figures that you have just given us, Mr. Minister, indicate that it was used with a certain degree of efficiency.

Now, we have people serving as habitual offenders in British Columbia who do not come anywhere near the category of dangerous offenders. In effect, their offence is now being removed from the Criminal Code. I do not for a minute doubt your assurances that they will now be reviewed, but ought there not to be some legislative recognition that this offence for which they are serving no longer exists and that they now have by statute to be dealt with in some way or other?

**Mr. Allmand:** Yes.

**Mr. Fraser:** Some of those habitual offenders may well be dangerous, you see.

• 1020

**Mr. Allmand:** Yes. The problem is also this, Mr. Fraser. Some of them, to be branded as an habitual offender, must have committed some substantive offence in the Code. Let us say their substantive offence was auto theft, as described by Mr. Douglas. If they had been convicted of auto theft, they could have had a sentence up to so many years. Well, if they have served more than that average already, then it is very likely they would be released unless there were other things happening.

Let us say their habitual offence was break and entry and the usual stay in prison for break and entry was three years or whatever, depending on whether it was a second offence or a third offence and so on. Well, they would consider all those factors. But you have to be careful. Some of these 32 persons may have just been convicted in January or last December. They may be very new in the system. Let us say it is for theft, say, the fifth or sixth offence of theft. So they may be kept for a year or two.

By the way, they had to review the cases under the present law every year. There was an obligation. The obligation in the new law will be for every two years. It will not be discretionary: it will be a requirement.

**Mr. Fraser:** But the new law will not apply to them will it?

**Mr. Allmand:** No, that is why . . .

**Mr. Fraser:** The new provisions will not apply to them.

**Mr. Allmand:** No. Mr. Sarchuk says we will still review these cases every year. We will have to for a while because they were sentenced under those provisions. For those people, that requirement will still remain.

**Mr. Sarchuk:** They will be reviewed every year. This is written right into the act.

[Interpretation]

**M. Fraser:** Ce qui m'inquiète c'est qu'il est clair que la Colombie-Britannique a eu beaucoup plus recours à cet article ayant trait aux récidivistes que les autres provinces. Cela lui a permis d'incarcérer les vauriens flânant dans la rue et d'après les chiffres que vous venez de nous citer, monsieur le ministre, il semble que la province a réussi à le faire de façon assez efficace.

Il y a donc en Colombie-Britannique des récidivistes qui purgent des peines de prison, mais qui ne font pas du tout partie de la catégorie des délinquants dangereux. En fait, ce délit, dont ils s'étaient rendus coupables, sera retiré du Code criminel. Je vous crois lorsque vous dites que leurs cas seront examinés. mais ne devrait-il pas y avoir une certaine reconnaissance législative que le délit, dont ils s'étaient rendus coupables, ne fait plus partie du Code et que l'on devra décider de leur sort d'une façon ou d'une autre?

**M. Allmand:** Oui.

**M. Fraser:** Il se peut que certains de ces récidivistes soient dangereux aussi.

**M. Allmand:** Oui. C'est aussi un problème, monsieur Fraser. Afin d'être désignés comme récidivistes, quelques-uns d'entre eux ont dû commettre certains délits graves inscrits au Code. Disons qu'ils sont coupables de vol d'automobile, tel que décrit par M. Douglas. S'ils avaient été reconnus coupables de vol d'automobile, ils auraient pu écoper d'une peine de tant d'années, jusqu'à un maximum fixé. Si ces personnes ont déjà purgé une peine plus longue que la moyenne, il est probable qu'elles seront relâchées, à moins que l'on découvre autre chose dans leurs dossiers.

A vrai dire, le délit habituel était celui de vol avec effraction et le séjour normal en prison pour ce délit est de trois ans ou plus longtemps s'il s'agit d'un deuxième ou d'un troisième délit. Tous ces facteurs entreraient en ligne de compte. Néanmoins, il faut faire attention. Un certain nombre de ces 32 détenus ont peut-être été condamnés au mois de janvier ou au mois de décembre dernier. Ils venaient peut-être tout juste d'arriver. S'il s'agissait par exemple d'une condamnation pour vol, pour un cinquième ou sixième vol. Ils pourraient rester en prison un an ou deux.

Entre parenthèses, en vertu de la loi actuelle, il y a étude des cas à chaque année. C'était obligatoire. En vertu de la nouvelle loi, cette étude se fera à tous les deux ans. Mais l'étude sera obligatoire et non plus discrétionnaire.

**M. Fraser:** Mais ils ne seront pas visés par la nouvelle loi?

**M. Allmand:** Non, c'est pourquoi . . .

**M. Fraser:** Ils ne seront pas visés par les nouvelles dispositions.

**M. Allmand:** Non. M. Sarchuk dit que nous allons quand même examiner ces cas à tous les ans. Il faudra le faire pendant un certain temps parce que les inculpés ont été condamnés en vertu de ces dispositions. Et donc, pour ces prisonniers, l'exigence restera la même.

**M. Sarchuk:** On examinera leur cas à tous les ans. Cette disposition apparaît en toutes lettres dans la loi.



[Texte]

**Mr. Allmand:** Oh, it is written right into the act.

**Mr. Sarchuk:** The present D.S.O.s and habituals will continue to be reviewed on an annual basis, not just because the parole board wants to do it . . .

**Mr. Fraser:** It is in which act?

**Mr. Sarchuk:** Bill C-83.

**Mr. Fraser:** Then legislation has taken care of that. So we are guaranteed by this legislation that there will be an annual review of these people sentenced as habitual offenders.

**Mr. Allmand:** Yes.

**The Chairman:** It is proposed section 695.1 (2) on page 46.

**Mr. Sarchuk:** Perhaps I may read it:

695.1 (2) Where a person is in custody under a sentence of detention in a penitentiary for an indeterminate period that was imposed before the Criminal Law Amendment Act (No. 1), 1976 came into force, the National Parole Board shall, at least once in every year, review the condition, history and circumstances of that person for the purpose of determining whether he should be granted parole under the Parole Act and, if so, on what conditions.

**Mr. Fraser:** Okay, I think that answers the point I was concerned about.

**The Chairman:** Perhaps I should just draw the Committee's attention to Mr. Leggett's amendment that would reduce the period from one year to six months.

**Mr. Fraser:** The second question is on proposed section 689. (1) where it says:

689. (1) No application under this Part may be heard unless

(a) the Attorney General of the province in which the offender has been tried consents to the making of the application;

Now, I understand there is going to be an amendment to that but the principle will still remain, that the attorney-general of the province in which the offender was tried has consented to the application. Now I can understand why the government wants to ensure that the attorney-general of the province is apprised of this, but I am concerned that you are going to have 10 different standards of justice here. You could have an attorney-general in one province just refusing to give consent. You could have an attorney-general in another province, who has a more considerate attitude, giving consents on a reasonable basis. Keeping in mind the principle that the criminal law must fall equally on all offenders as much as is humanly possible, could the Minister comment about the fairness of this particular provision? Has there been any consideration given to the fact that you could have a very different degree of justice being meted out? I do not think the answer to that concern is that every time you have sentencing you have that difficulty as well, because this is a consent that opens the door to a right that is enshrined in the Criminal Code.

[Interprétation]

**M. Allmand:** C'est écrit en toutes lettres dans la loi.

**M. Sarchuk:** Les délinquants sexuels dangereux et les repris de justice verront leur cas examiné à tous les ans, non pas parce que la Commission des libérations conditionnelles le veut . . .

**M. Fraser:** De quelle loi parlez-vous?

**M. Sarchuk:** Du Bill C-83.

**M. Fraser:** Donc, c'est prévu dans la loi. La loi nous garantit donc qu'il y aura une étude annuelle du cas des personnes condamnées à titre de repris de justice.

**M. Allmand:** Oui.

**Le président:** Cela se trouve à l'article 695.1 (2) à la page 46.

**M. Sarchuk:** Peut-être ferais-je bien de le lire:

695.1 (2) La Commission nationale des libérations conditionnelles doit, au moins une fois par an, examiner les antécédents et la situation des personnes mises sous garde en vertu d'une sentence de détention dans un pénitencier pour une période indéterminée imposée avant l'entrée en vigueur de la loi de 1976 modifiant le droit pénal, n° 1 afin d'établir s'il y a lieu de les libérer conformément à la Loi sur la libération conditionnelle de détenus, et, dans l'affirmative à quelles conditions.

**M. Fraser:** Très bien, je crois que cela répond aux questions qui m'inquiétaient.

**Le président:** Je devrais peut-être attirer l'attention des membres du Comité sur l'amendement proposé par M. Leggett visant à réduire à six mois cette période d'un an.

**M. Fraser:** Ma deuxième question porte sur l'article 689.(1) où il est dit:

689. (1) Les demandes faites en vertu de la présente partie ne peuvent être entendues que si

(a) le procureur général de la province où le délinquant a été jugé en autorise la présentation;

J'ai cru comprendre qu'on allait amender cet article, mais le principe demeurera, le procureur général de la province où le délinquant a été jugé devra autoriser la présentation. Je comprends très bien pourquoi le gouvernement veut s'assurer que le procureur général de la province soit saisi de cette affaire, mais ce qui me préoccupe, c'est que nous nous retrouverons avec 10 normes différentes de justice. Le procureur général d'une province pourrait tout simplement refuser son consentement. Dans une autre province, le procureur général qui a une attitude plus juste, pourrait accorder son consentement dans les cas raisonnables. Vu le principe qui veut que le droit criminel s'adresse à tous les contrevenants de la même façon, dans la mesure du possible, le ministre pourrait-il nous dire s'il croit cette disposition juste? A-t-on pensé que le niveau de justice pourrait être très différent? Et je ne crois pas qu'il suffise de dire qu'à chaque fois que l'on prononce une sentence qu'on doit faire face à cette même difficulté, car dans le présent cas, il s'agit d'une autorisation qui donnerait droit à un article du Code criminel.

[Text]

**Mr. Allmand:** That situation is the result of our special system where the federal government makes the criminal law and it is administered by the provinces. Right now under our criminal law, as you probably know as an attorney, some attorneys-general, for example, have a policy of diversion, let us say, in lottery and gambling offences. In some provinces you see very few persons either charged or getting prison sentences for that. In others it is quite hard. The abortion sections of our law are being administered in that way too because of the different political philosophies of government and attorneys-general and . . .

• 1025

**Mr. Fraser:** That is a trade-off. It does not mean it is right.

**Mr. Allmand:** No, but what we are getting down to, you are quite right, is really this whole business of the criminal law in Canada. You can have a unified system, such as in Britain, or our system as we have it in Canada. As I say, it is a trade-off. If you had a very strict system completely controlled from Ottawa you would not have the flexibility of meeting the different moral attitudes and mores of a province, and so on. Under this system the federal Parliament makes the law and we allow for some differences of application throughout the country. I agree with you that you can end up with the law being applied differently in different provinces, but that has always been so in Canada.

**Mr. Fraser:** What bothers me about this proposed Section 689 is that the Criminal Code which, under our jurisdiction, the passing of the criminal law and the formation of the criminal law, the substantive part of the criminal law, is clearly a federal responsibility and it has been traditionally one of the excellent things of Confederation that we have been able to say that we have a criminal law that falls uniformly on all our citizens. That has been the principle.

Here you have established in the Code literally a right, a right that an application can be made for a review. That in effect is a civil right which is available to a prisoner and that civil right can now, under the same legislation, be held up or otherwise at the whim of an attorney general, and I think that is a very dangerous piece of legislation in the criminal law of Canada.

**Mr. Allmand:** But that is not really new, Mr. Fraser.

**Mr. Fraser:** It may not be new, but I never liked this before. It is one thing to talk about the administration of justice, and there has to be a certain amount of discretion as to charges that are laid and whether you proceed by indictment or summary conviction, and all that kind of thing. There has to be flexibility there, obviously. But what we are talking about here is a clear example of having enunciated a right and then made it conditional upon the whim of one of 10 individuals across the country, and I think that is very bad criminal law.

**Mr. Allmand:** All I can tell you is that I think to a man the provincial attorneys general would object very much if we, let us say, made the federal Minister of Justice or the Solicitor General the person who would decide whether the dangerous offender provisions should be applied or not, even under the old law.

[Interpretation]

**M. Allmand:** Une telle situation découle de notre régime fédéral spécial, dans lequel le gouvernement fédéral promulgue le droit criminel qui est administré par les provinces. Comme vous le savez probablement puisque vous êtes avocat, à l'heure actuelle, en vertu du droit criminel, certains procureurs généraux pratiquent une politique de diversion dans le cas des délits ayant trait aux loteries et aux jeux de hasard. Dans certaines provinces, on trouve peu de personnes inculpées et emprisonnées pour ces délits. Dans d'autres, c'est assez courant. Les articles de la Loi sur l'avortement sont également administrés de cette façon à cause des grandes divergences de philosophie politique des gouvernements et des procureurs généraux et . . .

**M. Fraser:** C'est une sorte de marchandage, ce qui ne veut pas dire que c'est juste.

**M. Allmand:** Vous touchez là au principe même du droit pénal canadien. Il y a d'une part les systèmes centralisés comme celui de la Grande-Bretagne et d'autre part les systèmes du type canadien. Si nous avions un système centralisé entièrement contrôlé par Ottawa, il n'y aurait pas moyen de tenir compte des différences d'attitudes et de coutumes existant d'une province à l'autre. C'est le gouvernement fédéral qui légifère mais l'application des lois diffère quelque peu d'une région du pays à l'autre. Comme vous dites, les modalités d'application de la loi diffèrent d'une province à l'autre, mais cela a toujours été ainsi au Canada.

**M. Fraser:** Au Canada, le Code criminel et l'élaboration de nouvelles lois pénales a toujours relevé de la compétence du gouvernement fédéral; c'est d'ailleurs un des gros avantages de la Confédération que d'assurer l'uniformité pour tous les citoyens en matière de droit pénal.

Or, le Code prévoit la possibilité de faire une demande de révision. Il s'agit donc d'un droit civil dont disposent tous les détenus, droit civil qui pourrait aux termes de la loi, être suspendu selon le bon vouloir d'un procureur général, ce qui à mon avis est une innovation très dangereuse en matière de droit pénal canadien.

**M. Allmand:** Mais ce n'est pas réellement une innovation monsieur Fraser.

**M. Fraser:** Même si ce n'est pas nouveau, ça ne m'a jamais plu. C'est une chose de parler de l'administration de la justice qui exige une certaine latitude en ce qui concerne les peines à prononcer ainsi que les modalités, soit par inculpation soit par condamnation par la procédure sommaire. Une certaine souplesse est, bien entendu, indispensable. Mais il s'agit en l'occurrence d'un droit reconnu, lequel peut néanmoins être remis en cause selon le caprice des dix procureurs généraux du pays, ce qui est un principe exécrationnel en droit pénal.

**M. Allmand:** Tout ce que je puis vous dire c'est que tous les procureurs généraux provinciaux, sans exception, s'élèveraient énergiquement si le gouvernement décidait de rendre le ministre fédéral de la Justice ou le solliciteur général seul responsable de décider s'il convient ou non d'appliquer les dispositions régissant les délinquants dangereux.



[Texte]

**Mr. Fraser:** Yes, maybe they do say it, but my answer to them is this. This is just an application. They are not determining whether or not the person is going to be given a satisfactory review or whether they are going to . . .

**Mr. Allmand:** By the way, the review is not up to the attorney general. The review is completely in the hands of the National Parole Board.

**Mr. Fraser:** I know, but the application . . .

**Mr. Allmand:** It is just the original application that is under the attorney general.

**Mr. Fraser:** That is right, but you cannot even get there unless the particular attorney general says, it is all right.

**Mr. Allmand:** Excuse me, but it is not an application for review. I will just explain briefly the provisions. A man has to be charged with a substantive offence. Let us say the substantive offence is armed robbery with violence. He is convicted of that. Once he is convicted, then the Crown prosecutor, if there has been a pattern in the past, can approach his attorney general and say, "This is the fourth time this fellow has committed armed robbery with violence. I would like to apply to have him designated a dangerous offender and get an indeterminate sentence, rather than ask for a terminate sentence.", and just on that, Mr. Fraser, the judge has the discretion of saying, "All right, I do brand this man a dangerous offender", and he gets an indeterminate sentence. He could reject that on the other hand and say, "No, I give him 25 years." But once that is done, if he is branded a dangerous offender and he gets an indeterminate sentence, then the Code provides that his case must be reviewed in three years by the National Parole Board and must be reviewed every two years thereafter.

**Mr. Fraser:** All right, but that is not subject to the discretion of an individual attorney general at all.

**Mr. Allmand:** No, not at all.

**Mr. Fairweather:** In a way it is added protection.

**Mr. Fraser:** All right. Yes. That is fine.

**The Chairman:** Mr. Leggatt, and then we will put some of the amendments, including Mr. Leggat's.

**Mr. Leggatt:** I wanted to comment first of all about the question raised by the Solicitor General on the Mohr report and the construction of new maximum security institutions. The Mohr report, by the way, as I recall it, was in 1969. Was it in 1969? Am I wrong?

**Mr. Allmand:** We have had such a turnover in our system. When was the Mohr Committee, Mr. Moloney?

**Mr. J. Moloney (Assistant Deputy Commissioner, Inmate Programs, Canadian Penitentiary Service, Ministry of Solicitor General):** I could not say for sure.

**Mr. Leggatt:** I know it was before I came to this Committee.

**Mr. Allmand:** Yes, I was appointed at the end of 1972 and it had just been tabled around that time.

[Interprétation]

**M. Fraser:** C'est bien possible, mais je leur répondrais qu'il s'agit uniquement d'une demande et non pas de la question de savoir si ladite demande sera suivie d'une réponse favorable.

**M. Allmand:** Je vous ferai remarquer que c'est la Commission nationale des libérations conditionnelles et non le Procureur général qui est chargée de la révision.

**M. Fraser:** Je sais mais la demande . . .

**M. Allmand:** Seule la demande originale est de la compétence du Procureur général.

**M. Fraser:** D'accord, mais il n'y a pas moyen d'arriver à ce stade sans le consentement du Procureur général.

**M. Allmand:** Je m'excuse, mais il ne s'agit pas d'une demande de révision. Si vous le permettez, je vais très brièvement vous expliquer ces dispositions. Le prévenu doit être inculpé d'un délit caractérisé, par exemple de vol à main armée. Lorsque le prévenu a été inculpé, et s'il s'agit d'un récidiviste, le ministère public peut expliquer au Procureur général que c'est la quatrième fois que l'inculpé commet un vol à main armée, et qu'il faudrait dès lors le classer comme délinquant dangereux et prononcer une peine de durée indéterminée plutôt que déterminée. D'autre part, le juge reste libre soit de classer l'inculpé comme un délinquant dangereux et de prononcer une peine de durée indéterminée soit de lui infliger 25 ans de réclusion. Mais lorsque la sentence a été prononcée et que l'inculpé est classé comme délinquant dangereux condamné à une peine de durée indéterminée, le Code prévoit que son cas doit être revu au bout de trois ans par la Commission nationale des libérations conditionnelles et par la suite tous les deux ans.

**M. Fraser:** Donc ceci ne dépend pas du tout du bon vouloir de tel ou tel procureur général.

**M. Allmand:** Pas du tout.

**M. Fairweather:** Il s'agit donc d'une protection supplémentaire.

**M. Fraser:** Très bien.

**Le président:** La parole est maintenant à M. Leggatt, après quoi je mettrai en délibération certains amendements, y compris ceux de M. Leggat.

**M. Leggatt:** Je voudrais tout d'abord dire quelques mots au sujet du rapport Mohr évoqué par le Solliciteur général ainsi que la construction de nouvelles prisons à sécurité maximale. Si je me souviens bien, le rapport Mohr a été publié en 1969.

**M. Allmand:** Monsieur Maloney, quand est-ce que le comité Mohr a siégé?

**M. J. Maloney (sous-commissaire adjoint, Programme des détenus, Service des pénitenciers canadiens, ministère du Solliciteur général):** Je ne suis pas sûr de la date.

**M. Leggatt:** Je sais que c'était avant que je ne fasse partie du Comité.

**M. Allmand:** J'ai été nommé ministre à la fin de 1972 et c'est vers cette époque que le rapport avait été déposé.



[Text]

**Mr. Leggatt:** All right.

**Mr. Allmand:** I think it was in the summer of 1972 or . . .

**Mr. Leggatt:** It is four to five years old in any event and we still have not constructed those particular institutions that were recommended so long ago. So I am pleased, again, that there is an announcement and, I understand, some construction, but we are still a long way from providing those very desirable small maximum security institutions in Canada. I am particularly interested because we are now talking about the DSO section and one of the major problems in maximum security institutions is the inclusion of sexual offenders with other offenders and the need to try to separate them within the same institution. It makes security a nightmare for these poor people to whom we give the responsibility to run the institutions.

Are we ultimately now going to find institutions where we can separate, to use the parlance of the prison, the skimmers and the stoolies and the guys who will be killed by the population if they are mixed? Are we going to finally get to the position where we get them into separate institutions so we can give the directors of our institutions the chance to provide security within the institutions and a rather civilized atmosphere if possible?

**Mr. Allmand:** Yes. Two points. By the way, I have the exact date of the Mohr Committee Report, it was in 1971.

**Mr. Leggatt:** In 1971, okay, fine.

**Mr. Allmand:** I know the government did not take long in supporting that policy. The problem we have had, Mr. Leggatt, is in getting sites for the institution. The communities have been ambivalent on this. They want us to lock these people up, but they do not want them locked up anywhere near them, they want to shift it to some other community. However, in British Columbia, we actually now are constructing the one at Agassiz, I think, we have the site in Lillooet and we are developing the plans. In Edmonton, we have the site, I do not know if the construction has started, but I am told it has started and they are working on the site.

On the question of the sexual offenders and the threat to them in the institutions, we have here Mr. Vantour, who wrote the report on what do we do with the segregated inmate who needs protection. He now is working for us to help us implement that report, and I think either today or tomorrow, we will put out a policy release on the Penitentiary Service's reaction to Mr. Vantour's report. Is it . . .

**Mr. J. Vantour (Policy Analyst, Policy Planning and Program Evaluation):** It will be today.

**The Chairman:** Is Mr. Vantour writing a reaction to his report?

**Mr. Allmand:** He works for the Ministry of the Solicitor General and it is the Penitentiary Service that are . . .

**Mr. Leggatt:** I hope he is not too critical of himself.

**Mr. Allmand:** What we are going to do there, Mr. Leggatt, in addition to the new maximum security penitentiaries, we are going to set up in each region of the country special facilities for protection cases and that will be in the release made today. We are going to implement, I think, a great number of the recommendations made by Mr. Vantour. By the way, that was started by Inger Hansen's report, her first annual report, where she criticized the system just for the things you said, sexual offenders, stool

[Interpretation]

**M. Leggatt:** Très bien.

**M. Allmand:** Je crois que c'est durant l'été de 1972.

**M. Leggatt:** Donc, il remonte à quatre ou cinq ans alors que les prisons recommandées par le rapport ne sont toujours pas construites. Je suis heureux d'apprendre que l'on a entamé certains travaux de construction, mais nous sommes toujours loin du compte en ce qui concerne les petites prisons à sécurité maximale dont nous avons un urgent besoin. Comme il est justement question de délinquants sexuels dangereux, je tiens à insister sur la nécessité de les séparer des autres détenus dans les prisons à sécurité maximale, faute de quoi nous créons un véritable cauchemar pour la direction des prisons.

Est-ce que vous comptez créer des institutions où ces deux catégories de délinquants pourront être séparés pour éviter que les délinquants sexuels ne soient assassinés par les autres et aussi pour permettre aux directeurs de prisons d'assurer la sécurité de celles-ci, dans des conditions aussi civilisées que possible?

**M. Allmand:** On me signale que le rapport du comité Mohr a été déposé en 1971.

**M. Leggatt:** Très bien, je vous remercie.

**M. Allmand:** Le gouvernement n'a pas tardé à appuyer cette politique, mais la difficulté c'est de trouver des sites pour ce genre d'établissement. Les collectivités font preuve d'ambivalence sur ce point: d'une part, elles tiennent à ce que ces gens soient mis derrière les barreaux, mais d'autre part elles n'en veulent pas près de chez elles. Néanmoins, nous sommes en train de construire une nouvelle prison en Colombie-Britannique, à Agassiz; nous avons également trouvé un site à Lillooet et pour lequel nous sommes en train de dresser des plans. Un site a également été sélectionné à Edmonton et il paraît que les travaux ont commencé.

En ce qui concerne les menaces qui pèsent sur les délinquants sexuels, M. Vantour qui a rédigé un rapport sur le traitement des détenus qui doivent être protégés contre les autres, est présent dans la salle. Il nous aide actuellement à mettre ce rapport en œuvre et un communiqué doit justement être publié aujourd'hui ou demain concernant la position des services pénitentiaires à l'égard du rapport de M. Vantour.

**M. J. Vantour (analyste, élaboration de la politique et évaluation des programmes):** Ce sera fait aujourd'hui.

**Le président:** Est-ce que M. Vantour rédige une suite à son rapport?

**M. Allmand:** Il travaille pour le ministère du Solliciteur général et c'est le Service pénitentiaire . . .

**M. Leggatt:** J'espère qu'il ne va pas s'autocritiquer trop sévèrement.

**M. Allmand:** Outre les nouvelles prisons à sécurité maximale, nous allons créer des installations spéciales dans toutes les régions du pays pour les détenus ayant besoin de protection spéciale, ce qui sera également mentionné dans ce communiqué. Les nombreuses recommandations faites par M. Vantour seront mises en œuvre. Cela remonte d'ailleurs au premier rapport annuel de Inger Hansen, rapport dans lequel elle s'élevait justement contre le fait que les délinquants sexuels et les mouchards sont

[Texte]

pigeons and informers were mixed in with other offenders and their lives were threatened. So we are acting on that and the exact provisions will be announced today.

**Mr. Leggett:** Okay. I do not want to pre-empt the announcement, but could you perhaps indicate will there be separate institutions in your planning for these people or are we just going to try to provide more segregated facilities within the same maximum security institutions?

**Mr. Allmand:** At the present time, we are going to provide each region with special wings or ranges for the protected cases which will be separate from the other inmates and from the other disassociation inmates. We are going to arrange for them to use the facilities of the institutions in hours that are not being used by the regular population. At the present time...

**Mr. Leggett:** That is what is being done now.

**Mr. Allmand:** Pardon me?

**Mr. Leggett:** That is what is being done now.

**Mr. Allmand:** No, it is not being done in all cases unfortunately. The segregation inmates in some institutions have had their own, very small, recreation yards. They have not been using the general gyms and recreation fields, and so on. That was one of the criticisms of Bill...

• 1035

**Mr. Leggett:** When you do it in the same institution you are going to reduce the number of hours that each inmate is going to have access. Let us take the exercise yard or the exercise area. If you have one exercise area in a maximum security institution and you have to segregate those sections of prisoners, you are going to reduce the amount of exercise you can provide in the institution.

**Mr. Allmand:** Well, the penitentiary service thinks it can do it without doing that. There are many hours when these facilities are not being used. I think it is more a question of staff than it is of... Perhaps Mr. Diguier can give you more specific information on this.

**Mr. R. Diguier (Deputy Commissioner (Operations), Canadian Penitentiary Service):** Mr. Chairman, we will be having parts of institutions, to begin with, where these people will be kept. The difference is that until now they have been spending 23 hours in their cells because there has been no room for facilities for programs, and there has been some sharing of recreational facilities. With this construction program that we have for the next five to seven years, whereby we think we will probably build some 20 institutions, it could be that in time, with population increases, it will be better to have one such institution per region, but it is physically impossible to do it at this point in time. So we are implementing the Vantour recommendations on a phase basis. We feel that if we do it on this basis at this point we will be able to evaluate how it is going, and then perhaps go to dedicated institutions. As you know, the Vantour report not only recommended one institution per region for protection cases, it also recommended the same thing for segregation cases—the disciplinary cases. We would end up with quite a range of institutions, and we just do not have those physical facilities right now.

[Interprétation]

gardés ensemble avec d'autres délinquants, ce qui met leur vie en danger. Des mesures vont donc être prises et les détails seront publiés aujourd'hui.

**M. Leggett:** Très bien. Je ne voudrais pas déflorer le communiqué, aussi pourriez-vous simplement nous dire si vous prévoyez la construction d'institutions séparées pour ces détenus ou bien si des installations séparées seront prévues dans l'enceinte des prisons à sécurité maximale existantes.

**M. Allmand:** Pour le moment, des sections spéciales seront créées dans les pénitenciers de chaque région à l'intention des détenus qui doivent être séparés des autres. Ils utiliseront les installations aux heures où le gros des détenus ne les utilisent pas.

**M. Leggett:** C'est ce qui se fait maintenant.

**M. Allmand:** Vous dites?

**M. Leggett:** C'est ce qui se fait maintenant.

**M. Allmand:** Non, malheureusement pas toujours. Dans certaines prisons, les détenus séparés disposent de leurs propres petites cours de récréation. Ils n'utilisent donc pas les salles de gymnastique et les cours de récréation destinées à l'ensemble des détenus. C'était une des critiques du bill.

**M. Leggett:** En instaurant pareil système dans une prison, cela revient à réduire le nombre d'heures durant lesquelles chaque détenu peut avoir accès aux équipements de loisir. Prenons par exemple la cour d'exercice. Il existe une seule cour dans une prison à sécurité maximale, et que l'on soit obligé de séparer les différentes catégories de détenus, cela réduit le nombre d'heures d'exercice de chacun.

**M. Allmand:** Tel n'est pas l'avis du service pénitencier car les installations ne sont pas utilisées à plein. Il s'agit plutôt d'une question de personnel. M. Diguier pourra vous répondre plus en détail.

**M. R. Diguier (commissaire adjoint (Opérations) Service canadien pénitentiaire):** Monsieur le président, pour commencer certaines parties des prisons seront affectées à ces catégories de détenus. Jusqu'à présent ceux-ci passaient 23 heures par jour dans leurs cellules en raison de la pénurie d'installations, certaines installations étant utilisées par l'ensemble des détenus. D'ici cinq à sept ans, 20 nouvelles prisons devraient être construites; mais avec l'augmentation du nombre de détenus, il sera sans doute préférable d'avoir une institution spéciale par région, ce qui est encore impossible à réaliser pour le moment. C'est pourquoi les recommandations Vantour sont mises en œuvre graduellement. Ceci nous permettra d'évaluer les résultats au fur et à mesure et ensuite peut-être de construire des institutions séparées. En effet le rapport Vantour recommande non seulement la construction d'une prison séparée pour les cas exigeant des mesures de protection spéciales mais aussi pour ceux ayant fait l'objet de mesures disciplinaires. Cela exigerait toute une gamme d'institutions, ce qui est impossible à réaliser pour le moment.



[Text]

**Mr. Leggatt:** One of the reasons you do not have those physical facilities is the emphasis you have put on medium security rather than maximum. Now you are building a medium-security prison in Mission. If you look at the prison system surely you would have to come to some agreement that it is in the maximum that most of the problems lie; In terms of security, in terms of any kind of programming, the real problems now lie in the maximum area. I am surprised that the emphasis has been put on construction of medium-security facilities when the maximum securities are in such a mess.

**Mr. Allmand:** That was just changed. For example, we have slowed down the construction of the new medium at Kamloops in favour of the new maximums at Lillooet and Agassiz.

**Mr. Leggatt:** But you are still proceeding in Mission with the medium one.

**Mr. Allmand:** The Mission one is almost finished. As a matter of fact, for all intents and purposes it is finished; it will be opened during the summer or the fall.

**Mr. Leggatt:** That is going to stay medium. There is no way that can be—?

**Mr. Allmand:** That was built as a medium-security institution. But rather than proceeding immediately, as we originally were going to do, with another medium in Kamloops, we are now giving priority to the maximums at Agassiz and at Lillooet.

**Mr. Leggatt:** The other thing I wanted to ask you is something along the lines of Mr. Fraser's comments: that where the discretion in terms of laying determinate sentences is made, and in view of the experience that we have had, where at one time 90 per cent of those serving indeterminate sentences—not under this DSO section but under the habitual criminal section—were from British Columbia, surely there should be some negotiation with the provincial Attorneys General so that a single federal authority makes that decision for the country so that we have some standards, or else there have to be some guidelines. It is still going to be a discretionary matter and it is still going to be a political decision taken on a jurisdictional basis. One area may decide; we have had too much of this and so we are going to lay a whole raft of indeterminate charges; another area may not have as many and may decide not to do it. I agree completely with Mr. Fraser on this: it is a fundamental change in the principles we believe should be there in terms of a fair application of criminal law across the country. Is there no way we could have come to some agreement with the provincial Attorneys General so that there is a federal decision taken as to when these charges are laid?

• 1040

**Mr. Allmand:** It does not seem so. We can put so much in the law, and we are doing that, but I must say that if you look at the history of this you will see that there has been quite a change. Most of the indeterminate sentences in British Columbia came under the former Social Credit government where not much attention was given to criminal justice and to corrections and so on. There has been a change now in British Columbia over the last few years where a lot of attention has been given to these matters not only in British Columbia but in all the provinces and there is a lot of consultation now on a federal-provincial basis.

[Interpretation]

**M. Leggatt:** Ces installations n'existent pas notamment parce que vous avez attaché trop d'importance aux prisons à sécurité moyenne plutôt que maximale. On est justement en train de construire une prison à sécurité moyenne à Mission. Or vous conviendrez que ce sont les institutions à sécurité maximale qui posent le plus de difficultés, tant du point de vue de la sécurité qu'à l'établissement des programmes. Je ne comprends pas pourquoi on s'attache à construire des prisons à sécurité moyenne alors que c'est celles à sécurité maximale qui donnent le plus de fil à retordre.

**M. Allmand:** Cela vient d'être changé. Ainsi nous avons ralenti la construction de la prison à sécurité moyenne à Kamloops pour accélérer celles de Lillooet et d'Agassiz.

**M. Leggatt:** Mais vous continuez toujours la construction de la prison à sécurité moyenne de Mission.

**M. Allmand:** La prison de Mission est pratiquement terminée et entrera en service durant l'été ou l'automne.

**M. Leggatt:** Mais ce sera une prison à sécurité moyenne.

**M. Allmand:** Oui c'est ainsi qu'elle a été construite. Mais alors qu'il avait été prévu de construire une autre prison à sécurité moyenne à Kamloops, la priorité a maintenant été accordée aux institutions à sécurité maximale d'Agassiz et de Lillooet.

**M. Leggatt:** Je voudrais d'autre part revenir à la question déjà posée par M. Fraser; étant donné que 90 p. 100 des détenus condamnés à des peines de durée indéterminée non pas en tant que délinquants sexuels dangereux mais en tant que récidivistes viennent de Colombie-Britannique, j'estime qu'il faudrait discuter avec les procureurs généraux de toutes les provinces de façon à ce qu'une autorité fédérale unique puisse élaborer des normes ou des directives valables pour l'ensemble du pays. De toute façon il s'agira d'une décision politique. En effet, telle région peut décider que vu le nombre de délits de ce genre, on va prononcer toute une série de peines à durée indéterminée tandis que dans telle autre région où les cas de ce genre sont moins nombreux, on ne le fera pas. Je suis donc d'accord avec M. Fraser pour dire qu'une modification de fond est indispensable afin d'assurer l'uniformité du droit pénal dans l'ensemble du pays. N'y aurait-il pas moyen de conclure un accord avec les procureurs généraux des provinces de façon à ce que ce soient les autorités fédérales qui précisent les cas où des peines de ce genre doivent être prononcées?

**M. Allmand:** Je ne le crois pas. La loi ne peut tout faire et vous constaterez que les choses ont beaucoup évolué. Ainsi, la plupart des peines à durée indéterminée prononcées en Colombie-Britannique l'ont été sous l'ancien gouvernement de crédit social et il ne faisait pas grand cas du droit pénal ni des institutions correctionnelles. Mais depuis quelques années, non seulement la Colombie-Britannique mais les autres provinces se sont penchées sur ces questions et des consultations fédérales-provinciales se poursuivent dans ce domaine.



[Texte]

For example, when we had the federal-provincial conference on corrections in 1973, that was the first such conference in 14 years. Since that time we have met on an annual basis and we have set up a federal-provincial standing committee of deputy ministers and there are a lot of exchanges now between the provinces and the federal government on corrections, on the administration of the criminal law that never existed before. So there are many attempts at making the law equitable across the country, at exchanging idea, consulting and so on, so that is well established now. It think that is about as far as we can go because the provinces, especially the Western and the Atlantic provinces are quite jealous of their authority in administering the criminal law and probably for good reason. They are suspicious of too much power in the central government in deciding for them how the criminal law should be administered in their provinces.

**The Chairman:** May I then move to the first amendment—I am not sure if Mr. Poulin is ready to present it so perhaps I had better ask Mr. Fox to present it.

**Mr. Fox:** Thank you Mr. Chairman. I move that Clause 11 of Bill C-83 be amended by striking out lines 40 to 44 on page 42 thereof and substituting the following therefor:

"689. (1) Where an application under this Part has been made, the Court shall hear and determine the application except that no such application shall be heard unless

(a) the Attorney General of the province in which the offender was tried has, either before or after the making of the application, consented to the application,"

and the French version accordingly.

**The Chairman:** Mr. Minister.

**Mr. Allmand:** That is just to assure that the Attorney General is fully consulted on one of these applications. We felt it was not clear enough before and we just wanted to make absolutely sure that he was.

Amendment agreed to.

**The Chairman:** The next government amendment is to page 46. Mr. Fox.

**M. Fox:** Je propose, monsieur le président, que l'article 11 du Bill C-83 soit modifié en remplaçant les lignes 38 et 39, page 46, par ce qui suit:

«période indéterminée dès l'expiration d'un délai de trois ans à compter du jour où ces personnes ont été mises sous garde et, par la suite»

Et la version anglaise en conséquence.

**Mr. Allmand:** Mr. Chairman, this is to make absolutely certain that the Parole Board must review a case after three years. Again, it was a technical amendment. It was not clear enough in the original wording.

Amendment agreed to.

**The Chairman:** Now we have Mr. Leggatt's amendments. Mr. Leggatt.

[Interprétation]

Ainsi, la Conférence fédérale-provinciale sur les mesures correctionnelles tenue en 1973 est la première à avoir lieu depuis 14 ans. Depuis lors nous nous sommes réunis chaque année, un comité fédéral-provincial permanent réunissant les sous-ministres a été institué et les autorités fédérale et provinciales procèdent à un échange de vues sur les mesures correctionnelles et l'application du droit pénal, ce qui n'était pas le cas par le passé. Donc nous cherchons à uniformiser la loi dans l'ensemble du pays, à échanger des idées et à nous consulter. Mais je ne pense pas que l'on puisse aller plus loin, car les provinces et plus particulièrement les provinces de l'Ouest et les provinces atlantiques sont jalouses de leurs prérogatives en matière de droit pénal. Elles s'opposent à ce que le gouvernement central puisse leur imposer les modalités d'application du droit pénal dans leurs provinces respectives.

**Le président:** Je vais mettre en délibération le premier amendement. Je crois que M. Poulin n'est pas prêt à le présenter, je vais demander à M. Fox de le faire.

**M. Fox:** Je vous remercie monsieur le président. Je propose que l'article 11 du Bill C-83 soit modifié par la suppression des lignes 40 à 44 à la page 42 et qu'elles soient remplacées par ce qui suit:

689.(1) La cour doit entendre et statuer sur une demande faite en vertu de la présente partie si

(a) le procureur général de la province où le délinquant a été jugé, soit avant ou après leur présentation, à autoriser la demande;

et la version française dans le même sens.

**Le président:** Monsieur le ministre.

**M. Allmand:** C'est pour veiller à ce que le procureur général soit consulté lors de ces demandes. Nous estimions que le texte n'était pas suffisamment clair avant.

L'amendement est adopté.

**Le président:** L'amendement suivant du gouvernement figure à la page 46. Monsieur Fox.

**Mr. Fox:** I move that Clause 11 of Bill C-83 be amended by striking out lines 38 and 39 on page 46 thereof and substituting therefor the following:

"shall forthwith after the expiration of three years from the day on which that person was taken into custody and not later than every two years thereafter, review"

and the English version accordingly.

**M. Allmand:** Monsieur le président, c'est pour nous assurer que la Commission des libérations conditionnelles revoit chaque cas au bout de trois ans. Il s'agit d'un amendement de caractère technique. Le premier texte n'était pas suffisamment clair.

L'amendement est adopté.

**Le président:** Nous arrivons maintenant aux amendements de M. Leggatt. Allez-y monsieur Leggatt.

[Text]

• 1045

**Mr. Leggatt:** This is something we referred to briefly. The Ouimet Commission recommended in its study on the question of indeterminate sentencing that a six-month review should be made for those inmates, in terms not only of the possibility of their release, but also to consider the question of the protection of the public and my friend Mr. Friesen said something like "bleeding heart". This particular amendment does provide some protection to the public as well since the review works both ways. A man that is in prison will be under fairly consistent and constant review, so we will have a better decision because most indeterminate people ultimately are released. Admittedly the review provisions that are in are one year under this provision. It seems to me the Ouimet recommendations, which went into this pretty thoroughly, are more satisfactory in terms of whether a person should be released; in terms of his own rehabilitation within the prison, where he knows his case is under more active review; and in terms of the protection of the public, so that we have a better chance to predict the behaviour of those who may be released. So I would urge the Ouimet recommendation on the Committee.

**Mr. Allmand:** Mr. Leggatt, are you suggesting the six-month review for those already in ...

**Mr. Leggatt:** I see that I did not change both sections.

**Mr. Allmand:** You are not recommending it for those who will be convicted under the act?

**Mr. Leggatt:** I am. I am afraid my draftsmanship left something to be desired, I did not change both sections. Actually, I think Ouimet would have recommended a six-month review in both the old and the new—those serving under the old section and those serving under the new.

**The Chairman:** I am sure the Committee will be agreeable to allowing you to amend your amendment. Mr. Fraser.

**Mr. Allmand:** Just one second, I am checking out a legal point. Mr. Leggatt, I was checking to see whether there would be any other review of these cases in addition to the review for full release. I am told that the dangerous offender could still be released on a temporary absence pass for a weekend, and so on. Under the present law, a dangerous sexual offender cannot. That was changed after the Head incident in British Columbia. A dangerous sexual offender cannot be released on an unescorted temporary absence. But the law does not forbid that now, and legally he could be released for a weekend with the consent of the parole board and the ...

**Mr. Leggatt:** But escorted.

**Mr. Allmand:** No, even unescorted. That is possible.

**Mr. Friesen:** The dangerous sexual offender?

**Mr. Fraser:** You mean that is what will be the result of these changes?

**Mr. Allmand:** No, but he could, I presume, after a period of time be released on a weekend, although not completely released. What we are talking about here—the every two years—is for a complete release from prison. But it does not prevent the release, on a temporary absence, on a three-day pass. Classification officers in the prisons are always reviewing these cases to see whether they are safe enough, whether there is enough motivation, whether there are situations that will allow for gradual release. In other words, in the system as it is now set up you do not

[Interpretation]

**M. Leggatt:** C'est une question qui a déjà été évoquée brièvement. La Commission Ouimet a recommandé au sujet des peines de durée indéterminée que non seulement au bout de 6 mois on revoit la possibilité de libérer ces détenus et que l'on tienne également compte de la protection du public, M. Friesen ayant parlé des cœurs sensibles. Donc cet amendement assure la protection du public dans une certaine mesure puisque les décisions peuvent être dans les deux sens. En effet les détenus faisant l'objet de révisions périodiques, seront mieux à même de prendre des décisions valables, vu que la plupart des détenus condamnés à des peines de durée indéterminée sont de toute façon relâchés tôt ou tard. Il est vrai que cette disposition prévoit une révision au bout d'un an. A mon avis, les recommandations Ouimet sont plus satisfaisantes lorsqu'il s'agit de déterminer si tel individu doit être libéré ou doit être placé en réhabilitation; elles sont également plus satisfaisantes du point de vue de la protection du public puisqu'elles nous permettent mieux de prévoir le comportement des individus libérés. Je suis donc tout à fait en faveur de la recommandation Ouimet.

**M. Allmand:** Monsieur Leggatt, voulez-vous dire que la période d'examen de six mois pour ceux qui sont déjà ...

**M. Leggatt:** Je n'ai pas modifié les deux articles.

**M. Allmand:** Vous ne la recommandez pas pour ceux qui seront condamnés aux termes de la loi?

**M. Leggatt:** Si. Le libellé de mon amendement n'est peut-être pas très précis mais je n'ai pas modifié les deux articles. En fait, il me semble que Ouimet aurait recommandé une période d'examen de six mois dans les deux cas, qu'il s'agisse de l'ancien article ou du nouveau.

**Le président:** Le Comité va vous laisser le temps de modifier votre amendement, monsieur Leggatt. Monsieur Fraser.

**M. Allmand:** Une minute, s'il vous plaît, je suis en train de vérifier quelque chose. Monsieur Leggatt, j'essayais de voir si d'autres examens de ces dossiers viendraient s'ajouter à l'examen pour la libération totale. On me dit qu'un délinquant dangereux pourrait toujours être libéré pour un week-end, par exemple. Selon la loi actuelle, un délinquant sexuel dangereux ne le peut plus, depuis l'affaire de Head en Colombie-Britannique. Donc, un délinquant sexuel dangereux ne peut pas être mis en liberté provisoire sans être accompagné. Cependant, la loi ne l'interdit pas à l'heure actuelle et, légalement, ce délinquant pourrait être libéré pour un week-end si la commission des libérations conditionnelles est d'accord ...

**M. Leggatt:** Mais il sera accompagné.

**M. Allmand:** Ce n'est pas obligatoire.

**M. Friesen:** Vous voulez parler du délinquant sexuel dangereux?

**M. Fraser:** Vous décrivez simplement ce que serait le résultat de ces changements?

**M. Allmand:** Après une certaine période, je suppose que ce délinquant pourrait être libéré pour un week-end, même s'il ne s'agit pas d'une libération totale. Cependant nous parlons ici de libération totale, ce qui n'empêche pas la mise en liberté provisoire pour trois jours, par exemple. Les agents de classification, dans les prisons, examinent ces dossiers en permanence afin de voir si ces mises en liberté provisoires répondent aux conditions de sécurité, s'il y a suffisamment de motivation et si, dans certains cas, on peut autoriser des mises en liberté progressives. En



[Texte]

release a person cold without some testing in the first place, and the testing is usually done through temporary absences. So although there will only be a review for full release of an indeterminate sentence every two years, the penitentiary authorities, as they do now, will be continually evaluating the inmates to see if they are eligible for other types of releases, temporary releases.

**Mr. Leggatt:** Why do you maintain the discrimination between the two-year review for those sentenced currently, and the one-year review for those who are serving time under the previous section?

**Mr. Allmand:** Because it would be a retroactive type of legislation.

**Mr. Leggatt:** You said that you did not want to take away something that the people already had.

**Mr. Allmand:** That is right. They had a right of review every year, and they were sentenced under those provisions.

**Mr. Leggatt:** I have some reservations about there still being temporary absences possible to dangerous sexual offenders without escort. I am not opposed in proper circumstances, to seeing temporary absences, but I do not know why we should have those absences unescorted. Is it a lack of staff? Or why is it?

• 1050

**Mr. Allmand:** The decision was made and that will probably remain. That is in either the regulations or the directives; it is not in the legislation. This will be handled under regulations and is right now, by the way, under the Parole Act. And the proposed regulation is the following:

Where the term of imprisonment is not a sentence of imprisonment for life, the eligibility period will be one half of the term of imprisonment required to be served before the inmate becomes eligible for parole, or six months, whichever is the longer.

That is eligibility for temporary absence. We could still continue, in our regulations and our policy, that dangerous sexual offenders would not be eligible for temporary absence passes but we could say that others who are designated by the courts as dangerous offenders could be eligible after a period of time.

**Mr. Leggatt:** Well, I am just making a submission to you that certainly in the province of British Columbia I think the public would not wish to see the "temporary absence, unescorted", come back. I am suggesting to you that there should be only escorted temporary absences, if you are going to give them to DSO's.

**Mr. Fraser:** Mr. Minister, I would like to associate myself with Mr. Leggatt's remarks. And I cannot say too strongly that in our province, if it was believed that dangerous offenders or dangerous sexual offenders were being released on temporary passes unescorted, there would be a public outcry against that. I join with Mr. Leggatt in stressing the importance, if we are going to have confidence in the administration of criminal law of ensuring that that situation cannot take place because I am convinced that the public feels now, rightly or wrongly, that

[Interprétation]

d'autres termes, vous ne pouvez pas, dans le système actuel, libérer un détenu sans avoir effectué des examens préalables, ce que les mises en liberté provisoire permettent généralement de le faire. Donc, même si l'examen en vue de la libération totale, pour une sentence indéterminée, n'a lieu que tous les deux ans, les responsables de l'établissement pénitentiaire continueront d'évaluer le comportement des détenus pour leur accorder, éventuellement, d'autres types de libération, par exemple des mises en liberté provisoire.

**M. Leggatt:** Pourquoi faites-vous une distinction entre ceux qui sont condamnés à l'heure actuelle et qui seront soumis au système de l'examen tous les deux ans, et ceux qui purgent une peine aux termes de l'article précédent et qui sont soumis à l'examen annuel?

**M. Allmand:** Parce que ce projet de loi est rétroactif.

**M. Leggatt:** Vous avez dit que vous ne vouliez pas supprimer les droits acquis.

**M. Allmand:** C'est exact, ils ont le droit d'être soumis à un examen annuel puisqu'ils ont été condamnés en vertu de ces dispositions.

**M. Leggatt:** J'ai encore quelques réserves à propos de ces délinquants sexuels dangereux qui risquent d'être mis en liberté provisoire sans être accompagnés. Je ne suis nullement opposé au principe de la mise en liberté provisoire, lorsque les circonstances s'y prêtent, mais je ne comprends pas pourquoi les individus en question ne seraient pas accompagnés. S'agit-il d'un manque de personnel?

**M. Allmand:** On a décidé ainsi et il y a peu de chances pour que l'on modifie les règlements ou les directives. Ce n'est pas dans la loi. Ce sera appliqué grâce aux règlements et, d'ailleurs, ce l'est déjà en vertu de la Loi sur les libérations conditionnelles. Voici d'ailleurs le texte du règlement proposé:

Lorsque la sentence n'est pas une peine d'emprisonnement à perpétuité, la période d'admissibilité correspond à la moitié de la durée de la peine devant être purgée avant que le détenu ne devienne admissible à la libération conditionnelle, ou à six mois, en choisissant la période la plus longue.

Il s'agit bien entendu de l'admissibilité à l'absence temporaire. Nous pourrions continuer de refuser de laisser sortir temporairement les délinquants sexuels dangereux mais nous pourrions décider qu'après un certain temps, ceux que les tribunaux ont jugé être des délinquants dangereux deviennent admissibles.

**M. Leggatt:** Eh bien, je vous prie de croire qu'en Colombie-Britannique, la population ne serait pas très heureuse de ce retour à l'absence temporaire sans escorte. Dans le cas des délinquants sexuels dangereux, on ne devrait leur accorder des absences temporaires que sous bonne garde.

**M. Fraser:** Monsieur le ministre, je suis d'accord avec ce que dit M. Leggatt. Il est certain que dans notre province, si le public apprenait que des délinquants sexuels dangereux ou des délinquants dangereux sont temporairement relâchés sans garde, cela soulèverait un tollé général. Il faut absolument que nous ayons confiance en l'administration du Code pénal pour être certains qu'une telle situation ne se produira pas, car la population, à tort ou à raison, est convaincue de ne pas être en sécurité et s'il fallait qu'elle apprenne que des délinquants dangereux ont droit à un



[Text]

they are not secure, and if they get the idea that dangerous offenders will be out on temporary leaves, unescorted, there is going to be tremendous opposition to legitimate parole and legitimate rehabilitation efforts.

**Mr. Allmand:** By the way, to make this clear, under the present law, in the statute, persons on indeterminate sentences must be reviewed every year for release, but they have been eligible for temporary absence passes.

**Mr. Leggatt:** After six months.

**Mr. Allmand:** Yes. We stopped that for dangerous sexual offenders. Right now they are not eligible at all, not in virtue of the statute but in virtue of the regulations or directives.

**The Chairman:** This is a matter which is not really squarely before us in the act. I presume this will be before us in the regulations when they are presented to Parliament and the Committee in the fall.

I will listen to you first, Mr. Fraser.

**Mr. Fraser:** My concern, Mr. Chairman, is that this is a public meeting, there are reporters here, and if anybody goes away with the idea that suddenly we are actually following a policy, or are about to follow a policy of releasing dangerous offenders on temporary leave without escort, there is going to be a public outcry. And I invite the Minister to make it very clear that that will not be the case.

**Mr. Allmand:** That is what I am trying to do. I am trying to tell you that in the legislation it does not prevent that, but it is prevented through regulation. Just a minute; I want to get that exactly.

**The Chairman:** My comment was that the regulations will be coming before us in the fall.

**Mr. Allmand:** Not the regulations on correction.

**The Chairman:** I thought they were as well.

**Mr. Allmand:** No, no. It is the ones on gun licensing and so on.

**The Chairman:** Then I stand corrected.

**Mr. Friesen:** Mr. Chairman, there are several ingredients in this and one to which I object very strongly is that this dimension is introduced in regulations and is not part of the act. That is, again, something over which we have no control. I presume, as the Minister has said, it is not coming before Statutory Instruments or any other part of the Parliamentary Committee system.

**The Chairman:** It should come before Statutory Instruments.

**Mr. Friesen:** All right. Then I would invite this Committee to make some kind of a recommendation that we bring this before Statutory Instruments.

**Mr. McCleave:** It is automatically there, Mr. Friesen.

**Mr. Friesen:** But I thought the Minister just said it would not unless somebody asked for it.

[Interpretation]

congé temporaire sans escorte, elle s'opposera carrément aux libérations conditionnelles et aux efforts de réadaptation légitimes.

**M. Allmand:** En vertu de la loi actuelle, il faut étudier chaque année le dossier des personnes dont la peine d'emprisonnement est indéterminée pour voir si elles pourraient être relâchées mais, en attendant, elles ont droit à des congés temporaires.

**M. Leggatt:** Après six mois.

**M. Allmand:** Oui. Nous les refusons toutefois maintenant aux délinquants sexuels dangereux. D'ailleurs, ils n'ont plus droit à aucun congé, non conformément à la loi, mais conformément aux règlements ou directives.

**Le président:** Cette question ne se rattache pas directement au projet de loi. Je suppose que l'on en discutera lorsque les règlements seront présentés au Parlement et au Comité à l'automne.

Vous avez la parole d'abord, monsieur Fraser.

**M. Fraser:** Ce qui m'inquiète, monsieur le président, c'est qu'il s'agit d'une séance publique à laquelle assistent des journalistes. S'il fallait qu'ils quittent cette salle en pensant que nous envisageons d'accorder à des délinquants dangereux des congés temporaires sans escorte, cela susciterait de vives protestations de la part du public. J'invite donc le ministre à bien préciser que ce n'est pas le cas.

**M. Allmand:** C'est ce que je m'évertue à faire. La loi ne nous en empêche pas mais les règlements le font. Un moment, je veux être bien certain.

**Le président:** Je pense que nous étudierons les règlements l'automne prochain.

**M. Allmand:** Mais pas les règlements sur la réhabilitation.

**Le président:** C'est ce que je croyais.

**M. Allmand:** Non. Vous étudierez les règlements sur les permis d'armes à feu et autres.

**Le président:** Je m'excuse, je m'étais trompé.

**M. Friesen:** Monsieur le président, cette question présente plusieurs facettes. Une entre autres à laquelle je m'oppose fortement, c'est que l'on en parlera seulement dans les règlements et pas dans la loi. Nous ne pouvons donc exercer aucun contrôle là-dessus. Comme l'a dit le ministre, le Comité des textes réglementaires ni aucun autre comité parlementaire n'en discutera.

**Le président:** Le Comité des textes réglementaires devrait l'étudier.

**M. Friesen:** Bien. J'invite donc le Comité à recommander que cette question soit portée devant le Comité sur les textes réglementaires.

**M. McCleave:** C'est automatique, monsieur Friesen.

**M. Friesen:** Mais je croyais que le ministre venait de dire qu'il faudrait le demander.

[Texte]

**Mr. McCleave:** It is automatically there. As a matter of fact I am reading the report of the Statutory Instruments Committee right now and it is there under a particular section.

**The Chairman:** That has clarified it. There is to be a special reference in the fall of the regulations under the firearms part of Bill C-83 to this Committee. That is in addition to the scrutiny of the Statutory Instruments Committee. The scrutiny of the Statutory Instruments Committee will remain for these regulations we are now talking about, I had thought they were also to come before this Committee, but I am told that is not the case.

• 1055

**Mr. Friesen:** When the regulations were introduced resulting from the Head incident in Vancouver, the public was given the impression that there were no more passes to be given without escort. But from what the Minister tells us today there is a time in the future when he could be given.

**Mr. Allmand:** No. You know, I was dealing with the question and there was a lot of confusion introduced here and we were all talking at the same time.

**Mr. Fairweather:** Somebody was talking too much then.

**Mr. Allmand:** What I was trying to indicate to Mr. Leggatt was is that there will be reviews of cases in addition to the review for complete release. That having been said—and we will deal with this later in the bill—it is provided in the bill that nobody who is on a life sentence or on an indeterminate sentence can be released either on temporary-absence pass or on full parole unless the parole board with the community representation that is provided for deals with that question. So anybody that is on an indeterminate sentence will have to have his case originally considered by the parole board even for temporary absence passes with the community representation; even for gradual release.

**Mr. Leggatt:** Well, would the Minister advise now that no dangerous sexual offenders are receiving temporary absences in the Province of British Columbia? Is that the case?

**Mr. Allmand:** It is Commissioner's Directive 228: "... prohibits the release of dangerous sexual offenders without escorts."

Once this bill is passed, despite the provisions of the Penitentiary Act, nobody on a life sentence or an indeterminate sentence will be released on full parole, on day parole or temporary absence unless the case has been considered by the parole board with community representation. So they could be released, but they would have to go to the full parole board with the community representation.

**Mr. Fairweather:** Then that directive would apply.

**Mr. Allmand:** That is right.

**Mr. Fairweather:** Yes, well that is the point to get at.

**Mr. Friesen:** But there were two dimensions in the Head case: one, was naturally that he was a DSO; the other was that he was looking to vindicate what he thought was wrong doing in the penitentiary system and he was getting one of the prison guards.

[Interprétation]

**M. McCleave:** Non, c'est automatique. D'ailleurs, je suis en train de lire le rapport du Comité des textes réglementaires et on consacre à cette question tout un paragraphe.

**Le président:** C'est donc clair. À l'automne, le Comité étudiera les règlements portant sur les armes à feu découlant de Bill C-83. Et ce, en plus de l'étude qu'y consacrerait le Comité des textes réglementaires. Donc, le Comité des textes réglementaires va étudier les règlements dont il est question, mais je croyais que nous aussi, nous le ferions, mais on vient de me dire que ce n'est pas le cas.

**M. Friesen:** Lorsque l'on a présenté les règlements à la suite de l'incident Head, qui a eu lieu à Vancouver, on a laissé croire au public qu'on n'accorderait plus de congés sans escorte. Mais d'après ce que le ministre vient de nous dire, il semble qu'on songe à recommander cette pratique.

**M. Allmand:** Non. C'était le chaos parce que tout le monde parlait en même temps.

**M. Fairweather:** Donc, quelqu'un a dû trop parler alors.

**M. Allmand:** Je voudrais simplement dire à M. Leggatt que l'on étudiera certains dossiers en vue de l'absence temporaire en plus de l'étude en vue de la mise en liberté. Maintenant, le projet de loi stipule que quiconque purge une peine d'emprisonnement à perpétuité ou une peine d'emprisonnement d'une durée indéterminée ne peut être libéré temporairement ou sous condition à moins que la Commission des libérations conditionnelles n'en discute avec des représentants désignés de la collectivité. Donc, quiconque purge une peine d'une durée indéterminée devra faire étudier sa demande d'absence temporaire par la Commission des libérations conditionnelles, aidée de représentants de la collectivité; il en est de même pour les libérations graduelles.

**M. Leggatt:** Le ministre pourrait-il donc maintenant nous dire si des délinquants sexuels dangereux se voient octroyer des laissez-passer pour des absences temporaires en Colombie-Britannique?

**M. Allmand:** D'après la directive 228 du Commissaire, il est interdit de libérer sans escorte des délinquants sexuels dangereux.

Après l'adoption du bill, malgré les dispositions de la Loi sur les pénitenciers, personne purgeant une peine d'emprisonnement à perpétuité ou une peine d'une durée indéterminée ne pourra obtenir une libération conditionnelle, une libération de jour ou une absence temporaire à moins que son dossier n'ait été étudié conjointement par la Commission des libérations conditionnelles et des représentants de la collectivité. Leur libération est donc possible mais ils doivent passer par la Commission.

**M. Fairweather:** Donc, la directive s'applique.

**M. Allmand:** Oui.

**M. Fairweather:** C'est ce que je voulais savoir.

**M. Friesen:** Mais il y avait deux aspects particuliers au cas de Head: d'abord, il s'agissait d'un délinquant sexuel dangereux et, ensuite, il voulait se venger de ce qu'il appelait les injustices du système pénitenciaire. C'est la raison pour laquelle il s'est attaqué à l'un des gardes de la prison.



[Text]

**Mr. Allmand:** Right.

**Mr. Friesen:** Now it seems to me that the prison guards need some further protection, and they need the assurance that under no circumstances is somebody, a dangerous offender, going to get out and have the opportunity for recrimination against him.

**Mr. Allmand:** Yes. Of course, you must understand that under the present law even with the directive as mentioned a person could still be released under that indeterminate sentence, but he cannot be released on a temporary absence pass.

**Mr. Friesen:** Unescorted?

**Mr. Allmand:** No he cannot be released unescorted, but he could, finally, be released from prison.

**Mr. Friesen:** Yes.

**Mr. Allmand:** If he is on an indeterminate sentence, then it has to be reviewed every year.

**Mr. Friesen:** Right.

**Mr. Allmand:** They could finally decide that he is fine and he can be released, but he may never be released either. That is the flexibility of the indeterminate sentence program.

**Mr. Friesen:** Up to the time he is released, he cannot be released on temporary absence without escort?

**Mr. Fraser:** If he is a dangerous sexual offender.

**Mr. Friesen:** If he is a DSO?

**Mr. Allmand:** He can be under this bill, but only if the full parole board with community participation says he can.

**Mr. Fraser:** Is not the parole board still going to be bound by the directive you just referred us to?

**Mr. Allmand:** The directive will remain until repealed, but there are more protections in the law right now.

Right now he could be released on full parole without that community participation. In future he could only be released on any kind of absence whatsoever with the input of the parole board and the community.

**Mr. Leggatt:** Could I suggest to you, Mr. Minister that that directive not be withdrawn for the special reason that dangerous sexual offenders when they are inside an institution are obviously sexually frustrated and when they are released on unescorted absences, the community is being faced with some risk. I am a bit leery of the changes, even with the community input, that the unescorted release of dangerous sexual offenders prior to their full review and decision in terms of full release can create a risk to the public which will damage the total program that I think we probably all would like to support.

[Interpretation]

**M. Allmand:** C'est cela.

**M. Friesen:** Je pense que les gardiens ont besoin d'une plus grande protection et, aussi, de l'assurance qu'en aucun cas, un délinquant dangereux pourra être libéré et avoir ainsi l'occasion de se venger.

**M. Allmand:** Bien entendu, vous ne devez pas oublier qu'en vertu de la loi actuelle, malgré la directive, une personne purgeant une peine d'une durée indéterminée peut être libérée mais ne peut obtenir un laissez-passer donnant à une absence temporaire.

**M. Friesen:** Sans escorte?

**M. Allmand:** On ne peut être libéré sans escorte mais on peut être finalement élargi.

**M. Friesen:** Oui.

**M. Allmand:** Le dossier d'une personne purgeant une peine d'une durée indéterminée est étudié chaque année.

**M. Friesen:** Bien.

**M. Allmand:** On pourrait donc finalement décider que le détenu est réadapté et qu'il peut être libéré. On peut aussi décider le contraire. C'est précisément là que l'on remarque la souplesse des peines d'emprisonnement indéterminées.

**M. Friesen:** Jusqu'au moment de son élargissement, un tel détenu ne peut pas bénéficier d'une absence temporaire sans escorte?

**M. Fraser:** Pas s'il s'agit d'un délinquant sexuel dangereux.

**M. Friesen:** Seulement s'il s'agit d'un délinquant sexuel dangereux?

**M. Allmand:** C'est possible, en vertu de ce bill, mais seulement si la Commission des libérations conditionnelles au complet et les représentants de la collectivité sont d'accord.

**M. Fraser:** La Commission n'est-elle pas tout de même liée par la directive que vous nous avez lue?

**M. Allmand:** Cette directive tiendra jusqu'à ce qu'elle soit abrogée, mais la loi offre maintenant une plus grande protection.

Présentement, un détenu peut obtenir une libération conditionnelle sans que n'interviennent des représentants de la collectivité. A l'avenir, il ne pourra être libéré, quelle que soit la formule, qu'après étude de son dossier par la Commission et la collectivité.

**M. Leggatt:** Mais alors, monsieur le ministre, cette directive pourrait-elle ne pas être abrogée puisque les délinquants sexuels dangereux accumulent une frustration sexuelle plus grande encore, lorsqu'ils sont enfermés dans un établissement, si bien que lorsqu'ils sont libérés temporairement sans escorte, la collectivité est encore plus menacée. Je suis un peu réticent devant tous ces changements, même si l'on fait appel à des représentants de la collectivité, car je crois que les congés sans escorte accordés aux délinquants sexuels dangereux, avant l'étude approfondie de leur dossier en vue d'une véritable libération conditionnelle, peuvent poser un risque pour le public, ce qui porterait préjudice à l'ensemble du programme que nous aimerions tous appuyer.



## [Texte]

In this particular area, this situation I can tell you, in the Province of British Columbia has set rehabilitation back a long, long way. It seems to me a price that we should pay for the protection of the public on this DSO section.

• 1100

**The Chairman:** I think I am right in pointing out that sections which would allow that are later in the bill; we will be considering them this afternoon.

**Mr. Leggatt:** Okay.

**The Chairman:** And that these sections on "dangerous offenders" do not specifically allow or disallow this kind of thing.

**Mr. Lachance.**

**Mr. Allmand:** I have to go to the House now. This meeting was from 9.30 to eleven.

**The Chairman:** Well, if we could just finish...

**Mr. Allmand:** I would like to deal with these questions.

**Mr. Fraser:** Just one question.

**The Chairman:** Excuse me a moment. If you could remain with us for five minutes or so and answer these questions, I think we could then put the clause.

**Mr. Allmand:** Okay, but...

**Mr. Fraser:** I understand the Minister's difficulty. Mr. Leggatt has asked for a review every six months. Now my question is very direct and that is, this is going to double the workload of the administrative staff, and it may not result in a more efficient review. Can you do it, administratively? There is no use asking for this, if you cannot do it.

**Mr. Allmand:** We have made an evaluation of it. It would require quite a considerable number of men and women working in the system to do that review every six months, and we feel it would not give us much more in the way of protection or rehabilitation.

Shall Clause 11 as amended carry?

**Some hon. Members:** Agreed.

**The Chairman:** Oh, I am sorry, we have Mr. Leggatt's amendment.

**Mr. Leggatt:** You want to defeat my amendment, I think.

**The Chairman:** Mr. Leggatt's amendment was not as complete as he would have wished. Perhaps we can put the first part, if he loses that, perhaps he will conclude that the other part would lose as well.

**Mr. Leggatt's amendment is:**

That Clause 11 be amended by striking out line 1 at page 47 and substituting the following therefor:

six months, review the condition, history and cir-

## [Interprétation]

A ce sujet, je puis vous dire que la situation qui prévaut en Colombie-Britannique a fait subir un recul au programme de réhabilitation. Mais il semble que ce soit là le prix que nous devons payer pour protéger le public en vertu de cet article visant les délinquants sexuels dangereux.

**Le président:** Je crois devoir faire remarquer que les articles qui prévoient ces mesures se trouvent plus loin dans le projet de loi; nous allons les étudier cet après-midi.

**M. Leggatt:** Très bien.

**Le président:** Je ferais en outre remarquer que les articles actuels portant sur les «délinquants sexuels dangereux» ne permettent pas plus qu'ils n'interdisent, de façon précise, ce genre de chose.

Monsieur Lachance.

**M. Allmand:** Je dois me rendre à la chambre. La réunion était prévue de 9 h 30 à 11 h.

**Le président:** Si nous pouvions seulement terminer...

**M. Allmand:** J'aimerais discuter de ces questions.

**M. Fraser:** Une question seulement.

**Le président:** Un instant s'il vous plaît. Pourriez-vous rester encore cinq minutes afin de répondre à ces questions? Nous pourrions alors mettre l'article aux voix.

**M. Allmand:** Très bien, mais...

**M. Fraser:** Je comprends très bien les problèmes du ministre. M. Leggatt a proposé qu'il y ait révision tous les six mois. Ma question, très précise, est la suivante: ce dispositif doublera le travail administratif sans pour autant garantir une révision plus efficace. Mais, du point de vue administratif, pourrez-vous le faire? Il est inutile de demander un tel dispositif s'il est en pratique irréalisable.

**M. Allmand:** Nous avons étudié la question. Il faudrait des effectifs considérables pour effectuer cette révision tous les six mois, et ce, sans nous donner, pensons-nous, un meilleur programme de protection ou de réhabilitation.

L'article 11, modifié, est-il adopté?

**Des voix:** D'accord.

**Le président:** Excusez-moi, il y a l'amendement de M. Leggatt.

**M. Leggatt:** Je vois, vous voulez faire échouer mon amendement.

**Le président:** L'amendement de M. Leggatt n'est pas aussi complet qu'il l'aurait souhaité. Peut-être pourrions-nous d'abord nous prononcer sur la première partie et, si elle est retournée, peut-être M. Leggatt en conclura-t-il que l'autre partie le sera également.

L'amendement de M. Leggatt est le suivant:

Que l'article 11 soit modifié en remplaçant la ligne 46, page 46, par ce qui suit:

tous les six mois, examiner les antécédents et la situa-

[Text]

And the French version accordingly.

Amendment negatived.

Clause 11 as amended agreed to.

**The Chairman:** The Committee is adjourned until this afternoon at 3.30.

## AFTERNOON SITTING

• 1553

**The Chairman:** The Committee will come to order. I think we are close enough to our voting requirements to begin our discussion at this time. We have one preliminary question, I guess I might term it a question of privilege, to refer to. I received this letter today and think I should read into the record. Mr. Poulin may want to make some comment on it. It is addressed to me from Mr. Bill Otway, the Executive Director of the B.C. Wildlife Federation, dated June 14.

**Mr. Leggatt:** An old friend.

**The Chairman:**

First may I again express to you and the members of your Committee the appreciation of this organization for the consideration shown our representatives when they appeared before you May 27 last.

**Mr. Fraser:** So far so good.

**The Chairman:**

To the purpose of this letter. A remark made by one of your Committee members, noted in the Minutes of Proceedings for Wednesday, May 12, has been brought to my attention and I feel I must bring it to yours.

On lines 8 and 9 of issue 48, page 6, Mr. Poulin is quoted in reference to this organization:

"In addition, there have been many advertisements placed in newspapers by that association."

This is in reference to our activities in opposition to Bill C-83.

Mr. MacGuigan, we recognize Mr. Poulin's right as a citizen and as an M.P. to voice his objections to any or all actions taken by this or any organization. However, we do feel that such objections, particularly when made to a Parliamentary body should be based on some semblance of truth.

There is no semblance of truth whatever in that particular statement by Mr. Poulin. At no time whatsoever has this organization placed, paid for, or authorized even one advertisement, never mind many, in any newspaper having regard to Bill C-83.

Mr. MacGuigan, we feel we have a right to request that the Committee members be advised of the inaccuracies of Mr. Poulin's statements and that he be asked to withdraw them. We would ask you to use your good office to see that this is done.

**Mr. Fraser:** We have one by-election around here, we may as well have two.

[Interpretation]

Et le texte anglais de même.

L'amendement est rejeté.

L'article 11, modifié, est adopté.

**Le président:** La séance est suspendue jusqu'à 15 h 30.

## SÉANCE DE L'APRÈS-MIDI

**Le président:** A l'ordre, s'il vous plaît. Nous sommes presque assez nombreux, je crois, pour commencer la discussion dès maintenant. J'aimerais tout d'abord vous faire part d'une question de privilège. J'ai reçu une lettre aujourd'hui et je crois que je devrais la lire. M. Poulin voudra peut-être faire des observations à ce sujet ensuite. Elle m'est envoyée par M. Bill Otway, directeur administratif de la B.C. Wildlife Federation, et elle est datée du 14 juin.

**M. Leggatt:** Un vieil ami.

**Le président:**

out d'abord, permettez-moi de vous remercier encore une fois, ainsi que les membres de votre comité, de l'attention portée à nos représentants qui ont comparu le 27 mai dernier.

**M. Fraser:** Jusqu'à maintenant, ça va.

**Le président:**

Aux fins de cette lettre. On m'a fait part d'une observation qu'a faite un des membres de votre comité, lors de la réunion du mercredi 12 mai, et j'estime que je dois vous en informer.

Aux lignes 10 et 11 de la page 6 du fascicule 48. M. Poulin dit ce qui suit au sujet de notre association:

«En plus, elle a placé plusieurs annonces dans les journaux.»

Il parle de nos activités contre le Bill C-83.

Nous admettons que M. Poulin a le droit en tant que citoyen et député d'exprimer ses objections à toute mesure prise par toute organisation que ce soit. Cependant, nous estimons que de telles objections, surtout lorsqu'elles sont faites devant un corps parlementaire, doivent se fonder sur des faits.

Il semble cependant que M. Poulin ne se soit aucunement fondé sur des faits réels. Jamais notre association n'a placé, payé ou autorisé une seule annonce de ce genre dans tout journal au sujet du Bill C-83.

Nous estimons avoir le droit de demander que les membres du Comité soient mis au courant des inexactitudes commises par M. Poulin et de lui demander de les retirer. Nous vous saurions gré de bien vouloir vous en occuper.

**M. Fraser:** Nous avons déjà une élection partielle dans cette région-ci, nous pourrions aussi bien en avoir deux.



[Texte]

**The Chairman:** Mr. Poulin.

**Mr. Poulin:** Thank you, Mr. Chairman. I certainly do accept the explanation made by the B.C. Wildlife Association. Indeed I withdraw those remarks I made and I regret any inconvenience that those charges caused that association.

• 1555

**The Chairman:** Thank you, Mr. Poulin.

We have a correction by Mr. Sarchuk, who feels that he may have mislead the Committee yesterday in his discussion of one case. He drew this to my attention immediately this morning but we did not really have time for that this morning. I will call on Mr. Sarchuk now.

**Mr. Sarchuk:** Thank you. During the discussion on derivative evidence on Section 178.16 I made reference the Welsh case and when I got back to the office I did some further checking. In that particular case, the judge at the preliminary hearing ruled that under Section 178.16 that communication was admissible only if it was lawfully made. And to determine if it was lawfully made, he ruled that he would had to look at the authorization itself; as the individuals were not named and the offence was not one spelled out in the authorization, he ruled the interception was not lawful and, therefore, inadmissible, and at this point the charge was dismissed.

There is nothing in the information that I have which would indicate that the exception in Section 178.16 was considered. I had assumed that it was but it appears as though the judgment may have been made without that application for the admission of this evidence in any event having been made.

So I would like the Committee to . . .

**The Chairman:** Mr. Lachance. I am sorry.

**Mr. Lachance:** Mr. Chairman, could he give us the reference of this case, please?

**Mr. Sarchuk:** I do not know if the case is reported. The notes that I have in my files are a summary of the case which was dictated to us by Mr. Clay Powell of the Ontario Attorney General's Department.

**Mr. Leggatt:** Is that derivative evidence in that case?

**Mr. Sarchuk:** It is derivative evidence because the wiretap was lawful in relation to a named defence and named individuals, and another conversation was picked up.

**The Chairman:** Thank you, Mr. Sarchuk. Perhaps now we could have discussion of Clause 12.

On Clause 12—*Transitional*

**The Chairman:** Clause 12 is a transitional clause concerning dangerous offenders. The Minister perhaps might give us a brief explanation and then if there is no further discussion we could defer the vote until such time as we have a quorum.

**Mr. Allmand:** The clause is pretty self-explanatory. It says:

12(1) Where, on the day that section 11 comes into force, an application is pending before a court under Part XXI of the *Criminal Code* for the preventive detention of a dangerous sexual offender or an habitual criminal within the meaning of that Part as it read immediately before that day, all proceedings thereon shall be continued and disposed of in all respects as if section 11 had not been enacted.

[Interprétation]

**Le président:** Monsieur Poulin.

**M. Poulin:** Merci, monsieur le président. J'admets certainement l'explication donnée par la B.C. Wildlife Association. Je retire ces observations et je regrette toute difficulté qu'aient pu poser ces accusations à l'association.

**Le président:** Merci monsieur Poulin.

M. Sarchuk aimerait apporter une correction parce qu'il pense nous avoir induits en erreur, hier, lorsqu'il a expliqué une cause. Il m'en a immédiatement informé ce matin, mais nous n'avons pas eu le temps d'en parler. Je donne maintenant la parole à M. Sarchuk.

**M. Sarchuk:** Merci. Lors de la discussion sur les preuves découlant d'une interception visées par l'article 178.16, j'ai mentionné l'affaire Welsh. Cependant, j'ai vérifié lorsque je suis revenu à mon bureau. Dans cette affaire en particulier, lors de l'enquête préliminaire, le juge a décidé qu'en vertu de l'article 178.16, cette communication n'était admissible que si elle avait été faite légalement. Et pour déterminer si elle avait été faite légalement, il a décidé d'étudier l'autorisation elle-même. Étant donné que ni les personnes en cause ni l'infraction n'étaient mentionnées dans l'autorisation, il a décidé que l'interception était illégale et, par conséquent, inadmissible, et l'accusation a été rejetée.

D'après les renseignements que j'ai, rien n'indique qu'on ait considéré l'exception contenue dans l'article 178.16. Je croyais qu'on en avait tenu compte, mais il semble que le jugement ait été rendu sans qu'on ait demandé l'admission de ces preuves.

J'aimerais donc que le Comité . . .

**Le président:** Monsieur Lachance. Je regrette.

**M. Lachance:** Pourriez-vous nous donner la référence de cette affaire, s'il vous plaît?

**M. Sarchuk:** Je ne sais pas si cette affaire est inscrite. J'ai, dans mes dossiers, un résumé de l'affaire qui nous a été envoyé par M. Clay Powell, du bureau du procureur général de l'Ontario.

**M. Leggatt:** Pour ce qui est de cette affaire, s'agit-il de preuves obtenues indirectement lors d'une interception?

**M. Sarchuk:** Oui, parce que l'écoute électronique était légale pour une infraction donnée et des personnes données, et qu'on a intercepté une autre conversation.

**Le président:** Merci, monsieur Sarchuk. Nous pourrions peut-être maintenant passer à l'article 12.

Sur l'article 12—Dispositions transitoires

**Le président:** L'article 12 est une disposition transitoire portant sur les délinquants dangereux. Le ministre pourrait nous donner une courte explication de cet article et, s'il n'y a pas de questions, nous retarderons le vote jusqu'à ce que nous ayons un quorum.

**M. Allmand:** L'article s'explique de lui-même. Il stipule:

12(1) Se poursuivent indépendamment de la date d'entrée en vigueur de l'article 11 les procédures concernant les demandes prévues à la Partie XXI du *Code criminel* en matière de détention préventive de délinquants sexuels dangereux ou de repris de justice au sens de cette Partie avant cette date, qui sont encore pendantes devant un tribunal à cette date.



[Text]

That means that if a case is pending it would continue. And part (2) says:

(2) Sections 693 to 695 of the *Criminal Code*, as enacted by section 11, apply to a person who, before the coming into force of that section, was sentenced to preventive detention under Part XXI of the *Criminal Code* as if the references in those sections to "a sentence of detention in a penitentiary for an indeterminate period" were references to "a sentence of preventive detention".

I do not think there is much more explanation needed.

**The Chairman:** If there is no discussion on that clause perhaps we can stand it until we have a quorum.

Clause 12 allowed to stand.

On Clause 13.

**The Chairman:** I understand the government wants to withdraw this whole clause.

**Mr. Allmand:** Yes, Mr. Chairman. When I tabled the 43 amendments several weeks ago, and I referred to our proposal to strike out the parts on crime inquiries, there was considerable discussion that day and we gave a lot of answers to that particular proposal. Mr. Landry from the Department of Justice was here that day and answered many questions as well. In a nutshell, because of the Supreme Court decision in the Di Iorio case we felt that this should be withdrawn.

• 1600

**The Chairman:** Mr. Lachance.

**Mr. Lachance:** Regarding the comments I made at that time and the questions I asked Mr. Landry, I would only like the Minister to reaffirm the fact that it will not make it impossible for us in the future to regulate or to legislate in this area if and when there is a need to clarify the position of the provinces in this area.

**Mr. Allmand:** As I recall, Mr. Landry said we would not be foreclosed from enacting further legislation as long as it did not violate the findings or the holdings in the Di Iorio case.

**Mr. Lachance:** Thank you.

**The Chairman:** Mr. Leggatt.

**Mr. Leggatt:** I have two amendments that were submitted to that, and obviously those should appropriately be withdrawn before the Committee. I had two amendments that I was submitting in terms of this section.

Those amendments were attempts to provide certain additional protection to witnesses who have to appear before crime inquiries. There has been a substantial amount, in my view and in the view of a lot of other people, of abuse of innocent people who are called before crime inquiries and have received guilt by association. I am not certain that it is desirable that the federal government should abandon the field, particularly if we are going to allow this to be strictly legislated on a provincial basis without some very severe protections in terms of civil rights for those who are subpoenaed, placed in full view of cameras and the media, and then it is found that there is no evidence whatsoever upon which to base the charge, or there is no reason that there is anything except the possibility of guilt by association.

[Interpretation]

Cela signifie que les poursuites en cours se continuent. La partie (2) stipule:

(2) Les articles 693 à 695 du *Code criminel*, édictés par l'article 11, s'appliquent aux personnes condamnées, avant l'entrée en vigueur de cet article, à la détention préventive en vertu de la Partie XXI du *Code criminel* comme si les renvois à l'expression «sentence de détention dans un pénitencier pour une période indéterminée» étaient des renvois à l'expression «sentence de détention préventive».

Je n'ai pas besoin d'expliquer ces deux paragraphes.

**Le président:** S'il n'y a pas de questions au sujet de cet article, on pourrait le réserver jusqu'à ce que nous ayons un quorum.

L'article 12 est réservé.

Sur l'article 13.

**Le président:** Je crois que le gouvernement veut supprimer cet article en entier.

**M. Allmand:** Oui, monsieur le président. Lorsque j'ai déposé les 43 amendements, il y a plusieurs semaines, et que j'ai proposé de supprimer les parties portant sur les enquêtes sur la criminalité, il y a eu beaucoup de discussions et nous avons répondu à bien des questions. M. Landry, du ministère de la Justice, était aussi présent et il a répondu à bien des questions. En résumé, étant donné la décision de la Cour suprême dans l'affaire Di Iorio, nous estimons qu'il faut supprimer cet article.

**Le président:** Monsieur Lachance.

**M. Lachance:** Pour parler des remarques que j'ai faites à l'époque et des questions que j'ai posées à M. Landry, j'aimerais simplement que le ministre nous réassure que nous pourrions légiférer et réglementer, à l'avenir, dans ce domaine, si jamais il s'avère nécessaire de clarifier la situation des provinces.

**M. Allmand:** Si je me souviens bien, M. Landry nous a indiqué que rien ne nous empêcherait de présenter d'autres lois, à condition qu'elles n'aillent pas à l'encontre des conclusions ou des décisions relatives à l'affaire Di Iorio.

**M. Lachance:** Merci.

**Le président:** Monsieur Leggatt.

**M. Leggatt:** J'ai ici deux amendements que j'avais présentés au sujet de cet article et, de toute évidence, il faudra qu'on les retire d'une façon régulière.

Ces amendements s'efforçaient d'assurer une protection supplémentaire aux témoins qui comparaissent dans le cas des enquêtes faites sur le crime. Je crois qu'on a pas mal abusé, et bien des gens sont de cet avis, de gens innocents qui ont été convoqués au cours d'enquêtes faites sur le crime et dont la réputation a souffert à tort. Je ne suis pas certain qu'il soit indiqué que le gouvernement fédéral doive abandonner ce domaine, surtout si l'on permet que les gouvernements provinciaux le régissent rigideusement, car il faut assurer une protection des plus strictes des droits civils de ceux qui sont assignés devant une commission d'enquête et mis sous le feu des caméras et des questions, etc., alors qu'on ne découvre aucun indice permettant de faire une accusation, en dehors du fait qu'ils étaient soupçonnés d'être associés à l'affaire.

[Texte]

I had proposed two amendments. One was to make sure that any counsel would have the full right of cross-examination. At the present time, as I understand the law, counsel may not necessarily cross-examine, even though there may be the right to have counsel. Secondly, the whole question of publication of witnesses' names and the whole question of the use of the media should be dealt with.

I would just like to ask the Minister, since the decision has been made to vacate this area, whether the government will not give some serious consideration in terms of the protection of civil liberties for every Canadian who appears before these kinds of inquiry. I am not sure, again on a jurisdictional basis, how you enter that particular field, but there is some very real concern that has been expressed right across the country that crime inquiries can result in a pretty severe abuse of civil liberties. The grand jury process, where a person is required to testify in camera under subpoena, it seems to me satisfies the need much better than the public crime inquiry where persons who have not been charged are suddenly faced with the full glare of publicity and many of them may be completely innocent of any wrongdoing.

**Mr. Allmand:** On the day that we introduced these amendments, Mr. Landry did answer in detail two questions of that nature. It is my recollection that he said that the federal government was not completely vacating or abandoning this field, but they were merely moving at this time to strike out these provisions in this bill because of the decision of the Supreme Court. But that did not foreclose them from legislating in the future.

**Mr. Leggatt:** There may be areas such as harbour scandals where you would want to do a national inquiry.

**Mr. Allmand:** Yes. I understand . . .

**Mr. Fraser:** We suggested that to them and they did not want to do it at all.

**Mr. Allmand:** I understand that there is some review. I do not know whether it is a continuing review or a special review of the Inquiries Act, but that act is under the Department of Justice and I am not completely *au courant* there. Mr. Sarchuk is not either.

By the way, there was a committee of the Quebec Bar established that dealt with the federal Inquiries Act and the Public Inquiry Commission Act of Quebec, and they made certain recommendations with respect to public inquiries. Their recommendations were published. Their recommendations were along the same lines that you suggest, that there should be more protection for witnesses. They directed their comments to the federal Inquiries Act and to the Quebec Public Inquiry Commission Act.

• 1605

**Mr. Fraser:** I am with Mr. Leggatt in principle and sympathetic with what he is saying, but how can the federal government, in this bill or any other bill, legislate the civil rights ramifications of a commission held completely under provincial jurisdiction?

[Interprétation]

J'allais proposer deux amendements à ce sujet: l'un devait donner à l'avocat la pleine possibilité de faire un contre-interrogatoire et, à l'heure actuelle, tel que j'interprète la loi, l'avocat ne contre-interroge pas toujours dans ces affaires, bien qu'il puisse être présent. En deuxième lieu, il faudrait étudier toute cette question de la publication des noms des témoins et de la façon dont s'établit la publicité.

Je voudrais simplement demander au ministre, puisqu'on a décidé d'abandonner ce domaine, si le gouvernement ne va pas s'occuper sérieusement d'assurer la protection des libertés civiles de tous les Canadiens qui comparaissent dans le cas de ces enquêtes. Je ne sais pas, au point de vue juridictionnel, comment on traite de cette question, mais on est d'accord, dans tout le pays, pour dire qu'au cours des enquêtes sur le crime, il peut y avoir un grand abus des libertés civiles des gens. Il me semble qu'il vaudrait mieux que la personne soit assignée pour témoigner à huis clos devant un jury plutôt que d'être obligée, au cours d'une enquête publique sur le crime, de le faire sous les feux de la rampe, alors que cette personne peut être absolument innocente.

**M. Allmand:** Lorsque nous avons présenté ces amendements, M. Landry a répondu d'une façon complète à deux questions semblables. Si je me souviens bien, il a indiqué que le gouvernement fédéral n'abandonnait pas entièrement ce domaine, mais qu'on supprimait ces dispositions du bill, pour l'instant, à la suite de la décision de la Cour suprême; mais cette mesure n'empêchera pas qu'on établisse d'autres dispositions législatives à ce sujet, à l'avenir.

**M. Leggatt:** Il se peut qu'il y ait des domaines, comme dans le cas des scandales des ports, où l'on voudrait avoir une enquête nationale.

**M. Allmand:** Oui. Je comprends . . .

**M. Fraser:** Nous l'avons indiqué, mais on ne nous a pas entendus.

**M. Allmand:** Je crois comprendre qu'on est en train de faire un réexamen de la question. Je ne sais pas si c'est une révision permanente ou spéciale de la Loi sur les enquêtes, mais je sais que le ministère de la Justice est en train d'examiner cette loi; je ne suis pas entièrement au courant de ce qui se passe. M. Sarchuk n'est pas non plus entièrement au courant.

En passant, j'indiquerais qu'il existe un comité du Barreau québécois qui a été établi pour examiner la Loi fédérale sur les enquêtes ainsi que la Loi des commissions d'enquête du Québec et qui a présenté certaines recommandations dans le cas des enquêtes publiques. Ces recommandations ont été publiées et elles vont dans le sens que vous indiquez, c'est-à-dire qu'elles proposent d'assurer plus de protection aux témoins. Les commentaires apportés visent la Loi fédérale sur les enquêtes et la Loi des commissions d'enquête du Québec.

**M. Fraser:** Je suis d'accord en principe avec ce que dit M. Leggatt, mais comment le gouvernement fédéral peut-il légiférer, dans le présent bill ou par l'intermédiaire de tout autre bill, au sujet de droits civils dans le cas d'une commission qui est entièrement de juridiction provinciale?



[Text]

**Mr. Allmand:** Perhaps they cannot. I am not in a position to answer that. The question that was raised in this particular case—and it was decided by the Supreme Court—was whether the federal government could legislate on commissions that related to crime, since criminal law was an area of federal jurisdiction; and the Supreme Court—and I do not want to paraphrase a judgment—said they could not, under the guise of criminal law, interfere. Maybe Mr. Sarchuk—are you familiar with the judgment?

**Mr. Leggatt:** A proper federal crime inquiry bill with tight and adequate civil liberties protection would provide a precedent to each of the provinces, and that becomes a good example for the provincial crime inquiry sections to follow. It seems to me by abandoning this, we are going to have a little trouble in tightening up the rules so that we can protect witnesses in these inquiries.

**Mr. Fraser:** I was just wondering—if you please, Mr. Allmand—Mr. Sarchuk wants to get in on this, and I would like to hear what he has to say about that decision.

**Mr. Sarchuk:** I was just going to say, it was the other way around. It was the provincial crime inquiry which was being challenged.

Some of the judgments can be read this way, that since the federal government has not invaded the field, the provincial legislation setting up the provincial crime inquiry was *intra vires* the province, which leaves the door open to the federal government to pass legislation in relation to federal crime inquiries or federal standards for crime inquiries on the basis of the paramountcy theory in constitutional law. What Mr. Landry said—and again, I am trying to recall the exact way he put it—is that this possibility or potentiality is still available. What would happen, obviously, if we tried it, though, we might be challenged on it and we would probably end up back in the Supreme Court for determination of whether, on that constitutional basis, we have invaded the field and whether the rules of paramountcy would apply.

**Mr. Allmand:** I apologize, this is a matter that is more directly under the Minister of Justice. There were many questions on this point the day we introduced the amendment, and I am sorry if I cannot answer you.

**Mr. Fraser:** I am sorry, Mr. Allmand. I was not there. I can go back and read the evidence. I do not want to take up the time of the Committee at this time on that issue.

**The Chairman:** Thank you.

Mr. Fairweather and then Mr. Lachance.

**Mr. Fairweather:** I put my question when the Minister's colleague, the Minister of Justice, was here.

I am sorry I was late. We are all busy apologizing. I was at another committee for a few minutes.

I worry very much and I think I have a very helpful note from my colleague, Claude Lachance, on this, which does not meet the point that I was trying to make.

[Interpretation]

**M. Allmand:** Peut-être qu'il ne peut pas le faire. Je ne puis répondre à cette question. La question qui a été soulevée dans cette affaire et, c'est la Cour suprême qui a pris la décision, était de savoir si le gouvernement fédéral pouvait légiférer au sujet de commissions s'occupant du crime, puisque le droit pénal est de juridiction fédérale. La Cour suprême a indiqué, je ne veux pas paraphraser le jugement, qu'il ne pouvait pas légiférer en prétextant que c'était du droit pénal. Peut-être que M. Sarchuk connaît mieux ce jugement?

**M. Leggatt:** Mais si on établissait un bill fédéral sur les enquêtes criminelles assurant pleinement la protection des libertés civiles, ce serait un précédent qui servirait comme bon exemple pour les provinces. Il me semble qu'en abandonnant ce domaine, nous allons avoir du mal à protéger les témoins au cours de ces enquêtes.

**M. Fraser:** Je me demande, monsieur Allmand, si M. Sarchuk veut parler plus longuement de cette décision.

**M. Sarchuk:** J'allais dire que c'était tout le contraire: c'était l'enquête provinciale sur le crime qui était mise en cause.

On peut interpréter certains jugements en ce sens que, puisque le gouvernement fédéral ne s'est pas occupé de ce domaine, la loi provinciale établissant l'enquête sur le crime est du ressort de la province, ce qui permet au gouvernement fédéral d'établir des lois pour les enquêtes fédérales sur le crime ou d'établir des normes fédérales pour les enquêtes sur le crime en se basant sur la théorie voulant que le droit constitutionnel est suprême. Ce que M. Landry a déclaré et, à nouveau, j'essaie de me souvenir exactement de ce qu'il a dit, c'est que nous avons toujours cette possibilité. Ce qui se produirait évidemment, en pratique, c'est qu'on pourrait nous récuser et que nous nous retrouverions probablement devant la Cour suprême qui établirait, du point de vue constitutionnel, si nous avons envahi ce domaine et si la règle faisant prévaloir le droit constitutionnel s'applique.

**M. Allmand:** Je m'excuse, mais cette question relève plus directement du ministre de la Justice. Beaucoup de questions ont été posées dans ce cadre, le jour où nous avons présenté l'amendement, et je m'excuse de ne pouvoir vous répondre.

**M. Fraser:** Je m'excuse, monsieur Allmand. Je n'étais pas présent; alors et je pourrais lire les témoignages. Je ne veux pas faire perdre le temps du Comité sur cette question.

**Le président:** Merci.

M. Fairweather, et puis, ce sera le tour de M. Lachance.

**M. Fairweather:** J'ai indiqué ma position lorsque le collègue du ministre, le ministre de la Justice, était présent.

Je m'excuse d'être en retard. Nous sommes tous en train de nous excuser; j'étais à un autre comité pour quelques minutes.

Je m'inquiète beaucoup, et je crois avoir reçu une note de mon collègue, Claude Lachance, à ce sujet, mais qui ne répond pas à ce que j'essayais d'indiquer.



[Texte]

I think the conduct, if I may so, of the present inquiry in Quebec is outrageous. To think that people can be—! Talk about double jeopardy—! People are being charged. The Quebec Bar has very well and very carefully enunciated the dilemma; and I think, by repealing this very useful section, we remove a touchstone of paramount jurisdiction. Here it is. That was all. I hoped very much we would never have to use it—we being the national government—but it is here and it is a warning. I think the Quebec Bar has very well enunciated in their published report the concerns they have about the conduct of that inquiry. I would certainly think there are major invasions in the liberty of the subject at present. It is televised. People are cited for contempt, sort of without any—it seems to me just all over the television, and people who are themselves under criminal indictment are forced to give evidence and then cited for contempt when they do not give the evidence that in normal circumstances would be considered incriminating.

I am not going to press this. I just want to warn the Committee that these are misgivings that some of the members have about this.

• 1610

The Chairman: Mr. Lachance.

**M. Lachance:** Monsieur le président, je vais clarifier un petit peu mes remarques, car c'est un fait qu'il y a ici un dilemme. A l'origine, l'idée principale derrière cette partie du Projet de loi C-83, était de permettre à la Commission d'enquête sur le crime organisé au Québec de poursuivre ses activités. Lors de la présentation du projet de loi il y avait une poursuite au sujet de la Commission d'enquête sur le crime organisé devant la Cour suprême, la poursuite n'avait pas encore été entendue, les juges n'avaient donc pas rendu jugement. Ladite Commission pouvait donc être éventuellement dissoute, advenant une décision négative rendu par la Cour suprême. Ces amendements ont donc été présentés pour pallier à la possibilité que la Cour suprême juge inconstitutionnelle la Loi créant la Commission sur le crime organisé du Québec.

Évidemment à la suite de la décision de la Cour suprême déclarant parfaitement légal la création par le gouvernement du Québec, de cette commission, l'intention première du Projet de loi C-83 était battue en brèche. À la suite de cette décision, je ne sais pas si les implications constitutionnelles ont été étudiées. Je n'ai pas posé cette question à M. Landry, lorsque je lui ai demandé les raisons qui avaient poussé le gouvernement à retirer ou à demander au Comité de retirer ces articles. Je ne sais pas si les implications constitutionnelles de l'article 13 du Projet de loi C-83, ont été étudiées pour voir si elles iraient à l'encontre de la décision de la Cour suprême du Canada dans la cause de Cotroni.

C'est pourquoi je demandais au ministre de réaffirmer très clairement que le gouvernement canadien ne se retirait pas définitivement de ce champ de législation. Il pourrait très bien arriver qu'une certaine commission créée par une certaine province, sans porter de jugement de valeur sur celle du Québec, ait trop de pouvoir brimant ainsi dangereusement des libertés civiles des individus appelés à y témoigner.

Je pense donc qu'il est extrêmement important que le Comité et le public sachent que le gouvernement canadien a l'intention, si l'occasion se présente, de réoccuper ce champ-là et d'émettre des directives extrêmement précises.

[Interprétation]

Je crois que la façon dont les enquêtes sont menées actuellement au Québec est inadmissible. Je pense qu'on accuse les gens là... qu'il y a dualité de poursuite pour un même fait. Le Barreau du Québec a fort bien indiqué quel était le dilemme. Et je crois qu'en abrogeant cet article très utile, nous supprimons quelque chose d'essentiel. J'avais espéré que nous n'aurions jamais à l'utiliser nous, le gouvernement national, mais voici, c'est un avertissement. Je crois que le Barreau du Québec a fort bien indiqué dans son rapport publié quelles sont ses inquiétudes au sujet de la conduite de cette enquête. Je suis convaincu qu'on viole actuellement les libertés civiles. Les audiences sont télévisées. Les témoins sont accusés d'outrage à la Commission sans aucune... tout cela à la télévision. On oblige ceux qui servent déjà une peine d'emprisonnement à témoigner et, s'ils refusent, ils sont accusés d'outrage à la Commission alors qu'en temps normal, ils auraient tout à fait le droit de refuser puisque ces témoignages peuvent les incriminer.

Je ne m'étendrai pas plus longtemps. Je voulais simplement faire part de ces inquiétudes de certains des députés.

Le président: Monsieur Lachance.

**Mr. Lachance:** Mr. Chairman, I will be a bit more specific because there is a real dilemma. Initially, the main idea behind that part of Bill C-83 was to allow the inquiry commission on organized crime in Quebec to keep on with its proceedings. When the bill was introduced, there was a legal action against the inquiry Commission on Organized Crime before the Supreme Court which had not yet been heard, and so, the judges had not rendered their judgment. Therefore, the commission could have been eventually dissolved if the decision of the Supreme Court had been negative. These amendments were introduced so that the Supreme Court could not deem as unconstitutional the act establishing the Commission on Organized Crime in Quebec.

Of course, when the Supreme Court decided that the establishment by the Government of Quebec of that commission was perfectly legal, the first intent of Bill C-83 became nullified. Following that decision, I do not know whether the constitutional involvements have been studied. I did not ask that question of Mr. Landry when I asked him why the government had withdrawn or was asking the Committee to withdraw those sections. I do not know whether the constitutional involvements of Clause 13 of Bill C-83 have been looked at to see whether they would run counter to the decision of the Supreme Court of Canada in the Cotroni case.

That is why I asked the Minister to reaffirm beyond any doubt that the Canadian government was not definitely withdrawing from that field of legislation. It might very well be that a commission established by a province, without putting any value judgment on the one of Quebec, would have too much power jeopardizing dangerously the civil liberties of the witnesses.

Therefore, I think that it is of great importance that the Committee and the public know that the Canadian government intends, if necessary, to reoccupy that field and bring out very specific guidelines.

## [Text]

Dans les circonstances actuelles, et cette question je la pose au ministre, est-il au courant si une étude de la validité constitutionnelle de ces articles eu égard à la décision de la Cour suprême a été faite. Si par hasard, le comité décidait de l'appliquer, est-ce que cela pourrait donner ouverture à une nouvelle référence à la Cour suprême du Canada par la province de Québec dans le cas qui nous occupe, ou par une autre province qui désirait créer une commission d'enquête sur le crime organisé?

**Mr. Allmand:** No, I am not au courant with that question. On the day we introduced the amendments you will recall there were many questions and Mr. Landry attempted to answer them to the best of his ability. I had thought that following those questions and answers the Committee was satisfied with them, and since this is something that is directly under the Minister of Justice, I am not authorized to change their decision. On balance they decided that they should move to strike out these clauses in the bill following the decision of the Supreme Court. Mr. Landry explained the reasons when he was here.

I can only say in addition to that that I understand the office of the Minister of Justice was in touch with the Chairman of the Quebec Bar Committee and the Chairman agreed that it was a good thing to have these articles taken out of Bill C-83 despite the recommendation of the Quebec Bar Committee report. He felt that it was good that we should remove these from this bill.

• 1615

**Mr. Lachance:** So, at the moment they feel it would be inappropriate to adopt those, in view of the Supreme Court decision. To secure the tabling of Bill C-83.

**Mr. Allmand:** That is what the Department of Justice has decided.

**Mr. Lachance:** We will abide with this.

Clause 13 allowed to stand.

On Clause 14

**The Chairman:** Taking Clause 14, we have some final consequential amendments on the firearms sections and there is a government amendment to the definition of barrelled weapon, I think. It is not a definition but...

**Mr. Fox:** Shall I move the amendment?

**The Chairman:** Yes, Mr. Fox.

**Mr. Fox:** I move that Clause 14 of Bill C-83 be amended by adding immediately after line 30, on page 53, the following paragraph:

(d)(1) barrelled weapons that are deemed by subsection 82.(2) of the Criminal Code for the purposes of certain provisions of that act enumerated in that subsection, not to be firearms.

And the French version accordingly.

**Mr. Allmand:** Mr. Sarchuk can explain that amendment.

**Mr. Sarchuk:** The Customs Tariff prohibits the importation, at the present time, of certain offensive weapons and they are listed in Customs Tariff, Schedule C, Item 99,220-1. Since the gun control part of C-83 has changed the definition of certain restricted weapons, firearms and so on, it was necessary to do a consequential amendment to the Customs Tariff to make it conform to these changed definitions.

## [Interpretation]

Under the present conditions, and I will direct that question to the Minister, do you know whether a study on the constitutional validity of these clauses with respect to the Supreme Court decision has been carried out? Should the Committee decide to implement them, might that perhaps give rise to a new referral to the Supreme Court of Canada by the Province of Quebec, in this case, or by another province who would wish to establish an inquiry commission on organized crime?

**M. Allmand:** Non, je ne suis pas au courant de la question. Le jour où nous avons présenté ces amendements, vous vous souviendrez que plusieurs questions ont été posées à M. Landry qui a essayé d'y répondre au mieux de sa compétence. J'avais pensé que ces réponses avaient satisfait le Comité, et étant donné qu'il s'agit de quelque chose qui relève directement du ministre de la Justice, je n'ai pas le pouvoir de modifier la décision de ses fonctionnaires. Ils ont décidé en fin de compte de supprimer ces articles du projet de loi à la suite de la décision de la Cour suprême. M. Landry en a expliqué les raisons lorsqu'il était présent.

Je ne peux qu'ajouter qu'à ma connaissance, le bureau du ministre de la Justice a été en contact avec le président du comité du Barreau québécois et que ce dernier a approuvé la suppression de ces articles du Bill C-83 malgré la recommandation contenue dans le rapport du comité du Barreau québécois. Il a estimé qu'il était bon que nous les retirions du projet de loi.

**M. Lachance:** Ils estiment donc que, pour le moment, il serait inopportun de conserver ces articles étant donné la décision de la Cour suprême. Pour assurer le dépôt du Bill C-83.

**M. Allmand:** C'est la décision qui a été prise par le ministère de la Justice.

**M. Lachance:** Nous la respecterons.

L'article 13 est réservé.

Sur l'article 14—

**Le président:** L'article 14 correspond aux derniers amendements qui nous restent concernant les articles portant sur les armes à feu, et il s'agit ici d'un amendement présenté par le gouvernement à la définition d'armes dotées d'un canon. Il ne s'agit pas d'une définition mais...

**M. Fox:** Voulez-vous que je propose l'amendement?

**Le président:** Oui, monsieur Fox.

**M. Fox:** Je propose que l'article 14 du Bill C-83 soit modifié par l'adjonction, immédiatement après la ligne 27, page 53, de l'alinéa suivant:

d)(1) les armes dotées d'un canon qui, en vertu du paragraphe 83(2) du Code criminel, sont réputées aux fins de certaines dispositions de cette Loi énumérées dans ce paragraphe, ne pas être des armes à feu;

Et la version anglaise en conséquence.

**M. Allmand:** M. Sarchuk vous expliquera la raison de cet amendement.

**M. Sarchuk:** Le Tarif des douanes interdit à l'heure actuelle l'importation de certaines armes offensives dont la liste figure à l'annexe C, article 99, 220-1. Étant donné que la partie consacrée au contrôle des armes, du Bill C-83, a modifié la définition de certaines armes à autorisation restreinte et de certaines armes à feu, il a été nécessaire d'apporter un amendement consécutif au Tarif des douanes pour qu'il soit conforme à ces modifications de définitions.



[Texte]

**Mr. Allmand:** So it is a consequential amendment.

**Mr. Sarchuk:** It is strictly a consequential amendment.

**The Chairman:** If there is no further questioning, shall Mr. Fox's amendment and Clause 14 stand, until we have a quorum?

Amendment allowed to stand.

Clause 14 allowed to stand.

On Clause 15

**The Chairman:** Now, with Clause 15 we come to the Parole Act.

**Mr. Allmand:** Mr. Chairman, how do you wish to proceed in this? We have some amendments

**The Chairman:** Would you like to give a general presentation of the parole sections? Is that what you prefer to do?

**Mr. Allmand:** If you would prefer that. In Clause 15(1) we define "inmate". It is a more restrictive definition of "inmate" than we have now. It does not deal with people who serve intermittent sentences; in other words, people who serve sentences on weekends and so on. These were provided for in the Criminal Code amendment in recent years. Nor does it cover people who were sentenced under the Juvenile Delinquents Act. So it is a restrictive definition of "inmate" for the purposes of the Parole Act.

**The Chairman:** May I stop you there, Mr. Minister. Now that we have a quorum, I think we might put the clauses that we have stood for absence of a quorum.

Clause 12 agreed to.

On Clause 13...

**The Chairman:** I am sorry, Clause 13 was the one you wanted to remove from the bill, but there is no amendment to that. You are just asking people to vote against it.

**Mr. Allmand:** Yes. It is the amendment of Mr. Fox.

• 1620

**The Chairman:** It is to Clause 14, I believe.

**Mr. Fox:** Clause...

**The Chairman:** You cannot move that. That is just a negatived vote. I will put the vote on Clause 13. Shall Clause 13 carry?

**Some hon. Members:** No.

**The Chairman:** Those in favour of Clause 13? Those opposed?

Clause 13 negatived.

**The Chairman:** Shall Mr. Fox's amendment to Clause 14 carry?

[Interprétation]

**M. Allmand:** C'est donc un amendement consécutif à un autre amendement.

**M. Sarchuk:** C'est strictement un amendement consécutif.

**Le président:** S'il n'y a pas d'autres questions, pouvons-nous réserver l'amendement de M. Fox à cet article jusqu'à ce que nous ayons le quorum?

L'amendement est réservé.

L'article 14 est réservé.

Sur l'article 15—

**Le président:** Nous en arrivons, avec cet article 15, à la Loi sur la libération conditionnelle de détenus.

**M. Allmand:** Monsieur le président, comment désirez-vous procéder? Nous avons quelques amendements à proposer.

**Le président:** Aimeriez-vous faire un exposé d'ordre général portant sur ces articles? Est-ce ce que vous préféreriez?

**M. Allmand:** Si vous voulez. A l'article 15.(1) nous donnons la définition de «détenu». Cette définition restreint la définition de «détenu» que nous avons auparavant. Elle écarte ceux qui servent une peine discontinue, c'est-à-dire ceux qui servent leur peine pendant les week-ends, par exemple. Les derniers amendements du Code criminel ont réglé la question. Elle ne couvre pas non plus les délinquants juvéniles. Cette définition de «détenu» est donc restreinte aux seules fins de la Loi sur la libération conditionnelle.

**Le président:** Pourrais-je vous arrêter un instant, monsieur le ministre. Nous sommes maintenant en nombre suffisant et nous pourrions peut-être mettre aux voix les articles que nous avons réservés en l'absence d'un quorum.

L'article 12 est adopté.

Sur l'article 13—

**Le président:** Je m'excuse, l'article 13 c'est celui que vous voulez supprimer du projet de loi et il n'y a pas d'amendement. Vous voulez simplement que les députés votent contre cet article.

**M. Allmand:** Oui. Il s'agit de l'amendement de M. Fox.

**Le président:** Je crois qu'il s'agit de l'article 14.

**M. Fox:** L'article...

**Le président:** Vous ne pouvez pas le proposer. J'ai juste besoin d'un vote négatif. L'article 13 est-il adopté?

**Des voix:** Non.

**Le président:** Ceux qui sont en faveur de l'article 13? Ceux qui sont contre?

L'article 13 est rejeté.

**Le président:** L'amendement de M. Fox à l'article 14 est-il adopté?



## [Text]

Amendment agreed to.

Clause 14, as amended, agreed to.

**The Chairman:** We will continue with Clause 15.

On Clause 15—"inmate"

**Mr. Allmand:** As I say, clause 15(1) is the definition of "inmate". It is a more restrictive definition of "inmate". Subclause (2) of Clause 15 is the definition of "parole". The only difference from the present definition is that it adds in day parole. Subclause (3) is the definition of a "provincial parole board". I do not know whether there is much more to about say Clause 15.

**Le président:** Monsieur Lachance.

**Mr. Lachance:** Au sujet de l'article 15(2), je voudrais que M. Outerbridge nous donne quelques explications, bien que je sois d'accord sur l'intention exprimée, et qu'il nous dise quelles sont les implications que constitue, pour la Commission nationale des libérations conditionnelles la prise en charge des libérations conditionnelles de jour et ces choses-là. Est-ce qu'il pense que cela va rationaliser tout le problème des libérations conditionnelles et des sorties de prison temporaires? On sait que les libérations de jour étaient auparavant sous la responsabilité du Service canadien des pénitenciers au niveau local; est-ce qu'il considère, en tant que président de la Commission nationale des libérations conditionnelles, que cela va rationaliser tout le problème des libérations conditionnelles et va occasionner pour le détenu une simplification des ses relations avec les autorités?

**Mr. Allmand:** This definition does not deal with temporary absences or cut-backs, as you refer to them. There is another clause later on...

**Mr. Lachance:** I know, but I was joining...

**Mr. Allmand:** The only thing in Clause 15 is that we are making it absolutely clear that the definition of parole includes day parole, but day parole is now and will be something distinct from a temporary absence.

**Mr. Lachance:** At the moment it is now under the Parole Board?

**Mr. Allmand:** Oh, yes.

**Mr. Lachance:** I am sorry...

**Mr. Allmand:** All we are doing here is just making the definition clear. Right now the Parole Board gives out day paroles, which are quite different from a temporary absence given out by the Director of Penitentiaries under Section 26 of the Penitentiary Act.

**The Chairman:** Mr. Leggatt has returned just in time to put his amendment to this question of day parole.

**Mr. Leggatt:** I just looked at my series and I seem to be out of order. I want to apologize to you, Mr. Chairman, and to your Clerk. You must have had some problems in trying to line us up. Is this the clause which attempts to delete "day parole" from the definition of parole?

## [Interpretation]

L'amendement est adopté.

L'article 14 amendé est adopté.

**Le président:** Nous reprenons à l'article 15.

Sur l'article 15—"détenu"

**M. Allmand:** Comme je l'ai dit, l'article 15.(1) porte sur la définition de «détenu». Cette définition est plus restreinte. Le paragraphe (2) de l'article 15 porte sur la définition de «libération conditionnelle». La seule différence, par rapport à la définition présente, est l'adjonction de la libération conditionnelle de jour. Le paragraphe (3) porte sur la définition de «Commission provinciale des libérations conditionnelles.» Je ne pense pas qu'il y ait beaucoup plus à dire au sujet de cet article 15.

**The Chairman:** Mr. Lachance.

**Mr. Lachance:** About Clause 15(2), I would like Mr. Outerbridge to give us a few explanations, although I agree with the intent, and that he tell us what this addition of day parole, etc., means for the National Parole Board. Does he think that it will rationalize the whole matter of parole and temporary absences? You know that day parole was before under the Penitentiary Services at the local level. Does he think, as Chairman of the National Parole Board, that this will rationalize the whole matter of parole and that it will simplify the relationship between the inmates and the authorities?

**M. Allmand:** Dans cette définition, il ne s'agit pas des absences temporaires ou des réductions. Un peu plus loin, il y a un autre article...

**M. Lachance:** Je sais, mais je réunissais...

**M. Allmand:** Dans cet article 15, nous précisons sans aucune équivoque que la définition de libération conditionnelle inclut la libération conditionnelle de jour, mais que cette dernière est à l'heure actuelle et sera à l'avenir distincte de l'absence temporaire.

**M. Lachance:** A l'heure actuelle, c'est la responsabilité de la Commission des libérations conditionnelles?

**M. Allmand:** Oh, oui.

**M. Lachance:** Je m'excuse...

**M. Allmand:** Nous ne faisons ici que préciser cette définition. A l'heure actuelle, la Commission des libérations conditionnelles accorde des libérations conditionnelles de jour, ce qui est tout à fait différent d'une absence temporaire accordée par le directeur des pénitenciers, en vertu de l'article 26 de la Loi sur les pénitenciers.

**Le président:** M. Leggatt vient de revenir juste à temps pour proposer son amendement au sujet de la libération conditionnelle de jour.

**M. Leggatt:** Je viens de jeter un coup d'œil à mon dossier, et je crois que je me suis trompé. Je veux vous présenter, monsieur le président, ainsi qu'à votre greffier, mes excuses. Vous avez dû avoir quelques problèmes à mettre de l'ordre là-dedans. S'agit-il de l'article qui tend à supprimer la «libération conditionnelle de jour» de la définition de libération conditionnelle?

[Texte]

The Chairman: Yes.

**Mr. Leggatt:** I might point out that most of the amendments that were submitted on the parole section were a result of what I thought to be the rather excellent brief of Professor Price from Queen's Law School. The reason for deleting the day parole provision is the argument he makes, and I make on his behalf, that the sanctions involved can be still quite severe where there is a violation on a day parole basis, and since day parole is granted on such a limited and narrow scope, it seems unnecessary that that sanction should prevail both for day parole and for general parole.

**Mr. Allmand:** Mr. Outerbridge might answer.

• 1625

**Mr. W. R. Outerbridge (Chairman, National Parole Board):** Mr. Chairman, the reason for the inclusion of day parole is that under the Hills, and I think the Carleton decision, it became that no penal sanctions could flow from a breach of a day parole, and in order to make this something in which there would be some consequences that would flow from a breach of a commitment made by a person going out on day parole, we felt that it would be necessary to have the inclusion of this within the definition of parole. The point you are raising is the issue of whether or not the penal consequences are in excess of the seriousness of the behaviour. Actually it is infrequent, but still under the law it is possible for a person on a day parole to be virtually in the community for six days out of seven, just coming back for one day. So substantially, as a part of a reintegration process, a day parole can be a one-day thing, or it can be extended to three or four or five days in the community and, as a result, it seems to me that the logic behind this would be that the more the privilege granted in parole the more should be the consequences of a breach.

**Mr. Leggatt:** For my information, is there a discretion on the extent to which sanctions are applied or is it total? In other words, does the Board have some discretion in what will be the penalty in the event there is parole violation and revocation, or must it be all the denial of all the earned remission?

**Mr. Outerbridge:** Under the new legislation the Board will have the authority to re-credit part of the remission it could make.

**Mr. Leggatt:** Part or all?

**Mr. Outerbridge:** Part or all. Yes.

**The Chairman:** Do you want to proceed with that amendment, Mr. Leggatt?

**Mr. Leggatt:** I am willing to withdraw the amendment in view of the explanation. I hope Professor Price does not think I am being disloyal but, frankly, I think perhaps there is some room for sanction in some of these paroles.

Clause 15 agreed to.

[Interprétation]

Le président: Oui.

**M. Leggatt:** Je vous signale que la plupart des amendements qui ont été soumis concernant la partie sur la libération conditionnelle découle de ce que j'ai considéré comme étant un excellent mémoire préparé par le professeur Price, de la faculté de droit de l'Université Queens. Selon le professeur, les sanctions prévues en cas d'infraction à la libération conditionnelle de jour sont assez sévères et, étant donné que la libération conditionnelle de jour est accordée d'une manière limitée et très étroite, il ne semble pas nécessaire que ces sanctions s'appliquent à la fois à la libération conditionnelle de jour et à la libération conditionnelle en général.

**M. Allmand:** Monsieur Outerbridge vous répondra.

**M. W. R. Outerbridge (président, Commission nationale des libérations conditionnelles):** Monsieur le président, si nous avons inclus la libération conditionnelle de jour, c'est qu'à la suite de la décision prise dans le cas Hills et dans le cas Carleton, si je ne m'abuse, il est apparu qu'aucune sanction pénale ne pouvait découler d'une infraction à la libération conditionnelle de jour et, afin qu'une telle infraction puisse quand même avoir certaines conséquences, nous avons estimé qu'il serait nécessaire de l'inclure dans la définition de la libération conditionnelle. Vous dites que les conséquences pénales sont exagérées. Cela n'arrive pas souvent, mais la loi permet à un détenu en libération conditionnelle de jour d'être pratiquement dehors six jours sur sept, ne revenant en prison qu'un seul jour par semaine. En substance, une libération conditionnelle de jour peut donc, lorsqu'elle fait partie d'un processus de réinsertion sociale, ne durer qu'une seule journée sur trois, quatre ou cinq jours, dans la collectivité. Il me semble donc logique que les conséquences d'une infraction des conditions de libération soient d'autant plus sévères que les privilèges accordés sont grands.

**M. Leggatt:** J'aimerais savoir, pour ma propre gouverne, s'il est possible de faire preuve de discrétion dans l'application des sanctions. En d'autres termes, la Commission peut-elle, de son propre chef, décider de la punition à apporter dans le cas d'une infraction aux conditions de libération conditionnelle et dans sa révocation, ou doit-elle complètement renier la remise de peine gagnée par le détenu?

**M. Outerbridge:** En vertu de la nouvelle loi, la Commission aura le pouvoir de lui réaccorder une partie de la remise de peine.

**M. Leggatt:** En partie ou tout?

**M. Outerbridge:** En partie ou tout. Oui.

**Le président:** Voulez-vous toujours présenter cet amendement, monsieur Leggatt?

**M. Leggatt:** Je suis prêt à le retirer, compte tenu de l'explication. J'espère que le professeur Price ne me pensera pas déloyal mais, à vrai dire, j'estime qu'il devrait y avoir certaines possibilités de sanction dans les cas de ces libérations conditionnelles.

L'article 15 est adopté.



[Text]

On Clause 16.

**The Chairman:** Mr. Minister.

**Mr. Allmand:** Mr. Chairman, members of the Committee, Clause 16 provides, in the first proposed section 3(1), for an increase of the Parole Board from 19 members to 26 members; that is an increase of 7. Members of Parliament will recall that 2 years ago we increased the Board from 9 to 19 and regionalized it for the first time. The regionalization has been very successful but the work has been very high, and some of the boards are very much overloaded.

At the same time as we regionalized this, we went back into the personal interviews with the inmates. They had been suspended for a couple of years prior to that amendment because the work was too much and they were making the decisions on files alone and not on personal interviews. After the passage of the amendments, we have gone back to personal interviews with the inmates but already the work has been very heavy, and with the addition of temporary absences added to the Parole Board's burden, it will be heavier still.

So we intend to have the Board consist of 26 members and we would expand the regional work to the Board. There would be 3 members for the present in British Columbia, an addition of 1 to the 2 there now; there would be 4 members on the Prairies, an addition of 2 to the 2 that are there now; the Ontario region would go from 2 to 4; Quebec would go from 2 to 4; and the Atlantic region would remain with 2 as 2 members have been adequate for the Atlantic region for the present time. But the Chairman is studying the further regionalization or decentralization which could take place within the parameters of the present legislation.

I do not know if there are any further questions on proposed Section 3(1), Mr. Chairman.

Then, proposed Section 3(2.1) provides for an executive committee of the Board, since the 28 would be too large a group to administer the Board in all its executive decisions and it would provide for an executive committee of not more than 10 members of the Board out of the total of the 28.

In proposed Section 3(5.1),

(5.1) Notwithstanding subsection (5), where regulations are made pursuant to paragraph 9(1)(f), the Board shall not grant a parole unless the conditions prescribed by those regulations are complied with.

I do not understand that; I am sorry!

**Mr. Friesen:** We will not tell anyone.

**Mr. Allmand:** Mr. Outerbridge, would you say it out loud, please.

**Mr. Outerbridge:** What this does is purely to put into legislation what is now found in regulations and policy to ensure that the Board will have to follow in its voting structure the policy that is there. It is just a clarification provision.

[Interpretation]

Sur l'article 16.

**Le président:** Monsieur le ministre.

**M. Allmand:** Monsieur le président, messieurs les membres du Comité, l'article 16 prévoit, au premier paragraphe proposé 3(1), une augmentation de 19 à 26 du nombre des membres de la Commission des libérations conditionnelles, soit une augmentation de sept membres. Les députés se souviendront que nous avons porté, il y a deux ans, de 9 à 19 membres la composition de la Commission, et que nous l'avons régionalisée pour la première fois. Cette régionalisation fut un franc succès, mais il y a eu beaucoup de travail et certains membres sont tout à fait débordés.

Parallèlement à cette régionalisation, nous avons relancé les entrevues personnelles avec les détenus. Ces entrevues n'avaient plus lieu depuis quelques années, avant la présentation de cet amendement, à cause de la charge excessive de travail; les décisions étaient prises à partir des dossiers seulement, sans entrevue personnelle. Après l'adoption de l'amendement, nous avons recommencé les entrevues personnelles des détenus, mais la charge de travail est déjà très lourde. Le fait d'ajouter les absences temporaires aux responsabilités de la Commission rendra ce fardeau encore plus lourd.

Nous avons donc l'intention de porter la composition de la Commission à 26 membres et d'accentuer la régionalisation des ses travaux. Il y avait donc maintenant trois membres, en Colombie-Britannique, soit l'addition d'une personne aux deux membres actuels. Il y aurait quatre membres dans les Prairies, soit deux nouveaux membres; l'Ontario passerait de deux à quatre; le Québec de deux à quatre, et la région de l'Atlantique conserverait ses deux membres actuels, car ce nombre s'est révélé suffisant pour l'instant. Par ailleurs, le président étudie la possibilité d'une plus grande régionalisation ou décentralisation, dans les limites fixées par la loi actuelle.

Je ne sais pas s'il y a d'autres questions au sujet du projet d'article 3(1), monsieur le président.

Le projet d'article 3(2.1) prévoit la création d'un Bureau de la Commission, car un groupe de 28 membres est trop important pour assurer la prise de toutes les décisions; ce bureau serait composé d'au plus 10 des 28 membres de la Commission.

Quant au projet d'article 3(5.1),

(5.1) Par dérogation au paragraphe (5), la Commission ne doit accorder de libération conditionnelle que si elle respecte les modalités prévues à cette fin par les règlements, s'il en est, établis en vertu de l'alinéa 9(1)f).

Je ne comprends pas, je m'en excuse!

**M. Friesen:** Nous ne le dirons à personne.

**M. Allmand:** Monsieur Outerbridge, pourriez-vous l'expliquer à voix haute, s'il-vous-plaît?

**M. Outerbridge:** Nous voulons ainsi simplement inscrire dans le texte législatif ce qui fait actuellement partie des règlements et politiques en vigueur afin de s'assurer que la Commission respectera, lors de ses votes, les politiques actuelles. Il s'agit de fournir un éclaircissement.



[Texte]

**Mr. Allmand:** Then proposed Section 3(6) 6 deals with rules of procedure. This gives the Board the right with the Governor in Council to make rules for the conduct of its proceedings, including the fixing of quorums for Parole Board hearings, as well as performance of its duties and functions under this Act or any other act of Parliament. What do they mean by "any other Act of Parliament"?

• 1630

**Mr. Outerbridge:** The Penitentiary Act would be one.

**Mr. Allmand:** Right yes.

**Mr. Outerbridge:** It is Section 26.

**Mr. Allmand:** Yes, and subsection (6) provides for the appointment to the board of somebody who is already in the public service.

That is all of Clause 16, Mr. Chairman.

The important section is the extension of the board from 19 to 26 members.

**The Chairman:** Shall Clause 16 carry?

Clause 16 agreed to.

On Clause 17 . . .

**The Chairman:** Clause 17, Mr. Minister.

**Mr. Allmand:** Clause 17 deals in Section 3.1 with the regional panels I already referred to—oh, no I did not. Excuse me.

This is a section that provides that for convicted murderers and for people in prison on indeterminate sentences that there should be added to the parole board two community members. This is a new provision and it is to assure the public that in these very serious cases the community will have some input into the parole board's decision.

Panels will be established in the five regions of Canada. These panels will be drawn from senior police officials, representatives of provincial or municipal governments or local authorities, including school boards and members from professional trade or community associations, and they would be put on a panel and if there was a parole hearing with respect to a convicted murderer or a person who is convicted as a dangerous offender, two people would be taken from the panel and put on the board. They would have all the rights of regular parole board members and would be paid their expenses for those hearings. The purpose would be, as I say, to give some community or lay input into the decision. In Britain community members, I understand, have some participation in parole board hearings.

**Mr. Outerbridge:** At the local level and on a more regular basis.

**Mr. Allmand:** Could you explain how?

**Mr. Outerbridge:** The British system does have community input at the local level, but it is on all cases rather than these special categories.

[Interprétation]

**M. Allmand:** Le projet d'article 3(6) porte sur les règles. Il donne à la Commission le droit d'établir, avec le gouverneur en conseil, des règles sur la conduite de ses délibérations, y compris la fixation d'un quorum à ses audiences, ainsi que sur l'accomplissement des devoirs et fonctions que lui attribue la présente loi ou toute autre loi du Parlement. Que veut-on dire par «toute autre loi du Parlement»?

**M. Outerbridge:** La Loi sur les pénitenciers en serait une.

**M. Allmand:** En effet.

**M. Outerbridge:** Il s'agit de l'article 26.

**M. Allmand:** Oui, et le paragraphe (6) prévoit la nomination, à la Commission, d'un membre qui est déjà à l'emploi de la Fonction publique.

C'est là l'ensemble de l'article 16, monsieur le président.

L'important est l'augmentation, de 19 à 26, du nombre des membres de la Commission.

**Le président:** L'article 16 est-il adopté?

L'article 16 est adopté.

Sur l'article 17.

**Le président:** L'article 17, monsieur le ministre.

**M. Allmand:** L'article 17 traite à l'article 3.1 des listes régionales dont j'ai déjà parlé . . . non, je ne l'ai pas fait; je m'excuse.

Cet article prévoit l'adjonction de deux membres de la communauté à la Commission des libérations, lors de l'étude du cas des meurtriers et des détenus condamnés à une détention pour une période indéterminée. Ce nouvel article veut donner l'assurance à la population que, dans ces cas très graves, la communauté pourra contribuer dans une certaine mesure à la décision de la Commission.

Des listes seront constituées dans cinq régions du Canada. Ces listes seront composées de policiers de rang supérieur, de représentants des autorités provinciales, municipales ou locales, y compris des membres de commissions scolaires, d'associations professionnelles, ouvrières ou communautaires. Lors d'une audition pour la libération conditionnelle d'un meurtrier ou d'un détenu reconnu pour être dangereux, deux personnes seront choisies à partir de ces listes pour faire partie de la Commission. Ces dernières auront les mêmes droits que les membres habituels de la Commission des libérations conditionnelles et tous leurs frais seront remboursés pendant ces auditions. Je le répète, l'objectif est d'assurer à la communauté ou au public une participation dans la prise de décision. Je crois savoir qu'en Grande-Bretagne, certains membres de la communauté participent aux auditions des libérations conditionnelles.

**M. Outerbridge:** Au niveau local et sur une base plus régulière.

**M. Allmand:** Pouvez-vous vous expliquer?

**M. Outerbridge:** Le système britannique prévoit une participation communautaire au niveau local, mais elle s'applique à toutes les causes et non à des catégories spéciales.

[Text]

**Mr. Allmand:** I see, and with our proposal it would only be for the very serious cases, dangerous offenders and convicted murderers. Mr. Chairman, that is what that section deals with, the regional panels and the community participation.

**M. Lachance:** Merci, monsieur le président. J'ai des sentiments mixtes à l'égard de cette proposition. D'un côté, je suis favorable à ce qu'on donne la possibilité à des gens d'un comité local de se prononcer lorsqu'il s'agit d'accorder une libération conditionnelle à un détenu qui a été condamné à perpétuité. D'un autre côté, la liste des personnes de la communauté qui auront à se prononcer me laisse un peu songeur. Par exemple, les policiers auront fort probablement des réserves très sérieuses à exprimer au sujet de la libération de ces détenus-là. Quant aux associations professionnelles, aux gens des milieux d'affaires etc., ces personnes ne représentent pas nécessairement la communauté où l'individu ira vivre plus tard. Dans le cas des associations ouvrières, je suis d'accord, mais j'aimerais bien qu'on me donne une idée de ce qu'on entend par «associations communautaires. Si les associations communautaires sont des groupes comme les Optimistes ou quelque chose de semblable, en somme, ce sont des associations professionnelles. Si vous pensez plutôt à des associations d'ex-détenus, par exemple, cela devient beaucoup plus intéressant. J'aimerais que vous m'expliquiez un peu jusqu'à quel point vous voulez impliquer les citoyens dans les décisions de la Commission des libérations conditionnelles. Si vous laissez cela seulement aux associations professionnelles ou aux associations de policiers, le but même que vous poursuivez, et j'espère que ce but est de donner un reflet social et non pas seulement de faire croire à la population que vous voulez la protéger, ce but, dis-je, sera battu en brèche.

**Mr. Allmand:** Mr. Chairman, right now in our appointments to the parole board we try to appoint people who will come from a wide variety of backgrounds, not only from the police community and the correctional community but also from other professions and trades. We also try to appoint people to the board who represent the minority groups in the country. In the last group of appointments we appointed people from the native people, we appointed several women.

• 1635

**Mr. Fraser:** But they are not a minority group.

**Mr. Allmand:** I thought they themselves, in their own Commission, said that they were treated like a minority in any case. We also appointed some black members to the Board—because very often the people in prison come from these minority groups and we want to make sure that the Board is representative and has credibility with the people in the community and that is going to give a fair hearing to those people. Right now we have two ex-senior police officers on the Board and I must say they have not operated as you would expect; they are very fair and equitable in their judgments and do not take a point of view that could be described as either too harsh or too soft.

But what has happened is that despite the attempt to have permanent appointments from a wide variety of backgrounds and from minority groups and so on, once they are appointed for a while the public seems to think that these are the bleeding hearts on the Parole Board,

[Interpretation]

**M. Allmand:** Je vois. Notre proposition ne s'applique qu'aux cas très graves, les criminels dangereux et les meurtriers. Monsieur le président, voilà le thème de cet article; les listes régionales et la participation communautaire.

**Mr. Lachance:** Thank you, Mr. Chairman. I have mixed feelings about this proposal. On the one hand, I favour the idea of giving the possibility to members of a local committee to have an input when a decision has to be made to grant parole to an inmate sentenced to life imprisonment. On the other hand, the list of community members of these panels leaves me wondering. For example, policemen will very probably have very serious reservations on the liberation of these inmates. As for professional associations, businessmen, these people do not necessarily represent the community where the inmate will go and live later. As for trade associations, I agree, but would someone explain to me what is meant by "community association"? If community associations are groups like the Optimists, or something like that, they are in fact professional associations. If you are thinking, on the other hand, about associations of ex-cons, for example, this becomes much more interesting. I would like you to explain a little bit more up to what extent you want to have an input from citizens in the decisions of the Parole Board. If you leave this entirely to professional associations or policemen associations, the objective that you pursue, and I hope this objective is to have a social input and not only to make the population you want to protect believe it, this objective shall be defeated.

**M. Allmand:** Monsieur le président, à l'heure actuelle, nous essayons de nommer à la Commission des membres qui proviennent de toutes sortes de milieux, non seulement de la collectivité des policiers et des anciens détenus, mais aussi des professions et métiers. Nous essayons également de nommer des membres qui représentent les groupes minoritaires du pays. Notre dernière liste de nominations incluait des autochtones et plusieurs femmes.

**M. Fraser:** Mais elles ne sont pas un groupe minoritaire.

**M. Allmand:** Je croyais qu'elles avaient elles-mêmes déclaré, au sein de leur propre Commission, qu'elles étaient de toute façon traitées comme un groupe minoritaire. Nous avons également nommé certains membres noirs à la Commission, car il arrive très souvent que des détenus fassent partie de ces groupes minoritaires et nous voulions nous assurer de la représentativité et de la crédibilité de la Commission aux yeux de la collectivité ainsi qu'assurer une audition juste à ces personnes. A l'heure actuelle, deux anciens agents de police d'expérience font partie de la Commission, et je dois préciser qu'ils n'ont pas réagi comme vous vous attendriez; ils sont très justes et équitables dans leurs jugements et n'adoptent pas un point de vue que l'on pourrait décrire comme étant ni trop dur ni trop doux.

Enfin, il arrive que, malgré nos efforts pour nommer de façon permanente des membres représentant une vaste gamme de milieux et de groupes minoritaires, la population semble croire quelque temps après la nomination de ces personnes, qu'elles sont les cœurs tendres de la Com-



[Texte]

even though they come from many backgrounds and so on. So what we are trying to do is to give the Board more credibility and to make sure that the Board is still in touch with the community and has the input from the community, because sometimes when you appoint people, even though they come from the community—this is the problem we have as M.P.s too—once they get to Ottawa they have to make a real effort to keep in touch with the areas they come from. So if you appoint people to Ottawa, even though they were in touch with many things in the community, they could lose touch. They try not to; they try to keep in touch. But we are hoping, with this community input, when they are deciding a case, that if, say, you have two people from Trois-Rivières where a murder has been committed or where the parolee is being returned, the people can give a sound judgment on what their advice would be. This is the first attempt to have this kind of community participation in Parole Board hearings. As Mr. Outerbridge explained, in Britain it is much more expensive.

**Mr. Lachance:** Now I would like to ask the Minister if he thinks that a representative from the provincial government local professional or trade associations make up the community because, in my own mind, when a fellow gets out of prison he will not go to St-Jacques Street in Montreal. He will come into my area of Rosemount, for example, or some other place. But he will not go on St-Jacques Street.

What kind of community association are you thinking about—because this is important to me? We need those people who are in touch with the community, not the professional or trade associations.

**Mr. Allmand:** You know, when you say a member of the provincial government, it could be a local probation officer. He works for a provincial government. It could be a welfare officer.

**Mr. Lachance:** That is fine.

**Mr. Allmand:** We are already working on people who might be members of these panels. Maybe Mr. Outerbridge could say a bit more. Both he and I are involved in the appointment of the panel.

**Mr. Outerbridge:** Mr. Chairman, in terms of legislation the intent was to try to make categories that would be broad enough to include the whole range, and that is really what we are trying to get here. Certainly the intent is to try to bring in persons who represent the whole range of the community. If we have a panel of 35 people in the Province of Quebec, for instance, and during one month or one set of hearings at Archambault there may be two members, they will not represent the total community, because we may have someone who is a member of a professional organization and another welfare officer. But our hope is that over the period of time, as a public education device and also as getting a representation of persons in the community, we can break down the appearance of star chamber proceedings that sometimes is attributed to the Board.

[Interprétation]

mission, quelle que soit leur expérience antérieure. Nous essayons donc d'accroître la crédibilité de la Commission et d'assurer que la Commission demeure en contact avec la communauté et qu'elle obtienne la participation de celle-ci; en effet, il arrive quelques fois que l'on nomme une personne qui, même si elle vient d'une communauté donnée, et c'est là un problème que nous connaissons chez les députés également, une fois qu'elles sont rendues à Ottawa, doivent faire un effort spécial pour rester en contact avec leur région d'origine. C'est ainsi que la nomination à Ottawa de certaines personnes, même si elles étaient en contact étroit avec leur communauté, peut leur faire perdre ce contact. Elles essaient de ne pas le perdre. Voici donc ce que nous tentons d'obtenir par cette participation communautaire; prenons pour exemple l'audition d'une cause où deux citoyens de Trois-Rivières sont nommés parce que c'est là qu'un meurtre fut commis, ou que le détenu libéré sur parole se rendra. La population peut faire preuve de bon jugement quant à ses conseils. C'est là une première tentative de participation communautaire aux auditions de la Commission des libérations conditionnelles. Ainsi que l'a expliqué M. Outerbridge, cette pratique est beaucoup plus répandue en Grande-Bretagne.

**M. Lachance:** J'aimerais demander au ministre s'il est d'avis qu'un représentant du gouvernement provincial, ou des associations professionnelles ou ouvrières locales constituent la communauté; car, selon moi, lorsqu'un détenu sera libéré, il ne se rendra pas sur la St-Jacques, à Montréal. Il ira dans mon secteur, à Rosemont, par exemple, ou ailleurs. Mais il n'ira pas sur la rue St-Jacques.

A quelle association communautaire pensez-vous, car c'est important pour moi? Nous avons besoin de gens qui restent en contact avec la communauté et non de membres d'associations professionnelles ou ouvrières.

**M. Allmand:** Lorsque l'on parle d'un membre du gouvernement provincial, il pourrait s'agir d'un agent de libération conditionnelle locale. Il travaille pour un gouvernement provincial. Il pourrait s'agir d'un agent de bien-être.

**M. Lachance:** C'est parfait.

**M. Allmand:** Nous essayons déjà de définir quels pourraient être les membres de ces listes. M. Outerbridge pourrait peut-être donner quelques explications supplémentaires. Lui et moi participons tous deux à la composition des listes.

**M. Outerbridge:** Monsieur le président, au niveau législatif, l'intention était de définir des catégories suffisamment générales pour couvrir toute la gamme; voilà en fait notre objectif. Nous essayons certainement de choisir des gens qui représentent tous les milieux de la communauté. Si nous avons une liste de 35 personnes pour la province de Québec, par exemple, et que pendant un mois, ou une série d'auditions à Archambault, il y a deux membres présents, ils ne représenteront pas l'ensemble de la communauté, car nous pourrions avoir un représentant d'une association professionnelle et un agent de bien-être. Nous espérons toutefois, avec le temps, nous servir de ce mécanisme pour éduquer la population et assurer une représentation de membres de la communauté de façon à détruire cette apparence de délibérations de prestige que l'on attribue parfois aux auditions de la Commission.



[Text]

**Mr. Lachance:** So you intend to cover the whole field of activities.

**Mr. Outerbridge:** That is our hope.

**Mr. Lachance:** Beautiful. Thank you.

• 1640

**Mr. Allmand:** I might say as well that some community participation is strongly recommended by the Hugussen Task Force on Release of Inmates. And in addition, this provision to have community participation I believe replaces a provision that we had up until now, that the Cabinet should be involved in the parole process. It was though that the Cabinet being involved in this kind of judicial decision was not really worth that much. The Cabinet should be involved in policy decisions but not in quasi-judicial decisions; so we replaced what was supposed to be a guarantee of Cabinet involvement in the release of convicted murderers by this community participation.

**The Chairman:** Mr. Fraser.

**Mr. Fraser:** Really what you seem to be getting at is this. You cannot possibly, with the appointment of just a couple of people in any given area, pretend to really be representative of that community. What you are trying to get at here, it seems to me, is that you want to put some people on who are from the community, yes, but who primarily are sensitive to what the community's attitude was likely to be in this particular case.

**Mr. Allmand:** That is right; that is one good description of it.

**Mr. Fraser:** It is more of an interpreter to the Board of the Community than it is a representative of the community.

**Mr. Allmand:** That is right. That was one of the reasons we moved to regional boards two years ago, Mr. Fraser. We felt that it was not good for the Parole Board to be in Ottawa, to be an Ottawa board, but that it was good for the Board to be, for example, in British Columbia, to be aware of what is being written in the newspapers in B.C., what the gut feeling was of the people of B.C., so that when they made a decision to release or not to release, they were closer to the scene. If they made mistakes, they would have to live in the communities where they made the mistakes. Now, this is another move to bring in a sub-community input.

**The Chairman:** Mr. Fairweather.

**Mr. Fairweather:** But you will have to be careful, just as we mentioned this morning, that regional boards are not so subject to regional attitudes...

**Mr. Fraser:** And harassment.

**Mr. Fairweather:** ... yes, exactly—that there will be different statistics for, and I am not even going to name any region of Canada, but there will be different expectations of parole depending on what institution you are in, which would be very serious.

[Interpretation]

**M. Lachance:** Vous avez donc l'intention de couvrir toute la gamme des activités humaines.

**M. Outerbridge:** Nous l'espérons.

**M. Lachance:** Magnifique. Merci.

**M. Allmand:** J'ajouterais que l'équipe de travail Hugussen sur la libération des détenus avait vigoureusement recommandé une certaine participation communautaire. En outre, je crois que cette disposition pour assurer une participation communautaire remplace une disposition actuelle qui prévoit une participation du cabinet au processus des libérations conditionnelles. Nous pensions que la participation du cabinet à ce genre de décisions judiciaires n'était pas vraiment très valable. Le conseil des ministres devrait participer aux décisions de politique, mais non pas aux décisions quasi-judiciaires; la participation communautaire a donc remplacé ce qui était censé être une garantie de la participation du conseil des ministres à la mise en liberté des meurtriers déclarés coupables.

**Le président:** Monsieur Fraser.

**M. Fraser:** En fait, il semble que vous vouliez en arriver à ceci: une ou deux personnes nommées dans une région donnée ne peuvent vraiment pas prétendre représenter l'ensemble de cette localité. J'ai l'impression que vous voulez faire appel à des gens qui font partie de cette localité, c'est un fait, mais qui sont particulièrement sensibilisés à ce que l'attitude de cette localité aurait pu être dans cette affaire.

**M. Allmand:** C'est exact; c'est une très bonne description de la situation.

**M. Fraser:** Il s'agit davantage de se faire l'interprète de la localité auprès de la Commission plutôt que de représenter cette localité.

**M. Allmand:** C'est exact. C'est une des raisons pour lesquelles nous avons instauré, il y a deux ans, des commissions régionales, monsieur Fraser. Nous avons jugé qu'il n'était pas bon que la Commission des libérations conditionnelles se trouve à Ottawa, soit une commission d'Ottawa. Nous avons jugé qu'il valait mieux que la Commission se trouve, par exemple, en Colombie-Britannique, afin que ses membres prennent mieux connaissance de la presse locale et des sentiments de la population locale, et prennent la décision de mettre ou non en liberté un condamné, en connaissance de cause. Les erreurs éventuellement commises seraient ainsi assumées dans les localités où elles auraient été commises. Cependant, la participation d'une sous-localité constitue un autre problème.

**Le président:** Monsieur Fairweather.

**M. Fairweather:** Mais, comme nous l'avons dit ce matin, vous devrez agir avec prudence afin que les commissions régionales ne soient pas assujetties au point de vue des régions...

**M. Fraser:** Et ne soient pas harcelées.

**M. Fairweather:** ... oui, exactement, et sans nommer une région particulière, il est évident que les statistiques ne seront pas les mêmes et que des résultats différents seront attendus des mises en liberté surveillée, selon les institutions. Et ceci constitue une question grave.

[Texte]

**Mr. Allmand:** They have taken steps to provide for that. Mr. Outerbridge, perhaps you could explain what you would do to make sure that there is not in one region of Canada, decisions that would be completely different than in other regions.

**Mr. Outerbridge:** Unfortunately there is absolutely no way that we can guarantee that this will not happen ...

**Mr. Fairweather:** No, I know.

**Mr. Outerbridge:** ... but what we are trying to set up are protections so that for persons who are board members in Quebec, for instance, where the kind of cases that they are dealing with are of a very different character than in the Maritimes, where alcohol related offences seem to be in much higher proportion, there can be a transfer of those members to other regions in order to give them a broader view.

I think again, though, there is an ever-present problem in that the closer you are to the community, there is a benefit, but there is the cost, which is exactly the issue that you raised. This is one of the further reasons that we are trying to get criteria to develop guidelines that can be of direction to the Board across the country and in that way to reduce the disparity that does arise from time to time.

**Mr. Allmand:** We have not had this yet. In the regional boards, we have not had this problem of disparities, or serious disparities, yet. At least, I have not heard of any.

**Mr. Outerbridge:** Well, I think that inevitably, if you get two people sitting together in different combinations, there are going to be different decisions; but we feel concerned enough about the potential for it, and from time to time the reality of it, to try to introduce procedural safeguards, and an internal review, which, incidentally, we will be coming to later on.

**Mr. Allmand:** Yes, that is what I mean. You do have the monitoring system ...

**Mr. Outerbridge:** Yes.

**Mr. Allmand:** ... and the internal review. That is what I felt you might want to give more information on to Mr. Fairweather.

**Mr. Outerbridge:** I am sorry; I did not realize that.

**Mr. Fairweather:** It seems to me that one of the strengths in those provinces that have the RCMP on contract is that while it is very hard on the police because they never have a home, it is very good in the administration of justice because there are no alliances. It is a harsh decision that the recruit has to take when he joins the force, but this constant movement means that the police become a national police force with all the local pre-occupations, indeed, and the strengths; and yet they are not wedded to one particular part of the country or its problems.

**Mr. Outerbridge:** I believe there is one advantage in the board structure and that is that the board is made up, or will be made up, of four members who will cover a total region; whereas, with the police, you are dealing much closer to the cutting edge of community relations, so I think that their problem would be more serious than ours.

[Interprétation]

**M. Allmand:** Des mesures ont été prises à cet égard. Monsieur Outerbridge, vous pourriez peut-être nous expliquer ce que vous vous proposez de faire afin que les décisions prises dans diverses régions du Canada ne soient pas complètement différentes.

**M. Outerbridge:** Malheureusement, nous n'avons aucun moyen de garantir qu'il n'en sera pas ainsi ...

**M. Fairweather:** Non, je sais.

**M. Outerbridge:** ... mais nous nous efforçons d'établir des protections afin que les membres de la Commission du Québec, par exemple, qui ont à régler des affaires d'une nature tout à fait différente que ceux des provinces maritimes, où le taux des délits provoqués par l'alcoolisme est beaucoup plus élevé, puissent être transférés, dans d'autres régions afin d'avoir un aperçu de la situation d'ensemble.

Un problème constant subsiste cependant, à savoir qu'il est très souhaitable de se rapprocher de la localité, mais que le problème des coûts demeure, et c'est d'ailleurs le problème que vous avez soulevé. C'est encore une des raisons pour lesquelles nous nous efforçons d'établir certains critères permettant de définir des directives à l'intention des membres de commissions dans l'ensemble du pays, et d'éliminer les disparités qui se manifestent de temps en temps.

**M. Allmand:** Nous n'en sommes pas encore là. Au niveau des commissions régionales, nous n'avons pas encore eu affaire à des disparités graves, du moins que je sache.

**M. Outerbridge:** Il me semble inévitable que les membres de commissions différemment hiérarchisées en viennent à des décisions différentes; mais nous sommes suffisamment concernés par les situations qui peuvent se produire et se produisent parfois, pour tenter d'introduire des procédures de garanties, par exemple, un processus de révision interne. Nous y reviendrons d'ailleurs plus tard.

**M. Allmand:** Oui, c'est ce que je veux dire. Un système de contrôle existe ...

**M. Outerbridge:** Oui.

**M. Allmand:** ... de même qu'un processus de révision interne. C'est pourquoi je pensais que vous pourriez peut-être donner davantage de renseignements là-dessus à M. Fairweather.

**M. Outerbridge:** Je suis désolé, mais je n'avais pas tout à fait compris cela.

**M. Fairweather:** Bien que ce système soit très dur pour les policiers de la GRC qui sont employés sous contrat, dans les provinces, parce qu'ils n'ont jamais de domicile permanent, il tire cependant sa force au niveau de l'application de la justice du fait qu'il n'y a pas d'alliances. La décision de s'engager dans la police est difficile à prendre, mais les déplacements constants des policiers signifient que la police devient une force nationale qui reflète les préoccupations des localités, mais en regroupe également les forces sans être polarisée par une région du pays en particulier ou par ses problèmes.

**M. Outerbridge:** La structure de la Commission me semble présenter un avantage, à savoir qu'elle est ou sera constituée de quatre membres qui représenteront l'ensemble d'une région; la police, par contre, est davantage en contact avec les éléments les moins souples des localités, et il semble que le problème soit plus grave pour eux.



[Text]

**Mr. Fairweather:** Thank you.

**The Chairman:** Mr. Fraser.

**Mr. Fraser:** I think that one of your major problems, Mr. Outerbridge, is just this. You do not have that much trouble in rehabilitation until something goes wrong; then, in that particular area, you are going to have trouble for some time. Is that not just about it, in a nutshell?

**Mr. Outerbridge:** Sure. That is one of the realities.

• 1645

**Mr. Fraser:** So when a mistake is made, no matter how careful you are, it makes it a lot tougher from then on in that particular area. Therefore the object of the exercise must be to make sure you do not make a mistake.

**Mr. Outerbridge:** That is obviously the object of the exercise.

Clause 17 agreed to.

On Clause 18 . . .

**Mr. Allmand:** Clause 18 is to repeal former Section 4.1. It is consequential. Some of the members were appointed for five years and some for ten years. That section dealt with ad hoc members; we are doing away with that and just having a board of 28, so it is a consequential amendment.

Clause 18 agreed to.

On Clause 19—*Divisions of the Board*

**The Chairman:** We have an amendment by Mr. Leggatt. Mr. Minister, you may want to make a comment first. We also have a government amendment to this clause.

**Mr. Leggatt:** Could you give me the page number on this?

**An hon. Member:** Page 56.

**Mr. Leggatt:** Do you want me to comment?

**The Chairman:** No, the Minister may want to say something about the proposed section; then we will have the amendments.

**Mr. Allmand:** The proposed section deals with divisions of the Board. The present law allows us to have divisions of the Board of two members. This will allow us to have divisions of the Board of one member. We feel that if a judge can convict by himself then one member of the Parole Board should be able to release in some cases. Now, it is obvious that in the more serious cases—And the Parole Board provides for that. You have three, five, seven and up to nine members sitting, the more serious the case. This merely gives the Board the right to sit as one member in certain cases. Proposed section 5(2) also has to do with the divisions.

[Interpretation]

**M. Fairweather:** Merci.

**Le président:** Monsieur Fraser.

**M. Fraser:** Je crois que l'un de vos grands problèmes, monsieur Outerbridge, est le suivant: la réadaptation des prisonniers ne pose pas vraiment de problème tant que rien ne se passe; ensuite, dans cette région, vous aurez à affronter des difficultés pendant un certain temps. Cela ne résume-t-il pas la situation?

**M. Outerbridge:** Certainement. Ceci est un aspect de la réalité.

**M. Fraser:** Lorsqu'une erreur est commise, et malgré toute votre prudence, c'est toujours plus difficile dans ce secteur particulier. La raison d'être de l'objectif consiste donc à vous assurer qu'aucune erreur n'est commise.

**M. Outerbridge:** C'est évidemment la raison d'être de ce régime.

L'article 17 est adopté.

Sur l'article 18 . . .

**M. Allmand:** L'article 18 vise à abroger l'article 4.1. Elle en découle. Certains membres ont été nommés pour cinq ans, et d'autres, pour dix ans. Cet article s'applique aux membres spéciaux; ce ne sera plus le cas, et la Commission sera constituée de 28 personnes; cet amendement en découle donc.

L'article 18 est adopté.

Sur l'article 19—*Sections de la Commission*

**Le président:** Nous avons un amendement proposé par M. Leggatt. Monsieur le ministre, vous avez peut-être des remarques à faire d'abord. Nous avons également un amendement proposé par le gouvernement pour ce même article.

**M. Leggatt:** Pourriez-vous me donner le numéro de la page?

**Une voix:** Page 56.

**M. Leggatt:** Voulez-vous que je vous fasse part de mes remarques?

**Le président:** Non, le ministre veut peut-être dire quelque chose au sujet de l'article proposé; nous entendrons ensuite les amendements.

**M. Allmand:** L'article proposé a trait aux sections de la Commission. La présente loi autorise, au sein de la Commission, des sections constituées de deux membres. La Commission pourra désormais avoir des sections comportant un seul membre. Nous pensons que si un juge peut à lui seul déclarer quelqu'un coupable, alors un membre de la Commission des libérations conditionnelles doit pouvoir, dans certains cas, décider la mise en liberté. Il est évident que pour des affaires graves, et la Commission des libérations conditionnelles a prévu certaines dispositions . . . plus grave sera l'affaire plus grand sera le nombre de membres. Cette mesure donne seulement le droit à la Commission de siéger, dans certains cas, avec un seul membre. L'article proposé 5(2) a également trait aux sections de la Commission.



[Texte]

**The Chairman:** Mr. Fraser.

**Mr. Fraser:** Could I ask the Minister of Mr. Outerbridge, what sort of instances are you thinking of that need just one person? I am not saying I cannot go along with that; it is just that two seems better than one, given the risks.

**Mr. Leggatt:** There is an amendment before us on this.

**Mr. Allmand:** There are cases in which we may sit as one.

**Mr. Outerbridge:** My feeling is that there is a danger in using this to a great extent. The intent in this is to employ it for certain very minor adjournments, deferrals for a short period of time—those kinds of decisions that now require two votes and that really, I think, could be done equally effectively by one member.

**Mr. Fraser:** What happens if something slips up and one member... The poor fellow lets out somebody and a mistake is made. There is going to be an awful outcry. They are going to say, why did we let this thing slip by here this afternoon.

**Mr. Allmand:** What they do, Mr. Fraser, is that there are regulations of the Board that are passed by Order in Council which stipulate—I do not know if they are in Order in Council, but there are regulations which stipulate that for certain types of crimes you need a quorum of so many members of the Board. For example, for the parole of murderers and dangerous offenders not only do you need the full quorum, you need the two community participants. There is a whole document which sets out—it is part of the law because it is proclaimed under the authority of the statute—that you cannot even consider certain cases unless you have that number of members as a quorum. The regulations would set out those cases which could be handled by one person, and they would be the minor cases. The problem we are faced with is that of manpower. When in a region you are faced with an enormous amount of work and some of it is minor, to have two people sitting on some things when they could be done by one means that what you can do in one day sometimes takes two or three days. But it will be in the regulations. Maybe you could say more about your quorum regulations or your directives.

• 1650

**Mr. Fraser:** I am just wondering, Mr. Minister, if Mr. Outerbridge could give us the kind of cases that one person would be sitting on. Obviously, if it is shoplifting I am not too concerned. If it is assault and battery, I am.

**Mr. Outerbridge:** An example could be that a day parole would be granted by two members but two months later a request would come back for that day parole to be continued. One member might be able to make that kind of decision.

**Mr. Fraser:** Would the determination of whether one or two make this decision be on the basis of whether it is an application for a day parole or would it be referable back to the charge and the conviction, the offence for which the prisoner was convicted?

**Mr. Outerbridge:** At the present time the principle that underlies our voting structure is that the reference point is the seriousness of the offence. For instance, a day parole cannot be granted on a serious offence except by the same number of persons who would be required to give him a full parole, but once granted by, say, five persons—and

[Interprétation]

**Le président:** Monsieur Fraser.

**M. Fraser:** J'aimerais demander au ministre ou à M. Outerbridge des exemples d'affaires qui, selon eux, nécessitent la présence d'une seule personne pour l'interrogation. Je ne dis pas que je m'oppose à cette mesure, mais il me semble que deux personnes valent mieux qu'une, étant donné les risques courus.

**M. Leggatt:** Nous avons un amendement à ce sujet.

**M. Allmand:** Il est prévu que dans certains cas un seul membre puisse siéger.

**M. Outerbridge:** J'ai l'impression qu'il serait dangereux de recourir trop souvent à cette mesure. On ne devrait y recourir que dans les cas de renvoi provisoire d'affaires mineures. Ce type de décision est actuellement prise par deux voix et pourrait effectivement l'être par une seule.

**M. Fraser:** Que se passe-t-il dans le cas où une bévue est commise, c'est-à-dire où un membre fait l'erreur de mettre en liberté surveillée un prisonnier. Cela risque de provoquer un tollé épouvantable. On dira: comment se fait-il qu'une telle erreur ait pu être commise cet après-midi?

**M. Allmand:** Monsieur Fraser, il existe certains règlements de la Commission, adoptés par décret du conseil, et qui exigent... j'ignore s'ils sont des décrets du conseil... un quorum d'un certain nombre de membres de la Commission pour certains types de délits. Par exemple, pour déclarer de la mise en liberté surveillée des meurtriers et des délinquants dangereux, vous devez non seulement réunir le quorum, mais également deux résidents de la localité. Il existe tout un document—il fait partie de la loi puisqu'il a été proclamé en vertu de l'autorité du statut—qui stipule qu'il est impossible d'étudier certains cas à moins que le quorum requis soit atteint. Les règlements constituent une énumération des cas qui peuvent être réglés par une seule personne, et il s'agit de cas mineurs. Nous avons à résoudre un problème de main-d'œuvre. Lorsqu'une tâche considérable vous attend dans une région, et que certains aspects sont de moindre importance, une seule personne peut faire, en un jour, ce qui prendrait deux ou trois jours à deux personnes. Cette mesure figurera dans les règlements. Vous pourriez peut-être ajouter plus de précisions au sujet des règlements ou des directives sur le quorum.

**M. Fraser:** Monsieur le ministre, j'aimerais que M. Outerbridge nous donne des exemples d'affaires qu'une seule personne peut régler. S'il s'agit de vol aux étalages, il est évident que cela ne m'inquiète pas. Je m'intéresse davantage aux cas d'agression et de voies de fait.

**M. Outerbridge:** Deux membres de la Commission peuvent très accorder à un prisonnier la liberté surveillée pendant la journée. Deux mois plus tard, on peut leur demander de prolonger cette liberté surveillée. Un seul membre est à même de prendre ce genre de décision.

**M. Fraser:** La gravité du délit, de l'accusation et de la condamnation entrera-t-elle en ligne de compte dans la décision qu'une ou deux personnes accorderont la mise en liberté surveillée pendant la journée?

**M. Outerbridge:** Pour le moment, c'est la gravité du délit qui constitue le principe de notre structure. Par exemple, la liberté surveillée pendant la journée ne peut pas être accordée pour un délit grave si le nombre des membres est inférieur au nombre exigé pour accorder à un prisonnier la libération conditionnelle totale, mais dès que, disons, cinq

[Text]

again we are in the process of working these out in the regulations now—but assuming that the parole could be granted by two persons, consideration could be given to one person continuing it.

**Mr. Fraser:** Or five persons and one person.

**Mr. Outerbridge:** Yes.

**The Chairman:** I have both Mr. Leggatt and Mr. Friesen. Perhaps we should have Mr. Leggatt present his amendment at this stage.

**Mr. Leggatt:** The amendment quite simply provides for a change from one to two in this clause so that no fewer than two sit in judgment in these matters, admittedly some of them routine, but the power to revoke parole, for example, is a pretty serious power and my concern and the concern of Professor Price and his task force was that because we are all human, some of us as humans have more prejudice about certain kinds of offences than others. That is one aspect. The other aspect is that the prisoner himself may believe that a single parole member has it in for him for some reason. The paranoia, in other words, is exaggerated when the inmate finds that his fate is being determined by one single parole member, and it seems to me from the point of view of the whole parole process and from the point of view of the inmate himself, it is not wise to have a single parole member making these decisions.

Some of the decisions can be made, as you mentioned. There is the power to grant, there is the power to revoke. There are quite a number of other decisions that that single parole member can make which are of great significance to the inmate. I am just thinking from the point of view of both those inside and the board itself that the single member leads to problems. Some of them may be only in the inmate's mind but nevertheless they are there.

**Mr. Outerbridge:** I think you can rank the kinds of decisions that the board makes in terms of ones that have great consequences to the inmate and to the community and other decisions that do not. It would never be my intention to see decisions such as a revocation of parole, of any kind of parole, being effected by one person, nor would it be for a full parole or for an original day parole, but there are other consequential decisions...

**Mr. Leggatt:** What about renewal of day parole?

**Mr. Outerbridge:** It would depend on whether it was for a new offence or whether it was for another noncriminal offence, I think. It would probably be...

**Mr. Leggatt:** Could I put this case to you? Day parole is a renewable item, is it not? It is not routine that a person will be granted a day parole. We have to make a request. He is given a specific term of day parole and then it ends. He must then come back for a new application, which is routine but it is a renewal.

Now, if a single member of the board denies the renewal of the board of that or renews it, for that matter, and assuming an incident occurs after the release of that inmate, you have put a very heavy onus on a single member of the board, very heavy, in that case, even though it is merely a routine matter, a continuation of the day

[Interpretation]

membres l'ont accordée, on suppose que deux personnes auraient pu le faire et, par conséquent, on envisage qu'une seule personne puisse prolonger cette liberté surveillée. Nous sommes actuellement en train d'introduire ces mesures dans les règlements.

**M. Fraser:** Cinq personnes ou une seule.

**M. Outerbridge:** Oui.

**Le président:** J'ai sur ma liste les noms de M. Leggatt et de M. Friesen. Nous pourrions peut-être demander à M. Leggatt de présenter son amendement.

**M. Leggatt:** Mon amendement prévoit de changer de un à deux le nombre des membres afin qu'il ne soit pas possible à une seule personne de se prononcer dans ces affaires. Pour la plupart d'entre eux, il s'agit d'un exercice de routine, mais le pouvoir d'annuler la libération conditionnelle est important et, tout comme le professeur Price et son équipe, je crains que certains d'entre nous aient davantage de préjugés que d'autres au sujet de certains délits, car nous sommes tous au fond des êtres humains. Ceci est un aspect du problème. L'autre aspect est le suivant: le prisonnier lui-même peut croire que, pour une raison ou une autre, son sort dépend d'un seul membre. En d'autres termes, les risques de paranoia sont accrus lorsque le détenu découvre que son sort dépend d'un seul membre de la Commission des libérations conditionnelles. Il me semble que du point de vue du détenu comme de celui du processus de libération conditionnelle, il n'est pas souhaitable qu'un seul membre puisse prendre cette décision.

Comme vous l'avez dit, certaines décisions peuvent être prises. Le pouvoir d'accorder la libération conditionnelle existe, et celui de l'annuler aussi. Il y a un certain nombre d'autres décisions qu'un seul membre de la Commission peut prendre et qui ont une grande importance pour le détenu. Je me place, en particulier, du point de vue des autres membres de la Commission pour dire que la présence d'un seul membre risque de poser des problèmes. Et ces problèmes existent, ne serait-ce que dans l'esprit du détenu.

**M. Outerbridge:** Vous pouvez donc classer les décisions que la Commission peut prendre entre celles qui ont des conséquences graves pour le détenu et la localité et celles qui n'en n'ont pas. Je ne souhaite nullement que des décisions aussi graves que la mise en liberté conditionnelle totale ou de jour, de même que l'annulation de cette mise en liberté puissent être effectuées par une seule personne. Mais il y a d'autres décisions qui en découlent...

**M. Leggatt:** Que pensez-vous du renouvellement de la mise en liberté de jour?

**M. Outerbridge:** Tout dépend si un nouveau délit a été commis ou si cette libération avait été accordée pour une autre délit non criminel. Elle serait probablement...

**M. Leggatt:** Puis-je expliquer cela? La libération conditionnelle de jour peut être prolongée n'est-ce pas? Il ne s'agit pas d'une simple routine. On doit en faire la demande. Un délai est fixé au prisonnier pour sa libération conditionnelle et ce délai vient à expiration. Il doit ensuite faire une demande. C'est de la routine mais sa libération sera renouvelée.

Maintenant, si un seul membre de la Commission refuse de renouveler cette libération ou la renouvellé, seule, et si un incident a lieu après la mise en liberté de ce détenu, le membre de la Commission en question doit faire face à des responsabilités très très lourdes, même si le prolongement de la libération conditionnelle n'est qu'une affaire de rou-



[Texte]

parole, and vice versa, when you have given him the decision not to renew the parole, you have given the inmate a sense of injustice or perhaps a feeling that "that parole board member has it in for me or does not like the particular kind of offence that I am serving time for".

**Mr. Outerbridge:** I agree with the danger that you raise, the concern that you have, and I think again we are trying to cope with this on a cost-benefit basis, right? And that is really the issue of the staff available and the importance of the decisions being reached. From this point of view if there were consequential decisions and a negative decision was made by a single member, assuming that that was one of the decisions, then there would still be the opportunity for internal review, which is provided for in the legislation, so the inmate would have redress. That would not be the case if a single member were to release or to continue a day parole and there was a very serious consequence that came. At that point the only thing that would happen, as in any decision, is that it is not the one board member who is centred out, it is the total Board. Any decision that is made by a panel that is approved by regulation is a decision of the total Board. So from that point of view the load would be carried by the Board itself.

• 1655

**Mr. Allmand:** As I said at the beginning, the whole purpose of this amendment is to give flexibility to the Board to operate as efficiently as possible. As I said, in the overwhelming number of our court judgments, the conviction is made by one judge. If you decide that you need two members of the Board, at least two to do everything, there are manpower implications.

**Mr. Leggatt:** It is a very different kind of decision, Mr. Allmand. You must agree with me that the quality of the decision is very different after the man has been in prison and there has to be an assessment made as to what he is going to be like on the street.

**Mr. Allmand:** I know, but Mr. Outerbridge has told you that if there are one-man panels it will be for very restricted types of cases and the quorums will be in the regulations now, not to be approved by the Minister, and I presume subject to review by the Statutory Instruments Committee. There will be some kind of scrutiny of the types of quorums that one, two, three, five, seven, nine members must sit on, but to put in that minimum, it seems to me, is restricting in manpower resources.

**Mr. Leggatt:** Your argument does come down to cost benefit and on that basis I reject your argument. If it is a cost benefit that we are concerned about here, I think we are being penny wise and pound foolish.

**Mr. Allmand:** It depends what the decision is, though. The things that Mr. Outerbridge mentioned—I do not know I have not sat on cases. We have people here who have, Mr. Outerbridge has, Mr. Therrien has. Our advice is that there are some things that just do not need two members.

[Interprétation]

tine. Et vice versa, en permettant à un seul membre de décider de ne pas renouveler la mise en liberté, le détenu a l'impression qu'une injustice a été commise, que le membre de la Commission en a contre lui ou que le délit commis lui répugne particulièrement.

**M. Outerbridge:** Je suis d'accord avec le danger que vous venez de décrire et je crois pouvoir dire que nous essayons d'y faire face en tenant compte des coûts et des avantages, d'accord? L'important, c'est les décisions qui sont prises et la disponibilité du personnel. A cet égard, si des décisions consécutives s'avéraient nécessaires ou si un seul membre prenait une décision négative, et je pose là une hypothèse, on pourrait très bien procéder à une révision interne qui serait prévue dans les dispositions de la loi, si bien qu'un détenu pourrait être compensé. Cela ne serait pas le cas si un seul membre mettait un terme ou prolongeait une libération conditionnelle d'un jour et qu'un incident grave se produisait. A ce moment-là, comme dans le cas de toute décision, voilà ce qui se produirait: ce n'est pas un seul membre qui serait tenu responsable mais toute la Commission. Toute décision prise par un panel qui est formé par règlement est une décision qui appartient à la Commission entière. Autrement dit, c'est toute la Commission qui portera le fardeau des décisions.

**M. Allmand:** Comme je l'ai dit au départ, cet amendement vise à donner à la Commission une certaine souplesse pour qu'elle puisse agir aussi efficacement que possible. J'ai dit également que dans un très grand nombre de jugements rendus par les tribunaux, la condamnation est faite par un seul juge. Si vous décidez qu'il faut absolument deux membres de la Commission pour prendre toute décision, cela entraînera des problèmes de personnel.

**M. Leggatt:** Monsieur Allmand, il s'agit ici d'une décision tout à fait différente. Vous conviendrez comme moi que la nature de la décision n'est pas la même lorsqu'un détenu a été derrière les barreaux; il faut procéder à une certaine évaluation afin de voir comment il se comportera une fois libéré.

**M. Allmand:** Je sais, mais M. Outerbridge vous a dit que si on a recours à des panels formés d'un seul juge, ce sera pour un petit nombre de cas, et c'est par règlements que l'on fixera la quorum des panels, règlements que n'approuverait pas seulement le ministre mais qui seraient examinés par le Comité des règlements. On déterminera judiciairement les cas où un panel d'un, deux, trois, cinq, sept ou neuf membres sera nécessaire. J'estime cependant que d'exiger un minimum ici dans la loi pourrait entraîner certains problèmes de personnel.

**M. Leggatt:** Vous ramenez les choses à des calculs de coûts et bénéfices et voilà pourquoi je rejette votre argument. Si ce sont les coûts et les bénéfices qui nous préoccupent ici, je crois que cela représente des économies de bouts de chandelle alors que l'on brûle l'argent d'un autre côté.

**M. Allmand:** Tout dépend de la décision. Voyons quels sont les éléments que M. Outerbridge a soulevés... Je ne sais pas quelle est la situation puisque je n'ai jamais siégé à un de ces panels. Il y a des gens ici qui l'ont fait, M. Outerbridge et M. Therrien par exemple. On nous dit que dans certains cas on n'a pas besoin de deux membres.



[Text]

Mr. Fraser: Mr. Chairman...

The Chairman: Excuse me, Mr. Fraser, Mr. Friesen is first if he is on this amendment.

Mr. Friesen: I just want to underscore what both Mr. Leggatt and Mr. Fraser have said. I cannot imagine that anybody would want to have the total burden of responsibility for the release of someone who then later on is a threat to the community. To have one man's deciding that is an awesome responsibility. I want to second what Mr. Leggatt said regarding some of the prejudices that can be involved in the decision-making process, I think it is a legitimate fear.

Mr. Allmand: We have said already that we are providing in this bill for a review procedure. If there were a revocation—I do not know whether revocations would be dealt with by one, but if they were, there is a review procedure in any case in this bill.

Mr. Friesen: All right. But if the cases becoming before them are not much more than clerical in the decision-making, then that is the very thing we are trying to avoid in the decision-making process, the renewal of parole and so forth. If that is not going to be much more than a clerical decision, yes or no, that is not what we are looking for either. It is one thing to grant the original parole, but if he is coming back for renewal and it is granted, that is easy enough for the parolee to accept, but what if it is rejected. There again, you see, the burden falls on one person and I just...

Mr. Allmand: There is a review open but...

Mr. Leggatt: Am I right in this, Mr. Allmand, that review would have to be applied for by the inmate, would it not?

Mr. Allmand: Oh yes. If he was...

Mr. Leggatt: If the inmate felt aggrieved by the Board he may just say, "To hell with everything" and that is it. That is why I still say that two give a better opportunity in this instance from both the Board's point of view and the inmate's point of view.

The Chairman: Mr. Fraser.

Mr. Fraser: I think my colleague is ahead of me.

The Chairman: I have acknowledged that. Mr. Fairweather.

• 1700

Mr. Fairweather: I think we are very close here. I have just been appointed a judge and when the Minister said, cost benefit, then my feeling for the one went out the window. Cost benefit should not enter into consideration of individual gripes, whether they are inmates or anybody else. Having said that there are obviously adjournments and other simple procedures that one person should do. I know a member of the board, for instance, who was held up because of the illness of the second. He spent a couple of days sitting in Moncton and could not proceed because of the other member, so could we not stand this and meet halfway this point, this compromise that certain procedural matters can be handled by one member, but certainly not revocation or renunciation.

[Interpretation]

M. Fraser: Monsieur le président...

Le président: Excusez-moi, monsieur Fraser, mais M. Friesen a la parole, il veut la prendre au sujet de cet amendement.

M. Friesen: Je voudrais tout simplement réitérer ce que M. Leggatt et M. Fraser ont déjà dit. Je ne vois pas comment on peut imaginer donner à une seule personne toute la responsabilité de relâcher quelqu'un qui pourrait tôt ou tard constituer une menace pour les autres membres de la communauté. S'en remettre à la décision d'un seul homme est une responsabilité effrayante. Je voudrais tout simplement appuyer ce qu'a dit M. Leggatt au sujet des préjugés qui peuvent intervenir dans le processus de prise de décision. Je crois que sa crainte est tout à fait fondée.

M. Allmand: Comme je l'ai dit plus tôt, ce bill prévoit un processus de révision. S'il y avait une révocation... Je ne sais pas si les révocations peuvent être présentées à un seul juge mais, si c'était le cas, on pourrait toujours avoir recours à la procédure de révision qui est prévue dans ce bill.

M. Friesen: Très bien. Mais les cas dont ils sont saisis constituent des décisions administratives uniquement, et c'est précisément ce que nous essayons d'éviter, un renouvellement automatique de la mise en liberté conditionnelle, etc. S'il s'agit ici d'une décision administrative, d'un oui ou d'un non, ce n'est pas vraiment ce que nous voulons. Accorder une mise en liberté conditionnelle constitue une étape, mais c'est au moment du renouvellement que les choses deviennent plus sérieuses; si la décision est positive, le détenu est content, mais qu'arriverait-il si elle est négative? Vous constatez, de nouveau, que la responsabilité en revient à une seule personne et je voulais...

M. Allmand: Il y a un processus de révision mais...

M. Leggatt: Ai-je raison, monsieur Allmand, de croire que c'est le détenu lui-même qui doit demander la révision?

M. Allmand: Oh oui. S'il était...

M. Leggatt: Si le détenu donc avait l'impression que la Commission avait des préjugés à son égard, il pourrait très bien tout laisser tomber. Voilà pourquoi je dis que si le panel était de deux juges, les deux parties, s'en trouveraient mieux.

Le président: Monsieur Fraser.

M. Fraser: Je crois que mon collègue a le droit de parler avant moi.

Le président: Je sais cela. Monsieur Fairweather.

M. Fairweather: Je crois que nos points de vue sont très rapprochés ici. Je viens d'être nommé juge, et j'ai perdu tout espoir lorsque le ministre a parlé des coûts et des bénéfices. Lorsqu'il s'agit du sort d'un individu je crois que l'on ne devrait pas faire intervenir les coûts et les bénéfices, qu'il s'agisse de détenus ou de quiconque. Cela dit, il existe toujours les ajournements et d'autres règles de procédure auxquelles on peut avoir recours. Je connais un membre de la Commission qui, par exemple, n'a pas pu prendre de décision parce que l'autre était malade. Il a donc dû attendre à Moncton sans pouvoir poursuivre l'examen d'une cause. Voilà pourquoi je propose que nous réservions cette question et que nous coupions la poire en deux, si bien qu'un seul membre pourrait prendre la décision dans le cas de certaines questions de procédure, mais certainement pas pour la révocation ou le prolongement.

[Texte]

**Mr. Allmand:** There is no intention ...

**Mr. Fairweather:** Let us see that. We want that in here.

**Mr. Allmand:** Yes, but the point is, then, are we going to put in the legislation—you could do that, of course—what kind of cases should be handled by two, by five, by seven and by nine?

**Mr. Fraser:** There is another thing to keep in mind. As I said this morning and I think my colleague, Gordon Fairweather, alluded to it too, and Stuart Leggatt, one of the most dangerous things that has happened to the whole concept of parole over the last couple of years is that the public, rightly or wrongly, has lost confidence in the system. The consequence of that can be that a parole system can be severely crippled, and I am sure Mr. Outerbridge would agree with me. Now, what we do here has to instill confidence. It does not matter how you look at it, if the public gets the idea that one person is making these decisions it negates confidence; it denigrates against confidence. Apart from the other arguments, I think confidence in the parole system is what we have to try to instill and if the price is some administrative slowdowns or more precise definition of what procedural things the one person does, it is a price we have to pay.

**Mr. Allmand:** Mr. Outerbridge, would you like to say what the regulations say about ...

**Mr. Outerbridge:** As you can appreciate the regulations are in the process of being developed at the present time.

**Mr. Fraser:** We do not have them in front of us.

**Mr. Outerbridge:** I realize that. There is one circumstance under which a single vote would be required and that is where an inmate advises the board in writing that he does not wish to be paroled and parole is denied. We have a requirement by law to review every case that comes before the board in a federal institution.

There are automatic parole reviews where an inmate writes us and says he does not want to be considered for parole. That is the one category so far defined in which there would be a single decision and I think that would meet Mr. Fairweather, your argument.

There never was the intention that one vote would be used for any substantive decision by the board. I can appreciate your concern. If you see it in legislation, you do not go necessarily to the regulations. I think you have a good point.

**Mr. Fraser:** Not only that. We are sitting here with the whole country watching the whole law and order thing and we do not have those regulations in front of us. We are being asked to support a clause which is open, if somebody makes a mistake, to abuse. I do not think we should take the chance.

**Mr. Leggatt:** But you did indicate earlier, Mr. Chairman, that the renewal of a day parole could be a decision on the part of a single member of the board, and surely the renewal of a day parole is a pretty serious matter.

[Interprétation]

**M. Allmand:** Nous n'avons pas l'intention ...

**M. Fairweather:** Voyons plutôt. Nous voulons que cela soit précisé ici.

**M. Allmand:** Oui, mais nous nous demandons si cela sera incorporé à la Loi; on peut le faire. Mais quel genre de cause sera étudié par deux, cinq, sept ou neuf membres?

**M. Fraser:** Mais il y a autre chose qu'il ne faut pas oublier. Comme je l'ai dit ce matin, et je crois que Gordon Fairweather et Stuart Leggatt, mes collègues, en ont parlé également, la pire chose qui soit arrivée à tout ce concept de libération conditionnelle au cours des deux dernières années est que le public, à tort ou à raison, a cessé de faire confiance au système. En conséquence, tout le système de libération conditionnelle est handicapé et je suis sûr que M. Outerbridge en conviendrait avec moi. Donc, toute mesure que nous prendrions ici devrait viser à restaurer la confiance. Quel que soit l'angle sous lequel on envisage la question, si le public a l'impression que ce n'est qu'une personne qui prend ces décisions, la confiance n'existe plus. C'est un élément qui joue en défaveur de la confiance. Les autres arguments mis à part, je crois que la confiance en un système de libération conditionnelle approprié est la chose la plus importante ici, et si pour ce faire nous devons subir une certaine lenteur administrative ou préciser les règles de procédure que devront suivre certaines personnes, j'estime que c'est un prix qu'il nous faut payer.

**M. Allmand:** Monsieur Outerbridge, voulez-vous nous dire ce que prévoient les règlements sur ...

**M. Outerbridge:** Vous comprendrez que nous sommes en train de rédiger les règlements pour l'instant.

**M. Fraser:** Mais nous ne les avons pas sous les yeux.

**M. Outerbridge:** je m'en rends bien compte. Il est un cas où il faudrait probablement un vote unique et c'est celui où un détenu signale par écrit à la Commission qu'il n'a pas l'intention de demander sa mise en liberté conditionnelle et où celle-ci lui est refusée. Nous devons, en vertu de la Loi, réviser chaque cas qui est présenté à la Commission dans une institution fédérale.

Il y a des révisions automatiques des libérations conditionnelles, alors qu'un détenu nous écrit et nous dit qu'il ne veut pas qu'on envisage de le mettre en liberté conditionnelle. Il s'agit d'une catégorie bien définie où la décision serait prise par un seul juge et je crois, monsieur Fairweather, que cela répond à votre argument.

Nous n'avons jamais eu l'intention de nous en remettre à un seul vote pour une décision importante de la Commission. Je comprends ce qui vous préoccupe. Si c'est dans la loi, cela ne se retrouve pas nécessairement dans les règlements. Je crois que c'est un argument valable.

**M. Fraser:** Mais ce n'est pas tout. Nous siégeons ici alors que toute la population canadienne s'intéresse à ces lois sur l'ordre et il se trouve que nous n'avons même pas les règlements sous les yeux. On nous demande d'adopter un article qui permettrait des abus si quelqu'un faisait une erreur. Je crois que nous ne devons pas prendre de chance.

**M. Leggatt:** Monsieur le président, vous avez dit plus tôt que le renouvellement d'une mise en liberté conditionnelle d'un jour pourrait dépendre de la décision que prendrait un seul membre de la Commission. J'estime que ce genre de renouvellement constitue une question plutôt grave.



[Text]

**Mr. Allmand:** First of all it will be written in regulations, what can be done by one, done by two and those regulations will have to be promulgated, approved by the Minister and so on. Right now they were proposing only this one case for one member consent. If they want to change that they have to pass an amendment to the regulations and that would be made public and would be subject to review.

I think it is a question of trying to deal with non important things in the most efficient way.

• 1705

**Mr. Leggatt:** Certainly this section we are looking at could provide a single board with a tremendous amount of power; there is not much question about that. All we are talking about is that you are giving us some kind of an undertaking about the regulations. I do not see how anybody could object to the first one you have indicated, but I am a little nervous about the variety of things the board can do to a guy that is inside. It is not merely parole; there are all sorts of recommendations and I have talked to inmates in prison who will say, well that board is no good because it has so and so on it; this guy has it in for me. I think you are doing something that may be dangerous. They may perceive this single member, perhaps wrongly, to be prejudiced and, therefore, you are really hampering his capacity to rehabilitate himself, if he comes up with that conclusion.

**Mr. Poulin:** Thank you very much, Mr. Chairman. I just have a brief word to say.

I think someone mentioned that one member of the parole board could release somebody and that it is a great deal of authority to have. But of course, you know, many people are sentenced to penitentiary by the action of one judge, one magistrate, and clearly the reciprocal thing can be done on the way out. And when Stu mentions the people wanting to go to that member of the parole board, or it is a good board because of its composition, indeed the accused and their counsel are continually shopping for magistrates and judges whom they feel might be sympathetic to their cause.

I believe this bill, in the form that it is presented by the Minister, should go through the way it is.

**Mr. Fox:** Mr. Chairman, very real concern has been expressed by a number of Parliamentarians, some on this side of the table too, and it seems to me that it does not affect the work of the parole board in any substantial way.

I wonder if you could not put the question and then have the matter resolved in that manner.

**Mr. Poulin:** Thank you again for recognizing me, Mr. Chairman. But indeed it does affect the work of the parole board and its ability to handle maybe many more cases by being broken down in this way—dealing with matters which may be matters that can be dealt with in a very quick summary manner and justice done. If there are irregularities, if the procedure does not work, of course changes can be made. But it will affect very really the volume of work which the parole board is able to do, and I think the bill, as presented ...

[Interpretation]

**M. Allmand:** Tout d'abord, n'oublions pas que les règlements préciseront ce qui peut se faire par un seul membre ou par deux membres, et ces règlements devront être promulgués, approuvés par le ministre, etc. Pour l'instant, nous ne donnons comme exemple que ce cas où un seul membre peut prendre une décision. Si l'on veut modifier les choses il faudra modifier les règlements et cela sera rendu public et sera sujet à examen.

Je crois que nous essayons ici de tenir compte des détails le plus efficacement possible.

**M. Leggatt:** Je crois que cet article que nous avons sous les yeux pourrait donner à un membre unique de la Commission énormément de pouvoirs. Cela ne fait pas l'ombre d'un doute. Ici vous ne faites que nous offrir une certaine promesse pour ce qui est des règlements. Je ne vois pas comment on pourrait s'objecter au premier cas que vous nous avez cité, mais je me préoccupe de tout ce qui pourrait arriver à un détenu encore derrière les barreaux par les seuls gestes posés par la Commission. Il ne s'agit pas uniquement de la mise en liberté conditionnelle, car il y a toutes sortes de recommandations, et j'ai parlé à des détenus qui se trouvent encore en prison qui m'ont dit que la Commission ne valait rien parce qu'un tel ou un tel y siégeait. Tel ou tel membre, m'ont-ils dit, a quelque chose contre moi. Je crois que vous faites là quelque chose qui pourrait être dangereux. Il se peut qu'un détenu se trompe sur le compte de ce membre de la Commission et qu'il croie à tort qu'il a des préjugés, mais en conséquence, toutes ses possibilités de réhabilitation sont compromises à cause de cette fausse conclusion à laquelle il est arrivé.

**M. Poulin:** Merci beaucoup, monsieur le président. Je serai bref.

Je crois que quelqu'un a dit qu'un seul membre de la Commission des libérations conditionnelles pouvait relâcher quelqu'un et que cela constitue un pouvoir énorme. Mais vous n'ignorez pas que beaucoup de gens sont condamnés au pénitencier par la décision d'un seul juge, d'un seul magistrat, et logiquement, l'inverse peut être fait. Lorsque Stu dit que les gens veulent choisir tel ou tel membre de la Commission des libérations conditionnelles parce qu'il est plus clément, il oublie que l'accusé et son avocat cherchent constamment quels sont les juges et les magistrats qui leur seront le plus propices.

Je crois que ce projet de loi, comme il est présenté par le ministre, devrait être adopté tel quel.

**M. Fox:** Monsieur le président, certains parlementaires ont exprimé leur préoccupation à cet égard et j'estime que cela n'a pas eu d'incidence importante sur le travail de la Commission des libérations conditionnelles.

Peut-être pourrions-nous voter de sorte que cette question soit ainsi résolue.

**M. Poulin:** Merci beaucoup de me donner la parole, monsieur le président. En fait, cela a une incidence sur le travail de la Commission des libérations conditionnelles car elle pourrait peut-être examiner plus de causes en répartissant les tâches entre ses membres, de sorte que les choses que l'on peut expédier rapidement puissent l'être et que justice soit faite. S'il se glisse des irrégularités, si la procédure fait défaut, on pourrait toujours effectuer des modifications. Mais le volume de travail de la Commission des libérations conditionnelles en serait affecté et j'estime que ce bill tel qu'il est ...

[Texte]

**Mr. Allmand:** The present law says "consisting of two or more members". It is two rather than one but, compared to a total of 28, it is a quorum.

**Mr. Fairweather:** Mr. Chairman, my judicial career has started and is about to fail. Can we not solve this? Is there not some way? It is a very good compromise suggestion.

**Mr. Allmand:** I do not know what the manpower implications are.

**Mr. Fox:** There are no manpower implication; they just go back...

**Mr. Allmand:** But in this bill we are giving the board a lot more work to do. We are giving the board jurisdiction over temporary absences and so on. We have gone to the Treasury Board already on our peace and security program and asked for so many manyears and so on to do the work.

**The Chairman:** You are getting a revolt of the back-benchers here, Mr. Minister.

**Mr. Allmand:** As long as they do not complain when the civil service goes up again this year.

**The Chairman:** May I put the question then on Mr. Leggatt's amendment?

**Mr. Lachance:** Which one?

**Mr. Leggatt:** I said the existing act provides for two, this is a change down to one, and I just say it is a change in the wrong direction.

**Mr. Fox:** Would it not be in order to simply put the question on the section and, if it is voted down, it seems to me the previous section...

**Mr. Leggatt:** There is different wording though, I think. This other wording is different.

**The Chairman:** I think we should put Mr. Leggatt's amendment, that Clause 19 be amended by striking out line 38 at page 56 and substituting the following therefor:

... sions of the board, each consisting of two or ...

and the French version accordingly.

**An hon. Member:** Is that all?

**The Chairman:** Yes, it is changing "one" to "two".

Amendment agreed to.

**The Chairman:** Now we have an amendment by the government, presumably moved by Mr. Fox, to the remaining portion at the top of page 57.

**Mr. Fox:** That is an amendment that I do not have.

• 1710

**The Chairman:** Well, I will read it, if you wish, and then you can put it.

It is moved by Mr. Fox that clause 19 of Bill C-83 be amended by striking out line 3 on page 57 thereof and substituting therefor the following: "powers conferred on the Board by this or any other Act of Parliament", and the French version accordingly. I take it that it merely adds the words "or any other Act of Parliament" to the bill.

[Interprétation]

**M. Allmand:** La loi actuelle précise «formé de deux ou plusieurs membres». Il s'agit de deux plutôt que d'un mais, relativement au total de 28, il s'agit d'un quorum.

**M. Fairweather:** Monsieur le président, ma jeune carrière juridique ne fait que commencer et on est sur le point d'aboutir à un échec. Pourrions-nous résoudre ce problème? Y a-t-il une façon de faire? La proposition qu'on a formulée constitue un excellent compromis.

**M. Allmand:** Je ne sais pas ce que cela signifie pour ce qui est du personnel.

**M. Fox:** Il n'y a pas de question de personnel; ils ne font que revenir...

**M. Allmand:** Mais par les dispositions de ce bill nous confions à la Commission beaucoup plus de travail. Nous donnons à la Commission la responsabilité des absences temporaires, etc. Nous avons déjà présenté notre programme de paix et de sécurité au Conseil du Trésor et nous avons demandé qu'on nous accorde plus d'années-hommes pour accomplir le travail supplémentaire.

**Le président:** Monsieur le ministre, nous assistons ici à une révolte des députés de l'arrière-ban.

**M. Allmand:** Du moment qu'on ne recevra pas de plaintes lorsque le nombre des fonctionnaires augmentera de nouveau cette année.

**Le président:** Puis-je mettre cet article aux voix, relativement à l'amendement de M. Leggatt?

**M. Lachance:** Lequel?

**M. Leggatt:** Moi je dis que la loi actuelle prévoit deux membres, qu'ici on n'en veut qu'un seul, et je prétends qu'il s'agit d'une modification mal à propos.

**M. Fox:** Ne conviendrait-il pas de mettre l'article aux voix, et s'il est battu, à mon avis l'article précédent...

**M. Leggatt:** Je crois que le libellé est différent, cependant. Cet autre libellé n'est pas le même.

**Le président:** Je crois que nous devrions voter sur l'amendement de M. Leggatt. Que l'article 19 soit amendé en remplaçant la ligne 41 page 56 par ce qui suit:

Posent de deux ou de plusieurs des membres de ...  
et l'autre version en conséquence.

**Une voix:** C'est tout?

**Le président:** Oui, nous remplaçons le mot «un» par «deux».

L'amendement est adopté.

**Le président:** Maintenant, passons à l'amendement du gouvernement que M. Fox proposera, je suppose, et il s'agit de la suite de l'article qui se trouve au haut de la page 57.

**M. Fox:** C'est un amendement que je n'ai pas.

**Le président:** Eh bien, je le lirai et si vous voulez bien, vous le proposerez ensuite.

**M. Fox propose:** l'article 19 du Bill C-83 est modifié en remplaçant les lignes 4 et 5, page 57, par ce qui suit: «peut exercer tous les pouvoirs que la présente loi ou d'autres lois du Parlement confèrent à la Commission.» En réalité on ne fait qu'ajouter les mots «ou d'autres lois du Parlement», l'autre version étant modifié en conséquence.



[Text]

**Mr. Fraser:** That seems to make sense.

**The Chairman:** Mr. Fox, I take it you are moving that amendment?

**Mr. Fox:** Yes I am, Mr. Chairman. I so move.

Amendment agreed to.

Clause 19 as amended agreed to.

On Clause 20.

**The Chairman:** Mr. Allmand.

**Mr. Allmand:** Clause 20 deals with provincial parole boards. Perhaps this would enable provinces that wish to do so, to exercise parole jurisdiction over inmates in provincial institutions. Right now the National Parole Board hears cases of people in provincial institutions who are sent on criminal cases and this would allow provinces to set up their own parole boards for that as well. Can you add to that, Bill?

**Mr. Fraser:** Do they not do that now?

**Mr. Allmand:** There are provincial boards in Ontario and in British Columbia, but not for all types of cases.

**Mr. Outerbridge:** Mr. Chairman, if I may speak to this, the two boards, provincial parole boards in Ontario and British Columbia, deal with persons convicted of definite indeterminate sentences and their jurisdiction resides only for the indeterminate portion of that split sentence, and in British Columbia only for inmates under the age of 25.

**Mr. Fraser:** Are they set up by provincial legislation?

**Mr. Outerbridge:** They are set up by provincial legislation and predated the National Parole Act.

**Mr. Fraser:** I see.

**Mr. Outerbridge:** They are sort of a historical...

**Mr. Fraser:** I am sorry, I thought there was that in British Columbia and that explains it then.

**Mr. Outerbridge:** Yes. The intent of this would be to allow British Columbia and Ontario to expand their jurisdiction to take in the paroling of everybody doing a deuce less, two years or less, as well as what they are doing now. In those provinces that do not have paroling authority, they would be enabled by this legislation to set up their own parole acts and their own parole boards.

**Mr. Fraser:** Then that means for those convicted of offences two years and under, those offences would be subject to the provincial parole boards, when established...

[Interpretation]

**M. Fraser:** Cela me semble sensé.

**Le président:** Monsieur Fox, vous proposez cet amendement?

**M. Fox:** Oui, monsieur le président.

L'amendement est adopté.

L'article 19 modifié est adopté.

L'article 20.

**Le président:** Monsieur Allmand.

**M. Allmand:** L'article 20 porte sur les commissions provinciales des libérations conditionnelles. Il permettrait aux provinces d'être compétentes en matière de libérations conditionnelles des détenus incarcérés dans les établissements de la province. A l'heure actuelle, la Commission nationale des libérations conditionnelles étudie le cas des gens incarcérés dans des établissements des provinces pour avoir commis un acte criminel, et grâce à cet article, les provinces pourraient créer leurs propres commissions pour s'occuper de ces détenus. Voulez-vous ajouter quelque chose, Bill?

**M. Fraser:** Ce n'est pas ce qu'elles font à l'heure actuelle?

**M. Allmand:** Il y a des commissions de libérations conditionnelles en Ontario et en Colombie-Britannique, mais elles ne sont pas compétentes dans tous les cas.

**M. Outerbridge:** Monsieur le président, si vous me permettez d'intervenir, ces deux commissions, celle de l'Ontario et celle de la Colombie-Britannique, s'occupent des personnes condamnées à une sentence non déterminée ainsi qu'à une sentence déterminée. C'est une sentence double, cependant la compétence de ces commissions ne porte que sur la peine non déterminée, et en Colombie-Britannique, que sur les détenus ayant moins de 25 ans.

**M. Fraser:** Ces commissions ont-elles été créées en vertu de lois provinciales?

**M. Outerbridge:** Elles ont été créées en vertu de lois provinciales avant l'adoption de la Loi nationale sur la libération conditionnelle de détenus.

**M. Fraser:** Je vois.

**M. Outerbridge:** Il s'agit d'une...

**M. Fraser:** Excusez-moi, je croyais que cela existait en Colombie-Britannique, je comprends maintenant.

**M. Outerbridge:** Oui. Cet article vise à permettre à la Colombie-Britannique et à l'Ontario d'augmenter leur compétence et de s'occuper de tous les détenus condamnés à deux ans d'emprisonnement ou moins, en plus de ceux dont ces provinces s'occupent à l'heure actuelle. Les provinces qui n'ont pas de commission des libérations conditionnelles pourraient maintenant adopter leurs propres lois sur la libération conditionnelle et créer leurs propres commissions.

**M. Fraser:** Cela signifie donc que les personnes condamnées à deux ans d'emprisonnement et moins, relèveraient des commissions provinciales des libérations conditionnelles qui seront créées.

[Texte]

**Mr. Outerbridge:** That is right.

**Mr. Fraser:** ... and would be designed to reduce the work load to the degree that it would, from the National Parole Board.

**Mr. Outerbridge:** That is correct. It would be designed really to put the administration and programming of inmates in provincial institutions as well as the decision to release within the jurisdiction of the province rather than the split situation there is now. For instance, in Manitoba those who are in provincial institutions under the Manitoba government authority are released on parole by a federal body.

**Mr. Fraser:** Yes.

**Mr. Outerbridge:** It would bring some conformity, the attempt to try to bring more uniformity at the provincial level.

**Mr. Fraser:** Any sentence two years or under, which means that you are, generally speaking, dealing with relatively less serious crimes.

**Mr. Outerbridge:** Or younger offenders.

**Mr. Fraser:** Yes.

Clause 20 agreed to.

On Clause 21.

**The Chairman:** On Clause 21 we have an amendment by Mr. Leggatt.

**Mr. Leggatt:** Mr. Chairman, this is a very important amendment. It is one that really goes to the whole heart of the parole process and, again, it was submitted as a result of the brief that was presented by the Queen's Law School. It attempts to bring in the rules of natural justice to the parole process and, in fact, removes the absolute discretion in terms of the Board to grant and revoke parole. Frankly, I think it is slightly ahead of its time for a number of reasons. One being the number of inmates that we are now processing through the parole system and, of course, the present burdens that lie upon the court system to handle the remarkable number of applications, I think, they would have if we attempt to apply the kinds of standards that we do in our courts to the parole system.

I am reluctantly withdrawing it, but I wanted it to be before the Committee because the time will come when we become civilized enough in our parole system that we can practically move in this way so that people who are incarcerated in prison will have the same rights as those outside in terms of the judicial process. But I must say I have to be practical, and frankly I do not see how we can adopt it at this point in the evolution of our legal system.

I see Gordon Fairweather sort of looking at me askance, and if he wants to disagree with me, I would be happy to listen. But I just quite frankly think the public are not ready for this.

Am I on the wrong amendment?

[Interprétation]

**M. Outerbridge:** C'est exact.

**M. Fraser:** Et on réduirait ainsi le volume de travail de la Commission nationale des libérations conditionnelles.

**M. Outerbridge:** C'est exact. C'est la province qui s'occuperait de l'administration des détenus des établissements de la province en plus de prendre la décision de les libérer sous condition. Par exemple, au Manitoba, les détenus d'établissements relevant du gouvernement du Manitoba sont libérés sous condition par un organisme fédéral.

**M. Fraser:** Oui.

**M. Outerbridge:** Il y aurait donc plus d'uniformité au niveau provincial.

**M. Fraser:** Il s'agit des sentences de deux ans d'emprisonnement ou moins, ce qui veut dire des crimes mineurs.

**M. Outerbridge:** Ou des jeunes délinquants.

**M. Fraser:** Oui.

L'article 20 est adopté.

Article 21.

**Le président:** M. Leggatt présentera un amendement à l'article 21.

**M. Leggatt:** Monsieur le président, c'est un amendement très important. C'est un amendement qui touche en fait l'essentiel du processus des libérations conditionnelles et, je le répète, il résulte du mémoire présenté par la Faculté de droit de l'Université Queen. Il vise à rendre le processus de la libération conditionnelle conforme aux règles de la justice naturelle et, en fait, supprime le pouvoir absolu détenu par la Commission d'accorder et de révoquer les libérations conditionnelles. Franchement, c'est un amendement d'avant-garde, pour un certain nombre de raisons, l'une étant le nombre de détenus qui font maintenant l'objet de libérations conditionnelles et, bien entendu, le fardeau qui retomberait sur le système judiciaire qui devrait s'occuper d'un nombre considérable de demandes si nous appliquions au système des libérations conditionnelles les mêmes normes que celles imposées à notre système judiciaire.

Je le retire à regret, mais je voulais quand même le présenter au Comité parce que nous serons peut-être assez civilisés pour donner un jour à nos détenus les mêmes droits que ceux dont jouissent les citoyens en liberté. Mais il faut faire preuve d'esprit pratique et je ne vois pas comment nous pouvons adopter cette mesure à ce stade de l'évolution de notre système juridique.

Je vois Gordon Fairweather qui me regarde de travers, s'il n'est pas d'accord, je l'écouterai avec plaisir. Mais, franchement, je pense que le public n'est pas prêt.

Est-ce que je me trompe d'amendement?



[Text]

Is it Clause 21?

• 1715

**Mr. Allmand:** Yes, Clause 21. This amendment, by the way...

**The Chairman:** Perhaps I should reread the amendment so that people can find it on their list.

**Mr. Leggatt:** Oh, I am sorry. I will read the amendment but since I was withdrawing it, if you...

**The Chairman:** You are going to withdraw it. All right.

**Mr. Leggatt:** I am going to withdraw it on the simple ground that it really goes to the heart of the whole parole system. What it really says is that we are going to remove the absolute discretion of the Board to grant or revoke parole, and that when you bring in the legal system and impose it upon the parole system, I am just not sure that we have the capacity to do it, the personnel, the money, the time, and the clogging of the court. All of that bothers me and I do not think we are ready for that, but I say it is an idealistic approach that we should reconsider when the circumstances change in our society.

**Mr. Allmand:** I might say, Mr. Leggatt, that in this Act we are providing for certain due process procedures and procedural safeguards: (1) the review of cases; (2) representation of those who apply for parole; and (3) for the right to have reasons given for a revocation or refusal.

By the way, the Board is in practice doing those things right now, but we are providing in the legislation that this can be made part of the Act through regulations. So we were moving in that direction. But you are quite right, that to go that distance would have made the Parole Board like a court. It would be the same with the lawyer against lawyer, and so on.

**Mr. Outerbridge:** It seems to me, Mr. Leggatt, that the question you raised earlier about two votes, with which I agree intentionally—I think the purpose of the parole decision is very different from that at the time of sentence. It seems to me also that the form of inquiry that is made as a result of coming up to the decision is of a different order from that which takes place in the courts. From this point of view, I think I would agree entirely with you that we need to provide in legislation minimum procedural safeguards. But whether or not to redefine the Board and to require them to act in a judicial manner would destroy—my own personal feeling would be that this would destroy the purpose of the decision-making function.

**Mr. Leggatt:** That is one of the reasons I am withdrawing it, but I think the time might come when we can find a middle ground on this.

**Mr. Outerbridge:** Yes. I would agree.

**Mr. Leggatt:** There are some problems with hearsay evidence.

**The Chairman:** Mr. Fraser.

**Mr. Fraser:** I would like to comment on that. It seems to me that the function of the board is determining parole. The procedure is more inquisitorial than it is the adversary system. So you have very grave problems in grafting an adversary system onto this. I think it is before its time.

[Interpretation]

S'agit-il de l'article 21?

**M. Allmand:** Oui, de l'article 21. Soit dit en passant, cet amendement...

**Le président:** Si je relisais l'amendement, vous pourriez le retrouver sur votre liste.

**M. Leggatt:** Oh, je suis désolé. Je vais lire l'amendement, mais puisque j'avais l'intention de le retirer, si vous...

**Le président:** Vous voulez le retirer, très bien.

**M. Leggatt:** Je veux le retirer pour la simple raison que nous touchons là au cœur même du système des libérations conditionnelles. En fait, il s'agit de supprimer le pouvoir discrétionnaire absolu de la Commission d'accorder ou de refuser les libérations conditionnelles et je suis loin d'être certain que nous ayons la possibilité de le faire, le personnel, l'argent, le temps nécessaire, que nous puissions surcharger les tribunaux de cette façon. Cela ne m'en préoccupe pas moins, je ne pense pas que nous soyons prêts, mais l'idéal serait de repenser la question le jour où les circonstances auront changé dans notre société.

**M. Allmand:** Monsieur Leggatt, cette loi prévoit certains processus, des procédures et des sauvegardes de procédures: premièrement, la révision des cas, deuxièmement, la représentation de ceux qui demandent une libération conditionnelle et, troisièmement, le droit de prendre connaissance des raisons de la révocation du refus.

En passant, la Commission fait déjà cela, nous ne faisons qu'insérer ces dispositions dans la loi grâce à une réglementation. C'est donc l'orientation que nous avons prise. Mais vous avez tout à fait raison, en allant jusque-là nous aurions fait de la Commission des libérations conditionnelles un tribunal. Le même problème se poserait pour l'avocat, contre l'avocat, etc..

**M. Outerbridge:** Monsieur Leggatt, la question que vous avez soulevée plus tôt à propos des deux votes et je suis tout à fait d'accord... L'objet d'une décision de libération conditionnelle est très différent de cela au moment de la sentence. La forme de l'enquête faite avant qu'une décision ne soit prise est également différente de celle des tribunaux. De ce point de vue, je suis entièrement d'accord avec vous, la loi doit contenir un minimum de sauvegardes de procédures. Quant à savoir si en réorganisant la Commission, en lui demandant de poser des actes judiciaires, on détruirait... Personnellement, j'estime que cela détruirait le rôle de décision de la Commission.

**M. Leggatt:** C'est l'une des raisons pour lesquelles je retire mon amendement, mais un jour viendra peut-être où nous trouverons un moyen terme.

**M. Outerbridge:** Oui, je suis d'accord avec vous.

**M. Leggatt:** La preuve par oui-dire pose encore certains problèmes.

**Le président:** Monsieur Fraser.

**M. Fraser:** A ce sujet, il me semble que le rôle de la Commission est de décider de libération conditionnelle. La procédure est plus celle d'une enquête que celle d'une confrontation. Il serait donc particulièrement difficile de greffer un système de confrontation à celui-ci. Je pense qu'il n'est pas temps encore.

[Texte]

**Mr. Allmand:** That is exactly the reason we did not accept that, although we are going to provide for safeguards.

This proposed section, by the way, what it really does is to give the Parole Board jurisdiction over unescorted temporary absences, which it does not have now. It goes back to the point raised by Claude Lachance earlier.

Clause 21 agreed to.

On Clause 22

**The Chairman:** On Clause 22 we have another amendment by Mr. Leggatt. By the way, I might just say we are getting close to our normal adjournment hour. I wonder if, in order to avoid a session this evening, we might sit a little longer, maybe until six o'clock, with the hope that we might...

**Mr. Fairweather:** I have a problem. I must leave in ten minutes.

**The Chairman:** Well, I think we can...

**Mr. Fairweather:** I might be able to come back.

**The Chairman:** That gives our Whip ten minutes to get somebody else in, so I think that poses no problem.

**Mr. Fairweather:** I have no amendments or anything.

**The Chairman:** Thank you. Perhaps we may just continue and our Whip will see to getting another body in here in the meantime.

**Mr. Allmand:** I might say, Mr. Chairman, that Clause 22 was to allow the Parole Board to have agreements with other parole boards in other countries so that we could exchange parolees. If Canadians were convicted in the United States and were going to be paroled, we could have them serve their parole up here and if we had Americans in our jails, once they were paroled they could be paroled in the United States in the communities where they come from and where they will live. This proposed section gives us this authority to make those agreements with other parole boards.

By the way, the Council of Europe is developing a treaty on this now, so that within the Council of Europe they can do that; and we are even pursuing negotiations with them.

• 1720

**Mr. Fraser:** May I ask a question on this? I am completely in favour of this in principle but I just want to ask this question.

We like to think that the standard of care applied by our own Parole Board will be of the very highest nature before somebody is paroled, and the public wants to feel that way, too. How do we know, in entering into this arrangement with a foreign state, whether they have the same high degree of care that we think ought to be applied to these cases?

**Mr. Allmand:** In other words, that they would not give parole to somebody who is dangerous...

[Interprétation]

**M. Allmand:** C'est précisément la raison pour laquelle nous n'avons pas accepté cette idée, par contre, nous prévoyons des sauvegardes.

Soit dit en passant, ce projet d'article accorde des pouvoirs à la Commission des libérations dans les cas d'absences temporaires sans escorte, ce qui n'est pas le cas maintenant. Nous en revenons au point soulevé par Claude Lachance tout à l'heure.

L'article 21 est adopté.

Article 22.

**Le président:** A propos de l'article 22, nous avons un autre amendement présenté par M. Leggatt: j'ajoute que nous approchons de l'heure normale d'ajournement, peut-être pourrions-nous siéger un peu plus longtemps pour éviter de nous réunir ce soir, en siégeant jusqu'à 18 h 00 nous pourrions peut-être...

**M. Fairweather:** J'ai un problème. Je dois partir dans 10 minutes.

**Le président:** Eh bien, nous pouvons...

**M. Fairweather:** Peut-être pourrais-je revenir.

**Le président:** Notre Whip dispose donc de 10 minutes pour vous remplacer, cela ne doit pas poser de problème.

**M. Fairweather:** Je n'ai pas d'amendement et rien de particulier à dire.

**Le président:** Merci. Nous allons continuer et notre Whip va se charger de vous remplacer dans l'intervalle.

**M. Allmand:** Monsieur le président, l'article 22 a pour objet de permettre à la Commission des libérations de s'entendre avec d'autres commissions de libérations dans d'autres pays pour l'échange de prisonniers sous libération conditionnelle. Par exemple, si des Canadiens sont accusés aux États-Unis puis, mis en libération conditionnelle, nous pouvons obtenir qu'ils soient mis en liberté conditionnelle ici et si nous avons des Américains dans nos prisons, une fois libérés, ils peuvent être mis en liberté conditionnelle aux États-Unis dans la ville dont ils sont originaires. Ce projet d'article nous donne le pouvoir de signer ces accords avec d'autres commissions des libérations conditionnelles.

A ce propos, le Conseil de l'Europe prépare actuellement un traité qui permettra aux pays du Conseil de l'Europe de faire cela; nous avons même entrepris de négocier avec eux.

**M. Fraser:** Vous me permettez une question à ce sujet? Je suis entièrement en faveur de ce principe, mais je voudrais poser une question.

Nous nous flattons que les normes de sécurité observées par notre propre Commission de libérations conditionnelles seront les plus prudentes possibles; c'est également ce que le public désire croire. Comment pouvons-nous nous assurer, lorsque nous signons un traité de cette nature avec un État étranger que les normes qu'il observe sont de la même qualité que les nôtres?

**M. Allmand:** Autrement dit, que cet État n'accorderait pas la liberté conditionnelle à un individu dangereux.



[Text]

**Mr. Fraser:** Let us assume that we have a foreign state that is very lax in granting parole, and, as a matter of fact, might even want to be using parole in order to get the fellow out of their own jail.

**Mr. Allmand:** The agreements would provide for that, but, by the way, they would not apply in all matters. These discussions with other countries are only in the initial stages. It was discussed, by the way, at the UN conference on crime that was supposed to be held in Toronto...

**Mr. Fraser:** I heard about that one.

**Mr. Allmand:** ... and finally took place in Geneva. But we have had discussions with the Americans, too. Mr. Outerbridge, perhaps you could say a word about that. How would we guard against that kind of thing?

**Mr. Outerbridge:** I think the essential guard against that is the fact that whatever the agreement, any transfer effected would be as the result of a tripartite agreement between the two states involved and the individual himself. So, in the first place, if an inmate felt that it was to his disadvantage to move, he would be able to kill it.

The second thing is that obviously we are going to have to ensure that there is a certain minimum level of care that is found before we would enter into any kind of bilateral or multilateral agreement.

**Mr. Allmand:** Excuse me, but he is saying: how do we know that some country with which we might make an agreement would not be so lax in granting parole that we would be struck with some of their dangerous, irresponsible people and would have to supervise them.

**Mr. Fraser:** A Canadian national who was a son-of-a-bitch or something like that.

**Mr. Outerbridge:** Very simply, we would be able to say "No" if we did not want him to come...

**Mr. Fraser:** Oh, I see.

**Mr. Outerbridge:** ... in any individual case. It is a tripartite agreement on every individual case that would be considered.

**Mr. Fraser:** So we have a veto. We do not have to take him.

**Mr. Outerbridge:** Right.

**Mr. Fraser:** Okay. That is fine.

**The Chairman:** Mr. Leggatt has an amendment, I believe.

**Mr. Leggatt:** The amendment is to cover another question that comes to my mind and that is the position of the guy who claims to be a political refugee and who is within our institution on some kind of offence, which may not be related to the reason why he is in the country.

**Mr. Fraser:** In our institution or the other country's?

**Mr. Leggatt:** In ours.

For example, we have a tradition in this country that those who seek asylum in Canada as political refugees are granted that asylum if, as a result of returning to their homeland, they could be faced with execution or some kind of political sanction. The amendment that you are looking at here is to be certain of two things: that if the inmate is to be returned by international agreement, it is with his consent; and if not be his agreement, then it should be subject to the provisions of the Extradition Act so that he is extradited to the other country, rather than simply

[Interpretation]

**M. Fraser:** Supposons qu'un État étranger soit particulièrement complaisant, supposons même qu'il aille jusqu'à accorder la liberté conditionnelle à un individu dont il ne veut pas dans ses propres prisons.

**M. Allmand:** Les accords tiendraient compte de cela, mais ne s'appliqueraient pas, de toute façon, dans tous les cas. Les discussions avec d'autres pays viennent seulement de commencer; d'ailleurs, on a discuté également à la Conférence des Nations Unies sur le crime qui devait se tenir à Toronto...

**M. Fraser:** J'en ai entendu parler.

**M. Allmand:** ... et qui a fini par avoir lieu à Genève. Nous en avons également discuté avec les Américains. Monsieur Outerbridge, vous avez peut-être un mot à dire à ce sujet. Comment pouvons-nous nous protéger de ce genre de chose?

**M. Outerbridge:** La sauvegarde essentielle réside dans le fait que, quel que soit l'accord, les transferts se feraient dans le cadre d'ententes tripartites, c'est-à-dire entre les deux États en cause et l'individu lui-même. Ainsi, pour commencer, si un détenu estime qu'il n'a pas intérêt à déménager, il est libre de ne pas le faire.

En second lieu, nous allons bien sûr redevoir nous assurer que certaines normes minimum sont respectées avant de signer un accord bilatéral ou multilatéral.

**M. Allmand:** Excusez-moi, mais M. Fraser nous demande comment nous pouvons nous assurer que certains pays particulièrement généreux dans leur libération conditionnelle ne se débarrasseraient pas d'individus dangereux et irresponsables dont nous aurions ensuite la charge.

**M. Fraser:** Un sale individu qui serait ressortissant canadien, par exemple.

**M. Outerbridge:** Très simple, si nous n'en voulons pas, nous refusons.

**M. Fraser:** Oh, je vois.

**M. Outerbridge:** ... dans le cas de n'importe quel individu. Il s'agit toujours d'un accord tripartite et on tiendrait compte de cette considération.

**M. Fraser:** Nous avons donc le droit de veto, nous ne sommes pas obligés de le prendre.

**M. Outerbridge:** Exactement.

**M. Fraser:** D'accord. C'est parfait.

**Le président:** M. Leggatt a un amendement.

**M. Leggatt:** L'amendement porte sur un autre problème auquel j'ai pensé, celui posé par un individu qui se prétend réfugié politique et qui est détenu dans une de nos prisons pour un délit quelconque; il est possible que cela n'ait rien à voir avec la raison pour laquelle il se trouve dans le pays.

**M. Fraser:** Dans nos institutions ou dans un autre pays?

**M. Leggatt:** Dans les nôtres.

Par exemple, la tradition au Canada est d'accorder le droit d'asile aux réfugiés politiques qui le demandent et qui, s'ils retournaient dans leur propre pays, risqueraient d'être exécutés ou de subir une sanction politique quelconque. L'amendement que vous avez sous les yeux cherche à s'assurer de deux choses: Que si le détenu est rendu à son pays dans le cadre d'un accord international, il donne son assentiment et, dans le cas où il ne donnerait pas son assentiment, la transaction se ferait en vertu des dispositions de la Loi sur l'extradition; ainsi, son sort serait

[Texte]

having his fate be determined by an international agreement without reference to himself. And I am thinking specifically of the person who claims refuge in this country for political reasons.

**Mr. Allmand:** We had presumed that any such agreements would be subject to these acts anyway.

By the way, in the discussions that we have had so far, External Affairs and Justice have been involved; and as Mr. Outerbridge pointed out, the type of agreements that we are pursuing are ones where the inmate would have the right to veto. In them, there would be a three-partite veto system: the country that would receive the person could veto; the country that might send the person would have a veto; and the inmate would have a veto. We would have a veto. We would not enter into agreements that would not give that.

**Mr. Leggatt:** Then I take it you have no objection to the amendment?

**Mr. Fraser:** I do not quite understand your amendment, Mr. Leggatt. I am awfully sorry.

**Mr. Leggatt:** The amendment? It is clear later on. There are two amendments, and the second amendment deals in more detail with the effect of the two acts.

**Mr. Allmand:** My answer to it, Mr. Leggatt, is that while we had presumed that this would take place, I have not had this examined by Justice officials. I do not know if there are implications I cannot see. If there are no implications, I would not mind accepting it; but there is that caveat that I am a bit concerned about.

• 1725

**Mr. Leggatt:** If I could explain to Mr. Fraser, what we are receiving is the Minister's assurance that those are the kinds of agreements that would be entered into. But there is nothing in the law that we are now passing that does not say that two countries cannot decide to exchange prisoners without their consent which would mean that those in this country who are here as political refugees could be returned to Uganda or Chile or some other place where nasty things could happen to them.

**Mr. Allmand:** Could I suggest this? At first glance it does not seem to be that bad, but sometimes in law you do not know what the total implications are of things. If you withhold it, we will study it and if it appears all right we could accept it at the report stage of the bill.

**Mr. Leggatt:** Sure, that is all right. That is fair enough.

**Mr. Fraser:** Mr. Minister, I can certainly support that, subject to the qualifications that you and Mr. Outerbridge have laid down. I see what my colleague is now getting at.

**Mr. Outerbridge:** Mr. Chairman, just two quick comments. As our discussions have gone on, there are two protections, I think, against that. First, no program of exchange of a parolee would be initiated except in writing by the inmate; and, secondly, no agreement or no transfer would be effected unless all three parties were involved. It seems to me as though that would give the protection you are looking for.

[Interprétation]

tranché par un accord international sans sa propre intervention. Je pense surtout à l'individu qui demande asile dans ce pays pour des raisons politiques.

**M. Allmand:** Nous avions pensé que tous ces accords seraient régis par ces lois, de toute façon.

Dans les discussions que nous avons eues jusqu'à présent, les Affaires extérieures et la Justice sont intervenus et, comme M. Outerbridge l'a dit, les accords que nous voulons conclure accorderaient aux détenus un droit de veto. Le droit de veto serait triple: le pays qui recevrait l'individu aurait le droit de veto, celui qui l'enverrait l'aurait également, ainsi que le détenu lui-même. Sans cette disposition, nous n'accepterons pas de signer un accord.

**M. Leggatt:** Dans ce cas, vous ne devez pas vous opposer à l'amendement?

**M. Fraser:** Je ne comprends pas bien votre amendement, monsieur Leggatt. Je suis désolé.

**M. Leggatt:** L'amendement? Il devient plus clair ensuite. Il y a deux amendements et le second traite plus en détail des répercussions des deux lois.

**M. Allmand:** Monsieur Leggatt, nous avions pensé que cela se produirait et les spécialistes du ministère de la Justice n'ont pas étudié cette question. Je ne sais pas s'il y a des implications que je ne vois pas, s'il n'y a pas d'implications, je veux bien accepter votre amendement, mais dans le cas contraire, je m'inquiète un peu de cette mise en garde.

**M. Leggatt:** Je vais essayer d'expliquer cela à M. Fraser. Le ministre nous assure que nous concluons uniquement ce genre d'accord, mais rien dans la loi que nous adoptons aujourd'hui n'empêche deux pays d'échanger des prisonniers sans leur assentiment, rien n'empêche ce pays de renvoyer en Ouganda, au Chili ou dans un autre pays qui risque de les traiter très mal, les réfugiés politiques que nous avons ici.

**M. Allmand:** Vous permettez? A première vue, la situation ne semble pas si grave, mais souvent, dans le domaine juridique, on ne voit pas toutes les implications possibles. Si vous voulez bien, nous allons étudier cet amendement, et s'il nous semble justifié, nous l'accepterons au stade du rapport du bill.

**M. Leggatt:** D'accord, cela me semble très juste, parfait.

**Mr. Fraser:** Monsieur le ministre, je suis d'accord pour respecter les réserves que M. Outerbridge et vous-même avez faites. Je commence à comprendre ce que mon collègue veut dire.

**M. Outerbridge:** Monsieur le président, très rapidement une observation. Au cours de nos discussions, nous avons parlé de deux sauvegardes qui agiraient dans ce cas. Tout d'abord, aucune démarche d'échange d'un prisonnier mis en liberté conditionnelle ne serait entreprise avant que celui-ci ait soumis une demande écrite et, en second lieu, aucun accord, aucun transfert ne pourrait avoir lieu sans l'accord des trois parties en cause. Il me semble que cela constitue la protection que vous désirez.



[Text]

**Mr. Leggatt:** You can appreciate that I was reading the bill as it stands and that protection was not in the bill.

**Mr. Allmand:** We will look at it and before the report stage we will let you know, and if you want to reintroduce it we could perhaps accept it by agreement.

**Mr. Leggatt:** I will withdraw it.

**Some hon. Members:** Agreed.

Clause 22 agreed to.

On Clause 23.

**The Chairman:** We have an amendment by Mr. Leggatt.

**Mr. Leggatt:** Perhaps I can read these amendments so they are a little clearer.

It is to change the word "may" to "shall". There is provision in the bill for the regulations prescribing certain rather fundamental provisions when reviewing inmates, prescribing portions of terms, etc. There seems no reason why that should not be made mandatory rather than permissive. I do not know why there would be any reason that you would not required each of the items that are listed.

**Mr. Allmand:** The reason is that if we put "shall" in, as soon as the act is proclaimed we will have to do all those things immediately. Here, it is a question of manpower. It is our intention to do them but we have to phase them in. It is even a question, I suppose, of getting things ready in the penitentiaries and so on.

**Mr. Leggatt:** We have your assurance then that it is the government's intention all the way from proposed Section 9(1)(a) to 9(1)(n), that these will be done and the only reason for the permissive nature of the clause is that you need a little time to do them.

**Mr. Allmand:** That is right.

**Mr. Leggatt:** All right.

Clause 23 agreed to.

**The Chairman:** I am sorry, but I guess there is another amendment to Clause 23 that the Minister will want to introduce.

Is it agreed to reopen Clause 23?

**Some hon. Members:** Agreed.

On Clause 23.

**The Chairman:** There is an amendment by Mr. Fox.

**Mr. Fox:** I move that Clause 23 of Bill C-83 be amended by striking out lines 20 to 23 on page 59 thereof and substituting therefor the following:

review of a case of an inmate or on a hearing of a parole application by an inmate, and prescribing the minimum

and the French version accordingly.

[Interpretation]

**M. Leggatt:** Vous comprendrez qu'en lisant le bill je n'ai pas trouvé trace de cette protection.

**M. Allmand:** Nous allons étudier votre amendement et avant le stade du rapport, nous vous dirons ce que nous en pensons. Si vous le voulez, nous pourrions alors l'accepter par accord mutuel.

**M. Leggatt:** Je le retire.

**Des voix:** D'accord.

L'article 22 est adopté.

Article 23.

**Le président:** Nous avons un amendement présenté par M. Leggatt.

**M. Leggatt:** Si vous le permettez, je vais lire ces amendements en guise d'explication.

Il s'agit de remplacer le mot «peut» par «doit». Une disposition du bill prévoit la réglementation de certaines dispositions fondamentales au moment de la revue des détenus; certains temps de détention sont prescrits, etc. Il n'y a pas de raison pour que cela soit facultatif et non pas obligatoire. Je ne vois aucune raison de ne pas exiger chacun des articles de la liste.

**M. Allmand:** La raison c'est que si nous choisissons «doit», dès que la loi sera proclamée, tout devra être fait à la fois. C'est une question de main-d'œuvre. Nous avons l'intention de le faire, mais nous sommes obligés de répartir sur une certaine période de temps. Il faudrait également, j'imagine, faire certains préparatifs dans les pénitenciers.

**M. Leggatt:** Vous nous assurez donc que le gouvernement a l'intention de prendre toutes les mesures énumérées entre le paragraphe 9(1)(a) et 9(1)(n) et que si l'énoncé semble facultatif, c'est seulement pour vous donner le temps de le faire.

**M. Allmand:** C'est exact.

**M. Leggatt:** Très bien.

L'article 23 est adopté.

**Le président:** Excusez-moi, je crois que le ministre a un autre amendement à l'article 23.

Vous êtes d'accord pour revenir sur l'article 23?

**Des voix:** D'accord.

Article 23.

**Le président:** Un amendement présenté par M. Fox.

**M. Fox:** Je propose que l'article 23 du Bill C-23 soit modifié en remplaçant les lignes 25 à 28, page 59, par ce qui suit:

puisse être accordée à un détenu lors de l'examen de son cas ou lors de l'audition de la demande qu'il présente en ce sens;

L'autre version est identique.

[Texte]

There is a second amendment to Clause 23.

**The Chairman:** Yes. Mr. Fraser.

**Mr. Fraser:** What was meant by using the words "or a class of inmates"? Why did that get in there in the first place?

**Mr. Allmand:** Pardon me?

**Mr. Fraser:** Looking at page 59, Mr. Fox has moved an amendment which just deletes "or a class of inmates"? What was the purpose of "or a class of inmates"? Is that just a gremlin or was there some thought behind it?

**Mr. Allmand:** Perhaps Mr. Macauley, our Legal Officer... this is a section by the way that deals with the other point we were talking about before, how many members you need in quorums and so on.

**Mr. Fraser:** Yes, but I just do not understand why those words were there.

• 1730

**Mr. Allmand:** Mr. Macauley is the Legal Adviser to the Parole Board.

**Mr. R. B. Macauley (Legal Officer, Legal Services, National Parole Board):** You are concerned about the expression "class of inmates"?

**Mr. Allmand:** We are deleting it.

**Mr. Fraser:** We are deleting it, but what I do not understand is what we are really changing here. Maybe we should not be changing it. I do not understand what those words mean.

**Mr. Allmand:** In the first place, it meant the *class* of inmates. It could mean DOSs, break-and-enters, women, native people...

**Mr. Fraser:** Not the graduates of any year.

**Mr. Macauley:** The reason for changing it is, line 22 says, "or a class of inmates". You do not have an application by a class of inmates. They are applications by individuals.

**Mr. Allmand:** That is right. It is technical.

**Mr. Macauley:** It is merely to clear up that error in drafting.

**Mr. Leggatt:** But that would not prevent a regulation of the Board dealing with a class of inmate or a directive that would deal with a class of inmate. I would not want to see that prescribed in any way.

**Mr. Allmand:** It would not prevent that. It is a technical amendment.

Amendment agreed to.

**Mr. Fox:** I have another amendment to Clause 23, Mr. Chairman; page 60 of the bill.

I move that Clause 23 of Bill C-83 be amended by striking out lines 16 to 19 on page 60 thereof and substituting therefor the following:

[Interprétation]

Il y a un autre amendement à l'article 23.

**Le président:** Oui. Monsieur Fraser.

**M. Fraser:** Que veut-on dire lorsqu'on parle de «ou à une catégorie d'entre eux»? Qu'est-ce que cela venait faire là?

**M. Allmand:** Excusez-moi?

**M. Fraser:** A la page 59, M. Fox vient de présenter un amendement qui supprime l'expression «ou à une catégorie d'entre eux». Pourquoi veut-on écrire: «ou à une catégorie d'entre eux»? C'était pour faire joli, ou bien cela servait à quelque chose?

**M. Allmand:** M. Macauley, notre conseiller juridique... je précise qu'il s'agit d'un article qui traite de la question dont nous avons parlé tout à l'heure, le nombre de membres constituant un quorum, etc.

**M. Fraser:** Oui, mais je ne comprends pas pourquoi on avait choisi ces mots.

**M. Allmand:** M. Macauley est le conseiller juridique de la Commission des libérations conditionnelles.

**M. R. B. Macauley (conseiller juridique, Service juridique, Commission des libérations conditionnelles):** Ce qui vous préoccupe c'est l'expression «catégorie de détenus»?

**M. Allmand:** Nous supprimons cela.

**M. Fraser:** Nous le supprimons, mais ce que je ne comprends pas c'est ce que nous changeons en fait ici. Peut-être ne faudrait-il pas le changer. Je ne comprends pas la signification de ces mots.

**M. Allmand:** En premier lieu, il s'agissait de *catégorie* de détenus. Cela pouvait signifier les auteurs de divers délits tels que vols avec effraction, etc., femmes, indigènes, etc.

**M. Fraser:** Cela n'a donc rien à voir avec l'année de détention.

**M. Macauley:** La raison pour laquelle nous avons changé cela est qu'à la ligne 22 on dit: «une catégorie de détenus». Il n'est pas possible d'avoir une demande présentée par une catégorie de détenus. Les demandes sont toutes individuelles.

**M. Allmand:** C'est exact, c'est un détail technique.

**M. Macauley:** Il s'agit simplement de rectifier cette erreur de rédaction.

**M. Leggatt:** Mais cela n'interdit pas à la Commission d'adopter un règlement s'appliquant à une catégorie entière de détenus. Il ne faudrait pas supprimer cette possibilité.

**M. Allmand:** Non, cela n'empêcherait rien. C'est un amendement technique.

L'amendement est adopté.

**M. Fox:** J'ai un autre amendement à l'article 23, monsieur le président; il s'agit de la page 60 du bill.

Je propose que l'article 23 du Bill C-83 soit modifié en supprimant les lignes 21 à 25 à la page 60 et en substituant ce qui suit:



[Text]

(2) A regulation made under subsection (1) may be made to apply generally or

(a) to a specified area or region of Canada, into which a provincial parole board is being established, or

(b) to a certain class or classes of inmates.

**Mr. Allmand:** By the way, that article allows for the regulations to be made for certain classes. This is just a technical amendment again, which divides it into (a) and (b) for regions and for classes.

Amendment agreed to.

Clause 23 as amended agreed to.

On Clause 24.

**Mr. Allmand:** Clause 24 provides for the transfer of the parole service to the jurisdiction of the Commissioner of Penitentiaries, who later on in the bill is called the Commissioner for Corrections. We have been moving to have a federal corrections agency, and what we are trying to do is put all administrative matters under the corrections agency and leave the Parole Board with the quasi-judicial decision-making process as to whether to parole or not to parole, as well as research and so on with regard to those matters. What this does is provide for the parole service, which is the supervision of the inmates once they are out on parole; that that service be subject to the Commissioner of Corrections.

**Mr. Fraser:** I am sorry. Once again I am slow here, and I do not want you getting ...

**Mr. Allmand:** I was dealing with Clause 24.(1) in my remark.

**Mr. Fraser:** Clause 24.(1). Am I reading the right thing?

Paragraph 10(1)(c) of the said Act is repealed.

**Mr. Allmand:** Yes, that is the part I was describing. It is just clause 24.(1) now, not (2).

**Mr. Outerbridge:** Section 10(1)(c) of the current Act says that the Board may provide for the guidance and supervision of parole inmates for such period as the Board considers desirable. The intent of another section of this bill will be to remove the jurisdiction of the Parole Board what is now called the parole service and put it under the Department of Corrections. As a result, the Board will no longer be required to provide the guidance and supervision of parole inmates; that will be done under the jurisdiction of the Commissioner of Corrections.

**Mr. Fraser:** As a consequence of that this now has to be deleted.

**Mr. Outerbridge:** That is the only function of it.

**Mr. Fraser:** Okay, fine.

[Interpretation]

(2) les règlements établis en vertu du paragraphe (1) peuvent être destinés à s'appliquer

a) partout au Canada ou, pendant que les commissions provinciales des libérations conditionnelles sont en cours d'établissement, dans les régions désignées, ou

b) à toutes ou à certaines catégories de détenus.

**M. Allmand:** Je signale à ce propos que cet article permet l'adoption de règlements pour certaines catégories. Il s'agit là encore d'un amendement technique, qui établit des catégories (a) et (b) pour les régions et pour les détenus.

L'amendement est adopté.

L'article 23, amendé, est adopté.

Article 24.

**M. Allmand:** L'article 24 traite du transfert du service des libérations conditionnelles sous la juridiction du commissaire des pénitenciers, appelé plus loin le commissaire à l'application des peines. Nous allons vers un organisme fédéral de l'application des peines et ce que nous cherchons à faire est de regrouper toutes les questions administratives au sein de cet organisme et de ne laisser à la Commission des libérations conditionnelles que la décision quasi-judiciaire d'accorder la libération ou non, les recherches en cette matière, etc. Cet article traite du service des libérations conditionnelles, c'est-à-dire de la surveillance des détenus une fois libérés, laquelle sera dorénavant placée sous l'autorité du commissaire à l'application des peines.

**M. Fraser:** Excusez-moi. Encore une fois je ne comprends pas très bien et ...

**M. Allmand:** Je parlais de l'article 24.1.

**M. Fraser:** L'article 24.1. Est-ce bien cela?

L'alinéa 10(1) (c) de ladite loi est abrogé.

**M. Allmand:** Oui, je décrivais cette partie-là. Cela devient maintenant le paragraphe 1 de l'article 24 et non plus le paragraphe 2.

**M. Outerbridge:** L'alinéa 10(1)(c) de la loi actuelle dit que la Commission peut décider de la supervision des détenus en libération conditionnelle pendant telle période que la Commission jugera souhaitable. L'objectif d'une autre modification contenue dans le présent projet de loi est de placer sous la juridiction du commissaire à l'application des peines le service national des libérations conditionnelles en l'enlevant à la Commission. Par conséquent, la Commission n'aura plus besoin de s'occuper de la surveillance des détenus en libération conditionnelle. C'est le commissaire à l'application des peines qui s'en occupera.

**M. Fraser:** Par conséquent, cela maintenant doit être supprimé.

**M. Outerbridge:** Oui, c'est le seul effet de la modification.

**M. Fraser:** Bien.

[Texte]

**The Chairman:** Mr. Fox has an amendment.

**Mr. Fox:** I move that Clause 24 of Bill C-83 be amended by striking out line 2 on page 61 thereof and substituting therefor the following:

by the Board may terminate a temporary absence without escort granted to an inmate pursuant to Sections 26.1 or 26.2 of the Penitentiary Act or the day parole.

And the French version accordingly.

**Mr. Allmand:** Clause 24.(1) deals with the termination of not only day paroles but also temporary absences. Mr. Outerbridge perhaps could explain that in greater detail.

• 1735

**Mr. Outerbridge:** We are anxious here to be able to effect what I think another one of Mr. Leggatt's amendments provide for, and that is that a termination of a day parole or of a temporary absence could be effected without penal consequences in minor matters. That is the intent.

Amendment agreed to.

Clause 24 as amended agreed to.

On Clause 25

**The Chairman:** We have an amendment by Mr. Leggatt.

**Mr. Leggatt:** The attempt here—and it may be there is something the matter with the draftsmanship—was to require a personal interview with the inmate rather than the provision that we are seeing where a personal interview is not required.

Now, I recognize the problem the Board probably has here in having to see a lot of people who probably do not have much hope in terms of parole, but it does seem to me that the personal interview itself is a part of the rehabilitative process. The move of a prisoner at least to have his day seems to me to be useful. So the attempt of this amendment is to stipulate that it be necessary where parole is either granted or revoked to have personally interviewed the inmate.

**The Chairman:** Mr. Allmand.

**Mr. Allmand:** In most cases, it is now done. The extent to which it has been done has depended in the past on the case load—if, all of a sudden, there were a lot of revocations or a lot of applications—say a few years ago, the case load got so big. As you know, the number of members of the Board is restricted by the legislation: we cannot add members to the Board by government action, you have to go back to the House of Commons and get permission of the House to add members. So sometimes it is not possible, to get the work done, to have personal interviews with everybody. In the lesser cases, they have done it on the file rather than on the interview. Mr. Outerbridge, do you want to answer?

**Mr. Leggatt:** You would not grant without a personal interview, in any event?

[Interprétation]

**Le président:** M. Fox a un amendement.

**M. Fox:** Je propose que l'article 24 du Bill C-83 soit modifié en remplaçant la ligne 3, page 61 par ce qui suit:

«fin à l'absence temporaire sans escorte accordée à un détenu en vertu des articles 26.1 ou 26.2 de la Loi sur les pénitenciers ou à la libération conditionnelle de jour de»

**M. Allmand:** Le paragraphe 2 de l'article 24 traite de la fin non seulement des libérations conditionnelles de jour mais également des absences temporaires. M. Outerbridge pourra peut-être nous expliquer cela plus en détail.

**M. Outerbridge:** Ce que nous cherchons à faire ici est ce que propose en fait M. Leggatt dans un autre amendement, c'est-à-dire que l'on pourra mettre fin à une libération conditionnelle de jour ou à une absence temporaire sans autre conséquence pénale dans les cas bénins.

L'amendement est adopté.

L'article 24, tel qu'amendé, est adopté.

Article 25.

**Le président:** Nous avons un amendement de M. Leggatt.

**M. Leggatt:** Ce que cherche à faire l'amendement,—son libellé n'est peut-être pas tout à fait satisfaisant,—est d'exiger une entrevue personnelle avec le détenu, ce qui n'est pas nécessaire actuellement.

Je suis conscient du fait que cela risque de causer un problème à la Commission qui devra voir un grand nombre de détenus qui n'ont guère de chance d'obtenir une libération conditionnelle, mais il me semble qu'une telle entrevue fait partie du processus de réhabilitation en lui-même. Cela donne au détenu l'occasion de sortir de sa prison pendant l'entrevue, et cela me paraît utile. Cet amendement demande donc que lorsqu'une libération conditionnelle est soit accordée soit refusée à un détenu, une entrevue personnelle doit avoir lieu avec celui-ci.

**Le président:** Monsieur Allmand.

**M. Allmand:** Dans la plupart des cas, c'est ce qui se fait déjà. Tout dépend du volume de travail de la Commission. Bien sûr, si tout d'un coup il y a beaucoup de révocations ou de demandes, comme par exemple il y a quelques années le volume de travail a augmenté soudainement. Comme vous le savez, le nombre de membres de la Commission est limité par la loi. Nous ne pouvons pas décider de nous-mêmes d'accroître le nombre des membres, nous devons obtenir l'autorisation de la Chambre des communes pour cela. Parfois il n'est donc pas possible, si l'on veut s'acquitter de tout le travail et d'avoir des entrevues personnelles avec tout le monde. Dans les cas les plus bénins, la décision est prise sur la base du dossier plutôt que sur la base d'une entrevue. Monsieur Outerbridge, avez-vous quelque chose à ajouter?

**M. Leggatt:** Vous n'accordez donc pas de libération sans une entrevue personnelle?



[Text]

**Mr. Outerbridge:** In federal institutions now, we do not grant without a personal interview. Our problem, as the Minister has pointed out, is that if on the one hand we have no control over the limit to the number of Board members and yet at the same time may find the number of interviews required rising very rapidly, the result would be a deterioration in the quality of the interview. In some American jurisdictions, the length of time spent in interviews may average from three to five minutes.

**Mr. Leggatt:** I do not want to delay the time of the Committee any further—I would like the clause to be put—but I weigh on the other side of the argument that the inconvenience is desirable in terms of the Board's making good decisions and having the inmates given access to the Board.

**Mr. Allmand:** Yes. It could also mean, of course, that an inmate may be delayed for a long period of time before he gets his case handled; it could mean that as well, if there were long delays because they had to go through all the cases personally or a personal interview.

**Mr. Fraser:** I want to ask a question, Mr. Chairman, if I might.

Mr. Outerbridge, from a practical point of view, you say that in cases where there was a serious offence, there would, of course, be a personal interview before parole was granted.

**Mr. Allmand:** All federal institutions now.

**Mr. Fraser:** Is that laid down now by regulation, or is that just the procedure?

**Mr. Outerbridge:** No, that is now a procedural matter. The idea is to incorporate this into law, but not in statute, to incorporate it into regulations, because the regulations will provide the right for a hearing. That is one of the moves that is going to be made on proclamation of this law, of this bill.

**Mr. Fraser:** My only concern here again is the question of the public perception of what we are doing here, which, I think, is important. If that is the way the law is going to be, is there a possibility of something going wrong that would not have been caught if there had been an interview?

• 1740

**Mr. Outerbridge:** The intent is that there will be an interview, as there has been other than during that hiatus period. There have been interviews provided to all federal inmates from 1969 to the present, except for that period of two years when the number of Board members was insufficient to do it. The regulations will provide that an inmate in a federal institution will have a right to a hearing. The question was whether or not we would provide it in regulations or in the statute itself, and it was felt that there was greater flexibility by having it provided in regulations rather than in the statute per se.

**Mr. Allmand:** In addition to that, Mr. Fraser, the parole officer who helped prepare the file for the National Parole Board sees the individual as well and puts a report on the file. In addition, there are reports from the classification officers and from other people in the prison where he served who seeing him on a personal basis over a period of time.

[Interpretation]

**M. Outerbridge:** Dans les établissements fédéraux, nous n'accordons pas de libération sans entrevue personnelle. Le problème, comme le ministre l'a dit, est que nous ne pouvons décider nous-mêmes le nombre de membres de la Commission alors que le nombre d'entrevues nécessaires risque d'augmenter rapidement, ce qui entraînerait une détérioration de la qualité des entrevues. Dans certains établissements américains, la durée des entrevues est en moyenne de trois à cinq minutes.

**M. Leggatt:** Je ne veux pas faire perdre plus de temps au Comité,—certes j'aimerais que cet amendement soit adopté,—mais d'un autre côté je reconnais que la Commission doit rester en mesure de prendre de bonnes décisions et de pouvoir entendre les détenus le temps nécessaire.

**M. Allmand:** Oui. Cela pourrait signifier également, bien sûr, qu'un détenu ait à attendre longtemps que son dossier soit examiné; si la Commission devait obligatoirement avoir des entrevues personnelles avec tous les détenus, des délais importants dans l'examen des dossiers pourraient s'ensuivre.

**M. Fraser:** J'aimerais poser une question, monsieur le président, si vous le permettez.

Monsieur Outerbridge, sur le plan pratique, vous dites que dans les cas de délits graves il y a toujours une entrevue personnelle avant qu'une libération ne soit accordée.

**M. Allmand:** Oui, dans tous les établissements fédéraux.

**M. Fraser:** Est-ce une exigence du règlement ou est-ce simplement la procédure suivie?

**M. Outerbridge:** Non, c'est la procédure suivie. Nous pensons incorporer cela dans le règlement plutôt que dans la loi elle-même, car le règlement stipulera le droit à une audience. C'est l'une des décisions qui sera prise à la promulgation de ce projet de loi.

**M. Fraser:** La seule chose qui m'inquiète est la façon dont le public jugera ce que nous faisons et cela me semble important. Si la loi doit être rédigée ainsi, y a-t-il le risque de voir quelque chose aller de travers qui n'aurait pu se produire s'il y avait eu une entrevue obligatoire?

**M. Outerbridge:** Nous avons l'intention de tenir des entrevues avec chaque détenu, comme cela a été le cas en tout temps sauf pendant cette période de pointe dont j'ai parlé. Depuis 1969, des entrevues sont accordées à tous les détenus fédéraux sauf pendant cette période de deux années où le nombre des membres de la Commission a été insuffisant pour le faire. Les règlements stipuleraient qu'un détenu d'un établissement fédéral aura droit à une audience. La question qui se posait était de savoir si cette disposition figurerait dans le Règlement ou dans la loi elle-même, et nous avons pensé que la procédure serait plus flexible si elle figurait dans le Règlement plutôt que dans la Loi.

**M. Allmand:** En outre, monsieur Fraser, l'agent des libérations conditionnelles qui a établi le dossier à l'intention de la commission nationale des libérations conditionnelles voit également le détenu y versé son rapport au dossier. En outre, il y a les rapports des agents de classification et d'autres membres du personnel de la prison qui ont eu l'occasion de connaître le détenu personnellement pendant une assez longue période.

[Texte]

**Mr. Fraser:** That is what I want to be sure of, what I am approving here. It is not a case of the person not being interviewed at all...

**Mr. Allmand:** Oh, no.

**Mr. Fraser:** ... it is just a question of whether the Board has to see the individual in person.

**Mr. Allmand:** Right.

**Mr. Fraser:** And the results of those interviews would all be in front of the Board.

**Mr. Outerbridge:** Yes. The alternative to a hearing with the inmate there would be a decision rendered by a file study, which is the way it happened before 1969 and the way it still happens now with provincial inmates. When they apply the decision is made without the inmate being seen in a provincial institution.

**Mr. Allmand:** But he has been seen by the parole officer who must assess him, interview him and put his assessment on the file; the security side of the penitentiary; the classification side or the social side; all that is taken into account and put in the file, and that is as a result of personal associations with the inmates.

**Mr. Fraser:** I guess I could ask a really difficult question and ask if there are any cases that we know of where we have had something go markedly wrong with an inmate who was put out on parole and who was not actually seen by the National Parole Board?

**Mr. Outerbridge:** Sure.

**Mr. Fraser:** We have had those cases?

**Mr. Outerbridge:** About 60 per cent of the decisions made each year by the National Parole Board are made on persons in provincial institutions who are not seen. A number of them do commit other offences. To me the desirable thing would be to have parole hearings for everyone in both federal and provincial institutions, but the cost in manpower, and so on, would be astronomical.

**Mr. Allmand:** That is why we are providing that the provinces can set up their boards so as to have complete jurisdiction in their institutions, which would allow our federal board to concentrate its resources on the federal institutions where the inmates in general are more serious and more dangerous, and so on. So, to cut the case load, if the provinces take up what is in this bill it will cut the case work load off the National Parole Board and let them concentrate on the federal institutions, and the provincial boards would, I presume—do they have hearings with their people, the present ones in Ontario and B.C.?

**Mr. Outerbridge:** The one in Ontario does and I believe in B.C. as well.

**Mr. Fraser:** I do not like to prolong this, but I think it is important. What you are saying is that you literally do not have the manpower on the Board, even with the increased size, to personally interview every inmate.

[Interprétation]

**M. Fraser:** C'est de cela que je voulais m'assurer ici. Il ne s'agit donc pas de ne jamais avoir d'entrevue avec le détenu...

**M. Allmand:** Oh non.

**M. Fraser:** Il s'agit simplement de savoir si la Commission voit le détenu face à face.

**M. Allmand:** Oui.

**M. Fraser:** Et le résultat de toutes ces entrevues est communiqué à la Commission.

**M. Outerbridge:** Oui. S'il n'y a pas d'entrevue avec le détenu, la décision sera prise sur la base du dossier, comme on le faisait avant 1969 et comme on le fait toujours dans les établissements provinciaux. Les provinces prennent une décision sans avoir vu personnellement le détenu.

**M. Allmand:** Mais l'agent des libérations conditionnelles, qui doit donner son avis, l'aura vu et donnera son opinion; il y a ensuite les responsables de la sécurité des pénitenciers, les agents de classification et les inspecteurs sociaux; tout cela est pris en considération et figure dans le dossier et résulte des rencontres personnelles avec les détenus.

**M. Fraser:** S'est-il jamais produit des difficultés avec un détenu qui était placé en libération conditionnelle sans avoir jamais été vu personnellement par la commission?

**M. Outerbridge:** Certainement.

**M. Fraser:** Il s'est produit des cas de ce genre?

**M. Outerbridge:** Environ 60 p. 100 des décisions prises à chaque année par la commission nationale des libérations conditionnelles concerne des détenus d'établissements provinciaux, avec lesquels il n'y a pas d'entrevue. Un certain nombre d'entre eux commettent d'autres délits. La meilleure chose à faire serait d'avoir des entrevues avec tous les détenus, aussi bien des pénitenciers fédéraux que provinciaux, mais le coût en main-d'œuvre etc, serait astronomique.

**M. Allmand:** C'est pourquoi nous permettrons ici aux provinces de constituer leur propre commission de façon à avoir plein pouvoir dans leurs pénitenciers, ce qui permettra à la Commission fédérale de concentrer ses ressources sur les établissements fédéraux dont les détenus sont plus dangereux etc. Ainsi, afin de réduire le nombre de dossiers à examiner, si les provinces donnent suite à ce projet de loi, le volume de travail que la commission nationale se trouvera réduit et pourra se concentrer sur les établissements fédéraux, tandis que les commissions provinciales... Est-ce que les commissions provinciales de l'Ontario et de la Colombie-Britannique ont des entrevues avec les détenus?

**M. Outerbridge:** C'est le cas en Ontario, et je crois aussi en Colombie-Britannique.

**M. Fraser:** Je ne veux pas prolonger la discussion, mais cela me paraît important. Vous dites donc que vous n'avez littéralement pas assez de personnel au sein de la commission, même avec le nombre accru de membres, pour tenir une entrevue personnelle avec chacun des détenus.



[Text]

**Mr. Outerbridge:** In all of the penal institutions in Canada, no. We do have a board sufficient in size to interview every inmate who is being granted a parole or a day parole from a federal institution and, with the added members, we will have enough board members to be able to interview everybody or at least a portion of those applying for unescorted temporary absence, but in the provincial institutions, no way. We would need to have a board of about 80 people in order to provide that service to the provinces as well on a rough cost basis.

**Mr. Fraser:** From a practical point of view ...

**Mr. Allmand:** As you know, Mr. Fraser, the people in the provincial institutions are there on sentences less than two years ...

**Mr. Fraser:** I still doubt ...

**Mr. Allmand:** ... most of them about six months or twelve months.

**Mr. Fraser:** What you are saying, then, is that if this goes through, what is already taking place will continue to take place.

**Mr. Outerbridge:** To a considerable extent it is putting into the statute what has been the administrative policy for a number of years.

**Mr. Fraser:** The administrative necessity.

**Mr. Allmand:** Yes, but why that amendment is important is that it is very difficult sometimes to predict what the number of applications will be and what the number of revocations will be. If you have a situation where all your parolees behave themselves, then they do not have to spend their time on revocation hearings, but if they do not behave themselves, then all of a sudden the Board is taken up with a lot of revocation hearings. So, it is very difficult to assess workloads in this field. You make an attempt, but it is certainly not scientific.

• 1745

**Mr. Fraser:** From the public safety point of view I would lean toward allowing the revocations to go through without an interview. I worry more about the granting. From a point of view of the so-called rights of the prisoner, I think it would be better in all cases if there was an interview. But you are just saying you cannot do it. And you are the expert, Mr. Outerbridge.

**Mr. Outerbridge:** The one thing I want to guard against is the necessity of the caseloads rising so high that what is now a very difficult job is made intolerable by not having time to do it effectively, or to increase the delays that go on in institutions, which would increase the problems covered by the Commissioner of Penitentiaries.

**Mr. Fraser:** What you are saying to me is that I have to trust you and your board to use some common sense on this.

**Mr. Outerbridge:** I would like to hope that would be possible.

**Mr. Allmand:** On your point, whether they have the hearings and the revocations or the granting, I presume that what Mr. Fraser says generally you would try to do. If you were really strapped, you would have your interviews on the granting rather than on the revocations.

[Interpretation]

**M. Outerbridge:** Non, pas avec les détenus de tous les établissements pénitenciers du Canada. Le personnel est suffisant pour avoir des entrevues avec les détenus des établissements fédéraux qui bénéficient d'une libération conditionnelle, du moins avec tous ceux qui demandent une absence temporaire sans escorte, mais c'est impossible dans les établissements provinciaux. Il nous faudrait une commission se composant d'environ 80 membres pour pouvoir assurer ce service dans les provinces.

**M. Fraser:** Du point de vue pratique ...

**M. Allmand:** Comme vous le savez, monsieur Fraser, les détenus des établissements provinciaux sont condamnés à des peines de moins de deux ans ...

**M. Fraser:** Je doute toujours ...

**M. Allmand:** ... la plupart purgeaient des peines de 6 à 12 mois.

**M. Fraser:** Ce que vous dites donc est que, si cet article est adopté, on continuera à faire ce qu'on fait déjà.

**M. Outerbridge:** On consacre dans la Loi la pratique administrative qui est déjà suivie depuis un certain nombre d'années.

**M. Fraser:** L'obligation administrative.

**M. Allmand:** Oui, mais cet amendement est important parce qu'il est parfois difficile de prédire le nombre de demandes qui seront prononcées. Si tous les détenus libérés sur parole se conduisent bien, alors la commission n'a que peu de révocations à prononcer, mais s'ils commettent beaucoup de délits, la commission doit tenir tout d'un coup un grand nombre d'audiences de révocation. Il est donc très difficile d'estimer le volume de travail dans ce domaine. On essaie de le faire la méthode n'est certainement pas scientifique.

**M. Fraser:** Du point de vue de la sécurité du public, je serais enclin à autoriser que des révocations soient prononcées sans entrevue. Je m'inquiète surtout à la pensée que c'est accordé. Du point de vue des soi-disant droits du prisonnier, il me semblerait préférable dans tous les cas qu'il y ait une entrevue. Mais puisque vous dites que c'est impossible et que vous êtes l'expert, monsieur Outerbridge.

**M. Outerbridge:** Ce que je veux surtout éviter, c'est l'accumulation des causes au point qu'une tâche déjà difficile devienne intolérable à cause du manque de temps, où le prolongement des délais dans les institutions qui pourrait compliquer le problème exposé par le commissaire des pénitenciers.

**M. Fraser:** Ce que vous me dites, c'est que je dois compter que vous et votre commission userez de bon sens.

**M. Outerbridge:** J'ose espérer que cela est possible.

**M. Allmand:** Au sujet de ce que vous dites, qu'il y ait des auditions et que la libération soit révoquée ou octroyée, je présume que ce que M. Fraser veut faire comprendre c'est qu'en général on s'y efforce. En cas d'impasse, les entrevues seraient pour octroyer plutôt que pour révoquer.

[Texte]

**Mr. Outerbridge:** If it became necessary for us to stop hearings then the problems would be very obvious.

**Mr. Allmand:** Mr. Leggatt's amendment is:

That Clause 25 be amended: by striking out lines 7 to 14 inclusive on page 61 and substituting the following therefor: 25 Section 11 of the said Act is repealed.

Amendment negatived.

Clause 25 agreed to.

On Clause 26

**Mr. Allmand:** Clause 26 just provides for a small amendment and that is to add in subsection (2): when a day parole is terminated. Mr. Outerbridge, do you have anything to add to that?

**Mr. Outerbridge:** No.

**Mr. Allmand:** It is just to add in "day parole". We had provided earlier to add in "day parole" as well.

Clause 26 agreed to.

**The Chairman:** I believe we have an amendment to Clause 27 by Mr. Leggatt.

**Mr. Leggatt:** This amendment is to provide flexibility to the inmate in being able to change his mind, where he chooses not to be released on mandatory supervision but then changes his mind and wishes to do so. The reading of the bill would indicate that he makes his decision once and for all. And if he does not wish to be released on mandatory parole, he does not get it, and he is stuck with that decision. If I or Professor Price is wrong on this, please correct us. That happened to be my reading of the section.

**Mr. Allmand:** Mr. Outerbridge says that he would have the right to do that anyway, but we have no objection to the amendment, if you want to put it in words.

**Mr. Leggatt:** Okay, fine.

**The Chairman:** Do you want to put the amendment, Mr. Leggatt?

**Mr. Leggatt:** Yes, we could put the amendment. The reason is that on a reading of the section apparently there was a legal conclusion that once the option was taken not to accept mandatory supervision he may be legally proscribed from then reapplying and obtaining it.

I see you are shaking your head, indicating that would not be the case. It was just the legal opinion Professor Price had on reading it. If it clarifies it, we can pass it.

**The Chairman:** I better read the amendment:

That Clause 27 be amended by striking out line 17 on page 62 and substituting the following therefor:

sentence but such a choice is not binding upon an inmate who subsequently chooses to be released on mandatory supervision. Any subsequent choice to be released on mandatory supervision shall be respected as soon as is reasonably possible. However, the inmate may not require his release other than during the daylight hours of the normal work week.

[Interprétation]

**M. Outerbridge:** La difficulté éclate si nous nous trouvons forcés d'interrompre les auditions.

**M. Allmand:** L'amendement proposé par M. Leggatt est le suivant: remplacer les lignes 7 à 16, page 61, par ce qui suit:

«25. L'article 11 de ladite loi est abrogé.»

L'amendement est rejeté.

L'article 25 est adopté.

Article 26.

**M. Allmand:** L'article 26 prévoit simplement une légère modification ajoutée au paragraphe (2): quand le jour de libération conditionnelle prend fin. M. Outerbridge, avez-vous quelque chose à ajouter?

**M. Outerbridge:** Non.

**M. Allmand:** Nous ajoutons simplement «libération conditionnelle de jour». Nous avons déjà prévu d'ajouter «libération conditionnelle de jour» également.

L'article 26 est adopté.

**Le président:** Je crois que M. Leggatt propose un amendement à l'article 27.

**M. Leggatt:** Cet amendement vise à laisser une certaine latitude au détenu qui changerait d'idée, qui n'accepterait pas d'être libéré sous surveillance obligatoire et changerait soudain d'idée. Le libellé indiquerait que sa décision est sans repliche, et que s'il ne désire pas être libéré sous surveillance obligatoire il n'obtient tout simplement pas la libération et doit subir les conséquences de sa décision. Si je vous renseigne mal ou que le professeur Price ait tort à ce sujet, veuillez nous le dire. C'est ainsi que j'avais interprété l'article.

**M. Allmand:** Outerbridge dit que le détenu aurait le droit de le faire de toute façon, mais nous ne nous opposons pas à cet amendement si vous tenez à ce que le texte soit ainsi précisé.

**M. Leggatt:** Très bien, très bien.

**Le président:** Est-ce que vous désirez proposer l'amendement, monsieur Leggatt?

**M. Leggatt:** Oui, nous pourrions proposer l'amendement. Car on semble juridiquement conclure, à la lecture de l'article, qu'une fois l'option de la surveillance obligatoire non acceptée, le détenu peut n'avoir pas juridiquement le droit de renouveler sa demande et d'obtenir gain de cause.

Je vois que vous hochez la tête, indiquant qu'il n'en serait ainsi. C'était simplement l'avis juridique exprimé par le professeur Price après avoir lu l'article. Si cela apporte un éclaircissement, nous pourrions l'adopter.

**Le président:** Mieux vaut mieux lire l'amendement.

Que l'article 27 soit modifié en remplaçant la ligne 16, page 62, par ce qui suit:

d'achever de purger sa peine *intra muros*, mais ce choix n'engage pas définitivement le détenu qui choisit plus tard d'être remis en liberté sous surveillance obligatoire; tout choix ultérieur d'être remis en liberté sous surveillance obligatoire doit être respecté dès que possible; le détenu ne peut cependant demander sa remise en liberté que pendant les heures diurnes d'une semaine normale de travail.



[Text]

And the French version accordingly.

Shall Mr. Leggatt's amendment carry?

Amendment agreed to.

Clause 27 as amended agreed to.

**The Chairman:** On Clause 28 there is an amendment by Mr. Leggatt.

**Mr. Leggatt:** I think I have another one on 27.

**The Chairman:** I am sorry. There is an amendment of Mr. Leggatt's adding a new clause after 27. So it is between 27 and 28.

**Mr. Leggatt:** This is one that I feel very strongly about, Mr. Chairman. This is an attempt to correct what I think is an anomaly in the law. It will allow an inmate to revoke his own parole where he himself believes he could be a danger to the public and he wishes to be brought back into the institution. It seems to me he should have that right. Without requiring him to go and get drunk or not report to his parole officer. He should have the right to simply request to be put back in an institution. The reason I argue this is he may be a person whose problem is alcohol, maybe he is a sexual deviate who knows. He may have some problems on the street.

**Mr. Fraser:** Maybe he likes the place.

**Mr. Leggatt:** Or maybe he likes prison, I do not know. Not many I have met do, and I think it provides a bit of additional flexibility for the system so that an inmate on the street can make a decision to revoke his own parole rather than simply—I believe there are instances, Mr. Outerbridge would know better than I, where a person may have consciously revoked his parole by violating his parole. In other words, something was telling him, "Well, to hell with it, I am not going to show up or I just cannot handle it, so let them throw me back in." The consequences of that, of course, could be the sanctions that are imposed upon those who violate their parole although they are much less than they were. It seems to me he should have the right to place himself voluntarily back into the prison system.

**Mr. Outerbridge:** Mr. Leggatt, my feeling is that I would agree with, the first half that an inmate or a parolee who feels that he is beginning to come apart at the seams should have an opportunity to move into a protected setting. I guess the concern that I have with the example that you have used and the one that you used that last time is that once he is in on a voluntary basis then your amendment would also suggest that he could release himself at any time that he wished. I suppose that the responsibility I feel as a public servant concerned with the protection of the society is what happens if at the end of two weeks of a week or three days he says that he wants to get out, and our opinion is that he is still a danger.

**Mr. Leggatt:** Then, of course, you have the discretion not to grant him parole.

**Mr. Outerbridge:** If that would be the provision, then I would rest much more easily. It was my understanding that it would be something like what has happened from time to time...

[Interpretation]

Version conforme à la version anglaise.

Est-ce que l'amendement proposé par M. Leggatt est adopté?

L'amendement est adopté.

L'article 27 tel que modifié est adopté.

**Le président:** Un amendement à l'article 28 est proposé par M. Leggatt.

**M. Leggatt:** Je pense que j'en ai un autre à l'article 27.

**Le président:** Pardon. Il y a un amendement proposé par M. Leggatt qui constitue un nouvel article après l'article 27 et qui s'inscrit donc entre 27 et 28.

**M. Leggatt:** C'est l'amendement auquel je tiens le plus, monsieur le président. Cela vise à corriger ce que j'estime être une anomalie de la législation. Cela permettrait au détenu de révoquer sa propre libération conditionnelle lorsqu'il juge être une menace pour la société et désire rentrer à l'institution. Il me semble judicieux de lui accorder ce droit sans qu'il ait à s'enivrer ou à se soustraire à la surveillance de son agent; il devrait pouvoir simplement demander de rentrer à l'institution. Il peut avoir à lutter contre l'alcoolisme ou une déviation sexuelle, qui sait, et cela pourrait présenter un danger pour le public.

**M. Fraser:** Peut-être se sent-il bien derrière les murs.

**M. Leggatt:** Ou peut-être aime-t-il être claustré, je ne saurais dire. Il n'y en a pas beaucoup, à ma connaissance, qui aiment demeurer en prison et cela assouplirait un peu le système, de façon que le détenu en liberté puisse décider qu'il est préférable de révoquer lui-même sa libération, car il me semble qu'il y a eu des cas, qui seraient sans doute mieux connus de M. Outerbridge, où le détenu a sciemment manqué à sa parole afin de révoquer sa libération conditionnelle. C'est-à-dire que, ne pouvant conjurer le danger, il se laisse aller à ce qui est de nature à le faire réincarcérer. Il s'expose aux peines qui en sont la conséquence, bien que moins graves à présent. J'estime que le détenu devrait avoir le droit de réintégrer le système pénitencier.

**M. Outerbridge:** Monsieur Leggatt, je serais d'accord quant à la première partie de la proposition, soit qu'un détenu ou celui qui est libéré dans certaines conditions, sentant sa volonté fléchir, devrait pouvoir s'abriter contre le danger imminent. Si j'entretiens certaines réserves au sujet de l'exemple que vous citez, et que vous avez cité la dernière fois, c'est que votre amendement suggère que du moment que la décision est volontaire, le détenu peut aussi se libérer lui-même quand il le veut. La responsabilité que j'assume comme fonctionnaire chargé de la protection de la société me porte à me demander ce qui pourrait arriver si, au bout de deux semaines ou même d'une semaine ou de trois jours, il exprimait le désir d'être libéré alors que nous le jugeons toujours dangereux.

**M. Leggatt:** Vous seriez libre alors de ne pas lui octroyer la libération conditionnelle.

**M. Outerbridge:** Je serais beaucoup plus rassuré si on donnait ce sens à une telle stipulation. Je redoutais que ce ne soit une répétition de ce qui s'est produit parfois...

[Texte]

**Mr. Leggatt:** Oh, I see what you mean.

**Mr. Outerbridge:** ... with a voluntary admission to a mental hospital and then the patient retains the right to walk out at any time within 24 hours' notice. That has resulted from time to time in a great deal of pain to people and negative reaction to the mental hospital that has no option, but to release him.

**Mr. Allmand:** Your wording does not seem to provide for that safeguard, Mr. Leggatt.

**Mr. Leggatt:** It think I am going to have to agree with you.

**The Chairman:** Perhaps we can let Mr. Leggatt withdraw that and let him introduce it at the report stage in a different form if he wishes.

**Mr. Leggatt:** I still think the principal is valid, there should be some power for him to revoke his own parole, although I can see the problem on the mandatory supervision provision of his having a right to then come out of the institution, but is that so bad? Is that really so bad at that point?

**Mr. Allmand:** Do not forget that he can approach his parole officer and surely if the parole officer said, "Yes, you are having trouble, I think we had better put you back in" ...

**Mr. Leggatt:** That would be a preferable section.

**Mr. Allmand:** That is in there already.

**Mr. Outerbridge:** It is already provided for in law and it happens.

**Mr. Leggatt:** He can revoke his own parole with his parole officer. The parole officer, therefore, then makes the recommendation for revocation.

**Mr. Outerbridge:** Sections 6 and 16 now read that

A member of the board or any person designated may authorize the apprehension of a parole inmate whenever he is satisfied that the arrest of the inmate is necessary or desirable in order to prevent a breach of any term or condition.

**Mr. Leggatt:** Would there be any sanction imposed on the inmate in that case?

**Mr. Outerbridge:** Under our present law there would be a sanction imposed. Under the new law with the capacity to recredit remission, that sanction could be released, but it would be a discretionary act of the Board. The only other way that it could happen would be by way of termination which we are now moving to provide for in the bill.

**Mr. Leggatt:** You see, here you are in an instance where the convict has no assurance that he will not receive some sanction when he goes to his parole officer. My provision would be that he is not going to be sanctioned when he voluntarily cancels his own parole. I do not want to be stubborn about this, but it seems to me there is an area here where we could provide some assurance that a prisoner could go to his parole officer and say "look, I want this parole cancelled", and then he does not wind up losing any of his earned remission.

[Interprétation]

**M. Leggatt:** Oh, je comprends.

**M. Outerbridge:** ... dans le cas de l'admission volontaire dans une institution psychiatrique d'où l'interné est libre de sortir à 24 heures d'avis. Cette pratique a été la source de beaucoup d'angoisse à certains moments et son effet négatif, du point de vue psychiatrique, a beaucoup importuné les administrateurs de l'institution qui doivent le laisser partir.

**M. Allmand:** Cette sauvegarde ne semble pas comprise dans l'amendement que vous proposez, monsieur Leggatt.

**M. Leggatt:** Je dois en convenir.

**Le président:** Peut-être pourrions-nous permettre à M. Leggatt de retirer cet amendement et de le proposer de nouveau au moment du rapport sous une forme différente s'il le désire.

**M. Leggatt:** J'estime que l'esprit en est valable et que le détenu devrait pouvoir révoquer sa propre libération conditionnelle, tout en saisissant la complexité de la disposition relative à la surveillance obligatoire, alors qu'il a le droit de sortir de l'institution, mais est-ce vraiment si grave? Est-ce qu'il y a à ce moment une réelle difficulté?

**M. Allmand:** N'oubliez pas qu'il peut s'adresser à l'agent qui le surveille et l'agent reconnaître avec lui que les choses vont mal, et qu'il serait préférable de le retourner à l'institution ...

**M. Leggatt:** Ce serait peut-être un article plus valable.

**M. Allmand:** Cela s'y trouve déjà.

**M. Outerbridge:** Cela est juridiquement prévu et se produit.

**M. Leggatt:** Il peut révoquer sa propre libération conditionnelle avec l'assentiment de l'agent qui le surveille. L'agent qui le surveille fait donc la recommandation de révocation.

**M. Outerbridge:** Les articles 6 et 16 sont maintenant ainsi libellés:

Un membre de la Commission ou toute personne qu'elle désigne à cette fin, peuvent autoriser l'arrestation d'un détenu à liberté conditionnelle en cas de violation des modalités de la libération conditionnelle ou lorsqu'ils sont convaincus que l'arrestation du détenu est nécessaire ou souhaitable en vue d'empêcher une telle violation.

**M. Leggatt:** Est-ce qu'il y aurait pénalité à l'égard du détenu dans ce cas?

**M. Outerbridge:** Selon les dispositions actuelles de la loi, il y aurait une sanction d'imposée. En vertu de la nouvelle loi et de la possibilité de remise, la sanction pourrait être annulée, mais cela serait à la discrétion de la Commission. La seule autre façon serait de l'abolir comme nous visons à le faire dans le projet de loi.

**M. Leggatt:** Le détenu n'a aucune certitude qu'il ne subira aucune sanction s'il s'adresse à son agent de surveillance. La disposition que je propose assurerait qu'il ne subisse aucune pénalité s'il révoque lui-même sa libération conditionnelle. Je ne veux pas m'entêter mais il me semble que nous pourrions ici rassurer le prisonnier, qui pourrait en toute confiance s'adresser à son agent de surveillance et lui demander d'annuler sa libération conditionnelle, et qui n'aurait pas à redouter de perdre des remises de peine.



[Text]

• 1755

**Mr. Outerbridge:** I think the notion of termination would be one way around that, but still there would be a sanction from his point of view if he resided two weeks in prison and then the board refused to release him because they felt he was still dangerous. That certainly would be perceived as a sanction, even though...

**Mr. Leggatt:** Correct. I do not know how you would avoid that.

**Mr. Fraser:** Can I ask Mr. Leggatt something? I think your point is well taken. He should be able to come in without the feeling that he is somehow going to be disadvantaged later because he has voluntarily said I want back in for awhile. But if he has done that, surely it is not unreasonable that the Parole Board then has control over whether he gets out again. Because if he has had to come back in voluntarily something is going wrong.

**Mr. Leggatt:** I agree with you. That is the area in which I admit there is a weakness in these amendments...

**The Chairman:** Do you want to cancel the amendment, Mr. Leggatt?

**Mr. Fraser:** I would support an amendment along those lines...

**Mr. Leggatt:** I would be happy to leave it with the Minister and his officials because I think we have a general agreement here as to what we want to accomplish.

**Mr. Allmand:** All right, we will do that and before the report stage, if we can come up with something that will be technically correct to achieve what we are really trying to achieve, you could re-submit it and we...

**Mr. Leggatt:** I would appreciate it very much if one of your officials would drop me a note about their conclusion in terms of what we seek to accomplish here; that there should not be sanction but that there should not be automatic release either.

**Mr. Allmand:** All right.

**The Chairman:** On Clause 28 we have an amendment by Mr. Leggatt.

**An hon. Member:** Do we not have that previous clause...

**The Chairman:** The previous clause has been passed, actually.

**Mr. Leggatt:** The purpose of this amendment is to make the breach of the conditions of parole a fundamental term or condition rather than a minor one which could be, let us say, he decided he was not supposed to smoke and he smoked. I cannot think of an obvious argument...

**Mr. Outerbridge:** Mr. Leggatt, neither can I, which is one of the problems I had with it. There are six basic rules of parole that tend to be used in a standard manner and none of them have to do with smoking or attending church. All of them are relatively fundamental.

[Interpretation]

**M. Outerbridge:** L'abolition serait un moyen de contourner la difficulté, mais il estimerait toujours avoir subi une sanction s'il demeurerait deux semaines en prison et que la Commission lui refuse ensuite de le libérer, le jugeant encore dangereux. Cela aurait certainement l'effet d'une pénalité même si...

**M. Leggatt:** Exactement. Je ne sais comment contourner la difficulté.

**M. Fraser:** Pourrais-je poser une question à M. Leggatt? Je pense que vous soulevez là un point intéressant lorsque vous dites qu'il pourrait prendre l'initiative sans redouter d'être puni plus tard parce qu'il avait volontairement choisi de rentrer à l'institution pour quelque temps. Mais s'il prend cette décision, il n'est pas déraisonnable que la Commission de libération conditionnelle se réserve de décider quand il pourra sortir encore. Car s'il se voit obligé de demander son retour à l'institution, il y a certainement quelque chose qui va mal.

**M. Leggatt:** En effet. C'est le point faible de ces amendements...

**Le président:** Est-ce que vous désirez annuler l'amendement, monsieur Leggatt?

**M. Fraser:** J'appuierais un amendement de cette nature...

**M. Leggatt:** Je serais heureux de m'en remettre au ministre et à ses adjoints, car je pense que nous nous entendons sur ce que nous désirons accomplir.

**M. Allmand:** Très bien, nous nous en chargeons, et avant de déposer le rapport nous chercherons une formule techniquement exacte en vue de cette fin, et vous pourrez réproposer l'amendement et nous...

**M. Leggatt:** J'apprécieraïs beaucoup qu'un de vos hauts fonctionnaires m'envoie une note au sujet de la forme définitive donnée à ce que nous désirons accomplir ici; ce à quoi nous visons, c'est qu'il n'y ait pas de pénalité d'imposée ni non plus de libération automatique.

**M. Allmand:** Très bien.

**Le président:** Monsieur Leggatt propose un amendement à l'article 28.

**Une voix:** Est-ce que nous n'avons pas l'article précédent...

**Le président:** L'article précédent a été adopté.

**M. Leggatt:** Cet amendement voudrait que la violation de la parole conditionnelle porte sur des modalités ou des conditions mentales plutôt que sur simple manquement comme d'avoir fumé alors qu'on ne le devait pas. Je ne vois pas d'argument qui s'impose...

**M. Outerbridge:** Monsieur Leggatt, moi de même, et c'est pourquoi j'ai éprouvé de la difficulté. Il y a 6 règles fondamentales quant à la libération conditionnelle et qui s'appliquent autant que possible de façon uniforme, et aucune n'a à voir avec des conditions comme de fumer ou d'assister aux offices religieux. Ce sont toutes des règles plutôt fondamentales.

[Texte]

**Mr. Leggatt:** But not being late for appointments is one?

**Mr. Outerbridge:** No, not being late for appointments . . .

**Mr. Leggatt:** Well, failure to report . . .

**Mr. Outerbridge:** Failure to report is one.

**Mr. Allmand:** Not just to the exact hours?

**Mr. Outerbridge:** No. If a parolee does not report at least once a month and you do not know where he is, I think this is a fairly fundamental breach.

**Mr. Leggatt:** But in any event you do have a list of terms or conditions clearly specified which result in revocation.

**Mr. Outerbridge:** That are carried on his person.

**Mr. Leggatt:** I will withdraw that amendment.

Clause 28 agreed to.

**The Chairman:** On Clause 29 there are no amendments.

Clause 29 agreed to.

**The Chairman:** On Clause 30 there are several amendments. There is one by the government and I guess there are two by Mr. Leggatt. I will take Mr. Fox first this time.

**Mr. Fox:** Thank you Mr. Chairman. I move that Clause 30 be amended by striking out lines 13 and 14 on page 64 and substituting the following therefor:

suspended and he was in custody;

(c) any remission earned after the coming into force of this subsection and applicable to a period during which has parole was suspended and he was in custody; and

(d) any earned remission that stood to his . . .

and the French version accordingly.

**The Chairman:** Mr. Minister. Mr. Macauley.

**Mr. Macauley:** This is to provide for the credit of remissions during the period of suspension, and was under suspension before evocation.

**Mr. Allmand:** This is what we were talking about earlier to make it clear that he could be re-credited with the remission after a suspension. Is that right, Mr. Macauley?

**Mr. Macauley:** Yes.

You can earn remissions between suspension and revocation.

**Mr. Allmand:** Right.

**The Chairman:** Shall Mr. Fox's amendment carry?

Amendment by Mr. Fox agreed to.

**The Chairman:** Now there is an amendment by Mr. Leggatt.

[Interprétation]

**M. Leggatt:** Mais d'être à l'heure aux rendez-vous en est une?

**M. Outerbridge:** Être à l'heure aux rendez-vous, non . . .

**M. Leggatt:** Alors, manquer de faire rapport . . .

**M. Outerbridge:** Manquer de faire rapport en est une.

**M. Allmand:** Pas à l'heure tapante?

**M. Outerbridge:** Non. Si celui qui est en liberté conditionnelle ne se rapporte pas au moins une fois par mois, sans qu'on sache où il est, j'estime que c'est une violation fondamentale.

**M. Leggatt:** Mais, en tout état de cause, vous avez une liste de termes ou conditions très précis qui peuvent amener la révocation.

**M. Outerbridge:** Il l'a sur sa personne.

**M. Leggatt:** Je vais retirer cet amendement.

L'article 28 est adopté.

**Le président:** Il n'y a pas d'amendement proposé à l'article 29.

L'article 29 est adopté.

**Le président:** Il y a plusieurs amendements proposés à l'article 30. Un est proposé par le gouvernement et je pense qu'il y en a deux de proposés par M. Leggatt. Je vais d'abord entendre M. Fox.

**M. Fox:** Merci, monsieur le président. Je propose que l'article 30 soit modifié en remplaçant les lignes 16 et 17, page 64, par ce qui suit:

«nelle;

(c) les réductions de peine méritées après l'entrée en vigueur du présent paragraphe pour le temps passé en détention lors d'une suspension de sa libération conditionnelle; et

(d) les réductions de peine méritées qu'il . . .

version française conforme à la version anglaise.

**Le président:** Monsieur le ministre. Monsieur Macauley.

**M. Macauley:** Ceci prévoit les remises de peine pendant la période de suspension et avant la révocation.

**M. Allmand:** C'est ce que nous discutons tantôt, soit qu'il puisse avoir après la suspension crédit des remissions de peine. Est-ce bien cela, monsieur Macauley?

**M. Macauley:** Oui.

Il est possible d'acquiescer des remises de peine entre la suspension et la révocation.

**M. Allmand:** Exactement.

**Le président:** Est-ce que l'amendement proposé par M. Fox est adopté?

L'amendement proposé par M. Fox est adopté.

**Le président:** Il y a maintenant un amendement proposé par M. Leggatt.



[Text]

**Mr. Leggatt:** There has been an attempt to limit the amount of penalty that is imposed to 10 per cent. I am going to withdraw that clause. I am sure the committee will be happy.

**The Chairman:** Thank you.

We also have an amendment by Mr. Leggatt which would insert a new Clause 30.1.

• 1800

**Mr. Leggatt:** The purpose of this provision, Mr. Chairman, is to avoid the discrimination which will now apply to those who are at present serving within institutions and who have had the sanction of the old act applied to them in terms of recrediting remission in comparison to those who will come under the new provisions. In other words, you are going to set up two classes of inmates under the legislation. Are you not? Those who are already in and who have lost their remission for one reason or another, and those who are now going to be placed on parole and will be in a different position. I suppose it is an attempt to apply the law to all inmates rather than simply those who will now come within the ...

**Mr. Outerbridge:** An inmate now on parole will not begin to earn his street time until the new law comes into effect, so there is not a retroactive component to that person who has not breached. It seems to me what you are suggesting is that there should be a retroactivity to those who have breached.

**Mr. Leggatt:** Yes. Well, no. It is a suggestion that there be a review, not a suggestion that it should happen. It is simply that the board review every decision to revoke parole or mandatory supervision made prior to the coming into force of this Act and affecting a sentence now being served with a view to remitting such portion of the sentence as is equitable in the light of subsection 23 of the Parole Act.

**Mr. Allmand:** There is going to be a tremendous amount of work to go back ...

**Mr. Leggatt:** Yes. I agree, although it seems to me there is a bit of equity involved in it.

**An hon. Member:** A little bit.

**Mr. Leggatt:** No. There is more than a little bit here in terms of fairness to those now there. But in any event, why do we not dispose of it?

Amendment negatived.

**The Chairman:** I should actually have put Clause 30 before it.

Clause 30 as amended agreed to.

On Clause 31—c. 31 (1st Supp.), s. 2(1)

**Mr. Allmand:** Clause 31 repeals Section 21 of the former act. It is a consequential amendment.

[Interpretation]

**M. Leggatt:** On cherchait à réduire à 10 p. 100 le maximum de peine imposée. Je vais retirer cet amendement. Je suis sûr que le comité en sera heureux.

**Le président:** Merci.

Un autre amendement de M. Leggatt constituerait un nouvel article numéroté 30.1

**M. Leggatt:** Le but de cette disposition, monsieur le président, est d'éviter qu'il ne se fasse une discrimination entre ceux qui, à l'heure actuelle, purgent leur peine dans des institutions et qui ont été condamnés aux termes de l'ancienne loi, pour tout ce qui est de la réattribution de la réduction de peine et ceux qui tomberont sous le coup des nouvelles dispositions. Autrement dit, ce bill est en train d'établir deux catégories de détenus. Soit, ceux qui purgent déjà leur peine et qui ont perdu leur remise de peine pour une raison ou une autre, et ceux qui obtiendront maintenant leur libération conditionnelle et qui seront dans une situation différente. Je suppose que vous avez essayé d'appliquer la loi à tous les détenus, plutôt qu'à simplement ceux qui devront purger ...

**M. Outerbridge:** Pour l'instant, les détenus qui ont leur libération conditionnelle ne pourront commencer à gagner leur temps de libération, tant que la nouvelle loi ne sera pas appliquée; par conséquent, il n'existe pas de composante rétroactive pour les détenus qui n'ont pas violé leur libération conditionnelle. Si je vous comprends bien, vous estimez qu'il devrait y avoir rétroactivité pour tous ceux qui ont violé leur libération conditionnelle.

**M. Leggatt:** Oui. Enfin, non. Je suggère simplement que l'on révise leur cas, mais je ne prétends pas qu'il soit nécessaire d'établir une rétroactivité. C'est la commission qui révise toutes les décisions de révoquer la libération conditionnelle ou la surveillance obligatoire établie antérieurement à la mise en application de cette loi et touchant toute sentence qui est actuellement purgée, dans le but de permettre une remise d'une partie de la sentence selon le paragraphe 23 de la Loi sur la libération conditionnelle.

**M. Allmand:** Ce serait un travail considérable que de retourner en arrière ...

**M. Leggatt:** Oui, j'en conviens. Mais ce me semblerait plus juste.

**Une voix:** Un tout petit peu plus juste.

**M. Leggatt:** Non, beaucoup plus que cela, si l'on désire être juste pour tous ceux qui sont actuellement détenus. Quoi qu'il en soit, finissons-en, n'est-ce pas?

L'amendement est rejeté.

**Le président:** J'aurais dû dire qu'il s'agissait de l'article 30.

L'article 30, amendé, est adopté.

Article 31—c.31(1<sup>re</sup> supp.), par.2(1)

**M. Allmand:** L'article 31 abroge l'article 21 de la loi précédente. C'est un amendement corrélatif.

## [Texte]

Clause 31 agreed to.

**The Chairman:** Mr. Leggatt has an amendment as a new Clause 31.1.

**Mr. Leggatt:** I am asking for permission to withdraw that, Mr. Chairman, on the same grounds that I indicated earlier. We are not quite ready for it yet. It would have provided appeal provisions to the federal court.

**Some hon. Members:** Agreed.

On Clause 32—*Evidence*

**Mr. Allmand:** Clause 32 merely adds forfeitures in with revocations. No, forfeitures have been deleted.

**The Chairman:** It is consequential on Clause 29.

Clause 32 agreed to.

**The Chairman:** I believe Clause 33 is in the same condition. It is also consequential.

**Mr. Allmand:** Yes.

Clause 33 agreed to.

**The Chairman:** Now we have an amendment by Mr. Leggatt which would add a new Clause 37. I am sorry. It is to add a third section to Clause 37, so I guess I will have to ask the Committee to leave Clause 37 open. Mr. Leggatt.

**Mr. Leggatt:** We are only to Clause 34.

**The Chairman:** I am sorry. I turned too many pages. My apologies.

On Clause 34—*“Commissioner”*

**Mr. Allmand:** Clause 34, Mr. Chairman, merely changes the name of the Commissioner of Penitentiaries to the Commissioner of Corrections to provide for this broader role of a unified corrections agency, and to put all administrative matters in corrections under one person. I referred to that earlier when we were amending the Parole Act. This does on the other side import that to the Penitentiary Act.

Clause 34 agreed to.

On Clause 35—*Commissioner*

**Mr. Allmand:** That is the same type. It says:

The Governor in Council may appoint an officer to be known as the Commissioner of Corrections...

Clause 35 agreed to.

On Clause 36—*Administration of Parole Service*

**Mr. Allmand:** Clause 36 places the parole service under the Commissioner of Corrections. Before we took it away from the Parole Board; now we put it by this section under the Commissioner of Corrections.

## [Interprétation]

L'article 31 est adopté.

**Le président:** M. Leggatt désire présenter un amendement au nouveau paragraphe 31.1.

**M. Leggatt:** Monsieur le président, je vous demande la permission de le retirer, pour les mêmes raisons qu'auparavant. Nous ne sommes pas encore prêts pour cela. En effet, mon amendement prévoyait la possibilité de faire appel auprès du tribunal fédéral.

**Des voix:** D'accord.

Article 32—*Preuve*

**M. Allmand:** L'article 32 ne fait qu'ajouter les confiscations aux révocations. Pardon, ce sont les confiscations qui ont été supprimées.

**Le président:** C'est un amendement corrélatif à l'article 29.

L'article 32 est adopté.

**Le président:** Je pense que c'est la même chose pour l'article 33 qui est également corrélatif.

**M. Allmand:** Oui.

L'article 33 est adopté.

**Le président:** Maintenant, M. Leggatt voudrait présenter un amendement qui ajouterait un nouvel article 37. Pardon, il s'agit d'ajouter un troisième paragraphe à l'article 37; il faudrait donc demander au Comité de réserver l'article 37. Monsieur Leggatt.

**M. Leggatt:** Mais nous en sommes encore à l'article 34.

**Le président:** Pardon, je suis allé trop vite. Je m'en excuse.

Article 34—*«Commissaire»*

**M. Allmand:** Monsieur le président, l'article 34 ne fait que changer le nom du commissaire aux pénitenciers en celui du commissaire à l'application des peines, et ceci pour permettre un élargissement et une homogénéité dans le rôle de cet organisme qui applique les peines et pour que toutes les questions d'ordre administratif touchant à l'application des peines relèvent de la même personne. J'en avais déjà parlé au moment de la modification de la Loi sur les libérations conditionnelles. Cet amendement se reporte évidemment à la Loi sur les pénitenciers.

L'article 34 est adopté.

Article 35—*«Commissaire»*

**M. Allmand:** C'est le même genre d'amendement. Je lis:

Le gouverneur en conseil peut nommer un fonctionnaire appelé commissaire à l'application des peines...

L'article 35 est adopté.

Article 36—*Gestion du Service national des libérations conditionnelles*

**M. Allmand:** L'article 36 fait relever le Service national des libérations conditionnelles du commissaire à l'application des peines. Auparavant, il relevait de la Commission nationale des libérations conditionnelles.



[Text]

Clause 36 agreed to.

On Clause 37—*Agreements with provinces*

• 1805

**Mr. Allmand:** Clause 37 allows the federal Penitentiary Service to make agreements with the provinces to exchange inmates. By the way, sometimes a provincial institution will have somebody that may be exceptionally dangerous and it allows them to put him in a federal institution. On the other hand, as we are doing in Quebec now, we are thinking of putting some federal inmates in a provincial institution because they have a pretty sound operating institute for psychiatric inmates. It allows for exchanges between the federal and provincial levels of institutions.

**The Chairman:** Mr. Leggatt has an amendment. I think that may be one of the ones that is going to be redrafted, if possible, by the Minister.

**Mr. Leggatt:** This was consequential on the previous amendment...

**The Chairman:** Yes.

**Mr. Leggatt:** ...in which the concern for those within our country who are here in a condition of refuge they would not be extradited without their consent or at least proceedings under the Extradition Act. I understand the Minister's officials are going to look at that to make sure that it is clear, that it would not be an involuntary move on the part of a political refugee.

**The Chairman:** Yes.

Clause 37 agreed to.

On Clause 38—*Abolition of statutory remission*

**Mr. Allmand:** Mr. Chairman, Clauses 38 and 39 have to do with remissions. Clause 38 abolishes statutory remissions. At the present time there are statutory remission and earned remission. Statutory remission is a process whereby you are automatically granted a remission of one-quarter of your sentence as soon as you are convicted. You can lose that by bad behaviour, but you do not earn it. We have had a federal-provincial conference on corrections and all ministers of all provinces and the federal level thought we should do away with this. Very often people are released from prison as a result of statutory remission, put on mandatory supervision, they commit some offence and it causes a lot of problems. We even have cases where the Parole Board refused people, as with the case in Montreal where the young Portuguese boy was killed. He had been released as a result of statutory remission. So we are abolishing statutory remission in Clause 38, and in Clause 39 we are providing for a new system of earned remission which would be tied as closely as possible to objective criteria, such as working, rehabilitation programs, educational programs and so on.

[Interpretation]

L'article 36 est adopté.

Article 37—*Accords avec les provinces*

**M. Allmand:** L'article 37 permet au service fédéral des pénitenciers de conclure des accords avec les provinces pour l'échange de détenus. Il arrive parfois que les institutions provinciales détiennent une personne qui est exceptionnellement dangereuse et qu'elles veuillent la faire transférer à une institution fédérale. Par ailleurs, comme nous le faisons actuellement au Québec, nous envisageons la possibilité de transférer certains détenus du fédéral dans des institutions provinciales, simplement parce que ces dernières présentent parfois des services de psychiatrie aux détenus très bien organisés. Donc, cet article prévoit des échanges entre les détenus d'institutions du niveau fédéral et du niveau provincial.

**Le président:** M. Leggatt a un amendement. Ce sera sans doute l'un de ceux qui devra être rédigé à nouveau par le ministre, si possible.

**M. Leggatt:** Il découle de l'amendement précédent...

**Le président:** Bien.

**M. Leggatt:** Il a trait aux gens qui entrent au Canada à titre de réfugiés; ils ne pourraient être extradés sans leur consentement ou sans qu'il y ait eu des procédures d'intentées aux termes de la Loi sur l'extradition. Je crois savoir que les représentants du ministre étudieront cela de plus près pour s'assurer que l'amendement est très clair, de sorte qu'il ne puisse y avoir de geste involontaire de la part d'un réfugié politique.

**Le président:** En effet.

L'article 37 est adopté.

Article 38—*Abolition de la réduction statutaire*

**M. Allmand:** Monsieur le président, les articles 38 et 39 portent sur la réduction de peine. D'une part, l'article 38 abolit les réductions statutaires. A l'heure actuelle, il existe les réductions de peine statutaire et les réductions de peine méritées. Aux termes de la réduction de peine statutaire, un détenu se voit réduire d'office sa peine d'un quart de sa durée, dès qu'il est condamné. Il s'agit d'une réduction que l'on peut perdre à la suite de mauvaise conduite, mais que l'on ne peut pas mériter. Lors d'une conférence fédérale-provinciale sur l'application des peines, les ministres de toutes les provinces ainsi que le ministre fédéral ont estimé qu'il serait bon de supprimer cette réduction de peine. Il arrive très souvent que des détenus sortent de prison à la suite d'une réduction de peine statutaire, qu'ils sont placés sous une surveillance obligatoire, mais qu'ils commettent une autre infraction ce qui occasionne bon nombre de problèmes. Nous avons même vu des cas où la Commission des libérations conditionnelles a refusé d'accorder la libération conditionnelle à certains, comme dans le cas à Montréal du jeune Portugais qui a été tué. Il avait été relâché à la suite d'une réduction de peine statutaire. Par conséquent, l'article 38 vise à abolir la réduction de peine statutaire, alors que l'article 39 prévoit l'établissement d'un nouveau système de réduction de peine méritée qui devrait le plus possible être relié à des critères objectifs, tels que le travail, les programmes de réhabilitation, les programmes de rééducation, et ainsi de suite.

[Texte]

Clause 38 agreed to.

On Clause 39—*Remission*

**Mr. Allmand:** By the way, under Clause 39 the earned remission that would be available would be one day for every two days of good time, which is one-third of sentence. It could come to one-third of sentence.

**The Chairman:** Mr. Douglas.

**Mr. Douglas (Bruce-Grey):** That is what I wanted to find out. Does that just cover what you have taken away in the repeal of Section 22(1) and (2)?

**Mr. Allmand:** No, at the present time you can earn remission up to—André Therrien, the Commissioner of Penitentiaries, may explain the time you can earn now. What can you earn now?

**Mr. Therrien:** Parole now on statutory remission is one quarter of the sentence and earned remission is three days per month. These provisions will amount to approximately the same amount of days, except all of it is going to be earned.

**Mr. Douglas (Bruce-Grey):** That is what I wanted to get straight.

Clause 39 agreed to.

On Clause 40—*Escorted temporary absence*

**The Chairman:** We have an amendment by Mr. Leggatt. The last amendment by Mr. Leggatt.

**Mr. Leggatt:** On page 67 of the bill there is provision for humanitarian absence, presumably for the death of a spouse or a close relative, to attend a funeral, this sort of thing. The proposal is for three days, the amendment is for five days for reasons of distance, sometimes for an opportunity to visit the family a little longer. This, I understand, is escorted humanitarian leave, not unescorted leave. I think I am right there.

**Mr. Allmand:** The Commissioner says there is no problem with that. I have no objections to that.

**Mr. Leggatt:** O.K.

**The Chairman:** I will just read the amendment:

That... Clause 40 be amended by striking out line 46 on page 67 and substituting the following therefor: "five days for humanitarian reasons or to"

Amendment agreed to.

Clause 40, as amended, agreed to.

On Clause 41—*Transfers from penitentiaries to prisons.*

• 1815

**Mr. Allmand:** Mr. Chairman, Clause 41 is to put in the Prisons and Reformatories Act similar provisions to those we just did for the Penitentiaries Act. The Prisons and Reformatories Act covers the provincial institutions, since they receive people who have committed Criminal Code offences, and all we are doing here is just repeating what we just did for the Penitentiaries Act.

[Interprétation]

L'article 38 est adopté.

Article 39—*Réduction de peine*

**M. Allmand:** Aux termes de l'article 39, la réduction de peine méritée consisterait en un jour pour chaque deux jours passés conformément au règlement dans l'institution, ce qui équivaut à un tiers de la sentence.

**Le président:** Monsieur Douglas.

**M. Douglas (Bruce Grey):** Voilà ce que je voulais savoir. Est-ce que cela correspond à ce que vous avez abrogé aux paragraphes 22(1) et 22(2)?

**M. Allmand:** Non. Pour l'instant, on peut mériter une réduction de peine allant jusqu'à... M. André Therrien, commissaire des pénitenciers, pourra vous expliquer comment on peut mériter une réduction de peine. Comment cela se passe-t-il?

**M. Therrien:** La libération conditionnelle aux termes d'une réduction de peine statutaire correspond à un quart de la sentence, alors que la réduction de peine méritée correspond à trois jours par mois. Les nouvelles dispositions permettraient de gagner environ le même nombre de jours, sauf qu'il s'agirait seulement d'une réduction de peine méritée.

**M. Douglas (Bruce Grey):** Voilà ce que je désirais éclaircir.

L'article 39 est adopté.

Article 40—*Absence temporaire sous escorte*

**Le président:** M. Leggatt présente un amendement, à cet article. Voilà le dernier amendement de M. Leggatt.

**M. Leggatt:** La disposition de la page 67 du bill prévoit l'absence d'un détenu pour des raisons humanitaires, comme par exemple pour la mort d'un conjoint ou d'un proche parent, ou pour qu'il se rende à des funérailles, ainsi de suite. On propose que le détenu s'absente pendant trois jours, mais mon amendement propose une période de cinq jours pour des raisons de distance; en outre, cela donnerait au détenu la possibilité de visiter sa famille pendant un peu plus longtemps. Ceci correspond donc à une absence temporaire sous escorte pour des raisons humanitaires, et non pas à une absence sans escorte. N'ai-je pas raison?

**M. Allmand:** Le commissaire me dit que cela ne pose aucun problème. Nous n'avons aucune objection à cela.

**M. Leggatt:** D'accord.

**Le président:** Je vous lirai l'amendement:

Que... l'article 40 soit amendé en remplaçant la ligne 43, page 67, par ce qui suit: «cales et pour cinq dans les autres cas».

L'amendement est adopté.

L'article 40, amendé, est adopté.

Article 41—*Transfèrement d'un pénitencier à une prison*

**M. Allmand:** Monsieur le président, l'article 41 vise à inclure à la Loi sur les prisons et maisons de correction les mêmes dispositions que celles que nous avons incluses à la Loi sur les pénitenciers. La Loi sur les prisons et maisons de correction inclut les institutions provinciales, étant donné que ces dernières reçoivent des détenus qui ont commis des infractions au Code criminel; nous ne faisons ici que répéter ce que nous avons fait pour la Loi sur les pénitenciers.



## [Text]

Clause 41 deals with transfers between the federal and the provincial; Clause 42 deals with statutory remission; and Clause 43 deals with remission in a provincial institution—the same kind of provisions. So Clauses 41, 42 and 43, all that they do is apply the same rules to the provincial institutions as to the federal institutions.

**The Chairman:** There is a government amendment to Clause 43. But shall Clauses 41 and 42 carry?

Clauses 41 and 42 agreed to.

On Clause 43—*Remission*

**The Chairman:** Mr. Fox.

**Mr. Fox:** I move that Clause 43 be amended by striking out lines 34 to 36 on page 70 and substituting the following:

... cited with earned remission, commits any breach of the prison regulations, is, at the discretion of the person by whom the branch is determined to be committed, liable to forfeit, in whole or in part, the ...

and the French version accordingly.

**Mr. Allmand:** Mr. Macauley, as that sounds like another technical amendment, would you please respond.

**Mr. Macauley:** I believe that, basically, the amendment is to conform with the wording in a preceding section. The section formerly read: "is convicted in disciplinary court of any disciplinary offence"; they have changed it to read: "commits any breach of the prison regulations", as opposed to being convicted of an offence. It follows the wording of an earlier section.

**The Chairman:** Shall the amendment carry?

Amendment agreed to.

Clause 43 as amended agreed to.

On Clause 44—*Coming into effect*

**Mr. Allmand:** Mr. Chairman, Clause 44 is the coming into effect of the different parts of the Act. Clause 44 deals with the commencement of Sections 45 to 47 of the Act, which deal with the gun control provisions, the transitional provisions—these are just transitional and proclamation provisions.

**The Chairman:** There is an amendment to Clause 46, and on Clause 47, the government may want to ask that it not be voted for, I think.

Clauses 44 and 45 agreed to.

On Clause 46—*Transitional*

**The Chairman:** Now there is an amendment to Clause 46. Mr. Fox.

**Mr. Fox:** I move that Clause 46(2) of Bill C-83 be amended by striking out lines 17 to 23 on page 73 and substituting the following:

## [Interpretation]

L'article 41 porte sur les transfèrements de prisonniers d'une institution fédérale à une institution provinciale et vice versa. L'article 42 porte sur la réduction de peine statutaire; l'article 43 porte sur la réduction de peine dans une institution provinciale; ce sont les mêmes genres de dispositions. Par conséquent, les articles 41, 42 et 43 ne font qu'appliquer les mêmes règles aux institutions provinciales qu'aux institutions fédérales.

**Le président:** Le gouvernement propose un amendement à l'article 43 mais d'abord les articles 41 et 42 sont-ils adoptés?

Les articles 41 et 42 sont adoptés.

Article 43—*Réduction de peine*

**Le président:** Monsieur Fox.

**M. Fox:** Je propose que l'article 43 soit modifié en remplaçant les lignes 30 à 33, page 70, par ce qui suit:

... réduction de peine méritée qui enfreignent les règlements de la prison peuvent, à la discrétion de la personne qui constate l'infraction, être déchus, en tout ou en partie, de leur ...

Et la version anglaise correspondante.

**M. Allmand:** Monsieur Macauley, voulez-vous répondre, cela me semble être un autre amendement d'ordre technique.

**M. Macauley:** Je pense que, en fait, l'amendement vise surtout à faire correspondre le libellé à celui d'un article précédent. L'article se lisait ainsi à l'origine: «... sont déclarés coupable par un tribunal disciplinaire d'avoir contrevenu à la discipline»; l'article se lit maintenant ainsi: «... qui enfreignent les règlements de la prison»; on a laissé tomber la partie disant que les détenus sont déclarés coupables d'avoir commis une infraction. L'amendement ne fait que répéter le libellé de l'article précédent.

**Le président:** L'amendement est-il adopté?

L'amendement est adopté.

L'amendement 43, amendé, est adopté.

Article 44—*Entrée en vigueur*

**M. Allmand:** Monsieur le président, l'article 44 porte sur l'entrée en vigueur des différentes parties de la loi. Il porte précisément sur l'entrée en vigueur des articles 45 à 47 de la loi, articles qui ont trait aux dispositions concernant la réglementation des armes à feu, ainsi qu'aux dispositions transitoires; il s'agit donc simplement de dispositions transitoires et des dispositions concernant la proclamation.

**Le président:** On désire présenter un amendement aux articles 46 et 47; le gouvernement demandera sans doute qu'ils ne soient pas adoptés.

Les articles 44 et 45 sont adoptés.

Article 46—*Dispositions transitoires*

**Le président:** Voici l'amendement à l'article 46. Monsieur Fox.

**M. Fox:** Je propose que le paragraphe 46 (2) du Bill C-83 soit amendé en remplaçant les lignes 15 à 20, page 73, par ce qui suit:

## [Texte]

(2) A registration certificate issued under section 98 of the Criminal Code remains in force until the day to be fixed by proclamation unless it is sooner.

And the French version accordingly.

**Mr. Allmand:** That is to provide more flexibility in the proclamation of those sections on guns.

Amendment agreed to.

Clause 46 as amended agreed to.

On Clause 47—*Coming into force of special crime inquiry provisions*

**Mr. Allmand:** Clause 47 deals with the crime inquiries, the proclamation of that part, and consequently we should merely defeat Clause 47.

Clause 47 negatived.

Clause 1 agreed to.

Title agreed to.

**The Chairman:** Shall I report the bill as amended.

**Some hon. Members:** Agreed.

**The Chairman:** Shall the Committee order a reprint of Bill C-83, as amended, for the use of the House of Commons at the report stage?

**Some hon. Members:** Agreed.

**The Chairman:** The Committee is adjourned to the call of the Chair.

## [Interprétation]

(2) Le certificat d'enregistrement délivré en vertu de l'article 98 du Code criminel demeure en vigueur jusqu'au jour fixé par proclamation, sauf

Et la version anglaise correspondante.

**M. Allmand:** C'est tout simplement dans le but de permettre une plus grande souplesse dans la proclamation des articles portant sur les armes à feu.

L'amendement est adopté.

L'article 46, amendé, est adopté.

Article 47—*Entrée en vigueur des dispositions concernant les enquêtes spéciales sur le crime*

**M. Allmand:** Comme l'article 47 porte sur les dispositions concernant les enquêtes spéciales sur le crime, leur proclamation, nous devrions tout simplement rejeter cet article.

L'article 47 est rejeté.

L'article 1 est adopté.

Le titre est adopté.

**Le président:** Dois-je faire rapport du bill, tel qu'il est amendé?

**Des voix:** D'accord.

**Le président:** Le Comité ordonne-t-il que le Bill C-83, amendé, soit réimprimé aux fins du rapport et à l'usage de la Chambre des communes?

**Des voix:** D'accord.

**Le président:** Le Comité est ajourné jusqu'à nouvelle convocation de la présidence.





















## WITNESSES—TÉMOINS

9:30 a.m.—

*From the Department of Justice:*

Mr. A. Sarchuk, Senior Legal Counsel

*From the Ministry of the Solicitor General:*

Mr. R. Diguier, Deputy Commissioner (Operations),  
Canadian Penitentiary Service.

3:30 p.m.—

*From the Department of Justice:*

Mr. A. Sarchuk, Senior Legal Counsel

*From the Ministry of the Solicitor General:*

Mr. W. R. Outerbridge, Chairman, National Parole Board.

Mr. R. B. Macauley, Legal Officer, Legal Services, National Parole Board.

Mr. André Therrien, Commissioner, Canadian Penitentiary Service.

9 h 30 du matin . . .

*Du ministère de la Justice:*

M. A. Sarchuk, avocat-conseil.

*Du ministère du Solliciteur général:*

M. R. Diguier, commissaire adjoint, (Services opérationnels), Service canadien des pénitenciers.

3 h 30 de l'après-midi . . .

*Du ministère de la Justice:*

M. A. Sarchuk, avocat-conseil.

*Du ministère du Solliciteur général:*

M. W. R. Outerbridge, président, Commission nationale des libérations conditionnelles;

M. R. B. Macauley, conseiller juridique, Services juridiques, Commission nationale des libérations conditionnelles;

M. André Therrien, commissaire, Service canadien des pénitenciers.

HOUSE OF COMMONS

Issue No. 68

Friday, June 18, 1976

Chairman: Mr. Mark MacGuigan

CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule n° 68

Le vendredi 18 juin 1976

Président: M. Mark MacGuigan

Government  
Publications

*Standing Committee on*

## Justice and Legal Affairs

*Comité permanent de la*

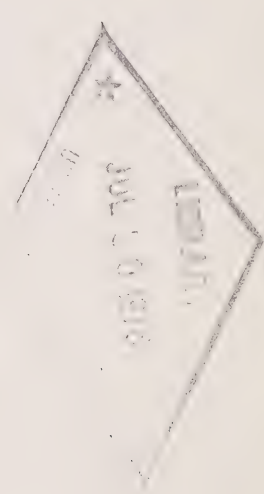
## Justice et des questions juridiques

SEVENTEENTH REPORT to the House  
concerning Bill C-83, Criminal  
Law Amendment Act  
(No. 1), 1976.

DIX-SEPTIÈME RAPPORT  
à la Chambre ayant trait au  
Bill C-83, Loi de 1976 modifiant  
le droit pénal, n° 1.

First Session  
Thirtieth Parliament, 1974-75-76

Première session de la  
trentième législature, 1974-1975-1976





STANDING COMMITTEE ON JUSTICE  
AND LEGAL AFFAIRS

*Chairman:* Mr. Mark MacGuigan

*Vice-Chairman:* Mr. Yvon Pinard

Messrs.

Caouette ( <i>Villeneuve</i> )	Flynn
Dick	Fox
Douglas ( <i>Bruce-Grey</i> )	Fraser
Fairweather	Friesen
Fleming	Guilbault

COMITÉ PERMANENT DE LA JUSTICE  
ET DES QUESTIONS JURIDIQUES

*Président:* M. Mark MacGuigan

*Vice-président:* M. Yvon Pinard

Messieurs

Lachance	Poulin
Leggatt	Railton
Loiselle ( <i>Chambly</i> )	Whittaker
McCleave	Woolliams—(20)

(Quorum 11)

*Le greffier du Comité*

Lois A. Cameron

*Clerk of the Committee*

Published under authority of the Speaker of the  
House of Commons by the Queen's Printer for Canada

Available from Printing and Publishing, Supply and  
Services Canada, Ottawa, Canada K1A 0S9

Publié en conformité de l'autorité de l'Orateur de la Chambre  
des communes par l'Imprimeur de la Reine pour le Canada

En vente: Imprimerie et Édition, Approvisionnements et Services  
Canada, Ottawa, Canada K1A 0S9

## REPORT TO THE HOUSE

Friday, June 18, 1976

The Standing Committee on Justice and Legal Affairs has the honour to present its

## SEVENTEENTH REPORT

In accordance with its Order of Reference dated Tuesday, April 13, 1976, your Committee has considered Bill C-83, An Act for the better protection of Canadian society against perpetrators of violent and other crime, and has agreed to report it with the following amendments:

## Clause 3

Strike out lines 2 to 7, on page 2, and substitute the following therefor:

"ammunition" means ammunition for a firearm and includes any primer or propellant powder that is primarily useful as a component, element or part of ammunition for a firearm;"

Strike out lines 14 to 18, on page 2, and substitute the following therefor:

"person, and includes any frame, barrel or receiver of such a barrelled weapon and anything that can be adapted for use as a firearm;"

Strike out lines 21 to 34, on page 2, and substitute the following therefor:

"licensing officer" means any person who has been designated in writing as a licensing officer by the Commissioner or the Attorney General or who is a member of a class of persons that has been so designated;

"local registrar of firearms" means any person who has been designated in writing as a local registrar of firearms by the Commissioner or the Attorney General or who is a member of a class of police officers or police constables that has been so designated;"

Strike out line 4, on page 3, and substitute the following therefor:

"(c) any firearm, not being a restricted weapon described in paragraph (c) of the definition of that expression in this section, that is designed,"

Strike out lines 8 and 9, on page 3, and substitute the following therefor:

"(d) a weapon of any kind, not being an antique or a firearm of a kind commonly"

Strike out lines 35 and 36, on page 3, and substitute the following therefor:

"telescoping or otherwise,

(c) any firearm that is designed, altered or intended to fire bullets in rapid succession during one pressure of the trigger and that, on June 1, 1976, was registered as a restricted weapon and formed part of a gun collection in Canada of a *bona fide* gun collector, or

## RAPPORT À LA CHAMBRE

Le vendredi 18 juin 1976

Le Comité permanent de la justice et des questions juridiques a l'honneur de présenter son

## DIX-SEPTIÈME RAPPORT

Conformément à son Ordre de renvoi du mardi 13 avril 1976, votre Comité a étudié le Bill C-83, Loi pour mieux protéger la société canadienne contre les auteurs de crimes violents et autres crimes, et a convenu d'en faire rapport avec les modifications suivantes:

## Article 3

Retrancher les lignes 24 à 29, à la page 3, et les remplacer par ce qui suit:

«munitions» désigne les munitions employées pour les armes à feu y compris les amorces ou les poudres principalement utilisées comme éléments constitutifs de munitions pour armes à feu.»

Retrancher les lignes 30 à 32, à la page 2, et les remplacer par ce qui suit:

«une carcasse, une chambre ou un canon d'une telle arme ainsi que toute chose»

Retrancher les lignes 33 à 46, à la page 3, et les remplacer par ce qui suit:

«préposé aux autorisations» désigne toute personne qui a été désignée par écrit en qualité de préposé aux autorisations par le commissaire ou le procureur général ou qui fait partie d'une catégorie de personnes qui a été ainsi désignée;

«registraire local d'armes à feu» désigne toute personne qui a été désignée par écrit en qualité de registraire local d'armes à feu par le commissaire ou le procureur général ou qui fait partie d'une catégorie d'officiers ou d'agents de police qui a été ainsi désignée;»

Retrancher la ligne 5, à la page 3, et la remplacer par ce qui suit:

«c) toute arme à feu, autre qu'une arme à autorisation restreinte telle que décrite à l'alinéa c) de la définition de cette expression au présent article, destinée de par sa»

Retrancher la ligne 11, à la page 3, et la remplacer par ce qui suit:

«une antiquité ni une arme à feu d'un genre»

Retrancher les lignes 21 et 22, à la page 2, et les remplacer par ce qui suit:

«ou autrement,

c) toute arme à feu destinée, de par sa construction ou ses modifications, à permettre de tirer rapidement plusieurs balles pendant la durée d'une pression sur la détente et qui, le 1<sup>er</sup> juin 1976, était enregistrée comme arme à autorisation restreinte et faisait partie d'une collection d'armes à feu au Canada d'un collectionneur d'armes à feu de bonne foi, ou



(d) a weapon of any kind, not being a"

Strike out lines 1 and 2, on page 4, and substitute the following therefor:

"(2) Notwithstanding the definition "firearm" in subsection (1), for the purposes of the definitions "prohibited weapon" and "restricted weapon" in that subsection and for the purposes of section 88, subsection 90(2) and sections 91, 95, 100, 101, 104 and 106.8, a barrelled weapon"

Add immediately after line 10, on page 4, the following subsection:

"(3) A police officer or police constable designated in writing by the Commissioner or the Attorney General for the purposes of this subsection may perform such functions and duties of a local registrar of firearms under subsections 106.2(1), (2) and (3) and 106.3(3), (4) and (7) as are specified in the designation."

Strike out lines 36 to 38, on page 6, and substitute the following therefor:

"(a) to whom a permit has been issued under subsection 106.3(9) or (11);"

Strike out line 28, on page 7, and substitute the following therefor:

"weapon or ammunition for the purpose of his duties or"

Renumber section 89, on page 7, as subsection 89(1), and add immediately after line 29, the following subsection:

"(2) Notwithstanding anything in this Act, no operator or person employed in a museum prescribed by the regulations is guilty of an offence under this Act by reason only that he has in his possession a weapon for the purpose of exhibiting that weapon in the museum or of repairing, restoring or maintaining that weapon for the purpose of so exhibiting it."

Add immediately after line 47, on page 7, the following subsection:

"(3) Nothing in this Act makes it unlawful for a person who is under the age of eighteen years to be in possession of any firearm or ammunition for the purpose of taking instruction in the use of firearms if

(a) he is in the presence of and under the direct and immediate supervision of his parent or guardian, or

(b) in the case of a person who is twelve or more years of age, he is in the presence of and under the direct and immediate supervision of an instructor certified by the Minister of National Defence or the Attorney General and is taking such instruction as part of a formal firearms training program,

and nothing in this Act makes it unlawful for a parent or guardian or an instructor certified by the Minister of National Defence or the Attorney General to lend, transfer or deliver a firearm or ammunition to a person who is under the age of eighteen years for the purpose of taking instruction in the use of firearms under the conditions referred to in paragraph (a) or (b), whichever is applicable."

d) n'importe quelle arme qui n'est ni»

Retrancher les lignes 1 et 2, à la page 4, et les remplacer par ce qui suit:

«(2) Nonobstant la définition d'«arme à feu» au paragraphe (1) aux fins des définitions d'«arme prohibée» et d'«arme à autorisation restreinte» audit paragraphe et aux fins de l'article 88, du paragraphe 90(2) et des articles 91, 95, 100, 101, 104 et 106.8, une arme dotée d'un»

Ajouter immédiatement après la ligne 11, à la page 4, le paragraphe suivant:

«(3) Un officier ou agent de police désigné par écrit par le commissaire ou le procureur général aux fins du présent paragraphe, peut exercer les fonctions d'un registraire local d'armes à feu en vertu des paragraphes 106.2(1), (2) et (3) et 106.3(3), (4) et (7) que spécifie sa désignation.»

Retrancher les lignes 36 à 38, à la page 6, et les remplacer par ce qui suit:

«a) détentrice d'un permis en vertu des paragraphes 106.3(9) ou (11);»

Retrancher la ligne 28, à la page 7, et la remplacer par ce qui suit:

«possession une arme ou des munitions en raison de leurs fonc-»

Renommer l'article 89, à la page 7, qui devient le paragraphe 89(1), et ajouter immédiatement après la ligne 29, le paragraphe suivant:

«(2) Par dérogation à la présente loi, un curateur ou un employé d'un musée prescrit par les règlements ne sont pas coupables d'une infraction à la présente loi du seul fait qu'ils ont en leur possession une arme afin de la mettre en montre dans le musée ou aux fins de la réparer, restaurer ou entretenir pour la mettre en montre.»

Ajouter immédiatement après la ligne 46, à la page 7, le paragraphe suivant:

«(3) N'est pas illégale au sens de la présente loi, la possession par une personne âgée de moins de dix-huit ans d'une arme à feu ou de munitions dans le but de s'initier au maniement des armes

a) si elle est en présence et sous la surveillance directe et immédiate d'un de ses parents ou de son tuteur; ou

b) dans le cas d'une personne âgée de douze ans ou plus, si elle s'initie au maniement des armes au cours d'un programme d'entraînement au maniement des armes et elle est en présence et sous la surveillance directe et immédiate d'un instructeur qualifié nommé par le ministre de la Défense nationale ou le procureur général,

et n'est pas illégal au sens de la présente loi, le fait pour les parents ou un tuteur ou un instructeur qualifié nommé par le ministre de la Défense nationale ou le procureur général de prêter, transférer ou livrer une arme à feu ou des munitions à une personne âgée de moins de dix-huit ans dans le but de l'initier au maniement des armes dans les circonstances décrites à l'alinéa a) ou b), selon le cas.»

Strike out line 7, on page 9, and substitute the following therefor:

“under subsection 106.3(4) or who, in the case of a restricted weapon described in paragraph (c) of the definition “restricted weapon” in subsection 82(1), is not a *bona fide* gun collector who, on June 1, 1976, had a gun collection in Canada that included such a restricted weapon,”

Strike out lines 9 to 12, on page 10, and substitute the following therefor:

“(ii) to whom a permit has been issued under subsection 106.3(9) or (11); or”

Strike out lines 13 to 15, on page 10, and substitute the following therefor:

“(b) to a person to whom a special temporary permit has been issued under subsection 106.3(8), ammunition or a firearm of the same type as the particular firearm in relation to which the permit was issued.”

Strike out lines 2 and 3, on page 12, and substitute the following therefor:

“liable to imprisonment

(c) in the case of a first offence under this subsection, except as provided in paragraph (d), for not more than fourteen years and not less than one year; and

(d) in the case of a second or subsequent offence under this subsection, or in the case of a first such offence committed by a person who, prior to the coming into force of this subsection, was convicted of an indictable offence or an attempt to commit an indictable offence, in the course of which or during his flight after the commission or attempted commission of which he used an offensive weapon, for not more than fourteen years and not less than three years.”

Strike out lines 24 and 25, on page 12, and substitute the following therefor:

“(a) is guilty of an indictable offence and is liable to imprisonment

(i) in the case of a first offence, for two years, and

(ii) in the case of a second or subsequent offence, for five years, or”

In the French version, strike out lines 25 and 26, on page 2, and substitute the following therefor:

“feu ou des munitions d’une manière négligente ou sans prendre suffisamment de pré-”

Strike out lines 34 to 37, on page 12, and substitute the following therefor:

Retrancher la ligne 13, à la page 9, et la remplacer par ce qui suit:

«délivré en vertu du paragraphe 106.3(4) ou qui, dans le cas d’une arme à autorisation restreinte décrite à l’alinéa c) de la définition d’«arme à autorisation restreinte», n’est pas un collectionneur d’armes à feu de bonne foi qui le 1<sup>er</sup> juin 1976 avait au Canada une collection d’armes à feu qui comprenait une telle arme à autorisation restreinte.»

Retrancher les lignes 10 à 12, à la page 10, et les remplacer par ce qui suit:

«(ii) détentrice d’un permis délivré en vertu du paragraphe 106.3(9) ou (11); ou»

Retrancher les lignes 13 à 15, à la page 10, et les remplacer par ce qui suit:

«b) à une personne détentrice d’un permis spécial temporaire délivré en vertu du paragraphe 106.3(8), des munitions ou une arme à feu du même genre que celle pour laquelle ce permis fut délivré.»

Retrancher les lignes 37 à 45, à la page 11, et les lignes 1 et 2, à la page 12, et les remplacer par ce qui suit:

«98. (1) Quiconque utilise une arme offensive

a) lors de la perpétration ou de la tentative de perpétration d’un acte criminel, ou

b) lors de sa fuite après avoir commis ou tenté de commettre un acte criminel qu’il cause ou non des lésions corporelles ou qu’il ait ou non l’intention d’en causer, est coupable d’un acte criminel et passible d’un emprisonnement

c) d’au plus quatorze ans et d’au moins un an, dans le cas d’une première infraction au présent paragraphe, sauf dans les cas où l’alinéa d) s’applique; et

d) d’au plus quatorze ans et d’au moins trois ans, dans le cas d’une infraction au présent paragraphe subséquente à une première infraction ou dans le cas d’une première infraction au présent paragraphe commise par une personne qui, avant l’entrée en vigueur du présent paragraphe, avait déjà été coupable d’un acte criminel ou d’une tentative d’acte criminel et avait utilisé une arme offensive lors de la perpétration ou de la tentative de perpétration de cet acte criminel ou lors de sa fuite après avoir commis ou tenté de commettre cet acte criminel.»

Retrancher les lignes 19 et 20, à la page 12, et les remplacer par ce qui suit:

«a) d’un acte criminel et passible d’un emprisonnement

(i) de deux ans, dans le cas d’une première infraction, et

(ii) de cinq ans, dans le cas d’une infraction subséquente, ou»

Dans la version française, retrancher les lignes 25 et 26, à la page 12, et les remplacer par ce qui suit:

«feu ou des munitions d’une manière négligente ou sans prendre suffisamment de pré-»

Retrancher les lignes 34 à 38, à la page 12, et les remplacer par ce qui suit:



"(a) keep records of transactions entered into by him with respect to such weapons, firearms or ammunition in a form prescribed by the Commissioner and containing such information as is prescribed by the Commissioner,"

Strike out lines 1 to 4, on page 13, and substitute the following therefor:

"(d) mail a copy of the record and inventory to the Commissioner or to any person authorized by subsection 106.3(5) or (6) to issue a permit to carry on the business in accordance with any request in writing made by the Commissioner or any such person."

Strike out lines 8 and 9, on page 13, and substitute the following therefor:

"or destruction of any restricted weapon or firearm that occurs in the"

Strike out lines 17 and 18, on page 14, and substitute the following therefor:

"restricted weapon or other firearm that he has reasonable grounds to"

Strike out lines 16 to 22, on page 15, and substitute the following therefor:

"be

(a) shall, in any case where the person is convicted of an offence under section 98, in addition to any other punishment that may be imposed for that offence, make an order prohibiting him from carrying or having in his possession any firearm or ammunition during,

(i) in the case of an offence under that section to which paragraph 98(1)(c) applies, any period of time specified in the order that is not less than two years, and

(ii) in the case of an offence under that section to which paragraph 98(1)(d) applies, any period of time specified in the order that is not less than five years

from the time of his release from imprisonment after conviction for that offence; and

(b) may, in any other case, in addition to any other punishment that may be imposed for that offence, make an order prohibiting him from carrying or having in his possession any firearm or ammunition during any period of time specified in the order from the time of his conviction for that offence."

Strike out line 34, on page 21, and substitute the following therefor:

"guarantor the content of the application is true and there is no reason to believe,"

Add immediately after line 7, on page 22, the following subsection:

"(4.1) Nothing in this Act authorizes the prescription of, as information and documentation to be included in an application for a licence or permit, or authorizes a local registrar of firearms or licensing officer to require, as further information or documentation to be submitted by an applicant for a licence or permit, details concerning the make or serial number of shotguns or rifles of a kind commonly used in Canada for hunting or sporting purposes that are owned by or in the possession of the applicant for the licence or permit."

"a) tenir des registres de ses opérations, en la forme prescrite par le commissaire, en ce qui concerne les armes, armes à feu et munitions que ce dernier désigne et contenant les renseignements qu'il exige;"

Retrancher les lignes 1 à 3, à la page 13, et les remplacer par ce qui suit:

"d) poster copie du registre et de l'inventaire au commissaire ou à toute personne que les paragraphes 106.3(5) ou (6) autorisent à délivrer un permis d'exploitation de l'entreprise sur demande écrite du commissaire ou de cette personne."

Retrancher les lignes 8 et 9, à la page 13, et les remplacer par ce qui suit:

"autorisation restreinte ou d'armes à feu survenus dans le cours de son"

Retrancher la ligne 23, à la page 14, et la remplacer par ce qui suit:

"arme à feu, qu'il croit pour"

Retrancher les lignes 18 à 25, à la page 15, et les remplacer par ce qui suit:

"paix ou le magistrat, selon le cas,

a) doit, dans le cas où cette personne est trouvée coupable d'une infraction à l'article 98, en sus de toute autre peine qui peut être imposée pour cette infraction, rendre une ordonnance lui interdisant le port ou la possession d'une arme à feu ou de munitions

(i) dans le cas d'une infraction à cet article à laquelle l'alinéa 98(1)c) s'applique, pendant une période minimale de deux années indiquée dans l'ordonnance, et

(ii) dans le cas d'une infraction à cet article à laquelle l'alinéa 98(1)d) s'applique pendant une période minimale de cinq années indiquée dans l'ordonnance,

à compter de sa mise en liberté après avoir purgé la peine d'emprisonnement pour cette infraction; et

b) peut, dans les autres cas, en sus de toute autre peine qui peut être imposée pour cette infraction, rendre une ordonnance lui interdisant le port ou la possession d'une arme à feu ou de munitions pendant la période y indiquée, à compter du moment où elle a été déclarée coupable de cette infraction."

Retrancher les lignes 31 et 32, à la page 21, et les remplacer par ce qui suit:

"requérant, qu'il a lu la demande et qu'au meilleur de sa connaissance, son contenu est vrai et il n'existe"

Ajouter immédiatement après la ligne 5, à la page 22, le paragraphe suivant:

"(4.1) Rien dans la présente loi ne permet d'exiger, à titre de renseignements ou documents que le requérant d'un permis ou d'une autorisation doit fournir, ou à titre de renseignements ou documents supplémentaires que peut exiger de lui un registraire local d'armes à feu ou un préposé aux autorisations, des détails concernant la marque ou le numéro de série des fusils de chasse ou carabines d'un genre utilisé habituellement au Canada pour la chasse ou le sport dont il est propriétaire ou qui sont en sa possession."



Strike out lines 36 to 39, on page 24, and substitute the following therefor:

“(7) A registration certificate may be issued only where a local registrar of firearms certifies in writing to the Com-”

Strike out lines 11 to 17, on page 25, and substitute the following therefor:

“(b) will form part of a gun collection of the applicant who is a *bona fide* gun collector and will be stored, displayed, handled and transported only in accordance with conditions prescribed pursuant to paragraph 106.8(1)(h.1), or

(c) is or is deemed pursuant to paragraph 106.8(1)(h) to be an antique, curio or relic for the purposes of this Part

and that a licence or a permit under subsection 106.3(7) (9) or (11) has been issued to the applicant.”

Strike out lines 38 and 39, on page 26, and substitute the following therefor:

“may be issued by the Commissioner, the Attorney General of the province where the business is or is to be carried on or any person whom the Attorney General or the Commissioner designates in writing for that purpose and shall remain in force until”

Strike out line 48, on page 26, and substitute the following therefor:

“Canada who is twelve or more years of age and who, for any *bona fide* reason, is”

Strike out line 11, on page 27, and substitute the following therefor:

“tion may be issued to a person who is twelve or more years of age and who is not”

Strike out line 17, on page 27, and substitute the following therefor:

“firearms, a licensing officer or a peace officer or member of a class of peace officers designated in writing by the Commissioner or the Attorney General for the purposes of this subsection,”

Strike out lines 31 to 41, on page 27, and substitute the following therefor:

“(9) A permit to possess any firearm or ammunition may be issued by a local registrar of firearms or a licensing officer in any province to a person who hunts and traps as a way of life and who resides within an area in that province designated by order of the Governor in Council, if

(a) the local registrar of firearms or the licensing officer is satisfied that the person needs to hunt or trap in order to sustain himself or his family; and

(b) the application for such permit includes

(i) in the case of an applicant who is under the age of eighteen years, a declaration by the persons described in subsection (13) indicating and certifying with regard to the matters referred to in that subsection, or

Retrancher les lignes 36 à 39, à la page 24, et les remplacer par ce qui suit:

«(7) Un certificat d'enregistrement ne peut être délivré que si un registraire local d'armes à feu certifie par écrit au commissaire qu'au»

Retrancher les lignes 8 à 16, à la page 25, et les remplacer par ce qui suit:

«certificat, ou

b) est destinée à la collection d'armes à feu du requérant qui est un collectionneur d'armes à feu de bonne foi et ne sera entreposée, montrée, manipulée et transportée qu'en conformité avec les conditions prescrites en vertu de l'alinéa 106.8(1)h.1), ou

c) est ou est réputée être en vertu de l'alinéa 106.8(1)h) une antiquité, une curiosité ou un souvenir aux fins de la présente Partie,

et qu'une autorisation ou un permis en vertu des paragraphes 106.3(7), (9) ou (11) a été délivré au requérant.»

Retrancher les lignes 31 et 32, à la page 26, et les remplacer par ce qui suit:

«(6) Le commissaire ou le procureur général de la province où est située ou prévue l'entreprise ou toute personne que le commissaire ou le procureur général nomme à cette fin, par écrit, peuvent délivrer des permis pour»

Retrancher la ligne 47, à la page 26, et la remplacer par ce qui suit:

«sonne âgée d'au moins douze ans résidant habituellement au Canada,»

Retrancher la ligne 12, à la page 27, et la remplacer par ce qui suit:

«délivré à une personne âgée d'au moins douze ans qui ne réside pas»

Retrancher les lignes 17 à 19, à la page 27, et les remplacer par ce qui suit:

«b) dans les autres cas, par un registraire local d'armes à feu, un préposé aux autorisations ou un agent de la paix ou un agent de la paix de la catégorie désignée par écrit par le commissaire ou le procureur général aux fins du présent paragraphe,»

Retrancher les lignes 33 à 44, à la page 27, et les remplacer par ce qui suit:

«(9) Le registraire local d'armes à feu ou le préposé aux autorisations dans une province peut délivrer un permis de possession d'armes à feu ou de munitions aux personnes pour qui la chasse et le trappage constituent un mode de vie et qui résident dans les régions de cette province que, par décret, le gouverneur en conseil désigne en tant que tel, à la condition

a) qu'il soit convaincu qu'elles ont besoin de chasser ou de trapper pour subvenir à leurs besoins ou à ceux de leur famille; et

b) que la demande soit assortie

(i) dans le cas d'un requérant âgé de moins de dix-huit ans, d'une déclaration des personnes mentionnées au paragraphe (13) établissant et affirmant ce qui est mentionné dans ce dernier paragraphe, ou

(ii) in the case of an applicant who is eighteen or more years of age, a declaration by two guarantors who are ordinarily resident in Canada and who are members of a class or classes of persons from time to time prescribed by the regulations indicating and certifying with regard to the matters referred to in paragraph 106.1(3)(c)."

Add immediately after line 41, on page 27, the following subsection:

"(9.1) Subsections 106.1(5) to (7) apply *mutatis mutandis* in relation to permits mentioned in subsection (9) and applications therefor."

Strike out line 47, on page 27, and lines 1 to 3, on page 28, and substitute the following therefor:

"it is expressed to be issued, or

(b) the person to whom it is issued ceases"

Strike out line 8, on page 28, and substitute the following therefor:

"twelve or more years of age but under the"

Strike out line 27, on page 28, and substitute the following therefor:

"section (7) or (8) to a person under the age of eighteen years and no permit may be issued under subsection (11) unless the application therefor"

Strike out line 6, on page 29, and substitute the following therefor:

"person the content of the application is true and there is no reason to believe, taking"

Strike out the word "or" on line 25, on page 29.

Add the word "or" at the end of line 29, on page 29.

Add immediately after line 29, on page 29, the following:

"(c) a permit mentioned in subsection (7), (8), (9) or (11) that is endorsed for the purposes of this subsection by the person who issued it as being valid within the provinces indicated therein,"

Strike out line 33, on page 31, and substitute the following therefor:

"therewith shall be served, within fourteen days of the filing of the said notice, on the person who"

Add immediately after line 31, on page 35, the following paragraph:

"(a.1) regulating the handling, secure storage and display of weapons by operators of and persons employed in museums prescribed for the purposes of subsection 89(2);"

Strike out lines 33 to 35, on page 36, and substitute the following therefor:

"the administration by provinces of provincial laws and programs relating to game hunting, firearms competency testing and firearms safety training;"

(ii) dans le cas d'un requérant âgé de dix-huit ans, ou plus, de la déclaration de deux répondants, résidant habituellement au Canada et membres de l'une des catégories de personnes spécifiées par les règlements établissant et affirmant ce qui est mentionné à l'alinéa 106.1(3)c)."

Ajouter immédiatement après la ligne 44, à la page 27, le paragraphe suivant:

"(9.1) Les paragraphes 106.1(5) à (7) s'appliquent *mutatis mutandis* aux demandes de permis et aux permis mentionnés au paragraphe (9).«b) une infraction prévue au paragraphe 185(1) (*tenancier d'une maison de jeu ou de pari*)

Retrancher les lignes 3 à 7, à la page 28, et les remplacer par ce qui suit:

«été délivré, ou

b) jusqu'à ce que la personne à laquelle il»

Retrancher la ligne 15, à la page 28, et la remplacer par ce qui suit:

«une personne âgée d'au moins douze ans»

Retrancher la ligne 33, à la page 28, et la remplacer par ce qui suit:

«vertu des paragraphes (7) ou (8) à une personne âgée de moins de dix-huit ans ou en vertu du paragraphe (11) que si la demande»

Retrancher la ligne 2, à la page 29, et la remplacer par ce qui suit:

«mant qu, au meilleur de leur connaissance son contenu est vrai et ils»

Supprimer le mot «ou» à la ligne 26 de la page 29.

Retrancher la ligne 30, à la page 29, et la remplacer par ce qui suit:

«endroit indiqués dans le permis, ou

c) d'un permis mentionné au paragraphe (7), (8), (9) ou (11) sur lequel la personne qui le délivre appose, aux fins du présent paragraphe, un visa indiquant les provinces où ce permis est valide.»

Retrancher la ligne 34, à la page 31, et la remplacer par ce qui suit:

«requis, doit être signifiée dans les quatorze jours de la production de l'avis d'appel à la personne qui»

Ajouter immédiatement après la ligne 36, à la page 35, l'alinéa suivant:

«a.1) régir la manipulation, l'entreposage et la mise en montre des armes par les curateurs et employés des musées prescrits aux fins du paragraphe 89(2);»

Retrancher les lignes 37 à 39, à la page 36, et les remplacer par ce qui suit:

«106.1 à 106.3 avec celle des lois et programmes provinciaux sur la chasse, sur le contrôle de l'aptitude au maniement des armes à feu et sur l'entraînement à leur maniement;»



Add immediately after line 38, on page 36, the following paragraph:

"(h.1) prescribing conditions relating to the storage, display, handling and transportation of restricted weapons that form part of gun collections of *bona fide* gun collectors;"

#### Clause 6

Strike out lines 35 to 47, on page 38, and lines 1 to 7, on page 39, and substitute the following therefor:

"offence" in relation to an authorization or application for an authorization means an offence or conspiracy to commit an offence described in any of paragraphs (a) to (d) and any such offence or conspiracy that there are reasonable grounds to believe has been or may be committed, namely,

(a) any offence created by an Act of Parliament for which an offender may be sentenced to imprisonment for five years or more,

(b) an offence mentioned in subsection 185(1) (*keeping gaming or betting house*) or paragraph 186(1)(e) (*pool-selling or book-making*),

(c) an offence mentioned in section 192 of the *Customs Act* (*smuggling*), or

(d) an offence mentioned in section 158 or 163 of the *Excise Act* (*unlawful distillation or selling of spirits*),

and any other offence created by an Act of Parliament for which an offender may be prosecuted by indictment or that is an offence mentioned in section 3 or 20 of the *Small Loans Act*, that there are reasonable grounds to believe is part of a pattern of criminal activity planned and organized by a number of persons acting in concert in furtherance of the commission of crime involving one or more offences mentioned in paragraphs (a) to (d) or a conspiracy to commit one or more such offences;"

#### New Clause 6.1

Add immediately after line 7, on page 39, the following new clause:

"6.1 Section 178.12 of the said Act is amended by adding thereto the following subsections:

"(2) An application for an authorization may be accompanied by an application, signed by the Attorney General of the province in which the application for the authorization is made or the Solicitor General of Canada if the application for the authorization is made by him or on his behalf, to substitute for the period mentioned in subsection 178.23(1) such longer period not exceeding five years as is set forth in the application.

(3) Where an application for an authorization is accompanied by an application referred to in subsection (2), the judge to whom the applications are made shall first consider the application referred to in subsection (2) and where, on the basis of the affidavit in support of the application for the authorization and any other affidavit evidence submitted in support of the application referred to in subsection (2), the judge is of the opinion that the interests of justice warrant the granting of such application, he shall fix a period, not exceeding five years, in substitution for the period mentioned in subsection 178.23(1).

Ajouter immédiatement après la ligne 43, à la page 36, l'alinéa suivant:

«h.1) prescrire les conditions relatives à l'entreposage, à la mise en montre, à la manipulation et au transport des armes à autorisation restreinte qui font partie des collections d'armes à feu des collectionneurs d'armes à feu de bonne foi;»

#### Article 6

Retrancher les lignes 36 à 48, à la page 38, et les lignes 1 à 7, à la page 39, et les remplacer par ce qui suit:

«*«infraction»* relativement à une autorisation ou demande d'autorisation, désigne une infraction visée aux alinéas a) à d) ou un complot en vue de commettre cette infraction, y compris tout complot ou toute infraction de cette sorte dont il existe des motifs raisonnables de croire qu'ils ont été commis ou sont susceptibles de l'être, notamment

a) une infraction que crée une loi du Parlement et dont l'auteur est passible d'un emprisonnement de cinq ans ou plus,

une infraction prévue au paragraphe 185(1) (tenancier d'une maison de jeu ou de pari) ou à l'alinéa 186(1)e) (vente d'une mise collective ou bookmaking),

c) une infraction prévue à l'article 192 de la *Loi sur les douanes* (contrebande), ou

d) une infraction prévue aux articles 158 ou 163 de la *Loi sur l'accise* (distillation ou vente illégale d'eau-de-vie)

et toute autre infraction que crée une loi du Parlement et dont l'auteur peut être poursuivi par voie de mise en accusation ou qui est une infraction prévue aux articles 3 ou 20 de la *Loi sur les petits prêts*, dont il existe des motifs raisonnables de croire qu'elle est reliée à un type d'activité criminelle fomentée et organisée par deux ou plusieurs personnes agissant de concert afin de promouvoir la perpétration de crimes impliquant une ou plusieurs infractions visées aux alinéas a) et d) ou un complot en vue de commettre une ou plusieurs de ces infractions;»

#### Nouvel article 6.1

Ajouter immédiatement après la ligne 7, à la page 39, l'article suivant:

«6.1 L'article 178.12 de ladite loi est modifié par l'adjonction des paragraphes suivants:

«(2) La demande d'autorisation peut être accompagnée d'une autre demande, signée par le procureur général de la province ou une demande d'autorisation a été présentée ou le solliciteur général du Canada, dans le cas où la demande a été présentée par lui ou en son nom, visant à faire remplacer la période prévue au paragraphe 178.23(1) par une période d'au plus cinq ans, tel qu'indiqué dans la demande.

(3) Le juge auquel sont présentées la demande d'autorisation et la demande visée au paragraphe (2) doit premièrement considérer celle qui est visée au paragraphe (2) et, s'il est convaincu, sur la base de la déclaration assermentée jointe à la demande d'autorisation et de toute autre déclaration assermentée qui appuie la demande visée au paragraphe (2), que les intérêts de la justice justifient qu'il accepte cette demande, doit fixer une autre période d'une durée maximale de cinq ans, en remplacement de celle qui est prévue au paragraphe 178.23(1).



(4) Where the judge to whom an application for an authorization and an application referred to in subsection (2) are made refuses to fix a period in substitution for the period mentioned in subsection 178.23(1) or where the judge fixes a period in substitution therefor that is less than the period set forth in the application referred to in subsection (2), the person appearing before the judge on the application for the authorization may withdraw the application for the authorization and thereupon the judge shall not proceed to consider the application for the authorization or to give the authorization and shall return to the person appearing before him on the application for the authorization both applications and all other material pertaining thereto.”

#### Clause 8

Strike out line 11, on page 40, and substitute the following therefor:

“(2) Where the judge or magistrate presiding at any proceedings is of the opinion that a private communication that, by virtue of subsection (1), is inadmissible as evidence in the proceedings

(a) is relevant to a matter at issue in the proceedings, and

(b) is inadmissible as evidence therein by reason only of a defect of form or an irregularity in procedure, not being a substantive defect or irregularity, in the application for or the giving of the authorization under which such private communication was intercepted,

he may, notwithstanding subsection (1), admit such private communication as evidence in the proceedings.

(3) A private communication that has”

#### Clause 10

Strike out lines 34 and 35, on page 40, and substitute the following therefor:

“10. Section 178.23 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“178.23 (1) The Attorney General of the province in which an application for an authorization was made or the Solicitor General of Canada if the application was made by him or on his behalf shall, within ninety days next following the period for which the authorization was given or within such other period as is fixed pursuant to subsection 178.12(3) or subsection (4) of this section, notify in writing the person who was the object of the interception pursuant to the authorization and shall, in a manner prescribed by regulations made by the Governor in Council, certify to the court that issued the authorization that such person has been so notified.

(2) Subsection (1) does not apply in the case of a warrant issued under subsection 16(2) of the *Official Secrets Act*.

(3) At any time within the ninety day period mentioned in subsection (1) or any other period that is less than five years that was fixed by a judge pursuant to subsection 178.12(3) in relation to a particular authorization, the Attorney General by or on whose behalf the application for the authorization was made or the Solicitor General of Canada if the application was made by him or on his behalf may apply to a judge of a superior court of criminal jurisdiction or a judge as defined in section 482 to substitute for the ninety day period mentioned in subsection (1) or the other period

(4) Lorsque le juge auquel la demande d'autorisation et la demande visée au paragraphe (2) sont présentées refuse de modifier la période prévue au paragraphe 178.23(1) ou fixe une autre période en remplacement de celle-ci plus courte que celle indiquée dans la demande mentionnée au paragraphe (2), la personne qui comparaît devant lui sur la demande d'autorisation peut alors la retirer; le juge ne doit pas considérer la demande d'autorisation ni accorder l'autorisation et doit remettre à la personne qui comparaît devant lui sur la demande d'autorisation les deux demandes et toutes les pièces et documents qui s'y rattachent.”

#### Article 8

Retrancher la ligne 10, à la page 40, et la remplacer par ce qui suit:

«(2) Par dérogation au paragraphe (1), le juge ou magistrat qui préside à une instance quelconque peut déclarer admissible en preuve une communication privée qui serait irrecevable en vertu du paragraphe (1), s'il estime:

a) qu'elle concerne un des points en litige; et

b) que l'irrecevabilité tient non pas au fond mais uniquement à un vice de forme ou de procédure dans la demande d'interception ou dans l'autorisation qui a été accordée à cet effet.

(3) Les communications privées qui ont»

#### Article 10

Retrancher la ligne 31, à la page 40, et la remplacer par ce qui suit:

«10. L'article 178.23 de ladite loi est abrogé et remplacé par ce qui suit:

«178.23 (1) Le procureur général de la province où une demande d'autorisation a été présentée ou le solliciteur général du Canada, dans le cas où la demande a été présentée par lui ou en son nom, doit aviser par écrit, dans les quatre-vingt-dix jours qui suivent la période pour laquelle l'autorisation a été donnée ou à l'intérieur de toute autre période fixée en vertu du paragraphe 178.12(3) ou du paragraphe (4) du présent article, la personne qui a fait l'objet de l'interception en exécution de cette autorisation et doit, de la façon prescrite par règlement établi par le gouverneur en conseil, certifier au tribunal qui a octroyé l'autorisation que cette personne a été ainsi avisée.

(2) Le paragraphe (1) ne s'applique pas dans le cas d'un mandat délivré en vertu du paragraphe 16(2) de la *Loi sur les secrets officiels*.

(3) A tout moment pendant la période de quatre-vingt-dix jours prévue au paragraphe (1) ou pendant toute autre période inférieure à cinq ans fixée par un juge en vertu du paragraphe 178.12(3) au sujet d'une autorisation donnée, le procureur général qui a présenté ou au nom duquel a été présentée la demande ou le solliciteur général du Canada, dans le cas où la demande a été présentée par lui ou en son nom peut demander à un juge d'une cour supérieure de juridiction criminelle ou à un juge tel que défini à l'article 482 le remplacement de la période de quatre-vingt-dix

so fixed, such longer period not exceeding five years as is set forth in the application.

(4) Where the judge to whom an application referred to in subsection (3) is made, on the basis of an affidavit submitted in support of the application, is of the opinion that the interests of justice warrant the granting of the application, he shall fix a period, not exceeding five years, in substitution for the ninety day period mentioned in subsection (1) or the period fixed pursuant to subsection 178.12(3).”

#### Clause 11

Strike out lines 40 to 44, on page 42, and substitute the following therefor:

“689. (1) Where an application under this Part has been made, the Court shall hear and determine the application except that no such application shall be heard unless

(a) the Attorney General of the province in which the offender was tried has, either before or after the making of the application, consented to the application;”

Strike out lines 34 to 36, on page 46, and substitute the following therefor:

“shall, forthwith after the expiration of three years from the day on which that person was taken into custody and not later than every two years thereafter, review”

#### Clause 13

Strike out Clause 13.

#### Clause 14

Add immediately after line 30, on page 53, the following paragraph:

“(d.1) barrelled weapons that are deemed by subsection 82(2) of the *Criminal Code*, for the purposes of certain provisions of that Act enumerated in that subsection, not to be firearms;”

#### Clause 19

Strike out line 38, on page 56, and substitute the following therefor:

“sions of the Board, each consisting of two or”

Strike out line 3, on page 57, and substitute the following therefor:

“powers conferred on the Board by this or any other Act of Parliament.”

#### Clause 23

Strike out lines 20 to 23, on page 59, and substitute the following therefor:

“review of a case of an inmate or on a hearing of a parole application by an inmate, and prescribing the minimum”

Strike out lines 16 to 19, on page 60, and substitute the following therefor:

jours mentionnée au paragraphe (1) ou de toute autre période ainsi fixée par l'autre période plus longue d'au plus cinq ans, qu'il indique dans la demande.

(4) Le juge auquel une demande visée au paragraphe (3) est présentée doit, s'il est convaincu, sur la base de la déclaration assermentée appuyant la demande, que les intérêts de la justice justifient qu'il accepte cette demande, fixer une autre période d'au plus cinq ans, en remplacement de la période de quatre-vingt-dix jours visée au paragraphe (1) ou de celle fixée en vertu du paragraphe 178.12(3).»

#### Article 11

Retrancher les lignes 40 à 45, à la page 42, et les remplacer par ce qui suit:

«689. (1) La cour doit entendre et statuer sur une demande faite en vertu de la présente Partie si

a) le procureur général de la province où le délinquant a été jugé, soit avant ou après leur présentation, a autorisé la demande;»

Retrancher les lignes 38 et 39, à la page 46, et les remplacer par ce qui suit:

«période indéterminée dès l'expiration d'un délai de trois ans à compter du jour où ces personnes ont été mises sous garde et, par la suite»

#### Article 13

Retrancher l'article 13.

#### Article 14

Ajouter immédiatement après la ligne 27, à la page 53, l'alinéa suivant:

«d.1) les armes dotées d'un canon qui, en vertu du paragraphe 82(2) du *Code criminel*, sont réputées, aux fins de certaines dispositions de cette loi énumérées dans ce paragraphe, ne pas être des armes à feu;»

#### Article 19

Retrancher la ligne 41, à la page 56, et la remplacer par ce qui suit:

«posent des deux ou plus des deux membres de»

Retrancher les lignes 4 et 5, à la page 57, et les remplacer par ce qui suit:

«peut exercer tous les pouvoirs que les lois du Parlement, notamment la présente, confèrent à la Commission.»

#### Article 23

Retrancher les lignes 25 à 28, à la page 59, et les remplacer par ce qui suit:

«puisse être accordée à un détenu lors de l'examen de son cas ou lors de l'audition de la demande qu'il présente en ce sens;»

Retrancher les lignes 21 à 25, à la page 60, et les remplacer par ce qui suit:



“(2) A regulation made under subsection (1) may be made to apply generally or

(a) to a specified area or region of Canada, in which a provincial parole board is being established, or

(b) to a certain class or classes of inmates.”

#### Clause 24

Strike out line 2, on page 61, and substitute the following therefor:

“by the Board may terminate a temporary absence without escort granted to an inmate pursuant to sections 26.1 or 26.2 of the *Penitentiary Act* or the day parole”

#### Clause 27

Strike out line 17, on page 62, and substitute the following therefor:

“sentence, but such a choice is not binding upon an inmate who subsequently chooses to be released on mandatory supervision; any subsequent choice to be released on mandatory supervision shall be respected as soon as is reasonably possible, however, the inmate may not require his release other than during the daylight hours of a normal work week.”

#### Clause 30

Strike out lines 13 and 14, on page 64, and substitute the following therefor:

“suspended and he was in custody;

(c) any remission earned after the coming into force of this subsection and applicable to a period during which his parole was suspended and he was in custody; and

(d) any earned remission that stood to his”

#### Clause 40

Strike out line 46, on page 67, and substitute the following therefor:

“five days for humanitarian reasons or to”

#### Clause 43

Strike out lines 34 to 36, on page 70, and substitute the following therefor:

“ited with earned remission, commits any breach of the prison regulations is, at the discretion of the person by whom the breach is determined to be committed, liable to forfeit, in whole or in part, the”

#### Clause 46

Strike out lines 17 to 23, on page 73, and substitute the following therefor:

“(2) A registration certificate issued under section 98 of the *Criminal Code* remains in force until a day to be fixed by proclamation unless it is sooner”

«(2) Les règlements établis en vertu du paragraphe (1) peuvent être destinés à s'appliquer

a) partout au Canada ou, pendant que des commissions provinciales des libérations conditionnelles sont en cours d'établissement, dans les régions désignées, ou

b) à toutes ou à certaines catégories de détenus.»

#### Article 24

Retrancher la ligne 3, à la page 61, et la remplacer par ce qui suit:

«fin à l'absence temporaire sans escorte accordée à un détenu en vertu des articles 26.1 ou 26.2 de la *Loi sur les pénitenciers* ou à la libération conditionnelle de jour de»

#### Article 27

Retrancher la ligne 16, à la page 62, et la remplacer par ce qui suit:

«d'achever de purgër sa peine *intra muros*, mais ce choix n'engage pas définitivement le détenu qui choisit plus tard d'être remis en liberté sous surveillance obligatoire; tout choix ultérieur d'être remis en liberté sous surveillance obligatoire doit être respecté dès que possible; le détenu ne peut cependant demander sa remise en liberté que pendant les heures diurnes d'une semaine normale de travail.»

#### Article 30

Retrancher les lignes 16 et 17, à la page 64, et les remplacer par ce qui suit:

«nelle;

c) les réductions de peine méritées après l'entrée en vigueur du présent paragraphe pour le temps passé en détention lors d'une suspension de sa libération conditionnelle; et

d) les réductions de peine méritées qu'il»

#### Article 40

Retrancher la ligne 43, à la page 67, et la remplacer par ce qui suit:

«cales et pour cinq dans les autres cas.»

#### Article 43

Retrancher les lignes 30 à 33, à la page 70, et les remplacer par ce qui suit:

«réduction de peine méritée qui enfreignent les règlements de la prison peuvent, à la discrétion de la personne qui constate l'infraction, être déçus, en tout ou en partie, de leur»

#### Article 46

Retrancher les lignes 15 à 20, à la page 73, et les remplacer par ce qui suit:

«(2) Les certificats d'enregistrement délivrés en vertu de l'article 98 du *Code criminel* demeurent en vigueur jusqu'à un jour fixé par proclamation, sauf»



*Clause 47*

Strike out Clause 47.

Your Committee has ordered a reprint of Bill C-83, as amended, for the use of the House of Commons at the report stage.

A copy of the Minutes of Proceedings and Evidence relating to this Bill (*Issues Nos. 39 to 51, 53 and 55 to 67 inclusive*) is tabled.

Respectfully submitted,

*Article 47*

Retrancher l'article 47.

Votre Comité a ordonné la réimpression du Bill C-83, tel que modifié, pour l'usage de la Chambre des communes, à l'étape du rapport.

Un exemplaire des procès-verbaux et témoignages relatifs à ce Bill (*fascicules nos 39 à 51, 53 et 55 à 67 inclusive-ment*) est déposé.

Respectueusement soumis,

*Le président*

MARK MACGUIGAN

*Chairman*









HOUSE OF COMMONS

Issue No. 69

Tuesday, June 22, 1976

Chairman: Mr. Mark MacGuigan

CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule n° 69

Le mardi 22 juin 1976

Président: M. Mark MacGuigan

Government  
Publications

*Minutes of Proceedings and Evidence  
of the Standing Committee on*

## Justice and Legal Affairs

*Procès-verbaux et témoignages  
du Comité permanent de la*

## Justice et des questions juridiques

### RESPECTING:

Bill C-84, Criminal Law Amendment  
Act (No. 2), 1976.

### CONCERNANT:

Bill C-84, Loi de 1976 modifiant  
le droit pénal, n° 2.

### APPEARING:

The Honourable Warren Allmand,  
Solicitor General of Canada.

### COMPARAÎT:

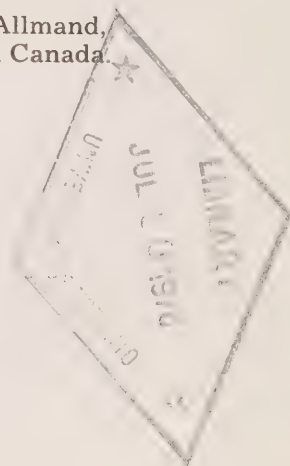
L'honorable Warren Allmand,  
Solliciteur général du Canada.

### WITNESSES:

(See back cover)

### TÉMOINS:

(Voir à l'endos)



First Session

Thirtieth Parliament, 1974-75-76

Première session de la

trentième législature, 1974-1975-1976

STANDING COMMITTEE ON JUSTICE  
AND LEGAL AFFAIRS

Chairman: Mr. Mark MacGuigan

Vice-Chairman: Mr. Yvon Pinard

Messrs.

Caouette ( <i>Villeneuve</i> )	Lawrence
Fox	Leggatt
Gendron	Loiselle ( <i>Chambly</i> )
Holt (Mrs.)	Marceau

COMITÉ PERMANENT DE LA JUSTICE  
ET DES QUESTIONS JURIDIQUES

Président: M. Mark MacGuigan

Vice-président: M. Yvon Pinard

Messieurs

Milne	Stanbury
Olivier	Stevens
Poulin	Towers
Reynolds	Wise
Schumacher	Woolliams—(20)

(Quorum 11)

*Le greffier du Comité*

Lois A. Cameron

*Clerk of the Committee*

Pursuant to S.O. 65(4)(b)

On Monday, June 21, 1976:

Mr. Guay (*Lévis*) replaced Mr. Flynn  
Mr. Marceau replaced Mr. Douglas (*Bruce-Grey*)  
Mr. Stanbury replaced Mr. Railton  
Mr. Olivier replaced Mr. Fleming  
Mr. Milne replaced Mr. Guilbault  
Mr. Towers replaced Mr. Whittaker

On Tuesday, June 22, 1976:

Mr. Lawrence replaced Mr. Dick  
Mr. Reynolds replaced Mr. Friesen  
Mr. Stewart (*Marquette*) replaced Mr. McCleave  
Mr. Wise replaced Mr. Fairweather  
Mr. Fairweather replaced Mr. Wise  
Mr. Stevens replaced Mr. Fraser  
Mr. Fraser replaced Mr. Stewart (*Marquette*)  
Mrs. Holt replaced Mr. Guay (*Lévis*)  
Mr. Horner replaced Mr. Fraser  
Mr. Schumacher replaced Mr. Fairweather  
Mr. MacFarlane replaced Mr. Lachance  
Mr. Gendron replaced Mr. MacFarlane  
Mr. Wise replaced Mr. Horner

Conformément à l'article 65(4)b) du Règlement

Le lundi 21 juin 1976:

M. Guay (*Lévis*) remplace M. Flynn  
M. Marceau remplace M. Douglas (*Bruce-Grey*)  
M. Stanbury remplace M. Railton  
M. Olivier remplace M. Fleming  
M. Milne remplace M. Guilbault  
M. Towers remplace M. Whittaker

Le mardi 22 juin 1976:

M. Lawrence remplace M. Dick  
M. Reynolds remplace M. Friesen  
M. Stewart (*Marquette*) remplace M. McCleave  
M. Wise remplace M. Fairweather  
M. Fairweather remplace M. Wise  
M. Stevens remplace M. Fraser  
M. Fraser remplace M. Stewart (*Marquette*)  
M<sup>me</sup> Holt remplace M. Guay (*Lévis*)  
M. Horner remplace M. Fraser  
M. Schumacher remplace M. Fairweather  
M. MacFarlane remplace M. Lachance  
M. Gendron remplace M. MacFarlane  
M. Wise remplace M. Horner



## ORDER OF REFERENCE

Tuesday, June 22, 1976

ORDERED,—That Bill C-84, An act to amend the Criminal Code in relation to the punishment for murder and certain other serious offences, be now read a second time and referred to the Standing Committee on Justice and Legal Affairs.

ATTEST

## ORDRE DE RENVOI

Le mardi 22 juin 1976

IL EST ORDONNÉ,—Que le Bill C-84, Loi modifiant le Code criminel (meurtre et certaines autres infractions graves), soit déferé au Comité permanent de la justice et des questions juridiques.

ATTESTÉ:

*Le Greffier de la Chambre des communes*

ALISTAIR FRASER

*The Clerk of the House of Commons*

## MINUTES OF PROCEEDINGS

TUESDAY, JUNE 22, 1976  
(78)

[Text]

The Standing Committee on Justice and Legal Affairs met at 3:40 o'clock p.m. this day, the Chairman, Mr. MacGuigan, presiding.

*Members of the Committee present:* Messrs. Fairweather, Fox, Fraser, Mrs. Holt, Messrs. Guay (*Lévis*), Lachance, Lawrence, Leggatt, Loisel (*Chambly*), MacGuigan, Marceau, Milne, Olivier, Pinard, Poulin, Reynolds, Stanbury, Stevens, Stewart (*Marquette*), Towers, Wise and Woolliams.

*Other Member present:* Mr. Neil.

*Appearing:* The Honourable Warren Allmand, Solicitor General of Canada.

*Witnesses: From the Ministry of the Solicitor General:* Mr. R. Tassé, Q. C., Deputy Solicitor General; Mr. A. Therrien, Commissioner, Canadian Penitentiary Service; Mr. J. H. Hollies, Q. C., Ministry Legal Counsel and Mr. W. C. Westlake, Deputy Commissioner, Security, Canadian Penitentiary Service.

The Order of Reference dated Tuesday, June 22, 1976, being read as follows:

*Ordered,*—That Bill C-84, An Act to amend the Criminal Code in relation to the punishment for murder and certain other serious offences, be now read a second time and referred to the Standing Committee on Justice and Legal Affairs.

Mr. Woolliams moved,—That, during this meeting, the Committee consider procedural matters only and then adjourn.

After debate, the question being put on the motion, it was, by a show of hands, negatived: YEAS: 5; NAYS: 10.

The Chairman presented the Seventh Report of the Subcommittee on Agenda and Procedure which is as follows:

Your Sub-committee on Agenda and Procedure met on Monday, June 21, 1976, and agreed, on division, that if and when Bill C-84, An Act to amend the Criminal Code in relation to the punishment for murder and certain other serious offences, were referred to the Committee it would recommend:

1. That the Committee meet:

(i) on Tuesday, June 22, 1976, at 3:30 and 8:00 o'clock p.m., with the Solicitor General appearing;

and

(ii) on Wednesday, June 23, 1976, at 3:30 o'clock p.m., with the Solicitor General appearing.

2. That no witnesses be invited to appear during consideration of Bill C-84.

Mr. Poulin moved,—That the Seventh Report of the Subcommittee on Agenda and procedure be concurred in.

And debate arising thereon;

By unanimous consent, Mr. Reynolds moved,—That all committee hearings be held after Parliament resumes in the fall.

## PROCÈS-VERBAL

LE MARDI 22 JUIN 1976  
(78)

[Traduction]

Le Comité permanent de la justice et des questions juridiques se réunit aujourd'hui à 15 h 40, sous la présidence de M. MacGuigan (président).

*Membres du Comité présents:* MM. Fairweather, Fox, Fraser, M<sup>me</sup> Holt, MM. Guay (*Lévis*), Lachance, Lawrence, Leggatt, Loisel (*Chambly*), MacGuigan, Marceau, Milne, Olivier, Pinard, Poulin, Reynolds, Stanbury, Stevens, Stewart (*Marquette*), Towers, Wise et Woolliams.

*Autre député présent:* M. Neil.

*Comparaît:* L'honorable Warren Allmand, Solliciteur général du Canada.

*Témoins: Du ministère du Solliciteur général:* M. R. Tassé, C. R., Solliciteur général adjoint; M. A. Therrien, Commissaire, Service canadien des pénitenciers; M. J. H. Hollies, C. R., avocat du ministère et M. W. C. Westlake, Commissaire adjoint, Sécurité, Service canadien des pénitenciers.

L'ordre de renvoi du mardi 22 juin 1976 se lisant comme suit:

*Il est ordonné,*—Que le bill C-84, Loi modifiant le Code criminel (meurtre et certaines autres infractions graves) soit déferé au Comité permanent de la justice et des questions juridiques.

M. Woolliams propose,—Qu'au cours de cette réunion, le Comité examine seulement les questions de procédure et suspende ses travaux.

Après débat, la motion, mise aux voix, est rejetée à main levée par 10 voix contre 5.

Le président présente le septième rapport du Sous-comité du programme et de la procédure que voici:

Le Sous-comité du programme et de la procédure s'est réuni le lundi 21 juin 1976 et a convenu sur division que, lorsque le bill C-84, Loi modifiant le Code criminel (meurtre et certaines autres infractions graves), serait renvoyé au Comité, il recommanderait:

1. Que le Comité se réunisse:

(i) le mardi 22 juin 1976 à 15 h 30 et à 20 heures, le Solliciteur général devant comparaître

et

(ii) le mercredi 23 juin 1976 à 15 h 30, le Solliciteur général devant comparaître.

2. Qu'aucun témoin ne serait invité à comparaître pendant l'étude du projet de loi.

M. Poulin propose,—Que le septième rapport du Sous-comité du programme et de la procédure soit adopté.

Le débat s'engage, puis

Du consentement unanime, M. Reynolds propose,—Que toutes les audiences du Comité aient lieu à la rentrée du parlement, à l'automne prochain.

And the question being put on the motion, it was negatived on the following division:

YEAS:  
Messrs.

Lawrence	Stewart ( <i>Marquette</i> )
Reynolds	Towers
Stevens	Woolliams—(6)

NAYS:  
Messrs.

Fairweather	Milne
Fox	Olivier
Leggatt	Pinard
Loiselle ( <i>Chambly</i> )	Poulin
Marceau	Stanbury—(10)

Debate was resumed on the motion of Mr. Poulin,—That the Seventh Report of the Sub-committee on Agenda and Procedure be concurred in.

And after further debate, the question being put on the motion, it was agreed to on the following division:

YEAS:  
Messrs.

Fairweather	Milne
Fox	Olivier
Lachance	Pinard
Leggatt	Poulin
Loiselle ( <i>Chambly</i> )	Stanbury—(11)
Marceau	

NAYS:  
Messrs.

Lawrence	Stewart ( <i>Marquette</i> )
Reynolds	Towers
Stevens	Woolliams—(6)

The Chairman called Clause 2.

The Minister and the witnesses answered questions.

*Ordered*.—That copies of the answer to question No. 2835 dealing with persons sentenced to life imprisonment be distributed to all members of the Committee.

Debate resumed on Clause 2.

Mr. Reynolds moved,—That the director of the B.C. Penitentiary be brought before the Committee.

After debate, the question being put on the motion, it was by a show of hands, negatived: YEAS: 6; NAYS: 8.

At 5:28 o'clock p.m., the Committee adjourned until 8:00 o'clock p.m. this day.

#### EVENING SITTING (79)

The Standing Committee on Justice and Legal Affairs met at 8:08 o'clock p.m. this day, the Chairman, Mr. MacGuigan, presiding.

*Members of the Committee present:* Messrs. Fox, Gendron, Mrs. Holt, Messrs. Horner, Lawrence, Leggatt, Loiselle (*Chambly*), MacGuigan, Marceau, Milne, Olivier, Pinard, Poulin, Reynolds, Schumacher, Stanbury, Stevens, Towers, Wise and Woolliams.

La motion, mise aux voix, est rejetée sur division par 10 voix contre 6.

POUR:  
MM.

Lawrence	Stewart ( <i>Marquette</i> )
Reynolds	Towers
Stevens	Woolliams—(6)

CONTRE:  
MM.

Fairweather	Milne
Fox	Olivier
Leggatt	Pinard
Loiselle ( <i>Chambly</i> )	Poulin
Marceau	Stanbury—(10)

Le débat reprend sur la motion de M. Poulin,—Que le septième rapport du Sous-comité du programme et de la procédure soit adopté.

Le débat se poursuit, puis la motion, mise aux voix, est adoptée sur division par 11 voix contre 6.

POUR:  
MM.

Fairweather	Milne
Fox	Olivier
Lachance	Pinard
Leggatt	Poulin
Loiselle ( <i>Chambly</i> )	Stanbury—(11)
Marceau	

CONTRE:  
MM.

Lawrence	Stewart ( <i>Marquette</i> )
Reynolds	Towers
Stevens	Woolliams—(6)

Le président met l'article 2 en délibération.

Le ministre et les témoins répondent aux questions.

*Il est ordonné*.—Que des copies de la réponse à la question n° 2835 concernant les personnes condamnées à un emprisonnement à vie soient distribuées à tous les membres du Comité.

Le débat reprend sur l'article 2.

M. Reynolds propose,—Que le directeur du pénitencier de Colombie-britannique compareaisse devant le Comité.

Après débat, la motion, mise aux voix, est rejetée à main levée par 8 voix contre 6.

A 17 h 28, le Comité suspend ses travaux jusqu'à 20 heures ce soir.

#### SÉANCE DU SOIR (79)

Le Comité permanent de la justice et des questions juridiques se réunit aujourd'hui à 20 h 08, sous la présidence de M. MacGuigan (président).

*Membres du Comité présents:* MM. Fox, Gendron, M<sup>me</sup> Holt, MM. Horner, Lawrence, Leggatt, Loiselle (*Chambly*), MacGuigan, Marceau, Milne, Olivier, Pinard, Poulin, Reynolds, Schumacher, Stanbury, Stevens, Towers, Wise et Woolliams.



*Other Members present:* Messrs. Flynn and Ritchie.

*Appearing:* The Honourable Warren Allmand, Solicitor General.

*Witnesses: From the Ministry of the Solicitor General:* Mr. A. Therrien, Commissioner, Canadian Penitentiary Service; Mr. J. H. Hollies, Q. C., Ministry Legal Counsel; Mr. W. C. Westlake, Deputy Commissioner, Security, Canadian Penitentiary Service and Mr. R. Diguier, Deputy Commissioner (Operations), Canadian Penitentiary Service.

The Committee resumed consideration of Bill C-84, An Act to amend the Criminal Code in relation to the punishment for murder and certain other serious offences.

On Clause 2,

The Minister with the witnesses answered questions.

Mr. Reynolds proposed to move,—That these hearings be open to live radio and television coverage.

The Chairman ruled the proposed motion out of order on the grounds that it was not within the power of the Committee to permit such coverage.

Mr. Reynolds proposed to move,—That this Committee request of the House that these hearings be opened to live radio and television coverage.

The Chairman ruled the said motion out of order on the grounds that it was beyond the terms of reference of Bill C-84 which is the Committee's only Order of Reference, and therefore the only matter on which it can submit a report to the House.

Whereupon, Mr. Reynolds appealed from the decision of the Chairman.

The question being put by the Chairman:

Shall the decision of the Chair be sustained?

It was decided in the affirmative on the following division:

YEAS:  
Messrs.

Fox	Milne
Holt (Mrs.)	Olivier
Gendron	Pinard
Loiselle (Chambly)	Poulin
Marceau	Stanbury—(10)

NAYS:  
Messrs.

Lawrence	Stevens
Leggatt	Towers
Reynolds	Wise
Schumacher	Woolliams—(8)

*Autres députés présents:* MM. Flynn et Ritchie.

*Comparaît:* L'honorable Warren Allmand, Solliciteur général du Canada.

*Témoins: Du ministère du Solliciteur général:* M. A. Therrien, Commissaire, Service canadien des pénitenciers; M. J. H. Hollies, C. R., avocat du ministère; M. W. C. Westlake, Commissaire adjoint, Sécurité, Service canadien des pénitenciers et M. R. Diguier, Commissaire adjoint (Services opérationnels), Service canadien des pénitenciers.

Le Comité reprend l'étude du bill C-84, Loi modifiant le Code criminel (meurtre et certaines autres infractions graves).

Article 2

Le ministre et les témoins répondent aux questions.

M. Reynolds propose,—Que les audiences fassent l'objet de reportages en direct à la radio et à la télévision.

Le président déclare la motion proposée irrecevable parce qu'il n'appartient pas au Comité de permettre ces reportages.

M. Reynolds propose,—Que le Comité demande à la Chambre de permettre les reportages radio et télédiffusés en direct des audiences.

Le président déclare ladite motion irrecevable parce qu'elle dépasse le mandat du bill C-84 qui est l'unique objet de l'ordre de renvoi du Comité et, par conséquent la seule question sur laquelle il peut présenter un rapport à la Chambre.

Aussitôt, M. Reynolds en appelle de la décision du président.

Le président met aux voix la question suivante:

La décision de la présidence est-elle confirmée?

A quoi il est répondu affirmativement par 10 voix contre 8.

POUR:  
MM.

Fox	Milne
Holt (M <sup>me</sup> )	Olivier
Gendron	Pinard
Loiselle (Chambly)	Poulin
Marceau	Stanbury—(10)

CONTRE:  
MM.

Lawrence	Stevens
Leggatt	Towers
Reynolds	Wise
Schumacher	Woolliams—(8)

Questioning of the Minister and the witnesses resumed.

L'interrogation du ministre et des témoins reprend.

At 9:48 o'clock p.m., the Committee adjourned until 3:30 o'clock p.m. on Wednesday, June 23, 1976.

A 21 h 48, le Comité suspend ses travaux jusqu'au mercredi 23 juin 1976 à 15 h 30.

*Le greffier du Comité*

Lois A. Cameron

*Clerk of the Committee*

## EVIDENCE

(Recorded by Electronic Apparatus)

Tuesday, June 22, 1976

[Text]

**The Chairman:** The Committee will come to order. I would ask the Clerk to read our Order of Reference.

• 1539

**The Clerk of the Committee:**

*Ordered*—That Bill C-84, An Act to amend the Criminal Code in relation to the punishment for murder and certain other serious offences, be now read a second time and referred to the Standing Committee on Justice and Legal Affairs.

Dated, June 22, 1976.

**The Chairman:** Thank you.

• 1540

**Mr. Woolliams:** On a point of order, if I could just raise the point now. In light of the fact that we did not have an agreement on the steering committee, which was held, of course, before the vote, which predicted what the vote would be, and the fact that I received notice of this meeting in my office five minutes before I got back to my office—and I am a pretty good runner—I was wondering, in light of the fact that there are so many amendments now being moved—and none are in my name—whether we could get down to some basis for procedure.

These notices must have been printed prior to the vote being taken and to me, it really reflects the privileges of people's voting methods. I am not allowed either here or in the House of Commons—and I know from my experience—to reflect on anybody's vote, and it would seem to me that this does suggest that there has been quite a lot of pressure brought on. I think, in light of that fact, and without saying anything more—and I cannot be kinder than that—in light of the fact that this notice beat me to my office, arrived before I got back from the House, that I think this kind of procedure—I know you tried it under Bill C-83 and we did fight that kind of procedure; and I see the Parliamentary Secretary checking his rules, but laws were made to serve men—that I think this kind of procedure is a little arrogant.

**The Chairman:** Order, please. On the question of information raised by Mr. Woolliams about the notices being sent out, the notices were prepared before the vote, I am told by the Clerk, but were held and released afterwards. That was according to the directive of the steering committee which agreed at its meeting last night, on division, to recommend that that procedure be followed. I take it, however, that Mr. Woolliams is raising this as a question of order before we even come to the report of the steering committee, so that I think I had better consider this a separate discussion—although, Mr. Woolliams, you did not move a motion; so I do not know whether what we are . . .

**Mr. Woolliams:** I am prepared to move a motion, in light of what I have said, and I will put it in writing, that this meeting only consider procedure such as the number of witnesses we are going to hold, and the time and place. We did not come to any agreement at the steering committee. So I move that only procedural matters will be discussed and then the meeting will be adjourned.

## TÉMOIGNAGES

(Enregistrement électronique)

Le mardi 22 juin 1976

[Interpretation]

**Le président:** La séance va commencer. Je vais demander au greffier de nous lire l'ordre de renvoi.

**Le Greffier du comité:**

*Il est ordonné,* Que le Bill C-84, Loi modifiant le Code criminel (meurtre et certaines autres infractions graves), soit lu une deuxième fois et renvoyé au Comité permanent de la justice et des questions juridiques.

Le 22 juin 1976

**Le président:** Merci.

**M. Woolliams:** J'invoque le Règlement, si je puis le faire tout de suite. Compte tenu du fait que le comité de direction n'a pas réussi à se mettre d'accord—bien entendu, cette réunion a eu lieu avant le vote dont nous avions prévu le résultat—et compte tenu du fait que j'ai reçu la convocation de cette réunion cinq minutes avant que je n'arrive à mon bureau, et je cours très vite, je me demandais, compte tenu du fait qu'il y a beaucoup d'amendements, et aucun ne l'est en mon nom, si nous pourrions déterminer la procédure à suivre.

Ces convocations ont dû être imprimées avant le vote et, pour moi, c'est vraiment une question de privilège pour les gens qui ont droit de vote. Il m'est interdit ici ou à la Chambre des communes, et je le sais par expérience, de commenter le vote de qui que ce soit, mais cela me porte à croire qu'il y a beaucoup de pressions d'exercées. Compte tenu de cela et sans en dire plus, et je ne peux pas être plus gentil, compte tenu du fait que cette convocation est parvenue à mon bureau avant qu'il ne revienne de la Chambre, je crois que ce genre de procédure, je sais que vous avez essayé de faire la même chose avec le Bill C-83 et nous nous y sommes opposés; je vois que le secrétaire parlementaire vérifie les règlements, mais les lois ont été faites pour servir les hommes; je pense que cette façon de procéder est un peu arrogante.

**Le président:** A l'ordre, s'il vous plaît. Concernant la question soulevée par M. Woolliams relativement aux convocations, le greffier me dit que les convocations ont été préparées avant le vote mais n'ont été distribuées qu'après le vote. Cela était conforme à la directive du comité de direction, acceptée hier soir sur division, et recommandant que cette procédure soit suivie. Toutefois, M. Woolliams soulève ce rappel au Règlement avant même que nous n'abordions le rapport du comité de direction. Donc, je devrais peut-être considérer cela comme un sujet à part, quoique vous n'avez pas proposé de motion, monsieur Woolliams; donc, je ne sais pas si nous sommes . . .

**M. Woolliams:** Compte tenu de ce que j'ai dit, je suis prêt à présenter une motion, et je vais le faire par écrit: que, lors de cette réunion, nous n'étudions que la question de procédure en ce qui concerne le nombre de témoins que nous allons entendre, le nombre de réunions que nous allons avoir, où et à quel endroit. Le comité de direction ne s'est pas entendu là-dessus. Alors, je propose que nous discutons uniquement des questions de procédure et que nous levions la séance par la suite.



[Texte]

**The Chairman:** Mr. Poulin.

**Mr. Poulin:** In view of the comments made by Mr. Woolliams, I think it should be made very clear that we did have a steering committee meeting last evening of this Standing Committee on Justice and Legal Affairs at which Mr. Towers of the official Opposition was present. Also, Mr. Woolliams was present.

The meeting was held in anticipation of what might be the vote today, but certainly no pre-determination could have been made... in order that this Committee and Parliament would be able to operate efficiently and quickly, the steering committee, whose report you will hear very soon, was prepared to recommend that this Committee meet this afternoon.

So there was no pressure put on by this Justice Committee or by the steering committee of the Justice Committee in any upward way, as Mr. Woolliams would imply by his comments, on the members of the House of Commons on this vote. It is very improper, in my view, to make any such suggestion. That meeting was held to expedite the work of Parliament, and the work of Parliament with respect to this Committee, and for no other reason.

I believe that regarding his motion, which I will now address myself to very briefly, where he says that we should only deal with matters of procedure and not delve into the essence of the bill at all, you must remember that this bill has had long and complete and total examination in the House of Commons. We have heard practically every argument that has ever been conceived by man on either side of this most important issue. I believe that it is time we began to address ourselves to this bill that is so important to this Parliament and to the people of Canada, and I think this Committee should begin to do that this afternoon.

Thank you, Mr. Chairman.

**The Chairman:** Mr. Woolliams' motion is: I move that this meeting consider procedural matters only and then adjourn.

Mr. Reynolds.

• 1545

**Mr. Reynolds:** Mr. Chairman, I cannot agree with what Mr. Poulin has said, that no pre-determination was made. I would find that very hard to accept from the fact that your notice was printed well in advance, and if the bill had been defeated we would have been wasting Parliamentary money from the fact that we had printed notices that were unnecessary. I think you did make a pre-determination of what was going to happen in the vote.

You said that we have had a long time to study this bill, yet the facts are just not there to support that. There are a number of bills in this House that have been before the House much longer than this bill and I would ask you how many committees sit just a few hours after a bill is passed in the House. I think you are rushing into this thing. What was the rush to have a meeting this afternoon at 3:30? Most of us have other commitments that we have got to do; by springing this meeting of us we have to change a lot of plans. I do not know what your big rush is to get this thing before the Committee this afternoon, and I would support Mr. Woolliams' motion.

[Interprétation]

**Le président:** Monsieur Poulin.

**M. Poulin:** Étant donné les commentaires de M. Woolliams, je pense qu'il est bon de préciser que nous avons eu une réunion du comité de direction du Comité permanent de la justice et des questions juridiques, hier soir, à laquelle assistaient M. Towers, de l'opposition officielle, ainsi que M. Woolliams.

Cette réunion était en prévision de ce que serait le résultat du vote d'aujourd'hui, mais il était certainement impossible de déterminer à l'avance ce qui se produirait. Afin que ce comité et le Parlement puissent fonctionner de manière efficace et rapide, le comité de direction, dont on vous lira le rapport sous peu, a recommandé que notre comité siège cet après-midi.

Donc, le Comité de la justice ou le comité de direction du Comité de la justice n'a exercé aucune pression, d'aucune manière, sur les membres de la Chambre des communes relativement à ce vote, comme le suggère M. Woolliams dans ses commentaires. Je pense que cette suggestion est très déplacée. Le but de cette réunion était de faire avancer les travaux du Parlement relativement à comité, et pour aucune autre raison.

Je veux parler brièvement de sa motion. Il dit que nous devrions seulement étudier les questions de procédure et ne pas toucher du tout à l'essence du bill. Il faut se rappeler que ce bill a été l'objet d'une étude longue, complète et exhaustive à la Chambre des communes. Nous avons eu l'occasion d'entendre tous les arguments imaginables pour ou contre cette question des plus importantes. Je pense qu'il est temps que nous nous occupions de ce bill qui revêt une telle importance pour le Parlement et pour les gens de ce pays, et je pense que ce comité devrait le faire dès cet après-midi.

Merci, monsieur le président.

**Le président:** Voici la motion de M. Woolliams: Je propose que, lors de cette réunion, nous n'étudions que les questions de procédure et que nous ajournions par la suite.

Monsieur Reynolds.

**M. Reynolds:** Monsieur le président, je ne suis pas d'accord avec M. Poulin, à savoir qu'il n'y a eu aucune prédétermination. Je ne puis l'admettre, étant donné que la convocation a été imprimée longtemps à l'avance et que nous aurions dépensé inutilement des fonds si le bill avait été rejeté. Je crois que vous avez vraiment préjugé du résultat du vote.

Vous avez dit que nous avons eu beaucoup de temps pour étudier ce projet de loi, mais votre affirmation ne s'appuie pas sur les faits. Plusieurs projets de lois ont été présentés à la Chambre et ont été étudiés bien plus longtemps que le bill qui nous occupe, et je vous demanderais combien de comités ne siègent que quelques heures après qu'un bill a été adopté par la Chambre. Je crois que vous hâtez les choses. Pourquoi tellement se hâter et convoquer une réunion à 15 h 30 cet après-midi? La plupart d'entre nous ont d'autres engagements, et nous avons dû modifier nos plans en conséquence. Je ne vois pas pourquoi vous voulez absolument que le Comité étudie ce bill cet après-midi, et j'appuie la motion de M. Woolliams.

## [Text]

**The Chairman:** Mr. Towers. Order please. Mr. Towers.

**An hon. Member:** That was intercaucus communication; not communication with the rest of us.

**An hon. Member:** There is no party thing on this.

**Mr. Poulin:** There is no party thing.

**An hon. Member:** No, of course not.

**An hon. Member:** There were two representatives from your caucus.

**The Chairman:** Order, order, please! Mr. Towers.

**An hon. Member:** . . . the happy parliamentarians.

**Mr. Towers:** Thank you, Mr. Chairman. As Mr. Poulin mentioned that it was with anticipation that the steering committee was held last night, I am just wondering how often steering committees meet to deal with a bill prior to the passage of the bill at second reading.

**An hon. Member:** Not very often.

**Mr. Towers:** Secondly, in view of the fact that this bill has always been associated with Bill C-83, it would seem to me that it would be in the best interest of the House of Commons and the country if both C-83 and C-84 could be held over until after the recess to give the people an opportunity to have an input into exactly what this legislation is all about.

**Some hon. Members:** Hear, hear!

**The Chairman:** Thank you. Is the committee ready for the question? I think Mr. Milne wants to speak.

**Mr. Milne:** I just want to pursue the point further. Mr. Reynolds was raising the point that someone was prejudging what would happen in the vote. I just wonder where these amendments come from? I would think they might have been printed before the vote was taken and probably printed at public expense. I would think the same argument would apply there as well as to the notice of meeting.

**Mr. Reynolds:** Mr. Chairman, on a point of order.

**The Chairman:** Mr. Reynolds.

**Mr. Reynolds:** My amendments were typed in my office this afternoon, after the vote. I just brought them here and the clerk is copying them now at public expense, but it has been done after the vote.

**The Chairman:** All those in favour of Mr. Woolliams' motion?

Motion negatived.

We will then proceed to the consideration of the report of the steering committee. The steering committee met last night at 8 p.m., and agreed on division that if and when Bill C-84, an Act to amend the Criminal Code in relation of the punishment for murder and certain other serious offences, were referred to the Committee, it would recommend that the Committee meet first on Tuesday, June 22, 1976 at 3:30 and 8 p.m. with the Solicitor General appearing, and on Wednesday, June 23, 1976 at 3:30 p.m. with the Solicitor General appearing. Two, that no witnesses be invited to appear during the consideration of Bill C-84.

## [Interpretation]

**Le président:** Monsieur Towers. A l'ordre, s'il vous plaît. Monsieur Towers.

**Une voix:** Il y a eu des communications au sein du caucus, mais pas avec le reste d'entre nous.

**Une voix:** Ce n'est pas une question partisane.

**M. Poulin:** Ce n'est pas une question de parti.

**Une voix:** Non, bien entendu.

**Une voix:** Deux représentants de votre caucus ont assisté à cette réunion.

**Le président:** A l'ordre. Monsieur Towers.

**Une voix:** . . . les heureux parlementaires.

**M. Towers:** Merci, monsieur le président. Étant donné que M. Poulin a dit que le comité directeur s'est réuni hier soir en prévision du vote d'aujourd'hui, je me demande si les comités directeurs se rencontrent souvent pour s'occuper d'un bill avant qu'il n'ait été adopté en seconde lecture.

**Une voix:** Rarement.

**M. Towers:** Deuxièmement, étant donné qu'on a toujours associé ce bill au Bill C-83, il me semble qu'il serait dans l'intérêt de la Chambre des communes et de la population de retarder l'adoption de ces deux bills, C-83 et C-84, jusqu'à la reprise de la session afin que les gens aient l'occasion de connaître exactement la portée de ces lois.

**Des voix:** Bravo!

**Le président:** Merci. Le Comité est-il prêt pour la mise aux voix? M. Milne veut prendre la parole.

**M. Milne:** Je veux seulement développer le sujet. M. Reynolds a dit qu'on avait préjugé du résultat du vote. Je me demande seulement d'où viennent ces amendements. Je crois qu'ils ont été imprimés avant le vote, aux frais de la population. Il en va de même pour ces amendements que pour la convocation de réunion.

**M. Reynolds:** Monsieur le président, j'invoque le Règlement.

**Le président:** Monsieur Reynolds.

**M. Reynolds:** Mes amendements ont été dactylographiés, dans mon bureau, cet après-midi, après le vote. Je viens de les apporter, et le greffier est en train de les copier maintenant, aux frais de la population, mais après le vote.

**Le président:** Les membres en faveur de la motion de M. Woolliams?

La motion est rejetée.

Nous passons maintenant à l'étude du rapport du comité directeur. Le comité directeur s'est réuni hier à 20 h et a convenu, sur division, que si le Bill C-84, Loi modifiant le Code criminel (meurtres et certaines autres infractions graves) était renvoyé au Comité, de recommander que le Comité se réunisse le mardi 22 juin 1976, à 15 h 30 et à 20 h 00, et le mercredi 23 juin 1976, à 15 h 30, avec le Solicitor général. Deuxièmement, qu'aucun témoin ne soit invité à comparaître au cours de l'étude du Bill C-84.



[Texte]

**An hon. Member:** Oh, come on.

**The Chairman:** May I have a motion to adopt the steering committee report and then we can have debate.

**Mr. Lawrence:** May I speak to that? please?

**The Chairman:** Mr. Poulin.

**Mr. Poulin:** I so move.

**The Chairman:** Mr. Lawrence.

**Mr. Lawrence:** Mr. Chairman, first of all, I resent a steering committee representing rather only party interests taking a line of attack in respect of a bill that is supposed to be a free-vote bill. In other words, what I am saying to you is that I do not think this Committee should in any way pay any attention to the steering committee which was set up to be representative of party interests in the passage of normal legislation in the normal legislative way through this House.

I draw your attention, Mr. Chairman, and the Committee's attention to the fact that we are discussing a bill that has nothing to do with party discipline presumably, nothing to do with decisions made by party caucus, nothing to do with the party Whips.

This is a bill that is supposedly, in any event, completely outside the consideration of all those matters. It is not even a government bill, presumably, and therefore I resent quite frankly, as a member of this Committee and as a member of the House, a steering committee composed primarily of the representatives of the party interests dealing with a matter in which party discipline should not intrude in any manner, shape or form. That is number one.

• 1550

Number two: obviously, somebody, somewhere, has the idea that this bill is going to be rammed or railroaded through here with absolutely no input from citizen groups or from individual citizens. I point out to you, Mr. Chairman, that nowhere in our antiquated legislative process in this place is there any opportunity at all for any formal intervention or collective action to the members of Parliament except through the committees, and for this Committee, with its top-heavy government majority on it, to attempt to ram or railroad the most important piece of legislation that has come before us this session in a matter of days is not only an insult to the members of Parliament, is not only an insult to the people of this country, who may want to have some input here, but is a pretty stupid senseless move as far as any public relations is concerned on the part of those who desire it. That is the second point: that there is no other way in which the average citizen can make his voice heard formally in the legislative process except through committees.

Finally, sir, there is a precedent. When this bill was before the House before, or a similar bill to this on other occasions, there was opportunity, as I understand it, for people to be heard. In the last instance, in 1973, there was not as full a discussion before this Committee as there perhaps should have been by representatives of the public, and that perhaps is the reason why, just two or three years later, we have to go through the whole façade all over again.

[Interprétation]

**Une voix:** Vous plaisantez.

**Le président:** Qui veut proposer l'adoption du rapport du comité directeur? Ensuite, nous pourrions en discuter.

**M. Lawrence:** Puis-je prendre la parole?

**Le président:** Monsieur Poulin.

**M. Poulin:** Je le propose.

**Le président:** Monsieur Lawrence.

**M. Lawrence:** Monsieur le président, tout d'abord, il me déplaît beaucoup qu'un comité directeur représentant les intérêts des partis, prenne des décisions à l'égard d'un bill sujet à un vote libre. Autrement dit, ce comité ne devrait aucunement tenir compte du comité directeur qui a été instauré pour représenter les intérêts des partis, lors de l'adoption de lois suivant le processus législatif normal de la Chambre.

J'attire votre attention, monsieur le président, ainsi que celle du Comité, sur le fait que nous discutons d'un bill qui n'a rien à voir avec l'alignement des partis, avec les décisions prises par les caucus des partis ou avec les whips des partis.

C'est un bill pour lequel on doit faire abstraction de toutes ces questions. Ce n'est même pas un bill du gouvernement, et par conséquent, en tant que membre du Comité et député, il me déplaît beaucoup qu'un comité directeur, formé des représentants des divers partis, s'occupe d'une question pour laquelle on ne devrait aucunement tenir compte de l'alignement des partis. C'est ma première observation.

Deuxièmement: évidemment, quelqu'un a décidé que ce projet de loi sera adopté en toute hâte par le Comité, sans aucune contribution des groupes de citoyens ou de citoyens. Je vous signale, monsieur le président, qu'il n'y a aucune façon d'intervenir officiellement auprès des députés, dans notre processus législatif, sauf par l'entremise des comités. Si notre comité, fortement majoritaire, tentait d'adopter, en quelques jours, la loi la plus importante qui ait été présentée au cours de la présente session, non seulement il insulterait les députés et les citoyens voulant faire connaître leur opinion, mais il agirait aussi d'une façon absurde du point de vue des relations publiques. C'est donc ma deuxième observation: dans notre processus législatif, le citoyen moyen ne peut faire connaître officiellement son opinion que par l'entremise des comités.

Finalement, monsieur, il existe un précédent. Lorsque ce bill a été présenté à la Chambre auparavant, ou un bill semblable en une autre occasion, les gens ont eu la possibilité de se faire entendre. La dernière fois, en 1973, les représentants de la population n'ont peut-être pas été entendus dans la mesure où il l'aurait fallu par le Comité, et c'est peut-être pourquoi, deux ou trois ans plus tard, il nous a fallu tout recommencer.



[Text]

To me, there are many, many people who are interested in coming forward and speaking and making representations to this Committee about this bill. To sit for 68 days in this Committee on a matter such as gun control and then to deny the citizens of this country the opportunity of coming forward on a matter affecting capital punishment is just going to put this in its proper perspective, as far as those who are concerned with ramming it through the Committee are concerned. That is entirely ridiculous.

And the final point I want to make on it is simply this: some of us have worked pretty hard on some amendments; it may not look like it, but nevertheless some of us have. These amendments are before you and before the public now for the first time. Some of these matters have not been discussed in public; they have certainly not been discussed in the House; and they obviously have not been discussed in this Committee. And I think it would be a travesty of our legislative procedures for anyone in this Committee to try to ram or railroad this thing through without any sensible calm discussion of some of the new issues being raised by means of amendments, as far as discussion among the M.P.s themselves are concerned—and again, I think it would be an insult to the public of this country not to permit citizen participation in the legislative process, which is what the Committee system was designed for, to allow citizen participation to discuss some of these amendments as well.

Therefore I certainly intend, for all of those reasons, to vote against any motion—and I gather the motion has been made—that the steering committee report be adopted. My feeling is that the steering committee report explicitly should not be adopted, because if you adopt that committee report, you are denying the people of this country the opportunity of coming forward and taking part in the legislative process in this Parliament.

**The Chairman:** Thank you, Mr. Lawrence.

I have Mr. Fraser, and Mrs. Holt's hand is up. I will have to make a ruling on her.

Mr. Fraser.

**Mr. Fraser:** Thank you very much, Mr. Chairman.

**Mrs. Holt:** You had better not have to make a ruling on...

**The Chairman:** Order, please.

**Mrs. Holt:** I want to speak on a point of order before you speak.

**The Chairman:** Order, please.

**Mrs. Holt:** I would like to speak because you are implying something, are you not?

**The Chairman:** Yes. I am implying that you are not a member of the Committee, Mrs. Holt.

• 1555

**Mrs. Holt:** I have been a member of the Committee since the first day I entered Parliament and there is not one Western representative here who filled in for me while I was hospitalized. If my accident has barred me from this Committee I think it is scandalous. I have been barred before from a committee but this is a free debate and a free vote.

[Interpretation]

A mon avis, bien des gens sont intéressés à comparaître devant ce comité et à faire connaître leur opinion au sujet de ce bill. Il est évident qu'on cherche à adopter en vitesse ce projet de loi, étant donné que le Comité a siégé 68 jours pour étudier le contrôle des armes à feu, tandis qu'on refuse aux citoyens du pays l'occasion de venir s'exprimer au sujet de la peine capitale. C'est complètement ridicule.

Je voudrais finalement faire une dernière observation: certains députés ont travaillé très fort pour présenter des amendements, cela ne paraît peut-être pas, mais c'est un fait. Ces amendements vous ont été présentés, ainsi qu'à la population, pour la première fois. On n'a pas encore discuté de certaines de ces questions en public, et on en n'a certainement pas discuté à la Chambre, ni au Comité. On porterait atteinte à tout notre processus législatif si l'on tentait d'adopter en vitesse ce projet de loi, sans que les députés discutent censément et calmement des questions soulevées dans les amendements. On insulterait la population du pays en interdisant aux citoyens de participer au processus législatif et de discuter de certains de ces amendements, ce pourquoi les comités ont été instaurés.

Pour toutes ces raisons, j'ai l'intention de voter contre toute motion en vue de l'adoption du rapport du comité directeur. J'estime que ce rapport ne devrait pas être adopté car, autrement, on enlève à la population l'occasion de participer au processus législatif du Parlement.

**Le président:** Merci, monsieur Lawrence.

J'ai M. Fraser sur ma liste, et M<sup>me</sup> Holt me fait signe. Il me faudra prendre une décision à son sujet tantôt.

Monsieur Fraser.

**M. Fraser:** Merci beaucoup, monsieur le président.

**Mme Holt:** Vous feriez mieux de ne pas...

**Le président:** A l'ordre, s'il vous plaît.

**Mme Holt:** Je voudrais invoquer le Règlement avant que vous ne preniez la parole.

**Le président:** A l'ordre, s'il vous plaît.

**Mme Holt:** Je voudrais prendre la parole parce que vous laissez sous-entendre quelque chose, n'est-ce pas?

**Le président:** Oui. Je veux dire que vous n'êtes pas membre du Comité, M<sup>me</sup> Holt.

**Mme Holt:** Depuis mon arrivée au Parlement, je suis membre de ce comité. Durant mon hospitalisation, aucun député de l'Ouest ne m'a remplacée aux séances du Comité. Il serait scandaleux que, suite à mon accident, je sois exclue du comité de la justice. Cela s'est déjà produit mais, cette fois-ci, il s'agit d'un débat et d'un vote libres.

[Texte]

**An hon. Member:** Good for you.

**The Chairman:** I have nothing to do with who is placed on the Committee.

**Mrs. Holt:** I have been a member of the Justice and Legal Affairs Committee since I first entered Parliament, the first day I entered Parliament, and it is a permanent committee and the Whip has so declared it.

**The Chairman:** Your name is not on the list of the Committee today. What I have to decide is whether any member who is not a member of the Committee is entitled to participate in the Committee proceedings.

**Mrs. Holt:** I maintain I am a member of the Committee.

**The Chairman:** I have no difficulty in deciding that any member who is not a member of the Committee is entitled to participate in the debate of the Committee, but what I find very difficult to decide is whether a member who is not a member can participate in a procedural discussion on the Committee as opposed to general debate.

**Mrs. Holt:** I was a member when it was convenient for you to have me a member, and if suddenly I am cut off—there is not one Western member here because I am the Western member. I am the B.C. member on this Committee and have so been since the day of my election.

Now this happened to me on Bill C-58 and I am not going to have it happen again. I feel very, very strongly that being ignored as a Liberal member and not being allowed to represent Western Canada—all the Liberal members from the West filled in for me while I was hospitalized. I did not choose to have this happen, and I resent very much...

**The Chairman:** Mrs. Holt, I take the lists of Committee members as they are given to me, but I would ask...

**Mrs. Holt:** You know better than anyone else that I am a permanent member of this Committee.

**The Chairman:** I take the names, Mrs. Holt, of people who are given to me at any given day as the members of the Committee, but I would ask for the guidance of the Committee on this. As I see it, it applies not only to Mrs. Holt but to any member. Certainly there is no doubt that any member may participate in the debate on the bill.

**Mrs. Holt:** I want the vote. I want my vote in there.

**The Chairman:** No, it is in the rules that you may not vote.

**Mrs. Holt:** Can you tell me why I am off this Committee because I had an accident?

**The Chairman:** I am sorry, I am not the one to ask that.

**Mr. Lawrence:** It is because you voted the way you did.

**The Chairman:** I am not the one to ask that question.

**Mrs. Holt:** It is a free vote.

**The Chairman:** I take the list of Committee members as it is given to me. The question I find more difficult is whether a member of the House who is not a member of the Committee may participate in a procedural discussion in the Committee, the question of what the Committee procedure is to be when that member may not vote.

[Interprétation]

**Une voix:** Bravo!

**Le président:** Je n'ai rien à voir avec la composition du Comité.

**Mme Holt:** Depuis mon entrée au Parlement, je suis, aux dires du whip, membre du comité permanent de la justice et des questions juridiques.

**Le président:** Votre nom ne paraît pas aujourd'hui sur la liste des membres du Comité. Je dois décider si un député qui n'est pas membre du Comité de la justice a le droit de participer aux délibérations.

**Mme Holt:** Je soutiens que je suis membre du Comité.

**Le président:** Je n'ai aucune difficulté à décider si un député qui n'est pas membre du Comité peut participer aux discussions du Comité. Il m'est plus difficile de déterminer si un député non-membre du Comité peut participer à des discussions de procédure par opposition à un débat général.

**Mme Holt:** A un moment donné, vous étiez bien aise que je siège à votre comité et, tout à coup, vous me retirez ce privilège. Cela signifie qu'aucun député de l'Ouest n'est membre du Comité. Depuis le jour de mon élection, je représente la Colombie-Britannique à ce comité.

La même chose s'est produite lors de la discussion du Bill C-58. Je ne permettrai pas que cela se répète. Je suis très bouleversée par toute cette situation. Je n'accepterai pas que l'on empêche de siéger comme représentante du parti libéral de l'Ouest du Canada—tous les députés libéraux de l'Ouest m'ont remplacée durant mon hospitalisation. Cet accident est au-delà de mon contrôle et je suis très offensée...

**Le président:** Madame Holt, je reçois la liste des membres du Comité telle qu'on me la donne, mais je demanderais...

**Mme Holt:** Mieux que nul autre, vous savez très bien que je suis membre permanent du Comité.

**Le président:** Madame Holt, je répète que j'accepte la liste qu'on me remet à chaque séance. Je demande aux membres du Comité de m'éclairer sur cette question qui s'applique non seulement à Mme Holt mais à tous les députés. Sans aucun doute, n'importe quel député peut participer aux débats sur le projet de loi.

**Mme Holt:** Je réclame le privilège de voter.

**Le président:** Selon le Règlement, vous ne pouvez voter.

**Mme Holt:** J'aimerais bien savoir pourquoi j'ai été rayée de ce comité, suite à mon accident?

**Le président:** Je regrette, mais je ne saurais vous dire.

**M. Lawrence:** C'est dû à la façon dont vous avez voté.

**Le président:** Ce n'est pas à moi qu'il faut poser cette question.

**Mme Holt:** Il s'agit d'un vote libre.

**Le président:** J'accepte la liste des membres du Comité telle qu'on me la remet. Je répète qu'il est plus difficile de déterminer si un député non-membre du Comité peut participer à une discussion de procédure du Comité. Il s'agit d'établir si le député en question aura le droit de vote.



[Text]

**Mrs. Holt:** I back up, sir, and I back up on a point of order. I want a ruling right now that I am a member of this Committee and have been a member of this Committee. You have no authority nor has the Whip authority when the rules are clear. Once you are a member of a committee you are a permanent member of a committee.

**The Chairman:** Mrs. Holt, if the ruling that you call for were whether you are a member of the Committee or not, it is clear you are not a member of the Committee.

**Mrs. Holt:** Then I want it announced by you as representing my party that I have been taken off this Committee.

**The Chairman:** I am announcing what is a fact, that your name is not on the list of Committee members. What I have to decide is whether nevertheless you are entitled to participate in procedural debate.

**Mrs. Holt:** And vote—I want my vote.

**The Chairman:** You are not entitled to vote. The rule of the House of Commons, which I will read to you, says this. It is Standing order 65(9).

65(9) Any member of the House who is not a member of a standing or special committee, may, unless the House or the committee concerned otherwise orders, take part in the public proceedings of the committee, but he may not vote or move any motion, nor shall he be part of any quorum.

**Mrs. Holt:** Then I would like this recorded for Western Canada, which is British Columbia: that a British Columbia permanent member cannot speak for Western Canada in this Committee. That I would like so recorded in the minutes of this meeting and I would like it reported to whoever has taken me off so arrogantly and ruthlessly without cause.

**The Chairman:** That is a political argument, Mrs. Holt.

**Mrs. Holt:** It is not the rule. I have been permanently on it.

**The Chairman:** It is not part of the question before me. I think we have a motion—no, I do not know that we do have a motion. She raised a point of order but I guess she does not have a motion.

**Mr. Lawrence:** May I make a motion about this matter. I would move that...

**The Chairman:** Order, please. We do have a motion before us so I cannot accept another motion but if you want to speak on this question, Mr. Lawrence, to give me guidance I would be glad to hear you.

**Mr. Lawrence:** The motion I intend making then is that Mrs. Holt replace Mr. Poulin on the Committee. That is all.

**The Chairman:** As I said, I could not accept any motion anyhow but obviously such a motion would not be in order. Do I have any guidance on this procedural question?

[Interpretation]

**Mme Holt:** Monsieur, j'insiste et j'invoque le Règlement. J'exige qu'on déclare immédiatement que, depuis toujours, je suis membre de ce comité. Monsieur le président, vous n'avez aucune autorité en la matière, pas plus que le whip d'ailleurs; le Règlement est clair. Une fois que vous êtes membre d'un comité, vous l'êtes pour toujours.

**Le président:** Madame Holt, il a déjà été établi clairement que vous n'êtes pas membre du Comité.

**Mme Holt:** Je vous demande donc de déclarer officiellement que je ne suis plus membre de ce comité, comme représentante de mon parti.

**Le président:** Je déclare, ce qui d'ailleurs est un fait, que votre nom ne paraît pas sur la liste des membres du Comité. Il reste à décider si vous avez le droit de participer aux débats sur la procédure.

**Mme Holt:** Et de voter—je veux voter.

**Le président:** Vous n'êtes pas en droit de voter. Voici ce qu'on lit aux Règlements de la Chambre des communes—au Règlement 65(9).

65(9) Tout député qui n'est pas membre d'un comité permanent ou spécial peut, sauf si la Chambre ou le Comité en ordonne autrement, prendre part aux délibérations publiques du Comité, mais il ne peut y voter ni y proposer une motion et il ne doit non plus faire partie d'aucun quorum.

**Mme Holt:** J'aimerais que cette déclaration soit rapportée pour l'Ouest du Canada, Colombie-Britannique: un représentant permanent de la Colombie-Britannique ne peut parler pour l'Ouest du Canada à ce comité. J'aimerais que ce soit consigné aux Procès-verbaux et témoignages de la sénace d'aujourd'hui et que la personne responsable de cette décision arrogante et impitoyable soit avertie.

**Le président:** Madame Holt, vous utilisez un argument politique.

**Mme Holt:** N'est-ce pas le Règlement? J'étais membre permanent du Comité.

**Le président:** Ce n'est pas de cela dont il s'agit. Je crois que nous avons une motion—non, je fais erreur. Elle a fait un rappel au Règlement mais je ne crois pas qu'elle ait soumis une motion.

**M. Lawrence:** Puis-je présenter une motion à ce sujet? Je propose que...

**Le président:** A l'ordre, s'il vous plaît. Puisqu'une motion a été présentée, il m'est impossible d'en recevoir une autre. Toutefois monsieur Lawrence, je vous invite à vous prononcer sur cette question pour m'éclairer.

**M. Lawrence:** J'avais l'intention de proposer que Mme Holt remplace M. Poulin comme membre du Comité. C'est tout.

**Le président:** J'ai déjà dit qu'il m'est impossible d'accepter une motion et, de toute façon, celle que vous proposeriez serait irrecevable. J'attends vos conseils sur cette question de procédure.



[Texte]

Mr. Leggatt.

**Mr. Leggatt:** Mr. Chairman, I do not see any reason why any member of Parliament who is interested in this subject should not be given a full opportunity to contribute to the debates that take place at the Committee. Therefore your distinguishing between debates on procedural matters and debates on other matters seems to me to be a bit of nit-picking. I would urge that the Committee allow any interested member of Parliament to participate in this Committee if it is a matter of high interest to them, as it obviously has been for Mrs. Holt.

• 1600

Mrs. Holt: You are misinterpreting.

Mr. Leggatt: Well, it is fairly obvious.

**The Chairman:** That would be my inclination too, Mr. Leggatt.

**Mr. Leggatt:** The constitution of the Committee really has nothing to do with the Committee itself but is in terms of the participation of people at this Committee. It is quite clear in my experience since being here that she is entitled to participate in debate, and I would move if necessary that she be entitled to participate in all debate in the Committee.

Mrs. Holt: If I cannot vote, I am leaving this Committee.

The Chairman: I am sorry, I have Mr. Olivier.

**Mrs. Holt:** I am leaving. If every day I got a telephone call—I must explain my position; I am sorry.

**The Chairman:** But you are not next, Mrs. Holt. Mr. Olivier is next. You are after him.

Mrs. Holt: All right.

**M. Olivier:** Monsieur le président, je pense que nous devrions permettre à tous les membres de la Chambre des communes qui le voudraient de participer aux débats du Comité sur cette question. Nous ne devrions pas empêcher qui que ce soit de participer aux débats pour aucune raison.

Maintenant, est-ce que tout le monde peut voter? Je pense qu'il y a des règlements et des coutumes d'établis. Il est évident que tous les 264 députés ne peuvent pas faire partie du Comité de la Justice et, comme M. Leggatt l'a dit, je soutiens que nous devons laisser la parole aux députés qui voudraient exprimer leurs idées sur ce sujet.

The Chairman: Thank you, Mr. Olivier.

Mrs. Holt.

**Mrs. Holt:** I do not want to just participate; I want my vote.

I will clear up to just the record. Every night I got messages that one day Art Lee would fill in for me, another day Iona Campagnolo would fill in for me. Each one of them was filling in for me. They were representing me because I am a permanent member and it was ruled by the Whip that once you are a member of a Committee you stay on until you withdraw or are withdrawn. I take it now that you have made an arbitrary decision to strike me off this, and there is no Western representative here to vote.

[Interprétation]

Monsieur Leggatt.

**M. Leggatt:** Monsieur le président, je ne vois aucune raison pour laquelle un député que la question intéresse, ne puisse participer au débat de ce comité. Lorsque vous distinguez entre les débats de procédure et les discussions d'un autre genre, il me semble que vous cherchez la petite bête. Mme Holt est certainement très intéressée par les délibérations de ce Comité et j'exhorte les membres du Comité à lui permettre de participer à la discussion aussi bien que tout autre député intéressé.

Mrs. Holt: Vous vous méprenez sur mes paroles.

M. Leggatt: Tout cela me semble assez évident.

**Le président:** Monsieur Leggatt, je suis enclin à partager votre avis.

**M. Leggatt:** La constitution du Comité n'a vraiment rien à voir avec ses délibérations. Nous discutons plutôt de la participation de diverses personnes aux séances de ce Comité. Par expérience, je considère qu'elle a le droit de participer aux débats et si nécessaire, je propose qu'elle puisse prendre part à tous les débats du Comité.

**Mme Holt:** Si vous ne m'accordez pas le droit de vote, je quitterai la pièce.

Le président: Je m'excuse; M. Olivier demande la parole.

**Mme Holt:** Je me retire. Si je dois expliquer ma situation chaque fois que je reçois un appel téléphonique, je refuse de jouer le jeu.

**Le président:** Madame Holt, je vous prie d'attendre, la parole est à M. Olivier. Vous pourrez intervenir après lui.

Mrs. Holt: Très bien.

**Mr. Olivier:** Mr. Chairman, I think in this case we should allow all members of the House of Commons that so wish to participate in this Committee's discussions on this matter. For no reason at all, should we prevent anybody from participating in the debate.

Is everyone entitled to vote? I think there are established standing orders and traditions. Obviously, all 264 members of Parliament cannot sit on the Justice Committee. As Mr. Leggatt just said, I maintain we should allow all members that so wish to express their opinion on this matter.

Le président: Merci, monsieur Olivier.

Madame Holt.

**Mme Holt:** Je ne me contenterai pas de participer, à la discussion, je réclame le droit de vote.

Voici des précisions. Tous les soirs, je reçois des messages m'informant que tel jour Art Lee me remplace, tel autre jour Iona Campagnolo siège à ma place. Ils me représentent puisque je suis membre permanent du Comité. Il a été déterminé par le Whip qu'une fois que vous êtes membre d'un comité, vous le demeurez jusqu'à ce que vous vous retiriez vous-même ou qu'on vous élimine. Je conclus que suite à une décision arbitraire, mon nom a été supprimé de la liste des membres du Comité. Cela signifie qu'aucun représentant de l'Ouest n'a le droit de vote.

[Text]

I do not just want to participate. I participated in Bill C-58, and I had a great contribution. I am sorry, but if I cannot vote I do not want to attend any further on this. You have deprived Western Canada of a vote.

**The Chairman:** I am prepared to make a ruling now that I should not distinguish between matters of substance and questions of procedure, and that any member of the House who is not a member of the Committee is nevertheless entitled to participate in all debates, including debates on procedure. I make this with some indecision, but in the absence of precedents on the matter it seems to be the fairer decision.

Now, Mrs. Holt has raised the additional question of whether she can vote. As far as I am concerned, until her name is given to me as a member of the Committee she cannot vote. The rules provide that only members of the Committee may vote, and on that there is no doubt. I will read the rule again. It is that such members may take part

... in the public proceedings of the committee, but ... may not vote or move any motion, nor shall he be part of any quorum.

So on that question the rule is absolutely clear.

**Mr. Towers:** Does this mean that she may move motions, Mr. Chairman?

**The Chairman:** No. It says she may not: "may not vote or move any motions".

Mr. Fraser.

**Mr. Fraser:** Mr. Chairman, thank you. I am sorry that this debate, which really should have taken place within the Liberal caucus, was brought to this Committee; I invite my colleagues on the other side to repair the situation as quickly as they can. But I do want to say this to my colleagues on the other side of the House: Mrs. Holt is not the only member of Parliament from the West, and some Western representation will be made at this Committee meeting.

Mr. Chairman, as I understand it the motion we are asked to adopt is that there be no witnesses called. I want to say to you, Mr. Chairman, to the Minister, and to my colleagues here that no matter what party we are in, no matter what position one may take on the essential decision of capital punishment or noncapital punishment, there are some aspects of this bill which bear our very serious consideration—that is, the question of sentence.

• 1605

As most of us realize, for second degree murder under this bill there is a mandatory 10 years imprisonment without parole. I do not have to remind any lawyer here, but I may have to remind some who do not have legal training that in the classification of second degree murder will undoubtedly come some people who, although they have committed second degree murder—and that is not to be condoned—are not in a class or category of people who have to be incarcerated for an absolute period of 10 years without any flexibility on the part of the authorities to rehabilitate them or to remove them from custody. And ...

[Interpretation]

Je refuse une simple participation aux discussions. C'est ce qui s'est produit lors des délibérations du Bill C-58 auquel j'ai apporté une contribution importante. Si je n'ai pas le droit de vote, les discussions ne m'intéressent pas. L'Ouest du Canada sera ainsi privé d'une voix.

**Le président:** Je suis prêt à éliminer toute distinction entre les discussions de fond et les questions de procédure. Je dirai même que n'importe quel député qui n'est pas membre de ce Comité a tout de même le droit de participer à toutes les discussions, y compris celles qui portent sur la procédure. J'hésite à me prononcer là-dessus, mais en l'absence de précédents sur cette question, j'opte pour la décision la plus équitable.

M<sup>me</sup> Holt réclame le droit de voter. Quant à moi, cela lui est interdit jusqu'à ce que l'on me dise qu'elle est membre du Comité. Les règlements stipulent, sans aucun doute, que seuls les membres du comité ont le droit de vote. Je relirai pour vous le Règlement: il indique que ces députés peuvent prendre part ...

... aux délibérations publiques du comité, mais il ne peut y voter ni y proposer une motion et il ne doit non plus faire partie d'aucun quorum.

Le règlement est tout à fait clair sur cette question.

**M. Towers:** Monsieur le président, selon le Règlement, peut-elle proposer des motions?

**Le président:** Non. Le Règlement dit: «ne peut y voter ni y proposer une motion.»

Monsieur Fraser.

**M. Fraser:** Merci, monsieur le président. Je constate avec regret que cette discussion aurait dû avoir lieu au sein du caucus libéral plutôt qu'à une séance de ce Comité. J'invite mes collègues de l'autre côté à remédier à la situation aussi vite que possible. J'aimerais toutefois rappeler à mes collègues de l'autre côté de la chambre que M<sup>me</sup> Holt n'est pas le seul député de l'Ouest représenté au sein de ce Comité.

Monsieur le président, la motion que l'on nous demande d'adopter porte sur la convocation de témoins à ce Comité. Permettez-moi de rappeler au ministre et à mes collègues que peu importe le parti que l'on représente, ainsi que la position prise à l'égard du maintien de la peine capitale ou de son abolition, certains aspects de ce projet de loi exigent une étude sérieuse, par exemple la question de la sentence.

Comme nous le savons tous, le bill sanctionne obligatoirement un meurtre au deuxième degré, par une peine d'emprisonnement de dix ans, sans libération conditionnelle. Je n'ai pas à le rappeler aux avocats ici présents, mais je le souligne pour ceux qui n'ont pas de formation juridique. Parmi les accusés d'un meurtre au deuxième degré, il y aura sans aucun doute des personnes—cela dit sans vouloir les excuser—qu'il n'y a pas lieu d'incarcérer pour une période absolue de dix ans, sans qu'il soit question pour les autorisés de les réhabiliter ou de les faire sortir de cette détention. Et ...



[Texte]

**An hon. Member:** Seven years. It is the same as before.

**Mr. Fraser:** No. It is 10 years. I think you will find it is 10 years. Then ...

**Mr. Woolliams:** Let us not quibble about whether it is seven or then.

**Mr. Fraser:** That is a matter on which some experts ought to be here to give us evidence about. There should be information from parole officers and other people who have experience in this regard. That is just one example of how you are going to limit an intelligent discussion of some of these provisions if you do not allow for witnesses.

We were here for many days on Bill C-83, and somebody said: Well, that was the fault of the Opposition. If that was the fault of the Opposition, how was it that the government eventually brought in over 50 amendments? I am not criticizing the government for bringing in over 50 amendments but it is some indication that the discussion on Bill C-83 was necessary.

I am asking all hon. members around this table to give a very serious second thought as to whether or not you want to say to the public of Canada that you are passing this very important piece of legislation and the ramifications that go with it, without the ability to call witnesses on matters of vital importance to peace and security in this country. If we were to walk out of here with an order that no witnesses will be called, the country is really going to wonder what kind of midsummer madness has hit this place.

**The Chairman:** Mr. Leggatt.

**Mr. Leggatt:** Mr. Chairman, I was a member of the steering committee that considered this. I initially felt that we should have some witnesses pro and con in regard to the death penalty, but I am persuaded that that has been canvassed from every direction. But I am persuaded by the arguments that Mr. Fraser makes, that on the question of the alternative, that is, the amount of mandatory jail-time that will be served without any exception, that is something we should hear something about.

I am not one for opening this Committee to a wide range of witnesses. But I think, on this one aspect, there is something we should give serious consideration to, and that is whether the alternative that is provided for in this bill is reasonable from both sides in terms of: is the sentence draconian or is it too little? It does seem to me that on that one narrow aspect there is merit in the argument being put forward.

I hope this Committee does not resolve into some kind of partisan lineup; I do not think that is necessary. I think we can take time and I think we can consider this bill reasonably. But in this area, I think the Committee should give serious consideration to some evidence. I am not suggesting we open the door but there are perhaps two or three witnesses who would be appropriate on this particular subject, and that is the effect of the 15-year provision, and the 10-year mandatory provision, on second degree murder.

**The Chairman:** Thank you.

**Mr. Fraser:** I would just like to add, Mr. Chairman ...

**The Chairman:** Excuse me, Mr. Fraser, I have others before you.

[Interprétation]

**Une voix:** Sept ans. C'est la même chose qu'avant.

**M. Fraser:** Non, c'est dix ans. Vous verrez que c'est dix ans. Ainsi ...

**M. Woolliams:** Ne nous disputons pas pour savoir si c'est sept ou dix.

**M. Fraser:** Nous devrions avoir des experts pour nous conseiller. Les agents de libération conditionnelle et d'autres personnes expérimentées devraient pouvoir nous renseigner. On empêche toute discussion intelligente, en ne permettant pas la venue de témoins.

Nous avons discuté pendant plusieurs jours le bill C-83, et quelqu'un a dit que c'était la faute de l'opposition. Si c'est la faute de l'opposition, comment le gouvernement a-t-il pu présenter plus de 50 amendements? Je ne critique pas le gouvernement pour ces 50 amendements, mais il est évident que cette discussion relative au bill C-83 était nécessaire.

Je demande à tous les députés réunis autour de cette table d'examiner sérieusement cette question: veulent-ils ou non dire au public canadien qu'ils adopteront ce texte législatif très important quant à sa portée, sans avoir la possibilité de convoquer des témoins sur des questions aussi graves que la paix et la sécurité du pays. Si nous délibérons sans entendre les témoins, les Canadiens vont se demander quel vent de folie souffle ici.

**Le président:** Monsieur Leggatt.

**M. Leggatt:** Monsieur le président, j'ai fait partie du Comité de direction qui a étudié cette question. J'ai pensé, au départ, que nous pouvions avoir des témoins pour ou contre la peine de mort, mais je suis persuadé que nous avons entendu tous ceux qui voulaient se faire entendre. Les arguments de M. Fraser me convainquent, toutefois, que sur la question de la durée d'emprisonnement obligatoire, qui sera purgée sans exception, nous devrions entendre des experts.

Il ne s'agit pas d'ouvrir les portes du Comité à une grande diversité de témoins, mais je crois que cet aspect doit être étudié sérieusement, pour savoir si la solution de rechange prévue dans le bill est raisonnable, sous ces deux rapports: est-ce que la sentence est draconienne ou est-elle trop légère? Il me semble que sur cet aspect plutôt limité, l'argument avancé est méritoire.

J'espère que le Comité ne manifestera pas de parti-pris, je ne crois pas que ce soit nécessaire. Nous pouvons prendre notre temps et étudier ce bill raisonnablement. Il faudrait que le Comité puisse étudier certaines preuves dans ce domaine. Je ne propose pas d'ouvrir les portes, mais il y a peut-être deux ou trois témoins qu'il faudrait convoquer pour discuter de l'effet de la disposition de 15 ans, de celle de 25 ans et des 10 ans obligatoires pour meurtre au deuxième degré.

**Le président:** Merci.

**M. Fraser:** J'aimerais ajouter, monsieur le président ...

**Le président:** Excusez-moi, monsieur Fraser, d'autres doivent prendre la parole avant vous.



[Text]

**Mr. Fraser:** I know, but this is important to correct a misconception that may have arisen from a remark from my hon. friend across the way. If you look at proposed Section 669, I think my friend indicated that parole would be eligible after seven years. I do not see that from my reading for it. That is on page 8 of the bill. It states:

669. The sentence to be pronounced against a person who is to be sentenced to imprisonment for life shall be,

...

(b) in respect of a person who has been convicted of second degree murder, that he be sentenced to imprisonment for life without eligibility for parole until he has served at least ten years of his sentence ...

**An hon. Member:** It says also:

... or such greater number of years ...

**Mr. Fraser:** In my view, Mr. Chairman, that is a section that needs the very careful and quiet consideration of this Committee and any experts who can give us some guidance on it.

**The Chairman:** Thank you.

I have Mr. Poulin, Mr. Woolliams, and Mr. Stanbury.

Mr. Poulin.

• 1610

**Mr. Poulin:** Thank you, Mr. Chairman. Perhaps I may direct my remarks first to what Mr. Lawrence has said, questioning the integrity of the steering committee which I, of course, do not accept. We have members from all sides of the House of Commons who were represented on that steering committee which met last night, with no animosity, no real disagreement, although we thought we may have a different issue. Maybe the issue was joined last night, but the composition of the committee cannot be other than that of all political parties in this House. That is what the House of Commons is. I think that argument is just without merit at all.

Then Mr. Lawrence very emphatically mentioned that this was an attempt to ram this bill through this Committee. Well, I do not know of very many bills that have ever been presented in this House of Commons where we have had 17 complete days of debate and have heard 119 speeches in the House of Commons, good speeches, very thoughtful speeches, men and women on all sides who have really tortured themselves in coming to this decision.

**Mr. Fraser:** How many dealt with this issue that I just raised?

**Mr. Poulin:** They have done this because they have looked at the issue and all of the facts that have been available to us by the best resources that I think any agency of government could possibly find. There is no attempt to ram, but there is an attempt to be able now to quietly deliberate all of the facts and the information that is in the possession of each and every one of us.

Mr. Lawrence also indicated that there was no other way for the average citizen to make his views known but by coming in this Committee and doing so.

[Interpretation]

**M. Fraser:** Je sais, mais il est important de corriger un malentendu qui pourrait résulter de la remarque prononcée par mon ami de l'autre côté. Si vous examinez la clause 669, mon ami a souligné que la libération conditionnelle serait possible au bout de sept ans; mais ce n'est pas ce que je lis à la page 8:

669. Le bénéfice de la libération conditionnelle est subordonnée, en cas de condamnation à l'emprisonnement à perpétuité

...

b) pour meurtre au deuxième degré, à l'accomplissement d'au moins 10 ans de peine ...

**Une voix:** On y dit également:

... délai que le juge peut porter à ...

**M. Fraser:** A mon avis, monsieur le président, cet article devrait être examiné soigneusement et tranquillement par les membres du Comité et par tout expert qui pourrait nous conseiller à ce sujet.

**Le président:** Je vous remercie.

Les prochains sur ma liste sont MM. Poulin, Woolliams, et Stanbury.

Monsieur Poulin.

**M. Poulin:** Merci, monsieur le président. J'aimerais tout d'abord répondre à M. Lawrence qui a mis en doute l'intégrité du comité de direction, ce que je n'accepte pas, évidemment. Des députés des deux côtés de la Chambre ont siégé au comité de direction qui s'est réuni hier soir, sans animosité, sans réel désaccord, même si nous avons pensé en arriver à un résultat différent. Peut-être avons-nous abouti à une solidarité hier soir, mais la composition du comité ne peut être différente de celle de tous les partis politiques de la Chambre, c'est ce qui fait la Chambre des communes. Je pense que cet argument n'a aucun mérite.

M. Lawrence a également prétendu qu'on tentait de passer ce bill à toute vitesse au Comité. Je connais peu de bills qui ont été présentés à la Chambre des communes, qui ont fait l'objet de 17 jours complets de débat et de 119 discours à la Chambre des communes, de bons discours, des discours bien pensés, et où des hommes et des femmes de tous les côtés se sont vraiment tourmentés pour en arriver à une décision.

**M. Fraser:** Combien ont traité de cette question que je viens de soulever?

**M. Poulin:** Ils l'ont fait, parce qu'ils ont examiné la question et tous les faits que nous avons pu obtenir des meilleures sources qu'il était possible d'obtenir. Il n'est pas question de précipiter les choses, il faut essayer de discuter tranquillement de tous les faits et de tous les renseignements que chacun d'entre nous possède.

M. Lawrence a également souligné qu'il n'y avait pas d'autres façons pour le citoyen canadien de faire connaître ses opinions que de venir au Comité pour les exprimer.

## [Texte]

May I say that I for one, and I am sure my colleagues on all sides of the House, will say that they have had many representations from citizens in all walks of life who have made their view clearly known to us. One of the clearest demonstrations of what the people of this country think, I think, was very poignantly made in the House of Commons today when this bill was granted second reading when there was an outburst of applause from all the people who were in the galleries this afternoon. We are not denying the people of this country the right to participate in these hearings but as a matter of fact I think we owe the people of this country an obligation to begin serious consideration clause by clause of this bill.

Mr. Fraser mentioned in his argument that we should really seriously consider the minimum 10-year parole eligibility for second degree murder. I point out to Mr. Fraser that that is in the existing law, the law as it exists now. This Parliament gave it great consideration in 1973. We have had experience with that penalty since 1973 and we have officials from the Department of the Solicitor General here who are going to be able to explain that position to us.

The best information is available to us here through the Minister and his officials. I therefore believe that in the interests of this country in resolving this issue we ought to move expeditiously along and consider this matter, based on all the information we have. We certainly have had an ability now to inform ourselves, and I trust each and every one of us voted with an informed conscience when we voted earlier today. I think with that information we can go on and deliberate with responsibility now, without hearing further witnesses who really will be repeating what we have already heard before many times in many other briefs.

All of the briefs that would be submitted to us we can read. We can pursue and study them to the best of our individual ability. But I have not heard a new argument presented in these 119 speeches that we have not heard before, nor any new evidence on any aspect of this bill. I feel that we should have the courage to face the issue as it is, based upon the best information that is available to members of Parliament, which is the information that we already have. We should move along, adopt the report of the steering committee and begin discussion of this bill this afternoon.

**The Chairman:** Mr. Woolliams.

• 1615

**Mr. Woolliams:** As I was a member of the steering committee, I should like to say a few words in reference to that.

I pointed out to the other members—there were three Liberals there, with Gordon and myself and Mr. Stu Leggatt, that formed the steering committee. I made it very clear, and I want it for the record here, that I felt with the composition of this Committee, because of the subject before it, that we had a free vote. We have people in our party that are retentionists and abolitionists. So I felt that myself—I guess my vote is on record. I voted against the bill. But I did point out in the steering committee, because we were in that position, that I did not think we could make those decisions. I also pointed out that whatever decision was made, and I believe I am quoting the Liberals correctly—there were three of them—the very motion that we do not have any witnesses—I said it would have to go on division. I take the position on this side in this Commit-

## [Interprétation]

Quant à moi, je suis certain que d'autres collègues des deux côtés de la Chambre sont dans le même cas, j'ai reçu des instances de citoyens de diverses couches de la société qui m'ont fait connaître leurs vues. On a clairement démontré ce que pensent les gens du pays à la Chambre aujourd'hui, et cela s'est fait de façon très poignante, lorsque le bill a été accepté en deuxième lecture cet après-midi lorsque les personnes assises dans les galeries se sont mises à applaudir. Nous ne dénions pas aux Canadiens le droit de participer à ces audiences, nous leur devons en réalité de commencer une étude sérieuse du bill, article par article.

M. Fraser a dit qu'il nous faudrait sérieusement étudier l'éligibilité à la libération conditionnelle après un minimum de dix ans pour meurtre au deuxième degré. J'aimerais rappeler à M. Fraser que c'est exactement ce qu'il y a dans la loi actuellement. Le Parlement a étudié cette question sérieusement en 1973, nous avons des expériences concernant ce genre de peine depuis 1973 et nous avons ici des représentants du ministère du Solliciteur général qui peuvent nous expliquer la situation.

Nous pouvons obtenir du ministre et de ses collaborateurs les meilleurs renseignements. Par conséquent, je crois que dans l'intérêt du pays et pour résoudre ce problème, nous devons travailler avec célérité nous fondant sur tous les renseignements dont nous disposons. Nous avons certainement eu des possibilités de nous renseigner et je pense que chacun d'entre nous a pu voter tout à l'heure en connaissance de cause. Nous pouvons maintenant continuer nos délibérations sans accueillir d'autres témoins qui ne feraient que répéter ce que nous avons déjà entendu bien des fois dans bien d'autres mémoires.

Nous pouvons lire tous les mémoires qui nous ont déjà été présentés. Nous pouvons poursuivre la question et étudier les exposés du mieux que nous le pouvons. Ces 119 discours n'ont présenté aucun argument que je n'avais entendu précédemment, je n'ai pas non plus de nouvelles preuves sur quelque aspect du bill que ce soit. Nous devons avoir le courage de faire face à la question avec les renseignements que nous avons. Nous devons maintenant continuer, adopter le rapport du comité de direction et discuter du bill cet après-midi.

**Le président:** Monsieur Woolliams.

**M. Woolliams:** En tant que membre du comité de direction, j'aimerais ajouter quelques mots.

J'ai indiqué clairement à d'autres membres du comité—il y avait trois libéraux, Gordon, moi-même et M. Stu Leggatt au comité de direction—je l'ai dit très clairement, je tiens à le répéter ici, étant donné la composition de ce Comité et le sujet en discussion, nous avons eu un vote libre. Nous avons dans notre parti des gens qui sont pour le maintien et d'autres pour l'abolition de la peine de mort. Par conséquent, quant à moi—je pense que mon vote a été enregistré. J'ai voté contre le bill. Mais j'ai insisté auprès du comité pour dire que dans cette situation, nous ne pouvons pas prendre de décisions. J'ai souligné également que la décision quelle qu'elle serait, et je crois que je cite correctement les libéraux—il y en avait trois—le fait que nous n'avons pas de témoins—j'ai dit que ce devrait être adopté sur division. Je pense que, de notre côté, en tant que



[Text]

tee that, as a member of Parliament and as a Progressive Conservative, that matter would have to be made by the Committee itself. I think I am on solid ground.

Now I come to a second point that I think is more important—the question about amendments. There are two lines of thought that I listened to today. One is, having voted on second reading and having voted for a bill that abolishes in fact and law, if it goes through Parliament, the death penalty for all offences, that we may have been voting on a question of principle. Therefore amendments that ask for the death penalty on particular crimes like high treason and treason and first degree murder might be out of line. Now that is something I think we have to carefully consider.

I take the other side of it. First, the rules were changed. The rules were set and when we came to vote on second reading we changed the procedure. The procedure was that on second reading we were not really approving a bill on principle, we were sending it to committee for study. Now, that is what some of the Liberal cabinet ministers said if you look up their speeches in Hansard.

Second, the exact name of the bill is “An Act to amend the Criminal Code in relation to the punishment for murder and certain other serious offences” I feel that, as this bill relates to punishment for murder, punishment for a certain kind of murder could be death or it could be 25 years in prison or it could be 21 years in prison or a term shorter or a term longer. I would say then, Mr. Chairman, that I support the fact that witnesses should be called. I support it on the grounds that if the amendments can be moved on the second principle which I have discussed with you, then I think we should hear the public as Mr. Lawrence has set out today on why they have not been able to be heard and give their input into the bill as is necessary and which I think they will ask for. Many people that we have had letters from across the country wanted this decision to be settled by plebiscite because, although the will of Parliament is supreme, the will of the people is not always followed by Parliament.

I think one thing you have to consider is what effect did second reading have today. If the effect is that no one will be able to move an amendment in reference to substituting the death penalty for any offence, that now calls for merely imprisonment, then I would say that would have something to do with how many witnesses we call because we were then fenced in and controlled by second reading. I would like to hear a ruling on that before you discuss the motion that no witnesses be called.

**The Chairman:** Well, I think a ruling on that question, Mr. Woolliams, would have to come in the context of particular amendments and it will undoubtedly be argued on both sides. I am not sure how we could delay this discussion pending that decision.

**Mr. Woolliams:** Well, Mr. Chairman, if you could not call witnesses say on high treason, who believe in the death penalty then there is no reason to make the decision as to witnesses of that type. Then you might fall into the category of witnesses which I thought was most limited by my friend Mr. Leggatt.

[Interpretation]

député du Parlement et Progressiste Conservateur, cette question doit être résolue au Comité. Je suis sur un terrain solide.

J'en viens à mon second point qui est important, la question des amendements. J'ai entendu aujourd'hui deux écoles de pensée. La première, ayant voté en seconde lecture et voté pour un bill qui, s'il est adopté au Parlement, abolit dans les faits et dans la Loi la peine de mort pour tous les crimes; nous l'avons peut-être voté sur une question de principe. Par conséquent, les amendements qui demandent la peine de mort pour des crimes particuliers comme la haute trahison et le meurtre au premier degré risquent d'être sans objet. Je pense qu'il faut étudier cela très sérieusement.

Par ailleurs, les règlements ont été changés. Les règlements étaient établis et lorsque nous sommes venus voter en deuxième lecture, nous avons changé la procédure. La procédure était qu'à la deuxième lecture, mais le bill soit renvoyé au Comité pour étude au lieu de recevoir une approbation de principe. C'est ce que certains ministres du Cabinet ont dit et vous le verrez dans les discours du Hansard.

Deuxièmement, le titre exact du bill est: Loi modifiant le Code criminel (meurtre et certaines autres infractions graves). Comme ce bill a trait à des peines pour meurtre, les peines sanctionnant un certain genre de meurtre pourraient être la mort ou bien un emprisonnement de 25 ans ou de 21 ans ou une période plus courte ou plus longue. Monsieur le président, je suis donc en faveur de la convocation de témoins. Si les amendements peuvent être proposés pour le second principe dont je vous ai parlé, nous pourrions entendre ce que le public a à dire, comme l'a mentionné M. Lawrence aujourd'hui, sur ce qu'il pense du bill. C'est nécessaire et je pense qu'il faudrait le faire. Les nombreuses personnes qui nous ont envoyé des lettres voulaient que cette décision soit prise par plébiscite car, même si la volonté du Parlement est suprême, celui-ci ne tient pas toujours compte de la volonté de la population.

Je pense qu'il faudrait considérer la portée qu'a pu avoir la seconde lecture aujourd'hui. Si elle a pour effet que personne ne peut proposer d'amendement pour imposer la peine de mort dans le cas de toute infraction qui actuellement n'entraîne qu'un simple emprisonnement, cela influencera le nombre des témoins que nous convoquerons, puisque nous sommes désormais liés et limités par cette seconde lecture. J'aimerais qu'il y ait une décision à ce sujet avant de discuter de la motion et que des témoins ne soient convoqués.

**Le président:** Je pense que cette décision, monsieur Woolliams, devrait être prise dans le contexte d'amendements précis et je pense que les deux côtés pourraient sans doute en discuter. Je ne suis pas certain que nous puissions retarder les discussions en attendant cette décision.

**M. Woolliams:** Bien, monsieur le président, si nous ne pouvons convoquer de témoins sur le problème de la haute trahison, par exemple, qui croient à la peine de mort, il n'est pas question de prendre de décision concernant des témoins de ce genre. Nous en revenons à la catégorie de témoins qui est assez limitée, celle de mon ami, M. Leggatt.



[Texte]

**The Chairman:** Right.

**Mr. Woolliams:** But I think you have to make that decision before you put the motion on whether witnesses will be called or not.

**The Chairman:** Well, I appreciate the connection that you draw. Intellectually it is very strong but in terms of procedure I think we have to settle this motion before we can move on to the other motion. That would come in the context of a particular amendment. I do not think I could make a general ruling on that. It would have to be in the context of a particular amendment.

Excuse me, Mr. Stanbury has withdrawn and I have Mr. Pinard and Mr. Olivier. Monsieur Pinard.

• 1620

**M. Pinard:** Monsieur le président, je voudrais en revenir au cours de droit de M. Fraser qui, dans son exposé, a laissé entendre (je ne veux pas me prononcer tout de suite sur l'opportunité d'entendre des témoins ou non) il a laissé entendre faussement, sans doute par inadvertance, que dans le cas de meurtre au deuxième degré, le Bill C-84 ne prévoit aucun adoucissement avant 10 ans. Or, il a même récidivé en disant que j'avais mentionné sept ans et que j'étais dans l'erreur. Je veux tout simplement, pour fins d'enregistrement des débats, souligner l'article 674 qui prévoit expressément que trois ans avant l'expiration de la sentence minimum, ou peut permettre les absences sans escorte en vertu de la Loi sur les pénitenciers ou les absences conditionnelles de jour telles que prévus par la Loi sur la libération conditionnelle de détenus. Alors, dans les circonstances, à titre de rectification, je ne voudrais pas qu'on tînt pour acquis un prérequis qui est faux en droit, je n'accepte pas cette représentation. L'article 674 du Bill C-84 dit que celui qui est trouvé coupable de meurtre au deuxième degré peut bénéficier de l'adoucissement des libérations conditionnelles de jour ou même d'absences sans escorte trois ans avant dix ans, donc trois de dix donne sept, et cela vaut tant pour les conservateurs que pour les libéraux.

**Le président:** Monsieur Pinard, thank you. Monsieur Olivier.

**M. Olivier:** Monsieur le président, quand on dit que le public n'a pas été informé, je pense que c'est faux, c'est faire abstraction des discours qui ont été prononcés à la Chambre des communes, c'est aussi faire affront aux membres de la Chambre des communes qui ont décidé que la peine de mort serait abolie en principe au niveau de la deuxième lecture. Je verrais mal qu'un comité puisse venir ici et envisager de nouveau la possibilité de rétablir la peine de mort en faisant des amendements. Je pense que cela serait vraiment un affront au Parlement canadien. Quant à dire que la population n'a pas été informée, je crois que les députés ont essayé de le faire. Lois de la présentation du bill en 1973, nous avions déjà commencé à informer la population à ce sujet et je crois que les gens qui étaient vraiment intéressés ont fait connaître leurs points de vue à tous les députés de la Chambre des communes, à savoir s'ils étaient pour ou contre la peine de mort. Je pense que les arguments de M. Woolliams ne tiennent pas et que nous devrions procéder immédiatement. Il m'apparaît très clairement qu'il y a des gens ici qui ne veulent pas que le Bill C-84 soit adopté en troisième lecture avant l'ajournement des travaux de la Chambre pour poursuivre un débat interminable.

[Interprétation]

**Le président:** C'est exact.

**M. Woolliams:** Mais je pense que vous devriez prendre cette décision avant de mettre en discussion la motion pour savoir si des témoins seront convoqués ou non.

**Le président:** Je comprends très bien la relation que vous faites. Intellectuellement, c'est très fort, mais du point de vue procédure je pense qu'il faut décider de cette motion avant d'en proposer une autre. Elle pourrait être proposée dans le contexte d'un amendement précis. Je ne crois pas pouvoir prendre de décision à ce sujet. Il faudrait que ce soit dans le contexte d'un amendement donné comme je vous l'ai dit.

Excusez-moi, M. Stanbury a retiré son nom et il me reste ceux de MM. Pinard et Olivier. Mr. Pinard.

**Mr. Pinard:** Mr. Chairman, I would like to come back to Mr. Fraser's law course. In setting the stage, I do not want to decide right away on the opportunity to hear witnesses, but I think he has misinterpreted the fact that in the case of second degree murder, Bill C-84 does not contemplate any flexibility before ten years. He repeated this assertion, saying that I had mentioned seven years and that I was mistaken. I would like to point out for the record that Section 674 provides for leave without escort under the Penitentiary Act or oneday leave under the Parole Act, three years before the termination of the minimum sentence. I think that this rectification is in order since the point of law referred to was improperly described. I cannot accept this representation of Bill C-84. Section 674 says that a person found guilty of second degree murder may be eligible for one-day parole or leave without escort three years before the termination of the minimum 10-year sentence, that is after serving seven years and this is the case for both conservative and liberals.

**The Chairman:** Thank you, Mr. Pinard. Mr. Olivier.

**Mr. Olivier:** Mr. Chairman, I think it is quite untrue to say that the public has not been informed. This implies that no attention was given to the speeches made in the House of Commons. This is also an insult to the members of the House who decided that capital punishment would be abolished in principle at second reading. I find it hard to imagine that a committee could consider re-establishing capital punishment by way of amendments. I think that this would be an affront to the Canadian Parliament. I think that members of Parliament have tried to inform the population. When the bill was presented in 1973, we had already begun our efforts to increase public awareness and I think that people who are really interested in the matter have already made their point of view known to their members of Parliament and have indicated their opposition to or their support of capital punishment. In my opinion, Mr. Woolliams' arguments do not hold any water and I think we should proceed immediately. It is quite clear to me that some people here do not want Bill C-84 to be adopted on third reading before the adjournment of the House and are attempting to draw this debate out interminably.

[Text]

**Le président:** Merci monsieur Olivier. Mr. Lawrence is next. I might say I have been giving further consideration to Mr. Woolliams' suggestion and I may have a proposal to make to the Committee on that.

**Mr. Lawrence:** I just want to make this point. I wonder if the Committee members who are advocating that the striking committee report be adopted realize that, if you do, you will not even be permitted to hear the Solicitor General or his officials, because they would have to be witnesses. I do not care whether the striking committee report says they should appear or not, they are still technically witnesses. Everyone is a witness who is not a member of the Committee. You just ruled that in relation to Mrs. Holt, for one thing.

**The Chairman:** I ruled . . .

**Mr. Lawrence:** I merely suggest to you that by doing what you are doing, by ramming the thing through in this way, you are denying the opportunity even to your own Solicitor General and his officials to act as witnesses before the Committee.

**The Chairman:** Order, please. I could not accept that interpretation, Mr. Lawrence. For one thing, if that were the case, we would change the wording because the agreement in the Committee last night was actually that, using these words, no witnesses other than the Solicitor General and his officials be called.

**Mr. Lawrence:** That is not what the striking committee report says.

**The Chairman:** Right. I agree that it is not.

**Mr. Lawrence:** Are you going to fenagle around with that, too, now that it is before the Committee?

**The Chairman:** Mr. Lawrence, what kind of suggestion are you making?

**Mr. Lawrence:** I am asking you if, after this report comes to this Committee and we have a half hour discussion on it, you now suggest that you, as Chairman, are going to change it?

**The Chairman:** I was not suggesting that I was going to change it.

**Mr. Lawrence:** You are indicating that it is going to be changed before it comes to a vote.

**The Chairman:** No, I . . .

**Mr. Lawrence:** You have no damn right to do that.

**An hon. Member:** Mr. Lawrence obviously is saying that with some emotion.

**The Chairman:** Order, please.

**Mr. Lawrence:** You are darn right I am. I am not putting up with any lip, either.

**The Chairman:** Order. What I said was the Committee last night agreed in the Committee, in these words, that no witnesses other than the Solicitor General and his officials be called. What I was about to explain to you when I was interrupted was that the Clerk put it in this form because he thought this was a more proper form and the Solicitor General was specifically stated to appear in both cases.

[Interpretation]

**The Chairman:** Thank you, Mr. Olivier. Je donnerai ensuite la parole à M. Lawrence. Je réfléchis encore à la proposition de M. Woolliams, j'aurai une suggestion à faire au Comité à ce sujet.

**M. Lawrence:** J'ai seulement une observation à faire. Je me demande si les membres du Comité qui recommandent que le rapport soit adopté se rendent compte que cela ne leur permettrait même pas d'entendre le Solliciteur général et ses fonctionnaires parce qu'ils devraient être les témoins. Je me fiche de ce que dit le rapport; dans le sens le plus strict du terme, ces personnes seraient considérées comme des témoins. Toute personne qui n'est pas membre du comité est un témoin. C'est ce que vous venez de dire en ce qui concerne M<sup>me</sup> Holt, par exemple.

**Le président:** J'ai précisé que . . .

**M. Lawrence:** En forçant l'adoption de ce bill, comme vous le faites, vous niez même à votre Solliciteur général et à ses fonctionnaires la possibilité de comparaître devant le Comité comme témoins.

**Le président:** A l'ordre, s'il vous plaît. Je ne puis accepter cette interprétation, monsieur Lawrence. D'abord, si cela était vrai, nous changerions le libellé, puisque l'entente d'hier soir prévoyait qu'aucun témoin, à l'exception du Solliciteur général et ses fonctionnaires, ne pourrait être convoqué.

**M. Lawrence:** Ce n'est pas ce que dit le rapport du Comité de sélection.

**Le président:** C'est vrai. J'admets que cela n'y est pas précisé.

**M. Lawrence:** Allez-vous commencer à faire des modifications à un moment où le Comité est aussi du rapport?

**Le président:** Monsieur Lawrence, quel genre de proposition faites-vous?

**M. Lawrence:** Maintenant que nous avons passé une demi-heure à discuter ce rapport, allez-vous proposer d'y apporter des modifications?

**Le président:** Je n'allais pas en proposer.

**M. Lawrence:** Vous dites que ce rapport sera modifié avant qu'il ne soit mis aux voix.

**Le président:** Au contraire, je . . .

**M. Lawrence:** Vous n'avez aucun droit de faire cela.

**Une voix:** M. Lawrence parle avec émotion.

**Le président:** A l'ordre, s'il vous plaît.

**M. Lawrence:** Vous pensez bien que oui. Je ne suis pas prêt à supporter des insolences non plus.

**Le président:** A l'ordre. J'ai dit que le comité avait convenu hier soir qu'aucun témoin ne serait convoqué, à part le Solliciteur général et ses fonctionnaires. J'allais vous expliquer, avant d'être interrompu, que le greffier avait exprimé cette recommandation de cette manière, puisque la formule lui semblait plus juste et, dans les deux cas, il a indiqué que le Solliciteur général devait comparaître.



[Texte]

**Mr. Lawrence:** That is not what the report says, and that is all I have to go on.

**The Chairman:** The report does say that.

**Mr. Lawrence:** That is all we have to go on.

**The Chairman:** And I would interpret the report in that fashion.

**Une voix:** Monsieur le président, au cas où le rapport...

**The Chairman:** I am sorry. If Mr. Lawrence has finished his comments, I think Mr. Towers is next.

• 1625

**Mr. Towers:** Thank you, Mr. Chairman. You will recall last night that I did warn you that there could be a prolonged fight if the vote passed. But I think it is very, very unfair for this Committee to be dealing with a report of the steering committee, a meeting that took place prior to the vote. I think it is unprecedented and I do not think we should be dealing with a report like that at all. I think perhaps the steering committee should meet again, in view of the fact that the vote has been held; it has been such a close vote, and we now know the direction that we are going, but last night, we had no idea how the vote was going to go. I think we are on very, very dangerous ground dealing with a report from a steering committee taken prior to a second reading vote.

**The Chairman:** Thank you, Mr. Towers.

**Mr. Reynolds.**

**Mr. Reynolds:** Thank you, Mr. Chairman. I just want to comment on what Mr. Olivier had to say about no witnesses needed in the Committee hearings because of the fact we have discussed it so well in the House. If you follow that logic, we should not call any witnesses to any bill. We have had bills in the House that have been discussed much longer than this bill. I go back to Mrs. Holt, Mrs. Holt had been a member of the Justice Committee until she had her unfortunate accident and could not come to the House for a while. I think it is unfortunate that a person who has strong views on the matter, such as she has, should not be allowed to sit on this Committee. I also would point out to him—he talked about the 1973 vote—that there are a lot of members in this House who were not here for the previous vote or the vote before that, and they should have an opportunity to listen to witnesses. I would also suggest that if Mrs. Holt is going to be silenced by her own party, one of the members of my party will be quite willing to step aside to allow her to come in here and...

**Mr. Woolliams:** That is right.

**Mr. Reynolds:** ... to ask some questions...

**Mr. Woolliams:** Right on.

**Mr. Reynolds:** ... so that she can speak for her constituents in a free manner. I think it is totally absurd that your party will not allow her to sit on this Committee, have a vote and be a spokesman of the views of quite a number of your members in your caucus.

**Mr. Leggatt:** Are you going to get rid of your retentionists or your abolitionists?

[Interprétation]

**M. Lawrence:** Ce n'est pas ce que dit le rapport et c'est tout ce que j'avais pour m'informer.

**Le président:** Le rapport dit cela.

**M. Lawrence:** C'est tout ce que nous avons pour nous informer.

**Le président:** J'interprèterais le rapport de cette façon.

**An hon. Member:** Mr. Chairman, should the report...

**Le président:** Si M. Lawrence a terminé ses remarques, je vais donner la parole à M. Towers.

**M. Towers:** Merci, monsieur le président. Vous vous rappelez sans doute qu'hier soir, je vous avais prévenu qu'il pourrait y avoir une dispute prolongée si cette motion était adoptée. Mais je trouve qu'il est très injuste que ce Comité traite d'un rapport du comité directeur sur une réunion qui a eu lieu avant le vote. Je crois que cela est sans précédent et j'estime que nous ne devrions pas être saisis de ce rapport. Peut-être le comité directeur devrait-il se réunir encore une fois, étant donné que le vote a déjà eu lieu; le scrutin a été très serré et maintenant nous pouvons agir en connaissance de cause tandis qu'hier soir nous n'avions aucune idée du résultat du scrutin. Je crois que c'est une pratique très dangereuse que de traiter d'un rapport d'un comité directeur s'étant réuni avant le vote en deuxième lecture.

**Le président:** Merci, monsieur Towers.

Monsieur Reynolds.

**M. Reynolds:** Merci, monsieur le président. Je veux simplement faire une observation sur les remarques de M. Olivier. Il dit qu'il n'est pas nécessaire d'entendre des témoins en comité, puisque la question a été débattue si longuement à la Chambre. Si nous devons respecter cette logique, il ne faudrait convoquer de témoins pour aucun bill. Certains bills à la Chambre ont fait l'objet d'une discussion beaucoup plus longue que celui-ci. En ce qui concerne M<sup>me</sup> Holt, elle était membre du Comité de la Justice avant son accident regrettable qui l'a empêché d'assister à la Chambre pendant quelque temps. Je crois qu'il est malheureux qu'une personne ayant des opinions si arrêtées sur la question ne soit pas autorisée à siéger comme membre de ce Comité. Quant au scrutin de 1973, j'aimerais signaler qu'il y a beaucoup de députés qui ne siégeaient pas à la Chambre à cette époque et qu'ils devraient avoir l'occasion d'entendre des témoins. Si M<sup>me</sup> Holt doit être muselée par son parti, je suis sûr qu'un membre de notre parti voudra bien lui céder sa place.

**M. Woolliams:** Exactement.

**M. Reynolds:** Ainsi, elle pourra poser des questions.

**M. Woolliams:** Exactement.

**M. Reynolds:** Et elle pourra parler au nom de ses électeurs en toute liberté. Je crois qu'il est tout à fait absurde que votre parti ne l'autorise pas à siéger comme membre de ce Comité et à voter pour représenter l'opinion d'un nombre important de députés de votre Caucus.

**M. Leggatt:** Allez-vous expulser vos abolitionnistes ou vos partisans de la peine de mort?



[Text]

**Mr. Reynolds:** They will not bother us . . .

**The Chairman:** Thank you, Mr. Reynolds.

**Mr. Reynolds:** It was a totally free vote in our party; it would not matter who left the . . .

**The Chairman:** Order, please.

**Mr. Stevens.**

**Mr. Stevens:** Mr. Chairman, I find this most remarkable. Certainly I had anticipated that there would, at least, be a limited right in this Committee to hear witnesses, and to suggest that the only witness that we might hear—and even that is in question—would be the Solicitor General, is most unusual. For thing, I would like somebody to explain the rationale. This is a very important bill. I suppose there are few things before the nation at the present time that the public are more concerned about, and I would have assumed, being the tradition of these Committees that they hear witnesses, that the thing that we would have wanted most of all, would be to ensure that witnesses, to some extent, be heard, especially representative witnesses from police associations or other groups.

I would point out to the Chairman and the other members of the Committee that it is not simply the question of the death penalty that we are going to be dealing with in the Committee, there are many other things in this bill, very extensive provisions concerning, for example, this concept of people's being entitled to absence with an escort, even in spite of the fact that they are notionally put in jail for life. Surely, we should have the right to call some people who might have some comments to make concerning that type of provision in the bill, as the Solicitor General is proposing.

It has been suggested that there has been an ample debate in the House, and the Solicitor General made a short speech in the House and had a longer prepared text. In the speech in the House and in the prepared text, the Solicitor General took it upon himself to discredit the study put out by Dr. Ehrlich of the University of Chicago. I have spoken to Dr. Ehrlich and he is greatly disturbed that it is now on the public record in Canada, a challenge by the Solicitor General of Canada on his study, the references referred to in the speech in the House by the Solicitor General are unheard of as far as Dr. Ehrlich is concerned. Neither of the gentlemen that the Solicitor General has referred to as experts have ever been in touch with Dr. Ehrlich. In short, Dr. Ehrlich has a letter coming to me and, I believe if invited, he would like to attend to explain that not only is his study correct, but he believes a further study even makes it all the more concrete that the evidence that he has, does indicate the death penalty has a deterrent effect.

In short, Mr. Chairman, I would like somebody to explain to me—sorry, because of the House delay, I was not here earlier—just what was the rationale in the steering committee to seriously suggest that this Committee should not have a representative number of witnesses here to make sure that all sides of this important questions are aired.

**The Chairman:** Thank you, Mr. Stevens. Perhaps Mr. Fox will answer that, he is the next speaker.

[Interpretation]

**M. Reynolds:** Ça ne pose aucun problème.

**Le président:** Merci, monsieur Reynolds.

**M. Reynolds:** Chaque député de notre parti a pris une décision personnelle à ce sujet.

**Le président:** A l'ordre, s'il vous plaît.

Monsieur Stevens.

**M. Stevens:** Monsieur le président, je trouve cette proposition très étrange. J'avais prévu que ce Comité aurait au moins un certain droit de convoquer des témoins et il est très surprenant d'apprendre que le seul témoin envisagé soit le Solliciteur général. J'aimerais que quelqu'un m'explique la raison de cette décision. Il s'agit d'un Bill très important. Je crois que cette question est probablement celle qui préoccupe le plus le public à l'heure actuelle et j'aurais cru raisonnable d'entendre des témoins représentant différents groupes, comme l'Association des policiers etc.

Je voudrais signaler que ce n'est pas seulement la peine de mort que nous allons étudier dans ce Comité mais aussi des dispositions permettant à un détenu, incarcéré en principe à perpétuité, d'être absent de sa prison pendant une certaine période pourvu qu'il soit accompagné. Je suis persuadé que plusieurs personnes aimeraient comparaître pour parler de dispositions de ce genre. On a dit que cette question a déjà fait l'objet d'un débat prolongé à la Chambre.

Dans son discours prononcé à la Chambre et dans la version plus longue préparée pour la publication, le Solliciteur général s'est permis de discréditer l'étude faite par M. Ehrlich de l'Université de Chicago. J'ai parlé à M. Ehrlich et il est perturbé par cette remise en question publique de son étude par le Solliciteur général du Canada. M. Ehrlich n'est pas au courant de certaines allégations qui se trouvent dans ce discours. Aucun des deux experts mentionnés par le Solliciteur général n'a eu des contacts avec M. Ehrlich. Bref, M. Ehrlich m'a envoyé une lettre et je crois que s'il recevait une invitation, il voudrait bien comparaître devant ce Comité pour expliquer non seulement le bien-fondé de son étude, mais aussi pour nous parler des constatations d'une étude ultérieure qui semble confirmer sa conclusion que la peine de mort a un effet de dissuasion.

Compte tenu de tout cela, monsieur le président, je voudrais que quelqu'un m'explique pourquoi le comité directeur a décidé qu'il n'était pas nécessaire d'avoir des témoins représentatifs de différents groupes de la société pour garantir que tous les aspects de la question soient traités.

**Le président:** Merci, monsieur Stevens. Peut-être M. Fox voudrait-il vous répondre puisqu'il a maintenant la parole.

[Texte]

• 1630

**M. Fox:** Merci, monsieur le président. Deux points tout d'abord, monsieur le président. Je veux m'assurer premièrement, à la lumière des explications qui ont été données, que le rapport du Comité permanent de la procédure et de l'organisation prévoit clairement que le Solliciteur général et ses témoins pourront être entendus. Si cela n'était pas clair, je proposerais d'amender ce rapport afin qu'il soit indiquer clairement que—seuls le Solliciteur général et les hauts fonctionnaires de son ministère seront entendus. Mais si d'après vous cela est bien précisé dans le rapport du Comité, à ce moment-là je ne proposerai pas de motion. Mais si ce n'est pas clair je serais prêt à le faire.

Bien... le président me dit que le rapport du Comité prévoit clairement le fait que le Solliciteur général et les autres membres de son ministère pourront être entendus.

Deuxièmement, autre chose me vient à l'esprit après avoir entendu M. Stevens, en particulier. On voudrait sembler-il, à l'occasion des témoignages devant ce Comité, réouvrir le débat en entier. C'est toujours très facile de dire qu'il faut un nombre limité de témoins représentatifs; mais quand je parle d'un nombre limité de témoins et de témoins représentatifs, je veux dire les témoins que je choisis, que je trouve en nombre suffisant et que je prétends être représentatifs, moi. Évidemment, en faisant le tour de la table nous pouvons nous rendre compte que plusieurs d'entre nous avons des idées pas mal divergentes sur tout cela.

Pour ne prendre qu'un seul exemple, M. Stevens suggère que nous entendions le professeur Ehrlich. Simplement dire cela, cela veut dire qu'il faudrait que nous recevions en même temps toutes les écoles de sociologues, toutes les écoles d'économistes des États-Unis et du Canada et, sans aucun doute, de France. Aussi bien, à ce moment là, de demander à quelques témoins russes de nous dire comment ils règlent le problème chez eux.

Il me semble tout à fait clair, monsieur le président, qu'on s'en va vers une situation purement dilatoire. Le seul but de tout cela est de retarder l'étude du Bill; et d'après ce qui s'est passé à la Chambre des communes aujourd'hui, je pense que nous avons reçu le mandat d'étudier le Bill et d'en faire rapport à la Chambre. Il me semble, monsieur le président que les...

**Une voix:** C'est un affront.

**M. Fox:** ... professeurs comme M. Ehrlich et comme ceux qui sont contre M. Ehrlich, ont eu l'occasion d'être publiés, ont eu l'occasion d'être lus, ont eu l'occasion d'être débattus, ont eu l'occasion d'être réfutés, ont eu l'occasion d'être commentés *ad nauseam*; et ce qu'on propose en ce moment c'est de «ramener la nausée» devant ce Comité. Personnellement, je trouve que tous les arguments, tous les points de vue ont été rendus publics devant la Chambre des communes et que nous en sommes rendus à un point où il commence à être temps que les parlementaires, au lieu de parler de façon indéfinie, comme je semble peut-être le faire en ce moment, en viennent à prendre des décisions. Nous avons été élus pour prendre nos responsabilités et prendre des décisions; et je pense, monsieur le président, et je le dis très respectueusement, que nous sommes rendus à ce stade-là, cet après-midi.

**Une voix:** Les conservateurs ne sont pas capables.

[Interprétation]

**Mr. Fox:** Thank you, Mr. Chairman. Two points first of all, Mr. Chairman. In view of the explanations that have been given, I wish to ensure that the report of the Standing Committee on Procedure and Organization clearly states that the Solicitor General and his witnesses may be heard. If that is not clearly stated, I propose that the report be amended so that it clearly indicates that only the Solicitor General and the senior officials of his department will be heard. But if you feel that the Committee's report already makes that quite clear, then I would withdraw my motion. If it is not clear, then I am prepared to move it.

Very well; the Chairman tells me that the Committee's report clearly states that the Solicitor General and other members of his department may be heard.

Secondly, another topic springs to mind, particularly after hearing Mr. Stevens' comments. There would seem to be a wish to reopen the entire debate, when testimony is being given before this Committee. It is always very easy to say that there should be a limited number of representative witnesses; but when one speaks of a limited number of witnesses or of representative witnesses, one usually means the witnesses whom one chooses, the numbers one considers to be sufficient or those one feels are representative. Of course, if we were to go around the table, we might discover that many of us have widely varying ideas about it.

To take only one example, Mr. Stevens suggests that we hear Professor Ehrlich. To do so would mean that we would then have to hear all the various schools of sociology and of economics in the United States and in Canada and, undoubtedly, in France. In that case, why not hear a few witnesses from Russia so they can tell us how they solve the problem there!

It seems perfectly clear to me, Mr. Chairman, that these are all simply delaying tactics. Their only purpose is to delay study of the bill; and after what happened in the House of Commons today, I think that we have been given a mandate to study the bill and to report it back to the House. It seems to me, Mr. Chairman, that...

**An hon. Member:** It is a disgrace.

**Mr. Fox:** ... professors such as Mr. Ehrlich and those who are opposed to Mr. Ehrlich's views, have had the opportunity to have their works published, read, debated, refuted and commented on *ad nauseam*; and now it is proposed that this nauseating debate continue here in committee. Personally, I feel that all the arguments and all the points of view have been aired in the House of Commons, and we have now reached the point where parliamentarians, instead of debating the point *ad infinitum*, as I now seem to be doing, should finally make a firm decision. We were elected to assume responsibility and to make decisions, and I think, Mr. Chairman, with all due respect, that we have reached that point here this afternoon.

**An hon. Member:** The Conservatives are incapable of doing it.



[Text]

**Le président:** Monsieur Guay.

**M. Guay (Lévis):** Monsieur le président, j'ai très souvent entendu invoquer l'argument que nos électeurs sont informés, que nos électeurs doivent être informés ou devraient être informés du contenu du Bill, etc. Je voudrais savoir, moi, s'il faut entendre ou non des témoins?

C'est la même chose pour tous les bills qui sont débattus à la Chambre des communes. Cela n'est pas nécessaire; ou alors il faudrait le faire pour tous les bills, à savoir informer notre population, informer ceux que l'on représente. Si les gens sont informés sur le Bill C-84 tel qu'ils devraient l'être, je pose la question suivante: Est-ce que le ministre, le Solliciteur général, son secrétaire parlementaire ou le secrétaire parlementaire du ministre de la Justice ont l'intention de présenter des amendements au présent Bill? Je crois que cela est très important. S'ils ont l'intention d'en présenter, cela n'a pas été débattu devant la Chambre des communes, cela n'a pas été débattu sur la place publique et je pense qu'à ce moment-là, on se doit d'en informer la population. Je pose la question aux trois personnes en question, monsieur le président.

**The Chairman:** Mr. Reynolds.

**Mr. Reynolds:** Mr. Chairman, Mr. Oliver talked about delaying tactics by calling witnesses but, Mr. Chairman, I would just suggest that the Solicitor General is here and rightfully so with his staff and certainly none of his staff are going to get up and disagree with this bill. That is why I think it is important we have witnesses on the other side.

Why should we just have witnesses supporting the government's position on the bill. We should have some witnesses on the other side of the bill who have the competence to tell us what they think and I do not see this as delaying tactics. Certainly just about every other bill before this House has witnesses before committee and I do not see why this one should be any different other than the fact that the government may be embarrassed at the public's reaction to this bill and wants to get it through quickly and get it over with.

• 1635

**The Chairman:** Thank you, Mr. Ellis.

**An hon. Member:** Question.

**The Chairman:** Well, Mr. Stevens is next.

**Mr. Stevens:** Mr. Chairman, I have asked initially—and I think you passed it off to one of the members of the government side—what is the rationale behind the steering committee's recommendation that no witnesses be invited to appear? You are the Chairman, I see, of the steering committee, and I would call upon you, Mr. Chairman, to explain to this Committee, what was the rationale? I have never seen that on a steering committee report before.

**The Chairman:** Well, steering committee meetings, as I understand them, are confidential, Mr. Stevens, and it is not for me to give the reasoning. Mr. Fox gave a reply to what you said and, evidently, you found it not satisfactory. I do not know if he wants to make another reply but I think it is not my responsibility to state positions of the parties at a confidential meeting.

[Interpretation]

**The Chairman:** Mr. Guay.

**Mr. Guay (Lévis):** Mr. Chairman, I have often heard the argument that the electorate is, must be or should be informed about the consent of the Bill. What I would like to know is whether we should hear witnesses or not.

It is the same for all bills debated in the House of Commons. It is not necessary, or else the public and the people we represent should be informed about all bills. If the people are informed about Bill C-84 to the extent that they should be, then I ask the following question: do the Minister, that is the Solicitor General, his Parliamentary Secretary, or the Parliamentary Secretary to the Minister of Justice, intend to propose amendments to this bill? I believe that to be very important. If they do intend to propose amendments, the latter will not have been debated in the House of Commons or in public, and in that case I think we have a duty to inform the public about such amendments. I therefore put that question to the three above-mentioned persons, Mr. Chairman.

**Le président:** Monsieur Reynolds.

**M. Reynolds:** Monsieur le président, M. Olivier a dit qu'on cherchait à retarder le bill en convoquant des témoins, mais monsieur le président, je dois vous signaler que le Solliciteur général et ses fonctionnaires sont présents, et aucun membre de son personnel ne va s'opposer au bill. Pour cette raison, il me semble important de convoquer des témoins qui représentent des opinions contraires.

Pourquoi devrions-nous entendre uniquement des témoins qui appuient la position gouvernementale sur ce bill? Nous devrions entendre d'autres témoins qui s'opposent au bill et qui ont la compétence nécessaire pour nous en donner leurs opinions; on ne peut guère interpréter cela comme une manœuvre visant à retarder l'adoption du bill. Nous entendons des témoins lors de l'étude de presque tous les autres bills et je ne comprends pas pourquoi celui-ci devrait être traité de façon différente, sauf en raison du fait que le gouvernement pourrait être embarrassé par la réaction du public contre ce bill et voudrait donc l'adopter aussi rapidement que possible.

**Le président:** Je vous remercie monsieur Ellis.

**Une voix:** Le vote.

**Le président:** C'est maintenant au tour de M. Stevens.

**M. Stevens:** Monsieur le président, j'ai déjà demandé pour quelle raison le comité de direction a recommandé de ne pas inviter de témoins à comparaître ce soir. En tant que président du comité de direction, c'est à vous monsieur le président que je demande cette explication, car c'est la première fois que pareille décision figure dans le rapport d'un comité de direction.

**Le président:** Les réunions de comités de direction se font à huis clos, monsieur Stevens, et il ne m'appartient donc pas de vous donner ces explications. M. Fox vous a déjà donné quelques éléments de réponses que vous ne semblez pas trouver suffisants. Il a peut-être pour sa part quelque chose à ajouter mais, en ce qui me concerne, je ne suis pas habilité à divulguer les positions prises par les différents partis au cours de ces réunions à huis clos.



[Texte]

**Mr. Stevens:** Well, Mr. Chairman, on that, could you do two things: first of all, as I understand it, it is not a question of party positions at all. I am a little surprised that you would say that there was some party position. certainly on the part of the Progressive Conservatives. But could you indicate to us who attended this steering committee meeting?

**The Chairman:** Yes, certainly. Mr. Woolliams, Mr. Towers, Mr. Leggatt, Mr. Pinard, Mr. Fox, Mr. Poulin, and myself.

**Mr. Woolliams:** Mr. Chairman, on a point of order.

I think it is very clear, before Mr. Stevens came in, that I pointed out that I was the one who insisted with Mr. Towers it be on division.

**The Chairman:** Yes.

**Mr. Woolliams:** And we did not agree to this procedure.

**Mr. Poulin:** That is right; it was on division.

**The Chairman:** Well, I cannot say who did what but it was on division, and Mr. Woolliams is entitled to say that he was not in favour of the report.

**Mr. Stevens:** Well, on a further point, then, Mr. Chairman—and I was hoping I could get to this. Certainly my understanding is—and perhaps the Clerk can correct me—that if a steering committee is unable to arrive at a unanimous decision the steering committee as such can make no report. Certainly, that is what we do on the Finance Committee; there is no report from the steering committee if it has to be on division. Now, do the rules of this Committee permit an on-division report from the steering committee?

**The Chairman:** Well, there are no rules of the Committee governing that, Mr. Stevens, but it certainly has been done before since I have been Chairman. I am not aware of any Parliamentary rule that would indicate anything other than acting on the basis of majority rule. That is a general rule throughout Parliament. So I would think the steering committee, as well as any other Committee, would be able to act on that basis. I would think it would be exceptional if the Committee were to decide otherwise.

**Mr. Stevens:** Would the Clerk agree with what you have said?

**The Chairman:** I do not know that the ...

Well, the Clerk's view is that the Committee delegates to the subcommittee its own powers, and the subcommittee would have the same powers as the Committee.

**Mr. Reynolds:** Question, Mr. Chairman.

**The Chairman:** Mr. Reynolds.

**Mr. Reynolds:** Because of the debate here today, I know the feeling of some of the members. I would like to move an amendment to the steering committee report that: all committee hearings be held after Parliament resumes in the fall to give the people of Canada a chance to digest what we have done today.

[Interprétation]

**M. Stevens:** Monsieur le président, pour commencer il ne s'agit pas de positions des partis, et en ce qui concerne le parti Conservateur du moins, je ne vois pas comment vous pouvez parler de positions. Pourriez-vous nous dire du moins qui a participé à la réunion du comité de direction.

**Le président:** Certainement: il y avait MM. Woolliams, Towers, Leggatt, Pinard, Fox, Poulin et moi-même.

**M. Woolliams:** J'invoque le Règlement, monsieur le président.

J'ai expliqué clairement avant l'arrivée de M. Stevens que c'est moi et M. Towers qui avons insisté pour que le vote se fasse sur division.

**Le président:** C'est exact.

**M. Woolliams:** Nous n'avons pas accepté cette procédure.

**M. Poulin:** C'est exact; le vote s'est fait sur division.

**Le président:** Tout ce que je puis dire, c'est qu'il y a eu division et M. Woolliams, pour sa part, a le droit de dire qu'il n'est pas en faveur du rapport.

**M. Stevens:** Monsieur le président, j'avais toujours cru comprendre que lorsqu'un comité de direction n'arrive pas à dégager une décision unanime, il n'est pas habilité à soumettre un rapport. Du moins, c'est ce qui se passe au Comité des finances; en effet le comité de direction ne soumet pas de rapports lorsqu'il n'y a pas unanimité. Est-ce que les règles de ce comité-ci prévoient un rapport de comité de direction sur division?

**Le président:** Cette éventualité n'a pas été prévue par le comité, monsieur Stevens, mais je sais que cela s'est déjà fait depuis que j'assume la présidence. Dans des cas de ce genre, le règlement du Parlement prévoit uniquement que toute décision soit prise à la majorité des voix, ce qui est une règle générale pour le Parlement. C'est pourquoi j'estime que le comité de direction, comme tout autre comité, est autorisé à agir conformément à ce principe. Il serait d'ailleurs exceptionnel, à mon avis, que le comité en décide autrement.

**M. Stevens:** Le greffier est-il d'accord avec ce point de vue?

**Le président:** Je ne sais pas si ...

Le greffier me signale que lorsque le Comité délègue au sous-comité ses propres pouvoirs, ce dernier détient les mêmes pouvoirs que le Comité.

**M. Reynolds:** Une question monsieur le président.

**Le président:** Monsieur Reynolds.

**M. Reynolds:** Je sais ce que pensent certains députés. C'est pourquoi je propose qu'un amendement au rapport du sous-comité: Que toutes les réunions de comité soient remises jusqu'à la reprise de la session parlementaire à l'automne prochain pour permettre à l'ensemble des Canadiens de mieux prendre conscience de la décision intervenue aujourd'hui.

[Text]

**An hon. Member:** On the amendment.

**The Chairman:** All right. You would substitute that for the whole report of the steering committee, would you? Yes, all right.

Are we ready for Mr. Reynolds' amendment which would delete the whole of the report and provide that all Committee hearings be held after Parliament resumes in the fall?

**Mr. Poulin:** On the main motion?

**The Chairman:** Excuse me a moment.

**Mr. Reynolds:** Could I have a roll call on that, Mr. Chairman?

**The Chairman:** Yes, you may.

**Mr. Woolliams:** We have been on and off this Committee like a yo-yo.

**The Chairman:** May I point out that the motion is Mr. Reynolds' motion and you should say "yea" or "nay" to Mr. Reynolds' motion, for or against.

Motion negative: yeas 10; nays 6.

• 1640

**The Chairman:** The court is the same as before. The motion is lost by ten votes to six.

May I now put the main motion, which is the report of the steering committee meeting.

**Mr. Lawrence:** Call the roll.

**The Chairman:** Do you want a roll call on that? Yes.

**Mr. Fraser:** I do not want to make quite as much fuss as my other colleague from the West, but I would just like to know if I am on the Committee now.

**The Chairman:** I am told that you are not.

**Mr. Fraser:** Exercise some discretion.

**Mr. Woolliams:** Mr. Chairman, that is being remedied; it is being looked after. He was on, but I do not know; he went off like a yo-yo.

**The Chairman:** Order, please. We have been asked for a roll-call vote on that motion, so I will put it to you again. This is the motion in favour of or against the steering committee's report.

Motion agreed to: yeas 11; nays 6.

**The Chairman:** May I now call Clause 2 of the bill.

On Clause 2—*High treason*

**Mr. Woolliams:** Are we having a statement from the Minister? Is he a witness?

**The Chairman:** Mr. Minister, do you have any statement to make?

**Mr. Allmand:** Mr. Chairman and members of the Committee, I have no statement to make. However, I have with me this afternoon to answer questions on matters of expertise...

[Interpretation]

**Une voix:** Sur l'amendement.

**Le président:** Très bien. Cet amendement remplacerait le rapport du comité de direction, n'est-ce pas?

Vous êtes prêts à voter sur l'amendement de M. Reynolds qui supprimerait l'ensemble du rapport et remettrait toutes les réunions de comité jusqu'à la reprise parlementaire à l'automne prochain?

**M. Poulin:** On vote sur la motion principale?

**Le président:** Permettez, un instant.

**M. Reynolds:** Est-ce qu'on peut procéder par appel nominal?

**Le président:** Certainement.

**M. Woolliams:** Les réunions de ce Comité me font penser à un yo-yo.

**Le président:** Je vous signale qu'il s'agit de la motion déposée par M. Reynolds sur laquelle vous êtes invités à voter par oui ou par non.

La motion est rejetée par 10 fois contre 6.

**Le président:** La motion est à nouveau rejetée par 10 voix contre 6.

Je mets maintenant en délibération la motion principale, à savoir le rapport de la réunion du comité de direction.

**M. Lawrence:** Je demande un vote par appel nominal.

**Le président:** Très bien.

**M. Fraser:** Je ne tiens pas à faire tant de grabuge que mes autres collègues de l'Ouest, mais j'aimerais néanmoins savoir si je fais maintenant partie du Comité.

**Le président:** On me signale que non.

**M. Fraser:** Vous avez néanmoins une certaine liberté d'action.

**M. Woolliams:** Des mesures vont être prises, monsieur le président, pour remédier à cette situation. Avant, il faisait partie du Comité, puis il n'en fait plus partie.

**Le président:** A l'ordre s'il vous plaît. On a demandé un vote par appel nominal sur la motion pour ou contre le rapport du comité de direction.

La motion est adoptée par 11 voix contre 6.

**Le président:** Je mets maintenant aux voix l'article 2 du bill.

Article 2—*Haute trahison*

**M. Woolliams:** Est-ce que le ministre va faire une déclaration? Est-ce qu'il comparait en qualité de témoin?

**Le président:** Monsieur le ministre, avez-vous une déclaration à faire?

**M. Allmand:** Non, je n'ai pas de déclaration à faire, monsieur le président. Cependant, pour répondre aux questions techniques, je me suis fait accompagner par...



[Texte]

**The Chairman:** Mr. Woolliams.

**Mr. Woolliams:** Just before the Minister starts, some people on my side of the table say that they thought the motion was that there would be no witnesses. Would you clarify that before we start?

• 1645

**The Chairman:** My interpretation of the report that me have carried on the basis of the legal principle that the more particular governs the more general, is that since the order provides that we shall meet this afternoon and this evening with the Solicitor General appearing, and tomorrow afternoon with the Solicitor General appearing, that means that he shall appear with his officials as witnesses at that time. The reference in Clause 2 to "no witnesses shall be invited" means no other witnesses, and I am strengthened in my interpretation by the fact that this was the intention of the steering committee last night.

**Mr. Leggatt.**

**Mr. Leggatt:** Mr. Chairman, if I might clarify the particular position the steering committee took. I presume there is nothing to prevent the steering committee from reconsidering that motion after listening to evidence on the question from the Solicitor General or his officials if it raises serious questions about the effect of the sentencing procedure under this bill.

**The Chairman:** That is quite true, Mr. Leggatt. I think the steering committee can be recalled at any time or this Committee, indeed, can reconsider any decision that it made.

**Mr. Solicitor General.**

**Mr. Allmand:** Mr. Chairman and members of the Committee, as I said, I will not make any opening statement. I feel an awful lot has been said on this subject already. I have been more or less involved in this debate since 1972 almost continuously. However, I have with me to help answer questions the Deputy Solicitor General, Mr. Tassé; the Commissioner of the Canadian Penitentiary Service, Mr. Therrien; the Assistant Deputy Minister in charge of Research and Systems Development, Mr. Holfey, who has with him Carolyn Fuller, who is an expert on the statistics with respect to capital punishment; and Mr. Michael Petrunik, who has also done a lot of research on the capital punishment issue. We also have Mr. Jack Hollies, the Chief Legal Counsel for the Ministry. We have three deputy Commissioners of penitentiary, the Deputy Commissioner, Mr. Braithwaite, in charge of programs; Mr. Westlake, the Deputy Commissioner in charge of security; and Mr. Diguier, the Deputy Commissioner in charge of administration and operations.

There is just one point that I perhaps could answer right away because it was raised in the discussion. At the present time the minimum period for parole for those convicted of noncapital murder and for those who are commuted from a death sentence is 10 years for full parole, although they are eligible for temporary absences and day parole three years prior to their full parole eligibility date, which means that they can have day parole or temporary absences at seven years—eligible for—and full parole after ten years. The ten year rule goes back to 1968, so it has been in effect for some time. However, in 1973 we gave the court the right to increase that minimum parole eligibility date from 10 to 20 years, and recently some people have been convicted of murder on a life sentence—by the way, the sentence is always a life sentence—and the court

[Interprétation]

**Le président:** Monsieur Woolliams.

**M. Woolliams:** Certains députés de ce côté-ci de la salle croyaient que la motion prévoyait qu'il n'y aurait pas de témoins. Pourriez-vous nous dire ce qu'il en est au juste.

**Le président:** Je me permets d'interpréter le rapport que nous avons adopté selon lequel nous siégeons cet après-midi et ce soir en compagnie du Solliciteur général. Demain après-midi, nous siégerons de nouveau avec le Solliciteur général, qui sera sans doute accompagné de ses fonctionnaires. L'article 2, qui stipule «qu'aucun témoin ne sera invité», signifie qu'on ne lancera pas d'invitations à des témoins de l'extérieur. C'est ainsi que le Comité directeur s'est prononcé hier soir.

**Monsieur Leggatt.**

**M. Leggatt:** Monsieur le président, permettez-moi de préciser la position du Comité directeur. Je suppose que rien n'empêche le Comité directeur d'étudier à nouveau cette motion, après avoir entendu le témoignage du Solliciteur général ou de ses fonctionnaires, si elle soulève des problèmes sur l'effet de la procédure des sentences en vertu de ce bill.

**Le président:** Monsieur Leggatt, vous avez bien raison. Il est entendu que le Comité directeur ou le Comité plénier peut considérer à nouveau toute décision qu'il a déjà prise.

**Monsieur le Solliciteur général.**

**M. Allmand:** Monsieur le président, membres du Comité, je ne ferai pas de déclaration préliminaire. A peu près tout a déjà été dit. Depuis 1972, je participe à peu près sans arrêt à ce genre de discussion. Pour répondre à vos questions, je me suis fait accompagner par le Solliciteur général adjoint, M. Tassé; du Commissaire du Service canadien des pénitenciers, M. Therrien; du sous-ministre adjoint chargé de la recherche et du perfectionnement des systèmes, M. Holfey, qui est d'ailleurs accompagné de Carolyn Fuller, un expert en statistiques sur la peine capitale; et de M. Michael Petrunik qui a fait beaucoup de recherche sur la peine capitale. Je suis accompagné aussi de M. Jack Hollies, conseiller juridique principal du ministère. Sont aussi présents, trois commissaires adjoints du Service canadien des pénitenciers: M. Braithwaite, commissaire adjoint chargé du programme des détenus; M. Westlake, commissaire adjoint chargé de la sécurité; et M. Diguier, commissaire adjoint chargé des services opérationnels.

Je pourrais répondre immédiatement à une question qui a été soulevée au cours de la discussion. Présentement, la période minimum qui précède la libération conditionnelle pour les personnes accusées de meurtre non qualifié et pour celles dont la peine de mort a été commuée est de dix ans pour une libération conditionnelle totale. Toutefois, ils sont admissibles à des absences temporaires ou à une libération conditionnelle de jour, trois ans avant la date d'admissibilité à une libération conditionnelle totale. Ce qui signifie qu'un prisonnier peut obtenir une libération conditionnelle de jour ou une absence temporaire après sept ans de prison, et qu'il est admissible à une libération conditionnelle totale après dix ans. Le règlement de dix ans, qui date de 1968, est donc en vigueur depuis quelque temps. Toutefois, en 1973, nous avons accordé aux tribu-



[Text]

recommended that there be no parole eligibility date for 20 years. I could get statistics later on how many have sentences like that, and some have sentences between the 10 and the 20 and the great majority have minimum parole eligibility of 10 years.

**The Chairman:** Mr. Lawrence was asking on a question of order what hour we are going to adjourn. Our normal hour of adjournment on the Committee is 5.30 p.m., and unless there is an order to the contrary we would adjourn at that time.

Mr. Woolliams raised the question earlier about whether or not we should have a ruling about the admissibility of certain amendments. Actually, he made that with respect to the last motion. I did not pursue it at that time because Committee members seemed to want to come to a decision, but we could agree to do that in advance if you thought that would guide the discussion on any point. I just wanted to say that if the Committee was agreed on that procedure, even though it is a bit unusual, I think we could take that out of sequence.

**Mr. Woolliams:** All right. It is up to you. I do not care. Actually, it was Mr. Lawrence who moved a lot of amendments, and Mr. Reynolds. I prefer, because we have that freedom of thought here, that they speak to that, but I raised it because I thought it was material in your decision of not allowing witnesses, so I prefer now, rather than submit a positive argument of one position or another, for them to take that position.

**Some hon. Members:** Hear, hear!

• 1650

**M. Guay (Lévis):** Un rappel au Règlement, monsieur le président.

**Le président:** Monsieur Guay.

**M. Guay (Lévis):** Monsieur le président, comme j'ai toujours cru que le Parti libéral représentait toutes les parties du pays, de Vancouver à Terre-Neuve, comme M<sup>me</sup> Simma Holt est la seule personne avec qui je peux me paier et par qui je peux être remplacé, et comme il n'y a aucune femme qui siège au Comité de la Justice, je veux tout simplement me retirer du Comité et donner ma place à M<sup>me</sup> Simma Holt qui partage mon opinion sur vote projet de loi.

**The Chairman:** Thank you, Mr. Guay. I take it that that change will be made by the Whip, then, if that is...

**Mrs. Holt:** Thank you, Mr. Guay. I am sorry.

**An hon. Member:** It is already made.

**The Chairman:** It has already been made. Thank you. That solves that problem.

If the Solicitor General will proceed with...

Oh, I am sorry. Mr. Woolliams.

**Mr. Woolliams:** I would like to ask just a few general questions as I scan through the bill. I take it, through you, Mr. Chairman, to the Solicitor General or his experts, that there is no definition of 'life sentence', because when you look—and I do not want to particularize—when you look at Clause 21, proposed Section 669, it deals there with:

[Interpretation]

naux le droit de porter cette admissibilité à une libération conditionnelle minimum de 10 à 20 ans. Récemment, certaines personnes ont été déclarées coupables de meurtre et condamnées à l'emprisonnement à vie. Soit dit en passant, la sentence est toujours l'emprisonnement à vie. Le tribunal a recommandé qu'elles ne soient pas admissibles à une libération conditionnelle avant 20 ans. Plus tard, je pourrai vous fournir des statistiques sur le nombre de sentences touchées par cette décision. Certaines sentences sont soumises à la règle de 10 à 20 ans, mais la grande majorité est admissible à la libération conditionnelle après dix ans.

**Le président:** Par un appel au Règlement, M. Lawrence a demandé à quelle heure le Comité ajournera. L'heure normale d'ajournement du Comité est 17 h 30; à moins d'avis contraire, nous ajournerons à ce moment-là.

Un peu plus tôt M. Woolliams a soulevé la nécessité d'établir un règlement sur l'admissibilité de certains amendements. De fait, il se reportait à la dernière motion. Je n'ai pas poursuivi la discussion à ce moment-là, car il semblait que les membres du Comité voulaient en arriver à une décision. Même si elle est inusitée, il me semble utile que le Comité s'entende sur cette procédure.

**M. Woolliams:** Très bien. Peu m'importe, je m'en remets à vous. De fait, M. Lawrence et M. Reynolds ont proposé plusieurs amendements. Puisque nous avons la liberté de pensée au sein de ce comité, je préfère qu'ils se prononcent sur cette question. Je l'ai soulevée car, selon moi, elle touche votre décision de ne pas recevoir d'autres témoins. Avant de me prononcer dans un sens ou dans l'autre, je demanderais à ces messieurs d'exprimer leur point de vue.

**Des voix:** Bien dit!

**Mr. Guay (Lévis):** On a point of order, Mr. Chairman.

**The Chairman:** Mr. Guay.

**Mr. Guay (Lévis):** Mr. Chairman, since I have always understood the Liberal Party to represent the whole of Canada, from Vancouver to Newfoundland, and as Mrs. Simma Holt is the only one I can team with and who can replace me, and as there is no female representation on the Justice Committee, I wish to withdraw in favour of Mrs. Simma Holt considering that our views on the bill are similar.

**Le président:** Merci, monsieur Guay. je présume que le whip va s'en charger et nous pourrons alors...

**Mme Holt:** Merci, monsieur Guay. Je regrette.

**Une voix:** C'est déjà fait.

**Le président:** C'est déjà fait. Merci. Cela règle le problème.

Si le Solliciteur général veut bien poursuivre...

Oh, pardon. Monsieur Woolliams.

**M. Woolliams:** J'aimerais poser quelques questions générales qui me viennent en parcourant le projet de loi. Je m'adresse au Solliciteur général ou à ses experts par votre entremise, monsieur le président. Je présume qu'il n'y a pas de définition de «emprisonnement à perpétuité»; sans vouloir entrer dans les détails, l'article 669 proposé, l'article 21 du bill se lit comme suit:

[Texte]

...eligibility for parole until he has served twenty-five years of his sentence;

and of course there are exceptions to that.

**Mr. Allmand:** On what page is that?

**Mr. Woolliams:** That is on page 8. And I know the exception is the application within the 15 years. What I am asking you is, what does 'life sentence' mean in this bill legally as you see it? I think I know what it means but I would like to get it from the horse's mouth.

**Mr. Allmand:** The Queen's Plate is on Saturday.

A life sentence, where a life sentence is a minimum, Mr. Woolliams, and that is the case here for murder and treason, means that the person is under sentence for the rest of his life. That means that if he is paroled after the parole eligibility date, he is merely serving his sentence in the community rather than in a prison. As you know, there are three categories of prisons; the maximum security, the medium security and the minimum security, where there are no walls or fences and a person could walk away from that particular prison; but that is a prison. When he is on parole he is serving his sentence outside the prison in the community but he is subject to the conditions of his parole ticket, and it means that at any time during his lifetime if he breaks the conditions of the parole ticket he can be brought into a prison for the remainder of his sentence. So the sentence remains with him for his entire life, and if he either breaks a condition of the parole or commits another even minor offence, he can be put back in prison for the completion of that sentence. The only way that...

**Mr. Woolliams:** What you are really saying, Mr. Minister, whether it is first degree murder or second degree murder when the sentence is passed—forgetting about people, day passes and leaves and all these other things that may take place—a life sentence means a life sentence. His only chance of getting out of prison is under the act where you have certain rights to make application for parole. For example, if it is first degree murder, at a certain period he can apply—15 years—and an application is made to the Chief Justice either for the provinces or the territories and he appoints two judges and they sit then and make a decision whether he can get out on parole but actually outside the conditions that you talked about as to whether it is going to be maximum, minimum or less than that kind of security, but that is the law as far as first degree murder is concerned.

**Mr. Allmand:** Yes. A lot of people think...

**Mr. Woolliams:** Let us not go around in circles. You can answer that question, sir, with the greatest respect. Is that the law?

**Mr. Allmand:** That is what I was just about to do. I was saying a life sentence is a life sentence and the only exception to that, Mr. Woolliams, is when there has been a pardon. And as far as I know, there has been only one man pardoned in Canadian history who was on a life sentence.

A lot of people mistakenly believe that when you are paroled on a life sentence you are no longer under sentence. That is wrong. If you are under a life sentence you are under a life sentence and you cannot get parole until the period stipulated in the law; and when you are on parole, if you break a condition or commit another offence you can be brought back in to complete that life sentence.

[Interprétation]

...bénéficie de la libération conditionnelle à l'accomplissement d'au moins 25 ans de la peine;

et il y a naturellement des exceptions.

**M. Allmand:** A quelle page voyez-vous cela?

**M. Woolliams:** A la page 8. Et je sais que l'exception s'applique à moins de 15 ans. Ce que je veux savoir c'est le sens légal de l'«emprisonnement à perpétuité» dans ce projet de loi. Je crois savoir ce que cela signifie, mais je veux l'entendre de source.

**M. Allmand:** Le Queen's Plate est pour samedi.

L'emprisonnement à perpétuité, soit la condamnation à vie représente le minimum, monsieur Woolliams, et dans ce cas il s'agit de meurtre et de trahison; c'est-à-dire que la personne condamnée est emprisonnée pour le restant de sa vie. Cela veut dire que si le condamné obtient la libération conditionnelle après la date d'admissibilité, il subit sa peine au sein de la communauté plutôt qu'en prison. Vous n'ignorez pas qu'il y a trois catégories de prisons: à sécurité maximum, à sécurité moyenne et à sécurité minimum, où il n'y a ni mur ni clôture qui empêchent la personne de sortir; mais c'est une prison. Lorsque le condamné bénéficie de la libération conditionnelle, il accomplit sa peine hors des murs, au sein de la communauté, mais il est soumis à des conditions de surveillance et peut, à tout moment, au cours de sa vie, s'il manque aux conditions de la libération conditionnelle, devoir réintégrer la prison pour purger le reste de sa peine. La condamnation est donc à perpétuité et, s'il manque à sa parole ou commet une nouvelle infraction, même sans gravité, il peut être forcé de réintégrer la prison. Le seul moyen de...

**M. Woolliams:** Ce que vous dites en réalité, monsieur le Ministre, qu'il s'agisse de meurtre qualifié ou non c'est qu'une fois la sentence imposée—abstraction faite de la libération conditionnelle, des jours de liberté surveillée et de tous autres bénéfices possibles—une condamnation à vie signifie une condamnation à vie. La seule possibilité pour le condamné de sortir de prison serait de pouvoir bénéficier de la libération conditionnelle. Par exemple, s'il s'agit de meurtre qualifié, il pourra après un certain temps—15 ans—faire une demande au Juge en chef d'une province ou d'un territoire; celui-ci désignera deux juges qui décideront si oui ou non il ne peut obtenir la libération conditionnelle; mais en dehors des conditions que vous avez énumérées et qui déterminent si l'incarcération sera dans un établissement à sécurité maximum, moyenne ou minimum, c'est ce que la loi exige pour le meurtre du premier degré.

**M. Allmand:** Oui. Nombreux sont ceux qui pensent...

**M. Woolliams:** Ne tournons pas en rond. Vous pouvez répondre à la question, monsieur, et je vous le demande en toute estime. Est-ce la loi?

**M. Allmand:** J'allais précisément le faire. Je disais que l'emprisonnement à perpétuité est une condamnation à vie et que la seule exception, monsieur Woolliams, est celle du pardon. Et, que je sache, un seul homme a été grâtié dans l'histoire canadienne après une condamnation à perpétuité.

Trop de gens s'imaginent à tort que le condamné à vie libéré conditionnellement échappe à sa sentence. C'est faux. La condamnation à vie est exactement cela: la condamnation à vie et la libération conditionnelle ne peut être accordée qu'après la période de temps stipulée dans la loi; et quiconque bénéficie de la libération conditionnelle et manque à une condition stipulée ou commet une nouvelle



[Text]

• 1655

**Mr. Woolliams:** Now let us go to second degree murder. It means then life, but in what length of time because Mr. Fraser raised this and I thought he raised it properly according to the law. It is the first application he can make under the conditions laid down for parole where you are found guilty of second degree murder which is really the old noncapital murder.

**Mr. Allmand:** For second degree murder there is a life sentence with parole eligibility at 10 years, but the judge can increase that parole eligibility up to 25 years. Whatever the parole eligibility is for the second degree murder case, there can be no full parole until that date. Ten is the general rule, but it could be moved up. He would become eligible for temporary absences and for day parole three years prior to the full parole eligibility date. If it is 10 years, that would be 7 years. If it is 25 years or 15 years, it would be three years prior to that full parole eligibility date.

**Mr. Woolliams:** I think one of the great anxieties of people, even with the abolitionists, and some people that were retentionists—I know one member and I am not going to mention him. He is a good friend of mine. He voted for abolition. But one of the anxiety complexes as I see with society, and I sympathize with them. I do not know the answers to it. I do not know whether anybody can totally answer it. But my concern now is that I think we have eight or nine persons—I asked for a record on that—waiting on death row until this bill becomes law, and then it will take effect. Now what is the anxiety complex? You frighten us when you say, well, he may get into a very minimum security. You have a fellow who has at least 25 years before he can do anything about it, or 15 years if a judge turns him down. So he gets into a very minimum security position and walks off. The worst thing he can get as I see it, Mr. Chairman, through you to the Minister, is life because he has life. That is why I establish that point. So if he goes out and kills somebody else the second time or the third time by an easy escape out of a minimum security, what real written in protection has the public got against this type of thing where we have instances where we know it has already happened?

**Mr. Allmand:** Well, first of all, we are now co-ordinating—by the way, the transfers between different degrees of security in the Penitentiary Service is done by a regional classification board. I could give you more. As I say, people here from the Penitentiary Service can give you more detail about that, but we now co-ordinate transfers with the Parole Board. There is consultation when there is a transfer from medium security to minimum security because, in fact, that is like a release which allows the person to walk away if he wishes to walk away. So all I can tell you is that it is the policy, number one, not to transfer a person into minimum security until he is getting very near the end of his sentence. That would be, I guess, the three-year period prior to full eligibility. Other than that he would be kept in a medium or maximum security institution.

[Interpretation]

infraction peut devoir réintégrer la prison pour purger le reste de sa peine.

**M. Woolliams:** Parlons du meurtre au deuxième degré. Cela signifie la condamnation à vie, mais de quelle durée? M. Fraser a en effet soulevé la question dans le contexte de la loi. Après combien d'année le condamné peut-il demander la libération conditionnelle s'il a été jugé coupable de meurtre au deuxième degré, ce que l'on appelait auparavant le meurtre non qualifié.

**M. Allmand:** Le condamné pour meurtre au deuxième degré est un condamné à perpétuité qui peut demander la libération conditionnelle après 10 ans. Le juge peut toutefois prolonger le délai jusqu'à 25 ans. Quelle que soit l'admissibilité du condamné pour meurtre au deuxième degré à la libération conditionnelle, celle-ci ne peut être obtenue avant cette date; elle peut même être retardée; cependant le condamné pourrait bénéficier d'absences temporaires et être libéré conditionnellement pendant la journée trois ans avant d'être éligible à la libération conditionnelle absolue. Si la période est de 10 ans, le privilège lui sera accordé après sept ans; si la période est de 25 ans ou de 15 ans, le privilège pourra être accordé trois ans avant la date d'admissibilité à la libération conditionnelle absolue.

**M. Woolliams:** Une grande source d'anxiété chez les opposants comme chez les partisans de la peine de mort... Je connais un député, et je ne mentionnerai pas son nom, un de mes bons amis, qui a voté pour l'abolition de la peine de mort, mais qui partage l'angoisse de la société et je sympathise avec eux. Je ne connais pas la réponse. Je ne crois pas qu'il y ait de réponse absolue. Ce qui me tourmente, et je me suis renseigné à ce sujet, c'est que huit ou neuf condamnés à mort attendent l'adoption et les effets de ce projet de loi. D'où naît l'anxiété? Vous nous terrifiez en disant que le condamné peut être emprisonné dans un établissement à sécurité minimum. Il doit demeurer 25 ou 15 ans sans espoir si le juge rejette sa demande. S'il est incarcéré dans une prison à sécurité minimum, il n'a qu'à sortir, car le pire qui puisse lui arriver, monsieur le président, comme je l'explique au Ministre, c'est d'être condamné à vie, or il l'est déjà. J'insiste car, s'il s'échappe et assassine une deuxième ou une troisième fois, quelle sauvegarde protège le public contre la récidive?

**M. Allmand:** Un conseil régional de classification est chargé des transferts entre institutions offrant divers degrés de sécurité. Les représentants des services pénitentiaires pourraient mieux vous renseigner, mais nous coordonnons les transferts avec la Commission de libérations conditionnelles. Il y a des consultations au sujet du transfert d'un établissement à sécurité moyenne à l'établissement à sécurité minimum, car cela équivaut à une libération qui permet au condamné de s'échapper s'il le veut. Notre politique est donc, premièrement, de ne transférer un condamné dans un établissement à sécurité minimum que vers la fin de sa peine, soit je suppose la période de trois ans qui précède la date d'admissibilité absolue. Autrement, il est gardé dans une institution à sécurité moyenne ou maximum.



[Texte]

**Mr. Woolliams:** I may come back to that later. I do not want to waste all my time on that one point, but I want to ask you this because this has always been a concern of mine. The last person that suffered the sentence of death for murder was in 1962, I believe, and the number of murders reported in 1962 was 217.

**Mr. Allmand:** I am sorry. I did not hear the question.

**Mr. Woolliams:** I said the last time that someone suffered the penalty of death for murder was in 1962. I believe that is correct.

**Mr. Allmand:** Yes. That is right.

• 1700

**Mr. Woolliams:** In that year the reported murders were 217. I got these figures from your department so I assume they are accurate. By 1974 they had risen to 545. My point that I want to make is this. I have never been able to be persuaded one way or another—I have my own mind on it the same as you have, Mr. Allmand—that the penalty of death is not a deterrent. But let us assume for a few moments, because I know what you have said about it on several occasions, and all abolitionists must take that position or I guess they are not an abolitionist, but what factors since 1962—I know population increased but it did not increase three fold or else we would have 60 million people. What factors created an increase in murder? Every year: 1962, 217; 1963, 315; 1964, it dropped a little, 218. Then you jump to 1968, 315; 1969, 346; 1970, 433; 1971, 426; 1972, 479; 1973, 474 and in 1974 we have 545. Then, of course, we have had many more murders—I have statistics on that—in reference to police officers and wardens because they have all been commuted. Now, can you or can any member of your department tell me what are the factors? If we could have and know those factors maybe some government sometime would come to grips with them. What are the factors that cause that increase in crime, in murder? If doing away with the death penalty had no contribution, what are the other factors?

**Mr. Allmand:** All I can say in answer to your question is that although murder did increase by the amounts that you indicated, I should point out that in 1970 one act of murder had 40 victims, that was an arson; and in 1972 one incident had 37 victims, that was also an arson. In other words, there were quite substantial increases in those two years. All I can say is that all violent crimes, even those where the penalties were not changed at all and where the judges were even giving harsher sentences, increased in that period and murder increased less than all other violent crimes.

**Mr. Woolliams:** That is no comfort to those who are dead.

**Mr. Allmand:** That is no comfort at all but I am just trying to give you what the situation was in the nineteen-sixties and early seventies. This trend happened throughout the Western democratic world. It happened in the United States, Canada and Western Europe in both retentionist and in nonretentionist states. Many sociologists and many social scientists have been trying to find out why there was this increase in crime and violent crime in that period; there are many reasons given but I cannot give you a dogmatic answer to that question. Some believe it was due to a breakdown in discipline, changes in the school

[Interprétation]

**M. Woolliams:** J'y reviendrai peut-être plus tard. Je ne veux pas consacrer tout mon temps à ce seul point, mais je tenais à vous le demander, car cela me préoccupe toujours. La dernière exécution pour meurtre a eu lieu en 1962, je crois, et 217 meurtres ont été commis en 1962.

**M. Allmand:** Pardon, je n'ai pas entendu la question.

**M. Woolliams:** J'ai dit que la dernière fois qu'un condamné a été exécuté pour meurtre c'était en 1962. C'est bien cela, je pense.

**M. Allmand:** Oui, en effet.

**M. Woolliams:** Votre ministère m'a dit qu'il y avait eu 217 meurtres commis cette année-là et je suppose que le chiffre est exact. Ce chiffre s'élevait à 545 en 1974. Je persiste à croire, sans avoir pu être autrement persuadé par quiconque—pas plus qu'on ne pourrait vous faire changer d'idée, monsieur Allmand—que la peine de mort ne dissuade pas le criminel. Je sais ce que vous en avez dit en maintes occasions, et tous les abolitionnistes doivent adopter cette position sans quoi ils ne sont pas des abolitionnistes, mais que s'est-il passé depuis 1962? Je sais que la population a augmenté, mais elle n'a pas triplé, car nous aurions alors 60 millions d'habitants. Quels sont les facteurs qui ont contribué à l'augmentation du nombre de meurtres? Voyez ce qui s'est passé depuis quelques années; en 1962, 217; 1963, 315; 1964, légère diminution, 218; puis en 1968, 315; 1969, 346; 1970, 433; 1971, 426; 1972, 479; 1973, 474 et 1974, 545. Sans parler des meurtres, j'ai des chiffres là-dessus, qui ont fait des victimes chez les policiers et les gardiens de prison. Les sentences ont toutes été commuées. Pouvez-vous me dire, ou quelqu'un de votre ministère peut-il me dire, quels sont les facteurs qui ont contribué à cet état de chose? Si les facteurs étaient connus, le gouvernement actuel ou quelque gouvernement à venir pourrait apporter une solution. Qu'est-ce qui cause la recrudescence du crime et du meurtre? Si la peine de mort n'est pas un facteur, quels sont-ils, les facteurs?

**M. Allmand:** Tout ce que je puis dire, en réponse à votre question, c'est que le nombre de meurtres a augmenté dans la proportion que vous avez indiquée, mais qu'en 1970, un seul attentat a eu 40 victimes, c'était un cas d'incendie criminel, et qu'en 1972, un autre incident a fait 37 victimes, encore un cas d'incendie criminel. En d'autres termes, ces deux incidents ont pu contribuer à augmenter considérablement le nombre de meurtres au cours de ces années. Je puis dire également que tous les crimes violents, même ceux pour lesquels les peines n'ont pas changé et pour lesquels les juges ont pu accorder des peines plus sévères, ont accusé une augmentation au cours de cette période et que le nombre de meurtres n'a pas augmenté dans la même proportion.

**M. Woolliams:** Ce n'est pas ce qui va ramener à la vie ceux qui sont morts.

**M. Allmand:** Ce n'est une consolation pour personne, mais j'essaie simplement de vous dire quelle a été la situation au cours des années 1960 et au début des années 1970. Le phénomène s'est produit dans tout le monde occidental démocratique. Il s'est produit aux États-Unis, au Canada et en Europe occidentale, tant dans les états rétentionnistes que dans les états non rétentionnistes. Les sociologues et les experts dans ce domaine ont essayé de savoir pourquoi il y avait eu une telle augmentation du nombre de crimes et de crimes violents au cours de cette période. Ils ont avancé plusieurs réponses, mais je ne puis vous en offrir

[Text]

system, breakdown in family life, large migrations of people. You know, there are many, many reasons given for this that go back to the cause of the crime and I would not want to pinpoint it on any one thing. I know researchers are still looking at this question.

**Mr. Woolliams:** I take it from your research that has been done and all the expertise that you have around you and the answers you have given me—and I can hand over now, this is my last question—that you really do not know and yet as the Minister responsible, you have not only said in the House, you said outside the House, categorically that the death penalty is no deterrent. And you talk about the Western world, well, I could get into that but they have all gone along pretty well with complete abolition.

You really cannot give an answer so, I would ask you with the greatest respect to be very careful when you give a dogmatic answer about deterrence when you do not know the answer to the question I asked you. I have not found any abolitionist who can answer that question. One thing I want to congratulate you for is your honesty in the answer you gave to me although I question your judgment and wisdom in reference to the deterrent quality.

**Mr. Allmand:** I must say that I have never said that capital punishment was not a deterrent but I have always said that it is not an effective deterrent in lowering murder rate so. In my speech on second reading I said that capital punishment has never been shown to be a more effective deterrent than a long prison sentence and if that is the case, why have such an irreversible extreme penalty when it has so many bad side effects? I can give you my opinion on why there have been increasing crimes of violence but I cannot give you facts to explain it. I personally believe we have had increasing rates of violent crimes due to social, economic and family reasons. I think the causes lie...

**Mr. Woolliams:** ... in sun spots.

**Mr. Allmand:** No, I do not say the sun spots; that is not one of my theories. I personally believe that is where we have had these great increases in violent crimes; I think that is the first reason. The second reason is the great increase in drug use and drug abuse and alcohol abuse. If you look at a lot of our violent crimes you will see that alcohol and drugs are involved very, very often. But these are opinions based on some studies and facts, and I would not want to make an absolute statement about it.

• 1705

**Mr. Woolliams:** Well, thank you very much.

**The Chairman:** Mr. Towers.

**Mr. Towers:** No.

**The Chairman:** I am sorry. Mr. Reynolds.

**Mr. Reynolds:** Mr. Chairman, I would just like to go over the one section the Minister talked about to make sure that I have it clear in my mind. Somebody who has been sentenced to life for capital or non-capital murder is not eligible for an unescorted temporary absence until he has served seven years. Is that the present law?

[Interpretation]

aucune qui fasse autorité en réponse à votre question. Certains estiment que c'est dû au relâchement de la discipline, aux changements dans le système scolaire, à la rupture de la vie familiale, aux grandes migrations. Il y a plusieurs explications qui peuvent être offertes et qui remontent aux causes mêmes du crime, mais je ne puis vous en dire une en particulier. Je sais que les chercheurs examinent la question.

**M. Woolliams:** Selon cette recherche qui est faite, selon les avis d'experts que vous avez eus et selon les réponses que vous m'avez données, et ce sera ma dernière question puisque je dois céder ma place, je conclus que vous ne savez pas encore, en tant que ministre responsable, malgré ce que vous avez dit à la Chambre et ce que vous avez affirmé catégoriquement en dehors de la Chambre, si la peine de mort ne sert vraiment à rien et n'a pas d'effet dissuasif. Vous avez parlé du monde occidental et je sais très bien que la plupart des pays du monde occidental sont allés plus ou moins dans le sens de l'abolition complète.

La vérité est que vous ne pouvez pas donner de réponse, et je vous invite, avec tout le respect que je vous dois, à faire très attention avant de donner une réponse catégorique sur la question de la dissuasion. Vous n'avez pas pu me répondre. Je n'ai pas trouvé d'abolitionniste qui puisse répondre à ma question non plus. Je puis vous féliciter pour une chose, c'est d'avoir été honnête dans la réponse que vous m'avez faite lorsque j'ai mis en doute votre jugement et votre sagesse concernant la question de la dissuasion.

**M. Allmand:** Je n'ai jamais affirmé que la peine capitale n'avait pas d'effet dissuasif, mais j'ai dit qu'elle ne contribuait pas vraiment à réduire le nombre de meurtres. Dans mon discours lors de la deuxième lecture, j'ai indiqué qu'il n'avait jamais été prouvé que la peine capitale avait eu plus d'effet dissuasif que les longues peines de prison et que dans ce cas il fallait se demander pourquoi il convenait de maintenir une peine aussi extrême, aussi irréversible, qui comportait autant de désavantages. Je puis vous donner mon opinion quant aux raisons qui expliquent l'augmentation du nombre de crimes violents, mais je ne puis vous citer de faits précis. Je pense que l'augmentation est due à des facteurs sociaux, économiques et familiaux. La cause en est...

**M. Woolliams:** ... les points dans le soleil.

**M. Allmand:** Ce n'est pas une de mes théories. Je vous ai dit quelle était, selon moi, la cause véritable de l'augmentation du nombre de crimes violents. Il y a une deuxième raison et c'est l'abus des drogues et de l'alcool. Si vous examinez chaque cas, vous pouvez constater que l'alcool ou la drogue est très souvent un facteur. Ce sont là des opinions qui partent de certaines études et de certains faits, je ne veux pas en faire un dogme.

**M. Woolliams:** Merci beaucoup.

**Le président:** Monsieur Towers.

**M. Towers:** Ce n'est pas à moi.

**Le président:** Je m'excuse. Monsieur Reynolds.

**M. Reynolds:** Monsieur le président, je voudrais revenir sur un article qu'a mentionné le Ministre et m'assurer que j'ai bien compris. Quelqu'un qui a été condamné à une peine à vie pour meurtre qualifié ou non qualifié n'est pas admissible, en vertu de la loi actuelle, à une permission sans escorte avant d'avoir purgé sept ans de sa peine, n'est-ce pas?



[Texte]

**Mr. Allmand:** Yes, Mr. Reynolds? Right now, if you have a life sentence for murder or if you are commuted to life from the death sentence, you cannot get full parole before ten years, and you cannot get an unescorted temporary absence or a day parole before seven years.

**Mr. Reynolds:** Mr. Chairman, I had a question on the Order Paper, No. 2,835:

1. How many men and women were sentenced to life imprisonment in the past 15 years (a) what were there names (b) what was the date of their sentence (c) what penitentiary were they originally sent to serve out their sentence?

2. How many such persons have received weekly or temporary absence passes (a) what were their names (b) what were the dates of the passes (c) how many times have they received them?

3. How many persons were released on parole and what was the date of such release?

And in the answer I got it says the murderers who received unescorted temporary absences in the period January 1, 1974 to June 30, 1975—and they give the inmate's number, the date the sentence commenced, the institution that he was in originally, the number of temporary absence passes granted, and the dates that those were received.

The third person on the list was sentenced in 1972 to Dorchester Penitentiary. He had one unescorted absence in June of 1975. The fifth person on that list was sentenced in 1969 yet he had 23 unescorted temporary absences in 1974 and 1975—and this list goes on and on. There are at least 20 or 30 people in here who have received unescorted temporary absences in violation of the present law. I am just wondering how that could happen and how we can be assured that it is not going to happen this time?

**Mr. Allmand:** Well, I will check on that in one second. We will have to get an explanation of the ones you just mentioned.

There are some people now serving life sentences who were convicted before the 10-year minimum rule was put into effect in 1968. Prior to 1968 it was seven years. Therefore they were serving sentences and their parol eligibility was seven years. But since 1968 it has been ten years.

Now, is there somebody that can... You had better go to the microphone. Can you explain those cases he raises? This is Mr. Hollies the chief legal advisor to the department.

**Mr. J. H. Hollies (Ministry Legal Counsel, Ministry of the Solicitor General):** Mr. Chairman, the legal bar on the granting of unescorted temporary absence did not come in until January 4, 1974. The date of the proclaimed effect of the changed legislation was introduced in the 1973 statutes. Before that, the eligibility for parole was set by parole regulations but there was no legislative bar to the grant of unescorted temporary absence; it was a matter of policy, regulations and practice only, with respect, sir.

[Interprétation]

**M. Allmand:** En effet, monsieur Reynolds. Actuellement, si vous purgez une peine à vie pour meurtre ou que vous ayez vu votre peine de mort commuée en peine à vie, vous ne pouvez être admissible à une libération complète avant dix ans et vous ne pouvez vous absenter temporairement ou avoir une permission d'un jour sans escorte avant sept ans.

**M. Reynolds:** Monsieur le président, j'ai déjà une question inscrite au Feuilleton, la question n° 2835:

1. Combien d'hommes et de femmes a-t-on condamnés à l'emprisonnement à vie au cours des 15 dernières années, (a) qui sont-ils, (b) à quelle date a-t-on rendu la sentence, (c) à quel pénitencier les a-t-on envoyés initialement purger leur peine?

2. Combien d'entre eux ont reçu des permis d'absence hebdomadaire ou temporaire, (a) qui sont-ils, (b) quelle était la date du permis, (c) combien de fois les ont-il obtenus?

3. Combien de personnes ont été mises en liberté conditionnelle et à quelle date?

La réponse que j'ai obtenue indique le nombre de meurtriers qui ont reçu des permis d'absence temporaire sans escorte au cours de la période du 1<sup>er</sup> janvier 1974 au 30 juin 1975. Sont indiqués également le numéro matricule des détenus, la date à laquelle la peine a commencé à être purgée, les institutions où les détenus ont été envoyés initialement, le nombre de permis d'absence temporaire et les dates auxquelles ils ont été émis.

Le troisième détenu sur la liste a été envoyé au Pénitencier de Dorchester en 1972. Il a eu une absence temporaire sans escorte en juin 1975. La cinquième personne sur la liste a été condamnée en 1969; malgré tout, elle a eu droit à 23 absences temporaires sans escorte en 1974 et 1975. Les exemples sont multiples. Il y a au moins 20 ou 30 personnes dans cette liste qui ont reçu des permis d'absence temporaire sans escorte en violation de la loi actuelle. Je me demande comment ces cas ont pu se produire et comment nous pouvons être sûrs qu'ils ne se répéteront pas?

**M. Allmand:** Je vais vérifier si vous me donnez une minute. Il y a certainement une explication aux cas que vous venez de mentionner.

Il y a des gens qui purgent des peines à vie actuellement et qui ont été condamnés avant que le règlement sur les 10 ans minimaux entre en vigueur en 1968. Avant 1968, le règlement prévoyait sept ans. Ces gens purgeaient donc des peines à vie et avaient droit à la libération conditionnelle après sept ans. Depuis 1968, la limite a été portée à 10 ans.

Y a-t-il quelqu'un ici qui puisse expliquer... Vous feriez mieux de parler devant un microphone. Vous pouvez expliquer ces cas? Il s'agit de M. Hollies, le conseiller juridique en chef du Ministère.

**M. J. H. Hollies (Conseiller juridique du Ministère, ministre du Solliciteur général):** Monsieur le président, l'interdiction légale visant les absences temporaires sans escorte n'est intervenue que le 4 janvier 1974. La date d'entrée en vigueur de la nouvelle loi a été annoncée dans les statuts de 1973. Auparavant, l'admissibilité à la libération conditionnelle était fixée par les règlements; il n'y avait pas d'interdiction visant les absences temporaires sans escorte. C'était une question de politique, de règlements et de pratique, tout simplement.



[Text]

**Mr. Allmand:** Therefore the ten-year rule I guess, was in the regulations prior to 1973 ...

**Mr. Hollies:** There was no ...

**Mr. Allmand:** But there was no minimum for temporary absences. Is that correct?

**Mr. Hollies:** There was no minimum for temporary absences. There was a rule against full parole. That was in the regulations.

**Mr. Allmand:** Yes.

**Mr. Hollies:** That was seven years, prior to that change being made in the 1973 statutes.

**Mr. Reynolds:** Mr. Chairman, maybe that is so, but there are people here who, for instance, commenced their sentences in 1972. Now, would they still be eligible for unescorted temporary absences after that bill passed in 1974, even though, by the law at that time, they should not have been getting unescorted temporary absences?

**Mr. Hollies:** Sir, the law was not—I beg you pardon, sir.

**Mr. Allmand:** Mr. Hollies explains that they were eligible for unescorted temporary absences at that time because the rule of three years prior to the parole eligibility date was not in effect in 1972, so that was legal in accordance with the parole regulations. But he wants to know if it was retroactive, Mr. Hollies.

**Mr. Hollies:** The law was not retrospective that came in January 4, 1974, so that those persons who were eligible for parole ...

**Mr. Reynolds:** So otherwise ...

• 1710

**Mr. Hollies:** The 1973 statutes introduced in legislation a ten-year minimum eligibility rule for convicted murderers. Attendant upon that was a restriction that until that parole eligibility period had expired, say, for three years, they must not be granted day parole or a temporary absence, but that law applied only to those persons who came into the system after January 4, 1974, and those persons that you mentioned sir, who were given unescorted temporary absence before that were not affected by that law, so there was nothing illegal about their TA's.

**Mr. Reynolds:** Here is a man sentenced in 1973, obviously before the law changed, but his first unescorted temporary absence was in 1975 after the law changed.

**Mr. Hollies:** That law did not affect those who were sentenced before January 4, 1974.

**Mr. Reynolds:** So you have a situation where we have murderers who were convicted in 1970, 1971 and 1972 that as of today, and even when this bill passes, will still be able to get their unescorted temporary absences, but the other people who came just after that date will not be eligible for that same type of privilege.

**Mr. Hollies:** That is subject, sir, to the directives of the Commissioner of Penitentiaries and rules of the National Parole Board on which I am not competent to ...

[Interpretation]

**M. Allmand:** Le règlement prévoyant dix ans était dans les règlements avant 1973 ...

**M. Hollies:** Il n'y avait pas ...

**M. Allmand:** Il n'y avait pas de minimum concernant les absences temporaires, n'est-ce pas?

**M. Hollies:** Il n'y en avait pas. Le règlement interdisait simplement la libération complète.

**M. Allmand:** En effet.

**M. Hollies:** Le minimum était de sept ans avant les changements introduits dans les statuts de 1973.

**M. Reynolds:** C'est possible, monsieur le président, mais il y a des gens qui ont pu, par exemple, commencer à purger leur peine en 1972. Ont-ils droit à des absences temporaires sans escorte même si le bill adopté en 1974 interdit de telles absences?

**M. Hollies:** La loi n'était pas ... Je vous demande pardon, monsieur.

**M. Allmand:** M. Hollies vient d'expliquer que ces gens pouvaient avoir droit à des absences temporaires sans escorte à ce moment-là parce que le règlement prévoyant trois ans avant l'admissibilité à la libération conditionnelle n'était pas en vigueur en 1972. La pratique était donc permise par les règlements sur la libération conditionnelle. Il reste à savoir si la loi était rétroactive, monsieur Hollies.

**M. Hollies:** La loi qui est entrée en vigueur le 4 janvier 1974 n'était pas rétroactive. Les personnes qui étaient admissibles à la libération conditionnelle ...

**M. Reynolds:** Autrement ...

**M. Hollies:** Les statuts de 1973 prévoient un minimum de dix ans avant que les personnes condamnées pour meurtre puissent être admissibles. En conséquence, avant la fin de cette période antérieure à l'admissibilité à la libération conditionnelle, disons, de trois ans, on ne devait pas leur accorder de libération conditionnelle de jour ou d'absence temporaire, mais la loi ne s'appliquait qu'aux détenus entrés dans le système après le 4 janvier 1974, et ceux dont vous avez parlé, monsieur, ceux à qui on a accordé des absences temporaires sans escorte avant cette date ne tombaient pas sous le coup de cette loi et par conséquent il n'y avait rien d'illégal quant à leur absence temporaire.

**M. Reynolds:** Cet homme a été condamné en 1973, de toute évidence avant la modification de la loi, mais sa première absence temporaire sans escorte a été accordée en 1975 après la modification de la loi.

**M. Hollies:** Cette loi ne touchait pas ceux qui avaient été condamnés avant le 4 janvier 1974.

**M. Reynolds:** Nous nous retrouvons donc avec des meurtriers condamnés en 1970, 1971 et 1972 qui à partir d'aujourd'hui, et même si ce projet de loi est adopté, pourront jouir d'absences temporaires sans escorte, alors que ceux qui auront été condamnés juste après cette date n'auront pas droit à ce même genre de privilège.

**M. Hollies:** Sous réserve, monsieur, des directives du commissaire des pénitenciers et des règlements de la Commission nationale de libération conditionnelle que je n'ai pas la compétence ...

[Texte]

**Mr. Reynolds:** I would like to ask the Solicitor General, Mr. Chairman, if that is the case are you not going to have a terrible situation in penitentiaries where a man who has only been in for four years is now all of a sudden eligible for a temporary absence passes and is getting unescorted leave, yet the man who has been sentenced since that date is not allowed outside. I think you are going to create a real problem inside the penitentiaries with discrimination and maybe that is the reason why you already have a problem in places such as the British Columbia pen. I wonder whether the Minister is prepared to look at some changes in there to make sure the law is equitable to all.

**Mr. Allmand:** We have had that for some time now. We have had people in prison on life sentences with different parole eligibility dates and we have never made them retroactive. By the way, to clarify because it might have been misleading and Mr. Hollies can correct me if I am wrong, I understand that prior to January 1974, there was a ten-year parole eligibility date for full parole, but it was not in the law, it was only in the regulations.

**Mr. Hollies:** It was seven years for some, sir, and ten years for others. Again, I would like to defer to the experts on the parole regulations. You were quite right, there was nothing in the law, it is a matter of regulations only, and there was at that time, and for that matter still is of law, power to grant parole by acceptance, but your murderers then, of course, had to be approved by Cabinet before they could be granted parole.

**Mr. Allmand:** That is right. Right now, and at that time no parole or release could be made without Cabinet approval. We examined the situation, as you mentioned, in the British Columbia pen. I do not think the problems there have been due to the fact that you have some people on life sentences with different parole eligibility dates. As I said, we have had that in the system for some time.

The reason we did not make them retroactive was that we felt that it would be wrong to apply sentencing provisions to people who were convicted under one sentence provision, it would be wrong to make them apply retroactively. By the way, that question was raised in the House right after the bill was passed in 1974 by the Right Honourable member for Prince Albert, this business of having people with different parole eligibility dates for the same crime, and I explained that we did not want to make it retroactive.

**Mr. Reynolds:** Mr. Chairman, just a final question on this issue. I have two people here, one sentenced in 1971 from Saskatchewan pen who has had 57 unescorted temporary absences in 1974 and 1975, and a man in the British Columbia pen who was sentenced in 1971 whose first parole was November, 30 1974. In just a little over three years, he has had 99 unescorted temporary absences. I just feel, Mr. Allmand that it has to cause some problems. When you have a man in there for murder who can get that many, 99 passes and they could last for 2 or 3 days, He is probably outside the penitentiary more than in it, it has to create some real problems in the system.

[Interprétation]

**M. Reynolds:** Je voudrais demander au Solliciteur général, monsieur le président, si dans ce cas, on ne va pas connaître une situation terrible dans les pénitenciers où celui qui n'y est que depuis quatre ans se retrouvera tout d'un coup avec le droit à des absences temporaires sans escorte alors que celui qui y est depuis moins longtemps n'y aura pas droit? Vous allez créer des problèmes réels de discrimination à l'intérieur des pénitenciers et c'est peut-être la raison pour laquelle vous avez déjà un problème dans des endroits comme le pénitencier de Colombie-Britannique. Le ministre est-il disposé à envisager quelques modifications afin que la loi soit équitable pour tous?

**M. Allmand:** Ce problème ne date pas d'hier. Nous avons eu des détenus condamnés à perpétuité dont les dates d'admissibilité à la libération conditionnelle étaient différentes et nous ne les avons jamais rendues rétroactives. D'ailleurs, je me dois de faire disparaître ce qui est peut-être un malentendu, M. Hollies rectifiera si je me trompe, mais, si je ne m'abuse, avant janvier 1974, la période d'admissibilité à la libération conditionnelle complète était de dix ans, mais cela ne figurait pas dans la loi, seulement dans les règlements.

**M. Hollies:** Pour certains elle était de sept ans, monsieur, pour d'autres de dix ans. Je préférerais qu'on pose ces questions aux spécialistes des règlements de libération conditionnelle. Vous avez tout à fait raison, il n'y avait rien dans la loi, c'est uniquement une question de règlements, et à l'époque, et d'ailleurs c'est toujours le cas, il y avait la possibilité d'accorder la libération conditionnelle aux meurtriers sur approbation du Cabinet.

**M. Allmand:** C'est exact. A l'heure actuelle, et à cette époque, aucune libération conditionnelle ou relaxation ne pouvait être accordée sans approbation du Cabinet. Nous avons étudié la situation du pénitencier de Colombie-Britannique. Je ne pense pas que les problèmes à cet endroit aient été dus au fait que les dates d'admissibilité à la libération conditionnelle pour les condamnés à perpétuité étaient différentes. Je l'ai déjà dit, la situation ne date pas d'hier.

Nous n'avons pas rendu ces dates rétroactives parce que nous avons estimé qu'il ne serait pas bon d'appliquer des dispositions pénales à des individus condamnés selon une seule disposition pénale et que par conséquent il ne serait pas bon de les appliquer rétroactivement. D'ailleurs, cette question de dates d'admissibilité différentes à la libération conditionnelle pour le même genre de crime a été soulevée à la Chambre par le très honorable député de Prince-Albert juste après l'adoption du projet de loi en 1974, et j'ai alors expliqué que nous n'avions pas l'intention de le rendre rétroactif.

**M. Reynolds:** Monsieur le président, une dernière question à ce propos. J'ai donc deux détenus, le premier, envoyé en 1971 au pénitencier de la Saskatchewan, qui a bénéficié de 57 absences temporaires sans escorte en 1974 et 1975, et le second, condamné en 1971, incarcéré au pénitencier de Colombie-Britannique, et dont la première possibilité de libération conditionnelle était pour le 31 novembre 1974. En un peu plus de trois ans, il a bénéficié de 99 absences temporaires sans escorte. J'estime, monsieur Allmand, que cela ne peut que provoquer des problèmes. Quand vous avez un détenu condamné pour meurtre qui peut obtenir jusqu'à 99 autorisations de sortie valables deux ou trois jours, il est certainement plus souvent hors du pénitencier qu'à l'intérieur, et cela ne peut que créer des problèmes réels pour le système.



[Text]

**Mr. Allmand:** I do not think that creates problems. The Commissioner of Penitentiaries and his directors have the right to grant those temporary absence passes or not, although when Bill C83 passes, all temporary absences will be subject to the general supervision of the Parole Board so we can have everything co-ordinated in respect of release, but if those individuals who are getting all those temporary absences were a cause of problems, the Director of the institution or the Commissioner could decide they would not be granted temporary absence passes.

They are not given on a permanent basis, each pass is granted on its own merits.

• 1715

**Mr. Reynolds:** Mr. Chairman, would it be possible to get an updated report? This report here goes, let us see, up to June 1975; and I just wondered whether we could get an updated report and have the Solicitor General's Department check out the people that are listed on this answer on the Order Paper to make sure that all of these unescorted passes to murderers fell within the confines of the law, just to make sure. We could talk about certain dates here, but it would take me too long to pick out the dates that are in this report. But I would just like to make sure that that would be the case.

Also, I think I would like more discussion with some people in his department. Possibly, I think, this is where maybe witnesses would come in handy, if we had somebody who is an active director of an institution, to get his opinion as to how this type of unescorted temporary absence to murderers in the past is going to affect his penitentiary if we pass this bill.

**Mr. Allmand:** The report you are referring to is the answer to your written question?

**Mr. Reynolds:** Yes.

**Mr. Allmand:** Could you tell me the number of the written question?

**Mr. Reynolds:** 2835.

**Mr. Allmand:** 2835. On what date, Mr. Reynolds?

**Mr. Reynolds:** June 25, 1975.

**Mr. Allmand:** June 25, 1975.

**Mr. Reynolds:** If the Minister would like, Mr. Chairman, I could table this report, and all the members...

**Mr. Allmand:** We have copies in the department.

**Mr. Reynolds:** I think members of this Committee might like to have a copy of it so that they can be kept up to date. I have the item circled here that we are questioning.

**Mr. Allmand:** With respect to your question...

**The Chairman:** I think the Committee has no objection to your doing that, if you want to do that. Is it agreed that Mr. Reynolds shall table this material?

[Interpretation]

**M. Allmand:** Je ne pense pas que cela crée de problèmes. Le commissaire des pénitenciers et ses directeurs ont la prérogative d'accorder ou de ne pas accorder ces absences temporaires, bien que si le Bill C-83 est adopté, toutes ces absences temporaires seront sous la supervision directe de la Commission des libérations conditionnelles, donc il y aura coordination pour ce qui est des relaxations; mais, si les individus qui bénéficient de ces absences temporaires se révèlent cause de problèmes, le directeur de l'institution ou le commissaire pourra décider de ne pas leur accorder d'absences temporaires.

Ces autorisations ne sont pas données une fois pour toutes, chaque demande est jugée selon ses propres mérites.

**M. Reynolds:** Monsieur le président, serait-il possible d'avoir un rapport à jour? Ce rapport ne va pas plus loin, voyons, que juin 1975; pourrait-on avoir un rapport à jour et faire vérifier par le ministère du Solliciteur général les noms figurant dans la réponse à la question inscrite au Feuilleton pour s'assurer que toutes ces autorisations d'absences accordées à des meurtriers étaient conformes à la loi. Nous pourrions discuter de certaines dates mais il me faudrait trop de temps pour relever celles contenues dans ce rapport. Mais j'aimerais simplement être rassuré sur ce point.

Également, j'aimerais pouvoir poser des questions à certains représentants de son ministère. Il serait fort utile de pouvoir entendre un directeur de pénitencier, par exemple, nous dire quelle incidence l'adoption de ce projet de loi aura sur son pénitencier en matière d'absences temporaires accordées à des meurtriers comme par le passé.

**M. Allmand:** Le rapport dont vous parlez est celui répondant à votre question écrite?

**M. Reynolds:** Oui.

**M. Allmand:** Pourriez-vous m'indiquer le numéro de votre question écrite?

**M. Reynolds:** Deux mille huit cent trente-cinq.

**M. Allmand:** Deux mille huit cent trente-cinq. A quelle date, monsieur Reynolds.

**M. Reynolds:** Le 25 juin 1975.

**M. Allmand:** Le 25 juin 1975.

**M. Reynolds:** Si le ministre le désire, monsieur le président, je pourrais déposer ce rapport et tous les députés...

**M. Allmand:** Nous en avons des exemplaires au ministère.

**M. Reynolds:** Je pense que les députés de ce Comité aimeraient également en avoir un exemplaire afin d'être tenus à jour. J'ai entouré d'un cercle le point en question.

**M. Allmand:** Quant à votre question...

**Le président:** Le Comité n'y voit aucune objection, si c'est ce que vous désirez. Êtes-vous d'accord pour que M. Reynolds dépose ce document...?



[Texte]

**Some hon. Members:** Agreed.

**The Chairman:** ... for distribution to all members?

**Mr. Allmand:** With respect to your question, you said you would like to hear from directors of the penitentiaries. That would not be possible, but I have here the Commissioner and his three Deputy Commissioners. Mr. Therrien, would you or one of your Deputy Commissioners that you may want to refer to—would you like to answer the question?

Is this practice of granting temporary absences to convicted murderers, some with eligibility dates before seven years and some afterwards, causing problems? Is there anything to prevent you from stopping them if they cause problems, and so on? You heard the discussion.

**Mr. Reynolds:** Mr. Chairman, just a point of order before we ask, could we ask whether the gentleman has any experience—and this is not meant to downgrade your opinions at all—but has the man had any experience himself as a warden in a penitentiary?

**Mr. Allmand:** I think he started at the bottom.

**Mr. Reynolds:** I just want to put that on the record so that ...

**The Chairman:** Perhaps Mr. Therrien can tell us his background briefly.

**Mr. Reynolds:** I know his background, but I think it should be on the record.

**Mr. Allmand:** Do not be shy.

**Mr. Therrien:** I have no background in running a penitentiary. My background is in the parole field. I was a parole officer, both in headquarters and in the field and then a board member. I dealt with day parole applications and parole applications for quite some time, both the decisions-making aspect and the preparation of cases, too.

We would be quite prepared, Mr. Chairman, to prepare a follow-up report on the one that you have now, gearing it to the last date that we have.

On the question about the difference in eligibility, there will not be that much of a difference for a number of people now. Since 1974, we have been living with this rule of no TA except in the last three years before eligibility. Those who are now eligible at ten years are not eligible for unescorted temporary absences except for these last three years. That situation is not changing.

I guess it has created some problems for those who were sentenced after 1974. There is a basic difficulty if, in the same institution, you have an inmate who was sentenced in 1973 and is eligible according to our internal rules, which apply in that case, after three years, while another inmate, sentenced a few months after, because of the change in law, is not eligible for seven years. But that is the way the law works.

[Interprétation]

**Des voix:** D'accord.

**Le président:** ... pour qu'il soit distribué à tous les députés?

**M. Allmand:** Vous avez dit vouloir entendre des directeurs de pénitenciers. Cela n'est pas possible, mais sont présents ici le Commissaire et ses trois adjoints. Monsieur Therrien, voudriez-vous ou un de vos adjoints répondre à cette question?

Est-ce que la pratique d'accorder des absences temporaires à des condamnés pour meurtre, certains ayant des périodes d'admissibilité de moins de sept ans et d'autres plus longues, pose des problèmes? Y a-t-il quelque chose qui vous empêche de les suspendre si cela pose des problèmes? Vous avez entendu la discussion.

**M. Reynolds:** Monsieur le président, une simple question préliminaire. Quelle est l'expérience du Commissaire en la matière? Je ne veux absolument pas mettre en doute son point de vue ce faisant, mais a-t-il lui-même une expérience de gardien de pénitencier?

**M. Allmand:** Je crois qu'il a commencé tout en bas de l'échelle.

**M. Reynolds:** Je veux simplement qu'on le sache afin ...

**Le président:** M. Therrien peut peut-être nous exposer brièvement son *Curriculum vitae*.

**M. Reynolds:** Je le connais, mais il devrait être mentionné.

**M. Allmand:** Ne soyez pas timide.

**M. Therrien:** Je n'ai pas d'expérience en matière d'institution pénitentiaire. J'ai fait toutes mes armes dans le domaine de la libération conditionnelle. J'ai été agent de libération conditionnelle, à la fois au niveau de l'administration centrale et au niveau local, puis membre de la Commission. Je me suis occupé pendant un certain temps des demandes de libérations conditionnelles ainsi que des demandes de libérations conditionnelles de jour, tant du point de vue de la décision que de la préparation des dossiers.

Nous serions tout à fait disposés, monsieur, à préparer une suite au rapport que vous avez en votre possession et à y mettre tous les derniers renseignements.

Pour ce qui est de la différence d'admissibilité, le nombre de détenus concernés ne sera plus très important dorénavant. Depuis 1974, nous nous sommes fixés pour règle de ne pas accorder d'absences temporaires sauf au cours des trois dernières années avant l'admissibilité. Ceux dont la période d'admissibilité à l'heure actuelle est de 10 ans ne peuvent bénéficier d'absences temporaires sans escorte qu'au cours des trois dernières années. Cette situation continue de prévaloir.

Je suppose que cela a posé quelques problèmes pour ceux condamnés après 1974. Il peut y avoir problème si dans la même institution vous avez un détenu condamné en 1973 et admissible selon nos règlements internes, qui dans ce cas fait une demande après trois années alors qu'un autre détenu condamné quelques mois après, du fait de la modification de la loi voit son admissibilité repoussé à 7 ans. Mais les lois sont ainsi faites.

[Text]

As far as the number of temporary absences is concerned—and you have mentioned a few cases where there seem to be an awful lot of absences—I could look into two or three of these examples and give you a report. I suspect there must be a number of absences which would be group absences in there, where the man may be a member of a club, say he goes to play baseball in town or hockey or he may be taking up a course on the outside with a number of other people. In some of those cases, there would be an officer of the penitentiary with the group. I could inquire into two or three of the examples that have been mentioned and give a report on the type of absences that were covered by that.

• 1720

**Mr. Reynolds:** Mr. Chairman, on that point, part of the problem we have had in the last few years has come from the Parole Board and that is why I would like to get an answer from some person who has had experience inside a penitentiary as a director of an institution. I think Mr. Therrien is agreeing that it has created some problems and that is why I think this Committee should look quite deeply into that as some possible way that we could overcome these problems. You are going to have a problem, a real serious problem, if you start sentencing these people under this new law, forgetting some of these old people.

I would like to have—and I am sure we can do it through the rules that have been laid down, Mr. Chairman—a member of the Solicitor General's department who has some experience inside an institution and find out what some of those problems are going to be when you have this new situation. You can say you can separate people in different institutions but you can only do that for so long.

I know there are people within his department right now who have experience in penitentiaries. Now, I would really like to have a director; it would be even better if we had somebody who is presently a director. I especially would like to see the Director of the B.C. Penitentiary here because that is where we have had most of our problems in the past couple of years.

**Mr. Allmand:** That is because you are from Vancouver.

**Mr. Reynolds:** No, it is because most of the problems are there.

**Mr. Allmand:** But, let me say this. As Mr. Therrien says the situation where you have people with different sentences or parole eligibility dates causes problems, but the different solutions you can think of would cause just as many problems. For example, if we took those who were sentenced prior to the tougher sentence and gave them the tougher sentence as well, that would cause problems too. So, you know, there is no easy way out of this. We change the law, we make things tougher, we make things easier but there are people in prison with the tougher regime and with the easier regime.

Two of Mr. Therrien's deputy directors have had experience as directors of institutions. Mr. Westlake was a director of an institution and was the regional director of security for the West. Now, he is the Deputy Commissioner in charge of security. Mr. Braithwaite was a warden of a provincial institution, I think, in British Columbia. We have Mr. Westlake who was a director...

[Interpretation]

Quant au nombre d'absences temporaires—et vous avez mentionné quelques cas où il semble qu'on en ait accordé un nombre incroyable—je pourrais étudier deux ou trois de ces exemples et vous rédiger un rapport. Je suppose qu'un certain nombre de ces absences doivent être des absences de groupe, le détenu pouvant être membre d'un club, participant par exemple à un match de baseball en ville, ou de hockey, ou à un cours avec un certain nombre d'autres détenus. Dans certains de ces cas, le groupe est accompagné par un agent du pénitencier. Je pourrais étudier deux ou trois de ces exemples mentionnés et vous indiquer de quel genre d'absence il s'agissait.

**M. Reynolds:** Monsieur le président, à ce sujet, la cause d'une partie de nos problèmes des dernières années a été la Commission des libérations conditionnelles et c'est la raison pour laquelle j'aimerais entendre un directeur d'institut pénitentiaire dont l'expérience est directe. M. Therrien convient que cela a créé quelques problèmes et par conséquent notre Comité devrait étudier cela de très près pour y trouver une solution possible. Vous allez vous retrouver avec un véritable problème sur les bras si vous commencez à condamner les gens en vertu de cette nouvelle loi en oubliant ces anciens détenus.

J'aimerais entendre, et je suis certain que notre règlement le permet, monsieur le président, un représentant du ministère du Solliciteur général ayant une expérience directe des institutions pour déterminer certains des problèmes que cette nouvelle situation créera. Vous direz qu'on peut répartir les détenus dans différentes institutions mais cela ne peut durer qu'un temps.

Je sais que certains fonctionnaires du ministère ont une expérience des pénitenciers. En fait, ce que j'aimerais véritablement c'est entendre un directeur, et il serait encore préférable d'entendre quelqu'un qui est directeur à l'heure actuelle. J'aimerais tout spécialement voir et entendre le directeur du pénitencier de Colombie-Britannique car c'est là que nous avons eu la plupart de nos problèmes au cours des deux dernières années.

**M. Allmand:** C'est parce que vous êtes de Vancouver.

**M. Reynolds:** Non, c'est parce que la plupart des problèmes se posent là-bas.

**M. Allmand:** Permettez-moi de dire ceci. Comme l'a signalé M. Therrien, la différence des peines ou des dates d'admissibilité à la libération conditionnelle pose des problèmes, mais les diverses solutions auxquelles vous songez créeraient tout autant de problèmes. Par exemple, si nous prenions ceux qui ont été condamnés avant qu'on ne durcisse les peines et durcissons la leur aussi, cela créerait également des problèmes. La solution n'est donc pas aisée. Nous modifions la loi, nous durcissons les peines, nous allégeons les peines, et il demeure qu'il se trouve dans les prisons des détenus faisant l'objet de régimes différents.

Deux des adjoints de M. Therrien ont été directeurs d'institutions. M. Westlake a dirigé une institution et était directeur régional de la sécurité pour l'Ouest. Maintenant, il est le commissaire adjoint responsable de la sécurité. M. Braithwaite a été gardien dans une institution provinciale de Colombie-Britannique, sauf erreur. Nous avons M. Westlake qui a été directeur...



[Texte]

**Mr. Therrien:** Mr. Westlake was a director of the penitentiary in Warkworth.

**Mr. Reynolds:** I would like very much to hear his viewpoint on what some of the problems might be.

**The Chairman:** Well, we will have to move on shortly to another questioner but I think we can allow Mr. Westlake to give his answer to this.

**Mr. Allmand:** Mr. Westlake, have you followed the discussion?

**Mr. W. C. Westlake (Deputy Commissioner Canadian Penitentiary Service):** Yes I have, sir.

**Mr. Allmand:** Where were you the director?

**Mr. Westlake:** I was the Director of the Medium Security Institution at Warkworth, Ontario, for a period from 1966 to 1974.

**Mr. Allmand:** Do you want to comment on the problem of people who have different parole eligibility dates on light sentences—some come in later and have a longer parole eligibility date and some are in previously with shorter parole eligibility dates and the problems that might cause?

**Mr. Westlake:** Well, I think it is inevitable if you have people who are serving time for the same crime and the only difference is that they were sentenced at different points in time then people who are going to be eligible for certain privileges are going to be envious of those who are in a position to take advantage of them. I do not think the problem is with the individual who was eligible and was given an opportunity to participate in a temporary absence program. I think the problem probably, if one is created, is in the minds of the other individuals who do not qualify. But, as the Commissioner has suggested, since 1974, all of the inmates have been subject to the same rules and regulations and equality is now catching up to the program that is in effect.

**Mr. Reynolds:** Mr. Chairman, just one last thing: I would like to move that the Director of the B.C. Penitentiary be brought before this Committee so that we can hear the words of the man who is now in charge of a maximum security institution. I think that falls within the rules of the Committee because he does work for the Solicitor General's Office.

**Mr. Woolliams:** Before that vote is taken, Mr. Chairman—I think you have always found me co-operative—we have, every Tuesday, a meeting of the chairmen of the various caucuses at 5.00 p.m. and we have to leave—some of our friends have already gone—and I would ask you now to hold that vote until the next meeting. Also I would ask you now if you might, because we have always co-operated when the Minister has had to be away, and we have certain obligations we have to perform but I have not complained and we have gone 25 minutes past that meeting. I have to make a report on C-83 to that meeting and I would hope that you would allow us now to adjourn.

• 1725

**The Chairman:** I see no objection to that, Mr. Woolliams, except perhaps, could we not put this vote first? If we were to bring this witness, we would need more time to get him here, so I...

[Interprétation]

**M. Therrien:** M. Westlake a été directeur du pénitencier de Warkworth.

**M. Reynolds:** J'aimerais beaucoup savoir quelles sont les possibilités de problèmes d'après lui.

**Le président:** Il va nous falloir passer à un autre député très bientôt, mais nous pouvons permettre à M. Westlake de répondre à cette question.

**M. Allmand:** Monsieur Westlake, avez-vous suivi la discussion?

**M. W. C. Westlake (Commissaire adjoint, Sécurité, Service canadien des pénitenciers):** Oui, monsieur.

**M. Allmand:** Où étiez-vous directeur?

**M. Westlake:** J'étais directeur de l'Institution à sécurité moyenne de Warkworth, en Ontario, de 1966 à 1974.

**M. Allmand:** Que pensez-vous du problème de dates d'admissibilité différentes à la libération conditionnelle pour les petites peines—les nouveaux ayant une période d'admissibilité à la libération conditionnelle plus longue que les anciens? Quels problèmes cela peut-il poser?

**M. Westlake:** Il est inévitable que si des détenus condamnés pour le même crime ont des périodes d'admissibilité différentes simplement parce que leurs condamnations ont été prononcées à des dates différentes, ils seront envieux des privilèges des autres. Le problème ne se situe pas au niveau de ceux étant admissibles à qui on a offert la possibilité de participer à un programme d'absence temporaire. S'il y a un problème, il se situe au niveau des autres qui ne peuvent être admissibles. Mais, comme l'a dit le commissaire, depuis 1974, tous les détenus ont été soumis aux mêmes règles et règlements, et les inégalités disparaissent dans ce programme.

**M. Reynolds:** Monsieur le président, une dernière petite chose. J'aimerais proposer que l'on convoque le directeur du pénitencier de Colombie-Britannique afin que nous puissions entendre le point de vue d'un responsable d'une institution à sécurité maximum. Cela doit être conforme aux règlements du Comité car il travaille pour le Bureau du Solliciteur général.

**M. Woolliams:** Avant qu'on ne mette cette motion aux voix, monsieur le président—vous n'avez pas à vous plaindre de ma coopération—nous avons tous les mardis une réunion des présidents des différents caucus à 17 heures et il nous faut partir—certains de nos amis sont déjà partis—et j'aimerais vous demander de réserver ce vote pour la prochaine réunion. Je vous demande de le faire, parce que nous avons toujours collaboré quand le ministre a dû s'absenter, et nous avons certaines obligations à respecter; cependant, je n'ai pas formulé de plainte et l'autre réunion a commencé il y a 25 minutes. Je dois faire rapport du Bill C-83 à l'autre réunion, et j'espère que vous nous permettrez d'ajourner maintenant.

**Le président:** Je n'y vois aucune objection, monsieur Woolliams, mais ne pourrions-nous voter d'abord? Si ce témoin doit comparaître, il faudrait prolonger le délai, et ainsi...



[Text]

**Mr. Woolliams:** All right; that is all right.

**Mr. Allmand:** I would like to comment on that first. The difficulty with the question you pose, that resolution to talk about temporary absences, but I should point out that there are very, very few temporary absences out of maximum security penitentiaries, and Mr. Cernetic would not be a good witness to discuss temporary absences out of a maximum security penitentiary. If you want to discuss the problems at B.C. Penitentiary, that would require many other hearings on other days, but to discuss the problem of temporary absences for lifers at a maximum security penitentiary, there are very few. Is that not correct, Mr. Therrien?

**Mr. Therrien:** Very few.

**Mr. Allmand:** Right.

**Mr. Reynolds:** I think there are a few though on that report, because Mr. Cernetic ran this penitentiary. I think he has had good experience within your system.

**The Chairman:** This does not to my mind pose any question of being in order because he is one of the Solicitor General's officials, so I see no problem in terms of procedure with the motion.

Are you ready for the question.

**Some hon. Members:** Question.

**Mr. Leggatt:** Would you clarify the question? Does it refer only to those serving a life term as a result of a murder conviction?

**Mr. Reynolds:** That is what we are talking about.

**Mr. Woolliams:** You would not propose a British Columbia man to come...

**Mr. Leggatt:** These guys are no risk.

**The Chairman:** Order, please. The motion is:

That the Director of the B.C. Penitentiary be brought before the Committee.

It does not give any reasons in the motion why he is being brought before the Committee.

**Mr. Allmand:** Could I also say that if you just want to hear from a maximum security director, and his problems with lifers, we have such maximum security institutions very close to Ottawa, and if it just a question of asking a maximum security director about the problems at a maximum security institution with convicted murderers with life sentences...

**Mr. Reynolds:** What are you afraid of?

**Mr. Allmand:** I am not afraid of anything, but this is not an inquiry into B.C. Penitentiary.

**The Chairman:** May I put the motion then, please?

[Interpretation]

**M. Woolliams:** D'accord.

**M. Allmand:** J'aimerais commenter ce point. Votre intention de discuter des absences temporaires cause des problèmes, mais je voudrais signaler que très peu d'absences temporaires sont accordées aux détenus dans les pénitenciers à sécurité maximale, et M. Cernetic ne serait pas un très bon témoin sur un tel sujet. Si vous voulez discuter des problèmes au pénitencier de la Colombie-Britannique, il faudrait avoir beaucoup plus de réunions, mais pour ce qui est des absences temporaires accordées aux détenus à vie dans les pénitenciers à sécurité maximale, il y en a très peu, n'est-ce pas, monsieur Therrien?

**M. Therrien:** Il y en a très peu.

**M. Allmand:** D'accord.

**M. Reynolds:** Je pense que ce rapport en parle à plusieurs reprises, et M. Cernetic administrait ce pénitencier-là. Je pense qu'il a acquis une bonne expérience dans votre système.

**Le président:** Étant donné qu'il s'agit d'un fonctionnaire du Solliciteur général, je n'y vois pas de problème, et à mon avis la motion est recevable.

Êtes-vous prêts à voter?

**Des voix:** D'accord.

**M. Leggatt:** Pouvez-vous expliquer la question sur laquelle on vote? S'agit-il uniquement de ceux qui ont été condamnés à l'emprisonnement à perpétuité en raison d'une déclaration de culpabilité sur une accusation de meurtre?

**M. Reynolds:** C'est cela.

**M. Woolliams:** Vous ne proposeriez pas que quelqu'un vienne de la Colombie-Britannique...

**M. Leggatt:** Ces types ne présentent aucun risque.

**Le président:** A l'ordre, s'il vous plaît. La motion est la suivante:

Que le directeur du pénitencier de la Colombie-Britannique compare devant le Comité.

La motion ne donne pas les raisons pour lesquelles il est convoqué devant le Comité.

**M. Allmand:** Puis-je dire que si vous voulez entendre parler des problèmes des directeurs des institutions à sécurité maximale quant aux prisonniers à perpétuité, il y a de telles institutions situées très près d'Ottawa, et s'il ne s'agit que de demander à un tel directeur de faire un exposé des problèmes auxquels il fait face avec les meurtriers condamnés à l'emprisonnement à perpétuité...

**M. Reynolds:** Que craignez-vous?

**M. Allmand:** Je ne crains rien, mais on ne se livre pas ici à une enquête sur le pénitencier de la Colombie-Britannique.

**Le président:** Puis-je mettre la motion aux voix?

[Texte]

Motion negatived.

**The Chairman:** Mr. Olivier.

**M. Olivier:** Monsieur le président...

**Le président:** Monsieur Olivier.

**M. Olivier:** ... un rappel au Règlement. M. Reynolds nous a remis des amendements. Est-ce que M. Lawrence ou le Comité pourra nous remettre la version française des amendements à la prochaine séance du Comité?

**Le président:** C'est fort possible, monsieur Olivier. On est en train de les traduire.

The meeting is adjourned until 8 o'clock this evening.

## EVENING SITTING

• 2008

**The Chairman:** Order, please. The Committee will come to order. Would you proceed, Mr. Towers.

**Mr. Towers:** Thank you, Mr. Chairman. Mr. Chairman, I have always been of the opinion that I would never ask anybody to do what I would not do myself if I was capable of doing it. I am just wondering, in view of that, just what the position of the wardens are going to be, if this bill passes in its present form because, as the Minister stated earlier today, in conversation with Mr. Woolliams, he cannot determine whether or not the death penalty is a deterrent, or has a deterrent factor. And I am just wondering, in view of that, what position is this going to put the actual keepers, the wardens themselves, in in our penitentiaries. I think this is of fundamental importance. And certainly I would have appreciated the opportunity of having these people that do the actual job right within the jails as witnesses to see what their feelings might be. It is all very well for us to have the so-called managers here, Mr. Chairman, but if you go into an industry and want to find how bad the foul air is, you do not go to the managers. You go to the people who are working in that foul air. This is why I think it would have been to our advantage to have had an opportunity of having these people as witnesses to see exactly what their reaction is as a result of this vote today and if this bill passes in its present form. I would like to have the response of the Minister, and perhaps some of his people might also have something to add in this regard, Mr. Chairman.

• 2010

**Mr. Allmand:** First of all I want to make it very clear once more that the penalty for murder in this bill is not much different from the penalty for murder under the present law except for the fact that we are abolishing capital punishment. In the present law the penalty is a life sentence with parole eligibility between 10 and 20 years. The judge and jury can fix it, a life sentence with no parole until 20 years. They cannot fix it less than 10 but they can fix it at 10 to 20. We have several people in our prisons right now who have been given life sentences with a minimum of 20 years. Somebody here could give you the exact number. When they are given that, a parole eligibility of 20 years, they have no review by a court at 15. So right now we have life sentences with possible parole eligibility at 20 years.

[Interprétation]

La motion est rejetée.

**Le président:** Monsieur Olivier.

**Mr. Olivier:** Mr. Chairman...

**The Chairman:** Mr. Olivier.

**Mr. Olivier:** ... on a point of order. Mr. Reynolds has submitted amendments in both languages. Could Mr. Lawrence or the Committee furnish us with French versions of his amendments at the next meeting of this Committee?

**The Chairman:** That is quite possible, Mr. Olivier. They are now being translated.

La séance est levée jusqu'à 20 heures ce soir.

## SÉANCE DU SOIR

**Le président:** A l'ordre, s'il vous plaît. Nous allons reprendre nos délibérations. Monsieur Towers.

**M. Towers:** Merci, monsieur le président. Je me suis toujours promis de ne jamais demander à quelqu'un de faire quelque chose à ma place si je pouvais le faire moi-même. Je me demande donc quelle va être la position du gardien de prison, si ce bill est adopté sous sa forme actuelle, étant donné que le ministre a déclaré aujourd'hui, au cours d'une conversation avec M. Woolliams, qu'il ne pouvait pas dire si la peine de mort avait ou non un effet de dissuasion. Je me demande donc, quelle va être, dans ce contexte, la position de nos gardiens de prison actuels? A mon avis, cela revêt une importance, fondamentale et j'aurais bien aimé entendre le témoignage de ces gardiens afin de connaître leur point de vue. C'est très bien d'entendre les administrateurs, monsieur le président; mais, dans le cas d'une industrie, si vous voulez savoir à quel point l'air est pollué, vous n'allez pas voir les directeurs, vous allez voir ceux qui doivent travailler dans l'air pollué. C'est la raison pour laquelle je crois que ce serait à notre avantage d'avoir l'occasion d'entendre ces personnes afin de voir exactement quelle est leur réaction au vote pris aujourd'hui et à l'adoption du présent projet de loi dans sa forme actuelle. J'aimerais savoir ce qu'en pense le ministre et peut-être également ce qu'en pensent certaines des personnes qui l'accompagnent, monsieur le président.

**M. Allmand:** D'abord, je tiens à répéter encore une fois clairement, que la peine prévue pour le meurtre dans le présent projet de loi ne diffère pas beaucoup de la peine prévue pour le meurtre dans la loi actuelle, sauf évidemment que nous abolissons la peine de mort. Dans la loi actuelle, la peine est une sentence d'emprisonnement à vie avec possibilité de libération au bout de 10 à 20 ans. Par ailleurs, le juge et le jury peuvent prévoir une condamnation à vie sans possibilité de libération avant 20 ans. Ils ne peuvent pas donner des sentences d'emprisonnement de moins de 10 ans, mais ils peuvent prévoir un emprisonnement ferme de 10 à 20 ans. Plusieurs détenus actuels se sont vu condamner à des peines minimums de 20 ans. Un de mes associés pourrait vous donner le nombre exact de détenus. Dans de tels cas, c'est-à-dire dans la possibilité d'une libération au bout de 20 ans, le cas n'est pas revu par un tribunal au bout de 15 ans. Par conséquent, à l'heure actuelle, une sentence d'emprisonnement à vie offre la possibilité d'une libération au bout de 20 ans.



[Text]

What we are proposing in the bill is that for second degree murder it is a life sentence with parole eligibility at 10 years which can be increased, and for first degree murder parole eligibility at 25 but it can be reviewed at 15. So it is really a 15 to 25 possibility. For the fellow starting his sentence, he does not know if he is going to get it at 15 or up to 25.

I will refer to your other question. You are asking, how will it be for the warden and for the penitentiary authorities to handle these people with these life sentences and those types of parole eligibility dates. It depends on the personality of the inmate. Some of the most difficult inmates only have seven-year sentences. Some of them with life sentences are very easy to handle. In the top administration of the Penitentiary Service we have people who were wardens or directors as they are called now, people who worked as parole officers supervising parolees, people who had committed murder and so on. I will refer that to Mr. Therrien and he can call on Mr. Westlake or anyone else if he wishes, but to tell the Committee and Mr. Towers what it is like to take care of men on life sentences with parole eligibility dates either of 10 or 10 to 20 or 15 to 25, with long parole eligibility dates.

**Mr. S. Therrien (Commissioner, Canadian penitentiary Service):** Mr. Chairman, it might be useful to give the statistics on the number of people who are now doing a life sentence in our institutions. As of March 25, 1976, we have 78 who are in for capital murder and 588 who are doing a life sentence.

**Mr. Allmand:** To make that clear, you mean 78 who had capital punishment and were commuted to life sentences.

**Mr. Therrien:** So we have a total of 666 at this time. This is not a new experience for us. We have been dealing with lifers all along. In order to give the Committee an idea of how a warden, or a director as we call them now, sees problems created by people doing a long sentence like that, I might call upon Mr. Westlake who was a director of an institution to tell us what his experience was with lifers.

**Mr. W. C. Westlake (Deputy Commissioner, Security, Canadian Penitentiary Service):** Mr. Chairman, all I can say is that in the institutional setting in the environment of a penitentiary the handling of lifers creates some particular problems in terms of the security procedures and controls that we have to implement. But when we are talking about temporary absences for this particular classification of inmate, we are looking at a fairly restricted number. For example, of the 600 and some people that the Commissioner has suggested are currently serving life sentences, I would suggest that two-thirds of that total are at present serving their sentences in maximum security institutions. And, normally speaking, the general rule is that temporary absence is a program that has been

[Interpretation]

Dans le présent projet de loi, nous proposons que, dans le cas de condamnation pour meurtre du deuxième degré, la peine soit l'emprisonnement à vie avec possibilité de libération au bout de 10 ans, durée qui peut être prolongée et, dans le cas de meurtre au premier degré, avec possibilité de libération au bout de 25 ans, mais avec une révision éventuelle au bout de 15 ans. En réalité donc, la possibilité de libération vient au bout de 15 à 25 ans. Le condamné qui commence à purger sa peine ne sait donc pas s'il sera libéré au bout de 15 ans ou de 25 ans.

Maintenant passons à votre autre question. Vous avez demandé comment les gardiens et les responsables de l'établissement pénitencier vont pouvoir contrôler les détenus condamnés à l'emprisonnement à vie et comment ils vont réagir à ce genre d'échéancier de libérations éventuelles. Tout dépend de la personnalité du détenu. Certains des cas les plus difficiles sont des détenus condamnés à une peine de 7 ans. Certains détenus condamnés à l'emprisonnement à vie sont très faciles à contrôler. Dans la haute administration des services pénitentiaires, nous avons à l'heure actuelle des personnes qui ont été directeurs de prison, d'autres qui ont travaillé comme agents de libération conditionnelle et qui ont surveillé les prisonniers libérés, d'anciens meurtriers, etc. Je vais donc donner la parole à M. Therrien et il pourra faire appel à M. Westlake ou à quelqu'un d'autre s'il le désire, mais il pourra dire aux membres du Comité et à M. Towers ce que représente la surveillance de détenus condamnés à vie qui peuvent obtenir une libération au bout de 10 ans ou de 10 à 20 ans ou de 15 à 25 ans et de tous ceux qui doivent attendre longtemps avant une éventuelle libération.

**M. S. Therrien (commissaire, service canadien des pénitenciers):** Monsieur le président, il serait peut-être utile de donner certaines données sur le nombre de détenus qui purgent actuellement des peines d'emprisonnement à vie dans nos établissements. Au 25 mars 1976, nous avions 78 détenus trouvés coupables de meurtres et 588 détenus condamnés à l'emprisonnement à vie.

**M. Allmand:** J'aimerais préciser que vous voulez dire que les 78 condamnés à mort ont vu leur sentence commuée en emprisonnement à vie.

**M. Therrien:** Nous avons donc un total de 666 détenus à l'heure actuelle. L'expérience n'est donc pas nouvelle pour nous. Il y a longtemps que nous avons des détenus condamnés à l'emprisonnement à vie. Afin de donner aux membres du Comité une idée de la manière dont le directeur d'un établissement pénitencier conçoit les problèmes créés par les détenus qui doivent purger une longue peine, je vais demander à M. Westlake, qui a dirigé un établissement pénitencier, de nous faire part de son expérience dans ce domaine.

**M. W. C. Westlake (sous-commissaire, sécurité, service canadien des pénitenciers):** Monsieur le président, tout ce que je peux dire c'est que, dans le cadre d'un établissement pénitencier, le contrôle des détenus condamnés à l'emprisonnement à vie crée des problèmes particuliers au niveau de la procédure de sécurité et des contrôles que nous devons appliquer. Par ailleurs, lorsque nous parlons d'absence temporaire dans ce contexte, le nombre possible de bénéficiaires est assez restreint. Par exemple, des 60 ou quelque détenus qui purgent actuellement des peines d'emprisonnement à vie dont a parlé le commissaire, je dirais qu'environ les deux tiers purgent actuellement leur peine dans des établissements à sécurité maximum. La règle générale est la suivante: le programme d'absence tempo-



[Texte]

designed to provide a certain type of privilege to those inmates who have demonstrated a capability and a desire to be able to cope with this.

• 2015

**Mr. Woolliams:** Like the Head case.

**Mr. Poulin:** He picks a horrible situation, but please go ahead, sir.

**Mr. Allmand:** We have cancelled temporary absences for dangerous sexual offenders. There is no such thing for a thing like the Head case.

**Mr. Westlake:** I would suppose that we can find specific examples of all types, and by the same token I could quote you examples of many inmates who have served life sentences in our institutions who have had the opportunity to participate in a temporary absence program and who have consistently honoured the conditions that have been established for them. In fact, in the operation of our institutions we have found, generally speaking, that inmates who are serving life sentences are not the problem inmates who we have to contend with on a day-to-day basis. It is more the younger element, other inmates who are serving sentences for crimes of violence, but not those who have committed murder and who have been sentenced to a life sentence.

**Mr. Towers:** Mr. Chairman, I have a further question. With regard to the inmate, regardless of how long he is in, until the present time we have had the threat of capital punishment and it would seem to me that until the time comes that it can be proven that capital punishment is not a deterrent, it would thereby increase the hazard for the warden in trying to deal with the inmate, regardless whether he was in for life or seven years, as you say, perhaps, the most difficult prisoner. And if he is going to make a break and knows full well that he is not going to have to pay the supreme penalty, is this going to increase the hazard for the wardens and the directors of our institutions?

**Mr. Allmand:** There is one part of that question that I think I should answer, the whole business of deterrents, and all I can say, Mr. Towers, is that they have abolished capital punishment in many, perhaps most states in the Western democratic world. I am not talking about the Communist states or the countries with dictatorships but the Western democratic countries. They have problems but their problems have not arisen principally from the lifers. Some of the lifers are bad actors and have caused problems but, as Mr. Westlake has said, in general, if you look at all the countries, Britain, Western European countries and those states in the United States that have abolished capital punishment, the abolition of capital punishment and the placing in prisons for longer periods of time of people who have committed murder has not in itself been a major source of problems, although some of those inmates have.

**Mr. Westlake,** on that particular point, will having a certain number of inmates in prison, not the temporary absence side but just having them in prison with long parole eligibility dates, cause any great difference in the security problems for your staff and for the prisons?

[Interprétation]

raire a été créé en vue de fournir un certain genre de privilège aux détenus qui ont démontré une certaine capacité et un désir de faire face à une telle situation.

**M. Woolliams:** Tout comme le cas Head.

**M. Poulin:** Il a choisi une situation horrible, mais je vous prie de continuer, monsieur.

**M. Allmand:** Nous avons mis fin au programme d'absence temporaire pour les délinquants sexuels dangereux. Cela ne s'appliquerait donc pas dans un cas tel que le cas Head.

**M. Westlake:** Je suppose que l'on peut trouver des exemples précis de tous genres, et je pourrais aussi vous citer des exemples de détenus qui, purgeant des peines à perpétuité dans nos pénitenciers, ont eu l'occasion de participer à ce programme d'absence temporaire et ont toujours bien rempli les conditions fixées. En fait, après une étude du fonctionnement de nos établissements pénitentiaires, nous avons découvert que les condamnés à perpétuité ne sont pas les détenus qui causent des difficultés auxquelles nous devons faire face quotidiennement. Ce ne sont pas les détenus reconnus coupables de meurtre et purgeant une peine à perpétuité qui sont à la base de ces difficultés, mais plutôt les détenus plus jeunes ainsi que les autres détenus qui purgent des peines pour des crimes violents.

**M. Towers:** Monsieur le président, j'ai une autre question. En ce qui concerne le détenu, quelle que soit la durée de sa peine, la menace de la peine capitale planait sur lui jusqu'à présent et il me semble que, tant que l'on n'a pas prouvé l'effet dissuasif de la peine capitale, on s'expose, en l'abolissant, à augmenter tout simplement les risques que court le gardien de prison qui doit s'occuper des détenus, qu'ils purgent une peine à perpétuité ou même une peine de sept ans; ce sont souvent, dans ce dernier cas, des prisonniers très difficiles, comme vous venez de le mentionner. Si ces détenus ont des projets d'évasion et qu'ils savent qu'on ne leur infligera pas la peine capitale, ne croyez-vous pas que cela fera courir de plus grands risques aux directeurs et aux gardiens de nos pénitenciers?

**M. Allmand:** Je tiens à répondre à une partie de cette question, celle qui a trait à l'effet préventif ou dissuasif de la peine capitale. Tout ce que je veux dire, monsieur Towers, c'est que l'on a aboli la peine capitale dans beaucoup, sinon la plupart, des États du monde démocratique occidental. Je ne parle pas des États communistes ou des dictatures, mais des pays démocratiques occidentaux. Ils ont certainement des problèmes, mais ces difficultés ne proviennent pas principalement des détenus purgeant des peines à perpétuité. Quelques-uns de ces détenus purgeant des peines à perpétuité sont de mauvais acteurs et ils ont causé certaines difficultés mais, comme M. Westlake l'a déclaré, de façon générale, si vous examinez la situation dans tous les pays tels que la Grande-Bretagne, les pays de l'Europe occidentale et les États des États-Unis qui ont aboli la peine capitale, vous découvrirez qu'une telle mesure, de concert avec l'emprisonnement prolongé des personnes coupables de meurtre, n'a pas posé de problèmes graves, même si certains détenus ont causé certains problèmes.

A ce sujet, monsieur Westlake, croyez-vous que le recours aux longues peines d'emprisonnement va nuire à la sécurité de votre personnel et des prisons en général, étant donné que les prisonniers verront la date de leur admissibilité à la libération conditionnelle beaucoup plus éloignée?

[Text]

**Mr. Westlake:** Again, it is hard to forecast what the long-range effect will be. I think the immediate effect is not going to be that dramatic, because what we are looking at really is what is going to happen perhaps five, six, seven or ten years down the trail, when these inmates could have anticipated that they might get some relief from their sentence either by way of some type of parole or being able to participate in temporary absence programs that would be available to them. But in this interim period I think certainly we are going to have to take a pretty close look at our management techniques and how we are going to look at these people. We are already talking about a construction program with new facilities, smaller facilities where we are going to be able to accommodate these people, where we can keep them under control and closer supervision in order that we can try to ensure that they are not able to take advantage of the security that is in effect at the institution and create additional problems for us.

But I would say it is pure conjecture at this point in time. We are looking too far ahead. All I know is that over the years we have had large numbers of inmates in our institutions who have been serving long sentences. The temporary absence program is relatively new in terms of programs within institutions. Inmates did not have this to look forward to previously and we were able to manage the inmates that we had often under very difficult conditions in our older institutions that were accommodating anywhere from 500, maybe up to 1,200 inmates. Now we are reducing that. We are trying to better train our people and I think through the combination of the new institutions, the better training programs for our staff, we will be able to develop ways and means to cope with this new breed of inmate that probably is going to be created as a result of this particular legislation.

• 2020

**Mr. Allmand:** Mr. Towers, there was a study done on this very subject, a study by a man called D. Akman, A-K-M-A-N, entitled *Homocides and Assaults in Canadian Prisons*. Mr. Akman did a study of these assaults and homocides by inmates in prisons in the year 1964-65 and there were 102 corporal attacks committed by 106 assailants against 107 victims; 37 of the victims were guards and 70 of the victims were prisoners. They found that in that period none of the 87 known penitentiary assailants was serving a term resulting from commutation of a death sentence and there is no reason to think any such person was among the assailants whom it was never possible to identify. They go into detail here on the different types of assaults ranging from homicide to grievous assault, common assault and so on, but what this points out is that...

**The Chairman:** Mr. Lawrence asked, "What were those dates?"

**Mr. Allmand:** The name of the study is *Homocides and Assaults in Canadian Prisons* by D. as in David—I do not know what his first name is—Akman, A-K-M-A-N and his study was done in the years 1964 and 1965. He studied all types of homocides and assaults by inmates against other inmates and guards in penitentiaries.

**Mr. Lawrence:** You have more up-to-date statistics than those.

**Mr. Allmand:** This is a book that was written on this particular subject.

[Interpretation]

**M. Westlake:** Encore une fois, il est difficile de prévoir quels seront les effets à long terme. À mon avis, l'effet immédiat ne sera pas dramatique à ce point; car ce qui nous préoccupe, surtout c'est ce qui se passera dans cinq, six, sept ou dix ans, lorsque ces détenus pourront avoir allégé leur peine, soit par la libération conditionnelle ou par la participation à un programme d'absence temporaire. Toutefois, pendant cette période intérimaire, je crois que nous devons examiner de très près nos techniques de gestion, ainsi que notre façon de nous occuper de ces personnes. Nous avons déjà commencé à discuter d'un programme de construction de nouvelles installations, qui seront plus petites et où nous pourrions mieux contrôler et mieux surveiller les prisonniers, ce qui nous permettra de nous assurer qu'ils ne pourront pas profiter indûment du niveau de sécurité en vigueur aux pénitenciers, créant ainsi de nouveaux problèmes.

Néanmoins, il s'agit tout simplement de conjecture à l'heure actuelle. Nous regardons trop loin vers l'avenir. Tout ce que je sais, c'est que nous avons toujours, dans nos établissements, un grand nombre de détenus qui purgent des peines prolongées. Le programme d'absences temporaires est relativement nouveau. Les détenus ne pouvaient autrefois bénéficier de tels programmes et les détenus étaient dans des conditions souvent très difficiles dans de vieux pénitenciers qui contenaient de 500 à 1,200 détenus. Nous réduisons maintenant ce nombre. Nous cherchons à mieux former notre personnel et je crois que, par le biais de ces nouveaux pénitenciers, de ces meilleurs programmes de formation du personnel, nous pourrions faire face à ce nouveau type de détenu qui sera probablement créé par la présente loi.

**M. Allmand:** Monsieur Towers, une étude a été faite sur cette question par un certain D. Akman, intitulée *Homocides et voies de fait dans les prisons canadiennes*. M. Akman a fait une étude des homocides et des voies de fait dans les prisons au cours de la période 1964-1965, et a relevé 102 voies de fait physiques commises par 106 assaillants contre 107 victimes; 37 des victimes étaient des gardes et 70 étaient des prisonniers. Durant cette période, aucun des 87 assaillants connus ne purgeait une peine résultant de la commutation d'une condamnation à mort et il n'y a aucune raison de croire qu'une telle personne figurait parmi les assaillants qu'il n'a pas été possible d'identifier. L'étude fait le détail des divers types de voies de fait et il en ressort que...

**Le président:** M. Lawrence a demandé quelles étaient les dates.

**M. Allmand:** Le nom de l'étude est *Homocides et voies de fait dans les prisons canadiennes* et elle a été menée par D. Akman en 1964 et 1965. Il a étudié tous les types d'homocides et de voies de fait commis par des détenus contre d'autres détenus et des gardes dans les pénitenciers.

**M. Lawrence:** Vous avez certainement des statistiques plus récentes que cela.

**M. Allmand:** Il s'agit ici d'un livre qui a été écrit sur cette question.



[Texte]

**Mr. Lawrence:** The statistical people have more up-to-date...

**Mr. Allmand:** Maybe they do. I do not know whether they do or not.

**Mr. Lawrence:** ... statistics than those.

**Mr. Woolliams:** I would hope so.

**Mr. Allmand:** They have statistics on assaults, but whether they...

**Mr. Lawrence:** There were more assaults than that in one occurrence in the Kingston riots.

**Mr. Therrien:** We do not have statistics, but we could look for them in terms of who the people are.

**Mr. Towers:** Mr. Chairman, I think we are more or less...

**The Chairman:** This will be your last question, Mr. Towers.

**Mr. Towers:** ... belabouring the point by talking about the length of the prison term because of the fact that when you get an individual, an inmate, regardless of whether he is in for 7 years or 25 years, if he knows there is only one person's standing between him and freedom and that happens to be the director or the prison guard and if he knows there is no capital punishment, he will not suffer the supreme penalty regardless of what he does, it would seem to me this is going to endanger the life of the warden or the director to a greater degree in the future than has been the case in the past and goodness only knows they have had a difficult period in the past. I just wonder what the reaction of the Minister is on that. Would he agree with that, that there are going to be more difficulties in the future.

**Mr. Allmand:** Since 1962, when we had the last hanging, I believe we have only had a few murders by inmates in the process of escape.

**Mr. Towers:** But we have had the death penalty, sir, it has been pending.

**Mr. Allmand:** Does somebody know how many murders...

**Mr. Lawrence:** Why did you add that restriction?

**Mr. Allmand:** Pardon me?

**Mr. Lawrence:** Why did you add that restriction, during escape?

**Mr. Allmand:** Because Mr. Towers used it. I could give you the total number which I think is only four, four or five, and I think there were perhaps two of those in the process of escape.

**Mr. Lawrence:** Who are you to judge whether a murder that occurs within a prison during a riot is an escape or not?

• 2025

**Mr. Allmand:** I can tell you, Mr. Lawrence, that in the last two years, we had two, one was in a workshop which was not involved in escape at all. An inmate simply took a tool from the workbench and struck an instructor over the head and did not even try to escape. He was locked in the workshop, as a matter of fact. There was no chance of his escaping. He simply killed...

[Interprétation]

**M. Lawrence:** Les statisticiens ont des données plus récentes...

**M. Allmand:** Peut-être. Je ne sais pas.

**M. Lawrence:** Plus récentes que celles-ci.

**M. Woolliams:** Je l'espère.

**M. Allmand:** Ils ont des statistiques sur les voies de fait, mais je ne sais pas...

**M. Lawrence:** Il y a eu davantage de voies de fait que cela en une seule occasion pendant les émeutes de Kingston.

**M. Therrien:** Nous n'avons pas de statistiques, mais nous pourrions en rechercher.

**M. Towers:** Monsieur le président, je crois que...

**Le président:** Ce sera votre dernière question, monsieur Towers.

**M. Towers:** ... nous exagérons l'importance de la durée de la peine purgée, car si un détenu, peu importe qu'il purge une peine de 7 ou 25 ans, sait qu'une seule personne s'interpose entre lui et la liberté, que cette personne soit le directeur ou un gardien de prison, sachant que la peine capitale n'existe pas, il pourra mettre en danger la vie du garde ou du directeur beaucoup plus que ce n'était le cas par le passé, et Dieu sait combien nous avons eu de difficultés par le passé. J'aimerais connaître la réaction du ministre à ce sujet. Convient-il qu'il y aura plus de difficultés à l'avenir.

**M. Allmand:** Depuis 1962, date de la dernière pendaison, nous n'avons eu que très peu de meurtres commis par des détenus tentant de s'évader.

**M. Towers:** Mais nous avons la peine de mort qui planait au-dessus de leur tête.

**M. Allmand:** Est-ce que quelqu'un sait combien de meurtres...

**M. Lawrence:** Pourquoi avez-vous ajouté cette restriction?

**M. Allmand:** Excusez-moi?

**M. Lawrence:** Pourquoi avez-vous ajouté cette restriction, pendant une évasion?

**M. Allmand:** Parce que M. Towers me l'a demandé. Je peux vous donner le nombre total, qui n'est que de quatre ou cinq, je crois, et deux de ces meurtres ont été commis lors d'une tentative d'évasion.

**M. Lawrence:** Comment faites-vous pour décider si un meurtre commis dans une prison pendant une émeute l'est dans le courant d'une évasion ou non?

**M. Allmand:** Je peux vous dire, monsieur Lawrence, que nous en avons eu deux au cours des deux dernières années, l'un dans un atelier où il n'y avait absolument aucune possibilité d'évasion. Un détenu s'est emparé d'un outil et l'a utilisé pour frapper un instructeur sur la tête puis n'a même pas essayé de s'échapper. De toute façon, il était bloqué dans l'atelier et n'avait aucune chance de s'échapper. Il a simplement tué...



[Text]

**Mr. Lawrence:** How about the Vancouver thing?

**Mr. Allmand:** You asked me the question; I am trying to answer it. Another one was also in a workshop, the one at Cowansville, and the one at Stony Mountain. There was no escape involved; there was no chance of escape at all. It was almost an unexplainable murder against an instructor. Do we have the statistics on how many people were killed? Perhaps you could give it, Mr. Diguer, for me.

**Mr. Lawrence:** Do you consider the Kingston riot an escape attempt? The Vancouver incident an escape attempt?

**Mr. Allmand:** Yes, but in the Kingston riot, the people that were killed were inmates.

**Mr. Lawrence:** Yes.

**Mr. Allmand:** Mr. Towers again, asked about staff, and I was answering his question, Mr. Lawrence.

**The Chairman:** Right. We will have to keep this to Mr. Towers. Maybe we will have this . . .

**Mr. Allmand:** Could we just see how many staff were killed by inmates in the prisons since about 1960?

**Mr. Therrien:** Four since 1961; one case in 1961 in Kingston Penitentiary; one case in Dochester in 1964; 1974, one case in Stony Mountain; 1975, the one in Cowansville.

**Mr. Allmand:** How many were done in the process of escaping? Somebody was on the way to escaping and a guard was in the way or—?

**Mr. Therrien:** The last two were not done during an escape. I do not have the facts on the 1961 and 1964 cases.

**Mr. Westlake:** 1964 was not; I was there.

**Mr. Therrien:** 1964 was not one of those.

**Mr. Woolliams:** He survived.

**The Chairman:** Mrs. Holt is next.

**Mrs. Holt:** I would like to ask whether you have any estimates—in view of your statistics that you have given now of 78 commuted murderers in prisons in Canada and 58 life sentences which, I presume, are included in that 78, as a part of the 78—or a rough idea of what you might anticipate in the future, say, in 1977, 1978. Have you any idea? Are there any projected estimates you can face of how many lifers you will have there? I understand the judges are already sentencing as though this bill had passed.

**Mr. Allmand:** That cannot be so, Mrs. Holt, because if a man is found guilty of murder now, killing a policeman or a prison guard, he automatically gets a death sentence, and it is up to the Governor in Council to commute.

**Mrs. Holt:** No, in treating murder, the premeditated type of murder, they are sentencing them in Vancouver to 20,25 years without parole . . .

[Interpretation]

**M. Lawrence:** Et cette histoire de Vancouver?

**M. Allmand:** Vous m'avez posé une question et j'essaie d'y répondre. Il y a également eu l'affaire de Cowansville et celle de Stony Mountain, dans lesquelles il n'y avait aucune possibilité d'évasion. En fait, il s'agissait du meurtre inexplicable d'un instructeur. Avons-nous des statistiques sur le nombre de personnes qui ont été tuées? Peut-être pourriez-vous nous les donner, monsieur Diguer?

**M. Lawrence:** Considérez-vous l'émeute de Kingston comme une tentative d'évasion? Et l'incident de Vancouver?

**M. Allmand:** Oui, mais, dans le cas de Kingston, les personnes qui ont été tuées étaient des détenus.

**M. Lawrence:** Oui.

**M. Allmand:** M. Towers avait posé une question au sujet du personnel et je lui répondais à lui, monsieur Lawrence.

**Le président:** Bien. Nous allons essayer de continuer dans l'ordre. Peut-être pourrions-nous . . .

**M. Allmand:** Pourrions-nous savoir combien d'employés ont été tués par des détenus, dans nos prisons, depuis environ 1960?

**M. Therrien:** Il y en a eu quatre depuis 1961, c'est-à-dire un, en 1961, au pénitencier de Kingston, un, en 1964, à Dorchester, un, en 1974, à Stony Mountain et un, en 1975, à Cowansville.

**M. Allmand:** Combien de ces meurtres ont été perpétrés au cours d'une tentative d'évasion? S'agissait-il de gardes qui tentaient d'empêcher l'évasion?

**M. Therrien:** Les deux derniers n'ont pas été perpétrés pendant une évasion. Pour les deux autres, je ne le sais pas.

**M. Westlake:** Pour celui de 1964, ce n'était pas le cas, j'y étais.

**M. Therrien:** Très bien.

**M. Woolliams:** La victime a d'ailleurs survécu.

**Le président:** Madame Holt.

**Mme Holt:** Étant donné les statistiques que vous avez données, c'est-à-dire 78 meurtriers dont la peine a été commuée, dont 58, je suppose qui avaient été condamnés à des peines de prison à vie, avez-vous une idée de ce que sera la situation en 1977 ou 1978? Avez-vous des prévisions concernant le nombre de détenus à vie que vous aurez à ce moment-là? Si je ne me trompe, les juges appliquent déjà leur peine comme si ce projet de loi avait été adopté.

**M. Allmand:** Cela ne peut pas être le cas, madame Holt, car, si un accusé est jugé coupable du meurtre d'un policier ou d'un garde de prison, il est automatiquement condamné à mort et seul le gouverneur en conseil peut commuer sa peine.

**Mme Holt:** Mais je sais que dans des cas de meurtre prémédité, à Vancouver, des peines sont imposées de 20 ou 25 ans de prison, sans libération sur parole . . .

[Texte]

**Mr. Allmand:** They cannot . . .

**Mrs. Holt:** . . . without option of parole, as if it were already established.

**Mr. Allmand:** They cannot give more than 20. Under the present law, they can give for noncapital murder a life sentence. As a matter of fact, a life sentence is automatic. And the parole eligibility is a minimum of 10 and a maximum of 20. The judge can fix anything between 10 and 20, but he cannot fix a period over 20. But if I get your point, you say the judges are giving nearer the 20.

**Mrs. Holt:** Yes, 20. And I just wondered whether you have any concept of how many people, whether you have thought of how many people might be in our prisons. The 588, I presume, is out of 9,000 criminals.

**Mr. Allmand:** Yes, and we can . . .

**Mrs. Holt:** And there are many other long-termers who are 15 and 10.

**Mr. Allmand:** . . . we can give you the number that were convicted, of life sentences who have more than 10 years as a parole eligibility date. And, by the way, it is a small, small percentage of the total convicted of murder. Have you got those statistics?

**Mrs. Holt:** Or general lifers. There are many habituals that are in . . .

**Mr. Allmand:** No, no. I am just talking of those convicted of murder.

**Mrs. Holt:** . . . long termers—because this is relevant to the next question I would like to ask you.

**Mr. Allmand:** I thought you were asking about convicted murderers.

**Mrs. Holt:** No, I just want the general picture of people without really bearing much hope.

**Mr. Allmand:** Yes, but indeterminate sentences are eligible after three years, after—what are they now?—it is after three or four years?

**Mrs. Holt:** And attempted murderers are getting long sentences, too; traffickers are getting long sentences. I am just trying . . .

**Mr. Allmand:** The maximum parole eligibility date for life when it is a minimum is seven years.

**Mrs. Holt:** Seven years, but there are terms of fourteen which are long and I am trying to find . . .

**Mr. Allmand:** Yes, but their parole eligibility would be seven years.

**Mrs. Holt:** Yes, but that is a long-term prisoner.

[Interprétation]

**M. Allmand:** Il n'est pas possible . . .

**Mme Holt:** . . . comme si la loi avait déjà été adoptée.

**M. Allmand:** La peine ne peut pas dépasser 20 ans. En vertu de la loi actuelle, on peut imposer une peine de prison à vie en cas d'homicide. De fait, la peine de prison à vie est automatique. Dans ce cas, l'admissibilité à la libération sur parole est après dix ans au minimum et vingt ans au maximum. Le juge peut donc imposer tout ce qu'il veut entre dix et vingt ans mais ne peut pas imposer de peine dépassant vingt ans. Si je vous comprends bien, vous voulez sans doute dire que les juges imposent des peines proches de vingt ans.

**Mme Holt:** C'est cela. Je voulais donc savoir si vous aviez une idée du nombre de prisonniers que nous risquons d'avoir dans nos prisons, dans les années prochaines. Les 588 dont vous avez parlé, je suppose, font partie de ces 9,000 criminels?

**M. Allmand:** Oui et nous pouvons . . .

**Mme Holt:** Il y a beaucoup d'autres détenus à long terme, qui doivent attendre 15 ou 10 ans?

**M. Allmand:** . . . Nous pouvons vous donner le nombre des condamnés à la prison à vie pour lesquels la période d'attente de l'admissibilité à la libération sur parole dépasse dix ans. De fait, il s'agit d'un très petit pourcentage du nombre total de personnes condamnées pour meurtre. Avez-vous les chiffres?

**Mme Holt:** Mais il y a beaucoup de repris de justice qui . . .

**M. Allmand:** Non, je parle simplement de ceux qui ont été condamnés pour meurtre.

**Mme Holt:** J'aimerais également avoir les chiffres pour ceux qui purgent de longues peines de prison, ce qui m'amènera à ma seconde question.

**M. Allmand:** Je pensais que vous vouliez connaître les chiffres pour les meurtriers qui ont été condamnés.

**Mme Holt:** Je voulais avoir une idée générale de la situation, bien que je n'aie pas beaucoup d'espoir.

**M. Allmand:** Mais pour les peines indéterminées, les condamnés sont admissibles à la libération sur parole après trois ou quatre ans. Quel est le chiffre exact?

**Mme Holt:** Et ceux qui sont condamnés pour des tentatives de meurtre reçoivent des peines de prison très longues également. De même pour les trafiquants. Je veux donc simplement . . .

**M. Allmand:** Dans le cas d'une condamnation à la prison à vie, l'admissibilité à la libération sur parole est de sept ans.

**Mme Holt:** Mais il y a des condamnations de quatorze ans, ce qui est très long, et je veux savoir . . .

**M. Allmand:** Certes, mais ils peuvent éventuellement avoir droit à la libération sur parole au bout de sept ans.

**Mme Holt:** Il s'agit donc encore de prisonniers à long terme.



[Text]

• 2030

**Mr. Allmand:** We have the figures of those that were ... Who has those figures?

**Mr. Therrien:** We did try to see in advance how many people might come within the present definition of first degree. What we did is look at all the 1970 ...

**Mr. Woolliams:** What do you mean, "first degree"? What do you mean by that?

**Mr. Therrien:** I am talking about the new bill.

**Mr. Woolliams:** But she did not ask that question.

**Mr. Allmand:** She just wants to know how many people are in prison now on life sentences with more-than-10-years parole eligibility date. Seventeen.

**Mrs. Holt:** Seventeen other than the 588? Or is that among the 588 on life sentences?

**Mr. Allmand:** We only have 17 in our prisons now who have life sentences with more than a 10-year parole eligibility date. Because that law only went into effect, Mrs. Holt, in 1974.

**Mrs. Holt:** That is a large number and it is a serious problem, and I would like to know if you have any contingency plan for protection. That is why I would have liked to have heard Dragon Cernetic, who has the experience with Andy Bruce, Dwight Lucas—you know, the hired killer, the premeditated killer—Clair Wilson, who have nothing to lose. And there are going to be more. There are more, I know; I can name others. Have you a contingency plan to protect the guards? As you know, half the guards in just that one hostage-taking event have already quit. Have you any contingency plan to protect the guards from this desperate type of man? What is the plan, because the thin blue line between the public and the guards, the public and the police, is growing very very wobbly. What thought has been given to prepare for this bill that is now through, in effect?

**An hon. Member:** That is a very good question.

**Mr. Allmand:** As I said earlier, there is not that much difference between this bill and the present law.

**An hon. Member:** Just life.

**Mr. Allmand:** The present law is life as well. That is what I was explaining earlier, Mr. Horner.

**Mr. Horner:** Your definition of my word "life" is completely wrong, Mr. Minister.

**Some hon. Members:** Order; order.

**Mr. Allmand:** I said life, meaning the end. You were not here earlier when I was talking. Right now there is a possibility of minimum parol elibility of 20 years. This law provides 25 years but a review at 15.

All right, what are we doing? First of all, we have accepted the Mohr Committee report recommendations dealing with new concepts of maximum-security institutions, which would be a small institution of about 150 to 200 inmates maximum. One of these institutions is to be built in Lillooet, and that site has been found. What has held us up for the last couple of years, Mrs. Holt, is finding sites. We are going to build one in Lillooet, one in Agassiz, one in Edmonton, and there will be others across the country. Second, in addition to the small, more manageable

[Interpretation]

**M. Allmand:** Nous avons les chiffres de ceux qui ...

**M. Therrien:** Nous avons essayé de savoir à l'avance combien de condamnés seraient dans cette situation, en vertu de la définition actuelle du meurtre au premier degré. Nous avons donc examiné les chiffres de 1970 ...

**M. Woolliams:** Que voulez-vous dire par «premier degré»?

**M. Therrien:** Je parle du nouveau projet de loi.

**M. Woolliams:** Mais ce n'est pas la question que l'on vous a posée.

**M. Allmand:** M<sup>me</sup> Holt voulait savoir combien de détenus ont été condamnés à la prison à vie avec admissibilité à la libération sur parole après au-delà de dix ans. Il y en a dix-sept.

**Mme Holt:** Font-ils partie des 588 condamnés à la prison à vie?

**M. Allmand:** Nous n'avons maintenant dans nos prisons que 17 détenus condamnés à la prison à vie qui sont admissibles à la libération sur parole après au-delà de dix ans. Cette loi est entrée en vigueur en 1974.

**Mme Holt:** C'est un nombre très élevé et j'aimerais donc savoir si vous avez des plans de protection en cas d'urgence. C'est pour cela également que j'aurais aimé entendre Oragon Cernetic, qui a eu certaines expériences avec Andy Bruce, Dwight Lucas, le tueur à gages, Clair Wilson, qui n'ont rien à perdre, etc. Je pourrais en nommer d'autres. Il y en aura d'autres. Avez-vous un plan spécial pour protéger les gardes? Vous savez sans doute que la moitié des gardes de la prison dans laquelle il y a eu cette prise d'otages ont déjà quitté leur poste. Qu'avez-vous prévu pour protéger les gardes contre ce genre de personnages désespérés? En effet, la ligne de démarcation entre le grand public et les gardes, ainsi qu'entre le grand public et la police, devient de plus en plus trouble. Qu'avez-vous donc prévu lorsque ce projet de loi aura été adopté?

**Une voix:** C'est une excellente question.

**M. Allmand:** Comme je l'ai déjà dit, il n'y a pas beaucoup de différence entre ce projet de loi et la loi actuelle.

**Une voix:** La seule différence, c'est la vie.

**M. Allmand:** Mais c'est de vie qu'il s'agit aussi dans la loi actuelle. C'est ce que j'essayais d'expliquer plus tôt, monsieur Horner.

**M. Horner:** Je pense que votre définition du mot «vie» est tout à fait erronée, monsieur le ministre.

**Des voix:** A l'ordre.

**M. Allmand:** Vous n'étiez pas là quand je parlais de la fin. Actuellement, il est possible d'être admissible à la libération sur parole après un minimum de 20 ans. Dans le projet de loi, il s'agira de 25 ans avec une révision de la situation au bout de 15 ans.

Vous m'avez demandé si nous avons prévu des mesures spéciales. Je vous dirai tout d'abord que nous avons accepté les recommandations du comité Mohr concernant de nouveaux principes d'instauration d'établissements à sécurité maximum, c'est-à-dire aboutissant à la création de petites institutions, permettant d'emprisonner environ 150 à 200 détenus. L'une de ces institutions doit être construite à Lillooet, sur un site qui a déjà été retenu. En fait, ce qui a ralenti la mise en place de ce programme, madame Holt, c'est que nous avons eu du mal à trouver des sites. Nous



[Texte]

institutions where you can segregate inmates better, we will have the part of the Peace and Security program the Treasury Board gave us funds for to increase our training and retraining programs for institutional staff to better prepare them to deal with difficult situations. The third thing is that we are setting up in each region of the country, the five regions, crisis-intervention units. There will be one for the British Columbia region, one for the Prairies, one for Ontario, one for Quebec, and one for the Atlantic. These crisis units will be ready to intervene when there are problems such as a hostage-taking incident and so on.

**Mrs. Holt:** Have you got a projected date for these crisis preparations?

**Mrs. Allmand:** I may ask Mr. Therrien to answer that. They have been in training already.

**Mrs. Holt:** Is the second part of it liked with the RCMP, or is it strictly within the Penitentiary Service?

**Mr. Allmand:** There are two, Mrs. Holt. The RCMP are also training crisis-intervention units to use not only for penitentiary assistance but in the community in general. At the recent incident at the B.C. Penitentiary the RCMP unit was there to help as well.

What about the penitentiary units, Mr. Therrien?

**Mr. Therrien:** Our scheme should be operative on September 1.

**Mrs. Holt:** Can you explain it a little bit? Is it a segregation? Is it another form of SCU?

**Mr. Allmand:** No, it is a team of men...

**Mrs. Holt:** A team of people.

**Mr. Allmand:** ... to assist in dangerous situations such as riots, hostage-taking incidents, and so on. Mr. Therrien might explain further.

• 2035

**Mr. Therrien:** Yes. Mr. Westlake who is in charge of security is also in charge of preparing the training of these teams, and he could have more to say on that.

**Mr. Westlake:** Just maybe two things, if I could, Mrs. Holt. In addition to what the Minister has already mentioned, I think one other thing you should all be aware of is that very recently a study was undertaken by Dr. Jim Vantour dealing with the classification of inmates that we are all concerned about at this particular time. He did submit a report that has been tabled with the Minister and we have now set about putting in motion a plan as to how we will cope with this kind of inmate in the operation of our institutions. We are trying to develop techniques to better identify this particular classification of inmate. At the same time we have already adopted a policy whereby we will establish within each one of our regions within the country a section of our maximum security institutions where these inmates can be held under conditions that will be secure and yet will provide much better and more humane facilities than we have been criticized for in the

[Interprétation]

allons cependant en construire une à Lillooet, une à Agassiz, une à Edmonton et il y en aura d'autres ailleurs. Outre la construction d'institutions plus petites, donc dans lesquelles il est plus facile de séparer les détenus, nous aurons notre programme de paix et de sécurité, et le Conseil du Trésor nous a donné des fonds pour renforcer nos programmes de formation professionnelle pour les employés, afin de mieux les préparer à faire face aux situations difficiles. Troisièmement, dans les cinq grandes régions du pays, nous mettons actuellement en place des unités d'intervention spéciale. Il y en aura une pour la région de la Colombie-Britannique, une pour les Prairies, une pour l'Ontario, une pour le Québec et une pour la région de l'Atlantique. Ces unités d'intervention spéciale pourront être appelées dans le cas de prises d'otages, par exemple.

**Mme Holt:** Quand tous ces préparatifs seront-ils terminés?

**M. Allmand:** Je demanderais à M. Therrien de répondre à cette question. Je puis toutefois déjà dire que la formation des gardes a commencé.

**Mme Holt:** Ceci est-il relié à la Gendarmerie royale ou s'agit-il de programmes appliqués uniquement dans le service des pénitenciers?

**M. Allmand:** Il y a deux programmes différents, madame Holt. La Gendarmerie royale forme également des unités d'intervention spéciale qui devront agir non seulement pour aider les pénitenciers mais également pour aider la collectivité en général. Lors de l'incident qu'a récemment connu le pénitencier de la Colombie-Britannique, l'unité de la Gendarmerie royale avait été appelée.

Quand les unités des pénitenciers seront-elles prêtes, monsieur Therrien?

**M. Therrien:** Ces unités devraient être opérationnelles au 1<sup>er</sup> septembre.

**Mme Holt:** Pourriez-vous nous donner des précisions? Y a-t-il ségrégation? S'agit-il d'une autre forme d'unité correctionnelle spéciale?

**M. Allmand:** Non, il s'agit d'équipes d'hommes...

**Mme Holt:** D'équipes de personnes.

**M. Allmand:** ... devant aider à résoudre des situations dangereuses, telles que des émeutes, des prises d'otages, etc. M. Therrien pourra vous donner des détails.

**M. Therrien:** M. Westlake est responsable de la sécurité et de la formation de ces équipes, et je vais donc lui demander de vous donner des précisions à ce sujet.

**M. Westlake:** J'aimerais ajouter deux ou trois choses à ce que vient de dire le ministre. Ainsi, le dr Jim Vantour a entrepris, tout récemment, une étude sur la classification des détenus et je puis vous dire que cette étude nous intéresse au plus haut point. Il a déjà soumis un rapport qui a été présenté au ministre et nous travaillons actuellement à la mise au point d'un plan d'action vis-à-vis de ce genre de détenu. Nous essayons d'élaborer des techniques afin de mieux identifier cette classe particulière de détenus. Nous avons en même temps adopté une politique nous permettant d'établir, à l'intérieur de chacune de nos régions, une section de nos établissements à sécurité maximum où ces détenus pourront être gardés dans des conditions de sécurité satisfaisantes et dans des installations plus humaines que celles du pénitencier de Colombie-Britannique, à propos duquel nous avons reçu certaines critiques. Pour en revenir à vos équipes d'urgence, j'aimerais

[Text]

operation of the B.C. penitentiary. Then in addition to this, to come back to your emergency response teams as we refer to them in our service, included in the peace and security package and approved have been a number of man-years which we will use to recruit officers within each region. They will be provided with a degree of training, a specialty training, in order that they will be in a position to respond to emergency or crisis type situations that may occur within any institution within that particular region.

**Mrs. Holt:** I think you can extend it . . .

**Mr. Horner:** I would like to ask a supplementary when you are through. I would appreciate it.

**Mrs. Holt:** Yes. There are several questions I am concerned about because I would really like to know what we are going to do. The bill has passed in essence so I would like to see what we are going to do.

What about the special correctional unit? I am not too excited about Dr. Mohr, because I remember all the talk about sensory deprivation and all that stuff for three per cent of the toughest inmates who were making it in these SCU units. Can you tell me whether you are going to continue to use them and whether you can use them usefully in these cases? They did have good training programs and they were quite good. I wondered if you are going to use them as a protection for the guards, the inmates.

There is one other question. I do not know how much time I have, but I would like to ask that and also come back to the number—that is why I want to ask you—of resignations because there are resignations. Are there any statistics on the number of resignations of guards and the quality of guards you can expect to get in view of what happened? I must say that they are very uneasy, certainly in B.C. Penitentiary. So those are two questions, the SCU and the guard resignations and the quality of guards.

**Mr. Allmand:** There was only one SCU built. It was built in Quebec at Laval and at present it is being remade to change its approach to dealing with inmates. There was only one of those SCUs built. The small penitentiaries that were recommended by the Mohr committee are not the SCU type at all. They are quite different.

With respect to the number of resignations, I will ask Mr. Therrien.

**Mr. Therrien:** It is a fact that we seem to have a special problem in B.C. The over-all rate of people leaving us during the first year is 10 per cent across the country, but in B.C. Penitentiary the last time I checked it seemed to be about 60 per cent. There seem to be a number of reasons for that. One is salary levels. Another one seems to be the actual plant at B.C. Penitentiary, the place itself. We are trying to tackle that through better training of our people. We lost many people, especially two years ago when the province started to share its program. People came to us. We trained them and then they left us to go and work in the Sheriff's Department. We did spend an awful lot of money to train people that we had no benefit from. We are trying to change that, but it is a fact that we had at one point people in the penitentiary who did not have any training. That made it very difficult for them to work in a penitentiary under these conditions and was another reason why a number of them were quitting. Now we are trying to catch up on that to make sure nobody goes into the pen without the normal period of training.

[Interpretation]

vous signaler qu'un certain nombre d'années-hommes, prévues dans le projet de loi sur la paix et la sécurité, ont été approuvées pour recruter des agents dans chaque région. Ces agents recevront une formation spécialisée afin de leur permettre de répondre à des situations d'urgence qui peuvent survenir dans n'importe quel établissement.

**Mme Holt:** Vous pourriez étendre ce programme . . .

**M. Horner:** J'aimerais poser une question supplémentaire lorsque vous en aurez terminé.

**Mme Holt:** D'accord. Il y a plusieurs questions qui me préoccupent, car j'aimerais vraiment savoir où nous allons. Étant donné que le principe du bill a été adopté, j'aimerais savoir ce que nous avons l'intention de faire.

Qu'advient-il de l'unité correctionnelle spéciale? Tout ce qu'a dit le dr Mohr ne m'enchant pas beaucoup car je me souviens de tout ce qu'on a dit à propos de cette privation sensorielle à laquelle étaient soumis environ 3 p. 100 des détenus les plus durs, dans ces unités. Avez-vous l'intention de conserver ces unités et pensez-vous qu'elles peuvent être utiles dans certains cas? Le personnel de ces unités avait reçu une bonne formation et était très compétent. Je me demandais donc si vous aviez l'intention de le charger de la protection des gardiens et des détenus.

J'aimerais également savoir combien il y a eu de démissions, puisqu'il y en a eu. Avez-vous des statistiques sur le nombre de démissions des gardiens et sur la compétence de ceux que vous comptez engager, étant donné ce qui vient de se produire? Je dois avouer qu'au pénitencier de Colombie-Britannique, ils sont très mal à l'aise. Je vous ai donc posé deux questions, l'une concernant ces unités et l'autre concernant les démissions et la compétence des gardiens.

**M. Allmand:** Une seule de ces unités a été constituée. C'était au Québec, à Laval, et, à l'heure actuelle, nous remanions un peu son fonctionnement afin d'améliorer les contacts avec les détenus. Les petits pénitenciers qui ont été recommandés par le comité Mohr étaient d'un genre tout à fait différent de celui de ces unités.

A propos du nombre de démissions, je vais demander à M. Therrien de vous répondre.

**M. Therrien:** Il est évident que nous avons un problème particulier en Colombie-Britannique. Pour le Canada en général, 10 p. 100 des gardiens nous quittent pendant la première année mais, au pénitencier de Colombie-Britannique, ce chiffre semblait graver autour de 60 p. 100 la dernière fois que j'ai vérifié. Cela semble s'expliquer par un certain nombre de raisons. Tout d'abord, les niveaux de salaire. Ensuite, l'emplacement du pénitencier de Colombie-Britannique. Nous essayons d'y remédier en donnant une meilleure formation à nos gardiens. Nous en avons en effet perdu beaucoup, surtout il y a deux ans, lorsque la province a commencé à partager son programme. Des candidats venaient nous voir, nous les formions, et ensuite ils nous quittaient pour aller travailler au Département du shérif. C'est ainsi que nous avons dépensé beaucoup d'argent pour former des hommes que nous n'avons pas pu utiliser. Nous essayons donc de remédier à la situation mais il faut reconnaître que, à une certaine époque, aucune formation n'était dispensée dans ce pénitencier. Dans ces conditions, travailler dans un pénitencier leur était pén-



[Texte]

**Mrs. Holt:** Thank you very much.

**The Chairman:** I have Mr. Stevens, Mr. Reynolds and Mr. Horner on my list. Mr. Stevens.

**Mr. Stevens:** Thank you. Mr. Allmand, I was rather disappointed that you did not, in a general way at least, deal with the provisions of the bill that we have before us. On Clause 2 I anticipated you would give a synopsis of some of the highlights. I know you did not give it in the House and, if I could, I would, first of all, like to get your rationale for the proposed Section 674.(1) on page 12. As I read it you are contemplating that in spite of the fact somebody may be sentenced for life, an act of Parliament in effect could spring him at any time, and I was just wondering what the thinking was behind this provision.

**Mr. Allmand:** I might say, Mr. Stevens, on each proposed section it was my intention to explain its rationale. We are at Clause 2 now and you have jumped to Clause 21, but nevertheless...

**Mr. Stevens:** The reason I raised this, Mr. Allmand, is because some of the things that I hoped to say of a more general nature are going to turn on your rationale for including what I feel are rather lenient provisions that may result in people who are notionally sentenced for life—you have tried to convince the Canadian public that it is 25 years with the exception of the 15-year review, and I would like to get a better understanding of why, for example, this proposed Section 674.(1) is included here which, as I understand it, in spite of the fact the man is put in notionally for life, which you say is for 25 years...

**Mr. Woolliams:** No. Life is for life. He admitted that this afternoon.

**Mr. Allmand:** A life sentence is a life sentence.

**Mr. Stevens:** All right. If life is for life, why is there any suggestion that an act of Parliament may let the man out again?

**Mr. Allmand:** Just a second. What this proposed section says, Mr. Stevens, is that these sections in respect of sentencing in this bill supersede any other existing Act of Parliament at the present time, in other words, for first degree and second degree murder.

**Mr. Woolliams:** Do you mean the Bill of Rights, too?

**Mr. Allmand:** Yes, in respect of sentencing. The Bill of Rights does not deal specifically with sentencing. What this proposed section is saying is that these provisions prevail over every other law and it is only by a future act of Parliament that this could be changed, which of course is just a truism because Parliament can always change what it has done, but it goes on to say:

Unless the Parliament of Canada otherwise provides by an enactment making express reference to this section, no person who has been sentenced to imprisonment for life without eligibility for parole for a specified number of years pursuant to this Act shall be considered for parole or released pursuant to the terms of a grant of parole under the Parole Act or any other

[Interprétation]

ble; c'est d'ailleurs pourquoi un grand nombre d'entre eux ont démissionné. Nous veillons maintenant à ce qu'ils ne commencent pas à travailler avant la fin de la période normale de formation.

**Mme Holt:** Merci beaucoup.

**Le président:** M. Stevens, M. Reynolds et M. Horner, dans cet ordre, auront la parole. Monsieur Stevens.

**M. Stevens:** Merci. Monsieur Allmand, je suis plutôt déçu que vous ne discutiez pas, au moins de façon générale, les dispositions du bill que nous avons sous les yeux. J'espérais qu'au sujet de l'article 2, vous nous donneriez un aperçu des points les plus importants. Je sais bien que vous ne l'avez pas fait à la Chambre; c'est pourquoi j'aimerais, si possible, que vous nous expliquiez la raison d'être de l'article 674(1), à la page 12. Si je comprends bien, vous voulez qu'une loi du Parlement puisse élargir n'importe quand tout condamné à perpétuité. Je me demande quel est votre raisonnement.

**M. Allmand:** D'abord, monsieur Stevens, j'ai l'intention d'expliquer la raison d'être de tous les articles du bill. Nous en sommes maintenant à l'article 2 et vous faites un bond à l'article 21 mais, toutefois...

**M. Stevens:** Si je fais ce bond, monsieur Allmand, c'est que certaines de mes remarques se rapportent à votre raison d'inclure des dispositions aussi indulgentes grâce auxquelles certaines personnes condamnées à perpétuité purgeraient au moins 25 ans, à l'exception de l'examen au bout de 15 ans, c'est du moins ce dont vous avez essayé de convaincre la population canadienne, et j'aimerais donc comprendre la raison d'être, par exemple, de l'article 674(1), malgré qu'un condamné à perpétuité puisse être relâché après 25 ans...

**M. Woolliams:** Non. A perpétuité, c'est à perpétuité. Il l'a reconnu cet après-midi.

**M. Allmand:** Une condamnation à perpétuité, c'est pour la vie.

**M. Stevens:** Bien. Si la perpétuité, c'est à vie, pourquoi dit-on ici qu'une loi du Parlement pourrait élargir un tel condamné?

**M. Allmand:** Un moment. Cet article ne fait que préciser que les dispositions relatives aux condamnations annulent toute autre loi du Parlement qui aurait pu être déjà adoptée pour des meurtres au premier et au second degré.

**M. Woolliams:** Y compris la Déclaration canadienne des droits de l'homme?

**M. Allmand:** Oui, lorsqu'il est question de condamnations. La Déclaration des droits de l'homme ne traite pas précisément des condamnations. Cet article dit simplement que toutes ces dispositions annulent toute autre loi, et ce n'est que par une nouvelle loi du Parlement que l'on pourra y changer quelque chose. Bien entendu, c'est insignifiant puisque le Parlement peut toujours modifier ce qu'il a déjà décidé. L'article se lit donc comme suit:

A moins que le Parlement du Canada ne légifère au contraire, avec renvoi exprès au présent article, il est interdit de libérer les condamnés à l'emprisonnement à perpétuité conformément aux modalités d'une libération conditionnelle ou d'examiner leur cas en vue de leur accorder une telle libération qui, autrement, pourrait être accordée en vertu des lois du Parlement du



## [Text]

Act of the Parliament of Canada until the expiration or termination of his specified number of years of imprisonment without eligibility for parole.

**Mr. Stevens:** Mr. Allmand, I come back to my basic point though, why is it included? I take for granted that you can do to a new Act of Parliament anything that you have already done, but as I read that section you literally could have a special act referring to this section, specifically referring to somebody that has been sentenced to life imprisonment and he will be released if the act passes.

**Mr. Allmand:** That is not what this section says though. This section says that the provisions of this bill prevail over the Parole Act or any other existing Act of Parliament dealing with sentences. It does say, of course, that Parliament can always change that. You are quite right, if a private member or the government puts a bill to Parliament to change this law and it passes, that becomes the law.

• 2045

**Mr. Woolliams:** Well, that is the constitution anyway.

**Mr. Allmand:** Of course, that is right. But that is up to any future parliament to watch for.

**Mr. Stevens:** But are you saying then that you did not have to include those first words, "unless the Parliament of Canada otherwise provides . . .

**Mr. Allmand:** Well, we approve of the principles of this statute and the exact words are drafted by the Department of Justice. Maybe they are not necessary; I do not know. Mr. Hollies is our chief legal advisor. Mr. Hollies, what is the reason for the first two lines?

**Mr. J. H. Hollies Q. C. (Ministry Legal Counsel):** It actually parallels the provision in the Bill of Rights whereby under the Bill of Rights, as you know, sir, nothing can abrogate the Bill of Rights unless you make special reference to it and say that this statute shall operate notwithstanding the Bill of Rights. This is the parallel provision. So no general enactment of the Parliament may enable this person to be paroled unless that act is so specially tailored and makes special reference to this section of this act that it is quite clear that Parliament has intended to modify the constraints that otherwise attend upon the granting of parole.

**Mr. Woolliams:** Well, I do not want to be rude but I am sure I understood what you meant, that that is not going to upset the Bill of Rights.

**Mr. Hollies:** No, Mr. Woolliams. I must have failed in my exposition.

**Mr. Woolliams:** No, you did not. I understood you but I wanted to make sure I was right.

**Mr. Hollies:** It has nothing to do with the Bill of Rights, sir. I was trying to draw an analogy.

## [Interpretation]

Canada, notamment en vertu de la Loi sur la libération conditionnelle de détenus, avant que ne soit expiré ou terminé le délai préalable à toute libération de ce genre auquel ils sont, par la présente Loi, obligatoirement soumis pour le nombre d'années d'emprisonnement qu'elle prévoit expressément.

**M. Stevens:** Monsieur Allmand, j'en reviens à ma question: Pourquoi cet article est-il ajouté? Je prends pour acquis que vous pouvez faire ce que vous voulez de toute nouvelle loi du Parlement mais, si je comprends bien cet article, on pourrait adopter une loi spéciale qui se rapporterait expressément à cet article afin de faire élargir un condamné à perpétuité.

**M. Allmand:** Mais ce n'est pas ce que l'on dit dans l'article. L'article dit simplement que les dispositions du bill annulent la Loi sur la libération conditionnelle de détenus ou toute autre loi du Parlement traitant des peines. Mais on précise que le Parlement peut modifier l'article. Vous avez raison de dire que si un député ou le gouvernement présente un projet de loi devant le Parlement pour modifier cette loi, c'est ce nouveau projet de loi qui devient la loi.

**M. Woolliams:** En tout cas, c'est ce que dit la constitution.

**M. Allmand:** Bien sûr, c'est exact. Mais il appartient à un futur Parlement d'y veiller.

**M. Stevens:** Mais voulez-vous dire que vous n'aviez pas à inclure ces premiers mots «à moins que le Parlement du Canada ne légifère au contraire».

**M. Allmand:** Bon. Nous approuvons les principes de ce statut et c'est le ministère de la Justice qui est responsable du libellé exact. Certains mots ne sont peut-être pas nécessaires; je ne sais pas. M. Hollies est notre conseiller juridique en chef. Monsieur Hollies, quelle est la raison d'être des deux premières lignes?

**M. J. H. Hollies (conseiller juridique du Ministère):** Ces deux lignes correspondent à la disposition de la déclaration de droits en vertu duquel, comme vous le savez, il n'existe rien qui puisse l'abroger à moins de s'y reporter spécifiquement et de déclarer que ce statut s'appliquera nonobstant la déclaration. Il s'agit d'une disposition parallèle. Le Parlement n'a donc aucun moyen de faire en sorte que cette personne soit libérée sous condition à moins que cette loi soit précisément définie dans ce but et à moins qu'on se réfère à cet article particulier de la loi pour prouver qu'il est clair que le Parlement avait l'intention de modifier les conditions qui limitent, en d'autres circonstances, l'obtention de la libération conditionnelle.

**M. Woolliams:** Je ne voudrais pas être grossier, mais je crois avoir compris ce que vous voulez dire, à savoir que ceci ne risque pas de porter atteinte à la Déclaration des droits.

**M. Hollies:** Non, monsieur Woolliams. Je me suis sans doute mal exprimé.

**M. Woolliams:** Non, pas du tout. Je vous ai compris, mais je voulais m'assurer que j'avais bien compris.

**M. Hollies:** Ceci n'a rien à voir avec la Déclaration des droits de l'homme, monsieur. J'essaierais simplement de faire une analogie.

[Texte]

**Mr. Stevens:** Then I am correct in my original observation, that this section is contemplating the possibility of a special act being passed by Parliament that could free somebody who was otherwise sentenced for life, as you have indicated is your intention.

**Mr. Allmand:** That is not the purpose of the section but any...

**Mr. Stevens:** It would be the effect of it, though?

**Mr. Allmand:** No, it is not the effect of it at all. The effect of it is to make sure that the provisions of this act prevail over other laws which exist now. You are referring to particulars of the first few lines and that is not their principal purpose. If you are asking if any future Parliament can pass a law changing this and letting people out earlier, the answer is yes. A future Parliament can always change the present law.

**Mr. Woolliams:** You do not need that section.

**Mr. Allmand:** They do not need that section. They would not need those words. Those words have another reason which was mentioned by Mr. Hollies.

**Mr. Stevens:** But that section makes it very clear how they do it.

**Mr. Allmand:** No. You know, any government that had the Department of Justice advising it would tell them how to do it very quickly. They would not need that section.

**Mr. Woolliams:** It is very redundant.

**Mr. Stevens:** If I could turn to the subsection here then, which contemplates people who have been sentenced to life being given absence with an escort...

**Mr. Allmand:** Excuse me, Mr. Stevens, but which section is that?

**Mr. Stevens:** Proposed section 674 (2), line 21 of the bill on page 12.

**Mr. Allmand:** Yes.

**Mr. Stevens:** I am referring to the next section which states that they may have a temporary absence as long as they have an escort. I think we have the Commissioner with us and I was wondering if we could get a little better understanding as to what the circumstances are under which the Commissioner would feel it would warrant him allowing somebody to have one of these absences with an escort. I know there is a medical provision and the rehabilitation provision—15 days, 3 days. Secondly, I would like to get some information as to when the Commissioner decides who gets out with the escort, and when it is the officer or the person in charge of the prison itself has that authority.

• 2050

**Mr. Therrien:** If we refer to the cases of lifers, I think the most obvious example of the type of circumstance where a temporary absence with escort would be granted would be for a humanitarian reason, like the death of a father, for example, or the mother or the death of a son or a daughter of that inmate. In these circumstances, but not in all cases, if it is at all feasible we try to allow the man to go to the funeral with an escort. That is the obvious example where we would do that. As far as who has the authority, it depends on the type of temporary absence. The director of an institution has the power up to three days for reasons of rehabilitation, then it goes to the regional director, and

[Interprétation]

**M. Stevens:** Avais-je donc raison de dire, au début, que cet article nous permet d'envisager que le Parlement adopte une loi spéciale afin de libérer un individu qui, autrement, aurait été condamné à l'emprisonnement à vie. Je crois que vous avez indiqué que c'était votre intention.

**M. Allmand:** Ce n'est pas là le but de cet article, mais...

**M. Stevens:** Cela en découlerait néanmoins?

**M. Allmand:** Non, pas du tout. Cet article aurait pour effet de faire en sorte que les dispositions de cette loi prédominent sur les autres lois actuellement en vigueur. Vous faites allusion au détail des premières lignes et ce n'est pas leur principale raison d'être. Si vous voulez savoir si, à l'avenir, le Parlement pourra adopter une loi modifiant cet article et permettant à des individus d'être libérés plus tôt, je vous répondrai oui. Il sera toujours possible au Parlement de modifier la présente loi.

**M. Woolliams:** Vous n'avez pas besoins de cet article.

**M. Allmand:** Ils n'ont pas besoin de cet article. Ils n'ont pas besoin de ces mots. Ces mots ont une autre raison d'être qui est celle que M. Hollies a décrite.

**M. Stevens:** Mais cet article met clairement en lumière leur façon de procéder.

**M. Allmand:** Non. Vous savez, étant donné que le ministère de la Justice conseille le gouvernement, il lui indiquera très rapidement quoi faire. Ils n'ont pas besoin de cet article.

**M. Woolliams:** Il est donc très redondant.

**M. Stevens:** J'aimerais en venir au paragraphe ci-dessous. Cet article prévoit d'autoriser des absences avec escorte, dans des cas de condamnation à l'emprisonnement à perpétuité.

**M. Allmand:** Excusez-moi, monsieur Stevens, mais de quel article s'agit-il?

**M. Stevens:** Il s'agit de l'article proposé 674 paragraphe 2, lignes 20 à 22 du bill, à la page 12.

**M. Allmand:** Oui.

**M. Stevens:** Je fais allusion à l'article suivant qui autorise une absence provisoire avec escorte. Le commissaire se trouve parmi nous, et je me demande s'il pourrait nous préciser les circonstances dans lesquelles il croirait pouvoir autoriser un détenu à s'absenter avec une escorte. Je sais qu'il existe une disposition d'ordre médical ainsi qu'une disposition de réadaptation professionnelle qui sont de quinze jours et trois jours. Deuxièmement, j'aimerais savoir quand le commissaire décide lui-même de permettre à certains prisonniers de sortir avec une escorte, et dans quels cas il appartient à l'officier ou au responsable de la prison de prendre cette décision.

**M. Therrien:** Si nous nous limitons au cas des condamnés à perpétuité, je crois que ce sera surtout pour des raisons humanitaires que l'on accordera des absences temporaires, par exemple: décès du père, de la mère, d'un fils ou d'une fille du détenu. Dans ces circonstances, mais pas dans tous les cas, nous nous efforçons, dans la mesure du possible, de permettre à l'individu d'assister aux funérailles avec une escorte. Voici un exemple type des circonstances dans lesquelles nous agissons ainsi. Quant à savoir qui sera investi du pouvoir, tout dépend du type d'absences temporaires. Le directeur d'une institution est investi des pouvoirs jusqu'à trois jours, pour des raisons de réhabilita-



[Text]

then to the Commissioner for over fifteen days. In the reasons of health, usually the circumstances arise rather quickly, and the director has to have the authority to allow the man to be released to go to the hospital because there has been an accident, for example, in a shop, so the director will do that. If it is going to be extended for more than 15 days, they might come to the Commissioner to request an extension of that.

**Mr. Stevens:** Through you, Mr. Chairman, do I understand you correctly then, it is conceivable that a man could be sentenced for life...

**The Chairman:** This will be your last question.

**Mr. Stevens:** ... and that literally within the first year the director of the institution in which he is imprisoned could grant an absence of three days or even up to fifteen days on his own authority?

**Mr. Allmand:** No.

**Mr. Poulin:** On a point of order, Mr. Chairman, I know Mr. Stevens is very interested in getting the answers to these questions as are we all, but it seems to me that we are on a particular discussion on clause by clause, rather than general discussion when we are answering as we are in respect of Mr. Stevens' questions.

**Mr. Woolliams:** Do you want to rush it through? You should let him just wander a little.

**Mr. Poulin:** He may wonder by all means, Mr. Woolliams, but I think it should be general discussion if we are going to get down to specifics. I am not pressing, but...

**Mr. Woolliams:** Why do you not let him ask the question? He has one question left. You would save a lot more time if he could ask the question, and let him have the answer.

**Mr. Poulin:** You have made your point and I withdraw the...

**Mr. Woolliams:** Thank you very much.

**Mr. Stevens:** Mr. Chairman, maybe Mr. Poulin takes exception to what he thinks is a particular reference, but some of my more general questions are really based on to what degree do we, in fact, have life imprisonment contemplated here? I think the general public do not realize that people that are so-called lifers or in for life do have these privileges of getting out with escorts. What I am trying to find out is to what degree are they possibly going to be freed even if it is with an escort, and then I want to get into what do you mean by an escort. What type of a person is it that is in charge and what security have you...

**Mr. Poulin:** You heard my point of order. I Will not press it Mr. Stevens.

**The Chairman:** This will be your last question. I think there may be a further answer.

**Mr. Therrien:** In the example that was given, Mr. Chairman, a lifer during the first year, the only reason that I can see where an absence with escort would be granted would be for one of the two reasons I have given, not for rehabilitation. It would be either because of a death in the immediate family, or for medical reasons.

[Interpretation]

tion; ces pouvoirs sont ensuite transmis au directeur régional, puis au commissaire lorsque l'absence est de plus de 15 jours. Lorsqu'il s'agit de raisons de santé, il faut agir, habituellement, rapidement et le directeur doit jouir du pouvoir lui permettant de permettre à la personne en question d'être remise en liberté, afin d'être hospitalisée suite à un accident dans l'atelier, par exemple. Si l'absence doit se prolonger au-delà de 15 jours, on peut demander l'autorisation au commissaire.

**M. Stevens:** Monsieur le président, voulez-vous dire par là qu'il est concevable qu'un homme soit condamné à vie...

**Le président:** Ce sera votre dernière question.

**M. Stevens:** ... et que pendant sa première année d'internement, le directeur de l'institution, de son propre chef, peut lui accorder une permission de trois à 15 jours?

**M. Allmand:** Non.

**M. Poulin:** J'invoque le Règlement, monsieur le président. Je sais que M. Stevens tient à obtenir les réponses à toutes ces questions, tout comme nous d'ailleurs, mais il semble que nous discutons présentement le bill article par article, plutôt que d'avoir une discussion générale à ce sujet, du moins en ce qui a trait aux questions de M. Stevens.

**M. Woolliams:** Tenez-vous à expédier l'affaire? Il serait peut-être bon de le laisser s'écarter un peu du sujet.

**M. Poulin:** Qu'il le fasse, monsieur Woolliams, mais je crois qu'il serait préférable d'avoir une discussion générale, si nous voulons discuter des points précis. Je n'ai pas l'intention de le presser, mais...

**M. Woolliams:** Pourquoi ne le laissez-vous pas poser sa question? Il ne lui en reste plus qu'une. En le laissant poser sa question et obtenir sa réponse, vous vous économiserez beaucoup de temps.

**M. Poulin:** Très bien, je retire...

**M. Woolliams:** Je vous remercie beaucoup.

**M. Stevens:** Monsieur le président, M. Poulin s'imagine peut-être qu'il s'agit là d'un point particulier, mais quelques-unes de mes questions les plus générales ont trait à la mesure dans laquelle nous songeons ici à l'emprisonnement à vie? Je ne crois pas que le grand public soit au courant du fait que les condamnés à vie jouissent de ces privilèges leur permettant de sortir de l'institution sous surveillance. J'essaie de savoir dans quelle mesure il leur est possible d'être libérés, même s'ils sont sous surveillance, et j'aimerais savoir également ce que vous entendez par surveillance. Quel genre de personne a la charge de ces prisonniers et quelles mesures de sécurité avez-vous...

**M. Poulin:** Vous m'avez entendu invoquer le Règlement. Je n'insisterai pas, monsieur Stevens.

**Le président:** Ce sera votre dernière question. Je crois qu'il y aura une autre réponse.

**M. Therrien:** Dans l'exemple donné, monsieur le président, la seule raison pour laquelle un condamné à vie pourrait s'absenter sous surveillance, pendant la première année de son internement, n'a rien à voir avec la réhabilitation mais avec l'une des deux raisons que je vous ai données. Ce serait suite à un décès dans sa famille immédiate ou pour des raisons d'ordre médical.

[Texte]

As far as the definition of an escort is concerned, I might ask my Deputy for security to give you what our definition is of an escort.

**Mr. Westlake:** For this classification of inmate an escort is defined as any officer who has been designated as a peace officer, which means that it would have to be a full-time penitentiary officer or another individual who is defined as a peace officer under the Code.

**The Chairman:** Thank you. Mr. Reynolds.

**Mr. Reynolds:** Mr. Chairman, I just wanted to go back to something Mrs. Holt asked regarding the effect of hostage-taking in penitentiaries because it has been a real problem in the British Columbia Penitentiary. The Minister referred to a training program for staff and mentioned new units. I just wonder whether he could give more detail to this Committee about the training program for staff, because certainly in the British Columbia pen, because of the turnover that Mr. Therrien has mentioned, it has been quite high. Could you explain to us and assure us that this training program will take effect, when it will take effect and what it will do to solve some of these problems that are going to come up if we pass this bill?

**Mr. Allmand:** There were two types of training that I referred to, Mr. Reynolds. First of all, there is an upgraded training and retraining program for staff in general for correctional officers and classification officers and so on, and to that end we are setting up more of the regional colleges. There is a new one in the last year or so in the Prairies near Edmonton. They have just opened one up, made an agreement to have one in the Atlantic Region; we have one in Ontario; we have one in Quebec and there is a small one in British Columbia. They are going to upgrade the training and retraining programs for all staff and man-years have been allocated for that. But in addition to that, these—I guess what do they call—I call them crisis intervention units but...

• 2055

**Mr. Westlake:** Emergency response teams.

**Mr. Allmand:** Emergency response teams have been set up one in each region with so many men in each to respond to riots, disturbances, hostage-taking incidents and they are specially trained in dealing with those occurrences to minimize damage, injury and so on.

**Mr. Reynolds:** What is there in British Columbia right now which is where you have the most serious problems? What kind of facilities are there for training officers that are going to work in the British Columbia penitentiary. You have such a high turnover, 60 per cent of the staff, I forget the exact number of staff in the penitentiary but it is somewhere around 225 people. I think that is reasonably correct anyway. That means you are turning over 120 of those people every year and I just wonder what facility you have, how many people are training right now to protect not only the guards in that institution but the prisoners who are there right now. I think with this bill you are looking at staff problems immediately in that penitentiary. They have been bad so far. They are going to be worse.

[Interprétation]

Pour ce qui est de la définition de la surveillance, je pourrais demander à mon adjoint chargé de la sécurité de vous répondre.

**M. Westlake:** Pour cette catégorie de détenus, le surveillant peut être tout agent qui a été désigné agent de la paix, ce qui comprend un préposé au pénitencier à plein temps ou toute autre personne définie comme agent de la paix en vertu du Code.

**Le président:** Je vous remercie. Monsieur Reynolds.

**M. Reynolds:** Monsieur le président, j'aimerais revenir à la question que M<sup>me</sup> Holt a soulevée au sujet des répercussions de la prise d'otages dans les pénitenciers, puisque cette question pose un problème réel dans le pénitencier de la Colombie-Britannique. Le ministre a parlé d'un programme de formation à l'intention du personnel et a fait allusion à de nouvelles unités. Je me demande s'il pourrait nous fournir plus de détails au sujet du programme de formation, puisque il est évident que les démissions ont été très nombreuses au pénitencier de la Colombie-Britannique. Pouvez-vous nous expliquer quand et comment ce programme de formation sera en vigueur et comment il réussira à résoudre certains des problèmes qui surgiront suite à l'adoption du bill?

**M. Allmand:** J'ai parlé de deux types de formation, monsieur Reynolds. Premièrement, il y a un programme de recyclage à l'intention du personnel en général des préposés à la correctionnelle et des agents de classification et ainsi de suite, et à cette fin, nous créons davantage de collèges régionaux. L'un d'eux a été créé l'an dernier, près d'Edmonton, dans les Prairies. On vient de conclure un accord afin d'en établir un dans la région de l'Atlantique; il y en a un en Ontario, un au Québec, et un autre plus petit en Colombie-Britannique. On doit améliorer les programmes de formation et de recyclage pour tout le personnel, et on a déjà affecté des années-hommes en conséquence. Mais en plus de cela, il y a ce qu'on appelle, je crois, des unités d'intervention en cas de crise, mais...

**M. Westlake:** Des équipes d'urgence.

**M. Allmand:** Des équipes d'urgence ont été établies, une dans chaque région, avec tant et tant d'hommes pour les cas d'émeutes, de troubles, de prises d'otages, etc., qui sont spécialement formés en vue de pouvoir répondre à ces crises et de réduire au minimum les dommages, les blessures, etc.

**M. Reynolds:** Quel dispositif existe-t-il actuellement en Colombie-Britannique, car c'est là que vous avez les problèmes les plus graves? Quelles installations y a-t-il pour la formation des officiers qui devront travailler dans le pénitencier de la Colombie-Britannique? Vous avez un taux de roulement tellement élevé, 60 p. 100 du personnel, et j'oublie le nombre exact du personnel du pénitencier, mais c'est environ 225 personnes. Cela implique qu'il y a tous les ans un roulement de 120 personnes, et j'aimerais savoir quelles installations vous avez, et combien de gens sont actuellement en cours de formation, en vue de protéger non seulement les gardes du pénitencier, mais les détenus aussi. Je crois que ce projet de loi va créer tout de suite des problèmes auprès du personnel de ce pénitencier. Les problèmes qui sont déjà graves vont devenir plus graves encore.



[Text]

Mr. Allmand: Mr. Diger.

Mr. R. Diger (Deputy Commissioner, Operational, Canadian Penitentiary Service): Mr. Chairman, we operate the five colleges across the country, of course, and we do operate one in British Columbia. We operate out of an old house and we use a couple of trailers there. That is probably our worst facility.

Mr. Reynolds: Where is it?

Mr. Diger: Right next to British Columbia penitentiary. However, I must say that all the personnel in British Columbia are trained and were up to par. We have no back-log on training and as part of this peace and security program, we are going to be allotting man-years to enable not only the induction training to keep up but to start some refresher training. In addition, all staff in a penitentiary, not only the correctional staff but right down to clerks and stenographers are undergoing a training program to forewarn them about the particular pitfalls into which they could fall and be taken as hostages. So we have a full-scale training program for all personnel. Our correctional staff are trained in initial training and we are starting refresher training.

Mr. Reynolds: So you are saying that all the staff presently employed in the British Columbia penitentiary are fully trained and are aware of procedures that should take place if there is another hostage taken inside that penitentiary?

Mr. Diger: I think I would, Mr. Chairman, have to give a qualified yes to that as to the best of my knowledge all the staff in British Columbia penitentiary are trained and should be aware of the procedures.

Mr. Reynolds: You talk about this old house and the trailers that they are using next to the penitentiary, what is your staff in that unit to train people, how many people are involved in the training process in that unit?

Mr. Diger: At the British Columbia penitentiary, Mr. Chairman, sorry, in the British Columbia region, we have seven trainers for that training unit and we are transferring some 10 from the Atlantic complement to assist them. We are in the process of renting a college to have a better training facility pending the construction of a college.

Mr. Reynolds: What is the capability of that present unit? How many people can they train a week, a month or a year? I do not know how you base your training program but how many people can they train in the course of a year's time?

Mr. Diger: Our capacity for training is about two classes at the same time which would be roughly 20 per class in that facility. However, the past several years we have been training British Columbia personnel in our Prairies facility at Holy Redeemer College near Edmonton.

[Interpretation]

M. Allmand: Monsieur Diger.

M. R. Diger (commissaire adjoint, Services opérationnels, Service canadien des pénitenciers): Monsieur le président, nous dirigeons les cinq collèges qui existent au Canada, dont l'un se trouve en Colombie-Britannique. Nos installations sont une vieille maison et une couple de caravanes. Ce sont certainement les pires dont nous disposons.

M. Reynolds: Où est-ce qu'elles se trouvent?

M. Diger: Tout à côté du pénitencier de la Colombie-Britannique. Je dois dire, cependant, que tout le personnel du pénitencier de la Colombie-Britannique est formé et tout à fait au niveau. Nous n'avons aucun arriéré de formation, et aux termes du programme d'ordre et de sécurité publics, nous devons affecter de nouvelles années-hommes en vue non seulement de maintenir la formation des nouvelles recrues, mais aussi d'établir des cours de recyclage. De plus, tout les membres du personnel des pénitenciers, non seulement les gardes mais jusqu'aux commis et aux sténos-dactylos, subissent un programme de formation qui les prépare à déceler les pièges particuliers qui pourraient les amener à être pris comme otages. Nous avons donc un programme d'envergure de formation de tout le personnel. Nos gardes reçoivent une formation initiale, et nous établissons des cours de recyclage.

M. Reynolds: Vous affirmez donc que tout le personnel actuellement employé au pénitencier de la Colombie-Britannique est parfaitement formé et au courant des procédures à suivre en cas d'une nouvelle prise d'otages à l'intérieur de ce pénitencier?

M. Diger: Monsieur le président, je vais devoir vous répondre par oui, mais avec certaines réserves, je crois pouvoir dire que tout le personnel du pénitencier de la Colombie-Britannique est bien formé et au courant des procédures.

M. Reynolds: Vous avez parlé de cette vieille maison et des caravanes dont on se sert à côté du pénitencier; quel est votre personnel enseignant là-bas, et combien de personnes participent à la formation que l'on dispense?

M. Diger: Au pénitencier de la Colombie-Britannique, monsieur le président, oh pardon, dans la région de la Colombie-Britannique, nous avons sept instructeurs pour ladite unité de formation, et nous sommes en train d'en transférer, à partir de l'équipe de la région Atlantique, une dizaine d'autres qui viendront les assister. Nous négocions actuellement la location d'un collège, en vue d'avoir de meilleures installations de formation en attendant qu'un nouveau collège soit construit.

M. Reynolds: Quelle est la capacité de l'unité actuelle? Combien de gens peut-on former toutes les semaines, tous les mois, ou toutes les années? Je ne sais pas sur quelle période est basé votre programme de formation, mais combien de personnes peut-on y former dans le courant d'une année?

M. Diger: Notre capacité de formation est d'environ deux classes parallèles, avec environ une vingtaine d'étudiants par classe. Cela dit, nous formons depuis quelques années du personnel pour la Colombie-Britannique dans notre collège des Prairies, au collège Holy Redeemer près d'Edmonton.

[Texte]

**Mr. Reynolds:** Twenty people apply for a job inside the penitentiary, they get hired and Monday morning they start inside that college for training, how long does it take them before they can leave that training and go into that penitentiary?

**Mr. Diguier:** Approximately nine weeks.

**Mr. Reynolds:** Nine weeks. I would think, based on that, you would have a hard time training and keeping up with it in British Columbia at the turnover rate that you have. I know the Solicitor General remembers awhile ago we asked the question in the House, I think a little over a year ago where the fellow who was given duty in one of the towers had not had any practice in shooting a rifle and did not even know how to shoot it. I was just wondering if that same type of thing is happening in the penitentiary today?

**Mr. Diguier:** Mr. Chairman, the answer is no. At this time last year we undertook a major training program in British Columbia and I think over the period of the summer months right into last fall we trained well over 300 people some of whom were in sort of a back-log where they had had only three of their nine weeks training and we did all that catch-up training.

• 2100

**Mr. Reynolds:** I will pass for now, Mr. Chairman.

**The Chairman:** Thank you, Mr. Reynolds. Mr. Horner.

**Mr. Horner:** Yes, Mr. Chairman, my question is a follow-up to the questions asked by Mrs. Holt with regard to the crisis situation. You suggest, Mr. Allmand, that there will be specific penitentiaries to handle this sort of sentence, the life or the 25 years. Am I correct in that?

**Mr. Allmand:** Mr. Horner, what we are doing is, we are building a new type of maximum-security penitentiary, not just for convicted murderers, but also for any kind of inmate who is a maximum-security risk.

**Mr. Woolliams:** Where?

**Mr. Allmand:** Right now, we have a site at Lillooet. We have a site at Agassiz near the present Mountain Prison, one near Edmonton.

**Mr. Woolliams:** That is where the gophers are still digging. You have not even got started yet. Come off it.

**Mr. Allmand:** We have the site at Lillooet. We have not started building. I do not know about Edmonton. I do not know what we have...

**Mr. Horner:** I assume, Mr. Chairman, that they will be built. I am more interested in the treatment given once they are built.

**Mr. Allmand:** Fine. These penitentiaries, Mr. Horner, will be much smaller than the present ones. They will have about 150, approximately up to 180, inmates; the maximum would be 200. This allows the staff to have a better control over the inmates, so that you cannot have the same inmate underground, and so on. It will also provide for programs for the maximum-security inmates in a way that they do not have programs now—recreation, work programs, and so on.

[Interprétation]

**M. Reynolds:** Si vingt personnes demandent un emploi dans le pénitencier, et qu'on les embauche et qu'on les mette à la formation dans ce collège, combien de temps leur faut-il avant de pouvoir quitter la formation et entrer au pénitencier?

**M. Diguier:** Environ neuf semaines.

**M. Reynolds:** Neuf semaines. A ce train-là, je suppose qu'il vous est difficile de former assez de gens pour la Colombie-Britannique, étant donné le roulement du personnel que vous connaissez. Le Solliciteur général se rappellera, j'en suis sûr, que nous avons posé cette question à la Chambre, il y a un certain temps, soit un peu plus d'un an, à propos d'un garde qui était de service dans une des tourelles et qui n'avait jamais appris comment tirer avec un fusil. Je ne sais pas si ce genre d'incidents peut se produire aujourd'hui dans les pénitenciers?

**M. Diguier:** Eh bien, monsieur le président, je vous répondrai que non. Il y a un an exactement, nous avons entrepris un important programme de formation en Colombie-Britannique, et je crois que pendant l'été et l'automne derniers, nous avons formé bien plus de 300 personnes, dont certaines n'avaient déjà que trois des neuf semaines de formation, et nous avons rattrapé tout cet arriéré de formation.

**M. Reynolds:** Je cède la parole pour maintenant, monsieur le président.

**Le président:** Merci, monsieur Reynolds. M. Horner a la parole.

**M. Horner:** Monsieur le président, ma question fait suite aux questions posées par M<sup>me</sup> Holt sur l'actuelle situation de crise. Vous laissez entendre, monsieur Allmand, qu'il doit y avoir des pénitenciers spéciaux qui s'occuperont des condamnés à perpétuité, ou à 25 ans. Ai-je bien compris?

**M. Allmand:** Ce que nous faisons, monsieur Horner, est de construire un nouveau type de pénitencier à sécurité maximum, non seulement pour les condamnés pour meurtre, mais aussi pour tout détenu qui constitue un risque de taille à justifier une sécurité maximum.

**M. Woolliams:** Et où?

**M. Allmand:** Pour le moment, nous avons un site à Lillooet. Nous avons un site à Agassiz, près de l'actuelle prison Mountain, près d'Edmonton.

**M. Woolliams:** C'est encore en pleine nature. Vous n'avez même pas encore commencé à construire. Allons donc.

**M. Allmand:** Nous avons le site de Lillooet. Nous n'avons pas encore commencé à construire. Pour ce qui est d'Edmonton, je ne sais pas ce que nous avons déjà...

**M. Horner:** Je prends pour acquis, monsieur le président, que ces installations seront construites. Je m'intéresse davantage au traitement qu'elles dispenseront une fois construites.

**M. Allmand:** Bien. Ces pénitenciers, monsieur Horner, seront bien plus petits que ceux qui existent déjà. Ils contiendront environ 150, jusqu'à 180 détenus; le maximum serait de 200. Ceci permet au personnel d'exercer un meilleur contrôle sur les détenus, pour qu'il soit impossible qu'un détenu s'absente pour creuser un tunnel, par exemple. On prévoira également pour les détenus qui n'en ont pas à l'heure actuelle, des programmes de récréation, de travail, et ainsi de suite.



*[Text]*

Now, that is for the regular, maximum-security inmates; but if there are real difficult cases, in each region we are setting up special detention units to replace . . .

**Mr. Horner:** It is the difficult ones I am worried about. Carry on, sir, yes.

**Mr. Allmand:** But the convicted murderers may not always be difficult.

**Mr. Horner:** Oh, I agree, I agree.

**Mr. Allmand:** But in each region—I think Mr. Therrien said that either this afternoon or this evening—there will be one wing or one section of the prison set aside for segregated inmates, the disciplinary problems, and so on; and in accordance with a report that was just completed, these inmates will have access to the yards and to the facilities when the other, general inmates are not using them; so there will be special security units for them, plus programs for them.

**Mr. Horner:** In other words, you will treat them like a poisoned dog. You will handle the gate of the cage cell through long tongs and not release or be in any contact with them. You will kick open the door and let them have the centre of the penitentiary for a while when nobody is there and bring them back, herd them back in, through an electric shock treatment or something? How would you get them back in if they do not want to go back in? I am just trying to visualize this as clearly as . . .

**Mr. Allmand:** I had better ask Mr. Therrien or Mr. Westlake. I think there will be more contact than that and I think we will not handle it quite that way. How do we handle the people in segregation or in these special detention units as a result of the Vantour report?

**Mr. Westlake:** I think one of the main things that we are doing is taking a new look at the deployment of the correctional staff within institutions, a new concept of management. We have introduced what we refer to now as the team concept which has already been introduced in one or two of our maximum-security institutions. This system makes provision for the best qualified officers on the security to cope with the inmates.

**Mr. Horner:** Okay, okay. I have 10 minutes, and you are giving me a lot of verbiage. Let us suppose I am the criminal. I am the life sentencer and you have put me—the Minister says that is easy to envision—and you have put me in one of these wings and you have released me . . .

**Mr. Fox:** No, no, we would not release you.

**Mr. Horner:** . . . for an hour or two for the run. I am out there in the middle of the run, and you say, "Go back in, Mr. Horner." Mr. Horner says, "Chu-ju-ju, I am not going back in." How do you put Mr. Horner back in that cell? That is the question I ask you.

**Mr. Allmand:** Tell him what you do.

*[Interpretation]*

Voilà donc pour les détenus ordinaires à sécurité maximum; mais pour les cas réellement difficiles dans chaque région, nous établissons des unités spéciales de détention qui remplaceront . . .

**M. Horner:** C'est précisément aux cas difficiles que je m'intéresse. Continuez, monsieur.

**M. Allmand:** Mais ce ne sera peut-être pas toujours les condamnés pour meurtre qui seront les plus difficiles.

**M. Horner:** Oh, tout à fait d'accord.

**M. Allmand:** Mais dans chaque région, je crois que M. Therrien vous l'a dit cet après-midi ou ce soir, il existera une aile ou une partie de la prison qui sera réservée aux détenus «isolés», aux cas difficiles du point de vue de la discipline, etc.; et comme le veut un rapport qui vient d'être achevé, ces détenus auront accès aux cours et aux autres installations à des heures où les détenus ordinaires ne s'en servent pas; il y aura donc des unités de sécurité spéciale pour eux, et des programmes spéciaux.

**M. Horner:** En d'autres termes, vous allez les traiter comme des chiens qui ont la rage. Vous allez prendre des pinces pour ouvrir les cellules, ne jamais les lâcher, ni avoir aucun contact avec eux. Vous allez ouvrir leur porte de la pointe du pied et leur laisser un moment le centre du pénitencier pendant que personne d'autre ne s'y trouve, pour ensuite les enfermer à nouveau après un traitement de choc électrique ou quelque chose de ce genre? Sinon, comment les faire rentrer s'ils ne veulent pas rentrer? J'essaie simplement de m'imaginer la scène la plus clairement possible . . .

**M. Allmand:** Je vais demander à M. Therrien ou à M. Westlake de vous répondre. Je crois qu'il y aura plus de contacts avec eux que vous ne le suggérez, et je ne crois pas que ce soit ainsi que nous allons les traiter. D'après le rapport Vantour, comment devons-nous traiter les détenus «isolés», ou ceux qui font partie de ces unités de détention spéciales?

**M. Westlake:** Je crois qu'une des principales innovations concerne le déploiement des gardes à l'intérieur du pénitencier, c'est-à-dire une nouvelle conception de la gestion. Nous avons déjà établi ce que nous appelons le concept de l'équipe, qui existe déjà dans un ou deux de nos pénitenciers à sécurité maximum. Ce système prévoit que les officiers les mieux qualifiés parmi les gardes sécuritaires s'occupent des détenus.

**M. Horner:** Bien, bien. Je n'ai que 10 minutes et vous me sortez tout un baratin. Supposons un moment que c'est moi le criminel. C'est moi le condamné à perpétuité, et vous m'avez enfermé, le Ministre prétend que c'est facile à imaginer, vous m'avez enfermé dans une de ces ailes spéciales, et que vous m'avez relâché . . .

**M. Fox:** Non, non, nous ne vous relâcherions pas.

**M. Horner:** . . . pour une ou deux heures au milieu de la cour. Me voilà au milieu de la cour, et vous me dites «Rentrez dans votre cellule, monsieur Horner.» Alors M. Horner répond, «Nenni, moi, je n'y rentre pas.» Comment alors faire rentrer M. Horner dans sa cellule? Voilà la question que je vous pose.

**M. Allmand:** Dites-lui donc ce que vous faites dans un tel cas.

[Texte]

**Some hon. Members:** Oh, oh!

**Mr. Horner:** I want to know.

**Mrs. Holt:** You do not do "chu-ju-ju," I will bet you.

**Mr. Westlake:** We have been dealing with this kind of inmate ever since we have been operating prisons. We have had this classification of inmate in our institutions.

**Mr. Horner:** I know you have.

**Mr. Westlake:** We have had inmates that refused to go back in their cells and we have managed to put them back in.

**Mr. Horner:** I know you have, but I feel—now I may be completely wrong... but I feel that the abolition of capital punishment will make it more difficult for you—if you are ever were or will be sometime a prison guard—it will make it more difficult for you to put that Jack Horner back in his cell if he stoutly refuses to go back, unless you use a long prod or an electric shock.

• 2105

**Mr. Allmand:** Tell them exactly, I think that is what Mr. Horner is asking, what you do with the very difficult big strong inmate who is out in the yard sitting and will not go back.

**Mr. Woolliams:** How about a weak fellow like Horner?

**Mr. Allmand:** They want to know explicitly.

**Mr. Westlake:** All right. We can use a group of officers if need be, we can use group force, send in a group of officers. They can manhandle a man, they can pick him up and take him in. If it is in a corridor, we have access to such things as gas, if it is necessary to use that, but we have equipment, facilities and resources at our disposal that we can deal with these types of individuals.

**Mr. Lawrence:** I thought you would get a Minister's order.

**Mr. Horner:** One prison guard would never go near him.

**Mr. Westlake:** No. We have a staff of officers there and we are going to use whatever resources are required to make the inmate...

**Mr. Horner:** You do not threaten him or anything else.

**Mr. Westlake:** He is warned that if he does not obey the order that is given to him we will take whatever steps we have to and if it includes the use of gas, the use of other restraint equipment or a group of officers...

**Mr. Horner:** Rugs, the needle...

**Mr. Westlake:** I think it would be easier, you know, for officers to use gas or to restrain him physically than it would be to try to run him with a needle.

**Mr. Horner:** It will be easier now that this bill is passed. They will have more excuse to use that.

[Interprétation]

**Des voix:** Oh, oh!

**M. Horner:** Je tiens à le savoir.

**Mme Holt:** Je parie que vous ne refuseriez pas.

**M. Westlake:** Nous avons affaire à ce genre de détenus depuis que les prisons existent. Nous avons toujours eu cette catégorie de détenus.

**M. Horner:** Je le sais bien.

**M. Westlake:** Nous avons eu affaire à des détenus qui refusaient de rentrer dans leur cellule et nous avons toujours pu les y faire rentrer.

**M. Horner:** Je le sais bien, mais je crois... il se pourrait que je me trompe complètement, je crois que l'abolition de la peine de mort va vous rendre les choses bien plus difficiles, que vous soyez un jour un garde de prison, cela va vous rendre beaucoup plus difficile le fait de faire rentrer ledit Jack Horner dans sa cellule s'il s'y refuse obstinément, à moins d'utiliser un bâton très long ou le choc électrique.

**M. Allmand:** M. Horner veut savoir exactement ce que vous faites avec le détenu particulièrement difficile qui reste assis dans la cour et refuse de rentrer.

**M. Williams:** Que faites-vous avec un type aussi faible que Horner?

**M. Allmand:** Ils veulent avoir des détails.

**M. Westlake:** Bien. Si cela est nécessaire, nous faisons appel à un groupe d'agents pour ramener de force le détenu dans la prison. Si cela se passe dans un couloir, nous pouvons utiliser le gaz, par exemple, si cela est nécessaire, mais nous avons toutes sortes d'instruments et de ressources pour faire face à ce genre de situation.

**M. Lawrence:** Je croyais que vous demandiez un décret du ministre.

**M. Horner:** Un gardien de prison ne s'approcherait jamais de lui.

**M. Westlake:** Nous disposons d'un certain nombre d'agents auxquels nous faisons appel, ainsi qu'à d'autres ressources, pour obliger un détenu...

**M. Horner:** Vous ne le menacez pas.

**M. Westlake:** Nous le prévenons que s'il désobéit aux ordres qui lui sont donnés, nous serons obligés de prendre les mesures nécessaires, que ce soit l'emploi de gaz, l'utilisation d'autres équipements de contrainte ou le recours à un groupe d'agents...

**M. Horner:** Des piqûres...

**M. Westlake:** Vous savez, il est sans doute plus facile, pour des agents, d'employer du gaz ou la contrainte physique que d'essayer de faire une piqûre au détenu.

**M. Horner:** Ce sera plus facile maintenant que ce bill est adopté. En effet, vous aurez d'avantage d'excuses pour avoir recours à ce moyen-là.



[Text]

**Mr. Westlake:** No.**Mr. Allmand:** No.**Mr. Horner:** Is that what you are saying?**Mr. Westlake:** No, we are not saying that at all.

**Mr. Allmand:** But when they do use these exceptional methods and there has been some abuse in the past, and we have had inquiries when there was, for example, with the use of gas, the authority of the director or the head of security must be requested. There is a series of steps to be taken. The first step would be, they would send out a series of correctional officers just to forcibly bring him in, I suppose using poles and so on. If that would not work, then they would have to use these other more exceptional means and they have to do it in accordance with regulation. As I said, we have had cases. You have heard recently of the alleged abuse in the Kingston area of the use of gas.

**Mr. Horner:** I have heard of the murders in the Kingston Penitentiary, too.

**Mr. Allmand:** I am thinking of a very recent incident.

**Mr. Horner:** That is what I am leading up to, the murders, but go ahead with your recent incident.

**Mr. Allmand:** I am just saying that we can use the methods that Mr. Westlake referred to, but they have to be used in accordance with the regulations and the protections for the inmate as well.

**Mr. Horner:** This thoroughly annoys the inmates in the same penitentiary that want to be law-abiding and obedient, this attitude by some individuals, and this is the purpose for the segregation.

**Mr. Allmand:** You were asking, first, about the most difficult cases, and those most difficult cases will be kept in the future in special wings, one to a region. By the way, these very difficult situations occur even in the medium or in the ...

**Mr. Horner:** Oh, I can imagine that, but the reason for the segregation is because of the annoyance that it builds up in those people who want to get along.

**M. Allmand:** That is right. These are inmates that will not participate in programs. They will either attack other inmates or attack guards; they cannot operate in the general population; they will not take recreation in the usual way; they will not take their food in the usual way; they will not take their instruction or their work in the usual way, and you have to do something to discipline them.

**Mr. Horner:** I see, and in that disciplining do you create more problems or less?

**Mr. Allmand:** Sometimes you get those that are very hard to handle, very hard to handle, but they are a small percentage of the total prison population. We have about, what, 9,000 inmates now in the penitentiary service?

How many would we have in segregation for discipline reasons out of 9,000?

[Interpretation]

**M. Westlake:** Pas du tout.**M. Allmand:** Pas du tout.**M. Horner:** Ce n'est pas ce que vous avez dit?**M. Westlake:** Pas du tout.

**M. Allmand:** Il faut obtenir l'autorisation du directeur ou du chef de la sécurité avant d'avoir recours à ces méthodes exceptionnelles qui, je dois le reconnaître, ont fait l'objet de quelques abus, lesquels ont donné lieu à des enquêtes. Il y a toute une série de mesures à prendre. La première consiste à envoyer une série d'agents correctionnels pour forcer le détenu à rentrer, à l'aide de bâtons et autres instruments. Si cela ne marche pas, il faut alors avoir recours à des moyens plus exceptionnels, conformément au règlement établi. Comme je l'ai déjà dit, il y a eu des abus et vous avez certainement entendu parler de celui concernant l'emploi de gaz dans la région de Kingston.

**M. Horner:** J'ai également entendu parler des meurtres qui ont été commis au pénitencier de Kingston.

**M. Allmand:** Je veux parler d'un incident très récent.

**M. Horner:** C'est justement aux meurtres que je veux en venir, mais je vais vous laisser poursuivre.

**M. Allmand:** Je disais simplement que nous pouvions avoir recours aux méthodes dont a parlé M. Westlake, mais que celles-ci doivent être employées conformément au règlement et tout en respectant la protection du détenu.

**M. Horner:** Cette attitude adoptée par certains individus gêne considérablement les autres détenus du même pénitencier qui veulent se montrer obéissants et observer la loi; c'est sans doute ce qui explique la ségrégation.

**M. Allmand:** Vous nous posiez une question, au début, à propos des cas les plus difficile et, à l'avenir, ces détenus seront gardés dans des pavillons spéciaux, un par région. A propos, ce genre de situation se produit même dans des établissements à sécurité moyenne où ...

**M. Horner:** Je m'en doute, mais je suppose que vous avez adopté le principe de la ségrégation en raison de la perturbation que ces cas difficiles risquaient de provoquer parmi les autres détenus qui se montrent plus dociles.

**M. Allmand:** C'est exact. Il s'agit alors de détenus qui ne participeront pas aux programmes. En effet, ils risquent d'attaquer soit les autres détenus soit leur gardien; on ne peut donc pas les laisser parmi les autres détenus, car ils refuseront d'aller en récréation, de prendre leurs repas ou d'exécuter leur travail comme le font les autres et il faut bien prendre des mesures pour les discipliner.

**M. Horner:** Ces mesures disciplinaires augmentent-elles le nombre de problèmes ou non?

**M. Allmand:** Parfois vous rencontrez des cas extrêmement difficiles, mais ils ne représentent qu'un faible pourcentage du nombre total de détenus. Nous avons à peu près 9,000 détenus, à l'heure actuelle, dans les établissements pénitenciers. C'est bien cela?

Combien d'entre eux avons-nous isolés pour des motifs disciplinaires?

[Texte]

**Mr. Westlake:** About 200.

**Mr. Woolliams:** That is quite a number.

**Mr. Horner:** That is quite a lot. That surprises me. I would not have thought it was that many.

**Mr. Allmand:** That would be for all kinds of discipline problems.

**Mr. Poulin:** He wants to hang them all.

**Mr. Horner:** Mr. Chairman, that is a statement which is made by an over-zealous protective member of Parliament who is worried about you, Mr. Allmand. He wants to protect you. I do not want to hang everybody at all.

I am trying to point out, Mr. Chairman, that from time to time a correctional institution needs a maximum penalty, needs an ultimate penalty and I have tried to find out what they use for an ultimate penalty. The Minister said they will guide them back in with poles; they will use brute force if necessary to guide them back in, they will use a huge number of members and they will subject 200 or better prisoners to stringent control measures. I am just trying to find out just how they do that. I do not mean to hang them all, Mr. Poulin, for your benefit, I do not mean that at all. I take a little offence to your interpretation of my remark.

• 2110

**Mr. Allmand:** Those 200 would include all types of disciplinary segregation cases. They may not all be for violent acts. They may be for other sorts of obnoxious behaviour or lack of discipline of some kind.

By the way, in respect of the 200, there are around 43 to 45 institutions now and so they would be distributed throughout Canada in a large number of institutions.

**Mr. Horner:** And under your program, Mr. Minister, they are not going to be distributed in a large number of institutions, you are going to isolate them in specific institutions, once the people of Edmonton allow you to build it, once the people of lower mainland Vancouver, British Columbia, allow you to build it. Are you not going to isolate those in a few isolated areas?

**Mr. Allmand:** But those institutions, once again, to be very clear, are not for segregation cases but for the general maximum-security population.

**Mr. Horner:** I do not want to put everybody in those places.

**Mr. Allmand:** Pardon me.

**Mr. Horner:** You said for the general population; I do not want to put everybody in there.

**Mr. Allmand:** No, but the general maximum-security population. The cases we were talking about are the people who are discipline problems even in the maximum-security institutions.

**The Chairman:** Your time is up now, Mr. Horner.

**Mr. Horner:** I am sorry I was interrupted but that is fine.

[Interprétation]

**M. Westlake:** Environ 200.

**M. Woolliams:** C'est pas mal.

**M. Horner:** En effet. Cela me surprend. Je ne pensais pas qu'il y en avait tant.

**M. Allmand:** Il s'agit de toutes sortes de problèmes de discipline.

**M. Poulin:** Il veut tous les pendre.

**M. Horner:** Monsieur le président, c'est là la déclaration d'un député qui se préoccupe exagérément de votre protection, monsieur Allmand. Je ne veux pendre personne.

Je veux simplement vous faire remarquer, monsieur le président, que, de temps à autre, un établissement correctionnel a besoin d'imposer une sanction maximum et je voulais savoir à quoi correspondait cette sanction maximum. Le ministre nous a dit qu'on essayait de forcer le détenu à rentrer à l'aide de bâtons et que, si cela était nécessaire, on employait la force; il nous a dit également que 200 détenus étaient soumis à des mesures de contrôle particulièrement sévères. Je cherchais simplement à savoir comment on procédait. Pour votre gouverne, monsieur Poulin, je n'ai nullement l'intention de les pendre tous, ce n'est pas ce que je voulais dire et votre interprétation m'offense.

**M. Allmand:** Ces 200 cas comprennent tous les types de ségrégation disciplinaire. Il ne s'agit peut-être pas toujours d'actes violents, mais parfois d'autres types de comportements insupportables ou de manque de discipline.

Soit dit en passant, en ce qui concerne ces 200 cas, il existe présentement environ 43 ou 45 institutions de sorte qu'ils seront répartis dans tout le Canada, dans un grand nombre d'institutions.

**M. Horner:** Et en vertu de votre programme, monsieur le ministre, ils ne seront pas répartis dans un grand nombre d'institutions, car vous les isolerez dans les institutions précises dès que les habitants d'Edmonton, et de la plaine de Vancouver, vous permettront de les construire. N'avez-vous pas l'intention de les isoler dans quelques régions éloignées?

**M. Allmand:** Mais encore une fois, ces institutions ne sont pas conçues à l'intention des cas de ségrégation mais de la population à sécurité maximum en général.

**M. Horner:** Je ne voudrais pas que tout le monde soit interné dans ces institutions.

**M. Allmand:** Je vous demande pardon.

**M. Horner:** Vous avez dit pour la population en général; je ne voudrais pas que tout le monde y soit interné.

**M. Allmand:** Non, je veux parler des détenus à sécurité maximum. Il s'agit de ceux qui ont des problèmes de discipline, même dans les institutions à sécurité maximale.

**Le président:** Votre temps est écoulé, monsieur Horner.

**M. Horner:** Je suis désolé d'avoir été interrompu, mais cela ne fait rien.



[Text]

**The Chairman:** If you want to ask a concluding question, I think we can allow it.

**Mr. Horner:** The concluding question I was leading up to is this. Mr. Minister, it is obvious that through the experience of the penitentiary system from time to time you have had to use a maximum weapon or a maximum penalty, and I do believe that your use of that maximum penalty or weapon is going to increase now and you are going to have more disruption and more patients who will be scheduled to these maximum-security institutions in the future. Do you not see that as a possibility resulting from the abolition of capital punishment, or would you agree with that?

**Mr. Allmand:** No, I think that is almost impossible to predict, Mr. Horner, because of the following reasons. The ones that cause trouble now in the penitentiaries are not, for the majority of them, those who were there on murder sentences, on life sentences. Very often they are the younger inmates who committed armed robberies, assaults and so on, and so they would not have been executed anyway.

**Mr. Horner:** No, I never said to be executed. Do not get me wrong.

**Mr. Allmand:** No, but you are saying that if we abolish capital punishment...

**Mr. Horner:** I am saying if you take away your maximum weapon...

**Mr. Allmand:** Meaning capital punishment.

**Mr. Horner:** ...and your ultimate penalty, which in effect is capital punishment. That is what you have taken away.

**Mr. Allmand:** Right.

**Mr. Horner:** And you, in a sense, have disarmed your prison guards to some extent. Now, your gentlemen tell me they are going to bring in three prison guards, they are going to have long poles, and they maybe will use gas. I say they are going to have to use gas more often and the poles may have to get a little longer. That is all I am saying. I am saying that you in a sense have disarmed the prison guards.

**Mr. Allmand:** I do not think that is so. You know, you can have situations in the prison where an inmate has killed another inmate and, if capital punishment is the absolute rule, then he really has nothing to lose because he is going to be hanged anyway. And he is going to do anything to defend himself. Under the present situation, where he is not faced with that absolute sentence of death, perhaps with another life sentence, with having his parole eligibility dated back...

**Mr. Horner:** Two ninety-nine years makes sense, do they not?

**Mr. Allmand:** That is not the point. The point is that you are asking whether it will be more dangerous. It is hard to predict whether it is more dangerous. You know, when we had capital punishment we kept people on death row waiting for the date of their execution, they were in prisons, and they did not do the things that are suggested here tonight. Some of them were waiting sometimes for months and months for their appeals. Guards handled them, food was given to them, they walked them and so on.

[Interpretation]

**Le président:** Si vous voulez poser une dernière question, je crois pouvoir vous l'accorder.

**M. Horner:** La dernière question que je voulais poser est la suivante: monsieur le ministre, il est évident que dans l'expérience du système pénitentiaire vous avez dû de temps en temps avoir recours à une arme ou à une peine maximale et je crois que leur utilisation augmentera et que désormais il y aura davantage de bouleversements, et de patients qui seront internés dans ces institutions à sécurité maximale. Ne croyez-vous pas que l'abolition de la peine capitale risque de donner lieu à une telle éventualité?

**M. Allmand:** Non, c'est presque impossible à prédire, monsieur Horner, étant donné les raisons suivantes: ceux qui créent les difficultés à l'heure actuelle, dans les pénitenciers, n'ont pas été, pour la plupart, reconnus coupables de meurtre, ou emprisonnés à vie. Très souvent, ce sont les jeunes détenus qui ont commis des vols à main armée, des attentats et ainsi de suite, et donc qui ne seraient pas exécutés de toute façon.

**M. Horner:** Je n'ai jamais parlé d'exécution. Ne vous méprenez pas.

**M. Allmand:** Non, mais vous dites que si nous abolissons la peine capitale,...

**M. Horner:** J'ai dit que si vous éliminez vos armes maximales...

**M. Allmand:** Mais vous entendez par là la peine capitale.

**M. Horner:** ...et votre peine ultime, qui en fait est la peine capitale. C'est en fait ce que vous avez éliminé.

**M. Allmand:** En effet.

**M. Horner:** Et d'une certaine façon, vous avez désarmé les gardiens de vos prisons. On me dit ensuite que dans les situations difficiles, il y aura trois gardiens de prisons, munis de longues perches qui utiliseront peut-être du gaz lacrymogène. A mon avis, il faudra utiliser du gaz lacrymogène plus souvent et les perches devront peut-être être un peu plus longues. C'est tout ce que j'entends par là. Je veux dire que d'une certaine façon, vous avez désarmé les gardiens de prisons.

**M. Allmand:** Je ne suis pas de votre avis. Vous savez, lorsqu'un détenu tue un autre détenu dans une prison, et que la peine capitale est la règle absolue, il n'a alors rien à perdre puisqu'il sera pendu de toute façon. Il fera alors n'importe quoi pour se défendre. Dans la situation actuelle, lorsque le détenu n'a pas à faire face à la peine de mort, mais peut-être seulement à une autre peine à vie, alors que sa remise en liberté conditionnelle sera reportée à plus tard...

**M. Horner:** Deux peines de 99 ans, cela paraît sensé, n'est-ce pas?

**M. Allmand:** Cela n'a rien à voir. En fait, vous me demandez si ce sera plus dangereux. Il est difficile de le savoir. A l'époque de la peine capitale, certaines personnes attendaient la date de leur exécution dans leur prison, sans toutefois faire les choses dont on a parlé ici ce soir. Certains d'entre eux attendaient leur appel des mois et des mois. Les gardiens s'en occupaient, les nourrissaient, leur faisaient prendre de l'exercice, et ainsi de suite.

[Texte]

**Mr. Horner:** They knew they had to be good because, if they were bad, then it might go against them. They were waiting for you, Mr. Minister, to commute their sentence and they were on their best behaviour waiting for that commutation. That is a completely different thing, and I would hope that you would not put much trust in that kind of logic...

**Mr. Allmand:** I am going back to the old days.

**Mr. Horner:** ... because it does not make sense to me at all.

**The Chairman:** Mr. Leggatt.

• 2115

**Mr. Leggatt:** If I could just follow up a little on what Mr. Horner was saying, I must say one of the reservations that a great many people have about the bill, even those who are in favour of abolition, deals with this particular problem of the prison guard within a prison dealing with an inmate who is in there as a result of murder. You mentioned in your evidence that these are not usually the kind of people, but you know that in the British Columbia penitentiary there were a number there who had been in for murder that were the kind of people that caused a lot of problems. Now, what I am interested in finding out—because the question of the death penalty is not a simple issue, because there are trade-offs on the death penalty in terms of the problems outside the pen and inside the pen—is what your intentions are in regard to the changes inside the pen to allay the fears that are apparently really felt by the guard staff that this penalty will increase the risk? In other words, I am interested in specifically what are the changes we are going to make inside those institutions so that the guards are not only safer, but feel that they are safer. The atmosphere has to change inside those institutions because if the atmosphere stays the way it is now in maximum security institutions, the guards surely have a point, they surely have a point in isolated incidents.

I will argue with you about the merits of the death penalty any day of the week. I want to deal with this specific issue, though. There is no doubt in my mind, if guards are concerned, that they certainly feel a higher risk and they have had some experience within those institutions, just as your officials have.

I want to know what we are going to do if this bill passes to give the guards some assurance that their risk is not higher.

**Mr. Allmand:** We agree, Mr. Leggatt, that there is this serious problem and especially in these old institutions like B.C. pen, Dorchester, the old Kingston pen, and so on, where there are a lot of inmates in a maximum security setting, and whether this bill passes or not, we want to move to a better system. I mentioned the three principal things that we are going to do and then Mr. Westlake mentioned an additional one. The first thing is to build these new small maximum security institutions with the programs and the security recommended in the Mahr Committee Report. I would be pleased, and I am sure the Penitentiary Service would be as well, some day on our next estimates or so on, really to go into an in-depth meeting on those type of penitentiaries and maybe even have a tour of one. That is the first thing.

[Interprétation]

**M. Horner:** Ils savaient qu'ils devaient bien se conduire car, sinon, ce serait peut-être à leur désavantage. Ils attendaient que vous, monsieur le ministre, commuez leur peine et c'est pourquoi ils se comportaient le mieux possible. C'est tout à fait différent et j'espère que vous ne vous ferez pas trop à ce genre de logique...

**M. Allmand:** Je reviens en arrière.

**M. Horner:** ... car cela, pour moi, n'a aucun sens.

**Le président:** Monsieur Leggatt.

**M. Leggatt:** Pour faire suite à ce que M. Horner disait, l'une des réserves de nombreux citoyens au sujet de ce bill, même ceux qui sont en faveur de l'abolition, a trait au problème des gardiens de prisons qui doivent s'occuper d'un détenu inculpé de meurtre. Vous avez dit que ce ne sont habituellement pas ces détenus qui créent le plus de problèmes et vous savez qu'au pénitencier de la Colombie-Britannique, bon nombre de ceux qui sont à l'origine des troubles étaient inculpés de meurtre. Puisque la question de la peine capitale n'est pas facile à régler et qu'elle comporte de nombreux problèmes à l'extérieur et à l'intérieur du pénitencier, j'aimerais savoir quelles sont vos intentions à l'égard des modifications à l'intérieur des pénitenciers afin d'apaiser les craintes des gardiens? En d'autres termes, je suis curieux de connaître les changements que nous allons apporter au sein de ces institutions, afin que les gardes non seulement soient plus en sécurité mais ne sentent également plus en sécurité. L'atmosphère doit changer, car si elle demeure ce qu'elle est dans les institutions à sécurité maximale, l'argument des gardes sera valable dans certains cas isolés.

Je veux bien discuter n'importe quand des mérites de la peine capitale. Cependant, j'aimerais que nous étudions ce problème particulier. Selon moi, il est indéniable que les gardes pensent que les risques sont plus grands dans ces institutions dont ils ont une certaine expérience, comme les fonctionnaires de votre ministère d'ailleurs.

J'aimerais savoir ce que nous allons faire si ce projet de loi est adopté afin d'assurer aux gardes que les risques ne sont pas plus grands.

**M. Allmand:** Nous sommes d'accord, monsieur Leggatt. Il s'agit d'un grave problème surtout dans des institutions comme le pénitencier de Colombie-Britannique, le pénitencier de Dorchester, l'ancien pénitencier de Kingston, etc. Il s'agit d'institutions à sécurité maximale où les détenus sont très nombreux. Nous désirons améliorer le système actuel, que ce projet de loi soit adopté ou non. J'ai mentionné les trois objectifs que nous nous proposons et M. Westlake en a souligné un quatrième. Nous devons premièrement construire des petits centres à sécurité maximale et mettre en application les programmes et les normes de sécurité recommandés par le rapport du Comité Mohr. Je serais très heureux, et je suis sûr qu'il en sera de même pour le service pénitentiaire, que nous nous rencontrions pour parler de ces types de pénitenciers, lors de l'examen du prochain budget, et que, éventuellement, nous en visitons un. C'est la première chose.



[Text]

**Mr. Leggatt:** All right.

**Mr. Allmand:** We agree that B.C. pen has a terrible atmosphere; it is an old institution; people do not like to work there; it has a lot of things that are wrong with it. The quicker we can get out, the better. So we want to get out and we want to get into these small institutions. That is one thing, the environment.

The second thing is the training. And Mr . . .

**Mr. Woolliams:** How many years are we going to wait for this nonsense?

**Mr. Allmand:** If you want to help us get sites, we will move quicker than we have been moving . . .

**Mr. Woolliams:** You are the government, I am only in the Opposition. You get your site and start building.

**Mr. Allmand:** Yes, then, you help us get one in Calgary and we will move right in very shortly.

**Mr. Woolliams:** Well, I helped you get one in . . .

**Mr. Allmand:** And you are right.

**Mr. Woolliams:** . . . Drumheller when we were the government, the best penitentiary there is in Western Canada.

**Mr. Leggatt:** Will you take that out of Mr. Woolliams' time, please?

**Mr. Allmand:** It is one of the best, I will admit that.

**Mr. Lawrence:** Is B.C. pen your worst, by the way?

**Mr. Allmand:** Pardon me?

**Mr. Leggatt:** No, Millhaven is the worst.

**Mr. Lawrence:** Is B.C. pen your worst?

**Mr. Allmand:** B.C. pen and Millhaven are . . .

**Mr. Leggatt:** Millhaven is pretty close.

**Mr. Fox:** Talking about the condition at the B.C. pen, it seems to me there is no mention whatsoever of B.C. pen in here.

**Mr. Towers:** Oh, you do not even understand.

**Mr. Fox:** I have no objection to peoples' asking questions in general about the penitentiaries but when they start getting into specifics, on this side we can ask a number of questions about Saint-Vincent-de-Paul and Sainte-Anne-des-Plaines, and I am sure we could get some members from New Brunswick to ask about Dorchester. Very respectfully, this has nothing to do with the bill and I suggest that we get back to the . . .

[Interpretation]

**M. Leggatt:** D'accord.

**M. Allmand:** Nous admettons que l'atmosphère du pénitencier de Colombie-Britannique est terrible. Il s'agit d'une très vieille institution. Les gens n'aiment pas y travailler. Il y a beaucoup de choses qui vont mal. Plus vite nous sortirons de là, le mieux ce sera. Nous voulons donc en finir et créer des centres plus petits. Le premier élément, c'est l'environnement.

Le deuxième élément, c'est la formation. Et Monsieur . . .

**M. Woolliams:** Combien d'années encore devons-nous supporter cette absurdité?

**M. Allmand:** Nous irions beaucoup plus vite si vous nous aidiez à trouver des emplacements . . .

**M. Woolliams:** Vous êtes au gouvernement et je ne suis qu'un représentant de l'opposition. C'est à vous de définir un emplacement et de commencer la construction.

**M. Allmand:** Oui, aidez-nous à trouver un emplacement à Calgary et nous nous mettrons tout de suite à la tâche.

**M. Woolliams:** Eh bien, je vous ai aidé à en installer un . . .

**M. Allmand:** Et vous avez raison.

**M. Woolliams:** A Drumheller, lorsque notre parti était au pouvoir. C'est le meilleur pénitencier dans tout l'Ouest du Canada.

**M. Leggatt:** Voudriez-vous décompter cette intervention du temps de M. Woolliams, s'il vous plaît?

**M. Allmand:** J'avoue que c'est un des meilleurs pénitenciers du Canada.

**M. Lawrence:** Le pénitencier de Colombie-Britannique serait-il le pire, par hasard?

**M. Allmand:** Excusez-moi?

**M. Leggatt:** Non, le pénitencier de Millhaven est le pire entre tous.

**M. Lawrence:** Le pénitencier de Colombie-Britannique est-il le pire?

**M. Allmand:** Le pénitencier de Colombie-Britannique et celui de Millhaven sont . . .

**M. Leggatt:** Celui de Millhaven n'est pas beaucoup mieux.

**M. Fox:** Puisque nous parlons des conditions de vie dans le pénitencier de Colombie-Britannique, il me semble qu'il n'en soit pas fait mention ici.

**M. Towers:** Oh, vous ne comprenez même pas.

**M. Fox:** Je ne vois aucun inconvénient à ce que les gens posent des questions générales au sujet des pénitenciers, mais je ne suis pas d'accord pour que nous nous piaillions sur des détails, car nous pouvons poser un certain nombre de questions sur Saint-Vincent-de-Paul et sur Sainte-Anne-des-Plaines, et je suis sûr que certains députés du Nouveau-Brunswick pourraient poser des questions sur Dorchester. Sauf votre respect, cela n'a rien à voir avec notre projet de loi et je propose que nous revenions au . . .

## [Texte]

**Mr. Allmand:** Mr. Leggatt, the new institutions, as quick as we can, the training and retraining programs, the emergency response teams and the new type of segregation that is recommended by the Vantour Report.

**Mr. Leggatt:** If I could suggest something that would help, it would be to emphasize changes in your maximum security institutions because the record has been all our concentration is on medium and minimum and we have not been dealing with the worst problems, which have been in maximum, for a very long time. That has a lot to do with the kind of people and the emphasis that they have within your Department. It seems to me we have to move towards the maximum area, give that top priority and move on it faster than we have.

I admit sites are a problem, but this government has not given it the kind of priority it should have had.

**Mr. Allmand:** I told you the other day that we have changed our priority in B.C., for example, where we were going to go ahead with a medium institution in Kamloops. We have now delayed that for the maximum security institutions in Agassiz and Lillooet. So in B.C. the priority is on the maximum security institutions.

**Mr. Leggatt:** All right. I have one more question, Mr. Chairman. Today we spent some time dealing with the questions Mr. Reynolds put on the order paper which dealt with temporary absences granted to persons jailed for life as a result of murder. I just took a brief look at it and it looks like we have given over two thousand of them. I want to know if any of your officials were able to tell us how many of those temporary absences were broken or failed. What is the percentage of failure rate, which I think is important when we are going to deal with this question? What was the percentage of failure rate over those two thousand and some temporary absences that were granted in those cases?

**Mr. Allmand:** Mr. Leggatt, they are looking in the books to find the answer to that.

**Mr. Leggatt:** All right.

**Mr. Allmand:** I do not know if they will find it right away. Have you found it right away?

• 2120

**Mr. Therrien:** I have the figures for 1974, Mr. Chairman, where 275 individual murderers were released on 2,703 temporary-absence permits. Two inmates were late in returning; two inmates did not come back but were later recaptured.

**An hon. Member:** More than 2,000?

**Mr. Woolliams:** None of them defaulted?

**Mr. Therrien:** In 1974 there were four.

**Mr. Woolliams:** And did you catch them all?

**Mr. Allmand:** Two came back late on their own, Mr. Woolliams, and two were recaptured.

## [Interprétation]

**M. Allmand:** Monsieur Leggatt, les nouvelles institutions, la formation et les programmes de recyclage, les équipes d'urgence et le nouveau type de ségrégation recommandé par le rapport Vantour sont autant d'éléments que nous nous efforçons d'examiner le plus rapidement possible.

**M. Leggatt:** J'aimerais suggérer quelque chose que me semble utile. Je pense que nous devrions insister sur les changements apportés aux institutions à sécurité maximale car nous avons surtout discuté des centres de sécurité moyenne et minimale et nous avons éludé les problèmes principaux, qui depuis longtemps sont liés aux centres à sécurité maximale. Cela dépend beaucoup de la mentalité et des systèmes de valeurs de vos fonctionnaires. Il me semble que nous devons nous pencher sur les centres à sécurité maximale, que nous devons leur accorder la priorité et agir le plus rapidement possible.

J'avoue qu'il est difficile de décider des emplacements, mais ce gouvernement n'a pas donné au problème la priorité qu'il devrait avoir.

**M. Allmand:** Je vous ai dit l'autre jour que nous avons modifié notre priorité en Colombie-Britannique, par exemple, puisque nous allons installer une institution à sécurité moyenne à Kamloops. Nous n'avons pas pour cela pris de retard pour les centres à sécurité maximale de Agassiz et de Lillooet. En Colombie-Britannique, ce sont les institutions à sécurité maximale qui ont la priorité.

**M. Leggatt:** D'accord. J'ai une question encore, monsieur le président. Nous avons passé aujourd'hui un certain temps à étudier les questions que M. Reynolds a inscrites au Feuilleton relativement aux absences provisoires accordées aux condamnés à perpétuité pour meurtre. J'ai jeté un bref coup d'œil sur la réponse et il me semble que nous en avons accordé plus de 2,000. J'aimerais savoir si les fonctionnaires de votre ministère pourraient nous dire combien de ces absences provisoires ont été violées ou enfreintes. Quel est le taux d'infraction à ces absences. Je pense qu'il nous sera important de le savoir lorsque nous aborderons cette question. Quel a été le pourcentage du taux d'infraction sur les 2,000 et quelques absences provisoires qui ont été accordées dans ces cas?

**M. Allmand:** Monsieur Leggatt, on est en train de compiler les registres pour trouver la réponse.

**M. Leggatt:** D'accord.

**M. Allmand:** Je ne sais pas si on trouvera ce chiffre tout de suite. L'avez-vous trouvé tout de suite?

**M. Therrien:** Monsieur le président, j'ai des chiffres relatifs à 1974, qui montrent que 275 meurtriers ont bénéficié de 2,703 permis d'absences temporaires. Deux détenus sont revenus en retard; deux détenus ne sont pas revenus mais ont été repris plus tard.

**Une voix:** Plus de 2,000?

**M. Woolliams:** Aucun d'entre eux n'a fait défaut?

**M. Therrien:** En 1974, quatre.

**M. Woolliams:** Et vous les avez tous repris?

**M. Allmand:** Deux sont revenus en retard, de leur propre gré, monsieur Woolliams, et deux ont été repris.



[Text]

**Mr. Reynolds:** Why are you changing the regulations on temporary absences if you have such a small problem?

**Mr. Allmand:** As long as there is any problem we want to solve it.

**Mr. Woolliams:** Hear, hear.

**Mr. Allmand:** I have said that all along. We have a 99-per-cent success rate on temporary absences, but 1 per cent failure is not adequate.

**Mr. Leggatt:** Could I suggest to you that if you examine the kind of inmate who is being released on temporary absence, Mr. Minister, the life-sentence murderer is not a high-risk individual in this area. But the DSO is another problem, and it seems to me that that is the thing we should be having a very careful look at. I realize you have a directive which controls the release of DSOs on temporary absence without escort, and I happen to agree with that directive. In fact, I would like to see it a part of the law so that the government would have to come back to Parliament to change that. In any event, would you like to comment on the distinction between the risk inherent in terms of persons serving time for murder on temporary absence and other kinds of offenders?

**Mr. Allmand:** I guess one of the problems, Mr. Leggatt, is that the penalty for murder, in addition to providing for rehabilitation, must have a denunciatory effect for that serious crime. What we in fact have done is prevented or outlawed temporary absences until three years before parole eligibility—not because convicted murderers have a high success rate of failing their temporary absences but because people feel that those who commit that serious crime should have a serious penalty.

**Mr. Woolliams:** Do you feel that?

**Mr. Allmand:** I think there has to be a balance between the denunciatory effect of a penalty and rehabilitation, and we have drawn the line where we have drawn it. But as I have told you before, Mr. Woolliams, there are no absolutes in this. You know, we have said three years prior to parole eligibility; whether that is better than six or whether it should be eight or ten, I cannot say for sure.

**Mr. Leggatt:** Are you willing to accept that the 15-year provision in the bill for judicial review really in effect opens the door to parole after 15 years? The 25-year thing is not... Surely the judgments that the Supreme Court judges are going to make in this will be largely the same kind of judgments the Board will make in this. So in effect, is this not really a 15-year mandatory sentence rather than a 25-year mandatory sentence?

**Mr. Allmand:** There is a possibility that after that review the judges will say yes, we reduce the parole eligibility to 16 years, or something like that.

[Interpretation]

**M. Reynolds:** Et pourquoi donc voudriez-vous modifier les règlements sur les absences temporaires, si le problème est si peu important?

**M. Allmand:** Tant que ce problème existe, nous tenons à y trouver une solution.

**M. Woolliams:** Bravo!

**M. Allmand:** C'est ce que j'ai toujours dit. Nous avons un succès de 99 p. 100 en ce qui concerne les absences temporaires, mais 1 p. 100 d'échecs, c'est déjà trop.

**M. Leggatt:** Permettez-moi, monsieur le ministre, de vous suggérer que si vous examiniez le genre de détenus qu'on laisse partir en absence temporaire, vous verriez que le condamné à perpétuité ne représente pas le plus grand risque dans ce domaine. Mais le délinquant sexuel dangereux constitue un problème à part, qu'il faudrait étudier très attentivement, à mon avis. Je sais bien que vous avez un règlement qui porte sur l'absence temporaire des DSD sans escorte, et je suis tout à fait d'accord avec ce règlement. Je voudrais d'ailleurs qu'il fasse partie de la loi, pour que le gouvernement soit obligé de soumettre toute modification au Parlement. Quoi qu'il en soit, je voudrais savoir votre avis sur la distinction établie entre le risque que constitue l'absence temporaire des condamnés pour meurtre, et d'autre part, le risque que représente l'absence des autres délinquants.

**M. Allmand:** Un problème, je suppose, monsieur Leggatt, c'est que la peine imposée pour le meurtre, en plus d'offrir une possibilité de réhabilitation, doit produire l'effet de dénoncer ce crime grave. Si nous avons interdit les absences temporaires trois ans avant la date d'admissibilité à la libération conditionnelle, ce n'est pas parce que les condamnés pour meurtre font plus souvent défaut lors d'une absence temporaire, mais plutôt parce qu'on considère que ceux qui se rendent coupables d'un crime aussi grave devraient subir une peine tout aussi grave.

**M. Woolliams:** Et vous, vous êtes de cet avis?

**M. Allmand:** J'estime qu'il faut établir un équilibre entre l'effet de dénonciation d'une peine et la possibilité de réhabilitation; et dans ce cas, nous avons choisi le compromis en question. Mais comme je vous l'ai déjà dit, monsieur Woolliams, il n'y a pas de valeur absolue dans ce domaine. Voyez-vous, nous avons stipulé la période de trois ans avant la date d'admissibilité à la libération conditionnelle; or je suis dans l'impossibilité d'émettre la certitude que cela vaut mieux que six ans ou que huit ans ou dix.

**M. Leggatt:** Êtes-vous prêt à admettre que la disposition de 15 ans contenue dans le bill relatif à la révision judiciaire laisse effectivement la voie ouverte à la libération conditionnelle au bout de 15 ans? L'histoire de 25 ans n'est pas vraiment... N'est-ce pas que les décisions des juges de la Cour suprême dans ce domaine seront sensiblement les mêmes que celles de la Commission? Il s'agit donc, effectivement, plutôt d'une peine obligatoire de 15 ans que d'une peine obligatoire de 25 ans?

**M. Allmand:** Il existe la possibilité qu'après la révision judiciaire, les juges se proclament en faveur de réduire la période d'admissibilité à la libération conditionnelle à 16 ans, ou à une période semblable.

[Texte]

Mr. Leggatt: Or zero.

Mr. Allmand: The man still has to go before the Parole Board.

Mr. Leggatt: Yes.

Mr. Allmand: Do not forget that he always has to go before the Parole Board, even if the court reduces the parole-eligibility date. So there are two very tough screening agencies he has to pass through. Three judges of a superior court—not just one; three judges. Then if they do reduce his parole eligibility date he has to go to the full Parole Board with two community representatives.

Mr. Leggatt: What is the position where there is a dissenting judge? It says it must be two of the three. It is not stated in the bill.

Mr. Allmand: We need three judges. It is two out of three. It is the majority of the three.

Mr. Leggatt: Thank you, Mr. Minister.

The Chairman: Thank you, Mr. Leggatt. Mr. Towers.

Mr. Towers: Mr. Minister, from my limited perspective I would think one of the greatest problems facing our penal system today is the low morale on the part of the wardens in our institutions. What is this legislation going to do to that morale if it is passed?

Mr. Allmand: When you say the wardens, do you mean the guards?

Mr. Towers: The guards and the directors.

Mr. Allmand: We can ask the Commissioner or Mr. Diguier to comment on this further, but it seems from my visiting of the institutions and meeting of the PSACs, the unions and so on, that the morale is much higher and much better in the medium-security institutions and the minimum-security institutions. Where we have morale problems is in the maximums, especially the old maximums where we have very difficult cases, such as the B.C. Pen and so on. But to say that the morale is bad throughout the penitentiary service I do not think is correct. If you were to go to Drumheller that was referred to by Mr. Woolliams or...

• 2125

Mr. Towers: I have.

Mr. Allmand: ... if you were to go to Warkworth ...

Mr. Towers: Or Bowden.

Mr. Allmand: Pardon me.

Mr. Towers: Or Bowden, sir.

Mr. Allmand: Yes, well, Bowden is a new one, medium-security. Or Stony Mountain, or these places, I do not find the morale that bad.

[Interprétation]

M. Leggatt: Ou à zéro.

M. Allmand: Il faudra encore que le détenu intéressé passe devant la Commission des libérations conditionnelles.

M. Leggatt: D'accord.

M. Allmand: N'oublions pas qu'il devra toujours passer devant la Commission des libérations conditionnelles, même si le tribunal réduit la période conduisant à la date d'admissibilité à la libération conditionnelle. Le détenu doit donc passer devant deux organismes de tri extrêmement sévères. La Cour supérieure consiste en trois juges et non pas en un seul. Ensuite, si elle avance la date d'admissibilité à la libération conditionnelle, le détenu doit encore passer devant la Commission des libérations elle-même, qui comporte deux représentants de la collectivité.

M. Leggatt: Et qu'en sera-t-il lorsqu'un juge ne sera pas d'accord? On précise qu'il s'agit de deux sur trois. Cela est absent du bill.

M. Allmand: Il nous faut trois juges. La décision doit être majoritaire, c'est-à-dire deux sur trois.

M. Leggatt: Merci, monsieur le ministre.

Le président: Merci, monsieur Leggatt. M. Towers a la parole.

M. Towers: Monsieur le ministre, bien que mon point de vue soit assez limité, j'aurais tendance à croire qu'un des problèmes les plus graves auxquels notre système pénal fait actuellement face, c'est le moral plutôt bas des gardiens qui travaillent dans nos pénitenciers. Quels seront les effets de ce projet de loi sur le moral de ces gens, s'il est adopté?

M. Allmand: Quand vous parlez des gardiens, vous voulez dire les gardes?

M. Towers: Les gardes et les directeurs de pénitenciers.

M. Allmand: Nous pouvons demander au Commissaire ou à M. Diguier de donner plus de précisions sur ce point, mais à la suite des visites que j'ai rendues aux pénitenciers, aux réunions de l'Alliance de la fonction publique du Canada, de syndicats, et ainsi de suite, il semblerait que le moral est bien plus haut dans les pénitenciers à sécurité moyenne et à sécurité minimum. Nos problèmes de moral existent dans les pénitenciers à sécurité maximum, et surtout dans les vieilles prisons, où se trouvent, comme par exemple, au pénitencier de la Colombie-Britannique, etc, des cas spécialement graves. Mais je ne crois pas que ce soit exact d'affirmer que le moral est bas dans tout le

service des pénitenciers. Si vous alliez au pénitencier de Drumheller dont M. Woolliams a parlé ou ...

M. Towers: J'y suis allé.

M. Allmand: Si vous alliez à Warkworth ...

M. Towers: Ou à Bowden.

M. Allmand: Excusez-moi.

M. Towers: Ou à Bowden, monsieur.

M. Allmand: Bowden est un nouveau centre à sécurité moyenne. Ou à Stony Mountain ou dans des endroits de ce genre, je ne trouve pas que le moral soit si bas.



[Text]

What about the morale?

**Mr. Therrien:** Well, Mr. Chairman, I would not say that the morale is bad all over the place. As has been said, in the medium-security institutions and the minimum-security institutions, morale seems to be all right. We have that special difficulty about the maximum-security institutions. That is because of the way they are run and that is why we try to change the nature of them. The new institution is smaller. We provide for not only security staff but also staff living there. They will be dealing with smaller units of inmates and they should be able to know them much better than is at present the case. In that fashion we hope that the atmosphere is going to be improved. We will be able to prevent a number of these incidents that we are having. It is all right to talk in terms of responding but I think we should be working to prevent these incidents. If we are talking about officers who deal with a group of 15 inmates who are always the same they will get to know each other and they will relate to each other and it will be possible for an officer to see that something is wrong with an inmate, that he has something on his mind, maybe something is going on on the outside and he is thinking about that all the time. We will be trying to tackle these instead of waiting for him to explode and do something crazy.

Also, this business of separating the most difficult of them should help with the atmosphere in the normal maximum penitentiary population. At the same time, I think we have been creating some of our own problems by the way we segregated people in the past, by having these people doing nothing. We want to have a program for them now.

**Mr. Towers:** I wonder, Mr. Chairman, if the Minister or any of the other witnesses heard the statement on the radio tonight as related by the heads of the association with regard to the morale within our institutions. Did anybody hear the comments made tonight?

**Mr. Allmand:** No, but were these the comments of the Union of Prison Guards and Prison Employees?

**Mr. Towers:** Yes.

**Mr. Allmand:** No, I did not hear it. But they have made those comments many times before.

**Mr. Woolliams:** And you have withstood them.

**Mr. Allmand:** Well, you know, politics are found in unions as well as in the House of Commons. I have spoken to the union leaders and I have said I would like to work with them and do everything possible to make their situation better, but they make these public statements all the time.

**Mr. Towers:** Well, Mr. Chairman, hell is built full of good intentions, and I think that the good intentions of the Minister, or the department, or whoever it may be, are not going to alleviate the problem of low morale in our institutions.

Now, sir, thanks to you I had the privilege of visiting the Bowden institution when you visited there the last time and one of the significant things that struck me on your visit to that institution was the lack of discipline and respect on the part of the inmates, not only to yourself but also to the wardens. Now it would seem to me as the top man in Canada, when you enter a room the least you could expect would be for the inmates to stand up instead of

[Interpretation]

Que pensez-vous du moral?

**M. Therrien:** Monsieur le président, je ne dirai pas que le moral est bas partout. Comme on l'a dit, il semble que le moral soit bon dans les institutions à sécurité minimale et moyenne. Le problème se présente particulièrement pour les institutions à sécurité maximale. Ceci tient à la façon dont ces institutions sont gérées et c'est ce que nous nous efforçons de changer. La nouvelle institution est plus petite. Nous employons non seulement du personnel de sécurité mais nous veillons à ce qu'une partie du personnel vive à demeure là. Le personnel doit s'occuper de groupes plus petits de détenus et peut apprendre à les connaître beaucoup mieux que dans la situation actuelle. De cette façon, nous espérons améliorer l'atmosphère. Nous pourrions prévenir un certain nombre des incidents qui ont lieu présentement. C'est très bien de parler de réponses mais je pense que nous devrions essayer de prévenir ces incidents. Si les agents sont responsables d'un groupe de 15 détenus qui sont toujours les mêmes, ils apprendront à se connaître et établiront des rapports entre eux, si bien qu'un agent pourra immédiatement voir ce qui ne va pas chez un détenu et ce qu'il a en tête. Il pourra également se rendre compte qu'un détenu parle sans arrêt d'un événement à l'extérieur. Nous nous efforcerons d'intervenir à ce niveau-là au lieu d'attendre que les détenus explosent et agissent de façon inconsidérée.

En séparant les éléments les plus difficiles, nous devrions améliorer l'atmosphère d'un pénitencier à sécurité maximale. En même temps, je crois que nous avons nous-mêmes créé des problèmes en séparant certains individus, dans le passé, et en leur interdisant de faire quoi que ce soit. Nous devons envisager un programme à leur intention.

**M. Towers:** Monsieur le président, je me demande si le ministre ou un des autres témoins a entendu la déclaration faite, ce soir, à la radio par les responsables des associations au sujet du moral qui règne dans nos pénitenciers. Quelqu'un a-t-il pris connaissance des remarques qui ont été faites ce soir?

**M. Allmand:** Non, mais s'agit-il des commentaires du Syndicat des gardes de prison et des employés de prison?

**M. Towers:** Oui.

**M. Allmand:** Non, je ne l'ai pas entendu. Mais ils ont fait ces commentaires auparavant, à plusieurs reprises.

**M. Woolliams:** Et vous vous êtes opposé?

**M. Allmand:** Bien, vous savez, on fait autant de politique dans les syndicats qu'à la Chambre des communes. J'ai parlé aux chefs des syndicats et je leur ai dit que j'aimerais collaborer avec eux et faire tout mon possible pour améliorer leur situation, mais ils continuent de faire ce genre de déclarations publiques.

**M. Towers:** Monsieur le président, l'enfer est pavé de bonnes intentions et je crois que les bonnes intentions du ministre ou du ministère ou de qui que ce soit ne permettront pas de relever le moral dans nos pénitenciers.

Quoi qu'il en soit, j'ai, grâce à vous, eu le privilège de visiter le pénitencier de Bowden, lorsque vous vous y êtes rendu, la dernière fois. Un des éléments importants qui m'a frappé, au cours de votre visite à ce pénitencier, a été l'absence de discipline et de respect de la part des détenus non seulement vis-à-vis de vous-même mais également vis-à-vis des directeurs. Il me semble que, étant donné votre rang, vous pourriez au moins vous attendre à ce que

[Texte]

slouching in their chairs watching television and drinking coffee. Now, in any of our army camps, sir, when you go in there, when the officers move in, you expect the junior ranks to stand up at least and to show their respect. This is one of the great problems in all these institutions, the lack of respect that the inmates have for those in authority, and I think this is going to increase. Therefore, I think it is going to create further problems for the wardens and the guards and I am wondering what you are going to do to counteract this.

• 2130

**Mr. Allmand:** Mr. Towers, when we visited Bowden, when it was just opened and those inmates had just been transferred in there and so on—I do not even know if they knew who I was when I walked in. I had my leather jacket on.

Whenever I visit an institution, I meet with the inmate committees and I find that while they do not stand up when I come in the room, we have a pretty good exchange of ideas and they are pretty polite. They are polite enough, quite as we find here in the House of Commons. But to answer your question, we are discussing a bill which deals with capital punishment. I do not think bringing back capital punishment will change that situation. I think there are many other things that will have to be done.

I agree we should do everything possible to instill responsible behaviour in inmates. That is what we are trying to do, but I think there is another way of doing it and not necessarily through a harsh, disciplinary regime, although that may be necessary sometimes.

**Mr. Towers:** I think, Mr. Chairman, there will have to be an increased element of respect and discipline within our institutions or your problems are going to become greater. The reason that a lot of those people are in there—I do not care whether they are in for a short term or in as murderers or whatever reason they are in there, they are in there because of the fact that somebody has never trained them to show a little respect to their fellow beings. They do not even know what the word means to a great degree, and I think it is of fundamental importance that they learn that. I am sure that if there was more respect shown in our institutions—I do not care whether they are lifers or who they are—it would enhance to a degree the morale that I feel is now lacking and perhaps depleting in our institutions.

**Mr. Allmand:** We are trying to accomplish that, Mr. Towers. The problem is that a good number of these inmates come from a very hostile background, broken families, slum areas. They have been in fights since they were six years old and had problems at school and so on. So the challenge we have in instilling that kind of responsible behaviour is a tough challenge. We are trying to do it, but it is a tough job to accomplish.

**The Chairman:** I think Mrs. Holt has a single question.

**Mrs. Holt:** I am concerned about the part on second degree murder. It worries me very much in this bill that we are going to be picking up people who are not criminals, who in a fit of passion or a street fight are going to go to prison possibly for 15 years and their eligibility for parole will diminish the longer they stay because people grow worse in prison. I would really like this part to be rethought. I have no ideas for amendments but I do know

[Interprétation]

les détenus se lèvent lorsque vous entrez dans une pièce, au lieu de rester avachis dans leurs chaises en regardant la télévision et en buvant du café. Dans n'importe quel camp de l'armée, monsieur, les jeunes officiers doivent au moins se lever et manifester le respect lorsque leurs supérieurs entrent dans une pièce. Le manque de respect des détenus est l'un des grands problèmes qui se posent dans toutes les institutions et je crois que les choses iront de mal en pis. Je crois donc que cela créera davantage de problèmes pour les gardes et pour les directeurs et j'aimerais savoir ce que vous envisagez afin de remédier à cela.

**M. Allmand:** Monsieur Towers, lorsque nous avons visité Bowden, immédiatement après son ouverture, alors qu'on venait à peine d'y transférer les détenus, je ne sais même pas s'ils m'ont reconnu parce que je portais ma veste de cuir.

Lorsque je visite un établissement, je rencontre habituellement les comités de détenus et, même s'ils ne se lèvent pas lorsque j'entre dans la pièce, nous avons des échanges d'idées très intéressants et ils sont toujours assez polis. Sûrement aussi polis que les députés. Mais, pour répondre à votre question, nous discutons d'un bill qui traite de la peine capitale. Je ne pense pas que le fait de réinstaurer la peine capitale changerait quelque chose à la situation. Il faudra faire bien d'autres choses encore.

Je suis d'accord pour dire que nous devons faire tout en notre pouvoir pour encourager les détenus à agir de façon responsable. C'est ce que nous essayons présentement de faire et je pense qu'il y a un autre moyen que celui d'un régime disciplinaire très strict, même s'il peut parfois s'avérer nécessaire.

**M. Towers:** Je dis, monsieur le président, qu'il faudra donner aux détenus un sentiment plus fort du respect et de la discipline, sinon nos problèmes iront croissant. La raison pour laquelle ils sont en prison, qu'ils y soient pour un meurtre ou un crime moins grave, c'est qu'on ne leur a jamais appris à respecter leur prochain. Dans une grande mesure, ils ne savent même pas ce que cela veut dire et il faut absolument le leur enseigner. C'est fondamental. Qu'ils s'agissent de détenus à perpétuité ou non, s'ils faisaient montre d'un peu plus de respect, leur moral serait peut-être meilleur que ce qu'il est en ce moment dans les établissements.

**M. Allmand:** Nous essayons précisément de l'améliorer. Le problème c'est que nombre de ces détenus proviennent d'un milieu très hostile, de foyers désunis ou de bidonvilles. Ils se battent depuis l'âge de 6 ans et ont toujours eu des problèmes à l'école ou ailleurs. C'est donc tout un défi que celui de vouloir leur faire adopter un comportement relativement responsable. Nous nous efforçons, mais c'est très dur.

**Le président:** Je pense que M<sup>me</sup> Holt a une question à poser.

**Mme Holt:** Je me pose des questions sur la disposition relative au meurtre au second degré. J'ai bien peur qu'en vertu de ce bill, on envoie en prison pour 15 ans au moins, non pas des criminels mais des personnes qui, sous le coup de la passion ou dans une bataille de rue, ont tué quelqu'un alors que, plus leur séjour se prolongera, plus leur admissibilité à la libération conditionnelle diminuera, puisque personne ne s'améliore en prison, bien au contraire. J'aime-



[Text]

that people—the Dutch system works. In these types of cases very often it is probation and you are out raising your family and keeping your family from going the same route as other criminals. I really am deeply concerned that the 15-year possibility is there. I would like perhaps for the government to reconsider that aspect of this bill because murderers are in fact the least dangerous people. They have the lowest recidivist rate and there are only a few murderers really that are dangerous.

I would also like you to consider the fact that we are talking about murder, but we must also remember that the attempted murders have quadrupled in Vancouver since 1968 and it is only good medicine that has kept them from being murderers. They are still dangerous people.

In Canada, I do not know. I do not have the exact statistics, but I gather it is more than double. Montreal's figures are horrendous. I would like you to consider the fact that there are that group of people who are going into prison along with murderers who I think are equally dangerous with the premeditated, the hired killer, the man who has nothing to lose. But my greatest concern in this is the fact that we are going to be picking up people who kill once, who have never committed a crime, who will never commit another crime. We are taking them away from their families when possibly they could be rehabilitated.

I also am concerned about temporary absences, the one and best rehabilitative system there is, but that, I gather, is Bill C-83, so I do not think there is . . .

• 2135

**Mr. Allmand:** Not for murderers.

**Mrs. Holt:** No, I know, but temporary absences even for most murderers are very effective rehabilitative devices. I am concerned about that happening three years before the expiration of a sentence, say, of 15 years, or 20 years for second degree.

**Mr. Allmand:** Yes, but Mrs. Holt the judge would only give that extended period of parole eligibility where there was a very serious and heinous type of second degree murder. If it were an ordinary type of second degree murder, a crime of passion, but one that was defined as murder, it is unlikely that the judge and jury would extend the parole eligibility date. If they do nothing the parole eligibility remains at 10 years and the eligibility for temporary absences and parole is 7 years.

**Mrs. Holt:** Is there the possibility of considering a third degree murder for certain types of people that should not go in at all? I do not think they will get them on manslaughter. They will still be charged with second degree murder and could go for 15 years, and 15 years is destructive. It finishes a human being that would not otherwise . . .

**Mr. Allmand:** There is an appeal to the court. It is mentioned in Bill C-84. If the judge does increase the minimum period for parole from 10 to 15 or from 10 to 20, that can be appealed.

[Interpretation]

rais que l'on réfléchisse encore à cette disposition. Je ne peux présenter de projet d'amendement, mais je sais que le système hollandais est efficace. Dans de tels cas, les coupables sont placés sous surveillance et continuent d'élever leur famille pour empêcher que les enfants ne deviennent à leur tour des délinquants. Je n'aime pas tellement cette possibilité d'une peine d'emprisonnement de 15 ans. Le gouvernement pourrait-il peut-être reprendre cette partie du bill puisqu'en fait, les meurtriers restent les moins dangereux? En effet, ce sont eux qui représentent le plus bas taux de récidive. Seuls quelques meurtriers sont vraiment dangereux.

En outre, je tiens à signaler que nous parlons de meurtriers et que nous ne devons pas oublier les tentatives de meurtres dont le nombre a quadruplé à Vancouver, depuis 1968. C'est aux médicaments que certains doivent de ne pas être des meurtriers, car ils demeurent dangereux.

Je ne connais pas les statistiques pour tout le Canada, mais ce doit être environ le double. Les chiffres pour la ville de Montréal sont épouvantables. Il ne faut donc pas oublier que sont envoyées en prison, certaines personnes qui, bien que n'étant pas des assassins, sont aussi dangereuses que les tuteurs à gage qui n'ont rien à perdre. Mais, ce qui me préoccupe le plus, ce sont les meurtriers d'occasion, qui ont commis un seul crime dans leur vie et n'en commettront jamais plus. Nous les éloignons de leurs familles au sein desquelles ils pourraient peut-être se réadapter.

Je me préoccupe aussi des absences temporaires, de loin la meilleure méthode de réhabilitation, mais je crois qu'on en parle dans Bill C-83. Donc, je ne crois pas . . .

**M. Allmand:** Pas pour les meurtriers.

**Mme Holt:** Je sais, mais même pour la plupart des meurtriers, le régime des absences temporaires est un moyen de réadaptation très efficace. Je me demande ce qui se passe au cours des trois années précédant l'expiration d'une peine de 15 ans ou 20 ans pour un meurtre au deuxième degré.

**M. Allmand:** Mais, madame Holt, le juge ne prolonge la période d'admissibilité à la libération conditionnelle que dans les cas de meurtres au deuxième degré, particulièrement graves et odieux. S'il s'agissait d'un meurtre au deuxième degré ordinaire, un crime passionnel défini comme un meurtre, il est peu probable que le juge et le jury prolongent la période d'admissibilité. Elle demeurerait donc de dix ans, celle pour les absences temporaires et la libération conditionnelle étant de sept ans.

**Mme Holt:** Serait-il possible de faire accuser certaines personnes plutôt d'un meurtre au troisième degré si la prison n'est pas indiquée dans leur cas? Je ne pense pas qu'on puisse les accuser d'homocide involontaire. On les accusera donc de meurtre au deuxième degré, on les condamnera à 15 ans de pénitencier, ce qui pourrait s'avérer très destructeur. Cela peut achever un être humain qui, autrement . . .

**M. Allmand:** On peut faire appel. On en parle d'ailleurs dans le Bill C-84. Si le juge porte la période minimale précédant l'admissibilité à la libération conditionnelle et la porte de 10 ans à 15 ans ou 20 ans, on peut interjeter appel.

[Texte]

**Mrs. Holt:** But there is no earlier break in it. In other words, there is no possibility that he could go in for two or three years and then come back on parole service. If he is a family man and ...

**Mr. Allmand:** Not if he is convicted of murder.

**Mrs. Holt:** Second degree.

**Mr. Allmand:** Not even second degree.

**The Chairman:** Thank you, Mrs. Holt. Mr. Reynolds is next.

**Mr. Reynolds:** Mr. Chairman, I would just like to ask the Solicitor General when we can expect to get a copy of the Farris Inquiry Report. I would think it would be very relevant to what we are discussing here and possibly if he does not want to release it at least members of this Committee could have a copy in confidence to review to find if there are any ideas in there that may have some effect on this bill.

**Mr. Allmand:** I have said, and I do not know how many times I have said it, but I have said it over and over again that we made the decision to release the Farris Commission Report a long time ago when the Farris Commission was set up. However, each time we were about to release it we were requested by authorities to hold it up because they felt it would interfere with other legal proceedings. Just recently after the trials of the three inmates were either completed or they had reached a certain stage we checked with the judge and he said he had no objection to releasing it, but then Coroner Jack started his Coroner's inquiries and explicitly requested us not to release it during the Coroner's Inquest. Consequently we felt we had to follow his request and it is not being released, but it is being put in a form to be made public, translated, printed and so on, and we would like to release it.

**Mr. Reynolds:** Has Coroner Jack seen a copy of it?

**Mr. Allmand:** I do not know. Has the Coroner seen a copy?

**Mrs. Holt:** His name is Jacks.

**Mr. Allmand:** Not to our knowledge.

**Mr. Reynolds:** How would he know it would have any effect on his thinking? Does the Solicitor General not agree that it could have a bearing on our discussion here if there had been recommendations made by a judge in that area regarding the types of vicious criminals who were involved in that hostage taking. I certainly think there is something wrong. Maybe a motion to adjourn these hearings to the fall would be in order.

**Mr. Allmand:** I read the report and I do not think the type of recommendations in that report would have any great effect in this bill, if any effect at all. It deals with internal security matters, such as checking for knives, inmates' moving from one part of the penitentiary to another part of the penitentiary, how you move people around within the penitentiary the control of weapons in penitentiaries and that kind of thing.

**Mr. Leggatt:** Surely the release of this report might prejudice the evidence that the Coroner was receiving and that might ...

[Interprétation]

**Mme Holt:** Mais c'est impossible de raccourcir cette période; autrement dit, il est impossible de faire incarcérer une telle personne pour deux ou trois ans seulement avant la libération conditionnelle. S'il s'agit d'un père de famille et ...

**M. Allmand:** Pas s'il est reconnu coupable de meurtre.

**Mme Holt:** Au deuxième degré.

**M. Allmand:** Pas même au deuxième degré.

**Le président:** Merci, madame Holt. Monsieur Reynolds, vous avez la parole.

**M. Reynolds:** J'aimerais demander au solliciteur général quand nous pourrions avoir une copie du rapport de l'enquête Farris. Étant donné ce dont nous discutons, ce serait bien intéressant et, si le solliciteur général n'était pas disposé à publier le rapport, il pourrait au moins en donner un exemplaire à chacun des membres du Comité qui l'étudierait confidentiellement pour essayer d'y trouver peut-être de nouvelles idées.

**M. Allmand:** Je répète pour la centième fois que nous avons décidé, il y a déjà longtemps, lors de la création même de la Commission Farris, de publier son rapport. Cependant, chaque fois que nous sommes sur le point de le faire, les autorités nous demandent de retarder sa publication parce que cela pourrait nuire à d'autres procédures légales. Tout récemment, après le procès des trois détenus, ou à un certain moment des procédures, nous avons demandé au juge s'il autorisait la publication du rapport. Il a accepté puis, ensuite, le coroner Jack a commencé son enquête et nous a demandé en termes très clairs de ne pas le publier pendant celle-ci. Par conséquent, nous avons acquiescé à sa demande et avons retardé la publication. Toutefois, il est en voie d'être traduit et imprimé et nous aimerions bien le publier.

**M. Reynolds:** Le coroner Jack l'a-t-il vu?

**M. Allmand:** Je l'ignore. Le coroner en a-t-il pris connaissance?

**Mme Holt:** Son nom est Jacks.

**M. Allmand:** Pas à ma connaissance.

**M. Reynolds:** Alors, comment peut-il décider qu'il influencerait sur son jugement? Le solliciteur général ne croit-il pas que ce rapport serait intéressant pour nos discussions puisqu'il s'agit de recommandations faites par un juge au sujet des criminels malins qui s'adonnent à des prises d'otages. Il y a certainement quelque chose qui ne va pas. Peut-être qu'une motion visant l'ajournement de ces audiences jusqu'à l'automne serait indiquée.

**M. Allmand:** J'ai lu le rapport et je ne crois pas que le genre de recommandations qu'il contient peut influencer le moins sur ce bill. On y parle surtout de la sécurité interne, comme veiller à ce que les détenus n'aient pas de couteaux, surveiller leurs déplacements d'une partie à l'autre du pénitencier, leurs déplacements dans l'immeuble, le contrôle des armes et ainsi de suite.

**M. Leggatt:** La publication de ce rapport pourrait certainement influencer les témoignages qu'entend le coroner et ainsi ...



[Text]

**Mr. Allmand:** He felt so.

**Mr. Leggatt:** It could have been reference to evidence that would suddenly become public and he wanted people to not have that to guide them in the way they testified.

**Mr. Allmand:** That is why he made the request, Mr. Leggatt.

**The Chairman:** Mr. Stevens is next.

**Mr. Reynolds:** Mr. Chairman, I would like to move a motion right now. I sat in the House today and watched the vote and listened to these hearings. We have often talked about television and radio in this House, and I would like to move that these hearings be opened to live radio and television coverage.

**The Chairman:** That, I believe, would not be in order because we would have to have the permission of the House for that. I recall that during the hearings of the Constitution Committee we were most anxious to do that across the country, but we were able to obtain the permission of the House to do it and, therefore, were not able to do it.

• 2140

**Mr. Stevens:** Mr. Chairman, can we get around that by wording the motion that we make a request to the House that these proceedings be opened up to live radio and TV?

**Mr. Reynolds:** I would be prepared to make that motion, Mr. Chairman, that we request to the House that these hearings be open to live radio and television coverage.

**Mr. Poulin:** I think the people in the Committee have been studying this very issue in depth to make sure that there is a proper coverage of whatever proceedings there are. Because this happens to be something that might be sensational and there is a great deal of emotion involved, it seems to me that it would be the wrong form with which to begin televising proceedings of the House of Commons. I would not agree to request to the House that we have these proceedings televised for those reasons, but maybe at another time it would be very appropriate indeed.

**Mr. Reynolds:** Mr. Chairman, I think it certainly may not be popular for some of the members sitting on the other side who are abolitionists, but I think the people of Canada—we have been told today what an important issue this is for the people of Canada, and I would think it would probably have one of the best ratings of anything ever shown on television if we could show the people the action taken on behalf of the government and how they are sitting there and not really questioning the bill and not allowing us to have witnesses drawn before it.

I would still move that motion. I would change the wording of it. I move that we request of the House that these hearings be open to live radio and television coverage.

**Mr. Poulin:** Mr. Chairman, I remind Mr. Reynolds that this is not the Rodino Committee but it is the MacGuigan Committee, if it is going to be that way.

[Interpretation]

**M. Allmand:** C'était son avis.

**M. Leggatt:** On aurait pu rendre publics certains témoignages et il ne voulait pas que les témoins s'en trouvent influencés.

**M. Allmand:** C'est pourquoi il a présenté sa requête.

**Le président:** Monsieur Stevens.

**M. Reynolds:** Monsieur le président, j'aimerais présenter une motion dès maintenant. J'ai surveillé le vote, ce matin, et entendu toutes les délibérations. Nous avons souvent parlé de diffuser les séances de la Chambre et j'aimerais proposer que celles-ci soient radiodiffusées et télévisées.

**Le président:** Je crois que votre motion est irrecevable car, pour ce faire, il nous faudrait la permission de la Chambre. Je me souviens qu'au cours des délibérations du Comité sur la constitution, nous aurions bien aimé que celles-ci soient diffusées partout au pays mais, n'ayant pas obtenu la permission de la Chambre, nous n'avons pas pu le faire.

**M. Stevens:** Monsieur le président, pouvons-nous surmonter cette difficulté en rédigeant la motion de façon à demander à la Chambre que ces délibérations soient radiodiffusées et télédiffusées en direct?

**M. Reynolds:** Je serais prêt à présenter cette motion, monsieur le président, à savoir que nous demandions à la Chambre que les audiences soient télédiffusées et radiodiffusées en direct.

**M. Poulin:** Les membres de ce comité ont examiné cette question de très près afin d'assurer que les reportages des délibérations seront adéquats. Puisque cela risque de faire sensation; je ne crois pas qu'il soit sage de commencer la télédiffusion des débats de la Chambre des communes par cette question. Je ne suis pas d'accord pour que l'on demande de télédiffuser les débats de la Chambre pour ces raisons, mais peut-être qu'il serait bon de le faire à une date ultérieure.

**M. Reynolds:** Monsieur le président, les abolitionnistes de l'autre côté ne sont peut-être pas en faveur de cette proposition, mais cette émission obtiendrait probablement la meilleure cote d'écoute puisque cette question est d'une extrême importance pour les Canadiens, qui pourraient ainsi voir les mesures que prend le gouvernement et comment les députés n'examinent pas réellement le bill et ne nous permettent pas de citer des témoins.

Je suis en faveur de cette motion mais j'en changerais le libellé. Je propose que nous demandions à la Chambre de radiodiffuser et de télédiffuser en direct les audiences.

**M. Poulin:** Monsieur le président, j'aimerais rappeler à M. Reynolds qu'il ne s'agit pas ici du Comité de la radio mais du Comité MacGuigan.

[Texte]

**The Chairman:** The Justice Committee.

**Mr. Poulin:** Okay. Question.

**The Chairman:** I have been taking advice here on that. I believe that motion would be out of order because we are able to make a report to the House only on matters that have been referred to us. We could not make a report to the House on a matter that is beyond the terms of reference of this bill, the bill alone having been referred to us at this time. So I would have to rule that motion out of order.

**Mr. Reynolds:** I would like to appeal your ruling, Mr. Chairman.

**The Chairman:** Certainly, Mr. Reynolds. The Chairman's ruling is appealed. Shall the decision of the Chairman be sustained? All those in favour please say aye; those against, nay.

**Some hon. Members:** Aye.

**Some hon. Members:** Nay.

**The Chairman:** I think we should have a recorded vote of those in favour of sustaining the Chairman's decision, and those opposed, aye or nay.

The Chairman's ruling is sustained by 10 votes to 8. Mr. Stevens is next.

**Mr. Stevens:** Mr. Chairman, in the presentation made to the House the Minister referred to the murder rate at 1.2 in 1962 and 2.4 in 1964, but he originally referred to a three-year or a three-period comparison, six years of three different comparison periods. I was wondering if he could give us the murder rate for the previous years, previous to 1962, so that we could see what was happening in that six-year period compared to the next six years and finally the last six years.

**Mr. Allmand:** The first six-year period, Mr. Stevens, is what?

**Mr. Stevens:** I take from your earlier remarks that it would be from 1956 to 1962, and your next one is from 1962 to 1968, and then 1968 to 1974.

**Mr. Allmand:** We would have to dig that out, which we are willing to do, but we do not have it right here now. We can work on that and maybe we can come back...

• 2145

**Mr. Stevens:** For tomorrow.

The other thing I was wondering, Mr. Minister, to help us in our...

**Mr. Allmand:** I think you are referring to the speech I made in the 1973 debate in which I talked about these three periods.

**Mr. Stevens:** Correct, yes, and then this time you only really showed us the figures for 12 years without giving the previous 6 years.

**Mr. Allmand:** Okay. I will try to do that tomorrow.

**Mr. Stevens:** Mr. Minister, to help us in our review of this bill could you indicate what study was made of legislation in other countries that became totally abolitionist? To what degree have you looked into what life imprisonment provisions they put in their legislation? What exactly is the situation in these countries? You have precedents as I understand it. Colombia, for example, is a truly abolitionist country in the sense that you wish to make Canada. Costa Rica, countries like this. Have you looked into exactly what they have done as they have become abolitionist states?

[Interprétation]

**Le président:** Le Comité de la justice.

**M. Poulin:** D'accord. Mise aux voix.

**Le président:** J'ai demandé conseil à ce sujet. La motion est contraire au Règlement, car nous pouvons faire rapport à la Chambre seulement des questions relevant de notre mandat. Nous ne pouvons faire rapport à la Chambre d'une question au-delà du mandat de ce bill puisque c'est tout ce qui nous a été envoyé pour le moment. La motion est donc irrecevable.

**M. Reynolds:** Je fais appel de votre décision, monsieur le président.

**Le président:** Très bien, monsieur Reynolds. On en a appelé de la décision du président. La décision du président est-elle maintenue? J'aimerais savoir ceux qui sont pour et ceux qui sont contre.

**Des voix:** Oui.

**Des voix:** Non.

**Le président:** Il faudrait inscrire le vote de ceux qui sont en faveur de la décision du président et de ceux qui sont contre.

La décision du président est maintenue par 10 voix contre 8. Monsieur Stevens vous avez la parole.

**M. Stevens:** Monsieur le président, dans son discours à la Chambre, le ministre a dit que le taux de meurtres était de 1.2, en 1962, et de 2.4, en 1964, mais au début, il avait parlé d'une comparaison de 3 ans ou de 3 périodes, échelonnées sur une période de 6 ans. Je me demande s'il pourrait nous fournir le taux de meurtres des années précédentes, avant 1962, afin de savoir ce qui s'est produit dans cette période de 6 ans, par opposition aux 6 années suivantes et, enfin, les 6 dernières années.

**M. Allmand:** Quelle est la première période de 6 ans, monsieur Stevens?

**M. Stevens:** D'après vos observations antérieures, ce serait de 1956 à 1962, et la suivante serait de 1962 à 1968, puis de 1968 à 1974.

**M. Allmand:** Il faudrait essayer de trouver ces renseignements, ce que nous sommes tout disposés à faire, mais nous ne les avons ici avec nous. Nous pouvons essayer de les trouver et peut-être revenir...

**M. Stevens:** Demain.

L'autre jour, ce qui me préoccupait, monsieur le ministre, pour nous aider à...

**M. Allmand:** Je pense que vous faisiez référence à mon discours du débat de 1973, dans lequel je parlais de ces trois périodes.

**M. Stevens:** C'est exact, et cette fois-ci vous ne nous avez montré les chiffres que pour 12 années, sans nous donner les chiffres des 6 années antérieures.

**M. Allmand:** Très bien, j'essaierai d'obtenir ces informations pour demain.

**M. Stevens:** Pour nous aider à mieux comprendre ce projet de loi, pourriez-vous nous indiquer si vous avez fait des études des lois adoptées dans d'autres pays ayant déjà aboli la peine de mort? Avez-vous analysé les mesures qu'ils ont adoptées en matière d'emprisonnement à perpétuité? Quelle est la situation dans ces pays? Si je comprends bien, il y a des précédents. La Colombie, par exemple, a totalement aboli la peine de mort, tout comme vous voulez le faire chez nous. Même chose pour le Costa Rica. Avez-vous étudié ce qui se fait dans ces pays?



## [Text]

**Mr. Allmand:** Well, the United Nations has done studies comparing the countries that have abolished capital punishment and those that have not and the types of regimes they have. Also there are studies by eminent criminologists who makes comparisons. We tried to get as much information as we could. So we have looked at other countries and other states, states in the United States and so on. What particular information did you want with respect to those comparisons?

**Mr. Stevens:** Well, the legislation that you are asking us to pass dealing with the 25-year sentence, the right to parole at 15 years, how does that compare with whatever they have done in some of these other abolitionist countries, you know, the Dominican Republic. They are a precedent that you might have looked at. What I am getting at, there are very few countries in the world that are abolitionist in the sense that you intend for Canada. Now 11 of them is all that exist. Have you looked to see what exactly they have done in the line of legislative provisions as a result of becoming abolitionist states?

**Mr. Allmand:** We looked at the experience mainly in countries that were similar to Canada: Great Britain, the United States.

**Mr. Stevens:** It is not an abolitionist state in the sense that you are wanting to make Canada though.

**Mr. Allmand:** For murder, it is.

**Mr. Stevens:** No.

**Mr. Allmand:** How is it not?

**Mr. Stevens:** Well, no. There are still death penalty provisions in Great Britain.

**Mr. Allmand:** Not for murder.

**Mr. Stevens:** Well, there is for treason.

**Mr. Allmand:** Yes, but treason. We have not had a treason since before 1900 and they have not had a treason for years and years as well. That is not a significant problem in Britain or Canada. Britain is very close. We could continue tomorrow.

**Mr. Stevens:** Perhaps we can deal with this tomorrow then.

**Mr. Allmand:** Do you want to carry on?

**An hon. Member:** That is a vote.

**An hon. Member:** That is not the end of the House.

**The Chairman:** No, no, I realize that. The Committee is adjourned until tomorrow afternoon at 3.30 p.m. at which time the meeting will be in Room 308.

## [Interpretation]

**M. Allmand:** Les Nations Unies ont fait des études comparées des pays ayant aboli la peine capitale et de ceux qui ne l'ont pas fait. En outre, des criminologistes éminents ont étudié ces situations. Je puis vous dire que nous avons essayé d'obtenir le plus d'informations possible. Nous avons donc examiné ce qui se fait dans ces autres pays, aux États-Unis et ailleurs. Quelle information particulière voudriez-vous avoir concernant ces comparaisons?

**M. Stevens:** Dans votre projet de loi, vous proposez des peines de 25 ans avec droit de libération sur parole après 15 ans. Les autres pays qui ont aboli la peine de mort, comme la République Dominicaine, ont-ils adopté des mesures identiques? En fait, je sais qu'il y a très peu de pays qui ont totalement aboli la peine de mort, comme vous voulez le faire. Si je ne me trompe, il n'y en a que 11 dans ce cas. Avez-vous donc examiné les autres dispositions qu'ils ont adoptées, pour remplacer la peine de mort?

**M. Allmand:** Nous avons surtout examiné ce qui s'était fait dans des pays semblables au Canada, c'est-à-dire en Grande-Bretagne et aux États-Unis.

**M. Stevens:** Mais la Grande-Bretagne n'est pas abolitionniste dans le même sens que vous voudriez voir le Canada le devenir.

**M. Allmand:** Si, pour les meurtres.

**M. Stevens:** Non.

**M. Allmand:** Comment cela?

**M. Stevens:** La peine de mort existe toujours, dans certains cas, en Grande-Bretagne.

**M. Allmand:** Mais pas pour le meurtre.

**M. Stevens:** Pour la trahison.

**M. Allmand:** Certes. Mais il n'y a pas eu de trahison au Canada depuis bien avant 1900, tout comme il n'y en a pas eu en Grande-Bretagne. De ce fait, la situation en Grande-Bretagne est pratiquement identique à la nôtre, sous ce respect. Peut-être pourrions-nous continuer demain.

**M. Stevens:** Très bien.

**M. Allmand:** Voulez-vous poursuivre?

**Une voix:** Il y a un vote.

**Une voix:** Ce n'est pas la fin de la Chambre.

**Le président:** Certes. La séance est levée jusque demain après-midi, à 15 h 30, dans la salle 308.











## WITNESSES—TÉMOINS

At 3:30 p.m.—

*From the Ministry of the Solicitor General:*

Mr. R. Tassé, Q.C., Deputy Solicitor General.

Mr. A. Therrien, Commissioner, Canadian Penitentiary Service.

Mr. J. H. Hollies, Q.C., Ministry Legal Counsel.

Mr. W. C. Westlake, Deputy Commissioner, Security, Canadian Penitentiary Service.

At 8:00 p.m.—

*From the Ministry of the Solicitor General:*

Mr. A. Therrien, Commissioner, Canadian Penitentiary Service.

Mr. J. H. Hollies, Q.C., Ministry Legal Counsel.

Mr. W. C. Westlake, Deputy Commissioner, Security, Canadian Penitentiary Service.

Mr. R. Diguier, Deputy Commissioner (Operations), Canadian Penitentiary Service.

A 3 h 30 de l'après-midi . . .

*Du ministère du Solliciteur général:*

M. R. Tassé, c.r., Solliciteur général adjoint.

M. A. Therrien, Commissaire, Service canadien des pénitenciers.

M. J. H. Hollies, c.r., Avocat du ministère.

M. W. C. Westlake, Commissaire adjoint, Sécurité, Service canadien des pénitenciers.

A 8 h du soir . . .

*Du ministère du Solliciteur général:*

M. A. Therrien, Commissaire, Service canadien des pénitenciers.

M. J. H. Hollies, c.r., Avocat du ministère.

M. W. C. Westlake, Commissaire adjoint, Sécurité, Service canadien des pénitenciers.

M. R. Diguier, commissaire adjoint, (Services opérationnels), Service canadien des pénitenciers.

HOUSE OF COMMONS

Issue No. 70

Wednesday, June 23, 1976

Chairman: Mr. Mark MacGuigan

CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule n° 70

Le mercredi 23 juin 1976

Président: M. Mark MacGuigan

Government  
Publications

*Minutes of Proceedings and Evidence  
of the Standing Committee on*

## Justice and Legal Affairs

*Procès-verbaux et témoignages  
du Comité permanent de la*

## Justice et des questions juridiques

RESPECTING:

Bill C-84, Criminal Law Amendment Act  
(No. 2), 1976.

CONCERNANT:

Bill C-84, Loi de 1976 modifiant le  
droit pénal, n° 2.



First Session

Thirtieth Parliament, 1974-75-76

Première session de la

trentième législature, 1974-1975-1976



STANDING COMMITTEE ON JUSTICE  
AND LEGAL AFFAIRS

*Chairman:* Mr. Mark MacGuigan

*Vice-Chairman:* Mr. Yvon Pinard

Messrs.

Fairweather	La Salle
Fox	Lawrence
Holt (Mrs.)	Leggatt
Lachance	Loiselle
Laprise	(Chambly)

COMITÉ PERMANENT DE LA JUSTICE  
ET DES QUESTIONS JURIDIQUES

*Président:* M. Mark MacGuigan

*Vice-président:* M. Yvon Pinard

Messieurs

Marceau	Stanbury
Milne	Stevens
Olivier	Towers
Poulin	Woolliams—(20)
Reynolds	

(Quorum 11)

*Le greffier du Comité*

Lois A. Cameron

*Clerk of the Committee*

Pursuant to S.O. 65(4)(b)

On Wednesday, June 23, 1976:

Mr. Fairweather replaced Mr. Schumacher  
Mr. Lachance replaced Mr. Gendron  
Mr. McCleave replaced Mr. Wise  
Mr. La Salle replaced Mr. Towers  
Mr. Côté replaced Mr. Stanbury  
Mr. Towers replaced Mr. McCleave  
Mr. Horner replaced Mr. Lawrence  
Mr. Stanbury replaced Mr. Côté  
Mr. Laprise replaced Mr. Caouette (*Villeneuve*)  
Mr. Lawrence replaced Mr. Horner.

Conformément à l'article 65(4)b) du Règlement

Le mercredi 23 juin 1976:

M. Fairweather remplace M. Schumacher  
M. Lachance remplace M. Gendron  
M. McCleave remplace M. Wise  
M. La Salle remplace M. Towers  
M. Côté remplace M. Stanbury  
M. Towers remplace M. McCleave  
M. Horner remplace M. Lawrence  
M. Stanbury remplace M. Côté  
M. Laprise remplace M. Caouette (*Villeneuve*)  
M. Lawrence remplace M. Horner.

## MINUTES OF PROCEEDINGS

WEDNESDAY, JUNE 23, 1976  
(80)

[Text]

The Standing Committee on Justice and Legal Affairs met at 3:43 o'clock p.m. this day, the Chairman, Mr. MacGuigan, presiding.

*Members of the Committee present:* Messrs. Côté, Fairweather, Fox, Mrs. Holt, Messrs. Horner, Lachance, Laprise, La Salle, Lawrence, Leggatt, Loïselle (*Chambly*), MacGuigan, Marceau, Milne, Olivier, Pinard, Poulin, Reynolds, Stanbury, Stevens, Towers and Woolliams.

*Other Members present:* Messrs. Allard, Dupont, Robinson and Roche.

The Committee resumed consideration of Bill C-84, An Act to amend the Criminal Code in relation to the punishment for murder and certain other serious offences.

On Clause 2

Mr. Poulin moved,—That this Committee sit to consider Bill C-84:

- (i) on Wednesday, June 23, 1976 from 8:00 to 11:00 o'clock p.m.;
- (ii) on Thursday, June 24th from 9:30 o'clock a.m. to 12:30 o'clock p.m.; from 2:00 to 6:00 o'clock p.m. and from 8:00 to 11:00 o'clock p.m. and
- (iii) on such time or times on Friday, June 25th as is necessary to further study Bill C-84.

And debate arising thereon;

Mr. Fairweather proposed to move, in amendment thereto,—That Bill C-84 be reported to the House of Commons no later than 10:00 o'clock p.m. on Tuesday, June 29, 1976.

The Chairman ruled the proposed motion out of order on the grounds that it was in the nature of a substantive motion rather than an amendment to the main motion.

Debate was resumed on the main motion.

At 4:25 o'clock p.m., the sitting was suspended.

At 5:11 o'clock p.m., the sitting resumed.

Debate was resumed on the motion of Mr. Poulin,—That this Committee sit to consider Bill C-84:

- (i) on Wednesday, June 23, 1976 from 8:00 to 11:00 o'clock p.m.;
- (ii) on Thursday, June 24th from 9:30 o'clock a.m. to 12:30 o'clock p.m.; from 2:00 to 6:00 o'clock p.m. and from 8:00 to 11:00 o'clock p.m. and
- (iii) on such time or times on Friday, June 25th as is necessary to further study Bill C-84.

After further debate, the motion was, by unanimous consent, withdrawn.

Mr. Fairweather moved,—That all questions necessary to dispose of Bill C-84 be put not later than 8:30 o'clock p.m. on June 28, 1976.

## PROCÈS-VERBAL

LE MERCREDI 23 JUIN 1976  
(80)

[Traduction]

Le Comité permanent de la justice et des questions juridiques se réunit aujourd'hui à 15 h 43, sous la présidence de M. MacGuigan (président).

*Membres du Comité présents:* MM. Côté, Fairweather, Fox, M<sup>me</sup> Holt, MM. Horner, Lachance, Laprise, La Salle, Lawrence, Leggatt, Loïselle (*Chambly*), MacGuigan, Marceau, Milne, Olivier, Pinard, Poulin, Reynolds, Stanbury, Stevens, Towers et Woolliams.

*Autres députés présents:* MM. Allard, Dupont, Robinson et Roche.

Le Comité reprend l'étude du Bill C-84—Loi modifiant le code criminel (meurtre et certaines autres infractions graves).

Article 2,

M. Poulin propose,—Que ce Comité se réunisse pour étudier le Bill C-84:

- (i) mercredi, le 23 juin 1976, de 20 heures à 23 heures;
- (ii) jeudi, le 24 juin, de 9 h 30 à 12 h 30; de 14 heures à 18 heures et de 20 heures à 23 heures et
- (iii) en tout autre temps, vendredi le 25 juin, qu'il sera nécessaire de le faire pour poursuivre l'étude du Bill C-84.

Le débat s'engage sur ce point;

M. Fairweather propose d'apporter la modification suivante,—Qu'on fasse rapport du Bill C-84 à la Chambre des communes, avant 10 heures le mardi 29 juin 1976.

Le président déclare la motion irrecevable parce qu'elle touche une question de fond plutôt qu'un amendement à la motion principale.

Le débat reprend sur la motion initiale.

A 16 h 25, la séance est suspendue.

A 17 h 11, la séance reprend.

Le débat recommence sur la motion de M. Poulin,—Que ce Comité se réunisse pour étudier le Bill C-84:

- (i) mercredi, le 23 juin 1976, de 20 heures à 23 heures;
- (ii) jeudi, le 24 juin, de 9 h 30 à 12 h 30; de 14 heures à 18 heures et de 20 heures à 23 heures;
- (iii) en tout autre temps, vendredi le 25 juin, qu'il sera nécessaire de le faire pour poursuivre l'étude du Bill C-84.

Après débat, la motion est retirée, du consentement unanime.

M. Fairweather propose,—Que toutes les questions nécessaires à l'étude du Bill C-84 soient posées avant 20 h 30, le 28 juin 1976.



And debate arising thereon, Mr. Poulin moved in amendment thereto,—That the motion be amended to provide that the Committee sit at all available times on Friday, June 25 and Monday, June 28, 1976 prior to the time specified in the main motion.

And debate arising thereon, by unanimous consent, it was agreed, that the amendment be amended to read as follows:—That the motion be amended by adding thereto the following:

“and, that the Committee sit:

on Friday, June 25, 1976 from 9:30 to 10:45 o'clock a.m., and from 2:00 to 5:00 o'clock p.m., reserving the question of whether the Committee shall sit further on Friday;

and, if necessary,

on Monday, June 28, 1976 from 11:00 to 12:30 o'clock p.m., from 3:30 to 5:30 o'clock p.m. and at 8:00 o'clock p.m.

And the question being put on the amendment, as amended, it was agreed to.

And the question being put on the main motion, as amended, it was agreed to.

Mr. Lawrence moved,—That the Committee do now adjourn.

And the question being put on the motion, it was agreed to.

At 5:32 o'clock p.m., the Committee adjourned until 9:30 o'clock a.m., on Friday, June 25, 1976.

Le débat s'engage et M. Poulin propose de modifier ainsi la motion,—Que la motion soit modifiée de manière à prévoir que le Comité siège chaque fois qu'il lui sera possible de le faire, le vendredi 25 juin et le lundi 28 juin 1976, avant le moment spécifié dans la motion principale.

Le débat s'engage et, du consentement unanime, il est convenu de modifier comme il suit la motion,—Que la motion soit modifiée par l'addition de ce qui suit:

«et que le Comité siège:

le vendredi, 25 juin 1976, de 9 h 30 à 10 h 45 et de 14 heures à 17 heures, se réservant quant à savoir si le Comité se réunira encore vendredi;

et au besoin,

lundi, le 28 juin 1976, de 11 heures à 12 h 30; de 15 h 30 à 17 h 30 et à 20 heures.

La question est mise aux voix sous sa forme modifiée et la motion est adoptée.

La motion principale est mise aux voix et adoptée.

M. Lawrence propose,—Que la séance soit levée.

La motion, mise aux voix, est adoptée.

A 17 h 32, le Comité suspend ses travaux jusqu'à 9 h 30 vendredi, le 25 juin 1976.

*Le greffier du Comité*

Lois A. Cameron

*Clerk of the Committee*

## EVIDENCE

(Recorded by Electronic Apparatus)

Wednesday, June 23, 1976

[Texte]

• 1544

**The Chairman:** I call the meeting to order.

**Mr. Poulin:** Mr. Chairman, we had points of order and discussion generally yesterday as to what the work should be and whether we should have witnesses. That, of course, was disposed of yesterday. But on the same basis that I made my arguments yesterday—and that is that we have had 17 days of full and complete debate of this issue in the House of Commons and that 119 speakers, I believe, have spoken to this time—I believe we, as a committee, should do the most we can to work very hard and long hours over the next few days in order that all the questions be put to the Minister and to his officials that any member of the Committee may have to put. We on this side...

**Mr. Woolliams:** Without witnesses, of course.

**Mr. Poulin:** ... with the Minister and his officials...

**Mr. Woolliams:** But no witnesses, we voted against that.

**Mr. Poulin:** ... who are here to answer the questions and, I am sure, have an abundance of knowledge to do that...

**An hon. Member:** One-sided knowledge.

**Mr. Poulin:** We on this side, I can say, are prepared to sit in order that all questions, and any member's questions, may be put to the Minister and to the officials.

I would, therefore, propose that this Committee do sit this evening and also sit tomorrow, notwithstanding that tomorrow is *Saint Jean-Baptiste Day*. The House has done this on many occasions in the past; the Committee may sit, notwithstanding the fact that the House of Commons is not sitting. We believe the people of Canada deserve that this Committee work, that this Committee provide them with a resolution...

**Mr. Woolliams:** Turn down the fertilizer a little—but I do not mind lettuce growing in June, with all the rain we have had.

**Mr. Poulin:** Mr. Woolliams...

**Mr. Woolliams:** Turn the fertilizer off.

**Mr. Poulin:** ... with all the greatest respect to you and your fertilizer from the province you have come to—and you are a pretty good spreader of it I might say—the people of this country are entitled to a resolution of this problem, and entitled to expect that members of Parliament will work in committee or otherwise to give them the resolution. We are here, really, and all we have to do is make decisions.

I, therefore, say that we should have full consideration of all of this matter in committee, and I say that we should not delay the doing of it. I propose that we sit this evening, that we sit tomorrow, and that this evening's meeting...

## TÉMOIGNAGES

(Enregistrement électronique)

Le mercredi 23 juin 1976

[Interprétation]

**Le président:** La séance est ouverte.

**M. Poulin:** Monsieur le président, hier nous avons eu des rappels au Règlement et des discussions au sujet des travaux du comité et de l'opportunité d'entendre des témoins. Bien entendu, nous avons pris une décision à ce sujet hier. Pour les mêmes raisons que j'ai mentionnées hier, à savoir que nous avons discuté pendant 17 jours cette question en Chambre et que nous avons entendu 119 députés, je crois que les membres du comité devraient faire tout en leur pouvoir pour poser toutes leurs questions dans les prochains jours au ministre et à ses collaborateurs. De notre côté...

**M. Woolliams:** Sans témoins, bien entendu.

**M. Poulin:** ... au ministre et à ses collaborateurs...

**M. Woolliams:** Mais nous n'entendrons pas de témoins, étant donné le résultat du vote d'hier.

**M. Poulin:** ... qui sont ici pour répondre aux questions et ils ont assez de connaissances pour...

**Une voix:** Des connaissances partiales.

**M. Poulin:** Comme je l'ai dit, les députés de ce côté sont disposés à siéger afin que les membres puissent poser toutes leurs questions au ministre et à ses collaborateurs.

Je propose donc que le Comité siége ce soir et aussi demain, même si c'est la *Saint Jean-Baptiste*. La Chambre l'a déjà fait à maintes occasions dans le passé, le Comité peut siéger même si la Chambre ne siége pas. Pour répondre aux attentes de la population canadienne, le Comité a le devoir de travailler, et de résoudre...

**M. Woolliams:** Si on fermait la pompe à purin; la récolte de laitue sera bonne avec toute la pluie que nous avons eue en juin.

**M. Poulin:** Monsieur Woolliams...

**M. Woolliams:** Fermez la pompe à purin.

**M. Poulin:** ... avec tout le respect que je vous dois à vous et à votre pompe à purin, et Dieu sait que vous êtes un spécialiste en la matière, la population canadienne mérite qu'on résolve ce problème et s'attend à ce que les députés siègent en comité pour y arriver. Nous sommes chargés de prendre des décisions.

C'est pourquoi nous devrions étudier en profondeur et sans retard cette question en comité. Je propose que nous siégions ce soir, demain et qu'à la réunion de ce soir...



[Text]

**The Chairman:** Are you proposing hours?

**Mr. Poulin:** If I were to propose hours for this evening's meeting, I would say from 8 till 11 o'clock this evening; I would say tomorrow from . . .

**An hon. Member:** You do not give us much of a chance for plans, do you?

**Mr. Poulin:** I would suggest tomorrow that . . .

**An hon. Member:** Let business come first.

**Mr. Poulin:** . . . we sit tomorrow morning from 9.30 until 12 o'clock; from 2 o'clock tomorrow afternoon until 5; and from 7 tomorrow evening until 11, just to give full opportunity to every member to put all of the questions he has. As I say, many of the members on this side are members from the Province of Quebec, and notwithstanding that I do not feel that they have a great objection.

**Le président:** On a déjà fait ce rappel au règlement, monsieur Poulin.

**Mr. Poulin:** And, Mr. Chairman, after the completion of the sittings tomorrow evening we should determine whether or not we ought to sit Friday morning and Friday afternoon as well.

That, basically, Mr. Chairman, is my motion and the reasons for the motion.

**The Chairman:** Thank you, Mr. Poulin.

**Une voix Un rappel au règlement, monsieur le président.**

**Le président:** Oui, mais . . .

**Une voix:** Monsieur le président, M. Olivier est avant.

**Le président:** Oui, mais il serait plus juste de . . .

**Une voix:** Ce n'est pas une question de parti, monsieur le président. C'est un rappel aux Règlement.

**Le président:** Bon, vous avez raison. Monsieur Oliver.

**M. Olivier:** Monsieur le président, il y a eu une discussion au sein de notre parti sur la possibilité de siéger demain, jour de la Saint-Jean-Baptiste et comme la plupart des députés de la province de Québec sont de notre parti, nous sommes venus à la conclusion que si les Conservateurs voulaient nous aider, nous pourrions terminer ce soir même l'étude du projet de loi et il ne serait pas nécessaire de siéger le jour de la Saint-Jean-Baptiste. Je pense aussi que plusieurs personnes qui ne sont pas de la province de Québec aimeraient elles aussi aller voir ce qui se passe au Québec.

Je pense aussi qu'il y a des priorités gouvernementales et que si nous n'avons pas le temps de terminer ce soir, nous serons obligés nous, du Québec, de nous faire remplacer par des collègues des autres provinces qui ont accepté de siéger demain à notre place. Ils ont accepté de nous remplacer en nous souhaitant de bien nous réjouir dans nos familles et avec nos amis francophones.

• 15 h 50

Monsieur le président, si tout se déroulait aujourd'hui tel que prévu, nous n'aurions même pas besoin de siéger demain matin, demain après-midi et demain soir et le problème serait réglé. De toute façon, nous sommes prêts à collaborer avec l'Opposition si elle veut bien collaborer avec nous. Nous sommes prêts à terminer l'étude du projet de loi dès ce soir, même cette nuit, s'ils le veulent et à laisser les gens de la Chambre des communes aller s'amuser aux Fêtes de la Saint-Jean.

[Interpretation]

**Le président:** Proposez-vous des heures précises?

**M. Poulin:** Pour la réunion de ce soir, je proposerais de 20 h 00 à 23 h 00. Pour la réunion de demain, . . .

**Une voix:** Vous ne nous donnez pas l'occasion de faire des projets n'est-ce pas?

**M. Poulin:** Je proposerais que demain . . .

**Une voix:** Venons-en au sujet qui nous occupe.

**M. Poulin:** . . . que nous siégeons demain matin de 09 h 30 à 12 h 00; de 14 h 00 à 17 h 00; et de 19 h 00 à 23 h 00 pour que chaque membre du comité puisse poser toutes ses questions. Comme je l'ai dit, bien des députés de ce côté viennent de la province de Québec, néanmoins ils ne s'y opposent pas.

**The Chairman:** We already mentioned this point of order, Mr. Poulin.

**M. Poulin:** A la fin de la séance de demain soir, nous déciderons de siéger ou non vendredi matin et vendredi après-midi.

Voici donc ma motion.

**Le président:** Merci, monsieur Poulin.

**An hon. Member:** On a point of order, Mr. Chairman.

**The Chairman:** But . . .

**An hon. Member:** Mr. Chairman, first is Mr. Olivier.

**The Chairman:** Yes, but it would be more equitable . . .

**An hon. Member:** This is not a question of party, Mr. Chairman. It is a point of order.

**The Chairman:** You are right. Mr. Olivier.

**Mr. Olivier:** Mr. Chairman, members of our party have discussed the possibility of sitting tomorrow, Saint-Jean-Baptiste day, and since most members from the province of Quebec are members of our party, we decided that with the co-operation of the Conservatives, we could even finish tonight the consideration of the bill and that there would be no need of sitting on Saint Jean-Baptiste day. I also think that several members who do not come from the province of Quebec would also like to see what is going on in Quebec on that day.

I also think there are government priorities and that if we do not have time to finish tonight, we will have the Quebec members to be replaced by colleagues of other provinces who have accepted to represent us tomorrow. They have accepted to replace us and they hope that we will celebrate this holiday with our families and our friends.

Mr. Chairman, if everything went according to plan today, we would not even need to sit tomorrow morning, tomorrow afternoon and tomorrow evening; thus, the problem would be solved. In any case, we are ready to co-operate with the Opposition, as long as it wants to co-operate with us. We are ready to conclude the study of this bill this evening, even much later this evening, if that is what the Opposition wants, since this would allow the House of Commons staff to participate in the Saint Jean-Baptiste celebrations.

[Texte]

Monsieur le président, nous sommes cependant obligés de reconnaître qu'il y a des priorités dans tout le pays, et la Chambre nous a ordonné de les étudier. Je pense que si jamais nous n'avions pas le temps...

Vous parlerez à votre tour.

Vous savez, monsieur le président, il y a des gens qui n'ont aucun respect pour le fait français au Canada, et moi, je n'ai aucun respect pour ces gens.

Alors, monsieur le président, ce n'est pas parce que l'on est francophone que l'on ne respecte pas les priorités du pays. Si malheureusement, nous sommes obligés de siéger à la Saint-Jean-Baptiste, nous le ferons, comme nos collègues des autres provinces. Nous sommes prêts à assurer la permanence du Comité car nous voulons que tout fonctionne bien et que le projet de loi soit adopté.

**Le président:** Merci, monsieur Olivier. Monsieur La Salle.

**M. La Salle:** Merci, monsieur le président. Cette motion m'étonne beaucoup, monsieur le président.

Tout d'abord, il a été décidé en Chambre que la Saint-Jean-Baptiste, fête de tous les francophones du pays, serait soulignée de façon très spéciale et cette décision n'est pas d'aujourd'hui. Je siégerai à la Chambre depuis plusieurs années et on a décidé de souligner de façon très spéciale la fête des francophones et de tous les groupes francophones du pays. Monsieur le président, mon collègue a demandé la collaboration de l'Opposition. Il n'y a aucun doute que l'Opposition a un devoir et des responsabilités en ce qui concerne ce projet de loi très important. Par contre, si le Comité ne terminait pas ce soir l'étude du projet de loi, il faudrait siéger le jour de la Saint-Jean-Baptiste. Je trouve cette motion scandaleuse et je suis stupéfait qu'elle soit présentée par un gouvernement composé à près de 50 p. 100 de francophones. A mon avis, c'est un manque de respect pour tous les groupes francophones du pays et ce n'est pas vrai qu'il est aussi urgent d'adopter ce projet de loi qu'on le dit. Ce n'est pas vrai. Cela fait 10 ans qu'il y a des gens qui ne sont pas...

Ce n'est pas de l'hypocrisie, je regrette. Le député de Longueuil parle d'hypocrisie et je trouve scandaleux que certains de nos francophones n'insistent pas plus pour rejeter une telle motion.

**Une voix:** Nous avons le sens du travail, nous.

**M. La Salle:** Le sens du travail?

**Une voix:** Le sens du devoir.

**M. La Salle:** Monsieur le président, j'ose espérer que cette motion sera rejetée par respect pour tous les francophones du pays. Même si le Comité siège en cachette, cela n'excuse sûrement pas les responsables d'une telle motion. Dans les circonstances, je ne puis sûrement pas ménager mes propos. Je le répète, je trouve cette motion scandaleuse et, j'ose espérer que la Saint-Jean-Baptiste sera fêtée comme il se doit, comme toute autre fête, monsieur le président.

**Le président:** Merci, monsieur La Salle.

[Interprétation]

Mr. Chairman, we are nonetheless forced to recognize that there are certain national priorities, and the House of Commons has ordered us to take them into consideration. I feel that if ever we did not have enough time...

You will speak when you are called upon.

Mr. Chairman, it seems that there are some who have absolutely no respect for the French fact in Canada. For my part, I have absolutely no respect for these people.

Mr. Chairman, it is not because we are French Canadians that we have no respect for national priorities. If we are obliged to sit on Saint Jean-Baptiste Day, we shall do so, just as our other colleagues from other provinces. We are ready to take our turn in the Committee, since we want everything to proceed smoothly and the bill to be passed.

**The Chairman:** Thank you, Mr. Olivier. Mr. La Salle.

**Mr. La Salle:** Thank you, Mr. Chairman. This motion comes as a great surprise to me, Mr. Chairman.

First of all, it was decided in the House that Saint Jean-Baptiste Day, which is a holiday for French Canadians across the country, would be celebrated in a very special way. This is certainly not a new decision. I have been a member of Parliament for several years. It has been decided to celebrate in a very special manner the holiday set aside for French Canadians and French Canadian groups across the country. Mr. Chairman, my colleague called upon the Opposition's co-operation. There is no doubt that the Opposition has a duty, as well as certain responsibilities concerning this very important Bill; however, if the Committee does not conclude its study of this bill tonight, we shall have to sit on Saint Jean-Baptiste Day. In my opinion, this motion is scandalous and I am shocked that the government should submit it, especially since that party is made up of approximately 50 per cent French Canadians. In my opinion, this is a lack of respect for all French Canadian groups across the country. It is not true that the passage of this bill is of such urgency. For ten years, people have not...

Excuse me, this is not hypocrisy. The member for Longueuil talks about hypocrisy. For my part, I find it scandalous that some French Canadians are not more insistent on the rejection of such a motion.

**An hon. Member:** At least, we have a work sense.

**Mr. La Salle:** Work sense?

**An hon. Member:** A sense of duty.

**Mr. La Salle:** Mr. Chairman, I hope that this motion will be rejected out of respect for all French Canadians across the country. Even though the Committee sits secretly, this certainly is no excuse for those who propose such a motion. Under the circumstances, I can certainly not be expected to spare them. Once again, I feel that this motion is scandalous and I hope that Saint Jean-Baptiste Day will be celebrated as it should—as are all other holidays.

**The Chairman:** Thank you, Mr. La Salle.



[Text]

Monsieur Laprise.

**M. Laprise:** Monsieur le président, je suis moi-même très étonné de la motion qui vient d'être présentée. C'est du chantage, à peine voilé: si le projet de loi n'est pas adopté au Comité soir, nous allons être obligés de siéger demain...

**M. Fox:** Une question de privilège...

**M. Laprise:** ... jour de la Saint-Jean-Baptiste...

**M. Fox:** ... monsieur le président.

Je m'excuse de vous interrompre, mais, ...

**Le président:** Monsieur Fox, une question de privilège.

**M. Fox:** Il n'y a jamais vraiment eu de représentant du Crédit social qui a siégé au Comité, ou très rarement.

Je voudrais tout simplement demander au président si M. Laprise est membre du Comité. Je pense que tous aimeraient connaître son point de vue.

**Une voix:** Vous n'avez pas le droit de vote.

**M. Fox:** Je voudrais m'assurer qu'il est bien membre du Comité. Je pose la question au président. Si vous n'êtes pas membre, vous aurez le droit d'être entendu, sans aucun doute, mais seulement après les membres du Comité, monsieur Laprise.

**Le président:** C'est M. Caouette de Villeneuve qui est le représentant du Crédit social. Mais vous avez le droit, en tout cas, de poser des questions ou de faire des commentaires.

• 1555

**M. Laprise:** Est-ce que j'ai le droit de parole en ce moment?

**Le président:** Oui. Comme hier, monsieur Laprise.

**M. Laprise:** Merci, monsieur le président.

Je suis député depuis 1962; nous nous sommes battus pour que les Canadiens français aient des droits et je crois que nous allons les faire respecter. Si je n'ai pas le droit en tant que député de la Chambre des communes de me faire entendre ici, d'après les règlements de ce Comité, j'ai le droit de me faire entendre devant la Chambre des communes sur une question de privilège, et je le ferai, s'il le faut. Vous allez voir que cela ne va pas tarder.

Monsieur le président, demain c'est le 24 juin, le jour de la Saint-Jean-Baptiste; il n'y a aucune raison d'obliger les députés de quelque parti que ce soit, de quelque race que ce soit, de quelque langue que ce soit, de siéger demain. Vendredi matin le soleil se lèvera comme d'habitude, et nous devrons siéger, pour terminer le débat si ce n'est pas fait cet après-midi ou ce soir. La stupidité d'une telle motion me scandalise et je suis d'autant plus scandalisé que des députés de la province de Québec, qui sont Canadiens français, appuient une telle mesure. J'aurais pensé qu'ils seraient de notre côté pour défendre nos droits, et c'est le contraire qui se passe actuellement.

[Interpretation]

Mr. Laprise.

**Mr. Laprise:** Mr. Chairman, I must admit that I was shocked that such a motion should be submitted. This is obvious blackmail: if the bill is not passed by the Committee this evening, we shall be obliged to sit tomorrow...

**Mr. Fox:** A question of privilege.

**Mr. Laprise:** ... Saint Jean-Baptiste Day...

**Mr. Fox:** ... Mr. Chairman.

I am sorry to interrupt you, but...

**The Chairman:** Mr. Fox, on a question of privilege.

**Mr. Fox:** No member of the Social Credit Party has sat on this Committee... except on rare occasions.

I would simply like to ask the Chairman whether or not Mr. Laprise is a member of this Committee. Of course, we would all like to hear his point of view.

**An hon. Member:** You do not have the right to vote.

**Mr. Fox:** I would like to ascertain whether or not he is a member of this Committee. I am asking the question to the Chairman. If you are not a member, you will obviously have the right to be heard, but only after the other members of the Committee have had the floor, Mr. Laprise.

**The Chairman:** The honourable Member for Villeneuve, Mr. Caouette, is the Social Credit representative. However, you have the right to ask questions or to make certain comments.

**Mr. Laprise:** Do I now have the right to speak?

**The Chairman:** Yes, just as you did yesterday, Mr. Laprise.

**Mr. Laprise:** Thank you, Mr. Chairman.

I have been a member of Parliament since 1962; we have fought in order to obtain certain rights for French-Canadians and I hope that we will be able to ensure that they will be respected. If, as a member of the House of Commons, I do not have the right to speak in this Committee according to the rules of this Committee, I do have the right to be heard before the House of Commons on a question of privilege and I shall do so, if need be. You will see that there will be no delays.

Mr. Chairman, tomorrow is June 24, Saint Jean-Baptiste day; there is absolutely no reason why M.P.s, whatever their party allegiance, race or language, should be obliged to sit tomorrow. The sun will rise as usual on Friday morning and we shall pursue our deliberations if we cannot conclude the study of this bill this afternoon or this evening. I am scandalized by the stupidity of such a motion and more so by the fact that members of Parliament for the province of Quebec, who are French-Canadians, support such a motion. I would have thought that they were on our side and that they would defend our rights. However, it appears that this is not so.



## [Texte]

**Le président:** Oui, merci.

Monsieur Loiselle.

**M. Loiselle (Chambly):** Merci, monsieur le président. C'est la voix des nationalistes qui rejoint les propos des députés qui demandent que l'on siège demain pour en finir avec une question d'intérêt national.

Je ne parlerai pas tellement du fait que l'on doit siéger ou non le jour de la Saint-Jean-Baptiste. Je veux plutôt discuter d'autre chose, monsieur le président. Avec ma jeune expérience de député, soit une expérience vieille de deux ans, c'est la première fois que nous adoptons en deuxième lecture un bill au sujet duquel chaque député s'en remettait à sa conscience. Il s'est agi d'un vote par lequel chacun obéissait à sa propre conscience ou suivait les directives de ses électeurs. Mais de toute façon, j'ai vu à la Chambre des communes 264 députés se lever; et que l'on soit d'un côté ou de l'autre, cela prenait pas mal de courage pour le faire. J'ai assisté à une journée de débats hier, et nous avons je crois, d'après la connaissance que j'ai de la procédure parlementaire, accepté le principe de ce bill; car lorsque nous adoptons un projet de loi en deuxième lecture, nous en acceptons le principe. Lorsqu'un bill est adopté en deuxième lecture, ce qu'il nous reste à faire lors de la troisième lecture, c'est d'en discuter les modalités. Nous avons discuté hier pendant de longs moments, non pas sur les modalités d'un bill de quinze pages, mais sur le principe. Or ce principe avait été accepté le matin vers 12 h 30.

M. La Salle, député de Joliette, nous a offert la collaboration de l'Opposition; je connais sa collaboration habituelle, et je suis convaincu que s'il le veut, il convaincra ses collègues que nous pouvons discuter d'un bill de quinze pages en cinq heures de débats aujourd'hui. Et je suis convaincu aussi que le député de Joliette se fera un plaisir, après avoir convaincu ses amis d'adopter un bill de quinze pages, de venir fêter avec nous sur le Mont Royal. Roch, je t'invite.

**Une voix:** J'espère que tu vas rester avec nous jusqu'à 23 h 00, tu n'es pas obligé de t'en aller dans cinq minutes!

**The Chairman:** Mr. Woolliams.

**Mr. Woolliams:** First of all, I want to speak in opposition to the motion in reference to the hours that have been set out by Mr. Poulin. This evening when all of us have some other commitments, and this is not pleasure—I have a commitment this evening, and I cannot very well get out of the commitment I have. That is only a personal thing but it is beyond my comprehension, sitting here as a western Canadian who sat on the rules committee long before some of you were elected—a lot of your people from the Province of Quebec, members of Parliament, got elected the same as you did and the same as I did, who fought many years for this traditional holiday. I would think that if I, from the Province of Alberta and from western Canada—particularly I am a third-generation Canadian but I have an Anglo-Saxon background. I think if I sat here and agreed to that motion whereby you want to have this committee sit on a national holiday which the federal parliament recognizes, which is a national holiday for Canada in recognition of the culture and the two founding peoples—I am going to repeat that—it is beyond my comprehension that you as members of Parliament from the Province of Quebec would ask us to take that step. I have been reading the papers lately, and I am not happy about some of the things

## [Interprétation]

**The Chairman:** Yes, thank you.

Mr. Loiselle.

**Mr. Loiselle (Chambly):** Thank you, Mr. Chairman. I am speaking as a nationalist in support of the M.P.s who request that we sit tomorrow in order to deal with a question of national interest.

I shall not dwell on the fact that we may have to sit on Saint Jean-Baptiste day. Rather I should like to discuss something else, Mr. Chairman. With my two short years experience as an M.P., I must say that this is the first time that I witness a bill passed in second reading dealing with a question involving each M.P.s conscience. In this case, each member voted according to his own conscience or according to the dictates of his constituents. In any case, I saw 264 members of Parliament rise in the House of Commons; whether abolitionist or retentionist, I must say that it required a lot of courage to do so. I sat in on the debate yesterday and according to my knowledge of parliamentary procedure, I feel that we have accepted the principle of this bill. When a bill is passed in second reading, it is accepted in principle and a discussion on the terms and conditions precedes the third reading. Yesterday we discussed during quite a long while, yet we did not discuss any of the details contained in this 15 page bill; rather, we discussed the principle of this bill. The fact remains that this principle was accepted earlier yesterday morning, that is at 12:30.

Mr. La Salle, the honourable member for Joliette, has graciously offered the opposition's co-operation; I am aware of his usual spirit of I am aware of his usual spirit of co-operation and I am convinced that if he wanted to, he would be able to convince his colleagues of the fact that we can discuss the details of this 15 page bill during the five hours of discussion available today. I am also convinced that the hon. member for Joliette will take great pleasure, after having convinced his friends to pass this 15 page bill, in celebrating with us on Mont-Royal. Roch, I am inviting you!

**An hon. Member:** I hope that you will stay with us till 11; you do not have to leave in five minutes!

**Le président:** Monsieur Woolliams.

**M. Woolliams:** Tout d'abord, je tiens à m'opposer à la motion, ayant trait à l'horaire, qui a été proposée par M. Poulin. Nous avons tous d'autres engagements ce soir et il ne s'agit pas d'engagements de plaisir—j'ai un engagement ce soir et je ne peux pas y échapper. C'est une affaire personnelle, mais j'avoue que je saisis très mal ce qui se passe. En effet, je viens de l'Ouest et j'ai fait partie du comité des règlements bien avant l'élection de certains des autres députés. Plusieurs députés de la province du Québec, qui ce sont fait élire de la même façon que vous et moi, ont combattu pendant des années en vue d'obtenir la reconnaissance officielle de cette fête traditionnelle. Je viens de la province de l'Alberta, donc de l'Ouest du Canada et notre famille est canadienne depuis 3 générations, mais j'ai des antécédents anglosaxons. Je ne peux me résoudre à appuyer une motion voulant que ce Comité siège lors d'une fête nationale, qui a été proclamée par le Parlement. Il s'agit d'une fête nationale pour le Canada, reconnaissant la valeur culturelle des deux races fondatrices. Encore une fois, j'ai du mal à comprendre pourquoi les députés de la province de Québec nous demanderaient d'appuyer une telle motion. J'ai lu les journaux dernièrement et j'avoue que je ne suis pas du tout d'accord avec

[Text]

that are said by Mr. Marchand. I do not intend to answer them in this Committee. I leave it to you to judge. But I cannot believe that anyone on any side, at whatever table we sit at in this Committee, would ask us, in the light of those facts, to sit, on a national holiday in the Province of Quebec. I cannot believe you are serious.

• 1600

Now you say we have to get along with the business. We had Bill C-83 before this Committee and I challenge any one of you to show that at any stage I obstructed in any way. You came in here with 54 amendments, with a bad bill; we had witnesses from across the country—I think we had 40-some odd witnesses—we sat some 68 hours. Now you are saying that there is some rush to this matter.

It was only a few years ago—I think it was two-and-a-half years ago—that the same government that you are a part of had a bill before the House in which you were going to give a five-year test period. In the middle of that test period you bring in Bill C-84. True, it passed on second reading with a very narrow margin; but I am prepared to talk about work. I think I can work as hard as anyone sitting around this table and I have done so on this Committee for a number of years, and I have done so on Bill C-83 and Bill C-84. I am prepared to sit through all of July but I am not prepared to sit here and listen to the kind of nonsense that you people, as Liberals—being pushed by someone other than yourselves—to ask us to breach what I call the culture of your own province. I cannot put it in any stronger language than that.

**The Chairman:** Mr. Stevens.

**Mr. Stevens:** Mr. Chairman, I, too, would like to speak against Mr. Poulin's motion. In fact, Mr. Chairman, the transparency of his argument is truly shocking. For somebody on the government side to be coming in on the second day of this committee review of Bill C-84 and suggesting that we have to get on with it, after the government themselves introduced this bill in February, let it sit on the Order Paper for the balance of February, for March, for April, and not until May 3 brought it on for second reading...

Now, if they feel that they are in a bind, that they have to hustle the Committee's deliberations, I believe that is their problem; but this Committee owes it to those who are interested in this matter to ensure that there is a decent study of the provisions of this bill.

As you know, we felt that witnesses should be heard. Now Mr. Poulin somehow or other twists an argument and says we owe it to the people that we sit, after yesterday voting not to hear the people...

**Mr. Poulin:** That is not true.

**Mr. Stevens:** ... after yesterday voting to ensure that we would not have any witnesses. The truth of the matter is that Mr. Poulin and presumably those that support him, are running from the people. The main reason that they want to expedite proceedings in this Committee is so that the people will have a minimum time to think and certainly to speak about what is happening here in Ottawa. That is the truth of the matter.

[Interpretation]

certain propos de M. Marchand. Toutefois, je n'ai pas l'intention d'y répondre lors d'une séance de ce Comité. Je vous en laisse seul juge. Je ne peux toutefois croire que quiconque au sein de ce comité, de quelque parti qu'il soit, nous demanderait, eu égard à ces circonstances, de siéger lors d'un jour férié de la province de Québec. Je ne crois pas que vous puissiez être sérieux.

Vous dites cependant que nous devons terminer ce travail. Je défie quiconque de prouver que, lors de l'étude du Bill C-83 au sein de ce comité, j'ai fait de l'obstruction à un moment quelconque. Vous avez présenté 54 amendements, votre projet de loi étant mauvais; nous avons entendu près de 40 témoins provenant de toutes les régions du pays et nous avons siégé durant environ 68 heures. Vous nous déclarez maintenant qu'il y a urgence en ce qui concerne cette question.

Il y a à peine quelques années—je pense qu'il y a, en fait, 2 ans et demi—votre gouvernement avait présenté à la Chambre un projet de loi demandant l'application d'un moratoire de 5 ans. Or, au milieu de cette période, vous présentez le Bill C-84. Il est vrai qu'il a été adopté en deuxième lecture par une très légère majorité de voix; je suis toutefois prêt à m'atteler à la tâche. Je pense pouvoir travailler aussi sérieusement que n'importe quel membre de ce comité et c'est d'ailleurs ce que j'ai fait au sein du comité depuis bon nombre d'années, que ce soit pour le Bill C-83 ou le Bill C-84. Je suis prêt à siéger ici pendant tout le mois de juillet, mais je ne suis pas prêt à siéger pour écouter les inepties qu'en votre qualité de libéraux—étant dirigés par des voix autres que les vôtres—vous prononcez en vue de porter atteinte à ce que j'appelle la culture de votre propre province. Je ne pourrais vraiment pas utiliser de termes plus virulents pour décrire la situation.

**Le président:** Monsieur Stevens.

**M. Stevens:** Monsieur le président, j'aimerais également m'opposer à la motion de M. Poulin. En fait, monsieur le président, c'est cousu de fil blanc. Qu'un membre du gouvernement dise, lors de la deuxième journée d'étude du Bill C-84 en comité, que nous ferions mieux de nous dépêcher après que le gouvernement lui-même ait introduit ce projet de loi en février, qu'il l'ait laissé moisir au *Feuilleton* pendant le reste de février, pendant mars et avril et qu'il ne l'ait pas présenté en deuxième lecture avant le 3 mai...

Si le gouvernement se trouve dans une impasse et pense devoir accélérer les discussions du comité, je pense que c'est leur problème; mais ce comité se doit d'assurer aux personnes intéressées à la question que les dispositions du projet de loi seront décemment étudiées.

Comme vous le savez, nous pensons qu'il faudrait entendre certains témoins. Or, M. Poulin se débrouille pour nous sortir un argument alambiqué et déclarer que c'est dans l'intérêt du peuple que nous devons siéger, après avoir décidé hier, par voie de vote, de ne pas écouter le peuple...

**M. Poulin:** Ce n'est pas vrai.

**M. Stevens:** ... et après avoir voté hier de façon à nous priver de témoins. En vérité, M. Poulin et, supposément ceux qui l'appuient, s'écartent du peuple. La raison principale pour laquelle ils veulent hâter le travail du comité, c'est d'accorder le moins de temps possible au peuple pour penser et, en tout cas, pour se prononcer au sujet de ce qui se passe ici, à Ottawa. Voilà la vérité.



[Texte]

If Mr. Poulin is concerned about the people, I would ask him to consult the people on this matter. Is the Gallup Poll right as to what the majority of Canadians want with respect to the death penalty? I believe 60 to 70 per cent . . .

**The Chairman:** Order, please.

**An hon. Member:** Speak to the motion. Have some respect for this Committee.

**The Chairman:** Order, please.

**Mr. Stevens:** Mr. Chairman, I am pleased that Mr. Poulin was at least laughing when he said that, but even he cannot keep the jest up too long.

In short, Mr. Chairman, we know what the ruse is. I do not believe that this Committee would be doing their job not to have a proper time spent on reviewing the proceedings. I am still not satisfied.

After questioning the Minister further today, or whatever day we sit, I believe that other witnesses are required before this Committee, before we can pass the bill and get it back into the House for report stage and third reading.

In short, I think that the arguments put forth by Mr. Poulin are shamefully transparent and I would urge the members not to vote for his motion.

**The Chairman:** Thank you, Mr. Stevens.

Mr. Leggett.

• 1605

**Mr. Leggett:** I think we are all talking around the point on this question. Really what we are here to decide is: are we going to report this bill back to the House for third reading before we break for the summer or not. That is really what we have been talking about.

Frankly, I think the bill should have an extensive investigation: I think we should spend some time here; but I am disturbed when I find in our first series of meetings that the members are being polled over and over again on motions. Now that is not an enquiry into the bill. That is obviously a tactic to delay its passage through committee. And I think we are interested in substance in terms of this bill. We are interested in inquiring about the issues that the bill contains. Therefore it seems to me what we should do is deal with the question of whether we are going to report the bill back before we break or not. That is the real question and if some member would suggest that this Committee could come to some agreement on a date that the bill was to be reported back to the House, I would be happy to oppose this motion and accept that motion. So if we knew that this bill was going to be reported on June 29, fine. Then I think within that time frame we could probably spend time and we would not have to take *Saint-Jean-Baptiste Day* or any other day. We would have available some civilized hours in which to deal with the bill. But that seems to me to be the issue and I think we are skirting it.

**Le président:** Monsieur Pinard.

**M. Pinard:** Monsieur le président, je souscris en majeure partie à ce que M. Leggett vient de dire. Je dis «en majeure partie», je pense que la date du 29 est quand même assez éloignée si nous voulons faire rapport avant l'ajournement d'été.

[Interprétation]

Si M. Poulin est préoccupé de l'opinion du peuple, je lui demanderai de consulter le peuple à cet égard. Le sondage Gallup a-t-il raison quant à la volonté de la majorité des Canadiens en ce qui a trait à la peine de mort? Je pense que 60 ou 70 p. 100 . . .

**Le président:** A l'ordre, s'il vous plaît.

**Une voix:** Discutez de la motion. Ayez un peu de respect pour ce comité.

**Le président:** A l'ordre, s'il vous plaît.

**M. Stevens:** Monsieur le président, je suis heureux que M. Poulin ait au moins ri en disant cela, mais cela prouve qu'il ne peut lui-même faire durer la farce trop longtemps.

Bref, monsieur le président, nous comprenons la ruse. Je ne pense pas que ce comité s'acquitte de sa tâche en réduisant la période consacrée à l'étude de la procédure. Je ne suis toujours pas satisfait.

Après avoir posé des questions supplémentaires au ministre, aujourd'hui ou lors de toute autre séance, je pense que nous devrions entendre d'autres témoins avant d'adopter le bill et de le renvoyer en Chambre pour le rapport et la troisième lecture.

Bref, je pense que les motifs de M. Poulin sont parfaitement transparents et j'incite les membres à ne pas voter pour sa motion.

**Le président:** Merci, monsieur Stevens.

Monsieur Leggett.

**M. Leggett:** Je pense que nous contournons tous la question. Nous sommes vraiment ici pour décider si nous allons renvoyer ce projet de loi à la Chambre pour la troisième lecture avant l'ajournement d'été. C'est vraiment de cela que nous parlons.

Franchement, je pense qu'il faudrait sérieusement étudier le projet de loi: nous devrions y consacrer un certain temps; je trouve toutefois déplaisant de m'apercevoir que, déjà lors des premières réunions, les membres du comité sont constamment appelés à se prononcer sur des motions. Ce n'est pas ainsi qu'on va pourvoir étudier le bill. Il s'agit d'une tactique dilatoire. Il nous faut nous pencher sur le fond du bill. Ce qui nous intéresse, ce sont les principes mêmes du bill. Il me semble donc que nous devrions décider si nous voulons renvoyer ce projet de loi en Chambre avant le congé sessionnel ou non. Voilà la question qui se pose. Et si quelques députés voulaient bien proposer que notre comité fixe une date pour le renvoi du bill à la Chambre, je serais heureux de m'opposer à la proposition actuelle et d'adopter l'autre. Donc, si le renvoi doit se faire le 29 juin, parfait. Je crois que nous aurions alors suffisamment de temps pour étudier la question et n'aurions pas besoin de siéger le jour de la Saint-Jean-Baptiste ou un autre jour férié. Nous pourrions étudier le projet de loi à des heures civilisées. Mais il me semble que c'est là la question essentielle et que nous tournons en rond.

**The Chairman:** Mr. Pinard.

**Mr. Pinard:** Mr. Chairman, in the main, I agree with what Mr. Leggett has said. I say "in the main" because I think the 29th is still far enough off if we want to report the bill back before summer break.



## [Text]

M. Woolliams a souligné tout à l'heure, avec beaucoup d'à-propos, que plusieurs générations le séparent de certains députés de ce côté-ci. C'est peut-être pourquoi, en ce qui me concerne, je ne suis poussé par qui que ce soit pour prendre position sur la motion de M. Poulin. Vous avez laissé entendre que nous sommes dirigés par une force quelconque pour prendre cette position; je suis entièrement libre, en tant que député et Canadien français, d'être moins sentimental et je suis également libre d'être plus honnête avec ma citoyenneté.

Je considère que le règlement numéro 10 de la Chambre des communes, monsieur le président, qui prévoit que la fête de la Saint-Jean-Baptiste est un jour férié, est un privilège et un droit, mais si on n'est pas trop rigide, ni trop conservateur, on peut renoncer à ce privilège et à ce droit pour une bonne cause.

Je conclus donc que dans le contexte actuel, je suis prêt à travailler le jour de la Saint-Jean-Baptiste; je suis libre de le faire, au même titre que je suis prêt à travailler le 1<sup>er</sup> juillet et que j'accepterai de le faire si c'est nécessaire. Dans les circonstances, je pense que nous devons rien négliger; c'est un droit auquel nous pouvons renoncer pour une bonne cause, d'autant plus, qu'en l'occurrence, il s'agit véritablement d'une question de vie ou de mort.

**Le président:** Merci, monsieur Pinard. Mrs. Holt.

**Mrs. Holt:** Well, I have a very deep concern about the seeming need for speed to push this through. I, too, would like to know when we are going to vote on third reading, because it is very important to me to know. I am not privy to the inner workings and discussions of my colleagues, unfortunately, but with a bill of this nature we are going to be brutalizing people with 25 year sentences, capturing people in the net of 15 years who are once-in-a-lifetime killers. We may damage their families. It is a bill that is most complex, most serious. It is the most important issue that I think has been brought before this Parliament, and it is part of peace and security. I can not understand why this kind of a thing has happened across this hall. I cannot understand why we have to rush. Why can we not have public input? Are we afraid to have the public let us know? Are we afraid to have witnesses, like Dragon Cernetic, who could tell us how you handle a man like Bruce and the other people? You are now talking about rushing it through, having night hearings, and missing your *Saint-Jean-Baptiste Day*, which you hold as very important. And I can not understand why an issue of such great importance is going to be pushed through. I have seen this before in another committee where I was treated similarly and I am very, very sad to see it in an issue bigger than that one.

**The Chairman:** Mr. Towers.

• 16 h 10

**Mr. Towers:** In view of the fact that the government saw fit to bring in vlosure on Bill C-83, I would hope that we are not going to undergo the same type of situation now when we are dealing in committee with Bill C-84, because some day down the road the people of Canada are going to get fed up with that type of nonsense. And I only issue that as a warning. There have been suggestions made that the regulations as pertaining to Bill-83 could be in place by December 1, if it is going to be acceptable or be considered to be acceptable by the government, and in view of the fact that this legislation along with C-83 was presented to the House as a package, I am wondering when Mr. Leggart

## [Interpretation]

Mr. Woolliams said before, with much apropos, that there is quite a generation gap between him and certain members on this side. Maybe that is why, in so far as I am concerned, I feel no pressure to take up sides on Mr. Poulin's motion. You have suggested that we are directed by some higher power to take this position; I am entirely free, as an M.P. and a French-Canadian to be less sentimental and I am also free to be more honest with my fellow citizens.

I consider that regulation number 10 of the House of Commons, Mr. Chairman, which proclaims Saint Jean-Baptiste day to be a holiday is a privilege and a right but if we are neither too rigid nor too conservative, we can dispense with that privilege and right for a good cause.

I think that in the present context, I am ready to work on Saint Jean-Baptiste day; I am free to do so as I am free to work on July 1 and that is something I would accept if it were necessary. In the circumstances, I believe that nothing should be neglected; we can renounce this right for a good cause and let us not forget that this is really a question of life or death.

**The Chairman:** Thank you, Mr. Pinard. Madame Holt.

**Mme Holt:** On semble vouloir passer tout cela à toute vapeur et cela me préoccupe. J'aimerais aussi savoir quand aura lieu le vote en troisième lecture, parce que c'est très important pour moi. Je ne suis malheureusement pas dans le secret des dieux et de mes collègues, mais lorsqu'il s'agit d'un projet de loi de cette nature, il ne faut pas oublier que nous allons condamner certaines personnes à 25 ans de prison et d'autres à 15 ans, même s'il ne s'agit que de meurtriers d'occasion. Nous pourrions causer un tort irréparable à leurs familles. Il s'agit d'un projet de loi très complexe et très sérieux. Je crois que c'est la chose la plus importante dont ait été saisi ce Parlement et elle fait partie des mesures de paix et de sécurité. Je ne puis comprendre pourquoi ce genre de chose s'est passé ici. Je ne comprends pas pourquoi nous devons tout adopter à pleine vapeur. Pourquoi ne pourrions-nous pas consulter le public? Avons-nous peur de ses réactions? Avons-nous peur de témoins comme Dragon Cernetic qui pourrait nous dire que faire d'un homme comme Bruce et des autres? On parle de tout adopter à pleine vapeur, d'avoir des séances la nuit, de laisser tomber le jour de la Saint Jean-Baptiste qui vous tient à cœur. Je ne comprends toujours pas pourquoi on doit adopter cela à pleins tubes. J'ai déjà vécu ce genre de situation dans un autre comité et je suis désolée de voir que la scène se répète pour quelque chose de beaucoup plus important.

**Le président:** Monsieur Towers.

**M. Towers:** Puisque le gouvernement a décidé d'invoquer la clôture concernant le bill C-83, j'espère que le Comité n'aura pas à vivre la même situation avec le bill C-84, parce qu'un jour les citoyens candiens feront connaître leur écœurement. C'est tout simplement un avertissement que je vous donne. On a proposé que les règlements découlant du Bill C-83 entrent en vigueur le premier décembre si le gouvernement est d'accord; or, comme le présent projet de loi a été présenté en même temps que le Bill C-83, à la Chambre des communes, comme un tout, je me demande, lorsque M. Leggart dit que le rapport pourrait être présenté à la Chambre le 29, le 29 octobre, si cette date

[Texte]

says that the report could be made to the House on the 29, perhaps October 29 might be an acceptable date. That way the two bills could be presented at the same time.

**The Chairman:** Thank you, Mr. Towers.

Mr. Fairweather.

**Mr. Fairweather:** I think the motion is inopportune, Mr. Chairman. I think it would have been better if there had been very wide consultation before this motion was proposed. I agree with what Mr. Leggatt says, the issue is when we report back to Parliament and I share the view of my many colleagues that we should be able to report this bill early next week. Therefore, I am going to move an amendment:

That Bill C-84 be reported to the House of Commons no later than Tuesday, June 29.

That will solve *Saint Jean-Baptiste* Day and we will not get into whose nationalism is stronger than anybody else's. I am going to use *Saint Jean-Baptiste* Day to drive through the Province of Quebec. I am staying there tomorrow night en route to a place where it is cooler.

**The Chairman:** One moment please. Could we have a time on that Mr. Fairweather? You say, no later than Tuesday, does that mean Monday night or some hour on Tuesday? Before 10 p.m. Tuesday, is that what you mean?

**Mr. Fairweather:** I meant the sitting day of Tuesday.

**The Chairman:** Right, okay.

Procedurally that is more like a substantive amendment, but I think if we had the consent of the Committee we could take that as an amendment to this. Is that agreed?

**Mr. Poulin:** Mr. Chairman, I would agree that we can do this, but we still have not provided for the very things that people have been objecting to here and that is, time to have hearings before this Committee so that all questions could be asked of the Minister and his officials. That was the reason for me proposing a specific time; not to limit, but in fact to specify that we would have time. At the end of the hearings tomorrow, if it was the wish of the Committee to sit tomorrow, we would determine what further meetings were necessary.

If we accept Mr. Fairweather's amendment, we still do not know when we are going to sit to have the questions asked and to have the answers given so that we assure a complete hearing. If we do report the bill back Tuesday night at 10 p.m., I do not know, without talking to the House Leaders, whether this is going to meet with their approval and their objectives and indeed the objectives of the members of this Committee. It is a good idea that we have a time certain and specific, but whether it is going to accomplish anything in view of what the objective is—to have this thing dealt with.

**The Chairman:** Mr. Horner is next.

Mr. Horner.

[Interprétation]

serait acceptable. Ainsi, les deux projets de loi pourraient être présentés en même temps.

**Le président:** Merci, monsieur Towers.

Monsieur Fairweather.

**M. Fairweather:** Je crois, monsieur le président, que cette motion est inopportune. Il aurait été préférable qu'il y ait eu consultation avant que nous soit présentée cette motion. Je suis d'accord avec ce que dit M. Leggatt, le tout est de savoir quand nous allons faire rapport au Parlement, mais je partage le point de vue de beaucoup de mes collègues qui souhaitent faire rapport au début de la semaine prochaine. Par conséquent, je vais proposer un amendement.

Que nous fassions rapport à la Chambre des communes au sujet du Bill C-84 au plus tard le mardi 29 juin.

Ainsi, se trouvera réglé le problème de la Saint Jean-Baptiste, et nous n'aurons pas à nous demander qui est le plus nationaliste. J'ai l'intention de prendre cette journée pour me promener en voiture au Québec. J'y passerai la nuit en route vers un endroit plus frais.

**Le président:** Un instant, s'il vous plaît. Pouvez-vous nous donner l'heure, monsieur Fairweather. Vous dites au plus tard le mardi, cela signifie-t-il dans la nuit de lundi ou à une heure précise du mardi? Voulez-vous dire avant 22 h 00 mardi?

**M. Fairweather:** Je voulais dire à la séance de mardi.

**Le président:** Très bien.

Au niveau de la procédure, cet amendement porte surtout sur le fond, mais je crois que si les membres du comité y consentent, nous pourrions l'accepter. Est-ce convenu?

**M. Poulin:** Monsieur le président, je suis d'accord avec l'amendement, mais j'aimerais faire remarquer que ce dernier ne règle pas les problèmes qu'ont fait naître les objections des membres du comité, c'est-à-dire la question de fixer les séances de comité afin que nous puissions poser toutes les questions nécessaires au ministre et à ses adjoints. C'est la raison pour laquelle je voulais proposer un temps précis; non en vue de limiter le débat, mais enfin d'en préciser la durée. A la fin des séances de demain, et si c'était le souhait des membres du comité de siéger demain, nous pourrions voir s'il est nécessaire de prévoir d'autres réunions.

Si nous acceptons l'amendement de M. Fairweather, nous ne saurons toujours pas quand nous allons siéger afin de poser les questions qui doivent être posées. Je ne sais vraiment pas, si nous voulons faire rapport de ce bill le mardi soir à 22 h 00, sans en discuter d'abord avec les leaders des partis en Chambre, si ce geste rencontrera leur approbation et répondra à leurs objectifs et en fait si cela répondra aux objectifs des membres du comité. C'est évidemment une bonne idée de fixer un délai précis, mais de là à savoir si nous allons ainsi pouvoir réaliser nos objectifs... régler toute cette affaire.

**Le président:** Le suivant est M. Horner.

Monsieur Horner.



[Text]

**Mr. Horner:** Thank you, Mr. Chairman.

There are a couple of things that have happened in the 18 years I have been a member of Parliament and one of them is the deadline of May 31 or June 1 on the Estimates. I do not like deadlines, and I think that my colleague's suggestion of Tuesday 29 is one more deadline. We may or may not have fully examined the bill by that time and I would recommend to this Committee that we do not accept my colleague's suggestion of Tuesday 29 because what in essence is the suggestion is when will this bill get third reading? That is really the question before this Committee and the House of Commons. I believe, even if we go along with Tuesday 29, that the bill will not get third reading until next fall, so I really do not see any advantage and I would rather be able to say to my constituents and the country that we have considered this fully. The country has agonized over this question for 15 years, why should we hurry it up and do it in five days?

**Mr. Poulin:** Fifteen years is a hurry? My God!

• 1615

**Mr. Horner:** The country has agonized over this question for 15 years. I am sorry, Mr. Poulin. I do not think this Committee should hurry up a decision on it in five days. I think we should proceed in an orderly manner. The questions that I raised last night—as I listened to the radio and television this morning, it only verified that the guards are alarmed, and I think there is a certain amount of public relations that has to be done to bring the guards, the policemen, in step or in tune with the mood of the House of Commons which was expressed in the vote yesterday. And I would urge the Minister to take it upon himself and his department to speak to the associations of policemen and the guards so that they can understand and their fears can be set aside or alleviated.

I do not really agree that we should hurry this discussion because I do not see any benefit in the net result. Third reading is really what the House wants.

**The Chairman:** Thank you, Mr. Horner. Mr. Stevens.

**Mr. Stevens:** Mr. Chairman, I would have to go against Mr. Fairweather's amendment. First of all, I am not even sure it is proper to amend the motion that Mr. Poulin put forth in the form Mr. Fairweather suggests. It looks to me like an alternative motion; not an amendment.

**The Chairman:** That was actually what I said, Mr. Stevens, and I asked therefore if there was unanimous consent to presenting it in that form. I am not clear whether there was or not.

**Mr. Stevens:** Well, I am sorry, I did not hear your comment. There would not be unanimous consent as far as I am concerned. I do not think this is proper.

**The Chairman:** If there is not unanimous consent, I will have to rule Mr. Fairweather's motion out of order at this stage as an alternative and we will resume discussion...

[Interpretation]

**M. Horner:** Merci, monsieur le président.

Il s'est passé quelques petites choses depuis 18 ans que je suis député, l'une d'elles est la date limite du 31 mai ou du 1<sup>er</sup> juin pour déposer les prévisions budgétaires. Je n'aime pas les dates limites, et je crois que la proposition de mon collègue qui fixe au mardi 29 la présentation du rapport est une autre date limite. Il se peut qu'à cette date nous n'ayons pas encore terminé l'étude approfondie du projet de loi et je recommanderais donc aux membres du comité de ne pas accepter la date du mardi 29 proposée par mon collègue, parce qu'au fond, la question est de savoir quand le bill sera présenté en troisième lecture. C'est là la question que doivent se poser les membres du comité et les députés de la Chambre des communes. Or, je suis convaincu que même si nous acceptons cette date du mardi 29, le projet de loi ne sera pas lu en troisième lecture avant l'automne prochain et je ne vois donc aucun avantage à une telle hâte. J'aimerais autant pouvoir dire à mes électeurs et au pays entier que nous avons étudié cette question à fond. Depuis 15 ans, le pays est angoissé par cette question et je ne vois vraiment pas pourquoi nous devrions nous presser et tout régler en 5 jours.

**M. Poulin:** Quinze ans, c'est cela se presser? Seigneur!

**M. Horner:** Cette question trouble les Canadiens depuis 15 ans. Je regrette donc, monsieur Poulin, mais je ne crois pas que le Comité doive se hâter de prendre une décision en 5 jours ou en 3 jours. Je crois que nous devrions procéder d'une façon ordonnée. Les questions que j'ai soulevées hier soir... et ce que j'ai entendu à la radio et à la télévision ce matin ne font que me confirmer que les gardiens sont inquiets et je crois en outre qu'il nous faut faire des démarches de relations publiques afin d'amener les gardiens, et les policiers, à suivre le mouvement amorcé à la Chambre des communes, tel qu'exprimé par le vote d'hier. J'exhorte donc le ministre et les responsables de son ministère à parler aux associations de policiers et de gardiens afin que leurs membres comprennent mieux et que leurs craintes soient apaisées.

Je ne crois donc vraiment pas que nous devrions nous presser dans ce débat puisque je ne vois aucun avantage à ce faire. La troisième lecture est vraiment ce que veut la Chambre.

**Le président:** Merci, monsieur Horner. Monsieur Stevens.

**M. Stevens:** Monsieur le président, j'aimerais m'opposer à l'amendement proposé par M. Fairweather. Tout d'abord, je ne suis pas convaincu qu'il soit correct d'amender la motion proposée par M. Poulin de la façon proposée par M. Fairweather. Il me semble que cette motion est un autre choix et non un amendement.

**Le président:** C'est en effet ce que j'ai dit, monsieur Stevens, et c'est d'ailleurs pourquoi j'ai demandé s'il y avait consentement unanime pour l'accepter dans cette forme. Je ne sais pas d'ailleurs s'il y avait ou non unanimité.

**M. Stevens:** Je regrette, je n'avais pas entendu votre remarque. En ce qui me concerne, il n'y aura pas unanimité. Je ne crois pas que l'amendement soit recevable.

**Le président:** Si nous n'avons pas l'unanimité, je vais devoir décréter que la motion de M. Fairweather est irrecevable et nous allons reprendre le débat...



[Texte]

**An hon. Member:** Come back after the meeting.

**The Chairman:** Well, this is going to be a long bell, I was told, and I think we can put the question on this. Are we ready, then, for the question on...

**Mr. Fox:** Mr. Chairman, on Mr. Stevens' point, it seems to me that the ruling of the Chair was that Mr. Fairweather's proposition received the consent of the Committee. Whether Mr. Stevens was...

**Mr. Fairweather:** Let us not wrangle about procedure. Vote one way or another on my friend's motion and I will put another motion.

**Mr. Fox:** I had my name down to speak on the motion, Mr. Chairman.

**The Chairman:** Mr. Fox.

**Mr. Fox:** I will speak very, very briefly. Mr. Chairman, since from what I have heard here, Mr. Towers was speaking of putting it over to October 29 and Mr. Stevens is not satisfied with the decision of Parliament yesterday and prefers to see Parliament decide some other way, we really are faced with the situation where a number of people who happen to be, I think, retentionists on the whole do not wish to see the bill go through in the very near future. I think that on Bill C-83 this Committee has worked extremely hard and probably will continue to do so in the future. Some people have been extremely emotional on the question of sitting on a holiday; some people whom we have never seen in this Committee have come in to tell us how we should be running things.

It seems to me, Mr. Chairman, quite clear that the House has sat in the past on holidays. I can think of one holiday which was very dear to the heart of the right honourable member for Prince Albert, and on that particular birthday the House sat without anybody making the type of remark Mr. Woolliams stated as being perhaps lack of respect for certain cultures. And it seems to me, Mr. Chairman, that if we do go ahead with this motion and decide to sit tomorrow, the same type of situation could perhaps arise next week if we are in the same position where we would be making the motion to sit on July 1, and I do not think it would be an attack on the integrity, the honour, the culture of any Canadians. I think rather the opposite, that some people can take July 1 or June 24 as a holiday, so much the better for them, but we were elected here to do our duty.

If we are unable to do the business of the House during the time allocated to us on non-holidays, and it seems to me quite clearly that we could be terminating this matter this evening if we so desired, then it seems very normal that we should be ready to serve on days that other people can enjoy for other purposes.

On Mr. Fairweather's motion, however, I think we would find general agreement on this side that we would support Mr. Fairweather's motion if we could get agreement to report the bill on June 29, which would ensure that we had done our job as a Committee.

[Interprétation]

**Une voix:** Revenez après la réunion.

**Le président:** Eh bien, il semble que la cloche va sonner longtemps et je crois donc que nous devrions passer au vote. Êtes-vous donc prêts...

**M. Fox:** Monsieur le président, au sujet du point soulevé par M. Stevens, il me semble que vous aviez accepté la proposition de M. Fairweather avec le consentement du Comité. Que M. Stevens n'ait pas été...

**M. Fairweather:** Ne discutons pas de procédure. Votez comme vous l'entendez sur la motion présentée par mon ami et je présenterai moi-même une autre motion.

**M. Fox:** J'avais fait inscrire mon nom pour parler au sujet de cette motion, monsieur le président.

**Le président:** Monsieur Fox.

**M. Fox:** Je serai très très bref. Monsieur le président, j'en conclus que M. Towers voulait remettre le rapport au 29 octobre et que M. Stevens n'est pas satisfait de la décision prise par la Chambre des communes hier et préférerait que le Parlement décide autrement; il s'ensuit que nombre de personnes qui sont, je crois, dans l'ensemble en faveur de maintenir la peine de mort ne souhaitent pas l'adoption du projet de loi dans un avenir très rapproché. Je crois que pour ce qui est du Bill C-83, les membres du Comité ont travaillé extrêmement dur et continueront probablement à le faire à l'avenir. Certaines personnes se sont montrées extrêmement émotives quant à la question de siéger un jour de fête; certaines personnes qu'on ne voit jamais aux séances du présent Comité sont venues nous dire comment nous devrions procéder.

Il me semble, monsieur le président, que la Chambre a déjà siégé par le passé un jour férié. Je me rappelle notamment un jour férié très cher à l'honorable député du Prince Albert; or ce jour de fête-là, la Chambre a siégé sans que quiconque fasse des remarques du genre de celles que M. Woolliams a qualifiées de manque de respect pour certaines cultures. Il me semble donc, monsieur le président, que si nous recevons cette motion et que nous décidons de siéger demain, le même genre de situation pourrait se présenter la semaine prochaine, lorsque nous nous trouverons dans la même situation, alors qu'il nous faudra peut-être présenter une motion voulant que nous siégions le premier juillet et je ne crois pas que cela constituerait une attaque à l'intégrité, l'honneur et la culture d'aucun Canadien. Je crois plutôt le contraire; si certaines personnes peuvent prendre congé le premier juillet ou le 24 juin, tant mieux, mais nous avons été élus pour faire notre devoir.

Si nous sommes incapables de régler les affaires de la Chambre pendant les jours ouvrables... Il me semble néanmoins très clair que nous pourrions en terminer ce soir si nous le souhaitions... mais il me semble normal que nous soyons disposés à servir notre pays même lorsque nos concitoyens se reposent.

Pour ce qui est de la motion présentée par M. Fairweather cependant, je crois que de ce côté-ci de la pièce, nous sommes tous d'accord pour appuyer la motion de M. Fairweather si nous pouvons nous entendre avec les autres membres du Comité pour faire rapport le 29 juin, justifiant ainsi la tâche qui nous avait été fixée comme Comité.

[Text]

Thank you, Mr. Chairman.

**Le président:** Monsieur Lachance.

**M. Lachance:** Monsieur le président, je serai bref. En tant que Canadien français, je me vois dans l'obligation de justifier mon vote. Je pense qu'il est de l'intérêt national que cette question soit résolue le plus vite possible; à l'heure actuelle onze personnes sont sur la liste des condamnés à mort et, qu'on le veuille ou non, elles doivent connaître notre décision le plus rapidement possible. Pour ma part, bien que la fête de la Saint-Jean-Baptiste soit très importante pour moi et pour les Canadiens français, je suis prêt à siéger demain, s'il le faut. Par ailleurs, je regrette qu'il n'y ait pas eu plus de consultations entre les différents partis pour en arriver à une entente. A ce propos la solution de M. Fairweather était raisonnable, et j'espère qu'elle aura l'approbation des membres du Comité. En ce qui concerne la motion principale, je suis prêt à l'accepter pour les raisons que j'ai énoncées.

• 1620

**The Chairman:** Mr. Poulin's motion then is that the Committee sit tonight from 8.00 o'clock to 11.00 o'clock, that it sit tomorrow from 9.30 a.m. to 12.30 p.m. . . .

**M. La Salle:** J'avais un autre commentaire.

**Le président:** Oh! Excusez, monsieur La Salle.

**M. La Salle:** Monsieur le président, je suis étonné d'avoir à répéter encore une fois qu'on ne veuille pas souligner comme il se doit la fête des francophones, demain et je pense que tous mes collègues partagent cet étonnement. Je serais curieux de connaître l'opinion du Solliciteur général qui habite dans Québec et qui est sûrement en mesure d'inviter ses collègues à souligner de façon particulière la fête des francophones demain, mais pas en retenant les membres ici à ce Comité, compte tenu d'une décision de la Chambre. Également, lorsque nous parlons d'établir un horaire très précis, je pense qu'il est important et qu'il faut réfléchir pour bien nous assurer que les corps policiers de tous les coins du pays soient bien représentés à ce Comité et bien expliquer leur réaction relativement à ce vote en deuxième lecture. Je pense qu'il est important que les membres connaissent la réaction des policiers avant de voter en troisième lecture.

**Une voix:** Vous n'y étiez pas hier! Vous ne venez pas aux réunions du Comité, alors . . .

**Le président:** A l'ordre, s'il vous plaît.

**M. La Salle:** Lorsque je parle d'une catégorie de personnes, il y en a beaucoup d'autres qui voudront se faire entendre. Un membre du parti libéral a souligné l'importance d'écouter et de connaître la réaction de plusieurs représentants d'organismes à travers le pays sur un bill aussi important. J'ai déclaré hier que le Parlement avait fait fi de l'opinion de la majorité du peuple canadien qui semblait favorable. Je respecte les votes qui se sont donnés hier, mais je crois que nous avons encore quelques jours avant de voter en troisième lecture et il est important que la population canadienne se fasse entendre par ses représentants. S'il est vrai que 75 p. 100 de la population canadienne est contre cette mesure législative il est important que les députés réfléchissent sérieusement sur le désir d'une population, parce que je crois que c'est quand même un de nos devoirs. Par conséquent, je pense qu'il serait malheureux d'établir un horaire précis et qu'il serait disgracieux et irrespectueux de siéger demain le jour de la Saint-Jean-Baptiste.

[Interpretation]

Merci, monsieur le président.

**The Chairman:** Mr. Lachance.

**Mr. Lachance:** Mr. Chairman, I shall be brief. As a French Canadian, I see myself in the obligation of justifying my vote. I think it in the national interest that this question be resolved as quickly as possible. At the present time, 11 persons are on death row and, whether we like it or not, these persons must know our decision as quickly as possible. For my part, though Saint Jean-Baptiste Day is most important to me, as it is for all French Canadians, I am ready to sit tomorrow, if necessary. On the other hand, I deplore the fact that there was not more consultation between the different parties in order to reach agreement. Therefore, Mr. Fairweather's solution was reasonable, and I hope it will be approved by all members of this Committee. As for the main motion, I am ready to accept it for the reasons I have mentioned.

**Le président:** M. Poulin propose donc que le Comité siège ce soir de 20 h 00 à 23 h 00 et demain de 9 h 30 à 12 h 30 . . .

**Mr. La Salle:** I had another comment.

**The Chairman:** Oh! Excuse me, Mr. La Salle.

**Mr. La Salle:** Mr. Chairman, I am surprised that I should have to mention once again that we will not be honouring French Canada's patron saint as we should tomorrow and I am sure that all my colleagues share my surprise. I would like to know the opinion of the Solicitor General who lives in Quebec and who could certainly ask his colleagues to honour French Canada's patron saint tomorrow, but not by keeping the members here in this Committee, when a decision has already been taken in the House. Also, when we talk about establishing a very tight schedule, I think it is important and we should think about it well, to make sure that all the police forces everywhere in the country will be well represented here before the Committee and will be able to explain their reaction concerning this second reading vote. I think it is important that all the members be made aware of the reaction of the police before the third reading vote.

**An hon. Member:** You were not here yesterday! You do not come to the Committee meetings, so . . .

**The Chairman:** Order, please.

**Mr. La Salle:** When I talk about a category of people, there are many others who would like to say a word. The Liberal Party member has mentioned the importance of listening to and knowing the reaction of many representatives coming from many organizations across the country on such an important bill. I stated yesterday that Parliament had not taken into account the opinion of the majority of the Canadian people who seemed favourable. I respect yesterday's votes but I believe we still have a few days before the third reading vote and it is important that the Canadian population be heard through its representatives. If it is true that 75 per cent of the Canadian population is against this legislation, it is important that the MPs think seriously about the wishes of the population, because I believe that that is one of our duties. Under the circumstances, I think it would not be fitting to establish a tight schedule and that we would be showing a lack of grace and respect if we sat tomorrow on St. Jean Baptiste Day.



[Texte]

**The Chairman:** I will put the question then . . .

**Mr. Woolliams:** No, you are not going to get away with this. I have co-operated—on a point of order, I say this to you. The bells of the House of Commons are ringing. There are 18 on this Committee. We are holding up the other two hundred and some odd members. If you are going to carry on, then you are not carrying your responsibility as an independent chairman, I ask you now to adjourn this meeting on the grounds that the bells are summoning us to the House of Commons.

**An hon. Member:** Right on.

**Mr. Woolliams:** To me, it is obvious now the plan, and what has gone on. I think, Mr. Chairman, you have always shown, which I have admired, fairly and squarely and just impartiality, and you are not at the moment doing that, sir. I ask you to adjourn this meeting right now and go in and take our place in the House of Commons and take our responsibility there.

**The Chairman:** Mr. Woolliams, it is strange that we do not have time to vote but we do have time to listen to your words.

**Mr. Poulin:** That is very unfair to say that . . .

**The Chairman:** If we are ready to vote on the question now, we can do it. If we are going to have more discussion, obviously you cannot.

**An hon. Member:** Come back after . . .

**The Chairman:** All right. If we are going to have more discussion, then we will return after the vote.

**An hon. Member:** Let us get back to the work of the Committee.

**Mr. Poulin:** Mr. Chairman, may I say that it was very unfair to infer that you were not impartial, I think you are very impartial and you have shown so all the way. It is very unfair to put that in that way.

**The Chairman:** Mr. Poulin, I will let my record stand on its own.

**Mr. Reynolds:** Mr. Chairman, what happens if we end up in the House longer than the regular sitting hours of this Committee?

**Mr. Poulin:** Come back five minutes after the vote, in my view. I would say five minutes after the vote is completed we ought to return to this meeting.

**Mr. Reynolds:** This meeting was set to finish at 5.30 p.m., I think.

**The Chairman:** We have no hard and fast sitting hours in the Committee. We usually proceed by agreement. Five thirty o'clock is our normal hour of adjournment. I think the Committee will have to come back to finish this discussion at that time.

**Mr. Horner:** Mr. Chairman, on the point of order raised by the member from Calgary North, I would just like to say this. I think you would benefit and this Committee would benefit if we adjourn now and discuss privately the purport of Mr. Poulin's amendment and the reasoning behind Mr. Fairweather's amendment. These things could be done better privately and maybe tomorrow morning or the next time this Committee meets at the call of the Chair. There could be a far more agreeable mood you would find the Committee in. So I suggest to you that you would gain time in the long run if you adjourned this now.

[Interprétation]

**Le président:** Nous passons donc aux voix . . .

**M. Woolliams:** Non, je ne laisserai pas passer cela. J'ai fait preuve de collaboration . . . J'en appelle au Règlement pour vous dire ceci. Les cloches de la Chambre des communes sonnent. Nous sommes 18 à ce Comité. Nous empêchons les 200 quelques autres députés de travailler. Si vous voulez continuer, vous n'assumez pas vos responsabilités de président impartial. Je vous demande maintenant de lever la séance puisque les cloches nous appellent à la Chambre des communes.

**Une voix:** Bien parlé.

**M. Woolliams:** Tout s'éclaircit, je vois ce que l'on veut faire. Monsieur le président, je crois que vous avez toujours été juste, impartial et honnête, et je vous ai toujours admiré pour cela, mais ce n'est pas le cas maintenant. Je vous demande de lever la séance dès maintenant pour que nous puissions aller prendre nos places à la Chambre des communes, car c'est là que le devoir nous appelle.

**Le président:** Monsieur Woolliams, il est étrange que nous n'ayons pas le temps de passer aux voix, mais que nous ayons le temps d'écouter votre diatribe.

**M. Poulin:** Ce n'est pas juste de dire que . . .

**Le président:** Si nous sommes prêts à passer aux voix dès maintenant, nous pouvons le faire. Si l'on veut que le débat continue, il est évident que nous n'en avons pas le temps.

**Une voix:** Revenons après . . .

**Le président:** Parfait. Si le débat doit continuer, nous reviendrons après le vote.

**Une voix:** Revenons au travail du Comité.

**M. Poulin:** Monsieur le président, personne n'a le droit de laisser entendre que vous n'êtes pas impartial puisque vous nous avez toujours donné des preuves de votre impartialité. C'est très injuste de vous accuser de la sorte.

**Le président:** Monsieur Poulin, mon passé parle pour moi.

**M. Reynolds:** Monsieur le président, qu'arrive-t-il si nous devons rester à la Chambre après l'heure habituelle de la levée des séances du Comité?

**M. Poulin:** On devrait revenir ici 5 minutes après le vote. Nous devrions nous retrouver tous dans cette salle 5 minutes après la fin du vote à la Chambre.

**M. Reynolds:** Je crois que notre séance devait se terminer à 17 h 30.

**Le président:** Notre Comité peut faire preuve de plus de souplesse que cela. Nous nous entendons habituellement sur l'heure. Habituellement, nous levons la séance à 17 h 30. Je crois que le Comité devra revenir à cette heure-là pour que nous puissions en finir avec le débat actuel.

**M. Horner:** Monsieur le président, j'aurais un mot à dire concernant l'appel au Règlement qu'a fait le député de Calgary-Nord. Je crois que nous y gagnerions tous si la séance était levée dès maintenant et que nous discussions en privé la portée de l'amendement de M. Poulin et les raisons de celui de M. Fairweather. Il serait préférable de discuter de ces choses privément, peut-être demain matin ou la prochaine fois que le Comité sera convoqué par le président. Les membres du Comité seront peut-être d'une humeur plus agréable. Ainsi, nous pourrions gagner du temps si le Comité ajournait maintenant.

[Text]

The Chairman: Right.

• 1625

Mr. Poulin: I propose we resume tonight at 8.00 o'clock.

Mr. Horner: No, no, no, that is in your motion. That is not agreed. That is not agreed.

The Chairman: Order, please. Order, please. The Committee will adjourn now and will resume after the votes in the House.

Some hon. Members: Hear, hear!

The Chairman: This meeting is adjourned.

• 1712

The Chairman: Order. The meeting will come to order, please.

Mr. Reynolds.

Mr. Reynolds: Mr. Chairman, there seems to be quite a concern, and I am just as concerned as anybody, about the rights of our friends in Quebec to have their holiday. Mr. Olivier made some snide comments at the very start of this hearing but for his information I appen to have grown up in the Province of Quebec. Most of my relatives on my wife's side are Francophones and I had planned to go down there this evening, and to help tomorrow in the celebrations as best I could, too.

I would suggest, Mr. Chairman, that we might stop all the fighting in this whole thing if we decided to sit on Friday morning and then Friday afternoon, and if the people on that side did not think we were making the proper progress on the bill, we could always sit Saturday and Sunday afternoon and go right through. I do not think there is anything shameful about sitting Sunday afternoon. If you want to go to church, you can go Sunday morning like everybody else and come in here in the afternoon. We could do the work at that time and, in that way, we would protect the rights that Parliament has fought so hard to get for the people in that province for this holiday.

Mr. Woolliams: Of course, the Anglicans do not start to pray until 2.30 in the afternoon.

The Chairman: Mr. Fairweather.

Mr. Fairweather: You have ruled my amendment out of order, have you not, Mr. Chairman?

The Chairman: Yes.

Mr. Fairweather: Thank you. Therefore, we can start again at an attempt to have a reasonable compromise.

I wonder what colleagues would think should I move that all questions necessary to dispose of Bill C-84 be put not later than 8.30 p.m. on Monday, June 28, 1976, and that would leave those who want to promote Sunday and Saturday sittings. If we are not making progress, Mr. Reynolds, that would fit that timetable. It would also mean that there is some disposition to move ahead with a bill that has had 109 years' discussion.

Mr. Stevens: On point of order, Mr. Chairman.

[Interpretation]

Le président: Vous avez raison.

M. Poulin: Je propose de reprendre les discussions ce soir à 20 h 00.

M. Horner: Non, non, non, cela fait partie de votre motion, et nous ne sommes pas d'accord.

Le président: A l'ordre, s'il vous plaît. A l'ordre. Nous ajournons maintenant et nous reprendrons le débat après les votes à la Chambre.

Des voix: Bravo, bravo.

Le président: La séance est levée.

Le président: A l'ordre, s'il vous plaît.

Monsieur Reynolds.

M. Reynolds: Monsieur le président, on semble s'en faire beaucoup, et je tiens autant que n'importe qui, à ce que nos amis du Québec aient leur congé. M. Olivier a fait quelques remarques désobligeantes dès le début de la séance, mais je lui signale, pour son information, que j'ai été élevé dans la province de Québec. Un bon nombre de mes parents du côté de ma femme sont francophones, et j'avais prévu me rendre dans cette province dès ce soir ou demain pour aider du mieux que je pouvais aux célébrations.

Je pense, monsieur le président, que nous pouvons mettre fin à ces tiraillements en décidant de siéger vendredi matin et vendredi après-midi, et s'il y a des gens de l'autre côté de la table qui croient que nous ne faisons pas suffisamment de progrès dans l'étude du bill, nous pourrions toujours siéger samedi et dimanche après-midi et en terminer. Il n'y a rien de mal à siéger dimanche après-midi. S'il y a des gens qui veulent faire leurs dévotions, ils peuvent le faire dimanche matin, comme tout le monde, et être présents au comité dans l'après-midi. Nous pouvons faire le travail nécessaire à ce moment-là et ainsi protéger les droits pour lesquels le Parlement s'est longtemps battu tout en respectant le droit des gens de la province de Québec d'avoir leur congé.

M. Woolliams: Vous n'ignorez pas que les Anglicans commencent seulement à prier à 15 h 30.

Le président: Monsieur Fairweather.

M. Fairweather: Vous avez déclaré mon amendement irrecevable, n'est-ce pas, monsieur le président?

Le président: Oui.

M. Fairweather: Très bien, nous pouvons donc essayer de nouveau d'en venir à un compromis raisonnable.

Je me demande ce que penseraient mes collègues si je proposais que toutes les questions relatives à l'étude du Bill C-84 soient réglées avant 8 h 30 du soir le lundi 28 juin 1976. Ainsi, ceux qui veulent proposer des séances pour samedi et dimanche pourraient le faire. S'il n'y avait pas de progrès réalisés, monsieur Reynolds, cette possibilité serait toujours là. Ce serait une façon de faire avancer un bill qui est en discussion depuis 109 ans.

M. Stevens: J'invoque le Règlement, monsieur le président.



[Texte]

**The Chairman:** Mr. Stevens.

**Mr. Stevens:** Do we not have a motion before us: Mr. Poulin's motion?

**Mr. Fairweather:** I am going to put this when his is disposed of.

**Mr. Poulin:** Mr. Fairweather, I appreciate, is trying to compromise and I think it is a very good idea. I would point out, though, to members of the Committee that if we report the bill then that would be effectively Monday evening and it would mean that it would be some time into the first week of July before the matter could be dealt with at report and third reading stage in the House of Commons, by accepting that reporting date.

I wonder, however, accepting Mr. Fairweather's motion that it be reported back on Monday night, if we did endeavour to do some work tonight and then on Friday, when the House is sitting in any event, whether it might be that we could make sufficient progress to report this bill back to the House on Friday. If that was the case, then, of course, report stage and third reading could take place next week.

If we did not make sufficient progress, Mr. Reynolds' suggestion is a good one, we could sit Saturday, and of course we would have all day Monday as well. So there is certainly ample time to have full and complete discussion within the time even suggested by Mr. Fairweather.

• 1715

**Mr. Woolliams:** The only one thing that somebody raised...

**The Chairman:** Mr. Woolliams.

**Mr. Woolliams:** ... the member from Crowfoot, and I think he is right in that regard is that once you set a time—this is the only problem, I am not against the motion, Gordon—that it has to be reported back, then my experience has been it is like the estimates, once the time is set the guillotine falls and all this lovely, beautiful language about a full discussion sometimes can get overlooked, just overlooked a little. I notice Gordon said this has been going on for 109 years—I do not know if it is 109 years or 110 years. Christianity has been going on 1,976 years and we are still making Christians and I hope we continue to do so.

**An hon. Member:** We are not voting on that.

**Mr. Woolliams:** We are not voting on that. We have to come to an agreement on how many meetings in that time limit, then I think you have a package.

**The Chairman:** All right. Then in that case, Mr. Fairweather's motion would be even suitable as an amendment, if it were to include some sitting times as well, I think, and not just be an alternative.

**Mr. Fairweather:** I would like to think the Committee could agree amongst ourselves on sitting times; that is the purpose of my motion, to get on with this thing in a spirit of co-operation.

**The Chairman:** Right. Well...

**Mr. Fairweather:** I will put any reasonable times in this motion.

[Interprétation]

**Le président:** Monsieur Stevens.

**M. Stevens:** Ne sommes-nous pas déjà en présence d'une motion, celle de M. Poulin?

**M. Fairweather:** Je vais présenter ma motion après l'autre motion.

**M. Poulin:** M. Fairweather, je lui en sais gré, essaie de trouver un compromis. C'est une excellente idée. Je signale aux membres du Comité, cependant que s'il est fait rapport du bill seulement lundi soir, il faut compter que l'étape du rapport et de la troisième lecture ne pourra pas être franchie avant la première semaine de juillet.

Tout en ne rejetant pas l'idée de M. Fairweather qui veut qu'il soit fait rapport du bill seulement lundi soir, je me demande si nous ne pouvons pas faire suffisamment de progrès, en acceptant de travailler ce soir et vendredi, alors que la Chambre siégera de toute façon, pour que le bill soit revenu à la Chambre vendredi. Dans ce cas, l'étape du rapport et de la troisième lecture pourrait être franchie dès la semaine prochaine.

Si nous ne réussissons pas à faire suffisamment de progrès, la suggestion de M. Reynold est excellente: nous pouvons siéger samedi et toute la journée lundi. Il y a suffisamment de temps pour vider la question, même dans le délai proposé par M. Fairweather.

**M. Woolliams:** Il ne faut pas oublier l'objection soulevée par...

**Le président:** Monsieur Woolliams.

**M. Woolliams:** ... le député de Crowfoot, je pense qu'il a raison, voulant qu'une fois qu'une limite a été fixée... Je répète que je ne suis pas contre la motion, monsieur Fairweather, mais c'est comme pour les prévisions budgétaires, on fixe une limite et il ne peut y avoir de débat véritable. M. Fairweather a indiqué que le débat se poursuit depuis 109 ans; remarquez que ce pourrait être depuis 110 ans. Le christianisme existe depuis 1,976 ans et il y a toujours des gens qui s'y convertissent, et il y en aura toujours, je l'espère.

**Une voix:** Ce n'est pas ce sur quoi nous devons voter.

**M. Woolliams:** Nous ne votons pas là-dessus. Nous devons cependant nous entendre sur le nombre de séances que nous devons tenir d'ici une certaine limite. Toute la question est là.

**Le président:** La motion de M. Fairweather pourrait prendre la forme d'un amendement si elle incluait l'heure des séances et si elle ne constituait pas seulement une autre possibilité.

**M. Fairweather:** Je suppose que le Comité peut s'entendre sur l'heure des séances; le but de ma motion ne vise qu'à amener un esprit de coopération.

**Le président:** Très bien...

**M. Fairweather:** Je suis prêt à faire en sorte que ma motion prévoie des heures raisonnables.

[Text]

**Le président:** Nous sommes déjà en train de discuter du rappel au Règlement, M. LaSalle... There was a suggestion that we sit on Friday and on Monday. I do not know if that meets with general agreement. Mr. La Salle.

**M. La Salle:** C'était simplement pour être sûr et certain que la première séance n'aura pas lieu demain.

Le Comité réalise que demain, c'est une fête, et qu'il doit fêter comme tout le monde.

**The Chairman:** It is a question of what the Committee agrees on. It seems to me that there may be very general agreement that this Committee should sit on Friday and on Monday and that be added to Mr. Fairweather's motion.

**Mr. Stevens:** What was Mr. Fairweather's motion?

**Mr. Fairweather:** You have already told me that I am out of order, but if you like, I will repeat it.

**An hon. Member:** On a point of order, Mr. Chairman...

**The Chairman:** Order please. Mr. Stevens I think, has the floor.

**Mr. Stevens:** Mr. Chairman, the reason I asked what his motion was, I understood he said 8.30 p.m. on Tuesday was when the guillotine would fall and Mr. Poulin said it was Monday.

**The Chairman:** No, it was Monday night. When he first mentioned the motion before the break he said Tuesday. When he mentioned it now he said Monday.

**Mr. Stevens:** Oh, he has moved it up to Monday...

**The Chairman:** Yes.

**Mr. Stevens:**... from Tuesday.

**The Chairman:** Mr. Towers.

**Mr. Towers:** Yes, the point of order, Mr. Chairman, is the fact that when Mr. Stevens called a point of order on Mr. Fairweather's motion it was at that time out of order because of the fact that we were then dealing with the motion of Mr. Poulin, so you could not deal with them both at once. That was why it was out of order.

**The Chairman:** That is quite true. However, the Committee, I thought, was trying to reach a compromise agreement that would embrace all points of view and it was because most members of the Committee wanted to reach a compromise that I was tolerating this discussion. If he does not want to compromise, I will put the original motion.

**Mr. Towers:** Has the motion been withdrawn?

**The Chairman:** No, it has not yet.

**Mr. Towers:** Let us vote on that.

**Mr. Poulin:** Just a second now. I think we have a general consensus here and may I repeat what I understand it to be. First, by Mr. Fairweather, that this bill be reported back to the House on Monday evening and that all matters be dealt with by 8.30 p.m. I am suggesting that in order to get full, complete hearings we sit tonight and Friday, and if it is possible and if we have made sufficient progress, this bill could be reported Friday night, but that would be an objective, only an objective. If we have not done that by Friday, at that time Mr. Reynolds' suggestion of possibly sitting Saturday could be considered and sitting further on Monday, so there is ample opportunity.

[Interpretation]

**The Chairman:** We are already discussing a point of order, Mr. La Salle... Quelqu'un a proposé que le Comité siège vendredi et lundi. Je ne sais pas si tout le monde est d'accord là-dessus. Monsieur La Salle.

**Mr. La Salle:** I just wanted to make sure that the first meeting added would not be held tomorrow.

The Committee must realize that tomorrow is a holiday and that it has to celebrate like everybody else.

**Le président:** Tout dépend de ce que décidera le Comité. Il me semble que tout le monde est d'accord pour siéger vendredi et lundi et pour que la motion de M. Fairweather soit modifiée en conséquence.

**M. Stevens:** Quelle est la motion de M. Fairweather?

**M. Fairweather:** Je me suis déjà fait dire que ma motion est irrecevable mais, si vous le voulez, je puis la répéter.

**Une voix:** J'invoque le Règlement, monsieur le président...

**Le président:** A l'ordre, s'il vous plaît. C'est M. Stevens qui a la parole.

**M. Stevens:** Sa motion prévoyait, je pense, que la limite serait 20 h 30 mardi. M. Poulin a parlé de lundi.

**Le président:** C'était lundi soir. Lorsqu'il a présenté sa motion la première fois, après la pause, il a parlé de mardi. Par la suite, il a dit lundi.

**M. Stevens:** Il a donc proposé que ce soit lundi...

**Le président:** Oui.

**M. Stevens:**... et non pas mardi.

**Le président:** Monsieur Towers.

**M. Towers:** Je veux simplement signaler, monsieur le président, que lorsque M. Stevens a invoqué le Règlement concernant la motion de M. Fairweather, son intervention était irrecevable parce qu'à ce moment-là le Comité était en présence de la motion de M. Poulin. Les deux motions ne pouvaient être discutées en même temps.

**Le président:** Vous avez parfaitement raison. Cependant, le Comité essaye d'en arriver à un compromis qui tienne compte de tous les points de vue et ce n'est que parce que la majorité des membres du Comité semble vouloir en arriver à un compromis que je tolère la discussion. S'il n'y a pas possibilité de compromis, je vais mettre aux voix la motion initiale.

**M. Towers:** La motion a-t-elle été retirée?

**Le président:** Non, pas encore.

**M. Towers:** Prenons le vote.

**M. Poulin:** Un instant, je vous prie. Je pense qu'il s'est établi un consensus et je vais indiquer quel est ce consensus pour qu'il n'y ait pas de possibilité d'erreur. M. Fairweather a proposé qu'il soit fait rapport du bill lundi soir et que toutes les questions s'y rattachant soient réglées avant 20 h 30. Je propose pour ma part, afin qu'il soit possible de vider la question, que nous siégeons ce soir et vendredi et que, si c'est possible et que nous avons fait suffisamment de progrès, il soit fait rapport du bill vendredi soir. Il est entendu cependant qu'il ne s'agit là que d'un objectif. Si nous n'avons pas fait suffisamment de progrès vendredi, la suggestion de M. Reynolds voulant que nous siégeons samedi et même lundi peut être retenue. Il y a donc cette possibilité.



[Texte]

[Interprétation]

• 1720

Mr. Woolliams, I would say that the objective is that we would hope, or some of us would hope, to be able to report back—*notwithstanding* Mr. Fairweather's motion—by Friday. Certainly I will restrain myself in asking questions on this matter so that you do not have to fear the guillotine, and you do not have to fear that we are going to be filibustering it, because we would have an objective, if possible, to have the complete hearings and finish by Friday evening. So, if that is generally the spirit, we could sit tonight, not tomorrow, but then Friday.

**Mr. Woolliams:** It would be, basically, if you get times in.

**Mr. Poulin:** Yes.

**Mr. Woolliams:** If my other friends agree that those times are sufficient to move their amendments—I have some responsibility here, too—ask their questions, and have their discussion, I am not against it basically. But I am going to tell you this, that if they have the feeling that they are getting railroaded, I know what the feeling will have to be in my party.

**The Chairman:** May I ask Mr. Poulin if he wishes to withdraw his motion, and if so, if he has the consent of the Committee?

**Mr. Poulin:** Yes, I would like to withdraw the motion. I think we have a general understanding with respect to times too, Mr. Fairweather and Mr. Woolliams, the times being this evening and nothing until Friday; we would sit Friday morning, of course, and as much as we could on Friday with the objective of if possible, getting the bill reported Friday. If that is not possible, as I said before, of course we would sit on Monday. With the consent of the Committee, and on that understanding, I would request the permission of the Committee to withdraw the motion I made earlier.

**The Chairman:** Does Mr. Poulin have the consent of the Committee to withdraw his motion?

**Some hon. Members:** Agreed.

**The Chairman:** Mr. Stevens.

**Mr. Stevens:** I would like to move that the Committee sit on Friday and Monday.

**An hon. Member:** There is no motion on the floor.

**The Chairman:** There is no motion on the floor, but I was not clear whether we had unanimous consent to allow Mr. Poulin to withdraw his motion.

**Some hon. Members:** Agreed.

**The Chairman:** All right. Agreed.

**Mr. Stevens:** I would like to move, Mr. Chairman...

**The Chairman:** Mr. Fairweather gave me advance notice of his motion, Mr. Stevens. I think I have to take that first. Mr. Fairweather.

Monsieur Woolliams, nous espérons pouvoir remettre le rapport vendredi, en dépit de la motion déposée par M. Fairweather. C'est pourquoi, en posant des questions, je serai aussi bref que possible et vous n'avez donc pas d'obstruction à craindre de notre part, car nous espérons pouvoir terminer nos travaux d'ici vendredi soir. Si tout le monde est d'accord, nous pourrions nous réunir ce soir, pas demain, bien entendu, et ensuite à nouveau vendredi.

**M. Woolliams:** A condition d'avoir suffisamment de temps.

**M. Poulin:** Oui.

**M. Woolliams:** Si mes collègues estiment qu'ils disposent ainsi de suffisamment de temps pour déposer leurs amendements, poser leurs questions et en discuter, je ne vais pas m'y opposer en principe. Si par contre, ils ont le sentiment d'être bousculés, je sais ce que mon parti en pensera.

**Le président:** M. Poulin est-il d'accord de retirer sa motion et le Comité est-il d'accord?

**M. Poulin:** Oui, j'aimerais retirer ma motion. Nous sommes donc tombés d'accord sur notre horaire, à savoir nous allons siéger ce soir et reprendre vendredi matin, dans l'espoir de pouvoir faire rapport du bill vendredi soir. Si cela s'avère impossible, nous devons nous réunir lundi. Dans ces conditions, je demande au Comité de bien vouloir m'autoriser à retirer ma motion.

**Le président:** Le Comité est-il d'accord pour permettre à M. Poulin de retirer sa motion?

**Des voix:** D'accord.

**Le président:** Monsieur Stevens.

**M. Stevens:** Je propose que le Comité se réunisse vendredi et lundi.

**Une voix:** Nous n'avons été saisis d'aucune motion.

**Le président:** C'est exact, mais je voudrais d'abord savoir s'il y a consentement unanime pour permettre à M. Poulin de retirer sa motion?

**Des voix:** D'accord.

**Le président:** Très bien.

**M. Stevens:** Monsieur le président, je propose...

**Le président:** Je m'excuse, monsieur Stevens, mais M. Fairweather avait signalé à l'avance qu'il avait l'intention de déposer une motion, et il a donc priorité. La parole est à M. Fairweather.

[Text]

**Mr. Fairweather:** I had this on this afternoon.

I move that all questions necessary to dispose of Bill C-84 be put not later than 8.30 o'clock p.m. on June 28, 1976, I have signed it, and I would be delighted if Mr. Stevens wants to amend it, or I will include the particular days on which people would like to sit.

**An hon. Member:** Could you put that in . . .

**Mr. Fairweather:** No, I do not want it in; I want a general one, let people decide.

**The Chairman:** We can have other motions, either by way of amendment to this, or by way of additional motions as to when we shall sit. May I then put Mr. Fairweather's motion?

**Mr. Woolliams:** Just before you put that, I am sorry.

**The Chairman:** Mr. Woolliams.

**Mr. Woolliams:** Was there a time put in the motion when we would hold our meetings?

**The Chairman:** No, no time.

**Mr. Woolliams:** Before you call your vote, I think if that were worked out I would feel more comfortable.

**The Chairman:** I was assuming that we would have a subsequent motion on that, but . . .

**Mr. Woolliams:** I think you should have an amendment.

**The Chairman:** All right.

**Mr. Poulin:** Could I suggest, Mr. Woolliams, as I did when we were discussing this, that the Committee sit this evening, and the Committee . . .

**Mr. Woolliams:** I do not want a sitting this evening if it can be helped. I have co-operated with you fellows. Months ago I took on some responsibility, I want to be here.

**The Chairman:** Let us sit Friday and Monday, then. How would that be?

**Mr. Woolliams:** I will buy that.

**M. Loïselle:** Monsieur le président . . .

**Le président:** Excusez-moi un moment.

Monsieur Loïselle.

**M. Loïselle:** Monsieur le président, ne pourrait-on pas régler d'abord la motion de M. Fairweather? Comme nous devons siéger ce soir, à 22 h 45 nous fixerons nos prochaines séances. Peut-être que ce soir, à 22 h 45, nous aurons suffisamment travaillé . . .

**M. La Salle:** Ce n'est pas encore prévu pour ce soir.

**Une voix:** Il n'y a pas eu de motion.

**Une voix:** Non, non.

**M. La Salle:** Personnellement je dois partir pour les fêtes de la Saint-Jean; alors . . .

[Interpretation]

**M. Fairweather:** Je voulais déjà le faire cet après-midi.

Je propose que toutes les questions nécessaires pour terminer l'étude du Bill C-84 soient posées au plus tard à 20 h 30 le 28 juin 1976. J'ai signé la motion et si M. Stevens désire la modifier, je ne demande pas mieux; on pourrait également y faire figurer les dates exactes auxquelles nous allons nous réunir.

**Une voix:** Est-ce que vous pouvez inclure . . .

**M. Fairweather:** Non, je préfère que la motion reste générale.

**Le président:** Vous êtes libre de déposer d'autres motions, soit pour modifier celle-ci, soit des motions supplémentaires précisant la date de nos réunions. Puis-je mettre la motion de M. Fairweather aux voix?

**M. Woolliams:** Je m'excuse, mais je voudrais dire un mot.

**Le président:** Monsieur Woolliams.

**M. Woolliams:** Est-ce que la motion précise l'heure de nos réunions?

**Le président:** Non.

**M. Woolliams:** Avant de passer aux voix, je pense qu'il serait préférable de préciser l'heure des réunions.

**Le président:** Je pensais qu'il y aurait une autre motion à ce sujet.

**M. Woolliams:** Cela devrait, à mon avis, faire l'objet d'un amendement.

**Le président:** Très bien.

**M. Poulin:** Je propose, monsieur Woolliams, que nous nous réunissions ce soir . . .

**M. Woolliams:** Je préférerais que nous ne siégions pas ce soir si c'est possible. En effet, j'ai pris en engagement il y a plusieurs mois déjà et j'aimerais donc pouvoir être libre.

**Le président:** Fixons donc les réunions pour vendredi et lundi.

**M. Woolliams:** D'accord.

**Mr. Loïselle:** Mr. Chairman.

**The Chairman:** One moment, please.

Mr. Loïselle.

**Mr. Loïselle:** Mr. Chairman, could we not first vote on Mr. Fairweather's motion? Since we have to sit this evening, we can decide at 10.45 when we will have our next sittings, as by that time we shall probably have worked hard enough.

**Mr. La Salle:** We have not decided yet whether to sit this evening or not.

**An hon. Member:** There has not been a motion.

**An hon. Member:** No.

**Mr. La Salle:** Personally, I have to leave for Saint Jean-Baptiste Day.



[Texte]

**Mr. Poulin:** Mr. Woolliams' suggestion is well taken by me.

**The Chairman:** Order. Order, please. Order, please. Mr. Poulin.

**Mr. Poulin:** Mr. Chairman, Mr. Woolliams' suggestion is well taken by me. We all appreciate the co-operation he has given as the justice critic in his department. Mr. Reynolds indicated a personal problem that he has, and we all have commitments. Some of us would be prepared to forsake those and go on. However, it is more difficult for others. If we, therefore, accept that the times will be that we will sit at all available times on Friday, and all available times on Monday, prior to the time specified in Mr. Fairweather's motion...

**The Chairman:** Mr. Reynolds.

[Interprétation]

**M. Poulin:** Je serais tenté d'accepter la suggestion de M. Woolliams.

**Le président:** A l'ordre, s'il vous plaît. La parole est à M. Poulin.

**M. Poulin:** Monsieur le président, je trouve que M. Woolliams a raison. Nous apprécions tous l'esprit de coopération dont il a fait preuve en sa qualité de critique des affaires juridiques de son parti. M. Reynolds a évoqué des difficultés personnelles et nous tous avons des engagements. Certains sont peut-être disposés à poursuivre alors que, pour d'autres, ce serait difficile. Si nous acceptons donc de siéger vendredi et lundi à toutes les heures disponibles avant la date et l'heure prévues dans la motion de M. Fairweather...

**Le président:** Monsieur Reynolds.

• 1725

**Mr. Reynolds:** Mr. Chairman, I cannot accept the cut-off date and I will vote against it as it is obvious that there are enough members of the Committee for the motion to pass. I would like to get some agreement from the members on the other side, knowing that we are going to have that closure date in there when we just cannot talk any longer. On Monday there will be no guillotine at all and on Friday we should be able to sit all day if we have to, with the exception—and I would like to have this in there—of the Question Period. I think we all like to be in the House for the Question Period, maybe 15 minutes before and 15 minutes after, but at that point if we want to go until midnight or 1 o'clock in the morning on Friday, we would hope that the government would not cut us off on Friday.

**The Chairman:** Agreed.?

**An hon. Member:** Do we start at 9:30 on Friday morning?

**The Chairman:** On Friday morning we would meet at 9.30 to 11 and then we would resume...

**Mr. Reynolds:** To 10.45 a.m., Mr. Chairman, so some of us...

**The Chairman:** All right. From 9.30 to 10.45 Friday morning and then we will also sit on Friday from 2 p.m. to 5 p.m.

**Mr. Reynolds:** From 2 p.m. until we are finished.

**Mr. Poulin:** If we could make some progress prior to 5 p.m. we would have that...

**Mr. Lawrence:** I have some responsibility to my riding. There are going to be regular hours on Friday.

**An hon. Member:** Do not go along with it.

**Mr. Poulin:** I am suggesting, Mr. Chairman, will respect Mr. Reynolds, that...

**Mr. Woolliams:** Do not talk too much; you will get this thing settled.

**Mr. Poulin:** All right. Well, Mr. Reynolds, we will sit as long as we can on Friday.

**M. Reynolds:** Monsieur le président, je ne puis accepter de date limite, c'est pourquoi je voterai contre la motion, même s'il est évident que de toute façon, elle sera adoptée. Je voudrais avoir l'assentiment des députés de l'autre côté de la salle, étant donné que la date limite sera de toute façon adoptée, date au-delà de laquelle il n'y aura plus moyen de discuter. Aucune heure limite n'est encore prévue pour lundi et nous pourrions siéger toute la journée vendredi s'il le faut, à l'exception de la période des questions, ce qui devrait à mon avis être précisé dans la motion. La plupart d'entre nous tiennent en effet à être à la Chambre pendant la période des questions, 15 minutes avant et 15 minutes après; j'espère néanmoins que le gouvernement n'imposera pas d'heure limite vendredi, même si nous décidons de siéger jusqu'à minuit ou 01 h 00.

**Le président:** Vous êtes d'accord?

**Une voix:** Est-ce qu'on commence à 09 h 30 vendredi matin?

**Le président:** Nous allons nous réunir vendredi matin de 09 h 30 à 11 h 00 pour reprendre...

**M. Reynolds:** Jusqu'à 10 h 45 monsieur le président, car certain d'entre nous...

**Le président:** Très bien. Nous allons donc siéger vendredi de 09 h 30 à 10 h 45 et l'après-midi de 14 h 00 à 17 h 00.

**M. Reynolds:** De 14 h 00 jusqu'à ce que nous ayons terminé.

**M. Poulin:** Si nous abattons suffisamment de travail avant 17 h 00, cela nous permettrait...

**M. Lawrence:** Je serai obligé de m'occuper des affaires courantes vendredi pour m'acquitter de mes obligations vis-à-vis de mes électeurs.

**Une Voix:** Il ne faut pas accepter.

**M. Poulin:** Je propose, en ce qui concerne la suggestion de M. Reynolds...

**M. Woolliams:** N'ajoutez plus rien, vous êtes en train de régler la question.

**M. Poulin:** Très bien. Donc, nous allons siéger aussi longtemps que nous le pourrions vendredi.

[Text]

**An hon. Member:** We sit when the House sits.

**Mr. Poulin:** As long as we can, I think.

**The Chairman:** I presume the votes will not be put so if some members do not want to be here for questions, I think the Committee could sit for those members who do want to ask questions or make comments at that time.

**Mr. Lawrence:** Mr. Chairman, may I just get one thing straight?

**The Chairman:** Yes.

**Mr. Lawrence:** Surely to goodness, the committees sit when the House is sitting. The House has regular hours presumably; surely the committees of the House should have regular hours as well. You know, it is ridiculous that somebody makes the suggestion that we sit here until 3 o'clock a.m. on Saturday morning.

**The Chairman:** We have a dispute here between several members. I am agreeable to putting it either way. At the very least, I presume, we have agreement to sit on Friday from 9.30 to 10.45 a.m. and from 2 to 5 p.m. On Monday at what hour should we begin? At 11 o'clock?

**Mr. Reynolds:** If necessary at 11 o'clock.

**The Chairman:** If necessary at 11 o'clock on Monday, 11 o'clock until 12.30 p.m.; 3.30 to 5.30 p.m.; and at 8 p.m. The only time of disagreement is Friday night, and disagreement between Mr. Reynolds and Mr. Lawrence. I do not know if they want to try to reach agreement on that?

**Mr. Reynolds:** I am just concerned about some of us who have questions that we want to put. I can fully respect especially members from Ontario—from British Columbia we are stuck here anyway—in Ontario it is closer to drive home. Maybe we could just say there would not be any votes after 5 o'clock on Friday but if some of us had questions we might be able to put the questions to the Minister.

**The Chairman:** Could we agree to leave that matter open until Friday afternoon with the understanding that we sit at least until 5 o'clock, but reserving the question of whether we sit on Friday evening until we see if there are members with questions. Maybe Mr. Lawrence would not at that point object if his colleagues had some further questioning.

Mr. Fairweather's motion would be amended further by providing that we shall sit on Friday from 9.30 a.m. to 10.45 a.m.; from 2 p.m. to 5 p.m., reserving the question of whether we shall sit further on Friday; and on Monday from 11 a.m. to 12.30 p.m.; from 3.30 p.m. to 5.30 p.m. and at 8 p.m. if necessary. If we dispose the bill before that obviously we will not have to continue our hearings. All those in favour of the amendment? Mr. Stevens.

**Mr. Stevens:** Before we vote on this, as I understand it the guillotine falls at 8.30 on Monday night. Now, could I get some explanation then? What is the significance of 8.30 Monday night? What exactly happens in relation to our reporting to Parliament? Why is it significant, 8.30 p.m.? Mr. Fairweather indicated 10 o'clock on Tuesday initially. Why have we shifted it up to 8.30 on Monday?

[Interpretation]

**Une voix:** Nous siégeons lorsque la Chambre siège.

**M. Poulin:** Aussi longtemps que nous pouvons.

**Le président:** Comme on n'en viendra sans doute pas au vote, le Comité pourrait se réunir pour ceux de ses membres qui désirent poser des questions.

**M. Lawrence:** Monsieur le président, j'aimerais faire une mise au point.

**Le président:** Allez-y.

**M. Lawrence:** Il me semble que normalement les comités siègent lorsque la Chambre siège. Or la Chambre siège à des heures prévues à l'avance, ce qui devrait être le cas également des comités. Il serait ridicule de proposer que nous siégeons jusqu'à 03 h 00 samedi matin!

**Le président:** Les membres du comité ne semblent pas d'accord. Pour ma part, je suis disposé à faire comme vous l'entendez. Je pense que nous sommes tous d'accord pour siéger vendredi matin de 09 h 30 à 10 h 45 et ensuite de 14 h 00 à 17 h 00. Est-ce que nous allons commencer lundi matin à 11 h 00?

**M. Reynolds:** A 11 h 00 si nécessaire.

**Le président:** Donc, si nécessaire, nous allons nous réunir lundi matin de 11 h 00 à 12 h 30, de 15 h 30 à 17 h 30 et à nouveau à 20 h 00. MM. Reynolds et Lawrence ne sont pas d'accord cependant en ce qui concerne la réunion de vendredi soir. Est-ce que vous pourriez tomber d'accord sur ce point?

**M. Reynolds:** Ce qui me préoccupe, c'est que certains d'entre nous tiennent à poser des questions. Les députés de l'Ontario ne sont pas trop loin de chez eux, mais ceux de la Colombie-Britannique ont un long voyage à faire pour rentrer. On pourrait préciser qu'il n'y aura pas de vote après 17 h 00 vendredi et ceux qui le désirent pourront poser des questions au ministre.

**Le président:** Est-ce qu'on pourrait laisser cette question de côté jusqu'à vendredi après-midi, étant bien entendu qu'on siégera jusqu'à 17 h 00 au moins, la question de savoir si nous allons siéger vendredi soir étant réservée jusqu'à ce qu'il soit clair si oui ou non certains membres du comité tiennent à poser des questions. Il se pourrait que M. Lawrence accepte que ses collègues posent d'autres questions.

La motion de M. Fairweather sera modifiée en stipulant que nous allons nous réunir vendredi matin de 09 h 30 à 10 h 45, ensuite de 14 h 00 à 17 h 00, en réservant la question de savoir si nous allons siéger plus tard vendredi; ensuite, nous allons nous réunir lundi matin de 11 h 00 à 12 h 30, de 15 h 30 à 17 h 30 et ensuite à 20 h 00 si nécessaire. Si par contre nous terminons nos travaux avant, il sera bien entendu inutile de prolonger les réunions. Que tous ceux qui sont en faveur veuillent bien lever la main. Monsieur Stevens.

**M. Stevens:** Avant de passer aux voix, je voudrais savoir si l'heure limite est bien fixée à 20 h 30 lundi soir. Que veut dire au juste le fait de mentionner 20 h 30 lundi? Que va-t-il se passer au sujet du rapport au parlement? A l'origine, M. Fairweather avait parlé de 22 h 00 mardi; j'aimerais donc savoir pourquoi il est question maintenant de 20 h 30 lundi?



[Texte]

**The Chairman:** I cannot answer that. May I just explain the voting process. The voting process itself takes some time and the intention was to allow us to report to the House before that evening was finished, so that ...

**Mr. Lawrence:** It may well be that there will be some things coming up so the Committee can change that.

**The Chairman:** Yes, depending on how the Committee votes. Mr. Fairweather.

• 1730

**Mr. Fairweather:** That is exactly it. To give two sitting days of Parliament before the July 1 holiday is what I had in mind.

**The Chairman:** Yes. Thank you, Mr. Fairweather.

**Mr. Stevens:** Mr. Chairman, what is the time limitation in Parliament, then? If it is reported that evening, when is the earliest that it can be called for consideration in the House?

**The Chairman:** Unless there is special consent, Wednesday would be the earliest at which it could be called for the report stage.

**Mr. Stevens:** So on that day, if it is to be passed this month, it has to go through all stages on one day?

**The Chairman:** Yes.

**Mr. Poulin:** Of course, if this Committee reports it back on Friday, they would have three days—Monday, Tuesday and Wednesday—for report stage and third reading.

Amendment agreed to.

Motion as amended agreed to.

**Some hon. Members:** Hear, hear!

**An hon. Member:** Now we will start to work.

**Mr. Lawrence:** I move we adjourn.

**The Chairman:** All right. Mr. Lawrence moves that we adjourn.

**M. La Salle:** J'invoque le Règlement, monsieur le président.

**Le président:** Messieurs, à l'ordre, s'il vous plaît.

J'ai une motion d'ajournement, je dois lui donner la priorité.

**M. La Salle:** Vous avez été trop vite!

**Le président:** M. Lawrence peut retirer sa motion s'il veut, sinon, nous devons procéder à la mise aux voix.

**An hon. Member:** We are not sitting tomorrow, Roch.

**The Chairman:** On the motion to adjourn, those in favour? Motion carried.

[Interprétation]

**Le président:** Il ne m'appartient pas de vous répondre, mais j'aimerais vous expliquer la procédure de vote. Comme il faut un certain temps pour le scrutin, et que nous voulions pouvoir soumettre notre rapport à la Chambre avant la fin de la soirée ...

**M. Lawrence:** Il se pourrait que des éléments nouveaux permettront au Comité de modifier ses dispositions.

**Le président:** Tout dépend du scrutin. Monsieur Fairweather.

**M. Fairweather:** C'est ça. Je voulais que l'on prévoit deux journées parlementaires avant le premier juillet.

**Le président:** Merci, monsieur Fairweather.

**M. Stevens:** Quelle serait la limite de temps au Parlement, dans ce cas, monsieur le président? Si le rapport est déposé ce soir-là, quand le bill pourra-t-il être examiné le plus tôt à la Chambre?

**Le président:** Sauf approbation spéciale, mercredi serait la première date d'examen à la Chambre au niveau du rapport.

**M. Stevens:** Si le bill doit encore être adopté ce mois-ci, il faut qu'il passe par toutes les étapes ce jour-là, n'est-ce pas?

**Le président:** C'est bien ça.

**M. Poulin:** Si le Comité soumet son rapport vendredi, cela laisserait trois jours, lundi, mardi et mercredi pour le rapport et la troisième lecture.

L'amendement est adopté.

La motion, telle que modifiée est adoptée.

**Des voix:** Bravo.

**Une voix:** Au boulot maintenant.

**M. Lawrence:** Je propose qu'on lève la séance.

**Le président:** M. Lawrence propose qu'on lève la séance.

**Mr. La Salle:** On a point of order, Mr. Chairman.

**The Chairman:** Order, please, gentlemen.

I have a motion of adjournment which has to come first.

**Mr. La Salle:** You have been going too fast.

**The Chairman:** Mr. Lawrence can withdraw his motion if he wants to, if not, we have to vote on it.

**Une voix:** Nous n'allons pas nous réunir demain, Roch.

**Le président:** Que ceux qui sont en faveur de la motion d'ajournement veuillent bien lever la main. La motion est adoptée.

[Text]

**M. La Salle:** Non, non, non.

Je voudrais, monsieur le président, remercier mes collègues d'avoir permis aux francophones de célébrer leur fête comme il se doit.

**The Chairman:** The Committee is adjourned till 9.30 on Friday morning.

[Interpretation]

**Mr. La Salle:** No, no, no.

Mr. Chairman, I would like to thank my colleagues for enabling Francophone members to celebrate their holiday properly.

**Le président:** La séance est levée jusqu'à 9 h 30 vendredi.



















HOUSE OF COMMONS

Issue No. 71

Friday, June 25, 1976

Chairman: Mr. Mark MacGuigan

CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule n° 71

Le vendredi 25 juin 1976

Président: M. Mark MacGuigan

Government  
Publications

*Minutes of Proceedings and Evidence  
of the Standing Committee on*

*Procès-verbaux et témoignages  
du Comité permanent de la*

## Justice and Legal Affairs

## Justice et des questions juridiques

### RESPECTING:

Bill C-84, Criminal Law Amendment Act  
(No. 2), 1976.

### CONCERNANT:

Bill C-84, Loi de 1976 modifiant le  
droit pénal, n° 2.

### APPEARING:

The Honourable Warren Allmand,  
Solicitor General of Canada.

### COMPARAIT:

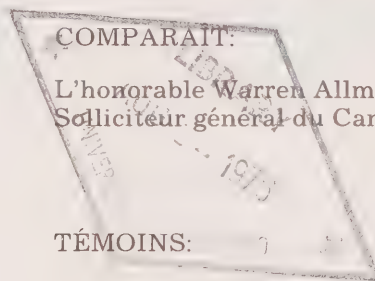
L'honorable Warren Allmand,  
Solliciteur général du Canada.

### WITNESSES:

(See back cover)

### TÉMOINS:

(Voir à l'endos)



First Session

Thirtieth Parliament, 1974-75-76

Première session de la

trentième législature, 1974-1975-1976



STANDING COMMITTEE ON JUSTICE  
AND LEGAL AFFAIRS

*Chairman:* Mr. Mark MacGuigan

Messrs.

Fairweather	Leggatt
Fraser	Loiselle ( <i>Chambly</i> )
Goodale	Marceau
Lachance	Marchand
Laprise	( <i>Kamloops-Cariboo</i> )
Lawrence	Milne

COMITÉ PERMANENT DE LA JUSTICE  
ET DES QUESTIONS JURIDIQUES

*Président:* M. Mark MacGuigan

Messieurs

Nicholson (Miss)	Stollery
Poulin	Tessier
Reynolds	Towers
Stevens	Woolliams—(20)

(Quorum 11)

*Le greffier du Comité*

Lois A. Cameron

*Clerk of the Committee*

Pursuant to S.O. 65(4)(b)

On Friday, June 25, 1976:

Mr. Marchand (*Kamloops-Cariboo*) replaced Mr. Stanbury

Mr. Goodale replaced Mr. Olivier

Mr. Tessier replaced Mr. Loiselle (*Chambly*)

Mr. McIsaac replaced Mr. Fox

Mr. Stollery replaced Mrs. Holt

Miss Nicholson replaced Mr. Pinard

Mr. Robinson replaced Mr. Stollery

Mr. Stollery replaced Mr. Robinson

Mr. Loiselle (*Chambly*) replaced Mr. McIsaac

Mr. Fraser replaced Mr. La Salle.

Conformément à l'article 65(4)b) du Règlement

Le vendredi 25 juin 1976:

M. Marchand (*Kamloops-Cariboo*) remplace M. Stanbury

M. Goodale remplace M. Olivier

M. Tessier remplace M. Loiselle (*Chambly*)

M. McIsaac remplace M. Fox

M. Stollery remplace M<sup>me</sup> Holt

M<sup>lle</sup> Nicholson remplace M. Pinard

M. Robinson remplace M. Stollery

M. Stollery remplace M. Robinson

M. Loiselle (*Chambly*) remplace M. McIsaac

M. Fraser remplace M. La Salle.

## MINUTES OF PROCEEDINGS

FRIDAY, JUNE 25, 1976  
(81)

[Text]

The Standing Committee on Justice and Legal Affairs met at 9:47 o'clock a.m. this day, the Chairman, Mr. MacGuigan, presiding.

*Members of the Committee present:* Messrs. Goodale, Lachance, Lawrence, Leggatt, MacGuigan, Marceau, Marchand (*Kamloops-Cariboo*), McIsaac, Milne, Miss Nicholson, Messrs. Poulin, Reynolds, Robinson, Stevens, Stollery, Tessier, Towers and Woolliams.

*Appearing:* The Honourable Warren Allmand, Solicitor General of Canada.

*Witness: From the Ministry of the Solicitor General:* Mr. R. Diguier, Deputy Commissioner (Operations), Canadian Penitentiary Service.

The Committee resumed consideration of Bill C-84, An Act to amend the Criminal Code in relation to the punishment for murder and certain other serious offences.

On Clause 2,

The Minister, with the witness, answered questions.

Mr. Reynolds moved,—That the Farris Report be made available to all members of this Committee during the study of Bill C-84.

And debate arising thereon, by unanimous consent, the motion was allowed to stand.

At 10:42 o'clock a.m., the Committee adjourned until 2:00 o'clock p.m. this day.

AFTERNOON SITTING  
(82)

The Standing Committee on Justice and Legal Affairs met at 2:20 o'clock p.m. this day, the Chairman, Mr. MacGuigan, presiding.

*Members of the Committee present:* Messrs. Fraser, Lachance, Lawrence, Leggatt, Loiselle (*Chambly*), MacGuigan, Marceau, Marchand (*Kamloops-Cariboo*), Milne, Miss Nicholson, Messrs. Poulin, Reynolds, Stevens, Stollery, Tessier, Towers and Woolliams,

*Other Member present:* Mr. Robinson.

*Appearing:* The Honourable Warren Allmand, Solicitor General of Canada.

*Witnesses: From the Ministry of the Solicitor General:* Mr. R. Diguier, Deputy Commissioner (Operations), Canadian Penitentiary Service; Mr. B. C. Hofley, Assistant Deputy Minister, Research and Systems Development; Mr. J. H. Hollies, Q.C., Ministry Legal Counsel and Mrs. Carolyn Fuller, Research Branch.

The Committee resumed consideration of Bill C-84, An Act to amend the Criminal Code in relation to the punishment for murder and certain other serious offences.

## PROCÈS-VERBAL

LE VENDREDI 25 JUIN 1976  
(81)

[Traduction]

Le Comité permanent de la justice et des questions juridiques se réunit aujourd'hui à 9 h 47 sous la présidence de M. MacGuigan (président).

*Membres du Comité présents:* MM. Goodale, Lachance, Lawrence, Leggatt, MacGuigan, Marceau, Marchand (*Kamloops-Cariboo*), McIsaac, Milne, M<sup>lle</sup> Nicholson, MM. Poulin, Reynolds, Robinson, Stevens, Stollery, Tessier, Towers et Woolliams.

*Comparaît:* L'honorable Warren Allmand, solliciteur général du Canada.

*Témoin: Du bureau du solliciteur général:* M. R. Diguier, Commissaire adjoint (services opérationnels), Service canadien des pénitenciers.

Le Comité reprend l'étude du bill C-84, Loi modifiant le code criminel relativement à la peine pour meurtre et certaines autres infractions graves.

Article 2,

Le ministre, et le témoin, répondent aux questions.

M. Reynolds propose,—Que le rapport Farris soit mis à la disposition de tous les membres du Comité durant l'étude du bill C-84.

Le débat s'engage, puis, du consentement unanime, la motion est réservée.

A 10 h 42, le Comité suspend ses travaux jusqu'à 14 h aujourd'hui.

SÉANCE DE L'APRÈS-MIDI  
(82)

Le Comité permanent de la justice et des questions juridiques se réunit aujourd'hui à 14 h 20 sous la présidence de M. MacGuigan (président).

*Membres du Comité présents:* MM. Fraser, Lachance, Lawrence, Leggatt, Loiselle (*Chambly*), MacGuigan, Marceau, Marchand (*Kamloops-Cariboo*), Milne, M<sup>lle</sup> Nicholson, MM. Poulin, Reynolds, Stevens, Stollery, Tessier, Towers et Woolliams.

*Autre député présent:* M. Robinson.

*Comparaît:* L'honorable Warren Allmand, solliciteur général du Canada.

*Témoins: Du bureau du solliciteur général:* M. R. Diguier, Commissaire adjoint (services opérationnels), Service canadien des pénitenciers; M. B. C. Hofley, Sous-ministre adjoint, Recherche et perfectionnement des méthodes. M. J. H. Hollies, C.R., Avocat du ministère et M<sup>me</sup> Carolyn Fuller, Division de la recherche.

Le Comité reprend l'étude du bill C-84, Loi modifiant le code criminel relativement à la peine pour meurtre et certaines autres infractions graves.

On Clause 2,

The Committee resumed debate on the motion of Mr. Reynolds,—That the Farris Report be made available to all members of this Committee during the study of Bill C-84.

After further debate, the question being put on the motion, it was, by a show of hands, negatived: YEAS: 4; NAYS: 7.

The Minister, with the witnesses, answered questions.

At 4:38 o'clock p.m., the Committee adjourned until 11:00 a.m., on Monday, June 28, 1976.

Article 2,

Le Comité reprend le débat sur la motion de M. Reynolds,—Que le rapport Farris soit mis à la disposition de tous les membres du Comité durant l'étude du bill C-84.

Le débat se poursuit, et la motion, mise aux voix, est rejetée par un vote à main levée, par 7 voix contre 4.

Le ministre et les témoins répondent aux questions.

A 16 h 38, le Comité suspend ses travaux jusqu'à 11 h le lundi 28 juin 1976.

*Le greffier du Comité*

Lois A. Cameron

*Clerk of the Committee*



## EVIDENCE

(Recorded by Electronic Apparatus)

Friday, June 25, 1976

[Texte]

• 0948

**The Chairman:** The meeting will come to order. I think we have enough members here who are either on the Committee or in the process of being put on the Committee that we can begin our questioning.

The Solicitor General is back with us again. The only questioner I had left from last day was Mr. Stevens who is not with us yet.

At some point today we may want to discuss the admissibility of the various amendments which have been proposed. Is it your suggestion to wait now for Mr. Stevens to arrive, or did someone else have any questions? Mr. Reynolds.

**Mr. Reynolds:** Perhaps I could ask a question. I was going to ask it later on anyway.

Regarding the temporary absences we talked so much about the other day and the problems that we are going to have—I am talking now of the second degree murder, where the person gets a minimum of 10 years without parole. What is going to be the date that that person, under this bill, will be eligible for a temporary absence pass? Would it be seven years?

**Hon. Warren Allmand (Solicitor General of Canada):** He is eligible—a clause I think in the bill says that both for first degree and second degree murder you are eligible for day parole and temporary absences three years before your full parole eligibility date. So if it was second degree murder with a 10-year parole eligibility date, you would be eligible for temporary absences and day parole three years prior, seven years. It is in proposed Section 674 on page 12.

**Mr. Reynolds:** So they are still going to have the problem in the penitentiary of some people getting temporary absences who are under the old law, that are going to be able to get them sooner than people who are going to get it under the new law.

**Mr. Allmand:** Under the existing law that same rule applies, three years prior to full eligibility date. For example, a person who committed murder last year and has a life sentence. His parole eligibility date would be 10 years and he is eligible for temporary absences and day parole under that same rule. That is the law that was passed in 1972.

• 0950

**Mr. Reynolds:** But there are some people in that penitentiary who are getting day paroles and who have not spent seven years inside on murder charges. Those are the ones we brought up the other day.

## TÉMOIGNAGES

(Enregistrement électronique)

Le vendredi 25 juin 1976

[Interprétation]

**Le président:** La séance est ouverte: je crois que nous avons suffisamment de députés qui font partie du comité, ou qui sont sur le point d'en faire partie, pour commencer.

Le solliciteur général est ici. Il ne reste sur ma liste de l'autre jour que le nom de M. Stevens, qui n'est pas encore arrivé.

Nous pourrions décider aujourd'hui si les différents amendements qui ont été proposés peuvent être admis; nous proposez-vous d'attendre l'arrivée de M. Stevens ou y a-t-il parmi vous quelqu'un qui veut poser des questions? Monsieur Reynolds.

**M. Reynolds:** J'aimerais poser une question que j'avais l'intention de toute façon de présenter plus tard.

Nous avons beaucoup discuté des absences temporaires l'autre jour et des problèmes connexes... Je ne veux pas parler du meurtre au deuxième degré et pour lequel la peine de prison est au minimum dix ans sans libération conditionnelle. A partir de quand cette personne devient-elle admissible, en vertu du présent bill, à un permis d'absence temporaire? Après sept ans?

**L'hon. Warren Allmand (solliciteur général du Canada):** Un article du bill prévoit que pour un meurtre au premier degré et au deuxième degré, on est admissible à la libération conditionnelle de jour ou à des absences temporaires trois ans avant la date d'admissibilité à la libération conditionnelle complète. Donc, lorsqu'il s'agit d'un meurtre au deuxième degré s'il faut attendre dix ans pour être admissible à la libération conditionnelle, on peut profiter des absences temporaires ou de la libération conditionnelle de jour trois ans avant la fin de cette période, c'est-à-dire après sept ans. Cela se trouve à l'article 674 proposé à la page 12.

**M. Reynolds:** Il y aura donc toujours un problème qui se posera dans les pénitenciers pour les gens qui obtiendront des absences temporaires, en vertu de l'ancienne loi et qui, par conséquent, les obtiendront avant ceux qui tomberont sous le coup de la nouvelle loi.

**M. Allmand:** Dans la nouvelle loi, le même règlement s'applique, soit cette condition trois ans avant la date d'admissibilité à la libération conditionnelle complète. Prenons, par exemple, le cas d'une personne qui a commis un meurtre l'an passé et qui a été condamnée à l'emprisonnement à vie. Il ne pourrait avoir droit à la libération conditionnelle avant dix ans et les absences temporaires et la libération conditionnelle de jour soit visées par le même règlement. Telle est la loi qui a été adoptée en 1972.

**M. Reynolds:** Mais dans ce pénitencier, il y a des gens qui bénéficient des libérations conditionnelles de jour et qui n'ont pas purgé sept ans de peine pour meurtre. Ce sont les cas qu'on a soulevés l'autre jour.

[Text]

**Mr. Allmand:** They would be persons convicted prior to the last vote.

**Mr. Reynolds:** Is there any way you could make that law equitable by putting an amendment to this bill that would make them all eligible at the same time? In other words, wiping out everything that has happened in the past and saying, This is the law: seven years is the earliest date you will be able to get a temporary absence leave.

**Mr. Allmand:** We discussed that at great length the last time, in 1972, and we felt the better of the two situations would be to have the two different regimes. The other choice would be to make retroactive a law for people who were not convicted under that law; in other words, people who when convicted were given life sentences and had parole eligibility after three years. to all of a sudden increase their eligibility date for temporary absences from three to seven years would not be fair. I might say, though, Mr. Reynolds, since those people are now in for a longer period of time they are catching up to the other people in any case. I think it would cause more disruption in the penitentiaries if you all of a sudden took away temporary absence from people who were getting them, not because they were breaking them but because we just wanted to make the same law equal to everyone despite their date of conviction.

**Mr. Reynolds:** The other question I have, Mr. Chairman, is regarding the men on death row right now. If this bill passes on third reading, will those people be treated as if they are in that jail under the new law, or will they still have to be studied by Cabinet as individual cases under the previous law that this same government brought in? I want to get that clear, because I could not understand it in the newspapers.

**Mr. Allmand:** That is provided in Clause 25 on page 12. Their sentences would be usually applied to putting more harsh penalties on people who were not convicted under those penalties. In this case, the right of commutation always existed; what we are doing here is saying that they are automatically commuted without studying each case individually. The alternative would be to hang some of them, and I do not think after we pass the law on abolition, if we pass it, that we should—The only other choice, really, is to commute them. They will all be first degree, Mr. Reynolds.

**Mr. Reynolds:** They will all be in there for an automatic 25 years.

**Mr. Allmand:** They have the first-degree régime under this law applied to them. The penalty that would be applied to them if this law did not go through would be capital punishment unless commuted, and if they were commuted we could set out the terms of their life sentence in the commutation order.

**The Chairman:** Mr. Woolliams.

**Mr. Woolliams:** I want to follow along a certain line. I understand the bill because there is a special section, as far as what the Minister has said, and his interpretation and that of his officials is identical to what mine would be by reading the bill.

[Interpretation]

**M. Allmand:** Cela s'applique aux personnes qui ont été condamnées avant le dernier vote.

**M. Reynolds:** Est-ce qu'on ne pourrait pas rendre cette loi plus juste en présentant un amendement au bill qui donnerait la même date d'admissibilité à tous? En d'autres termes, on ne tiendrait pas compte de ce qui s'est produit dans le passé et on spécifierait que la loi exige maintenant une période de sept ans au minimum avant d'obtenir un congé d'absence temporaire.

**M. Allmand:** Nous en avons longuement discuté la dernière fois en 1972 et nous en avons conclu qu'il serait encore préférable de conserver deux régimes distincts. L'autre choix que nous avons, c'était de rendre la loi rétroactive pour ceux qui n'avaient pas été condamnés en vertu de cette loi. En d'autres termes, pour ceux qui avaient été condamnés à vie et bénéficiaient d'admissibilité à la libération conditionnelle après trois ans. Faire passer cette date d'admissibilité pour absence temporaire de trois à sept ans ne seraient pas équitable. Je dirais pourtant, monsieur Reynolds, que puisque ces gens sont déjà emprisonnés pour l'instant pour une période plus longue, qu'ils sont de toute façon en train de rattraper les autres. Mais si vous supprimiez subitement les absences temporaires non pour cause de violation, mais parce que vous voulez être équitable, quelle que soit la date de condamnation, ceci créerait plus d'ennuis au sein des pénitenciers.

**M. Reynolds:** L'autre question que je voulais poser se rapporte aux gens qui sont actuellement condamnés à mort. Si ce bill est adopté en troisième lecture, est-ce que ces personnes seront traitées selon la nouvelle loi ou est-ce que leur cas sera traité individuellement par le Cabinet en vertu de l'ancienne loi que ce même gouvernement avait adopté? J'aimerais en avoir le cœur net parce que je n'ai pas compris ce qu'expliquaient les journaux.

**M. Allmand:** Ceci se trouve à l'article 25 de la page 12. Leurs peines seront automatiquement commuées. Le principe de la rétroactivité ne s'applique d'habitude que lorsqu'il impose des peines plus sévères à des personnes qui n'avaient pas été condamnées aux dites peines. Dans le présent cas, le droit de commuer la peine a toujours existé et tout ce que nous faisons ici, c'est de dire que la peine est automatiquement commuée sans qu'il y ait étude de chaque cas en particulier. L'autre choix serait de prendre certains d'entre eux et je crois qu'après avoir adopté l'abolition, si nous l'adoptons, que ce serait impossible. Tous les meurtres seront du premier degré, monsieur Reynolds.

**M. Reynolds:** Ils seront donc emprisonnés automatiquement pour 25 ans.

**M. Allmand:** Ils seront soumis au régime du premier degré en vertu de la présente loi. La peine qui s'appliquerait si cette loi n'était pas adoptée serait la peine capitale à moins qu'il y ait commutation et dans ce dernier cas c'est dans le décret de commutation que nous établirions les conditions de la peine imposée à vie.

**Le président:** Monsieur Woolliams.

**M. Woolliams:** J'aimerais des éclaircissements sur un certain article que j'interprète de la même façon que le ministre ainsi que ses fonctionnaires.



[Texte]

**The Chairman:** Perhaps before you go any further, Mr. Woolliams, I might suggest to members that I think we are coming close to the time when we can have some arguments on the admissibility of the amendments. I just say that to members so that they can begin marshalling their arguments if they want to make a presentation on that question.

**Mr. Woolliams:** Well, I was not getting into that.

**The Chairman:** No, I realize you were not at this point, Mr. Woolliams, but I wanted to give some advance warning to members to think about it.

**Mr. Woolliams:** In other words, it really is retroactive no matter how you deal with it. If the bill passes I suppose you cannot make fish of one and laddie of the other. Anyhow, that is neither here nor there.

I would like to ask this question, which I think is the real concern, I started on this line when my time ran out. The real concern of people, even the most ardent supporter of retention, the real concern behind it all is, of course, the safety of society. Let us deal with first degree murder first. I believe I am correct in saying that no parole could be granted for the first 15 years, or up to the first 15 years, and then, afterwards, only if an application is made to the Chief Justice; and then two judges are appointed, and he has a hearing before three judges in reference to his parole. Is that correct?

**Mr. Allmand:** Yes, Mr. Woolliams, the Chief Justice could appoint three judges, and he could be one of them...

• 0955

**Mr. Woolliams:** Yes.

**Mr. Allmand:** ... or he could appoint three others. All they could do is set another parole eligibility date somewhere between 15 and 25 years, or they could refuse to set another date. If they set another date, let us say they said 17 years, the people would have to go to the parole board at that date set and it would be a full parole board with the few community members.

**Mr. Woolliams:** Right.

**Mr. Allmand:** You are quite correct, though. Before 15 years they could not get released.

**Mr. Woolliams:** It could be 15 years and one day, it could be 16 years or 17 years—it depends on what the court says before the application is made to the parole board, and if they confirm the recommendation of the court, then of course he would be out on parole.

Now I want to go away from that for a moment...

**Mr. Allmand:** Excuse me. I understand that the court cannot even consider the application until 15 years, so it would be unlikely...

**Mr. Woolliams:** Would you say that again.

**Mr. Allmand:** The court could not even consider the application until the 15 years were up. They could not consider it in anticipation, as it were.

[Interprétation]

**Le président:** Avant d'entrer dans cette question, monsieur Woolliams, il faut indiquer aux membres du Comité que nous allons bientôt pouvoir discuter de l'admissibilité des amendements. Ils pourront ainsi commencer à préparer leurs arguments s'ils veulent faire un exposé sur la question.

**M. Woolliams:** Ce n'est pas la question dont je veux parler.

**Le président:** Non, je comprends, monsieur Woolliams, mais je voulais donner un préavis aux membres du Comité afin qu'ils aient le temps de réfléchir.

**M. Woolliams:** En d'autres termes, quelle que soit la façon dont on traite de la question, il y aura rétroactivité. Si le bill est adopté, vous n'avez pas le choix.

Mais j'aimerais poser une question qui nous préoccupe réellement et j'avais commencé à en discuter lorsque mon temps a expiré. Ce qui préoccupe véritablement les gens, même ceux qui veulent conserver la peine de mort, c'est la sécurité de la société. Commençons à étudier le cas du meurtre au premier degré. Je ne crois pas me tromper en disant qu'il serait impossible de libérer conditionnellement un détenu au cours des 15 premières années, ou jusqu'à la fin des 15 premières années; après ce temps, ce n'est que sur une demande présentée au juge en chef qui nommerait alors deux autres juges pour entendre la demande de libération. N'est-ce pas?

**M. Allmand:** Oui, monsieur Woolliams, le juge en chef pourrait nommer 3 juges, y compris lui-même...

**M. Woolliams:** Oui.

**M. Allmand:** ... ou il pourrait nommer 3 autres juges. Ceux-ci fixeraient une autre date de libération éventuelle entre 15 et 25 ans ou refuseraient de fixer une date. S'ils fixent une autre date, disons par exemple après 17 ans, au bout de ce temps, les intéressés pourraient se présenter devant la Commission des libérations dont certains membres seraient de simples citoyens.

**M. Woolliams:** Oui.

**M. Allmand:** Vous avez néanmoins parfaitement raison. Avant la fin de l'emprisonnement de 15 ans, les détenus ne peuvent pas être relâchés.

**M. Woolliams:** La peine pourrait être fixée à 15 ans et 1 jour, à 16 ans ou à 17 ans; et ce n'est qu'en fonction de ce que décide le tribunal que la demande peut être faite à la Commission des libérations qui peut confirmer la recommandation du tribunal; le détenu est alors libéré conditionnellement.

Maintenant j'aimerais passer pendant un instant à autre chose...

**M. Allmand:** Excusez-moi. A ma connaissance, le tribunal ne peut même pas étudier la demande avant l'expiration des 15 ans. Il est donc peu probable...

**M. Woolliams:** Voulez-vous répéter s'il vous plaît?

**M. Allmand:** Le tribunal ne peut même pas étudier la demande avant l'expiration des 15 ans. En effet, il est impossible d'étudier la demande à l'avance.



[Text]

**Mr. Woolliams:** I said that in my statement. I said, "Under the 15 years, no parole;" we got that. Then they make this application to the courts and the courts make a decision; and from that decision it goes to the parole board...

**Mr. Allmand:** Right.

**Mr. Woolliams:** ... and, after that procedure, either he is rejected or accepted, according to the time set by the court. If they set 17 years, using your language, then the parole board can say: "Well, will he be paroled on that date?" But his eligibility for parole is decided by the courts.

**Mr. Allmand:** Right.

**Mr. Woolliams:** Now, we have got that point settled. I was in consensus with you, and members of Parliament can get in consensus, even if they are all Tories, and we are always happy.

Now we come to the next question, and I am concerned about this phase of it. What provision, if any—and I hope you can answer this in a very positive fashion—do you have for these people to go out on day passes during that 15 years when they cannot do anything until they apply to the courts. What provision have they got for day passes?

**Mr. Allmand:** They have none. The rule will be that before they go to the court, their parole eligibility is 25 years; so they would not become eligible for day passes until 22 years: that is, three years before their parole eligibility date.

If they go to the court at 15 years and the court sets the parole eligibility date at 17 years, then they could immediately get day passes between the 15 and the 17 years, if it was thought they were suitable. But they can only get day passes in the three years prior to their full eligibility date. So, until they go to the court, they get no day passes without escort.

**Mr. Woolliams:** In other words, and I think we can end this discussion pretty quickly, up to 15 years, they get neither day passes nor parole. They have to serve in jail 15 years if they are found guilty of first degree murder.

**Mr. Allmand:** Right.

**Mr. Woolliams:** Unless the law is changed.

**Mr. Allmand:** That is right, sir.

**Mr. Woolliams:** And it cannot be changed by order in council; it is in the statute.

[Interpretation]

**M. Woolliams:** Je l'avais déjà déclaré. J'ai dit: «Avant 15 ans, aucune libération»; nous avons compris. Ensuite, une demande peut être présentée au tribunal et c'est au tribunal de trancher; selon la décision prise par le tribunal, la question peut ensuite être envoyée à la Commission des libérations...

**M. Allmand:** Oui.

**M. Woolliams:** ... après ces démarches, la demande est soit rejetée ou acceptée selon le délai fixé par le tribunal. Si celui-ci est fixé à 17 ans, pour reprendre votre expression, la Commission des libérations peut dire: «Lui accordera-t-on une libération conditionnelle à cette date?» Mais c'est au tribunal de décider de la date à laquelle le détenu pourrait être libéré.

**M. Allmand:** En effet.

**M. Woolliams:** Voilà un point réglé. Je suis d'accord avec vous, ce qui est possible même si l'on est un conservateur; nous sommes toujours heureux.

Et maintenant un autre aspect qui me préoccupe. Qu'avez-vous prévu, et j'espère bien que vous avez prévu quelque chose, car j'aimerais que vous me répondiez de façon positive, pour les détenus qui bénéficient d'une libération d'un jour au cours de cette période de 15 ans alors qu'ils ne peuvent faire rien d'autre qu'attendre l'expiration de leur peine pour faire une demande aux tribunaux. Quelles sont leurs chances d'obtenir un laissez-passer d'une journée?

**M. Allmand:** Ils n'en ont aucune. Le règlement veut qu'avant la date à laquelle un détenu peut se présenter au tribunal pour faire une demande de libération, la date d'une libération possible soit fixée à 25 ans; par conséquent, théoriquement, le détenu ne peut bénéficier d'un laissez-passer d'une journée avant d'avoir purgé 22 ans de sa peine soit, 3 ans avant la date à laquelle il peut obtenir une libération conditionnelle.

Si au bout de 15 ans, le détenu fait une demande au tribunal et que celui-ci fixe la date d'une éventuelle libération à 17 ans, le détenu pourrait obtenir immédiatement un laissez-passer d'une journée entre la quinzième et la dix-septième année, si son cas semble raisonnable. Mais de toute manière, ce n'est qu'au cours des 3 années qui précèdent sa libération éventuelle que le détenu peut obtenir un laissez-passer d'une journée. Par conséquent, avant d'avoir fait une demande au tribunal, aucun laissez-passer d'une journée n'est accordé sans escorte.

**M. Woolliams:** En d'autres mots, pour résumer, avant la fin des 15 premières années, le détenu ne peut obtenir ni de laissez-passer d'une journée ni sa libération. Les 15 premières années de la peine doivent être purgées en prison si le détenu a été reconnu coupable de meurtre au premier degré.

**M. Allmand:** C'est juste.

**M. Woolliams:** A moins bien sûr que la Loi ne soit modifiée.

**M. Allmand:** En effet, monsieur.

**M. Woolliams:** La loi ne peut être modifiée par un décret en conseil puisque cette disposition est prévue dans la Loi.

[Texte]

**Mr. Allmand:** That is right.

**Mr. Woolliams:** Right.

**Mr. Allmand:** Just to be very clear, and we had this discussion the other day. They could go out on an escorted temporary absence...

**Mr. Woolliams:** I am coming to that.

**Mr. Allmand:** ... to a hospital or to a funeral with a guard or in restraining equipment or whatever.

**Mr. Woolliams:** What are those circumstances in which he could go out with an escort, because that does not impress me? Some of these fellows now on death row—and I have read the complete evidence of one—it would not seem to me that there would be any hampering of their human motivation,—if I might put it in those terms. They could knock off an escort so easily and, once they are free, the killing of another policeman or the warden or anybody else would not hurt them because the worst they could get is life, and they already have life. So in what circumstances could they get out with escorts? Is that spelled out? Even that does not satisfy me because, with or without escorts, there is the great possibility of escape and further murder.

**Mr. Allmand:** The first instance, of course, of where they go out with escorts, quite often, is when they are to appear as witnesses at court.

**Mr. Woolliams:** Oh well, they are well escorted then; because I have had cases, as you know, on the defence where the Crown has called about five or six mounties into the courtroom, and that with the jury and the judge, and two looking after them. And they are handcuffed when they are brought in. But if I see them going out to a funeral, I do not suppose they will be handcuffed to their escorts; so let us get away from that kind of by-passing.

• 1000

**Mr. Allmand:** I could ask Mr. Diguier. They could very well be restrained by equipment. Mr. Diguier.

**Mr. Woolliams:** Well, it is not very well—I want to know in a positive, concrete y what is going on.

**Mr. Allmand:** Mr. Diguier, you have heard the question. If a man is released with an escorted temporary absence, for either medical purposes or to go to a funeral, some humanitarian thing, under what circumstances would you use restraining equipment? Or how many guards, and so on?

**Mr. R. J. A. Diguier (Deputy Commissioner, Operational Services, Canadian Penitentiary Service):** Mr. Chairman, the first thing that would happen is that the case would be reviewed and just because an inmate would have lost a close relative does not ensure that he would automatically go out to the funeral. The case is reviewed and it is assessed almost in the same manner as it would be for a parole in that the classification officer reports are reviewed, everybody is questioned and an assessment is made as to whether this calculated risk is warranted. So, automatically, if there is any thought that this particular individual would attempt to escape, it would not occur. I do not think we would consider escorting someone and using restraint equipment because that would indicate that we are fearful that he would attempt to do something. In

[Interprétation]

**M. Allmand:** En effet, monsieur.

**M. Woolliams:** Très bien.

**M. Allmand:** J'aimerais être très précis, je sais que nous avons parlé de ce sujet l'autre jour, mais... Le détenu peut s'absenter temporairement sous escorte...

**M. Woolliams:** J'y venais.

**M. Allmand:** ... pour aller à l'hôpital ou à des funérailles ou s'il porte un dispositif de contrainte ou quelque chose du genre.

**M. Woolliams:** Quelles sont les circonstances pour lesquelles on permettrait à un détenu de sortir sous escorte, car à vrai dire tout cela ne m'impressionne pas? Certains des condamnés à mort actuels... Et j'ai lu le dossier complet de l'un... il ne me semble pas que leur motivation humaine souffrirait de contraintes... si je puis m'exprimer ainsi. Un tel individu pourrait éliminer très facilement son escorte et une fois libre tuer un autre policier ou un autre gardien ou quelqu'un d'autre, puisqu'au pire, il ne pourrait être condamné qu'à l'emprisonnement à vie, peine qu'il a déjà. J'aimerais savoir dans quelles circonstances on permettrait à ces individus de sortir sous escorte? Est-ce prévu? Même dans ce cas, je ne crois pas que je serais satisfait, car avec ou sans escorte, il existe toujours une grande possibilité d'évasion et de meurtre.

**M. Allmand:** Le premier exemple, bien sûr, est celui du détenu qui quitte la prison sous escorte pour comparaître à titre de témoin devant le tribunal.

**M. Woolliams:** Bien sûr, on les escorte très bien alors, car j'ai assisté à des affaires à titre d'avocat de la défense et la Couronne avait fait venir 5 ou 6 membres de la Gendarmerie royale dans la salle et il y avait en plus les membres du jury, le juge, et 2 gardiens pour les surveiller. En outre, ils avaient les menottes. Mais il me semble que si les détenus sortent pour aller à des funérailles, je ne crois pas qu'on les liera avec des menottes à leurs escortes; et j'aimerais bien qu'il n'y ait pas de passe-droit de ce genre

**M. Allmand:** Je pourrais demander à M. Diguier. On pourrait très bien utiliser un instrument de contrainte quelconque. Monsieur Diguier.

**M. Woolliams:** Ce n'est pas... J'aimerais savoir ce que vous allez faire de positif et de concret.

**M. Allmand:** Monsieur Diguier, vous avez entendu la question. Si l'on relâche temporairement sous escorte un individu, soit pour des soins de santé, soit pour aller à des funérailles, pour une raison humanitaire, dans quelles circonstances utiliseriez-vous des instruments de contrainte? Et combien de gardiens, y aura-t-il?

**M. R. J. A. Diguier (Commissaire adjoint, Services opérationnels, Service canadien des pénitenciers):** Monsieur le président, d'abord, on examinerait le cas, car ce n'est pas parce qu'un détenu vient de perdre un proche parent qu'il est assuré automatiquement d'aller aux funérailles. Le cas ayant été examiné et évalué presque de la même manière que s'il s'agissait d'une demande de libération conditionnelle: on étudie les rapports de l'agent, on questionne tous ceux qui sont en contact avec le détenu et on décide si le risque calculé que représente le détenu est justifié. Donc, automatiquement, s'il y a même le moindre risque que l'individu tente de s'évader, on ne lui en donnera pas l'occasion. Je ne crois pas que nous accepterions de libérer un détenu sous escorte s'il nous fallait utiliser des instruments de contrainte, car leur seul usage montrerait bien



[Text]

that case, the escorted temporary absence for humanitarian grounds would be denied.

**Mr. Woolliams:** With the greatest respect to you in that, I have not got the name but I think I have got a file on it, two police were driving a prisoner—I forget what he was charged with, it was a very serious offence—and he wanted to go to the bathroom—I think it was in Quebec—and while he was in the bathroom he had other needs and his need was freedom; and of course the guards did not go in. I can tell you this much, and I am not saying it was good or bad, but under the old system, if you were under guards and you were brought in to give evidence in court and you wanted to go to the bathroom, the guards made darn sure that you did not crawl out the bathroom window, such as in that case.

When you say to me that there is no chance for him to escape, anytime he is out of the penitentiary, with or without escort, there is a chance. I recall when Mr. Goyer was the Solicitor General; I assume he followed the advice of his department at that time and various other expertise, and they started to interpret Section 26 of the Penitentiary Act entirely differently from what they had done for 25 to 30 years and they started giving day passes on humanitarian grounds. Now we talked about funerals but this is a matter of discretion: you are going to decide whether it is on humanitarian grounds. Somebody might have got the shingles or something and he can go out and see them. I want to know specifically—if it is not spelled out in the law, then I am a little nervous of this thing—what are those grounds and will it be spelled out by Order in Council or spelled out, which it is not in this act?

**Mr. Allmand:** Mr. Woolliams, the case you referred to is one that took place, I think, last year at the Queen Mary Veterans' Hospital in Montreal. Two guards escorted an inmate; by the way, that inmate was not on a murder sentence, he was on an armed robbery sentence.

**Mr. Woolliams:** Well, I said violence; I did not say murder.

**Mr. Allmand:** Yes. And they took him to the hospital and while waiting he went to the bathroom and there was a gun placed in the bathroom and he escaped.

**Mr. Woolliams:** Right.

**Mr. Allmand:** And there have been a few others like that. Now, there are directives of the Penitentiary Service which anticipate that kind of thing. Unfortunately, there was a breakdown in the carrying out of the directives on that occasion. We are continually checking on the directives or the follow-up on these provisions for escorted temporary absences on many occasions. After that incident we had a long discussion with the penitentiary officials and they are concerned. What happens is that even when you say you must take these procedures, sometimes the staff do not.

[Interpretation]

que nous craignons que le détenu tenterait de faire quelque chose. Et dans ce cas, on rejeterait sa demande d'une absence temporaire sous escorte pour des raisons humanitaires.

**M. Woolliams:** Avec tout le respect que je vous dois, je vous dirai que j'ai un dossier à ce sujet; il s'agit des deux policiers qui conduisaient un prisonnier... J'oublie de quoi il était accusé, c'était un crime très sérieux... tous les jours est-il que le prisonnier voulait aller aux toilettes... il me semble que c'était à Québec... et pendant qu'il y était il a ressenti d'autres besoins, le besoin de la liberté; évidemment, les gardiens n'étaient pas entrés aux toilettes avec lui. Je peux vous dire sans prétendre que c'était mieux ou pire, mais en vertu de l'ancien régime, si vous étiez sous escorte, par exemple pour aller témoigner devant le tribunal, et que vous vouliez aller aux toilettes, les gardiens s'assuraient que le détenu ne sortait pas par la fenêtre comme cela s'est produit dans le cas que je vous décris.

Vous me dites qu'il n'y a aucun risque que le détenu s'évade lorsqu'il sort de l'établissement pénitenciaire, qu'il soit sous escorte ou non, et moi je prétends qu'il y a des risques. Je me souviens lorsque M. Goyer était solliciteur général, je suppose qu'il a suivi les conseils de son Ministère et de divers experts, et l'on a commencé à interpréter l'article 26 de la Loi sur les pénitenciers différemment de ce qui s'était fait au cours des 25 ou 30 années précédentes; on a commencé à accorder des laissez-passer d'une journée pour raisons humanitaires. Nous avons parlé des funérailles, question laissée à votre discrétion puisque vous allez décider si l'absence est justifiée pour des raisons humanitaires. Une de ses connaissances peut souffrir du zona et le prisonnier pourra sortir pour aller le voir. Je veux voir définies de façon précise les raisons pour lesquelles on laissera un détenu sortir. Celles-ci se trouveront-elles définies par un décret en conseil puisque cela ne figure pas dans la présente loi?

**M. Allmand:** Monsieur Woolliams: l'affaire dont vous avez parlé a eu lieu je crois l'an dernier à l'hôpital Queen Mary des Anciens combattants à Montréal. Deux gardiens escortaient le détenu, (le détenu ne purgeait pas une peine pour meurtre, il purgeait une peine pour vol à main armée.)

**M. Woolliams:** J'ai dit qu'il s'agissait d'un crime violent, mais je n'ai pas dit meurtre.

**M. Allmand:** Oui. On l'a donc conduit à l'hôpital et pendant qu'il y était, il a dit vouloir aller aux toilettes où il a pu prendre une arme à feu qui y avait été placée et il s'est évadé.

**M. Woolliams:** Oui.

**M. Allmand:** Et il y a eu quelques autres cas semblables. Le Service des pénitenciers a promulgué des directives qui prévoient ce genre de chose. Malheureusement, dans le cas en question on n'a pas appliqué les directives. Nous vérifions continuellement les directives pour nous assurer que l'on suit les directives qui prévoient la conduite à suivre au cours d'une absence temporaire sous escorte. Après l'incident en question, nous avons eu un long entretien avec les responsables du pénitencier et je dois avouer qu'ils sont inquiets. En effet, ce qui se produit c'est que même si les directives existent, le personnel ne les suit pas toujours.



[Texte]

**Mr. Woolliams:** That is what I am concerned about. That is my question. I know about facts because I can tell you the law was never changed but the procedures changed. Interpretation is made by administrators; administrators are not the judges, they interpret the law as they see it. Lots of times it is wrong, sometimes it is right. I am always happy when it is right. I can recall, prior to granting of day passes, that in a case where a prisoner was in custody because of some violent crime, and it was not murder, we had to get a court order and the consent of the Attorney General for him to attend the funeral of his little girl who has been burned in a fire. I understand all that. That is one thing; but what are these humanitarian grounds? They can be stretched. The day passes were issued on humanitarian grounds, and one ground was that the prisoner stated that he did not like confinement. Some of them married after they were found guilty of murdering their wives, and then took holidays in Spain. I know what has gone on. I want to find out, because the public wants to know, and all these words are not answering my question. Will you spell out for me, in simple, precise, and concise language, the grounds on which a person who has been found guilty of first-degree murder will get a pass with an escort on humanitarian grounds?

**Mr. Allmand:** Do we have that memo?

• 1005

The other day Mr. Therrien gave the usual humanitarian ground—and that was a funeral. Another reason would be medical grounds, for an operation, and I mentioned going to court. Are there any others you can think of?

**Mr. Woolliams,** what we could do is try to find out whether there are any other grounds on which we now grant escorted temporary absences, and give you that either this afternoon or on Monday.

**Mr. Woolliams:** That is all right, but it is not what you are doing now, because the law is being changed. You are now saying that there will be no more capital punishment for capital murder, and you have nine or eleven people now who have been found guilty by the due process of law after the various courts, up to the Supreme Court of Canada, have found them guilty under the law as enacted by your government.

What I want to know now is not what you have been doing, because that is nerve-racking. I want to find—and it would ease my conscience a lot—the real grounds. They should be spelled out in concise and precise terms. These people, some of them very dangerous—take the Moncton case where they made the police dig their own graves—these fellows want to get out with an escort. If they will do that, they are sort of in an S.S.-troop class, as far as I am concerned, they will do anything. And I do not think an escort, or any other means you use, is going to be much of a safeguard for society. We are entitled, before we put a stamp of approval on what you are doing, to know on exactly what grounds those kinds of men are going to be released, under any circumstances, into society.

[Interprétation]

**M. Woolliams:** C'est justement ce qui me préoccupe. C'est là toute la question. Je connais les faits, la loi n'a jamais été modifiée, mais la procédure a changé. Ce sont les administrateurs qui l'interprètent et les administrateurs ne sont pas les juges. Ils ne font qu'interpréter la loi comme ils l'entendent. Il arrive souvent qu'ils aient tort, parfois ils ont raison. Je suis toujours heureux lorsqu'ils ont raison. Je me souviens, avant l'instauration des laissez-passer d'un jour, du cas d'un prisonnier sous surveillance parce qu'il avait commis un crime violent, mais pas un meurtre. Il nous a fallu obtenir une injonction et le consentement du procureur général pour que celui-ci puisse assister aux funérailles de sa petite-fille qui était morte brûlée dans un incendie. Je comprends tout cela. Il s'agit d'un facteur; toutefois, quels sont ces motifs humanitaires? Il peut très bien y avoir des abus dans ce domaine. Les permissions d'un jour ont été accordées pour des motifs humanitaires: un des motifs invoqués par le prisonnier était qu'il n'aimait pas être emprisonné. Quelques détenus se sont mariés après avoir été trouvés coupables du meurtre de leur femme; ils ont ensuite pris des vacances en Espagne. Je sais très bien ce qui s'est passé. Je veux élucider cette situation, car le public veut être mis au courant. Toutes ces belles paroles n'apportent pas de réponse à ma question. Auriez-vous l'obligeance de me fournir une réponse simple, claire et précise au sujet des motifs permettant aux individus, coupables de meurtre au premier degré, d'obtenir la permission de sortir sous escorte en raison de motifs humanitaires?

**M. Allmand:** Avons-nous cette note?

L'autre jour M. Therrien vous a donné un exemple de motif humanitaire habituel, des funérailles, par exemple. Il y a aussi des considérations d'ordre médical, tel qu'un détenu qui doit subir une opération; j'ai aussi cité en exemple la comparution d'un détenu devant un tribunal. D'autres motifs humanitaires vous viennent-ils à l'esprit?

Monsieur Woolliams, nous pourrions tenter de découvrir s'il existe d'autres motifs humanitaires permettant aux détenus d'obtenir des permis d'absences temporaires sous escorte. Nous pourrions vous fournir ces renseignements plus tard cet après-midi ou lundi.

**M. Woolliams:** Très bien. Néanmoins, ce n'est pas ce qui se produit à l'heure actuelle, car la loi subit des modifications. Vous avez déclaré que le meurtre au premier degré n'entraînerait plus la peine capitale. En ce moment, il y a 9 ou 11 individus qui ont été trouvés coupables d'un tel délit par divers tribunaux, ainsi que la Cour suprême du Canada, et ce, aux termes de la loi promulguée par votre gouvernement.

Je ne tiens pas du tout à savoir ce que vous avez fait par le passé, car je trouve cela assez énervant. Je tente de découvrir les véritables motifs, car j'en aurais ensuite la conscience tranquille. Ces motifs devraient être cités de façon claire et précise. Ces individus, dont certains sont très dangereux, par exemple, le cas de Moncton où ils ont obligé les policiers à creuser leurs propres fosses, veulent obtenir un permis de sortie sous escorte. S'il réussissent à le faire, ils peuvent faire n'importe quoi, car à mon avis, leur comportement ressemble de très près à celui des S.S. Je ne crois pas qu'une escorte, ou tout autre moyen que vous pourriez employer, puisse sauvegarder la société de façon efficace. Avant d'approuver les mesures que vous nous proposez, nous avons le droit de savoir exactement quels sont les motifs qui pourront être invoqués par ces

[Text]

**Mr. Allmand:** We will try to give you a more precise answer to that. I might say that the two fellows in Moncton, to whom you referred just now, have had to go out to court already since that crime and . . .

**Mr. Woolliams:** I never worry about this going to court, Mr. Allmand; when they go to court that is one thing. But, when someone goes to see his girl friend because he has lost his wife, and then gets married while out, that is another thing. When they go to court they have generally two to four Mounties—they are handcuffed to a Mountie, they cannot escape. I have never worried about those kinds of people. I have defended some of them, I know what they are like; I know their psychological, human behaviour. All I am saying is, I am sitting here now as a parliamentarian, and in my position I have some obligation to the people whom I represent, and the people of Canada, to see that the people are safeguarded against these kinds of people.

**Mr. Allmand:** We will try to give you a more specific, detailed answer this afternoon.

**The Chairman:** Mr. Towers.

**Mr. Towers:** Thank you, Mr. Chairman.

Mr. Chairman, I have been concerned for some time about the abuse both guards and policemen are undergoing as they go about their duties. If I could have the indulgence of the Committee for just a moment, I would like to illustrate just one case I ran into. The police apprehended an individual whom, they considered, was a trafficker in drugs. A policeman picked up this fellow and tried to search him. The fellow refused to be searched, and he put his hands in his pockets and stiffened his arms. He was a big fellow and, no doubt as you are very much aware, when you get a strong man doing something like that it takes quite a bit of force to search him. As a result, the policeman called in some help from the other police and they searched the fellow. Then he brought charges of force against the police.

• 1010

I can see the same thing happening with the guards in jails if they have reason to suspect an individual, an inmate, and have to search him, and he follows a like course. If C-84 passes and capital punishment is abolished, I wonder if the Minister could tell us what plan he has or proposes to put in place in order to give the guards and the policemen an extra clout when they have to deal with this type of individual.

**Mr. Allmand:** Mr. Towers, right now the prison officials, including the guards, must deal with very difficult cases in penitentiaries, and we do not expect that the cases will be any more difficult after this bill passes. The guards are allowed to use force when it is necessary to do so. There are directions on certain types of force, such as the use of gas, the use of weapons, the use of restraining equipment; and we expect the guards to follow those guidelines and laws and so on, like anybody else. But there are provisions for them to use the force necessary to do their job.

[Interpretation]

individus, leur permettant d'être lâchés au sein de la société dans n'importe quelle circonstance.

**M. Allmand:** Nous essaierons de vous fournir une réponse beaucoup plus précise. Je pourrais peut-être ajouter que les deux individus de Moncton, auxquels vous venez de faire allusion, ont déjà été traduits devant les tribunaux depuis ce crime et . . .

**M. Woolliams:** Monsieur Allmand, je ne m'inquiète jamais de leur comparution devant les tribunaux, car c'est un motif beaucoup plus sérieux. Toutefois, c'est une autre paire de manches lorsqu'un détenu obtient la permission de visiter sa petite amie, parce qu'il vient de perdre sa femme, et qu'il réussit à épouser la première pendant la durée de son permis de sortie. Lorsque les détenus comparaissent devant un tribunal, ils sont généralement accompagnés de deux ou quatre agents de la Gendarmerie royale du Canada. Ils sont reliés aux officiers par des menottes et il leur est donc impossible de s'enfuir. Je ne m'inquiète pas de ces détenus. J'ai plaidé la cause de certains d'entre eux et je connais très bien leur comportement psychologique. Tout ce que je peux vous dire c'est qu'en tant que représentant de la population canadienne, je crois qu'il est de mon devoir de m'assurer que la société sera protégée de façon efficace contre ce genre d'individus.

**M. Allmand:** Nous essaierons de vous fournir une réponse plus précise et plus détaillée cet après-midi.

**Le président:** Monsieur Towers.

**M. Towers:** Merci, monsieur le président.

Monsieur le président, je m'inquiète depuis quelque temps des abus que doivent subir les gardiens de prison et les policiers dans l'exercice de leurs fonctions. Avec la permission du Comité, j'aimerais pendant un moment vous citer un cas en exemple. La police a appréhendé un individu qu'elle soupçonnait de trafic de stupéfiants. Un policier a arrêté cet individu et a essayé de le fouiller. L'individu en question a refusé d'être fouillé et il s'est tout simplement mis les mains dans les poches, en se raidissant les bras. Comme c'était un gars grand et fort, il est évident que le policier aurait dû employer beaucoup de force afin de le fouiller. Par conséquent, le policier a demandé de l'aide de ses collègues et ils ont réussi à le fouiller. Par la suite, cet individu a porté une accusation de brutalité contre la police.

Je prévois que la même chose peut se produire dans le cas des gardiens de prison s'ils ont des raisons de soupçonner un prisonnier, de vouloir le fouiller et que ce dernier agisse de manière semblable. Si le Bill C-84 est adopté et la peine de mort est abolie, je me demande si le ministre pourrait nous dire ce qu'il entend faire ou propose de faire afin de donner aux gardiens et aux policiers plus de pouvoirs lorsqu'ils devront traiter avec ce genre d'individu.

**M. Allmand:** Monsieur Towers, en ce moment les fonctionnaires des prisons, y compris les gardiens, doivent s'occuper de situations très difficiles au sein de leur pénitencier; nous ne prévoyons pas que la difficulté de ces situations puisse augmenter après l'adoption du projet de loi. Les gardiens ont la permission de se servir de la force quand cela est nécessaire. Il existe des directives quant à l'utilisation de certains moyens tels que les gaz, les armes, les liens; nous attendons des gardiens qu'ils suivent ces directives et ces lois comme toute autre personne. Je répète, il existe des dispositions leur permettant de recourir à la force, s'il y a lieu.



[Texte]

Can you add to that, Mr. Diguier?

**Mr. Diguier:** No, that is very comprehensive, sir.

**Mr. Towers:** I am concerned, Mr. Chairman. Unless the Minister is prepared to propose some guidelines whereby the guards and policemen are afforded a certain allowance of procedure, if you will, or some line whereby they are not going to be continually castigated for using excess force, the morale of most of the police forces across Canada and the morale of the guards in our institutions is going to deteriorate. Does the Minister not agree that there should be some provision put in place whereby the police and the guards are not going to be continually accused of using excess force?

**Mr. Allmand:** Mr. Towers, there are guidelines right now which relate to the use of force by guards and by policemen. Those guidelines are in place. I suppose we can do more to make them known to the guards and to the police, because sometimes they say they did not know about them. However, that having been said, we cannot tolerate abuses of those guidelines by the guards or the police. We cannot say, "Here are the guidelines for the use of force or restraining equipment, of gas, and you should get to know them." Now if they abuse those, if the guards abuse them, then they must take the consequences.

Also, if you ask what I can do about charges being made against the guards and the police, I cannot do anything about that either. If somebody feels the guards have abused the directives with regard to the use of force, they have a right to make a complaint like anybody else. What we have done is make funds available to our guards to defend themselves in court. Let us say that an inmate takes a charge against a guard, alleging that he has used undue force. We have a defence fund up to \$3,000 whereby we pay the lawyers' fees and so on to help that guard defend himself. In the recent inquiry at Millhaven where the inmates charged guards with using gas irregularly and using other abusive actions, the guards were provided with defence and so on. The report will be coming out soon on that particular inquiry.

**Mr. Towers:** Mr. Chairman, could the Minister tell us whether this \$3,000 fund is available for the police as well as the guards?

**Mr. Allmand:** No, this is in the penitentiary service. Oh, it is available for the RCMP. I have no jurisdiction over other police forces but it is available for the RCMP as well. That is for each case. That is not a \$3,000 fund; it is \$3,000 for each case.

• 1015

One must remember, Mr. Towers, that while inmates sometimes make these charges frivolously, it is known that that takes place. It is also known that from time to time we do have guards and policemen who do abuse their power and every year certain guards are disciplined for doing that, certain policemen are expelled from the force and suspended from the force for going beyond what is reasonable. So we have abuses sometimes on both sides. But I agree with you that there has been a tendency sometimes

[Interprétation]

Voulez-vous ajouter quelque chose à cela, monsieur Diguier?

**M. Diguier:** Non, vous avez tout dit, monsieur.

**M. Towers:** Je suis inquiet, monsieur le président. Si le ministre n'est pas disposé à nous proposer certaines directives accordant aux gardiens et aux policiers une certaine liberté d'action, si vous voulez, ou des lignes directives aux termes desquelles ils ne seront pas constamment punis s'ils se servent de force extrême, le moral de la plupart des corps policiers du Canada et des gardiens de nos institutions va s'affaiblir. Le ministre ne convient-il pas qu'il devrait exister des dispositions assurant que les policiers et les gardiens ne seront pas continuellement accusés de se servir de force extrême?

**M. Allmand:** Monsieur Towers, il existe déjà des lignes directrices ayant trait au recours à la force par les gardiens et les policiers. Ces lignes directrices sont en vigueur. Je suppose que nous pourrions déployer plus d'efforts en vue de les faire connaître des gardiens et de la police, puisque ces derniers affirment parfois ne pas en avoir connaissance. Toutefois, cela étant dit, nous ne pouvons pas tolérer que les gardiens ou les policiers abusent de ces directives. Nous ne pouvons pas dire: «Voilà les directives portant sur l'utilisation de la force, des instruments permettant d'attacher les prisonniers, et du gaz; apprenez-les.» Si les gardiens abusent de ces pouvoirs, ils doivent en souffrir les conséquences.

En outre, j'aimerais préciser que je ne peux rien faire contre les accusations portées contre les gardiens et les policiers. Si quelqu'un pense que les gardiens ont abusé de leurs pouvoirs en ce qui a trait à l'utilisation de la force, cette personne a le droit de se plaindre comme quiconque. Nous avons mis à la disposition de nos gardiens des fonds leur permettant de se défendre devant les tribunaux. Supposons qu'un prisonnier accuse un gardien d'avoir indûment recouru à la force. Nous disposons d'un fonds de défense qui peut s'élever jusqu'à \$3,000 et qui nous permet de payer les avocats afin que le gardien soit défendu. Lors de la récente enquête à Millhaven, les prisonniers ont accusé les gardiens de s'être servis injustement de gaz et d'avoir eu recours à la violence, nous avons fourni le service d'avocats de défense aux gardiens. Le rapport de cette enquête précise sera diffusé bientôt.

**M. Towers:** Monsieur le président, le ministre pourrait-il nous dire si le fonds de \$3,000 est disponible tant pour les policiers que pour les gardiens?

**M. Allmand:** Non, cela a uniquement trait au service des pénitenciers. Il est toutefois disponible pour la GRC. Je n'ai aucun pouvoir quant aux autres corps policiers, mais il est également disponible pour la GRC. Précisons qu'il ne s'agit pas d'un fonds de \$3,000, mais d'une somme de \$3,000 accordée pour chaque affaire distincte.

Il faut se rappeler, monsieur Towers, que, bien que les prisonniers fassent parfois des accusations frivoles, ces incidents ont réellement lieu. De temps à autre, il existe réellement des gardiens et des policiers qui abusent de leurs pouvoirs et, chaque année, nous imposons des mesures disciplinaires à certains gardiens pour cette raison; certains policiers sont renvoyés, d'autres sont suspendus, pour avoir dépassé les limites raisonnables. Il y a donc des abus de deux côtés de la clôture. Mais je conviens que



[Text]

for certain inmates and certain people to react too quickly in accusing the police and the guards.

**Mr. Towers:** Mr. Chairman, the Minister said there are guidelines but on occasion the police or the guards are not aware of them. I am wondering, where are these guidelines and how could they be made available to the guards and the policemen so that they would be aware of them?

**Mr. Allmand:** Well, that statement I made applies more to the prison guards than to the police. We more often hear from the prison guards that they were not aware. Now, it is hard to know whether they really were not aware or not. You know, that is a question of fact. But we do not hear that charge made as much from the police, that they were not aware of them. Mr. Diguier could tell you how these directives are made known to the prison employees and especially the guards.

**Mr. Diguier:** Well, Mr. Chairman, the principal guidelines are contained in commissioner's directives and in instructions and these are the things that the people learn on induction training. The guidelines are maintained in the institution and are available to the staff at any time. In our refresher training courses, these are the things that we refer to. In the on-job training program that we have we do take these guidelines and examine them to see what they mean in fact and how they are to be applied. So the guidelines are available to the people and are part of formal training. I do not think there is any problem there.

**Mr. Towers:** Are the guidelines uniform across Canada, Mr. Chairman, or are they little stiffer in the maximum security penitentiaries than they are perhaps in the minimum?

**Mr. Allmand:** I think there are some uniform commissioner's directives but there is also probably some variation in the maximum security as opposed to medium and minimum.

**Mr. Diguier:** Mr. Chairman, the policy directives are uniform across the country. What varies are institution standing orders which are tailored to each institution. But the broad policy is respected throughout the country.

**Mr. Towers:** I think this is of fundamental importance, Mr. Chairman, because of the fact that not only would the requirements of various institutions differ, but also there is such a great variation in the type of individuals that are going to try to be controlled that it would seem to me if the department is trying to establish a directive of uniformity right through all institutions, it is going to inhibit the control of many of the inmates. I would certainly hope that uniformity is used with discretion because of the fact that I believe, personally, there has to be a certain amount of leeway given for good judgment in various situations and circumstances because of the fact that not all situations are the same. If increased protection is going to be afforded guards, then certainly you have got to rely on the discretion and the intelligence of those that are regulating the control within the institutions.

[Interpretation]

certain prisonniers et certaines personnes ont parfois tendance à accuser les policiers et les gardiens un peu trop rapidement.

**M. Towers:** Monsieur le président, le ministre nous a déclaré qu'il existe des directives, mais que les policiers ou les gardiens ne sont parfois pas au courant de celles-ci. Je me demande où sont ces directives et comment elles pourraient être communiquées aux gardiens et aux policiers afin qu'ils en soient conscients.

**M. Allmand:** La déclaration que j'ai faite s'applique plus aux gardiens de prison qu'aux policiers. Ce sont surtout des gardiens de prison qui nous déclarent n'être pas au courant de l'existence de ces directives. Il nous est difficile de vérifier leurs assertions. Toutefois, les policiers invoquent cette raison beaucoup moins souvent. M. Diguier pourrait vous dire comment ces directives sont communiquées aux employés des prisons et notamment aux gardiens.

**M. Diguier:** Eh bien, monsieur le président, les lignes directrices principales sont contenues dans des directives au commissaire et dans les instructions fournies aux employés lors de leur première formation. Les documents contenant les lignes directrices sont gardés dans l'institution et sont à la disposition du personnel en tout temps. Dans nos cours de recyclage, nous traitons de ces questions. Dans notre programme de formation en cours d'emploi, nous examinons ces lignes directrices, analysons leur signification réelle et étudions la manière de les mettre en application. Elles sont donc mises à la disposition du personnel et font l'objet de toute formation officielle. Je ne pense pas qu'il existe un problème quelconque à cet égard.

**M. Towers:** Les lignes directrices sont-elles uniformes dans tout le Canada, monsieur le président, ou sont-elles un peu plus sévères dans les pénitenciers à sécurité maximum que dans les pénitenciers à sécurité minimum, par exemple?

**M. Allmand:** Je pense qu'il existe certaines directives uniformes pour les commissaires, mais qu'il y a également, probablement, certaines variations selon les catégories de prisons.

**M. Diguier:** Monsieur le président, les directives de politique sont uniformes dans tout le pays. Par contre, les règlements de chaque institution peuvent varier selon l'institution. Il reste que la politique générale est respectée dans tout le pays.

**M. Towers:** Je pense, monsieur le président, que cela est d'une importance fondamentale, étant donné non seulement que les nécessités de chaque institution sont différentes, mais également que le genre d'individu à contrôler varie. Si le ministère essayait d'établir des directives uniformes dans toutes les institutions, cela pourrait porter atteinte à la possibilité de contrôler beaucoup de prisonniers. J'espère certainement que c'est avec discrétion qu'on a recours à l'uniformité étant donné que, quant à moi, il faut accorder au personnel une certaine liberté de jugement dans des situations et des circonstances différentes. Si l'on veut réellement accroître la protection accordée aux gardiens, il devient évident qu'il faut se fier à la discrétion et à l'intelligence des personnes chargées d'appliquer les mesures de contrôle au sein des institutions.

[Texte]

Now, is the department going to give any further instruction or advice or, shall I say, discretion to these various institutions when they have to deal with criminals now when they do not have the death penalty as a deterrent?

**Mr. Allmand:** First I want to assure you that there is flexibility in the system right now as Mr. Diguier says although there are commissioner's directives that apply across the system. We also have institutional orders which vary from institution to institution. Also the directors are given a certain amount of discretion in doing things for their institution that are not done in others because of the special cases and so on.

With respect to are we going to do anything new—these directives and rules are continually subject to review, considering new circumstances and they can be changed when it is necessary.

• 1020

Right now we feel that there would not be that great a change in the prisons as a result of the abolition of capital punishment. We have had difficult inmates all along in some of our institutions—some very difficult ones. You know about the cases. I do not know whether or not there is any radical new provision on how to handle inmates as a result of this bill. You are always looking for ways of improving the situation and if you see a way of improving it, you introduce the new measure.

By the way we are also discussing with the unions—the guards have unions now—changes to be made to the penitentiary service. By the way, Mr. Therrien is not here this morning because he is meeting with the union heads.

They are discussing new ways of improving security among many other things. I do not think there is any radical new directive.

**Mr. Diguier:** If I may, Mr. Minister, no, there are no radical...

**The Chairman:** Mr. Reynolds, do you have a point of order?

**Mr. Reynolds:** Let him finish his answer.

**The Chairman:** I am coming to you next, Mr. Reynolds. Mr. Towers time is up.

**Mr. Diguier:** As the Minister has said, Mr. Chairman, there are no radical changes. We have been living with this situation for some years now. What we are doing is we are introducing new procedures. I might mention for example on what we are doing about escort, we are recognizing that it has become more and more of a specialty, therefore rather than get people who happen to be on hand to perform escorts we are now going to go to regional escort teams and these people will be fully trained and almost exclusively used for that purpose. They will also undoubtedly be the same people who will be part of our crisis team to respond to hostage takings.

[Interprétation]

Le ministère compte-t-il fournir des instructions ou des conseils supplémentaires, ou, mieux encore, une certaine liberté, à ces diverses institutions en ce qui a trait à leurs relations avec les délinquants, maintenant que la peine de mort ne constitue plus un moyen de dissuasion?

**M. Allmand:** J'aimerais d'abord vous assurer que, comme le dit M. Diguier, le système est déjà parfaitement flexible bien qu'il existe des directives au commissaire qui s'appliquent à l'ensemble du système. Nous disposons également de règlements internes qui varient d'une institution à l'autre. En même temps, à l'intérieur de leurs propres institutions, les directeurs disposent de certains pouvoirs discrétionnaires selon les circonstances spéciales des cas dont ils s'occupent.

Vous me demandez si nous avons fait des modifications. Eh bien, ces directives et règlements sont toujours sujets à révision, et on peut les modifier selon les exigences.

Pour l'instant, nous sommes d'avis que les conditions dans les prisons ne changeraient pas beaucoup si on abolissait la peine de mort. Nous avons toujours eu dans quelques-unes de nos institutions des détenus qui nous causaient des problèmes, et parfois des problèmes vraiment difficiles à résoudre. Vous le savez aussi bien que moi. J'ignore si de nouvelles dispositions seront adoptées quant à la façon de traiter les détenus suite à l'adoption de ce bill. Nous cherchons toujours à améliorer les conditions dans nos prisons, et nous adoptons de nouvelles mesures lorsque l'occasion se présente.

Comme vous savez, les gardiens de prisons sont syndiqués, et nous discutons avec eux des modifications qui seront faites dans le service des pénitenciers. Entre parenthèses, M. Therrien n'est pas présent ce matin parce qu'il est en réunion avec les chefs syndicaux.

Ils discutent plusieurs sujets, dont les nouvelles mesures à adopter pour améliorer la sécurité. Je ne pense pas qu'on adopte des directives tout à fait nouvelles et radicales.

**M. Diguier:** C'est exact, monsieur le ministre, on n'a pas adopté de nouvelles directives radicales.

**Le président:** Monsieur Reynolds, voulez-vous invoquer le Règlement?

**M. Reynolds:** Permettez-lui d'achever sa réponse.

**Le président:** Vous serez le prochain orateur, monsieur Reynolds. Le temps de M. Towers est écoulé.

**M. Diguier:** Comme le ministre l'a dit, monsieur le président, on n'a pas adopté de nouvelles directives radicales. La situation existe depuis quelques années déjà, et nous adoptons des nouvelles procédures. Par exemple, nous reconnaissons que les absences sous escorte exigent la formation d'équipes régionales dont les membres recevront une formation complète. Nous ne ferons plus appel à n'importe quel fonctionnaire responsable. Ces équipes feront surtout de l'escorte et seront également celles à qui nous ferons appel en cas d'urgence lorsqu'un détenu prend des otages.



[Text]

In other words, we are going to specialize in certain areas to try to better control some of these people. These are the types of changes in procedures that we will be introducing and we will be putting more emphasis on training.

The Chairman: Mr. Reynolds.

Mr. Reynolds: Just to follow up on that. We cannot have any witnesses, but since the guards fall under the Solicitor General's department, I wonder whether it would be possible this afternoon to have one of the people from your department, who are complaining so much about this bill, come before the Committee to explain to us what the guards concerns are.

I do not think it would be irregular. They work for the Solicitor General and it is part of his department. I think it would give the Committee an idea of what all the guards are against. They are talking about striking and if we can have one of them here—the leader of the union—to explain their position and why they are so concerned, it would be of benefit to the Committee. If they are in town, I think it would be relatively easy to get somebody here for our meeting this afternoon.

Mr. Allmand: The head of that union is here all the time. They have their head office here—the PSAC. But Mr. Gascon does not work for me now, he works for the PSAC. When he leaves he may go back to the penitentiary service, but he is on leave of absence without pay right now. That opens up the whole question and there are all kinds of witnesses from the outside you could bring. We have people here that were guards. I had them here the other day. Mr. Westlake was a guard.

I respect the Committee's decision. The union would not be somebody representing the department. You made the decision.

Mr. Woolliams: Is he a member of your department or not?

Mr. Allmand: He is not, now.

Mr. Reynolds: Is it possible to get somebody...

Mr. Allmand: Mr. Gascon works for the PSAC and is on a leave of absence without pay.

Mr. Reynolds: Is it possible to get somebody from the department? Obviously the people who you have here are here to back up your position. We would like to get somebody from your department, from the penitentiary service, who is in public saying they are not in favour of these reforms.

• 1025

Mr. Allmand: We obviously know that. It is very irregular. In any bill before the House of Commons you could probably find people in the department who will disagree with their minister.

Mr. Reynolds: But you have a majority...

Mr. Allmand: The point is, though, that you do not call staff at one level to contradict staff at a higher level. We have made a decision on policy within the government and people who work for the government are expected to follow that laid-down policy. As I say, you could find in the Department of National Defence, I suppose, people who will disagree with their Minister and, in the Department of Energy, Mines and Resources, people who will disagree with their Minister, and in the Ministry of Transport, and

[Interpretation]

En d'autres termes, nous allons nous spécialiser dans certains domaines afin d'imposer une plus grande mesure de contrôle. Voilà le genre de modifications que nous adoptons. Nous insisterons davantage sur la formation de notre personnel.

Le président: Monsieur Reynolds.

M. Reynolds: Je voudrais poursuivre dans la même veine. Étant donné que le bureau du Solliciteur général est responsable pour les gardiens, serait-il possible d'avoir quelqu'un de votre ministère qui s'oppose à ce bill venir témoigner devant ce Comité et nous présenter le point de vue des gardiens?

Je ne pense pas que ce serait inacceptable. Les gardiens travaillent pour le Solliciteur général et font partie de son ministère. Les membres du Comité sauront ainsi ce que les gardiens pensent de ce bill. Ils parlent de grève, et si un des chefs syndicaux pouvait nous décrire la position des gardiens, tous les membres du Comité pourraient en bénéficier. Je pense qu'il serait facile de trouver quelqu'un qui pourrait témoigner cet après-midi, s'il y a un représentant des gardiens en ville.

M. Allmand: Le chef du syndicat se trouve toujours à Ottawa, étant donné que le bureau central se trouve ici. M. Gascon ne travaille plus pour moi, mais pour l'Alliance de la Fonction publique du Canada. Il pourrait toujours revenir au service des pénitenciers après, mais pour l'instant il est en congé sans solde. Cela nous permet d'aborder la question dans son ensemble, et il y a beaucoup de témoins de l'extérieur que vous pourriez convoquer. Nous avons des fonctionnaires ici aujourd'hui qui étaient des gardiens avant, comme M. Westlake.

Je respecterai donc la décision du Comité. Le syndicat ne représente pas le ministère. C'est vous qui avez décidé.

M. Woolliams: Travaille-t-il pour votre ministère?

M. Allmand: Non, pas maintenant.

M. Reynolds: Serait-il possible de convoquer quelqu'un...

M. Allmand: M. Gascon travaille pour l'AFPC et il a pris un congé sans solde.

M. Reynolds: Serait-il possible de convoquer quelqu'un du ministère? Évidemment, les fonctionnaires qui vous accompagnent appuient le ministère. Nous aimerions entendre quelqu'un de l'extérieur qui ne travaille pas pour le service des pénitenciers et qui s'oppose à ces réformes.

M. Allmand: Nous savons que ce n'est pas réglementaire. Cependant, chaque fois que la Chambre des communes est saisie d'un bill, il y a inévitablement des agents du ministère qui ne sont pas d'accord avec leur ministre.

M. Reynolds: Mais vous disposez d'une majorité.

M. Allmand: Vous ne voudriez quand même pas que l'on demande à des fonctionnaires d'un certain niveau de contredire ceux d'un niveau hiérarchique supérieur. Le gouvernement ayant pris une décision en matière de politique, ceux qui travaillent pour le gouvernement sont censés appliquer la décision. En cherchant vous trouverez sans doute des fonctionnaires dans les ministères de la Défense nationale, de l'Énergie, des Mines et de Ressources, ou des Transports qui ne sont pas d'accord avec leur ministre



## [Texte]

so on. That is natural. When you have people who live in a free society and who read and think and so on, they are going to disagree. But the point is: we do not call witnesses from the same department to disagree with the senior officials.

They have made their views well known, by the way. The police associations and the P.S.A.C. have published their views and put ads in the paper. I have received thousands of clippings and letters and I know their views very well but I just do not agree with many of them.

**Mr. Reynolds:** Let me just go into another area. You mentioned directives of the Penitentiary Service. This is the reason I would like to get somebody from the other side here to talk to them.

I have a copy of a letter. This will go into the question of what you are going to do with this type of thing and, although you may have set down some rules, what is being done at the penitentiary level? This is a letter that was sent to CX-8 O'Connor, the Supervisor of the British Columbia penitentiary from a CX-2 G. Gibbons. I will not read the whole letter but I will quote part of it. It says:

On June 9th, 1975, at approximately 1000 hours I, Gregory Gibbons, was working in the P.C.U. area. At this time Inmate 8236 Maki and 7933 Voorhes told me that they had informed the Classification Officers that something was going to happen down there.

Now, they were talking about the classification area in the B.C. penitentiary. As you realize, this was before the hostage-taking in the B.C. penitentiary.

They said they told Classification that Bruce, Wilson, and Lucas were looking the place over and had been for about three weeks.

Now, here is a situation where two inmates are telling people in Classification before a hostage-taking takes place that it is going to happen and, not only that, they named their names. I will go on:

Two weeks before it happened they told Classification. One week before it happened they said they told the Director who told them he would look into the matter.

When it happened, the two above-mentioned inmates almost lost their own lives.

On June 14, 1975 . . .

I could go on and read the whole letter but I will not. My point is that in this situation, this information was offered to the authorities in question and it was offered to the lawyer. One of the guards in that institution sat down with Rowan who was the Counsel for the Farris Inquiry and gave him this whole book of documents which purported to show the lack of respect that most of the people have in the penitentiary for the way the system works.

This testimony was rejected. They never called these people before the Farris Inquiry. I wonder why not. I know I have given this information Coroner Jack who does have the New Westminster Police that are under his area checking with the guards to find out what is behind all this. He is looking into it at least, and did not try to throw it out the window like the Farris Inquiry did and not pay any attention to what the guards in the institution said had to happen.

## [Interprétation]

respectif, ce qui est normal, car dans une société libre, les désaccords sont inévitables. Mais il ne saurait être question de convoquer des fonctionnaires d'un ministère en qualité de témoins pour s'opposer à leurs supérieurs.

D'ailleurs, leurs points de vue sont bien connus. Les associations d'agents de police ainsi que l'Alliance de la fonction publique du Canada ont fait connaître leur position par voie de presse. J'ai reçu des milliers de lettres, de coupures de presse, et je connais parfaitement la position des uns et des autres tout en n'étant pas d'accord avec eux.

**M. Reynolds:** Vous avez parlé des directives des services pénitenciers. C'est pourquoi j'aimerais que quelqu'un vienne de l'autre bord pour leur parler.

La question est de savoir ce que l'on va faire dans les pénitenciers, même si comme je le suppose des directives existent déjà à ce sujet. J'ai ici une copie d'une lettre adressée par un certain M. Gibson à M. O'Connor, directeur du pénitencier de la Colombie-Britannique. Je vais simplement vous citer un extrait de cette lettre:

Le 9 juin 1975, à 10 h 00 du matin environ je soussigné Gregory Gibbon travaillais dans la section de classification des prisonniers. Le détenu Maki portant le numéro 8,236 ainsi que le détenu Voorhes portant le numéro matricule 7,933 m'ont alors dit qu'ils avaient averti les agents de classification que quelque chose allait se passer.

Il s'agissait du quartier de classification du pénitencier de la Colombie-Britannique. Ceci s'est passé avant la prise d'otages dans ce pénitencier.

Les deux détenus ont dit aux agents que cela faisait trois semaines que Bruce, Wilson et Lucas étaient en train d'étudier les installations en détail.

Donc deux détenus ont averti des agents de prison deux semaines avant une prise d'otages que celle-ci aurait lieu en mentionnant même les noms des auteurs.

Donc, ils ont averti la classification deux semaines avant la prise d'otages et une semaine avant, m'ont-ils dit, ils ont averti le directeur qui leur a répondu qu'il aviserait.

Lorsque la prise d'otages a eu lieu, ces deux détenus ont failli y perdre leur vie.

Le 14 juin 1975 . . .

Je ne vais pas vous lire toute la lettre. Ce qui compte c'est que les autorités ainsi que l'avocat étaient avertis de ce qui allait se passer. Un des gardes a remis à Rowan, conseiller juridique de la Commission d'enquête Farris, le dossier prouvant que la majorité des détenus n'éprouvent aucun respect pour la façon dont les prisons sont administrées.

Or, on n'a tenu aucun compte de ces témoignages et ces gens n'ont pas été convoqués devant la Commission Farris. Je me demande d'ailleurs pourquoi. Pour ma part j'ai communiqué ce renseignement au coroner Jack, qui a invité la police de New Westminster à vérifier auprès des gardiens pour voir ce qui s'est passé. Lui du moins cherche à jeter quelque lumière sur cette affaire, contrairement à la Commission d'enquête Farris qui n'a tenu aucun compte des avertissements des gardiens de prison.

[Text]

How can this happen? Three guys of the likes of Bruce, Wilson, and Lucas were walking around inside the penitentiary with free access, which they obviously had. Every day they were in and out of the Classification Section, quite capable of escaping from the penitentiary. Eventually they did take some hostages and a death resulted.

Mr. Woolliams asked: what can happen to these guys when they are outside the penitentiary? I am wondering what steps you are going to take inside the penitentiary to control them? These three guys right now have cost this country millions of dollars by their trips back and forth, disrupting court proceedings, holding trials that are not really necessary. What procedures are you going to take in the penitentiary to stop this from taking place and to build up some confidence in the people who work for you?

You have a situation in this country right now wherein the pilots are not working in violation of court orders and what the government wants them to do because they believe they are right. You could have the penitentiary people not working very soon because of the things the government is doing. What are you going to do if these things happen?

Mr. Allmand: First of all, I just cannot comment on the statements you gave because those are allegations that one would have to check the veracity of through cross-examination and so on. There already has been a trial in that case. Then there was the Farris Inquiry and that report, as I told you the other day, we are ready to make public. We have been held up by the coroner for the moment—and for good reason, perhaps. Now the coroner has an inquest into this, he is studying that kind of thing as well.

But I can tell you that there were directives with respect to the movement of inmates within the prison, within B.C. penitentiary, prior to that incident and they have been tightened up. The Penitentiary Service has had the benefit of the Farris report for a long time now, and they have tightened up quite considerably the directives with respect to the movement of inmates. Perhaps Mr. Diguier, again, can say something about the type of directive we have for inmates who are moving from one area to another area, let us say from the cell area to the classification area, and so on.

• 1030

Mr. Diguier: Mr. Allmand, perhaps I could go back to the first point also, and say that I was not aware that the information had come forth. I would just like to highlight the point that that type of information comes to us on an average of about 100 bits a day. It is a major job to sift what is up. You must realize that the people who are in penitentiaries are not exactly truthful, they may have ulterior motives, and there are homosexual cliques and all kinds of things are going on. I guess the name "con" is well carried, what they are trying to do to our staff is to con them all the time. I really cannot comment any further on that.

As far as the procedures are concerned...

Mr. Allmand: We should say, though, that it could or could not be true. It has to be subject to testing.

Mr. Reynolds: The point is that the guard has admitted that the person involved told him before it happened.

[Interpretation]

Comment cela a-t-il pu arriver? Il semblerait que Bruce, Wilson et Lucas avaient toute liberté de circuler comme bon leur semblait dans la prison. Chaque jour ils pouvaient se rendre dans la section de classification et de là s'enfuir. Ils ont fini par prendre des otages et il y a eu mort d'hommes.

M. Woolliams a demandé ce qui peut arriver à ces types une fois qu'ils se sont enfuis de prison. Moi j'aimerais par contre savoir ce que vous comptez faire pour veiller à ce que des évasions de ce genre ne se reproduisent plus. Ces trois cocos ont déjà coûté des millions de dollars au pays et tout cela pour rien. Que comptez-vous faire pour éviter que cela ne se reproduise à l'avenir pour donner confiance à ceux qui travaillent pour vous?

En ce moment les pilotes sont en grève en dépit des ordres des tribunaux et contrairement à la volonté expresse du gouvernement, car ils sont convaincus d'avoir raison. Vous risquez bientôt de voir une grève des gardiens de prison à cause de la politique du gouvernement. Que feriez-vous dans ce cas?

M. Allmand: Il m'est impossible de vous répondre, car ce que vous alléguiez devrait être vérifié au moyen d'un contre-interrogatoire. L'affaire est déjà passée en justice. Par ailleurs, il y a également l'enquête Farris dont le rapport sera publié incessamment. C'est le coroner qui en a retardé la publication, sans doute pour d'excellentes raisons. Il procède actuellement de son côté à une enquête.

Je puis vous assurer cependant qu'il existe des directives régissant les déplacements des détenus à l'intérieur de la prison de la Colombie-Britannique et que depuis l'incident, ces directives ont été renforcées. Cela fait assez longtemps déjà que les services des pénitenciers ont entre les mains le rapport Farris à la suite duquel la circulation des détenus a été considérablement restreinte. M. Diguier pourrait sans doute vous donner plus de détails concernant les directives régissant la circulation des détenus entre leur cellule et le secteur de classification.

M. Diguier: Je tiens tout d'abord à vous faire remarquer que j'ignorais tout de ces renseignements. N'oubliez pas que nous obtenons ce genre de renseignements 100 fois par jour au moins et que nous sommes donc obligés de faire le tri. N'oubliez pas que les détenus n'hésitent pas à mentir pour des raisons connues d'eux-mêmes et qu'il y a toutes sortes de bandes, celle des homosexuels par exemple. En fait les détenus cherchent à bernier les gardiens par tous les moyens à leur disposition. C'est tout ce que je puis vous dire à ce sujet.

En ce qui concerne les procédures...

M. Allmand: Cela pourrait être vrai ou non, il faut vérifier.

M. Reynolds: Mais le garde a reconnu qu'il avait été averti avant l'incident.



[Texte]

**Mr. Allmand:** That would be subject to testing, too, but anyway,...

**Mr. Diguier:** But as far as the procedures are concerned, I can just say that recently we did a quick study of six hostage-taking cases. In every one of these six cases the hostages were taken because of the failure to follow procedures established by the staff. That is why we are placing so much emphasis on training and motivating the staff. We are improving the procedures where we can, where it is warranted, but essentially the procedures are sound; it has been a failure to carry them out to the fullest extent that has caused a lot of problems.

**Mr. Allmand:** Another thing that should be mentioned, which would go along with what both you and Mr. Woolliams have been getting at, is that we now have had—I cannot remember the exact number of years we have had them, but recently—audit teams. Without warning, they go into a penitentiary and audit security procedures, as to whether or not everything is adequate for proper security, for communications, and so on. Mr. Diguier, how long has that audit system been in effect. And could you say a brief word about it?

**Mr. Diguier:** We have been conducting these security surveys for over two years. We check on things like control of inmates, control of tools, movement of inmates—the whole security procedure.

**Mr. Woolliams:** Not to be rude about it, but if there has been an audit for that length of time, I would like to hear somebody explain how it is that we have had so many tragic events of hostage-taking in the penitentiaries—if this audit is such a great audit. It sounds like an auditor following the practice of a bookkeeper, and they never audit anything.

**Mr. Allmand:** Let us get it clear: how many audit teams do you have?

**Mr. Diguier:** One per region.

**Mr. Allmand:** There is one per region and, Mr. Woolliams, they audit one penitentiary at a time, they are not auditing them all at one time. They will, I guess without warning, decide that they are going to do Cowansville at one time, or Joyceville at another time, or Drumheller; they do a check there, and then they make a report. But we have 43 or 45 institutions, and they can only do one at a time in each region. These audits take how long?

**Mr. Diguier:** Several weeks; they are done about once a year.

**An hon. Member:** How many regions?

**Mr. Allmand:** Five regions. How many people would be on an audit team?

**Mr. Diguier:** Three or four.

**The Chairman:** Mr. Reynolds.

**Mr. Reynolds:** You mentioned that the Penitentiary Service has had access to the Farris report; who in the Penitentiary Service; just the director, or has it gone down to directors of institutions?

[Interprétation]

**M. Allmand:** Il faudrait vérifier mais de toute façon...

**M. Diguier:** En ce qui concerne les procédures, nous avons procédé récemment à une étude sommaire de six cas de prises d'otages. Dans chacun des six cas, il y a eu prise d'otages parce que la procédure mise en place n'avait pas été respectée. C'est pourquoi nous attachons tellement d'importance à la formation et à la motivation du personnel. Les procédures également sont améliorées dans toute la mesure du possible là où c'est nécessaire, bien qu'elles soient valables dans leurs grandes lignes; la plupart des problèmes néanmoins sont dus au fait que les procédures n'ont pas été pleinement respectées.

**M. Allmand:** J'aimerais ajouter à ce propos que depuis quelques années déjà nous avons des équipes de vérification, ce qui va dans le sens de vos préoccupations ainsi que de celles de M. Woolliams. Ces équipes se rendent dans les pénitenciers sans avertissement pour vérifier les procédures de sécurité afin de s'assurer que tout est en ordre. Depuis quand ce système de vérification est-il en place, monsieur Diguier?

**M. Diguier:** Depuis plus de deux ans. On vérifie notamment les modalités de contrôle des détenus, des installations et de l'équipement, la circulation des détenus et l'ensemble du système de sécurité.

**M. Woolliams:** Si ce système de vérification est aussi bon que vous le dites, comment se fait-il que nos prisons aient connu tant de prises d'otages tragiques? Vos vérifications doivent être pareilles aux vérifications comptables qui ne mettent rien en lumière.

**M. Allmand:** Combien avons-nous d'équipes de vérification?

**M. Diguier:** Une par région.

**M. Allmand:** Ces équipes vérifient un pénitencier à la fois, monsieur Woolliams, et non pas tous les pénitenciers en même temps. Elles peuvent se présenter sans préavis à Cowansville, à Joyceville ou à Drumheller par exemple; elles effectuent leurs vérifications et rédigent leurs rapports. Mais n'oubliez pas que nous avons 45 institutions pénitenciaires environ et que les vérificateurs ne peuvent se rendre que dans une seule à la fois. Combien faut-il de temps pour effectuer la vérification?

**M. Diguier:** Plusieurs semaines; elles ont lieu environ une fois par an.

**Une voix:** Dans combien de régions?

**M. Allmand:** Cinq régions. Les équipes de vérification sont composées de combien de personnes?

**M. Diguier:** Trois ou quatre.

**Le président:** Monsieur Reynolds.

**M. Reynolds:** Vous avez dit que le service pénitenciaire avait déjà entre les mains le rapport Farris; mais est-ce uniquement le directeur du service qui l'a lu ou bien tous les directeurs de prisons?



## [Text]

**Mr. Diguier:** The headquarters senior staff have seen the Farris report; I believe the regional director may have; I do not think the director has, except that perhaps some of the recommendations have been filtered down—erecting fences and barriers, and changing procedures.

• 1035

**Mr. Reynolds:** Mr. Allmand, I find it still rather strange that people in your system have access to that report and yet this Committee which is studying a very serious issue still cannot have access to it. I think we could all live by the bounds of whatever confidences we had to take in that report, but I think we should all have the opportunity of reading it and seeing if there are any questions in there that are pertinent to this bill because I think parts of the letter I just read indicate there are problems in the penitentiaries. Certainly the guards right now are indicating there are going to be problems inside the penitentiaries if this bill passes.

I cannot understand why we cannot have access to that report. I am sure the coroner, if you asked him if this Committee could have access to it while we are studying the bill, would be quite prepared to see that we did. I just do not feel that we are having every opportunity to look at material that we should be looking at. We are going to be coming into aspects of this bill later on when we start dealing not with abolition as such but with the sentences. I think that is when we should have this type of material to review. I would like to hear your opinions on that.

**Mr. Allmand:** To give the report to the Committee would be tantamount to making it public. We could expect to see it in the newspapers the next day, I guess, and that is what the coroner has asked us not to do. The senior officials of the department are bound by secrecy and loyalty to keep that confidential. Nobody on this Committee or no member of Parliament would have that obligation.

I do not know if there have been precedents where Committees have sworn oaths of secrecy with respect to examining certain documents. In my 11 years as a member of Parliament I have never done that. In any case, we want to make it available to the public, including members of Parliament, but the coroner has asked us for the moment not to do that because it might interfere with his inquiry.

**Mr. Reynolds:** Has the coroner seen the report?

**Mr. Allmand:** I do not think so.

**Mr. Reynolds:** How would he know that we should not have it made public if he has not seen it himself?

**Mr. Allmand:** He knows that the report is the same set of facts he is working on. He has not seen the report but he knows it is about the same set of facts with conclusions, by the way, which could seriously interfere with his work.

**The Chairman:** Mr. Towers.

**Mr. Towers:** Is there a date that the Minister feels the report will be made public?

**Mr. Allmand:** We wanted to make it public months ago. As I mentioned in the House and in this Committee, the reason it was not—first of all there was a trial, and it was felt we should not make it public during the trial. Then after the trial was over we were about to make it public and this coroner's inquest started, and Coroner Jack asked that we not make it public during his inquest. I think it is ready to be made public right now.

## [Interpretation]

**M. Diguier:** Les cadres supérieurs du bureau central ont lu le rapport Farris et le directeur régional aussi sans doute; je ne pense pas que le directeur l'ait vu bien qu'il soit possible qu'on lui ait soumis les recommandations concernant les mesures pratiques à prendre et les modifications à apporter aux procédures.

**M. Reynolds:** Monsieur Allmand, je trouve assez étrange que vos collaborateurs aient accès à ce rapport alors que notre comité ne peut le consulter même pour étudier une question très grave. Je suis sûr que nous pourrions respecter le caractère confidentiel de ce rapport, mais nous devrions tous avoir l'occasion de le lire pour voir s'il se rapporte au bill, car on indique dans la lettre que je viens de lire qu'il y a des problèmes dans les pénitenciers. Les gardiens prétendent à l'heure actuelle qu'ils auront certainement des problèmes dans les pénitenciers si le bill est adopté.

Je ne comprends pas pourquoi nous ne pouvons pas consulter ce rapport. Je suis sûr que le coroner accepterait que le Comité y ait accès pendant que nous étudions ce projet de loi. J'ai l'impression que nous ne pouvons pas consulter tous les documents que nous devrions consulter. Nous allons bientôt étudier des aspects précis du projet de loi, par exemple les peines. Nous aurons alors besoin de ces documents. J'aimerais entendre votre opinion là-dessus.

**M. Allmand:** Permettre au Comité de consulter le rapport équivaldrait à le rendre public. Les journaux en parleraient dès le lendemain et c'est ce que le coroner nous a demandé d'éviter. Les hauts fonctionnaires du ministère se sont engagés à préserver le caractère confidentiel de ce rapport. Cependant aucun membre du comité, ou aucun député, n'y serait tenu.

Je ne sais pas si des comités ont déjà prêté le serment de préserver le caractère confidentiel de certains documents. Personnellement, depuis 11 ans que je suis député, je ne l'ai jamais fait. De toute façon, nous voulons le rendre public plus tard, mais le coroner nous a demandé d'attendre parce que cela pourrait nuire à son enquête.

**M. Reynolds:** A-t-il lu le rapport?

**M. Allmand:** Je ne crois pas.

**M. Reynolds:** Comment peut-il savoir qu'il faut éviter de le rendre public alors qu'il ne l'a même pas vu lui-même?

**M. Allmand:** Il sait que le rapport porte sur les faits qu'il étudie lui-même. Il ne l'a pas lu, mais il en connaît la teneur. Il sait qu'il comprend des conclusions qui pourraient sérieusement nuire à son travail.

**Le président:** Monsieur Towers.

**M. Towers:** A quelle date le ministre estime-t-il que ce rapport sera rendu public?

**M. Allmand:** Nous voulions le rendre public il y a bien des mois. Comme je l'ai mentionné en Chambre et devant ce comité, nous avons jugé bon de ne pas le faire parce qu'un procès était en cours. A la fin du procès nous allions le rendre public, mais le coroner Jack a commencé son enquête et il nous a demandé d'attendre la fin de son enquête. Je crois qu'il sera bientôt rendu public.

[Texte]

**Mr. Towers:** Will it be made public after the inquest is over?

**Mr. Allmand:** Yes, unless somebody else says no. We have it printed, translated and all ready to go.

**Mr. Reynolds:** Mr. Chairman, I would like to move that the Farris report be made available to all members of this Committee during the study of Bill C-84. I would be prepared to hold the vote off on it, if there is going to be a vote on it, until this afternoon when we get a chance maybe to have somebody in the Solicitor General's department phone Coroner Jack to find out if he would feel that it would be all right to release it in view of the fact that this Committee is sitting.

I think he is a pretty fair individual. I think we should have an opportunity to speak to him and see if there is any way that he would approve of the releasing of it so that this Committee could have a study of that report, so we could ask you some proper questions at least on Monday after we have had a chance to read it over the weekend. As one individual I would be quite prepared to keep it confidential.

**Mr. Allmand:** If Coroner Jack says we can release it, we will release it to everybody, the press and the public. I do not mind in the least.

**Mr. Reynolds:** Fine.

**Mr. Allmand:** Is it ready to be released? If Coroner Jack says we can release it, that is all we need. We will release it.

**Mr. Reynolds:** I have somebody going to phone him right now to find out if he is prepared because this Committee wants it. But I would still like to put my motion on it.

**Mr. Allmand:** We will check at noon, if you want.

**The Chairman:** I take it you want the motion...

**Mr. Allmand:** Actually I would want it to be released because there are so many phoney stories about it that it would certainly help.

**Mr. Woolliams:** We do not like it either. We want the truth.

**Mr. Allmand:** I would be glad to have you get the truth because it would cut off a lot of silly rumours.

**Mr. Reynolds:** Stories appearing in our papers say that it will not be released before this bill passes, which is something that just adds to the public unrest about this whole bill.

**The Chairman:** It is moved by Mr. Reynolds that the Farris report be made available to all members of this Committee during the study of Bill C-84. He has asked to have that motion stood until this afternoon.

**Mr. Poulin:** May I just make this comment on the motion, Mr. Chairman?

• 1040

**The Chairman:** Mr. Poulin.

[Interprétation]

**M. Towers:** Sera-t-il rendu public à la fin de l'enquête?

**M. Allmand:** Oui, à moins que quelqu'un ne s'y oppose. Il a déjà été imprimé et traduit.

**M. Reynolds:** Monsieur le président, j'aimerais proposer que le rapport Farris soit mis à la disposition de tous les membres du comité au cours de l'étude du bill C-84. Je suis disposé à attendre jusqu'à cet après-midi pour la mise aux voix de ma motion afin de permettre à un fonctionnaire du ministère du Solliciteur général de téléphoner au coroner Jack et lui demander s'il est d'accord pour qu'on le publie maintenant étant donné que le Comité siège.

C'est certainement un homme juste. Nous devrions avoir l'occasion de lui parler pour vérifier s'il serait d'accord pour que l'on publie le rapport afin que le Comité puisse l'étudier et afin que nous puissions poser des questions pertinentes lundi prochain après l'avoir lu pendant le week-end. Personnellement, je serais entièrement disposé à garder le secret.

**M. Allmand:** Si le coroner Jack accepte que nous le mettions à votre disposition, nous le mettrons à la disposition de tout le monde, la presse et le public. Je n'ai rien contre cela.

**M. Reynolds:** Très bien.

**M. Allmand:** Est-il prêt à être publié? Si le coroner Jack accepte qu'on le publie, nous le ferons.

**M. Reynolds:** Je vais demander tout de suite à quelqu'un de l'appeler afin de lui demander son autorisation. Mais j'aimerais quand même proposer une motion à ce sujet.

**M. Allmand:** Nous vérifierons auprès du coroner à midi si vous le voulez.

**Le président:** Vous voulez proposer une motion...

**M. Allmand:** J'aimerais qu'il soit publié parce qu'on a fait circuler bien des faussetés à son sujet.

**M. Woolliams:** Cela ne nous plaît pas non plus. Nous voulons la vérité.

**M. Allmand:** Je serai heureux de vous faire connaître la vérité parce que cela mettra fin à bien des rumeurs ridicules.

**M. Reynolds:** D'après les journaux, ce rapport ne sera pas publié avant l'adoption du bill, et ceci augmente l'inquiétude du public à l'égard de ce projet de loi.

**Le président:** M. Reynolds propose que le rapport Farris soit mis à la disposition de tous les membres du comité pendant l'étude du bill C-84. Il a demandé qu'on réserve cette motion jusqu'à cet après-midi.

**M. Poulin:** Permettez-moi de faire une observation au sujet de cette motion, monsieur le président.

**Le président:** Monsieur Poulin.



[Text]

**Mr. Poulin:** When the coroner or a judicial officer who is conducting a judicial hearing requests that the matter not be released, it is so that he can be sure that the hearing will not be prejudiced by the same set of facts and another conclusion having been reached by Mr. Justice Farris. It is only in the interests of the administration of justice that it has been held back, and it would seem to me that we should hear from the coroner prior to ruling on your motion. I think that is your idea too, Mr. Reynolds.

**Mr. Reynolds:** That is my idea. I have some people from my office phoning them now. I can understand those legal problems but, in the same sense, this Committee is not prepared to adjourn until after the summer so that we could have a chance to have his hearings over with so we could get that information. The majority in this Committee have said we must be finished by Monday night. Although some of us do not agree with that, that is the ruling of the Committee. Our only other hope then will be to keep it going in the House all summer, which I do not think anybody really wants to do. But we can if we have to.

**Mr. Poulin:** Surely the Farris report and its release is not going to determine whether...

**Mr. Reynolds:** I think it may have some...

**Mr. Allmand:** That is why I would like it to be made public. As Jack suggests, it has nothing to do with the question of capital punishment.

**Mr. Reynolds:** You are probably right and I do not want to say I do not agree with you.

**Mr. Allmand:** So we will have somebody phone as soon as possible. If he wants to change his opinion, that is great.

**Mr. Reynolds:** All right.

**An hon. Member:** Can we adjourn now?

**The Chairman:** Yes.

The Committee is adjourned until 2 p.m.

## AFTERNOON SITTING

• 1420

**The Chairman:** The meeting will come to order. We now have a quorum for the consideration of motions. I will read Mr. Reynolds' motion:

I move that the Farris report be made available to all members of this Committee during the study of Bill C-84.

**Mr. Reynolds,** do you have further comments?

**Mr. Reynolds:** My only comment is that I understand that the Solicitor General's office has spoken to the coroner and so have I, and he is still against the Solicitor General's releasing the report. I do not happen to agree with him. If it were done on a confidential basis we could at least see it. He tells me that his hearings will be completed probably at the latest by the end of next week anyway, so that most likely we will have a copy of the Farris inquiry if you release it the day after his inquiry is over, certainly before we vote on third reading on this bill, so we will have a chance to discuss the matter. I know that we will not be finished with the bill until well into the second or third week of July probably.

[Interpretation]

**M. Poulin:** Lorsque le coroner ou tout autre officier menant une enquête judiciaire demande que l'on ne publie pas un certain document, il le fait parce qu'il veut être sûr que les faits et les conclusions énoncés—on se reporte en l'occurrence aux conclusions du juge Farris—ne nuiront pas à son enquête. La publication de ce rapport a été retardée seulement dans l'intérêt de l'administration de la justice et j'estime que nous devrions consulter le coroner avant de prendre une décision au sujet de la motion. C'est aussi ce que vous pensez, monsieur Reynolds?

**M. Reynolds:** En effet. Les gens de mon bureau tentent de le rejoindre à l'instant même. Je comprends ces problèmes juridiques, mais le Comité ne peut pas attendre que l'enquête soit terminée pour obtenir ces renseignements. La majorité des membres du Comité ont déclaré que nous devons terminer avant lundi soir. Bien que certains d'entre nous ne soient pas d'accord, c'est quand même la décision du Comité. Notre seule chance serait alors de continuer le débat en Chambre pendant tout l'été, je suis sûr que personne ne veut cela, mais nous le ferons si nous y sommes obligés.

**M. Poulin:** Le rapport Farris ne décidera certainement pas de...

**M. Reynolds:** Je crois qu'il pourrait avoir une certaine...

**M. Allmand:** C'est pourquoi j'aimerais qu'il soit rendu public. Comme le dit Jack, il n'a rien à voir avec la peine capitale.

**M. Reynolds:** Vous avez probablement raison et je ne vous contredis pas là-dessus.

**M. Allmand:** Nous appellerons donc le coroner dès que possible. S'il change d'avis, tant mieux.

**M. Reynolds:** Très bien.

**Une voix:** Pouvons-nous ajourner maintenant?

**Le président:** Oui.

La séance est levée jusqu'à 14 h 00.

## SÉANCE DE L'APRÈS-MIDI

**Le président:** A l'ordre, la séance est ouverte. Nous avons le quorum pour étudier des motions. Je vais donc vous lire celle de M. Reynolds:

Je propose que le rapport Farris soit mis à la disposition de tous les membres de ce Comité pour l'étude du projet de loi C-84.

Monsieur Reynolds, avez-vous d'autres commentaires à faire?

**M. Reynolds:** J'aimerais simplement vous dire que j'ai appris que le bureau du solliciteur général avait contacté le coroner, comme moi d'ailleurs, et que celui-ci est toujours opposé à la publication du rapport par le solliciteur général. Malheureusement, je ne suis pas d'accord avec lui. Même si ce rapport a été rédigé de façon confidentielle, nous pourrions au moins le consulter. Il m'a dit que les audiences seraient sans doute terminées d'ici la fin de la semaine prochaine, ou plus tard, de sorte que nous pourrions très certainement avoir un exemplaire du rapport Farris dès le lendemain; étant donné que ce projet de loi n'aura pas encore passé en troisième lecture, nous aurons ainsi la possibilité d'étudier cette question. En effet, je sais que nous n'aurons certainement pas terminé l'étude ce projet de loi avant la deuxième ou troisième semaine de juillet.



[Texte]

**The Chairman:** In those circumstances, do you want to have your motion put?

**Mr. Reynolds:** Yes, I would like to put it to a vote anyway.

**Mr. Poulin:** May I just point out that the Solicitor General has indicated that he would be very happy if he could make the report public, because it would dispel many misconceptions. It is only at the request of the judicial officer who is at present holding a judicial proceeding and hearings that it is not being released. Immediately this is over, it will be released. I just see the futility, really, of putting the motion. However, I will not say anything more.

**Mr. Reynolds:** I will explain my position. I think, with all respect to the Solicitor General's viewpoint, the coroner has asked him not to release it. But I suggest to you that members of Parliament are just as important as coroners in this country. We were quite willing to say we would take it on a confidential basis, and certainly would not leak any parts of it to the press, we want it for our own edification in the debating of this bill. I think we are just as important as any coroner in this country, and...

**Mr. Poulin:** I do not think we are as important as the jury.

**Mr. Reynolds:** ... so I am saying that I want my request put on the record too.

**Mr. Poulin:** I do not think we are as important as the coroner's jury which should not be influenced other than by the evidence that is properly admissible in the coroner's court.

That coroner's jury is going to have to come to very serious conclusions and make very serious recommendations, and the coroner, in the administration of justice in his court, feels that they ought to base it only upon the evidence they have. Therefore...

**Mr. Reynolds:** I am not asking for the coroner's jury to be influenced. We have said that we will accept the report on a confidential basis, so we would certainly have a chance to read and review it before we could discuss it, which will probably be at the end of next week. The way we are standing right now, you are asking us to wait until we get the report, which will probably be at the end of next week. We will have to take a weekend or so to read it, so you are going to delay the passage of this bill because we will keep on talking about it in the House until we get a chance to read the Farris inquiry to see if there is anything in there that would be relevant to the bill.

**Mr. Poulin:** No...

**Mr. Reynolds:** You are just delaying the bill. If we had a confidential copy we would be able to read it, and certainly until the coroner's jury was over we would respect their rights and have it on a confidential basis. We would not make it public. We would not ask questions about it until the coroner's jury was finished with it.

**The Chairman:** May I just say that all this will be dealt with in the House afterwards, it is not part of our purpose here. I do not think we should argue about what may or may not happen next weekend in another forum.

[Interprétation]

**Le président:** Dans ces circonstances, voulez-vous que votre motion soit mise aux voix?

**M. Reynolds:** Oui.

**M. Poulin:** Qu'il me soit permis de vous faire remarquer que le solliciteur général a indiqué qu'il serait très heureux de publier le rapport, car cela permettrait de dissiper bon nombre de malentendus. Ce n'est qu'à la demande du magistrat qui conduit actuellement des audiences que ce rapport n'a pas été publié. Cette question ayant maintenant été réglée, le rapport sera publié. Il est donc inutile, à mon avis, de mettre cette motion aux voix. Cependant, je n'en dirai pas davantage.

**M. Reynolds:** Je vais vous expliquer ma position. Le coroner a demandé au solliciteur général de ne pas publier le rapport. Cependant, je prétends que les députés ont un rôle tout aussi important que les coroners dans ce pays. Nous étions d'accord pour considérer ce rapport comme confidentiel et pour ne pas en divulguer certaines parties à la presse; nous voulons tout simplement consulter ce rapport pour être mieux préparés à l'examen de ce projet de loi. Nous jouons un rôle tout aussi important que n'importe quel coroner de ce pays et...

**M. Poulin:** Je ne pense pas que nous soyons aussi importants que le jury.

**M. Reynolds:** ... j'estime donc que ma demande devrait être consignée au dossier.

**M. Poulin:** Nous ne sommes pas aussi importants que le jury du coroner dont les membres ne doivent être influencés que par les preuves jugées recevables par le tribunal du coroner.

Ce jury va devoir tirer des conclusions très importantes et faire des recommandations tout aussi importantes; en conséquence, le coroner estime que les membres de ce jury ne devraient être influencés que par les preuves dont ils disposent.

**M. Reynolds:** Je ne cherche pas à influencer le jury du coroner. En effet, nous avions accepté de considérer ce rapport comme confidentiel afin d'avoir l'occasion de le lire et de l'étudier avant d'en discuter, ce qui nous amènerait probablement à la fin de la semaine prochaine. Or, maintenant, vous nous demandez d'attendre la publication de ce rapport, qui n'aura sans doute lieu qu'à la fin de la semaine prochaine. Ensuite, il nous faudra un week-end pour le lire et vous retarderez ainsi l'adoption de ce bill; en attendant, nous allons continuer de discuter à la Chambre sans savoir vraiment si le rapport Farris pourrait nous aider à étudier le projet de loi.

**M. Poulin:** Non...

**M. Reynolds:** Vous ne ferez donc que retarder le projet de loi. Si nous pouvions avoir un exemplaire confidentiel, nous pourrions le lire et je puis vous assurer que, tant que le jury du coroner n'aura pas pris de décision, nous respecterons ses droits et tiendrons le rapport pour confidentiel. Je vous assure que nous ne le divulguons pas. De même, nous ne poserons aucune question tant que le jury du coroner n'aura pas rendu sa décision.

**Le président:** Je tiens à vous signaler que tout cela sera examiné à la Chambre par la suite, et que cela ne fait pas partie de notre mandat. Il est inutile, je pense, d'anticiper sur ce qui pourrait se passer la semaine prochaine dans un autre forum.

[Text]

**Mr. Allmand:** Mr. Chairman, I did not telephone the coroner personally, but our chief legal officer did, and he did not present any argument to the coroner. He merely asked whether he would change his opinion, in view of what took place in the House last winter, and the whole business of members' of Parliament or ministers' approaching judges or judicial officers. We felt it was not right to put undue pressure on the coroner. We just asked him if he would reconsider his opinion and have the report released to the Committee. He was quite strong in saying that he would like it kept confidential until he finished with the inquest. We did not think we should interfere further in the judicial process.

**Mr. Reynolds:** We are quite prepared to keep it confidential, too. I would just like to make sure that is on the record that we wanted it on a confidential basis.

Motion negatived.

**The Chairman:** I guess we are with Mr. Stevens, then.

**Mr. Stevens:** Thank you, Mr. Chairman. Mr. Allmand, I was wondering if you could supply me the figures I asked for at an earlier meeting, the murder rate statistics for the years previous to 1962, so that we could get the three six-year periods I had referred to for comparison purposes.

**Mr. Allmand:** I asked that we work on that after you made that request. Would you come up here? I will ask Mr. Hofley, who is in charge of our research.

• 1425

**Mr. B. C. Hofley** (Assistant Deputy Minister, Research and Systems Development, Ministry Secretariat, Ministry of the Solicitor General): Mr. Chairman, those figures are not now available. The Statistics Canada program was only started in 1961 so we do not have figures before that.

**Mr. Stevens:** Mr. Chairman, I am almost amused by this because in no way do I think my researcher is certainly better than the Minister's but I have been supplied with these figures. I am a little surprised that the department cannot supply figures that are quite freely available if somebody wants to phone the Library.

**Mr. Allmand:** I think obviously there is some confusion here. There are statistics prior to 1961 but they are probably not Statistics Canada statistics.

**Mr. Hofley:** That is right.

**Mr. Allmand:** What are those, reported figures?

**Mr. Hofley:** Mr. Chairman, this is Mrs. Fuller, who is with our statistical group, I think she can explain that one.

**Mrs. Carolyn Fuller** (Statistics Development Officer, Ministry of the Solicitor General): Prior to 1961 the statistics were based on persons convicted of murder and not on murders reported by the police, so they are not comparable at all.

[Interpretation]

**M. Allmand:** Monsieur le président, ce n'est pas moi qui ai contacté le coroner; notre agent juridique en chef s'en est chargé mais il ne lui a avancé aucun argument. Il lui a simplement demandé s'il serait disposé à changer d'avis étant donné ce qui s'est passé à la Chambre l'hiver dernier et toute cette affaire d'ingérence de l'exécutif auprès du judiciaire. Nous avons estimé qu'il valait mieux ne pas trop insister auprès du coroner. Nous lui avons simplement demandé s'il était prêt à revenir sur sa décision afin de distribuer le rapport aux membres du Comité. Or, il a répondu carrément qu'il préférerait que ce rapport reste confidentiel tant que l'enquête n'est pas terminée. Nous avons jugé bon de ne pas intervenir davantage dans le processus judiciaire.

**M. Reynolds:** Nous sommes aussi d'accord pour que ce rapport reste confidentiel; nous voulons simplement avoir l'occasion de le consulter, même à titre confidentiel, et c'est la raison pour laquelle je vais m'assurer que ma demande est bien consignée au dossier.

La motion est rejetée.

**Le président:** Je vais maintenant passer la parole à M. Stevens.

**M. Stevens:** Merci, monsieur le président. Monsieur Allmand, pouvez-vous me fournir aujourd'hui les renseignements que je vous avais demandés au cours d'une séance précédente, à savoir les statistiques relatives aux taux de criminalité pour les années antérieures à 1962; cela nous permettrait de comparer ces trois périodes de six années.

**M. Allmand:** J'ai communiqué votre demande de renseignements à qui de droit et je vais demander à M. Hofley de vous donner une réponse.

**M. B. C. Hofley** (sous-ministre adjoint, recherche et perfectionnement des systèmes, secrétariat du ministère, ministère du solliciteur général): Monsieur le président, ces chiffres ne sont pas disponibles. En effet, le programme de Statistique Canada n'a commencé qu'en 1961 et nous n'avons donc pas les chiffres correspondant aux années précédentes.

**M. Stevens:** Monsieur le président, cela m'amuse un peu car je n'aurais jamais pensé que mon documentaliste était meilleur que celui du ministre et pourtant, il a pu me procurer ces chiffres. Je suis donc très étonné que le ministère ne puisse pas fournir des chiffres que l'on peut obtenir facilement en téléphonant à la bibliothèque.

**M. Allmand:** Il y a sans doute un malentendu. S'il existe des statistiques portant sur les années antérieures à 1961, il ne s'agit certainement pas de celles de Statistique Canada.

**M. Hofley:** C'est exact.

**M. Allmand:** Alors, d'où viennent vos chiffres?

**M. Hofley:** Monsieur le président, je vais demander à M<sup>me</sup> Fuller, qui fait partie de notre groupe de statistiques, de vous donner des explications.

**Mme Carolyn Fuller** (coordonnatrice de la statistique, ministère du solliciteur général): Avant 1961, les statistiques portaient sur le nombre de personnes condamnées pour meurtre et non pas sur le nombre de meurtres rapportés par la police; en conséquence, elles ne sont pas du tout comparables.



[Texte]

**Mr. Stevens:** Then to get the record straight, the department position, I take it then, Mr. Minister, is that although you at one time said that you wanted to have three six-year periods for comparison purposes, the fact is that you have no figures available that you feel you can stand behind for the first period.

**Mr. Allmand:** We could have those figures which are figures based on—what is the exact technical description of them?

**Mrs. Fuller:** Murders reported by the police starting in 1961.

**Mr. Allmand:** We can compare the three periods of murders reported by the police. I can try to get those for you but not convicted murderers.

**Mr. Hofley:** We have them.

**Mr. Allmand:** Oh, we have them, so we can give those to you.

**Mrs. Fuller:** Even when there are police figures prior to 1961, the Quebec Provincial Police did not report. So there is a fairly large gap in the base.

**Mr. Allmand:** Yes. This has been a problem all along with the whole business of statistics. As time has gone on, you know, if we start at 1900 and move up to today, we have had a great improvement in statistics collecting and statistics analysis in criminal justice and we feel we are still very much short of good statistics. That is why only recently we have set up in our department groups to improve statistics in criminal justice. We all work with statistics of one kind or another but they are not always the very best. But we can give you the statistics on murders reported by the police with the caveat mentioned by Mrs. Fuller.

**Mr. Stevens:** Mr. Minister, to make it more meaningful, could I leave it this way: would you between now and the next meeting or Monday, come up with figures that you think do show the actual murder rate in the three periods that we have under review? I think your initial suggestion of looking at these three periods is a helpful one and I would just like to get the first period to be able to compare it with the next two periods. I do not see any point reading figures into the record now that for one reason or another you think are not too relevant to the figures you have already given us. Could we leave it that way?

**Mr. Allmand:** All right.

**Mr. Stevens:** Fine. Mr. Chairman, if I could touch on another thing. In the Minister's speech in the House on May 3 and also in his much more extended 55-page speech, he took it upon himself to challenge the study of Dr. Ehrlich of the University of Chicago, which study ended up indicating that the death penalty likely was a deterrent, and Dr. Ehrlich even had an algebraic formula as to how many people may have been saved as a result of the death penalty, that type of thing. Then on May 28, the Ministry of the Solicitor General even issued a press release on this subject stating:

A report prepared by Robert H. Hann of Decision Dynamics Corporation of Toronto criticized Dr. Ehrlich.

[Interprétation]

**M. Stevens:** Résumons donc la situation: le ministre a déclaré il y a un certain temps qu'il était prêt à faire des comparaisons entre ces trois périodes de six ans; or, apparemment, le ministère n'a pas les chiffres correspondant à la première période.

**M. Allmand:** Nous pourrions vous donner des chiffres, mais ils porteraient sur... quelle est la description exacte de ces chiffres?

**Mme Fuller:** Il s'agirait du nombre de meurtres rapportés par la police à partir de 1961.

**M. Allmand:** Nous pouvons comparer le nombre de meurtres rapportés par la police au cours de ces trois périodes. Malheureusement, je ne peux pas vous donner les chiffres correspondant aux personnes condamnées pour meurtre.

**M. Hofley:** Nous les avons.

**M. Allmand:** Nous les avons? Alors nous pouvons également vous les donner.

**Mme Fuller:** Nous avons ces chiffres pour la période antérieure à 1961 mais je dois vous faire remarquer que la Sûreté provinciale du Québec ne rapportait pas ces meurtres, d'où l'inexactitude de ces chiffres.

**M. Allmand:** Cela a toujours été un problème pour les statisticiens. Même si depuis 1900 nous avons fait des progrès importants pour la compilation et l'analyse des statistiques en matière de justice criminelle, nous sommes encore à court de bonnes statistiques. C'est la raison pour laquelle nous avons récemment constitué, dans notre ministère, des groupes chargés de perfectionner les statistiques en matière de justice criminelle. Nous travaillons avec toutes sortes de statistiques mais elles ne sont pas toujours parfaites. En résumé, nous pouvons vous donner les statistiques sur le nombre de meurtres rapportés par la police, avec la réserve mentionnée par Mme Fuller.

**M. Stevens:** Monsieur le ministre, pourriez-vous, d'ici la prochaine séance ou lundi, nous fournir les chiffres indiquant le taux de criminalité correspondant à ces trois périodes? C'est vous-même qui avez suggéré de faire cette comparaison et je pense qu'elle serait fort utile. J'aimerais donc avoir les chiffres correspondant à la première période pour pouvoir les comparer à ceux des deux autres périodes. À mon avis, il est inutile de nous donner maintenant des chiffres qui, selon vous, ne peuvent pas être comparés aux chiffres que vous nous avez déjà donnés pour les deux autres périodes. Êtes-vous d'accord?

**M. Allmand:** D'accord.

**M. Stevens:** Bien. Monsieur le président, j'aimerais aborder autre chose. Dans son discours à la Chambre, le 3 mai, ainsi que dans son fameux discours de 55 pages, le ministre s'est permis de contester l'étude effectuée par le Dr Ehrlich de l'Université de Chicago, étude qui indiquait que la peine de mort avait un effet de dissuasion; le Dr Ehrlich avait même mis au point une formule algébrique permettant de calculer combien de vies peuvent être sauvées grâce à la peine de mort etc. Le 28 mai, le ministère du solliciteur général a publié un communiqué de presse stipulant que:

Un rapport préparé par M. Robert H. Hann, de la Société «Decision Dynamics Corporation» de Toronto, critiquait l'étude du Dr Ehrlich.



[Text]

[Interpretation]

• 1430

The first question I would like to put to the Minister. What did you pay Robert Hann for that report that you referred to in your press release of May 28? And by "Robert Hann", I know there is confusion. You commissioned the report, first of all, through SDL, and then Hann left SDL and went to Decision Dynamics Corporation. But the point I want is: what did you pay him to write the report?

**Mr. Allmand:** Well, if we have that, we will give it to you. But just a second. I want to make it very clear that Professor Ehrlich's study has not only been criticized by me and by Professor Hann but widely criticized in the United States. We could provide you with lists and lists of people who criticized and analysed his report, people in the same field as he is.

One reason for making known the criticism against Professor Ehrlich's report is that it was given very wide coverage in leading American magazines sold in Canada and throughout the United States, and one had the impression that this was the definitive word on deterrents. To dispel that view, we felt we had to let it be known that there were many people who criticized Dr. Ehrlich, not necessarily people in my department but people throughout Canada and the United States.

**Mr. Hofley:** how much did our department pay for an analysis of Ehrlich's report and what were the terms of reference? I put that in because I think it is significant.

**Mr. Hofley:** Well, I do not have the exact figure but it was less than \$5,000. I can get that figure for you by phone.

**Mr. Allmand:** Can you get other information with respect to what exactly he was asked to do, and so on?

**Mr. Hofley:** Yes. We have the contract. He was asked to do a survey of econometrics and, in particular, the use of econometrics in criminology; and also, more particularly, Professor Ehrlich's work.

**Mr. Stevens:** Through you, Mr. Chairman...

**Mr. Allmand:** Can we bring that back on Monday?

**Mr. Hofley:** Yes.

**Mr. Stevens:** Mr. Minister, as we are getting those reports, I was wondering if you could also give us the status of another report that you have asked for, the one from Bob Hann. I understand that you have now sent an editor down from Ottawa to Toronto to go over the review before it is released publicly. I would like to know what the terms of reference of that review are, how much you have agreed to pay Dr. Hann, and why you would not be proposing to at least release that prior to having us vote at third reading in the House?

I would also like to know about the report that you have also commissioned from Decision Dynamics on "Management Information Systems for Police Forces of Canada." That is being headed, I understand, by another principal in that company.

Je voudrais d'abord vous demander combien vous avez payé à Robert Hann pour le rapport mentionné dans votre communiqué de presse du 28 mai. Évidemment, vous n'avez peut-être pas payé ces sommes directement à Robert Hann, puisque vous aviez commandé le rapport à la SDL, société qu'a quittée Robert Hann pour aller chez Decision Dynamics Corporation. Je devrais donc plutôt vous demander: Combien avez-vous payé pour ce rapport?

**M. Allmand:** Si nous possédons cette information, nous vous la passerons. Je voudrais toutefois préciser que l'étude du professeur Ehrlich a été critiquée non seulement par moi-même et le professeur Hann, mais également par beaucoup de milieux américains. Nous pourrions vous donner des listes interminables de personnes qui ont analysé ce rapport et l'ont critiqué.

L'une des raisons pour lesquelles nous avons voulu faire connaître nos critiques est que le rapport du professeur Ehrlich avait fait l'objet d'une foule d'articles dans des journaux ou périodiques américains, laissant croire que l'on avait trouvé la solution absolue en matière de dissuasion. Il nous a donc paru important de remettre les choses en place et de faire savoir que beaucoup de personnes critiquaient le docteur Ehrlich, non seulement au sein de mon ministère mais également ailleurs au Canada et aux États-Unis.

Monsieur Hofley, combien notre ministère a-t-il payé pour l'analyse du rapport Ehrlich? De plus, quel était le mandat précis de M. Hann, car cela m'a l'air important?

**M. Hofley:** Je n'ai pas le chiffre exact mais c'était moins de \$5,000. Si vous le voulez, je peux téléphoner pour obtenir le renseignement.

**M. Allmand:** Pourriez-vous également nous dire quel était le mandat précis de M. Hann?

**M. Hofley:** Oui. Son contrat lui demandait de faire une étude sur l'utilisation de l'économétrie en criminologie et, plus spécialement, sur les travaux du professeur Ehrlich.

**M. Stevens:** Monsieur le président...

**M. Allmand:** Pourrions-nous revenir là-dessus lundi?

**M. Hofley:** Sans doute.

**M. Stevens:** Puisque nous parlons de ces rapports, pourrions-nous également savoir ce qu'est devenu le rapport de Bob Hann? Si je ne me trompe, vous avez envoyé l'un de vos employés à Toronto pour revoir le rapport avant qu'il ne soit publié. J'aimerais donc savoir quel était l'objet de l'étude en question, la somme que vous avez payée à M. Hann et pourquoi vous ne voulez pas publier son rapport avant que ce projet de loi ne passe en première lecture?

J'aimerais également avoir des détails au sujet du rapport que vous avez demandé à Decision Dynamics sur «les systèmes d'information de la gestion pour les forces de police canadiennes». Si je ne me trompe, ce rapport doit également être préparé par un employé de cette société.

[Texte]

But in short, I am absolutely amazed that you took it upon yourself to release a press release referring to Robert Hann's report, to refer to Hann in your statement in the House, to refer to Hann in your lengthy statement outside the House, and yet, as far as I can make out, after having spoken to Dr. Ehrlich, nobody has even had the courtesy to phone Dr. Ehrlich and say that his study is under review, and to ask for any explanations.

Dr. Ehrlich has never heard of Dr. Hann; he has never heard of Dr. Friedman, another person that you have referred to in the United States. I think we should have an explanation as to why you have taken it upon yourself to commission and to use taxpayers' money to get somebody to write a study, presumably simply to rebut Ehrlich; and yet the study never even attempted to contact Ehrlich, bearing in mind that the Solicitor General of the United States has relied on this report in his submission to the Supreme Court of the United States on this very subject as to whether the death penalty is a deterrent or not—and, incidentally, the Solicitor of the United States has represented that it is a deterrent and I want to bring a fair amount of evidence into the record here showing where the United States is on record as saying that capital punishment is a deterrent. The Attorney General of California, and I can run through a lot of the other states, has found the same way.

In short, I think we should have an explanation as to why you felt it was necessary to spend taxpayers' money to get a report prepared by a man—and, incidentally, it was virtually his first report: he had just newly gone into business—why you felt it was necessary to get a report and make it appear as if this is some kind of an independent study instead of a study that was simply done at the request of the department to discredit a person who has some status with the University of Chicago.

• 1435

**Mr. Allmand:** To begin with, the other two reports you mentioned I am not familiar with at all. If they were mentioned to me at some time or other, that may be, but I do not manage these studies myself and I do not recall the second study by Hann at all. The other study that you referred to I do not recall at all either.

With respect to the report that we are talking about, I do not know Hann myself; I have never met him. Whenever anything significant is put forward in the criminal justice field, we try to make an analysis of it to see whether it is reliable or not. When Ehrlich came out with his econometric study on capital punishment it was natural for our Department to make an analysis of it. I do not know whether there was any prejudging—you are suggesting there was a prejudgment of his work. I presume it could have been very possible for Dr. Hann to come out and say that the work was very sound after his analysis, but he did not.

**Mr. Stevens:** No. I have spoken . . .

**Mr. Allmand:** You are questioning his objectivity as a scientist . . .

**Mr. Stevens:** No, I am questioning the Department's objectivity. He was commissioned to do a study that would end up rebutting Dr. Ehrlich's; that is what I have learned.

[Interprétation]

Cela dit, je trouve absolument incroyable que vous ayez pu mentionner le rapport de M. Hann à la fois dans un communiqué de presse, à la Chambre, puis dans une déclaration hors de la Chambre sans même avoir eu la courtoisie de prévenir M. Ehrlich que ses travaux étaient analysés et sans même lui demander d'explications.

M. Ehrlich n'avait jamais entendu parler de M. Hann, ni de M. Freedman, qui est une autre personne que vous avez mentionnée. Je pense donc que nous devrions savoir pourquoi vous avez jugé bon d'utiliser les deniers publics pour faire rédiger une étude dans le simple but, apparemment, de réfuter les travaux de M. Ehrlich sans même avoir pris la peine de le consulter. En outre, il ne faut pas oublier que le procureur général des États-Unis s'est basé sur ce rapport lorsqu'il a témoigné sur cette question devant la Cour suprême des États-Unis, c'est-à-dire lorsqu'elle étudiait la question de savoir si la peine de mort joue un rôle dissuasif ou non. Je préciserai d'ailleurs que pour le procureur des États-Unis la peine de mort a un effet dissuasif et j'ai l'intention de présenter des documents expliquant la position des États-Unis. Finalement l'Attorney General de Californie a adopté la même position, comme beaucoup d'autres aux États-Unis.

Bref, vous voulez donner l'impression que ce rapport constitue une étude indépendante alors qu'il a été simplement commandé par votre ministère pour discréditer un universitaire renommé de l'Université de Chicago. Pourquoi cela? En outre, pourquoi avoir commandé cette étude à un néophyte qui commençait tout juste à s'intéresser à ce genre de questions?

**M. Allmand:** D'abord, sachez que je ne connais pas les deux autres rapports que vous avez mentionnés. J'en ai peut-être parlé un jour ou l'autre, mais je ne me souviens pas du tout de ces études, ni de celle de M. Hann, ni de l'autre non plus.

En ce qui concerne le rapport dont nous parlions auparavant, je dois dire que je n'ai jamais rencontré M. Hann. Cependant, chaque fois que des travaux importants sont publiés, en matière de droit criminel, nous les analysons car cela nous intéresse directement. Il était donc tout à fait naturel que notre ministère fasse faire une analyse de l'étude économétrique de la peine capitale effectuée par M. Ehrlich. Vous semblez croire que la cause était entendue avant de faire faire cette analyse mais je suis convaincu que si M. Hann avait jugé que les travaux de M. Ehrlich étaient valables, il l'aurait dit.

**M. Stevens:** Je parlais de . . .

**M. Allmand:** Vous mettez en doute l'objectivité d'un chercheur . . .

**M. Stevens:** Non, j'ai mais en doute l'objectivité du ministère. D'après ce que j'ai appris, on avait commandé à M. Hann une étude destinée à réfuter les travaux de M. Ehrlich.



[Text]

**Mr. Allmand:** I do not know whether that is true, that is why I asked Mr. Hofley. You are questioning the honesty of both Dr. Hann and the people who referred the study to him. That is why I think we should table the terms of reference.

Mr. Hofley, have you anything more to say about this right now, especially about the other two studies that I am not familiar with? I know that when the Ehrlich study was finished we put out the results; it just happened that it was finished then. I do not know about the other two studies.

**Mr. Hofley:** I would like just to say, Mr. Chairman, that I do not think there is anything unusual in what we have done here. Professor Ehrlich's study is public information, as well as his methodologies, which have been duplicated by other economists using his methodologies and using his data. I think this is normal practice for research reports. When we prepare research one of our principles is that we make them public. If other researchers want to take these things and duplicate the research, then this is what is expected; in fact, that is one way of evaluating the work.

So this is what has happened with Professor Ehrlich's study. It has been duplicated by many researchers, not only in the United States but in Europe. You know, if every researcher were going to get in contact with Professor Ehrlich, or indeed anyone else, there would be a lineup at the door, and I do not think this is the sort of thing that one would normally expect. When we gave this contract it was because there was considerable interest in this work of econometricians' taking an interest in criminology. It was really an attempt to evaluate what is a new area of research, and that was the purpose of letting that contract.

The other thing is that we could have done it ourselves. But it is our policy to give contracts to outside researchers. So whether we do it by way of contract outside with outside researchers, or whether we do it ourselves, I do not think, really, we are just following a policy that is a government policy.

**Mr. Stevens:** Mr. Chairman, one of our difficulties in not being able to call witnesses is that it is very difficult for us to get a truly objective picture as to just what did take place with regard to Dr. Ehrlich's study and Hann's rebuttal of that study. In view of that, Mr. Chairman, if I may, I would like to read into the record a statement given to me by Isaac Ehrlich from Chicago. He would be willing, I believe, to appear as a witness to defend his study. He takes great exception to the fact that in the House of Commons he has been discredited in the way that the Solicitor General has tried to do. Dr. Ehrlich's statement is this:

After reading the transcript of the statement by Canada's Solicitor General which you sent me on June 18th, I wish to state the following.

• 1440

I am entirely unfamiliar with any of the work by Messrs. Hann and Friedman cited by Mr. Allmand and unaware that these papers have appeared in a leading economic journal, in fact, no critic of my work has yet been published in the *American Economic Review* the Journal which published my original article or in any of the other leading economic journals. So far as I have learned of no error... of algebraic or logic... in the theoretical formulation of my work or in the statistical methodology used in the series empirical implementation. In the past I have found such allegations of errors to be based entirely on the critics faulty reasoning and

[Interpretation]

**M. Allmand:** Je ne sais pas si c'est vrai et c'est pourquoi j'ai demandé à M. Hofley de nous donner le mandat de M. Hann. Cela me paraît important puisque vous mettez en doute à la fois l'honnêteté de M. Hann et l'honnêteté des gens qui lui ont commandé cette étude.

Monsieur Hofley, avez-vous quelque chose à ajouter là-dessus et, surtout, sur les deux autres études, que je ne connais pas? Je sais que nous avons publié les résultats de l'analyse des travaux de M. Ehrlich, lorsque celle-ci a été terminée, mais je n'ai pas connaissance des deux autres.

**M. Hofley:** Je ne pense pas qu'il y ait quoi que ce soit d'anormal dans la procédure que nous avons suivie ici, monsieur le président. En effet, les conclusions ainsi que la méthodologie du professeur Ehrlich sont choses publiques et ont été reprises par d'autres économistes. C'est d'ailleurs là une pratique normale dans toutes sortes de recherches. Nous-mêmes, lorsque nous effectuons des recherches, nous les publions toujours, ce qui permet à d'autres chercheurs de les évaluer.

La même chose s'est donc passée pour l'étude du professeur Ehrlich. Elle a été reprise par beaucoup de chercheurs, non seulement aux États-Unis mais également en Europe. Lorsque nous avons donné ce contrat à M. Hann, nous l'avons fait parce que beaucoup de milieux s'intéressaient aux études effectuées par ces économétriciens en criminologie. Notre objectif était simplement d'évaluer l'intérêt de nouveau champ de recherche.

Évidemment, nous aurions pu effectuer cette recherche nous-mêmes mais notre politique générale est de faire faire ce genre de travaux par des gens de l'extérieur. Nous avons donc simplement respecté les principes généraux du gouvernement.

**M. Stevens:** Comme nous ne pouvons pas inviter de témoins, monsieur le président, il nous est très difficile d'obtenir une idée objective de ce qui s'est passé avec les études de M. Ehrlich et de M. Hann. De ce fait, j'aimerais lire maintenant une déclaration qui m'a été donnée par le M. Isaac Ehrlich de Chicago. Si je ne me trompe, il est d'ailleurs tout à fait disposé à venir défendre ses travaux devant le Comité. Il est en outre très fâché que le Solliciteur général ait jugé bon de le discréditer en pleine Chambre des communes. Voici sa déclaration:

Ayant lu la transcription de la déclaration du Solliciteur général du Canada, que vous m'avez adressée le 18 juin, j'aimerais apporter les précisions ci-après.

Je ne connais absolument pas les travaux de MM. Hann et Friedman dont parle M. Allmand. Que je sache, ces communications n'ont pas paru dans un journal économique connu et en fait l'*American Economic Review* n'a pas encore publié de critique de mes travaux, pas plus du reste que la revue qui a publié mon article ni aucune autre revue économique renommée. Jusqu'à présent, personne ne m'a signalé d'erreurs, algébriques ou logiques dans la formulation de ma théorie ni dans les données statistiques dont je me suis servi pour l'application empirique. Je sais d'expérience que les critiques de mes travaux prétendent



[Texte]

misunderstanding of my work. I have discussed such allegations in my article "Deterrence: Evidence and Inference" published in the January 1976 issue of the *Yale Law Journal*.

As for the issue of deterrence itself—my new research on the topic that will eventually be published by the *Journal of Political Economy*—which is based on independent data, lends support to the methodology and the qualitative result derived from my previous work and indicates the existence of the deterrent effect of punishment in general and of enforced capital punishment in particular. I do not believe that the Solicitor General of Canada can base his case on previous studies that have not provided meaningful and systematic tests of the deterrence hypothesis.

Now, that is Dr. Ehrlich's statement and as I say, Mr. Chairman, I think it is most unfortunate that we are not able, after the Solicitor General has introduced this subject, to have a witness such as Dr. Ehrlich come, and either stand by this report or be discredited, if that is the intention of the Solicitor General's department. The thing that I would now like to get from the Solicitor General is that he would at least contact Dr. Ehrlich and find out for himself whether or not Dr. Ehrlich can substantiate the study that he believes is still correct and to the best of his knowledge has never been challenged. As I have indicated in this statement, he has never been challenged in any economic journal, at least to his knowledge.

**Mr. Allmand:** I am not a econometrician, but what I cannot understand is I myself have read experts' criticisms in reviews. I do not know whether or not they are economic reviews, but there certainly have been criticisms of his article.

**Mr. Hofley:** do you have references to some of the other criticisms in addition to Hann, and where they were published?

**Mr. Hofley:** I think one has to look at this in relation to other research. Over the years there has been a great deal of research by independent researchers, men of international stature, and these studies have consistently come to the conclusion that the elimination of capital punishment had no effect upon the number of murders committed; in other words, no deterrence.

Now, when Professor Ehrlich came up with his study, in which he predicted that for every capital murder you would save seven to eight murders, obviously . . .

**Mr. Allmand:** Capital punishment.

**Mr. Hofley:** Yes, right. This solicited a great deal of interest by researchers all over the world who were looking at his study. There are basically a number of important flaws in this. One is that his data is such that there are many flaws in the data base. Indeed, if you change the timeframes, you could equally come up with a plausible argument that for each person that was hanged, you could increase the number of murders by 14 rather than decrease them. So, there are problems with the data; there are serious problems with the methodology and there are serious problems with the assumptions underlying his theory.

[Interprétation]

qu'ils comportent des erreurs mais c'est parce que leurs jugements se fondent sur un raisonnement fautif et parce qu'ils ne comprennent pas mes travaux. J'ai réfuté ces allégations dans mon article «Deterrence: Evidence and Inference» paru dans le numéro de janvier 1976 au *Yale Law Journal*.

Pour ce qui est de la dissuasion proprement dite—c'est-à-dire l'objet d'une nouvelle recherche sur le sujet qui paraîtra sous peu dans le *Journal of Political Economy*—je me fonde sur des données nouvelles et mes conclusions viennent corroborer la méthodologie et les conclusions que j'ai déjà tirées d'études précédentes: J'arrive à prouver que les peines, et la peine capitale en particulier ont un effet dissuasif sur le criminel. Je ne crois pas que le Solliciteur général du Canada puisse se fonder sur des études antérieures qui ne constituent aucunement un test significatif et systématique de l'hypothèse de la dissuasion.

Voilà la déclaration du professeur Ehrlich et, monsieur le président, je déplore qu'on n'ait pas pu inviter le professeur Ehrlich à venir nous parler, surtout que le Solliciteur général a abordé le sujet; on aurait pu lui demander de réitérer ses convictions ou on aurait pu, comme c'est l'intention du ministère du Solliciteur général, réfuter ses conclusions. Voici ce que je demande au Solliciteur général: Pourrait-il se mettre en rapport avec le professeur Ehrlich et lui demander s'il peut étoffer les conclusions de son étude, qu'il soutient d'ailleurs toujours et n'ont pas encore été contestées. Comme je l'ai fait remarquer en citant cette déclaration, le professeur Ehrlich n'a jamais vu ses conclusions contestées dans aucune revue économique, pour autant qu'il sache du moins.

**M. Allmand:** Je ne suis pas économétricien mais il y a une chose que je ne comprends pas. J'ai moi-même pu lire le compte rendu de certains experts qui le critiquaient dans certaines revues. Je ne sais pas s'il s'agissait de revues d'économétrie, mais on a certainement critiqué les conclusions de son article.

Monsieur Hofley, pourriez-vous nous donner la référence des articles autres que celui de M. Hann, qui critique ces conclusions.

**M. Hofley:** Je crois qu'il faut voir cela dans la perspective de toute la recherche. Au cours des années, beaucoup de chercheurs indépendants ont effectué des recherches approfondies et il s'agissait de gens de renommée internationale qui en sont tous venus à la même conclusion, à savoir que l'abolition de la peine capitale n'avait rien à voir avec le nombre de meurtres commis. En d'autres termes, elle n'avait aucun effet dissuasif.

Lorsque le professeur Ehrlich a publié son étude dans laquelle il prédit que pour chaque meurtre capital on évitera sept ou huit meurtres, de toute évidence . . .

**M. Allmand:** Chaque peine capitale.

**M. Hofley:** Oui, c'est cela. Son étude a suscité un vif intérêt chez les chercheurs partout dans le monde qui l'ont bien étudiée. Un certain nombre de lacunes importantes y ont été relevées. Tout d'abord la base donnée comporte certaines erreurs. En effet si l'on modifie la période considérée, on peut très facilement faire valoir que pour chaque pendu, le nombre des meurtres a augmenté de 14 plutôt que décré. La donnée pose donc certains problèmes de même que la méthodologie et les hypothèses sous-jacentes à la théorie. L'économétrie est une science extrêmement complexe et en fait le rapport du professeur Ehrlich est diffi-

[Text]

Econometrics is something that is extremely sophisticated. In fact, his report is barely understandable by anyone and it may afford some interesting areas for research in the future, but at the moment, it can only be considered experimental at best.

• 1445

If you take a centre like the University of Toronto, they have found that for a person to be effective as a researcher in the area of criminal justice he has to have at least two to three years experience with the problems of criminal justice; and this is not the case with Professor Ehrlich. You just cannot take an engineer, you cannot take an economist, and have him look at problems relating to criminal justice and expect that his results will be the same as those of someone who has a better understanding of the complexities of the system.

**Mr. Stevens:** Mr. Chairman, as I indicated before, this is such a vivid example of the fact that this Committee, in denying witnesses, is now put in the impossible position of having heard one man's opinion concerning this important subject, and yet not being able to call the person who wrote the article. As I indicated before, the Solicitor General for the United States, who presumably should know something about what he states, has a brief into the Supreme Court of the United States setting out very clearly why he believes capital punishment is in fact a deterrent, and among many other—I would suggest—credible studies he does refer to Dr. Ehrlich, and in no way indicates the type of negative criticism we have heard here today of Dr. Ehrlich's report. I would really put this to the Solicitor General of Canada: why are you so sure you are right when every solicitor general in the United States, including the Solicitor General of the United States, says that the death penalty is a deterrent? How come the one solicitor general we have in Canada is the person who knows better than all the other solicitors general?

**Mr. Allmand:** I think you are wrong on facts. You are right with regard to the federal government of the United States. The Attorney General of the United States, the President of the United States, and the Solicitor General of the United States are retentionists, they believe in capital punishment. But you said all the solicitors general and attorneys generals in the United States. A good many state governments in the United States are abolitionist states, and their governments and their attorneys general are abolitionists. Also, with regard to Canada, I am not the only Minister in Canada who supports abolition. I believe Mr. McMurtry in your Province of Ontario is a strong abolitionist. I have read that several of the attorneys general of the provinces in Canada are, and I could cite you Minister of Justice after Minister of Justice in Europe who are also abolitionists. So this is a question on which there is divided opinion. I met the Assistant Attorney General for the United States. We discussed this, and it ended up that he was a retentionist and I was an abolitionist.

Now, let us make clear what I have said. I have never said that capital punishment is not a deterrent at all. I said that it has never been proven to be an effective deterrent in lowering murder rates. I have said also that it has never

[Interpretation]

lement compréhensible même si à l'avenir elle peut offrir un certain point de départ pour des recherches plus poussées; pour l'instant, le mieux qu'on puisse en dire, c'est qu'elle est expérimentale.

Prenez l'exemple d'un centre comme celui de l'Université de Toronto où l'on a découvert qu'une personne ne peut participer efficacement à une recherche dans le domaine de la justice pénale tant qu'elle n'a pas deux ou trois ans d'expérience dans le traitement des problèmes de justice pénale. Ce n'est pas le cas du professeur Ehrlich. On ne peut demander à un ingénieur ou à un économiste de se pencher sur des problèmes de justice criminelle et s'attendre que ses conclusions soient les mêmes que celles de la personne qui comprend très bien les rouages très compliqués du système.

**M. Stevens:** Monsieur le président, comme je l'ai déjà dit, voici un exemple flagrant de ce qui se passe ici en Comité: on refuse de convoquer des témoins et on a maintenant entendu l'opinion d'une personne sur ce sujet important alors qu'on ne peut même pas s'en référer à la personne qui a écrit l'article au départ. Je le répète, le solliciteur général des États-Unis, qui sait probablement de quoi il parle, a présenté un mémoire à la Cour suprême des États-Unis dans lequel il expose les raisons qui lui font croire que la peine capitale a un effet dissuasif et il cite des études très sérieuses et notamment celles du professeur Ehrlich. Cela est tout à fait contraire aux critiques très négatives que j'ai entendues ici proférer à l'égard du professeur Ehrlich. Je demanderais donc au solliciteur général pourquoi il est si sûr d'avoir raison alors que tous les solliciteurs généraux américains, y compris le solliciteur général des États-Unis, prétendent que la peine de mort a un effet dissuasif? Pourquoi donc l'unique solliciteur général que nous ayons au Canada serait-il celui qui a raison plutôt que tous les autres solliciteurs généraux?

**M. Allmand:** Je crois que vos faits ne sont pas très justes. Vous avez raison lorsque vous parlez du gouvernement fédéral américain. Le procureur général des États-Unis, le président des États-Unis et le solliciteur général des États-Unis sont tenants du maintien de la peine de mort; ils croient en la peine capitale. Mais vous avez dit que tous les solliciteurs généraux et tous les procureurs généraux américains l'étaient. Beaucoup de gouvernements d'État aux États-Unis sont tenants de l'abolition de la peine de mort et le Cabinet comme le procureur général de ces états sont du même avis. Pour ce qui est du Canada, je ne suis pas le seul ministre canadien à appuyer l'abolition de la peine de mort. Je crois que M. McMurtry dans la province d'Ontario, est tenant convaincu de l'abolition de la peine de mort. J'ai lu que plusieurs procureurs généraux des provinces canadiennes le sont et je pourrais vous donner le nom de plus d'un ministre de la Justice européenne qui l'est également. Voilà donc une question sur laquelle on ne s'entend pas. J'ai rencontré le procureur général adjoint des États-Unis. Nous avons parlé de cette question et nous avons dû nous rendre à l'évidence, il était tenant du maintien de la peine de mort et moi j'étais tenant de son abolition.

Mais comprenez-moi bien. Je n'ai jamais dit que la peine capitale ne constituait absolument pas une dissuasion. J'ai dit qu'on n'a jamais pu prouver qu'elle était une dissuasion efficace susceptible de faire diminuer le taux des meurtres.



[Texte]

been proven to be more effective as a deterrent than long prison sentences. If that is the case, because it has so many bad side effects—such as, you cannot correct the mistakes, it also leads to acquittals instead of convictions; it bears more heavily on the poor and the minority groups—to use an irreversible harsh penalty like that when there is no proof that it is more effective as a deterrent, that is the question.

Some hon. Members: Hear, hear!

**Mr. Stevens:** Mr. Chairman, I was wondering if the Minister could give us the basis for his statement. What statistics does he base this on—this summation that he has given us of what he believes to be the case?

**Mr. Allmand:** It is based on the experience of many countries. In some states we see that they abolished capital punishment and the murder rates went down. In some others they have abolished capital punishment and the murder rates have gone up. In some cases they have applied capital punishment very excessively. I think South Africa has one of the highest rates of capital punishment in the world, yet it has a very high rate of violent crime and of murder. So you get countries with capital punishment and those without having different trends with regard to violent crime and murder. This indicates that capital punishment cannot be shown to be either effective as a deterrent or not effective as a deterrent. What I have said and what the Prime Minister has said, and some people in the honourable member's own party, is that the burden of proof is on those who would take a life. They must demonstrate that if you are going to take a life that it will be effective in protecting the public, and so far they have not been able to demonstrate that.

• 1450

**Mr. Stevens:** Mr. Chairman, I would only make the observation, and perhaps we will have the figures at the next meeting, but the previous six years that I have referred to prior to 1962 show that the murder rate in Canada was roughly 1 to 1.2 per 100,000, which the Minister referred to as being the rate in 1962. If you want to look at statistics, surely the inference is that from 1962 to have that murder rate double from 1.2 to 2.4, people would normally say: well, there may be some relationship. Now for the Minister to reverse that and say: well, that is not proof. Well, naturally it is not proof.

What I am saying is, I would think most people faced with those statistics would say that we have to show doubly the other way that in spite of the fact the death rate has doubled in the previous six years or even 10 years, depending on how far you want to go back, it was relatively static at one per 100,000. I think the proof shifts and you should show why that significant increase since 1962 is not as a result of the death penalty being eliminated.

**Mr. Allmand:** Well, I am not taking life and I do not move that we take life unless we have absolute proof that it will cause some effects to society. All I can tell you is that you are quite correct in saying that the rate per 100,000 was 1.2 and now it is 2.4, or 2.3. But what is interesting, that is a Canadian-wide figure.

[Interprétation]

J'ai également dit qu'on n'a jamais pu prouver qu'elle avait un meilleur effet dissuasif que de longues peines d'emprisonnement. A cause des effets secondaires qu'elle comporte, comme l'impossibilité de corriger une erreur, la tendance à acquitter plutôt qu'à condamner, le fait que les pauvres et les groupes minoritaires soient plus atteints, on se demande à quoi sert d'imposer une peine aussi lourde lorsqu'on ne sait même pas si elle est plus efficace qu'une autre.

Des voix: Bravo!

**M. Stevens:** Monsieur le président, j'aimerais que le ministre me dise sur quoi il se fonde pour déclarer ce qu'il vient de déclarer. Quelles sont les statistiques sur lesquelles il se fonde pour prouver les affirmations qu'il vient de faire?

**M. Allmand:** Je me fonde sur l'expérience de plusieurs pays. Dans certains pays, on a aboli la peine capitale et le taux des meurtres commis a baissé. Dans d'autres, on a aboli la peine capitale et le taux des meurtres a augmenté. Dans certains cas, on a appliqué la peine capitale à outrance. Je crois que l'Afrique du Sud accuse un des plus forts taux d'application de la peine capitale dans le monde, et cela ne l'empêche pas d'avoir un taux très élevé de commission de crimes violents et de meurtres. On peut donc constater que des pays qui imposent la peine capitale comme des pays qui ne l'imposent pas présentent des caractéristiques différentes pour ce qui est des crimes violents et des meurtres. Voilà qui peut amener à conclure que la peine capitale ne saurait être considérée comme une dissuasion efficace, mais on ne peut pas non plus conclure au contraire. Ce que j'ai dit, ce qu'a dit le premier ministre et ce qu'ont dit certains membres de notre parti, c'est que c'est à ceux qui enlèveraient la vie que revient la responsabilité d'établir les preuves. Ils doivent pouvoir démontrer que s'ils enlèvent la vie c'est au nom d'une protection efficace de la population et jusqu'à présent, ils n'ont pas pu le faire.

**M. Stevens:** Monsieur le président, j'aimerais faire remarquer que les chiffres que j'ai donnés pour les six années précédant 1962 indiquent que le taux de meurtre au Canada était d'environ 1 à 1.2 par 100,000 alors que le ministre a dit que c'était le taux en 1962. Peut-être pourrions-nous préciser les données à la prochaine séance. Cela voudrait donc dire que depuis 1962, si le taux de meurtre est passé de 1.2 à 2.4, on pourrait croire qu'il y a un lien entre tout cela. Le ministre lui prétend que ce n'est pas une preuve. Bien sûr que non.

Mais en outre, il ne faut pas oublier que même si le taux de mortalité a doublé pendant les 6 ou 10 années précédentes, le taux de meurtre est demeuré relativement stable à 1 par 100,000. Il vous reste donc à prouver pourquoi cette augmentation sensible depuis 1962 ne résulte pas de la suppression de la peine de mort.

**M. Allmand:** Eh bien, je n'ai pas l'intention de prendre des vies et d'ordonner qu'on le fasse à moins qu'on ne puisse prouver irréfutablement que ce geste pourrait avoir quelque effet pour la société. Vous avez raison de dire que le taux de meurtre par 100,000 était de 1.2 alors qu'il est maintenant de 2.4 ou 2.3. Mais cette moyenne est calculée pour tout le Canada.



## [Text]

During that same period of time in certain parts of Canada the murder rate has gone down while it has gone up in others, and the same law is applied throughout the country. For example, it has increased in a very significant way in lower mainland British Columbia and Montreal but in Ontario it has not increased very much. As a matter of fact in three or four of those years the rate decreased in Ontario. In other provinces it decreased as well. Last year over the previous year, in four provinces the murder rate decreased and in six it increased. In several major cities it increased and in several it decreased.

This suggests that the causes of violent crime are not with the penalties themselves. The penalties may have some effect but the real causes lie much deeper and that is why we have varying trends within the same legal system.

**Mr. Stevens:** Mr. Chairman, then on that theme, would you agree or disagree with the statement by the United States government filed in the Supreme Court of the United States? On page 2 it states:

The United States believes that imposition of the death penalty may sometimes be a necessary and appropriate measure to achieve the traditional goals of criminal justice.

**Mr. Allmand:** I just missed one word. What goals? The adjective, I meant.

**Mr. Stevens:** Traditional—traditional goals of criminal justice.

**Mr. Allmand:** I must say, Mr. Stevens, that there are many policies that the present federal Government of the United States hold with respect to criminal justice that I do not support. And that is one of them. I just disagree. I honestly disagree with many of their opinions with respect to criminal justice. I do not support their opinions on capital punishment. I do not support their opinions on gun control. Some of the statements that the former Attorney General, who was in the same political party, made with respect to imprisonment I found were very different from the opinions we hold.

But that is what happens in a free political system. You get many opinions and you have a government in the United States that holds those opinions. All I can say is that there are other leading political figures in the United States who do not agree with the present American government on these issues.

**Mr. Stevens:** Mr. Chairman, I was wondering if the Minister could indicate whether he has read the United States submission to which I am referring.

**Mr. Allmand:** No, I have not. I have read the reports, Mr. Stevens, but I have not read the submission.

**Mr. Stevens:** Have you read the submission of the Attorney General for the State of California in the Supreme Court of the United States? They have actually made two submissions.

**Mr. Allmand:** No. What is interesting in the State of California is when they voted back capital punishment—I think within the last two years—the murder rate increased the following year, which indicates that it is not really an effect one way or another.

## [Interpretation]

Au cours de cette même période, dans certaines régions du Canada, le taux de meurtre a diminué alors qu'il a augmenté dans d'autres; pourtant, c'est la même loi pour tous. Par exemple, le taux a sensiblement augmenté dans le sud de la Colombie-Britannique et à Montréal alors qu'il n'a pas tellement changé en Ontario, où, d'ailleurs, pendant 3 ou 4 années, il a diminué. Dans d'autres provinces, le taux a aussi diminué. L'an dernier, par rapport à l'année précédente, le taux de meurtre a diminué dans 4 provinces et augmenté dans 6 autres. Dans plusieurs grandes villes il a augmenté et dans plusieurs autres, il a diminué.

Cela nous porte à croire que les causes des crimes avec violence ne se trouvent pas dans les sanctions que l'on applique. Celles-ci peuvent jouer un certain rôle mais les causes véritables sont beaucoup plus profondes, et c'est pourquoi l'on observe diverses tendances au sein d'un même système juridique.

**M. Stevens:** Donc, à ce propos, êtes-vous d'accord ou non avec le document déposé devant la Cour suprême des États-Unis par le gouvernement américain et dans lequel on peut lire en page 2:

Les États-Unis croient que l'imposition de la peine de mort peut parfois être la mesure nécessaire et indiquée pour atteindre les objectifs traditionnels de la justice pénale.

**M. Allmand:** Je n'ai pas compris un mot. Quelle sorte d'objectifs?

**M. Stevens:** Traditionnels, les objectifs traditionnels de la justice pénale.

**M. Allmand:** J'avoue, monsieur Stevens, que je désapprouve plusieurs des politiques du gouvernement fédéral actuel aux États-Unis en matière de justice pénale. C'en est précisément une. Je ne suis tout simplement pas d'accord. Sincèrement, je désapprouve plusieurs de ses opinions à cet égard. Je ne suis pas d'accord avec son avis sur la peine capitale ni sur le contrôle des armes à feu. Certaines des déclarations faites par l'ancien procureur général, du même parti politique, au sujet de l'emprisonnement étaient très loin de notre point de vue.

C'est ce qui arrive toujours dans un régime politique libre. Les opinions ne sont pas toutes les mêmes. Un gouvernement des États-Unis est de cet avis. Mais n'oubliez pas que d'autres personnalités politiques prédominantes, aux États-Unis, ne sont pas d'accord avec plusieurs des politiques du gouvernement américain actuel.

**M. Stevens:** Monsieur le président, je me demande si le ministre pourrait nous dire s'il a lu ce document du gouvernement américain que je viens de citer.

**M. Allmand:** Non. J'ai lu les rapports, mais je n'ai pas lu le document même.

**M. Stevens:** Avez-vous lu le document présenté par le Procureur général de l'État de Californie devant la Cour suprême des États-Unis? Deux documents ont en fait été présentés.

**M. Allmand:** Non. Ce qui est intéressant dans l'État de Californie c'est que lorsque l'on a décidé de rétablir la peine de mort, il y a eu plus deux ans, le taux de meurtre a augmenté au cours de l'année qui a suivi. Autrement dit, il semble que cette sanction n'ait pas beaucoup d'influence d'une façon ou d'une autre.

[Texte]

**Mr. Stevens:** But as we all know, nobody has been executed.

• 1455

**Mr. Allmand:** That is right, but they took a decision. The legislative assembly—or whatever the proper name is in California—voted to bring back capital punishment. In the year following that—by the way, there are a lot of people on death row in California, waiting for, I think, the decision of the Supreme Court—their murder rate actually continued to increase.

**Mr. Stevens:** Yes. Speaking of that vote in California, Mr. Allmand—and I intended to ask this a little later—I was wondering whether you could give us your rationale—and I presume this is the case—for being reluctant to have a plebiscite in Canada concerning this question whether in fact the majority of Canadians would be in favour of the death penalty being abolished or not?

**Mr. Allmand:** Referendums are part of the Californian constitution. Referendums are not part of the Canadian constitution, although we have had two plebiscites in Canada—plebiscites being advisory as opposed to referendum, which is binding—and in both the plebiscites that we had in Canadian history, neither was followed by the government because the results were very divisive.

In Britain, in 700 years of parliamentary government, they have had, I think, one plebiscite at the national level, and that was recently, on Common Market questions.

I think we have the right to change our constitution and decide that referendums will be a way of governing Canada, on certain issues or on all issues, but right now, that is not our constitution, that is not our system.

I personally would not favour a system like that because I think we need a system where we study issues in depth, look at the short run and the long run, where we look at minority rights and so on. I do not think these are protected in referendum systems.

**Mr. Stevens:** Would you be sympathetic to a plebiscite on the issue then, something that would at least allow the government to see what the popular opinion is on the question whether the death penalty be retained or not?

**Mr. Allmand:** No, I think polls are important in that they give you one aspect of a question. I think it is important to know what the feelings of people are; and therefore, polls have a role to play. I take polls in my riding, but I do not think polls or plebiscites should be the sole basis of legislation. I think they should be only one consideration in drafting legislation.

I think my interpretation of the popular polls is that the Canadian public wants protection from violent crime, especially murder. Then it becomes a question of how you best provide that protection. Some people would argue for capital punishment. I think we must go to the causes of violent crime and in particular to preventive measures rather than after-the-fact measures.

**Mr. Leggatt:** The last time we had that kind of referendum was on conscription, and we have not been able to put the country together since. It might happen twice if we do it on capital punishment.

[Interprétation]

**M. Stevens:** Mais, nous savons tous que personne n'a été exécuté.

**M. Allmand:** C'est exact, mais la décision a été prise. L'assemblée législative, ou quel que soit le nom qu'elle porte en Californie, a voté en faveur du rétablissement de la peine de mort. L'année suivante, soit dit en passant, il y a bien des prisonniers dans le «death row» qui attendent la décision de la Cour suprême, le taux de meurtres a continué d'augmenter.

**M. Stevens:** C'est vrai. Tandis que nous y sommes, monsieur Allmand, j'avais l'intention de vous demander pourquoi vous vous montrez si réticent à tenir un plébiscite au Canada afin de savoir si la majorité des Canadiens est en faveur ou non de l'abolition de la peine capitale.

**M. Allmand:** La constitution de la Californie parle de référendums alors que celle du Canada n'en parle pas, même si nous avons déjà tenu deux plébiscites. La différence entre plébiscite et référendum c'est que le premier est uniquement de nature consultative alors que le second est exécutoire. Ces deux plébiscites n'ont pas été suivis par le gouvernement parce que les résultats étaient trop serrés.

En Grande-Bretagne, en 700 années d'un gouvernement parlementaire, on a tenu un plébiscite à l'échelle nationale et ce, tout récemment, au sujet du marché commun.

Nous avons le droit de modifier notre constitution de façon à prévoir les référendums à certains sujets ou à n'importe lesquels, mais ils ne sont pas possibles selon notre constitution ou notre système actuels.

Personnellement, je ne suis pas en faveur d'un tel système car il nous faut plutôt étudier les questions en profondeur, évaluer les conséquences à court et à long termes, tenir compte des droits des minorités, et ainsi de suite. Je ne crois pas que tout cela soit respecté par les régimes prévoyant des référendums.

**M. Stevens:** Seriez-vous donc en faveur d'un plébiscite sur la question afin que le gouvernement puisse au moins savoir si l'opinion publique est en faveur du maintien de la peine de mort ou non?

**M. Allmand:** Non. Je pense que les sondages sont importants puisqu'ils donnent un côté de la médaille. Il est important de savoir quels sont les sentiments de la population; c'est pourquoi les sondages ont un rôle à jouer. Dans ma circonscription, je fais quelques sondages mais je ne crois pas que l'on devrait déterminer les lois d'après les sondages ou les plébiscites. Ils ne peuvent constituer qu'une des considérations dans leur rédaction.

D'après moi, les sondages populaires signifient que la population canadienne veut être protégée des crimes avec violence, surtout des meurtres. Il faut donc se demander quel est le meilleur moyen d'assurer la protection. Certains justifient ainsi la peine capitale. Je crois que nous devons nous attaquer aux causes mêmes des crimes avec violence, en particulier aux mesures préventives et non aux méthodes à posteriori.

**M. Leggatt:** La dernière fois que l'on a tenu une sorte de référendum, c'était au sujet de la conscription et, depuis ce temps, on n'a jamais pu mettre le pays d'accord. Si jamais il y a un référendum sur la peine capitale, ce sera un deuxième échec.



[Text]

**Mr. Allmand:** I asked a member of Parliament who was arguing very strongly in favour of plebiscites to settle issues for Parliament, whether we should go back and do the same thing for M.P.s' salaries and bilingualism and ...

**Mr. Fraser:** It would have made it a hell of a lot easier if you had done it on M.P.s' salaries, I will tell you that.

**Mr. Allmand:** ... oil policy and a whole lot of other things. At that time, many people were arguing that we must do what is right in Parliament.

**Mr. Stevens:** Through you, Mr. Chairman, no, I am simply saying—and I hope there was no suggestion otherwise—you say that you do not think legislation should depend entirely on a plebiscite. I am simply saying that, and I will be very direct on this, I believe our democratic system *has* to evolve in order to ensure that a minority in this country not be allowed to inflict their view on the majority in this country as is happening through your good offices and this bill at the present time with regard to the death penalty. I can see no good reason why the government could not have facilitated a publicly recorded vote—a plebiscite, if you wish—on this issue so that you at least would have had the wishes of the public on a first-hand basis either to accept or not before you introduce this legislation. I think your actions in persisting in making this an abolitionist nation, making Canada to fall into a group that is out of step with 99 per cent of the world's population—because that is what we will be ...

**Mr. Leggatt:** Out of step with Spain.

• 1500

**Mr. Stevens:** Your persistence in making us such an abolitionist nation I think is a most unfortunate thing as far as democracy is concerned in the country and, of course, the actions of the Liberal members on this Committee in resisting witnesses even appearing so that we can have a meaningful review—you say, Mr. Minister, that one of the reasons you do not like a plebiscite is that we have to look at this in depth, that we have to in depth study it. Well, let this Committee start looking in depth, then. Let us get a few witnesses here from both sides of the question. Why can we not have Chief Adamson from Toronto come before this Committee and explain why he believes it in fact is a deterrent? Why can we not have Dr. Ehrlich come and defend his study that you have tried to discredit in the House of Commons based on a commissioned study by a Dr. Hann in Toronto? This I do not think is doing democracy credit. What I am saying is that on an important issue such as the death penalty, which is so emotional, I really do not understand the Liberal attitude that notionally loves to talk about democracy, but you seem to love to talk about democracy provided the democratic will happens to be in step with your will. Otherwise you just walk roughshod right over it.

**Mr. Allmand:** Mr. Stevens, you know and I know that the results of polls and referendums depend a lot on how the question is asked. I have seen polls done recently, not by governments but by agencies and by the press and so on, and depending on how they put the question, they get different answers. I think there was one poll done where they asked the question, "Are you for or against capital punishment?" and they got quite a few, a heavy majority, in favour of capital punishment. Then they asked the

[Interpretation]

**M. Allmand:** J'ai demandé à un député, fortement en faveur des plébiscites pour répondre aux questions problématiques que se pose le Parlement, si nous ne devrions pas faire la même chose pour les traitements des députés, le bilinguisme et ...

**M. Fraser:** C'aurait sûrement été beaucoup plus facile si on l'avait fait pour les traitements des députés, je peux vous le certifier.

**M. Allmand:** ... la politique pétrolière, enfin sur une foule d'autres sujets. A l'époque, plusieurs prétendaient que le Parlement devait faire ce qu'il faut.

**M. Stevens:** Vous croyez donc que les lois ne doivent pas dépendre uniquement d'un plébiscite. Je crois pourtant que notre régime démocratique doit évoluer afin de veiller à ce qu'une minorité ne tente pas d'imposer son opinion à la majorité canadienne, comme cela se passe présentement au sujet de la peine de mort grâce à vos bons soins et à ce bill. Je ne vois pas pourquoi le gouvernement n'aurait pas pu tenir un scrutin universel, un plébiscite si vous préférez, afin que vous sachiez au moins si la population est d'accord ou non avec cette loi. L'obstination que vous mettez à vouloir que la peine de mort soit abolie au Canada, plaçant ce pays dans une catégorie qui se trouve à contre-courant de ce que pensent 99 p. 100 de la population mondiale, car c'est à quoi cela reviendra ...

**M. Leggatt:** A contre-courant de l'Espagne.

**M. Stevens:** Votre obstination à vouloir que nous abolissions la peine de mort est des plus regrettables en ce qui concerne la démocratie telle qu'elle est pratiquée dans notre pays, de même, bien entendu, que l'attitude des députés Libéraux de ce Comité qui refusent ne serait-ce que la comparaison de témoins, ce qui nous permettrait de nous faire une meilleure idée de la situation. Monsieur le ministre, l'une des raisons que vous invoquez contre un plébiscite est que nous devons procéder à une étude approfondie. Eh bien! Allons-y. Convoquons quelques témoins représentant le pour et le contre. Par exemple, pourquoi ne pas convoquer le chef Adamson de Toronto afin qu'il vienne expliquer devant ce Comité pourquoi, selon lui, la peine de mort a un effet dissuasif? Pourquoi ne pas faire venir le Dr Ehrlich afin qu'il nous expose les résultats d'une étude que vous avez essayé de discréditer à la Chambre des communes en vous fondant sur une autre étude réalisée, sur demande, par un certain Dr Hann de Toronto? Cela ne fait guère honneur à la démocratie. Je veux dire par là que devant un problème aussi important que celui de la peine capitale qui suscite des réactions aussi passionnées, je ne comprends vraiment pas l'attitude des Libéraux qui se garagent du mot démocratie mais qui, semble-t-il, ne s'y soumettent que lorsque la volonté du peuple coïncide avec la leur. Sinon, ils la foulent au pied.

**M. Allmand:** Monsieur Stevens, vous savez comme moi que les résultats des sondages et des référendums dépendent en grande partie de la façon dont la question est posée. Différents sondages ont été récemment effectués, non pas par les gouvernements, mais par des agences et la presse notamment, et les réponses étaient différentes selon la façon dont la question était formulée. L'un de ces sondages posait la question: «Êtes-vous pour ou contre la peine capitale?» Et une forte majorité s'est prononcée en faveur



[Texte]

question, "Would you be willing to carry it out yourself?", and it dropped below 50 per cent. The most recent Gallup poll put the question in broader terms: "If the government were to do something about the bail laws, the parole laws and a few other things"—some of the things we have done in peace and security—"would you then support capital punishment?", and only 48 per cent supported it in that poll, still a majority over the 41 per cent opposed, but there was about 11 per cent undecided. So if I were to put forward a question for plebiscite, I am sure right away it would be criticized as not the right question and so on.

**Mr. Stevens:** Try it. You try it.

**Mr. Allmand:** I just do not think this is the way you settle an important issue. You say, "Give us time to deal with this question." I have been here for over 11 years now in Parliament and it has been under review consistently. Also, the views of the people you are talking about I have never been so au courant with. Not only did the police associations and the guard unions make their views known to us in letters but they published ads in the paper, they sent in clippings and tear-offs. I have gone to public forums with them. I know their views. I think we all know the views of these groups. We know the views of the groups for and against. I think it is time to make a decision on this issue. It is an issue that many of us have been ready to vote on for a long time, and I just cannot see what prolonging it any further will advance.

**The Chairman:** Mr. Stevens, I will have to call you for time now that I have other questioners.

**Mr. Towers.**

**Mr. Towers:** Thank you, Mr. Chairman. Following along the line of questioning that I was on this morning, it is my understanding that the Minister stated that if capital punishment were carried out in Canada in one of its many forms he would resign. Will this still be binding on the Minister if this bill does not pass?

**Mr. Allmand:** I never said that in those terms, Mr. Towers. I said that I would not be associated in any way with an execution, and that could lead to resignation. Obviously if the country brought back capital punishment I would still fight against it and still work for abolition. That is the only thing I am interested in. It is one aspect of violence that I am interested in. I am interested in reducing all kinds of violence, especially violent crime. My first priority has always been to reduce violent crime. Under that priority comes the abolition of capital punishment.

It would depend on what happens, but I would not be associated in any way. That is why I raised the question about those people who want capital punishment but are not ready to do it themselves. I think if you want something to be done in this country you should be ready to do it yourself.

[Interprétation]

de la peine capitale. Suivait une autre question: «Seriez-vous disposé à l'infliger vous-même?» Et le pourcentage est tombé à moins de 50 p. 100. Le sondage Gallup le plus récent a posé la question en termes plus larges: «Si le gouvernement modifiait les lois concernant la liberté sous caution et la libération conditionnelle, notamment—et ces lois sont parmi celles que nous avons promulguées dans le cadre des mesures de paix et de sécurité—«seriez-vous alors en faveur de la peine capitale?» Et seulement 48 p. 100 se sont déclarés favorables, ce qui représente encore une majorité par rapport aux 41 p. 100 qui s'opposent, mais il y avait environ 11 p. 100 d'indécis. Par conséquent, si je devais formuler une question dans le cadre d'un plébiscite, je suis absolument certain qu'on la critiquerait.

**M. Stevens:** Essayez. Essayez.

**M. Allmand:** Je ne pense pas que ce soit la manière de résoudre un problème important. Vous nous demandez de vous accorder du temps pour que vous puissiez traiter de cette question. Voilà plus de 11 ans que je suis au Parlement et que l'on n'a cessé d'examiner cette question. Par ailleurs, jamais je n'ai été davantage au courant de l'opinion des gens dont vous parlez. Non seulement les associations représentant la police et les gardiens de prison nous ont écrit pour nous faire part de leur point de vue, mais encore ils ont publié des annonces dans les journaux et ils ont envoyé des coupures de presse. Je les ai rencontrés en public. Je connais leur point de vue. Je crois que nous connaissons tous le point de vue de ces groupes. Nous connaissons le point de vue des groupes, qu'ils soient pour ou contre. Le temps est venu de prendre une décision. Nombreux sont ceux d'entre nous qui étaient prêts à voter il y a longtemps et je ne vois pas à quoi nous avancerait le fait de temporiser.

**Le président:** Monsieur Stevens, je dois vous interrompre car votre temps est écoulé et il reste d'autres interventions à entendre.

Monsieur Towers.

**M. Towers:** Merci, monsieur le président. Je voudrais reprendre les questions que j'ai posées ce matin. Le ministre, si j'ai bien compris, a déclaré que si le Canada maintenait la peine capitale sous l'une de ses nombreuses formes, il démissionnerait. Est-ce que cet engagement tiendrait toujours si ce projet de loi était repoussé?

**M. Allmand:** Je n'ai jamais posé le problème en ces termes, monsieur Towers. J'ai dit que je ne voudrais être associé d'aucune manière à une exécution, et cela pourrait conduire à une démission. Si le pays rétablissait la peine capitale, il est indubitable que je continuerais à lutter pour l'abolition. C'est la seule chose qui m'intéresse. C'est un aspect de la violence qui m'intéresse car je veux que diminue la violence sous toutes ses formes mais surtout la criminalité. Mon principal objectif a toujours été de réduire la criminalité. Immédiatement après cette priorité, vient l'abolition de la peine capitale.

Cela dépendra des circonstances mais je n'y serai associé d'aucune façon. Voilà pourquoi j'ai parlé de ceux qui réclament la peine capitale mais qui reculent devant l'acte. Si l'on désire que quelque chose se fasse, il faut être prêt à le faire soi-même.

[Text]

[Interpretation]

• 1505

**Mr. Fraser:** There is no logic to that, Mr. Allmand. There are a lot of people who do not want to be butchers. A lot of people do not want to go into operating rooms. That is an awfully sophistic sort of statement to make.

**Mr. Allmand:** If you believe in a moral question, it is not. I believe that it is a moral question.

**Mr. Fraser:** I am just saying I do not agree with you.

**Mr. Allmand:** That is fine.

**Mr. Fraser:** I think it is a foolish remark. I do not think it advances it one bit.

**Mr. Allmand:** If I was a vegetarian and opposed to the butchering of animals, then I would be consistent.

**Mr. Fraser:** But there are a lot of little old ladies who eat beefsteak who would not want to be butchers. They do not want to work in a slaughterhouse. Are you going to say they should not eat meat?

**Mr. Allmand:** I am taking about associated in any way.

**Mr. Fraser:** I think you are stretching it unnecessarily. That is all.

**Mr. Allmand:** No comment on your language there. It was terrible pun, John.

**Mr. Fraser:** We have to think of a few things to say around here this afternoon.

**Mr. Towers:** Mr. Chairman, in view of the Minister's statement that he does not wish to be associated with capital punishment in any way, I wonder if he would clarify his position in view of the fact that police shoot a person in the performance of their duty.

**Mr. Allmand:** I believe you have the right to take a life in self defence. I have always maintained that. I think you have the right to do it if you are a policeman and you are defending yourself or others nearby.

I think a man in charge of a household has the right to defend his life and the life of his family if that is necessary. If he kills somebody in the process, that is justified. I think if you are attacked in a war you have the right to defend yourself in war. But under that principle, to me that is the only time you can take a life with justification. Under that principle I do not think capital punishment can be justified because when you commit the execution, when you do the execution, it is after some other event has taken place.

The only self-defence argument that could be made for it is if it really did stop other murders, and it has never been demonstrated as really reducing murder rates. So I believe the police have the right to defend themselves. That is why I am in favour of them having weapons, and the Armed Forces. It is self defence.

**Mr. Towers:** Getting back to the issue we were on this morning, with regard to the \$3,000 that you said was available for the protection of policemen when they were drawn into court, in view of the fact that it does not take long to use up this \$3,000 in the court, would you be prepared or would your government be prepared to initiate legislation that would adequately protect, financially, all law enforcement officers if they are charged indiscriminately in the performance of their duties? This could run into several thousands of dollars.

**M. Fraser:** Il n'y a aucune logique là-dedans, monsieur Allmand. Il y a des tas de gens qui ne veulent pas devenir bouchers. Des tas de gens ne veulent pas entrer dans une salle d'opération. Vous parlez en sophiste.

**M. Allmand:** Non si l'on est convaincu qu'il s'agit d'un problème moral. Et j'en suis convaincu.

**M. Fraser:** Je ne suis pas du tout d'accord avec vous.

**M. Allmand:** Très bien.

**M. Fraser:** La remarque est absurde. Elle ne nous avance à rien.

**M. Allmand:** Si j'étais végétarien et opposé à l'abattage des animaux, alors je serais logique avec moi-même.

**M. Fraser:** Mais il existe beaucoup de petites vieilles qui mangent du beefsteak mais qui ne voudraient pas être bouchères. Elles ne veulent pas travailler dans un abattoir. Devraient-elles donc s'abstenir de manger de la viande?

**M. Allmand:** J'ai employé l'expression: associé d'aucune façon.

**M. Fraser:** Je crois que vous exagérez et que ce n'est pas nécessaire. C'est tout.

**M. Allmand:** Je m'abstiendrai de tout commentaire sur vos propres termes. Ce n'était pas très astucieux, John.

**M. Fraser:** Il faut bien trouver quelque chose à dire cet après-midi.

**M. Towers:** Monsieur le président, le ministre ayant déclaré qu'il ne désire être associé d'aucune façon à la peine capitale, j'aimerais qu'il précise son point de vue étant donné que, dans l'exercice de ses fonctions, la police est amenée à tuer.

**M. Allmand:** J'estime qu'en cas de légitime défense, on a le droit d'ôter la vie à quelqu'un. Je l'ai toujours affirmé. Un policier a le droit de le faire pour se défendre et défendre ceux qui sont autour de lui.

J'estime qu'un père de famille a le droit de défendre sa vie et celle de sa famille si c'est nécessaire. S'il tue quelqu'un, c'est justifié. En temps de guerre, si l'on vous attaque, vous avez le droit de vous défendre. Ce principe étant posé, c'est le seul moment où l'on peut ôter la vie à quelqu'un avec justification. Aux termes de ce principe, la peine capitale ne se justifie pas car l'exécution à laquelle on procède fait suite à un autre événement.

Si par là on empêchait vraiment d'autres meurtres, ce serait le seul argument de légitime défense que l'on pourrait invoquer mais on n'a jamais pu prouver que cela amenait une diminution du nombre des meurtres. Par conséquent j'estime que les policiers ont le droit de se défendre et c'est pourquoi je suis favorable à ce qu'ils portent des armes, de même que les militaires. Il s'agit de légitime défense.

**M. Towers:** Pour en revenir au problème de ce matin et aux \$3,000 qui, vous l'avez dit, sont destinés à la protection des policiers lorsqu'ils sont amenés devant les tribunaux, étant donné que les frais juridiques ont vite fait d'absorber ces \$3,000, seriez-vous disposé, ou le gouvernement serait-il disposé, à proposer une loi qui protégerait financièrement et de manière satisfaisante tous les agents responsables de l'application des lois au cas où ils seraient accusés sans discernement dans l'exercice de leurs fonctions? Cela pourrait se chiffrer à des milliers de dollars.



[Texte]

**Mr. Allmand:** No, I would not. First of all, I am only responsible for federal law enforcement and not provincial. Secondly, I do not know—I had better ask here if we have had any cases where the \$3,000 has been exceeded.

**Mr. Hollies** is our chief legal adviser and he says that nobody has ever gone beyond the \$3,000 at this point, so I do not see any reason why we should extend it. I presume if we have accepted in principle that our staff, our guards, have the right to defend themselves if they are accused of a wrongdoing, if that amount of money became inadequate in the future we would reconsider the amount.

What did we do in the past?

• 1510

**Mr. J. H. Hollies, Q.C. (Legal Counsel, Ministry of the Solicitor General):** The standing authority, is the authority given by Treasury Board in view of the somewhat litigious nature of our clientele—the vulnerability of members of the RCM police and of the prison staff to unwarranted charges. I should point out that the \$3,000 to which the Minister referred is for fees and disbursements in any one case. This means that if counsel defends five people it is up to \$15,000, if necessary, after scrutiny on behalf of the Department of Justice, for fees and disbursements. It is not available for paying anything levied by way of fine. So in essence you have the protection afforded by law to policemen and to other peace officers. As you know, sir, that protection occurs by reason of the Criminal Code and the General common law as to the right of a person's self-defence, with special provision for the peace officers.

So far as indemnifying persons against liability, you can of course have a civil action brought. The policy of this government—indeed, I would say the policy of previous governments, without regard to which party was in power—was that the government would stand behind the public servant, and that would include members of the police forces, to the extent that the suit against him arose out of the performance of his duties. There is not a standing authority to pay any judgment awarded; that has always got to go to the financial masters, the Treasury Board, for authority. However, in principle the case is defended, unless the man wants to hire his own counsel, by counsel assigned by the Department of Justice either from their staff or special agent. If the judgment does go against the individual and he has been acting within the scope of his duties and not just out of sheer bloody-mindedness, then as a matter of principle we go to Treasury Board and ask for authority to pay the judgment.

**Mr. Towers:** With regard to the use of, shall we say, even toy weapons or otherwise... I am sure the Minister would agree with me that some toy weapons are very, very good; it is very difficult to distinguish between a toy firearm and an authentic one. In view of the fact that a policeman would not have the time to distinguish between one and the other because everything happens so fast, and in the event that he shot someone, and shot him to death, and this individual actually had just a toy weapon in his hand, would he then be eligible for a charge?

**Mr. Allmand:** Mr. Towers, you are asking me to make a judgment on a hypothetical case. I would hesitate in doing that; that is something that would require a lot of legal research. I do not know whether Mr. Hollies wants to venture a legal opinion on that.

[Interprétation]

**M. Allmand:** Non. Tout d'abord, je suis seulement responsable de l'application des lois fédérales et non des lois provinciales. En second lieu, j'ignore s'il existe des cas où ces \$3,000 ont été dépassés.

M. Hollies est notre conseiller juridique en chef et, selon lui, personne n'est allé au-delà des \$3,000; par conséquent je ne vois pas l'utilité d'augmenter cette somme. Si nous partons du principe que notre personnel, nos gardiens, ont le droit de se défendre lorsqu'ils sont accusés et si cette somme se révélait insuffisante, nous envisagerions de l'augmenter.

Qu'avons-nous fait par le passé?

**M. J. H. Hollies, C. R. (conseiller juridique, Bureau du solliciteur général):** L'autorisation permanente est celle accordée par le Conseil du Trésor, étant donné la nature controversée de notre clientèle,—la vulnérabilité des agents de la GRC et du personnel de prison aux accusations non justifiées. Je vous fais remarquer que le montant de \$3,000 auquel le ministre a fait allusion, est en prévision des honoraires et les déboursés dans chaque cas. Cela signifie, après vérification par le ministère de la Justice, que si un procureur défend 5 personnes, ce montant peut s'élever si nécessaire jusqu'à \$15,000 pour les honoraires et les déboursés. Ce montant ne sert aucunement à payer les amendes. Alors, essentiellement, c'est la protection accordée par la loi aux policiers et aux autres agents de la paix. Comme vous le savez, monsieur, cette protection est inscrite dans le Code criminel et dans la loi commune et correspond au droit d'une personne à se défendre, avec des dispositions spéciales pour les agents de la paix.

Pour ce qui est d'indemniser quelqu'un contre la responsabilité, car vous pouvez bien sûr faire l'objet de poursuites civiles, la politique de ce gouvernement,—en réalité je devrais dire la politique des gouvernements précédents, peu importe le parti au pouvoir,—était que le gouvernement appuyait le fonctionnaire,—y compris les agents de police, dans la mesure où la poursuite intentée contre lui découlait de l'exercice de ses fonctions. Il n'y a aucune autorisation pour dédommager des verdicts encourus; pareille autorisation doit émaner du Conseil du Trésor. Toutefois, en principe, à moins que la personne ne veuille retenir son propre avocat, la cause est défendue par des avocats nommés par le ministère de la Justice parmi son personnel, ou par un agent spécial. Si le verdict est défavorable à celui qui agissait dans les limites de ses fonctions et non pas sans discernement, alors, en principe, nous demandons au Conseil du Trésor l'autorisation de payer la peine infligée.

**M. Towers:** Relativement à l'utilisation des armes jouets ou autres... je suis sûr que le ministre reconnaîtra que certaines armes jouets sont excellentes; il est très difficile de différencier une arme jouet d'une arme authentique. Compte tenu du fait qu'un policier n'aurait pas le temps de différencier l'une de l'autre, parce que tout se passe si vite, dans le cas où il tirerait sur quelqu'un et le tuerait, alors que la personne suspecte ne serait réellement armée que d'une arme jouet, pourrait-il être mis en accusation?

**M. Allmand:** Monsieur Towers, vous me demandez de porter un jugement sur un cas hypothétique. J'hésiterais à le faire; c'est quelque chose qui demanderait beaucoup de recherche juridique. Je ne sais pas si M. Hollies veut se risquer à vous donner une opinion là-dessus.



[Text]

**Mr. Hollies:** After the caveat entered by the Minister, I am somewhat hesitant to do so. However, off the top of my head I would say that it turns upon whether the policeman firing the shot had a reasonable apprehension of danger to himself, and that reasonable apprehension might occur by the use of an imitation weapon that the policeman took to be real. So long as he bona fide believed he was in danger I would think he had a valid defence, but I certainly subscribe to what my Minister has said about a definitive answer requiring some research.

**Mr. Towers:** I recognize, Mr. Chairman, that it is a very difficult situation and possibly a hypothetical one. Nevertheless, I am sure these situations have arisen in the past and will no doubt continue to arise in the future. I am wondering whether there is any thought on the part of the department that some time in the future there will be an assumption made that law enforcement officers in Canada may be disarmed to some extent for fear they may take a life while in the lawful execution of their sworn duties.

**Mr. Allmand:** You always have to tread that thin line between what is right and what is not. I must tell you that in Canada our police forces do not operate under the dictum "Shoot to kill". The United States was mentioned as an example of that for quite a while before the FBI had that rule of proceeding. I do not know if they still have it. In Canada the rule has been with the RCMP and with the Penitentiary Service that you shoot to stop the action in process, which means if you can shoot over the head in the first place, let us say in an escape, or shoot to wound, you do. You do not take the excuse to kill when it is not necessary to kill.

• 1515

I can recall that we had a few cases since I have been Minister where somebody was shot, and we examined the cases. The officer was exonerated because he acted in good faith. But our rule is not to shoot to kill but to shoot to stop the criminal action that is taking place, just to the extent it is necessary.

**Mr. Towers:** Mr. Chairman, the Minister is certainly drawing a very fine line there. It could well be that an officer might shoot at an individual's legs, and, if the individual happened to fall just at the time the officer pulled the trigger, it is not hard to figure out what would happen to him. What action is going to be taken against the law enforcement body, if any, in these cases? Would the general public or the relatives of the wrong-doer be privileged to bring a law suit against the officer? This seems to be something that has been happening more and more in this modern age.

Just recently there was a case in the City of Toronto where two police officers were being charged before the courts. This type of thing was unheard of 25 or 30 years ago. I believe there will be more situations like this that the courts are going to have to deal with in the future.

**Mr. Allmand:** They will. I just cannot speculate on all the possibilities. The only answer I can give is the one I have given already: the police have the right to defend themselves with weapons. They have the right to use those weapons in self-defence or to defend others, but they do not have the right to abuse the privilege. What is abuse, is for the courts to decide. As far as I know, I do not know of any responsible policeman in Canada who would want to change that.

[Interpretation]

**M. Hollies:** Après la déclaration du ministre, j'hésite à le faire. Toutefois, à première vue, je dirais qu'il faut se demander si le policier se sentait réellement en danger, et si cette appréhension -raisonnable du danger dépendait du fait que la personne suspectée utilisait une imitation d'arme à feu que le policier a pris pour une arme authentique. Puisqu'il croyait de bonne foi être en danger, je crois qu'il aurait une bonne défense, mais je suis d'accord avec ce qu'a dit le ministre, à savoir qu'une réponse finale demanderait beaucoup de recherche.

**M. Towers:** Monsieur le président, je comprends que c'est une situation très difficile et possiblement hypothétique. Toutefois, je suis certain qu'il y a eu des situations semblables par le passé et qu'il y en aura sans doute dans l'avenir. Je me demande si le ministère de la Justice a déjà envisagé de désarmer jusqu'à un certain point les agents de la paix au Canada de peur qu'ils ne tuent quelqu'un dans l'exercice légitime de leurs fonctions.

**M. Allmand:** Il faut toujours établir cette marge délicate entre ce qui est bien et ce qui ne l'est pas. Je dois vous dire qu'au Canada nos forces de police n'appliquent pas la maxime «Tirer pour tuer». Avant que le FBI n'ait adopté son code de conduite, on a longtemps cité les États-Unis en exemple. Je ne sais pas si cela existe toujours. Au Canada, pour la GRC et les services pénitentiaires la règle était que vous tiriez pour arrêter l'action, d'abord vous tirez un coup en l'air, disons lors d'une évasion, ou vous tirez pour blesser. On ne profite pas de l'occasion pour tuer lorsque ce n'est pas nécessaire.

Depuis que je suis ministre je me rappelle que nous avons eu quelques cas où on avait tiré sur quelqu'un, et nous avons étudié les cas. L'agent a été exonéré parce qu'il avait agi de bonne foi. Notre règle est de ne pas tirer avec l'intention de tuer mais de tirer pour enrayer l'action criminelle qui a lieu et pas plus qu'il est nécessaire.

**M. Towers:** Monsieur le président, le ministre établit une marge très étroite. Il se peut très bien qu'un agent vise les jambes et que la personne trébuche au moment où il fait feu, il n'est pas difficile de s'imaginer ce qui se produirait. Quelle poursuite va être prise contre le corps de police dans ces cas-là, si poursuite il y a? Le public en général ou les parents du contrevenant auraient-ils le droit d'intenter des poursuites contre cet agent? C'est quelque chose qui semble se produire de plus en plus souvent de nos jours.

Tout récemment, à Toronto, deux agents de police ont été traduits devant les tribunaux. Ce genre de chose n'existait pas il y a 25 ou 30 ans. Et je pense que dans l'avenir les tribunaux auront souvent à faire à des situations semblables.

**M. Allmand:** Oui. Je ne peux pas prévoir toutes les possibilités. Je ne peux que répéter ce que j'ai déjà dit: Les policiers ont le droit de se défendre avec des armes. Ils ont le droit d'utiliser ces armes pour se défendre ou pour défendre d'autres personnes, mais ils n'ont pas le droit d'abuser de ce droit. Qu'est-ce qu'un abus? C'est aux tribunaux d'en décider. Pour autant que je sache, il n'y a aucun agent de police intègre au Canada qui voudrait changer cela.

## [Texte]

**Mr. Towers:** I am sure not, as long as there is no retaliation against them. This is the part that I am concerned about.

**Mr. Chairman,** I think we have gone pretty well full circle on this regarding the protection of the guards and the policemen. The Minister stated the other day under questioning that they were retraining the guards and the personnel. I asked him at that time—and I do not think he answered the question—is there any other provision being made for the protection of the guards and the policemen if this bill passes?

**Mr. Allmand:** I mentioned three things, Mr. Towers, and then a fourth one was added, I believe, by Mr. Westlake or Mr. Diguier.

The four items were: training and retraining, so that the men will be better able to protect themselves and deal with dangerous situations; two, small institutions where you could better segregate the inmates and break up the inmate cliques and the inmate undergrounds and so on—the new institutions will have about 150 to 200 inmates, not more than 200; three, to provide special segregation units in each region which would reduce violence and provide protection; and four, the special crisis-response teams—I may not be using the right name—to deal with hostage-taking incidents, with disturbances, with riots, and so on.

So there are those four things being done right now. In addition, we are building the psychiatric centres that will take care of psychiatric inmates.

**Mr. Towers:** Mr. Chairman, would these crisis-response teams be in each penitentiary or would they have to be flown in to certain areas?

• 1520

**Mr. Allmand:** There would be one in each region. The five regions are British Columbia, the Prairies, Ontario, Quebec and the Atlantic; and maybe Mr. Diguier could come forward and tell me, for example, in the Prairie region, where that team would be located and how it would get to a place where it was needed quickly.

**Mr. R. Diguier (Deputy Commissioner, Canadian Penitentiary Service):** Mr. Chairman, we believe that in each of the regions, except the Prairie region, we would have that located at the regional headquarters. By virtue of the vast expanse in the western area, we would probably locate people at the major penitentiaries.

**Mr. Allmand:** For example, in the Prairie region, where would the response team be?

**Mr. Diguier:** We are thinking of attaching most of it to Prince Albert, to the Saskatchewan Penitentiary, but there would be individuals at the other penitentiaries: Stony Mountain, Bowden and Drumheller.

**Mr. Towers:** Would there be an aeroplane available or would one have to be chartered if there had to be a quick movement?

## [Interprétation]

**M. Towers:** J'en suis sûr, aussi longtemps qu'il n'y aura pas de représailles contre eux. C'est cet aspect qui me préoccupe.

Monsieur le président, j'ai pratiquement fait le tour de la question relativement à la protection des gardiens et des agents de police. Le ministre a déclaré l'autre jour en réponse à des questions qu'il recyclait les gardiens et le personnel. A ce moment-là je lui avais posé la question—et je ne pense pas qu'il a répondu—y a-t-il des dispositions prévues pour la protection des gardiens et des agents de police si ce Bill est adopté?

**M. Allmand:** J'ai mentionné trois choses, monsieur Towers, et ensuite une quatrième a été ajoutée je crois, par M. Westlake ou M. Diguier.

Les 4 articles étaient: formation et recyclage, de sorte que ces hommes soient mieux en mesure de se protéger eux-mêmes et de faire face à des situations dangereuses, deuxièmement, de petites institutions où vous pourriez mieux isoler les détenus, briser les cliques de détenus, les organisations de détenus et ainsi de suite—ces institutions auraient de 150 à 200 détenus, pas plus de 200; troisièmement, offrir un établissement spécial de ségrégation dans chaque région qui réduirait la violence et offrirait une certaine protection; et quatrièmement, une équipe spéciale anti-crisis—j'utilise peut-être le mauvais terme—pour s'occuper des incidents où il y a une prise d'otages, des troubles, des émeutes et ainsi de suite.

Alors voilà quatre mesures que nous sommes en train d'appliquer. De plus, nous construisons des centres psychiatriques qui s'occuperont des détenus ayant des troubles mentaux.

**M. Towers:** Monsieur le président, est-ce que ces groupes anti-crisis seraient dans chaque pénitencier ou est-ce qu'ils seraient aéroportés dans certaines régions?

**M. Allmand:** Il y en aurait une pour chacune des cinq régions, à savoir la Colombie-Britannique, les Prairies, l'Ontario, le Québec et les provinces Atlantiques; M. Diguier pourrait peut-être s'avancer et me dire où serait située cette équipe par exemple dans la région des Prairies et comment elle pourrait se rendre rapidement dans un endroit où on a besoin d'elle.

**M. R. Diguier (sous-commissaire, Service canadien des pénitenciers):** Monsieur le président, à l'exception de la région des Prairies, cette équipe serait au siège de l'administration régionale. Étant donné l'étendue de la région occidentale, nous placerons certainement des gens dans les pénitenciers principaux.

**M. Allmand:** Dans le cas de la région des Prairies, où se trouverait l'équipe d'urgence?

**M. Diguier:** La majorité de l'équipe se tiendra probablement à Prince Albert, et dépendra du pénitencier de Saskatchewan, mais d'autres membres seront postés dans d'autres pénitenciers tels que Stony Mountain, Bowden et Drumheller.

**M. Towers:** Sera-t-il possible de disposer d'un avion ou faudra-t-il en louer un en cas de besoin?



[Text]

**Mr. Diguier:** Mr. Chairman, the concept would be that, initially, we would have some men assigned, and they would have two jobs. One of the jobs is well under way now—it is almost completed—and that one is to train all the personnel in the penitentiaries, right down to clerks and stenographers. This is to make them aware of the dangers of being taken hostage. This program is well under way and these are the people who are doing some of that training.

After or co-incidental with that, they will be training to respond to the crises, and the idea would be to train as many of the guards in each penitentiary to be able to work on these teams. In time, and within a year, we would see that most of the personnel in each penitentiary would be trained in crisis response.

So these crisis teams will at first be available there to respond to an emergency but while waiting for an emergency to occur, they will be busy training other people.

**Mr. Towers:** This educational system that is being developed for the crisis teams: is this as the result of new information that is coming to hand or is it delayed information; or on what basis are you laying the foundation for this new system of educating the crisis teams?

**Mr. Allmand:** Well, I guess that as time goes on, new types of behaviour come about. For a period, a few years ago, we had a lot of hijacking, and not only Canada but many countries took steps to deal with hijacking of aircraft. That seems to have died down a lot now, thank goodness. But we have also had the whole business of hostage-taking which started, I suppose, internationally, and spread around the world. So we are developing methods to deal with that, and I can give you the statistics.

In 1970, we had five hostage-taking incidents; in 1971, three; in 1972, four; in 1973, five; in 1974, none; in 1975, eleven; and in the first six months of 1976, ten. So there has been an escalation in Canada of hostage-taking incidents; but you see the same thing in the United States, Mr. Towers—you can read about those—or in Europe. I do not know if the news of these things encourages other inmates in other institutions around the world to try them themselves, but that is in fact what happens.

Mr. Towers also wants to know about the special training. Are there new techniques that have become known? I guess we are all learning from one another.

We had a conference, by the way, up here in October, to which we brought people from the United States who informed us about how they dealt with it and of their experience, and so we are learning from others.

**Mr. Diguier:** Essentially, Mr. Chairman, if I could add to the Minister's remarks, these teams have really got a two-fold function. Part of it is negotiation and the other is containment. Some people are being trained in the containment aspect of a crisis, while other people, the psychologists, primarily, and the psychiatrists on our staff, are being trained to negotiate with the hostage-takers.

[Interpretation]

**M. Diguier:** Monsieur le président, à l'origine, nous pensions nommer un certain nombre d'individus qui auraient deux tâches à assumer. La première de ces tâches consiste à former l'ensemble du personnel des pénitenciers jusqu'aux petits employés et aux secrétaires. Cette première étape est pratiquement achevée et elle vise à informer le personnel du danger qu'il court d'être pris en otage. Ce programme d'information est actuellement en cours et ces équipes entre autres sont chargées d'informer le personnel des pénitenciers.

Ensuite, ou simultanément, on leur dira quoi faire en cas de crise et nous envisageons de former le plus grand nombre des gardiens dans chaque prison afin qu'il puissent participer à ces équipes. Dans un délai d'un an, nous espérons que la majorité du personnel de chaque pénitencier sera capable de réagir en cas de crise.

La première raison d'être de ces équipes d'urgence consiste à prendre des initiatives en cas de crise, mais, entre deux crises, ces équipes auront pour rôle de former le reste du personnel.

**M. Towers:** J'aimerais revenir aux méthodes d'information de ces équipes d'urgence: ces méthodes sont-elles basées sur des renseignements disponibles ou sur des renseignements obtenus après coup; sur quoi ce nouveau système d'information des équipes d'urgence se fonde-t-il?

**M. Allmand:** J'imagine que de nouveaux types de comportement surgiront au fur et à mesure. Il y a quelques années, nous avons eu pendant un certain temps des détournements d'avion. Et le Canada n'a pas été le seul à prendre des mesures contre ces délits. Grâce à Dieu, il semble que cette pratique ait moins cours de nos jours. La mode des prises d'otages s'est ensuite imposée à l'échelon international et s'est répandue partout dans le monde. Nous avons donc mis au point certaines solutions et je peux vous donner des chiffres.

En 1970, cinq incidents ont entraîné des prises d'otages, trois en 1971; quatre en 1972; cinq en 1973; et aucun en 1974; 11 en 1975 et 10 au cours des premiers 6 mois de 1976. Il semble donc que l'on assiste au Canada à une escalade des prises d'otages; mais c'est la même chose aux États-Unis, monsieur Towers, et c'est ainsi en Europe. Je ne sais pas si de tels incidents encouragent les détenus d'autres institutions dans le monde entier à faire la même chose, mais en fait, c'est ce qui se passe.

Mr. Towers aimerait également connaître des précisions sur la formation spéciale. De nouvelles techniques ont-elles fait leur apparition? Je crois que nous apprenons beaucoup de l'expérience des autres.

A propos, une conférence a eu lieu ici en octobre et elle a attiré des gens des États-Unis qui nous ont communiqué leur expérience et nous ont informés de leur façon de procéder. Nous apprenons donc beaucoup de l'expérience des autres.

**M. Diguier:** Monsieur le président, pour rejoindre ce que le ministre vient de dire, il semble que ces équipes aient essentiellement une double fonction; d'une part celle de négocier et d'autre part celle d'endiguer les crises. On entraîne certaines personnes à réprimer les crises, tandis que des psychologues et des psychiatres surtout sont entraînés à négocier avec les «preneurs d'otages».



[Texte]

So it is a two-fold operation and the training is based essentially on that.

**Mr. Towers:** Is there any information, Mr. Chairman, that would differentiate one type of criminal from the other as to what type of criminal activity that inmate might embark upon—for instance, like hostage-taking?

**Mr. Allmand:** You mean before he has taken the hostage?

• 1525

**Mr. Towers:** Yes. Can you make any assessment whatsoever of the inmates to determine which, if any, of the inmates might be the ones who would initiate a hostage-taking situation?

**Mr. Diguier:** Mr. Chairman, in the Penitentiary Service we have a profile on each inmate. Once the hostage-taking situation occurs, everybody is under orders to try to defuse it right there. If that is not done immediately, we try to stabilize the situation, which gives us time to examine the background of the hostage-taker. We make an assessment and, depending on the dangerousness demonstrated by that individual throughout his life, we decide on the tactics available. We have had many cases in recent months when it was established that the inmate was not dangerous at all, and we just talked to him and waited him out. We would bring people who would relate to him, and we would wait him out. The latest case we had was when one inmate took another inmate hostage. We knew that he was very unlikely to harm his fellow inmate, and just through mediation on the part of clergymen we have in the system and psychiatrists, we were able to defuse the matter within a few hours.

**Mr. Allmand:** He asked, though, if you could predict in advance which inmates were likely to be hostage-takers. I do not think you can, can you?

**Mr. Diguier:** We have done a study on all the hostage-taking cases we have had. I do not have the statistics with me—Mr. Westlake has them, and he is not here this afternoon—but I have studied them. We have a profile of a potential hostage-taker. I think, out of 21 cases we have studied, only 4 were lifers and were in there for murders. Strangely enough, there was one hostage-taker who only had 11 months to serve. Many, many of them fall into the two- or three- or four-year category. It probably is an effort to prove themselves, or to demonstrate violence. So, it is very difficult. It certainly is not based on remaining time to serve. That does not appear to be a criterion in predicting hostage-taking.

**Mr. Towers:** Would years of incarceration have anything to do with it?

**Mr. Allmand:** The number of years already served?

**Mr. Towers:** Yes.

**Mr. Diguier:** Again, Mr. Chairman, that is not a factor, according to our studies. It does not fall within the criteria.

[Interprétation]

Il s'agit donc d'une double opération sur laquelle se base l'essentiel de leur formation.

**M. Towers:** Monsieur le président, existe-t-il des renseignements qui permettent de différencier les types de criminels et de prévoir les activités criminelles que tel ou tel détenu risque de commettre, comme la prise d'otage par exemple?

**M. Allmand:** Vous voulez dire avant que la prise d'otage n'ait eu lieu?

**M. Towers:** Oui. Est-il possible de déterminer d'avance quels sont les détenus qui sont susceptibles de provoquer une situation entraînant une prise d'otages?

**M. Diguier:** Monsieur le président, au service pénitencier, nous disposons d'un dossier sur chaque détenu. Dans le cas d'une prise d'otages, des ordres sont donnés afin que ce dossier soit communiqué sur place. Si cela ne peut se faire immédiatement, nous nous efforçons de stabiliser la situation, ce qui nous donne le temps d'étudier la biographie du preneur d'otages. Nous précédons à une évaluation de cette biographie et, selon la gravité de ses actes passés, nous décidons de la tactique à suivre. Au cours de ce dernier mois, nous avons eu affaire à plusieurs cas où le détenu n'était pas du tout dangereux, et en effet, il a suffi de lui parler pour lui faire entendre raison. Nous faisons appel à des gens qui sont proche de lui et nous le dissuadons de cette façon. Dans le dernier cas auquel nous ayons eu à faire face, un détenu a pris en otage un autre détenu. Nous savions qu'il était peu probable qu'il s'en prenne à son camarade et grâce à la médiation des prêtres et des psychiatres de notre service, nous avons pu venir à bout du problème en quelques heures.

**M. Allmand:** Il vous a malgré tout demandé s'il était possible de prévoir à l'avance quels détenus étaient susceptibles de recourir à la prise d'otages. Je ne crois pas que ce soit possible, n'est-ce pas?

**M. Diguier:** Nous avons effectué une étude de tous les cas de prise d'otages auxquels nous avons eu affaire. Je ne possède pas ces chiffres ici, c'est M. Westlake qui les a et il est absent pour l'après-midi. Mais je les ai étudiés. Nous savons à quoi ressemble un «preneur d'otages» en puissance. Sur 21 cas que nous avons étudiés, 4 détenus seulement étaient condamnés à perpétuité pour meurtre. Il est assez curieux de remarquer que l'un deux n'avait que 11 mois à purger. La plupart d'entre eux se situent dans la catégorie des sentences de deux, trois ou quatre ans de prison. C'est certainement pour se prouver ou prouver aux autres qu'ils sont capables de violence. C'est donc très difficile. Cela ne dépend absolument pas de peine qu'il reste à purger. Pour ce qui est de prédire les prises d'otages, ce critère ne semble pas intervenir.

**M. Towers:** Est-ce que le nombre des années de prison a un rapport quelconque avec cela?

**M. Allmand:** Vous voulez dire le nombre d'années déjà purgées?

**M. Towers:** Oui.

**M. Diguier:** Monsieur le président, nos études tendent à démontrer que ce facteur n'intervient pas. Ce critère n'a aucun rôle à jouer.

[Text]

**Mr. Allmand:** Did you not find though, Mr. Diguier, and correct me if I am wrong, that most of the hostage-takers were in their twenties? Were younger inmates?

**Mr. Diguier:** Yes. The profile we came up with was that the hostage-taker is between 22 and 24, has been sentenced to no more than 4 years, and has usually been in the penitentiary for around 1 year.

**Mr. Reynolds:** What about a guy like Andy Bruce? This is a supplementary to Mr. Towers' question.

**The Chairman:** I was just going to tell Mr. Towers that he was finished, but I think we can take this briefly. Mr. Reynolds.

**Mr. Reynolds:** Somebody like Andy Bruce, who was involved in the one at B.C., what kind of personality report would you have on a gentleman like that? What steps would you take to ensure that he would not get into a situation where he might be able to take a hostage?

**Mr. Diguier:** Mr. Chairman, in a case like that—which is quite exceptional, as you can appreciate, and does tend to falsify our statistics—he had been convicted of hostage-taking on two previous occasions. The only thing left for us to do was to move him around; he was in Saskatchewan Penitentiary, and we put him in B.C. Penitentiary. Of course, since the infamous Steinhäuser case, we had him in Dorchester and now Millhaven. It is just a matter of keeping these people off balance, because they are always contriving to commit another hostage-taking.

**Mr. Lawrence:** Or murder.

**Mr. Reynolds:** Mr. Chairman, I will let whoever your next questioner is, proceed. I want to pursue this a little further concerning Bruce, because I have some documentation. But I will wait until you have finished with your next questioner.

**The Chairman:** All right. Mr. Loiselle, then back to Mr. Reynolds.

• 1530

**M. Loiselle (Chambly):** Merci, monsieur le président. J'ai demandé la parole en écoutant M. Stevens revenir à la charge pour entendre d'autres témoins et les seuls qu'il nous cite sont ceux qu'il désire entendre, c'est pour cette raison que je veux lui rappeler les propos que j'ai tenus hier, à savoir que le principe de ce projet de loi a été voté en Chambre, en deuxième lecture. S'il faut jouer avec des statistiques pour faire de la politique ou pour rendre le débat passionnel, il l'est déjà trop, nous pourrions en «jeter» de l'autre côté.

Tous ceux qui ne se sont pas arrêtés pour considérer la criminalité comme une maladie, n'ont sûrement jamais mis les pieds dans une cour de bien-être social. Quand vous voyez des jeunes filles âgées de trois, quatre, cinq ou six ans, qui souffrent de gonorrhée de gorge, cela ne s'attrape pas de bien, bien des façons cela. Quand vous voyez des jeunes garçons, âges de 7 ou 8 ans, qui vont voler des cosmétiques, ce n'est sûrement pas pour eux, s'ils allaient voler des «chips» ou du chocolat, je pourrais comprendre que c'est un geste d'enfant, mais lorsque ce sont des cosmétiques qui ne peuvent que servir à des adultes, c'est sûrement qu'ils sont encouragés ou du moins qu'ils ne sont pas punis par les personnes chargées de leur éducation. Je suis assuré que si les membres, pas seulement de l'opposition

[Interpretation]

**M. Allmand:** Ne vous êtes-vous pas cependant aperçu, monsieur Diguier et corrigez-moi si je me trompe, que la plupart des preneurs d'otages avaient entre 20 et 30 ans? Qu'ils sont en général les détenus les plus jeunes?

**M. Diguier:** C'est exact. Voici le profil du preneur d'otages auquel nous sommes arrivés. Il a entre 22 et 24 ans, il a été condamné à un maximum de 4 ans et se trouve incarcéré depuis environ 1 an.

**M. Reynolds:** Et que faites-vous d'un type comme Andy Bruce? Cette question fait suite à celle de M. Towers.

**Le président:** J'allais justement demander à M. Towers s'il avait fini, mais je crois que nous pouvons accepter cette brève réponse. M. Reynolds.

**M. Reynolds:** Dans le cas d'un type comme Andy Bruce qui a participé à une prise d'otages au pénitencier de Colombie-Britannique, quel genre de rapport pourriez-vous avoir sur sa personnalité? Quelle mesure pourriez-vous prendre afin d'éviter qu'il ne se trouve dans une situation où il pourrait prendre des otages?

**M. Diguier:** Monsieur le président, dans un cas comme celui-là, cas tout à fait exceptionnel, comme vous pouvez le voir et qui tend à fausser les statistiques, il avait été précédemment déclaré coupable de deux prises d'otages. Il ne nous restait qu'une chose à faire. Le déplacer; il était dans le pénitencier de Saskatchewan et nous l'avons transféré au pénitencier de Colombie-Britannique. Bien sûr, depuis l'horrible affaire Steinhäuser, nous l'avons envoyé à Dorchester et maintenant, il se trouve à Millhaven. Il faut faire en sorte qu'il soit toujours dépaycé, car il ne cherche qu'à commettre d'autres prises d'otages.

**M. Lawrence:** Ou des meurtres.

**M. Reynolds:** Monsieur le président, quel que soit le prochain orateur, je lui laisse le soin de continuer. J'aimerais en revenir au cas de Bruce, car je dispose de certains documents. Mais j'attendrai que le prochain orateur ait fini.

**Le président:** D'accord. M. Loiselle a la parole, suivi de M. Reynolds.

**Mr. Loiselle (Chambly):** Thank you, Mr. Chairman. I requested permission to speak after hearing Mr. Stevens renew his demands that other witnesses be heard; yet the only ones that he has named are those whom he wishes to hear, and that is why I wish to remind him of what I said yesterday, namely that the principle of this bill was adopted in the House on second reading. If we have to juggle statistics in order to play politics or to make the debate more impassioned, when it is already too much so, we might perhaps also "throw out" statistics supporting our view.

Anyone who has never taken the time to consider crime as a disease, has certainly never set foot in a welfare court. When you see young girls of three, four, five or six, suffering from buccal gonorrhea, one realizes that there is only one way to catch such a disease. When you see young boys of seven or eight stealing cosmetics, they are certainly not doing it for themselves, because if they were, they would be stealing chips or chocolate bars; that would be the act of a child, but when they steal cosmetics, which could only be for adults, it is clear that they are encouraged to do so or at least that they are not punished by those responsible for bringing them up. I am sure that if members, not only of the Opposition but of my own party, who insist and sincerely believe that the death penalty may be the only



## [Texte]

mais les membres également de mon parti, qui veulent absolument et qui croient sincèrement que la peine de mort est peut-être la solution adéquate, je suis assuré que si ces mêmes personnes acceptaient d'aller passer quelques jours dans ces cours du bien-être social, ils en arriveraient vite à faire le parallèle entre la criminalité et la maladie.

Vous me direz, de même que certains tenants du maintien de la peine capitale: «Mais il y a quand même des cas qui sont tout à fait irrécupérables, pour ne pas mentionner le cas de celui qui a fait un soir, je pense, quinze, vingt ou plus de victimes dans un seul bar à Montréal». Et ceux-là qui disent: «Bien, pour ces gens qui sont irrécupérables, vous allez payer de fortes sommes pour les garder en prison». Est-ce que l'on pose le même jugement lorsqu'un enfant naît fou ou mentalement malade, et que l'on sait que toute sa vie durant, avec une espérance de vie aussi longue dans certains cas qu'un enfant qui naît sain de corps et d'esprit, est-ce qu'on pose le même jugement? Est-ce qu'on veut l'enrayer parce qu'il ne sera jamais productif pour la société? Je pense que si nous acceptons nos responsabilités dans le cas des enfants qui naissent mentalement malades, je pense que nous pouvons accepter également que des gens soient malades et qu'ils manifestent leur maladies sous forme de violence.

Monsieur le président, je crois que je n'aurais jamais voulu répéter ces propos. Mais tout comme on peut considérer presque normal que la petite fille qui, à cinq ou six ans, attrape des gonorrhées de gorge, devient une prostituée professionnelle lorsqu'elle a 18 ans, il est peut-être aussi normal, dans les règles qu'on avait dans le passé, de retrouver le petit gars qui, à 8 ans vole des cosmétiques, perpétrant des vols à main armée, lorsqu'il a 22, 23 ans, parce qu'il doit répondre à ses besoins. Je crois que c'est une question d'éducation, pas seulement une question d'éducation d'individus, mais également une question d'éducation de masse, et les membres de ce Comité devraient respecter, je crois, la décision des 261 députés qui ont voté et qui se sont entendus sur le principe de ce projet de loi.

Ce qui est important maintenant c'est de multiplier ou d'améliorer les services qui pourront assurer la protection du public canadien. Je pense que ceux qui ont rejeté la peine de mort comme solution étaient d'avis que 25 ans d'emprisonnement dans les cas de meurtres prémédités, c'est-à-dire les cas de meurtres les plus graves, que 25 ans d'emprisonnement était une garantie suffisante pour la protection du public canadien.

Maintenant je voudrais que nous allions plus loin, que nous nous attaquions à la source du problème; je lisais il y a quelques années que 80 p. 100 ou à peu près des criminels adultes étaient d'anciens délinquants, délinquants qui étaient passés par la cour ou qui de toute façon l'avaient été dans leur jeunesse et qui n'avaient jamais été attrapés et punis. Je vois que M. Lawrence qui a beaucoup d'expérience dans ce domaine est d'accord avec moi. Je crois donc qu'on doit s'attaquer à la source du mal. Il y a un certain parti politique qui, lorsqu'il parle de bilinguisme, dit qu'on devrait d'abord faire des programmes à l'intention des enfants, à l'intention des jeunes Canadiens plutôt qu'à l'intention des adultes. Je crois qu'on devrait faire la même chose pour la criminalité.

## [Interprétation]

adequate solution, were to agree to spend a few days in the welfare courts, they would soon realize the parallel between crime and disease.

You may answer, as may those who wish to retain the death penalty: "But there are some completely hopeless cases, for instance the person who killed 15 or 20 people in a bar in Montreal". And then there are those who say: "You are going to have to spend large sums of money to keep these hopeless cases in prison". Does one use the same reasoning when a child is born with a mental illness and when we know that it will be ill for the rest of its life, and that its life expectancy is as long as that of children born with healthy minds and bodies? Do we try to wipe him out because he will never be productive for society? I think that if we accept our responsibilities for children who are born mentally incapacitated, then we can also do so for those who are ill and whose disease takes the form of acts of violence.

Mr. Chairman, I did not ever think I would want to repeat these words, but just as it may be considered almost normal that a small girl of five or six should catch buccal gonorrhea and become a professional prostitute by the time she is 18, it may be quite as normal, under the rules we have had in the past, for the small boy who steals cosmetics at eight years to be found committing armed robbery at 22 or 23, because he has a need to do so. I believe that it is a question of education, but not only is it a question of educating individuals, but also of educating the public as a whole; I therefore believe that the members of this Committee should respect the decision of the 261 members of Parliament who voted and agreed on the principle of this Bill.

The important thing now is to increase or improve the services through which the Canadian public can be protected. I think that those who rejected the death penalty as a solution felt that 25-year prison sentences for premeditated murder, which is the most serious form of murder, was a sufficient guarantee of protection for the Canadian public.

I would now like us to go even further and attack the source of the problem itself; a few years ago, I read that about 80 per cent of adult criminals had previously been delinquents who had either appeared in court or who had been delinquent in their youth without ever being caught and punished. I see that Mr. Lawrence who has had a great deal of experience in this field agrees with me. I therefore think that we have to attack the root of this evil. There is a certain political party which, when it speaks of bilingualism, states that programs should first of all be developed for children and young Canadians rather than for adults. I think that this is precisely what we should do in the case of crime.



[Text]

• 1535

Par votre entremise, monsieur le président, je voudrais demander au ministre si lui et ses collègues provinciaux songent vraiment à des programmes pour les délinquants qui corrigeraient le mal à sa source. Quand je vois un agent de probation s'occuper par fois à lui seul de 100 cas, je trouve cela abominable. C'est à peu près comme si un seul médecin avait à traiter 100 cas de cancer. Et je pense, monsieur le président, que c'est surtout des propos à ce sujet que je voudrais voir le Solliciter général du Canada tenir. Je sais que cela n'est pas entièrement de notre juridiction, mais je crois que si nous pouvions soigner ces individus qui ne sont absolument pas responsables, nous aurions sûrement gain de cause.

Je voudrais faire une dernière remarque sur les, propos tenus par M. Lawrence. Selon lui, 99 p. 100 des autres pays sont en désaccord avec nous. Mais moi, je vous dis que si pour une fois, au Canada nous sommes capables de passer outre au vieil adage «œil pour œil, dent pour dent» et par le fait même faire un pas vraiment important vers une société plus civilisée, je suis fier de faire partie de cette bien infime minorité de 1 p. 100 et j'espère que nous servirons d'exemple aux autres pays. Alors, monsieur le Solliciteur général, pourrais-je avoir vos commentaires sur les programmes envisagés dans le secteur de la délinquance juvénile pour obtenir des résultats? Voilà.

**Mr. Allmand:** Mr. Chairman, and members of the Committee, as Mr. Loiselle has stated, we must direct our attention to the causes of crime. Much of the activity directed to the causes of crime generally come under other departments than my own: Health and Welfare, Indian Affairs and Northern Development, Regional Economic Expansion, Manpower and Immigration, and also the provincial governments.

With respect to juvenile delinquents we do have jurisdiction there, especially with the criminal justice side of it, not the family programs nor how a father treats his son and so on. We have distributed last September proposals for a new juvenile justice act, or a new juvenile delinquents act; those proposals were distributed throughout the country. We have got a lot of feedback on them; these involve not only new systems of dealing with young people who are charged with crimes but also with probation and institutional care, whether it is in the community or otherwise, and we are still negotiating that new system. We are hoping that we can put the bill to the House sometime next year, or late this year, to introduce a new system. But that will be, I hope, a newer and better juvenile justice system which will include diversion and health and so on; but that system in itself does not go back into the family. That has something to do with our whole spectrum of activities, including some governmental and some not.

I think a lot of crime or criminal behaviour starts with the example that is given to people in the home, in the community, by their peers, cultural impact, television, films and so on and these are so diverse. But we are working on the juvenile justice problem with the provinces very closely; we are working very closely with the provinces now. If we had not had these meetings today, I was to be the guest of the Government of Ontario at the Penetang Institute which is one of the leading institutes

[Interpretation]

Through you, Mr. Chairman, I would like to ask the Minister whether he and his provincial colleagues are truly considering programs aimed at delinquents which would solve the problem at its very root. When I see a probation officer handling a hundred cases singlehandedly, I find that an abominable situation. It is as if a single doctor had to treat one hundred cancer patients. And I think, Mr. Chairman, that it is along these lines that I would like to hear the Solicitor-General of Canada speaking. I know that this is not entirely within our jurisdiction, but I believe that if we could heal those individuals who are not totally responsible, we would certainly be successful.

I would like to make one last comment about Mr. Lawrence's remarks. According to him, 99 per cent of the other countries disagree with us, but I say that if we, in Canada, can for once rise above the old adage of an eye for an eye and a tooth for a tooth, and so taking a very important step towards creating a more civilized society, then I am proud to be numbered among that 1 per cent minority and I hope that we will set an example for the other countries to follow. I would therefore like to ask the Solicitor General to comment on what programs are being considered with a view to obtaining positive results in the area of juvenile delinquency.

**M. Allmand:** Monsieur le président, et membres du Comité, comme l'a dit M. Loiselle, nous devons nous attaquer aux sources du crime. Beaucoup des activités dans ce domaine sont la responsabilité d'autres ministères: la Santé nationale et le Bien-être social, les Affaires indiennes et le Nord canadien, l'Expansion économique régionale, la Main-d'œuvre et l'Immigration, aussi bien que les gouvernements provinciaux.

La délinquance juvénile fait partie de nos responsabilités, surtout pour la mise en application de la justice criminelle; mais nous n'administrons pas les programmes familiaux ni la façon dont un père traite de son fils. En septembre dernier, nous avons proposé une nouvelle loi pour les jeunes délinquants; nos propositions ont été distribuées à travers le pays. Nous avons eu beaucoup de réactions à cet égard; les propositions traitent non seulement de nouvelles méthodes de s'occuper des jeunes qui sont accusés de crimes mais également de la mise en liberté conditionnelle et des soins institutionnels, soit dans la communauté soit ailleurs. Nous négocions encore la mise en place de ce nouveau système. Nous espérons présenter le bill à la Chambre l'année prochaine ou même vers la fin de cette année. J'espère que nous aurons ensuite un nouveau système amélioré de la justice à l'intention des jeunes et que ce programme comprendra le secteur santé et autres. Cependant, ce système n'a pas trait à la famille comme telle; cela a trait plutôt à toute notre gamme d'activités, y compris des programmes gouvernementaux et non gouvernementaux.

Je pense que la criminalité commence à la suite de l'exemple donné dans le foyer et dans la communauté, par leurs pareils, et que la télévision et les films ont également un impact culturel. Nous collaborons étroitement avec les provinces pour résoudre le problème de la justice à l'intention des jeunes. Si ces réunions n'avaient pas eu lieu aujourd'hui, j'aurais visité l'institut de Penetang, en tant qu'invité du gouvernement d'Ontario. Cet institut est un des meilleur au monde pour le traitement de criminels

## [Texte]

for psychotic criminals in the world, and I was to be briefed on what they are doing, but I had to postpone that. So we are working very closely with the provinces.

**M. Loisel (Chambly):** Alors, vous croyez que bientôt ou déposera un projet de loi là-dessus?

• 1540

**Mr. Allmand:** The model law was distributed last fall and we are hoping we will be ready to present legislation next fall or at least next winter.

**M. Loisel (Chambly):** Deux questions très courtes, monsieur le président.

En ce qui concerne la protection des gardiens de prison, sans jeter le blâme sur ces derniers et sans vouloir également prendre parti en faveur des prisonniers, je me rends compte des difficultés que ces gens rencontrent dans l'exécution de leur tâche. Tout à l'heure vous avez parlé de divers programmes que vous entendez mettre de l'avant pour qu'ils puissent mieux se défendre et faire preuve de meilleure compréhension. Dans cet ordre d'idée-là, n'y aurait-il pas lieu peut-être d'introduire dans les rangs des gardiens de prison, de plus, plus de psychologues, de criminologues ou de gens qui seraient davantage en mesure de comprendre qu'un individu derrière les barreaux, 24 heures par jour, sept jours par semaine et pendant plusieurs années, a peut-être parfois des sautes d'humeur qui ne se traduisent pas de la même façon que chez un individu qui, après huit heures de travail, s'en va chez lui se détendre?

Ne pourrait-on pas prévoir dans vos programmes la présence de «X» personnes chargées du «moral des troupes» et de prévoir les réactions psychologiques autant des gardiens que des prisonniers? Il est bien évident qu'à certains moments il doit régner un climat de tension à l'intérieur de pénitenciers. Je suis convaincu personnellement que si nous autres membres du Comité, devons faire le travail des gardiens de prison, nous manquerions à notre tâche par manque de compétence, précisément. A mon avis, on n'est peut-être pas assez exigeant quant aux qualités requises pour la fonction de gardien de prison. Avez-vous envisagé quelque chose dans ce sens-là, monsieur le Solliciteur général?

**Mr. Allmand:** We have already adopted a system of what is called living-unit officers which is now operating in medium-security and in minimum-security institutions. These living-unit officers fulfil the role of correctional officers or guards, but they are not just guards; they are a mixture of a guard and, to a certain extent, a social worker, vis-à-vis the inmates.

This has been more difficult in a maximum-security institution. In maximum-security institutions, we will have the distinction between the correctional officers and the classification officers, the social workers and the instructors.

In the training programs that were referred to by Mr. Diguier, we are trying to have all our staff try to develop their attitudes, not just security attitudes, but to be aware of all sides of the questions—the rehabilitation and the security, so that there would be a balance.

**Mr. Diguier,** you heard the question. Could you . . . ?

## [Interprétation]

psychotiques, et l'on avait l'intention de me renseigner sur leurs travaux, mais j'ai dû reporter à plus tard cette visite. Mais, comme je l'ai dit, nous travaillons en collaboration étroite avec les provinces.

**Mr. Loisel (Chambly):** So you believe that a bill dealing with this problem will soon be introduced?

**M. Allmand:** Le modèle de loi a été distribué l'automne dernier et nous espérons pouvoir présenter la loi l'automne prochain ou, tout au moins, l'hiver prochain.

**Mr. Loisel (Chambly):** Two very brief questions, Mr. Chairman.

Regarding the protection of prison guards, and without casting any aspersions on them, or wanting to seem partisan to the prisoners, I realize the difficulties that these people have in doing their job. A while ago, you spoke of various programs which you want to implement in order that the guards may better defend themselves and gain a better understanding. In that regard, would it not be worthwhile to recruit, among the prison guards, more and more psychologists and criminologists or persons who would be better able to understand that an individual who is behind bars 24 hours a day, seven days a week, for many years can sometimes have moody periods which cannot easily be gotten rid of as for an individual who after eight hours of work can go home to relax?

So would it not be possible to provide in your programs for the presence of "X" number of persons who would be responsible for the morale and who could in fact predict the psychological reactions of the guards as well as the prisoners? Obviously, there must be certain moments when a rather tense mood exists within the penitentiaries. I am convinced that if we, members of the Committee, had to do the work of prison guards, we would not succeed because we are not competent. In my opinion, we are not strict enough regarding the prerequisites for the post of prison guard. Do you foresee any solution of that kind in your programs, Mr. Solicitor-General?

**M. Allmand:** Nous avons déjà implanté un système d'agents en résidence dans les institutions à sécurité minimum et à sécurité moyenne. Ces agents en résidence jouent le rôle de gardien, mais sont plus que des gardiens; ils sont un mélange de gardiens et, jusqu'à un certain point, travailleurs sociaux envers les détenus.

Il est plus difficile d'implanter ce système dans une institution à sécurité maximum. Dans ces institutions, nous distinguons toujours entre les gardiens et les agents de classification, les travailleurs sociaux et les instructeurs.

Dans les programmes de formation dont a parlé M. Diguier, nous cherchons à assurer que *out* le personnel améliore son attitude, non seulement au point de vue sécurité, mais aussi au point de vue de la réhabilitation, afin de développer un équilibre sur toute la question.

Monsieur Diguier, vous avez entendu la question. Pourriez-vous . . . ?



[Text]

**M. Diguier:** Monsieur le président, je pourrais ajouter à ce que le ministre vient de dire, que c'est essentiellement ce qui se produit à présent. Dans les institutions à sécurité maximale, le gros du travail est un travail de contrôle; c'est une travail qui est effectué par des gens qui n'ont pas tous le même niveau d'éducation comme dans d'autres institutions. Nous nous rendons rapidement compte que ce sont les gens qui travaillent le mieux avec les détenus, qui les comprennent le mieux.

Dans les institutions à sécurité moyenne, ou les institutions avec des unités résidentielles dont le ministre a parlé, nous avons davantage de psychologues ou de psychiatres. Ces gens-là s'efforcent d'aider le détenu à se corriger. Nous en sommes à ce niveau lorsque le détenu s'est rendu compte qu'il lui faut changer de mode de vie. Mais dans une institution à sécurité maximale, ce n'est pas du tout le cas... là il s'agit de contrôler les détenus, il s'agit de sécurité et de prévention.

En ce qui concerne l'entraînement des gardiens, il est axé en grande partie, au début, vers la sociologie, la psychologie. Donc, tous les gardes, tous les agents correctionnels et les autres membres des pénitenciers reçoivent ce genre de formation.

**M. Loiselle (Chambly):** D'accord, merci.

**Le président:** Merci, monsieur Loiselle.

**Mr. Reynolds,** the Solicitor General will be back in a moment. I do not know whether you want to address your question directly to him or...

**Mr. Reynolds:** All right. I can save the question for a couple of minutes. I would just like to go back to Mr. Loiselle, talking about the source of evil. I think, bringing that up, the retentionists are just as concerned about that source of evil with the young people. In fact, I know in British Columbia, when the bill was introduced that the Solicitor General was talking about, "Youth in Conflict with the Law"—and I am sure you have read it, as most members have, when he sent it to our offices—we did an awful lot of work on it. I have had meetings in my own riding with the persons who are involved with the young people to get their ideas. When they finally did call a meeting of all the provinces, which was held in downtown Vancouver, the two members of Parliament that showed up at that meeting were Mrs. Holt and myself, two retentionists. If you have been trying to say that abolitionists have more of a concern about that area than retentionists, I would just like to bring that up because we did attend that meeting.

• 1545

Now you talked about social activity and social workers. I had a funny feeling when I attended the meeting in Vancouver with the Solicitor General's department with all these other people attending. The RCMP were there, the Vancouver city police, the probation officers from all the communities in the lower mainland. They were bringing up some damn fine ideas about this bill and the changes that should be in it. But we kept on getting rebuffed by the people from the Solicitor General's department. I have the information from that meeting I attended on tape. I am going to have it typed up one of these days and you will get a copy of it. But it is just too long for...

[Interpretation]

**Mr. Diguier:** Mr. Chairman, I would add that what the Minister has just mentioned is essentially what is being done at the present time. In maximum security institutions, it is a question of control; this work is done by people who do not all have the same degree of education as in other institutions. We have noted that these are the people who work most easily with the inmates, who understand them best.

In the medium security institutions, or in the living unit institutions which the Minister mentioned, there are more psychologists and psychiatrists on staff. These people try to rehabilitate the inmate. And this is feasible when the inmate has realized that he must change his way of life. But in a maximum security institution, it is not the case... There, we must control the inmates, so it is security and preventive work.

As for the training of prison guards, at the beginning, sociology and psychology are emphasized. So, all prison guards and correctional officers and other members of penitentiary staffs receive this kind of training.

**Mr. Loiselle (Chambly):** Very well, thank you.

**The Chairman:** Thank you, Mr. Loiselle.

Monsieur Reynolds, le solliciteur général reviendra dans un moment. Vouliez-vous lui poser directement votre question ou...

**M. Reynolds:** Très bien. Je peux attendre quelques minutes. Je voudrais en revenir à M. Loiselle, qui parlait de la source même du mal. Je crois que les rétentionnistes en sont tout aussi inquiétés à l'égard des jeunes gens. En effet, je sais qu'en Colombie-Britannique, nous avons fait énormément de travail au sujet de ce bill, «La jeunesse en conflit avec la loi», qu'a mentionné le solliciteur général et que vous avez tous sans doute lu, comme la plupart des députés, puisque le solliciteur général nous l'a fait parvenir. J'ai tenu des réunions, dans ma circonscription, avec les gens qui s'occupent des jeunes afin de profiter de leurs idées. Quand, enfin, on a réuni toutes les provinces, à Vancouver, deux députés assistaient, à savoir M<sup>me</sup> Holt et moi-même, deux rétentionnistes. Si vous insinuez que les abolitionnistes s'inquiètent plus de ce domaine que les rétentionnistes, je tiens à vous rappeler que nous assistions à cette réunion.

Vous avez aussi parlé d'activités sociales et des travailleurs sociaux. J'ai eu une drôle d'impression à cette réunion de Vancouver avec les gens du ministère du solliciteur général et tous ces autres gens qui y assistaient. La Gendarmerie royale et la police municipale de Vancouver étaient représentées aussi bien que tous les agents de probation des communautés du sud de la Colombie-Britannique. Ils ont fait ressortir d'excellentes idées au sujet de ce bill et des modifications à y apporter. Mais ils ont été repoussés à maintes reprises par les fonctionnaires du solliciteur général. J'ai enregistré les renseignements qu'on nous a donnés à cette réunion. Un jour, je les ferai transcrire et je vous en remettrai une copie. Mais c'est vraiment trop long pour...



[Texte]

**Mr. Allmand:** What meeting was that?

**Mr. Reynolds:** This was one held in Vancouver on Youth in Conflict with the law. Your department held a meeting out there and invited the members of Parliament to attend.

**Mr. Allmand:** We have all those, I believe.

**Mr. Reynolds:** Yes. Have you the minutes of those meetings?

**Mr. Allmand:** Mr. Tassé was there. The Youth in Conflict with the Law meeting in Vancouver; you were there, were you not?

**Mr. R. Tassé, Q.C. (Deputy Solicitor General, Ministry of the Solicitor General):** No, I was not.

**Mr. Reynolds:** I forget the gentleman's name. There was a lady but I have the file anyway.

The point I am trying to make in this whole thing is that everybody who was there from the outside had the same opinion I did. I went to dinner with a number of them afterwards and they all felt that the information they were feeding in to the department was going to be useless because it had already been determined that if it was in that book it was going to become the law, and the input of the people was not going to be worth a damn. Now maybe we are going to be wrong when the legislation comes out...

**Mr. Allmand:** You certainly are.

**Mr. Reynolds:** We will know it from the tapes we have of what was said. But I just wanted to put that on the record, that I do not see...

**Mr. Allmand:** You know, I have been all over the country too. I was not at this meeting but I have been in touch with many people and they do not seem to have that impression. Maybe in Vancouver they have that impression but...

**Mr. Reynolds:** What impression?

**Mr. Allmand:** Well, that we are not listening to their views. God, we have been all over the country listening to views. I might say that they are very divergent. We have not found one group all this way or one group all that way.

**Mr. Reynolds:** I did not say that you were not listening to their views, it was whether you were paying attention to them. They were there listening to them but were they paying any attention?

**The Chairman:** Perhaps we might...

**Mr. Allmand:** Time will tell.

**Mr. Reynolds:** Anyway, I just wanted to correct that statement in case Mr. Loiselle thought that those of us who are retentionists were cruel and did not think we were concerned about young people.

I would like to go back to an earlier statement by the Solicitor General when he talked about classification officers and training experience. I am reading a document here about Andy Bruce and another fellow whom I will not name, but call inmate 7737. It says:

[Interprétation]

**M. Allmand:** De quelle réunion parlez-vous?

**M. Reynolds:** C'était la réunion à Vancouver au sujet de la «Jeunesse en conflit avec la loi». Votre ministère a tenu une réunion là, et a invité les députés à y participer.

**M. Allmand:** Nous avons tous ces renseignements, je crois.

**M. Reynolds:** Oui. Avez-vous les procès-verbaux de ces réunions?

**M. Allmand:** M. Tassé y participait. Vous avez assisté à cette réunion sur la «Jeunesse en conflit avec la loi», à Vancouver, n'est-ce pas?

**M. R. Tassé, C.R. (solliciteur général adjoint, ministère du solliciteur général):** Non, je n'y étais pas.

**M. Reynolds:** J'oublie le nom de ce monsieur. Il y avait aussi une dame, mais je le retrouverai dans mes dossiers.

Le fait est que tous les gens qui étaient là, de l'extérieur, étaient de la même opinion que moi. J'ai dîné avec quelques-uns d'eux après, et ils croyaient tous que les renseignements qu'ils avaient présentés au Ministère ne serviraient à rien parce qu'on avait déjà décidé que si c'était dans le code, cela deviendrait loi, et que la contribution de ces gens ne valait rien. Peut-être maintenant aurons-nous tort quand la loi sera publiée...

**M. Allmand:** Sans doute.

**M. Reynolds:** Nous le saurons après avoir entendu les enregistrements. Mais je voulais établir que je ne vois pas...

**M. Allmand:** Moi aussi j'ai visité tout le pays. Je n'ai pas assisté à cette réunion, mais j'ai parlé à beaucoup de gens et ils ne semblent pas avoir cette impression. A Vancouver, ils ont peut-être cette impression, mais...

**M. Reynolds:** Quelle impression?

**M. Allmand:** Bien, que nous ne tenons pas compte de leurs idées. Mon Dieu, nous avons traversé le pays pour écouter diverses opinions. Je dois dire qu'elles varient beaucoup. Nous n'avons trouvé aucun groupe qui était parfaitement d'accord.

**M. Reynolds:** Je n'ai pas dit que vous n'écoutez pas leurs idées, mais plutôt si vous y portiez attention. Les fonctionnaires les ont écoutés, mais les ont-ils entendus?

**Le président:** Peut-être devrions-nous...

**M. Allmand:** Qui vivra verra.

**M. Reynolds:** Enfin, je voulais redresser cette déclaration au cas où M. Loiselle croirait que certains de nous, qui sommes rétentionnistes, sont cruels, ne se soucient pas de la jeunesse.

Je voudrais revenir à une déclaration antérieure du solliciteur général au sujet des agents de classification et de l'expérience en formation. Je lis ici, dans un document au sujet d'Andy Bruce et d'un autre individu que je nommerai le détenu 7737:

## [Text]

Upon arrival of these inmates to this institution on Friday, November 16, 1973, the following will apply . . . Restraint shall consist of leg irons and a proper security belt, handcuffed at the sides. This requirement will continue and any changes will have to be sanctioned by this office.

And the final paragraph:

While in exercise in the leg irons and security belt will be used.

When you talk about the new types of penitentiaries that you are building, the 125-unit, the 150-unit maximum, what care is going to be taken in those penitentiaries? Is there going to be a special one set up for murderers with a 25-year sentence, because, at the rate of murder in this country, it is not going to take too long until you have enough people to fill just about one penitentiary, who have no hope of getting out for at least 15 years, and, more than likely, a lot longer than that? Are you going to continue to spread them around the country in different penitentiaries or are you going to set up one penitentiary where all these people could be looked after? I just want to get an answer to that first and then I will go into Bruce as an individual.

**Mr. Allmand:** As far as I know, we have no policy now to put all convicted murderers in one institution or have one institution with just murderers, because there is such a difference in personality between murderers.

There may be an institution which would be for criminals who have committed crimes of violence but not necessarily just murder.

**Mr. Reynolds:** That is what I am getting at.

• 1550

**Mr. Allmand:** Mr. Diger just mentioned earlier that very often the problems, the riots, the disturbances, the hostage-taking incidents, are not caused by convicted murderers but by younger inmates who have had, perhaps, a pattern of violent crime, not necessarily murder.

**Mr. Reynolds:** Well, that is the point I am getting at, though, about these violent . . . The next letter I have on Bruce is just about a year later, December 18, when he is finally released back into the prison population, which is just over a year from his original admission to that penitentiary. Certainly, anybody who is tied up in that way for a year, when he cannot even get outside his cell without shackles of some sort, is going to be a pretty nasty guy, I would think.

But there are also going to be, I think, in the long term, at least a couple of hundred nasty guys you have to deal with in this country that are like Andy Bruce. I just wonder what you are going to do. Are you going to put them in one penitentiary? Are you going to . . .

**Mr. Allmand:** No, no. We are not going to put them in one penitentiary.

**Mr. Diger:** Mr. Chairman, that problem was first really highlighted by the correctional ombudsman, Inger Hansen, about two years ago, and as a result of that the Solicitor General commissioned a study by Dr. Vantour. He has studied the question of segregation in depth throughout the system and has given us a report, and we have now reacted to his report. Essentially, what it calls for, and what we are accepting, is a wing in maximum security

## [Interpretation]

À l'arrivée de ces détenus à l'institution le vendredi, 16 novembre 1973, les dispositions suivantes seront mises en pratique . . . Les prisonniers seront détenus au moyen d'attelles en fer et d'une ceinture de sécurité appropriée, les mains menottées. Tous changements à ces instructions devront être approuvés par ce bureau.

Et au dernier paragraphe:

Au moment d'exercices dans la cour, les attelles et la ceinture de sécurité seront de mise.

Quelles précautions prendrez-vous dans ces nouveaux pénitenciers dont vous parlez, à savoir les pénitenciers de 125 unités, ou au maximum, de 150 unités? Y en aura-t-il un spécial pour les meurtriers qui devront purger une peine de 25 ans et qui ne peuvent espérer être libérés pour au moins 15 ans ou même plus tard, car au taux de meurtres dans ce pays, on ne tardera pas à avoir suffisamment de gens pour remplir un tel pénitencier? Allez-vous les disperser dans différents pénitenciers, par tout le pays, ou allez-vous établir un pénitencier particulier pour ces gens? Je voudrais d'abord avoir une réponse à cette question, avant de discuter de Bruce en tant qu'individu.

**M. Allmand:** Sauf erreur, il n'existe aucune politique selon laquelle tous les meurtriers condamnés seraient placés dans un seul pénitencier ou d'avoir un pénitencier spécial pour les meurtriers, parce qu'il y a une telle différence de personnalité entre les meurtriers.

Il pourrait y avoir une institution pour les condamnés pour crimes violents, mais pas seulement pour les meurtriers.

**M. Reynolds:** C'est ce à quoi je veux en venir.

**M. Allmand:** Monsieur Diger a justement dit un peu plus tôt que très souvent les problèmes, les émeutes, les troubles, les prises d'otages n'étaient pas le fait de condamnés pour meurtre, mais de plus jeunes détenus, dont le comportement est peut-être plus violent mais pas forcément meurtrier.

**M. Reynolds:** C'est justement là où je veux en venir, à ces violences . . . La lettre suivante au sujet de Bruce, environ un an plus tard, le 18 décembre, relate sa réinsertion en fin de compte au sein de la population carcérale, un peu plus d'un an après son admission dans ce pénitencier. Il est certain que quiconque a passé ainsi un an aux fers, qui n'a même pas pu sortir de sa cellule sans être plus ou moins enchaîné, ne doit pas manifester de sentiments très sociaux.

A long terme, nous allons nous retrouver avec au moins 200 individus du genre d'Andy Bruce, dans ce pays. Qu'en ferez-vous? Les mettez-vous tous dans un même pénitencier? Allez-vous . . .

**M. Allmand:** Non, non. Nous ne les mettrons pas tous dans un même pénitencier.

**M. Diger:** Monsieur le président, c'est l'ombudsman en matière correctionnelle, M. Inger Hansen, qui, le premier, a véritablement mis le doigt sur ce problème il y a environ deux ans, et en conséquence, le solliciteur général a commandé une étude à M. Vantour. Il a étudié toute la question de la ségrégation et nous a fait part de ses conclusions dans un rapport que nous allons concrétiser en partie dans la pratique. Il recommande essentiellement, et nous



[Texte]

institutions, one per region, where we will put these people.

The problem, as highlighted by Inger Hansen and followed up by Vantour, was that these people were kept in segregation for periods of 23 hours a day and we did not have the facilities to get them involved in work programs or in other programs. Consequently, they did deteriorate rather than correct themselves. Our plan right now, what we are striving for, is to establish these wings, which should be completely self-contained and will provide the inmates with these recreational and work facilities. Hopefully this will solve the problem.

**Mr. Reynolds:** Has there been any thought of taking—What do you do if you end up getting 100 guys like an Andy Bruce? I do not think, no matter what you do for this guy—You know, if you have special wings, eventually he talks his way out, as this report shows, back into the population. “Yes, I am going to be a good guy.” And then he starts getting his daily visits to his classification officer and she falls in love with him because he is a heman or whatever he is. He can start making phone calls and then he starts getting so familiar with everything that he manages to steal a couple of passes so he can forge them when he wants them.

That is going to continue happening. I do not think there is any way you could change it. You look at this whole document I have. It is filled with people warning people about things that are going to happen, guys that are getting passes. The riot plan for the pen is left on a desk and some inmate hands it to another guard in the pen and says, “Here, I have a copy of this.” He has a copy of the riot plan.

This sort of stuff is going to continue happening if you have guys like Bruce who can—you used the word before—“con” people, and he can. After a few years they are going to be nice guys—“Let me back into the population”—and again they start to disrupt. If they are in a regular penitentiary—and we have all been into the British Columbia Penitentiary; we have some young kids in there, you have guys that are not that bad, they are not violent people. Those things happen.

If you looked at the idea of taking them and putting them somewhere, either up North—You know, if you put these guys up North somewhere, they could at least all work and never escape, because where are they going to go? Maybe they could serve some useful function. Nobody wants to be totally cruel to all these people. Certainly their crime has been vicious enough but in the long term, if guys are going to be there for 25 years, you are not going to rehabilitate them because in 25 years what are you going to rehabilitate them to do? You do not even know what function he could serve in society.

So have you looked at the idea of setting something up, say in the North, where they could be working outside and there is no way they could escape? You have thousands of miles around of nothing and you could get them out so the rest of the people are safe and put them in an environment that is not going to cause us the problems it does.

[Interprétation]

sommes d'accord, de réserver une aile des institutions à sécurité maximum, une par région, où nous regrouperions ces individus.

Comme l'avait signalé Inger Hansen et comme l'a confirmé M. Vantour, le problème résidait dans le fait que ces individus étaient gardés séparément pour des périodes de 23 heures par jour, et qu'il nous était impossible de les faire participer au programme de travail ou à d'autres programmes. En conséquence, plutôt que de se corriger, leur comportement se dégradait. Nous tendons maintenant à la création de ces ailes, qui seraient totalement indépendantes et qui offriraient aux détenus les mêmes possibilités de récréation et de travail. Nous espérons que cela résoudra le problème.

**M. Reynolds:** Avez-vous envisagé... Que ferez-vous si vous vous retrouvez avec 100 Andy Bruce? Quoi que vous fassiez pour cet individu... Vous savez, si vous avez des ailes spéciales, et qu'en fin de compte il arrive à en sortir, comme l'indique le rapport, et à se réintégrer sur promesse de bonne conduite. Il rend quotidiennement visite à son agent de classification et elle en tombe amoureuse simplement parce que d'est un homme. Il commence alors à donner des coups de téléphone et à devenir si familier avec tout qu'il finit par voler quelques autorisations de sortie qu'il lui est facile de falsifier quand il en a besoin.

On n'en verra jamais la fin. Je ne pense pas qu'on puisse y faire quoi que ce soit. Il suffit de consulter ce document en ma possession. Ce n'est qu'une suite d'avertissements au sujet de ce qui se passera, au sujet de détenus obtenant des autorisations de sortie. On laisse le plan d'émeute pour le pénitencier sur un bureau et un détenu le passe à un autre gardien du pénitencier en lui disant qu'il en a un exemplaire. Il a un exemplaire du plan d'émeute.

On n'en verra pas la fin tant qu'on aura des individus comme Bruce qui arrivent toujours... vous avez déjà utilisé l'expression... à manœuvrer les gens, et ils y arrivent toujours. Au bout de quelques années, ils promettent de bien se conduire et demandent à être réintégrés, et aussitôt ils se relancent dans leurs combines. S'ils se trouvent dans un pénitencier tout à fait normal—et nous avons tous visité le pénitencier de Colombie-Britannique—il s'y trouve des jeunes, des détenus qui ne sont pas mauvais, qui ne sont pas violents. Ce genre de choses arrive.

Si vous décidiez de les regrouper quelque part dans le Nord, si vous regroupiez ces individus quelque part dans le Nord, ils pourraient au moins tous travailler et ne jamais s'évader puisqu'ils ne pourraient aller nulle part. Ils pourraient peut-être servir à quelque chose d'utile. Personne ne veut être cruel à l'égard de ces individus. Certes, leur crime était odieux, mais à long terme, s'ils doivent rester enfermés pendant 25 ans, il est impossible de les réadapter et d'ailleurs les réadapter à quoi? Vous ne savez même pas quelles fonctions ils pourraient assumer dans la société?

Avez-vous envisagé la création d'une institution quelconque dans le Nord où ils pourraient travailler à l'extérieur et où il ne leur serait pas possible de s'évader? Ils se trouveraient à des milliers de milles de toute population, ils pourraient sortir sans mettre en danger qui que ce soit et dans un milieu qui ne poserait pas les problèmes que nous avons à l'heure actuelle.



[Text]

**Mr. Allmand:** We have looked, and we have not completely closed the door on some type of remote institution. But it does not completely solve the problems, as you might suggest. You still need staff to work up there with those inmates, and the staff, if they are out in the open as you say, are subject to hostage-taking or to being killed and so on. So you still need security.

Secondly, our native people and the people that live in the North, despite the fact that they have lots of space, are not that enamoured about us sending up there our worst citizens. They feel they are...

**Mr. Reynolds:** They are no different than anybody else.

• 1555

**Mr. Allmand:** No. They feel that they should take care of their own and we should take care of our own. Why pollute the North? But that is just one side; we have heard those arguments. There still may be a place and we have not closed that door on it yet. I want to get back again at the solution we are attempting to bring about, as a result of the correctional ombudsman's report and the Vantour Report. We are hoping, and we published our response the other day, to have special units, provided the people in those units could take recreation and do work in the prison when the general population was not using those places. In the past, we were not able to arrange that. There was hardly any recreation, hardly any work opportunities for the very difficult inmates. We are hoping to provide that; so they are not worse than they were.

You mentioned Andy Bruce and people like him: right now, we have guidelines, directives, rules and so on for the protection of the staff and other inmates but we see very often when something happens that these were not followed. Now, as long as you have human beings working in a system, you are going to find that people, no matter how good your rules and your directives are, from time to time they are going to be negligent or lazy or whatever and something is going to happen; maybe only once out of 100 times but once out of 100 times can be serious sometimes.

We are trying to guard against that. We are trying to get as good people as we can; we are trying to have as good directives as we can. But I presume nothing is perfect and somebody will find a way through it. We are still aiming for the best.

**Mr. Reynolds:** Okay. Can the Solicitor General or somebody in his department tell us, on the statements I made this morning regarding the three people who did take the hostages in the B.C. Penitentiary, what action was taken on this letter that was sent to Mr. O'Connor from Mr. Gibbons, which stated that two weeks before it happened they told Classification that it was going to happen? One week before it happened they told the Director. And as you say, there are hundreds of tips; I cannot go through a penitentiary on a visit without getting a thousand of them, and they come from pretty unreliable sources. But, certainly, if somebody told Classification that Bruce, Wilson and Lucas were going to do something—they are not normal inmates, all three of them have pretty bad records—if somebody told the Director—and this guy works in the Penitentiary and he has written this letter, so it obviously is true in his mind that it happened—what action was taken?

[Interpretation]

**M. Allmand:** Nous y avons pensé, et nous n'avons pas totalement repoussé l'idée d'un genre d'institution isolée. Mais cela ne résout pas totalement les problèmes, comme vous semblez le croire. Ces détenus seront toujours accompagnés d'un certain personnel, et celui-ci, si les détenus travaillent au dehors comme vous le dites, courra toujours le danger de prises d'otages ou le danger d'être tué. Des mesures de sécurité sont donc toujours nécessaires.

Deuxièmement, nos autochtones et ceux qui vivent dans le Nord, bien qu'ils ne manquent pas du tout d'espace, ne voient pas d'un très bon œil notre envoi là-bas de nos pires citoyens. Ils estiment qu'ils sont...

**M. Reynolds:** Ils sont comme tout le monde.

**M. Allmand:** Ils estiment devoir s'occuper de leurs propres problèmes et que nous devrions nous occuper des nôtres. Pourquoi polluer le Nord? Et ce n'est qu'un aspect, nous avons déjà entendu ces arguments. Il y a peut-être encore une possibilité et nous n'avons pas repoussé définitivement cette idée. Je veux revenir de nouveau à la possibilité de solution découlant du rapport de l'ombudsman et du rapport Vantour. Nous espérons, et nous l'avons annoncé l'autre jour, avoir des unités spéciales, à condition que les détenus de ces unités puissent bénéficier des installations de récréation et de travail de la prison lorsqu'elles sont libres. Auparavant, c'était pratiquement impossible. Les détenus à problème ne pouvaient pratiquement bénéficier d'aucune possibilité de récréation ou de travail. Nous espérons pouvoir leur offrir ces possibilités afin que leur comportement, pour le moins, n'empire pas.

Vous avez parlé d'Andy Bruce et d'individus de son genre. A l'heure actuelle, nous avons des directives, des règles et des règlements relatifs à la protection du personnel et des autres détenus et nous constatons très souvent que, lorsque de tels incidents arrivent, ces règlements n'ont pas été suivis. Bien sûr, les hommes restent des hommes et il est inévitable, quelle que soit l'excellence des règlements et des directives, que, de temps en temps, la négligence ou la paresse ou toute autre raison permette que de tels incidents surviennent. Cela ne peut arriver qu'une fois sur 100, mais cette fois peut être très grave.

Nous essayons de remédier à cela. Nous essayons de recruter le meilleur personnel possible, nous essayons d'établir les meilleurs règlements possibles. Mais rien n'est parfait, et il y a toujours une faille. Nos efforts tendent toujours à la perfection.

**M. Reynolds:** D'accord. Le solliciteur général ou un de ses fonctionnaires peut-il nous dire, au sujet de mes déclarations de ce matin, concernant les trois détenus ayant pris des otages dans le pénitencier de Colombie-Britannique, quelle action a été prise sur réception de cette lettre envoyée à M. O'Connor par M. Gibbons, indiquant que deux semaines avant l'incident, ils avaient prévenu les responsables de la classification? Ils en avaient informé le directeur une semaine avant l'incident. Comme vous le dites, il y a toujours des centaines de rumeurs qui courent les pénitenciers et je ne peux en visiter un sans qu'on m'en confie un millier et les sources sont toujours loin d'être fiables. Mais quand même, si quelqu'un a informé les responsables de la classification que Bruce, Wilson et Lucas étaient sur le point de faire quelque chose,—ce ne sont pas n'importe quels détenus, tous les trois ont des casiers judiciaires assez chargés—si quelqu'un a prévenu le directeur,—et ce quelqu'un travaille au pénitencier, et il a écrit cette lettre, il en était donc certain,—quelle action a-t-on prise?

[Texte]

**The Chairman:** Mr. Reynolds, I have been allowing pretty wide latitude in questions but that appears to me to be following up a particular incident; at least it is not readily apparently connected to the bill.

**Mr. Reynolds:** I think it is because these guys took a hostage and she was killed. The point I am trying to get at is that I do not think, if we pass this bill immediately, the Solicitor General's Department is prepared for what is going to happen in some of our penitentiaries. That is the point I am trying to make, Mr. Chairman. This specific incident, is the best know; it is a document that we have that shows or purports to say that they were told that it was going to happen before it happened, and a pretty serious consequence took place: an innocent woman, who was a Classification Officer, was killed. I would just like to know what action was taken on this letter that was sent in?

**Mr. Allmand:** That matter was dealt with in the Farris Commission and is dealt with in the report and it is complicated and detailed; all I can say is that that will be revealed when you see the report. All I can say now in general terms is that there was a human failure there in the system. I do not want to say now where it was but it will be identified when you read the report.

**Mr. Reynolds:** Could you tell me what steps have been taken?

**Mr. Allmand:** We did take quite a few steps once we got the report. What we did at B.C. Penitentiary to block, let us say, inadequacies in the system . . .

**Mr. Diguier:** Procedures were reviewed immediately, Mr. Chairman, and there was additional building of fences, new pass systems and what not, but the human failings that the Minister alluded to also were things that were corrected by introducing new procedures. I cannot elaborate more without going right into the Farris Report.

**Mr. Allmand:** Not only that but, we cannot make public our security system now, but it was changed after that as a result of Farris' recommendations or his findings, so you feel . . .

**Mr. Fraser:** Is that the report that is being made public, Mr. Minister? • 1600

**Mr. Allmand:** Yes, I guess you were out at that time. We have been trying to make it public for a long time now and the only reason it is not being made public now is that Coroner Jack has asked us not to make it public during his inquiry. We phoned him again today to see if he would mind and he said he still is very strong on that.

**Mr. Reynolds:** In closing, Mr. Chairman, I just do not feel that there have been enough steps taken to prove to this Committee that the guards will be secure enough in their jobs if this bill passes. I do not think there have been enough steps taken, or at least shown to us, that the security is going to be there. I you take these people, and they are pretty vicious people when you look at the types of murder they have committed, and if you put them away for 25 years I think they are going to be wide open to do it to somebody else inside that penitentiary.

[Interprétation]

**Le président:** Monsieur Reynolds, j'ai été jusqu'à présent très indulgent, mais il me semble que ces questions se rapportent à un incident particulier et que le lien avec le projet de loi n'est pas, pour le moins, évident.

**M. Reynolds:** C'est évident parce que ces détenus ont pris une otage et l'ont tuée. J'essaie de démontrer que si nous adoptons ce projet de loi immédiatement, j'estime que le ministère du solliciteur général n'est pas préparé pour faire face à ce qui se passera dans certains de nos pénitenciers. C'est ce que j'essaie de démontrer, monsieur le président. Cet incident précis est le plus connu, et nous avons un document qui démontre que les autorités ont été prévenues à l'avance de ce qui allait survenir, et une innocente, un agent de classification, a trouvé la mort en conséquence. J'aimerais simplement savoir quelle action a été prise à la suite de la réception de cette lettre?

**M. Allmand:** Cette question a été tranchée par la Commission Farris et a été étudiée dans le rapport et elle est compliquée et complexe. Je peux simplement vous dire que vous aurez tous les détails dans le rapport. Pour le moment, je ne peux que vous indiquer en termes généraux qu'il y a eu erreur humaine dans le système. Je ne veux pas être plus précis pour le moment et vous aurez les détails dans le rapport.

**M. Reynolds:** Pourriez-vous me dire quelles mesures ont été prises?

**M. Allmand:** Nous avons pris quelques mesures à la suite du rapport. Ce que nous avons fait au pénitencier de Colombie-Britannique, pour pallier, disons, certaines lacunes dans le système . . .

**M. Diguier:** Les procédures ont été revues immédiatement, monsieur le président, et de nouvelles pallisades ont été construites, un nouveau système d'autorisation instauré etc., mais l'erreur humaine à laquelle le ministre a fait allusion a également fait l'objet, entre autres choses, d'un palliatif par l'introduction de nouvelles procédures. Je ne peux en dire plus sans révéler le contenu du rapport Farris.

**M. Allmand:** Il n'y a pas que cela. Non seulement ne pouvons-nous rendre public notre système de sécurité à l'heure actuelle, mais il a subi des modifications à la suite des recommandations ou des constatations contenues dans le rapport Farris. Vous comprendrez, par conséquent . . .

**M. Fraser:** Est-ce là le rapport qui sera rendu public, monsieur le ministre?

**M. Allmand:** Oui, je crois que vous étiez sorti quand je l'ai dit. Nous cherchons à le rendre public depuis longtemps et s'il ne l'est pas encore, c'est que le coroner Jack nous a demandé de ne pas le faire pendant le déroulement de son enquête. Nous lui avons téléphoné de nouveau aujourd'hui et il nous a réitéré cette demande.

**M. Reynolds:** En terminant, monsieur le président, j'estime que l'on a pas réussi à prouver aux membres du comité que la sécurité des gardiens est assuré si ce projet de loi est adopté. Si l'on considère à quel point ces détenus sont dangereux, vu le genre de meurtre qu'ils ont souvent commis, le fait de les enfermer pendant 25 ans leur donnera toute possibilité de tuer quelqu'un d'autre à l'intérieur du pénitencier.



[Text]

**Mr. Allmand:** My only response to that is the following. It is interesting to note that the principal objectors in the prison system to the abolition of capital punishment are the prison guards, their union. It is true they have a difficult job to do and they are in touch with dangerous people but so are parole officers, so are classification officers, so are the instructors. We are not getting the same objection en masse to the bill that the guards themselves are making.

A parole officer goes into the prison and sits in the room by himself with possibly one other person interviewing, sometimes, a person who has a very bad record. They have to review the cases of the dangerous sexual offenders. They have to review the cases of other people. The parole officer, the classification officer and other people are doing this same dangerous job and they do not seem to have that mass objection. Some of them are for capital punishment and some of them are against. Their groups are not objecting in the same way, although they run the same risk.

**Mr. Reynolds:** I think the total difference there, Mr. Minister, is the fact that the guards live with the inmates on a regular basis whereas a parole officer and the instructor sees them under different circumstances. I have gone in and sat in a room with the most vicious guys in the B.C. pen and have asked to be left alone with them so they could feel they could give me information and I was not too concerned. We were one on one and I did not think he had a knife in his pocket, so I was not that concerned. I think the con when he comes to see me or you or a parole officer, especially a parole officer, he is going to be nice to him or her, but not to the guard he is living with him. It is like the guy is living in his dormitory. He swears at him, curses at him, throws things at him and if they get into a fight, the guard is going to be the guy to get it and I think that sort of attitude...

**Mr. Allmand:** The last three prison employees killed in the system were Mary Steinhauser who was a classification officer. The two others were both instructors, one of them was an instructor that was very popular with the inmates.

**Mr. Reynolds:** That was a pretty special case.

**Mr. Allmand:** But I am saying, if we look at those who are attacked in general and killed, of the five or six that have been killed, how many were correctional officers? One was on an escort, the one that was mentioned this morning at the Queen Mary Veterans' Hospital; that was during an escape where he got the gun in a bathroom.

**Mr. Reynolds:** Yes.

**Mr. Allmand:** The one at Stony Mountain and the one at Cowansville were instructors. Mary Steinhauser was a classification officer.

**Mr. Reynolds:** She was not killed by one of the inmates.

**Mr. Allmand:** No.

**The Chairman:** I am not clear whether you have further questions.

**Mr. Fraser:** Yes. I would like to ask some questions. I will try to refrain from making a speech.

[Interpretation]

**M. Allmand:** Ma seule réponse à cela sera la suivante. Il est intéressant de noter que les principaux opposants, à l'intérieur du système pénal, à l'abolition de la peine capitale sont les gardiens de prison, le syndicat des gardiens. Il est vrai qu'ils ont un travail difficile à accomplir et qu'ils sont en contact avec des prisonniers dangereux, mais c'est aussi le cas des agents de libération conditionnelle, des agents de classification et des instructeurs. Pourtant, ceux-là n'élèvent pas les mêmes objections massives au projet de loi que les gardiens.

Par exemple, un agent de libération conditionnelle rencontre souvent seul à seul des détenus qui ont un dossier très impressionnant. Ils doivent se pencher sur le cas de délinquants sexuels dangereux etc. L'agent de libération conditionnelle, l'agent de classification et d'autres membres du personnel font un travail tout aussi dangereux et ils n'élèvent pas d'objection aussi massive. Certains d'entre eux sont en faveur de la peine de mort et d'autres y sont opposés. Leurs syndicats n'ont pas les mêmes objections, bien que le risque encouru soit le même.

**M. Reynolds:** La différence, monsieur le ministre, est que les gardiens vivent avec les détenus de façon régulière, tandis que l'agent de libération conditionnelle ou l'instructeur ne les voit que dans des circonstances très différentes. J'ai rencontré moi-même des prisonniers parmi les plus dangereux du pénitencier de Colombie-Britannique et ai demandé à rester seul avec afin qu'ils puissent me parler librement et je n'étais guère inquiet. Nous étions un contre un et j'osais espérer qu'ils n'aient pas de couteau en poche, si bien que je n'étais pas inquiet. J'imagine que lorsqu'un détenu rencontre un député, ou un agent de libération conditionnelle, et surtout un agent de libération conditionnelle, il se montrera très aimable, ce qu'il ne sera pas avec le gardien qui vit avec lui. C'est pratiquement comme si le gardien vivait dans le dortoir, il se fait injurier, insulter, et, s'il y a une lutte, c'est le gardien qui se fait assommer etc.

**M. Allmand:** Les trois derniers employés de prison à être tués comprenaient Mary Steinhauser qui était agent de classification. Les deux autres étaient tous deux des instructeurs, dont l'un était très populaire auprès des détenus.

**M. Reynolds:** C'était là un cas très spécial.

**M. Allmand:** Mais si nous regardons ceux qui se font attaquer et tuer, sur les cinq derniers cas, combien étaient des gardiens? Il y en a eu un celui que l'on a mentionné ce matin, et qui escortait un détenu à l'hôpital Reine Marie des anciens combattants; il a été tué durant une évasion, le détenu ayant trouvé un revolver dans les toilettes.

**M. Reynolds:** Oui.

**M. Allmand:** Ceux qui ont été tués à Stony Mountain et à Cowansville étaient des instructeurs. Mary Steinhauser était agent de classification.

**M. Reynolds:** Elle n'a pas été tuée par un détenu.

**M. Allmand:** Non.

**Le président:** Je ne sais pas s'il y a d'autres questions?

**M. Fraser:** Oui. J'aimerais poser quelques questions. Je vais essayer de ne pas faire de discours.



[Texte]

Mr. Minister, I am concerned about this definition of murder. Is there another section of definitions that is still applicable in some other act?

**The Chairman:** What section are you looking at?

**Mr. Fraser:** I am looking at proposed Section 214, Clause 4 of Bill C-84 on Page 3.

**Mr. Allmand:** Mr. Hollies, would you come up here and help me.

**Mr. Fraser:** I am not trying to be pejorative here, I just want to be sure, from a legal point of view, that we have a definition of murder that is consistent. I understood the law, at least in the old Code; you had culpable and nonculpable homicide.

**Mr. Allmand:** We still have that.

**Mr. Fraser:** Are those sections still extant?

**Mr. Allmand:** They are still in the Code, are they not, Mr. Hollies?

**Mr. Hollies:** Yes, sir. Section 212 defines when culpable homicide is murder.

• 1605

**Mr. Fraser:** Those sections are still in existence.

**Mr. Hollies:** Yes, sir.

**Mr. Fraser:** That section is modified by proposed Section 214:

214. (1) Murder is first degree murder or second degree murder.

**Mr. Hollies:** Not really modified, Mr. Fraser. We start off with homicide. Pardon me if I get into basics. I will try not to be too basic on the law.

**Mr. Fraser:** That is all right.

**Mr. Hollies:** It is just a classification of whether homicide is culpable or it is not culpable. If it is culpable it is either manslaughter or it is murder, and Section 212 says, when that culpable homicide is murder, then you go to the new...

**Mr. Fraser:** What does Section 212 say—when is it murder?

**Mr. Hollies:**

212. Culpable homicide is murder

(a) where the person who causes the death of a human being

(i) means to cause his death, or

(ii) means to cause him bodily harm that he knows is likely to cause his death, and is reckless whether death ensues or not;

I have only read (a). There are (b) and (c) as well.

**Mr. Fraser:** Yes. Then we move to Section 214.

**Mr. Hollies:** No, not quite. Then you move to Section 213, which speaks of murder in commission of offences and further defines murder.

[Interprétation]

Monsieur le ministre, je m'inquiète de cette définition du meurtre. Y a-t-il un article de définition qui s'applique avec autres lois?

**Le président:** De quel article parlez-vous?

**M. Fraser:** je parle des projets d'article 214, à l'article 4 du Bill C-84, page 3?

**M. Allmand:** M. Hollies, voulez-vous vous approcher et m'aider.

**M. Fraser:** Je veux simplement m'assurer que la définition de la notion de meurtre reste cohérente. Je comprenais l'ancienne loi, c'est-à-dire l'ancien code, où on distinguait entre l'homicide volontaire et involontaire.

**M. Allmand:** Cela subsiste.

**M. Fraser:** Est-ce que cet article s'applique toujours?

**M. Allmand:** Il figure toujours dans le Code, n'est-ce-pas monsieur Hollies.

**M. Hollies:** Oui, monsieur. L'article 212 définit les cas où l'homicide coupable est un meurtre.

**M. Fraser:** Ces dispositions subsistent.

**M. Hollies:** Oui, monsieur.

**M. Fraser:** Cet article est modifié par le projet d'article 214:

214. (1) Il existe deux catégories de meurtres: ceux du premier degré et ceux du deuxième degré.

**M. Hollies:** Ce n'est pas vraiment modifié, monsieur Fraser. Commençons avec l'homicide. J'essaierai de ne pas être trop détaillé.

**M. Fraser:** Allez-y.

**M. Hollies:** Il s'agit de savoir si l'homicide est coupable ou non. S'il s'agit d'un homicide coupable, il s'agit soit d'un homicide involontaire soit d'un meurtre, et l'article 212 dit que, si l'homicide coupable est un meurtre, on passe au nouveau...

**M. Fraser:** Que dit l'article 212? Quand y a-t-il meurtre?

**M. Hollies:**

212. L'homicide coupable est un meurtre

a) lorsque la personne qui cause la mort d'un être humain

(i) a l'intention de causer sa mort, ou

(ii) a l'intention de lui causer des lésions corporelles qu'elle sait être de nature à causer sa mort, et qui le lui est indifférent que la mort s'ensuive ou non,

Je n'ai lu ici que l'alinéa a). Il y également les alinéas b) et c).

**M. Fraser:** Oui. Ensuite, on passe à l'article 214.

**M. Hollies:** Non, pas encore. Ensuite, on passe à l'article 213, qui parle du meurtre dans la perpétration d'infractions et définit également le meurtre.

[Text]

213. Culpable homicide is murder where a person causes the death of a human being while committing or attempting to commit treason... piracy, escape... rape, indecent assault...

I am only reading some of them. The only effect on Section 214 is to say, "All right, once you have established that the thing was murder, is it first degree murder or is it second degree murder?"

**Mr. Fraser:** Very similar to the old capital, non-capital.

**Mr. Hollies:** Yes, sir. That is indeed a very precise analogy, if I may say so.

**Mr. Fraser:** So now you have first degree murder as set out in Clause 4 of this bill but which would be the amended Section 214 of the Criminal Code. Murder is first degree murder when it is planned and deliberate and then includes specific things as they are set out here. Then you get to subsection (6) of the new Section 214 and it says:

(6) All murder that is not first degree murder is second degree murder.

To define then a killing that is a murder you have to go back then to Section 212.

**Mr. Hollies:** Really you start off with Section 212 or Section 213 to determine whether it is murder at all. Then having determined it is murder, if it falls within proposed Section 214 (2) to (5) it is first degree. If it does not fall within subsections (2) to (5) of the proposed Section 214 it is second degree.

**Mr. Fraser:** Thank you very much. That is very helpful, sir. Could I come back to the Minister for a minute.

I have always been concerned, for instance, at what I think is an artificial distinction between the frightened boy who shoots a policeman in the course of a robbery who under this legislation would be guilty of first degree murder, would be subject to the fairly awesome penalty of 25 years without parole. The hired killer for the Mafia—is that kind of person now included in first degree murder? Would that be under the planned and premeditated section?

**Mr. Allmand:** Yes, it is meant to be. Mr. Hollies, perhaps you could—I think it says murder for gain. It is on page 3, proposed Section 214(3), Mr. Fraser.

**Mr. Fraser:** In effect, that has removed then the anomaly that we had before, where the killer of a policeman would be subject to capital punishment whereas a hired killer for the Mafia would not. Now you have them lumped in the same category.

**Mr. Allmand:** What we did, and it was not an easy task, was to try to divide first degree and second degree murder on what was considered to be the more serious types of murder. As I say, there is no absolute to base that on, but even in the correspondence that I get, people who are in favour of capital punishment say, "I am not for capital punishment for these kinds of murders because I do not consider them as serious but these I consider serious." From a board consensus of both experts and the public we drew this line, and I agree that it is subject to criticism.

[Interpretation]

213. L'homicide coupable est un meurtre lorsqu'une personne cause la mort d'un être humain pendant qu'elle commet ou tente de commettre une trahison... une piraterie, l'évasion... un viol, un attentat à la pudeur...

Je me contente de lire certaines infractions. Le seul effet de l'article 214 est de dire: «Une fois que l'on a établi qu'il s'agit d'un meurtre, s'agit-il d'un meurtre du premier ou du deuxième degré?»

**M. Fraser:** C'est très similaire à l'ancien meurtre qualifié ou non qualifié.

**M. Hollies:** Oui. C'est une analogie très juste.

**M. Fraser:** On a donc maintenant le meurtre de premier degré, tel que définit par l'article 4 de ce projet de loi, qui deviendrait le nouvel article 214 du Code criminel. Un meurtre est de premier degré lorsqu'il est prémédité et délibéré. Ensuite on passe au paragraphe (6) du nouvel article 214 qui dit:

(6) Les meurtres qui n'appartiennent pas à la catégorie des meurtres au premier degré sont des meurtres au deuxième degré.

Donc, pour définir quel homicide est un meurtre, il faut revenir à l'article 212.

**M. Hollies:** Vous commencez, en fait, par l'article 212 ou 213 pour déterminer s'il s'agit d'un meurtre. Ayant déterminé qu'il s'agit d'un meurtre, s'il tombe sous le coup du projet d'article 214(2) à (5), c'est un meurtre du premier degré. S'il n'entre pas dans les paragraphes (2) à (5) du projet d'article 214, c'est un meurtre du deuxième degré.

**M. Fraser:** Je vous remercie. Cela est très utile. J'aimerais maintenant m'adresser de nouveau au ministre.

Je me suis toujours inquiété de la distinction artificielle que l'on fait concernant le garçon apeuré qui tue un agent de police dans le courant d'un hold-up et qui, en vertu de cette législation, serait coupable d'un meurtre du premier degré et encourrait une peine très lourde de 25 années, sans possibilité de libération conditionnelle. Est-ce que le tueur professionnel qui travaille pour la mafia est coupable de meurtre du premier degré? Est-ce que cela relève de l'article sur les meurtres prémédités?

**M. Allmand:** Oui. Monsieur Hollies, pourriez-vous... Je pense qu'il s'agit de meurtre pour gain. Cela figure à la page 3, projet d'article 214(3), monsieur Fraser.

**M. Fraser:** Cela supprime donc l'anomalie que nous avions auparavant, où le meurtrier d'un agent de police était passible de la peine capitale, alors que le tueur professionnel de la mafia ne l'était pas. Ils se retrouvent maintenant tous deux dans la même catégorie.

**M. Allmand:** Ce que nous avons cherché à faire, et qui n'a pas été facile, est de distinguer entre les catégories de meurtres plus graves et moins graves. Comme je l'ai dit, il n'y a pas de critères absolus sur lesquels on puisse se fonder, mais même dans les lettres que je reçois des gens qui sont en faveur de la peine capitale, ils me disent: «Je ne suis pas en faveur de la peine capitale pour ce genre de meurtres car je ne les considèrent pas aussi graves que d'autres». Nous avons établi cette distinction sur la base des recommandations aussi bien des experts que du public, et j'admets qu'on peut la critiquer.



[Texte]

[Interprétation]

• 1610

**Mr. Fraser:** In my view it is only subject to criticism, Mr. Minister, because it is impossible to have an absolute line which would satisfy everybody. I recognize that. But what I am concerned about here is the second-degree murder case and this absolute sentence of 10 years. As you explained a few days ago, that of course came into the law some years ago. I think my rejoinder was that it does not mean it is right. I have found exactly the same distinction that you have found, sir, from the public. There are some kinds of murders that the public feels very strongly about. The other kinds they feel strongly about, but they do not think the same punishment should ensue. My concern is that in second-degree murder you really could have some cases where I think it would be very difficult to get a jury even to convict, no matter what the law that was read to them by the judge, if they did not really feel that the person ought to go away for 10 years under all the circumstances. Some people have said this will be the protection against somebody's being convicted of second-degree murder under circumstances that might not have justified an absolute 10 years. But that is a very poor way to draw the law; to depend on the juries to get us out of it. It would mean that the juries would literally have to go against the direction of law given by a judge in the charge to the jury.

What I am asking you is, was no thought given to the fact that with this mandatory 10 years for second-degree murder you are inevitably going to include people who under the circumstances ought not to be there for 10 years? I can give you an example. This is a dramatic example, but sometimes to make the point you have to use a dramatic example. A father comes home and finds his 12-year old daughter murdered, and apprehends the assailant. He gives chase, captures the assailant, and in a rage batters him to death. Probably a second-degree murder case—that father is then going to go to jail for 10 years. I just do not think the public realizes that this is what could happen.

**Mr. Allmand:** Again, I hesitate to speculate on cases, but it would seem to me that the case you describe would be a manslaughter case.

**Mr. Fraser:** Why would it be? There is an intention to commit grievous bodily harm.

**Mr. Allmand:** I am saying that, you know, just from my examination of certain cases. I might ask Mr. Hollies because he is dealing with this all the time.

**Mr. Fraser:** I would invite him to.

**Mr. Allmand:** One thing I want to say is that you are right; there probably will be people caught with the 10-year rule, as with the 25-year rule, who really do not require that number of years either for security or for rehabilitation or for any other reason, except perhaps that they have committed a crime which society feels should be denounced in a serious way. What you are really arguing for is the flexible sentence and not the minimum sentence. The other day when we were discussing guns, people—not you, but other people—were arguing the other way: for more on minimum sentences. I was using the argument that you are giving now: that when you have minimum sentences you often catch the young first-time criminal and so on, and he should not be... The judge should have the flexibility to make the sentence whatever he thinks will fit the crime, or whatever is necessary. But with murder—really, the discussion we are in now is whether it

**M. Fraser:** Monsieur le ministre, à mon sens, toute cette question fait l'objet de critiques parce qu'il est impossible d'adopter une position agréable à tous. J'en suis tout à fait conscient. Je suis surtout préoccupé par le meurtre au deuxième degré qui est passible d'une sentence de 10 ans. Il y a quelques jours, vous avez expliqué que cette sentence est loi depuis quelques années. A mon avis, cela ne veut pas dire que c'est juste. Monsieur, dans mes contacts avec le public, j'ai pressenti la même distinction que vous. Le public réagit très violemment à certains genre de meurtres. Par contre, il ne croit pas que la même peine doit s'ensuivre dans d'autres cas graves. Je crois que, dans certains cas de meurtres au deuxième degré, il sera très difficile d'amener un jury à condamner le soi-disant meurtrier, peu importe le texte de la loi qui lui aura été lu par le juge. Les membres du jury hésiteront à se prononcer s'ils ne croient pas vraiment que le coupable doit être incarcéré pour 10 ans. Selon certaines personnes, cette disposition protégera les accusés d'une condamnation de meurtre au deuxième degré dans des circonstances qui ne justifient pas une sentence absolue de 10 ans. Il me semble très mauvais de rédiger ainsi la loi et de dépendre des jurés pour régler le problème. Dans de tels cas, le jury irait à l'encontre de l'orientation de la loi donnée par le juge responsable du jury.

En imposant une sentence obligatoire de 10 ans pour un meurtre au deuxième degré, ne craignez-vous pas de condamner des personnes qui ne méritent pas une telle sentence? Permettez-moi de vous citer un exemple qui peut sembler dramatique. Parfois, il est nécessaire d'utiliser ce genre d'exemple. Un père entre à la maison, trouve sa fille de 12 ans assassinée et appréhende l'agresseur. Il le poursuit, s'en empare et, dans sa colère, le bat à mort. Il s'agit probablement d'un meurtre au deuxième degré pour lequel le père en question sera condamné à l'emprisonnement pour 10 ans. Je me demande si le public est conscient de ce genre de possibilité.

**M. Allmand:** J'hésite à faire des conjectures, mais selon la description du cas, il s'agit d'un cas d'homicide involontaire.

**M. Fraser:** Dites-moi pourquoi? Cet homme avait l'intention de blesser grièvement l'agresseur.

**M. Allmand:** Je me prononce ainsi, suite à l'examen de cas antérieurs. M. Hollies, qui s'occupe continuellement de ce genre de cas peut-être nous éclairer.

**M. Fraser:** Je l'invite à nous adresser la parole.

**M. Allmand:** Monsieur Fraser, vous avez raison. Il est probable que certaines personnes, qui ne méritent réellement pas une telle sentence, pour des raisons de sécurité ou de réadaptation, soient condamnées, en vertu des règlements, à 10 ans ou à 25 ans. N'oublions pas, toutefois, qu'elles ont commis un crime que la société dénonce sérieusement. Votre discussion porte, en vérité, sur l'imposition d'une sentence souple plutôt que d'une sentence minimum. L'autre jour, lorsque nous discutons du contrôle des armes à feu, certaines personnes ont démontré la nécessité d'un plus grand nombre de sentences minimum. De mon côté, j'abondais dans le même sens que vous. Lorsque nous imposons des sentences minimum, il nous arrive de condamner un jeune criminel qui en est à son premier crime et qui ne devrait pas... Le juge devrait avoir le pouvoir discrétionnaire d'imposer la peine qu'il considère appropriée au crime. Présentement, la discussion porte sur l'im-

[Text]

should be capital punishment or a sentence in prison; those are the two alternatives we are left with. If those are the alternatives then it is very hard to argue, when the alternative is capital punishment, that we should have a short sentence in prison. I am caught in this dilemma. We are all caught in this dilemma.

**Mr. Fraser:** All right. Look, I voted against this bill, but I am dealing with the bill now on the basis that it now stands in front of us, which is the abolition of capital punishment. I am now looking at the second-degree murder case if this bill should become the law of the land. Mr. Hollies was shaking his head at the example I gave. I wonder if I could invite him to give evidence.

**Mr. Allmand:** Sure. Myself, I think many of those cases would be manslaughter.

**Mr. Hollies:** As the Minister has said, sir, it is difficult to deal with a hypothetical case, but I too would rate that as manslaughter. It would depend on the view the jury took, I submit to you, of the question of provocation. As I think you will realize, the first thing is, was the affront sufficient in the law, or in the common usage of mankind, to make a reasonable person lose self-control? Secondly, if that is answered in the affirmative, you pass to the next question of whether self-control was actually lost. Thirdly, of course, you have to ask how fresh the affront was to the person. But I think all of that . . .

• 1615

**Mr. Fraser:** Okay, sir, maybe my example can still sustain the argument by saying, let us say it takes them three days to catch up to the son of a bitch; then, I think, you would have a murder case on your hands.

**Mr. Hollies:** I agree with you, sir, you would.

**Mr. Fraser:** What I am saying is that . . .

**Mr. Allmand:** Not necessarily. Why I say that . . .

**Mr. Fraser:** Well, I might be a good enough counsel to get the guy off on manslaughter. But what I am saying is that there you really would be depending on the jury to say, look, we are not going to put that guy away for 10 years.

**Mr. Allmand:** Yes. Let me relate to you a case told to me recently by a judge, where a woman . . .

**Mr. Fraser:** On the telephone?

**Mr. Allmand:** No, it was at a dinner, he happened to be sitting on my right. But he told me of a case where a woman deliberately killed her husband with his gun after a long series of provocations over a series of years when he ran around with other women . . .

**Mr. Fraser:** Would licensing have fixed that up?

**Mr. Allmand:** . . . he did all kinds of things—beat her, and so on. Finally, she very coolly one day took his gun when he was asleep and killed him. She was charged with murder. It was reduced to manslaughter, and not only was it reduced to manslaughter, but she got a suspended sentence. That was because she had children and it was felt—The sentence was appealed. It was felt that in the circumstances it should be manslaughter instead of murder, and not only that, but they could not see how any prison sentence would really help in that case, as the woman had several young children and so on. That judge felt that the

[Interpretation]

position de la peine capitale ou d'une peine d'emprisonnement. Ce sont les deux choix que nous envisageons. Il est difficile de discuter lorsque nous avons à choisir entre la peine capitale et une sentence très courte d'emprisonnement. Nous faisons tous face à ce dilemme.

**M. Fraser:** Très bien. Je me suis opposé à ce projet de loi mais, présentement, je discute l'abolition de la peine capitale. J'étudie un cas de meurtre au deuxième degré, au cas où ce projet de loi deviendrait loi générale. J'ai remarqué que M. Hollies a hoché de la tête en entendant mon exemple. Puis-je lui demander ce qu'il en pense?

**M. Allmand:** Certainement. Selon moi, la plupart de ces cas sont des homicides involontaires.

**M. Hollies:** Comme l'a dit le ministre tantôt, il est difficile de traiter de cas hypothétiques, mais je qualifierais votre exemple d'homicide involontaire. Tout dépend de l'attitude adoptée par le jury. Pensez-vous qu'il y a eu provocation? Vous conviendrez sans doute avec moi que, dans ce cas-ci, il s'agit d'abord de déterminer si l'affront est suffisant, aux yeux de la loi ou selon le bon sens, pour qu'une personne raisonnable perde son sang-froid. En second lieu, si la réponse à toutes ces questions est affirmative, il faut établir s'il y a eu perte réelle de maîtrise personnelle. Troisièmement, il faut vérifier le délai entre l'affront fait à la personne et les dispositions prises par celle-ci. Toutefois, je crois que . . .

**M. Fraser:** Disons que la personne victime de l'injure s'empare du gredin trois jours plus tard. Dans un tel cas, à mon avis, il s'agit d'un cas de meurtre.

**M. Hollies:** Monsieur, j'en conviens avec vous.

**M. Fraser:** Je veux dire que . . .

**M. Allmand:** Pas forcément. Parce que . . .

**M. Fraser:** Peut-être suis-je assez bon avocat pour que mon client soit accusé d'homicide involontaire. Toutefois, la décision de l'emprisonner pour dix ans dépendrait du jury.

**M. Allmand:** Oui. Permettez-moi de vous relater un cas qui m'a été raconté récemment par un juge . . .

**Mr. Fraser:** Vous l'a-t-il conté au téléphone?

**M. Allmand:** Non, nous étions voisins de table à un dîner. Il m'a raconté l'histoire d'une femme qui a délibérément tiré sur son mari, suite à de nombreuses provocations répétées sur plusieurs années. Il fréquentait plusieurs autres femmes . . .

**M. Fraser:** Cet événement aurait-il été empêché par l'obligation d'obtenir une autorisation pour les armes à feu?

**M. Allmand:** . . . il battait sa femme et la maltraitait. Un bon jour, très calmement, elle a pris son fusil et a tiré sur son mari pendant qu'il dormait. Elle a été accusée de meurtre. L'accusation a non seulement été réduite à celle d'homicide involontaire mais on lui a imposé une sentence suspendue. Puisqu'elle avait des enfants dont elle devait s'occuper, le jury a cru préférable, dans ces circonstances, de la condamner pour homicide involontaire plutôt que pour meurtre. Pour les membres du jury, il semblait inutile de la condamner à l'emprisonnement puisqu'elle devait s'occuper de ses jeunes enfants. Aux yeux du juge, la



[Texte]

best sentence in the circumstances was what he gave. He knew that his sentence was going to be appealed. It was an interesting case. He brought it to my attention because of the work I was involved in.

**Mr. Fraser:** Yes, but I think the example illustrates the quandry here. One of the worst things in the world is to draft laws that respond to panic, or other than clam, emotional approaches, and then say: we have done that to satisfy the feeling out there in the country, and if something goes wrong we are going to depend on a jury to defy the direction of a judge and keep him out of that murder charge. You see, in the case you gave me, which is an interesting case, I think there is a strong argument to say that she is guilty of second-degree murder at least—it might even be first.

**Mr. Allmand:** It could have been, in the circumstances.

**Mr. Fraser:** I can give you another case, Mr. Allmand, in British Columbia some years ago, where a lady who had been accepting the favours of another man finally said, "I do not want to see you any more." He drove to her house to try to repair the breach in their liaison and asked the cab driver to wait, which he did with the motor running. The boy friend went to the door, knocked on the door and she said, "Go away, I do not want to see you any more". Then fired through the door with a 22 rifle and killed him. The jury acquitted her, and it was clearly a murder case, clearly a murder case. The jury acquitted because they did not feel, under the circumstances, that his woman was a criminal and should go away.

What I was getting back to is the mandatory 10 years, and I am talking about the second-degree murder case only, at the moment. Just as there is provision made in this law to allow a judge to make a recommendation beyond the 10 years, ought there not to be a provision whereby a judge—at least with, say, the recommendation of the jury—ought to be able to make a notation in certain types of cases where there would then be flexibility? There is nothing wrong with that, I think you would agree. I know it is difficult, it is difficult to get the public to accept it. But our job here is to take a look at what really happens in these cases. The worst cases are the first-degree murders. Second-degree murder cases are profoundly more difficult to know what to do with, and without any flexibility I think we are going to be doing some pretty terrible things here.

• 1620

**Mr. Allmand:** We did look at that concept whereby the judge or jury would be able to recommend downwards and upwards—not always at the same number of years. But we looked at that possibility. In drafting the bill that we finally put to the House, we of course had discussions beforehand and we tried to see what would happen have some acceptance. We put it as it was. And I say, on that particular subject, on the minimum sentence, it was hard to say what really the best thing, because there are two things. Some people will tell you that some people who commit murder, very deliberate murder, could be considered rehabilitated maybe within a couple of weeks afterwards, because it may be that the only person they will ever want to kill is that particular person, whether it is their wife, or their grandfather, or whatever. However, the other aspect of sentencing policy is, our laws have to denounce certain crimes, and the more serious crimes have

[Interprétation]

sentence suspendue était la meilleure en raison des circonstances. Il savait très bien que la cause serait portée en appel. N'est-ce pas un cas intéressant? Ce juge connaît le genre de travail que je fais, c'est pourquoi il m'a parlé du cas.

**M. Fraser:** Votre exemple illustre bien les situations embarrassantes possibles. Rien n'est plus mauvais que de rédiger des lois en réponse à une situation de panique plutôt que d'aborder la question calmement. Une telle façon d'agir nous porte à répondre au sentiment général du public, à espérer que le jury aille à l'encontre de l'orientation donnée par le juge et règle la situation pour nous. Vous nous avez parlé d'un cas très intéressant. Selon moi, cette femme est coupable de meurtre au deuxième degré, sinon au premier degré.

**M. Allmand:** Vous avez peut-être raison.

**M. Fraser:** Monsieur Allmand, je puis vous raconter un autre cas qui s'est passé en Colombie-Britannique, il y a quelques années. Une dame, qui était courtisée depuis quelque temps par un autre homme que son mari, a finalement décidé de ne plus le voir. Cet homme lui a rendu visite chez elle, pour essayer de remédier à la rupture. Il a demandé au chauffeur de taxi de l'attendre. Il a frappé à la porte et la dame lui a répondu: «Quitte ces lieux. Je ne veux plus jamais te voir». Ensuite, elle a tiré à travers la porte, avec une carabine .22 et l'a tué. Même s'il s'agit d'un cas de meurtre, le jury l'a acquittée. Les membres du jury n'ont pas cru que cette femme était un véritable criminel et devait être emprisonnée.

J'aimerais revenir à la peine obligatoire de dix ans pour un meurtre au deuxième degré. Il est prévu par la loi qu'un juge puisse recommander une peine au-delà de dix ans. Ne croyez-vous pas que, suite à la recommandation du jury, ce même juge devrait pouvoir imposer la sentence qu'il juge appropriée? Qu'en pensez-vous? Je sais qu'il est difficile de faire accepter une telle disposition par le public. Nous sommes chargés d'étudier toutes les possibilités, y compris les pires cas de meurtres au premier degré. Par contre, il est assez difficile de traiter de cas de meurtre au deuxième degré, ce qui justifie la nécessité d'une certaine souplesse pour éviter des décisions terribles.

**M. Allmand:** Nous avons envisagé la possibilité que le juge ou le jury recommande une peine plus longue ou moins longue. Avant la rédaction finale du projet de loi proposé à la Chambre, nous avons évidemment discuté dans des possibilités qui pourraient être acceptées. Pour la sentence minimale, nous avons eu du mal à nous entendre sur la meilleure solution, et cela en raison de deux facteurs. D'aucuns diront que certains des meurtriers qui ont commis leur acte délibérément peuvent être réhabilités en quelques semaines, simplement parce qu'ils ont tué la seule personne qu'ils aient jamais voulu éliminer, que ce soit leur femme, ou leur grand-père. Toutefois, n'oublions pas le deuxième facteur de la politique de détermination des sentences: nos lois exigent que nous dénoncions certains crimes et en particulier les crimes très graves. Il faut que le public comprenne que certaines manières d'agir sont bonnes, que d'autres le sont moins et que d'autres encore

[Text]

to be denounced. The public has to perceive that certain behaviour is right and that other behaviour is wrong, and some behaviour is worse. There are crimes that are worse in degrees—breaking and entering is not as bad as a rape, and rape is perhaps not as bad as a cold-blooded murder. We set out our values by the sentencing provisions we make for these different things, and whether it is an indictable or non-indictable offence.

I agree with you that there could be some harsh cases in there. We are drafting law and it is a difficult thing to do.

**Mr. Fraser:** I know it is difficult, and I am not pretending it is not, and there is nobody in this room who has been doing their job for the last few years who does not know how difficult it is to come up with laws in this particular area that will gain acceptance by the public at large. But I do not think my job is to sit here just saying it is difficult. My job is to sit here and say, given the experience of my own life, and I was 17 years in the courts before I got here, I am satisfied that we do not need to go this far in this law, that there could be a provision whereby a judge with the help of a jury could say that this is a case where there should be flexibility downward.

**Mr. Allmand:** I cannot advise you. There will be room for submission of amendments. We will study them. What I am a bit afraid of is that again, if this Committee should go too far in one direction the whole package may be lost in the House at Third Reading because other members of Parliament, and not yourself, perhaps, will think, "Well, now we have become too soft," and we are back with capital punishment, which is a harsher measure again. I realize that you voted against the bill. So that is a problem.

**Mr. Fraser:** Mr. Minister, I recognize that. But one of the ironies in this whole debate is that we are losing the distinction between meanness and toughness, because, God, anybody can be mean but it is only tough people who can be compassionate. I am prepared to be tough about the criminal law but at the same time, I want the criminal law to be flexible enough so that in appropriate cases the system can be compassionate at the same time.

**Mr. Allmand:** I would agree with that general principle—it is just how you draw it. But I guess it is how it all comes out that counts.

**Mr. Fraser:** This is one of the reasons why, Mr. Minister, a few days ago I said I would like to...

**Mr. Marchand (Kamloops-Cariboo):** Speak on Second Reading.

**Mr. Fraser:** Just a second. I will get to you in a minute, my friend. I am supposed to speak in your riding on Monday. You are lucky I will not get there.

**Mr. Marchand (Kamloops-Cariboo):** You should have really voted according to what you really believe.

**Mr. Fraser:** I think that is oversimplifying.

Anyway, what I am saying is this, that it seems to me in this area we need some expert advice in front of this Committee. We need to take a look at the kind of cases I am talking about from somebody who can give us evidence about them. I still think we have been too hasty in not having witnesses here. If you got somebody here who could give us some information in this area I would want to listen to them.

[Interpretation]

ne le sont pas du tout. Il existe des crimes qui sont beaucoup plus graves que d'autres; ainsi, l'entrée par effraction n'est pas aussi grave que le viol, et le viol n'est pas aussi grave que le meurtre de sang froid. Ce sont nos valeurs que nous traduisons chaque fois que nous donnons une sentence, et ce sont celles-ci qui varient selon que le délit est criminel ou non.

Je conviens avec vous que certains crimes sont plus graves que d'autres. Nous ne faisons que rédiger la loi, ce qui est une entreprise fort difficile.

**M. Fraser:** Je sais que c'est difficile, et je ne prétends pas le contraire; tous ceux ici présent qui accomplissent consciencieusement leur tâche depuis quelques années savent à quel point il est difficile de rédiger des lois dans le domaine du droit pénal qui soient acceptées par le public en général. Mais nous ne sommes pas ici pour nous plaindre de la difficulté de notre tâche. Ma tâche à moi est de juger, d'après l'expérience de mes 17 années passées en cour avant d'être député, qu'il n'est pas nécessaire d'aller aussi loin dans la Loi qu'il faille permettre à un juge ou à un jury d'être indulgents dans des cas particuliers.

**M. Allmand:** Je ne suis pas ici pour vous conseiller. Vous pourrez toujours présenter des amendements que j'étudierai. Ce qui m'inquiète, c'est que le comité aille trop loin dans un sens; cela pourrait faire perdre le vote à la Chambre en troisième lecture, surtout si d'autres députés estiment que nous sommes devenus trop indulgents; ainsi, cela nous ferait revenir à la peine capitale qui, en soi, est une mesure encore plus sévère. Je sais bien que vous avez personnellement voté contre le Bill. C'est là le problème.

**M. Fraser:** Monsieur le ministre, je le sais. L'ironie de ce débat, c'est que nous ne nous rendons plus compte de la différence qui existe entre la méchanceté et la dureté; si nous pouvons tous nous montrer méchants, seuls les durs peuvent faire preuve de compassion. Je suis prêt à appliquer durement le droit criminel, mais parallèlement, il faut que le droit criminel soit suffisamment souple pour que dans des cas bien particuliers, il nous soit possible d'être compassants.

**M. Allmand:** Je souscris avec vous à ce principe général, car c'est ainsi que nous voulons l'énoncer. Mais ce qui est plus important, c'est la façon dont il est appliqué.

**M. Fraser:** Voilà pourquoi, monsieur le ministre, j'ai déclaré il y a quelques jours que j'aimerais...

**M. Marchand (Kamloops-Cariboo):** Vous auriez dû en parler avant la deuxième lecture.

**M. Fraser:** Un instant. Je reviendrai à vous dans quelques minutes. N'oubliez pas que je suis censé prendre la parole dans votre circonscription lundi prochain. Vous avez de la chance, car je ne pourrai m'y rendre.

**M. Marchand (Kamloops-Cariboo):** Vous auriez dû voter selon ce que vous croyez.

**M. Fraser:** C'est de la sursimplification!

Quoi qu'il en soit, il faudrait maintenant que le Comité reçoive les conseils d'experts en la matière. Il nous faut étudier les cas que j'ai mentionnés avec quelqu'un qui pourra nous les expliquer. Je continue à croire que nous avons voulu aller trop vite en ne recevant pas de témoins. Si l'on avait fait venir quelqu'un qui aurait pu nous renseigner en la matière, j'aurais été fort heureux de l'écouter.



[Texte]

**Mr. Allmand:** I might be able to get somebody if I know exactly the question you want.

**Mr. Fraser:** Let me ask you this then: If you go back over the last—since the time of the Fulton amendment when you had capital and non-capital murder, and I want to assure you, Mr. Minister, I am not just in here taking up time this afternoon; I am very concerned about this, I think you recognize that...

**Mr. Allmand:** Yes.

**Mr. Fraser:** ... from that time on, the non-capital murder cases and then over the last year or two—Well, to continue with the non-capital murder cases, if you take those cases and examine the circumstances that led to those charges what kinds of murders those were, what kind of people were these, we have no statistics in that area before us. We have no way to get at them, and I have not got the time to dig them all up.

**Mr. Allmand:** I do not know if we would have the profiles but...

• 1625

**Mr. Fraser:** Suppose those figures show that there were a significant number of people who did not need to be in jail for 10 years and in actual fact did not end up in jail for 10 years. What we are now doing, if that is the case, is that we are moving to a position of being much more harsh with the least offensive of the group we have to deal with.

**Mr. Allmand:** I should point out that prior to 1968 the minimum period was seven years...

**Mr. Fraser:** Right.

**Mr. Allmand:** ... and some of those people you referred to, and I do not know how many and what percentage there would be, had to stay for seven years. I am not too sure what you are suggesting, whether you are suggesting there would be no minimum period at all or...

**Mr. Fraser:** No, I am not suggesting that, Mr. Minister. What I am suggesting is that there ought to be some flexibility downwards, rather than get us into the position where...

**Mr. Allmand:** With no minimum?

**Mr. Fraser:** I think that when you are getting into second degree murder, short of a pardon, I suppose, there probably has to be minimum, though I am not going to put a figure on it. I have got nothing against putting on guy away for 10 years to more for second degree murder under the appropriate circumstances; but my concern is the cases where juries will not want to convict because they do not think it is right.

**Mr. Allmand:** I wonder if Mr. Hollies would comment on the way a case, when the charge is laid as murder, becomes one of manslaughter; because you indicated that only the jury can make that decision but I think the Crown, which is prosecuting, has an important role to play as well—and even the judge, perhaps.

[Interprétation]

**M. Allmand:** Je pourrais faire venir quelqu'un, si je savais exactement quelle était votre question.

**M. Fraser:** Dans ce cas, laissez-moi vous demander ceci: laissez-moi retourner en arrière, à l'époque de l'amendement Fulton, époque où l'on distinguait le meurtre qualifié du meurtre non qualifié; je vous assure, monsieur le ministre, que je ne suis pas ici pour retarder les débats de cet après-midi. La question m'intéresse énormément, et vous le savez bien.

**M. Allmand:** Oui.

**M. Fraser:** A cette époque, donc, il y avait eu des cas de meurtres non qualifiés, et depuis 1 ou 2 ans... non, laissez-moi revenir aux meurtres non qualifiés: si l'on étudie ces cas et les circonstances qui ont mené aux inculpations, soit le genre de meurtre qui a été commis et le genre de personnes qui les ont commis, nous n'avons malheureusement aucune statistique en main. Il n'est pas possible de les obtenir ni d'essayer de les établir.

**M. Allmand:** Je ne sais pas si nous avons les données, mais...

**M. Fraser:** Supposons que les chiffres nous montrent qu'il n'était pas nécessaire d'envoyer une bonne partie des accusés en prison pendant dix ans et, qu'effectivement, ils n'ont pas été envoyés en prison pour dix ans. Le bill aurait pour conséquence de nous permettre d'être beaucoup plus durs dans les sentences des individus les moins dangereux d'entre ceux qui passent par les tribunaux.

**M. Allmand:** Rappelez-vous qu'avant 1968, la période minimale était de sept ans...

**M. Fraser:** C'est exact.

**M. Allmand:** ... de sorte que certains d'entre ceux dont vous avez parlé, et dont je ne connais ni le nombre ni le pourcentage, ont dû rester en prison pendant sept ans. Je ne comprends pas très bien ce à quoi vous voulez en venir: voudriez-vous que nous supprimions la période minimale ou...

**M. Fraser:** Non, pas du tout, monsieur le ministre. Je voudrais simplement qu'on puisse faire preuve d'indulgence, plutôt qu'être obligé de...

**M. Allmand:** Sans période minimale?

**M. Fraser:** Dans les cas de meurtre au second degré, je comprends que si l'on ne veut accorder la grâce à l'accusé, qu'il faille probablement établir une sentence minimale, que je n'essayerai pas de définir. Je ne m'oppose absolument pas à la décision de mettre quelqu'un en prison pendant dix ans s'il a commis un meurtre au second degré, et si les circonstances le justifient; mais ce qui m'inquiète plus, ce sont les cas où le jury ne voudra pas condamner l'accusé à autant d'années de prison, parce qu'il juge que ce ne serait pas juste.

**M. Allmand:** M. Hollies pourra peut-être nous expliquer comment cela se passe dans le cas d'une accusation de meurtre, transformée en celle d'homicide involontaire; n'avez-vous pas dit que seul le jury peut prendre la décision de changer l'accusation? Pourtant, la Couronne qui poursuit l'accusé a un rôle très important à jouer, comme le juge d'ailleurs.

[Text]

Mr. Hollies, if a person is charged with murder originally—and I think this deals with your question, Mr. Fraser—and it is a case where it is almost a crime of passion or something that one could understand, where perhaps a woman or man killed somebody but there are a lot of extenuating circumstances: how can that case be reduced? We are not talking of reducing the sentence downwards but what are the different ways in which charges can be reduced from murder to manslaughter?

Mr. Hollies: Mr. Chairman, I might say for emphasis, before I begin, that this is a pretty tough committee to appear before in matters of law because everybody here, almost everybody here at least, has practised in the courts; but my understanding is this, that first of all there would be a discretion in the Crown as to how the matter should be charged, representing the A.G., whether on the evidence available to him the charge should be murder or manslaughter.

But once a charge of murder is laid, it seems to me that the only way it can be taken from the jury is for the judge to decide as a matter of law that there is no evidence upon which the jury could decide that it was murder. It is a little difficult to contemplate that sort of case once the charge has been scrutinized by a competent Crown unless his evidence falls right to pot during the trial.

Mr. Fraser: That is my understanding of the law. The basis upon which you take it away can change dramatically, depending upon the evidence.

Mr. Hollies: Oh yes.

Mr. Allmand: I have some statistics here that answer your question, although not all the points you raised.

Prior to 1961, which was before the Fulton amendment—and we are talking here about people released on parole, on life sentences—of those who had their death sentences commuted to life, there were 28 cases, and they served an average of 12 years, prior to 1961. Of those who got life, who were not commuted but got a life sentence for a murder charge, there were 5 cases and they served 6.2 years.

During the moratorium period, which was from 1968 up to 1974—these statistics only go up to 1974—of those commuted from death to life, there were 44 cases, and they served 13.2 years. Of those who were given life sentences, there were 85 and they served 7.7 years. Now, that includes all kinds: the people convicted of murder and who were paroled. It does not include those who were not paroled. There would be some in either category, either before 1961 or after, who may still be there or were still there, and they are not included in these statistics.

• 1630

Mr. Fraser: What those statistics do show though, sir, is that there is a significant number of people convicted of murder, and I guess those would have been the less offensive murderers obviously, who served well under the max-

[Interpretation]

Monsieur Hollies, supposons une personne accusée d'abord de meurtre—et je pense que c'est là le sens de votre question, monsieur Fraser. Supposons également que ce soit un crime passionnel ou un autre crime qu'il serait facile de comprendre, comme lorsqu'un homme ou une femme tue quelqu'un d'autre dans des circonstances atténuantes: comment peut-on changer l'accusation? Il ne s'agit pas ici de réduire la sentence, mais plutôt de savoir comment l'accusation peut passer d'une accusation de meurtre à celle d'homicide involontaire.

M. Hollies: Monsieur le président, permettez-moi de dire d'abord à quel point il est difficile de comparaître devant ce Comité, lorsqu'il s'agit de points de droit, puisque la plupart de ses membres a déjà pratiqué le droit; d'après ce que je comprends, la Couronne qui représente le procureur général pourrait décider à sa discrétion, et selon les preuves qui lui sont présentées, si l'accusation peut être transformée en celle d'homicide involontaire.

Mais une fois que l'accusation de meurtre est portée, la seule façon dont le jury pourrait faire preuve d'indulgence, ce serait que le juge décide que, d'après les preuves qu'il a entendues, il n'y a rien qui puisse permettre au jury de décider qu'il s'agissait d'un meurtre. Il est assez difficile de s'imaginer un cas de ce genre, surtout si l'accusation a été étudiée avant le procès par un avocat de la Couronne compétent, à moins bien sûr que sa preuve ne soit démolie au cours du procès.

M. Fraser: C'est ainsi que je comprends la loi. Les fondements sur lesquels repose votre jugement peuvent changer du tout au tout selon les preuves que l'on présente.

M. Hollies: En effet.

M. Allmand: J'ai certaines statistiques qui peuvent répondre en partie à votre question.

Puisque nous parlons ici des condamnés qui ont été libérés sur parole, de ceux qui ont vu leur peine de mort commuée en emprisonnement à vie, il y a eu 28 cas semblables, avant 1961, c'est-à-dire avant l'amendement Fulton, de prisonniers qui ont purgé une sentence d'emprisonnement d'une durée moyenne de 12 ans. Il y a eu également 5 cas de personnes qui ont été condamnées à l'emprisonnement à vie pour avoir commis un crime, c'est-à-dire dont la sentence n'a pas été commuée, et qui ont été emprisonnées pendant 6.2 années en moyenne.

Pendant la période où nous avons suspendu les peines de mort, soit entre 1968 et 1974—car les statistiques ne vont que jusqu'en 1974—il y a eu 44 cas de sentences de mort commuées en emprisonnement à vie dont la durée moyenne n'a été que de 13.2 ans d'emprisonnement. Quarante-vingt-cinq accusés ont été condamnés à l'emprisonnement à vie, mais n'ont purgé que 7.7 années de prison. Dans cette dernière catégorie, j'inclus toutes sortes d'accusés, comme ceux qui ont été condamnés pour meurtre et ceux qui ont été libérés sur parole. Je n'inclus cependant pas ceux qui n'ont pas bénéficié d'une libération conditionnelle. Par conséquent, ces statistiques n'incluent pas ceux de l'une ou l'autre catégorie, avant ou après 1961, qui sont encore en prison ou qui l'étaient encore en 1974.

M. Fraser: Ce que ces statistiques révèlent cependant, c'est qu'un nombre important de personnes sont condamnées pour meurtre et ce sont évidemment les meurtriers les moins dangereux, qui ont servi beaucoup moins que le



[Texte]

imum you are now going to impose for second-degree murder.

**Mr. Allmand:** Prior to 1961, when there was a good amount of capital punishment; it seems that those who were commuted served an average of 12 years and those who were not commuted but were there on life sentences during a period of capital punishment served only 6.2 years. So what we did, in fact, in those days, if you committed a bad murder, you were hanged. And, if you did not, you got a life sentence; but they did not stay in prison that long.

**Mr. Fraser:** I do not want to to keep repeating myself but my real concern is that if we had retained capital punishment, I would not have wanted capital punishment for the second-degree-murder type of crime. By the same token, because I think it is a different kind of crime, and it has to be dealt with differently, I do not like to see a law that now suddenly is harsher than the factual situation was before. And I would hope that that has not been done just to assuage people's feelings about capital punishment.

**Mr. Allmand:** To begin with, many of us feel that capital punishment is inappropriate in Canada in 1976. We are moving to get rid of it and we have to propose an alternative in its place. Now, that alternative is very hard to tie down; different people have different ideas. The points that you raised, I think, are good points. The fact is that if we opt for the capital punishment now, we do not have much chance of doing anything with those we hang from this point onward. We always can keep evaluating our systems on our prison sentences and, if it is appropriate for another Parliament to change it, they can do that. They could become tougher or less tough or more mean or less mean. You cannot re-evaluate your decisions once you hang people; they are dead.

The other point that should be remembered too, Mr. Fraser, is that now, and this is not considered in the statistics I gave you, now we provide and we use, to a much greater extent, the day parole and the temporary absence. And the person who is eligible, who is on second-degree murder, will become eligible for that after 7 years. Prior to 1961, there was not that much temporary absence or day parole used.

**Mr. Fraser:** Just let me get that straight. You are saying then that despite the mandatory 10 years before parole, temporary leave can be given after 7 years for second-degree murder. Is that correct?

**Mr. Allmand:** Yes. It will be temporary. It will be based on a gradual release program. But it could very well be that the person in the category that you are suggesting is well behaved and shows that his attitudes have changed and so on, and the Parole Board will grant him the temporary parole or the day parole or the temporary-absence program. And they would first try him for, you know, a week-end at home. And, then if that works out, they test him in freedom. And he would maybe eventually be sent to the minimum security institution before the 10 years, maybe in the ninth or the eighth year or something like that. Each case is considered on its own merits.

[Interprétation]

maximum qu'il est maintenant question d'imposer pour le meurtre au deuxième degré.

**M. Allmand:** Avant 1961, alors qu la peine capitale était imposée assez fréquemment, il semble que ceux dont la sentence était commuée servaient environ 12 années de leur peine, et ceux dont la sentence n'était pas commuée, mais qui étaient condamnés à perpétuité, à l'époque où la peine capitale était infligée, ne servaient que 6½ années. C'est-à-dire qu'en ce temps-là, celui qui commettait un meurtre révoltant était pendu; autrement, il était condamné à vie, mais n'était pas emprisonné aussi longtemps.

**M. Fraser:** Je voudrais éviter les redites, mais j'estime que si nous avions maintenu la peine capitale, je n'aurais pas approuvé l'imposition de la peine capitale pour un meurtre de deuxième degré. Pour la même raison, comme je considère la nature du crime différente et que la cause est traitée différemment, je n'aimerais pas que la loi devienne soudain plus sévère qu'elle ne l'était auparavant. J'espère que ce n'est pas une mesure visant à apaiser ceux qui s'enflamment au sujet de la peine capitale.

**M. Allmand:** Bon nombre parmi nous estiment que la peine capitale n'a plus sa raison d'être au Canada en 1976. Nous cherchons à l'abolir et essayons de trouver une solution de rechange à cette punition. L'alternative est difficile car les opinions sont divergentes. Vous avez fait valoir de bons arguments. Mais si nous approuvons la peine capitale, il ne nous reste pas beaucoup à faire à l'égard de ceux qui seront pendus à partir de maintenant. Nous pourrions continuer à évaluer le mérite de nos systèmes, des peines d'emprisonnement, à discuter pour savoir s'il serait opportun qu'un prochain Parlement modifie les dispositions; on pourrait ergoter et se demander si les peines devraient être plus ou moins sévères ou s'il conviendrait d'être plus vindicatif ou moins vindicatif, mais il n'y aurait pas moyen de revenir sur des décisions ayant eu comme conséquence la pendaison; une fois mort, un homme reste mort.

Un autre point que nous ne devons pas oublier, monsieur Fraser, c'est qu'actuellement, et ceci ne fait pas partie des statistiques que je vous ai données, nous accordons et utilisons beaucoup plus la libération conditionnelle de jour et l'absence temporaire. Le meurtrier au deuxième degré qui est admissible le sera après une incarcération de 7 années. Avant 1961, cette absence temporaire ou cette libération conditionnelle diurne n'existait pas.

**M. Fraser:** Tirons ceci au clair. Vous dites donc qu'en dépit de la peine obligatoire de dix ans qui doit être purgée avant la libération conditionnelle, l'absence temporaire peut être accordée après 7 ans aux meurtriers au deuxième degré. Est-ce bien cela?

**M. Allmand:** Oui. Ce sera temporaire. Cela fera partie d'un programme de libération graduelle, car le condamné de cette catégorie peut très bien manifester du repentir et une meilleure conduite et la Commission des libérations conditionnelles pourrait lui accorder une libération temporaire ou diurne ou le faire bénéficier du programme d'absence temporaire. On lui permettrait peut-être d'abord de passer une fin de semaine chez lui et, si cela réussit, on pourrait voir s'il sait user d'une certaine liberté. Il pourrait, éventuellement, être envoyé dans une institution à sécurité minimum avant que les dix années ne soient écoulées, peut-être durant la neuvième ou la huitième, chaque cas étant évalué selon son mérite.

[Text]

In the case that you are presenting, the case that is a crime of passion but where there is a murder conviction and the person may never commit another crime again, and that is assessed, that person does have a chance to be released, although not on a full-time basis, at 7 years, to go home to his family, to go to school, to work. And we have them now; Mr. Outerbridge, on day parole, you have people who serve 1 day in and 5 or 6 days out. You have a few in that category. There are different types of arrangements that are made. But it is a far cry from the old days, Mr. Fraser, when you had the 5 or 6 big maximum security penitentiaries, Kingston pen, St-Vincent de Paul and Dorchester, and when you went in, you stayed in there.

**Mr. Fraser:** We know that that has changed, Mr. Minister.

**Mr. Allmand:** If you are talking about escapes, they do escape; they get out. Escapes have been reduced 75 per cent over the last years but there are many more temporary absences; last year there were more than 40,000.

• 1635

**Mr. Fraser:** Well, Mr. Minister, somebody told me that somebody had an unofficial arrangement to be out of here at 4 o'clock, so I have obviously spoiled all that. I suspect that you are far more in agreement with the arguments I have put this afternoon than perhaps your view of present policy can allow you to go, but I will consider whether we can present something to you that would be acceptable to try to cure this problem.

**Mr. Allmand:** As I say, we are all so caught—you know, I speak as an abolitionist—between the devil and the deep blue sea here, because although there are some humane things that could be done now and would maybe make the bill more flexible, those things could risk the whole bill. I would end up with a much more inhumane and harsh system, especially since it is a free-vote bill; you cannot rely on party discipline and so on.

**Mr. Fraser:** Mr. Chairman, under the circumstances, I have no further questions.

**The Chairman:** Thank you, Mr. Fraser. There being no further questions, it is . . .

**Mr. Lawrence:** I wonder whether I could just have some statistics ready for me on Monday? I think this was dealt with—I have not spoken yesterday or today . . .

**The Chairman:** I realize that, Mr. Lawrence.

**Mr. Lawrence:** I wonder whether you could have ready for me on Monday the number of persons, not just staff but prisoners as well, who have been murdered in prison.

**Mr. Allmand:** Mr. Lawrence, staff, inmates, even visitors?

**Mr. Lawrence:** The number of murders that have taken place in the prisons . . .

**Mr. Allmand:** In the prisons. We could give that to you right now, I understand.

**Mr. Lawrence:** No, well, do not worry.—the number who have had two convictions for murder, the number of people who have had three convictions for murder, the number of offences that have taken place while the prisoner has been on parole . . .

[Interpretation]

Dans le cas que vous nous soumettez, celui du crime passionnel où le coupable est condamné sans peut-être jamais commettre un autre crime, on présume qu'il serait possible de le libérer, pas entièrement, mais peut-être après 7 ans, pour qu'il rentre dans sa famille, ou fréquente l'école ou prenne un emploi. Cela se fait déjà, monsieur Outerbridge, n'avez-vous pas certains condamnés qui purgent un jour en prison puis passent cinq ou six jours à l'extérieur; il existe différentes dispositions. Mais, monsieur Fraser, cela est bien différent des conditions qui existaient lorsqu'il y avait cinq ou six grands pénitenciers à sécurité maximum: Kingston, Saint-Vincent-de-Paul et Dorchester d'où il n'y avait pas moyen de sortir.

**M. Fraser:** Nous savons que les conditions ont changé, monsieur le ministre.

**M. Allmand:** Si vous pensez aux évasions, nous reconnaissons qu'il y en a, mais elles ont été réduites de 75 p. 100 ces dernières années tandis que les absences temporaires sont beaucoup plus nombreuses; on en comptait 40,000 l'année dernière.

**M. Fraser:** Monsieur le ministre, on me souffle que l'un d'entre nous avait officieusement pris des dispositions pour quitter la pièce à 16 heures et j'ai évidemment gâté la sauce. Je soupçonne que vous êtes beaucoup plus sensible à mes arguments que vous ne voulez le laisser paraître, mais je vais voir ce que nous pouvons vous soumettre en vue de régler ce problème d'une manière acceptable.

**M. Allmand:** Nous sommes tous partagés, et c'est mon cas en tant qu'abolitionniste, car les sentiments humanitaires qui nous permettraient de donner à la loi plus de flexibilité risqueraient de mettre le projet entier en péril. Je me trouverais responsable d'un système inhumain et cruel, étant donné que le vote est libre et que nous ne pouvons compter sur la discipline de parti et ainsi de suite.

**M. Fraser:** Monsieur le président, dans les circonstances, je n'ai pas d'autre question à poser.

**Le président:** Merci, monsieur Fraser. Il n'y a pas d'autre question?

**M. Lawrence:** Pourrais-je obtenir des statistiques pour lundi? Il me semble qu'il en a été question,—je n'ai parlé ni hier ni aujourd'hui . . .

**Le président:** Je le sais, monsieur Lawrence.

**M. Lawrence:** Pourriez-vous me fournir lundi le nombre de personnes, pas seulement du personnel, mais aussi des détenus, qui ont été assassinées en prison.

**M. Allmand:** Monsieur Lawrence, le nombre d'employés, de détenus, et même de visiteurs?

**M. Lawrence:** Le nombre de meurtres qui ont été commis en prison . . .

**M. Allmand:** En prison. Je crois comprendre qu'on pourrait vous fournir ces données dès maintenant.

**M. Lawrence:** Non, ne vous mettez pas en peine. Le nombre de ceux qui ont été condamnés deux fois pour meurtre, de ceux qui ont été condamnés trois fois pour meurtre, le nombre d'infractions commises pendant que le prisonnier était en liberté conditionnelle . . .



[Texte]

**Mr. Allmand:** Which prisoner now? A prisoner who has been convicted of murder?

**Mr. Lawrence:** No, of any offences. You would have that, would you? Or is that too big a job?

**Mr. Allmand:** That is a big one. You mean of all the inmates ever sent to prison who committed an offence while on parole? No matter what...

**Mr. Lawrence:** I thought you might have them. You would not have those readily available? All right, then just the murders.

**Mr. Allmand:** Murderers who have committed offences while on parole?

**Mr. Lawrence:** Well, I think I know the answer to that one, but—And temporary absences and day passes.

**Mr. Allmand:** How many murderers got temporary absences and day passes?

**Mr. Lawrence:** No, the number of convicted murderers, then, who committed an offence while on parole...

**Mr. Allmand:** Or on temporary absences...

**Mr. Lawrence:** Or on temporary absences or day passes.

**Mr. Allmand:** Yes.

**Mr. Lawrence:** Okay?

**Mr. Allmand:** We will do that.

When the debate started we had tabled this booklet and distributed...

**Mr. Lawrence:** Yes. Okay.

**Mr. Allmand:** A lot of answers are in that booklet and a lot are in the Statistics Canada study that was...

**Mr. Lawrence:** Yes, I have them both here.

**Mr. Allmand:** ... referred to. But we will dig it out.

**Mr. Lawrence:** Some of them are kind of confusing.

**Mr. Allmand:** Yes.

**The Chairman:** There being no further questions, is it agreed that the Committee shall adjourn?

**Some hon. Members:** Agreed.

**The Chairman:** The Committee is adjourned until Monday at 11 a.m.

[Interprétation]

**M. Allmand:** Quel prisonnier? Celui qui a été condamné pour meurtre?

**M. Lawrence:** Non, d'infractions. Vous devez en connaître le nombre, n'est-ce pas? Ou est-ce que c'est une tâche trop ardue?

**M. Allmand:** C'est une lourde tâche. Vous voulez dire tous les détenus ayant commis une infraction pendant leur libération conditionnelle? Peu importe...

**M. Lawrence:** Je pensais que vous aviez ces chiffres. Est-ce que ce ne sont pas des statistiques régulières? Très bien alors, seulement les meurtres.

**M. Allmand:** Les meurtriers ayant commis des infractions durant leur libération conditionnelle?

**M. Lawrence:** Je pense en connaître la réponse, mais... et durant des absences temporaires et diurnes.

**M. Allmand:** Combien de meurtriers ont bénéficié d'absences temporaires et diurnes?

**M. Lawrence:** Non, le nombre de meurtriers condamnés qui se sont rendus coupables d'infractions pendant leur libération conditionnelle...

**M. Allmand:** Ou durant des absences temporaires...

**M. Lawrence:** Ou durant des absences temporaires ou diurnes.

**M. Allmand:** Oui.

**M. Lawrence:** Ce sera possible?

**M. Allmand:** Nous allons réunir ces données.

Lorsque les délibérations ont commencé, nous avons déposé et distribué une brochure...

**M. Lawrence:** Oui, très bien.

**M. Allmand:** Nombre de réponses se trouvent dans cette brochure et d'autres sont dans l'étude préparée par Statistique Canada et qui a été...

**M. Lawrence:** Oui, j'ai ces deux documents.

**M. Allmand:** ... mentionnée. Mais nous allons les mettre à jour.

**M. Lawrence:** Certaines sont embrouillées.

**M. Allmand:** Oui.

**Le président:** Comme l'interrogatoire est terminé, est-ce que le Comité est d'accord pour que nous ajournions?

**Des voix:** D'accord.

**Le président:** Le Comité s'ajourne jusqu'à 11 heures lundi.

## WITNESSES—TÉMOINS

At 9:30 a.m.—

*From the Ministry of the Solicitor General:*

Mr. R. Diguier, Deputy Commissioner, (Operations),  
Canadian Penitentiary Service.

At 2:00 p.m.—

*From the Ministry of the Solicitor General:*

Mr. R. Diguier, Deputy Commissioner, (Operations),  
Canadian Penitentiary Service;

Mr. B. C. Hofley, Assistant Deputy Minister, Research  
and Systems Development;

Mr. J. H. Hollies, Q.C., Ministry Legal Counsel;

Mrs. Carolyn Fuller, Research Branch.

A 9 h 30 du matin . . .

*Du ministère du Solliciteur général:*

M. R. Diguier, Commissaire adjoint, (Services opération-  
nels), Service canadien des pénitenciers.

A 2 h 00 de l'après-midi . . .

*Du ministère du Solliciteur général:*

M. R. Diguier, Commissaire adjoint, (Services opération-  
nels), Service canadien des pénitenciers;

M. B. C. Hofley, Sous-ministre adjoint, Recherche et  
perfectionnement des méthodes;

M. J. H. Hollies, c.r., Avocat du Ministère;

M<sup>me</sup> Carolyn Fuller, Recherche.



HOUSE OF COMMONS

Issue No. 72

Monday, June 28, 1976

Chairman: Mr. Mark MacGuigan

CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule n° 72

Le lundi 28 juin 1976

Président: M. Mark MacGuigan

Government  
Publications

*Minutes of Proceedings and Evidence  
of the Standing Committee on*

*Procès-verbaux et témoignages  
du Comité permanent de la*

## Justice and Legal Affairs

## Justice et des questions juridiques

### RESPECTING:

Bill C-84, Criminal Law Amendment Act  
(No. 2), 1976.

### CONCERNANT:

Bill C-84, Loi de 1976 modifiant le  
droit pénal, n° 2.

### INCLUDING:

The Eighteenth Report to the House

### Y COMPRIS:

Le dix-huitième rapport à la Chambre

### APPEARING:

The Honourable Warren Allmand,  
Solicitor General of Canada

### COMPARAÎT:

L'honorable Warren Allmand,  
Solliciteur général du Canada.

### WITNESSES:

(See back cover)

### TÉMOINS:

(Voir à l'endos)

First Session

Thirtieth Parliament, 1974-75-76

Première session de la

trentième législature, 1974-1975-1976

STANDING COMMITTEE ON JUSTICE  
AND LEGAL AFFAIRS

*Chairman:* Mr. Mark MacGuigan

*Vice-Chairman:* Mr. Yvon Pinard

Messrs.

Fairweather	Lawrence
Fox	Leggatt
Halliday	Loiselle ( <i>Chambly</i> )
Lachance	Marceau
Laprise	

COMITÉ PERMANENT DE LA JUSTICE  
ET DES QUESTIONS JURIDIQUES

*Président:* M. Mark MacGuigan

*Vice-président:* M. Yvon Pinard

Messieurs

Milne	Reynolds
Nicholson (Miss)	Stanbury
Olivier	Stevens
Poulin	Towers
	Woolliams—(20)

(Quorum 11)

*Le greffier du Comité*

Lois A. Cameron

*Clerk of the Committee*

Pursuant to S.O. 65(4)(b)

On Monday, June 28, 1976:

Mr. Fox replaced Mr. Loiselle (*Chambly*)  
Mr. Olivier replaced Mr. Stollery  
Mr. Pinard replaced Miss Nicholson  
Mr. Douglas (*Bruce-Grey*) replaced Mr. Olivier  
Mr. MacFarlane replaced Mr. Marceau  
Mr. McRae replaced Mr. Goodale  
Mr. Raines replaced Mr. Tessier  
Mr. Blaker replaced Mr. Douglas (*Bruce-Grey*)  
Mr. McIsaac replaced Mr. MacFarlane  
Mr. Halliday replaced Mr. Fraser  
Mr. Olivier replaced Mr. McRae  
Mr. Stanbury replaced Mr. Raines  
Miss Nicholson replaced Mr. McIsaac  
Mr. Loiselle (*Chambly*) replaced Mr. Blaker  
Mr. Marceau replaced Mr. Marchand (*Kamloops-Cariboo*)

Conformément à l'article 65(4)b) du Règlement

Le lundi 28 juin 1976:

M. Fox remplace M. Loiselle (*Chambly*)  
M. Olivier remplace M. Stollery  
M. Pinard remplace M<sup>lle</sup> Nicholson  
M. Douglas (*Bruce-Grey*) remplace M. Olivier  
M. MacFarlane remplace M. Marceau  
M. McRae remplace M. Goodale  
M. Raines remplace M. Tessier  
M. Blaker remplace M. Douglas (*Bruce-Grey*)  
M. McIsaac remplace M. MacFarlane  
M. Halliday remplace M. Fraser  
M. Olivier remplace M. McRae  
M. Stanbury remplace M. Raines  
M<sup>lle</sup> Nicholson remplace M. McIsaac  
M. Loiselle (*Chambly*) remplace M. Blaker  
M. Marceau remplace M. Marchand (*Kamloops-Cariboo*)



## REPORT TO THE HOUSE

Monday, June 28, 1976

The Standing Committee on Justice and Legal Affairs has the honour to present its

## EIGHTEENTH REPORT

In accordance with its Order of Reference dated Tuesday, June 22, 1976, your Committee has considered Bill C-84, An Act to amend the Criminal Code in relation to the punishment for murder and certain other serious offences and has agreed to report it with the following amendments:

*Clause 21*

Strike out lines 3 to 6, on page 10, and substitute the following therefor:

“(2) Upon receipt of an application under subsection (1), the appropriate Chief Justice shall designate a judge of the superior court of criminal jurisdiction to empanel a jury to hear the”

Strike out line 15, on page 10, and substitute the following therefor:

“circumstances and such determination shall be made by no less than two-thirds of such jury.”

Your Committee has ordered a reprint of Bill C-84, as amended, for the use of the House of Commons at the report stage.

A copy of the Minutes of Proceedings and Evidence relating to this Bill (*Issues Nos. 69, 70, 71 and 72*) is tabled.

Respectfully submitted,

*Le président*

MARK MacGUIGAN

*Chairman*

## RAPPORT À LA CHAMBRE

Le lundi 28 juin 1976

Le Comité permanent de la justice et des questions juridiques a l'honneur de présenter son

## DIX-HUITIÈME RAPPORT

Conformément à son ordre de renvoi du mardi 22 juin 1976, votre Comité a étudié le bill C-84, Loi modifiant le Code criminel (meurtre et certaines autres infractions graves), et a convenu d'en faire rapport avec les modifications suivantes:

*Article 21*

Retrancher les lignes 1 à 4, à la page 10, et les remplacer par ce qui suit:

«(2) Sur réception de la demande prévue au paragraphe (1), le juge en chef compétent doit charger un juge de la cour supérieure de juridiction criminelle de constituer un jury pour l'entendre et pour»

Retrancher la ligne 11, à la page 10, et la remplacer par ce qui suit:

«utile dans les circonstances, et cette décision doit être prise par les deux tiers au moins des membres de ce jury.»

Votre Comité a ordonné la réimpression du bill C-84, tel que modifié, pour l'usage de la Chambre des communes, à l'étape du rapport.

Un exemplaire des procès-verbaux et témoignages relatifs à ce bill (*fascicules nos 69, 70, 71 et 72*) est déposé.

Respectueusement soumis,

## MINUTES OF PROCEEDINGS

MONDAY, JUNE 28, 1976  
(83)

[Text]

The Standing Committee on Justice and Legal Affairs met at 11:22 o'clock a.m. this day, the Chairman, Mr. MacGuigan, presiding.

*Members of the Committee present:* Messrs. Douglas (Bruce-Grey), Fox, Leggatt, MacFarlane, MacGuigan, Milne, Pinard, Poulin, Reynolds, Stevens, Towers and Woolliams.

*Other Members present:* Messrs. Baker (Gander-Twilligate) and McIsaac.

*Appearing:* The Honourable Warren Allmand, Solicitor General of Canada.

*Witnesses: From the Ministry of the Solicitor General:* Mr. A. Therrien, Commissioner, Canadian Penitentiary Service; Mr. B. C. Hofley, Assistant Deputy Minister, Research and Systems Development and Mr. J. H. Hollies, Q.C., Ministry Legal Counsel.

The Committee resumed consideration of Bill C-84, An Act to amend the Criminal Code in relation to the punishment for murder and certain other serious offences.

On Clause 2

The Minister, with the witnesses, answered questions.

At 12:55 o'clock p.m. the Committee adjourned until 3:30 o'clock p.m. this day.

AFTERNOON SITTING  
(84)

The Standing Committee on Justice and Legal Affairs met at 3:47 o'clock p.m. this day, the Chairman, Mr. MacGuigan, presiding.

*Members of the Committee present:* Messrs. Blaker, Fairweather, Fox, Halliday, Lachance, Lawrence, Leggatt, MacGuigan, McIsaac, McRae, Marchand (Kamloops-Cariboo), Milne, Olivier, Pinard, Poulin, Raines, Reynolds, Stanbury, Stevens, Towers and Woolliams.

*Other Members present:* Mr. La Salle and Miss Nicholson.

*Appearing:* The Honourable Warren Allmand, Solicitor General of Canada.

*Witnesses: From the Ministry of the Solicitor General:* Mr. A. Therrien, Commissioner, Canadian Penitentiary Service; Mr. B. C. Hofley, Assistant Deputy Minister, Research and Systems Development and Mr. J. H. Hollies, Q.C., Ministry Legal Counsel.

The Committee resumed consideration of Bill C-84, An Act to amend the Criminal Code in relation to the punishment for murder and certain other serious offences.

On Clause 2

The Minister answered questions.

*Ordered.*—That the letter dated June 21, 1976, to Mr. Sinclair Stevens, M.P., from Mr. Isaac Ehrlich, Associate Professor, University of Chicago, be printed as an appendix to this day's Minutes of Proceedings and Evidence. (See Appendix "JLA-47".)

## PROCÈS-VERBAL

LE LUNDI 28 JUIN 1976  
(83)

[Traduction]

Le Comité permanent de la justice et des questions juridiques se réunit aujourd'hui à 11 h 22 sous la présidence de M. MacGuigan (président).

*Membres du Comité présents:* MM. Douglas (Bruce-Grey), Fox, Leggatt, MacFarlane, MacGuigan, Milne, Pinard, Poulin, Reynolds, Stevens, Towers et Woolliams.

*Autres députés présents:* MM. McIsaac et Baker (Gander-Twilligate).

*Comparaît:* L'honorable Warren Allmand, Solliciteur général du Canada.

*Témoins: Du ministère du Solliciteur général:* M. A. Therrien, commissaire, Service canadien des pénitenciers; M. B. C. Hofley, sous-ministre adjoint, Recherche et perfectionnement des méthodes et M. J. H. Hollies, c.r., conseiller juridique du ministère.

Le Comité reprend l'étude du bill C-84, Loi modifiant le Code criminel (meurtre et certaines autres infractions graves).

Article 2:

Le ministre et les témoins répondent aux questions.

A 12 h 55, le Comité suspend ses travaux jusqu'à 15 h 30 aujourd'hui.

SÉANCE DE L'APRÈS-MIDI  
(84)

Le Comité permanent de la justice et des questions juridiques se réunit aujourd'hui à 15 h 47 sous la présidence de M. MacGuigan (président).

*Membres du Comité présents:* MM. Blaker, Fairweather, Fox, Halliday, Lachance, Lawrence, Leggatt, MacGuigan, McIsaac, McRae, Marchand (Kamloops-Cariboo), Milne, Olivier, Pinard, Poulin, Reynolds, Stanbury, Stevens, Towers et Woolliams.

*Autres députés présents:* M<sup>re</sup> Nicholson et M. La Salle.

*Comparaît:* L'honorable Warren Allmand, Solliciteur général du Canada.

*Témoins: Du ministère du Solliciteur général:* M. A. Therrien, commissaire, Service canadien des pénitenciers; M. B. C. Hofley, sous-ministre adjoint, Recherche et perfectionnement des méthodes et M. J. H. Hollies, c.r. conseiller juridique du ministère.

Le Comité poursuit l'étude du bill C-84, Loi modifiant le Code criminel (meurtre et certaines autres infractions graves).

Article 2

Le ministre répond aux questions.

*Il est ordonné.*—Que la lettre en date du 21 juin 1976 de M. Isaac Ehrlich, professeur adjoint de l'Université de Chicago, à M. Sinclair Stevens, député, soit jointe aux procès-verbal et témoignages de ce jour. (Voir Appendice «JLA-47».)



*Ordered*.—That the document entitled—The Critics of Isaac Ehrlich: A Bibliography—submitted by the Solicitor General, be printed as an appendix to this day's Minutes of Proceedings and Evidence. (See Appendix "JLA-48".)

Questioning of the Minister and the witnesses resumed.

By unanimous consent, the Committee proceeded to consider the procedural admissibility of the following proposed amendments, copies of which had been distributed to Members of the Committee:

*By Mr. Lawrence:*

That Bill C-84, an Act to amend the Criminal Code, be amended by:

1. Amending section 2 of the said Bill in line 4 of page 2, by substituting the word "death" for the phrase "imprisonment for life" so that the subsection will read as follows:

"47. (1) Every one who commits high treason is guilty of an indictable offence and shall be sentenced to death".

2. Amending section 2 of the said Bill in line 43 of page 2, by adding the words "death or" before the word "imprisonment" so that the subsection will read as follows:

"(2) Every one who commits treason is guilty of an indictable offence and is liable (a) to be sentenced to death or imprisonment for life if he is guilty of an offence under paragraph 46(2)(a), (c) or (d);"

3. Amending section 2 of the said Bill in line 1 of page 3, by adding the words "death or" before the word "imprisonment" so that the subsection will read as follows:

(2) "(b) to be sentenced to death or imprisonment for life if he is guilty of an offence under paragraph 46(2)(b) or (e) committed while a state of war exists between Canada and another country; or"

4. Amending section 3 of the said Bill in line 26 on page 3, by adding the words "be sentenced to death or" before the word "imprisonment" so that the subsection will read as follows:

"(2) Every one who commits piracy while in or out of Canada is guilty of an indictable offence and is liable to be sentenced to death or imprisonment for life".

5. Amending section 4 of the said Bill by adding a new subsection (6) thereof as follows:

"(6) Murder is first degree murder in respect of a person when the death is caused by that person and that person has been previously convicted of either first degree murder or second degree murder".

and re-numbering the present subsection (6) as subsection (7) thereof.

6. Amending section 5 of the said Bill by deleting the words "or second degree murder" in line 37 on page 4 thereof, and further deleting the words "imprisonment for life" in line 39 on page 4 and substituting the word "death" therefore, so that the subsection will read as follows:

*Il est ordonné*.—Que le document intitulé: Les critiques d'Isaac Ehrlich: Bibliographie, présenté par le Solliciteur général, soit joint aux procès-verbal et témoignages de ce jour. (Voir Appendice «JLA-48».)

L'interrogation du ministre et des témoins se poursuit.

Du consentement unanime, le Comité entreprend l'étude de la recevabilité des amendements proposés suivants dont copies ont été distribuées aux membres du Comité:

*Par M. Lawrence:*

Que le bill C-84, Loi modifiant le Code criminel, soit modifié comme suit:

1. Que l'article 2 soit modifié en remplaçant les mots «l'emprisonnement à perpétuité» par le mot «mort», aux lignes 40 et 41, page 2, de sorte que le paragraphe se lise comme suit:

«47. (1) Quiconque commet une haute trahison est coupable d'un acte criminel et doit être condamné à mort.»

2. Que l'article 2 soit modifié en insérant les mots «à mort ou» avant les mots «à l'emprisonnement», à la ligne 45, page 2, de façon que le paragraphe se lise comme suit:

«(2) Quiconque commet une trahison est coupable d'un acte criminel et peut être condamné, en cas d'infraction a) aux alinéas 46(2)a), c) ou d) à mort ou à l'emprisonnement à perpétuité;»

3. Que l'article 2 soit modifié en insérant les mots «à mort ou» avant les mots «à l'emprisonnement», à la ligne 1, page 3, de façon que le paragraphe se lise comme suit:

(2) «b) aux alinéas 46(2)b) ou e), à mort ou à l'emprisonnement à perpétuité s'il existe un état de guerre entre le Canada et un autre pays;»

4. Que l'article 3 soit modifié en insérant les mots «de mort ou» avant les mots «de l'emprisonnement à», à la ligne 20, page 3, de façon que le paragraphe se lise comme suit:

«(2) Quiconque commet une piraterie, pendant qu'il se trouve au Canada ou hors du Canada, est coupable d'un acte criminel et passible de mort ou de l'emprisonnement à perpétuité.»

5. Que l'article 4 soit modifié en y ajoutant le nouveau paragraphe (6) suivant:

«(6) Est assimilé au meurtre au premier degré celui commis par une personne qui a antérieurement été déclarée coupable de meurtre au premier ou au deuxième degré.»

6. Que l'article 5 soit modifié en supprimant les mots «ou un meurtre au deuxième degré», aux lignes 38 et 39, page 4 et en remplaçant les mots «l'emprisonnement à perpétuité» aux lignes 40 et 41, page 4, par le mot «mort», de façon que le paragraphe se lise comme suit:

"218. (1) Every one who commits first degree murder is guilty of an indictable offence and shall be sentenced to death".

7. Amending section 5 of the said Bill by deleting the proposed subsection (2), presently lines 40 to 43 inclusive on page 4 thereof and substituting a new subsection (2) therefore so that the subsection will read as follows:

218. "(2) Every one who commits second degree murder is guilty of an indictable offence and shall be sentenced to imprisonment for life".

8. Deleting section 12 of the said Bill.

9. Deleting section 16 of the said Bill.

10. Deleting section 19 of the said Bill.

11. Deleting section 20 of the said Bill.

12. Adding a new section 21 to the said Bill to add a new section 669 to the Act with a new heading thereto as follows:

*"Sentence of Death"*

669. The sentence to be pronounced against a person who is sentenced to death shall be that he shall be executed by drug or gas for euthanasia".

and by re-numbering subsequent sections and clauses accordingly.

13. Deleting the present section 23 of the said Bill and adding to the present section 684(1) of the Act the following:

"except that no such commutation shall be made unless either

(a) there was a recommendation for mercy contained in the verdict of the jury under which the conviction and sentence of death was imposed, or

(b) an appeal in writing on behalf of the person convicted has been made to the Governor-General in Council giving evidence or law not presented to the original court registering the conviction, and the Governor-General in Council determines that the omission, by the said Court, of the consideration of any such evidence or law would have had the result of changing the verdict of that original court".

14. Deleting the present section 25 of the Bill.

By Mr. Reynolds:

That Clause 5 be amended by adding, immediately after line 42 on page 4, the following subsections:

"(3) Every one who commits first degree murder as defined in subsection 214(2) is guilty of an indictable offence and shall, on a first offence, be sentenced to imprisonment for life and, on a second offence, be sentenced to death.

(4) Every one who commits first degree murder as defined in subsection 214(3) is guilty of an indictable offence and shall, on a first offence, be sentenced to imprisonment for life and, on a second offence, be sentenced to death.

(5) Every one who commits first degree murder as defined in subsection 214(4) is guilty of an indictable offence and shall, on a first offence, be sentenced to imprisonment for life and, on a second offence, be sentenced to death.

(6) Every one who commits first degree murder as defined in subsection 214(5) is guilty of an indictable offence and shall, on a first offence, be sen-

«218. (1) Quiconque commet un meurtre au premier degré est coupable d'un acte criminel et doit être condamné à mort.

7. Que l'article 5 soit modifié en remplaçant le paragraphe (2), aux lignes 42 à 45, page 4, par ce qui suit:

218. «(2) Quiconque commet un meurtre au deuxième degré est coupable d'un acte criminel et doit être condamné à l'emprisonnement à perpétuité.»

8. Que l'article 12 dudit bill soit supprimé.

9. Que l'article 16 dudit bill soit supprimé.

10. Que l'article 19 dudit bill soit supprimé.

11. Que l'article 20 dudit bill soit supprimé.

12. Qu'un nouvel article 21 soit ajouté dans ledit bill pour ajouter à la Loi la nouvelle rubrique et le nouvel article 669 suivants:

*«Peine de mort»*

«669. La sentence de mort prononcée contre une personne doit préciser qu'il s'agira d'une mort euthanasique, provoquée par un gaz ou une drogue.»

et en renumérotant en conséquence les dispositions et les articles suivants.

13. Que l'article 23 soit modifié en supprimant l'article 23 actuel et en ajoutant ce qui suit au présent article 684 de la Loi:

«mais aucune commutation de ce genre ne doit être faite à moins

a) que le verdict du jury en vertu duquel ont été prononcées la déclaration de culpabilité et la sentence de mort n'ait contenu une recommandation de clémence, ou

b) que le gouverneur général en conseil n'ait reçu, au nom de la personne déclarée coupable, un appel écrit exposant des preuves ou des règles de droit qui n'ont pas été présentées au tribunal où la déclaration de culpabilité a été enregistrée en premier lieu, et que le gouverneur général en conseil ne décide que le fait que ledit tribunal n'a pas examiné ces preuves ou règles de droit a faussé le verdict de ce tribunal.»

14. Que l'article 25 actuel du bill soit supprimé.

Par M. Reynolds:

Que l'article 5 soit modifié en ajoutant immédiatement après la ligne 45, à la page 4, les paragraphes suivants:

«(3) Quiconque commet un meurtre au premier degré défini au paragraphe 214(2) est coupable d'un acte criminel et doit être condamné à l'emprisonnement à perpétuité, s'il s'agit d'une première infraction, et à mort, s'il s'agit d'une deuxième infraction.»

(4) Quiconque commet un meurtre au premier degré défini au paragraphe 214(3) est coupable d'un acte criminel et doit être condamné à l'emprisonnement à perpétuité, s'il s'agit d'une première infraction, et à mort, s'il s'agit d'une deuxième infraction.»

(5) Quiconque commet un meurtre au premier degré défini au paragraphe 214(4) est coupable d'un acte criminel et doit être condamné à l'emprisonnement à perpétuité, s'il s'agit d'une première infraction, et à mort, s'il s'agit d'une deuxième infraction.»

(6) Quiconque commet un meurtre au premier degré défini au paragraphe 214(5) est coupable d'un acte criminel et doit être condamné à l'emprisonne-



tenced to life imprisonment and, on a second offence, be sentenced to death."

By Mr. Leggatt:

That Bill C-84, An Act to amend the Criminal Code in relation to the punishment for murder and certain other serious offences be amended by striking out lines 3 to 6 on page 10 and substituting the following therefor:

"(2) Upon receipt of an application under subsection (1), the appropriate Chief Justice shall designate a judge of the superior court of criminal jurisdiction to empanel a jury to hear the";

and by striking out line 15 on page 10 and substituting the following therefor:

"circumstances and such determination shall be made by no less than two-thirds of such jury."

And debate arising thereon, The Chairman reserved his decision.

At 6:00 o'clock p.m. the Committee adjourned until 8:00 o'clock p.m. this day.

#### EVENING SITTING (85)

The Standing Committee on Justice and Legal Affairs met at 8:04 o'clock p.m. this day, the Chairman, Mr. MacGuigan, presiding.

*Members of the Committee present:* Messrs. Fairweather, Fox, Halliday, Lachance, Lawrence, Leggatt, Loisel (Chambly), MacGuigan, Marchand (Kamloops-Cariboo), Marceau, Milne, Miss Nicholson, Messrs. Olivier, Pinard, Poulin, Reynolds, Stanbury, Stevens, Towers and Woolliams.

*Appearing:* The Honourable Warren Allmand, Solicitor General of Canada.

The Committee resumed consideration of Bill C-84, An Act to amend the Criminal Code in relation to the punishment for murder and certain other serious offences.

On Clause 2

By unanimous consent, the Committee resumed debate upon which the Chairman had reserved his decision.

#### DECISION BY THE CHAIRMAN

**The Chairman:** Thank you. I am sorry to curtail this debate in any aspect because it is a very important debate on a very important subject but I do have to begin putting the questions by the order of the Committee at 8:30 p.m. and I have to allow enough time to make the ruling on this before that comes about.

There are two matters on which I find it very easy to rule. Mr. Lawrence has suggested that it was not proper to raise the question at this point when it had not been raised previously. Well, the fact is that it has been raised previously from the beginning of the hearings on this bill. It was referred only because members of the Committee wanted to ask so many questions of the Minister and his officials and did not want to discuss this question until now. But this question has been with us all along so it is not really a new question which arose only today.

ment à perpétuité, s'il s'agit d'une première infraction, et à mort, s'il s'agit d'une deuxième infraction."

Proposé par M. Leggatt:

Que l'article 21 soit modifié en remplaçant les lignes 1 à 4, à la page 10, par ce qui suit:

«(2) Sur réception de la demande prévue au paragraphe (1), le juge en chef compétent doit charger un juge de la cour supérieure de juridiction criminelle de constituer un jury pour l'entendre et pour»

et en remplaçant la ligne 11, à la page 10, par ce qui suit:

«utile dans les circonstances, et cette décision doit être prise par les deux tiers au moins des membres de ce jury.»

Le débat s'engage, puis le président réserve sa décision.

A 18 heures, le Comité suspend ses travaux jusqu'à 20 heures, ce soir.

#### SÉANCE DU SOIR (85)

Le Comité permanent de la justice et des questions juridiques se réunit aujourd'hui à 20 h 04, sous la présidence de M. MacGuigan (président).

*Membres du Comité présents:* MM. Fairweather, Fox, Halliday, Lachance, Lawrence, Leggatt, Loisel (Chambly), MacGuigan, Marchand (Kamloops-Cariboo), Marceau, Milne, M<sup>me</sup> Nicholson, MM. Olivier, Pinard, Poulin, Reynolds, Stanbury, Stevens, Towers et Woolliams.

*Comparait:* L'honorable Warren Allmand, Solliciteur général du Canada.

Le Comité reprend l'étude du bill C-84, Loi modifiant le Code criminel (*meurtre et certaines autres infractions graves*).

Article 2

Du consentement unanime, le Comité poursuit l'étude de la recevabilité de certains amendements sur lesquels le président a réservé sa décision.

#### DÉCISION DU PRÉSIDENT

**Le président:** Merci. Je regrette d'écourter ce débat de quelque façon que ce soit car c'est un débat très important sur une question importante mais je dois, par ordre du Comité, commencer à mettre aux voix à 20 h 30 et je dois prévoir suffisamment de temps pour rendre auparavant une décision à cet égard.

Il y a deux questions sur lesquelles il m'est très facile de rendre une décision. M. Lawrence a affirmé qu'il n'était pas normal de soulever la question maintenant puisqu'elle ne l'avait pas été auparavant. Le fait est qu'elle l'a déjà été, dès le début des audiences sur ce projet de loi. Ce cernier n'a été renvoyé au Comité que parce que les députés voulaient poser de nombreuses questions au ministre et à ses fonctionnaires et n'ont pas voulu discuter cette question jusqu'à maintenant. Elle était pourtant omniprésente, si bien que ce n'est pas une question nouvelle qui n'a été soulevée qu'aujourd'hui.

Also, with respect to a point made by Mr. Stevens who asked for a ruling on a potential amendment with respect to absence with an escort, I must say that there is nothing that would be apparently out of order about this amendment to me but I cannot possibly rule on a potential amendment to words I am not even familiar with at this stage. So my ruling will not apply to that situation.

A Chairman's ruling on the procedural acceptability of any amendments is, I suppose, always a serious matter but it is particularly so in this case given the importance of the bill before the Committee and its significance to all honourable members and to the Canadian public. I have, accordingly, devoted much time and serious consideration to a review of the rules and precedents in this regard and I have consulted with officials. Perhaps I could share the results of my review of the rules regarding amendments at the committee stage with honourable members. A former Chairman of this Committee, the present Mr. Speaker, did precisely that when a somewhat similar bill was before this Committee. In the summary he presented to the Committee, he mentioned five points which I shall touch on briefly.

First, amendments at committee stage have to be amendments to a clause of the bill and not amendments as they would be at second or third-reading stage. Second, they have to be relevant to the bill. Third, they must be within the scope of the bill. This is particularly so in dealing, as we now are, with an amending bill which seeks to amend the Criminal Code because it is clear that an amendment to such a bill must not go beyond the amending bill and try to amend other portions of the Code which are not mentioned in the bill. Fourth, there are restrictions on how far amendments at committee stage can go; they cannot delete clauses in a bill, that must be done by negating the clause when it comes to a vote. Finally, and perhaps most important, amendments introduced at this stage must not contravene the principle of the bill.

In view of the nature of many of the amendments presented here, I feel I should elaborate on this final point concerning the principle of the bill.

May states at page 494 of the 18th edition and this reference was quoted by both sides in the arguments and I quote here:

A Committee is bound by the decision of the House given on second reading, in favour of the principle of the bill, and should not, therefore, amend the bill in a manner destructive of this principle.

At page 509, of the same source, it is noted that:

An amendment which is equivalent to a negative of the bill, or which would reverse the principle of the bill as agreed to on the second reading, is not admissible.

This is given further emphasis in citation 401(3) of Beauchesne's Fourth Edition, at page 234, which reads as follows:

The Chairman, in the case of an amendment that was offered on a Bill that was limited in scope to the repeal of a clause in a statute, ruled that the amendment was out of order, because its object was the continuance and the extension of the clause to be repealed. The

En ce qui concerne également l'argument présenté par M. Stevens qui a demandé une décision sur un projet d'amendement à l'égard de l'absence avec escorte, je dois dire que cet amendement ne me semble en rien irrecevable bien que je ne puisse rendre une décision sur un amendement possible à des mots qui, à ce stade, ne me sont même pas familiers. Ma décision ne s'appliquera pas à cette situation.

Une décision du Président sur la recevabilité de certains amendements est toujours une grave question et elle l'est encore plus dans le cas présent, étant donné l'importance du bill soumis au Comité et l'intérêt qu'il présente pour tous les honorables députés et le peuple canadien. Par conséquent, j'ai consacré beaucoup de temps à étudier sérieusement les décisions et les précédents à ce sujet et j'ai consulté les personnes compétentes. Peut-être devrais-je faire connaître aux honorables députés les conclusions de cette étude des règlements sur les amendements apportés au stade de l'étude en comité. C'est exactement ce qu'a fait un ancien président de ce comité, aujourd'hui Orateur de la Chambre, lorsqu'un bill semblable avait été présenté au Comité. Dans le résumé qu'il a présenté au Comité, il a mentionné cinq points dont je traiterai brièvement.

Premièrement, les amendements apportés au stade de l'étude en comité doivent porter sur un article du bill et ne peuvent être des amendements comme ceux qu'on présente à la deuxième ou troisième lecture du bill. Deuxièmement, ils doivent se rapporter au bill. Troisièmement, ils doivent se rapporter à des questions dont traite le bill. Ces conditions sont particulièrement importantes lorsqu'il s'agit, comme c'est le cas actuellement, d'un bill d'amendement dont l'objet est de modifier le Code criminel, parce qu'il est évident qu'un amendement apporté à un tel bill ne doit pas en outre passer les intentions et tenter de modifier des parties du Code, dont ne traite pas le bill modificateur. Quatrièmement, les amendements pouvant être apportés au stade de l'étude en comité font l'objet de certaines restrictions; ils ne peuvent supprimer des articles du bill, cela doit être fait en rejetant un article au moment du vote. Enfin, et c'est peut-être là la question la plus importante, les amendements apportés à ce stade ne doivent pas entrer en contradiction avec le principe dont s'inspire le bill.

Étant donné la nature de nombreux amendements présentés ici, je crois que je devrais traiter plus en détail de ce dernier élément, celui du principe du bill.

A la page 494 de la 18<sup>e</sup> édition de Mai, on peut lire:

1. Le comité est lié par la décision de la Chambre, rendue à l'étape de la deuxième lecture, en faveur du principe du bill, et ne devrait donc pas modifier le bill de façon à violer ce principe.

La même édition poursuit à la page 509 en disant que:

Un amendement qui équivaut à la négation du bill ou qui prend le contre-pied du principe du bill adopté en deuxième lecture est irrecevable.

La même idée est reprise à la citation 401(3) de la quatrième édition de Beauchesne (page 290) qui se lit comme suit:

Le président, ayant à se prononcer sur une proposition d'amendement à un bill dont l'objet se limitait à l'abrogation d'un article d'une loi, a déclaré ladite proposition d'amendement irrégulière parce qu'elle avait pour objet le maintien et la prolongation de la disposition



Chairman stated that, though the Committee had full power to amend, even to the extent of nullifying the provisions of the Bill, they could not insert a clause which reversed the principle which the Bill as read the second time, sought to affirm.

It is quite evident from the references quoted that the Committee may not amend a bill in a manner which would be destructive of its principle.

This is supported by precedents. Particularly relevant are those precedents relating to previous attempts to amend the Criminal Code on the subject of capital punishment.

The first of these citations goes back to the English statute in 1964, the abolition of the death penalty which was introduced by Mr. Sydney Silverman in the House of Commons in England in 1964. This was indeed a bill for complete abolition and yet, amendments were allowed which would have limited the completeness of that abolition.

It is not a particularly helpful reference however because of the fact that my research has not indicated that there was any argument made at the time nor any ruling made. The amendments were just moved and accepted but only in the sense that no objection was raised and no ruling was made. And so, there is nothing in the reasoning in the case which is helpful. There is perhaps something of a precedent with respect to the results, but nothing helpful in the reasoning.

I am very pleased that Mr. Woolliams tonight cited the 1967 reference in Canada, because I would have been disappointed if that one had not been mentioned for the completeness of our consideration. And I think this is a little bit more in point perhaps than the English reference.

In 1967, during consideration in Committee of the Whole of Bill C-168, An Act to amend the Criminal Code (*Capital Punishment and Life Imprisonment*), an amendment was proposed which would have totally abolished capital punishment. This is the reverse situation of course. The acceptability of this amendment was questioned and while the Chair itself expressed some misgivings, decided that it was a matter that the Committee should decide upon. This amendment was subsequently defeated.

It is worth observing that this ruling by the Chairman of Committees was apparently not anticipated and was not consulted upon; it was not reserved and no reasons were given. The Chairman merely said that he thought it should be put to a vote and it was put to a vote. It therefore offers no clear guidance as to the path we should take here but again it certainly would be on the side of the argument which is supported largely by the gentlemen on my left.

I am sure honourable gentlemen will recall that during the First Session of the 29th Parliament in 1973, when this Committee considered Bill C-2, An Act to amend the Criminal Code (Criminal Law Amendment (Capital Punishment) Act) which proposed to extend for five years the trial period for the partial abolition of capital punishment, the Chairman ruled amendments proposing total abolition out of order on the grounds that they ran counter to the principle of the bill.

This Chairman is, of course, the present Speaker. This situation is not exactly parallel to our own in that it was a bill for partial abolition to which total abolition was moved; it was more the reverse situation but it nevertheless is a powerful precedent.

qu'il s'agissait d'abroger. Le président a été d'avis que, si le comité était pleinement autorisé à modifier les dispositions d'un bill, au point même de les rendre nulles, il ne l'était pas à insérer dans le projet de loi une disposition contraire au principe que le bill, tel qu'il avait été lu pour la deuxième fois, cherchait à affirmer.

Il est clair, d'après les références citées, qu'un comité ne peut adopter des amendements qui vont à l'encontre du principe d'un bill.

Cette affirmation s'appuie sur des précédents. Les précédents relatifs aux tentatives antérieures de modifier le Code criminel sur la question de la peine capitale sont particulièrement pertinents à cet égard.

La première des citations remonte à la loi anglaise de 1964 sur l'abolition de la peine de mort, qui a été introduite par M. Sydney Silverman à la Chambre des communes anglaise en 1964. Ce projet de loi, en fait, visait l'abolition totale; pourtant on a pu y apporter des amendements restreignant la généralité de l'abolition.

Cette référence n'est cependant pas très utile, mes recherches n'ayant pas révélé si, à ce moment-là, on a fait valoir des arguments ni si une décision a été rendue. Les amendements ont simplement été proposés et acceptés, mais seulement en ce sens qu'aucune objection n'a été formulée, ni aucune décision rendue. Aussi l'analyse du cas ne peut-elle nous être d'aucune utilité. Les résultats peuvent constituer un précédent, mais l'analyse n'offre rien d'utile.

Je suis heureux que M. Woolliams ait cité ce soir le cas de 1967 au Canada; j'aurai été déçu si on ne l'avait pas fait, car notre étude en aurait été moins complète. A mon avis, il est ici un peu plus pertinent que le cas anglais.

En 1967, lors de l'étude en comité du bill C-168, Loi modifiant le Code criminel (*peine capitale et emprisonnement à perpétuité*), un amendement proposé aurait aboli complètement la peine capitale. Dans le cas qui nous occupe, c'est l'inverse. On a mis en doute la recevabilité de cet amendement. Le président lui-même a émis des réserves à ce sujet, mais a décidé que la question relevait de la compétence du Comité. L'amendement a été ultérieurement rejeté.

Il est à remarquer qu'on ne s'attendait pas à ce que le président des comités rende une telle décision, mais elle n'a pas été réservée et aucune motivation n'a été exposée. Le président a tout simplement décidé qu'il fallait mettre la question aux voix, ce qui fut fait. Cette décision ne nous éclaire donc pas sur la conduite à adopter mais il est certain qu'elle vient appuyer le point de vue que soutiennent surtout les députés à ma gauche.

Les honorables députés se souviendront, j'en suis certain, que lorsque ce comité a étudié au cours de la première session de la vingt-neuvième législature en 1973, le bill C-2, Loi modifiant le Code criminel (Loi modifiant le droit pénal (peine capitale)) visant à prolonger de 5 ans la période d'essai pour l'abolition partielle de la peine capitale, le président a jugé irrecevables des amendements proposant l'abolition totale parce qu'ils allaient à l'encontre du principe du bill.

Ce président est, bien sûr, l'Orateur actuel. La situation n'est pas exactement semblable à la nôtre en ce que ce projet de loi visait l'abolition partielle tandis que l'amendement proposait l'abolition totale. C'est, néanmoins, un précédent puissant.

In the same situation in the House, Mr. Speaker Lamoureux ruled similar amendments which were presented at report stage out of order and he stated in part, as recorded at page 500 of the Journals:

The purpose of the bill which was given second reading by the House, as I understand it, is to provide for the re-instatement of the law relating to capital punishment. The honourable Member's motions in effect would remove those provisions from the bill. In other words, the amendments proposed are negative of the principle of the bill as approved on second reading.

There is, then, nothing which is a direct authority and which is exactly on all fours with our present case. In the case of the English precedent, it does not appear to have been raised as a question; in the case of the Canadian precedent, there were no reasons given by the Chairman of Committees and in the case of the decision by the former Chairman of this Committee and the Speaker of the House, it was the reverse situation.

Nevertheless, I have to give more weight to a reasoned decision of the Chairman of this Committee and to one of the Speaker of this House, than to the unreasoned ruling of the Chairman of Committees in 1967 or to the ruling without challenge, and without any question being raised, of the Speaker or the Chairman of Committees in the British House in 1964.

The purpose of this bill, which was given second reading by the House, has of course been disputed. There have been quite ingenious arguments made to suggest that the principle of this bill is the punishment of murder and Mr. Woolliams made that argument very, very powerfully. Indeed, if one looks only at the title of the bill that would be suggested, and of course, looking at the title of the Senate bill would again strengthen that case. There was a Senate precedent cited on the other side, and on this side there is a citation of the title of that bill, but I do not think that I can be bound here by what happens in the other place.

Mr. Woolliams' argument that the principle of the bill is the punishment for murder, and Mr Stevens' very ingenious further argument, on the basis of the fact that this bill does not extend to the National Defence Act and therefore does not exclude capital punishment in every instance possible in Canada, that it is not a total abolition bill—I must say, it is these arguments which have given me greater pause. I do not think that those questions have been raised on any previous occasion. Nevertheless, it seems to me that we have to take this subject within the confines of the present bill. I think that something can be a bill for total abolition within the Criminal Code and yet not be one for total abolition within the whole ambit of Canadian law. It seems to me, I have to consider this bill within the confines of the bill itself and within the confines of that bill, it is a total abolition bill. It is a bill which is for total abolition of capital punishment under the Criminal Code relating to murder and similar offences.

So it seems to me, that when members voted on the bill on second reading, they were indeed expressing their approval or disapproval of capital punishment as such. I think that was the understanding that the public had. I think that was the understanding which members of this Committee had. I think that I could even, without very

En jugeant irrecevables des amendements similaires proposés à la Chambre à l'étape du rapport, M. l'Orateur Lamoureux a déclaré entre autres, comme on le voit à la page 500 des Journaux:

Si j'ai bien compris, le but du bill présenté en deuxième lecture à la Chambre est d'assurer le rétablissement de la loi relative à la peine de mort. Les motions présentées par l'honorable député supprimeraient ces dispositions du bill. Autrement dit, les amendements proposés vont à l'encontre du principe du bill tel qu'il a été approuvé en deuxième lecture.

Il n'y a rien, par conséquent, qui fasse autorité dans le cas actuel ou qui y corresponde exactement. Dans le cas du précédent anglais on ne semble pas s'être posée la question; dans le cas du précédent canadien, aucune raison n'a été invoquée par le président des comités et dans le cas de la décision prise par l'ancien président de ce comité et l'Orateur de la Chambre, la situation était inverse.

Néanmoins, il me faut donner plus d'importance à une décision étayée du président de ce comité et à celle de l'Orateur de la Chambre elle-même qu'à la décision non étayée du président des comités en 1967, ou à la décision, nullement mise en doute ou en question, de l'Orateur ou du président des comités de la Chambre britannique en 1964.

Le but de ce bill, adopté en deuxième lecture par la Chambre, a évidemment été contesté. Des arguments assez ingénieux ont été avancés pour laisser entendre que le principe de ce bill est la punition du meurtre et M. Woolliams a fait valoir cet argument avec beaucoup de force. En effet, on s'en rend compte en examinant simplement le titre du bill, et bien sûr, le fait d'examiner le titre du bill du Sénat nous raffermirait dans cette croyance. Un précédent du Sénat a été cité dans l'autre endroit, et ici, on cite le titre du bill, mais je ne crois pas être tenu de me conformer ici à ce qui se passe dans l'autre endroit.

L'argument de M. Woolliams selon lequel le bill a pour principe la punition du meurtre et l'argument plus poussé et très ingénieux de M. Stevens, voulant que ce bill n'englobe pas la Loi sur la défense nationale et n'exclut donc pas la peine de mort dans tous les cas possibles au Canada, de sorte qu'il n'est pas un bill d'abolition totale, sont les arguments qui m'ont fait le plus hésiter. Je ne crois pas que ces questions aient déjà été soulevées. Néanmoins, il me semble que nous devons étudier cette question dans le contexte du présent bill. Je crois que le bill peut être un bill pour l'abolition totale dans le cadre du Code criminel sans l'être au regard de toute la législation canadienne. Il me semble que je dois considérer ce bill dans les limites du bill lui-même, auquel cas, il s'agit d'un bill d'abolition totale. Il préconise l'abolition totale de la peine capitale imposée en vertu du Code criminel pour les meurtres et délits semblables.

A mon avis, lorsque les députés ont voté à ce sujet en deuxième lecture, ils ont exprimé leur approbation ou leur désapprobation envers la peine capitale. C'est, je crois, ce que le public a compris. Je crois que c'est aussi ce que les membres de ce comité ont compris. Je pense même pouvoir trouver sans trop de difficulté des déclarations formulées



much difficulty, find statements by members who presented very weighty arguments here this evening, in which they themselves, earlier in the hearings on this bill, used language which suggested that their understanding was that this was a bill for total abolition, within the confines of the bill itself.

Given what Mr. Fox referred to as the common sense argument, and given the argument that Mr. Poulin raised, that this bill should be taken on its own merits within its own confines, I believe that the House by its affirmative vote on second reading approved in principle the abolition of capital punishment under the Criminal Code.

I cannot see that this Committee can amend the bill so as to reverse the decision which the House has already taken. I would therefore have to rule any amendment seeking to retain or reinstate capital punishment for any offence out of order on the ground that it reverses the principle of the bill, and is therefore not admissible.

Messrs. Lawrence and Reynolds have had copies of the amendments which they propose to move distributed to members of the Committee. I have had the opportunity of reviewing these proposed amendments and find as follows:

Mr. Lawrence's amendments numbered 1, 2, 3, 4 and 6 and all of Mr. Reynolds' amendments, propose to retain or reinstate the death penalty, and are therefore out of order for the reasons I have just advanced.

Mr. Lawrence's amendments numbered 8 to 11 inclusive and 14 propose to delete clauses of the bill and are thus out of order as the correct procedure would be to negative the clauses he proposes to delete.

Mr. Lawrence's proposed amendments numbered 7, 12 and 13 seem dependent upon earlier amendments which have been ruled out of order and are therefore also out of order.

Mr. Lawrence's amendment numbered 5 which deals with persons with previous convictions for first or second degree murder, appears to me to be in order.

Mr. Olivier has already withdrawn his amendments and, as I said, Mr. Leggatt's amendment does not appear to present any problems of admissibility.

Whereupon, Mr. Woolliams appealed from the decision of the Chairman.

The question being put by the Chairman:

Shall the decision of the Chair be sustained?

It was decided in the affirmative on the following division:

YEAS:  
Messrs.

Fairweather	Milne
Fox	Nicholson (Miss)
Lachance	Olivier
Leggatt	Pinard
Loiselle (Chambly)	Poulin
Marchand	Stanbury—(12).
(Kamloops-Cariboo)	

des audiences sur ce bill par les députés qui ont fait valoir des arguments très puissants ici ce soir, où ils ont tenu des propos laissant voir qu'ils croyaient que le bill visait l'abolition totale, dans les limites du bill lui-même.

Étant donné ce que M. Fox a qualifié d'argument fondé sur le bon sens, et étant donné l'argument de M. Poulin selon lequel ce bill devrait être considéré selon ses propres mérites et à l'intérieur de ses propres limites, je crois que la Chambre, par son vote affirmatif à la deuxième lecture, a approuvé en principe l'abolition de la peine capitale en vertu du Code criminel.

Je ne puis concevoir que ce comité puisse amender le bill de façon à renverser la décision déjà prise par le Chambre. Je devrais donc déclarer irrecevable tout amendement cherchant à conserver ou à restaurer la peine capitale pour tout délit, parce qu'il serait contraire au principe de ce bill. Tout amendement en ce sens est donc inadmissible.

MM. Lawrence, Reynolds et Olivier ont fait distribuer aux membres du comité des copies des amendements qu'ils désirent proposer. J'ai eu l'occasion d'étudier ces propositions et j'ai constaté que:

Les amendements 1, 2, 3, 4 et 6 de M. Lawrence et tous les amendements de M. Reynolds proposent de conserver ou de restaurer la peine capitale. Ils sont donc irrecevables pour les raisons que j'ai déjà mentionnées.

Les amendements 8 à 11 inclusivement et l'amendement 14 proposés par M. Lawrence visent à supprimer des articles du bill. Ils sont ainsi irrecevables, la procédure normale étant de rejeter les articles qu'il veut supprimer.

Les amendements 7, 12 et 13 de M. Lawrence semblent dépendre d'amendements précédents déclarés irrecevables. Ils le sont donc aussi.

L'amendement 5 de M. Lawrence concernant les personnes déjà condamnées pour meurtre au premier ou au second degré, me semble recevable.

M. Olivier a déjà retiré ses amendements et, je le répète, l'amendement de M. Leggatt ne me semble pas poser de problème quant à la recevabilité.

Aussitôt, M. Woolliams en appelle de la décision du président.

Le président met aux voix la question suivante:

La décision de la présidence est-elle confirmée?

A quoi il est répondu affirmativement sur division suivante:

POUR:  
MM.

Fairweather	Milne
Fox	Nicholson (M <sup>re</sup> )
Lachance	Olivier
Leggatt	Pinard
Loiselle (Chambly)	Poulin
Marchand	Stanbury—(12).
(Kamloops-Cariboo)	

NAYS:  
Messrs.

Halliday                      Stevens  
Lawrence                    Towers  
Reynolds                    Woolliams—(6).

At 8:30 o'clock p.m., pursuant to the Order of the Committee made Wednesday, June 23, 1976 the Chairman proceeded to put all questions necessary to dispose of Bill C-84.

Clauses 2 and 3 carried, on division.

*On Clause 4*

Mr. Lawrence moved,—That Clause 4 be amended by adding, immediately after line 31 on page 4, the following:

“(6) Murder is first degree murder in respect of a person when the death is caused by that person and that person has been previously convicted of either first degree murder or second degree murder.”

and by re-numbering the present subsection (6) as subsection (7).

The question being put on the amendment, it was, by a show of hands, negatived: YEAS: 8; NAYS: 10.

Clause 4 carried, on division.

Clauses 5 to 20 inclusive carried, on division.

*On Clause 21*

Mr. Leggatt moved,—That Clause 21 be amended, by striking out lines 3 to 6, on page 10 and substituting the following therefor:

“(2) Upon receipt of an application under subsection (1), the appropriate Chief Justice shall designate a judge of the superior court of criminal jurisdiction to empanel a jury to hear the”

and by striking out line 15, on page 10, and substituting the following therefor:

“circumstances and such determination shall be made by no less than two-thirds of such jury.”

The question being put on the amendment, it was, by a show of hands, agreed to: YEAS: 8; NAYS: 7.

Mr. Stevens moved,—That Clause 21 be amended by striking out lines 21 to 26 on page 12 and substituting the following therefor:

“absence may be authorized under the *Penitentiary Act* and no day parole may be granted under the *Parole Act* until the expiration of all but three years of his number of years of imprisonment without eligibility for parole.”

The question being put on the amendment, it was, by a show of hands, negatived: YEAS: 6; NAYS: 12.

Clause 21, as amended, carried on division.

Clauses 22 to 24 inclusive carried, on division.

CONTRE:  
MM.

Halliday                      Stevens  
Lawrence                    Towers  
Reynolds                    Woolliams—(6).

A 20 h 30, conformément à l'ordre du comité rendu le mercredi 23 juin 1976, le président passe à la mise aux voix nécessaire pour expédier le bill C-84.

Les articles 2 et 3 sont adoptés sur division.

*Article 4*

M. Lawrence propose,—Que l'article 4 soit modifié en y ajoutant le nouveau paragraphe (6) suivant:

«(6) Est assimilé au meurtre au premier degré celui commis par une personne qui a antérieurement été déclarée coupable de meurtre au premier ou au deuxième degré.»

et en donnant au paragraphe (6) actuel le numéro (7).

L'amendement, mis aux voix, est rejeté à main levée: POUR: 8; CONTRE: 10.

L'article 4 est adopté sur division:

Les articles 5 à 20 inclusivement sont adoptés sur division.

*Article 21*

M. Leggatt propose—Que l'article 21 soit modifié en remplaçant les lignes 1 à 4, à la page 10, par ce qui suit:

«(2) Sur réception de la demande prévue au paragraphe (1), le juge en chef-compétent doit charger un juge de la cour supérieure de juridiction criminelle de constituer un jury pour l'entendre et pour»

et en remplaçant la ligne 11, à la page 10, par ce qui suit:

«utile dans les circonstances, et cette décision doit être prise par les deux tiers au moins des membres de ce jury.»

L'amendement mis aux voix est adopté à main levée: POUR: 8; CONTRE: 7.

M. Stevens propose,—Que l'article 21 soit modifié en retranchant les lignes 20 à 27 à la page 12 et en leur substituant ce qui suit:

«libération conditionnelle, les absences prévues à la *Loi sur les pénitenciers* ne peuvent être autorisées et les libérations conditionnelles de jour prévues à la *Loi sur la libération conditionnelle de détenus* accordées que, par dérogation à ces lois, au cours des trois années précédant l'expiration du délai susmentionné.»

L'amendement, mis aux voix est rejeté à main levée: POUR: 6; CONTRE: 12.

L'article 21, modifié, est adopté sur division.

Les articles 22 à 24 inclusivement sont adoptés sur division.



*On Clause 25*

Mr. Lawrence moved,—That Clause 25 be amended by striking out the words “If, on the day this Act comes into force,” in lines 40 and 41, on page 12, and substituting the following therefor:

This Act shall come into force on the first day of July 1978, and if on that date”

The question being put on the amendment it was, by a show of hands, negatived: YEAS: 6; NAYS: 12.

Clause 25 carried, on division.

Clauses 26 to 30 inclusive carried, on division.

Clause 1 carried, on division.

The Schedule carried, on division.

The Title carried, on division.

The Bill, as amended, carried, on division.

*Ordered*,—That the Chairman report Bill C-84, as amended, to the House.

*Ordered*,—That the Committee order a reprint of Bill C-84, as amended, for the use of the House of Commons at the report stage.

The Chairman having informed the Committee that the office of Vice-Chairman was vacant;

Mr. Poulin moved,—That Mr. Pinard be Vice-Chairman of the Committee.

The question being put on the motion, it was agreed to.

At 8:50 o'clock p.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

*Article 25*

M. Lawrence propose,—Que l'article 25 soit modifié par le retranchement des mots «Dès l'entrée en vigueur de la présente loi» aux lignes 39 et 40 à la page 12, et leur remplacement par ce qui suit:

Cette loi doit entrer en vigueur le premier juillet 1978, et à cette date»

L'amendement, mis aux voix, est rejeté à main levée: POUR: 6; CONTRE: 12.

L'article 25 est adopté sur division.

Les articles 26 à 30 inclusivement sont adoptés sur division.

L'article 1 est adopté sur division.

L'annexe est adoptée sur division.

Le titre est adopté sur division.

Le bill, modifié, est adopté sur division.

*Il est ordonné*,—Que le président rapporte le bill C-84, modifié, à la Chambre.

*Il est ordonné*,—Que le comité ordonne la réimpression du bill C-84 modifié à l'usage de la Chambre des communes, à l'étape du rapport.

Le président ayant informé le comité que le poste de vice-président était vacant;

M. Poulin propose,—Que M. Pinard soit vice-président du comité.

La motion mise aux voix est acceptée.

A 20 h 50, le comité suspend ses travaux jusqu'à nouvelle convocation du président.

*Le greffier du Comité*

Lois A. Cameron

*Clerk of the Committee*

## EVIDENCE

(Recorded by Electronic Apparatus)

Monday, June 28, 1976

• 1123

[Text]

**The Chairman:** The meeting will come to order.

I believe the Solicitor General has some information that he was requested to obtain on Friday by Mr. Stevens, I think it was.

**Hon. Warren Allmand (Solicitor General of Canada):** Yes, Mr. Chairman. Mr. Stevens had asked a number of questions and we have prepared answers to all of them but one: for that one we do not have statistics. These had to do with prison staff killed since 1961, offences committed by murderers while on temporary absence, murder statistics prior to 1961, people who have committed murder a second time, murderers who committed offences while on parole, and then the people who have criticized Isaac Ehrlich. We have here nine studies of people who have criticized the study of Ehrlich. We also have the terms of reference of Robert G. Hann. We have copies of all these answers and we can distribute them to the Committee.

**The Chairman:** If you have sufficient copies, maybe you could do that. We could have that done now, Mr. Minister.

**Mr. Woolliams:** Are they too long to read? It would be kind of interesting to have them read.

**Mr. Allmand:** Do you want me to read them?

**Mr. Woolliams:** How many pages have you got?

**Mr. Allmand:** Ten.

**Mr. Woolliams:** Oh.

• 1125

**Mr. Allmand:** Then there is Hann's background; we have that too, and it has not been mimeographed yet. We could distribute that this afternoon.

**Mr. Woolliams:** Could you not summarize the questions, such as the number of murders for the second time? Surely you can say . . .

**Mr. Allmand:** If you want me to, I will start. The first question: how many murders have occurred in penitentiaries? The Canadian Penitentiary Service reports that seven prison staff were killed since 1961. This figure includes Tellier in 1963, and Steinhauser in 1965, who were killed during hostage-taking incidents. In the first case, Tellier was accidentally killed by a guard; the second case is not yet settled, the Steinhauser case. From 1971 to 1976, 15 inmates were killed in institutions by other inmates.

How many offences have been committed by murderers while on temporary absence? CPS—the Canadian Penitentiary Service—reports that there is no information available to answer this question specifically.

Two: the following statistics relate to the number of convictions for crimes committed while on temporary absence by all offenders. In 1971, 15 convictions; 1972, 58; 1973, 50; 1974, 24; and in 1975, 5.

## TÉMOIGNAGES

(Enregistrement électronique)

Le lundi 28 juin 1976

[Interpretation]

**Le président:** La séance est ouverte.

Le solliciteur général va nous présenter les renseignements que M. Stevens lui avait demandés d'obtenir vendredi dernier.

**L'hon. Warren Allmand (solliciteur général du Canada):** Merci, monsieur le président. Nous avons obtenu des réponses à toutes les questions posées par M. Stevens sauf une pour laquelle nous n'avons pas réussi à trouver de statistiques. Il s'agit notamment du nombre de gardiens de prison tués depuis 1961, des délits commis par des meurtriers lors d'absences temporaires, des statistiques sur les meurtres avant 1961, des individus qui ont commis un meurtre une deuxième fois, des meurtriers qui se sont rendus coupables d'un délit lors de leur libération conditionnelle et enfin des personnes qui ont critiqué Isaac Ehrlich. J'ai réuni les titres de neuf études effectuées par des critiques de l'étude d'Ehrlich. Nous avons par ailleurs les attributions de Robert G. Hann. Des copies de tous ces documents seront remises aux membres du Comité.

**Le président:** Si vous avez suffisamment de copies, monsieur le ministre, la distribution pourrait se faire immédiatement.

**M. Woolliams:** Est-ce que les documents sont trop longs pour qu'on les lise?

**M. Allmand:** Vous voulez que je les lise?

**M. Woolliams:** Combien de pages y a-t-il?

**M. Allmand:** Dix.

**M. Woolliams:** Je vois.

**M. Allmand:** Il y a également le curriculum vitae de Hann que nous n'avons pas encore photocopié; on pourrait le faire distribuer cet après-midi.

**M. Woolliams:** Est-ce que vous pourriez nous donner un résumé des questions, entre autres le nombre de détenus ayant commis un deuxième meurtre par exemple.

**M. Allmand:** Si vous y tenez, je vais commencer. La première question était la suivante: combien de meurtres ont été commis dans les pénitenciers? Le Service canadien des pénitenciers me communique que sept membres du personnel pénitentiaire ont été tués depuis 1961. Ce chiffre comprend Tellier, tué en 1963 et Steinhauser en 1965, tous deux tués lors de prises d'otages. Tellier a été tué par hasard par un gardien tandis que le cas de Steinhauser n'a pas encore été réglé. De 1971 à 1976, quinze détenus ont été tués par d'autres détenus à l'intérieur des prisons.

Quant à la question de savoir combien de délits ont été commis par des assassins lors d'absences temporaires, le Service canadien des pénitenciers communique qu'il ne dispose pas des renseignements nécessaires pour répondre à cette question.

Deuxièmement, les statistiques suivantes se rapportent au nombre d'inculpations prononcées contre l'ensemble des détenus pour crimes commis lors d'absences temporaires. En 1971 il y a eu 15 inculpations; en 1972, 58; en 1973, 50; en 1974, 24 et en 1975 il y en a eu 5.



## [Texte]

Murder statistics: criminal statistics relating to murder have been collected since Confederation, but in a haphazard fashion, by a variety of agencies. Prior to 1961, the statistics concentrated on persons convicted of murder, rather than the number of murder offences, i.e. they were derived from court returns. The police statistics that were available were incomplete, because the Quebec Provincial Police did not report to Statistics Canada. The Statistics Canada homicide program began in 1961, and from that date there has been comprehensive coverage of murders reported or known to the police, and dispositions of suspects of murder. Thus, prior to 1961, there is a very large gap in the information base, and statistics prior to 1961 are not comparable with those after that date.

For the period prior to 1961, starting in 1954, these are reported murders minus those that might have been reported to the Quebec Provincial Police. In 1954, 125 murders; 1955, 118; 1956, 131; 1957, 129; 1958, 153; 1959, 141; 1960, 190. Then in 1961, starting under the new system, 185; 1962, 217; 1963, 215; 1964, 218; 1965, 243; 1966, 221; 1967, 282; 1968, 315; 1969, 346; 1970, 433...

**Mr. Wolliams:** Quite a graph.

**Mr. Allmand:** ... including one incident with 40 victims; 1971, 426; 1972, 479, including one incident with 37 victims; 1973, 479; 1974, 545.

How many persons have two or three convictions for murder? Using the Statistics Canada *Homicide in Canada* study, which covers the period 1961 to 1974, there were three persons found guilty of murder who were later convicted for a second murder.

**Mr. Woolliams:** Just pausing there—not to interrupt you—but I would want those statistics to be correct if I used them, for instance, a person could be convicted of one murder and then could be involved in another murder relating to the same incident. These—do you mean convicted, say, on murder number one and then some time later he is convicted of murder number two? Are these three people involved in completely independent cases?

**Mr. Allmand:** They are completely independent; they were convicted in one case and later convicted in a record case.

**Mr. Woolliams:** That means that they were out on temporary absence or parole?

• 1130

**Mr. Allmand:** No, some are escapes. I was going to give you more detail.

**Mr. Woolliams:** I am sorry, I should not have interrupted you.

**Mr. Allmand:** Using sources available to the Ministry of the Solicitor General, there are five cases. The first three were people since 1961 who were reported under their new statistics reporting system. With all the information we have available to us prior to 1961 and after, there are five cases of persons convicted of murder in Canadian courts who were subsequently involved in another homicide and convicted of murder. One committed a first murder in 1929 and was paroled in the early nineteen-forties, and committed a second murder in 1943. He was executed in 1944. Another one committed a second murder while unlawfully

## [Interprétation]

Les statistiques criminelles se rapportant aux meurtres ont été réunies depuis la Confédération, mais ce travail a été effectué par différentes institutions et plus ou moins au hasard. Avant 1961, les statistiques portaient sur le nombre de personnes inculpées de meurtre plutôt que sur le nombre de meurtres, les chiffres provenant des annales de tribunaux. Les statistiques des différentes forces de police étaient incomplètes, la police provinciale du Québec ne soumettant pas de rapports à Statistique Canada. Le programme des homicides de Statistique Canada ayant été lancé en 1961, nous disposons depuis lors de statistiques exhaustives sur les meurtres connus de la police ainsi que sur le sort réservé aux individus inculpés de meurtre. Jusqu'en 1961, les statistiques étaient donc loin d'être complètes et ne sauraient dès lors être comparées aux statistiques postérieures à 1961.

De 1954 à 1961, nous avons le relevé du nombre de meurtres, moins ceux qui auraient dû normalement être rapportés par la police provinciale du Québec. En 1954, il y a eu 125 meurtres; en 1955, 118; en 1956, 131; en 1957, 129; en 1958, 153; en 1959, 141; en 1960, 190. En 1961, année de l'entrée en vigueur du nouveau système, il y a eu 185 meurtres; en 1962, 217; en 1963, 215; en 1964, 218; en 1965, 243; en 1966, 221; en 1967, 282; en 1968, 315; en 1969, 346; en 1970, 433...

**M. Woolliams:** Joli graphique.

**M. Allmand:** ... dont un incident qui a fait 40 victimes; en 1971, 426; en 1972, 479 y compris un incident ayant fait 37 victimes; en 1973, 479; en 1974, 545.

Question suivante: combien de personnes ont été inculpées de meurtre à deux ou trois reprises? D'après l'étude intitulée *Homicides au Canada* effectuée par Statistique Canada, étude pour la période allant de 1961 à 1974, trois individus coupables de meurtre ont par la suite été inculpés d'un deuxième meurtre.

**M. Woolliams:** Je m'excuse de vous interrompre, mais j'aimerais qu'on précise ces statistiques. Ainsi un individu peut être inculpé d'un meurtre et par la suite être impliqué dans un autre meurtre se rapportant au premier. Dans les cas que vous avez évoqués, s'agit-il d'individus inculpés d'un meurtre et qui ensuite sont inculpés d'un autre meurtre? Ces trois individus sont-ils impliqués dans des meurtres tout à fait distincts?

**M. Allmand:** C'est bien cela; ils ont d'abord été inculpés d'un meurtre et ensuite d'un autre.

**M. Woolliams:** Ils étaient donc en absence temporaire ou en libération conditionnelle?

**M. Allmand:** Non, certains étaient des évadés. J'allais juste vous donner des détails.

**M. Woolliams:** Veuillez m'excuser, je n'aurais pas dû vous interrompre.

**M. Allmand:** Les sources disponibles au bureau du Solliciteur général nous indiquent qu'il y a quatre cas de ce genre. Les trois premiers concernaient des personnes fichées dans le nouveau système de statistiques, depuis 1961. Avec les informations dont nous disposons, avant 1961, nous savons qu'il y a cinq personnes qui ont été condamnées pour meurtre et qui ont ensuite perpétré un autre homicide ou meurtre. L'une de ces personnes avait commis un meurtre en 1929, avait été libérée sur parole au début des années 1940 et avait commis un second meurtre en 1943. Elle fut exécutée en 1944. Une autre avait commis

[Text]

at large from a T.A. That was an escorted T.A.; it does not say that here, but that was an escorted T.A. He committed his first murder in 1966 and a second murder in 1973, and is presently serving his sentence.

**Mr. Woolliams:** Was he an escapee or a parolee?

**Mr. Allmand:** He was on an escorted temporary absence and escaped from his escort.

**Mr. Woolliams:** Is that the case I dealt with, where the fellow got out of the washroom?

**Mr. Allmand:** No.

**Mr. Woolliams:** Okay.

**Mr. Allmand:** The third one committed his second murder while in penitentiary. He murdered the accomplice that helped him in his first murder.

**Mr. Woolliams:** He must have fallen out in his partnership.

**Mr. Allmand:** He may have. These two people committed a murder in 1964, and after they both went to prison one of them killed the other in prison.

The fourth one committed his second murder in the United States. So actually he was found guilty in Canada of a murder, he escaped from B.C. pen, and we learned that he was convicted of his second murder in the United States while he was escaped. The fifth one committed a second murder after he escaped from penitentiary. I do not have the details on that one.

The next question: how many convicted murderers have committed offences while on parole? This is just offences. This is from 1920 to July, 1975. The number of convicted murderers released on parole: 140. Eight of those 140 forfeited their paroles because they committed an offence.

**Mr. Woolliams:** Were they indictable offences?

**Mr. Allmand:** I will read it. One was for murder, one was for assault, two for robbery, one for obstructing a police officer, one for breaking and entry, one for shoplifting, and one for theft under \$50. From 1961 to July, 1975, five were released on parole with no violations. Those are for capital murderers.

For non-capital murderers from 1961 to July, 1975, 92 were released on parole and 10 forfeited. By way of explanation, a forfeit of parole is an automatic thing when you commit an offence and are found guilty. A revocation is where you break a condition of parole and your parole is cancelled. We are only talking about offences being committed, so it is forfeitures. There were 10 out of 92 for non-capital murderers: one for kidnapping and armed robbery, one for robbery, two for breaking and entry, one for possession of an offensive weapon and assault, two for assault causing bodily harm, one for theft over \$50, one for theft of a motor vehicle, and one for drug trafficking. Therefore a total of 18 convicted murderers out of a total of 232 released on first parole committed offences while on parole; that is, 7.8 per cent.

[Interpretation]

un meurtre en 1966 puis, après s'être échappée pendant une absence temporaire sous escorte, en a commis un second en 1973. Elle purge actuellement sa peine.

**M. Woolliams:** S'agit-il d'un évadé ou d'un libéré sur parole?

**M. Allmand:** Il s'agissait d'un détenu qui était en absence temporaire sous escorte et a réussi à faire faux-bond à son escorte.

**M. Woolliams:** S'agit-il de celui qui s'est évadé par une salle de bains?

**M. Allmand:** Non.

**M. Woolliams:** Très bien.

**M. Allmand:** Le troisième a commis son second meurtre alors qu'il était dans un pénitencier. En fait, il a tué le complice qui l'avait aidé pour son premier meurtre.

**M. Woolliams:** Ils ne devaient plus s'entendre.

**M. Allmand:** Sans doute. Ces deux personnes avaient commis un meurtre en 1964 puis l'une d'entre elles a tué l'autre en prison.

Le quatrième a commis son second meurtre aux États-Unis. Il avait été trouvé coupable de meurtre au Canada, s'était échappé d'un pénitencier de Colombie-Britannique et nous avons ensuite appris qu'il avait été condamné pour un second meurtre, aux États-Unis. Quant au cinquième, il a commis son second meurtre après s'être évadé d'un pénitencier mais je n'ai pas d'autres détails.

L'autre question concernait le nombre de meurtriers qui ont commis des délits pendant leur libération sur parole. Il s'agit ici simplement de délits, de toutes sortes, de 1920 à juillet 1975. Pendant cette période, 140 meurtriers ont été libérés sur parole et 8 d'entre eux ont été ramenés en prison parce qu'ils avaient commis un délit.

**M. Woolliams:** S'agissait-il de délits criminels?

**M. Allmand:** Je vais vous donner la liste. Il y en a eu un pour meurtre, un pour attaque grave, deux pour vol, un pour obstruction à un agent de police, un pour vol par effraction, un pour vol à la tire et un pour vol de moins de \$50. De 1961 à juillet 1975, cinq ont été libérés sur parole et n'ont commis aucun délit. Il s'agissait là de condamnés pour homicide volontaire.

Pendant la même période, 92 condamnés pour homicide involontaire ont été libérés sur parole et 10 ont été réemprisonnés. Je dois vous dire que le réemprisonnement est automatique lorsqu'un libéré sur parole est trouvé coupable d'un délit. Lorsque le libéré sur parole ne respecte pas les conditions qui ont été imposées à sa libération, il y a révocation. Dans le cas présent, nous ne parlons que des délits qui ont été commis et donc des réemprisonnements automatiques. Pour les dix que je viens de mentionner il y en a eu un pour kidnapping et vol à main armée, un pour vol, deux pour vol par effraction, un pour possession d'une arme offensive et attaque grave, deux pour attaque ayant entraîné des blessures, un pour vol de plus de \$50, un pour vol d'un véhicule à moteur et un pour trafic de drogue. Donc, sur un total de 232 meurtriers libérés sur parole, 18 ont commis des délits pendant leur libération sur parole, ce qui représente 7,8 p. 100.



## [Texte]

The critics of Isaac Ehrlich: we have David C. Baldas, who wrote a comparison of the work of Thorsten Sellin and Isaac Ehrlich on the deterrent effect of capital punishment. This was in the *Yale Law Journal* in 1975. William J. Bowers and Glenn L. Pierce, the illusion of deterrence in Isaac Ehrlich's research on capital punishment, *Yale Law Journal*, 1975; L. S. Friedman, *The Use of Multiple Regression Analysis to Test for a Deterrent Effect of Capital Punishment, Prospects and Problems*, University of California, Berkeley, January 1976; Robert G. Hann, *Deterrence and the Death Penalty, A Critical Review of the Research of Isaac Ehrlich. A Research Report prepared under contract with the Research Division of the Solicitor General of Canada*, March 1976; J. Lamperti, *Does Capital Punishment Deter Murder? A Brief Look at the Evidence*, Dartmouth College, 1975; D. Nagin, *General Deterrence: A Review of the Empirical Evidence—I do not know where he is from*, it says an unpublished paper August 1975; P. Passell and J. B. Taylor, *The Deterrence Controversy, a Reconsideration of the Time Series Evidence*; Hugo Bedau and Chester Pierce, who are the editors, *Capital Punishment*, the AMS Press, 1976; P. Passell, *The Deterrent Effect of the Death Penalty a Statistical Test*, in the *Stanford Law Review*, Volume 28, November 1975 . . .

**Mr. Woolliams:** Mr. Chairman, he could take those as read if there is a large group more.

• 1135

**Mr. Allmand:** Yes, there is one more by John K. Peck, *The Deterrent Effect of Capital Punishment, Ehrlich and his Critics*, the *Yale Law Journal* in 1976. These are people who have written on Ehrlich's study since it was published. Well, finally, we have the terms of reference of the two studies for Mr. Hann: the one referred to on deterrents in Ehrlich's study and another one that was raised by Mr. Stevens about policing.

**The Chairman:** Perhaps we could circulate that, could we?

**Mr. Allmand:** Well, I was going to circulate everything. I do not know who has that to circulate.

**The Chairman:** The Clerk has it here.

**Mr. Allmand:** And this afternoon we will circulate Mr. Hann's curriculum vitae because that was asked for as well.

**The Chairman:** Would you like to start, Mr. Woolliams?

**Mr. Woolliams:** If he is here through now, I would like to ask a few questions.

**The Chairman:** Yes, certainly. Mr. Woolliams.

**Mr. Woolliams:** I am a little concerned about a situation that has developed. I think I did ask a question in the House touching on it, but I would like the Minister, Mr. Chairman, to tell us this first of all. Since the second reading of Bill C-84, how many guards and other correctional officers—when I use that term I am sure the Minister and I have consensus *ad idem* on that—have resigned and from what institutions as a result of the vote?

**Mr. Allmand:** Well, I will have to ask Mr. Therrien, the commissioner of Penitentiaries.

## [Interprétation]

En ce qui concerne maintenant les critiques de Isaac Ehrlich, nous avons David C. Baldas, qui a effectué une comparaison des travaux de Thorsten Sellin et d'Isaac Ehrlich sur l'effet dissuasif de la peine capitale. Cet article a été publié dans le *Yale Law Journal* en 1975. Nous avons ensuite les ouvrages suivants: *The Illusion of Deterrence in Isaac Ehrlich's research on capital punishment*, de MM. William G. Bowers et Glenn Pierce, dans le *Yale Law Journal*, 1975; *The Use of Multiple Regression Analysis to Test for a Deterrent Effect of Capital Punishment, Prospects and Problems*, de L. S. Friedman, Université de Californie, Berkeley, janvier 1976; *Deterrence and the Death Penalty, A Critical Review of the Research of Isaac Ehrlich*, rapport de recherche préparé sous contrat avec la Division de recherche du Solliciteur général du Canada, de Robert G. Hann, mars 1976; *Does Capital Punishment Deter Murder? A Brief Look at the Evidence*, de J. Lamperti, Dartmouth College, 1975; *General Deterrence: A Review of the Empirical Evidence*, de D. Nagin; il s'agit ici d'un document non publié d'août 1975; *The Deterrence Controversy, a Reconsideration of the Time Series Evidence*, de P. Passell et J. B. Taylor; *Capital Punishment*, de Hugo Bedau et Chester Pierce, AMS Press, 1976; *The Deterrent Effect of the Death Penalty, a Statistical Test*, de P. Passell, dans la *Stanford Law Review*, volume 28, novembre 1975.

**M. Woolliams:** S'il y en a beaucoup d'autres, peut-être pourrions-nous les joindre en annexe?

**M. Allmand:** Il m'en reste un autre. Il s'agit de *The Deterrent Effect of Capital Punishment, Ehrlich and his Critics*, de John K. Peck, publié dans le *Yale Law Journal* en 1976. Il s'agit donc là de personnes qui ont analysé l'étude de M. Ehrlich depuis qu'elle a été publiée. Finalement, vous nous avez demandé le mandat qui avait été adressé à M. Hann. Il y en avait un concernant l'analyse de la dissuasion de la peine capitale par M. Ehrlich et un autre, mentionné par M. Stevens, au sujet de mesures de police.

**Le président:** Peut-être pourriez-vous nous distribuer ces documents?

**M. Allmand:** J'avais l'intention de tout distribuer.

**Le président:** Le greffier va s'en charger.

**M. Allmand:** Cet après-midi, nous vous fournirons également le *curriculum vitae* de M. Hann, puisque quelqu'un l'a également demandé.

**Le président:** Voulez-vous commencer, monsieur Woolliams?

**M. Woolliams:** Si le Solliciteur général en a maintenant terminé, j'aimerais poser quelques questions.

**Le président:** Je vous en prie.

**M. Woolliams:** Il s'agit d'un problème particulier, dont j'ai déjà parlé en Chambre mais sur lequel j'aimerais connaître l'opinion du ministre. Depuis la seconde lecture du Bill C-84, combien de gardes ou d'agents de pénitenciers, et je sais que le ministre comprend ce que je veux dire par cette expression, ont démissionné de leur poste et de quelles institutions?

**M. Allmand:** Je demanderais à M. Therrien, commissaire des pénitenciers, de répondre à cette question.

[Text]

**Mr. Woolliams:** And how many have threatened to resign?

**Mr. Allmand:** I will do that as well but in general I would like to say that as far as we are concerned, we cannot let that sort of threat or that sort of action deter what parliaments do. As far as I am concerned Parliament makes the law and when the law is made people have the choice either to continue to work for the department or to leave the department.

Over my three years as solicitor General I have had some of the correctional officers ask me to bring back the lash, keep certain inmates in their cells at all times, to do all sorts of things. We have told them consistently that a government is elected to develop policy, Parliament votes on that policy and we expect our staff to carry it out. If they feel they cannot carry it out, then they should resign. So if these people do not agree with the government and want to resign, as far as I am concerned maybe that is what they should do.

**Mr. Woolliams:** Well, may I put a question to you just before he gives the statistics?

• 1140

I listened to your answer very carefully. First I do not know how far you would go with that position you have taken. If the law ceases to be obeyed it becomes a law that is unenforceable. If you get a large percentage, and they have a union, that either goes out and will not work, or resigns, what arrangements have you made to ensure that the inmates who are in for other offences are going to be protected against violent criminals who are either convicted of murder or other violent crimes. Have you discussed this with the armed services, the RCMP? Suppose you have 90 per cent who finally give up and say, "We cannot handle this responsibility." What is your program?

**Mr. Allmand:** We did have a walkout about a year ago, and at that time we made arrangements for the RCMP to do the inside security and the Armed Forces to do the outside security. Mr. Therrien can bring us up to date but the other day we made tentative arrangements to again do the same thing. We also have a number of penitentiary employees who work in regional headquarters and in Headquarters, who have had experience in penitentiaries and who can go back there and work on a temporary basis.

On the other question, as I pointed out on Friday, we have a lot of people who work in close contact with inmates and dangerous inmates—classification officers, instructors, parole officers—and they are not taking the same attitude as the correctional officers union. In addition, there are many countries in Western Europe that have abolished capital punishment and are coping very well with convicted murderers on life sentences—on long sentences. So, I just cannot, as Minister, accept this type of threat.

As I say, if some of these people wish to resign of course, that is their choice. Many people would not want to work as a security guard and one can understand that. If they do not want the responsibility, then we will have to find other people.

[Interpretation]

**M. Woolliams:** Combien ont menacé de démissionner?

**M. Allmand:** Je répondrai également à cette question mais je commencerai par vous dire que nous n'avons certainement pas l'intention de laisser ce genre de menaces affecter les décisions du Parlement. En ce qui me concerne, en effet, c'est le Parlement qui adopte les lois et, si certaines personnes ne peuvent pas les accepter, dans le cadre de leur travail, elles ont toute latitude pour quitter leur emploi.

Depuis les trois années que j'occupe le poste de Solliciteur général, certains agents de pénitenciers m'ont demandé de ramener les punitions corporelles, de maintenir certains détenus dans leur cellule 24 heures sur 24, etc. Ma réponse a toujours été la même, à savoir que c'est le gouvernement qui élabore les politiques générales, le Parlement qui les vote et le personnel qui les applique. Si les employés considèrent qu'ils ne peuvent pas appliquer ce genre de mesures, ils peuvent démissionner. Donc, si certains ne sont pas d'accord avec le gouvernement au sujet du Bill C-84, ils peuvent démissionner.

**M. Woolliams:** Puis-je vous poser une question, avant que vous ne me donniez vos chiffres?

J'ai écouté très attentivement votre réponse. Tout d'abord, je ne sais pas jusqu'où vous pousseriez la position que vous avez adoptée. Quand une loi n'est plus respectée, il n'y a aucun moyen de l'appliquer. Si un gros pourcentage d'employés syndiqués débrayent, refusent de travailler ou démissionnent, quelles dispositions avez-vous prises en vue d'assurer que les détenus inculpés de délits non violents soient protégés contre les criminels violents condamnés pour meurtre ou autres crimes violents. En avez-vous discuté avec les Forces armées, avec la GRC? Imaginons que 90 p. 100 du personnel abandonne son poste en affirmant qu'il lui est impossible de remplir ses fonctions, quelles mesures sont prévues pour un tel cas?

**M. Allmand:** Un débrayage a eu lieu il y a un an environ, et à ce moment-là, nous avons fait appel à la GRC pour les services de sécurité internes, et aux Forces armées pour la sécurité externe. M. Therrien peut nous fournir les détails, mais l'autre jour nous avons établi un plan provisoire similaire pour un cas similaire. Nous avons aussi un certain nombre d'employés qui travaillent dans les bureaux régionaux ou nationaux et qui ont une certaine expérience du travail dans les pénitenciers mêmes; nous pouvons également faire appel à eux pour qu'ils nous dépannent temporairement.

Pour ce qui est de votre autre question, comme je l'ai dit vendredi, nous avons beaucoup d'employés qui travaillent en contact étroit avec les détenus dangereux—je parle des agents de classification, des instructeurs, des agents de libération conditionnelle—et qui ne prennent pas du tout la même attitude que le syndicat des gardiens. Il existe par ailleurs bien des pays en Europe occidentale qui ont aboli la peine de mort et qui s'en sortent très bien avec les détenus condamnés pour meurtre qui purgent des peines d'emprisonnement à perpétuité ou du moins des peines très longues. En tant que ministre, donc, je ne crois pas trop à ce genre de danger.

Comme je l'ai dit, si certains employés désirent démissionner, c'est leur droit. On comprend bien que le travail de gardien de prison ne fasse pas l'affaire de tout le monde. Si les gardiens actuels ne désirent pas assumer cette responsabilité, il nous faudra en trouver d'autres.



[Texte]

Mr. Therrien, you have heard the questions of Mr. Woolliams, how many have resigned since the vote, and how many have threatened to resign.

**Mr. A. Therrien (Commissioner, Canadian Penitentiary Service):** We have a check made, Mr. Chairman, this morning because of reports of this kind of action possibly being taken in Quebec. We checked only with the Quebec region, where we have 1,100 people in the CX category.

**Mr. Allmand:** That is a classification officer, is it not?

**Mr. Therrien:** They are only the correctional officers.

We had three people resign last week—one that we knew of beforehand. He had applied to become a fireman in Laval and he got the job. For the other two, we do not have the reason.

The reports in the paper mention resignations since May 1, 1976, and we found that we have had 17 resignations since then.

**Mr. Woolliams:** Is that since the second-reading vote? How many resignations since the vote?

**Mr. Therrien:** We had only three last week.

**Mr. Woolliams:** But 17 had resigned previously?

**Mr. Therrien:** Since May 1, 1976.

**Mr. Woolliams:** Right—O.K.

**Mr. Allmand:** In the Quebec region. This is just for the Quebec region, Mr. Woolliams.

**Mr. Woolliams:** I may get into the other regions.

**Mr. Allmand:** What was the other question? You asked another question.

**Mr. Woolliams:** How many have threatened to resign? Just before you answer that, it seems to be that the Minister differs with the newspaper reports, and that is why I am seeking information. As I read the reports in *The Globe and Mail* and *The Gazette*, it seems the men themselves are pretty disturbed but the union said, "Well, do not go on strike immediately. Play it a little softer." The Minister seems to have left the opposite position, that the officers of the union took a strong position and the men wanted to take a weak position. However, let us have the information on how many have threatened to resign.

**Mr. Allmand:** I want to correct that. If you think that is the impression I was trying to give, it was not. I said the leaders of the union because I do not exactly know what the opinions are of all the correctional officers, so I would not want to judge all the correctional officers on the stated opinions of their leaders. But they may be more aggressive or less aggressive.

[Interprétation]

Monsieur Therrien, vous avez entendu les questions posées par M. Woolliams; combien de gardiens ont démissionné depuis le vote, et combien ont menacé de démissionner?

**M. A. Therrien (Commissaire, Service canadien des pénitenciers):** Nous avons fait une enquête ce matin là-dessus, monsieur le président, à cause de la prétendue possibilité d'une telle action au Québec. Nous n'avons contrôlé que la région du Québec, où nous avons 1,100 employés dans la catégorie CX.

**M. Allmand:** Ce sont les agents de classification, n'est-ce pas?

**M. Therrien:** Il s'agit seulement des gardiens.

Trois ont démissionné la semaine dernière—dont un nous avait prévenu qu'il faisait une demande pour devenir pompier à Laval, et il a obtenu cet emploi. Quant aux deux autres, nous n'en connaissons pas les motifs.

L'article de journal parle des démissions présentées depuis le premier mai 1976, et nous avons appris qu'il y en a eu 17 depuis cette date.

**M Woolliams C'est-à-dire depuis le vote approuvant la deuxième lecture. Combien de démissions y a-t-il eu depuis ce vote?**

**M. Therrien:** Nous n'en avons reçu que 3 la semaine dernière.

**M. Woolliams:** Mais 17 avaient déjà démissionné?

**M. Therrien:** Depuis le premier mai 1976.

**M. Woolliams:** Très bien.

**M. Allmand:** Dans la région du Québec. Je parle seulement de la région du Québec, monsieur Woolliams.

**M. Woolliams:** Je vais peut-être vouloir des renseignements sur les autres régions.

**M. Allmand:** Quelle était votre autre question? Vous en aviez posé une autre.

**M. Woolliams:** Combien ont menacé de démissionner? Avant que vous ne répondiez, les renseignements fournis par le ministre semblent contredire les articles de journaux, voilà pourquoi je demande d'autres renseignements. D'après ma lecture du *Globe and Mail* et de *The Gazette*, il semble que les employés sont assez inquiets, mais le syndicat leur aurait dit de ne pas faire la grève tout de suite, d'y aller un peu moins fort. Le ministre semble nous donner l'impression contraire, selon laquelle les responsables du syndicat auraient pris une position très forte alors que les employés auraient préféré adopter une position moins catégorique. Écoutons cependant les renseignements du ministre quant au nombre de ceux qui auraient menacé de démissionner.

**M. Allmand:** Je tiens à corriger cette impression. Si vous pensez que c'est là l'impression que j'essayais de vous communiquer, c'est faux. J'ai parlé des dirigeants syndicaux parce que je ne connais pas exactement le point de vue de tous les gardiens, de sorte que je préfère ne pas juger tous les gardiens selon les déclarations faites par leurs dirigeants syndicaux. Les employés pourraient être plus ou moins agressifs que les dirigeants.

[Text]

**Mr. Woolliams:** Well, that clouds it a little more but go ahead.

**Mr. Therrien:** Mr. Chairman, I do not think I can answer the question as to how many people threatened; the only thing I can say is that nobody has done that to me. We checked with all our institutional directors in Quebec this morning and nobody reported any threat of resignation.

**Mr. Allmand:** You also asked Mr. Therrien about the plans to man the prisons in case there was a massive walkout. I gave a general answer...

• 1100

**Mr. Woolliams:** Right.

**Mr. Allmand:** Mr. Therrien could give a more explicit answer.

**Mr. Woolliams:** And have you the consent of these people like the RCMP, who will take over? Will you use the army? Well, of course, they are pretty well involved with the security of the Olympics. I think \$300 million or \$400 million will be spent on that. However, let us have the answer on the other.

**Mr. Therrien:** The contingency plan that we had in July of last year when we had a walk out is still active. We checked on it last week.

**Mr. Woolliams:** How many are in this contingency plan? Who are they?

**Mr. Therrien:** Mr. Chairman, these are people from the RCMP and the army who manned all our medium and maximum security institutions last July. I could find out the exact number of people who are involved.

**Mr. Woolliams:** Approximately.

**Mr. Therrien:** There are hundreds of them.

**Mr. Woolliams:** Was there a consultation, Mr. Minister, with the guards and the correctional officers concerning their attitude to the bill at any stage? I mean a meaningful consultation; I do not mean a little discussion. Was there a meaningful consultation and did they go along? Whether it is going to be the law or not remains to be seen at the third reading stage. What kind of consultation took place with the unions and the top people who do the actual guarding and the wardens of the various federal institutions?

**Mr. Allmand:** I make it a practice of meeting with the PSAC, which is the union group, whenever I visit any one penitentiary. I meet the local of the union at that penitentiary, unless there is some exceptional reason for not doing so. I have also met from time to time the national executive of the PSAC. On one or two occasions I was invited to their conferences. So this amounts to many occasions when I met either with locals or with national or regional groups and they have always made it clear to me that they were strongly in favour of capital punishment. We usually went away from those meetings with an honest division of opinion. I certainly know their views and they have known my views for a long time.

[Interpretation]

**M. Woolliams:** Eh bien, voilà qui complique encore un peu les choses, mais allez-y quand même.

**M. Therrien:** Monsieur le président, je crains de ne pouvoir répondre à la question sur le nombre des employés qui ont menacé de démissionner; tout ce que je peux dire c'est que personne ne m'a adressé une telle menace. Nous avons fait enquête ce matin auprès de tous nos directeurs de pénitencier au Québec, et personne n'a parlé d'une menace de démission.

**M. Allmand:** Vous avez également demandé à M. Therrien des renseignements sur les dispositions adoptées pour le cas où il y aurait un débrayage massif. J'ai répondu d'une façon générale à cette question...

**M. Woolliams:** C'est exact.

**M. Allmand:** M. Therrien pourrait vous donner plus de détails.

**M. Woolliams:** Avez-vous obtenu le consentement des gens qui en seront chargés, comme la GRC? Vous servirez-vous de l'armée? Bien entendu, l'armée a fort à faire pour assurer la sécurité aux Jeux olympiques. Je crois qu'on dépensera de \$300 à \$400 millions à cette fin. Cependant, j'aimerais avoir votre réponse à l'autre question.

**M. Therrien:** Le plan spécial instauré en juillet dernier lors du débrayage est encore en vigueur. Nous l'avons vérifié la semaine dernière.

**M. Woolliams:** Qui participe à ce plan spécial?

**M. Therrien:** Les membres de la GRC et des Forces armées qui ont assuré la surveillance de tous nos établissements à sécurité moyenne et maximale en juillet dernier. Je pourrais trouver le nombre exact des gens qui y ont participé.

**M. Woolliams:** Donnez-nous un chiffre approximatif.

**M. Therrien:** Des centaines.

**M. Woolliams:** A-t-on consulté les gardes et les autres fonctionnaires des pénitenciers pour connaître leur attitude envers ce projet de loi? Je veux dire une consultation réelle, pas simplement des discussions. Les a-t-on consulté et ont-ils approuvé ce projet de loi? Nous saurons après la troisième lecture si ce projet de loi sera adopté ou non. Dans quelle mesure a-t-on consulté les syndicats, les directeurs et les gardes des diverses prisons fédérales?

**M. Allmand:** J'ai toujours rencontré les représentants de l'Alliance de la Fonction publique, le syndicat, quand j'ai visité les pénitenciers. Je rencontre toujours les dirigeants du local du syndicat dans chaque pénitencier à moins d'une raison exceptionnelle. J'ai aussi rencontré de temps à autre les dirigeants nationaux de l'Alliance de la Fonction publique. Ils m'ont invité à leurs réunions à une ou deux reprises. Donc, j'ai souvent rencontré soit les dirigeants des locaux ou ceux des groupes nationaux et régionaux et ils m'ont toujours assuré qu'ils approuvaient fermement le maintien de la peine capitale. Ces réunions n'ont jamais entraîné la suppression de cette divergence d'opinions. Je connais certainement leur opinion et ils connaissent la mienne depuis longtemps.



[Texte]

**Mr. Woolliams:** In other words, you are an abolitionist and they, because of their experience in their jobs and their responsibility, the dangers involved, take more of a retentionist position.

**Mr. Allmand:** They certainly take a retentionist position. Whether it is because of their jobs or not, I do not know, because, as I say, there are other people working in those same penitentiaries who do not have the same attitudes.

**Mr. Woolliams:** Probably, they are stenographers, within...

**Mr. Allmand:** No, they are not stenographers. They are classification officers, parole officers, instructors and even some guards. I can only tell you what the official leaders of the unions say because I have not canvassed every member, but I have had rank-and-file members tell me that they are in disagreement with their unions from time to time—on both sides, by the way.

**Mr. Woolliams:** I do not know whether I am on a time limit but I assume that I am. I want to quote from the Prime Minister's speech, of June 15, 1976. This is a little paragraph which sort of got to me.

I want to make it very clear that, if a majority of honourable members vote against abolition, some people are going to be hanged. Their death should be a direct consequence of the negative decision made by this House on this bill.

Since 1968 when your government was in power and when the Prime Minister was Minister of Justice and later when he was Prime Minister, you brought in a bill that introduced partial abolition and partial retention. During that time no one was hanged; all sentences were commuted. In light of that, was your position and that of the Prime Minister's such that abolition was such a fixed philosophy and a fixation with you that all sentences were commuted and therefore you did not hang any of them anyhow? I do not know how we could believe that statement in light of the record since 1968.

**Mr. Allmand:** I do not want to interpret the Prime Minister's speech because he expressed his own ideas. That was his own speech. But since 1968, when we introduced the partial abolition of capital punishment on a temporary basis, there have been only five commutations. In three of those commutations there were unanimous recommendations for clemency, and in the two others there was no recommendation either for or against.

Since I have been Solicitor General for a period over three and a half years, there has been only one commutation and in that commutation there was a unanimous recommendation for clemency by the jury. The great number of commutations since 1960 took place prior to the partial abolition, prior to 1968, under Mr. Pearson's government and under Mr. Diefenbaker's government.

**Mr. Woolliams:** I would like to quote one more short sentence from the Prime Minister's speech:

[Interprétation]

**M. Woolliams:** Autrement dit, vous êtes partisan de l'abolition et eux, étant donné leur expérience et leurs responsabilités, les risques auxquels ils font face, sont plutôt partisans de la peine capitale.

**M. Allmand:** Ils sont certainement partisans de la peine capitale. Je ne sais pas si cela découle de leur emploi parce que, comme je l'ai dit, d'autres gens travaillant dans les mêmes pénitenciers n'ont pas la même attitude.

**M. Woolliams:** Les sténographes probablement...

**M. Allmand:** Pas du tout. Ce sont des agents de classification, des agents de libération conditionnelle, des instructeurs et même des gardes. Je ne puis vous faire part que de l'opinion des dirigeants officiels des syndicats parce que je n'ai pas rencontré chaque membre individuellement, mais certains m'ont dit qu'il leur arrivait de ne pas être d'accord avec leur syndicat. Cela se produit des deux côtés, soit dit en passant.

**M. Woolliams:** Je ne sais pas si on m'impose une certaine limite de temps, mais je suppose que oui. Je voudrais citer un extrait du discours qu'a prononcé le premier ministre le 15 juin 1976. C'est un court paragraphe qui m'a assez étonné.

Je veux être très clair à ce sujet, si la majorité des députés vote contre l'abolition, il faudra pendre certaines personnes. Leur mort sera la conséquence directe de la décision prise par la Chambre à l'égard de ce bill.

Depuis 1968, lorsque votre gouvernement était au pouvoir et que le premier ministre était ministre de la Justice, et ensuite lorsqu'il est devenu premier ministre, vous avez présenté un projet de loi qui supprimait partiellement la peine de mort. Depuis ce temps, personne n'a été pendu, toutes les sentences ont été commuées. Étant donné ce fait, votre position et celle du ministre étaient-elles tellement arrêtées que vous avez commué toutes les sentences et qu'en tout état de cause personne n'a été pendu? Je ne vois pas comment on pourrait vous croire étant donné ce qui s'est produit depuis 1968.

**M. Allmand:** Je ne veux pas interpréter le discours du premier ministre parce qu'il a exprimé sa propre opinion. Mais depuis 1968, depuis que nous avons aboli temporairement et en partie la peine capitale, il n'y a eu que cinq commutations. Dans trois cas, le jury a recommandé unanimement la clémence, et dans deux autres, il n'y a pas eu de recommandation que ce soit pour ou contre.

Depuis que je suis Solliciteur général, depuis trois ans et demi, il n'y a eu qu'une seule commutation et le jury avait recommandé unanimement la clémence. La plus grande partie des commutations depuis 1960 ont été faites avant l'abolition partielle, avant 1968, sous le gouvernement de M. Pearson et de M. Diefenbaker.

**M. Woolliams:** J'aimerais citer une autre phrase du discours du premier ministre:

[Text]

This is a different kind of freedom that I understand.

While members are free to vote as they wish, those who vote against the bill, for whatever reason, cannot escape their personal share of responsibility for the hangings which will take place if the bill is defeated.

Is it still your position, if the third reading vote went the opposite way to the second reading vote, that you would resign as Solicitor General? When I put that question, solicitor generals may be easier to obtain than maybe the preservation of the lives of the future Canadians that may be threatened as victims by people that do commit violent crimes with planned and premeditated intentions.

**M. Pinard:** Monsieur le président, s'il vous plaît. J'invoque le Règlement.

**Le président:** Monsieur Pinard.

**M. Pinard:** Je pense que la dernière question de M. Woolliams n'a absolument rien à voir avec le Bill C-84 lui-même. C'est une question qui touche à la carrière politique du ministre. Je ne vois pas en quoi cela peut faire avancer le débat sur l'étude du projet de loi. Je propose que cette question soit rejetée.

**The Chairman:** I think I would agree with you, Mr. Pinard, but it may be that the question having been put, the Solicitor General wants to make a comment.

**Mr. Allmand:** Yes, I would, because Mr. Woolliams has not correctly stated the position that I originally made. I was asked that question last week and I answered it, but I guess there is still some misunderstanding.

I have always said that I would not be associated in any way with the carrying out of an execution. I said that could lead to a resignation, but I have not said any more because I did not want to speculate any further on that.

With respect to the commutations, by the way, every commutation since I have been the Solicitor General has been considered—there has been only one since I have been Solicitor General, but I understand the Prime Minister has said that every case has always been considered on its own merit, and there never was and as far as I know there never has been any policy to commute as a matter of fact. I know that in the one case in which I was involved we prepared a very weighty brief of the record of the trial, the report of the judge, and the psychiatric reports on the convicted person. A whole lot goes into those briefs and they are distributed to every member of Cabinet so that he can consider the whole question at great length. However, in the only case in which I was involved there was a unanimous recommendation of clemency and the commutation was granted. I might say that was right in the middle of the 1974 election campaign.

**Mr. Woolliams:** Then, of course, we have eleven, I believe, 9 or 11, it depends. There might be two still in some process. Their executions are being postponed. Was there any recommendation for mercy in those eleven? Of course, if this bill goes through it is commutation by statute this time because the bill makes it very clear that they, of course, should fit into the law as if they were convicted after this was the law.

**Mr. Allmand:** There are eleven now who have been convicted of capital murder. Of those I believe only three or four have exhausted all their appeals. The rest are in different stages—Mr. Hollies, is that correct?

[Interpretation]

Ce n'est pas ainsi que je conçois la liberté, toutefois.

Bien que les députés soient libres de voter comme ils l'entendent, ceux qui votent contre le bill, seront en partie personnellement responsables de toute pendaison ultérieure.

Si le vote en troisième lecture renversait le vote en deuxième lecture, avez-vous toujours l'intention de démissionner en tant que Solliciteur général? Il est peut-être plus facile de nommer des solliciteurs généraux que de préserver la vie des Canadiens pouvant être victimes de crimes violents commis avec préméditation.

**Mr. Pinard:** Mr. Chairman, on a point of order.

**The Chairman:** Mr. Pinard.

**Mr. Pinard:** I think that the last question of Mr. Woolliams has absolutely nothing to do with Bill C-84 as such. His question concerns the Minister's political career. I do not see how this can add to the debate on the bill. I suggest that his question be withdrawn.

**Le président:** Je suis d'accord avec vous, monsieur Pinard, Mais la question ayant été posée, le Solliciteur général désire peut-être faire une observation.

**M. Allmand:** Oui, parce que M. Woolliams n'a pas expliqué correctement la position que j'ai prise au départ. J'ai répondu à une question semblable la semaine dernière, mais il semble qu'il y ait encore un malentendu.

J'ai toujours dit que je ne serais jamais associé à une exécution. J'ai dit que cela pourrait entraîner ma démission, mais je me suis arrêté là parce que je ne voulais pas augurer de l'avenir.

Pour ce qui est des commutations, soit dit en passant, toutes les commutations... il n'y en a eu qu'une depuis que je suis Solliciteur général, mais je crois que le premier ministre a dit que toutes les commutations avaient été étudiées en tenant compte de chaque cas particulier, et le gouvernement n'a jamais eu comme politique de commuter d'office toutes les peines. Pour ce qui est de l'affaire à laquelle j'ai participé, nous avons préparé un résumé du compte rendu du procès, du rapport du juge et des rapports psychiatriques sur le condamné. Ces résumés représentent une étude sérieuse et ils sont distribués à tous les membres du cabinet afin qu'ils puissent étudier la question de façon approfondie. Cependant, pour ce qui est de la seule affaire à laquelle j'ai participé le jury avait recommandé unanimement la clémence, et la commutation a été accordée. J'ajouterais que cela s'est produit en plein milieu de la campagne électorale de 1974.

**M. Woolliams:** Maintenant il y en a 11 ou 9, je ne sais trop. Il y a peut-être 2 cas dont on n'a pas encore décidé. Les exécutions de ces condamnés ont été retardées. Le jury avait-il recommandé la clémence pour ce qui est de ces 11 condamnés? Bien entendu, si le projet de loi est adopté, leur peine sera commuée parce que le projet de loi stipule qu'ils seront soumis aux dispositions de la loi comme s'ils avaient été condamnés après l'adoption de la loi.

**M. Allmand:** Onze personnes ont été déclarées coupables d'homicide volontaire. Parmi ces onze, trois ou quatre seulement ont épuisé tous les recours dont ils disposaient. Les autres en sont à des étapes différentes... Monsieur Hollies, est-ce exact?



[Texte]

**Mr. J. H. Hollies, Q.C. (Secretariat, Ministry of the Solicitor General):** There are three exhausted.

**The Chairman:** Could you come up to the table, Mr. Hollies? I am not sure the microphone will catch you from there.

**Mr. Hollies:** I am just telling the Minister, Mr. Chairman.

**Mr. Allmand:** How many of those eleven have exhausted their appeals and are now before Cabinet?

**Mr. Hollies:** None are in fact before Cabinet, Mr. Chairman.

**Mr. Allmand:** I mean...

**Mr. Hollies:** Three cases could be brought before Cabinet now and the rest by Order of the Governor General to July 15. They are Connearey otherwise known as Skylar, Vaillancourt and Chartrand.

• 1155

**Mr. Woolliams:** They have gone through the Supreme Court of Canada.

**Mr. Hollies:** They have gone through the Supreme Court of Canada, or, in the case of Connearey, he abandoned his appeal to the Supreme Court.

**Mr. Allmand:** All the others are still in different stages of appeal.

With respect to the recommendations of clemency, in one of the cases, there is unanimous recommendation for clemency; in the second one, there are two jurors who recommended for clemency, ten making no recommendation; in the third case, nine recommended for clemency, three against clemency; in the fourth case, no recommendation; in the fifth case, no recommendation; in the sixth case, eleven for clemency, one against clemency; in the next case, no recommendation; in the next case, no recommendation; in the next case no recommendation; and in the last case, four for clemency, seven against clemency and one with no recommendation. As far as we know, that is the first and only case where a jury recommended against clemency.

**Mr. Woolliams:** Which case was that one?

**Mr. Allmand:** That was in the Hébert case.

**Mr. Woolliams:** Which was that one?

**Mr. Allmand:** I think that was the one where the instructor was killed. Yes, that is the case we discussed the other day where they escorted the inmate to the Queen Mary Veterans Hospital...

**Mr. Woolliams:** Right.

**Mr. Allmand:** ...they let him go into the bathroom without handcuffs, he got a gun in the bathroom, came out and shot the guard. In that case, we have seven who have recommended against clemency, four jurors for clemency, and one with no recommendation. As I say, that is the first time.

[Interprétation]

**M. J. H. Hollies, c.r. (secrétariat, ministère du Solliciteur général):** Il y en a trois qui ont épuisé tous les recours.

**Le président:** Pourriez-vous venir à la table, monsieur Hollies? On ne vous entend pas.

**M. Hollies:** Je parlais au Ministre, monsieur le président.

**M. Allmand:** Combien de personnes, parmi ces onze condamnés, ont épuisé tous les recours en justice? Combien de cas étudie maintenant le cabinet?

**M. Hollies:** En fait, aucun cas n'a été présenté au cabinet jusqu'à maintenant.

**M. Allmand:** Je veux dire...

**M. Hollies:** Le cas des trois condamnés pourrait être présenté au cabinet dès maintenant et les autres pourraient être retardés jusqu'au 15 juillet par décret du conseil. Ces trois condamnés sont Connearey, autrement dit Skylar, Vaillancourt et Chartrand.

**M. Woolliams:** Ils sont allés jusqu'à la Cour suprême du Canada.

**M. Hollies:** Ils sont allés jusqu'à la Cour suprême du Canada, bien que, dans l'affaire Conneasey, l'appel devant la Cour suprême ait été abandonné.

**M. Allmand:** Tous les autres en sont rendus à différentes étapes de l'appel.

En ce qui concerne les recommandations de clémence, dans la première affaire, il y a eu recommandation unanime de clémence; dans la deuxième affaire, deux jurés ont recommandé la clémence, dix n'ont fait aucune recommandation; dans la troisième affaire, neuf ont recommandé la clémence, trois y étaient opposés; dans la quatrième affaire, aucune recommandation, dans la cinquième affaire, aucune recommandation; dans la sixième affaire, onze en faveur de la clémence, un opposé à la clémence; dans l'affaire suivante, aucune recommandation; la suivante, aucune recommandation; la suivante, aucune recommandation; et, dans la dernière affaire, quatre en faveur de la clémence, sept opposés à la clémence et un juré n'a fait aucune recommandation. Nous croyons que c'est la première et la seule fois qu'un jury s'est prononcé contre la clémence.

**M. Woolliams:** De quelle affaire s'agit-il?

**M. Allmand:** C'était l'affaire Hébert.

**M. Woolliams:** Que s'était-il passé?

**M. Allmand:** Je pense qu'il s'agit du meurtre d'un instructeur. Oui, nous en avons discuté l'autre jour; le détenu était conduit sous escorte à l'hôpital des anciens combattants, Queen Mary...

**M. Woolliams:** En effet.

**M. Allmand:** ...on a laissé le détenu aller aux toilettes, sans menottes; il s'est procuré une arme aux toilettes et a tué un garde à la sortie. Dans cette affaire, sept jurés se sont prononcés contre la clémence, quatre étaient en faveur de la clémence et un n'a fait aucune recommandation. Je le répète, c'est la première fois.

[Text]

Although in the Code, Mr. Woolliams, after the accused is found guilty of capital murder, the judge puts to the jury that they have to retire again; and they have three choices to consider: for clemency, against clemency, or to come back with no recommendation. And that is the first time that we have had a majority in favour of against clemency.

I might say that one of the things that has struck me in these cases is that if one examined the many cases that have come before us for commutation, one notes that sometimes a jury will recommend for clemency in a case that is apparently more gruesome than one where there is either no recommendation or where, as in this case, they have recommended against clemency. In other words, there does not seem to be any...

**Mr. Woolliams:** Criteria formula.

**Mr. Allmand:** ...standard criteria across the country. The judge uses the same charge to the jury: So I guess it depends on the personalities on the jury. That is why, of course, we have the right of commutation, where the life and death of individuals are involved to try and make some evenness in the law between the different types of recommendations you could get from juries.

**The Chairman:** Mr. Woolliams, I think I will have to go on to your colleagues at this time.

**Mr. Woolliams:** I think you should. I appreciate the extra time you gave me and I hope that I did not abuse the privilege that you extended.

**The Chairman:** Mr. Towers, followed by Mr. Stevens and Mr. Reynolds.

Mr. Towers.

**Mr. Towers:** Thank you, Mr. Chairman.

In view of the fact that the Minister stated that there has been an honest division of opinion between himself and the union leaders, and in view of the fact that there have been resignations these past few days, and also in view of the fact that the present legislation—Bill C-2, I believe it was—was put in place in 1973, had actually extended into a period when there really was no legislation, had gone beyond the trial period, I am wondering now if the Minister would consider allowing Bill C-84 to stand until the fall, because of the fact that there is legislation until the fall of 1977.

**Mr. Allmand:** I personally would not. I think that this question should be resolved. I cannot really see what can be gained by carrying on the debate any longer. It is a question that has been debated long and hard for many years.

• 1200

I note that during the long debate we had on second reading only a few people changed their positions. There were about ten undecided people, more or less, when we started the debate, and those people made decisions during the debate, but the great number stuck to the same positions they had before the debate began. Very few people have changed their positions. I think they are ready to vote and I think an extension of the vote does not really serve any purpose. It leaves the whole question up in the air. I think we should decide it. If a future Parliament wishes to bring it back or do whatever they wish, they will have that right to do so. In Britain they abolished capital punishment in 1965, and since then they have had two attempts to bring it back. Both have been rejected.

[Interpretation]

Toutefois, monsieur Woolliams, il est prévu dans le Code qu'une fois l'accusé reconnu coupable d'homicide volontaire, le juge doit inviter les jurés à se retirer de nouveau pour considérer trois possibilités: en faveur de la clémence, contre la clémence, ou aucune recommandation. C'est la première fois qu'une majorité se déclare opposée à la clémence.

J'ajouterais avoir été frappé par le fait que si l'on examine les nombreuses causes pour lesquelles nous avons reçu une demande de commutation de peine, l'on peut noter que le jury recommandera parfois la clémence dans une affaire qui est apparemment plus sordide qu'une autre, ou il n'y a aucune recommandation, ou, encore, comme dans cette affaire, il s'est opposé à la clémence. En d'autres termes il n'existe, semble-t-il, aucun...

**M. Woolliams:** Critère

**M. Allmand:** ...critère uniforme au pays. Le juge adresse la même tâche au jury; je suppose que tout dépend donc des membres du jury. Voilà pourquoi nous avons évidemment le droit de commuer une peine; lorsqu'il s'agit d'une question de vie ou de mort, nous essayons d'assurer une certaine application uniforme de la loi à partir des diverses recommandations que nous recevons des jurys.

**Le président:** Monsieur Woolliams, je pense devoir maintenant céder la parole à l'un de vos collègues.

**M. Woolliams:** Je le crois. Je vous sais gré du temps supplémentaire que vous m'avez accordé et j'espère n'avoir pas abusé de ce privilège.

**Le président:** Monsieur Towers, suivi de MM. Stevens et Reynolds.

Monsieur Towers.

**M. Towers:** Merci, monsieur le président.

Étant donné que le ministre a admis l'existence d'une franche divergence d'opinions entre lui-même et les dirigeants syndicaux, étant donné les démissions des derniers jours, étant donné également que la loi actuelle, le bill C-2, a été adoptée en 1973 et s'est prolongée au-delà de la période d'essai, j'aimerais savoir si le ministre est prêt à considérer la possibilité de réserver le bill C-84 jusqu'à l'automne puisqu'une loi demeure applicable jusqu'à l'automne 1977.

**M. Allmand:** Personnellement, non. J'estime que cette question doit être résolue. Je ne vois vraiment pas ce que nous pouvons gagner en poursuivant plus longtemps ce débat. Nous avons discuté longuement et âprement de cette question pendant maintes années.

Au cours du long débat en seconde lecture de ce projet de loi, j'ai remarqué que très peu de personnes avaient modifié leur position. Au début de cette discussion, il y avait à peu près 10 personnes indécises; ces personnes ont pris une décision au cours du débat, mais la plupart des députés ont maintenu leur position initiale. Très peu de personnes ont changé d'idée. Je crois qu'elles sont prêtes à voter et qu'un ajournement du vote est tout à fait inutile, puisque la question ne serait pas encore réglée. A mon avis, nous devrions prendre une décision. Bien entendu, une nouvelle législature aurait le droit de rétablir la peine de mort ou d'apporter d'autres modifications. La peine de mort a été abolie en 1965 en Grande-Bretagne. Depuis lors, il y a eu deux tentatives pour la rétablir, mais ces tentatives ont échoué.



[Texte]

I think it is time to take a decision on this.

**Mr. Towers:** Mr. Chairman, in view of my understanding that 37 of the states out of the 50 states in the United States are retaining capital punishment, and in view of the closeness of the vote which we just had on second reading... The Canadian public has not had an adequate opportunity, due to the air strike, of giving their impression to the government. This is one of the reasons I was wondering if the Minister could not give this vital issue further consideration. Does the Minister fear that there might be further changes on the part of members of Parliament? He himself mentioned that approximately ten changed since the last vote. Now, with public pressure, does the Minister feel there is going to be a further change in members of Parliament who voted to abolish on second reading and who might change their minds on third reading?

**Mr. Allmand:** I guess I speak very badly. I did not mean to say there were ten changes since the last vote. I said that when we started the debate on this bill, Bill C-84, there were approximately ten who were undecided. Most of those ten did not participate in the last vote because they were elected in the election of 1974, but between the beginning of the debate and the end they came to a decision either for or against the bill.

I have been in Parliament about 11 or 12 years and we have been discussing this almost ever since I came to Parliament. I have been Solicitor General for three and a half years and I have heard all the views, and there have not been many new arguments. I cannot recall any new arguments, really, on the subject. I think it is a question you take a decision on. It seems to me that it comes down to a basic attitude towards human life, and it is time to take a decision.

The United States experience is a very interesting one. You referred to that. Approximately 13 states in the United States have abolished capital punishment for a long time. Those 13 states dealt very well with convicted murderers in prison and did not have the problems that our correctional officers have said will happen and that they are anticipating. If you examine those 13 states you will see that they did have problems, but no more than the retentionist states. Maine goes back to 1913 but its neighbours, New Hampshire, New York and Vermont, kept capital punishment until a much later time. Yet Maine did not have any more trouble in the prisons with convicted murderers than did New Hampshire or Connecticut and so on. And you can look at other states. As a matter of fact...

**Mr. Woolliams:** Look at California.

**Mr. Allmand:** ... in 1970 the rate of murder in the abolitionist states was 4.65 and in the retentionist states 7.65. That difference continues right up to 1974. In 1974 the rate of murder in ten abolitionist states is 5.81 and the retentionist states 8.85. What I am getting at is that those people in the abolitionist states—and some of them go way back in the United States—went into prison on life sentences and sometimes were denied parole for a long time, and they did not have the exceptional problems being portrayed to us by some of our correctional officers and some of our unions. These were American states dealing

[Interprétation]

A mon avis, il est temps de prendre une décision à ce sujet.

**M. Towers:** Monsieur le président, si j'ai bien compris, il semble que 37 des 50 états américains ont décidé de maintenir la peine capitale. Puisque le vote a été très serré lors de la deuxième lecture de ce projet de loi... A la suite de la grève qui paralyse le transport aérien, les Canadiens n'ont pas eu l'occasion de faire connaître leur point de vue au gouvernement. Voilà une des raisons pour laquelle je me demandais si le ministre ne pourrait pas accorder plus de temps à une question d'une telle importance. Le ministre craint-il que les députés proposent des modifications additionnelles? Il a lui-même mentionné que depuis le dernier vote, environ 10 personnes avaient changé d'idée. A la suite des pressions exercées par le public, le ministre craint-il que les députés, qui ont voté en faveur du projet de loi lors de la deuxième lecture, pourraient changer d'avis lors de la troisième lecture?

**M. Allmand:** Je dois m'exprimer très mal. Je ne voulais pas laisser entendre que 10 personnes avaient changé d'idée depuis le dernier vote. Plutôt, j'ai déclaré qu'au début de la discussion ayant trait au Bill C-84, il y avait environ 10 députés qui étaient indécis. Plusieurs d'entre eux n'avaient pas participé au dernier vote puisqu'ils ont été élus en 1974. Toutefois, entre le début et la fin de la discussion, ces députés ont pris une décision pour ou contre le projet de loi.

Je suis à la Chambre depuis environ 11 ou 12 ans et nous discutons de cette question depuis mon arrivée. Il y a trois ans et demi que je suis Solliciteur général et j'ai entendu tous les points de vue à ce sujet. Je ne crois pas que l'on ait présenté beaucoup de nouveaux arguments. En fait, je ne me rappelle aucun nouvel argument. A mon avis, il faudrait prendre une décision à ce sujet. Il me semble que toute cette question revient à notre attitude fondamentale envers la vie humaine; il est temps de prendre une décision.

L'expérience aux États-Unis s'est révélée fort intéressante. Vous en avez parlé. Environ 13 états américains ont aboli la peine capitale depuis longtemps. Ces 13 états ont résolu le cas des détenus inculpés de meurtre de façon très efficace et ils ne se sont pas heurtés aux difficultés qui ont été évoquées par nos gardiens de prisons. Si vous examinez la situation dans ces 13 états, vous constaterez qu'il y a eu des problèmes, mais pas plus que dans les états ayant maintenu la peine capitale. Le Maine a aboli la peine capitale en 1913; par contre, les états avoisinants, tels que le New Hampshire, New York et le Vermont ont maintenu la peine capitale pendant beaucoup plus longtemps. Néanmoins, le Maine ne s'est pas heurté à plus de difficultés avec les détenus inculpés de meurtre que l'état du New Hampshire, du Connecticut et ainsi de suite. Vous pouvez aussi examiner la situation dans d'autres états. En fait...

**M. Woolliams:** Examinez ce qui se passe en Californie.

**M. Allmand:** ... en 1970 le pourcentage de meurtres commis dans les états ayant aboli la peine de mort était de 4.65 et dans les états ayant maintenu la peine de mort, 7.65. Cette différence s'est maintenue jusqu'en 1974. En 1974, le pourcentage des meurtres dans dix états ayant aboli la peine de mort est de l'ordre de 5.81 et dans les états ayant maintenu la peine de mort, 8.85. Je vous ai cité ces exemples afin de vous prouver que ces détenus—certains ont été condamnés il y a très longtemps—ont été emprisonnés à perpétuité et que quelques fois, on leur a refusé la libération conditionnelle pendant très longtemps; toutefois, ces

[Text]

with American people and very often—the cultural background, the conditions—not very different from their neighbours. The same things happened in Western Europe—Holland, the Scandinavian countries, Italy, West Germany, and so on.

• 1205

**Mr. Towers:** Thank you, Mr. Chairman. The statistics that I think the Minister is giving to the Committee no doubt are true. Nevertheless, I am sure that in a great many cases when you quote abolitionist states against retentionist states, with the great variation that there is between states—For instance, relating the State of Montana to the State of New York, crime would be running more rampant in the State of New York. While they are perhaps a retentionist state, nevertheless I think possibly those statistics are perhaps not as relevant as they might be otherwise.

When you consider it, even the provinces in Canada create a differential, not only in thinking, in public opinion and otherwise, but nevertheless within the situation and circumstance. I can well remember that we used to say, even in Alberta, "Well, it could never happen here. We might expect it to happen in Vancouver or Montreal or perhaps Toronto, but certainly not in the West." And now we find that it is happening all over in Alberta—Edmonton, Calgary, Red Deer, wherever you have it. It does not really make any difference now.

In view of the fact that public opinion is becoming so concerned about the increase in crime in our society, no doubt it has had a very, very high impact on the high poll that we are having to deal with at the present time.

Now, as the Minister said that he has an honest division of opinion between himself and the union leaders as well, perhaps, as the guards, I am wondering what the Minister, or the Department, plans to do in order to set at ease this concern of the general public that the criminals will not only be controlled but that the guards will be protected. I know that the Minister stated a four-phase program the other day, on Friday, I believe it was, that they anticipated. But apparently this is not appeasing the feelings or setting the feelings of the guards at ease as to how they are going to control the inmates in these jails.

For instance, what does a guard do if an inmate spits on him? What can he do? The Minister stated that some of the guards have requested that the lash be returned, and I know that there are many abolitionists who would be happy to see the return of some type of corporal punishment within the system whereby it just might be easier for the guards to control the inmates.

**Mr. Allmand:** Mr. Chairman, Mr. Towers has asked about three questions there. His first question related to the comparison of states. I have tried to avoid comparing states like Montana with California or New York. What I have done is compare in my previous answer Maine with New Hampshire and Vermont. What I would do, what you can do if you are interested, is look at the 10—and I would say there have been 13 on occasion; a couple of them have gone back from time to time the other way. But if you compare those abolitionist states with neighbouring states that are of about the same size and the same economy and

[Interpretation]

individus n'ont pas causé les problèmes exceptionnels évoqués par nos gardiens de prisons et certains syndicats. Il s'agit d'états américains et d'Américains et très souvent la situation dans un État ressemble de très près à la situation dans un autre, compte tenu des facteurs culturels et ainsi de suite. La même chose s'est produite en Europe occidentale—en Hollande, dans les pays scandinaves, en Italie, en Allemagne de l'Ouest et ainsi de suite.

**M. Towers:** Merci, monsieur le président. Je suppose que les statistiques qui nous ont été fournies par le Ministre sont exactes. Cependant, je suis certain qu'il existe une grande différence entre les états ayant maintenu la peine de mort et les états ayant aboli la peine de mort: l'État du Montana, par rapport à l'État de New York, par exemple. Bien entendu, le taux de criminalité serait beaucoup plus élevé dans l'État de New York, bien que cet état ait peut-être décidé de maintenir la peine de mort; je crois que ces statistiques ne sont peut-être pas aussi pertinentes qu'elles devraient l'être.

En fait, c'est la même chose dans les provinces canadiennes, car l'opinion publique varie d'une province à l'autre, mais la situation et les circonstances sont à peu près les mêmes. Je me rappelle que même en Alberta, on pensait il n'y a pas longtemps: «cela ne pourrait jamais se produire ici. Nous nous attendons à ce que cela se produise à Vancouver, Montréal ou peut-être à Toronto, mais certainement pas dans l'Ouest.» Toutefois, ces crimes se produisent à travers le Canada, et même en Alberta—à Edmonton, à Calgary, à Red Deer ou ailleurs. Il n'y a plus de différence maintenant.

L'opinion publique fait état d'une vive préoccupation au sujet de l'augmentation de la criminalité dans notre société et cela a sans doute joué un rôle très important dans les sondages qui nous concernent à l'heure actuelle.

Le Ministre a déclaré qu'il y avait divergence d'opinions entre les chefs syndicaux, les gardiens de prisons et lui-même. Je me demande ce que le Ministre ou le ministère ont l'intention de faire afin de rassurer le grand public quant au contrôle de l'élément criminel et la protection des gardiens de prison. A moins que je ne m'abuse, le Ministre nous a parlé vendredi d'un programme en quatre étapes qui était prévu. Toutefois, il semble que cela n'ait pas réussi à rassurer les gardiens de prisons, quant au contrôle des détenus.

Par exemple, qu'est-ce qu'un gardien de prison peut faire lorsqu'un détenu lui crache dessus? Que peut-il faire? Le Ministre a déclaré que quelques-uns des gardiens de prison ont demandé que le fouet soit rétabli et je sais qu'il y a beaucoup de personnes, en faveur de l'abolition de la peine de mort, qui voudraient que le châtiment corporel soit rétabli afin de faciliter la tâche des gardiens de prison.

**M. Allmand:** Monsieur le président, M. Towers m'a posé trois questions. La première question a trait à la comparaison entre les états. J'ai essayé d'éviter la comparaison d'un État tel que le Montana, avec la Californie ou l'État de New York. Au contraire, j'ai comparé, dans ma réponse précédente, l'État du Maine avec l'État du New Hampshire et du Vermont. Ce que je ferais—vous pouvez le faire si cela vous intéresse—ce serait d'examiner les dix états dont il est question. A un moment donné, 13 états américains avaient aboli la peine de mort. Par contre, certains états ont changé d'avis depuis ce temps. Si vous comparez la



## [Texte]

so on, I think in nearly every case but one—there is one case where the abolitionist state has a higher murder rate—you will see that the abolitionist state has a lower murder rate than its neighbours of the same size and so on.

• 1210

Also, with respect to the Canadian provinces, and I mentioned this the other day—what has been interesting since we have had the partial ban on capital punishment is that, despite the fact that we have the same law on murder and on capital punishment right across Canada from Victoria to Newfoundland, in that period of time some provinces have had decreases in their murder rates and some have had increases. The total has been an increase right across the country, but it is interesting that in certain provinces, where the same law applies, you have had decreases and in other provinces you have increases. Unfortunately, in Alberta they have had some increases and in British Columbia; but in Ontario, last year over the year before they had a decrease, in Nova Scotia, in Newfoundland—there is another one here.

With respect to what I can do to alleviate the concern of the guards, all I can do, I suppose, is refer them to the programs we are going to have to protect them—I have mentioned them before. I have told them also that I would be willing to sit down and spend a lot of time with them on preventive measures—measures to prevent incidents from taking place—as have the authorities in the Penitentiary Service. Maybe the best thing to do would be to let them examine the situation in some of those states of the United States, or the states of Europe—especially the democratic countries—where they have abolished capital punishment and they are handling convicted murderers. They would see that they are not having the problems they anticipate, and some of them have been living with that experience for some time.

**The Chairman:** Mr. Towers, I will have to move on now to your colleague.

**Mr. Towers:** Could I have just one more question, Mr. Chairman?

**Mr. Chairman:** All right; your colleague seem to be agreeable.

**Mr. Towers:** The final question: what is the Minister going to do to have more respect associated with the conduct of the inmates towards the guards in the penitentiary system?

**Mr. Allmand:** Mr. Towers, I think the Penitentiary Service would like to lead the inmates to a situation where they would have respect, not only for the guards and for the prison authorities, but also for people in general. Unfortunately, a lot of these inmates are very bad actors. Nobody takes anything away from that, they are bad, mean individuals, a lot of them. There may be many reasons for it. Those reasons may go back to their childhood, they may go back to their personalities, they may go back to a whole lot of things, but they are not easy to change. That is, of course, the challenge of rehabilitation; the challenge of

## [Interprétation]

situation qui existe dans les états ayant aboli la peine de mort avec la situation dans les états avoisinants de la même grandeur, d'une économie semblable et ainsi de suite, je crois que dans tous les cas sauf un—en effet, il existe un État ayant aboli la peine de mort où le pourcentage des meurtres est plus élevé—vous constaterez que les états ayant aboli la peine de mort ont un pourcentage de meurtres inférieur aux états avoisinants comparables.

De plus, en ce qui concerne les provinces canadiennes je vous signale à nouveau un phénomène intéressant: depuis la mise en vigueur d'une abolition partielle de la peine de mort, et malgré le fait que la même loi s'applique dans tout le Canada, de Victoria à Terre-Neuve, en ce qui concerne les crimes de meurtre et la peine de mort, pendant cette même période, certaines provinces ont vu augmenter leur taux de meurtres, et d'autres l'ont vu diminuer. Certes, il y a eu une augmentation globale dans tout le pays, mais il est néanmoins intéressant de constater que dans certaines provinces où la loi est identique, on voit décroître le taux de meurtre, alors qu'il augmente dans d'autres provinces. Il y a eu, malheureusement, des augmentations en Alberta et en Colombie-Britannique; mais en Ontario, on a constaté une diminution de ce taux pendant l'année précédente ainsi qu'en Nouvelle-Écosse et à Terre-Neuve.

En ce qui concerne ce que je peux faire moi, pour réduire l'inquiétude des gardiens, je suppose que tout ce que je peux faire c'est de les informer des programmes que nous allons mettre en vigueur en vue de les protéger mieux, programmes dont j'ai déjà parlé. J'ai également dit aux gardiens que j'étais prêt à étudier attentivement avec eux les différentes mesures préventives destinées à empêcher les incidents désagréables, ce que les responsables du Service des pénitenciers ont déjà fait. Le mieux serait peut-être de leur donner l'occasion d'étudier la situation qui existe dans les états des États-Unis, ou dans différents pays d'Europe, et surtout dans les pays démocratiques, où la peine de mort a été abolie et où l'on garde en prison les condamnés pour meurtre. Ils auraient ainsi l'occasion de constater l'absence des problèmes qu'ils craignent, même dans les pays où cette expérience dure depuis quelque temps.

**Le président:** Monsieur Towers, je vais maintenant devoir passer la parole à votre collègue.

**M. Towers:** Me permettriez-vous de poser une seule question de plus, monsieur le président?

**Le président:** D'accord; votre collègue semble être d'accord.

**M. Towers:** La dernière question: qu'est-ce que le ministre va faire en vue d'augmenter le respect dont les détenus font preuve dans leur comportement vis-à-vis des gardiens du pénitencier?

**M. Allmand:** Monsieur Towers, je crois que le service des pénitenciers aimerait beaucoup amener les détenus à acquérir un certain respect, non seulement pour les gardes et pour les responsables des prisons mais aussi pour la population en général. Malheureusement, beaucoup des détenus sont de très mauvais sujets. Il n'y a rien à y faire, certains d'entre eux sont des individus extrêmement méchants. Il peut y avoir différentes raisons à cela, des raisons qui remontent à l'époque de leur enfance, des raisons qui relèvent de leur personnalité, des raisons complexes et variées, mais qui sont très difficiles à changer.

[Text]

teaching, the challenge of the whole prison system is to try to turn these people around. The goal is to use different methods to bring about responsible people where we had irresponsible people. Many methods are tried, not only in Canada but in the provincial systems, in the United States—they are tried all over the world. Nobody has a 100-per cent success rate. It is not like a chemical formula, you are dealing with human personalities and they are very complex. But we are trying. We are trying many things and we are consulting with many people, but I cannot guarantee that we have any absolute system.

**The Chairman:** Mr. Stevens.

**Mr. Stevens:** Thank you, Mr. Chairman. Mr. Chairman, if I could just follow on with some of the things the Minister was saying. I believe he stated that 13 states in the United States were abolitionist; I was wondering if he could name those states.

**Mr. Allmand:** I correct myself; they were 13, now I hear that there are 10. At the last debate, there were 13. Wait a minute, we can get those for you. The states that are abolitionist are Wisconsin, West Virginia, Oregon, New Jersey...

**Mr. Stevens:** I want to make a list, if I may.

**Mr. Allmand:** Okay. This is as of December 31, 1974, and these are states with no provision for capital punishment: Wisconsin, death penalty abolished 1853; West Virginia, death penalty abolished 1965; Oregon, death penalty abolished 1914, restored 1920, and reabolished 1964; New Jersey, death penalty abolished 1972; Minnesota, death penalty abolished 1911; Michigan, death penalty partially abolished 1847 and abolished 1963; Maine, death penalty abolished 1876, restored 1883 and reabolished in 1887; Iowa, death penalty abolished 1872, restored 1878 and reabolished 1965; Hawaii, death penalty abolished 1957; Alaska, death penalty abolished 1957. Those are states where there is pretty well absolute abolition. There have been others that were abolitionists for quite a period of time and then came back to capital punishment.

**Mr. Stevens:** How do you account for that, Mr. Allmand?

• 1215

**Mr. Allmand:** Oh, because from one time to another you get members of legislatures elected who believe in capital punishment.

**Mr. Stevens:** You do not feel, Mr. Allmand, that some of those states may have found in practice that they felt they should revert to the death penalty for whatever reason they felt was valid, it being a deterrent, or that for some reason they thought it was necessary to reimpose the death penalty?

**Mr. Allmand:** Oh, probably. What often happens is that there can be a few very spectacular murders and that can lead to a big movement either for the retention of capital punishment or the reintroduction of capital punishment. However, personally, I think you have to look at the effect of these things over the long term. Over the long term, as I

[Interpretation]

Voilà naturellement le défi que représente le reclassement; l'objectif de tout programme d'enseignement, l'objectif de tout le système des pénitenciers est d'essayer de changer le comportement de ces gens-là. Notre objectif est d'utiliser une variété de méthodes pour changer des personnes irresponsables en des gens responsables. On essaie différentes méthodes, non seulement au Canada mais dans les provinces, aux États-Unis, et dans le monde entier. Nulle part, on ne voit un taux de réussite de 100 p. 100. Ce n'est pas comme dans le cas d'une formule chimique, on a affaire à des personnalités humaines qui sont extrêmement complexes. Mais nous faisons de notre mieux. Nous essayons différentes solutions, nous consultons bien des experts, mais je ne peux pas vous garantir une réussite totale.

**Le président:** M. Stevens a la parole.

**M. Stevens:** Merci, monsieur le président. J'aimerais donner suite à ce que disait le ministre tout à l'heure. Je crois qu'il a dit que 13 états des États-Unis avaient aboli la peine de mort; peut-il nommer ces 13 états?

**M. Allmand:** Je dois d'abord corriger ce chiffre; il s'agissait autrefois de 13 états, mais on me dit qu'il n'y en a plus que 10. Lors de notre dernier débat à ce sujet, il y en avait encore 13. Une minute, nous pouvons vous fournir les noms de ces états. Les états qui ont aboli la peine de mort sont le Wisconsin, la Virginie de l'Ouest, l'Orégon, le New Jersey...

**M. Stevens:** Permettez-moi d'en faire une liste.

**M. Allmand:** Très bien. Cette liste était valable le 31 décembre 1974, et elle contient les noms des états qui n'ont pas la peine de mort: le Wisconsin, où la peine de mort a été abolie en 1853, la Virginie de l'ouest, où la peine de mort a été abolie en 1965; l'Orégon où la peine de mort a été abolie en 1914, rétablie en 1920 et réabolie en 1964; le New Jersey, où la peine de mort a été abolie en 1972; le Minnesota, où la peine de mort a été abolie en 1911; le Michigan, où la peine de mort a été abolie en partie en 1847 et totalement en 1963; le Maine, où la peine de mort a été abolie en 1876, rétablie en 1883 et réabolie en 1887; l'Iowa, où la peine de mort a été abolie en 1872, rétablie en 1878 et réabolie en 1965; Hawaï, où la peine de mort a été abolie en 1957; l'Alaska, où la peine de mort a été abolie en 1957. Voilà donc les états où la peine de mort a été plus ou moins totalement abolie. D'autres états ont connu l'abolition de la peine de mort pendant une certaine période, pour ensuite rétablir la peine de mort.

**M. Stevens:** Et comment expliquez-vous cela, monsieur Allmand?

**M. Allmand:** Eh bien, c'est simplement parce que de temps en temps, on voit élire des députés qui sont en faveur de la peine de mort.

**M. Stevens:** Vous ne croyez pas, monsieur Allmand, que certains des états en question ont cru bon dans la pratique, de rétablir la peine de mort pour une raison ou pour une autre, comme élément de dissuasion par exemple?

**M. Allmand:** Oh oui, sans doute. Ce qui peut se produire, c'est qu'il y ait quelques meurtres très spectaculaires qui donnent naissance à un mouvement populaire en faveur du maintien de la peine capitale, ou de sa réintroduction. Personnellement, cependant, j'estime qu'il faut regarder les résultats de ces mesures sur une longue période. A long



[Texte]

have pointed out before, the abolitionist states, on the whole, have lower murder rates than the retentionist states. But I would not want to say that that alone is absolute proof that abolition led to that situation. I, personally, think the abolitionist states did a lot of other things. If you look at them, they have had probably better social programs, better educational programs. They have done a lot of things in addition to abolishing capital punishment.

**Mr. Stevens:** Mr. Allmand, I was wondering whether you could give the Committee the names of the three states that had abolished the death penalty but have subsequently, since your last appearance before this Committee with respect to the death penalty, decided to restore the death penalty?

**Mr. Allmand:** I do not know whether I can pick those out. I probably could, with some research. Recently, the thing has been changing so quickly that that is hard for me to do. I could go through this whole list here but...

**Mr. Stevens:** When you say...

**Mr. Allmand:** Just a minute. Maybe I will get some advice here. We will find it and come back with it.

What has happened in recent years, Mr. Stevens, even since 1968 and 1973, is that several legislatures have reintroduced capital punishment, and then the United States Supreme Court ruled certain laws unconstitutional, and this has complicated the whole thing.

By the way, the states I read as being abolitionists are ones that are abolitionists in law. There have been others that for some time, while they were not abolitionists in law, they were abolitionists in fact, but I did not read those names.

**Mr. Stevens:** Mr. Allmand, when you say it has been changing, if I have your figures correct, the last two states to become abolitionist were West Virginia and Iowa in 1965. So, for the past 11 years, there has not been any instance of an American state deciding to become abolitionist, and apparently, there have been three states, according to your own records, that have decided to go the other way. Is that correct?

**Mr. Allmand:** I have given the book back to Mr. Hollies, but there is no doubt that the movement by the legislatures in the United States has been to reintroduce. Some of them have resisted that. Some of them have actually reintroduced capital punishment, although it has not been applied yet because of the Supreme Court situation. That is true.

I think that is in part due to a great increase in the murder rate in the United States, in the 1960s in particular, and in Western countries generally; but as I pointed out the other day, that increase has been with respect to all violent crime where penalties had not been changed. As a matter of fact in many cases the penalties had been tougher and despite those penalties becoming tougher the violent crime rate continued to go up anyway.

[Interprétation]

terme, comme je l'ai déjà dit, les états abolitionnistes ont connu en général un taux de meurtres moins élevé que celui des états qui avaient la peine de mort. Je ne voudrais pas affirmer que cela prouve absolument que cette réduction soit attribuable à l'abolition. Personnellement, je crois que les états abolitionnistes ont pris d'autres mesures en même temps. Si vous les examinez bien, ils ont probablement de meilleurs programmes sociaux, de meilleurs programmes d'enseignement. Ils ont établi d'autres mesures utiles en même temps que d'abolir la peine capitale.

**M. Stevens:** Monsieur Allmand, je voudrais que vous fournissiez, si possible, au Comité les noms des trois états qui avaient aboli la peine de mort, mais qui par la suite, depuis votre dernière comparution devant ce Comité dans le contexte de la peine de mort, ont décidé de rétablir cette peine?

**M. Allmand:** Je ne sais pas si je peux vous les fournir. Ce serait certainement possible moyennant quelques recherches. La situation change si vite depuis quelque temps qu'il est assez difficile de rester au courant. Je pourrais parcourir toute la liste que j'ai ici, mais...

**M. Stevens:** Lorsque vous dites...

**M. Allmand:** Une minute. Je vais peut-être pouvoir me renseigner ici. Nous allons nous renseigner là-dessus et vous fournir ces renseignements une autre fois.

Ce qui s'est passé, monsieur Stevens, au cours des dernières années, même depuis 1968 et 1973, c'est que plusieurs gouvernements d'états ont réintroduit la peine capitale, et puis la cour suprême des États-Unis a déclaré anticonstitutionnelles certaines de ces lois, ce qui a beaucoup compliqué la situation.

A propos, les états que j'ai qualifiés d'abolitionnistes sont ceux qui ont aboli la peine de mort par voie législative. Il existe d'autres états qui sont abolitionnistes en fait, mais non pas dans leurs lois, et je les ai omis de ma liste.

**M. Stevens:** Monsieur Allmand, vous dites que la situation change rapidement et, si j'ai bien suivi vos chiffres, les deux derniers états qui sont devenus abolitionnistes sont la Virginie de l'Ouest et l'Iowa, en 1965. Ainsi, depuis 11 ans, plus aucun état américain n'a décidé d'abolir la peine capitale, alors que trois autres états, d'après votre témoignage, ont décidé de modifier leur loi dans l'autre sens. Est-ce exact?

**M. Allmand:** J'ai rendu le livre à M. Hollies, mais il n'y a pas de doute que la tendance des législatures américaines a été de rétablir la peine capitale. Certains états ont résisté à cette tendance. D'autres ont rétabli en principe la peine de mort, mais sans la mettre en vigueur à cause d'une décision de la Cour suprême. Cela est vrai.

J'estime que cela est dû en partie à la grande augmentation du taux de meurtres aux États-Unis surtout pendant les années 60; cette augmentation s'est produite dans la plupart des pays occidentaux; mais comme je l'ai signalé l'autre jour, cette augmentation s'est appliquée à tous les crimes violents, bien que les peines n'aient pas été modifiées. En fait, dans de nombreux cas les peines ont été plus sévères et, malgré cela, les crimes violents n'ont cessé de se multiplier.

[Text]

**Mr. Stevens:** Well, there are two points on that, Mr. Minister. First of all I would like to make a comment and then because of your statement concerning the states in the United States, I would like to read you something from the Solicitor General of the United States with which you will probably agree. You have used the comment before that all crime is rising, it is not just the murder rate in Canada.

**Mr. Allmand:** All violent crime.

• 1220

**Mr. Stevens:** All violent crime. It is not just the murder rate that has been increasing. But I find that is a rather odd justification for saying that this is the appropriate time then to make us an abolitionist state because normally, if your figures were just reversed and it appeared that your murder rate was declining notwithstanding whatever was happening with all violent crime, I could see some argument: why not do away with the death penalty? But with the murder rate doubling, as we all agree, with violent crime on the increase, as you indicate, is that not a rather unusual time to decide that you want to make penalties less severe?

**Mr. Allmand:** As far as I am concerned when a society is becoming more violent, perhaps it is time for the leaders of the country to take a stand against violence. You know, if it could be shown...

**Mr. Stevens:** Well, why have any jail sentences then?

**Mr. Allmand:** Well, you look on jail sentences and penalties in the law as deterrents and I have said before this Committee many times that I consider penalties in the law to have a very limited deterrent effect no matter what they are, whether they are five years, ten years. I think the process of incarceration should be twofold, it should be security and rehabilitation. I think the deterrent aspect of that penalty and that prison sentence is a very limited thing.

So I am not saying that life sentences are more of a deterrent or that five years for breaking and entry is a great deterrent either but I am saying that if a man has committed a serious crime he may be sent to an institution for a time to keep him in a secure position so he cannot commit crime until he has been worked with, until he has been helped and, if possible, rehabilitated. The purpose of our criminal justice system is to prevent crime, not to punish people.

**Mr. Stevens:** This quote I would like to put to you, Mr. Minister, from the Solicitor General in the United States is one which he included in the filing of North Carolina State before the Supreme Court of the United States. He says:

The best available evidence that the public has not rejected capital punishment lies in the actions of the representatives of that public. Since the decision less than three years ago in *Furman vs Georgia*...

Now the three years he is referring to are the three years previous to March 1975.

... at least 31 states and the United States have enacted statutes providing for the death penalty for at least some crimes, and other states are considering whether to take similar action.

[Interpretation]

**M. Stevens:** J'aimerais faire une remarque, au sujet de ce que vous venez de dire, puis vous lire un texte du Solliciteur général des États-Unis, étant donné ce que vous avez dit au sujet de la situation dans ce pays. Vous avez dit tout à l'heure que le taux de criminalité augmente, au Canada, dans toutes les catégories et non pas seulement dans la catégorie des meurtres.

**M. Allmand:** Il s'agit de tous les crimes violents.

**M. Stevens:** C'est cela. Considérant cette déclaration, je trouve bizarre que vous l'utilisiez pour justifier votre volonté de faire du Canada un pays abolitionniste. En effet, je comprendrais que vous proposiez de supprimer la peine de mort si la situation était renversée et s'il apparaissait que le taux de meurtres déclinait, dans notre pays. Cependant, puisque le nombre de meurtres a quasiment doublé et que les crimes violents ne cessent d'augmenter, comme vous le reconnaissez vous-même, le moment ne vous paraît-il pas inopportun pour décider d'alléger les peines?

**M. Allmand:** Peut-être que c'est précisément au bon moment où la société devient plus violente que ces leaders doivent publiquement s'opposer. Vous savez, si on pouvait montrer...

**M. Stevens:** Pourquoi maintenir alors les peines de prison?

**M. Allmand:** J'ai déjà affirmé, devant ce Comité, qu'à mon avis les peines prévues par la Loi ont un effet dissuasif très limité, qu'il s'agisse de peine de cinq ou de dix ans de prison. Selon moi, les mesures d'incarcération devraient s'articuler autour de deux principes, c'est-à-dire d'une part un principe sécuritaire et d'autre part un principe réhabilitatif. Pour ce qui est de la dissuasion, je pense que son effet est très limité.

Je n'affirme donc pas que des peines de prison à vie ou une augmentation des peines pour les vols par infraction auront un plus grand effet de dissuasion mais simplement que si un homme a commis un crime grave, nous pouvons l'envoyer dans un endroit où il ne pourra plus commettre de crime et où nous pourrions essayer de l'aider et de le réhabiliter. En effet, l'objectif de notre système pénal n'est pas de punir les criminels mais d'essayer d'éviter le crime.

**M. Stevens:** Je vais vous citer un extrait d'une déclaration faite par le Solliciteur général des États-Unis devant la Cour suprême de ce pays lors d'une affaire concernant l'état de la Caroline du Nord:

La preuve la plus évidente que le public n'a pas encore rejeté la peine capitale peut être trouvée dans les mesures prises par ces représentants. Depuis la décision rendue dans l'affaire *Furman contre Georgie*, il y a moins de trois ans,...

Il s'agit ici de trois ans avant mars 1975.

... au moins 31 états, en plus du gouvernement fédéral, ont adopté des lois imposant la peine de mort pour au moins certains crimes et d'autres états envisagent d'adopter des mesures identiques.



[Texte]

He has a little footnote and says that even since the brief was filed, Virginia has enacted the death penalty for several crimes.

Mr. Minister, I would like you to respond whether, based on your own knowledge, you would confirm the observation of the Solicitor General of the United States. Second, is it not true that it is not only that certain abolitionist states have gone back to the death penalty but those that have the death penalty have actually been extending the number of crimes for which the death penalty is the ultimate punishment?

**Mr. Allmand:** Various things have been happening in the United States. In some cases legislatures of states have brought back the death penalty and that law has been vetoed by the governors. I think in Massachusetts that happened, if I recall correctly, just a year or two ago. In other states the administration has proposed the reintroduction of capital punishment and the legislature has not accepted those recommendations.

So far with respect to the United States Congress for federal matters—you have referred to the Solicitor General and the Attorney General of the United States in the Ford administration—they proposed the reintroduction of capital punishment but so far, the legislative side has not acted on that. So in the United States there have been movements in both directions. But on the whole, I would agree with you that, on balance, there has been a movement in the United States to either retain or to reintroduce capital punishment and to extend it. But, like here, it has been a controversial issue with deep divisions.

By the way, I now have some of those states that were abolitionist that came back to...

• 1225

**Mr. Stevens:** They came back.

**Mr. Allmand:** ... to capital punishment. In Tennessee, the death penalty was partially abolished in 1915, restored in 1919, but their statute was declared unconstitutional in May 1973. Then they reintroduced it again; their statutes were revised in February 1974 so their Legislature voted to bring back capital punishment again in February 1974. Rhode Island partly abolished capital punishment in 1852 but brought it back in 1973, just a couple of years ago. In New Mexico, the death penalty was partly abolished in 1969 and brought back on March 20, 1973.

In Delaware, the death penalty was abolished in 1958 and restored in 1961. The Supreme Court struck down that legislation in 1972 but a new statute was introduced on March 29, 1974 with capital punishment. In California, the death penalty was abolished in February 1972 but restored by referendum in November 1972. Then the statutes were revised providing for capital punishment as of January 1, 1974. And in Arizona, the death penalty was abolished in 1916 and restored in 1918. Then the statutes were revised on May 14, 1973.

**The Chairman:** Your time is up, Mr. Stevens, but since there are only two minutes left, we might as well stay with you, I think.

**An hon. Member:** Agreed.

[Interprétation]

Un post-scriptum indique également que depuis cette déclaration, la Virginie a instaurer la peine de mort pour plusieurs crimes.

Sur la base de votre propre expérience, monsieur le ministre, confirmez-vous cette remarque du Solliciteur général des États-Unis? Deuxièmement, n'est-il pas vrai que non seulement certains états abolitionnistes ont rétabli la peine de mort mais également que ceux qui avaient maintenu la peine de mort l'ont étendue à un plus grand nombre de crimes?

**M. Allmand:** Vous savez, il se passe beaucoup de chose aux États-Unis. Dans certains cas, des assemblées législatives d'états américains ont voulu rétablir la peine de mort mais se sont opposés au veto de leurs gouverneurs. Si je me souviens bien, cela s'est produit au Massachusetts, il y a un an ou deux. Dans d'autres états, l'administration a proposé le rétablissement de la peine de mort mais s'est opposée au refus des élus.

En ce qui concerne maintenant la situation aux États-Unis, il est vrai que le Solliciteur général et l'*Attorney general* de l'administration Ford ont proposé le rétablissement de la peine capitale mais le législateur n'a toujours pas rendu sa décision. Aux États-Unis, également, les deux opinions sont donc défendues. Cependant, sur un plan général, je reconnaitrais qu'il y a eu une certaine tendance à maintenir ou à rétablir la peine de mort. Cela n'en reste quand même pas moins un sujet très controversé.

Je puis maintenant vous indiquer certains États qui étaient abolitionnistes et qui sont revenus...

**M. Stevens:** Vous voyez bien.

**M. Allmand:** ... à la peine capitale. Au Tennessee, la peine de mort a été partiellement abolie en 1915, rétablie en 1919 puis déclarée anticonstitutionnelle en mai 1973. Un nouveau projet de loi a ensuite été déposé et une revision des statuts est intervenue en février 1974, pour ramener finalement la peine de mort. Le Rhode Island avait partiellement aboli la peine de mort en 1852 mais l'a rétablie en 1973. Le Nouveau Mexique l'avait partiellement abolie en 1969 mais l'a rétablie le 20 mars 1973.

Au Delaware, la peine de mort avait été abolie en 1958 puis a été rétablie en 1961. La Cour suprême a annulé cette loi en 1972 mais une nouvelle loi a été adoptée le 29 mars 1974, rétablissant la peine de mort. En Californie, elle a été abolie en février 1972 mais rétablie, par référendum, en novembre de la même année. Les statuts ont ensuite été révisés pour rétablir la peine capitale à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1974. En Arizona, la peine de mort a été abolie en 1916 puis rétablie en 1918. Les statuts ont ensuite été révisés le 14 mai 1973.

**Le président:** Votre temps de parole est écoulé, monsieur Stevens, mais puisqu'il ne reste que deux minutes, nous pourrions vous les accorder.

**Une voix:** D'accord.

[Text]

**Mr. Allmand:** I did not hear that; I was talking to him.

**The Chairman:** I just said we will continue with Mr. Stevens briefly.

**Mr. Reynolds:** Is there just the one?

**The Chairman:** If the Committee is agreeable. The order of the Committee is until 12:30 p.m., I believe. Mr. Stevens.

**Mr. Stevens:** I thought the Minister still had some comment there.

**Mr. Allmand:** When I was involved in the debate in 1973, I was dealing with statistics up to a certain date. In any case, you are quite correct in saying the movement in the United States on balance has been to the reintroduction of capital punishment.

**Mr. Stevens:** Mr. Minister, in response to your reply to the Solicitor General's quotation that I just read, you may have left the Committee with the impression that while legislatures have toyed with the idea of extending the number of crimes that the death penalty is applicable to, I would point out that the Solicitor General says:

that... thirty-one states... and the United States... have enacted statutes... In the three years between 1972 and 1975

I take it that is over and above any type of aborted schemes where Governors have vetoed the bill or in some way they have been unsuccessful. In other words, 31 states out of the 50 have actually extended the death penalty with respect to violent crimes. Is that not true?

**Mr. Allmand:** I would have to check. I have not got the exact statistics myself. I did not believe that the American Congress had voted to bring back capital punishment. Mr. Hofley, could you come here a minute.

**Mr. Stevens:** If I may help you on that, Mr. Minister, the Anti-Hijacking Act of 1974, PL 93-366, 88 Statute 409...

**Mr. Allmand:** If you are talking about hijacking itself, it is true that during the hijacking problem several states and the federal government enacted laws on hijacking. I thought, though, you were talking about murder, I am sorry.

• 1230

**Mr. Stevens:** I am talking about the death penalty in general.

**Mr. Allmand:** I do not think it was carried out for this. Yes, at the federal level in the United States new crimes have been added to the list of capital offences, most notably: air piracy in 1961 and assassination of the President or the Vice-President in 1964.

**The Chairman:** Mr. Stevens, I think we have reached our adjournment time for the morning, so I can put you on for this afternoon. Mr. Reynolds.

**Mr. Reynolds:** Mr. Chairman, perhaps if we sat for an extra 15 minutes we could get into your rulings on the amendments.

[Interpretation]

**M. Allmand:** Veuillez m'excuser, je n'ai pas entendu.

**Le président:** Nous allons continuer pendant deux minutes pour laisser terminer M. Stevens.

**M. Reynolds:** N'avez-vous qu'un nom sur votre liste?

**Le président:** A condition que ceci convienne au Comité. Si je ne me trompe, nous devons lever la séance à 12 h 30. Monsieur Stevens.

**M. Stevens:** Je pensais que le ministre avait quelque chose à ajouter.

**M. Allmand:** Lorsque j'ai participé au débat, en 1973, j'ai cité certaines statistiques. Je n'y reviendrai pas ici et je dirai implemment que vous avez tout à fait raison de dire qu'aux États-Unis, en règle générale, on a eu tendance à rétablir la peine capitale.

**M. Stevens:** En commentant la citation du Solliciteur général des États-Unis, que j'ai lue tout à l'heure, vous avez peut-être donné au Comité l'impression que certains États-Unis ont simplement envisagé d'étendre le nombre de crimes auxquels s'appliquerait la peine de mort. Je voudrais donc répéter les déclarations du Solliciteur général:

... 31 États, outre le gouvernement fédéral, ont adopté des projets de loi... dans les trois années de 1972 à 1975.

Si je ne me trompe, il s'agit là de 31 États dans lesquels les vôtos des gouverneurs, s'il y en a eu, ont été rejetés. En d'autres termes, 31 États sur les 50 ont étendu la peine de mort. Êtes-vous d'accord?

**M. Allmand:** Je devrais vérifier puisque je n'ai pas ces statistiques avec moi. Je ne pense toutefois pas que le Congrès américain ait décidé de rétablir la peine capitale. Monsieur Hofley, pourriez-vous vous avancer à la table?

**M. Stevens:** Si je puis vous aider, monsieur le ministre, je vous dirais que la Loi de 1974 sur les détournements d'avions, c'est-à-dire PL 93-366, 88 Statut 409...

**M. Allmand:** Si vous parlez des détournements d'avions, il est vrai que plusieurs États et le gouvernement fédéral ont adopté des lois à ce sujet. Pour ma part, je pensais que vous parliez du meurtre.

**M. Stevens:** Je parlais de la peine de mort en général.

**M. Allmand:** Je ne pense pas qu'elle ait toujours été rétablie. Évidemment, au niveau fédéral, de nouveaux crimes ont été ajoutés à la liste des délits passibles de peine de mort, notamment les détournements d'avion, en 1961, et l'assassinat du président ou du vice-président, en 1964.

**Le président:** Monsieur Stevens, je pense que nous sommes maintenant à l'heure où nous devrions lever la séance. Je puis prendre votre nom pour cet après-midi. Monsieur Reynolds.

**M. Reynolds:** Peut-être pourrions-nous siéger 15 minutes supplémentaires afin que vous puissiez nous donner votre décision sur les amendements, monsieur le président?



[Texte]

**The Chairman:** That would be fine with me. After Mr. Stevens we have Mr. Leggatt and yourself. I do not know how long...

**Mr. Reynolds:** If we finish with those two, then we could get right into your rulings at 3.30 p.m., if Mr. Stevens wants to ask his questions.

**Mr. Leggatt:** I have to be in the House so you can strike me off the list.

**The Chairman:** Perhaps we could spend an extra 10 minutes now in order to allow you to put your questions.

**Mr. Reynolds.**

**Mr. Reynolds:** Yes, I just have a couple that I wanted to ask Mr. Allmand and then I will be finished all my questions, other than amendments.

**Mr. Leggatt:** I am on the list and I thought we were going to adjourn, but if we are not going to adjourn I would like to ask a question because I will not get a chance this afternoon, all right?

**The Chairman:** All right.

**Mr. Leggatt:** Mr. Minister, your bill which you classified as, to some extent, a trade off surprises me a bit. Previously the death penalty was for the murder of a police officer or a prison guard, the planned premeditated murder did not carry the death penalty. What you have done in the bill is increase in effect the mandatory time that must be served not only for those that previously would have been guilty of capital murder but for those who would have been guilty of ordinary murder. So, to that extent there is a substantial change in the law. You will agree with me on that of course.

**Mr. Allmand:** Yes, although I will not agree that I described the bill as a trade off. Any state or any country that has abolished capital punishment has had to suggest provisions for penalties for murder. What I have done is put forward a penalty for murder in place of capital punishment.

**Mr. Leggatt:** What I wanted to ask you was, what was your department's experience with regard to the previous penalties that were in place, in other words, when the mandatory time that had to be served on any murder was 10 years.

**Mr. Allmand:** No. It was a minimum of 10 and could be increased to 20.

**Mr. Leggatt:** That is what I am saying, the mandatory time had to be 10; the minimum time had to be 10.

**Mr. Allmand:** Yes. If the judge and jury took no action after the jury was alerted to the fact that they could increase it, then it was 10. It could not be less than ten with an opportunity for temporary absence and day parole after seven years.

**Mr. Leggatt:** What I want to ask you is, what was your experience and your department's experience with murder generally in terms of the capacity of those persons serving time for murder for rehabilitation. What we are doing with this bill is increasing the mandatory time—I say it has increased really to 15 not 25 but if you want to use the 25 figure, fine. Why move that up? You said the bill was not a trade off. Why move that 10 years up to 25 for offences which are not capital offences if your experience with those inmates has been so good? If it has been so satisfactory within the system, what is the reason for the additional 15 years for those offences which were not previously capital offences?

[Interprétation]

**Le président:** Cela me convient parfaitement. J'ai maintenant les noms de M. Leggatt et vous-même. Je ne sais pas jusqu'à quand...

**M. Reynolds:** Si M. Leggatt et moi-même pouvons prendre la parole maintenant, nous pourrions avoir votre décision dès 15 h 30, si M. Stevens veut poser ses questions.

**M. Leggatt:** Vous pouvez supprimer mon nom, je dois être en Chambre.

**Le président:** Peut-être pourrions-nous siéger 10 minutes de plus afin de vous permettre de poser vos questions.

**Monsieur Reynolds.**

**M. Reynolds:** J'ai deux dernières questions à poser à M. Allmand, après quoi j'en aurai terminé sur tout ce qui ne concerne pas les amendements.

**M. Leggatt:** Si nous ne levons pas la séance immédiatement, j'aimerais poser ma question dès maintenant, puisque je suis sur la liste et que je ne pourrai pas la poser cet après-midi.

**Le président:** D'accord.

**M. Leggatt:** Je dois dire que je suis assez surpris par votre description du projet de loi comme un «compromis». Auparavant, la peine de mort n'existait que dans le cas du meurtre d'un agent de police ou d'un gardien de prison mais pas pour le meurtre prémédité. Avec ce projet de loi, vous augmentez en fait la durée des peines non seulement pour ceux qui auraient été auparavant susceptibles d'être condamnés à la peine capitale mais également pour ceux qui auraient pu être condamnés pour meurtre simple. De ce fait, vous apportez à la loi une modification très importante. Êtes-vous d'accord?

**M. Allmand:** Oui, mais je dois préciser que je n'ai pas décrit ce projet de loi comme étant un «compromis». En effet, tous les états qui ont aboli la peine capitale ont dû adopter d'autres peines en cas de meurtre. C'est ce que j'ai fait.

**M. Leggatt:** J'aimerais savoir quelle a été l'expérience de votre ministère au sujet des peines précédentes, c'est-à-dire lorsque tout meurtre entraînait une peine obligatoire de 10 ans.

**M. Allmand:** Il s'agissait d'un minimum de 10 ans pouvant aller jusqu'à 20.

**M. Leggatt:** Précisément. La peine obligatoire était de 10 ans.

**M. Allmand:** C'est cela. Si le juge et le jury ne prenaient aucune mesure après que le jury ait été informé que la peine pouvait être augmentée, elle était alors de 10 ans et le condamné pouvait avoir droit à l'absence temporaire et à la libération sur parole au bout de sept ans.

**M. Leggatt:** J'aimerais donc vous demander quelles ont été les possibilités de réhabilitation des personnes condamnées à ces peines. Avec ce projet de loi, vous voulez augmenter la peine obligatoire, c'est-à-dire la faire passer à 15 ans, ou 25, si vous préférez. Pourquoi cette mesure? Pourquoi imposer 25 ans au lieu de 10 ans, pour des délits qui n'étaient pas susceptibles de peine capitale, si le système antérieur était efficace?

[Text]

**Mr. Allmand:** As I said before, there is no absolute figure with respect to how long you should keep a person in prison who has committed either a first degree or second degree murder. We have tried to get a consensus. We looked at what other countries were doing, we looked at the speeches in the House of Commons and we tried to get a consensus of what would be reasonable and acceptable. But I agree that there is nothing to say that the 15-25 range is the best thing. We were not even sure that it was going to carry. That alternative carried only by eight votes on second reading. There are some people who could have it made 40 years or 50 years and they would still vote for capital punishment.

• 1235

**Mr. Leggatt:** But if the vote, a free vote and a vote of conscience, is based upon evidence, surely the evidence, the evidence of your own Department and the evidence of those who are involved in rehabilitation of offenders, is that the additional 15 years mandatory time or minimum time is unnecessary in view of the good record that murderers have in regard to being rehabilitated.

**Mr. Allmand:** From a rehabilitation point of view, that is correct. But it was pointed out by the Law Reform Commission and others as well, and they were not commenting on the penalty for murder, that sentences, in addition to being geared or aimed for rehabilitation reasons, must also have a denunciatory aspect. In other words, society has to be convinced that its behaviour is the right behaviour and that, if some behaviour is wrong, the law demonstrates that it is wrong; it has to denounce certain behaviour. Consequently, if murder is the worst crime, and first degree murder is more serious again, the sentence for that crime has to be announced in some way by the penalty. I am not talking about punishing here, just the denunciatory effect of a sentence.

**Mr. Leggatt:** But surely the denunciatory effect of a sentence is that it is a life sentence. What the bill says is that we do not have confidence in the parole board to issue paroles prior to the 10-year sentence, or prior to the 25-year sentence. It is not a question of a denunciatory sentence. You have said that before. But if the sentence is life, and it means life, and if the guy is a lousy candidate for parole, he has to serve life. People keep forgetting that, and they keep forgetting that most people serve a lot more than their minimum time...

**Mr. Allmand:** That is right.

**Mr. Leggatt:** ... in terms of release. So I get back to the same question that bothers me. If we are voting on the basis of the evidence and what we believe is right and proper and consistent in terms of protection of society and rehabilitating the offender, we have 15 years of mandatory time here that may not be necessary.

**Mr. Allmand:** It may not, I cannot tell you now. From a rehabilitation point of view, that is correct. For some people it may be away too long, for others it may not be long enough, but of course they do not have to be paroled after that preliminary period. But you have met the public as often as I have. I have tried to argue with them what the facts are with respect to parole over and over and over again, and for some reason many of them just do not believe me.

[Interpretation]

**M. Allmand:** Comme je l'ai déjà dit, il n'y a pas de chiffre absolu quant au nombre d'années de prison que l'on devrait imposer à quelqu'un qui a commis un meurtre au premier ou au deuxième degré. Nous avons essayé de parvenir à un consensus. Nous avons examiné ce qu'ont fait d'autres pays, nous avons étudié les discours prononcés en Chambre et, sur cette base, nous avons tenté de trouver une solution raisonnable. Évidemment, je reconnais que rien ne me permet d'affirmer qu'une peine de prison de 15 à 25 ans soit ce qu'il y a de mieux. De fait, nous n'étions même pas sûrs que le projet serait adopté, en seconde lecture, et vous savez qu'il ne l'a été que par huit voix de majorité. Il y a des gens qui préféreraient peut-être 40 ou 50 ans de prison mais voteraient quand même pour la peine capitale.

**M. Leggatt:** Mais si notre vote se base non seulement sur notre conscience mais également sur les preuves, vous devez bien reconnaître que les preuves dont dispose votre Ministère, d'après les témoignages de ceux qui s'occupent de la réhabilitation des criminels, montrent que quinze années de prison supplémentaires ne sont pas nécessaires pour favoriser la réhabilitation des criminels.

**M. Allmand:** C'est vrai, si l'on se base uniquement sur le plan de la réhabilitation. Cependant, la Commission de réforme du droit, entre autres, a signalé, sans parler de la peine de mort, que les peines doivent avoir un objectif non seulement de réhabilitation mais également de dénégation. En d'autres termes, la société doit être convaincue que ses actions sont justes et que si certains comportements ne le sont pas, ils doivent être dénoncés dans la loi. En conséquence, si le meurtre au premier degré est ce qu'il y a de pire, la peine correspondante doit montrer que c'est ce qu'il y a de pire. Il ne s'agit pas ici de punir le responsable mais de dénoncer son acte.

**M. Leggatt:** Dans ce cas, la dénonciation la plus efficace sera la peine de prison à vie. Or, le projet de loi établit que vous pourrez accorder la libération sur parole avant l'expiration des 25 ans. Il ne s'agit donc pas ici de dénonciation. Si l'accusé est condamné à la prison à vie et s'il n'est pas susceptible de libération sur parole, il doit purger sa peine de prison à vie. Les gens ont tendance à l'oublier et ont trop tendance à oublier que la plupart des détenus purgent beaucoup plus que la peine minimum.

**M. Allmand:** C'est juste.

**M. Leggatt:** J'en reviens donc à ma question. Si nous devons voter sur la base des preuves accumulées dans le passé et si nous devons agir conformément à un objectif de protection de la société et de réhabilitation du criminel, il n'est pas nécessaire de passer à 15 ans de prison minimum.

**M. Allmand:** C'est possible, je ne puis vous le dire. Sur le simple plan de la réhabilitation, c'est exact. Pour certains cela sera trop long, pour d'autres pas assez. Cependant, il est bien évident qu'ils n'ont pas à être libérés sur parole après la période préliminaire. Vous avez cependant rencontré le public aussi souvent que moi et vous ne serez pas surpris d'apprendre que beaucoup de gens ne parviennent pas à croire ce que je leur dis au sujet de la libération sur parole.



[Texte]

**An hon. Member:** I wonder why.

**Mr. Allmand:** Well, I do not know. I do not know whether it is because—I personally believe the public's impressions come from headlines and from front-page stories; the worst crimes and all the failures of the system get that type of publicity. When I tell people that 99 per cent of our temporary absences are successful they just find that unbelievable, because their impression from the information they get from the mass media is the other way. They only hear about the failures. There are a few stories from time to time on the guy who is paroled who was a murderer and went on to do very well, but they are so rare and so buried that nobody knows about them. You must realize that. You argue with the public as much as I do and you try to give them these facts and figures.

**Mr. Leggatt:** I have not had much more success than you have had either.

On the 15-year sentence question, the other thing that bothers me is there are going to be really two hearings. When a person has served a 15-year term as a result of murder, he has the right to apply to a chief justice. The chief justice appoints three Supreme Court judges to consider his application. That would be the first step. If that application was to reduce the amount of mandatory time that he still has to serve, the parole board then, under your bill, would have an inquiry to determine whether the man should be actually let out on the street.

What concerns me about this process is that you have two inquiries. Why not have the parole board provide their information to the court so that you perhaps avoid duplication of work? One is a hearing, I presume some kind of judicial hearing, and the other is more in the nature of an inquiry, where the board has to have all kinds of information, perhaps hearsay, a variety of things. Why did you not join together the question so that the parole board and its officials have some input into and some impact on the decision that the Supreme Court is going to make when this 15-year provision is in?

**Mr. Allmand:** This was an attempt to assure the public that people who committed dangerous and violent offences would not be released easily, that they would have to go through two steps. Again, despite the good record over the years of the Parole Board, you know, a fairly good rate of success, especially with convicted murderers—I gave the facts this morning—really there are always two situations in politics. There is the situation as it actually is and the situation as it is perceived by the public. If the public is going to have confidence in the system, we have to do things to reassure them.

That is what we propose, but I do not pretend that this is the best way. We examined many alternatives and we came up with this system. It is a two-phase system to assure the public that nobody will be released easily. By the way, we have a two-tier system now. Right now you cannot be paroled simply by the decision of the Parole Board. That case must go to Cabinet afterwards.

**Mr. Leggatt:** Where it is murder only.

• 1240

**Mr. Allmand:** Yes. A convicted murderer right now can only be paroled in a two-stage decision. First by the Parole Board, and if the Parole Board recommends parole

[Interprétation]

**Une voix:** Je me demande pourquoi.

**M. Allmand:** Je n'en sais rien. Personnellement, j'ai tendance à croire que le public se forme une idée à partir des gros titres de la presse et, évidemment, ce sont les crimes les plus graves et les échecs les plus flagrants du système qui sont rapportés en première page. Lorsque je dis aux gens que 99 p. 100 des détenus bénéficiant d'absences temporaires ne nous posent pas de problème, ils trouvent cela incroyable car les grands organes de presse leur ont donné une idée tout à fait différente de la situation. En effet, ils n'entendent parler que des échecs. Les articles portant sur des meurtriers qui ont été libérés sur parole et qui se sont très bien conduits sont très rares et ne sont jamais en première page. Il s'agit là d'un phénomène dont il faut tenir compte lorsque l'on essaie d'expliquer ces problèmes au grand public.

**M. Leggatt:** Je dois dire que je n'ai pas eu plus de succès que vous.

En ce qui concerne la peine de 15 ans, je suis préoccupé de constater qu'il y aura en fait deux audiences. En effet, lorsqu'un criminel aura purgé une peine de 15 ans, il aura le droit de demander sa libération au juge en chef, lequel nommera trois juges de la Cour suprême pour étudier son cas. Ce sera là la première étape. Cependant, si le détenu demande une réduction de la peine obligatoire qu'il doit toujours purger, la Commission de libération sur parole devra faire une enquête pour déterminer si ce détenu peut en fait réintégrer la société.

Il y a donc deux enquêtes différentes. Pourquoi n'imposez-vous donc pas à la Commission de libération sur parole de fournir les renseignements dont elle dispose au tribunal, afin qu'il n'y ait qu'une audience? En fait, dans le premier cas, il y aura une sorte d'audience judiciaire et dans le second une sorte d'enquête. En outre, la Commission pourra rendre son jugement sur la base d'informations très différentes, et peut-être même de oui-dire. Je vous demande donc pourquoi vous ne permettez pas aux membres de la Commission sur parole de participer au processus de décision des juges de la Cour suprême?

**M. Allmand:** Nous avons adopté ce système afin d'assurer le public que les gens qui ont commis des crimes dangereux et violents ne seront pas libérés facilement. Ici encore, malgré les résultats très positifs de la Commission de libération sur parole, surtout avec les criminels, comme je l'ai dit ce matin, il ne faut pas oublier qu'il y a deux points de vue, sur le plan politique. Il faut en effet tenir compte de la situation telle qu'elle est ainsi que de la situation telle qu'elle est perçue par le public. Si nous voulons que le public ait confiance dans notre système, nous devons le rassurer.

C'est donc l'objectif que j'ai visé, sans prétendre que ma méthode soit la meilleure. Après des études très longues, nous avons trouvé ce système en deux temps, qui devrait permettre de convaincre le public que personne ne sera libéré facilement. En fait, il y a déjà un système en deux temps. En effet, les détenus ne peuvent pas actuellement être libérés sur parole sur une simple décision de la Commission puisque leur cas doit ensuite être soumis au Cabinet.

**M. Leggatt:** Seulement en cas de meurtre.

**M. Allmand:** C'est cela. Actuellement, un meurtrier ne peut être libéré sur parole qu'après un double processus. Si la Commission de libération sur parole donne un avis

[Text]

then it goes to the Cabinet. There is a full study in Cabinet, by the way, by a Cabinet committee and then by Cabinet before the parole takes place. We are replacing that Cabinet step with the community input into the Parole Board, and we have this two-stage system with those who are beyond the 15-year period.

**Mr. Leggatt:** Thank you.

**The Chairman:** Mr. Reynolds.

**Mr. Reynolds:** I have a couple of short questions. I understand there are three people right now, Mr. Allmand, who are on death row and have dates set of July 15, or is there just the one?

**Mr. Allmand:** All those who have been convicted at trial have dates set for their execution, but all but three have appeals open to them.

**Mr. Reynolds:** Yes. But of those three, what are the dates for the death penalty?

**Mr. Allmand:** One of them is July 15.

**Mr. Hollies,** could you come here please? What are the dates for the three?

**Mr. Hollies:** The three whose appeals have been unsuccessfully exhausted all have the same date of July 15.

**Mr. Reynolds:** The next group, I think, are some time in October. Is that right?

**Mr. Hollies:** No.

**Mr. Reynolds:** Are there some before then?

**Mr. Allmand:** Could you get the dates, Mr. Hollies?

**Mr. Hollies:** Yes, sir. Miller and Cockriel, whose case has been argued, or is now in the course of argument I should say, before the Supreme Court have date of execution of August 3, 1976.

**Mr. Reynolds:** Okay, Mr. Chairman. I do not think I need to go any further. Those other people are obviously going to be stayed because they have court proceedings anyway, and they are not going to be finished. My point is, for those three people we are not going to be finished this debate in this House by July 15 for a vote. We have as the Solicitor General knows...

**Mr. Allmand:** I would not make a prediction like that.

**Mr. Reynolds:** Well, unless your government is prepared to bring in closure, you know, to get this through. That is your only avenue. As far as our speakers go, we are quite prepared because we feel public opinion may, as the Solicitor General knows—he said it in the debate and I think this is our greatest argument why we are against you rushing it through. There were ten undecided and their votes went one way or another. I feel the public now should have a chance to make input to their members as to how they voted.

Because of the way we feel, we have 25 people lined up who will speak their regular allotted time and then speak two or three times more on the various amendments we can put in at the report stage and the third reading stage, which are legitimate amendments, and give them a chance to speak. So I would suggest to the Solicitor General that it might be quite a reasonable thing to extend these gentlemen's time dates to some time in the fall.

[Interpretation]

positif, la demande est ensuite soumise au Cabinet. Là encore, un comité du Cabinet étudie la question et la soumet ensuite au Cabinet dans son entier. En fait, nous remplaçons cette étape d'étude par le Cabinet par la seconde étape que nous introduisons dans notre système, pour ceux qui sont au-delà de la période de 15 ans.

**M. Leggatt:** Merci.

**Le président:** Monsieur Reynolds.

**M. Reynolds:** Si je ne me trompe, monsieur Allmand, il y a déjà trois condamnés qui attendent la peine de mort et qui devraient être exécutés le 15 juillet?

**M. Allmand:** Tous ceux qui ont été condamnés se sont vu fixer une date d'exécution mais les trois dont vous parlez ont le droit d'appel.

**M. Reynolds:** C'est cela. Quelle est la date d'exécution prévue pour ces trois condamnés?

**M. Allmand:** Pour l'un d'entre eux, c'est le 15 juillet.

Monsieur Hollies, pourriez-vous nous donner les dates pour les trois?

**M. Hollies:** Les trois dont les appels ont été refusés ont tous eu leur date d'exécution fixée au 15 juillet.

**M. Reynolds:** Pour le groupe suivant, il s'agit du mois d'octobre, n'est-ce pas?

**M. Hollies:** Non.

**M. Reynolds:** Il y en a avant cela?

**M. Allmand:** Pourriez-vous nous donner les dates, monsieur Hollies?

**M. Hollies:** Pour Miller et Cockriel, dont l'affaire est actuellement débattue par la Cour Suprême, la date d'exécution est le 3 août 1976.

**M. Reynolds:** Très bien. Je ne sais pas si je dois poursuivre. En effet, pour ceux du mois d'août, les procédures judiciaires sont telles qu'ils ne seront pas exécutés si ce projet de loi est adopté. Par contre, pour les trois autres, je doute fort que nous ayons terminé notre débat, en Chambre, d'ici le 15 juillet. Comme le sait le Solliciteur général...

**M. Allmand:** Je ne pense pas pouvoir accepter vos prévisions.

**M. Reynolds:** A moins que votre gouvernement ne soit disposé à imposer la clôture, ce qui est votre seule ressource. En effet, vous connaissez parfaitement l'état de l'opinion publique sur cette question et c'est précisément pour cette raison que nous ne voulons pas précipiter la chose. Étant donné qu'il y avait dix députés indécis, je pense que nous devrions permettre aux citoyens de faire connaître leur avis à leur député.

Étant donné la procédure actuelle, nous avons 25 représentants qui utiliseront leur temps de parole puis prendront deux ou trois fois la parole au sujet des divers amendements que nous pouvons produire en troisième lecture, qui sont des amendements légitimes. Il serait donc peut-être raisonnable, monsieur le Solliciteur général, de repousser la date d'exécution de ces personnes à l'automne.



## [Texte]

We on this side have suggested to the government House Leader that when this bill is reported back we hold the vote in the fall. We are quite prepared to set a number of days for the debate, say a five-day debate, after we come back with a vote at the end of the five days, which we think is reasonable. This would give every person in this House, their constituents, a chance to talk to them over the summer months and let them know their point of view. Certainly when we come back we do not have any real need to speak in the House for 20 or 30 days. But our point is that in the parliamentary process we feel there has to be some public input, and we do not feel that by rushing this bill through you are allowing that.

In England they have debated this question more often than we have and in 1970 they started the debate off in June of 1969 and did not finish until December. So even after the number of times they debated it—there were even motions put in the House censoring the government for trying to rush it through at various stages. Certainly they do not have the differences of opinion or the closeness of opinion we have here. It was an overwhelming vote for abolition but they did allow time for people to have their input. Even in the debates here they state that 80 per cent of the people were in favour of capital punishment, much like they are in Canada. The government tried to rush it through but the members of the House, because it was a free vote, voted to extend the sittings and allowed everybody to have his or her input, and the vote was finally taken. I would suggest to the Solicitor General that that might be something he could consider to avoid having a lot of people sitting in this House talking about—as he has said so many times, and I would agree with him—things we have said before. But the retentionists will use the political process to take the time to allow that public input to come. But if they are as prepared as we are to adjourn this House for summer recess, we will get it out of this Committee tonight and have a vote five days after we come back here in the fall.

**Mr. Poulin:** Mr. Chairman, may I speak on a point of order concerning what Mr. Reynolds has just said?

• 1245

**The Chairman:** Mr. Poulin.

**Mr. Poulin:** He indicates that if we come back in the fall, from the point of view of himself and other retentionists it would only require five days of the time of the House of Commons to discuss it in full. I would point out that there are many members who might wish to speak on third reading at the report stage, who, in five days, clearly would not have that opportunity. By our agreeing to five days we would deny them the opportunity. Yet on the other hand he says that if we do not agree to what he is suggesting—that is, we postpone it to the fall—that he and others are prepared to put up 25 speakers who will speak possibly on each legitimate amendment, which I know that he can put, and thereby force this House of Commons to sit throughout the summer. I would say to him that he should think very clearly—not just ask the Solicitor General—what expense he is putting the people of Canada to, on behalf of his conviction.

## [Interprétation]

D'un autre côté, nous avons suggéré au Leader du gouvernement en Chambre de reporter le vote sur ce projet de loi à l'automne. Nous sommes tout à fait disposés à réserver un certain nombre de jours, cinq, par exemple, au débat qui sera nécessaire. Après cela, nous pourrions passer au vote. Ceci permettra à chaque député de discuter avec ses commettants et de connaître l'avis de sa circonscription. Lorsque nous reviendrons, à l'automne, il ne sera pas nécessaire que nous discussions, en Chambre, pendant 20 ou 30 jours. En outre, nous considérons que le processus parlementaire ne doit pas se faire sans participation du public et nos propositions sont destinées à permettre cette participation.

En Grande-Bretagne, cette question a été débattue beaucoup plus souvent que chez nous et le débat final qui avait commencé en juin 1969 ne s'est terminé qu'en décembre. Donc, malgré de nombreux débats antérieurs, des motions avaient encore été présentées à Westminster dans le but de censurer le gouvernement qui avait tenté de précipiter les choses. Certes, je reconnais que les différences d'opinions n'étaient pas aussi marquées qu'ici puisqu'il y a eu un vote massif pour l'abolition. Malgré cela, le gouvernement a permis à tout le monde de participer au processus. Pendant les débats, on a d'ailleurs signalé que 80 p. 100 de la population était en faveur de la peine capitale, ce qui est pratiquement la même chose ici. Le gouvernement a essayé de la faire passer à la vapeur, mais, étant donné qu'il s'agissait d'un vote libre, les députés ont voté à la Chambre pour prolonger les séances et permettre à tous et chacun d'apporter sa contribution avant que le vote n'ait finalement lieu. Je suggère au Solliciteur général qu'il devrait peut-être envisager cette possibilité afin d'éviter qu'un grand nombre de députés ne prennent la parole, comme il l'a dit maintes fois et j'en conviens avec lui, pour répéter ce qui a déjà été dit. Néanmoins, les rétentionnistes se serviront du processus politique pour trouver le temps nécessaire à la contribution du public. Par ailleurs, s'ils sont aussi prêts que nous à ajourner les travaux de la Chambre pour l'été, nous en terminerons l'étude en comité ce soir et nous voterons sur cette question 5 jours après notre retour à l'automne.

**M. Poulin:** Monsieur le président, puis-je faire un rappel au Règlement, suite à l'intervention de M. Reynolds?

**Le président:** Monsieur Poulin.

**M. Poulin:** Il a indiqué que si nous y revenions à l'automne, les autres rétentionnistes et lui-même étaient d'avis qu'il ne faudrait que 5 jours de séances à la Chambre des communes pour discuter à fond de la question. J'aimerais souligner qu'il est possible que beaucoup de députés veuillent prendre la parole à l'étape de la troisième lecture et à l'étape du rapport; en 5 jours, il est certain qu'ils n'auraient pas cette possibilité. En acceptant cette limite de 5 jours, nous leur refuserions cette possibilité. Par ailleurs, il a déclaré que si nous n'étions pas prêts à accepter sa suggestion, c'est-à-dire de reporter la question à l'automne, lui et d'autres étaient prêts à établir une liste de 25 intervenants qui prendront peut-être la parole sur chaque amendement légitime, je sais qu'il peut le faire, et forceront ainsi la Chambre des communes à siéger pendant tout l'été. Je lui répondrai qu'il devrait réfléchir avec soin, et non simplement poser la question au Solliciteur général, à la dépense qu'il impose à la population du Canada au nom de sa conviction.

[Text]

His conviction I respect, and I respect the manner in which he has arrived at it. But to attempt by this kind of threat to blackmail the members who are as convinced the other way, well, I feel that tactic ought not to be used in Parliament. And I can say that I, as one abolitionist, am prepared to sit here if we have to, through the heat of the summer when maybe we should be devoting our energies to other parliamentary business.

**Mr. Stevens:** Hear, hear!

**Mr. Poulin:** If we must do this to get this bill through, I for one am prepared to do so and I know there are many other abolitionists who are prepared to do likewise. We will not knuckle under to that kind of threat.

**The Chairman:** Gentlemen, I suppose negotiations of this kind across the table may be useful but, really, that is not an issue before this Committee; that concerns what happens in the House and not here.

**Mr. Allmand:** Mr. Chairman, further to one question that was asked: if it is necessary we will request another stay of execution. There is no problem there.

By the way, we do not fix it; the court fixes it.

**An hon. Member:** You request it.

**Mr. Allmand:** We can fix it, yes. One way or another, if it is necessary it will be done.

**Mr. Hollies:** Mr. Chairman, just the Governor General under the letters patent can respite a sentence.

**The Chairman:** Mr. Reynolds.

**Mr. Reynolds:** On a point of order, Mr. Chairman.

Mr. Poulin said that we were threatening. Under no circumstances are we threatening; we are offering a negotiation in public. When it comes to the expense of this thing in the House, my God, it sits debating lots of other kinds of things that I think are an awful waste of the public's money. But 80 per cent of the people in the country are in favour of what I am talking about. I do not think they would mind the expense.

**Mr. Poulin:** If five days is enough in the fall, surely five days is enough now. We are saying five days is five days.

**The Chairman:** Order. Order, please.

**Mr. Reynolds:** You do not understand...

**The Chairman:** I am sure that this will be threshed out in the House during the meetings of the leaders, so I think we should leave it to them.

**Mr. Stevens.**

**Mr. Stevens:** Mr. Chairman, just before we adjourn, perhaps over the lunch break could the Minister's officials give me a little additional information? I notice the figure regarding reported murders for the years 1954 to 1960 minus Quebec Provincial Police. Is it not possible to get the Quebec figures so that we can add them and then have comparable figures for the 18 years for which we are trying to get a review period?

[Interpretation]

Je respecte sa conviction et la façon dont elle s'est formée. Néanmoins, essayer de faire chanter avec ce genre de menaces les députés qui ont une conviction contraire est à mon avis une tactique qu'il ne faut pas utiliser au Parlement. Je puis affirmer, en tant qu'abolitionniste, que je suis prêt à siéger si nécessaire pendant les grandes chaleurs de l'été alors que nous pourrions peut-être consacrer nos énergies à d'autres tâches parlementaires.

**M. Stevens:** Bravo!

**M. Poulin:** S'il le faut pour faire adopter le bill, je suis quant à moi prêt à siéger et je sais que beaucoup d'autres abolitionnistes sont prêts à faire de même. Nous ne céderons pas à ce genre de menace.

**Le président:** Messieurs, je suppose que ce genre de négociations autour de la table peut être utile, mais je ne pense pas qu'elles fassent vraiment partie du mandat du comité; il s'agit de ce qui se passera à la Chambre et non pas ici.

**M. Allmand:** Monsieur le président, en réponse à une question qui a été posée, si nécessaire, nous demanderons un autre sursis d'exécution. Il n'y a pas de problème à ce niveau.

En passant, nous ne le faisons pas; c'est le tribunal qui le fait.

**Une voix:** Vous le demandez.

**M. Allmand:** Nous pouvons le faire, oui. D'une façon ou d'une autre, si nécessaire, ce sera fait.

**M. Hollies:** Monsieur le président, seul le gouverneur général peut accorder, par lettre patente, un sursis de sentence.

**Le président:** Monsieur Reynolds.

**M. Reynolds:** Un appel au Règlement, monsieur le président.

M. Poulin a dit que nous faisons des menaces. En aucune façon ne faisons-nous des menaces; nous offrons une négociation en public. Quant à la dépense d'une telle discussion à la Chambre, mon Dieu, elle siège et discute de nombreuses autres questions qui sont à mon avis un gaspillage affreux des fonds publics. Or, 80 p. 100 de la population du pays est en faveur de mon point de vue. Je ne pense pas qu'ils soient opposés à la dépense.

**M. Poulin:** Si 5 jours suffisent à l'automne, 5 jours devraient sûrement suffire maintenant. Nous disons que 5 jours, c'est 5 jours.

**Le président:** A l'ordre, s'il vous plaît.

**M. Reynolds:** Vous ne comprenez pas...

**Le président:** Je suis convaincu que cette question sera réglée au niveau de la Chambre lors d'une réunion des Leaders; je pense que nous devrions leur laisser ce soin.

Monsieur Stevens.

**M. Stevens:** Monsieur le président, avant que nous n'ajournions la séance, puis-je demander aux fonctionnaires du ministre s'ils pourraient me préparer pendant la pause du midi quelques renseignements additionnels? Je note que les chiffres sur les meurtres rapportés entre 1954 et 1960 ne comprennent pas ceux rapportés par la Sûreté provinciale du Québec. Ne serait-il pas possible d'obtenir les statistiques du Québec de façon à ce que nous puissions les additionner et ainsi obtenir des chiffres comparables pour cette période de 18 ans que nous cherchons à établir comme période de référence?



[Texte]

**Mr. Allmand:** My people say no. I guess it is too late now. Mr. Hofley, could you answer that question?

**The Chairman:** Mr. Hofley.

**Mr. B. C. Hofley** (Assistant Deputy Minister, Research and Systems Development, Department of the Solicitor General): Yes. It would be almost impossible to get those figures. It would be a case of almost going through every file and it would not be possible.

**Mr. Stevens:** One observation and a question, Mr. Chairman. Is it not rather strange that when we are now debating what the Minister likes to refer to as something that has been under debate for so many years, that these figures would not have been compiled for us? The Minister made it very clear—and certainly during the debate that I listened to when Bill C-2 was before the House—that he wanted three six-year periods to review. He said that, really, there was different law in effect at each of the three periods. Now in June, 1976, there seems to be this great urgency quickly to pass the bill, and somebody has not done his homework actually to see what was the murder rate in Canada in the initial period—which is, really, the benchmark period we should be looking at, when people were being executed and the death penalty, of course, was in the Criminal Code. I find it strange that now we are asked to expedite the passage of this bill and we cannot even get such fundamental information as what, in fact, was the murder rate in Canada in the initial six-year period with which the Minister said he wanted to compare the second six-year period, and then the third six-year period.

• 1250

**Mr. Allmand:** I will have to go back and re-read that speech, but the comparison was made with all the best information we had. And it was not just on murder statistics; it was on the total crime situation, many things that happened in those periods. But I will have to go back and read that speech. I think comparisons have been made. I am satisfied, after comparing different periods within Canada and other states—the United States and Europe—that this is a step we should take. Some other people may come to different conclusions, other solicitors general may come to different conclusions.

**Mr. Stevens:** Mr. Chairman, I would be pleased if the Minister could give us more help with respect to that matter I have raised. If he cannot get the Quebec Provincial Police records to give us the full picture, perhaps he could pull out the Quebec figures from the 1961 to 1974 figures and let us see what has been the murder rate, minus Quebec, for the 18-year period. I do not think that is, certainly, as good as figures for the whole nation, but at least we can see what has been the effect, as far as the murder rate is concerned, in the nine provinces for which we do have figures.

The other thing is, could we have reports from Mr. Hann? I notice that there is this project he has been on, a critical review of economic literature on deterrents. Could we have the actual report tabled after lunch? Also, I would like an up-date as to the stage of the project Mr. Hann shows in his biographical sketch, that is that he is undertaking a critical review of the recent econometric studies

[Interprétation]

**M. Allmand:** On me répond que non. Je suppose qu'il est maintenant trop tard. Monsieur Hofley, pouvez-vous répondre à la question?

**Le président:** Monsieur Hofley.

**M. B. C. Hofley** (sous-ministre adjoint, Recherche et perfectionnement des systèmes, ministère du Solliciteur général): Oui. Il est presque impossible d'obtenir ces statistiques. Il faudrait presque parcourir chaque dossier et ce ne serait pas possible.

**M. Stevens:** Une remarque et une question, monsieur le président. N'est-il pas plutôt étrange qu'au moment où nous discutons d'une question dont le ministre aime affirmer qu'elle fait l'objet de discussions depuis beaucoup d'années, ces statistiques n'aient pas été rassemblées pour nous? Le ministre l'a dit très clairement, certainement lors du débat que j'ai écouté lorsque le Bill C-2 a été présenté à la Chambre, qu'il voulait avoir trois périodes de six ans à examiner. Il a en fait déclaré que des lois différentes étaient en vigueur au cours de chacune de ces trois périodes. Aujourd'hui, en juin 1976, il semblerait qu'il soit très urgent d'adopter rapidement ce bill. Or, il semblerait que quelqu'un n'a pas fait les préparations nécessaires pour voir quel fut le taux de meurtres au Canada pendant cette période initiale, qui est, en fait, la période repère que nous devrions examiner, alors que des gens ont été exécutés et que la peine capitale était évidemment inscrite dans le Code criminel. Je suis étonné que l'on nous demande maintenant d'adopter rapidement ce bill alors qu'on ne peut même pas obtenir ces renseignements fondamentaux pour savoir quel fut le taux de meurtres au Canada pendant cette période initiale de six ans que le Ministre veut comparer à une seconde et une troisième période de six ans.

**M. Allmand:** Je devrai recommencer la lecture de ce discours, mais la comparaison a été faite à partir des meilleures informations disponibles. Elle n'était pas seulement basée sur les statistiques de meurtres, mais sur l'ensemble de la criminalité, des nombreux événements survenus au cours de ces périodes. Je devrai néanmoins relire ce discours. Je crois que des comparaisons ont été faites. Après avoir comparé diverses périodes au Canada et dans d'autres pays, «les États-Unis et l'Europe», je suis convaincu que nous devons poser ce geste. D'autres personnes peuvent en être venues à des conclusions différentes; d'autres Solliciteurs généraux en sont peut-être arrivés à des conclusions différentes.

**M. Stevens:** Monsieur le président, j'aimerais que le Ministre nous aide un peu plus quant à cette question. S'il ne peut obtenir les dossiers de la Sûreté provinciale du Québec pour nous donner une image complète, nous pourrions peut-être retirer les statistiques du Québec de 1961 à 1974 de façon à établir quel fut le taux de meurtres au cours de cette période de 18 ans, sans le Québec. Je ne pense pas que de telles statistiques soient aussi valables que celles portant sur toute la nation, mais nous pourrions au moins voir quel fut l'effet sur le taux des meurtres dans neuf provinces pour lesquelles nous avons des statistiques.

Par ailleurs, pourrions-nous avoir les rapports de M. Hann? Je note qu'il a participé à un projet d'examen critique des études économiques sur les moyens de dissuasion. Le rapport pourrait-il être déposé après le déjeuner? J'aimerais également une mise à jour sur le projet noté par M. Hann dans son résumé bibliographique où il dit qu'il entreprend un examen critique d'études économétriques

[Text]

on the deterrent effect of capital punishment, funded by the Solicitor General of Canada. If we are going to pass this bill, and you have a study you have commissioned on the deterrent effect of capital punishment, presumably, we should have it before the bill leaves this Committee.

**Mr. Allmand:** Mr. Hofley, where is that?

**Mr. Hofley:** Sir, that study has been distributed to members of Parliament, and if you do not have a copy . . .

**Mr. Stevens:** Which one?

**Mr. Hofley:** The Hann's report on the review of econometrics, and I will be happy to give you . . .

**Mr. Stevens:** No. The report I am talking about is the one that Hann is now working on.

**Mr. Allmand:** That is not on capital punishment, is it?

**Mr. Hofley:** No, the report that Hann did on econometrics has been distributed. That is the only report I am aware of that he has doing.

**Mr. Stevens:** Are we talking about the same report? There is the recent econometric study on the deterrent effect of capital punishment, and then what he was asked to prepare a project on was the critical review of economic literature on deterrents.

**Mr. Hofley:** That is the same report. He was asked to do—as you will see from the terms of reference—just a review of all econometric studies in relation to the deterrent. The name on the page was changed to refer specifically to Ehrlich, but it is really the same study.

**Mr. Stevens:** You zeroed in on Ehrlich.

**Mr. Hofley:** We did not zero in on Ehrlich, the only thing about the Ehrlich study is that it has received such wide publicity in *Time* magazine and some of the others. That is really the only difference between Ehrlich and any other piece of research. The study you are referring to, sir, is a total study covering a number of researchers, and we are really talking about one study, which has been . . .

**Mr. Stevens:** Okay. There is only one study, and that is the one we have, on deterrents.

**Mr. Hofley:** Yes.

**The Chairman:** The Committee is adjourned until 3.30 this afternoon.

#### AFTERNOON SITTING

• 1548

**The Chairman:** The meeting will come to order.

I have Mr. Halliday for questions, but first the Solicitor General has some information to provide in answer to Mr. Stevens. Mr. Stevens had requested this this morning, so I will call on the Solicitor General briefly first and then on Mr. Halliday.

**Mr. Allmand:** With regard to the questions Mr. Stevens was asking this morning on the figures prior to 1961, when we say we did not have Quebec Provincial Police figures that does not mean we did not have any figures from Quebec. We do have figures from Quebec from all other police forces other than the Quebec Provincial Police, which means they are included from Montreal metropolitan police, the Quebec City police, all the other police forces. So when we say we do not have the figures from the

[Interpretation]

récentes sur l'effet de dissuasion de la peine capitale, à la demande du Solliciteur général du Canada. Si nous devons adopter ce bill et que vous disposez d'une étude que vous avez commandée sur les effets de dissuasion de la peine capitale, je suppose que nous devrions en disposer avant que le bill quitte le Comité.

**M. Allmand:** Monsieur Hofley, où en est-ce?

**M. Hofley:** Monsieur, cette étude a été remise aux députés; si vous n'en avez pas un exemplaire . . .

**M. Stevens:** Laquelle?

**M. Hofley:** Le rapport de M. Hann sur les études économétriques; je me ferai un plaisir de vous donner . . .

**M. Stevens:** Non. Je parle du rapport auquel travaille présentement M. Hann.

**M. Allmand:** Il ne porte pas sur la peine capitale, N'est-ce pas?

**M. Hofley:** Non, le rapport de M. Hann sur les études économétriques a été distribué. A ce que je sache, c'est le seul rapport.

**M. Stevens:** Parlons-nous vraiment du même rapport? Il y a eu récemment une étude économétrique sur l'effet de dissuasion de la peine capitale; on lui a alors demandé de préparer un examen critique des études économiques sur les moyens de dissuasion.

**M. Hofley:** Il s'agit du même rapport. Nous lui avons demandé de faire, comme on peut le noter dans son contrat, un examen de toutes les études économétriques à ce sujet. On a modifié le nom sur la page pour parler plus spécifiquement de M. Ehrlich, mais il s'agit en fait de la même étude.

**M. Stevens:** Vous vous êtes limité à M. Ehrlich.

**M. Hofley:** Nous ne nous sommes pas limités à M. Ehrlich; seulement, l'étude Ehrlich avait eu une très grande publicité dans le magazine *Time* et d'autres magazines. C'est là la seule différence entre l'étude Ehrlich et les autres études. Vous faites allusion, monsieur, à une étude globale d'un certain nombre de travaux de recherche et nous parlons en fait d'une étude, qui a été . . .

**M. Stevens:** D'accord. Il n'existe qu'une étude, et nous en disposons.

**M. Hofley:** Oui.

**Le président:** Le Comité ajourne ses travaux à 15 h 30, cet après-midi.

#### SEANCE DE L'APRÈS-MIDI

**Le président:** A l'ordre, s'il vous plaît.

M. Halliday aurait des questions à poser mais, d'abord, le Solliciteur général aimerait donner à M. Stevens les renseignements qu'il a demandés ce matin. Je cède donc la parole au Solliciteur général d'abord, puis ce sera au tour de M. Halliday.

**M. Allmand:** Ce matin, M. Stevens a demandé les chiffres des années précédant 1961. Nous avons dit ne pas avoir les données de la Sûreté du Québec, mais cela ne signifie pas que nous n'avons pas de chiffres du Québec. Ceux que nous avons nous ont été fournis par d'autres corps policiers, dont la police de Montréal, celle de Québec et d'autres encore. Donc, ce qui nous manque, ce sont les chiffres pour les régions rurales non desservies par des forces policières municipales. Donc, de toute façon, les données de



## [Texte]

Quebec Provincial Police, that is basically for the rural areas not covered by municipal police forces; consequently, the figures we do not have would be a very small percentage of the murders in Quebec.

The other thing, Mr. Stevens, is that in the Grenier book, which I believe you have, we gave you this morning total numbers of murders but we did not give you the per capita rates. We have the per capita rates, based per 100,000 rate, prior to 1961, but they also exclude the QPP figures. They give some indication but they are still not as accurate as they could be because we do not have the Quebec Provincial Police figures.

Finally, with regard to Mr. Ehrlich report and the questions you asked on Friday, this morning I distributed the terms of reference for his report and the biographical sketch of Mr. Hann. I want to make it absolutely clear that when this study was commissioned from Mr. Hann there was no idea of what findings he could have returned. He could have returned findings indicating that the *Earlic* study was extremely sound—right-on, solid analysis. So there was no preconception or attempt to bring back figures that would be suitable to us. From time to time we commission these reports, and sometimes when they come back they are favourable, at other times they are not favourable. In the case of Ehrlich he came back with findings that were critical of Ehrlich—but we did not know that in advance, we had no way of knowing that, he approached the Ehrlich study as a scientist.

**The Chairman:** All right, I think I said that we would call Dr. Halliday next, but I think Mr. Stevens is rightly entitled to make a comment at this stage.

• 1550

**Mr. Stevens:** Thank you, Mr. Chairman.

I wish to thank the Minister for clarifying the submission so far with respect to the murder rate in the country. As I was just discussing with some of his staff, the statistics are set out by Statistics Canada in their publication *Murder Statistics, 1961-1970*, and they go back to 1954. The reason why I raised this point, Mr. Allmand, and I think the fact that the Quebec Provincial Police figures for the rural areas of Quebec are not included makes my point even more, is that if you review the murder rate in those years—for example, in 1954 it was 1 per hundred thousand; 0.9 in 1955; 1 in 1956; 0.9 in 1957; 1.1 in 1958; 1 in 1959; 1.3 in 1960; 1.2 in 1961; and I believe the figure you used for 1962 was the 1.2 again—the murder level in the country seemed to be relatively static in that six-year period. As I said this morning, that six-year period was your initial bench-mark period that you wanted to check on. Because the Quebec figures are not here, you could almost argue that, if anything, the rate was coming down somewhat, as opposed to going up. What disturbs me is that in spite of the fact that we had that record in those six years, when the death penalty was not only part of the Criminal Code but was actually being carried out, the murder rate has doubled. I really find it odd that the department would be now proposing, or that you as the Minister would be now proposing, that this is the time to abolish the death penalty. If the statistics prove anything—and I agree that they do not necessarily prove conclusively one way or the other—they may prove that the death penalty was acting as a deterrent when executions were actually taking place. I do not know whether the Minister has any response to that.

## [Interprétation]

la Sûreté du Québec ne concernent qu'un très faible pourcentage de tous les meurtres commis au Québec.

Ensuite, monsieur Stevens, nous vous avons donné ce matin le nombre total des meurtres commis d'après le livre de Grenier que vous avez sûrement, mais nous ne vous avons pas donné les taux par personne. Nous les avons maintenant pour les années précédant 1961, pour 100,000 habitants, mais vous n'y trouverez pas non plus les chiffres de la SQ. Pour cette raison, ils ne sont pas aussi précis qu'ils pourraient l'être, mais au moins ils vous donnent une idée.

Enfin, quant aux questions que vous avez posées vendredi sur le rapport de M. Ehrlich, je vous ai fait part ce matin du mandat de celui-ci et aussi de la biographie de M. Hann. Je tiens à préciser que, lorsque l'on a demandé à M. Hann de mener cette étude, on n'avait aucune idée de ce que seraient ses conclusions. Il aurait tout aussi bien pu trouver sensée et irréfutable l'analyse de M. Ehrlich. Il n'y avait donc aucune idée préconçue et il n'a jamais été question qu'il soumette des chiffres qui nous conviendraient. De temps en temps, nous faisons préparer de tels rapports qui parfois nous sont favorables et d'autres fois ne le sont pas. Dans ce cas-ci, M. Hann a critiqué le rapport Ehrlich, mais, au départ, nous ne savions pas du tout quelles seraient ses conclusions. Il a étudié le rapport Ehrlich objectivement.

**Le président:** Merci. Je pense avoir dit que M. Halliday aurait la parole après vous, mais il serait plutôt indiqué que M. Stevens fasse maintenant un commentaire.

**M. Stevens:** Merci, monsieur le président.

Je désire remercier le ministre d'avoir explicité ainsi les taux de meurtres au pays. Comme j'en discutais justement avec certains membres de son personnel, les données sont publiées par Statistiques-Canada dans *les statistiques du meurtre de 1961 à 1970*, et elles remontent à 1954. Si j'ai posé cette question, monsieur Allmand, et l'absence de chiffres de la Sûreté du Québec pour les régions rurales lui donne encore plus d'importance, c'est que le taux de crimes au pays pendant ces six années semble relativement stable. Par exemple, il était de 1 pour 100,000 en 1954, 0.9 en 1955, 1 en 1956, 0.9 en 1957, 1.1 en 1958, 1 en 1959, 1.3 en 1960 et 1.2 en 1961; je pense qu'en 1962, le taux était à nouveau de 1.2. Comme je l'ai dit ce matin, cette période de six ans a été votre premier point de repère. Comme les données pour le Québec ne font pas partie de ces statistiques, on pourrait aller jusqu'à prétendre que le taux diminue plutôt qu'il n'augmente. Ce qui m'ennuie, c'est que pendant ces six années où la peine de mort était non seulement autorisée mais bel et bien imposée, le taux de meurtres a doublé. Je trouve vraiment étrange que le ministère, ou vous, à titre de ministre, proposiez maintenant d'abolir la peine de mort. Si les statistiques prouvent quelque chose, et pas nécessairement, j'en conviens, elles ne sembleraient plutôt indiquer que la peine de mort, lorsqu'elle est véritablement imposée, a un effet dissuasif. Je ne sais pas si le ministre pourrait répondre quelque chose à cela.

[Text]

**Mr. Allmand:** As I mentioned to the Committee before, and to the House, the five-year trial period was due to terminate at the end of next year, so in this Parliament we had to deal with this issue, and because we had a good number of cases that were coming together last year and this year, we decided to do it now. We took the position, after looking at the evidence, that we should move for abolition. I understand that people will vigorously oppose that position.

With respect to the three six-year periods, even with the caveat that the figures prior to 1961 do not include the QPP figures, it is true that they are relatively stable. In the second six-year period, they are also stable, I might say. I note that they vary in 1961. From 1.0 in 1962, it goes to 1.2, in 1963; it stays at 1.1 in 1964; up to 1.2 in 1965; back to 1.1 in 1966. There is significance around 1967, a jump up to 1.4. That marks the beginning of a climb, which goes from 1.4 eventually up to 2.4 for 1974, although there was a levelling off; 1970 and 1971 remained the same, and 1972 and 1973 remained the same. But there is a rise from 1967 up to 1974 on a per capita rate. If you study that period of time starting about 1965 it was a period of great turbulence and change. I think if you look at other figures, not only crime figures, but strikes and a whole lot of other things at that time, you will find that there was a great increase in disobedience of the law, and it is reflected in the murder rates as well. However, in respect of the timing, it was a question of judgment. We felt that this should be done now.

• 1555

**Mr. Stevens:** Mr. Chairman, the only other thing arising out of the Minister's comments were his references to Professor Ehrlich, and if I may, I would like to submit to the Committee a copy of Mr. Ehrlich's letter to me, touching on the reference that I have already read in part into the record concerning his position and the fact that he feels that his study is unchallenged effectively. With the consent of the Committee without reading the letter, I would suggest that it be appended to the minutes of today's meeting.

**The Chairman:** I think that would be a good idea, Mr. Stevens. I might point out that Mr. Stevens read most of this letter on Friday, but this is just for clarification of the contents.

Is it agreed that it should be appended to today's proceedings? Agreed?

**Mr. Allmand:** Mr. Chairman, this morning I briefly referred to a bibliography of articles, which was a list of people who disputed Ehrlich, all of them American except Hann. I distributed that to the members of the Committee, but perhaps it could be appended as well, because it deals with the same issue.

**The Chairman:** That sounds reasonable, but . . .

**Mr. Allmand:** It is just a bibliography.

**The Chairman:** . . . did you not read that this morning?

**Mr. Allmand:** I only read parts of it. I did not read it all.

**The Chairman:** Is it agreed then that the bibliography of the critics of Isaac Ehrlich might also be appended to today's proceedings?

[Interpretation]

**M. Allmand:** Comme je l'ai déjà dit au Comité et à la Chambre, la période d'essai de cinq ans devait se terminer à la fin de l'an prochain mais, comme la présente législation en a longuement discuté et que bon nombre de cas se sont présentés l'an dernier et cette année, nous avons décidé d'agir tout de suite. Après avoir étudié la situation, nous avons décidé de proposer l'abolition. Je comprends que certains s'y opposent fortement.

Quant aux trois périodes de six ans, même si les chiffres pour les années précédant 1961 ne comprennent pas ceux de la SQ, il est vrai que les taux étaient relativement stables. Dans la deuxième période de six ans, ils sont aussi stables. Depuis 1961, le taux varie puisqu'il était de 1.0 en 1962, 1.2 en 1963, 1.1 en 1964, 1.2 en 1965 puis 1.1 en 1966. En 1967, il y a un saut marqué puisqu'il passe à 1.4. Cette année-là marque le début d'une courbe ascendante puisque le taux passera de 1.4 à 2.4 en 1974. Il y a toutefois eu un plateau en 1970 et 1971, puis une augmentation suivie d'un plateau en 1972 et 1973. Il y a tout de même une augmentation du taux par habitant entre 1967 et 1974. Si l'on étudie l'époque qui commence en 1965, on constate que cette période fut très mouvementée. Si l'on examine les statistiques pour le crime ainsi que pour beaucoup d'autres secteurs, on constate que la désobéissance à la loi a beaucoup augmenté et cela se reflète également dans les taux d'homicides. Quant au moment choisi pour proposer l'abolition, c'est plutôt une question de jugement. Nous avons estimé qu'il fallait le faire tout de suite.

**M. Stevens:** Monsieur le président, l'autre question qui découle des commentaires du ministre porte sur le professeur Ehrlich, et si vous me le permettez, je voudrais déposer un exemplaire de la lettre que M. Ehrlich m'a envoyée et qui fait allusion à ce que j'ai déjà cité relativement à sa position et au fait qu'à son avis son étude est effectivement contestée. Avec le consentement du Comité, je propose que la lettre soit annexée au procès-verbal de la réunion d'aujourd'hui, sans être lue.

**Le président:** Cela serait une bonne idée, monsieur Stevens. M. Stevens a déjà lu de larges extraits de cette lettre vendredi dernier, et il ne fait qu'éclaircir son contenu.

Est-on d'accord que la lettre soit annexée au procès-verbal d'aujourd'hui? D'accord?

**M. Allmand:** Monsieur le président, ce matin, j'ai fait allusion à une bibliographie d'articles écrits par plusieurs personnes qui contestent les idées de M. Ehrlich; ce sont tous des Américains, sauf Hann. J'ai donné cette bibliographie aux membres du Comité, mais on pourrait peut-être l'annexer également car elle traite de la même question.

**Le président:** Cela paraît raisonnable, mais . . .

**M. Allmand:** Ce n'est qu'une bibliographie.

**Le président:** . . . ne l'avez-vous pas lue ce matin?

**M. Allmand:** Je n'en ai lu que des extraits. Je n'ai pas lu la liste entière.

**Le président:** Est-ce d'accord que la bibliographie des critiques de Isaac Ehrlich soit également annexée au procès-verbal d'aujourd'hui?



[Texte]

**Some hon. Members:** Agreed.

**The Chairman:** I have to delay Mr. Halliday once more, because M. Olivier, ... un rappel au Règlement.

**M. Olivier:** Monsieur le président, la semaine dernière, après le vote en deuxième lecture, j'ai dit au Comité que j'avais l'intention de présenter des amendements, dont un en particulier réduirait le temps de détention de 25 ans à 15 ans.

Après plusieurs consultations avec mes collègues, je me suis aperçu que si je présentais un amendement pour diminuer le temps de détention de 25 à 15 ans, plusieurs membres de la Chambre des communes pourraient modifier leur vote en troisième lecture, ce qui irait à l'encontre des buts que je vise, c'est-à-dire l'abolition de la peine de mort et la réduction du nombre d'années de détention.

Alors, de deux maux, je choisis le moindre. J'accepte la période de détention de 25 ans et j'abandonne mon intention de proposer l'amendement. J'espère que le résultat du vote en troisième lecture sera le même que celui du vote en deuxième lecture.

**Le président:** Merci, monsieur Olivier.

Il s'agit des deux amendements, n'est-ce pas? The amendments have not been formally moved, so Mr. Olivier does not need the Committee's consent to withdraw them. He is just giving us notice that he is not going to present them.

Mr. Halliday.

**Mr. Halliday:** Thank you, Mr. Chairman. As you know, I am here for the first time at a meeting of the Justice and Legal Affairs Committee, and I am here because I have two specific questions to put to the Minister, one of which I have given him prior notice by six or eight weeks, I would say. I say this because my presence here is as an abolitionist. I voted on second reading as an abolitionist, and I understood that by doing such I was voting on the principle of the bill. That is not to say I necessarily have to vote on third reading the same way, yet there seems to be a lack of willingness on the part of the government to make appropriate amendments which may not necessarily transgress the high principle as far as abolition is concerned.

My concern is and the concern of a lot of my constituents is this. There are some people who commit second murders. Albeit they are a small number, but this does cause a lot of concern across the country. I wonder whether we should not give serious consideration to some other provision in the bill for that kind of person. Perhaps the person who commits treason—and I am not sure by law what treason really is though I have a concept in my mind. I suppose murdering the Queen or murdering the head of state would be treason, although I could be corrected on that. Those are examples that concern me. And perhaps the third one is hijacking.

[Interprétation]

**Des voix:** D'accord.

**Le président:** Je dois faire attendre M. Halliday encore une fois parce que ... Mr. Olivier wishes to speak on a point of order.

**Mr. Olivier:** Mr. Chairman, after the vote on second reading last week, I informed the Committee that I intended to propose amendments, one of which would reduce the length of sentence from 25 to 15 years.

After much consultation with my colleagues, I realize that if I were to propose an amendment to reduce sentences from 25 to 15 years, several members of the House of Commons might change their vote on third reading, which would run counter to my aims, namely the abolition of the death penalty and the reduction of the length of the prison sentence.

I therefore prefer to choose the lesser of two evils, and I accept the 25-years jail term, thus abandoning my intention to propose any amendment. I hope that the result of the vote on third reading will be the same as on second reading.

**The Chairman:** Thank you, Mr. Olivier.

You are speaking of both amendments, are you not? Les amendements n'ont pas été proposés formellement et M. Olivier n'a pas donc besoin du consentement du Comité afin de les retirer. Il veut simplement nous avertir qu'il n'a plus l'intention de les proposer.

Monsieur Halliday.

**M. Halliday:** Merci, monsieur le président. Comme vous le savez, c'est la première fois que j'assiste à une réunion du Comité de la justice et des affaires juridiques. Je suis ici parce que je veux poser deux questions précises au ministre, et je lui ai déjà donné préavis d'une de ces questions il y a six ou huit semaines. Je dis cela parce que je suis ici en tant qu'abolitionniste. Lors de la deuxième lecture, j'ai voté pour l'abolition et j'ai cru comprendre qu'en votant ainsi, je votais sur le principe du bill. Cela ne veut pas dire que je doive absolument voter de la même façon lors de la troisième lecture, mais le gouvernement ne semble pas vouloir proposer des amendements appropriés qui n'iraient pas nécessairement à l'encontre du principe du bill, en ce qui concerne l'abolition.

La préoccupation que je partage avec beaucoup de mes électeurs est la suivante: certaines personnes commettent un meurtre pour une deuxième fois. Elles sont peu nombreuses, mais cela inquiète beaucoup de gens à travers le pays. Je me demande si le bill ne devrait pas contenir des dispositions ayant trait à de telles personnes. Prenons le cas d'une personne qui se rend coupable de trahison—et, quoique j'en aie une idée, je ne suis pas certain de la définition juridique de ce mot. Je présume qu'assassiner la reine ou assassiner le chef de l'État constituerait une trahison, mais je n'en suis pas sûr. Ce sont des cas qui me préoccupent. Et le troisième, c'est peut-être le détournement d'avion

• 1600

I had the benefit of some advice from a very respected constituent of mine who happens to be basically a retentionist and he said, "What would be wrong with this kind of provision in the bill, that a person who is convicted of second murder, one of these types of treason, should be given either true, full and forever life imprisonment, or death if he wishes it?" And the reason I put this alterna-

Un de mes commettants très respecté et essentiellement rétentionniste m'a proposé ceci: «Pourquoi n'y aurait-il pas une disposition dans ce bill stipulant qu'une personne coupable d'un deuxième meurtre, une trahison de ce genre soit condamnée à l'emprisonnement à perpétuité, ou à mort si elle le désire?» J'inclus ce choix parce qu'on nous dit que l'emprisonnement à perpétuité est pire que la mort, et je le

[Text]

tive in is that we are told by some that life imprisonment, truly for life, is worse than death, and I will accept their word on that. If they wish to have an alternative by way of death, that is all right with me. So I am proposing to the Minister, and would like his comments on this, that there should be some consideration given to providing this kind of an amendment to the main bill now that would allow for the citizens of Canada to be guaranteed that those people will be forever out of circulation, either by confinement within an institution or, if the prisoner himself prefers it, by death.

This proposition I put to the Minister six or eight weeks ago as we walked across to the West Block, as you may recall, Mr. Minister; you said then that was a new concept for you, a new idea, and you did not wish to comment on it then but you have certainly had some time to think about it. I would like to have your views on that.

Then I have a second area. Shall I put that now too, Mr. Chairman, or do you wish me to wait?

**The Chairman:** Well, if you are asking questions, you certainly may.

**Mr. Halliday:** The second one is not perhaps so difficult. It is another concern that many of my constituents have, even those who are opposed to my stand of abolition but yet are sympathetic with and believe in my sincerity. They say, why do we not show more concern for the family of the victim? And I have to admit that if you look at our law system across Canada, the families of victims of murder, as far as I know, are given very little consideration. On the contrary, if someone murders by way of a motor vehicle or some other type of crime under the criminal code, he can be sued civilly for sums of money that in a way reimburse the victims of that assault—the person who is assaulted. But I get the impression there is no such compensation at all for victims of murder. And I think we would do a lot to assuage the concerns again of the people of Canada who, while they are sympathetic to an extent with abolition, are retentionists because they feel we are not concerned about the family of the victim.

So my second question, Mr. Chairman, would be to the Minister: are you prepared to include some kind of benefits or compensation for the family of the victim in this bill or in some other bill so that we can let the people of Canada know that we are concerned, not only about prisoners and about the convicted criminal, but also about those who are left behind after the affairs that they have committed?

Those are my two questions, Mr. Chairman, to the Minister.

**Mr. Allmand:** Mr. Halliday, with respect to the first question, second murders, treason and hijacking, this morning I put on record again the number of second murders, and we only have record of five in Canada and they are not all in Canada, as I pointed out this morning. One was a man who escaped from prison in Canada and we know that he committed his second murder in the United States. Another of the five was a murder in prison where two people had committed a murder together and they were both convicted to life imprisonment, and when they got in prison, one of these men killed his accomplice in prison for some reason or other.

[Interpretation]

crois. Si le condamné choisit la mort, je suis tout à fait d'accord. Donc je propose au Ministre d'étudier la possibilité d'apporter ce genre d'amendement au bill principal et j'aimerais entendre sa réaction. Un tel amendement offrirait la garantie aux citoyens du Canada que ces personnes seront pour toujours éliminées de la société, soit par l'emprisonnement à vie ou, si le prisonnier lui-même préfère, par mise à mort.

Comme vous vous en souviendrez, monsieur le Ministre, je vous ai fait part de cette proposition il y a six ou huit semaines, lorsque nous nous rendions à l'édifice de l'Ouest; vous m'avez alors dit que ce concept était nouveau pour vous, que c'était une nouvelle idée, et vous ne vouliez pas faire de commentaire à ce moment-là, mais vous avez certainement eu le temps d'y penser. J'aimerais connaître votre opinion là-dessus.

J'aurais d'autres questions, monsieur le président, voulez-vous que je les pose maintenant, ou préférez-vous que j'attende?

**Le président:** Puisque vous posez des questions, vous pouvez certainement continuer.

**M. Halliday:** L'autre est peut-être moins difficile. C'est une autre préoccupation de beaucoup de mes commettants, même de ceux qui sont opposés à mon attitude abolitionniste, mais qui sont sympathiques et qui croient en ma sincérité. Ils demandent pourquoi l'on ne se préoccupe pas plus de la famille de la victime? Et je dois admettre que, si vous regardez notre système juridique partout au Canada, l'on s'occupe très peu que je le sache, des familles des victimes de meurtre. Par contre, si quelqu'un tue avec un véhicule à moteur ou un autre genre de crime selon le Code criminel, il est passible, lors d'une poursuite au civil, de verser des sommes d'argent qui d'une façon dédommagent les victimes. Mais j'ai l'impression qu'il n'y a pas d'indemnisation semblable pour les victimes de meurtre. Cette solution permettrait d'apaiser les préoccupations des Canadiens qui, tout en étant favorables à l'abolition jusqu'à un certain point, sont rétentionnistes parce qu'ils croient que nous ne nous préoccuons pas suffisamment des familles des victimes.

Alors, monsieur le président, ma deuxième question s'adresse au Ministre: êtes-vous prêt à inclure dans ce bill ou dans d'autres bills certains types d'indemnisation pour les familles des victimes afin de démontrer aux Canadiens que nous sommes préoccupés, non seulement par les prisonniers et par les criminels reconnus, mais également par les victimes de ces actes?

Monsieur le président, ce sont là mes deux questions à l'adresse du Ministre.

**M. Allmand:** Monsieur Halliday, relativement à la première question, j'ai mentionné ce matin le nombre de deuxième meurtres, de trahisons et de détournements d'avion, et nous n'en avons que cinq au Canada et ils ne sont pas tous au Canada, comme je l'ai souligné ce matin. L'un de ces cas est un prisonnier qui s'est évadé de prison au Canada et nous savons qu'il a commis un deuxième meurtre aux États-Unis. Un autre de ces cinq meurtres a été commis en prison où deux personnes avaient commis un meurtre ensemble et avaient toutes deux été condamnées à l'emprisonnement à perpétuité, et lorsqu'elles furent incarcérées, l'une des deux tua son complice pour une raison ou pour une autre.



## [Texte]

There are three other cases; one where a man was hanged in 1914 for the second murder, and there are, I guess...

I stand corrected. It was in the early forties, during the war.

• 1605

So they are rare. Now, what should we do about them? At the present time, and this is forgotten because we are concentrating on parole eligibility dates rather than sentences, but the sentence now for murder, this noncapital murder under this bill, is a life sentence, and the life sentence remains even when the man is paroled. Consequently he can be brought back in prison for an infraction of his parole conditions and so on.

If deterrents have any value at all, the deterrent that would bear on a man who is in prison already on a life sentence would be that he could risk not getting his parole, and being in prison in fact for the rest of his life. It is true that he would end up with two life sentences if he committed a second offence but if he is in prison on a life sentence he considers deterrents... let us say it is a second-degree murder. Under this bill he would be eligible for parole at 10 years. If he commits any kind of offence in prison, whether it is an assault or some other type of offence and he is found guilty again, of course then he is risking not ever getting paroled or getting paroled much later than his eligibility date. It could be 10, 15, 25, or 30 years, and we have cases of people in prison who continue to do things and destroy their parole eligibility even though the parole eligibility date has come and past.

To keep people in prison without any chance of parole I think first of all would then provide additional risks for the staff of the institution because there would be no hope at all, if that was the law that there was no chance of parole. Then these people may attempt to commit suicide or make very crazy efforts at escaping and so on, risking lives. But as long as there is a hope of parole... under the present bill for second-degree murder there is 10 years and for first-degree murder it is 15 to 25 years. That hope is there and it is a type of control although as I said this morning, I do not believe that is the principal factor coming to bear on these cases. So I do not know.

With respect to your suggestion that they be allowed to take their own lives, my gut reaction to that is that that would not be right. We are criticized right now in prison if we do not take enough care of inmates and they do commit suicide. We had a series of suicides at Prince Albert Penitentiary a few years ago and we were criticized for not taking more care to prevent these suicides. This is a question that is almost as hotly debated as the capital punishment issue in the United States, with the young girl and the question of whether she should be allowed to die or not allowed to die. At this stage my reaction is that we should not facilitate somebody committing suicide.

The Deputy Minister reminds me that we had a case of an inmate who tried to commit suicide and the suicide was not successful, and then after he was rehabilitated and was quite happy that his suicide was not successful. We are also criticized for allowing people to do things in prison under duress, making decisions like that in a severe emotional state that they could regret afterwards. They could, of course, have no chance to regret their suicide.

## [Interprétation]

Il y a trois autres cas; une personne a été pendue en 1941 pour un deuxième meurtre, il y a, je crois...

Je me trompe. C'était au début des années quarante, pendant la guerre.

C'est donc rare. Que faire donc à ce sujet? Pour l'instant, on oublie souvent, parce que l'on s'attache plutôt à la date d'admissibilité à la libération conditionnelle qu'à la sentence, que cette dernière, pour homicide, est une peine d'emprisonnement à perpétuité, qui est maintenue même si le détenu est libéré sous condition. Par conséquent, à la première violation des conditions de sa libération, il peut être ramené en prison.

Si jamais il y avait donc un effet dissuasif, ce serait que le détenu à perpétuité craigne de ne pas se voir accorder de libération conditionnelle et de passer toute sa vie en prison. C'est vrai qu'il se retrouverait avec une seconde peine d'emprisonnement à perpétuité s'il commettait un nouveau crime; alors, l'effet dissuasif... Mais un détenu qui purgerait une peine d'emprisonnement à perpétuité pour un meurtre au deuxième degré pourrait en vertu du bill, être admissible à la libération conditionnelle après dix ans. Or, s'il commettait un délit quelconque en prison, assaut ou autre, dont il était reconnu coupable, il pourrait très bien ne jamais être libéré sous condition ou alors ne l'être que beaucoup plus tard. Ce pourrait être après dix, quinze, vingt-cinq ou trente ans. Bien entendu, nous avons à l'heure actuelle des détenus qui commettent continuellement des infractions si bien que leur date d'admissibilité à la libération conditionnelle est continuellement repoussée.

Garder en prison des condamnés n'ayant aucune possibilité de libération conditionnelle pose des risques accrus pour le personnel de l'établissement, puisque ces condamnés n'auraient plus rien à espérer. Ils pourraient tenter de se suicider ou de s'évader, mettant en péril d'autres vies. En revanche, tant qu'ils ont l'espoir d'être libérés sous condition, après dix ans pour un meurtre au deuxième degré et après quinze ou vingt ans pour un meurtre au premier degré, nous exerçons sur eux une certaine forme de contrôle même si, comme je l'ai dit ce matin, je ne crois pas que dans ces cas-là, ce soit l'élément le plus important. Je ne sais pas.

Quant à votre suggestion de leur permettre de choisir la peine capitale, ma première réaction serait de dire que ce ne serait pas bien. Présentement, on nous critique en prison si les soins qu'on porte aux détenus sont si mauvais qu'ils se suicident. Il y a quelques années, au pénitencier de Prince-Albert, il y a eu une série de suicides. Aux États-Unis, une question fait présentement l'objet d'un débat aussi passionné que la peine capitale; il s'agit du cas de la jeune fille dont les parents ont réclamé qu'on la laisse mourir. Pour l'instant, je ne crois pas qu'il faille faciliter à quiconque le suicide.

Le sous-ministre me rappelle le cas d'un détenu qui avait échoué dans sa tentative de suicide et qui, après sa réadaptation, était bien heureux de ne pas être mort. On nous accuse aussi de placer les détenus dans un tel état émotionnel qu'ils peuvent poser des gestes qu'ils pourraient par la suite regretter. Bien entendu, ils n'auraient pas la chance de regretter leur suicide.

[Text]

My reaction, Mr. Halliday, is that that would not be a good thing. All I can say is that we have life sentences for people who commit murders. If they do not behave in prison, if they do not attempt to follow some kind of rehabilitation program, when their parole eligibility date comes they are still in prison. Under the law proposed, the only way they can be released from prison is by a full parole board with two community participants. That is a new measure. So they are not easily released from prison if they are a convicted murderer. They are on a life sentence, which means that even if they commit a minor offence or they break their parole conditions, they can be put back. If they commit an offence, they are put back in prison; it does not have to be murder again. If they break the conditions of their parole, the Parole Board can put them back in prison on that life sentence. So I guess that is my response to the second murder. I would be willing to listen to other suggestions, but so far, that is my response to the suicide question.

• 1610

With respect to treason, there is some misunderstanding here. People were equating treason with terrorism. If a person commits terrorism, he can be charged with either murder, if he kills somebody, or attempted murder or assault with violence. There are many, many sections of the law. If it is a violent type of terrorism, an attempt to overthrow the state, there are many other offences that he can be charged with. If he injures people or kills people, he can be charged with murder.

The last conviction for treason in Canada was Louis Riel, and it was before 1900. As far as I know, not even during the Second World War, the First World War or the Great Depression were there charges of treason laid.

I do not think to have treason you have to kill. It is true that an attempt on the life of the Queen is treason, but we have Mr. Hollies here and I was going to ask him, because you asked the question, to say exactly what would constitute treason, but it does not necessarily involve the taking of lives. For the taking of lives, we can lay charges of murder or attempted murder, if the attempt fails and somebody is not actually killed.

With respect to hijacking—and I will go back to Mr. Hollies on the treason question—when hijackings became current a few years ago, when it became a real problem, the international community got together to consider what they would do about hijacking and studies were made. It was found that hijackers were the type of person, above all other types of murderers or people that would commit crimes of violence, who would not be deterred by the death sentence, because many of them had suicidal tendencies and martyr complexes, and they responded more to a severe type of penalty like that maybe than not having it all.

[Interpretation]

Je ne crois donc pas, monsieur Halliday, que ce soit une bonne chose. Tout ce que je peux dire, c'est que nous imposons aux meurtriers des peines d'emprisonnement à perpétuité. S'ils ne se comportent pas bien en prison, s'ils ne se plient pas à un programme de réadaptation quelconque, on laisse passer la date de leur admissibilité à la libération conditionnelle. En vertu de ce projet de loi, de tels détenus ne pourront être élargis que sur décision unanime de la Commission des libérations conditionnelles, comportant entre autres deux représentants de la collectivité. C'est une nouvelle disposition. Leur libération ne sera donc pas facile s'ils ont été reconnus coupables d'un meurtre. S'ils purgent une peine d'emprisonnement à perpétuité, on peut leur refuser la libération conditionnelle s'ils ont commis en prison une infraction, même mineure, ou s'ils violent les conditions de leur libération. S'ils commettent un délit, ils sont renvoyés en prison; il n'est pas nécessaire qu'ils aient commis un nouveau meurtre. S'ils enfreignent les conditions de leur libération, la Commission des libérations conditionnelles peut les renvoyer purger une peine d'emprisonnement à perpétuité. C'est ce que je propose pour les criminels récidivistes. Cette solution résoudrait le problème du suicide, mais je suis prêt à recevoir d'autres suggestions.

Pour ce qui est de la trahison, je crois qu'il existe un malentendu. Les gens ne font pas de distinction entre trahison et terrorisme. Une personne qui commet un acte terroriste peut être accusée de crime si elle tue quelqu'un, ou de tentative de meurtre ou de voie de fait avec violence. La loi comporte plusieurs articles à ce sujet. S'il s'agit d'un acte de terrorisme violent, par exemple d'une tentative de renversement de l'État, la personne peut avoir à répondre de plusieurs chefs d'accusation. Si quelqu'un est blessé ou tué, le coupable peut être inculpé pour meurtre.

La dernière personne inculpée de trahison au Canada est Louis Riel, et ce cas est antérieur à 1900. Au cours des deux guerres mondiales ou de la Grande dépression, je ne crois pas que quiconque ait été déclaré coupable de trahison.

Un acte de trahison n'implique pas nécessairement mort d'homme. Il est vrai qu'un attentat contre la reine est un acte de trahison, mais M. Hollies se trouve parmi nous, et puisque vous avez posé la question, je me propose de lui demander de nous expliquer en quoi consiste exactement la trahison. Un acte de trahison ne doit pas nécessairement entraîner mort d'homme. S'il y a mort d'homme, le coupable peut être inculpé pour meurtre ou tentative de meurtre si l'attentat échoue et si personne n'est réellement tué.

Pour ce qui est des détournements d'avions, et je reviendrai à M. Hollies au sujet de la trahison, ils sont devenus fréquents il y a quelques années et ont causé un grave problème. Des réunions ont eu lieu et des études ont été effectuées à l'échelon international afin d'y remédier. Il s'est avéré que les pirates de l'air appartiennent à la catégorie des meurtriers ou des gens qui sont susceptibles de commettre des actes de violence, bien qu'ils risquent la peine capitale. En effet, la majorité d'entre eux manifeste des tendances au suicide et sont prêts à mourir martyrs pour leur cause. Il semble même qu'il y ait des sanctions qu'ils redoutent davantage que la mort.



[Texte]

Of course, we did not move to the death penalty for hijacking, we took preventive measures; and the hijacking has been cut back considerably. There is very little hijacking in North America now, and there had been quite a bit to Cuba from the United States and even a few cases in Canada; but because of the checking at the airports and other things that were done, we have cut back hijacking.

**Mr. Stevens:** ... and the U.S. Passenger Act ...

**Mr. Allmand:** Yes, but we did not and neither did many other countries, but hijacking has been in fact reduced considerably from what it was in the heydays of the trips to Cuba and the trips to Algeria.

On the victims question, we are doing several things. First of all, the whole thrust of my department and the justice departments of the provinces—our principal thrust—is crime prevention, which means we do not want victims. In this Committee, on the estimates, I indicated the increases in budget for RCMP, for crime prevention; so we are putting a lot of money into crime prevention rather than reacting to crimes after they have been committed. At one time, the training of the police was directed to reactive policing, which meant that police were trained to solve crimes once committed. Now the whole thrust of police training is crime prevention, proactive rather than reactive policing.

Furthermore, the Department of Justice does have a program of cost sharing with the provinces on compensation to victims of crime. It has been increasing, maybe not as fast as we would like, but Mr. Basford has made a commitment to continue working on improvements in the compensation-to-victims program. The federal government pays so much—and I forget the exact formula because it is under the Department of Justice—but it pays so much to the provinces in their programs for compensation to victims of crime, and this would apply to the family. I think it applies to the families of murder victims as well.

In addition, the Law Reform Commission in its recent report recommended that sentencing be changed in our Code so that it would be part of the sentence that the criminals themselves would have to work and help compensate the victims of crime. Mr. Basford has that report and he says that he has given a very high priority to it. This would mean, in addition to the fund to compensate victims of crime, that the convicted persons themselves would have to work in one way or another or participate in assisting the victims of crime.

And finally, you mentioned the suit. I think I should point out that as far as I can recall the civil law, if a family could sue the estate of a convicted murderer if there was any money there, if the murderer had enough resources or property, the heirs of the murdered person could sue that convicted murderer and seize his estate for the damage caused to them. I am giving an off-the-cuff opinion but I think they could do that. The problem is that in many murders, the murderer has no assets to seize or to sue.

[Interprétation]

Nous n'avons pas proposé la peine capitale pour les pirates de l'air. Nous avons plutôt pris des mesures préventives et les actes de piraterie aérienne sont beaucoup moins fréquents. Ils sont très rares en Amérique du Nord maintenant. Quelques avions ont été détournés des États-Unis sur Cuba et il y a eu plusieurs cas au Canada mais, grâce aux contrôles exercés dans les aéroports et grâce à d'autres mesures qui ont été prises, nous avons diminué la piraterie aérienne.

**M. Stevens:** Grâce aussi au *Passenger Act* américain.

**M. Allmand:** Oui, mais nous n'avons pas adopté de loi semblable et de nombreux autres pays ne l'ont pas fait non plus. Cependant la piraterie aérienne a considérablement diminué si l'on pense au nombre de détournements d'avions sur Cuba et l'Algérie qui ont eu lieu aux heures de gloire des pirates de l'air.

En ce qui concerne les victimes, nous prenons plusieurs mesures. Tout d'abord, l'objectif principal de mon ministère et des ministères provinciaux de la justice, notre objectif principal dirais-je, consiste à prévenir le crime, c'est-à-dire que nous ne voulons plus qu'il y ait de victimes. Au cours des séances de ce Comité portant sur le budget, j'ai mentionné l'augmentation du budget accordée à la Gendarmerie royale pour la prévention du crime; nous préférons consacrer davantage d'argent à la prévention du crime plutôt que de résoudre a posteriori des affaires criminelles. A une certaine époque, la police était essentiellement entraînée à réagir et à résoudre les crimes une fois qu'ils avaient été commis. Actuellement, la formation des policiers est essentiellement orientée vers la prévention du crime, c'est-à-dire sur une action a priori plutôt qu'a posteriori.

En outre, le ministère de la Justice a collaboré avec les provinces à la mise au point d'un programme à coûts partagés pour indemniser les victimes d'un crime. Ce programme ne s'est peut-être pas développé au rythme que nous aurions souhaité, mais M. Basford s'est engagé à continuer d'améliorer ce programme d'indemnisation des victimes. Le gouvernement fédéral verse une somme fixe, dont j'ai oublié le montant exact, puisque cela dépend du ministère de la Justice, et cette somme fixe vise à aider les programmes provinciaux d'indemnisation des victimes. Ces programmes s'appliquent également aux familles des victimes d'un meurtre.

D'autre part, dans son dernier rapport, la Commission de la réforme du droit recommande que les sanctions prévues par le Code soient modifiées de sorte que les criminels eux-mêmes contribuent à indemniser et à aider les victimes d'un crime. M. Basford a pris connaissance de ce rapport et a déclaré qu'il lui accorde une très forte priorité. Cela signifie que non seulement les victimes d'un crime bénéficieraient de ce fonds d'indemnisation, mais aussi que les coupables contribueraient d'une façon ou d'une autre à indemniser les victimes.

Enfin, vous avez parlé de poursuites. Si je me rappelle bien les principes du droit civil, dans le cas où une famille poursuivrait en justice la succession d'une personne reconnue coupable de meurtre et que ce dernier ait eu suffisamment de ressources financières ou de biens, les héritiers de la victime assassinée pourraient donc poursuivre le meurtrier en justice et faire saisir ses biens. C'est une impression que je vous donne sans que j'en aie vérifié le bien-fondé mais cela me semble possible. Le problème dans beaucoup de cas, c'est que les meurtriers n'ont pas de biens et, par conséquent, qu'il n'est pas possible de les poursuivre en dommages-intérêts.

[Text]

Mr. Hollies, on the treason question.

• 1615

**Mr. Hollies:** With the permission of the Committee I will paraphrase because it is pretty lengthy. Present Section 46 which, as a matter of fact, is printed in Bill C-84, on the right-hand side, basically is this. The definition is not changed by Bill C-84. Offences against Her Majesty personally; war or war-like acts against Canada; assisting an enemy of Canada; using force or violence for the purpose of overthrowing provincial or the federal governments; doing certain things in respect of passing information to a foreign state where you know, or ought to know, that the use to which that information or sketch or document is put is or may be prejudicial to the safety or defence of Canada; conspiring with others to do any of those things; forming an intention to do any of those things and manifesting that intention by some overt act, presumably short of conspiracy. Then,

conspires with any person to do anything mentioned in paragraph (e)

which is communicating the information to the enemy, or to the potential enemy, rather

or forms an intention to do anything mentioned in paragraph (e) and manifests that intention by an overt act.

I think that is about it, Mr. Chairman.

**Mr. Allmand:** The reason that we moved for abolition on those sections first of all is that it is a very, very rare offence; and secondly, even for prisoners of war, those who are actually at war with us, we do not automatically take their lives. There is no automatic death sentence. As a matter of fact, we signed conventions—I am not an expert on those conventions.

We could try them, I suppose, in international war tribunal, but there is no automatic death sentence for those who wage war or part of war against Canada. We felt, therefore, that it was appropriate to move the abolition, but we kept high treason in the same category as first degree murder, and ordinary treason, second degree murder.

**Mr. Lawrence:** Mr. Minister, are you not sort of begging the question there? Certainly during wartime we have executed people who have been at war with Canada...

**Mr. Allmand:** Prisoners?

**Mr. Lawrence:** Yes. Well, you are talking about treason and you are talking about war.

**Mr. Allmand:** I want to make it very clear, when we take people prisoners, we do not deliberately shoot our prisoners.

**Mr. Lawrence:** No, no, but there have been executions during wartime.

[Interpretation]

Monsieur Hollies, voulez-vous continuer sur la question de la trahison?

**M. Hollies:** Si le Comité me le permet, je vais paraphraser pour être bref, l'article 46 du bill C-84 imprimé à la page de droite. Le bill ne change aucunement la définition de la trahison. Il s'agit toujours d'atteinte contre la personne de Sa Majesté; d'actes de guerre contre le Canada; d'aide aux ennemis du Canada; du recours à la force ou à la violence en vue de renverser le gouvernement du Canada ou d'une province; de communication de renseignements à un état étranger lorsque l'on sait, ou devrait savoir, que ledit état peut s'en servir à des fins préjudiciables à la sécurité ou à la défense du Canada; de la conspiration avec qui que ce soit pour accomplir les choses ci-dessus mentionnées et la révélation de ce dessein par un acte manifeste, à l'exception de la conspiration. Puis, est coupable de trahison celui qui:

conspire avec qui que ce soit pour accomplir une chose mentionnée à l'alinéa (e)

c'est-à-dire, communiquer des renseignements à l'ennemi, ou plutôt à tous ceux qui pourraient devenir des ennemis,

ou forme le dessein d'accomplir une chose mentionnée à l'alinéa (e) et révèle ce dessein par un acte manifeste.

Monsieur le président, je pense que c'est à peu près tout.

**M. Allmand:** Nous avons demandé la suppression de ces articles, d'abord parce qu'il s'agit d'un délit très rare; ensuite nous ne tuons pas d'office tous les traîtres, même dans le cas des prisonniers de guerre, c'est-à-dire de ceux qui étaient effectivement en guerre contre le Canada. Il n'y a pas de sentence de mort prononcée d'office contre eux. En fait, nous avons même signé des conventions internationales dont je ne peux pas vous donner tous les détails.

Nous pourrions faire subir à ces prisonniers un procès devant un tribunal de guerre international, mais nous n'exigeons pas d'office qu'une sentence de mort soit prononcée contre ceux qui ont fait la guerre ou qui ont prôné la guerre contre le Canada. Voilà pourquoi nous avons jugé bon de demander la suppression de cet article, bien que nous ayons maintenu la haute trahison dans la même catégorie que le meurtre au premier degré, et la trahison ordinaire dans la même catégorie que le meurtre au second degré.

**M. Lawrence:** Monsieur le ministre, n'êtes-vous pas en train de fausser la question? Au cours de la guerre, nous avons certainement exécuté des personnes qui étaient en guerre contre le Canada...

**M. Allmand:** Des prisonniers?

**M. Lawrence:** Oui. Vous parlez bien de trahison et de guerre, n'est-ce pas?

**M. Allmand:** Je veux qu'il soit clair que, nous n'éliminons pas automatiquement tous les prisonniers que nous faisons.

**M. Lawrence:** Non, mais il y a certainement eu des exécutions pendant la guerre.



[Texte]

**Mr. Allmand:** Oh, yes.

**Mr. Lawrence:** At that time, of course, wartime regulations supersede some of the regulations of the Criminal Code. In the last war and in the 1914-18 war, certainly there were prisoners taken by the Canadian forces who were executed.

**Mr. Allmand:** That may be so, but what I am saying here is that the way high treason stands at the present time means an automatic death sentence.

**Mr. Lawrence:** No, but this business of saying that nobody has been charged with treason since Louis Riel—that is under the Code.

**Mr. Allmand:** Oh, you are talking about our own forces.

**Mr. Lawrence:** I am talking about people who have been executed by Canadian forces.

**Mr. Allmand:** But the enemy, or our own troops?

**Mr. Lawrence:** I am not so sure about our own, but certainly the enemy.

**Mr. Allmand:** I am talking about Canada now.

**Mr. Lawrence:** The Code refers to treason in and out of Canada or Canadians or not Canadians.

**Mr. Allmand:** It is absolutely certain that we have had no conviction of treason since Louis Riel.

**Mr. Lawrence:** Under the Code?

**Mr. Allmand:** Yes, under the Criminal Code.

**Mr. Lawrence:** What I am saying is that in effect there have been executions against persons who have engaged in "treasonable activities" which have been outside of the Code.

• 1620

**Mr. Allmand:** Mr. Hollies wanted to comment on this before. When we were preparing this bill we considered whether we should take out of the National Defence Act the right to the capital punishment question, but we did not touch the National Defence Act. Under the National Defence Act, capital punishment is possible; but even there it was not exercised at all in World War II and I think it was exercised once in World War I, Mr. Hollies, was it not?

**Mr. Hollies:** With respect, sir, I cannot give the statistics on World War I. But since World War I, there has been one member of the Canadian Forces executed.

**Mr. Allmand:** Under the National Defence Act?

**Mr. Hollies:** Under the National Defence Act. He was executed for murder, murder committed in Italy as part of a gang of deserters.

May I comment on the other matters? I am sure of my ground on this when I say that no member of the Canadian Forces nor any member of the enemy forces taken prisoner by us was executed for treasonable acts. I take Mr. Woolliams' point that in the case of Lord Haw Haw, that was indeed so: there was an execution in the United Kingdom for treason. But I have, with respect, both defended and prosecuted on war crimes; and they were not charged as treason or anything approaching treason: they were charged as murder. And those were the only executions carried out by the Canadian Forces. They were carried out under the special wartime regulations.

[Interprétation]

**M. Allmand:** Bien sûr.

**M. Lawrence:** Il est certain qu'au cours de la guerre, certains règlements ont prévalu sur les règlements du Code criminel. Au cours de la dernière guerre et de la guerre 1914-1918, il y a sûrement eu des prisonniers des Forces canadiennes qui ont été exécutés.

**M. Allmand:** Peut-être bien, mais j'essaie de vous faire comprendre que la façon dont on considère maintenant la haute trahison entraîne d'office la sentence de mort.

**M. Lawrence:** D'accord, mais de dire que personne n'a été accusé de trahison depuis Louis Riel... c'est bien dans le Code, n'est-ce pas?

**M. Allmand:** Ah bon, vous parlez de nos propres forces.

**M. Lawrence:** Je parle des prisonniers exécutés par les Forces canadiennes.

**M. Allmand:** S'agissait-il d'ennemis ou de nos propres troupes?

**M. Lawrence:** Je ne suis pas sûr s'il s'agissait de nos propres troupes, mais je suis certain qu'il y avait des prisonniers ennemis.

**M. Allmand:** Mais je parle du Canada maintenant.

**M. Lawrence:** Le Code parle de trahison perpétrée à l'intérieur ou hors du Canada, par des Canadiens ou par des non-Canadiens.

**M. Allmand:** Il est tout à fait certain que personne n'a été reconnu coupable de trahison depuis Louis Riel.

**M. Lawrence:** Aux termes du Code?

**M. Allmand:** Oui, aux termes du Code criminel.

**M. Lawrence:** Mais j'essaie de vous faire comprendre qu'il y a déjà eu certaines exécutions de personnes engagées dans des activités de trahison non mentionnées par le Code.

**M. Allmand:** M. Hollies y a songé plus tôt lorsque nous avons préparé le bill, puisque nous nous sommes demandés si nous devions retirer de la Loi sur la défense nationale le droit d'imposer la peine capitale, mais nous avons décidé de ne pas y toucher. En vertu de cette loi, il est possible d'imposer la peine de mort, mais je crois qu'on n'a jamais exercé ce droit au cours de la Deuxième Guerre mondiale et peut-être une fois au cours de la Première Guerre mondiale, n'est-ce pas, monsieur Hollies?

**M. Hollies:** Je m'excuse, monsieur, mais je ne peux pas vous donner les statistiques de la Première Guerre mondiale. Toutefois, depuis celle-ci, un seul membre des forces canadiennes a été exécuté.

**M. Allmand:** En vertu de la Loi sur la Défense nationale?

**M. Hollies:** Oui. Il a été exécuté pour un meurtre commis en Italie alors qu'il faisait partie d'une bande de déserteurs.

Puis-je faire un commentaire sur un autre sujet? Je suis tout à fait certain qu'aucun membre des forces canadiennes ni aucun membre des forces ennemies fait prisonnier par nous n'a été exécuté pour trahison. Comme l'a dit M. Woolliams, il y a eu une exécution pour trahison au Royaume-Uni, dans le cas de Lord Haw Haw. Mais j'ai fait partie de la poursuite comme de la défense à des procès pour crimes de guerre et jamais les accusés n'ont été accusés de trahison ou d'un autre crime du genre; on les a toujours accusés de meurtre. Ce sont d'ailleurs les seules exécutions ordonnées par les forces canadiennes en vertu des règlements spéciaux de guerre.

[Text]

You are quite right, sir, it is not under the Code. But it was not for the offence of treason; indeed, the offence of treason did not apply to a non-Canadian national, and the people that we tried were not Canadian nationals but German nationals and Japanese nationals and the like who were accused of having committed murders and atrocities against our people, contrary to the laws and usages of war.

**Mr. Lawrence:** Just on a similar vein, by the way, what was Larose charged with under the FLQ insurrection? Or was he charged with anything?

**Mr. Hollies:** I think he was charged under the Official Secrets Act, sir, was he not?

**Mr. Allmand:** Was he charged with sedition? I am not sure if he was charged with sedition—I cannot recall to be exact. I am pretty sure he was not charged with treason but he may have been charged with sedition.

**Mr. Lachance:** With murder.

**The Chairman:** Mr. Lachance says murder.

**Mr. Allmand:** Yes, that too.

**Mr. Lachance:** And other offences.

**Mr. Allmand:** Yes, but not treason.

**The Chairman:** Well, gentlemen, are we ready to have a procedure argument on Mr. Halliday?

**Mr. Halliday:** May I just respond briefly to the Minister? I do not want to repeat my arguments but the Minister made a number of comments which I think deserve a reaction.

Your long discussion about your attitudes towards the handling of murderers I agree with, for first murderers. Your arguments are, in my view, sound for first murderers. But I do not think you have favoured me by allowing the fact that there is a difference between a first murder and a second murder, and that society deserves to have some form of protection written into its laws against this man who, having committed murder, is given a second chance and then defies society again by committing a second murder. From then on, surely we have to protect society some way against that man.

Now, hijacking is the same situation. You said that hijacking is relatively rare now. True, now. But you also said that those who are hijackers are hard to rehabilitate, I believe you said.

**Mr. Allmand:** No, no. I said that the studies found that they responded poorly; that execution for hijackers would almost be an enticement to them to hijack. They did profile studies on them and found they were people who were either suicidal or egocentric. They wanted the publicity of...

**Mr. Halliday:** Mr. Chairman, that is my point. The Minister has said that these people are not prepared to recognize deterrents in the form that we have now and so I submit that, to protect society, those people must be guaranteed true life imprisonment, for absolute life, in order to protect society, for the very reason that you have given, that they defy and do not care about deterrents. I think that most men do care about deterrents to some extent and I agree with you that, perhaps in this case, these people do not. Therefore society must be protected against that particular rare individual.

[Interpretation]

Vous avez raison de dire que ce n'était pas en vertu du Code pénal. Ce n'était pas non plus pour trahison, puisque ce crime ne pouvait être commis par un soldat de nationalité étrangère; or, ceux que nous avons poursuivis étaient des ressortissants allemands, japonais ou autres accusés d'avoir commis des meurtres et des atrocités, contraires aux lois et usages de guerre, contre des Canadiens.

**M. Lawrence:** Dans un même ordre d'idée, de quoi Larose a-t-il été accusé à la suite de la crise d'octobre? A-t-il été accusé de quelque chose?

**M. Hollies:** Je crois qu'il a été accusé en vertu de la Loi sur les secrets officiels, n'est-ce pas?

**M. Allmand:** A-t-il été accusé de sédition? Je n'en suis pas certain. Je ne me rappelle pas. Je suis presque certain qu'il n'a pas été accusé de trahison, mais peut-être a-t-il été accusé de sédition.

**M. Lachance:** Avec meurtre.

**Le président:** M. Lachance dit de meurtre.

**M. Allmand:** De cela aussi.

**M. Lachance:** Et d'autres délits.

**M. Allmand:** Oui, mais pas de trahison.

**Le président:** Eh bien, messieurs, allons-nous avoir un débat de procédure avec M. Halliday?

**M. Halliday:** Puis-je répondre brièvement au Ministre? Je ne veux pas me répéter, mais le Ministre a fait certains commentaires auxquels je me dois de répondre.

Je suis d'accord avec votre longue discussion des attitudes suscitées par le traitement des meurtriers non récidivistes. A mon avis, vos arguments tiennent dans leur cas. Mais je ne crois pas que vous m'ayez convaincu en faisant une distinction entre un premier meurtre et un second, ni en disant que la société doit se protéger par ces lois contre le meurtrier qui, après avoir eu droit à une deuxième chance, défie à nouveau la société en commettant un nouveau meurtre. A partir de ce moment-là, il faut certainement protéger la société contre un tel homme.

C'est la même chose pour les détournements. Vous dites que c'est maintenant devenu plus rare. C'est vrai maintenant. Mais vous avez également dit que ceux qui ont commis des détournements sont très difficiles à réhabiliter.

**M. Allmand:** Non. J'ai dit que les études ont montré qu'ils réagissaient mal au programme de réadaptation, mais aussi que les exécuter les pousserait presque à détourner des avions. D'après les études, la plupart de ces personnes ont des tendances suicidaires ou sont égocentriques. Elle l'ont fait par désir de publicité pour...

**M. Halliday:** C'est précisément là où je veux en venir. Le Ministre a dit que ces personnes ne sont pas prêtes à se laisser dissuader par les mesures habituelles de la société; je crois donc que, pour protéger la société, on doit les emprisonner véritablement à perpétuité et ne jamais les laisser sortir. Je pense que la plupart des hommes craignent les mesures dissuasives, mais ce n'est pas le cas de ces «pirates». Il faut donc protéger la société contre ces individus d'espèce plutôt rare.



[Texte]

**Mr. Allmand:** Maybe I could have Mr. Therrien, the Commissioner of the penitentiaries, state what we have done with those persons who are now in our prisons on a second murder. From my recollection, Kully, who committed two murders in Ontario—he committed a second one when he escaped from an escorted temporary absence. In the initial period he is under segregation.

• 1625

**Mr. Therrien:** these men that were listed this morning. I did not give their names, but people like Kully—I forget the names of the other ones—who have committed a second murder: what kind of incarceration are they given to give that additional means of protection? Or are they given any? Yes, there is Mr. Kully, Mr. Boivin, Mr. Geraghty. There are three. Do you have any information?

**Mr. Therrien:** I could not tell you, Mr. Chairman, where these three specific individuals are housed now. I am pretty sure they are in maximum-security institutions, but whether they are in segregation or in the normal population I do not think I have that information. Maybe I could have it tonight.

**Mr. Allmand:** It is my impression that Kully had been in segregation, because I had a letter from him.

**Mr. Halliday:** Mr. Chairman, if I could just go on to the third point the Minister referred to in response to me—that is, the matter of compensation for victims' families. I agree with the Minister that our goal should be, as our government's goal is, to prevent crime. This I agree with. But I am still not convinced, and perhaps you or one of your officials could tell us right now: what sort of compensation would, let us say, an MP's family get if the MP were murdered? What would he get for his family today from either the federal government or a provincial government? Precisely, in terms of dollars and cents—would he get the same standard of living that he is earning now, or is he going to get mother's allowance from the provincial Department of...?

**Mr. Allmand:** He would not get anything directly from the federal government except his ordinary pensions and so on. The compensation he would get would depend on the provincial system. I am not sure of the law on this, but it would depend on either where he was resident or where the murder was committed. The schemes for compensation to victims of crime are provincial schemes with assistance from the federal government. The assistance from the federal government goes to the province and they use that sum of money to compensate. They have different rules, and some provinces are much better than others.

I will try to give you some figures. Do we have any information on the compensation programs? This is not my department, and I have Solicitor General Department officials here.

**Mr. Halliday:** Mr. Chairman, while the Minister is looking this up, I would like to make the comment that in my view, unless there is something unconstitutional about it, this is an area that the people of Canada could be very well satisfied about if they knew at least that these people were being adequately compensated in some way. It would be so simple; it is a matter of just a few dollars compared to our total expenditures, and this would relieve a lot of the

[Interprétation]

**M. Allmand:** Peut-être que M. Therrien, Commissaire des pénitenciers, pourrait vous dire ce que nous faisons des meurtriers récidivistes qui sont présentement en prison. Si je me souviens bien, Kully a commis deux meurtres en Ontario, le second lors d'une évasion à l'occasion d'une absence temporaire avec escorte. Au début, il est isolé.

Monsieur Therrien, comment les hommes dont j'ai parlé ce matin, sans mentionner leur nom, les individus comme Kully... j'oublie le nom des autres, ... qui ont commis un deuxième meurtre sont-ils incarcérés pour assurer une plus grande protection? Ou le sont-ils? Oui, il y a M. Kully, M. Boivin et M. Geraghty; il y en a trois. Avez-vous des renseignements?

**M. Therrien:** Je ne pourrais vous dire, monsieur le président, où sont détenus ces trois individus présentement. Je suis presque certain qu'ils sont dans une institution à sécurité maximum, mais je ne saurais dire s'ils sont isolés ou mêlés aux autres prisonniers; je ne crois pas avoir les renseignements mais je pourrais peut-être les obtenir pour ce soir.

**M. Allmand:** Je crois que Kully a été isolé; j'ai eu une lettre de lui.

**M. Halliday:** Monsieur le président, si vous voulez bien me permettre de passer au troisième point auquel le ministre a fait allusion dans la réponse qu'il m'a donnée: l'indemnisation des familles des victimes. Je conviens avec le ministre que notre but doit être, comme c'est le but de notre gouvernement, d'empêcher le crime. Sur ce point, je suis d'accord. Mais je ne suis pas encore convaincu et peut-être pourriez-vous, vous ou l'un de vos adjoints, nous dire dès maintenant quelle indemnisation conviendrait pour la famille, disons, d'un député qui serait assassiné? Quelle serait l'indemnisation accordée à cette famille, soit par le gouvernement fédéral ou par le gouvernement provincial? Est-ce que cela correspondrait à son niveau de vie et à son traitement actuel, ou est-ce que ce serait l'allocation aux mères nécessiteuses du gouvernement provincial...?

**M. Allmand:** Rien directement du gouvernement fédéral sauf sa pension ordinaire et ainsi de suite. L'indemnisation viendrait du régime provincial. Je n'en connais pas très bien les dispositions législatives, mais tout dépendrait soit du lieu de résidence ou de l'endroit où le meurtre a été commis. Les régimes d'indemnisation des victimes du crime sont provinciaux, bien que le gouvernement fédéral y contribue. Les contributions du gouvernement fédéral sont versées aux provinces qui se chargent de l'indemnisation. Les règles varient et les conditions sont beaucoup meilleures dans certaines provinces que dans d'autres.

Je vais essayer de vous fournir des données. Est-ce que nous avons des données sur les programmes d'indemnisation? Ce n'est pas de mon ressort mais nous avons ici des hauts fonctionnaires du ministère du Solliciteur général.

**M. Halliday:** Monsieur le président, tandis que le ministre cherche ces renseignements, j'aimerais vous signaler qu'à mon avis, à moins que ce ne soit inconstitutionnel, les Canadiens seraient certainement très satisfaits de savoir que les familles des victimes sont justement indemnisées. Ce serait bien simple, cela ne représente en dollars qu'une faible proportion de nos dépenses totales et cela soulagerait beaucoup d'inquiétude. J'estime que ce projet de loi

[Text]

anxieties around the country now. I really think there is room in this bill for a couple of amendments that are not going to actually defeat the purpose of abolition.

**Mr. Allmand:** As you know, even if the Minister of Justice were to agree to a greatly expanded program of compensation to victims of crime, and I know he is very sympathetic to the compensation program, I do not think it would be in this bill. As I say, the compensation programs are provincial programs which the federal government helps. If the federal government were to increase that it would not require legislation; it just requires estimates—you know, increased money voted. I know it is discussed at the federal-provincial conference of Justice ministers. We do not have any information here with my officials on the program because it is a Justice program. I could try and get some for you later in the afternoon or tonight.

**Mr. Halliday:** Mr. Chairman, might the Minister append those figures to the Minutes of this meeting?

**Mr. Allmand:** I can try and get them from Mr. Basford. Would you like the programs in all provinces?

**Mr. Halliday:** I think a lot of people in Canada are wondering what we do for the victims, and I think they would be much more sympathetic towards the abolition if they knew that the victims of those people who are murdered, the relatives, were at least being adequately compensated.

• 1630

**Mr. Allmand:** I agree with you. What people do not know is that there is presently a compensation scheme.

**Mr. Halliday:** They sure do not know that, Mr. Minister. I did not know it and I am sure the people do not. One of the commonest arguments brought to me in the last year or so has been that we are really concerned, we are compassionate about criminals, but we do not seem to show that same compassion for the victims of crime.

**The Chairman:** I think your point is a good one, Mr. Halliday. I do not think it would necessarily be just figures. I think some explanation would be required and I am not sure it would be appropriate to append it to the Minutes since we do not know how extensive it would be. In fact, my recollection is that the Minister of Justice discussed this before us on Estimates last year, I think, rather fully. Perhaps what the Solicitor General could do would be either to prepare or have the Minister of Justice prepare something which he would subsequently send to members of the Committee. I think that might even be a better way of following it up. Otherwise, we would be holding up today's Minutes for a long time perhaps, and they may be needed for the following debate in the House.

**Mr. Allmand:** I will certainly get the information and I will distribute it to the Committee. Whether it can be attached to the proceedings or not . . .

**The Chairman:** I think we had better not try to hold up the *Minutes of Proceedings* for that.

I think Mr. Fairweather wanted to contribute to this discussion.

[Interpretation]

peut souffrir certaines modifications sans nuire à l'abolition.

**M. Allmand:** Même si le ministre de la Justice approuvait une indemnisation très supérieure des victimes du crime, ce à quoi il est très disposé, je ne vois pas que cela puisse s'intégrer à ce projet de loi. Je le répète, les régimes d'indemnisation sont provinciaux et le gouvernement fédéral y contribue simplement. Si le gouvernement fédéral jugeait à propos d'augmenter ses contributions il ne serait pas nécessaire de légiférer; il suffirait de voter des crédits plus importants. Je sais que la chose se discute à la Conférence fédérale-provinciale des ministres de la Justice. Mes délégués ne peuvent fournir de renseignements, car c'est un programme concernant la Justice. Je pourrais essayer vers la fin de l'après-midi ou ce soir de vous obtenir l'information.

**M. Halliday:** Monsieur le président, permettez-vous de consigner ces informations du ministre et de les annexer aux procès-verbaux de notre séance?

**M. Allmand:** Je peux essayer de les obtenir de M. Basford. Est-ce que vous aimeriez connaître le détail des régimes de toutes les provinces?

**M. Halliday:** Un grand nombre de Canadiens, je n'en doute pas, se demandent ce que nous faisons pour les victimes et il me semble qu'ils seraient beaucoup plus sympathiques à l'abolition s'ils savaient que les familles des victimes seront justement indemnisées.

**M. Allmand:** Je suis d'accord avec vous. Ce que les gens ne savent pas, c'est qu'il existe présentement des régimes d'indemnisation.

**M. Halliday:** Ils ne le savent certainement pas, monsieur le ministre. Je ne le savais pas moi-même et je suis sûr que les autres ne le savent pas. Ce qui me revient sans cesse, depuis un an environ, et ce qui suscite beaucoup d'inquiétude, c'est la compassion témoignée aux criminels alors que la victime est complètement ignorée.

**Le président:** Vous avez raison, monsieur Halliday, ce n'est pas simple affaire de statistiques et des explications s'imposent. Je ne sais cependant s'il conviendrait de les annexer aux procès-verbaux car nous n'en connaissons pas le volume. Il me semble que le ministre en a parlé assez à fond l'année dernière pendant l'étude du budget. Peut-être le Solliciteur général pourrait-il préparer ou demander au ministre de la Justice de préparer des données qui seraient ensuite distribuées aux membres du Comité. Je pense que ce serait encore la meilleure façon de se renseigner; autrement, la publication des procès-verbaux de la séance d'aujourd'hui, indispensables aux débats en Chambre, pourrait être beaucoup retardée.

**M. Allmand:** Je vais certainement obtenir l'information et la transmettre au Comité; quant à l'annexer aux procès-verbaux . . .

**Le président:** Mieux vaut ne pas retarder l'impression des *procès-verbaux et témoignages*.

M. Fairweather semble avoir quelque chose à dire.



[Texte]

**Mr. Fairweather:** I just wanted to say that the Ontario board travels about the province, as I understand. You see their advertisements, and victims' families make an application and compensation is awarded.

**Mr. Woolliams:** Peanuts.

**Mr. Allmand:** It is; it is not enough.

**Mr. Fairweather:** I agree that it is peanuts. As the Minister has just said, we would like to get it up. I myself have made an application to the Ontario board on behalf of a victim's family and they provided the amount requested. That was another province. The problem was that the victim's family was in another province, but the Ontario board was good enough to award it.

**The Chairman:** Mr. Poulin.

**Mr. Poulin:** The victim, of course, can sue if a wrong has been done—for example, in the case of an automobile accident. We have had examples in Ontario recently of the courts' awarding up to \$1 million, but that is virtually uncollectable unless there is that much insurance or assets in the estate of the person who caused the wrong. So the right is there to sue, but in the absence of funds being there we have to go back to the compensation to victims of crime by the various provincial and federal authorities as funded. It is a question of how much money is there, and I do not think we should think that people who are injured in an automobile accident are compensated. They are only in the event that the funds are there, either through insurance or assets of the person who does the wrong.

**Le président:** Monsieur Pinard.

**M. Pinard:** Monsieur le président, je voudrais seulement donner quelques précisions. Au Québec, également nous avons une loi d'indemnisation des victimes d'actes criminels. Je pense que le gouvernement fédéral contribue 50c. par personne au Québec. Or, cela ne suffit certainement pas pour donner une compensation adéquate aux victimes d'actes criminels. Mon collègue a fait remarquer qu'il y aurait peut-être lieu d'augmenter les indemnités versées aux victimes d'actes criminels, et je crois que sa remarque est très valable. Cependant, je ne crois pas que ce serait par des amendements au Bill C-84 que l'on pourrait parvenir à ces fins. Il faudrait peut-être négocier une entente fédérale-provinciale et c'est une suggestion que le Solliciteur général pourrait peut-être faire à son collègue, le ministre de la Justice.

**Mr. Allmand:** I agree. As I said to Mr. Halliday, in principle I am in favour of improving these present schemes. They do exist now but they do not give enough, and the provinces differ quite widely. In principle I favour that. As far as I know, Mr. Basford favours an improvement of the scheme too. Not only will I get the information, Mr. Halliday, for you and the Committee, but I will pass on the comments very quickly to Mr. Basford—your comments, your reaction to the bill, and what you think should be done. If we can have any response during the third reading debate or the report stage I would be pleased to convey that on his behalf.

**The Chairman:** Mr. Stanbury.

• 1635

**Mr. Stanbury:** Mr. Chairman, I wonder if I could pick up a point made by Mr. Halliday. I think even people who do not want to see capital punishment continue have a very serious concern about the prospect of dangerous criminals—who are a small proportion, I realize, of those convicted of murder—someday being released. The Minister

[Interprétation]

**M. Fairweather:** Je voulais simplement signaler que la Commission ontarienne parcourt la province et que les familles informées par les annonces demandent et obtiennent une indemnisation.

**M. Woolliams:** Une bouchée de pain!

**M. Allmand:** En effet, ce n'est pas suffisant.

**M. Fairweather:** Je suis d'accord, ce n'est que le strict minimum. Nous aimerions, comme le ministre, hausser la somme. J'ai moi-même fait une demande à la Commission ontarienne au nom de la famille d'une victime et le montant demandé a été accordé. La famille de la victime se trouvait dans une autre province, mais la Commission ontarienne a approuvé la demande.

**Le président:** Monsieur Poulin.

**M. Poulin:** La victime d'un accident de la route, par exemple, peut toujours tenter des poursuites si elle s'estime lésée. Les tribunaux ontariens ont accordé récemment jusqu'à un million de dollars d'indemnisation, mais il est virtuellement impossible de le percevoir, sauf si la personne responsable de l'accident a de grosses assurances ou des biens importants. La personne lésée est donc libre d'intenter des poursuites, mais s'il n'y a pas d'argent, les victimes doivent s'adresser aux autorités provinciales et fédérales pour obtenir une indemnisation. Tout dépend des sommes disponibles. Il ne faut pas penser que les victimes d'accidents d'automobiles sont indemnisées; elles ne le sont que si le responsable a des assurances ou des biens.

**The Chairman:** Mr. Pinard.

**Mr. Pinard:** Mr. Chairman, I would like to clarify this matter. In Quebec also, there is compensation for victims of criminal acts. I think the federal government's contribution is 50 cents per capita, which is far from being adequate. My colleague suggested that it would be advisable to increase compensation for victims of criminal acts and this proposal seems quite valid to me. However, I do not see how amendments to Bill C-84 could serve this purpose. A federal-provincial agreement would seem more in order and the Solicitor General could possibly make the suggestion to his colleague, the Minister of Justice.

**M. Allmand:** Je suis d'accord. Comme je le disais à M. Halliday, je suis en principe en faveur de l'amélioration des régimes en vigueur. L'indemnisation n'est pas suffisante et elle varie trop d'une province à l'autre. Je suis toutefois en principe favorable à cette idée. Il me semble que M. Basford est d'accord. Non seulement j'obtiendrai l'information, monsieur Halliday, pour vous et le Comité, mais je transmettrai vos commentaires à M. Basford sans tarder: vos commentaires, votre réaction à l'égard du bill et votre suggestion. Si la réaction est bonne lors de la troisième lecture, ou à l'étape du rapport, je serai heureux de vous en informer de sa part.

**Le président:** Monsieur Stanbury.

**M. Stanbury:** Monsieur le président, pourrais-je rappeler un point soulevé par M. Halliday. Je crois que même ceux qui désirent l'abolition de la peine capitale s'inquiètent sérieusement de la menace que présente les criminels dangereux, même s'ils sont peu nombreux parmi les meurtriers, et de leur libération éventuelle. Le ministre a men-

[Text]

has explained that there are very great safeguards around this in the bill that they would have to go through a pretty stringent process to be paroled short of what is actually a life sentence, not a 25-year or 15-year sentence, but a life sentence. I wonder whether the Minister would consider a further reassurance to the public that no person convicted of murder would be paroled under any circumstances without consideration and approval by the Cabinet. This imposes a great moral responsibility, a political responsibility on the Cabinet. I realize there are arguments against this, one being that it is perhaps fairer to keep it out of the political domain and not expose the person under sentence to a decision which may be based partly on the political judgment or political merits of the case. If the Cabinet is convinced that abolition is right, should it not be willing to take the responsibility for any ultimate release, short of life imprisonment, of any person sentenced to life imprisonment?

**The Chairman:** Mr. Leggatt, do you want to come into this before the Solicitor General replies?

**Mr. Leggatt:** There is one other aspect to which I wondered whether the Solicitor General would also direct his attention. It is somewhat supplementary to Mr. Stanbury's question, and not only is there the question of the Cabinet consideration, there is the suggestion that has been put forth by a number of members that there should be a jury provision so that the community itself has some input in terms of the release prior to a specific period of time. The proposal that has been suggested would be, for example, where an application is made in terms of the 15-year provision, since you have a review provision with three judges, that we should empanel a jury at the same time because I find that when you get 12 people together they quite often acquit murderers or they have some consideration in terms of the individual they are dealing with, but on terms of larger numbers clearly they are not as close to the actual situation. I did not see anything come up in the amendments on the subject of the use of the jury, but would you also direct your attention, therefore, not only to Mr. Stanbury's suggestion about the Cabinet review, but the possibility that the judicial review would be with a jury, so that the community in which the offender is being released will have something to say about his release as well?

**The Chairman:** Mr. Woolliams, are you on this point too?

**Mr. Woolliams:** Yes. Just before the Minister answers, I appreciate what Mr. Stanbury said, but I think on reflection—he has been a member of the Cabinet and the Privy Council—he would appreciate if you take the situation of Leopold and Loeb in which they tried to get parole from 1928 up to the fifties. They were convicted as young people going to university. The reason the parole was turned down was because the Governor of Illinois, whatever governor it was, who wanted to be re-elected, never had the political guts to say "yes." I would not want to put the executive in that position because I think then you are putting it in the political arena. Somebody just asked me, why not? The answer is that I do not think you can get kind of purity of justice where political implications are involved.

[Interpretation]

tionné les très bonnes garanties que contenait le bill à cet égard, et que les détenues auraient à se soumettre à des examens très rigoureux pour obtenir la libération conditionnelle pour ce qui est considéré actuellement comme l'emprisonnement à perpétuité, et non pas une peine de 25 ou 15 ans, mais l'emprisonnement à perpétuité. Je me demande si le ministre ne voudrait pas rassurer de nouveau le public en disant qu'aucune personne accusée de meurtre ne sera libérée, sous aucun prétexte, sans que le Cabinet ait étudié et approuvé cette libération. Le Cabinet se voit donc imposer une grande responsabilité morale et politique. Je sais qu'il y a des arguments contre cette décision, par exemple qu'il serait plus juste de ne pas la placer au niveau politique et ne pas exposer la personne condamnée à faire l'objet d'une décision fondée en partie sur une décision politique ou sur les mérites politiques de la cause. Si le Cabinet est convaincu que l'abolition est juste, ne devrait-il pas prendre la responsabilité de la libération définitive, sauf pour l'emprisonnement à perpétuité, de toute personne condamnée à l'emprisonnement à perpétuité?

**Le président:** Monsieur Leggatt, voulez-vous prendre la parole avant que le Solliciteur général réponde?

**M. Leggatt:** Je me demande si le solliciteur général voudra également porter attention à un autre aspect de la question, qui découle de la question de M. Stanbury, non seulement s'agit-il de l'étude que doit faire le Cabinet, mais un certain nombre de députés ont proposé qu'il y ait un jury pour que la population elle-même fasse son apport dans le cas de la libération avant la fin de la période de temps imposée. On a proposé, par exemple pour une demande présentée dans le cas d'une peine de 15 ans, puisque vous avez une disposition concernant la révision de la cause par trois juges, qu'il y ait aussi un jury au même moment. A mon avis, lorsque vous avez 12 personnes réunies, très souvent elles peuvent acquitter des meurtriers ou prendre en considération le cas d'un particulier, mais pour un grand nombre d'accusés, il est évident qu'elles ne sont pas au courant de la situation réelle. Je n'ai rien vu dans les amendements proposés concernant le jury. Voulez-vous y porter attention, pas seulement pour la suggestion de M. Stanbury concernant la révision faite par le Cabinet, mais aussi quant à la possibilité qu'une révision judiciaire qui serait faite par un jury, pour que la collectivité dans laquelle le délinquant sera libéré ait son mot à dire au sujet de cette libération?

**Le président:** Monsieur Woolliams, voulez-vous aussi parler à ce sujet?

**M. Woolliams:** Oui. Avant que le ministre réponde, je comprends ce à quoi M. Stanbury veut en venir, mais comme il a été membre du Cabinet et du Conseil privé, il comprendra, par exemple, la situation de Léopold et Loeb qui ont essayé d'obtenir la libération conditionnelle à partir de 1928 jusque dans les années '50. Ils avaient été accusés alors qu'ils étaient de tout jeunes gens fréquentant l'université. La raison pour laquelle la libération conditionnelle a été refusée c'est que le gouverneur de l'Illinois, ou un autre, voulait être réélu, et qu'il n'a jamais eu le courage de dire «oui» sur le plan politique. Je ne veux pas placer les dirigeants dans cette situation. Quelqu'un vient de me demander, pourquoi pas? La réponse c'est qu'il n'est pas possible, à mon avis, d'être aussi pur dans ses décisions, lorsqu'il y a des aspects politiques qui y sont rattachés.



[Texte]

**Mr. Stanbury:** Mr. Chairman, may I just comment on that? That has been the case until now.

**Mr. Woolliams:** Since Mr. Pearson, yes, he put that in. I did not agree with it then and I do not agree with it now.

**Mr. Stanbury:** So there has been that responsibility on the Governor in Council. I appreciate the arguments against it, but I throw it out as another one of the possible ways of reassuring the public that it would only be under the most stringent considerations that someone, whom the public might consider to have been a highly dangerous criminal, would be released. The government, which has had the courage to introduce abolition against what appeared to be its political advantage at this time, might be willing to undertake that responsibility as a further reassurance to the public of its safety.

**Mr. Allmand:** In this case I am more inclined to agree with Mr. Woolliams. It is true we have that situation right now that no convicted murderer can be released from prison unless there is a recommendation of the Parole Board and then afterwards it goes to Cabinet. But in Bill C-84 we took away that proposal and replaced the safeguard of the Cabinet, or the alleged safeguard of the Cabinet, with the community representatives on the Parole Board. The reason, Mr. Stanbury, that I as Minister proposed that is that I personally do not feel that the Cabinet which makes the policy should be involved in a judicial or quasijudicial role. We are very criticized for our role in commutations and that is why I thought it was good to abolish capital punishment and not have the Cabinet involved in those things.

**Mr. Lawrence:** Abolish commutation.

• 1640

**Mr. Allmand:** That is not the answer to the problem, I do not think. But it is not a question of principle. If the House or the Committee was to move that the Cabinet should be involved again, I certainly could live with that. But on balance I do not like to see the Cabinet involved in that kind of judicial decision. I would rather leave that to the courts.

The other suggestion about the jury, we considered that, having the jury involved, but what we decided was rather than a whole jury, add two community representatives to the Parole Board, which is provided for in the bill, for convicted murderers and for dangerous offenders. Those two community members have to sit with a Parole Board that hears an application for parole from a convicted murderer. Whether you should have a jury too, that complicates the thing more.

It is not a question of principle. It is a question of what would assure the public. I am all for assuring the public. I agree with Mr. Halliday that we must assure the public that these dangerous people will not be released lightly or frivolously, that they will be under strict custody as long as they are dangerous. We have tried to do that by amending the Parole Act and by putting in these other protections.

[Interprétation]

**M. Stanbury:** Monsieur le président, puis-je répondre à cela? C'était le cas jusqu'à maintenant.

**M. Woolliams:** Depuis M. Pearson, oui, il l'avait accepté; je n'étais pas d'accord à ce moment-là, je ne le suis pas plus maintenant.

**M. Stanbury:** Donc, le gouverneur en conseil avait cette responsabilité. Je comprends très bien les arguments contre cela, mais je les vois comme d'autres moyens de rassurer le public et lui dire que ce ne serait que pour des considérations très rigoureuses qu'une personne que le public considère comme ayant été extrêmement dangereuse, serait libérée. Le gouvernement a eu le courage de présenter l'abolition contre ce qui semble être un avantage politique à ce moment-ci; alors, il faudrait peut-être qu'il assume cette responsabilité et rassure de nouveau le public quant à sa sécurité.

**M. Allmand:** Dans ce cas, je suis porté à être d'accord avec M. Woolliams. Il est vrai que nous avons actuellement une situation dans laquelle aucun meurtrier condamné ne peut être libéré de prison à moins que la Commission des libérations conditionnelles fasse une recommandation qui sera ensuite étudiée par le Cabinet. Mais dans le bill C-84, nous avons retiré cette proposition et nous l'avons remplacée par la garantie du Cabinet, ou la supposée garantie du Cabinet, et des représentants de la collectivité à la Commission des libérations conditionnelles. La raison pour laquelle j'ai proposé cela, en tant que ministre, monsieur Stanbury, c'est que je ne crois pas que le Cabinet, qui décide des politiques, doive jouer un rôle judiciaire ou quasi judiciaire. Nous sommes très critiqués pour le rôle que nous jouons dans les commutations de peines, c'est pourquoi j'ai cru bon d'abolir la peine capitale sans y faire participer le Cabinet.

**M. Lawrence:** Abolir les commutations de peine.

**M. Allmand:** Ce n'est pas la réponse au problème; je ne le crois pas. Ce n'est pas une question de principe. Si la Chambre ou le Comité devait proposer que le Cabinet participe de nouveau, je pourrais certainement l'accepter. Mais à tout prendre, je n'aime pas que le Cabinet participe à ce genre de décision judiciaire. J'aimerais plutôt que ce soit laissé aux tribunaux.

Quant à l'autre suggestion concernant le jury, nous avons examiné cette question de la participation du jury, mais nous avons décidé plutôt d'ajouter deux représentants de la collectivité à la Commission des libérations conditionnelles, ce qui est prévu dans le bill pour les meurtriers condamnés et pour les délinquants dangereux. Ces deux membres de la collectivité doivent siéger à la Commission des libérations conditionnelles qui entend une requête de libération conditionnelle pour des meurtriers condamnés. Quant à savoir s'il doit y avoir un jury également, cela ne ferait que compliquer la situation.

Ce n'est pas une question de principe, mais plutôt de savoir ce qui rassurerait le public. Je suis en faveur de rassurer le public, et je suis d'accord avec M. Halliday qu'il faut garantir au public que ces personnes dangereuses ne seront pas libérées simplement à la légère, et qu'elles seront surveillées de façon stricte tant qu'elles seront dangereuses. C'est ce que nous avons essayé de faire en modifiant la loi sur la libération conditionnelle et en ajoutant ces autres mesures de protection.

[Text]

**Mr. Leggatt:** Could I comment? One of the problems we have in terms of the whole judicial system in my view is the public's perception of it as being an elitist system that is controlled by lawyers, judges, sociologists, etcetera, but that the community input is far too low. The reason I put this forward and suggest it is—if you look at the polls on capital punishment, I think they are simplistic, but it seems pretty clear that the majority of people in this country do not want to abandon capital punishment. My reading and my public debate with my constituents leads me to the conclusion that it is their feeling, genuinely held, that there is insufficient general public input into the judicial system and that they would prefer to see, for example, juries and panels on dangerous cases of release.

What we need to do is restore confidence in the Parole Board. One of the problems we have is that justified or otherwise, there is a lack of confidence in the Parole Board because of some very spectacular cases that have occurred in this country. In order to return it, it seems to me a very worthwhile suggestion that the Minister consider that you are going back to the judicial process anyway in terms of the review mechanism prior to the 25 years mandatory. Why do you not empanel a jury at the same time so that the public knows that from a voters' list at random people will be taken and placed on a jury and that judicial decision will be reviewed by a jury? In fact it will be a jury that makes the recommendation to reduce the additional mandatory time.

If I could comment one step further, in terms of using community representatives on the Parole Board as a way of getting community impact, the difficulty there is—it is like anything else—if you have five experts and two community people, they are snowed under by the experts. It is exactly the reason that lawyers are not allowed to serve on juries. They are afraid that a lawyer may dominate the jury because of his special interest in the law and so on. The same thing can happen with the Parole Board. So in terms of the public impact I am suggesting that serious consideration should be given to empanelling a jury in these cases.

**Mr. Allmand:** I would say that was a thing that we considered in principle. We are not opposed to that. We picked a type of that in putting two community people on the board. Whether it is better to do it that way or not, I could take another look at it.

**Mr. Leggatt:** Suggest both.

• 1645

**The Chairman:** Is it agreeable that we consider the amendments together or—? Yes, Mr. Stevens.

**Mr. Stevens:** Mr. Chairman, I have just two or three questions before we get to the amendments, if I may. This morning we were reviewing the state of the death penalty in the United States, and I think it was generally agreed by the Minister that in fact the death penalty is on the upswing down there as opposed to going the other way, and that states are going from abolitionist to retentionist and those that were retentionists are adding crimes for which the death penalty is the punishment. I was wondering whether we could also get the world perspective and, not to prolong it, whether the Minister could indicate

[Interpretation]

**M. Leggatt:** Puis-je faire une remarque? Une des difficultés que pose le système judiciaire c'est, à mon avis, l'idée que se fait le public du système des élites, contrôlé par les avocats, les juges, les sociologues et d'autres, mais où l'apport de la collectivité est trop restreint. La raison pour laquelle j'ai proposé cette mesure, c'est—si vous examinez les votes sur la peine capitale, je crois qu'ils sont très simplistes, mais il semble quand même évident que la majorité des Canadiens ne veulent pas abandonner la peine capitale. D'après les lectures que j'ai faites, et dans mes discussions publiques avec mes électeurs, j'en suis venu à la conclusion qu'ils ont l'impression vraiment que le public en général participe trop peu au système judiciaire. Ils préféreraient voir, par exemple, des jurys et des commissions d'étude pour les cas risqués de libération conditionnelle.

Il faut redonner à la population la confiance qu'elle avait en la Commission des libérations conditionnelles. Une des difficultés, et je ne sais si elle est justifiée ou non, c'est que les gens ne croient plus tellement en la commission, à cause de certains cas très spectaculaires. Pour redonner confiance, il me semble que la suggestion du ministre, de revenir au processus judiciaire de révision obligatoire du procès avant l'expiration du délai de 25 ans, est très valable. Pourquoi ne pas nommer un jury en même temps pour que le public sache, qu'à partir d'une liste d'électeurs, des personnes sont choisies au hasard pour siéger à ce jury, et que la décision judiciaire sera révisée par un jury. Ce sera le jury qui fera la recommandation pour réduire le délai additionnel obligatoire.

Si vous me permettez de continuer, en se servant de représentants de la collectivité à la Commission des libérations conditionnelles pour qu'il y ait un impact sur la collectivité, la difficulté c'est que—comme pour toute autre chose—si vous avez cinq experts et deux personnes de la collectivité, ces dernières se sentent dépassées par les experts. C'est la raison pour laquelle les avocats ne peuvent pas siéger comme jurés. On craint qu'un avocat domine le jury, notamment à cause de son intérêt dans le droit. Ce pourrait être la même chose à la Commission des libérations conditionnelles. Quant à l'impact sur le public il faudrait étudier sérieusement la nomination d'un jury dans ces causes.

**M. Allmand:** Sachez que c'est là une chose que nous avons étudiée en principe. Nous n'y sommes pas opposés. Nous l'avons fait d'une certaine façon en plaçant deux personnes de la collectivité à la Commission. Quant à savoir si c'est une bonne chose ou non, je pourrais de nouveau examiner cela.

**M. Leggatt:** Proposez les deux.

**Le président:** Êtes-vous d'accord pour que nous étudions les amendements ensemble ou...? Oui, monsieur Stevens.

**M. Stevens:** Monsieur le président, j'ai encore deux ou trois questions avant d'en arriver aux amendements, si vous me le permettez. Nous avons révisé ce matin la question de la peine de mort aux États-Unis et le ministre était en général d'accord sur le fait que la peine de mort est à la hausse là-bas et non pas le contraire et que les États qui voulaient l'abolir veulent maintenant la retenir et que ceux qui la conservaient ajoutent des crimes pour lesquels la peine de mort est le châtiment. Je me demande si nous pourrions obtenir une perspective à l'échelle mondiale et, pour ne pas prolonger le débat, si le ministre pourrait nous



[Texte]

whether he generally agrees with the United Nations current reports with regard to capital punishment around the world. I refer specifically to the last report, February 12, 1975, in which they conclude that there is really no real progress. It says that it remains extremely doubtful whether there is any progression towards the restriction of the use of the death penalty as far as world countries are concerned. Is that your general conclusion, too, Mr. Allmand?

**Mr. Allmand:** I note that in your second reading speech you referred to this matter. From what I can see, a great number of countries that have retained capital punishment and are using it are countries that we would describe—for the most part, not all of them—as nondemocratic countries. Capital punishment is found in all the Communist-bloc countries, in many countries of the Third World that have either no parliamentary system or hardly any parliamentary system; but the countries that we usually look up to, the countries of Western Europe, the democratic countries, there is movement, but no government has taken the step to bring back the death penalty, although in the parliaments there have been some—Mr. Hofley—?

I read something interesting: what is happening in the world is that there is a decline in democratic countries; and with that decline, with authoritarian governments replacing one-time parliamentary governments or democratic governments, there has been also a return to the death penalty in some of them.

I note that in the recent problems in South Africa, South Africa has one of the highest rates of capital punishment in the world and also a high rate of murder, very high.

**Mr. Woolliams:** Yes, but they just might have a high rate whether they have capital punishment or not.

**Mr. Allmand:** That is right.

**Mr. Woolliams:** Those figures do not mean much.

**Mr. Allmand:** That is what I have said all along. Mr. Hofley.

**Mr. Hofley:** Mr. Chairman, I can give you a list of those countries that have abolished the death penalty. There is Austria, 1945; Colombia, 1910; Costa Rica, 1882; Dominican Republic, 1924; Ecuador in 1897; Finland in 1949; Iceland, 1928; Uruguay, 1907; Venezuela, 1863. We have also looked at a number of other countries. Some of them are not entirely abolitionist, but for the most part have abolished capital punishment.

**Mr. Lawrence:** Is the main exception treason?

**Mr. Stevens:** But on that point, Mr. Allmand, am I correct in saying that if we pass this bill, the list that was just read out is the list that we will be joining?

[Interprétation]

dire s'il est d'accord en général avec les rapports nous arrivant actuellement des Nations-Unies concernant la peine capitale dans le monde. Je pense par exemple au dernier rapport, celui du 12 février 1975, où on conclut qu'il n'y a pas eu vraiment de progrès. On y dit qu'il demeure extrêmement douteux qu'il y ait eu des progrès quant à la restriction de l'utilisation de la peine de mort dans le monde. Est-ce que c'est votre conclusion également, monsieur Allmand?

**M. Allmand:** Je remarque que dans votre discours lors de la deuxième lecture, vous avez également parlé de cette question. D'après ce que je peux voir, un grand nombre de pays qui ont conservé la peine capitale et qui s'en servent sont des pays que je décrirais pour la plupart, pas tous, comme des pays non démocratiques. La peine capitale se retrouve dans tous les pays du bloc communiste, dans beaucoup de pays du Tiers monde qui n'ont pas de système parlementaire ou qui en ont très peu, mais les pays qui nous servent habituellement d'exemples, les pays de l'Europe de l'ouest, les pays démocratiques, il y a certains mouvements, mais aucun gouvernement n'a décidé d'adopter de nouveau la peine de mort, même si dans les Parlements, il y a eu certains... Monsieur Hofley?

J'ai lu quelque chose d'intéressant: ce qui se passe dans le monde, c'est qu'il y a un déclin dans les pays démocratiques; avec ce déclin, avec les gouvernements autoritaires qui remplacent les gouvernements parlementaires ou les gouvernements démocratiques passés, il y a également eu un retour à la peine de mort dans certains de ces pays.

Je vois que l'Afrique du Sud qui a eu récemment des difficultés est un des pays où le taux d'application de la peine capitale est le plus élevé au monde et également le taux de meurtres y est également très élevé.

**M. Woolliams:** Oui, mais ils pourraient avoir un taux élevé qu'il y ait peine capitale ou non?

**M. Allmand:** C'est exact.

**M. Woolliams:** Ces chiffres ne veulent pas dire grand chose.

**M. Allmand:** C'est ce que j'ai toujours dit. Monsieur Hofley.

**M. Hofley:** Monsieur le président, je peux vous donner une liste des pays qui ont aboli la peine de mort. Il y a eu l'Autriche en 1945, la Colombie en 1910, Costa Rica en 1882, la République Dominicaine en 1924, l'Équateur en 1897, la Finlande en 1949, l'Islande en 1928, l'Uruguay en 1907, et le Venezuela en 1863. Nous avons également étudié un certain nombre d'autres pays. Certains ne sont pas tout à fait abolitionnistes, mais en grande partie, ils ont aboli la peine capitale.

**M. Lawrence:** La trahison n'est-elle pas l'exception principale?

**M. Stevens:** Sur ce point, monsieur Allmand, n'ai-je pas raison de dire que si nous adoptons ce bill, la liste que nous venons de lire serait celle à laquelle nous allons nous joindre?

[Text]

Mr. Hofley: No.

Mr. Allmand: That is *de jure*. I guess that is right for "legally abolished."

Mr. Stevens: Right.

Mr. Allmand: For example, in Belgium, which is not included there, they have not had any executions for a long, long time—I think it is before the First World War—yet they still have on the books a very limited amount of capital punishment, but they have had no executions.

Mr. Hofley: That is correct.

Mr. Allmand: There are several countries like that. On the week-end, I read an article that in Ireland there are two people due to be hanged in the month of July. They have had no executions in Ireland for 22 years.

Mr. Stevens: What part of Ireland are you talking about?

Mr. Allmand: South. A man and a woman have been convicted of capital murder in an IRA killing.

Mr. Fairweather: There is no capital punishment in Northern Ireland.

Mr. Allmand: No, in the Republic of Ireland, it is still on the books, but for 22 years they have had no executions.

An hon. Member: Like Canada.

Mr. Hofley: The countries that are abolitionist by custom would include Belgium, Luxembourg, Nicaragua, Surinam, Lichtenstein, and Vatican City.

Mr. Allmand: Most of these countries, it is interesting to note, are either in Western Europe or in Latin America. Some of the Latin American countries, I understand, have reverted or are finding other ways of executing if it is not on their books, because there is no doubt some of those countries in fact have executed.

The Chairman: The farther south...

Mr. Allmand: The facts are that.

Mr. Hofley: There is a long list of countries that they are abolitionist by law for ordinary crimes, including, of course, Great Britain who abolished capital punishment in 1969 and they are abolitionists.

Mr. Stevens: But they have not as yet gone as far as the government is proposing that we go with this Bill C-84.

Mr. Lawrence: I am surprised. There are only half a dozen countries—and none of them since the 1940s—have joined the list that are going as far as we are going.

Mr. Allmand: Many of them have moved to abolition since the Second World War but not maybe all of them as far.

Mr. Lawrence: No, that is right. That is what I am saying. That is probably true. There are only half a dozen of them, most of them dating back to the turn of the century.

Mr. Hofley: We would be in the same position as the United Kingdom. I understand they have retained it under their Defence Act, the same as we have.

[Interpretation]

M. Hofley: Non.

M. Allmand: C'est *de jure*. C'est exact, je pense, pour «légalement aboli».

M. Stevens: C'est cela.

M. Allmand: Ainsi par exemple en Belgique, qui ne fait pas partie de la liste, il n'y a pas eu d'exécutions depuis très très longtemps, depuis avant la dernière guerre mondiale. Pourtant, il y a toujours dans les livres un montant très limité de peines capitales, mais il n'y a pas eu d'exécutions.

M. Hofley: C'est exact.

M. Allmand: Il y a plusieurs pays dans le même cas. J'ai lu au cours de la fin de semaine un article sur l'Irlande où deux personnes doivent être pendues au mois de juillet. Il n'y a pas eu d'exécutions en Irlande depuis 22 ans.

M. Stevens: De quelle partie de l'Irlande parlez-vous?

M. Allmand: Du Sud. Un homme et une femme de l'IRA ont été condamnés pour meurtre qualifié.

M. Fairweather: Il n'y a pas de peine capitale dans le Nord de l'Irlande.

M. Allmand: Non, dans la république d'Irlande; c'est encore dans le code pénal mais il n'y a pas eu d'exécution depuis 22 ans.

Une voix: Comme au Canada.

M. Hofley: Les pays traditionnellement abolitionnistes comprennent la Belgique, le Luxembourg, le Nicaragua, le Surinam, le Lichtenstein et la Cité du Vatican.

M. Allmand: La plupart de ces pays, il est intéressant de noter, sont soit en Europe occidentale ou en Amérique latine. Certains pays d'Amérique latine, je crois, ont rétabli la peine capitale ou trouvent d'autres moyens d'exécution lorsque ce n'est pas dans le code, car il n'y a pas de doute que certains de ces pays font des exécutions.

Le président: Plus on s'éloigne au sud...

M. Allmand: Tels sont les faits.

M. Hofley: Il y a une longue liste de pays abolitionnistes par statut pour les crimes ordinaires, y compris évidemment la Grande-Bretagne qui a aboli la peine capitale en 1969.

M. Stevens: Mais ils ne vont pas aussi loin que le gouvernement le propose dans ce Bill C-84.

M. Lawrence: Je suis surpris. Il n'y a qu'une demi-douzaine de pays, et aucun depuis 1940, qui se trouvent sur la liste et soient prêts à pousser aussi loin que nous.

M. Allmand: Plusieurs de ces pays ont préconisé l'abolition depuis la Seconde Guerre mondiale mais peut-être pas à un tel point.

M. Lawrence: Non, en effet. C'est ce que je dis. C'est probablement vrai. Il n'y a qu'une demi-douzaine de ces pays et la plupart remontant au tournant du siècle.

M. Hofley: Nous serions dans la même situation que le Royaume-Uni. Je crois comprendre qu'elle est maintenue dans la loi sur la défense, comme chez nous.



[Texte]

**Mr. Lawrence:** And treason.

**Mr. Hofley:** Yes.

**Mr. Allmand:** Israel, for example, has abolished capital punishment even for treason, for all crimes except war criminals of the Second World War. Even in the war situation that they have been in almost continuously since their birth, they do not have capital punishment for treason or for murder or for any other offence.

**An hon. Member:** They just shoot.

**The Chairman:** Mr. Stevens.

**Mr. Stevens:** But, Mr. Allmand, to put it also in perspective, it is true that something over 100 other nations that are members of the United Nations are still retentionist in the sense that they do have the death penalty for one or more crimes.

**Mr. Allmand:** That is true.

**Mr. Stevens:** And those countries—and they are democratic countries, I would suggest—include France...

**Mr. Allmand:** Not many.

**Mr. Stevens:** It includes France...

**Mr. Allmand:** Yes, that is one of the ones.

**Mr. Stevens:** It certainly includes Japan.

**Mr. Allmand:** I would say they are a small percentage of the 100.

**Mr. Stevens:** Yes, but the heavy preponderance—this is the point I am trying to make—as far as world countries are concerned, are very much retentionist. If you read the United Nations reports, really the world is becoming more retentionist as opposed to the other. I do not want to take up the time of the Committee. I can read the report.

**Mr. Allmand:** What you say is correct, but that does not convince me that it is a good thing, because most of those countries...

**Mr. Stevens:** No, you may feel you want to be out of step with the world and, of course, that is your prerogative.

**Mr. Allmand:** With those countries I do. I will tell you, the interesting fact about France is that they have capital punishment and they guillotined two people a few years ago, and they have one of the highest murder rates in Europe, higher than most of the abolitionist countries around them, higher than Italy, higher than Scandinavian countries. There is a man on trial right now who could go to the guillotine and there is a debate on in France right now, as there is in Ireland because there are two people there condemned to death under their present laws.

**Mr. Stevens:** Mr. Chairman, these are my two final questions and the first one really comes out of what we have just been discussing. At an earlier meeting, I requested any precedent that the department may have used, taken presumably from an abolitionist nation which had brought in this type of legislation and had substituted some type of punishment, such as life imprisonment. Have you any precedent you can refer us to just to see how other countries have dealt with this situation?

[Interprétation]

**M. Lawrence:** Et pour trahison.

**M. Hofley:** Oui.

**M. Allmand:** Israël, par exemple, a aboli la peine capitale même pour la trahison, pour tous les crimes sauf les crimes de guerre de la Seconde Guerre mondiale. Même dans l'état de guerre qui règne dans ce pays depuis son origine, il n'y a de peine capitale ni pour la trahison ni pour le meurtre ou tout autre crime.

**Une voix:** Ils tirent tout simplement.

**Le président:** Monsieur Stevens.

**M. Stevens:** Monsieur Allmand, pour garder les choses en perspective, il est vrai qu'une centaine de pays faisant partie des Nations Unies demeurent partisans de la peine capitale puisqu'ils appliquent la peine de mort contre un ou plusieurs crimes.

**M. Allmand:** C'est exact.

**M. Stevens:** Et ces pays, pays démocratiques, s'il vous plaît, comprennent la France...

**M. Allmand:** Pas beaucoup.

**M. Stevens:** Compréhendent la France...

**M. Allmand:** Oui, c'en est un.

**M. Stevens:** Compréhendent certainement le Japon.

**M. Allmand:** Je dirais un faible pourcentage.

**M. Stevens:** Oui, mais ce que je veux faire ressortir c'est qu'ils sont de façon prédominante partisans de la peine capitale. D'après les rapports des Nations Unies, la balance entre les opposants et les partisans penche fortement du côté des partisans de la peine capitale. Je ne veux pas gaspiller le temps du Comité. Je peux lire le rapport.

**M. Allmand:** Vous avez raison, mais cela ne peut me convaincre que ce soit louable parce que la plupart de ces pays...

**M. Stevens:** Non, vous tenez peut-être à faire bande à part et c'est votre prérogative.

**M. Allmand:** A part de ces pays, oui. Je vais vous rappeler un fait intéressant au sujet de la France. La peine capitale y subsiste et deux condamnés ont été passés à la guillotine il y a quelques années; cela n'empêche que le taux d'assassinats y soit le plus élevé en Europe, plus élevé que dans la plupart des pays abolitionnistes qui les entourent, plus élevé qu'en Italie, plus élevé que dans les pays Scandinaves. Un homme subit actuellement son procès qui risque d'être guillotiné et la question se débat en France actuellement, comme en Irlande, car deux condamnés sont passibles de peine de mort en vertu des lois présentes.

**M. Stevens:** Monsieur le président, ce sont mes deux dernières questions et la première découle de ce que nous venons de discuter. Au cours d'une séance antérieure, j'ai demandé si le ministère avait eu recours à un précédent emprunté à quelque pays abolitionniste pour formuler cette législation et si on y avait substitué quelque peine comme l'emprisonnement à vie. Pourriez-vous nous citer un précédent qui nous permettrait de savoir comment d'autres pays ont réglé cette situation?

[Text]

**Mr. Allmand:** Yes, we got that together after you asked that question. Mr. Hofley, do you have that, please?

• 1655

**Mr. Hofley:** Yes, sir. We have looked at quite a number of countries. It is difficult to compare, but we can give you some examples. For example, in New York, murder carries a statutory minimum penalty which the judge may fix at any term from 15 to 25 years; in California, the first-degree murder carries a statutory minimum of 7 years and second degree has a minimum of 20 months. In Massachusetts both degrees of murder carry a statutory minimum term of 15 years, but the first degree category requires commutation by the Governor before parole can be considered. In Sweden the statutory minimum for murder is 10 years, the maximum sanction is life imprisonment. In Denmark for murder a person is liable to a fixed sentence of 15 to 16 years or life, the statutory minimum being 5 years. The minimum period a person must serve before release is two-thirds the term of imprisonment. In England and Wales the death penalty for murder was abolished in 1969. Murder is not subdivided into categories. A conviction for murder necessarily results in a statutory minimum sentence of life imprisonment in England. There is no minimum length of time that must be served before release; the inmate is usually considered for parole at four, seven years and then annually, and the case is reviewed by the local prison review committee, the Home Office and the parole board. In Holland the death penalty for murder was abolished in 1870 and there is no statutory minimum prison term for premeditated murder. The maximum sentence is life or up to 20 years of temporary imprisonment.

Those are just a few, Mr. Chairman. I had the figures for France a moment ago. In France, of the 3,615 persons convicted of murder between 1960 and 1973, 172 received death sentences, only 14 were executed, 3 for common law crimes, the others under the code of military justice. The French homicide rate, as the Minister has already pointed out, is consistently and significantly higher than that of Italy which has abolished capital punishment.

**Mr. Stevens:** Mr. Chairman, my only other question is coming out of a *Globe and Mail* report of June 23 in which Metro police chief, Harold Adamson, is quoted as making certain comments concerning what we are doing here and the reporter states:

Chief Adamson said that despite arguments to the contrary he is convinced the death penalty is a deterrent to murder and that the present mandatory sentence of 25 years in jail will not be.

I was wondering whether the Minister had been in touch with Chief Adamson either before or after that statement and whether the chief offered any concrete evidence as to why he believes it is a deterrent to retain the death penalty.

**Mr. Allmand:** I did meet with him before this bill was tabled. I met with him and the executive of the Canadian Association of Chiefs of Police. At that time he said that he was in favour of the death penalty, but if it were to be

[Interpretation]

**M. Allmand:** Oui, nous nous sommes concertés après que vous ayez posé la question. Monsieur Hofley, avez-vous la réponse?

**M. Hofley:** Oui, monsieur. Nous avons étudié la situation dans divers pays. Il est difficile d'établir la comparaison, mais nous pouvons vous donner des exemples. Ainsi, à New York, le meurtre comporte une peine minimum que le juge doit fixer entre 15 à 25 ans; en Californie, le meurtre au premier degré condamne à 7 ans de prison minimum et, le meurtre au deuxième degré, à 20 mois minimum. Au Massachusetts, les deux catégories de meurtre sont punies par une sentence réglementaire minimale de 15 ans d'emprisonnement, mais pour ce qui est de la catégorie du premier degré, une commutation de peine doit être accordée par le gouverneur avant que la mise en liberté surveillée puisse être envisagée. En Suède, la sentence minimale pour un meurtre est de 10 ans, et la sanction maximale est l'emprisonnement à perpétuité. Au Danemark, un meurtrier est passible d'une peine de 15 à 16 ans ou d'un emprisonnement à perpétuité et la sanction minimale est de cinq ans. Avant de pouvoir être libéré, un détenu doit purger les deux tiers de sa peine. En Angleterre et au Pays de Galles, on a aboli la peine de mort pour les meurtriers en 1969. Le meurtre n'est pas divisé en catégories. Une condamnation pour meurtre se traduit nécessairement par une sanction minimale qui est en Angleterre l'emprisonnement à perpétuité. Il n'existe aucune durée minimale à purger avant d'être libéré; le détenu peut d'habitude être libéré sous condition au bout de quatre ans, sept ans, et ensuite tous les ans. Son cas est revu par la Commission de révision de la prison locale, le bureau de son lieu de résidence et la Commission des libérations conditionnelles. En Hollande, la peine capitale pour meurtre a été abolie en 1870 et il n'existe pas de sanction minimale d'emprisonnement dans les cas de meurtre avec préméditation. L'emprisonnement à perpétuité constitue la sentence maximale et la sentence d'emprisonnement peut être de 20 ans.

Ce ne sont là que quelques exemples, monsieur le président. Il y a quelques instants, j'avais ces chiffres pour la France. En France, sur 3,615 personnes qui ont été déclarées coupables de meurtre entre 1960 et 1973, 172 ont été condamnées à mort, 14 ont été exécutées, trois pour des crimes de droit commun et les autres conformément au Code de la justice militaire. Comme le ministre l'a souligné, le taux des homicides en France est nettement plus élevé qu'en Italie, pays où la peine de mort a été abolie.

**M. Stevens:** Monsieur le président, la seule autre question que je voulais poser, a trait à un rapport du *Globe and Mail* du 23 juin. Ce rapport cite les commentaires de Harold Adamson, chef de la police métropolitaine, au sujet de ce que nous faisons ici. Voici ce que dit le rapport:

Le Chef de la police, M. Adamson a déclaré que, malgré des arguments contraires, il est convaincu que la peine capitale a une force de dissuasion que n'a pas la sentence de 25 ans d'emprisonnement.

Je voulais savoir si le ministre est entré en contact avec M. Adamson avant ou après cette déclaration. Pourrait-il nous dire si ce dernier lui a donné les motifs plausibles qui le poussent à croire qu'il faut maintenir la peine capitale?

**M. Allmand:** Je l'ai rencontré avant que ce projet de loi ne soit déposé. J'ai également rencontré le directeur de l'Association canadienne des chefs de police. A l'époque, il a affirmé être en faveur de la peine de mort, mais a déclaré



[Texte]

abolished, he felt that there should be a minimum period in prison of 25 years for first degree murder.

In that respect he was critical of the 15-year review period that I had in the bill. He would have preferred that it was 25 without any review. So that was his position. As to the evidence he gave, it is like most of the arguments that we have among ourselves in Parliament, he just felt that it was a deterrent for certain types of crime and there was no empirical evidence given. I argued one side and he argued the other side, we did not spend a lot of time on it, it was a question of belief and opinion and we left it at that.

I have received their brief. Every year they give us a brief, I think. They pass resolutions and send them to us and they send us briefs and we examine those. I meet with their executive yearly, but there is a division of opinion on this.

**Mr. Stevens:** Thank you, Mr. Chairman. I have no further questions at this point.

**Le président:** Monsieur La Salle.

**M. La Salle:** Merci, monsieur le président.

J'aimerais poser quelques questions au Solliciteur général du Canada. Le ministre est-il d'accord avec le fait que la majorité des Canadiens, d'après les enquêtes, serait actuellement favorable au maintien de la peine de mort?

Je sais que la question a peut-être été posée, mais j'aimerais de toutes façons connaître l'opinion du ministre.

**Mr. Fox:** Mr. Chairman, on a point of order. These questions were raised this morning. The honourable member does not come very often. I realize he has other things to do, but out of courtesy to other members of the Committee, he could read the Proceedings and find out what the situation was, or he could come to the Committee hearings.

**Le président:** Mais la question en est une autre... Continuez monsieur La Salle.

**Mr. Allmand:** The answer very quickly is, and I have answered that question on several occasions, that it depends on how the question is asked. If you ask the question: are you for or against capital punishment with no other conditions, I think the majority of Canadians would say yes, but if you ask the question differently they give very many different answers. If you talk about the degrees of murder, or murder of policemen and prison guards, or if you actually put the question in the context of the entire situation of crime, then I am uncertain what the answers would be, because I have seen different polls and the answers are different. If it is a simple question, you would get a majority, I think.

**M. La Salle:** D'accord. Vous répondez à ma question par l'affirmative. Il n'y a aucun doute; vous dites que la majorité de la population canadienne répondrait «oui» à une question très précise: «Êtes-vous pour ou contre la peine de mort?» Maintenant, avez-vous songé...

**M. Fox:** J'invoque le Règlement. Ce n'est pas la réponse que M. Allmand a donnée. M. Allmand a dit que si une question fort simpliste, aussi simpliste que la question que vient de poser l'honorable député était posée à la population, à ce moment-là, on aurait tel ou tel résultat. Mais entre une question simpliste et une question précise..., avec beaucoup de facilité l'honorable député de Joliette...

[Interprétation]

que si elle était abolie, on devrait prévoir une sentence minimale de 25 ans d'emprisonnement pour les meurtres au premier degré.

A cet égard, il a critiqué la période de révision de 15 ans que j'avais proposée dans le projet de loi. Il aurait préféré que la sentence soit de 25 ans sans révision. C'était du moins son attitude. Les raisons qu'il a données ressemblent à la majorité des arguments invoqués devant le Parlement, à savoir que la peine de mort a une force de dissuasion pour certains genres de crimes, mais il n'a donné aucun exemple empirique. J'avais un argument et il en avançait un autre, nous n'avons pas passé beaucoup de temps là-dessus car c'était une question de croyances et d'opinions. Nous en sommes restés là.

J'ai reçu le rapport dont vous parlez. Je crois que chaque année ils nous transmettent un rapport. Ils proposent des résolutions et rédigent des rapports qu'ils nous envoient et que nous étudions. Je m'entretiens chaque année avec leur directeur mais à ce sujet, il y a de nombreuses divergences d'opinions.

**M. Stevens:** Merci, monsieur le président. Je n'ai pas d'autre question à poser là-dessus.

**The Chairman:** Mr. La Salle.

**Mr. La Salle:** Thank you, Mr. Chairman.

I would like to put a few questions to the Solicitor General of Canada. Does the Minister agree that, according to various inquiries, the majority of Canadians are presently in favour of retaining the capital punishment?

I realize that this question may already have been put, but I would still like to know the opinion of the Minister.

**M. Fox:** Monsieur le président, un rappel au Règlement. Ces questions ont été posées ce matin. L'honorable député ne vient pas au comité très souvent. Je sais qu'il a d'autres choses à faire, mais par courtoisie envers les autres membres du comité, il peut très bien lire les délibérations du comité pour prendre connaissance de la situation, ou il peut se présenter aux séances du comité.

**The Chairman:** But the question is put differently... Please go on, Mr. La Salle.

**M. Allmand:** J'ai répondu à ces questions à maintes reprises, et la réponse est que cela dépend toujours de la façon dont on pose la question. Si vous posez la question: êtes-vous pour ou contre la peine capitale sans imposer aucune condition, je crois que la majorité des Canadiens diraient oui, mais si vous posez la question différemment, vous aurez diverses réponses. Si vous discutez du degré de meurtre, ou du meurtre de policiers ou de gardiens de prisons, ou si vous situez la question dans le contexte de toute la question de la criminalité, je ne saurais dire quelles seraient les réponses, car j'ai vu différents sondages, et les réponses varient. Si c'est une simple question, vous auriez une majorité, je crois.

**Mr. La Salle:** Very well. You have answered my question affirmatively. There is no doubt; you say that the majority of the Canadian people would answer "yes" to the specific question: "Are you for or against capital punishment?" Now, have you thought...

**Mr. Fox:** A point of order. That is not the answer that Mr. Allmand has given. Mr. Allmand said that if it was a matter of a very simple question, as simple as the question as the hon. member has just put, was asked of the population, at such a time we would have such and such a result. But between a simple question and a specific question... With utter ease, the hon. member from Joliette...

[Text]

**M. La Salle:** C'est une question précise que je pose.

**M. Fox:** ... Il y a une grande différence. Je pense qu'on devrait donner l'occasion au ministre de préciser cela. Il répond en ...

**M. La Salle:** Le ministre a très bien répondu, monsieur le président.

**M. Fox:** Il y a une grande différence dans les termes employés, ici.

**Le président:** Oui, je pense que c'est une question qui se prêterait à un débat. Oui, il y a une différence, et je suis sûr que le ministre se corrigera.

**Mr. Allmand:** My answer was in the terms that Mr. Fox stated. If you have a poll or a referendum or a plebiscite with very precise questions in the total context, then I cannot say that a majority would favour capital punishment in these different contexts, because I have seen polls where, if you put the question: are you in favour of capital punishment for all types or murder? I doubt whether you would get 50 per cent in favour of capital punishment in answer to that question.

**Le président:** Monsieur La Salle.

**M. La Salle:** A partir de votre réponse, monsieur le ministre, si la question était aussi nette que par exemple: Êtes-vous pour ou contre? Avez-vous songé, pour bien connaître l'opinion publique sur une législation aussi importante, d'inviter les citoyens canadiens à se prononcer par voie de référendum sur une question aussi importante?

**Le président:** Je pense que cela a fait l'objet d'une question précédente, monsieur La Salle.

**M. La Salle:** Monsieur le président, le ministre pourrait-il nous dire s'il y a songé ou non?

**Mr. Allmand:** I have answered that question many times in this Committee, and I have given my reasons and I have spent a lot of time answering that question. It is on the record. Unless you wish me to answer it again, Mr. Chairman.

**Le président:** Je pense que c'est dans les procès-verbaux et témoignages.

**M. La Salle:** Le ministre aurait-il préféré connaître l'opinion publique par voie de référendum?

**Mr. Allmand:** Well, I have gone into that—I spent almost an afternoon on that subject.

**Le président:** Monsieur La Salle, j'ai dû attendre vos questions, mais vos questions ne sont qu'une répétition.

**M. Olivier:** J'invoque le Règlement, monsieur le président. Lorsqu'on parle de référendum ... Chaque député a un rôle à jouer ici; si M. La Salle, député de Joliette, avait joué son rôle, il aurait fait un référendum dans Joliette, et il connaîtrait la réponse.

A Longueuil, on en a fait un, et cela ne donne pas les chiffres qu'il annonce; 47 p. 100 des gens se sont prononcés pour l'abolition de la peine de mort et 45 p. 100 pour le maintien. Qu'on ne vienne pas soutenir ici que les gens du Québec ne sont pas capables de penser et de réfléchir!

[Interpretation]

**Mr. La Salle:** It was a specific question that I put.

**Mr. Fox:** ... there is a great difference. I think we should give the Minister a chance to explain. He answered by ...

**Mr. La Salle:** The Minister has answered very well, Mr. Chairman.

**Mr. Fox:** There is a vast difference in the terms used here.

**The Chairman:** Yes, I think that the question is debatable. Yes, there is a difference, and I am sure that the Minister will modify it.

**M. Allmand:** J'ai donné ma réponse aux termes qu'a énoncé M. Fox. Si on fait un sondage ou on présente un référendum, ou un plébiscite, avec des questions très précises dans un contexte général, je ne crois pas alors que la majorité serait en faveur de la peine capitale dans ces différents contextes, car j'ai vu des sondages ou, si on avait posé la question: êtes-vous en faveur de la peine capitale pour tout genre de meurtre? Je doute que l'on trouve 50 p. 100 favorisant la peine capitale.

**The Chairman:** Mr. La Salle.

**Mr. La Salle:** From that response, Mr. Chairman, if the question had been as clear as for instance: Are you for or against? Have you thought, in order to appreciate public opinion on so important a piece of legislation, of inviting the Canadian citizens to voice their opinion by a referendum on such an important matter?

**The Chairman:** I believe that you have already asked that question, Mr. La Salle.

**Mr. La Salle:** Mr. Chairman, could the Minister tell us if he has considered it or not?

**M. Allmand:** J'ai répondu à cette question à maintes reprises devant ce comité, et j'en ai donné mes raisons, passant beaucoup de temps à répondre à cette question. C'est inscrit au procès-verbal. A moins que vous vouliez que je réponde à nouveau, monsieur le président.

**The Chairman:** I believe it can be found in the Minutes and Evidence.

**Mr. La Salle:** Would the Minister have preferred to sound public opinion by means of a referendum?

**M. Allmand:** Eh bien, j'en ai déjà discuté—j'ai discuté de ce sujet tout un après-midi.

**The Chairman:** Mr. La Salle, I waited to hear all your questions, but they are all repetitions.

**Mr. Olivier:** On a point of order, Mr. Chairman. When there is talk of referendums ... Each member has a role to play here; if Mr. La Salle, the member for Joliette, had played his role, he would have carried out a referendum in Joliette, and he would know the answer.

In Longueuil, we did hold a referendum and the results were similar to those he stated; 47 per cent of the people were in favour of abolition of capital punishment, and 45 per cent for its retention. I hope it will not be said here that the people of Quebec are not capable of thought and reflection!



[Texte]

**Le président:** Mais, ...

• 1705

**M. La Salle:** En ce qui concerne ce rappel au Règlement, monsieur le président, pour la gouverne de mon collègue de Longueuil, j'ai moi aussi envoyé un questionnaire. Sur 6,000 personnes qui ont répondu, 84 p. 100 ont indiqué qu'elles étaient en faveur de la peine de mort. Mon collègue d'Hochelaga, qui est plus près de Longueuil que moi, a également envoyé un questionnaire et sur 2,800 personnes, 88 p. 100 étaient en faveur de la peine de mort. Mais il est vrai que le fleuve les sépare.

**M. Olivier:** C'était une question simpliste.

**M. La Salle:** Alors, c'est à ce niveau-là que je pose mes questions. Je me demande comment le ministre peut imposer une loi lorsqu'il sait très bien que le public n'approuve pas le projet de loi présenté.

**M. Olivier:** Un rappel au Règlement, monsieur le président.

**M. La Salle:** Le Parlement ...

**Le président:** Monsieur Olivier, un rappel au Règlement.

**M. Olivier:** Monsieur le président, M. La Salle vient de mentionner qu'Hochelaga est plus près. Le sondage a été fait dans la circonscription de Sainte-Marie aussi mais pas au moyen d'une question simpliste. 53 p. 100 de la population de Sainte-Marie, qui est à côté d'Hochelaga, a demandé l'abolition de la peine de mort.

**Une Voix:** Mais ...

**M. Olivier:** Alors quand on affirme de telles choses, c'est qu'on n'est pas capable de poser des questions intelligentes. C'est cela.

**Le président:** C'est une question qui se prête à un débat, monsieur Olivier.

**M. Lachance:** Un rappel au Règlement, monsieur le président.

**Le président:** Oui, monsieur Lachance.

**M. Lachance:** Monsieur le président, en ce qui concerne Hochelaga, je voudrais dire à M. La Salle que j'aimerais bien que M. Lavoie nous fasse part lui-même des résultats qu'il a obtenus car à ma connaissance, les résultats dans Hochelaga ne sont pas ceux que M. La Salle ...

**M. La Salle:** Il les a publiés.

**M. Fox:** Un rappel au Règlement, monsieur le président.

**Le président:** Ce sont des questions de débat, messieurs. Il n'y a pas lieu de faire un rappel au Règlement.

**M. Fox:** Moi, je voudrais faire un rappel au Règlement, monsieur.

**Le président:** Un véritable rappel au Règlement?

**M. Fox:** Ce questionnaire n'est pas une question de débat.

Somme toute, quand on fait un sondage, on pose des questions. Il me semble que cela n'a vraiment rien à voir avec le projet de loi qui est à l'étude au Comité en ce moment. Je demanderais donc au président de dire si ces questions hypothétiques de sondages possibles qui pourraient se poser de cinquante façons différentes, selon la personne qui les formule, sont vraiment à propos au point où nous en sommes du Comité.

[Interprétation]

**The Chairman:** But ...

**Mr. La Salle:** In regard to that point of order, Mr. Chairman, for the guidance of my colleague from Longueuil, I also circulated a questionnaire. Of 6,000 answers, 84 per cent favoured the retention of capital punishment. My colleague from Hochelaga, which is much closer to Longueuil than I am, also circulated a questionnaire and of 2,800 answers, 88 per cent favoured capital punishment. It is true however that the river stands between them.

**Mr. Olivier:** It must have been a very simple question.

**Mr. La Salle:** Well, it is on that basis that I put my questions. I cannot really see how the Minister can impose legislations when he knows very well that the public does not favour the proposed bill.

**Mr. Olivier:** On a point of order, Mr. Chairman.

**Mr. La Salle:** Parliament ...

**The Chairman:** Mr. Olivier, on a point of order.

**Mr. Olivier:** Mr. Chairman, Mr. La Salle has just said that Hochelaga was much closer. A poll was also taken in the Sainte-Marie riding but not by putting the simple question. 53 per cent of the population of Sainte-Marie, which is next to the Hochelaga riding, favoured abolition of capital punishment.

**An hon. Member:** But ...

**Mr. Olivier:** So when one makes such statements, it is because one is incapable of asking intelligent questions. That is the point.

**The Chairman:** That is a debatable question, Mr. Olivier.

**Mr. Lachance:** On a point of order, Mr. Chairman.

**The Chairman:** Yes, Mr. Lachance.

**Mr. Lachance:** Mr. Chairman, in regard to Hochelaga, I wish to tell Mr. La Salle that I would much prefer that Mr. Lavoie report himself on the results that he has obtained, because, as far as I know, the results from Hochelaga were not as stated by Mr. La Salle ...

**Mr. La Salle:** He published them.

**Mr. Fox:** On a point of order, Mr. Chairman.

**The Chairman:** Those are all debatable questions, gentlemen. There is no need for a call on a point of order.

**Mr. Fox:** I still wish to discuss a point of order, sir.

**The Chairman:** Is it really a point of order?

**Mr. Fox:** The questionnaire is not a debatable question.

In fact, when one circulates a poll, one asks questions. It seems to me this has nothing to do with the bill presently under study by this Committee. I would therefore ask the Chairman to rule whether these hypothetical questions on possible polls which could be asked in 50 different ways, according to the whims of the questioner, really bear on the issue before this Committee.

[Text]

Il reste à peine quelques minutes avant de passer au vote à 20 h. 30 et nous sommes en train de perdre notre temps parce que certains députés qui assistent pendant dix minutes à une séance du Comité de la Justice, décident tout à coup qu'une question les intéresse.

**Le président:** Je crois que la dernière question de M. La Salle est pertinente.

**Mr. Allmand:** Well, my very short answer is that there are many important questions before Parliament and we should decide what kind of constitution we want, either a constitution where we decide things by referendum or a constitution of parliamentary system. I doubt whether the honourable member would want the bilingualism issue settled by a national referendum or the price and wage control issue settled by a national referendum or even, as I mentioned the other day, the question of M.P.s' pay.

**An hon. Member:** Or abortion.

**M. La Salle:** Merci, monsieur le président.

**Le président:** Merci, monsieur La Salle.

**Mr. Lawrence.**

**Mr. Lawrence:** Thank you, Mr. Chairman. As you know, I have been here fairly constantly since Tuesday. I missed this morning through no fault of my own and I think I have hardly said a thing in the Committee.

**The Chairman:** Your absence was mourned, Mr. Lawrence.

**Mr. Lawrence:** Mourned, eh?

Anyway, if I may, I would just like to get a few comments of my own off my chest just to indicate my own feelings and principles in relation to this whole debate which has gone on. Let me admit right off the bat that even though I voted the way I did the other day to retain the death penalty it was only with a great deal of misgiving in many respects. On the question of a deterrent, for instance, like the Solicitor General I am not so sure that in the majority of homicides that take place in this country or any other country in the western world—certainly those murders that are unpremeditated, are spontaneous, that are emotional in many ways, the death penalty in my mind is certainly no deterrent. But, my hang-up in this whole thing is not...

**An hon. Member:** No pun intended.

**Mr. Woolliams:** A very good phrase.

• 1710

**Mr. Lawrence:** This whole thing is not in relation to the majority of people, either in the prisons or who are facing penalties of any kind due to our criminal law. My worry is the hard core individual that I feel is unrehabilitable. I used to be quite determinedly, I think like most lawyers in this country, an abolitionist and I will not go through the mental agony and throes that took place in my own mind when I changed, but I must say it had a lot to do with my responsibilities and duties because I was the Attorney General of this province at the time the Kingston riots took place. I outlined some of those things in the House of Commons on a previous debate to this.

[Interpretation]

There are only a few minutes left before we vote at 8.30 p.m., and we are wasting our time because certain members who only spend 10 minutes at a sitting of the Justice Committee, suddenly decide that some questions are of interest to them.

**The Chairman:** I think that Mr. La Salle's last question is pertinent.

**M. Allmand:** Eh bien, ma réponse sera courte à savoir qu'il y a plusieurs questions importantes dont doit discuter le Parlement, et on doit décider quel genre de constitution nous voulons, soit une constitution selon laquelle on décide par référendum ou une constitution fondée sur un système parlementaire. Je ne crois pas que l'honorable député voudrait que la question du bilinguisme, ou du contrôle des prix et rémunérations, ou même, tel que je l'ai mentionné l'autre jour la question des honoraires des députés soit réglée par référendum.

**Une voix:** Ou la question d'avortement.

**Mr. La Salle:** Thank you, Mr. Chairman.

**The Chairman:** Thank you, Mr. La Salle.

**Monsieur Lawrence.**

**M. Lawrence:** Merci, monsieur le président. Vous savez bien que j'ai participé à toutes les délibérations depuis mardi. J'ai dû m'absenter ce matin, inévitablement. Je crois que j'ai parlé très peu au Comité.

**Le président:** On a déploré votre absence, monsieur Lawrence.

**M. Lawrence:** Déploré, hein?

Toutefois, si vous permettez, je voudrais faire quelques observations pour dévoiler mes sentiments et les principes que j'appuie à l'égard de tout le débat. D'abord j'avoue que quoi que j'aie voté pour le maintien de la peine capitale l'autre jour, je l'ai fait avec beaucoup de soucis à maints égards. Au sujet de l'effet préventif, par exemple, je ne suis pas certain, tout comme le Solliciteur général, que dans la majorité des cas d'homicide dans ce pays ou dans tout autre pays du monde occidental, certainement dans le cas de ces meurtres qui ne sont pas prémédités, c'est-à-dire qui sont passionnels, ou émotionnels, que la peine capitale ait vraiment un effet dissuasif. Or, qu'on me pendre si...

**Une voix:** Au sens figuré, bien sûr!

**M. Woolliams:** Comme c'est bien dit!

**M. Lawrence:** Je ne me soucie pas de ces gens qui sont en prison, ou qui doivent envisager des peines de toutes sortes à cause de notre loi criminelle. Mon souci est à l'égard du criminel endurci qui, à mon sens n'est pas récupérable. Comme la plupart des avocats de ce pays, j'étais autrefois un abolitionniste convaincu, et je ne vous raconterai pas les angoisses et l'agonie par lesquelles j'ai passé au moment où j'ai changé d'idée, mais cela avait beaucoup à faire avec mes responsabilités et mes obligations car j'étais le Procureur général de cette province au moment des émeutes de Kingston. J'en ai d'ailleurs déjà parlé à la Chambre des communes au cours d'un débat.



## [Texte]

However, I am still worried in my own mind, for instance, about the Oags, a notorious family in this country. What do you do in respect of those people who are convicted hardened criminals, no matter what you do to them and no matter where you keep them? I include with those the list of five individuals that you gave this morning, those people who are mentally warped, I suppose, in more ways than one, but who will kill no matter where they are and who they get close to.

My friend on my right here has been talking quite a bit about the riots in the B.C. pen and the unfortunate circumstances there, but let me take you back to the Kingston riots of 1971 as well where you had three individuals in solitary confinement, in solitary confinement simply because everybody in that prison was afraid of them. They were people who were there because they had to be treated like animals because everyone knew that if they were within three feet of anybody else, they would attempt to club their brains out, and in actual fact that is what happened.

There were convictions, as a matter of fact, as a result of that riot. There has been a continuing controversy in the minds of some people about whether the right people or even the right number of people were ever convicted, but in any event there were convictions. However, this has been my main stumbling block, mentally, in respect of this thing. Just what do you do with those hard core individuals?

We had the revelation here this morning by the Solicitor General that there are at least five people who have been convicted, not necessarily who have killed, but who have been convicted of murder, in one case three times. There are others to his knowledge, to the knowledge of the people in his Department who are sitting here and to my knowledge, who have killed at least twice or three times. They have not been convicted of it, but nevertheless they have been.

Granted it is a terrible thing for these prison guards. It is going to be a continuing thing and in their minds it is a dreadful decision that the House of Commons took the other day, but what about the prisoners as well. All of the questions that have been directed here have been directed to the welfare or the continuing concern of the guards. We have a terrible situation in our federal institutions across this country where we are unable to control these people. There is a law of the federal institutions right now. God help the diddlers, God help the child molesters, God help the sexual offenders. In most of our prisons they have to be kept apart, because if they are not in many cases they are going to be killed right within the prison.

I have a long list here of the people who have had their death sentences commuted by the Cabinet, not necessarily this Cabinet, but previous Cabinets as well as this one. A surprising number of them are now dead, killed in prison or in some cases there has been an intimation that they have committed suicide. In some of these cases that is not true, but nevertheless it is there. What are we going to do about the existing law and executions that take place in our prisons in any event? I suggest to you that in many of these things there is only one thing that is going to cure it and that unfortunately is going to have to be capital punishment. There is no other remedy for some of these people. They are unrehabilitable. Mr. Halliday talks about compensation for the people who are left behind. I wonder if any of you have ever really thought of what it is going to

## [Interprétation]

Ce qui m'inquiète encore, c'est ce qui se passera dans le cas des Oag, famille notoire au pays. Que fait-on dans le cas des criminels endurcis qui récidivent toujours, quelle que soit la méthode employée avec eux et l'endroit où on les garde prisonniers? J'inclus dans cette catégorie les cinq individus dont vous avez parlé ce matin, individus qui sont certainement pervers mentalement de plus d'une façon, mais qui tueront, quelle que soit la situation dans laquelle ils se trouvent, quiconque s'approchera d'eux.

Mon collègue de droite a parlé longtemps des émeutes du pénitencier de Colombie-Britannique et de la malencontreuse situation qui s'en est suivie. Je vais vous reporter aux émeutes de 1971 à Kingston, pendant lesquelles trois prisonniers ont été condamnés à l'isolement ou cachot, simplement parce que tous les occupants de la prison avaient peur d'eux. C'était des gens qu'il fallait traiter comme des animaux, parce que chacun savait que s'ils étaient à proximité de quelqu'un, ils essaieraient de leur fracasser la tête, ce qui s'est effectivement produit.

On a condamné certains prisonniers à la suite de cette émeute. On se demande toujours si l'on a condamné ceux qu'il fallait condamner et si l'on en a condamné suffisamment, mais quoi qu'il en soit, il y a eu condamnation. Toutefois, voilà ce qui me tracasse dans toute cette question. Que doit-on faire au juste de ces criminels endurcis et récidivistes?

Le solliciteur général nous a révélé ce matin qu'il y avait au moins cinq personnes qui avaient été condamnées pour meurtre, sans avoir nécessairement tué, trois fois de suite dans l'un des cas. A la connaissance du ministre, de ses collègues du Ministère et de la mienne, il y en a d'autres encore qui ont tué au moins à deux ou trois reprises. Ils n'en ont pas été reconnus coupables, mais ils ont néanmoins commis ces actes.

Je reconnais que c'est une situation terrible pour les gardiens de prison. La situation continuera d'être aussi terrible, et les gardiens de prison sont sidérés de la décision qu'a prise l'autre jour la Chambre des communes; mais que fait-on des prisonniers? Toutes les questions posées ici ne visaient que le bien-être et l'intérêt des gardiens. La situation dans nos prisons fédérales est terrible puisque nous sommes incapables de contrôler ces individus. Nos institutions sont pourtant présentement gouvernées par une loi. Que Dieu aide les filous, ceux qui abusent des enfants et ceux qui commettent des abus sexuels! Dans la plupart de nos prisons, il faut garder ces prisonniers à l'écart, sinon ils seront certainement tués à l'intérieur même de la prison.

J'ai en main la longue liste des prisonniers qui ont vu leur sentence de mort commuée par le Cabinet, pas nécessairement celui-ci, mais aussi par des cabinets précédents. Un nombre surprenant d'entre eux sont maintenant morts; ils ont soit été tués en prison ou encore on a parfois essayé de faire croire qu'ils s'étaient suicidés. Ce n'est pas toujours vrai, mais le fait est qu'ils sont morts. Qu'allons-nous faire pour appliquer la loi et pour empêcher ces exécutions sommaires dans nos prisons? Je prétends que dans beaucoup de cas, il n'y a qu'une solution, et que malheureusement c'est de revenir à la peine capitale. Il n'y a aucun autre remède pour ces individus qui ne peuvent être réhabilités. M. Halliday a mentionné l'indemnisation des survivants. Avez-vous déjà pensé combien il nous en coûtera de garder en prison ces individus qui, d'après moi, ont perdu

[Text]

cost to keep some of these people who, I would suggest to you, have completely voided any right they have to continuing life; of what it is going to cost to keep some of these people in prison for 25 or 30 or 45 years. Surely to goodness that money could be far better spent in looking after the dependants of the victims of that crime. I just do not think, sir, you and your advisers have really thought this thing through in the way it should have been thought through. You are hung up, if I may say so, on the one question that the state does not have the right to take a life. I say to you, sir, that the state's prime duty is to protect its citizens, and by keeping some of these people alive today, either in prison or outside of prison, you are endangering in the future the lives of innocent people. I think the state has a much higher duty and responsibility in that regard to put these people to death if that type of danger is there, and surely, in cases of people who have been convicted more than once of murder, the responsibility of the state must be to put these people to death. I think that is my prime motivation.

• 1715

I have submitted to you, sir, a series of amendments. The first one deals with the death penalty for high treason. I just cannot believe Canada is going to be the first nation since the war years to remove the death penalty for treasonable activities, and that is what we are asking for here. There was one nation in the nineteen-forties, I believe, that abolished the death penalty for treason. All the other nations, all five of them, abolished it back in the eighteenthies and the eighteen-nineties and the early nineteen-hundreds. We are the first nation to abolish the death penalty for high treason. What a ridiculous situation you are putting yourself into in respect of insurrection against the state. I merely direct your attention to the definition in the bill of what high treason actually is. Get away from the bodily harm to the monarch, if you want; that is a pretty hypothetical theoretical thing anyway, although there may be some people who do feel quite strongly about that. But look at the other definitions in respect of high treason, I beg of you, because I do not think most of you have taken a look at it, if I may say so. You are dealing with treason and high treason. High treason especially is everyone who:

(b) levies war against Canada or does any act preparatory thereto...

Are you really saying to me that anybody who commits an act of war on this country should not suffer the high penalty for it? That is not to say that everybody who does it is going to be necessarily executed, because we all know that even in the days when capital punishment was there not everybody who murdered was by any means executed. I really think the government itself and this Minister himself, his own high principles and his own mental processes, has come along that everything in respect of capital punishment should be abolished. I say to you that for high treason especially it should not, and that is my first amendment.

The second one deal with ordinary treason, if there is any such animal.

[Interpretation]

tout droit à la vie? Combien il nous en coûtera de les garder pendant 25, 30 ou 45 ans en prison? Cet argent serait certainement mieux dépensé s'il servait à prendre soin des enfants à charge des victimes des crimes! Monsieur le ministre, je prétends que vous-même et vos conseillers n'avez pas étudié la question sous l'angle sous lequel il aurait fallu l'étudier. Vous vous êtes arrêté à la seule question de savoir si l'État avait le droit ou non de tuer. Monsieur le ministre, le premier devoir de l'État est de protéger ses citoyens, et en gardant en vie certains de ces assassins, que ce soit en prison ou non, il est en train de mettre en danger la vie de beaucoup d'innocents. Le devoir premier de l'État est sa responsabilité dans ce domaine, c'est d'éliminer ces personnes qui représentent ce danger, et dans le cas de ceux qui ont été reconnus coupables plus d'une fois de meurtre, il est évidemment que sa responsabilité est de les éliminer une fois pour toutes. Voilà l'objectif premier qui m'inspire.

Je vous ai présenté une série d'amendements, dont le premier porte sur la peine de mort pour le crime de haute trahison. Je ne peux tout simplement pas croire que le Canada sera le premier pays depuis les années de guerre à supprimer la peine de mort prononcée dans les cas de trahison, et pourtant c'est ce que le bill réclame. Je crois qu'il y a eu un pays, dans les années 40, qui a aboli la peine de mort pour trahison. Les 5 autres pays en question l'avaient déjà abolie vers 1880, 1890 ou au début du 20<sup>e</sup> siècle. Nous sommes le premier pays à abolir la peine de mort pour haute trahison. Ne voyez-vous pas dans quelle situation ridicule vous vous placez s'il advenait une insurrection contre l'État? J'attire simplement votre attention sur la façon dont le bill définit la haute trahison. Laissons de côté l'attentat contre la personne du monarque; de toute façon c'est une question assez hypothétique et théorique, bien que d'aucuns aient des opinions bien arrêtées à ce sujet. Mais je vous demande de regarder quelles sont les autres définitions de haute trahison, parce que j'ai l'impression que la plupart d'entre vous ne l'avez pas encore fait. Il y a une distinction à faire entre la trahison et la haute trahison. La haute trahison est commise par quiconque

b) fait la guerre contre le Canada ou accomplit un acte préparatoire à une telle guerre...

Essayez-vous de me faire croire que quiconque commet un acte de guerre contre le Canada ne devrait pas être condamné à la peine capitale pour son acte? Cela ne veut pas dire que tous ceux qui accompliront ces actes seront nécessairement exécutés, puisque nous savons bien que même au temps où la peine capitale était appliquée, tous ceux qui perpétraient des meurtres n'étaient pas nécessairement exécutés. J'ai l'impression que le gouvernement lui-même et son ministre, par ses propres grands principes et sa façon de penser, en sont venus à la conclusion que tout ce qui entraîne la peine capitale devrait être supprimé. Je prétends que cela ne devrait pas être ainsi, surtout dans le cas de haute trahison. Voilà mon premier amendement.

Le deuxième porte sur la simple trahison, si une telle chose existe en effet.



[Texte]

**Mr. Poulin:** On a point of order, Mr. Chairman. I thought we were moving here into the question of the amendments.

**The Chairman:** You said you wanted to get something off your chest, and I thought that is what you were doing.

**Mr. Lawrence:** Yes, I am getting it off.

**Mr. Poulin:** If you are now moving onto the question of the amendments, the point I would make to the Chairman is that—I think you are now discussing them, Mr. Lawrence; that is why I interrupted.

**Mr. Allmand:** Mr. Lawrence said a few things that I want to comment on briefly.

**Mr. Woolliams:** He has not finished.

**Mr. Allmand:** That is it. If he is not finished I will not.

**Mr. Poulin:** I thought Mr. Lawrence said, with respect, Mr. Woolliams, that he was now going into his amendments.

**Mr. Lawrence:** I am indicating the purpose of these amendments. I am not dealing with the amendments particularly because the Chairman has not called them yet. I did want to deal with these things, and I would hope that you would give me that time seeing as how I have been very patient while you have been here in the last three ...

**Mr. Poulin:** I have not been speaking at all.

**Mr. Lawrence:** On the question of treason itself, I submit to you that there should be an alternative penalty other than the one in the bill, and that alternative penalty should be capital punishment as well.

I do feel as well—and here I guess we come to the crossroads—in respect of first-degree murder I am convinced that people who do commit murder under those limited circumstances as outlined in the bill—I agree with the purposes of the bill to differentiate and reorganize the whole question of homicides in this country. That is the concept of the bill.

The concept of the bill is not the abolition of capital punishment, as I see it. It is a complete reorganization of the types of homicides that exist in this country and I give the Solicitor General full marks for doing that. I think it is right, and it is something that should have been done a long time ago. But I do say to you that first-degree murder—they are a very limited category. They deal with premeditated crimes, obviously. I think people who do that should suffer capital punishment.

I have included in my amendments, if I may say so, the piracy provision in the belief that piracy includes acts of terrorism and includes acts of hijacking that we see today. I think there is only one way to deal with those people. I agree with the Solicitor General that putting those people in prison and attempting to rehabilitate them would be ridiculous. There is only one answer to that, and that is capital punishment.

I have included in my amendments the question of those who have committed murder before. I do not think they should be given a second chance, any more than they give their victims a second chance. You will note also, Mr. Chairman, that I have not talked about hanging. I have talked about capital punishment.

[Interprétation]

**M. Poulin:** Monsieur le président, un rappel au Règlement. Je pensais que nous allions mettre les amendements aux voix.

**Le président:** Vous avez dit vouloir nous faire part de ce que vous aviez sur le cœur, et j'avais l'impression qu'il en était ainsi.

**M. Lawrence:** En effet, je suis en train de vous dire ce que j'ai sur le cœur.

**M. Poulin:** Si l'on passe maintenant aux amendements, monsieur le président, j'aimerais faire remarquer que... M. Lawrence, vous êtes en train de présenter vos amendements et c'est pourquoi je vous ai interrompu.

**M. Allmand:** M. Lawrence a fait quelques propos sur lesquels j'aimerais revenir brièvement.

**M. Woolliams:** Mais il n'a pas encore terminé.

**M. Allmand:** C'est bien cela. S'il n'a pas terminé, j'attendrai.

**M. Poulin:** Monsieur Woolliams, je pensais avoir entendu M. Lawrence dire qu'il passait à ses amendements.

**M. Lawrence:** J'explique le but de ces amendements. Je ne suis pas en train d'en discuter puisque le président ne les a pas encore mis en délibération. Je voulais parler de ces choses-là et j'espère que vous me permettrez de le faire étant donné que j'ai été très patient tout le temps que vous avez ...

**M. Poulin:** Je n'ai pas parlé du tout.

**M. Lawrence:** En ce qui concerne le problème de la trahison, je vous propose d'envisager une sanction autre que celle prévue dans le projet de loi et je vous propose d'envisager la peine capitale.

Pour ce qui est des meurtres du premier degré, et je crois que nous sommes ici à la croisée des chemins, je suis convaincu que les personnes qui commettent un meurtre dans les circonstances définies par ce projet de loi... j'approuve inconditionnellement le but de ce projet de loi qui tend à différencier et à réorganiser la question des homicides dans ce pays. Tel est l'objectif de ce projet de loi.

Si je comprends bien, ce projet de loi ne vise nullement à abolir la peine de mort. Il s'agit plutôt de réorganiser complètement le classement des homicides dans ce pays et je félicite le solliciteur général pour cela. Je crois que cela est bien et j'estime que cela aurait dû être fait il y a très longtemps. Mais je dis que les meurtres du premier degré constituent une catégorie très limitée. Les meurtres prémédités font évidemment partie de cette catégorie. On devrait infliger la peine capitale aux individus qui commettent ce genre de crime.

J'ai abordé dans mes amendements la question de la piraterie aérienne, si je puis dire, et j'ai inclus sous cette désignation les actes de terrorisme et les actes de piraterie aérienne auxquels nous assistons aujourd'hui. Je crois qu'il n'y a qu'une chose à faire dans ce cas. Je suis d'accord avec le solliciteur général pour dire qu'il serait ridicule d'emprisonner ces individus et d'essayer de les réhabiliter. La seule solution dans ce cas, c'est la peine capitale.

J'ai également envisagé dans mes amendements le cas des récidivistes. Je ne crois pas qu'on devrait leur donner une deuxième chance pas plus que eux ne donnent une deuxième chance à leurs victimes. Vous noterez aussi, monsieur le président, que je n'ai pas parlé de pendaison. J'ai parlé de peine capitale.

[Text]

**Mr. Woolliams:** Right.

**Mr. Lawrence:** I think hanging is an out-dated, antique, inefficient way of executing a person. I have done some research on this myself. In most cases where we have any record of this in the last 15 years in which the death sentence was carried out in this country, in most cases the person was not hung. They strangled to death, if you can imagine. Now that simply, in this day and age, is ridiculous. I think if we are going to have people put out of this life today, then the only sensible way to do it is by the administration of a gas or a drug. That is one of the sections in my amendment, and I would hope that might find some favour, providing we get over the hurdle of capital punishment itself.

Finally, I think the so-called royal prerogative of mercy and the commutation of death sentences in this country has been sadly, badly abused, not only by this government but also by the previous two governments to this one. Therefore I am trying, by reason of my last amendment, to get back to the basic purpose of the commutation, the royal prerogative of mercy in the first place. Those two restrictions that I have put on the commutation process would be first that it shall be exercised only where further law or further evidence comes to light after the original conviction, or secondly that it shall be exercised only where there is a recommendation for mercy in the first place by the jury. Those originally were the two purposes, as I understand, the reason behind the commutation provision in the first place dating way back into traditional history. I think we should get back to those basics.

**Mr. Woolliams:** Allan, would you say that would be the unanimous decision of the jury, or a majority of the jurors?

• 1725

**Mr. Lawrence:** Just a recommendation by the jury itself. I think it would have to be a majority. In any event, those are the reasons that I have sat here fairly silent during most of the four days that this thing has been going on, waiting for the amendments to come along.

I assume that we are getting close to the time when you are going to put the amendments. I have reason to believe that you may deny me the right to put the amendments in any event, Mr. Chairman, and that is why I wanted to get those thoughts off my chest. I apologize for taking twelve minutes of the Committee's time.

**The Chairman:** Thank you, Mr. Lawrence.

It would be of considerable assistance to the Chair if we could have the arguments on the admissibility of the amendments before we break. The Solicitor General has a very brief comment. I trust it is very brief at this stage, Mr. Allmand.

**Mr. Allmand:** Yes. Mr. Lawrence referred to the Kingston riots and other riots and assaults in prisons. I want again to point out and refer to the study I referred to the other day, that a very small percentage of the assaults in prisons are committed by convicted murderers. There is in the fact book that we distributed to all members of Parliament, this green book. If you look at question 47—I read most of that the other day. The studies show that a large number of those assaults are committed by people who are not in prison for murder. Donald Oag, by the way, although he is a very dangerous individual, is not in prison for murder.

[Interpretation]

**M. Woolliams:** C'est exact.

**M. Lawrence:** Je crois que la pendaison est une méthode démodée, désuète et inefficace. J'ai fait moi-même des recherches à ce sujet. Dans la majorité des cas où la peine capitale a été mise à exécution dans ce pays au cours des derniers 15 ans, il n'y a pas eu de mort par pendaison. Les victimes ont été étranglées, imaginez-vous. Cela est ridicule à notre époque. Il me semble que la seule façon raisonnable d'exécuter quelqu'un aujourd'hui consiste à lui administrer une drogue ou à l'asphyxier au gaz. Ceci est l'un des articles de mon amendement et j'espère qu'il sera pris en considération, si toutefois la peine capitale est maintenue.

Finalement, il me semble que ce gouvernement mais aussi les deux gouvernements précédents aient tristement abusé des soi-disant prérogatives royales de la grâce et de la commutation de la peine capitale. En raison de mon dernier amendement, je m'efforce donc d'en revenir au principe fondamental de la commutation de peine et en premier lieu de la prérogative royale de la grâce. J'aimerais que soient imposées deux restrictions au processus de commutation de peine: premièrement, une peine ne sera commuée que si des preuves sont apportées ou une nouvelle loi est adoptée après que le condamné ait été déclaré coupable et deuxièmement une peine ne sera commuée que si le jury recommande que le condamné soit gracié. Traditionnellement, tels étaient les deux cas dans lesquels une commutation de peine pouvait être accordée. Je crois que nous devrions y revenir.

**M. Woolliams:** Allan, le jury devrait-il prendre une décision à l'unanimité ou simplement à la majorité?

**M. Lawrence:** Il suffit qu'une recommandation soit proposée par la majorité des membres du jury. De toute façon, voilà pourquoi je me suis tenu coi pendant près de quatre jours, en attendant la présentation des amendements.

Je suppose que nous en sommes presque arrivés à ce stade-là. J'ai tout lieu de croire, monsieur le président, que vous me refuserez le droit de présenter mes amendements, de toute façon, et voilà pourquoi j'ai voulu en avoir le cœur net. Je m'excuse d'avoir monopolisé douze minutes du temps de séance.

**Le président:** Merci, monsieur Lawrence.

J'aimerais beaucoup qu'on présente les arguments sur l'admissibilité des amendements avant que nous suspendions nos travaux. Le solliciteur général a de brèves remarques à faire. Je suppose que vous serez bref; n'est-ce pas, monsieur Allmand?

**M. Allmand:** Oui. M. Lawrence a parlé des émeutes de Kingston, d'autres émeutes et de certaines attaques qui ont eu lieu en prison. Une fois de plus, je voudrais vous faire remarquer, en vous référant à l'étude dont j'ai parlé l'autre jour, qu'un très faible pourcentage des attaques qui ont lieu dans les prisons sont le fait de meurtriers condamnés. Nous avons distribué à tous les députés un livret exposant certains faits: il s'agit de ce petit livre vert. Si vous tournez à la question 47... Je l'ai lue presque entièrement, l'autre jour. Les études ont démontré qu'une grande part de ces attaques sont commises par des gens qui sont en prison pour un autre délit que le meurtre. Donald Oag, soit dit en passant, bien qu'il soit un individu très dangereux, n'est pas derrière les barreaux parce qu'il a commis un meurtre.



[Texte]

**Mr. Lawrence:** He was charged.

**Mr. Allmand:** With respect to the cost, the incremental cost of an additional person in prison is quite small. We cannot presume that the per capita cost is saved if you hang one person, the per capita cost being around \$13,000 or \$14,000 now in a maximum security penitentiary. That is not the incremental cost if you add in or take out another inmate, and hanging a few people every year will save a very small amount of money.

Treason—I have already mentioned that. The problem with treason, Mr. Chairman, is that if you are a successful traitor you usually become a hero. George Washington is a hero and he would have been hanged probably as a traitor if he had failed. Today Louis Riel, the last person hanged for treason in Canada—we are constructing statues to him and putting out postage stamps and everything else. So treason is that type of crime. It is more politically motivated than the usual crime and I guess that is why charges have not been laid very often. It is used very sparingly.

The final thing, just to make it clear because I am misinterpreted very often, I have never said that the state has no right to take a life. They certainly do have a right to take a life in self defence, but I say that it has never been demonstrated that capital punishment is an effective means of self defence. I think a policeman is allowed to have a gun and use it to defend himself and others, and we certainly have the right to wage defensive wars.

**The Chairman:** Thank you.

Now may we have the arguments? Then I will give my ruling at eight o'clock on the admissibility of the amendments. Can we assume that all of Mr. Reynolds' amendments and all of Mr. Lawrence's are put? We can take them as a group with respect to admissibility because the arguments are largely the same.

**Mr. Lawrence:** I have one omission in the second last amendment of mine, relating to proposed Section 684. It should relate to proposed Section 684(1).

**The Chairman:** Right.

**Mr. Lawrence:** That is commutation.

**The Chairman:** Right. Thank you, Mr. Lawrence. Mr. Reynolds.

**Mr. Reynolds:** Mr. Chairman, in the argument on the admissibility of the amendments in committee stage, I would like to refer to the United Kingdom where as you know they have debated this bill quite a number of times. I would like to quote very shortly what the bill was. I think it shows it is very similar to the bill we are on. It reads:

The bill abolished the death penalty for capital murder and substituted life imprisonment or detention during Her Majesty's pleasure for persons under 18. It would come into force the day after it received Royal Assent; if any person was then under sentence of death it would have effect as a sentence of life imprisonment. Except for courts-martial, the Act would not extend to Northern Ireland.

[Interprétation]

**M. Lawrence:** Il en a été accusé.

**M. Allmand:** Quant au coût, maintenant, le supplément que coûte une personne de plus en prison est minime. On ne peut pas dire que la pendaison d'une personne permette d'épargner le coût unitaire de l'entretien d'une personne en prison, laquelle s'élève à \$13,000 ou \$14,000 dans un pénitencier à sécurité maximum. Ce chiffre ne représente pas le supplément qu'il en coûte pour l'entretien d'un détenu supplémentaire, et si nous pendions quelques détenus chaque année, nous épargnerions seulement une fraction de cette somme.

Vous avez parlé de la trahison. J'en ai déjà parlé et le problème, monsieur le président, provient du fait qu'un traître qui réussit devient un héros. George Washington est un héros, et il aurait probablement été pendu, en tant que traître, si sa mission avait échoué. Aujourd'hui, Louis Riel, la dernière personne à être pendue au Canada pour trahison, est traité en héros: on lui érige des statues quand on n'imprime pas son effigie sur nos timbres-poste. Voilà ce qu'est la trahison. C'est un crime à motifs politiques, plus qu'un autre crime, et je suppose que cela explique pourquoi plus d'accusations ne sont pas portées. On ne le fait qu'avec parcimonie.

En dernier lieu—je tiens à éclaircir ce point car très souvent on interprète mal ma pensée—je n'ai jamais dit que l'État n'avait pas le droit d'enlever la vie. Il en a sûrement le droit dans un cas d'auto-défense. Voilà ce que j'ai dit: on n'a jamais pu prouver que la peine capitale constituait un moyen efficace d'auto-défense. J'estime qu'un policier a le droit de se munir d'une arme et de s'en servir pour se défendre ou défendre les autres; nous avons certainement le droit de nous battre dans des guerres défensives.

**Le président:** Merci.

J'aimerais qu'on me présente maintenant les arguments. A 20h, je vous ferai connaître ma décision sur l'admissibilité des amendements. Peut-on supposer que tous les amendements de M. Reynolds et tous ceux de M. Lawrence ont été présentés? Pour en déterminer l'admissibilité, on peut supposer qu'ils forment un groupe, car les arguments présentés sont à peu près les mêmes.

**M. Lawrence:** Je voudrais préciser que mon avant-dernier amendement, relativement à l'article 684 proposé, a trait au paragraphe 684(1) proposé.

**Le président:** Très bien.

**M. Lawrence:** Il s'agit de la commutation.

**Le président:** Merci, monsieur Lawrence. Monsieur Reynolds.

**M. Reynolds:** Monsieur le président, à l'appui de mon argument sur l'admissibilité des amendements au stade de l'étude en comité, j'aimerais vous référer à ce qui s'est passé au Royaume-Uni où, comme vous le savez, on a débattu de ce bill à plusieurs reprises. J'aimerais vous rappeler très brièvement quel était ce projet de loi. Vous pourrez remarquer qu'il est très semblable au bill que nous étudions en ce moment.

Le bill abolit la peine de mort pour le meurtre capital et y substitue l'emprisonnement à perpétuité ou pour un délai déterminé par Sa Majesté, dans le cas de personnes âgées de moins de 18 ans. Le bill devrait entrer en vigueur après avoir reçu l'assentiment royal; quiconque alors frappé de la peine de mort, verrait sa sentence commuée à l'emprisonnement à perpétuité. Sauf dans le cas des jugements rendus en cour martiale, la loi ne s'appliquerait pas à l'Irlande du Nord.

[Text]

**The Chairman:** Can you tell me when that was presented, Mr. Reynolds?

**Mr. Reynolds:** December 4, 1964, and then the following amendments were considered during committee stage. I would like to put those amendments on the record, Mr. Chairman, to show that in that jurisdiction or Parliament that operates under very similar rules to ours, it allowed amendments at committee stage.

Number one, that the death penalty should be retained for a person who committed murder a second time. Moved by Mr. Scott-Hopkins; rejected by . . .

I do not think it is necessary to give the way the votes went, but they were all voted upon.

Number two, that the death penalty should be retained for the murder of a police officer acting in the execution of his duty.

Number three, that the death penalty should be retained for the murder of a prison officer acting in the execution of his duty.

• 1730

Number four: that the death penalty should be retained for a convicted murderer who, in the course of life imprisonment, murdered again.

Number five: that the death penalty should be retained for any murder committed in the course for furtherance of theft.

Number six: that the death penalty should be retained for any murder by shooting or by causing an explosion.

Number seven: that the judge should determine the length of the term of imprisonment that a murderer should serve.

Number eight: that the word "life" should be deleted from the clause stating that a person guilty of murder shall be sentenced to imprisonment for life.

Number nine: that the words "a period of not less than 25 years, unless the court in its discretion orders otherwise" be substituted for "life".

Number 10: that the words "such a period as the court shall determine" should be substituted for "life".

Mr. Chairman, all 10 of those amendments were moved in the British Parliament at committee stage. There were also amendments moved and debated during report stage. As a simple argument, I would say that if a parliament that operates under very similar rules to our own allows amendments to be debated and voted on in committee stage, this Committee should do nothing different than the mother of all parliaments.

**The Chairman:** Thank you, Mr. Reynolds. Mr. Woolliams.

**Mr. Woolliams:** I would like to follow along with Mr. Reynolds' argument. First of all, let us take a look at the title: "An Act to amend the Criminal Code in relation to the punishment for murder and certain other serious offences". The principle of the bill set out in the title is the kind of punishment we are going to legislate at this stage for murder. That punishment may be five years; it may be ten years; it may be twenty-one years; it may be life in various interpretations; or it might be the death penalty. I say that is important.

[Interpretation]

**Le président:** Pouvez-vous me rappeler à quel moment ce bill a été présenté, monsieur Reynolds?

**M. Reynolds:** Le 4 décembre 1964, et des amendements ont été étudiés au stade de l'examen en comité. J'aimerais consigner au compte rendu les amendements présentés afin de démontrer qu'un Parlement qui fonctionne à peu près comme le nôtre, a permis la présentation d'amendements lors de l'étude du bill en comité.

Premièrement: que la peine de mort soit retenue pour une personne qui commet un second meurtre. C'est M. Scott-Hopkins qui a présenté cet amendement et il a été rejeté par . . .

Je ne crois pas qu'il soit nécessaire de vous dire quel a été le vote, mais dans tous les cas, on a voté.

Deuxièmement: que la peine de mort soit retenue pour le meurtre d'un policier dans l'exécution de ses fonctions.

Troisièmement: que la peine de mort soit retenue pour le meurtre d'un gardien de prison dans l'exécution de ses fonctions.

Quatrièmement: que la peine de mort soit maintenue pour un meurtrier qui, alors qu'il purge une peine d'emprisonnement, commet un nouveau meurtre.

Cinquièmement: que la peine de mort soit retenue pour tout meurtre commis lors d'un vol.

Sixièmement: que la peine de mort soit retenue pour tout meurtre commis avec une arme à feu ou avec des explosifs.

Septièmement: que ce soit le juge qui détermine la longueur de la peine d'emprisonnement qu'un meurtrier doit purger.

Huitièmement: que le mot «perpétuité» soit retranché de l'article qui dispose qu'une personne coupable de meurtre doit être condamnée à l'emprisonnement à perpétuité.

Neuvièmement: que les mots «un délai d'au moins vingt-cinq ans, à moins que la cour n'en décide autrement» remplacent le mot «perpétuité».

Dixièmement: que les mots «un délai déterminé par le tribunal» remplacent le mot «à perpétuité».

Monsieur le président, ces dix amendements ont été présentés au stade de l'étude en comité au Parlement britannique. Il y a également eu des amendements qui ont été présentés et dont on a débattu au stade du rapport. Je vous dirai tout simplement que si un Parlement, qui fonctionne en vertu de règles très semblables aux nôtres, permet qu'on présente des amendements pour être débattus et pour être votés au stade de l'étude en comité, notre comité ne devrait pas agir différemment devant un exemple venant de si haut.

**Le président:** Merci, monsieur Reynolds. Monsieur Woolliams.

**M. Woolliams:** J'aimerais poursuivre dans la même veine que M. Reynolds. Tout d'abord, reportons-nous au titre de ce bill: «Loi modifiant le Code criminel (meurtre et certaines autres infractions graves)». Le principe du bill énoncé dans le titre indique le genre de peine que nous déterminerons par loi lorsqu'un meurtre sera commis. La peine peut être de cinq ans, elle peut être de dix ans ou de vingt-et-un ans. Elle peut également être à perpétuité et elle peut également être capitale. Je crois que ce détail est important.



## [Texte]

Following the same argument as Mr. Reynolds, he referred to the British Parliament. In many of his rulings our Speaker, of course, refers not only to Beauchesne but also to Erskine May. I am quoting from the Eighteenth Edition, the 1971 edition, and I want to refer now to page 494. Under the heading, "Functions of a Committee on a Bill":

The function of a Committee on a bill is to go through the text of the bill clause by clause

We all know that.

and if necessary word by word with a view to making such amendments in it as may be likely to render it more generally acceptable.

I say that when you use the term "generally acceptable", we are dealing—and I want to emphasize that—with the principle of punishment for murder. I want to re-emphasize that. The rules as to the admissibility of amendments are explained, and I am going to deal with that in a moment, at pages 507 to 510 inclusive;

but the general powers of the committee and the limitations by which it is bound should be clearly borne in mind.

I would like to cover the three points, because some may be in favour of an argument for and some may be against. I have always said, when I am arguing a case, that you have always got to get around those things which might be against you to succeed, and I think I can do that this afternoon. Point one:

a committee is bound by the decision of the House.

That is the reference. The only real reference, of course, is to refer this, after the second reading, to the committee for consideration, and the consideration is to consider the bill clause-by-clause and amendments thereto. So I say that a committee is bound by the decision of the House given on the second reading in favour of the principle of the bill. The principle of the bill is to prescribe—and I say this and I repeat it again—punishment for murder, and the bill should not therefore be amended in a manner destructive to its principle. That might be a clause that you, Mr. Chairman, in all your wisdom and knowledge and expertise, might just lean on a little too far: "in a manner destructive to its principle". I say that the principle of the bill is to prescribe punishment for murder. The principle is not whether you get life imprisonment; the principle is not that for certain kinds of murder you might suffer the death penalty; the principle is punishment for murder. The government wrote that in their bill. We did not.

## Two:

The object of the bill is stated in its long title, which should cover everything contained in the bill as introduced... Amendments, however, not necessarily limited by the title of the bills, since a committee is empowered... to make amendments "relevant to the subject-matter of the bill",

the subject matter of the bill again, not only the principle, is prescribing punishment for murder, life imprisonment for the various kinds of murder or culpable homicide as described by Mr. Lawrence.

## [Interprétation]

Je poursuis le même argument présenté par M. Reynolds, qui a cité le cas du Parlement britannique. Plusieurs des décisions de notre Orateur s'appuient, bien entendu, sur Beauchesne, mais Erskine May existe également. Je vais vous citer la page 494 de la dix-huitième édition, celle de 1971. Sous la rubrique: «Fonctions du comité lors de l'étude d'un bill», on peut lire:

Le comité doit examiner le texte du bill article par article, c'est là une de ses fonctions.

Nous savons tous cela.

Au besoin, il doit examiner le mot à mot du texte afin de l'amender pour le rendre plus acceptable en général.

Je voudrais bien mettre en lumière l'expression «acceptable en général» et, dans le cas qui nous occupe, nous examinons le principe de la peine imposée pour un meurtre. Je veux bien souligner cela. Les règles sur l'admissibilité des amendements sont expliquées clairement, et j'y reviendrai dans un instant, aux pages 507 à 510 inclusivement:

Mais les pouvoirs généraux du comité de même que les limites qui circonscrivent son action ne devraient jamais être perdus de vue.

J'aimerais revenir sur ces trois points car certains peuvent être pour et d'autres contre. Chaque fois que j'ai plaidé une cause, j'ai toujours dit que pour la gagner, il fallait contourner les points litigieux, et je crois que je peux le faire ici, cet après-midi. Premièrement:

Un comité doit se soumettre à la décision de la Chambre.

Voilà le mandat. Le seul vrai mandat, bien entendu, est de déférer ce bill après la deuxième lecture pour qu'il soit examiné en comité et pour qu'on procède à l'examen de chaque article de même qu'à celui des amendements. Voilà pourquoi je dis que ce comité doit s'en remettre à la décision de la Chambre, à savoir qu'en seconde lecture, on a approuvé le principe de ce bill. Le principe de ce bill est de légiférer, et j'insiste, sur la peine qu'on imposera dans le cas des meurtres, et on ne doit donc pas amender ce bill de façon à en détruire le principe déjà approuvé. Il peut s'agir ici d'un article que vous-même, monsieur le président, malgré toute votre sagesse et toutes vos connaissances pourriez étirer un peu trop loin: «de façon à en détruire le principe». Je dis que le principe de ce bill est de déterminer quelle peine on imposera dans un cas de meurtre. Le principe n'est pas l'emprisonnement à perpétuité et il n'est pas non plus d'imposer, dans le cas de certains meurtres, la peine capitale. Le principe est la sanction imposée dans le cas de meurtre. C'est le gouvernement qui a décrit cela dans le bill. Ce n'est pas nous.

## Deuxièmement:

le but de ce bill est précisé dans son titre, lequel couvre tout ce dont traite le bill présenté. Des amendements qui, cependant, ne seraient pas nécessairement limités au sujet énoncé dans le titre des bills mais, puisqu'un comité a le pouvoir... de faire des amendements «pertinents au sujet du bill»,

et je dis bien que le sujet du bill, non seulement le principe, vise l'imposition d'une peine dans le cas de meurtre, l'emprisonnement à perpétuité dans le cas de divers types de meurtre ou d'homicide coupable dont a parlé M. Lawrence...

[Text]

• 1735

provided that, where such amendments are outside the title, the committee extends the title so as to cover them.

Certainly both as to principle and the punishment prescribed fit together like a sandwich without any difficulty.

Number three:

An amendment which is outside the "scope" ... of the bill is out of order and cannot be entertained, unless a special instruction has been given by the House ...

of Commons. Our only special instructions were, of course, after second reading, Mr. Chairman, to consider the bill clause-by-clause and consider amendments that fit into the principle of the bill, and I come back again to emphasize once again the principle of the bill is punishment for murder.

I want to just turn to page 507 for a moment. On page 507, which is referred to in 494 under the heading Functions of a Committee on a bill, and how you can amend it. The Admissible Amendments, and I will quote then again from the same text, Page 507 at the bottom of the page, under the heading Admissible Amendments:

Amendments may be made in every part of the bill.

I say that Mr. Lawrence's amendments which covered various kinds and types of murder—he emphasized that and I thought it was a point well taken. So, any amendments he made were in different categories that were set out by the government bill. The Solicitor General, and I agree with Mr. Lawrence in that regard, has categorized murder. He has gone maybe further than Davie Fulton's bill which categorized murder as either capital murder or noncapital murder. Capital murder was planned and premeditated with an intent. Noncapital murder was any that was not capital murder. I would say that you are categorizing murder and the penalties that will apply, so amendments may be made in every part of the bill and that is what he has done whether it is in the clauses or the schedule. Clauses may be left out, new clauses added. Amendments to the preamble and title also are admissible where amendments made to the bill render them necessary.

Now we take a look at the marginal notes, and that is on page 508:

The marginal notes or short titles of clauses and the headings of parts of a bill, however, do not form part of the bill and are not open to amendment.

Those amendments are not made in that regard, they are made on a matter of principle of the various penalties for the various categories of murder.

Furthermore, amendments cannot be moved to the granting of enacting words of bills for granting aids or supplies to Crown.

That is not important.

It goes on to deal with inadmissible amendments and, of course, those that are against the principle of the bill or go beyond the scope of the bill or beyond the scope of the clauses under consideration, but I say there is nothing to suggest that. Then taking a very strong argument of Mr. Reynolds,—and I often think laymen argue cases far better than lawyers because, as somebody said this afternoon,

[Interpretation]

pourvu que, les amendements ne se rapportent pas au titre, le Comité a le droit de modifier le titre afin qu'il puisse être recevable.

Bien entendu, le principe comme la sanction décrite s'embôitent l'un et l'autre, si bien qu'ils forment un tout.

Troisièmement:

Tout amendement qui n'aurait pas trait au bill est irrecevable et ne peut pas être examiné à moins que la Chambre des communes n'ait donné des consignes spéciales ...

Nos consignes spéciales, bien entendu, après la seconde lecture, sont d'examiner ce bill article par article et d'étudier tout amendement qui aurait trait au principe du bill, lequel, pour bien le souligner de nouveau, a trait à la peine imposée dans le cas de meurtre.

Je voudrais maintenant me référer à la page 507 pour un instant. On y demande de se reporter à la page 494, sous la rubrique «Fonctions d'un comité lors de l'étude d'un bill», et la façon de l'amender. Les amendements admissibles, et je vous citerai de nouveau le même texte, page 507, au bas de la page, sous la rubrique «Amendements admissibles»:

On peut présenter un amendement pour toute partie d'un bill.

Je dis que les amendements de M. Lawrence traitent de divers types de meurtre et il l'a fait valoir, je crois, de façon très judicieuse. Tous les amendements qu'il a présentés ont trait aux diverses catégories établies par le bill même. Le solliciteur général, et je suis d'accord avec M. Lawrence là-dessus, a fait une classification des meurtres. Il est même allé plus loin que Davie Fulton qui classait les meurtres en meurtre capital ou non capital. Un meurtre capital était prémédité et était commis avec l'intention de le faire. Un meurtre non capital était tout ce qui n'était pas meurtre capital. Je dis que vous faites une classification des meurtres et des peines imposées, et voilà pourquoi on peut apporter des amendements à n'importe quelle partie du bill, comme il l'a fait, pour les articles comme pour l'annexe. On peut supprimer des articles comme on peut en introduire de nouveaux, et l'on peut amender le préambule et le titre si d'autres amendements dans le bill exigent qu'on le fasse.

J'aimerais maintenant passer aux notes en marge et à ce qu'on dit sur elles à la page 508:

Les notes en marge ou les titres abrégés des articles comme le titre des diverses parties d'un bill, néanmoins, ne font pas partie du bill et ne peuvent pas être amendés.

Les amendements présentés ici n'ont rien à voir avec ces cas particuliers et ils traitent du principe des diverses peines imposées pour les diverses catégories de meurtre.

De plus, on ne peut imposer d'amendements pour introduire dans le bill des mots qui conduiraient à prêter assistance ou à donner des fonds à la Couronne.

Mais ce n'est pas important.

Et puis, on parle des amendements qui ne sont pas admissibles et, bien entendu, de ceux qui sont contre le principe du bill ou qui dépassent le cadre du bill ou le cadre des articles à l'étude. Mais dans le cas qui nous occupe, il ne s'agit pas de cela. J'ai toujours l'impression qu'un non-initié peut plaider une cause beaucoup mieux qu'un avocat et, comme quelqu'un l'a dit cet après-midi, il



[Texte]

that is why they do not allow lawyers on juries. They do see the whole forest and they see all the trees within the forest. In the British bill which is, of course, somewhat different to ours, but it falls along the same principle, they allowed amendments. I am not going to repeat those because I do not believe in repetition and they have already been set out and are on record. The various amendments in the British bill, I might bring this to the attention of the members of the Committee, are somewhat identical to the amendments of Mr. Allan Lawrence. I would say in light of the fact of what May has said and what you can do, in light of the fact that the title deals with punishment for murder, in light of the fact that the British Parliament permitted those amendments as far as their committees were concerned and, I believe, again at the report stage, I would ask you to give serious consideration. I can understand a chairman would take a very careful look at these amendments. I can understand that members who sit opposite—and I hope you will smile and not look with great scorn—would hope, Mr. Chairman, with that great hope, that you would rule the amendments out because it would save them a lot of embarrassment and time. But we are not here to conserve people's feelings; we are here at this moment on very important parliamentary procedure, and I would say that in considering this procedure we have to—and I hope we do that—ignore the feelings of members and what they might be embarrassed by in their constituencies. The only thing I would draw to your attention is that I hope we have on this side been most fair this afternoon; we have retentionists sitting here and two abolitionists. As I look across, and I hope I am wrong, I see nothing but abolitionists facing me eyeball to eyeball. I would have thought the Liberal party would have had some retentionists. I do not see any.

**Mr. Marchand (Kamloops-Cariboo):** They are not here. There are 19.

• 1740

**Mr. Woolliams:** They are not here.

**An hon. Member:** You would not like them on the Committee; that is for sure.

**Mr. Woolliams:** Anyhow, I will not get into that. I have set out my procedural argument. Maybe the last paragraph would be better left unsaid because I can see that I am aggravating my good friends across the way; they were in good humour until I got into the last paragraph of my argument. But I would hope you would rule in our favour.

**Mr. Lawrence:** I hear you even broke one of their legs!

**Some hon. Members:** Hear, hear.

**The Chairman:** I have Mr. Poulin, Mr. Lawrence, Mr. Stevens and Mr. Fox. Mr. Poulin.

**Mr. Poulin:** Thank you, Mr. Chairman. Mr. Chairman, my fundamental submission to you will be that all of the amendments offered by Mr. Reynolds and by Mr. Lawrence are out of order on the grounds that they are contrary to the fundamental and basic principle of the bill—that is, that total abolition of the death penalty is a sanction for murder and other crimes. May I say, if I can respond very briefly to Mr. Woolliams' last statement, if he

[Interprétation]

n'est pas étonnant qu'on ne permette pas à des avocats de devenir jurés, et voilà pourquoi j'aimerais revenir sur un argument présenté par M. Reynolds. Ils ne voient pas l'ensemble mais ils voient chaque élément qui constitue l'ensemble. Dans le bill britannique, qui est un peu différent du nôtre mais qui se fonde sur le même principe, on a permis la présentation d'amendements. Je ne vais pas revenir sur ce que j'ai déjà dit, car je ne crois pas que la répétition accomplisse quoi que ce soit; j'ai déjà fait valoir mes arguments et ils sont consignés au compte rendu. Les amendements au bill britannique, et je voudrais bien attirer l'attention des membres du Comité là-dessus, sont à peu près identiques aux amendements présentés par M. Allan Lawrence. Je dis donc qu'à la lumière de ce que May indique et de ce que nous pouvons donc faire, et puisque le titre traite de la peine imposée dans le cas d'un meurtre, puisque le Parlement britannique a permis que ces amendements soient présentés au stade de l'étude du bill en comité, et de nouveau au stade du rapport, je vous demande donc, monsieur le président, d'y réfléchir sérieusement. Je comprends pourquoi un président voudrait réfléchir soigneusement à ces amendements. Je puis concevoir que les membres de l'autre côté espèrent, monsieur le président, que vous rejetterez les amendements car cela leur épargnerait beaucoup de temps et beaucoup de gêne. Toutefois, nous ne sommes pas ici pour songer aux sentiments particuliers des membres; mais bien pour effectuer des travaux parlementaires très importants, et il est de notre devoir, et nous serons à la hauteur, je l'espère, de ne tenir aucun compte des sentiments des membres et de ce qui risque de les gêner dans leurs circonscriptions. J'espère tout simplement que, de ce côté-ci, nous nous sommes montrés équitables cet après-midi; nous comptons des rétentionnistes parmi nous ainsi que deux abolitionnistes. J'espère me tromper, mais je crois qu'en face de moi il n'y a que des abolitionnistes. J'aurais pourtant cru que le parti libéral comptait quelques rétentionnistes. Je n'en vois aucun.

**M. Marchand (Kamloops-Cariboo):** Ils ne sont pas présents. Il y en a 19.

**M. Woolliams:** Mais ils ne sont pas ici.

**Une voix:** Leur présence à ce comité ne vous conviendrait pas, j'en suis certain.

**M. Woolliams:** De toute façon, je n'ai pas l'intention de m'étendre sur cette question. J'ai exposé mes arguments. Il serait peut-être préférable de passer le dernier alinéa sous silence puisque je sens que j'impatiente mes bons collègues, de l'autre côté; ils étaient de bonne humeur jusqu'à ce que j'arrive au dernier alinéa de mon argument. Mais j'espère que votre décision nous sera favorable.

**M. Lawrence:** J'ai même entendu dire que vous aviez fait en sorte que l'un d'entre eux se brise une jambe!

**Des voix:** Bravo.

**Le président:** J'ai encore les noms de MM. Poulin, Lawrence, Stevens et Fox. Monsieur Poulin.

**M. Poulin:** Je vous remercie, monsieur le président. J'estime que tous les amendements de MM. Reynolds et Lawrence sont irrecevables car ils sont contraires au principe fondamental du bill, à savoir l'abolition totale de la peine capitale comme sanction du meurtre et d'autres crimes. Si vous me permettez de répondre très brièvement à la dernière déclaration de M. Woolliams, je dirai que si lui ainsi que ses collègues sont d'avis que la peine

[Text]

and his colleagues really believe a fundamental principle of the bill was the penalty for murder and it could be substituted in any way, then I am sure he and his friends would have voted that way—voted in principle that the bill ought to be sent to Committee so that the punishment for murder could indeed be discussed in detail here. But as a matter of fact, they voted against that principle; they voted against the principle that he would now have you accept as being the fundamental principle of the bill. The fundamental principle of the bill, very clearly by examination of the bill and in comparison with other bills of a like nature that have been before Parliament, is the total abolition of the death penalty as a sanction for murder.

If I may refer to some authorities, as have both honourable gentlemen on the other side . . .

**Mr. Woolliams:** Ours was pretty powerful, though.

**Mr. Poulin:** Yes, you are pretty powerful, but of course it is just a question of the emphasis that is being placed on it, Mr. Woolliams.

First of all, Mr. Chairman, I would point out to you that one of your most distinguished predecessors, who is now the Speaker, had to make a very similar ruling in 1973 on Bill C-2. The ruling, as you will well know because you were a member of the Committee at the time and the members opposite were members of the Committee at the time, was whether or not he would permit an amendment which would completely abolish capital punishment to a bill the fundamental principle of which was to retain capital punishment for the murder of policemen and prison guards. He discussed among others the rules Mr. Woolliams has referred to, but if I may quote from what he said in that ruling, which is to be found in the *Minutes of Proceedings* of this Committee of June 28, 1973 at page 20.4. I refer to the third rule, which says:

The third rule is that they must be within the scope of the bill or they must come specifically within the four corners of the statute that we are dealing with. This is particularly so—and this is perhaps a refinement of that rule—when you are dealing, as we are now, with an amending statute which seeks to amend the Criminal Code because it is clear that amendments to such a bill must not go beyond the amending statute and try to amend the Code, which we are doing, but must strictly deal with amendments to Bill C-2 itself.

There are restrictions on how far amendments can go; they cannot delete clauses in a bill. That obviously must be done by negating the clause when it comes to a vote, and if it is negated, by replacing it with another clause.

Further, at page 20.5:

In other words, depending on your view, as it has been said many times in the argument, one of the principles of the bill is that there shall be a partial retention or a partial abolition of capital punishment in Canada. I think it is valid to say that if the view of the government which put forward Bill C-2 was different than that so that it favoured a total abolition of capital punishment, that was the principle which should have been put in the original bill.

[Interpretation]

pour meurtre constitue le principe fondamental du bill et que celle-ci peut être substituée par d'autres peines, ils auraient alors certainement voté de façon à ce que ce bill soit renvoyé au Comité pour que la question soit discutée dans les détails. Mais en fait, ils ont voté contre ce principe qu'ils voudraient maintenant vous faire accepter comme étant le principe fondamental du bill. Si l'on examine ce bill et qu'on le compare avec d'autres d'une nature analogue, il est clair que le principe fondamental est l'abolition complète de la peine capitale pour le meurtre.

Si je puis citer certaines autorités en la matière, comme l'on fait les deux honorables membres de l'autre côté . . .

**M. Woolliams:** Oui, mais notre argument avait passablement de poids.

**M. Poulin:** Oui, vous avez beaucoup de poids, mais évidemment tout dépend de la façon dont on souligne les choses, monsieur Woolliams.

Premièrement, monsieur le président, l'un de vos plus distingués prédécesseurs, qui est présentement Orateur de la Chambre, a dû prendre une décision analogue au sujet du Bill C-2 en 1973. Comme vous vous souviendrez, puisque vous étiez membre du Comité à ce moment-là comme les membres de l'autre côté d'ailleurs, le président avait dû décider s'il allait recevoir un amendement qui aurait complètement aboli la peine capitale dans un bill dont le principe fondamental visait à conserver la peine capitale dans le cas du meurtre des agents de police et des gardiens de prison. Il avait, entre autres, discuté des règlements auxquels M. Woolliams a fait allusion, mais si vous me le permettez, je citerai un extrait de sa décision qui se trouve au procès-verbal du 28 juin 1973 de ce comité, à la page 20.4. Il est question du troisième règlement qui stipule:

Le troisième règlement c'est qu'ils doivent se situer dans le champ d'application du bill ou entrer précisément dans le cadre de la loi qui est à l'étude. Il en est particulièrement ainsi—et c'est peut-être une subtilité de ce règlement—lorsqu'il s'agit, comme c'est présentement le cas, d'une loi qui se propose de modifier le Code criminel parce qu'il est évident que des amendements à un tel bill ne doivent pas dépasser la loi proposant des modifications et tenter de modifier le Code, ce que nous faisons, mais qu'ils doivent s'occuper exclusivement d'amendement au bill C-2.

Des restrictions sont prévues pour limiter le domaine des amendements: ils ne peuvent pas supprimer d'articles dans un bill. La procédure est, évidemment, d'annuler l'article lorsqu'il est mis aux voix et s'il est annulé, de le remplacer par un autre.

Et plus loin, à la page 20.5:

Autrement dit, selon vous, comme on l'a dit plusieurs fois au cours du débat, un des principes du bill est qu'on devra maintenir ou abolir partiellement la peine de mort au Canada. Je crois que l'on peut dire que si l'opinion du gouvernement qui a présenté le bill C-2 était différente, c'est-à-dire si elle favorisait l'abolition totale de la peine capitale, c'est là le principe qui aurait dû présider au bill initial.



[Texte]

That is the point I fundamentally make, Mr. Chairman. The principle of this bill which is so clear from reading each and every of the sections is that it is a bill which would provide for the total abolition of the death penalty as a sanction for murder. The amendments which are put forward by both hon. gentlemen would violate very really that principle and, in fact, substitute in some cases death for the penalty which has been proposed by the government, total abolition and life imprisonment.

I then refer to the ruling made on this same subject by the former Speaker of the House, Mr. Lamoureux, in the *House of Commons Debates* of July 20, 1973 at page 5841. He said:

I have serious doubts as to the procedural admissibility of some of the amendments which were made in committee...

He goes on to say on the next page, page 5842:

I would think that hon. members would tend to share the hesitancy of the Chair in accepting the hon. member's amendments. The hon. member has referred to the principle of the bill and that, of course, is the difficulty with which we are faced. The purpose of the bill which was given second reading by the House, as I understand it, is to provide for the reinstatement of the law relating to capital punishment. The hon. member's motions in effect would remove those provisions from the bill. In other words, the amendments proposed are negative of the principle of the bill as approved on second reading. That is really the difficulty with which the Chair is confronted.

With particular reference to these several motions, I should mention that motions Nos. 2 and 3 would appear to be irregular on two more grounds. These motions may be relevant to the subject matter of capital murder, but my understanding of Bill C-2 is that it is specifically directed to capital punishment. I would hope that hon. members, in comparing the bill which we had before us five years ago with the bill we have now under the title of Bill C-2, would note they are different in this sense, in that there is a different accent. What we have before us is, as I said, Bill C-2 which is essentially directed to capital punishment rather than to capital murder.

Then, Mr. Chairman, I would refer you to some other quotations and to the Senate hearings on Bill C-2, which also took place in that same year, November 21, 1973, at page 1189 of the *Debates of the Senate*. This is the ruling of the Chairman of the Committee, Senator Macnaughton, who said:

I am called upon to consider and rule on the admissibility of a package amendments to Bill C-2, moved by Senator Argue and Senator Forsey, which would have the effect of completely abolishing capital punishment.

The issue is whether such amendments are consistent with the principle of the bill, as agreed to by the Senate on second reading. I emphasize the words 'consistent with the principle' as opposed to 'within the scope of' for very good reasons.

[Interprétation]

C'est le point que je désirais faire valoir, monsieur le président. Le principe du présent bill, qui ressort si clairement à la lecture de chaque article, est que le projet de loi vise à éliminer totalement la sanction pour meurtre qui était la peine de mort. Les amendements que les deux honorables députés ont mis de l'avant iraient à l'encontre, en réalité, de ce principe et, en fait, dans certains cas, remettraient la peine de mort à la place des sanctions proposées par le gouvernement, le remplacement total de la peine de mort par l'emprisonnement à vie.

J'aimerais maintenant vous renvoyer à la décision rendue sur cette même question par l'ancien Orateur de la Chambre des communes, M. Lamoureux, qui se trouve dans les *Journaux de la Chambre des communes* du 20 juillet 1973, à la page 500. Il déclarait:

Je doute sérieusement que certains des amendements faits au Comité soient recevables du point de vue de la procédure...

Il poursuit toujours, à la même page 500:

Je pense que les honorables députés hésitent autant que moi à accepter les amendements du député. L'honorable député a parlé du principe du bill et, bien sûr, c'est là que réside toute la difficulté. Si j'ai bien compris, le but du bill présenté en deuxième lecture à la Chambre est d'assurer le rétablissement de la loi relative à la peine de mort. Les motions présentées par l'honorable député supprimeraient ces dispositions du bill. Autrement dit, les amendements proposés vont à l'encontre du principe du bill tel qu'il a été approuvé en deuxième lecture. C'est là que la présidence éprouve une véritable difficulté.

A propos en particulier de ces diverses motions, je voudrais ajouter que les motions 2 et 3 me semblent vaudrait irrecevables pour au moins deux raisons. Ces motions sont peut-être pertinentes en ce qui concerne le meurtre qualifié, mais le bill C-2 vise à mon avis tout particulièrement la peine capitale. J'espère que les honorables députés, lorsqu'ils comparent les deux bills, c'est-à-dire le bill dont nous étions saisis il y a cinq ans et le bill C-2 dont nous discutons actuellement, ont pris note qu'ils diffèrent l'un de l'autre en ce sens que l'accent n'est pas le même. Ainsi que je le disais, nous sommes saisis du bill C-2, qui vise essentiellement la peine capitale plutôt que le meurtre qualifié.

J'aimerais également, monsieur le président, vous renvoyer à certaines citations et aux séances du Sénat portant sur le Bill C-2, qui ont eu lieu la même année, et qu'on trouve dans les *Débats du Sénat* du 21 novembre 1973, à la page 1189. Il s'agit de la décision du président du Comité, le sénateur Macnaughton, qui déclarait:

On me demande d'étudier et de confirmer ou infirmer la recevabilité d'un amendement global au bill C-2, proposé par le sénateur Argue et appuyé par le sénateur Forsey, lequel amendement aurait pour effet d'abolir totalement la peine capitale.

La question est de savoir si cet amendement est conforme au principe du bill, auquel le Sénat a donné son assentiment en deuxième lecture. J'insiste sur les termes «conforme au principe» par opposition à «dans les limites de» pour de très bonnes raisons.

[Text]

*Bourinot's Parliamentary Procedure* at page 523 states:

'A committee of the whole have now power to make amendments not within the scope and title of the bill. The rules of the English Commons provides that any amendment may be made to a clause, provided the same be relevant to the subject matter of the bill, or pursuant to any instructions, and be otherwise in conformity with the rules and orders of the House; but if any amendment be not within the title of the bill, the committee are to amend the title accordingly, and report the same specially to the house.

Then further, at page 525 of the same author:

Though a committee has full power to amend, even to the extent of nullifying the provisions of a bill, they cannot insert a clause, reversing the principle affirmed by the second reading.

Now I would like to refer to *Erskine May's Parliamentary Practice*, page 494, "Functions of a Committee on a Bill":

The functions of a committee on a bill is to go through the text of the bill clause by clause...

**The Chairman:** This...

**Mr. Poulin:** This is the same quote.

**The Chairman:** ... is the same quote Mr. Woolliams gave me. I think you can spare the Committee that quote, I am sure we are all familiar with it.

**Mr. Poulin:** All right.

**The Chairman:** I realize it can be argued either way.

• 1750

**Mr. Poulin:** Yes, Mr. Chairman. Therefore, I will summarize briefly by referring again to what Mr. Reynolds had to say with reference to the amendments accepted in committee by the U.K. Parliament. Of course that was done in 1964. Our more recent and up-to-date precedents are those which I have referred to which are of this Parliament and of this Committee as recently as 1973. Those have been sustained in the House of Commons by the Speaker, the ruling of the Chairman of this Committee was at that time, and in my view, although the U.K. precedents should be followed in the event there is nothing different here in this country, our rules of this Parliament ought in this case to be followed.

The principle of the bill, I believe has been very seriously offended by the amendments offered by both of the honourable gentlemen. My submission, to you, Mr. Chairman, is that they therefore be ruled out of order.

**The Chairman:** Thank you, Mr. Poulin. Before calling on Mr. Lawrence, I might just point out that there is a further amendment by Mr. Leggatt which has been circulated. The Chair sees no problem with that in terms of its admissibility, but I just wanted to draw it to your attention because it has just now been sent around. Mr. Lawrence.

**Mr. Lawrence:** I will be quite brief, Mr. Chairman. The amendment that Mr. Poulin refers to in 1973 of course was an amendment for outright abolition of capital punishment for all crimes; that was ruled out of order because that was not the purpose or principle of that particular bill. There were other amendments of course offered in committee relating to the penalty and if my memory serves me right, those amendments were considered in order.

[Interpretation]

Dans le précis de procédure parlementaire de Bourinot, il est dit à la page 523:

Un comité plénier a maintenant le pouvoir de faire des amendements qui ne relèvent pas de l'objet et du titre du bill. Le Règlement des Communes anglaises stipule qu'un amendement peut être fait à un article, pourvu qu'il dépende de l'objet du bill, ou qu'il relève de n'importe laquelle des instructions, ou qu'il soit autrement conforme aux règles et ordres de la Chambre; mais si un amendement ne dépend pas du titre du projet de loi, le comité doit modifier le titre en conséquence et en faire spécialement rapport à la Chambre.

Il poursuit en citant toujours le même auteur, page 525:

Bien qu'un comité ait plein pouvoir de modifier, jusqu'au point d'annuler, les dispositions du bill, il ne peut insérer un article changeant le principe affirmé par la deuxième lecture.

J'aimerais maintenant citer *Pratiques parlementaires de Erskine May*, page 494 de l'édition anglaise, «Fonctions d'un comité dans l'étude d'un projet de loi»:

La fonction d'un comité dans l'étude d'un projet de loi est d'étudier le texte, article par article...

**Le président:** C'est...

**M. Poulin:** Il s'agit toujours de la même citation.

**Le président:** ... la même citation que M. Woolliams nous a donnée. Je crois donc que vous pouvez nous l'épargner, je suis convaincu que nous la connaissons tous.

**M. Poulin:** Très bien.

**Le président:** Je me rends compte que l'on peut faire valoir des arguments pour ou contre.

**M. Poulin:** Oui, monsieur le président. Par conséquent, je vais résumer brièvement en mentionnant encore une fois ce qu'a déclaré M. Reynolds au sujet des amendements acceptés à l'étape du comité par le Parlement de la Grande-Bretagne. Évidemment, c'était en 1964. Les précédents les plus récents auxquels j'ai fait allusion sont de 1973, et sont de ce Parlement et de ce comité. Ces précédents ont été reconnus par l'Orateur de la Chambre des communes, à ce moment-là; la décision du président de ce Comité fut que, dans ce cas-là, les règles de ce Parlement devraient être suivies bien que, selon moi, l'on doive suivre les précédents du Royaume-Uni s'il n'y en a pas dans notre pays.

Je pense que les amendements proposés par les honorables députés vont à l'encontre du principe de ce bill. Monsieur le président, je propose donc qu'ils soient déclarés irrecevables.

**Le président:** Merci, monsieur Poulin. Avant de donner la parole à M. Lawrence, je tiens à souligner qu'il y a un autre amendement qui vient d'être distribué et qui est proposé par M. Leggatt. Je ne vois aucun problème en termes d'admissibilité, mais je voulais simplement le porter à votre attention puisqu'on vient de le distribuer. Monsieur Lawrence.

**M. Lawrence:** Je serai bref, monsieur le président. L'amendement auquel M. Poulin fait allusion a été proposé en 1973 et portait sur l'abolition pure et simple de la peine capitale pour tous les crimes; il fut jugé irrecevable parce que ce n'était pas le but ni le principe de ce bill. Si je me souviens bien, il y eut d'autres amendements proposés en Comité relativement aux peines, et ces amendements ont été jugés recevables.



[Texte]

The second point I want to make is that if all amendments relating to changing the penalty for any of these crimes are out of order, what in God's name have we been doing for four days in this Committee?

**An hon. Member:** Hear, hear!

**Mr. Lawrence:** Why in the world have you not ruled all these discussions out of order? Why have you not been consistent, Mr. Chairman in that? From the very day, Tuesday, Wednesday, Friday and today, Monday, we have been discussing the principle or the lack of principle of capital punishment or not. This is not to say that that is what the bill is about, but nevertheless we have been discussing it and if we have been discussing it and it has not been ruled out of order, then for heaven's sake, why are you coming along at this stage of the game and even questioning whether these amendments are in order or not in order? I merely want to reiterate something I put in my argument a little while ago. The concept or the main principle of this bill was to reorganize the classification of homicide in the first or second degree in regard to murder and high treason and treason in respect of treasonable offences. I got a nodding agreement from the Minister himself, when I said earlier that was the main concept or the main principle of the bill. It is to reorganize the classification of homicide; it is not the abolition of capital punishment. The abolition of capital punishment is a penalty in the reclassification of these crimes, the penalty for them is ancillary to the main principle. If they are ancillary to the main principle, then they are in order because they do not deal with the principle and on that I say to you most emphatically, I think those amendments are certainly in order.

**The Chairman:** Mr. Stevens.

**Mr. Stevens:** Mr. Chairman, I would like to speak in support of the amendments and to comment specifically on only one thing that has been raised and that is the main thrust of Mr. Poulin's remarks, in that if I were quick enough to write down exactly what Mr. Poulin stated, he said the purpose of this bill was the total abolition of the death penalty and he said that in principle that had been decided at Second Reading and that we could make no amendments which in some way would alter what has already been accepted in principle: the total abolition of the death penalty in Canada. Now, Mr. Poulin nods his head indicating assent.

Mr. Chairman, I would point out that this bill does not in fact rule out the death penalty in Canada.

**Mr. Poulin:** I said as a sanction for murder, three times. The total abolition of the death penalty as a sanction for murder.

**Mr. Stevens:** If I may continue, Mr. Chairman, the bill in fact amends the Criminal Code. It amends the Fugitive Offenders Act; it touches on the Penitentiary Act; it touches on the Parole Act and I would say, Mr. Chairman, that it could have equally touched on the National Defence Act and eliminated the death penalty that now exists under the National Defence Act and in short the bill does not make us an abolitionist nation if it is passed in the sense that we are discussing; it is only again a question of degree such as we had before us with Bill C-2. At that time it was argued, as Mr. Poulin has indicated, that you cannot take a bill such as Bill C-2 was, that retained some portion, as it did, of the death penalty, and change it into a completely abolitionist bill.

[Interprétation]

D'autre part, si tous les amendements visant à modifier les peines pour n'importe lequel de ces crimes sont irrecevables, pourquoi, bon Dieu, avons-nous passé quatre jours dans ce comité?

**Une voix:** Bravo, bravo!

**M. Lawrence:** Pourquoi n'avez-vous pas déclaré toutes ces discussions irrecevables? Pourquoi n'avez-vous pas été logique, monsieur le président? Dès le premier jour, mardi, mercredi, vendredi et aujourd'hui, lundi, nous avons discuté du principe ou du manque de principe de la peine capitale. Cela ne veut pas dire que c'est ça qui constitue le bill, mais néanmoins nous en avons discuté, et si nous en avons discuté et si ça n'a pas été jugé irrecevable, alors pourquoi, diable, à ce moment ici, posons-nous la question de savoir si ces amendements sont recevables ou non? Je tiens à répéter quelque chose que j'ai mentionné tantôt. Le concept ou le principe essentiel de ce bill était de réorganiser la classement d'homicide de premier et de deuxième degré relativement au meurtre et à la haute trahison et à la trahison par rapport aux crimes de trahison. Le ministre lui-même a acquiescé, un peu plus tôt, lorsque j'ai dit que c'était le concept principal ou le principe essentiel de ce bill. C'est la réorganisation du classement de l'homicide; ce n'est pas l'abolition de la peine capitale. L'abolition de la peine capitale est une peine qui fait partie de cette classification des crimes; pour eux, la peine est accessoire au principe fondamental. Si c'est accessoire au principe fondamental, alors ils sont recevables parce qu'ils ne touchent pas au principe, et je vous le dis avec insistance, je crois que ces amendements sont recevables.

**Le président:** Monsieur Stevens.

**M. Stevens:** Monsieur le président, j'aimerais appuyer les amendements et commenter l'une des remarques de M. Poulin; si j'ai pu écrire assez rapidement pour tout noter ce que M. Poulin a déclaré, il a dit que le but de ce bill était l'abolition totale de la peine de mort et qu'en principe cela avait été décidé lors de la deuxième lecture et que nous ne pouvions proposer aucun amendement qui, d'une façon ou d'une autre, modifierait ce qui a déjà été accepté en principe: L'abolition totale de la peine de mort au Canada.

Monsieur le président, M. Poulin fait signe que oui; je tiens à souligner que ce bill n'élimine pas la peine de mort au Canada.

**M. Poulin:** Par trois fois j'ai dit: comme sanction d'un meurtre. L'abolition totale de la peine de mort comme sanction d'un meurtre.

**M. Stevens:** Si je puis continuer, monsieur le président, en réalité le bill modifie le Code criminel. Il modifie la Loi sur les criminels fugitifs; il touche à la Loi sur les pénitenciers; et il touche à la Loi sur la libération conditionnelle des détenus, et je dirais, monsieur le président, qu'il aurait pu également toucher à la Loi sur la défense nationale et éliminer la peine de mort qui existe présentement selon la Loi sur la défense nationale et, en résumé, ce bill ne fait pas de nous une nation abolitionniste s'il est adopté dans le sens dont nous en discutons. Encore une fois, ce n'est qu'une question de degré, comme cela a été le cas lorsque nous avons discuté du Bill C-2. A cette époque, on a prétendu, comme l'a dit M. Poulin, qu'on ne peut prendre un bill tel que le Bill C-2, qui conservait en partie la peine

[Text]

• 1755

I would suggest, Mr. Chairman, that this in reverse is the situation that you have before you this evening. This is a bill that does not, in fact, make it a totally abolitionist country. It does narrow down the number of offences for which the death penalty may be prescribed, but unless the bill did make it totally abolitionist, I would suggest that any amendment that simply proposes that the death penalty be changed... as far as the provisions of the bill are concerned... or substituted life imprisonment for example for treason or for any other provision of the bill, should be completely in order, for the exact same reasoning that Mr. Poulin was reading in the previous speaker's judgment, that it was an abolitionist situation that people were trying to amend or to secure through their amendments whereas, now, it may be simply a question of amending to have the death penalty applied to certain crimes that, at the present time, Bill C-84 is proposing to change to life imprisonment.

In short, I believe the principle of the bill was not total abolition in Canada; it was simply to restrict still further the number of offences for which the death penalty may be prescribed. If that is the case, there is absolutely no reason why amendments that simply suggest that they have gone too far... as I believe is the main thrust of my colleague, Mr. Lawrence's, amendments, should not be treated in order.

**The Chairman:** Thank you, Mr. Stevens. Mr. Fox.

**Mr. Stevens:** Mr. Chairman, I have one further thing though.

**The Chairman:** All right.

**Mr. Stevens:** There may be amendments... if not later this evening certainly at the report stage... and I would like in your own deliberations over the dinner period if you could consider your position on any amendment that might touch on the parole provisions in the existing Bill C-84 with particular reference to the provisions touching on the absence with an escort; whether you feel an amendment either deleting that provision or at least making it much more stringent, would be in order.

**The Chairman:** Mr. Fox.

**Mr. Fox:** Thank you, Mr. Chairman. Mr. Chairman, without being presumptuous as to the possible outcome of this debate, I must say it reminds me a bit of the title of a rather popular book at the moment which is called "*How the Good Guys Finally Won*". I hope that the good guys finally win. Why do the good guys finally win perhaps if there were not so many lawyers amongst them and that actually they were able to get away from procedural and legal wranglings to look at perhaps an authority that not too many people have cited this afternoon. Many authorities have been cited, but I would just wish to appeal to one authority, and that is common sense.

We had a debate; we have had a number of speakers in the House of Commons on the subject of capital punishment; the whole country understood that the debate has been won on capital punishment; the press; the media understood it as being a debate on capital punishment; I would even venture to say that most members of Parliament understood it as being a debate on capital punishment. I would even go so far as to say that, in this room over the past few days we have heard people refer to

[Interpretation]

de mort, et s'en servir pour abolir entièrement la peine de mort.

Je soutiens, monsieur le président, que nous faisons face ce soir à la situation contraire. Ce bill n'abolit pas entièrement la peine de mort. Il réduit le nombre d'infractions pour lesquelles on peut prescrire la peine de mort, mais à moins que le bill ne prévoit l'abolition totale, je suggère que tout amendement qui propose que la peine de mort soit modifiée ou qui substitue l'emprisonnement à perpétuité dans le cas de trahison ou d'autres infractions, est recevable pour les mêmes raisons citées par M. Poulin, quand il faisait allusion à la décision que l'Orateur précédent. Il a dit que certaines personnes essayaient d'introduire des amendements à un bill qui visait l'abolition. Dans ce cas, il s'agit plutôt de proposer des amendements de sorte que, pour certains crimes, l'on puisse appliquer la peine de mort, qui, selon ce bill C-84, serait remplacée par l'emprisonnement à perpétuité.

En somme, je pense que le principe du bill n'est pas l'abolition totale au Canada; mais on ne cherche qu'à limiter davantage le nombre d'infractions pour lesquelles on peut imposer la peine de mort. Dans ce cas, il n'y a absolument aucune raison pour laquelle des amendements qui suggèrent qu'on est allé trop loin, par exemple, ceux de mon collègue M. Lawrence, ne devraient pas être recevables.

**Le président:** Merci, monsieur Stevens. Monsieur Fox.

**M. Stevens:** Monsieur le président, j'ai un dernier commentaire.

**Le président:** D'accord.

**M. Stevens:** Il est possible qu'on propose des amendements, soit ce soir, soit à l'étape du rapport; je vous demande donc d'étudier, pendant l'heure de dîner, votre attitude envers tout amendement qui aurait trait aux dispositions de la libération conditionnelle du Bill C-84, et surtout les dispositions ayant trait à l'absence avec escorte. Croyez-vous qu'un amendement qui supprimerait cette disposition ou la rendrait plus sévère, soit recevable?

**Le président:** Monsieur Fox.

**M. Fox:** Merci, monsieur le président. Sans vouloir prévoir le résultat de ce débat, cela me fait penser au titre d'un livre assez populaire actuellement, intitulé "*How the Good Guys Finally Won*". J'espère que les bons gars vont gagner en fin de compte. Pourquoi gagnent-ils? Il est possible que s'il n'y avait pas autant d'avocats parmi eux et s'ils ont pu éviter les disputes de procédure et les querelles juridiques, ils ont pu peut-être faire appel à une autre autorité dont on n'a pas beaucoup parlé cet après-midi. On en a cité beaucoup d'autres, mais je voudrais faire appel à cette seule autorité, à savoir le bon sens.

Nous avons eu un débat; plusieurs ont parlé à la Chambre des communes de la peine capitale. Tout le pays comprend qu'on a gagné le débat sur la peine capitale; la presse et les médias ont compris qu'il s'agissait d'un débat sur la peine capitale, et j'ose dire que la plupart des députés l'ont compris de cette façon. Mais depuis quelques jours, nous entendons certaines personnes qui se disent rétentionnistes ou abolitionnistes et, cependant, on essaie de dire que ce bill n'a vraiment rien à faire avec l'abolition de la peine



[Texte]

themselves as retentionists and as abolitionists and, yet, now we are trying to say really that this bill really has nothing to do with the abolition of the death penalty as being abolitionist or retentionist. I find that really, Mr. Chairman, when we look at it from the purely common sense point of view that it is rather astounding... of astounding principles.

We had a vote on Second Reading taking the death penalty out. The object of all the amendments that we have before us at the moment, as proposed by Mr. Lawrence, put the death penalty back in.

Mr. Chairman, I do not want to go on much longer on the subject. It seems extremely clear to me that everybody in this country understood it to be a debate on capital punishment as to whether the Parliament of Canada would be retaining the death penalty in the Criminal Code or whether we would be doing away with it for a long time to come—hopefully forever. Now we are being told really that it is only a question of degree; it is not something we really want to do; we want to redefine murder in the first degree and second degree murder. Well, Mr. Chairman, I would say that we should come back to the motions of common sense, get away from the procedural wrangling, come back to the way the bill has been understood by everybody in this country, and reject the amendments that have been submitted which, each of these amendments, have one object and that is to bring back the death penalty into the bill after the House of Commons itself has voted on Second Reading to take it out.

**The Chairman:** Mr. Poulin.

• 1800

**Mr. Poulin:** Just 30 seconds, in reply to Mr. Stevens. Yes, I said total abolition of the death penalty as a sanction for murder and if I must add I will say, and certain other serious offences as contained in the Criminal Code. The Criminal Code has had by this bill every death penalty removed from it and it is that bill that we are dealing with. It is that bill whose principle we are most concerned with. The principle I suggest to you is, as has been stated over and over again, the abolition from the Criminal Code of the death penalty. It is true what Mr. Stevens says that it has been retained in the Department of National Defence Act but that is not before this Committee and it is not being discussed. We are discussing amendments to the Criminal Code and to bring in amendments as suggested either by Mr. Reynolds or by Mr. Lawrence would be a fundamental violation of that principle. Thank you.

**Mr. Woolliams:** You just ruined your argument. It was not bad up until then.

**The Chairman:** Well, gentlemen, the ruling will be reserved until 8.00 p.m. and the Committee will adjourn until 8.00 p.m. this evening.

EVENING SITTING

• 2004

**The Chairman:** The Committee will come to order.

Mr. Woolliams and Mr. Leggatt have both asked to be heard further. While I cannot allow much time for further argument, because we have to put the other motions at 8.30 p.m., I think we can accommodate both of them and at the same time meet our timetable.

[Interprétation]

de mort. Monsieur le président, cela est assez étonnant, au moins de la perspective du bon sens.

Lors de la deuxième lecture, nous avons voté pour supprimer la peine de mort. Le but de tous les amendements proposés par M. Lawrence serait de réintroduire la peine de mort.

Monsieur le président, c'est tout ce que j'ai à dire à ce sujet. Il me paraît évident que tout le monde dans ce pays a compris qu'il s'agissait d'un débat sur la peine de mort, à savoir si le Parlement du Canada allait conserver la peine de mort, dans le Code criminel, ou si nous allions l'abolir à tout jamais. Maintenant, on nous dit qu'il ne s'agit que d'une question de degrés; ce n'est pas quelque chose que nous voulons faire; nous voulons établir une nouvelle définition du meurtre du premier degré et du deuxième degré. Monsieur le président, je pense que nous devrions faire preuve de bon sens, mettre fin aux disputes de procédure et étudier ce bill encore une fois de la façon dont tout le monde dans ce pays l'interprète. Il faut rejeter les amendements proposés, car chacun a pour objet de réintroduire la peine de mort, après que la Chambre des communes, lors de la deuxième lecture, a voté pour l'abolition.

**Le président:** Monsieur Poulin.

**M. Poulin:** Je voudrais prendre 30 secondes pour répondre à M. Stevens. Oui, j'ai dit que la peine de mort doit être complètement abolie comme punition pour le meurtre et pour d'autres infractions graves prévues dans le Code criminel. Ce bill a supprimé la peine de mort du Code criminel et nous sommes en train d'étudier ce même bill. Nous nous préoccupons surtout du principe de ce bill. Ce principe, comme l'on a répété à maintes reprises, est que la peine de mort soit supprimée du Code criminel. M. Stevens a raison quand il dit que la peine de mort sera conservée dans la Loi sur le ministère de la Défense nationale, mais ce comité n'est pas saisi de cette loi et nous n'en discutons pas. Nous discutons d'amendements au Code criminel et l'adoption des amendements suggérés par M. Reynolds ou M. Lawrence irait à l'encontre de ce principe. Merci.

**M. Woolliams:** Vous venez de ruiner votre argument. Il n'était pas si mauvais jusque-là.

**Le président:** Messieurs, la décision sera réservée jusqu'à 20 heures et le Comité se lève jusqu'à 20 heures, ce soir.

SÉANCE DU SOIR

**Le président:** Messieurs, la séance est ouverte.

MM. Woolliams et Leggatt ont autre chose à nous dire. Même si je ne puis leur accorder beaucoup de temps parce qu'il y a d'autres motions à recevoir à 20 h 30, je crois que nous pouvons tout de même leur laisser quelques minutes.

[Text]

**Mr. Stevens:** I would like to raise one brief point too, Mr. Chairman.

**The Chairman:** As long as they are brief. I think I can give my ruling in about 15 minutes, so we ought to finish this argument by say 8.15 p.m. wherever we are.

Mr. Woolliams.

**Mr. Woolliams:** I will be very brief. I want to bring two things to your attention in support of my argument. In November 23, 1967, there was a bill C-168 before the House. That was even before we heard of Mr. Poulin. We knew he was a lawyer, he was then practising law, but we did not even know that he was going to come into the House.

• 2005

Seriously, there was a bill, C-168, a Criminal Code Amendment respecting capital punishment and life imprisonment." The Speaker at that time was a very distinguished Speaker, the Honourable Alan Macnaughton, now Senator Macnaughton. I personally moved, together with Mr. Churchill, several amendments.

Now, just for example, one of those amendments—where a person was committing the act of rape and killed the victim, we asked for the death penalty—that amendment was allowed.

Another amendment was allowed. I moved this amendment seconded by Mr. Churchill of Winnipeg. If you were asked by the police officers to assist and you do not assist when he is in difficulty, you can be charged with an indictable offence, and I argued that if a person was in that position and was killed and the person was convicted of murder, the same law in reference to wardens and police officers applied. All those amendments were allowed. That bill was called "A Criminal Code amendment respecting capital punishment and life imprisonment."

Now, the second point is—and I will be very brief—a distinguished senator known to all of us, the honourable Senator Argue, a Liberal senator, has a bill before the Senate, Bill S-23, which is "An Act to Amend the National Defence Act and the Criminal Code (total abolition of capital punishment)." Now, I want you to listen to this, Mr. Chairman, because it is important.

The big argument of any spokesman for the Liberals is that they maintain the bill now before us is total abolition, so that if we moved any changes in reference to the death penalty, we were against the principle of the bill. The senator—and properly so, which supports the argument of Mr. Stevens—has moved a bill, S-23, "An Act to Amend the National Defence Act and the Criminal Code (total abolition of capital punishment)" so the bill before us is really part retention and part abolition and, therefore, our amendments are in order. They are certainly in order, I am sure, if you support the honourable Senator Argue, and that supports the argument this afternoon on those two recent authorities.

The same kind of amendments were moved and—I want to repeat—the Speaker, the Honourable Alan Macnaughton, supported that position loud and clear and permitted the amendments. The bill of the senator contradicts totally the argument of yours, Mr. Poulin, that this is total abolition, because the senator agrees it is not. And he is right. He is not only right in fact; he is right in law.

[Interpretation]

**M. Stevens:** J'aimerais aussi soulever une brève question, monsieur le président.

**Le président:** Soit, pourvu que la question soit brève. Je crois que je pourrai vous faire connaître ma décision dans quinze minutes environ, ce qui veut dire que tout débat devra cesser à 20 h 15.

Monsieur Woolliams.

**M. Woolliams:** Ce sera bref. Je veux tout simplement étayer mes arguments de deux faits. Le 23 novembre 1967, la Chambre était saisie du Bill C-168. A cette époque, nous ne connaissions pas M. Poulin. Nous savions qu'il était juriste, il exerçait alors, mais nous ne savions même pas qu'il allait entrer à la Chambre.

Sérieusement, il y avait ce Bill C-168, Loi modifiant le Code criminel (peine capitale et emprisonnement à vie). Le très distingué Orateur d'alors était l'honorable Alan Macnaughton, aujourd'hui sénateur. M. Churchill et moi-même avons proposé plusieurs amendements.

Par exemple, un de ces amendements demandait la peine de mort pour les coupables de viol qui tuaient la victime.

L'amendement avait été déclaré recevable. De même que cet autre pour lequel M. Churchill de Winnipeg m'avait appuyé: S'il arrive que des policiers vous demandent de les aider et que vous refusiez de le faire alors qu'ils sont en difficulté, vous pouvez être accusé d'acte criminel. Si par contre vous leur prêtez main-forte et que vous vous faites tuer, que le coupable subisse la même peine que dans le cas du meurtre d'un gardien ou d'un agent de police. Tous ces amendements avaient été déclarés recevables. Le bill s'intitulait Loi modifiant le Code criminel (peine capitale et emprisonnement à vie).

Deuxièmement, et je serai très bref là-dessus, un distingué sénateur que nous connaissons tous, l'honorable sénateur Argue, libéral, a déposé un projet de loi au Sénat, le Bill S-23, «Loi modifiant la Loi sur la défense nationale et le Code criminel (abolition totale de la peine capitale). Alors écoutez, monsieur le président, car c'est important.

Le gros argument de tout porte-parole libéral est que le projet de loi à l'étude vise l'abolition totale de sorte que si nous proposons des modifications portant sur la peine de mort, nous irions à l'encontre du principe du projet de loi. Le sénateur, et à juste titre, qui soutient l'argument de M. Stevens, a déposé un projet de loi, le Bill S-23, Loi modifiant la Loi sur la défense nationale et le Code criminel (abolition totale de la peine capitale), de sorte qu'en fait le projet de loi que nous étudions ici porte d'une part sur le maintien, d'autre part sur l'abolition, si bien que nos amendements sont parfaitement recevables. En tout cas, si vous soutenez le sénateur Argue, cela renforce l'argument de cet après-midi à propos de ces deux autorités.

C'est le même genre d'amendement qui avait été proposé, et j'insiste, l'Orateur, l'honorable Alan Macnaughton, a parfaitement et clairement admis les amendements en question. Le projet de loi du sénateur contredit totalement votre argument, monsieur Poulin, à savoir qu'il s'agit ici de l'abolition totale. En effet le sénateur ne semble pas d'accord, et il a bien raison. Non seulement dans les faits, mais de par la loi.



[Texte]

**Mr. Leggatt:** They are different.

**Mr. Woolliams:** So I would ask you to consider both those thoughts and additional arguments that I presented this afternoon. Thank you, Mr. Chairman.

**The Chairman:** Thank you, Mr. Woolliams. Mr. Leggatt.

**Mr. Leggatt:** First of all, I have a lot of difficulty supporting any argument put forth by Senator Argue for obvious reasons.

Mr. Chairman, one of my difficulties is that my memory goes back to the time when we had the subject of capital punishment in Committee in 1973, when I heard many of the Conservative members of this Committee arguing vociferously that the attempt to amend this bill to total abolition was out of order. Now I hear today the argument that the attempt to replace abolition with the death penalty is somehow in order. Quite frankly, I find those two positions quite inconsistent.

• 2010

The facts are that the Chairman of the Committee in 1973 was our present Speaker, and in the event you find in favour of the argument that the amendments concerning the death penalty are in order, you will, of course, be asking the Speaker to reverse himself on the decision that he took as the Chairman of this Committee in 1973. I cannot distinguish the two cases because the principle of the bill then was acknowledged to be a bill in which the— it was a death penalty bill in 1973. It is now an abolition bill in 1976. So it would seem to me that the main precedent to look to is not the British House of Commons. It is not esoteric references to years ago. It is what happened in this Committee in 1973 to be fair to the members who sit on the Committee, and some of them are the same members who are here.

The other rather incredible result would be that the Solicitor General in 1973 attempted to amend the bill to total abolition and found he was out of order and was told to do it right. So he went back and did it right and took it all through the House of Commons and now we are going to rule the other way, that we can start to amend that bill by bringing the death penalty in through the back door in this Committee. We would not let abolition come in through the back door in this Committee and we should not let the death penalty come in through the back door now. So I would argue, Mr. Chairman, that clearly the principle of the bill is abolition. There is not much doubt about that. The principle of the bill is abolition and an attempt to amend it by reintroducing the death penalty simply is out of order.

**The Chairman:** Mr. Stevens.

**Mr. Stevens:** Mr. Chairman, if I may just add to what my colleague, Mr. Woolliams, has said with respect to Bill S-23, frankly, it was only after our adjournment that I was informed by a librarian that this bill is actually before the Senate at the present time. It is an act to amend the National Defence Act and the Criminal Code "total abolition of capital punishment". And I draw your attention to the Minister's bill. It says:

[Interprétation]

**M. Leggatt:** C'est différent.

**M. Woolliams:** Alors je vous demande de réfléchir à ces deux lignes de pensée et aux autres arguments que j'avais cet après-midi. Merci, monsieur le président.

**Le président:** Merci, monsieur Woolliams. Monsieur Leggatt.

**M. Leggatt:** Tout d'abord, pour des raisons bien évidentes, j'ai énormément de mal à appuyer tout argument avancé par le sénateur Argue.

En effet, monsieur le président, je me souviens de l'époque où nous étudions la peine capitale en Comité en 1973 et où bien des députés conservateurs déclaraient avec force véhémence que toute tentative d'amendement du projet de loi visant l'abolition totale était irrecevable. Je les entends maintenant dire qu'essayer de remplacer l'abolition par la peine de mort est en quelque sorte recevable. Très franchement, une telle attitude me semble manquer de cohérence.

Le fait est que le président du Comité en 1973 est notre Orateur actuel, et si vous êtes en faveur de l'argument voulant que les amendements se rapportant à la peine de mort soient réguliers, vous devrez naturellement demander à l'Orateur de renverser la décision qu'il a lui-même prise à titre de président du Comité en 1973. Je ne puis faire une distinction entre les deux cas car le principe du bill avait été reconnu pour être... c'était le bill de la peine de mort en 1973 et c'est maintenant un bill pour abolir la peine de mort en 1976. Par conséquent il me semble que le précédent principal sur lequel on doit se baser ce n'est pas celui de la Chambre des communes britannique il y a des années mais ce qui s'est passé au Comité ici en 1973 et certains de ses membres sont encore membres du Comité aujourd'hui.

L'autre résultat plutôt invraisemblable serait que le solliciteur général en 1973 a essayé de modifier le bill pour en faire un bill d'abolition totale, qu'il s'est rendu compte que ce qu'il faisait était irrégulier, et qu'on lui a dit de le rectifier. Par conséquent, il a remis les choses comme on lui a dit de le faire et a passé par toute cette procédure de la Chambre des communes, et maintenant nous allons décider du contraire, c'est-à-dire que nous pouvons commencer à modifier ce bill en faisant revenir la peine de mort par la porte arrière dans ce Comité. Nous n'avons pas laissé l'abolition prendre cette porte et par conséquent nous ne devrions plus procéder ainsi. Donc je prétends, monsieur le président, que le principe du bill est clairement l'abolition, et que si on cherche à le modifier pour introduire la peine de mort, c'est une procédure irrégulière.

**Le président:** Monsieur Stevens.

**M. Stevens:** Monsieur le président, pour ajouter à ce que mon collègue, M. Woolliams, a déclaré en ce qui a trait au Bill S-23, eh bien, franchement, je dirai que c'était seulement après notre ajournement qu'un libraire m'a indiqué que ce bill se trouvait vraiment en ce moment devant le Sénat. Il s'agit d'une loi modifiant la Loi sur la défense nationale et le Code criminel (abolition totale de la peine capitale). Et j'attire votre attention sur le bill du ministre qui dit:

[Text]

An act to amend the Criminal Code in relation to the punishment for murder and certain other serious offences

There is no suggestion in Bill C-84 that it is a total abolitionist bill. I would suggest, Mr. Chairman, that it would be absolutely ludicrous for you or the Speaker to rule that the bill we have before us, which is a partial abolitionist bill, cannot be amended with regard to the degree that the death penalty will apply to various crimes because somehow the principle of abolition is there, bearing in mind that a truly total abolitionist bill is before Parliament.

My feeling would be that in view of that, it just confirms the argument that we were advancing before dinner, that it is not total abolition, the bill that we have. In fact, there is a bill to demonstrate what a total abolitionist bill would be. They set out very clearly the many sections that would have to be changed in the National Defence Act and I recommend, Mr. Chairman, that you read that bill if there is any doubt in your mind.

I had no idea until I read again the National Defence Act provisions as far as the death penalty are concerned and, you know, they can even get a fellow if he is on sentry duty if he gets drunk or falls asleep. The punishment is death, and there are dozens of various crimes that can be committed where the punishment is death. I would suggest to hold that this bill is a total abolitionist bill is just not in accordance with the facts. It is a limited retentionist bill or an abolitionist bill, whichever way you want to look at it, and it could be amended.

**The Chairman:** Thank you, Mr. Stevens.

Mr. Poulin, I have one minute for you because I announced earlier I would begin my ruling at 8.15 p.m.

**Mr. Poulin:** That is just about all it takes, Mr. Chairman.

Mr. Woolliams had mentioned earlier on that this is not some esoteric argument but it is an argument with respect to parliamentary procedure as we know and can discern it from the precedents. May I say that when you refer to Senator Macnaughton when he was Speaker of the House, and a ruling that he made with respect to a bill in 1967, may I say that he reversed if he made the decision that you call. He reversed that decision in the quotation that I made earlier today from the *Minutes* of the Senate in 1973 where he, on the instance of Senator Argue and Senator Forsey introducing amendments, ruled that they were out of order because they were in violation with the fundamental principle of the bill.

**Mr. Woolliams:** That was over in the Senate.

**Mr. Poulin:** That was in the Senate. That is correct, and you were referring to a bill that is in that place now as part of your argument.

**Mr. Woolliams:** No, I was referring to a bill that was in the House.

• 2015

**Mr. Poulin:** That is right, but Senator Macnaughton made a different ruling in 1973 on Bill C-2, ruling that it was not proper and it would not be permissible to make the amendments at that time.

[Interpretation]

Loi modifiant le Code criminel (meurtre et certaines autres infractions graves)

Dans le Bill C-84 il n'est aucunement question de l'abolition totale. Je prétends qu'il serait absolument ridicule que vous ou l'Orateur décidiez que ce bill que nous avons ici, qui est un bill d'abolition partielle, ne puisse être modifié pour changer quelque chose à la sévérité des peines sous prétexte qu'il y a ici un principe d'abolition, compte tenu du fait qu'il y a un bill d'abolition totale qui se trouve devant le Parlement.

A mon avis, compte tenu de cette situation, cela confirme l'argument que nous présentions avant le dîner aux fins qu'il ne s'agit pas ici d'un bill d'abolition totale. Ceci est d'autant plus vrai que nous avons un bill qui indique ce qu'est l'abolition totale et qui indique clairement dans bien des articles ce qui doit être changé dans la Loi sur la défense nationale, et je vous recommande, monsieur le président, de la lire si vous avez encore des doutes.

Je n'avais aucune idée, avant de lire cette loi, des stipulations de la Loi sur la défense nationale dans le cas de la peine de mort et je vous dirai qu'on peut même condamner un militaire dans ses fonctions de sentinelle s'il est en état d'ivresse ou s'il s'endort. La peine est la mort, et il y a des douzaines d'autres crimes qui sont passibles de cette même peine. Je prétends donc que nous n'avons pas ici un bill d'abolition totale mais un bill qui conserve partiellement la peine de mort et qu'on peut modifier.

**Le président:** Merci, monsieur Stevens.

Monsieur Poulin, je vous consacre une minute car j'ai annoncé plus tôt que je prendrais ma décision à 20 h 15.

**M. Poulin:** C'est tout ce qu'il me faut.

M. Woolliams a mentionné plus tôt que nous avons ici un argument qui se rapporte à la procédure parlementaire que nous connaissons, et que nous pouvons le séparer des précédents. Puis-je, alors vous citez le sénateur Macnaughton lorsqu'il était Orateur de la Chambre, et la décision qu'il a prise en rapport avec un bill en 1967, vous indiquer qu'il a renversé cette décision. Et je vous ai cité plus tôt dans la journée un extrait des procès-verbaux du Sénat en 1973 où, dans le cas des amendements introduits par le sénateur Argue et le sénateur Forsey, il a décidé qu'ils étaient irréguliers puisqu'ils violaient le principe fondamental du bill.

**M. Woolliams:** C'était au Sénat.

**M. Poulin:** Oui, c'était au Sénat et vous parlez d'un bill qui se trouve maintenant en cet endroit même.

**M. Woolliams:** Non, je parlais d'un bill qui se trouve à la Chambre.

**M. Poulin:** C'est vrai, mais le sénateur Macnaughton en a décidé autrement en 1973 à propos du Bill C-2 en disant qu'on ne pouvait autoriser d'amendements à un tel stade.



[Texte]

On that narrow issue of parliamentary procedure, we are dealing with the bill that is before this Committee, not with other bills, and I say, I respectfully say to you again, Mr. Chairman, that this bill does provide for the total abolition of the death penalty as a sanction for murder and certain other serious crimes as contained in the Criminal Code. That is the bill we are attempting to amend, that is the bill we have before us, a bill with relation to those four corners of the Criminal Code. In respect of the principle clearly enunciated by many, many speakers in opposition to this bill who are retentionists, that is the fundamental and only principle that I believe you have to deal with.

**The Chairman:** Yes.

**Mr. Reynolds:** May I have 20 seconds, Mr. Chairman? I just want to reply to one thing on Mr. Leggatt's comments that Bill C-2 was called in the House "An Act to amend the Criminal Code" period, whereas this bill says "An Act to amend the Criminal Code in relation to the punishment for murder and certain other serious offences". It is a different bill and I do not think his argument stands up.

**The Chairman:** Thank you. I am sorry to curtail this debate in any aspect because it is a very important debate on a very important subject, but I do have to begin putting the questions by the order of the Committee at 8.30 p.m. and I have to allow enough time to make the ruling on this before that comes about.

There are two matters on which I find it very easy to rule. Mr. Lawrence has suggested that it was not proper to raise the question at this point when it had not been raised previously, but the fact is that it had been raised previously from the beginning of the hearings on this bill. It was deferred only because members of the Committee wanted to ask so many questions of the Minister and his officials and did not want to discuss this question until now. This question has been with us all along, so it is not really a new question which arose only today.

Also, in respect of a point made by Mr. Stevens who asked for a ruling on a potential amendment with regard to absence with an escort, I must say there is nothing that would be apparently out of order about this amendment to me, but I cannot possibly rule on a potential amendment whose words I am not even familiar with at this stage, so my ruling will not apply to that situation.

A Chairman's ruling on the procedural acceptability of any amendment is, I suppose, always a serious matter, but it is particularly so in this case, given the importance to all hon. members and to the Canadian public. I have, accordingly, devoted much time and serious consideration to a review of the rules and precedents in this regard and I have consulted with officials. Perhaps I could share the results of my review of the rules regarding amendments at the committee stage with hon. members.

A former Chairman of this Committee, the present Mr. Speaker, did precisely that when a somewhat similar bill was before this Committee. In the summary he presented to the Committee, he mentioned five points which I shall touch on briefly.

First, amendments at committee stage have to be amendments to a clause of the bill and not amendments as they would be at second- or third-reading stage. Second, they have to be relevant to the bill. Third, they must be within the scope of the bill, and this is particularly so in dealing,

[Interprétation]

Pour cette question de procédure parlementaire, il s'agit maintenant du projet de loi renvoyé à notre Comité, et non pas de n'importe quel autre projet de loi, et, monsieur le président, je répéterais, si vous me le permettez, que le projet de loi dont nous sommes saisis prévoit l'abolition totale de la peine de mort pour sanctionner un meurtre et certaines autres infractions graves définies dans le Code criminel. C'est bien là le bill que nous essayons d'amender, celui qui nous a été renvoyé, qui porte sur ce point précis du Code criminel. Le principe en a été très clairement énoncé par nombre d'opposants qui voudraient maintenir la peine capitale et c'est lui qu'il nous faut considérer.

**Le président:** Oui.

**M. Reynolds:** Puis-je prendre quelques secondes, monsieur le président? Je voudrais simplement répondre une chose à M. Leggatt, à savoir que le Bill C-2 était intitulé à la Chambre «Loi modifiant le Code criminel» c'est tout, alors que celui-ci s'appelle «Loi modifiant le Code criminel (meurtre et certaines autres infractions graves)». Ce n'est donc pas la même chose et je ne pense pas que son argument tienne.

**Le président:** Merci. Je suis désolé d'être obligé de limiter ce débat car il est extrêmement important et la question très grave, mais il me faut, conformément à l'ordre du Comité, ouvrir le vote à 20 h 30 et je dois prévoir assez de temps pour rendre une décision à ce sujet avant cette heure.

Il m'est très facile de le faire sur deux points. M. Lawrence a déclaré qu'il n'était pas normal de soulever maintenant la question et qu'on aurait dû le faire avant. En fait, on l'avait bien soulevée avant, dès que le projet de loi nous a été renvoyé. Si l'on n'en a pas parlé, c'est que les membres du Comité avaient tellement de questions à poser au ministre et à ses fonctionnaires que cela nous a été impossible. La question n'est donc pas nouvelle aujourd'hui.

D'autre part, quant à la question de M. Stevens sur un éventuel amendement visant l'absence avec escorte, cela ne saurait apparemment poser de problèmes de recevabilité mais je ne puis évidemment rendre une décision définitive sur le libellé d'un amendement que je n'ai même pas vu. Ma décision ne peut donc s'appliquer à cette situation.

La décision d'un président quant à la recevabilité d'un amendement est sans doute toujours importante mais elle l'est encore plus dans le cas de ce projet de loi dont tous les députés et toute l'opinion publique canadienne saisissent la gravité. C'est pourquoi j'ai étudié longuement et sérieusement les règles et précédents et consulté des experts. Je voudrais donc vous faire part de mes conclusions sur les amendements touchant des projets de Loi en cours d'étude en comité.

Un ancien président du Comité de la Justice, actuellement Orateur à la Chambre, avait justement fait cela lorsqu'un projet de loi quelque peu similaire avait été soumis à son Comité. Dans le résumé qu'il a présenté au comité, il a fait état de cinq points auxquels je ferai une rapide allusion.

Tout d'abord, les amendements au cours de l'étude en comité doivent se rapporter à un article du projet de loi et ainsi différer des amendements qui pourraient être déposés en deuxième ou troisième lecture. Deuxièmement, ils doivent avoir trait au projet de loi. Troisièmement, ils ne

*[Text]*

as we now are, with an amending bill which seeks to amend the Criminal Code because it is clear that an amendment to such a bill must not go behind the amending bill and try to amend other portions of the Code which are not mentioned in the bill. Fourth, there are restrictions on how far amendments at committee stage can go. They cannot delete clauses in a bill, that must be done by negating the clause when it comes to a vote. Finally, and perhaps most important, amendments introduced at this stage must not contravene the principle of the bill.

In view of the nature of many of the amendments presented here, I feel that I should elaborate on this final point concerning the principle of the bill.

May states at page 494 of the 18th edition, and this reference was quoted by both sides in the arguments, and I quote here:

A committee is bound by the decision of the House, given on second reading, in favour of the principle of the bill, and should not, therefore, amend the bill in a manner destructive of this principle.

At page 509, of the same source, it is noted that:

An amendment which is equivalent to a negative of the bill, or which would reverse the principle of the bill as agreed to on the second reading, is not admissible.

This is given further emphasis in citation 401 (3) of Beauchesne's Fourth Edition, at page 284, which reads as follows:

• 2020

The Chairman, in the case of an amendment offered to a Bill that was limited in scope to the repeal of a clause in a statute, ruled that the amendment was out of order, because its object was the continuance and the extension of the clause to be repealed. The Chairman stated that, though the Committee had full power to amend, even to the extent of nullifying the provisions of the Bill, they could not insert a clause which reversed the principle which the Bill, as read a second time, sought to affirm.

It is quite evident from the references quoted that the Committee may not amend a bill in a manner which would be destructive of its principle. This is supported by precedents. Particularly relevant are those precedents relating to previous attempts to amend the Criminal Code on the subject of capital punishment. The first of these citations was that to the English statute in 1964, the abolition of death penalty bill, which was introduced by Mr. Sydney Silverman in the House of Commons in England in 1964. This was indeed a bill for complete abolition, and yet it was a bill to which were allowed amendments that would have limited the completeness of that abolition. It is not a particularly helpful reference, however, because of the fact that my research has not indicated that there was any argument made at the time nor any ruling made. The amendments were just removed and they were accepted, but only in the sense that no objection was raised and no ruling was made. So there is nothing in the reasoning in the case which is helpful. There perhaps is something of a

*[Interpretation]*

doivent pas en dépasser l'envergure et particulièrement lorsqu'il s'agit, comme aujourd'hui, d'un projet de loi modifiant le Code criminel car il est évident qu'un amendement à un tel projet de loi ne peut dépasser l'objection original ni essayer de modifier des parties du Code qui ne sont pas visées par le projet de loi en question. Quatrièmement, il existe des restrictions sur la portée des amendements acceptables au cours de l'étude en comité. En effet, ils ne peuvent supprimer des articles du projet de loi car ceci ne peut être obtenu qu'en rejetant l'article en question au moment du vote. Finalement, et c'est peut-être le plus important, les amendements proposés à ce stade ne peuvent contrevenir au principe du projet de loi.

Étant donné la nature de nombre des amendements qui nous ont été proposés, j'estime devoir développer quelque peu ce dernier point sur le principe du projet de loi.

May déclare ce qui suit à la page 494 de la version anglaise de sa dix-huitième édition, et les deux côtés l'ont cité au cours des délibérations:

Un comité est lié par la décision de la Chambre qui en deuxième lecture accepte le principe du projet de loi. Il ne peut donc amender ledit projet de loi en vue de détruire ce principe.

Et plus loin, à la page 509, il est dit que:

Un amendement qui reviendrait à rejeter le projet de loi ou qui en renverserait le principe accepté en deuxième lecture n'est pas recevable.

Ceci est confirmé au paragraphe 401(3) de la quatrième édition de Beauchesne, page 290:

Le président, ayant à se prononcer sur une proposition d'amendement à un bill dont l'objet se limitait à l'abrogation d'un article d'une loi, a déclaré ladite proposition d'amendement irrégulière parce qu'elle avait pour objet le maintien et la prolongation de la disposition qu'il s'agissait d'abroger. Le président a été d'avis que, si le comité était pleinement autorisé à modifier les dispositions d'un bill, au point même de les rendre nulles, il ne l'était pas à insérer dans le projet de loi une disposition contraire au principe que le bill, tel qu'il avait été lu pour la deuxième fois, cherchait à affirmer.

Il est évident, en vertu de ces documents, que le Comité ne peut pas modifier un bill de manière qu'il soit rendu contraire à son principe. Cela s'appuie sur des précédents. Sont notamment pertinents les précédents ayant trait à des tentatives antérieures de modifier le Code criminel au sujet de la peine capitale. Reportons-nous à cet égard, premièrement, au projet de loi de 1964 sur l'abolition sur la peine de mort, en Grande-Bretagne, projet de loi présenté par M. Sydney Silverman à la Chambre des communes britannique. C'était un bill qui proposait l'abolition complète, mais qui avait été modifié par des amendements qui imposaient des limites à cette abolition. Ceci ne constitue toutefois pas une référence utile, du fait que mes recherches ne m'ont pas révélé qu'il y ait eu des arguments avancés ou des décisions rendues, à l'époque. Les amendements avaient simplement été proposés de nouveau et acceptés, mais uniquement dans la mesure où aucune objection n'avait été faite et aucune décision rendue. La logique de cette affaire ne nous est donc d'aucune utilité.



[Texte]

precedent with regard to the results, but nothing helpful in the reasoning.

I am very pleased that Mr. Woolliams tonight cited the 1967 reference in Canada. I would have been disappointed if that one had not been mentioned for the completeness of our consideration. I think this is a little bit more in point perhaps than the English reference. In 1967 during consideration in Committee of the Whole of Bill C-168, an Act to amend the Criminal Code, capital punishment and life imprisonment, an amendment was proposed which would have totally abolished capital punishment. This is the reverse situation, of course. The acceptability of this amendment was questioned, and while the Chair itself expressed some misgivings it decided that it was a matter the Committee should decide upon. This amendment was subsequently defeated. It is worth observing that this ruling by the Chairman of Committees was apparently not anticipated and was not consulted upon. It was not reserved and no reasons were given; the Chairman merely said that he thought it should be put to a vote, and it was put to a vote. It therefore offers no clear guidance as to the path we should take here, but again it certainly would be on the side of the argument which is supported largely by the gentleman on my left.

I am sure that honourable members will recall that during the First Session of the Twenty-ninth Parliament in 1973, when this Committee considered Bill C-2, an Act to amend the Criminal Code, Criminal Law Amendment Capital Punishment Act, which proposed to extend for five years the trial period for the partial abolition of capital punishment, the Chairman ruled amendments proposing total abolition out of order on the grounds that they ran counter to the principle of the bill. This Chairman is, of course, our present Speaker. This situation is not exactly parallel to our own in that it was a bill for partial abolition to which total abolition was moved; it was more the reverse situation but it nevertheless is a powerful precedent. In the same situation in the House following, Mr. Speaker Lamoureux ruled similar amendments presented at report stage out of order. He stated in part, as recorded at page 500 of the *Journals*:

The purpose of the bill which was given second reading by the House, as I understand it, is to provide for the reinstatement of the law relating to capital punishment. The honourable Member's motions in effect would remove those provisions from the bill.

In other words, the amendments proposed are negative of the principle of the bill as approved on second reading.

There is then nothing which is a direct authority and which is exactly on all fours with our present case. In the case of the English precedent, it does not appear to have been raised as a question; in the case of the Canadian precedent, there were no reasons given by the Chairman of Committees; and in the case of the decision by the former speaker of this Committee and the Speaker of the House, it was the reverse situation. Nevertheless, I have to give more weight to a reasoned decision of the Chairman of this Committee and to one of the Speaker of this House itself than to the unreasoned ruling of the Chairman of Committees in 1966 or to the ruling without challenge and without any question being raised of the Speaker or the Chairman of Committees in the British House in 1964.

[Interprétation]

Cela constitue peut-être une sorte de précédent en ce qui a trait au résultat, mais rien en ce qui a trait au raisonnement.

Je suis très heureux que M. Woolliams ait cité la situation de 1967, au Canada. J'aurais été déçu si cela n'avait pas été mentionné, rendant ainsi notre examen incomplet. A mon sens, cette situation est un peu plus pertinente que celle de l'Angleterre. En 1967, alors que le comité plénier étudiait le Bill C-168, Loi modifiant le Code criminel, portant sur la peine capitale et l'emprisonnement à vie, on avait proposé un amendement qui aurait aboli entièrement la peine capitale. Bien sûr, cela constitue la situation inverse. Certaines personnes avaient jugé cet amendement irrecevable et le président, après avoir lui-même exprimé certains doutes, avait décidé qu'il revenait au comité de prendre une décision à cet égard. L'amendement avait alors été rejeté. Il est important de noter que cette décision du président du comité n'était vraisemblablement pas prévue et n'avait pas fait l'objet de consultations antérieures. On n'avait pas réservé la question. Sans fournir de raisons, le président avait simplement dit penser qu'il faudrait mettre cela au vote, chose que l'on avait faite. Cela ne nous indique donc pas un chemin clair à suivre au sein de ce Comité, mais cela favorise certainement l'argument du monsieur qui siège à ma gauche.

Je suis certain que les honorables députés se souviennent que lors de la première session de la 29<sup>e</sup> Législature, en 1973, alors que ce comité étudiait le Bill C-2, Loi modifiant le Code criminel, Loi modifiant le droit pénal (peine capitale), où l'on proposait de prolonger de 5 ans la période d'essai d'abolition partielle de la peine de mort, le président avait jugé irrecevable des amendements proposant l'abolition totale du fait que ces amendements s'opposaient au principe du projet de loi. Bien sûr, ce président est notre Orateur actuel. Cette situation n'est pas tout à fait semblable à la nôtre du fait qu'il s'agissait d'un bill proposant l'abolition partielle et pour lequel on avait proposé l'abolition totale; il s'agissait donc beaucoup plus de la situation contraire; il n'en demeure pas moins que c'est un précédent important. Dans la même situation, à la Chambre, M. l'Orateur Lamoureux avait ensuite jugé irrecevable des amendements semblables présentés lors de l'étape du rapport. Je cite une partie de ses propos, tels qu'ils sont consignés dans les *Journaux*, à la page 500:

Si j'ai bien compris, le but du bill présenté en deuxième lecture à la Chambre est d'assurer le rétablissement de la loi relative à la peine de mort. Les motions présentées par l'honorable député supprimeraient ces dispositions du bill.

Autrement dit, les amendements proposés vont à l'encontre du principe du bill tel qu'il a été approuvé en deuxième lecture.

Il n'existe donc aucun précédent direct qui concorde parfaitement avec notre situation actuelle. Dans le cas du précédent britannique, il semble que la question n'ait pas été soulevée; dans le cas du précédent canadien, le président des comités n'avait fourni aucune raison; enfin, dans le cas de la décision rendue par le président antérieur de ce Comité et par l'Orateur de la Chambre, il s'agissait de la situation contraire. Néanmoins, il me faut accorder plus de poids à une décision motivée du président du présent Comité et à une autre de l'Orateur de la Chambre des communes qu'à la décision non motivée du président du Comité en 1966 ou qu'à la décision non contestée, acceptée sans discussion, de l'Orateur ou du président des comités à la Chambre des communes britannique en 1964.

[Text]

• 2025

The purpose of this bill, which was given second reading by the House, has of course been disputed. There have been quite ingenious arguments made to suggest that the principle of this bill is the punishment for murder. Mr. Woolliams made that argument very, very powerfully. Indeed, if one looks only at the title of the bill that would be suggested. Of course, looking at the title of the Senate bill would, again, strengthen that case. There was a Senate precedent cited on the other side, and on this side there was a citation of the title of that bill; however, I do not think I can be bound here by what happens in the other place. Nevertheless, I must say that the argument raised by Mr. Woolliams that the principle of the bill is the punishment for murder, and the very ingenious further argument by Mr. Stevens that because this bill does not extend to the National Defence Act and therefore does not exclude capital punishment in every instance possible in Canada it is not a total abolition bill, are the arguments which have given me greater pause. I do not think those questions had been raised on any previous occasion. Nevertheless, it seems to me that we have to take this subject within the confines of the present bill. I think something can be a bill for total abolition within the Criminal Code and yet not be one for total abolition within the whole gambit of Canadian law. It seems to me I have to consider this bill within the confines of the bill itself, and within the confines of that bill it is a total abolition bill. It is a bill which is for total abolition of capital punishment under the Criminal Code relating to murder and similar offences.

It seems to me that when members voted on the bill on second reading they were indeed expressing their approval or disapproval of capital punishment as such. I think that was the understanding which the public had; I think that was the understanding which members of this Committee had. I think I could, without very much difficulty, even find statements by members who presented very weighty arguments here this evening in which they themselves, earlier in the hearings on this bill, used language which suggested that their understanding was that this was a bill for total abolition within the confines of the bill itself. Given what Mr. Fox referred to as the common-sense argument, and given the argument Mr. Poulin raised, that this bill should be taken on its own merits within its own confines, I believe the House by its affirmative vote on second reading approved in principle the abolition of capital punishment under the Criminal Code. I cannot see that this Committee can amend the bill so as to reverse the decision which the House has already taken. I would therefore have to rule any amendment seeking to retain or reinstate capital punishment for any offence out of order on the ground that it reverses the principle of the bill and is therefore not admissible.

Messrs. Lawrence and Reynolds have had copies of the amendments which they propose to move, and which I believe we could say they had already moved, distributed to members of the Committee. I have had the opportunity of reviewing these proposed amendments and I find as follows:

[Interpretation]

L'objet du présent bill, énoncé au cours de la deuxième lecture en Chambre, bien sûr été contesté. Des arguments très ingénieux ont été présentés afin de laisser entendre que le principe du présent bill est la punition du meurtre. M. Woolliams a soutenu cet argument avec beaucoup d'énergie. En fait, en se contentant de regarder le titre du projet de loi, on pourrait avoir cette impression. En plus, le titre du projet de loi du Sénat renforcerait cette prétention. L'opposition a cité un précédent du Sénat et le gouvernement a cité le titre de ce projet de loi-là; toutefois, je ne crois pas être lié ici par ce qui se passe à l'autre endroit. Mais je dois dire que les arguments qui m'ont fait le plus réfléchir sont celui soulevé par M. Woolliams voulant que le principe du bill vise à punir le meurtre, et celui, très ingénieux, de M. Stevens, voulant que, parce que le présent bill n'englobe pas la Loi sur la défense nationale et donc n'exclut pas la peine capitale dans tous les cas possibles au Canada, ce bill n'abolit pas complètement la peine de mort. Je ne crois pas que ces questions aient été soulevées précédemment. Néanmoins, il me semble qu'il faut nous limiter à l'étude du sujet dans le cadre du présent bill. Je crois qu'un projet de loi peut viser l'abolition totale de la peine de mort dans le contexte du Code criminel sans pour autant abolir complètement la peine de mort dans l'ensemble du droit canadien. Il me semble donc devoir limiter mon étude de la question au projet de loi même, qui est un projet de loi visant l'abolition totale de la peine de mort. En effet, dans le cadre du Code criminel, le projet de loi vise l'abolition totale de la peine capitale, pour le meurtre et les délits semblables.

Il me semble en outre que lorsque les députés ont exprimé leur opinion lors du vote de deuxième lecture, ils exprimaient leur approbation ou leur désaveu de la peine capitale comme telle. C'est là aussi ce qu'a compris le public; c'est certainement, à mon avis, ce qu'avaient compris les membres du présent Comité. J'irai même jusqu'à dire que dans le compte rendu des séances précédentes, je pourrais sans grande difficulté retrouver des déclarations de la part de membres du Comité qui ce soir ont présenté des arguments très sérieux, laissant entendre qu'ils avaient compris que le présent projet de loi visait à abolir totalement la peine de mort dans le cadre du même projet de loi. Compte tenu, donc, de ce que M. Fox a appelé l'argument du bon sens, et des points soulevés par M. Poulin voulant que le présent bill soit étudié à sa valeur et suivant ses propres limites, je crois que la Chambre, par un vote affirmatif lors de la deuxième lecture, a approuvé en principe l'abolition de la peine capitale dans le cadre du Code criminel. Je ne vois donc pas comment le présent Comité pourrait amender le bill de telle sorte que sa décision se trouverait à renverser celle prise par la Chambre précédemment. Il me faut donc statuer que tout amendement visant à garder ou à remettre en vigueur la peine capitale pour quelque délit que ce soit est irrecevable, car une telle mesure se trouverait à aller à l'encontre du principe même du projet de loi.

MM. Lawrence et Reynolds ont distribué des exemplaires des amendements qu'ils ont l'intention de proposer, je dirais même qu'ils ont déjà proposés. J'ai eu l'occasion d'examiner les amendements proposés et je dois me prononcer de la façon suivante:



*[Texte]*

Mr. Lawrence's amendments numbered 1, 2, 3, 4 and 6, and all of Mr. Reynolds' amendments, propose to retain or reinstate the death penalty and are therefore out of order for the reasons I have just advanced. Mr. Lawrence's amendments numbered 8 to 11 inclusive and 14 propose to delete clauses of the bill and are thus out of order, as the correct procedure would be to negative the clauses he proposes to delete. Mr. Lawrence's proposed amendments numbered 7, 12 and 13 seem dependent upon earlier amendments which have been ruled out of order, and are therefore also out of order. Mr. Lawrence's amendment numbered 5, which deals with persons with previous convictions for first- or second-degree murder, appears to me to be in order. Mr. Olivier has already withdrawn his amendments and, as I said, Mr. Leggatt's amendment does not appear to present any problems of admissibility.

**Mr. Woolliams:** On a point of order.

**The Chairman:** Mr. Woolliams.

**Mr. Woolliams:** I would like to move to appeal the Chairman's ruling.

• 2030

**The Chairman:** Certainly.

**Mr. Milne:** On a point of order, Mr. Chairman. Would you repeat your statement as to the last clause? It is or is not in order.

**The Chairman:** Which one?

**Mr. Milne:** Mr. Lawrence's last amendment.

**The Chairman:** Mr. Lawrence's is in order. Amendment number five is in order.

**Mr. Milne:** Yes. All right.

**The Chairman:** Honourable members have heard the decision for which the honourable member has appealed. The question is the following one: Shall the decision of the Chairman be sustained? All those in favour will say aye. Those against will say nay.

**Some hon. Members:** Aye.

**Some hon. Members:** Nay.

**The Chairman:** I declare the decision sustained.

**Mr. Woolliams:** I ask that the roll be called.

**The Chairman:** Certainly.

Chairman's decision sustained: Yeas, 12; nays, 6.

**An hon. Member:** Hear, hear!

**Mr. Lawrence:** I move my amendment number five, and I would like to summarize it quickly.

**The Chairman:** I think the proper procedure will be to wait till we get to Clause 4, Mr. Lawrence. We will take it then.

Clause 2 agreed to, on division.

*[Interprétation]*

Les amendements de M. Lawrence, numéros 1, 2, 3, 4 et 6, et tous les amendements proposés par M. Reynolds, visent à garder ou à remettre en vigueur la peine de mort et sont donc par conséquent irrecevables pour les raisons que je viens d'énoncer. Les amendements proposés par M. Lawrence, numéros 8 à 11 inclusivement, et 14, visent à rayer certains articles du projet de loi et sont donc irrecevables, puisque la procédure aurait exactement pour effet d'annuler les articles qu'il se propose de rayer. Les amendements proposés par M. Lawrence, numéros 7, 12 et 13, semblent découler d'amendements précédents qui ont été jugés irrecevables et, par conséquent, ils le sont aussi. Le cinquième amendement de M. Lawrence, qui porte sur les personnes trouvées coupables précédemment de meurtre du premier ou du deuxième degré, me semble recevable. M. Olivier a déjà retiré son amendement et, comme je l'ai dit précédemment, l'amendement de M. Leggatt ne semble pas poser des problèmes de recevabilité.

**M. Woolliams:** J'invoque le Règlement.

**Le président:** Monsieur Woolliams.

**M. Woolliams:** J'aimerais faire appel de la décision de la présidence.

**Le président:** Certainement.

**M. Milne:** J'invoque le Règlement, monsieur le président. Pourriez-vous répéter ce que vous avez dit concernant la dernière disposition? Et-elle recevable ou non?

**Le président:** Laquelle?

**M. Milne:** Le dernier amendement de M. Lawrence.

**Le président:** Celui de M. Lawrence est recevable. L'amendement numéro 5 est recevable.

**M. Milne:** Oui. Parfait.

**Le président:** Les honorables députés ont entendu la décision dont appelle leur honorable confrère. La question est la suivante: la décision du président est-elle adoptée? Tout ceux qui sont en faveur diront oui et ceux qui sont contre diront non.

**Des voix:** Oui.

**Des voix:** Non.

**Le président:** La décision est adoptée.

**M. Woolliams:** Je demande l'appel nominal.

**Le président:** Certainement.

La décision du président est adoptée: 12 pour, 6 contre.

**Une voix:** Bravo, bravo!

**M. Lawrence:** Je propose mon amendement numéro 5 et j'aimerais le résumer brièvement.

**Le président:** Il faudrait plutôt attendre que nous en soyons à l'article numéro 4, monsieur Lawrence. Nous le mentionnerons alors.

L'article numéro 2 est adopté sur division.

## [Text]

Clause 3 agreed to, on division.

**The Chairman:** On clause 4 there is an amendment by Mr. Lawrence.

**Mr. Lawrence:** Do I have to go through it?

**Mr. Woolliams:** Take it as read.

**The Chairman:** I think . . .

**Mr. Lawrence:** The effect of it is that anyone who has previously been convicted of either first-degree murder or second-degree murder gets charged the second time with first-degree murder.

Amendment negatived.

Clause 4 agreed to, on division.

Clause 5 to 20 inclusive agreed to, on division.

**The Chairman:** I have to locate where Mr. Leggett's amendment is to make sure that we do not go beyond it.

• 2035

**Mr. Leggett:** On page 10. Clause 21, proposed section 672.(2), on that page.

**The Chairman:** We have arrived at that now. Mr. Leggett, would you like to propose your amendment?

**Mr. Leggett:** I should read it because it is a rather late amendment. The effect of the amendment is to replace the provision for three judges to be appointed by the Chief Justice with a judge and jury in which two-thirds of the jury must agree that the reduction in the time spent should be effective or determined. I move that Clause 21 of Bill C-84 be amended by deleting lines 3 to 15 on page 10 thereof and substituting therefor:

(2) Upon receipt of an application under subsection (1), the appropriate Chief Justice shall designate a judge of the superior court of criminal jurisdiction to empanel a jury to hear the application and determine whether the applicant's number of years of imprisonment without eligibility for parole ought to be reduced having regard to the character of the applicant, his conduct while serving his sentence, the nature of the offence for which he was convicted and such other matters as the judges deem relevant in the circumstances, and such determination shall be made by no less than two-thirds of such jury.

**The Chairman:** Thank you, Mr. Leggett.

**Mr. Poulin:** Mr. Chairman, may I make a comment?

**The Chairman:** No, you may not, Mr. Poulin. The order of the Committee is that we take the votes.

**Mr. Poulin:** Oh, I am sorry.

Amendment agreed to.

**Mr. Stevens:** Mr. Chairman, I would like to propose an amendment to Clause 21, proposed section 674.(2), on page 12. It is the section you referred to in your ruling, Mr. Chairman. I move that Bill C-84 be amended by deleting lines 21 to 26 on page 12 thereof and substituting the following therefor:

## [Interpretation]

L'article numéro 3 est adopté sur division.

**Le président:** M. Lawrence veut proposer un amendement à l'article 4.

**M. Lawrence:** Dois-je en faire lecture?

**M. Woolliams:** Lecture censée être faite.

**Le président:** Je crois . . .

**M. Lawrence:** Autrement dit, celui qui a déjà été déclaré coupable de meurtre au premier ou au deuxième degré sera déclaré coupable de meurtre au premier degré si jamais il tue une deuxième personne.

L'amendement est rejeté.

L'article 4 est adopté sur division.

Les articles de 5 à 20 inclusivement sont adoptés sur division.

**Le président:** Je dois trouver où va l'amendement de M. Leggett pour être sûr que nous ne le dépassons pas.

**M. Leggett:** A la page 10. Article 21; article proposé 672.(2).

**Le président:** Nous en arrivons là. Monsieur Leggett, voulez-vous proposer votre amendement?

**M. Leggett:** Je vais le lire car c'est un amendement arrivé tard. Le résultat de l'amendement est de remplacer la condition des trois juges qui doivent être nommés par le juge en chef, par un juge et un jury où les deux tiers du jury doivent être d'accord sur le fait que la réduction du temps passé en prison doit avoir eu lieu effectivement, ou doit être établie. Je propose que l'article 21 du Bill C-84 soit modifié en rayant les lignes allant de 1 à 11. à la page 10, et en leur substituant:

(2) Sur réception de la demande prévue au paragraphe (1), le juge en chef compétent doit charger un juge de la Cour supérieure de juridiction criminelle de constituer un jury pour entendre la demande et décider s'il y a lieu de réduire le délai préalable à la libération conditionnelle du requérant, compte tenu de son caractère, de sa conduite durant l'exécution de sa peine, de la nature de l'infraction pour laquelle il a été condamné et tout ce qu'ils estiment utile dans les circonstances, et cette décision devra être prise par au moins les deux tiers du jury.

**Le président:** Merci, monsieur Leggett.

**M. Poulin:** Monsieur le président, puis-je apporter une remarque?

**Le président:** Non, car le mandat du Comité est de passer au vote.

**M. Poulin:** Je m'excuse.

L'amendement est adopté.

**M. Stevens:** Monsieur le président, je voudrais proposer un amendement à l'article 21, article proposé 674.(2), à la page 12. C'est l'article que vous avez mentionné dans votre décision, monsieur le président. Je propose que le Bill C-84 soit modifié en supprimant les lignes allant de 20 à 27 de la page 12 et en les remplaçant par ce qui suit:



## [Texte]

absence with or without escort may be authorized under the *Penitentiary Act* and no day parole may be granted under the *Parole Act* until the expiration of all but three years of his number of years of imprisonment without eligibility for parole."

The reason I propose this, Mr. Chairman, is that when I read the *Penitentiary Act* to see under what circumstances a person can be granted temporary absence I was surprised to find, and I think this has been in the general evidence, that

(a) The Commissioner or the officer in charge of a penitentiary may if he finds it necessary or desirable in effect give absence with or without an escort for medical or humanitarian reasons or to assist in the rehabilitation of the inmate, and the absence may be authorized from time to time by the Commissioner for an unlimited period for medical reasons and for a period not exceeding 15 days for humanitarian reasons or to assist in the rehabilitation of the inmate, or

(b) by the officer in charge for a period not exceeding 15 days for medical reasons and for a period not exceeding three days for humanitarian reasons or to assist in the rehabilitation of the inmate.

Mr. Chairman, if people have been following the proposed bill I do not think there is any awareness that literally, under the provision as it now sits, a person can be found guilty of the most heinous crime, can be sentenced to life imprisonment—which the Minister has been trying to sell people; it is really 25 years subject to that 15-year review. I do not think many people realize that on the say-so of the officer in charge of the jail concerned or the Commissioner, that person can be let out at any time with an escort for, as I say, three days in the case of the officer in charge of the jail or in the case of a Commissioner for an unlimited period of time if he says it is for medical reasons.

**The Chairman:** I think that is all the explanation I can allow you, Mr. Stevens. You have this written out and I will read it to the Committee. I am not sure that I have grasped myself what you are proposing.

**Mr. Stevens:** All I am doing is proposing that two words be deleted.

• 2040

**The Chairman:** I know what you are trying to achieve but I am not sure how you do it.

**Mr. Stevens:** The net effect, Mr. Chairman, is that we delete "without escort" in the present wording that appears on line 21 on page 12.

**The Chairman:** Line 21 on page 12. You are deleting the words "without escort".

**Mr. Stevens:** That is right. So it then reads "no absence may be authorized under the *Penitentiary Act*", etcetera, until the last three years.

## [Interprétation]

libération conditionnelle, les absences avec ou sans escorte prévues à la Loi sur les pénitenciers peuvent être autorisées et les libérations conditionnelles de jour prévue à la Loi sur la libération conditionnelle de détenus accordées que, par dérogation à ces lois, au cours des trois années précédant l'expiration du délai susmentionné.

Je propose cet amendement car lorsque je lis la Loi sur les pénitenciers pour savoir dans quelles circonstances on peut accorder une permission d'absence temporaire à une personne, je m'étonne de trouver ceci:

a) Lorsque, de l'avis du commissaire ou du fonctionnaire ayant la direction d'un pénitencier, il est nécessaire ou souhaitable qu'un détenu soit absent, seul ou sous escorte, pour des raisons d'ordre médical ou humanitaire ou pour faciliter son redressement moral, l'absence peut être autorisée à l'occasion par le commissaire pendant une période limitée pour des raisons médicales et pendant une période d'au plus quinze jours pour des motifs humanitaires ou pour faciliter son redressement moral, ou

b) par un fonctionnaire responsable, pendant une période d'au plus quinze jours pour des raisons médicales et pendant une période d'au plus trois jours pour des motifs humanitaires ou pour faciliter son redressement moral.

Monsieur le président, je ne crois pas que, dans ce bill proposé que veut faire accepter le Ministre, les gens se rendent compte qu'en fait une personne qui a été reconnue coupable du pire crime et qui est condamnée à l'emprisonnement à vie, n'est en fait condamnée qu'à l'emprisonnement pendant 25 ans sous réserve de cette révision de 15 ans. Je ne pense pas qu'il y ait beaucoup de gens qui se rendent compte aussi que le fonctionnaire responsable de la prison ou le commissaire peut laisser sortir n'importe quand cette personne sous escorte, pendant trois jours dans le cas du fonctionnaire, et pour une période limitée dans le cas du commissaire lorsqu'on invoque des raisons médicales.

**Le président:** Je crois que c'est toutes les explications que je vous permets de présenter, monsieur Stevens. Vous les avez écrites et, par conséquent, je vais les lire au Comité. Je ne suis pas bien sûr même d'avoir exactement saisi ce que vous proposez.

**M. Stevens:** Tout ce que je propose c'est qu'on supprime deux mots.

**Le président:** Je sais ce à quoi vous essayez de parvenir, mais je ne suis pas certain de votre manière d'y arriver.

**M. Stevens:** Simplement dit, monsieur le président, nous supprimons «sans escorte» dans la formulation actuelle qui se trouve aux lignes 20 et 21 à la page 12 du bill.

**Le président:** Lignes 20 et 21, page 12. Vous supprimez les mots «sans escorte».

**M. Stevens:** Exactement. Cela donc se lit comme suit: «... les absences prévues à la Loi sur les pénitenciers», etc., jusqu'aux trois dernières années.

[Text]

The Chairman: Right.

Mr. Stevens: I move that Bill C-84 be amended by deleting lines 21 to 26 on page 12 and substituting the following:

absence may be authorized under the *Penitentiary Act* and no day parole may be granted under the *Parole Act* until the expiration of all but three years of his number of years of imprisonment without eligibility for parole."

Amendment negatived.

Clause 21 as amended agreed to, on division.

Clauses 22 to 24 agreed to, on division.

Mr. Lawrence: I have an amendment to Clause 25, Mr. Chairman.

The Chairman: Thank you, Mr. Lawrence.

Mr. Lawrence: I move that Bill C-84 be amended in Clause 25(1) by striking out the words in lines 40 and 41 on page 12 of the bill:

If, on the day this Act comes into force. . .

and substituting therefor the following words:

This Act shall come into force on the first day of July, 1978 and if on that date. . .

Of course, the reason I am doing this is that I am just following the earlier promise and undertaking of the Ministry and this particular Minister that we were going to have a six-year period under which the present law would be in effect.

The Chairman: I do not see any obvious problems with the admissibility of the motion. So I will just put the motion.

Amendment negatived.

Clauses 25 to 30 agreed to, on division.

Clause 1 agreed to, on division.

Schedule agreed to, on division.

The Chairman: Shall the title carry?

Mr. Stevens: Just before, I wonder if I could be permitted one question to the Minister. I am quite curious about. . .

The Chairman: I am sorry. I cannot permit any questions, Mr. Stevens. Under the order of the Committee I have to put the questions.

Mr. Stevens: The Committee can consent now.

The Chairman: If the Committee is prepared to do that, yes.

Mr. Milne: What do we want to do now?

[Interpretation]

Le président: Exactement.

M. Stevens: Je propose que le Bill C-84 soit modifié en supprimant les lignes 20 à 27, page 12, et en les remplaçant par ce qui suit:

libération conditionnelle, les absences prévues à la *Loi sur les pénitenciers* ne peuvent être autorisées et les libérations conditionnelles de jour prévues à la *Loi sur la libération conditionnelle de détenus* accordées que, par dérogation à ces lois, au cours des trois années précédant l'expiration du délai susmentionné.»

L'amendement est rejeté.

L'article 21, tel que modifié, est approuvé sur division.

Les articles 22 à 24 sont approuvés, sur division.

M. Lawrence: J'ai un amendement à apporter à l'article 25, monsieur le président.

Le président: Merci, monsieur Lawrence.

M. Lawrence: Je propose de modifier l'article 25(1) du Bill C-84 en supprimant les lignes 39 et 40 de la page 12 du bill:

Dès l'entrée en vigueur de la présente loi, toute peine de mort prononcée pour

et en les remplaçant par les mots qui suivent:

Cette loi entrera en vigueur le 1<sup>er</sup> jour de juillet 1978 et, dès son entrée en vigueur, . . .

Bien sûr, j'observe simplement en cela la promesse antérieure du ministre de nous accorder une période de six ans de mise en vigueur de la loi actuelle.

Le président: Je ne trouve aucun problème évident à la recevabilité de la motion. Je vais donc simplement la mettre aux voix.

L'amendement est rejeté.

Les articles 25 à 30 sont adoptés, sur division.

L'article 1<sup>er</sup> est adopté, sur division.

L'annexe est adoptée, sur division.

Le président: Le titre est-il adopté?

M. Stevens: Un instant; je me demande si l'on me permettrait de poser une question au ministre. Je suis curieux au sujet. . .

Le président: Je regrette. Je ne peux permettre aucune question, monsieur Stevens. Aux termes de l'ordre de renvoi du Comité, je dois soumettre ces questions au vote.

M. Stevens: Le Comité peut consentir maintenant à me laisser poser des questions.

Le président: Si le Comité le veut bien, vous pourrez le faire.

M. Milne: Que voulons-nous faire maintenant?



## [Texte]

Title agreed to, on division.

Bill C-84 as amended agreed to, on division.

**The Chairman:** Shall I report the bill with amendments?

**Some hon. Members:** Agreed.

**The Chairman:** Shall the Committee order a reprint of Bill C-84 as amended for the use of the House of Commons at the report stage?

**Some hon. Members:** Agreed.

**The Chairman:** The Solicitor General points out that as a result of Mr. Leggatt's amendment, there is one inconsistency in the act, Mr. Leggatt.

**Mr. Leggatt:** I beg your pardon?

**The Chairman:** The Solicitor General points out that as a result of your amendment, there are several inconsistencies in the act.

**Mr. Leggatt:** I will leave it to the experts in the department.

**The Chairman:** If there are several, I think perhaps they would be best brought in at the report stage rather than have us try to correct them here.

• 2045

There is one, for instance, which says the judge shall do such and such when you mean it to be the jury. But there are several sections of that kind perhaps. I do not think we can necessarily cure those defects here. I think probably the best course is to leave that to the officers of the Crown.

**Mr. Woolliams:** A few anomalies here and there in 64 amendments.

**Mr. Leggatt:** Well, could the Committee agree to this, that the principle contained in that section, the principle of a two-thirds jury vote on the 15-year review would have the same effect as the three judges' decision and that those anomalies the Minister sees in the section could be corrected by his excellent draftsmen at the time the bill is reported?

**Mr. Poulin:** Mr. Chairman, may I make a comment just following on Mr. Leggatt's?

**The Chairman:** Yes.

**Mr. Poulin:** You know, juries in our system of justice are usually triers of fact and this is not just the anomaly that we have with respect to some of the things that are there.

**Mr. Leggatt:** They are already in the bill.

**Some hon. Members:** Oh, oh.

**The Chairman:** Order, please.

The amendment is passed. We are not debating the amendment. We are only debating the words.

Well, I think we will have to leave that to subsequent amendment because it seems to run through several subsections at least and I do not think it is . . .

## [Interprétation]

Le titre est adopté, sur division.

Le Bill C-84, tel que modifié, est adopté, sur division.

**Le président:** Dois-je rapporter le bill, ainsi que ses amendements, à la Chambre?

**Des voix:** D'accord.

**Le président:** Le Comité ordonne-t-il une réimpression du Bill C-84, tel que modifié, réimpression qui sera utilisée par la Chambre des communes pour l'étape du rapport?

**Des voix:** D'accord.

**Le président:** Le Solliciteur général nous signale que du fait de l'amendement de M. Leggatt, la loi comporte un certain défaut; monsieur Leggatt.

**M. Leggatt:** Pardon?

**Le président:** Le Solliciteur général signale que du fait de votre amendement, il y a plusieurs manques d'uniformité dans la loi.

**M. Leggatt:** Je laisserai les spécialistes du Ministère s'en extirper.

**Le président:** Si ces failles sont nombreuses, il vaudrait sans doute mieux en discuter lors de l'étape du rapport plutôt que d'essayer de les corriger ici.

A certains endroits, le projet de loi mentionne que les juges devront faire telle et telle chose quand, de fait, cela revient au jury. Il en est ainsi peut-être dans plusieurs articles. Je doute que nous puissions remédier à ces déficiences ici au Comité. Il est sans doute préférable de confier cette tâche aux officiers de la Couronne.

**M. Woolliams:** En effet, on trouve des anomalies ici et là dans les 64 amendements.

**M. Leggatt:** Le Comité pourrait-il s'entendre pour que le principe compris dans cet article, selon lequel un vote des deux tiers du jury sur la révision de 15 ans ait le même effet que la décision de 3 juges? Le ministre est-il d'accord pour que ses excellents rédacteurs corrigent les anomalies de cet article avant le rapport à la Chambre?

**M. Poulin:** Monsieur le président, puis-je faire un commentaire qui ajoute aux propos de M. Leggatt?

**Le président:** Oui.

**M. Poulin:** Vous savez sans doute que dans notre système judiciaire, les jurés sont habituellement juges et jurés. C'est une anomalie parmi tant d'autres avec lesquelles nous devons vivre.

**M. Leggatt:** Le projet de loi en témoigne.

**Des voix:** Ah oui!

**Le président:** A l'ordre, s'il vous plaît.

Puisque l'amendement est adopté, il ne s'agit plus d'en discuter. Nous discutons simplement des termes utilisés.

Nous reverrons ces termes dans des amendements subséquents puisqu'ils reviennent dans plusieurs paragraphes et je ne crois pas . . .

[Text]

**Mr. Leggatt:** On the point of order, just to clarify it, is the anomaly that there should have been other following amendments that should have taken place?

**The Chairman:** Yes. That is right.

**Mr. Leggatt:** The consequential amendments, I think, would be simply housekeeping and I apologize to you, Mr. Chairman, because it was something that I prepared this afternoon and perhaps I should have gone through the entire bill. But it seemed to me a principle that had general favour around the committee and I wanted to put it before the committee.

**The Chairman:** Perhaps we might suggest that you, with the assistance of the law officers, would prepare those consequential amendments for the report stage and that perhaps might be the best way to clear it up.

**Mr. Leggatt:** Thank you.

**The Chairman:** Is it—Oh, I am sorry, Mr. Stevens. Yes, of course. Mr. Stevens.

**Mr. Stevens:** Mr. Chairman, my question is to the Minister, and I thank him for remaining a few extra minutes. Could he indicate why it was decided not to remove the death penalty provisions as they now exist under the National Defence Act in that if, in fact, the death penalty is not a deterrent, why is it proposed to leave the death provisions under that act whereas under the various acts that we have amended in this bill it is alleged that it has no deterrent effect and you feel that in principle it should be removed entirely.

**Mr. Allmand:** Well, one reason was that I, as Solicitor General, had no jurisdiction over the National Defence Act. Secondly, we had no experience in our department with the use of the death penalty under the National Defence Act which is principally in time of war and also...

**Mr. Lawrence:** Do they hang them or shoot them?

**Mr. Allmand:** They shoot them, I believe.

**An hon. Member:** No, no.

**Mr. Allmand:** I think they can choose the type of...

**Mr. Stevens:** Except by regulation.

**Mr. Allmand:** The other reason was, Mr. Stevens, that under the National Defence Act no execution can go ahead without the approval of the Cabinet. It is the exact reverse under the Criminal Code. Under the Criminal Code, if a man is convicted by a court to be hanged, he is hanged on the date set by the court unless the Governor in Council commutes. Under the National Defence Act, the reverse is so; no execution can take place unless the Cabinet agrees with the court martial.

**Mr. Stevens:** Thank you, Mr. Chairman.

**The Chairman:** Thank you, Mr. Stevens.

**Mr. Lawrence:** Just for our guidance, now, Mr. Chairman could you tell me what is happening to the bill? The bill will get reported tomorrow morning or tomorrow afternoon?

[Interpretation]

**M. Leggatt:** J'invoque le Règlement. Aurait-il dû y avoir des amendements ultérieurs par voie de conséquence?

**Le président:** Oui, vous avez raison.

**M. Leggatt:** A mon avis, les amendements corrélatifs sont de l'administration interne. Monsieur le président, je vous présente mes excuses. J'avais préparé ces amendements cet après-midi et j'aurais peut-être dû revoir le projet de loi dans son entier. Toutefois, il m'a semblé que le Comité dans son ensemble approuvait ce principe et j'ai voulu le soumettre aux membres du Comité.

**Le président:** A mes yeux, la meilleure façon de régler le problème est de vous demander de préparer ces amendements corrélatifs pour le rapport à la Chambre avec l'aide des légistes.

**M. Leggatt:** Merci.

**Le président:** Est-ce... Monsieur Stevens, je vous prie de m'excuser. Vous avez la parole, monsieur Stevens.

**M. Stevens:** Monsieur le président, je pose ma question au ministre, que je remercie de bien vouloir demeurer avec nous quelques minutes de plus. Peut-il me dire pourquoi il a décidé de conserver les dispositions de peine de mort qui existent en vertu de la Loi sur la défense nationale? Nous avons dit que la peine de mort ne sert pas de préventif. Pourquoi proposons-nous de conserver les dispositions de peine de mort en vertu de cette loi puisque plusieurs autres lois seront amendées par l'adoption du Bill C-84? Je croyais qu'en principe, vous favorisiez l'abolition totale de la peine de mort.

**M. Allmand:** Comme solliciteur général, je n'ai aucune autorité judiciaire sur la Loi sur la défense nationale. En outre, dans notre ministère, nous n'avons jamais imposé la peine de mort en vertu de la Loi sur la défense nationale, qui est utilisée surtout en temps de guerre et...

**M. Lawrence:** Sont-ils pendus ou abattus d'un coup de feu?

**M. Allmand:** Je crois qu'ils sont abattus d'un coup de feu.

**Une voix:** Non.

**M. Allmand:** Je crois qu'ils ont le choix du genre de...

**M. Stevens:** Sauf par règlement.

**M. Allmand:** En plus, monsieur Stevens, en vertu de la Loi sur la défense nationale toute exécution est sujette à l'approbation du Conseil des ministres. En vertu du Code criminel, c'est précisément l'inverse. Tout homme condamné par la Cour à la pendaison, est pendu au jour fixé par le tribunal à moins d'une commutation décrétée par le gouverneur en conseil. Je répète qu'en vertu de la Loi sur la défense nationale, aucune exécution n'a lieu sans que le Conseil des ministres n'approuve la décision de la cour martiale.

**M. Stevens:** Merci, monsieur le président.

**Le président:** Merci, monsieur Stevens.

**M. Lawrence:** Monsieur le président, pour notre gouverne, pouvez-vous nous dire ce qu'il adviendra maintenant du projet de loi? En ferez-vous rapport à la Chambre demain matin ou demain après-midi?



[Texte]

**The Chairman:** Well, that all depends on the wish of the House. I am prepared to report the bill tonight so that the House can begin dealing with it immediately. But then I do not know anything about the agreement the House Leaders may make but I will leave that to other, to senior heads.

**Mr. Lawrence:** Well, let us say agreement. The bill normally gets reported after the Orders of the Day.

**The Chairman:** Yes. The bill will be reported no later than tomorrow.

**Mr. Lawrence:** Okay, and then what? Is there supposed to be 48 hours before report stage?

**The Chairman:** Yes, that is right.

**Mr. Lawrence:** When is the deadline for putting in amendments on report stage? Could you tell us that?

**The Chairman:** It is 24 hours before consideration begins and that is a date that is not fixed. Consideration could begin on Friday if it is decided to begin consideration with consent of the parties before that time. Then there would have to be special provisions made for when amendments could be put in.

**Mr. Lawrence:** Right.

**The Chairman:** So any order that the House would make would have to provide for that. I do not know what it might provide.

**Mr. Woolliams:** That was the point, that there be some agreement in reference to its being reported and the debate starting in accordance with the rules.

• 2050

**The Chairman:** Yes, that is right.

**Mr. Woolliams:** I am sure in any agreement that is accepted by the House there would be flexibility in getting their amendments in.

**The Chairman:** Right.

**Mr. Allmand:** You should check with our House Leaders right away.

**The Chairman:** I can, yes.

**Mr. Woolliams:** I know but I thought we had an agreement to that effect.

**Mr. Lawrence:** I do not know.

**The Chairman:** I do not know either.

**Mr. Woolliams:** It is up to you fellows to find out.

**Mr. Allmand:** While we were sitting here they were working on that over in the House.

**Mr. Woolliams:** Yes, I was told that. It was nothing to do with me.

**The Chairman:** Yes. Right, I wonder whether before we break up, and we may be breaking up for the summer, we should not re-elect our Vice-Chairman?

[Interprétation]

**Le président:** Tout dépend des vœux de la Chambre. Je suis prêt à en faire rapport ce soir afin que la Chambre puisse commencer immédiatement la discussion. Je ne connais pas l'entente intervenue entre les leaders de la Chambre et j'ai l'intention de m'en remettre aux dirigeants supérieurs.

**M. Lawrence:** Disons qu'ils sont tous d'accord. On fait généralement rapport d'un projet de loi après les Ordres du jour.

**Le président:** Je ferai rapport du projet de loi pas plus tard que demain.

**M. Lawrence:** Qu'arrivera-t-il ensuite? Doit-il s'écouler une période de 48 heures avant l'étape du rapport?

**Le président:** Oui, c'est exact.

**M. Lawrence:** A l'étape du rapport, jusqu'à quel moment pouvons-nous soumettre des amendements? Le savez-vous?

**Le président:** Vous pouvez le faire jusqu'à 24 heures avant le début de l'étude. La date n'est pas encore établie. Normalement, les délibérations commenceront vendredi à moins que les partis ne s'entendent pour le faire plus tôt. A ce moment-là, on prendrait des dispositions spéciales pour recevoir les amendements.

**M. Lawrence:** Entendu!

**Le président:** Tout ordre adopté par la Chambre devra tenir compte de cette disposition.

**M. Woolliams:** Il est important de s'entendre sur la façon de faire rapport à la Chambre et que le débat se déroule selon le Règlement.

**Le président:** En effet.

**M. Woolliams:** Je suis sûr que toute entente qui surviendra à la Chambre permettra d'apporter ces amendements.

**Le président:** Certainement.

**M. Allmand:** Vous devriez vérifier immédiatement auprès des leaders à la Chambre.

**Le président:** Je puis le faire.

**M. Woolliams:** Je pensais qu'il y avait déjà une entente en ce sens.

**M. Lawrence:** Je l'ignore.

**Le président:** Je l'ignore aussi.

**M. Woolliams:** C'est à vous de vérifier.

**M. Allmand:** Pendant que nous siégeons ici, la discussion se poursuit à la Chambre sur ce sujet.

**M. Woolliams:** C'est ce qu'on m'a dit. Je n'ai rien à y voir.

**Le président:** Très bien. Avant de lever la séance, probablement pour l'été, nous devrions peut-être réélire notre vice-président.

[Text]

**Mr. Poulin:** Mr. Chairman, may I propose that Yvon Pinard be Vice-Chairman of this Committee.

**The Chairman:** Mr. Pinard, well, he was absent on Friday and was replaced and so there is no Vice-Chairman at the moment and I think it might be a good idea to have a Vice-Chairman in case any problems arise.

**Mr. Poulin:** Are there any further nominations?

**The Chairman:** Are there any other nominations for the Vice-Chairman?

**Mr. Poulin:** No other nominations. I move that nominations be closed.

**The Chairman:** Mr. Poulin has moved that nominations be closed.

I declare Mr. Pinard elected for the third time as Vice-Chairman of this Committee.

The Committee is adjourned to the call of the Chair.

[Interpretation]

**M. Poulin:** Monsieur le président, je propose que M. Yvon Pinard soit vice-président du Comité.

**Le président:** M. Pinard était absent vendredi et a été remplacé. Il n'y a donc pas de vice-président actuellement. Il serait bon d'en élire un en cas de difficulté.

**M. Poulin:** Y a-t-il d'autres candidats?

**Le président:** Y a-t-il d'autres candidats au poste de vice-président?

**M. Poulin:** Il n'y en a pas. Je propose de mettre fin à la présentation des candidats.

**Le président:** M. Poulin a proposé la fin de la présentation des candidats.

Je déclare M. Pinard réélu pour une troisième fois au poste de vice-président du Comité.

Le comité s'ajourne jusqu'à nouvelle convocation du président.



## APPENDIX "JLA-47"

June 21, 1976

Honorable Sinclair Stevens  
Member of Parliament  
House of Commons  
Ottawa, Ontario, Canada

Dear Mr. Stevens:

After reading the transcript of the statement by Canada's Solicitor General which you sent me on June 18, 1976, I wish to state the following:

I am entirely unfamiliar with any of the works by Messrs. Hann and Friedman cited by Mr. Allmand and unaware that these papers have appeared in a leading economic journal. In fact no critique of my work has yet been published in the *American Economic Review*, the journal which published my original article, or in any of the other leading economic journals.

So far I have learned of no errors—of algebra or logic—in the theoretical formulation of my work or in the statistical methodology used in the theory's empirical implementation. In the past I have found such allegations of "errors" to be based entirely on the critic's faulty reasoning and misunderstanding of my work. I have discussed such allegations in my article "Deterrence: Evidence and Inference" published in the January 1976 issue of the *Yale Law Journal*.

As for the issue of deterrence itself, my new research on the topic that will eventually be published by the *Journal of Political Economy*, and which is based on independent data lends support to the methodology and the qualitative results derived from my previous work and indicate the existence of the deterrent effect of punishment in general and of enforced capital punishment in particular. I don't believe that the Solicitor General of Canada can base his case on previous studies that have not provided meaningful and systematic tests of the deterrence hypothesis. By the same token, I do not believe that the issue of the propriety of capital punishment can be settled on the existence of a deterrent effect alone.

Sincerely,

Isaac Ehrlich  
Associate Professor

## APPENDICE «JLA-47»

Le 21 juin 1976

L'honorable Sinclair Stevens  
Député  
Chambre des communes  
Ottawa (Ontario), Canada

Monsieur,

J'ai lu la copie de la déclaration qu'a faite le solliciteur général du Canada et que vous m'avez envoyée le 18 juin 1976. J'aimerais faire les commentaires suivants.

Je ne suis absolument pas familier avec les travaux de MM. Hann et Friedman cités par M. Allmand et je ne savais pas que ces documents avaient été publiés dans une revue économique connue. En fait, on n'a pas encore publié de critiques de mes travaux dans *L'American Economic Review*, la revue qui a publié mon article original, ou dans d'autres revues économiques connues.

Jusqu'à présent, on n'a pas relevé d'erreurs algébriques ou logiques dans la présentation théorique de mes travaux ou dans la méthode statistique utilisée lors de l'application empirique de la théorie. Par le passé, j'ai découvert que les «erreurs» qu'on m'attribuait découlaient entièrement d'un manque de rigueur logique de la part des critiques et d'une mauvaise compréhension de mes travaux. J'ai discuté de ces allégations dans mon article intitulé «Deterrence: Evidence and Inference» publié dans le numéro de janvier 1976 du *Yale Law Journal*.

Pour ce qui est de l'effet dissuasif, mes dernières recherches portant sur cette question, qui seront publiées par *Le Journal of Political Economy* et qui s'inspirent de données indépendantes, appuient la méthodologie et les résultats qualitatifs de mes travaux antérieurs et montrent l'existence d'un effet dissuasif qui accompagne les sanctions en général et la peine capitale en particulier. Je ne crois pas que le solliciteur général du Canada puisse s'inspirer d'études antérieures qui ne fournissent pas de données significatives et systématiques sur la possibilité d'un effet dissuasif. De plus, je ne pense pas qu'on puisse régler la question du bien-fondé de la peine capitale en tenant uniquement compte de l'existence d'un effet dissuasif.

Veuillez agréer, Monsieur, mes salutations distinguées.

Isaac Ehrlich  
Professeur adjoint

## APPENDIX "JLA-48"

## THE CRITICS OF ISAAC EHRlich: A BIBLIOGRAPHY

- Baldus, David C.; Cole, James W.L. "A comparison of the work Thorsten Sellin and Isaac Ehrlich on the deterrent effect of capital punishment." *Yale Law Journal* (New Haven, Conn.), 85(2):170-186, 1975.
- Bowers, William J.; Pierce, Glenn L. "The illusion of deterrence in Isaac Ehrlich's research on Capital punishment." *Yale Law Journal* (New Haven, Conn.), 85(2):187-208, 1975.
- Friedman, L.S., "The Use of Multiple Regression Analysis to Test for a Deterrent Effect of Capital Punishment: Prospects and Problems", Working paper No. 38, University of California, Berkeley, (Revised), January 1976.
- Hann, Robert G. "Deterrence and the Death Penalty—A Critical Review of the Research of Isaac Ehrlich." A Research Report prepared under contract with the Research Division of the Solicitor General of Canada, Ottawa, Ontario, March, 1976.
- Lamperti, J., "Does Capital Punishment Deter Murder?: a Brief Look at the Evidence", Dartmouth College, unpublished paper, 1975.
- Nagin, D., "General Deterrence: A Review of the Empirical Evidence", unpublished paper, August 1975.
- Passell, P. and J.B. Taylor, "The Deterrence Controversy: A Reconsideration of the Time Series Evidence", in Hugo Bedau and Chester Pierce, eds., *Capital Punishment* (AMS Press, 1976)
- Passell, P., "The Deterrent Effect of the Death Penalty: A Statistical Test", *Stanford Law Review*, Volume 28 (November, 1975)
- Peck, Jon K., "The Deterrent Effect of Capital Punishment: Ehrlich and His Critics" *Yale Law Journal* (New haven, Conn.), 85(3): 359-369, 1976.

## APPENDICE «JLA-48»

## LES CRITIQUES D'ISAAC EHRlich: BIBLIOGRAPHIE

- Baldus, David C.; Cole, James W. L. «A comparison of the work Thorsten Sellin and Isaac Ehrlich on the deterrent effect of capital punishment.», *Yale Law Journal* (New Haven, Conn.), 85 (2), 170-186, 1975.
- Bowers, William J.; Pierce, Glenn L., «The illusion of deterrence in Isaac Ehrlich's research on capital punishment.», *Yale Law Journal* (New Haven, Conn.), 85(2), 187-208, 1975.
- Friedman, L. S., «The use of Multiple Regression Analysis to Test for a Deterrent Effect of Capital Punishment: Prospects and Problems», Document de travail n° 38, Université de Californie, Berkeley, (édition revue), janvier 1976.
- Hann, Robert G., «Dissuasion et peine de mort. Étude critique des recherches d'Isaac Ehrlich», rapport préparé en vertu d'un contrat conclu avec la Division de la recherche du ministère du solliciteur général du Canada, Ottawa, Ontario, mars 1976.
- Lamperti, J., «Does Capital Punishment Deter Murder?: a Brief Look at the Evidence», Collège Dartmouth, document non publié, 1975.
- Nagin, D., «General Deterrence: A Review of the Empirical Evidence», document non publié, août 1975.
- Passell, P. et J. B. Taylor, «The Deterrence Controversy: A Reconsideration of the Time Series Evidence», aux éditions Hugo Bedau et Chester Price, *Capital Punishment*, (Presses AMS, 1976).
- Passell, P., «The Deterrent Effect of the Death Penalty: A Statistical Test», *Standord Law Review*, volume 28, novembre 1975.
- Peck, Jon K., «The Deterrent Effect Of Capital Punishment: Ehrlich and his Critics», *Yale Law Journal*. (New Haven, Conn.), 85(3), 359-369, 1976.











WITNESSES—TÉMOINS

*From the Ministry of the Solicitor General:*

Mr. A. Therrien, Commissioner, Canadian Penitentiary Service.

Mr. B. C. Hofley, Assistant Deputy Minister, Research and Systems Development.

Mr. J. H. Hollies, Q. C., Ministry Legal Counsel.

*Du ministère du solliciteur général:*

M. A. Therrien, commissaire, Service canadien des pénitenciers;

M. B. C. Hofley, sous-ministre adjoint, Recherche et perfectionnement des méthodes;

M. J. H. Hollies, c.r., avocat du ministère.



D

HOUSE OF COMMONS

CHAMBRE DES COMMUNES

First Session

Première session de la

Thirtieth Parliament, 1974-76

trentième législature, 1974-1976

Government  
Publications

*Standing Committee on*

*Comité permanent de la*

## Justice and Legal Affairs

## Justice et des questions juridiques

### Index

Issues Nos.

1 to 72

Organization meeting:

Thursday, October 10, 1974

Last meeting:

Monday, June 28, 1976



Fascicules n<sup>os</sup>

1 à 72

Séance d'organisation:

Le jeudi 10 octobre 1974

Dernière réunion:

Le lundi 28 juin 1976

Published under authority of the Speaker of the  
House of Commons by the Queen's Printer for Canada

---

Available from Printing and Publishing, Supply and  
Services Canada, Ottawa, Canada K1A 0S9

Publié en conformité de l'autorité de l'Orateur de la Chambre  
des communes par l'Imprimeur de la Reine pour le Canada

---

En vente: Imprimerie et Édition, Approvisionnements et Services  
Canada, Ottawa, Canada K1A 0S9



## CANADA

## HOUSE OF COMMONS

Standing Committee on Justice and Legal Affairs

1st Session, 30th Parliament, 1974-1976

## INDEX

**Abbott, A. C., M.P. (Mississauga)**

Bill C-29 3:17; 4:30-2

**Aboriginal Rights***See*

Native Peoples

**Abortion**Committee on the Operation of the Abortion Law 38:12-4;  
54:11-2, 14, 25, 27, 29

Government policy 19:16-20, 24-5

Law

Implementation 54:9

Parliamentary review 19:27-8

*See also*

Morgentaler, Dr. Henry

**Adamson, Chief Harold, Metro Toronto Police Dept.;  
President, Canadian Assoc. of Chiefs of Police**

Bill C-71 32:7-24

Bill C-83

Comments 50:27-57

Comments discussed 58:47-9

**Advertising***See*

Commercial Offences. Misleading . . .

**Advisory Board of Psychiatric Consultants**

Report, psychiatric treatment inmates 21:23

**Advisory Council on the Status of Women**

Recommendations, rape law 29:17-9

**Aeronautics, Commercial**

Airport policing, RCMP 20:48-9; 28:30

**Aeronautics Act**

Bill C-43, relationship 13:27

**Agence de presse libre, Montreal**

RCMP search 52:34

**Airports**

Policing, RCMP 20:48-9; 28:30; 52:9, 71-2

**Albert, Professor S. J.**

Review, training pattern's and needs, corrections 20:30-1

**Alberta**

Firearms legislation 56:20, 54, 69, 103-4, 106-7

**Alberta Fish and Game Association**

Bill C-83

## CANADA

## CHAMBRE DES COMMUNES

Comité permanent de la Justice et des Questions  
juridiques1<sup>ère</sup> session, 30<sup>e</sup> législature, 1974-1976

## INDEX

**Abbott, A.C., député (Mississauga)**

Bill C-29 3:17; 4:30-2

**Actes de l'Amérique du Nord britannique, 1867 à 1965,  
Loi modifiant***Voir*

Bill C-3

**Actionnaires**

Assemblées

Avis 7:15

Procuration

Courtier, expédition renseignement 11:15-7

Dépôt 12:36

Sollicitation 5:27, 32, 34, 7:11

Propositions 5:32; 7:10-1; 8:30; 9:9-10

Réquisition 5:32; 7:11

Convention unanime re pouvoirs administrateurs 11:6-7

Droits 6:16-8; 7:21

Évaluation 6:18

Minoritaires 3:24-6; 6:21, 23; 8:24-5

Plaintes 6:21-2; 8:24

Poursuite administrateurs 4:32; 5:22-3; 6:19, 20-3;  
8:19-22, 25

Abus possibles 6:22-3; 8:19

Défenses 6:19

Frais 6:19-20

Listes, accès 6:12-4

*Voir aussi*

Corporations commerciales canadiennes

**Actions**

Billets à ordre comme contrepartie 7:13

Catégorie avec droit de vote 5:29, 32; 7:8, 12

Conversion actions enregistrées au porteur 7:17; 12:38-9

Corporations

Acquisition propres actions 7:13

Rachat propres actions 4:12-3; 6:18

Normes solvabilité 4:20-1

Courtier, droit de vote 11:15-7

Définition 11:14

Effets négociables 5:26, 31

Émission 5:30

Enregistrées, conversion au porteur 7:17

«Nominatives» 5:29; 7:8

Propriétaire bénéficiaire 11:17

Vente, commission 8:26-7

*Voir aussi*

Corporations commerciales canadiennes

**Adamson, M. H., Président, Association canadienne  
chefs police**

Bill C-71 32:7-24

Bill C-83

Discussion 50:31-57

Exposé 50:27-31

Advertisement criticising, question of privilege 50:25-6;  
56:17, 54; 65:55-7  
Brief 56:97-112  
Comments 56:17-21, 25, 29, 34, 36, 45, 47, 50, 54, 56-7, 59,  
64, 69  
Consultation, lack 56:19-21  
Membership, role 56:21, 98, 103

#### **Alexander, Lincoln M., M.P. (Hamilton West)**

Bill C-71 34:12, 14, 22-3  
Supplementary Estimates (D) 1974-75—Solicitor General  
16:9-13, 16, 43, 46, 48-9, 52; 17:33-6, 47, 63, 65-6, 79-83

#### **Alkenbrack, A. D., M.P. (Frontenac-Lennox and Addington)**

Bill C-71 33:16-7, 22  
Bill C-223 15:30-1  
Bill C-373 15:39-40

#### **Allmand, Hon. Warren, Solicitor General of Canada**

Bill C-83  
Discussion 39:16, 37-53; 48:5, 9, 12-8, 21-32; 66:8-20;  
67:10-81  
Statement 39:30-7; 67:10-1  
Bill C-84 69:28-76; 71:5-63; 72:14-64, 67-9  
Estimates 1974-75  
Supplementary (D) 16:18-21, 29, 37-47  
Estimates 1975-76  
Main  
Discussion 20:11-24; 21:4-6, 10-37; 22:4-38, 41-50;  
23:4-26; 24:6-18, 21-34; 26:6-27; 28:5-21, 25-36  
Statement 20:4-11, 27-65  
Supplementary (A) 30:5-28  
Supplementary (B)  
Discussion 37:6-29  
Statement 37:5  
Estimates 1976-77  
Main  
Discussion 52:16-39  
Statement 52:5-15, 41-93  
Hamilton Harbour dredging contracts, alleged fraud  
Discussion 16:7-17, 21-36, 48-52; 17:15-32, 35-60, 64-88;  
24:14-8, 21, 31-4  
Statement 17:6-7, 9-13  
Intervention with Parole Board re Hon. Jean Marchand,  
discussed 52:28-32

#### **Allmand, Hon. Warren, Solicitor General of Canada and Acting Minister of Justice**

Bill C-83  
Discussion 59:7-25, 28-46; 60:4-26; 61:5-29, 45-9; 62:6-22,  
25-6, 30; 63:11-41, 44-54  
Statement 59:4-7; 63:6-7

#### **American Bar Foundation**

Model Business Corporation Act, influence Bill C-29  
3:22-3; 7:22; 8:21, 32

#### **Amnesty International**

Participation, Fifth U.N. Congress on Prevention of  
Crime 23:14; 24:36

#### **ANACAPA Sciences Inc., California**

Services to RCMP, terrorism subversion 37:28; 52:19-20

#### **Affaire juges**

Barreau prov. Québec, enquête 54:18  
Conseil canadien magistrature 54:17-9  
Événements, déroulement 38:9-10  
Holden, M.  
Conduite 38:17-8  
Honoraires 54:25-7  
Journalistes 38:27-8  
Juge Deschênes, lettre 54:20  
Juges, pouvoirs matière outrage 54:26  
Justice, ministre, rôle 38:25-6  
Mesures prises 54:18, 19-20  
Trudeau, très hon. P. E. 38:11-2; 54:19

#### **Agence fédérale de correction**

Projet création 20:77, 108

#### **Agents de la paix**

Protection contre poursuites 71:13, 36-8

#### **Alexander, Lincoln M., député (Hamilton-Ouest)**

Bill C-71 34:12, 14, 22-3  
Budget supplémentaire (D) 1974-75  
Solliciteur général 16:9-13, 16, 43, 46, 48-9, 52; 17:33-6, 47,  
63, 65-6, 79-83

#### **Alkenbrack, A. D., député (Frontenac-Lennox and Addington)**

Bill C-71 33:16-7, 22  
Bill C-223 15:30-1  
Bill C-373 15:39-40

#### **Allmand, hon. Warren, Solliciteur général Canada**

Bill C-83  
Discussion 39:38-53; 48:9, 12-8, 21-31; 59:7-46; 60:4-26;  
61:5-29, 34, 45-9; 62:6-22, 25-6, 30; 63:11-54; 66:8-20;  
67:10-81  
Exposé 39:30-7; 59:5-7; 63:6-7  
Bill C-84 69:28-76; 71:5-63; 72:14-69, 92-3  
Budget supplémentaire (D) 1974-75 16:8-52  
Budget dépenses 1975-76  
Discussion 20:12-24; 21:4-5, 7, 10-37; 22:4-50; 23:4-26;  
24:7-34; 26:6-27; 28:5-36  
Exposé 20:67-111  
Résumé 20:4-11  
Budget dépenses 1975-76  
Port de Hamilton  
Discussion 17:6-7, 15-88  
Exposé 17:9-13  
Budget supplémentaire (A) 1975-76 30:5-28  
Budget supplémentaire (B) 1975-76 37:5-29  
Budget dépenses 1976-77  
Déclaration 52:5-15  
Discussion 52:16-39  
Peine capitale, philosophie personnelle 16:40; 28:26-8

#### **Anderson, Hugh Alan, député (Comox-Alberni)**

Bill C-83 44:12-5; 45:24, 33; 46:25-7; 47:38-41; 55:23, 26, 30-3;  
56:30-4; 59:38-42; 60:26; 61:15-6; 63:24-6



**Anderson, Hugh Alan, M.P. (Comox-Alberni)**

Bill C-83 44:12-5; 45:24, 33; 46:25-7; 47:38-41; 55:23, 26, 30-3; 56:30-4; 59:38-42; 60:26; 61:15-6; 63:24-6

**Anisman, Phil, Director, Corporate Research Branch, Consumer and Corporate Affairs Dept.**

Bill C-29 9:15-7; 10:14-5, 23; 11:21

**Armed Forces**

*See*

Canadian Armed Forces

**As it Happens**

Statement, Mr. Kerr, Hamilton Harbour investigation 24:32

**Atton, William J., Vice-Chairman, Firearms Legislation Committee (Nova Scotia)**

Bill C-83 58:23-39

**Attorney General of Canada**

Authority to prosecute 32:72

Provincial jurisdiction, encroachment 32:27

**Attorneys General**

Meeting, Halifax, Oct. 1975 33:6

**Australia**

Corporation law 11:15

**Badgley Committee**

*See*

Committee on the Operation of the Abortion Law

**Bail**

Drug offences 32:67-8, 72-6, 78; 33:11, 13-4

During trial 34:13, 18-9

Law Reform 19:20; 28:22, 25-6, 33-5

Legal discretion, criteria 38:7-9

Murder, conspiracy to commit murder 33:12-3

Non-residents 32:27, 67, 77; 33:11-3

Pre-trial release 32:7-9, 21-2, 28-30, 41, 74, 79-80

Statistics, lack 32:73, 75-7

Uniformity, provinces 38:7-8

**Bail Reform Act**

Administration 31:6-8; 32:74; 38:7-9

Amendments proposed 19:20; 28:26

Revision, Bill C-71 29:11, 14-5, 20-1; 32:26-7, 66-8, 72-6; 54:14

**Baker, George S., M.P. (Gander-Twillingate)**

Bill C-71 33:26

Bill C-83 39:28; 40:22-3; 41:18-21, 50; 42:35-7, 59-62

**(Le) Barreau (Quebec)**

Law Reform Commission, co-operation 1:16; 14:11

**Barrigan, C. F., Managing Director, Responsible Alberta Gun Owners**

Bill C-83 53:33-50, 54-63

**Basford, Hon. Stanley Ronald, Minister of Justice and Attorney General of Canada**

Bill C-71

**Anisman, M. Phil, Directeur, Direction recherche corporations, Min. Consommation et Corporations**

Bill C-29 9:15-6; 10:14-5, 23; 11:21

**Answer**

Opération policière 31:16

**Archambault, Institution**

Détenus, maximum surveillance 37:26

**Armes à feu**

Abus, statistiques 44:34, 40-1, 49; 42:30, 39-42, 46, 53, 59-60,

64, 67, 71, 78-9, 165-70; 43:8, 12-4, 22-3, 26-8, 31, 36, 50-1, 104, 109-10, 113; 44:23; 51:40, 45, 50; 53:24-7, 31, 44, 102-106; 55:47, 233, 259, 317-8; 56:35, 55, 177; 58:23, 24, 27, 52

Amnistie 43:166-7; 55:216, 245; 58:25; 59:44; 65:119, 121

Assurance 43:158-9; 45:32-3; 49:58, 59

Automatiques 41:42-4, 48-9, 106; 42:41; 47:9; 53:5, 9, 22, 35, 37, 45, 59, 108; 55:21, 22, 30-1, 316-21; 58:48; 59:5-6; 63:20-4, 27, 28-9, 30, 32-5, 43-5, 48; 66:48-50

Campagne instruction publique, programme 37:7-8, 22, 27; 39:31; 42:40, 56; 63:38; 64:22; 65:120-1

**Contrôle**

Âge, limite 37:28; 39:33; 40:14-5, 25-7, 36, 66; 41:44-5, 85; 42:30, 131, 172; 43:11; 44:37; 45:10, 13-4, 19-20, 89, 97-8; 47:9, 21-2, 24; 48:24; 49:67; 53:6, 19, 37, 42, 113, 118, 124, 125, 139; 55:15, 215, 254-5; 56:15, 56, 67-9, 141, 148, 155-6, 158, 160, 194-5, 208; 58:6, 24, 27, 34, 36, 52; 59:5, 8-9, 15-6, 36; 61:10; 64:12-3, 31-2, 36; 65:54, 78

Aptitude 39:52; 40:8, 17-20, 30-1, 42-7, 62, 65; 41:24-9, 88, 104; 42:22-3, 31, 36-7, 43, 55, 127, 170-1; 43:11-4, 22-4, 36, 142-4, 148-50, 202; 45:12, 15-7, 31, 99, 107-8; 46:25-6, 90, 15; 48:19-20; 49:36, 39-40, 41, 61-2; 51:39, 41-4, 46; 53:7-8, 10-2, 15-7, 21, 54, 141; 55:15, 23, 28, 212-3, 306; 56:15, 52, 156-7, 165-6, 180, 181, 189-90, 192-3, 201, 209; 58:7, 10, 20, 21, 55-7; 59:30-1; 61:7; 65:49, 52

Répondants 40:31, 65; 41:88; 42:10, 28-30, 35-6, 58-9, 76-8, 132, 171; 43:13-5, 18-9, 22; 44:7, 11-2, 25, 29, 33, 68; 45:16-7, 89, 108; 47:38-40; 50:27, 47; 50:60, 83; 53:7, 16, 41-2, 54-5, 121, 139-40; 55:15-6, 18, 28-9, 46, 214, 257-8, 306-7; 56:11, 18; 58:6, 8, 12, 18, 20; 59:8, 33, 35, 41, 42, 43; 60:26-7; 61:22-3, 24, 61; 65:47

Autochtones 30:11-2; 37:27-8; 39:33, 42-4, 50; 40:40, 44-6; 42:70; 44:6-7, 10-5, 22-33, 37-9, 58, 66-71; 45:21, 99, 108; 47:57-8; 49:4-26; 51:42; 52:111; 53:20, 24; 56:11, 32, 35, 40-1, 67, 68, 206; 58:35; 59:43; 61:60-1; 64:14, 16, 36

Autorisation permis, système 39:31-3; 40:5-11, 15-6, 20, 65; 41:10, 16-8, 29-30; 42:26-7; 43:8, 16, 145-6; 45:30; 46:114; 48:20; 49:68; 53:5, 38-40, 47, 55, 110; 55:212, 306; 56:37, 61, 144

Coûts administratifs 37:28; 39:46-8; 41:28; 42:61, 152; 43:8, 16, 25, 36, 200; 48:22; 52:21-2, 33; 53:60-1, 145; 56:30, 41-2, 46, 63, 200, 205; 58:5, 8, 16; 59:36; 65:44, 46, 50, 51, 65-6, 96-7, 101, 103, 105-7, 108, 122

Mise en vigueur, bureaucratie 46:91; 47:7, 21, 35; 48:20, 23-4, 32; 49:45; 50:33; 52:22; 53:21, 37, 51, 60, 61, 106, 145; 55:243, 259; 56:10, 32, 63, 205; 58:5; 61:11, 13, 14; 65:18, 104-5, 113-4

**Permis**

Base individuelle, familiale 40:42; 43:23-5; 44:11

Besoin justifié 40:34-5; 41:110; 50:82; 56:15; 61:19; 65:27-8

Chasseurs étrangers 62:13-7, 18-20; 64:15, 16-7, 20-1, 23-4, 26-8, 37; 65:58-9

Droit appel 43:143-4; 47:9; 48:20; 53:122; 55:43-4; 59:41; 61:16, 17-20; 65:72, 80-2

- Discussion 29:15-9, 22-30; 32:69-79; 33:6-10, 13-26; 34:12-8, 23-4, 27; 35:13-7, 21-5, 29-32, 35-6  
Statement 29:6-11; 32:66-9
- Bill C-83**  
Discussion 45:20, 25-33; 64:9-46; 65:16-53, 57-70, 73-91, 94-123  
Statement 45:9-17, 52-84; 64:7-9  
Estimates  
Supplementary (B) 1975-1976  
Discussion 38:8-18, 21-26, 29  
Statement 38:5-6  
Main 1976-77  
Discussion 54:10-5, 18-22, 25-31  
Statement 54:4-9, 35-46
- Bazowski, P., Deputy Commissioner, Administration, R.C.M.P.**  
Fredericton detachment, relocation 23:13
- Beatty, Perrin, M.P. (Wellington-Grey-Dufferin-Waterloo)**  
Main Estimates 1975-76  
Solicitor General 21:4-8; 22:6-9, 25-30, 44-8; 23:4-8
- Beaver**  
See  
National Symbols
- Beebe, Howard, Member, Indian Association of Southern Alberta**  
Bill C-83 49:20
- Begging**  
While armed, offence created 33:15-8
- Belton, John, Secretary General, Lower Canada Arms Collectors Assoc. Inc.**  
Bill C-83 55:12-3, 32-3, 42, 46
- Bermuda**  
Firearms, use, legislation, crime 56:55
- Bezanson, James R., Member, Firearms Legislation Committee, B.C. Wildlife Federation**  
Bill C-83 56:6-8, 34-6, 40-3, 47, 51, 57-8, 63-4
- Bill C-3, An Act to amend the British North America Acts, 1867 to 1965**  
Amendments  
New Clause 2—25:5, 14  
Clause 3—Short title and citation 25:5, 14-6  
Background 25:8  
Discussion, Clause 1—Constitution of Senate altered 25:7-14  
Motion, defer consideration six months 25:5-6, 16-8  
Report to House, with amendments 25:4, 6, 18-9
- Bill C-29, Canada Business Corporations Act**  
Administration, staff, costs 6:11  
Amendments  
Clause 2(1) Definitions  
“Court” 12:10, 29-30  
“Liability” 12:11, 29-30  
“Resident Canadian” 12:11, 30  
Clause 24(1) Shares 12:11, 32
- Durée, renouvellement 41:90; 53:21, 29, 34; 55:215, 308; 56:4, 53, 158, 177; 60:12, 26; 61:7-8  
Formulaire 61:11-3; 65:102  
Frais 39:42-4; 40:40:65; 41:4, 90, 110; 42:10, 33-5, 61, 131, 172; 44:7, 58; 49:11, 24, 25, 46, 68; 50:33-4; 53:21, 34, 37, 45, 116, 120; 55:22, 40, 245; 56:10, 15, 19, 28-9, 31, 32-3, 34, 35, 42, 46, 50, 56-7, 205, 209-10; 58:5, 16-7; 59:5, 20-1, 31, 36, 43-4; 61:28, 60-1; 65:42-6, 55, 65-6, 96-101, 103-5, 107, 109-13, 115-6, 121-2  
Non-résidents 45:14, 98; 56:141-2  
Obtention, délai 53:10; 56:10, 205  
Révocation, refus 42:74; 49:9, 56; 50:60; 53:49-50; 55:215; 56:51; 59:22, 32, 45-6; 60:9-11; 65:72, 80-1  
Spécial temporaire 42:29-30; 45:14, 98; 59:41; 60:27; 62:14, 19-20; 64:17, 24, 26-8; 65:73-4, 91, 93, 94  
Transfert 65:91-4
- Préposés 40:6, 11-2, 19, 43, 67; 42:10, 69-70, 78; 44:7, 24, 69; 45:16-7, 89, 107-9; 47:7, 22, 24, 25; 49:8-9; 53:49, 107, 121-2; 56:50, 154-5, 167, 208-9; 59:6, 21-2, 43; 61:23-4; 63:16; 64:18-20; 65:53-5
- Règlements 61:16-7, 32, 35-6, 37; 63:36-8, 40-2; 65:25, 26-7, 28-9, 32, 51, 66, 95, 97-8, 101-2, 109, 121
- Règlements adoptés par décrets conseil 40:67; 41:7-9, 21-5, 41-2, 89, 92-3, 106, 110; 42:13-4, 28-31; 43:9-10; 44:28-9; 45:12-5, 20, 25, 106-7; 46:6, 11, 19, 32, 36, 46, 47, 50, 55, 116, 127; 55:6, 11, 13, 22, 24-5, 216, 219, 249-50, 312; 56:13, 15, 35-7, 51, 54, 137-9, 160, 167, 181, 191, 197-8; 58:24, 27, 31-2; 59:35; 60:9-11
- Restreinte 39:32; 40:23, 64; 41:10, 17-8, 29, 38-9, 84, 89-91, 108-9; 42:53; 43:10-5, 26, 31, 115-9, 135, 138-9, 200-1; 45:12, 95-6; 46:6, 18, 92; 47:8; 49:20, 51-2; 50:59; 53:5, 109, 110, 115, 123; 55:35, 38-9, 50, 250, 307-8, 313; 56:11, 12, 146-8, 178, 191, 196-7, 204, 209, 210; 59:6, 42; 63:24-6, 28, 42-3; 64:36; 65:28
- Chasseurs, trappeurs, pêcheurs, prospecteurs 37:28; 39:50; 40:22-3; 42:35; 43:16-8, 31; 45:10, 26, 89, 108; 46:22; 49:30; 55:243; 56:58, 168-9, 171-2, 188-9, 192; 58:5, 11, 22, 50; 59:5, 20-1, 28-30; 60:24-5; 61:5, 8, 14, 28; 62:18; 63:26-7; 65:65, 75-7, 109
- Clubs tireurs cible, chasse et pêche, responsabilité 40:7, 16, 47-8; 43:138; 45:31, 90-1; 46:23; 53:20, 115, 116; 56:178
- Collectionneurs 39:33, 41; 41:42-3, 48, 91; 42:26, 60, 174-5; 43:7, 20-2, 133-4, 139-41; 46:6, 23; 47:9; 49:46-7, 54; 50:34-5, 50; 53:5, 45-6, 59; 55:7-15, 17-9, 20-1, 26, 31-2, 34-5, 36-7, 39, 41, 48-9, 51-4, 218, 230-40, 243-4, 250-1, 259, 263-80, 308-11, 314-21; 56:6-8, 19, 34, 46, 57-8, 159, 197; 58:7-8, 30-1, 50, 58; 59:5-6, 34, 40-2; 60:26; 63:20-4, 26, 27, 28-9, 30, 31-3, 34-5, 43-8; 65:69-70, 109, 116; 66:47
- Compétence, tests 39:33-4, 46-8, 52-3; 40:5-8, 17, 30-1, 36, 62-5; 41:11, 16, 24-9, 33, 46; 42:31, 43, 54-5, 74, 153, 171; 43:11, 14, 17, 20, 36; 45:11, 16, 20, 31, 101; 47:8-9, 15; 48:19-20; 49:22, 36, 40, 48-9, 54-5; 50:82; 51:36, 40; 53:10-1, 15-6, 21; 55:28, 29-30, 40; 56:13-4, 18, 20, 22, 25, 156-7, 180, 181, 190, 202, 210; 58:7, 8-10, 11-2, 17, 19, 20-1, 24, 28-30, 45, 49; 59:8, 36; 61:8-9; 65:49-50
- Dépôts location 43:167
- Éducation, entraînement 40:33-4, 39; 41:45, 85; 42:40, 56, 73; 53:5, 10, 14-5, 20, 43, 111-3, 135, 137, 139; 55:46-7; 56:9, 16-7, 18, 52, 161; 58:13, 17-8, 37, 49, 51, 57; 59:5
- Enregistrement 38:24; 40:7, 10, 15-6, 20, 24-5, 29-30, 34, 40, 47, 67; 41:10, 18, 27-30, 34, 39-40, 89, 105-9; 42:10, 22, 29-30, 33, 36, 39, 42, 47, 57, 72-3, 76, 127, 130-1, 157-8, 175; 43:8, 32-3, 36-8, 107, 111, 117-8, 136, 152-6, 202; 45:12, 93-4, 100; 46:25, 105; 47:7, 32, 60; 49:55, 56; 50:59; 51:31, 33-4, 36-8, 41, 47; 53:34, 37, 55-6, 61, 107, 121-2, 134; 55:26-7, 32-3, 40, 50, 243, 308; 56:18, 51, 69, 152, 169, 172-4, 181; 59:21-2, 35; 60:9, 10-1; 61:5-7; 65:83-4, 111-2; 66:48



- Clause 25(1)—Issue of shares 12:11, 32  
 Clause 26(4)—Stated capital 12:11, 32-3  
 Clause 37(9)—Debt repayment 12:12, 33  
 Clause 39—Commission for sale of shares 12:12, 33  
 Clause 42(1) Prohibited loans and guarantees 12:12, 33  
 Clause 43(1)—Shareholder immunity 12:12, 33  
 Clause 44(3)—Negotiable instruments 12:12, 33  
 Clause 46(7)—Retention of security certificates 12:12, 33  
 Clause 91—Directors' powers cease 12:13, 34-5  
 Clause 97(2)—Number of directors 12:13, 35  
 Clause 121(1)—"Insider" defined 12:13, 35  
 Clause 125(1)—"Insider" defined 12:13, 35  
 Clause 128(3)—Shareholders, no record date fixed 12:14, 35  
 Clause 132(3)—Shareholder list 12:14, 35-6  
 Clause 137(2)—Shareholders, requisition of meeting, form 12:14-36  
 Clause 154(2)—Financial disclosure, affiliates 12:15, 37  
 Clause 163(2)—Reliance on other auditor 12:15, 37  
 Clause 170(1)—Fundamental changes, class vote 12:15, 37  
 Clause 179(3)—Adequate notice of amalgamation 12:15, 37  
 Clause 180—Effect of issue of certificate of amalgamation 12:15, 37  
 Clause 181(6)—Continuance, rights preserved 12:16, 37  
 Clause 181(8)—Continuance share conversion 12:16, 37-9  
 Clause 183(5)—Extraordinary sale, right to vote 12:16, 39  
 Clause 183(6)—Extraordinary sale, class vote 12:16, 39  
 Clause 184(5)—Fundamental changes, objection 12:16, 39  
 Clause 187—Take-over bids, definitions 12:16-7, 40-8  
 Clause 194(5)—Take-over bid, Directors circular 12:17, 48-9  
 Clause 201(2)—Liquidation and dissolution, staying proceedings 12:17, 49  
 Clause 207(1)—Dissolution, further grounds 12:17, 49  
 Clause 210—Liquidation and dissolution, powers of court 12:17, 49  
 Clause 234(2)—General oppression remedy, grounds 12:49  
 Clause 243—Offences, reports 12:17-8, 50-2  
 Clause 254(1)—Regulations 12:18, 52  
 Clause 261(3)—Continuance, mandatory 12:18, 52  
 French text, preparation 8:14; 12:13, 17, 35, 49; 13:19  
 Preparation, Parliamentary Secretary to Minister of Consumer and Corporate Affairs 6:10, 26; 7:7; 8:19; 9:8, 12:29-30  
 Amendments proposals by Minister 7:7, 17  
 American Bar Foundation, Model Business Corporation Act, influence 3:22-3; 7:22; 8:21, 32  
 Background, consultations 3:11-2; 9:6-7; 12:21-2, 41, 43  
 British legislation, influence 3:24-5; 9:12, 21  
 Comments, govt. reaction  
   Canadian Bar Association 5:4-34; 6:10, 17; 7:8-13  
   Canadian Institute of Chartered Accountants 5:18-21; 7:13-7; 9:9; 12:22  
   Canadian Manufacturers' Association 9:12  
   Crawford, Hebb, Zaid (Osler, Hoskins, and Harcourt) 9:10  
   Dominion Foundries and Steel Ltd. 9:9-10  
   Mayer, Bernard, IOS adviser 9:11  
   Petrofina Canada 5:18-9, 21; 6:6; 7:17  
   Quebec Bar Association, French text 8:4-5, 7, 11  
   Préposés 40:6, 11-2, 65; 42:132-3; 48:20; 49:47; 56:15, 137, 167, 171; 59:6, 36; 63:16-7; 64:18-20; 65:62, 70-2, 77  
   Entreposage, étalage 39:32; 40:12-3, 18, 21-2, 37, 63, 66; 41:93; 42:9-10, 41, 48, 56, 60, 174; 43:8, 24, 113; 44:7, 11, 58, 69; 45:21, 96, 103-5; 48:19; 49:67; 50:28; 53:53, 62-3, 117, 134; 55:47, 49-50, 213, 245, 255; 56:9, 26-7, 51-2, 151, 180, 195-6, 197, 204; 58:48-9; 59:5, 34, 36, 38, 39-40; 60:12, 24; 63:45, 47; 65:24-6, 66-7, 69; 66:50  
   Étude, min. Solliciteur général 20:79; 24:25-7; 28:16-8; 31:11-2  
   Justice, min., rôle 28:17  
   Gouvernement fédéral, rôle 43:168-71; 63:48, 49  
   Gouvernements fédéral, provinciaux, accords 39:33-4, 46-8, 52-3; 40:18, 29-30; 45:31-2; 56:23, 47-8, 201; 58:12, 59; 59:7, 31; 60:8, 14; 63:27; 65:44, 49-52, 97, 98, 100, 117  
   Importation 42:34; 43:47, 202; 48:24; 49:67, 68; 62:21; 63:14-5; 67:40  
   Interdiction, décrets 39:32; 41:16-7, 21, 37; 43:116; 45:12, 15, 105-6; 56:152-3; 58:48; 59:32; 61:26-7; 63:37-8; 65:35-7, 62-4, 89-91  
   Législation actuelle et passée 40:60-1; 41:18-21, 26, 33, 37-9, 99-102; 42:38, 41-3, 53, 57, 61-2; 43:11-2, 36, 102, 105-6, 120-30, 202; 45:15, 99, 103, 108-9; 56:174-6, 186-7  
   Maniement 39:32; 40:12-3, 66; 41:93; 42:9-10; 43:113; 45:13, 103; 50:28, 47-8; 55:213, 255; 56:180, 195-6, 197; 58:48-9; 59:5; 65:24, 30  
   Mise en vigueur par province 55:45; 56:54, 69; 58:51; 59:35; 60:7-9, 15; 61:14, 15; 65:101  
   Obtention, délai 40:16, 19, 62-3; 42:74; 43:39; 56:179; 58:11; 65:29-31  
   Pays étrangers 40:38-40; 42:47-8, 57, 140-9, 157, 166-7; 43:53, 104-5, 108, 147; 45:92; 46:6; 53:13-4, 24-5, 29, 31, 47, 50; 55:9, 21-2, 34, 35, 42, 243; 61:15  
   Peine mort, abolition, lien 43:108  
   Perquisition et saisie, confiscation 39:50-1, 62; 41:10, 16-7, 50, 87-8; 43:28-9, 32, 37, 48, 167-8, 202; 45:15, 103; 47:8; 49:19-20, 28, 55-6, 60-1, 64; 50:34, 43, 83; 51:49; 53:16, 17-8, 118-20; 55:6, 25, 39, 214, 256; 56:8, 65, 66, 70, 154, 178, 193, 203-4; 58:7, 55; 59:34-5, 40, 42-3; 60:11; 65:38-41  
   Population, réaction 38:22; 40:24; 41:7, 19-20, 107; 45:44; 53:44, 57-8; 56:9, 168  
   Projet loi S-14—Loi modifiant Code criminel (contrôle armes offensives et armes à feu) 24:26  
   Provinces, mécanismes 39:51; 40:13, 30, 36, 44, 48, 62-5; 41:26-8, 42, 47, 107, 153-4, 158-9; 43:17-20, 113, 119, 137-8, 148-50; 45:11, 31-2, 92, 101-2; 47:9; 48:23; 51:40, 44; 53:11, 52; 56:12, 16, 20, 21-5, 27, 30-1, 33-4, 38-40, 43-6, 51, 54, 61-3, 70, 145, 165, 194, 201-2; 58:15, 28-9, 36-7, 40-3, 44, 48-9, 53-5; 59:31, 35; 60:7-8, 9, 15; 61:5, 8-9, 14, 15; 65:25, 50, 52, 62  
   Régions  
     Désignées 39:50; 44:30-1, 39, 68; 45:89, 108; 59:5; 61:61; 65:75-6  
     Urbaines, rurales, éloignées 40:46-7; 41:19, 112; 42:57-9, 70, 76-7; 43:17; 44:6-7, 11-2, 24, 36; 45:16; 47:23; 49:21-3; 50:32, 34, 35-6; 53:10, 20-1, 47, 58; 56:9, 50, 58-60, 62; 58:12, 21-2, 50, 51, 52-3; 59:8-9, 20-1, 28; 61:10, 60-1; 65:33  
   Responsabilité civile 43:156-8  
   Tir cible 42:138-40, 168; 43:138-9; 45:14, 110; 46:6; 55:243; 56:168; 63:33, 34, 40; 66:48, 49  
   Transport 41:86, 91, 105-7; 53:123-4, 134-5; 55:269-72; 56:50-1; 63:34; 65:29; 66:48, 49  
   Vente 40:39; 41:87; 42:23, 31, 34, 47, 172-3, 119; 43:152, 166; 50:58-9; 51:33, 34, 36, 41, 48, 50; 53:11, 37, 39, 40, 51, 143; 55:38; 56:5-6, 141, 190, 196; 58:11, 18-9, 41, 48, 51; 59:7, 36-7; 62:5-6; 63:48-9; 64:36; 65:16-22; 66:47

- Stikeman, Elliot, Roberts and Bowman 6:6; 7:17  
 Toronto Stock Exchange 9:11-2
- Common law, relationship 8:28-9; 9:21-2
- Corporations  
 Automatic dissolution 5:17  
 Loans to shareholders 7:13  
 Purchasing own shares 4:12-3, 19-21; 7:13-4  
 Subsidiaries 10:22-4; 11:8, 12-3, 22-3  
 Crown corporations 3:15-6, 19-20
- Directors  
 Canadian majority 4:21-3, 25; 5:5, 14-5; 7:14-5, 17  
 Liability, insurance, Ontario Act, comparison 4:30-2  
 Reliance on auditors statements 8:21-2; 9:9  
 Responsibilities 5:6, 8-9, 21-3, 30-1; 7:9-11, 15-6, 22; 8:19-22, 25-32; 9:10, 21-3
- Discussion  
 Clause 2—(General discussion) 3:11-28; 4:10-33; 5:4-28; 6:10-26; 7:4-24; 8:4-32; 9:4-29  
 Clause 2—Interpretation 7:13; 11:13-4; 12:19-29  
 Clause 2(1)—Definitions 9:10; 10:6-21; 11:4-7, 14; 12:22-3  
 Clause 2(3)—Deemed control 10:22-4; 11:7-8, 10-3  
 Clause 2(4)—Holding body corporate 10:21-2  
 Clause 2(5)—Subsidiary body corporate 10:22-4  
 Clause 3—Application of Act 12:31  
 Clause 4—Purposes 5:5, 13, 15, 23, 29; 6:12; 7:8, 13  
 Clause 5—Incorporations 12:32  
 Clause 14—Pre-incorporation contracts 9:21  
 Clause 17—Capacity and powers, no constructive notice 9:21  
 Clause 18—Authority of directors, officers and agents 9:21  
 Clause 20—Corporate records 12:19, 21-2, 26-9  
 Clause 21—Access to corporate records 11:15; 12:26-7  
 Clause 24—Shares 5:5-6, 29; 7:8; 11:14  
 Clause 25—Issue of shares 5:6, 16, 30; 7:8, 13  
 Clause 26—Stated capital 5:6-7, 33; 7:8-9  
 Clause 32—Acquisition of corporation's own shares 7:13; 11:4; 12:22  
 Clause 33—Alternative to acquisition of corporations own shares 7:13; 11:4  
 Clause 34—Redemption of shares 11:4  
 Clause 36—Other reduction of stated capital 5:7, 33; 7:9 11:4  
 Clause 37—Adjustment of stated capital account 5:7, 30; 7:9  
 Clause 38—Enforceability of contract 10:8-9, 13-4; 11:4  
 Clause 39—Commission for sale of shares 5:6-7, 25-6, 30; 7:9; 8:21-2, 26-8  
 Clause 40—Dividends 11:4  
 Clause 42—Prohibited loans and guarantees 5:7, 31; 7:9  
 Clause 44—Security certificates, application and definitions 5:7-8, 26, 31; 7:9; 12:34  
 Clause 45—Security certificate 5:8, 34; 7:9; 12:34  
 Clause 46—Securities records 5:8, 34; 7:9  
 Clause 81—Trust indentures, evidence of compliance 7:14  
 Clause 83—Trust indentures, additional evidence of compliance 7:14  
 Clause 97—Management of a corporation 7:14  
 Clause 100—Directors' qualifications 7:14; 10:21-2  
 Clause 104—Removal of directors 7:14-5  
 Clause 109—Meeting of directors 5:8, 26, 31; 7:9, 14-5  
 Clause 110—Directors, powers, delegation 5:8-9, 26, 31; 7:9, 14-5  
 Clause 113—Directors' liabilities 7:22; 8:19-22, 25-8, 31-2; 9:10
- Commandes postales 39:44; 40:22, 63, 66; 41:14, 22-3, 93-4; 43:151; 44:26; 53:51, 127-8; 62:21; 63:48-9; 65:26, 32-3, 95-6
- Définition, catégories 40:64; 41:9, 84-5; 42:9, 12-3, 19, 41, 128-130; 43:7, 10, 115, 130, 157; 45:21; 48:12; 50:58-9; 53:5, 7, 52, 107, 138; 54:7, 41-2; 55:7, 211, 220, 230-2, 244, 251, 276-80, 314-5, 343-4; 59:6, 42; 61:32; 62:24-5; 66:50
- Essais balistiques 42:24-5
- Industries 42:10, 13, 20, 23, 31-4, 130-1, 136-7; 45:21; 50:59
- Infractions  
 Peines 19:28-9; 39:32; 40:64-7; 41:21, 37-9, 50, 86-7, 103; 42:10, 40, 44-5, 51-5, 131, 173-4; 43:24, 31-2, 36-40, 47-50, 115-6, 159-164, 200-1; 45:13, 22, 96-7, 105-6; 46:6, 10, 34-5; 47:9-10, 16; 50:28, 78-9, 83; 53:47, 110; 56:8, 64, 65, 140, 149, 181, 203; 58:28, 48; 59:5, 32, 39, 44, 45-6; 61: 25-7, 28-9; 63:50-3; 64:38-42; 65:60, 62-4, 83  
 Plaidoyer, négociation 43:165-6; 56:14  
 Preuve, fardeau 53:36; 55:6, 216; 65:85-9
- Inutilisées, collecte et confiscation, programme 39:31; 41:31-2, 35, 43-8; 42:26, 127; 43:29; 53:5; 65:120-1
- Longueur 63:30-1
- Munitions  
 Définition 39:39; 41:13, 84-5; 42:9-12, 15-9, 24, 36, 128-130; 43:12; 45:10-2, 21, 90, 93; 48:12; 50:5, 40, 58-9; 53:5, 7, 40, 52, 58, 107, 117, 138; 55:18, 211; 56:29, 136, 143; 58:27-8; 59:6, 9, 12; 60:13; 61:11, 44-8; 62:7-8, 9-10, 11-2, 22-4; 64:11-2; 65:34  
 Permis 42:23-4, 27-8, 32, 60; 44:31, 58, 97; 47:24; 48:25; 49:67; 50:45; 51:41; 56:141; 58:51; 59:37; 60:13; 61:46; 62:5-7, 9, 11, 12-4; 65:19
- Possession non réglementée 43:115-6
- Prêt 41:85; 43:19-20; 44:7, 31-2, 69; 47:23-4; 49:20-1; 53:23-4, 113-4, 125; 56:190; 58:35; 59:12-3; 64:15-6
- Prohibées 40:62-4; 41:39, 83-4; 42:20, 31, 41-3, 53, 128; 43:8-10, 115, 130-4; 45:12; 46:11, 109; 55:212, 244, 250, 312, 315; 56:64, 145-6, 191, 204; 58:48; 59:6; 63:20-49; 64:34-5; 65:60-1
- Propriétaires, nombre 40:13, 61; 41:40, 43; 42:30, 46; 51:47; 58:43; 65:98, 114
- Voir aussi  
 Bill C-83
- Assistance judiciaire**  
 Autochtones 19:8; 54:7, 8  
 Avocats inexpérimentés 19:13  
 Détenus 21:6
- Association du Barreau canadien**  
 Bill C-29  
 Mémoire 5:5-12, 29-34  
 Justice, Min., réaction 7:8-12  
 Participation établissement 5:4  
 Bill C-71 29:10; 32:26-8; 35:19, 23-6  
 Bill C-83  
 Discussion 47:11-29; 61:62, 64  
 Exposé 47:6-10  
 Commission réforme droit 54:6  
 Juges, nominations, rôle 19:23-4  
 Membres, nombre 47:6
- Association du Barreau du Manitoba**  
 Mémoire supplémentaire re Bill C-29 5:33-4
- Association du Barreau du Québec**  
 Enquêtes publiques, recommandations 67:37, 39, 40  
 Télégramme au Comité sujet version française Bill C-29 6:7; 8:4



Clause 115—Disclosure of interested director contract 7:15  
 Clause 116—Officers 9:10  
 Clause 117—Duty, care of directors, officers 5:9, 21-3, 26, 31; 7:9-10; 8:21, 26-9, 31-2; 9:21  
 Clause 118—Dissent by Director 8:21-2, 26, 29  
 Clause 119—Indemnification 5:9, 31; 7:10  
 Clause 121—Insider trading, definitions 5:9-10, 33; 7:10  
 Clause 123—Insider trading, publication 7:15  
 Clause 125—Insider trading, civil liability 7:10  
 Clause 128—Shareholders, fixing record date 9:10  
 Clause 130—Shareholders meeting, waiver of notice 7:15  
 Clause 131—Shareholder proposal, annual meeting 5:10, 32; 7:10-1; 9:9-10  
 Clause 132—List of shareholders 9:10  
 Clause 137—Shareholders, requisition meeting 5:10, 32; 7:11  
 Clause 140—Shareholder agreements 11:6-7  
 Clause 141—Proxies, definitions 11:17  
 Clause 142—Appointing proxyholder and form of proxy 12:36-7  
 Clause 143—Proxies, mandatory solicitation by management 5:10, 27, 32; 7:11  
 Clause 144—Proxy circulars 5:10-1, 34; 7:11  
 Clause 146—Proxies, attendance at meeting 12:36  
 Clause 147—Proxies, registrants 11:15-8, 20  
 Clause 153—Sending financial statement to shareholders 7:15  
 Clause 154(1) Sending financial statements to Director 7:15; 11:22-3  
 Clause 160—Auditor, filling vacancy 7:15  
 Clause 161—Court appointed auditor 7:15  
 Clause 162(1) Auditor, attendance at meeting and statement 7:15-6  
 Clause 163—Auditor, examination and report 7:16; 11:12-3  
 Clause 165—Audit committee 7:14, 16  
 Part XIV (Clauses 167-185)—Fundamental changes 10:18-9  
 Clause 170—Fundamental changes, class vote 5:11, 32; 7:12-3  
 Clause 171—Fundamental charges, articles of amendment 7:13-4  
 Clause 180—Effect of issue of certificate of amalgamation 7:16  
 Clause 184—Fundamental charges, right to dissent 6:18; 11:4  
 Part XVI (Clauses 187-199)—Take-over bids 5:11, 27, 32-3; 7:11  
 Clause 187—Take-over bids, definitions 9:11-2  
 Clause 189—Bid for less than all shares 7:11  
 Clause 190—Take-over bids, rules 7:11  
 Clause 199—Take-over bids, dissenting offerees 7:16  
 Clause 201—Liquidation and dissolution 9:11  
 Clause 202—Revival of corporation 7:12  
 Clause 207—Application for court order and liquidation and dissolution 6:16-7, 20, 24  
 Clause 209—Liquidation and dissolution, procedure on application 9:11  
 Clause 210—Liquidation and dissolution, powers of court 9:11  
 Clause 219—Dissolution, Preservation of actions and reimbursement 5:11-2, 16-7, 33; 7:11-2  
 Clause 222—Investigation of corporation's affairs 5:12, 33; 7:12, 23-4

#### **Association canadienne chefs police**

Bill C-71 32:7-24  
 Bill C-83  
 Discussion 41:47; 42:151-2; 50:31-57  
 Exposé 50:27-31  
 Bureaux fédéraux correction, rapport 52:144  
 Chef Adamson, déclarations 58:47-8  
 Comité étude problèmes libérations conditionnelles et absences temporaires, participation 50:30-1, 85-6, 87-8  
 Membres 50:31-2

#### **Association canadienne libertés civiles**

Bill C-83  
 Discussion 50:10-25; 61:63  
 Exposé 50:5-10  
 Membres 50:61  
 Objectifs 50:61

#### **Association canadienne munitions et armes sport**

Activités 42:17-23, 27-8, 136-7  
 Bill C-83  
 Consultations 42:22, 129  
 Discussion 42:14-37  
 Exposé 48:8-13  
 Mémoire complémentaire 50:58-60  
 Employés 42:17, 33-4, 136  
 Fondation 137-8  
 Membres 42:18  
 Objectifs 42:138

#### **Association chasseurs et pêcheurs Alberta**

Bill C-83  
 Discussion 56:20-1, 25, 29, 34, 36, 45, 47, 50, 54, 56-7, 59, 64, 68-9  
 Exposé 56:17-9

#### **Association canadienne Sociétés Elizabeth Fry**

Bill C-83  
 Discussion 47:33-41  
 Exposé 47:31-3

#### **Association Collectionneurs armes Bas-Canada**

Bill C-83  
 Discussion 55:32-3, 39-44, 46-7  
 Exposé 55:10-3

#### **Association des manufacturiers canadiens**

Bill C-213, mémoire, discussion 9:12

#### **Association nationale juges cours provinciales**

Juges nouvellement nommés, programme, fonds 54:7, 52

#### **Association tir province Québec et Fédération québécoise tir au pistolet**

Bill C-83  
 Discussion 49:46-62  
 Exposé 49:44-5

#### **Atlantique, Région**

Détenus, industrie forestière, programmes travail 21:27-8; 23:15

Clause 228—Investigation of ownership or control of securities 11:14-7, 20  
 Clause 232—Remedies, derivative action 6:18-9  
 Clause 234—General oppression remedy 6:18; 10:12; 11:4  
 Clause 235—Remedies, evidence procedure and costs 6:19  
 Clause 243—Offence 5:12, 17-8, 33; 7:12; 12:23-6  
 Clause 245—Penalties, order to comply 12:23-4, 26  
 Clause 247—Notice, service, to corporation 5:12, 33; 7:12  
 Clause 261—Continuance 3:15; 7:16-7  
 Federal incorporations, effect 3:22, 27  
 Federal jurisdiction, limitation 5:13, 25, 29; 9:17-9  
 Fees schedule, basis 4:11; 6:11  
 Financial intermediaries, excepted 3:15  
 Income Tax Act, relationship 4:12-3; 7:17  
 Incorporation right 4:25-30  
 Insider trading 4:13-4, 20; 5:9-10, 33; 7:10, 15; 11:15-8; 12:13, 35  
 Insolvency tests 7:13; 10:10-8; 11:4-5  
 Language  
   Ambiguities 5:23-4  
   Discrimination, sex 5:23; 12:48  
 Ontario Business Corporation Act (1970), influence of, comparison 3:14, 20, 22-4; 4:30-2; 6:12, 14; 11:21  
 Penalties, fines, jail 11:8-10, 14-8, 20-2; 12:17-9, 21:6, 50-2  
 Preparation, consultation 3:11-3, 16; 4:16, 18; 5:4-5, 16, 29; 8:23  
 Provincial law, relationship, comparison 3:14, 20, 22-4, 26; 4:14-8, 28-32; 5:11, 30; 6:12, 14; 8:23, 25, 28, 31-2; 9:11-4, 17-9; 10:24; 11:18, 21  
 Purpose 3:13-6; 5:15; 6:12, 14-5; 7:8, 13; 8:23-4  
 Regulations 3:14-5; 6:15-6; 9:12-4, 20; 12:18, 40-8, 52  
 Report to House, with amendments 12:4-9  
 Securities provisions, provincial laws, relationship 4:14-8, 28-9; 5:11, 30; 9:11-4, 17-9  
 Shareholders  
   Minority rights 3:24-6; 4:20-1; 5:10, 32; 6:16-25; 7:11, 18-24; 8:19-20, 25, 30; 10:11-2, 20-1; 11:4-6; 12:14, 16-7, 36, 39, 49  
   Record of, access, registration 6:12-4  
 Shares, conversion, registered to bearer 7:17  
 Special-act corporations 3:15-6, 19-20  
 Take-over bids 5:11, 27, 32-3; 7:11, 16; 9:11-7; 12:16-7, 40-8  
 Transition period 3:15; 5:5; 7:16-7; 12:18, 52  
 Translation 6:7-8, 10, 26; 7:16, 24; 8:4-7, 9-12, 14-8; 11:10-2; 12:13, 17, 35, 49; 13:19-20  
 Trust indentures 4:18-9; 7:14; 9:21  
 United States legislation, influence 3:20, 23-5, 27; 4:18-9; 7:22; 8:28  
 Urgency 9:5

#### **Bill C-43, An Act to amend the Law Reform Commission Act**

Background, consultation 13:24  
 Discussion 13:22-30  
 Purpose 13:22  
 Report to House 13:4

#### **Bill C-47, An Act to amend the judges Act and certain other Acts for related purposes and in respect of the reconstitution of the Supreme Courts of Newfoundland and Prince Edward Island**

Amendments  
 Clause 1—"judge" 27:8, 26  
 Clause 6—Additional allowance 27:8, 26-7  
 Clause 8—Supernumerary judges of county courts 27:8-9, 28  
 Clause 12—Annuity to widow 27:9, 28

#### **Atton, M. William, Vice-président, Firearms Legislation Committee (N.-É.)**

Bill C-83  
 Discussion 58:26-38  
 Exposé 58:23-6

#### **Autochtones**

Aide financière, Min. Justice 19:8  
 Armes à feu, contrôle 30:11-2; 37:27-8; 39:33, 50; 40:44-6; 42:70; 44:6-7, 10-5, 22-33, 37-9, 58, 66-71; 45:21, 99, 108; 47:57-8; 49:4-26; 51:42; 53:20, 24; 56:11, 32, 35, 40-1, 67, 68, 206; 58:35; 59:43; 61:60-1; 64:14, 16, 36  
 Comité consultatif fédéral, participation 44:22  
 Assurance-automobile 49:20  
*Les autochtones et loi*, conférence, 1975 44:9  
 Blancs, relations 44:11  
 Concept nation Dene 44:30  
 Délinquants 44:62-3, 70; 54:7, 53  
 Divisions internes 44:22-3  
 GRC, relations 44:8  
 Libérations conditionnelles 44:8, 27-8, 34-6, 72  
 Lutte contre crime, enseignements 44:8, 73  
 Peine mort, abolition 44:64  
 Pénitenciers, détenus 21:14; 44:8, 27; 47:35  
 Programme quinquennal contre alcoolisme et usage drogue 44:13  
 Reconnaissance légale 44:36  
 Régime justice pénale 44:8-9, 59, 73; 52:7, 9, 100  
   Assistance judiciaire, programme 54:7, 8, 53, 58  
   Collaboration fédérale-provinciale 20:68; 21:13-4; 54:54  
   Comité consultatif canadien sur autochtones et régime justice pénale 52:112; 54:7-8  
   Conférence nationale sur autochtones et régime justice pénale, Edmonton, 1975 52:112, 139; 54:7  
   Cours formation et ateliers, élaboration 54:54  
   Encouragement accession barreau, programme 54:7, 8, 53, 58  
   Information juridique, programme 54:7, 53  
   Programme conseillers auprès tribunaux 54:57, 58  
 Voir aussi  
 Bill C-83

#### **Avocats**

Programme séminaires 19:10

#### **Avortement**

Comité Badgley 38:6, 12-4; 54:11-2, 14, 25, 27, 29  
 Comité parlementaire, étude législation 19:27-8  
 Politique du gouvernement 19:16-20  
 Notions changeantes, considération 19:24-5, 27-8  
 Turner, hon. J., position 19:17-8, 19-20  
 Voir aussi  
 Morgentaler, Cause du D<sup>r</sup>. H.

#### **Badgley, Comité**

Voir  
 Comité fonctionnement Loi sur avortement

#### **Baker, George S., député (Gander-Twillingate)**

Bill C-71 33:26  
 Bill C-83 39:28; 40:22-3; 41:18-21, 50; 42:35-7, 59-62

#### **Basford, hon. Ron, ministre Justice et Procureur général Canada**

Bill C-71



Clause 20—County court judges tenure and residence 27:9, 28-9

Clause 26—Interim amendments 27:9-10, 29-30

Clause 27—Idem 27:10, 30

Clause 28—Idem 27:10, 30

Clause 29—Idem 27:10-1, 30-1

Clause 30—Coming into force 27:11, 31-2

Clause 32—Idem 27:11, 32

Clause 34—Idem 27:11-2, 32

Proposed by Minister 27:8-4, 26-32

#### Discussion

Clause 1—"judge" 27:13-26

Clause 9—Travelling and other allowances 27:28

Clause 24—Supreme Court of Newfoundland 27:29

Report to House, with amendments 27:4-6, 12

Retroactivity 27:22

### Bill C-71, Criminal Law Amendment Act, 1975

#### Amendments

Clause 2(2)—Designation of Provincial judges 32:5-6, 71

Clause 7(2)—Proof of certain facts by certificate 32:6, 79-80

—Clause 13—Murder in commission of offences 33:4, 15

Clause 16—Samples of breath where reasonable belief . . . 35:10, 32-3

Clause 17—Conditional and absolute discharge 35:11, 33

Clause 18—Proceedings under 234 or 236 35:11, 33-4

Clause 22.1—Definition—"Minister of Health" 33:4, 18

Clause 24—Possession of device to obtain telecommunication facility or service 33:5, 18-9

Clause 27—Theft, forgery, credit cards 33:5, 19-26

Clause 29—"Vehicle identification number" defined 34:3, 8

—Clause 37—Attempts 34:3, 8-9

Clause 41—Offence outstanding in same province 34:4, 9-10

Clause 42—Rules of court 29:10; 34:4, 10-1

Clause 43—Loss of jurisdiction 35:11-2, 35-7

Clause 47(3)—Order of detention 33:3, 11-4

Clause 53—Interim release by judge only 33:3-4, 12-4

Clause 59—Accused absconding during inquiry 34:3, 9

Clause 59.1—Adjournment if accused misled 34:4, 11-2

Clause 64—Summons or warrant 34:4, 12-3

Clause 64.1—Interim Release 34:5, 13-4

Clause 76—Absconding accused deemed present 34:3-4, 9

Clause 91—Undertaking or recognizance of appellant 34:5-6, 18-9

Clause 91.1—Summary Conviction Appeals 34:6, 19

Clause 94—Summary Conviction Appeals 32:66, 68-9; 33:6-7, 20-2

Proposed by Minister 29:6-7, 10; 32:66-9, 80; 35:35

Background, representations, consultations 29:10, 14-5, 17-9; 32:26, 77

#### Briefs, comments

Canadian Association of Chiefs of Police 32:7-24

Canadian Bar Association 32:26, 28; 35:19, 24

Ontario Criminal Lawyers Association 32:24-47; 35:19

Ontario Jockey Club 32:47-66

Discussion, Clause 2—Definitions 29:6-32; 32:7-70

Discussion by subject matter

Abolition of Grand Juries—C1.63 29:10; 32:41; 34:12

Absconding Accused—C1.39, 59, 76 29:26; 32:13, 22-3, 38-40, 42; 34:9

Discussion 29:15-9, 22-30; 32:69-80; 33:6-10, 13-26; 34:12-8, 23-4, 27; 35:13-7, 21-5, 29-32, 35-6

Exposé 29:6-11; 32:66-8

#### Bill C-83

Discussion 45:25-33; 64:10-46; 65:16-123

Exposé 45:9-17; 64:7-9

Budget supplémentaire (B) 1975-76 38:5-18, 21-6, 29

Budget dépenses 1976-77

Déclaration 54:4-9

Discussion 54:10-31

### Barrigan, M. C. F., Directeur-gérant, Responsable Alberta Gun Owners

#### Bill C-83

Discussion 53:38-50, 54-63

Exposé 53:33-7

### Bazowski, M. P., Commissaire adjoint, Gendarmerie royale du Canada

Fredericton, N.-B., locaux 23:13

### Beatty, Perrin, député (Wellington-Grey-Dufferin-Waterloo)

Budget principal 1975-76

Solliciteur général 21:14-8; 22:6-9, 25-30, 44-8; 23:4-8

### Belton, M. John, Secrétaire général, Association Collectionneurs armes Bas-Canada

Bill C-83 55:32-3, 42, 46

### Bezanson, M. James R., Membre Comité législation sur armes feu, Fédération faune C.-B.

#### Bill C-83

Discussion 56:34-6, 41-3, 47, 51, 57-8, 63-4

Exposé 56:6-8

### Bill C-3—Loi modifiant Actes de l'Amérique du Nord britannique, 1867 à 1965

#### Amendements

Art. 2—Nouvel article 25:4, 5, 9, 14

Art. 3—(ancien art. 2)—Titre abrégé et citation 25:4, 5, 14-5

Étude, retard, recommandation 25:14-8

Rapport à Chambre (Onzième) avec amendements 25:4, 19

Réimpression 25:4, 19

Voir aussi

Sénat

### Bill C-29—Loi sur Corporations commerciales canadiennes

#### Amendements

Art. 2(1)—«cour» ou «tribunal» 12:4, 10-1, 29-30

Art. 2(1)—«passif» 10:6-18; 11:4-6; 12:4, 11

Art. 2(1)—«résident du Canada» 9:10; 12:4, 11, 30

Art. 24(1)—Actions 5:29; 7:8; 12:4, 11, 32

Art. 25(1)—Émission d'actions 5:30; 7:8; 12:4, 11, 32

Art. 26(4)—Restriction 4:12; 12:4, 11, 32-3

Art. 37(9)—Acquittement 12:4-5, 12, 33

Art. 39—Commission sur vente d'actions 5:30; 7:9; 8:22, 26-8; 12:5, 12, 33

Art. 42(1)—Prêts et garanties interdits 5:31; 7:9; 12:5, 12, 33

Art. 43(1)—Immunité des actionnaires 12:5, 12, 33

Art. 44(3)—Effets négociables 5:26, 31; 7:9; 12:5, 12, 33

- Amendments to Rules of Evidence in Rape Cases—  
C1.8, 44, 66 29:7, 11-2, 17-9, 26; 32:30-4; 33:6, 14
  - Assault Causing Bodily Harm—C1.22 32:36; 33:18
  - Bail-Pre-Trial Release—C1.7, 45, 46, 47(2), 47(6), 48, 49,  
54, 55(1), 55(2) 29:20-1; 32:7-9, 21-2, 28-30, 41, 66-8,  
72-80
  - Bail Reform Act—C1.47(1), 47(3)—47(6), 50-53, 55(3)—  
55(6), 56, 57, 73 29:11, 14-5, 20-1; 32:26-7, 66-8, 72-80;  
35:13
  - Begging While Armed—C1.21 32:36; 33:15-8
  - Cattle Theft—C1.26 32:37; 33:19
  - Conspiracy—C1.36 32:38; 34:8
  - Constructive Murder—C1.13 32:34
  - Deportation of Persons Under Parole—C.198, 99 34:22-4
  - Drinking and Driving Offences (Breathalyser)—C1.14-  
18, 20, 72, 85, 102 29:16-7, 19, 26; 32:10-2, 14-21, 23-4,  
34-6, 77-8; 33:7-10; 35:10, 13-32, 34-5
  - Failure to Appear at Trial—C1.65 32:41; 34:14-5
  - Internationally Protected Persons—C1.2(1), 3, 33, 34  
32:7, 70-1
  - Laundry and Obliterated Serial Numbers—C1.29  
32:13, 37-8
  - Loss of Jurisdiction—C1.43, 86 32:40-1; 34:11
  - Making False Statements Under Oath—C1.6 32:72
  - Material Witness—C1.60 34:12
  - Mentally ill Accused—C1.69-71 29:21-3; 32:41-2; 34:15-6
  - Method of Computing Term of Imprisonment—C1.100  
34:24-6; 35:37-43
  - Morgentaler Amendment—C1.75 32:42; 34:16-7
  - Off-Track Betting—C1.11, 62(c)(iii) 32:48-66; 33:14-5;  
34:26
  - Prohibited Possession of Animals—C1.35 32:38; 34:8
  - Proof of Status of Driver and Driving While Disquali-  
fied—C.19, 101 29:7-8, 15, 25; 33:15
  - Prosecutorial Authority of the Attorney General of  
Canada—C1.4, 5 32:71-2
  - Protection of Currency Changing Machines—C1.28  
29:9-10; 34:8
  - Sale of Lottery Tickets from One Province to Another—  
C1.12 32:34; 33:15
  - Slot Machines—C1.10 32:9-10; 33:14
  - Summary Conviction Appeals—C1.89-95 29:8-9, 12-4,  
19-20, 26-31; 32:42-4; 34:17-20, 22
  - Theft, etc., under \$200.00—C1.25, 30, 31, 32, 62A, 62B  
29:25-6; 32:34, 36-8; 33:19
  - Toll Fraud (Telecommunications)—C1.23, 24 32:36;  
33:19
  - Law Reform Commission, findings ignored 32:25-6
  - Proclamation 54:14
  - Purpose, provisions outlined 29:6-11, 20; 32:25-7, 44-5;  
33:17
  - Report to House, with amendments 35:3-9, 43
- Bill C-83, Criminal Law Amendment Act (No. 1), 1976**
- Amendments
- Clause 3. Firearms and other offensive weapons
  - 82.(1) Definitions
    - "Ammunition" 62:3, 24; 63:5, 49; 68:3
    - "Firearm" 62:4, 27-8; 63:5, 49; 68:3
    - "Licensing officer", "local registrar of firearms"  
63:4-5, 15-8, 49; 68:3
    - "Prohibited weapon" 63:4-5, 49; 68:3
    - "Restricted weapon" 63:4-5, 44-9; 68:3-4
  - 82.(2) Certain barrelled weapons...not...firearms  
63:5, 49-50; 65:8, 60-1; 68:4
  - 82.(3) (New clause, police officer may act as regis-  
trar) 65:8-9, 61-2; 68:4
  - Art. 46(7)—Destruction des certificats 5:34; 7:9; 12:5, 12,  
33
  - Art. 91—Suspension pouvoirs administrateurs 12:5, 13,  
34-5
  - Art. 97(2)—Pouvoir d'administration 7:14; 12:5, 13, 35
  - Art. 121(1)—«corporation distributrice» 12:5, 13-4, 35
  - Art. 121(1)—«initié» 5:33; 7:10; 12:6, 13-4, 35
  - Art. 125(1)—«initié» 7:10; 12:6, 13-4, 35
  - Art. 128—Fixation date référence 9:10; 12:6, 14, 35
  - Art. 132—Liste actionnaires 9:10; 12:6, 14, 35-6
  - Art. 137—Réquisition d'assemblée 5:32; 7:11; 12:6, 14, 36
  - Art. 154(2)—Affiliées 12:6, 15, 37
  - Art. 163(2)—Foi rapport autre vérificateur 7:16; 9:9;  
12:6-7, 15, 37
  - Art. 170(1)(e)—Vote par catégorie 5:32; 12:7, 15, 37
  - Art. 179(3)—Avis suffisant 12:7, 15, 37
  - Art. 180(f)—Effet certificat 12:7, 15, 37
  - Art. 181(6)(e)—Préservation droits 12:7, 16, 37
  - Art. 181(8)—Nouveau paragraphe 12:7, 16, 37-9
  - Art. 183(5)—Droit de vote 12:7, 16, 39
  - Art. 183(6)—Vote par catégorie 12:7, 16, 39
  - Art. 184(5)—Opposition 12:8, 16, 39
  - Art. 187—«offre franche» 12:8, 16-7, 40-8
  - Art. 187—«offre prise de contrôle» 12:8, 17, 48
  - Art. 194(5)—Dissidence administrateur 12:8, 17, 48-9
  - Art. 201(2)—Suspension procédures 9:11; 12:8, 17, 49
  - Art. 207(1)—Autres motifs de liquidation et dissolu-  
tion 12:8, 17, 49
  - Art. 210(g)—Pouvoirs de la cour 12:8, 17, 49
  - Art. 234(2)—Motifs 12:8, 49
  - Art. 243(1)—Infractions relatives aux déclarations  
5:17-8, 33; 7:12; 12:8, 17-8, 50-2
  - Art. 254(1)—Règlements 12:8, 18, 52
  - Art. 261(3)—Continuation obligatoire 12:8, 18, 52
- Amendements proposés par Ministre 7:7-17
- Discussions
- Art. 2(1)—«résolution spéciale» 10:18-21
  - Art. 2(3)—Présomption de contrôle 10:22-4
  - Art. 2(4)—Personne morale mère 10:21
  - Art. 2(5)—Filiale 7:13; 10:22
  - Art. 2(7)—Distribution publique 7:13
  - Art. 4—Buts Loi 5:13, 15-6, 29; 7:8, 13
  - Art. 20—Registres corporation 12:19, 21-2, 26-7
  - Art. 21(1)—Compte capital déclaré 5:33
  - Art. 21(10)—Infraction 11:15-6
  - Art. 24(4)—Catégorie d'actions avec droit de vote 5:29;  
7:8; 11:14
  - Art. 25(5)—Biens 7:13
  - Art. 26(2)—Disposition transitoire 5:33; 7:8
  - Art. 32, 33—Acquisition corporation propres actions  
7:13; 12:22
  - Art. 36—Réduction capital déclaré 5:33
  - Art. 37(9)—Acquittement 5:30
  - Art. 39—Commission sur vente d'actions 7:9; 8:22, 26-8
  - Art. 45—Droit détenteur 5:34; 7:9
  - Art. 81, 83—Preuve observation 7:14
  - Art. 100(3)—Résidence 7:14
  - Art. 100(4)—Exception prévue pour cas corporation  
mère 10:21-2
  - Art. 104—Révocation administrateurs 7:14-5
  - Art. 109(3)—Majorité Canadiens 7:14-5
  - Art. 109(4)—Avis assemblée 5:26, 31; 7:9
  - Art. 110(2)—Majorité Canadiens 7:14-5
  - Art. 110(3)(i)—Limitation autorité 7:15
  - Art. 113—Responsabilité administrateurs 7:22; 8:19-22
  - Art. 115(4)—Moment révélation... 7:15
  - Art. 116(a)—Dirigeants 9:10



- 88.(2) Saving provision 64:3-4, 12-3; 68:4  
 89. Members of forces, peace officers, etc. 64:4, 28-9; 68:4  
 89.(2) (New clause added, museums) 64:4, 29-30; 68:4  
 90.(3) (New clause, exemption, instruction) 64:4-5, 30-4; 68:4  
 94.(1) Delivery of restricted weapon to person without permit 64:5, 35-6; 68:5  
 95.(3) Saving provision 64:5, 36-7; 65:8, 57-9; 68:5  
 98.(1) Use of weapon during commission of offence, etc. 64:5-6, 40-2; 68:5  
 99.(2) *Idem* 64:6, 44-5; 68:5  
 100.(1) Record of transactions in firearms 65:3, 20-3; 68:5-6  
 100.(2) Report of loss, damage, destruction or theft 65:3-4, 23-4; 68:6  
 101.(1) Finding weapon 65:5, 34-5; 68:6  
 102.(1) Order prohibiting possession of firearm or ammunition 65:13-4, 89-91; 68:6  
 106.1(3) Matter to be included in application 65:6, 9, 48-9; 68:6  
 106.1(4.1) (New section, information) 65:7, 9, 53, 65; 68:6  
 106.2(7) Limitation 65:9-10, 67-70; 68:7  
 106.3(6) Permit to sell at retail 65:10, 73; 68:7  
 106.3(7) Special temporary permit 65:10, 73-4; 68:7  
 106.3(8) *Idem* 65:11, 74-5; 68:7  
 106.3(9) Permit to person under 18 years of age 65:11, 75-6; 68:7-8  
 106.3(9.1) (New clause, *mutatis mutandis*) 65:11, 76-7; 68:8  
 106.3(10) *Idem* 65:11-2, 77-8; 68:8  
 106.3(11) Permit to person between 14 and 18 years of age 65:12, 78; 68:8  
 106.3(13) Guarantor's and parent's declaration 65:12, 78-9; 68:8-9  
 106.3(15) Validity of permit 65:12, 14, 79-80, 91-5; 69:8  
 106.4(11) Serving of notice of appeal 65:12-3, 82-3; 68:8  
 106.8(1) Regulations 65:14-5, 95, 116-7; 68:8-9
- Invasion of Privacy**  
 Clause 6. "offence" 66:3-4, 14-24; 68:9  
 Clause 6.1 (New clause, notice) 66:4-5, 24-6; 68:9-10  
 Clause 8. Intercepted private communication admissibility 66:5, 39-40; 68:10  
 Clause 10. 1973-74, c. 50, s. 2 66:6, 41-3; 68:10-1  
 Clause 11. Dangerous Offenders 689.(1) Hearing of application 67:3, 27; 68:11  
 695.1(1) Review for parole 67:3, 27; 68:11  
 Clause 13. Special Crime Inquiries (Negatived) 67:4, 36-41; 68:11  
 Clause 14. Customs Tariff 67:4, 40-2; 68:11
- Part III Parole Act**  
 Clause 19.(1) Divisions of the Board 67:4-5, 50-8; 68:11  
 Clause 23. Regulations 67:5-6, 64-6; 68:11-2  
 Clause 24.(2) Termination of day parole 67:6, 67; 68:12  
 Clause 27.(2) Inmate may choose to remain 67:6, 71-2; 68:12  
 Clause 30. Effect of revocation 67:7, 75; 68:12
- Part IV Penitentiaries Act,**  
 Clause 40. Escorted temporary absence 67:8, 79; 68:12
- Part V Prisons and Reformatories Act**  
 Clause 43.(3) Forfeiture (remission) 67:8, 80; 68:12  
 Clause 46.(2) *Idem* 67:8-9, 80-1; 68:12  
 Clause 47. Coming into force of special crime inquiry provisions (Negatived) 67:9, 81; 68:13
- Art. 117—Devoir des administrateurs 5:21-2, 25-6, 31; 7:9; 8:26-7, 29, 31-2; 9:21  
 Art. 118—Dissidence 8:21-2, 26  
 Art. 119(1)—Indemnisation 5:31; 7:10  
 Art. 123—Publication 7:15  
 Art. 131—Proposition d'un actionnaire 5:32; 7:10-1; 9:9-10  
 Art. 140(2)—Unanimité actionnaires 11:6  
 Art. 143(2)—Exception 5:27, 32; 7:11  
 Art. 144—Sollicitation de procurations 5:34; 7:11  
 Art. 147—Devoir du licencié 11:16-7, 20-2  
 Art. 153—Copies aux actionnaires 7:15  
 Art. 154(1)—Copies au Directeur 7:15; 11:22  
 Art. 154(3)—Exemption 7:15  
 Art. 154(4)—Autres documents à remettre 7:15  
 Art. 154(5)—Dispense corporation filiale 7:15  
 Art. 160—Manière combler vacance 7:15  
 Art. 161—Nomination vérificateur par cour 7:15  
 Art. 162(1)—Droit assister assemblée 7:15-6  
 Art. 162(2)—Devoir d'assister 7:16  
 Art. 165(1)—Comité vérification 7:14  
 Art. 165(4)—Présence vérificateurs 7:16  
 Art. 165(7)—Erreur états financiers 7:16  
 Art. 165(8)—Devoir administrateurs 7:16  
 Art. 171(2)—Réduction du capital déclaré 7:14  
 Art. 171(3)—Réduction présumée du capital 7:13  
 Art. 180(g)—Effet certificat 7:16  
 Art. 184—Droit de dissidence 6:18  
 Art. 187—«offre franche» 9:11-20  
 Art. 199—«offre prise contrôle» 7:16  
 Art. 207—Autres motifs de liquidation et dissolution 6:16-8, 20, 24-5  
 Art. 209(1)—Demande à cour 9:11  
 Art. 219(2)—Continuation actions 5:16-7, 32; 7:11-2  
 Art. 222(1)—Enquête 5:33; 7:12, 23-4  
 Art. 228—Renseignements... propriété et contrôle valeurs mobilières 11:16-7, 20-2  
 Art. 243—Infractions relatives aux déclarations 12:23, 25  
 Art. 245—Ordre de se conformer à loi 12:19  
 Art. 247—Avis et signification à corporation 5:33; 7:12  
 Art. 261—Continuation autorisée 7:16-7  
 Partie XVI—Offres de prise de contrôle 5:32-3; 7:11
- Accélération adoption** 9:5  
**Application**  
 Avis aux corporations 12:31  
 Coût 6:11  
 Entreprises gouvernementales 3:19-20  
 Période transitoire 3:15, 21; 5:14  
 Règlements 3:15; 9:20  
 But 3:13-4; 5:13, 15-6, 29; 6:12; 7:8, 13; 8:23; 10:20  
 Constitutionnalité 9:17-9  
**Définitions**  
 But 11:13-4  
 «Initié» 5:33; 7:10  
 «Offre franche» 9:11  
 «Passif» 10:6-18; 11:4-6  
 «Résident du Canada» 9:10  
 «Résolutions spéciales» 10:18  
 Documents soumis contenant recommandations 3:12, 16  
 Droit coutumier, domaines 8:28-9; 9:21-2  
 Exposé, Norman Cafik 3:11-6  
 Historique 3:11-2  
 Loi sur impôts, indépendance 4:12-3  
 Ontario Business Corporation Act, modèle 3:14, 20, 22-4  
 Rapport à Chambre (Deuxième) avec modifications 12:4-9, 52

- Proposed by Minister 39:33; 45:13-4, 58, 61, 67; 59:5-8, 33; 60:16; 61:9-11, 45-8; 64:7-9; 65:16, 37, 89; 67:10-1
- Under consideration by govt. 39:34; 45:10, 12, 56-7, 63, 66; 59:17, 33; 63:49
- Briefs, comments**
- Alberta Fish and Game Assoc. 56:17-21, 25, 29, 34, 36, 45, 47, 50, 54, 56-7, 59, 64, 69, 97-112
- British Columbia Wildlife Federation 45:10-4, 58-68; 50:39-40, 46; 53:30; 56:4-8, 24-5, 29-31, 33-43, 45-7, 51, 55, 57-9, 63-4, 66, 68-96
- Canadian Assoc. of Chiefs of Police 50:27-57, 82-8
- Canadian Assoc. of Elizabeth Fry Societies 47:31-41, 59-63
- Canadian Bar Association 47:5-29
- Canadian Black Powder Federation 55:4-7, 25, 32, 43, 46-7, 52, 55-60
- Canadian Civil Liberties Assoc. 50:5-25, 61-77
- Canadian Criminology and Corrections Assoc. 46:4-28, 48-54
- Canadian Guild of Antique Arms Collectors 55:7-9, 26-8, 34-5, 37-8, 42, 50-1, 66-88
- Canadian Labour Congress 61:51-7; 64:47-52
- Canadian Police Association 43:25-56
- Canadian Sporting Arms and Ammunition Assoc. 42:8-37, 80-114; 50:5, 58-60
- Canadian Wildlife Federation 40:4-58
- Correctional Law and Legal Assistance Project, Queen's University 51:8-31; 55:159-205
- Fédération Québécoise de la Faune 58:5-22
- Firearms for Responsible Ownership 41:7-81
- Firearms Legislation Committee (Nova Scotia) 58:23-39
- Friedland, Dr. Martin, Dean of Law, University of Toronto 43:7-24, 57-99
- Innu Tapiristat of Canada 47:57-8
- Jack, Douglas, District Coroner, New Westminster, B.C. 51:31-50
- John Howard Society of Canada 47:41-56, 64-70
- Ligue des Droits de l'Homme 49:26-44, 63-66
- Lower Canada Arms Collectors Assoc. Inc. 55:10-3, 32-3, 39-44, 46-7, 88-92
- Manitoba Wildlife Federation 56:13-7, 30, 35-6, 39, 48, 55-6, 67-8, 125-30
- National Firearms Safety Assoc. 42:37-79, 115-24
- National Gay Rights Coalition 48:32-86
- National Indian Brotherhood 49:4-26
- National Police Committee for the Protection of the Citizens 43:175-95
- Native Council of Canada 44:6-15, 22-40, 41-55
- Ontario Arms Collectors' Assoc. 55:13-6, 28-30, 35-8, 42-4, 46-51, 53, 93-103
- Ontario Federation of Anglers and Hunters 58:39-59
- Province of Quebec Rifle Assoc. and Fédération Québécoise de tir au Pistolet 49:44-62, 67-9
- Responsible Alberta Gun Owners 53:33-63, 87-98
- Saskatchewan Wildlife Federation 56:8-13, 21-3, 26-30, 32-3, 35, 40-1, 44-54, 56, 58, 60, 62-3, 65, 113-24
- Service Rifle Shooting Assoc. 55:20-3, 30-1, 48-9, 53-4, 122-58
- Shooting Federation of Canada 53:4-32
- Société de Criminologie du Québec 46:28-47, 55-86
- Stewart, D. A., Halifax, Nova Scotia 55:16-9, 24-5, 33, 35-6, 42, 44, 49-51, 104-21
- Committee consideration, witnesses 39:5-6, 8-30; 41:13-4; 42:5-8; 43:4-7; 44:15-22; 45:5-8, 44-51; 47:3-4, 29-30, 51-2; 48:3, 5-9; 51:4-10; 52:4, 15; 54:3, 16-7; 57:9, 11; 58:13-4; 59:4, 22-5; 60:15-9; 62:28-31; 63:50, 54-5; 64:45-6
- Rédaction 5:23-4
- Commissaires à l'uniformité, liaison 6:12
- Réimpression 12:9, 18, 52
- Version française, anomalies 6:7-8, 26; 8:4-19; 13:19, 20
- Voir aussi*
- Corporations commerciales canadiennes
- Bill C-43—Loi modifiant Loi sur Commission réforme du droit**
- Discussions
- Art. 2(1)—Nomination membres 13:25-6
- Art. 2(2)—Conditions sélection 13:28
- Art. 4—Pension, etc. 13:27
- Art. 7—Maintien en fonctions membres à temps partiel 13:22-4
- Rapport à Chambre (Sixième) sans modification 13:4, 30
- Voir aussi*
- Commission de réforme du droit
- Bill C-47—Loi sur juges, et certaines autres lois connexes par suite réorganisation Cour suprême de Terre-Neuve et Île-du-Prince-Édouard**
- Amendements
- Art. 1—«Juges» 27:4, 8, 26
- Art. 6(2)»5—Limite 27:4, 8, 26-7
- Art. 8—Nouveau par. (6) 27:4, 8-9, 28
- Art. 12(1)—Version anglaise 27:4, 9, 28
- Art. 20—Durée fonctions et résidence juges cours de comté 27:4, 9, 28-9
- Art. 26—27:4-5, 9-10, 29-30
- Art. 27—27:5, 10, 30
- Art. 28—27:5, 10, 30
- Art. 29—27:5-6, 10-1, 30-1
- Art. 30—27:6, 11, 31-2
- Art. 32—27:6, 11, 32
- Art. 34—27:6, 11-2, 32
- Amendements proposés par Ministre 27:13
- Rapport à Chambre (Douzième) avec amendements 27:4-6, 32
- Réimpression 27:6, 32
- Voir aussi*
- Juges
- Bill C-71—Loi 1975 modifiant droit criminel**
- Amendements
- Art. 2(2)—Nomination juges provinciaux 32:71
- Art. 7(2) Caution—mise en liberté avant procès 32:79-80
- Art. 13—Meurtre accompagné infraction 33:15
- Art. 16—Ébriété et conduite état ivresse (Ivressomètre) 35:32-3
- Art. 17—Id. 35:33
- Art. 18—Id. 35:34
- Art. 24—Fraude droits télécommunications 33:18-9
- Art. 27—Cartes crédit 33:24-6
- Art. 29—N° série effacé, oblitéré 34:8
- Art. 37—Mode jugement tentative meurtre 34:8-9
- Art. 41—Consentement procureur général 34:10
- Art. 42—Règles cour 34:10-1
- Art. 43—Perte compétence 35:36-7
- Art. 47(3)—Loi sur réforme cautionnement 33:11-4
- Art. 53—Id. 33:12-4
- Art. 59—Disparition prévenu 34:9, 11-2
- Art. 64—Comparution obligatoire accusé 34:12-3
- Art. 64.1—Mise en liberté provisoire 34:13-4
- Art. 76—Disparition prévenu 34:9
- Art. 91—Appel condamnations sommaires 34:18-9



## Consultation

Canadian Police Assoc. 43:30-1

Organizations 39:32; 40:9-11, 15-6, 27-9, 45-6, 53, 57; 41:30-1; 42:22, 84; 44:8-10, 22-3, 28, 32-3, 46; 45:19, 26-8; 53:26, 29; 55:42-5; 56:12, 19-21, 25-6, 29, 36, 47-8, 60-1, 64-5, 119; 60:18-9

Provinces 39:39, 42; 43:31, 43-4; 45:25; 56:12, 23-5, 31, 47-9, 119; 60:15-6, 18-20; 65:105-7, 110

## Discussion

Clause 2.—(General discussion) 39:8-53; 40:4-48; 41:7-51; 42:5-79; 43:4-56; 44:6-40; 45:9-51; 46:4-47; 47:7-56; 48:5-45; 49:4-62; 50:5-57; 51:8-49; 53:5-63; 55:4-54; 56:4-70; 57:4-21; 58:5-59; 59:4-46; 60:4-27; 61:5-43; 62:5; 63:3, 6-14

Clause 2.—Descriptive cross references 61:42-3

Clause 3. Firearms and other offensive weapons

82. (1) Definitions

“Ammunition” 61:3, 43-8; 62:3, 5-24

“Firearms” 62:4, 24-7

“Prohibited weapon” 63:3-4, 18-9

“Restricted weapon” 63:4, 42-4

83. Possession of weapon or imitation 63:5, 50, 54

84. While attending public meeting 63:5, 52-4

85. Carrying concealed weapon 63:5, 51-4

86. (2) Prohibited weapon in motor vehicle 63:5, 50, 54

88. (1) Possession of firearms by unlicensed person 64:3, 11-2

89. (New sections, farmers, trappers, Indians, non-citizens) 64:4, 13-28

91. Delivering firearms to underage person 64:5, 34

93. Importing or delivering prohibited weapon 64:5, 34-5

96. (1) (2) Members of forces, peace officers, etc 64:5, 37

97. Exception 64:5, 37-8

98. (1) Use of weapon during commission of offence, etc. 64:5, 38-40

99. (1) (2) Dangerous use of firearm 64:42-5

100. (1) Record of transactions in firearms, etc. 65:3, 16-20

100. (6) Handling, secure storage, etc. 65:3-4, 24-8

100. (7) Handling and transportation 65:4, 28-9

100. (8) Punishment (new sections, sale) 65:4, 8, 29-34, 60

102. (4) Possession of firearm or ammunition while prohibited by order 65:5, 9, 35-8, 62-4

103. (1) (2) (3) Search and seizure 65:5, 38-9

104. (1) (2) (3) Seizure 65:5-6, 39-40

105. (1)-(9) Application for warrant to seize 65:6, 40-2

106. (1)-(3) Commissioner to be notified 65:6, 42

106.1 (1) License to possess firearms or ammunition 65:6, 42

106.1 (2) Application for license 65:6, 42-6

106.1 (3) Matter to be included in application 65:6, 47

106.1 (4) Further information 65:6-7, 49-53

106.1 (7.1) (New section, firearm required to sustain himself) 65:7, 53-5

106.1 (8) Validity of license 65:7, 55

106.2 (1) Application for registration certificate 65:9, 65-6

106.2 (4) Registration certificate 65:9, 66-7

106.2 (7) Limitation 65:9-10, 68-70

106.3 (2) Limitation 65:10, 73

106.3 (2)-(7) (Permits, restricted weapons) 65:10, 70-3

106.4 (1) Revocation of license 65:12, 80-2

106.5 (1)—(4) False statements to procure permit, etc. 65:13, 83

Art. 94—Id. 34:20-2

Discussion 29:6-32

Art. 2(1), 3, 33, 34—Personnes jouissant protection internationale 32:69-71

Art. 7, 45, 46, 47(2), 47(6), 48, 49, 54, 55(1) et (2)—Caution—mise en liberté avant procès 32:7-9, 21-2, 28-30, 35, 41, 66-8, 72-80

Art. 8, 44, 66—Modifications règles preuve dans cas viol 29:7, 11-2, 17-9; 32:30-3

Art. 10—Appareils à sous 33:14

Art. 11, 6.2c) (iii)—Paris hors piste 32:47-66

Art. 14, 15, 16, 17, 18, 20, 72, 85, 102—Ébriété et conduite état ivresse (Ivressomètre) 32:10-6, 20-4, 34-5, 42; 33:7-10; 35:13-32

Art. 21—Mendicité main armée 33:15-8

Art. 25, 30, 31, 32, 62A et B—Vol, etc., au-dessous \$200. 32:36-7

Art. 26—Vol bestiaux 32:37

Art. 27—Cartes crédit 33:19-25

Art. 29—No série effacé, oblitéré 32:13, 37-8

Art. 35—Possession animaux interdits 32:38

Art. 36—Complot 32:38

Art. 39, 59, 76—Disparition prévenu 29:26; 32:13, 22-3, 38-42

Art. 43—Perte compétence 32:40

Art. 60—Témoin essentiel 34:12

Art. 63—Abolition jurys accusation 32:41

Art. 65—Défaut se présenter procès 32:41; 34:14-5

Art. 69, 70, 71—Prévenu malade mental 32:41-2; 34:15-6

Art. 75—Amendement Morgentaler 32:42

Art. 89-95—Appel condamnations sommaires 32:42-4, 68-9

Art. 98, 99—Amendement consécutif, art. 22 34:22-4

Art. 100—Méthode calcul peine emprisonnement 34:24-6; 35:37-43

Basford, hon. Ron, exposé 29:6-11; 32:66-8

Constitution canadienne 32:27

Effets 32:27; 33:8

Entrée en vigueur 35:35; 54:14

Étendue 32:45

Opinions

Association Barreau canadien 29:10; 32:26-8; 35:19, 23-6

Association canadienne chefs police 32:7-24

Justice, Min. 29:6-31; 32:7-8, 18-9, 30, 39, 42-4, 66-80;

33:6-26; 34:12-8, 23-7; 35:13-7, 21-5, 29-32, 35-43

Ontario Criminal Lawyers Association 32:24-47; 35:19

Ontario Jockey Club 32:47-66

Presse, publicité 32:27

Rapport avec modifications 35:43

Réimpression 35:43

Voir aussi

Cautionnement

Chauffeurs automobile

Jury, système

Paris chevaux

Poursuites sommaires

Viol

## Bill C-83—Loi de 1976 modifiant droit pénal, no 1

Amendements

Art. 3—Armes feu et autres armes offensives

82(1) «arme autorisation restreinte» 63:44, 49; 68:3

82(1) «arme à feu» 62:24-6, 27-8; 68:3

82(1) «arme prohibée» 63:20, 36, 42; 68:3

82(1) «munitions» 61:3, 43; 62:3, 7, 22-4; 64:11-2; 68:3

82(1) «préposé autorisations» 63:15, 18; 68:3

82(1) «registraire local armes feu» 63:16, 18; 68:3

- 106.6(1)(2) Registry to be maintained 65:13, 83-5  
 106.7(1) Onus on the accused 65:13, 85-9  
 106.8(1) Regulations 65:14, 95-116  
 106.9 Report to Parliament 65:15, 117-9  
 Clause 4.(1)(2)(3) Consequential amendment 65:15, 119-22  
 Clause 5. Prison breach 66:3, 8-14  
**Invasion of Privacy**  
 Clause 7. Judge to be satisfied 66:5, 26-7  
 Clause 8. Intercepted private communication admissibility 66:5, 27-39  
 Clause 11. Dangerous Offenders 67:3, 10-27  
 695.1(2) *Idem* 67:3, 27-34  
 Clause 12. Transitional 67:4, 35-6, 41  
**Part III Parole Act**  
 Clause 15.(1) "inmate" 67:41-2  
 Clause 15.(2) "parole" 67:4, 42-3  
 Clause 16. Board established 67:4, 44-5  
 Clause 17. Regional panels 67:4, 45-50  
 Clause 18. 1973-74, c. 48, s. 1 67:4, 50  
 Clause 20. Provincial boards 67:5, 58-9  
 Clause 21. Jurisdiction of the Board 67:5, 59-61  
 Clause 22. International agreements 67:5, 61-4  
 Clause 23. Regulations 67:5, 64  
 Clause 24.(1) Paragraph 10(1)(c) of Act repealed 67:66  
 Clause 25. Personal interview 67:6, 67-71  
 Clause 26. Effect of parole 67:6, 71  
 Clause 27.1 (New clause, voluntary termination) 67:6-7, 72-4  
 Clause 28. Suspension of parole and apprehension of paroled inmate 67:7, 74-5  
 Clause 30. Effect of revocation 67:7, 75-6  
 Clause 30.1 (New clause, review) 67:7, 76  
 Clause 31.1 (New clause, appeal) 67:77  
 Clause 32. Evidence 67:8, 77  
**Part IV Penitentiary Act**  
 Clause 34. "Commissioner" 67:77-8  
 Clause 36. Administration of Parole Service 67:77-8  
 Clause 37.(1)(2) Agreements with provinces 67:78  
 Clause 37.(3)(4) (New subsections, imprisonment, international agreements) 67:8, 78  
 Clause 38. Abolition of statutory remission 67:8, 78-9  
 Clause 39. Remission 67:8, 79  
**Part V Prisons and Reformatory Act**  
 Clause 41. Transfers from penitentiaries to prisons 67:8, 79-80  
 Clause 44. Coming into force 67:80  
**Preparation, haste** 45:22, 25; 58:39  
**Proclamation** 62:9; 63:6, 11-2; 67:80-1  
**Regulations** 40:54, 56-7; 41:7-12, 14-5, 21, 23, 25-6, 41-2, 53, 59-60, 78-9; 42:10, 13-5, 28; 43:9-10, 19, 192-3; 44:28-30; 45:15-6, 20, 25, 78-80; 46:6, 10-1, 19, 23, 51, 53; 47:14, 28, 32, 62; 50:73-4, 80-1, 86; 51:19, 21, 27-8; 53:6, 34, 36, 38, 46-7, 55, 62, 70-1, 78, 85, 89-90; 55:6, 11, 13-4, 24; 56:13, 15-6, 29, 35-6, 95, 112, 118, 128; 58:24, 27, 32; 59:32-4, 44; 61:22, 24-5; 63:6-14; 64:50; 65:33, 43-5; 67:30-1  
**Motion:** "...be subject to Parliament's approval..."  
 Withdrawn 61:3, 16-7, 21, 30-43; 62:5; 63:3, 6-13  
**Report to House, with amendments** 67:9, 81; 68:3-13  
**Retroactivity** 63:29-30  
**Royal recommendation, adequacy** 41:4-6, 11-2; 45:3-5, 33-44; 65:48  
**Scope, length of gun control provisions** 45:10, 54-6  
**Senate Standing Committee on Legal and Constitutional Affairs, Interim Report** 50:78-81  
**Statements**  
 Minister of Justice 45:9-17, 52-84; 64:7-9  
 82(2) Armes dotées canon réputées pas être armes feu 65:60-2; 68:4  
 88(2) Réserve 64:12-3; 68:4  
 89 Membres forces, agents paix, etc. 64:13, 25, 28-30; 68:4  
 90(2) *Idem* 64:30-1, 34  
 94(1) Livraison arme autorisation restreinte à personne sans permis 64:35-6  
 95(3)(a) Réserve 64:36-7  
 95(3)(b) Réserve 65:58, 59  
 98(1) Usage arme lors perpétration infraction, etc. 64:40, 42  
 99(2) *Idem* 64:44  
 100(1)(a) Registre opérations relatives armes, etc. 65:17, 20, 22  
 100(1)(d) Registre opérations relatives armes, etc. 65:23  
 100(2) Rapport pertes, dommages, destructions, vols 65:23-4  
 101(1) Fait trouver arme 65:34-5  
 102(1) Ordonnances interdisant possession arme feu ou munitions 65:35, 38, 90, 91  
 106.1(3)(c) Contenu demande 65:48, 49  
 106.1(4) Renseignements supplémentaires 65:49, 53  
 106.2(7) Limitation 65:67, 68, 69, 70  
 106.3(6) Permis vendre détail, etc. 65:73  
 106.3(7) Permis spécial temporaire 65:73, 74  
 106.3(8) *Idem* 65:74-5  
 106.3(9) Permis pour personne moins 18 ans 65:75, 76, 77  
 106.3(10) *Idem* 65:77-8  
 106.3(11) Permis pour personne moins 18 ans, plus 14 ans 65:78  
 106.3(13) Déclaration parents, répondant 65:78-9  
 106.3(15) Validité permis 65:94-5  
 106.4(11) Signification avis appel 65:82-3  
 106.8(1) Règlements 65:95, 116, 117  
**Art. 6—"Infraction"** 66:14-5, 20-5, 26  
**Art. 8—1973-74, c. 50, art. 2** 178.16(2) *Idem* 66:27-30, 38, 39-40  
**Art. 10—1973-74, C. 50, art. 2** 66:41, 43; 68:10-1  
**Art. 11—Délinquants dangereux**  
 689(1) Audition demandes 67:11, 27; 68:11  
 695.1(1) Révision 67:27  
**Art. 13—Enquêtes spéciales sur criminalité** 67:36-7  
**Art. 14—Tarif douanes** 67:40-1, 42  
**Art. 19(1)—Sections de Commission** 67:52, 57-8  
**Art. 23—Règlements** 67:64-5  
**Art. 24(2)—Fin libération conditionnelle jour** 67:67  
**Art. 27 (3)—Choix détenu** 67:71-2  
**Art. 30(3)—Effet de révocation** 67:75-6  
**Art. 40—Absence temporaire sous escorte** 67:79  
**Art. 43—Déchéance** 67:80  
**Art. 46(2)—Idem** 67:80-1  
**Art. 47—Entrée vigueur dispositions concernant enquêtes spéciales sur crime** 67:81; 68:13  
**Amendements proposés par gouvernement** 39:33, 39; 45:10-3, 89, 98, 108; 48:24; 59:5-7; 62:27-8; 64:7-9; 65:89  
**Articles 3 et 4, validité, recommandation royale** 41:4-6, 11-2; 45:3-7, 33-44  
**But** 30:11; 41:82, 108-11; 42:9, 13; 43:13, 16-7; 45:100, 103; 46:96-9; 47:23; 49:61; 50:35, 39, 47, 61; 53:43; 56:186; 58:37; 64:40; 65:51  
**Constitutionnalité** 49:24-5; 56:63; 60:16; 65:51, 53; 67:39  
**Consultation** 39:44; 40:9-11, 15-6, 22, 27-9, 32, 64, 67; 41:30-1; 42:10, 22, 129; 43:30-1, 43-4; 44:14, 22, 28, 33-5, 61; 45:26-8; 52:7; 53:26, 32; 56:7, 12, 23, 26, 31, 36, 46-9, 54, 60-1, 64-5,



Solicitor General 39:30-7; 67:10-1

Solicitor General and Acting Minister of Justice 59:4-7;  
63:6-7

See also

Peace and Security Program

#### **Bill C-84, Criminal Law Amendment Act (No. 2), 1976**

##### **Amendments**

Clause 21. Sec. 672.(2) Judicial hearing 72:12, 88, 91-2

Procedural admissibility 72:5-12, 69-87

Coming into force 72:90

Committee procedure, witnesses 69:4-6, 8-30, 41-3, 74-5;  
70:3-26; 71:3-5, 7, 16-7, 21-4, 34; 72:39-40

Consideration by House 72:36-8, 92-3

Consultation, correctional officers 72:20

##### **Discussion**

Clause 2 69:28-76; 70:5-26; 71:5-63; 72:14-87

Clause 4. Sec. 214. Classification of murder 72:12, 88

Clause 21. Sec. 674.(2) Temporary absence on day  
parole 72:12, 88-90

Clause 25.(1) Pending death sentence 72:13, 90

Principle 72:10-1, 70-5, 77-9, 81-3, 86

Report to House, with amendments 72:3, 91

Supersedes other Acts, future enactments 69:53-5

#### **Bill C-208, An Act respecting Heritage Day**

##### **Amendments**

Clause 1—Short title 18:5, 20

Clause 2—Holidays Act 18:4-5, 7, 19-20

Preamble 18:5, 20-2

Title 18:5, 7, 17

Background 18:6-8, 12

Clause 2, discussion 18:6-19

Report to House, with amendments 18:22; 19:3-4

#### **Bill C-213, Canada Business Corporation Bill**

Bill C-29, comparison 12:22

2nd Session, 29th Parliament, consideration 3:10, 12

See also

Bill C-29

#### **Bill C-223, An Act to amend the Criminal Code (Domestic and Foreign Flags)**

##### **Amendments**

Clause 1—Destroying National Flag of Canada 15:4-5,  
7-32

Title 15:5, 32-3

Report to House, with amendments 15:33; 16:3

#### **Bill C-225 (1972)**

Died on order paper 32:51

#### **Bill C-231, An Act to amend the Holidays Act**

Background 36:5, 10

Committee role, action 36:15-6, 18

Discussion (subject matter) 36:5-19

Newspaper articles cited, quoted 36:5-6, 11-2, 17

Purpose 36:6

#### **Bill C-373, An Act to provide for the recognition of the Beaver (*Castor canadensis*) as a symbol of the sovereignty of the Dominion of Canada**

##### **Amendments**

Clause 1—Beaver as symbol of Canadian sovereignty  
15:5, 33-42

Title 15:6, 42

180, 198-9, 201; 60:16, 18-20; 61:6, 15, 16, 26; 63:42; 64:7;  
65:105-6, 110

Contrôle armes feu, articles, longueur 45:10, 88

##### **Discussion**

Art. 2—Renvoi descriptif 39:30-53; 40:4-48; 41:4-51;  
42:5-79; 43:4-56; 44:6-40; 45:9-51; 46:4-47; 47:5-56; 48:5-45;  
49:4-62; 50:5-57; 51:10-49; 53:4-63; 55:4-54; 56:4-70;  
57:4-21; 58:5-59; 59:4-46; 60:4-27; 61:5-43; 63:6-14

##### **Art. 3**

82(1) «arme autorisation restreinte» 63:42-9

Art. 3—Armes à feu et autres armes offensives 63:20-42

82(1) «arme prohibée» 63:20-42

82(1) «munitions» 61:43-8; 62:5-24

82(1) «préposé autorisations» 63:16-7

82(1) «registraire local armes feu» 63:16-7

83, 84, 85, 86, 87—Infractions relatives possession  
armes feu et autres armes offensives 63:50-4

89 Membres forces, agents paix, etc. 64:14-29

90 Exception 64:31-3

91, 92 Livraison armes feu à personne âgée moins 18  
ans 64:34

93 Importation, livraison armes prohibées 64:34-5

94 Livraison arme autorisation restreinte à personne  
sans permis 64:35

95(3)(b) Réserve 65:58-9

96 Membres forces, agents paix, etc. 64:37

97 Exception 64:37-8

98 Infractions relatives emploi armes feu et autres  
armes 64:38-42

99 Utilisation dangereuse 64:42-5

100(1) Registre opérations relatives armes, etc.  
65:16-22

100(6) Manipulation, entreposage, etc. 65:24-8

100(7) Manipulation et transport 65:28-9

100(8) Peine 65:29-34, 60

101(1) Fait trouver arme 65:34

102 Ordonnances interdiction 65:35-8, 89-91

102(4) Possession arme feu ou munitions pendant  
possession interdite 65:62-4

103 Saisie et confiscation 65:38-9

104 Saisie 65:39-40

105 Demande mandat saisie 65:40-2

106.1(2) Demande autorisation 65:42-6

106.1(3) Contenu demande 65:47

106.1(3)(c) Contenu demande 65:47

106.1(4) Renseignements supplémentaires 65:49-53

106.1(7)(c) Idem 65:53-5

106.2(1) Demande certificat enregistrement 65:55,  
65-6

106.2(4) Certificat enregistrement 65:66-7

106.2(7) Limitation 65:68-70

106.3 Permis relatifs armes autorisation restreinte,  
armes feu, munitions 65:70-3, 91

106.3(15) Validité permis 65:79-80, 91

106.4 Révocation autorisation 65:80-3

106.5(1) Fausse déclaration afin obtenir permis, etc.  
65:83

106.6 Registre armes feu 65:83-5

106.7(1) Preuve incombant accusé 65:85-9

106.8(1) Règlements 65:95-117

106.9 Rapport Parlement 65:117-8

Art. 4—Modification consécutive 65:119-22

Art. 3, 5 Bris prison 66:8-14

Art. 6—«Infraction» 66:14-26

Art. 7—Opinion juge 66:26-7

Art. 8—Admissibilité en preuve des communications  
privées 66:28-40

Language, heraldry, proposed 15:37-40  
Report to House, with amendments 15:42; 16:3-4

**Bill S-2, An Act to amend the Supreme Court Act and to make related amendments to the Federal Court Act**

Discussion—Clause 1—Supreme Court Act 13:10-4  
Purpose 13:10  
Report to House 13:4  
Retroactivity 13:10-1

**Bill S-3, Statute Revision Act**

Discussion—Clause 1—Short title 13:15-22  
Purpose 13:15-6  
Report to House 13:4

**Bill S-16, An Act to revise references to the Court of Queen's Bench of the Province of Quebec**

Consultation, Quebec 13:9  
Discussion—Clause 1—Amendments 13:8-10  
Purpose 13:8-9  
Report to House 13:4

**Bill S-19, An Act to amend the Food and Drugs Act, the Narcotic Control Act and the Criminal Code**

Quick passage hoped by Minister 32:72-3

**Bill S-23, Total Abolition of Capital Punishment Act**

Principle 72:80-2

**Blais, J.-J., M.P. (Nipissing)**

Bill C-3 25:13  
Bill C-29 3:7, 17, 26-7; 4:4, 25; 5:6, 16-8, 20; 8:9; 12:22, 27-8  
Bill C-43 13:27, 29  
Bill S-3 13:18-9  
Main Estimates 1974-75—Justice Dept. 1:7-8, 14-5  
Main Estimates 1975-76  
Justice 19:21-3  
Solicitor General 22:5, 20, 37-41; 23:24-6

**Blake, Gordon, Past President, Ontario Federation of Anglers and Hunters**

Bill C-83 58:39-59

**Bookmaking**

See  
Gambling. Illegal bookmaking

**Borovoy, A. Alan, Executive Director, Canadian Civil Liberties Association**

Bill C-83 50:5-20, 23-4

**Bouchard, C., Vice-Chairman, National Parole Board**

Estimates, Supplementary (B), 1975-76 37:9, 19-20

**Bouchard, Jean-Claude, Vice-President, Fédération Québécoise de la Faune**

Bill C-83 58:10-13, 17-9

**Boulanger, Prosper, M.P. (Mercier)**

Bill C-71 32:61-2

**Bourbeau, J. J., Member, Committee on Study and Research, Fédération Québécoise de la Faune**

Bill C-83 58:14-7, 20-1

Art. 10—1973-74, c. 50, art. 2 66:41-43

Art. 11—Délinquants dangereux 67:10-34

Art. 13—Enquêtes spéciales sur criminalité 67:36-40

Art. 15—Loi sur libération conditionnelle détenus 67:41-3

Art. 16(1)—Établissement commission 67:44-5

Art. 17—Listes régionales 67:45-50

Art. 19—Sections de Commission 67:50-7

Art. 20—Commission provinciale 67:58-9

Art. 21—Compétence de Commission 67:59-61

Art. 22—Accords internationaux 67:61-4

Art. 23—Règlements 67:64-5

Art. 24(1)—Fin libération conditionnelle jour 67:66-7

Art. 25—Entrevue personnelle 67:67-71

Art. 27(3)—Choix détenu 67:71-4

Art. 28—Suspension et arrestation 67:74-5

Art. 30—Effet de révocation 67:75-6

Art. 31—c. 31 (1<sup>er</sup> Supp.), par. 2(1) 67:76-7

Art. 32—Preuve 67:77

Art. 34—«commissaire» 67:77

Art. 37—Accord avec provinces 67:78

Art. 38—Abolition réduction statutaire 67:78

Art. 39—Réduction peine 67:79

Art. 41—Transfèrement d'un pénitencier à prison 67:79-80

Art. 47—Entrée vigueur dispositions concernant enquêtes spéciales sur crime 67:81

Effet 19:29; 45:25, 99; 46:5, 90; 49: 49-50; 50:62; 53:18-9

**Exposés**

Ministre Justice et Procureur général 45:9-17; 64:7-9

Solliciteur général 39:32-7; 59:5-7; 63:6-7

Lacunes 41:8-12, 85

Loi créant Commission sur crime organisé Québec, décision Cour suprême 67:40

Mise en vigueur, solliciteur général, ministère, responsabilité 37:28

**Opinions**

Association Barreau canadien 47:5-29

Association canadienne chefs police 50:27-57

Association canadienne libertés civiles 50:5-25

Association canadienne munitions et armes sport 42:5-37

Association canadienne Sociétés Elizabeth Fry 47:31-41

Association chasseurs et pêcheurs Alberta 56:17-21, 25, 29, 34-6, 45-7, 50, 54-9, 64, 68-9

Association Collectionneurs Armes Bas-Canada 55:10-3, 32-3, 39-44, 46-7

Association tir province Québec, et Fédération québécoise tir pistolet 49:44-62

Canadian Black Powder Federation 55:4-7, 25, 32, 43, 46-7, 52

Canadian Guild of Antique Arms Collectors 55:7-9, 26-8, 34-5, 37, 42, 50-1

Coalition nationale pour droits homosexuels 48:32-45

Comité national de police pour protection citoyens 43:25-55

Conseil national autochtones Canada 44:6-40

Correctional Law and Legal Assistance Project, Université Queen's 51:10-30

Fédération canadienne faune 40:4-48

Fédération faune C.-B. 56:4-8, 24-5, 29-47, 51, 57-8, 63-70

Fédération québécoise faune 58:5-22

Fédération tir Canada 53:4-32

Firearms Legislation Committee (N.-É.) 58:23-38

Firearms for Responsible Ownership 41:4-51

Fraternité nationale Indiens 49:4-26

Friedland, M. Martin 43:7-24



**Boyer, Raymond, Executive, Ligue des Droits de l'Homme**

Bill C-83 49:31-4, 39-42

**Braithwaite, J. W., Deputy Commissioner, Inmate Programs, Canadian Penitentiary Service**

Estimates, Main 1975-76 21:20-32, 35-7

**Breathalyzer Tests**

*See*

Impaired Driving

**Brisco, Robert H., M.P. (Kootenay West)**

Bill C-83 39:17-9; 40:9-15, 25, 27-8, 40-2; 41:25, 29-32; 45:28; 46:13, 18, 21-5, 28, 41-6; 48:6-9, 13, 21-4; 50:40, 43-8, 54; 51:37-40, 44; 53:7-12, 48-53; 56:9-10, 13-4, 17-9, 23, 49, 54-60; 61:6, 9-16, 27-8; 62:5-7, 14-8, 20-21, 23; 64:18, 20-1, 23-5, 27-9, 33-4, 37

**British Columbia, Province**

Companies Act, filing list shareholders 6:14  
Coordinated Law Enforcement Unit, RCMP, local police 52:10, 67-8  
Corrections, cooperation federal govt. 52:53  
Courts, unified family court established 54:21  
Deputy Premier, opinion Bill C-83 56:96  
Firearms legislation 56:30-1, 33, 46, 68, 72, 85; 65:50

**British Columbia Penitentiary**

Closure, replacement 37:14-7, 26  
Conditions 69:67  
Hostage taking incident 69:73-4; 71:17-20, 50-2  
Psychiatric treatment 31:23-4  
Staff  
    Racial discrimination 31:23  
    Resignations 69:52, 57  
    Training 69:57-9

**British Columbia Wildlife Federation**

Bill C-83  
    Brief 56:71-96  
    Comments 56:4-8, 24-5, 29-31, 33-43, 45-7, 51, 55, 57-9, 63-4, 66, 68-70  
    Consultation, lack 55:42  
    Criticism discussed 45:10-4, 58-68; 50:39-40, 46; 53:30; 56:73-81; 61:15-6; 67:34-5  
    Role, membership 56:72

**British North America Act**

Criticism 25:8-9  
Repatriation 36:10-1, 15

**British North America Acts, 1867 to 1965, An Act to amend**

*See*

Bill C-3

**Brodsky, G. Greg, Chairman, National Criminal Justice Section, Canadian Bar Association**

Background 47:5  
Bill C-83 47:6-29

**Brunet, Giles**

Suit, RCMP, wrongful dismissal 26:26; 28:5-6

GRC 48:10-32

Greenland, M. Cyril 57:4-21

Jack, M. D. J., Coroner, New Westminster (C.-B.) 51:31-49

John Howard Society of Canada 47:41-56

Ligue droits homme 49:26-44

Manitoba Wildlife Federation 56:13-7, 30, 36, 39, 48, 55-6, 67-8

National Firearms Safety Association 42:37-79

Ontario Arms Collectors Association 55:13-6, 35-8, 42-4, 47-52

Ontario Federation of Anglers and Hunters 58:39-59

Responsible Alberta Gun Owners 53:33-63

Saskatchewan Wildlife Federation 56:8-13, 21-3, 26-9, 32-3, 40-1, 44-58, 60-5

Service Rifle Shooting Association 55:20-3, 30-1, 48-9, 53-4

Société canadienne criminologie et réhabilitation 46:4-28

Société criminologie Québec 46:28-47

Préparation, coût 38:21, 24-5

Public, programme renseignement 46:90; 50:61-2; 56:200; 58:40; 63:38

Rapport avec modifications 67:81; 68:3-13

Règlements adoptés par décrets en conseil 40:67; 41:7-9, 21-5, 41-2, 89, 92-3, 106, 110; 42:13-4, 28-31; 43:9-10; 44:28-9; 45:12-5, 20, 25, 106-7; 46:6, 11, 19, 91; 47:28, 32; 48:12-3; 51:11; 53:6, 34, 36, 46, 50, 55, 106, 116, 127; 55:6, 11, 13, 22, 24-5, 216, 219, 312, 332-3, 335, 336; 56:13, 15, 35-7, 51, 54, 137-9, 160, 181, 191, 197-8, 204, 209, 210; 58:24, 27, 31-2; 59:35; 60:9-11; 61:16-7, 30-4, 35-42; 62:14; 63:36-42; 64:56-7; 65:21, 22, 25, 26-7, 28-9, 32-3, 44-5; 65:51, 66, 95, 97-8, 101-2, 109, 121; 67:30-1

Réimpression 67:81

*Voir aussi*

Armes à feu

Solliciteur Général, Ministère, Programme ordre et sécurité

**Bill C-84—Loi de 1976 modifiant le droit pénal, n° 2**

Amendement

Art. 21 «672(2)»—Audition 72:3, 7, 12, 88

Discussions

Art. 2 «46»—Trahison 72:48

Art. 4 «214»—Meurtre 71:53-4

Art. 4 «214»—Nouveau par. (6) 72:12, 88

Art. 21 «669»—Emprisonnement à perpétuité 69:18, 30-1

Art. 21 «674(1)»—Libération conditionnelle interdite 69:53-5

Art. 21 «674(2)»—Absence temporaire ou libération de jour 69:55-6; 72:12, 88-90

Art. 25—Commutation peine de mort 71:6; 72:13, 90

Consultation syndicats, directeurs et gardes pénitenciers 72:20-1

Délai adoption, recommandation 72:24, 36-8

Étude, procédure 69:8-29; 70:5-26

Objectif 72:67, 71, 86

Prédominance autres lois en vigueur 69:53-5

Principe 72:71-87

Rapport à Chambre (Dix-huitième) avec modifications 72:3, 92-3

Recevabilité amendements proposés 72:5-7, 69-87

Décision du Président 72:7-11, 83-7

*Voir aussi*

Libérations conditionnelles

Sentences

**Brynaert, Kenneth A., Executive Director, Canadian Wildlife Federation**

Bill C-83 40:4-5, 9, 13-5, 22-4, 41

**Burden, Bruce, Ontario Arms Collectors Assoc.**

Bill C-83 55:38

**Burwash Prison, Ont.**

Federal use, proposed 21:34-7

**Bush, W. H., Chairman, Legislation Committee, Shooting Federation of Canada**

Bill C-83 53:4-31

**CACP**

*See*

Canadian Association of Chiefs of Police

**CIA**

*See*

United States. Central Intelligence Agency

**CPIC**

*See*

Canadian Police Information Centre

**CACP-NRC Committee on Technological Developments in Police Work**

Activities 24:8

**Cafik, Norman, Parliamentary Secretary to the Minister of Consumer and Corporate Affairs**

Bill C-29

Discussion 3:16-27; 4:6-7, 11-31; 6:10-26; 7:17-8, 24; 8:12-29; 9:5, 8-22, 25, 29; 10:6-12, 16-24; 11:4-9, 15, 20-2; 12:19-25, 30-51

Statement 3:11-6; 6:10; 7:7-17; 8:19

**Cameron, Sergeant Merle, President, Canadian Police Association**

Bill C-83 43:27-9, 33, 36-42

**Camp Dungarvon, N.B.**

Inmate co-operative, timber 21:27, 29; 23:15; 31:20-1

**Campagnolo, Mrs. Iona, M.P. (Skeena)**

Bill C-83 59:25, 28-32; 60:14, 24-7; 62:22, 30; 63:10, 26-7, 47

**Campbell, Miss Coline, M.P. (South Western Nova)**

Bill C-83 40:42, 45-48; 42:62, 65, 69, 75-9

**Campbell, D. L., Q.C., Canadian Bar Association**

Bill C-29

Discussion 5:13-8, 22-8

Statement 5:5-12

**Campbell, R. H., Secretary-Treasurer, Firearms for Responsible Ownership**

Bill C-83 41:10, 17-8, 22-7, 34-5, 38, 48

**Canada AM**

CTV program, Hamilton Harbour dredging contracts investigation 16:22-3

**Bill C-208—Loi sur le jour du Patrimoine canadien**

Amendements

Art. 1—Titre abrégé 18:5, 20: 19:3

Art. 2 18:4-5, 19-20: 19:3

Préambule 18:5, 8, 13-6, 18, 20-2; 19:3

Titre 18:5, 22: 19:3

Exposé, M. MacGuigan, député 18:6-8

Historique 18:6

Rapport à Chambre (Dixième) avec amendements 18:22; 19:3-4

Réimpression 18:5, 22

*Voir aussi*

Jour du Patrimoine canadien

**Bill C-213—Loi sur Corporations commerciales canadiennes (2<sup>e</sup> session, 29<sup>e</sup> législature)**

*Voir*

Bill C-29

Institut canadien des comptables agréés

**Bill C-223—Loi modifiant le Code criminel (drapeau canadien et étrangers)**

Amendements

Art. 1—Destruction, etc. drapeau national du Canada 15:4-5, 9-32: 16:3

Recevabilité, décision président 15:27

Titre 15:5, 10, 33: 16:3

Exposé, L. Hopkins, député 15:7-9

Objet 15:7-9, 15

Rapport à Chambre (Septième) avec amendements 15:33; 16:3

Réimpression 15:5, 33

*Voir aussi*

Drapeau national du Canada

**Bill C-231—Loi modifiant Loi établissant jours fériés**

Constitution 36:9-11, 15

Discussion 36:5-18

Effets 36:12

Historique 36:5-6, 10

**Bill C-373—Loi portant reconnaissance du castor (*castor canadensis*) comme symbole souveraineté du dominion du Canada**

Amendements

Art. 1—Le castor, symbole souveraineté canadienne 15:5, 34-42; 16:3-4

Titre 15:6, 42; 16:3

Expression «Dominion du Canada» 15:34, 35, 40

Rapport à Chambre (Huitième) avec amendements 15:42:16:3-4

Réimpression 15:6, 42

Terminologie héraldique 15:37-9, 40

*Voir aussi*

Castor, symbole souveraineté canadienne

**Bill 5-2—Loi modifiant Loi sur Cour suprême et modifiant en conséquence Loi sur Cour fédérale**

Discussions

Art. 5—Appels avec autorisation Cour suprême 13:13

Rapport à Chambre (Quatrième) sans modification 13:4, 15

*Voir aussi*

Cour suprême



**Canada Assistance Plan**

Funding, provincial institutions, young offenders 26:21

**Canada Business Corporation Bill**

*See*  
Bill C-213

**Canada Business Corporations Act**

*See*  
Bill C-29

**Canada Corporations Act**

Directors, majority Canadian, proposed 5:14  
Penalties 11:15, 21  
Weakness 3:14, 21-2, 24; 8:23-5

**Canada Day**

*See*  
Holidays

**Canadian Armed Forces**

Security role, Olympics 1976 22:24-5  
Service, ex-offenders 16:39

**Canadian Association of Chiefs of Police**

Bill C-71, opinion 32:7-24  
Bill C-83  
Brief 50:82-8  
Comments 50:27-57  
Committee on Uniform Crime Reporting 28:22  
Joint Committee  
Federal Corrections Agency 20:9, 57-8; 52:90  
National Parole Board 20:10, 63  
Membership 50:31-2  
*See also*  
CACP-NRC Committee on Technological Developments  
in Police Work

**Canadian Association of Elizabeth Fry Societies**

Bill C-83, comments 47:31-41  
Bills C-83, C-84, brief 47:59-63  
Purpose, membership 47:31, 59

**Canadian Association of Provincial Court Judges**

Education program, judges, federal grant 54:7, 40

**Canadian Bar Association**

Appointment judges, consultation 19:23-4  
Bill C-29  
Consultation 5:4-5, 16, 29  
Opinion, govt. reaction 5:4-34; 6:10, 17; 7:8-13  
Bill C-83, comments 47:5-29  
Law Reform Commission, co-operation 1:16; 14:11  
Manitoba, Bill C-29, opinion 5:6, 8, 10-1, 33-4  
Role, membership 32:46-7

**Canadian Black Powder Federation**

Bill C-83  
Brief 55:55-60  
Comments 55:4-7, 25, 32, 43, 46-7, 52  
Purpose 55:5

**Canadian Civil Liberties Association**

Bill C-83  
Brief 50:61-77

**Bill 5-3—Loi sur revision lois**

Adoption rapide pour revision  
Bill C-29, recommandation 8:5-19  
But 13:15  
Exposé, hon. Otto Lang 13:16  
Rapport à Chambre (Cinquième) sans modification 13:4, 22  
*Voir aussi*  
Lois

**Bill 5-16—Loi portant révision mention Cour du banc de la reine, province Québec**

Rapport à Chambre (Troisième) sans modification 13:4, 10  
*Voir aussi*  
Cour du banc de la reine, prov. Québec

**Blais, J.-J. député (Nipissing)**

Bill C-3 25:13  
Bill C-29 3:7, 17, 26-7; 4:4, 25; 5:6, 16-8, 20; 8:9; 12:22, 27-8  
Bill C-43 13:27, 29  
Bill S-3 13:18-9  
Budget principal 1974-75—Justice, min. 1:7-8, 14-5  
Budget principal 1975-76  
Justice 19:21-3  
Solliciteur général 22:5, 20, 37-41; 23:24-6

**Blake, M. Gordon, Ancien président, Ontario Federation of Anglers and Hunters**

Bill C-83  
Discussion 58:43-50  
Bill C-83  
Exposé 58:30-43

**Bordeaux, Prison**

Conditions de vie 19:25

**Borovoy, M. Allan, Conseiller général et professeur, Association canadienne libertés civiles**

Bill C-83  
Discussion 50:10-20, 23-4  
Exposé 50:5-10

**Bouchard, M. C., Vice-président, Commission nationale libérations conditionnelles**

Budget supplémentaire (B) 1975-76 37:9, 19-20

**Bouchard, M. Jean-Claude, Vice-président, Fédération québécoise faune**

Bill C-83 58:10, 13, 17, 19

**Boulanger, Prosper, député (Mercier)**

Bill C-71 32:61-2

**Bourbeau, M. J. J., Membre, Commission études et recherches, Fédération québécoise faune**

Bill C-83 58:14-6, 20-2

**Bourse de Toronto**

Bill C-29, recommandation, min. Justice, réaction 9:11-2

**Boyer, Dr Raymond, Membre conseil exécutif, Ligue droit homme**

Bill C-83 49:31-4, 41-2

- Comments 50:5-25  
Purpose, membership 50:61
- Canadian Criminology and Corrections Association**  
Bill C-83  
Brief 46:48-54  
Comments 46:4-28  
Membership 46:14
- Canadian Flag**  
*See*  
National Flag of Canada
- Canadian Guild of Antique Arms Collectors**  
Bill C-83  
Brief 55:66-88  
Comments 55:7-9, 26-8, 34-5, 37-8, 42, 50-1
- Canadian Institute of Chartered Accountants**  
Bill C-29, brief, govt. reaction 5:18-21; 6:5; 7:13-7; 9:9; 12:22
- Canadian Judicial Council**  
Education program, judges 19:10; 54:7, 40  
Role, membership 27:25; 54:17-9
- Canadian Labour Congress**  
Bill C-83, briefs 61:51-7; 64:47-52
- Canadian Law Information Council**  
Establishment, activities 19:9-10
- Canadian Manufacturers' Association**  
Bill C-29, brief, govt. reaction 9:12
- Canadian Penitentiary Service**  
CACP, Federal Corrections Agency, joint committee, participation 20:9, 57-8  
Decentralization 52:84  
Expenditures, man-years 52:11, 77  
Parole Board, Service, co-operation 20:17-8, 60, 62-3; 52:78-9  
Regionalization 20:12-3, 60, 62; 52:77  
Role, programs 20:55-60; 52:42  
Staff 52:42, 84  
Study group, isolation and segregation 21:22  
*See also*  
Correctional Institutions
- Canadian Police Association**  
Bill C-83  
Comments 43:25-56  
Consultation 43:30-1  
*See also*  
National Police Committee for the Protection of the Citizens
- Canadian Police College**  
Bilingualism 22:40-1  
Facilities, expansion 20:55; 22:40; 52:63  
Purpose, courses, enrollment 20:55; 22:39-41
- Canadian Police Information Centre**  
Function, operation 20:54-5; 22:29-30; 23:4-8; 52:63-4  
NCIC (US), relationship 23:4, 7
- Braithwaite, M. J. W., Commissaire adjoint, Programmes détenus, Service canadien pénitenciers**  
Budget dépenses 1975-76 21:20-1, 23-5, 27-8, 30-2, 35-7
- Brisco, Robert H. député (Kootenay West)**  
Bill C-83 39:17-9; 40:9-15, 25, 27-8, 40-2; 41:25, 29-32; 45:28; 46:13, 18, 21-5, 28, 41-6; 48:6-9, 13, 21-4; 50:40, 43-8, 54; 51:37-40, 44; 53:7-12; 48:53; 56:23, 49, 54-60; 61:6, 9-16, 27-8; 62:5-7, 14-8, 20-21, 23; 64:18, 20-1, 23-5, 27-9, 33-4, 37
- Brisco, Robert H. député (Kootenay West), Président suppléant du Comité**  
Bill C-83 56:9-10, 13-4, 17-9
- Brodsky, M. G. Greg, Président section nationale de justice criminelle, Association Barreau canadien**  
Bill C-83  
Discussion 47:12-29  
Exposé 47:6-10  
Notes biographiques 47:5
- Brymaert, M. Kenneth A., Directeur exécutif, Fédération canadienne faune**  
Bill C-83 40:4-5, 13-5, 22-4, 41
- Burden, M. Bruce, C.R., Ontario Arms Collectors Association**  
Bill C-83 55:38
- Burwash, Ont.,**  
Conversion camp Bison en institution sécurité moyenne 21:34-7
- Bush, M. W. H., Président Comité législation, Fédération tir Canada**  
Bill C-83  
Discussion 53:7-31  
Exposé 53:4-7
- CEE**  
*Voir*  
Communauté économique européenne
- CIA**  
*Voir*  
Central Intelligence Agency
- CIPC**  
*Voir*  
Centre d'information de la police canadienne
- Cafik, M. Norman, Secrétaire parlementaire ministre Consommation et Corporation**  
Bill C-29  
Discussion 3:16-27; 4:6-7, 11-5, 18-31; 6:10-24, 7:7, 18, 24; 8:12-29; 9:5-25, 29; 10:6-11, 16-24; 11:4-9, 15, 20-2; 12:19-25, 30-2, 34-47, 50-1  
Exposé 3:11-6
- Californie**  
Système pénitentiaire 16:37, 38
- Cameron, M. J. R.**  
Mutation Min. Solliciteur général au Min. Approvisionnement et Services 17:16, 73-4



Weakness, misregistration Arthur Gagnier 21:14-8; 22:6-9, 25-9

#### Canadian Press

Article, crime rate 28:18

#### Canadian Prison Industries

Joyceville Pilot Project 20:9, 58-9; 21:28-30; 23:15; 24:35

#### Canadian Sporting Arms and Ammunition Association

Bill C-83

Briefs 42:80-114; 50:58-60

Comments 42:8-37; 50:5

Consultation 42:22, 84

Purpose, membership 42:17-8, 23, 92-3, 113-4

#### Canadian Wildlife Federation

Bill C-83

Brief 40:49-58

Comments 40:4-48

Consultation 39:32; 40:9-11, 15-6, 27-9, 45-6, 53, 57; 45:19, 26-8; 56:25-6, 36

Purpose, membership 40:4, 50, 58

#### Caouette, Armand, M.P. (Villeneuve)

Bill C-83 39:50-2; 41:7, 40-2; 42:22-3; 43:15-8, 29-32; 44:22-5; 51:4, 6-7, 9-10; 58:5, 17-9

Main Estimates 1976-77—Solicitor General 52:23-5, 39

#### Capital Punishment

Abolition 16:18, 20, 28, 40, 42; 19:29-30; 28:26-9; 44:50; 46:28, 55, 65-9, 76, 86; 47:59; 50:74, 82; 69:43, 45, 61, 64-5, 75-6; 71:11-2, 15, 42-4, 61-2; 72:24-32, 42, 56-60

Commutation 16:18-21, 41-2; 19:12-4, 29-30; 26:6; 28:24, 27, 32; 71:6, 60-1; 72:21-4, 55, 65, 68

Correctional staff, opinion 71:52; 72:20-1

Deterrent 69:33-4, 43, 45, 47, 61, 64-5; 71:15, 25-33; 72:17, 41, 60, 64, 95-6

Executions during wartime 72:48-50

Hanging, provincial responsibility, costs 37:21-2

Last application, 1962 69:33

Method 72:68

National Defence Act 72:49, 77, 79-82, 92

Option of prisoner proposed 72:43-6

Other countries, situation 72:24, 56-60, 69

United States 71:27, 30, 32-3; 72:25-32, 56, 60

Party positions 28:26

Plebiscite proposed 71:33-5; 72:62, 64

Present law, expiry, alternatives 16:29, 40; 26:6-7; 28:24-5, 32-3

Public opinion 16:41, 46-7; 28:24-5; 70:11; 72:56, 61-3

Solicitor General

Authorization 16:41

Opinion 28:26-8; 71:35-6; 72:22, 69

See also

Bill C-84

Bill S-23

Murder Penalties

Specific offences

#### Caron, Normand, Director General, Ligue des Droits de l'Homme

Bill C-83 49:26-44

#### Central Intelligence Agency

See

United States

#### Cameron, sergent Merle, Président, Association police canadienne

Bill C-83 43:27-9, 33, 36-42

#### Campagnolo, Mrs. Iona, député (Skeena)

Bill C-83 59:25, 28-32; 60:14, 24-7; 62:22, 30; 63:10, 26-7, 47

#### Campbell, Mlle Coline, député (South Western Nova)

Bill C-83 40:42, 45-8; 42:62, 65, 69, 75-9

#### Campbell, M. D. L., C.R., Association du Barreau canadien

Bill C-29

Discussion 5:13-8, 22-8

Mémoire 5:5-12

#### Campbell, M. R. H., Secrétaire-trésorier, Firearms for Responsible Ownership

Bill C-83

Discussion 41:17-8, 22-7, 34-5, 38, 48

Exposé 41:10

#### Canadian Black Powder Federation

Bill C-83

Discussion 55:25, 32, 43, 46-7, 52

Exposé 55:4-7

Objectifs 55:5

#### Canadian Guild of Antique Arms Collectors

Bill C-83

Discussion 55:26-8, 34-5, 37, 42, 50-1

Exposé 55:7-9

#### Caouette, Armand, député (Villeneuve)

Bill C-83 39:50-2; 41:7, 40-2; 42:22-3; 43:15-8, 29-32; 44:22-5; 51:4, 6-7, 9-10; 58:5, 17-9

Budget principal 1976-77—Solliciteur général 52:23-5, 39

#### Caron, M. Normand, Directeur général, Ligue droits homme

Bill C-83

Discussion 49:30-44

Exposé 49:26-30

#### Casiers judiciaires

Cas mineurs 2:22-3

Dossiers, accès 26:10-1

Enquêtes 24:23; 52:17

Législation

Modifications 20:107; 23:25-6; 24:23; 30:11, 28; 52:15, 147

Révocation pardons, art. 7, stipulations 26:8

Pardons

Demandes 23:25-6; 30:11, 28; 52:15, 16, 147

Révocation, procédure, critères 26:7-10; 28:8-11

Valeur 52:15, 147

#### Castor (*castor canadensis*) comme symbole souveraineté du dominion du Canada, Roi portant reconnaissance

Voir

Bill C-373

#### Castor, symbole souveraineté canadienne

Actes profanation 15:17

Comparaison autres symboles nationaux 15:36-7

**Central Mortgage and Housing Corporation**

Mortgage loans, selection of lawyers for borrowers 54:28-9

**Centre of Criminology, Toronto**

Study, private police forces 28:31

**Chalke Report**

Study, psychiatric services in federal correctional institutions (1973) 47:44

**Chapman, A. E., Chairman, Legislation Committee, Ontario Arms Collectors Association**

Bill C-83 55:13-6, 28-30, 35-7, 42-4, 46-51, 53

**Chevalier, Executive Secretary, Canadian Sporting Arms and Ammunition Association**

Bill C-83 42:8-10, 17-9, 22-3, 26-7, 33

**Child Abuse**

Research, govt. expenditures 54:14-5

**China**

*See*

People's Republic of China

**Christie, D. H., Associate Deputy Minister, Justice Dept.**

Bill C-71 29:15-6; 32:7-8, 18-9, 29-30, 39, 43-4, 57, 71, 74-80; 33:9-12, 21; 34:14, 16, 23-6; 35:30, 35-48

**Cities**

*See*

Municipalities

**Civil Law, Quebec**

Law Reform Commission, interest 13:29-30

**Clavelle, George, Director, Vice Chairman, Firearms Legislation Committee, Canadian Wildlife Federation**

Bill C-83 40:18-9, 24-7, 40-1

**Cocks, H. T., Director, Finance and Administration, Justice Dept.**

Tenant services, PWD 38:23

**Commercial Offences**

Computer 22:30

Described 52:69-70

Extortion, reform proposed 33:17

Fraud, market place, law reform 1:25, 28

Law enforcement, RCMP 20:51-2; 22:30-1; 28:29; 30:11; 52:10, 69-70

Misleading advertising 54:31-2

Punishment, imprisonment 54:31-2

**Commission to investigate the RCMP**

Purpose 16:43-4; 20:98; 22:20

RCMP Association, statement 22:18-21

Report 20:54; 30:7-9; 52:8, 54

**Committee on Corrections (1969)**

Report, recommendations 16:36; 21:25; 24:24; 32:41; 46:30

Utilisation, historique 15:38

*Voir aussi*

Bill C-373

**Cautionnement**

Casier judiciaire, information 31:6-8

Critères 32:66-7

Modification législation 2:9; 19:20; 28:25-6; 29:11, 14-5, 19-20; 32:66-8, 72-9; 38:7-8

Non-résidents 32:67, 77; 33:11-2

Prévenu, preuve, fardeau 32:67-8; 33:11-3

Trafiquants drogues 32:67-8, 72-8; 33:13

*Voir aussi*

Bill C-71

**Central Intelligence Agency**

Enquêtes au Canada 23:10-1

Gonzales, Virgino, agent 28:11-6

**Centre développement et correction Laval, Québec**

Echec 37:15

Ferme, fermeture 52:25, 36

Hébert, Serge, suicide 21:8-10, 21-3

Utilité 37:25

**Centre d'information de la police canadienne**

Dossiers catégorie «observation» 22:29-30; 23:5-8

Erreur d'inscription, cas Arthur Gagnier 21:14-7; 22:6-9

Résumé casiers judiciaires, accès 23:7-8

Rôle 20:98-9

Service pénitenciers, participation 22:28

**Centres correctionnels communautaires**

Augmentation 37:17

Contrôle fédéral 51:17

Libérés conditionnels

Occupation 37:18

Somme journalière allouée 37:5, 22

Rôle, efficacité 20:19-20

**Centres psychiatriques régionaux**

Bénéficiaires 67:17-8

Construction 39:35; 67:13, 15-6; 52:12

**Centres résidentiels communautaires**

Efficacité 20:20, 73

Expansion 20:21, 73

Financement 20:19-20, 73; 37:17-8; 52:12

Groupe d'étude 20:72

Pourcentage détenus libérés 20:21

Utilisation 52:12

**Chalke, Rapport**

*Voir*

*Plan d'ensemble de dev. services psychiatriques dans services correctionnels fédéraux au Canada (1973)*

**Chapman, M. A. E., Président, Comité législation, Ontario Arms Collectors Association**

Bill C-83

Discussion 55:35-7, 42-4, 47-52

Exposé 55:13-6



Dangerous offenders 39:34; 46:19, 62, 83; 48:54-6, 60, 64-70, 73-4; 50:17, 21, 67, 70; 57:10, 12; 67:10-1, 28

**Committee on Principles and Procedures Followed in the Remission Service of the Department of Justice**  
Report 21:31

**Committee on the Operation of the Abortion Law**  
Purpose, operation, report 38:12-4; 54:11-2, 14, 25, 27, 29

**Communications Dept.**  
Consulting services, security 22:31

**Community Correctional Centres**  
*See*  
Correctional Institutions

**Community-Based Residential Centres**  
*See*  
Correctional Institutions

**Condon, J. Lawrence, M.P. (Middlesex-London-Lambton)**  
Bill C-83 40:32-4

**Conference on Northern Justice**  
Funding 19:8

**Conservation**  
Hunters, hunting license fees, role 56:55-7, 104, 115; 58:39

**Conspiracy**  
Territorial jurisdiction expanded 32:38

**Consumer and Corporate Affairs, Dept.**  
Corporations Branch  
Director, powers, Bill C-29 3:14-5  
Revenue 3:18-9  
Study, securities markets 9:13-4

**Corporation Law**  
British Columbia 6:14  
Contingency legal fees 6:17, 19, 22  
Corporation purchasing own shares, history 4:19-20  
Deficiency 8:23-5  
Federal-provincial  
Relationship 11:18  
Uniformity, goal 3:14, 20, 26-7; 6:12, 14-5; 8:23, 25, 31-2; 9:12-3  
Other countries 3:13-4, 20, 22-5, 27; 6:17-9; 8:29-30; 11:15, 18  
Party and party cost system 6:19-20  
Provinces  
Discriminatory laws 3:13  
Take-over legislation 9:12-5  
Revision 9:7  
Take-over bids 9:11-7  
Task force, report 3:11-2; 9:6  
United States, frivolous suits 8:29-30  
*See also*  
Bill C-29  
Securities legislation

**Corporations**  
Number  
Canada 6:22; 7:19-20  
Federal 3:13; 6:22  
Liquid market for securities 6:21; 7:18-22

## Chauffeurs automobiles

Ivresse  
Amende 29:26; 32:14, 23-4, 35-6; 35:13-5, 18, 29-31  
Ivressomètre, alcooltest 29:16-9, 25; 32:10-2, 35, 77-8; 33:7-10; 35:15-28, 31-2, 41  
Permis, suspension 29:7-8, 15, 25; 32:15, 20-1; 35:15  
Tribunaux comté 32:42-3  
Programme formation  
North Bay, Ont. 19:21  
Recommandation 19:21-2  
*Voir aussi*  
Bill C-71

**Chevalier, M. J., Secrétaire exécutif, Association canadienne munitions et armes sport**

Bill C-83  
Discussion 42:17-9, 26-7, 33  
Exposé 42:8-10

**Christie, M. D. H., Sous-ministre associé, Min. Justice**  
Bill C-71 29:15-6; 32:7-8, 18-9, 30, 39, 42-4, 66-80; 33:9-12, 21, 25; 34:14-6, 23-6; 35:30, 35-43

**Cinquième congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants**  
*Voir*  
Nations Unies

**Clavelle, M. George, Directeur, vice-président Comité législation armes, feu, Fédération canadienne faune**  
Bill C-83 40:19, 24-7, 40-1

**Cocks, M. H. T., Directeur, Finance et Administration, ministère Justice**  
Justice, ministère, immeuble occupé, entretien 38:23

**Code criminel**  
Application, uniformité 67:22  
Inculpé inapte subir procès 29:21-3  
Public, conception, étude 52:7, 99  
Révision 1:26; 2:13-4; 14:8-9; 22:23-4; 29:12  
Simplification libellé 1:26

**Code criminel (drapeau canadien et étrangers), Loi modifiant**  
*Voir*  
Bill C-223

**Collège canadien de police**  
Bilinguisme 22:40-1  
Cours dispensés 22:40  
Étudiants étrangers 22:39-40  
Expansion et modernisation installation 20:99-100

**Colombie-Britannique, Gouvernement**  
Cautionnement, octroi, enquête 38:9  
Chauffeurs automobile ivres, mesure préventive 29:17  
Loi sur réforme cautionnement, étude 38:9  
Pénitenciers 37:14-6, 26  
Surrey, force policière 31:26-7

**Comité Badgley**  
*Voir*  
Comité sur application Loi sur avortement

**Correctional Institutions**

- British Columbia, planned 37:14-6, 26; 69:67
- Burwash Prison, Ont., federal use 21:34-7
- Co-educational 47:38
- Commissioner of Corrections 67:77
- Community Correctional Centres 20:19-20, 59; 21:36; 31:21; 37:5, 13, 17-8, 22; 52:12, 80
- Community-Based Residential Centres 20:6, 19-21, 32-3, 36, 41, 64; 21:36; 37:17; 52:12, 79-80
- Conditions 19:25-7; 52:77-8; 69:66
- Construction 20:8-9, 24, 56; 21:33-7; 31:11, 20; 37:5, 14-5, 23, 26-7; 39:35; 47:67; 52:12, 18, 77-8, 84-5; 67:13, 23-4, 26; 69:50-1, 59-60, 63, 65-6; 71:39
- Emergency preparations, staff walkout 72:18, 20
- Employment ex-inmates, rehabilitation 16:39-40; 21:7-8
- Federal, provincial responsibilities 21:12, 18-20, 31
- "Harold King Farm", Toronto, provincial use 20:15-6
- Hostage taking 52:12, 37-9, 81; 66:10-2; 69:50-2, 57-8, 73-4; 71:17-24, 39-42, 50-2
- Inmates
  - Classification, segregation 16:37-8; 19:26; 20:17-8; 21:22; 31:8-9; 67:18, 24-5; 69:51, 62-3, 70; 71:48-50
  - Cost of incarceration 20:14; 37:9-13; 72:65-6, 69
  - Deportation, Immigration Act 55:194-5, 205
  - Difficult, problems, security 37:15-6; 67:13; 69:60-5; 71:12-6
  - Disassociation 1:20; 24:24-5; 26:13; 31:9, 32; 37:16; 52:79, 83
  - Employment programs 20:9, 58-9; 21:27-31; 23:15; 24:35; 31:20-1; 37:13, 17-20, 22; 52:13, 24-5, 36, 79, 81
  - Escape, penalty 39:35; 46:9; 47:60, 66; 50:53, 86; 64:40; 66:8-14
  - Exchange agreements, provinces 67:78
  - Female, programs, facilities 20:59; 21:19
  - Incarceration rate 21:11-3, 18
  - Killed 72:14, 65, 68
  - Murderers, number, problems 69:44-52, 64-5
  - Native People 21:14, 25; 44:7-8, 27, 34-5, 44, 52; 52:85
  - Newfoundland, in main land institutions 20:23-5
  - Number, effect 37:10-1
  - Population, over crowding 20:8, 14, 22, 55-6; 21:31; 37:16-7; 52:77-8
  - Psychiatric treatment 21:8-10, 19, 21-5; 26:11-5; 31:23-4
  - Recidivism rate 21:31-3; 31:17-8; 37:10; 52:24-5
  - Rehabilitation 16:36-40, 47; 19:12; 21:7, 11, 18-9, 30-1; 31:24-5; 37:12-3; 72:27-8
  - Remission 37:11; 39:35; 44:53; 46:8-9, 54; 47:32, 44, 49-50, 62, 67-9; 50:17-9, 70-3, 76; 51:12-3, 18-25, 29-30; 55:175-8, 180-1, 183, 186, 195-6, 204-5; 59:18-9; 61:57; 64:9, 50; 67:43, 73, 75-6, 78-80
  - Respect for authority 69:70-1
  - Rights 21:4-7, 20-1; 31:22
  - Sexual, offenders
    - Aversion conditioning 26:12-4
    - Number 26:12
    - Protection 26:12-3; 31:8-9, 22; 67:24-5; 72:65
    - Situation 48:72-4
  - Suicides 21:8-10, 21-5; 72:65
  - Transfer, penitentiaries to prisons 67:79-80
  - Living unit program 20:9, 57-8; 31:19-20, 24-5; 52:12, 79; 71:45-6
  - Maximum security, new 67:13, 23-4, 26; 69:50-2, 59-60, 63, 65-6; 71:39, 48-50
  - Medical services 52:82-3
  - Treatment, security, relationship 37:13-4

**Comité canadien de la réforme pénale et correctionnelle (1969)**

- Recommandations 16:36; 21:25; 24:24; 32:41; 39:34; 46:19, 41
- Bill C-83 30:34; 46:5, 19, 30, 36, 99, 102-3, 120; 47:64; 48:34, 35-6, 102-3, 106-7, 108; 49:40; 50:16-7, 21, 67, 70; 57:10, 12; 67:10, 11, 28

**Comité consultatif national planification, formation et perfectionnement main-d'œuvre correctionnelle**

Rôle 20:70

**Comité pour faire enquête sur principe et méthodes suivies au Service pardons ministère Justice (1956)**

Système pénal gouvernements fédéral, provinciaux, unification 21:31

**Comité Mohr**

Voir

Groupe travail sur plans des établissements fédéraux à sécurité maximale

**Comité national planification, formation et perfectionnement main-d'œuvre correctionnelle**

But, activités 52:113

**Comité national de police pour protection citoyens**

Bill C-83

Consultation 43:30-1, 43-4

Discussion 43:27-55

Exposé 43:25-7

Création, but, membres 43:25, 199

**Comité sénatorial permanent affaires juridiques et constitutionnelles**

Bill C-83, rapport préliminaire 50:78-81; 53:63

Rapport Goldenberg, *La libération conditionnelle au Canada*, 1974 39:34; 46:8, 94; 47:64, 69; 51:11, 18, 26-7, 28; 55:330, 332; 64:57-8; 67:10

**Comité sur application Loi sur avortement**

Création 38:6, 14

Mandat 38:12-4; 54:25, 27, 29

Rapport 54:11-2, 14

**Commission droits famille**

Rapport 54:5

**Commission d'enquête sur la Gendarmerie Royale du Canada (Commission Marin) 1974**

Discipline interne, enquête 16:43-4; 20:98; 22:18-20; 30:7-9

**Commission Marin (29 juin 1974)**

Voir

GRC

**Commission du port de Hamilton**

Voir

Hamilton, Commission du port

**Commission de réforme du droit**

Appellation 13:26

Autres pays, recherches, étude 2:16-7

Budget dépenses 1974-75, exposé, hon. Juge E. P. Hartt 1:9-10



- Mohr Committee Report 37:14-5; 39:35; 52:12, 85; 67:13, 23-4; 69:50, 52, 65
- M.P.'s correspondence, visits 21:20-1
- Ontario
- Community resource centres 20:16
  - % inmates, northern Ontario 21:35-6
- Psychiatric Centres 52:12, 82-3; 67:13, 16-8; 71:39
- Quebec, maximum security 37:15-6, 25-6
- Security, escapes 20:9, 56-7; 52:12, 80; 66:10-4; 69:50-2; 71:19
- Size, decrease 30:17
- Special Correctional Units 69:52; 71:39, 50
- Staff
- Killed 72:14
  - Legal defence fund 71:13, 36-7
  - Morale, complaints 30:14-5; 69:69-71
  - Protection 71:39-40, 45, 50-2; 72:26-7
  - Recruitment, requirements 71:45-6
  - Resignations 69:50, 52; 72:17-20
  - Training 20:9, 59-60; 21:25; 39:35; 47:55-6, 66-7; 51:17-8, 29-30; 52:59-60, 80-1, 84; 69:51-2, 57-9; 71:14, 39-41, 45-6
  - Use of force, guidelines, abuse 71:13-6
- Team concept 52:12, 79; 69:60
- Training schools, young offenders 51:17-8
- Vantour Report 37:16; 52:79, 83; 67:24-5; 69:51; 71:48-50
- See also*
- Canadian Penitentiary Service
  - Corrections
  - Offenders
  - Prisons and Reformatory Act
  - Specific institutions
- Correctional Investigator**
- Correspondence, inmates 21:20
  - Investigation, Millhaven incident 30:15
  - Reports
    - Disassociation 21:22; 24:24; 52:83
    - Sentencing 51:21
- Correctional Law and Legal Assistance Project, Queen's University**
- Bill C-83
    - Brief 55:159-205
    - Comments 51:8-31
  - Role 51:10; 55:162
- Corrections**
- Continuing Committee of Deputy Ministers 20:6, 30-1, 41; 52:47, 52
  - Federal-provincial co-operation 20:5-6, 8, 27-34, 42, 60; 21:19-20, 31; 52:8, 47, 52-3
  - International associations, Canadian membership 21:19
  - National Advisory Network on Correctional Manpower Planning, Training and Development 52:59-60
  - Training, research 20:31-2
  - Unified agency, formation 20:7, 18, 36, 60, 62; 52:51-2, 84; 67:66, 77
  - See also*
  - Correctional Institutions
- Court of Queen's Bench of the Province of Quebec, An Act to revise references to**
- See*
- Bill S-16
- Courts**
- Backlog, heroin cases 28:33-4
- Budget supplémentaire (D) 1974-75, crédit 25 d 14:5, 6-9, 10-2
- Budget dépenses 1975-76, majoration crédit, nécessité 14:5
- Commissions provinciales
- Collaboration 1:21-2, 23; 2:15
  - Manitoba, groupe d'étude outrage au tribunal 1:13
- Documents de travail
- Condamnations 1:10
  - Culpabilité et innocence 1:10
  - Diversión, cas mineurs 2:23
  - Divorce 1:29
  - Droit familial 1:9-10, 15, 29; 19:8-9; 54:7, 23
  - Inculpé inapte subir procès 29:21
  - Interrogatoire préalables, système contradictoire 1:10
  - Réclusion et libération 1:10; 51:18
  - Sentences 2:14, 20; 38:20; 52:36; 54:6, 13-4, 30, 32, 50
- Études
- Avocats, réaction 2:8-9
  - Code criminel, révision 1:26; 2:13-4; 14:8-9; 19:12
  - Rapport 14:8; 29:6; 38:12
  - Déclarations accusés 19:13
  - Délits sexuels 2:12; 32:32; 38:16-7; 54:9-11
  - Drogues 54:12-3
  - Écoles, universités, impact 1:17; 2:5
  - Maladies mentales 14:8, 10
  - Outrage au tribunal 1:11-4; 2:17-8
  - Preuve
    - Code, modèle 38:12; 54:5-6, 14
    - Projet pilote 2:8, 14-5
  - Priorités, critères 1:13, 21, 22; 2:17
  - Procédure antérieure procès 38:17; 54:6, 13, 50
  - Réactions 2:8-9; 14:7; 54:6
  - Rédaction lois 1:28
  - Sources, consultations 2:15
- Jeunes délinquants, Loi, participation rédaction 1:20; 39:44-5
- Membres
- Actuels 13:27
  - Conditions sélection 13:27, 28
  - Durée nominations 13:25-6
  - Membre titulaire additionnel 13:22
  - Nouveau-Brunswick, prov., représentation 38:21-2
  - Nouveau président 38:6
  - Recrutement 2:10; 13:27; 38:6
  - Québec, prov., représentation 13:28-90
  - (à) temps partiel 13:23-4
- Objectif, rôle, efficacité 1:17-20; 28:19; 46:89-91
- Personnel sous contrat 1:22, 23
- Police, relations 2:10, 20
- Programme relations publiques 14:6-7
- Public, intérêt 2:21-2
- Publication renseignements 1:15, 16-7, 23-4, 2:6-7, 9; 14:5, 6-7, 10-1
- Destinés aux spécialistes 14:11-2
  - Intermédiaire Information Canada 14:11, 12
- Québec, province, collaboration 2:15
- Rapports 1:9; 38:12, 19; 52:102; 54:5, 48; 61:26; 64:38, 39
- Droit famille 54:49
  - Notre droit pénal 46:5, 89-91; 48:109; 50:78; 53:42, 63; 54:28
  - Droit preuve 54:49
- Recommandations, étude, application 2:14-5; 13:27-8; 19:10; 37:11, 20; 38:19-20; 46:5, 30, 36, 120; 48:34, 114; 51:28; 52:7, 100; 54:5, 9-11, 48; 57:7; 59:44; 66:30, 31
- Coordonnateurs fédéral, provinciaux 54:5, 48-9

- Contempt of Court**  
 Interference with Courts, use 54:19, 25-7  
 Law reform 1:11-4; 2:17-8  
 Ouellet, André, citation, appeal 54:18, 22, 25-7
- Criminal procedure, reform** 14:9; 19:10; 32:40-1; 34:11-2; 35:36
- Evidence**  
 Admissibility 19:12-4; 26:17-8  
 Law reform 1:10; 2:8, 14; 19:10, 13; 54:5-6, 14, 37-8  
 Legislators statements, consideration 5:15  
 Rape cases 1:25; 28:23; 29:7, 17-9, 26; 32:30-4; 33:14  
 Family, reform 1:9-10, 14-6, 23, 29; 2:19, 25; 19:8-10; 27:24; 54:7, 20-1, 24-5, 41  
 Fitness to stand trial, mental illness 29:21-3  
 Holden Mr., special prosecutor, fee payment, conduct questioned 38:10, 17-8; 54:25-7  
 Interference by Ministers  
 Laws, judges recourse, contempt citations 54:17  
 Prime Ministers action 38:9-12, 18, 25-6  
 Quebec Bar, inquiry 54:18  
 Native court worker programs 19:8; 54:7-8, 42, 44-5  
 Pre-trial procedure, delays 14:8; 38:17; 54:6, 13, 38-9  
 Pre-trial publicity, police, media 38:15-7, 29  
 Provincial  
 Appeals to Supreme Court of Canada 13:13-4  
 Bias towards crown, alleged 29:14, 28  
 Systems 27:22; 29:30-1; 34:10  
 Sentencing 1:10, 20, 22, 24; 2:10-1, 14, 17, 20, 22-4; 19:28-9; 27:25-6; 28:24-5; 29:25-6, 30; 34:24-6; 35:37-43; 37:10, 20; 38:12, 20; 54:6, 30-1, 38  
 Summary conviction appeals, procedure 29:8-9, 12-4, 19-20, 26-31; 32:42-4, 66, 68-9; 34:18-22  
 Trials, accused absconding  
 Compelling presence 34:13  
 In absentia 29:26; 32:13, 22-3, 39-40, 42  
 Preliminary hearings, in absentia 32:39  
 Right to jury trial 32:41; 34:14-5  
 Witnesses, material, recognizance 34:12  
*See also*  
 Bail  
 Bill C-47  
 Judges  
 Jury system  
 Specific courts, provinces
- Cowansville Institution**  
 Gagnier, Arthur, escape, temporary absence 21:14-8; 22:6-9, 25-9
- Craig, Dr. D., Director General, Medical Services, Canadian Penitentiary Service**  
 Psychiatric treatment, inmates 21:23-5; 26:11-5
- Crawford, Hebb, Zaid (Osler, Hoskins and Harcourt)**  
 Bill C-29, Brief, govt. reaction 9:10
- Credit Cards**  
 Expired, revoked, use, offence 33:19-26
- Creston Valley Wildlife Management Authority**  
 Described 56:55-7
- Crime**  
 Disease, comparison 71:42-3  
 Federal-provincial conference proposed 20:7, 34
- Réforme du droit, politique, rôle 1:11, 18-9, 21, 22, 23, 24; 2:7-8, 19-21, 25-6  
*Voir aussi*  
 Réforme du droit
- Commission de revision des lois**  
 Bill C-29, revision version française 8:6-13; 11:11; 13:19, 20  
 Création, rôle 13:15-6  
 Justice, Min., tutelle 13:17  
 Personnel 13:17  
 Recrutement 13:18  
 Recommandations au Comité mixte règlements et autres textes réglementaires 13:21
- Commission nationale des libérations conditionnelles**  
 Absences temporaires, responsabilité 46:27; 47:32, 62, 70; 51:16; 67:44, 57, 61  
 Années-hommes 52:13, 141  
 Assemblées délibératives, représentants 20:109  
 Attributions 52:95  
 Budget dépenses 1976-77 52:13, 141  
 Bureau, création 67:44  
 Bureaux régionaux 20:13, 17; 52:13, 14, 141; 67:44, 48, 49  
 Classification détenus dans pénitenciers, consultation 20:18  
 Colloques, participation 20:108  
 Comité étude problèmes libérations conditionnelles et absences temporaires, participation 50:30, 85-6, 87-8  
 Décisions  
 Critiques 52:13-4, 143-4  
 Erreurs 67:48, 51  
 Lignes directrices 20:13-4  
 Membres, nombre, quorum 51:13-4, 59:20; 67:50-4, 55-6  
 Motifs 21:5  
 Procédure révision 21:5; 47:40, 44, 50-1, 70; 50:70; 51:26; 67:49, 53, 54, 60  
 Responsabilité 67:53  
 Système contrôle 67:49  
 Déportations 34:23-4  
 Libération par exception, pouvoir accorder, annulation 46:8; 64:55  
 Listes régionales 47:32, 41, 61, 69-70; 67:45-7  
 Membres  
 Augmentation 20:17; 39:35; 46:91; 67:44  
 Autochtones 44:34-6, 72  
 Collectivité, représentants spéciaux 39:35-6; 46:29-30, 33, 47, 90, 120-1; 67:32, 45-8; 72:55-6  
 Pardons, révocation, procédure 26:7-10; 28:8-11  
 Pouvoir discrétionnaire 51:11-2, 27, 28-9; 55:334-5; 67:47, 59-61  
 Processus sélection, rôle 20:17  
 Programme quinquennal d'information 20:18, 108  
 Règlements 39:36, 51:12; 67:44-5, 51, 52, 53, 55-6, 64-6  
 Sections, création 55:349-51  
 Structure, modifications 20:106  
 Surcroît travail 20:17  
*Voir aussi*  
 Bill C-83  
 Libérations conditionnelles
- Communauté économique européenne**  
 Rédaction lois 1:28
- Communications, Ministère**  
 Solliciteur général, Min., collaboration 22:31



Increase 20:44-6; 28:18-26; 52:20

Media violence, relationship 20:22-3; 49:33-4, 41, 64

Organized 20:6-7, 34-5; 21:13-4; 22:21-3; 26:5-7; 28:29; 52:9-10, 68

Prevention 20:21-3, 43-4; 72:47

Quebec 30:27-8

Social system, poverty, relationship 49:27-8, 32-3, 38-9, 41-2, 63-4

Victims, compensation 37:19-20; 38:12; 52:36, 57; 54:8, 45; 72:44, 47, 51-3

Violent 28:23-4, 26; 30:17; 46:30-1, 35, 42-7, 50, 55-6, 68-72; 49:39; 52:6, 20, 43-5; 69:33-4

Research 52:8, 45

Women 47:34, 60

*See also*

Offenders

Specific offences

## Crime Inquiries

*See*

Special Crime Inquiries

## Criminal Code

Amendments, proposed 14:8-9; 16:28; 19:12, 20-1, 27-9; 22:23-4; 29:6-7; 32:28

Examination, revision, proposed 29:12; 54:9-11

*See also*

Criminal Law Amendment Acts

Specific subject areas

## Criminal Code, An Act to amend and to make related amendments to...

*See*

Bill C-71

## Criminal Code (Domestic and Foreign Flags), An Act to amend

*See*

Bill C-223

## Criminal Intelligence Service, Toronto

*See*

Ontario Police Commission

## Criminal Justice

Federal-provincial jurisdiction, co-operation 19:11-2; 20:5, 8, 31-2, 36, 40, 42; 21:13, 31; 24:23, 25-6; 28:17; 32:27

Government dept's., co-operation 21:13; 22:22-3; 28:17

Information and statistics 20:31-2

National Conference, Native Peoples and Criminal Justice System 20:5, 28, 36, 41, 64; 21:13-4; 52:59

Native Peoples, programs 19:8; 20:8, 42; 44:8-9, 28, 34-7, 43-5, 47-9, 54; 47:35; 49:10-2; 52:58-9; 54:7-8, 41-2

Police, Parole Board, Penitentiary Service, co-operation 20:9-10

Research 20:7-8, 22-3, 38-40; 21:6-7

System, principles 20:5, 27; 32:44-5; 46:4-6, 30-4, 39-41, 49-51, 56-9, 73-5; 72:30

Yukon, Northwest Territories 54:8, 43-6

*See also*

Corrections

## Criminal Law Amendment Act, 1975

*See*

Bill C-71

Condon, J. Lawrence, député (Middlesex-London-Lambton)

Bill C-83 40:32-4

## Conférence droit uniforme

Section droit pénal, Bill C-71 29:11

## Conférence fédérale-provinciale sur processus correctionnel

Comité permanent sous-ministres 20:70, 71; 52:7, 100, 110; 67:27

Partage actuel responsabilités 52:8

Questions étudiées 20:68, 69-75; 21:12, 19; 67:26-7

## Conférence Nations Unies sur Habitat, Vancouver, 1976

Sécurité, mesures 31:9-11, 21

## Conflits sociaux

Deschênes, M. le Juge, Cour supérieure Québec, décision 1:12, 13, 14

## Conseil canadien de la documentation juridique

Structure, activités 19:9

## Conseil canadien magistrature

Juges nouvellement nommés, programme 54:7, 52

Rôle, discussions 19:10; 54:7

Sous-comité sur indépendance magistrature 54:19

## Conseil national autochtones Canada

Bill C-83

Consultation 44:14, 22, 28, 33-5, 61

Discussion 44:9-40

Exposé 44:6-9

Membres 44:6, 25-6

## Consommation et Corporations, Ministre

Outrage tribunal, appel 54:18, 22

## Convention Nations Unies sur prévention et châtiments crimes contre personnes jouissant protection internationale, y compris agents diplomatiques, fév. 1974

Bill C-71 32:70

## Corporations à but non lucratif

Incorporation

Législation parallèle bill C-29 4:26-7

Ministres, pouvoirs discrétionnaires 4:26-7

## Corporations commerciales

États-Unis

État du Delaware, législation 3:27; 7:21-2

Législation 4:19; 6:18-9; 7:21-2; 8:28, 29; 9:18-9

Incorporation, pays divers, législation 3:13-4

Royaume-Uni, législation 9:19

*Voir aussi*

Corporations à but non lucratif

Corporation commerciales canadiennes

## Corporations commerciales canadiennes

Actes de fiducie

Inclusion législation, raison 4:18-9; 9:21

Preuve observation 7:14

Administrateurs

**Criminal Law Amendment Act (No. 1) 1976**

See  
Bill C-83

**Criminal Law Amendment Act (No. 2), 1976**

See  
Bill C-84

**Criminal Records**

Availability, bail hearings 31:6-8  
Effect employment, government, armed forces 16:39-40

**Criminal Records Act**

Administration, backlog 52:16  
Pardons  
Amendments, proposed 20:10, 62; 23:25-6; 24:23-4; 26:9;  
28:11; 30:11; 52:15, 17, 93  
Revocation 26:8-9; 28:11

**Criminals**

See  
Offenders

**Criminology**

Research, grants 19:9; 20:39

**Crossingham, J., Legal Representative, Firearms for Responsible Ownership**

Bill C-83 41:7-26, 35, 37, 46, 50-1

**Crown Liability Act, An Act to amend the Criminal Code and to make related amendments to...**

See  
Bill C-71

**Cruelty to Animals**

Penalties 32:38

**Currency Changing Machines**

Legal provisions, protection 29:9-10

**Customs and Excise**

Law enforcement, RCMP 52:65-6

**Customs Tariff**

Firearms importation prohibited 67:40-2

**Dangerous Offenders**

Habitual offenders 39:34-5, 45; 44:26-7; 46:7-8, 12-4, 21-2,  
52-3; 47:29, 42-8, 52, 64-5; 50:21, 68-9, 85; 57:10, 42; 64:51-2;  
67:10, 16-20, 26-7  
Native People 44:7, 27, 52  
Ouimet Report recommendations 39:34; 46:19, 62, 83;  
48:54-6, 60, 64-70, 73-4; 50:17, 21, 67, 70; 57:10; 67:10-1  
Procedures, sentences, review 39:35, 44-6; 43:26, 43-4, 181;  
44:26-7; 46:7, 14, 16-7, 19-20, 29-30, 32-9, 52, 61-4, 81-4;  
47:32, 37, 42-8, 52-4, 60-1, 64-6; 48:66-70; 49:29, 34, 40-1, 65;  
50:16-7, 21-2, 29-30, 67-70, 75-6, 79-80, 85; 51:15; 57:9, 13-5,  
20, 34-42; 59:6, 17; 61:57; 64:50-2; 67:10-23, 26-36, 41  
Sexual Offences 39:34-5; 44:27; 46:7, 15-6, 24-5, 53, 62-3,  
81-2; 47:29, 36-7, 42-4, 47, 54, 61, 64; 48:33-79, 86; 50:21-2,  
69; 51:26; 57:4-46; 64:10; 67:10-2, 14, 16, 19, 24-5, 28-33  
Violence, "serious personal injury" 39:35, 45-6; 43:43;  
44:26; 46:81-2; 47:32, 61, 65; 49:65; 50:67-9, 75-6; 67:10-1, 13

Actionnaires, droit poursuite 4:32; 5:22-3; 6:19, 20-3;  
8:19-22  
Approbation états financiers 7:15  
Assemblées  
Absences 8:26, 29  
Avis 5:26, 31; 7:9  
Assurance contre négligence 4:30-2  
Délégation responsabilités 9:10  
«Faibles d'esprit sain» 12:32  
Indemnisation 5:31; 7:10  
Législation, ontarienne, comparaison 3:24; 4:31-2  
Nombre 7:14  
Qualités requises 4:23  
Règlements, exemptions 7:14-5  
Résidence 4:21-2, 25; 5:14; 7:14  
Corporations étrangères instituées avant 1965 7:17  
Responsabilités 5:22-3, 25-6, 30; 7:8, 9, 22; 8:19-22, 26-9,  
9:22-3; 12:50-2  
Conflits d'intérêt, protection 5:21-2, 31; 7:9-10; 8:21  
Droit coutumier, précédents 8:28-9; 9:22  
Législation provinciale américaine, dispositions 8:28,  
31-2  
Restitution sommes non recouvrées par corporations  
8:19-20  
Révélation intérêts dans un contrat 7:15  
Affiliées, prêts et garanties interdits 5:31; 7:9  
Avis et signification 5:33; 7:12  
Bill C-213, 1<sup>ère</sup> session, 29<sup>e</sup> législature, modifications 3:12  
Capital déclaré  
Bill C-29, disposition transitoire 4:12; 7:8-9  
Définition 5:33  
Réduction 5:33; 7:9  
Consommation et Corporations, Min., dépenses, recettes  
3:18-9  
Continuation autorisée 7:16-7  
Contrôle, présomption 10:22-4; 11:7-8  
Filiales 10:22; 11:8, 12-3  
Pouvoir réfutation 11:10-2  
Corporation mère, définition 10:21-2  
Correctifs d'ordre civil et administratif 3:14  
Dirigeants, fonctions 9:10  
Droits des opprimés 3:25  
Enquêtes  
Demande *ex parte* 5:33; 7:12, 23-4  
Pouvoirs cour 9:11  
Entreprises gouvernementales, Bill C-29, application  
3:19-20  
États financiers  
Divulgateion  
Filiales indépendantes 11:22  
Publication 7:15  
Autres documents à remettre 7:15  
Erreurs 7:16  
Exercice arbitraire droit faire règlements, empêchement  
3:15  
Fédérales, provinciales, uniformisation droits 3:26-7; 6:12,  
14-5; 8:25  
Financement corporatif, comparaison législation ontarienne 3:23  
Frais  
Contingentaires 6:19  
Répartition 4:11  
Fusion, certificat 7:16  
Groupe travail  
*Proposition en vue élaboration nouvelle loi régissant corporations commerciales au Canada, rapport* 3:11, 12; 5:4  
Structure activités 3:11



**Dangerous Sexual Offenders in Canada**

Report, Prof. C. Greenland 57:23-46

**Dare, M. R., Director General, Security Service, RCMP**

Estimates, Main 1975-76 23:10-1

**Darling Commission**

See

Report of Inquiry of the Coasting Trade of Canada and Related Marine Activity, 1970

**Daudlin, Robert, M.P. (Kent-Essex)**

Bill C-71 33:8-9, 12, 14, 17-8, 23-4

Bill C-83 40:15-8, 24

**Dayman, Ron, Representative, Coordinating Office, National Gay Rights Coalition**

Bill C-83 48:32-6, 39, 42-5

**Death Penalty**

See

Capital Punishment

**De Bané, Pierre, M.P. (Matane)**

Bill C-83 50:25

**Defence Dept.**

See

National Defence Dept.

**Deportation**

Inmates, parolees 34:22-4; 55:194-5, 205

**Deschênes, Chief Justice, Superior Court, Quebec**

Judgement, contempt of court, cited 1:12-4

**Deschênes Report**

See

Courts. Interference . . .

**Development Education Centre, Toronto**

Infiltration, H. B. Gallagher 23:9

**"Deterrence and the Death Penalty—A Critical Review of the Research of Isaac Ehrlich"**

Study, Robert G. Hann 71:25-8, 34; 72:17, 39-41

**Dick Paul, M.P. (Lanark-Renfrew-Carleton)**

Bill C-29 7:23-4

Bill C-43 13:26

Bill C-83 39:9, 14-5, 19-20, 26-7, 31; 41:15, 21-4, 27; 42:16-7, 20-1, 26-30; 44:17-18, 25-30; 45:25-6, 28, 39; 46:10-14; 47:23, 28-9, 33, 44-8, 51-2; 60:17; 61:22-7, 37-9, 42-4, 46-50; 62:26-31; 63:8, 14-6, 22-4, 29-30, 35-42

Main Estimates 1974-75—Justice Dept. 2:22-5

Supplementary Estimates (D) 1974-75—Solicitor General 16:45, 48, 52; 17:48-55

**Dickerson, R. W. D., Consultant, Consumer and Corporate Affairs Dept.**

Bill C-29 9:20

**Incorporation**

Actions illicites empêchées 4:28, 29-30

Corporations à but non lucratif, législation parallèle bill C-29 4:26-7

Droit 4:25-6

Niveau fédéral, provincial 3:21-2

Objectifs provinciaux 5:13, 15-6, 25, 29; 7:8

Problèmes administratifs 3:27

**Infractions**

Certainne durée, amendes 12:19, 21-6

Législation américaine, similarité 3:24

Punissables d'emprisonnement 11:8-10, 14-5, 20-2

Relatives aux déclarations 5:17-8, 33; 7:12; 12:50-2

**Initié**

Définition 5:33; 7:10

Transactions 4:13-4

**Législation**

Actuelle, défauts 8:23-4

Américaine, comparaison législation canadienne 3:22-7

Fédérale, provinciale, application 11:18

**Liquidation, dissolution**

Continuation actions 5:16-7, 33; 7:11-2

Demandes ordonnances

Actionnaires, motifs 6:16-7; 9:11

Sociétés importantes, effet 6:23-5

Pouvoir cour 9:11

Suspension procédures 9:11

**Modification structure**

Divulgence renseignements 10:19

Droit évolution 6:18; 7:21-2

Résolution spéciale 10:18-21

**Nom corporation 3:27-8****Nombre, données statistiques 7:19****Offres prises contrôle**

Définition 7:16; 9:15

Droit d'acquiescer 3:25

Durée 5:27, 32-3; 7:11

Offres à découvert 9:17

Offres franches 9:11-7, 40-8

Provinces, législation 9:12-3, 14-5

Règlements, décret conseil 9:15

**Passif, définition 10:6-18****Personne morale mère, définition 10:21-2****Pouvoir intenter action en justice 3:14-5; 4:28****Prêts, contrôles 7:13****Promulgation règlements 6:15-6****Provinces**

Colombie-Britannique, législation 8:28, 31-2

Nouvelles lois 3:14, 26

**Solvabilité, normes, passif 10:6-18; 11:4-6****Titres de créances déposés pour garantir avances 5:30; 7:9****Transfert comptes, impôt non exigible 4:13****Vérificateurs**

Comité vérification, droit présence 7:16

Dispense 7:15

Droit assister assemblées 7:15-6

Foi rapport autre vérificateur 7:16; 9:9

Voir aussi

**Actionnaires****Actions****Bill C-29****Ontario Business Corporation Act****Valeurs mobilières**

**Diguer, R., Deputy Commissioner, Operational Services, Canadian Penitentiary Service**

Bill C-83 67:25

Bill C-84 69:58-9; 71:9-10, 13-20, 39-42, 46-51

Construction, inmate employment programs 52:18, 24-5

Estimates, Supplementary (B), 1975-76 37:10, 13-9

**Diguer, R. J. A., Deputy Commissioner, Security, Canadian Penitentiary Service**

Inmates, escape, suicide 21:17, 22-3

**Diplomats***See*

Internationally Protected Persons

**Discrimination**

Racial, B.C. Penitentiary, staff 31:23

Sexual, law reform 2:12, 28

Sexual offences 2:12, 28

**Disassociation***See*

Correctional Institutions. Inmates. Disassociation

**Diversion***See*

Offenders. Alternatives...

**Divorce**

Adversary system, reform 1:25, 29; 19:20-1

**Divorce Act**

Family property 1:16

**Dominion Day***See*

Holidays

**Dominion Foundries and Steel Ltd.**

Bill C-29, brief, gov't. reaction 9:9-10

**Dorchester Penitentiary**

Conditions, replacement 27:25; 31:20

Inmates transferred, hostage incidents 52:37-9

**Douglas, Crawford, M. P. (Bruce-Grey)**

Bill C-71 33:9-10, 20-2; 34:14-6, 25; 35:18, 26-7; 66:13, 36-7; 67:16-9, 79

**Dredging Contracts***See*

Harbours

**Driving While Disqualified**

Offence, penalty 29:7-8, 15, 25

**Drug Offences**

Enforcement 20:50-1; 24:8-9, 27; 28:33-5; 30:10, 17-8; 37:12, 17, 24-5; 52:9-10, 66-8

Importing, control, detection equipment 24:8-9

Law reform 2:10-1; 54:12-3; 55:16

**Corporations commerciales canadiennes, Loi***Voir*

Bill C-29

**Correctional Law and Legal Assistance Project, Université Queen's**

Bill C-83

Discussion 51:16-30

Exposé 51:10-5

**Cour du banc de la reine, prov. Québec**

Révision mention 13:8-10

*Voir aussi*

Bill S-16

**Cour du banc de la reine province Québec, Loi portant révision mention***Voir*

Bill S-16

**Cour fédérale**

Rôle, révision 19:11

*Voir aussi*

Bill S-2

**Cour suprême du Canada**

Avocats, attente causes 13:14

Centenaire 19:10, 11; 38:6

Constitution, inclusion 19:22-3

Droit d'appel 13:10-2

Frais d'impression, augmentation 14:5; 38:6

Intérêt, jugement 13:13

Nature causes devant être entendues 13:10, 14

Réparations, rénovations 38:6

*Voir aussi*

Bill S-2

**Cour suprême de Terre-Neuve***Voir*

Juges—Nominations

**Cour suprême de Terre-Neuve et Île-du-Prince-Édouard, Loi sur juges, et certaines autres lois connexes par suite réorganisation***Voir*

Bill C-47

**Cour suprême, Loi modifiant Loi, et modifiant en conséquence Loi sur Cour fédérale***Voir*

Bill S-2

**Cour d'appel**

Droit criminel, causes criminelles 14:9

**Cours familiales***Voir*

Droit familial

**Cours provinciales**

Orientation, Couronne 29:14



**Drugs****Abuse**

- Education 24:27
- Public attitudes 54:12-3
- Treatment, rehabilitation 37:11-2, 17
- Heroin addicts, number 50:51-2
- Narconon, success, funding 30:18-9

**Dubienski, Judge Ian V., President, Canadian Criminology and Corrections Association**

Bill C-83 46:4, 10-27

**Duff-Rinfret Graduate Scholarships in Law**

Establishment 19:8, 10

**Dungarvon****See**

Camp Dungarvon

**Education**

Drug abuse 24:27

**See also**

Legal Education

**Ehrlich, Dr. I, University of Chicago**

Study, capital punishment, deterrence 71:25-30, 34; 72:17, 40-2, 95-6

**Eire****See**

Ireland

**Electronic surveillance**

- Application hearings, *amicus publicae* proposed 47:7, 12, 15; 50:11, 16, 41
- Applications, authorizations, prosecutions 47:14; 50:11, 15, 19
- Authorization period extended 50:28, 66, 75; 61:56; 66:19, 26-7
- Cost, drug conspiracy cases 37:24-5
- Criminal code amendments, study effect 28:20-1
- Effectiveness 43:33-4, 44-6; 47:17-8; 50:7-8, 15, 43, 49, 54-5, 62-5, 84
- Evidence, admissibility
  - Acquired unlawfully 39:34; 44:52; 46:6-7, 11-2, 52, 64; 47:6, 13-4, 24-6; 48:32; 49:64-5; 50:9, 12-4, 56, 65-6, 75; 59:11, 14-5; 61:54-5; 64:48; 66:27-39; 67:35
  - Defect in form 59:6, 11, 39-40
- Notification 39:34, 37-9, 41-2, 48-50; 43:26, 33-5, 40-2, 44, 53, 182; 44:28, 52; 46:7, 12, 17, 19, 52, 64; 47:7, 11-3, 19-20, 26-8; 48:9-11, 13-8, 29-31; 49:29, 65; 50:8-9, 12, 14-5, 19, 28-9, 36-7, 41-2, 53-6, 65, 75, 79, 84; 59:6, 10, 14; 61:55; 64:48; 66:19, 24-6, 41-3
- Offences expanded 39:42; 44:33-4, 52; 46:6, 52, 64; 47:6, 14-5, 18-9; 48:31; 49:29, 37-8, 65; 50:8, 10-2, 14, 20, 28, 37-8, 42-3, 49, 51, 54, 63-5, 75, 84; 59:6, 20-3; 61:55; 66:14-24
- Official Secrets Act 66:41-3
- Police abuse 49:38; 50:22-5, 29, 41, 49-51, 53-4, 56-7, 84-5; 59:14-5
- Political purposes, subversive activities 44:7, 28, 34; 47:27-8; 48:25-6; 49:38
- Principle, invasion of privacy 50:6-7, 10, 15, 20, 23, 53, 62-3, 75, 83
- Private agencies 66:35-7
- Procedures 48:10-1, 25-9; 60:21-3
- United States 43:33; 50:6-9, 12-3, 16, 20, 43, 49, 62-3, 84

**Cowansville, Institut**

Gagnier, Arthur, évasion 21:14-7; 22:6-9, 25-9

**Craigen, M. Daniel, Directeur général, Direction services médicaux, Service canadien pénitenciers**

Budget dépenses 1975-76 21:23-5; 26:11-5

**Crawford, Hebb, Zaid (Osler, Hoskins et Harcourt)**

Bill C-29, recommandations, min.

Justice, réaction 9:10

**Crime organisé****Enquêtes spéciales**

Audiences publiques, à huis clos 47:10, 17; 50:30; 67:37, 39

Gouvernement fédéral, rôle 46:8; 67:37, 38, 39

Gouvernements provinciaux, pouvoirs, décision cour suprême 43:46, 205-6; 46:8, 94; 50:85; 52:7, 99; 59:6, 9; 60:4, 6-7; 67:36, 37, 39, 40

Limites 44:72

Organisme non-policier, responsabilité 47:10

Outrage tribunal 60:4-6; 67:39

Preuve, publication 47:10

**Témoin**

Contre-interrogation 43:26, 39, 206; 46:20; 47:17; 67:37

Outre-frontière provinciale 60:4-5

Protection 44:72; 46:8, 94; 50:38-9; 60:4; 67:36

Lutte contre, coordination interministérielle 21:13-4; 22:22-3

Perquisition, mandat 43:206-8

Situation au Canada 22:21

**Voir aussi**

Bill C-83

GRC

**Criminalité**

Comité consultatif fédéral-provincial sur information et statistique sur crime 52:10

«Crimes d'ordinateur» 20:30-1

Délinquance juvénile, cause 71:42-4

Données statistiques 28:19-20, 22-4; 40:20-1, 25; 41:40-1, 49; 42:30, 41-2, 46, 53, 59-60, 64, 67, 71, 78-9, 165-70; 43:8, 12-4, 22-3; 26-8, 31, 36, 5-2; 46:30-1, 42-5; 48:18; 49:43, 49, 51-2, 69; 50:43-4; 51:31, 35, 45, 50; 53:13; 55:48, 259; 56:35, 42-3, 55; 69:33; 72:14-6, 40-2

Féminine 47:34, 60

Fréquence et effet sur victimes, études 52:7, 99

Généralités 20:87-90; 46:96-9, 111; 49:32, 38, 41-2, 46, 60, 63-4; 58:25

Montréal 30:27; 46:46-7

Nature commerciale 20:95

Prévention 20:23, 85-6, 89-90; 46:90; 72:47

Prévisions 46:119-20; 47:55; 51:16; 57:14-5

Recherche, subventions 19:9

Taux, augmentation 28:18-20, 21-4, 25-6; 30:17; 31:22, 42:41-2; 46:30-1, 35, 39-41, 109-10; 47:34; 51:31, 32; 52:6, 20-1, 97-8; 57:15; 61:13; 69:33-4

Immigration, influence 28:24, 26

**Criminels, identification**

Dactyloscopie, photos 32:7-9, 21-2, 28-30, 35

**Crossingham, M. J., Représentant juridique, Firearms for Responsible Ownership**

Bill C-83

Discussion 41:11-26, 35-7, 46, 50-1

Exposé 41:7-9

**Elizabeth Fry Society**

*See*  
Canadian Association of Elizabeth Fry Societies

**Evidence**

*See*  
Courts

**Explosives Act**

Importation, prohibition 63:14-5

**Extortion**

*See*  
Commercial Offences

**Fairweather, R. Gordon L., M.P. (Fundy-Royal)**

Bill C-3 25:16  
Bill C-29 3:17, 24-6, 28; 4:10, 23-5, 32; 5:15-6, 19, 21; 6:9-10, 19; 7:4; 8:6-7, 11-2, 17; 10:24-5; 11:18-9; 12:28, 47, 52  
Bill C-43 13:24-5, 27, 29  
Bill C-71 33:6-7, 14, 19-20, 22, 24-5; 34:11, 14-16, 23-25, 27  
Bill C-83 45:45; 57:9-10; 59:4, 17-8; 64:9-11, 19; 65:18-9, 38, 61, 65-6, 93-4, 98, 104; 67:11-2, 14-6, 23, 31, 38-9, 48-9, 54-5, 57, 61  
Bill C-84 70:13, 15, 18-20, 22, 25; 72:53, 58  
Bill C-208 18:14-5, 17-8  
Bill S-2 13:10-1, 14  
Bill S-3 13:19, 21  
Bill S-16 13:7  
Main Estimates 1974-75—Justice Dept. 1:10, 15; 2:9-10  
Supplementary Estimates (D) 1974-75—Justice 14:6, 10-1  
Main Estimates 1975-76  
Justice 19:23-6  
Solicitor General 20:16; 23:12-5; 24:10-1  
Main Estimates 1976-77  
Justice 54:16  
Solicitor General 52:16-9, 32, 37

**Family Law**

Jurisdiction 54:23-5  
Reform 1:9-10, 14-6, 18, 23, 29; 2:19, 25; 19:8-10; 27:24; 54:5, 7, 13, 20-1, 37

**Farley, J. E., Legal Counsel, Canadian Sporting Arms and Ammunition Association**

Bill C-83 42:14-6, 22-3, 29-30, 34, 36-7

**Farris Commission**

Report, hostage taking, B.C. Penitentiary 69:73-4; 71:17-24, 51

**Fauteux Report**

*See*  
Committee on Principles and Procedures Followed in the Remission Service of the Department of Justice

**Federal Court Act, An Act to make related amendments**

*See*  
Bill S-2

**Federal Court of Canada**

Judges, salaries, allowances 27:13-4, 27  
Role, review 19:11

**Dare, M. M. R., Directeur général service sécurité, Gendarmerie royale du Canada**

Budget dépenses 1975-76 23:10-1

**Daudlin, Robert, député (Kent-Essex)**

Bill C-71 33:8-9, 12, 14, 17-8, 23-4  
Bill C-83 40:15-8, 24

**Dayman, M. Ron, Représentant, Bureau coordonnateur, Coalition nationale pour droits homosexuels**

Bill C-83  
Discussion 48:39, 42-5  
Exposé 48:32-6

**De Bané, Pierre (député—Matane)**

Bill C-83 50:25

**Défense nationale, Loi**

Peine capitale 72:49, 58, 79, 81-2, 92

**Déjudiciarisation**

Sous-comité 20:71

**Délinquants**

Autochtones 44:62-3, 70; 54:7, 53  
Comité consultatif sur délinquantes, rapport, 1976 52:140  
Dangereux  
Catégorie 39:34-5; 44:26-7; 46:19, 29-33, 36, 40, 102-4, 120; 47:29, 32, 42, 60-1, 64; 49:29, 34, 35-6, 65; 50:16-7, 21, 67-8, 80, 57:5, 64:58; 67:19  
Libération conditionnelle 39:35; 46:15-6, 20, 38; 47:45, 46-7, 55, 68-9; 48:44, 113; 50:70; 79-80, 85; 52:7, 99; 57:5, 7, 63-4; 59:17; 67:19-21, 28-9  
Nombre 46:16-7; 47:61; 57:11, 52  
Origine 39:44-5; 47:52; 59:17; 67:17  
Peine  
Indéterminée 39:35; 45-6; 43:43-4; 44:7; 46:7-8, 20, 38, 93, 102-4, 118-20; 47:64; 48:43-4, 111, 114, 124; 50:17, 29, 67, 75-6, 79-80; 57:9, 10; 64:59; 67:10-6, 23  
Nouvelles normes 52:6, 99  
Poursuite, consentement procureur général provincial 39:35; 46:7, 93; 47:52-3, 69; 59:6; 61:25-6, 30-1; 67:21-3, 26, 27  
Récidivistes 67:23  
Sexuels 46:15-6, 118-9; 47:36-7, 43-4, 47, 54, 64; 48:33-45, 87-124; 50:20, 69; 57:4-21, 48-69; 59:17; 67:10, 11-2, 19, 21, 28-9  
Dr. George Scott, études 57:7  
Enquête après condamnation 57:12  
Violence future, prévisions 46:119-20; 47:55; 51:16; 57:14-5; 64:58  
Délits, définition 43:172-3; 46:88, 103-4; 47:54; 57:4, 11; 59:6; 64:59  
Étrangers, ordonnance expulsion 55:359-61  
Juvéniles  
Cause criminalité 71:42-4  
Nouvelle législation 71:44  
Preuve, fardeau, responsabilité 43:26, 203; 50:21, 69, 76  
*Voir aussi*  
Bill C-83

**Détenus**

*Voir*  
Pénitenciers



**Federal Government**

*See*  
Public Service

**Federal-Provincial Advisory Committee on Judicial Information and Statistics**

Establishment 20:31-2

**Federal-Provincial Conference on Corrections**

First, December 1973 20:5-6, 27-30, 34; 21:12, 19-20, 31; 52:56  
Second, May 1975 20:41; 21:12, 31; 52:8, 47, 52

**Fédération Québécoise de la Faune**

Bill C-83, comments 58:5-22  
Membership, role 58:5, 13

**Finger printing and Photographing**

Before trial 32:7-9, 21-2, 28-30, 35, 74, 79-80

**Firearms**

Automatic, on fishing vessels 63:26-7  
Control, proposals, study 19:28-9; 20:7, 21-2, 38; 24:25-7; 28:16-8, 23; 30:11-2; 31:11-2; 41:66  
Control Program  
Ammunition  
Advertising 65:26  
Amnesty 37:7; 43:8; 58:25; 59:44; 65:119, 121  
Antique arms 46:19, 23; 55:7-12, 14, 17-20, 24, 26-8, 30-2, 34-6, 40-2, 50-1, 61-87, 104-121; 56:6-7, 34, 57-8, 84-5, 94; 59:41-2; 60:26; 63:32, 45-7; 65:69  
Crimes 19:28-9; 28:24; 51:39-40, 45, 50; 58:14-5  
Criminal code provisions, penalties 40:50-1; 41:18-9, 37, 40-3; 56:107-8, 114-5; 58:26, 37  
Foreign countries, use, legislation, crime 42:47-8, 57, 95-102, 118; 43:12-3; 51:44; 53:13-4, 24-5, 29, 31, 50, 67-70; 55:8-9, 19, 21-2, 34-5, 41-2; 56:30, 55; 61:15  
Handguns, trapper, prospector 61:5-7  
Imported 42:34  
Manufacturing industry 42:20-1, 33-4, 91-2; 45:21  
Native Peoples, Reservations 30:11-2  
Number in Canada, owners, use 40:13, 51; 41:40-1; 49:48; 50:33-4; 58:9-10, 43-4  
Recreational use 42:93-5  
Registrars, meeting, Ottawa 28:17-8; 40:10, 15-6  
Sale by Defence Dept., unsafe 58:7, 11  
Target shooting  
Safety record 53:10, 14-5, 74-5  
Training, school "cadet" programs 53:8  
World competition, Canada 53:4, 7, 85  
Turned in to police, Winnipeg 40:40  
Wounds, Doctors responsibility to report 42:77-8  
*See also*  
*Gun Control: The Options*  
Peace and Security Program. Firearms control

**Firearms for Responsible Ownership**

Bill C-83  
Brief 41:52-81  
Comments 41:7-51  
Consultation 41:30-1  
Criticized 42:38-9, 60, 62, 71-2  
Purpose, membership 41:10, 27, 32, 64-6

**Firearms Legislation Committee (Nova Scotia)**

Bill C-83, comments 58:23-39  
Membership, role 58:23, 28-9

**Dick, Paul, député (Lanark-Renfrew-Carleton)**

Bill C-29 7:23-4  
Bill C-43 13:26  
Budget principal 1974-75—Justice, min. 2:22-5  
Bill C-83 39:9, 14-5, 19-20, 26-7, 31; 41:14, 21-4, 27; 42:16-7, 20-1, 26-30; 44:17-8, 25-30; 45:25-6, 28, 39; 46:10-4; 47:23, 28-9, 33, 41, 44-8, 51-2; 60:17; 61:22-7, 37-9, 42-4, 46-50; 62:26-31; 63:8, 14-6, 22-4, 29-30, 35-42  
Budget supplémentaire (D) 1974-75  
Solliciteur Général 16:45, 48, 52; 17:48-55

**Dickerson, M. R. W. V., Expert conseil, Min. Consommation et Corporations**

Bill C-29 9:20

**Diguer, M. R. J. A., Commissaire adjoint sécurité, Service canadien pénitenciers**

Bill C-83 67:25  
Bill C-84 69:58-9; 71:9-10, 13-9, 39-42, 48, 51  
Budget dépenses 1975-76 21:17, 22-3  
Budget supplémentaire (B) 1975-76 37:10, 13-9  
Budget dépenses 1976-77 52:18, 24-5

**Direction nationale de renseignements sur le crime**

Efficacité 22:22

**Divorce**

Législation, études 19:20  
Tribunaux, participation enfants 1:25, 29

**Dominion Foundries and Steel Ltd.**

Bill C-29, recommandations, min. justice, réaction 9:9-10

**Douglas, Crawford, député (Bruce-Grey)**

Bill C-71 33:9-10, 20-2; 34:14-5, 25; 35:18, 26-7; 66:13, 36-7; 67:16-9, 79

**Dragage**

Enquêtes  
Fleuve Saint-Laurent 17:13  
Île d'Orléans 16:36  
Travaux à accomplir, problèmes 24:28-9  
*Irving Whale*, truquage d'offres, lien 24:30-1  
Rapports Auditeur général, irrégularités depuis 1963 24:30, 31  
Sociétés, mise en accusation, paiements, garanties 38:15  
*Voir aussi*  
Hamilton, Commission du port

**Drapeau national canadien**

Actes profanation  
Description, champ d'application 15:16, 18-9, 21-3, 25, 28-9, 30-1  
Infractions, peine 15:17-8, 28, 29  
Bill C-223  
Attraction protestataires, possibilité 15:28  
Pays étrangers, législation similaire 15:11-3  
Union Jack, drapeau royal, protection, dispositions 15:15, 16, 21, 25-6  
*Voir aussi*  
Bill C-223  
Drapeaux provinciaux, étrangers

**Flags****Foreign**

Legislation 15:11-4, 16

Protection, Canada 15:13-5, 20-1, 24, 26-7, 30, 32

Provincial, protection, legal status 15:13-5, 17, 19-20, 23, 25-6, 28-9, 32

Royal Pennant 15:25-6

Union Jack, protection, legal status 15:14-6, 21, 25-6

*See also*

Bill C-223

National Flag of Canada

**Flynn, Joseph Patrick, M.P. (Kitchener)**

Bill C-83 65:110

**Foreign Countries**

Intelligence operations in Canada 23:10-1; 28:11-6; 52:34-5

*See also*

Specific countries

**Foss versus Harbottle**

Cited re: Bill C-29 6:23-5

**Fox, Francis, M.P. (Argenteuil-Deux-Montagnes), Committee Vice-Chairman**

Bill C-3 25:7-11, 13-9

Bill C-43 13:28-9

Bill C-71 32:28-9, 32-3, 37, 45-6, 49, 71, 79; 33:11-3, 15, 18; 34:8-11, 13, 18-22, 26; 35:28, 32-4, 36

Bill C-83 41:5-6, 15, 24-9; 42:43, 52-5; 43:17, 26, 30, 39, 43-6; 44:16-7, 21, 30, 33; 45:19, 24, 37-9, 41-2; 46:32-5; 47:22, 24-8; 48:7-8, 18-20, 45; 49:34-8, 47; 50:10-6; 53:35, 43-7, 52; 56:10, 21-8, 47, 64, 69-70; 57:11; 58:8-13, 16, 52, 55, 59; 59:22-7; 61:40-1, 49; 62:24, 27-31; 63:15-7, 19-20, 35-6, 44, 49-50, 54; 64:11-12, 18-9, 28-31, 33, 35-6, 38, 40, 44-5; 65:20, 23-4, 30-1, 38-9, 45, 48, 53, 58, 60-1, 68-70, 73-9, 82; 66:15, 23, 29-30, 37-41, 43; 67:27, 40-1, 56-8, 64-5, 67, 75, 80-1

Bill C-84 69:25, 60; 70:8, 15; 72:61-3, 78-9

Subject-matter of Bill C-231 36:16-18

Bill C-373 15:35, 41-2

Bill S-2 13:13

Bill S-16 13:9

Main Estimates 1974-75—Justice Dept. 2:17, 25-6

Supplementary Estimates (D) 1974-75—Solicitor General 16:33; 17:20-3

Main Estimates 1975-76—Solicitor General 28:18-21

Main Estimates 1976-77—Solicitor General 52:25-7

**Fraser, John A., M.P. (Vancouver South)**

Bill C-83 39:52-3; 40:28, 32, 34-7, 41, 48; 67:11, 19-23, 28, 30, 32-4, 37-8, 46, 48, 50-2, 54-5, 58-63, 65-6, 68-70, 72, 74

Bill C-84 69:12, 16-8, 28; 71:34, 36, 51-62

Supplementary Estimates (D) 1974-75—Solicitor General 17:41-5, 58-9, 65, 75-9, 88

**Fraud***See*

Commercial Offences

**Friedland, Dr. Martin, Dean of Law, University of Toronto**

Bill C-83 43:7-21, 24

Study, *Gun Control: The Options*, appended 43:57-99**Friesen, Benno, M.P. (Surrey-White Rock)**

Bill C-71 34:24-27; 35:28, 37-8

**Drapeaux provinciaux, étrangers**

Protection, dispositions 15:7, 13-5, 17, 19-21, 23-4, 25-7

**Drogues**

Canadiens, attitude 54:12-3

Cas réglés sans jury, recommandations 28:35

Colombie-Britannique, haschish, héroïne, usage 28:33-5; 30:17-8; 32:73, 76

Désintoxication

Centres 37:11-2, 17

Organismes, subventions 30:18-9

Marijuana, possession, peine 2:10-1; 54:12

GRC, lutte contre usage 20:94-5, 37:12, 17, 24-5; 52:9, 10, 119-21

Importation, détection 24:8-9

Informateurs 24:27; 28:35

Liberté provisoire 28:33-4, 35

Ouest, usage 50:49

Programmes formation 24:27

**Droit familial**

Document de travail 1:9-10, 15, 29; 19:8-9; 54:7, 23

Juridictions fédérale, provinciale 1:15, 16; 54:23-4

Provinces, projets-pilotes 1:15; 19:8-9; 54:7, 13, 20-1, 25, 52

Tribunaux de la famille

Modification structure 1:9-10, 15, 16; 19:8, 10; 27:24

Processus partie adverse 1:29

**Droits de l'homme**

Commission, législation 19:23

**Dubienski, M. Ian V. Président, Société canadienne criminologie et réhabilitation**

Bill C-83 46:4, 10-27

**Ecoute électronique**

Autorisation, demande 39:38, 41, 49-50; 47:7, 15; 48:18, 25, 28, 30; 50:11, 28, 55, 84; 60:21-2

Justification 49:29; 50:7, 10-2, 14-5, 20, 28, 41, 63-5, 75; 60:23; 66:15

Prolongation, renouvellement 39:41; 48:17, 30; 50:54, 55, 66; 61:63-4; 66:27, 42

Refus 39:41-2; 47:15; 48:14-5, 16-7, 31; 48:38; 50:19; 66:19

Solliciteurs 66:35-7

Autorisation, période initiale 50:66, 75; 61:64

Avis personne faisant objet écoute 28:20-1; 39:34, 37-41, 48; 43:33-5, 40-4; 44:28, 71; 45:44; 46:7, 12, 19, 92; 47:7, 11-3, 14-5, 19-20, 26-8; 48:9-10, 13-6, 17-8, 30-1; 49:65; 50:8-9, 12, 14, 15, 19, 28-9, 36-7, 41-2, 53, 56, 65, 75, 79, 84; 59:6, 10, 14; 61:63; 64:54; 66:19, 25, 42

Commission réforme droit, rapports 38:12

Contrôle 48:10-1, 17, 28, 29; 50:29, 37-8, 53-4; 59:14; 66:32

Coût 43:33, 45-6, 51

Définition, élargissement 47:14, 18-9

Efficacité 43:34; 47:17-8

GRC, pouvoir 48:26

Gouvernement fédéral, rapport 48:15, 17

Gouvernements provinciaux, attitude 48:15-6

Illégale, preuve obtenue 39:34; 46:6-7, 12, 92, 105; 47:6-7, 24-6; 49:64-5; 50:9, 12-4, 56, 65-6, 75, 85; 59:11; 61:62; 64:54; 66:28, 29-35, 37-40; 67:35

Nombre 47:14

Objet, sénateurs, députés 48:25-6

Solliciteur général Canada, pouvoirs 48:26-7

Témoignages obtenus, vice forme 59:6, 11

Usage



Bill C-83 41:36-9; 49:41-3; 51:42-6; 55:9, 19, 41-4; 61:5-9; 62:5, 12-3, 22; 64:16-8, 25-8; 67:30-2, 44, 54  
 Supplementary Estimates (A) 1975-76—Solicitor General 31:23-27

**Froomkin, S., Director, Criminal Law, Justice Dept.**

Bill C-83 59:38-9; 60:4

**Fuller, Carolyn, Statistics Development Officer, Solicitor General's Dept.**

Bill C-84 71:24-5

**Gagnier, Arthur**

Escape, temporary absence, Cowansville Inst. 21:14-8; 22:6-9, 25-9

**Gallagher, Hugh Brian**

Employment, RCMP; infiltration organizations 23:8-9, 14-5

**Gambling**

Illegal bookmaking 32:49-55, 58-60, 63-4; 33:6; 66:18-9, 21-3  
 Messenger betting shops 32:50-1, 54, 59, 65  
 Off-track bettings legal system proposed 32:48-66; 33:6-7; 66:18-9  
 Parimutuel (on-track) betting 32:48, 63-4  
 Pinball, slot machines 32:9-10; 33:14  
 Placing bets for others 32:48, 56-7  
 Lotteries, Loto-Perfecta 32:61-2; 66:23-4

**Garipey, Y., Deputy Commissioner, Operational Services, Canadian Penitentiary Service**

Construction program 21:33-7  
 Joyceville institution, assembly line project 21:28-9

**Genest, G., Director of Case Management, National Parole Board, Solicitor General's Dept.**

Criminal Records Act, administration 52:16

**George, Gloria, President, Native Council of Canada**

Bill C-83 44:6-15, 22-40

**Gibeault, André, Treasurer, Lower Canada Arms Collectors Assoc. Inc.**

Bill C-83 55:11-2, 39-41

**Gilbert, John, M.P. (Broadview)**

Bill C-29 8:8, 14-5, 28, 30-1; 9:8-9, 19, 29  
 Bill C-43 13:27-8  
 Bill C-71 29:14-9, 23-8; 32:17-9, 33-4, 41, 44-6, 56-8, 69, 73, 79-81  
 Bill C-83 43:18-21, 29-30, 36-9; 45:18, 29-33; 46:18-21; 47:14-7, 20, 29; 49:11-2, 26, 38-41, 48-50; 50:19-22; 51:9, 18, 20-2; 55:16, 23, 26-30, 34-5, 45-6, 51; 57:10-13, 21; 64:38  
 Bill S-2 13:11-3  
 Main Estimates 1974-75—Justice Dept. 1:9, 17-21, 24, 27-8  
 Supplementary Estimates (D) 1974-75—Solicitor General 16:14-8, 47; 17:17-20, 28, 62  
 Main Estimates 1975-76  
 Justice 19:16-21, 28, 30-1  
 Solicitor General 20:15-8; 21:20, 25; 22:5, 9-10, 16-21; 24:11, 17, 23-7; 28:16-8  
 Supplementary Estimates (A) 1975-76—Solicitor General 30:9-12, 22, 28  
 Main Estimates 1976-77—Justice 54:13-5

États-Unis 50:7, 62-4

Limites 43:40-2, 53; 44:7, 33-4, 70-1; 46:6, 92, 104; 47:6; 50:22-5, 41, 42-3, 56-7, 83-5; 59-6; 60:20-3; 61:62; 66:14-24

**Lutte contre**

Activités subversives 66:42

Crime organisé 50:8

Drogue 37:24-5; 39:42, 49; 48:14; 50:49-51

Policiers 43:44; 47:14; 49:17-8; 52:6, 99; 59:15

*Voir aussi*

Bill C-83

**Ehrlich, Dr. Isaac, Prof. adjoint, Univ. Chicago**

Étude économétrique peine capitale, critiques

Bibliographie 72:96

Déclaration 71:28-9

Hann. B. 71:25-30; 72:41

Lettre à S. Stevens, député, 21 juin, 1976 72:95

**Enfants**

Sérvices infligés 54:14-5

**Environnement, Ministre**

Solliciteur général, intervention

Commission libérations conditionnelles 52:28-32

**États-Unis**

Crime organisé, lutte contre 21:13, 22:22

Criminalité, recherches 2:16

Détenus obsédés sexuels dangereux, programme modification comportement 26:14-5

Peine capitale 71:32-3; 72:25-7, 28-32

**Études légales**

Bourses d'études Duff-Rinfret, licenciés en droit 19:8

Études supérieures, développement 19:8

Programme échanges facultés droit civil, droit coutumier 19:7

**Extradition**

Accords 52:8, 102, 103

**Fairweather, R. Gordon L., député (Fundy-Royal)**

Bill C-3 25:16

Bill C-29 3:17, 24-6, 28; 4:10, 23-5, 32; 5:15-6, 19, 21; 6:9-10, 19; 7:4; 8:6-7, 11-2, 17; 10:24-5; 11:18-9; 12:28, 47, 52

Bill C-43 13:24-5, 27, 29

Bill C-71 33:6-7, 14, 19-20, 22, 24-5; 34:11, 14-6, 23-5, 27

Bill C-83 45:45; 57:9-10; 59:4, 17-8; 64:9-11, 19; 65:18-9, 38, 61, 65-6, 93-4, 98, 104; 64:11-2, 14-6, 23, 31, 38-9, 48-9, 54-5, 57, 61

Bill C-84 70:13, 15, 18-20, 22, 25; 42:53, 58

Bill C-208 18:14-5, 17-8

Bill S-2 13:10-1, 14

Bill S-3 13:19, 21

Bill S-16 13:7

Budget principal 1974-75—Justice, min. 1:10, 15; 2:9-10

Budget supplémentaire (D) 1974-75 Justice 14:6, 10-1

Budget principal 1975-76 Justice 19:23-6

Solliciteur général 20:16; 23:12-5; 24:10-1

Budget principal 1976-77—Justice 54:16

Solliciteur général 52:16-9, 32, 37

**Farley, M. J. E., Conseiller juridique, Association canadienne munitions et armes sport**

Bill C-83 42:14-5, 22-3, 29-30, 34-7

**Goldenberg Report***See*

Senate Standing Committee on Legal and Constitutional Affairs. Report, 1974

**Gonzales, Virgino**

CIA agent, activities in Canada 28:11-6

**Goodale, Ralph, M.P. (Assiniboia)**

Bill C-83 56:60-6

**Gorog**

Court case, Crown appeal abandoned 51:10

**Government Departments**

Guard services 28:31-2

**Goyer, Hon. Jean-Pierre, Minister of Supply and Services**

Hamilton Harbour dredging contracts, alleged fraud

Discussion 17:14-23, 33-6, 48, 55-7, 68, 74-80, 83-7

Statement 17:7-9

**Grand Jury System***See*

Jury System

**Green, Lowell, National Chairman, National Firearms Safety Association**

Bill C-83 42:37-79

**Greenland, Prof. Cyril, School of Social Work, McMaster University**

Bill C-83

Brief 57:23-46

Comments 57:4-21

**Gros-Louis, Max, Vice-Chairman, Indians of Quebec**

Bill C-83 49:17

**Gualtieri, Roberto, Co-ordinator of the Working Group on Gun Control, Solicitor General's Dept.**

Bill C-83 59:31, 44; 62:19-20; 65:21-2, 60, 67

**Guay, Joseph-Philippe, M.P. (St. Boniface)**

Bill C-71 35:39-40

Bill C-83 43:21, 39, 46-8

Bill C-84 69:26, 30

Supplementary Estimates (D) 1974-75—Solicitor General 17:63-4, 72, 75, 79, 88

Supplementary Estimates (B) 1975-76—Justice and Solicitor General 38:27-29

**"Guide: Research Program"**

Publication 20:7-8, 22-3, 39-40

**Guilbault, Jacques, M.P. (Saint-Jacques)**

Bill C-71 33:13-4, 25

**Gun Control: The Options**

Study by Dr. Martin Friedland for Solicitor General's Dept. 43:7-8, 57-99

**Guns***See*

Firearms

**Farris, Commission**

Pénitenciers, sécurité interne, rapport 69:73-4; 71:17, 18, 19-24, 51

**Fauteux, Rapport***Voir*

Comité pour faire enquête sur principes et méthodes suivies au Service pardons ministère Justice (1956)

**Fédération canadienne faune**

Bill C-83

Consultation 49:9-11, 15-6, 22, 27-9, 32, 64, 67; 45:26-8

Discussion 40:9-48

Exposé 40:5-8

Constitution et objectifs 40:60, 69

**Fédération faune C.-B.**

Bill C-83

Discussion 56:24-5, 29-47, 51, 57-8, 63-70

Exposé 56:4-8

Publicité 61:15-6

Gouvernement, enquête 56:134

**Fédération québécoise faune**

Bill C-83

Discussion 58:8-22

Exposé 58:5-8

**Fédération tir Canada**

Bill C-83

Discussion 53:7-32

Exposé 53:4-7

**Femmes**

Délinquance 20:104

**Ferme Harold King**

Situation 20:15-6

**Ferme Laval**

Fermeture 52:25, 36

**Firearms Legislation Committee (N.-É.)**

Bill C-83

Discussion 58:26-38

Exposé 58:23-6

**Firearms for Responsible Ownership**

Bill C-83

Consultation 41:30-1

Discussion 41:11-51

Exposé 41:7-10

Bulletin nouvelles avril 1976 42:39, 72

Membres 41:27, 32

Mémoire, oct. '75 41:17, 95-112

Objectifs 41:97

Peine capitale, opinion 41:49-50

**Flynn, Joseph Patrick, député (Kitchener)**

Bill C-83 65:110

**Fox, Francis, député (Argenteuil-Deux Montagnes) Vice-président du Comité**

Bill C-3 25:7, 13-9

Bill C-43 13:28-9



**Habitat Conference***See*

United Nations Conference/Exposition on Human Settlements

**Habitual Offenders***See*Peace and Security Program.  
Dangerous offenders**Haggan, R., Assistant Deputy Minister, Communication and Consultation, Solicitor General's Dept.**

Peace and Security Program

Special Communications Unit 37:6-7, 22

**Hainesworth**

Court decision 51:21-2

**Hale Commission***See*

Ontario Task Force on Policing

**Halliday, Bruce, M.P. (Oxford)**

Bill C-84 72:43-4, 50-2

Bill C-223 15:22-3

Bill C-373 15:40

**Hamilton Harbour**

Alleged wrong-doings, investigation 16:24; 17:7, 10-1, 13, 18-9, 25-7, 49; 24:33-4

Dredging contracts

Alleged fraud

Amount 16:9

Attorney General, Ontario, response 16:25, 45; 17:45-6

Charges laid 16:15, 17, 28, 51; 17:13, 27, 43-4, 46-7; 24:28-30

City Controller J. Campbell, response 16:25, 31-3; 17:7-11, 14-7, 19, 29-32, 35-6, 41-2, 44-6, 55-6, 64-6, 75-6, 83-4

City Council, response 16:10-2, 24-7, 31; 17:8, 11-2, 47, 51, 54, 69-70, 79-83; 24:15, 33

City Harbour Committee, response 16:24; 17:9-12, 43, 50, 57

City Harbour Police, response 16:26, 68, 80-1

City Police investigation 16:10, 15, 48; 17:12, 20, 38-40, 54

Date 16:9

Federal appointments, Commission, involvement 17:43, 56, 75-7

Irving Whale investigation, relationship 24:30-3

Judicial inquiry requested 16:25

National Revenue Dept., co-operation investigation 16:51

Police co-operation 16:10, 15, 17; 17:12, 23-4, 38-9, 69

Police jurisdiction 16:7, 9-15, 17, 25-31, 45, 48-50; 17:8, 10-2, 15-6, 18, 21, 23-4, 28-9, 37, 39, 45, 47, 49, 53, 69-70, 79

Political interference, investigation 17:22, 27-8, 69, 71-2, 87

Publicity, effect trials 17:27-8, 44, 64-5, 81-2

Questions, House of Commons, 1973 17:46-7

RCMP investigation 16:9, 11-4, 17-8, 21-5, 28, 36, 49-51; 17:10-3, 20-4, 27-9, 37-43, 46-54, 64, 67-72, 76, 79-80; 24:12-4, 29, 31-4; 30:7

Bill C-71 32:28-9, 32-3, 45-6, 49, 71, 79; 33:11-3, 15, 18; 34:8-11, 13, 18-22, 26; 35:28, 32-4, 36

Bill C-83 41:5-6, 15, 24-9; 42:43, 52-5; 43:17, 26, 30, 39, 43-6; 44:16-7, 21, 30, 33; 45:19, 24, 37-9, 41-2; 46:32-5; 47:22, 24-8, 48:7-8, 18-20, 45; 49:34-8, 47; 50:10-6; 53:35, 43-7, 52; 56:10, 21-8, 47, 64, 69-70; 57:11; 58:8-13, 16, 52, 55, 59; 59:22-7; 61:40-1, 49; 62:24, 27-31; 63:15-7, 19-20, 35-6, 44, 49-50, 54; 64:11-2, 18-9, 28-31, 33, 35-6, 38, 40, 44-5; 65:20, 23-4, 30-1, 38-9, 45, 48, 53, 58, 60-1, 68-70, 73-9, 82; 66:15, 23, 29-30, 37-41, 43; 67:27, 40-1, 56-8, 64-5, 67, 75, 80-1

Bill C-84 69:25, 60; 70:8, 15; 72:61-3, 78-9

Sujet du Bill C-231 36:16-8

Bill C-373 15:35, 41-2

Bill S-2 13:13

Bill S-16 13:9

Budget principal 1974-75—Justice min. 2:17, 25-6

Budget supplémentaire (D) 1974-75

Solliciteur général 16:33; 17:20-3

Budget principal 1975-76

Solliciteur général 28:18-21

Budget principal 1976-77

Solliciteur général 52:25-7

**Fraternité nationale Indiens**

Bill C-83

Discussion 49:4-5, 11-26

Exposé 49:5-10

**Froomkin, M. Saul M., Directeur, Section droit pénal, min. Justice**

Bill C-83 59:38-9; 60:4

**Friedland, M. Martin, Doyen faculté droit, Université Toronto**

Bill C-83

Discussion 43:9-21, 24

Exposé 43:7-8

*Le contrôle des armes à feu: les options*, étude 43:7, 55:229**Fraser, John A., député (Vancouver-Sud)**

Bill C-83 39:52-3; 40:28, 32, 34-7, 41, 48; 67:11, 19-23, 28, 30, 32-4, 37-8, 46, 48, 50-2, 54-5, 58-63, 65-6, 68-70, 72, 74

Bill C-84 69:12, 16-8, 28; 71:34, 36, 51-62

Budget supplémentaire (D) 1974-75

Solliciteur général 17:41-5, 58-9, 65, 75-9, 88

**Friesen, Benno, député (Surrey-White Rock)**

Bill C-71 34:24-7; 35:28, 37-8

Bill C-83 41:36-9; 49:41-3; 51:42-6; 55:9, 19, 41-4; 61:5-9; 62:5, 12-3, 22; 64:16-8, 25-8; 67:30-2, 44, 54

Budget supplémentaire (A) 1975-76

Solliciteur général 31:23-7

**Fuller, M<sup>me</sup> Carolyn, Division recherche, Min. Solliciteur général**

Bill C-84 71:24-5

**GRC***Voir*

Gendarmerie royale du Canada

**Gander Rod and Gun Club**

Armes feu, contrôle utilisation 41:18-9; 42:35-6

Reports to John Munro, M.P. 16:22-3  
 Reports to RCMP 16:9-10, 12-3, 21, 26-8, 48; 17:10-1, 21, 23-4, 37, 49, 67-8  
 Solicitor General, discussion John Munro, M.P. 17:19-20  
 Solicitor General's Dept., response 16:10-1, 14, 22-3, 29-33, 49; 17:7-11, 14-9, 23-4, 27-30, 33-6, 48, 50-2, 55-7, 61, 64, 68, 71-2, 76-9, 84-7  
 Solicitor Generals, statements chronology 17:6-13  
 Transport Ministry, relationship investigation 16:9-14, 25, 27-8, 49-51; 17:8-12, 14, 17-9, 21, 23-4, 29, 34-7, 40-1, 47, 50-4, 56-7, 64, 68, 70, 77, 79-82, 84-8; 24:12-22  
 Companies employed 16:15-6  
 Tenders 16:52  
 Land dealings, irregularities 16:24; 17:25-7  
 Status, federal jurisdiction 16:10, 31; 17:11, 25-6, 50-1, 58, 70

#### **Hamilton Harbour Commission**

City Council, disagreement 17:11, 50  
 Federal appointments 17:43-4, 56-8, 75-7

#### **Hamilton Spectator**

Quoted, Hamilton Harbour, alleged wrong-doings 16:31

#### **Hann, Robert, H., Decision Dynamics Corporation**

Study, capital punishment, deterrence 71:25-8, 34; 72:17, 39-41

#### **Harbours**

Dredging contracts  
 Alleged fraud  
 Amount 16:9  
 Charges laid 16:15-8, 28, 51; 17:13, 43, 46-7  
 Companies employed 16:15-6  
 Employment, companies charged crimes 24:28-9; 38:15  
*See also*  
 Hamilton Harbour  
 St. Lawrence River  
 Toronto Harbour

#### **"Harold King Farm", Toronto**

Ontario, community resource, centre 20:15-6

#### **Hartt, Hon. Mr. Justice E. P., Chairman, Law Reform Commission of Canada**

Commission activities 1:9-29; 2:6, 9-14, 19-25; 14:6-12; 38:16-22

#### **Haslem, Phyllis, Representative, Canadian Association of Elizabeth Fry Societies**

Bill C-83 47:33-41

#### **Hazelwood, T. E., President, Canadian Sporting Arms and Ammunition Association**

Bill C-83 42:10-3, 16-7, 20-36

#### **Health and Welfare Dept.**

*See*  
 National Health and Welfare Dept.

#### **Hébert, Serge**

Suicide, Laval Minimum Security Institution 21:8-10, 21-5

#### **Gariépy, M. Y., Commissaire adjoint, Sécurité opérationnelle, Service canadien pénitenciers**

Budget dépenses 1975-76 21:28, 33-4, 36-7

#### **Gendarmerie royale du Canada**

Administration 20:97  
 Agents libération conditionnelle, surveillance 30:5  
 Anacapa Sciences Inc., contrat 52:19-20  
 Années-hommes 52:9  
 Approvisionnement et Services, Min., fourniture et services 23:11  
 Banque données, ordinateur 52:19, 117, 126-7  
 Bill C-83  
 Autorisation permis, coût 65:97, 98, 99, 113  
 Mise vigueur 37:28; 39:24  
 Brigades anti-émeute 24:5-6  
 Budget dépenses 1975-76, crédit 20, 25 22:4-50; 23:4-26, 24:5-35  
 Budget supplémentaire (A) 1975-76  
 Crédit 5a—Services correctionnels 31:4-28  
 Crédit 20a—Applications loi 30:5-28  
 Budget dépenses 1976-77  
 Crédit 1 52:9, 114  
 Bureaux députés, ministres, sénateurs, visites 30:10, 19-22  
 Chine, membre service diplomatique, expulsion, enquête 23:18-9  
 Code criminel, modifications, recommandations 22:23-4  
 Conditions travail 52:34  
 Contrôle 52:25-6  
 Direction sécurité (informatique) 52:126-7  
 Direction surveillance policière 52:124-6  
 Disposition biens inutilisés 23:11-2  
 Armes inutilisables, destruction 23:12  
 Documents disparus Commission police Ontario, 1971 22:13-5; 23:19-21; 24:9-10  
 Douanes et accise 52:118-9  
 Enquête Sky Shops 52:25-6  
 Enquêtes, autorité, procédure 17:15-6, 24, 30, 37, 39, 67, 89; 22:11-2; 30  
 Enquêteurs, formation, directives, documents 23:21-4; 24:11; 26:15-20; 30:6  
 Fuites 30:9-10, 20-3, 31:5-6, 22  
 Gallagher, Hugh Brian, ancien membre, activités subversives 23:8-9, 14  
 Gouvernement, intervention 52:25-6  
 Interpol, liens 30:24-7  
 Jeunes délinquants, formation 30:12  
 Libérations conditionnelles, diminution 30:16  
 Locaux  
 Edifice Chomley, Ottawa 22:4-5, 9, 17-8  
 Frédéricton, N.-B. 23:13  
 Montréal 21:12  
 Loi casier judiciaire, modifications 30:11  
 Loi relations travail dans Fonction publique, dispositions, griefs 22:18-21  
 Lutte contre  
 Crime organisé, des collets blancs 22:22; 52:9, 10, 121  
 Crimes de nature commerciale 20:96; 30:11; 31:4; 52:122-4  
 «Crimes d'ordinateur» 22:30  
 Immigration illégale 20:96; 30:10  
 Prise otages 66:12  
 Terrorisme 23:16; 30:27; 37:28  
 Usage drogues 20:94-5; 24:8-9; 37:12, 17, 24-5; 52:9, 10, 119-21  
 Maintien de l'ordre 20:91  
 Aéroports 20:91-2; 31:12; 52:9, 125  
 Marin, Commission, enquête



**Hees, Hon. George, M.P. (Prince Edward-Hastings)**

Supplementary Estimates (D) 1974-75—Solicitor General  
17:30-3, 35, 48

**Heiman, E., Director, Responsible Alberta Gun Owners**

Bill C-83 53:44, 49-52, 56-8, 61

**Herbert, H. T., M.P., Sponsor of Bill C-231**

Bill C-231 36:5-6, 10, 13-5

**Heritage Canada**

Role, benefits 36:16

**Heritage Day**

*See*

National Heritage Day

**Heritage Day, An Act respecting**

*See*

Bill C-208

**Hijacking**

Penalties, decrease in incidents 72:46-7, 50, 67

**Hill, Charles, Past President, National Gay Rights Coalition**

Bill C-83 48:37-45

**Hnatyshyn, Ray, M.P. (Saskatoon-Biggar)**

Bill C-3 25:7-8, 12, 14-5

Bill C-29 3:7-8; 4:8-12, 26-7, 30, 33; 5:18, 20; 6:11-6, 23; 9:4-6,  
11, 13-4, 18, 20-6; 10:16-7, 19-20; 11:12-4; 12:26, 30-1, 36-7,  
48, 53

Bill C-71 29:20-3

Bill C-83 39:17, 20, 23-4, 27-8

Bill C-208 18:9-14

Bill C-223 15:7, 9, 11, 16, 18-9

Subject-matter of Bill C-231 36:14-6

Bill C-373 15:34, 41

Bill S-3 13:21

Bill S-16 13:10

Main Estimates 1974-75—Justice Dept. 1:21-2, 24; 2:28

Supplementary Estimates (D) 1974-75—Solicitor General  
17:60, 66, 71-5

Main Estimates 1975-76—Solicitor General 20:11-5; 26:5,  
25-27

Supplementary Estimates (A) 1975-76—Solicitor General  
30:12-4, 16; 31:5

Supplementary Estimates (B) 1975-76—Justice and  
Solicitor General 38:27, 29

Main Estimates 1976-77

Justice 54:20-2

Solicitor General 52:27-32

**Hoban, Inspector Roy, Royal Canadian Mounted Police**

Bill C-83 59:12; 61:12-3; 62:8-15, 26-7; 63:22, 25-6, 31, 39, 44-9,  
53; 65:22, 26, 47, 89, 93, 113-4

**Hofley, B. C., Assistant Deputy Minister, Research and Systems Development, Ministry Secretariat, Solicitor General's Dept.**

Bill C-84 71:24-30; 72:39, 57-60

Crime prevention 20:22-3

Recidivism, studies 21:33

Budget dépenses 1976-77 52:102

Discipline interne 16:43-4; 20:98; 30:7-9

Griefs principaux 22:18-20

Rapport 52:8, 107

Matériel moderne, acquisition 52:9, 115, 118

Millhaven, incident 30:14-5

Ministre Justice, responsabilité 26:25; 31:12-4

Moral 52:25-6

Nouveau-Brunswick, roulement personnel 23:12-3

Officiers, nommés juges provinciaux 29:13

Personnel

Autochtones 20:90

Féminin 20:97

(In)suffisant 30:5-7, 22-3

Police et services pénitentiaires, aide 30:12-5; 31:11; 55:12

Programme construction 20:99-100; 52:9, 116

Provinces

Services policiers, contrats 31:14-6, 25-6; 52:10-1, 17, 23,  
127-30

Relations 23:17

Publicité, contrats 28:7-8

Ogilvie Associates, Montréal 24:6-8; 28:6-8

Régime pension 30:14

Représentants relations de travail 22:20, 21

Rôle 52:95

Niveau minicipal, provincial 28:30

Services sécuritaires

Opérations spéciales 52:10, 125

Jeux olympiques, 1976 20:92-4; 22:24-5; 30:13; 31:9, 18;  
52:9, 10, 124

SIGM, rapport enquête 22:4, 10, 32-7, 41-9; 30:7

Sergents Brunet, McLeery, congédiement 26:26; 28:5-6

Shulman, Dr. M., Assemblée législative Ontario, posses-  
sion documents confidentiels 22:11-5; 23:20-1; 24:9-10

Surveillance préventive 20:85-6, 90

Taux classement cas 20:87

*Voir aussi*

Hamilton, Commission du port

**Genest, M. G. Secrétaire exécutif, Commission nationale libérations conditionnelles**

Budget dépenses 1976-77 52:16

**George, Mme Gloria, Présidente, Conseil national autochtones Canada**

Bill C-83

Discussion 44:9-15, 23-40

Exposé 44:6-9

**Gibeault, M. André Trésorier, Association Collectionneurs armes Bas-Canada**

Bill C-83

Discussion 55:39-41

Exposé 55:11-2

**Gilbert, John, député (Broadview)**

Bill C-29 8:8, 14-5, 28, 30-1; 9:8-9, 19, 29

Bill C-43 13:27-8

Bill C-71 29:14-9, 23-8; 32:17-9, 33-4, 41, 44-6, 56-8, 69, 73,  
79-81

Bill C-83 43:18-21, 29-30, 36-9; 45:18, 29-33; 46:18-21; 47:14-7,  
20, 29; 49:11-2, 26, 38-41, 48-50; 50:19-22; 51:9, 18, 20-2;  
55:16, 23, 26-30, 34-5, 45-6, 51; 57:10-3, 21; 64:38

Bill S-2 13:11-3

Budget principal 1974-75—Justice min. 1:9, 17-21, 24, 27-8

Budget supplémentaire (D) 1974-75

**Holden, Mr., Special Prosecutor**

Ouellet, André, contempt of court citation, fee payment  
38:10, 17-8; 54:25-7

**Holidays**

Gov't bill planned 36:10, 14-5, 18

July 1

"Canada Day" use of term, support 36:5-6, 10-1, 13-7

"Confederation Day", term suggested 36:13, 15

Divisiveness, name 36:11-3, 16-7

"Dominion", use of term 36:9-17

Provinces, Heritage days 18:7

*See also*

National Heritage Day

**Holidays Act, An Act to amend**

*See*

Bill C-231

**Hollies, J. H., Ministry Legal Counsel, Solicitor General's Dept.**

Bill C-84 69:35-7, 54; 71:37-8, 53-6, 60; 72:23, 36, 48-50

**Holt, Mrs. Simma, M.P. (Lambton-Kent)**

Bill C-3 25:8-9, 13-4, 17-8

Bill C-29 3:7; 4:23, 33; 5:23-5; 11:19, 23; 12:19-20, 25-6, 48, 53

Bill C-71 29:23, 25-6; 32:69, 73, 75-6, 78-80; 35:17, 26-7, 32, 41

Bill C-83 43:6-7, 21-5, 40; 45:17-8, 22, 24, 28, 30, 45, 47;  
46:14-7, 25, 46-7; 48:6-7, 36-39, 42; 49:21-4, 39, 47, 49-52,  
57-60, 62; 50:40, 48-51; 51:8, 22-7, 44, 49; 53:26, 28-32, 53-6

Bill C-84 69:12-16, 48-52, 71-3; 70:12

Bill C-223 15:11, 19-20, 32

Subject-matter of Bill C-231 36:7-8

Bill C-373 15:33, 40

Main Estimates 1974-75—Justice, Dept. 1:7, 24-7, 29; 2:27-8

Supplementary Estimates (D) 1974-75—Solicitor General  
16:16, 45-8; 17:32-3, 44-8, 58, 60

Main Estimates 1975-76—Solicitor General 21:31-3;  
23:15-7; 24:13-4, 20-1

Supplementary Estimates (A) 1975-76—Solicitor General  
30:16-9, 22; 31:21-22, 24-5

Supplementary Estimates (B) 1975-76

Justice and Solicitor General 38:11

Solicitor General 37:9-12, 22, 24-7

Main Estimates 1976-77—Solicitor General 52:15

**Homicides and Assaults in Canadian Prisons**

Study, D. Akman 69:46-7

**Homosexuals**

*See*

National Gay Rights Coalition

**Hopkins, Leonard D., M.P. (Renfrew North-Nipissing East)**

Bill C-83 39:25

**Hopkins, Leonard, Parliamentary Secretary to the Minister of National Defence**

Bill C-223

Discussion 15:11-25, 29-30

Statement 15:7-9

**Horner, John H., M.P. (Crowfoot)**

Bill C-83 40:35, 42-4; 44:9-12; 47:21-3

Bill C-84 69:50, 52, 59-65; 70:14, 17-8

Solliciteur général 16:14-8, 47; 17:17-20, 28-62

Budget principal 1975-76

Justice 19:16-21, 28, 30-1

Solliciteur général 20:15-8; 21:20, 25; 22:5, 9-10, 16-21;  
24:11, 17, 23-7; 28:16-8

Budget supplémentaire (A) 1975-76

Solliciteur général 30:9-12, 22, 28

Budget principal 1976-77—Justice 54:13-5

**Goldenberg, Rapport**

*Voir*

Comité sénatorial permanent sur Affaires juridiques  
et constitutionnelles, rapport 1974

**Goodale, Ralph, député (Assiniboia)**

Bill C-83 56:60-6

**Gouvernement fédéral**

Rôle dans application loi et maintien ordre, étude 52:11

**Goyer, hon. Jean-Pierre, Ministre Approvisionnement et Services**

Port de Hamilton

Discussion 17:14-23, 33-6, 48, 55-7, 68, 74-87

Exposé 17:7-9

**Green, M. Lowell, Président national National Firearms Safety Association**

Bill C-83

Discussion 42:40-79

Exposé 42:37-40

**Greenland, M. Cyril, Professeur, École service social, Univ. McMaster**

Bill C-83

Discussion 57:6-21

Exposé 57:4-6

**Gros-Louis, M. Max, Vice-président, Indiens Québec, Fraternité nationale Indiens**

Bill C-83 49:17

**Groupe d'étude sur mise en liberté des détenus (1973)**

Recommandations 20:13; 46:6, 94; 51:11, 18, 22, 26-7;  
55:330-1; 64:57-8; 67:48

**Groupe travail sur plans des établissements fédéraux à sécurité maximale (1971)**

Colombie-Britannique, pénitenciers, personnel, rencontre 47:56

Recommandations 37:14-5; 39:35; 52:13, 139; 67:13, 23-4;  
69:50, 52

**Gualtieri, M. Roberto, Coordonnateur, Groupe travail sur contrôle armes feu, min. Solliciteur général**

Bill C-83 59:31, 44; 62:19, 20; 65:21-2, 60, 67

**Guay, Joseph-Philippe, député (Saint-Boniface)**

Bill C-71 35:39-40

Bill C-83 43:21, 39, 46-8

Bill C-84 69:26, 30

Budget supplémentaire (D) 1974-75

Solliciteur général 17:63-4, 72, 75, 79, 88

Budget supplémentaire (B) 1975-76

Justice et Solliciteur général 38:27-29



**Howard, John, Assistant Deputy Minister, Corporate Affairs, Consumer and Corporate Affairs Dept.**

Bill C-29 3:18, 21-8; 4:12-4, 16-21, 24-32; 6:12, 14, 18-25; 7:10-4, 19-24; 8:16, 18, 21-32; 9:12-5, 18-23; 10:6-7, 10-25; 11:5-18, 23; 12:34-8, 41-2, 45-6, 50-1

**Howarth J. National Parole Board (1974)**

Supreme Court decision 51:10; 55:164-6, 173-4

**Howie, J. Robert, M.P. (York-Sunbury)**

Bill C-71 32:11-2, 14-5, 35-7, 40, 45, 54-6  
Supplementary Estimates (A) 1975-76—Solicitor General 31:18-21

**Hugessen Report**

*See*

Task Force on the Release of Inmates

**Human Rights Commission**

Bill, preparation 19:23

**Huntington, Ron, M.P. (Capilano)**

Bill C-29 4:8, 12-3, 19-23

**IOS**

*See*

Investors Overseas Services Ltd.

**Identification of Criminals Act**

Amendment proposed 32:28-30, 74

*See also*

Finger printing and Photographing

**Immigration**

Effect, crime 28:24, 26

Illegal 20:52; 30:10

**Immigration Act, An Act to amend the Criminal Code and to make related amendments to ...**

*See*

Bill C-71

**Immigration Appeal Board**

Appeal procedure 13:12

**Impaired Driving**

Appeal procedure 32:42-4

Blood samples, use proposed 35:25

Breathalyzer tests, roadside screening 29:16-7, 19; 32:10-2, 14-21, 23-4, 34-6, 77-8; 33:7-10; 35:13, 15-29, 31-5, 41; 54:14

Conditional discharges, treatment 29:8; 32:35

Education programs, offenders 19:21-2; 32:78; 35:16

Increase 32:15, 21

Penalties 29:26; 32:10, 12, 14, 16, 20, 34, 36; 35:13-8, 22, 28-33; 54:14

United Kingdom legislation, breathalyzer tests 35:21

Young offenders 29:15-6

**Income Tax Act**

Bill C-29, relationship 4:12-3

**Incorporation**

Federal, provincial, differences 3:21, 26-7

Non-profit, organizations 4:26-7

**Guilbault, Jacques, député (Saint-Jacques)**

Bill C-71 33:13-4, 25

**Haggan, M. R., Sous-ministre adjoint, Communications et consultation, ministère Solliciteur général**

Budget supplémentaire (B) 1975-76 37:6, 22

**Hale, Rapport**

*Voir*

Ontario Task Force on Policing (1974)

**Halliday, Bruce, député (Oxford)**

Bill C-84 72:43-4, 50-2

Bill C-223 15:22-3

Bill C-373 15:40

**Hamilton, Commission du port**

Commissaires du port de Hamilton 17:11

Exposés

Allmand, hon. Warren 17:9-13

Goyer, hon. Jean-Pierre 17:7-9

Gouvernement fédéral, rôle 17:51

Irrégularités 17:26-7

Allégations

Barfknecht, K. 16:13; 17:10, 21, 23-4, 37, 43, 68, 87-8

Initiales 17:18, 19, 49

Malcolmson, R. 17:68

Personnes impliquées 17:41-4, 46, 56, 75-6

Turkstra, H. 16:24, 26-7; 17:10, 11, 13, 37, 57

Cameron, J. R., Min. Solliciteur général, connaissances 17:76-9

Campbell, Contrôleur J., Hamilton, J. R. Cameron, Min. Solliciteur général, correspondance, rencontre, conséquences 16:32; 17:7-8, 9, 16-9, 30-2, 36-41, 55, 83-7; 24:12-22

Chronologie événements 16:9-11, 22-5; 17:10-2

Commissaire GRC, lettre au Solliciteur général 16:10-1, 21, 48-9

Conseil municipal

Lettre à hon. J. Marchand, demande renouvellement enquête 17:81-3

Résolution, enquête fédérale 16:12, 24-5; 17:54, 69-70, 80

Enquête

Campbell, Commissaire J., déclaration 16:25, 27

Étendue 16:17-8

Juridiction, problèmes 16:10-1, 14-5, 28; 17:15, 23-4, 38-9, 40, 45-7, 49, 69, 79

Police de Hamilton, police provinciale Ontario 17:20-1, 37-40, 45, 47, 80-1

GRC, enquête

Collaboration autres agences fédérales 16:50-1

Déclenchement, délais 16:12, 13, 24, 25, 49-50; 17:12, 22, 28, 34-6, 71-2; 24:14-5

Efficacité 16:28; 17:13, 21; 24:34

Entretiens préalables 17:29, 70

Mutation personnel 16:50

Phases 17:13

Police Hamilton, collaboration 17:69

Renseignements 16:7, 9, 21

Transports, Min., communications 17:53-4, 70

Goyer, hon. J.-P., ancien Solliciteur général, connaissances, rôle 16:14, 23, 31-2; 17:7-8, 14-5, 16

Justice et questions juridiques, Comité, convocation témoins 24:12-22

Nominations non renouvelées 17:44, 56-8, 63

**Indian Affairs and Northern Development Dept.**

Building Ottawa, occupied activists, police jurisdiction, investigation 16:30

**Indians**

*See*

Native Peoples

**Information Canada**

Law Reform Commission publications 14:10-2

**Inmates**

*See*

Correctional Institutions Parole

**Inuit Tapirisat of Canada**

Bill C-83, brief 47:57-8

**(L')Institut international de droit d'expression française**

Activities, grants 14:5, 9-10

**Internationally Protected Persons**

Protection, offences against 32:7, 70-1

**Interpol**

Role, operation 23:16; 30:24-7

**Interpretation Act**

Province, defined 25:10

Provisions, sex 5:23; 12:48

**"Interrogation Techniques"**

RCMP training booklet 23:21-4; 24:11; 26:15-8

**Investors Overseas Services Ltd.**

Activities, government action 3:14; 4:27-8

**Invasion of Privacy**

*See*

Electronic Surveillance

**Ireland**

Firearms, use, legislation, crime 53:13, 50

**Irving Whale**

Salvage bid-rigging investigation, relationship Hamilton Harbour investigation 24:30-4

**Israel**

Firearms control 53:29

**Jack, Douglas, District Coroner, New Westminster, B.C.**

Background 51:35

Bill C-83

Brief 51:50

Statement, discussion 51:31-49

**Jails**

*See*

Correctional Institutions

Police Hamilton, GRC, discussions 16:17

Reinke, Ellen, implication 16:22-3; 17:38, 68-9

Transports, Ministère

Documents provenant Min.

Solliciteur général 17:52, 84-7

GRC, communications 17:53-4

Jamieson, hon. D., connaissances 16:14, 28; 17:10

Marchand, hon. J., correspondance 16:49-50; 17:81-3

Rôle 17:8, 10, 11, 12, 40, 50-4, 81

Statut 17:25-6, 51, 70

Vente emplacements aux Lax Brothers 17:25-6

**Hartt, M. Juge E. Patrick, Président, Commission réforme droit**

Bill C-71 32:26, 33

Budget dépenses 1974-75

Discussion 1:10-29; 2:6, 9-14, 19-25

Exposé 1:9-10

Budget supplémentaire (D) 1974-75 14:6-12

Commission réforme droits travaux 38:16-22

**Haslem, M<sup>lle</sup> Phyllis, Association canadienne Sociétés Elizabeth Fry**

Bill C-83 47:33-41

**Hazelwood, M. T. E., Président, Association canadienne munitions et armes sport**

Bill C-83

Discussion 42:16-7, 20-36

Exposé 42:10-3

**Hébert, Affaire Serge**

Enquête administrative 21:22-3

Jury, décision 72:33-4

Transfert Institut Pinel 21:8-10, 21

**Hees, Hon. George, Député (Prince Edward-Hastings)**

Budget supplémentaire (D) 1974-75

Solliciteur général 17:30-3, 35-48

**Heiman, M. E., Directeur, Responsable Alberta Gun Owners**

Bill C-83 53:44, 49-52, 56-8, 61

**Herbert, M. Harold T., député, parrain Bill C-231**

Bill C-231

Discussion 36:10, 13-5

Exposé 36:5-6

**Hill, M. Charles, Ancien président, Coalition nationale pour droits homosexuels**

Bill C-83 48:37-45

**Hnatyshyn, Ray, député (Saskatoon-Biggar)**

Bill C-3 25:7-8, 12, 14-5

Bill C-29 3:7-8; 4:8-12, 26-7, 30, 33; 5:18, 20; 6:11-6, 23; 9:4-6, 11, 13-4, 18, 20-6; 10:16-7, 19-20; 11:12-4; 12:26, 30-1, 36-7, 48, 53

Bill C-71 29:20-3

Bill C-83 39:17, 20, 23-4, 27-8

Bill C-208 18:9-14

Bill C-223 15:7, 9, 11, 16, 18-9

Sujet du Bill C-231 36:14-6

Bill C-373 15:34, 41

Bill S-3 13:21



**Jalsevac, Stephen, Chairman, National Firearms Safety Association**

Bill C-83 42:44-8, 52-5, 58-9, 73-4

**Jamieson, Roberta, Special Assistant to the President, National Indian Brotherhood**

Bill C-83 49:5-10, 13-4, 17, 22, 25

**Japan**

Firearms legislation, crime 42:97-8; 53:13, 69

**Jobin, Fred, Secretary-Treasurer, Native Council of Canada**

Bill C-83 44:10-5, 22, 26, 28, 32-7

**Joe, Willy, Vice-President, Indians of the Yukon**

Bill C-83 49:18, 25-6

**John Howard Society of Canada**

Bill C-83  
Brief 47:64-70  
Comments 47:41-56

**Johnston, Dr. J. L., President, Shooting Federation of Canada**

Bill C-83 53:4, 10-2, 16-22, 31-2

**Jones, W. G., President, Firearms for Responsible Ownership**

Bill C-83 41:9-10, 16, 19-20, 27-51

**Joyal, Robert, Vice-President, Fédération Québécoise de la Faune**

Bill C-83 58:5-13, 16, 22

**Joyceville Institution**

Pilot production line industrial plant 20:9, 58-9; 21:28-30; 23:15; 24:35; 31:20; 37:18; 52:13, 24-5, 81

**Judges**

Alberta, increase 27:13  
Allowances 27:13, 27; 54:4  
Appointment, criteria, procedure 2:26, 28; 19:23-4; 27:20, 24; 38:27-8  
British Columbia 27:13, 21  
Complaints regarding, discipline, Judicial Council 38:28-9  
County, district courts 27:13, 15, 19, 21, 28  
Education programs, seminars 2:26-8; 19:9-10; 26:20; 29:30; 54:7, 40  
Expenses 13:24-5; 19:10  
Independence 27:15; 38:29  
Language training, effectiveness 38:23-4  
Newfoundland Supreme Court 27:16-9, 27, 29-30, 32  
Ontario 27:13, 21  
Pensions, selves, widows 27:21-2, 27  
Provincial courts  
Competence, attitudes 29:13, 28, 30  
Designation as 32:71  
Number, location 27:13, 22-3  
Removal 27:24-5  
Residency 27:28  
Right to vote, lack 27:19  
Remuneration, provinces, other activities 27:21, 31  
Salaries 27:14-5, 17, 19-23, 29; 29:31; 54:4, 35

Bill S-16 13:10

Budget principal 1974-75—Justice min. 1:21-2, 24; 2:28

Budget supplémentaire (D) 1974-75

Solliciteur général 17:60, 66, 71-5

Budget principal 1975-76

Solliciteur général 20:11-5; 26:5, 25-27

Budget supplémentaire (A) 1975-76

Solliciteur général 30:12-4, 16; 31:5

Budget supplémentaire (B) 1975-76

Justice et Solliciteur général 38:27, 29

Budget principal 1976-77—Justice 54:20-2

Solliciteur général 52:27-32

**Hoban, Inspecteur Roy, G.R.C.**

Bill C-83 59:12; 61:12-3; 62:8, 10, 12, 14, 15, 26-7; 63:22, 31, 44-9, 53; 65:22, 26, 47, 89, 93, 113

**Hofley, M. B. C., Sous-ministre adjoint, Recherche et perfectionnement méthodes, Min. Solliciteur général**

Bill C-84 71:24-9; 72:39-40, 57-60

Budget dépenses 1975-76 20:22-3; 21:33

**Hollies, M. J. K., Conseiller juridique, Min. Solliciteur général**

Bill C-84 69:35-6, 54; 71:37-8, 53-6, 60; 72:23, 36-8, 48

**Holt, M<sup>me</sup> Simma, député (Lambton-Kent)**

Bill C-3 25:8-9, 13-4, 17-8

Bill C-29 3:7; 4:23, 33; 5:23-5; 11:19, 23; 12:19-20, 25-6, 48, 53

Bill C-71 29:23, 25-6; 32:69, 73, 75-6, 78-80; 35:17, 26-7, 32, 41

Bill C-83 43:6-7, 21-5, 40; 45:17-8, 22, 24, 28, 30, 45, 47;

46:14-7, 25, 46-7; 48:6-7, 36-39, 42; 49:21-4, 39, 47, 49-52, 57-60, 62; 50:40, 48-51; 51:8, 22-7, 44, 49; 53:26, 28-32, 53-6

Bill C-84 69:12-16, 48-52, 71-3; 70:12

Bill C-223 15:11, 19-20, 32

Sujet du Bill C-231 36:7-8

Bill C-373 15:33, 40

Budget principal 1974-75—Justice, min. 1:7, 24-7, 29; 2:27-8

Budget supplémentaire (D) 1974-75

Solliciteur général 16:16, 45-8; 17:32-3, 44-8, 58, 60

Budget principal 1975-76

Solliciteur général 21:31-3; 23:15-7; 24:13-4, 20-1

Budget supplémentaire (A) 1975-76

Solliciteur général 30:16-9, 22; 31:21-2, 24-5

Budget supplémentaire (B) 1975-76

Justice et Solliciteur général 38:11

Solliciteur général 37:9-12, 22, 24-7

Budget principal 1976-77

Solliciteur général 52:15

**Hopkins, M. L., député, Parrain Bill C-223**

Bill C-223

Discussion 15:11-23, 29-30

Exposé 15:7-9

**Hopkins, Leonard D., député (Renfrew North-Nipissing East)**

Bill C-83 39:25

**Horner, John H., député (Crowfoot)**

Bill C-83 40:35, 42-4; 44:9-12; 47:21-3

Bill C-84 69:50, 52, 59-65; 70:14, 17-8

Yukon, Northwest Territories 54:8, 43

*See also*

Bill C-47

Courts

## Judges Act

Amendments, seminars, expenses 13:25; 19:10

## Judges Act, An Act to amend . . .

*See*

Bill C-47

## Judicial Council

Role 38:29

## Jury System

Alberta, optional 19:15-6; 28:35

Appeal Court reversal of verdict

Dr. H. Morgentaler 19:12, 14-6

Eliminated 32:42; 34:16-7

Grand Jury, elimination 29:10; 32:41

Narcotics cases 28:35-6

Right denied, accused absconding 32:41; 34:14-5

## Justice

*See*

Criminal Justice

## Justice and Legal Affairs Standing Committee

Bill C-29

Advertising 3:6-9

Appearance of Minister of Consumer and Corporate

Affairs 3:16-7; 4:5-9

Appearance of witnesses 4:4-5, 9-10; 5:18-21; 6:5-10, 23;

7:4; 10:5

Background papers, availability 7:17-8; 8:19

Briefs, access 3:18

Draft regulations, access 6:15-6; 9:20

Bill S-3

Commission, reference of Bill C-29 to 8:3, 5-9, 11-3, 18

Consideration 8:3-9, 12-3, 17-8, 31

Briefs, French translation 51:4-10

Chairs, committee room, complaints 36:7-8

Chairman, resignation, election, Vice-Chairman, election

29:4

Corrigendum Issue No. 11 15:7

Documents tabled in English only 64:21-2

*In camera* meetings, RCMP 20:11, 25, 50; 23:19; 24:3, 12, 22,

28; 26:3

Interpretation, malfunction 18:14-5

Motions

Bill C-83 be amended . . . regulations . . . control and licensing of firearms . . . be . . . subject to Parliament's approval . . . before . . . Royal Assent. Withdrawn 61:3, 16-7, 21, 30-43; 62:5; 63:3, 6-14

. . . clause-by-clause consideration . . . Bill C-29 . . . amendment . . . clause 2 stand . . . amendment negated, motion agreed to 9:3, 23-9

Committee hear as witnesses Prof. Cyril Greenland, School of Social Work, McMaster University and representatives, Responsible Alberta Gun Owners 47:3, 29-30

Consideration of Bill C-3 be deferred for six months. Ruled out of order. Appealed. Sustained. 25:5-6, 16-8

Farris report be made available to all members of this Committee during the study of Bill C-84 71:21-4

Howard, M. John, Sous-ministre adjoint (Corporations), Min. Consommation et Corporations

Bill C-29 3:18, 21-8; 4:12-32; 5:21; 6:12-4, 18-25; 7:10-4, 19-24; 8:16-32; 9:12-5, 18, 21-3; 10:6, 10-5, 18-25; 11:5-18, 23

Howie, J. Robert, député (York-Sunbury)

Bill C-71 32:11-2, 14-5, 35-7, 40, 45, 54-6

Budget supplémentaire (A) 1975-76

Solliciteur général 31:18-21

## Hugessen, Rapport

*Voir*

Groupe d'étude sur mise en liberté des détenus (1973)

Huntington, Ron, député (Capilano)

Bill C-29 4:8, 12-3, 19-23

## IOS

*Voir*

International Overseas Securities

## Immigration illégale

GRC, lutte contre 20:96

## Incarcération

Durée 29:25-6

Efficacité 21:12

Taux 21:11-2

Waller, Irving, étude 21:12

## Infractions criminelles

Ivressomètre, refus test 32:35

Traitement, données statistiques 16:37

## Institut canadien des comptables agréés

Bill C-29, lettres au Comité 5:18-20; 6:5

Bill C-213, mémoire, min. Justice, réaction 7:13-7; 9:9

## Institut international de droit d'expression française

Canada

Participation 14:9

Québec, prov. 14:10

Subvention 14:5, 9

Rôle 14:9

## Interception communications

*Voir*

Écoute électronique

## International Overseas Securities

Description situation 4:28

Mayer, Bernard, expert-conseil, Bill C-29, recommandations 9:11

Pouvoir reconstitution 4:30

## Interpol

Canada, relations 30:24

## Irving Whale

Truquage d'offres, renflouement 24:30-3

Dragage, irrégularités, lien 24:30-2

## Jack, M. D. J., Coroner, New Westminster (C.-B.)

Bill C-83

Discussion 51:34-49

Exposé 51:31-4



(1) ... French version of Bill C-29; (2) ... equal validity ... law., withdrawn 8:3, 5-19

Reasonable living and travelling expenses be paid to all witnesses who so request, to a maximum of two per organization. Negatived 48:3, 7-9

Reasonable living and travelling expenses be paid to Mr. William Atton of Firearms Legislation Committee (Nova Scotia ...) Negatived 59:3, 25-8

Reasonable living and travelling expenses be paid to Prof. Cyril Greenland of McMaster University ... appear before the committee 52:4, 15

Reasonable travelling and living expenses be paid to Mr Doug Jack, Coroner, New Westminster, B.C., ... appear before Committee ... 47:3, 29

Organization meeting 1:4-5

Procedure 1:7-8; 8:3-9, 12-3, 17-8; 15:27; 20:5; 21:25-7; 22:5-11, 36-9, 41; 24:28; 26:5; 32:45-6, 69-70; 34:26-7

Bill C-29 5:18-21; 6:5-10, 23; 7:4-7; 8:3-19; 9:3-6, 23-9; 10:4-6; 11:13, 19-20; 12:10, 19-20, 26-9, 31-2, 53

Bill C-84 69:4-6, 8-10, 30, 41-3, 74-5; 70:3-26; 71:3-5, 7, 16-7, 21-2

Hamilton Harbour dredging contracts alleged fraud 16:7-8, 14, 16, 33-6, 43, 45-6, 48-9, 52; 17:6-7, 28, 30-3, 58-67, 72-3, 80; 24:12-22

Questions of Privilege 17:61-3; 22:39; 50:25-6; 55:55-7

Sub-committee on Agenda and

Procedure. Reports

First 3:4-10

Second 17:4-6

Third 24:3-4, 12-23

Fourth 29:5, 23-5

Fifth 39:5-6, 8-28

Sixth 44:3-4, 15-22

Seventh 69:4-5, 10-29

Unpublished briefs, Bill C-83, made available 60:13-4

Vice-Chairman, election 32:4, 49; 36:4, 7, 9; 72:13, 93-4

## Justice Dept.

Bilingualism 19:30-1; 27:12, 33; 28:37-8

Co-ordinator of Law Reform Implementation, established 54:5, 36-7

Estimates 1974-75

Main

Report to House 2:3, 28

Vote 25—Law Reform Commission 1:7-29; 2:5-28

Supplementary (D)

Report to House 14:4, 12; 16:4, 6, 53

Statement, Minister 14:5-6

Vote 10d—Administration of Justice 14:5-12

Vote 15d—Supreme Court of Canada 14:5-12

Vote 25d—Law Reform Commission of Canada 14:5-12

Estimates 1975-76

Main

Report to House 27:7, 12, 32-3

Statement, Minister 19:6-11

Vote 1—Administration of Justice 19:6-31

Supplementary (B)

Discussion 38:5-29

Report to House 36:3, 29

Statement, Minister 38:5-6

Estimates 1976-77

Main

Statement, Minister 54:4-9, 35-46

Total, increase 54:4, 35

Vote 1—Administration of Justice 54:4-33

Expenditures

Jalsevac, M. Stephen, Président, bureau Toronto, National Firearms Safety Association

Bill C-83 42:44-8, 52-5, 58-9, 73-5

Jamieson, M<sup>me</sup> Roberts, Adjoint spécial président, Fraternité nationale Indiens

Bill C-83

Discussion 49:13-4, 17, 22, 25

Exposé 49:5-10

## Jeunes délinquants

Proportion devenant criminels 26:20, 23; 54:30

Réhabilitation 26:20-2

Voir aussi

Jeunes délinquants, Loi

## Jeunes délinquants, Loi

Âges condamnation, limite 2:11-2; 29:15

Provinces, uniformisation, recommandation 2:24-5

Nouvelle législation

Améliorations 26:21

Comité interministériel projet loi, provinces, discussions 29:15-6; 52:8, 104

Comité ministériel projet loi, rapport 20:69; 52:8, 103-4

Consultations 26:21-2; 28:18; 42:8

GRC 30:12

Modèle 20:18-9; 26:22; 28:18; 29:16

Rédaction 1:20

Voir aussi

Jeunes délinquants

## Jeux hasard

Machine à sous 32:9-10

## Jeux olympiques de 1976

Programmes sécurité 20:79, 92-4; 22:24-5; 30:13; 31:9, 18; 52:9, 10, 34, 107, 124

Jobin, M. Fred, Secrétaire-trésorier, Conseil national autochtones Canada

Bill C-83 44:10-5, 22-8, 32-6

Joe, M. Willy, Vice-président, Indiens Yukon, Fraternité nationale Indiens

Bill C-83 49:18, 25-6

## John Howard Society of Canada

Bill C-83

Discussion 47:43-56

Exposé 47:41-3

Johnston, M. J. L., Président, Fédération tir Canada

Bill C-83 53:4, 10, 12, 19, 21, 22, 31-2

Jones, M. W. G., Président, Firearms for Responsible Ownership

Bill C-83

Discussion 41:16, 19-20, 27-51

Exposé 41:9-10

## Jour du Patrimoine canadien

Appui 18:7

Bill C-208

- Operating, increase 38:6
  - Tenant services, PWD 38:23
  - Grant, L'Institut International de Droit d'Expression Française 14:5, 9-10
  - Lawyers, increase 19:6
  - Legislation, preparation, computer use 10:24-5
  - Minister, responsibility 24:25; 26:25
  - RCMP, relationship 31:12-4
  - Regional offices 19:6-7
  - Reorganization 19:6-7
  - Role, activities, programs 19:7-11; 54:5, 35-6
  - Yukon, Northwest Territories, programs 54:8, 43-6
    - See also
  - Attorney General of Canada
  - Statute Revision Commission
- Juvenile Delinquents**
- See
  - Offenders. Young
- Juvenile Delinquents Act**
- Administration, provinces 26:21
  - Revision 26:21; 29:15; 52:8, 50-1
- Kenney, J. H., Executive Vice-President, Ontario Jockey Club**
- Bill C-71 32:47-66
- Kingston Penitentiary**
- Aversion conditioning program, sexual offenders 26:12
- Kirkpatrick, A. M., Executive Director, John Howard Society of Canada**
- Bill C-83 47:41-56
- Kirton, John, President, Lower Canada Arms Collectors Assoc. Inc.**
- Bill C-83 55:10-2, 43-4, 47
- Korchinski, Stanley J., M.P. (Mackenzie)**
- Bill C-83 49:18-20, 43-4, 53-6; 50:26-7, 31-5, 40; 51:7-8, 46-9; 53:19-24; 55:45-9; 56:9, 25, 49-54, 69; 58:19-21, 31-5, 41, 49-53; 59:9, 13, 32-8; 60:8-12
- Labrador, Nfld.**
- Crime, firearms use, control 61:13-4
- Lachance, Claude-André, M.P. (Lafontaine) Committee Vice-Chairman**
- Bill C-71 32:49, 70, 74-5; 33:6-20, 22-6; 34:8-20, 22-27; 35:13, 16-8, 25-37, 39-43
  - Subject-matter of Bill C-231 36:7
- Lachance, Claude-André, M.P. (Lafontaine)**
- Bill C-29 3:10; 4:10, 13-4; 6:7, 9, 23-6; 8:4, 6-7, 9-11, 14, 17; 12:29
  - Bill C-43 13:22-4, 26
  - Bill C-71 29:19-20, 27, 30; 32:22-4, 31
  - Bill C-83 43:5-6, 17, 32-6; 45:28-9, 37, 50-1; 46:9, 17-8, 27, 35-8; 50:25-6, 54-7; 57:8-9, 14; 58:28-32; 59:24, 27, 32, 44-6; 60:4-7, 11-3, 17-8; 61:35-6, 43; 62:11-2, 18-9, 25; 63:52-3; 64:10, 27, 38-9, 42, 44; 65:22, 25-7, 30-1, 35-7, 51-2, 56-60, 63-4, 67, 80-1, 84-5, 87, 90, 111; 66:24-9, 34-5, 40, 42; 67:35-6, 39-40, 42, 46-8, 57
  - Bill C-84 70:16; 72:50, 63
- Insertion terme «national» 18:17, 19-20, 22
  - Titre français 18:7, 17
- Sujets célébration**
- Aspect facultatif, obligatoire 18:13-6, 20-1
  - Choix, problèmes 18:8-12, 16
  - Déclaration canadienne des droits 18:8, 21
  - Quatre premières années 18:8-9, 12-3
  - Répétition 18:13
  - Voie de proclamation 18:9
  - Voir aussi
- Bill C-208**
- Jours fériés**
- Jour du Patrimoine canadien, Loi**
- Voir
  - Bill C-208
- Jours fériés**
- Jour Dominion, appellation, changement, raisons 36:5-6, 9-18
  - Journée héritage, création 36:14
  - Législation 36:14
  - Voir aussi
  - Jour du Patrimoine canadien
- Joyal, M. Robert, Vice-président, Fédération québécoise faune**
- Bill C-83
  - Discussion 58:8-13, 16-22
  - Exposé 58:5-8
- Joyceville, Institution**
- Ateliers pénitentiaires, projet-pilote 24:35; 37:18; 52:13, 24, 25, 135
- Juges**
- Activités connexes rémunérées interdites 27:21
  - Conseil judiciaire canadien, rôle 38:29
  - Conventions, séminaires, frais 13:24-5; 19:10
  - Cours district, volume travail 27:19
  - Formation, recommandation 2:26-7; 54:7, 52
  - Lieu résidence 27:28
  - Nominations
    - Association du Barreau canadien, rôle 19:23
    - Cour suprême Terre-Neuve 27:16-9, 27, 29-30, 32
    - St. John's Telegram, 17 mai 1975, art. 27:16
  - Critères 27:20, 24
  - Juges supplémentaires, identification 27:13
  - Procédure 2:28; 27:22, 24
  - Provinces 54:21-2
  - Québec, prov., augmentation 27:23
  - Pensions retraite 27:27
  - Révocation pouvoirs 27:25
  - Sentences
    - Pouvoirs discrétionnaires 27:25-6; 28:25; 43:45; 46:40, 88; 47:44, 49-50; 50:67, 68; 51:13; 54:30-1; 56:66; 59:6; 65:62-4, 71-2; 66:12, 29, 30, 31, 33-5, 37
    - Procédure pénale 46:99-100
    - Recommandations, considération 21:8-10; 21:24-5
- Traitement**
- Cours comté, district 27:20
  - Échelonnement 27:20
  - Impôts déductibles 27:14-5, 19, 23
  - Juges provinciaux 27:15, 21
  - Provinces, paiement sommes supplémentaires 27:31
  - Rétroactivité 27:22-3
  - Veuves, pensions 27:21-2, 27
  - Voir aussi
  - Affaire juges
  - Bill C-47



Bill C-208 18:21  
 Bill C-223 15:10, 20-2  
 Main Estimates 1974-75—Justice Dept. 2:5-9  
 Supplementary Estimates (D) 1974-75—Justice 14:6-8  
   Justice 14:6-8  
   Solicitor General 16:36-40; 17:32  
 Main Estimates 1975-76—Solicitor General 20:25; 21:4-8,  
 21, 25-6; 22:5-6, 9-10, 30-1; 23:11-2; 24:28; 26:7-11  
 Supplementary Estimates (A) 1975-76—Solicitor General  
 31:9-11, 18, 24

**Lafrance, G., Montreal Urban Community, Canadian  
 Assoc. of Chiefs of Police**  
 Bill C-71 32:8

**Lamer, Hon. Mr. Justice A., Chairman, Law Reform  
 Commission of Canada**  
 Commission activities 1:27-8; 2:6-9, 14-8, 25-7  
 Estimates, Main 1976-77 54:13, 23-4, 32

**Landers, Mike, M.P. (Saint John-Lancaster)**  
 Bill C-71 33:7-8, 15-7; 35:40, 42-3  
 Subject-matter of Bill C-231 36:18-9  
 Bill S-2 13:12  
 Main Estimates 1975-76—Solicitor General 21:26-30  
 Supplementary Estimates (B) 1975-76—Justice and  
   Solicitor General 38:21-2  
 Main Estimates 1976-77—Solicitor General 52:27, 37-39

**Landry, L. P., Assistant Deputy Attorney General of  
 Canada**  
 Bill C-83 59:15; 60:5-7, 20-3

**Lang, Hon. Otto, Minister of Justice and Attorney Gen-  
 eral of Canada**  
 Bill C-43 13:22-30  
 Bill C-47 27:13-4, 17-33  
 Bill S-2 13:10-4  
 Bill S-3  
   Discussion 13:16-22  
   Statement 13:15-6  
 Bill S-16 13:8-10  
 Estimates 1974-75  
   Supplementary (D)  
     Discussion 14:6, 9-10  
     Statement 14:5-6  
 Estimates 1975-76  
   Main  
     Discussion 19:13-31  
     Statement 19:6-11

**Langlois, Paul, M.P. (Chicoutimi)**  
 Supplementary Estimates (D) 1974-75—Solicitor General  
 16:31

**Lapointe, Charles, M.P. (Charlevoix)**  
 Bill C-29 12:53  
 Bill C-83 39:10

**Laprise, Gérard, M.P. (Abitibi)**  
 Bill C-84 70:8

**LaSalle, Roch, M.P. (Joliette)**  
 Bill C-83 49:30-4, 46-7  
 Bill C-84 70:7, 16, 20, 22, 25-6; 72:61-4

## Jury, système

D'Accusation, disparition 29:10  
 Cause Dr. Morgentaler, conséquences 19:14-5

## Justice et questions juridiques, Comité permanent

Bilinguisme 51:4-8; 64:21-2  
 Bill C-223, décision président recevabilité amendements  
 15:27  
 Convocation témoins re port de Hamilton 24:12-22  
 Lettres  
   Association du Barreau du Québec 8:4  
   Institut canadien des comptables agréés 5:18-20; 6-5  
   Petrofina Canada Ltée 5:18-9, 20  
   Stikeman, Elliot, Roberts et Bowman 6:6  
 Mémoires reçus re Bill C-29 9:6-7  
 Motions  
   ...avise...représentant NPD  
   approbation Bill C-29...adoptée 12:18, 53  
   Bill C-71, art. ajouté après  
     Art. 22...adoptée 33:4, 18  
     Art. 91...adoptée 34:19  
   ...Comité étudie deux rapports distincts...Bill C-83  
   39:28-9; 41:4-6, 13-4; 45:44-50, 87  
   ...Comité fasse imprimer 1500 exemplaires comptes  
   rendus...bill C-83...adoptée 39:30; 46:14  
   ...Comité suspende travaux...ministre puisse compa-  
   raître, rejetée 4:3, 7-9  
   ...contrôleur J. Campbell  
   ...Hamilton soit invité...retirée 16:5, 34-6  
   ...étude bill C-29 article par article, adoptée 9:3, 4-8,  
   23-9; 10:4-5  
   ...étude bill C-3 reportée à six mois 25:5, 14, 16-8  
   ...hon. J.-P. Goyer soit invité...irrecevable 16:5, 33  
   ...rapport Farris...disposition membres Comité, reje-  
   tée 71:3, 4, 22-4  
   ...rapport sous-comité...soit modifié...rejetée  
   24:12-22  
   ...validité commentaires Barreau Québec...version  
   française Bill C-29...retirée 8:3, 5-19  
 Procédure 3:6-11; 4:4-10; 5:18-21; 6:5-10; 7:4-7; 9:4-9, 23-9;  
 17:59-67; 39:10-28; 41:4-7; 42:5-8; 48:5-9; 51:4-8; 59:22-8;  
 69:4-6, 8-29, 74-5; 70:5-26  
 Projet loi «correctrice», étude 54:6  
 Sous-comité programme et procédure, rapports  
   Premier 3:4, 6-10  
   Deuxième 17:4, 6  
   Troisième 24:3-4, 5, 12-23  
   Quatrième 29:5  
   Cinquième 39:4-6, 9-28  
   Sixième 44:3-4, 16-22  
   Septième 69:4, 10-28

## Justice, Ministère

Aide juridique, provinces, territoire, accords 19:7; 54:8  
 Bilinguisme 19:30-1; 28:37  
 Bill C-71 29:6-31; 32:7-8, 18-9, 30, 39, 42-4, 66-80; 33:6-26;  
 34:12-8, 23-7; 35:13-7, 21-5, 29-32, 35-43  
 Bill C-83, groupe, rapport 38:25  
 Budget dépenses 1974-75  
   Crédit 25—Commission réforme du droit 1:8-29; 2:5-28  
 Budget supplémentaire (D) 1974-75  
   Crédit 10d—Administration Justice 14:5, 9-10, 12  
   Crédit 15d—Cour suprême du Canada 14:5, 12  
   Crédit 25d—Commission réforme du droit 14:5, 6-9,  
   10-2  
   Exposé, hon. O. Lang 14:5-6  
 Budget dépenses 1975-76

**Latin American Working Group**

Infiltration, H. B. Gallagher 23:9

**Laval Complex, Correctional Institutions**

Described, special corrections unit, closure 37:25

**Laval Minimum Security Institution, Que.**

Hébert, Serge, suicide 21:8-10, 21-5

**Law Enforcement, Judicial and Correctional Statistics**

Statistics Canada Report 28:22-4

**Law Reform**

Co-ordinators, federal, provincial, appointed 54:5, 36-7

Criminal law amendment program 29:6-7, 10; 54:10-1

Legal profession, involvement 54:6, 39

Legislation planned, timing 54:13-4

National conference proposed 19:12

Police attitudes 2:20, 25-6

Public attitudes 2:8-9, 15, 25-6

*See also*

Bills

Legislation

Specific offences, subjects

**Law Reform Commission Act**

Aeronautics Act, relationship 13:27

**Law Reform Commission Act, An Act to amend**

*See*

Bill C-43

**Law Reform Commission of Canada**

Activities, procedures 1:9-11, 16, 28; 2:8, 18-21; 13:26-8; 14:10; 54:5

(Le) Barreau (Quebec), co-operation 1:16; 14:11

Canadian Bar Association, co-operation 1:16; 14:11; 54:6

Chairman retirement, Vice-Chairman promotion 38:6-7

Civil Code Review office, co-operation 2:15

Civil law, Quebec, interest 13:29-30

Criminal Code

Amendments proposed 14:8-9

Examination, revision, proposed 29:12; 54:9-11

Estimates, Main, 1974-75 1:7-29; 2:5-28; 14:5-12

Expenditures 13:24; 14:5, 7, 11; 38:6

Findings ignored, Bill C-71 32:25-6

Foreign laws, reforms, research, consideration 2:16

Law enforcement agencies, consultation 2:10

Members

Expenses 13:24; 14:7

Full-time, part-time, number 13:22-4

Quebec, New Brunswick 13:28-30; 38:21-2

Selection, criteria 13:27-30

Term 13:25-6

Name change proposed 13:26

Provincial Law Reform Commissions, co-operation 1:13, 21-23; 2:15

Provinces, co-operation 1:16; 2:15, 19; 14:10

Public, consultation, response 1:16-7; 2:5-8, 15-6, 19, 21; 14:7, 10

Public relations 14:6-8

Publications 1:9-11, 16, 22-3, 28; 2:23; 14:5-7, 10-2

Purpose, priorities, role 1:13, 17-26; 2:5-8, 17-20; 13:26, 29

Reports

Annual 1:9, 11, 17-9

Final 13:26-8; 14:8; 19:10, 13, 20; 29:6; 46:5; 54:36

Crédit 1—Administration justice 19:6-31; 27:33

Crédit 5, 10, 15, 20, 25, 30 27:33

Exposé, hon. O. Lang 19:6-11

Budget supplémentaire (B) 1975-76,

Crédit 1b—Administration justice 38:5-7

Crédit 15b—Cour suprême Canada 38:5

Crédit 25b—Commission réforme droit Canada 38:5

Budget dépenses 1976-77

Augmentation 1975-76 54:4, 47

Crédit 1—Administration 54:4-33

Répartition 54:47

Conférence nationale sur le droit, recommandation 19:12

Conseils autres ministères 19:11

«(Les) Francophones et emploi du français au ministère», document 28:37-8

GRC, responsabilité Ministre 26:25; 31:12-4

Locaux, rénovation, réparation, dépenses 38:6, 23

Ministre, rôle 38:26

Nouvelles lois enregistrées sur ordinateur 10:22, 24-5

Objectifs 54:5, 47-8

Otway, M. Bill, lettre sujet commentaires M. Poulin 67:34-5

Personnel, augmentation 19:6

Services juridiques, décentralisation 19:6

Services recherche et planification 19:7

**Justice pénale**

Administration, public, conception, étude 52:7, 99

Renseignements et Statistiques 20:72

Solliciteur général, Min., rôle 20:76; 52:100

**Kenney, M. J. H., Vice-président exécutif, Ontario Jockey Club**

Bill C-71

Discours 32:47-54

Discussion 32:54-66

**Kingston, Pénitencier**

Centre de psychiatrie, programme conditionnement inverse 26:12, 13-4

**Kirkpatrick, M. A. M., Directeur exécutif, John Howard Society Canada**

Bill C-83

Discussion 47:43-56

Exposé 47:41-3

**Kirton, M. John, Président, Association Collectionneurs Armes Bas-Canada**

Bill C-83

Discussion 55:43-4, 47

Exposé 55:10-1

**Korchinski, Stanley J., député (Mackenzie)**

Bill C-83 49:18-20, 43:4, 53-6; 50:26-7, 31-5, 40; 51:7-8, 46-9; 53:19-24; 55:45-9; 56:9, 25, 49-54, 69; 58:19-21, 31-5, 41, 49-53; 59:9, 13:32-8; 60:8-12

**Lafrance, M. G., Association canadienne, chefs police**

Bill C-71 32:8

**Lamer, hon. Juge Antonio, Vice-président, Commission réforme du droit**

Budget dépenses 1974-75 1:27-8; 2:6-9, 14-8, 25-7

Budget dépenses 1976-77 54:13, 23-4, 32



"Criminal Law" 46:5, 50; 50:78; 53:42, 63  
Staff 1:22-3; 2:10; 13:22-3; 38:21-2

#### Studies

Contempt of court 2:17-8  
Corporate criminal responsibility 14:8  
Criminal law, Code 14:8; 19:10; 29:6; 38:19-20; 50:78; 54:9-11, 28; 59:44  
Criminal procedure 14:9; 19:10  
Diversion 19:21-2; 38:12, 17, 20; 46:36  
Evidence 1:10; 2:8, 14; 14:8; 19:10, 13; 32:32-3; 50:13; 54:5-6, 37-8; 66:30-1, 38  
Expropriation 14:8; 19:10  
Family law 1:9-10, 16, 23; 14:8; 19:8-10, 20-1; 54:5, 7, 37  
Guilt, innocence, strict liability 1:10; 14:8  
Mental illness, responsibility 14:8, 10; 29:21  
Pre-trial procedure, delays 14:8; 38:17; 54:6, 38-9  
Rape 32:32-3  
Recommendations, implementation 2:14-5; 19:10; 38:12  
Sentencing, imprisonment and release 1:10, 22; 2:14, 20, 22-3; 14:8; 38:12, 20; 46:29, 32-3, 36-7, 39; 48:78; 51:18; 52:36; 54:6, 30, 38, 43; 64:38-9, 41; 72:47  
Sexual offences 2:14; 38:16-7; 46:7; 48:78; 57:7, 42-3  
Working papers 1:9-10; 2:22-3; 13:26-8; 14:6, 8-9, 11; 19:8-9, 21-2; 29:6, 21

#### Law Schools

Criminology research, grants 19:9; 20:39  
Exchange program, civil-common 19:7  
Graduate scholarships 19:8, 10  
Native People, programs 54:7-8, 42, 45

#### Lawrence, Allan, M.P. (Northumberland-Durham)

Bill C-29 12:34, 38-47, 50-2  
Bill C-84 69:11-4, 22-3, 28, 46-8, 61, 66; 70:23-5; 71:42, 62-3; 72:48-50, 55, 57-9, 64-9, 73, 77, 87-8, 90, 92-3  
Bill C-223 15:13-5, 29  
Bill C-373 15:36-7, 39  
Supplementary Estimates (D) 1974-75—Solicitor General 16:21-6, 33, 35, 52  
Main Estimates 1975-76—Solicitor General 24:5-10, 22, 34  
Supplementary Estimates (A) 1975-76—Solicitor General 31:4-9  
Main Estimates 1976-77—Justice 54:16-20

#### Le Blanc, Denis, President, National Gay Rights Coalition

Bill C-83 48:38-42

#### Legal Aid

Federal-provincial agreements 19:7, 10  
Inexperienced counsel 19:13  
Inmates 21:6  
Yukon, Northwest Territories 54:8, 44-6

#### Legal Education

Judges 2:26-8; 19:9-10; 26:20; 54:7, 40  
Native People 19:8, 54:7-8, 42, 45  
Public 1:16-7, 23-4; 2:5-9, 21-2  
*See also*  
Law Schools

#### Leggatt, Stuart, M.P. (New Westminster)

Bill C-83 39:9, 11, 14-6, 24, 26, 29, 35, 39, 41-6, 48-50; 40:18-22; 41:14-8, 34; 42:23-6, 43, 46, 48-52, 59, 61-2, 69-71, 74, 77-8; 47:35-8, 43, 52-6; 48:6, 8-9, 13-18, 31, 43-5; 50:35-9; 51:35-6, 44; 56:37-43, 48; 59:14-22, 25-7; 60:20-3; 64:8, 12, 14,

Landry, M. Philippe, Sous-procureur adjoint Canada, min. Justice

Bill C-83 59:15; 60:5-7, 20, 21-3

Lachance, Claude-André, député (Lafontaine) Vice-président du Comité

Bill C-71 32:49, 70, 74-5; 33:6-20, 22-6; 34:8-20, 22-27; 35:13, 16-8, 25-37, 39-43  
Sujet du Bill C-231 36:7

Lachance, Claude-André, député (Lafontaine)

Bill C-29 3:10; 4:10, 13-4; 6:7, 9, 23-6; 8:4, 6-7, 9, 11, 14, 17; 12:29  
Bill C-43 13:22-4, 26  
Bill C-71 29:19-20, 27-30; 32:22-4, 31  
Bill C-83 43:5-6, 17, 32-6; 45:28-9, 37, 50-1; 46:9, 17-8, 27, 35-8; 50:25-6, 54-7; 57:8-9, 14; 58:28-32; 59:24, 27, 32, 44-6; 60:4-7, 11-3, 17-8; 61:35-6, 43; 62:11-2, 18-9, 25; 63:52-3; 64:10, 27, 38-9, 42, 44; 65:22, 25-7, 30-1, 35-7, 51-2, 56-60, 63-4, 57, 80-1, 84-5, 87, 90, 111; 66:24-9, 34-5, 40, 42; 67:35-6, 39-40, 42, 46-8, 57  
Bill C-84 70:16; 72:50, 63  
Bill C-208 18:21  
Bill C-223 15:10, 20-2  
Budget principal 1974-75—Justice, min. 2:5-9  
Budget supplémentaire (D) 1974-75  
Justice 14:6-8  
Solliciteur général 16:36-40; 17:32  
Budget principal 1975-76  
Solliciteur général 20:25; 21:4-8, 21, 25-6; 22:5-6, 9-10, 30-1; 23:11-2; 24:28; 26:7-11  
Budget supplémentaire (A) 1975-76  
Solliciteur général 31:9-11, 18, 24

Landers, Mike, député (Saint John-Lancaster)

Bill C-71 33:7-8, 15-7; 35:40, 42-3  
Sujet du Bill C-231 36:18-9  
Bill S-2 13:12  
Budget principal 1975-76  
Solliciteur général 21:26-30  
Budget supplémentaire (B) 1975-76  
Justice et Solliciteur général 38:21-2  
Budget principal 1976-77  
Solliciteur général 52:27, 37-39

Lang, hon. Otto, Ministre Justice et Procureur général du Canada

Bill C-43 13:22-9  
Bill C-47  
Discussion 27:17-33  
Exposé 27:13  
Bill S-2 13:10-4  
Bill S-3  
Discussion 13:16-22  
Exposé 13:15-6  
Bill S-16 13:8-9  
Budget supplémentaire (D) 1974-75  
Discussion 14:5-6, 9-10  
Exposé 14:5-6  
Budget dépenses 1975-76  
Discussion 19:13-31  
Exposé 19:6-11

Langlois, Paul, député (Chicoutimi)

Budget supplémentaire (D) 1974-75  
Solliciteur général 16:31

- 16, 18-20, 29, 31-4, 38-39, 44-5; 65:17, 19-22, 29-33, 35, 37-40, 43-51, 53-5, 58-64, 74, 76, 78, 80-2, 86-8, 90-6, 103-4, 115, 117, 123; 66:12, 14, 16-8, 20-4, 26, 30-1, 33, 37-40, 42-3; 67:14, 18-9, 23-6, 28-34, 36-8, 43, 50-7, 59-60, 62-5, 67-8, 71-9  
 Bill C-84 69:15, 17, 23, 29, 42, 65-9, 74; 70:11; 71:33-4; 72:33-6, 56, 81, 88, 91-2  
 Subject-matter of Bill C-231 36:8-9  
 Supplementary Estimates (D) 1974-75—Solicitor General 17:55-8, 63, 67  
 Supplementary Estimates (B) 1975-76  
 Justice and Solicitor General 38:12-15, 17  
 Solicitor General 37:12-7, 20, 26-8  
 Main Estimates 1976-77—Solicitor General 52:15, 19-23
- Legislation**  
 Drafting  
 Computer use 10:24-5  
 French language, use, translation 8:5-7, 9-12, 14-8; 13:19-21; 28:38  
 Language 1:24-9; 5:23-5  
 Information retrieval 19:9  
 Revision, correction anomalies, errors, proposed Bill 54:6, 28, 40
- Letarte, Pierre, Justice, Superior Court, Quebec**  
 Judgement, contempt of court, cited 1:12
- Levy, Harold J., Secretary, Ontario Criminal Lawyers Association**  
 Bill C-71 32:25-6
- Liaison**  
 Publication, Solicitor General's Dept. 20:8, 40
- Lieutenant Governor's Warrants**  
 Detention under 29:21-3; 32:41-2; 34:15-6  
 Examination, Law Reform Commission 14:10; 29:21; 34:15
- Ligue des Droits de l'Homme**  
 Bill C-83  
 Brief 49:63-6  
 Comments 49:26-44
- Locke, Hugh, O.C., Past President, Ontario Criminal Lawyers Association**  
 Bill C-71 32:31-4, 39, 42-6
- Loiselle, Bernard, M.P. (Chambly)**  
 Bill C-71 33:19, 22; 35:16-7  
 Bill C-83 39:46-9; 40:29-31; 43:52-5; 45:47; 48:29-31; 49:32, 38; 55:38-41; 64:28; 65:109-10  
 Bill C-84 70:9, 22; 71:42-6  
 Bill C-208 18:13, 15, 21  
 Bill C-223 15:26-7  
 Bill S-16 13:9  
 Main Estimates 1975-76—Solicitor General 26:20-4; 28:29  
 Supplementary Estimates (A) 1975-76—Solicitor General 31:14-18
- Lord's Day Act**  
 Principle 58:38
- Lower Canada Arms Collectors Association Inc.**  
 Bill C-38
- Langues, enseignement**  
 Financement 38:6, 23-4
- Lapointe, Charles, député (Charlevoix)**  
 Bill C-29 12:53  
 Exposé C-83 39:10
- Laprise, Gérard, député (Abitibi)**  
 Bill C-84 40:8
- LaSalle, Roch, député (Joliette)**  
 Bill C-83 49:30-4, 46-7  
 Bill C-84 70:7, 16, 20, 22, 25-6; 72:61-4
- Lawrence, Allan, député (Northumberland-Durham)**  
 Bill C-29 12:34, 38-47, 50-2  
 Bill C-84 69:11-4, 22-3, 28, 46-8, 61, 66; 70:23-5; 71:42, 62-3; 72:48-50, 55, 57-9, 64-9, 73, 77, 87-8, 90, 92-3  
 Bill C-223 15:13-5, 29  
 Bill C-373 15:36-7, 39  
 Budget supplémentaire (D) 1974-75  
 Solliciteur général 16:21-6, 33, 35, 52  
 Budget principal 1975-76  
 Solliciteur général 24:5-10, 22, 34  
 Budget supplémentaire (A) 1975-76  
 Solliciteur général 31:4-9  
 Budget principal 1976-77—Justice 54:16-20
- Leblanc, M. Denis, Président, Coalition nationale pour droits homosexuels**  
 Bill C-83 48:38-42
- Leggatt, Stuart, député (New-Westminster)**  
 Bill C-83 39:9, 11, 14-6, 24, 26, 29, 35, 39, 41-6, 48-50; 40:18-22; 41:14-8, 34; 42:23-6, 43, 46, 48-52, 59, 61-2, 69-71, 74, 77-8; 47:35-8, 43, 52-6; 48:6, 8-9, 13-8, 31, 43-5; 50:35-9; 51:35-6, 44; 56:37-43, 48; 59:14-22, 25-7; 60:20-3; 64:8, 12, 14, 16, 18-20, 29, 31-4, 38-39, 44-5; 65:17, 19-22, 29-33, 35, 37-40, 43-51, 53-5, 58-64, 74, 76, 78, 80-2, 86-8, 90-6, 103-4, 115, 117, 123; 66:12, 14, 16-8, 20-4, 26, 30-1, 33, 37-40, 42-3; 67:14, 18-9, 23-6, 28-34, 36-8, 43, 50-7, 59-60, 62-5, 67-8, 71-9  
 Bill C-84 69:15, 17, 23, 29, 42, 65-9, 74; 70:11; 71:33-4; 72:33-6, 56, 81, 88, 91-2  
 Sujet du Bill C-231 36:8-9  
 Budget supplémentaire (D) 1974-75  
 Solliciteur général 17:55-8, 63, 67  
 Budget supplémentaire (B) 1975-76  
 Justice et Solliciteur général 38:12-15, 17  
 Solliciteur général 37:12-7, 20, 26-8  
 Budget principal 1976-77—  
 Solliciteur général 52:15, 19-23
- Levy, M. Harold, Secrétaire, Ontario Criminal Lawyers Association**  
 Bill C-71 32:25-6
- Libération conditionnelle détenus, Loi**  
 Données statistiques 29:20-1  
 Gouverneur en conseil, règlements 46:6, 91, 94  
 Modifications proposées 20:73-4, 107; 21:20; 29:11, 14-5, 19-20
- Libérations conditionnelles**  
 Bénéficiaires



Brief 55:88-92

Comments 55:10-3, 32-3, 39-44, 46-7

**Lowry and Lepper v. The Queen**

Supreme Court decision 55:178

**Lumley, Ed. M.P. (Stormont-Dundas)**

Supplementary Estimates (D) 1974-75—Solicitor General 17:63, 69-71

**Lynch, B. T., Officer i/c Financial Management Branch, RCMP**

Pension expenditures 30:14

**Lynch, M. L., Member, National Parole Board**

Pardons, revocation 28:8-11

**Macauley, R. B., Legal Officer, Legal Services, National Parole Board**

Bill C-83 67:65, 75, 80

**Maccagno, M., Member, National Parole Board**

Voluntary termination of parole 52:23

**McCleary, Ted**

Suit, RCMP, wrongful dismissal 26:26; 28:5-6

**McCleave, Robert, M.P. (Halifax-East Hants)**

Bill C-71 32:62-5; 35:17, 33, 35

Bill C-83 41:36-7; 42:5, 46-8, 51-2, 55, 61-5; 43:15, 24, 27-9, 38; 44:19, 21, 34-7; 48:5, 21, 29, 39-41; 49:12-5, 21; 50:5, 16-17, 19-20; 55:16, 24-5; 56:34-7; 57:20-1; 58:26-8; 59:26, 43-4; 61:38-40; 62:31; 63:11, 19, 21, 42-7, 49-50, 52, 54-5; 65:30-1, 33, 41, 46, 69-73, 77-8, 80-4, 87; 66:10-2, 23, 28-9, 35-6, 38-9, 43; 67:30-1

Bill C-223 15:27, 31-2

Bill C-373 15:41-2

Supplementary Estimates (D) 1974-75—Solicitor General 16:40-4

Supplementary Estimates (B) 1975-76

Justice and Solicitor General 38:5, 18, 20, 22-26, 29-30

Solicitor General 37:5-8, 22-4

Main Estimates 1976-77—Justice 54:16-7, 25-9

**MacDonald, David, M.P. (Egmont)**

Main Estimates 1975-76—Solicitor General 23:21-4; 24:11-2; 26:15-20

Supplementary Estimates (A) 1975-76—Solicitor General 30:23-7

**McGrath, James A., M.P. (St. John's East)**

Bill C-47 27:15-9, 24-32

Bill C-83 39:15

Supplementary Estimates (D) 1974-75—Solicitor General 16:28-34, 36

Main Estimates 1975-76

Justice 27:33

Solicitor General 20:21-5; 21:11; 24:15, 18, 28-34

**McGrath, W. T., Executive Director, Canadian Criminology and Corrections Association**

Bill C-83 46:21, 25-8

Autochtones 44:8, 27-8, 59-60, 72

Délinquants dangereux 46:15-6, 19-20, 112; 49:65; 52:99; 67:19, 31-2

Nombre 37:11

Récidivistes 44:27; 46:8, 12-4

Salaires 37:20

Sélection 43:211-2, 215-6

Trafiants stupéfiants 67:19

Vol, victime, remboursement 37:20

Comité programmes et planification 52:143

Condamnés à perpétuité 69:31-2, 37, 39-41; 71:5-6, 7-8; 72:35-6, 46

Meurtre au deuxième degré, non qualifié 69:18, 19, 31, 32, 71-3

Crimes, usage armes feu 41:105

Dates admissibilité différentes même genre de crime 69:37, 39-41

Décisions

Étapes 72:35-6

Retards 26:23, 24

Détention indéterminée 39:35, 45-6; 43:43-4; 46:8, 12-4, 20; 47:32, 20

«Détenue», définition 67:41, 42

Diminution 30:16; 31:18; 46:101

Échange prisonniers, accords internationaux 51:14; 52:8, 102, 103; 55:356-9; 67:61-3

Entrevue, procédure 46:94, 50; 50:73-4, 81; 52:13; 64:56; 67:47, 67-71

(par) Exception, abolition 39:36; 46:8, 94; 47:68; 50:81; 51:28; 64:55

Ex-détenus, travail 43:53, 218

GRC, politique 30:16

(de) Jour 20:109; 35:38; 46:101; 47:61; 51:13; 52:13, 141-2; 55:346-9; 67:31, 42, 51-2, 66-7, 71

Jugement rendu par cour, considération 26:23-4

Liberté surveillée, différence 31:17-8

Obligatoires 47:49-50

Police, services 43:213-4, 217-8

Problèmes, étude 50:30-1

Processus, cabinet, participation 67:48; 72:54-5

Provinces 20:73-4; 21:20; 50:80-1; 67:58-9, 69

Raison d'être 51:27

Récidives 31:17-8; 34:24-6; 35:37-43; 37:10; 46:8, 12-4, 21-2; 47:45-6; 67:19-21; 72:16

Refus, interruption volontaires 51:14, 24-5; 52:22-3; 59:18; 67:55, 71-4

Règlementation, gouverneur en conseil 47:32; 51:11, 21; 55:332-3, 335, 336; 67:30, 64-6

Révision judiciaire

Annuelle, biennale 67:14, 20, 23, 32

Cabinet 72:54

Délinquants sexuels dangereux 57:7, 13

Demandes, nombre 52:13, 142

Jury 72:54, 55

Loi casier judiciaire 30:28

Peine minimale 43:203; 46:8, 94, 114, 116-7; 47:44, 55, 68; 50:73; 59:6; 64:55; 69:68-9

Procédure appel 47:61

Révocation 55:337-46

Circonstances 51:12-3

Commission nationale libérations conditionnelles, discrétion absolue 51:28-9; 67:60

Conséquences 51:12-3

Jours réduction peine, crédit 50:72-3; 51:11-2, 13, 21-2, 24; 67:43, 75-6

**MacGuigan, Mark, M.P. (Windsor-Walkerville), Committee Chairman**

Bill C-71 29:6, 11-2, 14, 19-20, 23-32; 32:7-8, 11-2, 14-5, 17-9, 21-4, 29, 31, 33, 40, 45-7, 49, 54, 57-62, 65-6, 69-75, 77-81; 35:14, 18

Bill C-83 39:8-18, 20-3, 25-31, 37, 40-1, 46, 50, 52-3; 40:4-5, 8-11, 13-5, 18, 22, 24-9, 31, 34-5, 40, 42, 45, 48; 41:4-7, 9-11, 14-5, 18, 21, 23-4, 32, 35-7, 40, 42-3, 45, 50-1; 42:5-8, 13-4, 16-7, 20, 23, 26, 29-30, 33, 35, 37, 40, 44, 47-8, 50-2, 55-6, 59, 62, 65, 68-9, 71, 73, 76, 78-9; 43:4-8, 11, 13, 15, 17-8, 20-1, 24-7, 29-30, 32, 36-40, 42-3, 46, 48, 52, 55-6; 44:6, 9, 12, 15-22, 25, 29-30, 33-4, 37, 39-40; 45:9, 17-8, 22-5, 28-30, 33, 36-7, 39-51; 46:4, 9, 14-5, 17-8, 21, 24-5, 27-8; 47:5-6, 11, 13-4, 17, 20-1, 23-4, 27-31, 33, 35, 38, 41-2, 44, 48-52, 54-6; 48:5-9, 18, 21, 41; 49:4-5, 10, 12-3, 15, 17-21, 23-6, 28, 30, 34, 38-9, 41-4, 46, 48-53, 56-8, 62; 50:5, 10, 13, 15-6, 19, 22, 24-7, 31, 35, 39-40, 43, 45, 51-2, 54, 57; 51:4-10, 15-6, 18, 22, 26-7, 29-31, 35, 37, 40, 42, 44, 46, 49; 53:4, 7, 10-2, 16, 19, 24, 28, 31-3, 35, 37, 43, 47-8, 52-3, 56, 59-60, 63; 55:11-3; 56:4-6, 8, 21, 23-4, 26, 28, 30, 33-7, 39-40, 42-3, 45-9, 51, 53-5, 59-60, 63-4, 66, 69-70; 57:4, 6, 9, 11, 13, 17, 19-21; 58:5-6, 8, 11, 13-4, 16-17, 19, 22, 23, 35-8, 39, 41, 43, 46, 49, 51, 53-5, 57-9; 59:4-5, 7, 13-14, 17-18, 22-8, 31-2, 37, 41, 43-6; 60:4, 7, 9, 11-4, 17-20, 23-7; 61:5-6, 9, 16, 21-2, 27-30, 32, 34-8, 40, 42-4, 49-50; 62:5, 7, 11-2, 15, 18-25, 27-31; 63:6-8, 12-22, 24, 26-30, 32, 35-6, 39-40, 42-4, 47, 49-50, 52-5; 64:7, 9-23, 25-46; 65:16, 18-35, 38-40, 42-3, 45-53, 55-85, 87-91, 93-6, 99-106, 108-11, 116-9, 121-3; 66:8-10, 12-14, 16, 18-20, 22-43; 67:10, 16, 19, 21, 23-4, 27-8, 30-1, 33-6, 38-45, 48, 50-2, 54, 57-62, 64-5, 67, 71-81

Bill C-84 69:8-24, 26-30, 34, 38-9, 41-3, 46-8, 53, 56-7, 59, 63-5, 69, 71, 73-6; 70:5-26; 71:5-7, 12, 15-6, 19-24, 35, 42, 46-7, 51-3, 62-3; 72:14, 17, 22-4, 27-8, 31-3, 36-44, 50, 52-4, 56, 58-9, 61-4, 67-70, 73, 76-94

Subject-matter of Bill C-231 36:5, 7-9, 11, 13-19

Supplementary Estimates (A) 1975-76—Solicitor General 30:5, 8-9, 12, 16, 19, 22-3, 27-8; 31:4, 8-9, 11, 14, 18, 21, 23, 28

Supplementary Estimates (B) 1975-76

Justice and Solicitor General 38:5, 7, 11-2, 16-7, 19-22, 24-7, 29-30

Solicitor General 37:5, 8-9, 12, 17, 21-2, 24, 27-9

Main Estimates 1976-77

Justice 54:4, 6, 9, 11, 13, 15-17, 20, 22, 25, 29, 33

Solicitor General 52:5, 15-6, 18-9, 22-3, 25, 27-8, 32, 35, 37, 39-40

**MacGuigan, Mark, M.P. (Windsor-Walkerville)**

Bill C-3 25:9, 16

Bill C-29 3:6-7, 9, 21-2; 4:6-7, 10; 5:6, 13-4, 19-20; 6:6, 8-11; 7:4-8, 17, 24; 8:8, 14-5; 9:4-6, 23-8, 29; 11:19, 23; 12:21-2, 26, 28-30, 41-3, 46, 53

Bill C-223 15:23-5, 31

Bill C-373 15:33-4, 37

Bill S-3 13:17-8

Main Estimates 1974-75—Justice Dept. 2:18-9, 21-2

Supplementary Estimates (D) 1974-75

Justice 14:12

Solicitor General 16:8, 14, 33-4, 43, 51; 17:32, 36-41

Main Estimates 1975-76—Solicitor General 24:16, 20, 22, 28

**MacGuigan, M., M.P., Sponsor of Bill C-208**

Bill C-208

Discussion 18:8-14, 17-21

Statement 18:6-8

Ministres Justice provinciaux, demandes 28:10  
Temps passé extérieur institution, perte 51:13, 24; 59:19; 64:56

Sénat, Comité 3<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> session 1970-72, rapport 30:16

Solliciteur général, politique 31:6

Succès 37:10

Surveillance 20:16-7; 43:214-8; 47:45-6, 69; 52:7, 99; 67:66

Coût 20:14, 15; 37:9-11

Obligatoire 51:14, 24; 52:14; 55:351-4

Policiers 43:26, 35-6, 218

Taux emploi 20:15; 37:19

Violation, peine 50:73, 76; 67:43, 73, 74-5

*Voir aussi*

Bill C-71

Bill C-83

Commission nationale des libérations conditionnelles

Libération conditionnelles de détenus, Loi

Service national des libérations conditionnelles

**Ligue droits homme**

Bill C-83

Discussion 49:30-44

Exposé 49:26-30

**Locke, M. Hugh, C.R., ancien président, Ontario Criminal Lawyers Association**

Bill C-71 32:31-4, 39, 42-6

**Lois**

Codification et revision permanente

Description 13:16

Index 13:19

Intervalles 13:16

Rédaction version française, processus 13:21; 28:38

Simplification libellé, recommandation 1:24-8; 5:23-5

Traduction, révision 8:12, 14-5, 18, 13:19

*Voir aussi*

Bill S-3

Commission révision lois

**Lois, Loi sur révision**

Adoption rapide pour révision Bill C-29, recommandation 8:5-19

*Voir aussi*

Bill S-3

**Loiselle, Bernard, député (Chambly)**

Bill C-71 33:19, 22; 35:16-7

Bill C-83 39:46-9; 40:29-31; 43:52-5; 45:27; 48:29-31; 49:32, 38; 55:38-41; 64:28; 65:109-10

Bill C-84 70:9, 22; 71:42-6

Bill C-208 18:13, 15, 21

Bill C-223 15:26-7

Bill S-16 13:9

Budget principal 1975-76

Solliciteur général 26:20-4; 28:29

Budget supplémentaire (A) 1975-76

Solliciteur général 31:14-8

**Lumley, Ed, député (Stormont-Dundas)**

Budget supplémentaire (D) 1974-75

Solliciteur général 17:63, 69-71

**Lynch, M. B. T., officier responsable, Direction gestion financière, GRC**

Budget supplémentaire (A) 1975-76 30:14



**McIsaac, Clifford, M.P. (Battleford-Kindersley)**

Bill C-83 56:43-9

**MacKay, Elmer M., M.P. (Central Nova)**

Bill C-71 32:15-7, 21, 29, 31, 36, 38, 41, 43, 46, 60-1, 71, 75-8;  
35:14-6, 23-6, 28, 30-1, 36, 39, 42

Supplementary Estimates (D) 1974-75—Solicitor General  
17:23-7, 66-9, 87-8

Main Estimates 1975-76—Solicitor General 26:25-7; 28:5-8,  
29-32

Supplementary Estimates (A) 1975-76—Solicitor General  
30:5-9; 31:11-14, 28

**McKee, Margaret, National President, Canadian Association of Elizabeth Fry Societies**

Bill C-83 47:31-3, 39

**McLatchie, Jim, Canadian Association of Elizabeth Fry Societies**

Bill C-83 47:39-40

**Macquarrie, Heath, M.P. (Hillsborough)**

Bill C-208 18:15-6

**Mandatory Supervision**

*See*

Parole

Peace and Security Program. Parole

**Mandel, Prof. Michael, Special Counsel, Canadian Civil Liberties Association**

Bill C-83 50:17-22

**Manitoba**

Firearms legislation, programs 56:16-7, 48, 128-9; 65:50

**Manitoba Wildlife Federation**

Bill C-83

Brief, Junior Rifle Committee 56:125-30

Comments 56:13-7, 30, 35-6, 39, 48, 55-6, 67-8

Membership, role, Junior Rifle program 56:14, 16-7, 55-6,  
126, 128-9

**Manpower and Immigration Dept.**

Canada Manpower, assistance, ex-offenders, handicapped, 16:39, 47

**Manuel, George, President, National Indian Brotherhood**

Bill C-83 49:4-5, 11-6, 19-26

**Marceau, Gilles, M.P. (Lapointe)**

Bill C-3 25:16

Bill C-29 5:21; 6:7; 8:4-7, 13-4, 31; 12:29

Bill C-43 13:30

Bill C-47 27:23-4, 26-31

Bill C-83 39:30; 41:51; 42:33; 45:40-1; 46:38-9, 41-2, 44; 48:18;  
49:31-2, 34, 36-8, 50-53; 53:24-8; 63:30-2, 40

Bill C-208 18:13-4, 16-22

Bill C-223 15:9-11, 13-4, 17

Subject-matter of Bill C-231 36:13-4, 18

Bill C-373 15:39

Bill S-2 13:14

Bill S-3 13:20-1

Bill S-16 13:8-9

**Lynch, Mlle Mary Lou, Membre, Commission nationale libérations conditionnelles**

Révocation pardons 28:8-11

**McGrath, M. W. T., Directeur exécutif, Société canadienne criminologie et réhabilitation**

Bill C-83 46:21, 25-8

**MacGuigan, M. M., député, Parrain Bill C-208**

Bill C-208

Discussion 18:8-14, 17-21

Exposé 18:6-8

**Mackay, Affaire**

*voir*

Affaire Mackay

**McCleave, Robert, député (Halifax-East Hants)**

Bill C-71 32:62-5; 35:17, 33, 35

Bill C-83 41:36-7; 42:5, 46-8, 51-2, 55, 61-5; 43:15, 24, 27-9, 38;  
44:19, 21, 34-7; 48:5, 21, 29, 39-41; 49:12-5, 21; 50:5, 16-17,  
19-20; 55:16, 24-5; 56:34-7; 57:20-1; 58:26-8; 59:26, 43-4;  
61:38-40; 62:31; 63:11, 19, 21, 42-7, 49-50, 52, 54-5; 65:30-1,  
33, 41, 46, 69-73, 77-8, 80-4, 87; 66:10-2, 23, 28-9, 35-6, 38-9,  
43; 67:30-1

Bill C-223 15:27, 31-2

Bill C-373 15:41-2

Budget supplémentaire (D) 1974-75

Solliciteur général 16:40-4

Budget supplémentaire (B) 1975-76

Solliciteur général 37:5-8, 22-4

Justice et Solliciteur général 38:5, 18, 20, 22-26, 29-30

Budget principal 1976-77—Justice 54:16-7, 25-9

**MacDonald, David, député (Egmont)**

Budget principal 1975-76

Solliciteur général 23:21-4; 24:11-2; 26:15-20

Budget supplémentaire (A) 1975-76

Solliciteur général 30:23-7

**McGrath, James A., député, (Saint-Jean-Est)**

Bill C-47 27:15-9, 24-32

Bill C-83 39:15

Budget supplémentaire (D) 1974-75

Solliciteur général 16:28-34, 36

Budget principal 1975-76

Justice 27:33

Solliciteur général 20:21-5; 21:11; 24:15, 18, 28-34

**MacGuigan, Mark, député (Windsor-Walkerville)**

Bill C-3 25:9, 16

Bill C-29 3:6-7, 9, 21-2; 4:6-7, 10; 5:6, 13-4, 19-20 6:6, 8-11;  
7:4-8, 17, 24; 8:8, 14-5; 9:4-6, 23-8, 29; 11:19, 23; 12:21-2, 26,  
28-30, 41-3, 46, 53

Bill C-223 15:23-5, 31

Bill C-373 15:33-4, 37

Bill S-3 13:17-8

Budget principal 1974-75—Justice min. 2:18-9, 21-2

Budget supplémentaire (D) 1974-75

Justice 14:12

Solliciteur général 16:8, 14, 33-4, 43, 51; 17:32, 36-41

Budget principal 1975-76

Solliciteur général 24:16, 20, 22, 28

Main Estimates 1974-75—Justice Dept. 2:14-8  
 Supplementary Estimates (D) 1974-75—Justice 14:9-10  
 Main Estimates 1975-76  
   Justice 19:30-1  
   Solicitor General 21:19-20; 24:17  
 Supplementary Estimates (A) 1975-76—Solicitor General 30:27  
 Main Estimates 1976-77  
   Justice 54:22-5  
   Solicitor General 52:28, 35-7

**Marceau, Gilles, Parliamentary Secretary to the Minister of Justice**

Bill C-223 15:9-14

**Marchand, Hon. Jean, Minister of Environment and Minister of Fisheries**

Intervention Solicitor General with Parole Board, discussed 52:28-32

**Marchand, Leonard S., M.P. (Kamloops-Cariboo)**

Bill C-84 71:58; 72:73

**Marcil, Sergeant Guy, Past-President, Canadian Police Association**

Bill C-83 43:25, 31, 35-6, 43-65

**Marcotte v. Deputy Attorney-General of Canada (1974)**

Supreme Court decision 51:21; 55:176, 178

**Marijuana**

See  
 Drug Offences

**Marin Commission**

See  
 Commission to Investigate the RCMP

**Mass Media**

Violence, effect crime, research 20:22-3

**Matsqui Institution**

Treatment of drug offenders 37:11-2

**Matte, René L., M.P. (Champlain)**

Bill C-83 48:41

**Mayer, Bernard, IOS adviser**

Bill C-29, brief, gov't. reaction 9:11

**Members of Parliament**

See  
 Parliament

**Mental Health**

Provincial legislation 21:10, 23

**Merriam, Ronald, Q.C., Executive Director, Canadian Bar Association**

Bill C-29 5:4

**Metropolitan Toronto Police**

OPP joint investigation, SIU violence 22:35, 49

**MacGuigan, Mark, député (Windsor-Walkerville) Président du Comité**

Bill C-71 29:6, 11-2, 14, 19-20, 23-32; 32:7-8, 11-2, 14-5, 17-9, 21-4, 29, 31, 33, 40, 45-7, 49, 54, 57-62, 65-6, 69-75, 77-81; 35:14, 18

Bill C-83 39:8-18, 20-3, 25-31, 37, 40-1, 46, 50, 52-3; 40:4-5, 8-11, 13-5, 18, 22, 24-9, 31, 34-5, 40, 42, 45, 48; 41:4-7, 9, 11, 14-5, 18, 21, 23-4, 32, 35-7, 40, 42-3, 45, 50-1; 42:5-8, 13-4, 16-7, 20, 23, 26, 29-30, 33, 35, 37, 40, 44, 47-8, 50-2, 55-6, 59, 62, 65, 68-9, 71, 73, 76, 78-9; 43:4-8, 11, 13, 15, 17-8, 21-2, 24-7, 29-30, 32, 36-40, 42-3, 46, 48, 52, 55-6; 44:6, 9, 12, 15-22, 25, 29-30, 33-4, 37, 39-40; 45:9, 17-8, 22-5, 28-30, 33, 36-7, 39-51; 46:4, 9, 14-5, 17-8, 21, 24-5, 27-8; 47:5-6, 11, 13-4, 17, 20-1, 23-4, 27-31, 33, 35, 38, 41-2, 44, 48-52, 54-6; 48:5-9, 18, 21, 41; 49:4-5, 10, 12-3, 15, 17-21, 23-6, 28, 30, 34, 38-9, 41, 44, 46, 48-53, 56-8, 62; 50:5, 10, 13, 15-6, 19, 22, 24-7, 31, 35, 39-40, 43, 45, 51-2, 54, 57; 51:4-10, 15-6, 18, 22, 26-7, 29-31, 35, 37, 40, 42, 44, 46, 49; 53:4, 7, 10-2, 16, 19, 24, 28, 31-3, 35, 37, 43, 47-8, 52-3, 56, 59-60, 63; 55:11-3; 56:4-6, 8, 21, 23-4, 26, 28, 30, 33-7, 39-40, 43-4, 45-9, 51, 53-5, 59-60, 63-4, 66, 69-70; 57:4, 6, 9, 11, 13, 17, 19-21; 58:5-6, 8, 11, 13-4, 16-17, 19, 22, 23, 35-8, 39, 41, 43, 46, 49, 51, 53-5, 57-9; 59:4-5, 7, 13-14, 17-18, 22-8, 31-2, 37, 41, 43-6; 60:4, 7, 9, 11-4, 17-20, 23-7; 61:5-6, 9, 16, 21-2, 27-30, 32, 34-8, 40, 42-4, 49-50, 62:5, 7, 11-2, 15, 18-25, 27-31; 63:6-8, 12-22, 24, 26-30, 32, 35-6, 39-40, 42-4, 47, 49-50, 52-5; 64:7, 9-23, 25-46; 65:16, 18-35, 38-40, 42-3, 45-53, 55-85, 87-91, 93-6, 99-106, 108-11, 116-9, 121-3; 66:8-10, 12, 14, 16, 18-20, 22-43; 67:10, 16, 19, 21, 23-4, 27-8, 30-1, 33-6, 38-45, 48, 50-2, 54, 57-62, 64-5, 67, 71-81;

Bill C-84 69:8-24, 26-30, 34, 38-9, 41-3, 46-8, 53, 56-7, 59, 63-5, 69, 71, 73-6; 70:5-26; 71:5-7, 12, 15-6, 19-24, 35, 42, 46-7, 51-3, 62-3; 72:14, 17, 22-4, 27-8, 31-3, 36-44, 50, 52-4, 56, 58-9, 61-4, 67-70, 73, 76-94;

Sujet du Bill C-231 36:5, 7-9, 11, 13-19

Budget supplémentaire (A) 1975-76

Solliciteur général 30:5, 8-9, 12, 16, 19, 22-3, 27-8; 31:4, 8-9, 11, 14, 18, 21, 23, 28

Budget supplémentaire (B) 1975-76

Justice et Solliciteur général 38:5, 7, 11-2, 16-7, 19-22, 24-7, 29-30

Solliciteur général 37:5, 8-9, 12, 17, 21-2, 24, 27-9

Budget principal 1976-77—Justice 54:4, 6, 9, 11, 13, 15-17, 20, 22, 25, 29, 33

Budget principal 1974-75

Solliciteur général 52:5, 15-6, 18-9, 22-3, 25, 27-9, 32, 35, 37, 39-40

**McIsaac, Clifford, député (Battledford-Kindersley)**

Bill C-83 56:43-9

**MacKay, Elmer, M., député (Central Nova)**

Bill C-71 32:15-7, 21, 29, 31, 36, 41, 43, 46, 60-1, 71, 75-8; 35:14-6, 23-6, 38, 30-1, 36, 39, 42

Budget supplémentaire (D) 1974-75

Solliciteur général 17:23-7, 66-9, 87-8

Budget principal 1975-76

Solliciteur général 26:25-7; 28:5-8, 29-32

Budget supplémentaire (A) 1975-1976

Solliciteur général 30:5-9; 31:11-14, 28

**McKee, Mme Margaret, Présidente nationale, Association canadienne Sociétés Elizabeth Fry**

Bill C-83

Discussion 47:38-9

Exposé 47:31-3



**Michie, Douglas J., Director and Chairman, Firearms Legislation Committee, B.C. Wildlife Federation**

Bill C-83 56:5-6, 36, 45-6, 55, 57, 59, 68-9

**Millhaven Institution**

Problems 30:14-5

**Milne, Wm. Ross, M.P. (Peel-Dufferin-Simcoe)**

Bill C-83 41:32-5; 55:42, 51-4; 58:58-9; 59:41-3; 61:35; 63:21, 27, 36; 64:16, 34; 65:19-21, 45, 59, 121

Bill C-84 69:10; 72:87, 90

**Mirabel Airport, Quebec**

Security services, Securex 26:26; 28:5, 31; 31:12

**Mitchell v. The Queen (1975)**

Supreme Court decision 51:10-1, 29; 55:165-6, 174

**Mohr Report**

See

Working Group on Federal Maximum Security Institutions Design (1971)

**Moloney, J., Assistant Deputy Commissioner, Inmate Programs, Canadian Penitentiary Service**

Bill C-83 67:23

**Montreal International Airport**

Security services, Securex 26:25-7

**Morgan, Rick, Executive Director, Ontario Federation of Anglers and Hunters**

Bill C-83 58:53, 57

**Morgentaler, Dr. Henry**

Imprisonment, conditions, international attention 19:25-7  
Supreme Court decision, jury acquittal reversed 19:12, 14-6

**Morgentaler Amendment**

See

Bill C-71. Discussion by subject matter

**Morrissey v. Brewer**

U.S. Supreme Court decision 51:29; 55:166-7

**Morrow, Mr. Justice**

Tribute 54:8-9, 43-4

**Motta, Tom, Vice-President, Saskatchewan Wildlife Federation**

Bill C-83 56:8-13, 21, 23, 26-30, 32-3, 40, 45-9, 51-4, 56, 58, 62-3, 65

**Mugging**

Defined, prosecution 33:16-7

**Municipalities**

RCMP police services 20:47; 23:17; 28:30; 31:16-7, 25-7; 43:55; 52:9, 11, 17, 26, 33, 42, 61, 74-6

**Murder**

Attempted, rate increase 69:72

Bail 33:12-3

**McLatchie, M. Jim, Association canadienne Sociétés Elizabeth Fry**

Bill C-83 47:39-40

**Macauley, M. R. B., Services juridiques, Commission nationale libérations conditionnelles, min. Solliciteur général**

Bill C-83 67:65, 75, 80

**Maccagno, M. M., Membre, Commission nationale libérations conditionnelles**

Bill C-83 52:23

**Macquarrie, Heath, député (Hillsborough)**

Bill C-208 18:15-6

**Main-d'œuvre correctionnelle**

Comité consultatif national planification, formation et perfectionnement 20:70

Emploi délinquants, ex-délinquants 16:39, 47; 20:84-5

**Maloney, M. J., Sous-commissaire adjoint, Programme détenus, Service pénitenciers canadiens, min. Solliciteur général**

Bill C-83 67:23

**Mandel, M. Michel, Professeur, Conseiller spécial, Association canadienne libertés civiles**

Bill C-83 50:21-2; 61:65

**Manitoba Wildlife Federation**

Bill C-83

Discussion 56:30, 36, 39, 48, 55-6, 67-8

Exposé 56:13-7

Club jeunes tireurs 56:211-2

**Manuel, M. George, Président, Fraternité nationale Indiens**

Bill C-83 49:4-5, 11-6, 19-26

**Marceau, Gilles, député (Lapointe)**

Bill C-3 25:10

Bill C-29 5:21; 6:7; 8:4-7, 13-4, 31; 12:29

Bill C-43 13:30

Bill C-47 27:23-4, 26-31

Bill C-83 39:30; 41:51; 42:33; 45:40-1; 46:38-9, 41-2, 44; 48:18; 49:31-2, 34, 36-8, 50-53; 53:24-8; 63:30-2, 40

Bill C-208 18:13-4, 16-22

Bill C-223 15:9-11, 13-4, 17

Sujet du Bill C-231 36:13-4, 18

Bill C-373 15:39

Bill S-2 13:14

Bill S-3 13:20-1

Bill S-16 13:8-9

Budget principal 1974-75—Justice, min. 2:14-8

Budget supplémentaire (D) 1974-75—Justice 14:9-10

Budget principal 1975-76—Justice 19:30-1

Solliciteur général 21:19-20; 24:17

Budget supplémentaire (A) 1975-76

Solliciteur général 30:27

Budget principal 1976-77—Justice 54:22-5

Solliciteur général 52:28, 35-7

- By inmates 69:47-8; 72:14  
 Capital, non-capital 58:33  
 Charges laid, increase 52:20-1  
 Compensation, victims family 72:44, 47, 51-3  
 Convictions, stays of execution during Bill C-84 debate 72:36, 38  
 Defined 71:53-4  
 In commission of offences 33:15  
 Murder-suicide, Brampton Ont. High School 28:16, 22  
 Parole 46:59-61, 77-80; 47:60; 69:29-32, 35-7, 44, 68-9; 72:16, 35-6, 45-6, 53-6, 88, 91-2  
 Penalties  
   First degree, 25 years before parole 46:59-61, 77-80; 47:59-60; 69:31, 44, 68-9, 76; 71:7-9, 43, 51, 54-5; 72:33-6, 43, 45, 54, 56, 60-1, 67  
   Imprisonment  
     Problems 69:44-52, 64-5; 71:12-6, 20  
     Security level 69:31-2, 44  
     Temporary absences, day parole 69:32, 34-42, 44-6, 55-7, 67-8, 72; 71:5-6, 8-12, 15, 61-2; 72:14-6, 88-90  
   Life sentence defined 69:30-1  
   Native People 44:50-1  
   Other countries 72:60  
   Prior to Bill C-84, parole 69:29-31, 34-7, 43, 48-9; 71:5-6, 60-1; 72:33  
   Second degree, 10 years before parole 69:32, 44, 71-3; 71:54-62; 72:45  
   Second murders 72:43-6, 50-1, 65-6, 88  
   Ten years before parole, jury appraisal, proposed 46:78-80  
 Rate  
   Firearm ownership rate, relationship 53:5, 13-4, 24, 27  
   Statistics 28:21-3, 25-6; 69:33-4, 75; 71:24-5, 31-2; 72:15, 38-42  
 Reduction to manslaughter 71:59-60  
 Second by individuals 72:15-6, 44-5  
   *See also*  
 Capital Punishment
- Murray, Paul, Director, Canadian Guild of Antique Arms Collectors**  
 Bill C-83 55:50-1
- NCIC**  
*See*  
 United States. National Crime Information Centre
- Nadon, M. J., Commissioner, Royal Canadian Mounted Police**  
 Bill C-83 48:10-32  
 Estimates  
   Main 1975-76 22:6-9, 12-8, 21-31, 34-44, 49-50; 23:5-8, 11-3, 16-24; 24:5-10, 27, 32-4; 28:6, 14, 17, 20-1, 34  
   Supplementary (A), 1975-76 30:6-13, 18, 23-7; 31:4-14, 18, 21-3, 27  
   Main 1976-77 52:19-20, 25-6, 33-5  
 Hamilton Harbour dredging contracts, alleged fraud 16:12-8, 23, 27-8, 32, 50-1; 17:22, 27-30, 37-40, 45, 48-9, 55, 58, 67-71
- Narconon**  
 Success, funding 30:18-9
- Narcotic Control Act**  
 Part two, implementation not planned 37:11-2
- Marchand, Leonard, S. député (Kamloops-Cariboo)**  
 Bill C-84 71:58; 72:73
- Marcil, M. Guy, Ancien président, Association police canadienne**  
 Bill C-83 43:25, 31, 35-6, 43-55
- Marijuana**  
 Possession, emprisonnement 2:10-1
- Marin, Commission**  
*Voir*  
 Commission d'enquête sur la Gendarmerie royale du Canada 1974  
 GRC
- Matte, René L., député (Champlain)**  
 Bill C-83 48:41
- Meurtres**  
 Augmentation nombre, cause 69:33; 71:31  
 Catégories 71:53-4; 72:71-2, 77  
 Données statistiques 72:15, 40-2  
 Famille victime, indemnisation 72:44, 47  
*Voir aussi*  
 Sentences
- Mickie, M. Douglas J., Directeur et président Comité législation sur armes feu, Fédération faune C.-B.**  
 Bill C-83  
 Discussion 56:45-6; 57:68-9  
 Exposé 56:5-6
- Millhaven, incident**  
 GRC, enquête 30:15
- Milne, Wm. Ross, député (Peel-Dufferin-Simcoe)**  
 Bill C-83 41:32-5; 55:42, 51-4; 58:58-9; 59:41-3; 61:35; 63:21, 27, 36; 64:16, 34; 65:19-21 45, 59, 121;  
 Bill C-84 69:10; 72:87, 90
- Mohr, Comité**  
*Voir*  
 Groupe travail sur plans des établissements fédéraux à sécurité maximale
- Monnaie**  
 Machines à donner, protection 29:9-10
- Morgan, M. Rick, Directeur exécutif, Ontario Federation of Anglers and Hunters**  
 Bill C-83 58:53, 57
- Morgentaler, Cause du Dr. H.**  
 Aspect jurisprudence 19:12, 14-6  
 Conditions incarcération 19:25
- Motta, M. Torn, Vice-président, Saskatchewan Wildlife Federation**  
 Bill C-83  
 Discussion 56:21, 23, 26, 28, 29, 32-3, 40, 45-9, 51-8, 62-5  
 Exposé 56:8-13



**National Advisory Committee on the Female Offender**  
Membership, report 20:59, 64; 52:85-6

**National Advisory Network on Correctional Manpower Planning, Training and Development**  
Establishment, role 20:30; 52:59-60

**National Conference of Directors of Probation**  
Organization 20:41

**National Conference of Registrars of Firearms**  
June 1975 24:26

**National Conference on Community-Based Residential Centres**  
British Columbia, June 1974 20:32, 41, 64

**National Conference on Native Peoples and the Criminal Justice System**  
Edmonton, February 1975 20:5, 28, 36, 41, 64; 21:13-4; 52:59, 85

**National Defence Act**  
Capital punishment 72:49, 77, 79-82, 92

**National Defence Dept.**  
Sale of unsafe firearms 58:7, 11

**National Firearms Safety Association**  
Bill C-83  
Brief 42:115-24  
Comments 42:37-79  
Purpose, membership 42:45, 48, 56, 116

**National Flag of Canada**  
Display, wearing apparel 15:18-20  
Disposal 15:22-3, 25, 30  
Legal status 15:15-6, 23-4, 28-9  
Proclamation, heraldic language 15:38-9  
Protection, damage, insult 15:8-9, 15-31  
*See also*  
Bill C-223

**National Gay Rights Coalition**  
Bill C-83  
Brief 48:46-86  
Comments 48:32-45  
Programme 48:86  
Purpose, membership 48:48-9, 83-5

**National Health and Welfare Dept.**  
Rehabilitation, young offenders 26:21

**National Health Services Advisory Committee**  
Report, psychiatric treatment inmates 21:23

**National Heritage Day**  
Benefits 36:16  
Government bill planned 36:14  
Particular aspects honoured 18:8-21  
Railway workers, contract provision 18:7  
Support, private organizations 18:7  
*See also*  
Bill C-208

**Murray, M. Paul, Directeur, Canadian Guild of Antique Arms Collectors**  
Bill C-83 55:50

**Nadon, M. M. J., Commissaire, GRC**  
Bill C-83 48:10-32  
Budget supplémentaire (D) 1974-75 16:11-8, 23, 27-9, 32, 50-1  
Budget dépenses 1975-76 22:6-9, 12-43, 49-50; 23:5-8, 11-3 16-24; 24:5-10, 27, 32-4; 28:6, 14, 20-1, 34  
Port de Hamilton 17:22, 27-30, 37-41, 45, 48-9, 55, 58, 67-71  
Budget supplémentaire (A) 1975-76 30:6-13, 18, 23-7; 31:4-14, 18, 21-2, 27  
Budget dépenses 1976-77 52:19-20, 25-6, 33-5

**National Firearms Safety Association**  
Bill C-83  
Discussion 42:41-79  
Exposé 42:37-40  
Fondation, date, raisons 42:45, 48, 164  
Membres 42:45, 56

**Nations Unies, cinquième congrès pour prévention du crime et traitement délinquants**

Canada  
Annulation, économies 37:28-9; 52:102  
Budget, années-hommes 52:7, 101-2  
Délégation, recommandations 52:8, 103  
Participation 20; 110; 23:14  
Préparation 52:103  
Groupe non gouvernementaux,  
Participation 23:14; 24:36  
«Amnistie Internationale» 23:14; 24:36  
Organisation libération Palestine,  
Participation 23:15-6, 17

**Niagara Regional Association Shooters and Sportsmen**  
Bill C-83 41:36

**Nicholson, Miss Aideen, député (Trinity)**  
Bill C-83 57:17, 19-20

**Nicholson, Col. L. H., Directeur, président Comité législation armes feu, Fédération canadienne faune**  
Bill C-83  
Discussion 40:10-22, 26-48; 58:47-9, 51, 55-8  
Exposé 40:5-8

**Nielsen, Erik, député (Yukon)**  
Bill C-3 25:10-1, 16-9  
Bill C-71 35:31-2  
Bill C-83 43:30, 37, 39-42; 49:18  
Budget supplémentaire (B) 1975-76  
Solliciteur général 37:27

**Normandeau, M. André, Secrétaire-général, Société criminologie Québec**  
Bill C-83  
Discussion 46:33-40, 44  
Exposé 46:28-30

**Northrop Corporation**  
Vente appareils CF-5 Vénézuéla, procès 38:15

**National Indian Brotherhood**

Bill C-83, comments 49:4-26

**National Parole Board**

Clemency, Dept. role 28:9

Committees 20:88-9

Division, "one or more members" 51:13-4; 55:184-5, 204; 59:20; 67:50-8

Expanded 39:35; 67:44-5, 50

Expenditures, man-years 52:13, 87

Joint Committee, CACP 20:10, 63

Members

Increase 20:10, 13, 17, 61

Native, proposed 44:8, 27, 34-6, 53

Participation, committees 20:64

Police, proposed 43:195

Regional, community panels 39:35; 46:85; 47:32, 41, 61, 70; 50:86; 55:185; 67:45-50

Workload 52:88

Penitentiary Service, co-operation 20:17-8, 63

Public education program 20:18, 62-3; 52:14, 89-90

Regionalization 20:10, 12-3, 17, 60-2; 52:13, 87-8; 67:44, 48-9

Research program, decision making 20:13-4

Role 52:42, 89

*See also*

Pardons

Parole

**National Parole Service**

Administration 39:35; 46:27-8; 47:68-9; 67:66, 77-8

Penitentiary Service, cooperation 20:60, 62; 52:78-9

Reorganization, regionalization 20:60, 62; 52:14, 90-2

Staff increase 52:87, 90-1

**National Police Committee for the Protection of the Citizens**

Bill C-83, brief 43:175-95

Purpose, membership 43:25, 56, 177

**National Regional Association of Shooters and Sportsmen**

Bill C-83, telegram 41:35-6

**National Research Council**

*See*

CACP-NRC Committee on Technological Developments in Police Work

**National Symbols**

Beaver

Protection 15:17, 26

Recognition 15:34-2

Canada goose 15:40

Hockey 15:34

Maple Leaf, protection 15:36-7

Protection 15:17, 23, 26, 29

*See also*

Bill C-373

Flags

**Native Council of Canada**

Bill C-83

Comments 44:6-15, 22-40

Consultation 44:8-10, 22-3, 28, 32-3, 46

Bills C-83, C-84, brief 44:41-55

Purpose, membership 44:6, 12, 25-6

**Nowlan, J. P., député (Annapolis Valley)**

Budget supplémentaire (D) 1974-75

Solliciteur général 16:7-10, 31, 34-5, 43, 48-51

Budget principal 1975-76

Solliciteur général 20:4, 8; 21:27; 22:4, 10-5, 32-9, 41-4, 48-50; 24:12-4, 18-21; 26:5-7, 27

**Oberle, Frank, député (Prince George-Peace River)**

Bill C-83 42:55-9, 67, 73-7

**Ogilvie Associates, Montréal**

GRC, contrat publicité 24:6-8; 28:6-8

**O'Keefe, M. Tom, Ancien président, Association chasseurs et pêcheurs Alberta**

Bill C-83

Discussion 56:20-1, 25, 29, 34, 36, 45, 47, 50, 54, 56-7, 59, 64, 68-9

Exposé 56:17-9

**Olivier, Jacques, député (Longueuil)**

Bill C-83 41:5, 10; 42:6, 8, 30-3; 44:19-20; 45:22-3, 33; 48:25-9, 32, 42; 50:40, 52-4, 57; 51:5-7, 10, 29-30, 40-2; 63:28-9; 64:21-2, 26-7, 40-1; 65:91, 99-100, 105, 111; 66:8-10, 36, 41

Bill C-84 69:15, 21, 43; 70:6-7; 72:43, 62-3

Budget principal 1976-77

Solliciteur général 52:15, 33-5, 37

**Ontario Arms Collectors Association**

Bill C-83

Discussion 55:35-8, 42-4, 47-52

Exposé 55:13-6

**Ontario Business Corporation Act**

Bill C-29, modèle 3:14, 20, 22-4

Définitions 10:24

Devoir administrateurs 4:31-2

Directeurs canadiens 5:14

Modifications 3:20

**Ontario Criminal Intelligence Bureau**

Documents disparus 22:15, 19

**Ontario Criminal Lawyers Association**

Association barreau canadien,

Section justice criminelle, lien 32:46-7

Bill C-71 32:24-47

**Ontario Federation of Anglers and Hunters**

Bill C-83

Discussion 58:43-59

Exposé 58:39-43

**Ontario, Gouvernement**

GRC, services, indemnisation 52:23

Paris hors piste, politique 32:51, 54, 57

**Ontario Jockey Club**

Associations autres provinces, relations 32:60-1

Bill C-71 32:48-66

Description 32:47-8

Loto-Perfecta 32:61-2

**Ontario Task Force on Policing (Rapport Hale, 1974)**

Rôle, compétence, étude 17:16, 24, 40



**Native Peoples**

- Aboriginal rights 44:10, 36, 49; 49:4-8, 10-1, 13, 17, 21, 25
- Alcoholism, crime, violence 44:13, 48
- Caughnawaga band, nationhood 15:28
- Crime rate, inmates 21:14, 25; 28:26; 44:47
- Criminal justice system 19:8; 20:8, 42; 44:8-9, 28, 34-7, 43-5, 47-9, 54; 47:35; 49:10-2; 52:58-9; 54:7-8, 41-2
- Firearms, rights, problems 30:11-2; 37:27-8; 39:33, 42-3; 44:6-7, 10-5, 23-6, 28-33, 37-40, 43, 51-2; 45:21, 26, 81; 49:4-26; 56:11, 29, 32, 35, 40-1, 46; 59:21, 43
- Inmates
  - Dangerous offenders 44:7, 27, 52
  - Parole 44:8, 27, 34-5, 44
  - Programs 52:85
- Murder, penalties 44:50-1
- National Conference . . . Criminal Justice System 20:5, 28, 36, 41, 64; 21:13-4; 52:59
- Organizations, electronic surveillance by police 44:7, 28, 34
- RCMP
  - Confrontation, Parliament Hill 24:5-6
  - Native constables 20:47; 44:28
  - Relationship, staff training 44:8

**New Brunswick**

- Firearms legislation 65:50
- Statutes, revision 13:21

**New York Business Corporations Law (1963)**

- Bill C-29, influence 7:22

**New York Stock Exchange**

- Closure, permanent, possibility 7:20

**Newfoundland**

- Correctional facility, new, St. John's 20:24
- Courts, Appellate Court 27:16-8
- Inmates, federal penitentiaries 20:23-4

**Nicholson, Miss Aileen, M.P. (Trinity)**

- Bill C-83 57:17, 19-20

**Nicholson, Col. L., Advisor, Ontario Federation of Anglers and Hunters**

- Bill C-83 58:47-51, 55-8

**Nicholson, Colonel, L. H., Director, Chairman, Firearms Legislation Committee, Canadian Wildlife Federation**

- Bill C-83 40:5-22, 26-48

**Nielsen, Erik, M.P. (Yukon)**

- Bill C-3 25:10-1, 16-9
- Bill C-71 35:31-2
- Bill C-83 43:30, 37, 39-42; 49:18
- Supplementary Estimates (B) 1975-76—Solicitor General 37:27

**Normandeau, André, Director, School of Criminology, University of Montreal, and Secretary General, Société de Criminologie du Québec**

- Bill C-83 46:28-30, 33-40, 44

**Northrop Corporation**

- Suit against gov't., breach of contract, CF-5's 38:15

**Osborn, M. David E., Directeur exécutif, Association Barreau canadien**

- Bill C-83 47:5-6

**O'Sullivan, M. Sean, député, Parrain Bill C-373**

- Bill C-373 15:33-9

**Otway, M. William J., Directeur exécutif, Fédération faune C.-B.**

- Bill C-83
  - Discussion 56:24-5, 29-31, 33, 35, 37-9, 41-2, 44, 47, 63, 66, 68, 70
  - Exposé 56:4-5

**Ouimet, Rapport**

*Voir*

Comité canadien de la réforme pénale et correctionnelle (1969)

**Outerbridge, M. W.R., Président, Commission nationale libérations conditionnelles**

- Bill C-83 59:18-20; 67:43-76
- Budget dépenses 1975-76 20:13, 15-21; 21:5-6, 24; 26:8-11, 23-4
- Budget supplémentaire (A) 1975-76 30:28; 31:17-8

**Outrage au tribunal**

- Étude problèmes 1:11-4; 2:17-8
- Québec, province 1:12, 13; 54:26
- Voir aussi*
- Affaire juges

**Panarctic Oil Ltd.**

- Avion, écrasement, enquête 38:6

**Pardons**

- Données statistiques 26:10
- Révocation, procédure, critères 26:7-10; 28:8-11
- Avis 26:10-1

**Paris chevaux**

- Fonds spécial, création 32:56, 61
- Hors pistes
  - Boutiques messenger, élimination 32:50-1
  - Groupe étude interministériel, Ont. 32:51-3, 62, 65
  - Loi fédérale 32:51-4, 57
  - Ontario, gouvernement, projet loi 32:51, 54, 57; 33:6-7
  - Statistiques 32:63-4
  - Système convenablement supervisé, organisme but non lucratif 32:51-3, 58-9, 62-3
- Législation 1969 32:49-50, 57, 65
- Messagers, service 32:43
- Petites pistes courses 32:55-6, 61, 65
- Pour autrui 32:48, 56-7
- Preneurs aux livres illégaux 32:49-51, 54-5, 64
- Voir aussi*
- Bill C-71

**Pattinson, M. Dennis, Président, Saskatchewan Wildlife Federation**

- Bill C-83
  - Discussion 56:22, 26-8, 32, 41, 44, 47-8, 50, 52, 60
  - Exposé 56:13

**Northwest Territories**

Justice programs 54:8, 43-5

**Nova Scotia**

Hunter Safety Program 58:28-9

**Nowlan, J. P., M.P. (Annapolis Valley)**

Supplementary Estimates (D) 1974-75—Solicitor General 16:7-10, 31, 34-5, 43, 48-51

Main Estimates 1975-76—Solicitor General 20:4, 8; 21:27; 22:4, 10-5, 32-9, 41-4, 48-50; 24:12-4, 18-21; 26:5-7, 27

**OPP**

*See*

Ontario Provincial Police

**Oberle, Frank, M.P. (Prince George-Peace River)**

Bill C-83 42:55-9, 67, 73-7

**Obront, Willie**

Involvement, Securex 28:31

**Offenders**

Alternatives imprisonment, diversion 16:37; 20:31; 21:12, 18, 31-2; 37:11, 20; 38:12, 17, 20; 46:36-7; 54:29-30; 72:47

Background, juvenile delinquency 26:20, 23

Female, Advisory Committee 20:59, 64; 52:85-6

Imprisonment, justification 54:32; 72:30

National study . . . correctional manpower resource 20:8

Native Peoples 21:14, 25; 28:26

Young

Age, sex differences 47:33-4

Federal-provincial working group 20:29, 36

Impaired driving 29:15-6

Juvenile Delinquents Act, administration 26:21

Law Reform

Interdepartmental committee 29:15-6

Juvenile Delinquents Act 26:21; 29:15; 71:44

Model act 20:5-6, 18, 28-9; 26:21-2; 28:18; 29:16; 30:12; 71:45

Proposals 2:11-2, 24-5; 20:41

Young Offenders Bill 1:20; 2:11

Rehabilitation programs, provinces relationship 26:20-2; 71:43-7

Training schools 51:17-8

*See also*

Criminal Records

Dangerous Offenders

Inmates

Probation

**Official Languages Act**

Legislation, equal validity 8:4-5

**Official Secrets Act**

Electronic surveillance 66:41-3

**Ogilvie Associates, Montreal**

RCMP advertising 24:7-8; 28:6-8

**O'Keefe, Tom, Past President, Alberta Fish and Game Association**

Bill C-83 56:17-21, 25, 29, 34, 36, 45, 47, 50, 54, 56-7, 59, 64, 69

**Pearsall, John, député (Coast Chilcotin)**

Bill C-83 64:24-5, 32

**Peine capitale**

Abolition 19:29-30; 28:28; 71:61

Bill C-83, lien 46:96, 100, 105; 50:74

Bill C-84, lien 72:67-87

Directeurs, gardiens, sécurité, effet 69:45-7, 61, 64, 65; 71:15, 19, 39, 51-2; 72:18-20, 27

Sauvegarde contre récidive 69:32

Solutions remplacement 16:42; 46:28, 116-8, 121

Allmand, hon. W., philosophie personnelle 16:40; 28:26-8; 71:35

Autre méthode que pendaison 72:68

Bill C-2, 1973 72:74-6, 77-81, 83-5

Bill C-168, 1967 72:80, 85

Commutation sentences 16:18-21, 40-2; 19:29-30; 26:6; 28:32-3; 72:21, 22-4, 68

Bill C-84, dispositions transitoires 71:6

Bill S-23 72:80, 81

Changements avant 1977, possibilité, procédure 16:28-9, 40; 26:6-7

Code criminel, modifications, 1967-73 46:107; 58:32-3

Coût 37:21-2

Détenu, choix, recommandation 72:43-4, 45

Effet dissuasion 69:24, 33, 34, 45; 71:30-1; 72:60-1

Étude, Dr Ehrlich, Univ. Chicago 71:25-30

Loi sur défense nationale 72:49, 58, 79, 81-2, 92

Meurtre, degrés 56:33; 72:67

Opinion publique 16:46; 28:24-5; 46:106-7, 115, 122; 47:59; 71:33-5; 72:61-4

Parlement, débat 28:24-5, 26

Pays étrangers 69:75-6; 72:24, 25-32, 57-60

Rétention 28:24-5; 72:65-6

Royaume-Uni, législation 72:69-70, 73, 76, 84-5

Solliciteur général, rôle 16:41; 28:24-5

Trahison 72:66, 69

*Voir aussi*

Bill C-84

**Pénitenciers**

Absences temporaires

Admissibilité, critères 46:8, 101; 50:30, 50, 51; 51:16

Avec escorte 69:55-6, 57; 71:9-10

Condamnés à perpétuité pour meurtre 69:35-42, 44-5, 55-6, 67-8; 71:5-12, 61; 72:89

Délinquants dangereux 67:28-30, 31-3; 69:68

Inculpations prononcées 72:14

Limites 51:16-7; 55:355; 67:67, 79

Nombre 46:43

Personnel, pouvoir accorder, suppression 46:8, 94; 47:69; 64:57

Police, information 21:17

Problèmes, étude 50:30-1

Programme 47:70; 52:146

Responsabilité 46:27; 47:32, 62; 51:16; 67:44, 57, 61

Réussite 46:112; 47:51; 50:50, 86; 69:68

Budget supplémentaire (B) 1975-76 37:12-3

Colombie-Britannique 37:14-7, 26; 69:52, 57-9, 66; 71:17-8

Commissaire

Service national libérations conditionnelles, responsabilité 39:35; 46:27; 47:68; 52:104; 64:57; 67:66, 77

Titre, changement 39:35; 52:104; 67:77

Degrés sécurité, transfert 69:39

Détenus

Augmentation 52:132



**Olivier, Jacques, M.P. (Longueuil)**

Bill C-83 41:5, 10; 42:6, 8, 30-3; 44:19-20; 45:22-3, 33; 48:25-29, 32, 42; 50:40, 52-4, 57; 51:5-7, 10, 29-30, 40-2; 63:28-9; 64:21-2, 26-7, 40-1; 65:91, 99-100, 105, 111; 66:8-10, 36, 41  
 Bill C-84 69:15, 21, 43; 70:6-7; 72:43, 62-3  
 Main Estimates 1976-77—Solicitor General 52:15, 33-5, 37

**Olympic Games, Summer 1976**

Policing, security 20:49; 22:24-5; 23:16; 30:13, 28; 31:12, 18; 52:10, 33-4, 54, 71

**Ontario, Province**

Firearms control, hunter safety 58:40-7, 50, 53-9; 60:8; 61:35; 65:51

**Ontario Arms Collectors' Association**

Bill C-83  
 Brief 55:93-103  
 Comments 55:13-6, 28-30, 35-8, 42-4, 46-51, 53  
 Membership 55:13, 37

**Ontario Business Corporation Act (1970)**

Amendments 3:20, 26  
 Bill C-29, influence on, comparison 3:14, 20, 22-4; 4:30-2; 6:12, 14; 11:21  
 Directors, majority Canadian, transition period 5:14

**Ontario Criminal Intelligence Bureau**

See  
 Ontario Police Commission

**Ontario Criminal Lawyers Association**

Bill C-71, opinion 32:24-47; 35:19  
 Membership, role 32:25, 46-7

**Ontario Federation of Anglers and Hunters**

Bill C-83, comments 58:39-59  
 Membership, role 58:39, 44-5, 53

**Ontario Jockey Club**

Bill C-71, opinion 32:47-66  
 Operations 32:47-8, 58

**Ontario Police Commission**

Criminal Intelligence Bureau, loss RCMP files 22:13-5; 23:19, 21; 24:9-10

**Ontario Provincial Police**

Federal financing proposed 31:17  
 Toronto Police, joint investigation, SIU violence 22:35, 49

**Ontario Securities Act**

Penalties 11:21

**Ontario Task Force on Off-Track Betting**

Recommendations 32:51, 53-4, 62, 65

**Ontario Task Force on Policing**

Purpose, report 17:16, 24-5

**Organized Crime**

See  
 Crime

Autochtones 21:14; 44:8, 27, 61-2, 65-6; 47:35; 52:139

Cas très difficiles 37:15-6; 69:60-1

Classification 16:37-8; 20:18; 69:32, 51

Comparution devant cour disciplinaire, étude procédure 21:7

Condamnés à perpétuité, gardiens, surveillance, situation 69:44, 45-7, 61, 64, 65; 71:15, 19, 39, 51-2; 72:18-20, 27

Conditions vie 50:21-2, 70; 52:35-6, 103

Correspondance, visites, téléphones, règlements 21:20-1

Coupables délits sexuels 26:12-3; 31:8-9, 22; 46:7, 93, 103; 47:54; 48:33, 38, 40, 109-11; 50:22; 57:5, 8-9, 10, 21, 62; 67:24

Rapport 21:22; 31:8-9; 67:24

Coût moyen par 20:14; 37:9-11, 21; 46:21; 54:30, 31

Droits, matière procédure 20:17, 107; 21:4-6

Emplois, formation 16:38-9; 21:27-30; 23:15; 24:35; 31:20; 37:16-8, 22; 52:13, 24-5, 36, 135

Femmes 20:104; 47:35, 60

Mesures disciplinaires 69:60-4, 71; 71:12-5; 72:27-8

Meurtriers, dissociation 52:137; 71:48

Mixtes 47:38

Nombre 20:11-2, 14, 100; 46:91; 49:69

Peine indéterminée 39:35; 46:8, 12-4, 38; 47:37-8, 42-3, 61

Peine, réduction gagnée, statutaire 37:11; 39:35; 44:72; 46:8-9, 94-5; 47:32, 44, 49, 62, 67-8, 69; 50:17-9, 70-2, 76, 86; 51:18-22, 25, 29-30; 64:57-8; 67:78-9, 80

Programme conditionnement inverse 26:12, 13-5

Programmes 20:102-4; 31:19-21

Réhabilitation, et traitement 16:36-7, 38; 37:15; 46:37-8; 50:21, 70

Réinsertion sociale 31:24-5

Renseignements, diffusion, projet 50:30-1, 86, 87-8

Salaire 31:20-1; 37:18-20; 52:13, 24; 54:30

Services juridiques 21:6

Terre-Neuviens sur continent 20:24-5

Tests, soins psychiatriques 21:8-10, 21-5; 31:24; 39:35; 67:18, 78

Traitement médical 37:13-4; 52:136-7

Émeutes 72:68

Enquêteur services correctionnels, rapports 24:24-5; 50:19; 51:21, 30; 52:137, 67:24-5

Équipes intervention urgence, création 39:35; 69:51-2, 57; 71:39-40

Évasions 31:19

Diminution 52:12; 66:13-4

Gagnier, Arthur 21:14-7; 22:6-9, 25-9

Sentences, augmentation 39:35; 46:9; 47:66; 50:53; 66:8-10, 12-3

Homicides et voies de fait intérieur institutions 69:46-8; 72:14

Institution isolée, Nord canadien 71:49-50

Institutions provinciales 67:18, 78, 79-80

Pénitenciers, sécurité interne, rapport 69:73-4; 71:17, 18, 19-24, 51

Personnel 20:104-5

Abus 51:30; 71:13

Bill C-84, conséquences, démissions 69:52-3; 72:18-20

Discrimination raciale 31:23

Ex-détenus 21:7-8

Fonds pour défense devant tribunaux 71:13, 36-7

Formation 20:105; 30:15; 47:54, 56; 52:7, 99, 138; 69:51-2, 57-9; 71:45-6

Prises otage 66:11-2; 69:51-2, 57-8; 71:40

Griefs 30:14-5

Moral 69:69-70

**Osborn, David E., Executive Director, Canadian Bar Association**

Bill C-83 47:5-6

**O'Sullivan, S., M.P., Sponsor of Bill C-373**

Bill C-373 15:33-9

**Ottawa**

"Vice Ring Case", pre-trial publicity 38:15-7

**Otway, William J., Executive Director, B.C. Wildlife Federation**

Bill C-83 56:4-5, 24-5, 29-31, 33-5, 37-9, 41-2, 44, 47, 63, 66, 68, 70

**Ouellet, André, M.P.**

Contempt of court citation

Appeal 54:18, 22

Special prosecutor, fee payment 54:25-7

**Ouimet Report**

See

Committee on Corrections

**Our Criminal Law**

See

Law Reform Commission of Canada  
Reports

**Outerbridge, W. R., Chairman, National Parole Board**

Background 20:16

Bill C-83 59:18-20; 67:43-55, 58-63, 66-76

Estimates, Main 1975-76 20:13-21; 21:5-6, 24; 26:8-11, 23-4

Pardons, parole 30:28; 31:17-8

**PLO**

See

Palestine Liberation Organization

**Pardons**

Granting, procedure, value 20:10, 62; 23:25-6; 24:23-4;  
26:9-11; 28:8; 30:11, 28; 52:15-7, 93

Revocation, procedure 26:7-11; 28:8-11

See also

Criminal Records Act

**Parliament**

Allegations against government, procedure 17:72, 78-9

Members of Parliament

Alleged improper relations, SIU 22:4, 15, 32-9, 41-8

Correspondence, visits, penitentiaries 21:20-1

Responsibility 16:47; 28:29

Ministerial responsibility 16:21-2; 17:14

Police jurisdiction 24:6

Representation by population 25:11-3

Senate

Reform 11:13; 25:8, 10, 12-4, 17

Territories 25:7, 9-19

Usefulness 25:11-3, 17

See also

Bill C-3

**Parole**

Abolition proposed 44:44

Protection 51:30; 67:32; 69:65-7; 71:19, 39, 51-2; 72:27  
Salaire 47:55-6

Price, M. Ronald, prof., Fac. droit, Univ. Queen's, *Studies on Imprisonment* 46:120

**Prises otages**

Cas, nombre 52:37-8; 71:40

Colombie-Britannique, avertissements 71:17-8, 50-1

Détenus

Caractéristiques 71:41-2

Transfert 52:37-9; 71:42

Étude 52:12, 135; 71:19

Mesures préventives 69:50-2; 71:18, 40

Prisons, efficacité juridictions distinctes 21:19-20, 31

Programme construction 21:33-4; 30:17; 31:11, 20; 37:5, 22, 26-7; 39:35; 46:90, 101; 47:54; 52:6-7, 12, 18, 99, 131-2, 139; 67:13, 23-6; 69:50-1, 59-60

Programme unités résidentielles 52:12, 133-4

Programmes sécurité 20:101-2; 39:35; 46:90, 101; 47:66-7; 52:12, 134-5; 69:65-7; 71:19, 39

**Réclusion rigoureuse**

But 24:24-5; 69:62-3

Comité action sociale, lettre 24:24

Isolement et ségrégation, étude 21:22

Ombudsman Services correctionnels, étude 24:24-5

Sécurité maximale 30:15; 37:15; 39:35; 46:101; 52:7; 66:100-1; 67:13; 69:50-1, 59-63, 67

Sous-culture carcérale 31:19-20

Suicides 21:25; 72:45-6

Système canadien, comparaison autres pays 21:18-9

Terre-Neuve 20:23-5

Unités correctionnelles spéciales 69:53

Voir aussi

Bill C-83

Institutions diverses

Prisons

Service canadien des pénitenciers

**Petrofina Canada Ltée**

Bill C-29, recommandation 7:17

Lettre au Comité 5:18-9, 20

**Pinard, Yvon, député (Drummond)**

Bill C-29 6:6; 7:5; 11:10-2; 12:20

Bill S-3 13:20-1

Bill S-16 13:9

Budget principal 1975-76

Solliciteur général 24:19; 28:8-11

**Pinard, Yvon, député (Drummond) Vice-président du Comité**

Bill C-83 40:10; 41:5-6; 42:5-7, 17-21; 43:48-52, 55; 45:39-40; 46:28, 30, 32, 34-6, 38, 41-2, 44-7; 48:7, 25, 28-9, 31-3, 36, 39, 41-3, 45; 51:45; 53:12-9; 55:4, 7, 10, 16, 19, 23-6, 30, 32-5, 34-41, 43-6, 48-51, 54; 58:22-3, 26, 28, 31-2, 35-6, 38-9; 59:27; 61:25, 28-9; 64:41; 65:59, 63-4, 77, 80, 104, 108-9

Bill C-84 69:21; 70:11-2; 72:22, 53

Sujet au Bill C-231 36:9, 16

**Plan d'ensemble de dev. services psychiatriques dans services correctionnels fédéraux au Canada (1973)**

Délinquants sexuels dangereux, classification 47:44

**Piraterie aérienne**

GRC, lutte contre 20:91-2

Peine 72:43, 46, 48



Appeal procedure proposed 47:61; 51:26; 55:168-71, 203; 67:77

Applications, rate of granting 20:17, 61; 31:18; 52:13, 88

By exception, removed 46:8, 53; 47:68; 50:81; 51:28; 64:49

Case supervision 20:16-7

Cost per parolee 20:14-5; 37:9, 11

Court rulings 51:10-1, 13, 21; 55:164-6, 173-4, 176, 178

Day Paroles 20:63-4; 35:37-43; 37:18, 20; 52:13, 87-8; 55:180-4, 188, 204; 67:42-3, 51-3, 55, 67, 71; 71:5-6, 8, 61-2

Decision process, hearings 39:36; 43:26, 53, 187-95; 44:53; 46:8-9, 46, 53; 47:32, 40, 54, 62; 50:30-1, 73-4, 76, 81, 86-8; 51:10-1, 13-4, 23, 27-9; 55:164-71, 184-5, 203-4; 59:20; 64:49; 67:44-57, 59-61, 64-71

Eligibility period 21:5; 26:23-4; 37:10; 43:193; 46:8, 53; 47:60, 68-9; 51:12, 17; 64:49

Employment be provided, proposed 43:53, 195

Hearings, case reviews 52:13, 87-8

Inmate defined 67:41-2

International agreements 47:62, 70; 51:14; 55:191-3, 205; 67:61-4, 78

Mandatory supervision 31:17-8; 47:69; 50:30; 51:14, 23-4; 52:22, 89; 55:177, 179-80, 186-8, 203-4; 67:71-3

Murder 46:59-61, 77-80; 47:60; 69:29-32, 35-7, 44, 68-9; 72:16, 35-6, 45-6, 53-6, 88, 91-2

Native People 44:8, 27, 44, 53

Parolees

- Deportation 34:22-4
- Employment, average earnings 20:15; 37:19-20
- Recidivism 31:17-8; 37:10

Police, role 43:35-6, 191-2, 194-5

Principle 49:29-30, 65; 50:30, 85-7; 51:16-7, 22-4, 27-8; 64:48-9

Procedure, inmates' rights 20:10, 17, 61-2; 21:5-6; 26:23-4

Provincial authority 20:6, 33; 21:20

Provincial Boards 47:61-2; 50:86; 67:58-9, 69

Public criticism 52:13-4, 89

Public education 20:10, 18, 62-3; 52:14, 89-90

Reform 16:28; 30:16-7; 31:6

Regulations, use 43:192-3; 46:6, 51, 53; 47:32, 62; 50:73-4, 80-1, 86; 51:19, 21, 27-8; 55:168-72, 203

Retrospective application, Bill C-83 55:171-2, 203

Revocation, suspension 47:69; 50:72-3, 76; 51:12-3, 21-2, 27-9; 55:164-7, 173-80, 188-9, 203-4; 59:18-9; 64:9, 49; 67:74-7

Screening process, violent offenders 52:13-4, 89

Senate Committee, examination 1970-72, report 20:16

Sentencing, relationship 51:21-2; 55:171-2, 176-8, 203

Supervision 43:35-6, 192, 195; 44:53; 51:23

Temporary absences 21:17-8; 37:10; 39:35-6; 43:35; 46:8, 27-8, 46, 54; 47:32, 50-1, 62, 69-70; 50:30, 50-1, 86; 51:13, 16-7, 22-4, 30; 52:87-8, 92; 55:189-90, 205; 64:50; 67:28-32, 42, 57, 61, 67, 70, 79; 72:35

Crimes committed 72:14-6

Murderers 69:32, 34-42, 44-6, 55-7, 67-8, 72; 71:5-6, 8-12, 15, 61-2; 72:15-6, 88-90

Uniformity, national criteria 20:13-4

Violation, computing term of imprisonment 34:24-6; 35:37-43

Violent crimes 37:10; 43:191, 193-4; 47:68-9

Voluntary termination by parolee 51:14, 24-5; 52:22-3; 55:188-9, 204; 59:18-9; 67:72-4

*See also*

National Parole Board

National Parole Service

## Parole Act

Amendment by Bill C-83 67:41-77

Amendments, proposed 20:6, 17, 33-4, 61-2; 21:5-6

## Police

Arme à feu, permis 43:27

Code déontologie 52:8, 102, 103

Congédiement 43:40-1

Décès accidentels, taux 46:112-3

Formation 52:6, 98

Outils, fonds 43:45, 52, 55

Protection contre poursuites 71:36-8

Réforme cautionnement, loi 43:43

Rôle, tâches 43:54-5, 209; 46:113; 52:100

Surveillance 20:75; 43:54-5

- Conférence fédérale-provinciale 20:75
- Techniques prévention, perfectionnement 52:6, 98

Torture, interdiction 52:102

Vancouver, C.-B., problèmes 23:17

*Voir aussi*

Centre d'information de la police canadienne

## Police provinciale

Coût, gouvernement fédéral, collaboration 31:15

## Potter, M. A. C., Commissaire adjoint, Gendarmerie royale du Canada

Casiers judiciaires, accès 23:7-8

## Poulin, Hugh, député (Ottawa-Centre) Président du Comité

Bill C-29 3:6-11, 16-7, 20, 28; 4:4-12, 22-3, 25, 27, 30, 32-3; 5:4, 6, 12-4, 18-21, 25, 28; 6:5-11, 15-6, 23, 26; 7:4-7, 17-8, 23-4; 8:4-19, 28, 31-2; 9:4, 6-9, 12-4, 19, 23-9; 10:4-6, 9-10, 18, 23-5; 11:4, 6-7, 14, 19-20, 22-3; 12:19-23, 25-40, 48-50, 52-3

Bill C-43 13:22, 26-7, 29-30

Bill C-47 27:13-5, 19, 22-4, 26-32

Bill C-71 29:23-4; 35:22-3, 25-6, 28, 31, 39-42

Bill C-83 39:8, 12, 18-24, 26-7, 29; 40:4, 10-1, 27-9, 35, 41; 43:4-6, 13-5, 39, 41; 44:18-22; 45:24, 28-30, 45-6; 47:17-20, 28, 30, 53; 48:5, 8, 43; 50:39-45; 60:14, 19; 61:13; 62:12, 28-31; 63:8; 65:86, 88, 93-6, 101-2, 104, 106-8, 116-7; 66:22-6, 30-1, 34-7, 42; 67:35, 56

Bill C-84 69:9-11, 18-9, 27-8, 45, 56, 63, 74-5; 70:5-6, 10, 13-4, 17-24; 71:21-3; 72:37-8, 53, 67, 73-7, 79, 82-3, 88, 91, 94

Bill C-208 18:6, 8-10, 13-22

Bill C-223 15:7, 9-11, 13-15, 21-5, 27, 30-3

Bill C-373 15:33-6, 39-42

Bill S-2 13:10, 14-5

Bill S-3 13:15-6, 21-2

Bill S-16 13:7-10

Budget principal 1974-75

- Justice, min. 1:7-9, 11, 14, 22, 24, 28-9; 2:5, 8-9, 14, 22, 27-8

Budget supplémentaire (D) 1974-75

- Justice 14:5-6, 8, 10, 12-3
- Solliciteur général 16:7-8, 13-4, 16, 24, 27, 29, 33-6, 43-5, 47-9, 52-3; 17:6-7, 16, 28, 30-3, 45, 47-8, 59-69, 72-5, 78-80, 87-8

Budget principal 1975-76

- Justice 19:6, 11, 16, 21, 26-7, 30-1; 27:32-3
- Solliciteur général 20:4, 11, 14-5, 18, 21, 25; 21:4, 8, 11, 14, 21, 25-7, 30, 33, 37; 22:4-5, 7-11, 25, 35-9, 41, 50; 23:4, 8-10, 12, 15, 24-6; 24:5, 9-17, 20-3, 27-8, 31, 34; 26:5, 7, 24-5; 28:5, 15-6, 28-9, 32, 36

Budget supplémentaire (A) 1975-76

- Solliciteur général 31:4-9, 11, 13, 17, 22-3

Budget supplémentaire (B) 1975-76

- Justice et Solliciteur général 38:17-21, 26

# **Parole Act, An Act to amend the Criminal code and to make related amendments to...**

See

Bill C-71

## **Palestine Liberation Organization**

Participation, Fifth U.N. Congress on Prevention of Crime 23:15-7, 26

## **Parti Québécois**

RCMP investigation of members 52:35

## **Pattison, Dennis, President, Saskatchewan Wildlife Federation**

Bill C-83 56:13, 22, 26-8, 32, 35, 41, 44-5, 47-8, 50, 52, 60

## **Peace and Security Program**

Civil liberties, effect 49:26-8, 35-6, 63-6; 50:10, 61-2, 74-5; 59:14; 60:23

Crime prevention, effectiveness 50:25-6

Criminal justice, system, principles 46:4-6, 30-4, 39-41, 49-51, 56-9, 73-5; 47:63; 50:52-3

Drugs, absence provisions 55:16

Facilities, staff, additional 46:51; 48:32; 52:7, 46

Firearms control

Ammunition

Definition, components included 39:39-40; 40:40-1; 41:13; 42:9-12, 15-7, 27, 35-6, 84-5; 45:10-3, 21, 57-8, 61; 48:12; 49:67; 50:5, 40, 58; 53:5, 7, 22-3, 40, 52, 58-9, 71, 94; 55:5, 14; 56:6, 29, 75-6, 81-2; 58:27-8; 59:6, 9, 12-4; 60:13; 61:10-1, 44-8; 62:5-13, 17, 22-4; 64:11-2

Finding 53:78; 56:79; 59:37; 60:13; 65:34-5

Importation 62:13, 16-7, 21-2; 63:14-5

"Manufacturing", application to hand-loader 56:6

Possession 64:11-2, 30, 43

Sale, control, records 40:13-4, 19; 42:12, 16, 23-4, 27-8, 32-3, 83; 44:31, 43, 51; 45:13, 66; 47:24; 48:24-5, 29; 49:47; 50:44-6, 59; 51:41; 53:5, 47-8, 52, 76-7; 56:79-80; 58:51; 59:36-7; 62:5-9, 11, 21; 64:36; 65:16-22, 30, 32

Theft, report 65:23-4

Transportation, commercial 65:28-9

Armed trespass 40:17, 53

B.B. and Pellet guns 56:85; 64:7, 60-1

Black powder arms 55:5, 7, 11, 25, 32, 55-60; 56:6, 84-5, 94

Brampton, Ottawa incidents, references 41:19, 32-3, 38, 45-6; 42:38, 63-4, 67-9; 43:50; 45:17, 20-2, 84; 49:41, 49, 57; 50:47; 55:22-3; 56:92-3; 58:6; 65:121

Careless handling, storage 39:32; 40:12-3, 18, 21-3, 33-4, 56; 41:38, 72; 42:9-10, 56, 60, 85-6, 120, 123; 43:8, 24; 44:7, 31, 43, 52; 45:13, 15, 21, 26, 32, 64-6, 75-6; 49:67; 50:28, 47-8, 53, 79; 53:53, 62-3, 91; 55:25, 49-50; 56:9, 26-8, 50-2, 78, 88, 118, 122; 58:13, 18, 24, 30-1, 48-9; 59:5, 16, 34, 36, 38-40; 60:12; 63:24, 34-5, 45-6; 64:42-5; 65:35-6, 66-7, 69, 95, 116-7; 66:46

Collectors 39:33, 41; 40:24, 35, 56; 41:18, 33, 43, 48, 59; 42:60, 123-4; 43:7, 20-2; 46:6, 52; 47:9; 50:34-5, 50; 53:5, 9, 35, 45-6, 59, 72; 55:9-15, 17-21, 39-2, 34, 36-40, 48-158; 56:6-8, 46, 57-8, 94, 118; 58:7-8, 30-1, 50; 59:5-6, 34, 41-2; 60:26; 63:20-4, 26-7, 29-35, 43-7; 64:35; 65:67, 69-70, 116-7; 66:44-6

Cartridges 55:12-4

Commissioner's Report to Parliament 65:118

Concealed weapons 63:51-4

Confiscation, search and seizure by police 39:32, 50-1; 40:52; 41:10, 16, 35, 43-4, 46, 48, 50, 53, 56, 77; 43:21, 23-4, 28-9, 32, 37, 48, 179; 45:15, 74; 46:26-7; 47:8; 48:20; 49:28, 60, 64; 50:28, 34, 83; 53:16-8, 50, 56, 61-2, 72, 79-80, 93;

Budget principal 1976-77

Solliciteur général 52:28

## **Poulin, M. Hugh, Secrétaire parlementaire Solliciteur général**

Bill C-83 66:22-5, 30-7, 42

Budget supplémentaire (A) 1975-76 31:4-13, 17, 22-3

## **Poursuites**

Gouvernements fédéral, provinciaux, rôle 19:11

Sommaires, nouveau procès, élimination 29:8-9, 12-4, 19-20, 26-31; 32:42-4, 68-9

Territoires Nord-Ouest et Yukon 54:8

## **Preuves**

Admissibilité 26:17-8

Code, modèle 38:12; 54:5-6, 49

Inculpé inapte subir procès 29:21-3

Projet pilote 2:8, 14-5

## **Price, M. Ronald R., Professeur, Superviseur, Correctional Law and Legal Assistance Project, Université Queen's**

Bill C-83

Discussion 51:16-30; 61:65

Exposé 51:10-5

## **Price, M. Ronald, Prof., Faculté droit, Univ. Queen's**

*Studies on Imprisonment* 46:120

## **Prisons**

Conditions de vie 19:25-6; 37:11-2

Pénitenciers, efficacité juridictions distinctes 21:19-20, 31

Systèmes probation, situation 21:12

Voir aussi

Pénitenciers

## **Prisons et maisons de correction, Loi**

Modifications proposées 20:74; 52:14-5, 147

## **Procès**

Enquête préliminaire, abolition 54:50, 51

## **Prostitution**

Publicité antérieure procès 38:15-7

## **Protection privée, Services**

Prolifération agences 28:31-2

Securex, Société 26:25-7; 28:5-6, 30-1

## **Procureurs généraux**

Bill C-71, démarches 29:10

Halifax, réunion, oct. '75, Ont., projet loi paris chevaux 33:6-7

Rencontre, Halifax, oct. '75 33:6

## **Prud'homme, Marcel, député (Saint-Denis)**

Bill C-223 15:14, 20, 25-7, 29, 31-2

Bill C-373 15:35-7, 42

Budget supplémentaire (D) 1974-75

Solliciteur général 16:27-9, 43; 17:47, 60-2, 79, 88

## **Publicité trompeuse**

Peine 54:31, 32



55:6, 25, 39; 56:8, 57-8, 66, 70, 90-1, 104-5, 110, 121-2; 58:7, 32-3, 55-6; 59:34-5, 40-3; 63:53; 65:38-42

**Crime, criminals, effect** 40:39; 41:9, 39, 49-50; 42:39, 53, 62-3, 118; 43:11-3, 15, 17, 27, 31, 38; 44:23; 45:20-2, 25, 77-8; 46:64; 47:8; 48:19; 49:28, 41, 45-6, 49-50; 50:43-7; 51:48; 53:4-5, 13-4, 24-7, 57, 67-70, 90, 97-8; 55:14-5, 46-7; 56:13, 35, 41-3, 49, 55, 96; 58:6, 15-6, 20, 23-4, 26, 30

**Crimes involving, penalties, prohibition** 41:37-8, 46, 50, 55, 70-1; 42:44-5, 51-5, 67-8, 119-20, 122-3; 43:26, 31-2, 36-40, 45-6, 48-52, 178-9; 45:15, 22, 78; 46:34-5; 47:9-10, 16-7; 49:44; 50:28, 78-9, 83; 53:48-9, 73, 78, 93; 55:26-7, 39; 56:8, 14, 64, 66, 78-9, 86-90, 109, 112, 121; 58:37, 48; 59:5, 45-6; 60:24-5; 61:25-9; 63:50; 64:38-42; 65:35-7, 60-1, 89-91

**Crimes of violence drug offences, prohibition** 41:70-1; 56:89-90, 109, 115-6; 58:56; 59:45-6; 61:26-7

**"Domestic", "non-criminal" shootings** 42:39, 46, 53-4, 59-60, 64-7, 75-6, 78-9, 118; 43:15, 28-9, 49-50; 45:15, 74; 47:38-40; 51:32-4, 37-8; 53:17; 55:25, 46-7; 56:35, 121-2; 58:11, 19, 23, 33-4, 55, 57-8; 59:42-3; 65:41

**Education** 37:7-8, 27; 39:31; 40:33-4, 39; 42:40, 56, 73, 124; 44:32; 53:16, 20-1, 36, 39-40, 43-5, 73-5, 92, 94; 55:46-7; 56:9, 12, 16-7, 39, 52-3, 96, 129-30; 58:13, 18, 29, 31, 49, 57

**Enforcement, non-compliance** 47:23, 35; 48:11; 49:5, 9, 15, 24; 53:35-8, 41, 47-8, 53, 57-8, 60, 93; 56:37; 58:28; 65:122

**Family property, widows, mementos** 40:24, 35, 56; 50:34-5; 55:18, 36, 48; 56:118; 58:50; 59:34; 63:32

**Firearm, definition, components** 42:9, 12-3, 15, 19-21, 83, 85; 45:21; 50:58-9; 53:5, 7, 41, 52, 71, 94; 55:5, 14; 56:6, 82, 85; 59:6, 42; 62:24-8; 64:7, 60-1

**Hunting, shooting clubs, role** 40:47-8, 52-3; 42:106; 43:16, 18-9; 46:6, 18-9, 23, 51; 51:36, 40; 53:10-1, 15-6, 20-1; 55:46-7; 56:14, 43-4, 52, 110, 129-30; 58:8, 13, 16, 28-9, 44; 59:8, 33; 65:50-2

**Import, control at border** 43:47, 180; 48:24-5; 49:67-8; 64:34-5, 37-8; 67:40-2

**Industrial uses** 42:12; 53:36

**Joint responsibility, Justice, Solicitor General's Depts.** 38:24-5

**Lending** 44:7, 31-2, 43, 51; 49:20-2; 53:23-4, 75-6, 83-4; 58:35-6; 59:12-3; 60:13; 64:15-7

**Liability insurance, provinces** 43:8, 19-20; 45:32-3; 49:58-9

**Licensing systems, long guns**

**Administration, procedures, cost** 37:28; 39:46-8; 40:6-7, 17-8, 29, 40-1, 47; 41:29-30, 56-7, 76-8; 42:10, 35, 61, 69-70, 83, 87-8; 43:16, 24; 45:17, 30-1, 83; 47:7, 21; 48:20-4; 49:53-4, 68; 50:34-5, 60; 51:41; 52:21-2; 53:5, 7, 36-7, 45, 58, 60-1, 70, 80-1, 95-6; 55:45; 56:10, 12, 28, 30, 32-3, 41-2, 77, 100-1, 116-8, 123-4; 58:5, 8, 16, 44; 59:36; 60-9; 61:11-4; 65:42, 53, 68, 83-5, 96-115

**Competence, fitness** 39:31-4, 46-8, 52-3; 40:5-8, 17-20, 30-1, 36-7, 42-4, 46-8, 52, 55; 41:10, 12, 17, 24, 26-9, 33, 38, 46-7, 56-7, 75-7; 42:22-3, 30, 36, 43, 54-5, 59-60, 70, 75, 105-6, 120; 43:11, 13-4, 20, 22, 36, 180; 45:11-2, 15-7, 31-2, 60, 62-3, 72-4, 78-82; 47:8-9, 15; 48:19-20, 23; 49:36, 39-41, 46, 48-9, 54-5, 61-2, 50:60; 51:33, 36, 39-44, 46-9; 53:7-8, 10-2, 15-8, 41-2, 48-50; 55:23, 28-9; 56:15, 18, 23-4, 40, 46, 52-3, 91-3, 112, 127; 58:6-10, 12-4, 19-21, 24-5, 28-30, 49-51; 55-7; 59:21-2, 30-1, 36; 61:7-9; 65:49-53, 117

**Criminal Code, inclusion** 58:25-6, 36-7

**Economic effects** 58:18-9

**Fees** 39:48; 42:10, 61, 87, 121; 43:10; 49:68; 50:33; 53:6, 37, 45, 80; 55:40; 56:15, 19, 28-9, 31-5, 41-2, 46, 127-8, 130; 58:5, 16-7, 25, 44, 46-7; 59:5, 20-1, 31, 33, 35, 43-4; 64:18; 65:42-6, 55, 65-6, 96-116, 121-2

**Guarantors** 39:44, 46, 52; 40:6, 31; 41:56-7; 42:10, 28-30, 35-6, 58-9, 76, 78, 87, 121; 43:9, 13-5, 18-22; 44:7, 11-2, 25, 29, 33, 51; 45:16-7, 79-81, 83; 47:39-40; 50:47, 60, 83;

## Québec, Province

Choquette, hon. Jérôme, forces policières, coût, réclamation 31:15-6; 43:55; 52:23

Cour du banc de la reine, révision mention 13:8-10

Juges, augmentation nombre 27:23

Policiers 30:27-8; 43:55

Prisons, situation 21:12; 37:16-7

Tribunal de la famille 27:24

## Rapport Comité permanent Sénat sur Affaires juridiques et constitutionnelles, 1974

Voir

Goldenberg, rapport

## Rapport sur dissociation (Rapport Vantour, 1976)

Recommandations 37:16; 52:133, 137; 67:24-5; 69:60; 71:48

## Rapports à Chambre

Premier 2:3, 28

Deuxième 12:4-9, 52

Troisième 13:4

Quatrième 13:4

Cinquième 13:4

Sixième 13:4

Septième 15:33; 16:3

Huitième 15:42; 16:3-4

Neuvième 16:4, 53

Dixième 18:22; 19:3-4

Onzième 25:4, 19

Douzième 27:4-6, 32

Treizième 27:7, 33

Quatorzième 28:3, 36

Quinzième 35:3-9

Seizième 38:3

Dix-septième 68:3-13

Dix-huitième 72:3, 91-3

## Récidivisme

Causes 50:86

Définition 44:26; 50:85

Délinquant dangereux, catégorie 67:23

Libération conditionnelle 31:17-8; 34:24-6; 35:37-43; 37:10; 46:8, 12-4, 21-2; 47:45-6; 67:19-21; 72:16

Meurtriers 72:15-6, 43

Peine indéterminée 46:8, 12-4, 93; 67:10, 23

Taux 21:31-3; 31:17-8; 46:111-2; 52:24; 67:17

Voir aussi

Bill C-83

## Redbird, M. Duke, Vice-président, Conseil national autochtones Canada

Bill C-83 44:10, 13-4, 25, 29-31, 34, 38-40

## Réforme cautionnement, Loi 1970

Administration 38:7-8

Application 43:44-5

## Réforme du droit

Attitudes courantes, effet 2:25-6; 54:12-3

États-Unis 2:16

Gouvernement fédéral, provinciaux, barreau, collaboration 54:50-1

Groupe min. Solliciteur général, étude 54:10, 11

Projet loi correctrice 54:6, 28, 51

Réduction nombre infractions punissables de prison 2:17, 24

Simplification libellé lois, recommandation 1:24-8; 5:23-5

53:6, 16, 37, 41-2, 54-5, 81, 95; 55:15-6, 28-9, 46; 56:18, 127; 58:6, 8, 10, 12, 18-20, 25, 47; 59:33, 35, 41-3; 60:26-7; 61:22-3, 53; 62:20; 63:10; 65:47-9, 78-9

Hunting, use for livelihood, rural areas, native people 37:27-8; 39:33, 42-4, 50; 40:22-3, 41-4; 41:12; 42:35, 70; 43:11; 44:6-7, 10-5, 23-5, 28-33, 37-40, 43, 51-2; 45:10, 21, 26, 57, 81; 47:57-8; 49:4-26; 50:35, 52, 74; 51:41-2, 49; 52:58; 53:10, 20; 56:11, 29, 32, 35, 40-1, 46, 59-60, 67-8, 124; 58:22; 59:5, 20-2, 28-30, 43; 60:24-5; 61:5, 13-4, 18-9, 27-8, 52-3; 63:9; 64:8, 13-20, 25-6, 28, 36; 65:53-5, 75-8

Licensing officers 39:43-4; 40:6-7, 11-2; 42:78; 45:16, 80-1; 47:7; 49:8, 12; 52:22, 37, 71-2; 56:77; 59:6, 21-4; 63:15-8; 64:19-20; 65:75

Non-residents, non-Canadians 41:29; 45:14, 67-8; 53:9; 56:38, 80-1, 86; 62:13-20; 64:14-8, 20-8, 37; 65:58-9, 74-5

Offences 39:32; 41:59-60; 45:24; 49:53-4; 50:53; 55:6, 25; 56:86-7; 58:27-8, 32; 59:44; 64:37; 65:35-6, 83, 85-9

Policemen, armed forces 41:36; 42:27; 43:27-8; 48:29; 64:28-9, 37

Principle 40:54-5; 41:54-5; 42:26-7, 50-1, 65, 120; 43:8, 16-8, 31, 49-50; 45:11, 16-7, 59-60, 70-1, 81-2; 46:24-6; 47:23; 48:11, 20; 49:37, 55-8, 68; 50:21-8, 32-3, 35-6, 50, 83; 53:5, 34, 38-40, 42, 53-6, 73-5, 80, 96; 55:5, 20, 39-41; 56:5, 9-11, 18-9, 21, 37-40, 65, 74-5, 98, 119, 124; 58:5, 11-2, 30-1, 36-7, 47-8; 59:33

Records, secrecy 55:32-3

Refusal, revocation, appeal 46:25-6; 47:9, 22, 24-5; 49:9, 21-2; 53:48-50, 82, 95-6; 55:43-4; 58:32-3, 37; 59:41, 46; 60:9-11; 61:16-21; 65:36-7, 72, 77, 80-5

Registration 40:15-6; 41:57, 75; 42:33, 52, 57, 72-3, 82-3, 86, 104-5; 43:16, 25, 178, 180; 45:12, 61-2; 46:24-5; 51:33-4, 36-8, 41; 53:37-8, 55-6, 91; 56:11-3, 18-9, 62, 69, 76, 89, 99-106, 112, 118; 58:44; 65:53

Renewal 51:41; 53:21-2, 28-9, 34, 37, 96; 59:36; 60:12, 26-7; 61:7-8

Restrictions imposed, authority 40:56; 45:12, 62-3; 53:6, 37, 84; 56:76-7, 118; 59:21-2; 65:54

Young people, minimum age, supervision 39:33; 40:14, 25-7, 36, 55; 41:44-5, 54; 42:87, 121; 43:11; 44:37-9, 51-2; 45:10, 13-4, 19-20, 56-7, 66-7; 47:9, 21, 23-4; 48:24; 49:67; 51:46; 53:6, 19-20, 37, 42-3, 75, 79, 83-4, 94-5; 55:15; 56:11, 14-5, 34, 67-9, 80, 86-7, 91-5, 117, 126; 58:6, 24, 27, 36, 52-3; 59:5, 8-9, 15-6, 36; 61:10-1; 64:8, 12-3, 30-4, 36; 65:39, 73-5, 78

Manufacturing industry

Ballistics testing 42:24-6; 51:47

Effect on 42:10, 23, 30-1, 33-4; 49:68; 56:118

Safety standards 49:47

Serialization of firearms 42:26, 72-3, 124; 50:50; 51:36, 47

Misuse, negligence 41:21, 46-7, 70-2, 107-8; 43:23-4; 45:32; 47:44; 49:47; 53:92; 56:64, 112; 59:32; 64:44-5

Museums 59:7; 63:21-2; 64:29-30; 65:95

Phase-in, Ontario first 37:28; 42:15; 45:32; 48:12-3; 55:45-6; 56:54-5, 64, 69, 99; 58:40; 59:35 60:7-9, 26; 61:8, 14-5; 62:9, 18; 65:101

Pointing a firearm, penalty 41:55-6; 47:9-10; 53:76; 55:15-6; 64:42-3

Political use to disarm people 56:51, 70; 58:31-2; 59:35; 60:9-11

Principle, need 40:32, 38-9, 50-1; 41:9-10, 16-20, 32-4, 36-7, 40-1, 45-6, 49-50, 52, 66-70, 73, 79-81; 42:9, 18-9, 37-44, 46-51, 57-65, 71, 76-7, 82-4, 103-4, 106-12, 116-9, 124; 43:7-8, 11-3, 21-3, 32-3, 49-52, 76-7, 83-4; 46:6, 18, 35, 51; 47:32, 34-6, 38-9; 48:18-9, 21-2; 49:30-1, 36-7, 39, 43-5, 48, 50-3, 57-62, 64, 68-9; 50:39-40, 47, 74, 82-3; 51:31-4, 50; 53:12, 16, 18-9, 25-32, 34, 89, 93-4, 97-8; 55:16, 47; 56:12-3, 18, 72-3, 95-6, 115-6, 119; 58:11, 17-20, 34-5

*Voir aussi*

Commission de réforme du droit

**Régimbald, M. J.-G., Conseiller principal politiques financières, ministre Solliciteur général**

Budget supplémentaire (B) 1975-1976 37:23-4

**Reid, M. John, député, Secrétaire parlementaire du Président du Conseil privé**

Bill C-3 25:7-15

**Responsible Alberta Gun Owners**

Bill C-83

Discussion 53:37-63

Exposé 53:33-7

Membres 53:33

Objectifs 53:33, 130-1

**Reynolds, John, député (Burnaby-Richmond, Delta)**

Bill C-84 69:9-10, 23-4, 26-8, 34-42, 57-9, 73-5; 70:17-8, 23-4; 71:5-6, 15-24, 42, 46-52; 72:32-3, 36-8, 69-70, 83

Budget principal 1975-1976

Solliciteur général 28:11-6, 32-5

**Richard, M. Raymond, Président, Association policiers provinciaux Québec**

Bill C-83

Discussion 43:31-9, 46

Exposé 43:25-7

**Rico, M. Joseph, Professeur, Membre conseil exécutif, Société criminologie Québec**

Bill C-83

Discussion 46:34-46

Exposé 46:30-2

**Ritchie, Gordon, député (Dauphin)**

Bill C-29 8:7, 18, 23-5, 28-30; 10:10-2, 18, 20-1; 11:4, 6-7; 12:32

Bill C-83 56:46

**Robinson, W. Kenneth, député (Toronto-Lakeshore)**

Bill C-3 25:19

Bill C-29 3:7; 4:8-9, 25-7; 5:6, 14-5, 18, 21, 24-7; 7:18; 8:4, 10-1, 15; 10:9, 17; 11:8; 12:20, 25-6, 51

Bill C-43 13:24-6

Bill C-47 27:20-2, 28

Bill C-71 32:9, 12, 19-22, 24, 29-31, 35-41, 47, 58-60, 65-6, 69, 72-3, 75-7, 79-80; 35:40-2

Bill C-83 39:9-12, 16, 21, 25, 29; 40:35, 37-40, 42; 41:47, 50; 42:44-8, 51; 43:21; 44:30-4, 36, 38; 53:60-3; 55:7, 23

Bill C-208 18:8-9, 13, 17

Sujet du Bill C-231 36:8, 11

Bill S-2 13:13

Bill S-3 13:16, 21

Budget principal 1975-1976

Justice 19:30

Solliciteur général 20:18-21; 21:25-6; 23:25; 24:16-7, 21-2, 28

Budget supplémentaire (B) 1975-1976

Solliciteur général 37:24, 26-7

Budget principal 1976-1977

Solliciteur général 52:15

**Rodriguez, John, député (Nickel Belt)**

Budget principal 1975-1976

Solliciteur général 21:33-7; 23:8-11; 26:11-5



- Prohibited weapons, automatics 39:40-1; 40:16, 23-4, 52, 54; 41:9-10, 21, 23-4, 35, 42-4, 48-9, 53-4; 42:20, 31, 43, 52-3, 57, 83; 43:8-10, 12-3, 29; 45:12-3, 63-4; 46:6, 11, 22-3, 25, 51; 47:8-9; 50:27, 43; 53:5, 8-9, 35, 37, 45-6, 59, 72-3; 55:6, 15, 21-2, 30-1; 56:78, 83-4, 116, 122; 58:47-8; 59:5-6; 63:18-24, 26-42, 44-50; 64:34-5; 65:67; 66:44-6
- Prohibition orders  
Notification of commissioner 65:42  
Violation, offence 65:35-8, 42, 62-4
- Provinces, programs, relationship 39:46-8, 51-3; 40:7, 13, 17-8, 29-31, 36, 44, 47-8, 52-5; 41:33, 41-2, 75; 42:74, 105-6; 43:11, 14, 16-8, 20; 45:31-2, 60, 72-3; 48:19, 22-3; 49:47-9, 54-5; 51:40, 42, 44; 53:9-11, 20, 52, 74, 94; 55:40; 56:11-4, 16-8, 20-5, 27, 30-1, 33-4, 38-49, 51-2, 54-5, 61-4, 67, 70, 82-3, 91, 98-9, 107, 111, 116-7, 120, 123, 128-30; 58:7-12, 14-9, 21-2, 28, 36-7, 40-8, 50, 53-9; 59:5, 7-8, 30-135; 60:7-9, 15-6; 61:8-9, 14-5; 62:19; 65:49-53, 79-80, 91-5, 97-103, 110-1, 115-7
- Public meetings 42:85; 63:52-3  
Public opinion 41:27; 51:42  
RCMP, effect 56:32  
Registrar of firearms  
Classes of persons 53:71-2; 59:6; 63:15-8; 65:61-2  
Discretionary powers 42:10, 22-3, 87-8; 43:13; 48:20; 49:9; 53:81-2; 56:15, 126; 59:21-2; 65:53-5, 70-3  
Number required 56:50
- Regulations  
Extensive use 40:54, 56-7; 41:7-12, 14-5, 21, 23, 25-6, 41-2, 53, 59-60, 78-9; 42:13-5, 28; 43:9-10, 19; 44:28-30; 45:15-6, 20, 25, 78-80; 46:6, 10-1, 19, 23, 51; 47:14, 28; 53:6, 34, 36, 38, 46-7, 55, 62, 70-1, 78, 85, 89-90; 55:6, 11, 13-4, 24; 56:13, 15-6, 29, 35-6, 95, 112, 118, 128; 58:24, 27, 32; 59:32-3, 44; 63:6-14; 65:43-5  
Preparation, consultation 42:10; 45:25; 46:11; 53:6, 46; 56:36-7; 59:33-4  
Scrutiny by Parliament, Committees 45:25; 53:6, 46; 59:33-4; 61:3, 16-7, 21-2, 24-5, 30-43; 63:6-8, 11-4; 65:33, 43-5
- Repair business, records 49:67-8; 56:5
- Restricted weapons, handguns 39:32-3; 40:16-7, 20-1, 23-5, 34-5, 40, 54, 56; 41:9-10, 17-8, 21, 23-4, 38-40, 53-5, 58-9, 73-4, 77; 42:25, 29-30, 53, 57-8, 123-4; 43:7-8, 10, 12-4, 21, 36-7; 44:30-1; 45:12-3, 16-7, 62-4, 82; 46:6, 11, 18-9, 22-3, 25, 51; 47:8, 32, 60; 48:18, 21-2; 49:37, 46-7, 51-2; 50:44, 59; 51:35, 38-9, 44-7; 53:5, 22, 25, 31, 34, 37, 61, 72-3, 75-6, 82-5, 91, 96; 55:6, 20-2, 32-3, 35, 38-9, 43-4, 48-50; 56:5, 32, 37, 62, 76, 78, 82, 84-5, 93-4, 103-4, 106-8, 110, 116, 118, 122; 58:11, 26; 59:5, 7, 28-30, 42, 44; 60:9; 61:5-7, 12-3, 18-9; 63:24-6, 28-33, 36-49; 64:8, 35-8; 65:16, 26-8, 65-74, 79-80, 91-5, 116-7; 66:45
- Right to bear arms 57:58-9
- Sale  
Advertising 40:53; 41:60; 56:109; 65:26-7  
Auction 63:48-9  
Dealers report loss, damage or theft 65:23-4  
Delayed delivery 40:16, 19, 52; 42:49, 74; 43:36, 39; 53:11, 47; 56:111; 58:11, 13, 29-32; 65:60  
Display, storage 40:37, 53; 41:60; 43:23; 48:19; 53:29; 56:78; 65:24-6  
Govt. Board, proposed 43:47-8  
Inspection, safety 58:7, 11, 18  
Mail order 39:44; 40:21-2, 53, 56; 41:14, 22-3, 60; 44:26; 53:51, 85; 63:49; 65:26, 32-3, 95-6  
Offences 64:34-6  
Procedures, records, licensing of dealers 39:32; 40:53, 56; 41:56, 60; 42:10, 36, 82-3, 86, 120, 122; 50:59-60; 51:31-4, 36, 41, 45-8, 50; 53:37, 39-40, 52, 55-6, 77, 97; 56:88-9, 116, 118; 58:18, 41, 45, 48, 51; 59:7; 61:8; 63:47-8; 65:16-23
- Ross, M. R. J., Sous-commissaire (Opération sûreté), Gendarmerie royale Canada  
Bill C-83 39:40-50  
Budget dépenses 1975-1976 26:18-20; 28:34
- Roy, M. Alan W., Représentant, Canadian Black Powder Federation  
Bill C-83  
Discussion 55:25, 32, 43, 46-7, 52  
Exposé 55:4-7
- SIGM  
Voir  
Syndicat international des gens de mer
- Saint-Vincent-de-Paul, Institution  
Fermeture 37:26
- Santé nationale et Bien-être social, ministère  
Recherche sur narcotiques, services prévention, ressources 37:12
- Sarchuk, M. A., Conseiller spécial, ministère Justice  
Bill C-83 39:51; 59:22, 29-30, 40, 42-3, 46; 60:25, 26-7; 61:18-9, 43; 62:9-10, 11, 13, 16, 21; 63:16, 20-1, 24-8, 37-43, 46, 51-4; 64:8, 22-4; 65:18, 22, 27-8, 48, 54-5, 61, 63, 67-8, 71-7, 81-6, 91-3; 66:9, 16-7, 21-2, 26-7, 31-6, 41; 67:13-5, 19, 38-41
- Saskatchewan  
Loi, abus 29:21
- Saskatchewan Wildlife Federation  
Bill C-83  
Discussion 56:21-3, 26-9, 32-3, 40-1, 44-58, 60-5  
Exposé 56:21-3, 26-9, 32-3, 40-1, 44-58, 60-5  
Programmes 56:185
- Schumacher, Stan, député (Palliser)  
Bill C-71 29:24, 27-30
- Scott, William, député (Victoria-Haliburton)  
Bill C-83 58:43-6, 57-8
- Securex, Société  
Service sécurité, aéroport de Mirabel 26:25-7; 28:5-6, 30-1
- Sénat  
Réforme 25:8, 10, 12  
Yukon, T.N.-O., représentation  
Provinces, consultations 25:8  
Selon population 25:7, 12  
Statut 25:10  
Utilité 25:13
- Sentences  
Application 46:88  
Bill C-84, dispositions transitoires 71:6  
Emprisonnement à vie 69:43  
Absences temporaires, libérations de jour 69:32, 34-42, 44-5, 55-6, 67-8; 71:5-6, 8-12, 61  
Contrôle de détenus, effet 69:44-8  
Définition 69:31  
Meurtre au premier degré 69:44; 72:61  
Meurtre au deuxième degré 69:16-7, 32, 71-3; 71:56-62  
Peine obligatoire 69:16-7, 32; 72:33-5, 60-1  
Indéterminées 39:35; 46:7-8, 12-4, 20, 38; 47:42-4, 47-8, 53; 48:34; 51:14-5; 55:361-5; 67:10-1, 14-5, 17, 32

- Restricted weapons 64:37-8, 73
- Staff, competency 56:6
- Sportsmen, effect 53:90
- Staff 37:5; 38:21, 24-5
- Study, *Gun Control: The Options*, Dr. Martin Friedland 43:57-99
- Subversive groups, activities 42:19-20; 43:32
- Suicide, relationship 53:5, 26, 28, 31-2; 58:23, 51-2
- Television violence 42:73-4
- Transportation in vehicles 41:72, 74-5; 53:91; 56:50-1, 123; 59:34, 37
- Unwanted guns, collection, disposition 39:31; 41:31-2, 35; 42:26; 43:8; 58:58; 59:44; 65:119-21
- Weapon, definition 42:85
- Withdrawal, redrafting proposed 56:11-2, 29-30, 47-9, 65, 69, 95, 120; 58:39-40, 53; 60:15-7
- Law Reform Commission recommendations 38:12, 19-20; 46:5, 30, 50; 47:31; 50:13
- Mail inquiries, reply 37:8-9
- Native Peoples
  - Aboriginal, treaty rights 44:10, 36, 49; 49:4-8, 10-1, 13, 17, 21
  - Criminal justice system 44:8-9, 28, 34-7, 43-5, 47-9, 54; 47:35; 49:10-2
- Organized crime 49:31-2
  - Scope, outline 37:6-7; 52:6-7, 45-6; 53:12
- Sentences 46:5-6, 10, 37, 49-50, 86; 51:23, 26-7; 66:8-10, 12
- Special communications unit 37:5-8, 22-4, 27
  - See also*
  - Bill C-83
  - Specific offences
- Pearsall, John, M.P. (Coast Chilcotin)**
  - Bill C-83 64:24-25, 32
- Penitentiaries**
  - See*
  - Correctional Institutions
- Penitentiaries Act**
  - Amendment Bill C-83 67:77-9
- People's Republic of China**
  - Expulsion diplomat, RCMP investigation 23:18-9
- Petrofina Canada**
  - Bill C-29, submission, gov't. reaction 5:18-9, 21; 6:6; 7:17
- Philippe Pinel, Institute**
  - Psychiatric services 21:8-10, 19, 22
- Pinard, Yvon, M.P. (Drummond) Committee Vice-Chairman**
  - Bill C-83 40:10; 41:5-6; 42:5-7, 17-21; 43:48-52, 55; 45:39-40; 46:28, 30, 32, 34-6, 38, 41-2, 44-7; 48:7, 25, 28-9, 31-3, 36, 39, 41-3, 45; 51:45; 53:12-9; 55:4, 7, 10, 16, 19, 23-6, 30, 32-5, 37-41, 43-6, 48-51, 54; 58:22-3, 26, 28, 31-2, 35-6, 38-9; 59:27; 61:25, 28-9; 64:41; 65:59, 63-4, 77, 80, 104, 108-9
  - Bill C-84 69:21; 70:11-2, 72:22, 53
  - Subject matter of Bill C-231 36:9, 16
- Pinard, Yvon, M.P. (Drummond)**
  - Bill C-29 6:6; 7:5; 11:10-2; 12:20
  - Bill S-3 13:20-1
  - Bill S-16 13:9
  - Main Estimates 1975-76—Solicitor General 24:19; 28:8-11
- Individualisation 46:34, 122
- Juges, pouvoirs discrétionnaires 27:25-6; 28:25; 43:45, 88; 66:12
- Marijuana, possession 2:10-1
- Maximales 39:45; 46:10; 48:114; 54:31; 64:41; 65:37-8; 66:13
- Meurtre 69:16-7, 32, 44, 71-3; 71:56-62; 72:33-5, 60-1, 71-3
- Minimales 43:45; 46:5, 89, 100-2, 114, 116; 47:9-10, 16; 59:45; 64:38-42; 67:13; 71:57-62
- Nouvelles normes 52:6, 99
- Pays étrangers, substitution à peine capitale 72:59-60
- Prolongation 30:16; 46:5, 10, 90-1, 96, 100-2; 47:59-60; 50:86; 51:14-5; 56:66, 150
- Recommandations juges, affaire Serge Hébert 21:8-10, 21-5
- Réduction gagnée, statutaire 37:11; 39:35; 44:72; 46:8-9, 94-5; 47:32, 44, 49, 62, 67-8, 69; 50:17-9, 70-2, 76, 86; 51:18-22, 25; 29-30; 64:57-8; 67:78-9, 80
- Sévérité, auteurs délits mineurs 46:6, 90
- Structure 46:39
- Trahison, détournements avions 72:43, 46, 48-50, 67, 69
- Service canadien des pénitenciers**
  - Années-hommes 52:11, 13
  - Budget dépenses 1976-1977 52:11, 13, 131
  - Bureaux régionaux 20:12, 13; 52:138
  - CIPC, participation 22:28
  - Détenus, traitement, ONU, règlement 52:8, 103
  - Personnel 52:95
  - Rôle 52:95
  - Service national libérations conditionnelles
    - Régionalisation et services en commun 20:17, 18, 105-6
    - Système global information opérationnel 52:133
- Service national des libérations conditionnelles**
  - Cas étudiés, nombre 46:99; 52:13
  - Contrôle et gestion, responsabilité 39:35; 46:27; 52:104; 67:66, 77
  - Décentralisation 20:107; 52:14
  - Nouveaux programmes 52:146
  - Programmes et méthodes, étude 52:14
  - Réorganisation administrative 52:14, 144-5
  - Ressources, augmentation 52:145-6
  - Service canadien pénitenciers, régionalisation et services en commun 20:17, 18, 105-6
- Service Rifle Shooting Association**
  - Bill C-83
    - Discussion 55:30-1, 48-9, 53-4
    - Exposé 55:20-3
    - Fonctions 55:283-9
- Services correctionnels**
  - Agence fédérale, création, étude 52:104, 138
  - Agents, formation 30:35; 47:54
  - Comité national planification, formation et perfectionnement main-d'œuvre correctionnelle 52:113
    - Comités mixtes régionaux 52:7, 100, 110
  - Conférence fédérales-provinciales 52:7, 8, 100, 105, 109
  - Double emploi 52:105
  - Enquêteur, rapports 24:24-5; 50:19; 51:21, 30; 52:137; 67:24-5
  - Groupes mixtes travail et étude 52:7, 8, 100, 105-6
  - Police, rôle 52:144
    - Voir aussi*
    - Centre développement et correction, Laval, Québec
    - Centres correctionnelles communautaires
    - Conférences fédérales-provinciales sur processus correctionnel



**Piracy**

Penalty, capital punishment 72:67

**Police Forces**

Jurisdiction, investigations 17:15-6, 24-5

Officers use of weapons 71:37-9

Private 28:31-2

*See also*

Specific police forces

**Possession of Property Obtained By Crime**

Indirect connection 32:37

**Potter, A. C., Assistant Commissioner, RCMP**

Canadian Police Information System 23:7-8

**Poulin, Hugh, M.P. (Ottawa Centre) Committee Chairman**

Bill C-29 3:6-11, 16-7, 20, 28; 4:4-12, 22-3, 25, 27, 30, 32-3; 5:4, 6, 12-4, 18-21, 25, 28; 6:5-11, 15-6, 23, 26; 7:4-7, 17-8, 23-4; 8:4-19, 28, 31-2; 9:4, 6-9, 12-4, 19, 23-9; 10:4-6, 9-10, 18, 23-5; 11:4, 6-7, 14, 19-20, 22-3; 12:19-23, 25-40, 48-50, 52-3

Bill C-43 13:22, 26-7, 29-30

Bill C-47 27:13-5, 19, 22-4, 26-32

Bill C-71 29:23-4; 35:22-3, 25-6, 28, 31, 39-42

Bill C-83 39:8, 12, 18-24, 26-7, 29; 40:4, 10-1, 27-9, 35, 41; 43:4-6, 13-5, 39, 41; 44:18-22; 45:24, 28-30, 45-6; 47:17-20, 28, 30, 53; 48:5, 8, 43; 50:39-45; 60:14, 19; 61:13; 62:12, 28-31; 63:8; 65: 86, 88, 93-6, 101-2, 104, 106-8, 116-7; 66:22-6, 30-1, 34-7, 42; 67:35, 56

Bill C-84 69:9-11, 18-9, 27-8, 45, 56, 63, 74-5; 70:5-6, 10, 13-4, 17-24; 71:21-3; 72:37-8, 53, 67, 73-7, 79, 82-3, 88, 91, 94

Bill C-208 18:6, 8-10, 13-22

Bill C-223 15:7, 9-11, 13-15, 21-5, 27, 30-3

Bill C-373 15:33-6, 39-42

Bill S-2 13:10, 14-5

Bill S-3 13:15-6, 21-2

Bill S-16 13:7-10

Main Estimates 1974-75—Justice Dept. 1:7-9, 11, 14, 22, 24, 28-9; 2:5, 8-9, 14, 22, 27-8

Supplementary Estimates (D) 1974-75

Justice 14:5-6, 8, 10, 12-3

Solicitor General 16:7-8, 13-4, 16, 25, 27, 29, 33-6, 43-5, 47-9, 52-3; 17:6-7, 16, 28, 30-3, 45, 47-8, 59-69, 72-5, 78-80, 87-8

Main Estimates 1975-76

Justice 19:6, 11, 16, 21, 26-7, 30-1; 27:32-3

Solicitor General 20:4, 11, 14-5, 18, 21, 25; 21:4, 8, 11, 14, 21, 25-7, 30, 33, 37; 22:4-5, 7-11, 25, 35-9, 41, 50; 23:4, 8-10, 12, 15, 24-6; 24:5, 9-17, 20-3, 27-8, 31, 34; 26:5, 7, 24-5; 28:5, 15-6, 28-9, 32, 36

Supplementary Estimates (A) 1975-76—Solicitor General 31:4-9, 11, 13, 17, 22-3

Supplementary Estimates (B) 1975-76—Justice and Solicitor General 38:17-21, 26

Main Estimates 1976-77—Solicitor General 52:28

**Poulin, Hugh, M.P., Parliamentary Secretary to Solicitor General**

Bill C-83 66:22-6, 30-7, 42

Estimates, Supplementary (A), 1975-76 31:4-13, 17, 22-3

**Price, Prof. Ronald R., Correctional Law and Legal Assistance Project, Queen's University**

Background 51:10, 14-5

Bill C-83 51:8-31

**Shaffer, M. B., Conseiller juridique, Min. Justice**

Bill C-43 13:23

**Sky Shops, Affaire**

GRC, enquête

Giguère, sénateur L. de G., bureau, perquisition 30:20

Société Sky Shops 30:22-3

**Smith, M. T. B., Section droit constitutionnel, administratif et international, Min. Justice**

Bill S-2 13:13-4

**Société canadienne criminologie et réhabilitation**

Bill C-83

Comité, recommandations 51:26-7

Discussion 46:10-28

Exposé 46:4-9

**Société centrale hypothèques et logement**

Emprunteurs, avocats 54:59

**Société criminologie Québec**

Bill C-83

Discussion 46:33-47

Exposé 46:28-32

**Solliciteur général, Ministère**

Années-hommes 1975-76, 1976-77 52:5, 33, 95

Armes à feu, étude 20:79; 24:25-7; 28:16-8; 31:11-2; 37:5-6

Budget supplémentaire (D) 1974-1975

crédits 5d, L16d, 20d, 25d, L30d 16:7-53

Budget dépenses 1975-1976

Crédit 1—Programme administration 17:6-88; 22:4-50; 23:4-26; 24:5-34; 26:5-27

Crédits 5, 10, 15,—Services correctionnels 20:4-25; 21:4-37

Crédits 20, 25—Gendarmerie royale 22:4-50; 23:4-26; 24:5-34

Exposé, hon. W. Allmand 20:67-111

Budget supplémentaire (A) 1975-1976 20:67-111

Crédit 5A—Services correctionnels 31:4-28

Crédit 20A—Application loi 30:5-28

Budget supplémentaire (B) 1975-1976

crédits 1b, 5b, 15b 37:5-29; 38:29-30

Budget dépenses 1976-1977

Augmentation 1975-1976 52:5, 94

Crédit 1—Administration 52:5-40

Répartition 52:94

Communications, Min., collaboration 22:31

Conférences, ateliers, séminaires 20:83

Courrier 37:8-9

Eléments 52:95-6

Emploi ex-détenu, étude 16:39

Enquêtes, allégations criminelles, procédures 17:15, 21-2, 23, 30, 34

Lettres confidentielles 17:31-2

Justice, Min., relations 31:12-4; 37:7

Loi, application 52:7

Mesures législatives, responsabilité 52:96

Programme ordre et sécurité

Budget dépenses 1976-1977 52:7, 99, 102

Mesures législatives et administratives 30:11; 37:7, 10-1, 16; 52:98-9

Procureurs généraux, réunion, 1975 43:43

Service spécial communications

Fonctions 37:7

Personnel 37:5-6, 22-4; 67:57

**Prince Edward Island**

Courts 27:22

**Prisons**

See  
Correctional Institutions

**Prisons and Reformatory Act**

Amendment by Bill C-83 67:79-80  
Determinate, indeterminate sentences 51:14-5; 55:196-9, 205  
Replacement, planned 20:6, 34; 52:14-5, 93

**Privacy**

See  
Electronic Surveillance

**Probation**

Compensation of victim, restitution, condition 37:20  
Quebec, use 37:17

**Proposals for a New Business Corporation Law for Canada**

Task force report 3:11-2

**Prostitution**

Law reform 2:28

**Protection of Privacy**

Annual Report, 1975 43:33

**Province of Quebec Rifle Association and the Fédération Québécoise de tir au Pistolet**

Bill C-83  
Brief 49:67-9  
Comments 49:44-62

**Provinces**

Corrections, cooperation federal govt. 20:5-6, 8, 27-34, 42, 60; 21:19-20, 31; 52:8, 47, 52-3  
RCMP police services 20:47; 23:9, 17; 28:30; 31:14-7, 25; 43:55; 52:9-11, 17, 23, 26, 33, 42, 61, 74-6

**Provincial Statutes**

Revision 13:15, 21

**Prud'homme, Marcel, M.P. (Saint-Denis)**

Bill C-223 15:14, 20, 25-7, 29, 31-2  
Bill C-373 15:35-7, 42  
Supplementary Estimates (D) 1974-75—Solicitor General 16:27-9, 43; 17:47, 60-2, 79, 88

**Public Service**

Employment, ex-offenders 16:39-40

**Public Service Staff Relations Act**

RCMP, right to unionize 22:18-21

**Public Works Dept.**

RCMP, office space rental 22:5, 16-8

**QPP**

See  
Quebec Provincial Police

Projets conjoints fédéraux-provinciaux, autres ministères 20:68-75; 21:13-4; 37:20; 52:7, 100  
Rapport Chalke 47:44  
Régime justice pénale, rôle 20:76  
Régionalisation services correctionnels 20:12  
Séances d'information, industriels, ministères 23:9-10  
Secrétariat

Budget dépenses 1976-77 52:101

Direction communications et consultation-Centre consultation 20:82-4; 21:7; 52:110-2  
Centres régionaux consultation 20:12, 13; 52:7-9, 101, 110

Direction recherche et perfectionnement méthodes 20:79-82; 52:7-9, 101, 108-10

Planification et analyse police et sécurité 20:77-9; 24:25; 52:106-7

Planification et évaluation politique 20:76-7; 52:8, 103  
Rôle 52:96, 101

Service sécurité

Agence presse libre, Montréal, perquisition 52:34

Budget, années-hommes 52:33-4

Parti Québécois, enquête 52:35

Stupéfiants, trafic 37:17

**Solliciteur général, Ministre**

Commission nationale libérations conditionnelles, intervention pour ministre Environnement 52:28-32

**Sommerfeld, M. S. F., Directeur droit criminel, min. Justice**

Bill C-71 34:15-6; 35:38-43

**Starkman, M. Bernard, Professeur, Conseiller, ministère Justice**

Comité fonctionnement Loi sur avortement, mandat 38:13-4

**Sparling, M. Fred, Directeur (Direction corporations), Min. Consommation et Corporations**

Bill C-29 3:19; 4:24

**Stanbury, hon. Robert, député (York Scarborough)**

Bill C-3 25:9-13, 17-8

Bill C-83 43:24; 45:23, 29; 47:41, 48-51; 49:15-8, 60-2; 50:22-4; 58:46-9, 55-7; 61:36; 64:24; 65:21-2; 66:23-4, 32-4

Bill C-84 72:53-5

Bill C-223 15:10, 15-8, 32

Bill C-373 15:34-5, 41-2

Budget supplémentaire (D) 1974-75

Solliciteur général 16:18-21; 17:28-30, 60, 62

Budget principal 1975-76

Justice 19:27-30

Solliciteur général 21:11-4; 22:11, 21-5, 41, 43, 48-9

Budget supplémentaire (B) 1975-76

Solliciteur général 37:17-21, 28-9

**Stanbury, Hon. Robert, député (York-Scarborough), Président suppléant du Comité**

Budget principal 1975-76

Solliciteur général 26:11, 14-5, 25, 27

**Statistique Canada**

Taux criminalité, données 28:19-20, 22-3

**Stevens, Sinclair, député (York-Simcoe)**

Bill C-29 3:6, 8-10, 16-20, 22-3, 27-8; 4:4-8, 10, 14-9, 27-30; 6:6, 8-9, 16-7, 19-22; 7:6-8, 11-4, 17-22; 8:9-10, 15, 19-28, 31-2;



**Quebec**

Bill C-22 36:17-8  
 Courts 13:8-9; 27:13, 22-4  
 Family, unified 27:24; 54:24-5  
 Crime, situation 30:27-8  
 Firearms control 58:7, 9-10, 15-7, 19, 21; 65:50  
 Gov't grant, L'Institut International de Droit d'Expression Française 14:5, 10  
 Prison population, probation use 37:16-7

**Quebec Bar Association**

Bill C-29, translation, opinion 6:7, 10; 8:4-5, 7, 11

**Quebec Criminology Society**

*See*  
 Société de Criminologie du Québec

**Quebec Provincial Police**

Federal financing proposed 31:15-7

**Quick-Law System**

Queen's University, explanation 10:24-5

**RCMP**

*See*  
 Royal Canadian Mounted Police

**Rape**

Offence, law reform 29:7; 57:21  
 Rate 28:23, 26  
 "Statutory", law reform 29:11-2  
 Trials, evidence, reform 1:25-6; 28:23; 29:7, 17-9, 26; 32:30-4; 33:6, 14

**Re MacCaud**

Ontario Court of Appeal decision 55:176, 178

**Recidivism**

*See*  
 Correctional Institution. Inmates

**Redbird, Duke, Vice President, Native Council of Canada**

Bill C-83 44:10, 13-5, 25, 29-31, 34-5, 38-40

**Regimbald, J. G., Senior Financial Policy Adviser, Solicitor General's Dept**

Estimates, Supplementary (B), 1975-76 37:23-4

**Regulations and Other Statutory Instruments Standing Joint Committee**

Bill C-29, regulations, reference to, proposed 12:41-3, 45, 47-8  
 Statute Revision Commission, relationship 13:21

**Regulations of Canada**

Revision, consolidation 13:15-22

**Reid, John, M.P. Parliamentary Secretary to President of Privy Council**

Bill C-3 25:7-16

**Report of Inquiry of the Coasting Trade of Canada and Related Marine Activity, 1970**

M.P.'s support, SIU donations 22:46-7

9:7, 12-9, 27-8; 10:4-10, 12-8, 21-4; 11:5-10, 14-23; 12:19-22, 26-9, 48-9, 52  
 Bill C-84 69:24, 26-7, 53-6, 74-6; 70:10-1, 14, 18-21, 24-5; 71:24-35; 72:28-32, 38-42, 47, 56-61, 77-8, 80-2, 89-90, 92  
 Bill S-16 13:7

**Stewart, M. D. A., Halifax (N.-É.)**

Bill C-83  
 Discussion 55:24-5, 36, 42, 44, 49-51  
 Exposé 55:16-9

**Stikeman, Elliot, Robarts et Bowman**

Bill C-29, exemption règlements administrateurs canadiens, recommandation 7:17  
 Lettre au Comité 6:6

**Sussman, M. Frederick B., Professeur, Société canadienne criminologie et réhabilitation**

Bill C-83  
 Discussion 46:10-2, 15, 19, 22-3, 26-7  
 Exposé 46:4-9

**Syndicat international des gens de mer**

Accusations violence, intimidation 22:49-50  
 Contributions à caisse électorale 22:44-8  
 GRC, rapport enquête 22:4, 10, 32-7, 41-9; 30:7; 31:4-5  
 Relations entre dirigeants, membres gouvernement fédéral 22:33-7, 41-4  
 Shulman, Dr M., Assemblée législative Ontario, accusations 22:32, 34, 37-8, 44

**Système judiciaire**

Juges, nominations, provinces 54:22-3  
 Rôle 1:14  
 Tribunaux district et supérieurs, intégration 54:21-2

**Tassé, M. R., Solliciteur général adjoint**

Budget supplémentaire (D) 1974-75 16:11, 32  
 Budget dépenses 1975-76 20:12, 24; 21:7; 23:26; 26:20, 22; 28:19-20  
 Budget supplémentaire (A) 1975-76 31:11-7, 25-7  
 Budget supplémentaire (B) 1975-76 37:12, 20, 29  
 Bill C-84 71:47

**Télévision**

Violence, recherche 20:23

**Terre-Neuve, Province**

Cour d'appel 27:18  
 Pénitenciers fédéraux, situation 20:23-5  
*Voir aussi*  
 Juges—Nominations

**Territoires Nord-Ouest**

Aide juridique 54:8, 56  
 Juges Cour supérieure, nomination 54:8, 55  
 Loi sur Territoires Nord-Ouest, modifications, 1970 54:55  
 Programme conseillers aux autochtones auprès tribunaux 54:57-8

**Terrorisme**

GRC, lutte contre 23:16

**Therrien, M. A., Commissaire, Service pénitentiaire canadien**

Bill C-84 69:39-44, 48-56, 67, 70; 72:51

**Reports to House**

First 2:3  
 Second 12:4-9  
 Third 13:4  
 Fourth 13:4  
 Fifth 13:4  
 Sixth 13:4  
 Seventh 16:3  
 Eight 16:3-4  
 Ninth 16:4  
 Tenth 18:22; 19:3-4  
 Eleventh 25:4  
 Twelfth 27:4-6  
 Thirteenth 27:7  
 Fourteenth 28:3  
 Fifteenth 35:3-9  
 Sixteenth 38:3  
 Seventeenth 68:3-13  
 Eighteenth 72:3

**Responsible Alberta Gun Owners**

Bill C-83  
 Brief 53:87-98  
 Comments 53:33-63  
 Purpose, membership 53:33-4, 88

**Revised Statutes of Canada**

Indices 13:19  
*See also*  
 Bill S-3  
 Statute Revision Commission

**Reynolds, John, M.P. (Burnaby-Richmond-Delta)**

Bill C-84 69:9-10, 23-4, 26-8, 34-42, 57-9, 73-5; 70:17-8, 23-4;  
 71:5-6, 15-24, 42, 46-52; 72:32-3, 36-8, 69-70, 83  
 Main Estimates 1975-76—Solicitor General 28:11-6, 32-5

**Richard, Mr. Raymond, Chairman, Quebec Provincial Police Association**

Bill C-83 43:25-7, 31-9, 46

**Rico, Jose M., Professor, School of Criminology, University of Montreal, and Member of Executive Council, Société de Criminologie du Québec**

Bill C-83 46:30-46

**Ritchie, Gordon, M.P. (Dauphin)**

Bill C-29 8:7, 18, 23-5, 28-30; 10:10-2, 18, 20-1; 11:4, 6-7; 12:32  
 Bill C-83 56:46

**Robbery**

*See*  
 Theft

**Robinson, W. Kenneth, M.P. (Toronto-Lakeshore)**

Bill C-3 25:19  
 Bill C-29 3:7; 4:8-9, 25-7; 5:6, 14-5, 18, 21, 24-7; 7:18; 8:4, 10-1,  
 15; 10:9, 17; 11:8; 12:20, 25-6, 51  
 Bill C-43 13:24-6  
 Bill C-47 27:20-2, 28  
 Bill C-71 32:9, 12, 19-22, 24, 29-31, 33, 35-41, 47, 58-60, 65-6,  
 69, 72-3, 75-7, 79-80; 35:40-2  
 Bill C-83 39:9-12, 16, 21, 25, 29; 40:35, 37-40, 42; 41:47, 50;  
 42:44-8, 51; 43:21; 44:30-4, 36, 38; 53:60-3; 55:7, 23  
 Bill C-208 18:8-9, 13, 17  
 Subject-matter of Bill C-231 36:8, 11  
 Bill S-2 13:13

Budget supplémentaire (D) 1974-75 16:37-9

Budget dépenses 1975-76 20:12, 14, 25; 21:6-7, 10; 26:13, 20

Budget supplémentaire (A) 1975-76 30:15; 31:8-11, 19-25

**Thompson, M. Tom, Président zone, Manitoba Wildlife Federation**

Bill C-83 56:30, 39, 48, 55-6, 67  
 Exposé 56:14-7

**Tollefson, M. E. A., Directeur, Programmes et informations juridiques**

Budget dépenses 1976-77 54:21, 25

**Towers, Gordon, député (Red Deer)**

Bill C-29 4:8; 5:21-3; 8:16-7; 12:23-5  
 Bill C-47 27:22  
 Bill C-83 39:16, 28; 40:24-7; 41:42-5, 51; 42:33-5, 63, 71-3;  
 44:16-7, 19, 37-40; 45:32, 46; 47:30, 33-5; 48:32; 49:24; 50:27;  
 51:5-6, 27-9; 53:33, 56-9; 55:34-6, 38, 41; 56:19-21, 66-9;  
 57:13-7; 58:53-4; 59:13; 60:14-5, 18-20; 62:22; 63:17, 32-5,  
 47-9, 53-5; 65:25, 28, 78, 102-4, 116-7, 119-21; 66:24, 35-6;  
 Bill C-84 69:10, 16, 23, 34, 43, 45, 47, 69-71; 70:12-3, 20;  
 71:12-5, 20-1, 35-41; 72:24-7  
 Sujet du Bill C-231 36:11-3, 17  
 Budget principal 1976-77—Justice 54:29-32

**Trahison**

Définition 72:48-9

**Tribunaux de la famille**

*Voir*  
 Droit familial

**Tribunaux provinciaux**

Age majorité 47:33  
 Normes distinctes 57:4  
 Qualité 29:28-31

**«Up Canada»**

Programme télévisé, 11 mars 1975, programme modification  
 comportement détenus 26:11-2, 13, 15

**Vaillancourt, Cause**

Utilisation déclarations 19:12-4

**Valeurs mobilières**

Cessibilité, date ultime 5:34; 7:9  
 Commission nationale d'échange, discussion fédérales-  
 provinciales 4:23-5  
 Effets négociables 5:31; 7:9  
 Emission certificats sous forme tangible 12:34  
 GRC, groupe d'enquêtes 4:25  
 Gouvernement fédéral, rôle 9:12-3  
 Consommation et Corporations, Min., étude rôle fédéral  
 4:17, 24-5; 9:13  
 Inclues dans distribution publique 7:13  
 Législation  
 Fédérale, provinciale 4:14-5, 16; 9:17-9  
 Ontarienne 3:23  
 Liquidité marché 7:19-22  
 États-Unis 7:20  
 Prospectus 4:16, 17  
 Rétention certificats valeurs annulés 5:34; 7:9  
 Ventes à l'étranger 4:29-30  
*Voir aussi*  
 Corporations commerciales canadiennes



Bill S-3 13:16, 21  
 Main Estimates 1975-76  
 Justice 19:30  
 Solicitor General 20:18-21; 21:25-6; 23:25; 24:16-7, 21-2, 28  
 Supplementary Estimates (B) 1975-76-Solicitor General  
 37:24, 26-7  
 Main Estimates 1976-77—Solicitor General 52:15

**Rodriguez, John, M.P. (Nickel Belt)**

Main Estimates 1975-76—Solicitor General 21:33-7;  
 23:8-11; 26:11-5

**Rosenblatt, Ellen, School of Social Work, McMaster University**

Brief to Committee, Dangerous Sexual Offenders, Bill  
 C-83 57:23-46

**Ross, R. J., Deputy Commissioner, Criminal Operations, Royal Canadian Mounted Police**

Bill C-83 39:49-50  
 Heroin cases, court backlog 28:34  
 Interrogation techniques, training 26:18-20, 27

**Roy, Dr. Allan, Canadian Black Powder Federation**

Bill C-83 55:4-7, 25, 32, 43, 46-7, 52

**Royal Canadian Mounted Police**

Advertising agency 24:6-8; 28:6-8  
 ANACAPA Sciences Inc., California, services, terrorism,  
 subversion 37:28; 52:19-20  
 Briefings, industrialists re: subversive elements 23:9-10  
 Charges laid, clearance rate 20:44-5  
 CIA, co-operation 23:10-1; 28:12-3; 52:34-5  
 Commercial Crime Branch 4:25; 20:51-2; 22:30; 28:29; 30:11;  
 31:4; 52:10, 69-70  
 Confrontation, native people, Parliament Hill 24:5-6  
 Construction program 20:55; 23:13; 52:9, 63  
 Co-ordinated Law Enforcement Unit, B.C. 52:10, 67-8  
 Criminal files, loss, Dr. M. Shulman, MLA, possession  
 22:13-5; 23:19-21; 24:9-10  
 Criminal Intelligence Branch 22:13; 28:20-1; 52:10  
 Customs and Excise laws, enforcement 52:65-6  
 Drug laws, enforcement 20:50-1; 24:8-9, 27; 28:33-5; 30:10,  
 17-8; 37:12, 17, 24-5; 52:9-10, 66-8  
 Expenditures, man-years 52:9, 61  
 Firearms control, effect 56:32  
 Gallagher, Hugh, employment, infiltration organizations  
 23:8-9, 14-5  
 Government dept's, co-operation 17:37, 58; 22:22  
 Hamilton detachment 16:13; 17:40  
 Identification Branch, fingerprint bureau 23:8; 52:10, 64-5  
 Interpol, relationship 23:16; 30:24-7  
 Interrogation, training, policy 23:21-4; 24:11; 26:15-20  
 Investigations  
 Agence de presse libre, Montreal, search 52:34  
 CIA agent U. Gonzales, activities in Canada 28:12-4, 16  
 Diplomat, China, expulsion 23:18-9  
 Illegal immigrants 30:10  
 Jurisdiction 16:29-31; 17:15-6, 24-25, 69-70, 89  
 Labour situation, unions 23:9-10  
 M.P.'s, Senators, procedure 30:19-20  
 Pardons 30:11  
 Parti Québécois members 52:35  
 Seafarers International Union 22:4, 15, 32-9, 41-50; 30:7;  
 31:4-5  
 Sky Shops, Jean Marchand, Sen. Giguère 30:9-10, 19-23;  
 31:5-6, 22; 52:25-7  
 Society for the Study of the Heritage of Canada 26:27

**Vantour, M. J., Analyste, Elaboration politique et évaluation programme, min. Solliciteur général**

Bill C-83 67:24

**Vantour, Rapport**

Voir  
 Rapport sur dissociation

**Viol**

Augmentation 30:17  
 Commission réforme droit, recommandation 32:32  
 Conseil consultatif situation femme, recommandations  
 29:17-9; 32:32  
 Contre-interrogatoire plaignante 1:26; 29:7, 17-8; 32:30-2  
 Corroboration 29:7; 32:30-2  
 Mémoires 29:11  
 Modification législation, nécessité 28:23; 29:7  
 Procès huis-clos 29:7, 18, 26; 32:30  
 Rape Crisis Centre, recommandations 32:32  
 Voir aussi  
 Bill C-71

**Victimes du crime**

Programme indemnisation 72:47, 51-3

**Violence**

Télévision 20:23; 49:28, 33-4, 64; 50:82

**Wagner, Claude, député (Saint-Hyacinthe)**

Budget principal 1974-75—Justice min. 1:11-4  
 Budget principal 1975-76 Solliciteur général 21:8-10,  
 21-5

**Wallace, M. Ivan, Vice-président, John Howard Society Canada**

Bill C-83 47:50

**Wardlaw, M. John James, C.R., Président, Comité législation sur armes feu, Canadian Guild of Antique Arms Collectors**

Bill C-83  
 Discussion 55:26-8, 34-5, 37, 42, 51  
 Exposé 55:7-9

**Warner, major Edson, Directeur Technique Association tir province Québec et Fédération québécoise tir au pistolet**

Bill C-83  
 Discussion 49:46-62  
 Exposé 49:44-5

**Watson, Ian, député (Laprairie)**

Bill C-223 15:27-30  
 Bill C-373 15:37-8

**Watt, M. Gavin K., Président, Service Rifle Shooting Association**

Bill C-83  
 Discussion 55:30-1, 48-9, 53-4  
 Exposé 55:20-3

**Westlake, M. W., Sous-commissaire, Service canadien pénitenciers**

Bill C-84 69:41-6, 51-2, 57, 60-2  
 Détenus pénitenciers, prises otages 52:38, 39

Justice, Solicitor General's Dept., relationship 26:25;  
31:12-4

#### Members

Commercial investigations, requirements 30:6-7; 31:4  
Cutbacks, denied 31:22  
Discipline, grievances, morale 16:43-4; 20:54; 22:20;  
30:7-9; 52:25-6  
Division staff relations representatives 22:20-1; 30:7-9  
Legal defence fund 71:13, 36-7  
Native constables 20:47  
Release of member 52:37  
Right to unionize 22:18-21  
Suicide rate 58:25  
Women, married constables 20:53-4  
Working conditions, hours, overtime 52:34

#### New Brunswick

Commanding Officer, J. Division, turnover 23:12-3  
Fredericton, relocation 23:13  
Office space rental, Ottawa 22:4-5, 16-8  
Officer with multiple sclerosis, dept. action 37:9  
Organized crime, activities combatting 52:9-10, 68  
Pension expenditures 30:14; 52:61  
Political interference by gov't., denied 52:25-6  
Political section, files, allegations Dr. M. Shulman, MLA  
22:11-5; 23:19-21; 24:9-10

Preventive policing 20:43-4

Professional and special services, expenditures 31:11-2

#### Protective Policing

Airport Policing 20:48-9; 28:30; 52:9, 71-2  
Electronic Data Processing Security 52:73  
Olympics, summer 1976 20:49; 22:24-5; 23:16; 30:13, 28;  
31:12, 18; 52:9-10, 33-4, 71  
Physical Protection, Canadian and foreign dignitaries,  
embassies 52:73  
Protection of Property 52:72-3  
Role 52:71  
Security Systems, research 52:74  
Special Operations, national, international events  
20:50; 22:24; 23:16; 31:9-11; 52:10

Provincial, municipal policing 20:47; 23:9, 17; 28:30;  
31:14-7, 25-7; 43:55; 52:9-11, 23, 26, 33, 42, 61, 74-6; 67:49

Riot control, training 24:5-6

Role, activities 20:42-55; 22:23; 28:30-2, 52:42

Security Service 22:13; 23:18-9; 52:33-5

Solicitor General, control, responsibility 48:26-8

Study, role in Ontario 20:37

Suit, wrongful dismissal, Gilles Brunet, Ted McCleary  
26:26; 28:5-6

Supervision, lacking, charges 52:25-6

Supplies, purchase, disposal 23:11-2

Surrey, B.C. detachment 31:23, 26-7

#### Technology

Computer use 52:10, 18-9, 62-4

Laboratories 20:46-7; 24:8-9

Terrorism, role 23:16

Weapons, disposal 23:12

Youth, relations 20:47

*See also*

Canadian Police College

Canadian Police Information Centre

Commission to Investigate the RCMP

Hamilton Harbour

#### Royal Canadian Mounted Police Association

Statement, Marin Commission 22:18-21

#### SIU

*See*

Seafarers International Union

Whealy, M. Arthur C., Président, Ontario Criminal  
Lawyers Association

Bill C-71

Discours 32:24-8

Discussion 32:28-47

White, M. Cliff, Président «Junior Rifle», Manitoba  
Wildlife Federation

Bill C-83

Discussion 56:36, 68

Exposé 56:13-4

Woolliams, Eldon M., député (Calgary-Nord)

Bill C-47 27:14-5, 19, 22, 26-7, 32

Bill C-71 29:11-4, 24-5, 30-1; 32:9-11, 16, 20, 23-4, 29; 35:13-4,  
18-23, 25-7, 29-30, 32-3, 38-9, 41-3

Bill C-83 39:8-14, 19, 21-2, 26-9, 31, 36-41; 40:7, 9, 12, 18, 20,  
23, 27-8, 32, 35-7; 41:4-6, 11-4; 42:5, 7-8, 12-6, 33, 37, 40-4,  
47, 50-1, 53-4, 57, 60-2, 65-9, 73; 43:4-6, 8-13, 17-8, 20, 27,  
30; 44:12-3, 16-22; 45:9-10, 18-26, 28-30, 33-7, 40-1, 44-5, 47,  
50; 46:6, 9, 15; 47:5, 11-4, 21, 26, 30; 48:5-7, 9-13, 21; 51:4, 6,  
16-8, 28; 53:33, 37-43, 50-1, 53; 55:15, 19, 23; 56:26, 28-30, 32;  
58:6, 13-7, 33-4, 36, 38; 59:4, 7-14, 18-9, 23-7, 38; 61:6, 16-21,  
23, 26-7, 30-6, 40-2, 44-6, 48-9; 62:5, 7-14, 17-25, 27-30;  
63:7-13, 15, 18-20, 30, 37, 39, 42-4, 47, 49-52; 64:8-9, 11-7, 19,  
21-2, 25-6, 29-37, 39-46; 65:16-9, 23-5, 27-9, 31, 33-47, 53,  
54-61, 63-74, 76-80, 85-7, 89, 91-118, 121-3; 66:8, 15, 18-9,  
21, 24-5, 29, 31-2, 34, 36, 40

Bill C-84 69:8, 17, 19-21, 23, 27-34, 41-2, 45, 47-8, 50, 53-6, 59,  
61, 66-8, 70; 70:5, 9-10, 17-9, 21-3; 71:6-12, 16, 19, 21;  
72:14-25, 54-5, 57, 64, 67-8, 70-4, 79-82, 87-8, 91, 93

Bill C-208 18:8, 21-2

Sujet du Bill C-231 36:8-11, 18-9

Budget principal 1974-75—Justice, min. 2:11-4

Budget supplémentaire (D) 1974-75

Justice 14:7-9, 13

Solliciteur général 17:6-7, 9, 13-7, 31, 59, 84-7

Budget principal 1975-76

Justice 19:11-6, 27, 30; 27:33

Solliciteur général 23:18-21; 28:5, 11, 15, 21-8, 35

Budget supplémentaire (A) 1975-76

Solliciteur général 30:19-23

Budget supplémentaire (B) 1975-76

Justice et Solliciteur général 38:7-11, 18-9, 27, 30

Budget principal 1976-77—Justice 54:9-13, 22, 31, 33

Young, Roger C., député (Niagara Falls)

Bill C-83 41:45-50

#### Yukon

Aide juridique 54:8, 58

Juges Cour supérieure, nomination 54:8, 55

Loi sur Yukon, modifications, 1970 54:55

Victimes actes criminels, indemnisation, accord 54:8, 58

#### Appendices

##### JLA

1—Association Barreau canadien, mémoire. Annexe,  
Mémoire supplémentaire, Manitoba 5:29-34

2—GRC, autorité, enquêtes 17:89

3—Allmand, hon. W., Solliciteur général, exposé re  
Budget dépenses 1975-76 20:67-111

4—«Ateliers pénitentiaires canadiens: Projet-pilote,  
Joyceville» 24:35

5—Cinquième congrès Nations Unies sur prévention  
du crime—Participation «Annistie internationale»  
24:36



**Saint John, N.B.**

Medium security institution, construction 52:18, 37

**St. Lawrence River**

Dredging contracts, alleged fraud, investigation 16:36; 17:13, 46

**St. Vincent de Paul Institution, Quebec**

Reopened cell blocks 37:26

**Sarchuck, A., Senior Counsel of Criminal Law, Justice Dept.**

Bill C-83 39:51; 59:22, 29-30, 40-3, 46; 60:25-7; 61:18-20, 43; 62:9-13, 16, 21; 63:16-7, 20-1, 24-8, 32, 37-43, 46, 51-4; 64:8, 22-5, 28; 65:18, 27-8, 38, 48, 54-5, 61-3, 67-8, 71-86, 91-3; 66:9, 16-7, 21-2, 26-7, 31-6, 41; 67:13, 15, 20-1, 35, 38-41

**Saskatchewan**

Attorney General, opinion Bill C-83 56:9-11, 31, 119, 121-4  
Courts

Family, unification 54:20-1

Revision system 54:21-2

Hunting licenses, competency 56:22, 40

**Saskatchewan Penitentiary**

Sexual offenders program 26:13

**Saskatchewan Wildlife Federation**

Bill C-83

Brief 56:113-24

Comments 56:8-13, 21-3, 26-30, 32-3, 35, 40-1, 44-54, 56, 58, 60, 62-3, 65

Consultation, lack 56:12, 119

Membership, role 56:22, 56, 114

**Saskatoon**

Regional Psychiatric Centre (Corrections) 52:12, 82-3

**Schumacher, Stan, M.P. (Palliser)**

Bill C-71 29:24, 27-30

**Scott Paper Ltd.**

Employment, inmates Springhill Inst. 21:27-9; 23:15

**Scott, William, M.P. (Victoria-Haliburton)**

Bill C-83 58:43-6, 57-8

**Seafarers International Union**

Investigations

OPP, Toronto Police, violence 22:35, 49

RCMP, report 22:4, 15, 32-9, 41-50

**Securex**

Security services, Montreal International, Mirabel Airports 26:25-7; 28:5-6, 30-1

**Securities Legislation**

Definition 9:18

Federal-provincial cooperation 4:15-8, 23-5

Provinces 11:18

United States 11:18

**Securities markets**

Studies 9:13-4

6—«Les Francophones et emploi du français au ministère Justice» 28:37

7—Fédération canadienne Faune, mémoire, 27 avril 1976 40:59-69

8—Firearms for Responsible Ownership, mémoire 41:82-112

9—Association canadienne munitions et armes sport, mémoire sujet projet loi C-83 42:125-61

10—National Firearms Safety Association, mémoire sujet projet loi C-83 42:162-76

11—Friedland, M. Martin, Le contrôle armes feu: options 43:101-73

12—Comité national police pour protection citoyens, mémoire 43:197-218

13—Conseil national autochtones Canada, mémoire 44:56-74

14—Basford, hon. S. R., déclaration sur Bill C-83 45:85-110

15—Société canadienne criminologie et réhabilitation, remarques sur Bill C-83 46:87-95

16—Rico, M. José, *L'abolition de peine mort: des solutions remplacement inacceptables* et Normandeau, André, *Alternatives au projet loi Allmand-Basford: un jury douze citoyens au lieu 25 ans prison* 46:96-122

17—Inuit Tapirisat, lettre du 5 mai 1976 et mémoire sur Bill C-83 47:57-8

18—Association canadienne Sociétés Elizabeth Fry 47:59-63

19—John Howard Society of Canada, mémoire sur Bill C-83 47:64-70

20—Coalition nationale pour droits homosexuels, mémoire sur Bill C-83 48:87-124

21—Ligue droits homme, mémoire sur Bill C-83 49:63-6

22—Association tir province Québec et Fédération québécoise tir au pistolet, mémoire sur Bill C-83 49:67-9

23—Association canadienne munitions et armes sport, mémoire complémentaire sur Bill C-83 50:58-60

24—Association canadienne libertés civiles, mémoire sur Bill C-83 50:61-77

25—Comité sénatorial permanent affaires juridiques et constitutionnelles, rapport préliminaire sur Bill C-83 50:78-81

26—Association canadienne chefs police, mémoire sur Bill C-83 50:82-8

27—Jack, M. D. J., mémoire sur Bill C-83 51:50

28—Allmand, hon. W., déclaration sujet budget principal dépenses 1976-77 52:94-147

29—Fédération tir Canada, mémoire sur Bill C-83 53:99-128

30—Responsible Alberta Gun Owners, mémoire sur Bill C-83 53:129-45

31—Basford, hon. R., déclaration sujet étude prévisions budgétaires 1976-77 54:47-58

32—Canadian Black Powder Federation, mémoire sur Bill C-83 55:207-16

33—Canadian Guild of Antique Arms Collectors, mémoire sur Bill C-83 55:217-40

34—Association Collectionneurs Armes du Bas-Canada, mémoire sur Bill C-83 55:241-6

35—Association collectionneurs armes Ontario, mémoire sur Bill C-83 55:247-60

36—M. D. A. Stewart, Halifax (N.-É.), mémoire sur Bill C-83 55:261-80

37—Service Rifle Shooting Association, mémoire sur Bill C-83 55:281-321

38—Correctional Law and Legal Assistance Project, Université Queen's, mémoire sur Bill C-83 55:322-74

39—Fédération faune C.-B., mémoire sur Bill C-83 56:131-62

**Securities Trading**

Control 4:27-30

International cooperation, control 4:29-30

**Senate***See*

Parliament

**Senate Standing Committee on Legal and Constitutional Affairs**

Interim report, Bill C-83 50:78-81

Report, 1974 39:34; 46:8; 51:11, 18; 55:167-9, 174, 189, 191, 203; 64:50; 67:10

**Sentencing***See*

Courts

Peace and Security Package

Prisons and Reformatory Act

**Service Rifle Shooting Association**

Bill C-83

Brief 55:122-58

Comments 55:20-3, 30-1, 48-9, 53-4

Role 55:20, 53-4

**Sexual Offences**

"Dangerous Sexual Offenders in Canada", Report, Prof. C. Greenland 57:23-46

Increase 28:23

Law reform 2:12-4; 54:9-11

Pedophiles, treatment 57:17-9

Pre-trial publicity 38:15-7

*See also*

Rape

**Sexual Offenders***See*

Correctional Institutions. Inmates

Dangerous Offenders

**Shaffer, B., Legal Counsel, Justice Dept.**

Law Reform Commission, members 13:23

**Shooting Federation of Canada**

Bill C-83

Brief 53:65-85

Comments 53:4-32

Consultation 53:26

Role, activities, membership 53:4, 14-5, 20, 66

**Shulman, Dr. Morton, MLA (Ontario)**

Allegations

RCMP "political" section, files 22:11-5; 23:19-21; 24:9-10

Seafarers International Union, M.P.'s 22:4, 15, 32-9, 41-50

**Sky Shops**

RCMP investigation 30:9-10, 19-23; 31:5-6, 22; 52:25-7

**Smith, T. B., Director, Constitutional, Administrative and International Law Section, Justice Dept.**

Bill S-2 13:13-4

**Smuggling**

Electronic surveillance, use 60:20-3; 66:14-8, 20-4

40—Association chasseurs et pêcheurs Alberta, mémoire sur Bill C-83 56:163-82

41—Saskatchewan Wildlife Association, mémoire sur Bill C-83 56:183-206

42—Manitoba Wildlife Federation, mémoire sur Bill C-83 56:207-12

43—Greenland, M. Cyril, mémoire sur Bill C-83 57:47-71

44—Congrès Travail Canada, mémoire sur Bill C-83 61:59-65

45—Congrès Travail Canada, mémoire complémentaire sur Bill C-83 64:53-60

46—Hoban, Insp. R., réponse à lettre de M. Wayne Logus 66:47-50

47—Ehrlich, Isaac, Univ. Chicago, lettre à Sinclair Stevens, député, 21 juin 1976 72:95

48—Critiques d'Isaac Ehrlich: Bibliographie 72:96

**Documents**

—Allmand, hon. Warren et Basford, hon. Ron, mise en vigueur Bill C-83 55:45; 56:54

—Association du Barreau du Québec, lettre au Comité 8:4

—Association canadienne criminologie et réhabilitation *Nouveau droit criminel pour Canada* 46:4, 88*Le système des libérations conditionnelles* 46:8, 20-1, 94

—Basford, hon. R., Bill C-83

Amendements 64:22

Rapport 56:49

—Bibliographie ouvrages disponibles sur criminalité 39:36

—Bill C-83, liste décrets en conseil 63:7

—Brochure envoyée aux clubs de tir 41:14-5

—Commission Fonction publique, Bureau recrutement autochtones, rapport 52:139

—Commissaire GRC, lettre au Solliciteur général re port de Hamilton 16:10-1

—Commission réforme droit, *Notre droit pénal* 46:5

—Conseils Labrador-Nord, résolution du 8 mai 1976 sujet Bill C-83 61:13-4

—Critères certificat identification des propriétaires armes feu responsables 53:39

—École combats armés, *Précis* 304 55:20

—Fédération canadienne faune

Mémoire lors Conférence agents enregistrement armes à feu du Solliciteur général, juin 1975-40:15

Position sur Bill C-83 40:5

—Fédération faune de Colombie-Britannique, *Ce que le Bill C-83 signifie pour vous chasseur et propriétaire armes à feu* 45:11-4, 91-8; 50:37-8

—Firearms Legislation Action Committee, lettre du 4 juin 1976 sujet Bill C-83 65:55-7

—Friedland, M. Martin, *Le contrôle armes à feu: option* 43:7

—Greenland, M. Cyril, prof., École service social, Université McMaster, rapport sur délinquants sexuels dangereux 47:29

—Institut canadien des comptables agréés, lettre au Comité 5:18-20; 6:5

—Justice, ministère, *Questions et réponses* 55:305—Newton et Zimring, *Armes à feu et violence dans vie américaine* (1969) 53:13-4

—Ont., gouv., programme formation chasseurs 58:40, 59

—Ontario Federation of Anglers and Hunters, mémoire brun sur formation chasseurs 58:45, 59

—Petrofina Canada Ltée, lettre au Comité 5:18-9, 21

—Points saillants du Programme paix et sécurité et autres documents pertinents 37:7

—Réponse à question n° 3835 re personnes condamnées à emprisonnement à vie 69:5, 35-9



**Société de Criminologie du Québec**

- Bill C-83
- Brief 46:55-86
- Comments 46:28-47

**Society for the Study of the Heritage of Canada**

- RCMP investigation 26:27

**Solicitor General**

- Municipal officials, MP's, MLA's, relations 17:55-6
- Responsibilities 16:29-31; 17:15, 18, 25, 48; 24:25; 28:24-7

**Solicitor General's Dept.**

- Allegations received, procedure 17:21-2, 29-31, 52
- Committee, communications security 22:31
- Communications and Consultation Branch
  - Communications Division 20:8, 40
  - Consultation Centre 20:8, 12, 41-2; 21:7; 26:22; 52:8-9, 57-9
- Departmental Assistant, role, contact Minister 17:14, 33, 74-5, 77-9
- Estimates 1974-75
  - Supplementary (D)
    - Discussion 16:7-53
    - Report to House 16:4
- Estimates 1975-76
  - Main
    - Report to House 28:3, 36
    - Statement, Solicitor General 20:4-11, 27-65
    - Vote 1—Administration 17:6-89; 20:3-4; 22:4-50; 23:4-26; 24:5-36; 26:5-27; 28:5-36
    - Votes 5, 10, 15—Correctional services 20:11-25; 21:4-37
    - Votes 20, 25—Law Enforcement 22:4-50; 23:4-26; 24:5-36
  - Supplementary (A) 30:5-28; 31:4-28
  - Supplementary (B)
    - Discussion 37:5-29
    - Report to House 38:3, 29-30
    - Statement, Solicitor General 37:5
    - Transfer from Vote 10 37:5, 22-4
- Estimates 1976-77
  - Main
    - Expenditures, man-years, total, increase 52:5, 41
    - Statement, Solicitor General 52:5-15, 41-93
    - Vote 1—Administration 52:5-40
- Federal-provincial relations 52:46-7, 57-60
- Funds
  - Amount, sufficiency 30:5, 13
  - Anti-inflation program, effect 30:12-3
- Personnel Division, Senior Policy Advisor 52:59-60
- Police and Security Planning and Analysis Branch
  - 20:37-8; 23:9; 24:25; 52:53
- Policy Planning and Program Evaluation Branch 20:36; 52:8, 50-3
- Publications 20:7-8, 22-3, 39-41
- Research and Systems Development Branch 20:38-40; 52:7-9, 55
- Role, activities 20:4-11, 27-65; 24:25; 52:6-9, 41-7
- Secretariat 20:7, 13, 35-6; 52:7, 43, 48-60
- Statistics Canada Satellite 20:32; 28:19-20
- Studies
  - Crime media violence 20:22-3
  - Employment ex-offenders 16:39-40; 21:7
  - Immigrants, crime rate 28:26
  - Inmates' rights 21:6-7
  - Private police forces 28:31
  - Wiretapping law, effect 28:20-1
- Unified corrections agency, formation 20:7, 18, 36, 60, 62

- Le rôle de police dans système correctionnel* 52:144
- Romanow, hon. Roy, procureur général prov. Sask., lettre sujet Bill C-83 56:9-11, 199, 203-6
- Rompkey, M. W., député, lettre du 4 juin 1976 sujet résolution des conseils Labrador-Nord sujet Bill C-83 61:13
- Sarchuk, M. A., memorandum à Hon. Basford sur Bill C-83 64:22
- Service Rifle Shooting Association, *Les armes de notre collection* 55:20
- Solliciteur général, min.
  - Guide—programme recherche 52:108
  - Les jeunes et la loi* 29:16
  - Libération conditionnelle, manuel 52:14
  - Questions et réponses relatives peine mort 39:36; 46:109
  - Recueil statistique—Aspects choisis justice pénale 39:36; 46:109; 57:12
  - Service sécurité, directives 52:35
  - Statistiques relatives contrôle armes à feu 39:36
- Stikeman, Elliot, Robarts et Bowman, lettre au Comité 6:6

**Document déposé**

- Provinces, chasseurs, test 65:50

**Témoins**

- Adamson, M. H., Président, Association canadienne chefs police
- Allmand, hon. Warren, Solliciteur général du Canada
- Anisman, M. Phil, Directeur, Direction recherche corporations, Min. Consommation et Corporations
- Atton, M. William, Vice-président, Firearms Legislation Committee (N.-É.)
- Barrigan, M. C. F. Directeur-gérant, Responsable Alberta Gun Owners
- Basford, hon. Ron, ministre Justice et Procureur général Canada
- Bazouski, M. P., Commissaire adjoint, Gendarmerie royale du Canada
- Belton, M. John, Secrétaire général, Association Collectionneurs armes Bas-Canada
- Bezanson, M. James R., Membre Comité législation sur armes feu, Fédération faune, C.-B.
- Blake, M. Gordon, Ancien président, Ontario Federation of Anglers and Hunters
- Borovoy, M. Allan, Conseiller général et professeur, Association canadienne libertés civiles
- Bouchard, M. C., Vice-président, Commission nationale libérations conditionnelles
- Bouchard, M. Jean-Claude, Vice-président, Fédération québécoise faune
- Bourbeau, M. J. J., Membre, Commission études et recherches, Fédération québécoise faune
- Boyer, Dr Raymond, Membre conseil exécutif, Ligue droits homme
- Braithwaite, M. J. W. Commissaire adjoint, Programmes détenus, Service canadien pénitenciers
- Brodsky, M. Greg G., Président section nationale de justice criminelle, Association Barreau canadien
- Brynaert, M. Kenneth A., Directeur exécutif, Fédération canadienne faune
- Burden, M. Bruce, C.R., Ontario Arms Collectors Association

Working group, federal role in law enforcement 17:24-5;  
20:7, 35  
*See also*

Canadian Penitentiary Service  
Hamilton Harbour. Dredging contracts  
National Parole Board  
Peace and Security Program  
Royal Canadian Mounted Police

**Sommerfeld, S. F., Director, Criminal Law Section, Justice Dept.**

Bill C-71 33:9-10; 34:15-6; 35:38-43

**Sparling, F., Director, Corporations Branch, Consumer and Corporate Affairs Dept.**

Bill C-29 3:19; 4:24

### Special Crime Inquiries

Contempt of court 43:186; 49:32; 60:4-6  
Counsel, cross-examination 43:26, 39, 184; 46:20; 47:17;  
67:36-7  
Federal-provincial jurisdiction 43:46, 183; 46:8, 53; 50:85;  
60:5-7; 67:36-40  
Hearings, public, private, publication of evidence 43:186;  
47:10, 17  
Powers of investigation 43:184-6; 47:10  
Principle 50:30, 85; 61:56  
Scope, limitation proposed 44:53  
Self-incrimination protection abrogated 47:10; 61:56; 67:39  
Summoning witnesses outside province 60:4-5  
Withdrawal provisions Bill C-83 59:6, 9; 60:4-7; 64:9-10;  
67:36-41, 81  
Witnesses identity, right to secrecy proposed 46:8, 20, 53;  
50:38-9; 67:36-8

**Special Joint Committee, House of Commons, Senate, Constitution of Canada**

Senate reform 25:10-1, 13

**Sporting Arms and Ammunition Manufacturer's Institute**

Specifications 42:20, 24

**Springhill Institution, N.S.**

Inmate employment, programs 21:27-9; 23:15; 37:18-9

**Staff Training College, Edmonton**

Federal use 20:9, 60

**Stanbury, Hon. Robert, M.P. (York-Scarborough) Committee Acting Chairman**

Main Estimates 1975-76—Solicitor General 26:11, 14-5, 25,  
27

**Stanbury, Hon. Robert, M.P. (York-Scarborough)**

Bill C-3 25:9-13, 17-8  
Bill C-83 43:24; 45:23, 29; 47:41, 48-51; 49:15-8, 60-2; 50:22-4;  
58:46-9, 55-7; 61:36; 64:24; 65:21-2; 66:23-4, 32-4  
Bill C-84 72:53-5  
Bill C-223 15:10, 15-8, 32  
Bill C-373 15:34-5, 41-2  
Supplementary Estimates (D) 1974-75—Solicitor General  
16:18-21; 17:28-30, 60, 62  
Main Estimates 1975-76  
Justice 19:27-30  
Solicitor General 21:11-4; 22:11, 21-5, 41, 43, 48-9

—Bush, M. W. H., Président Comité législation, Fédération tir Canada  
—Cameron, Sergent Merle, Président, Association police canadienne  
—Campbell, M. D. L., C.R., Association du Barreau canadien  
—Cafik, M. Norman, Secrétaire parlementaire ministre Consommation et Corporations  
—Campbell, M. R. H., Secrétaire-trésorier, Firearms for Responsible Ownership  
—Caron, M. Normand, Directeur général, Ligue droits homme  
—Chapman, M. A. E., Président, Comité législation, Ontario Arms Collectors Association  
—Chevalier, M. J., Secrétaire exécutif, Association canadienne munitions et armes sport  
—Christie, M. D. H., Sous-ministre associé, Min. Justice  
—Clavelle, M. George, Directeur, vice-président, Comité législation armes feu, Fédération canadienne faune  
—Cocks, M. H. T., Directeur, Finance et Administration, ministère Justice  
—Craig, M. Daniel, Directeur général, Direction services médicaux, Service canadien pénitenciers  
—Crossingham, M. J., Représentant juridique, Firearms for Responsible Ownership  
—Dare, M. M. R., Directeur général Service sécurité, Gendarmerie royale du Canada  
—Dayman, M. Ron, Représentant, Bureau coordonnateur, Coalition nationale pour droits homosexuels  
—Dickerson, M. R. W. V., Expert conseil, Min. Consommation et Corporations  
—Diguer, M. R. J. A., Commissaire adjoint, sécurité, Service canadien pénitenciers  
—Dubien, M. Ian V., Président, Société canadienne criminologie et réhabilitation  
—Farley, M. J. E., Conseiller juridique, Association canadienne munitions et armes sport  
—Friedland, M. Martin, Doyen faculté droit, Université Toronto  
—Froomkin, M. Saul M., Directeur, Section droit pénal, min. Justice  
—Fuller, M<sup>me</sup> Carolyn, Division recherche, Min. Solliciteur général  
—Gariépy, M. Y., Commissaire adjoint, Sécurité opérationnelle, Service canadien pénitenciers  
—Genest, M. G., Secrétaire exécutif, Commission nationale libérations conditionnelles  
—George, M<sup>me</sup> Gloria, Présidente, Conseil national autochtones Canada  
—Gibeault, M. André, Trésorier, Association Collectionneurs armes Bas-Canada  
—Goyer, hon. Jean-Pierre, Ministre Approvisionnement et Services  
—Green, M. Lowell, Président national, National Firearms Safety Association  
—Greenland, M. Cyril, Professeur, École service social, Univ. McMaster  
—Gros-Louis, M. Max, Vice-président, Indiens Québec, Fraternité nationale Indiens  
—Gualtieri, M. Roberto, Coordonnateur, Groupe travail sur contrôle armes feu, min. Solliciteur général  
—Haggan, M. R., Sous-ministre Adjoint, Communications et consultation, ministère Solliciteur général  
—Hart, Hon. juge E. Patrick, Président, Commission réforme droit Canada  
—Hazelwood, M. T. E., Président, Association canadienne munitions et armes sport  
—Heiman, M. E., Directeur, Responsable Alberta Gun Owners



Supplementary Estimates (B) 1975-76—Solicitor General  
37:17-21, 28-9

**Starkman, Professor Bernard, Adviser, Justice Dept.**

Committee on the Operation of the Abortion Law 38:13-4

**Statistics Canada**

Report, crime increase 28:18-20, 22-4

Satellite, Solicitor General's Dept. 20:32; 28:19-20

**Statute Revision Act**

See

Bill S-3

**Statute Revision Commission**

Establishment, role, operation 13:15-9, 21

French text, legislation 13:19-21

**Statutes and Regulations of Canada**

Revision, consolidation 13:15-22

**Statutes and Regulations of Canada. An Act to provide for a continuing revision and consolidation**

See

Bill S-3

**Stevens, Sinclair, M.P. (York-Simcoe)**

Bill C-29 3:6, 8-10, 16-20, 22-3, 27-8; 4:4-8, 10, 14-9, 27-30; 6:6, 8-9, 16-7, 19-22; 7:6-8, 11-4, 17-22; 8:9-10, 15, 19-28, 31-2; 9:7, 12-9, 27-8; 10:4-10, 12-8, 21-4; 11:5-10, 14-23; 12:19-22, 26-9, 48-9, 52

Bill C-84 69:24, 26-7, 53-6, 74-6; 70:10-1, 14, 18-21, 24-5; 71:24-35; 72:28-32, 38-42, 47, 56-61, 77-8, 80-2, 89-90, 92

Bill S-16 13:7

**Stewart, D. A., Halifax, Nova Scotia**

Bill C-83

Brief 55:104-21

Comments 55:16-9, 24-5, 33, 35-6, 42, 44, 49-51

**Stikeman, Elliot, Robarts, and Bowman**

Bill C-29, submission, gov't. reaction 6:6; 7:17

**Study Group on Disassociation**

Report 37:16; 52:79, 83; 67:24-5; 69:51; 71:48-50

**Suicide**

Firearms control, relationship 53:26, 28, 31-2; 58:23, 51-2

RCMP officers, rate 58:25

See also

Murder

**Summary Conviction Appeals**

See

Courts

**Supreme Court Act, An Act to amend**

See

Bill S-2

**Supreme Court of Canada**

Appeal procedure, right 13:10-4

Centenary, commemoration 19:10-1; 38:6

Constitutional status 19:22-3

Counsel, inconvenienced 13:14

Expenditures 14:5; 38:6

Interest awards 13:13

—Herbert, M. Harold T. député, parrain Bill C-231

—Hill, M. Charles, Ancien président, Coalition nationale pour droits homosexuels

—Hoban, Inspecteur Roy, G.R.C.

—Hofley, M. B. C., Sous-ministre adjoint, Recherche et perfectionnement méthodes, Min. Solliciteur général

—Hollies, M. J. H., Conseiller juridique, Min. Solliciteur général

—Hopkins, M.L., député, parrain Bill C-223

—Howard, M. John, Sous-ministre adjoint (Corporations), Min. Consommation et Corporations

—Jack, M. D. J., Coroner, New Westminster (C.-B.)

—Jalsevac, M. Stephen, Président, Bureau Toronto, National Firearms Safety Association

—Jamieson, M<sup>me</sup> Roberta, Adjoint spécial président, Fraternité nationale Indiens

—Jobin, M. Fred, Secrétaire-trésorier, Conseil national autochtones Canada

—Joe, M. Willy, Vice-président, Indiens Yukon, Fraternité nationale Indiens

—Johnston, M. J. L., Président, Fédération tir Canada

—Jones, M. W. G., Président, Firearms for Responsible Ownership

—Joyal, M. Robert, Vice-président, Fédération québécoise faune

—Kenney, M. J. H., Vice-président exécutif, Ontario Jockey Club

—Kirkpatrick, M. A. M., Directeur exécutif, John Howard Society Canada

—Kirtan, M. John, Président, Association Collectionneurs armes Bas-Canada

—Lafrance, M. G., Association canadienne chefs police

—Lamer, hon. Juge Antonio, Vice-président, Commission réforme du droit

—Landry, M. Philippe, Sous-procureur général adjoint Canada, min. Justice

—Latchie, M. Jim, Association canadienne Sociétés Elizabeth Fry

—Leblanc, M. Denis, Président, Coalition nationale pour droits homosexuels

—Levy, M. Harold, Secrétaire, Ontario Criminal Lawyers Association

—Locke, M. Hugh, C.R., ancien président, Ontario Criminal Lawyers Association

—Lynch, M. B. T., officier responsable, Direction gestion financière, G.R.C.

—Lynch, M<sup>lle</sup> Mary Lou, Membre, Commission nationale libérations conditionnelles

—McGrath, M. W. T., Directeur-exécutif, Société canadienne criminologie et réhabilitation

—MacGuigan, M. M., député, Parrain Bill C-208

—McKee, M<sup>me</sup> Margaret, Présidente nationale, Association canadienne Sociétés Elizabeth Fry

—Macauley, M. R. B., Services juridiques, Commission nationale libérations conditionnelles, min. Solliciteur général

—Maccagno, M. M., Membre, Commission nationale libérations conditionnelles

—Maloney, M. J., Sous-commissaire adjoint, Programme détenus, Service pénitenciers canadiens, min. Solliciteur général

—Mandel, M. Michel, Professeur, Conseiller spécial, Association canadienne libertés civiles

—Manuel, M. George, Président, Fraternité nationale Indiens

—Marcil, M. Guy, Ancien président, Association police canadienne

—Michie, M. Douglas J., Directeur et président Comité législation sur armes feu, Fédération faune C.-B.

Judges salaries 27:14

Morgentaler, Dr. H., reversal jury acquittal 19:12, 14-6  
Quebec, representation 15:26-30

**Sussman, Prof. Frederick B.** Canadian Criminology and Corrections Association

Bill C-43 44:4-12, 15, 19, 20-3, 26-7

**Switzerland**

Firearms, use, legislation, crime 42:39, 95-7; 51:44, 53:81,  
69; 55:21, 56:55

**Symbols of Sovereignty**

See

National Symbols

**Target Shooting**

See

Firearms

**Task Force on Corporation Law**

Report 2:10-2

**Task Force on Community-Based Residential Centres**

Recommendations reviewed 30:32

**Task Force on the Release of Inmates**

Recommendations 30:13, 33-4; 46:8, 50:73; 51:11, 18,  
55:167-9, 178, 189, 196, 200; 54:50, 57:45

**Tasse, R. Q.C.** Deputy Solicitor General

Bill C-84 71:47

Estimates

Main 1975-76 30:12, 34, 31:7-8, 35:26, 36:20-2, 38:17-20

Supplementary (A), 1975-76 31:11-7, 25-7

Supplementary (B), 1975-76 37:12, 20, 29

Hamilton Harbour dredging contracts, investigation  
16:11,35

**Temporary Absences**

See

Parole

Peace and Security Program, Parole

**Theft**

Cattle, indictable offence 32:37

Motor vehicles, tractor trailers, identification 32:43

Penalties 29:25; 31:13, 34

Robbery with violence, penalties 32:11

Summary conviction prosecution, proposed 32:13, 36-7

Under \$200.00 32:13, 36-7

**Therrien, A.** Commissioner, Canadian Penitentiary Service

Background 4:19

Bill C-43 47:79

Bill C-44 49:39-44, 46-52, 55-7, 57, 70, 71:19-20, 51

Estimates

Main 1975-76 30:12, 14, 31:14-7, 34, 36:13-4

Supplementary (A), 1975-76 30:15, 31:8-11, 34-25

Rehabilitation, classification 34:37-9

**Thompson, Tom.** Zone Chairman, Manitoba Wildlife Federation

Bill C-43 56:14-7, 30, 35, 39, 45, 55-6, 57-8

—Morgan, M. Rick, Directeur exécutif, Ontario Federation of Anglers and Hunters

—Motta, M. Tom, Vice-président, Saskatchewan Wildlife Federation

—Murray, M. Paul, Directeur, Canadian Guild of Antique Arms Collectors

—Nadon, M. M. J., Commissaire, Gendarmerie royale du Canada

—Nicholson, colonel L. H., Directeur, président Comité législation armes feu, Fédération canadienne faune

—Normandeau, M. André, Secrétaire-général, Société criminologie Québec

—O'Keefe, M. Tom, Ancien président, Association chasseurs et pêcheurs Alberta

—Osborn, M. David, E., Directeur exécutif, Association Barreau canadien

—O'Sullivan, M. Sean, député, parrain Bill C-373

—Orway, M. William J., Directeur exécutif, Fédération faune C-B

—Owenbridge, M. W. R., Président, Commission nationale opérations conditionnelles

—Pattinson, M. Dennis, Président, Saskatchewan Wildlife Federation

—Patten, M. A. C., Commissaire adjoint, Gendarmerie royale du Canada

—Poulin, M. Hugh, Secrétaire parlementaire Soliciteur général

—Price, M. Ronald R., Professeur, Superviseur, Correctional Law and Legal Assistance Project, Université Queen's

—Redford, M. Duke, Vice-président, Conseil national autochtones Canada

—Regimbal, M. J.-G., Conseiller principal politiques financières, ministère Soliciteur général

—Reid, M. John, député, Secrétaire parlementaire du Président du Conseil privé

—Richard, M. Raymond, Président, Association policiers provinciaux Québec

—Rice, M. José, Professeur, Membre conseil, exécutif, Société criminologie Québec

—Ross, M. B. J., Sous-commissaire, Operation sûreté, Gendarmerie royale du Canada

—Roy, M. Alan W., Représentant, Canadian Black Powder Federation

—Sarchuk, M. A., Conseiller spécial, ministère Justice

—Shaffer, M. B., Conseiller juridique, Min. Justice

—Smith, M. T. B., Section droit constitutionnel, administratif et international, Min. Justice

—Sommerfeld, M. S. F., Directeur droit criminel, min. Justice

—Sparling, M. Fred, Directeur (Direction Corporations), Min. Consommation et Corporations

—Starkman, M. Bernard, Professeur, conseiller, ministère Justice

—Stewart, M. D. A., Halifax (N.E.)

—Sussman, M. Frederick B., Professeur, Société canadienne criminologie et réhabilitation

—Tasse, M. R., Soliciteur général adjoint

—Therrien, M. A., Commissaire, Service pénitentiaire canadien

—Thompson, M. Tom, Président zone, Manitoba Wildlife Federation

—Tollefson, M. E. A., Directeur, Programmes et informations juridiques, min. Justice

—Vantour, M. J., Analyste, Elaboration politique et évaluation programme, min. Soliciteur général

—Wallace, M. Ivan, Vice-président, John Howard Society Canada

**Tollefson, M. E. A., Director of Programs and Law Information Development, Justice Dept.**

Unified family courts, provinces 54:21, 25

## **Toronto Harbour**

Dredging contracts, alleged fraud, charges 16:16

## **Toronto Police**

*See*

Metropolitan Toronto Police

## **Toronto Stock Exchange**

Bill C-29, brief gov't. reaction 9:11-2

## **Total Abolition of Capital Punishment Act**

*See*

Bill S-23

## **Towers, Gordon, M.P. (Red Deer)**

Bill C-29 4:8; 5:21-3; 8:16-7; 12:23-5

Bill C-47 27:22

Bill C-83 39:16, 28; 40:24-7; 41:42-5, 51; 42:33-5, 63, 71-3; 44:16-7, 19, 37-40; 45:32, 46; 47:30, 33-5; 48:32; 49:24; 50:27; 51:5-6, 27-9; 53:33, 56-9; 55:34-6, 38, 41; 56:19-21, 66-9; 57:13-7; 58:53-4; 59:13; 60:14-5, 18-20; 62:22; 63:17, 32-5, 47-9, 53-5; 65:25, 28, 78, 102-4, 116-7, 119-21; 66:24, 35-6

Bill C-84 69:10, 16, 23, 34, 43, 45, 47, 69-71; 70:12-3, 20; 71:12-5, 20-1, 35-41; 72:24-7

Subject-matter of Bill C-231 36:11-13, 17

Main Estimates 1976-77—Justice 54:29-32

## **Transport Ministry**

*See*

Harbours

## **Treason**

Defined, penalty 72:43, 46, 48-50, 66-7, 69

## **Treasury Board**

Regulations, advertising 28:8

## **Trials**

*See*

Courts

## **Trust Indenture Act (United States)**

Influence Bill C-29 4:18-9

## **Uniformity Commissioners**

Corporation law, Canada 6:12

## **United Kingdom**

Firearms, use, legislation, crime 42:98-100; 49:45, 58-9; 53:13; 55:8-9, 22, 34-5, 42; 56:55

Road Traffic Act, 1972, breathalyzer tests 35:21

## **United Nations Conference/Exposition on Human Settlements, Vancouver 1976**

Policing 20:50; 31:9-11, 21; 52:10

"Prison Environment and Mental Health", one-day session 52:82

## **United Nations Congress on the Prevention of Crime and the Treatment of Offenders, Fifth, 1975**

Expenses, man-years 52:7, 48

Geneva 52:8, 49-50

—Wardlaw, M. John James, C.R., Président, Comité législation sur armes feu, Canadian Guild of Antique Arms Collectors

—Warner, major Edson, Directeur technique, Association tir province Québec et Fédération québécoise tir au pistolet

—Watt, M. Gavin K., Président, Service Rifle Shooting Association

—Westlake, M. W., Sous-commissaire, Service canadien pénitenciers

—Whealy, M. Arthur C., Président, Ontario Criminal Lawyers Association

—White, M. Cliff, Président «Junior Rifle», Manitoba Wildlife Federation

**Pour pagination, voir Index par ordre alphabétique**



Participants 23:14-7, 26; 24:36  
Results, benefits to Canada 37:29; 52:8, 49-50  
Toronto

Cancellation, financial saving, claims 37:28-9; 52:49  
Organization, policing 20:21, 50, 64-5; 22:24; 23:16

**United Nations Convention on the Prevention and Punishment of Crimes against Internationally Protected Persons, including Diplomatic Agents**

Implementation 32:70-1

**United States**

Capital punishment, abolition 71:27, 30, 32-3; 72:25-32, 56  
Central Intelligence Agency, activities in Canada 23:10-1;  
28:11-6; 52:34-5  
Corporation law, frivolous suits 8:29-30  
Federally incorporated companies 4:19  
Firearms, use, legislation, crime 42:100-2; 43:12-3; 53:13-4,  
24-5, 29, 67-9; 55:19, 41; 56:30, 55; 61:15  
National Crime Information Centre 23:4, 7  
Surgeon General, report crime, media violence 20:23  
Trust Indenture Act, influence  
Bill C-29 4:18-9  
Uniform Commercial Code, influence  
Bill C-29 7:23

**University of Toronto**

Conference, crime prevention, May 1975 20:22

**UP Canada**

CBC Program, behaviour modification, penitentiaries  
26:11, 15

**Vagrancy**

Law reform 2:19; 33:16

**Vaillancourt**

Trial, admission statements to psychiatrist, effect commutation 19:12-4

**Vancouver, B.C.**

Policing, RCMP role 23:17

**Vantour, J., Policy Analyst, Policy Planning and Program Evaluation, Solicitor General's Dept.**

Bill C-83 67:24

**Vantour Report**

See  
Study Group on Disassociation

**Victoria Charter**

Proposals 25:8-9, 13

**Wagner, Claude, M.P. (Saint-Hyacinthe)**

Main Estimates 1974-75—Justice Dept. 1:11-4  
Main Estimates 1975-76—Solicitor General 21:8-10,  
21:5

**Wallace, Ivan, Vice President, John Howard Society of Canada**

Bill C-83 47:50

**Wardlaw, John James, Canadian Guild of Antique Arms Collectors**

Bill C-83 55:7-9, 26-8, 34-5, 37-8, 42, 51

**Warner, Edson, Technical Director, Province of Quebec Rifle Association and the Fédération Québécoise de tir au Pistolet**

Background 49:44  
Bill C-83 49:44-62

**Watson, Ian, M.P. (Laprairie)**

Bill C-223 15:27-30  
Bill C-373 15:37-8

**Watt, Gavin K., President, Service Rifle Shooting Assoc.**

Bill C-83 55:20-3, 30-1, 48-9, 53-4

**Westlake, W. C., Deputy Commissioner, Security, Canadian Penitentiary Service**

Background 69:40-1  
Bill C-84 69:41, 44-8, 51-2, 57, 60-3  
Hostage taking 52:38-9

**Whealy, A. C., President, Ontario Criminal Lawyers Association**

Bill C-71 32:24-47

**White, Cliff, Junior Rifle Chairman, Manitoba Wildlife Federation**

Bill C-83 56:13-4, 36, 68

**Wiretapping**

See  
Electronic Surveillance

**Woolliams, Eldon, M., M.P. (Calgary North)**

Bill C-47 27:14-5, 19, 22, 26-7, 32  
Bill C-71 29:11-4, 24-5, 30-1; 32:9-11, 16, 20, 23-4, 29; 35:13-4, 18-23, 25-7, 29-30, 32-3, 38-9, 41-3  
Bill C-83 39:8-14, 19, 21-2, 26-9, 31, 36-41; 40:7, 9, 12, 18, 20, 23, 27-8, 32, 35-7; 41:4-6, 11-14; 42:5, 7-8, 12-6, 33, 37, 40-4, 47, 50-1, 53-4, 57, 60-2, 65-9, 73; 43:4-6, 8-13, 17-8, 20, 27, 30; 44:12-3, 16-22; 45:9-10, 18-26, 28-30, 33-7, 40-1, 44-5, 47, 50; 46:6, 9, 15; 47:5, 11-4, 21, 26, 30; 48:5-7, 9-13, 21; 51:4, 6, 16-8, 28; 53:33, 37-43, 50-1, 53; 55:15, 19, 23; 56:26, 28-30, 32; 58:6, 13-7, 33-4, 36, 38; 59:4, 7-14, 18-9, 23-7, 38; 61:6, 16-21, 23, 26-7, 30-6, 40-2, 44-6, 48-9; 62:5, 7-14, 17-25, 27-30; 63:7-13, 15, 18-20, 30, 37, 39, 42-4, 47, 49-52; 64:8-9, 11-17, 19, 21-2, 25-6, 29-37, 39-46; 65:16-9, 23-5, 27-9, 31, 33-47, 53, 54-61, 63-74, 76-80, 85-7, 89, 91-118, 121-3; 66:8, 15, 18-9, 21, 24-5, 29, 31-2, 34, 36, 40  
Bill C-84 69:8, 17, 19-21, 23, 27-34, 41-2, 45, 47-8, 50, 53-6, 59, 61, 66-8, 70; 70:5, 9-10, 17-9, 21-3; 71:6-12, 16, 19, 21; 72:14-25, 54-5, 57, 64, 67-8, 70-4, 79-82, 87-8, 91, 93  
Bill C-208 18:8, 21-2  
Subject-matter of Bill C-231 36:8-11, 18-9  
Main Estimates 1974-75—Justice Dept. 2:11-4  
Supplementary Estimates (D) 1974-75  
Justice 14:7-9, 13  
Solicitor General 17:6-7, 9, 13-7, 31, 59, 84-7  
Main Estimates 1975-76  
Justice 19:11-6, 27, 30; 27:33  
Solicitor General 23:18-21; 28:5, 11, 15, 21-8, 35  
Supplementary Estimates (A) 1975-76—Solicitor General 30:19-23  
Supplementary Estimates (B) 1975-76—Justice and Solicitor General 38:7-11, 18-19, 27, 30  
Main Estimates 1976-77—Justice 54:9-13, 22, 31, 33

# **Working Group on Federal Maximum Security Institutions Design (1971)**

Report 37:14-5; 39:35; 52:12, 85; 67:13, 23-4; 69:50, 52, 65

## **Young Offenders**

*See*

Juvenile Delinquents Act  
Offenders. Young

## **Young, Roger C., M.P. (Niagara Falls)**

Bill C-83 41:45-50

## **Yukon Territory**

Justice programs 54:8, 43, 45-6

## **Appendices**

- JLA-1—Canadian Bar Association Memorandum: Re: Bill C-29 5:29-34
- JLA-2—Extract from "C" Directorate Operational Manual, R.C.M.P. 17:89
- JLA-3—Statement, Hon. Warren Allmand to Committee, Main Estimates 1975-76 20:27-65
- JLA-4—Canadian Prison Industries: Joyceville Pilot Project 24:35
- JLA-5—Memorandum... re: Participation Amnesty International Fifth United Nations Congress on Prevention of Crime 24:36
- JLA-6—"Francophones and the Use of French in the Department of Justice" 28:37-8
- JLA-7—Canadian Wildlife Federation, A Brief on Firearms Legislation and Control 40:49-58
- JLA-8—Firearms for Responsible Ownership. Brief—Comments Regarding Bill C-83
- JLA-9—Submission of the Canadian Sporting Arms and Ammunition Association—Bill C-83 42:80-114
- JLA-10—Brief—The National Firearms Safety Association Re: The Firearms Provisions of Bill C-83
- JLA-11—*Gun Control: The Options*, Dr. Martin Friedland, from Vol. 18, Criminal Law Quarterly, Dec. 1975 43:57-99
- JLA-12—Memorandum Presented by The National Police Committee for the Protection of the Citizens, re: Bill C-83 43:175-95
- JLA-13—Brief on Peace and Security Program, Bill C-84—Bill C-83—Native Council of Canada 44:41-55
- JLA-14—Notes for Remarks by The Minister of Justice—before—Committee (Bill C-83) 45:52-84
- JLA-15—Comments on Bill C-83, 1976, by the Canadian Criminology and Corrections Association 46:48-54
- JLA-16—Brief, Société de Criminologie du Québec 46:55-86
- JLA-17—Innuit Tapirisat of Canada Submission to the Federal Government on the Proposed Gun Control Legislation 47:57-8
- JLA-18—Submission to the—Committee—from the Canadian Association of Elizabeth Fry Societies, Bills C-83, C-84 47:59-63
- JLA-19—Brief, John Howard Society of Canada, Bill C-83 47:64-70
- JLA-20—The Dangerous (Sexual) Offender Legislation: A Call for Abolition, Brief—National Gay Rights Coalition 48:46-86
- JLA-21—Brief Concerning the Peace and Security Program—Ligue des Droits de l'Homme 49:63-6
- JLA-22—Province of Quebec Rifle Association and Fédération Québécoise de tir au Pistolet Comments on Bill C-83 49:67-9



- JLA-23—Supplementary Submission of the Canadian Sporting Arms and Ammunition Association—Bill C-83 50:58-60
- JLA-24—Submissions—Bill C-83 from Canadian Civil Liberties Assoc. 50:61-77
- JLA-25—Interim Report of Standing Senate Committee on Legal and Constitutional Affairs, Bill C-83 50:78-81
- JLA-26—Canadian Association of Chiefs of Police Submission on the Federal Government's Peace and Security "Package" 50:82-8
- JLA-27—Brief, Douglas Jack, District Coroner, New Westminster, B.C., Bill C-83 51:50
- JLA-28—Statement of the Hon. Warren Allmand to—Committee Re Main Estimates 1976-77 52:41-93
- JLA-29—Brief on Bill C-83—The Shooting Federation of Canada 53:65-85
- JLA-30—Responsible Alberta Gun Owners, Brief—Bill C-83 53:87-98
- JLA-31—Statement by Minister of Justice—Justice 1976-77 Main Estimates 54:35-46
- JLA-32—Analyses and Suggested Amendments to Bill C-83—Canadian Black Powder Federation 55:55-60
- JLA-33—Submission of the Canadian Guild of Antique Arms Collectors—Bill C-83—gun control 55:61-88
- JLA-34—Brief . . . Lower Canada Arms Collectors Assoc. Inc. (Bill C-83) 55:88-92
- JLA-35—Ontario Arms Collectors' Assoc. (Brief, Bill C-83) 55:93-103
- JLA-36—Submission of D. A. Stewart, Halifax, Nova Scotia, on Bill C-83 as it relates to antique firearms 55:104-21
- JLA-37—Service Rifle Shooting Assoc., Brief, Bill C-83 55:122-58
- JLA-38—Correctional Law and Legal Assistance Project . . . Queen's University . . . Submission Bill C-83 55:159-205
- JLA-39—Submission . . . B.C. Wildlife Federation On Those Sections of Bill C-83 Dealing With Firearms 56:71-96
- JLA-40—Alberta Fish and Game Assoc., A Brief on Firearms Legislation and Control 56:97-112
- JLA-41—A Brief on Firearms Legislation and Control and Bill C-83 . . . Saskatchewan Wildlife Federation 56:113-24
- JLA-42—Presentation of the Junior Rifle Committee of the Manitoba Wildlife Federation (Bill C-83) 56:125-30
- JLA-43—Dangerous Sexual Offenders in Canada, A Report to . . . Committee . . . Bill C-83, Cyril Greenland 57:23-46
- JLA-44—Canadian Labour Congress, Submission on Bill C-83 61:51-7
- JLA-45—Canadian Labour Congress, Supplementary Submission on Bill C-83 64:47-52
- JLA-46—Memorandum, Inspector Hoban, "Fully Automatic Weapons, Bill C-83" 66:44-6
- JLA-47—Letter to Sinclair Stevens, M.P. from Isaac Ehrlich, Associate Professor, University of Chicago 72:95
- JLA-48—The Critics of Isaac Ehrlich: A Bibliography 72:96

#### Witnesses

- Adamson, Chief Harold, Metro Toronto Police Dept., President, Canadian Assoc. of Chiefs of Police
- Allmand, Hon. Warren, Solicitor General of Canada
- Allmand, Hon. Warren, Solicitor General of Canada and Acting Minister of Justice
- Anisman, Phil, Director, Corporate Research Branch, Consumer and Corporate Affairs Dept.

- Atton, William J., Vice-Chairman, Firearms Legislation Committee (Nova Scotia)
- Barrigan, C. F., Managing Director, Responsible Alberta Gun Owners
- Basford, Hon. Stanley Ronald, Minister of Justice and Attorney General of Canada
- Bazowski, P., Deputy Commissioner, Administration, RCMP
- Beebe, Howard, Member, Indian Association of Southern Alberta
- Belton, John, Secretary General, Lower Canada Arms Collectors Association
- Bezanson, James R. Member, Firearms Legislation Committee, B.C. Wildlife Federation
- Blake, Gordon, Past President, Ontario Federation of Anglers and Hunters
- Borovoy A. Alan, Executive Director, Canadian Civil Liberties Association
- Bouchard, C., Vice-Chairman, National Parole Board
- Bouchard, Jean-Claude, Vice-President, Fédération Québécoise de la Faune
- Bourbeau, J. J., Member, Committee on Study and Research, Fédération Québécoise de la Faune
- Boyer, Raymond, Executive, Ligue des Droits de l'Homme
- Braithwaite, J. W., Deputy Commissioner, Inmate Programs, Canadian Penitentiary Service
- Brodsky, G. Greg, Chairman, National Criminal Justice Section, Canadian Bar Association
- Brynaert, Kenneth A., Executive Director, Canadian Wildlife Federation
- Burden, Bruce, Ontario Arms Collectors Assoc.
- Bush, W. H., Chairman, Legislation Committee, Shooting Federation of Canada
- Cafik, Norman, Parliamentary Secretary to the Minister of Consumer and Corporate Affairs
- Cameron, Sergeant Merle, President, Canadian Police Association
- Campbell, D. L., Q.C., Canadian Bar Association
- Campbell, R. H., Secretary-Treasurer, Firearms for Responsible Ownership
- Caron, Normand, Director General, Ligue des Droits de l'Homme
- Chapman, A. E., Chairman, Legislation Committee, Ontario Arms Collectors Association
- Chevalier, J., Executive Secretary, Canadian Sporting Arms and Ammunition Association
- Christie, D. H., Associate Deputy Minister, Justice Dept.
- Clavelle, George, Director, Vice Chairman, Firearms Legislation Committee, Canadian Wildlife Federation
- Cocks, H. T., Director, Finance and Administration, Justice Dept.
- Craig, Dr. D., Director-General, Medical Services, Canadian Penitentiary Service
- Crossingham, J., Legal Representative, Firearms for Responsible Ownership
- Dare, M. R., Director General, Security Service, RCMP
- Dayman, Ron, Representative, Co-ordinating Office, National Gay Rights Coalition
- Dickerson, R. W. D., Consultant, Consumer and Corporate Affairs Dept.
- Diguer, R., Deputy Commissioner, Operational Services, Canadian Penitentiary Service
- Diguer, R. J. A., Deputy Commissioner, Security, Canadian Penitentiary Service
- Dubienksi, Judge Ian V., President, Canadian Criminology and Corrections Association

- Farley, J. E., Legal Counsel, Canadian Sporting Arms and Ammunition Association
- Friedland, Dr. Martin, Dean of Law, University of Toronto
- Froomkin, S., Director, Criminal Law, Justice Dept.
- Fuller, Carolyn, Statistics Development Officer, Solicitor General's Dept.
- Garipey, Y., Deputy Commissioner, Operational Services, Canadian Penitentiary Service
- Genest, G., Director of Case Management, National Parole Board, Solicitor General's Dept.
- George, Gloria, President, Native Council of Canada
- Gibeault, André, Treasurer, Lower Canada Arms Collectors Association
- Goyer, Hon. Jean-Pierre, Minister of Supply and Services
- Green, Lowell, National Chairman, National Firearms Safety Association
- Gros-Louis, Max, Vice-Chairman, Indians of Quebec
- Greenland, Prof. Cyril, School of Social Work, McMaster University
- Gualtieri, Roberto, Co-ordinator of the Working Group on Gun Control, Solicitor General's Dept.
- Haggan, R., Assistant Deputy Minister, Communications and Consultation, Solicitor General's Dept.
- Hartt, Hon. Mr. Justice E. P., Chairman, Law Reform Commission of Canada
- Haslem, Phyllis, Representative, Canadian Association of Elizabeth Fry Societies
- Hazelwood, T. E., President, Canadian Sporting Arms and Ammunition Association
- Heiman, E., Director, Responsible Alberta Gun Owners
- Herbert, H. T., M.P., Sponsor of Bill C-231
- Hill, Charles, Past President, National Gay Rights Coalition
- Hoban, Inspector Roy, Royal Canadian Mounted Police
- Hofley, B. C., Assistant Deputy Minister, Research and Systems Development, Ministry Secretariat, Solicitor General's Dept.
- Hollies, J. H., Ministry Legal Counsel, Solicitor General's Dept.
- Hopkins, Leonard, Parliamentary Secretary to the Minister of National Defence
- Howard, John, Assistant Deputy Minister, Corporate Affairs, Consumer and Corporate Affairs Dept.
- Jack, Douglas, District Coroner, New Westminster, B.C.
- Jalsevac, Stephen, Chairman, National Firearms Safety Association
- Jamieson, Roberta, Special Assistant to the President, National Indian Brotherhood
- Jobin, Fred, Secretary-Treasurer, Native Council of Canada
- Joe, Willy, Vice-President, Indians of the Yukon
- Johnston, Dr. J. L., President, Shooting Federation of Canada
- Jones, W. G., President, Firearms for Responsible Ownership
- Joyal, Robert, Vice-President, Fédération Québécoise de la Faune
- Kenney, J. H., Executive Vice-President, Ontario Jockey Club
- Kirkpatrick, A. M., Executive Director, John Howard Society of Canada
- Kirtton, John, President, Lower Canada Arms Collectors Association
- Lafrance, G., Montreal Urban Community, Canadian Assoc. of Chiefs of Police



- Lamer, Hon. Mr. Justice Antonio, Vice-Chairman, Law Reform Commission of Canada
- Landry, L. P., Assistant Deputy Attorney General of Canada
- Lang, Hon. Otto, Minister of Justice and Attorney General of Canada
- Leblanc, Denis, President, National Gay Rights Coalition
- Levy, Harold J., Secretary, Ontario Criminal Lawyers Association
- Locke, Hugh, Q.C., Past President, Ontario Criminal Lawyers Association
- Lynch, B. T., Officer i/c, Financial Management Branch, RCMP
- Lynch, M. L., Member, National Parole Board
- Macauley, R. B., Legal Officer, Legal Services, National Parole Board
- Maccagno, M., Member, National Parole Board
- McGrath, W. T., Executive Director, Canadian Criminology and Corrections Association
- MacGuigan, M., M.P., Sponsor of Bill C-208
- McKee, Margaret, National President, Canadian Association of Elizabeth Fry Societies
- McLatchie, Jim, Canadian Association of Elizabeth Fry Societies
- Mandel, Prof. Michael, Special Counsel, Canadian Civil Liberties Association
- Manuel, George, President, National Indian Brotherhood
- Marceau, Gilles, Parliamentary Secretary to the Minister of Justice
- Marcil, Sergeant Guy, Past-President, Canadian Police Association
- Merriam, Ronald, Q.C., Executive Director, Canadian Bar Association
- Michie, Douglas J., Director and Chairman, Firearms Legislation Committee, B.C. Wildlife Federation
- Moloney, J., Assistant Deputy Commissioner, Inmate Programs, Canadian Penitentiary Service
- Morgan, Rick, Executive Director, Ontario Federation of Anglers and Hunters
- Motta, Tom, Vice-President, Saskatchewan Wildlife Federation
- Murray, Paul, Director, Canadian Guild of Antique Arms Collectors
- Nadon, M. J., Commissioner, RCMP
- Nicholson, Col. L., Advisor, Ontario Federation of Anglers and Hunters
- Nicholson, Colonel L. H., Director, Chairman, Firearms Legislation Committee, Canadian Wildlife Federation
- Normandeau, André, Director, School of Criminology, University of Montreal, and Secretary General, Société de criminologie du Québec
- O'Keefe, Tom, Past President, Alberta Fish and Game Association
- Osborn, David E., Executive Director, Canadian Bar Association
- O'Sullivan, S., M.P., Sponsor of Bill C-373
- Otway, William J., Executive Director, B.C. Wildlife Federation
- Outerbridge, W. R., Chairman, National Parole Board
- Pattinson, Dennis, President, Saskatchewan Wildlife Federation
- Potter, A. C., Assistant Commissioner, RCMP
- Poulin, Hugh, M.P., Parliamentary Secretary to Solicitor General
- Price, Prof. Ronald R., Correctional Law and Legal Assistance Project, Queen's University

- Redbird, Duke, Vice-President, Native Council of Canada
- Régimbald, J. G., Senior Financial Policy Adviser, Solicitor General's Dept.
- Reid, John, M.P., Parliamentary Secretary to President of Privy Council
- Richard, Raymond, Chairman, Quebec Provincial Police Association
- Rico, Jose M., Professor, School of Criminology, University of Montreal, and Member of Executive Council, Société de criminologie du Québec
- Ross, R. J., Deputy Commissioner, Criminal Operations, Royal Canadian Mounted Police
- Roy, Dr. Allan, Canadian Black Powder Federation
- Sarchuck, A., Senior Counsel of Criminal Law, Justice Dept.
- Shaffer, B., Legal Counsel, Justice Dept.
- Smith, T. B., Director, Constitutional, Administrative and International Law Section Justice Dept.
- Sommerfeld, S. F., Director, Criminal Law Section, Justice Dept.
- Sparling, F., Director, Corporations Branch, Consumer and Corporate Affairs Dept.
- Starkman, Professor Bernard, Adviser, Justice Dept.
- Stewart, D. A., Halifax, Nova Scotia
- Sussman, Prof. Frederick B., Canadian Criminology and Corrections Association
- Tassé, R., Deputy Solicitor General
- Therrien, A., Commissioner, Canadian Penitentiary Service
- Thompson, Tom, Zone Chairman, Manitoba Wildlife Federation
- Tollefson, M. E. A., Director of Programs and Law Information Development, Justice Dept.
- Vantour, J., Policy Analyst, Policy Planning and Program Evaluation, Solicitor General's Dept.
- Wallace, Ivan, Vice-President, John Howard Society of Canada
- Wardlaw, John James, Canadian Guild of Antique Arms Collectors
- Warner, Edson, Technical Director, Province of Quebec Rifle Association and the Fédération Québécoise de tir au Pistolet
- Watt, Gavin K., President, Service Rifle Shooting Assoc.
- Westlake, William, Deputy Commissioner, Security Canadian Penitentiary Service
- Whealy, A. C., President, Ontario Criminal Lawyers Association
- White, Cliff, Junior Rifle Chairman, Manitoba Wildlife Federation

**For pagination** See Index by alphabetical order

























BINDING SECT. DEC 14 1979



